ASSEMBLÉE ORDINAIRE

DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

VERSION 2

Le jeudi 28 septembre 2017

à 17 h

AVIS DE CONVOCATION

Montréal, le jeudi 21 septembre 2017

Prenez avis qu'une assemblée ordinaire du conseil d'agglomération est convoquée, à la demande du comité exécutif, pour **le jeudi 28 septembre 2017, à 17 h** , dans la salle du conseil de l'hôtel de ville. Les affaires énumérées dans les pages suivantes seront soumises à cette assemblée.

(s) Yves Saindon

_____

Le greffier de la Ville
Yves Saindon, avocat

(English version available at the Service du greffe, City Hall, Suite R-134)

Montréal

ASSEMBLÉE ORDINAIRE

DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

VERSION 2

Le jeudi 28 septembre 2017

à 17 h

Ci-joint un nouvel avis de convocation de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération du jeudi 28 septembre 2017 ainsi que l'ordre du jour remplaçant la version qui vous a été transmise le 14 septembre 2017.

Nous attirons votre attention sur l'ajout des articles 4.04, 4.05, 6.01, 7.03, 20.51 à 20.89, 41.03 et 50.01.

Veuillez noter qu'une version électronique des dossiers accompagne cet ordre du jour et est accessible via la base de données sécurisée ADI.

Par ailleurs, nous vous rappelons que quelques corrections de nature strictement administrative ont été apportées à la suite de l'avis de motion donné concernant le projet de règlement afférent à l'article 42.13.

Assemblée ordinaire du conseil d'agglomération du jeudi 28 septembre 2017

ORDRE DU JOUR

VERSION 2

01 – Période de questions du public

01.01 *Service du greffe*

Période de questions du public

02 – Période de questions des membres du conseil

02.01 *Service du greffe*

Période de questions des membres du conseil

03 – Ordre du jour et procès-verbal

03.01 *Service du greffe*

Adoption de l'ordre du jour de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération

03.02 *Service du greffe*

Approbation du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération tenue le 24 août 2017

04 – Annonces et dépôt de documents par le comité exécutif

04.01 *Service du greffe*

Dépôt de la liste des contrats octroyés par le comité exécutif conformément à l'article 200 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal*

04.02 *Service du greffe*

Dépôt de la liste des subventions octroyées par le comité exécutif

04.03 *Service du greffe*

Dépôt de la liste des contrats octroyés par les fonctionnaires conformément à l'article 477.3 de la *Loi sur les cités et villes*

04.04 *Service du greffe* - 1173430008

Dépôt de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission sur le transport et les travaux publics ayant pour objet l'examen public sur la cohabitation sécuritaire entre les usagers vulnérables et les véhicules lourds en milieu urbain, dans l'optique de la « Vision zéro » en matière de sécurité routière

04.05 *Service du greffe* - 1173430012

Dépôt de la réponse du comité exécutif aux rapports de la Commission permanente sur l'inspecteur général portant sur la location de remorqueuses lors d'opérations de déneigement et sur l'industrie du remorquage, déposés respectivement aux conseils municipal et d'agglomération en avril et juin 2017

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

05 – Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil

05.01 *Service du greffe*

Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil

06 – Dépôt de rapports des commissions du conseil

06.01 *Service du greffe*

Dépôt du rapport de la Commission sur le développement social et la diversité montréalaise et de la Commission de la sécurité publique intitulé « Examen public du bilan général des actions de l'agglomération de Montréal pour lutter contre le profilage racial et le profilage social 2012 - 2016 »

07 – Dépôt

07.01 *Service du greffe*

Dépôt du Rapport annuel 2016 de la Société du parc Jean-Drapeau

07.02 *Service du greffe*

Dépôt de la décision du Bureau de l'inspecteur général - Résiliation du contrat visant la reconstruction de belvédères, de passerelles et de sentiers au parc-nature du Bois-de-l'île-Bizard - Appel d'offres 16-6853

07.03 *Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale* - 1175205006

Dépôt de la projection des résultats de l'exercice 2017 en date du 30 juin 2017 - Volet agglomération et État des revenus et des charges réels global Ville au 30 juin 2017, comparé avec celui du 30 juin 2016

Compétence d'agglomération : Acte mixte

11 – Dépôt de pétitions

11.01 *Service du greffe*

Dépôt de pétitions

20 – Affaires contractuelles

20.01 *Service du matériel roulant et des ateliers* - 1176859008

Accorder un contrat à Globocam Montréal inc. pour la fourniture de deux camions avec système de levage à crochet de conteneurs et de plates-formes, pour une somme maximale de 587 361,29 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-16026 (3 soum.)

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

20.02 *Service de l'approvisionnement* - 1171541001

Conclure une entente-cadre, d'une durée de quarante-huit mois, avec la firme UAP inc. pour la fourniture de pièces électriques et électroniques pour l'entretien des véhicules et appareils du parc motorisé de la Ville - Appel d'offres public 16-15251 (6 soum.)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.03 *Service de la diversité sociale et des sports* - 1173220005

Accorder une avance de fonds de 500 000 $ au Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence en provenance du budget du Service de la diversité sociale et des sports, afin de permettre à l'organisme de poursuivre ses activités et de conclure une entente portant sur son financement / Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.04 *Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées* - 1177526032

Accorder un contrat de gré à gré à ZAPS Technologies inc. pour la fourniture et l'installation de deux analyseurs pour la mesure en continu des bactéries E. coli dans l'unité de suivi de l'ozonation en continu (USOC) à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour la somme maximale de 237 210,73 $, taxes incluses (fournisseur unique)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.05 *Service de la culture* - 1177666003

Approuver la clôture de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 1995-2000 entre le ministre de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal, portant le montant final de l'Entente de 54 524 000 $ à 54 273 373 $, soit une réduction de 250 627 $ provenant du ministère

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Culture Montréal

20.06 *Service de la culture* - 1177666004

Approuver la clôture de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2000-2005 entre le ministre de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal, établissant le montant final de l'Entente à 73 290 000 $

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Culture Montréal

20.07 *Service de la culture* - 1177666005

Approuver la clôture de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2005-2008 entre le ministre de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal, portant le montant final de l'Entente de 90 577 000 $ à 90 309 148 $, soit une réduction de 267 852 $ provenant du ministère et du Fonds du patrimoine culturel québécois

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Culture Montréal

20.08 *Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles* - 1172621001

Autoriser une dépense additionnelle de 753 316 $, taxes incluses, pour exercer l'option de 10 000 tonnes supplémentaires pour l'année 2017 pour le traitement par compostage des résidus alimentaires, dans le cadre du contrat octroyé à Recyclage Notre-Dame inc. (CG15 0355), majorant ainsi le montant total du contrat de 4 589 400 $ à 5 342 716 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Élimination et la valorisation des matières résiduelles, ainsi que tout autre élément de leur gestion si elles sont dangereuses, de même que l'élaboration et l'adoption du plan de gestion de ces matières

20.09 *Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles* - 1172621002

Autoriser une dépense additionnelle de 1 020 403 $, taxes incluses, pour exercer l'option de 5 000 tonnes supplémentaires par année pour les trois années du contrat de traitement par compostage des résidus verts, dans le cadre du contrat accordé à Englobe corp. (CG17 0090), majorant ainsi le montant total du contrat de 3 061 209 $ à 4 081 612 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Élimination et la valorisation des matières résiduelles, ainsi que tout autre élément de leur gestion si elles sont dangereuses, de même que l'élaboration et l'adoption du plan de gestion de ces matières

20.10 *Service du matériel roulant et des ateliers* - 1176859009

Accorder un contrat à Pie IX Dodge Chrysler 2000 inc. pour la fourniture de 40 véhicules de marque et modèle Dodge Grand Caravan, pour une somme maximale de 1 273 049,19 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-16189 (3 soum.)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.11 *Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles* - 1170793001

Accorder un contrat à Revolution Environnemental Solutions LP pour la collecte itinérante des résidus domestiques dangereux (RDD), incluant le traitement pour une période de 36 mois, et à CRI Environnement inc. pour la collecte des RDD dans les écocentres, incluant le traitement pour 36 mois - Dépense totale de 3 239 360,28 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-15847 (3 soum.)

Compétence d'agglomération : Élimination et la valorisation des matières résiduelles, ainsi que tout autre élément de leur gestion si elles sont dangereuses, de même que l'élaboration et l'adoption du plan de gestion de ces matières

20.12 *Service de l'eau , Direction de l'eau potable* - 1164473002

Conclure une entente-cadre d'une durée de cinq ans avec Les Contrôles Provan et Associés inc. pour la fourniture et la livraison de vannes de type papillon et de type guillotine - Dépense totale de 1 069 134,01 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-15801 (4 soum.)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.13 *Service du matériel roulant et des ateliers* - 1176859010

Accorder quatre contrats d'acquisition de divers véhicules de marque Honda, Kia, Mazda et Subaru, pour un montant total de 2 929 399,14 $, taxes incluses, à Honda Drummondville 6676677 Canada inc. (764 431,80 $ - 32 véhicules Honda Civic LX, Sedan 4 portes), Méga Kia Brossard inc. (617 822,67 $ - 32 véhicules Kia Forte, Sedan 4 portes), Mazda de Laval Armand Querin Automobile ltée (768 390,25 $ - 33 Mazda 3 GS, Sedan 4 portes) et 4431341 Canada inc. Subaru Repentigny (778 754,42 $ - 33 Subaru Impreza, Sedan 4 portes) - Appel d'offres public 17-16196 (12 soum.)

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

20.14 *Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - espace de travail* - 1177749001

Conclure deux ententes-cadres d'une durée de trois ans avec GoSecure inc. pour des services de support et d'entretien d'équipements de télécommunication et de sécurité (Lot 2 : 1 624 952,02 $ - Lot 4 : 94 640,52 $) - Appel d'offres public 17-16243 (1 soum.) / Autoriser un ajustement récurrent de la base budgétaire du Service des technologies de l'information de 523 400 $ pour 2018 et les années subséquentes

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.15 *Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées* - 1173438008

Accorder un contrat à Aqua-Mécanique inc. pour la fourniture de vannes manuelles pour les structures de dérivation et d'interception du réseau des intercepteurs de la Ville, pour une somme maximale de 570 803,10 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-16198 (3 soum.)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.16 *Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles* - 1175960002

Accorder un contrat à 142975 Canada ltée (Mironor) pour la location d'un retourneur d'andains avec opérateur, pour une durée de 12 mois, pour une somme maximale de 104 167,35 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-16346 (1 soum.)

Compétence d'agglomération : Élimination et la valorisation des matières résiduelles, ainsi que tout autre élément de leur gestion si elles sont dangereuses, de même que l'élaboration et l'adoption du plan de gestion de ces matières

20.17 *Service de l'approvisionnement* - 1175296001

Conclure une entente-cadre, pour une période de deux ans, avec Signel Service inc. pour la fourniture de panneaux de signalisation en aluminium - Appel d'offres public 17-16076 (4 soum.)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.18 *Service de l'approvisionnement* - 1177297001

Autoriser une deuxième prolongation des ententes-cadres, pour une période de douze mois débutant le 20 décembre 2017, pour la fourniture des sites de valorisation de la pierre, roc, béton et asphalte dans le cadre des contrats accordés à Bauval CMM division de Bau-Val inc. (192 778,58 $, taxes incluses), Recy Béton inc. (286 510,34 $, taxes incluses) et Construction GFL inc. (182 925,23 $, taxes incluses)

Compétence d'agglomération : Élimination et la valorisation des matières résiduelles, ainsi que tout autre élément de leur gestion si elles sont dangereuses, de même que l'élaboration et l'adoption du plan de gestion de ces matières

20.19 *Service du matériel roulant et des ateliers* - 1176859006

Accorder un contrat à Garage Bigras Tracteur inc. pour la fourniture d'un tracteur utilitaire bidirectionnel de 85 HP, pour une somme maximale de 205 194,46 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-15979 (2 soum., 1 seul conforme)

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Parc du complexe environnemental Saint-Michel

20.20 *Service de l'approvisionnement* - 1175331004

Conclure une entente-cadre collective avec Teltech Télécommunication inc., pour une période de trente-six mois, pour la fourniture, sur demande, de services d'interventions diverses en signalisation routière - Appel d'offres public 17-16380 (3 soum.)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.21 *Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées* - 1177526033

Accorder un contrat à Le Groupe LML ltée pour la mise à niveau de l'électricité et de l'instrumentation des pompes d'inondation et d'assèchement des puits sud et nord de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de 505 120,61 $, taxes incluses - Appel d'offres public SP17003-160691-C (3 soum.)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.22 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures* - 1177231073

Autoriser une dépense additionnelle de 640 082,52 $, taxes incluses, pour construire la section de la conduite d'égout sous l'autoroute 40, à l'intersection du boulevard Saint-Michel et de la rue Crémazie, en utilisant la méthode de forage à l'aide d'un micro-tunnelier, dans le cadre du contrat accordé à Construction Bau-Val inc. (CG16 0427), majorant ainsi le montant total du contrat de 16 373 685,94 $ à 17 013 768,46 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.23 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1175350004

Accorder un contrat à St-Denis Thompson inc. pour la phase deux des travaux de réfection de la maçonnerie de la caserne de pompiers n° 48 située au 3616, rue Hochelaga, dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve - Dépense totale de 2 025 399,60 $, taxes incluses - Appel d'offres public 5919 (5 soum.)

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

20.24 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1175350006

Accorder un contrat à Cosoltec inc. pour les travaux de rénovation et d'agrandissement de la caserne de pompiers n° 18 située au 12012, boulevard Rolland, dans l'arrondissement de Montréal-Nord - Dépense totale de 9 174 120,23 $, taxes incluses - Appel d'offres public 5906 (4 soum.)

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

20.25 *Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées* - 1173438009

Autoriser une dépense additionnelle de 23 570,19 $, taxes incluses, pour la mise à niveau de treize vannes murales à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, dans le cadre du contrat accordé à Nordmec inc. (CG14 0456), majorant ainsi le montant total du contrat de 842 762,38 $ à 866 332,57 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.26 *Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées* - 1173438004

Accorder un contrat à Reftech international inc. pour les travaux de remise à niveau des systèmes d'incinération des boues 1 et 3 de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de 596 254,60 $, taxes incluses - Appel d'offres public SP17057-BF0000-C (2 soum.)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.27 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1173482001

Autoriser une dépense additionnelle de 559 643,11 $, taxes incluses, pour compléter les travaux de sécurisation de l'enveloppe et de décontamination de l'édifice du 200-300, rue Bellechasse dans le cadre du contrat accordé à Groupe Axino inc. (CG16 0491), majorant ainsi le montant total du contrat de 3 510 680,02 $ à 4 070 323,13 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

20.28 *Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées* - 1173438007

Accorder un contrat à Le Groupe Lefebvre M.R.P. inc. pour la réfection de la structure de régulation des eaux usées Alepin, située dans l'arrondissement de LaSalle, pour une somme maximale de 1 387 529,80 $, taxes incluses - Appel d'offres public CP17044-123274-C (2 soum.)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.29 *Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées* - 1173438010

Accorder un contrat à Filtrum inc. pour la mise en oeuvre de systèmes de suivi d'ouvrages de surverse de 39 sites répartis sur le territoire de l'Île de Montréal, pour une somme maximale de 1 498 198,98 $, taxes incluses - Appel d'offres public IP17008-150803-C (3 soum.)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.30 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1166342001

Autoriser une dépense additionnelle de 11 230,81 $, taxes incluses, pour le réajustement des honoraires selon le coût réel des travaux ainsi qu'une modification au contrat de 46 158,26 $, taxes incluses, pour le projet de la reconstruction de la caserne de pompiers n° 75, dans le cadre du contrat accordé à Archipel architecture inc., WSP Canada inc. et SDK et associés (CG14 0248), majorant ainsi le montant total du contrat de 205 554,16 $ à 216 784,97 $, taxes incluses, avant les contingences / Approuver un projet d'avenant à cet effet

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

20.31 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1176342001

Autoriser une dépense additionnelle de 212 620,60 $, taxes incluses, pour le réajustement des honoraires selon le coût réel des travaux ainsi qu'une augmentation de 31 893,09 $, taxes incluses, des contingences pour le projet de réfection des appentis de la toiture et du tunnel à la cour municipale, située au 775, rue Gosford, dans le cadre du contrat accordé à Archipel architectures inc. et WSP inc. (CG14 0467), majorant ainsi le montant total du contrat de 747 724,39 $ à 992 238,08 $, taxes incluses / Approuver un projet d'avenant à cet effet

Compétence d'agglomération : Cour municipale

20.32 *Service de la diversité sociale et des sports* - 1176794006

Accorder un contrat de services professionnels au Centre de recherche de l'Hôpital Douglas pour la réalisation du deuxième dénombrement des personnes itinérantes à Montréal en 2018, pour une somme maximale de 222 585 $, soit 68 000 $ en 2017 et 154 585 $ en 2018, taxes incluses, le cas échéant / Approuver un projet de convention à cet effet / Approuver l'entente de partenariat avec le CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal et la Ville de Montréal / Autoriser un virement budgétaire de revenus et de dépenses au montant de 111 292 $

Compétence d'agglomération : Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux sans-abri

20.33 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1175951001

Accorder un contrat à WSP Canada inc. pour les services professionnels en contrôle de la qualité pour la réalisation de deux projets à caractère industriel en mode de réalisation conception-construction-entretien, pour une somme maximale de 965 742,56 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-15861 - (1 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin

Compétence d'agglomération : Élimination et la valorisation des matières résiduelles, ainsi que tout autre élément de leur gestion si elles sont dangereuses, de même que l'élaboration et l'adoption du plan de gestion de ces matières

20.34 *Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées* - 1173438005

Accorder un contrat à Axor experts-conseils inc. pour les services professionnels en ingénierie multidisciplinaire lors des travaux d'amélioration et de mise à niveau des infrastructures de collecte et de traitement des eaux usées, pour une somme maximale de 3 838 035,66 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-16230 (3 soum.) / Approuver le projet de convention à cette fin

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.35 *Service de l'eau , Direction de l'eau potable* - 1176019002

Accorder un contrat de services professionnels en ingénierie et en architecture à WSP Canada inc. et Viau Bastien Gosselin architectes inc. pour la modernisation et la réfection des stations de pompage et des réservoirs - Dépense totale de 7 903 397,07 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-16162 (7 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.36 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports* - 1174368009

Accorder un soutien financier non récurrent de 99 338,40 $, taxes incluses, à Vélo Québec pour proposer un projet de Plan directeur vélo pour le centre-ville de Montréal / Approuver le projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Réseau cyclable actuel et projeté de l'Île de Montréal identifié au Plan de transport approuvé par le conseil d'agglomération le 18 juin 2008 (CG08 0362)

20.37 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1177541004

Autoriser la cession partielle du contrat de la firme Dupras Ledoux inc. en faveur de la firme MLC Associés inc., à partir de la date de l'approbation de l'acte de cession et la cession du contrat de la firme MDA experts-conseils en faveur de la firme Les Services exp inc., rétroactivement au 23 septembre 2015, conclue entre la Ville de Montréal, Parizeau Pawulski architectes s.e.n.c., Dupras Ledoux inc. et MDA experts-conseils (CG15 0013) pour réaliser la mise aux normes des systèmes de captation des gaz des bâtiments du Service de sécurité incendie de Montréal / Approuver les projets de convention de cession à cette fin

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

20.38 *Service de police de Montréal , Direction des opérations* - 1175841002

Conclure une entente-cadre de gré à gré avec sa Majesté la Reine du Chef du Canada (Travaux publics et Services gouvernementaux Canada) pour des services professionnels en juricomptabilité pour la période du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2020, pour une somme maximale de 900 000 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cette fin

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

20.39 *Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation* - 1176692002

Accepter le bénéfice des engagements pris en application de la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels, dans le cadre du projet de développement résidentiel sur les lots 3 361 976, 3 361 992, 3 362 017 et 3 362 018 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, situés au nord du prolongement prévu de la rue Gilford et à l'ouest de la 4e Avenue, dans l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie / Abroger la résolution CG11 0448

Compétence d'agglomération : Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux sans-abri

20.40 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction évaluation et courtage immobilier-sécurité* - 1151195005

Approuver le projet d'acte d'échange par lequel la Ville de Montréal cède à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada (CN) à des fins d'accès à l'aire de chargement, le lot 5 829 243 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 169,2 mètres carrés, situé du côté sud de la rue Saint-Paul, entre la rue de l'Inspecteur et de la voie ferrée, en contrepartie, le CN cède à la Ville de Montréal, à des fins de rue, les lots 5 777 988 et 5 777 990 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 263,5 mètres carrés situés sur la rue Nazareth, entre les rues Saint-Maurice et Saint-Paul (parties de rues), dans l'arrondissement du Sud-Ouest, avec une soulte en faveur du CN au montant de 147 000 $, plus les taxes applicables, dont 107 000 $ a été payé par la Ville en effectuant des travaux d'aménagement sur le lot 5 829 243 dudit cadastre et 40 000 $ est payable à la signature de l'acte d'échange, le tout sujet aux termes et conditions stipulés au projet d'acte d'échange

Compétence d'agglomération : Voie de circulation artérielle - autoroute Bonaventure, phase 1

20.41 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité* - 1174315001

Approuver un projet d'acte de vente par lequel la Ville de Montréal acquiert de Club de golf Elm Ridge inc., des terrains vagues constitués des lots 4 590 598 et 4 590 600 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 144 958,1 mètres carrés, situés sur la rue Cherrier, dans l'arrondissement de L'Île-Bizard-Sainte-Geneviève, aux fins d'agrandissement du parc-nature du Cap-Saint-Jacques, pour la somme de 1 255 527 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Écoterritoires

20.42 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité* - 1174962001

Approuver le projet d'acte d'échange par lequel la Ville de Montréal cède à 9150-1940 Québec inc. aux fins d'assemblage les lots 4 929 387 et 4 929 388 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal et par lequel 9150-1940 Québec inc. cède à la Ville de Montréal les lots 1 860 699, 4 929 385 et 6 144 209 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, à des fins de piste cyclable, bornant le fleuve Saint-Laurent et le chemin du Golf, dans l'arrondissement de Verdun, sans soulte

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Réseau cyclable actuel et projeté de l'Île de Montréal identifié au Plan de transport approuvé par le conseil d'agglomération le 18 juin 2008 (CG08 0362)

20.43 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité* - 1164315005

Approuver le projet d'acte de donation par lequel la Ville de Dorval cède à la Ville de Montréal, un immeuble sis au 530, boulevard Bouchard dans la Ville de Dorval, connu comme étant la caserne de pompiers n° 63

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

20.44 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité* - 1161027013

Approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal cède à 9114-6183 Québec inc., à des fins résidentielles, tous ses droits, titres et intérêts, dans l'immeuble sis au 12131-12139, avenue Bois-de-Boulogne, constitué du lot 3 879 978 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, en échange duquel 9114-6183 Québec inc. cède à la Ville, à des fins de parc, un terrain constitué du lot 3 880 367 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, situé entre les rues Dudemaine et Guérin, au sud de la rue Laforest, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, le tout sans soulte / Désaffecter de son utilité publique la caserne Bois-de-Boulogne située sur le lot 3 879 978 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

20.45 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité* - 1177723001

Décréter le renouvellement d'une réserve foncière, à des fins de rues, sur une partie du lot 3 632 717 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, située dans la Ville de Pointe-Claire et appartenant à Placements CFIC Pointe-Claire inc. / Mandater le Service des affaires juridiques de la Ville pour entreprendre toutes les procédures requises à cet effet / Mandater le Service de la gestion et planification immobilière pour négocier l'acquisition du site

Compétence d'agglomération : Voies de circulation constituant le réseau artériel à l'échelle de l'agglomération

20.46 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité* - 1176337002

Décréter l'acquisition par voie d'expropriation ou par tout autre moyen, d'une servitude d'utilités publiques sur une partie d'un terrain situé du côté ouest de la rue Cousineau au nord du boulevard Gouin Ouest, constitué d'une partie des lot 2 376 032 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.47 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité* - 1174565011

Approuver le projet de bail par lequel la Ville loue de Développement Olymbec inc., des espaces situés au 8525, rue Ernest-Cormier, pour les besoins du centre de formation du Service de police de la Ville de Montréal, pour un terme de 4 ans et 4 mois, soit du 1er octobre 2017 au 31 janvier 2022, moyennant un loyer total de 746 043,11 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

20.48 *Service de la diversité sociale et des sports , Direction des sports* - 1176641003

Accorder un soutien financier exceptionnel de 70 000 $ à l'organisme à but non lucratif AlterGo pour soutenir la 35e édition de l'événement Défi sportif AlterGo à Montréal en 2018 / Approuver le projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure métropolitaine, nationale et internationale

20.49 *Service du développement économique , Direction Investissement et développement* - 1177511003

Accorder un soutien financier non récurrent de 100 000 $ à L'Espace Ludique pour des améliorations locatives dans le cadre de son projet d'expansion et d'agrandissement / Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

20.50 *Service de la diversité sociale et des sports* - 1161543007

Accorder un soutien financier additionnel maximal et non récurrent de 40 000 $ à l'organisme à but non lucratif Commission sportive de Montréal inc. pour la réalisation des célébrations du 40e anniversaire des Jeux de Montréal (CG17 0046) / Approuver le projet d'addenda à cet effet

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure métropolitaine, nationale et internationale

20.51 *Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - plateformes et infrastructure* - 1175035003

Autoriser la prolongation pour une période de 2 ans, soit du 1er mars 2018 au 29 février 2020, du contrat accordé à IBM Canada ltée (CG13 0011), pour la fourniture de services techniques d'hébergement externe des serveurs du Service des technologies de l'information, pour une somme maximale de 1 707 347,71 $, taxes incluses, majorant ainsi le montant total du contrat de 5 267 921,10 $ à 6 975 268,81 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.52 *Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - espace de travail* - 1173190002

Autoriser l'ajout de services aux catalogues de services des contrats accordés à Bell Canada pour la location de circuits et la transmission de données (CG16 0115) et le service de téléphonie filaire (CG15 0626)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.53 *Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs* - 1173997002

Autoriser la prolongation du contrat pour l'achat de munitions de pratique 9mm frangible, pour une période de douze mois, soit du 29 octobre 2017 au 28 octobre 2018, pour une somme maximale de 937 630,32 $, taxes incluses, dans le cadre du contrat accordé à Les Industries Centaure ltée (CG15 0604)

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

20.54 *Service des technologies de l'information , Direction Solutions d'affaires - Institutionnelles* - 1177632002

Accorder un contrat de gré à gré à Systèmes Canadiens Kronos inc. pour le renouvellement de l'entretien et du support des licences logicielles, pour la période du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2020, pour une somme maximale de 779 865,87 $, taxes incluses (fournisseur unique)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.55 *Service du matériel roulant et des ateliers* - 1176859015

Accorder un contrat à Nortrax Québec inc. pour la fourniture d'un camion hors-route 6X6 de 30 tonnes pour une somme maximale de 538 410,68 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-16257 (2 soum.)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.56 *Service des infrastructures_voirie et transports* - 1177409007

Accorder un contrat à Pavages Métropolitains inc. pour la réalisation des travaux de pavage et revêtement des chemins de détour du projet Turcot sur la rue Notre-Dame, entre l'avenue St-Pierre et le boulevard Angrignon, au travers des arrondissements de Lachine, du Sud-Ouest et de la Ville de Montréal-Ouest - Dépense totale de 2 140 555,03 $, taxes incluses - Appel d'offres public 412810 (2 soum.)

Compétence d'agglomération : Projets du MTQ relatifs à l'échangeur Turcot, l'échangeur Dorval, l'autoroute 25 et l'autoroute 40

20.57 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1177746002

Autoriser une dépense additionnelle de 114 219,61 $, taxes incluses, pour le réajustement des honoraires selon le coût des travaux estimé à la phase de conception ainsi qu'une augmentation de 22 843,92 $, taxes incluses, des contingences pour le projet de réaménagement du 5e étage du Chef-lieu de la Cour municipale, située au 775, rue Gosford, dans le cadre du contrat accordé à Archipel architectures inc. et WSP inc. (CG15 0760), majorant ainsi le montant total du contrat de 731 413,46 $ à 868 477 $, taxes incluses / Approuver le projet d'avenant à cette fin

Compétence d'agglomération : Cour municipale

20.58 *Service des technologies de l'information , Direction Solutions numériques* - 1176469003

Accorder un contrat de gré à gré à Gateway Ticketing Sytems inc. pour le renouvellement de l'entretien de la solution Galaxy, pour la période du 1er octobre 2017 au 30 septembre 2020, et pour l'acquisition de services professionnels en accompagnement pour la personnalisation de la solution, pour une somme maximale de 971 424 $, taxes incluses (fournisseur unique) / Approuver un projet de convention à cette fin

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.59 *Service des technologies de l'information* - 1174114003

Résilier les ententes-cadres de services professionnels avec les firmes Conseillers en gestion et informatique CGI inc., Pro2P Services Conseils inc., STI Maintenance inc., R3D Conseil inc., CIMA+ S.E.N.C., Cofomo inc., Digital State Solutions inc., Systematix Technologies de l'information inc. et avec la Société Conseil Groupe LGS / Ratifier les lettres envoyées aux firmes à cet effet

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.60 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1175965003

Résilier le contrat de services professionnels de Affleck de la Riva architectes, WSP Global inc, Williams, Asselin, Ackaoui et associés inc. ainsi que Blouin Tardif architecture environnement (CG15 0417) pour les services professionnels de firmes en architecture, ingénierie électromécanique ainsi qu'en ingénierie de charpente et civil et en architecture de paysage afin de réaliser les plans et devis ainsi que la surveillance des travaux liés à la réfection de l'enveloppe, à la mise aux normes, à la restauration patrimoniale et à la certification LEED BE E&E niveau Or de l'hôtel de ville

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.61 *Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat* - 1173931006

Accorder un soutien financier de 1 070 000 $, pour l'année 2017, à l'Office des congrès et du tourisme du grand Montréal, afin de réaliser l'ensemble des programmes de promotion d'accueil spécialisé, de publicité et de marketing liés au développement des industries du tourisme et des congrès à Montréal et à assurer la mise en oeuvre du Plan de développement en tourisme culturel / Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est l'accueil des touristes effectué dans l'agglomération

20.62 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité* - 1171195005

Approuver un projet d'acte d'échange par lequel Nunsubco Trois inc. cède à la Ville les lots 6 040 040 et 4 459 107 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal et par lequel la Ville cède à Nunsubco Trois inc. les lots 4 458 877, 4 458 880, 3 891 355, 5 943 537, 5 943 539 et 5 943 541 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, le tout sans soulte / Fermer et retirer du domaine public toute parcelle des lots à aliéner dans le cadre de cet échange et qui pourrait être affectée à l'utilité publique / Autoriser une dépense de 74 313,75 $, correspondant à la TPS et TVQ, net de ristourne applicable sur le montant de 1 490 000 $

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Réseau cyclable actuel et projeté de l'Île de Montréal identifié au Plan de transport approuvé par le conseil d'agglomération le 18 juin 2008 (CG08 0362)

20.63 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité* - 1174565005

Approuver le projet de bail par lequel la Ville loue de Michel Dallaire, Luc Bachand, Mary-Ann Bell, Alain Dallaire, Alban D'Amours, Claude Dussault, Ghislaine Laberge, Johanne M. Lépine et Michel Théroux, chacun en sa qualité de Fiduciaire pour le compte de Fonds de placement immobilier Cominar, des espaces à bureaux d'une superficie de 10 511 pieds carrés situés au 201, avenue Laurier Est, à Montréal, pour les besoins du groupe Éclipse et de la Moralité du Service de police de la Ville de Montréal, pour une d'une durée de 7 ans, soit du 1er décembre 2017 au 30 novembre 2024 - Dépense totale de 2 977 570 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

20.64 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité* - 1164565008

Approuver un projet de 4e convention de modification de bail par lequel la Ville loue de 9359-4851 Québec inc., un espace à bureaux situé au 1180, rue Sainte-Élizabeth, pour le poste de quartier 21 du Service de police de la Ville de Montréal, pour une période de 3 ans, soit du 1er février 2017 au 31 janvier 2020 - Dépense totale de 923 267,64 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

20.65 *Service de la gestion et de la planification immobilière* - 1175372004

Approuver un projet de convention d'amendement de bail par lequel la Ville de Montréal loue de Groupe Jean Coutu (PJC) inc., pour une période additionnelle de 3 ans, à compter du 1er septembre 2017, un local d'une superficie d'environ 208,40 mètres carrés, situé au 2505, boulevard Rosemont, à des fins de bureaux, pour le Service de sécurité incendie de Montréal - Dépense totale de 190 942,89 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

20.66 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité* - 1174565004

Approuver le projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue de Développement Olymbec inc. un espace à bureaux situé au 5501, rue Westminster à Montréal, pour les besoins du poste de quartier 9 du Service de police de la Ville de Montréal, pour un terme de 9 ans, soit du 1er février 2018 au 31 janvier 2027, pour une dépense totale de 2 691 052 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

20.67 *Service du développement économique* - 1170191005

Accorder une nouvelle avance de fonds de 700 000 $ à Concertation régionale de Montréal / Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est tout centre local de développement

20.68 *Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat* - 1177030003

Accorder un soutien financier non récurrent de 400 000 $ à Expo Entrepreneurs pour la réalisation d'un salon des entrepreneurs qui se tiendra les 24 et 25 janvier 2018 / Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

20.69 *Service des ressources humaines , Direction dotation_talents et développement organisationnel* - 1174384001

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à SPB Psychologie organisationnelle inc. pour la fourniture des services professionnels d'évaluation du potentiel et des compétences de gestion, pour une somme maximale de 1 873 977,53 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-16179 (5 soum., 1 seul conforme) / Approuver un projet de convention à cette fin

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.70 *Service de la gestion et de la planification immobilière* - 1174435008

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal acquiert de Solutia Canada inc., aux fins d'implantation d'un centre de traitement de matières organiques et aux fins d'augmentation de la capacité de stockage de neige dans le secteur Angrignon, un immeuble vacant ayant front sur la rue Saint-Patrick, à l'est du boulevard Angrignon, dans l'arrondissement de LaSalle, constitué du lot 3 269 985 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, au montant de 4 484 025 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus audit projet d'acte

Compétence d'agglomération : Élimination et la valorisation des matières résiduelles, ainsi que tout autre élément de leur gestion si elles sont dangereuses, de même que l'élaboration et l'adoption du plan de gestion de ces matières

20.71 *Service du matériel roulant et des ateliers* - 1174922011

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure une entente-cadre, d'une durée de cinq ans, avec Camions Inter-Anjou inc. pour l'acquisition sur demande de châssis de camion de classe 8 de marque International - Appel d'offres public 17-16036 (3 soum.)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.72 *Service de l'approvisionnement* - 1174338001

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Octroyer un contrat de gré à gré au Service de fourniture de Gaz Métro pour la fourniture de gaz naturel pour la Ville de Montréal et ce, à compter du 1er novembre 2017, pour une période de cinq ans

Compétence d'agglomération : Cas où la municipalité centrale a succédé à une municipalité régionale de comté ou à une communauté urbaine, toute autre matière sur laquelle la compétence appartient à la municipalité centrale et appartenait, en vertu d'une disposition législative, à l'organisme auquel la municipalité a succédé

20.73 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1177217002

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à La Compagnie de recyclage de papiers MD inc. pour les travaux de conception, construction, exploitation et entretien d'un centre de tri des matières recyclables (CTMR), site Fairway et François-Lenoir, dans l'arrondissement de Lachine - Dépense totale de 49 711 904,01 $, taxes incluses - Appel d'offres public 5849 (4 soum.)

Compétence d'agglomération : Élimination et la valorisation des matières résiduelles, ainsi que tout autre élément de leur gestion si elles sont dangereuses, de même que l'élaboration et l'adoption du plan de gestion de ces matières

20.74 *Service de l'approvisionnement* - 1177360007

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure des ententes-cadres collectives avec Recyclage Notre-Dame inc. (4 510 251,49 $, taxes incluses, excluant la livraison), Englobe Corp. (1 976 688,14 $, taxes incluses, excluant la livraison), et Northex Environnement inc., (835 580,81 $, taxes incluses, excluant la livraison) pour une période de quatorze mois avec une possibilité de prolongation de 12 mois, pour la fourniture de sites pour la valorisation, le traitement et l'élimination de sols contaminés ainsi que des matières résiduelles présentes dans les sols provenant des arrondissements et des services centraux - Appel d'offres public 17-16180 (3 soum.)

Compétence d'agglomération : Élimination et la valorisation des matières résiduelles, ainsi que tout autre élément de leur gestion si elles sont dangereuses, de même que l'élaboration et l'adoption du plan de gestion de ces matières

20.75 *Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal* - 1171701001

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Maçonnerie Rainville et Frères inc. pour la réfection de la maison Thomas-Brunet sise au parc-nature du Cap-Saint-Jacques - Dépense totale de 2 908 264,40 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-6958 (3 soum.)

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Contributions municipales et gestion d'ententes et de programmes gouvernementaux pour la mise en valeur des biens, sites et arrondissements reconnus par la Loi sur le patrimoine culturel

20.76 *Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal* - 1176688008

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Ramcor Construction inc. pour l'aménagement d'un nouveau seuil dans le secteur Cedar / Côte-des-Neiges au parc du Mont-Royal - Dépense totale de 3 013 491,32 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-6027 (3 soum.)

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Parc du Mont-Royal

20.77 *Service des infrastructures_voirie et transports* - 1177595002

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Insituform Technologies limited pour des travaux de réhabilitation par chemisage du collecteur 1500 mm dans la rue Sainte-Catherine Ouest, du boulevard Robert-Bourassa à la rue De Bleury - Dépense totale de 9 160 013,46 $, taxes incluses - Appel d'offres public 333901 (2 soum., 1 seul conforme)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.78 *Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier* - 1175059001

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat de services professionnels à Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. pour l'audit externe des rapports financiers de la Ville de Montréal, pour les exercices 2017, 2018 et 2019, pour une somme maximale de 1 391 248 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-16055 (1 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.79 *Service de l'eau , Direction de l'eau potable* - 1176671001

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Experts Geoconseils inc. pour les services professionnels d'agents de sécurité sur les chantiers de construction de la Direction de l'eau potable, pour une somme maximale de 8 694 921 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-16073 (5 soum.) / Approuver le projet de convention à cette fin

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.80 *Service des technologies de l'information* - 1177438015

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente d'examen des contrats

Conclure six contrats de services professionnels avec Cofomo inc (lot 1 au montant de 507 039,75 $, taxes incluses, et lot 2 au montant de 1 263 000,38 $, taxes incluses), Bell Canada (lot 3 au montant de 1 086 513,75 $, taxes incluses), et Conseillers en gestion en informatique CGI inc. (lot 4 au montant de 1 923 646,73 $, taxes incluses, lot 5 au montant de 973 723,28 $, taxes incluses et lot 6 au montant de 1 488 523,84 $, taxes incluses), pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services en architecture TI (architecture, analyse de marché et gestion du portefeuille d'actifs TI) et en sécurité TI (Certification, gouvernance, audits et technologies de sécurité) / Appel d'offres public 17-16218 (5 soum.) / Approuver les projets de convention à cette fin

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.81 *Service des technologies de l'information* - 1177438014

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure deux contrats de services professionnels avec Les logiciels Libres LINAGORA inc. (lot 1 au montant de 2 621 430 $, taxes incluses) et Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (lot 2 au montant de 2 915 834,99 $, taxes incluses), pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en plateformes, infrastructures TI et logiciels infonuagiques / Appel d'offres public 17-16217 (3 soum.) / Approuver les projets de convention à cette fin

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.82 *Service des technologies de l'information* - 1177438011

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure des contrats de services professionnels avec Conseillers en gestion en informatique CGI inc. (lot 1 au montant de 1 065 352,60 $, taxes incluses, lot 2 au montant de 2 311 273,44 $, taxes incluses, lot 3 au montant de 683 386,11 $, taxes incluses, et lot 4 au montant de 970 239,53 $, taxes incluses), pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en développement, intégration et configuration de solutions d'affaires pour les services de la gestion du territoire de la Ville de Montréal / Appel d'offres public 17-16266 (6 soum.) / Approuver les projets de convention à cette fin

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.83 *Service des technologies de l'information* - 1177438013

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure deux contrats de services professionnels avec Sirius, Services conseils en technologie de l'information inc. (lot 1 au montant de 927 572,31 $, taxes incluses) et Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (lot 2 au montant de 1 335 848,54 $, taxes incluses), pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en pratiques de gestion de projets et des services TI en mode agile et hybride / Appel d'offres public 17-16213 (7 soum.) / Approuver les projets de convention à cette fin

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.84 *Service des technologies de l'information* - 1177438012

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure des contrats de services professionnels avec Cofomo inc. (lot 1 au montant de 2 106 054,56 $, taxes incluses, et lot 3 au montant de 1 344 057,75 $, taxes incluses), Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (lot 2 au montant de 1 460 596,41 $, taxes incluses) et Les solutions Victrix inc. (lot 5 au montant de 1 432 588,50 $, taxes incluses) pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en automatisation, modernisation et évolution de la bureautique et des télécommunications / Appel d'offres public 17-16212 (7 soum.) / Approuver les projets de convention à cette fin

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.85 *Service des technologies de l'information* - 1177438008

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (lot 1 au montant de 2 311 273,44 $, taxes incluses et lot 2 au montant de 1 090 238,94 $, taxes incluses), pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en sécurité publique, développement de nouvelles applications et évolution fonctionnelle / Appel d'offres public 17-16215 (5 soum.) / Approuver les projets de convention à cette fin

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.86 *Service des technologies de l'information* - 1177438010

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure un contrat de services professionnels avec CIMA + inc. (lot 3 au montant de 1 379 700 $, taxes incluses), pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en automatisation, modernisation et évolution de la radiocommunication / Appel d'offres public 17-16219 (1 soum.) / Approuver le projet de convention à cette fin

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.87 *Service des technologies de l'information* - 1177438009

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure six contrats de services professionnels avec Cofomo inc. (lot 1 au montant de 250 812,44 $, taxes incluses et lot 3 au montant de 455 301 $, taxes incluses), Conseillers en gestion et informatiques CGI inc. (lot 2 au montant de 3 302 587,89 $, taxes incluses, lot 4 au montant de 1 047 295,78 $, taxes incluses, lot 5 au montant de 589 614,80 $, taxes incluses et lot 6 au montant de 576 834,70 $, taxes incluses), pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en analyses, configuration et développement de solutions d'affaires pour les services institutionnels de la Ville de Montréal / Appel d'offres public 17-16216 (6 soum.) / Approuver les projets de convention à cette fin

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.88 *Service des technologies de l'information* - 1177438007

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure quatre contrats de services professionnels avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (lot 1 au montant de 2 311 273,44 $, taxes incluses - lot 2 au montant de 2 022 364,26 $, taxes incluses - lot 3 au montant de 866 727,54 $, taxes incluses) et Systematix inc. (lot 4 au montant de 747 038,57 $, taxes incluses), pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en développement pour solutions numériques, sites web et systèmes mission / Appel d'offres public 17-16214 (8 soum.) / Approuver les projets de convention à cette fin

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.89 *Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation* - 1170640001

Approuver le projet d'entente entre la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal relativement au transfert des responsabilités en habitation et des budgets afférents, en vue de la mise en oeuvre de l'entente-cadre (Réflexe Montréal) reconnaissant le statut particulier de la métropole

Compétence d'agglomération : Acte mixte

30 – Administration et finances

30.01 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports* - 1174368008

Approuver le Plan cadre vélo de l'agglomération montréalaise

Compétence d'agglomération : Planification des déplacements dans l'agglomération

30.02 *Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat* - 1175175009

Approuver les rapports d'activités 2015-2016 et 2016-2017 relatifs au Fonds de développement des territoires

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est tout centre local de développement

30.03 *Service des finances , Direction du financement et de la trésorerie* - 1173894004

Adopter une résolution visant à autoriser l'utilisation partielle des sommes accumulées à la réserve financière de paiement au comptant destinée à financer des dépenses en immobilisations de compétences d'agglomération (72 700 118,40 $)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

30.04 *Service des affaires juridiques , Direction des services judiciaires* - 1175304002

Demander à la ministre de la Justice d'entreprendre les procédures nécessaires au lancement d'un avis de sélection aux candidats à la fonction de juge à une cour municipale afin de combler deux postes de juges à la cour municipale de la Ville de Montréal

Compétence d'agglomération : Cour municipale

41 – Avis de motion et présentation de règlements

41.01 *Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat* - 1171179006

Avis de motion et présentation - Règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation de la rue Sainte-Catherine et ses abords (Programme Réussir@Montréal - Sainte-Catherine) (RCG 17-023)

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

41.02 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Bureau de projet et des services administratifs* - 1171250001

Avis de motion et présentation - Règlement autorisant un emprunt de 64 000 000 $ afin de financer les travaux de protection d'immeubles

Compétence d'agglomération : Acte mixte

41.03 *Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation* - 1170634001

Avis de motion et présentation - Règlement modifiant le Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (nouveau programme) (02-102)

Avis de motion et présentation - Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif en matière de logement abordable

Compétence d'agglomération : Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux sans-abri

42 – Adoption de règlements

42.01 *Service de l'eau , Direction de l'eau potable* - 1172675001

Adoption - Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 17 803 000 $ afin de financer les travaux de modernisation de l'usine Pierrefonds (RCG 16-038)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

42.02 *Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements* - 1176307004

Adoption - Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019)

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

42.03 *Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées* - 1177526018

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 19 800 000 $ afin de financer les travaux sur les collecteurs d'égouts

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

42.04 *Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées* - 1177526019

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 17 688 000 $ pour le financement de travaux sur les intercepteurs de la Ville de Montréal

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

42.05 *Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées* - 1177526020

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 25 260 000 $ pour le financement de travaux et l'acquisition d'équipements à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

42.06 *Service de l'eau , Direction de l'eau potable* - 1173276001

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 82 000 000 $ afin de financer les travaux de construction et de renouvellement de conduites principales d'aqueduc

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

42.07 *Service de l'eau , Direction de l'eau potable* - 1176603001

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 10 687 000 $ afin de financer les travaux de réhabilitation des réservoirs et stations de pompage

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

42.08 *Service de l'eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau* - 1177518003

Adoption - Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération sur les délégations relatives au Règlement sur la mesure de la consommation de l'eau dans les bâtiments utilisés en partie ou en totalité à des fins non résidentielles (RCG 07-031) (RCG 13-004)Adoption - Règlement modifiant le Règlement concernant la quote-part tarifaire pour la fourniture de compteurs et la réalisation des activités déléguées afférentes (RCG 13-005)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

42.09 *Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission* - 1170025003

Adoption - Règlement modifiant le Règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023)

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

42.10 *Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat* - 1171179004

Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation des secteurs commerciaux faisant l'objet de travaux majeurs d'infrastructure (Programme Réussir@Montréal - Artère en chantier) (RCG 15-083)

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

42.11 *Service de l'eau , Direction de l'eau potable* - 1176279002

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 18 613 000 $ afin de financer les travaux de modernisation, de pérennisation et de sécurisation prévus au programme d'investissement dans les usines d'eau potable

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

42.12 *Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme* - 1171183001

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 21 400 000 $ afin de financer les travaux de réaménagement de la rue Saint-Paul réalisés en partie dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2017-2018

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Contributions municipales et gestion d'ententes et de programmes gouvernementaux pour la mise en valeur des biens, sites et arrondissements reconnus par la Loi sur le patrimoine culturel

42.13 *Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1170607007

Adoption - Règlement autorisant la démolition de deux bâtiments ainsi que la construction et l'occupation, à des fins résidentielles, pour des personnes ayant besoin d'aide et d'hébergement, d'un bâtiment sur le lot 2 317 486 et une partie du lot adjacent 1 885 486 du cadastre du Québec

Compétence d'agglomération : Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux sans-abri

Mention spéciale: Quelques corrections de nature strictement administrative furent apportées au projet de règlement avec le Service des affaires juridiques afin d'en améliorer sa compréhension.

50 – Ressources humaines

50.01 *Service des ressources humaines , Direction des relations de travail* - 1173224001

Approuver l'entente intervenue entre la Ville de Montréal et la Fraternité des policiers et policières de Montréal (FPPM) comprenant la convention collective 2015-2021, la restructuration du régime de retraite en vertu de la Loi RRSM et le règlement de certains litiges opposant les parties

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

51 – Nomination / Désignation

51.01 *Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation* - 1176898001

Nomination d'un membre au conseil d'administration de l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM)

Compétence d'agglomération : Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux sans-abri

Montréal

Article 3.02

Procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération de la Ville de Montréal du 24 août 2017 17 h

---

Séance tenue le jeudi 24 août 2017 Salle du conseil de l'hôtel de ville

---

PRÉSENCES :

M. Denis Coderre, Mme Manon Barbe, M. Dimitrios (Jim) Beis, M. Richard Bergeron, M. Georges Bourelle, M. Michael Brownstein, M. Harout Chitilian, M. Russell Copeman, M. Robert Coutu, M. Claude Dauphin, M. Alan DeSousa, M. Pierre Desrochers, Mme Colette Gauthier, Mme Manon Gauthier, Mme Jane Guest, Mme Paola Hawa, M. Edward Janiszewski, M. Beny Masella, M. Lionel Perez, Mme Chantal Rouleau, M. Edgar Rouleau, M. Philippe Roy, M. Aref Salem, Mme Anie Samson, M. William Steinberg, Mme Christina M. Smith, Mme Maria Tutino, M. Morris Trudeau et Mme Monique Vallée

ABSENCES AVEC MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS* :

M. Michel Gibson et M. Richard Ryan

AUTRES PRÉSENCES :

Me Yves Saindon, Greffier de la Ville
Mme Line Comtois, analyste-rédactrice

La présidente d'assemblée déclare la séance ouverte et demande d'observer un moment de recueillement en ayant une pensée pour M. Tony DiGennaro, conseiller de la Ville de Kirkland, décédé le 23 août 2017.

---

1 - Période de questions du public

La présidente d'assemblée appelle le point « Période de questions du public ».

Question de	À	Objet
M. Bruce Walker	M. Pierre Desrochers	Échéancier de la mise en service des 5 bassins de rétention des eaux usées / Portrait 2016 des matières résiduelles de l'agglomération **Dépôt de documents**

N'ayant aucune autre intervention de la part des citoyens, la présidente d'assemblée déclare la période de questions du public close à 17 h 06.

---

2 - Période de questions des membres du conseil

La présidente d'assemblée appelle le point « Période de questions des membres du conseil ».

N'ayant aucune intervention de la part des membres du conseil, la présidente d'assemblée déclare la période de questions des membres du conseil close.

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par Mme Manon Gauthier

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 3.01 et 3.02 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG17 0291

Adoption de l'ordre du jour de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par Mme Manon Gauthier

Et résolu :

d'adopter l'ordre du jour de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération du 24 août 2017, tel que livré aux membres du conseil ainsi que l'avis de convocation de la présente séance.

Adopté à l'unanimité.

03.01

CG17 0292

Approbation du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération tenue le 15 juin 2017

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par Mme Manon Gauthier

Et résolu :

d'approuver le procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération tenue le 15 juin 2017 conformément à l'article 333 de la *Loi sur les cités et villes* et suivant le certificat du 17 août 2017 émis par le greffier .

Adopté à l'unanimité.

03.02

---

4 – Annonces et dépôt de documents par le comité exécutif

La présidente d'assemblée appelle le point « Annonces et dépôt de documents par le comité exécutif »

Le porte-parole d'assemblée dépose les documents suivants :

4.01 Dépôt de la liste des contrats octroyés par le comité exécutif conformément à l'article 200 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal* du 1er au 31 juillet 2017.

4.02 Dépôt de la liste des subventions octroyées par le comité exécutif du 1er au 31 juillet 2017.

4.03 Dépôt de la liste des contrats octroyés par les fonctionnaires conformément à l'article 477.3 de la *Loi sur les cités et villes* du 1er au 31 juillet 2017.

CG17 0293

Dépôt de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur l'inspecteur général à la suite de l'étude du rapport de l'inspecteur général intitulé : Rapport annuel de l'inspecteur général de la Ville de Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016

Le porte-parole d'assemblée dépose la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur l'inspecteur général à la suite de l'étude du rapport de l'inspecteur général intitulé « Rapport annuel de l'inspecteur général de la Ville de Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016 », et le conseil en prend acte.

04.04 1173430009

---

5 - Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil

La présidente d'assemblée appelle le point « Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil »

Aucun document n'est déposé.

---

6 - Dépôt de rapports des commissions du conseil

La présidente d'assemblée appelle le point « Dépôt de rapports des commissions du conseil »

CG17 0294

Dépôt du rapport et des recommandations de la Commission sur le développement économique et urbain intitulé « Optimiser le potentiel de développement et d'innovation des établissements d'enseignement supérieur à Montréal »

M. Robert Coutu dépose le rapport et les recommandations de la Commission sur le développement économique et urbain intitulé « Optimiser le potentiel de développement et d'innovation des établissements d'enseignement supérieur à Montréal », et le conseil en prend acte.

06.01

CG17 0295

Dépôt des commentaires et de la recommandation de la Commission permanente sur l'examen des contrats faisant suite aux remarques contenues dans le rapport annuel 2016 de la Vérificatrice générale portant sur le mandat de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Le porte-parole d'assemblée dépose les commentaires et la recommandation de la Commission permanente sur l'examen des contrats faisant suite aux remarques contenues dans le rapport annuel 2016 de la Vérificatrice générale portant sur le mandat de la Commission permanente sur l'examen des contrats, et le conseil en prend acte.

06.02

CG17 0296

Dépôt du rapport et des recommandations de la Commission sur les finances et l'administration intitulé « Étude publique du Rapport de la vérificatrice générale de la Ville de Montréal - Exercice 2016 »

Le porte-parole d'assemblée dépose le rapport et les recommandations de la Commission sur les finances et l'administration intitulé « Étude publique du Rapport de la vérificatrice générale de la Ville de Montréal - Exercice 2016 », et le conseil en prend acte.

06.03

---

7 - Dépôt

La présidente d'assemblée appelle le point « Dépôt »

Dépôt de la résolution CM1707 272 de la Ville de Dorval en date du 17 juillet 2017 intitulée « Résolution d'appui à un projet de législation québécoise sur la prévention des dommages aux infrastructures souterraines »

7.01

CG17 0297

Dépôt du Bilan de l'usage de l'eau potable 2016

Le porte-parole d'assemblée dépose le Bilan de l'usage de l'eau potable 2016 conformément à la Stratégie québécoise d'économie d'eau potable, et le conseil en prend acte.

07.02 1174217004

CG17 0298

Dépôt du Portrait 2016 des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal

Le porte-parole d'assemblée dépose le document intitulé « Portrait 2016 des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal », et le conseil en prend acte.

07.03 1172937001

---

11 - Dépôt de pétitions

La présidente d'assemblée appelle le point « Dépôt de pétitions »

Aucun document n'est déposé.

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Russell Copeman

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.01 à 20.05 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG17 0299

Exercer la deuxième option de prolongation des contrats accordés pour le déneigement de divers terrains d'immeubles municipaux à Les entreprises Canbec inc. et 9280-3949 Québec inc. (J.B.A. Le Restaurateur) (CE13 1835), pour une somme maximale de 314 433,70 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 5 juillet 2017 par sa résolution CE17 1154;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Russell Copeman

Et résolu :

1- d'exercer la deuxième option de prolongation des contrats accordés à Les entreprises Canbec inc. et 9280-3949 Québec inc. (J.B.A. Le Restaurateur) pour le service de déneigement de divers terrains d'immeubles municipaux pour la période couvrant l'automne 2017 et l'hiver 2018 (CE13 1835), pour une somme maximale de 314 433,70 $, taxes incluses;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.01 1174512001

CG17 0300

Approuver un projet d'addenda #1 à la convention intervenue entre la Ville de Montréal et Le Groupe uni des éducateurs-naturalistes et professionnels en environnement (GUEPE) (CG12 0464), organisme à but non lucratif, pour les services éducatifs dans le domaine de l'environnement et de la conservation de la nature, de services d'accueil, de comptoirs de rafraîchissements et de location d'équipements de plein air d'hiver, pour la période du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2022, pour une somme maximale de 519 218,85 $, taxes non applicables

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 28 juin 2017 par sa résolution CE17 1123;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Russell Copeman

Et résolu :

1 - d'approuver, conformément aux dispositions de la loi, un projet d'addenda No 1 à la convention de gré à gré conclue avec l'organisme à but non lucratif, Le Groupe uni des éducateurs-naturalistes et professionnels en environnement (GUEPE) (CG12 0464), pour le renouvellement des services éducatifs dans le domaine de l'environnement et de la conservation de la nature, de services d'accueil, de comptoirs de rafraîchissements et de location d'équipements de plein air d'hiver à partir du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2022, pour une somme maximale de 519 218,85 $, taxes non applicables;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.02 1171683001

CG17 0301

Exercer la deuxième et dernière option de prolongation d'une année pour les services d'entretien d'équipements de transport vertical, dans le cadre de contrats accordés à Ascenseurs Innovatec inc. (2 lots) et à Ascenseurs ThyssenKrupp (Canada) limitée (1 lot) (CG13 0473), pour une somme maximale de 482 553,72 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 5 juillet 2017 par sa résolution CE17 1156;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Russell Copeman

Et résolu :

1- d'exercer la deuxième et dernière option de prolongation des contrats octroyés, aux firmes ci-après désignées pour chacun des lots, pour les services d'entretien d'équipements de transport vertical (CE13 1802) et (CG13 0473), pour la période du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2018, pour une somme de 482 553,72 $, taxes incluses;

Firme	Article	Montant (taxes incluses)
Ascenseur Innovatec inc.	Lot # 1 - Est	290 378,85 $
Ascenseur Innovatec inc.	Lot # 2 – Ouest	137 911,44 $
Ascenseur ThyssenKrupp (Canada) Limitée	Lot # 5 – SPVM	54 263,43 $

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.03 1174512003

CG17 0302

Exercer la première option de prolongation d'une année pour le service d'entretien des compresseurs d'air industriels dans divers bâtiments municipaux, dans le cadre du contrat accordé à Entreprises L.M. (CG14 0572), pour une somme maximale de 34 219,56 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 5 juillet 2017 par sa résolution CE17 1158;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Russell Copeman

Et résolu :

1- d'exercer la première option de prolongation du contrat accordé à Entreprises L.M., pour le service d'entretien des compresseurs d'air industriels dans divers bâtiments municipaux (CG14 0572), pour la période débutant le 1er janvier 2018 et se terminant le 31 décembre 2018, pour une somme maximale de 34 219,56 $, taxes incluses;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.04 1174512005

CG17 0303

Reconduire la convention de services professionnels d'actuaires intervenue avec Morneau Shepell (CE10 1968), pour une période d'un an, soit du 9 décembre 2017 au 8 décembre 2018, pour une somme maximale de 482 412,11 $, taxes incluses / Autoriser un ajustement de 55 000 $ à la base budgétaire du Bureau des régimes de retraite pour l'année 2018

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 28 juin 2017 par sa résolution CE17 1130;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Russell Copeman

Et résolu :

1 - d'exercer l'option de prolongation, pour une durée d'un (1) an, de la convention de services professionnels pour des travaux en actuariat, en support au Bureau des régimes de retraite, pour une somme maximale de 482 412,11 $, taxes incluses, dans le cadre du contrat accordé à Morneau Shepell, (anciennement Morneau Sobeco CE10 1968) (CG16 0455), majorant ainsi le montant total du contrat de 3 289 348,46 $ à 3 771 760,57, taxes incluses;

2 - d'autoriser un ajustement de 55 000 $ à la base budgétaire du Bureau des régimes de retraite pour l'année 2018;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.05 1176335002

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par Mme Anie Samson

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.06 à 20.10 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG17 0304

Approuver le projet de convention de sous-location par lequel la Ville sous-loue au Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence, pour une période de 3 ans et 3 mois, soit du 1er janvier 2016 au 31 mars 2019, des espaces d'une superficie de 321,08 mètres carrés, situés au 6e étage du 800, De Maisonneuve Est, pour des fins de bureaux, pour un loyer total de 312 799,39 $, excluant les taxes

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 21 juin 2017 par sa résolution CE17 1096;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par Mme Anie Samson

Et résolu :

1- d'approuver un projet de convention de sous-location par lequel la Ville sous-loue au Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence, à des fins de bureaux, des espaces d'une superficie de 321,08 mètres carrés, au 6e étage de l'immeuble situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, pour une période de 3 ans et 3 mois, soit du 1er janvier 2016 au 31 mars 2019, pour un loyer total de 312 799,39 $, excluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de convention de sous-location;

2- d'imputer ce revenu conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.06 1175840002

CG17 0305

Approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue des Immeubles Centurian Peel/Metcalfe inc., à des fins administratives, des espaces d'une superficie d'environ 4 910,39 mètres carrés, aux 6e, 8e, 12e et 14e étages, dans les immeubles situés au 1555, rue Peel et 1550, rue Metcalfe, pour une période de 5 ans, à compter du 1er mai 2021, moyennant un loyer total de 8 375 525,76 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 28 juin 2017 par sa résolution CE17 1133;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par Mme Anie Samson

Et résolu :

1- d'approuver un projet de bail par lequel la Ville loue des Immeubles Centurian Peel/Metcalfe inc., à des fins administratives, des espaces d'une superficie d'environ 4 910,39 mètres carrés, aux 6e, 8e, 12e et 14e étages, dans les immeubles situés aux 1555, rue Peel et 1550, rue Metcalfe, pour une période de 5 ans, à compter du 1er mai 2021, moyennant un loyer total de 8 375 525,76 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.07 1174069011

CG17 0306

Accorder un contrat à LaSalle Ford inc. pour la fourniture de 10 véhicules Ford, modèle Police Interceptor, pour une somme maximale de 623 876,66 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-15917 (3 soum.)

M. le maire Denis Coderre déclare son intérêt et s'abstient de participer aux délibérations et de voter;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 5 juillet 2017 par sa résolution CE17 1171;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par Mme Anie Samson

Et résolu :

1 - d'accorder à LaSalle Ford inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la fourniture de 10 véhicules Ford, modèle Police Interceptor, pour une somme maximale de 623 876,66 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-15917;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.08 1176859005

CG17 0307

Accorder un soutien financier de 131 500 $ à la Fondation du startup de Montréal pour la réalisation de ses projets « Expérience Startup » et « Accroissement du contenu du Startupfest » / Approuver un projet de convention à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 5 juillet 2017 par sa résolution CE17 1173;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par Mme Anie Samson

Et résolu :

1 - d'accorder un soutien financier non récurrent de 131 500 $ à la Fondation du startup de Montréal pour la réalisation de ses projets « Expérience Startup » et « Accroissement du contenu du Startupfest »;

2 - d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et la Fondation du startup de Montréal établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.09 1177511001

CG17 0308

Accorder un contrat à Delom Services inc. pour la réparation du moteur synchrone sans balai de 3000 hp du groupe motopompe de distribution numéro 9 (secteur haute-pression) à l'usine de production d'eau potable Charles-J.-Des Baillets, pour une somme maximale de 435 702,08 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-15751 (1 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 2 août 2017 par sa résolution CE17 1191;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par Mme Anie Samson

Et résolu :

1 - d'accorder au seul soumissionnaire, Delom Services inc., ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat pour la réparation d'un moteur synchrone sans balai de 3000 hp du groupe de motopompe numéro 9 de distribution (secteur haute-pression) à l'usine de production d'eau potable Charles-J.-Des Baillets, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 435 702,08 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-15751 et au tableau de prix reçus joint au dossier décisionnel;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.10 1170598001

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par Mme Chantal Rouleau

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.11 à 20.15 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG17 0309

Accorder un contrat à Procova inc. pour la réalisation des travaux nécessaires à la mise à niveau de la station de pompage Closse - Dépense totale de 4 924 712,68 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10205 (4 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 2 août 2017 par sa résolution CE17 1198;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par Mme Chantal Rouleau

Et résolu :

1 - d'autoriser une dépense de 4 924 712,68 $, taxes incluses, pour les travaux de mise à niveau de la station de pompage Closse, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2 - d'accorder à Procova inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 4 282 358,85 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 10205 ;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à la majorité des voix.

Dissidences : Mme Maria Tutino
M. Morris Trudeau

20.11 1177383002

CG17 0310

Accorder un contrat à 9006-9311 Québec inc. DEVCOR (1994) pour la phase 2 des travaux de réfection générale au 1800, chemin Remembrance - Dépense totale de 1 288 168,70 $, taxes incluses - Appel d'offres public 5905 (4 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 2 août 2017 par sa résolution CE17 1200;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par Mme Chantal Rouleau

Et résolu :

1 - d'autoriser une dépense de 1 288 168,70 $, taxes incluses, pour la phase 2 des travaux de réfection générale au 1800, chemin Remembrance, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2 - d'accorder à 9006-9311 Québec inc. DEVCOR (1994), plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 120 146,70 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 5905;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.12 1177308001

CG17 0311

Accorder un contrat de services professionnels en gestion de projets à CIMA + s.e.n.c. pour la réalisation du Programme d'installation des compteurs d'eau dans des immeubles municipaux, pour une somme maximale de 988 785 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-16067 (2 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 2 août 2017 par sa résolution CE17 1213;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par Mme Chantal Rouleau

Et résolu :

1 - d'autoriser une dépense de 988 785 $, taxes incluses, pour la réalisation du Programme des compteurs d'eau dans des immeubles municipaux, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2 - d'approuver un projet de convention par lequel CIMA + s.e.n.c., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 949 233,60 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-16067 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;

3 - d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.13 1170652003

CG17 0312

Accorder un contrat à CLEB consultant inc. pour les services professionnels d'expertise en enveloppe du bâtiment dans le cadre du projet de restauration et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal, situé au 275 Notre-Dame Est - Dépense totale de 577 681,25 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-16077 (1 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 2 août 2017 par sa résolution CE17 1209;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par Mme Chantal Rouleau

Et résolu :

1 - d'autoriser une dépense de 577 681,25 $, taxes incluses, pour les services professionnels d'expertise en enveloppe du bâtiment dans le cadre du projet de restauration et mise aux normes de l'hôtel de Ville de Montréal, situé au 275, rue Notre-Dame Est, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2 - d'approuver un projet de convention par lequel la seule firme soumissionnaire, CLEB consultant inc., firme ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 550 172,62 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-16077 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention ;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.14 1175965001

CG17 0313

Accorder un contrat de services professionnels en ingénierie et en architecture à SNC-Lavalin inc. et Cobalt Architectes inc. pour la mise à niveau de la station de pompage et du réservoir Dollard-des-Ormeaux, pour une somme maximale de 3 473 409,17 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-15509 (6 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 2 août 2017 par sa résolution CE17 1210;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par Mme Chantal Rouleau

Et résolu :

1 - d'approuver un projet de convention par lequel SNC-Lavalin inc. et Cobalt Architectes inc., équipe ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis respectivement en ingénierie et en architecture, pour la mise à niveau de la station de pompage et du réservoir Dollard-des-Ormeaux, pour une somme maximale de 3 473 409,17 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-15509 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à la majorité des voix.

Dissidences : Mme Maria Tutino
M. Morris Trudeau

20.15 1176019001

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Lionel Perez

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.16 à 20.20 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG17 0314

Conclure deux ententes-cadres d'une durée de trente six mois avec Axor Experts-Conseils inc. (3 053 621,03 $) et Les Consultants S.M. inc., (2 142 904,05 $), taxes incluses, pour des services professionnels en ingénierie, en conception d'aménagement du domaine public et en surveillance de travaux pour différents projets dans le quartier Griffintown de la Ville de Montréal - Appel d'offres public 17-15923 (7 soum.) / Approuver les projets de convention à cette fin

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 2 août 2017 par sa résolution CE17 1205;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Lionel Perez

Et résolu :

1 - de conclure deux ententes-cadres pour la fourniture sur demande des services professionnels en ingénierie, en conception d'aménagement du domaine public et en surveillance de travaux pour les différents projets dans le quartier Griffintown de la Ville de Montréal;

2 - d'approuver les projets de convention par lesquels les firmes ci-après désignées ayant obtenu les plus hauts pointages en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour les sommes maximales et les contrats inscrits en regard de chacune d'elles, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-15923 et selon les termes et conditions stipulés aux projets de convention;

Axor experts-conseils inc.	Contrat # 1	3 053 621,03 $
Les Consultants S.M. inc.	Contrat # 2	2 142 904,05 $

3 - d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services corporatifs, et ce au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.16 1173493001

CG17 0315

Approuver le projet d'Entente sur le développement culturel de Montréal 2017-2018 entre le ministre de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 2 août 2017 par sa résolution CE17 1217;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Lionel Perez

Et résolu :

1 - d'approuver le projet d'Entente sur le développement culturel de Montréal 2017-2018 à intervenir entre le ministre de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal établissant les modalités d'implication des parties relativement au versement d'une aide financière à la Ville pour réaliser des projets dans le cadre de cette entente;

2 - d'autoriser le maire et le greffier à signer cette entente pour et au nom de la Ville;

3 - de mandater le Service de la culture pour gérer la mise en œuvre de ce programme.

Adopté à l'unanimité.

20.17 1177666001

CG17 0316

Approuver les modifications à l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2012-2015 entre le ministre de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal, attestant que le ministère désengage du montant initialement annoncé à la Ville, une somme de 11,3 M$ et qu'il réengage le même montant au Programme d'Aide aux immobilisations qu'il administre lui-même

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 2 août 2017 par sa résolution CE17 1220;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Lionel Perez

Et résolu :

d'approuver les projets de modifications N^{o} 2 et N^{o} 3 à l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2012-2015 entre le ministre de la Culture et des Communications (MCC) et la Ville de Montréal, attestant que le Ministère de la Culture et des Communications désengage du montant initialement annoncé à la Ville une somme de 11,3 M$ et qu'il réengage le même montant au Programme d'Aide aux immobilisations, qu'il administre lui-même.

Adopté à l'unanimité.

20.18 1177666006

CG17 0317

Approuver un projet d'acte d'échange par lequel la Ville de Montréal cède à Groupe immobilier Grilli inc. tous ses droits, titres et intérêts dans les lots vacants 5 299 020, 5 119 091 et 5 299 017 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, en échange desquels ce dernier cède à la Ville tous ses droits, titres et intérêts dans les lots vacants 5 118 849, 5 299 018, 5 299 023 et 5 119 080, du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, situés au sud-est de l'emprise de l'autoroute 440 et au sud-ouest de la montée de l'Église dans l'arrondissement de L'Île-Bizard-Sainte-Geneviève, le tout sans soulte / Autoriser une dépense de 12 468,75 $ correspondant à la TPS et TVQ, net de ristourne applicable, payable sur la somme de 250 000 $

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 2 août 2017 par sa résolution CE17 1225;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Lionel Perez

Et résolu :

1 - d'approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal cède à Groupe immobilier Grilli inc. tous ses droits, titres et intérêts dans les lots vacants 5 299 020, 5 119 091 et 5 299 017 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, totalisant une superficie de 1068,9 mètres carrés en échange desquels Groupe Immobilier Grilli inc. cède notamment à la Ville de Montréal tous ses droits, titres et intérêts dans les lots vacants 5 118 849, 5 299 018, 5 299 023 et 5 119 080, du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, totalisant une superficie 9 018,3 mètres carrés, situés au sud-est de l'emprise de l'autoroute 440 et au sud-ouest de la montée de l'Église, dans l'arrondissement de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève, le tout sans soulte, et ce, aux conditions stipulées au projet d'acte d'échange, sous réserve de son approbation par le conseil d'arrondissement Île-Bizard–Sainte-Geneviève;

2 - d'autoriser à cette fin une dépense nette de 12 468,75 $ correspondant au montant de la taxe sur les produits et services ainsi que celui de la taxe de vente du Québec, net de ristourne applicable, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations inscrites au dossier décisionnel;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel;

4 - d'inscrire au registre du domaine public les lots 5 118 849, 5 299 018, 5 299 023, 5 119 080 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

Adopté à l'unanimité.

20.19 1161027011

CG17 0318

Décréter l'acquisition par voie d'expropriation ou par tout autre moyen, d'un terrain vacant situé sur la rue Saint-Patrick, à l'angle sud-est du boulevard de la Vérendrye, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, constitué d'une partie du lot 5 458 478 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, afin de permettre le réaménagement de la rue Saint-Patrick

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 2 août 2017 par sa résolution CE17 1229;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Lionel Perez

Et résolu :

1 - de décréter l'acquisition par voie d'expropriation ou par tout autre moyen de l'immeuble constitué d'une partie du lot 5 458 478 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, à des fins de réaménagement de la rue Saint-Patrick;

2 - de mandater le Service des affaires juridiques pour entreprendre toutes procédures requises à cette fin;

3 - d'autoriser une dépense de 27 500 $, plus les taxes applicables, pour cette acquisition;

4 - de mandater, le cas échéant, la Division de la géomatique afin de procéder l'opération cadastrale nécessaire à l'acquisition de la partie du lot 5 458 478 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

5 - d'autoriser l'arpenteur-géomètre en chef de la Ville et chef de division géomatique à signer les documents cadastraux pour et au nom de la Ville de Montréal, et ce, à titre d'expropriant, le cas échéant;

6 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.20 1176037007

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Russell Copeman

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.21 à 20.25 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG17 0319

Décréter l'acquisition par voie d'expropriation ou par tout autre moyen, d'un terrain vacant situé sur la rue Saint-Patrick, entre les rues Angers et Pitt, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, constitué d'une partie du lot 1 573 532 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, afin de permettre le réaménagement de la rue Saint-Patrick

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 2 août 2017 par sa résolution CE17 1226;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Russell Copeman

Et résolu :

1 - de décréter l'acquisition par voie d'expropriation ou par tout autre moyen de l'immeuble constitué d'une partie du lot 1 573 532 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, à des fins de réaménagement de la rue Saint-Patrick;

2 - de mandater le Service des affaires juridiques pour entreprendre toutes procédures requises à cette fin;

3 - d'autoriser une dépense de 40 000 $, plus les taxes applicables, pour cette acquisition;

4 - de mandater, le cas échéant, la Division de la géomatique afin de procéder l'opération cadastrale nécessaire à l'acquisition de la partie du lot 1 573 532 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

5 - d'autoriser l'arpenteur-géomètre en chef de la Ville et chef de division géomatique à signer les documents cadastraux pour et au nom de la Ville de Montréal, et ce, à titre d'expropriant, le cas échéant;

6 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.21 1176037001

CG17 0320

Décréter l'acquisition par voie d'expropriation ou par tout autre moyen, d'un terrain vacant situé sur la rue Saint-Patrick, entre les rues Angers et Pitt, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, constitué d'une partie du lot 1 573 136 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, afin de permettre le réaménagement de la rue Saint-Patrick

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 2 août 2017 par sa résolution CE17 1227;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Russell Copeman

Et résolu :

1 - de décréter l'acquisition par voie d'expropriation ou par tout autre moyen de l'immeuble constitué d'une partie du lot 1 573 136 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, à des fins de réaménagement de la rue Saint-Patrick;

2 - de mandater le Service des affaires juridiques pour entreprendre toutes procédures requises à cette fin;

3 - d'autoriser une dépense de 48 000 $, plus les taxes applicables, pour cette acquisition;

4 - de mandater, le cas échéant, la Division de la géomatique afin de procéder l'opération cadastrale nécessaire à l'acquisition de la partie du lot 1 573 136 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

5 - d'autoriser l'arpenteur-géomètre en chef de la Ville et chef de division géomatique à signer les documents cadastraux pour et au nom de la Ville de Montréal, et ce, à titre d'expropriant, le cas échéant;

6 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.22 1176037002

CG17 0321

Décréter l'acquisition par voie d'expropriation ou par tout autre moyen, d'un terrain vacant situé sur la rue Saint-Patrick, entre les rues Angers et Pitt, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, constitué d'une partie du lot 1 573 138 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, afin de permettre le réaménagement de la rue Saint-Patrick

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 2 août 2017 par sa résolution CE17 1228;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Russell Copeman

Et résolu :

1 - de décréter l'acquisition par voie d'expropriation ou par tout autre moyen de l'immeuble constitué d'une partie du lot 1 573 138 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, à des fins de réaménagement de la rue Saint-Patrick;

2 - de mandater le Service des affaires juridiques pour entreprendre toutes procédures requises à cette fin;

3 - d'autoriser une dépense de 26 000 $, plus les taxes applicables, pour cette acquisition;

4 - de mandater, le cas échéant, la Division de la géomatique afin de procéder l'opération cadastrale nécessaire à l'acquisition de la partie du lot 1 573 138 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

5 - d'autoriser l'arpenteur-géomètre en chef de la Ville et chef de division géomatique à signer les documents cadastraux pour et au nom de la Ville de Montréal, et ce, à titre d'expropriant, le cas échéant;

6 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.23 1176037003

CG17 0322

Accorder un soutien financier de 100 000 $ à Culture Montréal pour soutenir la réalisation de son plan d'action en 2017 / Approuver le projet de convention à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 2 août 2017 par sa résolution CE17 1235;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Russell Copeman

Et résolu :

1 - d'accorder un soutien financier de 100 000 $ à l'organisme Culture Montréal pour la réalisation de son plan d'action en 2017 ;

2 - d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3 - d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.24 1173205001

CG17 0323

Ratifier le soutien technique (services fournis, prêts d'équipement, etc.) accordé à l'organisme à but non lucratif MONTRÉAL, C'EST ÉLECTRIQUE, d'une valeur estimée à 5 315 565 $, dans le cadre de son événement de Formule E 2017 / Approuver le projet de convention à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 2 août 2017 par sa résolution CE17 1238;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Russell Copeman

Et résolu :

1 - de ratifier le soutien technique (services fournis, prêt d'équipement, etc.), d'une valeur estimée à 5 315 565 $, accordé à l'organisme à but non lucratif MONTRÉAL, C'EST ÉLECTRIQUE dans le cadre de son événement de Formule E 2017;

2 - d'approuver le projet de convention entre la Ville et cet organisme, établissant les modalités et conditions de ce soutien technique;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.25 1177209004

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Dimitrios (Jim) Beis

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.26 à 20.30 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG17 0324

Accorder un contrat de gré à gré à Technomedia Formation inc. pour le renouvellement du service d'entretien du logiciel SIGAL utilisé par le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour la période du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2019, pour une somme maximale de 344 925 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cette fin (fournisseur unique)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 9 août 2017 par sa résolution CE17 1287;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Dimitrios (Jim) Beis

Et résolu :

1 - d'accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à Technomedia Formation inc., fournisseur unique, pour le renouvellement du service d'entretien du logiciel SIGAL utilisé par le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour la période du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2019, pour une somme maximale de 344 925 $, taxes incluses, conformément à son offre de service en date du 21 avril 2017;

2 - d'approuver à cet effet, un projet de convention de services entre la Ville et Technomedia Formation inc. établissant les termes et conditions de ce renouvellement;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.26 1170206007

CG17 0325

Autoriser la prolongation du contrat de gré à gré accordé à CPA-ERP inc. pour les droits d'utilisation, l'entretien et le support logiciel du module de gestion d'inventaire « GARE-GRO » pour une période de trois ans, soit du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2020, pour un montant total maximal de 413 209,80 $, taxes incluses, majorant ainsi le total du contrat de 452 987,69 $ à 866 197,49 $, taxes incluses / Approuver un projet d'avenant à cette fin (fournisseur unique)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 9 août 2017 par sa résolution CE17 1289;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Dimitrios (Jim) Beis

Et résolu :

1 - d'autoriser la prolongation du contrat de gré à gré à CPA-ERP inc. (fournisseur unique) pour les droits d'utilisation, l'entretien et le support logiciel du module de gestion d'inventaire « GARE-GRO » pour une période de trois ans, soit du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2020, pour une somme maximale de 413 209,80 $, taxes incluses, majorant ainsi le total du contrat de 452 987,69 $ à 866 197,49 $, taxes incluses;

2 - d'approuver à cet effet un projet d'avenant No 2 entre la Ville et CPA-ERP inc. établissant les termes et conditions de cette prolongation;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.27 1170206006

CG17 0326

Approuver le projet de bail entre la Ville de Montréal et ModSpace financial Services Canada ltd (CG14 0348) pour la prolongation du contrat de location de huit bâtiments modulaires situés sur le site de l'usine Atwater au 999, rue Dupuis, pour la Direction de l'eau potable, pour une durée de dix-huit mois - Dépense totale de 170 530,92 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 9 août 2017 par sa résolution CE17 1345;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Dimitrios (Jim) Beis

Et résolu :

1 - d'approuver le projet de bail entre la Ville de Montréal et ModSpace financial Services Canada Ltd pour la prolongation du contrat de location (CG14 0348) de huit bâtiments modulaires préfabriqués temporaires situés sur le site de l'usine Atwater au 999, rue Dupuis, pour les besoins de la Direction de l'eau potable, pour une période de 18 mois, à compter du 1er décembre 2017, moyennant un loyer total de 170 530,92 $, taxes incluses;

2 - d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.28 1174565006

CG17 0327

Accorder un contrat de gré à gré à Boivin et Gauvin inc. pour l'acquisition de produits Holmatro (équipement d'étaiement) pour le Service de sécurité incendie de Montréal, pour une période de douze mois, pour une somme maximale de 310 439,19 $, taxes incluses (fournisseur unique)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 9 août 2017 par sa résolution CE17 1293;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Dimitrios (Jim) Beis

Et résolu :

1 - d'accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à Boivin et Gauvin inc. (fournisseur unique), pour l'acquisition de produits Holmatro (équipement d'étaiement), pour une période de douze mois, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 310 439,19 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-15780 et au tableau de prix reçus joint au dossier décisionnel;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrite au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.29 1173687001

CG17 0328

Autoriser une dépense additionnelle de 1 555 110,82 $, taxes incluses, pour la mise à jour (en 2017) de l'application Système d'émission de constats informatisés (SÉCI), l'acquisition et l'implantation (en 2017) du module des rapports d'accident électroniques, le renouvellement du contrat d'entretien du SÉCI et l'entretien du module rapports d'accident électroniques, pour la période du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2020 dans le cadre du contrat accordé à Groupe Techna inc., une division d'ACCEO Solutions inc. (CG07 0102, modifiée) majorant ainsi le montant total du contrat de 9 232 306,34 $ à 10 787 417,16 $, taxes incluses / Autoriser un ajustement récurrent de la base budgétaire du Service des TI de 78 700 $ au net à compter de 2018 / Approuver un projet d'addenda no 4 à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 9 août 2017 par sa résolution CE17 1294;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Dimitrios (Jim) Beis

Et résolu :

1 - d'autoriser une dépense additionnelle de 1 555 110,82 $, taxes incluses, pour la mise à jour (en 2017) de l'application Système d'émission de constats informatisés (SÉCI), pour l'acquisition et l'implantation du module des rapports d'accident électroniques, le renouvellement du contrat d'entretien du SÉCI ainsi que l'entretien du module rapports d'accident électroniques pour la période du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2020;

2 - d'approuver un projet d'addenda no 4 modifiant la convention intervenue avec Groupe Techna inc., une division d'ACCEO Solutions inc. (CG 07 0102, modifiée), majorant ainsi le montant total du contrat de 9 232 306,34 $ à 10 787 417,16 $ taxes incluses;

3 - d'autoriser un ajustement de la base budgétaire du Service des technologies de l'information d'un montant de 78 700 $ au net à compter de 2018;

4 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.30 1170206009

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par Mme Monique Vallée

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.31 à 20.35 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG17 0329

Accorder un soutien financier additionnel de 12 118 $ à La Fondation du refuge pour femmes Chez Doris inc. (CG17 0210) afin d'améliorer la capacité d'accueil des femmes en situation d'itinérance durant la fin de semaine, conformément à l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2018), majorant ainsi le montant total du soutien financier de 55 874 $ à 67 992 $ / Approuver un projet d'addenda à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 9 août 2017 par sa résolution CE17 1355;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par Mme Monique Vallée

Et résolu :

1 - d'accorder un soutien financier additionnel de 12 118 $ à La Fondation du refuge pour femmes Chez Doris inc. (CG17 0210) afin d'améliorer la capacité d'accueil des femmes en situation d'itinérance la fin de semaine, conformément à l'entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales, dans le cadre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2018), majorant ainsi le montant total du soutien financier de 55 874 $ à 67 992 $;

2 - d'approuver le projet d'addenda 1 entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3 - d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.31 1176794002

CG17 0330

Autoriser la cession du contrat du cocontractant actuel, Gestion D. Lemay inc. à Moteurs Électriques Laval ltée (CG16 0304), à la suite d'une acquisition d'actifs, pour les travaux de remise à niveau des moteurs des groupes motopompes (4 moteurs 2850 HP et 4 moteurs 4 800 HP) à la station de pompage de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 9 août 2017 par sa résolution CE17 1359;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par Mme Monique Vallée

Et résolu :

1 - d'autoriser la cession du contrat du cocontractant actuel, Gestion D. Lemay inc., à Moteurs Électriques Laval ltée (CG16 0304) à la suite d'une acquisition d'actifs, pour les travaux de remise à niveau des moteurs des groupes motopompes (4 moteurs 2850 HP et 4 moteurs 4 800 HP) à la station de pompage de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte;

2 - d'autoriser le directeur de la Direction de l'épuration des eaux usées à signer pour et au nom de la Ville la convention de cession et tout document y donnant suite.

Adopté à l'unanimité.

20.32 1177526022

CG17 0331

Accorder un contrat de gré à gré à GE Multilin et à son agent exclusif au Québec, Gestion Trelec inc., pour la mise à jour du système PMCS/IEMS du réseau des eaux usées de la Ville de Montréal, pour la période du 1er septembre 2017 au 31 août 2021, pour une somme maximale de 489 241,62 $ taxes incluses (fournisseurs uniques)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 9 août 2017 par sa résolution CE17 1304;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par Mme Monique Vallée

Et résolu :

1 - d'accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à GE Multilin et à son agent exclusif au Québec, Gestion Trelec inc., fournisseurs uniques, pour la mise à jour du système PMCS/IEMS du réseau des eaux usées de la Ville de Montréal, pour la période du 1er septembre 2017 au 31 août 2021 pour la somme maximale de 489 241,62 $, taxes incluses, conformément aux offres de service de ces firmes en date du 20 juin 2017 et 21 juin 2017;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.33 1177526025

CG17 0332

Autoriser une dépense additionnelle de 108 986,23 $, taxes incluses, pour compléter les travaux mécaniques et civils à la station de pompage de la cellule 2 au lieu d'enfouissement technique de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, dans le cadre du contrat 794-AE accordé à Socomec Industriel inc. (CG16 0473), majorant ainsi le montant total du contrat de 565 626,54 $ à 674 612,77 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 9 août 2017 par sa résolution CE17 1310;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par Mme Monique Vallée

Et résolu :

1 - d'autoriser une dépense additionnelle de 108 986,23 $, taxes incluses, pour compléter les travaux mécaniques et civils à la station de pompage de la cellule 2 au lieu d'enfouissement technique de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, dans le cadre du contrat 794-AE accordé à Socomec Industriel inc. (CG16 0473), majorant ainsi le montant total du contrat de 564 626,54 $ à 674 612,77 $, taxes incluses;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.34 1177526023

CG17 0333

Accorder un contrat à Développement Atrium inc. pour réaliser des travaux de restauration des murs extérieurs des galeries 1 & 7 du bâtiment des filtres de l'usine de filtration du complexe de production d'eau potable Atwater dans l'arrondissement de Verdun - Dépense totale de 712 807,30 $, taxes incluses - Appel d'offres public 5916 (3 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 9 août 2017 par sa résolution CE17 1313;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par Mme Monique Vallée

Et résolu :

1 - d'autoriser une dépense de 712 807,30 $, taxes incluses, pour le projet du restauration des murs extérieurs des galeries 1 & 7 du bâtiment des filtres l'usine de filtration du complexe de production d'eau potable Atwater dans l'arrondissement de Verdun, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2 - d'accorder à Atrium inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 636 435,09 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 5916;

3 - d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.35 1175895001

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.36 à 20.40 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG17 0334

Accorder un contrat à Démolition Panzini inc. pour les travaux « Phase 1 : Déconstruction de l'édifice du 575 Elm et divers travaux de réhabilitation », situé au 575, rue Elm dans la Ville de Beaconsfield - Dépense totale de 1 212 800 $, taxes incluses - Appel d'offres public 5893 (1 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 9 août 2017 par sa résolution CE17 1323;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - d'autoriser une dépense de 1 212 800 $, taxes incluses, pour les travaux « Phase 1 : Déconstruction de l'édifice du 575 Elm et divers travaux de réhabilitation », situé au 575, rue Elm dans la Ville de Beaconsfield, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2 - d'accorder au seul soumissionnaire, Démolition Panzini inc., ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 082 224,58 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 5893 ;

3 - d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.36 1171630002

CG17 0335

Accorder un contrat à Construction Deric inc. pour les travaux de réfection du mur de soutènement et des travaux divers au Quartier général du Service de sécurité incendie de Montréal, situé au 4040 avenue du Parc, dans l'arrondissement de Ville-Marie - Dépense totale de 3 850 575,38 $, taxes incluses - Appel d'offres public 5921 (5 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 9 août 2017 par sa résolution CE17 1324;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - d'autoriser une dépense de 3 850 575,38 $, taxes incluses, pour les travaux de réfection du mur de soutènement et des travaux divers au Quartier général du Service de sécurité incendie de Montréal situé au 4040, avenue du Parc, dans l'arrondissement de Ville-Marie;

2 - d'accorder à Construction Deric inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 2 938 417,22 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 5921;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.37 1177746001

CG17 0336

Accorder un contrat à Hewitt Équipement limitée pour la synchronisation du réseau Hydro-Québec et des deux génératrices de 2 MW-600/347 V de l'usine d'eau potable Pierrefonds, pour une somme maximale de 101 790,53 $, taxes incluses - Appel d'offres public (10222) (2 soum., 1 seul conforme)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 9 août 2017 par sa résolution CE17 1312;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - d'accorder à Hewitt Équipement limitée, seule firme ayant présenté une soumission conforme, le contrat pour les travaux de synchronisation du réseau d'Hydro-Québec et des deux génératrices de 2 MW-600/347 V de l'usine d'eau potable Pierrefonds, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 101 790,53 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 10222;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.38 1174087001

CG17 0337

Accorder un contrat à Construction Morival ltée pour la construction d'un poste d'essence dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension - Dépense totale de 864 662,19 $, taxes incluses - Appel d'offres public 5918 (1 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 9 août 2017 par sa résolution CE17 1326;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - d'autoriser une dépense de 864 662,19 $, taxes incluses, pour la construction d'un poste d'essence dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2 - d'accorder au seul soumissionnaire, Construction Morival ltée**,** ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 827 068,18 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 5918 ;

3 - d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.39 1175884001

CG17 0338

Autoriser la résiliation de la convention de services professionnels entre la Ville de Montréal et Valade et associés s.e.n.c., huissiers de justice (CG15 0682), en date du 24 août 2017

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 9 août 2017 par sa résolution CE17 1332;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'autoriser la résiliation de la convention de services professionnels des huissiers de justice entre la Ville de Montréal et la firme Valade et associés s.e.n.c. (CG15 0682), en date du 24 août 2017.

Adopté à l'unanimité.

20.40 1172346002

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Aref Salem

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.41 à 20.45 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG17 0339

Approuver le projet d'entente entre la Ville de Montréal et la Ville de Montréal-Est relativement à l'aménagement de la voie cyclable sur l'avenue Marien, entre les rues Prince-Albert et Dorchester - Dépense totale 242 000 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 9 août 2017 par sa résolution CE17 1335;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Aref Salem

Et résolu :

1 - d'autoriser une dépense maximale de 242 000 $, taxes incluses, relativement à l'aménagement de la voie cyclable sur l'avenue Marien, entre les rues Prince-Albert et Dorchester;

2 - d'approuver le projet d'entente entre la Ville de Montréal et la Ville de Montréal-Est visant à établir les conditions et modalités de partage des obligations entre les parties;

3 - d’imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.41 1170776001

CG17 0340

Conclure une entente-cadre d'une durée de 24 mois, avec deux possibilités de prolongation de 12 mois, avec Lacbus de l'automobile inc. pour des services sur demande d'entretien et de réparation de mécanique automobile pour véhicules légers du Service de police de la Ville de Montréal - Appel d'offres public 16-15595 (1 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 9 août 2017 par sa résolution CE17 1334;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Aref Salem

Et résolu :

1 - de conclure une entente-cadre, d’une durée de 24 mois avec deux possibilités de prolongation de 12 mois, pour la fourniture sur demande de services d’entretien et de réparation de mécanique automobile pour véhicules légers du Service de police de la Ville de Montréal;

2 - d’accorder au seul soumissionnaire, Lacbus de l'automobile inc., ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat à cette fin, aux prix unitaires de sa soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-15595 et au tableau de prix reçus joint au dossier décisionnel;

3 - d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget de fonctionnement du Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA) et ce au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.42 1175064001

CG17 0341

Approuver le projet d'Addenda #2 modifiant la convention intervenue entre Ville de Montréal et Biomont Énergie, société en commandite auquel intervient Société en commandite Gazmont (CG15 0335, modifiée), pour la valorisation énergétique du biogaz du Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 9 août 2017 par sa résolution CE17 1337;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Aref Salem

Et résolu :

d’approuver le projet d’Addenda #2 modifiant la convention intervenue entre la Ville de Montréal et Biomont Énergie, société en commandite, auquel intervient Société en commandite Gazmont (CG15 0335, modifiée) pour la valorisation énergétique du biogaz du Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM), afin de faire passer la pression de livraison du biogaz de 3,0 psig à 5,0 psig et augmenter la redevance de 11,4% à 12,0% pour combler le coût supplémentaire en électricité.

Adopté à l'unanimité.

20.43 1175960001

CG17 0342

Décréter l'acquisition par voie d'expropriation ou par tout autre moyen, un immeuble sis au 5233-5235, rue Saint-Ambroise, constitué du lot 1 573 534 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans l'arrondissement du Sud-Ouest à des fins de construction de logements sociaux

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 9 août 2017 par sa résolution CE17 1341;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Aref Salem

Et résolu :

1 - de décréter l'acquisition, par voie d'expropriation ou par tout autre moyen, de l'immeuble sis au 5233-5235, rue Sainte-Ambroise, constitué du lot 1 573 534 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, à des fins de construction de logements sociaux;

2 - de mandater le Service des affaires juridiques pour entreprendre toutes procédures requises à cette fin;

3 - d'autoriser une dépense de 550 000 $, plus les taxes applicables, pour cette acquisition;

4 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.44 1166037005

CG17 0343

Approuver le projet de bail par lequel la Ville loue des espaces d'une superficie d'environ 6 440 pieds carrés, pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal, pour une période de 9 ans, à compter du 1er novembre 2017, pour une dépense totale de 2 280 802,31 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 9 août 2017 par sa résolution CE17 1342;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Aref Salem

Et résolu :

1 - d'approuver le projet de bail par lequel la Ville loue des espaces d'une superficie d'environ 6 440 pieds carrés, pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal, pour une période de 9 ans, à compter du 1er novembre 2017, pour un loyer total de 1 033 208,58 $, taxes incluses, et ce, aux termes et conditions stipulés au projet de bail;

2 - d'autoriser à cette fin, le coût des travaux d'aménagement payable au locateur, représentant un montant de 655 357,50 $ auquel s'ajoutent des contingences et des incidences d'un montant de 132 796,13 $, pour une dépense maximale de 788 153,63 $, incluant les taxes;

3 - d'autoriser la dépense d'énergie et d'entretien ménager effectuée par le Service de la gestion et de la planification immobilière, pour la durée du terme de 9 ans, d'un montant total de 459 440,10 $, taxes incluses;

4 - d'imputer ces dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel;

5 - d'ajuster la base budgétaire du service responsable pour les années 2018 et suivantes conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.45 1175840005

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Harout Chitilian

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.46 à 20.50 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG17 0344

Approuver le projet de troisième amendement de bail par lequel la Ville loue de Les Immeubles 5755-5757 Cavendish inc., un espace à bureaux situé au 5757, boulevard Cavendish, pour le poste de quartier 9 du Service de police de la Ville de Montréal, pour un terme d'un an, soit du 1er février 2017 au 31 janvier 2018 - Dépense totale de 113 592,54 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 9 août 2017 par sa résolution CE17 1343;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Harout Chitilian

Et résolu :

1 - d'approuver le projet de troisième amendement de bail par lequel la Ville loue de Les Immeubles 5755-5757 Cavendish inc. un espace d'une superficie de 4 532 pieds carrés, situé au 5757, boulevard Cavendish, pour les besoins du poste de quartier 9 du Service de police de la Ville de Montréal, pour une période d'un an, à compter du 1er février 2017, pour une dépense totale de 113 592,54 $, taxes incluses, et ce, aux termes et conditions stipulés au projet d'amendement;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.46 1174565002

CG17 0345

Approuver le projet de deuxième renouvellement de bail par lequel la Ville loue de Les Constructions 2001 inc. des espaces à bureaux et industriels situés au 5000, rue Iberville, pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal, pour un terme de 5 ans, soit du 1er décembre 2018 au 30 novembre 2023 - Dépense totale de 7 763 604,92 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 9 août 2017 par sa résolution CE17 1344;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Harout Chitilian

Et résolu :

1 - d'approuver le projet de deuxièmement renouvellement de bail par lequel la Ville loue de Les Constructions 2001 inc. des espaces à bureaux et industriels d'une superficie de 87 574 pieds carrés situés au 5000, rue Iberville, pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal, pour une période de cinq ans, à compter du 1er décembre 2018, moyennant une dépense totale de 7 763 604,92 $, taxes incluses, et ce, aux termes et conditions stipulés au projet de renouvellement;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.47 1174565001

CG17 0346

Autoriser une dépense additionnelle de 228 692,10 $, taxes incluses, pour des travaux contingents du Projet Bonaventure (Lots 26B, 35, 41B, 43B), dans le cadre du contrat accordé à 9052-1170 Québec inc. (Le Groupe Vespo) (CG16 0708), majorant ainsi le montant total du contrat de 2 515 613,26 $ à 2 744 305,36 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 9 août 2017 par sa résolution CE17 1319;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Harout Chitilian

Et résolu :

1- d'autoriser une dépense additionnelle de 228 692,10 $, taxes incluses pour des travaux contingents du Projet Bonaventure (Lots 26B, 35, 41B, 43B), dans le cadre du contrat octroyé à 9052-1170 Québec inc. (Le Groupe Vespo) (CG16 0708), majorant ainsi le montant total du contrat de 2 515 613,26 $ à 2 744 305,36 $, taxes incluses;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.48 1171009012

CG17 0347

Autoriser la cession à Gemalto Canada inc. du contrat accordé à Compagnie 3M Canada relatif au Système d'empreintes digitales (AFIS) du Service de police de la Ville de Montréal / Autoriser une dépense additionnelle de 399 473,74 $, taxes incluses, dans le cadre du volet de support et maintenance de ce contrat, pour l'acquisition de 9 nouveaux lecteurs d'empreintes digitales nécessaires à la mise à niveau du Système d'empreintes digitales (AFIS), ainsi que pour les services professionnels se rattachant à une telle mise à niveau, majorant ainsi le montant total du contrat de 4 289 650,68 $ à 4 689 124,42 $, taxes incluses / Approuver un projet de contrat de cession et de modification #1 à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 août 2017 par sa résolution CE17 1416;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Harout Chitilian

Et résolu :

1 - d'autoriser la cession à Gemalto Canada inc., du contrat conclu avec Compagnie 3M Canada relatif au Système d'empreintes digitales (AFIS) du Service de police de la Ville de Montréal;

2 - d'autoriser une dépense additionnelle de 399 473,74 $, taxes incluses, dans le cadre du volet support et maintenance de ce contrat, pour la mise à niveau du système d'empreintes digitales (AFIS) incluant l'acquisition de 9 nouveaux lecteurs d'empreintes digitales nécessaires à la mise à niveau du système AFIS, ainsi que pour les services professionnels se rattachant à une telle mise à niveau, conformément à son offre de service en date du 23 juin 2017 et selon les termes et conditions stipulés au projet du contrat de cession, majorant ainsi le montant total du contrat de 4 289 650,68 $ à 4 689 124,42 $ taxes incluses;

3 - d'approuver un projet de contrat de cession et de modification 1 à la convention intervenue avec Gemalto Canada inc. (auparavant Compagnie 3M Canada);

4 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.49 1175035005

CG17 0348

Conclure une entente-cadre pour une période de soixante mois, avec deux options de prolongation de douze mois chacune, avec Gestion des communications DATA Corp. pour la fourniture et la livraison, sur demande, de constats d'infraction sur papier à impression thermique pour le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) et les agents de stationnement (ADS) - Appel d'offres public 17-15929 (2 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 août 2017 par sa résolution CE17 1407;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Harout Chitilian

Et résolu :

1 - de conclure une entente-cadre, d'une période de soixante mois, avec deux possibilités de prolongation de douze mois chacune, pour la fourniture, sur demande, de constats d'infraction sur papier à impression thermique;

2 - d'accorder au seul soumissionnaire, Gestion des communications DATA corp., ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat à cette fin, aux prix unitaires de sa soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-15929 et au tableau de prix reçus joint au dossier décisionnel;

3 - d'imputer cette dépense de consommation à même les budgets des diverses unités administratives, services centraux et arrondissements de la Ville, et ce, au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.50 1176133003

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Dimitrios (Jim) Beis

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.51 à 20.55 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG17 0349

Conclure une entente de gré à gré avec Edilex inc., pour une période de 5 ans, avec une option de renouvellement de 5 ans, pour l'acquisition, la paramétrisation, la maintenance et l'abonnement au service ÉDILEXPERT qui permet de générer des documents d'appels d'offres pour la somme de 776 081,25 $, taxes incluses (fournisseur unique) / Approuver le projet de contrat à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 août 2017 par sa résolution CE17 1410;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Dimitrios (Jim) Beis

Et résolu :

1 - d'approuver un contrat de licence et abonnement, de gré à gré, avec la firme Edilex inc., fournisseur unique, pour une période de 5 ans, avec une option de renouvellement de 5 ans, pour l'acquisition, la paramétrisation, la maintenance et l'abonnement au service ÉDILEXPERT qui permet de générer des documents d'appels d'offres pour la somme de 776 081,25 $, taxes incluses;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel;

3 - d'ajuster la base budgétaire du Service de l'approvisionnement pour les années 2018 à 2021 au montant de 105 000 $.

Adopté à l'unanimité.

20.51 1177708001

CG17 0350

Accorder un contrat de services techniques à Excavation L. Martel inc. pour le tamisage et la préparation de sols d'aménagement du parc Frédéric-Back au Complexe environnemental Saint-Michel (CESM) et la mise en pile par convoyeur de la terre amendée, pour une somme maximale révisée de 285 138 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-16084 (1 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 août 2017 par sa résolution CE17 1414;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Dimitrios (Jim) Beis

Et résolu :

1 - d'accorder au seul soumissionnaire, Excavation L. Martel inc., ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat pour le tamisage et la préparation de sols d'aménagement du parc Frédéric-Back au Complexe environnemental Saint-Michel (CESM) et la mise en pile par convoyeur de la terre amendée, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 285 138 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-16084;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.52 1176688009

CG17 0351

Accorder un contrat à KF Construction inc. pour la réfection de la maison du Meunier au parc-nature de l'Île-de-la-Visitation - Dépense totale de 1 427 361,11 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-6968 (3 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 août 2017 par sa résolution CE17 1433;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Dimitrios (Jim) Beis

Et résolu :

1 - d'autoriser une dépense de 1 427 361,11 $, taxes incluses, pour la réfection de la maison du Meunier au parc-nature de l'Île-de-la-Visitation, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2 - d'accorder à KF Construction inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 327 777,78 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-6968;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.53 1171701009

CG17 0352

Accorder un contrat à Les entreprises Michaudville inc. pour des travaux de réfection des infrastructures et aménagement de surface de la rue Ottawa, entre les rues Guy et du Séminaire - Griffintown Lot-3A, dans l'arrondissement du Sud-Ouest - Dépense totale de 7 831 000 $, taxes incluses - Appel d'offres public 337601 (4 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 août 2017 par sa résolution CE17 1421;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Dimitrios (Jim) Beis

Et résolu :

1 - d'autoriser une dépense de 7 831 000 $, taxes incluses, pour la réalisation des travaux de réfection des infrastructures et aménagement de surface de la rue Ottawa, entre les rues Guy et du Séminaire - Griffintown Lot - 3A, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, dans le cadre des travaux municipaux requis en vue du redéveloppement du secteur Griffintown, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2 - d'accorder à Les Entreprises Michaudville inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 7 326 000 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 337601;

3 - d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.54 1173493003

CG17 0353

Autoriser une dépense additionnelle de 12 009 228,20 $ pour compléter les travaux d'ingénierie et d'architecture relatifs à l'unité d'ozonation et l'unité de production d'oxygène de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, dans le cadre du contrat accordé à SNC-Lavalin inc. et Réal Paul Architecte (CG14 0470), majorant ainsi le montant total du contrat de 12 025 783,68 $ à 24 035 011,88, $, taxes incluses / Approuver un projet d'avenant à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 août 2017 par sa résolution CE17 1435;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Dimitrios (Jim) Beis

Et résolu :

1 - d'autoriser une dépense additionnelle de 12 009 228,20 $, taxes incluses, pour compléter les travaux d'ingénierie et d'architecture relatifs à l'unité d'ozonation et l'unité de production d'oxygène de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte

2 - d'approuver un projet d'avenant modifiant la convention de services professionnels intervenue entre la Ville de Montréal et les firmes SNC-Lavalin inc. et Réal Paul Architecte (CG14 0470), majorant ainsi le montant total du contrat de 12 025 783,68 $ à 24 035 011,88 $, taxes incluses ;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.55 1177526010

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par Mme Manon Gauthier

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.56 à 20.60 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG17 0354

Accorder un contrat à AEdifica inc. pour les services professionnels d'animation du processus de conception intégrée (PCI) dans le cadre du projet de restauration et de mise aux normes de l'hôtel de ville, situé au 275, rue Notre-Dame Est - Dépense totale de 152 715,55 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-16254 (2 soum., 1 seul conforme) / Approuver un projet de convention à cette fin

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 août 2017 par sa résolution CE17 1437;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par Mme Manon Gauthier

Et résolu :

1 - d'autoriser une dépense de 152 715,55 $, taxes incluses, pour les services professionnels d'animation du processus de conception intégrée (PCI), dans le cadre du projet de restauration et de mise aux normes de l'hôtel de ville, situé au 275 rue Notre-Dame Est, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2 - d'approuver un projet de convention par lequel AEdifica inc., seule firme ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 145 443,38 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-16254 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention ;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.56 1175965002

CG17 0355

Approuver les projets d'addenda à l'entente de délégation intervenue entre la Ville de Montréal et deux organismes PME MTL

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 août 2017 par sa résolution CE17 1448;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par Mme Manon Gauthier

Et résolu :

1 - d'approuver les projets d'addenda à l'entente de délégation intervenue entre la Ville de Montréal et PME MTL Centre-Est et PME MTL Centre-Ville;

2 - de transmettre une copie de ces addenda au ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Adopté à l'unanimité.

20.57 1175175007

CG17 0356

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Honeywell limitée pour le service d'entretien d'équipements de mécanique du bâtiment - CVAC dans 17 bâtiments du Service de police de la Ville de Montréal, pour une période de 60 mois à compter du 1er septembre 2017 - Dépense totale avec indexation estimée à 2 333 560,86 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-15949 (3 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 août 2017 par sa résolution CE17 1411;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par Mme Manon Gauthier

Et résolu :

1 - de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2 - d'accorder à Honeywell limitée, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour le service d'entretien d'équipements de la mécanique du bâtiment - CVAC pour 17 bâtiments du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour une période de 60 mois à compter du 1er septembre 2017 pour se terminer le 31 août 2022, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 2 242 066,54 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-15949 et au tableau des prix reçus joint au dossier décisionnel;

3 - d'autoriser une dépense, avec indexation, estimée à 2 333 560,86 $, taxes incluses, pour une période de 60 mois, du 1er septembre 2017 au 31 août 2022;

4 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.58 1176292002

CG17 0357

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder 3 contrats à Honeywell limitée pour le service d'entretien d'équipements de mécanique du bâtiment - CVAC dans 58 bâtiments (3 lots) de la Ville, pour une période de 60 mois à compter du 1er septembre 2017 - Dépense totale avec indexation estimée à 4 094 279,13 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-15952 (2 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 août 2017 par sa résolution CE17 1412;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par Mme Manon Gauthier

Et résolu :

1 - de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2 - d'accorder à Honeywell limitée, plus bas soumissionnaire conforme, trois contrats pour le service d'entretien d'équipements de la mécanique du bâtiment – CVAC, pour une période de 60 mois à compter du 1er septembre 2017 pour se terminer le 31 août 2022, aux prix de ses soumissions, soit pour le Lot 1 (26 bâtiments) pour une somme maximale de 1 597 593,72 $, taxes incluses, le Lot 2 (25 bâtiments) pour une somme maximale de 2 043 057,46 $, taxes incluses et le Lot 3 (7 bâtiments) pour une somme maximale 293 099,33 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-15952 et au tableau des prix reçus joint au dossier décisionnel;

3 - d'autoriser une dépense, avec indexation, estimée à 4 094 279,13 $, taxes incluses, pour une période de 60 mois, du 1er septembre 2017 au 31 août 2022;

4 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.59 1176292003

CG17 0358

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Société en commandite Strongco pour la location de 19 niveleuses articulées pour une période de 5 ans, à raison de cinq mois par année, pour une somme maximale de 4 095 495,73 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-16049 (2 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 août 2017 par sa résolution CE17 1408;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par Mme Manon Gauthier

Et résolu :

1 - de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2 - d'accorder à Société en commandite Strongco, plus bas soumissionnaire conforme, pour une période de cinq ans, le contrat pour la location saisonnière de 19 niveleuses articulées, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 4 095 495,73 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-16049 et au tableau des prix reçus joint au dossier décisionnel;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.60 1174922009

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par Mme Chantal Rouleau

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.61 à 20.65 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG17 0359

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder à Groupe de sécurité Garda SENC un contrat à taux horaire pour la fourniture d'un service d'agence de sécurité et tous les services connexes, pour une durée maximale de 24 mois débutant le 7 octobre 2017 plus une année d'option, pour un nombre d'heures prévisionnel de 158 184, pour une somme maximale estimée à 4 737 301,86 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-15668 (3 soum., 1 seul conforme) / Autoriser un ajustement récurrent à la base budgétaire de 822 394$ à partir de 2018

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 août 2017 par sa résolution CE17 1415;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par Mme Chantal Rouleau

Et résolu :

1 - de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2 - d'accorder au seul soumissionnaire conforme, Groupe de sécurité Garda SENC, le contrat à taux horaire pour la fourniture d'un service d'agence de sécurité et tous les services connexes, pour une durée maximale de 24 mois débutant le 7 octobre 2017 plus une année d'option, pour un nombre prévisionnel de 158 184 heures, pour une somme maximale estimée à 4 737 301,86 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offre public 17-15668;

3 - d’imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel;

4 - d’ajuster la base budgétaire du Service de la gestion et de la planification immobilière au montant de 807 220 $ et du Service des affaires juridiques au montant de 15 174 $ de façon récurrente, à partir de 2018.

Adopté à l'unanimité.

20.61 1175147001

CG17 0360

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure des ententes-cadres collectives pour une période approximative de 8 mois avec Compass Minerals (11 215 172,56 $), Mines Seleine, une division de K+S Sel Windsor ltée (5 851 080,62 $) et Technologie de dégivrage Cargill, une division de Cargill ltée (831 000,21 $), taxes incluses, pour la fourniture et la livraison de sel de déglaçage des chaussées - Appel d'offres public 17-15993 (3 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 août 2017 par sa résolution CE17 1413;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par Mme Chantal Rouleau

Et résolu :

1 - de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l’examen des contrats;

2 - de conclure des ententes-cadres collectives, d’une durée approximative de 8 mois, pour la fourniture sur demande de sel de déglaçage des chaussées;

3 - d'accorder aux firmes ci-après désignées, plus bas soumissionnaires conformes, le contrat à cette fin, aux prix unitaires de leur soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-15993 et au tableau de prix reçus joint au dossier décisionnel;

	Participants	
Firmes	Sel régulier	Sel traité
Compass Minerals	Anjou - Lachine - Lasalle - Le Plateau-Mont-Royal - Le Sud-Ouest - L'Ile-Bizard–Sainte-Geneviève - Mercier–Hochelaga-Maisonneuve - Montréal-Nord - Pierrefonds-Roxboro - Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles - Rosemont–la Petite-Patrie - Saint-Laurent - Saint-Léonard - Villeray–Saint-Michel–Parc Extension - Senneville - Ville de Côte-Saint-Luc - Ville de Dollard-des-Ormeaux - Ville de Dorval - Ville de Hampstead - Ville de Montréal-Est - Ville de Kirkland - Ville de Montréal-Ouest - Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue - Ville de Wesmount	
Mines Seleine, une division de K+S Sel Windsor ltée	Ahuntsic–Cartierville - Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce - Outremont - Verdun - Ville-Marie - Ville de Baie d'Urfé - Ville de Mont-Royal - Société de Transport de Montréal	
Technologie de dégivrage Cargill		Ville de Pointe-Claire Ville de Beaconsfield

4 - d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements, des villes reconstituées participantes et de la Société de transport de Montréal (STM), et ce, au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.62 1177482004

CG17 0361

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Pronex Excavation inc. pour la construction d'une conduite d'eau de 400 mm sous le boulevard Thimens, les avenues Martin, Jean-Bourdon et Le Mesurier, entre les boulevards Henri-Bourassa et Gouin Ouest, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville - Dépense totale de 4 618 182,83 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10218 (7 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 août 2017 par sa résolution CE17 1418;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par Mme Chantal Rouleau

Et résolu :

1 - de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2 - d'autoriser une dépense de 4 618 182,83 $, taxes incluses, pour la construction d'une conduite d'eau de 400 mm sous le boulevard Thimens, les avenues Martin, Jean-Bourdon et Le Mesurier, entre les boulevards Henri-Bourassa et Gouin Ouest, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville;

3 - d'accorder à Pronex Excavation inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 4 379 311,30 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 10218;

4 - d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à la majorité des voix.

Dissidences : Mme Maria Tutino
M. Morris Trudeau

20.63 1177650001

CG17 0362

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Pomerleau inc. pour la construction de la nouvelle station de pompage Rosemont - Contrat R-2012-03 - Dépense totale de 62 479 359,20 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10220 (5 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 août 2017 par sa résolution CE17 1423;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par Mme Chantal Rouleau

Et résolu :

1 - de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2 - d'autoriser une dépense de 62 479 359,20 $, taxes incluses, pour la construction de la nouvelle station de pompage Rosemont, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

3 - d'accorder à Pomerleau inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 58 942 791,70 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 10220;

4 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

Dissidences : Mme Maria Tutino
M. Morris Trudeau

20.64 1174753001

CG17 0363

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Construction Socam ltée pour réaliser les travaux d'agrandissement et de rénovation d'un immeuble administratif de la Ville de Montréal, situé au 10351, rue Sherbrooke Est, dans la Ville de Montréal-Est - Dépense totale de 20 517 074,90 $, taxes incluses - Appel d'offres public 5873 (5 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 août 2017 par sa résolution CE17 1432;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par Mme Chantal Rouleau

Et résolu :

1 - de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2 - d'autoriser une dépense de 20 517 074,90 $, taxes incluses, pour les travaux d'agrandissement et de rénovation d'un immeuble administratif de la Ville de Montréal situé au 10351, rue Sherbrooke Est dans la Ville de Montréal-Est, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

3 - d'accorder à Construction Socam ltée, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 16 956 053,10 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 5873;

4 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel;

5 - d'autoriser un montant de 411 617 $ annuellement pour l'entretien et l'exploitation dès janvier 2019.

Adopté à l'unanimité.

20.65 1173285002

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Harout Chitilian

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.66 à 20.70 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG17 0364

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à EBC inc. pour le bassin de rétention Lavigne - Phase 1 : construction des conduites en tunnel et des structures d'accès aux arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville et de Saint-Laurent - Dépense totale de 39 910 131,88 $, taxes incluses - Appel d'offres public 5048A-EC-105-12 (5 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 août 2017 par sa résolution CE17 1430;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Harout Chitilian

Et résolu :

1 - de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2 - d'autoriser une dépense de 39 910 131,88 $, taxes incluses, pour le bassin de rétention Lavigne - Phase 1 : construction des conduites en tunnel et des structures d'accès aux arrondissements d'Ahunstic-Cartierville et de Saint-Laurent, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

3 - d'accorder à EBC inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 37 910 131,88 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 5048A-EC-105-12;

4 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.66 1177526024

CG17 0365

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat de services professionnels à Groupe TBM inc. pour l'évaluation qualitative des immeubles municipaux de la Ville de Montréal - Dépense totale de 4 865 650,02 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-15662 (2 soum., 1 seul conforme) / Approuver un projet de convention à cette fin

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 août 2017 par sa résolution CE17 1436;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Harout Chitilian

Et résolu :

1 - de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2 - d'autoriser une dépense de 4 865 650,02 $, taxes incluses, pour l'évaluation qualitative des immeubles municipaux de la Ville de Montréal, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

3 - d'approuver un projet de convention par lequel la seule firme soumissionnaire Groupe TBM inc., firme ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 4 423 318,20 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-15662 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention ;

4 - d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.67 1175015001

CG17 0366

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat de services professionnels à Les Consultants S.M. inc. et Un architecture inc. pour la réalisation du Programme des compteurs d'eau dans des immeubles municipaux - Dépense totale de 1 249 490,81 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-16068 (1 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 août 2017 par sa résolution CE17 1442;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Harout Chitilian

Et résolu :

1 - de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2 - d'autoriser une dépense de 1 249 490,81 $, taxes incluses, pour la réalisation du Programme des compteurs d'eau dans des immeubles municipaux, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

3 - d'approuver un projet de convention par lequel la seule équipe soumissionnaire, Les Consultants S.M. inc. et Un architecte inc., équipe ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 1 199 511,18 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-16068 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;

4 - d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à la majorité des voix.

Dissidences : M. Georges Bourelle
M. Michael Brownstein
M. Robert Coutu
Mme Colette Gauthier
Mme Jane Guest
Mme Paola Hawa
M. Edward Janiszewski
M. Beny Masella
M. Edgar Rouleau
M. Philippe Roy
Mme Christina M. Smith
M. William Steinberg
M. Morris Trudeau
Mme Maria Tutino

20.68 1170652004

CG17 0367

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat de services professionnels en ingénierie et en architecture à SNC-Lavalin inc. et Provencher Roy + Associés Architectes inc. pour la mise à niveau de la station de pompage et du réservoir McTavish, pour une somme maximale de 17 553 353,97 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-15611 (4 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 août 2017 par sa résolution CE17 1438;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Harout Chitilian

Et résolu :

1 - de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2 - d'approuver un projet de convention par lequel SNC-Lavalin inc. et Provencher Roy + Associés Architectes inc., firmes ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels requis pour la mise à niveau de la station de pompage et du réservoir McTavish, pour une somme maximale de 17 553 353,97 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-15611 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à la majorité des voix.

Dissidences : Mme Maria Tutino
M. Morris Trudeau

20.69 1177383001

CG17 0368

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure deux contrats de services professionnels avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (lot 1 au montant de 4 071 483, 66 $, taxes incluses) et R3D Conseil inc. (lot 2 au montant de 5 369 240,52 $, taxes incluses), pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en analyse fonctionnelle et en analyse d'affaires / Appel d'offres public 17-16023 (3 soum.) / Approuver les projets de convention à cette fin

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 août 2017 par sa résolution CE17 1439;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Harout Chitilian

Et résolu :

1 - de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2 - de conclure deux contrats, d'une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en analyse fonctionnelle et en analyse d'affaires, dans le but de supporter le Service des technologies de l'information ;

3 - d'approuver les projets de convention de services professionnels par lesquels les firmes ci-après désignées ayant obtenu les plus hauts pointages en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville les services spécialisés requis à cette fin, pour les sommes maximales et les lots inscrits en regard de chacune d'elles, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-16023 et selon les termes et conditions stipulés aux projets de convention;

Firme	Description	Montant
Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	Lot 1 - Prestation de services spécialisés en analyse fonctionnelle	4 071 483,66 $
R3D Conseil inc.	Lot 2- Prestation de services spécialisés en analyse d'affaires	5 369 240,52 $

4 - d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget du Service des technologies de l'information, et ce au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.70 1174114001

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Harout Chitilian

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.71 à 20.74 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG17 0369

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure un contrat de services professionnels avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc. pour une durée de 24 mois, pour la fourniture, sur demande, de prestations de services spécialisés en gestion de projets informatiques, pour une somme maximale de 6 809 923, 26 $, taxes incluses / Appel d'offres public 17-16021 (7 soum.) / Approuver le projet de convention à cette fin

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 août 2017 par sa résolution CE17 1440;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Harout Chitilian

Et résolu :

1 - de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2 - de conclure un contrat d'une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en gestion de projets informatiques, dans le but de supporter le Service des technologies de l'information ;

3 - d'approuver un projet de convention par lequel Conseillers en gestion et informatique CGI inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 6 809 923,26 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-16021 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention ;

4 - d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget du Service des technologies de l'information, et ce au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.71 1177438005

CG17 0370

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat de services professionnels à SNC-Lavalin inc. pour l'évaluation des actifs de la Direction de l'eau potable du Service de l'eau, pour une somme maximale de 1 403 418,83 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-15613 (3 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 août 2017 par sa résolution CE17 1441;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Harout Chitilian

Et résolu :

1 - de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2 - d'approuver un projet de convention par lequel SNC-Lavalin inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis pour l'évaluation des actifs de la Direction de l'eau potable du Service de l'eau, pour une somme maximale de 1 403 418,83 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-15613 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.72 1177689001

CG17 0371

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure un contrat de services professionnels avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc., pour une durée de 24 mois, pour la fourniture, sur demande, de prestations de services spécialisés en architecture TI (logiciel et bureautique), pour une somme maximale de 5 376 856,46 $, taxes incluses / Appel d'offres public 17-16022 (2 soum.) / Approuver le projet de convention à cette fin

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 août 2017 par sa résolution CE17 1445;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Harout Chitilian

Et résolu :

1 - de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2 - d'accorder un contrat d'une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en architecture TI (logiciel et bureautique), dans le but de supporter le Service des technologies de l'information ;

3 - d'approuver un projet de convention par lequel Conseillers en gestion et informatique CGI inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 5 376 856,46 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-16022 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention ;

4 - d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget du Service des technologies de l'information, et ce au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.73 1177438006

CG17 0372

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Beaupré, Michaud et associés, architectes, pour des services professionnels en architecture, en ingénierie (électromécanique, charpente et civil) ainsi que pour des services professionnels de divers consultants afin de réaliser les plans et devis ainsi que la surveillance des travaux liés à la mise aux normes et à la certification LEED de l'hôtel de ville - Contrat 15193 - Dépense totale de 7 344 658,32 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-16188 (2 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 août 2017 par sa résolution CE17 1446;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Harout Chitilian

Et résolu :

1 - de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2 - d'autoriser une dépense de 7 344 658,32 $, taxes incluses, pour des services professionnels en architecture, en ingénierie (électromécanique, charpente et civil) ainsi que pour des services professionnels de divers consultants afin de réaliser les plans et devis ainsi que la surveillance de travaux liés à la mise aux normes et à la certification LEED de l'hôtel de ville - Contrat 15193 - Restauration patrimoniale et mise aux normes de l'hôtel de ville, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant.

3 - d'approuver un projet de convention par lequel Beaupré Michaud et Associés, Architectes, NCK inc. et Martin Roy et Associés, équipe ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 6 994 912,69 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-16188 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention ;

4 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.74 1177737001

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 30.01 à 30.05 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG17 0373

Autoriser la Société du parc Jean-Drapeau (SPJD) à signer les projets d'ententes modifiées et mises à jour relatives à la tenue du Grand Prix du Canada permettant le maintien du Grand Prix de Formule 1 à Montréal, pour la période du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2029, en plus de cautionner les obligations de la SPJD découlant de ces ententes

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 21 juin 2017 par sa résolution CE17 1104;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'autoriser la Société du parc Jean-Drapeau (SPJD) à signer les trois ententes modifiées et mises à jour relativement à la tenue du Grand Prix du Canada permettant le maintien du Grand Prix de Formule 1 à Montréal, pour la période du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2029, en plus de cautionner les obligations de la SPJD découlant de ces ententes. Les ententes sont : la convention de bail entre SPJD et Groupe de course Octane inc./*Octane Racing Group inc*., l'entente de financement entre SPJD et *Formula One World Championship Limited* ainsi que le protocole d'entente amendé entre SPJD et le gouvernement du Québec, L'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec, et l'Office des congrès et du tourisme du grand Montréal inc. (les bailleurs de fonds).

Adopté à l'unanimité.

30.01 1172837006

CG17 0374

Autoriser un versement du Fonds de contribution à l'inclusion équivalent au montant de 550 000 $, plus les taxes applicables, en vue de l'acquisition, par voie d'expropriation ou par tout autre moyen, d'un immeuble sis au 5233-5235, rue Saint-Ambroise, dans l'arrondissement Le Sud-Ouest, pour y réaliser un projet de logements sociaux et communautaires

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 9 août 2017 par sa résolution CE17 1373;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'autoriser un versement du Fonds de contribution à l'inclusion équivalent au montant de 550 000 $, plus les taxes applicables, en vue de l'acquisition, par voie d'expropriation ou par tout autre moyen, d'un immeuble sis au 5233-5235, rue Saint-Ambroise, dans l'arrondissement Le Sud-Ouest, pour y réaliser un projet de logements sociaux et communautaires.

Adopté à l'unanimité.

30.02 1176678001

CG17 0375

Approuver un projet de protocole d'entente de soutien technique entre la Ville de Montréal et le Festival de la Santé inc. pour la tenue de l'événement « Marathon et Demi-Marathon Oasis Rock'n' Roll de Montréal » les 23 et 24 septembre 2017

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 août 2017 par sa résolution CE17 1452;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'approuver un projet de convention de soutien technique entre la Ville de Montréal et le Festival de la Santé inc. pour la tenue de l'événement « Marathon et Demi-Marathon Oasis Rock 'n' Roll de Montréal » qui aura lieu le 23 septembre 2017, de 8 h 30 à 11 h 30, et le 24 septembre 2017, de 8 h à 15 h 15.

Adopté à l'unanimité.

30.03 1170679011

CG17 0376

Adopter une résolution établissant les quotes-parts révisées (exercice financier 2017)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 août 2017 par sa résolution CE17 1456;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'adopter la résolution suivante :

RÉSOLUTION ÉTABLISSANT LES QUOTES-PARTS RÉVISÉES (EXERCICE FINANCIER DE 2017)

Vu les articles 118.79 et 118.80 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ, chapitre E-20.001) (ci-après désignée la « Loi »);

Vu l'Arrêté du ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire du *2* août 2017 remplaçant l'Arrêté de la ministre des Affaires municipales et des Régions du 26 novembre 2008 concernant les règles permettant d'établir le potentiel fiscal des municipalités liées de l'agglomération de Montréal aux fins de la répartition des dépenses d'agglomération, pris en vertu de l'article 118.80 de la Loi (ci-après désigné « l'arrêté de 2017 »);

1. Dans la présente résolution, les mots suivants signifient :

« municipalité liée » : une municipalité énumérée à l'article 4 de la Loi;

« potentiel fiscal modifié de 2017 » : le potentiel fiscal pour l'exercice financier de 2017 aux fins de la répartition des dépenses d'agglomération de la municipalité centrale, établi selon les règles prescrites par l'arrêté de 2017.

2. Aux fins du financement de dépenses faites par la municipalité centrale dans l'exercice d'une compétence d'agglomération, il sera perçu des municipalités liées les quotes-parts révisées suivantes, établies sur la base du potentiel fiscal modifié de 2017 :

1° la quote-part générale qui finance toute dépense qui ne fait pas l'objet d'un autre mode de financement;

2° la quote-part pour le service de l'eau qui finance toute dépense relative au service de l'eau qui ne fait pas l'objet de la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable, de la quote-part tarifaire pour la fourniture de compteurs et la réalisation des activités déléguées afférentes ou d'un autre mode de financement;

3° la quote-part pour le service des premiers répondants qui finance les dépenses liées à l'exercice de l'élément de sécurité publique que constitue le service des premiers répondants. La Ville de Côte-Saint-Luc n'est pas une municipalité liée pour la répartition de ces dépenses.

3. Les quotes-parts révisées établies conformément à l'article 2 sont présentées à l'annexe A.

4. La présente résolution s'applique à l'exercice financier de 2017.

Un débat s'engage.

Adopté à la majorité des voix.

Dissidences : M. Philippe Roy
M. Morris Trudeau

30.04 1173843003

ANNEXE A
QUOTES-PARTS RÉVISÉES PAR VILLES LIÉES

Pourcentages contributifs pour les quotes-parts 2017

Villes liées	Quotes-parts générales et Quotes-parts pour le service de l'eau	Quotes-parts premiers répondants
	%	%
Montréal	***82,175 %***	***83,188 %***
Municipalités reconstituées		
Baie-D'Urfé	*0,498 %*	*0,504 %*
Beaconsfield	*0,886 %*	*0,897 %*
Côte-Saint-Luc	*1,218 %*	
Dollard-Des Ormeaux	*1,742 %*	*1,763 %*
Dorval	*3,119 %*	*3,158 %*
Hampstead	*0,431 %*	*0,437 %*
L'Île-Dorval	*0,003 %*	*0,003 %*
Kirkland	*1,297 %*	*1,313 %*
Mont-Royal	*2,065 %*	*2,090 %*
Montréal-Est	*0,758 %*	*0,768 %*
Montréal-Ouest	*0,235 %*	*0,238 %*
Pointe-Claire	*2,651 %*	*2,684 %*
Senneville	*0,151 %*	*0,153 %*
Sainte-Anne-de-Bellevue	*0,418 %*	*0,424 %*
Westmount	*2,354 %*	*2,383 %*
Total – municipalités reconstituées	***17,825 %***	***16,812 %***
Agglomération de Montréal	***100,000 %***	***100,000 %***

CG17 0377

Approuver le protocole d'entente de soutien technique entre la Ville de Montréal et Événements GPCQM pour la tenue de l'événement le « Grand Prix cycliste de Montréal » le 10 septembre 2017 de 11 h à 17 h 30, incluant un critérium présenté le 9 septembre, de 16 h à 19 h

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 août 2017 par sa résolution CE17 1459;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'approuver le protocole de soutien technique entre la Ville de Montréal et Événements GPCQM pour la tenue de l'événement le « Grand Prix cycliste de Montréal » le 10 septembre 2017 de 11 h à 17 h.

Adopté à l'unanimité.

30.05 1167195009

CG17 0378

Reconduire le projet « Parcours Innovation PME Montréal » pour la période 2018 à 2020 / Autoriser une dépense totale de 908 800 $ pour 2018 à 2020 / Autoriser une dépense supplémentaire de 39 200 $ pour 2017

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 août 2017 par sa résolution CE17 1461;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - de reconduire le projet « Parcours Innovation PME Montréal » pour la période 2018 à 2020;

2 - d'autoriser une dépense totale de 908 800 $ pour les années 2018 à 2020;

3 - d'autoriser une dépense additionnelle de 39 200 $ pour l'année 2017;

4 - d'imputer ces dépenses, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

30.06 1170881002

CG17 0379

Avis de motion et présentation - Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 17 803 000 $ afin de financer les travaux de modernisation de l'usine Pierrefonds (RCG 16-038)

AVIS DE MOTION ET PRÉSENTATION

Avis de motion est donné par M. Alan DeSousa de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil d'agglomération du règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 17 803 000 $ afin de financer les travaux de modernisation de l'usine Pierrefonds (RCG 16-038) » et pour lequel le dossier décisionnel en fait la présentation.

41.01 1172675001

CG17 0380

Avis de motion et présentation - Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019)

AVIS DE MOTION ET PRÉSENTATION

Avis de motion est donné par M. Alan DeSousa de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil d'agglomération du règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019) » et pour lequel le dossier décisionnel en fait la présentation.

41.02 1176307004

CG17 0381

Avis de motion et présentation - Règlement autorisant un emprunt de 19 800 000 $ afin de financer les travaux sur les collecteurs d'égouts

AVIS DE MOTION ET PRÉSENTATION

Avis de motion est donné par M. Alan DeSousa de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil d'agglomération du règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 19 800 000 $ afin de financer les travaux sur les collecteurs d'égouts » et pour lequel le dossier décisionnel en fait la présentation.

41.03 1177526018

CG17 0382

Avis de motion et présentation - Règlement autorisant un emprunt de 17 688 000 $ pour le financement de travaux sur les intercepteurs de la Ville de Montréal

AVIS DE MOTION ET PRÉSENTATION

Avis de motion est donné par M. Alan DeSousa de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil d'agglomération du règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 17 688 000 $ pour le financement de travaux sur les intercepteurs de la Ville de Montréal » et pour lequel le dossier décisionnel en fait la présentation.

41.04 1177526019

CG17 0383

Avis de motion et présentation - Règlement autorisant un emprunt de 25 260 000 $ pour le financement de travaux et l'acquisition d'équipements à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte

AVIS DE MOTION ET PRÉSENTATION

Avis de motion est donné par M. Alan DeSousa de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil d'agglomération du règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 25 260 000 $ pour le financement de travaux et l'acquisition d'équipements à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte » et pour lequel le dossier décisionnel en fait la présentation.

41.05 1177526020

CG17 0384

Avis de motion et présentation - Règlement autorisant un emprunt de 82 000 000 $ afin de financer les travaux de construction et de renouvellement de conduites principales d'aqueduc

AVIS DE MOTION ET PRÉSENTATION

Avis de motion est donné par M. Alan DeSousa de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil d'agglomération du règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 82 000 000 $ afin de financer les travaux de construction et de renouvellement de conduites principales d'aqueduc » et pour lequel le dossier décisionnel en fait la présentation.

41.06 1173276001

CG17 0385

Avis de motion et présentation - Règlement autorisant un emprunt de 21 400 000 $ afin de financer les travaux de réaménagement de la rue Saint-Paul réalisés en partie dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2017-2018

AVIS DE MOTION ET PRÉSENTATION

Avis de motion est donné par M. Alan DeSousa de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil d'agglomération du règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 21 400 000 $ afin de financer les travaux de réaménagement de la rue Saint-Paul réalisés en partie dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2017-2018 » et pour lequel le dossier décisionnel en fait la présentation.

41.07 1171183001

CG17 0386

Avis de motion et présentation - Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération sur les délégations relatives au Règlement sur la mesure de la consommation de l'eau dans les bâtiments utilisés en partie ou en totalité à des fins non résidentielles (RCG 07-031) (RCG 13-004)

Avis de motion et présentation - Règlement modifiant le Règlement concernant la quote-part tarifaire pour la fourniture de compteurs et la réalisation des activités déléguées afférentes (RCG 13-005)

AVIS DE MOTION ET PRÉSENTATION

Avis de motion est donné par M. Alan DeSousa de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil d'agglomération du règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération sur les délégations relatives au Règlement sur la mesure de la consommation de l'eau dans les bâtiments utilisés en partie ou en totalité à des fins non résidentielles (RCG 07-031) (RCG 13-004) » et pour lequel le dossier décisionnel en fait la présentation.

Avis de motion est donné par M. Alan DeSousa de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil d'agglomération du règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement concernant la quote-part tarifaire pour la fourniture de compteurs et la réalisation des activités déléguées afférentes (RCG 13-005) » et pour lequel le dossier décisionnel en fait la présentation.

41.08 1177518003

CG17 0387

Avis de motion et présentation - Règlement modifiant le Règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023)

AVIS DE MOTION ET PRÉSENTATION

Avis de motion est donné par M. Alan DeSousa de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil d'agglomération du règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023) » et pour lequel le dossier décisionnel en fait la présentation.

41.09 1170025003

CG17 0388

Avis de motion et présentation - Règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation des secteurs commerciaux faisant l'objet de travaux majeurs d'infrastructure (Programme Réussir@Montréal - Artère en chantier) (RCG 15-083)

AVIS DE MOTION ET PRÉSENTATION

Avis de motion est donné par M. Alan DeSousa de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil d'agglomération du règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation des secteurs commerciaux faisant l'objet de travaux majeurs d'infrastructure (Programme Réussir@Montréal - Artère en chantier) (RCG 15-083) » et pour lequel le dossier décisionnel en fait la présentation.

41.10 1171179004

CG17 0389

Avis de motion et présentation - Règlement autorisant un emprunt de 18 613 000 $ afin de financer les travaux de modernisation, de pérennisation et de sécurisation prévus au programme d'investissement dans les usines d'eau potable

AVIS DE MOTION ET PRÉSENTATION

Avis de motion est donné par M. Alan DeSousa de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil d'agglomération du règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 18 613 000 $ afin de financer les travaux de modernisation, de pérennisation et de sécurisation prévus au programme d'investissement dans les usines d'eau potable » et pour lequel le dossier décisionnel en fait la présentation.

41.11 1176279002

CG17 0390

Avis de motion et présentation - Règlement autorisant un emprunt de 10 687 000 $ afin de financer les travaux de réhabilitation des réservoirs et stations de pompage

AVIS DE MOTION ET PRÉSENTATION

Avis de motion est donné par M. Alan DeSousa de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil d'agglomération du règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 10 687 000 $ afin de financer les travaux de réhabilitation des réservoirs et stations de pompage » et pour lequel le dossier décisionnel en fait la présentation.

41.12 1176603001

CG17 0391

Avis de motion et présentation - Règlement autorisant la démolition de deux bâtiments ainsi que la construction et l'occupation, à des fins résidentielles, pour des personnes ayant besoin d'aide et d'hébergement, d'un bâtiment sur le lot 2 317 486 et une partie du lot adjacent 1 885 486 du cadastre du Québec

AVIS DE MOTION ET PRÉSENTATION

Avis de motion est donné par M. Alan DeSousa de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil d'agglomération du règlement intitulé « Règlement autorisant la démolition de deux bâtiments ainsi que la construction et l'occupation, à des fins résidentielles, pour des personnes ayant besoin d'aide et d'hébergement, d'un bâtiment sur le lot 2 317 486 et une partie du lot adjacent 1 885 486 du cadastre du Québec » et pour lequel le dossier décisionnel en fait la présentation.

41.13 1170607007

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 42.01 et 42.05 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG17 0392

Adoption - Règlement modifiant le Règlement établissant les modalités de paiement des quotes-parts par les municipalités liées (exercice financier 2017) (RCG 16-056)

Vu l'avis de motion donné du Règlement modifiant le Règlement établissant les modalités de paiement des quotes-parts par les municipalités liées (exercice financier 2017) (RCG 16-056) à l'assemblée du conseil d'agglomération du 15 juin 2017 par sa résolution CG17 0288 et pour lequel le dossier décisionnel en fait la présentation;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet, la portée et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 7 juin 2017 par sa résolution CE17 1046;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement établissant les modalités de paiement des quotes-parts par les municipalités liées (exercice finance 2017) (RCG 16-056) ».

_____

Un débat s'engage.

_____

Adopté à la majorité des voix.

Dissidences : M. Philippe Roy
M. Morris Trudeau

42.01 1173843002

Règlement RCG 16-056-1

_____

CG17 0393

Adoption - Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation de la rue Sainte-Catherine et ses abords (Programme Réussir@Montréal - Sainte-Catherine) / Approuver la mise en oeuvre du nouveau programme Réussir@Montréal - Sainte-Catherine

Vu l'avis de motion donné du Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation de la rue Sainte-Catherine et ses abords (Programme Réussir@Montréal - Sainte-Catherine) à l'assemblée du conseil d'agglomération du 15 juin 2017 par sa résolution CG17 0283 et pour lequel le dossier décisionnel en fait la présentation;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet, la portée et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 31 mai 2017 par sa résolution CE17 0953;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - d'approuver le règlement intitulé « Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation de la rue Sainte-Catherine et ses abords (Programme Réussir@Montréal - Sainte-Catherine) »;

2 - d'approuver la mise en œuvre du nouveau programme Réussir@Montréal – Sainte-Catherine.

Adopté à l'unanimité.

42.02 1171179002

Règlement RCG 17-023

CG17 0394

Adoption - Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 17 000 000 $ afin de financer des travaux de réaménagement de parcs-nature relevant de la compétence du conseil d'agglomération (RCG 16-049)

Vu l'avis de motion donné du Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 17 000 000 $ afin de financer des travaux de réaménagement de parcs-nature relevant de la compétence du conseil d'agglomération (RCG 16-049) à l'assemblée du conseil d'agglomération du 15 juin 2017 par sa résolution CG17 0284 et pour lequel le dossier décisionnel en fait la présentation;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet, la portée, le coût, le mode de financement et le mode de paiement et de remboursement de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 31 mai 2017 par sa résolution CE17 0963;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 17 000 000 $ afin de financer des travaux de réaménagement de parcs-nature relevant du conseil d'agglomération (RCG 16-049) », sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Adopté à l'unanimité.

42.03 1176192003

Règlement RCG 16-049-1

CG17 0395

Adoption - Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 170 000 000 $ afin de financer la réalisation des centres de traitement de la matière organique et un centre pilote de prétraitement (RCG 13-006)

Vu l'avis de motion donné du Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 170 000 000 $ afin de financer la réalisation des centres de traitement de la matière organique et un centre pilote de prétraitement (RCG 13-006) à l'assemblée du conseil d'agglomération du 15 juin 2017 par sa résolution CG17 0285 et pour lequel le dossier décisionnel en fait la présentation;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet, la portée, le coût, le mode de financement et le mode de paiement et de remboursement de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 31 mai 2017 par sa résolution CE17 0965;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 170 000 000 $ afin de financer la réalisation des centres de traitement de la matière organique et un centre pilote de prétraitement (RCG 13-006) », sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Adopté à l'unanimité.

42.04 1171177001

Règlement RCG 13-006-1

CG17 0396

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 4 500 000 $ pour le financement de la mise en oeuvre du plan d'action contre l'agrile du frêne dans les bois et les grands parcs relevant de la compétence du conseil d'agglomération

Vu l'avis de motion donné du Règlement autorisant un emprunt de 4 500 000 $ pour le financement de la mise en oeuvre du plan d'action contre l'agrile du frêne dans les bois et les grands parcs relevant de la compétence du conseil d'agglomération à l'assemblée du conseil d'agglomération du 15 juin 2017 par sa résolution CG17 0286 et pour lequel le dossier décisionnel en fait la présentation;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet, la portée, le coût, le mode de financement et le mode de paiement et de remboursement de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 31 mai 2017 par sa résolution CE17 0966;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 4 500 000 $ pour le financement de la mise en oeuvre du plan d'action contre l'agrile du frêne dans les bois et les grands parcs relevant de la compétence du conseil d'agglomération », sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Adopté à l'unanimité.

42.05 1176628001

Règlement RCG 17-024

CG17 0397

Adoption - Règlement autorisant la modification de la station de métro Vendôme par la construction d'un nouvel édicule et d'un lien piétonnier jusqu'au Centre universitaire de santé McGill (CUSM)

Vu l'avis de motion donné du Règlement autorisant la modification de la station de métro Vendôme par la construction d'un nouvel édicule et d'un lien piétonnier jusqu'au Centre universitaire de santé McGill (CUSM) à l'assemblée du conseil d'agglomération du 15 juin 2017 par sa résolution CG17 0287 et pour lequel le dossier décisionnel en fait la présentation;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet, la portée et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 7 juin 2017 par sa résolution CE17 1045;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Aref Salem

Et résolu :

1 - de prendre acte du dépôt du rapport de consultation publique faite par la Société de transport de Montréal sur le projet de construction d'un nouvel édicule à la station de métro Vendôme et d'un nouveau lien piétonnier jusqu'au Centre universitaire de santé McGill (CUSM);

2 - d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant la modification de la station de métro Vendôme par la construction d'un nouvel édicule et d'un lien piétonnier jusqu'au Centre universitaire de santé McGill (CUSM) ».

Adopté à l'unanimité.

42.06 1173558011

Règlement RCG 17-025

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Aref Salem

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 45.01 et 45.05 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG17 0398

Approuver la modification du Programme des immobilisations 2017-2026 de la Société de transport de Montréal / Approuver le Règlement R-158-1 de la Société de transport de Montréal modifiant le Règlement R-158 autorisant un emprunt de 31 239 000 $ pour financer la rénovation de l'édifice du 2000 Berri, afin de modifier les objets et le libellé du règlement ainsi que d'augmenter le montant de l'emprunt à 36 721 000 $

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 août 2017 par sa résolution CE17 1473;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Aref Salem

Et résolu :

1- d'approuver la modification du Programme des immobilisations 2017-2026 de la Société de transport de Montréal;

2- d'approuver le Règlement R-158-1 modifiant le Règlement R-158 de la Société de transport de Montréal autorisant un emprunt de 31 239 000 $ pour financer la rénovation de l'édifice du 2000 Berri, afin de modifier les objets et le libellé du règlement ainsi que d'augmenter le montant de l'emprunt à 36 721 000 $, le tout conformément à l'article 123 de la *Loi sur les sociétés de transport en commun* (RLRQ, c. S-30.01).

Adopté à l'unanimité.

45.01 1170854003

CG17 0399

Approuver la modification du Programme des immobilisations 2017-2026 de la Société de transport de Montréal / Approuver le Règlement R-170 de la Société de transport de Montréal autorisant un emprunt de 249 723 966 $ pour financer la construction du nouveau centre de transport Bellechasse

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 août 2017 par sa résolution CE17 1474;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Aref Salem

Et résolu :

1- d'approuver la modification du Programme des immobilisations 2017-2026 de la Société de transport de Montréal;

2- d'approuver le Règlement R-170 de la Société de transport de Montréal autorisant un emprunt de 249 723 966 $ pour financer la construction du nouveau centre de transport Bellechasse, le tout conformément à l'article 123 de la *Loi sur les sociétés de transport en commun* (RLRQ, c. S-30.01).

Adopté à l'unanimité.

45.02 1170854004

CG17 0400

Approuver la modification du Programme des immobilisations 2017-2026 de la Société de transport de Montréal / Approuver le Règlement R-171 de la Société de transport de Montréal autorisant un emprunt de 16 613 465 $ pour financer le projet « Évolution Solution Validation Bus »

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 août 2017 par sa résolution CE17 1475;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Aref Salem

Et résolu :

1- d'approuver la modification du Programme des immobilisations 2017-2026 de la Société de transport de Montréal;

2- d'approuver le Règlement R-171 de la Société de transport de Montréal autorisant un emprunt de 16 613 465 $ pour financer le projet « Évolution Solution Validation Bus », le tout conformément à l'article 123 de la *Loi sur les sociétés de transport en commun* (RLRQ, c. S-30.01).

Adopté à l'unanimité.

45.03 1170854005

CG17 0401

Approuver la modification du Programme des immobilisations 2017-2026 de la Société de transport de Montréal / Approuver le Règlement-172 de la Société de transport de Montréal autorisant un emprunt de 28 929 174 $ pour financer le projet « Remplacement des véhicules de service - Phase 2 »

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 août 2017 par sa résolution CE17 1476;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Aref Salem

Et résolu :

1- d'approuver la modification du Programme des immobilisations 2017-2026 de la Société de transport de Montréal;

2- d'approuver le Règlement R-172 de la Société de transport de Montréal autorisant un emprunt de 28 929 174 $ pour financer le projet « Remplacement des véhicules de service - Phase 2 », le tout conformément à l'article 123 de la *Loi sur les sociétés de transport en commun* (RLRQ, c. S-30.01).

Adopté à l'unanimité.

45.04 1170854006

CG17 0402

Approuver la modification du Programme des immobilisations 2017-2026 de la Société de transport de Montréal / Approuver le Règlement R-173 de la Société de transport de Montréal autorisant un emprunt de 69 002 080 $ pour financer le projet « Vision CA et RDA »

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 août 2017 par sa résolution CE17 1477;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Aref Salem

Et résolu :

1- d'approuver la modification du Programme des immobilisations 2017-2026 de la Société de transport de Montréal;

2- d'approuver le Règlement R-173 de la Société de transport de Montréal autorisant un emprunt de 69 002 080 $ pour financer le projet « Vision CA et RDA », le tout conformément à l'article 123 de la *Loi sur les sociétés de transport en commun* (RLRQ, c. S-30.01).

Adopté à l'unanimité.

45.05 1170854007

CG17 0403

Entériner l'accord de principe relatif à la restructuration du Régime de retraite des pompiers de la Ville de Montréal intervenu entre la Ville de Montréal et l'Association des pompiers de Montréal

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 21 juin 2017 par sa résolution CE17 1115;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Aref Salem

Et résolu :

1- d'entériner l'accord de principe relatif à la restructuration du Régime de retraite des pompiers de la Ville de Montréal intervenu entre la Ville de Montréal et l'Association des pompiers de Montréal;

2- d'autoriser la directrice du Service des ressources humaines à signer l'entente finale pour et au nom de la Ville;

3- de mandater le Service des ressources humaines pour amorcer les démarches nécessaires à l'approbation des modifications au Régime de retraite des pompiers de la Ville de Montréal et retenues dans le cadre du processus de restructuration.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

50.01 1176775004

CG17 0404

Nomination d'un membre au conseil d'administration du Conseil des arts de Montréal

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 9 août 2017 par sa résolution CE17 1370;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Denis Coderre

Et résolu :

de nommer madame Hannah Claus à titre de membre au conseil d'administration du Conseil des arts de Montréal, pour un premier mandat de 3 ans.

Adopté à l'unanimité.

51.01 1177726001

À 18 h 21, tous les points de l'ordre du jour ayant été étudiés, la présidente d'assemblée déclare l'assemblée levée.

_____	_____
Manon Barbe	Yves SAINDON
Présidente d'assemblée	Greffier de la ville

Tous et chacun des règlements et résolutions ci-dessus relatés sont approuvés.

_____
Denis Coderre
Maire

04.01

À LA SÉANCE DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DU
28 SEPTEMBRE 2017

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF
COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION

POUR LA PÉRIODE DU
1er AU 31 AOÛT 2017

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION
PÉRIODE DU 01 AOÛT 2017 AU 31 AOÛT 2017

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	SIGNATURE	MONTANT
NORDA STELO INC.	100% AGGLO	SERVICE DES INFRASTRUCTURES_VOIRIE ET TRANSPORTS	DIRECTION DES TRANSPORTS	1167237002	ACCORDER UN CONTRAT DE SERVICES PROFESSIONNELS À NORDA STELO INC., POUR LA GESTION ET LA SURVEILLANCE DU DÉPLOIEMENT DU SYSTÈME DE JALONNEMENT DYNAMIQUE DES STATIONNEMENTS (SJDS) POUR UNE PÉRIODE DE 7 MOIS POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 117 033,22 $, TAXES INCLUSES (CONTRAT: 111 460,21 $; CONTINGENCES: 5 573,01 $) - APPEL D'OFFRES PUBLIC 16-15022 - (5 SOUMISSIONNAIRES)	CE16 1064	2017-08-14	117 033,00 $
R.C.M. MODULAIRE INC.	100% AGGLO	SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES ET DE LA SÉCURITÉ	1174565007	PROLONGER LE CONTRAT DE LOCATION DE DEUX BÂTIMENTS MODULAIRES AVEC LA FIRME R.C.M. MODULAIRE INC. POUR UNE DURÉE DE DIX-HUIT MOIS, SITUÉS SUR LE SITE DE L'USINE ATWATER AU 999, RUE DUPUIS, POUR LA DIRECTION DE L'EAU POTABLE. DÉPENSE TOTALE DE 42 425,78 $, TAXES INCLUSES. BÂTIMENT 1138	CE17 1347	2017-08-10	42 426,00 $
ARTEFACTUEL COOP DE TRAVAIL	100% AGGLO	SERVICE DE LA MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE	DIRECTION DE L'URBANISME	1174804001	ACCORDER UN CONTRAT À LA FIRME ARTEFACTUEL, COOP DE TRAVAIL POUR LA RÉALISATION DES INTERVENTIONS ARCHÉOLOGIQUES DANS LE CADRE DE TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU BASSIN WILLIAM - DÉPENSE MAXIMALE DE 138 861.00 $ TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES PUBLIC 17-15700- DEUX SOUMISSIONNAIRES / APPROUVER UN PROJET DE CONVENTION À CETTE FIN	CE17 1206	2017-08-03	138 861,00 $
CENTRE DE RÉPARATION HYDRAULIQUE HYDREP INC.	60% AGGLO 40% VILLE	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET DES ATELIERS	DIRECTION	1174922007	ACCORDER UN CONTRAT À « CENTRE DE RÉPARATION HYDRAULIQUE HYDREP INC. », POUR LA FOURNITURE DE CINQ OPÉRATEURS DE VANNES SUR REMORQUE POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 459 509,43 $, TAXES INCLUSES – APPEL D'OFFRES PUBLIC 17-16062 (2 SOUM).	CE17 1290	2017-08-10	459 509,00 $
PROCOVA INC.	100% AGGLO	SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	DIRECTION DE LA GESTION DE PROJETS IMMOBILIERS	1175350005	ACCORDER UN CONTRAT À LA FIRME PROCOVA INC. POUR LES TRAVAUX DE RÉFECTION DES FAÇADES ET D'INSTALLATION DE BORNES DE RECHARGE À LA CASERNE DE POMPIERS N° 28 (3031) SITUÉE AU 7650, BOULEVARD CHÂTEAUNEUF, ARRONDISSEMENT D'ANJOU. DÉPENSE TOTALE DE 492 782,85 $, TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES 5911 (3 SOUMISSIONNAIRES)	CE17 1202	2017-08-03	454 841,00 $
CONSTRUCTION BATILIA INC.	15,38% AGGLO 84,62% VILLE	SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	DIRECTION DE LA GESTION DE PROJETS IMMOBILIERS	1175374001	ACCORDER UN CONTRAT À CONSTRUCTION BATILIA INC., POUR L'AGRANDISSEMENT DE LA SALLE DE VÉLOS DE L'ÉDIFICE CHAUSSEGROS-DE-LÉRY - DÉPENSE TOTALE DE 271 253,35 $, TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES PUBLIC 5892 - 17 SOUM.	CE17 1427	2017-08-18	253 507,00 $
PSM TECHNOLOGIES INC.	100% AGGLO	SERVICE DE L'EAU	DIRECTION DE L'EAU POTABLE	1175879001	ACCORDER UN CONTRAT À PSM TECHNOLOGIES INC., POUR LA FOURNITURE ET L'INSTALLATION DE PASSERELLES ET GARDE-CORPS EN FIBRES DE VERRE RENFORCÉES AUX FILTRES 1 À 6 À L'USINE DE PRODUCTION D'EAU POTABLE DE PIERREFONDS, POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 244 318,23 $, TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES PUBLIC 10211 - (3 SOUMISSIONNAIRES).	CE17 1419	2017-08-18	244 318,00 $

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION
PÉRIODE DU 01 AOÛT 2017 AU 31 AOÛT 2017

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	SIGNATURE	MONTANT
CHEMISE EMPIRE LTÉE	100 AGGLO	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	DIRECTION	1176135006	AUTORISER LA PROLONGATION DE L'ENTENTE-CADRE CONCLUE AVEC L'ENTREPRISE CHEMISE EMPIRE LTÉE, POUR LA FOURNITURE DE CHEMISES DE DIFFÉRENTS MODÈLES, DESTINÉES AUX EMPLOYÉS DU SERVICE DE SÉCURITÉ INCENDIE DE MONTRÉAL (SIM). AVIS SIMON NUMÉRO 1151197. LE MONTANT ESTIMÉ POUR LA PÉRIODE DE PROLONGATION EST DE 63 478,65 $ (TAXES INCLUSES).	CE17 1193	2017-08-03	63 479,00 $
CAMIONS INTER-ANJOU	100% AGGLO	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET DES ATELIERS	DIRECTION	1176859007	ACCORDER UN CONTRAT À CAMIONS INTER-ANJOU INC. POUR LA FOURNITURE D'UN CHÂSSIS DE CAMION ET D'UNE BOÎTE DE FOURGON DE 15 PIEDS AVEC ÉQUIPEMENTS ET ACCESSOIRES, POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 355 030,15 $, TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES PUBLIC 17-16103.	CE17 1306	2017-08-10	355 030,00 $
BEAUDOIN HURENS INC.	53,92% AGGLO 46,08% VILLE	VILLE-MARIE	DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS	1177480005	ACCORDER UN CONTRAT DE SERVICES PROFESSIONNELS DE 403 447.28 $ À BEAUDOIN HURENS INC. POUR LES SERVICES PROFESSIONNELS - PLANS ET DEVIS ET SURVEILLANCE DES TRAVAUX D'INFRASTRUCTURES ET AMÉNAGEMENTS DES RUES ANDERSON, DE LA CONCORDE ET BURKE (APPEL D'OFFRES PUBLIC VMP-17-031 - 6 SOUMISSIONNAIRES)	CE17 1211	2017-08-03	403 447,00 $
GROUPE MÉCANO INC.	100% AGGLO	SERVICE DE L'EAU	DIRECTION DE L'ÉPURATION DES EAUX USÉES	1177526021	ACCORDER UN CONTRAT À GROUPE MÉCANO INC. POUR DES TRAVAUX DE MÉCANIQUE POUR L'INSTALLATION DE VANNES AUX RÉSERVOIRS DE STOCKAGE DE PRODUITS CHIMIQUES DE LA STATION D'ÉPURATION DES EAUX USÉES JEAN-R.-MARCOTTE, POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 294 440,70 $, TAXES INCLUSES – APPEL D'OFFRES PUBLIC SP17011-163264-C - 4 SOUMISSIONNAIRES	CE17 1420	2017-08-18	294 441,00 $
VIAU BASTIEN GOSSELIN ARCHITECTES INC.	100% AGGLO	SERVICE DE L'EAU	DIRECTION DE L'ÉPURATION DES EAUX USÉES	1177526026	ACCORDER À LA FIRME VIAU BASTIEN GOSSELIN ARCHITECTES INC. UN CONTRAT DE SERVICES PROFESSIONNELS D'ARCHITECTURE POUR TRAVAUX D'AMÉLIORATION ET DE MISE À NIVEAU À LA DIRECTION DE L'ÉPURATION DES EAUX USÉES AU MONTANT DE 339 703,53 $, TAXES INCLUSES - APPROUVER LA CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS - APPEL D'OFFRES PUBLIC 17-16148 – 4 SOUMISSIONNAIRES - 3 CONFORMES.	CE17 1331	2017-08-10	339 704,00 $
LE GROUPE LML LTÉE	100% AGGLO	SERVICE DE L'EAU	DIRECTION DE L'ÉPURATION DES EAUX USÉES	1177526027	ACCORDER UN CONTRAT À LE GROUPE LML LTÉE, POUR LA MISE À NIVEAU ÉLECTRIQUE ET D'INSTRUMENTATION DE LA STATION DE POMPAGE COUSINEAU, POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 159 845,31 $, TAXES INCLUSES – APPEL D'OFFRES PUBLIC 3284-AE-17 – 2 SOUMISSIONNAIRES	CE17 1422	2017-08-18	159 845,00 $
E2R INC.	100% AGGLO	SERVICE DE L'EAU	DIRECTION DE L'ÉPURATION DES EAUX USÉES	1177526028	ACCORDER UN CONTRAT À E2R INC., POUR LES TRAVAUX D'AGRANDISSEMENT DU STATIONNEMENT OUEST DE LA STATION D'ÉPURATION DES EAUX USÉES JEAN-R.-MARCOTTE, POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 491 133,06 $, TAXES INCLUSES – APPEL D'OFFRES PUBLIC SP17021-168248-C - 4 SOUMISSIONNAIRES	CE17 1506	2017-08-30	491 133,00 $

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION
PÉRIODE DU 01 AOÛT 2017 AU 31 AOÛT 2017

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	SIGNATURE	MONTANT
VENTILATION MANIC INC.	100% AGGLO	SERVICE DE L'EAU	DIRECTION DE L'ÉPURATION DES EAUX USÉES	1177526029	ACCORDER UN CONTRAT À VENTILATION MANIC INC., POUR L'INSTALLATION D'UNE UNITÉ ENVIRONNEMENTALE À LA SALLE DES SERVEURS AU BÂTIMENT ADMINISTRATIF DE LA STATION D'ÉPURATION DES EAUX USÉES JEAN-R.-MARCOTTE, POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 150 671,29 $, TAXES INCLUSES – APPEL D'OFFRES PUBLIC 17-1375-AE – 2 SOUMISSIONNAIRES	CE17 1483	2017-08-23	150 671,00 $
LE GROUPE LEFEBVRE M.R.P. INC.	100% AGGLO	SERVICE DE L'EAU	DIRECTION DE L'ÉPURATION DES EAUX USÉES	1177526030	ACCORDER UN CONTRAT À LE GROUPE LEFEBVRE M.R.P. INC., POUR LA RÉFECTION DES JOINTS D'EXPANSION ET DES PLANCHERS DE BÉTON DES DÉCANTEURS 16, 22 À 25, 27 ET 28 À LA STATION D'ÉPURATION DES EAUX USÉES JEAN-R.-MARCOTTE , POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 442 273,47 $, TAXES INCLUSES – APPEL D'OFFRES PUBLIC SP17028-168479-C – 2 SOUMISSIONNAIRES	CE17 1484	2017-08-23	442 273,00 $

NOMBRE DE CONTRATS : 16

TOTAL : 4 410 518,00 $

04.02

À LA SÉANCE DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DU
28 SEPTEMBRE 2017

SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF
COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION

POUR LA PÉRIODE DU
1er AU 31 AOÛT 2017

SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION
PÉRIODE DU 01 AOÛT 2017 AU 31 AOÛT 2017

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	SIGNATURE	MONTANT
GO LE GRAND DÉFI inc.	100% AGGLO	SERVICE DE SÉCURITÉ INCENDIE DE MONTRÉAL	DIRECTION DES OPÉRATIONS	1170741003	ACCORDER UNE CONTRIBUTION FINANCIÈRE NON RÉCURRENTE DE 5 000 $ À L'ORGANISATION DU GRAND DÉFI PIERRE LAVOIE DE L'ANNÉE 2017 (AIDE À L'ÉLITE SPORTIVE ET ÉVÉNEMENTS SPORTIFS D'ENVERGURE). CETTE DÉPENSE SERA ENTIÈREMENT ASSUMÉE PAR L'AGGLOMÉRATION.	CE17 1232	2017-08-03	5 000,00 $
ASSOCIATION DES POMPIERS AUXILIAIRES DE MONTRÉAL (PAM)	100% AGGLO	SERVICE DE SÉCURITÉ INCENDIE DE MONTRÉAL	DIRECTION DES OPÉRATIONS	1170741004	ACCORDER UNE CONTRIBUTION FINANCIÈRE DE 5 000 $ POUR 2017 À L'ASSOCIATION DES POMPIERS AUXILIAIRES (PAM) DANS LE CADRE DE LA TENUE DES FESTIVITÉS ENTOURANT LEUR 75E ANNIVERSAIRE, À MONTRÉAL, ET CE, DU 25 AU 30 JUIN 2019.	CE17 1350	2017-08-10	5 000,00 $
ASSOCIATION MULTI-ETHNIQUE POUR L'INTÉGRATION DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC	100% AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1171643002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT 22 000 $, POUR L'ANNÉE 2017, SOIT 11 000 $ À ASSOCIATION MULTI-ETHNIQUE POUR L'INTÉGRATION DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC POUR LE PROJET « L'INTER-ACCÈS » ET 11 000 $ À L'ÉTOILE DE PACHO - RÉSEAU D'ENTRAIDE POUR PARENT D'ENFANT HANDICAPÉ POUR LE PROJET « SOUTIEN À LA FAMILLE - ACCUEIL DES PARENTS VENANT DE RECEVOIR UN NOUVEAU DIAGNOSTIC », DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE SUR LA GESTION DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES, AU TITRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ (VILLE-MTESS 2013-2018) / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE17 1450	2017-08-18	11 000,00 $
ÉTOILE DE PACHO - RÉSEAU D'ENTRAIDE POUR PARENT D'ENFANT HANDICAPÉ	100% AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1171643002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT 22 000 $, POUR L'ANNÉE 2017, SOIT 11 000 $ À ASSOCIATION MULTI-ETHNIQUE POUR L'INTÉGRATION DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC POUR LE PROJET « L'INTER-ACCÈS » ET 11 000 $ À L'ÉTOILE DE PACHO - RÉSEAU D'ENTRAIDE POUR PARENT D'ENFANT HANDICAPÉ POUR LE PROJET « SOUTIEN À LA FAMILLE - ACCUEIL DES PARENTS VENANT DE RECEVOIR UN NOUVEAU DIAGNOSTIC », DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE SUR LA GESTION DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES, AU TITRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ (VILLE-MTESS 2013-2018) / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE17 1450	2017-08-18	11 000,00 $
TABLE DE QUARTIER LAC ST-LOUIS/DORVAL (TQS)	100% AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1173220002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER DE 16 380 $, POUR L'ANNÉE 2017, À TABLE DE QUARTIER LAC ST-LOUIS/DORVAL (TQS) POUR LA MISE EN OEUVRE DE SON PLAN D'ACTION TERRITORIAL EN DÉVELOPPEMENT SOCIAL, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE SUR LA GESTION DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ (VILLE-MTESS 2013-2018) - VILLE LIÉE DE POINTE-CLAIRE - APPROUVER LE PROJET DE CONVENTION À CET EFFET	CE17 1240	2017-08-03	16 380,00 $

SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION
PÉRIODE DU 01 AOÛT 2017 AU 31 AOÛT 2017

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	SIGNATURE	MONTANT
PAROLE D'EXCLUES	100% AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1173220004	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER DE 40 000 $ À PAROLE D'EXCLUES POUR LE PROJET « MOBILISATION CITOYENNE PAR LE LOGEMENT COMMUNAUTAIRE », POUR L'ANNÉE 2017, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE SUR LA GESTION DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES, AU TITRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ (VILLE-MTESS 2013-2018) / APPROUVER UN PROJET DE CONVENTION À CET EFFET	CE17 1508	2017-08-30	40 000,00 $
PROJET JEUNESSE DE L'OUEST DE L'ÎLE	100% AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1174910005	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 9 482,80 $ AUX TROIS ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR L'ANNÉE 2017, POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE SUR LA GESTION DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES AU TITRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ VILLE - MTESS (2013-2017) - VILLE LIÉE DE POINTE-CLAIRE / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE17 1241	2017-08-03	4 000,00 $
ACTION JEUNESSE DE L'OUEST-DE-ÎLE (AJOI)	100% AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1174910005	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 9 482,80 $ AUX TROIS ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR L'ANNÉE 2017, POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE SUR LA GESTION DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES AU TITRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ VILLE - MTESS (2013-2017) - VILLE LIÉE DE POINTE-CLAIRE / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE17 1241	2017-08-03	3 000,00 $
CORBEILLE DE PAIN LAC-SAINT-LOUIS	100% AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1174910005	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 9 482,80 $ AUX TROIS ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR L'ANNÉE 2017, POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE SUR LA GESTION DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES AU TITRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ VILLE - MTESS (2013-2017) - VILLE LIÉE DE POINTE-CLAIRE / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE17 1241	2017-08-03	2 483,00 $
PETITES-MAINS	100% AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1177571002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER DE 37 760 $ À L'ORGANISME PETITES-MAINS, POUR L'ANNÉE 2017, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE SUR LA GESTION DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES, AU TITRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ (VILLE-MTESS 2013-2018) - VOLET ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES / APPROUVER LE PROJET DE CONVENTION À CET EFFET	CE17 1244	2017-08-03	37 760,00 $

NOMBRE DE CONTRATS : 10

TOTAL : 135 623,00 $

04.03

À LA SÉANCE DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DU
28 SEPTEMBRE 2017

(DÉLÉGATION DE POUVOIRS RCE02-004 DU 26 JUIN 2002)

SELON L'ARTICLE 477.3 DE LA LOI DES CITÉS ET VILLES

SERVICE CORPORATIFS
POUR LA PÉRIODE DU
1ER AU 31 AOÛT 2017
LISTE SIMON

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1ER AU 31 AOÛT 2017

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
9055-0344 QUEBEC INC.	DEU27967	21 AOÛT 2017	VERREAULT, MICHEL	Transport de desableur	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 581,82 $
ABRAXIS LLC	DEP18269	23 AOÛT 2017	KAMIL, HOUDA	Renflouement d'inventaire du magasin de la Direction de l'eau potable de test de détection Cyanobactérie en prévision de diverses activités d'entretien	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 498,91 $
ACCES COMMUNICATIONS	1219849	14 AOÛT 2017	CHAPUT, CHRISTIAN	Acquisition de services professionnels pour le démantèlement d'antennes de micro-ondes comme convenu avec Accès Communications - Service des technologies de l'information - PL	Technologies de l'information	Gestion de l'information	5 979,76 $
ACCESS GROUP	1221940	25 AOÛT 2017	LANDRY, MANON	Service - Transport de colis (Frais de transport) pour les cartouche de robot DVD (Vidéosurveillance)	Police	Activités policières	3 108,69 $
ACCESSOIRES POUR VELOS O.G.D. LTEE	1218990	07 AOÛT 2017	WARREN, NANCY	Casques de protection pour policiers à vélo - Switchblade Mipslime	Police	Activités policières	12 132,11 $
ACIER INOXYDABLE FAFARD INC.	DEU28043	08 AOÛT 2017	VERREAULT, MICHEL	6 Plaques de protection - Décanteur 4	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 182,02 $
ACIER JEAN HEBERT INC.	1220425	16 AOÛT 2017	DUFORT, GILLES	Achat biciborne: station de réparation pour vélo avec pompe à air et outils, anti graffitis aux couleurs de Ville-Marie incluant transport et installation. Voir soumission # 17-114.	Service de la mise en valeur du territoire	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	2 272,98 $
ACIER TAG / RIVE-NORD	DEU27996	03 AOÛT 2017	VERREAULT, MICHEL	6 Feuilles Aluminium et 3 Profilés 20' - Atelier de Menuiserie et Emmagasinement des Boues 01	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 956,20 $
ACKLANDS - GRAINGER INC.	DEU28249	28 AOÛT 2017	VERREAULT, MICHEL	24 Caisses de Kim wipes pour les Intercepteurs	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 063,70 $
ACTION TARGET INC.	1219869	14 AOÛT 2017	PICARD, STEVE-ERIC	Isolant à vis en nylon	Police	Activités policières	3 027,88 $
AEROCHEM INC.	1219383	23 AOÛT 2017	TOUSIGNANT, YVES	Commande pour l'atelier d'hydraulique	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	343,94 $
AEROCHEM INC.	1219383	09 AOÛT 2017	TOUSIGNANT, YVES	Commande pour l'atelier d'hydraulique	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 884,00 $
AESE INSTRUMENTATION INC.	DEP18220	16 AOÛT 2017	KAMIL, HOUDA	Pierrefonds - Pièces pour complément aux rotamètres pour régulateurs chlore	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	8 935,40 $
AIR LIQUIDE CANADA INC	DEU28014	04 AOÛT 2017	VERREAULT, MICHEL	8 Bouteilles de calibration et articles de soudure pour le Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 624,78 $
AIR LIQUIDE CANADA INC	DEU28014	08 AOÛT 2017	VERREAULT, MICHEL	8 Bouteilles de calibration et articles de soudure pour le Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	17,59 $
AIRBUS DS COMMUNICATIONS CORP.	1221278	22 AOÛT 2017	CARRIERE, SYLVAIN	AIRBUS COMMUNICATIONS - Déplacement des modules consoles sous les tables de répartition SIM au 4040 av. du Parc** SVP Communiquez avec Joël Leclerc (514-708-5725) et Michel Legault (514-872-4302) pour prendre rendez-vous d'installation Merc	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	6 346,49 $
AIRSOLID INC.	DEU28129	16 AOÛT 2017	VERREAULT, MICHEL	Bouchon d'obturation pour le démantèlement de Pompe Ebara	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 409,47 $
AL CARRIERE EXTINCTEUR (1991) LTEE	1183119	16 AOÛT 2017	GIRARD, SYLVIE	DRM - INVENTAIRE - Bon de commande ouvert: Entretien et remplissage d'extincteur à eau et à poudre pour les véhicules du SIM, pour l'année 2017.	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	10 498,75 $
AL CARRIERE EXTINCTEUR (1991) LTEE	DEP17383	30 AOÛT 2017	REBSELJ, VINCENT	Service externe - inspection annuelle des extincteurs à l'usine Lachine	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 000,82 $

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1ER AU 31 AOÛT 2017

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
ALBECO INC.	DEU28007	04 AOÛT 2017	VERREAULT, MICHEL	Approvisionnement de Roulement pour le Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 030,48 $
ALBECO INC.	DEU28115	14 AOÛT 2017	VERREAULT, MICHEL	Articles de roulement variés pour le Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 106,26 $
ALFAGOMMA CANADA INC.	DEU28217	22 AOÛT 2017	VERREAULT, MICHEL	16 Boyaux - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 544,38 $
ALTEL INC	1220143	15 AOÛT 2017	CHARRON, DIANE	Renouvellement licence SSA Software support agreement	Police	Activités policières	8 725,74 $
ANDREA ZANIN	1219922	14 AOÛT 2017	CLOUTIER, MARIEKE	2017 - Services pour la traduction des réponses aux questionnaires « Reinventing Cities» du français à l'anglais	Environnement	Protection de l'environnement	3 139,13 $
ANIK ST-PIERRE	1219498	10 AOÛT 2017	LACHANCE, BRUNO	Serv.Prof. appuyant le SIM dans ses démarches de diversité et d'inclusion visant à augmenter l'embauche des groupes visés, à faciliter leur intégration et à contribuer à l'évolution de la culture de diversité et d'ouverture à la différence	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	20 997,50 $
ANIXTER CANADA INC.	DEU28065	15 AOÛT 2017	VERREAULT, MICHEL	Cable 150 mètres pour le Système électrique d'urgence	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 834,66 $
ANIXTER CANADA INC.	DEU28124	15 AOÛT 2017	VERREAULT, MICHEL	Cable Umber pour le Pont râcleur Décanteur 4	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 984,29 $
AQUA DATA INC	DEU28160	17 AOÛT 2017	VERREAULT, MICHEL	ESSAIS DE DEBIT-PRESSION	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 042,02 $
AREO-FEU LTEE	1220889	21 AOÛT 2017	CARRIERE, SYLVAIN	ARÉO-FEU - Renouvellement des licences Moditech standard pour la période du 15 octobre 2017 au 15 octobre 2018	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	7 247,29 $
ARSENAULT LEMAY ARPENTEURS-GEOMETRES INC.	1222051	28 AOÛT 2017	MASSON, MARIO	Contrat 17-1843, services professionnels, arpenteurs-géomètres, propriété à la Pointe-Théorêt du parc-nature du Cap-Saint-Jacques, de gré à gré	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	7 349,12 $
ASSOCIATION SUR L'ACCES ET LA PROTECTION DE L'INFORMATION (AAPI)	1213136	14 AOÛT 2017	ROBITAILLE, BENOIT	Formation en développement organisationnel et technique	Police	Activités policières	2 042,02 $
ASTRAL MEDIA AFFICHAGE S.E.C.	ast108531	26 AOÛT 2017	CHEBLI, LAMIA	Paiement de la facture # ast108531	Police	Activités policières	50 049,53 $
ATELIER DU BRONZE	1221279	22 AOÛT 2017	SAVIGNAC, PIERRE-PAUL	Accorder un contrat de services techniques pour la fabrication d'un gabarit d'installation et de supports d'ancrage pour l'ensemble des piètements de l'¿uvre d'art 17-6973	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	14 414,78 $
AVENSYS SOLUTIONS INC.	1173333	30 AOÛT 2017	BOULET, SUZANNE	Réparations équipements - Bon de commande ouvert pour l'année 2017	Environnement	Réseaux d'égout	6 824,19 $
AVENUE 8 INC	1218346	02 AOÛT 2017	SAINTE MARIE, PIERRE	Contrat gré à gré pour la production de trois capsules vidéo pour l'inauguration du projet Bonaventure. Selon votre estimation E 2361 - Service des infrastructures, voirie et transports	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	16 120,83 $
BALANCE GTR INC.	DEU28263	25 AOÛT 2017	VERREAULT, MICHEL	Problème avec cellule de charge	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 490,30 $
BALANCE GTR INC.	DEU28306	30 AOÛT 2017	VERREAULT, MICHEL	RÉPARATION DE LA BALANCE POUR CAMIONS	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 446,21 $

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1ER AU 31 AOÛT 2017

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
BARRIAULT ELECTRIQUE INC.	1215733	11 AOÛT 2017	MOISE, CARL	2017 - 2 Électriciens fixations des luminaires au site	Environnement	Matériaux secs - traitement	3 198,97 $
BATTISTA TURCOT ISRAEL CORBO S.E.N.C.	1221266	22 AOÛT 2017	GAGNIER, PHILIPPE	avocats dossier CEPCSJ	Dépenses communes	Autres - Administration générale	8 623,15 $
BATTISTA TURCOT ISRAEL CORBO S.E.N.C.	1221268	22 AOÛT 2017	GAGNIER, PHILIPPE	avocats dossier Requête La Presse	Dépenses communes	Autres - Administration générale	23 586,49 $
BETON BRUNET LTEE	DEU28048	08 AOÛT 2017	HALLE, BRUNO	URGENCE - LOCATION D'UN ENSEMBLE DE 2 TETES DE FEUX	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	16 630,01 $
BIO SERVICE MONTREAL INC.	DEU28176	18 AOÛT 2017	VERREAULT, MICHEL	3 Barils d'Odocontrol - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	6 740,20 $
BLUEWAVE INNOVATIONS INC.	DEU28255	30 AOÛT 2017	VERREAULT, MICHEL	SUPPORT SWITCH CISCO	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	10 093,51 $
BOATHOUSE	1214877	31 AOÛT 2017	GAUTHIER, PHILIPPE	Achat de veste de flotaison - Mise à niveau des EPI nautique/glace du SIM (2 soumissionnaires: Boathouse"plus bas conforme" et La Cordée)	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	1 469,82 $
BOATHOUSE	1214877	04 AOÛT 2017	GAUTHIER, PHILIPPE	Achat de veste de flotaison - Mise à niveau des EPI nautique/glace du SIM (2 soumissionnaires: Boathouse"plus bas conforme" et La Cordée)	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	17 637,90 $
BOIVIN & GAUVIN INC.	1217851	21 AOÛT 2017	LECOURS, SYLVAIN	Lingettes partie faciale (Apria)	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	7 564,35 $
BOIVIN & GAUVIN INC.	1221160	22 AOÛT 2017	LECOURS, SYLVAIN	APRIA-Pièces de remplacement "foam insert" pour Interspiro au SIM facture 150650 Marchandise reçue 9-08-2017	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	3 477,71 $
BOIVIN & GAUVIN INC.	1221705	24 AOÛT 2017	LECOURS, SYLVAIN	APRIA-Adaptateur robinet cylindre Interspiro (bulletin de vente 34608) - pour le SIM-DRM	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 393,71 $
BOIVIN & GAUVIN INC.	1221964	25 AOÛT 2017	TOUSIGNANT, YVES	Hydraulique-Achat de canon de marque Akron modèle 1577 pour pompe Maxi/réserve du SIM Soumission 9513	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	4 147,01 $
BOUTY INC	1215323	16 AOÛT 2017	PICARD, STEVE-ERIC	Achat de chaise ergonomique	Police	Activités policières	10 143,05 $
BOUTY INC	1220486	17 AOÛT 2017	LABOS, COSTA	1402-SSHD-BUHD-GA01HD-99-A6-7N-AD (Dossier HUE-222 et Assise Turner 9009) Tissu grade C et vinyle grade A, noir	Police	Activités policières	12 354,59 $
BOUTY INC	1221542	23 AOÛT 2017	LEVEILLE, MARIE-LYNE	Fauteuil Tissu grade C. Voir l'annexe pour la soumission	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	2 283,29 $
BOUTY INC	1221828	24 AOÛT 2017	GUERIN, CAROLE	Sect. Immob. 30 chaises de cuisines pour réserves	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	4 579,24 $
BOUTY INC	1222292	29 AOÛT 2017	DOUCET, VERONIQUE	Achat - Pour l'ensemble du Service, Chaise et fauteuil ergonomique - Service du développement économique	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	9 453,34 $
BUREAU VERITAS NORTH AMERICA	DEU28149	17 AOÛT 2017	VERREAULT, MICHEL	SER. PROF. TESTS POMPES CHEZ KSB PUMP	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 854,13 $
BURO DESIGN A.Q. INC.	1221772	24 AOÛT 2017	PICARD, STEVE-ERIC	Achat de caisson	Police	Activités policières	4 686,64 $
C.P.U. DESIGN INC.	1218642	03 AOÛT 2017	ALLARD, LINA	2017 - Ordinateur - Projet Turcot	Environnement	Protection de l'environnement	7 545,00 $

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1ER AU 31 AOÛT 2017

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
ASSOCIATION FOR LABORATORY ACCREDITATION INC.	1185890	31 AOÛT 2017	ARBIC, DENISE	commande ouverte 2017- Étalons de contrôle de qualité.	Environnement	Traitement des eaux usées	8 514,49 $
CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI NOTRE-DAME-DE-GRACE	1221784	29 AOÛT 2017	MARTIN, GERALDINE	CJE NDG, Défi Oseentre prendre volet jeunesse, Conseiller en aménagement d'intérieur	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	11 000,00 $
CEDROM-SNI INC	1220576	17 AOÛT 2017	BOZEC, ANDREE	Renouvellement licence- Revue de presse (1er juillet 2017 au 30 juin 2018) de divers services selon le contrat d'abonnement Q17-01913	Environnement	Protection de l'environnement	422,14 $
CEDROM-SNI INC	1220576	17 AOÛT 2017	BOZEC, ANDREE	Renouvellement licence- Revue de presse (1er juillet 2017 au 30 juin 2018) de divers services selon le contrat d'abonnement Q17-01913.	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	1 688,58 $
CENTRE INTEGRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA MONTEREGIE-CENTRE	1222577	30 AOÛT 2017	CHAMPAGNE, BENOIT	Contrat de services professionnels - Soutien réalisation tests technologie Key2Access auprès personnes avec DV - Service des infrastructures, voirie et transports.	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	29 339,00 $
CHARRON BOISSE LEVESQUE, HUISSIERS DE JUSTICE INC.	17198	23 AOÛT 2017	GAGNE, NATHALIE	Significations	Dépenses communes	Autres - Administration générale	2 218,86 $
CHEM ACTION INC.	DEP18195	10 AOÛT 2017	PERIARD, MICHEL	Lachine - Projet Hansil #4	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	6 112,16 $
CHEMLINE PLASTICS LTD	DEP18228	15 AOÛT 2017	KAMIL, HOUDA	Renflouement d'inventaire du magasin de la Direction de l'eau potable de tube flexible PFA en prévision de diverses activités d'entretien	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 154,88 $
CHOQUETTE-CKS INC.	1172345	07 AOÛT 2017	GIRARD, SYLVIE	Divers bâtiments du SIM - Réparations et entretiens des cuisinières commerciales du SIM pour l'année 2017	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	5 249,37 $
CIMA+ S.E.N.C.	1219234	08 AOÛT 2017	LABERGE, ANNE-MARIE	Services professionnels pour un spécialistes en géomatique ¿ Projet zones d¿influences pour la division de la Géomatique	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	17 847,87 $
CIME DECOR INC.	1218193	01 AOÛT 2017	LACHANCE, ROGER	2017 - Octroyer un contrat à CIME environnement d¿affaires pour le réaménagement des aires de travail des employés du 1555 Carrie-Derick (voir soumissions).	Environnement	Protection de l'environnement	49 809,22 $
CITRIX SYSTEME INC.	1221183	22 AOÛT 2017	VERREAULT, MICHEL	RENOUVELLEMENT LICENCE CITRIX XENAPP DU 15 DECEMBRE 2017 AU 14 DECEMBER 2018	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	10 108,50 $
CLEAN WATER WORKS INC	DEU27881	02 AOÛT 2017	KOULILA, GHIZLANE	RÉPARATION D'URGENCE À LA STRUCTURE DU COLLECTEUR DE LA RUE MILL POUR CONSOLIDER L'INTÉGRITÉ STRUCTURALE ET ÉVITER UNE DÉTÉRIORATION ADDITIONNELLE POUVANT PROVOQUER SON EFFONDREMENT ET FRAGILISER L'ASSISE DE LA CONDUITE DE	Service de l'eau	Réseaux d'égout	96 483,51 $

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1ER AU 31 AOÛT 2017

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
CLEAN WATER WORKS INC	DEU27881	03 AOÛT 2017	KOULILA, GHIZLANE	RÉPARATION D'URGENCE À LA STRUCTURE DU COLLECTEUR DE LA RUE MILL POUR CONSOLIDER L'INTÉGRITÉ STRUCTURALE ET ÉVITER UNE DÉTÉRIORATION ADDITIONNELLE POUVANT PROVOQUER SON EFFONDREMENT ET FRAGILISER L'ASSISE DE LA CONDUITE DE	Service de l'eau	Réseaux d'égout	1 574,81 $
CLEAR EDGE FILTRATION CANADA LTD	DEU27959	01 AOÛT 2017	FONTAINE, RICHARD	A/O SI17053-BF0000-B, REAPPROVIONNEMENT TOILES DE FILTRATION ET DE COMPRESSION E&J	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	53 635,49 $
COLLEGE CANADIEN DE POLICE	1220076	15 AOÛT 2017	DUPERE, PIERRE	Formation au CCP : Policiers techniciens des explosifs - Jean-Loup Lapointe. Du 23 mai au 23 juin 2017 - voir facture 91081179	Police	Activités policières	10 640,64 $
COMMUNICATION MICHEL VERRET	1195772	21 AOÛT 2017	DUPERE, PIERRE	Service - Formation en développement organisationnel et technique - comédiens pour les 45e, 46e, 47e, 48e contingents	Police	Activités policières	3 984,28 $
COMPOSANTS INDUSTRIELS WAJAX	DEU28116	14 AOÛT 2017	VERREAULT, MICHEL	2 Roulements FMC et autres articles pour le Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 615,87 $
COMPUCOM CANADA CO.	1220781	18 AOÛT 2017	CHAPUT, CHRISTIAN	68111-Modernisation télécommunications- Acquisition de matériel de multiplexage de lumière pour tester des méthodes de déploiement au Quartier des Spectacles (gré-à-gré) comme convenu avec CompuCom Canada inc.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	8 653,87 $
COMPUGEN INC.	1220603	17 AOÛT 2017	CARRIERE, SYLVAIN	COMPUGEN - Moniteurs Dell 24" (5B) pour salle de formation informatique Royalmount et inventaire0025	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Sec. incendie	6 824,19 $
COMPUGEN INC.	DEP18201	10 AOÛT 2017	TURCOTTE, CAROLINE	Achat de 10 licences Office et 5 licences MsProject	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	6 234,95 $
CONCEPT FRUITS ET LEGUMES INC.	1220477	17 AOÛT 2017	SAVIGNAC, PIERRE-PAUL	Accorder une dépense à Concept Fruits et Légumes pour des services généraux correspondant à l'organisation d'épluchettes de blé d'inde pour 4 événements de la programmation spéciale de rentrée Frédéric-Back. Contrat gré à gré no 17-6095	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Planification et gestion des parcs et espaces verts	13 280,91 $
CONCERTATION REGIONALE DE MONTREAL	1170191004220817	23 AOÛT 2017	GODBOUT, JULIE	GDD 1170191004 - Nouvelle avance de fonds sur une contribution prévue de 6,3 millions $, à même le budget du Service du développement économique.	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	700 000,00 $
CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.	DEU27852	02 AOÛT 2017	FONTAINE, RICHARD	SERV. PROF. D'UN ANALYSE D'AFFAIRES ET MIGRATION HSO	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	58 793,00 $
CONSTRUCTION ARCADE	DEP18249	22 AOÛT 2017	REBSELJ, VINCENT	Modification d'un garde corps du projet réalisé au # 2014-47 - Des Baillets - l'exploitant voudrait le faire modifier	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 674,56 $
CONSTRUCTION ARCADE	DEU28153	25 AOÛT 2017	HALLE, BRUNO	A/O CI17009-167997-C, DESAFFECTATION DE LA CHUTE A NEIGE 18IEME AVENUE	Service de l'eau	Réseaux d'égout	53 123,67 $
CONSTRUCTIONS BSL INC.	DEP18169	08 AOÛT 2017	MARSAN, ANDRE	PIERREFONDS - Fourniture et l'installation d'une plate-forme mobile en acier galvanisé	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	59 039,72 $
CONVAL QUEBEC	DEU26463	02 AOÛT 2017	SHOONER, MICHEL	REAPPROVISIONNEMENT ACTUATEUR	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 464,59 $

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1ER AU 31 AOÛT 2017

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
COOPERATIVE DES POLICIERS ET POLICIERES DE LA CUM (CLUB COOP C.U.M.)	45653	04 AOÛT 2017	CHEBLI, LAMIA	Paiement de la facture #45653	Police	Activités policières	8 625,35 $
CORPORATION CIMSOFT	DEP18202	10 AOÛT 2017	TURCOTTE, CAROLINE	Achat de 2 licences Top Server Micro-DCI pour l'usine Dorval	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 863,54 $
CORPS CANADIEN DES COMMISSIONNAIRES (DIVISION DU QUEBEC)	561568	23 AOÛT 2017	COLAMEO LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - Corps Canadien des commissionnaires- PDS Est de l'ile - Période 25-06-2017 @ 08-07-2017	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	6 237,53 $
CORPS CANADIEN DES COMMISSIONNAIRES (DIVISION DU QUEBEC)	562652	23 AOÛT 2017	COLAMEO LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - Corps Canadien des commissionnaires- PDS Est de l'ile - Période 09-07-2017 @ 22-07-2017	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	2 259,83 $
CORPS CANADIEN DES COMMISSIONNAIRES (DIVISION DU QUEBEC)	562653	23 AOÛT 2017	COLAMEO LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - Corps Canadien des commissionnaires - PDS Nord de l'ile - Période 09-07-2017 @ 22-07-2017	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	2 266,26 $
CORPS CANADIEN DES COMMISSIONNAIRES (DIVISION DU QUEBEC)	562657	23 AOÛT 2017	COLAMEO LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - Corps Canadien des commissionnaires - PDS Sud de l'ile - Période 09-07-2017 @ 22-07-2017	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	2 067,24 $
COSIGMA STRUCTURE INC.	1219292	08 AOÛT 2017	BIRON, PAULE	expert dossier 16-001627	Dépenses communes	Autres - Administration générale	15 563,35 $
CPU SERVICE INC.	1218348	02 AOÛT 2017	LANDRY, ROBERT	Réparation micro-ordinateur	Police	Activités policières	6 362,24 $
CPU SERVICE INC.	1219876	14 AOÛT 2017	ROBITAILLE, BENOIT	Réparation micro-ordinateur	Police	Activités policières	2 026,26 $
D.M. VALVE ET CONTROLES INC.	1221707	24 AOÛT 2017	BORNAIS, LUC	Actionneur à ressort série 93-255-5 avec adaptateur et braquette pour positionneur déjà en place	Environnement	Protection de l'environnement	6 194,26 $
DECCAN INTERNATIONAL	1221100	22 AOÛT 2017	MIZOGUCHI, ALEXANDRE	DECCAN Internationnal - Renouvellement du contrat annuel (gré à gré) pour le support et la maintenance du système informatique Computer Aided Dispatch (CAD) et (ADAM) - couvrant la période du 1er septembre 2017 au 31 août 2018	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	42 109,51 $
DEL BUSSO EDITEUR INC.	1219411	09 AOÛT 2017	BARTH, SIMONETTA	Production du livre Photoreportage SPVM	Police	Activités policières	8 000,00 $
DEMENAGEMENT LA CAPITALE	DEP18153	03 AOÛT 2017	BOUZID, FAICAL	Octroyer un contrat à l'entreprise « Déménagement la Capitale », pour le transfert d'une guérite (8 x 10) avec châssis périmétrique, de l'usine de filtration Charles-J. Des-Baillets à l'usine de filtration de Dorval	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 519,70 $

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1ER AU 31 AOÛT 2017

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
DEMENAGEMENT PERFORMANCE (PMI)	1213362	02 AOÛT 2017	BOUVRETTE, JEAN	Déménagement des employés du SIM au 6150 Royalmount - Incidence 1440	Gestion et planification immobilière	Gestion des installations - Séc. incendie	22 031,63 $
DERAGON & FILS INC.	1219778	11 AOÛT 2017	SAVIGNAC, PIERRE-PAUL	Accorder un contrat de fourniture de biens et services à Déragon et fils inc pour l'acquisition et la livraison d'équipement de restaurant au chalet du Mont-Royal 17-6064.	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	12 598,50 $
DERICHEBOURG CANADA ENVIRONMENT INC.	1218753	03 AOÛT 2017	LACHANCE, BRUNO	2017 - Collectes des déchets dans les arrondissements et villes liées touchés par les inondations 2017	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	14 698,25 $
DIGITAL WAREHOUSE USA INC.	DEU28002	03 AOÛT 2017	DEBELLEFEUILLE, CLAUDIE	PIECES DE RECHANGE RECONDITIONNÉES CISCO	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	10 323,71 $
DISTRIBUTION CRANE, DIVISON DE CRANE CANADA CO.	DEU28004	04 AOÛT 2017	VERREAULT, MICHEL	Plomberie pour Verre de visée et USOC	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 074,36 $
DISTRIBUTION CRANE, DIVISON DE CRANE CANADA CO.	DEU28111	14 AOÛT 2017	VERREAULT, MICHEL	6 Coudes Victaulic à l'emmagasinement des Boues 001	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 738,41 $
DISTRIBUTION CRANE, DIVISON DE CRANE CANADA CO.	DEU28246	23 AOÛT 2017	VERREAULT, MICHEL	Victaulic et Plomberie - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 546,76 $
DMS DIVISION DE C.I.T.I.	1172363	14 AOÛT 2017	GUERIN, CAROLE	Divers bâtiments - Bon de commande ouvert 2017 pour l'achats de stores et de rideaux de douches pour les casernes et les bureaux administratifs du SIM	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	5 249,37 $
DOYON POMPES & SOLUTIONS INC.	DEU27932	15 AOÛT 2017	VERREAULT, MICHEL	REMISE À NEUF ET MODIFICATION SELON SOUMISSION JOINTE DE LA POMPE LOBELINE MODELE S7.5 A QUENCH A L'HUILE FDA	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 232,52 $
DUBO ELECTRIQUE LTEE	DEP18160	04 AOÛT 2017	PERIARD, MICHEL	Élément de chauffage pour CCD	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 375,76 $
COMEAU SOCIETE EN NOM COLLECTIF AVOCAT	1218206	01 AOÛT 2017	SIMARD, MARIE-ANDREE	avocats dossier 16-000753	Dépenses communes	Autres - Administration générale	3 105,59 $
E.M.S. SEIMEC INC.	DEU28204	22 AOÛT 2017	VERREAULT, MICHEL	REAPPROVISIONEMENT MOTEUR ELECTRIQUE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 272,99 $
E3COM INC.	1219834	14 AOÛT 2017	SAVIGNAC, PIERRE-PAUL	Services techniques pour la location « clé en main » du manège de type grande roue, dans le cadre d'un événement estival dans le parc Frédéric-Back - Contrat gré à gré 17-6086	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Planification et gestion des parcs et espaces verts	22 572,31 $
ECOLE NATIONALE DE POLICE DU QUEBEC	1220137	15 AOÛT 2017	DUPERE, PIERRE	Frais de formations diverses données par l'ENPQ du 1er trimestre au 2e trimestre 2017.	Police	Activités policières	19 344,70 $
ECOLE NATIONALE DES POMPIERS DU QUEBEC	1221888	25 AOÛT 2017	LIEBMANN, RICHARD	Fact. 20075860 - Enquêteur en incendie Examen pratique : Benoit Bardier Dominic Béland Alain Desrosiers Dany Lalancette Guillaume Lantagne Jocelyn Richer Louis Saulnier Sylvain Sévigny Robert Thibault John Valiquet - Approb. RH	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	5 200,00 $

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1ER AU 31 AOÛT 2017

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
EMONDAGE GABRIEL VAILLANCOURT	1219228	08 AOÛT 2017	TREMBLAY, KATIE	acture - Nettoyage des nouvelles repousses entre Montrose Drive et la gare Beaconsfield/ abattage de 2 arbres et enlever leurs souches/ Nettoyage et transport des déchets végétaux inclus - Service des infrastructures, voirie et transports	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	2 624,69 $
ENTREPOTS LAFRANCE INC.	1174629	23 AOÛT 2017	GIRARD, SYLVIE	DRM Service Entreposage Inventaire pour l'année 2017	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	5 249,37 $
ENTREPRISE VAILLANT (1994)	DEU27995	03 AOÛT 2017	VERREAULT, MICHEL	Services d'excavatrice	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	14 309,79 $
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1219581	10 AOÛT 2017	LECOURS, SYLVAIN	Caisse de 36 unités de fusées routières 30 min	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	8 189,02 $
ENTRETIEN CHLORATECH INC.	DEP18134	01 AOÛT 2017	KAMIL, HOUDA	UPC - CHLORATECH - VANNE TRANSFERT ET DIVERS	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	6 374,67 $
ENVIRONNEMENT VIRIDIS INC.	DEU27913	02 AOÛT 2017	FONTAINE, RICHARD	Transport et recyclage des granules de biosolides municipaux de la VDM	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	12 126,06 $
ENVIRONNEMENT VIRIDIS INC.	DEU28259	25 AOÛT 2017	VERREAULT, MICHEL	SA - COMPOSTAGE DE 110 TM DE GRANULES	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	8 892,44 $
EQUIPE DENIS CODERRE POUR MONTREAL ROBERT RICHARD	rechercheeluscoderre20170803	04 AOÛT 2017	IORDACHE, ELENA	Dépenses admissibles à un remboursement de recherche et de soutien (articles 31.5.2 de la Loi sur le traitement des élus municipaux et règlement sur le remboursement des dépenses de recherche et de soutien des conseillers)	Dépenses communes	Conseil et soutien aux instances politiques	13 299,22 $
INCENDIES C.M.P. MAYER INC - L'ARSENAL	1219370	09 AOÛT 2017	LECOURS, SYLVAIN	Hydraulique - Pièces lances TFT midmatic	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 307,83 $
INCENDIES C.M.P. MAYER INC - L'ARSENAL	1219535	10 AOÛT 2017	LECOURS, SYLVAIN	Chaise kore kooler + sac de remplacement	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 960,64 $
INCENDIES C.M.P. MAYER INC - L'ARSENAL	1220240	15 AOÛT 2017	LECOURS, SYLVAIN	CUIR-Achat de botte combat incendie noire de marque STC modèle Marshall. Selon entente 1212340 appel d'offres 17-16187	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	3 333,06 $
INCENDIES C.M.P. MAYER INC - L'ARSENAL	1221600	24 AOÛT 2017	TOUSIGNANT, YVES	HYDRAULIQUE-Collecteurs (2 way Siamese) pour le SIM-DRM SOUM037042 SOUM037042	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	4 314,99 $
INCENDIES C.M.P. MAYER INC - L'ARSENAL	1221616	24 AOÛT 2017	TOUSIGNANT, YVES	HYDRAULIQUE-Achat de différentes pièces pour "Gate Valve" pour le SIM-DRM-SOUM037045	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 958,55 $
INCENDIES C.M.P. MAYER INC - L'ARSENAL	1221659	24 AOÛT 2017	TOUSIGNANT, YVES	HYDRAULIQUE-Gates valves (Butterfly valves) pour le SIM-DRM SOUM037041	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	4 510,26 $

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1ER AU 31 AOÛT 2017

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
ESI TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION INC.	1218747	03 AOÛT 2017	CHAPUT, CHRISTIAN	Capacités des serveurs- Acquisition d¿un tiroir d¿expansion de stockage NetApp comme convenu avec "ESI Technologies"- AO sur invitation n° 17-16316 émise le 12 Juillet 2017 -STI	Technologies de l'information	Gestion de l'information	18 022,54 $
ESI TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION INC.	1220011	14 AOÛT 2017	VERREAULT, MICHEL	RENOUVELLEMENT SUPPORT VMWARE HORIZON DU 1ER SEPTEMBRE 2017 AU 31 AOUT 2018	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 118,23 $
ESRI CANADA LIMITED	1219115	08 AOÛT 2017	CHAPUT, CHRISTIAN	Capacité des serveurs - Services Professionnels- Adaptation application Geoloc pour Oracle 12c- - Service des technologies de l'information	Technologies de l'information	Gestion de l'information	4 195,21 $
ESRI CANADA LIMITED	1222007	28 AOÛT 2017	MIZOGUCHI, ALEXANDRE	ESRI - Renouvellement de licences (STI-RAO) - ArcGIS Network Analyst Concurrent Use Primaire - pour la période du 2017-08-02 au 2018-08-01	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	6 661,46 $
ESRI CANADA LIMITED	1222008	28 AOÛT 2017	MIZOGUCHI, ALEXANDRE	ESRI - Renouvellement licence (Sécurité Civile) - ArcGIS Basic Single Use Primaire pour la période du 2017-11-01 au 2018-10-31	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	6 042,04 $
EVEREST AUTOMATION INC	DEU28037	08 AOÛT 2017	VERREAULT, MICHEL	TRANSMETTEUR DE NIVEAU LASER	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 755,00 $
FACTORIE L'AGENCE	1211780	01 AOÛT 2017	BISSONNETTE, DANIEL	Conception et production d'une brochure informative pour l'événement Formule E 2017	Culture	Autres - Activités récréatives	2 549,10 $
FILTRUM INC	DEP18188	08 AOÛT 2017	MARSAN, ANDRE	Approuver le reçu, quittance et transaction entre la Ville de Montréal et Filtrum inc. relativement à la résiliation du contrat de travaux en mécanique de procédé pour le lot C3-905 à l'usine de production d'eau potable de Pierrefonds	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	60 000,00 $
FISHER SCIENTIFIQUE	1218828	04 AOÛT 2017	LAROCHE, LAURENT	Produits chimiques et matériel de laboratoire	Environnement	Approv. et traitement de l'eau potable	4 249,46 $
FONDERIE FONDALCO INC.	DEU28118	15 AOÛT 2017	VERREAULT, MICHEL	REAPPROVISIONNEMENT TRANSPORTEUR DE PLAQUE ET PIECE GMP	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 398,97 $
FRANKLIN EMPIRE INC.	DEU28119	15 AOÛT 2017	VERREAULT, MICHEL	4 Blocs d'alimentation Lambda - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 044,80 $
GASTIER M.P. INC.	DEU28064	09 AOÛT 2017	HALLE, BRUNO	A/O SP17036-165911-C, Travaux Construction - Modif. Drainage Pressoirs Rotatif	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	56 851,99 $
GAZON MTL	DEU28024	25 AOÛT 2017	VERREAULT, MICHEL	Tonte de gazpmon	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	8 524,98 $
GE WATER & PROCESS TECHNOLOGIES CANADA	DEU28051	08 AOÛT 2017	VERREAULT, MICHEL	2 Barils de Gengard et autres produits pour le traitement des eaux	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	7 241,52 $
GESTION PFB	1222416	29 AOÛT 2017	GUERIN, CAROLE	Immeuble-SIM, Peinturer local de l'ancienne chambre de peinture au 200 Bellechasse pour le RSMUEL	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	4 409,47 $
GHD CONSULTANTS LTEE	1191685	30 AOÛT 2017	CORBEIL, JASMIN	CONTRAT 6853-i-004 Services d'expertise-conseil en lien avec le projet de reconstruction de belvédères, de passerelles et de sentiers au parc-nature du Bois-de-l'Île-Bizard.	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	3 608,95 $
GRAY FOURNISSEURS DE MATERIAUX ELECTRIQUES INC	DEU28028	07 AOÛT 2017	VERREAULT, MICHEL	Articles électriques pour le Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 080,86 $

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1ER AU 31 AOÛT 2017

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
GRAY FOURNISSEURS DE MATERIAUX ELECTRIQUES INC	DEU28109	14 AOÛT 2017	VERREAULT, MICHEL	150 Lumières LED Allen Bradley pour la mise aux normes 600V	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 417,35 $
GRAY FOURNISSEURS DE MATERIAUX ELECTRIQUES INC	DEU28157	17 AOÛT 2017	VERREAULT, MICHEL	2 Blocs UPS et autres articles électrique - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 692,73 $
GROUPE G & G LTEE	DEU28029	07 AOÛT 2017	VERREAULT, MICHEL	2 Trous d'homme Pretal - Intercepteurs 25e et Perras	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 853,05 $
GUARD-X INC	1220926	21 AOÛT 2017	LECOURS, SYLVAIN	Extincteur de CO2 20lb 10BC	Securité incendie de Montréal	Interventions - Sec. incendie	5 144,39 $
HAINAULT GRAVEL HUISSIERS DE JUSTICE INC.	2017periode16	04 AOÛT 2017	COLAMEO LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - Huissiers de justice 2017 - Période 16 - Hainault, Gravel	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	6 221,54 $
HAINAULT GRAVEL HUISSIERS DE JUSTICE INC.	2017periode17	23 AOÛT 2017	COLAMEO LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - Huissiers de justice 2017 - Période 17 - Hainault, Gravel	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	5 377,21 $
HEWITT EQUIPEMENT LTEE	DEP18052	22 AOÛT 2017	MARTEL, SIMON	Hewitt - Appel de service - Transfert switch défectueux (service reçu)	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 457,57 $
HOMEWOOD SANTE INC.	1222355	29 AOÛT 2017	LIEBMANN, RICHARD	Santé et mieux-être au travail Facture déjà en mains - Service ayant déjà été reçu	Securité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Sec. incendie	4 921,29 $
HOSKIN SCIENTIFIQUE LIMITEE	DEU27259	02 AOÛT 2017	SHOONER, MICHEL	CAPTEUR ROX OXYGENE POUR LA DESINFECTION	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	8 982,73 $
HUNEAULT DESIGN ET COLLABORATION	1168588	29 AOÛT 2017	LALONDE, AMÉLIE	70150 - Portail Web - Atelier de design « thinking » dans le cadre du projet de refonte numérique de la Ville	Technologies de l'information	Gestion de l'information	6 181,66 $
HYPERTEC SYSTEMES INC	1220823	18 AOÛT 2017	PARENTEAU, LYNE	Achat - 74561 - Poste de travail 10 pouces pour le SPVM - Service des technologies de l'information - DÉROGATION R266676	Technologies de l'information	Gestion de l'information	3 898,82 $
INDUSTRIES 3R INC.	DEU28206	22 AOÛT 2017	VERREAULT, MICHEL	REAPPROVISIONNEMENT RIDEAUX SECTEUR BOUES	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 355,59 $
INDUSTRIES UDACO LTEE	DEU28117	15 AOÛT 2017	HALLE, BRUNO	FABRICATION ESCALIERS DE DECANTEURS	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	17 296,69 $
INNOTEX INC.	1221555	23 AOÛT 2017	LECOURS, SYLVAIN	Cuir - Inspections avancées selon entente #899907 Facture: FAC0000023268	Securité incendie de Montréal	Interventions - Sec. incendie	5 634,68 $
INNOTEX INC.	1221557	23 AOÛT 2017	LECOURS, SYLVAIN	Cuir - Inspections avancées selon entente #899907 Facture: FAC0000023032	Securité incendie de Montréal	Interventions - Sec. incendie	3 570,62 $
INNOTEX INC.	1221559	23 AOÛT 2017	LECOURS, SYLVAIN	Cuir - Inspections avancées selon entente #899907 Facture: FAC0000023168	Securité incendie de Montréal	Interventions - Sec. incendie	2 123,90 $
INNOTEX INC.	1222242	28 AOÛT 2017	LECOURS, SYLVAIN	Cuir - Inspections avancées selon entente #899907 Facture: FAC0000023471	Securité incendie de Montréal	Interventions - Sec. incendie	7 533,90 $
INOLEC	DEP18199	10 AOÛT 2017	BONIFAY, ROMAIN	UAT - Achat d'une génératrice à roues, article HOEU3000IK	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	2 677,18 $
INSTITUT DE LEADERSHIP EN GESTION INC.	1221824	24 AOÛT 2017	SAINTE MARIE, PIERRE	Certification en leadership et habiletés de direction au 13 au 18 novembre 2017 pour Laminer Diallo	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	5 003,18 $

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1ER AU 31 AOÛT 2017

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (INRS)	DEU28148	17 AOÛT 2017	HALLE, BRUNO	SER. PROF. RECHERCHE EVOLUTION DES REGIMES DE PRECIPITATION POUR LA REGION DE MONTREAL	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	64 454,98 $
INTERPRETATION & TRADUCTION KELENY	1219777	11 AOÛT 2017	DERAMOND, DIDIER	Services d'interprétation rendus par Keleny dans le cadre d'un projet spécial SPVM	Police	Activités policières	5 217,88 $
INTERPRETATION & TRADUCTION KELENY	1219782	11 AOÛT 2017	DERAMOND, DIDIER	Service d'interprétation rendus par Keleny dans le cadre d'un projet spécial SPVM	Police	Activités policières	5 971,16 $
INVESTISSEMENTS POURSLO INC.	DEP18247	18 AOÛT 2017	TURCOTTE, CAROLINE	Autoriser une banque d'heures à Pourslo Inc. pour l'étude du démantèlement de deux contrôleurs Micro-DCI à la console principale	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 871,94 $
ISOTECH INSTRUMENTATION INC. - L'ARSENAL	1213776	18 AOÛT 2017	LECOURS, SYLVAIN	DRM CUIR. ENTRETIEN ET INSPECTIONS DE BUNKER SELON ENTENTE C991690. FACTURE 10850	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	8 015,57 $
ISOTECH INSTRUMENTATION INC. - L'ARSENAL	1220584	17 AOÛT 2017	LECOURS, SYLVAIN	DRM CUIR. ENTRETIEN ET INSPECTIONS DE BUNKER SELON ENTENTE C991690. FACTURE 11181	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	4 260,91 $
ISOTECH INSTRUMENTATION INC. - L'ARSENAL	1220591	17 AOÛT 2017	LECOURS, SYLVAIN	DRM CUIR. ENTRETIEN ET INSPECTIONS DE BUNKER SELON ENTENTE C991690. FACTURE 11179	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 880,17 $
ISOTECH INSTRUMENTATION INC. - L'ARSENAL	1220594	17 AOÛT 2017	LECOURS, SYLVAIN	DRM CUIR. ENTRETIEN ET INSPECTIONS DE BUNKER SELON ENTENTE C991690. FACTURE 11162	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 987,46 $
ISOTECH INSTRUMENTATION INC. - L'ARSENAL	1220608	17 AOÛT 2017	LECOURS, SYLVAIN	DRM CUIR. ENTRETIEN ET INSPECTIONS DE BUNKER SELON ENTENTE C991690. FACTURE 11164	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	6 369,17 $
ISOTECH INSTRUMENTATION INC. - L'ARSENAL	1220746	18 AOÛT 2017	LECOURS, SYLVAIN	DRM CUIR. ENTRETIEN ET INSPECTIONS DE BUNKER SELON ENTENTE C991690. FACTURE 11125	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	5 071,25 $
ISOTECH INSTRUMENTATION INC. - L'ARSENAL	1222045	28 AOÛT 2017	LECOURS, SYLVAIN	DRM CUIR. ENTRETIEN ET INSPECTIONS DE BUNKER SELON ENTENTE C991690. FACTURE 11231	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	4 270,22 $
ISOTECH INSTRUMENTATION INC. - L'ARSENAL	1222066	28 AOÛT 2017	LECOURS, SYLVAIN	DRM CUIR. ENTRETIEN ET INSPECTIONS DE BUNKER SELON ENTENTE C991690. FACTURE 10905	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	4 948,25 $
ISSULA FILMS	1219258	08 AOÛT 2017	COURNOYER, CAROLINE	55 sièges pour formation sur les jeunes et la santé mentale intitulée «Superhéros» du 7 juin 2017	Police	Activités policières	5 196,88 $
IT CHAPTER	1221886	25 AOÛT 2017	PARENTEAU, LYNE	61000 Modernisation des services TI ACQ# 2017-08-21 Service IT Chapter : Octroyer un contrat à IT Chapter pour la mise en place et le support de la gestion de la relation client (BRM) et la formation d¿une ressource - STI	Technologies de l'information	Gestion de l'information	11 436,89 $
JAS FILTRATION INC.	DEU28218	22 AOÛT 2017	VERREAULT, MICHEL	624 Filtres Dustlok - Atelier CVAC	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 986,49 $
JEAN GUGLIA & FILS ENR.	1173880	24 AOÛT 2017	BORNAIS, LUC	2017 - Accessoire et pièce de remplacement pour outil	Environnement	Protection de l'environnement	2 099,75 $
JMS INDUSTRIEL INC.	DEU28205	22 AOÛT 2017	VERREAULT, MICHEL	REAPPROVISIONNEMENT ENSEMBLE DE SEGMENTS DE BARBOTINS	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 832,04 $
JR SERVICES SANITAIRES	1218751	03 AOÛT 2017	LACHANCE, BRUNO	2017 - Collectes des déchets dans les arrondissements et villes liées touchés par les inondations 2017	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	73 491,25 $

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1ER AU 31 AOÛT 2017

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
KEMIRA WATER SOLUTIONS CANADA INC.	DEP18189	11 AOÛT 2017	MARTEL, SIMON	Alufer ALS3330 pour essais de coagulation en usine	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	5 354,36 $
KOMUTEL INC	1221481	23 AOÛT 2017	LABOS, COSTA	ComLog IP350+/24A (châssis 2U (expansion jusqu'à 96-analogiques ou numériques-et jusqu'à 128 canaux IP))	Police	Activités policières	19 068,88 $
LA BOUTIQUE DU PLONGEUR (TRITON) LTEE	1219558	10 AOÛT 2017	LECOURS, SYLVAIN	Modification de la remorque pour faire des bancs d'essai - (APRIA) Soumission # 9337, ref: BP 2017-013	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	5 279,82 $
LA CIE DE PAVAGE BROADWAY LTEE	DEU27701	01 AOÛT 2017	FONTAINE, RICHARD	STRUCTURE DE REGULATION HENAULT	Service de l'eau	Réseaux d'égout	17 294,07 $
LA CIE ELECTRIQUE BRITTON LTEE	DEU26683	29 AOÛT 2017	VERREAULT, MICHEL	Probleme avec le réseau	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 647,68 $
LA SOCIETE DE CONTROLE JOHNSON S.E.C.	DEU28025	10 AOÛT 2017	VERREAULT, MICHEL	42 Instruments de contrôle Johnson - Ateliers CVAC et Plomberie	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	7 043,24 $
LABARRE GAUTHIER INC.	1214137	02 AOÛT 2017	CHAPUT, CHRISTIAN	Services professionnels pour l'élaboration d'une stratégie de marketing numérique tel que convenu avec la firme LG2 - Service des technologies de l'information	Technologies de l'information	Gestion de l'information	35 759,48 $
LAFLEUR & FILS INC.	1221644	24 AOÛT 2017	LEVESQUE, PIERRE	Travaux sur porte de garage #1 qui a été accrochée à la fermeture (ouverture défectueuse) à la Caserne 28	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 620,62 $
LANGEVIN & FOREST LTEE	DEU28090	11 AOÛT 2017	VERREAULT, MICHEL	40 Plywood BC FIR - Travaux généraux en Menuiserie	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 035,72 $
LASALLE | NHC INC.	DEP18166	04 AOÛT 2017	MARSAN, ANDRE	Modélisation numérique de l'hydrodynamique du lac St-Louis et du Saint-Laurent	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	22 567,06 $
LE GROUPE GESFOR, POIRIER, PINCHIN INC.	DEU27997	03 AOÛT 2017	VERREAULT, MICHEL	Échantionnage de l'air ambiant pour les formes de silice cristalline	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 317,60 $
LE GROUPE J.S.V. INC	1218429	02 AOÛT 2017	L'HOSTIE, SYLVAIN	RSMUEL - LAME FIRE & RESCUE	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 967,48 $
LE GROUPE J.S.V. INC	DEU28166	17 AOÛT 2017	VERREAULT, MICHEL	Articles de quincaillerie - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 016,98 $
LE GROUPE MASTER INC.	DEP18279	30 AOÛT 2017	KAMIL, HOUDA	Atwater - Frig remplacer solenoide pour valve à gaz chaud - Moteur 10HP 2017 pour atelier Frigoriste - Pièces pour Centrale. Salle des analyseurs de chlore #1, 2, 3. Air conditionnée ne fonctionne pas	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 166,82 $
LE PIEGEUR URBAIN	1219334	09 AOÛT 2017	DROUIN, LOUIS	Accorder un contrat de service techniques à Le Piégeur urbain pour la capture de coyotes au parc Frédéric-Back - 17-6097	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Planification et gestion des parcs et espaces verts	12 075,00 $
LEICA GEOSYSTEMES LTEE	DEU27951	03 AOÛT 2017	FONTAINE, RICHARD	A/O AI17052-163704-B, SYSTEME GPS HAUTE PERFORMANCE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	52 385,61 $
L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	1220075	15 AOÛT 2017	CLOUTIER, MARIEKE	2017 - Impression de documents -Projet PACCAM 2015-2020	Environnement	Protection de l'environnement	5 323,92 $
LES BLUEBEAR (T.M.)	1220067	15 AOÛT 2017	CHARRON, DIANE	Renouvellement licence Lace	Police	Activités policières	8 399,00 $

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1ER AU 31 AOÛT 2017

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
LES CHAINES & ENGRENAGES GLOBAL	DEU28120	15 AOÛT 2017	VERREAULT, MICHEL	REAPPROVISIONNEMENT AXES 142	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	10 281,43 $
LES CHAINES & ENGRENAGES GLOBAL	DEU28202	22 AOÛT 2017	VERREAULT, MICHEL	REAPPROVISIONNEMENT AXES LONG 142 EN ACIER INOXYDABLE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	7 341,78 $
LES ENT. DM LEO INC.	1218806	04 AOÛT 2017	CHAPUT, CHRISTIAN	Facture - Réparations diverses sur voitures du SPVM - Service des technologies de l'information	Technologies de l'information	Gestion de l'information	6 790,50 $
LES ENTREPRISES DE VENTILATION AQT INC.	DEU27833	29 AOÛT 2017	VERREAULT, MICHEL	CP - TRAVAUX MODIFICATION EVENT TREMIE - 668-M28-069	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	8 413,70 $
LES ENTREPRISES ELECTRIQUES L.M. INC.	DEU26567	22 AOÛT 2017	VERREAULT, MICHEL	EAESTIMATION,APPROBATION AVANT RÉPARATION MOTOREDUCTEUR	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 226,44 $
LES ENTREPRISES UNI-T O&M	1221831	24 AOÛT 2017	GUERIN, CAROLE	1035, rue Rachel Travaux de peinture au 3e étage soumission du 10 août	Securite incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Sec. incendie	8 291,91 $
LES EQUIPEMENTS MARSHALL LTEE	DEP18288	24 AOÛT 2017	REBSELJ, VINCENT	Boyau flexible pour conduite transport hansil	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 583,99 $
LES EQUIPEMENTS MARSHALL LTEE	DEP18288	25 AOÛT 2017	REBSELJ, VINCENT	Boyau flexible pour conduite transport hansil	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	109,61 $
LES EXCAVATIONS DDC	DEU28098	11 AOÛT 2017	VERREAULT, MICHEL	CONTRAT D'ABATTAGE DE 2 ARBRES	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 721,80 $
LES INDUSTRIES PAMILIO INC.	1221715	24 AOÛT 2017	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP SPVM - TRICOTS	Approvisionnement	Vetement et equipement de travail	3 448,83 $
LES PRODUITS D'ENTREPOSAGE PEDLEX LTEE	1218512	02 AOÛT 2017	GARNEAU, DOMINIC	Supports à boîtes - Structure multifonctionnelle --- Tel que décrit sur la soumission # 311652	Materiel roulant et ateliers	Autres - Transport	9 944,52 $
LES REVETEMENTS SCELL-TECH INC.	1221966	25 AOÛT 2017	TREMBLAY, KATIE	Scelltech Inc.Thermoplastique marquage 1545 Halpern- Coin Miniac et Henri-Bourassa Montréal- Soumission SMA0006835 - Service des infrastructures, voirie et transports	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	3 963,27 $
LES REVETEMENTS SCELL-TECH INC.	1221996	25 AOÛT 2017	TREMBLAY, KATIE	Matériel Stin-Mar P-2 (1155 pieds carrés). Voir soumission # SMA0006853	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	13 721,86 $
LES SCIURES JUTRAS INC.	ou1158561s28	23 AOÛT 2017	Système OUTILLAGE	0904001-Location d'un appareil ,18/08/2017	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	4 251,99 $
LES SCIURES JUTRAS INC.	ou1158562s28	23 AOÛT 2017	Système OUTILLAGE	0904001-Location d'un appareil ,18/08/2017	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	3 779,55 $
LES SCIURES JUTRAS INC.	ou1158563s28	23 AOÛT 2017	Système OUTILLAGE	0904001-Location d'un appareil ,18/08/2017	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	3 779,55 $
LES SCIURES JUTRAS INC.	ou1158564s28	23 AOÛT 2017	Système OUTILLAGE	0904001-Location d'un appareil ,18/08/2017	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	3 779,55 $
LES SCIURES JUTRAS INC.	ou1158565s28	23 AOÛT 2017	Système OUTILLAGE	0904001-Location d'un appareil ,18/08/2017	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	3 189,00 $

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1ER AU 31 AOÛT 2017

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
LES SERVICES ELECTROTECHNIQUES THIBAULT (2006) INC.	DEP18315	25 AOÛT 2017	BOUZID, FAICAL	Octroi d'un contrat pour corrections de non-conformités armoire de commutation à 12kV (usine Atwater)	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 937,03 $
LINDE CANADA LIMITEE	DEU28245	28 AOÛT 2017	VERREAULT, MICHEL	12 Remplissages de gaz spéciaux - Cabinet du Générateur d'hydrogène	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	6 806,67 $
LINOVATI INC.	DEP18238	17 AOÛT 2017	LABERGE, ANNE-MARIE	Linovati - Réaliser un diagnostic du service ingénierie des réseau et réservoirs	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	12 189,05 $
LOCATION D'OUTILS BROSSARD INC.	1199940	25 AOÛT 2017	HOULE, CLAUDE	MESURE D'URGENCE - LOCATION DE GÉNÉRATRICE POUR PIERREFONDS	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	866,88 $
LOCATION D'OUTILS BROSSARD INC.	1199940	03 AOÛT 2017	HOULE, CLAUDE	MESURE D'URGENCE - LOCATION DE GÉNÉRATRICE POUR PIERREFONDS	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	10 377,98 $
LOCATION D'OUTILS SIMPLEX S.E.C.	1199942	03 AOÛT 2017	MOREL, STEPHANIE	MESURE D'URGENCE - GÉNÉRATRICE	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	2 743,42 $
LOCATION D'OUTILS SIMPLEX S.E.C.	DEP18353	30 AOÛT 2017	REBSELJ, VINCENT	Location d'une nacelle Z45-25, 4X4 chez Simplex pour entretien fenêtres administration	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 900,70 $
MABAREX INC	DEP18186	09 AOÛT 2017	KAMIL, HOUDA	UAT étalonnage de l'appareil à calibrer les sondes UV	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 052,50 $
MANUFACTURIER BONNEAU (1990) INC.	DEU28268	25 AOÛT 2017	VERREAULT, MICHEL	Reparation d'appareils de levage	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	13 294,06 $
MARLENNE HOULE	1220289	16 AOÛT 2017	DUPERE, PIERRE	Formations de recrues données sur une période étalée du 6 février au 14 juillet 2017 - voir facture 3	Police	Activités policières	5 776,00 $
MARMEN INC.	DEU28087	10 AOÛT 2017	VERREAULT, MICHEL	Cartouche Seepex rebatie - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	6 162,77 $
MARQUAGE G.B.INC.	1219728	11 AOÛT 2017	TREMBLAY, KATIE	Marquage -Projet 1727/ Lachine ,6e avenue- rue Provost et Sherbrooke/resp. du projet:Etienne Devost - Service des infrastructures, voirie et transports	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	7 453,60 $
MARQUAGE G.B.INC.	1219733	11 AOÛT 2017	TREMBLAY, KATIE	Marquage -Projet 1114/ Lachine ,33e et 34e avenue/resp. du projet:Etienne Devost - Service des infrastructures, voirie et transports	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	5 190,17 $
MARTECH SIGNALISATION INC.	1219702	11 AOÛT 2017	TREMBLAY, KATIE	Service - installation Panneaux- : Projet -1715 18e Avenue- Martech Inc. - Service des infrastructures, voirie et transports	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	4 759,35 $
MARTECH SIGNALISATION INC.	1219707	11 AOÛT 2017	TREMBLAY, KATIE	installation Panneaux-Projet 1114/ Lachine ,33e et 34e avenue/resp. du projet:Etienne Devost - Service des infrastructures, voirie et transports	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	5 326,63 $
MARTECH SIGNALISATION INC.	1219789	11 AOÛT 2017	TREMBLAY, KATIE	Borne 01 +02 +03 et poteau /anti-UV et anti-Graffiti +quincaillerie. Voir soumission ci-jointe.	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	2 084,01 $
MAXXAM ANALYTIQUE	1173208	01 AOÛT 2017	BERNIER, ANNE-MARIE	Entente d'approvisionnement - Analyses laboratoire à l'externe	Environnement	Traitement des eaux usées	1 574,81 $
MAXXAM ANALYTIQUE	1173208	29 AOÛT 2017	BERNIER, ANNE-MARIE	Entente d'approvisionnement - Analyses laboratoire à l'externe	Environnement	Traitement des eaux usées	157,48 $
MAXXAM ANALYTIQUE	1173208	03 AOÛT 2017	BERNIER, ANNE-MARIE	Entente d'approvisionnement - Analyses laboratoire à l'externe	Environnement	Traitement des eaux usées	11 559,12 $

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1ER AU 31 AOÛT 2017

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
MC2 CONCEPT INC.	1222208	28 AOÛT 2017	HOUDE, ALAIN	MC2 Concept, SÉRI 5, Service - Production multimédia pour la captation vidéo des différents exposants de la vitrine technologique selon l'offre de service 23 août 2017.	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	3 937,03 $
MCKESSON CANADA	1220704	17 AOÛT 2017	GAUTHIER, PHILIPPE	BON DE COMMANDE POUR LE REMPLACEMENT DES EPIPEN UTILISÉS OU EXPIRÉS - ÉPIPEN AUTO INJECTION FORMAT ADULTE OU ENFANT SELON NOS BESOINS	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	18 114,54 $
MED-ENG HOLDING ULC	1221365	23 AOÛT 2017	DERAMOND, DIDIER	ensemble de protection chimique	Police	Activités policières	10 577,70 $
MEDIAQMI INC.	1220585	17 AOÛT 2017	BOZEC, ANDREE	Renouvellement licence- Revue de presse (1er juillet 2017 au 30 juin 2018) selon la convention de licence 28 juin 2017.	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	2 034,66 $
MEDIAQMI INC.	1220585	17 AOÛT 2017	BOZEC, ANDREE	Renouvellement licence- Revue de presse (1er juillet 2017 au 30 juin 2018) selon la convention de licence 28 juin 2017.	Environnement	Protection de l'environnement	508,66 $
MEGS INC.	1146992	04 AOÛT 2017	ARBIC, DENISE	Gaz pour analyses chimiques TO15, sulfures, gaz permanents et hydrocarbures.	Environnement	Traitement des eaux usées	11,55 $
MEGS INC.	1146992	04 AOÛT 2017	ARBIC, DENISE	Gaz pour analyses chimiques TO15, sulfures, gaz permanents et hydrocarbures.	Environnement	Protection de l'environnement	5 987,44 $
MILLIPORE (CANADA) LTEE	1217371	30 AOÛT 2017	LAROCHE, LAURENT	Matériel de laboratoire.	Environnement	Approv. et traitement de l'eau potable	3 322,43 $
MILLIPORE (CANADA) LTEE	1218606	03 AOÛT 2017	LAROCHE, LAURENT	Petri	Environnement	Approv. et traitement de l'eau potable	1 838,96 $
MILLIPORE (CANADA) LTEE	1218606	30 AOÛT 2017	LAROCHE, LAURENT	Petri	Environnement	Approv. et traitement de l'eau potable	181,55 $
MINGUS SOFTWARE INC.	1221459	23 AOÛT 2017	DESAUTELS, ANNE	Logiciels Hotello (Cloud et Saas) & HQuality - le Centre de plein air du parc-nature du Cap-Saint-Jacques. Services compris: implantation, installation, formation, licence, frais de mise en place et frais mensuels pour les 12 premiers mois.	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Exploitation des parcs et terrains de jeux	9 628,40 $
TRANSPORTS CENTRE DE GESTION DE L'EQUIPEMENT ROULANT (CGER)	1220729	18 AOÛT 2017	TRUONG, MINH TRI	Location - Automobile juillet 2017	Police	Activités policières	8 095,74 $
MINISTRE DES FINANCES	1219373	09 AOÛT 2017	CLOUTIER, MARIEKE	2017 - Projet Turcot - Service- chimie organique (Laval)	Environnement	Protection de l'environnement	31 304,40 $
MINISTRE DES FINANCES	1221882	25 AOÛT 2017	PICHET, PHILIPPE	factures multiples -dossiers conciliation	Police	Activités policières	8 076,88 $
MOFAX ELECTRIQUE LTEE	DEU27767	22 AOÛT 2017	VERREAULT, MICHEL	TRAVAUX DE RACCORDEMENT ÉLECTRIQUE DE 3 ACTUATEURS	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	13 564,38 $
MORNEAU SHEPELL LTD.	1222257	29 AOÛT 2017	BARTH, SIMONETTA	Service de psychologues -Aide aux employés Facture 626851	Police	Activités policières	3 876,00 $
MORNEAU SHEPELL LTD.	1222683	30 AOÛT 2017	LIEBMANN, RICHARD	Paiement de la facture : 626868 - Honoraires professionnels pour services rendus au mois de juillet 2017. (Programme d'aide aux employés)	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	2 280,00 $

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1ER AU 31 AOÛT 2017

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
NATIONAL PROCESS EQUIPEMENTS INC	DEU22935	24 AOÛT 2017	VERREAULT, MICHEL	Couvercle de succion Wemco à remplacer	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 769,43 $
NAVADA LTEE	DEP16893	16 AOÛT 2017	MARSAN, ANDRE	Entretien contractuel du système de chaufferie (brûleur) de l'usine Dorval	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 309,72 $
NEDCO	DEP17848	14 AOÛT 2017	KAMIL, HOUDA	Atwater - Pièces pour remplacer le shaft du robot - Pièce pour refaire l'alimentation air sur les sondes de pression des filtres de la galerie 6-7	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 792,37 $
NEDCO	DEP18208	11 AOÛT 2017	TURCOTTE, CAROLINE	Déménagement PCC vers Administration	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	8 004,22 $
NEDCO	DEP18243	22 AOÛT 2017	KAMIL, HOUDA	Atwater - Besoin de matériels électrique pour relais SquareD	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 596,11 $
NEDCO	DEU28026	07 AOÛT 2017	RIOUX, GHISLAINE	Carte Schneider et autres articles électriques - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 044,65 $
NI CORPORATION	1208582	24 AOÛT 2017	TOULOUSE, BRIGITTE	2017 - Services techniques pour effectuer la caractérisation des résidus de CRD et encombrants valorisables collectés en bordure de rue et acheminés aux centres de tri. Échantillons de 2500 kg et évaluations visuelles	Environnement	Matériaux secs - traitement	72 060,27 $
NICOLAS MARINO	1220005	14 AOÛT 2017	HOUDE, ALAIN	Nicolas Marino, stagiaire de Benoît Turgeon, Conseiller en planification stratégique	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	10 428,00 $
NORBEC COMMUNICATION	1219877	14 AOÛT 2017	ROBITAILLE, BENOIT	Achat de produit technologique	Police	Activités policières	2 666,68 $
NORBEC COMMUNICATION	1220019	15 AOÛT 2017	LANDRY, ROBERT	Équipements pour la solution de redondance du CCTI	Police	Activités policières	2 492,39 $
NORDMEC CONSTRUCTION INC.	DEP18165	08 AOÛT 2017	MARSAN, ANDRE	Réservoir_Côte Vertu. Relocalisation de vannes murales pour récupération de capacité.	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	85 519,88 $
NORDMEC CONSTRUCTION INC.	DEP18184	08 AOÛT 2017	MARSAN, ANDRE	DORVAL Fourniture et installation d'un débitmètre et d'un robinet modulant - Appel d'offre 2016-52	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	39 126,74 $
NORGEREQ LTEE	1204136	01 AOÛT 2017	GIRARD, SYLVIE	Cas. 31 Enlevement et Réinstallation des thermos dans le fenetres (climatisation)	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Sec. incendie	5 518,24 $
NORGEREQ LTEE	1204136	02 AOÛT 2017	GIRARD, SYLVIE	Cas. 31 Enlevement et Réinstallation des thermos dans le fenetres (climatisation)	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Sec. incendie	204,38 $
ODOTECH INC.	1215133	25 AOÛT 2017	BLAIN, ERIC	2017 - Location 1 semaine Jerome 631X + Data logger	Environnement	Matières recyclables - matières organiques - traitement	8 755,94 $
ODOTECH INC.	1218612	03 AOÛT 2017	BOULET, SUZANNE	Caractérisation de odeurs	Environnement	Protection de l'environnement	4 477,72 $
ODOTECH INC.	1219926	14 AOÛT 2017	BLAIN, ERIC	2017 - Service technique d'entretien (1er octobre au 31 décembre 2017)	Environnement	Matières recyclables - matières organiques - traitement	2 493,45 $
OPEN TEXT CORPORATION	1221056	21 AOÛT 2017	VERREAULT, MICHEL	RENOUVELLEMENT CONTRAT DE SERVICE OPEN TEXT DU 30 NOVEMBRE 2017 AU 29 NOVEMBRE 2018	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 991,31 $
OPSIS GESTION D'INFRASTRUCTURES INC.	1221879	25 AOÛT 2017	DESAUTELS, ANNE	Service de nettoyage de débris post-inondations - parc-nature du Cap-Saint-Jacques	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	8 377,37 $

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1ER AU 31 AOÛT 2017

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
OPSIS GESTION D'INFRASTRUCTURES INC.	1221880	25 AOÛT 2017	DESAUTELS, ANNE	Main-d'¿uvre supplémentaire et location d'un conteneur pour la surveillance durant la crue des eaux et le nettoyage post-inondations - parc-nature du Cap-Saint-Jacques	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	18 040,98 $
ORGANISATION DU SOMMET MONDIAL DU DESIGN (OSMD)	1151084003170501	14 AOÛT 2017	HANDFIELD, DANIELE	GDD 1151084003 et 1161084002 - Accorder un soutien financier pour l'organisation du Sommet mondial et congrès Architecture, Design, Paysage et Urbanisme Montréal 2017 - 4e versement	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	130 000,00 $
PAQUETTE & ASSOCIES, HUISSIERS DE JUSTICE S.E.N.C.R.L.	2017periode16	04 AOÛT 2017	COLAMEO LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - Huissiers de justice 2017 - Période 16 - Paquette et Associes	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	6 242,50 $
PAQUETTE & ASSOCIES, HUISSIERS DE JUSTICE S.E.N.C.R.L.	2017periode17	23 AOÛT 2017	COLAMEO LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - Huissiers de justice 2017 - Période 17 - Paquette et Associes	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	6 264,47 $
PASCALE LEMAIRE	1219191	08 AOÛT 2017	PICARD, GUY	Programme de coaching: Me Geneviève-Claude Parayre, chef de division, division des poursuites judiciaires. Voir l'annexe pour la facture.	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	2 099,75 $
PETITE CAISSE - SPVM	pc20170801	01 AOÛT 2017	BONAMI, LYNE	Petite caisse	Police	Activités policières	2 000,00 $
PETITE CAISSE - SPVM	pc20170801b	01 AOÛT 2017	BONAMI, LYNE	Petite caisse	Police	Activités policières	4 000,00 $
PHASELOCK SYSTEMS INTERNATIONAL INC.	1221774	31 AOÛT 2017	FONTAINE, RICHARD	RENOUVELLEMENT SUPPORT ISKEEPER ET V-LOCITY DU 23 JUILLET 2017 AU 22 JUILLET 2018	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	92,39 $
PHASELOCK SYSTEMS INTERNATIONAL INC.	1221774	24 AOÛT 2017	FONTAINE, RICHARD	RENOUVELLEMENT SUPPORT ISKEEPER ET V-LOCITY DU 23 JUILLET 2017 AU 22 JUILLET 2018	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	28 015,97 $
PHILIPPE MICHAUD	1211626	07 AOÛT 2017	GAGNE, REJEAN	68305-01: Caméras portatives - réalisation de quatre tâches un total de 350 heures comme convenu avec M. Philippe Michaud selon la facture 2017061601 et 2017080201.	Technologies de l'information	Activités policières	4 720,00 $
PHILIPPE MICHAUD	1222092	28 AOÛT 2017	BARTH, SIMONETTA	Création, codification et analyse de la banque 7-3-3	Police	Activités policières	4 900,00 $
PILOT P.B. INC.	DEU27992	03 AOÛT 2017	VERREAULT, MICHEL	150 Pastilles et 8 lames Sandvik - Atelier général des Eaux	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 361,08 $
PME MTL CENTRE-OUEST	1222520	31 AOÛT 2017	MARTIN, GERALDINE	PME MTL Centre-Ouest, Gention Fonds ADM - 375 Idées, Conseiller en investissement immobilier	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	39 370,31 $
POMPACTION INC.	DEU28042	07 AOÛT 2017	RIOUX, GHISLAINE	4 Pompes ABS pour les eaux relevées à Ile Notre-Dame	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	12 488,26 $
PRESTIGE SECURKEY INC	1172313	18 AOÛT 2017	GUERIN, CAROLE	Bon de commande ouvert pour l'année 2017 - pour la réparation et l'installation de serrures dans divers bâtiments du SIM	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	2 624,69 $
PRODUCTIONS SYLVAIN CARON INC.	1221884	25 AOÛT 2017	PARENTEAU, LYNE	Facture - Production de capsules web pour la cyber sécurité - Service des technologies de l'information	Technologies de l'information	Gestion de l'information	2 793,30 $

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1ER AU 31 AOÛT 2017

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
PRODUITS DE SERVICES PUBLICS INNOVA INC.	DEP18278	23 AOÛT 2017	REBSELJ, VINCENT	Achat équipements espaces clos	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	14 661,51 $
PRODUITS ENVIRO-KLEEN INC.	1127026	02 AOÛT 2017	FONTAINE, RICHARD	REAPPROVISIONNEMENT GANTS RONCO	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	16 798,00 $
PRODUITS MOBILICAB CANADA INC.	DEU26638	28 AOÛT 2017	VERREAULT, MICHEL	2 Karts électriques loués - Décantation 1-7	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 844,85 $
PROJET MONTREAL/CAROLE LEROUX	allocationprojet20170804	04 AOÛT 2017	IORDACHE, ELENA	Dépenses admissibles à un remboursement de recherche et de soutien (articles 31.5.2 de la Loi sur le traitement des élus municipaux et règlement sur le remboursement des dépenses de recherche et de soutien des conseillers)	Dépenses communes	Conseil et soutien aux instances politiques	2 218,30 $
PUBLICATION 9417	18796	04 AOÛT 2017	COLAMEO LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - Publications 9417 - 2e partie de la commande enveloppe avec fenetre - Commande # 60282-1	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	16 330,47 $
QUALINET ENVIRONNEMENT INC.	1219730	11 AOÛT 2017	DRAPEAU, MATHIEU	Services après sinistre dans la salle mécaniques de la Place Vauquelin (16-6775-I-018)	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	6 026,49 $
R M H INDUSTRIE INC.	DEU28139	16 AOÛT 2017	VERREAULT, MICHEL	8 Tubes Thordon - Pont Râcleur des Décanteurs 1-7	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 569,57 $
R.L. DOUCET INC.	DEU27994	03 AOÛT 2017	VERREAULT, MICHEL	8 Filtres Nilfisk - Atelier Électrique	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 500,81 $
RADIOPROTECTION INC.	1221369	23 AOÛT 2017	DERAMOND, DIDIER	Moniteur de radiation personnel	Police	Activités policières	2 314,97 $
INTERNATIONAL-CANADA AUTOMATION ULC	DEU27722	11 AOÛT 2017	VERREAULT, MICHEL	reparation carte analogique gb	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	7,87 $
INTERNATIONAL-CANADA AUTOMATION ULC	DEU27722	10 AOÛT 2017	VERREAULT, MICHEL	reparation carte analogique gb	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	1 996,27 $
RAMPART INTERNATIONAL CORP	1222910	31 AOÛT 2017	LAROCQUE, YVES	Munitions	Police	Activités policières	10 656,23 $
RECUBEC INC.	DEP18260	23 AOÛT 2017	REBSELJ, VINCENT	Vidange et nettoyage du réservoir de silicate de sodium prévue dans la semaine du 11 septembre 2017	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	6 080,63 $
RENEE DUPRAS	201746	23 AOÛT 2017	COLAMEO LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - Sténographie - Renée Dupras - 2017 - Facture # 2017-46	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	3 583,96 $
RESOLOGI INC.	1220638	17 AOÛT 2017	MORIN, ISABELLE	Service - Soutien informatique Présence au bureau pendant 10 semaines .) Voir soumission # 1593.	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	7 307,13 $
RESTO PLATEAU	1218773	03 AOÛT 2017	COALLIER, RHEAUME	Repas de détenus - Soutien Ouest	Police	Activités policières	2 090,25 $
RESTO PLATEAU	1221095	22 AOÛT 2017	AUGER, MANON	Frais de repas détenus Soutien sud pour la période de juillet 2017	Police	Activités policières	2 801,00 $

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1ER AU 31 AOÛT 2017

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
ROCK OF AGES CANADA INC.	1218752	03 AOÛT 2017	SAVIGNAC, PIERRE-PAUL	Achat d'un produit Anti graffiti 16-6895 i	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	2 299,23 $
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1178318	08 AOÛT 2017	PIROG, MACIEJ	BC ouvert 2017 pour service de téléphonie cellulaire - CR 103061	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	8 399,00 $
ROLAND GRENIER CONSTRUCTION LIMITEE	1221106	22 AOÛT 2017	BONNEAU, ISABELLE	Fourniture et installation de filets de maille de type «Scafnet» pour la rampe de l'ex-incinérateur des Carrières - Incidence 14842	Gestion et planification immobilière	Construction d'infrastructures de voirie	9 427,11 $
ROY BELANGER AVOCATS	1218660	03 AOÛT 2017	ROY, SOPHIE	avocats dossier police lot A	Police	Activités policières	9 620,66 $
ROY BELANGER AVOCATS	1218661	03 AOÛT 2017	ROY, SOPHIE	avocats dossier police lot B	Police	Activités policières	3 404,08 $
ROY BELANGER AVOCATS	1218662	03 AOÛT 2017	ROY, SOPHIE	avocats dossier police lot C	Police	Activités policières	12 209,78 $
ROYAL PHOTO INC	1219461	09 AOÛT 2017	DANDENAULT, MARIE-CLAUDE	Soumission 248324 (équipement photographique)	Police	Activités policières	2 476,66 $
RPP PEINTURE	1220037	15 AOÛT 2017	PICARD, STEVE-ERIC	Réparation et peinture des murs , salle de conférence, local 256, salle de courrier, salle des archives	Police	Activités policières	8 304,51 $
SCRIBES A.T.	1218979	07 AOÛT 2017	CLAVET, NORMAND	Frais d'interprétation	Police	Activités policières	3 151,81 $
SECUR-ICARE INC.	DEP18167	07 AOÛT 2017	MAHER, HELENE	Système de caméras Avigilon avec caméras Hikvision	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	7 013,16 $
SEEPEX INC.	DEU28281	28 AOÛT 2017	FONTAINE, RICHARD	REAPPROVISIONNEMENT POMPES SEEPEX	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	53 682,21 $
SERVICE D'ENTRETIEN D'EDIFICES PERE ET FILS INC.	1220104	15 AOÛT 2017	GIRARD, SYLVIE	Divers batiments - annee 2017 -Tonte de pelouse, aménagement et entretien paysager du SIM (04-08-13-29-31-35-40-41-43-45-50-DRM-CF-200-7070,rue Casgr)+Nettoyage printanier au CF+Arrosage-taille-fertilisation-binage-sarclage-paillage au CF	Sécurité incendie de Montréal	Gestion des installations - Séc. incendie	25 092,01 $
SERVICES D'EDITION GUY CONNOLLY	DEU27880	31 AOÛT 2017	VERREAULT, MICHEL	Traduction du document de demande d'offres de service et de clauses techniques pour la certification des pompes d'eau de transports	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 083,21 $
SERVICES MATREC INC.	1218755	03 AOÛT 2017	LACHANCE, BRUNO	2017 - Collectes des déchets dans les arrondissements et villes liées touchés par les inondations 2017	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	6 299,25 $
SERVICES TECHNIQUES HB INC.	1218181	01 AOÛT 2017	MANZONI DA SILVA, CARLOS	Conception et implantation d'un convoyeur pneumatique destiné au dépoussiéreur de la menuiserie des Carrières - Incidence 14677	Gestion et planification immobilière	Construction d'infrastructures de voirie	5 203,35 $
SGS CANADA INC.	DEU26954	21 AOÛT 2017	VERREAULT, MICHEL	INSPECTION (RX,DURETÉ,DIMENSIONS) SUR DEUXIÈME JEU D'ANNEAUX D'USURE DE POMPE EBARA PRODUITE PAR WARTSILA (VOIR SOUMISSION DE SGS)	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 697,90 $
SIFOREX	DEU27976	08 AOÛT 2017	VERREAULT, MICHEL	REPARATION DE LA TOURBE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	8 387,45 $
SIGNEL SERVICES INC	1218831	04 AOÛT 2017	CHAURET, DANIELLE	MESURE D'URGENCE - LOCATION D'ARTICLE DE SIGNALISATION PIERREFONDS	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	9 252,56 $
SIMARK CONTROLS LTD	DEP18213	14 AOÛT 2017	TURCOTTE, CAROLINE	Renouvellement de support annuel ClearSCADA - Site ID: 139205	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 381,12 $

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1ER AU 31 AOÛT 2017

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
SIMPLEVU INC.	1220091	15 AOÛT 2017	BOUVRETTE, JEAN	Achat d'équipements audiovisuels pour la Maison des Régions - Bail 1164069018	Gestion et planification immobilière	Autres - Administration générale	38 627,06 $
SIMPLEVU INC.	1221679	29 AOÛT 2017	DOUCET, VERONIQUE	Simplevu, Aménagement de la Maison des Régions - Équipement Voir soumission # 1002591 REV2.0	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	52 488,48 $
SITE INTEGRATION PLUS INC.	1218178	01 AOÛT 2017	LEVEILLE, MARIE-LYNE	Matériels pour poste de garde : interphone , Caméras de surveillance , filage et quincaillerie Voir la soumission#7096.	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	7 133,90 $
SNC-LAVALIN INC	DEU22452	01 AOÛT 2017	FONTAINE, RICHARD	SERVICES PROFESSIONNELS MULTIDISCIPLINAIRE POUR LE REMPLACEMENT DE 7 ACTIONNEURS HYDRAULIQUES	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	55 563,06 $
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9626461217	02 AOÛT 2017	COLAMEO LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - poste/messagerie - Poste Canada manifeste - Année 2017 - Procédure judiciaire	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	46 284,65 $
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9627080653	04 AOÛT 2017	COLAMEO LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - poste/messagerie - Poste Canada manifeste - Année 2017 - Procédure judiciaire	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	31 351,44 $
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9627131621	04 AOÛT 2017	COLAMEO LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - poste/messagerie - Poste Canada manifeste - Année 2017 - Période 22-07-2017 @ 28-07-2017	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	10 571,79 $
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9627652063	23 AOÛT 2017	COLAMEO LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - poste/messagerie - Poste Canada manifeste - Année 2017 - Procédure judiciaire	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	30 787,26 $
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9627696301	23 AOÛT 2017	COLAMEO LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - poste/messagerie - Poste Canada manifeste - Année 2017 - Période 29-07-2017 @ 04-08-2017	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	6 950,35 $
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9628146054	23 AOÛT 2017	COLAMEO LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - poste/messagerie - Poste Canada manifeste - Année 2017 - Procédure judiciaire	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	33 556,05 $
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9628180502	23 AOÛT 2017	COLAMEO LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - poste/messagerie - Poste Canada manifeste - Année 2017 - Période 05-08-2017 @ 11-08-2017	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	7 899,97 $
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9628686449	25 AOÛT 2017	COLAMEO LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - poste/messagerie - Poste Canada manifeste - Année 2017 - Procédure judiciaire	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	32 240,34 $
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9628732557	25 AOÛT 2017	COLAMEO LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - poste/messagerie - Poste Canada manifeste - Année 2017 - Période 12-08-2017 @ 18-08-2017	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	8 245,24 $
SAUVETAGE ET SA VERSION ANGLAISE LIFESAGING SOCIETY	1220825	18 AOÛT 2017	GAUTHIER, PHILIPPE	FORMATION VHF POUR ÉQUIPES NAUTIQUE - FRAIS PROFESSEURS, FRAIS D'ADMINISTRATION ET FRAIS DE DÉPLACEMENT. DATES DE FORMATION 3 MAI, 4 MAI, 25 MAI, 9 JUIN, 14 JUIN, 15 JUIN 2017	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	5 930,00 $
SOCIETE RESSOURCES-LOISIRS DE POINTE-AUX-TREMBLES	1166352005170731	10 AOÛT 2017	HANDFIELD, DANIELE	GDD 1166352005-Soutien financier suite à l'appel de projet PRAM-Est automne 2016, pour soutenir le développement de Montréal.	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	23 000,00 $

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1ER AU 31 AOÛT 2017

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
SOCIETE XYLEM CANADA	DEP18268	29 AOÛT 2017	KAMIL, HOUDA	Renflouement d'inventaire du magasin de la Direction de l'eau potable de pompe submersible en prévision de diverses activités d'entretien	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	1 434,13 $
SOCIETE XYLEM CANADA	DEP18268	23 AOÛT 2017	KAMIL, HOUDA	Renflouement d'inventaire du magasin de la Direction de l'eau potable de pompe submersible en prévision de diverses activités d'entretien	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	1 434,13 $
SOFTCHOICE LP	1222082	28 AOÛT 2017	COTE, MICHELLE	chat Logiciel SPSS (soumission 8197929)	Police	Activités policières	3 526,01 $
SOLUTIONS CONSORTECH INC.	1218583	03 AOÛT 2017	CHAPUT, CHRISTIAN	Formation privée FME pour 8 participants tel que convenu avec la firme Consortech - Service des technologies de l'information	Technologies de l'information	Gestion de l'information	2 079,17 $
SOLUTIONS CONSORTECH INC.	1219306	09 AOÛT 2017	DAVID, KATHY	Renouvellement de maintenance 1 an pour FME Database Edition (Licence réseau additionnelle)#FME-DATA-NW2-REN et)#FME-DATA-NW1-REN	Service de l'eau	Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - À répartir	2 243,45 $
SOLUTIONS INFORMATIQUES INSO INC.	1220013	14 AOÛT 2017	VERREAULT, MICHEL	RENOUVELLEMENT SUPPORT LICENCES REFLECTION X DU 1ER SEPTEMBRE 2017 AU 31 AOUT 2018	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 629,95 $
SOLUTIONS INFORMATIQUES INSO INC.	DEU27956	01 AOÛT 2017	VERREAULT, MICHEL	MATERIEL INFORMATIQUE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	6 721,68 $
SOLUTIONS INFORMATIQUES INSO INC.	DEU28071	09 AOÛT 2017	VERREAULT, MICHEL	50 Rubans certifiés Terapack - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 654,30 $
SPÉCIALITÉS INDUSTRIELLES SHERBROOKE INC.	DEU28309	30 AOÛT 2017	FONTAINE, RICHARD	SONDES DE RECHANGE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	15 368,92 $
SPI SANTÉ SÉCURITÉ INC.	DEP18138	01 AOÛT 2017	MARTEL, SIMON	CERTIFICATION DU MATÉRIEL ESPACE CLOS 2017	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 795,82 $
SPORT COLLETTE RIVE-SUD INC.	1219378	09 AOÛT 2017	LECOURS, SYLVAIN	Génératrice pour l'hydraulique - pour 473 - 427 - DRM, pertes inondations	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Sec. incendie	6 173,26 $
SSQ GROUPE FINANCIER	de170804dasresshum	07 AOÛT 2017	GELINAS, ISABELLE	Assurance collective- Pompiers retraités villes liées- Contrat #15J00- du 1er août au 31 août 2017	Dépenses communes	Autres - Administration générale	13 096,35 $
STEPH OUTILLAGE 2010 INC.	DEP18274	23 AOÛT 2017	TURCOT, DANIEL	Pièces pour outils taraudeuse RT-3422 de Ridgid	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	5 265,95 $
STEPH OUTILLAGE 2010 INC.	DEU28031	07 AOÛT 2017	VERREAULT, MICHEL	6 Ventilateurs. 1 Échelle et autres outils pour 5 Ateliers différents	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 703,80 $
STEPH OUTILLAGE 2010 INC.	DEU28175	18 AOÛT 2017	VERREAULT, MICHEL	5 Marqueurs Jackson, 2 Étaux Rockwell et autres pour 3 ateliers différents	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 399,24 $
TECHNI-LIGNES PLUS	1219459	09 AOÛT 2017	CARRIER, JEAN	Service - Travaux de marquage lien cyclable 1715, 18e Avenu-Lachine//Techni-lignes Plus/Resp. de projet: Etienne Devost - Service des infrastructures, voirie et transports	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	2 084,00 $
TECHNOFIL INC.	1218528	18 AOÛT 2017	COUTURE, MICHEL	Fabrication de pantalon à pli et cargo pour le SPVM (Inventaire)	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	22 333,98 $
TECHNOFIL INC.	1219966	18 AOÛT 2017	CHAURET, DANIELLE	Fabrication de pantalon à pli et cargo pour le SPVM (Inventaire)	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	22 698,48 $
TEKNION ROY ET BRETON INC.	1201085	15 AOÛT 2017	GUERIN, CAROLE	Caserne 72 Cloisons pour dortoir soum.: MA0592	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Sec. incendie	2 509,48 $

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1ER AU 31 AOÛT 2017

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
TEKNION ROY ET BRETON INC.	1221131	22 AOÛT 2017	GUERIN, CAROLE	Caserne 47 Dortoir 8 cloisons GPS4 par: Nancy Goulet	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Sec. incendie	2 734,88 $
TEKNION ROY ET BRETON INC.	DEU27063	02 AOÛT 2017	HALLE, BRUNO	Cloisons, bureaux et autre matériel connexe	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	52 131,06 $
TEKNISCIENCE INC.	DEU28001	03 AOÛT 2017	VERREAULT, MICHEL	4 Cartouches Barnstead - Laboratoire	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 034,55 $
TEKRAN INSTRUMENT CORPORATION	DEU28066	09 AOÛT 2017	VERREAULT, MICHEL	FORMATION ANALYSEUR DE MERCURE TEKRAN	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 953,31 $
TELECON INC	DEP18255	22 AOÛT 2017	TURCOTTE, CAROLINE	Travaux de fusion de deux câbles de 48 fibres (un nouveau câble et un existant) et le branchement vers les connecteurs dans les panneaux de distribution de fibre optique	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	14 404,29 $
TENAQUIP LIMITED	1221448	23 AOÛT 2017	TOUSIGNANT, YVES	gants diélectriques, étuis, protection	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Sec. incendie	2 187,78 $
TENAQUIP LIMITED	DEU27973	03 AOÛT 2017	VERREAULT, MICHEL	PORTE DE SÉCURITÉ POUR PASSERELLES DE POMPE EBARA	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	6 425,77 $
INNOVANTS EN ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE	1175008002170829	29 AOÛT 2017	HANDFIELD, DANIELE	GDD 1175008002 - Contribution financière non récurrente afin de développer un ensemble de dispositifs de soutien à l'émission d'obligations communautaires avec rendement.	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	10 000,00 $
TEXTILES MERCEDES LTEE	1220374	16 AOÛT 2017	LECOURS, SYLVAIN	tuyaux - Réparations de Boyaux pour le SIM - Facture 70336	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Sec. incendie	3 643,71 $
TRANSPORT CAMILLE DIONNE (1991) INC.	DEU27271	03 AOÛT 2017	FONTAINE, RICHARD	LOCATION D'UN BOUTEUR DE TYPE CATERPILLAR	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	21 948,88 $
TREMBLAY BOIS MIGNAULT LEMAY	1219041	07 AOÛT 2017	BIRON, PAULE	avocats dossier 17-000240	Dépenses communes	Autres - Administration générale	2 099,75 $
TVA VENTES ET MARKETING INC.	577502	21 AOÛT 2017	CHEBLI, LAMIA	Paiement de la facture# 577502	Police	Activités policières	2 996,61 $
TVA VENTES ET MARKETING INC.	577504	21 AOÛT 2017	CHEBLI, LAMIA	Paiement de la facture# 577504	Police	Activités policières	3 874,06 $
TVA VENTES ET MARKETING INC.	90040630	21 AOÛT 2017	CHEBLI, LAMIA	Paiement de la facture# 90040630	Police	Activités policières	2 771,67 $
TVA VENTES ET MARKETING INC.	90040784	25 AOÛT 2017	CHEBLI, LAMIA	Paiement de la facture #90040784	Police	Activités policières	3 506,58 $
U. CAYOUETTE INC.	1220534	17 AOÛT 2017	TOUSIGNANT, YVES	Pile Mastercell 9V	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Sec. incendie	2 782,17 $
ULINE CANADA	DEP18151	03 AOÛT 2017	PERIARD, MICHEL	Armoire ouverte à tablette 84'' x 36'' x 18'' pour archive DB	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 090,04 $
UNG HUYNH HUONG	DEU27734	01 AOÛT 2017	FONTAINE, RICHARD	SERVICES TECHNIQUES SPLIMS POUR LE LABORATOIRE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	19 500,00 $
UNITED RENTALS (TMA#518086)	DEU28088	10 AOÛT 2017	VERREAULT, MICHEL	SCARIFIEUSE A PANCHER DE BÉTON	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 128,91 $
UNIVERSITE DU QUEBEC A MONTREAL	1219769	11 AOÛT 2017	LEDUC, ALAIN	2017 - Location de la salle Agora Hydro-Québec pour le 9e Forum annuel de PDGMR	Environnement	Déchets domestiques et assimilés - élimination	3 151,72 $

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1ER AU 31 AOÛT 2017

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
UNIVERSITE LAVAL	1221221	22 AOÛT 2017	MARCOUX, ALAIN	Paiement de la facture #00484257 pour Service - Formation en développement organisationnel et technique.	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	3 412,09 $
USINAGE USI-MAX INC.	DEU27988	07 AOÛT 2017	VERREAULT, MICHEL	URGENCE - PLAQUES D'ACIER INOX. POUR F. TOUSIGNANT	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 097,13 $
VALADE & ASSOCIES S.E.N.C. HUISSIERS DE JUSTICE	2017periode16	04 AOÛT 2017	COLAMEO LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - Huissiers de justice 2017 - Période 16 - Valade et associes	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	11 425,13 $
VALIANTYS INC.	1218521	02 AOÛT 2017	CHAPUT, CHRISTIAN	Acquisition de 02 Licence Jira et 02 Licence confluence. Voir soumission ci-jointe.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	27 732,70 $
VEOLIA, EAU TECHNOLOGIES CANADA INC.	1217369	30 AOÛT 2017	ARBIC, DENISE	Fourniture de laboratoire	Environnement	Traitement des eaux usées	3 100,54 $
VEOLIA, EAU TECHNOLOGIES CANADA INC.	DEP18321	28 AOÛT 2017	KAMIL, HOUDA	Renflouement d'inventaire du magasin de la Direction de l'eau potable d'ensemble d'entretien pour pompes Pulsafeeder en prévision de diverses activités d'entretien	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	21 018,87 $
VERONIQUE MARCOTTE	1219384	09 AOÛT 2017	SAVIGNAC, PIERRE-PAUL	Programmation de 2 spectacles les 2 et septembre 2017 dans le cadre de la programmation spéciale de septembre au parc Frédérick-Back	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Planification et gestion des parcs et espaces verts	5 039,40 $
VILLE DE KIRKLAND	de170407	18 AOÛT 2017	IORDACHE, ELENA	facturation SPVM 2010-2016 pour le contrôle de la circulation routière	Dépenses communes	Autres - Administration générale	2 784,00 $
VILLE DE POINTE-CLAIRE	de170407	18 AOÛT 2017	IORDACHE, ELENA	facturation SPVM 2010-2016 pour le contrôle de la circulation routière	Dépenses communes	Autres - Administration générale	21 612,00 $
VILLE DE SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE	de170407	18 AOÛT 2017	IORDACHE, ELENA	facturation SPVM 2010-2016 pour le contrôle de la circulation routière	Dépenses communes	Autres - Administration générale	2 523,00 $
VILLE DE WESTMOUNT	de170407	18 AOÛT 2017	IORDACHE, ELENA	facturation SPVM 2010-2016 pour le contrôle de la circulation routière	Dépenses communes	Autres - Administration générale	4 655,00 $
VILLE MONT-ROYAL	de170407	18 AOÛT 2017	IORDACHE, ELENA	facturation SPVM 2010-2016 pour le contrôle de la circulation routière	Dépenses communes	Autres - Administration générale	19 437,00 $
VITRERIE POINTE-AUX-TREMBLES INC.	DEU28147	17 AOÛT 2017	VERREAULT, MICHEL	31 moustiquaires réparés - Ateliers et Boues	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 714,67 $
WAINBEE LIMITEE	DEU27957	01 AOÛT 2017	VERREAULT, MICHEL	REAPPROVISIONNEMENT CYLINDRES HYDRAULIQUES	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 614,82 $
WEST SAFETY SERVICES CANADA, INC.	1218770	03 AOÛT 2017	CHAPUT, CHRISTIAN	Contrat Gre a gre - Systèmes informatiques pour la prise d'appels pour le centre d'urgence 9-1-1 tel que convenu avec la firme West Safety Services Canada - STI - # dérogation R263698	Technologies de l'information	Activités policières	88 882,44 $
WESTOWER COMMUNICATIONS LTEE	1220002	14 AOÛT 2017	LANDRY, ROBERT	Installation d'un support mural au QG causé par la réflexion du toit	Police	Activités policières	5 243,71 $
WESTOWER COMMUNICATIONS LTEE	1220286	23 AOÛT 2017	CHARRON, DIANE	Déplacement d'antenne au 1441 St-urbain	Police	Activités policières	2 492,20 $

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1ER AU 31 AOÛT 2017

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
WOLSELEY CANADA INC.	DEU28112	14 AOÛT 2017	VERREAULT, MICHEL	10 Accouplements et 40 Boulons Victaulic - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 044,84 $
WSP CANADA INC.	1221770	24 AOÛT 2017	BOUVRETTE, JEAN	Étude géotechnique complémentaire et surveillance durant les travaux d'excavation sur le site à l'étude dans le cadre de la phase 2 du la réfection de maçonnerie de la caserne 48	Gestion et planification immobilière	Gestion des installations - Séc. incendie	30 539,59 $
WSP CANADA INC.	DEP18137	01 AOÛT 2017	SAINT-DENIS, DANIEL	Contrat de services professionnels d'ingénierie pour la surveillance de travaux de remplacements et réfection à l'usine d'eau potable de Lachine	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	246 278,63 $
						Total:	5 042 683,02 $

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 04.04

2017/09/28 17:00

(2)

Dossier # : 1173430008

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Projet :	-
Objet :	Prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission sur le transport et les travaux publics ayant pour objet l'examen public sur la cohabitation sécuritaire entre les usagers vulnérables et les véhicules lourds en milieu urbain, dans l'optique de la « Vision zéro » en matière de sécurité routière

Il est recommandé au conseil d'agglomération de prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission sur le transport et les travaux publics ayant pour objet l'examen public sur la cohabitation sécuritaire entre les usagers vulnérables et les véhicules lourds en milieu urbain, dans l'optique de la « Vision zéro » en matière de sécurité routière.
Il est recommandé au comité exécutif de mandater le Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT) :

- pour circonscrire la notion de « plan de livraison » conforme aux objectifs de la « Vision Zéro » et élaborer des critères d'analyse des demandes afin de permettre la délivrance des permis, et ce, en concertation avec l'ensemble des Services concernés (R-7);

- pour mettre sur pied une stratégie à court terme pour obliger les fournisseurs de la Ville à s'équiper de barres latérales. La stratégie développée devra tenir compte de l'évaluation de l'ensemble des impacts potentiels d'imposer de telles exigences (R-12);

- pour évaluer, en concertation avec l'ensemble des Services concernés, la faisabilité d'introduire un indice mesurant la performance de visibilité des véhicules lourds en Amérique du Nord afin de limiter graduellement la circulation des véhicules à angles morts élevés (R-14);

- pour poursuivre le travail, avec la collaboration de la STM, afin de sensibiliser l'industrie du camionnage ainsi que les organismes responsables de la formation des conducteurs de véhicules lourds des bonifications qu'il est possible d'apporter à la formation existante particulièrement en lien avec les angles morts (R-17);

- d’évaluer les tenants et aboutissants d’une éventuelle modification du Code de sécurité routière de façon à obliger les conducteurs à maintenir une distance sécuritaire minimale d’un mètre entre leur véhicule et les piétons, lorsqu’ils entrent dans une intersection (R-22);

- pour mettre sur pied à court terme une stratégie visant à moduler les heures de livraison des camions au centre-ville de Montréal, en prévoyant un encadrement progressif des gabarits des camions qui peuvent y circuler, en privilégiant l’accès à des véhicules « propres », et en prenant en compte les impacts économiques sur l’activité commerciale montréalaise ainsi que sur l’industrie du camionnage (R-23);

- pour amorcer une réflexion plus globale, en cohérence avec la mise en œuvre de la Politique du stationnement, afin de mesurer l’impact de restreindre le stationnement des véhicules lourds dans les rues locales sur les propriétaires de ces véhicules (particuliers, commerçants, entrepreneurs) qui devront trouver des alternatives pour le stationnement de leurs véhicules (R-24);

- pour identifier les divers acteurs qui possèdent des données pertinentes en matière de collisions et pour analyser comment enrichir les diagnostics qui permettront d’identifier les facteurs récurrents qui contribuent aux collisions (R-28);

- pour rendre publiques, en collaboration avec le Service des communications, les réponses que Montréal formule et les actions qui sont entreprises en suivi aux recommandations des rapports des coroners (R-29).

Il est recommandé au comité exécutif de mandater le Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA) pour évaluer la faisabilité d’installer des caméras arrière sur la flotte de véhicules lourds de la Ville et pour recommander une stratégie pour sa mise en œuvre, le cas échéant (R-11);

Il est recommandé au comité exécutif de mandater le Service du développement économique, le SIVT et la STM, de travailler de concert avec l’Institut de l’électrification et des transports intelligents, afin de documenter les enjeux de la cohabitation sécuritaire entre les autobus électriques et les usagers vulnérables, d’effectuer les tests requis et recommander une stratégie (R-15).

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-09-13 15:31

Signataire : Benoit DAGENAIS

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1173430008**
Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Projet :	-
Objet :	Prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission sur le transport et les travaux publics ayant pour objet l'examen public sur la cohabitation sécuritaire entre les usagers vulnérables et les véhicules lourds en milieu urbain, dans l'optique de la « Vision zéro » en matière de sécurité routière

CONTENU

CONTEXTE

En janvier 2017, le conseil municipal a adopté une résolution (CM17 0091) pour mandater la Commission sur le transport et les travaux publics afin d'étudier les façons d'inciter les entrepreneurs en déneigement à installer des dispositifs permettant de réduire les angles morts ainsi que de collaborer avec l'industrie pour doter de tels dispositifs les équipements de déneigement qui le permettent, que ces équipements soient ou non propriété de la Ville.

Par la suite, au conseil d'agglomération du mois de février 2017, les élus ont convenu par résolution de confier à la Commission sur le transport et les travaux publics le mandat d'« effectuer un état de situation de la problématique concernant la cohabitation entre les usagers vulnérables et les véhicules lourds en milieu urbain et de recommander des pistes de solutions afin d'améliorer la sécurité des usagers de la route dans l'optique de la "Vision zéro" en matière de sécurité routière » (CG17 0051).

La Commission a donc décidé de jumeler ces deux motions et de réaliser ces mandats par le biais d'une consultation publique.

En tout, environ cinquante personnes se sont présentées aux quatre (4) assemblées publiques tenues en mars, avril et mai 2017.

Les 15 et 18 mai 2017, la Commission sur le transport et les travaux publics a déposé son rapport de consultation et ses recommandations respectivement au conseil municipal et au conseil d'agglomération.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0051 - 23 février 2017 - Mandater la Commission sur les transports et les travaux publics afin d'effectuer un état de la situation de la problématique concernant la cohabitation entre les usagers vulnérables et les véhicules lourds en milieu urbain et de recommander des pistes de solutions afin d'améliorer la sécurité des usagers de la route dans l'optique de la « Vision Zéro » en matière de sécurité routière
CM17 0091 - 23 janvier 2017 - Motion de l'opposition officielle pour une « Vision Zéro » dans les opérations de déneigement

DESCRIPTION

Ayant pris connaissance des recommandations contenues au rapport de la Commission, le comité exécutif dépose son rapport lui ayant trait.

JUSTIFICATION

Conformément à la résolution CE10 1682, adoptée le 20 octobre 2010, le comité exécutif prend connaissance des recommandations contenues au rapport d'une commission et dépose un rapport ayant trait à celui-ci.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les commissions permanentes du conseil sont des instances de consultation publique instituées par le conseil municipal et le conseil d'agglomération. Conformément à la *Loi sur les cités et villes* et à la *Charte de la Ville de Montréal* , leur mission consiste à éclairer la prise de décision des élus municipaux et à favoriser la participation des citoyennes et des citoyens aux débats d'intérêt public.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Emmanuel TANI-MOORE
Chef de division et Greffier-adjoint - Élections_ soutien aux commissions et réglementation

Tél : 514 872-6957
Télécop. : 514 872-5655

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-09-13

Emmanuel TANI-MOORE
Chef de division et Greffier-adjoint - Élections_ soutien aux commissions et réglementation

Tél : 514 872-6957
Télécop. : 514 872-5655

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves SAINDON
Greffier et directeur
Tél : 514 872-3007
Approuvé le : 2017-09-13

RÉPONSE DU COMITÉ EXÉCUTIF AU RAPPORT DE LA COMMISSION PERMANENTE SUR LE TRANSPORT ET LES TRAVAUX PUBLICS SUR LA COHABITATION SÉCURITAIRE ENTRE LES USAGERS VULNÉRABLES ET LES VÉHICULES LOURDS EN MILIEU URBAIN

Mise en contexte

La Commission permanente sur le transport et les travaux publics a procédé le 21 mars 2017 et les 18 et 20 avril 2017 à l'étude publique du dossier de la *Cohabitation sécuritaire entre les usagers vulnérables et les véhicules lourds en milieu urbain, dans l'optique de la « Vision zéro » en matière de sécurité routière*, et ce, tel que mandaté par le conseil d'agglomération (CG17 0051). La Commission a adopté ses recommandations le 4 mai 2017. Par la suite, le rapport a été déposé à la séance du conseil municipal du 15 mai 2017 et à la séance du conseil d'agglomération du 18 mai 2017.

Voici la réponse du comité exécutif aux 30 recommandations formulées par la Commission.

La Commission recommande à l'Administration de :

R-1. S'assurer que le plan d'action « Vision Zéro » présentement en élaboration inclut des mesures afin de rendre plus sécuritaire la cohabitation entre les usagers vulnérables et les véhicules lourds, et ce en tenant compte des six (6) axes d'interventions.

Réponse à R-1

Le comité exécutif est favorable à la recommandation et indique que le Service des infrastructures, de la voirie et du transport (SIVT) travaille déjà à l'intégration de mesures afin de rendre plus sécuritaire la cohabitation entre les usagers vulnérables et les véhicules lourds dans le plan d'action « vision zéro » en cours d'élaboration. Le comité exécutif souhaite également que ces mesures permettent à la Ville d'agir en simultané dans les six (6) axes d'interventions en cohérence avec l'approche système de la vision zéro en matière de sécurité routière, adoptée par Montréal en septembre 2016.

Axe 1 : Ingénierie des transports et aménagement du territoire

À court terme, la Commission recommande à l'Administration de :

R-2. Identifier les solutions dont les effets sont reconnus en contexte montréalais et évaluer systématiquement la faisabilité de les implanter à l'échelle de la Ville afin de sécuriser les endroits conflictuels le long du réseau routier, en particulier le réseau artériel, les entrées de chantier en milieu urbain et les entrées charretières à fort débit véhiculaire.

À titre d'illustration, plusieurs solutions ont été présentées, lors de la consultation, notamment :

- le marquage au sol : traversées piétonnes, zones d'entrecroisement d'usagers, sas à vélo, etc.;
- l'aménagement de saillies de trottoirs;

- l'installation de bollards;
- l'optimisation de l'emplacement de la ligne d'arrêt;
- l'aménagement de refuges universellement accessibles, situés à mi-chemin sur les intersections des grandes artères;
- la construction de dos d'âne pour ralentir la circulation des camions de livraison dans les ruelles et à la sortie des ruelles.

Réponse à R-2

Le comité exécutif est favorable à cette recommandation et indique que plusieurs mesures mises en place ces dernières années répondent déjà à cette préoccupation de la Commission, notamment le projet-pilote d'arrêts toutes directions, la sécurisation des viaducs, les mesures préférentielles vélos, l'installation de feux piétons, la construction de saillies aux intersections, etc.

Le comité exécutif mandate le SIVT pour poursuivre le travail engagé par l'Administration d'offrir plus de place aux piétons et aux cyclistes, et ce dans l'optique de la vision zéro, en portant une attention particulière aux zones de conflits entre usagers. L'implantation systématique de mesures adaptées pour améliorer le confort et la sécurité des usagers les plus vulnérables doit demeurer une préoccupation continue.

R-.3 Faire respecter systématiquement, d'ici décembre 2018, les règles prévues au Code de la sécurité routière concernant le 5 mètres de dégagement des intersections et de part et d'autre d'un passage piétonnier et mandater la Direction des transports pour accompagner les arrondissements sur les questions techniques afin d'assurer une implantation harmonieuse de cette mesure;

Réponse à R-3

L'objet de cette recommandation a déjà été accueilli favorablement par le comité exécutif en 2014, en réponse à la consultation publique portant sur *La traversée de la rue : Comment accroître la sécurité et le confort des piétons ?* (CE14 0804 - recommandation 1), de même que lors de l'adoption par le comité exécutif de *La politique de stationnement* en 2016 (CE16 1033 – Stratégie 5). Le comité exécutif demande au SIVT de poursuivre le travail à cet effet.

R-4. Lorsque l'efficacité d'une ou l'autre solution innovante n'a pas été validée en contexte Montréalais, effectuer une recherche sur les conditions nécessaires pour en assurer l'efficacité et l'évaluer par le biais d'un projet pilote.

Réponse à R-4

Le comité exécutif est favorable à cette recommandation puisqu'il l'a déjà mise en œuvre lorsque requis, notamment en lançant le projet-pilote d'arrêts toutes directions dans cinq arrondissements et dans le quartier Villeray. Le comité exécutif mandate le SIVT de continuer dans la voie de l'innovation en matière d'aménagement et de sécurisation, et ce, au bénéfice des Montréalais.

À court terme, la Commission recommande à l'Administration de :

R-5. Prendre les mesures pour optimiser la gestion du marquage au sol, dans une perspective équitable et durable pour chaque arrondissement.

Réponse à R-5

Une démarche est déjà en cours au SIVT pour analyser les pratiques les plus efficaces dans le domaine, réaliser des bancs d'essai et identifier les choix de matériaux et de techniques les mieux adaptés au contexte montréalais. Le comité exécutif enjoint le SIVT à poursuivre le travail, afin de déployer à court terme une stratégie globale pour optimiser la gestion du marquage au sol.

À moyen et long termes, la Commission recommande à l'Administration de :

R-6. Intégrer, dès la planification du réaménagement ou de la construction d'infrastructures routières, les principes de la « Vision Zéro » afin de prévoir des aménagements physiques qui induisent des comportements sécuritaires pour tous;

Réponse à R-6

Dans le cadre de ses programmes de réfection routière ou dans le cadre de nouveau projet, la Ville de Montréal analyse systématiquement les besoins en aménagement et en sécurisation. En annonçant publiquement son adhésion à la « vision zéro » en septembre 2016, la Ville de Montréal a reconnu par le fait même que le réseau routier doit continuer à progresser, mais qu'il doit aussi être conçu pour protéger les usagers les plus vulnérables. Le comité exécutif est donc favorable à la recommandation d'intégrer les principes de la vision zéro dès l'amorce des projets, dans un esprit de continuité et de cohérence des pratiques.

R-7. Lors de projet de construction immobilière, rendre l'émission d'un permis conditionnelle à la présentation, par le promoteur, d'un plan de livraison conforme aux objectifs de la « Vision Zéro »;

Réponse à R-7

Le comité exécutif mandate le SIVT pour circonscrire la notion de «plan de livraison» et élaborer des critères d'analyse des demandes afin de permettre la délivrance des permis en regard à cette recommandation, et ce, en concertation avec l'ensemble des Services concernés.

R-8. Se doter à l'échelle de Montréal d'une signalisation harmonisée et simplifiée en ce qui concerne les feux de circulation, en fonction des besoins des usagers vulnérables et en portant une attention particulière aux personnes âgées et aux personnes vivant avec un handicap. À titre d'exemple, lorsqu'un feu de circulation donne la priorité à tous les piétons en même temps, il devrait être accompagné d'un feu de circulation sonore, afin de guider les malvoyants en l'absence de circulation automobile;

Réponse à la R-8 :

L'objet de cette recommandation a déjà été accueilli favorablement par le comité exécutif en 2014 suite à la consultation publique sur *La traversée de la rue : Comment*

accroître la sécurité et le confort des piétons ? (CE14 0804 - recommandation 9). Le comité exécutif réitère donc sa position favorable et demande au SIVT de poursuivre le travail à cet effet.

R-9. Uniformiser les plaques odonymiques de façon à ce qu'elles soient visibles et lisibles, comme proposé dans le plan d'action *Municipalité amie des aînés* (MADA).

Réponse à la R-9 :

Les travaux pour répondre à cette recommandation font déjà l'objet d'une réflexion au SIVT. Le comité exécutif demande donc au SIVT de compléter la démarche en cours, à cet effet.

À court terme, la Commission recommande à l'Administration de :

R-10. Mettre à jour et rendre disponible en données ouvertes le Plan de camionnage interactif de l'agglomération de Montréal, en précisant les restrictions, mais également les entraves liées aux chantiers en cours, les voies de contournement prévues et, enfin, les zones accidentogènes ou à risque de collision.

Réponse à R-10

Les données du réseau de camionnage sont actuellement déjà disponibles sur le portail des données ouvertes de la Ville de Montréal. Ces données sont mises à jour de façon périodique en fonction des modifications des règlements de camionnage, des arrondissements et des villes liées.

Le comité exécutif demande au SIVT de poursuivre son travail afin de bonifier la carte de camionnage pour y inclure toute information pertinente qui aurait pour effet d'améliorer la sécurité des usagers les plus vulnérables.

Axe 2 : Ingénierie du véhicule (Équipements)

À court terme, la Commission recommande à l'Administration de :

R-11. Agir de façon exemplaire, en installant des caméras arrière sur la flotte de véhicules lourds de la Ville de Montréal et en en documentant rigoureusement l'impact sur la sécurité des usagers vulnérables.

Réponse à R-11

La Ville de Montréal a agi de façon exemplaire en complétant l'installation de barres latérales sur l'ensemble de sa flotte de camions lourds dans le cadre d'une démarche amorcée en 2014. Des représentations ont également été faites auprès de Transport Canada pour légiférer et obliger tous les camions à se prémunir de cet équipement.

Par ailleurs, une étude initiée par le MTMDET en collaboration avec la Ville de Montréal, la SAAQ, le Centre de gestion de l'équipement roulant (CGER) et l'École Polytechnique de Montréal, est en cours afin d'évaluer les solutions disponibles pour la détection des piétons (ex : véhicule avec meilleure visibilité, miroir, système de détection, système de caméras) et formuler des recommandations pour palier la problématique des angles morts des camions.

La Ville de Montréal participe également à un comité consultatif piloté par le gouvernement canadien et portant sur le Projet de mesures de protection des usagers vulnérables de la route dans cette même optique.

Dans ce contexte, le comité exécutif mandate le Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA) d'évaluer la faisabilité d'installer des caméras arrière sur la flotte de véhicules lourds de la Ville et de recommander une stratégie pour sa mise en œuvre, le cas échéant.

À moyen et long termes, la Commission recommande à l'Administration de :

R-12. Exiger, dans les appels d'offres nécessitant l'utilisation de véhicules lourds, que les fournisseurs de la Ville s'équipent de barres latérales, lorsque le type de camions le requiert pour en diminuer le danger.

Réponse à R-12

Tel que mentionné à R-11, la Ville de Montréal s'est déjà positionnée en faveur de l'installation de systèmes de barres latérales pour protéger les usagers les plus vulnérables, et a agi de façon exemplaire sur sa flotte municipale, et en faisant les représentations auprès des autres paliers de gouvernement. Le comité exécutif demande la mise sur pied d'une stratégie à court terme pour obliger les fournisseurs de la Ville à s'équiper de barres latérales. La stratégie développée devra tenir compte de l'évaluation de l'ensemble des impacts potentiels d'imposer de telles exigences.

À court terme, la Commission recommande à l'Administration de :

R-13. Faire les alliances et collaborations nécessaires avec les gouvernements provincial et fédéral, la STM et la communauté scientifique pour rapidement développer la connaissance sur les systèmes permettant de réduire les angles morts sur les véhicules lourds, notamment les miroirs convexes, les caméras latérales et arrières et les nouvelles technologies de conduite assistée.

Réponse à R-13

Tel qu'indiqué à R-11, cette recommandation va dans le sens du travail déjà amorcé par le SIVT dans le cadre de sa participation au Comité consultatif piloté par le gouvernement canadien et portant sur le Projet de mesures de protection des usagers vulnérables de la route.

Le comité exécutif demande donc au SIVT de poursuivre son travail, en concertation avec l'ensemble des services concernés.

R-14. S'inspirer en autres des villes de Londres, de Seattle et de la Nouvelle Orléans pour développer un indice mesurant la performance de visibilité des véhicules lourds en Amérique du Nord, afin de limiter graduellement la circulation des véhicules à angles morts élevés.

Réponse à R-14

Le comité exécutif trouve très intéressante l'initiative de la ville de Londres, aux Royaume-Uni, non seulement pour avoir contribué au développement d'un indice de « vision directe » des véhicules lourds, mais surtout d'avoir introduit ensuite une réglementation qui vise à éliminer progressivement d'ici 2024 la circulation dans ses rues de véhicules lourds ne répondant pas aux nouvelles exigences en fonction de cet indice.

Le comité exécutif mandate le SIVT en concertation avec l'ensemble des Services concernés, afin de s'inspirer de cette initiative et d'évaluer la faisabilité d'introduire une telle mesure pour Montréal.

R-15. Inciter la STM à trouver une solution et à documenter son efficacité pour assurer une cohabitation sécuritaire entre les autobus électriques, plus silencieux, et les usagers vulnérables.

Réponse à R-15

Avec l'adoption en juillet 2016 de la Stratégie d'électrification des transports 2016-2020, la Ville de Montréal reconnaît que ce n'est pas seulement la STM qui doit trouver et documenter des solutions face aux défis de la mobilité du futur, mais l'ensemble des acteurs du milieu.

Dans ce contexte, le comité exécutif mandate le Service du développement économique, le SIVT et la STM, de travailler de concert avec l'Institut de l'électrification et des transports intelligents, afin de documenter cet enjeu, d'effectuer les tests requis et recommander une stratégie afin de palier aux éventuels enjeux soulevés par la cohabitation des véhicules et bus électriques avec les usagers plus vulnérables.

Axe 3 : Éducation et sensibilisation

À court terme, la Commission recommande à l'Administration de :

R-16. Évaluer la faisabilité d'offrir la formation de « Cycliste averti » dans toutes les écoles montréalaises, avec ses partenaires;

Réponse à R-16

Le 4 juillet dernier, le maire de Montréal annonçait la stratégie de Montréal pour la réduction des vitesses dans les rues, en cohérence avec la vision zéro, en matière de sécurité routière. Dans la foulée, le maire annonçait un partenariat avec Vélo Québec afin d'étendre la formation « Cyclistes avertis » à un plus grand nombre d'élèves de 5e et 6e années d'écoles de la Ville de Montréal. Il annonçait aussi un partenariat avec l'Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR), afin d'organiser des marches exploratoires avec la communauté des aînés.

Ainsi, le comité exécutif demande au SIVT de poursuivre son travail de concertation et de mobilisation des partenaires dans cette optique.

R-17. Proposer à l'industrie du camionnage de s'inspirer des formations données par la STM à ses chauffeurs, en matière de sécurité routière en milieu urbain.

Réponse à R-17

Lors de l'annonce du maire de Montréal le 4 juillet dernier (ref. R-16), et dans un souci d'exemplarité, il a également été convenu de continuer le travail en partenariat avec le SMRA, responsable de la formation des chauffeurs de véhicules lourds à l'emploi de la Ville, pour optimiser les formations déjà existantes dans l'optique de la vision zéro, et voir à offrir cette formation aux fournisseurs de la Ville notamment, en concertation avec l'industrie du camionnage et ses représentants.

Aussi, le comité exécutif mandate le SIVT, avec la collaboration de la STM, de poursuivre le travail afin de sensibiliser l'industrie du camionnage ainsi que les organismes responsables de la formation des conducteurs de véhicules lourds des bonifications qu'il est possible d'apporter à la formation existante particulièrement en lien avec les angles morts.

R-18. Agir de façon exemplaire, en offrant une formation continue aux chauffeurs de véhicules lourds à l'emploi de la Ville de Montréal et en exigeant de même des camionneurs à l'emploi des entreprises avec qui la Ville fait affaire;

Réponse à R-18

Tel qu'indiqué à R-17, une démarche avec le SMRA, est déjà en cours à cette fin.

À court terme, la Commission recommande à l'Administration de :

R-19. Inclure, dans les campagnes de sensibilisation à venir, des messages ciblés pour les usagers vulnérables et pour les camionneurs, incluant les conducteurs de véhicules-outils quant aux enjeux de sécurité associés à chacun, tout en insistant sur la responsabilité prépondérante des conducteurs de véhicules lourds et de véhicules-outils :

- La présence de camions en milieu urbain : grands angles morts et rayon de braquage important, respect strict des limites de vitesse, zone de freinage plus longue.
- Certaines caractéristiques des usagers vulnérables, en particulier les personnes aînées ou les personnes vivant avec un handicap, les enfants et, enfin, les cyclistes qui sont particulièrement exposés sur le réseau routier.

Réponse à R-19

Le comité exécutif est favorable à cette recommandation, et indique qu'une nouvelle campagne de sensibilisation, axée sur les principes de la vision zéro et la responsabilité partagée, est en cours d'élaboration par le Service des communications de la Ville, en collaboration avec ses partenaires internes et externes. Il est déjà prévu d'y intégrer des messages ciblés pour les usagers vulnérables et les conducteurs de véhicules lourds et véhicules outils.

Axe 4 : Règlement et contrôle

À court terme, la Commission recommande à l'Administration de :

R-20. Abaisser la vitesse de tous les véhicules à 30 km/h dans les rues résidentielles des quartiers montréalais et à 40 km/h sur le réseau artériel et induire le respect de ces limites de vitesse par l'aménagement de mesures d'apaisement de la circulation (voir Axe 1);

Réponse à R-20

Tel qu'indiqué à R-16, le maire de Montréal a déjà répondu à cette recommandation en annonçant, le 4 juillet dernier, la stratégie de déploiement des nouvelles limites de vitesse à Montréal, un engagement de la stratégie vision zéro. Le comité exécutif demande donc au SIVT de poursuivre son travail à cet effet pour coordonner le déploiement de cette mesure avec les arrondissements.

R-21. Maintenir l'interdiction de tourner à droite aux feux rouges;

Réponse à R-21

Le comité exécutif réitère sa position concernant le maintien de l'interdiction de tourner à droite aux feux rouges.

À moyen et long termes, la Commission recommande à l'Administration de :

R-22. Demander au Gouvernement du Québec de modifier la Code de sécurité routière de façon à obliger les conducteurs à maintenir une distance sécuritaire minimale d'un mètre entre leur véhicule et les piétons, lorsqu'ils entrent dans une intersection, à l'instar de la mesure adoptée pour protéger les cyclistes sur les routes.

Réponse à R-22

Le comité exécutif mandate le SIVT d'évaluer les tenants et aboutissants de cette recommandation, en concertation avec le SPVM et autres partenaires si requis, afin de voir comment elle peut être appliquée et faire les représentations nécessaires.

À court terme, la Commission recommande à l'Administration de :

R-23. Diminuer significativement la présence de véhicules lourds dans certaines zones ayant une forte densité d'usagers vulnérables et à certains moments de la journée lorsque le réseau est surchargé, en modulant les interdictions selon les paramètres les plus pertinents, notamment:

- la longueur maximale, compte tenu de la trame urbaine existante;

- le type d'usage : ainsi, la livraison locale doit être autorisée à certaines conditions tandis que le transit interurbain de marchandises doit plutôt être limité;

Réponse à R-23

Le comité exécutif est favorable à cette recommandation et mandate le SIVT de mettre sur pied à court terme une stratégie visant à moduler les heures de livraison des camions à Montréal, en prévoyant un encadrement progressif des gabarits des camions qui peuvent circuler, en privilégiant l'accès à des véhicules « propres », et en prenant en compte les impacts économiques sur l'activité commerciale montréalaise ainsi que sur l'industrie du camionnage.

R-24. Suggérer aux arrondissements de restreindre le stationnement des véhicules lourds dans les rues locales, dans l'optique de la « Vision Zéro ».

Réponse à R-24

Le comité exécutif mandate le SIVT afin d'amorcer une réflexion plus globale, en cohérence avec la mise en œuvre de la Politique du stationnement, afin de mesurer l'impact de telles restrictions sur les propriétaires de ces véhicules (particuliers, commerçants, entrepreneurs) qui devront trouver des alternatives pour le stationnement de leurs véhicules.

Axe 5 : Engagement et acceptation (rôle et responsabilité de tous)

À court terme, la Commission recommande à l'Administration de :

R-25. Encourager le comité mis en place à intensifier ses travaux afin de trouver une solution viable qui permet de réduire le nombre et la taille des camions sur les routes pendant les heures de pointe du matin et du soir, compte tenu de l'engagement « Vision Zéro ».

Réponse à R-25

Dans la continuité du positionnement à R-23, le comité exécutif demande au SIVT de poursuivre le travail avec le comité.

À court terme, la Commission recommande à l'Administration de :

R-26. Mettre sur pied un comité de travail pour concrétiser la mise en œuvre de la « Vision Zéro », en invitant des représentants de toutes les parties prenantes, notamment les syndicats de camionneurs et l'industrie du camion, les villes liées, la CMM, les usagers vulnérables, les représentants d'aînés, de cyclistes et de piétons et les concepteurs des routes.

Réponse à R-26

Un comité de partenaires est déjà en place pour livrer la nouvelle campagne de sensibilisation. De façon plus spécifique, et pour l'élaboration et la mise en œuvre du plan d'action vision zéro, le SIVT travaille déjà à la mise sur pied d'un comité plus large de parties prenantes, puisqu'il est acquis que la concertation et la création de partenariats et de collaborations avec tous les acteurs concernés par l'usage public sont

essentiels pour la réalisation des objectifs de la Ville de Montréal, en matière de vision zéro.

Axe 6 : Équité entre usagers et sur l'ensemble du territoire

À court terme, la Commission recommande à l'Administration de :

R-27. Poursuivre le développement du réseau cyclable de l'agglomération de Montréal.

Réponse à R-27

La hausse constante des investissements des dernières années, l'adoption d'un plan ambitieux d'agglomération visant à augmenter le réseau cyclable à 1280 km, ainsi que la réalisation de 200 km de nouveaux liens cyclables sur quatre ans - un objectif de réalisation jamais atteint jusqu'ici, sans compter le sauvetage de Bixi et son succès actuel, confirment l'engagement de l'Administration montréalaise dans la poursuite du développement du réseau cyclable et sa volonté d'offrir aux cyclistes des infrastructures de qualité. La Ville de Montréal entend consolider ses actions et maintenir sa position parmi les meilleures villes cyclables en Amérique du Nord avec la réalisation d'un plan cadre vélo, en cours d'élaboration.

À court terme, la Commission recommande à l'Administration de :

R-28. Analyser plus finement les données de collisions pour faire un portrait plus complet de la sécurité routière et des facteurs environnementaux impliqués, en collaboration avec différents partenaires;

Réponse à R-28

Le comité exécutif est favorable à cette recommandation.

Le comité exécutif mandate le SIVT d'identifier les divers acteurs qui possèdent des données pertinentes et d'analyser comment enrichir les diagnostics qui permettront d'identifier les facteurs récurrents qui contribuent aux collisions. Ce travail devrait se faire en continu, et permettre d'identifier l'ensemble des facteurs qui peuvent être modifiés autant par la Ville que par les autres acteurs du milieu.

R-29. Rendre public le suivi des recommandations adressées par le coroner à la Ville de Montréal.

Réponse à R-29

Le comité exécutif est favorable à cette recommandation, et mandate le SIVT, en collaboration avec le service des communications, de rendre publiques les réponses que Montréal formule et les actions qui sont entreprises en suivi aux recommandations des rapports des coroners.

À moyen et long termes, la Commission recommande à l'Administration de :

R-30. Élaborer une stratégie de transport et distribution des marchandises à Montréal. Pour ce faire :

- À l'aide des outils technologiques existants, recueillir les données pertinentes pour mieux comprendre les habitudes et les besoins de l'industrie de la logistique et du camionnage, en collaboration avec les partenaires;
- Finaliser l'étude de faisabilité en vue d'établir des centres de transbordement qui permettrait de réduire le gabarit des véhicules lourds en milieux urbains denses pour privilégier un transport des marchandises plus écologique, tels les véhicules de livraison électriques ou les vélos-cargos;
- Étudier les systèmes de distribution de marchandises plus sécuritaires qui existent ailleurs dans le monde et voir comment on peut les adapter au territoire montréalais.

Réponse à R-30

Le comité exécutif est favorable à cette recommandation. D'ailleurs, l'implantation de centres de distribution urbains (CDU) est l'une des mesures déjà identifiées dans la Politique de stationnement de la Ville de Montréal, ainsi que dans la Stratégie d'électrification des transports 2016-2020. Le comité exécutif demande donc aux Services concernés, de concert avec le nouvel Institut d'électrification et des transports intelligents, de poursuivre les démarches pour mettre sur pied à court terme des centres de distribution urbains.

En conclusion

Le comité exécutif remercie les membres de la Commission sur le transport et les travaux publics pour la pertinence des recommandations découlant de leurs travaux dans le cadre de l'examen public sur la cohabitation sécuritaire entre les usagers vulnérables et les véhicules lourds en milieu urbain.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 04.05

2017/09/28 17:00

(2)

Dossier # : 1173430012

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Prendre connaissance de la réponse du comité exécutif aux rapports de la Commission permanente sur l'inspecteur général portant sur la location de remorqueuses lors d'opérations de déneigement et sur l'industrie du remorquage, déposés respectivement aux conseils municipal et d'agglomération en avril et juin 2017

Il est recommandé au conseil d'agglomération de prendre connaissance de la réponse du comité exécutif aux rapports de la Commission permanente sur l'inspecteur général portant sur la location de remorqueuses lors d'opérations de déneigement et sur l'industrie du remorquage, déposés respectivement aux conseils municipal et d'agglomération en avril et juin 2017.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-09-13 15:28

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1173430012**

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Prendre connaissance de la réponse du comité exécutif aux rapports de la Commission permanente sur l'inspecteur général portant sur la location de remorqueuses lors d'opérations de déneigement et sur l'industrie du remorquage, déposés respectivement aux conseils municipal et d'agglomération en avril et juin 2017

CONTENU

CONTEXTE

Le 23 mars 2017, le Bureau de l'inspecteur général (BIG) a rendu public un rapport portant sur le dossier de la location de remorqueuses lors d'opérations de déneigement. En vertu de ces pouvoirs, l'inspecteur général y résilie plusieurs contrats de location de remorqueuses et formule des recommandations portant notamment sur la *Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal* . Ce rapport constitue en quelque sorte une vigie de la décision du 26 septembre 2016, décision à l'effet de résilier des contrats de remorquage accordés à trois entreprises. La Commission l'a étudié le 6 avril 2017 et a déposé son propre rapport au conseil municipal du 24 avril et au conseil d'agglomération du 27 avril 2017.
Le 24 avril, le BIG a également rendu public un rapport portant plus largement sur l'industrie du remorquage. La Commission a étudié ce rapport en séance de travail le 4 mai et a déposé son rapport au conseil municipal du 12 juin et au conseil d'agglomération du 15 juin 2017.

Les objets de ces rapports étant liés, le comité exécutif souhaite répondre à l'ensemble de leurs recommandations.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Ayant pris connaissance des recommandations contenues aux deux rapports de la commission, le comité exécutif dépose son rapport leur ayant trait.

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les commissions permanentes du conseil sont des instances de consultation publique instituées par le conseil municipal et le conseil d'agglomération. Conformément à la *Loi sur les cités et villes* et à la *Charte de la Ville de Montréal* , leur mission consiste à éclairer la prise de décision des élus municipaux et à favoriser la participation des citoyennes et des citoyens aux débats d'intérêt public.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Emmanuel TANI-MOORE
Chef de division et Greffier-adjoint - Élections_ soutien aux commissions et réglementation

Tél : 514 872-6957
Télécop. : 514 872-5655

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-09-13

Emmanuel TANI-MOORE
Chef de division et Greffier-adjoint - Élections_ soutien aux commissions et réglementation

Tél : 514 872-6957
Télécop. : 514 872-5655

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves SAINDON
Greffier et directeur
Tél : 514 872-3007
Approuvé le : 2017-09-13

RÉPONSE DU COMITÉ EXÉCUTIF AUX RAPPORTS DE LA COMMISSION PERMANENTE SUR L'INSPECTEUR GÉNÉRAL PORTANT SUR LA LOCATION DE REMORQUEUSES LORS D'OPÉRATIONS DE DÉNEIGEMENT ET SUR L'INDUSTRIE DU REMORQUAGE, DÉPOSÉS RESPECTIVEMENT AUX CONSEILS MUNICIPAL ET D'AGGLOMÉRATION EN AVRIL ET JUIN 2017

Mise en contexte

Le 23 mars 2017, le Bureau de l'inspecteur général (BIG) a rendu public un rapport portant sur le dossier de la location de remorqueuses lors d'opérations de déneigement. En vertu de ces pouvoirs, l'inspecteur général y résilie plusieurs contrats de location de remorqueuses et formule des recommandations portant notamment sur la *Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal*. Ce rapport constitue en quelque sorte une vigie de la décision du 26 septembre 2016, décision à l'effet de résilier des contrats de remorquage accordés à trois entreprises. La Commission l'a étudié le 6 avril 2017 et a déposé son propre rapport au conseil municipal du 24 avril et au conseil d'agglomération du 27 avril 2017. Le 24 avril, le BIG a également rendu public un rapport portant plus largement sur l'industrie du remorquage. La Commission a étudié ce rapport en séance de travail le 4 mai et a déposé son rapport au conseil municipal du 12 juin et au conseil d'agglomération du 15 juin 2017. Les objets de ces rapports étant liés, le comité exécutif souhaite répondre par la présente à l'ensemble de leurs recommandations.

<u>Résiliation des contrats – Rapport déposé le 27 avril</u>

R-1

La Commission recommande aux conseils municipal et d'agglomération de ne pas renverser la décision de l'inspecteur général de résilier l'ensemble des contrats accordés par la Ville de Montréal et les arrondissements à Excavation Anjou inc., à 9499237 Canada inc. et Remorquage BL (9335-5139 Québec inc.).

Réponse à R-1

Le comité exécutif assure aux membres de la Commission qu'il n'a pas l'intention de recommander aux instances de renverser cette décision de l'inspecteur général.

Révision de la politique de gestion contractuelle - Rapport déposé le 27 avril

R-2
La Commission recommande de revoir la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal pour faire en sorte qu'une personne qui est déjà écartée pour une période de cinq ans de la possibilité de conclure des contrats avec la Ville et qui commet, alors qu'elle est inscrite au *Registre des personnes écartées en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal (PGC)*, de nouvelles manœuvres contraires aux dispositions de la PGC, soit automatiquement écartée pour une période supplémentaire cumulative de cinq ans.

Réponse à R-2
Le comité exécutif est en principe d'accord avec l'idée qu'un fournisseur qui contrevient une seconde fois à la Politique de gestion contractuelle soit de nouveau sanctionné. Les périodes d'exclusion prévues en cas de non respect de cette politique pouvant être de un, trois ou cinq ans, selon le type de contravention commise, il lui apparaît que les nouvelles sanctions qui seraient appliquées devraient aussi tenir compte du type d'infraction constatée et, éventuellement, du fait qu'il s'agit d'une récidive. Le Service des affaires juridiques, qui étudie déjà d'éventuelles modifications à apporter à la Politique de gestion contractuelle afin de tenir compte de la législation, inclura ces éléments dans son analyse et présentera, de concert avec le Service de l'approvisionnement, ses recommandations aux instances.

Enquêtes et contrôles du SPVM - Rapport déposé le 12 juin

R-1
La Commission recommande que les enquêtes de sécurité proposées par l'inspecteur général pour les compagnies adjudicatrices, leurs administrateurs, dirigeants, actionnaires et employés s'appliquent également et de la même manière aux sous-traitants de ces adjudicataires.

Réponse à R-1
Le comité exécutif est d'accord avec le principe d'étendre les enquêtes de sécurité aux sous-traitants. Il informe les membres de la Commission que le SPVM analyse actuellement les procédures d'enquête à mettre en place pour assurer une chaîne de possession sans faille dans le cas du transport et de la garde d'un véhicule de délit. Cette procédure permettra d'identifier les types de vérification à faire et les personnes devant y être soumises.

R-2
La Commission recommande également au Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) de faire preuve d'une rigueur exemplaire dan la mise en œuvre de ses enquêtes et contrôles auprès des entreprises de remorquage.

Réponse à R-2
Le comité exécutif assure aux membres de la Commission que le SPVM met tout en œuvre pour être en mesure d'assumer rigoureusement la gestion des activités de remorquage sur le territoire de l'agglomération. Parmi les actions en cours, mentionnons

la création d'une Unité Inspection – Remorquage (UIR), la collaboration avec le Bureau du Taxi de Montréal (BTM), notamment pour l'utilisation d'une base de données communes facilitant les enquêtes et les différents contrôles auprès des entreprises de remorquage, la formation des employés concernés au SPVM et l'analyse de solutions et processus permettant un contrôle optimal des frais perçus par les remorqueurs et de la performance des adjudicataires.

Préparation des appels d'offres - Rapport déposé le 12 juin

R-3
La Commission recommande aux unités d'affaires, dans la préparation des appels d'offres pour des services de remorquage, d'éviter l'inclusion de clauses non essentielles qui pourraient avoir pour effet de limiter la concurrence et de fermer le marché.

R-4
La Commission recommande également aux unités d'affaires d'introduire dans les appels d'offres des mesures favorisant l'ouverture du marché à de plus petits entrepreneurs.

Réponse à R-3 et R-4
Le comité exécutif informe les membres de la Commission que ces recommandations sont déjà mises en œuvre.

C'est ainsi qu'au mois de juin 2017, un appel d'offres regroupé pour le remorquage en période de déneigement a été lancé, visant 14 arrondissements. Les clauses de l'appel d'offres ont été revues pour enlever celles qui restreignaient indûment le marché, par exemple l'âge des véhicules ou l'obligation de soumissionner pour tout un secteur, ce qui avait pour effet d'éliminer les très petites compagnies, puisqu'il faut généralement avoir plusieurs remorqueuses pour couvrir tout un secteur. Dorénavant les contrats seront octroyés par appareil. De plus, pour assurer une participation maximale du marché, plus d'une trentaine d'entreprises de remorquage ont été informées par téléphone qu'un appel d'offres était en cours.

En avril et mai 2017, des appels d'offres de moindre ampleur avaient aussi été lancés (pour véhicules accidentés dans 5 arrondissements et pour véhicules de délit au SPVM) encore là avec le souci d'ouvrir le marché le plus possible. Le comité exécutif assure aux membres de la Commission que c'est la volonté de l'administration de poursuivre dans cette voie.

Portrait de l'industrie du marché

R-3 – Rapport du 27 avril
La Commission recommande que l'administration mandate le Service de l'approvisionnement pour qu'il dresse un portrait complet de l'industrie du remorquage sur le territoire de la Ville et de l'agglomération de Montréal.

R-5 – Rapport du 12 juin

La Commission recommande à l'administration de compléter le portrait de l'industrie du remorquage sur le territoire de l'agglomération de Montréal par des données économiques et financières sur la valeur de ce marché.

Réponse à R-3 et R-5

Comme le fait justement remarquer la Commission dans son rapport déposé le 12 juin, le rapport de l'inspecteur général dresse déjà un portrait assez complet de l'industrie du remorquage. De plus, dans le processus de préparation de l'appel d'offres mentionné plus haut, des démarches ont été faites auprès du Bureau du Taxi de Montréal (BTM) pour obtenir la liste de toutes les entreprises de remorquage détenant le permis requis et des recherches ont également été effectuées pour identifier des entreprises actives dans ce secteur en périphérie du territoire de l'île de Montréal. Pour le moment, le comité exécutif ne considère pas utile de demander des études supplémentaires sur ce sujet.

En conclusion

Le comité exécutif remercie les membres de la Commission permanente sur l'inspecteur général pour la qualité des rapports produits ainsi que pour la pertinence des recommandations découlant de leurs travaux.

Article 6.01

Commission sur le développement social
et la diversité montréalaise
et
Commission de la sécurité publique

Examen public

Bilan général des actions de l'agglomération de Montréal pour lutter contre le profilage racial et le profilage social 2012 - 2016

RAPPORT ET RECOMMANDATIONS

Rapport déposé au conseil municipal
le 25 septembre 2017
et au conseil d'agglomération
le 28 septembre 2017

Commissions permanentes Montréal

LA COMMISSION CONJOINTE

PRESIDENCE

M. Benoit Dorais
Maire
Arrondissement Le Sud-Ouest
Commission sur le développement social et la diversité montréalaise

***

Mme Anie Samson
Maire
Arrondissement de Villeray–St-Michel–Parc-Extension
Commission de la sécurité publique

VICE-PRESIDENCE

Mme Sylvia Lo Bianco
Conseillère d'arrondissement
Arrondissement de Montréal-Nord
Commission sur le développement social et la diversité montréalaise

M. Michel Gibson
Maire
Ville de Kirkland
Commission sur le développement social et la diversité montréalaise

***

M. Philippe Roy
Maire
Ville Mont-Royal
Commission de la sécurité publique

M. Alex Norris
Conseiller d'arrondissement
Arrondissement Le Plateau-Mont-Royal
Commission de la sécurité publique

Montréal, le 25 septembre 2017

Monsieur Frantz Benjamin
Président du conseil municipal
Hôtel de ville de Montréal
275, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Monsieur le président,

Conformément au Règlement sur les commissions permanentes du conseil municipal (06-009) et au Règlement sur les commissions permanentes du conseil d'agglomération (RCG 06-024), nous avons l'honneur de déposer, au nom de la Commission permanente sur le développement social et la diversité montréalaise et de la Commission permanente de la sécurité publique, le rapport et les recommandations sur l'examen public du *Bilan général des actions de l'agglomération de Montréal pour lutter contre le profilage racial et le profilage social 2012 - 2016*.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, nos salutations distinguées.
.

Benoit Dorais
Coprésident

Anie Samson
Coprésidente

Élisabeth Rivest
Secrétaire recherchiste

Julie Demers
Secrétaire recherchiste

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION **1**

1. DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION PUBLIQUE **1**

2. PRÉSENTATION DU DOCUMENT DE CONSULTATION **3**

3. RECOMMANDATIONS **4**

4. REMERCIEMENTS **17**

ANNEXE 1 : RESOLUTION DU CONSEIL D'AGGLOMERATION **18**

ANNEXE 2 : LISTE DES MEMBRES DE LA COMMISSION CONJOINTE **21**

ANNEXE 3 : LISTES DES PERSONNES-RESSOURCES DE LA VILLE DE MONTREAL **22**

ANNEXE 4 : LISTE DES PARTICIPANTS A LA CONSULTATION PUBLIQUE **23**

ANNEXE 5 : LISTE DES ACRONYMES **26**

INTRODUCTION

En mars 2017, le conseil d'agglomération a adopté le programme d'activités des commissions permanentes, dans lequel il était prévu de mener une consultation sur les profilages social et racial. La résolution CG17 0052 portant sur le programme d'activités est fournie à l'**Annexe 1**.

En mai 2017, le mandat de tenir une consultation publique a donc été confié à deux commissions permanentes du conseil d'agglomération, soit la Commission de la sécurité publique et la Commission sur le développement social et la diversité montréalaise, ci-après la Commission conjointe. La liste des membres de chaque commission se trouve à l'**Annexe 2.**

Le présent rapport décrit d'abord le déroulement de la consultation publique, incluant les communications et les outils déployés pour obtenir une variété d'opinions citoyennes. Il propose ensuite une synthèse de la présentation du bilan des actions de l'agglomération de Montréal en matière de lutte aux profilages social et racial. La troisième partie présente intégralement les considérants et les recommandations adoptées publiquement par la Commission conjointe, le 12 septembre 2017.

En Annexe, outre la résolution du conseil d'agglomération, se trouve la liste du personnel ressource en appui aux commissions pour ce mandat (**Annexe 3**), la liste des personnes ayant pris la parole à chaque assemblée publique (**Annexe 4**) et, enfin, la liste des acronymes utilisés dans le présent rapport (**Annexe 5**).

1. DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION PUBLIQUE

Communications annonçant la tenue de la consultation publique

Des avis publics précisant l'horaire et les modalités de participation sont parus le 19 mai 2017, dans deux quotidiens montréalais, l'un francophone et l'autre anglophone. Les assemblées ont aussi été annoncées au moyen d'un affichage dans les bureaux Accès Montréal, les bureaux d'arrondissement et sur le portail de la Ville de Montréal. De plus, une invitation a été expédiée par courrier électronique à plus de 300 abonnées des commissions permanentes susceptibles d'être intéressées par le sujet.

Un communiqué a également été transmis à tous les médias nationaux et locaux. Enfin, l'information a été relayée sur les réseaux sociaux par le biais des comptes *Twitter* et *Facebook* de la Ville de Montréal et ceux de plusieurs commissaires. Les informations sur la consultation ont aussi été affichées sur le site Internet de la Ville de Montréal.

Présentation du* Bilan général des actions de l'agglomération de Montréal pour lutter contre le profilage racial et le profilage social 2012 - 2016 *par le Service de la diversité sociale et des sports

La première assemblée publique d'information s'est déroulée le 29 mai 2017. Les représentants du Service de la diversité sociale et des sports de la Ville de Montréal (SDSS) ont présenté le *Bilan général des actions de l'agglomération de Montréal pour lutter contre le profilage racial et le profilage social 2012 - 2016*.

Une trentaine de personnes étaient présentes à cette assemblée, en plus des représentants des divers services impliqués. D'ailleurs, la Commission tient à remercier, pour leur soutien et leur expertise lors de cette consultation, les représentants du SDSS ainsi que ceux du Service des ressources humaines de la Ville de Montréal, du Service de police de Montréal (SPVM), de la Société de transports de Montréal (STM) et de l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM).

La présentation PowerPoint du bilan fait l'objet d'une synthèse au chapitre 2 du présent rapport. Elle est aussi disponible en version intégrale sur le site des commissions permanentes, à l'adresse suivante : http://ville.montreal.qc.ca/commissions.

Audition publique des mémoires et travaux de la Commission conjointe

La Commission conjointe a siégé à trois reprises pour entendre les commentaires des citoyens, citoyennes et représentants d'organismes intéressés par le sujet. Une trentaine de mémoires ou opinions ont ainsi été déposés à la Commission conjointe. Certains ont fait l'objet d'une présentation orale et d'autres ont été déposés ou simplement transmis par courriel. Tous les documents reçus de la part des personnes ayant participé à la consultation ont été versés sur le site des commissions dans les jours suivant leur présentation ou leur réception. Ils peuvent être consultés à la même adresse.

Les commissaires se sont ensuite réunis à huis clos à six reprises pour analyser les mémoires en vue de préparer les recommandations. La grande qualité des opinions et mémoires présentés a permis d'avoir des échanges riches et des discussions en profondeur sur ce sujet complexe.

Adoption des recommandations

Enfin, la Commission a publiquement adopté ses recommandations à l'unanimité, le 12 septembre 2017. Ces recommandations, fruit du travail consensuel de 17 commissaires, élus de Montréal ou des villes liées, constituent le cœur du présent rapport et sont reproduites intégralement au chapitre 3.

En tout, un peu plus de 100 personnes se sont présentées aux différentes assemblées publiques. L'**Annexe 4** du présent rapport liste les personnes ayant pris la parole lors de l'une ou l'autre de ces séances publiques.

2. PRÉSENTATION DU DOCUMENT DE CONSULTATION

Le *Bilan général des actions de l'agglomération de Montréal pour lutter contre le profilage racial et le profilage social 2012-2016* a été préparé par le Service de la diversité montréalaise et des sports de la Ville de Montréal, en collaboration avec le SPVM, la STM, l'OMHM et le Service des ressources humaines de la Ville de Montréal.

Il fait état de l'ensemble des gestes posés entre 2012 et 2016 par ces différents services à l'échelle de l'agglomération montréalaise pour prévenir les comportements de profilage racial et de profilage social selon six axes d'intervention, soit :

1. La sécurité publique ;

2. L'accès à l'égalité à l'emploi ;

3. La gestion et le partage des espaces publics ;

4. La formation des ressources humaines ;

5. La collecte des données ;

6. Le développement social et lutte à la pauvreté ;

La STM a également fourni un complément d'information et des données supplémentaires sur la représentation de la diversité dans son Service, à la suite de la présentation publique.

Les deux documents de consultation sont disponibles sur le site des commissions permanentes à l'adresse : commissions@ville.montreal.qc.ca.

3. RECOMMANDATIONS

Le présent chapitre reprend intégralement le document contenant les 31 recommandations adoptées à l'unanimité lors de l'assemblée publique du 12 septembre 2017.

Mise en contexte

Les recommandations qui suivent découlent d'une consultation publique menée par la Commission sur le développement social et la diversité montréalaise et la Commission de la sécurité publique (ci-après la Commission conjointe), en mai et juin 2017.

Cette consultation portait sur le *Bilan général des actions de l'agglomération de Montréal pour lutter contre le profilage racial et le profilage social 2012-2016.* Les objectifs de la consultation étaient de rendre publiquement compte des actions posées par Montréal en matière de lutte contre les profilages et d'identifier les perspectives à envisager pour éliminer ces formes de profilage ainsi que la contribution de chacun pour atteindre cet objectif commun.

À la suite de la consultation publique, la Commission conjointe remercie les représentants du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), de l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM), de la Société de transport de Montréal (STM) et du Service de la diversité sociale et des sports (SDSS) de la Ville de Montréal pour leur collaboration dans la préparation du bilan. La Commission conjointe remercie également les participants pour leur éclairage sur les questions abordées.

La Commission conjointe a reçu et analysé les commentaires d'une trentaine d'organismes publics et de la société civile et elle fait siens les considérants suivants, mis de l'avant par les participants. De ces considérants découlent 31 recommandations.

Ces recommandations sont regroupées selon cinq thématiques qui visent à éliminer le profilage social et le profilage racial à Montréal, et ce, dans une optique de rétablir la confiance entre les institutions municipales et les Montréalais et Montréalaises :

1 - Reconnaître la persistance des comportements de profilages social et racial au sein de l'administration publique montréalaise;

2 - Mesurer l'ampleur de la problématique des profilages social et racial;

3 - Prévenir les comportements de profilages social et racial;

4 - Faciliter la dénonciation des comportements problématiques;

5 - Viser la réconciliation et le rétablissement de la confiance et du respect des Montréalais et Montréalaises à l'égard des institutions municipales.

Définitions

Profilage racial

« (…) toute action prise par une ou des personnes en situation d'autorité à l'égard d'une personne ou d'un groupe de personnes, pour des raisons de sûreté, de sécurité ou de protection du public, qui repose sur des facteurs d'appartenance réelle ou présumée, telle la race, la couleur, l'origine ethnique ou nationale ou la religion, sans motifs réels ou soupçons raisonnables, et qui a pour effet d'exposer la personne à un examen ou à un traitement différent. (…) toute action de personnes en situation d'autorité qui appliquent une mesure de façon disproportionnée sur des segments de la population du fait, notamment, de leur appartenance raciale, ethnique ou nationale ou religieuse, réelle ou présumée. »[1]

Profilage social

« (…) toute action prise par une ou des personnes en autorité à l'égard d'une personne ou d'un groupe de personnes, pour des raisons de sûreté, de sécurité ou de protection du public, qui repose sur des éléments de discrimination autres que racial et tel qu'énoncé dans l'article 10 de la Charte des droits et libertés de la personne du Québec – telle la condition sociale –, et qui a pour effet d'exposer l'individu à un examen ou à un traitement différentiel, alors qu'il n'y a pas de motifs réels ou de soupçons raisonnables ».[2]

[1] Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, « Document de consultation sur le profilage racial », mars 2010, p.3.

[2] Cette définition s'inspire de celle de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse et est partagée par le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) et le Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM).

Recommandations

1. Reconnaître la persistance de comportements de profilages social et racial au sein de l'administration publique montréalaise

CONSIDÉRANT le profilage racial tel que défini par la Commission sur les droits de la personne et les droits de la jeunesse (CDPDJ) et le profilage social inspiré d'une définition proposée par la CDPDJ et bonifiée conjointement par le Service de police de la Ville de Montréal (ci-après le SPVM) et le Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (ci-après le RAPSIM);

CONSIDÉRANT la publication de nombreux rapports[3] et études[4] démontrant l'existence de profilages social et racial au sein de la fonction publique montréalaise;

CONSIDÉRANT les témoignages relatant des comportements de profilages racial et social de la part d'employés municipaux montréalais dont ont fait état la trentaine d'organismes et groupes de la société civile qui ont participé à cette consultation publique;

CONSIDÉRANT les impacts négatifs qu'ont les comportements de profilage social et racial pour les personnes ciblées et pour la société tout entière, notamment sur le lien de confiance envers les institutions municipales;

CONSIDÉRANT que plusieurs des organismes venus témoigner devant la Commission conjointe ont relaté l'importance de la validation du vécu des victimes de profilage, comme premier pas pour entamer leur guérison à l'égard des impacts subis;

CONSIDÉRANT que, comme l'a rappelé la CDPDJ, les profilages racial et social sont contraires au respect des libertés et droits fondamentaux garantis par les Chartes canadienne et québécoise des droits et libertés, notamment la liberté de mouvement et d'expression, les droits à l'égalité, à la dignité, à la sécurité, à l'intégrité physique et à la vie privée;

CONSIDÉRANT que, pour lutter efficacement contre les profilages racial et social, il faut d'abord admettre que le problème existe;

CONSIDÉRANT que la Ville de Montréal reconnaît l'existence du profilage social et du profilage racial et s'est engagée à lutter contre ce problème, comme en font foi l'adoption et la mise en œuvre du *Plan stratégique en matière de profilage racial et social (2012-2014)* du SPVM, la création d'un poste de Protecteur des personnes en situation d'itinérance, les actions des autres services municipaux et des sociétés paramunicipales présentées dans le bilan 2012-2016 et les excuses publiques présentées par le maire de Montréal et le directeur du SPVM à la

[3] Notamment : la Commission d'enquête sur allégations de racisme dans l'industrie du taxi à Montréal (1982), le Rapport Bellemare en 1988, le Rapport Yarosky (1991), le Rapport Corbo (1992), le Rapport du coroner Perreault (2013), le rapport de la CDPDJ : *La judiciarisation des personnes itinérantes à Montréal* (2009) et le rapport de la CDPDJ : *Profilage racial et discrimination systémique des jeunes racisés* (2011).

[4] Carmichael, J.T. & Kent, S.L. (2015), « Structural determinants of municipal police force size in large cities across Canada: Assessing the applicability of ethnic threat theories in the Canadian context», *International Criminal Justice Review, September 2015, vol.25, no3, pp.263-280.*Neil R. & Carmichael, J.T (2015), « The use of Incarceration in Canada: A test of political and social threat explanations on the variation in prison admissions across canadian provinces, 2001-2010 », *Sociological Inquiry,* vol. 85, no2, May 2015, pp.309-332. Léonard Bernard et Christopher McAll, "La mauvaise conseillère », (2010) 3:1 *Revue du CREMIS*. pp, 12-13.

communauté LGBTQ+, le 18 août 2017;

CONSIDÉRANT les nombreuses déclarations de Montréal en faveur de l'inclusion, de la lutte contre le racisme et contre toute forme de discrimination, notamment :

- La Déclaration de Montréal contre la discrimination raciale (1989);
- La Déclaration de Montréal pour la diversité culturelle et l'inclusion (2004);
- La Charte montréalaise des droits et responsabilités (2005);
- L'élaboration du *Plan stratégique en matière de profilage social et racial : Des valeurs partagées, un intérêt mutuel (2012-2014)* en collaboration avec des organismes communautaires;
- La tenue du Sommet sur le Vivre ensemble (2015);
- la *Déclaration visant à faire la promotion de candidatures reflétant la diversité montréalaise au conseil municipal et dans les conseils d'arrondissement de Montréal* (CM16 0172) (2016)[5];
- L'annonce d'une démarche conjointe vers la réconciliation entre la Ville de Montréal et les peuples autochtones (2017);

La Commission conjointe recommande à l'Administration de :

R-1. Reconnaître que le problème posé par les profilages racial et social persiste;

R-2. Réitérer son attachement au vivre ensemble et aux valeurs contenues dans les déclarations ainsi que son engagement à poursuivre sa lutte contre les profilages racial et social, car ces comportements ne sont ni normaux ni tolérés au sein de sa fonction publique.

***

2. Mesurer l'ampleur de la problématique des profilages social et racial au sein de l'administration montréalaise

CONSIDÉRANT que, lors des auditions publiques des mémoires, un consensus quasi unanime s'est dégagé au sein de la trentaine d'organismes rencontrés selon lequel la collecte de données est essentielle pour permettre de détecter les profilages et pour mesurer l'ampleur du phénomène;

CONSIDÉRANT que l'élaboration d'indicateurs est incontournable pour documenter l'efficacité des politiques publiques et des plans d'action destinés à la lutte contre les profilages social et racial;

[5] Ville de Montréal. CM16 0172. *Déclaration visant à faire la promotion de candidatures reflétant la diversité montréalaise au conseil municipal et dans les conseils d'arrondissements de Montréal*.

CONSIDÉRANT que la CDPDJ recommande dans son rapport *Profilage racial et discrimination systémique des jeunes racisés – Rapport de la consultation sur le profilage racial et ses conséquences* (2011) que les services de police municipaux recueillent et publient systématiquement des données concernant l'appartenance raciale présumée des individus dans le cas des actions policières afin de documenter le phénomène et de prendre les mesures appropriées et que ces mêmes mécanismes soient établis par les sociétés de transport en commun au regard des actions de leurs préposés;

CONSIDÉRANT les recommandations contenues dans les rapports du criminologue Mathieu Charest (2009) et du coroner Perreault (2013) à l'effet qu'il est indispensable que le SPVM se dote d'indicateurs permettant de suivre l'évolution des pratiques policières à l'endroit des communautés culturelles et de mesurer les impacts des directives à venir;

CONSIDÉRANT que, bien que le SPVM reconnaisse la nécessité de recueillir des données, il a émis certaines réserves, dont les difficultés d'application de cette collecte et la validité de l'interprétation des données[6];

CONSIDÉRANT cependant que, depuis plusieurs années, d'autres forces policières en Amérique du Nord collectent des données raciales et les analysent;

CONSIDÉRANT que l'Ontario encadre[7] depuis janvier 2017 la collecte de données relatives à la race présumée et perçue des personnes interpellées et exige dorénavant que ses policiers remettent un billet d'interpellation, lors des contrôles de routine et tiennent un registre détaillé de chaque interaction policière avec les citoyens;

CONSIDÉRANT aussi que la Ville d'Ottawa a obtenu l'appui d'une équipe de chercheurs indépendants de l'Université York afin de mettre sur pied un système de collecte de données adéquat et d'indicateurs de performance pertinents de son service de police en matière de lutte contre les profilages racial et social;

CONSIDÉRANT que le SPVM a annoncé son intention de se doter d'indicateurs afin de mesurer en continu l'avancement du *Plan stratégique en matière de profilage social et racial* présentement en élaboration;

CONSIDÉRANT que, bien que l'acuité du problème n'ait pas été mise de l'avant par les participants à la consultation, il semble également important de s'outiller pour mesurer l'ampleur de la problématique des comportements de profilages social et racial dans les services municipaux et les organismes paramunicipaux où des employés sont en situation d'autorité;

---

6 Le SPVM pointe notamment dans son *Plan stratégique en matière de lutte au profilage social et racial* (2012-2014) : le besoin d'un encadrement législatif délimitant clairement les paramètres de la collecte de données (types d'interventions où la collecte peut se faire, informations à recueillir, compilation des données, etc.); le maintien du lien de confiance avec la population quant à l'utilisation des données recueillies par la police; les difficultés d'application de la collecte; la validité et l'interprétation des données; le débat de société soulevé par la collecte de données, alors que les chartes canadienne et québécoise des droits de la personne préconisent le principe de l'égalité de tous devant la loi; les doutes soulevés par les partenaires du SPVM sur la pertinence d'instaurer la collecte systématique de données, principalement par souci du respect des droits garantis par les chartes.

7 Voir la *Loi prévoyant des mesures contre le racisme, L.O. 2017, c-15*, et le *Règlement de l'Ontario 58/16 – Collecte de renseignements identificatoires dans certaines circonstances – interdictions et obligations*

CONSIDÉRANT les conclusions du rapport d'évaluation du *Plan stratégique 2012-2014 en matière de profilage social et racial* du SPVM, indiquant que :

- « Le SPVM doit améliorer ses pratiques en matière de mémoire organisationnelle et bonifier le suivi des projets pour être en mesure de dégager les meilleures pratiques;

- La communication entre les échelons supérieurs et ceux qui se doivent de mettre en œuvre les politiques doit être améliorée » [8];

La Commission conjointe recommande à l'Administration de :

<u>À l'égard du SPVM :</u>

R-3. Mandater le SPVM pour développer et mettre en place un système de collecte de données concernant l'appartenance raciale et sociale perçue et présumée des individus qui font l'objet d'une interpellation policière :

- **avec une équipe de recherche indépendante;**
- **au plus tard en 2018;**
- **validé par la CDPDJ afin de veiller à respecter les droits et libertés garantis par les Chartes;**
- **en s'inspirant des meilleures pratiques, notamment du modèle ontarien qui combine la distribution de billets d'interpellation et la tenue d'un registre des interventions policières.**

R-4. Mandater le SPVM pour développer de concert avec cette même équipe de recherche indépendante des indicateurs de performance dans la mise en œuvre de la deuxième mouture de son *Plan stratégique en matière de profilage social et racial*;

R-5. Rendre publics les données recueillies et anonymisées sur l'appartenance sociale et raciale présumée ainsi que les indicateurs permettant de réaliser le *Plan stratégique en matière de profilages social et racial du SPVM* :

- **en collaboration avec une équipe de recherche indépendante;**
- **sur le portail de données ouvertes de la Ville de Montréal.**

<u>À l'égard des autres services et sociétés paramunicipales de Montréal :</u>

R-6. Mandater une équipe de recherche indépendante pour développer des indicateurs pour détecter les comportements de profilages social et racial dans les autres entités administratives de Montréal, notamment : l'OMHM, le Service des ressources humaines, la STM, la cour municipale, etc.

***

[8] Lashley, Myrna. *Évaluation du plan stratégique 2012-2014 en matière de profilage social et racial*, Université McGill, juin 2015, 82 p.

3. Prévenir les comportements de profilage social et de profilage racial

3.1 Revoir les politiques publiques et le cadre réglementaire dont l'application a pour effet d'induire des comportements de profilages social et racial

CONSIDÉRANT l'avis de la CDPDJ qui a conclu à la suite d'une analyse approfondie que l'application de certains plans d'action et stratégies d'intervention du SPVM et de la STM et l'application de certains règlements municipaux montréalais [9] ont eu pour effet de cibler et de stigmatiser les personnes itinérantes[10], les travailleuses et travailleurs du sexe et les groupes racisés**;**

CONSIDÉRANT que cette situation est incompatible avec les engagements de la Ville en matière de défense des droits des citoyens vulnérables et de promotion du vivre ensemble;

CONSIDÉRANT que les agents du SPVM et de la STM disposent d'un certain pouvoir discrétionnaire dans l'application des règlements, notamment ceux en matière de lutte contre les incivilités et les nuisances;

La Commission conjointe recommande à l'Administration de :

R-7. Procéder à la révision de toutes les dispositions réglementaires et directives du SPVM et de la STM afin d'identifier si leur application concrète a pour effet d'induire des comportements de profilage;

R-8. Solliciter l'avis de la CDPDJ dans le cadre de cette révision;

R-9. Rappeler sur une base régulière aux policiers et agents de la STM que tous les citoyens ont droit à un traitement égal.

***

3.2 Sensibiliser les citoyens et les fonctionnaires municipaux aux impacts des profilages social et racial et développer leurs connaissances interculturelles et psychosociales

CONSIDÉRANT l'importance accordée au vivre ensemble à Montréal, comme en fait foi la *Déclaration de Montréal sur le Vivre ensemble*, adoptée à l'unanimité le 11 juin 2015 par les maires des villes du monde participant au premier Sommet sur le Vivre ensemble;

CONSIDÉRANT qu'un citoyen montréalais sur deux est né ou a un parent né à l'étranger et que le territoire montréalais accueille plus de 200 communautés culturelles;

CONSIDÉRANT qu'environ 30% des Montréalais appartiennent à des groupes racisés;

---

[9] La Commission identifie dans son rapport l'ordonnance de l'arrondissement Ville-Marie prévoyant la fermeture de 15 places publiques et la décision de l'arrondissement Ville-Marie d'interdire les chiens dans le parc Émilie-Gamelin et le Square Viger, La Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (2011) « Profilage racial et discrimination systémique des jeunes racisés – Rapport de la consultation sur le profilage racial et ses conséquences », pp.119 et 146.

[10] Eid, P. et Campbell, C. (2009). « La judiciarisation des personnes itinérantes à Montréal : un profilage social, avis, Montréal », Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, cat. 2.120-8.61, novembre, 202 p.

CONSIDÉRANT toutes les personnes susceptibles de faire l'objet de profilage social ou racial du simple fait de leur particularité[11] ;

CONSIDÉRANT les effets graves et néfastes pour la santé mentale et physique et la compromission des perspectives d'avenir des populations ciblées par les profilages social et racial[12];

CONSIDÉRANT que les populations ciblées par les profilages social et racial ont témoigné devoir être sur le qui-vive et prendre des précautions, ce qui est contraire à tout sentiment de sécurité et d'appartenance;

CONSIDÉRANT les résultats de la mise en œuvre du *Programme d'accès à l'égalité en emploi (PAÉE)*, lesquels n'ont pas encore permis d'atteindre une juste représentativité des minorités dans l'administration publique (environ 30%);

CONSIDÉRANT un sondage mené par la firme Léger en 2015 pour le compte de TVA, dans lequel 18% des répondants montréalais s'estiment un peu ou plutôt racistes[13];

CONSIDÉRANT les initiatives de partenariat réussies entre le SPVM et les acteurs communautaires pour concevoir des modes de prévention et de contrôle de la criminalité adaptés aux milieux de vie, notamment dans les arrondissements Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles et Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension[14];

CONSIDÉRANT que les initiatives de partenariats réussies entre le SPVM et le milieu communautaire peuvent servir de modèle pour la conception d'autres modes de prévention et de contrôle de la criminalité, dans le respect des droits des citoyens, et accompagnés des budgets adéquats;

CONSIDÉRANT que la CDPDJ a recommandé que les villes et les services de police au Québec prennent des mesures afin de s'assurer que les pratiques de recrutement, de promotion et d'évaluation des policiers tiennent compte des compétences en matière interculturelle[15];

---

[11] Notamment : les personnes en situation d'itinérance sur le territoire montréalais, les travailleurs et travailleuses du sexe, les jeunes de moins de 35 ans; les personnes âgées, les personnes handicapées, les membres des peuples autochtones, les membres de la communauté LGBTQ+, les minorités religieuses, les personnes issues des communautés ethnoculturelles, etc.

[12] Les participants et les mémoires font référence notamment à : des cas de stress post-traumatiques, de l'anxiété, de la dépression, des psychoses et de stress, lesquels sont générés par des sentiments d'impuissance, de vulnérabilité, de culpabilité, d'humiliation, de frustration, de révolte, de peur et d'indignation.

[13] http://www.tvanouvelles.ca/2015/02/25/les-quebecois-sont-ils-racistes

[14] La Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse dans son rapport de 2011 « *Profilage racial et discrimination systémique des jeunes racisés – Rapport de la consultation sur le profilage racial et ses conséquences* », pp. 39-40, fait référence au succès du modèle de la police communautaire dans ces territoires.

[15] *Idem,* pp.114-117.

La Commission conjointe recommande à l'Administration de :

Sensibiliser les citoyens aux impacts des profilages social et racial :

R-10. Développer une campagne de sensibilisation qui met en valeur l'apport de la diversité et le vivre ensemble, destinée à l'ensemble de la population montréalaise, et ce, notamment en collaboration avec le Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (BINAM);

Refléter davantage la diversité montréalaise dans sa fonction publique :

R-11. Poursuivre la mise en œuvre du *Plan d'action pour la diversité en emploi 2016-2019* et accroître les efforts pour atteindre plus rapidement les cibles de représentativité dans la fonction publique montréalaise convenues avec le Gouvernement du Québec;

R-12. Multiplier les efforts auprès des services où la diversité est sous-représentée, tel le Service des incendies de Montréal (SIM) et le SPVM;

R-13. Assurer une juste représentation de la diversité montréalaise dans les outils de communication de la Ville de Montréal et de ses sociétés paramunicipales;

R-14. Nommer des personnes représentant la diversité montréalaise sur tous les conseils d'administration des instances et organismes où elle détient un pouvoir de nomination;

Sensibiliser les employés municipaux à la réalité des groupes profilés :

R-15. Intensifier les activités de rapprochement entre le SPVM, les organismes communautaires et les communautés;

R-16. Consulter des personnes en situation d'itinérance lorsque des projets d'aménagement urbain affectent les lieux fréquentés depuis longtemps par ces personnes, en collaboration avec le Protecteur des personnes en situation d'itinérance;

R-17. En collaboration avec les organismes de défense des droits de la personne et de lutte contre le racisme, proposer aux jeunes des stratégies efficaces d'affirmation de leurs droits tout en les sensibilisant au travail des policiers et à leurs responsabilités citoyennes;

Former les employés municipaux à la diversité :

R-18. Exiger une formation en continu de tous les employés municipaux en matière de diversité ethnoculturelle et l'acquisition de connaissances approfondies des quartiers du point de vue de leur composition ethnoculturelle et de leurs enjeux spécifiques;

R-19. Développer et rendre obligatoire une formation en continu pour améliorer les connaissances des policiers sur la réalité des travailleuses et travailleurs du sexe, des personnes itinérantes et des personnes vivant avec des problématiques de santé mentale ou une dépendance, à l'instar des efforts déployés pour améliorer les connaissances interculturelles;

R-20. Évaluer périodiquement l'impact de ces formations sur l'évolution des perceptions des employés municipaux;

R-21. Rendre les nominations des gestionnaires municipaux occupant des fonctions les plaçant en position d'autorité conditionnelles à ces formations;

R-22. Profiter des rencontres d'accueil organisées par le directeur général de la Ville de Montréal pour les nouveaux employés municipaux pour souligner l'apport des employés issus de la diversité;

***

3.3 Revoir les méthodes d'interpellation policière susceptibles d'induire des comportements de profilages social et racial

CONSIDÉRANT que, selon certaines études[16], une personne noire est plus susceptible d'être interpellée qu'une personne de race blanche, dans certains quartiers montréalais bien que les profilages racial et social ne soient pas efficaces pour diminuer la criminalité[17];

CONSIDÉRANT que les profilages racial et social compromettent l'efficacité des services policiers, car il mine la confiance essentielle aux relations harmonieuses entre les policiers et les citoyens;

CONSIDÉRANT que le profilage affecte le sentiment de sécurité des personnes qui en sont la cible et leurs rapports avec les agents des services de l'ordre;

CONSIDÉRANT les attentes des citoyens à l'effet de voir leurs droits reconnus et d'être traités de façon respectueuse par les employés municipaux en situation d'autorité, et celles des employés municipaux d'être également traités avec respect dans le cadre de leur fonction;

CONSIDÉRANT que le SPVM a développé une expertise en intervention psychosociale auprès des clientèles vulnérables par le biais de l'Équipe de soutien aux urgences psychosociales (ESUP), l'Équipe mobile de référence et d'intervention en itinérance (EMRII) et la formation RIC (réponses en intervention de crise);

CONSIDÉRANT le projet pilote de caméra corporelle en cours qui permet de filmer les interventions policières;

---

[16] Charest, Mathieu. « Mécontentement populaire et pratiques d'interpellations du SPVM depuis 2005 - Doit-on garder le cap après la tempête », Section Recherche et Planification. Direction stratégique – Service du développement stratégique. Mars 2009, p. 3 et 5. Bernard, Léonel et McAll Christopher. « La surreprésentation des jeunes noirs montréalais », Revue du CREMIS. Vol.1, No.3, Automne 2008.

[17] Commission ontarienne des droits de la personne. 2003. « Un prix trop élevé : les coûts humains du profilage racial - Rapport d'enquête », p.19 et 20.

La Commission conjointe recommande à l'Administration de :

R-23. Mandater le SPVM pour évaluer la pertinence d'étendre les initiatives et formations menées par l'ESUP, l'EMRII et la RIC dans les arrondissements ou les villes liées où des besoins se font sentir;

R-24. Faire des représentations auprès du gouvernement du Québec afin que le SPVM puisse compter sur les ressources nécessaires du réseau de la santé et des services sociaux (CIUSSS) pour assurer ces services spécialisés;

R-25. Mener à terme le projet pilote de caméra corporelle et statuer sur la pertinence et sur les conditions pour généraliser le recours à cet outil pour tous les policiers.

***

4. Faciliter la dénonciation des comportements de profilages social et racial des employés municipaux

CONSIDÉRANT les coûts monétaires et sociaux pour les populations ciblées par les profilages social et racial, mais également pour la communauté dans son ensemble[18];

CONSIDERANT que les données disponibles et les témoignages des participants à la consultation n'ont pas permis d'identifier l'existence et de documenter l'ampleur du profilage au sein des services municipaux autres que le SPVM;

CONSIDÉRANT que les témoignages lors de la consultation ont porté essentiellement sur les cas de profilage au sein du SPVM;

CONSIDÉRANT que le SPVM emploie des policiers qui, sous serment, s'engagent à servir et à protéger la population, et qu'en conséquence, les cas de profilage sont inacceptables;

CONSIDÉRANT que les participants à la consultation ont exprimé de façon quasi unanime une position selon laquelle l'actuel processus de traitement des plaintes visant les institutions et le SPVM ne leur inspire pas confiance et que ce processus n'est ni accessible, ni impartial et il ne permet pas non plus de résoudre le problème de façon rapide et durable;

CONSIDÉRANT que depuis 2008, le SPVM s'est doté d'un mécanisme de détection et de suivi interne en amont des mesures disciplinaires formelles, et que celui-ci a été resserré en 2015;

CONSIDÉRANT que plusieurs participants à la consultation sont d'avis que les sanctions à l'égard des agents de la paix fautifs ne sont pas suffisamment dissuasives et proportionnelles à la gravité des conséquences des profilages social et racial pour les personnes qui en sont victimes;

[18] Les participants et les mémoires font référence notamment à : la méfiance à l'égard des institutions, l'érosion du sentiment d'appartenance, la dégradation du niveau de participation à la collectivité, la diminution de la cohésion sociale, la perte de confiance dans le système de police et de justice, les poursuites perdues par la Ville, l'absentéisme, les difficultés à effectuer son travail, la précarité d'emploi, etc.

CONSIDÉRANT que la CDPDJ, dans son rapport *Profilage racial et discrimination systémique des jeunes racisés (2011),* en appelle à une modification, par le gouvernement du Québec, de la Loi sur la police et du Code de déontologie des policiers afin notamment de garantir les droits des personnes interpellées, d'assurer une représentativité des groupes minoritaires au sein du système de déontologie policière et de garantir une surveillance civile effective et transparente de la police au Québec;

La Commission conjointe recommande à l'Administration de :

R-26. Faire des représentations auprès du gouvernement du Québec afin qu'il procède à un examen public des mécanismes de traitement des plaintes du Commissaire à la déontologie policière et de la CDPDJ afin de hausser le niveau de performance de ces deux organismes;

R-27. Évaluer, avec les intervenants qui accompagnent les citoyens dans le processus de plainte pour motif de profilage, la possibilité d'offrir un tel service sur l'ensemble du territoire;

R-28. Créer un poste de conseiller à l'éthique policière, indépendant du SPVM, qui peut répondre aux questions de policiers témoins de profilage social ou racial par un collègue, et ce en toute confidentialité.

***

5. Viser la réconciliation et le rétablissement de la confiance et du respect des Montréalais et Montréalaises à l'égard des institutions municipales

CONSIDÉRANT les rapports Courcy et Charest, lesquels font un lien entre les interpellations répétitives des jeunes racisés dans ces quartiers et l'intensification des tensions entre les groupes racisés et les policiers du SPVM;

CONSIDÉRANT les préjudices commis à l'égard des victimes de profilages social et racial;

CONSIDÉRANT que les profilages racial et social compromettent l'efficacité des services policiers, car il mine la confiance essentielle aux relations harmonieuses entre les policiers et les citoyens;

CONSIDÉRANT la volonté de Montréal d'être un lieu inclusif;

La Commission conjointe recommande à l'Administration de :

R-29. Modifier le Code d'éthique des élues et élus municipaux pour inclure des balises sur les profilages social et racial;

R-30. Exiger un rapport annuel concernant la mise en œuvre du *Plan stratégique en matière de profilage social et racial* du SPVM et présenter ce rapport en séance publique à la Commission de la sécurité publique (CSP);

R-31. Exiger que soient présentés annuellement en séance publique de la CSP des tableaux de suivi des indicateurs pour :

- Rendre compte de la mise en œuvre des actions visant la lutte contre les profilages social et racial de la STM, du SDSS, du Service des ressources humaines et de l'OMHM;

- Documenter l'état d'avancement du *Plan d'accès pour la diversité en emploi 2016-2019.*

***

Conclusion

Les membres des deux commissions sont très fiers du travail accompli en toute collégialité dans le cadre de ce mandat. Cette commission conjointe, mise en place pour traiter de profilages social et racial, constitue une heureuse première expérience qui a permis de réunir des élus, des représentants d'organismes, des citoyens et des services municipaux détenant des expériences, des expertises et des points de vue divers, lesquels ont été essentiels pour appréhender la complexité de cette question.

Dès lors, les commissaires souhaitent ardemment que la nouvelle administration mette en œuvre de façon diligente les recommandations contenues au présent rapport, car elles reflètent le fruit des discussions et mémoires déposés lors de cette consultation. Elles constituent un tout cohérent visant toutes les facettes du système qui engendre malheureusement encore des comportements de profilage social et racial à Montréal.

Il en va de la confiance des Montréalais et Montréalaises à l'égard de leurs institutions municipales.

****

Sur une proposition de M. Benoit Dorais, appuyée par M. Alex Norris, les recommandations ont été adoptées à l'unanimité des membres lors de l'assemblée publique du 12 septembre 2017.

4. REMERCIEMENTS

La Commission conjointe est reconnaissante envers les citoyens, organismes, regroupements et établissement qui ont accepté son invitation à participer à cette consultation publique en vue de trouver des pistes de solution pour lutter contre les profilages social et racial. La Commission conjointe a été impressionnée par la qualité des informations et des opinions fournies par les participants.

Conformément à la réglementation sur les commissions permanentes, le présent document peut être consulté sur Internet, à l'adresse www.ville.montreal.qc.ca/commissions de même qu'à la Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation au Service du greffe, bureau R-134 de l'hôtel de ville.

ANNEXE 1 : RÉSOLUTION DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil d'agglomération

Assemblée ordinaire du jeudi 23 février 2017 Séance tenue le 23 février 2017	Résolution: CG17 0052

Approuver le programme d'activités des commissions permanentes du conseil d'agglomération pour l'année 2017

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 15 février 2017 par sa résolution CE17 0220;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Lionel Perez

Et résolu :

d'approuver le programme d'activités 2017 des commissions permanentes du conseil d'agglomération ci-après:

Commission sur la culture, le patrimoine et les sports

- Politique de développement culturel 2017-2022;
- Plan d'action en patrimoine;

Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation

- Étude de l'évolution des hausses de loyers pour les commerçants, leurs conséquences sur l'économie de Montréal et les solutions pour les limiter (CM14 0948);
- Motion concernant l'implantation d'un méga centre commercial à l'angle des autoroutes 15 et 40, à Ville Mont-Royal (CM15 0372 et CM15 1290);
- Optimiser le potentiel de développement économique et d'innovation des institutions d'enseignement supérieur à Montréal;
- Plan d'action de lutte à l'insalubrité des logements 2014-2017;

Commission sur le développement social et la diversité montréalaise

- Politique sur le développement social;

- Déclaration contre l'intimidation sous toutes ses formes (CM16 0174) et Motion de l'opposition officielle sur la prévention de l'intimidation (CM16 0268);

Commission sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs

- Évaluer la possibilité de réaliser un projet-pilote de « Water Square » (CM16 0997);

Commission sur l'examen des contrats

- Contrats soumis par le comité exécutif qui répondent aux critères d'examen définis par les résolutions CM11 0202 et CG11 0082;

Commission sur les finances et l'administration

- Rapport annuel du Vérificateur général pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016;

- Programme triennal d'immobilisations 2018-2020;

- Prévisions budgétaires 2018 et budgets des sociétés paramunicipales;

Commission sur l'inspecteur général

- Étudier la pertinence et la possibilité d'une modification de la *Loi concernant l'inspecteur général de la Ville de Montréal* dans le but d'élargir son mandat afin d'inclure les processus de changement de zonage et les situations de conflit d'intérêts d'élus, d'employés et d'anciens employés de la Ville (CM16 1192);

Commission sur le schéma d'aménagement et de développement de Montréal

- La redynamisation des zones industrielles en mutation à Montréal;

Commission de la sécurité publique

- Rapport des activités du Service de sécurité incendie de Montréal;

- Bilan annuel du Service de police de la Ville de Montréal;

- Profilage social et racial;

Commission sur le transport et les travaux publics

- Identifier les enjeux et défis de l'arrivée éventuelle de la voiture autonome à Montréal (CM16 0628);

- Motion pour une « Vision Zéro » dans les opérations de déneigement (CM17 0091);

- La place du camion dans la Ville.

De plus, les commissions permanentes peuvent également, par leur initiative, faire l'étude de tout autre sujet à l'intérieur de leur mandat.

Adopté à l'unanimité.

30.03 1173430002
/lc

Denis CODERRE
_____
Maire

Yves SAINDON
_____
Greffier de la Ville

(certifié conforme)

_____
Yves SAINDON
Greffier de la Ville

Signée électroniquement le 24 février 2017

ANNEXE 2 : LISTE DES MEMBRES DE LA COMMISSION CONJOINTE

La Commission sur le développement social et la diversité montréalaise	*La Commission de la sécurité publique*
PRESIDENCE	***PRESIDENCE***
M. Benoit Dorais *Maire* *Arrondissement Le Sud-Ouest*	*Mme Anie Samson* *Maire* *Arrondissement de Villeray–St-Michel–Parc-Extension*
VICE-PRESIDENCE	***VICE-PRESIDENCE***
Mme Sylvia Lo Bianco *Conseillère d'arrondissement* *Arrondissement de Montréal-Nord*	*M. Philippe Roy* *Maire* *Ville Mont-Royal*
M. Michel Gibson *Maire* *Ville de Kirkland*	*M. Alex Norris* *Conseiller de la Ville* *Arrondissement Le Plateau-Mont-Royal*
MEMBRES	***MEMBRES***
Mme Marie-Eve Brunet *Conseillère d'arrondissement* *Arrondissement de Verdun*	*Mme Marie-Eve Brunet* *Conseillère d'arrondissement* *Arrondissement de Verdun*
M. Sterling Downey *Conseiller de la Ville* *Arrondissement de Verdun*	*M. Richard Celzi* *Conseiller de la Ville* *Arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve*
M. Robert Coutu *Maire* *Ville de Montréal-Est*	*M. Gilles Déziel* *Conseiller d'arrondissement* *Arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles*
Mme Justine McIntyre *Conseillère de la Ville* *Arrondissement de Pierrefonds-Roxboro*	*Mme Monica Ricourt* *Conseillère d'arrondissement* *Arrondissement de Montréal-Nord*
Mme Lorraine Pagé *Conseillère de la Ville* *Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville*	*M. Edgar Rouleau* *Maire* *Cité de Dorval*
M. Giovani Rapanà *Conseiller de la Ville* *Arrondissement de Rivière-des-Prairies−Pointe-aux-Trembles*	*Poste vacant* *Représentant du gouvernement*
Mme Chantal Rossi *Conseillère de la Ville* *Arrondissement de Montréal-Nord*	
Mme Sophie Thiébaut *Conseillère d'arrondissement* *Arrondissement Le Sud-Ouest*	

ANNEXE 3 : LISTES DES PERSONNES-RESSOURCES DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Responsables politiques :

Mme Anie Samson, vice-présidente du comité exécutif et responsable de la sécurité publique

Mme **Monique Vallée**, membre du comité exécutif, responsable du développement social et de la diversité montréalaise

M. Jim Beis, membre du comité exécutif responsable de communautés d'origines diverses

Personnes-ressources du Service de la diversité sociale et des sports (SDSS) :

Mme **Nadia Bastien**, chef de division, SDSS

M. **Patrice Allard**, chef de division, SDSS

Personnes-ressources du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) :

M. **Daniel Touchette,** Assistant-Directeur, SPVM

Mme **Caroline Cournoyer,** commandante, Relations avec les communautés, SPVM

M. **Samaki-Eric Soumpholphakdy**, Commandant, SPVM

Personnes-ressources de l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM) :

M. **Rouzier Métellus**, OMHM, Directeur des activités en développement communautaire et social Secteur Nord-Ouest

M. **Michel Fortin**, Directeur des activités en développement communautaire et social, OMHM

Personnes-ressources de la Société de transport de Montréal (STM) :

M. **Alain Larivière**, surintendant, STM

Personnes-ressources du Service des Ressources humaines (RH) :

Mme **Marie-Claude Fradette**, Chef de division recherche de talents et dotation, RH

ANNEXE 4 : LISTE DES PARTICIPANTS À LA CONSULTATION PUBLIQUE

Liste des intervenants à l'assemblée publique de présentation du dossier, le 29 mai 2017

Mme **Marjolaine Despars**, RAPSIM

M. **Pharaoh Freeman**, Community Worker - DESTA Black Youth Network

M. **Balarama Holness,** Projet Montréal

Mme **Lynda Khelil**, Citoyenne

M. **Mohamed Mimoun,** Forum Jeunesse de l'Île de Montréal (FJIM)

M. **Julien Montreuil**, L'Anonyme

M. **Alexandre Popovic**, Coalition contre la répression et les abus policiers - CRAP

Mme **Élise Solomon**, RAPSIM — Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal

M. **Bernard St-Jacques**, Clinique Droits Devant

Mme **Yvonne Sam**, Citoyenne

Liste des personnes ayant présenté un mémoire à l'assemblée publique du 20 juin 2017

Mme **Jessica Quijano**, Foyer pour femmes autochtones de Montréal

Mme **Linda Gauthier**, Le Regroupement des activistes pour l'inclusion au Québec (RAPLIQ)

M. **Alexandre Popovic**, Coalition contre la répression et les abus policiers

Mme **Céline Bellot**, Observatoire sur les profilages racial, social et politique

Mme **Nicole Filion**, Ligue des droits et libertés

Mme **Lucie Lemonde**, Ligue des droits et libertés

Mme **Geneviève Boyer-Legault**, Groupe d'intervention alternative par les pairs - CACTUS Montréal

Mme **Jess Albayrak**, Groupe d'intervention alternative par les pairs - CACTUS Montréal

M. **David Palardy**, Groupe d'intervention alternative par les pairs - CACTUS Montréal

M. **Alexandre Boucher**, Groupe d'intervention alternative par les pairs - CACTUS Montréal

M. **Gabriel M. Bazin**, La Ligue des Noirs du Québec

M. **Malamine Maro**, La Ligue des Noirs du Québec

M. **Martin Pagé**, Dopamine

Liste des personnes ayant présenté un mémoire à l'assemblée publique du 21 juin 2017

Mme **Élise Solomon**, RAPSIM — Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal

Mme **France Labelle**, RAPSIM — Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal

M. **Bernard St-Jacques**, Clinique Droits Devant

Mme **Isabelle Raffestin**, Clinique Droits Devant

M. **Camil Picard**, Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse

Me **Evelyne Pednaud**, Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse

Mme **Amina Triki-Yamani**, Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse

Mme **Johanne Magloire**, Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse

Mme **Véronique Houle**, Médecins du Monde Canada

M. **Will Prosper**, Montréal-Nord Républik

M. **Emmanuel Bulamatari**, Comité d'Initiative Provisoire des Afroquébecois - CIPAQ

M. **Dieudonné Ella Oyono**, Comité d'Initiative Provisoire des Afroquébecois - CIPAQ

Mme **Sandhia Vadlamudy**, CACTUS Montréal

M. **Jérôme**, CACTUS Montréal

Mme **Carine Bricaud**, CACTUS Montréal

M. **Fo Niemi**, Centre recherche-action sur les relations raciales – CRARR

M. **Kenrick McRae**, Citoyen

Mme **Ted Rutland**, Projet de recherche, "Jeunes unis pour la cause"

Mme **Marie Meudec**, Projet de recherche, "Jeunes unis pour la cause"

Mme **Stéphane Alix**, Projet de recherche, "Jeunes unis pour la cause"

M. **Zakarya Youness Abidou**, "Jeunes unis pour la cause", Outil de conscientisation pour les jeunes qui vivent le profilage racial

M. **Walther Guillaume**, "Jeunes unis pour la cause", Outil de conscientisation pour les jeunes qui vivent le profilage racial

Liste des personnes ayant présenté un mémoire à l'assemblée publique du 22 juin 2017

Mme **Marie-Aline Vadius**, Conseil interculturel de Montréal

M. **Moussa Sène**, Conseil interculturel de Montréal

M. **Steves Boussiki**, Conseil interculturel de Montréal

Mme **Sandra Wesley**, Stella, l'amie de Maimie

Mme **Jennifer Teasdale**, Forum jeunesse de Montréal

Mme **Safa Chebbi**, Forum jeunesse de Montréal

Mémoires déposés sans présentation

Hassidic Community of Outremont

Centre de Justice des Premiers Peuples de Montréal

Bureau de consultation jeunesse

Pluralisme Outremont

Mme Isabelle Dicaire, citoyenne

Liste des intervenants à l'assemblée publique d'adoption des recommandations, le 12 septembre 2017

Mme **Jennifer Teasbale –Raymond**, Forum Jeunesse de l'Île de Montréal (FJIM)

Mme **Nicole Filion**, Ligue des droits et libertés

Mme **Sandra Wesley**, Stella, L'amie de Maimie

M. **Alexandre Popovic,** Coalition contre la répression et les abus policiers - CRAP

Mme **Élise Solomon,** RAPSIM — Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal

M. **Marcel Lanoue**, Citoyen

Mme **Lynda Khelil**, Citoyenne

ANNEXE 5 : LISTE DES ACRONYMES

BINAM : Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal

CDPDJ : Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse

CDSDM : Commission sur le développement social et la diversité montréalaise

CSP : Commission de la sécurité publique

LGBTQ+ : Groupe sociologique qui comprend les lesbiennes, gais, bisexuels, transsexuels et transgenres, queers et en questionnement, etc.

OMHM : Office municipal d'habitation de Montréal

RAPSIM : Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal

RIC (la formation) : Réponse en intervention de crise

SDSS : Service de la diversité sociale et des sports

SPVM : Service de police de la Ville de Montréal

STM : Société de transport de Montréal

Article 7.01

Parc Jean-Drapeau

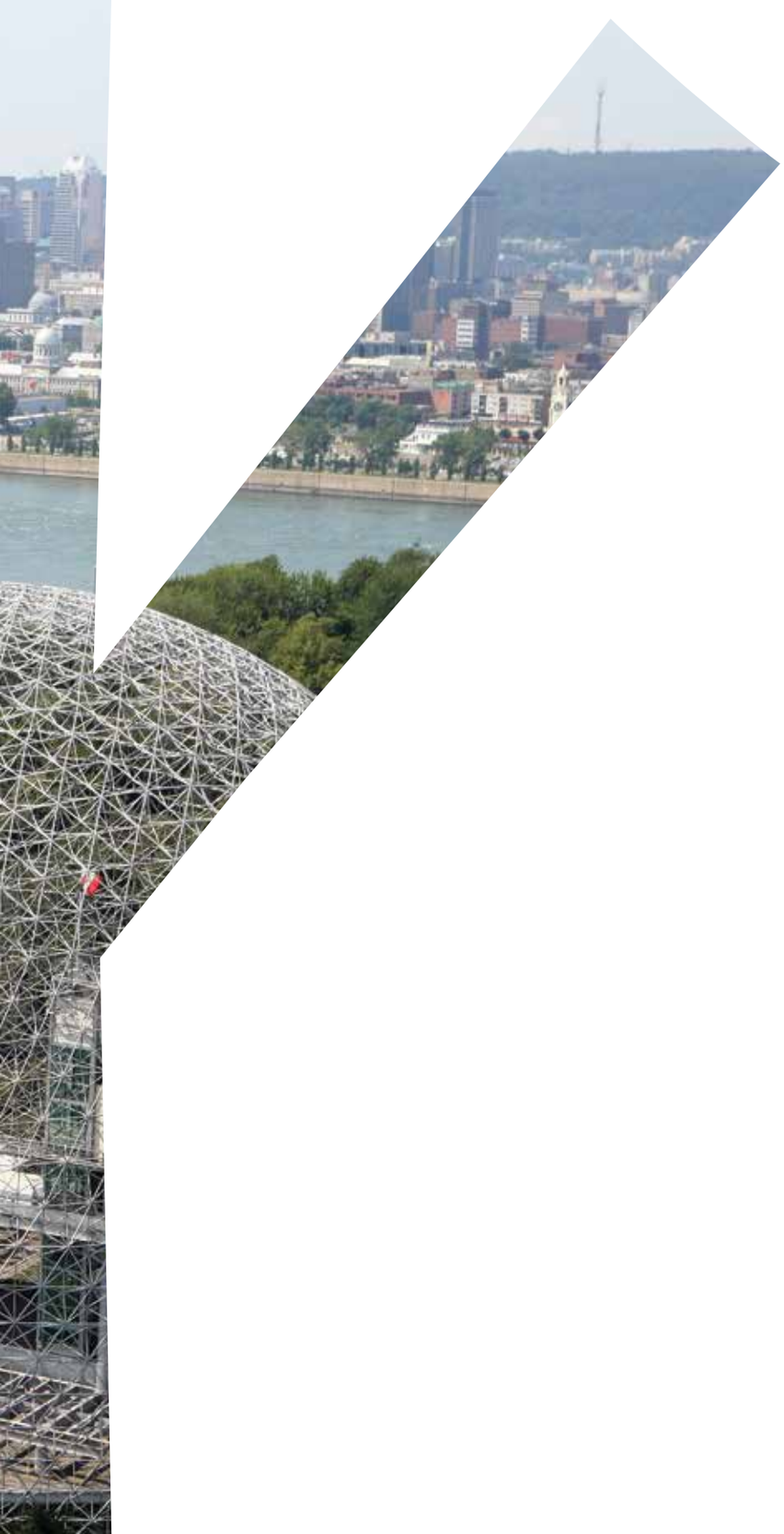
SOCIÉTÉ DU PARC
JEAN-DRAPEAU

RAPPORT ANNUEL 2016

TABLE DES MATIÈRES

Faits saillants 2016	05
Événements et sites récréatifs	09
Événements produits par la SPJD	10
Sites récréatifs de la SPJD	14
Événements produits par des partenaires	24
Gouvernance et réalisations 2016	33
Revue financière	53
Partenaires insulaires	74





SOCIÉTÉ DU PARC JEAN-DRAPEAU

Créée en 1983 par lettres patentes, en vertu de la Charte de la Ville de Montréal, la Société du parc Jean-Drapeau est un organisme paramunicipal sans but lucratif qui gère et développe avec efficience l'actif du parc Jean-Drapeau au profit de la Ville de Montréal, par l'entremise des ressources spécialisées en développement touristique, en gestion d'événements et en gestion de sites de loisirs et de divertissement.

2 ÎLES
d'une superficie de 268 hectares

25 KM
de pistes cyclables et sentiers pédestres

15 ŒUVRES
d'art public

4 ESPACES
locatifs



FAITS SAILLANTS 2016

1 450 000
VISITEURS
au parc Jean-Drapeau

80
ÉVÉNEMENTS

262 883
VISITEURS
pour les 2 événements produits par la SPJD

97 %
TAUX DE SATISFACTION
des visiteurs à l'égard de l'expérience de visite au Parc

+88 %
HAUSSE DU NOMBRE D'ABONNÉS
sur la page Instagram du Parc, passant de 1 350 en 2015 à 2 540 en 2016

62
EMPLOYÉS
permanents

278
SAISONNIERS
pour un total de 340

50,8 %
TAUX D'AUTO-FINANCEMENT

PRÈS DE
1 000 000
VISITEURS UNIQUES
sur le site Internet, une hausse de 8,3 % par rapport à 2015

MOT DE LA PRÉSIDENTE



Plus d'un an après ma nomination à titre de présidente du conseil d'administration de la Société du parc Jean-Drapeau, je continue de m'émerveiller face à la qualité et à la variété d'activités qui y sont offertes tout au long de l'année. Le Parc foisonne d'événements de toutes sortes. Rarement voit-on un tel site où se côtoient la nature et le glamour, la culture et le sport; le tout dans un environnement féérique à deux pas du centre-ville. Source inépuisable de divertissement, le parc Jean-Drapeau offre constamment une programmation renouvelée, tout en conservant son caractère emblématique, héritage d'Expo 67.

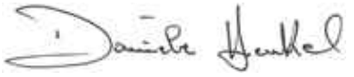
En marge des nombreux événements ayant eu lieu au Parc en 2016, tout un travail de préparation s'est mis en place pour la réalisation de plusieurs grands projets. C'est avec beaucoup d'enthousiasme que toute l'équipe de la SPJD s'est mobilisée la dernière année afin d'entamer une importante réflexion pour l'élaboration du Plan directeur 2018 – 2028, dans lequel seront notamment définies les orientations stratégiques de notre organisation.

Cadre de référence important pour le développement du Parc, ce plan nous permettra de mieux orienter nos choix en termes d'investissements et de programmation. De plus, il sera soumis à une consultation publique au début de 2018, en collaboration avec l'Office de consultation publique de Montréal.

C'est aussi en 2016 qu'ont été réalisés les plans et devis en lien avec le Plan d'aménagement et de mise en valeur (PAMV) du secteur sud de l'île Sainte-Hélène, dont la construction débutera à l'été 2017. Legs du 375e anniversaire, ce grand projet consiste en l'aménagement d'un nouvel amphithéâtre naturel, d'une allée centrale et d'une promenade riveraine, le tout offrant des percées visuelles exceptionnelles sur le centre-ville. De nombreux autres investissements ont été réalisés au cours des derniers mois et nous continuerons d'investir afin de revitaliser le Parc, pour en faire une destination de calibre international.

Au terme d'une année fort occupée, je tiens à remercier mes collègues administrateurs pour leur excellent travail. Je souhaite également souligner l'implication des employés et de la direction de la Société du parc Jean-Drapeau qui jour après jour, mettent la main à la pâte afin d'offrir une expérience exceptionnelle aux visiteurs. Finalement, j'aimerais remercier les citoyens pour leur soutien et leur collaboration à faire de ce magnifique Parc un endroit unique au monde.

L'année 2017 marque le 50e anniversaire d'Expo 67 et nous réserve donc des moments festifs, ainsi que de nombreux défis avec le déploiement de grands projets. Je suis persuadée que grâce à la force de l'équipe, le Parc de demain vous réservera de belles surprises.



Danièle Henkel

Présidente du conseil d'administration
Société du parc Jean-Drapeau



MOT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

En 2016, le Parc a accueilli près de 80 événements et plus de 8,5 millions de visiteurs. Cette année encore, grâce au travail exceptionnel de nos équipes et de celles de nos partenaires, nous avons relevé le défi de faire cohabiter avec succès tous ces événements et ces activités sur les 268 hectares du Parc. Cette offre si diversifiée dans un seul et même endroit est d'ailleurs ce qui fait du Parc un lieu unique en son genre en Amérique du Nord!

En 2016, l'équipe du parc Jean-Drapeau a bonifié sa programmation pour les familles, en offrant de nouvelles journées thématiques amusantes et accessibles à la Plage et au Complexe aquatique. Des mercredis gratuits en passant par la journée Pirates et celle d'initiation olympique, les familles ont profité d'une panoplie d'activités au cours de l'été. Les Week-ends du monde ont connu un immense succès en 2016 encore, accueillant près de 160 000 visiteurs en deux week-ends seulement, grâce à l'implication et à la créativité des nombreuses communautés culturelles.

Notre plus grande richesse demeure notre capital humain. C'est pourquoi je suis particulièrement fier de l'implication des employés dans les ateliers de co-création ayant été mis sur pied en 2016, dans le cadre de l'élaboration du nouveau Plan directeur. Grâce à leur participation, les employés du Parc nous ont permis d'identifier les enjeux, tout en proposant des solutions concrètes nous permettant d'améliorer à court, moyen et long terme ce site emblématique.

À l'instar de la Ville de Montréal, le Parc entreprend de nombreuses démarches afin d'assurer la pérennité de son patrimoine historique, tout en le modernisant. Nous entamons une nouvelle page d'histoire avec la réalisation de projets d'envergure comme le Plan d'aménagement et de mise en valeur dans lesquels seront mis de l'avant les concepts de développement durable, d'innovation et de ville intelligente. Nous sommes emballés par tous les projets à venir pour le Parc et sommes impatients de concrétiser tous ces beaux projets.



Ronald Cyr

Directeur général
Société du parc Jean-Drapeau





ÉVÉNEMENTS ET SITES RÉCRÉATIFS

FÊTE DES NEIGES DE MONTRÉAL

Pour la 33e édition de la Fête des neiges de Montréal, la Société du parc Jean-Drapeau a conçu un événement dont la programmation bonifiée a permis à plus de 102 000 visiteurs de venir profiter des joies de l'hiver; une hausse de 12 % comparativement à l'édition 2015. Cette augmentation du taux de participation est attribuable à des conditions climatiques favorables, mais également aux nombreux spectacles gratuits, à l'offre alimentaire variée et à l'organisation d'activités toutes plus populaires les unes que les autres.

NOUVEAUTÉS

En 2016, la Fête des neiges de Montréal a pu compter sur la participation de deux nouveaux commanditaires importants, soit Tim Hortons, présentateur de l'événement, en collaboration avec Groupe Nissan Gabriel. La présence de ces partenaires a permis notamment l'organisation de nouvelles activités sur le site. L'autre grande nouveauté de la Fête en 2016 a été l'installation d'une tour de 15 mètres offrant une descente en tyrolienne de 200 mètres.

PROGRAMMATION

Certaines activités comme la Glissoire sur tube, la Tyrolienne et le Bing Bang Bulles ont connu un vif succès auprès des visiteurs en 2016, tout comme les spectacles gratuits de Jérôme Couture, King Melrose et ceux présentés par les comédiens et animateurs des émissions jeunesse de Télé-Québec. Le comédien Yan England a agi à titre de porte-parole de cette grande fête hivernale, et ce, pour une 8e année consécutive.

VENTE RECORD D'ACCROPASSES

Lors de l'édition 2016 de la Fête des neiges de Montréal, 23 785 ACCROPASSES ont été vendues, une augmentation de 59 % par rapport à 2015. Une vente record!

Pour la première fois, une vente d'ACCROPASSES a été faite en ligne sur le parcjeandrapeau.com. Au total, 7 761 ACCROPASSES ont été vendues via ce nouvel outil transactionnel, incluant 5 061 en prévente.

ACHALANDAGE ET STATISTIQUES

- L'édition 2016 de la Fête des neiges de Montréal a accueilli 101 918 participants. Une hausse de 12 % de l'achalandage comparativement à 2015 où 91 246 visiteurs s'étaient déplacés.
- La capacité d'attraction de nouveaux visiteurs, c'est-à-dire de gens qui viennent pour une première fois à l'événement, est de 48 %.

53 %

47 %

Moyen de transport utilisé pour venir à l'événement

VISITEURS SATISFAITS DE LEUR VISITE **95 %**

A ATTIRÉ

101 918

visiteurs

90 % région de Montréal

3 % ailleurs au Québec

7 % hors Québec



23 785

ACCROPASSES VENDUES

+59 %

COMPARATIVEMENT À 2015



83 %

DE LA CLIENTÈLE EST FAMILIALE

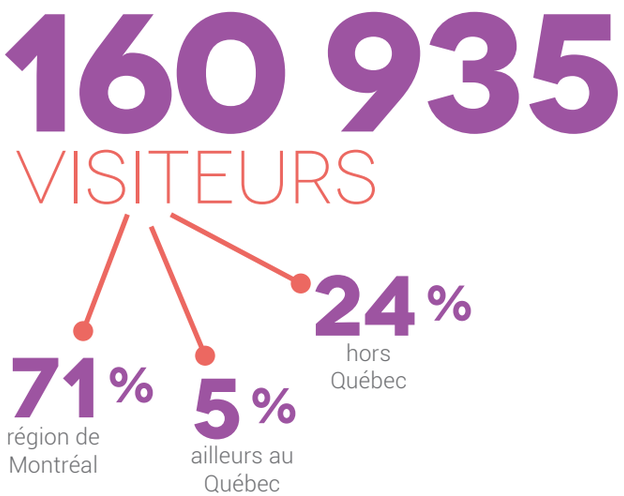


MUSIQUE AFRICAINE
DANSE LATINE
HIP HOP
FRANCOPHONE

+de
20
CULTURES
DIFFÉRENTES

WEEK-ENDS DU MONDE 2016

Produit par la Société du parc Jean-Drapeau et présenté par Loto-Québec, l'événement Week-ends du monde a célébré pour une 12e année la diversité culturelle à travers la musique, la danse et les découvertes culinaires. Malgré de mauvaises conditions climatiques lors du premier samedi ayant contraint la Société du parc Jean-Drapeau à annuler le premier jour des festivités, cet événement gratuit a accueilli 160 935 festivaliers les 10, 16 et 17 juillet 2016. La fête a également accueilli une foule record de 71 617 personnes le 16 juillet 2016, où petits et grands ont profité d'une programmation riche et diversifiée, mettant en vedette une cinquantaine de communautés culturelles.



SPECTACLES ET DÉCOUVERTES POUR TOUTE LA FAMILLE

Tout au long des Week-ends du monde, les communautés présentes ont mis de l'avant la diversité culturelle montréalaise en se partageant quotidiennement les différentes scènes aménagées sur le site, et en faisant découvrir aux visiteurs une variété de plats savoureux et exotiques. Des rythmes latins au folklore cambodgien, en passant par les percussions africaines, les festivaliers ont pu se déhancher sur des airs rythmés dans une ambiance des plus joyeuse.

Les enfants ont également pris part aux festivités grâce à une programmation qui leur était spécialement destinée : Zone Famille, ateliers de soccer présentés par les Écoles de soccer de l'Impact de Montréal, modules et jeux de la Zone Télé-Québec, structure gonflable du Service de sécurité incendie de Montréal, ateliers de maquillage pour enfants et plus encore!

ACHALANDAGE ET STATISTIQUES

- 96 % des visiteurs se sont dits satisfaits de leur visite.
- En raison de la météo défavorable de la première fin de semaine qui a engendré l'annulation des activités du samedi 9 juillet, l'édition 2016 des Week-ends du monde a eu une baisse d'achalandage de 25 %.
- Type de visiteurs :
  - Locaux : 71 %
  - Excursionnistes : 10 %
  - Touristes : 19 % (+10 pts de % vs 2015)
- 35 % de la clientèle des Week-ends du monde est familiale (+3 % vs 2015).
- La capacité d'attraction de nouveaux visiteurs de l'événement est de 17 %.
- Moyen de transport utilisé pour venir à l'événement :
  - Transport en commun : 72 %
  - Voiture : 22 %

PLAGE JEAN-DORÉ

Située à 5 minutes du centre-ville de Montréal, la Plage Jean-Doré offre aux Montréalais et aux touristes de la région une expérience unique en son genre. Grâce à son sable doré, une eau de qualité et un cadre enchanteur, la Plage Jean-Doré est l'endroit idéal pour flâner au soleil, s'adonner à des activités nautiques, jouer au volley-ball et nager en famille ou entre amis!

PLUS FAMILIALE QUE JAMAIS

En 2016, la famille était à l'honneur à la Plage avec une programmation haute en couleur pour les jeunes, incluant trois journées thématiques et de nombreux rabais tout au long de la saison. En grande nouveauté cette année, les enfants de 13 ans et moins ont eu accès à la Plage gratuitement les mercredis, à l'achat d'un billet adulte.

ACTIVITÉS BONIFIÉES

- En 2016, 8 terrains de volley-ball de calibre international ont été aménagés.
- Eau de qualité A tout au long de la saison.
- Plus gros que jamais, l'Aquazilla a maintenant une capacité de 80 personnes avec l'ajout de quatre nouveaux modules, dont un pont branlant et une nouvelle plateforme.

ACHALANDAGE ET STATISTIQUES

- Nombre de jours d'opération : 76 jours
- La plage a accueilli 96 000 visiteurs en 2016, une hausse de 11 % comparativement à l'année précédente.
- Augmentation de 16 % des visiteurs en provenance de la grande région de Montréal comparativement à 2015.
- Type de clientèle :
  - Visiteurs individuels : 16 %
  - Adultes avec enfants : 51 %
  - Groupes d'adultes : 33 %
- La capacité d'attraction de nouveaux visiteurs de la Plage est de 31 %.

THÉMATIQUES



PARTY D'OUVERTURE
25 JUIN 2016



NOËL DU BAIGNEUR
25 JUILLET 2016



PIRATES À L'ABORDAGE
7 AOÛT 2016

53 %

40 %

7 %

Moyen de transport utilisé pour venir à l'événement



96 000
VISITEURS

86% région de Montréal

3% ailleurs au Québec

11% hors Québec

94%
VISITEURS SATISFAITS DE LEUR VISITE

100 %

VISITEURS SATISFAITS DE LEUR VISITE

CLIENTÈLE

- **13 %** visiteurs individuels
- **52 %** adultes avec enfants
- **35 %** groupes d'adultes

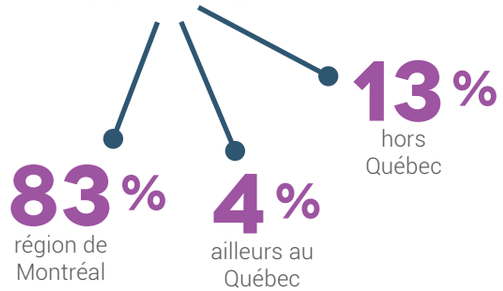
OUVERT

108 JOURS

DE L'ANNÉE

COMPLEXE AQUATIQUE

63 407
VISITEURS



Le parc Jean-Drapeau possède l'un des plus beaux complexes aquatiques en plein air au Canada. Site d'entraînement olympique pour les épreuves de natation de 1976, le Complexe aquatique a été complètement rénové pour accueillir les Championnats de la FINA en 2005. Aujourd'hui, il compte trois piscines : une piscine de compétition de calibre international, un bassin de plongeon et une piscine récréative à pente progressive avec un tapis en caoutchouc rembourré pour le confort et la sécurité des jeunes enfants.

Grâce à ses trois piscines à vocation complémentaire, le Complexe aquatique reçoit chaque année aussi bien les athlètes à l'entraînement que les visiteurs à la recherche d'une oasis de fraîcheur. En 2016, le Complexe aquatique a accueilli pas moins de 63 407 visiteurs.

ACHALANDAGE

- Nombre de jours d'opération : 108 jours
- Nombre de visiteurs, incluant les compétitions : 63 407 visiteurs
- Type de clientèle :
  - Visiteurs individuels : 13 %
  - Adultes avec enfants : 52 %
  - Groupes d'adultes : 35 %
- 100 % des visiteurs se sont dits satisfaits ou très satisfaits (+3 % vs 2015)
- Hausse de 34 % de l'achalandage des camps de jour et des forfaits scolaires
- Capacité d'attraction de nouveaux visiteurs (première fois à la Plage) : 31 %



Moyen de transport utilisé pour venir à l'événement

BASSIN OLYMPIQUE

Héritage des Jeux Olympiques de 1976, le Bassin olympique fait l'envie de tous les adeptes de sports d'aviron. Avec ses installations uniques en Amérique du Nord, le Bassin accueille des groupes sportifs d'aviron, de canoë-kayak et de bateaux-dragons. En 2016, plusieurs événements, compétitions et championnats provinciaux et nationaux ont eu lieu sur les 2,2 km d'eau calme du Bassin, dont :

- Compétition canoë de béton
- Jeux du Québec : Triathlon, Nage en eau libre, Canoë-kayak
- Triathlon Esprit Montréal
- Coupe du Québec de Bateaux-dragons
- Essais nationaux de canoë-kayak de vitesse
- ERA scolaire (aviron)
- H2O Open (bateau-dragon)
- Championnat provincial CK (canoë-kayak)

ACHALANDAGE

- Hausse de la fréquentation du Bassin olympique de 50 % pour les entraînements des clubs sportifs et les événements en 2016.
- Type de clientèle :
  - Clientèle régulière : 69 %
  - Compétitions, fédérations, événements : 31 %

CIRCUIT GILLES-VILLENEUVE

DATES D'OUVERTURE : 25 MARS AU 1ER DÉCEMBRE 2016

Reconnu comme un lieu unique et versatile accueillant tant la Formule 1 que les cyclistes et les marcheurs à Montréal, le circuit Gilles-Villeneuve est un pôle d'activité important au parc Jean-Drapeau depuis près de 40 ans.

Grâce à ses 4,361 kilomètres de piste asphaltée aménagée sur l'île Notre-Dame et offrant une vue imprenable sur la métropole et le fleuve Saint-Laurent, le circuit offre un environnement de choix pour la pratique d'une panoplie d'activités telles que le vélo, le jogging, le patin à roues alignées et la marche. En plus de ces activités, le circuit est annuellement l'hôte d'une variété d'événements sportifs et caritatifs.

Quelques exemples d'événements ayant lieu sur le circuit Gilles-Villeneuve :

- Big Bubble Tour * Nouveauté *
- Défi sportif
- The Color Run et Color Run by Night
- Triathlon Esprit Montréal
- 48 heures de vélo Fais-un-vœu
- Marathon de Montréal

ACHALANDAGE

- Type de clientèle :
  - Vélo-boulot (transit) : 36 %
  - Usage récréatif ou sportif : 64 %
- Visiteurs qui fréquentent l'installation plusieurs fois par mois : 67 %
- Taux de satisfaction de la clientèle : 91 %





ACHALANDAGE AU
BASSIN OLYMPIQUE

52 738
VISITEURS
EN 2016



+DE 25 KM
DE PISTE
CYCLABLE

PISTES CYCLABLES

Plus de 25 km de piste cyclable sillonnent les deux îles qui composent le parc Jean-Drapeau et proposent un cadre féérique pour la pratique d'activités sportives de toutes sortes.

En plus du circuit Gilles-Villeneuve, le parc Jean-Drapeau est traversé par un tronçon officiel de la Route verte et du sentier transcanadien. Les pistes cyclables du Parc offrent également aux visiteurs ponctuels, comme aux travailleurs voyageant en vélo, une voie de circulation reliant la Rive-Sud à la métropole.

On retrouve au parc Jean-Drapeau trois stations de vélos en libre-service Bixi à la sortie du métro Jean-Drapeau, à la Plage et à la Ronde, en plus du centre de location Écorécréo qui offre, entre autres, la location de vélos et de Segways, ainsi que des services d'entretien de vélos.

ART PUBLIC

Legs de l'Expo 67, l'art public est une composante importante de l'offre du parc Jean-Drapeau. Avec une quinzaine d'œuvres dispersées dans ses sentiers et jardins, le Parc propose une expérience culturelle riche et unique. Des œuvres les plus célèbres notons, entre autres, *Trois disques (L'Homme)* d'Alexandre Calder et le *Phare du Cosmos* d'Yves Trudeau.

Résultat d'une collaboration entre la Société du parc Jean-Drapeau et l'organisme Portrait Sonore, les visiteurs peuvent découvrir l'histoire derrière les œuvres d'art public que l'on retrouve sur les îles Sainte-Hélène et Notre-Dame grâce à un balado-documentaire de deux heures intitulé *Parc Jean-Drapeau* : art public. Présenté sous forme de reportage sonore, cet audioguide fait découvrir les 15 œuvres d'art public du Parc par le biais de témoignages de créateurs et experts. En complément, 15 musiciens de la scène locale québécoise ont aussi participé au projet en créant chacun une composition originale qui redonne vie à une œuvre.

15 ŒUVRES

BALADO-DOCUMENTAIRE DE DEUX HEURES

ESPACES LOCATIFS

Les espaces locatifs du parc Jean-Drapeau génèrent des revenus importants pour la Société du parc Jean-Drapeau. En 2016, le Parc a accueilli 253 événements privés, dont 23 tournages. Ces locations ont généré des revenus de 750 000 $, une baisse de 10,3 % comparativement à l'année précédente. Les mariages et les événements corporatifs représentent 91 % des locations.

Quatre magnifiques espaces sont offerts en location au parc Jean-Drapeau :

LA TOUNDRA

LE PAVILLON DE LA JAMAÏQUE

LA TOUR DE LÉVIS

LA TERRASSE DU LAC

Un sondage mené auprès notre clientèle indique que, depuis trois ans, le Parc maintient un taux de satisfaction de 95 % en ce qui a trait à l'expérience de location. Mentionné 83 % du temps, le facteur de distinction qui influence les clients à choisir les espaces locatifs du Parc pour leurs événements est le caractère unique et exceptionnel du site.

253
ÉVÉNEMENTS PRIVÉS

23
TOURNAGES

2016

	NB DE LOCATIONS	% DES LOCATIONS	REVENU	% SUR TOTAL
La Toundra	86	38 %	350 505 $	51 %
Pavillon de la Jamaïque	83	37 %	219 713 $	32 %
Tour de Lévis	36	16 %	45 870 $	7 %
Terrasse du Lac	21	9 %	66 295 $	10 %



La Terrasse du Lac



Le Pavillon de
la Jamaïque

DES REVENUS DE
750 000 $

La Toundra

La Tour de Lévis

Piknic Électronik





ÎleSoniq

Osheaga

CULTURE ET SPECTACLES

Près de
80
ÉVÉNEMENTS

ACHALANDAGE 2016
629 551

OSHEAGA
29 au 31 juillet
produit par evenko
131 847 VISITEURS

PIKNIC ÉLECTRONIK
24 jours entre mai et septembre
produit par Piknic Électronik
98 164 VISITEURS

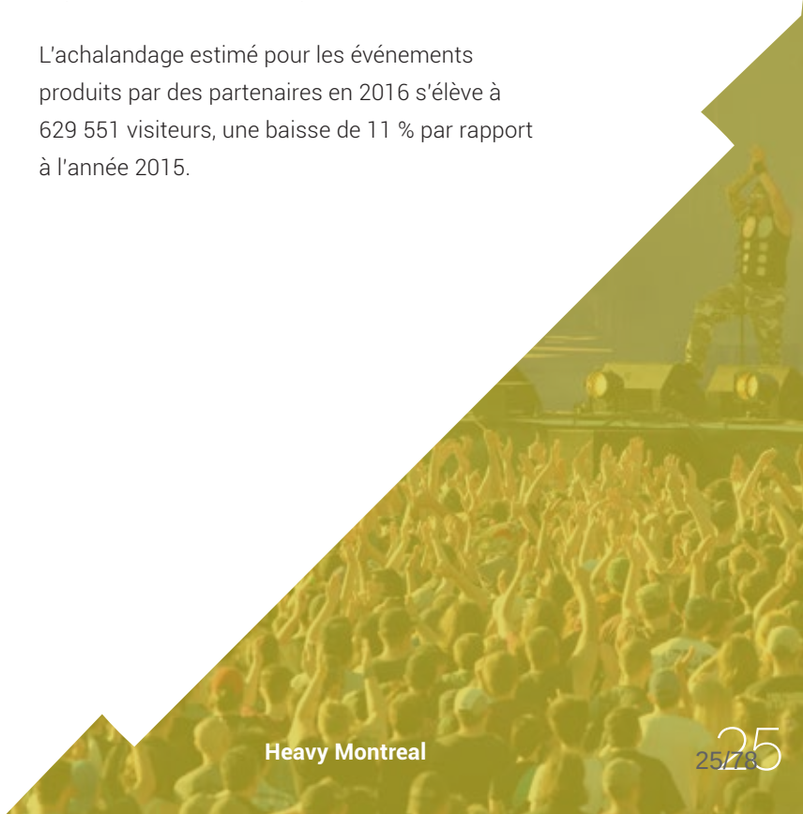
ÎLESONIQ
5 et 6 août
produit par evenko
50 000 VISITEURS

HEAVY MONTRÉAL
6 et 7 août
produit par evenko
30 000 VISITEURS

Près de 80 événements au parc Jean-Drapeau

Année après année, le parc Jean-Drapeau accueille une variété d'événements organisés par des partenaires externes. Qu'ils soient sportifs, culturels ou récréatifs, ces événements permettent d'attirer sur une base régulière des dizaines de milliers de visiteurs au Parc et lui offrent, du fait même, une visibilité importante autant locale qu'internationale.

L'achalandage estimé pour les événements produits par des partenaires en 2016 s'élève à 629 551 visiteurs, une baisse de 11 % par rapport à l'année 2015.



Heavy Montreal

SPORT ET DIVERTISSEMENT

GRAND PRIX DU CANADA

10, 11 et 12 juin

produit par Groupe de course Octane

250 000 VISITEURS

JEUX DU QUÉBEC

18 au 24 juillet

produit par Jeux du Québec

2 350 VISITEURS

THE COLOR RUN

13 août

produit par The Color Run

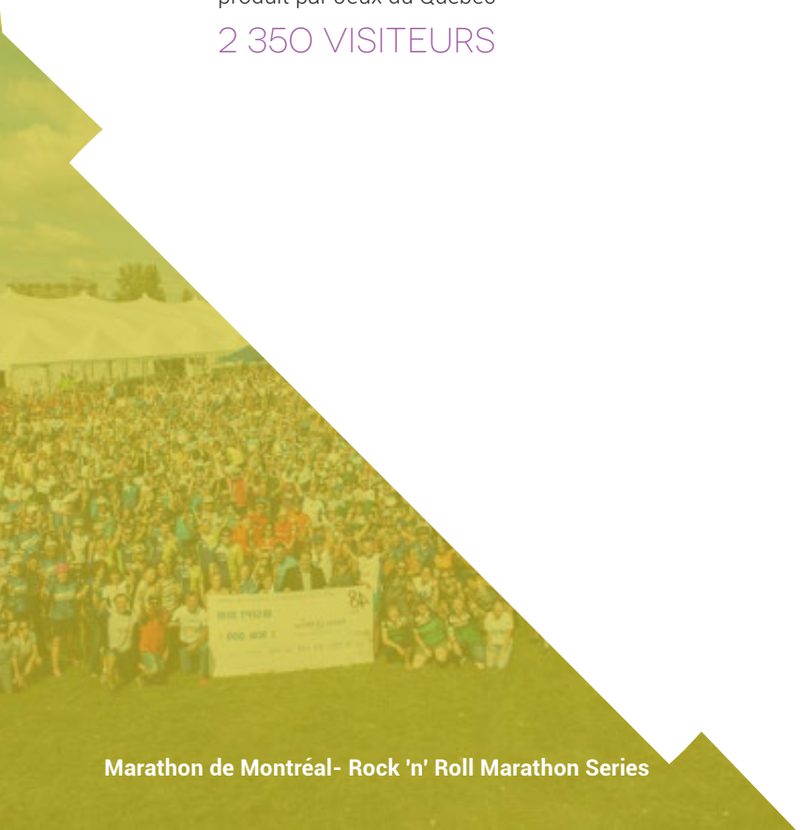
6 200 VISITEURS

MARATHON DE MONTRÉAL- ROCK 'N' ROLL MARATHON SERIES

25 septembre

produit par Competitor Group

22 265 VISITEURS



Marathon de Montréal- Rock 'n' Roll Marathon Series

ÉVÉNEMENTS CARITATIFS

Le parc Jean-Drapeau a accueilli 11 événements caritatifs en 2016.

48 HEURES VÉLO FAIS-UN-VOEU

16 au 18 septembre 2016

produit par Make-A-Wish® / Fais-Un-Vœu[MD] Québec

MONTANT AMASSÉ :

1 915 000 $

MARCHE ILLUMINE LA NUIT

15 octobre 2016

produit par Société de leucémie et lymphome du Canada (SLLC)

MONTANT AMASSÉ :

1 000 019 $

Grand Prix du Canada



The Color Run



Jeux du Québec



SPORT, CULTURE ET DIVERTISSEMENT DANS UN CADRE HISTORIQUE

UN SITE PATRIMONIAL D'EXCEPTION

Marqué du sceau de l'Expo 67, le parc Jean-Drapeau contient de nombreux témoins de cette époque. Il abrite également des bâtiments historiques qui ont marqué l'histoire de Montréal. Son boisé (le mont Boullé) situé au cœur de l'île Sainte-Hélène est un havre de paix recherché des visiteurs du parc Jean-Drapeau.

ACTIVITÉS SPORTIVES ET LOISIRS COMPLÉMENTAIRES

En plus des grands événements et des nombreuses activités qui s'y déroulent, le Parc regorge d'autres services et aménagements. C'est ainsi qu'au cours de la longue saison estivale, les visiteurs ont accès à des circuits pédestres, des aires de pique-nique, un mur d'escalade, des sites d'entraînement, et même à des cours de mise en forme et de yoga.

En hiver, des activités sportives et de plein air sont offertes, entre autres, par l'entremise d'Écorécréo qui propose aux visiteurs un large éventail de produits écologiques spécifiquement conçus pour le ski de fond, le patin et la raquette à pratiquer sur des pistes aménagées à cette fin.

La SPJD met de plus à la disposition des fédérations sportives et des athlètes de haut niveau des salles de musculation et d'entraînement.

27 000
ARTEFACTS, DOCUMENTS D'ARCHIVES ET LIVRES RARES

MUSÉE STEWART

Fondé il y a 60 ans, ce musée se distingue par son offre d'activités axées sur l'influence des civilisations européennes en Nouvelle-France et en Amérique du Nord. Rénové en 2011, il occupe l'arsenal militaire fortifié par les Britanniques au 19e siècle. Il est aujourd'hui équipé d'une tour de verre offrant des vues remarquables sur le Fort et sur Montréal. Renouvelées régulièrement, les expositions qui s'y tiennent comptent quelques 27 000 artefacts, documents d'archives et livres rares. Depuis 2013, les activités du Musée Stewart ont été regroupées avec celles du Musée McCord.

(suite)

BIOSPHÈRE, MUSÉE DE L'ENVIRONNEMENT

Inauguré en tant que pavillon des États-Unis lors de l'Exposition universelle de 1967, la Biosphère, musée de l'environnement, est le seul musée dédié à l'environnement en Amérique du Nord. Ce chef d'œuvre architectural, conçu par l'architecte réputé Buckminster Fuller, présente à chaque année des expositions et animations scientifiques sous les thèmes de la météorologie, du climat, de la qualité de l'eau et de l'air.

Les expositions ludiques et d'interprétation de la Biosphère permettent aux visiteurs de mieux comprendre les enjeux environnementaux et d'être sensibilisés à l'importance de faire des choix écoresponsables. Ce bâtiment au caractère unique utilise d'ailleurs plusieurs technologies vertes, soit les éoliennes, toits verts, système de géothermie, marais d'épuration des eaux usées et panneaux solaires.

CASINO DE MONTRÉAL

Aménagé dans les anciens pavillons de la France et du Québec d'Expo 67 sur l'île Notre-Dame, le Casino de Montréal figure parmi les grands casinos du Canada. Dans les dernières années, le Casino de Montréal a modernisé son concept, offrant désormais une expérience complète de divertissement grâce à une panoplie de spectacles, restaurants, bars, espaces lounge, ainsi qu'une offre de jeux bonifiée. En plus de revoir l'expérience client, le Casino de Montréal a misé sur un décor spectaculaire et une architecture complètement renouvelée, où des aires de jeu et le divertissement sont à l'honneur.

LA RONDE

Créée en 1967 lors de la tenue d'Expo 67, La Ronde est le plus grand parc d'attractions du Québec avec plus de 40 manèges et autres installations ludiques. Gérée depuis 2001 par Six Flags Entertainment Corporation, le plus important groupe de parcs d'attractions régionaux au monde, La Ronde est ouverte en saison estivale. En 2016, en plus de faire des modifications au Vampire, La Ronde a inauguré la zone Aventure qui comprend deux nouveaux manèges : le Phoénix et le Gravitor.

40
MANÈGES ET AUTRES INSTALLATIONS LUDIQUES







GOUVERNANCE ET RÉALISATIONS 2016

GOUVERNANCE

MANDAT

La Société du parc Jean-Drapeau est un organisme paramunicipal sans but lucratif, créé en 1983 par lettres patentes signées par le lieutenant-gouverneur du Québec et délivrées en vertu de la Charte de la Ville de Montréal. Ces documents lui confèrent les pouvoirs, droits et privilèges d'une personne morale, constitués suivant la partie III de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c.C-38) et sujets à certaines restrictions.

La Société a pour rôle d'administrer, de développer, d'entretenir le parc Jean-Drapeau et d'en assurer l'animation par des activités touristiques et récréatives de calibre international. Le mandat de la Société du parc Jean-Drapeau lui est confié par le biais d'un protocole d'entente avec la Ville de Montréal. Ce protocole précise le partage des responsabilités.

Responsabilités de la Société :

- Conservation, protection et mise en valeur des espaces verts et bleus
- Gestion du site (accueil, sécurité, signalisation)
- Circulation, accès et stationnement
- Identité visuelle et image du Parc
- Animation auprès du grand public
- Gestion et préservation des bâtiments, des véhicules et des équipements
- Gestion des relations avec les partenaires des deux îles

Responsabilités de la Ville :

- L'ensemble des travaux d'entretien majeurs et de reconstruction touchant les égouts et l'aqueduc
- Le financement des travaux relatifs à la protection et au développement du Parc dans le cadre de son programme triennal d'immobilisations (PTI)
- L'entretien du réseau électrique haute et basse tension jusqu'aux bâtiments
- L'installation, la conservation et la restauration des œuvres d'art public



CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration de la SPJD est nommé par le comité exécutif de la Ville de Montréal. Formé de neuf sièges, il assure la gouvernance de la Société et adopte les orientations stratégiques mises en œuvre par cette dernière. Appuyé par les quatre comités en place, il veille à la saine gestion de la Société.

La Société rend des comptes régulièrement au comité exécutif de la Ville de Montréal, tant pour son budget de fonctionnement et ses résultats financiers que pour la planification et la gestion du programme triennal d'immobilisations (PTI). Toute dépense supérieure à deux millions de dollars ou toute entente dont la durée est supérieure à 5 ans doit être déposée au comité exécutif de la Ville pour approbation.

COMITÉS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Comité des ressources humaines

Le comité des ressources humaines a pour mandat d'examiner les orientations et stratégies en matière de gestion des ressources humaines de la Société du parc Jean-Drapeau, notamment en ce qui a trait à l'évaluation de rendement, la planification de la relève, les politiques salariales et les pratiques générales en matière de ressources humaines de la Société.

- Philippe Duval, président
- Louise Champoux-Paillé, membre
- Nathalie Benoit, membre

Comité d'audit

Le comité d'audit est chargé d'aider le conseil d'administration de la Société du parc Jean-Drapeau à s'acquitter de ses responsabilités de surveillance à l'égard de la qualité et de l'intégrité de l'information financière en examinant les documents financiers et en présentant des recommandations et des conseils sur les stratégies, les initiatives et les politiques en matière de gestion financière et de contrôles internes.

- Paule Bouchard, présidente
- Monique Savoie, membre
- Pierre Deschênes, membre

Comité de gouvernance

Le comité de gouvernance est un comité du conseil d'administration chargé d'aider celui-ci à s'acquitter de ses responsabilités de surveillance en examinant tous les aspects du cadre de gouvernance du conseil pour s'assurer que ce dernier fonctionne de manière efficiente et efficace afin d'appuyer les opérations de la Société du parc Jean-Drapeau.

- Marie-Josée Neveu, présidente
- Danièle Henkel, membre
- Louise Champoux-Paillé, membre

Comité Modus Vivendi

Le comité Modus Vivendi est un comité du conseil d'administration chargé de faire ressortir et respecter l'identité, l'essence et le génie du lieu distinctif au parc Jean-Drapeau, en interrelation continue avec les premiers utilisateurs et contributeurs du Parc, les citoyens et les partenaires. Le comité accompagne la Société dans la définition et l'application de sa mission, sa vision, ses valeurs et de ses orientations stratégiques. Le comité veille à ce que la sélection des projets de développement et la structure des ententes de partenariat respectent ces grandes orientations.

- Pierre Deschênes, président
- Monique Savoie, membre
- Nathalie Benoit, membre



Danièle Henkel

Présidente

Présidente-directrice générale et fondatrice de Danièle Henkel inc



Nathalie Benoit

Administratrice

Directrice de la promotion institutionnelle, Université du Québec à Montréal



Paule Bouchard FCPA, FCA

Administratrice

Syndic à l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec



Louise Champoux-Paillé

Administratrice

MBA et administratrice de sociétés certifiée (ASC)



Pierre Deschênes

Administrateur

Président Projets Daima



Philippe Duval

Administrateur

Président et chef de la direction, Uniprix



Marie-Josée Neveu

Administratrice

Associée chez Fasken-Martineau



Monique Savoie

Administratrice

Présidente – fondatrice de la Société des arts technologiques (SAT)



Marc-André Gadoury

Membre observateur

Conseiller Ville de Montréal

L'ÉQUIPE DE DIRECTION

La gestion du parc Jean-Drapeau est conditionnée par sa réalité de parc ayant à administrer à la fois des activités récréatives et culturelles, ainsi qu'à réaliser sa vision de destination touristique d'envergure internationale. Avec plus de 80 événements à accueillir, la présence de partenaires majeurs et plus de 65 bâtiments à administrer ou entretenir, la direction du parc Jean-Drapeau se démarque par une équipe expérimentée et complémentaire. Sous la responsabilité du directeur général, les orientations et politiques émanant du conseil d'administration du parc Jean-Drapeau sont mises en œuvre par quatre directions.



Ronald Cyr

Directeur général



François Cartier

Directeur marketing, développement commercial et communications



Marc-André Dawson

Directeur des opérations



Jean-François Mathieu
CPA, CMA

Directeur de l'administration



Charles Fournier

Directeur infrastructures et gestion de projets



65
BÂTIMENTS À ADMINISTRER OU ENTRETENIR



DIRECTION GÉNÉRALE

MANDAT

La direction générale chapeaute l'ensemble des directions de la Société dans la gestion et le développement de l'actif et de la programmation du parc Jean-Drapeau, tout en assurant une liaison constante entre les diverses instances décisionnelles que sont le conseil d'administration, la haute direction et la Ville de Montréal.

RÉSUMÉ

En 2016, la direction générale a poursuivi ses efforts en termes d'évaluation et de planification stratégique visant à établir les bases du plan directeur 2018 - 2028 du Parc, afin de maximiser le potentiel d'attractivité de l'ensemble des espaces des deux îles, en plus de mettre en marche la réalisation du Plan d'aménagement et de mise en valeur du secteur sud de l'île Sainte-Hélène, projet legs de la Ville de Montréal dans le cadre du 375e anniversaire.

RÉALISATIONS 2016

Plan directeur 2018 - 2028

- Bilan des différentes démarches de planification et études
- Élaboration de la structure de gouvernance (valeurs, mission, vision)
- Tenue d'ateliers d'idéation avec les partenaires insulaires et les employés
- Élaboration de la stratégie
- Approbation des principes directeurs de la grille d'analyse des projets
- Élaboration des outils décisionnels pour évaluer les portefeuilles de projets
- Planification de la consultation avec les parties prenantes ciblées

Hélène-de-Champlain

- Exploration de plusieurs scénarios avec divers collaborateurs d'affaires, dont l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec, afin de peaufiner le modèle d'affaires de 2014
- Rétention de trois scénarios potentiels permettant de générer des sources de revenus
- Attribution d'un mandat à KPMG afin de préparer un plan d'affaires pour faire du Hélène-de-Champlain un espace unique et multifonctionnel, dédié à des événements privés et corporatifs sur mesure, ainsi qu'un espace muséal et un lieu pour des événements grand public
- Annonce de l'intention de convertir en complexe locatif événementiel haut de gamme le bâtiment patrimonial Hélène-de-Champlain

PAMV

- Programmation 2019 :
  - Tenue d'un atelier d'idéation avec 12 experts des secteurs créatifs montréalais pour identifier des activités ou des événements potentiels afin de rehausser l'expérience de la visite
  - Identification des principales tendances émergentes et proposition d'une trentaine de projets
- Sélection d'une nouvelle firme d'architectes et dévoilement du concept final

Fondation

- Évaluation de la pertinence de mettre en place une fondation
- Analyse des différents modèles d'affaires similaires dans d'autres parcs et mission exploratoire à NY
- Définition de la mission potentielle de la fondation
- Arrimage des activités du Parc avec celles de la fondation

DIRECTION MARKETING, DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL ET COMMUNICATIONS

MANDAT :

Initier, coordonner et promouvoir l'ensemble des événements du parc Jean-Drapeau.

Plus précisément :

- Programmation
- Planification et coordination des événements
- Gestion des sites récréatifs et sportifs (Plage, Complexe aquatique et Bassin olympique)
- Ventes
- Service à la clientèle
- Gestion de l'identité visuelle du Parc
- Publicité et promotion
- Relations publiques
- Commandites
- Relations avec les partenaires

RÉSUMÉ

En 2016, la direction marketing, développement commercial et communications a mis en place une série de promotions et d'activités spéciales destinées aux familles, et ce, tout au long de l'été. Grâce à cette initiative, la Plage et le Complexe aquatique ont connu une croissance significative de leur clientèle familiale, par le biais d'activités ludiques, accessibles et originales. De plus, l'équipe a poursuivi ses efforts afin de faire connaître les diverses plateformes numériques du Parc auprès des visiteurs, en plus de faire preuve d'originalité et de rigueur dans ses communications sur les réseaux sociaux. Finalement, le Parc a accueilli 80 événements en 2016, tant sportifs, culturels que caritatifs.

RÉALISATIONS 2016

Communications-marketing

- Instauration des mercredis gratuits pour les enfants à la Plage et au Complexe aquatique générant une hausse de 11 points de la fréquentation familiale
- Augmentation de 44 % des ventes de passeports saison famille pour la Plage comparativement à 2015
- Embauche d'une agence de placement média web ayant collaboré à l'augmentation de 5 % de la notoriété via web et réseaux des Week-ends du monde et des activités estivales
- Mise en place du PJD Info, un outil de communication récurrent destiné aux partenaires du Parc afin de les informer de toutes les nouvelles, de la programmation et des impacts sur les activités quotidiennes au Parc
- Ententes de partenariat ayant permis de bonifier notamment la programmation de la Fête des neiges (Tim Hortons et Nissan Gabriel)
- Ajout de visites virtuelles de nos salles de location sur Google
- Réalisation de 5 études auprès de la clientèle
  - Étude d'achalandage et de provenance des visiteurs des Week-ends du Monde et de la Fête des neiges
  - Sondage auprès des visiteurs des Week-ends du monde
  - Sondage auprès des visiteurs de la Fête des neiges
  - Sondage auprès des usagers du parc Jean-Drapeau durant la saison estivale 2016
  - Sondage de satisfaction auprès de la clientèle interne et externe du service d'approvisionnement du parc Jean-Drapeau
- Restructuration de la direction avec l'embauche d'une chef, communications

Développement commercial

Programmation

- Coordination de 80 événements en 2016, dont quelques nouveautés :
  - Bubble Tour
  - Jeux du Québec



- 4 journées thématiques d'activités familiales à la Plage et au Complexe aquatique :
    - Party d'été
    - Noël du campeur
    - Pirates à l'abordage
    - Journée olympique
- Vente record d'ACCROPASSES à la Fête des neiges
- Coordination de 253 événements et de 23 tournages en lien avec nos espaces locatifs

Installations sportives

- Plage Jean-Doré : eau de qualité A tout au long de la saison
- Aménagement de 8 nouveaux terrains de volley-ball de calibre international
- Bassin olympique : hausse de la fréquentation de 50 %, tous sports confondus
- Rénovation complète du Quartier des athlètes

8 NOUVEAUX TERRAINS DE VOLLEY-BALL DE CALIBRE INTERNATIONAL

JEUX DU QUÉBEC

RÉNOVATION COMPLÈTE DU QUARTIER DES ATHLÈTES



MISE EN PLACE D'UN PROGRAMME D'ENTRETIEN PRÉVENTIF DES ESPACES VERTS, DES INSTALLATIONS ET DES BÂTIMENTS

DIRECTION OPÉRATIONS

MANDAT :

La direction des opérations entretient et protège les actifs naturels et bâtis de la SPJD. En plus d'offrir un soutien opérationnel et technique, elle est aussi responsable de la logistique entourant les événements internes et externes organisés au Parc.

Plus précisément :

- Planification et coordination logistique des événements
- Support opérationnel et technique aux événements et installations
- Entretien des espaces verts
- Ressources matérielles et ateliers
- Entretien des immeubles et infrastructures
- Sécurité et gestion des stationnements

RÉSUMÉ

En 2016, la direction des opérations a poursuivi ses efforts d'optimisation des ressources dans son travail quotidien d'entretien et de protection des actifs de la Société du parc Jean-Drapeau. Elle a également supporté la planification et la coordination de plus de 80 événements.

RÉALISATIONS 2016

- Support continu pour le montage, le démontage et la tenue de plus de 80 événements
- Optimisation de la planification des travaux et réduction significative du temps supplémentaire
- Poursuite des efforts et consolidation du rattrapage du déficit d'entretien avec la mise en place de plusieurs contrats de services (travaux civils, entrepreneur général, travaux arboricoles et systèmes électromécaniques)
- Poursuite du plan de mise à niveau de la flotte de véhicules
- Acquisition et opération d'une faucardeuse sur le Bassin olympique permettant d'y contrôler la présence d'espèces envahissantes
- Implantation d'un système de gestion aux ressources matérielles et au magasin
- Mise en place d'un programme d'entretien préventif des espaces verts, des installations et des bâtiments
- Intensification du programme de lutte contre l'agrile du frêne
- Mise en place d'un plan de formation pour le personnel de la sécurité
- Implantation d'un projet de contrôle d'accès des bâtiments

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION

MANDAT :

La direction de l'administration a le mandat d'assurer une saine gestion des fonds de l'organisation, en plus de gérer quotidiennement les ressources humaines et de coordonner les services suivants :

- Finances
- Ressources humaines
- Approvisionnements
- Affaires juridiques
- Technologies de l'information
- Archives

RÉSUMÉ

En 2016, la Direction des Finances et technologies de l'information a intégré ses activités à celle de la direction des ressources humaines, pour créer la Direction de l'administration. Forte de cette nouvelle structure, la direction de l'administration a poursuivi les efforts de développement et de révision des politiques et procédures de l'ensemble des domaines qu'elle chapeaute.

RÉALISATIONS 2016

Technologies de l'information

- Remplacement de tous les postes informatiques et déploiement d'un nouveau système d'exploitation
- Analyse des conduits souterrains sur l'île Sainte-Hélène et préparation des plans et devis pour l'installation de la fibre optique
- Implantation d'un logiciel de gestion du matériel roulant
- Implantation d'un système de sécurité informatique

Ressources humaines

- Création de postes clés au sein de la Direction de l'administration : chef des technologies de l'information, chef des ressources humaines, conseiller juridique et analyste financier et prix de revient
- Exercice de repositionnement salarial
- Relations de travail : signatures des conventions collectives avec l'Alliance internationale des employés de scènes, de théâtre et de cinéma (IATSÉ) et avec le Syndicat des fonctionnaires municipaux de Montréal (SCFP, cols blancs)
- Diminution du taux personnalisé à la CNESST* de 11,5 % comparativement à 2015
- Diminution des incidents et accidents au travail de 8 %
- Formations aux gestionnaires de premier niveau en matière de santé et sécurité au travail et en leadership d'impact

Approvisionnement

- Planification et suivi des appels d'offres
- Création d'un guide d'échéanciers par type d'appel d'offres
- Lancement de 61 appels d'offres en 2016

Finances

- Instauration d'un système de paiement électronique
- Élaboration d'une nouvelle charte comptable
- Implantation d'un cube financier
- Révision et renforcement de politiques et procédures administratives

*Commission des normes,de l'équité, de la santé et de la sécurité au travail

DIMINUTION DES INCIDENTS ET ACCIDENTS AU TRAVAIL DE

8%

61 APPELS D'OFFRES







15
AUDITS

DIRECTION INFRASTRUCTURES ET GESTION DE PROJETS

MANDAT

La direction Infrastructures et gestion de projet supervise l'ensemble des grands projets de développement ainsi que les projets inscrits au programme triennal d'immobilisations (PTI). Elle assure la gestion de projets, la mise à niveau, le maintien et le développement des actifs immobiliers de la Société. Le parc immobilier se compose de 65 bâtiments combinés à des terrains, des plans d'eau, des équipements sportifs et récréatifs, et autres espaces aménagés.

RÉSUMÉ

En 2016, la direction infrastructures et gestion de projets a élargi son équipe et mis en place de nouveaux processus afin d'optimiser la gestion des grands projets à venir au cours des prochaines années. Un programme d'audits pour le maintien des actifs a été conçu et déployé, permettant de planifier les rénovations à effectuer au cours des prochaines années sur les bâtiments du Parc, dans un souci de pérennité des actifs et du patrimoine. De nombreux travaux préparatoires aux grands projets ont été entamés et mettent la table pour les projets d'envergure à venir.

RÉALISATIONS 2016

Gestion

- Révision de la structure et de l'organigramme fonctionnel
  - Création de la division Grands projets
  - Intégration de nouvelles ressources en 2016 avec l'arrivée de deux chargés de projets et plan d'action 2017
- Bilan de l'état actuel de la situation du patrimoine et de l'actif immobilier
  - *Réalisation de 15 audits, notamment :*
    - Complexe aquatique
    - Musée Stewart
    - Biosphère
    - Pavillon du Canada : audit et étude de scénarios de réhabilitation
- Élaboration d'un plan de maintien d'actif sur 10 ans
  - *Budget PTI 2017-2019 – 32 M$*

Maintien des actifs

- Réalisation d'études techniques :
  - *Circulation et mobilité sur les deux îles*
  - *Réaménagement du Pavillon des services*
- Audits et études préparatoires pour les travaux de mise à niveau des infrastructures du circuit Gilles-Villeneuve
- Réalisation des énoncés patrimoniaux
- Renouvellement des marchés de services
  - *Architecture*
  - *Ingénierie*

Projets réalisés :

- Remise à neuf complète de la toiture du Pavillon du Canada **(2,5 M$)**
- Remise à neuf complète du Quartier des athlètes **(4,3 M$)**
- Travaux de sécurisation de la Biosphère **(0,25 M$)**
- Terrains de volleyball **(0,8 M$)**
- Tour des commentateurs **(0,3 M$)**

Grands projets

Amphithéâtre et allée Calder - PAMV phase 1

- Plan fonctionnel et technique (PFT) en scénographie et sécurité
- Concept définitif (APD) et plans et devis
- Plans et devis, appel d'offres pour travaux arboricoles
- Révision des contrats des architectes et des ingénieurs en fonction du nouveau budget

Grand Prix Formule 1

- Rénovation des paddocks : garages, gradins du Paddock club, tour de contrôle, espace médias, cabine des commentateurs et bureaux de course
  - *Plan fonctionnel et technique (PFT) complété*
  - *Validation de l'esquisse, de la portée du projet et du budget révisé*
  - *Appels d'offres pour services professionnels en architecture et en génie*
- Rénovation de la zone hospitalité : tentes, murets, quais, cuisines temporaires, espace Pirelli et conteneurs de pneus
  - *Achat d'équipements et coûts de mobilisation annuels*
  - *Plan fonctionnel et technique (PFT) partiellement complété*

PLAN D'AMÉNAGEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU SECTEUR

En décembre 2016, la Société du parc Jean-Drapeau a procédé au dévoilement du concept final du Plan d'aménagement et de mise en valeur du secteur sud de l'Île Sainte-Hélène (PAMV), qui consiste en la construction d'un amphithéâtre naturel et d'une allée centrale reliant les œuvres magistrales que sont le dôme géodésique de Buckminster Fuller (Biosphère) et la sculpture Trois disques (L'Homme) d'Alexander Calder. Le concept retenu met de l'avant quatre objectifs, soit recréer l'esprit d'Expo 67, devenir une destination en soi, conjuguer nature et culture et révéler le génie du lieu.

LEGS DU 375e ANNIVERSAIRE DE MONTRÉAL

Cette annonce a fait suite à la réalisation du Plan fonctionnel et technique (PFT), qui a permis d'établir les besoins spécifiques pour le projet, notamment en matière d'aménagement et de sécurité. Au budget annoncé de 70,4 M$, une somme supplémentaire de 3 M$ a été ajoutée, afin de compléter l'aménagement de la promenade riveraine. Legs du gouvernement du Québec et de la Ville de Montréal à l'occasion du 375e anniversaire de Montréal, le PAMV bénéficie donc d'un budget de 73,4 M$, dont 35 M$ proviennent du Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) et 38,4 M$ de la Ville de Montréal.

Une fois complété, ce projet contribuera au développement et au rayonnement de la métropole, en accueillant des événements d'envergure et en devenant un attrait touristique de premier plan. Le PAMV permettra à Montréal de se doter d'un site événementiel en plein air de calibre international, de faire du parc Jean-Drapeau une destination de choix pour les Montréalais et les touristes étrangers, en plus d'agrémenter l'expérience des visiteurs, tout en leur offrant un accès unique au fleuve.

Dans sa finalité, le projet tiendra compte à la fois des besoins des visiteurs et des promoteurs d'événements et comptera cinq secteurs :

- l'allée centrale reliera la Biosphère à l'œuvre de Calder et aura un pavillon d'accueil aménagé à la sortie est du métro ;
- l'amphithéâtre offrira une programmation événementielle sur quatre saisons et sera doté d'infrastructures électriques et scénographiques permanentes ;
- le village événementiel bénéficiera d'une aire de restauration, en plus d'offrir une vue exceptionnelle sur l'œuvre de Calder, le fleuve et le centre-ville de Montréal ;
- une agora naturelle, située à proximité de l'œuvre de Calder et destinée à des événements de plus petite envergure, abritera le nouveau bâtiment sanitaire ;
- une promenade riveraine accentuera le contact avec le fleuve grâce à des vues dégagées.

Le début des travaux est prévu pour le mois de juin 2017 et l'échéancier prévoit la fin des travaux en décembre 2018, pour une ouverture en 2019.



DÉBUT DES TRAVAUX EST PRÉVU EN

2017





REVUE FINANCIÈRE

ANALYSE FINANCIÈRE

Les mesures prises en 2016 en matière de croissance des revenus et de contrôle des dépenses ainsi que les stratégies financières mises en place ont permis à la Société du parc Jean-Drapeau de terminer l'année avec un excédent de 1,13 M$.

Le tableau 1 ci-dessous résume les résultats de la dernière année.

CATÉGORIE	RÉEL 2016	RÉEL 2015	ÉCART $	ÉCART %
Revenus	25 510 582 $	22 107 659 $	3 402 923 $	15 %
Charges	24 384 915 $	21 650 679 $	2 734 236 $	13 %
Excédent	**1 125 667 $**	**456 980 $**	**668 687 $**	**146 %**

REVENUS DE 25,5 M$ – HAUSSE DE 15 %

Taux d'autofinancement de 51 %

Les revenus totaux sont passés de 22,1 M$ à 25,5 M$, soit une augmentation de 15 %.

Le tableau 2 ci-dessous résume les revenus par nature

NATURE	RÉEL 2016	RÉEL 2015	ÉCART $	ÉCART %
Revenus autonomes (SPJD)	12 972 640 $	12 672 478 $	300 162 $	2 %
Contribution (Ville de Montréal)	11 706 000 $	8 706 000 $	3 000 000 $	34 %
Mandats additionnels de la Ville de Montréal	831 942 $	729 181 $	102 761 $	14 %
Total	**25 510 582 $**	**22 107 659 $**	**3 402 923 $**	**15 %**

Les revenus autonomes s'élèvent à 13 M$, soit une hausse de 0,3 M$ (2 %).

POUR L'EXERCICE 2016, LA CONTRIBUTION DE LA VILLE DE MONTRÉAL PERMETTANT À LA SPJD D'EXERCER SES ACTIVITÉS COURANTES D'EXPLOITATION ET DE PROGRAMMATION EST PASSÉE DE 8,7 M$ À 11,7 M$, SOIT UNE AUGMENTATION DE 3 M$ (34 %).

LA VILLE A VERSÉ À LA SOCIÉTÉ DU PARC JEAN-DRAPEAU POUR L'ANNÉE 2016 UNE CONTRIBUTION D'UN MONTANT DE 0,8 M$ POUR LA RÉALISATION DES WEEK-ENDS DU MONDE, DES ÉTUDES LIÉES À LA REVITALISATION ET AU DÉVELOPPEMENT DU PARC, AINSI QUE POUR LE PROGRAMME DE LUTTE CONTRE L'AGRILE DU FRÊNE.

REVENUS AUTONOMES DE 13 M$

L'exercice financier 2016 présente une hausse des revenus autonomes de 0,3 M$ (2 %).

Cette hausse s'explique en grande partie par les faits saillants suivants :

- En 2016, plus de 70 événements, dont plusieurs majeurs tels que le Grand Prix du Canada, les spectacles produits par evenko (Osheaga, Heavy Montréal, îleSoniq), les rendez-vous hebdomadaires des Piknic Électronik, la Fête des neiges de Montréal ainsi que les nombreuses compétitions sportives au Complexe aquatique, au Bassin olympique et sur le circuit Gilles-Villeneuve, ont augmenté les recettes du Parc de 1 %.
- Une augmentation de 10 % des revenus des droits d'entrée due à la forfaitisation de nos activités à la Plage Jean-Doré et au Complexe aquatique. Également, l'achat d'ACCROPASSES offert sur Internet pour la Fête des neiges a engendré une augmentation de l'achalandage.
- Une augmentation de 107 % des revenus des commandites attribuable à la signature d'un commanditaire majeur dans le cadre de la Fête des neiges.

Par contre, d'autres secteurs tels que les locations ont généré moins de revenus, notamment en raison du départ d'un locataire commercial annuel et de réfection de certains sites locatifs.

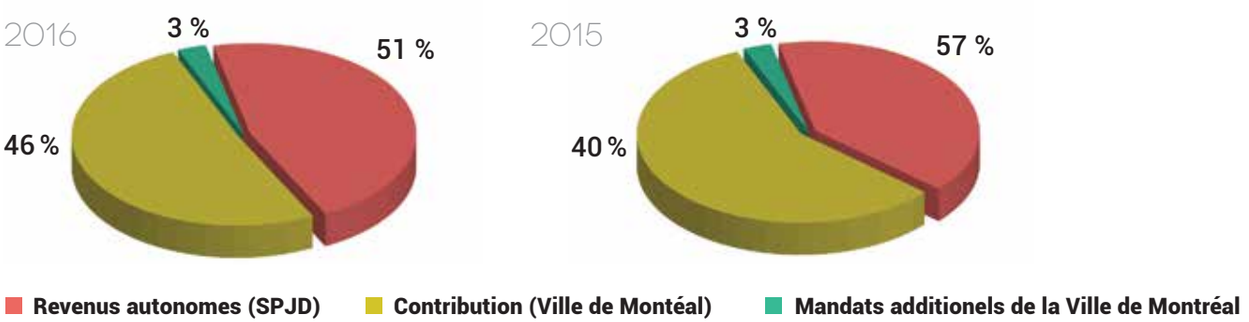
Le tableau 3 ci-dessous résume les revenus autonomes par nature

NATURE	RÉEL 2016	RÉEL 2015	ÉCART $	ÉCART %
Événements	4 841 786 $	4 771 499 $	70 287 $	1 %
Locations	1 009 770	1 270 712	(260 942)	-21 %
Stationnements	1 564 845	1 555 830	9 015	1 %
Droits d'entrée	1 141 715	1 039 058	102 657	10 %
Commandites	435 519	210 645	224 874	107 %
Concessions	264 246	292 026	(27 780)	-10 %
Énergie	3 500 219	3 372 155	128 064	4 %
Intérêts	73 982	65 209	8 773	13 %
Autres	140 558	95 344	45 214	47 %
Total	**12 972 640 $**	**12 672 478 $**	**300 162 $**	**2 %**

La hausse de la contribution de la Ville de Montréal de 3 M$ diminue le taux d'autofinancement de 57 % à 51 % pour l'année 2016.

Cette contribution a été versée afin de ralentir le déficit d'entretien opérationnel du Parc, permettre la sécurisation des bâtiments et des lieux, ainsi que créer une enveloppe dédiée pour les études professionnelles.

REVENUS EN (%) 2016 ET 2015



CHARGES DE 24,4 M$ – HAUSSE DE 13 %

Les charges totales s'élèvent à 24,4 M$, soit une augmentation de 2,7 M$ (13 %).

Cette augmentation des charges est attribuable à l'ajout de ressources additionnelles pour mieux supporter la Société aux opérations, à l'administration et à la direction générale. La hausse des frais de main-d'oeuvre pour la direction des infrastructures et gestion de projets est due à la non-capitalisation des salaires employés.

Au cours de l'année 2016, il y a eu une réorganisation de la structure de la Société suite à la fusion des directions Finances et Technologies de l'information et Ressources humaines pour former la direction de l'administration afin d'améliorer la synergie entre toutes les directions.

Pour la rubrique Projet spéciaux et frais financiers, ajout d'un budget incluant des dépenses liées à la sécurisation des bâtiments et d'autres études engagées par la Société. L'écart pour la rubrique Mandats additionnels de la Ville de Montréal provient d'un remboursement pour l'agrile du frêne ainsi qu'une augmentation pour la tenue de la Fête des neiges de Montréal.

Le tableau 4 ci-dessous compare les charges par service

NATURE	RÉEL 2016	RÉEL 2015	ÉCART $	ÉCART %
Direction générale	491 388 $	394 537 $	96 851 $	25 %
Administration	2 538 593	2 055 933	482 660	23 %
Communication, marketing et programmation	5 286 066	5 154 136	131 930	3 %
Infrastructures et gestion de projets	303 441	267 665	35 776	13 %
Opérations	9 389 132	8 119 531	1 269 601	16 %
Énergie	4 460 898	4 334 925	125 973	3 %
Projets spéciaux et frais financiers	776 288	279 754	496 534	177 %
Mandats additionnels de la Ville de Montréal	1 069 549	923 034	146 515	16 %
Pertes sur radiation d'immobilisations corporelles	-	43 171	(43 171)	-
Amortissement des immobilisations corporelles	69 560	77 993	(8 433)	-11 %
Total	**24 384 915 $**	**21 650 679 $**	**2 734 236 $**	**13 %**

ÉTATS FINANCIERS DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

RAPPORT DE LA DIRECTION

La direction de la Société du parc Jean-Drapeau est responsable de la préparation et de la présentation des états financiers dans le rapport annuel. Ces états ont été dressés selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public et comprennent nécessairement des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations de la direction qui en assume l'entière responsabilité. Celle-ci comprend le choix de principes et de méthodes comptables appropriées au contexte propre à la Société. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel concordent avec l'information figurant dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et permettent de produire les états financiers fiables.

La Société reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration s'assure des méthodes utilisées par la direction pour s'acquitter des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité d'audit dont les membres ne font pas partie de la direction ni du personnel de la Société. Ce comité rencontre la direction et le Vérificateur général de la Ville de Montréal, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général de la Ville de Montréal a procédé à l'audit des états financiers de la Société, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de l'audit, ainsi que l'expression de son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité d'audit pour discuter de tout élément afférent à l'audit.

La direction considère que les états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société, les résultats de son exploitation et ses flux de trésorerie. Le conseil d'administration a examiné et approuvé les états financiers à la suite d'une recommandation du comité d'audit.



RONALD CYR

Le directeur général

Montréal, le 30 mars 2017



JEAN-FRANÇOIS MATHIEU, CPA, CMA

Le directeur de l'administration

Montréal, le 30 mars 2017

Vérificateur général
de la Ville de Montréal

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À la présidente et aux membres du conseil d'administration de
Société du parc Jean-Drapeau

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de Société du parc Jean-Drapeau, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2016, et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnus du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Vérificateur général
de la Ville de Montréal

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Société du parc Jean-Drapeau au 31 décembre 2016, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

La vérificatrice générale de la Ville de Montréal,

Michèle Galipeau, CPA auditrice, CA

Michèle Galipeau, CPA auditrice, CA
Montréal
Le 30 mars 2017

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Au 31 décembre 2016

		2016	2015
Actifs financiers			
Encaisse		509 181 $	221 032 $
Dépôts à terme, à 0,67 et 0,50 % échéant en janvier 2017 *(0,74 % échéant en janvier 2016)*		2 280 000	2 300 000
Débiteurs	*(note 3)*	5 197 062	6 225 037
		7 986 243	**8 746 069**
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	*(note 5)*	2 777 706	4 516 670
Revenus perçus d'avance		293 663	284 746
Contribution perçue d'avance		-	111 094
Dépôts de garantie		822 528	944 869
		3 893 897	**5 857 379**
Actifs financiers nets		**4 092 346 $**	**2 888 690 $**
Actifs non financiers			
Immobilisations corporelles	*(note 6)*	51 599	121 159
Charges payées d'avance		167 223	175 652
		218 822	**296 811**
Excédent accumulé	*(note 7)*	**4 311 168 $**	**3 185 501 $**
Engagements et éventualités	*(notes 13 et 14)*		

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le conseil d'administration,

Présidente du Conseil d'administration

Présidente du comité d'audit

ÉTAT DES RÉSULTATS

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016

		BUDGET 2016	RÉEL 2016	RÉEL 2015
Revenus				
Événements		4 655 000 $	4 841 786 $	4 771 499 $
Locations		1 200 000	1 009 770	1 270 712
Stationnements		1 555 000	1 564 845	1 555 830
Droits d'entrée		1 000 000	1 141 715	1 039 058
Commandites		325 000	435 519	210 645
Concessions		255 000	264 246	292 026
Énergie		3 200 000	3 500 219	3 372 155
Intérêts		55 000	73 982	65 209
Autres		60 000	140 558	95 344
		12 305 000	**12 972 640**	**12 672 478**
Contribution de la Ville de Montréal	*(note 9)*	11 706 000	11 706 000	8 706 000
Mandats additionnels de la Ville de Montréal	*(note 9)*	645 000	831 942	729 181
		24 656 000 $	**25 510 582 $**	**22 107 659 $**
Inscription au calendrier de courses		17 447 100	17 447 128	17 104 991
		42 103 100 $	**42 957 710 $**	**39 212 650 $**
Charges (Annexe 1)				
Direction générale		463 300	491 388	394 537
Administration		2 691 300	2 538 593	2 055 933
Communication, marketing et programmation		5 217 700	5 286 066	5 154 136
Infrastructures et gestion de projets		231 700	303 441	267 665
Opérations		9 442 000	9 389 132	8 119 531
Énergie	*(note 11)*	4 300 000	4 460 898	4 334 925
Projets spéciaux et frais financiers		1 340 000	776 288	279 754
Mandats additionnels de la Ville de Montréal	*(note 9)*	880 000	1 069 549	923 034
Pertes sur radiation d'immobilisations corporelles		-	-	43 171
Amortissement des immobilisations corporelles		90 000	69 590	77 993
		24 656 000 $	**24 384 915 $**	**21 650 679 $**
Inscription au calendrier de courses		17 447 100	17 447 128	17 104 991
		42 103 100 $	**41 832 043 $**	**38 755 670 $**
Excédent de l'exercice		**-**	**1 125 667**	**456 980**
Excédent accumulé au début de l'exercice		3 185 501	3 185 501	2 728 521
Excédent accumulé à la fin de l'exercice		**3 185 501 $**	**4 311 168 $**	**3 185 501 $**

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016

	BUDGET 2016	RÉEL 2016	RÉEL 2015
Excédent de l'exercice	**- $**	**1 125 667 $**	**456 980 $**
Variation des immobilisations corporelles			
Perte sur radiation	-	-	43 171
Amortissement	90 000	69 560	77 993
Variation des charges payées d'avance	-	8 429	(13 362)
Variation des actifs financiers nets	**90 000 $**	**1 203 656 $**	**564 782 $**
Actifs financiers nets au début de l'exercice	2 888 690	2 888 690	2 323 908
Actifs financiers nets à la fin de l'exercice	**2 978 690 $**	**4 092 346 $**	**2 888 690 $**

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016

	2016	2015
Activités de fonctionnement		
Excédent de l'exercice	1 125 667 $	456 980 $
Éléments sans effet sur la trésorerie		
Perte sur radiation d'immobilisations corporelles	-	43 171
Amortissement des immobilisations corporelles	69 560	77 993
	1 195 227	578 144
Variation des éléments hors caisse	(927 078)	366 415
Augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	268 149	944 559
Trésorerie et équivalent de trésorerie au début de l'exercice	2 521 032	1 576 473
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	**2 789 181 $**	**2 521 032 $**
Trésorerie et équivalents de trésorerie		
Encaisse	509 181	221 032
Dépôts à terme	2 280 000	2 300 000
	2 789 181 $	**2 521 032 $**

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

1. Statut et nature des activités

La Société du parc Jean-Drapeau (SPJD) est un organisme sans but lucratif, constitué le 9 août 1983 en vertu de l'article 223 de la Charte de la Ville de Montréal.

La SPJD a pour mission l'exploitation, l'administration et le développement du parc Jean-Drapeau, constitué des îles Sainte-Hélène et Notre-Dame à Montréal, y compris la gestion d'activités à caractère récréatif, culturel et touristique ainsi que tout autre mandat dont la Ville de Montréal lui confie la gestion.

La SPJD est exonérée d'impôt sur le revenu des sociétés.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public édictées dans le Manuel de CPA Canada pour le secteur public.

2.1 Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés aux titres des revenus, des charges, des actifs, des passifs, des engagements et des éventualités. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Les principales estimations comprennent : la provision pour créances douteuses, la durée de vie utile des immobilisations corporelles et les frais courus.

2.2 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie comprend le solde d'encaisse et les dépôts à terme

2.3 Actifs non financiers

La SPJD comptabilise les immobilisations corporelles et certains autres actifs à titre d'actifs non financiers étant donné qu'ils peuvent servir à fournir des services dans des exercices ultérieurs. Normalement, ces actifs ne fournissent pas de ressources affectables au règlement de ses passifs, à moins d'être vendus.

2.4 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont présentées à leur coût d'origine et sont amorties en fonction de leur durée de vie utile selon la méthode de l'amortissement linéaire et les périodes suivantes :

- Améliorations et réparations majeures aux bâtiments 5 et 10 ans
- Matériel roulant, mobilier de bureau et autres équipements 2 et 5 ans
- Équipements informatiques 3 ans

2.5 Constatation des revenus

Les revenus d'énergie représentent la refacturation de la consommation énergétique des différents occupants du parc Jean-Drapeau, en conformité avec les ententes contractuelles, notamment pour le Casino de Montréal et le parc Six Flags SENC. Les sommes ainsi facturées sont reflétées à l'état des résultats sous la rubrique « Énergie » en revenus ainsi qu'en charges.

Les revenus de contribution de la Ville de Montréal, d'inscription au calendrier de courses et reliés aux mandats additionnels de la Ville de Montréal sont constatés et comptabilisés aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle ils sont autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par

(suite)

la SPJD, sauf dans la mesure où les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La SPJD comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur à mesure que les stipulations sont respectées.

Les autres revenus sont comptabilisés lorsqu'ils sont reçus ou lorsque les services correspondants sont rendus, si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et si sa réception est raisonnablement assurée.

2.6 Commandites de services

La SPJD bénéficie de certaines commandites de services, qui ne sont pas comptabilisées, car elles sont difficilement quantifiables.

2.7 Charge au titre des régimes de retraite

La SPJD applique la méthode de comptabilisation relative aux régimes à cotisations déterminées pour constater les coûts des avantages de retraite afférents à un régime de retraite inter-employeur. Ces coûts correspondent aux cotisations requises à l'égard des services rendus par les salariés.

3. Débiteurs

	2016	2015
Ville de Montréal	2 130 120 $	3 630 946 $
Comptes clients	3 066 942	1 453 332
Débiteur - Inscription au calendrier de courses	-	1 140 759
	5 197 062 $	**6 225 037 $**

Une provision pour créances douteuses de 33 270 $ (75 010 $ en 2015) a été déduite des débiteurs.

4. Marge de crédit

La SPJD dispose d'une marge de crédit autorisée d'une somme de 1 000 000 $, au taux préférentiel garantie par une lettre de crédit d'un montant équivalent. En 2015 et 2016, cette marge de crédit n'a pas été utilisée.

5. Créditeurs et charges à payer

	2016	2015
Ville de Montréal	232 459 $	1 257 931 $
Fournisseurs et frais courus	2 545 247	3 258 739
	2 777 706 $	**4 516 670 $**

NOTES COMPLÉMENTAIRES *(suite)*

6. Immobilisations corporelles

	SOLDE AU 31-12-2015	AUGMENTATION	DIMINUTION	SOLDE AU 31-12-2016
Coût				
Améliorations et réparations majeures aux bâtiments	1 025 340 $	- $	- $	1 025 340 $
Autres équipements	551 718	-	-	551 718
Équipements informatiques	97 603	-	-	97 603
Matériel roulant	193 879	-	-	193 879
Mobilier de bureau	142 505	-	-	142 505
	2 011 045 $	**- $**	**- $**	**2 011 045 $**
Amortissement cumulé				
Améliorations et réparations majeures aux bâtiments	964 917 $	29 067 $	- $	993 984 $
Autres équipements	507 548	23 928	-	531 476
Équipements informatiques	97 602	-	-	97 602
Matériel roulant	193 878	-	-	193 878
Mobilier de bureau	125 941	16 565	-	142 506
	1 889 886 $	**69 560 $**	**- $**	**1 959 446 $**
Valeur comptable nette	**121 159 $**			**51 599 $**

(suite)

7. Excédent accumulé

	2016	2015
Excédent des activités non affecté	3 165 194 $	2 147 298 $
Réserve pour projets de développement	363 743	363 743
Réserve pour Fonds Oxygène	782 231	674 460
	4 311 168 $	**3 185 501 $**

8. Excédent des activités non affecté

	2016	2015
Solde au début	2 147 298 $	1 827 089 $
Excédent de l'exercice	1 125 667	456 980
Virement à la réserve pour Fonds Oxygène	(107 771)	(136 771)
Solde à la fin	**3 165 194 $**	**2 147 298 $**

Réserve pour projets de développement

La SPJD utilise une partie de son excédent accumulé en l'affectant à une réserve destinée à préserver, à améliorer et à développer le site, ainsi qu'à promouvoir de nouvelles activités au parc Jean-Drapeau. En 2015 et 2016, aucune somme n'a été affectée, ni n'a été utilisée à même la réserve pour projets de développement.

	2016	2015
Solde au début et à la fin	**363 743 $**	**363 743 $**

NOTES COMPLÉMENTAIRES *(suite)*

8. *Excédent des activités non affecté (suite)*

Réserve pour Fonds Oxygène

Le Fonds oxygène vise à bâtir un avenir sain et durable au parc Jean-Drapeau, entre autres, en favorisant des initiatives pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre, améliorant ainsi la qualité de l'air dans le cadre de la stratégie du développement durable. En 2016, la SPJD a affecté à la réserve une somme de 107 771 $ (136 771 $ en 2015), provenant notamment des recettes de stationnement pour un montant de 66 012 $ (82 423 $ en 2015) et de recettes de locations et d'événements divers pour un montant de 41 759 $ (54 348 $ en 2015). Aucune somme de la réserve pour Fonds oxygène n'a été utilisée en 2016 et en 2015.

	2016	2015
Solde au début	674 460 $	537 689 $
Virement de l'excédent des activités non affecté	107 771	136 771
Solde à la fin	**782 231 $**	**674 460 $**

9. *Opérations entre apparentés*

Les membres du conseil d'administration de la SPJD sont nommés par le comité exécutif de la Ville de Montréal.

Les budgets de la SPJD sont approuvés par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal. Les charges encourues par la Ville, pour le compte de la SPJD, sont remboursées à la Ville.

La SPJD bénéficie de divers biens et services de la Ville de Montréal, entre autres :

- La Ville de Montréal met à sa disposition les bâtiments, les installations, les aménagements, les infrastructures, les œuvres d'art public et les équipements se trouvant sur le site. Ceux-ci ne sont pas comptabilisés dans le tableau des immobilisations corporelles à la note 6;
- La Ville prend fait et cause pour la SPJD dans toute poursuite découlant de l'exécution du mandat.

En vertu d'un protocole d'entente entre la SPJD et la Ville de Montréal, la Ville a octroyé à la SPJD, pour l'année 2016, une contribution financière de 11 706 000 $ (8 706 000 $ en 2015) afin d'exercer ses activités courantes d'exploitation et de programmation.

De plus, la Ville a confié d'autres mandats à la SPJD et lui a versé, par conséquent, une contribution financière spécifique. Pour l'année 2016, la contribution est de 831 942 $ (729 181 $ en 2015) dans le cadre des Week-ends du monde et pour la préparation de différentes études et de frais liés à des projets du parc Jean-Drapeau ainsi que des travaux dans le cadre du plan d'action forêt urbaine, tandis que les charges rattachées sont de 1 065 549 $ (923 034 $ en 2015); la différence de 249 794 $ (193 853 $ en 2015) étant principalement financée par les revenus de commandites, de concessions et de stationnements générés par la SPJD.

(suite)

9. *Opérations entre apparentés (suite)*

Au cours de l'année, la Société a engagé des charges auprès de la Ville de Montréal pour un montant de 637 031 $ (167 960 $ en 2015) relativement aux prêts d'employés de la Ville de Montréal.

En 2016, la Ville de Montréal a contribué pour un montant de 1 163 142 $, (1 140 300 $ en 2015) au financement du Grand Prix de Formule 1 du Canada conformément à l'entente conclue par la Ville de Montréal avec ses partenaires d'affaires et les autres paliers de gouvernement, valide jusqu'en 2024. Cette somme, qui est ajustée annuellement de 2 %, représente la quote-part de la Ville de Montréal pour les droits de courses du Grand Prix du Canada.

Également, en vertu dudit protocole, la Ville de Montréal doit assumer dans le cadre de son programme triennal d'immobilisations (PTI), le financement des travaux de protection et de développement du parc Jean-Drapeau. Le montant engagé par la Société et facturé par les fournisseurs s'est élevé à 13,3 M$ en 2016. De cette somme, un montant de 5,1 M$ a servi, entre autres, à poursuivre l'amélioration des installations du Bassin olympique, à remplacer la toiture du Pavillon du Canada ainsi qu'à la réfection de bâtiments divers. Un montant de 4,9 M$ a servi notamment à l'achat d'ordinateurs et d'équipement multimédia, à poursuivre l'amélioration des équipements de signalisation, à l'achat de différents véhicules utiles au bon fonctionnement de la Société et au maintien des infrastructures du parc Jean-Drapeau. Finalement, une somme de 2,9 M$ a permis de poursuivre les travaux pour la réalisation du projet des Legs Horizon 2017 visant à la célébration du 375e anniversaire de Montréal et du 50e anniversaire d'Expo 67. En 2015, le montant engagé et facturé par les fournisseurs à la SPJD dans le cadre du programme triennal d'immobilisations (PTI) était de 12,4 M$. Ces investissements réalisés au cours de l'année 2016 et de l'année 2015 ne sont pas comptabilisés dans les états financiers de la SPJD.

(EN MILLIERS DE DOLLARS)	2016	2015
Bâtiments	5 314 $	4 967 $
Sites extérieurs et équipements	4 976	5 298
Infrastructures	-	423
Développement - Legs et Horizon 2017	2 912	1 466
Installations du Grand Prix du Canada	55	234
	13 257 $	**12 388 $**

NOTES COMPLÉMENTAIRES *(suite)*

10. Régimes de retraite

Au cours de l'exercice, la Société a contribué à un REER collectif et à un Régime de retraite par financement salarial (RRFS) pour l'ensemble de ses employés permanents. Ces charges de régime de retraite sont basées sur un pourcentage de la rémunération de base, soit 6 %, 7 % et 8 % pour les employées cols blancs, cols bleus et cadres respectivement. Aucune autre obligation n'est assumée par l'employeur au moment de la retraite et le déficit actuariel, s'il y a lieu, est assumé par les participants. Les charges totales relatives à ces deux régimes de retraite se sont élevées à 426 577 $ en 2016 (391 325 $ en 2015).

11. Énergie

La SPJD est responsable de payer la facture énergétique pour l'ensemble du parc Jean-Drapeau puisqu'il n'y a qu'une seule entrée desservant le site.

En 2016, la charge d'énergie liée aux opérations de la SPJD, excluant la refacturation aux autres occupants, est de 960 677 $ (962 770 $ en 2015).

12. Instruments financiers

- Risque de crédit

  Le risque de crédit correspond au risque qu'un débiteur ne respecte pas ses obligations financières. Le risque maximal auquel la Société est exposée correspond aux débiteurs présentés à l'état de la situation financière. En 2016, près de 49 % des revenus de la SPJD, avant le revenu d'inscription au calendrier de courses, proviennent de la contribution et des mandats additionnels de la Ville de Montréal (43 % en 2015).

- Risque de liquidité

  La SPJD considère qu'elle dispose de facilités de crédit lui assurant des fonds suffisants pour répondre à ses besoins financiers, et ce, à coût raisonnable.

13. Engagements

Grand Prix du Canada

Le 21 novembre 2014, la SPJD a conclu une entente avec Formula One World Championship Limited (FOWC), détentrice des droits exclusifs, afin d'exploiter le championnat mondial de Formule 1, visant à garantir, par le biais d'un engagement de financement pour 2016 de 17 447 128 $ (17 104 991 $ en 2015) avec une indexation annuelle de 2 % de la part de la SPJD, l'ajout de Montréal sur le calendrier du Championnat jusqu'en 2024 inclusivement.

Le 21 novembre 2014, la SPJD a également établi un protocole d'entente avec des bailleurs de fonds soit le gouvernement du Québec, Développement économique Canada et l'Office des congrès et du tourisme du grand Montréal pour le financement de la tenue du Grand Prix de Formule 1 du Canada pour les années 2015 à 2024 inclusivement et majoré annuellement de deux pourcent (2 %).

(suite)

La répartition du financement se détaille comme suit :

- Développement économique Canada :	30 %
- L'Office des congrès et du tourisme du grand Montréal :	26 %
- Le gouvernement du Québec :	25 %
- La Ville de Montréal :	7 %
- Le secteur privé :	12 %
	100 %

En 2016, la Ville de Montréal a contribué à hauteur de 1 163 142 $ (1 140 300 $ en 2015) au financement pour la tenue du Grand Prix de Formule 1 du Canada.

De plus, la Ville de Montréal cautionne irrévocablement, en faveur de, FOWC et Groupe de course Octane inc., toutes les obligations que la SPJD a contractées envers ces dernières aux termes des ententes relatives au retour du Grand Prix de Formule 1 du Canada, et ce, tant et aussi longtemps que ces ententes demeurent en vigueur. Dans l'éventualité où le montant serait exigible en vertu de cette entente, le pourcentage de contribution de la Ville de Montréal pourrait excéder 7 % et par conséquent, la contribution du secteur privé en serait réduite d'un montant équivalent.

Aussi, le 21 novembre 2014, la SPJD a conclu un bail en faveur de Groupe de course Octane inc. aux seules fins d'organiser et de produire l'événement. Cette entente inclut les travaux d'amélioration du circuit Gilles-Villeneuve, pour un montant maximum de 30 000 000 $ (incluant les ristournes de TPS et TVQ), pour la rénovation des garages, de la tour de contrôle et de l'hôpital de la piste. En 2016, la Ville de Montréal a autorisé un montant additionnel de 18 000 000 $.

14. Éventualités

La SPJD fait l'objet de réclamations et litiges divers dans le cadre de ses activités et mandats confiés par la Ville de Montréal. La SPJD a le devoir de renseigner la Ville dans certains de ces dossiers. De plus, la direction ne s'attend pas à ce que l'issue de ces réclamations et de ces litiges aient une incidence négative importante sur les résultats de la SPJD. De plus, puisque la Ville prend fait et cause pour les poursuites engendrées contre la SPJD, aucune provision n'a été comptabilisée dans les états financiers.

15. Chiffres de l'exercice précédent

Certains chiffres de l'exercice 2015 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice 2016.

16. Changements au budget de 2016

Certains chiffres budgétaires 2016 ont été modifiés pour les rendre comparables aux activités de l'exercice 2016. Voir le tableau de la page suivante.

NOTES COMPLÉMENTAIRES *(suite)*

16. Changements au budget de 2016 (suite)

	BUDGET 2016 ORIGINAL	AUGMENTATION		DIMINUTION	BUDGET 2016 FINAL
Revenus					
Événements	3 830 000 $	825 000 $	*(1)*	- $	4 655 000 $
Stationnements	1 500 000	55 000	*(2)*	-	1 555 000
Commandites	200 000	125 000	*(2)*	-	325 000
Concessions	200 000	55 000	*(2)*	-	255 000
Mandats additionnels de la Ville de Montréal	-	645 000	*(2)*	-	645 000
Charges					
Communication, marketing et programmation	4 392 700	825 000	*(1)*	-	5 217 700
Mandats additionnels de la Ville de Montréal	-	880 000	*(2)*	-	880 000

(1) Refacturation aux partenaires de l'Alliance internationale des employés de scène, de théâtre et de cinéma (IATSE)
(2) Mandat additionnel dans le cadre des Week-ends du monde

ANNEXE 1 – CHARGES DE FONCTIONNEMENT PAR OBJET

	BUDGET 2016	RÉEL 2016	RÉEL 2015
Rémunération			
Employés	11 121 206 $	11 207 182 $	10 364 957 $
Cotisations de l'employeur			
Employés	2 221 461	2 225 302	1 798 246
Transport et communication	795 175	873 383	798 713
Services professionnels, techniques et autres			
Honoraires professionnels	189 400	231 106	205 059
Achats de services techniques	3 372 243	2 847 608	2 043 517
Inscription au calendrier de courses et autres	17 591 600	17 581 172	17 230 160
Location, entretien et réparations			
Location	360 290	360 256	320 547
Entretien et réparations	1 050 200	936 447	742 541
Biens non durables			
Fourniture de services publics	4 300 000	4 460 898	4 334 925
Autres biens non durables	1 011 525	1 019 796	786 063
Amortissement des immobilisations corporelles	90 000	69 560	121 164
Autres objets			
Créances douteuses ou irrécouvrables	-	19 333	9 778
	42 103 100 $	**41 832 043 $**	**38 755 670 $**

ACCÈS À L'INFORMATION ET PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

COMPTE RENDU DES DEMANDES D'ACCÈS

La Société du parc Jean-Drapeau traite les demandes d'accès à des documents conformément à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels. Au cours de l'année 2016, la SPJD a traité sept demandes dans les délais requis. Le tableau suivant présente un bilan du traitement des demandes :

OBJET	NOMBRE
Demandes acceptées en totalité	1
Demandes acceptées partiellement	3
Demandes refusées	3
Total	**7**

MOTIF DE REFUS

Les motifs de refus d'accès aux documents détenus par la SPJD qui ont été invoqués concernaient ou contenaient:

-des informations confidentielles
-des renseignements personnels
-des renseignements de nature commerciale

DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES DEMANDES

Le délai moyen de réponse de la SPJD est de 21 jours et aucune demande n'a fait l'objet de mesures d'accommodements raisonnables.



PARTENAIRE FONDATEUR DE LA SOCIÉTÉ DU PARC JEAN-DRAPEAU

Ville de Montréal

PARTENAIRES INSTITUTIONNELS

Coca-Cola
Molson Coors
Breyers
Parcs Canada
Lafleur

PARTENAIRES MÉDIAS

24 Heures
Bell Affichage
Journal de Montréal
CKOI 96,9
Rythme FM
The Beat 92,5
Télé-Québec
Radio-Canada

PARTENAIRES INSULAIRES

Biosphère, musée de l'environnement
Casino de Montréal
La Ronde
Musée Stewart
Société de transport de Montréal
Service incendie de Montréal

COMMANDITES / PARTENARIATS

Les partenariats établis par la Société du parc Jean-Drapeau avec des organisation reconnues et appréciées du public, lui permettent de bonifier l'expérience au Parc tout au long de l'année, en proposant une offre complémentaire à sa programmation

En 2016, la SPJD a conclu plusieurs nouveaux partenariats avec des entreprises d'envergure incluant Parcs Canada, Tim Hortons, Groupe Nissan Gabriel et Tourisme Montréal.

En plus d'une contribution financière significative, plusieurs partenariats comportent un investissement marketing ou un échange de services. L'ensemble des nouvelles ententes en 2016 représente une valeur de 255 975 $ sur un total de 507 712,78$.

PARTENAIRES DE LA FÊTE DES NEIGES DE MONTRÉAL

Tim Hortons
Groupe Nissan Gabriel
La Guerre des tuques 3D
Films Séville
Fondation Lucie et André Chagnon
Vacances Sunwing
Minute Maid
Mamanpourlavie.com
CKOI 96,9
Rythme FM 105,7
Cogeco Métromédia
La Presse
Vrak TV
Télé-Québec
Radio-Canada
Biosphère, musée de l'environnement
La Ronde
Musée Stewart

PARTENAIRES DES WEEK-ENDS DU MONDE

Loto-Québec
Tourisme Montréal
Molson Canadian
Coca-Cola
Breyers
Piknic Électronik
24 Heures
Bell Affichage
Journal de Montréal
Radio-Canada
CKOI 96,9
The Beat 92,5
Télé-Québec

PARTENAIRES DU BASSIN OLYMPIQUE

Association québécoise d'aviron
Association québécoise de canoë-kayak de vitesse
Club d'aviron de l'université de Montréal
Club d'aviron de McGill
Club d'aviron de Montréal
Club de canotage de Pointe-Claire
H2O Playground
Canoë-Kayak Canada

PARTENAIRES COMMERCIAUX

Écorécréo
evenko
Gestion GSP
KSF
Croisières AML
Octane
Organijeu
Piknic Électronik
TTS Montréal
Aquazilla



Parc Jean-Drapeau

Société du parc Jean-Drapeau
1, circuit Gilles-Villeneuve
Montréal (Québec)
Canada H3C 1A9

514 872-6120
parcjeandrapeau.com

#parcjeandrapeau

Imprimé sur du Rolland Enviro[MC] Satin, un papier contenant 100 % de fibres post consommation qui est certifié Procédés sans chlore. Ce papier est également certifié FSC® et ÉcoLogo et est fabriqué à partir d'énergie biogaz.
Production : Service des communications de la Société du parc Jean-Drapeau Design : EMBLÈME Communication Prépresse et impression : Deschamps impression

POUR POSITIONNEMENT

Décision

Résiliation du contrat visant la reconstruction de belvédères, de passerelles et de sentiers au parc-nature du Bois-de-l'Île-Bizard (appel d'offres 16-6853)

(art. 57.1.10 de la *Charte de la Ville de Montréal*)

13 septembre 2017

Bureau de l'inspecteur général
1550, rue Metcalfe, bureau 1200
Montréal (Québec) H3A 1X6
Téléphone : 514 280-2800
Télécopieur : 514 280-2877
BIG@bigmtl.ca
www.bigmtl.ca

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le Bureau de l'inspecteur général a mené une enquête suite à la réception de dénonciations à l'effet qu'une entreprise autre que l'adjudicataire réel du contrat découlant de l'appel d'offres 16-6853 exécutait les travaux sur le chantier. Les dénonciations remettaient en question le fait que cette autre entreprise puisse agir de la sorte, notamment en raison d'accusations criminelles pendantes à l'encontre du président de celle-ci.

L'appel d'offres 16-6853 a été lancé par le Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal de la Ville de Montréal pour la reconstruction de belvédères, de passerelles et de sentiers au parc-nature du Bois-de-l'Île-Bizard. Le contrat a été octroyé au plus bas soumissionnaire conforme, soit Construction Généphi inc. pour un montant de 11 284 767,25$. Compte tenu de la nature et de la valeur du contrat, tout soumissionnaire devait posséder une autorisation de contracter avec des organismes publics émise par l'Autorité des marchés financiers. Généphi possède une telle autorisation.

L'enquête a révélé que Généphi avait conclu auparavant une entente de coentreprise avec Congeres inc. Le président et actionnaire unique de cette dernière est Pascal Patrice. Celui-ci fait face à des accusations criminelles dans le dossier du Faubourg Contrecoeur et subit présentement son procès. Congeres ne possède pas d'autorisation de l'AMF et n'en a jamais fait la demande.

L'entente de coentreprise a été conclue en 2014 et détaille le fonctionnement de la coentreprise Généphi-Congeres. Le président et unique actionnaire de Généphi, Daniel Lefebvre, s'occupe du volet financier de la coentreprise : il fournit le cautionnement et le financement et s'engage à acquitter les factures que lui émet Congeres. Celle-ci est en charge de tout le volet opérationnel, de la recherche des appels d'offres, à la préparation de la soumission et à la fourniture de la main d'œuvre et du matériel pour l'exécution du contrat.

Les faits recueillis lors de l'enquête menée par le Bureau de l'inspecteur général permettent de démontrer que Généphi et Congeres ont appliqué et respecté l'entente de coentreprise tout au long de l'appel d'offres 16-6853. Pascal Patrice est celui qui a trouvé l'appel d'offres, qui s'est chargé de l'essentiel de la préparation de la soumission, dont le fait de contacter divers sous-traitants, et qui a assumé la direction des travaux sur le chantier. Il est également l'interlocuteur principal de Généphi auprès de la Ville. Pour sa part, Daniel Lefebvre a assisté à deux réunions avec des représentants de la Ville et s'est acquitté de payer les factures émises par Congeres.

L'enjeu de ce dossier tient au fait que Généphi a déposé une soumission en son seul nom, ne révélant pas l'existence de l'entente de coentreprise à la Ville. D'autres gestes posés ont créé une certaine confusion masquant davantage le rôle réel joué par Congeres dans l'exécution de l'appel d'offres 16-6853, dont l'utilisation de boîte courriels et de signature électronique Généphi par des employés de Congeres.

L'article 57.1.10 de la Charte de la Ville de Montréal prévoit deux conditions cumulatives pour que puisse intervenir l'inspecteur général. Celui-ci doit constater le non-respect d'une des exigences des documents d'appel d'offres ou d'un contrat, ou que des renseignements donnés dans le cadre du processus de passation d'un contrat sont faux. Il doit également être d'avis que la gravité des manquements constatés justifie la résiliation du contrat.

En ce qui concerne le premier critère, l'inspecteur général juge que le dépôt d'une soumission au seul nom de Généphi alors que le dirigeant de cette entreprise, Daniel Lefebvre, sait que le contrat sera exécuté par une coentreprise constitue un faux renseignement donné dans le cadre du processus de passation d'un contrat. En l'espèce, il s'agit d'un faux renseignement quant à l'identité réelle du cocontractant de la Ville.

Ce manquement constaté est objectivement grave pour deux raisons. Premièrement, en ne déposant pas une soumission au nom de la coentreprise Généphi-Congeres, Généphi se retrouve à soustraire Congeres à l'obligation de détenir une autorisation de l'AMF et du coup, à empêcher la Ville et le public de s'assurer de l'intégrité de l'adjudicataire du contrat. Accepter que Généphi puisse agir ainsi viendrait saper toute l'utilité et la crédibilité que peut avoir une telle autorisation dans le cadre de la lutte de l'État contre la corruption et toute autre manœuvre dolosive.

Deuxièmement, Généphi se retrouve à entacher l'intégrité du processus d'appel d'offres. Partant du fait que l'obligation de détenir une autorisation de l'AMF par le décret 796-2014 est une exigence d'ordre public, les autres soumissionnaires pouvaient raisonnablement s'attendre à ce que le réel adjudicataire du contrat rencontre lui aussi cette exigence.

En somme, l'inspecteur général est d'avis que les conditions prévues à l'article 57.1.10 de la Charte de la Ville de Montréal sont établies et il prononce la résiliation du contrat octroyé par le conseil d'agglomération le 25 août 2016 suite à l'appel d'offres 16-6853.

Table des matières

1. Portée et étendue des travaux 1

1.1 Mise en garde 1

1.2 Standard de preuve applicable 1

1.3 Avis à une partie intéressée 1

2. Contrat visé par l'enquête du Bureau de l'inspecteur général 2

2.1 Appel d'offres 16-6853 2

2.2 Exigences de l'appel d'offres 16-6853 2

2.3 Dénonciations reçues 3

3. Présentation des deux entreprises 4

3.1 Construction Généphi Inc. 4

3.2 Congeres inc. et Pascal Patrice 4

3.2.1 Congeres inc. 4

3.2.2 Les accusations criminelles pendantes contre Pascal Patrice 5

3.3 Relation entre Généphi et Congeres 5

3.3.1 Achat de Congeres par Généphi 6

3.3.2 Conclusion d'une entente de coentreprise entre Généphi et Congeres 7

3.3.3 Suites données à l'Entente 8

4. Mise en application de l'Entente dans le cadre de l'appel d'offres 16-6853 9

4.1 Décision de soumissionner sur l'appel d'offres 16-6853 9

4.2 Préparation de la soumission de Généphi 9

4.2.1 Calcul des estimations par Pascal Patrice 10

4.2.2 Recherche de sous-traitants par Pascal Patrice 10

4.2.3 Absence d'offre de sous-traitance et de dénonciation de sous-contrat par Congeres 10

4.3 Exécution de l'appel d'offres 16-6853 11

4.3.1 Tâches accomplies par Congeres quant à l'exécution de l'appel d'offres 16-6853 11

4.3.2 Tâches accomplies par Généphi quant à l'exécution de l'appel d'offres 16-6853 12

4.3.3 Discussions entre Daniel Lefebvre et Pascal Patrice quant à l'évolution financière du chantier 14

4.3.4 Utilisation d'adresses courriel Généphi par des employés de Congeres et confusion dans les représentations auprès de la Ville 15

4.3.4.1 Pascal Patrice 15

4.3.4.2 Mathieu Lafaille 16

4.3.4.3 Chantal Quirion 16

4.3.5 Fausses représentations quant à la nature et à l'importance des travaux effectués par Congeres 16

4.3.6 Confusion auprès des sous-traitants 17

4.3.7 Confusion au sein des employés de Généphi et de Congeres 18

4.3.8 Confusion relative à la publicité effectuée par Congeres et Généphi 19

5. Analyse 20

5.1 La nécessité pour tout soumissionnaire à l'appel d'offres 16-6853 de détenir une autorisation de l'AMF 20

5.2 L'existence et la mise en œuvre d'une entente de coentreprise entre Généphi et Congeres 21

5.3 Le dépôt d'une soumission par Généphi en son seul nom 21

5.4 Réponses aux Avis aux parties intéressées 22

6. Conclusion 23

1. Portée et étendue des travaux

1.1 Mise en garde

En vertu de l'article 57.1.8 de la *Charte de la Ville de Montréal* (R.L.R.Q. c. C-11.4), l'inspecteur général a pour mandat de surveiller les processus de passation des contrats et leur exécution par la Ville de Montréal ou une personne morale qui lui est liée.

L'inspecteur général n'effectue aucune enquête criminelle. Il procède à des enquêtes de nature administrative. À chaque fois qu'il sera fait référence au terme « enquête » dans cette décision, celui-ci signifiera une enquête de nature administrative et en aucun cas il ne devra être interprété comme évoquant une enquête criminelle.

1.2 Standard de preuve applicable

L'inspecteur général se donne comme obligation de livrer des rapports de qualité qui sont opportuns, objectifs, exacts et présentés de façon à s'assurer que les personnes et organismes relevant de sa compétence sont en mesure d'agir suivant l'information transmise.

Par conséquent, au soutien de ses avis, rapports et décisions, l'inspecteur général s'impose comme fardeau la norme civile de la prépondérance de la preuve[1].

1.3 Avis à une partie intéressée

Avant de rendre publics les résultats de son enquête, conformément à son devoir d'équité procédurale, l'inspecteur général transmet aux parties concernées un Avis à une personne intéressée indiquant les faits pertinents recueillis au cours de l'enquête (ci-après « Avis »).

Suite à la réception de l'Avis, les personnes concernées disposent de la possibilité de présenter, par écrit, tout commentaire, représentation ou observation susceptible d'influencer la prise de décision du Bureau de l'inspecteur général.

Le 18 août 2017, un tel Avis a été envoyé à l'attention de Daniel Lefebvre pour Construction Généphi Inc., à Pascal Patrice pour Congeres Inc. et au Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal de la Ville de Montréal.

Leurs réponses seront abordées dans la présente décision.

[1] Si la preuve permet de dire que l'existence d'un fait est plus probable que son inexistence, nous sommes en présence d'une preuve prépondérante (voir l'article 2804 du *Code civil du Québec*).

2. Contrat visé par l'enquête du Bureau de l'inspecteur général

2.1 Appel d'offres 16-6853

Le 18 mai 2016, le Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal a lancé l'appel d'offres 16-6853 visant la reconstruction de belvédères, de passerelles et de sentiers au parc-nature du Bois-de-l'Île-Bizard.

Selon le sommaire décisionnel de l'appel d'offres (1166316014), ces travaux s'inscrivent au sein des grands enjeux stratégiques décrits au *Plan stratégique de développement des parcs-nature de Montréal – 2015-2024*.

Le sommaire décisionnel indique que « l'enjeu principal du mandat est de mettre en valeur le patrimoine paysager et naturel du parc-nature du Bois-de-l'Île-Bizard, tout en actualisant l'image de celui-ci dans un esprit d'innovation, en proposant des ouvrages qui soient en accord avec le sens du lieu. […] Concrètement, les travaux consistent essentiellement au démantèlement des structures existantes et à leur reconstruction complète en offrant une expérience bonifiée. […] Le projet inclut onze (11) structures distinctes et des aménagements connexes. Les travaux comprennent la démolition de deux grandes passerelles, de deux belvédères et de six passerelles basses, puis la reconstruction de deux grandes passerelles, de deux belvédères, d'une tour d'observation et de six passerelles basses. »

L'appel d'offres 16-6853 a fait l'objet de cinq (5) addenda et l'ouverture publique des soumissions a eu lieu le 6 juillet 2016. Des vingt-trois (23) preneurs du cahier des charges, deux (2) entrepreneurs ont déposé des soumissions conformes. Le plus bas soumissionnaire conforme et éventuel adjudicataire du contrat fut Construction Généphi Inc. (ci-après « Généphi »).

Le 25 août 2016, le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal a entériné l'octroi du contrat à Généphi. Le coût total maximal du contrat, incluant toutes les taxes, contingences et incidences, est de 11 284 767,25$.

2.2 Exigences de l'appel d'offres 16-6853

L'appel d'offres 16-6853 contient plusieurs documents, dont le Fascicule 1-575 qui comprend les clauses administratives spéciales. Ce fascicule a fait l'objet de deux révisions durant la période d'appel d'offres.

Le premier addenda a substitué la version de mai 2016 du Fascicule 1-575 par celle de juin 2016, alors que le deuxième addenda a légèrement modifié la clause 14 et retiré les clauses 36 et 37. Dans les deux cas, les clauses revêtant une importance particulière dans le présent dossier sont demeurées inchangées du début à la fin de l'appel d'offres.

Parmi celles-ci figure la clause 13 intitulée « Dispositions visant à favoriser l'intégrité en matière de contrats ». Cette clause vise à porter à l'attention du preneur du cahier de charge l'obligation pour tout soumissionnaire de posséder une autorisation de l'Autorité

des marchés financiers (ci-après « AMF ») et d'en remettre une copie à la Ville avant l'octroi du contrat. Cette clause est le reflet contractuel du décret gouvernemental 796-2014 (10 septembre 2014)[2] adopté en vertu de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (RLRQ, c. C-65.1) (ci-après « LCOP »).

En effet, le premier alinéa de l'article 21.17 LCOP prévoit ce qui suit :

> *« Une entreprise qui souhaite conclure avec un organisme public tout contrat comportant une dépense égale ou supérieure au montant déterminé par le gouvernement doit obtenir à cet effet une autorisation de l'Autorité des marchés financiers. Ce montant peut varier selon la catégorie de contrat. »*[3]

Le gouvernement a ainsi adopté le décret 796-2014 qui assujettit tout contrat ou sous-contrat de travaux de construction comportant une dépense égale ou supérieure à 5 000 000$, incluant le montant de la dépense qui serait engagée si toutes les options de renouvellement étaient exercées.

Puisque le contrat découlant de l'appel d'offres 16-6853 est pour des travaux de construction et que sa valeur excède ce seuil, une autorisation de l'AMF était requise pour tous les soumissionnaires souhaitant se voir octroyer le contrat.

C'est ainsi que Généphi a joint une copie de l'autorisation de l'AMF qu'elle avait reçue le 3 octobre 2014 et a pu se voir octroyer le contrat suite à l'appel d'offres 16-6853.

2.3 Dénonciations reçues

Au cours de l'automne 2016, le Bureau de l'inspecteur général a reçu deux dénonciations visant l'appel d'offres 16-6853. Plusieurs problèmes ont été évoqués, dont la mauvaise gestion des travaux, le fait que les travaux ne soient pas gérés et réalisés par l'adjudicataire du contrat, Généphi, mais plutôt par une autre compagnie, Congeres Inc. (ci-après « Congeres »), et un questionnement quant à la possibilité pour le président et propriétaire de Congeres, Pascal Patrice, d'exécuter un contrat public alors qu'il fait face à des accusations criminelles dans le dossier du Faubourg Contrecœur.

---

[2] Par souci de transparence, l'inspecteur général tient à mentionner que la clause 13 du Fascicule 1-575 de l'appel d'offres 16-6853 réfère plutôt au décret antérieur, soit le décret 1105-2013 (30 octobre 2013). Cela n'a toutefois aucune incidence sur le dossier. Bien que le décret de 2013 vise les contrats et sous-contrats de travaux de construction comportant une dépense égale ou supérieure à 10 000 000$ plutôt que ceux comportant une dépense égale ou supérieure à 5 000 000$, le contrat octroyé à Généphi comporte une dépense de 11 284 767,25$ et est ainsi visé par les deux décrets.

[3] Cet article s'applique aux contrats de la Ville de Montréal par le biais de l'article 573.3.3.3 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19).

Une enquête a été menée par le Bureau de l'inspecteur général et cette décision en constitue l'aboutissement.

3. Présentation des deux entreprises

3.1 Construction Généphi Inc.

Fondée en 2004, Généphi se décrit sur son site internet comme étant une firme de consultants en ingénierie et en promotion immobilière. Daniel Lefebvre en est son président et seul actionnaire et est lui-même un ingénieur spécialisé dans les projets de voirie. Il opère l'entreprise depuis les bureaux qu'il a aménagés au deuxième étage d'une résidence dans les Laurentides.

Daniel Lefebvre décrit Généphi comme étant une entreprise basée sur un modèle « LEAN » : l'entreprise comporte peu d'employés permanents, préférant octroyer des contrats de sous-traitance au gré des mandats qu'elle se voit confier. Daniel Lefebvre dit que l'absence de tels frais fixes lui confère une plus grande flexibilité quant au choix des projets à exécuter. Outre Lefebvre lui-même, Généphi ne comporte que deux autres employés permanents, soit son fils, Guillaume Lefebvre, qui est également ingénieur, et une adjointe.

Selon les informations affichées sur son site internet, Généphi compte parmi ses réalisations passées la construction de condominiums, d'usines et d'écoles. Les services fournis par Généphi sont catégorisés sur le site internet de l'entreprise comme étant dans les domaines de la construction et de l'ingénierie, de même que celui du financement.

Mis à part l'appel d'offres 16-6853, Généphi détient actuellement quelques autres contrats de construction qu'elle s'est vu octroyer suite à des appels d'offres publics, dont un pour la reconstruction d'un barrage à Cowansville et un autre pour la construction et l'aménagement d'un récré-o-parc à Sainte-Catherine. Malgré que Généphi soit l'adjudicataire en règle de ces contrats, ils ne figurent pas parmi les réalisations présentées sur le site internet de l'entreprise.

Tel que mentionné précédemment, Généphi détient une autorisation de l'AMF depuis le 3 octobre 2014.

3.2 Congeres inc. et Pascal Patrice

3.2.1 Congeres inc.

Fondée en 1996, Congeres est une entreprise œuvrant dans le domaine de la construction et a pour président et propriétaire unique Pascal Patrice. Selon son site internet, elle possède une expertise en travaux de coffrage et de bétonnage, ainsi qu'en conception et fabrication de structures d'acier.

L'entreprise est située à Sainte-Catherine et possède une douzaine d'employés permanents. Cependant, selon les contrats obtenus et les périodes de pointe en construction, elle peut employer jusqu'à une trentaine de personnes.

Bien que le système électronique d'appels d'offres du gouvernement du Québec (ci-après « SÉAO ») indique que Congeres a décroché plusieurs contrats publics par le passé, le dernier de ceux-ci date du mois de juillet 2014. Selon Pascal Patrice, Congeres œuvre présentement en tant que sous-traitant sur les trois projets en cours chez Généphi, soit l'appel d'offres 16-6853 et ceux des villes de Sainte-Catherine et de Cowansville.

3.2.2 Les accusations criminelles pendantes contre Pascal Patrice

Tel que souligné par les dénonciations effectuées au Bureau de l'inspecteur général, Pascal Patrice fait effectivement face à des accusations criminelles. Arrêté en mai 2012 dans le dossier du Faubourg Contrecœur[4], il a été accusé de fraude et de complot en vertu du *Code Criminel* (L.R.C. (1985), ch. C-46) et subit présentement son procès avec d'autres co-accusés.

Toutefois, il est important de souligner que ces accusations n'empêchent pas en elles-mêmes l'obtention ou l'exécution de contrats publics par Pascal Patrice et Congeres. Or, tel qu'exposée au point 2.2 ci-haut, la législation présentement en vigueur prévoit qu'une autorisation de l'AMF est requise pour soumissionner sur certains appels d'offres et, dans son processus d'évaluation d'une demande d'autorisation de contracter, certaines accusations peuvent être considérées par l'AMF.

En effet, l'alinéa 3 de l'article 21.28 LCOP prévoit que l'AMF peut considérer « le fait qu'une personne en autorité agissant pour l'entreprise est poursuivie ou a été déclarée coupable, au cours des cinq années précédentes, d'une infraction prévue à l'annexe I. » Parmi les infractions prévues à cette annexe se trouvent justement les infractions de fraude et de complot.

Au moment de la rédaction de cette décision, il est à noter que Congeres ne possède pas d'autorisation de l'AMF.

Par ailleurs, l'inspecteur général tient à mentionner qu'il ne tire pas d'inférence quant à l'issue du procès criminel de Pascal Patrice, celui-ci ayant droit à la présomption d'innocence.

3.3 Relation entre Généphi et Congeres

Tel que mentionné précédemment, quelques trois (3) années se sont écoulées depuis l'octroi du dernier contrat à Congeres suite un appel d'offres public. Durant cette même

[4] Numéro de dossier 500-01-072674-127.

période, Congeres a plutôt choisi de participer à la réalisation de contrats publics obtenus par d'autres entreprises, notamment Généphi.

Selon Daniel Lefebvre, bien que Congeres possède la main-d'œuvre nécessaire à l'exécution de contrats publics de construction, seule son entreprise, Généphi, possède les assises financières requises pour obtenir et soutenir des projets d'envergure, tels que l'appel d'offres 16-6853. Pascal Patrice confirme cet état de fait.

Daniel Lefebvre poursuit en expliquant que c'est pour cette raison que Congeres se positionne comme sous-traitant et que c'est Généphi qui dépose les soumissions en tant qu'entrepreneur général. D'ailleurs, il confie à des enquêteurs du Bureau de l'inspecteur général qu'il « aime mieux s'occuper des volets financiers et administratifs, alors que Pascal [Patrice] aime la machinerie, le terrain, être sur le chantier. »

En d'autres mots, une sorte de partenariat existe entre Généphi et Congeres et s'explique du fait que les deux entreprises ont un apport différent mais complémentaire dans le cadre de la réalisation de travaux publics.

Cependant, la forme que prend en définitive ce partenariat fait l'objet de qualifications contradictoires. Alors que Daniel Lefebvre et Pascal Patrice tentent de maintenir que Congeres n'est que le sous-traitant de Généphi, l'enquête menée par le Bureau de l'inspecteur général révèle que la relation entre les deux entreprises va bien au-delà de la simple sous-traitance. L'achat de Congeres par Généphi a déjà été envisagée par Daniel Lefebvre et une entente détaillant le fonctionnement d'une coentreprise Généphi-Congeres a été conclue en 2014 et est depuis appliquée par les deux entrepreneurs.

3.3.1 Achat de Congeres par Généphi

En 2014, ayant à exécuter les deux contrats octroyés à Généphi en 2012 et 2013 visant la réfection de l'usine d'eau potable Chomedey à Laval, Daniel Lefebvre dit à des enquêteurs du Bureau de l'inspecteur général avoir tout d'abord songé à ce que Généphi fasse l'acquisition de Congeres.

Après consultation de son comptable et de ses avocats, il affirme toutefois avoir dû renoncer à ce projet, et ce, pour plusieurs raisons. Tout d'abord, il soutient qu'il ne pouvait pas aller vérifier l'ensemble de la comptabilité de Congeres avant la transaction et s'assurer ainsi de la santé financière de l'entreprise.

Ensuite, Daniel Lefebvre s'est dit préoccupé par l'impact qu'aurait eu l'achat de Congeres vis-à-vis de l'autorisation de l'AMF de Généphi. Sachant que Pascal Patrice faisait l'objet d'accusations criminelles et que Congeres ne détenait pas d'autorisation de l'AMF, il déclare aux enquêteurs du Bureau de l'inspecteur général être parvenu à la conclusion suivante : « Ça fait pas mon affaire, mais je peux rien y faire. La loi étant ce qu'elle est, on ne se rendra pas service si je perds mon AMF ou si je viens contaminer mon nom. » Selon lui, la « contamination » de son nom aurait également pu atteindre la disponibilité de son financement bancaire pour les soumissions futures de Généphi.

Finalement, Daniel Lefebvre dit avoir discuté avec ses avocats de la possibilité que Génèphi n'achète que les actifs de Congeres. Cependant, cette option a également été rejetée, car pour préserver l'autorisation de l'AMF de Génèphi, elle aurait nécessité que Pascal Patrice soit complètement mis à l'écart de toute implication dans la future entreprise issue de l'achat. Or, Daniel Lefebvre avait besoin de ce dernier pour exécuter les contrats publics obtenus par Génèphi.

3.3.2 Conclusion d'une entente de coentreprise entre Génèphi et Congeres

Jugeant l'avenue de l'achat de Congeres par Génèphi non viable, Daniel Lefebvre et Pascal Patrice se sont alors rabattus sur un autre plan, soit la formation d'une coentreprise Génèphi-Congeres.

Lorsqu'il a été rencontré par les enquêteurs du Bureau de l'inspecteur général, Pascal Patrice leur a remis un document intitulé « Entente de coentreprise » (ci-après « Entente »). Datée du 1er septembre 2014, l'Entente vise à définir les paramètres devant présider au fonctionnement de la relation entre Génèphi et Congeres en ce qui a trait aux « projets de traitement de l'eau potable et/ou usée ainsi que les travaux d'infrastructure routières [sic] soumissionnés et obtenus par GÉNÉPHI-CONGERES ».

L'article 2.1 de l'Entente prévoit que Congeres « s'engage à fournir les services en matière de gestion de projets, secrétariat et main d'œuvre spécialisé [sic] pour les travaux au consortium. » Ses responsabilités comprennent notamment :

- *« Trouver et soumissionner les projets relativement au traitement de l'eau usée et potable et/ou projet concernant la mécanique industrielle et de procédé et d'infrastructure routières [sic]*
- *Embaucher et gérer le personnel nécessaire à la bonne conduite des [sic] ces projets.*
- *Déterminer les matériaux nécessaires et les quantités requise [sic] pour l'exécution du contrat.*
- *Établir les listes de fournisseurs et sous-traitants requis dans le cadre des projets selon des critères de prix, qualité, inventaire et fiabilité*
- *Assurer que les activités du projet son [sic] menées en accord avec les documents architecturaux et d'ingénierie qui lui sont confiés*
- *Superviser la construction des travaux exécutés par les sous-contractants sur les projets*
- *Fournir à GÉNÉPHI les rapports de coûts de constructions [sic] et d'avancement des projets. »*

L'article 3.3 de l'Entente prévoit quant à lui que « CONGERES fera le suivit [sic] des coûts de chantier et la préparation des documents nécessaires aux paiements des différents fournisseurs et sous-traitants du projet, au plus tard 30 jours suivant la facturation de ces frais. Le tableau des taux applicable [sic] joint à la présente entente fait partie intégrante de la convention. »

Pour sa part, Généphi s'est engagée à l'article 3.1 de l'Entente à « rembourser les frais encourus par CONGERES pour les dits projets, au plus tard 30 jours suivant la facturation de ces frais. » Il s'agit là de la seule obligation impartie à Généphi par l'Entente.

L'article 2.2 de l'Entente stipule que « les parties conviennent de [sic] d'une répartition de 50%/50% des profits bruts générés par les projets du consortium GÉNÉPHI-CONGERES. »

Finalement, l'article 4.1 prévoit que l'Entente entre en vigueur pour une période de cinq (5) ans débutant le «01 Septembre 2014 [sic] ou au minimum jusqu'à l'acceptation finale des projets obtenus par le consortium. »

En résumé, en échange d'une répartition 50%-50% des profits, l'Entente prévoit que Congeres prend en charge le volet opérationnel de la coentreprise, alors que Généphi s'acquitterait du volet financier.

3.3.3 Suites données à l'Entente

Bien qu'il reconnaisse avoir considéré la formation d'une coentreprise, Daniel Lefebvre dit à des enquêteurs du Bureau de l'inspecteur général qu'il n'aurait « pas bien fait de le faire, compte tenu des événements, de ce qui se passe [les accusations criminelles à l'encontre de Pascal Patrice]. » Cependant, plusieurs faits recueillis lors de l'enquête amènent l'inspecteur général à croire que Daniel Lefebvre et Pascal Patrice ont donné suite à l'Entente et que Généphi et Congeres ont été opérées comme une coentreprise pour les fins d'exécution de plusieurs contrats publics.

Tout d'abord, bien que la copie de l'Entente fournie par Pascal Patrice aux enquêteurs du Bureau de l'inspecteur général n'ait été signée que par une des deux parties à la convention, il se trouve que ce signataire est Daniel Lefebvre.

De plus, tant Pascal Patrice que Daniel Lefebvre lui-même ont déclaré à des enquêteurs du Bureau de l'inspecteur général que l'Entente est le seul document qui régisse la relation Généphi-Congeres. Qui plus est, Daniel Lefebvre a affirmé à des enquêteurs du Bureau de l'inspecteur général que malgré le fait que l'Entente avait été conçue pour l'exécution des contrats obtenus par Généphi à Laval, Généphi et Congeres continuaient d'opérer selon la philosophie de l'Entente, y compris pour l'exécution de l'appel d'offres 16-6853.

D'ailleurs, en 2015, Généphi et Congeres ont déposé une soumission conjointe sous la forme d'un consortium formel dans le cadre d'un appel d'offres lancé par le Ministère du transport du Québec pour la reconstruction d'un pont à Saint-Valentin. Le consortium a remporté le contrat d'une valeur de 710 000$.

Finalement, il est à noter que depuis la conclusion de l'Entente en 2014, Généphi est une cliente importante de Congeres dans le cadre d'exécution de contrats publics. Hormis l'appel d'offres 16-6853, deux autres contrats publics obtenus par Généphi suite à des appels d'offres publics lancés par des municipalités sont en cours d'exécution par

Congeres, soit celui pour la reconstruction d'un barrage à Cowansville et celui pour la construction et l'aménagement d'un récré-o-parc à Sainte-Catherine.

En somme, l'Entente de coentreprise Généphi-Congeres ne devait s'appliquer initialement qu'au projet de Laval, mais son mode de fonctionnement a été reproduit et suivi pour l'exécution des contrats obtenus ultérieurement par Généphi. La prochaine section abordera en détail les faits recueillis par le Bureau de l'inspecteur général lui permettant de croire que l'Entente a été appliquée par les deux entreprises pour la soumission et l'exécution de l'appel d'offres 16-6853.

4. Mise en application de l'Entente dans le cadre de l'appel d'offres 16-6853

4.1 Décision de soumissionner sur l'appel d'offres 16-6853

Pascal Patrice a dit à des enquêteurs du Bureau de l'inspecteur général qu'il est celui qui a repéré en premier l'appel d'offres 16-6853 sur le SÉAO. Le projet l'intéressait tout particulièrement en raison de sa facette de construction et d'assemblage de passerelles et de structures métalliques, ce qu'il décrit comme faisant partie du champ d'expertise de Congeres.

Il dit avoir ensuite contacté Daniel Lefebvre pour discuter de la possibilité que Généphi dépose une soumission. Ce dernier déclare avoir surtout été intéressé par la portion de l'appel d'offres 16-6853 se rapportant à la fourniture de bois IPÉ certifié FSC de chez Goodfellow. Possédant une quincaillerie, l'approvisionnement en bois aurait été fait auprès de celle-ci et ce, pour une somme qui pouvait excéder un million de dollars (1 000 000$).

Les deux entrepreneurs y trouvant leur compte, Daniel Lefebvre et Pascal Patrice ont établi leurs marges de profits anticipées respectives et ont donc décidé que Généphi devrait déposer une soumission. Congeres et Généphi se sont procuré tous deux le cahier des charges de l'appel d'offres 16-6853 le 2 juin 2016, respectivement à 12:46 et à 12:54.

Ainsi, cette première étape du processus de soumission de Généphi pour l'appel d'offres 16-6853 s'est déroulée conformément aux articles 2.1 et 2.2 de l'Entente, Pascal Patrice ayant été celui qui a trouvé le projet sur lequel soumissionner et les deux entrepreneurs s'étant entendus sur une répartition des marges de profits.

4.2 Préparation de la soumission de Généphi

Pascal Patrice, Daniel Lefebvre, Guillaume Lefebvre et Mathieu Lafaille disent tous avoir contribué à la préparation de la soumission de Généphi. Cette contribution ne s'est toutefois pas faite à parts égales, Pascal Patrice en assumant la part du lion.

4.2.1 Calcul des estimations par Pascal Patrice

Guillaume Lefebvre dit s'être assis avec Pascal Patrice pour effectuer les estimations de quantités et de coûts pour la soumission après que ce dernier ait évalué s'il avait toutes les ressources matérielles pour réaliser le projet. Par ailleurs, Guillaume Lefebvre est celui qui a été désigné par Génèphi pour signer sa soumission.

Mathieu Lafaille, un ingénieur de Congeres dont le rôle dans l'exécution de l'appel d'offres 16-6853 sera examiné plus loin, dit avoir participé lui aussi au calcul des estimations en compagnie de son patron, Pascal Patrice.

Cette détermination des estimations de quantités et du matériel nécessaire pour l'exécution d'un appel d'offres par Pascal Patrice est conforme à l'impartition des tâches à Congeres par l'article 2.1 de l'Entente.

4.2.2 Recherche de sous-traitants par Pascal Patrice

Au-delà de la préparation des estimations, Pascal Patrice est également celui qui a mené les recherches pour trouver les sous-traitants nécessaires à l'élaboration de la soumission de Génèphi. Il a contacté des entreprises œuvrant dans les divers domaines requis par les travaux de l'appel d'offres (soudure, forage, fourniture de pieux, etc.).

Les échanges courriels entre Pascal Patrice et les représentants de ces entreprises, dont copie a été obtenue par le Bureau de l'inspecteur général, attestent de la prise en charge quasi exclusive de ces fonctions de sollicitation par Pascal Patrice. Par ailleurs, aucun courriel ne mentionne qu'il s'agit d'offres de sous-traitance pour une soumission qui sera déposée éventuellement par Génèphi.

Ce travail de sélection et de gestion des sous-traitants par Pascal Patrice se poursuivra également après l'octroi du contrat à Génèphi. Ayant appris la sélection de Génèphi pour l'appel d'offres 16-6853, plusieurs sous-traitants achemineront des offres de service à cette dernière. Ces offres seront toutes redirigées vers Pascal Patrice.

Encore une fois, la gestion des sous-traitants par Pascal Patrice respecte l'article 2.1 de l'Entente qui prévoit que Congeres doit « embaucher et gérer le personnel nécessaire à la bonne conduite des [sic] ces projets. »

4.2.3 Absence d'offre de sous-traitance et de dénonciation de sous-contrat par Congeres

Alors que Pascal Patrice et Daniel Lefebvre prétendent que Congeres n'est qu'un sous-traitant de Génèphi parmi tant d'autres, il est intéressant de noter que les deux hommes confirment que Congeres n'a pas déposé une offre de sous-traitance en bonne et due forme à Génèphi.

Pascal Patrice poursuit en disant que ce n'est pas comme ça que fonctionne sa relation avec Généphi. Pour sa part, Daniel Lefebvre explique cet état de fait en disant : « voyez Congeres comme étant Généphi : c'est un sous-traitant collé, collé, collé sur moi. »

Ainsi, Congeres émet mensuellement une facture chargeant à Généphi le travail effectué par ses employés sous forme de taux horaire, de même que tout autre coût encouru comme le paiement de fournisseur par Congeres. Le Bureau de l'inspecteur général a recueilli certaines des factures émises à Généphi par Congeres dans le cadre de l'appel d'offres 16-6853. Elles seront examinées en détail dans la section suivante.

Outre l'absence de présentation d'offre de sous-traitance, Congeres se distingue des autres sous-traitants sur un point additionnel. En effet, quatre (4) d'entre eux se sont prévalu des dispositions des articles 2724 et suivants du Code civil du Québec pour dénoncer leur sous-contrat à la Ville. La valeur déclarée par ceux-ci varie de 30 000$ à 500 000$.

Alors que Pascal Patrice indique à des enquêteurs du Bureau de l'inspecteur général que l'apport de Congeres pour l'ensemble de l'appel d'offres 16-6853 sera d'environ quatre millions de dollars (4 000 000$), la Ville n'a reçu à ce jour aucune dénonciation de sous-contrat de leur part.

Bien que l'Entente ne couvre pas la question de la non-dénonciation de sous-contrat par Congeres, la facturation mensuelle de ses divers frais et coûts est conforme avec les dispositions des articles 3.1 et 3.3 de l'Entente.

4.3 Exécution de l'appel d'offres 16-6853

Les prochaines sous-sections présenteront les faits recueillis par le Bureau de l'inspecteur général quant au mode de fonctionnement privilégié par Généphi et Congeres pour l'exécution de l'appel d'offres 16-6853 et aux répercussions qu'il a engendrées.

4.3.1 Tâches accomplies par Congeres quant à l'exécution de l'appel d'offres 16-6853

Tout comme lors des phases préalables de recherche d'appel d'offres et de préparation de soumission, Congeres joue un rôle prédominant dans le cadre de l'exécution de l'appel d'offres 16-6853.

De façon générale, la forte majorité des employés présents sur le chantier sont soit des employés de Congeres soit des employés de sous-traitants retenus par Congeres. Il en va de même pour la machinerie et l'outillage se trouvant sur le chantier : ils appartiennent soit à Congeres soit à des sous-traitants trouvés par celle-ci. Les passerelles et autres structures requises pour la réalisation du projet sont assemblées et entreposées dans l'usine de Congeres.

Pascal Patrice poursuit le rôle de gestion des sous-traitants et des fournisseurs qu'il avait entrepris avant l'octroi du contrat à Généphi. Il est assisté dans cette tâche par un autre employé de Congeres mentionné précédemment, Mathieu Lafaille. Ensemble, les deux hommes veillent à l'approvisionnement et aux impératifs logistiques de l'exécution de l'appel d'offres 16-6853.

La supervision des travaux sur le chantier est également réalisée par des employés de Congeres. Alors que Mathieu Lafaille assure la coordination journalière des travaux, Frédéric Houle agit à titre de surintendant sur les lieux.

Les représentations entre l'adjudicataire du contrat, Généphi, et les représentants de la Ville sont aussi effectuées par des employés de Congeres, nommément Pascal Patrice et Mathieu Lafaille.

En d'autres mots, Congeres s'acquitte des obligations qui lui sont imparties à l'article 2.1 de l'Entente, soit de s'assurer « que les activités du projet son [sic] menées en accord avec les documents architecturaux et d'ingénierie qui lui sont confiés » et de « superviser la construction des travaux exécutés par les sous-contractants sur les projets ».

4.3.2 Tâches accomplies par Généphi quant à l'exécution de l'appel d'offres 16-6853

Tel que stipulé par l'Entente, l'apport de Généphi quant à la réalisation de l'appel d'offres se situe surtout au niveau financier. Certes, Guillaume Lefebvre a eu une implication dans le calcul des estimations pour la préparation de la soumission de Généphi et depuis que les travaux ont commencé, il dit qu'il vérifie, signe et scelle des dessins d'atelier. Cependant, ni lui ni son père Daniel Lefebvre ne sont présents sur le chantier, rien n'indique qu'ils jouent un rôle quant à la gestion des travaux et ils confirment n'avoir chacun participé qu'à deux (2) ou trois (3) rencontres avec des représentants de la Ville.

Selon les propres dires de Daniel Lefebvre, il aime plus s'occuper du volet financier et administratif d'un chantier. C'est ainsi qu'il a été celui qui a présenté la caution de dix pourcent (10%) de la valeur du contrat requise par l'appel d'offres 16-6853, soit un montant d'un peu plus d'un million cent mille dollars (1 100 000$). Tel que mentionné précédemment, il s'occupe également d'acquitter les factures qui lui sont envoyées par Congeres et certains sous-traitants.

De fait, la documentation financière obtenue par le Bureau de l'inspecteur général révèle que les factures reçues par Généphi dans le cadre de l'appel d'offres 16-6853 se divisent en trois catégories distinctes, soit :

- celles envoyées mensuellement par Congeres et regroupant le temps travaillé par les employés de celle-ci sous forme de taux horaire prédéterminé, de même que les autres coûts acquittés par Congeres lors de l'exécution des travaux dont ceux effectués par des sous-traitants;

- celles envoyées par des sous-traitants suite à la signature de bons de commande par Pascal Patrice et Mathieu Lafaille au nom de Généphi;
- celles envoyées mensuellement par Congeres à titre de frais de gestion et regroupant une moitié de certains frais fixes de Congeres. Ceux-ci sont assumés par Généphi depuis le mois de juillet 2016 et s'élèvent à un montant total de 138 065,49$ avec taxes versés dans le cadre de l'appel d'offres 16-6853. Ils sont détaillés dans le tableau ci-dessous.

Nature des frais de Congeres	Montant payé par Généphi
Loyer	3 000 $
Financière Manuvie	900 $
Gaz Métro (garage)	100 $
Hydro (garage)	250 $
Bell Téléphone	100 $
Bell Internet	47,50 $
Cafo assurances MP2B	230,36 $
Audi SQ5	792,90 $
Salaire de l'adjointe de Congeres	616,80 $
Salaire de Pascal Patrice	7 305 $
Total mensuel (sans taxes)	**13 342,56 $**

La méthode dont Généphi s'acquitte de ces factures se distingue également d'une traditionnelle relation de sous-traitance et dénote une coopération approfondie, voire un certain enchevêtrement financier, entre les deux entreprises.

Alors que la fréquence d'envoi des factures par Congeres pour l'appel d'offres 16-6853 et les frais de gestion est mensuelle, celle d'émission des chèques par Généphi est bien plus aléatoire. De plus, les talons des chèques émis par Généphi portent quelques fois le numéro d'une facture de Congeres et d'autres fois, la mention « avance », suivie ou non d'un mois en particulier. Dans un cas comme dans l'autre, les montants de ces chèques sont presque toujours des multiples de vingt-cinq mille dollars (25 000$) et ce, peu importe le montant de la dernière facture émise par Congeres.[5] En d'autres mots, il n'y a pas

[5] Les chèques obtenus de Généphi par le Bureau de l'inspecteur général indiquent des valeurs de 50 000$, 100 000$, 125 000$, 150 000$ ou 225 000$.

d'appariement entre les chèques émis par Généphi et les montants facturés par Congeres.

Il en résulte une comptabilité complexe. Dans un courriel envoyé aux enquêteurs du Bureau de l'inspecteur général, Pascal Patrice concède que « pour les factures associés [sic] aux montants déposés, il est difficile de réconcilier le tout. Généphi fait des paiement [sic] partiels pouvant inclure d'autres factures provenant d'autres projets. »[6] Il poursuit en disant que « pour Congeres, nous nous assurons de recevoir le bon montant au final mais nous ne faisons pas un suivit [sic] systématique factures par factures [sic]. »

Pour sa part, Daniel Lefebvre affirme à des enquêteurs du Bureau de l'inspecteur général qu'il procède par avance de fonds à Congeres, car celle-ci ne peut pas assumer ses dépenses. Il poursuit en disant que les profits seront déterminés à la fin du projet et qu'ils seront partagés entre eux.

En somme, le volet financier de la relation Généphi-Congeres opère selon ce qui est prévu aux articles 2.2, 3.1 et 3.3 de l'Entente : Congeres envoie mensuellement des factures à Généphi qui s'acquitte alors de sa seule obligation en vertu de l'Entente en les payant dans un certain délai, puis les deux entrepreneurs se répartissent les profits.

4.3.3 Discussions entre Daniel Lefebvre et Pascal Patrice quant à l'évolution financière du chantier

Au-delà de la simple facturation mensuelle, l'article 2.1 de l'Entente prévoit que Congeres doit « fournir à GÉNÉPHI les rapports de coûts de constructions [sic] et d'avancement des projets ».

À cet effet, Pascal Patrice envoie à Daniel Lefebvre des décomptes progressifs de toutes les dépenses effectuées par tous les sous-traitants sur le chantier et des revenus reçus de la Ville. Cette reddition de comptes va bien au-delà de ce qui est communiqué d'ordinaire par un sous-traitant.

En effet, non seulement Pascal Patrice a accès à l'ensemble des dépenses effectuées par Généphi sur le chantier et aux montants payés à Généphi par la Ville, mais il est celui qui les comptabilise pour estimer les profits anticipés en vertu de divers scénarios. De surcroit, un autre employé de Congeres, Mathieu Lafaille, effectue lui aussi des analyses budgétaires comprenant les profits/pertes anticipés pour le projet qu'il fait ensuite parvenir à Pascal Patrice et à Daniel Lefebvre.

Par ailleurs, des échanges courriels entre les deux entrepreneurs, dont copie a été obtenue par le Bureau de l'inspecteur général, font état de discussions musclées quant aux liquidités et avances de fonds requises par Congeres pour payer ses employés. Selon un courriel envoyé par Pascal Patrice, ces sommes sont nécessaires, sans quoi

[6] Les autres projets en question sont ceux qui ont été mentionnés précédemment, soit les contrats publics octroyés à Généphi à Laval, Sainte-Catherine et Cowansville et à l'exécution desquels participe Congeres.

« Congeres ne passera pas les prochains [sic] deux semaines » et Généphi devra terminer les projets « avec des sous-traitants qui eux ne travailleront pas au costs [sic] ». Ainsi, Congeres ne facturerait à Généphi que le coût brut de ses employés et matériaux utilisés, sans y ajouter une marge de profits.

Lorsqu'il est rencontré par des enquêteurs du Bureau de l'inspecteur général, Daniel Lefebvre dit que cet état de fait est contrebalancé par la participation de Pascal Patrice aux profits globaux réalisés par Généphi une fois terminée l'exécution de l'appel d'offres 16-6853. Il dit y voir également une façon de s'assurer d'un engagement accru de ce dernier. Si le projet est mal géré et qu'il n'y a pas de profits à la fin, Congeres aura couvert ses coûts, mais n'aura fait aucun gain sur le projet.

Aucun autre sous-traitant œuvrant dans le cadre de l'appel d'offres 16-6853 n'a accès à de telles informations et Daniel Lefebvre confirme à des enquêteurs du Bureau de l'inspecteur général que « c'est le seul [Pascal Patrice] avec qui je partage les profits. Il n'y en aura pas d'autres », car « ils n'ont pas la même importance que lui. »

4.3.4 Utilisation d'adresses courriel Généphi par des employés de Congeres et confusion dans les représentations auprès de la Ville

Tel que mentionné au début de la sous-section 4.3, Généphi et Congeres n'ont pas révélé à la Ville, à leurs fournisseurs ou à leurs employés l'existence de l'Entente de coentreprise ou le fait qu'ils en appliqueraient les modalités dans le cadre de l'appel d'offres 16-6853. Le mode de fonctionnement privilégié par les deux entreprises lors de l'exécution du projet a eu pour effet de dissimuler davantage l'existence de l'Entente et de confondre ces trois groupes de personnes. L'une de ses causes a été l'utilisation d'adresses courriel Généphi par des employés de Congeres afin d'accorder une apparence de légitimité aux rôles qu'ils jouent relativement à l'appel d'offres 16-6853.

En effet, à l'occasion de leurs échanges avec des employés de la Ville lors de la période d'obtention et d'exécution de l'appel d'offres 16-6853, des employés de Congeres ont envoyé des courriels à partir de comptes Généphi (@genephi.ca ou @genephi.com) et y apposaient une signature électronique donnant l'impression qu'ils étaient des employés de Généphi.

4.3.4.1 Pascal Patrice

Le premier de ceux-ci est le président de Congeres, Pascal Patrice. Dès ses premiers échanges électroniques avec des employés de la Ville, celui-ci se représente comme étant le directeur de projet de Généphi. À ce titre, il s'impose comme interlocuteur unique de Généphi auprès de la Ville en plusieurs matières. De fait, Daniel Lefebvre confie à des enquêteurs du Bureau de l'inspecteur général avoir délibérément cherché à positionner Pascal Patrice de la sorte, estimant qu'il serait plus efficace que celui-ci soit le seul répondant auprès de la Ville et que tout passe par lui.

Ainsi, c'est Pascal Patrice qui représente Généphi lors des réunions de chantier, Daniel Lefebvre avouant n'avoir assisté qu'à deux (2) réunions avec des représentants de la Ville, dont la rencontre de démarrage. Lorsque des employés de la Ville tentent d'entrer en contact avec Daniel Lefebvre, celui-ci les redirige vers Pascal Patrice. Ce dernier est même celui qui adresse les factures et demandes de paiement de Généphi à la Ville.

Devant l'ampleur du rôle joué par Pascal Patrice au cours de trois (3) mois qui ont suivi l'octroi de l'appel d'offres 16-6853, les représentants de la Ville ont adressé une lettre à Daniel Lefebvre afin de clarifier la situation et de confirmer le nom du représentant autorisé de Généphi. Quelques jours plus tard, soit le 19 décembre 2016, ils ont reçu une lettre de Daniel Lefebvre désignant officiellement Pascal Patrice comme le représentant autorisé de Généphi.

4.3.4.2 Mathieu Lafaille

Mathieu Lafaille se présente dans les courriels envoyés à la Ville comme étant le gérant de projet de Généphi pour l'appel d'offres 16-6853. À ce titre, il assure la coordination journalière des travaux sur le chantier et participe à plusieurs réunions de chantier avec des représentants de la Ville. Tel que mentionné précédemment, il est un employé de Congeres et relève directement de Pascal Patrice.

4.3.4.3 Chantal Quirion

Quant à elle, Chantal Quirion a envoyé quelques courriels à la Ville après l'ouverture des soumissions le 6 juillet 2016. Elle s'est enquise du cheminement de l'appel d'offres 16-6853 à travers les diverses instances de la Ville et a cherché à obtenir la date prévue pour l'octroi du contrat. Elle a alors signé ses courriels à titre d'adjointe administrative chez Généphi. En réalité, elle exerce ces mêmes fonctions, mais chez Congeres et relève, elle aussi, de Pascal Patrice. Ultimement, c'est à son adresse courriel de Généphi qu'a été signifié l'octroi du contrat par la Ville.

Cette prise en charge complète de la gestion du projet par des employés de Congeres est conforme avec ce qui est stipulé à l'article 2.1 de l'Entente.

4.3.5 Fausses représentations quant à la nature et à l'importance des travaux effectués par Congeres

Un deuxième indice d'une dissimulation par Généphi et Congeres de l'importance de cette dernière dans l'exécution de l'appel d'offres 16-6853 concerne l'obligation de transmission d'une liste des sous-traitants à la Ville.

En vertu de la clause 2.3.3.1 du cahier des clauses administratives générales de l'appel d'offres 16-6853, l'adjudicataire du contrat doit « soumettre au Directeur, dès l'adjudication du contrat, une liste complète et détaillée précisant le nom des sous-

entrepreneurs et les travaux qu'ils doivent exécuter, et aviser le Directeur de toute modification apportée à cette liste après l'adjudication du contrat. »

La première version de cette liste n'a été fournie par Pascal Patrice, au nom de Généphi, que le 13 janvier 2017, soit près de cinq (5) mois après l'adjudication du contrat. À la fin du mois de mars, les représentants de la Ville constatent des incohérences entre les montants des travaux indiqués pour certains fournisseurs et sous-traitants et ce qui est fait réellement durant le chantier, de même que l'absence de la valeur du contrat de certains de ces fournisseurs. Ils demandent qu'une version amendée en ce sens leur soit envoyée, ce que fait Mathieu Lafaille le 6 avril 2017, en signant toujours au nom de Généphi.

Dans les deux versions, deux employés de Congeres, Pascal Patrice et Mathieu Lafaille, sont présentés comme étant des employés de Généphi, soit, respectivement, le « directeur de projet » et le « gérant de projet – aménagements/civil » de celle-ci. Le montant déclaré du sous-contrat octroyé par Généphi à Congeres progresse entre les deux versions de la liste, passant de 100 000$ sans taxes à 400 000$ sans taxes. La nature déclarée du sous-contrat demeure inchangée, étant affichée comme de la « location machinerie + main-d'œuvre ».

Ces informations s'avèrent fausses pour trois raisons. Premièrement, Pascal Patrice et Mathieu Lafaille ne sont pas des employés de Généphi, mais bien de Congeres. Au mieux, Pascal Patrice peut revendiquer le statut de représentant autorisé de Généphi, ce qui n'est pas le cas de Mathieu Lafaille.

Deuxièmement, la valeur réelle du « sous-contrat » de Congeres excède grandement les deux montants mis de l'avant dans la liste. Les factures envoyées de Congeres à Généphi, dont copie a été obtenue par le Bureau de l'inspecteur général, démontrent en fait que les travaux effectués en date de la fin du mois d'avril 2017 avoisine un total de deux millions de dollars (1 995 151,64$). Lorsqu'ils ont été rencontrés par des enquêteurs du Bureau de l'inspecteur général à la fin du mois de juin 2017, Daniel Lefebvre et Pascal Patrice ont respectivement estimé que l'apport de Congeres pour l'ensemble du contrat serait d'un million cinq cent mille à deux millions de dollars (1 500 000$-2 000 000$) et de quatre millions de dollars (4 000 000$).

Finalement, l'ensemble de la preuve recueillie lors de l'enquête démontre clairement que l'apport de Congeres à l'exécution de l'appel d'offres 16-6853 ne se limite pas à de la location de machinerie et de main-d'œuvre. Mathieu Lafaille et Pascal Patrice reconnaissent eux-mêmes s'acquitter d'autres tâches liées à la direction générale et à la gestion du projet, telles que trouver l'appel d'offres 16-6853, préparer la soumission de Généphi, gérer les divers sous-traitants, effectuer et payer des commandes des fournisseurs, et assurer la représentation de Généphi auprès des intervenants de la Ville.

4.3.6 Confusion auprès des sous-traitants

Tel que mentionné précédemment, le mode de fonctionnement retenu par Généphi et Congeres, selon lequel Pascal Patrice est celui qui a pris en charge la gestion des sous-

traitants pour l'appel d'offres 16-6853, a engendré une certaine confusion auprès de ces derniers.

En effet, certains fournisseurs négociaient avec des employés de Congeres (soit Pascal Patrice, soit Mathieu Lafaille), mais recevaient par la suite des bons de commande signés au nom de Généphi. Tels que l'attestent des courriels obtenus par le Bureau de l'inspecteur général, il leur était difficile de savoir qui de Congeres ou de Généphi était responsable d'acquitter la facture, notamment en raison de l'utilisation par Pascal Patrice de son adresse courriel Congeres lors des négociations. Ainsi, certains sous-traitants ont envoyé des courriels à Pascal Patrice afin de déterminer s'ils devaient acheminer leurs factures à Congeres, à Généphi ou aux deux entreprises, alors que d'autres ont dû annuler des ventes, créditer le compte de Congeres et réémettre la facture au nom de Généphi.

4.3.7 Confusion au sein des employés de Généphi et de Congeres

La confusion entre Généphi et Congeres s'est même étendue aux employés de cette dernière.

Par exemple, lorsque des enquêteurs du Bureau de l'inspecteur général leur demandent d'identifier les employés de Généphi présents sur le chantier, Daniel Lefebvre et Guillaume Lefebvre donnent des réponses confuses.

Outre l'adjointe administrative de Généphi, Daniel Lefebvre identifie tout d'abord Denis Gendron comme étant un de ses surintendants de chantier. Dans les faits, Denis Gendron a bel et bien été un employé de Généphi œuvrant sur l'appel d'offres 16-6853, mais il n'y travaille plus, n'ayant occupé ces fonctions que pour une brève période à l'automne 2016. Il relevait par ailleurs de Pascal Patrice.

Daniel Lefebvre nomme ensuite un autre surintendant de chantier, un certain Frédéric dont il oublie le nom de famille, et dit que c'est par son entremise qu'il se maintient au courant du déroulement du chantier. Frédéric Houle est effectivement un surintendant de chantier œuvrant sur les lieux de l'appel d'offres 16-6853, mais il est un employé de Congeres. Daniel Lefebvre reconnaît ce fait mais soutient qu'il y attache peu d'importance, car son salaire lui est refacturé par l'entremise de Congeres.

Daniel Lefebvre et Guillaume Lefebvre ont également identifié Mathieu Lafaille comme étant un chargé de projet de Généphi pour l'appel d'offres 16-6853. Guillaume Lefebvre poursuit en disant que celui-ci est responsable de négocier et de signer les bons de commande d'approvisionnement en matériaux et outils nécessaires pour le chantier. Toutefois, Guillaume Lefebvre ne sait pas si Mathieu Lafaille est payé par Généphi ou par Congeres, alors que son père, Daniel Lefebvre, dit qu'il a déjà été payé par Généphi mais l'est désormais par Congeres pour une question d'assurances collectives. Le principal intéressé dit être un employé de Congeres et relever de Pascal Patrice. Il apparaît également dans l'organigramme que Congeres a fourni au Bureau de l'inspecteur général.

Tel que mentionné précédemment, Mathieu Lafaille possède et utilise une boîte courriels Généphi. Il admet avoir signé des bons de commande au nom de Généphi auprès de certains fournisseurs et dit même avoir ajouté son nom au compte que détient Généphi auprès de ces fournisseurs pour faciliter les futures transactions. Lorsque des enquêteurs du Bureau de l'inspecteur général lui demandent de définir la nature de la relation entre Généphi et Congeres, sa compréhension en est que Généphi a confié le mandat de gestion de l'appel d'offres à 16-6853 à Congeres et que c'est Généphi qui s'acquitte de payer les factures. Toutefois, il devient confus lorsqu'il est question de savoir s'il agit à titre d'employé de Congeres ou de représentant de Généphi quand il se trouve sur le chantier.

Le statut de Guillaume Lefebvre, quant à lui, n'est pas contesté de prime abord. Cependant, alors qu'il est payé par Généphi et cité par Daniel Lefebvre comme étant un des employés permanents de son entreprise, il apparaît également comme « gérant de projets » dans l'organigramme que Congeres a fourni au Bureau de l'inspecteur général. Aucun des témoins rencontrés ne peut expliquer cette situation si ce n'est le fait que Guillaume Lefebvre est impliqué dans divers projets que Congeres réalise en partenariat avec Généphi. Guillaume Lefebvre dit également posséder un bureau dans les locaux de Congeres qu'il utilise à l'occasion.

Même Pascal Patrice lui-même s'est trompé d'adresse courriel lors d'échanges avec des représentants de la Ville; plutôt que d'envoyer les messages à partir de sa boîte de courriels de directeur de projet chez Généphi, il les a envoyés à partir de son compte Congeres en signant à titre de président de cette entreprise. Moins de dix (10) minutes suivant l'envoi d'un de ces courriels « erronés », Daniel Lefebvre écrit à Pascal Patrice pour qu'il rectifie la situation et réémette le courriel à partir de sa boîte de courriels Généphi, ce qui fut chose faite dans les minutes suivantes.

4.3.8 Confusion relative à la publicité effectuée par Congeres et Généphi

La confusion entre Congeres et Généphi se poursuit jusqu'à atteindre la publicité et la promotion effectuée par les deux entreprises.

Dans un premier temps, Pascal Patrice installe des pancartes promotionnelles au nom de Congeres sur le chantier de l'appel d'offres 16-6853. Il doit toutefois les retirer à la demande de la Ville qui s'y objecte puisqu'il n'est pas l'adjudicataire du contrat. Ni Pascal Patrice ni Daniel Lefebvre n'ont installé ou fait installer des pancartes promotionnelles au nom de Généphi sur le chantier.

Dans un second temps, une visite des sites internet des deux entreprises suscite la confusion. Trois des plus récents contrats publics octroyés à Généphi occupent une place proéminente sur le site de Congeres, soit ceux de l'appel d'offres 16-6853, du récré-o-parc de Sainte-Catherine et de la réfection de la station d'eau potable Chomedey à Laval. La description du projet de l'appel d'offres 16-6853 est vague, équivoque et n'indique pas que Congeres n'agit qu'en tant que sous-traitant : il y est écrit que le projet « a été émis

par la ville de Montréal » et que la valeur des travaux est de «11.3$ millions ». Or, ce montant est celui de l'ensemble de la soumission de Généphi.

De plus, une photo prise sur les lieux du chantier de réfection du barrage de Cowansville, autre contrat public octroyé à Généphi, est également utilisée en tant que photo principale sur la page d'accueil du site internet de Congeres.

Aucun de ces projets, pourtant octroyés à l'entreprise, ne figure sur le site internet de Généphi, que ce soit à l'onglet « réalisations » ou ailleurs.

5. Analyse

Les faits détaillés ci-dessus amènent l'inspecteur général à poser les trois constats suivants et à conclure qu'ils constituent un faux renseignement donné par Généphi à l'occasion du dépôt de sa soumission. La sous-section 5.4 abordera également les réponses de Généphi et de Congeres à l'Avis qui leur a été envoyé par le Bureau de l'inspecteur général.

5.1 La nécessité pour tout soumissionnaire à l'appel d'offres 16-6853 de détenir une autorisation de l'AMF

Tel qu'il a été fait mention au point 2.2 de cette décision, la clause 13 des clauses administratives spéciales ainsi que le décret 796-2014 requièrent que tout soumissionnaire à l'appel d'offres 16-6853 détienne une autorisation de l'AMF.

Généphi possède une telle autorisation, mais non Congeres.

Daniel Lefebvre dit à des enquêteurs du Bureau de l'inspecteur général être au courant des accusations criminelles pendantes à l'encontre Pascal Patrice et savoir que Congeres ne possède pas d'autorisation de l'AMF.

Dans sa narration des événements menant à la conclusion de l'Entente, il déclare avoir renoncé à acheter Congeres de peur que cela « contamine » son nom auprès de l'AMF et de ses créanciers bancaires, entrainant la perte de son autorisation et de son financement. Afin d'éviter une telle « contamination », Daniel Lefebvre dit qu'il aurait fallu retirer complètement Pascal Patrice de l'entreprise, mais qu'il ne pouvait agir ainsi, ayant besoin de celui-ci pour exécuter les projets.

En d'autres mots, Daniel Lefebvre jugeait qu'il était improbable que Congeres ou une coentreprise Généphi-Congeres obtienne une autorisation de l'AMF. Ainsi, le critère de détention d'une autorisation de l'AMF faisait en sorte que seule Généphi pouvait déposer une soumission valide quant à l'appel d'offres 16-6853.

5.2 L'existence et la mise en œuvre d'une entente de coentreprise entre Généphi et Congeres

Une entente de coentreprise Généphi-Congeres a été élaborée au mois de septembre 2014 et a été signée par Daniel Lefebvre.

L'ensemble des faits détaillés dans les sections précédentes quant au mode de fonctionnement privilégié par Congeres et Généphi sont des représentations manifestes de la volonté de Daniel Lefebvre et de Pascal Patrice de donner suite à l'Entente. De l'étape de la recherche de l'appel d'offres 16-6853 à l'exécution du contrat, en passant par celle de la préparation de la soumission, les deux entrepreneurs ont tous deux agi d'une façon respectant entièrement les obligations qui leur étaient imparties par l'Entente.

Cette façon de faire respecte également les préférences de chacun, car pour reprendre les propos de Daniel Lefebvre, lui, il « aime mieux s'occuper des volets financiers et administratifs, alors que Pascal [Patrice] aime la machinerie, le terrain, être sur le chantier. »

Bref, bien que la soumission ait été présentée uniquement par Généphi, elle a été préparée par Pascal Patrice et Daniel Lefebvre en vue d'une réalisation respectant les modalités de l'Entente de coentreprise Généphi-Congeres. Bien que Généphi soit l'adjudicataire officiel de l'appel d'offres 16-6853, le contrat est essentiellement exécuté par Congeres à l'aide d'un financement fourni par Généphi.

5.3 Le dépôt d'une soumission par Généphi en son seul nom

Les documents de l'appel d'offres 16-6853 permettent la présentation de soumissions par des consortiums sous certaines conditions.

En effet, la clause 1.2.7 du cahier des clauses administratives générales prévoit ce qui suit :

> *« Lorsque deux ou plusieurs personnes physiques ou morales décident de s'associer pour soumissionner, chacune de ces personnes doit fournir les garanties de soumission, d'exécution de contrat, et de paiement de la main d'œuvre, des matériaux, des services, lorsqu'elles sont exigées, de même que les assurances, à moins que ces garanties et assurances ne soient émises pour et au nom de la coentreprise. »*

En d'autres mots, tous ces éléments doivent être fournis soit par chacune des entreprises formant la coentreprise soit par la coentreprise elle-même.

Pour que sa soumission soit jugée admissible, un consortium se devait également de respecter l'obligation mentionnée précédemment quant à la détention d'une autorisation de l'AMF. L'article 21.18 LCOP prévoit à cet effet que « dans le cas d'un consortium, chaque entreprise le composant doit, à cette date, être individuellement autorisée. »

En l'espèce, Daniel Lefebvre et Pascal Patrice ne se sont pas prévalus de la possibilité de déposer une soumission en tant que coentreprise. Généphi a plutôt présenté une soumission en son seul nom, accompagnée d'une garantie de soumission la visant uniquement et d'une autorisation de l'AMF lui ayant été délivrée à elle seule.

5.4 Réponses aux Avis aux parties intéressées

S'exprimant au nom de leur entreprise respective, Daniel Lefebvre et Pascal Patrice ont chacun fourni une réponse à l'Avis qui leur avait été envoyé. L'inspecteur général en retient les trois éléments suivants.

Tout d'abord, aucun des deux entrepreneurs ne nie l'existence de l'Entente. En réalité, non seulement Pascal Patrice en confirme l'existence[7], mais il révèle qu'elle n'est que l'ajustement d'une entente précédemment conclue en 2012.

Ensuite, les deux hommes confirment que l'Entente régit la relation Généphi-Congeres et qu'elle constitue la base du fonctionnement entre les deux entreprises pour l'appel d'offres 16-6853.

Troisièmement, Daniel Lefebvre et Pascal Patrice qualifient la relation Généphi-Congeres comme en étant une de sous-traitance. Cependant, tant l'ensemble des faits détaillés précédemment, que le contenu de l'Entente, que l'intention avouée de Daniel Lefebvre quant à la conclusion de l'Entente réfutent une telle position et imposent plutôt une qualification de coentreprise. En effet, Daniel Lefebvre s'exprime ainsi dans sa réponse à l'Avis :

> *« Dans une « Entente » nous avons utilisé le mot « coentreprise » et peut-être « consortium ». Dans les deux cas c'est pour moi une traduction de « Joint Venture » que l'on retrouve dans la Common Law et qui implique la notion d'entreprise commune avec division des responsabilités. Cette notion n'existe malheureusement pas dans notre Code Civil. Notre « Entente » décrit la répartition des charges mais la responsabilité incombe uniquement à l'entrepreneur général, à celui qui a soumissionné, à celui qui fournit le cautionnement. »*

Alors qu'il est vrai que la notion de « consortium » n'est pas définie par le législateur en droit québécois, les trois termes que Daniel Lefebvre utilise tour à tour, soit « coentreprise », « consortium » et « joint venture », sont en fait des synonymes.[8] À cet

[7] Tel que mentionné à la sous-section 3.3.3 de ce rapport, la copie de l'Entente remise aux enquêteurs du Bureau de l'inspecteur général par Pascal Patrice n'était signée que par Daniel Lefebvre.

[8] KARIM, Vincent, *Le consortium d'entreprises, joint venture : nature et structure juridique : rapports contractuels, partage des responsabilités, règlements des différends,* 2e édition. Édition Wilson & Lafleur, Montréal, 2016, p. xi. Voir également la définition de « coentreprise » par l'Office québécois de la langue française : http://gdt.oqlf.gouv.qc.ca/ficheOqlf.aspx?Id_Fiche=8368602

égard, il convient de noter que l'Entente est intitulée « Entente de coentreprise » et que le terme « consortium » y est utilisé trois (3) fois. Bref, l'Entente prévoit et détaille la formation d'un consortium Généphi-Congeres.

En somme, par l'entremise des réponses de Généphi et de Congeres, l'existence de l'Entente et son application à l'appel d'offres 16-6853 se retrouvent à être confirmés, alors que Daniel Lefebvre fournit un élément corroborant davantage une intention de former un consortium Généphi-Congeres.

Par ailleurs, il convient de rappeler ce qui a été énoncé précédemment à la sous-section 5.3. Puisqu'il y a formation d'un consortium Généphi-Congeres pour l'appel d'offres 16-6853, l'article 21.18 LCOP prévoit que chaque entreprise composant le consortium doit être individuellement autorisée. Or, la réponse de Congeres confirme que l'entreprise a fait le choix de ne pas déposer de demande d'autorisation à l'AMF. Ainsi, même si Généphi et Congeres avaient déposé une soumission conjointe sous la forme d'un consortium, celle-ci aurait été inadmissible.

6. Conclusion

L'article 57.1.10 de la *Charte de la Ville de Montréal* énonce deux critères cumulatifs permettant l'intervention de l'inspecteur général afin de résilier un contrat de la ville :

1° L'inspecteur général doit constater le non-respect d'une des exigences des documents d'appel d'offres ou d'un contrat, ou que des renseignements donnés dans le cadre du processus de passation d'un contrat sont faux;

2° L'inspecteur général doit être d'avis que la gravité des manquements constatés justifie la résiliation.

En l'espèce, constitue un faux renseignement donné dans le cadre du processus de passation d'un contrat le dépôt d'une soumission au seul nom de Généphi alors que le dirigeant de cette entreprise, Daniel Lefebvre, sait que le contrat sera exécuté par une coentreprise. L'inspecteur général juge qu'il s'agit d'un faux renseignement quant à l'identité réelle du cocontractant de la Ville.

Quant au critère de gravité des manquements constatés, l'inspecteur général est d'avis qu'il justifie la résiliation de l'appel d'offres 16-6853. En soumettant une soumission au seul nom de Généphi sachant que le projet serait essentiellement exécuté et administré par une coentreprise Généphi-Congeres, Généphi s'est retrouvée à imposer de facto à la Ville un différent adjudicataire de contrat. Qui plus est, cet adjudicataire officieux ne respecte pas l'obligation de détention d'une autorisation de l'AMF, car ni Congeres ni la coentreprise elle-même n'en détiennent une. Ceci est important pour deux raisons.

Dans un premier temps, l'inspecteur général profite de l'occasion de cette décision pour souligner l'importance des principes généraux que vise à promouvoir la LCOP, dont la confiance du public dans les marchés publics en attestant l'intégrité des concurrents, la transparence dans les processus contractuels et le traitement intègre et équitable des

concurrents.[9] Plus spécifiquement, l'article 21.27 LCOP prévoit que l'AMF peut refuser d'accorder une autorisation à une entreprise « si elle ne satisfait pas aux exigences élevées d'intégrité auxquelles le public est en droit de s'attendre d'une partie à un contrat public ou à un sous-contrat public. »

L'intérêt que possède le public quant au respect des dispositions de la LCOP a également été reconnu par les tribunaux. Se prononçant sur la passivité affichée par une entreprise en réaction à un préavis de refus de l'AMF, la Cour s'est exprimée comme suit :

> *« Ces nouvelles dispositions de la LCOP visent à lutter contre la corruption et la collusion dans le domaine des contrats publics, particulièrement dans l'industrie de la construction. L'importance de cet objectif d'intérêt public est trop grande pour permettre une telle déresponsabilisation des entreprises qui souhaitent être autorisées à conclure des contrats avec l'État. »*[10]

Ainsi, en soustrayant Congeres de la sorte à l'obligation de détenir une autorisation de l'AMF, Généphi se retrouve à empêcher la Ville et le public de s'assurer de l'intégrité de l'adjudicataire du contrat.

Dans un second temps, Généphi se retrouve à entacher l'intégrité du processus d'appel d'offres. Partant du fait que l'obligation de détenir une autorisation de l'AMF par le décret 796-2014 est une exigence d'ordre public, une personne respectueuse des lois qui prend connaissance de l'appel d'offres 16-6853 risque fort de ne pas déposer de soumission si elle ne détient pas une telle autorisation. Pour leur part, les autres soumissionnaires pouvaient raisonnablement s'attendre à ce que le réel adjudicataire du contrat rencontre lui aussi cette exigence.

Accepter que Généphi puisse déposer une soumission en sachant que le contrat sera administré et exécuté par une coentreprise Généphi-Congeres et que Congeres ne possède pas d'autorisation de l'AMF viendrait saper toute l'utilité et la crédibilité que peut avoir une telle autorisation dans le cadre de la lutte de l'État contre la corruption et toute autre manœuvre dolosive.

[9] LCOP, art. 2.
[10] *9129-2201 Québec inc.* c. *Autorité des marchés financiers*, 2014 QCCS 2070, par. 60.

En somme, l'inspecteur général conclut que Généphi a donné un faux renseignement dans le cadre du processus de passation de l'appel d'offres 16-6853 quant à l'identité du réel contractant et il est d'avis que ce manquement est d'une gravité justifiant la résiliation du contrat.

POUR CES MOTIFS,

L'inspecteur général

RÉSILIE le contrat visant la reconstruction de belvédères, de passerelles et de sentiers au parc-nature du Bois-de-l'Île-Bizard octroyé à Construction Genephi Inc. par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal le 25 août 2016, suite à l'appel d'offres 16-6853, en vertu de la résolution CG16 0498.

TRANSMET, en vertu de l'article 57.1.10 de la *Charte de la Ville de Montréal*, une copie de cette décision au maire de la Ville ainsi qu'au greffier afin que celui-ci l'achemine au conseil concerné de la Ville, en l'occurrence le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal.

TRANSMET, en vertu de l'article 57.1.18 de la Charte de la Ville de Montréal, une copie de cette décision à l'Autorité des marchés financiers eu égard à son mandat en vertu du chapitre V.2 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

L'inspecteur général,



Denis Gallant, Ad. E.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 07.03

2017/09/28 17:00

(2)

Dossier # : 1175205006

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Mise en oeuvre et suivi budgétaire corporatif
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Projection des résultats de l'exercice 2017 en date du 30 juin 2017 – Volet agglomération et État des revenus et des charges réels global Ville au 30 juin 2017 comparé avec celui du 30 juin 2016.

Il est recommandé de :

1. Prendre connaissance de la projection des résultats de l'exercice 2017 en date du 30 juin 2017 – Volet agglomération.
2. Prendre connaissance de l'état des revenus et des charges réels de la Ville au 30 juin 2017 comparé avec celui du 30 juin 2016.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-09-11 07:32

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1175205006**

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Mise en oeuvre et suivi budgétaire corporatif
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Projection des résultats de l'exercice 2017 en date du 30 juin 2017 – Volet agglomération et État des revenus et des charges réels global Ville au 30 juin 2017 comparé avec celui du 30 juin 2016.

CONTENU

CONTEXTE

En vertu des dispositions législatives s'appliquant à la Ville de Montréal, le trésorier dépose, lors de la dernière séance ordinaire du conseil tenue au moins quatre semaines avant la séance où le budget de l'exercice financier suivant doit être adopté, deux états comparatifs. Le premier compare les revenus et les charges réels de l'exercice financier courant avec ceux de l'exercice précédent pour la période se terminant au mois de juin et le second, compare les revenus et les charges de la municipalité dont la réalisation est prévue pour l'exercice financier courant, au moment de la préparation de l'état et selon les renseignements dont dispose le trésorier, et ceux qui ont été prévus au budget de cet exercice.
La projection des revenus et des charges pour les douze mois de l'année en cours a été établie au 30 juin. Les données sont établies de façon distincte pour les deux volets, soit municipal et agglomération.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Dépôt de l'état comparatif des revenus et des charges réels au 30 juin 2017 – Global Ville et la projection des résultats de l'exercice 2017 au 30 juin 2017.

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Au 30 juin 2017, la projection des résultats de l'exercice 2017 présente un déficit de 31,4 M$, composé d'un surplus de 96,5 M$ pour le volet municipal et d'un déficit de 127,9 M$ pour le volet d'agglomération.

Une analyse des opérations courantes au 30 juin 2017 permet d'anticiper un surplus de 46,0 M$.

Par ailleurs, certains éléments non prévus au Budget 2017 ont pour effet de réduire ce surplus anticipé :

– hausse des coûts à la suite des ententes avec les policiers (25,4 M$), les pompiers (24,0 M$) et les cols bleus (16,0 M$);
– radiation des comptes à recevoir à la suite de la résiliation de l'entente « Protocole d'entente sur l'aide financière de 175 M$ pour soutenir la stratégie *Imaginer-réaliser Montréal 2025* » (22,0 M$);
– révision des règles de calcul du potentiel fiscal d'agglomération qui se traduit par une hausse de la part montréalaise du financement des dépenses d'agglomération (hausse des quotes-parts de Montréal) (7,0 M$).

Afin de d'atténuer le déficit, il est prévu d'utiliser une portion des surplus cumulés de l'ordre de 17 M$. À cet effet, un sommaire décisionnel est en préparation parallèlement au présent dossier (GDD 1174349001).

Bien que la situation financière observée au 30 juin indique un déficit anticipé, un suivi serré des dépenses sera effectué afin d'assurer l'atteinte de l'équilibre budgétaire pour l'exercice de 2017.

Le détail des projections par compétences est présenté dans les pièces jointes du présent sommaire décisionnel.

Par ailleurs, dans le but de se conformer à la Loi sur les cités et villes (art 105.4-chapitre C-19), le trésorier de la Ville dépose, deux états comparatif des revenus et des charges réels au 30 juin 2017 – Global Ville.Ces rapports, présentés en pièces jointes au présent sommaire décisionnel, montrent les données réelles globales Ville au 30 juin 2017 comparées avec celles du 30 juin 2016.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Daniela TANASE
Conseillère budgétaire C/E

Tél : 514 872-5867
Télécop. : 514 872-3145

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-09-08

Martine HACHÉ
Chef de division - budget

Tél : 514 872-2454
Télécop. : 514 872-3145

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine LAVERDIÈRE
Directrice - Direction du budget et de la planification financière et fiscale
Tél : 514 872-3219
Approuvé le : 2017-09-09

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves COURCHESNE
DIRECTEUR DU SERVICE DES FINANCES

Tél : 514 872-6630
Approuvé le : 2017-09-09

PROJECTIONS DES RÉSULTATS DE L'EXERCICE 2017
- en date du 30 juin 2017 -

	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Global
Opérations courantes	102,5	(56,5)	46,0
Dépenses non prévues au budget 2017	(23,0)	(71,4)	(94,4)
Surplus / (Déficit)	**79,5**	**(127,9)**	**(48,4)**
Utilisation des surplus cumulés	17,0	-	17,0
Surplus / (Déficit)	**96,5**	**(127,9)**	**(31,4)**

PROJECTIONS DES RÉSULTATS DE L'EXERCICE 2017
- en date du 30 juin 2017 -

	Global
Surplus réels 2016	**139,1**
Économies intégrées au budget 2017	
Marge de manœuvre de la rémunération (2,5 %)	30,6
Contraintes appliquées spécifiquement dans certaines unités	25,1
Montant supplémentaire pour la neige	18,0
Cibles 2017 non rencontrées par certains services	12,0
Hausse des dépenses contingentes	7,5
Surplus / (Déficit)	**46,0**
Dépenses non prévues au budget 2017	
Nouvelle convention des policiers et impact sur les régimes de retraite	25,4
Entente pompiers	24,0
Transition - Entente *Réflexe Mtl*	22,0
Entente cols bleus – Régime de retraite	16,0
Révision du potentiel fiscal (impact 2017)	7,0
Surplus / (Déficit) projeté au 31 décembre 2017	**(48,4)**

Utilisation des surplus Ville pour compenser partiellement le déficit	
Révision du potentiel fiscal (impact 2017)	7,0
Neige	10,0
Surplus / (Déficit) projeté au 31 décembre 2017	**(31,4)**

Montréal

Résultats financiers au 2e trimestre 2017
Analyse

Revenus

Les revenus au deuxième trimestre ont totalisé 4 553 M$, contre 4 404 M$ l'an dernier, soit une croissance de 149 M$ ou de 3,4%.

			Écart		
(en milliers)	**Juin 2017**	**Juin 2016**	**$**	**%**	**F/D**
Taxes	3 300 035	3 222 015	78 020	2,4	**F**
Compensations tenant lieu de taxes	257 670	234 745	22 925	9,8	**F**
Quotes-parts	403 558	404 689	(1 131)	(0,3)	**D**
Transferts	158 993	157 279	1 714	1,1	**F**
Services rendus	149 471	144 060	5 411	3,8	**F**
Imposition de droits	117 168	99 727	17 441	17,5	**F**
Amendes et pénalités	80 434	73 924	6 510	8,8	**F**
Intérêts	63 911	62 764	1 147	1,8	**F**
Cession d'actifs à long terme	12 490	461	12 029	2 609,3	**F**
Cession de propriétés destinées à la revente	77	188	(111)	(59,0)	**D**
Autres revenus	8 792	4 257	4 535	106,5	**F**
Total des revenus	**4 552 599**	**4 404 109**	**148 490**	**3,4%**	**F**

F : Favorable

D : Défavorable

Les écarts significatifs entre les revenus de 2017 par rapport à ceux de 2016 s'expliquent comme suit :

Les revenus de **taxes** au deuxième trimestre de 2017 totalisent 3 300,0 M$, **en hausse de 78,0 M$** par rapport à la même période en 2016. Cette hausse s'explique principalement par l'indexation du budget des taxes sur la valeur foncière (3,0%, 93,3 M$) en 2017 dont le niveau de réalisation a atteint 85,1 M$. Cette hausse est partiellement contrebalancée par un transfert de revenus de 5,7 M$ vers la catégorie « Compensations tenant lieu de taxes » à la suite de la vente de la tour OACI (Organisation de l'aviation civile internationale) au gouvernement fédéral.

Les revenus des **compensations tenant lieu de taxes** totalisent 257,7 M$, **en hausse de 22,9 M$** comparativement aux 234,7 M$ inscrits en 2016. Cette augmentation découle principalement :

- des paiements de 12,0 M$ en provenance des écoles primaires et secondaires qui sont dorénavant comptabilisés en début d'année en raison du changement du mode de compensation adopté par le gouvernement québécois;
- des compensations pour les immeubles des réseaux de la santé et des services sociaux, pour 4,9 M$;
- des paiements du gouvernement fédéral à la suite de l'acquisition par le gouvernement fédéral de la tour OACI, pour 5,7 M$.

Les revenus tirés des **services rendus** totalisent 149,5 M$ en 2017, **en progression de 5,4 M$**. Cet écart s'explique principalement par :

- un revenu additionnel de 8 M$ consécutif à l'entente « Eau-Centre-ville », au titre de la contribution des villes reconstituées aux dépenses du centre-ville;
- une sous-évaluation des revenus de 2016 pour des services rendus par des policiers, pour 1,5 M$ et des revenus attribuables aux libérations syndicales, pour 2,1 M$;
- une diminution des redevances de la Commission des services électriques par rapport à 2016 (1,7 M$);
- une baisse de 1,2 M$ reliée à un revenu non récurrent d'expropriation réalisé en 2016;
- une diminution des revenus liés aux prêts d'employés (2,3 M$) conformément à l'entente avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

Les revenus liés à l'**imposition des droits** ont connu une **hausse de 17,4 M$** en 2017 comparativement à la même période en 2016. Cette hausse est attribuable principalement aux revenus tirés des permis de construction et de modification par divers arrondissements (5 M$) ainsi qu'aux droits sur les mutations immobilières (11,7 M$).

Les revenus d'**amendes et pénalités** totalisent 80,4 M$, soit une **augmentation de 6,5 M$** en 2017. Cette hausse découle de :

- une augmentation de 5,6 M$ des revenus des frais d'émission de procédures en raison du rattrapage du retard dans l'émission de certaines procédures consécutif à une modification législative intervenue en 2016 et ayant entraîné des mises à jour au système informatique;
- une augmentation des revenus d'amendes en matière de circulation et de stationnement (1,5 M$);
- une diminution des revenus d'amendes et de frais découlant de l'application des règlements municipaux (1,5 M$).

Les revenus de la **cession d'actifs à long terme ont augmenté de 12,0 M$,** principalement en raison d'un dédommagement de 9 M$ reçu à la suite d'une expropriation dans le cadre du remplacement du pont Champlain et de la sous-estimation des revenus de 2016 de 2 M$.

Les **autres revenus ont augmenté de 4,5 M$** pour atteindre 8,8 M$ en 2017. Cet écart s'explique principalement par :

- des revenus additionnels de la vente de matières recyclables, pour 1,5 M$;
- la reconnaissance d'intérêts sur des prêts consentis au réseau PME MTL, pour 1,0 M$;
- la reconnaissance de revenus reportés dédiés au financement de dépenses de certains projets d'aménagement de parcs plus élevés en 2017 qu'en 2016, pour 0,8 M$.

Résultats financiers au 2e trimestre 2017
Analyse

Charges

Les charges ont totalisé 2 090,6 M$, contre 2 104,7 M$ en 2016, soit une diminution de 14,1 M$ ou de 0,7 %.

(en milliers)			Écart		
	Juin 2017	**Juin 2016**	**$**	**%**	**F/D**
Rémunération globale	1 111 695	1 176 894	(65 199)	(5,5)	**F**
Transport et communications	16 222	17 295	(1 073)	(6,2)	**F**
Services professionnels, techniques et autres	172 016	141 176	30 840	21,8	**D**
Location, entretien et réparation	66 749	75 871	(9 122)	(12,0)	**F**
Biens non durables	113 242	108 051	5 191	4,8	**D**
Biens et services	3 769	3 888	(119)	(3,1)	**F**
Frais de financement	182 969	180 342	2 627	1,5	**D**
Contributions à des organismes	398 965	375 913	23 052	6,1	**D**
Autres objets de dépenses	24 930	25 242	(312)	(1,2)	**F**
Total des charges	**2 090 557**	**2 104 672**	**(14 115)**	**(0,7)**	**F**

F : Favorable

D : Défavorable

Les écarts significatifs entre les charges de 2017 par rapport à celles de 2016 s'expliquent comme suit :

Les charges de **rémunération** en 2017 totalisent 1 111,7 M$, en **baisse de 65,2 M$** par rapport à 2016. Cet écart favorable est causé principalement par la diminution de 80 M$ des décaissements effectués aux caisses de retraite, combinée à des économies totales de 4,3 M$ réalisées sur les dépenses de salaires réguliers (1,5 M$) et des avantages associés aux départs de policiers (2,8 M$) ainsi qu'à une baisse de 3,6 M$ des contributions aux régimes de retraite. Cette diminution est contrebalancée par une augmentation de 13 M$ (2,5 %) des salaires réguliers des employés permanents des structures autres que celle des policiers, par une hausse de 7,5 M$ des dépenses liées aux heures supplémentaires et par la hausse de 2,2 M$ des rentes et annuités.

Les **services professionnels, techniques et autres** totalisent 172,0 M$ en 2017, en **hausse de 30,8 M$** par rapport à 2016. Celle-ci s'explique principalement par l'augmentation des coûts des activités suivantes :

- Déneigement, pour 23,4 M$;
- Entretien des équipements et du matériel roulant, pour 2,5 M$, dont 1,4 M$ reliés au déneigement;
- Autres services techniques (1,1 M$);
- Autres honoraires professionnels (1,6 M$).

Les charges de **location, entretien et réparation** totalisent 66,7 M$ en 2017, soit une **diminution de 9,1 M$** par rapport à 2016. Celle-ci s'explique principalement par une baisse combinée des charges d'entretien et de réparation du mobilier, de l'équipement de bureau et des équipements informatiques du service des technologies et du SPVM (3,5 M$), de celles des immeubles (1,8 M$), des véhicules, de l'outillage, de la machinerie et de l'équipement (1,2 M$) ainsi que des charges de location des immeubles (1,9 M$).

Les charges reliées aux **biens non durables** totalisent 113,2 M$ en 2017, soit une **augmentation de 5,2 M$** par rapport à 2016. Celle-ci s'explique principalement par une augmentation des coûts de l'énergie (0,8 M$), des achats d'agrégats et de matériaux de construction à la sécurité publique (1,1 M$), de pièces et d'accessoires pour le matériel roulant, les équipements et les infrastructures (1,2 M$), des fournitures de bureau et informatique pour la bibliothèque de Montréal-Nord (2,4 M$), compensée par des économies de 1,6 M$ sur les achats de sels et autres abrasifs.

Les **contributions à des organismes** totalisent 399 M$ en 2017, en **croissance de 23,1 M$** par rapport à 2016. Cette augmentation est principalement attribuable aux hausses des contributions versées à la STM (12,9 M$), à la Société des célébrations du 375^{e} de Montréal (2,3 M$), à l'AMT (5,1 M$) et à la Bibliothèque nationale du Québec (2,3 M$).

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.01

2017/09/28 17:00

(1)

Dossier # : 1176859008

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Globocam Montréal Inc. pour la fourniture de deux (2) camions avec système de levage à crochet de conteneurs et de plates-formes, pour une somme maximale de 587 361,29 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-16026 (3 soum.)

Il est recommandé:
1. d'accorder à Globocam Montréal Inc., le contrat pour la fourniture de deux (2) camions avec système de levage à crochet de conteneurs et de plates-formes, pour une somme maximale de 587 361,29 $, taxes incluses conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-16026.

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération pour un montant de 536 339,15 $ (net de ristourne).

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-08-21 11:37

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1176859008**

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Globocam Montréal Inc. pour la fourniture de deux (2) camions avec système de levage à crochet de conteneurs et de plates-formes, pour une somme maximale de 587 361,29 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-16026 (3 soum.)

CONTENU

CONTEXTE

Dans le but d'améliorer la disponibilité et la fiabilité de son parc de véhicules, la Ville de Montréal a procédé au regroupement des ressources humaines et financières dédiées aux activités du matériel roulant le 1er janvier 2017. Conséquemment, le Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA) est responsable de l'acquisition de tous les véhicules de la Ville.
Dans le cadre du projet d'implantation d'une équipe de recherche et sauvetage en milieu urbain à l'aide d'équipement lourd (RSMUEL), le SMRA souhaite acquérir deux camions avec système de levage à crochet de conteneurs et plates-formes. Ces équipements permettront la mobilité des équipements de base de l'équipe de RSMUEL. Les dépenses reliées à ce projet sont admissibles au programme RSMUEL du ministère de la Sécurité publique du Canada. En 2017, une entente a été signée entre la Ville de Montréal et le ministère de la Sécurité publique du Québec et de la Sécurité publique Canada. La Ville de Montréal s'est vu octroyer des subventions de la part des deux paliers de gouvernement (provincial et fédéral). Ces subventions permettront le financement de la formation spécialisée et de l'équipement requis pour soutenir le projet RSMUEL.

Pour acquérir les deux camions, l'appel d'offres 17-16026 s'est tenu du 27 mars au 17 mai 2017. Le délai de réception des soumissions a été de 51 jours incluant les dates de publication et d'ouverture des soumissions. La période de validité des soumissions indiquée à l'appel d'offres était de 150 jours civils suivant la date fixée à l'ouverture de la soumission.

Durant la période de sollicitation, cinq addenda ont été produits:

· Addenda no 1, émis le 4 avril pour ajouter des pages à la Section IV de l'appel d'offres 17-16026.
· Addenda no 2, émis le 10 avril pour des modifications à l'article 12 du devis technique.
· Addenda no 3, émis le 21 avril pour reporter la date d'ouverture des soumissions au

10 mai 2017.
· Addenda no 4, émis le 4 mai pour reporter la date d'ouverture des soumissions au 15 mai 2017 et pour des modifications aux articles 3.6, 4.5, 5.9, 6.2, 7.1, 7.3.7, 7.4.1, 7.5.1, 8.2, 10.1.6, 10.1.16 et 10.2.1 du devis technique.
· Addenda no 5, émis le 11 mai pour reporter la date d'ouverture des soumissions au 17 mai 2017.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE16 1827 - 16 novembre 2016 - Autoriser la participation du Service de sécurité incendie de Montréal, au programme de financement de Recherche et de sauvetage en milieu urbain à l'aide d'équipement lourd (RSMUEL) du gouvernement du Canada, dans le but de créer une force opérationnelle de RSMUEL à Montréal.

DESCRIPTION

Ce dossier vise l'octroi d'un contrat à Globocam Montréal Inc. pour la fourniture de deux (2) camions avec système de levage à crochet de conteneurs et de plates-formes, tel que décrit au devis technique de l'appel d'offres 17-16026. Dans le cadre du programme fédéral de RSMUEL, la mobilité des équipements est requise afin de pouvoir répondre rapidement à une demande de déploiement. Ce type de camions permettra de faire le transport des équipements prédisposés dans des conteneurs en fonction du type de sinistre à faire face. Les châssis de camions proposés par le fournisseur sont de marque et modèle Freightliner, M2-112. Les camions sont munis d'un système de levage à crochets (incluant une prise de force, une pompe, un réservoir hydraulique et un contrôle) dédié au chargement, au transport et à la manipulation des conteneurs et des plates-formes.

La cabine sera de couleur blanche tandis que le châssis sera noir.

JUSTIFICATION

Le tableau ci-dessous présente les résultats de l'appel d'offres public 17-16026 pour lequel il y a eu trois (3) soumissionnaires conformes.

Firmes soumissionnaires conformes	Prix de base	Autre (préciser)	Total
Globocam Montréal Inc.	587 361,29 $		587 361,29 $
Équipements Twin Inc.	595 689,18 $		595 689,18 $
Camions Inter-Anjou Inc.	609 934,97 $		609 934,97 $
Estimation	551 880,00 $		551 880,00 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)* Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*			597 661,81 $ 1,75 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)* Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*			22 573,68 $ 3,84 %

Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*	35 481,29 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*	6,43 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*	8 327,89 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*	1,42 %

Préalablement au lancement de l'appel d'offres, l'analyse d'achat antérieur avait permis d'estimer la dépense du contrat à 551 880, 00 $, taxes incluses.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant total à autoriser pour le présent contrat est de 587 361.29 $ taxes incluses. Le montant net, soit le montant imputable moins la ristourne de TPS et TVQ est de 536 339.15 $.

Ce montant est financé via les subventions obtenues de la part des deux paliers de gouvernement (provincial et fédéral) suite à l'entente signé entre la ville de Montréal, le ministère de la Sécurité publique du Québec et la Sécurité publique du Canada. Ces subventions permettent de financer la formation spécialisée et les équipements requis pour soutenir le projet du RSMUEL.

Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération en 2017.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Sans objet

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La mobilité des équipements fait partie des conditions obligatoires pour une équipe de recherche et sauvetage en milieu urbain à l'aide d'équipement lourd. Sans les véhicules de transport, il est impossible de déployer rapidement les équipements requis sur les lieux d'un sinistre ou d'un sauvetage technique.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Sans objet

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Livraison: 180 jours civils suite à l'émission du bon de commande.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

A la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Renée VEILLETTE)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre LACOSTE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Guy AUCOIN, Service des finances
Michel BONIN, Service de sécurité incendie de Montréal

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève MILOT
Agente de recherche

Tél : 514 872-6523
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-02

Simon DESRUISSEAUX
Chef de section

Tél : 514-872-1843
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Paul MASSÉ
Directeur - Ateliers mécaniques et de proximité
Tél : 514 872-9003
Approuvé le : 2017-08-21

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1176859008

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction
Objet :	Accorder un contrat à Globocam Montréal Inc. pour la fourniture de deux (2) camions avec système de levage à crochet de conteneurs et de plates-formes, pour une somme maximale de 587 361,29 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-16026 (3 soum.)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

Intervention.pdf17-16026 Det Cah Final.pdf17-16026 PV.pdf17-16026 tcp.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Renée VEILLETTE
Agente d'approvisionnement II
Tél : 514-872-1057

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-07

Danielle CHAURET
Chef de section
Tél : 514 872-1027
Division : Service de l'approvisionnement , Direction

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 17-16026 — No du GDD : 1176859008

Titre de l'appel d'offres : Acquisition de deux (2) camions avec système de levage à crochet de conteneurs et de plates-formes

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 27 - 3 - 2017

Ouverture originalement prévue le : 26 - 4 - 2017

Ouverture faite le : 17 - 5 - 2017

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 5

Date du dernier addenda émis : 11 - 5 - 2017

Délai total accordé aux soumissionnaires : 150 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 7

Nbre de soumissions reçues : 3

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 42,86

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 150 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 14 - 10 - 2017

Date d'échéance révisée : 14 - 10 - 2017

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
GLOBOCAM (MONTRÉAL) INC.	587 361,29 $	√	
CAMIONS INTER-ANJOU INC.	595 689,18 $		
ÉQUIPEMENTS TWIN INC.	609 934,97 $		

Information additionnelle

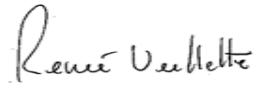
Le prix de la soumission de la firme Globocam (Montréal) inc. été corrigé. La différence entre le prix inscrit sur le procès verbal et celui inscrit au tableau des prix est due à une erreur d'écriture.

Raisons de non-dépôt de soumissions :
Quatre des sept preneurs du cahier des charges n'ont pas présenté d'offres pour les motifs suivants : consultation tardive de la demande sur SÉAO, le produit sollicité n'est pas dans leurs fabrications standards de châssis de camion, spécialisé dans la fabrication et la conception d'équipements et acquisition pour consultation seulement.

Préparé par : Renée Veillette — Le 7 - 8 - 2017

Tableau comparatif des prix reçus

#	Objet	Informations
1	Nom de l'agent d'approvisionnement	Renée Veillette
2	Titre de l'appel d'offres	Acquisition de deux (2) camions avec système de levage à crochet de conteneurs et de plates-formes
3	Description (si nécessaire en complétement du titre)	
4	No de l'appel d'offres	17-16026
5	**Préposée au secrétariat**	Vivéna Akossou (Le 26 mai 2017)
6	Type de solicitation	Publique
7	Date d'ouverture	Le 17 mai 2017
8	Service requérant	33 Service du matériel roulant et des ateliers
9	Requérant	Jean-François Lemoine
10	Dernière estimation réalisée	



#	Soumissionnaire	Commentaires	Conformité (validée par l'agent d'approvisionnement)	No de soumission
1	Globocam Montréal inc.		Conforme	21299
2	Equipements Twin inc.		Conforme	21301
3	Camions Inter Anjou inc.		Conforme	21302

Agent d'approvisionnement	Renée Veillette
Numéro de l'appel d'offres	17-16026
Titre de l'appel d'offres	Acquisition de deux (2) camions avec système de levage à crochet de conteneurs et de plates-formes

						Soumissionnaires	**Globocam Montréal inc.**		**Equipements Twin inc.**		**Camions Inter Anjou inc.**	
G	**Item**	**Articles**	**Unité de mesure**	**Quantité**	**Terme**		**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**
	1	Camion avec système de levage à crochet		2	1		255 400,00 $	510 800,00 $	259 021,61 $	518 043,22 $	265216,78	530 433,56 $
	2	Droit environnemental sur les pneus neufs		20	1		3,00 $	60,00 $	3,00 $	60,00 $	3,00	60,00 $
							Total	510 860,00 $	**Total**	518 103,22 $	**Total**	530 493,56 $
							TPS	25 543,00 $	**TPS**	25 905,16 $	**TPS**	26 524,68 $
							TVQ	50 958,29 $	**TVQ**	51 680,80 $	**TVQ**	52 916,73 $
							TOTAL	587 361,29 $	**TOTAL**	595 689,18 $	**TOTAL**	609 934,97 $

Soumissionnaire le moins cher au total → **Globocam Montréal inc.**

Total avant taxes	510 860,00 $
+ TPS	25 543,00 $
+ TVQ	50 958,29 $
Total	**587 361,29 $**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 17-16026
Numéro de référence : 1061417
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Acquisition de deux (2) camions avec système de levage à crochet de conteneurs et de plates-formes

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Camion Inter Anjou Inc. 8300 Edison Montréal, QC, H1J 1S8 NEQ : 1143632389	Monsieur Alex Calvé Téléphone : 514 353-9720 Télécopieur : 514 353-3222	**Commande : (1259924)** 2017-03-27 11 h 05 **Transmission :** 2017-03-27 11 h 05	2736752 - 17-16026 Addenda N°1 2017-04-04 14 h 21 - Courriel 2740457 - 17-16026 Addenda N°2 2017-04-10 15 h 04 - Courriel 2747224 - 17-16026 Addenda N°3 - Report de date 2017-04-21 11 h 30 - Courriel 2755113 - 17-16026 Addenda N°4 - Report de date 2017-05-04 14 h 53 - Courriel 2759503 - 17-16026 Addenda N°5 - Report de date 2017-05-11 11 h 40 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan)

				: Courrier électronique
☐	Camions Excellence Peterbilt 1041, rue Nobel Sainte-Julie, QC, J3E 1Z4 http://www.excellence-peterbilt.com NEQ : 1146898656	Monsieur Paul Manno Téléphone : 450 649-3221 Télécopieur : 450 649-9696	**Commande : (1262127)** 2017-03-29 14 h 50 **Transmission :** 2017-03-29 14 h 50	2736752 - 17-16026 Addenda N°1 2017-04-04 17 h 01 - Télécopie 2740457 - 17-16026 Addenda N°2 2017-04-10 15 h 04 - Télécopie 2747224 - 17-16026 Addenda N°3 - Report de date 2017-04-21 11 h 30 - Télécopie 2755113 - 17-16026 Addenda N°4 - Report de date 2017-05-04 14 h 53 - Télécopie 2759503 - 17-16026 Addenda N°5 - Report de date 2017-05-11 11 h 40 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Del Equipement 1655 boul Hymus arr.Dorval Montréal, QC, H9P 1J5 NEQ : 1169592384	Monsieur Robert Viger Téléphone : 514 684-1760 Télécopieur : 514 684-1349	**Commande : (1276905)** 2017-04-25 8 h 14 **Transmission :** 2017-04-25 8 h 39	2736752 - 17-16026 Addenda N°1 2017-04-25 8 h 14 - Téléchargement 2740457 - 17-16026 Addenda N°2 2017-04-25 8 h 14 - Téléchargement 2747224 - 17-16026 Addenda N°3 - Report de date 2017-04-25 8 h 14 - Téléchargement 2755113 - 17-16026 Addenda N°4 - Report de date 2017-05-04 14 h 53 - Télécopie 2759503 - 17-16026 Addenda N°5 - Report de date 2017-05-11 11 h 40 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan)

				: Messagerie (Purolator)
☐	Équipements Twin Inc. 10401 BOUL. PARKWAY Montréal, QC, H1J 1R4 http://www.equipementstwin.ca NEQ : 1170813936	Monsieur Louis Beaulieu Téléphone : 514 353-1190 Télécopieur : 514 353-1119	**Commande : (1270377)** 2017-04-12 6 h 59 **Transmission :** 2017-04-12 6 h 59	2736752 - 17-16026 Addenda N°1 2017-04-12 6 h 59 - Téléchargement 2740457 - 17-16026 Addenda N°2 2017-04-12 6 h 59 - Téléchargement 2747224 - 17-16026 Addenda N°3 - Report de date 2017-04-21 11 h 30 - Courriel 2755113 - 17-16026 Addenda N°4 - Report de date 2017-05-04 14 h 53 - Courriel 2759503 - 17-16026 Addenda N°5 - Report de date 2017-05-11 11 h 39 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Globocam Montréal 155 Reverchon Pointe-Claire, QC, H9P 1K1 http://www.globocam.ca NEQ : 1140249666	Monsieur André Huot Téléphone : 514 344-4000 Télécopieur : 514 344-6737	**Commande : (1262056)** 2017-03-29 14 h 12 **Transmission :** 2017-03-29 14 h 12	2736752 - 17-16026 Addenda N°1 2017-04-04 17 h 01 - Télécopie 2740457 - 17-16026 Addenda N°2 2017-04-10 15 h 05 - Télécopie 2747224 - 17-16026 Addenda N°3 - Report de date 2017-04-21 11 h 30 - Télécopie 2755113 - 17-16026 Addenda N°4 - Report de date 2017-05-04 14 h 54 - Télécopie 2759503 - 17-16026 Addenda N°5 - Report de date 2017-05-11 11 h 40 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur

				Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Les Contenants Durabac inc. 22, Chemin Milton Granby, QC, J2J 0P2 http://www.durabac.ca NEQ : 1141257320	Monsieur Jean-Pierre Beaudry Téléphone : 450 378-1723 Télécopieur : 450 378-1720	**Commande : (1285953)** 2017-05-10 9 h 26 **Transmission :** 2017-05-10 9 h 26	2736752 - 17-16026 Addenda N°1 2017-05-10 9 h 26 - Téléchargement 2740457 - 17-16026 Addenda N°2 2017-05-10 9 h 26 - Téléchargement 2747224 - 17-16026 Addenda N°3 - Report de date 2017-05-10 9 h 26 - Téléchargement 2755113 - 17-16026 Addenda N°4 - Report de date 2017-05-10 9 h 26 - Téléchargement 2759503 - 17-16026 Addenda N°5 - Report de date 2017-05-11 11 h 40 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Ville de Laval 1 Place Du Souvenir, C.P. 422 Laval, QC, H7V 3Z4 NEQ :	Madame Daniela Lana Téléphone : 450 978-6888 Télécopieur : 450 662-4580	**Commande : (1264415)** 2017-04-03 10 h 04 **Transmission :** 2017-04-03 10 h 04	Mode privilégié : Ne pas recevoir

Sélectionner Annuler

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Glossaire

Plan du site

Accessibilité

UPAC-Signaler un acte répréhensible

Nouvelles

Marchés publics hors Québec

Registre des entreprises non admissibles

Autorité des marchés financiers

Conditions d'utilisation

Polices supportées

© 2003-2017 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1176859008

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction
Objet :	Accorder un contrat à Globocam Montréal Inc. pour la fourniture de deux (2) camions avec système de levage à crochet de conteneurs et de plates-formes, pour une somme maximale de 587 361,29 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-16026 (3 soum.)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1176859005-paiement au comptant.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre LACOSTE
pRÉPOSÉ AU BUDGET
Tél : 872-8886

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-18

Françoise TURGEON
Conseillerere budgetaire
Tél : 514-872-0946
Division : Conseil et soutien financierPDS-HDV

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.02

2017/09/28 17:00

(1)

Dossier # : 1171541001

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction , Division de l'acquisition de biens et services , Approvisionnement stratégique et collectif
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure avec la firme UAP inc. quatre ententes-cadre d'une durée de quarante-huit (48) mois pour la fourniture de pièces électriques et électroniques pour l'entretien des véhicules et appareils du parc motorisé de la Ville - Appel d'offres public 16-15251 (6 soumissionnaires) montant total estimé des ententes 1 569 012,47 $ taxes incluses.

Il est recommandé au comité exécutif :

1. de conclure trois (3) ententes-cadre d'une durée de 48 mois à compter de son émission, pour la fourniture de pièces électriques et électroniques pour l'entretien des véhicules et appareils du parc motorisé de la Ville ;

2. d'accorder à la firme UAP inc., plus bas soumissionnaire conforme pour les groupes 1,2 & 4, les contrats à cette fin, aux prix unitaires de sa soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-15251 et au tableau de prix joint au dossier ;

Article 1 Cole Herse	32 089,73 $
Article 2 Fédéral Signal	90 547,24 $
Article 4 Trucklite	76 678,44 $

3. d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget du Service du matériel roulant et des ateliers et ce, au rythme des besoins à combler.

Il est recommandé au conseil d'agglomération :

1. de conclure une entente-cadre d'une durée de 48 mois à compter de son émission, pour la fourniture de pièces électriques et électroniques pour l'entretien des véhicules et appareils du parc motorisé de la Ville ;

2. d'accorder à la firme UAP inc., plus bas soumissionnaire conforme pour le groupe 3, le contrat à cette fin, aux prix unitaires de sa soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-15251 et au tableau de prix joint au dossier ;

Article 3 Grote	1 323 414,03 $

3 . d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget du Service du matériel roulant et des ateliers et ce, au rythme des besoins à combler.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-08-23 15:14

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1171541001**

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction , Division de l'acquisition de biens et services , Approvisionnement stratégique et collectif
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure avec la firme UAP inc. quatre ententes-cadre d'une durée de quarante-huit (48) mois pour la fourniture de pièces électriques et électroniques pour l'entretien des véhicules et appareils du parc motorisé de la Ville - Appel d'offres public 16-15251 (6 soumissionnaires) montant total estimé des ententes 1 569 012,47 $ taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de l'approvisionnement met à la disposition des unités d'affaires des ententes-cadres d'approvisionnement pour la fourniture de diverses pièces électriques et électroniques requises dans le cadre de l'entretien des véhicules et appareils du parc motorisé de la Ville depuis plus de dix (10) ans. Ces pièces représentent des pièces d'éclairage, de signalisations visuelles et sonores, de transmissions et de contrôles électriques.
Le dernier appel d'offres a été lancé le 19 décembre 2012 et a été octroyé, en partie, par le Comité exécutif du 6 mars 2013 à 9215-7767 Québec inc. (Centre de pièces Gagnon) pour le groupe d'articles 2 (pièces Fédéral Signal) au montant estimé de 90 000 $ et à Pièces d'auto Jarry ltée pour le groupe d'articles 3 (pièces Cole Hersee) au montant estimé de 55 000 $. Le groupe d'articles 1 (pièces Grote) a été octroyé le 21 mars 2013 par le Conseil d'agglomération, à 9215-7767 Québec inc. (Centre de pièces Gagnon) pour un montant estimé de 500 00,00 $.

Suite à une analyse des articles sous ententes, il a été décidé de faire une révision des articles et de procéder à un nouvel appel d'offres plus représentatif de nos besoins actuels.

Les ententes précédentes ont été utilisées en totalité sur une période de trente-six (36) mois.

La stratégie utilisée dans cet appel d'offres a été de cibler les marques dont les volumes d'achat étaient les plus représentatifs monétairement. Un nouveau groupe d'articles de la marque Truck-Lite a été ajouté pour couvrir un plus grand nombre de pièces électriques et électroniques. L'octroi a été fait par groupe d'articles pour ouvrir le marché à de plus petits fournisseurs qui offrent seulement certaines gammes de produits demandées dans l'appel d'offres.

Comme prescrit par la Loi sur les contrats des organismes publics (chapitre C-65.1), l'appel d'offres a été publié dans le système électronique d'appel d'offres (SÉAO) et dans le journal « Le Devoir ». Le délai de réception des soumissions a été de 62 jours incluant les dates de publication et d'ouverture des soumissions, soit du 30 novembre 2016 au 30 janvier 2017.

Durant la période de sollicitation, trois (3) addenda ont été produits : Addenda no 1, émis le 1er décembre 2016 pour envoyer des documents manquants lors de la publication initiale. Addenda no 2 le 19 décembre 2016 pour un report de date et Addenda no3 le 13 janvier 2017 pour un report de date suite à une modification au bordereau numérique.

La période de validité des soumissions est de cent quatre-vingt (180) jours suivant la date fixée pour l'ouverture des soumissions. Les soumissions étaient valides jusqu'au 29 juillet 2017. Le 23 juin 2017, le Service de l'approvisionnement a demandé aux soumissionnaires une confirmation de prolongation du maintien intégral de l'offre jusqu'au 31 octobre 2017. Cinq (5) des six (6) soumissionnaires ont accepté de prolonger leur offre. Les confirmations des soumissionnaires sont jointes au présent dossier. En effet, le retrait de plusieurs articles ainsi que le temps nécessaire à la conformité technique et à la conformité administrative peuvent expliquer ce délai.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG13 0068 (1135983001) — 21 mars 2013 — conclure une entente-cadre, d'une durée de trente-six mois, avec 9215-7767 Québec inc. (Centre de pièces Gagnon) (Groupe 1) 500 000,00$, pour la fourniture de pièces électriques et électroniques pour l'entretien des véhicules et appareils du parc motorisé — Appel d'offres public 12-12533 (4 soum.)
CE13 0244 (1135983001) — 6 mars 2013 — conclure deux ententes-cadres, d'une durée de trente-six mois, avec 9215-7767 Québec inc. (Centre de pièces Gagnon) (Groupe 2) 90 000,00$ et Pièces d'auto Jarry ltée (Groupe 3) 55 000,00 $, pour la fourniture de pièces électriques et électroniques pour l'entretien des véhicules et appareils du parc motorisé — Appel d'offres public 12-12533 (4 soum.)

CE05 0201 (1040099001) – 9 février 2005 — octroyer trois (3) contrats aux fournisseurs — Gagnon Palmar inc. (1 310 000,00 $), Pièces d'Auto Jarry ltée (863 000,00 $) et Cadel (100 000,00 $) pour l'acquisition de pièces électriques/électroniques (entente pour une durée de 7 ans) — Soumission publique 04-8154 (10 soumissionnaires)

DESCRIPTION

Le présent dossier a pour objet de créer des ententes pour la fourniture, sur demande, de différentes pièces électriques et électroniques qui seront utilisées par le Service du matériel roulant et des ateliers lors de l'entretien et de la réparation des appareils motorisés de la Ville de Montréal.
Le choix des pièces et les quantités demandées à l'appel d'offres ont été établies à partir de données d'acquisition des dernières années fournies par la division logistique du Service de l'approvisionnement, par le Service du matériel roulant et des ateliers ainsi qu'en tenant compte des besoins futurs pour ces pièces.

Les quantités inscrites au bordereau de soumission ont été fournies à titre indicatif seulement et utilisées comme scénario permettant de déterminer les meilleures propositions de prix aux fins d'octroi seulement. Elles n'engagent aucunement la Ville à acheter un minimum ou la totalité de ces pièces. Les quantités réelles seront déterminées au fur et à mesure des besoins.

Ces ententes seront valides pour une période de quarante-huit (48) mois à partir de leur date d'entrée en vigueur suivant l'octroi. Toutefois, à la fin de leur période de validité et suite à l'accord des deux parties, la Ville pourra exercer une option de prolongation, aux

mêmes conditions, pour une période supplémentaire de douze (12) mois et pour un maximum d'une (1) prolongation. L'octroi s'effectue par groupe d'articles. Dans cet appel d'offres, un scénario nécessaire à l'octroi a été créé. Ce scénario permet de déterminer les meilleures propositions de prix en vue de la conclusion d'ententes-cadres. Il est composé d'articles spécifiques les plus couramment achetés dans les quatre (4) marques de produit et il représente soixante-treize pour cent (73 %) de la valeur monétaire d'acquisition pour ces types de produit des trois dernières années. Les vingt-sept pour cent (27 %) restants sont pour divers articles acquis dans les mêmes marques. À partir de ce scénario, le soumissionnaire conforme pour un groupe d'articles présentant la plus basse soumission est recommandé comme adjudicataire de l'entente-cadre.

Les soumissionnaires devaient préciser un taux d'escompte applicable à leur liste de prix selon la marque. Le taux d'escompte accordé est celui applicable à tous les articles de la marque acquis par la Ville et pour toute la période de validité de l'entente. L'adjudicataire devra être en mesure de fournir la gamme complète de produits relatifs à la marque demandée. L'appel d'offres demandait également que chacun des soumissionnaires fournisse une liste de prix complète pour le groupe d'articles soumissionné. Les listes de prix reçues ont été vérifiées et comparées afin de s'assurer de leur intégrité.

Les prix soumis demeurent fermes pour toutes commandes émises dans les douze (12) premiers mois suivant la date de validité de l'entente. Toutes révisions des prix se font sur la base d'une demande écrite du fournisseur à la Ville. Ces révisions seront appuyées par toute documentation pertinente demandée par le Directeur dans les délais impartis.

Aucune garantie de soumission n'a été exigée pour cet appel d'offres.

JUSTIFICATION

Preneurs du cahier des charges (10) :

- Camions Inter Anjou inc.;
- Uni-Select Québec inc. (Centre de pièces Gagnon);
- Groupe Maska inc.;
- Entrepôt de Montréal 1470 inc. (Pièces d'auto Jarry ltée) (deux achats par erreur);
- Kenworth Montréal, div. Paccar du Canada ltée;
- Macpek Québec inc.;
- Techno Feu inc.;
- UAP inc. ; (deux achats par erreur)
- Wajax Systèmes de Puissance;
- Zone Technologie Électronique inc.

Soumissionnaires (6) :

- Camions Inter Anjou inc.
- Uni-Select Québec inc. (Centre de pièces Gagnon);
- Entrepôt de Montréal 1470 inc. (Pièces d'auto Jarry ltée);
- Kenworth Montréal, div. Paccar du Canada ltée;
- Techno Feu inc.;
- UAP inc.

Raisons de non-dépôt de soumissions :

- Une firme a indiqué que les spécifications demandées sont non rencontrées;
- Trois firmes n'ont pas répondu à notre demande d'information.

Les six (6) offres ont été analysées et jugées conformes à l'appel d'offres.

À la suite de l'analyse administrative, le Service de l'approvisionnement a dû apporter quelques correctifs aux bordereaux de soumissions, et ce, conformément à l'article 9.4 des « Instructions aux soumissionnaires », afin d'harmoniser les soumissions reçues.

Le tableau ci-dessous présente le résultat de l'appel d'offres public 16-15251.

Groupe d'articles 1 : Cole Herse

Firmes soumissionnaires	Total (taxes incluses)
UAP inc.	32 089,73 $
Kenworth Montréal, div. Paccar du Canada ltée	44 857,31 $
Camions Inter Anjou inc.	46 147,37 $
Uni-Select Québec inc. (Centre de pièces Gagnon)	53 527,97 $
Entrepôt de Montréal 1470 inc. (Pièces d'auto Jarry ltée)	59 222,51 $
Dernière estimation réalisée	31 903,20 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes/nombre de soumissions)* Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *([coût moyen des soumissions conformes – la plus basse]/la plus basse) x 100*	47 168,98 $ 47,00 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)* Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) *([la plus haute conforme – la plus basse conforme]/la plus basse) x 100*	27 132,78 $ 84,56 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *([la plus basse conforme – estimation]/estimation) x 100*	186,53 $ 0,59 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)* Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *([la deuxième plus basse – la plus basse]/la plus basse) x 100*	12 767,58 $ 39,79 %

Groupe d'articles 2 : Fédéral Signal

Firmes soumissionnaires	Total (taxes incluses)
UAP inc.	90 547,24 $
Uni-Select Québec inc. (Centre de pièces Gagnon)	133 340,63 $
Techno Feu inc.	152 768,86 $
Entrepôt de Montréal 1470 inc. (Pièces d'auto Jarry ltée)	169 515,54 $
Dernière estimation réalisée	87 524,57 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes/nombre de soumissions)* Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)	136 543,07 $ 50,8 %

([coût moyen des soumissions conformes – la plus basse]/la plus basse) x 100	
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)* Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) *([la plus haute conforme – la plus basse conforme]/la plus basse) x 100*	78 968,30 $ 87,21 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *([la plus basse conforme – estimation]/estimation) x 100*	3 022,67 $ 3,45 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)* Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *([la deuxième plus basse – la plus basse]/la plus basse) x 100*	42 793,39 $ 47,26 %

Groupe d’articles 3 : Grote

Firmes soumissionnaires	Total (taxes incluses)
UAP inc.	1 323 414,03 $
Uni-Select Québec inc. (Centre de pièces Gagnon)	1 429 479,76 $
Camions Inter Anjou inc.	1 636 998,42 $
Entrepôt de Montréal 1470 inc. (Pièces d'auto Jarry ltée)	1 891 615,87 $
Dernière estimation réalisée	1 424 782,62 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes/nombre de soumissions)* Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *([coût moyen des soumissions conformes – la plus basse]/la plus basse) x 100*	1 570 377,02 $ 18,67 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)* Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) *([la plus haute conforme – la plus basse conforme]/la plus basse) x 100*	568 201,84 $ 42,93 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *([la plus basse conforme – estimation]/estimation) x 100*	- 101 368,59 $ - 7,11 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)* Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *([la deuxième plus basse – la plus basse]/la plus basse) x 100*	106 065,73 $ 8,01 %

Groupe d’articles 4 : Truck-Lite

Firmes soumissionnaires	Total (taxes incluses)
UAP inc.	76 678,44 $

Uni-Select Québec inc. (Centre de pièces Gagnon)	92 158,19 $
Camions Inter Anjou inc.	110 016,63 $
Entrepôt de Montréal 1470 inc. (Pièces d'auto Jarry ltée)	119 037,54 $
Dernière estimation réalisée	78 163,27 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes/nombre de soumissions)* Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *([coût moyen des soumissions conformes – la plus basse]/la plus basse) x 100*	99 472,70 $ 29,73 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)* Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) *([la plus haute conforme – la plus basse conforme]/la plus basse) x 100*	42 359,10 $ 55,25 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *([la plus basse conforme – estimation]/estimation) x 100*	-1 484,83 $ -1,88 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)* Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *([la deuxième plus basse – la plus basse]/la plus basse) x 100*	15 479,75 $ 20,19 %

Avant d'entamer l'analyse proprement dite des soumissions, nous avons procédé aux vérifications d'usage liées à une éventuelle inscription de l'un des soumissionnaires sur l'une des listes qui nous obligerait à considérer le rejet ou la restriction pour certaines des soumissions reçues.

Aucun des soumissionnaires dans ce dossier ne doit être déclaré non conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle et n'est inscrit au Registre des entreprises non admissibles.

Le présent dossier d'appel d'offres ne requiert pas la présentation d'une attestation de l'Autorité des marchés financiers.

L'adjudicataire recommandé, par sa soumission, affirme s'être conformé en tout point à la Politique de gestion contractuelle de la Ville.

Les propositions qui ont franchi avec succès la conformité administrative ont été transmises pour valider la conformité technique en fonction des critères de spécifications techniques. La conformité technique a été effectuée par la division logistique du Service de l'approvisionnement.

La soumission de la firme UAP inc. est le plus basse conforme pour les quatre (4) groupes. Les tableaux des prix reçus sont en pièces jointes au dossier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total brut de ce contrat de 48 mois est de 1 569 023,47 $, incluant les taxes.
Le tableau de l'estimation des acquisitions des pièces est joint au présent dossier.

Tableau de comparaison des escomptes offertes sur les listes de prix des fabricants dans cet appel d'offres comparativement à l'appel d'offres précédent :

	Pourcentage d'escompte sur liste de prix du fabricant **Appel d'offres 12-12533**	Pourcentage d'escompte sur liste de prix du fabricant **Appel d'offres 16-15251**	Différence des escomptes sur les listes de prix des fabricants (%)
Article 1 : Cole Herse	35%	62%	27%
Article 2: Fédéral Signal	28%	55%	27%
Article 3: Grote	39%	50%	21%
Artricle 4: Truck-Lite	Article non demandé à l'appel d'offres	57%	--------

La diminution des prix s'explique surtout par le fait que la firme UAP inc. a fait plusieurs acquisitions de compétiteurs dans son créneau et a donc augmenté son pouvoir d'approvisionnement et amélioré son réseau de distribution.

Il s'agit d'ententes-cadres sans imputation budgétaire. Les achats seront effectués sur demande au fur et à mesure des besoins.

Chaque bon de commande émis devra faire l'objet d'une approbation de crédit sur l'entente. Les dépenses de consommation seront imputées aux budgets de l'unité requérante.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ajout de pièces dans l'appel d'offres comme des lumières de type DEL à faible consommation, à excellente résistance mécanique et à durée de vie prolongée.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La non-approbation de cette entente alourdirait le processus d'approvisionnement quant à la demande des biens en obligeant la négociation à la pièce, en plus de faire perdre à la Ville la possibilité de profiter d'escomptes d'achat et même de ralentir les opérations des unités d'affaires.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une communication sera transmise par le bulletin Info-Achats aux utilisateurs pour les informer de la conclusion de l'entente ainsi que des modalités convenues. De plus, cette entente sera visible par le moteur de recherche du site Intranet de la Ville ainsi que dans les rapports des ententes valides du système informatique SIMON.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Émission de l'entente-cadre à la suite de l'adoption de la présente résolution.
Date du début 29 septembre 2017
Date de fin 28 septembre 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Serge BRANCONNIER, Service du matériel roulant et des ateliers
Normand CHRÉTIEN, Service de l'approvisionnement

Lecture :

Normand CHRÉTIEN, 15 août 2017
Serge BRANCONNIER, 14 août 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Eliane CLAVETTE
Agente d'approvisionnement, Division Acquisition de biens et services

Tél : 514 872-1858
Télécop. : 514-872-8140

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-03

Denis LECLERC
Chef de section, Division Acquisition de biens et services

Tél : 514-872-5241
Télécop. : 514-872-8140

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dean GAUTHIER
Directeur de Service - Approvisionnement
Tél :
Approuvé le : 2017-08-16

Prix reçu plus bas soumissionnaire UAP Inc.

sans indexation

48 mois

Article 1 Cole Herse	27 910,18 $	Années	indexation 2 %			avec taxes
	1 395,51 $	1		6 977,55 $		8 022,43 $
	2 784,04 $	2	139,55 $	7 117,10 $	14 094,64 $	16 205,31 $
	32 089,73 $	3	142,34 $	7 259,44 $	21 354,08 $	24 551,85 $
		4	145,19 $	7 404,63 $	28 758,71 $	33 065,32 $
		5 opt.	148,09 $	7 552,72 $	36 311,42 $	41 749,06 $
Article 2 Fédéral Signal						
	78 753,85 $	Années	indexation 2 %			avec taxes
	3 937,69 $	1		19 688,46 $		22 636,81 $
	7 855,70 $	2	393,77 $	20 082,23 $	39 770,69 $	45 726,36 $
	90 547,24 $	3	401,64 $	20 483,88 $	60 254,57 $	69 277,69 $
		4	409,68 $	20 893,55 $	81 148,12 $	93 300,06 $
		5 opt.	417,87 $	21 311,42 $	102 459,55 $	117 802,87 $
Article 3 Grote						
	1 151 045,04 $	Années	indexation 2 %			avec taxes
	57 552,25 $	1		287 761,26 $		330 853,51 $
	114 816,74 $	2	5 755,23 $	293 516,49 $	581 277,75 $	668 324,09 $
	1 323 414,03 $	3	5 870,33 $	299 386,81 $	880 664,56 $	1 012 544,08 $
		4	5 987,74 $	305 374,55 $	1 186 039,11 $	1 363 648,47 $
		5 opt.	6 107,49 $	311 482,04 $	1 497 521,15 $	1 721 774,95 $
Article 4 Trucklite						
	66 691,40 $	Années	indexation 2 %			avec taxes
	3 334,57 $	1		16 672,85 $		19 169,61 $
	6 652,47 $	2	333,46 $	17 006,31 $	33 679,16 $	38 722,61 $
	76 678,44 $	3	340,13 $	17 346,43 $	51 025,59 $	58 666,67 $
		4	346,93 $	17 693,36 $	68 718,95 $	79 009,61 $
		5 opt.	353,87 $	18 047,23 $	86 766,18 $	99 759,42 $

avant t 1 324 400,47 $

Soumission avant index tti 1 522 729,44 $

4 groupes ensemble

Années	indexation 2 %	1324400,47/4			avec taxes
1		331 100,12 $			380 682,36 $
2	6 622,00 $	337 722,12 $	668 822,24 $		768 978,37 $
3	6 754,44 $	344 476,56 $	1 013 298,80 $		1 165 040,29 $
4	6 889,53 $	351 366,09 $	1 364 664,89 $		1 569 023,46 $
5 opt.	7 027,32 $	358 393,42 $	1 723 058,31 $		1 981 086,29 $

Montant estimé pour ententes avec indexation

plus 1 an en option

Estimation Appro

Article 1 Cole Herse	26 929,24 $				
Années	indexation 2 %				avec taxes
1		6 732,31 $			7 740,47 $
2	134,65 $	6 866,96 $	13 599,27 $		15 635,76 $
3	137,34 $	7 004,30 $	20 603,56 $		23 688,94 $
4	140,09 $	7 144,38 $	27 747,94 $		31 903,20 $
5 opt.	142,89 $	7 287,27 $	35 035,21 $		40 281,73 $
Article 2 Fédéral Signal	73 878,81 $				
Années	indexation 2 %				avec taxes
1		18 469,70 $			21 235,54 $
2	369,39 $	18 839,10 $	37 308,80 $		42 895,79 $
3	376,78 $	19 215,88 $	56 524,68 $		64 989,25 $
4	384,32 $	19 600,20 $	76 124,87 $		87 524,57 $
5 opt.	392,00 $	19 992,20 $	96 117,07 $		110 510,61 $
Article 3 Grote	1 202 647,90 $				
Années	indexation 2 %				avec taxes
1		300 661,98 $			345 686,11 $
2	6 013,24 $	306 675,21 $	607 337,19 $		698 285,93 $
3	6 133,50 $	312 808,72 $	920 145,91 $		1 057 937,76 $
4	6 256,17 $	319 064,89 $	1 239 210,80 $		1 424 782,62 $
5 opt.	6 381,30 $	325 446,19 $	1 564 656,99 $		1 798 964,38 $
Article 4 Trucklite	65 977,01 $				
Années	indexation 2 %				avec taxes
1		16 494,25 $			18 964,27 $
2	329,89 $	16 824,14 $	33 318,39 $		38 307,82 $
3	336,48 $	17 160,62 $	50 479,01 $		58 038,24 $
4	343,21 $	17 503,83 $	67 982,84 $		78 163,27 $
5 opt.	350,08 $	17 853,91 $	85 836,75 $		98 690,81 $

Estimé des acquisitions de pièces électriques et électroniques 4ans, + 1 an en option

Estimation 1 369 432,96 $ avant taxes

Estimation Appro avec indexation de 2% par année					
Années	indexation 2 %			avec taxes	
1		342 358,24 $		393 626,39 $	
2	6 847,16 $	349 205,40 $	691 563,64 $	795 125,30 $	
3	6 984,11 $	356 189,51 $	1 047 753,16 $	1 204 654,19 $	
4	7 123,79 $	363 313,30 $	1 411 066,46 $	1 622 373,66 $	
5 opt.	7 266,27 $	370 579,57 $	1 781 646,03 $	2 048 447,52 $	

Prix des acquisitions de pièces électriques et électroniques 4ans, + 1 an en option, selon les prix reçu

$ total 4 ans = 1 522 4729,44 / 4 = 38 0682,36 $ t

Prix avec indexation de 2% par année				
Années	indexation 2 %			avec taxes
1		331 100,12 $		380 682,36 $
2	6 622,00 $	337 722,12 $	668 822,24 $	768 978,37 $
3	6 754,44 $	344 476,56 $	1 013 298,81 $	1 165 040,30 $
4	6 889,53 $	351 366,10 $	1 364 664,90 $	1 569 023,47 $
5 opt.	7 027,32 $	358 393,42 $	1 723 058,32 $	1 981 086,31 $

16-15251

Acquisition de pièces lectriques et électroniques pour véhicules et équipements motorisés, entente d'approvisionnement de 48 mois

COMPAGNIE	UAP Inc. (Traction) # 116284	Pièces d'auto Jarry ltée # 115981	Uni-Select Québec inc. O/S Centre de Pièces Gagnon # 135815	Camions Inter Anjou inc. # 114883	Kenworth Montréal, div Paccar du Canada ltée # 115109	Techno Feu inc. # 115641
NEQ	1168815836	1142610006	1162222039	1143632389	1145061207	1165947418
SIGNATAIRE	Vito Ferrara, gérant comptes majeurs	Régis Boivin, directeur	Caroline Marcotte, dir de territoire	Sylvain Goulet, dir des pièces	Nadia Fournier	Jacques Boisvert, dir pièces
TELEPHONE	514-893-7781	514-593-1555	514-956-9073	514-353-9720	514-912-8836	450-568-2777
VERIFICATION DU CAUTIONNEMENT (FEUILLE DE VERIFICATION)	Non requis	Non requis	Non requis	Non requis	Non requis	Non requis
SIGNATURE 1ER PAGE SOMMAIRE	Ok	Ok	Ok	Ok	Ok	Ok
VERIFICATION DES CALCULS (1)	Ok 3 mars 2017	Ok 3 mars 2017	Ok 3 mars 2017	Ok 3 mars 2017	Ok 3 mars 2017	Ok 3 mars 2017
BORDEREAU DE SOUMISSION COMPLÉTÉ	Ok	Ok	Ok	Ok	Ok	Ok
LISTE DES DOCUMENTS DEMANDÉS (2)	Complète	Complète	Complète	Complète	Complète	Complète
CAHIER DES CHARGES SUR SEAO (VERIFIER NOM ET IMMATRICULATION)	Ok	Ok	Ok	Ok	Ok	Ok
VERIFICATION DE L'IMMATRICULATION (ENTREPRISE QUEBEC) IMPRIMER EN PDF LE RESULTAT	Ok	Ok	Ok	Ok	Ok	Ok
VERIFICATION DANS LE RENA (IMPRIMER LE RESULTAT EN PDF)	Ok	Ok	Ok	Ok	Ok	Ok
VERIFICATION DANS LA LISTE DES PERSONNES ET ENTREPRISES	Ok	Ok	Ok	Ok	Ok	Ok
SAISIR LES FOURNISSEURS RECUS DANS SIMON ET ROULER UN RAPPORT DE LISTE OFFICIELLE	Ok et liste officiel	Ok et liste officiel	Ok et liste officiel	Ok et liste officiel	Ok et liste officiel	Ok et liste officiel

1) VÉRIFICATIONS DES CALCULS

COMPAGNIE	UAP Inc. (Traction) # 116284		Pièces d'auto Jarry ltée # 115981		Uni-Select Québec inc. O/S Centre de Pièces Gagnon # 135815		Camions Inter Anjou inc. # 114883		Kenworth Montréal, div Paccar du Canada ltée # 115109		Techno Feu inc. # 115641	
	PAGE SOMMAIRE	VÉRIFICATION	PAGE SOMMAIRE	VÉRIFICATION	PAGE SOMMAIRE	VÉRIFICATION	PAGE SOMMAIRE	VÉRIFICATION	PAGE SOMMAIRE	VÉRIFICATION	PAGE SOMMAIRE	VÉRIFICATION
MONTANT Article 1 Cole Herse	27 910,18 $	**27 910,18 $**	51 509,03 $	**51 509,03 $**	46 556,18 $	**46 556,18 $**	40 136,88 $	**40 136,88 $**	39 014,84 $	**39 014,84 $**	- $	**- $**
TPS 5,000%	1 395,51 $	**1 395,51 $**	2 575,45 $	**2 575,45 $**	2 327,81 $	**2 327,81 $**	2 006,84 $	**2 006,84 $**	1 950,74 $	**1 950,74 $**	- $	**- $**
TVQ 9,975%	2 784,04 $	**2 784,04 $**	5 138,03 $	**5 138,03 $**	4 643,98 $	**4 643,98 $**	4 003,65 $	**4 003,65 $**	3 891,73 $	**3 891,73 $**	- $	**- $**
TOTAL	32 089,73 $	**32 089,73 $**	59 222,51 $	**59 222,51 $**	53 527,97 $	**53 527,97 $**	46 147,38 $	**46 147,38 $**	44 857,31 $	**44 857,31 $**	- $	**- $**
	PAGE SOMMAIRE	VÉRIFICATION	PAGE SOMMAIRE	VÉRIFICATION	PAGE SOMMAIRE	VÉRIFICATION	PAGE SOMMAIRE	VÉRIFICATION	PAGE SOMMAIRE	VÉRIFICATION	PAGE SOMMAIRE	VÉRIFICATION
MONTANT Article 2 Fédéral Signal	78 753,85 $	**78 753,85 $**	147 436,87 $	**147 436,87 $**	115 973,59 $	**115 973,59 $**	- $	**- $**	- $	**- $**	132 871,37 $	**132 871,37 $**
TPS 5,000%	3 937,69 $	**3 937,69 $**	7 371,84 $	**7 371,84 $**	5 798,68 $	**5 798,68 $**	- $	**- $**	- $	**- $**	6 643,57 $	**6 643,57 $**
TVQ 9,975%	7 855,70 $	**7 855,70 $**	14 706,83 $	**14 706,83 $**	11 568,37 $	**11 568,37 $**	- $	**- $**	- $	**- $**	13 253,92 $	**13 253,92 $**
TOTAL	90 547,24 $	**90 547,24 $**	169 515,54 $	**169 515,54 $**	133 340,63 $	**133 340,64 $**	- $	**- $**	- $	**- $**	152 768,86 $	**152 768,86 $**
	PAGE SOMMAIRE	VÉRIFICATION	PAGE SOMMAIRE	VÉRIFICATION	PAGE SOMMAIRE	VÉRIFICATION	PAGE SOMMAIRE	VÉRIFICATION	PAGE SOMMAIRE	VÉRIFICATION	PAGE SOMMAIRE	VÉRIFICATION
MONTANT Article 3 Grote	1 151 045,04 $	**1 151 045,04 $**	1 645 241,03 $	**1 645 241,03 $**	1 243 296,16 $	**1 243 296,16 $**	1 423 786,40 $	**1 423 786,40 $**	- $	**- $**	- $	**- $**
TPS 5,000%	57 552,25 $	**57 552,25 $**	82 262,05 $	**82 262,05 $**	62 164,81 $	**62 164,81 $**	71 189,32 $	**71 189,32 $**	- $	**- $**	- $	**- $**
TVQ 9,975%	114 816,74 $	**114 816,74 $**	164 112,79 $	**164 112,79 $**	124 018,79 $	**124 018,79 $**	142 022,69 $	**142 022,69 $**	- $	**- $**	- $	**- $**
TOTAL	1 323 414,03 $	**1 323 414,03 $**	1 891 615,87 $	**1 891 615,87 $**	1 429 479,76 $	**1 429 479,76 $**	1 636 998,42 $	**1 636 998,41 $**	- $	**- $**	- $	**- $**
	PAGE SOMMAIRE	VÉRIFICATION	PAGE SOMMAIRE	VÉRIFICATION	PAGE SOMMAIRE	VÉRIFICATION	PAGE SOMMAIRE	VÉRIFICATION	PAGE SOMMAIRE	VÉRIFICATION	PAGE SOMMAIRE	VÉRIFICATION
MONTANT Article 4 Trucklite	66 691,40 $	**66 691,40 $**	103 533,41 $	**103 533,41 $**	80 154,98 $	**80 154,98 $**	95 687,44 $	**95 687,44 $**		**- $**		**- $**
TPS 5,000%	3 334,57 $	**3 334,57 $**	5 176,67 $	**5 176,67 $**	4 007,75 $	**4 007,75 $**	4 784,37 $	**4 784,37 $**		**- $**		**- $**
TVQ 9,975%	6 652,47 $	**6 652,47 $**	10 327,46 $	**10 327,46 $**	7 995,46 $	**7 995,46 $**	9 544,82 $	**9 544,82 $**		**- $**		**- $**
TOTAL	76 678,44 $	**76 678,44 $**	119 037,54 $	**119 037,54 $**	92 158,19 $	**92 158,19 $**	110 016,63 $	**110 016,63 $**		**- $**		**- $**

Éliane Clavette 2017-07-11

	Numéro de modèle	Description	(A) Quantité prévisionnelle (48 mois)	Unité	(B) Prix unitaire	(C) Taux d'escompte	(D) = (B) - (C%) Prix unitaire net	(E) = (A) x (D) Montant total	Prix reçu en 2013	Total selon Dernier Prix Payé
1	53962	Lampe,led,rouge,plastique,ovale,24v	263	CH	48,750 $	50,000%	24,38 $	6 405,39 $	21,45 $	5 635,58 $
2	41032	Reflecteur,rouge,ovale,autocollant	1137	CH	2,430 $	50,000%	1,22 $	1 386,73 $	1,24 $	1 409,46 $
3	83-6021	Attache câble nylon	867	Pqt. 100	9,630 $	50,000%	4,82 $	4 177,33 $	6,86 $	5 945,33 $
4	73250	Alarme de recul	433	CH	122,500 $	50,000%	61,25 $	26 541,67 $	75,71 $	32 807,67 $
5	41032	Réflecteur ovale, rouge Autocollant	1600	CH	2,430 $	50,000%	1,22 $	1 952,00 $	1,24 $	1 984,00 $
6	16173	Miroir rectangulaire acier inox. avec lumière	200	CH	48,750 $	50,000%	24,38 $	4 876,00 $	25,59 $	5 118,00 $
7	12020	Miroir convexe à montage centrale	200	CH	88,350 $	50,000%	44,18 $	8 836,00 $	38,86 $	7 772,00 $
8	330104-SB	Module, controle de fleche	12	CH	391,960 $	55,000%	176,38 $	2 116,58 $	179,90 $	2 158,80 $
9	448112-02	Gyrophare, urgence, ambre, halogene 12v, 55w	50	CH	186,650 $	55,000%	83,99 $	4 199,63 $	64,75 $	3 237,50 $
10	52782	Feu de direction rouge 4"	480	CH	15,700 $	50,000%	7,85 $	3 768,00 $	6,41 $	3 076,80 $
11	24143	Solénoïde isole charge continue 12 volt 200 AMP.	50	CH	121,580 $	62,000%	46,20 $	2 310,02 $	45,21 $	2 260,50 $
12	73250	Alarme de recul	433	CH	122,500 $	50,000%	61,25 $	26 541,67 $	68,93 $	29 869,67 $
13	84-2150	Connecteur gaine rétractable	1120	Pqt. 15	13,030 $	50,000%	6,52 $	7 302,40 $	5,77 $	6 462,40 $
14	82-9124	Cosse de batterie,tige positive	17	CH	7,400 $	50,000%	3,70 $	63,26 $	7,40 $	126,52 $
15	83-8000	3/8"x50', gaine souple en plastique (plastic loom)	166	CH	13,750 $	50,000%	6,88 $	1 140,42 $	7,77 $	1 287,94 $
16	84-2350	15,connecteur bout/bout,bleu,14-16,gaine retract.	444	CH	13,350 $	50,000%	6,68 $	2 963,31 $	5,61 $	2 488,65 $
17	449112-04	Gyrophare,halogene,rouge,12 volt,rotateur 175 fpm	25	CH	186,650 $	55,000%	83,99 $	2 099,81 $	75,03 $	1 875,75 $
18	83-6028	Attache cable,blocage,nylon blanc,(tye rap) diametre 4",lg 15 1/4"	1803	PQT/100	21,500 $	50,000%	10,75 $	19 384,96 $	13,11 $	23 640,64 $
19	33050R	Feu,gabarit,led,rouge,3/4"	63	CH	17,550 $	57,000%	7,55 $	453,60 $	14,37 $	899,33 $
20	83-6000	Attache cable,blocage autoverrouillant,longueur 4"	848	PQT / 100	2,880 $	50,000%	1,44 $	1 220,70 $	1,30 $	1 102,02 $
								127 739,47 $		139 158,56 $

(11 419,09) $

-9%

Tableau comparatif des prix reçus

#	Objet	Informations
1	Nom de l'agent d'approvisionnement	Éliane Clavette
2	Titre de l'appel d'offres	Acquisition de pièces électriques et électroniques pour véhicules et équipements motorisés, entente d'approvisionnement de 48 mois
3	Description (si nécessaire en complétement du titre)	Groupe d'articles 1 - Cole Herse
4	No de l'appel d'offres	16-15251
5	**Préposée au secrétariat**	**Vivéna Akossou (Le 22 mars 2017)**
6	Type de solicitation	Publique
7	Date d'ouverture	Le 30 janvier 2017
8	Service requérant	39 - Service de l'approvisionnement
9	Requérant	Marc-André Labelle

#	Soumissionnaire	Délai de livraison	Condition de paiement	Garantie de soumission	%/ $	Commentaires	Conformité	No de soumission
1	UAP inc.	Commandes de commande régulière : 3-4 heures Commandes de réapprovisionnment inventaire : 3-4 heures Commandes urgentes : 1-2 heures, frais de 25,00 $ à 30,00 $ Possibilité de livraison de soir : Heures de livraison (lundi au jeudi jusqu'à 22h00, vendredi 19h00 & Samedi 8h00 à 12h00)	Net 30 jours ou 1 % 10 jours	Non requise			Conforme	20344
2	Pièces d'Auto Jarry ltée	Commandes de commande régulière : 45 minutes Commandes de réapprovisionnment inventaire : 45 minutes Commandes urgentes : 45 minutes, sans frais livraison supplémentaire Possibilité de livraison de soir : Heures de livraison lundi au vendredi 7h00 à 18h00, Samedi 8h00 à 15h00	Net 30 jours	Non requise			Conforme	20345
3	Uni-Select Québec inc. (Centre de pièces Gagnon)	Commandes de commande régulière : une liv le AM et une liv en PM Commandes de réapprovisionnment inventaire : 1 à 5 jours selon BC Commandes urgentes : 2 heures, sans frais livraison supplémentaire Possibilité de livraison de soir : Heures de livraison lundi au vendredi 7h00 à 18h00	Net 30 jours	Non requise			Conforme	20346
4	Camions Inter Anjou inc.	Commandes de commande régulière : même jour si reçu avant 13h00 Commandes de réapprovisionnment inventaire : 1 jour Commandes urgentes : 2 heures suivant la commande, frais de 25,00 $ Possibilité de livraison de soir : Jour de 7h00 à 15h00 Soir 15h30 à 00h30 undi au jeudi jusqu'à 22h00, vendredi 7h00 à 22h00 FDS fermée)	Net 30 jours	Non requise			Conforme	20347
5	Kenworth Montréal, div. Paccar du Canada ltée	Commandes de commande régulière : une liv le AM et une liv en PM Commandes de réapprovisionnment inventaire : 7 jours Commandes urgentes : 2 heures, frais de 25,00 $ (s'il y a lieu) Possibilité de livraison de soir : Heures de livraison lundi au vendredi 7h00 à 02h00& Samedi 6h30 à 17h00)	Net 15 du mois suivant	Non requise			Conforme	20348

Agent d'approvisionnement	Numéro de l'appel d'offres:	16-15251	Titre de l'appel d'offres:	Acquisition de pièces électriques et électroniques pour véhicules et équipements motorisés, entente d'approvisionnement de 48 mois

Éliane Clavette	UAP inc.	Pièces d'Auto Jarry ltée	Uni-Select Québec inc. (Centre de pièces Gagnon)	Camions Inter Anjou inc.	Kenworth Montréal, div. Paccar du Canada ltée

No	Articles	Terme	Qté	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total
Groupe 1 - Cole Herse													
	Groupe d'articles Cole Herse	1	1	27 910,18 $	27 910,18 $	51 509,03 $	51 509,03 $	46 556,18 $	46 556,18 $	40 136,88 $	40 136,88 $	39 014,84 $	39 014,84 $
				Total	27 910,18 $	**Total**	51 509,03 $	**Total**	46 556,18 $	**Total**	40 136,88 $	**Total**	39 014,84 $
				TPS	1 395,51 $	**TPS**	2 575,45 $	**TPS**	2 327,81 $	**TPS**	2 006,84 $	**TPS**	1 950,74 $
				TVQ	2 784,04 $	**TVQ**	5 138,03 $	**TVQ**	4 643,98 $	**TVQ**	4 003,65 $	**TVQ**	3 891,73 $
				TOTAL	32 089,73 $	**TOTAL**	59 222,51 $	**TOTAL**	53 527,97 $	**TOTAL**	46 147,37 $	**TOTAL**	44 857,31 $

Soumissionnaire le moins cher au total →

UAP inc.	27 910,18 $	+ TPS	1 395,51 $	+ TVQ	2 784,04 $	=	**32 089,73 $**

Tableau comparatif des prix reçus

#	Objet	Informations
1	Nom de l'agent d'approvisionnement	Éliane Clavette
2	Titre de l'appel d'offres	Acquisition de pièces électriques et électroniques pour véhicules et équipements motorisés, entente d'approvisionnement de 48 mois
3	Description (si nécessaire en complétement du titre)	Groupe d'articles 2-Federal Signal
4	No de l'appel d'offres	16-15251
5	**Préposée au secrétariat**	**Vivéna Akossou (Le 22 mars 2017)**
6	Type de solicitation	Publique
7	Date d'ouverture	Le 30 janvier 2017
8	Service requérant	39 - Service de l'approvisionnement
9	Requérant	Marc-André Labelle

#	Soumissionnaire	Délai de livraison	Condition de paiement	Garantie de soumission	%/ $	Commentaires	Conformité	No de soumission
1	UAP inc.	Commandes de commande régulière : 3-4 heures Commandes de réapprovisionnment inventaire : 3-4 heures Commandes urgentes : 1-2 heures, frais de 25,00 $ à 30,00 $ Possibilité de livraison de soir : Heures de livraison (lundi au jeudi jusqu'à 22h00, vendredi 19h00 & Samedi 8h00 à 12h00)	Net 30 jours ou 1 % 10 jours	Non requise			Conforme	20349
2	Pièces d'Auto Jarry ltée	Commandes de commande régulière : 45 minutes Commandes de réapprovisionnment inventaire : 45 minutes Commandes urgentes : 45 minutes, sans frais livraison supplémentaire Possibilité de livraison de soir : Heures de livraison lundi au vendredi 7h00 à 18h00, Samedi 8h00 à 15h00	Net 30 jours	Non requise			Conforme	20350
3	Uni-Select Québec inc. (Centre de pièces Gagnon)	Commandes de commande régulière : une liv le AM et une liv en PM Commandes de réapprovisionnment inventaire : 1 à 5 jours selon BC Commandes urgentes : 2 heures, sans frais livraison supplémentaire Possibilité de livraison de soir : Heures de livraison lundi au vendredi 7h00 à 18h00	Net 30 jours	Non requise			Conforme	20352
4	Techno Feu inc.	Commandes de commande régulière : 24 heures ouvrables Commandes de réapprovisionnment inventaire : 24 heures ouvrables Commandes urgentes : 2 heures, frais de 200,00 $ Heure d'ouverture : lundi au vendredi 8h00 à 17h00	Net 30 jours	Non requise			Conforme	20351

Agent d'approvisionnement	Numéro de l'appel d'offres:	16-15251	Titre de l'appel d'offres:	Acquisition de pièces électriques et électroniques pour véhicules et équipements motorisés, entente d'approvisionnement de 48 mois

Éliane Clavette	UAP inc.	Pièces d'Auto Jarry ltée	Uni-Select Québec inc. (Centre de pièces Gagnon)	Techno Feu inc.	

No	Articles	Terme	Qté	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total
Groupe 2 - Federal Signal													
	Groupe d'articles Federal Signal	1	1	78 753,85 $	78 753,85 $	147 436,87 $	147 436,87 $	115 973,59 $	115 973,59 $	132 871,37 $	132 871,37 $		
				Total	78 753,85 $	**Total**	147 436,87 $	**Total**	115 973,59 $	**Total**	132 871,37 $	**Total**	
				TPS	3 937,69 $	**TPS**	7 371,84 $	**TPS**	5 798,68 $	**TPS**	6 643,57 $	**TPS**	
				TVQ	7 855,70 $	**TVQ**	14 706,83 $	**TVQ**	11 568,37 $	**TVQ**	13 253,92 $	**TVQ**	
				TOTAL	90 547,24 $	**TOTAL**	169 515,54 $	**TOTAL**	133 340,64 $	**TOTAL**	152 768,86 $	**TOTAL**	

Soumissionnaire le moins cher au total →	**UAP inc.**	78 753,85 $	+ TPS	3 937,69 $	+ TVQ	7 855,70 $	=	**90 547,24 $**

Tableau comparatif des prix reçus

#	Objet	Informations
1	Nom de l'agent d'approvisionnement	Éliane Clavette
2	Titre de l'appel d'offres	Acquisition de pièces électriques et électroniques pour véhicules et équipements motorisés, entente d'approvisionnement de 48 mois
3	Description (si nécessaire en complétement du titre)	Groupe d'articles 3 - Grote
4	No de l'appel d'offres	16-15251
5	**Préposée au secrétariat**	**Vivéna Akossou (Le 22 mars 2017)**
6	Type de solicitation	Publique
7	Date d'ouverture	Le 30 janvier 2017
8	Service requérant	39 - Service de l'approvisionnement
9	Requérant	Marc-André Labelle

#	Soumissionnaire	Délai de livraison	Condition de paiement	Garantie de soumission	%/ $	Commentaires	Conformité	No de soumission
1	UAP inc.	Commandes de commande régulière : 3-4 heures Commandes de réapprovisionnment inventaire : 3-4 heures Commandes urgentes : 1-2 heures, frais de 25,00 $ à 30,00 $ Possibilité de livraison de soir : Heures de livraison (lundi au jeudi jusqu'à 22h00, vendredi 19h00 & Samedi 8h00 à 12h00)	Net 30 jours ou 1 % 10 jours	Non requise			Conforme	20353
2	Pièces d'Auto Jarry ltée	Commandes de commande régulière : 45 minutes Commandes de réapprovisionnment inventaire : 45 minutes Commandes urgentes : 45 minutes, sans frais livraison supplémentaire Possibilité de livraison de soir : Heures de livraison lundi au vendredi 7h00 à 18h00, Samedi 8h00 à 15h00	Net 30 jours	Non requise			Conforme	20354
3	Uni-Select Québec inc. (Centre de pièces Gagnon)	Commandes de commande régulière : une liv le AM et une liv en PM Commandes de réapprovisionnment inventaire : 1 à 5 jours selon BC Commandes urgentes : 2 heures, sans frais livraison supplémentaire Possibilité de livraison de soir : Heures de livraison lundi au vendredi 7h00 à 18h00	Net 30 jours	Non requise			Conforme	20355
4	Camions Inter Anjou inc.	Commandes de commande régulière : même jour si reçu avant 13h00 Commandes de réapprovisionnment inventaire : 1 jour Commandes urgentes : 2 heures suivant la commande, frais de 25,00 $ Possibilité de livraison de soir : Jour de 7h00 à 15h00 Soir 15h30 à 00h30 undi au jeudi jusqu'à 22h00, vendredi 7h00 à 22h00 FDS fermée)	Net 30 jours	Non requise			Conforme	20356

Agent d'approvisionnement	Numéro de l'appel d'offres:	16-15251	Titre de l'appel d'offres:	Acquisition de pièces électriques et électroniques pour véhicules et équipements motorisés, entente d'approvisionnement de 48 mois

Éliane Clavette	UAP inc.	Pièces d'Auto Jarry ltée	Uni-Select Québec inc. (Centre de pièces Gagnon)	Camions Inter Anjou inc.	

No	Articles	Terme	Qté	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total
Groupe 3 - Grote													
	Groupe d'articles Grote	1	1	1 151 045,04 $	1 151 045,04 $	1 645 241,03 $	1 645 241,03 $	1 243 296,16 $	1 243 296,16 $	1 423 786,40 $	1 423 786,40 $		
				Total	1 151 045,04 $	**Total**	1 645 241,03 $	**Total**	1 243 296,16 $	**Total**	1 423 786,40 $	**Total**	
				TPS	57 552,25 $	**TPS**	82 262,05 $	**TPS**	62 164,81 $	**TPS**	71 189,32 $	**TPS**	
				TVQ	114 816,74 $	**TVQ**	164 112,79 $	**TVQ**	124 018,79 $	**TVQ**	142 022,69 $	**TVQ**	
				TOTAL	1 323 414,03 $	**TOTAL**	1 891 615,87 $	**TOTAL**	1 429 479,76 $	**TOTAL**	1 636 998,41 $	**TOTAL**	

Soumissionnaire le moins cher au total →

UAP inc.	1 151 045,04 $	+ TPS	57 552,25 $	+ TVQ	114 816,74 $	=	**1 323 414,03 $**

Tableau comparatif des prix reçus

#	Objet	Informations
1	Nom de l'agent d'approvisionnement	Éliane Clavette
2	Titre de l'appel d'offres	Acquisition de pièces électriques et électroniques pour véhicules et équipements motorisés, entente d'approvisionnement de 48 mois
3	Description (si nécessaire en complétement du titre)	Groupe d'articles 4 - Trucklite
4	No de l'appel d'offres	16-15251
5	**Préposée au secrétariat**	**Vivéna Akossou (Le 22 mars 2017)**
6	Type de solicitation	Publique
7	Date d'ouverture	Le 30 janvier 2017
8	Service requérant	39 - Service de l'approvisionnement
9	Requérant	Marc-André Labelle



#	Soumissionnaire	Délai de livraison	Condition de paiement	Garantie de soumission	%/ $	Commentaires	Conformité	No de soumission
1	UAP inc.	Commandes de commande régulière : 3-4 heures Commandes de réapprovisionnment inventaire : 3-4 heures Commandes urgentes : 1-2 heures, frais de 25,00 $ à 30,00 $ Possibilité de livraison de soir : Heures de livraison (lundi au jeudi jusqu'à 22h00, vendredi 19h00 & Samedi 8h00 à 12h00)	Net 30 jours ou 1 % 10 jours	Non requise			Conforme	20357
2	Pièces d'Auto Jarry ltée	Commandes de commande régulière : 45 minutes Commandes de réapprovisionnment inventaire : 45 minutes Commandes urgentes : 45 minutes, sans frais livraison supplémentaire Possibilité de livraison de soir : Heures de livraison lundi au vendredi 7h00 à 18h00, Samedi 8h00 à 15h00	Net 30 jours	Non requise			Conforme	20358
3	Uni-Select Québec inc. (Centre de pièces Gagnon)	Commandes de commande régulière : une liv le AM et une liv en PM Commandes de réapprovisionnment inventaire : 1 à 5 jours selon BC Commandes urgentes : 2 heures, sans frais livraison supplémentaire Possibilité de livraison de soir : Heures de livraison lundi au vendredi 7h00 à 18h00	Net 30 jours	Non requise			Conforme	20359
4	Camions Inter Anjou inc.	Commandes de commande régulière : même jour si reçu avant 13h00 Commandes de réapprovisionnment inventaire : 1 jour Commandes urgentes : 2 heures suivant la commande, frais de 25,00 $ Possibilité de livraison de soir : Jour de 7h00 à 15h00 Soir 15h30 à 00h30 undi au jeudi jusqu'à 22h00, vendredi 7h00 à 22h00 FDS fermée)	Net 30 jours	Non requise			Conforme	20360

Agent d'approvisionnement	Numéro de l'appel d'offres:	16-15251	Titre de l'appel d'offres:	Acquisition de pièces électriques et électroniques pour véhicules et équipements motorisés, entente d'approvisionnement de 48 mois
Éliane Clavette				

No	Articles	Terme	Qté	UAP inc. Coût unitaire	UAP inc. Total	Pièces d'Auto Jarry ltée Coût unitaire	Pièces d'Auto Jarry ltée Total	Uni-Select Québec inc. (Centre de pièces Gagnon) Coût unitaire	Uni-Select Québec inc. (Centre de pièces Gagnon) Total	Camions Inter Anjou inc. Coût unitaire	Camions Inter Anjou inc. Total	Coût unitaire	Total
Groupe 4 - Trucklite													
	Groupe d'articles Trucklite	1	1	66 691,40 $	66 691,40 $	103 533,41 $	103 533,41 $	80 154,98 $	80 154,98 $	95 687,44 $	95 687,44 $		
				Total	66 691,40 $	**Total**	103 533,41 $	**Total**	80 154,98 $	**Total**	95 687,44 $	**Total**	
				TPS	3 334,57 $	**TPS**	5 176,67 $	**TPS**	4 007,75 $	**TPS**	4 784,37 $	**TPS**	
				TVQ	6 652,47 $	**TVQ**	10 327,46 $	**TVQ**	7 995,46 $	**TVQ**	9 544,82 $	**TVQ**	
				TOTAL	76 678,44 $	**TOTAL**	119 037,54 $	**TOTAL**	92 158,19 $	**TOTAL**	110 016,63 $	**TOTAL**	

Soumissionnaire le moins cher au total →	**UAP inc.**	66 691,40 $	+ TPS	3 334,57 $	+ TVQ	6 652,47 $	=	**76 678,44 $**

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1M2

PAR TÉLÉCOPIE

Le 23 juin 2017

Madame Caroline Marcotte
Directrice de territoire
Uni-Sélect Québec inc. o/s Centre de pièces Gagnon
9200, rue Edison
Anjou (Québec) H1J 1T1

Télécopieur : 514 325-2486

Objet : **Confirmation de prolongation du maintien intégral de l'offre**
Appel d'offres n° 16-15251
Acquisition de pièces électriques et électroniques pour véhicules et équipements motorisés, entente d'approvisionnement de 48 mois

Madame,

Le délai initial de validité des soumissions reçues dans le cadre de l'appel d'offres ci-haut mentionné, tel que spécifié à la clause 2 des « Clauses administratives particulières », et dont l'ouverture a eu lieu le 30 janvier 2017, est insuffisant.

À cet effet, la Ville de Montréal désire recevoir la confirmation du maintien intégral de l'offre que vous lui avez soumise pour un délai supplémentaire, soit jusqu'au 31 octobre 2017.

Les étapes nécessaires à l'obtention de la résolution d'octroi de contrat seront poursuivies suivant la réception d'une réponse affirmative de la part des soumissionnaires conformes, identifiés lors de l'analyse des offres reçues.

Veuillez nous retourner votre réponse par courriel à bur_soumissions@ville.montrea .qc.ca **avant le 30 juin 2017.**

Nous vous remercions de votre collaboration, et veuillez recevoir, Madame, l'assura ce de nos sentiments les meilleurs.

J'accepte le délai de prolongation : _____ (Signature) 23 juin 2017 (Date)

Je refuse le délai de prolongation : _____ (Signature) _____ (Date)

Éliane Clavette
Agente d'approvisionnement II

Courriel : eliane.clavette@ville.montreal.qc.ca
Tél. : 514 872-1858
Téléc. : 514 872-9693

EC/id

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1M2

PAR TÉLÉCOPIE

Le 23 juin 2017

Monsieur Vito Ferrara
Gérant comptes majeurs
UAP inc.
7025, rue Ontario Est
Montréal (Québec) H1N 2B3

Télécopieur : 1 800 507-7890

Objet : Confirmation de prolongation du maintien intégral de l'offre
Appel d'offres n° 16-15251
Acquisition de pièces électriques et électroniques pour véhicules et équipements motorisés, entente d'approvisionnement de 48 mois

Monsieur,

Le délai initial de validité des soumissions reçues dans le cadre de l'appel d'offres ci-haut mentionné, tel que spécifié à la clause 2 des « Clauses administratives particulières », et dont l'ouverture a eu lieu le 30 janvier 2017, est insuffisant.

À cet effet, la Ville de Montréal désire recevoir la confirmation du maintien intégral de l'offre que vous lui avez soumise pour un délai supplémentaire, soit jusqu'au 31 octobre 2017.

Les étapes nécessaires à l'obtention de la résolution d'octroi de contrat seront poursuivies suivant la réception d'une réponse affirmative de la part des soumissionnaires conformes, identifiés lors de l'analyse des offres reçues.

Veuillez nous retourner votre réponse par courriel à bur_soumissions@ville.montreal.qc.ca **avant le 30 juin 2017.**

Nous vous remercions de votre collaboration, et veuillez recevoir, Monsieur, l'assurance de nos sentiments les meilleurs.

J'accepte le délai de prolongation : _____ Signature 28/06/17 Date

Je refuse le délai de prolongation : _____ Signature _____ Date

Éliane Clavette
Agente d'approvisionnement II

Courriel : eliane.clavette@ville.montreal.qc.ca
Tél. : 514 872-1858
Téléc. : 514 872-9693

EC/id

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1M2

PAR TÉLÉCOPIE

Le 23 juin 2017

Monsieur Sylvain Goulet
Directeur des pièces
Camions Inter Anjou inc.
8300, rue Edison
Anjou (Québec) H1J 1S8

Télécopieur : 514 353-3222

Objet : Confirmation de prolongation du maintien intégral de l'offre
Appel d'offres n° 16-15251
Acquisition de pièces électriques et électroniques pour véhicules et équipements motorisés, entente d'approvisionnement de 48 mois

---

Monsieur,

Le délai initial de validité des soumissions reçues dans le cadre de l'appel d'offres ci-haut mentionné, tel que spécifié à la clause 2 des « Clauses administratives particulières », et dont l'ouverture a eu lieu le 30 janvier 2017, est insuffisant.

À cet effet, la Ville de Montréal désire recevoir la confirmation du maintien intégral de l'offre que vous lui avez soumise pour un délai supplémentaire, soit jusqu'au 31 octobre 2017.

Les étapes nécessaires à l'obtention de la résolution d'octroi de contrat seront poursuivies suivant la réception d'une réponse affirmative de la part des soumissionnaires conformes, identifiés lors de l'analyse des offres reçues.

Veuillez nous retourner votre réponse par courriel à bur_soumissions@ville.montreal.qc.ca **avant le 30 juin 2017.**

Nous vous remercions de votre collaboration, et veuillez recevoir, Monsieur, l'assurance de nos sentiments les meilleurs.

J'accepte le délai de prolongation : Caroline N. (Signature) 29/06/17 (Date)
Signé pour Sylvain Goulet, Directeur des pièces.

Je refuse le délai de prolongation : _____ (Signature) _____ (Date)

Éliane Clavette
Agente d'approvisionnement II

Courriel : eliane.clavette@ville.montreal.qc.ca
Tél. : 514 872-1858
Téléc. : 514 872-9693

EC/id

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1M2

PAR TÉLÉCOPIE

Le 23 juin 2017

Monsieur Jacques Boisvert
Directeur des pièces
Techno Feu inc.
105, route Marie-Victorin
Saint-François-du-Lac (Québec) J0G 1M0

Télécopieur : 450 568-0211

Objet : Confirmation de prolongation du maintien intégral de l'offre
Appel d'offres n° 16-15251
Acquisition de pièces électriques et électroniques pour véhicules et équipements motorisés, entente d'approvisionnement de 48 mois

---

Monsieur,

Le délai initial de validité des soumissions reçues dans le cadre de l'appel d'offres ci-haut mentionné, tel que spécifié à la clause 2 des « Clauses administratives particulières », et dont l'ouverture a eu lieu le 30 janvier 2017, est insuffisant.

À cet effet, la Ville de Montréal désire recevoir la confirmation du maintien intégral de l'offre que vous lui avez soumise pour un délai supplémentaire, soit jusqu'au 31 octobre 2017.

Les étapes nécessaires à l'obtention de la résolution d'octroi de contrat seront poursuivies suivant la réception d'une réponse affirmative de la part des soumissionnaires conformes, identifiés lors de l'analyse des offres reçues.

Veuillez nous retourner votre réponse par courriel à bur_soumissions@ville.montreal.qc.ca **avant le 30 juin 2017.**

Nous vous remercions de votre collaboration, et veuillez recevoir, Monsieur, l'assurance de nos sentiments les meilleurs.

J'accepte le délai de prolongation : _____ (Signature) 29-06-2017 (Date)

Je refuse le délai de prolongation : _____ (Signature) _____ (Date)

Éliane Clavette
Agente d'approvisionnement II

Courriel : eliane.clavette@ville.montreal.qc.ca
Tél. : 514 872-1858
Téléc. : 514 872-9693

EC/id

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1M2

PAR TÉLÉCOPIE

Le 23 juin 2017

Monsieur Régis Boivin
Directeur
Pièces d'auto Jarry ltée
3505, rue Jarry Est
Montréal (Québec) H1Z 2G1

Télécopieur : 514 593-8385

Objet : Confirmation de prolongation du maintien intégral de l'offre
Appel d'offres n° 16-15251
Acquisition de pièces électriques et électroniques pour véhicules et équipements motorisés, entente d'approvisionnement de 48 mois

---

Monsieur,

Le délai initial de validité des soumissions reçues dans le cadre de l'appel d'offres ci-haut mentionné, tel que spécifié à la clause 2 des « Clauses administratives particulières », et dont l'ouverture a eu lieu le 30 janvier 2017, est insuffisant.

À cet effet, la Ville de Montréal désire recevoir la confirmation du maintien intégral de l'offre que vous lui avez soumise pour un délai supplémentaire, soit jusqu'au 31 octobre 2017.

Les étapes nécessaires à l'obtention de la résolution d'octroi de contrat seront poursuivies suivant la réception d'une réponse affirmative de la part des soumissionnaires conformes, identifiés lors de l'analyse des offres reçues.

Veuillez nous retourner votre réponse par courriel à bur_soumissions@ville.montreal.qc.ca **avant le 30 juin 2017.**

Nous vous remercions de votre collaboration, et veuillez recevoir, Monsieur, l'assurance de nos sentiments les meilleurs.

J'accepte le délai de prolongation : _____ (Signature) 26-6-2017 (Date)

Je refuse le délai de prolongation : _____ (Signature) _____ (Date)

Éliane Clavette
Agente d'approvisionnement II

Courriel : eliane.clavette@ville.montreal.qc.ca
Tél. : 514 872-1858
Téléc. : 514 872-9693

EC/id

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1M2

PAR TÉLÉCOPIE

Le 23 juin 2017

Madame Nadia Fournier
Kenworth Montréal, div. Paccar du Canada ltée
7500, route Transcanadienne
Saint-Laurent (Québec) H4T 1A5

Télécopieur : 514 735-6005

Objet : Confirmation de prolongation du maintien intégral de l'offre
Appel d'offres n° 15-15251
Acquisition de pièces électriques et électroniques pour véhicules et équipements motorisés, entente d'approvisionnement de 48 mois

Madame,

Le délai initial de validité des soumissions reçues dans le cadre de l'appel d'offres ci-haut mentionné, tel que spécifié à la clause 2 des « Clauses administratives particulières », et dont l'ouverture a eu lieu le 30 janvier 2017, est insuffisant.

À cet effet, la Ville de Montréal désire recevoir la confirmation du maintien intégral de l'offre que vous lui avez soumise pour un délai supplémentaire, soit jusqu'au 31 octobre 2017.

Les étapes nécessaires à l'obtention de la résolution d'octroi de contrat seront poursuivies suivant la réception d'une réponse affirmative de la part des soumissionnaires conformes, identifiés lors de l'analyse des offres reçues.

Veuillez nous retourner votre réponse par courriel à bur_soumissions@ville.montreal.qc.ca **avant le 30 juin 2017.**

Nous vous remercions de votre collaboration, et veuillez recevoir, Madame, l'assurance de nos sentiments les meilleurs.

J'accepte le délai de prolongation :

Signature — Nadia — Date — 23/06/2017

Je refuse le délai de prolongation :

Signature — Date

Éliane Clavette
Agente d'approvisionnement II

Courriel : eliane.clavette@ville.montreal.qc.ca
Tél. : 514 872-1858
Téléc. : 514 872-9693

EC/id

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 16-15251
Numéro de référence : 1032780
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Acquisition de pièces électriques et électroniques pour véhicules et équipements motorisés, entente d'approvisionnement de 48 mois

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Camion Inter Anjou Inc. 8300 Edison Montréal, QC, H1J 1S8 NEQ : 1143632389	Monsieur Sylvain Goulet Téléphone : 514 353-9720 Télécopieur : 514 353-3222	**Commande : (1209017)** 2016-12-07 8 h 04 **Transmission :** 2016-12-07 8 h 04	2679803 - 16-15251 Addenda N° 1 (devis) 2016-12-07 8 h 04 - Téléchargement 2679804 - 16-15251 Addenda N° 1 (bordereau) 2016-12-07 8 h 04 - Téléchargement 2685688 - 16-15251 Addenda N°2 - Report de date 2016-12-19 14 h 43 - Courriel 2692052 - 16-15251 Addenda N°3 - Report de date (devis) 2017-01-13 11 h 35 - Courriel 2692053 - 16-15251 Addenda

				N°3 - Report de date (bordereau) 2017-01-13 11 h 35 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Centre de Pieces Gagnon 9200, EDISON Montréal, QC, H1J 1T1 http://www.centredepiecesgagnon.ca NEQ : 1166212788	Monsieur Yvan Dubuc Téléphone : 514 325-1370 Télécopieur : 514 325-2486	**Commande : (1207060)** 2016-11-30 17 h 56 **Transmission :** 2016-11-30 17 h 56	2679803 - 16-15251 Addenda N° 1 (devis) 2016-12-01 16 h 33 - Télécopie 2679804 - 16-15251 Addenda N° 1 (bordereau) 2016-12-01 13 h 34 - Téléchargement 2685688 - 16-15251 Addenda N°2 - Report de date 2016-12-20 9 h 03 - Télécopie 2692052 - 16-15251 Addenda N°3 - Report de date (devis) 2017-01-13 14 h 48 - Télécopie 2692053 - 16-15251 Addenda N°3 - Report de date (bordereau) 2017-01-13 11 h 35 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	GROUPE MASKA INC550 550 ave de vaudreuil Saint-Hyacinthe, QC, J2S4H2 NEQ : 1142606897	Monsieur SIMON LETENDRE Téléphone	**Commande : (1207937)** 2016-12-02 15 h 15 **Transmission**	2679803 - 16-15251 Addenda N° 1 (devis) 2016-12-02 15 h 15 -

		: 450 773-7471 Télécopieur : 450 773-9375	: 2016-12-02 15 h 15	Téléchargement 2679804 - 16-15251 Addenda N° 1 (bordereau) 2016-12-02 15 h 15 - Téléchargement 2685688 - 16-15251 Addenda N°2 - Report de date 2016-12-19 14 h 43 - Courriel 2692052 - 16-15251 Addenda N°3 - Report de date (devis) 2017-01-13 11 h 35 - Courriel 2692053 - 16-15251 Addenda N°3 - Report de date (bordereau) 2017-01-13 11 h 35 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Groupe Monaco Group / Entrepôt de Montréal 1470 Inc.. 3455 Jarry est Montréal, QC, H1Z 2G1 NEQ : 1143964493	Monsieur Dominic Monaco Téléphone : 514 374-1182 Télécopieur : 514 376-7674	**Commande : (1211258)** 2016-12-14 9 h 10 **Transmission :** 2016-12-14 9 h 10	2679803 - 16-15251 Addenda N° 1 (devis) 2016-12-14 9 h 10 - Téléchargement 2679804 - 16-15251 Addenda N° 1 (bordereau) 2016-12-14 9 h 10 - Téléchargement 2685688 - 16-15251 Addenda N°2 - Report de date 2016-12-19 14 h 43 - Courriel 2692052 - 16-15251 Addenda N°3 - Report de date (devis) 2017-01-13 11

				h 35 - Courriel 2692053 - 16-15251 Addenda N°3 - Report de date (bordereau) 2017-01-13 11 h 35 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Groupe Monaco Group / Entrepôt de Montréal 1470 Inc.. 3455 Jarry est Montréal, QC, H1Z 2G1 NEQ : 1143964493	Monsieur Dominic Monaco Téléphone : 514 374-1182 Télécopieur : 514 376-7674	**Commande : (1212244)** 2016-12-16 10 h 35 **Transmission :** 2016-12-16 10 h 35	2679803 - 16-15251 Addenda N° 1 (devis) 2016-12-16 10 h 35 - Téléchargement 2679804 - 16-15251 Addenda N° 1 (bordereau) 2016-12-16 10 h 35 - Téléchargement 2685688 - 16-15251 Addenda N°2 - Report de date 2016-12-19 14 h 43 - Courriel 2692052 - 16-15251 Addenda N°3 - Report de date (devis) 2017-01-13 11 h 35 - Courriel 2692053 - 16-15251 Addenda N°3 - Report de date (bordereau) 2017-01-13 11 h 35 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Kenworth Montréal Div. Paccar 7500 Transcanadienne Saint-Laurent	Monsieur Stephane Dupras	**Commande : (1209046)** 2016-12-07 8	2679803 - 16-15251 Addenda N° 1 (devis)

	Montréal, QC, H4T 1A5 http://www.kenworthmontreal.ca NEQ : 1145061207	Téléphone : 450 431-4680 Télécopieur : 450 431-4678	h 38 **Transmission :** 2016-12-07 8 h 38	2016-12-07 8 h 38 - Téléchargement 2679804 - 16-15251 Addenda N° 1 (bordereau) 2016-12-07 8 h 38 - Téléchargement 2685688 - 16-15251 Addenda N°2 - Report de date 2016-12-19 14 h 43 - Courriel 2692052 - 16-15251 Addenda N°3 - Report de date (devis) 2017-01-13 11 h 35 - Courriel 2692053 - 16-15251 Addenda N°3 - Report de date (bordereau) 2017-01-13 11 h 35 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Macpek québec inc 2970 av, watt Québec, QC, g1x4p7 NEQ : 1143490796	Monsieur Patrick Lajeunesse Téléphone : 418 659-1144 Télécopieur :	**Commande : (1207557)** 2016-12-01 20 h 25 **Transmission :** 2016-12-01 20 h 25	2679803 - 16-15251 Addenda N° 1 (devis) 2016-12-01 20 h 25 - Téléchargement 2679804 - 16-15251 Addenda N° 1 (bordereau) 2016-12-01 20 h 25 - Téléchargement 2685688 - 16-15251 Addenda N°2 - Report de date 2016-12-19 14 h 43 - Courriel 2692052 - 16-15251 Addenda N°3 - Report de

				date (devis) 2017-01-13 11 h 35 - Courriel 2692053 - 16-15251 Addenda N°3 - Report de date (bordereau) 2017-01-13 11 h 35 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Techno Feu inc 105 route Marie-Victorin Saint-François-du-Lac, QC, J0G 1M0 NEQ : 1165947418	Monsieur Francois Proulx Téléphone : 450 568-2777 Télécopieur : 450 568-0211	**Commande : (1207409)** 2016-12-01 14 h 09 **Transmission :** 2016-12-01 14 h 09	2679803 - 16-15251 Addenda N° 1 (devis) 2016-12-01 14 h 09 - Téléchargement 2679804 - 16-15251 Addenda N° 1 (bordereau) 2016-12-01 14 h 09 - Téléchargement 2685688 - 16-15251 Addenda N°2 - Report de date 2016-12-19 14 h 43 - Courriel 2692052 - 16-15251 Addenda N°3 - Report de date (devis) 2017-01-13 11 h 35 - Courriel 2692053 - 16-15251 Addenda N°3 - Report de date (bordereau) 2017-01-13 11 h 35 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Tractions Divisions UAP Napa	Monsieur	**Commande**	2679803 - 16-

	2500rue dela Métroploe Longueuil, QC, J4G 1E6 http://www.traction.com NEQ : 1168815836	Vito Ferrara Téléphone : 450 463-0067 Télécopieur : 450 463-0875	**: (1207968)** 2016-12-02 15 h 43 **Transmission :** 2016-12-02 15 h 43	15251 Addenda N° 1 (devis) 2016-12-02 15 h 43 - Téléchargement 2679804 - 16-15251 Addenda N° 1 (bordereau) 2016-12-02 15 h 43 - Téléchargement 2685688 - 16-15251 Addenda N°2 - Report de date 2016-12-19 14 h 43 - Courriel 2692052 - 16-15251 Addenda N°3 - Report de date (devis) 2017-01-13 11 h 35 - Courriel 2692053 - 16-15251 Addenda N°3 - Report de date (bordereau) 2017-01-13 11 h 35 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	UAP 7025 Ontario Est Montréal, QC, H1N 2B3 NEQ : 1168815836	Monsieur Richard Lachapelle Téléphone : 514 252-1127 Télécopieur : 514 256-1486	**Commande : (1208220)** 2016-12-05 10 h 35 **Transmission :** 2016-12-05 10 h 35	2679803 - 16-15251 Addenda N° 1 (devis) 2016-12-05 10 h 35 - Téléchargement 2679804 - 16-15251 Addenda N° 1 (bordereau) 2016-12-05 10 h 35 - Téléchargement 2685688 - 16-15251 Addenda N°2 - Report de date 2016-12-20 9 h 20 - Télécopie 2692052 - 16-

				15251 Addenda N°3 - Report de date (devis) 2017-01-13 11 h 36 - Télécopie 2692053 - 16-15251 Addenda N°3 - Report de date (bordereau) 2017-01-13 11 h 35 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Wajax Systèmes de Puissance 2997 rue Watt Québec, QC, G1X 3W1 http://Wajaxpower.com NEQ : 3363000947	Madame Josée Lachance Téléphone : 418 651-5371 Télécopieur : 418 651-8783	**Commande : (1208440)** 2016-12-05 15 h 34 **Transmission :** 2016-12-05 15 h 34	2679803 - 16-15251 Addenda N° 1 (devis) 2016-12-05 15 h 34 - Téléchargement 2679804 - 16-15251 Addenda N° 1 (bordereau) 2016-12-05 15 h 34 - Téléchargement 2685688 - 16-15251 Addenda N°2 - Report de date 2016-12-19 14 h 44 - Télécopie 2692052 - 16-15251 Addenda N°3 - Report de date (devis) 2017-01-13 11 h 36 - Télécopie 2692053 - 16-15251 Addenda N°3 - Report de date (bordereau) 2017-01-13 11 h 35 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié

				(plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Zone Technologie Électronique Inc. 9000 boul. Industriel Chambly, QC, J3L 4X3 NEQ : 1147555099	Monsieur François Otis Téléphone : 450 572-1476 Télécopieur : 450 572-0898	**Commande : (1207395)** 2016-12-01 13 h 54 **Transmission :** 2016-12-01 13 h 54	2679803 - 16-15251 Addenda N° 1 (devis) 2016-12-01 13 h 54 - Téléchargement 2679804 - 16-15251 Addenda N° 1 (bordereau) 2016-12-01 13 h 54 - Téléchargement 2685688 - 16-15251 Addenda N°2 - Report de date 2016-12-19 14 h 43 - Courriel 2692052 - 16-15251 Addenda N°3 - Report de date (devis) 2017-01-13 11 h 35 - Courriel 2692053 - 16-15251 Addenda N°3 - Report de date (bordereau) 2017-01-13 11 h 35 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Sélectionner Annuler

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Glossaire

Plan du site

Accessibilité

UPAC-Signaler un acte répréhensible

Nouvelles

Marchés publics hors Québec

Registre des entreprises non admissibles

Autorité des marchés financiers

Conditions d'utilisation

Polices supportées

© 2003-2017 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.03

2017/09/28 17:00

(1)

Dossier # : 1173220005

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 c) prendre des mesures visant à assurer la sécurité des citoyennes et des citoyens dans les espaces publics, notamment des parcs et des équipements collectifs et récréatifs
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder une avance de fonds de 500 000 $ au Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence en provenance du budget du Service de la diversité sociale et des sports, afin de permettre à l'organisme de poursuivre ses activités et de conclure une entente portant sur son financement / Approuver un projet de convention à cet effet

Il est recommandé :
1. d'accorder une avance de fonds de 500 000 $, pour l'année 2017, au Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence;

2. d'approuver le projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2017-08-03 10:56

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1173220005**

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 c) prendre des mesures visant à assurer la sécurité des citoyennes et des citoyens dans les espaces publics, notamment des parcs et des équipements collectifs et récréatifs
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder une avance de fonds de 500 000 $ au Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence en provenance du budget du Service de la diversité sociale et des sports, afin de permettre à l'organisme de poursuivre ses activités et de conclure une entente portant sur son financement / Approuver un projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

Le Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence (CPRMV) est une organisation indépendante, autonome et apolitique, créée en 2015, qui a pour objectifs :

- de mettre en place des stratégies concrètes de prévention afin d'agir en amont des phénomènes de radicalisation menant à la violence et de contrecarrer les discours ou les gestes à caractère haineux;
- d'offrir un soutien et un accompagnement psychosocial aux individus en situation de radicalisation ou en voie de se radicaliser, à leurs proches, aux enseignants, aux intervenants du milieu ou à tout citoyen concerné, ainsi qu'à tout individu victime de discours ou de gestes haineux;
- de faciliter la réinsertion sociale des individus radicalisés, qu'ils aient été judiciarisés ou non;
- d'améliorer la compréhension des phénomènes relatifs à la radicalisation violente, ainsi qu'aux discours et gestes haineux;
- de faciliter la diffusion des connaissances et l'échange de bonnes pratiques dans le domaine.

Afin de répondre à ces défis complexes, le CPRMV collabore avec plusieurs acteurs engagés dans la prévention de la radicalisation menant à la violence tant au Québec qu'à l'étranger. À la création du CPRMV, la Ville de Montréal et le ministère de la Sécurité publique se sont engagés à lui verser la somme de 1 M$ chacun, dans le cadre d'une entente de

collaboration, afin de lui permettre d'amorcer ses activités, dont l'embauche de ressources spécialisées. Cette convention étant échue depuis le 31 décembre 2016, des discussions sont actuellement en cours entre les trois partenaires afin de renouveler cette dernière pour les trois prochaines années.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE15 0979 du 18 août 2015
Accorder une avance de fonds de 200 000 $, sur la contribution prévue de 1 million $ au Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence / Autoriser un virement budgétaire de 200 000 $ en provenance des dépenses contingentes
CE15 1445 du 14 décembre 2015
Accorder un soutien financier de 1 M$ au Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence, pour la réalisation de son plan d'action 2015-2016, dans le cadre du budget régulier du Service de la diversité sociale et des sports / Approuver le projet de convention de contribution financière entre la Ville de Montréal, le ministre de la Sécurité publique suppléant et le Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence relativement à une contribution de 2 M$ au Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence, soit 1 M$ de la Ville de Montréal et 1 M$ du ministère de la Sécurité publique, établissant les modalités et conditions de versement de cette contribution financière

DESCRIPTION

Au cours de l'année 2016, le CPRMV s'est vu confier le mandat de se pencher sur les incidents à caractère haineux. Il s'agit notamment pour le CPRMV de sensibiliser les gens, de documenter les incidents, d'en prévenir les manifestations et d'assister les victimes et leurs proches. De plus, afin de toucher une plus grande part de la population, le CPRMV a intégré à ses opérations la prévention de la radicalisation menant à la violence en milieu de travail et en milieu carcéral. L'élargissement du mandat de l'organisme correspond aux réalités observées sur le terrain par les intervenants et s'inscrit en réponse aux besoins formulés par les partenaires et les milieux concernés.
L'avance de fonds demandée permettra au CPRMV d'entreprendre la réalisation de son plan d'action 2017-2019 (voir pièce jointe). Les échanges avec la Ville et le gouvernement du Québec se poursuivent afin de conclure une entente triennale avec l'organisme.

JUSTIFICATION

Comme tous les citoyens des grandes villes du monde, les Montréalaises et les Montréalais sont confrontés au phénomène de la radicalisation menant à la violence. En soutenant le premier centre de prévention de la radicalisation au Canada, la Ville de Montréal lance un message clair relativement à l'importance de se mobiliser collectivement face à l'intolérance et à la discrimination afin de favoriser le vivre-ensemble.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La présente demande vise à octroyer une avance de fonds de 500 000 $ provenant du budget du Service de la diversité sociale et des sports.

Organisme	**Projet**	**Soutien accordé**			**Soutien recommandé par SDSS**
		2014	2015	2016	
Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence	Poursuite des activités de l'Organisme	-	1 M $	-	500 000 $

Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne la Sécurité publique qui est une compétence d'agglomération en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* .

Le Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence n'a reçu aucun autre financement de la part des services centraux ou des arrondissements excluant ceux indiqués dans ce sommaire.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce projet s'inscrit dans l'action 9 du plan d'action Montréal durable 2016-2020 : « Lutter contre les inégalités et favoriser l'inclusion ».

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le soutien financier octroyé dans le cadre de cette entente est essentiel au bon fonctionnement de cet organisme. Sans l'aide de la Ville de Montréal, le Centre ne sera pas en mesure de réaliser l'arrimage des actions locales nécessaires afin de prévenir, de détecter et d'agir en matière de prévention de la radicalisation.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Août 2017 Approbation par le conseil d'agglomération
Automne 2017 Approbation par le conseil d'agglomération de l'entente triennale

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Zamir Jose HENAO PANESSO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Chantal CROZE
Conseillère en développement communautaire

Tél : (514) 872-7254
Télécop. : (514) 872-9848

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-07-26

Nadia BASTIEN
c/d diversite sociale

Tél : 514-872-3979
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Johanne DEROME
directeur de service - diversite sociale et sports
Tél : 514-872-6133
Approuvé le : 2017-08-01

CENTRE DE **PRÉVENTION**
DE LA RADICALISATION
MENANT À LA VIOLENCE

Enrichir et consolider notre savoir faire

Plan d'action triennal (2017-2019)

Projet

VOLET RECHERCHE					
Objectifs	**Actions**	**Mandataires (interne et externe)**	**Résultats attendus**	**Échéance**	**Commentaires et suivi de réalisation**
Développer et maintenir une vigie de connaissance sur la radicalisation, des incidents à caractère haineux et des meilleures pratiques d'intervention	Réaliser des programmes et de projets de recherche s'inscrivant dans une perspective de recherche-action : • Prise en charge des familles touchées par les situations de radicalisation • Enjeux et défis des retours de Syrie/Iraq • Prévention des crimes et des incidents haineux • Extrême droit au Québec : état de lieu	Équipe de recherche et partenaires concernés	Adapter continuellement nos stratégies et pratiques d'intervention Nombre de publications visées : • 3 grands rapports (100 pages) • 6 dossiers thématiques • articles et contributions scientifiques externes	2017 2018 2019	
Faciliter le signalement des comportements haineuses afin d'offrir une meilleure prise en charge	Création d'une application sur téléphone mobile permettant à la population du Québec de signaler rapidement et facilement des crimes ou des incidents haineux	Équipe de recherche et partenaire	Faire connaître les ressources disponibles aux témoins ou aux victimes des crimes ou d'incidents haineux Accroître le signalement des crimes et des incidents haineux Assurer une prise en charge des victimes ou des témoins de crimes ou d'incidents haineux Mise en place d'un réseau de partenaires pour la centralisation du signalement des actions haineuses	2017	
Renforcer les compétences des intervenants de première ligne en	Création d'une base de données électronique des initiatives et « bonnes	Équipe de recherche et	Optimiser les interventions des intervenants de première ligne sur les approches plus efficaces	2017	

Projet

VOLET RECHERCHE					
Objectifs	**Actions**	**Mandataires (interne et externe)**	**Résultats attendus**	**Échéance**	**Commentaires et suivi de réalisation**
matière de prévention de la radicalisation	pratiques » de prévention de la radicalisation Publications de documents recueils de « bonnes pratiques » visant à faire le point sur les bonnes pratiques identifiées par le CPRMV	d'intervention	en matière de prévention de la radicalisation Minimum de 2 guides ou documents pratiques par année	2018 2019	
Transférer et mobiliser les connaissances entre les chercheurs travaillant sur les enjeux de radicalisation menant à la violence et les praticiens (travailleurs spécialisés, travailleurs sociaux, psychologues, intervenants jeunesse, etc.)	Organiser une école d'été annuelle sur la radicalisation menant à la violence et sa prévention en partenariat avec les différentes universités québécoises	Équipe de recherche et de prévention	Améliorer l'expertise des professionnels. Amener les professionnels à devenir des partenaires engagés et efficaces dans la prévention et l'intervention	2017 2018 2019	
Assurer une déconstruction des discours associés à des formes de radicalité violente et sensibiliser le grand public aux enjeux qui y sont associés	Création d'une campagne et d'outils de communication de contre-discours et discours alternatifs Mise en place d'une initiative de contre-discours ciblée sur Internet	Équipe de recherche, de prévention et de communication	Renforcer la résilience communautaire et individuelle.	2017 2018 2019	

Projet

VOLET PREVENTION ET DEVELOPPEMENT DE COMPETENCES					
Objectifs	**Actions**	**Mandataires (internes et externes)**	**Résultats attendus**	**Échéance**	**Commentaires et suivi de réalisation**
Continuer à renforcer les compétences des intervenants de première ligne en matière de radicalisation sur l'ensemble du territoire	Développer et offrir des formations en ligne	Équipe de recherche, de prévention et de communication	Optimiser les interventions des intervenants de première ligne sur les approches plus efficaces en matière de prévention de la radicalisation	2017 2018 2019	
Contribuer à la résilience des jeunes face à la radicalisation menant à la violence et aux incidents haineux	Développer des ateliers et de séances de discussion pour développer l'esprit critique des jeunes	Équipe de recherche, de prévention et de communication	Faire de la résilience un mécanisme de prévention de la radicalisation.	2017	
Positionner le CPRMV comme acteur incontournable face à la radicalisation menant à la violence et aux incidents haineux	Participer aux événements ou activités dans la communauté	CPRMV	Renforcer le lien de confiance avec la communauté Accroître l'utilisation des ressources du Centre par la communauté Permettre aux citoyens de mieux connaître les ressources disponibles Accroître le signalement des crimes et des incidents haineux et des situations de radicalisation	2017 2018 2019	
Agir et mieux sensibiliser les citoyens face aux incidents et crimes à caractère haineux	Développer et diffuser une campagne de sensibilisation				
Continuer à outiller les intervenants de première ligne et les proches dans la compréhension du phénomène de la radicalisation	Publier une boîte d'outils (sous forme d'une publication - livret) à l'intention de parents, intervenants et les enseignants	Prévention et de communication	Mieux reconnaître les situations ou les comportements associés à la radicalisation menant à la violence, les incidents et crimes à	2017 2018	

Projet

VOLET PREVENTION ET DEVELOPPEMENT DE COMPETENCES					
Objectifs	**Actions**	**Mandataires (internes et externes)**	**Résultats attendus**	**Échéance**	**Commentaires et suivi de réalisation**
menant à la violence et les incidents et crimes à caractère haineux			caractère haineux		
Renforcer et promouvoir le vivre –ensemble auprès des jeunes	Organiser les groupes de discussion, d'activités sportives, artistiques etc.	Prévention et de communication	Permettre aux jeunes d'avoir des espaces pour verbaliser et exprimer leurs préoccupations, doutes et questions sur le vivre-ensemble. Faire en sorte que les jeunes deviennent les promoteurs du vivre-ensemble auprès de leurs communautés.	2017 2018 2019	
Enrichir les connaissances des aspirants policiers en lien avec la radicalisation menant à la violence et sa prévention	Développer et diffuser une formation destinée aux aspirants policiers de l'École nationale de police du Québec (ENPQ)	Prévention ENPQ	Renforcer le savoir-faire en prévention de la radicalisation violente	2017	
Utiliser l'art comme instrument de prévention de la radicalisation violente	Développer une pièce de théâtre sur le thème de la prévention de la radicalisation menant à la violence	Prévention et partenaire	Permettre aux citoyens de mieux comprendre le phénomène de la radicalisation	2019	

Projet

VOLET INTERVENTION					
Objectifs	**Actions**	**Mandataires (internes et externes)**	**Résultats attendus**	**Échéance**	**Suivi de réalisation et Commentaires**
Offrir un service et une couverture des activités du CPRMV pour l'ensemble du Québec afin que chaque citoyen québécois puisse accéder aux services de formation et d'intervention du CPRMV, indépendamment de sa localisation	Établir des bureaux locaux du CPRMV à l'échelle de la province du Québec (Québec et Gatineau) Ouverture de deux antennes du CPRMV à Québec et à Gatineau	CPRMV	Couverture améliorée de l'ensemble du territoire québécois pour le CPRMV, et ce, tant en termes de recherche, de formation que d'intervention. Cet ancrage local permettra également d'assurer une compréhension locale des enjeux qui varient parfois d'une région à une autre (Montréal vs. Québec, vs. reste du Québec).	2017 2018	
Favoriser la mise en place d'activités de sensibilisation, de formation et d'information au sujet de la résilience comme mécanisme de prévention de la radicalisation	Mise en place d'ateliers de formation et d'outils à l'esprit critique et à la résilience face l'extrémisme violent	Équipe de recherche et de prévention	Faire de la résilience un mécanisme de prévention de la radicalisation	2017 2018 2019	
Renforcer notre processus d'évaluation et de prise en charge des personnes en situation de radicalisation	Poursuivre et développer une grille d'évaluation et de prise en charge des personnes en situation de radicalisation	Équipe intervention et recherche	Utilisation de la grille pour chacun des cas vus par l'intervention	2017 2018 2019	
Mettre à contribution l'expertise de la communauté pour agir et prévenir la radicalisation violente	Développer un programme de mentorat	Équipe intervention et prévention	Mettre à contribution des personnes de référence dans le processus de prise en charge des personnes en situation de radicalisation Développer et proposer un réseau positif pour les personnes en situation de radicalisation	2017 2018	
Optimiser notre soutien aux victimes d'incidents haineux	Développer une section « crimes et incidents haineux » dans notre protocole d'intervention	Équipe intervention et recherche	Assurer une prise en charge des victimes ou témoins de crimes ou d'incidents haineux	2017	

Projet



DYNAMISER LA PRÉVENTION

OUTILLER LES MILIEUX D'INTERVENTION FACE À LA RADICALISATION MENANT À LA VIOLENCE

Prévention d'abord!

2016

CENTRE DE **PRÉVENTION** DE LA RADICALISATION MENANT À LA VIOLENCE

RAPPORT ANNUEL



LE CPRMV : UNE ORGANISATION INDÉPENDANTE MAIS TRIBUTAIRE DE PARTENAIRES SOCIAUX ENGAGÉS!

TABLE DES MATIÈRES

01 MISSION 7

02 MESSAGE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL 8

03 CONSEIL D'ADMINISTRATION 10

04 INTRODUCTION 12

05 INNOVATION ET ENGAGEMENT : UN PARCOURS RICHE ET DIVERSIFIÉ 14

- 05/1 La Philosophie du CPRMV : une perspective globale, multidisciplinaire et innovante 14
- 05/2 Élargissement du mandat du CPRMV 16
- 05/3 Renforcement des compétences organisationnelles du CPRMV 20
- 05/4 Consolidation des liens de collaboration avec les partenaires 21
- 05/5 Le modèle québécois de prévention de la radicalisation : une reconnaissance nationale et internationale 23

06 PANORAMA DES ACTIVITÉS ET DES RÉALISATIONS 27

- 06/1 Outils d'information sur la radicalisation menant à la violence, et les incidents haineux 27
- 06/2 Mobiliser l'art à des fins thérapeutiques et préventives 30
- 06/3 Recherche : une équipe au cœur de la connaissance 31
- 06/4 Prévention et développement des compétences : une présence active dans les milieux 32
- 06/5 Innovation et perfectionnement : intervenir pour mieux servir 36
- 06/6 Communication et partenariats : le CPRMV comme modèle 43

07 ÉTATS FINANCIERS 45

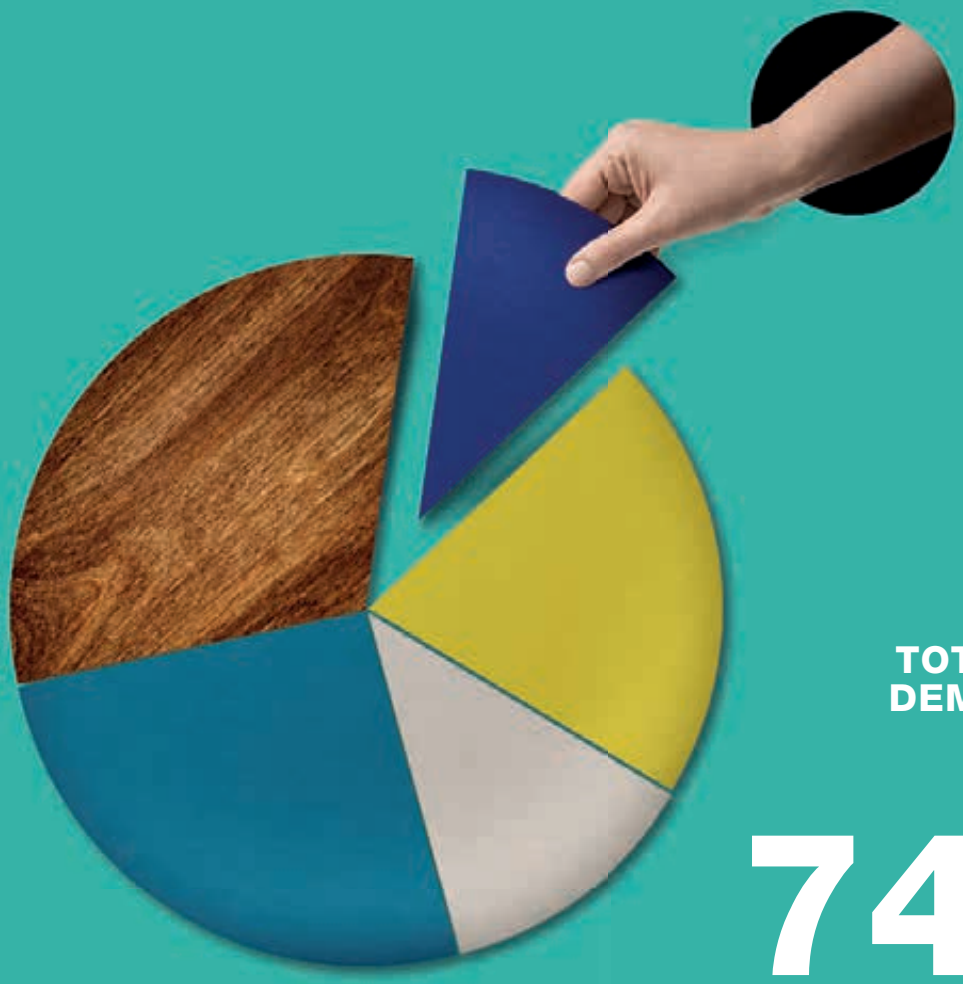


PLATEFORME INFO-RADICAL

EN QUELQUES CHIFFRES

2016





TOTAL DES DEMANDES

744

228
Radicalisation / Incidents haineux

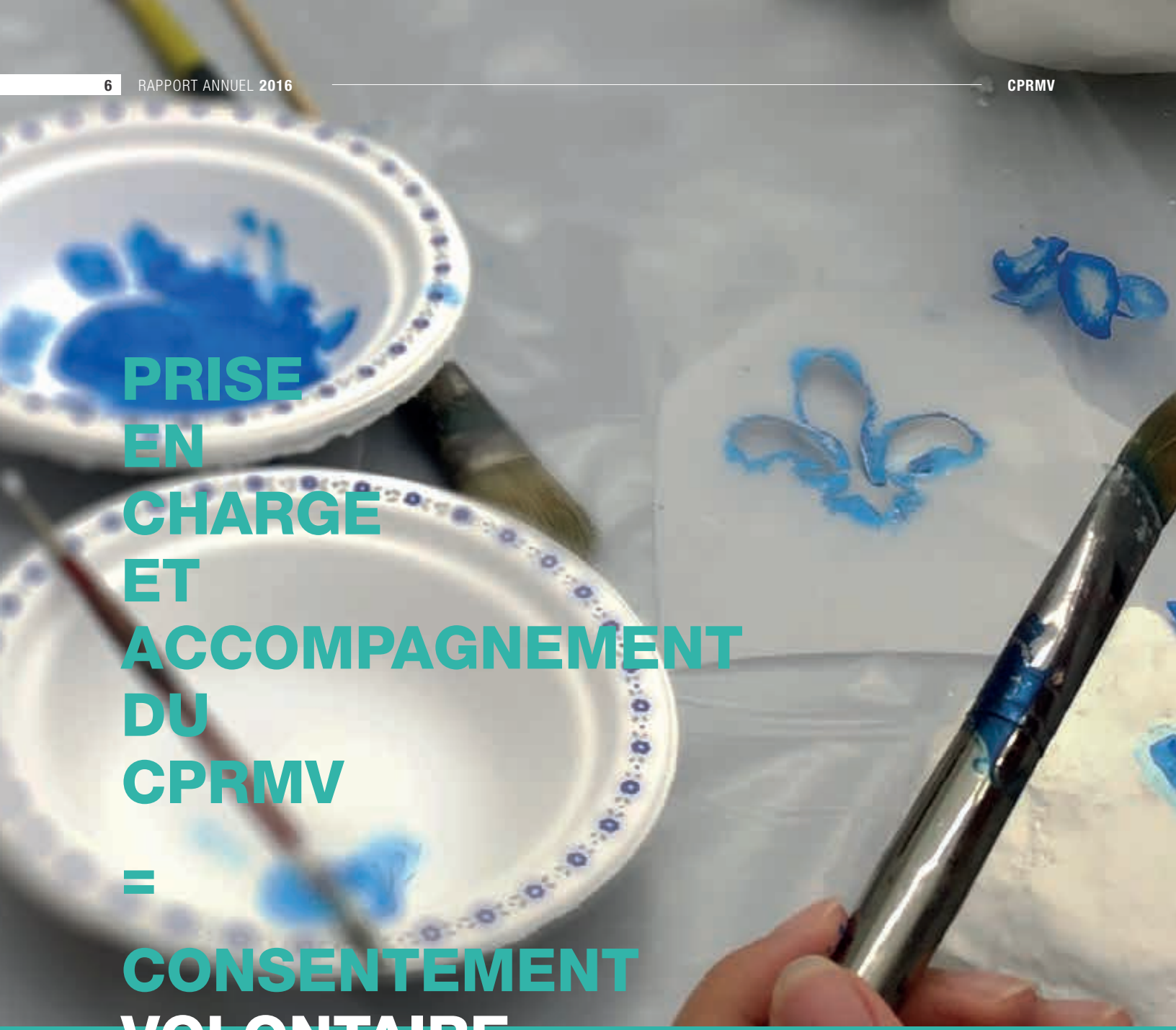
193
Entrevues accordées et demandes médias

91
Formation et développement des compétences

152
Échange d'expertise

80
Partenariat et collaboration





PRISE EN CHARGE ET ACCOMPAGNEMENT DU CPRMV

= CONSENTEMENT VOLONTAIRE, ÉCLAIRÉ ET CONTINU DU CLIENT



01 MISSION

Le Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence (CPRMV) s'appuie sur le savoir-faire de son personnel et de ses partenaires du milieu communautaire et institutionnel en vue de répondre aux objectifs suivants :

- Mettre en place des stratégies concrètes de prévention afin d'agir en amont des phénomènes de radicalisation menant à la violence et de contrecarrer les discours ou les gestes à caractère haineux.
- Offrir un soutien et un accompagnement psychosocial aux individus en situation de radicalisation ou en voie de se radicaliser, à leurs proches, aux enseignants, aux intervenants du milieu ou à tout citoyen concerné, ainsi qu'à tout individu victime de discours ou de gestes haineux.
- Faciliter la réinsertion sociale des individus radicalisés, qu'ils aient été judiciarisés ou non.
- Améliorer la compréhension des phénomènes relatifs à la radicalisation violente, ainsi qu'aux discours et gestes haineux.
- Faciliter la diffusion des connaissances et l'échange de bonnes pratiques dans le domaine.



02 MESSAGE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

LE CPRMV : UNE ORGANISATION INDÉPENDANTE MAIS TRIBUTAIRE DE PARTENAIRES SOCIAUX ENGAGÉS !

D'entrée de jeu, ce statut doit être réaffirmé : le Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence (CPRMV) est une organisation indépendante, autonome et apolitique. Cet état de fait est la pierre d'assise de son action, le fondement sur lequel s'établissent les liens de confiance et la volonté de contribuer utilement à l'effort de prévention, sans crainte de corollaires négatifs. Ceci est également renforcé par l'entière confidentialité du processus de prise en charge et d'accompagnement des personnes en situation de radicalisation et de leurs proches, laquelle est garantie sauf en cas de danger imminent qui menace l'intégrité physique d'une ou de plusieurs personnes.

La conjonction de l'indépendance du CPRMV et de la confidentialité des informations recueillies est aujourd'hui l'une des particularités du CPRMV qui lui permettent de se distinguer à l'échelle mondiale et de servir de référence aux autorités préoccupées par la montée des phénomènes multiples de radicalisation violente.

Les résultats obtenus cette année témoignent, une fois de plus, de l'efficacité et de la pertinence de la formule mise de l'avant par le CPRMV. Vous pourrez le constater à la lecture de ce rapport annuel, qui présente les nombreuses réalisations du CPRMV en 2016 : instauration d'activités novatrices, implication audacieuse des jeunes dans le processus de prévention, bonification des pratiques, interventions significatives sur les scènes locales, nationales et internationales, etc. Par cette diversité de moyens, le CPRMV a notamment répondu à 744 demandes, dont plusieurs ont nécessité une intervention de nos spécialistes directement sur le terrain ; le CPRMV a également su sensibiliser et mobiliser les intervenants et intervenantes du milieu, afin qu'une action commune et cohérente favorise la réussite des démarches de prévention.

Par ailleurs, privilégié par les synergies et les complémentarités nées d'un engagement éthique à renverser les processus de radicalisation violente, le CPRMV se prépare à étendre sa présence dans d'autres régions du Québec : il s'inspirera pour cela des savoirs cumulés et de l'expertise de nouveaux collaborateurs, et s'affairera à enrichir plus encore les stratégies d'intervention et de prévention dans le domaine de la radicalisation menant à la violence.

De plus, devant la multiplication des incidents haineux, le CPRMV a choisi d'ajouter à son mandat initial la prévention de tels incidents et l'accompagnement des victimes de ces phénomènes.

Rien de tout cela n'aurait été possible sans la contribution soutenue et passionnée de toute l'équipe du CPRMV, sans l'énergie investie à approfondir les réflexions et les méthodes, à réinventer les solutions et les approches, à développer les réseaux et les idées, et à nourrir les études et les projets.



Le CPRMV a aussi pu compter sur une myriade de partenaires communautaires et institutionnels, tous plus précieux les uns que les autres, et nettement indispensables à la valorisation des initiatives et à l'accentuation de la portée heuristique des recherches, de la formation et des publications. Bien que chacun mériterait d'être nommé ici, mentionnons particulièrement la Ville de Montréal, le gouvernement du Québec ainsi que le conseil d'administration du CPRMV, dont le soutien inconditionnel a permis une gestion optimale des ressources et une concrétisation du potentiel de développement du CPRMV.

C'est donc avec beaucoup de gratitude que je remercie tous ceux et celles qui se sont associés à notre mission en 2016, ces gens dont l'enthousiasme et la détermination ont été des vecteurs essentiels d'amélioration du vivre-ensemble, des symboles d'espoir d'une société ouverte à la pluralité.

Avec eux tous, le CPRMV continuera de promouvoir le respect et la tolérance, de favoriser l'inclusion de toutes les communautés, de faciliter la réinsertion durable des personnes radicalisées et de tout mettre en œuvre pour que la reconnaissance de l'altérité devienne ultimement un moteur d'enrichissement, de partage, d'accueil et d'accompagnement. C'est en avançant toujours plus loin dans sa compréhension du phénomène et dans l'élaboration créative d'outils pratiques que le Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence entend se mettre au service de tous les Québécois et de toutes les Québécoises pour leur offrir un milieu de vie marqué par la cohésion et la solidarité sociale.



Herman Deparice-Okomba, Ph. D.



03 CONSEIL D'ADMINISTRATION

RICHARD FILLION
Président

- Directeur général du Collège Dawson depuis janvier 2005.
- Impliqué depuis longtemps dans les hautes sphères de l'éducation au Québec.
- Membre du Conseil supérieur de l'éducation du Québec.

GUYLAINE OUIMETTE
Vice-présidente

- Présidente de l'Ordre des travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec depuis juin 2016 ; membre du conseil d'administration de l'Ordre depuis 2001.
- Experte en évaluation de programmes et de performances des organisations.
- Grande expérience en gestion.

BERNARD TREMBLAY
Membre

- Président-directeur général de la Fédération des cégeps depuis 2015.
- Membre du Barreau du Québec depuis 1990.
- Gestionnaire dans plusieurs domaines de l'éducation et des affaires juridiques.

ALAN SHEPARD
Membre

- Recteur de l'Université Concordia.
- Riche expérience en gestion dans plusieurs universités du Canada et des États-Unis.
- Participation à de nombreux conseils d'administration.
- Capacité d'orienter des organisations de haut niveau.

LOUISE OTIS
Membre

- Médiatrice et arbitre en matière civile et commerciale.
- Professeure adjointe à la faculté de droit de l'Université McGill.
- Présidente des tribunaux administratifs de grandes organisations internationales.
- Ancienne juge de la Cour d'appel du Québec.
- Forte connaissance des systèmes juridiques.
- Capacité à développer des systèmes de médiation judiciaire.

CHRISTINE GROU
Membre

- Présidente de l'Ordre des psychologues du Québec depuis 2015.
- Prix professionnel remis par l'Ordre des psychologues du Québec en reconnaissance de ses réalisations remarquables et de sa contribution à la profession, et ce, grâce à son expertise en neuropsychologie clinique et en tant qu'éthicienne.

JACQUES LEROUX
Membre

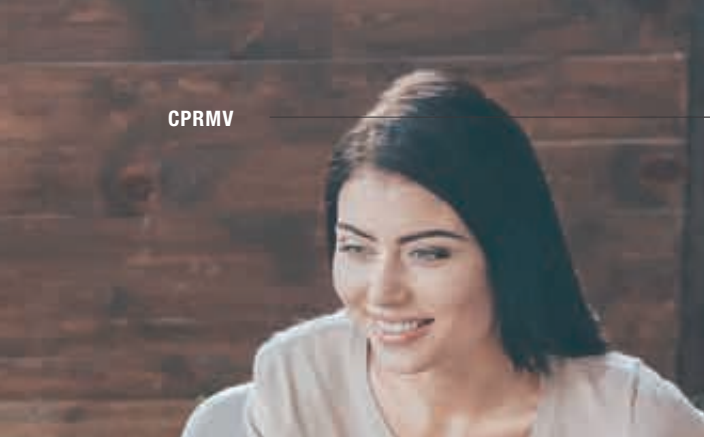
- Sous-ministre adjoint au ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion du Québec depuis 2014.
- Expérience profitable en gestion et en enseignement.

LOUIS MORNEAU
Membre

- Sous-ministre associé au ministère de la Sécurité publique du Québec depuis 2015.
- Expérience en gestion dans les domaines de la sécurité publique et de l'environnement.
- Compétences pédagogiques en ingénierie et en administration.



04 INTRODUCTION



Si l'année 2015 a été celle de la mise en place du CPRMV comme structure organisationnelle, l'année 2016 nous a permis d'assister au développement rapide de ses activités. Fort des compétences disciplinaires et transversales de son personnel, le CPRMV a su concevoir des outils et pratiques de pointe, proposer des activités concrètes de sensibilisation et de prévention dans les milieux et produire des formations spécialisées dans le domaine de la prévention de la radicalisation menant à la violence.

Grâce, notamment, à sa participation à nombre de conférences et de rencontres publiques ainsi qu'à ses interventions lors d'événements fortement médiatisés, le CPRMV a su acquérir une visibilité déterminante au Québec, faisant se multiplier les demandes d'aide et le recours à ses services. Soucieux de faire connaître son modèle et son expertise à l'étranger, il a également assuré une présence affirmée dans les grands événements internationaux, ce qui a contribué au rayonnement de l'expertise québécoise en matière de prévention de la radicalisation menant à la violence.

Ce rapport annuel permet de se saisir à la fois de la philosophie sous-jacente au travail de prévention et d'intervention développée par le CPRMV, mais également de l'ensemble des activités menées au cours des douze derniers mois.

Grâce au concours de la collectivité et de précieux partenaires, le CPRMV assume la tâche délicate de mettre en place des mécanismes efficaces de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent au Québec, ainsi que des pratiques bienveillantes d'accompagnement des personnes en situation de radicalisation (ou vulnérables) et de leur entourage.

Cette approche préventive plutôt que punitive permet d'intervenir en amont, afin d'assurer la résilience des individus face à la radicalisation menant à la violence et de prendre en charge les situations de radicalisation avant qu'elles ne s'aggravent.



UNE APPROCHE INSPIRANTE

Le CPRMV met au cœur de son mandat une démarche basée sur la prévention en amont de la radicalisation menant à la violence et de l'extrémisme sous toutes ses formes (des actes terroristes aux comportements haineux), et ce, quels que soient leurs fondements idéologiques (politico-religieux, extrémisme de droite, extrémisme de gauche, etc.).



05 INNOVATION ET ENGAGEMENT : UN PARCOURS RICHE ET DIVERSIFIÉ

/1 LA PHILOSOPHIE DU CPRMV : UNE PERSPECTIVE GLOBALE, MULTI-DISCIPLINAIRE ET INNOVANTE

Parce qu'elle est un phénomène complexe et pluridimensionnel qui se situe à la croisée des individus et de l'espace social, la radicalisation menant à la violence ne peut se contenter de réponses préventives simplistes ou modélisées en fonction d'une seule dimension. C'est pourquoi l'action du CPRMV s'inscrit dans une philosophie de prévention qui se veut globale, multidisciplinaire et innovante. C'est en tirant parti des avancées de la recherche scientifique tout en observant ce qui se fait de mieux et de plus concluant à l'échelle internationale, que le Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence développe une philosophie unique de prévention et d'intervention qui se démarque déjà et qui a fait du Québec un modèle dans le domaine.

Cette philosophie de prévention globale s'exprime à travers les diverses formations mises en place par le CPRMV, ainsi que dans les outils et les plateformes mobilisés en vue de joindre la clientèle visée.

TROIS NIVEAUX DE PRÉVENTION DE LA RADICALISATION MENANT À LA VIOLENCE : DE QUOI PARLE-T-ON?



/1.1 PRÉVENTION GLOBALE : LA RADICALISATION DANS UNE PERSPECTIVE HOLISTIQUE

La philosophie de prévention du CPRMV, envisagée dans sa globalité, favorise une démarche holistique qui permet de prendre simultanément en considération les facteurs multiples associés aux phénomènes de radicalisation menant à la violence et d'agir sur plusieurs fronts afin de renforcer la résilience individuelle et collective face à l'extrémisme violent.

Une telle approche globale de prévention conduit le CPRMV à mettre l'accent sur un continuum de prévention (primaire, secondaire et tertiaire) et à établir tout au long de celui-ci une série de stratégies et d'initiatives de prévention en cohérence avec le vécu individuel et sociétal. Elle implique également que le CPRMV développe ses activités de prévention au regard d'une diversité de milieux, de publics et de contextes.

/1.2 PRÉVENTION MULTIDISCIPLINAIRE : UN REGARD CROISÉ SUR LA RADICALISATION ET L'EXTRÉMISME VIOLENT

Parce qu'il n'existe pas de parcours type de radicalisation menant à la violence, pas plus qu'on ne peut cerner une cause ou un facteur uniques comme générateur de ce phénomène, il est crucial d'entrevoir le travail de prévention comme une boîte à outils transdisciplinaire, contenant une panoplie de ressources et de stratégies d'intervention.

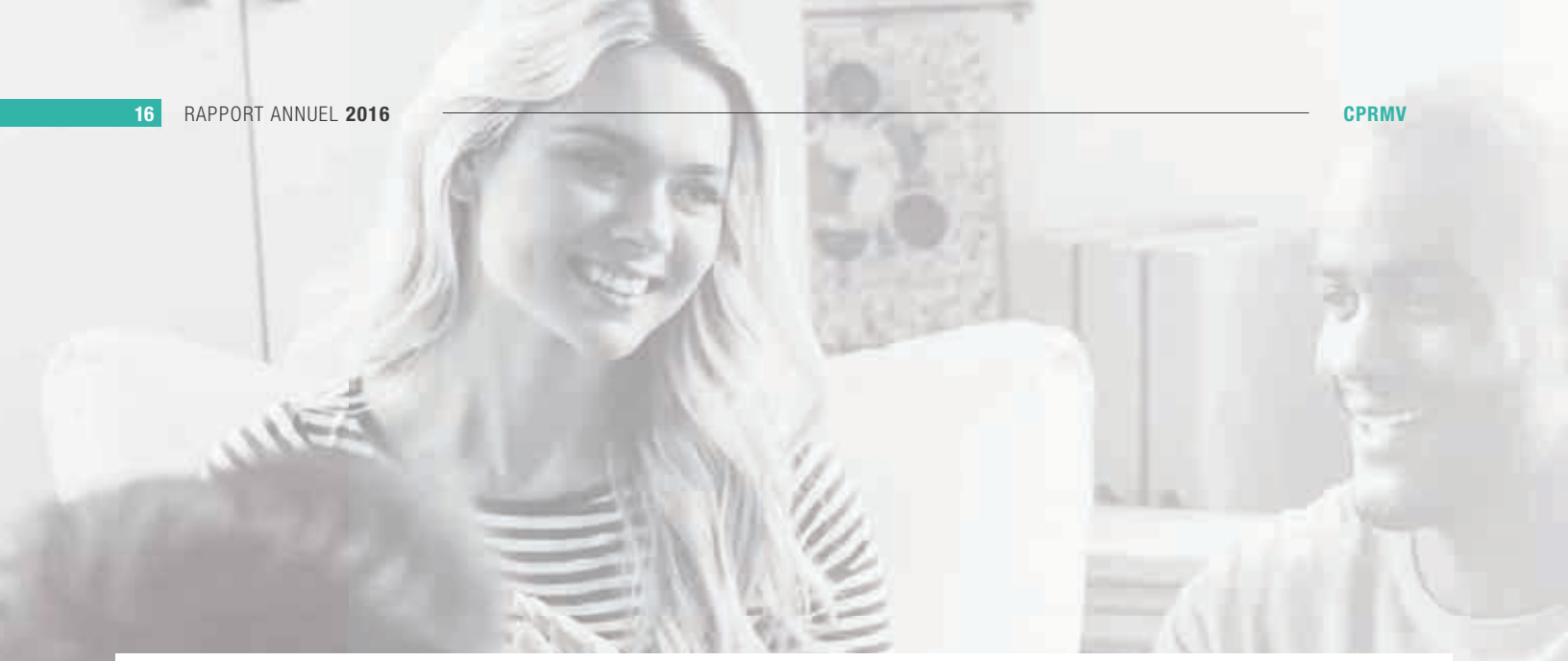
Refusant de suivre une logique de «déradicalisation» clinique, le CPRMV a choisi de traiter le phénomène en l'abordant sous tous les angles et à tous les niveaux, de la prévention à la source jusqu'à la réinsertion sociale. Cela nécessite de faire appel à une diversité de moyens et de regards et de s'appuyer sur l'expertise approfondie de nos chercheurs, de nos formateurs et de nos intervenants psychosociaux.

/1.3 PRÉVENTION INNOVANTE : DES PRATIQUES ET DES SOLUTIONS À INVENTER

La philosophie de prévention du CPRMV se veut innovante à la fois dans son contenu et dans son opérationnalisation.

C'est ainsi que le CPRMV s'attache à renouveler ses façons de faire et d'agir, à profiter de l'originalité grandissante des supports d'intervention et à impliquer les jeunes pour créer des canaux de communication autrement hors de portée. C'est par l'exploration continue de nouvelles pistes que les stratégies de prévention peuvent rejoindre un auditoire plus vaste et se révéler plus efficaces.

La mise en œuvre d'une pareille philosophie de prévention n'est pas sans défis, puisqu'elle s'exerce dans un domaine encore émergent. Tout en respectant les balises légales et éthiques déjà établies, les professionnels du CPRMV doivent faire en sorte que leur travail d'intervention laisse place à une écoute attentive des réalités du terrain, des changements sociétaux et des besoins observés.



/2 ÉLARGISSEMENT DU MANDAT DU CPRMV

Au cours de 2016, le CPRMV s'est vu confier le mandat de se pencher sur les incidents à caractère haineux. Il s'agit notamment pour le CPRMV de sensibiliser les gens, de documenter les incidents, d'en prévenir les manifestations et d'assister les victimes et leurs proches.

De plus, afin de toucher une plus grande part de la population, le CPRMV a intégré à ses opérations la prévention de la radicalisation menant à la violence en milieu de travail et en milieu carcéral.

L'élargissement du mandat du CPRMV correspond aux réalités observées sur le terrain par nos intervenants et s'inscrit en réponse aux besoins formulés par nos partenaires et les milieux concernés.

/2.1 PRÉVENTION DES CRIMES ET DES INCIDENTS HAINEUX

Souvent entrevue sous le seul spectre du terrorisme, la radicalisation menant à la violence se manifeste en réalité sous de multiples formes.

Les discours et les actes de violence à caractère haineux représentent l'une des démonstrations possibles de cette radicalisation violente. Ils doivent faire l'objet d'une attention soucieuse de la part des autorités publiques : en effet, les politiques et les initiatives de prévention à ce propos sont encore trop peu présentes dans le contexte québécois.

Quels que soient les motifs qui les inspirent, les crimes et les incidents haineux n'ont pas leur place au Québec. Ils participent à l'érosion de notre vivre-ensemble, engendrent un sentiment d'insécurité chez un grand nombre de nos concitoyens et favorisent en définitive une certaine polarisation au sein de notre société. Pour toutes ces raisons, le CPRMV a choisi d'accentuer son travail de prévention dans le domaine, en collaboration avec ses partenaires.

CRIMES ET INCIDENTS HAINEUX : DE QUOI S'AGIT-IL?

Les crimes et les incidents haineux sont motivés par la haine ou l'intolérance envers un individu ou un groupe d'individus à cause de motifs discriminatoires tels que : la race, l'origine nationale ou ethnique, la langue, la religion, l'orientation sexuelle, etc.

Ils peuvent se traduire par des insultes, du harcèlement, des gestes d'intimidation (vols, incendies, graffitis, dommages matériels), des atteintes à la réputation, des agressions physiques, etc.



COMPRENDRE

Afin de mieux comprendre les tendances en matière de crimes et d'incidents haineux, le CPRMV travaille actuellement à une série de recherches et d'études visant à documenter et à évaluer l'ampleur et la nature du phénomène au Québec. Au-delà de cet état des lieux, il s'agit de recenser les meilleures pratiques en matière de prévention à l'échelle nationale et internationale afin d'être en mesure de juger de leur pertinence et de leur transposition possible dans le contexte québécois.

SENSIBILISER

Comme dans le cas de la radicalisation menant à la violence, le CPRMV croit que la prévention en amont des crimes et des incidents haineux est la façon d'agir par excellence pour enrayer ces comportements malveillants. Le CPRMV propose donc au grand public et aux partenaires différentes activités de sensibilisation, des ateliers de formation, ainsi qu'une série de guides et de documents *(Contribuons à un milieu de vie sans violence : signalons les crimes et les incidents haineux)* ; ces derniers visent à fournir des renseignements sur les discours ou les comportements haineux et sur les démarches qui peuvent être entreprises par les victimes ou les témoins.

ACCOMPAGNER

Le CPRMV offre deux supports de signalement des incidents haineux au Québec : la ligne téléphonique INFO-RADICAL et un formulaire disponible sur son site Web. Ces instruments servent également aux demandes d'accompagnement et de soutien psychosocial, à l'écoute spécialisée et aux conseils concernant les démarches juridiques, sociales et communautaires nécessaires. Rarement rapportés par le public et encore moins compilés dans une base de données, les incidents haineux font maintenant l'objet d'une veille par le CPRMV, à l'échelle du Québec. Pour assurer une meilleure évaluation du phénomène, le CPRMV produira annuellement un rapport d'analyse sur la situation visant à bonifier notre connaissance collective et les pistes de prévention visées.

/2.2 MILIEU DE TRAVAIL : UN ENJEU DE PÉDAGOGIE POUR LE SECTEUR PRIVÉ

La radicalisation menant à la violence transparaît dans une multiplicité d'environnements. Dès lors, la prévention doit tenir compte de cette diversité pour cibler les stratégies qu'il convient de mettre en place. À cet égard, le secteur privé ainsi que les milieux professionnels et organisationnels ne sont pas épargnés : si la prévention de la radicalisation menant à la violence n'y semble pas prioritaire, plusieurs événements soulèvent tout de même le besoin de mieux comprendre cet enjeu et de savoir comment y faire face.

Il existe parfois une certaine confusion entre des questions légitimes de gestion des règles de vie en milieu de travail (par exemple, des demandes d'accommodement à caractère religieux) et des manifestations réelles de dérives radicales vers l'extrémisme violent. Les conséquences de cette méprise peuvent être néfastes, voire contre-productives, dans le traitement qui en est fait par les gestionnaires. De la même façon, des comportements d'intolérance ou de prosélytisme politique tendent à être sous-estimés ou ne sont pas pris en charge, alors qu'ils peuvent être les signes de logiques de radicalisation.

Parce que les milieux de travail constituent une composante importante de l'espace social, il est important pour le CPRMV d'apporter des réponses adaptées pour la prévention de la radicalisation menant à la violence.



Formation à l'intention des organisations publiques et privées (atelier)

- Outiller les employeurs et les gestionnaires.
- Proposer des pistes d'action et de gestion des situations à risque.
- S'assurer de l'accompagnement précoce des situations potentielles de radicalisation dans le milieu de travail.
- Mettre en place des stratégies organisationnelles favorisant un climat de travail inclusif, respectueux et professionnel.



Dépliant : La radicalisation menant à la violence en milieu de travail

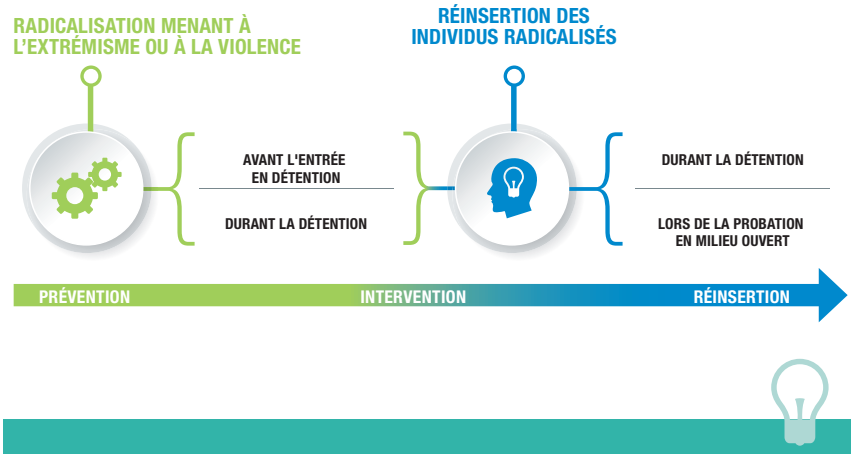
- Informer les organisations et les entreprises privées sur les enjeux de la radicalisation menant à la violence.
- Dissiper la confusion entre la radicalisation menant à la violence et d'autres problématiques rencontrées en milieu de travail (demandes religieuses, expressions politiques, tensions liées au contexte de travail, etc.).
- Évoquer les principes et les balises pour réagir à une situation potentielle de radicalisation dans le milieu de travail.

> Dans le secteur privé, la question de la « radicalisation menant à la violence » se fond à d'autres enjeux tels que la gestion du fait religieux, l'organisation du travail et des ressources humaines, le vivre-ensemble et les règles de vie établies au sein des entreprises.

/2.3 MILIEU CARCÉRAL ET MILIEU OUVERT : PRÉVENTION ET RÉINSERTION SOCIALE

Le milieu carcéral peut se révéler vulnérable à la radicalisation menant à la violence.

La sensibilisation et la prévention en milieu carcéral sont absolument nécessaires non seulement afin d'éviter les dérives à l'intérieur des établissements correctionnels, mais aussi pour favoriser la réinsertion sociale après l'incarcération et pour réduire la récidive des individus passés par une dynamique de radicalisation les ayant conduits à poser des gestes criminels et violents.







Baromètre des comportements

- Présenter un outil de sensibilisation, plutôt que de détection, adapté aux spécificités du milieu carcéral.
- Accompagner les acteurs des milieux carcéraux et correctionnels dans leur compréhension des comportements associés à la radicalisation.
- Savoir assurer, au besoin, une prise en charge et un accompagnement effectifs des individus concernés.

Formation à l'intention du milieu carcéral (atelier)

- Reconnaître les comportements pouvant indiquer qu'une personne incarcérée ou en probation est en situation de radicalisation.
- Identifier les facteurs de risque et de protection.
- Connaître les ressources disponibles et savoir mettre en œuvre les démarches pertinentes.
- Dégager des pistes d'intervention pour réagir efficacement, en conformité avec les directives opérationnelles du milieu fermé ou du milieu ouvert.

UNE PRÉVENTION NÉCESSAIRE

Si la radicalisation menant à la violence est connue des acteurs de la justice et des services correctionnels, la réalité du phénomène en Europe doit nous pousser à une réflexion et à l'établissement de mesures préventives au Québec.

/3 RENFORCEMENT DES COMPÉTENCES ORGANISATIONNELLES DU CPRMV

Le phénomène de la radicalisation violente est une réalité complexe et mouvante, qui se déploie sous plusieurs facettes. Ce phénomène est entretenu par l'évolution des enjeux sociétaux, des dynamiques collectives et des contextes locaux.

Afin d'assurer une bonne compréhension du phénomène, ainsi que le développement des compétences professionnelles, tout le personnel du CPRMV a suivi, en 2016, une formation continue, offerte par des formateurs et formatrices externes ou lors de rencontres à l'interne.

FORMATIONS SUIVIES EN 2016 PAR LE PERSONNEL DU CPRMV

TITRE	FORMATEURS	THÈME
FORMATION CERTIFIÉE		
Formation sur l'écoute active	Intervenants de Tel Aide	Formation portant sur l'écoute active, les stratégies d'écoute et la gestion du stress. Destinée au personnel du CPRMV affecté à la ligne d'assistance téléphonique, cette formation permet d'assurer la qualité et le professionnalisme des communications lors de la réception de demandes d'assistance et d'appels sur la ligne INFO-RADICAL
Formation HCR 20 *(Historical Clinical Risk Management-20)*	Institut Philippe Pinel de Montréal	Formation portant sur l'outil d'évaluation du risque de violence hétérodirigée HCR-20. Élaborée selon l'approche du jugement clinique structuré, la formation HCR-20 est l'un des instruments les plus utilisés à travers le monde pour l'évaluation et la gestion du risque de comportements violents.
Formation START *(Short-Term Assessment of Risk and Treatability)*	Anne Crocker, Ph. D. (Institut universitaire en santé mentale Douglas, McGill)	Formation portant sur l'outil d'évaluation du risque à court terme et de la traitabilité (START). La formation START permet une approche structurée de l'évaluation du risque de violence à partir d'une série de facteurs qui aident, de façon exacte et constante, à organiser les évaluations sur la situation et l'état de santé mentale, à planifier les traitements ou à communiquer l'information relative au risque.
Formation VERA *(Violent Extremist Risk Assessment)*	Elaine Pressman, Ph. D. (ICCT / International Centre for Counter-Terrorism – The Hague; Carleton University)	Formation portant sur les outils VERA 2 d'évaluation de l'extrémisme violent. Les outils VERA sont des outils de jugement professionnel structuré qui visent à mieux évaluer l'engagement des individus vulnérables dans l'extrémisme violent.
FORMATION CONTINUE		
Conférences hebdomadaires	Membres du CPRMV ou conférenciers externes	Conférences à l'interne tenues hebdomadairement. Ces réunions visent à assurer la mise à jour et le développement des connaissances au regard d'une diversité de thématiques liées aux enjeux de la radicalisation menant à la violence.

UNE FORMATION DE POINTE

Afin d'enrichir continuellement l'expertise et les compétences professionnelles du personnel du CPRMV, plusieurs formations lui ont été offertes en 2016. Celles-ci avaient pour but de permettre au CPRMV de toujours mieux répondre aux besoins de la population québécoise en matière de prévention de la radicalisation menant à la violence.



/4 CONSOLIDATION DES LIENS DE COLLABORATION AVEC LES PARTENAIRES

L'année 2016 a été l'occasion pour le CPRMV de renforcer les liens de collaboration avec ses partenaires engagés dans la prévention de la radicalisation menant à la violence au Québec. L'expérience gagnée sur le terrain lui aura permis de mieux définir les responsabilités et les champs d'action respectifs de chaque acteur, et d'optimiser la confluence des savoirs et des compétences pratiques.

/4.1 CPRMV / SERVICES POLICIERS : UN MÊME OBJECTIF, DES RESPONSABILITÉS DIFFÉRENTES

Il faut insister sur le fait que le CPRMV est un organisme indépendant, qui ne relève pas des autorités policières. Cette autonomie vis-à-vis des acteurs de la sécurité publique permet de garantir à la fois le statut distinct du CPRMV et le lien de confiance avec la population. Dans ce dernier cas, il est primordial de préserver la confidentialité des informations recueillies dans le cadre des activités de prévention, d'intervention et de réinsertion.

Le CPRMV : un organisme indépendant, qui se définit par son autonomie stratégique et opérationnelle.

PROCESSUS DE PRISE EN CHARGE DES PERSONNES EN SITUATION DE RADICALISATION : DISTINGUER LES RESPONSABILITÉS DU CPRMV ET CELLES DES SERVICES POLICIERS



CADRE D'ENTENTE ET DE COLLABORATION

Indépendance ne signifie pas pour autant concurrence, puisque le CPRMV et les services policiers partagent un même objectif : celui de prévenir la radicalisation menant à la violence, ainsi que l'extrémisme et les délits violents sous toutes leurs formes. C'est pourquoi des protocoles d'entente et de collaboration balisent les rôles et les responsabilités de chacun, de même que les secteurs et les paramètres de collaboration ; le schéma ci-dessus illustre le cadre établi.

FORMATION

Le CPRMV collabore activement à la formation de différents acteurs policiers qui veulent en savoir plus sur la prévention de la radicalisation menant à la violence. Il ne s'agit donc pas d'aborder les questions de sécurité nationale ou de terrorisme, mais

350

En 2016, près de 350 policiers au Québec ont assisté aux formations spécialisées offertes par le CPRMV.

bien de transmettre un regard préventif sur ces enjeux afin d'outiller les acteurs policiers à être eux aussi des agents de prévention dans le domaine.

/4.2 CPRMV / SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX : ASSURER UNE CONTINUITÉ DE LA PRISE EN CHARGE PSYCHOSOCIALE

Lorsque les situations de radicalisation prises en charge par le CPRMV laissent croire à des problématiques de santé physique ou mentale, il peut être indispensable d'agir de concert (si les personnes concernées l'autorisent) avec l'un ou l'autre des intervenants des services de santé et des services sociaux : CSSS, CLSC, centres jeunesse, etc. Un partenariat solide avec ces milieux se révèle donc facilitateur dans la coordination des démarches et permet d'assurer une continuité dans la prise en charge.

> Comme le CPRMV, les acteurs de la santé et des services sociaux agissent dans le domaine de la prévention de la radicalisation menant à la violence. Leur approche permet d'offrir un éventail de solutions en complémentarité avec celles du CPRMV.

Alors que le CPRMV se consacre entièrement à la prévention et à la prise en charge des personnes radicalisées, et au soutien des victimes d'incidents haineux, ce volet ne constitue, pour les services de santé et les services sociaux, que l'un de leurs nombreux mandats auprès de la population. Il faut sans aucun doute célébrer le fait que de plus en plus d'organismes, au Québec, sont sensibles au phénomène de la radicalisation menant à la violence.

Les rôles de ces deux acteurs de la prévention sont complémentaires à plusieurs égards, ce qui permet de couvrir l'ensemble des situations liées à la radicalisation ainsi que de partager les tâches et les responsabilités en ce domaine. Le mandat du CPRMV se concentre plus spécifiquement sur l'accompagnement et le rôle-conseil auprès, d'une part, des personnes touchées par la radicalisation violente et, d'autre part, des victimes d'incidents haineux. La structure multidisciplinaire du CPRMV lui permet d'agir rapidement et avec flexibilité en vue d'offrir un plan d'intervention personnalisé au demandeur d'assistance et/ou à la personne visée en situation de radicalisation. Puisque le CPRMV ne fixe pas de limite de temps aux plans d'intervention et qu'il dispose de toutes les ressources nécessaires pour les mettre en application, il est en mesure d'en poursuivre l'exécution jusqu'à ce que les buts fixés (ou les besoins exprimés) soient atteints.

/5 LE MODÈLE QUÉBÉCOIS DE PRÉVENTION DE LA RADICALISATION : UNE RECONNAISSANCE NATIONALE ET INTERNATIONALE

Le modèle québécois développé et porté par le CPRMV bénéficie aujourd'hui d'une reconnaissance internationale, comme en témoignent le nombre de visiteurs reçus au CPRMV, les demandes de collaboration et de partage d'expertise venues de l'étranger ainsi que les protocoles d'entente signés avec des organisations partenaires en Europe.

VISITEURS DE MARQUE : LE CPRMV, UN HÔTE PRIVILÉGIÉ

Sur le terrain de la coopération internationale, le CPRMV s'est réjoui en 2016 de l'intérêt affiché par plusieurs délégations officielles venues pour étudier son modèle et ses actions. En effet, le CPRMV a eu le privilège d'accueillir plusieurs délégations de décideurs, de ministères et d'organisations locales et internationales. Ces visites lui ont permis non seulement de faire connaître le CPRMV, mais également d'agrandir son réseau de contacts.

Le CPRMV a ainsi été honoré de la présence de ministres, de représentants parlementaires, de responsables municipaux, de maires de grandes villes et de membres de corps diplomatiques (ambassadeurs, consuls, etc.).

Enfin, l'équipe du CPRMV a rencontré plusieurs dignitaires d'organisations internationales, notamment le Secrétaire général des Nations unies – M. Ban Ki-moon, la Secrétaire générale de la Francophonie – Mme Michaëlle Jean, et la directrice générale de l'UNESCO – Mme Irina Bokova.

MISSIONS À L'ÉTRANGER

En 2016, le CPRMV a mené plusieurs missions à l'étranger, à la demande de plusieurs gouvernements et organisations internationales [incluant l'Organisation des Nations unies (ONU) et l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF)] qui désiraient s'entretenir de sa structure et de ses activités. Ces missions à l'étranger ont également permis au CPRMV d'échanger avec d'autres partenaires sur des réalités convergentes ou diverses, ainsi que sur les stratégies de prévention mises en œuvre. À cet égard, le CPRMV a profité de ces rencontres inédites pour ausculter les formes et l'ampleur de la radicalisation violente ailleurs, ainsi que les façons de faire adoptées, les succès obtenus et les écueils à éviter.



Témoignages de jeunes et de familles directement touchés par la radicalisation violente lors de la conférence de l'UNESO à Québec sur « Internet et la radicalisation des jeunes : prévenir, agir et vivre ensemble » *(source : Le Soleil, 31 octobre 2016)*



Visite de Mme Michaëlle Jean, Secrétaire générale de l'OIF *(20 avril 2016)*



Visite des députés du Parlement européen *(20 mai 2016)*



Visite des ministres de la Sécurité publique du Québec et du Canada, M. Martin Coiteux et l'honorable Ralph Goodale *(15 août 2016)*



Visite du Secrétaire général des Nations unies M. Ban Ki-moon et du maire de Montréal, l'honorable Denis Coderre (*13 février 2016*)

PROTOCOLES D'ENTENTE AVEC DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

En 2016, plusieurs rencontres à l'international ont permis la signature de protocoles d'entente avec des organisations partenaires. Ces accords visent à favoriser les avenues de collaboration en ce qui concerne le partage des bonnes pratiques, des outils ou des formations.

PROTOCOLES D'ENTENTE ET ÉCHANGES À L'INTERNATIONAL

ORGANISATION	MISSION
FRANCE	
Sauvegarde Seine-Saint-Denis	Protéger l'enfance, l'adolescence et l'adulte. Aider et soutenir les familles.
Centre d'action et de prévention contre la radicalisation des individus (CAPRI)	Conseiller les familles et les intervenants. Prévenir la radicalisation par la déconstruction des argumentaires et par la compréhension du fait religieux.
ANGLETERRE	
Institute for Strategic Dialogue	Répondre aux défis grandissants de l'extrémisme violent et des conflits intercommunautaires.
Strong Cities Network	Construire une cohésion sociale et une résilience communautaire pour lutter contre l'extrémisme violent sous toutes ses formes.
BELGIQUE	
Observatoire bruxellois pour la Prévention et la Sécurité (OBPS)	Centraliser la gestion de la politique de prévention et de sécurité dans la Région de Bruxelles-Capitale.
S.A.V.E Belgium (Society Against Violent Extremism)	Lutter contre toutes les formes de radicalisation violente.
ÉTATS-UNIS	
Parents for Peace	Regrouper des familles touchées par l'extrémisme et des personnes qui les soutiennent ; ces personnes travaillent pour : réduire la stigmatisation, offrir un soutien, faire de la sensibilisation et établir des liens entre divers partenaires.
INDE	
UNESCO / The Mahatma Gandhi Institute of Education for Peace and Sustainable Development	Spécialisé dans la recherche, le partage de connaissances et la formulation de politiques dans le domaine de l'éducation pour la paix, la durabilité et la citoyenneté mondiale.



13

DÉLÉGATIONS DU QUÉBEC ET DU CANADA

26

DÉLÉGATIONS ÉTRANGÈRES

39

MISSIONS INTERNATIONALES

Tous ces échanges ont permis au CPRMV d'alimenter ses réflexions, de s'inspirer de pratiques innovantes et de partager ses acquis en matière de prévention de la radicalisation menant à la violence.

PANORAMA DES ÉCHANGES INTERNATIONAUX AU CPRMV



06 PANORAMA DES ACTIVITÉS ET DES RÉALISATIONS

/1 OUTILS D'INFORMATION SUR LA RADICALISATION MENANT À LA VIOLENCE, ET LES INCIDENTS HAINEUX

/1.1 GUIDES ET DÉPLIANTS : INFORMER LES DIFFÉRENTS MILIEUX

En 2016, le CPRMV a développé plusieurs guides pratiques ainsi qu'une série de dépliants en vue d'informer et d'accompagner les acteurs de première ligne quant à la radicalisation menant à la violence et aux incidents haineux : ces publications ont comme ambition de permettre à ces acteurs d'agir comme agents de prévention dans ce domaine.



Guide d'information à l'intention des intervenants :
Mieux comprendre le phénomène de la radicalisation menant à la violence



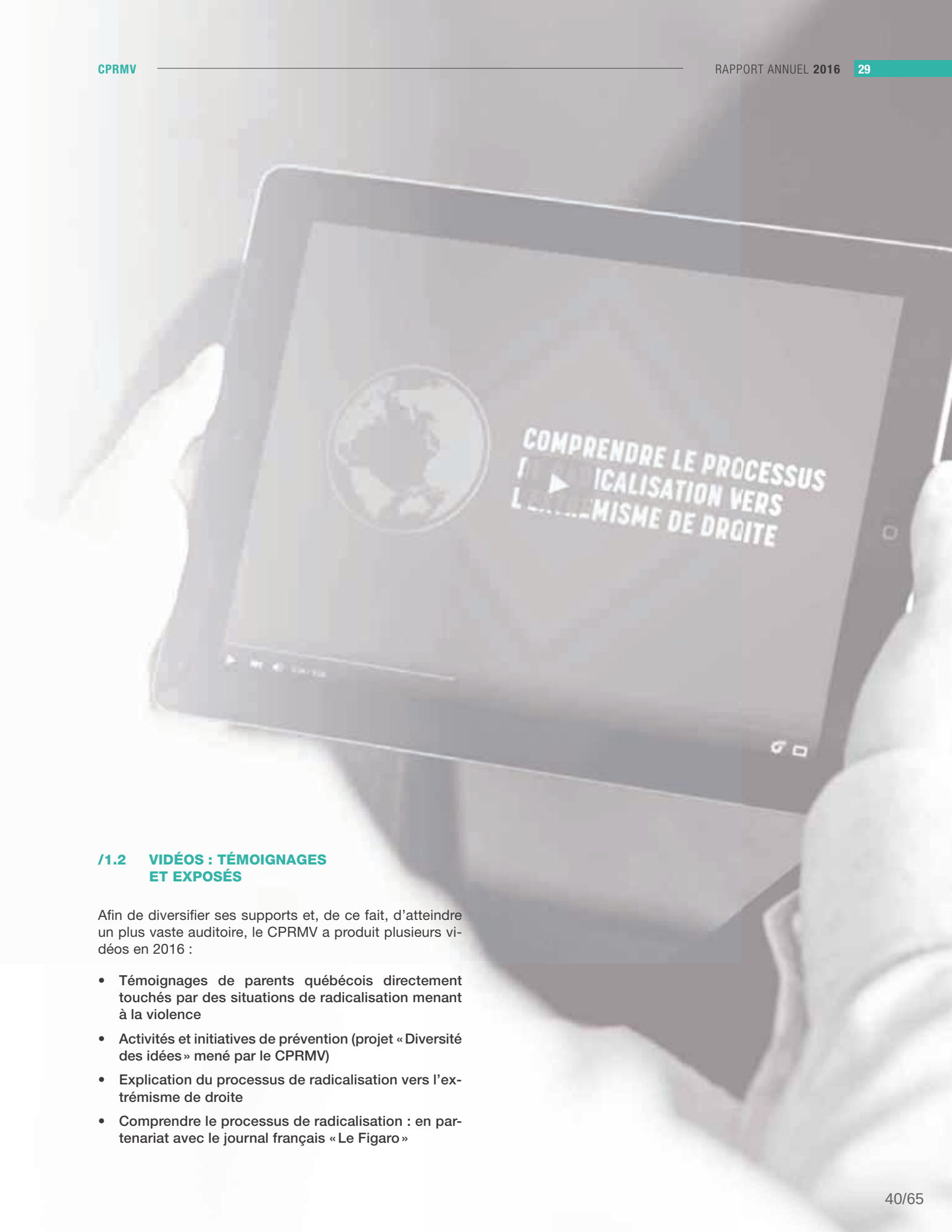
Guide d'information à l'intention du personnel scolaire :
La radicalisation menant à la violence en milieu scolaire : mieux comprendre, pour mieux réagir



La radicalisation menant à la violence en milieu de travail



Contribuons à un milieu de vie sans violence : signalons les crimes et les incidents haineux



/1.2 VIDÉOS : TÉMOIGNAGES ET EXPOSÉS

Afin de diversifier ses supports et, de ce fait, d'atteindre un plus vaste auditoire, le CPRMV a produit plusieurs vidéos en 2016 :

- Témoignages de parents québécois directement touchés par des situations de radicalisation menant à la violence
- Activités et initiatives de prévention (projet « Diversité des idées » mené par le CPRMV)
- Explication du processus de radicalisation vers l'extrémisme de droite
- Comprendre le processus de radicalisation : en partenariat avec le journal français « Le Figaro »

/2 MOBILISER L'ART À DES FINS THÉRAPEUTIQUES ET PRÉVENTIVES

En 2016, le CPRMV s'est adressé directement aux jeunes en utilisant l'art comme véhicule et support de prévention. En encourageant une participation active au processus de compréhension de l'autre, les différents projets mis en place ont permis d'offrir une nouvelle plateforme d'expression. De témoins passifs, les jeunes sont devenus des acteurs à part entière de la reconfiguration sociale et identitaire de leur milieu, conduisant ainsi à un dialogue inclusif.

/2.1 PROJET ARTISTIQUE « LA DIVERSITÉ DES IDÉES » : IDENTITÉS MULTIPLES ET RACINES COMMUNES

Lorsque l'identité d'une personne devient fragile au point que celle-ci se forge une carapace pour s'isoler contre le monde extérieur, sa vulnérabilité en fait une cible de choix pour la radicalisation. C'est pour concilier les cultures, les communautés et les individualités que le CPRMV a réuni un groupe de jeunes autour d'un projet intitulé « La diversité des idées ». Cette création artistique, inspirée et portée par des jeunes engagés et accompagnés par le CPRMV, part de la figuration d'un arbre : le tronc représente les racines communes de la société québécoise, alors que les branches symbolisent les citoyennes et citoyens québécois dans la diversité de leur essence. Il faut y voir l'idée que chaque personne, dans sa différence, contribue à l'enrichissement de notre vivre-ensemble. Le feuillage de l'arbre exprime de manière artistique la vision des jeunes quant à leur appartenance à la société québécoise.

La conclusion de cet exercice est la suivante : toutes les branches de cet arbre ne sont pas identiques ; pourtant, elles font partie d'un seul et même tout.

/2.2 BANDE DESSINÉE « RADICALISHOW » : LA RADICALISATION VUE AUTREMENT

La bande dessinée « Radicalishow » est un autre projet développé par le CPRMV au cours de 2016. Elle correspond à la volonté exprimée par des jeunes pris en charge par le CPRMV de participer eux aussi activement au développement de nos outils de sensibilisation et de prévention.



La diversité des idées



Radicalishow

Avec la collaboration et le talent du bédéiste El Diablo[1], ces jeunes ont choisi de parler de leur histoire (celle qui les a conduits à basculer progressivement dans la radicalisation) en utilisant un support peu commun, celui de la bande dessinée. C'est donc sur le ton de l'humour que leur vécu est illustré, avec un côté frais et éclaté qui évite le piège de la moralisation.

Instrument thérapeutique, certes, mais outil de prévention privilégié puisque le message, exprimé par des jeunes qui ont connu les dangers de la radicalisation, est présenté à d'autres jeunes qui pourraient eux aussi se révéler vulnérables et aux prises avec les mêmes dilemmes.

/3 RECHERCHE : UNE ÉQUIPE AU CŒUR DE LA CONNAISSANCE

De nombreux constats scientifiques corroborent déjà le succès d'une approche préventive, plutôt que coercitive, en matière de radicalisation menant à la violence. Puisque le CPRMV, dès le départ, a fait de la prévention son principe fondateur, l'équipe de recherche du CPRMV participe à l'approfondissement des connaissances actuelles sur le propos afin, d'une part, d'alimenter les données internationales et, d'autre part, d'entretenir et de cultiver assidûment l'expertise de l'ensemble de ses membres et des intervenants de terrain.

Par la conjonction des savoirs internationaux et des produits de ses recherches, le CPRMV entend arrimer son modèle et ses modes d'action à des conclusions scientifiques de pointe ancrées dans des constats empiriques.

En 2016, tout en maintenant le cap sur ces objectifs fondamentaux, l'équipe de recherche a également assumé d'autres fonctions, telles que celles qui suivent :

- Assurer le positionnement du CPRMV localement comme acteur de recherche et d'expertise sur les enjeux liés à la radicalisation menant à la violence et à sa prévention.
- Diversifier les projets de recherche mis en œuvre par le CPRMV afin d'embrasser l'ensemble des thématiques liées à la radicalisation menant à la violence et à sa prévention.
- Favoriser les retombées pratiques et le transfert des connaissances issues des projets de recherche réalisés par le CPRMV.

/3.1 RAPPORTS D'ANALYSE ET DE RECHERCHE

Issus d'enquêtes empiriques, les rapports d'analyse et de recherche produits par le CPRMV ont pour but de faire la lumière sur une problématique particulière ou un enjeu singulier lié aux phénomènes de la radicalisation menant à la violence au Québec.

Au cours de l'année 2016, l'équipe de recherche a produit deux rapports de ce type.

ENJEUX ET PERSPECTIVES DE LA RADICALISATION MENANT À LA VIOLENCE EN MILIEU SCOLAIRE AU QUÉBEC

Ce rapport d'analyse est le fruit d'une longue enquête de terrain autour des enjeux et des perspectives de la radicalisation menant à la violence en milieu scolaire au Québec. À la suite du départ (ou des tentatives de départ) de plusieurs dizaines de jeunes Québécois pour la Syrie à partir de 2013 – notamment plusieurs étudiants de différents établissements secondaires et collégiaux (incluant le Collège de Maisonneuve) –, le CPRMV s'est vu confier le mandat de réaliser une étude sur ce phénomène. Les principaux objectifs de la recherche étaient de documenter la situation, d'en tirer une analyse et de fournir des recommandations.

L'ENGAGEMENT DES FEMMES DANS LA RADICALISATION VIOLENTE

Produit dans le cadre du Plan d'action gouvernemental 2015-2018 – La radicalisation au Québec : agir, prévenir, détecter et vivre ensemble, ce rapport d'analyse a été coréalisé en partenariat avec le Secrétariat à la condition féminine (SCF) et le Conseil du statut de la femme (CSF), avec pour objectif d'identifier les facteurs de différenciation de la radicalisation chez les femmes et les hommes dans le contexte québécois.

À partir d'une recherche de terrain portant sur le cas d'une dizaine de jeunes Québécoises ayant quitté (ou tenté de quitter) le Québec pour rejoindre la Syrie, le rapport permet de mieux comprendre les trajectoires d'engagement des femmes québécoises dans la radicalité violente (telle qu'elle est projetée par les groupes islamistes qui combattent en Syrie et en Irak).

[1] L'un des créateurs de la série Lascars.



L'engagement des femmes dans la radicalisation violente

/3.2 RECUEILS DE LA RECHERCHE

L'équipe de recherche contribue à la mobilisation et à la diffusion des connaissances scientifiques par un travail de synthèse et une veille scientifique, dont les résultats sont exposés dans le Recueil de la recherche : cette publication mensuelle propose un état des lieux de la recherche scientifique à l'international, au Canada et au Québec sur les enjeux de la radicalisation menant à la violence. On y retrouve également des références et des liens électroniques vers les publications scientifiques récentes les plus pertinentes dans le domaine.

/3.3 ÉCRITS COLLABORATIFS

Au cours de l'année 2016, l'équipe de recherche a signé plusieurs textes dans diverses publications collectives, afin de faire connaître la mission et les activités du CPRMV :

- **Actes :** actes du Colloque international sur la prévention de la radicalisation, tenu à Paris en avril 2016, et organisé par le Comité interministériel de prévention de la délinquance (CIPD)
- **Article :** « Québec's Approach towards Violent Radicalization », The Blue Dot; revue de juillet 2016, no 4, publiée par l'UNESCO et le MEGIEP (Mahatma Gandhi Institute of Education for Peace and Sustainable Development)
- **Chapitre :** « Beyond policing violent radicalization: Québec's prevention model », 5e Rapport international. Prévention de la criminalité et sécurité quotidienne : les villes et le Nouvel Agenda Urbain; rapport produit par le Centre international pour la prévention de la criminalité (CIPC)
- **Chapitre :** « Radicalités violentes : la prévention plutôt que la répression », L'état du Québec 2017 ; publication de l'Institut du Nouveau Monde (INM)

/3.4 CONFÉRENCES ET ACTIVITÉS PUBLIQUES

L'équipe de recherche du CPRMV a participé, en 2016, à diverses conférences et activités publiques de mobilisation et de transfert des connaissances.

- Notons ainsi la participation à sept conférences et panels scientifiques sur les enjeux de radicalisation au Québec et à l'international.
- Nos chercheurs participent mensuellement à une table de concertation rassemblant plusieurs acteurs communautaires, issus des domaines de la santé et de l'éducation. Ils sont également membres de plusieurs réseaux de recherche tels que le TSAS ou IPEV.

/4 PRÉVENTION ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES : UNE PRÉSENCE ACTIVE DANS LES MILIEUX

L'équipe de prévention et de développement des compétences (PDC) du CPRMV se déplace partout dans la province afin de proposer des présentations, des ateliers de sensibilisation et des formations pratiques ciblées pour répondre aux besoins distinctifs des milieux éducatifs, communautaires, policiers, de la santé et des services sociaux, etc.

Au cours de l'année 2016, l'équipe PDC a réaffirmé ses objectifs :

- Développer une offre de formation qui correspond à la diversité et aux spécificités des milieux qui sollicitent l'expertise et les connaissances du CPRMV.
- Répondre au volume croissant des demandes de formation et en assurer la qualité, tout en poursuivant le développement d'outils et de contenus de formation pertinents.
- Encourager la visibilité du CPRMV à l'échelle de la province et renforcer la proximité auprès des partenaires et des milieux communautaires.

/4.1 PRÉSENTATIONS ET FORMATIONS

PRÉSENTATIONS GÉNÉRALES

L'équipe de prévention et de développement des compétences a tenu à tavers le Québec des présentations générales visant à faire connaître le mandat du CPRMV, sa structure et sa philosophie de prévention, et à participer à l'éducation collective sur la radicalisation menant à la violence. Ces présentations ont eu lieu lors de différents événements, par exemple :

- **Colloque du Collège de Rosemont** – «Cégépiens, radicalisations et vivre ensemble»
- **Congrès annuel 2016 de l'Association des centres d'urgence du Québec (ACUQ)** – «Terrorisme et sécurité nationale : il faut préparer l'avenir»
- **Forum de l'Association canadienne des chefs de police** – « Contre-terrorisme et sécurité nationale »
- **Conférence devant les membres du réseau Safer Cities Canada**
- **Lancement de la stratégie 2016-2020 de la ville de Laval** – «Les Stratégies lavalloises pour la prévention de la radicalisation menant à la violence»

FORMATIONS SPÉCIALISÉES

Les formations offertes par l'équipe PDC sur l'ensemble du territoire québécois sont adaptées aux besoins des groupes concernés :

- Intervenants et intervenantes de première ligne
- Milieux scolaires
- Milieux carcéraux
- Forces de l'ordre et professionnels de la sécurité
- Organisations publiques et privées

Ces formations ont été construites en tenant compte des contextes organisationnels et des outils déjà existants au sein des milieux concernés : le CPRMV peut ainsi axer ses efforts sur la transmission de connaissances et d'aptitudes complémentaires. De surcroît, les apprenants doivent se reconnaître dans les contenus présentés pour être en mesure de les appliquer ex professo et de s'épanouir comme acteurs d'importance en matière de prévention de la radicalisation menant à la violence.

À ces cinq formations, offertes en tout temps, s'ajoutent des formations sur mesure structurées selon les exigences pointues de certains organismes et institutions.



DES FORMATIONS ADAPTÉES À CHAQUE MILIEU

Les formations du CPRMV sont adaptées à chaque milieu. Elles évoluent avec le temps afin de rester à l'avant-garde, tant sur le plan andragogique que sur celui des avancées dans le domaine de la prévention de la radicalisation menant à la violence.



1 288

Au total, près de 1 288 personnes ont été formées par le CPRMV

443

Milieu scolaire

49

Secteur privé

392

Services policiers et milieu correctionnel

404

Milieu communautaire et de l'intervention

/4.2 ACTIVITÉS DE SENSIBILISATION ET DE PRÉVENTION

Le CPRMV a également mis sur pied une série d'activités visant à renforcer la résilience et les facteurs de protection associés aux situations de radicalisation menant à la violence.

FORUM SOCIAL MONDIAL (FSM) 2016 : UN AUTRE MONDE EST NÉCESSAIRE, ENSEMBLE IL DEVIENT POSSIBLE!

Le Forum social mondial (FSM) est un espace de débat « non confessionnel, non gouvernemental et non partisan », qui a été créé en 2001 au Brésil. Ouvert à la pluralité et désireux de renforcer la capacité de résistance sociale à l'égard de la violence, ce forum rejoignait naturellement les aspirations du CPRMV.

Ainsi, le CPRMV a pris part activement à l'événement tenu à Montréal du 9 au 14 août 2016. Impliqué à titre de membre du Comité espace jeunesse (CEJ), le CPRMV a animé un kiosque où les jeunes (et moins jeunes) pouvaient venir s'exprimer sur le thème : « Pourquoi la diversité des idées est-elle importante ? ».

Par la même occasion, le CPRMV a organisé une projection du documentaire « A Jihadi in the Family », qu'il a fait suivre d'une discussion avec différents intervenants et intervenantes – parmi ces derniers, la réalisatrice du film, Eileen Thalenburg.

ATELIER JEUNESSE « IDENTITÉS ET ENGAGEMENT »

L'atelier de prévention « Identités et engagement », créé en 2016 en collaboration avec le Forum jeunesse de l'île de Montréal (FJIM), a pour intention de favoriser une plus grande compréhension du concept d'identité et de sa diversité, d'encourager l'engagement prosocial des jeunes et de valoriser la multiplicité des identités, des valeurs et des visions du monde.

> L'atelier « **Identités et engagement** » permet d'aborder sous un autre angle l'implication citoyenne comme moyen de favoriser un meilleur vivre-ensemble et la réalisation identitaire de chacun.

Les concertations menées par le CPRMV auprès de différentes instances jeunesse au Québec lui ont permis d'entendre la voix des jeunes : ces derniers ont partagé leur compréhension du vivre-ensemble, des identités et, en toile de fond, des enjeux reliés à la radicalisation menant à la violence ; du même souffle, ils ont évoqué le manque d'espaces de discussion structurés pour s'exprimer.

LES MYTHES DÉBOULONNÉS

Les activités de sensibilisation permettent au grand public de développer une meilleure compréhension des problématiques associées aux phénomènes de radicalisation menant à la violence. C'est aussi l'occasion de déboulonner de nombreux mythes et de déconstruire les stéréotypes et les préjugés.



FORMATION PORTE OUVERTE

En 2016, le CPRMV a offert deux formations portes ouvertes d'une demi-journée, destinées aux intervenants et intervenantes de première ligne[2] désireux d'en savoir davantage sur la prévention de la radicalisation.

[2] Travailleuses et travailleurs des services sociaux et communautaires, intervenants et intervenantes, animateurs et animatrices en maison de jeunes, psychologues, enseignants et enseignantes, etc.

/5 INNOVATION ET PERFECTIONNEMENT : INTERVENIR POUR MIEUX SERVIR

Depuis la création du CPRMV, l'équipe d'intervention psychosociale s'est efforcée d'intégrer à son processus de travail les meilleures pratiques qui soient afin de fournir à la population du Québec un service efficace et respectueux.

Tout au long de 2016, l'équipe d'intervention a bâti son modèle de travail pour l'ajuster aux défis de toutes sortes qu'elle a rencontrés. Il s'agit entre autre :

- D'élaborer des procédures et des outils adéquats afin d'assurer une prise en charge fluide et effective des demandes d'assistance formulées sur la plateforme INFO-RADICAL.
- D'établir la philosophie ainsi que le mode de prise en charge et d'accompagnement capables d'encadrer une variété de demandes d'assistance.
- De constituer un annuaire des partenaires (éducatifs, communautaires, du réseau de la santé et des services sociaux) ayant manifesté leur volonté de répondre, chacun avec son savoir faire, aux besoins des individus pris en charge par le CPRMV (que ces besoins soient d'ordre psychologique, social, professionnel, éducatif, politique, spirituel ou religieux).
- De bonifier les pratiques d'intervention et de mettre en place un ensemble de stratégies alternatives de prise en charge, d'accompagnement et d'intervention afin de pallier les limites des stratégies conventionnelles.

/5.1 STRATÉGIES D'INTERVENTION : PARTICIPATION DU MILIEU

Les stratégies d'intervention du CPRMV sont bâties sur mesure, en fonction de la personne en difficulté et de son entourage.

Il importe en premier lieu d'identifier les facteurs qui ont concouru à ce que cette personne se sente valorisée et motivée par des idéologies violentes. Il devient alors possible de définir des moyens prosociaux qui combleront positivement ses besoins d'acceptation, de reconnaissance et de sécurisation, tout en encourageant les comportements qui incitent à l'acquisition de connaissances et à l'assouplissement des schèmes de pensée.

Tout au long de la démarche, le CPRMV accorde une priorité absolue à la participation de l'individu à la recherche des réponses et des solutions, ce qui augmente les chances de concevoir un plan de réinsertion qui soit durable et efficace. Le milieu et les réseaux sociaux doivent aussi être impliqués si cela est jugé pertinent, bénéfique et, surtout, non nuisible.

/5.2 VOLETS D'INTERVENTION : RADICALISATION MENANT À LA VIOLENCE ET INCIDENTS HAINEUX

Les services de l'équipe d'intervention du CPRMV se déclinent en deux volets complémentaires, intégrant l'écoute, le soutien et les conseils aux personnes touchées directement ou indirectement par la radicalisation menant à la violence ou par un incident haineux.

PREMIER VOLET D'INTERVENTION : RADICALISATION

L'équipe d'intervention répond aux demandes d'assistance ou de conseil sur des situations potentielles de radicalisation menant à la violence. Ces demandes lui parviennent par le biais de la plateforme INFO-RADICAL (ligne d'assistance téléphonique 24/7 ou formulaire sur www.info-radical.org).

L'approche privilégiée par le CPRMV vise à assurer un lien de confiance avec les appelants.

SITUATION DE DANGER

Ce n'est que lorsqu'une situation présente un danger immédiat pour le public ou pour la personne vivant une situation de radicalisation menant à la violence que nous conseillons à l'appelant d'entrer directement en contact avec les autorités policières. À défaut de quoi, les intervenants du CPRMV sont néanmoins tenus, comme tout citoyen, de rapporter aux autorités compétentes ce type de situation.



DEUXIÈME VOLET D'INTERVENTION : INCIDENTS HAINEUX

De la même façon, les citoyens et citoyennes peuvent communiquer avec le CPRMV (par le biais de la plateforme INFO RADICAL) afin de signaler tout incident haineux dont ils auraient été victimes ou témoins (un type de méfait pour lequel aucune statistique n'est tenue par les autorités policières).

Les gens peuvent s'adresser au CPRMV :

- s'ils ne souhaitent pas communiquer directement avec les autorités policières ;
- si ces dernières ont jugé que l'acte rapporté n'est pas un crime.

Dans un cas comme dans l'autre, le signalement peut se faire dans l'anonymat et en toute confidentialité.

PLATEFORME INFO-RADICAL

Le service d'assistance de la plateforme INFO-RADICAL permet d'établir un premier contact avec le CPRMV, de discuter de ses préoccupations ou de déposer une demande d'aide formelle, et ce, de façon complètement anonyme et confidentielle. Au besoin, et avec l'approbation de l'appelant, l'équipe d'intervention sera sollicitée et pourra rencontrer rapidement la personne à l'origine de la demande d'assistance.

/5.3 STANDARDISATION DU PROTOCOLE DE PRISE EN CHARGE ET D'ACCOMPAGNEMENT

Au cours de cette année d'appropriation de la mission du CPRMV, l'équipe d'intervention a notamment travaillé à la standardisation du protocole de prise en charge et d'accompagnement en matière de radicalisation menant à la violence, et ce, afin d'assurer la fluidité du traitement des demandes d'assistance.

Cette standardisation s'est notamment effectuée autour des éléments suivants :

- Définition des étapes du processus d'évaluation et de suivi des demandes d'assistance.
- Élaboration d'une grille d'évaluation des situations de radicalisation menant à la violence (GESRMV).
- Composition de panels d'évaluation multidisciplinaires.

DÉFINITION DES ÉTAPES DU PROCESSUS D'ÉVALUATION ET DE SUIVI DES DEMANDES D'ASSISTANCE

Le protocole de prise en charge et d'accompagnement définit explicitement les différentes étapes qui composent le processus de traitement d'une demande d'assistance adressée au CPRMV – depuis la communication par le biais de la plateforme INFO-RADICAL jusqu'à la clôture potentielle d'un dossier.

APPROCHE D'INTERVENTION AU CPRMV

Évaluation	Analyse de la demande de l'appelant. Identification des facteurs de protection et de vulnérabilité dans la situation rapporté. Évaluation d'une possible situation de radicalisation. Élaboration, le cas échéant, d'un plan d'intervention.
Mise en place du filet d'accompagnement	Sollicitation des partenaires (enseignants, intervenants, etc.) et partage des outils. Appel aux personnes-ressources dans l'entourage (famille, amis, etc.) et soutien personnalisé.
Intervention auprès de la personne	Recherche d'une « porte d'entrée » pour rencontrer la personne en situation de radicalisation menant à la violence. Écoute bienveillante et espace d'expression des émotions et des idées dans un cadre confidentiel (création d'un lien de confiance). Mise en place d'activités avec la personne afin de cerner des projets psychosociaux ou prosociaux concrets permettant la réinsertion sociale. Activation de nouveaux réseaux personnels et orientation vers des organismes ou des services appropriés.

ÉLABORATION D'UNE GRILLE D'ÉVALUATION DES SITUATIONS DE RADICALISATION MENANT À LA VIOLENCE (GESRMV)

En 2016, le CPRMV a conçu une grille structurée d'analyse et d'interprétation afin de permettre la constance et l'exactitude des évaluations du potentiel de radicalisation des situations qui lui sont rapportées ; la part d'intuition et l'arbitraire s'en trouvent diminués, ce qui fait de cet outil – qui n'est ni actuariel ni prédictif – une innovation importante en matière de prévention.

Conception de la grille

La grille d'évaluation des situations de radicalisation menant à la violence (GESRMV) a été conçue sur la base des dernières productions scientifiques dans le domaine et grâce aux acquis accumulés par l'équipe d'intervention du CPRMV. En s'appuyant sur les cas pris en charge depuis les débuts du CPRMV, nos intervenants ont relevé les indicateurs significatifs qui avaient guidé leur jugement, puis les ont recoupés avec la littérature scientifique afférente : les éléments concordants constituent les unités fonctionnelles de la grille d'évaluation.

Reprenant les grands principes des outils de jugement professionnel structuré (SPJ, en anglais), la GESRMV permet d'évaluer les risques qu'un individu se retrouve dans une situation de radicalisation : pour cela, elle tient compte d'une multiplicité de facteurs personnels (par exemple, l'histoire de l'individu, son environnement, son réseau relationnel, etc.).

Formation

Pendant la conception de la grille, les employés du CPRMV ont reçu les formations nécessaires pour appliquer congrûment les grilles d'évaluation de risque – notamment le START, le HCR-20 et le VERA[3]. Ces formations ont servi de source d'inspiration au CPRMV dans la mesure où notre organisation souhaitait établir une grille adaptée à son contexte particulier : en effet, les interventions du CPRMV visent avant tout la prévention en amont de la violence liée à une idéologie, sans présence nécessaire de composante de santé mentale, d'antécédents criminels ou d'une judiciarisation passée comme c'est traditionnellement le cas pour les risques de violence hétérodirigée ou liée aux manifestations diverses de criminalité.

[3] Voir à ce propos la section 5.3. de ce rapport (Renforcement des compétences organisationnelles du CPRMV).



Autres bénéfices

Outre sa dimension évaluative, la GESRMV permet de faire ressortir les facteurs de protection et de vulnérabilité de la personne, lesquels peuvent ensuite faire partie des stratégies d'intervention entreprises par les professionnels du CPRMV. Elle permet également de mesurer l'impact de nos actions lors de prises en charge continues.

DEPUIS 2016,

la GESRMV est appliquée à tous les cas soumis au CPRMV.

UN REGARD À 360°

Le comité d'évaluation des demandes d'assistance : un projet pilote pour permettre un regard à 360°

La GESRMV est certes un formidable outil d'évaluation, mais elle trouve tout naturellement son plein aboutissement dans l'appréciation humaine en temps réel. C'est là l'objet du projet pilote instauré en 2016 : le comité d'évaluation des demandes d'assistance.

Ce comité, constitué de membres des différentes équipes du CPRMV, a ainsi été formé en vue de favoriser les regards croisés sur les demandes d'assistance reçues au CPRMV. C'est en fonction de sa spécialité et de ses compétences que chacun contribue à l'évaluation de la situation et participe à faire émerger des moyens d'intervention tenant compte de tous les éléments pertinents – soulevés, notamment, lors de l'utilisation de la GESRMV. En complémentant cette dernière, le comité d'évaluation des demandes d'assistance tisse un filet de protection plus solide, couvrant l'ensemble des besoins décelés et s'étendant, de façon proactive.

/5.4 PLATEFORME INFO-RADICAL : PORTRAIT DES DEMANDES

TYPES DE DEMANDES



228 (30,65 %)
Radicalisation / Incidents haineux

91 (12,23 %)
Formation et développement des compétences

193 (25,94 %)
Entrevues accordées et demandes médias

152 (20,43 %)
Échange d'expertise

80 (10,75 %)
Partenariat et collaboration

TYPES DE DEMANDES ET D'ASSISTANCE / SIGNALEMENTS

Radicalisation politico-religieuse	**119**
Radicalisation – extrême droite	**11**
Radicalisation – extrême gauche	**3**
Radicalisation – cause unique	**9**
Radicalisation – idéologie indéterminée	**26**
Propos/Incident haineux (islamophobie, antisémitisme, homophobie, racisme, etc)	**41**
Cas non reliés	**19**

TOTAL 228

APPELANTS SELON LE GENRE

	Nombre	%
Masculin	104	45 %
Féminin	118	52 %
n.d.	6	3 %
TOTAL	**228**	**100 %**

PERSONNES CONCERNÉES PAR LA DEMANDE D'ASSISTANCE / LE SIGNALEMENT SELON LE GENRE

	Nombre	%
Masculin	172	75 %
Féminin	42	18 %
Groupe de personnes	6	3 %
n.d.	8	4 %
TOTAL	**228**	**100 %**

PERSONNES CONCERNÉES PAR LA DEMANDE D'ASSISTANCE / LE SIGNALEMENT SELON LE GROUPE D'ÂGE

	Nombre	%
Adulte	142	62 %
Jeune adulte (18 à 30 ans)	48	21 %
Mineur	28	12 %
n.d.	10	4 %
TOTAL	**228**	**100 %**

MEILLEURE COMPRÉHENSION DU MANDAT

Au cours de 2016, nous avons constaté une amélioration sensible de la compréhension du mandat du CPRMV de la part du grand public : en effet, les demandes reçues par l'intermédiaire de la plateforme INFO-RADICAL se sont avérées de plus en plus concordantes avec le mandat direct du CPRMV. On ne peut que saluer ici le véritable travail de pédagogie mené par les équipes du CPRMV pour mieux faire connaître notre organisme et pour en expliquer davantage la mission et le rôle.



29 %

En 2015, 29 % des demandes sur INFO-RADICAL reliées à une mauvaise compréhension de la radicalisation ou du mandat du CPRMV

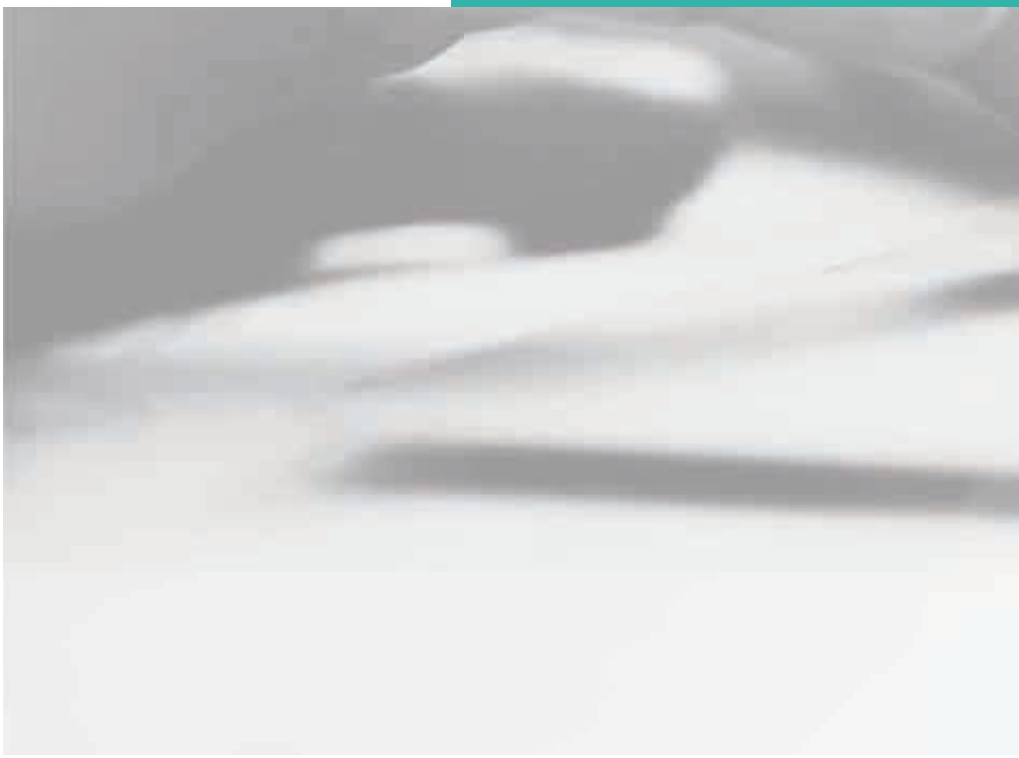
24 %

En 2016, 24 % des demandes sur INFO-RADICAL reliées à une mauvaise compréhension de la radicalisation ou du mandat du CPRMV

> En 2016, 53 demandes sur 221 (24 %) étaient reliées à une mauvaise compréhension de la radicalisation ou du mandat du CPRMV, alors qu'en 2015, on comptait 53 demandes sur 185 (29 %).

DIVERSITÉ DES DEMANDES

Par ailleurs, les demandes d'assistance reçues illustrent une compréhension de plus en plus fine des phénomènes de radicalisation menant à la violence puisqu'en 2016, l'équipe du CPRMV a été interpellée concernant toutes les formes de radicalités violentes (extrémisme politico religieux, de droite, de gauche, à cause unique, etc.). Ce constat est encourageant puisqu'il indique que le message du CPRMV trouve aujourd'hui écho auprès des citoyens et des citoyennes du Québec.



/6 COMMUNICATION ET PARTENARIATS : LE CPRMV COMME MODÈLE

La communication du mandat et des activités du Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence constitue un élément clé dans le développement et la visibilité de notre organisme. À ce volet s'ajoute celui des partenariats, qui permet au CPRMV d'aspirer à établir des relations à la fois au Québec, au Canada et à l'international. En matière de communication et de partenariats, plusieurs défis auront marqué l'année 2016 :

- Positionner le CPRMV comme un acteur important en matière de prévention de la radicalisation menant à la violence, tant au Québec qu'à l'international.
- Développer une stratégie de communication portée par les médias traditionnels (télévision, radio et presse écrite), tout en assurant une visibilité accrue sur les réseaux sociaux (Facebook et Twitter).
- Impliquer le CPRMV dans des forums, des réseaux et des plateformes d'échanges spécialisés sur le phénomène de la prévention de la radicalisation menant à la violence afin de renforcer son savoir-faire et de promouvoir son expertise dans le domaine.
- Développer des partenariats d'échanges avec des organismes et des institutions congruant au développement et à la croissance du CPRMV au Québec, au Canada et à l'international.

/6.1 ATTENTION MÉDIATIQUE

En 2016, le CPRMV a fait l'objet d'une attention médiatique soutenue, ayant été cité pas moins de 190 fois au Québec et ailleurs.

Si une telle exposition médiatique a eu des retombées positives sur la crédibilité du CPRMV, elle a surtout accordé une vitrine exceptionnelle à nos actions et à nos services.



/6.2 BULLETIN MENSUEL : INFORMER NOS PARTENAIRES DE NOS RÉALISATIONS ET DE NOS ACTIVITÉS

Afin d'informer le grand public et les partenaires du CPRMV des activités en cours ou passées, des projets menés, des réalisations et des dernières publications, l'équipe de communication du CPRMV publie maintenant un bulletin mensuel.

/6.3 COLLABORATION ET ÉCHANGES INSTITUTIONNELS AU CANADA

Depuis sa création, le CPRMV a développé des partenariats avec divers acteurs sociaux des milieux scolaires, communautaires, policiers et de la santé, ainsi qu'avec les services jeunesse. Les protocoles établis visaient à clarifier non seulement les domaines de collaboration, mais également certaines modalités de fonctionnement.

L'année 2016 a vu le CPRMV continuer sur cette lancée et accroître son cercle relationnel et partenarial. À l'échelle nationale des ententes de collaboration et d'échanges institutionnels, on retrouve :

- **Roméo Dallaire Child Soldiers Initiative** (Canada)

  Développement et production d'outils de prévention de la radicalisation menant à la violence destinés aux acteurs policiers du Canada

- **Forum jeunesse de l'île de Montréal** (Québec)

  Création et codiffusion d'un atelier de prévention à destination des jeunes, sur le thème « Identités et engagement »

- **Réseau des carrefours jeunesse-emploi** (Québec)

  Collaboration dans le domaine de la formation et de la réinsertion sociale

- **Racines** (Québec)

  Collaboration dans le domaine de la formation des intervenants et aide aux familles





07

ÉTATS FINANCIERS 2016

RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

(AUDITÉ)	2016
PRODUITS	
Subvention du ministère de la Sécurité publique	1 215 307 $
Subvention Ville de Montréal	700 000 $
Service de police de la Ville de Montréal – Contribution ressources humaines	- $
Subvention d'Emploi Québec	1 881 $
Revenu de formation	3 681 $
Autres revenus	2 829 $
	1 923 698 $

(AUDITÉ)	2016
CHARGES	
Salaires et avantages sociaux	902 835 $
Honoraires cliniciens	52 234 $
Loyer	101 660 $
Télécommunications	16 752 $
Assurances	6 025 $
Fournitures de bureau	11 224 $
Frais de déplacement	8 851 $
Frais de représentation	4 295 $
Honoraires professionnels	46 752 $
Formation	13 000 $
Location d'équipement	686 $
Publicité et promotion	45 137 $
Frais de voyage	53 481 $
Entretien et réparations des équipements informatiques	585 $
Entretien et réparation des locaux	8 325 $
Fournitures informatiques	4 540 $
Taxes et permis	- $
Site internet	2 829 $
Amortissement des immobilisations corporelles	19 457 $
Intérêts et frais bancaires	2 438 $
	1 301 106 $
Excédent des produits sur les charges	**622 592 $**

BILAN
AU 31 DÉCEMBRE 2016

(AUDITÉ)	2016
ACTIF	
Actif à court terme	
Encaisse	855 491 $
Subventions à recevoir (Note 3)	201 881 $
Comptes clients et autres créances	2 048 $
Taxes à la consommation à recevoir	17 282 $
Frais payés d'avance	6 890 $
	1 083 592 $
Immobilisations corporelles (Note 4)	68 793 $
	1 152 385 $

(AUDITÉ)	2016
PASSIF	
Passif à court terme	
Fournisseurs et charges à payer	232 510 $
Salaires et vacances à payer	97 283 $
Apports reportés (Note 5)	200 000 $
	529 793 $

(AUDITÉ)	2016
ACTIF NET	
Investis en immobilisations	68 793 $
Non affectés	75 799 $
Affectés	478 000 $
	622 592 $
	1 152 385 $

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2016

NOTE 3 (AUDITÉ)

SUBVENTIONS À RECEVOIR

Ville de Montréal	100 000 $
Ministère de la Sécurité publique	100 000 $
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	1 881 $
	201 881 $

NOTE 4 (AUDITÉ)

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette
Mobilier et agencement	11 384 $	1 839 $	9 545 $
Équipement informatique	36 951 $	7 128 $	29 823 $
Améliorations locatives	45 690 $	16 265 $	29 425 $
	94 025 $	**25 232 $**	**68 793 $**

NOTE 5 (AUDITÉ)

APPORTS REPORTÉS

Les apports reportés représentent des ressources non dépensées qui, en vertu d'affectations d'origine externe, sont destinées à couvrir les charges de fonctionnement de l'exercice subséquent.

Ministère de la Sécurité publique et Ville de Montréal	
Solde au début	315 307 $
Encaissement de l'exercice	1 600 000 $
Somme à recevoir	200 000 $
Constaté à titre de produits	(1 915 307 $)
Total des apports reportés	**200 000 $**

CENTRE DE **PRÉVENTION**
DE LA RADICALISATION
MENANT À LA VIOLENCE

LIGNE D'ASSISTANCE 24/7
c'est confidentiel !

Région de Montréal : **514 687-7141**
Ailleurs au Québec : **1 877 687-7141**

info-radical.org

Prévention d'abord !

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

GDD 117 3220 005

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET : **CENTRE DE PRÉVENTION DE LA RADICALISATION MENANT À LA VIOLENCE**, personne morale légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies, ayant son siège au 800, boulevard de Maisonneuve Est, 6e étage, Montréal, H2L 4L8, agissant et représentée aux présentes par M. Herman Deparice-Okomba, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée l'« **ORGANISME** »

ATTENDU QUE la population montréalaise et québécoise est confrontée à un phénomène de radicalisation lié au basculement de plusieurs individus dans l'engagement radical violent;

ATTENDU QUE la Ville et le gouvernement croient qu'un soutien doit être offert aux individus radicalisés ou en voie de se radicaliser, à l'entourage de ces individus et aux différents intervenants de leurs communautés;

ATTENDU QUE la Ville et le gouvernement croient que des mesures de prévention bien conçues et bien appliquées sont nécessaires pour prévenir la criminalité liée à la radicalisation violente;

ATTENDU QUE la Ville et le gouvernement négocient avec l'Organisme une entente visant à préciser les mécanismes de collaborations ainsi que les contributions financières de chacun;

ATTENDU QUE la Ville veut que l'Organisme poursuive ses activités ;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
OBJET

La présente convention établit les conditions et modalités du versement d'une avance de fonds versée par la Ville à l'Organisme.

ARTICLE 2
OBLIGATIONS DE l'ORGANISME

L'Organisme s'engage à ::

2.1 poursuivre ses activités en prévention de la radicalisation menant à la violence;

2.2 poursuivre les échanges avec la Ville et le gouvernement du Québec afin de conclure une entente sur le financement de l'Organisme;

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville s'engage à :

3.1 verser à l'Organisme une avance de fonds de **CINQ CENT MILLE dollars** (**500 000 $**) incluant, le cas échéant, toute taxe sur les produits et services (TPS et TVQ). Cette somme est payable à la signature de la présente convention.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention, débute à la signature de cette dernière par les deux parties et se termine au moment de la signature de la future convention portant sur l'entente de collaboration entre les trois partenaires impliqués.

ARTICLE 5
REPRÉSENTANT DES PARTIES

5.1 La Ville désigne la directrice du Service de la diversité sociale et des sports ou toute autre personne nommée par écrit par cette dernière comme représentante autorisée;

5.2 L'Organisme désigne comme représentant autorisé son directeur général;

5.3 Une partie peut en tout temps désigner par écrit un autre responsable aux fins de l'application de la présente convention.

ARTICLE 6
DÉFAUT

6.1 Il y a défaut :

6.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention; ou

6.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre.

6.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 6.1.1, la directrice du Service de la diversité sociale et des sports avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. La Ville réserve tous les droits et recours pouvant être exercés par elle pour les dommages occasionnés par ce défaut.

6.3 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 6.1.2, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

ARTICLE 7
RÉSILIATION

8.1 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 7 (Défaut), l'Organisme doit remettre à la Ville toute somme non encore employée reçue de celle-ci. L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison d'une telle résiliation.

8.2 Les parties peuvent mettre fin à cette convention en tout temps, sur préavis écrit de trente (30) jours, sans aucun recours l'une contre l'autre pour perte de profits, ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation. La contribution de la Ville est alors ajustée au prorata du nombre de jours écoulés sur la durée de la convention et l'Organisme devra remettre à la Ville sur demande de la directrice du Service de la diversité social et des sports, toute portion de contribution reçue en trop.

ARTICLE 9
DISPOSITIONS FINALES

9.1 Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

9.2 La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

9.3 Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

9.4 Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

9.5 La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier

Le e jour de 2017

CENTRE DE PRÉVENTION DE LA RADICALISATION MENANT À LA VIOLENCE

Par : _____
M. Herman Deparice-Okomba, directeur général

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2017 (Résolution CG17 ……)

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1173220005

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Objet :	Accorder une avance de fonds de 500 000 $ au Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence en provenance du budget du Service de la diversité sociale et des sports, afin de permettre à l'organisme de poursuivre ses activités et de conclure une entente portant sur son financement / Approuver un projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds - GDD 1173220005.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Zamir Jose HENAO PANESSO
Préposé au budget
Tél : 514 872-7801

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-03

Hong-Van TRAN
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-1094
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.04

2017/09/28
17:00

(1)

Dossier # : 1177526032

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à ZAPS Technologies inc. pour la fourniture et l'installation de deux analyseurs pour la mesure en continu des bactéries E. coli dans l'unité de suivi de l'ozonation en continu (USOC) à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour la somme maximale de 237 210,73 $, taxes incluses.

Il est recommandé :

1. d'accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à ZAPS Technologies inc.,pour la fourniture et l'installation de deux analyseurs pour la mesure en continu des bactéries E. coli dans l'unité de suivi de l'ozonation en continu (USOC) à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de 237 210,73 $, taxes incluses, conformément à l'offres de service PR1707-0801 de ce fournisseur en date du 31 juillet 2017;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-08-21 10:40

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1177526032**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à ZAPS Technologies inc. pour la fourniture et l'installation de deux analyseurs pour la mesure en continu des bactéries E. coli dans l'unité de suivi de l'ozonation en continu (USOC) à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour la somme maximale de 237 210,73 $, taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

Le projet de désinfection de l'effluent de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte (Station) comprend la mise en place d'un procédé de désinfection à l'ozone pouvant traiter un débit nominal d'eaux usées de 40 m3/s par la mise en contact d'une dose de conception de 16,5 milligrammes d'ozone par litre d'effluent afin d'atteindre les objectifs environnementaux de rejet du Ministère du Développement durable de l'environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC).

Une analyse exhaustive de plusieurs solutions d'échantillonnage a permis de conclure que la réalisation d'une unité pilote, soit l'unité de suivi de l'ozonation en continu (USOC), serait la solution la plus avantageuse pour permettre un échantillonnage représentatif de l'effluent désinfecté. Ainsi l'USOC fait partie intégrante du projet global de désinfection à l'ozone et constitue un des nombreux éléments rattachés à la réalisation de ce projet et bénéficie du même programme de subvention.

L'USOC, localisée dans la salle du bâtiment existant de la désinfection, comprend entre autres, des pompes d'échantillonnage de l'effluent, un ozoneur avec une alimentation en oxygène liquide, un système d'injection d'ozone, douze colonnes de 12 pouces de diamètre par 16 pieds de hauteur, un destructeur d'ozone ainsi que divers instruments pour mesurer la température, le débit, la pression, le pH, l'oxygène et l'ozone dissous.

Le présent contrat consiste à fournir et installer les analyseurs en continu de la

concentration des bactéries E. coli avant et après l'ozonation de l'effluent dans l'USOC, lesquels serviront à évaluer l'efficacité du procédé de désinfection et d'ajuster le dosage pour atteindre l'objectif de réduction des bactéries avant le rejet de l'effluent ozoné dans le fleuve Saint-Laurent.

Un examen approfondi des équipements disponibles sur le marché actuellement a montré qu'il existe très peu d'analyseurs pouvant mesurer la concentration des bactéries dans une eau usée en moins d'une heure sans intervention humaine. La méthode officielle d'analyse bactériologique nécessite la présence d'un technicien de laboratoire et requiert une durée de 24 heures avant l'obtention d'un résultat. Elle ne peut donc pas être utilisée pour assurer un contrôle efficace et économique du procédé de désinfection dans l'USOC, ni dans la future usine d'ozonation.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE 15 1797 – 25 août 2016 – Accorder un contrat à Filtrum inc. pour la fourniture et l'installation des systèmes mécaniques, civils, électriques et l'instrumentation de l'unité de suivi de l'ozonation en continu à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de 819 110,64 $, taxes incluses.

CE 15 1797 – 7 octobre 2015 - Accorder un contrat à Nordmec Construction inc. pour la fourniture et l'installation de deux (2) conduites extérieures en acier inoxydable pour l'alimentation en eaux traitées de l'unité de suivi de l'ozonation en continu de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de 128 668,06 $, taxes incluses.

CE12 2074 – 19 décembre 2012 - Accorder à Imalog Inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la fabrication, la livraison et la mise en service d'un ozoneur pour l'Unité de suivi de l'ozonation en continu de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 255 914,23 $.

CG11 0434 - 22 décembre 2011 - Accorder un contrat à la firme Cosoltec Inc. pour les travaux d'aménagement mécanique, électrique et civil de la salle de l'unité de suivi de l'ozonation en continu du bâtiment de désinfection à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte au prix approximatif de 666 493,89 $.

CE11 0984 - 29 juin 2011- Autoriser le lancement d'un appel d'offres public pour l'aménagement mécanique, électrique et civil de la salle de l'unité de suivi de l'ozonation en continu du bâtiment de désinfection à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte.

CE10 1528 - 29 septembre 2010 - Accorder à Mécanicaction 2009 inc. un contrat de 216 952,27 $, taxes incluses, pour la fourniture et la livraison de douze colonnes de l'unité de suivi d'ozonation en continu à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte.

CG10 0192 - 20 mai 2010 - Approuver et faire signer par le représentant autorisé de la Ville de
Montréal le projet de protocole d'entente entre le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et la Ville de Montréal pour le versement d'une aide financière de 127,5 M $ dans le cadre du volet Grands Projets du Fonds Chantiers Canada-Québec pour la désinfection de l'effluent de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte.

CG09 0446 - 24 septembre 2009 - Adopter un projet de règlement d'emprunt de 200 000 000,00 $ pour la conception, l'acquisition et l'installation des équipements de désinfection

de l'effluent de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte de la Ville de Montréal.

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à accorder un contrat à ZAPS Technologies inc. pour la fourniture et l'installation de deux analyseurs à l'USOC, comprenant :

• la conception, la fabrication, la livraison des analyseurs, l'installation, les essais sur le site et les vérifications pré-opérationnelles ;
• la préparation des dessins et de la documentation ;
• l'assemblage et le montage des deux analyseurs ;
• la fourniture et l'installation de tous les accessoires requis pour obtenir un système complet et fonctionnel ;
• la fourniture de toutes les garanties générales et spécifiques des composants.

JUSTIFICATION

Les bénéfices de ces analyseurs en continu sont nombreux tels que :

• résultats rapides de la qualité bactériologique de l'effluent et donc de la désinfection pour assurer l'optimisation du procédé d'ozonation grandeur nature ;
• économie d'énergie :
• variation du dosage en fonction de la charge bactérienne ;
• réduction des analyses manuelles en laboratoire.

À toutes les heures ces analyseurs fourniront aussi à la grande usine d'ozonation, le dosage d'ozone à injecter dans les émissaires selon la qualité variable de l'effluent. Sans cette information, la grande usine devra opérer en aveugle puisqu'il n'existe aucun moyen de prélever l'effluent ozoné à une profondeur de 38 m dans les puits d'entrée des émissaires. Ainsi, un surdosage en ozone de 10 % se traduirait par des frais d'exploitation additionnels d'environ 636 000 $/an. Par contre, un sous-dosage aurait comme conséquence néfaste de ne pas atteindre l'objectif de rejet fixé par le MAMOT. Le suivi du procédé d'ozonation doit donc répondre à ces deux objectifs économique et réglementaire avec autant de fiabilité que possible. Le retour sur l'investissement se fera dès la première année d'opération.

En 2016, une recherche approfondie sur le marché a été effectuée afin de trouver les analyseurs en continu requis, selon les critères bien définis suivants :

• résultat rapide (moins d'une heure) de la qualité bactériologique de l'effluent ;
• absence de réactifs chimiques pour effectuer l'analyse afin de réduire le temps technicien requis pour leur préparation ;
• économie de temps technicien pour réaliser l'analyse elle-même ;
• peu ou pas d'entretien pour réduire le temps homme associé à l'entretien ;
• large plage de mesure pouvant s'étendre d'une colonie formée par 100 mL d'eaux usées, jusqu'à plusieurs millions :
• analyseur conçu pour les eaux usées municipales ;
• analyseur déployé dans plusieurs régions du monde.

À part l'analyseur LiquID, aucun autre équipement ne pouvait satisfaire à tous nos critères, notamment, l'analyse bactériologique tout en fournissant une réponse rapide pour ajuster le dosage et assurer l'efficacité optimum de la désinfection et ce, selon le critère exigé par le MAMOT, la non utilisation de réactifs chimiques et la couverture d'une large plage de mesures sans entretien.

De plus, l’analyseur LiquID mesure neuf autres paramètres qui font partie de ceux qui sont requis pour assurer le suivi du procédé d’ozonation : turbidité, UV254, transmittance cBOD (demande biologique en oxygène pour le carbone), DCO (demande chimique en oxygène), azote total, taille des particules, couleur, matières solides en suspension.

Depuis 2012, plus de cent analyseurs LiquID ont été vendus à travers le monde (É.-U., Angleterre, Australie). Environ 75 % de ceux-ci sont employés dans le secteur des eaux usées municipales et industrielles et 25 % pour l’eau potable. Une confirmation que la compagnie ZAPS Technologies est la seule à offrir cette technologie est jointe au présent sommaire.

Le fournisseur ZAPS Technologies inc. a soumis une proposition à la Ville pour la fourniture et l’installation de deux analyseurs avec un escompte de 5,5 %.

À la suite de notre étude de marché, il s’avère que le prix soumis par le fournisseur, soit 157 540 $ US, est conforme à notre estimation.

Vu que les équipements proviennent des États-Unis, une contingence de 5 000 $, taxes incluses, est prévue pour tenir compte des fluctuations du dollar canadien par rapport à la devise américaine.

La proposition de ZAPS Technologies inc., fournisseur exclusif, est conforme aux exigences de l'article 573.3 par. 9 de la loi des Cités et Villes.

Il est donc recommandé d'octroyer le contrat à ZAPS Technologies inc. pour la somme de sa soumission, soit 237 210,73 $, en considérant le taux de change actuel de 1,282 et en incluant la contingence et les taxes.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût pour la fourniture et l’installation de deux analyseurs pour la mesure en continu des bactéries E. coli dans l'unité de suivi de l'ozonation en continu (USOC) à la Station est de 237 210,73 $ taxes incluses.

Ceci représente 216 605,01 $ net de ristourne de taxes.

Cette dépense est admissible à la subvention Chantiers Canada - Volet Grands Projets estimé à 184 114,26 $. La portion non subventionnée de 32 490,75 $ sera financée par emprunt à la charge de l’agglomération à moins de disponibilité de la réserve.

Le détail des informations comptables se retrouve dans l’intervention financière du Service des finances.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet de désinfection à l'ozone de l'effluent de la Station permettra d'éliminer grandement les quantités de bactéries, virus et autres produits émergents des eaux rejetées au fleuve par la Station. Ainsi, la qualité de l'eau du fleuve pour les municipalités,

la faune et les autres usagers de l'eau en aval de l'île aux Vaches sera nettement améliorée et permettra des usages jusqu'à maintenant grevés à cause de la qualité de l'effluent.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le fait de ne pas donner suite à la présente recommandation fera en sorte qu'il sera impossible d'assurer un contrôle efficace du dosage de l'ozone à l'USOC et de démontrer l'atteinte des exigences de rejet et d'exploitation de la désinfection des eaux usées au MAMOT, qui ont été fixées à 9 000 cf (de concentration en colonies bactériennes) par 100 mL d'eaux usées.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Début du contrat: septembre 2017;
- Fourniture et installation : décembre 2017.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Fanny LALONDE-GOSSELIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Stéphanie VIDAL, Service des communications

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2017-08-11
Sally DAGHER	Michel VERREAULT

Ingénieure - Administratrice de contrats

Tél : 5142804418
Télécop. : 5142804387

Surintendant administration et soutien à l'exploitation

Tél : 514 280-4364
Télécop. : 514 280-4387

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Bruno HALLÉ
Surintendant de la Division Entretien
Tél : 514 280-4098
Approuvé le : 2017-08-18

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2017-08-21

DÉSINFECTION - OZONATION

	DÉCISIONS et CONTRATS	AVANCEMENT
1	CG19 XXXX – JJ MM 2019 : Accorder un contrat à la compagnie xxxx pour la finition (pavage, aménagement paysager, ...) de sites (ozonation, production d'oxygène et poste électrique) dans le cadre du projet de désinfection à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de XX XXX XXX,xx $	À venir
2	CG18 XXXX – JJ MM 2018 : Accorder un contrat à la compagnie xxxx pour la construction de bâtiments, l'installation des équipements de production d'ozone et le raccordement électro-mécanique des équipements de l'unité d'ozonation ainsi que des travaux et fournitures divers dans le cadre du projet de désinfection à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de XXX XXX XXX,xx $	À venir
3	CG17 XXXX - JJ MM 2017 : Approuver le texte d'entente, à conclure avec Hydro-Québec, relative à la réalisation de travaux dans une servitude d'Hydro-Québec dans le cadre du projet de désinfection de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte (1173878002).	À venir
4	CG17 0194 - 18 mai 2017 : Octroyer un contrat à Aecom Consultants inc. d'une valeur totale de 479 936,2 $, taxes incluses pour la fourniture de services professionnels pour la réalisation d'un suivi ichtyologique des effets de la mise en service de l'unité de désinfection à l'ozone à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte - Dépenses totales de 527 929,82 $, taxes incluses (contrat : 479 936,2 $ + 47 993,62 $ de contingences) (1177526009).	10%
5	CE17 0845 - 31 MAI 2017 : Approuver la formation de consortium dans le cadre de l'appel d'offres 7311-AE pour la construction de bâtiments et implantation de l'unité d'ozonation à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte.	Approuver
6	CG16 0587 – 27 octobre 2016 : Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 130 000 000 $ pour le financement de la conception, l'acquisition et l'installation des équipements de désinfection de l'effluent de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte (1162839002)	Adopter
7	CG16 0544 – 29 septembre 2016 : Accorder un contrat à Allia Infrastructures ltée pour la préparation de sites (ozonation et poste électrique) dans le cadre du projet de désinfection à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de 4 546 696,38 $ (1163334021)	Travaux = 78 %
8	CG15 0163 – 26 mars 2015 : Octroyer un contrat à la firme Degrémont ltée, pour la fabrication, la livraison et la mise en service de l'unité d'ozonation de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de 98 950 000 $ (1153334001).	Ingénierie = 97 % Approvisionnement = 90 % Fabrication/Livrasion = 59 % Verifications pré-opérationnelles = 0 % Mise en service = 0 %
9	CG14 0470 – 30 octobre 2014 : Octroyer un contrat de services professionnels à SNC-Lavalin inc. et Réal Paul Architecte pour les travaux d'ingénierie et d'architecture relatifs à l'unité d'ozonation et l'unité de production d'oxygène de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte au montant maximal de 12 025 783 $ (1143334014). CG17 0353 - 24 août 2017 : Dépense additionnelle de 12 009 228,20 $ pour compléter les travaux d'ingénierie et d'architecture relatifs à l'unité d'ozonation et l'unité de production d'oxygène de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte / Approuver un projet d'avenant modifiant la convention de services professionnels avec SNC-Lavalin inc. et Réal Paul Architecte (CG14 0470) majorant ainsi le montant total du contrat de 12 025 783,68 $ à 24 035 011,88, $, toutes taxes incluses (1177526010)	Plan et devis = 95 % Suivi bureau = 0 % Suivi chantier = 0 %
10	CE13 0932 – 19 juin 2013 : Autoriser la présentation d'une demande d'aide financière au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire dans le cadre du sous-volet 2.1 : Infrastructures du programme d'eau potable ou d'eaux usées du programme Fonds Chantiers Canada-Québec pour la réalisation de travaux pour la production d'oxygène requis au projet de désinfection des eaux usées (FCCQ 807050) à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte (1133334010).	Autoriser
11	CE13 0927- 19 juin 2013: Autoriser le lancement d'un appel d'offres public pour l'obtention de services professionnels pour les travaux d'ingénierie et d'architecture relatifs à l'unité d'ozonation et de production d'oxygène de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte et approuver les critères d'évaluation (1133334009).	Autoriser
12	CE13 0926 - 19 juin 2013: Autoriser le lancement de la phase 2 de l'appel d'offres auprès des fournisseurs qualifiés pour l'acquisition de l'unité d'ozonation de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte (1133334007).	Autoriser
13	CG12 0015 – 26 janvier 2012 : Octroyer un contrat de services professionnels à la firme Dessau pour des services professionnels de soutien à la réalisation d'études technico-économiques et de travaux d'ingénierie dans le cadre de l'acquisition de l'unité d'ozonation de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte au prix de 2 741 520 $ (1113334057).	100%
14	CE11 1468 – 21 septembre 2011 : Autoriser le lancement d'un appel d'offres public pour des services professionnels de soutien à la réalisation d'études technico-économiques et de travaux d'ingénierie dans le cadre de l'acquisition de l'unité d'ozonation de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte et approuver les critères de sélection (1113334007).	Autoriser
15	CE11 1092 - 3 août 2011 : Informer le CE du résultat des délibérations du comité de sélection visant à qualifier des fournisseurs suite à l'appel d'offres public de qualification des fournisseurs de système d'ozonation et confirmer la poursuite du processus d'acquisition d'un système d'ozonation pour la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte (1113334024);	Confirmer
16	CG10 0362 - 28 octobre 2010 : Octroyer un contrat de services professionnels à M. Pierre-André Liechti de la firme Ozone Knowhow pour une expertise technique en ozonation - Dépense totale de 468 431,35 $,	70%

	DÉCISIONS et CONTRATS	AVANCEMENT
17	CE10 0946 - 16 juin 2010 : Autorisation de lancer un appel d'offres public pour la qualification des fournisseurs de systèmes d'ozonation pour la Station Jean-R.-Marcotte no 10-11257 (1093334018);	Autoriser
18	CE10 0945 – 16 juin 2010 : Autoriser le lancement d'un appel d'offres pour services professionnels d'expertise technique en ozonation relatifs au projet de désinfection à l'ozone à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte (1103334025).	Autoriser
19	CE10 0855 - 2 juin 2010 : Permettre la création et la dotation d'un groupe de projet temporaire composé de treize (13) postes pour la réalisation du projet de désinfection à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R. Marcotte et ce du 1 janvier 2010 au 31 décembre 2014 et d'autoriser une dépense de 6,5M à même le PTI de la Direction de l'épuration des eaux usées du SITE (1093394001).	Autoriser
20	CG10 0192 - 20 mai 2010 : Approbation et signature du protocole d'entente de financement entre le MAMROT et la Ville de Montréal pour le projet de désinfection (1103334014);	Approuver
21	CG09 0355 - 24 septembre 2009 : Autorisation d'un règlement d'emprunt de 200 M$ pour la conception, l'acquisition et l'installation des équipements de désinfection de l'effluent de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte de la Ville de Montréal (1083474001).	Autoriser
22	CG08 0507 – 28 octobre 2008 : Dépôt de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'environnement, le transport et les infrastructures portant sur la désinfection des eaux usées à la Station d'épuration de Montréal (1082714016).	Déposer
23	CE08 1779 – 1er octobre 2008 : Il est résolu de déposer, à la prochaine assemblée du conseil d'agglomération, la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'environnement, le transport et les infrastructures portant sur la désinfection des eaux usées à la Station d'épuration de Montréal (1082714016).	Déposer

Note: Les cellules dont la trame est grisée présentent des sommaires décisionnels ayant fait l'objet d'une décision des instances ainsi que le niveau d'avancement pour les contrats octroyés.

DÉSINFECTION - PRODUCTION D'OXYGÈNE

	DÉCISIONS et CONTRATS	AVANCEMENT
1	CG18 XXXX – JJ MM 2018 : Accorder un contrat à la compagnie xxxx pour la conception, la construction, l'opération et l'entretien de l'unité de production d'oxygène à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de XX XXX XXX,xx $	À venir
2	CG15 0256 – 30 avril 2015 : Approuver le projet de protocole d'entente d'aide financière entre le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et la Ville de Montréal pour le versement d'une aide financière de 27 322 220 $ provenant du Fonds Chantiers Canada-Québec, sous-volet 2.1 (Grandes villes), pour la réalisation d'une usine de production d'oxygène dans le cadre du projet de désinfection de l'effluent de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte (1143334030).	Approuver
3	CG15 0176 - 26 mars 2015 : Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 43 216 000 $ afin de financer la mise en place d'un système de production d'oxygène à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte » (1152839010).	Adopter

Note: Les cellules dont la trame est grisée présentent des sommaires décisionnels ayant fait l'objet d'une décision des instances ainsi que le niveau d'avancement pour les contrats octroyés.

POSTE ÉLECTRIQUE

	DÉCISIONS et CONTRATS	AVANCEMENT
1	CG17 0093 – 30 mars 2017 : Accorder un contrat à la compagnie Générale Électrique du Canada International inc., pour la conception et construction du poste de transformation 315 kV/25 kV à la station d'épuration Jean-R.-Marcotte (phase I), pour une somme maximale de 31 140 422,27 $, taxes incluses (1177526003).	Conception = 5 % Travaux de construction = 0 %
2	CG15 0380 - 18 juin 2015 : Autoriser la signature de l'Entente d'avant-projet entre Hydro-Québec et la Ville de Montréal fixant les engagements des deux parties relativement à la réalisation de la nouvelle ligne d'alimentation électrique 315 kV dans le cadre du projet de désinfection à l'ozone à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte (1153334011).	Autoriser
3	CG15 0717 – 26 novembre 2015 - Adopter un règlement autorisant un emprunt de 47 106 000 $ afin de financer la réalisation d'un poste de transformation électrique à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte - 1153334026	Adopter
4	CE15 1510 – 12 août 2015 – Accorder à la firme LVM, une division d'EnGlobe Corp. un contrat de services professionnels pour la réalisation d'une étude d'impact sur l'environnement préalable à la construction d'un poste de transformation électrique 315 kV – 25 kV dans le cadre du projet de désinfection à l'ozone à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte au montant de 107 501,63 $, taxes incluses - Dépenses totales de 118 251,79 $ taxes incluses - 1153334024	100%

Note: Les cellules dont la trame est grisée présentent des sommaires décisionnels ayant fait l'objet d'une décision des instances ainsi que le niveau d'avancement pour les contrats octroyés.

UNITÉ DE SUIVI DE L'OZONATION EN CONTINU

	DÉCISIONS et CONTRATS	AVANCEMENT
1	CE18 XXXX – JJ MM 2018 : Accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à à la compagnie xxx pour la fourniture et l'installation d'un chromatographe en phase liquide avec deux détecteurs de spectre de masse (LC-MS-MS) pour la détection et la quantification des substances d'intérêt émergent dans l'affluent, l'effluent et au point de rejet de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour la somme maximale de xxx xxx,xx $, taxes incluses.	À venir
2	CE17 XXXX – JJ MM 2017 : Accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à ZAPS Technologies inc. pour la fourniture et l'installation de deux analyseurs pour la mesure en continu des bactéries E. coli dans l'unité de suivi de l'ozonation en continu (USOC) à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour la somme maximale de 237 210,73 $, taxes incluses.	Ficeler
3	CE 15 1797 – 25 août 2016 – Accorder un contrat à Filtrum inc. pour la fourniture et l'installation des systèmes mécaniques, civils, électriques et l'instrumentation de l'unité de suivi de l'ozonation en continu à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de 819 110,64 $, taxes incluses.	80%
4	CE 15 1797 – 7 octobre 2015 - Accorder un contrat à Nordmec Construction inc. pour la fourniture et l'installation de deux (2) conduites extérieures en acier inoxydable pour l'alimentation en eaux traitées de l'unité de suivi de l'ozonation en continu de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de 128 668,06 $, taxes incluses.	100%
5	CE12 2074 – 19 décembre 2012 - Accorder à Imalog Inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la fabrication, la livraison et la mise en service d'un ozoneur pour l'Unité de suivi de l'ozonation en continu de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 255 914,23 $.	90%
6	CG11 0434 - 22 décembre 2011 - Accorder un contrat à la firme Cosoltec Inc. pour les travaux d'aménagement mécanique, électrique et civil de la salle de l'unité de suivi de l'ozonation en continu du bâtiment de désinfection à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte au prix approximatif de 666 493,89 $.	100%
7	CE11 0984 - 29 juin 2011- Autoriser le lancement d'un appel d'offres public pour l'aménagement mécanique, électrique et civil de la salle de l'unité de suivi de l'ozonation en continu du bâtiment de désinfection à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte.	Autoriser
8	CE10 1528 - 29 septembre 2010 - Accorder à Mécanicaction 2009 inc. un contrat de 216 952,27 $, taxes incluses, pour la fourniture et la livraison de douze colonnes de l'unité de suivi d'ozonation en continu à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte.	100%

Note: Les cellules dont la trame est grisée présentent des sommaires décisionnels ayant fait l'objet d'une décision des instances ainsi que le niveau d'avancement pour les contrats octroyés.

Annexe 3

ZAPS
TECHNOLOGIES

August 7, 2017

Dr. Paul-Andre Leduc

City of Montreal
Montreal, Canada

Re: Sole Source Provider / Real-Time E. coli

Dr. Leduc,

Thank you for your continued interest in the LiquID from ZAPS Technologies, Inc.

For the record, ZAPS Technologies is the sole manufacturer and provider of the patented multi-parameter LiquID Station. All parameters monitored by the LiquID are reported simultaneously in real-time. This includes E. coli. The LiquID is the only analyzer on the market capable of detecting and reporting E. coli in real-time.

If you should have any questions, please contact me at your discretion.

Sincerely,

Matthew Johnen
President, CEO
ZAPS Technologies, Inc.

ZAPS Technologies, Inc.
213 Water Ave NW
Albany, Oregon, USA 97321
866-390-9387
www.zapstechnologies.com

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1177526032

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à ZAPS Technologies inc. pour la fourniture et l'installation de deux analyseurs pour la mesure en continu des bactéries E. coli dans l'unité de suivi de l'ozonation en continu (USOC) à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour la somme maximale de 237 210,73 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1177526032_InfoCompt_DEEU.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Fanny LALONDE-GOSSELIN
Préposée au budget
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier
Point de service Eau-Environnement
Tél : 514 872-0893

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-15

Leilatou DANKASSOUA
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514 872-2648
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier
Point de service Eau-Environnement

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.05

2017/09/28
17:00

(1)

Dossier # : 1177666003

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Culture Montréal
Projet :	-
Objet :	Approuver la clôture de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 1995-2000 entre le ministre de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal, portant le montant final de l'Entente de 54 524 000 $ à 54 273 373 $, soit une réduction de 250 627 $ provenant du Ministère.

Considérant que des montants résiduels de 166 310 $ (Entente 1995-1999) et de 84 317 $ (Entente 1999-2000) n'ont pas été engagés par la Ville de Montréal, ni réclamés au ministère de la Culture et des Communications;
Considérant que le ministère de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal se sont entendus pour ne plus approuver de nouveaux projets en vertu de l'Entente 1995-2000;

Considérant que le ministère de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal se sont entendus pour ne plus traiter de réclamations relatives à cette entente;

Il est recommandé :

- que la Ville de Montréal n'approuve plus de nouveaux projets en vertu de l'Entente 1995-2000;
- que la Ville de Montréal ne réclame plus au ministère de la Culture et des Communications des sommes relatives à cette Entente;
- d'approuver la clôture de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 1995 -2000 entre le ministre de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal à la date de l'approbation de la résolution par le conseil d'agglomération. Par conséquent, le montant final de l'Entente 1995-2000 passera de 54 524 000 $ à 54 273 373 $, soit une réduction de 250 627 $ provenant du ministère et portant la valeur de son aide financière à un montant final de 27 011 373 $ et la contribution finale de la Ville à 27 262 000 $.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2017-08-25 16:02

Signataire : Chantal I. GAGNON

_____

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1177666003**

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Culture Montréal
Projet :	-
Objet :	Approuver la clôture de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 1995-2000 entre le ministre de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal, portant le montant final de l'Entente de 54 524 000 $ à 54 273 373 $, soit une réduction de 250 627 $ provenant du Ministère.

CONTENU

CONTEXTE

L'Entente sur le développement culturel de Montréal 1995-1999 a été approuvée par le conseil municipal le 18 décembre 1995 (CO95 03004). Une convention supplémentaire à l'Entente a été approuvée le 17 avril 1997 (CO97 00723) puis, une deuxième convention supplémentaire a été approuvée le 13 août 1998 (CO98 01784) dans le but de prolonger l'entente pour une année supplémentaire (1999-2000).
L'Entente initiale (1995-1999) portait sur une somme globale de 42 000 000 $, puis suite à la première convention supplémentaire, ce montant a été augmenté à 42 200 000 $. Finalement, la deuxième convention supplémentaire a porté le montant global de l'Entente 1995-2000 à 54 524 000 $, réparti à part égale (27 262 000 $) entre la Ville et le Ministère de la Culture et des Communications (MCC). Les programmes de l'Entente sont répartis sur 2 axes d'intervention avec des enjeux, des objectifs et des actions visant :

1. l'affirmation de l'identité culturelle;
2. le développement de l'accès et de la participation des citoyens à la vie culturelle.

À ce jour, aucune somme n'est engagée par la Ville de Montréal en lien avec cette entente et les projets liés à cette entente sont terminés.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0315 – 24 août 2017 - Approuver l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2017-2018 entre le ministre de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal.
CG16 0618 – 24 novembre 2016 – Approuver l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2016-2017 entre le ministre de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal.

CO98 01784 – 13 août 1998 – Approuver la deuxième convention supplémentaire à l'Entente sur le développement culturel 1995-1999 entre la Ministre de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal

CO97 00723 – 17 avril 1997 – Approuver la convention supplémentaire à l'Entente sur le développement culturel 1995-1999 entre la Ministre de la Culture et des Communications et Ministre Responsable de l'application de la charte de la langue française et la Ville de Montréal.

CO95 03004 – 18 décembre 1995 – Approuver l'Entente sur le développement culturel 1995 -1999 entre la Ministre de la Culture et des Communications et Ministre Responsable de l'application de la charte de la langue française et la Ville de Montréal.

DESCRIPTION

Compte tenu que des montants résiduels de 166 310 $ (Entente 1995-1999) et de 84 317 $ (Entente 1999-2000) n'ont pas été engagés par la Ville, ni réclamés au MCC, la présente a pour but :

- d'établir les contributions finales octroyées par la Ville de Montréal à 27 262 000 $ et par le MCC à 27 011 373 $, soit une réduction totale de 250 627 $ provenant du MCC;
- de confirmer que la Ville n'entend plus approuver de nouveaux projets, ni traiter de réclamations relatives à cette entente;
- de mettre fin à l'Entente 1995-2000 à la date de la signature de la résolution par le conseil d'agglomération.

JUSTIFICATION

La présente permettra d'établir le montant final des engagements ministériel et municipal et de clore officiellement cette entente.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Tableau synthèse des sommes respectivement investies par le ministère de la Culture et des Communications et par la Ville de Montréal dans le cadre de l'Entente 1995-2000. Les sommes indiquées en gras reflètent les montants résiduels soustraits de l'Entente.
Entente 1995-2000

	Ministère		**Ville**		**Total**
	Transfert	**Dette**	**Transfert**	**Dette**	
Axe 1	5 385 000 $	19 545 000 $	7 164 000 $	18 562 000 $	50 656 000 $
Axe 2	225 000 $	2 107 000 $	200 000 $	1 336 000 $	3 868 000 $
	5 610 000 $	21 652 000 $	7 364 000 $	19 898 000 $	54 524 000 $
Total	27 262 000 $		27 262 000 $		54 524 000 $
Entente 1995-1999	**(166 310)**				**(166 310 $)**
Entente 1999-2000	**(84 317)**		-		**(84 317 $)**
Total final	27 011 373 $		27 262 000 $		54 273 373 $

Ces modifications seront sans impact au niveau financier pour la Ville puisqu'aucune dépense n'a été engagée relativement aux montants soustraits par le ministère.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La Ville appuie la reconnaissance de la culture comme 4e pilier du développement durable et, en ce sens, les projets contenus dans l'Entente contribuent directement au développement durable. En effet, les valeurs intrinsèques aux processus culturels, telles que la diversité, la créativité ou l'esprit critique, sont essentielles au développement durable de nos sociétés.
Par ailleurs, plusieurs thèmes cités nommément dans la *Stratégie de développement durable de la Ville de Montréal* rejoignent plusieurs finalités des projets contenus dans l'Entente, notamment :
- la diversité et le dynamisme culturels
- la protection du patrimoine
- l'innovation et le savoir
- la promotion de l'économie locale
- la compétitivité : tourisme culturel
- le développement de l'art public

De plus, la Ville assume le leadership de l'*Agenda 21C* qui énonce que la « culture est une composante majeure et essentielle de la société ».

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La culture, vecteur de développement pour Montréal, a des impacts significatifs tant au niveau de la qualité de vie des citoyens, de la cohésion sociale que du développement économique. L'Entente sur le développement culturel de Montréal est un outil important qui contribue à l'essor de la culture à Montréal et permet à la Ville de se distinguer à l'échelle internationale. L'adoption de la présente s'inscrit dans un processus d'optimisation et de simplification de la gestion des Ententes.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication liée à cette modification

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

s/o

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Daniel D DESJARDINS, Service des finances

Lecture :

Marie-Andrée SIMARD, 9 août 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Stéphanie ROSE
Conseillère en planification

Tél : 514-872-1160
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-06-26

Suzanne LAVERDIÈRE
Directrice

Tél : 514-872-4600
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Suzanne LAVERDIÈRE
Directrice
Tél : 514-872-4600
Approuvé le : 2017-08-20

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.06

2017/09/28 17:00

(1)

Dossier # : 1177666004

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Culture Montréal
Projet :	MCCQ 2000-2005 (Entente sur le développement culturel)
Objet :	Approuver la clôture de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2000-2005 entre le ministre de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal, établissant le montant final de l'Entente à 73 290 000 $.

Considérant que la totalité de la contribution du ministère de la Culture et des Communications pour l'Entente 2000-2005 a été engagée par la Ville de Montréal et réclamée au ministère;
Considérant que le ministère de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal se sont entendus pour ne plus approuver de nouveaux projets en vertu de l'Entente 2000-2005;

Considérant que le ministère de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal se sont entendus pour ne plus traiter de réclamations relatives à cette entente;

Il est recommandé :

- que la Ville de Montréal n'approuve plus de nouveaux projets en vertu de l'Entente 2000-2005;
- que la Ville de Montréal ne réclame plus au ministère de la Culture et des Communications des sommes relatives à cette Entente;

- d'approuver la clôture de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2000 -2005 entre le ministre de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal à la date de l'approbation de la résolution par le conseil d'agglomération et d'établir les contributions finales du ministère à 36 520 000 $ et de la Ville de Montréal à 36 770 000 $ pour un total de 73 290 000 $.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2017-08-25 16:02

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1177666004**

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Culture Montréal
Projet :	MCCQ 2000-2005 (Entente sur le développement culturel)
Objet :	Approuver la clôture de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2000-2005 entre le ministre de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal, établissant le montant final de l'Entente à 73 290 000 $.

CONTENU

CONTEXTE

L'Entente de développement culturel 2000-2005 a été approuvée par le conseil municipal le 15 mai 2000 (CO00 01140). Deux conventions supplémentaires ont été approuvées le 26 janvier 2004 (CM04 0021) puis le 17 mai 2004 (CM04 0353) par le conseil municipal. L'Entente initiale portait sur une somme globale de 61 620 000 $, puis suite à la première convention supplémentaire, ce montant a été augmenté à 63 290 000 $. Finalement, la deuxième convention supplémentaire a porté le montant global de l'Entente à 73 290 000 $, soit 36 770 000 $ provenant de la Ville et 36 520 000 $ provenant du Ministère de la Culture et des Communications (MCC), répartis sur 2 axes d'intervention avec des enjeux, des objectifs et des actions visant :

1. la reconnaissance de la spécificité culturelle de Montréal ;
2. le développement de l'accès et de la participation des citoyens à la vie culturelle.

À ce jour, aucune somme n'est engagée par la Ville de Montréal en lien avec cette entente et les projets liés à cette entente sont terminés.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0315 – 24 août 2017 - Approuver l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2017-2018 entre le ministre de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal.
CG16 0618 – 24 novembre 2016 – Approuver l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2016-2017 entre le ministre de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal.

CM04 0353 – 17 mai 2004 – Approuver la deuxième convention supplémentaire à l'Entente sur le développement culturel 2000-2005 entre la Ministre de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal

CM04 0021 – 26 janvier 2004 – Approuver la convention supplémentaire à l'Entente sur le développement culturel 2000-2005 entre la Ministre de la Culture et des Communications et

la Ville de Montréal

CO00 01140 – 15 mai 2000 – Approuver l'Entente sur le développement culturel 2000-2005 entre la Ministre de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal.

DESCRIPTION

Compte tenu que la totalité de la contribution du MCC relative à l'Entente 2000-2005 a été engagée et réclamée par la Ville, la présente a pour but :

- d'établir les contributions finales octroyées par la Ville de Montréal à 36 770 000 $ et par le MCC à 36 520 000 $;
- de confirmer que la Ville de Montréal n'entend plus approuver de nouveaux projets, ni traiter de réclamations relatives à cette entente;
- de mettre fin à l'Entente 2000-2005 à la date de la signature de la résolution par le conseil d'agglomération.

JUSTIFICATION

La présente permettra d'établir le montant final des engagements ministériel et municipal et de clore officiellement cette entente.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Tableau synthèse des sommes respectivement investies par le ministère de la Culture et des Communications et par la Ville de Montréal dans le cadre de l'Entente 2000-2005.
Entente 2000-2005

	Ministère		**Ville**		**Total**
	Transfert	**Dette**	**Transfert**	**Dette**	
Axe 1	3 900 000 $	21 500 000 $	9 800 000 $	15 600 000 $	50 800 000 $
Axe 2	2 620 000 $	8 500 000 $	2 870 000 $	8 500 000 $	22 490 000 $
	6 520 000 $	30 000 000 $	12 670 000 $	24 100 000 $	73 290 000 $
Total final	36 520 000 $		36 770 000 $		73 290 000 $

Compte tenu que la totalité de la contribution du MCC relative à l'Entente 2000-2005 a été engagée et réclamée par la Ville, la clôture de l'Entente ne représente aucun impact financier pour la Ville.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La Ville appuie la reconnaissance de la culture comme 4^{e} pilier du développement durable et, en ce sens, les projets contenus dans l'Entente contribuent directement au développement durable. En effet, les valeurs intrinsèques aux processus culturels, telles que la diversité, la créativité ou l'esprit critique, sont essentielles au développement durable de nos sociétés.
Par ailleurs, plusieurs thèmes cités nommément dans la *Stratégie de développement durable de la Ville de Montréal* rejoignent plusieurs finalités des projets contenus dans l'Entente, notamment :
- la diversité et le dynamisme culturels
- la protection du patrimoine
- l'innovation et le savoir
- la promotion de l'économie locale

- la compétitivité : tourisme culturel
- le développement de l'art public

De plus, la Ville assume le leadership de l'*Agenda 21C* qui énonce que la « culture est une composante majeure et essentielle de la société ».

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La culture, vecteur de développement pour Montréal, a des impacts significatifs tant au niveau de la qualité de vie des citoyens, de la cohésion sociale que du développement économique. L'Entente sur le développement culturel de Montréal est un outil important qui contribue à l'essor de la culture à Montréal et permet à la Ville de se distinguer à l'échelle internationale. L'adoption de la présente s'inscrit dans un processus d'optimisation et de simplification de la gestion des Ententes.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication liée à cette modification.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

s/o

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Daniel D DESJARDINS, Service des finances

Lecture :

Marie-Andrée SIMARD, 9 août 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2017-06-26
Stéphanie ROSE	Suzanne LAVERDIÈRE

Conseillère en planification

Tél : 514-872-1160
Télécop. :

Directrice

Tél : 514-872-4600
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Suzanne LAVERDIÈRE
Directrice
Tél : 514-872-4600
Approuvé le : 2017-08-20

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.07

2017/09/28
17:00

(1)

Dossier # : 1177666005

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Culture Montréal
Projet :	-
Objet :	Approuver la clôture de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2005-2008 entre le ministre de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal, portant le montant final de l'Entente de 90 577 000 $ à 90 309 148 $, soit une réduction de 267 852 $ provenant du ministère et du Fonds du patrimoine culturel québécois.

Considérant que des montants résiduels de 197 740 $ et de 70 112 $ provenant du Fonds du patrimoine culturel québécois, n'ont pas été engagés par la Ville de Montréal, ni réclamés au ministre de la Culture et des Communications;
Considérant que le ministère de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal se sont entendus pour ne plus approuver de nouveaux projets en vertu de l'Entente 2005-2008;

Considérant que le ministère de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal se sont entendus pour ne plus traiter de réclamations relatives à cette entente;

Il est recommandé :

- que la Ville de Montréal n'approuve plus de nouveaux projets en vertu de l'Entente 2005-2008;
- que la Ville de Montréal ne réclame plus au ministère de la Culture et des Communications des sommes relatives à cette Entente;

- d'approuver la clôture de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2005 -2008 entre le ministre de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal à la date de l'approbation de la résolution par le conseil d'agglomération. Par conséquent, le montant final de l'Entente 2005-2008 passera de 90 577 000 $ à 90 309 148 $, soit une réduction de 267 852 $ provenant du ministère et du Fonds du patrimoine culturel québécois, portant la valeur des contributions financières finales du ministère à 40 143 260 $, du Fonds du patrimoine culturel québécois à 5 929 888 $ et de la Ville de Montréal à 44 236 000 $.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2017-08-25 16:04

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1177666005**

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Culture Montréal
Projet :	-
Objet :	Approuver la clôture de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2005-2008 entre le ministre de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal, portant le montant final de l'Entente de 90 577 000 $ à 90 309 148 $, soit une réduction de 267 852 $ provenant du ministère et du Fonds du patrimoine culturel québécois.

CONTENU

CONTEXTE

L'Entente sur le développement culturel de Montréal 2005-2008 a été approuvée par le conseil d'agglomération le 2 février 2006 (CG06 0068). Une convention supplémentaire à l'Entente a été approuvée le 22 juin 2006 (CG06 0273), puis une deuxième convention supplémentaire a été approuvée le 29 novembre 2007 (CG07 0445) et le 28 août 2008 (CG08 0426 – pour une modification au texte de la convention).
L'Entente initiale portait sur une somme globale de 68 952 000 $, puis suite à la première convention supplémentaire, ce montant a été augmenté à 80 952 000 $. Finalement, la deuxième convention supplémentaire a porté le montant global de l'Entente à 90 577 000 $, soit 44 236 000 $ provenant de la Ville et 40 341 000 $ provenant du ministère de la Culture et des Communications ainsi qu'un montant de 6 000 000 $ issu du Fonds du patrimoine culturel québécois. Les programmes de l'Entente sont répartis sur 5 axes d'intervention, soit :

1. La mise en valeur du patrimoine ;
2. Le développement culturel de l'accès des citoyens à la vie culturelle ;
3. La consolidation du réseau des bibliothèques ;
4. La concertation sur les équipements culturels ;
5. La mise en valeur de l'arrondissement historique et naturel du Mont-Royal.

À ce jour, aucune somme n'est engagée par la Ville de Montréal en lien avec cette entente et les projets liés à cette entente sont terminés.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0315 – 24 août 2017 - Approuver l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2017-2018 entre le ministre de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal.
CG16 0618 – 24 novembre 2016 – Approuver l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2016-2017 entre le ministre de la Culture et des Communications et la Ville de

Montréal.

CG08 0426 – 28 août 2008 - Approuver la convention supplémentaire no 2 modifiant l'Entente sur le développement culturel (2005-2008) intervenue entre la Ministre de la culture, des communications et de la condition féminine et la Ville de Montréal (CG07 0445), pour tenir compte de la création du Fonds du patrimoine culturel québécois.

CG07 0445 – 29 novembre 2007 - Approuver la convention supplémentaire no 2 modifiant l'Entente sur le développement culturel de Montréal (2005-2008) intervenue entre la Ministre de la culture, des communications et de la condition féminine et la Ville de Montréal afin d'y inclure la gestion du Fonds du patrimoine culturel québécois

CG06 0273 – 22 juin 2006 – Approuver la convention (entente) supplémentaire no 1 modifiant l'entente sur le développement culturel de Montréal 2005-2008 (CG06 0068) intervenue entre la ministre de la Culture et des Communications du Québec et la Ville de Montréal, afin d'y intégrer l'axe 5 - arrondissement historique et naturel du Mont-Royal.

CG06 0068 – 2 février 2006 – Approuver l'entente sur le développement culturel de Montréal 2005-2008 à intervenir entre la ministre de la Culture et des Communications et ministre responsable de la région de Montréal et la Ville de Montréal, aux fins de l'établissement d'un cadre d'intervention contribuant au développement culturel de Montréal.

DESCRIPTION

Compte tenu que des montants résiduels de 197 740 $ (du MCC) et de 70 112 $ (du Fonds du patrimoine culturel québécois (FPCQ)) pour un total de 267 852 $, n'ont pas été engagés par la Ville, ni réclamés au ministère, la présente a pour but :

- d'établir les contributions finales octroyées par la Ville de Montréal à 44 236 000 $, par le MCC à 40 143 260 $ et par le FPCQ à 5 929 888 $, soit une réduction totale de 267 852 $ provenant du MCC et du FPCQ;
- de confirmer que la Ville n'entend plus approuver de nouveaux projets dans le cadre de l'Entente 2005-2008 ni de traiter de réclamations relatives à cette entente;
- de mettre fin à l'Entente 2005-2008 à la date de la signature de la résolution par le conseil d'agglomération.

JUSTIFICATION

La présente permettra d'établir le montant final des engagements ministériels et municipal et de clore officiellement cette entente.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Tableaux résumant les sommes respectivement investies par le ministère de la Culture et des Communications, la Ville de Montréal et les sommes issues du FPCQ. Les sommes indiquées en gras reflètent les montants résiduels soustraits de l'Entente.

Entente 2005-2008 (MCC/Ville)

	Ministère		**Ville**		**Total**
	Transfert	**Dette**	**Transfert**	**Dette**	
Axe 1	2 025 000	18 900 000	5 525 000	13 031 000	39 481 000
Axe 2	2 016 000	-	2 280 000	-	4 296 000
Axe 3	-	2 100 000	-	2 100 000	4 200 000
Axe 4	300 000	15 000 000	300 000	15 000 000	30 600 000

Axe 5	-	-	1 825 000	4 175 000	6 000 000
	4 341 000	36 000 000	9 930 000	34 306 000	
Sous-total	40 341 000		44 236 000		
MCC	**(197 740)**		-		(197 740)
Sous-total	**40 143 260**		44 236 000		84 379 260

Entente 2005-2008 (FPCQ)

Axe 5		6 000 000			6 000 000
FPCQ		**(70 112)**			**(70 112)**
Sous-total		**5 929 888**			**5 929 888**

TOTAL FINAL DE L'ENTENTE

TOTAL	46 073 148	44 236 000	90 309 148

Ces modifications seront sans impact au niveau financier pour la Ville puisqu'aucune dépense n'a été engagée relativement aux montants soustraits du ministère et du Fonds du patrimoine culturel québécois.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La Ville appuie la reconnaissance de la culture comme 4^{e} pilier du développement durable et, en ce sens, les projets contenus dans l'Entente contribuent directement au développement durable. En effet, les valeurs intrinsèques aux processus culturels, telles que la diversité, la créativité ou l'esprit critique, sont essentielles au développement durable de nos sociétés.
Par ailleurs, plusieurs thèmes cités nommément dans la *Stratégie de développement durable de la Ville de Montréal* rejoignent plusieurs finalités des projets contenus dans l'Entente, notamment :
- la diversité et le dynamisme culturels
- la protection du patrimoine
- l'innovation et le savoir
- la promotion de l'économie locale
- la compétitivité : tourisme culturel
- le développement de l'art public

De plus, la Ville assume le leadership de l'*Agenda 21C* qui énonce que la « culture est une composante majeure et essentielle de la société ».

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La culture, vecteur de développement pour Montréal, a des impacts significatifs tant au niveau de la qualité de vie des citoyens, de la cohésion sociale que du développement économique. L'Entente sur le développement culturel de Montréal est un outil important qui contribue à l'essor de la culture à Montréal et permet à la Ville de se distinguer à l'échelle internationale. L'adoption des présentes modifications s'inscrit dans un processus d'optimisation et de simplification de la gestion des Ententes.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication liée à cette modification.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

s/o

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Daniel D DESJARDINS, Service des finances

Lecture :

Marie-Andrée SIMARD, 9 août 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Stéphanie ROSE
Conseillère en planification

Tél : 514-872-1160
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-06-26

Suzanne LAVERDIÈRE
Directrice

Tél : 514-872-4600
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Suzanne LAVERDIÈRE
Directrice
Tél : 514-872-4600
Approuvé le : 2017-08-20

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.08

2017/09/28 17:00

(1)

Dossier # : 1172621001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 753 316 $, taxes incluses, pour exercer l'option de 10 000 tonnes supplémentaires pour l'année 2017 du contrat de traitement par compostage des résidus alimentaires octroyé à Recyclage Notre-Dame Inc., majorant ainsi le montant total du contrat de 4 589 400 $ à 5 342 716 $.

Il est recommandé au conseil d'agglomération :

1. d'autoriser une dépense additionnelle de 753 316 $, taxes incluses, pour exercer l'option de traitement de 10 000 tonnes supplémentaires pour l'année 2017 du contrat de traitement des résidus alimentaires, majorant ainsi le montant total du contrat de 4 589 400 $ à 5 342 716 $;

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel;

3. cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-07-28 09:53

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1172621001**

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 753 316 $, taxes incluses, pour exercer l'option de 10 000 tonnes supplémentaires pour l'année 2017 du contrat de traitement par compostage des résidus alimentaires octroyé à Recyclage Notre-Dame Inc., majorant ainsi le montant total du contrat de 4 589 400 $ à 5 342 716 $.

CONTENU

CONTEXTE

En vertu de l'article 16 et du paragraphe 6 de l'article 19 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RRLQ, chapitre E- 20. 001), la valorisation des matières résiduelles est une compétence d'agglomération. Cette compétence est exercée par la Direction - Gestion des matières résiduelles et infrastructures du Service de l'environnement.
D'ici la mise en opération des centres de traitement des matières organiques (CTMO) prévue en 2020, le traitement des matières organiques collectées est confié à des sites de compostage du secteur privé.

À cet effet, des contrats de traitement par compostage des résidus alimentaires ont été octroyés depuis 2008.

Le bilan de l'actuel contrat de traitement est le suivant : 13 200 tonnes en 2016 et 8 000 tonnes pour les cinq premiers mois de 2017. Avec les nouvelles implantations de la collecte réalisées auprès des citoyens en avril, c'est plus de 2 000 tonnes qui ont été récupérées seulement au mois de mai.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0355 - 28 mai 2015 Accorder un contrat à Recyclage Notre-Dame inc. pour le traitement par compostage de 60 000 tonnes de résidus alimentaires pour une période de

trois ans, soit du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2018, pour une somme maximale de 4 589 399,59 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14211 (1 soum.)

DESCRIPTION

Le contrat de traitement par compostage des résidus alimentaires prévoit le chargement de la matière livrée par les territoires du secteur « Est » de l'agglomération à un site de transfert, le transport vers le site de traitement ainsi que le compostage de la matière (voir carte «Agglo_Est(RA-RV)-Ouest(MO).pdf» en pièce jointe).
Afin de faire face à l'augmentation de la desserte de la collecte chez les citoyens, une option de traitement par compostage de 10 000 tonnes de résidus alimentaires supplémentaires par année a été inscrite dans les spécifications du Devis technique à l'**Article 2. Objet du contrat** et se lit comme suit :

La Ville souhaite obtenir des soumissions pour le traitement par compostage, dans un lieu certifié par le MDDELCC, de 20 000 tonnes par année de résidus alimentaires triés à la source avec option de 10 000 tonnes supplémentaires par année.

L'option de traitement par compostage de 10 000 tonnes de résidus alimentaires supplémentaires permettra de répondre à l'augmentation des tonnages collectés chez les citoyens.

JUSTIFICATION

Le secteur « Est » de l'agglomération compte dix-sept (17) territoires, soit quinze (15) arrondissements de la Ville de Montréal et deux (2) villes liées. À la fin de l'année 2016, environ 286 000 unités d'occupation (u.o.) dans des immeubles de 8 logements et moins étaient desservies par la collecte de résidus alimentaires à l'intérieur de seize territoires. L'implantation est graduelle.
En 2017, dix arrondissements poursuivent l'implantation de la collecte des résidus alimentaires pour environ 93 000 u.o. supplémentaires.

Si la tendance se maintient, c'est plus de 25 000 tonnes de résidus alimentaires qui devraient être générés et traités par compostage cette année.

L'octroi de l'option de traitement de 10 000 tonnes supplémentaires permettra de maintenir les services de traitement en plus de permettre la poursuite des implantations de cette collecte.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La somme requise pour l'option de 10 000 tonnes supplémentaires s'élève à 753 316 $ taxes incluses. Voir le détail du calcul dans la pièce jointe.
Cette hausse de tonnage par l'implantation progressive de la collecte des résidus alimentaires sera absorbée par la baisse de la même quantité des ordures ménagères. L'octroi de l'option n'aura pas d'impact sur le cadre financier de la Ville en raison du coût de traitement à la tonne comparable à celui des ordures ménagères.

Le crédit nécessaire de l'année 2017 est prévu au budget de fonctionnement du Service de l'environnement au poste budgétaire des services techniques - gestion des matières résiduelles - traitement des résidus alimentaires.

Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'implantation du service de collecte des résidus alimentaires par la distribution des outils de collecte et la sensibilisation des citoyens, répond aux objectifs du plan d'action *Montréal Durable 2016-2020* de l'administration montréalaise. Ce contrat fait partie intégrante de la priorité *Verdir, augmenter la biodiversité et assurer la pérennité des ressources, Action 6 - Réduire et valoriser les matières résiduelles - Instaurer la collecte des matières organiques dans 100 % des immeubles de huit logements et moins.*

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le potentiel de valorisation des résidus alimentaires doit être exploité à son maximum dans le but de respecter, sur le territoire de l'agglomération, les mesures inscrites dans le Plan métropolitain de gestion des matières résiduelles (PMGMR) de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM).
La collecte et le compostage des résidus alimentaires font partie des actions nécessaires pour atteindre l'objectif de 60 % de valorisation de ces matières fixé par la *Politique québécoise de gestion de matières résiduelles* et par le Plan directeur de gestion des matières résiduelles (PDGMR).

L'augmentation du tonnage à traiter permettra la poursuite de la *Stratégie montréalaise d'implantation de la collecte des résidus alimentaires - 2015-2019* présentée par l'administration en août 2015.

Si ce service n'est pas bonifié, le contrat arrivera à échéance plus rapidement et un nouveau contrat devra être octroyé.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi de la prolongation du contrat par le conseil d'agglomération : septembre 2017
Début prévu de la prolongation du contrat : septembre 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Linda PHARAND)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-Francois LESAGE
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-0161
Télécop. : 514 872-8146

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-07-12

Michel RABY
C/d collecte transport et traitement des matières résiduelles

Tél : 514 872-8878
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

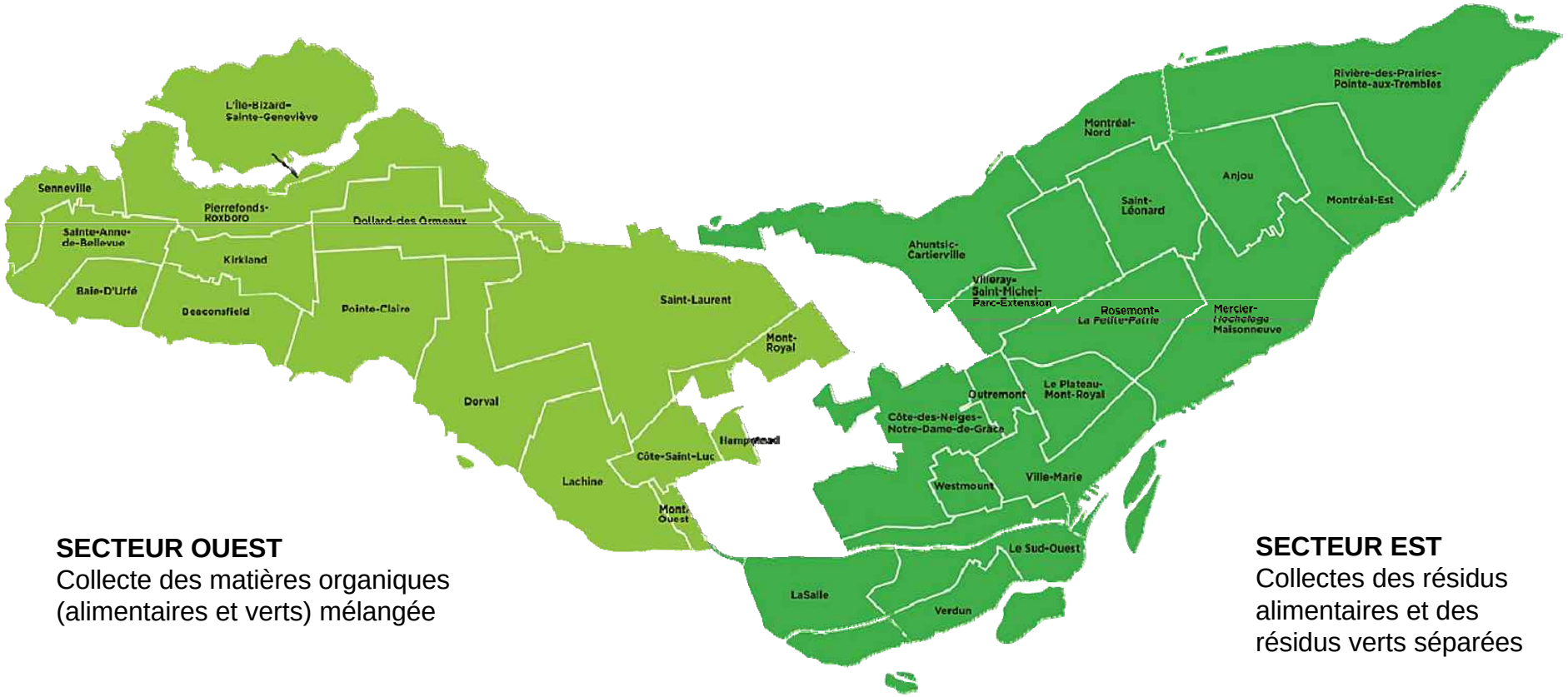
Michel RABY
C/d collecte transport et traitement des matières résiduelles
Tél : 514 872-8878
Approuvé le : 2017-07-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Roger LACHANCE
Directeur

Tél : 514 872-7540
Approuvé le : 2017-07-27

Agglomération de Montréal



SECTEUR OUEST
Collecte des matières organiques (alimentaires et verts) mélangée

SECTEUR EST
Collectes des résidus alimentaires et des résidus verts séparées

Service de l'environnement
Direction - Gestion des matières résiduelles et infrastructures

GDD 1172621001

Évaluation du coût - Option du traitement par compostage de 10 000 tonnes des résidus alimentaires - 2017

Période		**2017**
Tonnage estimé		10 000
Prix par tonne (1)		65.52 $
Coût annuel avant taxes - territoires de la zone 'EST'		655 200.00 $
TPS	5.0%	32 760.00 $
TVQ	9.975%	65 356.200 $
Total taxes incluses		**753 316.20 $**
Total taxe nette		687 878.10 $

Imputation comptable 1001.010000.103161.04333.54503.014478

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1172621001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 753 316 $, taxes incluses, pour exercer l'option de 10 000 tonnes supplémentaires pour l'année 2017 du contrat de traitement par compostage des résidus alimentaires octroyé à Recyclage Notre-Dame Inc., majorant ainsi le montant total du contrat de 4 589 400 $ à 5 342 716 $.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1172621001_Info_Comptable.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Linda PHARAND
Préposé au budget
Tél : 514 872-5916

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-07-12

Janet MARCEAU
Conseiller budgétaire
Tél : 514 868-3354
Division : Direction du conseil et du soutien financier - Point de service EAU-ENVIRONNEMENT

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.09

2017/09/28 17:00

(1)

Dossier # : 1172621002

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 1 020 403 $, taxes incluses, pour exercer l'option de 5 000 tonnes supplémentaires par année pour les trois années du contrat de traitement par compostage des résidus verts octroyé à Englobe corp., majorant ainsi le montant total du contrat de 3 061 209 $ à 4 081 612 $.

Il est recommandé au conseil d'agglomération :

1. d'autoriser une dépense additionnelle de 1 020 403 $, taxes incluses, pour exercer l'option de traitement de 5 000 tonnes supplémentaires par année pour les trois années du contrat de traitement des résidus verts, majorant ainsi le montant total du contrat de 3 061 209 $ à 4 081 612 $;

2. de doter le Service de l'environnement d'un budget additionnel récurrent de 312 338 $ taxe nette à partir de l'année 2018, tel qu'indiqué dans l'aspect financier, pour financer ce contrat;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-07-28 14:06

Signataire : Benoit DAGENAIS

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1172621002**

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 1 020 403 $, taxes incluses, pour exercer l'option de 5 000 tonnes supplémentaires par année pour les trois années du contrat de traitement par compostage des résidus verts octroyé à Englobe corp., majorant ainsi le montant total du contrat de 3 061 209 $ à 4 081 612 $.

CONTENU

CONTEXTE

En vertu de l'article 16 et du paragraphe 6 de l'article 19 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RRLQ, chapitre E- 20. 001), la valorisation des matières résiduelles est une compétence d'agglomération. Cette compétence est exercée par la Direction - Gestion des matières résiduelles et infrastructures du Service de l'environnement.
D'ici la mise en opération des centres de traitement des matières organiques (CTMO) prévue en 2020, le traitement des matières organiques collectées est confié à des sites de compostage du secteur privé.

À cet effet, des contrats de traitement par compostage des résidus verts ont été octroyés depuis 2008. L'actuel contrat de traitement des résidus verts vient de débuter le 13 avril dernier.

En avril et mai, une hausse de 28 % des quantités collectées a été observée par rapport à la même période en 2016 (+ 525 tonnes). Cette hausse est en grande partie attribuable au suivi plus serré des collectes des ordures ménagères par les arrondissements et à la présence de clauses dans les contrats de collecte-transport, à savoir que les entrepreneurs ont l'obligation de collecter seulement la matière prévue lors de la collecte des ordures. Ainsi, même si un citoyen dépose ses résidus verts lors de la collecte des ordures ménagères, les résidus verts ne sont pas collectés et sont laissés sur place en attendant la collecte prévue pour les résidus verts.

De plus, une partie des feuilles mortes en vrac ramassées sur le domaine public et habituellement compostées sur la plateforme de compostage du CESM, devra être compostée à l'externe pour les prochaines années en raison de l'aménagement temporaire de la cour du Service des parcs de l'arrondissement Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0090 - 30 mars 2017 Accorder un contrat à Englobe corp. pour le traitement par compostage de 45 000 tonnes de résidus verts (15 000 tonnes par année) avec retour de compost, pour une période de 36 mois, pour une somme maximale de 3 061 209 $, taxes incluses (2 soum.) / Accorder un contrat à 142975 Canada ltée (Mironor) pour le traitement par compostage de 105 000 tonnes de résidus organiques mélangés (35 000 tonnes par année), pour une période de 36 mois, pour une somme maximale de 9 113 436 $, taxes incluses (3 soum.) - Dépense totale de 12 174 645 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15674

DESCRIPTION

Le contrat de traitement par compostage des résidus verts prévoit le chargement de la matière livrée par les territoires du secteur « Est » de l'agglomération (voir carte «Agglo_Est(RA-RV)-Ouest(MO).pdf» en pièce jointe) au Complexe environnemental Saint-Michel, le transport vers le site de traitement par compostage ainsi que le compostage de la matière en plus d'un retour en compost de la matière traitée (40 % pour les deux premières années, 20 % pour la dernière année du contrat).
Afin de faire face à une possible variation à la hausse des quantités collectées, une option de traitement par compostage de 5 000 tonnes de résidus verts supplémentaires par année a été inscrite dans les spécifications du Devis technique à l'**Article 3. Objet des contrats** et se lit comme suit :

CONTRAT 1 :
Compostage de 15 000 tonnes de résidus verts par année avec une option de traitement annuelle de 5 000 tonnes. L'adjudicataire doit charger les résidus verts directement au lieu de réception-transfert de la Ville (CESM), en faire le chargement dans ses remorques puis les transporter à son lieu de compostage pour y être traités et enfin retournés sous forme de compost mature au CESM.

L'option de traitement par compostage de 5 000 tonnes de résidus verts supplémentaires par année permettra de répondre à l'augmentation des tonnages collectés chez les citoyens.

JUSTIFICATION

Le secteur « Est » de l'agglomération compte dix-sept (17) territoires, soit quinze (15) arrondissements de la Ville de Montréal et deux (2) villes liées. Tous sont desservis par la collecte des résidus verts. Le nombre de collectes varie et celles-ci se tiennent entre la mi-avril et la fin novembre.
Avec la hausse observée en avril et mai, si la tendance se maintient, c'est près de 15 000 tonnes de résidus verts qui devraient être générés et qui devront être traités par compostage cette année.

De plus, la plateforme de compostage du CESM pour les feuilles mortes en vrac (ramassées sur le domaine public par les travaux municipaux) reçoit entre 12 000 et 13 000 tonnes de feuilles par année. Une partie de ce tonnage, estimé entre 4 200 et 4 800 tonnes, devra être détournée vers le contrat pour une durée approximative de cinq ans. La superficie de la plateforme correspondante au tonnage estimé sera occupée par la cour du Service des parcs de l'arrondissement Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension.

L'octroi de l'option de traitement de 5 000 tonnes supplémentaires par année pour les trois années du contrat permettra de maintenir les services de traitement en plus de permettre d'absorber la hausse des quantités.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La somme requise pour l'octroi de l'option de 5000 tonnes par année représente 1 020 403 $ taxes incluses durant les trois ans du contrat. La répartition du coût est comme suit :

Montant des contrats - taxes incluses	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**Total**
Résidus verts - Contrat 1	342 051 $	342 051 $	336 302 $	- $	1 020 403 $

Le détail du calcul est dans les pièces jointes : 'GDD 1172621002.xls – onglet contrats'

Pour l'année 2017, les efforts au sein du Service de l'environnement permettront d'assurer le financement du coût de traitement de ces matières. À compter de 2018, et pour les années subséquentes, un budget additionnel récurrent sera requis afin de pouvoir maintenir les services offerts aux citoyens.

Cette dépense sera assumée entièrement par l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La desserte des citoyens avec le service de collecte des résidus verts et la sensibilisation de ceux-ci, répond aux objectifs du plan d'action *Montréal Durable 2016-2020* de l'administration montréalaise. Ce contrat fait partie intégrante de la priorité *Verdir, augmenter la biodiversité et assurer la pérennité des ressources, Action 6 - Réduire et valoriser les matières résiduelles - Instaurer la collecte des matières organiques dans 100 % des immeubles de huit logements et moins.*

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le potentiel de valorisation des résidus verts doit être exploité à son maximum dans le but de respecter, sur le territoire de l'agglomération, les mesures inscrites dans le Plan métropolitain de gestion des matières résiduelles (PMGMR) de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM).
La collecte et le compostage des résidus verts font partie des actions nécessaires pour atteindre l'objectif de 60 % de valorisation de ces matières fixé par la *Politique québécoise de gestion de matières résiduelles* et par le Plan directeur de gestion des matières résiduelles (PDGMR).

Si ce service n'est pas bonifié, le contrat arrivera à échéance plus rapidement et un nouveau contrat devra être octroyé.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi de la prolongation du contrat par le conseil d'agglomération : septembre 2017
Début prévu de la prolongation du contrat : septembre 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Aicha ZAMPALEGRE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-Francois LESAGE
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-0161
Télécop. : 514 872-8146

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-07-12

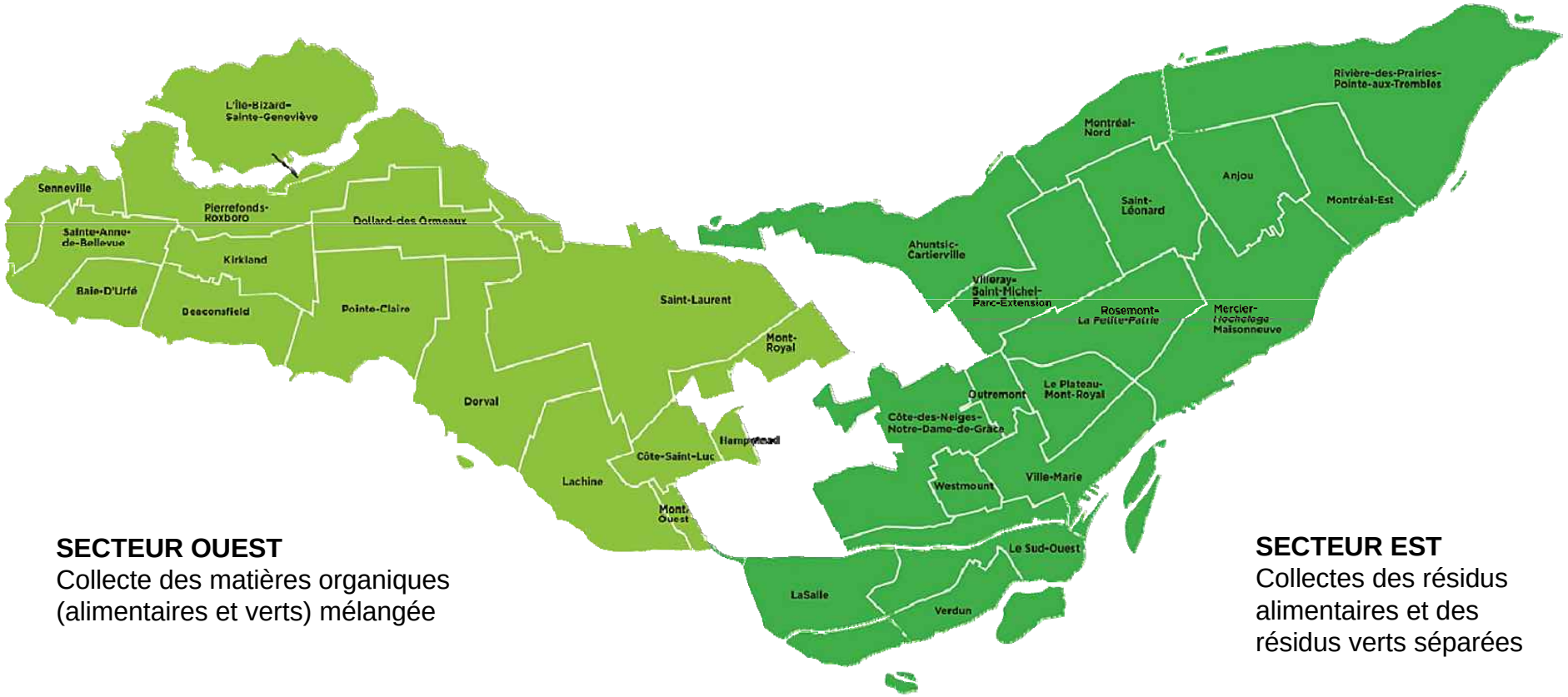
Michel RABY
C/d collecte transport et traitement des matières résiduelles

Tél : 514 872-8878
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Roger LACHANCE
Directeur
Tél : 514 872-7540
Approuvé le : 2017-07-27

Agglomération de Montréal



SECTEUR OUEST
Collecte des matières organiques (alimentaires et verts) mélangée

SECTEUR EST
Collectes des résidus alimentaires et des résidus verts séparées

Montant des contrats - taxes incluses	2017	2018	2019	2020	Total
Résidus verts - Contrat 1	342 051 $	342 051 $	336 302 $	- $	1 020 403 $

Service de l'environnement
Direction de la gestion des matières résiduelles et infrastructures
Évaluation du coût de traitement pour les résidus verts et mélangés
Option de 5000 tonnes par année pour 3 ans (2017-2020)
GDD 1172621002

Territoires de l'agglomération	Période / année	Taux	2017	2018	2019	2020	Total
Secteur Est Englobe corp	**Contrat 1 - Résidus verts (A) / Tonnage prévisonnel**	Tonne	5 000	5 000	5 000	-	15 000
	Article 1 - Traitement	57.50 $	287 500 $	287 500 $	287 500 $		862 500 $
	Article 2 - Retour de compost (B)	5.00 $	10 000.00 $	10 000.00 $	5 000.00 $		25 000 $
	Total avant taxes		**297 500.00 $**	**297 500.00 $**	**292 500.00 $**	**- $**	**887 500 $**
	TPS	5%	14 875.00 $	14 875.00 $	14 625.00 $	- $	44 375.00 $
	TVQ	9.975%	29 676 $	29 676 $	29 177 $	- $	88 528 $
	Total taxes incluses - contrat 1		**342 051 $**	**342 051 $**	**336 302 $**	**- $**	**1 020 403 $**
	Total taxe nette - contrat 1		**312 338 $**	**312 338 $**	**307 088 $**	**- $**	**931 764 $**

IMPUTATION et PROVENANCE : 1001.0010000.103161.04333.54503.014479
(A) Il n'y a pas de résidus verts durant la période hivernale.
(B) La remise de compost est prévue à 40% en poids des résidus verts traités pour chaque année du contrat et à 20% pour la dernière année du contrat.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1172621002

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 1 020 403 $, taxes incluses, pour exercer l'option de 5 000 tonnes supplémentaires par année pour les trois années du contrat de traitement par compostage des résidus verts octroyé à Englobe corp., majorant ainsi le montant total du contrat de 3 061 209 $ à 4 081 612 $.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1172621002.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Aicha ZAMPALEGRE
Préposée au budget
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier
Point de services Eau - Environnemement
Tél : 514 872-7232

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-07-19

Yves COURCHESNE
Directeur de service - finances et tresorier

Tél : (514) 872-6630
Division : Service des finances

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.10

2017/09/28
17:00

(1)

Dossier # : 1176859009

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Pie IX Dodge Chrysler 2000 inc. pour la fourniture de 40 véhicules de marque et modèle Dodge Grand Caravan pour une somme maximale de 1 273 049,19 $, taxes incluses – Appel d'offres public 17-16189 (3 soum.).

Il est recommandé:
1. d'accorder à Pie IX Dodge Chrysler 2000 inc., le contrat pour la fourniture de 40 véhicules de marque et modèle Dodge Grand Caravan pour une somme maximale de 1 273 049,19 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-16189.

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération pour un montant de 1 162 463,59 $ (net de ristourne).

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-08-16 14:26

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1176859009**

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Pie IX Dodge Chrysler 2000 inc. pour la fourniture de 40 véhicules de marque et modèle Dodge Grand Caravan pour une somme maximale de 1 273 049,19 $, taxes incluses – Appel d'offres public 17-16189 (3 soum.).

CONTENU

CONTEXTE

Dans le but d'améliorer la disponibilité et la fiabilité de son parc de véhicules, la Ville de Montréal a procédé au regroupement des ressources humaines et financières dédiées aux activités du matériel roulant le 1er janvier 2017. Conséquemment, le Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA) est responsable de l'acquisition des véhicules et des équipements qui seront mis à la disposition des 19 arrondissements et services centraux. Dans le cadre de sa planification d'achat pour l'année 2017, le SMRA a identifié le besoin de remplacer 40 véhicules identifiés du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) lesquels seront mis au rancart pour cause de désuétude. La liste des 40 véhicules ciblés pour une mise au rancart en 2017 est présentée en pièces jointe.

Ce besoin a mené au lancement de l'appel d'offres public 17-16189 qui s'est tenu du 29 mai au 14 juin 2017. Le délai de réception des soumissions a été de 16 jours incluant les dates de publication et d'ouverture des soumissions. La période de validité des soumissions indiquée à l'appel d'offres était de 120 jours civils suivant la date fixée pour l'ouverture de la soumission.

Conformément aux clauses administratives particulières de l'appel d'offres 17-16189, l'octroi du contrat se fait en entier au plus bas soumissionnaire conforme.

Le présent dossier nécessite l'approbation du conseil d'agglomération car la dépense est liée à l'exercice d'une compétence d'agglomération supérieure à 500 000 $.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution: CE13 0524 Autoriser une dépense de 222 457,01 $, taxes incluses, pour l'acquisition de huit véhicules Dodge Grand Caravan 2013, pour les besoins du Service de police, conformément à l'entente-cadre 693411 intervenue entre la Ville de Montréal et Montréal Chrysler Dodge Jeep (LaSalle) (CG11 0370) - Achat de sept véhicules identifiés et d'un véhicule banalisé.

DESCRIPTION

Ce dossier vise l'octroi d'un contrat à Pie IX Dodge Chrysler 2000 inc., au montant de 1 273 049,19 $, taxes incluses, pour l'achat de 40 véhicules de marque et modèle Dodge Grand Caravan tel que décrit au devis technique de l'appel d'offres 17-16189.
Les quarante véhicules Grand Caravan 7 passagers SXT stow N go seront dotés d'un moteur 6 cylindres de 3.6L et d'une transmission automatique. Les véhicules seront sous la garantie du manufacturier pour une durée de trois ans ou 60 000 km, selon la première éventualité.

Ces véhicules sont destinés aux équipes d'intervention ainsi qu'aux sergents des postes de quartier.

JUSTIFICATION

Il y a eu cinq (5) preneurs du cahier des charges et parmi eux, seulement trois (3) ont présenté une offre. Les preneurs qui n'ont pas soumissionnés ont donné comme raison le manque de temps.

Le tableau ci-dessous présente les résultats de l'appel d'offres public 17-16189 pour lequel il y a eu trois (3) soumissionnaires conformes.

Firmes soumissionnaires conformes	Prix de base	Autre (préciser)	Total
Pie IX Dodge Chrysler 2000 inc.	1 273 049,19 $		1 273 049,19 $
Donnaconna Chrysler	1 281 005,46 $		1 281 005,46 $
Montréal Chrysler Dodge Jeep (LaSalle)	1 316 797,64 $		1 316 797,64 $
Estimation	1 248 101,45 $		1 248 101,45 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)* Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*			1 290 284,10 $ 1,35 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)* Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*			43 748,45 $ 3,44 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			24 947,74 $ 2,00 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)* Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			7 956,27 $ 0,62 %

Préalablement au lancement de l'appel d'offres, l'analyse d'ententes d'achat antérieures avait permis d'estimer la dépense du contrat à 1 248 101,45 $, taxes incluses.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût maximal de ce contrat de 1 273 049,19 $, taxes incluses, sera assumé comme suit :
Un montant maximal de 1 162 463,59 $ (net de ristourne) sera financé par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération (RCG 13-025) destiné aux achats de véhicules et leurs équipements (projet 68102).

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération en 2017.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le SPVM requiert le Dodge Grand Caravan modèle SXT pour plusieurs raisons:
D'abord les freins de ce modèle sont différents; les plaquettes et les disques sont plus gros et avec l'usage que le SPVM en fait, cette option offre un meilleur rendement puisque les freins réguliers usent trop rapidement.

De plus, la suspension de ce modèle est autonivelante ce qui offre une meilleure adhérence à la route avec l'équipement que doit transporter l'équipe d'intervention qui utilise ces véhicules. L'option stow N go permet de dissimuler les sièges de la banquette arrière ce qui offre de l'espace de rangement supplémentaire nécessaire à l'équipement d'intervention. C'est pourquoi il est nécessaire de faire l'achat d'un camion Dodge Grand Caravan modèle SXT.

Bien que ce type de véhicule ne soit pas le plus écologique en terme de consommation d'essence, il n'existe aucun modèle plus écoénergétique permettant de répondre à l'ensemble des besoins de l'équipe d'intervention du SPVM.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Au Service de police de la Ville de Montréal, un véhicule identifié est mis au rancart pour cause de désuétude s'il répond à deux des trois conditions suivantes : avoir atteint 48 mois d'âge; avoir atteint 150 000 kilomètres au compteur; avoir atteint, en entretien et en réparations (excluant les coûts reliés à l'achat de pneus et aux accidents), le coût d'acquisition du véhicule avant aménagement. Conséquemment, ne pas remplacer un appareil qui a atteint sa durée de vie utile accentue le vieillissement du parc de véhicules de la Ville et augmente, de fait, les frais d'entretien et de réparation.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Sans objet

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Livraison: 90 à 120 jours suite à l'émission du bon de commande

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

A la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Guy ROY)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mustapha CHBEL)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Martin CARIGNAN, Service du matériel roulant et des ateliers
Robert HOGUE, Service du matériel roulant et des ateliers

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève MILOT
Agente de recherche

Tél : 514 872-6523
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-04

Simon DESRUISSEAUX
Chef de section

Tél : 514-872-1843
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Paul MASSÉ
Directeur - Ateliers mécaniques et de proximité
Tél : 514 872-9003
Approuvé le : 2017-08-15

ASSETNUM	ALIAS	ASSET DESCRIPTION	DERNIER RELEVE	AGE MOIS
166100113	97-15	DODGE CARAVAN/ 2010/SERAM 17po	119074	89.15
166100121	68-3	DODGE CARAVAN/ 2010/SERAM 17po (pas de PTM)	132580	88.53
166110145	1-85	DODGE CARAVAN 2011/ SERAM /trousse riveraine 16	177540	69.95
166110146	82-4	DODGE CARAVAN 2011 /seram/ support 223 16	132661	69.95
166110141	33-85	DODGE CARAVAN 2011 / seram 16 OZONE désactivé	123533	69.95
166110143	72-3	DODGE CARAVAN 2011 / SERAM/ support 223 16	85701	69.95
166110144	21-87	DODGE CARAVAN 2011 / BLANCHE /SERAM 16	74802	69.95
166110153	92-1	DODGE CARAVAN 2011 / support 223 16	158000	69.69
166110158	77-5	DODGE CARAVAN 2011 / BLANCHE /SERAM 16	131635	69.69
166110158	77-5	DODGE CARAVAN 2011 / BLANCHE /SERAM 16	131635	69.69
166110162	35-85	DODGE CARAVAN 2011 / seram 16	129776	69.69
166110161	82-5	DODGE CARAVAN 2011 /seram/ support 223 16	129305	69.69
166110154	5-86	DODGE CARAVAN/ seram /trousse riveraine 16	129036	69.69
166110160	7-85	DODGE CARAVAN 2011 / SERAM 16	119044	69.69
166110156	72-6	DODGE CARAVAN 2011 / SERAM support 223 16	89936	69.69
166110159	72-1	DODGE CARAVAN 2011 / support 223/SERAM 16	88908	69.69
166110155	70-301	DODGE CARAVAN 2011 / Emri /SERAM 16	78847	69.69
166110163	92-86	DODGE CARAVAN 2011 /SERAM/ TROUSSE 16	76027	69.69
166110157	38-85	DODGE CARAVAN 2011 /seram/ trousse riveraine 16	75517	69.69
166110173	54-2	DODGE CARAVAN 2011 / seram 16	126831	69.44
166110172	92-7	DODGE CARAVAN 2011 /SERAM//trousse/support 223 16	119392	69.44
166110171	26-1	DODGE CARAVAN 2011 / SERAM /trousse riveraine 16	114105	69.44
166110168	72-7	DODGE CARAVAN 2011 / support 223/SERAM 16	89993	69.44
166110179	62-5	DODGE/ seram / TROUSSE RIVERAINE/support 223 16	164414	68.98
166110176	4-85	DODGE CARAVAN 2011 / seram 16	162726	68.98
166110181	68-1	DODGE CARAVAN 2011/ SERAM 16	133510	68.98
166110175	92-6	DODGE CARAVAN 2011/ seram /support 223 16	125949	68.98
166110174	62-2	DODGE CARAVAN 2011 / SERAMtrousse/support 223 16	125111	68.98
166110177	48-85	DODGE CARAVAN 2011 /SERAM/ trousse riveraine 16	114404	68.98
166110183	62-85	DODGE CARAVAN 2011 / seram /trousse riveraine 16	112572	68.98
166110178	22-85	DODGE CARAVAN 2011 / seram /trousse riveraine 16	95161	68.98
166110182	20-85	DODGE CARAVAN 2011/seram / trousse riveraine 16	75485	68.98
166120141	7-4	DODGE CARAVAN 2012/ SERAM 16	142936	61.92
166120138	62-9	DODGE CARAVAN 2012 / seram / support 223 16	141554	61.53
166120134	92-4	DODGE CARAVAN 2012 /SERAM/ support 223 16	136336	61.53
166120137	26-3	DODGE CARAVAN 2012 /SERAM 16	130440	61.53
166120143	23-9	DODGE CARAVAN 2012/ 16	118092	61.53
166120140	82-9	DODGE CARAVAN 2012 / seram/ support 223 16	107145	61.53
166120135	82-8	DODGE CARAVAN 2012 / seram 16	79671	61.53
166120142	16-10	DODGE CARAVAN 2012/seram 16	75926	61.53

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1176859009

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction
Objet :	Accorder un contrat à Pie IX Dodge Chrysler 2000 inc. pour la fourniture de 40 véhicules de marque et modèle Dodge Grand Caravan pour une somme maximale de 1 273 049,19 $, taxes incluses – Appel d'offres public 17-16189 (3 soum.).

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

17-16189 Det Cah Final.pdf17-16189 PV.pdf17-16189-tcp.pdfIntervention 17-16189.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Guy ROY
Agent approvisionnement II
Tél : 514 872-1040

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-04

Denis LECLERC
Chef de section
Tél : 514 872-5241
Division :

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 17-16189 — No du GDD : 1176859009

Titre de l'appel d'offres : Acquisition de quarante (40) Dodge Grand Caravan

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 29 - 5 - 2017

Ouverture originalement prévue le : 14 - 6 - 2017

Ouverture faite le : 14 - 6 - 2017

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 0

Date du dernier addenda émis : - -

Délai total accordé aux soumissionnaires : 15 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 5

Nbre de soumissions reçues : 3

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 60

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 12 - 10 - 2017

Date d'échéance révisée : 12 - 10 - 2017

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

	Montant soumis	√	# Lot
Montréal Chrysler Dodge Jeep (LaSalle)	1 316 797.64 $		
Donnacona Chrysler	1 281 005.46 $		
Pie IX Dodge Chrysler 2000 Inc.	1 273 049.19 $	√	

Information additionnelle

Les preneurs qui n'ont pas soumissionnés ont donné comme raison le manque de temps.

Préparé par : Guy Roy — Le 4 8 2017

Tableau comparatif des prix reçus

#	Objet	Informations
1	Nom de l'agent d'approvisionnement	Guy Roy
2	Titre de l'appel d'offres	Acquisition de quarante (40) Dodge Grand Caravan
4	No de l'appel d'offres	17-16189
5	**Préposée au secrétariat**	Hafida Mouhandiz (30 juin 2017)
6	Type de solicitation	Publique
7	Date d'ouverture	14 juin 2017
8	Service requérant	33 - Service du matériel roulant et des ateliers
9	Requérant	Robert Hogue



#	Soumissionnaire	Commentaires	Conformité	No de soumission
1	Pie IX Dodge Chrysler 2000 inc.		Conforme	21503
2	Donnacona Chrysler / 9229-3786 Québec inc.		Conforme	21502
3	Montréal Chrysler Dodge Jeep (LaSalle)		Conforme	21504

Agent d'approvisionnement	Guy Roy
Numéro de l'appel d'offres	17-16189
Titre de l'appel d'offres	Acquisition de quarante (40) Dodge Grand Caravan

			Pie IX Dodge Chrysler 2000 inc.		**Donnacona Chrysler / 9229-3786 Québec inc.**		**Montréal Chrysler Dodge Jeep (LaSalle)**	
Item	**Articles**	**Qté par période**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**
1	Dodge Grand Caravan (incluant le droit environnemental sur les pneus neufs et la taxe d'accise sur le climatiseur)	40	27 681,00 $	1 107 240,00 $	27 854,00 $	1 114 160,00 $	28 632,26 $	1 145 290,40 $
			Total	1 107 240,00 $	**Total**	1 114 160,00 $	**Total**	1 145 290,40 $
			TPS	55 362,00 $	**TPS**	55 708,00 $	**TPS**	57 264,52 $
			TVQ	110 447,19 $	**TVQ**	111 137,46 $	**TVQ**	114 242,72 $
			TOTAL	**1 273 049,19 $**	**TOTAL**	**1 281 005,46 $**	**TOTAL**	**1 316 797,64 $**

Le plus bas soumissionnaire conforme **Pie IX Dodge Chrysler 2000 inc.**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 17-16189
Numéro de référence : 1078162
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Acquisition de quarante (40) Dodge Grand Caravan

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Donnacona Chrysler. 160 rue Commerciale Donnacona, QC, G3M 1W1 NEQ : 1166943762	Monsieur Olivier Tremblay Téléphone : 418 285-6719 Télécopieur : 418 285-4670	**Commande : (1296469)** 2017-05-30 8 h 35 **Transmission :** 2017-05-30 8 h 35	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Dupont & Dupont Ford. 949, boul. Saint-Joseph Gatineau, QC, G8Z1S8 NEQ : 1142781815	Monsieur Jean-Sébastien Poudrier Téléphone : 819 778-2751 Télécopieur : 819 778-8084	**Commande : (1298474)** 2017-06-01 14 h 38 **Transmission :** 2017-06-01 14 h 38	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
MONTREAL CHRYSLER DODGE JEEP 7315 boul newman Montréal, QC, H8N 2K3 NEQ : 1166284894	Madame MARYSE LESSARD Téléphone : 514 601-1116 Télécopieur : 514 363-4775	**Commande : (1296036)** 2017-05-29 13 h 09 **Transmission :** 2017-05-29 13 h 09	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Pie IX Dodge Chrysler 2000 Inc 9350 Boul. Pie IX Montréal, QC, H1Z	Madame Claire Cousineau Téléphone : 514 327-9000	**Commande : (1296331)** 2017-05-29 17 h 12	Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

	4E9 NEQ : 1148020895	Télécopieur : 514 327-8645	**Transmission :** 2017-05-29 17 h 12	
☐	Rive-Sud Chrysler 9400 bl Taschereau Longueuil, QC, J4X 1C3 NEQ : 1142800540	Monsieur Daniel Desponts Téléphone : 450 444-9400 Télécopieur : 450 444-3146	**Commande : (1298103)** 2017-06-01 9 h 06 **Transmission :** 2017-06-01 9 h 06	Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

Aide en ligne
Formation en ligne
Glossaire
Plan du site
Accessibilité
UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

Grille des tarifs
Contactez-nous
Nouvelles
Marchés publics hors Québec
Registre des entreprises non admissibles
Autorité des marchés financiers

À propos

À propos de SEAO
Info sur Constructo
Conditions d'utilisation
Polices supportées

Partenaires

Secrétariat du Conseil du trésor Québec
CGI
tc media

© 2003-2017 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1176859009

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction
Objet :	Accorder un contrat à Pie IX Dodge Chrysler 2000 inc. pour la fourniture de 40 véhicules de marque et modèle Dodge Grand Caravan pour une somme maximale de 1 273 049,19 $, taxes incluses – Appel d'offres public 17-16189 (3 soum.).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1176859009 - achat de véhicules SPVM-2.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mustapha CHBEL
Agent de gestion des ressources financières
Tél : 514-872-0470

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-11

Françoise TURGEON
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-0946
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.11

2017/09/28
17:00

(1)

Dossier # : 1170793001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Revolution Environnemental Solutions LP pour la collecte itinérante des résidus domestiques dangereux (RDD) incluant le traitement pour une période de 36 mois, pour une somme maximale de 1 564 118,89$ taxes incluses./Accorder un contrat à CRI Environnement Inc. pour la collecte des RDD dans les écocentres incluant le traitement pour 36 mois, pour une somme maximale de 1 675 241,38$ taxes incluses./Dépense totale de 3 239 360,28$ taxes incluses - Appel d'offres public 17-15847. 3 soumissionnaires

Il est recommandé :
1. d'accorder aux firmes ci-après désignées, plus bas soumissionnaires conformes pour chacun des contrats, aux prix de leur soumission, soit pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres publics 17-15847 et aux tableaux de prix reçus et les contingences :

Firmes	Contrats	Montants (taxes et contingences incluses)
Revolution Environnemental Solutions LP	Collecte itinérante des résidus domestiques dangereux (RDD) incluant le traitement pour une période de 36 mois	1 564 118,89$
CRI Environnement Inc.	Collecte des RDD dans les écocentres	1 675 241,38$

2. de doter, le Service de l'environnement, d'un budget additionnel récurrent à partir de l'année 2018 pour financer la contingence de 3% du contrat RDD - itinérante et de 5% du celui de RDD - écocentres ainsi que l'augmentation de quantité des RDD - écocentres prévue pour l'ouverture de l'écocentre Dickson à partir de 2020. Ces montants en taxe

nette sont évalués à 13 866 $ en 2018, 13 866 $ en 2019 et 116 857 $ en 2020.

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2017-08-31 15:34

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1170793001**
Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Revolution Environnemental Solutions LP pour la collecte itinérante des résidus domestiques dangereux (RDD) incluant le traitement pour une période de 36 mois, pour une somme maximale de 1 564 118,89$ taxes incluses./Accorder un contrat à CRI Environnement Inc. pour la collecte des RDD dans les écocentres incluant le traitement pour 36 mois, pour une somme maximale de 1 675 241,38$ taxes incluses./Dépense totale de 3 239 360,28$ taxes incluses - Appel d'offres public 17-15847. 3 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

En vertu de l'article 16 et du paragraphe 6 de l'article 19 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RRLQ, chapitre E-20.001), la valorisation des matières résiduelles est une compétence d'agglomération. Cette compétence est exercée par la Direction de la gestion des matières résiduelles et infrastructures du Service de l'environnement.
L'agglomération de Montréal met à la disposition de ses citoyens deux types de collecte pour se départir de leurs résidus domestiques dangereux (RDD) : les collectes itinérantes sur des sites aménagés temporairement dans les villes liées et les arrondissements éloignés d'un écocentre et un service de collecte sur une base régulière dans tous les écocentres.

La récupération des RDD permet de les soustraire de l'élimination et d'en disposer en conformité avec la *Loi sur la qualité de l'environnement* (L.R.Q., Q-2). De plus, elle s'inscrit dans les actions du Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal.

Les contrats de collecte des RDD viennent à échéance le 31 décembre 2017.

Depuis plus de vingt ans, plusieurs entreprises de transport et d'élimination de déchets

dangereux ont développé l'expertise pour effectuer la collecte itinérante des RDD et la collecte des RDD dans les écocentres. Le triage des RDD demande une expertise particulière à l'effet que les RDD apportés par les citoyens requiert des connaissances sur la réglementation portant sur le transport des marchandises dangereuses (RTMD) mais aussi sur le tri de ces matières dangereuses selon leurs destinataires (centre de réemploi, de recyclage, de valorisation énergétique ou d'élimination) afin d'en faciliter le recyclage et la valorisation. Dans le cas particulier des écocentres, le personnel de l'adjudicataire du contrat de gestion des écocentres effectue le tri des RDD apportés selon les indications du fournisseur. Il n'existe aucune entente cadre pour ce domaine d'activités.

Quatre fournisseurs se sont procurés un cahier des charges pour l'appel d'offres 17-15847.

L'appel d'offres public 17-15847 a été publié (SÉAO et LeDevoir) le 19 avril 2017, l'ouverture s'est effectuée le 24 mai avec un délai de 34 jours de calendrier. L'étude des soumissions s'est faite en juin et juillet. Les soumissions sont valides 240 jours civils suivant la date d'ouverture, soient jusqu'au 19 janvier 2018. L'octroi des contrats s'est effectué selon le principe du plus bas soumissionnaire conforme. Trois addenda ont été produits et envoyés aux détenteurs du cahier des charges les 21 avril, 4 mai et 10 mai. Le premier addenda concerne la durée de validité sur la page du cautionnement de soumission et de la lettre d'engagement qui n'est pas indiquée, une coquille au bordereau de soumission "contrat 4 - écocentres" et la page sommaire à remplacer. Le second addenda concerne le report de la date d'ouverture du 8 au 15 mai. Le troisième addenda reporte l'ouverture au 24 mai et l'obtention de l'autorisation de l'Autorité des marchés financiers au plus tard le 28 juillet 2017.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG14 0590 - 18 décembre 2014 : Accorder un contrat à Clean Harbors Québec inc. pour la collecte itinérante et la collecte dans les cours de voirie municipale des résidus domestiques dangereux (RDD) incluant le traitement pour une période de 36 mois, pour une somme maximale de 2 233 843,35$, taxes incluses. / Accorder un contrat à CRI Environnement inc. pour la collecte des RDD dans les écocentres incluant le traitement pour 34 mois, pour une somme maximale de 1 500 327,29$, taxes incluses. / Dépense totale de 3 734 170,74$, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13248 (3 soum.)

DESCRIPTION

La collecte itinérante compte 36 journées de collecte par année, selon les besoins des villes liées et des arrondissements. Le calendrier annuel des collectes itinérantes est établi en collaboration avec les villes liées et les arrondissements.
La collecte des RDD dans les écocentres s'effectue durant toute l'année, le citoyen est invité à laisser ses RDD aux heures d'ouverture des écocentres.

En 2016, 1 475,6 tonnes de RDD ont été récupérées dont 17,9 % (264,3 tonnes) provenaient de la collecte itinérante, 78,8 % (1 161,9 tonnes) des écocentres et 3,3 % (49,4 tonnes) des cours de voirie municipale.

JUSTIFICATION

Tel que prévu au devis technique général de l'appel d'offres public, la Ville exerce son droit de regrouper les contrats d'un même adjudicataire. Ainsi, les deux contrats pour la collecte itinérante des RDD (contrat 1 et contrat 2) attribués à Revolution Environnemental Solutions LP n'en feront qu'un. Le contrat pour la collecte des RDD dans les écocentres (contrat 4) est attribué à CRI Environnement Inc. Les contrats sont octroyés selon le principe du plus bas soumissionnaire conforme. Seulement trois des quatre preneurs du cahier des charges ont soumissionnés pour l'appel d'offres 17-15847.

En vertu du décret 435-2015 de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (L.R.Q. c. C-65.1) les soumissionnaires doivent s'inscrire au registre des entreprises autorisées tenu par de l'Autorité des marchés financiers lorsqu'engagés dans un processus d'appel d'offres public pour un montant supérieur à 1 M$. Tous les soumissionnaires ont joint ce document.

Le montant global estimé par les professionnels pour la collecte des RDD dans l'agglomération de Montréal (collecte itinérante, collecte dans les écocentres, 36 mois) est de 3 182 294,13$ taxes incluses (2 776 511,53$ avant taxes). Les offres retenues totalisent 3 114 030,03$ taxes incluses (2 708 440,98$ avant taxes) (consulter le tableau de l'aspect financier) un écart de 2,1%.

Les résultats du processus d'appel d'offres public et de comparaison des soumissions reçues pour la collecte itinérante et la collecte dans les écocentres sont présentés ci-après :

Contrat octroyé au plus bas soumissionnaire conforme	Itinérante	Écocentres
Soumissions conformes	**Total (taxes incluses)**	**Total (taxes incluses)**
Revolution Environnemental Solutions LP	1 518 562,04	
C.R.I .Environnement Inc.		1 595 467,99
Clean Harbors Québec Inc.	2 088 854,48	2 544 640,48
Estimation des professionnels ($) (Indiquer s'il s'agit d'une estimation faite par des professionnels interne)	1 589 490,28	1 602 803,04
Coût moyen des soumissions conformes reçues (total du coût des soumissions conformes reçues/nombre de soumissions)	1 803 708,26	2 070 054,24
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((Coût moyen des soumissions conformes-la plus basse)/la plus basse x 100)	18,78%	29,75%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute - la plus basse)	570 292,44	1 026 078,44
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute - la plus basse conforme) / la plus basse x 100)	37,55%	59,49%
Écart entre l'estimation des professionnels ($) et la plus basse conforme (la plus basse conforme - estimation)	-70 928,24	-7 335,05
Écart entre l'estimation des professionnels et la plus basse conforme (%) ((la plus basse - l'estimation) / estimation x 100)	-4,46%	-0,46%
Écart entre la plus basse et la deuxième plus basse ($) (la deuxième plus basse - la plus basse)	570 292,44	949 172,49
Écart entre la plus basse et la deuxième plus basse (%) ((la deuxième plus basse - la plus basse) / la plus basse x 100)	37,55%	59,49%

La commission permanente sur l'examen des contrats n'a pas à examiner ces contrats de biens et services, puisqu'ils sont chacun d'une valeur inférieure à 2 M$.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ces contrats sont d'une durée de 36 mois qui s'étendra sur une période de trois années financières. Le coût total des contrats s'élèvera de 3 239 360$ incluant les taxes et les contingences. La répartition du coût est présentée comme suit :

Période	**2018**	**2019**	**2020**	**Total**
RDD - itinérante	506 187 $	506 187 $	506 187 $	1 518 562 $
Contingence (3%)	15 186 $	15 186 $	15 186 $	45 557 $
Sous-total	**521 373 $**	**521 373 $**	**521 373 $**	**1 564 119 $**
RDD - écocentres	520 818 $	520 818 $	553 832 $	1 595 468 $
Contingence (5%)	- $	- $	79 773 $	79 773 $
Sous-total	**520 818 $**	**520 818 $**	**633 606 $**	**1 675 241 $**
Grand total	**1 042 191 $**	**1 042 191 $**	**1 154 978 $**	**3 239 360 $**

Pour plus de détail, voir le calcul dans la pièce jointe 'Aspect financier'.

Cette dépense sera imputée au budget de fonctionnement du Service de l'environnement au poste budgétaire des services techniques – gestion des matières résiduelles pour la collecte et le traitement des résidus domestiques dangereux.

Un budget additionnel récurrent sera requis à partir de l'année 2018 pour financer la contingence de 3% du contrat de RDD – itinérante et de 5 % du celui de RDD - écocentres et l'augmentation de quantité des RDD - écocentres prévue pour l'ouverture de l'écocentre Dickson à partir de 2020. Ces montants en taxe nette sont évalués à 13 866 $ en 2018, 13 866 $ en 2019 et 116 857 $ en 2020.

Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La collecte des RDD répond aux objectifs du développement durable (DD) et fait partie intégrante de l'objectif *Récupérer 80% des matières recyclables et organiques, des RDD (résidus domestiques dangereux), des résidus de CRD (construction, rénovation, démolition) et des encombrants d'ici 2019* , inscrit au Plan d'action du Plan de développement durable de la communauté montréalaise 2016-2020.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'interruption du service de collecte itinérante des RDD et de la collecte des RDD dans les écocentres aurait les conséquences suivantes :

- l'augmentation des RDD mis en bordure de rue avec les ordures ménagères;
- l'augmentation des dépôts sauvages dans les ruelles et terrains vagues.

Les arrondissements et les villes liées seraient obligés de gérer cette problématique, alors que la gestion des RDD relève d'une compétence d'agglomération.
Les RDD sont des matières dangereuses et leur entreposage représente un danger pour l'environnement et la santé humaine.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début du contrat de collecte itinérante des RDD : 1er janvier 2018 fin du contrat 31 décembre 2020.
Début du contrat de collecte des RDD dans les écocentres : 1er janvier 2018 fin du contrat 31 décembre 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Étienne LANGLOIS)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Aicha ZAMPALEGRE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Angelica RAMIREZ, Service des communications

Lecture :

Angelica RAMIREZ, 14 août 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Hélène BOISVERT
Conseillère

Tél : 514 872-2236
Télécop. : 514 872-8146

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-10

Michel RABY
C/d collecte transport et traitement des matières résiduelles

Tél : 514 872-8878
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Pierre GRAVEL
Directeur – gestion des matières résiduelles et infrastructures

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Éric BLAIN
infrastructures

Tél : 514 872-4404
Approuvé le : 2017-08-30

Tél : 514 872-7540
Approuvé le : 2017-08-31

Période	2018	2019	2020	Total
RDD - itinérante	506 187 $	506 187 $	506 187 $	1 518 562 $
Contingence (3%)	15 186 $	15 186 $	15 186 $	45 557 $
Sous-total	**521 373 $**	**521 373 $**	**521 373 $**	**1 564 119 $**
RDD - écocentres	520 818 $	520 818 $	553 832 $	1 595 468 $
Contingence (5%)	- $	- $	79 773 $	79 773 $
Sous-total	**520 818 $**	**520 818 $**	**633 606 $**	**1 675 241 $**
Grand total	**1 042 191 $**	**1 042 191 $**	**1 154 978 $**	**3 239 360 $**

SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT					
Direction de la Gestion des matières résiduelles et infrastructures					
Évaluation du coût des contrats de la collecte et du traitement RDD - Itinérance, cour de voirie et écocentres					
GDD 1170793001					
Soumissionnaires	**Lieux**	**2018**	**2019**	**2020**	**Total**
Revolution Environmental Solution LP	Itinérante - contrat 1	220 600.32 $	220 600.32 $	220 600.32 $	661 800.95 $
	Itinérante - contrat 2	219 658.30 $	219 658.30 $	219 658.30 $	658 974.90 $
Total avant taxes		**440 258.62 $**	**440 258.62 $**	**440 258.62 $**	**1 320 775.85 $**
Contingence	3%	**13 207.76 $**	**13 207.76 $**	**13 207.76 $**	**39 623.28 $**
Total - Revolution & contingence avant taxes		**453 466.38 $**	**453 466.38 $**	**453 466.38 $**	**1 360 399.13 $**
TPS	5%	22 673.32 $	22 673.32 $	22 673.32 $	68 019.96 $
TVQ	9.975%	45 233.27 $	45 233.27 $	45 233.27 $	135 699.81 $
Total - Revolution & contingence taxes incluses		**521 372.96 $**	**521 372.96 $**	**521 372.96 $**	**1 564 118.89 $**
CRI environnement	Écocentres - contrat 4	452 983.64 $	452 983.64 $	481 697.85 $	1 387 665.13 $
Contingence	5%	**- $**	**- $**	69 383.26 $	**69 383.26 $**
Total - CRI environnement & contingence avant taxes		**452 983.64 $**	**452 983.64 $**	**551 081.11 $**	**1 457 048.39 $**
TPS	5%	22 649.18 $	22 649.18 $	27 554.06 $	72 852.42 $
TVQ	9.975%	45 185.12 $	45 185.12 $	54 970.34 $	145 340.58 $
Total - CRI environnement & Contingence taxes incluses		**520 817.94 $**	**520 817.94 $**	**633 605.50 $**	**1 675 241.38 $**
Total - contrats et contingences avant taxes		**906 450.02 $**	**906 450.02 $**	**1 004 547.48 $**	**2 817 447.51 $**
Total contrats et contingences taxes incluses		**1 042 190.91 $**	**1 042 190.91 $**	**1 154 978.47 $**	**3 239 360.28 $**
Total taxe nette		**951 659.21 $**	**951 659.21 $**	**1 054 649.29 $**	**2 957 967.71 $**
IMPUTATION DE LA DÉPENSE :	1001.0010000.103158.04349.54503.014402.0000.000000.000000.00000.00000			Collecte des RDD - itinérance	
	1001.0010000.103158.04349.54503.014475.0000.000000.000000.00000.00001			Collecte des RDD - Écocentres	
Répartion RDD aux éconcetres (2018 - 2020)					
Période	**2018**	**2019**	**2020**	**Total**	
Quantités (kg) octroyées	441 448.40	441 448.40	469 431.40	1 352 328.20	
Contingences (5%)			67 616.41	67 616.41	
Total	**441 448.40**	**441 448.40**	**537 047.81**	**1 419 944.61**	
Période	**2018**	**2019**	**2020**		
Budget additionnel ($) - taxe nette	13 866 $	13 866 $	116 857 $		

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 3 juin 2016

REVOLUTION ENVIRONMENTAL SOLUTIONS LP
A/S MONSIEUR DARREN ZWICKER
1100, BURLOAK, BUREAU 500
BURLINGTON (ON) L7L 6B2

N° de décision : 2016-CPSM-1033904
N° de client : 3000855147

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous ENVIRONNEMENTAL TERRAPURE et RÉVOLUTION DE SOLUTIONS ENVIRONNEMENTALES, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « LCOP »). REVOLUTION ENVIRONMENTAL SOLUTIONS LP est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **2 juin 2019** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation/de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 18 juillet 2017

C.R.I. ENVIRONNEMENT INC.
A/S MONSIEUR JEAN BOUCHARD
75, RUE DU PROGRÈS
COTEAU-DU-LAC (QC) J0P 1B0

N° de décision : 2017-CPSM-1040078
N° de client : 3001273522

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). C.R.I. ENVIRONNEMENT INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **17 juillet 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1170793001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Objet :	Accorder un contrat à Revolution Environnemental Solutions LP pour la collecte itinérante des résidus domestiques dangereux (RDD) incluant le traitement pour une période de 36 mois, pour une somme maximale de 1 564 118,89$ taxes incluses./Accorder un contrat à CRI Environnement Inc. pour la collecte des RDD dans les écocentres incluant le traitement pour 36 mois, pour une somme maximale de 1 675 241,38$ taxes incluses./Dépense totale de 3 239 360,28$ taxes incluses - Appel d'offres public 17-15847. 3 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

17-15847 intervention.pdf 17-15847 tcp Contrat 1.pdf 17-15847 tcp Contrat 2.pdf
17-15847 tcp Contrat 4.pdf 17-15847 - Det Cah Final.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Étienne LANGLOIS
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514-872-2988

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-11

Isabelle LAZURE
c/s app.strat.en biens
Tél : 514 872-5241
Division : Service de l'approvisionnement , Direction

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 17-15847

No du GDD : 1170793001

Titre de l'appel d'offres : Service de récupération des résidus domestiques dangereux (RDD) pour l'agglomération de Montréal 2018-2020

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 19 - 4 - 2017

Ouverture originalement prévue le : 8 - 5 - 2017

Ouverture faite le : 24 - 5 - 2017

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 3

Date du dernier addenda émis : 10 - 5 - 2017

Délai total accordé aux soumissionnaires : 34 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 4

Nbre de soumissions reçues : 3

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 75

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 240 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 19 - 1 - 2018

Date d'échéance révisée : 19 - 1 - 2018

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Clean Harbors Québec inc.	1 037 120,96 $		
Revolution Environmental Solutions LP	760 905,64 $	√	

Information additionnelle

Voici les causes de désistement de présenter une soumission:
-Une entreprise a indiqué qu'elle voulait le cahier charge à titre informatif.

Préparé par : Étienne Langlois

Le 10 - 8 - 2017

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 17-15847

No du GDD : 1170793001

Titre de l'appel d'offres : Service de récupération des résidus domestiques dangereux (RDD) pour l'agglomération de Montréal 2018-2020

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 19 - 4 - 2017

Nombre d'addenda émis durant la période : 3

Ouverture originalement prévue le : 8 - 5 - 2017

Date du dernier addenda émis : 10 - 5 - 2017

Ouverture faite le : 24 - 5 - 2017

Délai total accordé aux soumissionnaires : 34 jrs

Date du comité de sélection : - -

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 4

Nbre de soumissions reçues : 3

% de réponses : 75

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 240 jrs

Date d'échéance initiale : 19 - 1 - 2018

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 19 - 1 - 2018

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Clean Harbors Québec inc.	1 051 733,53 $		
Révolution Envitonmental Solutions LP	757 656,40 $	√	

Information additionnelle

Voici les causes de désistement de présenter une soumission:
-Une entreprise a indiqué qu'elle voulait le cahier charge à titre informatif.

Préparé par : Étienne Langlois

Le 10 - 8 - 2017

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 17-15847

No du GDD : 1170793001

Titre de l'appel d'offres : Service de récupération des résidus domestiques dangereux (RDD) pour l'agglomération de Montréal 2018-2020

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 19 - 4 - 2017

Nombre d'addenda émis durant la période : 3

Ouverture originalement prévue le : 8 - 5 - 2017

Date du dernier addenda émis : 10 - 5 - 2017

Ouverture faite le : 24 - 5 - 2017

Délai total accordé aux soumissionnaires : 34 jrs

Date du comité de sélection : - -

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 4

Nbre de soumissions reçues : 3

% de réponses : 75

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 240 jrs

Date d'échéance initiale : 19 - 1 - 2018

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 19 - 1 - 2018

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Clean Harbors Québec inc.	2 544 640,49 $		
C.R.I. Environnement inc.	1 595 467,99 $	√	

Information additionnelle

Voici les causes de désistement de présenter une soumission:
-Une entreprise a indiqué qu'elle voulait le cahier charge à titre informatif.

Préparé par : Étienne Langlois

Le 10 - 8 - 2017

Tableau comparatif des prix reçus

#	Objet	Informations
1	Nom de l'agent d'approvisionnement	Gustavo Penagos
2	Titre de l'appel d'offres	**Service de récupération des résidus domesstiques dangereux (RDD) pour l'agglomération de Montréal 2018-2020**
3	Description (si nécessaire en complétement du titre)	Contrat 1
4	No de l'appel d'offres	17-15847
5	**Préposée au secrétariat**	Isabelle Denis (7 juin 2017)
6	Type de solicitation	Publique
7	Date d'ouverture	24 mai 2017
8	Service requérant	23 Service de l'environnement
9	Requérant	Hélène Boisvert

#	Soumissionnaire	Commentaires	Conformité	No de soumission
1	Clean Harbors Québec inc.		Conforme	21376
2	Revolution Environmental Solutions LP		Conforme	21375

Agent d'approvisionnement	Gustavo Penagos
Numéro de l'appel d'offres	17-15847
Titre de l'appel d'offres	Service de récupération des résidus domesstiques dangereux (RDD) pour l'agglomération de Montréal 2018-2020
Type de solicitation	Publique
Date d'ouverture	24 mai 2017
Service requérant	23 Service de l'environnement
Requérant	Hélène Boisvert

		Adjudicataire recommandé
	Clean Harbors Québec inc.	**Revolution Environmental Solutions LP**
Total avant taxes	902 040,41 $	661 800,95 $
TPS	45 102,02 $	33 090,05 $
TVQ	89 978,53 $	66 014,64 $
TOTAL	1 037 120,96 $	760 905,64 $

Commentaires	

Tableau comparatif des prix reçus

#	Objet	Informations
1	Nom de l'agent d'approvisionnement	Gustavo Penagos
2	Titre de l'appel d'offres	**Service de récupération des résidus domesstiques dangereux (RDD) pour l'agglomération de Montréal 2018-2020**
3	Description (si nécessaire en complétement du titre)	Contrat 2
4	No de l'appel d'offres	17-15847
5	**Préposée au secrétariat**	Isabelle Denis (7 juin 2017)
6	Type de solicitation	Publique
7	Date d'ouverture	24 mai 2017
8	Service requérant	23 Service de l'environnement
9	Requérant	Hélène Boisvert

#	Soumissionnaire	Commentaires	Conformité	No de soumission
1	Clean Harbors Québec inc.		Conforme	21377
2	Révolution Envitonmental Solutions LP		Conforme	21378

Agent d'approvisionnement	Gustavo Penagos
Numéro de l'appel d'offres	17-15847
Titre de l'appel d'offres	**Service de récupération des résidus domesstiques dangereux (RDD) pour l'agglomération de Montréal 2018-2020**
Type de solicitation	Publique
Date d'ouverture	24 mai 2017
Service requérant	23 Service de l'environnement
Requérant	Hélène Boisvert

		Adjudicataire recommandé
	Clean Harbors Québec inc.	**Révolution Envitonmental Solutions LP**
Total avant taxes	914 749,75 $	658 974,90 $
TPS	45 737,49 $	32 948,75 $
TVQ	91 246,29 $	65 732,75 $
TOTAL	1 051 733,53 $	757 656,40 $

Commentaires	

Tableau comparatif des prix reçus

#	Objet	Informations
1	Nom de l'agent d'approvisionnement	Gustavo Penagos
2	Titre de l'appel d'offres	**Service de récupération des résidus domesstiques dangereux (RDD) pour l'agglomération de Montréal 2018-2020**
3	Description (si nécessaire en complétement du titre)	Contrat 4
4	No de l'appel d'offres	17-15847
5	**Préposée au secrétariat**	Isabelle Denis (7 juin 2017)
6	Type de solicitation	Publique
7	Date d'ouverture	24 mai 2017
8	Service requérant	23 Service de l'environnement
9	Requérant	Hélène Boisvert

#	Soumissionnaire	Commentaires	Conformité	No de soumission
1	Clean Harbors Québec inc.		Conforme	21385
2	C.R.I. Environnement inc.		Conforme	21386

Agent d'approvisionnement	Gustavo Penagos
Numéro de l'appel d'offres	17-15847
Titre de l'appel d'offres	Service de récupération des résidus domesstiques dangereux (RDD) pour l'agglomération de Montréal 2018-2020
Type de solicitation	Publique
Date d'ouverture	24 mai 2017
Service requérant	23 Service de l'environnement
Requérant	Hélène Boisvert

		Adjudicataire recommandé
	Clean Harbors Québec inc.	**C.R.I. Environnement inc.**
Total avant taxes	2 213 211,99 $	1 387 665,13 $
TPS	110 660,60 $	69 383,26 $
TVQ	220 767,90 $	138 419,60 $
TOTAL	2 544 640,49 $	1 595 467,99 $

Commentaires	

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 17-15847
Numéro de référence : 1067455
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Service de récupération des résidus domestiques dangereux (RDD) pour l'agglomération de Montréal 2018-2020

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
clean harbors ville ste-catherine 6785 route 132 Sainte-Catherine, QC, j5B 1b6 NEQ : 1145021615	Monsieur Yves Mailloux Téléphone : 514 945-5907 Télécopieur :	**Commande : (1274505)** 2017-04-20 9 h 07 **Transmission :** 2017-04-20 9 h 07	2747014 - 17-15847 Addenda N°1 (devis) 2017-04-21 9 h 26 - Courriel 2747015 - 17-15847 Addenda N°1 (bordereau) 2017-04-21 9 h 26 - Téléchargement 2755218 - 17-15847 Addenda N°2 2017-05-04 16 h 03 - Courriel 2758822 - 17-15847 Addenda N°3 - Report de date 2017-05-10 14 h 47 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Cri Environnement Inc.. 75, Rue Du Progrès Coteau-du-Lac, QC, J0P 1B0	Monsieur Jean Bouchard	**Commande : (1276027)** 2017-04-24 8	2747014 - 17-15847 Addenda N°1 (devis) 2017-04-24 8 h 44 -

	NEQ : 1144100543	Téléphone : 450 763-5541 Télécopieur : 450 763-0282	h 44 **Transmission :** 2017-04-24 8 h 44	Téléchargement 2747015 - 17-15847 Addenda N°1 (bordereau) 2017-04-24 8 h 44 - Téléchargement 2755218 - 17-15847 Addenda N°2 2017-05-04 16 h 04 - Télécopie 2758822 - 17-15847 Addenda N°3 - Report de date 2017-05-10 14 h 47 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	NI Corporation 1917, rue Le Chatelier Laval, QC, H7L5B3 http://ni-corporation.com NEQ : 1145537610	Monsieur Benoit Proulx Téléphone : 514 270-1102 Télécopieur :	**Commande : (1274218)** 2017-04-19 15 h 42 **Transmission :** 2017-04-19 15 h 42	2747014 - 17-15847 Addenda N°1 (devis) 2017-04-21 9 h 26 - Courriel 2747015 - 17-15847 Addenda N°1 (bordereau) 2017-04-21 9 h 26 - Téléchargement 2755218 - 17-15847 Addenda N°2 2017-05-04 16 h 03 - Courriel 2758822 - 17-15847 Addenda N°3 - Report de date 2017-05-10 14 h 47 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Revolution Environmental Solutions LP (Terrapure Environnement) 125, rue Bélanger Châteauguay, QC, J6J4Z2 http://www.terrapureenv.com NEQ : 1162219720	Madame Marie-Eve Allaire Téléphone : 450 698-7538 Télécopieur :	**Commande : (1277701)** 2017-04-25 16 h 48 **Transmission :** 2017-04-25 16 h 48	2747014 - 17-15847 Addenda N°1 (devis) 2017-04-25 16 h 48 - Téléchargement 2747015 - 17-15847 Addenda N°1 (bordereau) 2017-04-25 16 h 48 - Téléchargement 2755218 - 17-15847 Addenda N°2 2017-05-04 16 h 03 - Courriel 2758822 - 17-15847

Addenda N°3 - Report de date 2017-05-10 14 h 47 - Courriel

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

Aide en ligne
Formation en ligne
Glossaire
Plan du site
Accessibilité
UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

Grille des tarifs
Contactez-nous
Nouvelles
Marchés publics hors Québec
Registre des entreprises non admissibles
Autorité des marchés financiers

À propos

À propos de SEAO
Info sur Constructo
Conditions d'utilisation
Polices supportées

Partenaires

Secrétariat du Conseil du trésor Québec
CGI
tc media

© 2003-2017 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1170793001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Objet :	Accorder un contrat à Revolution Environnemental Solutions LP pour la collecte itinérante des résidus domestiques dangereux (RDD) incluant le traitement pour une période de 36 mois, pour une somme maximale de 1 564 118,89$ taxes incluses./Accorder un contrat à CRI Environnement Inc. pour la collecte des RDD dans les écocentres incluant le traitement pour 36 mois, pour une somme maximale de 1 675 241,38$ taxes incluses./Dépense totale de 3 239 360,28$ taxes incluses - Appel d'offres public 17-15847. 3 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1170793001_Info_comptableV2.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Aicha ZAMPALEGRE
Préposée au budget
Tél : 514 872-7232

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-25

Yves COURCHESNE
Directeur de service
Tél : 514-872-6630
Division : Finances et trésorier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.12

2017/09/28 17:00

(1)

Dossier # : 1164473002

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division Exploitation du réseau et des réservoirs , Entretien du réseau primaire
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Conclure avec Les Contrôles Provan et Associés inc., une entente -cadre, d'une durée de cinq (5) ans, pour la fourniture et la livraison de vannes de type papillon et de type guillotine, pour une somme maximale de 1 043 057,57 $, taxes incluses. La dépense totale de 1 069 134,01 $, taxes incluses, comprend le coût total du contrat ainsi qu'un montant de 26 076,44$, taxes incluses, pour les incidences - Appel d'offres public 17-15801- (4 soumissionnaires)

Il est recommandé :

1. de conclure une entente-cadre, d'une durée de cinq (5) ans, pour la fourniture et la livraison sur demande de vannes de type papillon à la Direction de l'eau potable du Service de l'eau;
2. d'accorder à Les Contrôles Provan et Associés inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix unitaires de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 043 057,57 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-15801 et au tableau de prix reçus joint au dossier décisionnel;
3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets de la Direction de l'eau potable du Service de l'eau, et ce, au rythme des besoins à combler.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-09-05 14:39

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1164473002**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division Exploitation du réseau et des réservoirs , Entretien du réseau primaire
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Conclure avec Les Contrôles Provan et Associés inc., une entente -cadre, d'une durée de cinq (5) ans, pour la fourniture et la livraison de vannes de type papillon et de type guillotine, pour une somme maximale de 1 043 057,57 $, taxes incluses. La dépense totale de 1 069 134,01 $, taxes incluses, comprend le coût total du contrat ainsi qu'un montant de 26 076,44$, taxes incluses, pour les incidences - Appel d'offres public 17-15801- (4 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Le réseau d'aqueduc principal de Montréal est vieillissant et possède un nombre important de vannes installées dans plus de trois mille (3 000) chambres souterraines. La mise en service de la majeure partie de ces vannes a été effectuée il y a plus de 50 ans. Dans le cadre de notre programme d'entretien planifié, des inspections et des manipulations sont prévues. Il n'est pas rare d'observer que des vannes sont défectueuses et doivent être remplacées pour mettre à niveau et sécuriser le réseau d'aqueduc principal existant.
De plus, des travaux de réhabilitation et de construction sont prévus sur le réseau d'aqueduc principal, projets qui peuvent requérir des vannes.

Ce contrat d'achat de vannes est important pour s'assurer d'avoir en main les pièces nécessaires lors de la réalisation des différents travaux des nouvelles conduites, des nouvelles chambres souterraines ou de remplacement des équipements défectueux. Les délais de fabrication et de livraison de ces pièces sont longs.

Avec l'achat d'une quantité importante de vannes à l'intérieur d'un même contrat, la Ville bénéficie de prix préférentiels.

Notons, qu'un premier contrat, octroyé en 2015, a dû être abrogé du fait d'un manque important dans la qualité des vannes qui ne répondaient pas au devis technique.

À cet effet, un nouvel appel d'offres public a été publié dans le quotidien Le Devoir et dans le système électronique d'appel d'offres (SÉAO) le 5 juillet 2017. Les offres dûment reçues ont été ouvertes le 16 août 2017. La durée de publication a été de quarante-deux (42) jours. La durée de validité des offres est de cent quatre-vingt (180) jours, à compter de l'ouverture des soumissions, soit jusqu'au 12 février 2018.

Cinq (5) addendas ont été émis durant la période d'appel d'offres afin d'apporter certaines précisions au cahier des charges.

Addenda n°1	12 juillet 2017	Questions techniques et réponses clarifiant le devis technique.
Addenda n°2	14 juillet 2017	Modifications aux clauses administratives particulières, mise à jour du bordereau de soumission, ajout du formulaire d'assurances tous risques et questions techniques.
Addenda n°3	18 juillet 2017	La date d'ouverture des soumissions est reportée au 14 août 2017.
Addenda n°4	24 juillet 2017	Questions techniques et réponses clarifiant les options possibles sur les manipulateurs électriques.
Addenda n°5	4 août 2017	Clarification de la clause administrative particulière #18 et questions techniques.
Addenda n°6	10 août 2017	Date d'ouverture des soumissions reportée au 16 août 2017.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE17 0270 - 8 mars 2017 - Abroger la résolution CE15 1691 afin de ne pas donner suite au contrat accordé à 9317-6667 Québec inc. (Groupe TEC) pour la fourniture et la livraison de vannes de type papillon, dans le cadre de l'appel d'offres public 15-14182.
CE15 1691 - 16 septembre 2015 - Conclure une entente-cadre, d'une durée de trois ans, pour la fourniture et la livraison de vannes de type papillon à la Direction de l'eau potable du Service de l'eau. D'accorder à 9317-6667 Québec inc. (Groupe TEC), plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix unitaires de sa soumission, soit pour une somme maximale de 192 403,94 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 15-14182 - (7 soumissionnaires).

CG11 0432 - 22 décembre 2011 - Accorder un contrat à Les Contrôles Provan Associés inc. pour la fourniture de 76 vannes de type papillon, pour un montant total approximatif de 548 815,92 $, taxes incluses - Appel d'offres public 11-11805 - (2 soumissionnaires).

DESCRIPTION

Le présent dossier consiste à conclure une entente-cadre avec la compagnie Les Contrôles Provan et Associés inc., pour une période de cinq (5) ans, pour la fourniture sur demande de vannes de type papillon et de type à guillotine, pour les besoins des divisions Ingénierie du réseau et des réservoirs, Exploitation du réseau et des réservoirs et Projets réseau principal de la Direction de l'eau potable du Service de l'eau.

Les vannes seront installées dans différentes chambres de vannes localisées sur l'île de Montréal et ont des diamètres variant entre 350 mm (14 pouces) et 1800 mm (72 pouces) et sont destinées au réseau primaire d'aqueduc. Les nouveaux équipements serviront soit au remplacement des vannes brisées ne pouvant être réparées sur place ou aux nouvelles installations.

Cette entente-cadre permet de minimiser la quantité de pièces à garder en inventaire par la Ville de Montréal.

Des incidences de 26 076,44 $, taxes incluses, soit 2,5 % du coût du contrat ont été ajoutées pour couvrir les coûts reliés aux inspections chez le fabricant et le fournisseur.

JUSTIFICATION

À la suite de l'appel d'offres public no. 17-15801, il y a eu sept (7) preneurs du cahier des charges sur le site SÉAO et quatre (4) soumissions ont été déposées. La liste des preneurs du cahier des charges se trouve dans l'intervention du Service de l'approvisionnement. Les trois (3) preneurs du cahier des charges suivants se sont désistés :

- Fastenal
- KSB Pumps inc
- WH Hydraulic Inc.

La raison invoquée par ces soumissionnaires est que la période de soumission ne convient pas à la compagnie.

L'analyse administrative a été réalisée par la Division de l'acquisition de biens et services du Service de l'approvisionnement alors que l'analyse technique a été réalisée par la Direction de l'eau potable du Service de l'eau.

Après l'analyse des soumissions, il s'avère que quatre (4) soumissionnaires sont conformes soit: Les Contrôles Provan et Associés, D.M. Valve et Contrôles inc, Wolseley Canada inc et Réal Huot inc.

Firmes soumissionnaires conformes	**Total (Taxes incluses)**
Les Contrôles Provan et Associés inc	1 043 057,57 $
D.M. Valve et Contrôles inc.	1 091 776,74 $
Wolseley Canada inc.	1 280 690,43 $
Réal Huot inc	1 354 449,27 $
Dernière estimation réalisée à l'interne	1 095 342,32 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)* Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*	1 192 493,50 $ 14,33 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)* Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*	311 391,70 $ 29,85 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*	-52 284,75 $ (-4,77 %)
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*	48 719,17 $

Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*	4,67 %

Nous recommandons de conclure cette entente-cadre avec Les Contrôles Provan et Associés inc., plus bas soumissionnaire conforme.

L'analyse des soumissions a permis de constater que le plus bas soumissionnaire conforme a présenté une soumission avec un écart favorable de 4,77 %, soit 52 284,75 $, taxes incluses, par rapport à l'estimation réalisée à l'interne.

Les validations requises à l'effet que Les Contrôles Provan et Associés inc. ne fait pas partie de la liste du Registre des entreprises non admissibles (RENA) ont été faites.

Le soumissionnaire recommandé est conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville.

Ce contrat n'est pas visé par la *Loi sur l'intégrité en matière des contrats publics (LIMCP).* Le soumissionnaire recommandé n'a pas à obtenir une autorisation de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total du contrat à octroyer est de 1 043 057,57 $ taxes incluses.
La dépense totale de 1 069 134,01 $, taxes incluses, comprend le coût total du contrat, ainsi qu'un montant de 26 076.44 $, taxes incluses, pour les incidences.

La dépense de 1 069 134,01 $, taxes incluses, représente un coût net de 976 261,86 $, lorsque diminuée des ristournes de taxes fédérales et provinciales.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.*

Cette dépense est financée à l'emprunt à la charge de l'agglomération à moins de disponibilité de la réserve de l'eau.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'acquisition de ces équipements visent à assurer la pérennité des infrastructures d'eau potable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le fait d'acheter ces vannes par le biais d'une entente-cadre permet de répondre aux besoins des différents projets d'amélioration et d'entretien du réseau. Étant donné les très longs délais de fabrication de ces vannes, leur non disponibilité pourrait compromettre directement les échéanciers et la réalisation de multiples projets d'amélioration et de réparation.
Advenant le cas où l'octroi de ce contrat serait retardé, la réalisation de projets majeurs sur le réseau d'aqueduc principal pourrait être compromise.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ce dossier ne comporte aucun enjeu de communication, tel que convenu avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat : novembre 2017
Livraison : novembre 2017 à octobre 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Iva STOILOVA-DINEVA)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Alexandre MUNIZ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sophie VOYER, Service des communications
Marie DESORMEAUX, Service des communications

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-Marc OUELLET
Ingénieur mécanique

Tél : 514 868-4110
Télécop. : 514-868-5964

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-21

Daniel TURCOT
Chef de division

Tél : 514 872-5963
Télécop. : 514 868-5964

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

André MARSAN
Directeur de l'eau potable
Tél : 514 872-5090
Approuvé le : 2017-09-01

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2017-09-05

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1164473002

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division Exploitation du réseau et des réservoirs , Entretien du réseau primaire
Objet :	Conclure avec Les Contrôles Provan et Associés inc., une entente-cadre, d'une durée de cinq (5) ans, pour la fourniture et la livraison de vannes de type papillon et de type guillotine, pour une somme maximale de 1 043 057,57 $, taxes incluses. La dépense totale de 1 069 134,01 $, taxes incluses, comprend le coût total du contrat ainsi qu'un montant de 26 076,44$, taxes incluses, pour les incidences - Appel d'offres public 17-15801- (4 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

31-08-2017 Intervention pour le Service de l'eau_17-15801.pdf

17-15801 tcp- A.pdf 17-15801 tcp- B.pdf

17-15801 - Det Cah Final.pdf

17-15801 pv.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Alexandre MUNIZ
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514 872-1028

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-31

Isabelle LAZURE
Chef de section, biens et services
Tél : (514) 872-5241
Division : Division de l'acquisition de biens et services

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 17-15801

No du GDD : 1164473002

Titre de l'appel d'offres : Fourniture de vannes papillon, de vannes guillotine, actuateurs manuel et électrique (350mm – 1800mm) – 60 mois

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 5 - 7 - 2017

Ouverture originalement prévue le : 7 - 8 - 2017

Ouverture faite le : 16 - 8 - 2017

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 6

Date du dernier addenda émis : 10 - 8 - 2017

Délai total accordé aux soumissionnaires : 43 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 7

Nbre de soumissions reçues : 4

% de réponses : 57

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 21 2 2018

Date d'échéance révisée : - -

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# article
Les Contrôles Provan et Asssociés inc	$ 1 043 057,57	√	
D.M. Valve et Contrôles inc.	$ 1 091 776,74		
Wolseley Canada inc.	$ 1 280 690,43		
Réal Huot inc	$ 1 354 449,27		

Information additionnelle

Tel que mentionné aux documents d'appel d'offres, l'octroi s'effectue en entier au plus bas soumissionnaire conforme. L'entreprise Les Contrôles Provan et Associés inc est le plus bas soumissionnaire conforme. Cette firme est donc recommandée comme adjudicataire du contrat. Montant de la soumission : 907 203,80 $ +(TPS 5%) 45 360,19 $ + (TVQ 9,975%) 90 493,58 $ = 1 043 057,57 $

En date du 30 août 2017, l'entreprise recommandée dans le présent sommaire décisionnel n'est pas inscrite au RENA (Registre des entreprises non admissibles), n'a pas de restriction imposée sur sa licence de la RBQ et n'est pas rendue non-conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal. L'autorisation de l'AMF n'est pas exigée dans le cadre de cet appel d'offres. La raison invoquée pour le non-dépôt des soumissions est: La période de soumission ne convient pas à la compagnie.

Préparé par : Daniel Léger

Le 31 8 2017

Tableau comparatif des prix reçus

#	Objet	Informations
1	Nom de l'agent d'approvisionnement	**Daniel Léger**
2	Titre de l'appel d'offres	Fourniture de vannes papillon, de vannes guillotine, actuateurs manuel et électrique (350mm – 1800mm) – 60 mois
3	No de l'appel d'offres	**17-15801**
4	**Préposée au secrétariat**	Vivéna Akossou (Le 31 août 2017)
5	Type de solicitation	Publique
6	Date d'ouverture	16 août 2017
7	Service requérant	49 Service de l'eau
8	Requérant	Jean Marc Oeullet



#	Soumissionnaire	Commentaires	Conformité (validée par l'agent d'approvisionnement)	No de soumission
1	WOLSELEY CANADA INC.		Conforme	22060
2	D.M. VALVE ET CONTRÔLES INC.		Conforme	22061
3	RÉAL HUOT INC.		Conforme	22062
4	LES CONTRÔLES PROVAN ET ASSOCIÉS INC.		Conforme	22063

Agent d'approvisionnement	Daniel Léger
Numéro de l'appel d'offres	17-15801
Titre de l'appel d'offres	Fourniture de vannes papillon, de vannes guillotine, actuateurs manuel et électrique (350mm – 1800mm) – 60 mois

					Soumissionnaires	**WOLSELEY CANADA INC.**		**D.M. VALVE ET CONTRÔLES INC.**		**RÉAL HUOT INC.**		**LES CONTRÔLES PROVAN ET ASSOCIÉS INC.**	
G	**Item**	**Articles**	**Unité de mesure**	**Qté approximative 60 mois**	**Terme**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**
	1	Vanne papillon 350 mm de diamètre avec actuateur manuel - Ouverture antihoraire - Position C, D	UN	3	1	2 399,00 $	7 197,00 $	2 165,00 $	6 495,00 $	2 542,86 $	7 628,58 $	2 917,26 $	8 751,78 $
	2	Vanne guillotine 350 mm de diamètre avec actuateur manuel - Ouverture antihoraire	UN	2	1	4 975,00 $	9 950,00 $	4 255,00 $	8 510,00 $	5 258,92 $	10 517,84 $	4 874,23 $	9 748,46 $
	3	Vanne papillon 400 mm de diamètre avec actuateur manuel - Ouverture antihoraire- Position C, D	UN	8	1	2 799,00 $	22 392,00 $	2 525,00 $	20 200,00 $	2 968,20 $	23 745,60 $	3 171,25 $	25 370,00 $
	4	Vanne guillotine 400 mm de diamètre avec actuateur manuel - Ouverture antihoraire	UN	8	1	6 099,00 $	48 792,00 $	5 227,50 $	41 820,00 $	6 457,50 $	51 660,00 $	6 598,81 $	52 790,48 $

Agent d'approvisionnement	Daniel Léger
Numéro de l'appel d'offres	17-15801
Titre de l'appel d'offres	Fourniture de vannes papillon, de vannes guillotine, actuateurs manuel et électrique (350mm – 1800mm) – 60 mois

					Soumissionnaires	**WOLSELEY CANADA INC.**		**D.M. VALVE ET CONTRÔLES INC.**		**RÉAL HUOT INC.**		**LES CONTRÔLES PROVAN ET ASSOCIÉS INC.**	
G	**Item**	**Articles**	**Unité de mesure**	**Qté approximative 60 mois**	**Terme**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**
	5	Vanne papillon 450 mm de diamètre avec actuateur manuel - Ouverture antihoraire - Position C, D	UN	1	1	3 100,00 $	3 100,00 $	2 805,00 $	2 805,00 $	3 298,17 $	3 298,17 $	3 652,13 $	3 652,13 $
	6	Vanne guillotine 450 mm de diamètre avec actuateur manuel - Ouverture antihoraire	UN	1	1	10 120,00 $	10 120,00 $	8 670,00 $	8 670,00 $	10 710,00 $	10 710,00 $	16 062,65 $	16 062,65 $
	7	Vanne papillon 500 mm de diamètre avec actuateur manuel - Ouverture antihoraire - Position C, D	UN	1	1	4 025,00 $	4 025,00 $	3 625,00 $	3 625,00 $	4 266,16 $	4 266,16 $	3 992,68 $	3 992,68 $
	8	Vanne papillon 600 mm de diamètre avec actuateur manuel - Ouverture antihoraire - Position C, D	UN	3	1	5 650,00 $	16 950,00 $	5 102,50 $	15 307,50 $	6 003,21 $	18 009,63 $	5 281,64 $	15 844,92 $

Agent d'approvisionnement	Daniel Léger
Numéro de l'appel d'offres	17-15801
Titre de l'appel d'offres	Fourniture de vannes papillon, de vannes guillotine, actuateurs manuel et électrique (350mm – 1800mm) – 60 mois

					Soumissionnaires	**WOLSELEY CANADA INC.**		**D.M. VALVE ET CONTRÔLES INC.**		**RÉAL HUOT INC.**		**LES CONTRÔLES PROVAN ET ASSOCIÉS INC.**	
G	**Item**	**Articles**	**Unité de mesure**	**Qté approximative 60 mois**	**Terme**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**
	9	Vanne papillon 600 mm de diamètre avec actuateur électrique «ouvert/fermé»	UN	1	1	15 700,00 $	15 700,00 $	12 900,00 $	12 900,00 $	16 573,46 $	16 573,46 $	10 687,04 $	10 687,04 $
	10	Vanne guillotine 600 mm de diamètre avec actuateur manuel - Ouverture antihoraire	UN	3	1	19 750,00 $	59 250,00 $	16 905,00 $	50 715,00 $	20 878,20 $	62 634,60 $	22 806,48 $	68 419,44 $
	11	Vanne papillon 750 mm de diamètre avec actuateur manuel - Ouverture antihoraire- Position C, D	UN	4	1	9 750,00 $	39 000,00 $	8 775,00 $	35 100,00 $	10 311,69 $	41 246,76 $	9 542,87 $	38 171,48 $
	12	Vanne papillon 750 mm de diamètre avec actuateur électrique «ouvert/fermé»	UN	1	1	20 390,00 $	20 390,00 $	16 155,00 $	16 155,00 $	21 547,61 $	21 547,61 $	13 909,61 $	13 909,61 $

Agent d'approvisionnement	Daniel Léger
Numéro de l'appel d'offres	17-15801
Titre de l'appel d'offres	Fourniture de vannes papillon, de vannes guillotine, actuateurs manuel et électrique (350mm – 1800mm) – 60 mois

					Soumissionnaires	**WOLSELEY CANADA INC.**		**D.M. VALVE ET CONTRÔLES INC.**		**RÉAL HUOT INC.**		**LES CONTRÔLES PROVAN ET ASSOCIÉS INC.**	
G	**Item**	**Articles**	**Unité de mesure**	**Qté approximative 60 mois**	**Terme**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**
	13	Vanne guillotine 750 mm de diamètre avec actuateur manuel - Ouverture antihoraire	UN	3	1	42 290,00 $	126 870,00 $	36 175,00 $	108 525,00 $	44 671,11 $	134 013,33 $	32 844,56 $	98 533,68 $
	14	Vanne papillon 900 mm de diamètre avec actuateur manuel - Ouverture antihoraire - Position C, D	UN	1	1	11 200,00 $	11 200,00 $	10 065,00 $	10 065,00 $	11 837,10 $	11 837,10 $	11 073,69 $	11 073,69 $
	15	Vanne papillon 900 mm de diamètre avec actuateur électrique «ouvert/fermé»	UN	1	1	26 660,00 $	26 660,00 $	18 125,00 $	18 125,00 $	28 144,89 $	28 144,89 $	16 109,83 $	16 109,83 $
	16	Vanne guillotine 900 mm de diamètre avec actuateur manuel - Ouverture antihoraire	UN	3	1	56 975,00 $	170 925,00 $	48 705,00 $	146 115,00 $	60 165,00 $	180 495,00 $	45 331,84 $	135 995,52 $

Agent d'approvisionnement	Daniel Léger
Numéro de l'appel d'offres	17-15801
Titre de l'appel d'offres	Fourniture de vannes papillon, de vannes guillotine, actuateurs manuel et électrique (350mm – 1800mm) – 60 mois

					Soumissionnaires	**WOLSELEY CANADA INC.**		**D.M. VALVE ET CONTRÔLES INC.**		**RÉAL HUOT INC.**		**LES CONTRÔLES PROVAN ET ASSOCIÉS INC.**	
G	**Item**	**Articles**	**Unité de mesure**	**Qté approximative 60 mois**	**Terme**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**
	17	Vanne papillon 1200 mm de diamètre avec actuateur manuel - Ouverture antihoraire - Position C, D	UN	1	1	23 120,00 $	23 120,00 $	20 750,00 $	20 750,00 $	24 425,73 $	24 425,73 $	19 044,08 $	19 044,08 $
	18	Vanne papillon 1200 mm de diamètre avec actuateur électrique «ouvert/fermé»	UN	1	1	47 795,00 $	47 795,00 $	29 495,00 $	29 495,00 $	50 488,69 $	50 488,69 $	22 616,53 $	22 616,53 $
	19	Vanne guillotine 1200 mm de diamètre avec actuateur manuel - Ouverture antihoraire	UN	3	1	86 250,00 $	258 750,00 $	73 875,00 $	221 625,00 $	91 255,50 $	273 766,50 $	72 582,46 $	217 747,38 $
	20	Vanne papillon 1350 mm de diamètre avec actuateur manuel - Ouverture antihoraire - Position C, D	UN	1	1	42 300,00 $	42 300,00 $	38 085,00 $	38 085,00 $	44 808,00 $	44 808,00 $	30 444,56 $	30 444,56 $

Agent d'approvisionnement	Daniel Léger
Numéro de l'appel d'offres	17-15801
Titre de l'appel d'offres	Fourniture de vannes papillon, de vannes guillotine, actuateurs manuel et électrique (350mm – 1800mm) – 60 mois

					Soumissionnaires	**WOLSELEY CANADA INC.**	**D.M. VALVE ET CONTRÔLES INC.**	**RÉAL HUOT INC.**	**LES CONTRÔLES PROVAN ET ASSOCIÉS INC.**
G	**Item**	**Articles**	**Unité de mesure**	**Qté approximative 60 mois**	**Terme**	**Coût unitaire / Total**	**Coût unitaire / Total**	**Coût unitaire / Total**	**Coût unitaire / Total**
	21	Vanne papillon 1500 mm de diamètre avec actuateur manuel - Ouverture antihoraire - Position C, D	UN	1	1	63 200,00 $ / 63 200,00 $	56 915,00 $ / 56 915,00 $	66 962,40 $ / 66 962,40 $	38 588,45 $ / 38 588,45 $
	22	Vanne papillon 1800 mm de diamètre avec actuateur manuel - Ouverture antihoraire - Position C, D	UN	1	1	86 200,00 $ / 86 200,00 $	77 575,00 $ / 77 575,00 $	91 258,02 $ / 91 258,02 $	48 649,41 $ / 48 649,41 $
	23	Coût forfaitaire pour la tenue d'une séance de formation conformément à la clause administrative particulière titrée «Formation des employés de la Ville»	Forfaitaire	1	1	Inclus	0,00 $	Inclus	1 000,00 $ / 1 000,00 $

Agent d'approvisionnement	Daniel Léger
Numéro de l'appel d'offres	17-15801
Titre de l'appel d'offres	Fourniture de vannes papillon, de vannes guillotine, actuateurs manuel et électrique (350mm – 1800mm) – 60 mois

					Soumissionnaires	**WOLSELEY CANADA INC.**		**D.M. VALVE ET CONTRÔLES INC.**		**RÉAL HUOT INC.**		**LES CONTRÔLES PROVAN ET ASSOCIÉS INC.**	
G	**Item**	**Articles**	**Unité de mesure**	**Qté approximative 60 mois**	**Terme**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**
	24	Coût unitaire par vanne, par jour civil pour environ 75 demandes d'entreposage temporaire à période respective variable, excluant la période d'entreposage de trente (30) jours civils	Forfaitaire	75	1	Inclus		0,00 $		0,00 $		0,00 $	
						Total	1 113 886,00 $	**Total**	949 577,50 $	**Total**	1 178 038,07 $	**Total**	907 203,80 $
						TPS	55 694,30 $	**TPS**	47 478,88 $	**TPS**	58 901,90 $	**TPS**	45 360,19 $
						TVQ	111 110,13 $	**TVQ**	94 720,36 $	**TVQ**	117 509,30 $	**TVQ**	90 493,58 $
						TOTAL	1 280 690,43 $	**TOTAL**	1 091 776,74 $	**TOTAL**	1 354 449,27 $	**TOTAL**	1 043 057,57 $

Le plus bas soumissionnaire conforme → **LES CONTRÔLES PROVAN ET ASSOCIÉS INC.**

Total avant taxes	907 203,80 $
+ TPS	45 360,19 $
+ TVQ	90 493,58 $
Total	**1 043 057,57 $**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 17-15801
Numéro de référence : 1088090
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Fourniture de vannes papillon, de vannes guillotine, actuateurs manuel et électrique (350 mm - 1800 mm) - 60 mois

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
D.M. Valve Inc 3540 boulevard poirier Montréal, QC, H4R 2J5 NEQ : 1169566974	Monsieur Léonard Pinchuk Téléphone : 514 332-4260 Télécopieur : 514 331-3924	**Commande : (1313508)** 2017-07-06 11 h 09 **Transmission :** 2017-07-06 11 h 09	2792794 - 17-15801 Addenda n°1 2017-07-13 14 h 12 - Courriel 2793767 - 17-15801 Addenda n°2 2017-07-14 14 h 54 - Courriel 2794894 - 17-15801 Addenda n°3 - report de date 2017-07-18 13 h 52 - Courriel 2797467 - 17-15801 Addenda n°4 2017-07-24 11 h 15 - Courriel 2802015 - 17-15801 Addenda n°5 2017-08-04 11 h 33 - Courriel 2804364 - 17-15801 Addenda n°6 - Report de date 2017-08-10 10 h 01 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

				Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Fastenal. 275, avenue Saint-Sacrement (suite 120) Québec, QC, G1N3Y1 http://www.fastenal.com NEQ : 1165586240	Monsieur Stephane Fortin Téléphone : 514 884-1644 Télécopieur :	**Commande : (1313340)** 2017-07-06 9 h 07 **Transmission :** 2017-07-06 9 h 07	2792794 - 17-15801 Addenda n°1 2017-07-13 14 h 12 - Courriel 2793767 - 17-15801 Addenda n°2 2017-07-14 14 h 54 - Courriel 2794894 - 17-15801 Addenda n°3 - report de date 2017-07-18 13 h 52 - Courriel 2797467 - 17-15801 Addenda n°4 2017-07-24 11 h 15 - Courriel 2802015 - 17-15801 Addenda n°5 2017-08-04 11 h 34 - Courriel 2804364 - 17-15801 Addenda n°6 - Report de date 2017-08-10 10 h 01 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	KSB Pumps inc. 1200 Rue Bergar Laval, QC, H7L5A2 http://www.ksb.ca NEQ : 1148662282	Monsieur Makram Mouhli Téléphone : 514 476-6028 Télécopieur : 514 631-7874	**Commande : (1317693)** 2017-07-17 9 h 16 **Transmission :** 2017-07-17 9 h 16	2792794 - 17-15801 Addenda n°1 2017-07-17 9 h 16 - Téléchargement 2793767 - 17-15801 Addenda n°2 2017-07-17 9 h 16 - Téléchargement 2794894 - 17-15801 Addenda n°3 - report de date 2017-07-18 13 h 52 - Courriel 2797467 - 17-15801 Addenda n°4 2017-07-24 11 h 15 - Courriel 2802015 - 17-15801 Addenda n°5 2017-08-04 11 h 33 - Courriel 2804364 - 17-15801 Addenda n°6 - Report de date

				2017-08-10 10 h 01 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Contrôles Provan Associes Inc. 2315 HALPERN Montréal, QC, H4S 1S3 http://www.provan.ca NEQ : 1164094253	Monsieur Mathieu Labranche Téléphone : 514 332-3230 Télécopieur : 514 332-3552	**Commande : (1321241)** 2017-07-25 17 h 01 **Transmission :** 2017-07-25 17 h 01	2792794 - 17-15801 Addenda n°1 2017-07-25 17 h 01 - Téléchargement 2793767 - 17-15801 Addenda n°2 2017-07-25 17 h 01 - Téléchargement 2794894 - 17-15801 Addenda n°3 - report de date 2017-07-25 17 h 01 - Téléchargement 2797467 - 17-15801 Addenda n°4 2017-07-25 17 h 01 - Téléchargement 2802015 - 17-15801 Addenda n°5 2017-08-04 11 h 33 - Courriel 2804364 - 17-15801 Addenda n°6 - Report de date 2017-08-10 10 h 01 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Real Huot Inc.. 1250 avenue de la gare Mascouche, QC, j7k 2z2 NEQ : 1140902363	Monsieur Marc-André Robidas Téléphone : 450 474-4181 Télécopieur :	**Commande : (1313513)** 2017-07-06 11 h 12 **Transmission :** 2017-07-06 11 h 12	2792794 - 17-15801 Addenda n°1 2017-07-13 14 h 12 - Courriel 2793767 - 17-15801 Addenda n°2 2017-07-14 14 h 54 - Courriel 2794894 - 17-15801 Addenda n°3 - report de date 2017-07-18 13 h 52 - Courriel 2797467 - 17-15801 Addenda n°4 2017-07-24 11 h 15 - Courriel 2802015 - 17-15801 Addenda n°5 2017-08-04 11 h 33 -

				Courriel 2804364 - 17-15801 Addenda n°6 - Report de date 2017-08-10 10 h 01 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	WH Hydraulic Inc. 20 ST-Jacques Lachine Montréal-Ouest, QC, H8R 1C7 NEQ : 1166877234	Monsieur David Weiping Liu Téléphone : 514 225-6596 Télécopieur : 514 747-5966	**Commande : (1317671)** 2017-07-17 9 h 08 **Transmission :** 2017-07-17 9 h 08	2792794 - 17-15801 Addenda n°1 2017-07-17 9 h 08 - Téléchargement 2793767 - 17-15801 Addenda n°2 2017-07-17 9 h 08 - Téléchargement 2794894 - 17-15801 Addenda n°3 - report de date 2017-07-18 13 h 52 - Courriel 2797467 - 17-15801 Addenda n°4 2017-07-24 11 h 15 - Courriel 2802015 - 17-15801 Addenda n°5 2017-08-04 11 h 33 - Courriel 2804364 - 17-15801 Addenda n°6 - Report de date 2017-08-10 10 h 01 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Wolseley Canada Inc. 4200 rue Hickmore Montréal, QC, H4T 1K2 NEQ : 1160289493	Monsieur Marc-Andre Dutil Téléphone : 450 688-9292 Télécopieur : 450 663-1854	**Commande : (1324848)** 2017-08-07 17 h 59 **Transmission :** 2017-08-07 17 h 59	2792794 - 17-15801 Addenda n°1 2017-08-07 17 h 59 - Téléchargement 2793767 - 17-15801 Addenda n°2 2017-08-07 17 h 59 - Téléchargement 2794894 - 17-15801 Addenda n°3 - report de date 2017-08-07 17 h 59 - Téléchargement 2797467 - 17-15801 Addenda n°4 2017-08-07 17 h 59 -

Téléchargement

2802015 - 17-15801
Addenda n°5
2017-08-07 17 h 59 - Téléchargement

2804364 - 17-15801
Addenda n°6 - Report de date
2017-08-10 10 h 01 - Courriel

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Sélectionner Annuler

© 2003-2017 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1164473002

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division Exploitation du réseau et des réservoirs , Entretien du réseau primaire
Objet :	Conclure avec Les Contrôles Provan et Associés inc., une entente-cadre, d'une durée de cinq (5) ans, pour la fourniture et la livraison de vannes de type papillon et de type guillotine, pour une somme maximale de 1 043 057,57 $, taxes incluses. La dépense totale de 1 069 134,01 $, taxes incluses, comprend le coût total du contrat ainsi qu'un montant de 26 076,44$, taxes incluses, pour les incidences - Appel d'offres public 17-15801- (4 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Information_comptable_DEP_1164473002.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Iva STOILOVA-DINEVA
Agente comptable analyste – Service des finances
Conseil et soutien financier - Point de service l'Eau et Environnement
Tél : 514 872-5051

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-09-01

Leilatou DANKASSOUA
Conseillière en gestion des ressources financières

Tél : 514 872-2648
Division : Service des finances - Point de service Eau - Environnement

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.13

2017/09/28 17:00

(1)

Dossier # : 1176859010

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Octroyer quatre (4) contrats d'acquisition de divers véhicules de marque Honda, Kia, Mazda et Subaru, pour un montant total de 2 929 399,14 $ taxes incluses, aux plus bas soumissionnaires suivants : Honda Drummondville 6676677 Canada Inc. (764 431,80 $ - 32 véhicules Honda Civic LX, Sedan 4 portes), Méga Kia Brossard Inc. (617 822,67 $ - 32 véhicules Kia Forte, Sedan 4 portes), Mazda de Laval Armand Querin Automobile Ltée (768 390,25 $ - 33 Mazda 3 GS, Sedan 4 portes) 4431341 Canada Inc. Subaru Repentigny (778 754,42 $ - 33 Subaru Impreza, Sedan 4 portes) - Appel d'offres public 17-16196.

Il est recommandé:
1. d'accorder quatre (4) contrats d'acquisition de divers véhicules de marque Honda, Kia, Mazda et Subaru, pour un montant total de 2 929 399,14 $ taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-16196.

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération pour un montant de 2 674 931,88 $ (net de ristourne).

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-08-30 10:56

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1176859010**
Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Octroyer quatre (4) contrats d'acquisition de divers véhicules de marque Honda, Kia, Mazda et Subaru, pour un montant total de 2 929 399,14 $ taxes incluses, aux plus bas soumissionnaires suivants : Honda Drummondville 6676677 Canada Inc. (764 431,80 $ - 32 véhicules Honda Civic LX, Sedan 4 portes), Méga Kia Brossard Inc. (617 822,67 $ - 32 véhicules Kia Forte, Sedan 4 portes), Mazda de Laval Armand Querin Automobile Ltée (768 390,25 $ - 33 Mazda 3 GS, Sedan 4 portes) 4431341 Canada Inc. Subaru Repentigny (778 754,42 $ - 33 Subaru Impreza, Sedan 4 portes) - Appel d'offres public 17-16196.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le but d'améliorer la disponibilité et la fiabilité de son parc de véhicules, la Ville de Montréal a procédé au regroupement des ressources humaines et financières dédiées aux activités du matériel roulant le 1er janvier 2017. Conséquemment, le Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA) est responsable de l'acquisition des véhicules et des équipements qui seront mis à la disposition des 19 arrondissements et services centraux. Dans le cadre de sa planification d'achat pour l'année 2017, le SMRA a identifié le besoin de remplacer 130 véhicules du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) lesquels seront mis au rancart pour cause de désuétude. La liste des véhicules ciblés pour une mise au rancart en 2017 est présentée en pièces jointe.

Ce besoin a mené au lancement de l'appel d'offres public 17-16196 qui s'est tenu du 31 mai au 19 juillet 2017. Le délai de réception des soumissions a été de 49 jours incluant les dates de publication et d'ouverture des soumissions. La période de validité des soumissions indiquée à l'appel d'offres était de 150 jours civils suivant la date fixée pour l'ouverture de la soumission.

Durant la période de sollicitation, trois addenda ont été produits:

· Addenda no 1, émis le 13 juin pour reporter la date d'ouverture des soumissions au 19 juillet 2017.
· Addenda no 2, émis le 14 juin pour une précision sur les prix (en fonction des modèles de véhicules de production 2018) et pour une correction apportée aux véhicules de marque Honda.

· Addenda no 3, émis le 5 juillet pour modifier la couleur des véhicules de marque Mazda.

Conformément aux clauses administratives particulières de l'appel d'offres 17-16196, l'octroi du contrat se fait par article au plus bas soumissionnaire conforme pour chacun des articles.

Le présent dossier nécessite l'approbation du conseil d'agglomération, car la dépense est liée à l'exercice d'une compétence d'agglomération supérieure à 500 000 $.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Sans objet

DESCRIPTION

Ce dossier vise l'octroi de quatre contrats pour le remplacement de 130 véhicules du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) dont

§ 32 véhicules Honda Civic LX, Sedan 4 portes

Couleurs :
Acier moderne métallisé= 12
Noir cristal nacré= 10
Argent lunaire métallisé = 10

§ 32 véhicules Kia Forte, Sedan 4 portes

Couleurs :
Gris urbain métallisé= 12
Noir aurore= 10
Argent ultra métallisé = 10

§ 33 Mazda 3 GS, Sedan 4 portes

Couleurs :
Gris mécanique métallisé= 11
Noir de jais mica= 11
Aluminium métallisé = 11

§ 33 Subaru Impreza, Sedan 4 portes

Couleurs :
Gris carbure métallisé= 11
Cristal noir silice= 11
Argent glacé métallisé = 11

Les 130 véhicules seront dotés d'un moteur 4 cylindres de 2L et d'une transmission automatique. Ces véhicules seront utilisés par les enquêteurs des 4 centres d'enquêtes.

JUSTIFICATION

Lea tableaux ci-dessous présentent les résultats de l'appel d'offres public 17-16196.
Item 1: 32 véhicules Honda Civic LX, Sedan 4 portes

Firmes soumissionnaires conformes	Total
Honda Drummondville	764 431,80 $

LALLIER AUTOMOBILE (MONTRÉAL) INC.	768 786,87 $
SPINELLI HONDA	789 813,86 $
Estimation	741 726,72 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)* Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*	774 344,18 $ 1,30 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)* Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*	25 382,06 $ 3,32 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)*(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*	22 705,08 $ 2,97 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)* Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*	4 355,07 $ 0,57 %

Item 2: 32 véhicules Kia Forte, Sedan 4 portes

Firmes soumissionnaires conformes	Total
MÉGA KIA BROSSARD	617 822,67 $
KIA JOLIETTE	651 181,61 $
Estimation	704 824,34 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)* Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*	634 502,14 $ 2,70 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)* Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*	33 358,94 $ 5,40 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)*(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*	-87 000,67 $ -14,08 %

Item 3: 33 Mazda 3 GS, Sedan 4 portes

Firmes soumissionnaires conformes	Total
MAZDA DE LAVAL	768 390,25 $
MAZDA DRUMMONDVILLE (7043716 CANADA INC.)	768 535,95 $
MAZDA POINTE-AUX-TREMBLES	772 808,19 $
PRESTIGE GABRIEL HENRI-BOURASSA, S.E.C.	777 455,93 $
AUTO QUÉBEC MÉTRO INC.	779 437,37 $
Estimation	762 249,76 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)* Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*	773 325,54 $ 0,64 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)* Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*	11 047,12 $ 1,44 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)*(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*	6 140,49 $ 0,81 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)* Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*	145,70 $ 0,02 %

Item 4: 33 Subaru Impreza, Sedan 4 portes

Firmes soumissionnaires conformes	Total
Subaru Repentigny	778 754,42 $
Estimation	804 782,46 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)*(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*	-26 028,04 $ -3,34 %

Préalablement au lancement de l'appel d'offres, l'analyse des prix des véhicules moins les rabais des manufacturiers avait permis d'estimer la dépense total du contrat à 3 013 583,28 $, taxes incluses.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût maximal de ce contrat de 2 929 399,14 $, taxes incluses, sera assumé comme suit :
Un montant maximal de 2 674 931,88 $ (net de ristourne) sera financé par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération (RCG 17-022) destiné aux achats de véhicules et

leurs équipements (projet 68102).

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération en 2017.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Sans objet

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les critères pour la mise au rancart d'un véhicule banalisé sont les suivants:
· avoir atteint 100 000 km au compteur;
· être âgé de plus de 72 mois;
· le coût d'entretien et de réparation (excluant le coût liés à l'achat de pneus et aux accidents) excède le coût d'acquisition du véhicule (avant son aménagement).

Lorsque **deux de ces trois** critères sont atteints, le véhicule est placé au rancart. Conséquemment, ne pas remplacer un appareil qui a atteint sa durée de vie utile accentue le vieillissement du parc de véhicules de la Ville et augmente, de fait, les frais d'entretien et de réparation.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Sans objet

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Livraison
Article 1 : 150 jours suite à l'émission du bon de commande
Article 2 : 40 jours suite à l'émission du bon de commande
Article 3 : 30 jours suite à l'émission du bon de commande
Article 4 : 90 jours suite à l'émission du bon de commande

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

A la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Guy ROY)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève MILOT
Agente de recherche

Tél : 514 872-6523
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-23

Simon DESRUISSEAUX
Chef de section

Tél : 514-872-1843
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Paul MASSÉ
Directeur - Ateliers mécaniques et de proximité
Tél : 514 872-9003
Approuvé le : 2017-08-29

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1176859010

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction
Objet :	Octroyer quatre (4) contrats d'acquisition de divers véhicules de marque Honda, Kia, Mazda et Subaru, pour un montant total de 2 929 399,14 $ taxes incluses, aux plus bas soumissionnaires suivants : Honda Drummondville 6676677 Canada Inc. (764 431,80 $ - 32 véhicules Honda Civic LX, Sedan 4 portes), Méga Kia Brossard Inc. (617 822,67 $ - 32 véhicules Kia Forte, Sedan 4 portes), Mazda de Laval Armand Querin Automobile Ltée (768 390,25 $ - 33 Mazda 3 GS, Sedan 4 portes) 4431341 Canada Inc. Subaru Repentigny (778 754,42 $ - 33 Subaru Impreza, Sedan 4 portes) - Appel d'offres public 17-16196.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

16196 - Intervention.xls 17-16196 tcp.pdf 17-16196 PV.pdf 17-16196 - Det Cah Final.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Guy ROY
Agent approvisionnement II
Tél : 514 872-1040

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-24

Claude HOULE
Chef de section
Tél : 514 872-5282
Division :

ASSETNUM	ALIAS	ASSET DESCRIPTION	DERNIER RELEVE	AGE MOIS
146060341	DVN-3	PONTIAC G6 2006	119099	138.47
134060369	ENQS-4	PONTIAC PURSUIT 2006	41604	129.47
134060367	FRA-10	PONTIAC PURSUIT 2006	77953	129.47
134060378	FRA-3	PONTIAC PURSUIT 2006	71973	129.47
134080307	DVN-2	FORD FOCUS 2008	63278	115.73
134080309	50-401	FORD FOCUS 2008	57949	115.73
134080301	AGS-13	FORD FOCUS 2008	73995	115.73
134080308	IJCT-5	FORD FOCUS 2008	166674	115.73
134080302	FRA-1	FORD FOCUS 2008	62258	115.73
134080304	DVE-9	FORD FOCUS 2008 / SERAM	80705	115.73
134080305	ENQE-6	FORD FOCUS 2008 / SERAM	94016	115.73
144080330	DVS-7	NISSAN SENTRA 2008	142748	114.76
144080312	DVS-9	NISSAN SENTRA 2008	116869	114.76
144080322	PO-1	NISSAN SENTRA 2008	155651	114.76
144080339	PO-3	NISSAN SENTRA 2008	161422	114.76
144080317	AGS-6	NISSAN SENTRA 2008	81463	114.76
144080326	AGS-4	NISSAN SENTRA 2008	154947	114.76
144080319	DVO-3	NISSAN SENTRA 2008 / SERAM	102033	114.76
144080313	DVE-8	NISSAN SENTRA 2008 / SERAM	128622	114.76
144080334	DVE-14	NISSAN SENTRA 2008 / SERAM	149340	114.28
134080352	DVN-1	CHEVROLET COBALT 2008	66333	114.05
134080354	DVO-2	CHEVROLET COBALT 2008	71309	114.05
134080351	ENQN-17	CHEVROLET COBALT 2008	49174	114.05
144080340	DVS-1	NISSAN SENTRA 2008	162114	114
144080338	MISA-2	NISSAN SENTRA 2008	146492	114
144080341	ENQS-5	NISSAN SENTRA 2008	115896	114
144080336	DVS-3	NISSAN SENTRA 2008/ SERAM	96028	114
144080357	ENQO-14	HYUNDAI ELANTRA 2008	101825	113.37
144080359	ENQS-3	HYUNDAI ELANTRA 2008	44445	113.37
144080356	ENQE-3	HYUNDAI ELANTRA 2008 / SERAM	103302	113.37
144080358	ENQN-3	HYUNDAI ELANTRA 2008/SERAM	72283	113.37
134080362	MOR-3	FORD FOCUS 2008	26933	111.82
134080361	ENQN-15	FORD FOCUS 2008	62347	111.82
134080360	CRO-13	FORD FOCUS 2008	57557	111.82
134080363	DVE-2	FORD FOCUS 2008 / SERAM	148440	111.82
134090303	ATO-2	TOYOTA COROLLA 2009	103849	106.31
134090305	CDVO-3	TOYOTA COROLLA 2009	111339	106.31
134090302	SCM-2	TOYOTA COROLLA 2009	61728	106.31
134090304	CRO-2	TOYOTA COROLLA 2009	73205	106.31
134090306	507-7	TOYOTA COROLLA 2009 / SERAM	135997	106.31
134090316	DVE-5	TOYOTA COROLLA 2009 / SERAM	67646	106.15
134090312	ATO-1	TOYOTA COROLLA 2009	48829	106.08
134090308	SPP-1	TOYOTA COROLLA 2009	113739	106.08
134090310	M-IRIS-1	TOYOTA COROLLA 2009	102812	106.08
134090309	BROC-2	TOYOTA COROLLA 2009	125232	106.08
134090313	SOPS-1	TOYOTA COROLLA 2009	88615	106.08
134090314	FRA-4	TOYOTA COROLLA 2009	79204	106.08
134090311	SSC-4	TOYOTA COROLLA 2009 / SERAM	108304	106.08
134090307	ENQE-14	TOYOTA COROLLA 2009 / SERAM	161978	106.08
134090315	DVN-6	TOYOTA COROLLA 2009	124788	106.05
134090320	DVS-8	TOYOTA COROLLA 2009	160140	106
134090321	ENQS-19	TOYOTA COROLLA 2009	58290	106
134090323	PROX-3	TOYOTA COROLLA 2009	119575	106
134090325	AGS-1	TOYOTA COROLLA 2009	65040	106
134090324	DVN-4	TOYOTA COROLLA 2009 / SERAM	95690	106
134090322	DVE-11	TOYOTA COROLLA 2009 / SERAM	158278	106
134090319	DVE-1	TOYOTA COROLLA 2009 / SERAM	127946	106
134090330	SPP-3	HYUNDAI ELANTRA 2009	145139	105.31
134090327	CDVN-2	HYUNDAI ELANTRA 2009	72510	105.31
134090326	B-44-2	HYUNDAI ELANTRA 2009	158097	105.31
134090328	ATN-1	HYUNDAI ELANTRA 2009	44794	105.31
134090332	AGS-10	HYUNDAI ELANTRA 2009	68975	105.31
134090331	B-38-21	HYUNDAI ELANTRA 2009 /	49442	105.31
134090329	DVE-12	HYUNDAI ELANTRA 2009 / SERAM	57125	105.31
134090336	RJ-3	HYUNDAI ELANTRA 2009 / SERAM	84630	105.05

ASSETNUM	ALIAS	ASSET DESCRIPTION	DERNIER RELEVE	AGE MOIS
134090340	CDVO-1	HYUNDAI ELANTRA 2009	77258	103.24
134090338	CDVE-4	HYUNDAI ELANTRA 2009	69745	103.24
134090339	FA1-2	HYUNDAI ELANTRA 2009 / SERAM	132469	103.24
144090343	ATS-1	NISSAN SENTRA 2009	124713	103.05
144090351	B-21-18	NISSAN SENTRA 2009 / SERAM	133300	103.05
144090344	CRO-98	NISSAN SENTRA 2009	105426	101.92
144090341	DVE-4	NISSAN SENTRA 2009 / SERAM	136707	100.57
144090349	IJCT-4	NISSAN SENTRA 2009 (crime techno)	143193	99.82
144090346	ENQS-1	NISSAN SENTRA 2009	50512	98.37
144090345	ENQS-13	NISSAN SENTRA 2009	49630	97.95
144090353	SPP-4	NISSAN SENTRA 2009	80810	96.79
144090348	CEX-1	NISSAN SENTRA 2009	98782	95.57
144090355	DRM-3	NISSAN SENTRA 2009	103072	94.99
144090352	ENQN-10	NISSAN SENTRA 2009	53629	94.5
144090350	ENQE-1	NISSAN SENTRA 2009/ SERAM	64405	93.79
144090354	ENQN-4	NISSAN SENTRA 2009/SERAM	44558	92.37
144090347	DVS-4	NISSAN SENTRA 2009	34166	92.24
144090367	AGS-3	CHEVROLET MAIIBU HYBRIDE 2009	110918	92
144090363	TEX-6	CHEVROLET MALIBU HYBRIDE 2009	119185	92
144090365	VPP-99	CHEVROLET MAIIBU HYBRIDE 2009 / SERAM	131530	92
144100312	DVS-5	CHEVROLET MALIBU 2010 HYBRIDE	117479	91.47
144100310	SES-3	CHEVROLET MALIBU 2010 HYBRIDE	113772	91.47
144100306	MISA-1	CHEVROLET MALIBU 2010 HYBRIDE / SERAM	145963	91.47
144100301	PS-1	CHEVROLET MALIBU 2010 HYBRIDE / SERAM	113091	91.47
144100304	PS-2	CHEVROLET MALIBU 2010 HYBRIDE / SERAM	134418	91.47
144100308	DVE-99	CHEVROLET MALIBU 2010 HYBRIDE / SERAM	140589	91.47
144100307	PROX-99	CHEVROLET MALIBU 2010 HYBRIDE/SERAM	120904	91.47
144090371	ENQN-1	HONDA CIVIC 2009	96949	91.24
144090379	DVN-8	HONDA CIVIC 2009	128400	91.24
144090369	SOSR-1	HONDA CIVIC 2009	96882	91.24
144090374	RESERVE.	HONDA CIVIC 2009 (FORMATION retour 20 décembre)	130399	91.24
144090373	B-20-13	Honda civic 2009 / SERAM	142737	91.24
144090370	DVE-7	HONDA CIVIC 2009 / SERAM	139241	91.24
144090380	ATE-2	HONDA CIVIC 2009 / SERAM	154715	91.24
144090368	DVS-2	HONDA CIVIC 2009/SERAM	121790	91.24
162100327	SEI-4	PONTIAC VIBE / 2010/ 5 PORTES	99796	89.5
162100324	ENQE-18	PONTIAC VIBE / 2010/ 5 PORTES	69837	89.5
162100328	DVE-98	PONTIAC VIBE / 2010/ 5 PORTES / SERAM	104300	89.5
162100317	8-99	PONTIAC VIBE / 2010/ 5 PORTES/ SERAM	101232	89.5
162100325	DVE-15	PONTIAC VIBE/ 2010/ 5 PORTES / SERAM	115760	89.5
162100313	ENQE-15	PONTIAC VIBE/ 2010/ 5 PORTES / SERAM	49849	89.5
144090377	MAI-3	HONDA CIVIC 2009	134815	89.31
146090182	1-9	CHEVROLET IMPALA 2009 / SERAM	31150	89
144090376	CDVS-4	HONDA CIVIC 2009	143069	88.34
144090372	AGS-5	HONDA CIVIC 2009 / SERAM	116255	88.34
166100123	RJ-1	DODGE CARAVAN/ 2010/ FGNET/BLANC 17po /SERAM	76326	87.53
162100315	PO-6	PONTIAC VIBE/ 2010/ 5 PORTES	129851	86.66
144090382	ENQO-5	HONDA CIVIC 2009 / SERAM	65703	85.31
144090375	ATS-2	HONDA CIVIC 2009	126338	84.66
162100323	ENQO-12	PONTIAC VIBE / 2010/ 5 PORTES	61672	78
162100326	ENQN-7	PONTIAC VIBE / 2010/ 5 PORTES	33259	78
162100320	DVE-3	PONTIAC VIBE / 2010/ 5 PORTES / SERAM	42805	78
162100314	ENQE-16	PONTIAC VIBE/ 2010/ 5 PORTES / SERAM	59350	78
162100316	PO-5	PONTIAC VIBE / 2010/ 5 PORTES 1.8L	126815	76.6
162100321	507-6	PONTIAC VIBE / 2010/ 5 PORTES / SERAM	89751	76.6
162100322	REN-5	PONTIAC VIBE / 2010/ 5 PORTES 2.4L	40839	76.6
162100329	M-IRIS-2	PONTIAC VIBE / 2010/ 5 PORTES	88077	74.31
144130303	ATE-1	HYUNDAI ÉLANTRA / 2013/SERAM	158038	58.82
144130306	CRM-99	HYUNDAI ÉLANTRA / 2013/SERAM	109629	58.82
144130308	RAC-1	HYUNDAI ÉLANTRA / 2013/ SERAM	133314	58.82
144130305	SPEO-99	HYUNDAI ÉLANTRA / 2013/	127887	58.82
144130321	COIP-98	KIA FORTE / 2013 SEDAN	102366	52.66
144130316	SOPS-98	KIA FORTE / 2013 SEDAN/SERAM	109875	52.66
144130310	31-99	HYUNDAI ÉLANTRA / 2013/ SERAM	95395	58.82
144130319	27-99	KIA FORTE / 2013 SEDAN/SERAM	95262	52.66

144130310	31-99	HYUNDAI ÉL/	95395	58.82
144130319	27-99	KIA FORTE /	95262	52.66

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 17-16196 — No du GDD : 1176859010

Titre de l'appel d'offres : Acquisition de divers véhicules de marque Honda, Kia, Mazda et Subaru

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 31 - 5 - 2017

Ouverture originalement prévue le : 19 - 6 - 2017

Ouverture faite le : 19 - 7 - 2017

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 3

Date du dernier addenda émis : 5 - 7 - 2017

Délai total accordé aux soumissionnaires : 48 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 14

Nbre de soumissions reçues : 12

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de réponses : 85.71

% de rejets : 8.333

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
MAZDA VICTORIAVILLE - (9308-7286 QUÉBEC INC.)	Conformément à l'article 21.1 des « Instructions au soumissionnaire » : Le défaut de signer la PAGE SOMMAIRE de la soumission entraînera le rejet de celle-ci.

Durée de la validité initiale de la soumission : 150 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 16 - 11 - 2017

Date d'échéance révisée : 16 - 12 - 2017

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Les contrats sont octroyés aux firmes cochées √. (Par article au plus bas soumissionnaire conforme pour chacun des articles).

Article 1 - Fourniture de véhicules de marque Honda Civic LX	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
HONDA DRUMMONDVILLE - (6676677 CANADA INC.)	764 431.80 $	√	
LALLIER AUTOMOBILE (MONTRÉAL) INC.	768 786.87 $		
SPINELLI HONDA - (3242781 CANADA INC.)	789 813.86 $		

Article 2 - Fourniture de véhicules de marque Kia Forte	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
MÉGA KIA BROSSARD - (9107-7164 QUÉBEC INC.)	617 822.67 $	√	
KIA JOLIETTE - (9195-5260 QUÉBEC INC.)	651 181.61 $		

Article 3 - Fourniture de véhicules de marque Mazda 3 GS	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
MAZDA DE LAVAL - (ARMAND QUERIN AUTOMOBILES LTÉE)	768 390.25 $	√	
MAZDA DRUMMONDVILLE (7043716 CANADA INC.)	768 535.95 $		
MAZDA POINTE-AUX-TREMBLES - (8863377 CANADA INC.)	772 808.19 $		

PRESTIGE GABRIEL HENRI-BOURASSA, S.E.C.	777 455.93 $		
AUTO QUÉBEC MÉTRO INC.	779 437.37 $		

Article 4 - Fourniture de véhicules de marque Subaru Impreza	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
4431341 CANADA INC. (SUBARU REPENTIGNY)	778 754.42 $	√	

Information additionnelle

Raisons du non-dépôt de soumissions :
Deux des quatorze preneurs du cahier des charges n'ont pas présenté d'offres pour les motifs suivants : produit non sollicité dans cet appel d'offres et soumission arrivée en après la date et l'heure indiquées au document.

Préparé par : Guy Roy Le 24 - 8 - 2017

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1M2

Montréal

Renée Vaillette

Tableau de vérification

Soumission publique

TITRE:

Acquisition de divers véhicules de marque Honda, Kia, Mazda et Subaru

Ouverture des soumissions			No soumission
jour	mois	année	
19	7	2017	17-16196

HONDA

Article		Qtée	HONDA DRUMMONDVILLE (6676677 CANADA INC.) 21864		LALLIER AUTOMOBILE (MONTRÉAL) INC. 21685		SPINELLI HONDA (3242781 CANADA INC.) 21686							
			Prix unitaire	Motant total	Prix unitaire	Motant total	Prix unitaire	Motant total	Prix unitaire	Motant total	Prix unitaire	Motant total	Prix unitaire	Motant total
1	Fourniture de véhicules de marque Honda Civic LX, Sedan 4 portes, incluant le droit environnemental sur les pneus neufs, selon les spécifications ci-annexées.	32	20 777,12 $	664 867,84 $	20 895,49 $	668 655,68 $	21 467,00 $	686 944,00 $						
TOTAL AVANT TAXES :				664 867,84 $		668 655,68 $		686 944,00 $						
T.P.S. 5 % :				33 243,39 $		33 432,78 $		34 347,20 $						
T.V.Q. 9,975 % :				66 320,57 $		66 698,40 $		68 522,66 $						
MONTANT TOTAL :				764 431,80 $		768 786,87 $		789 813,86 $						

KIA

Article		Qtée	MÉGA KIA BROSSARD (9107-7164 QUÉBEC INC.) 21687		KIA JOLIETTE (9195-5260 QUÉBEC INC.) 21688									
			Prix unitaire	Motant total	Prix unitaire	Motant total	Prix unitaire	Motant total	Prix unitaire	Motant total	Prix unitaire	Motant total	Prix unitaire	Motant total
2	Fourniture de véhicules de marque Kia Forte, Sedan 4 portes, incluant le droit environnemental sur les pneus neufs, selon les spécifications ci-annexées.	32	16 792,31 $	537 353,92 $	17 699,00 $	566 368,00 $								
TOTAL AVANT TAXES :				537 353,92 $		566 368,00 $								
T.P.S. 5 % :				26 867,70 $		28 318,40 $								
T.V.Q. 9,975 % :				53 601,05 $		56 495,21 $								
MONTANT TOTAL :				617 822,67 $		651 181,61 $								

MAZDA

Article		Qtée	MAZDA DE LAVAL (ARMAND QUERIN AUTOMOBILES LTÉE) 21689		MAZDA DRUMMONDVILLE (7043716 CANADA INC.) 21690		MAZDA POINTE-AUX-TREMBLES (8863377 CANADA INC.) 21691		PRESTIGE GABRIEL HENRI-BOURASSA, S.E.C. 21692		AUTO QUÉBEC MÉTRO INC. 21695		MAZDA VICTORIAVILLE (9308-7286 QUÉBEC INC.) (1) non conforme, ref IS. 21,1 21693	
			Prix unitaire	Motant total	Prix unitaire	Motant total	Prix unitaire	Motant total	Prix unitaire	Motant total	Prix unitaire	Motant total	Prix unitaire	Motant total
3	Fourniture de véhicules de marque Mazda 3 GS, Sedan 4 portes, incluant le droit environnemental sur les pneus neufs, selon les spécifications ci-annexées.	33	20 251,84 $	668 310,72 $	20 255,68 $	668 437,44 $	20 368,28 $	672 153,24 $	20 490,78 $	676 195,63 $	20 543,00 $	677 919,00 $	20 999,00 $	692 967,00 $
TOTAL AVANT TAXES :				668 310,72 $		668 437,44 $		672 153,24 $		676 195,63 $		677 919,00 $		692 967,00 $
T.P.S. 5 % :				33 415,54 $		33 421,87 $		33 607,66 $		33 809,78 $		33 895,95 $		34 648,35 $
T.V.Q. 9,975 % :				66 663,99 $		66 676,63 $		67 047,29 $		67 450,51 $		67 622,42 $		69 123,45 $
MONTANT TOTAL :				768 390,25 $		768 535,95 $		772 808,19 $		777 455,93 $		779 437,37 $		796 738,80 $

SUBARU

Article		Qtée	4431341 CANADA INC. (SUBARU REPENTIGNY) 21694											
			Prix unitaire	Motant total	Prix unitaire	Motant total	Prix unitaire	Motant total	Prix unitaire	Motant total	Prix unitaire	Motant total	Prix unitaire	Motant total
4	Fourniture de véhicules de marque Subaru Impreza, Sedan 4 portes, incluant le droit environnemental sur les pneus neufs, selon les spécifications ci-annexées.	33	20 525,00 $	677 325,00 $										
TOTAL AVANT TAXES :				677 325,00 $										
T.P.S. 5 % :				33 866,25 $										
T.V.Q. 9,975 % :				67 563,17 $										
MONTANT TOTAL :				778 754,42 $										
ACHAT DU CAHIER DES CHARGES VIA SEAO			Oui		Oui		Oui		Oui		Oui		Oui	
VÉRIFICATIONS - REQ - RENA- Et autres listes			Oui		Oui		Oui		Oui		Oui		Oui	
Numéro de NEQ - HONDA			1164615453		1165792004		1145767647							
SIGNATURE :			Oui		Oui		Oui							
Numéro de NEQ - KIA			1160307022		1165091902									
SIGNATURE :			Oui		Oui									
Numéro de NEQ - MAZDA			1142823856		1165544686		1170081880		3370411905		1169273498		1170316070	
SIGNATURE :			Oui		Oui		Oui		Oui		Oui		NON	
Numéro de NEQ - SUBARU			1164518798											
SIGNATURE :			Oui											

Remarque : OCTROI PAR ARTICLE

HONDA		HONDA DRUMMONDVILLE (6676677 CANADA INC.) 21864	LALLIER AUTOMOBILE (MONTRÉAL) INC. 21685	SPINELLI HONDA (3242781 CANADA INC.) 21686			

1- Non conforme à la clauses 21,1 des instructions au soumisisonnires - Page sommaire non signée

Erreur de calcul
Plus bas soumisisonniare conforme administrativement

Vérifié par:	Renée Veillette	Jour	Mois	Année
		21	7	2017

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 17-16196
Numéro de référence : 1078809
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Acquisition de divers véhicules de marque Honda, Kia, Mazda et Subaru

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
4431341 CANADA INC. 575 RUE NOTRE-DAME Repentigny, QC, J6A2T6 NEQ : 1164518798	Monsieur VIANNEY RIVARD Téléphone : 450 585-9950 Télécopieur : 450 585-7709	**Commande : (1318223)** 2017-07-17 20 h 05 **Transmission :** 2017-07-17 20 h 05	2778778 - 17-16196 Addenda N°1 - Report de date 2017-07-17 20 h 05 - Téléchargement 2779321 - 17-16196 Addenda N°2 2017-07-17 20 h 05 - Téléchargement 2788664 - 17-16196 Addenda N°3 2017-07-17 20 h 05 - Téléchargement Mode privilégié : Ne pas recevoir
9808-7286 quebec inc VICTORIAVILLE MAZDA 1271 RUE NOTRE DAME OUEST Victoriaville, QC, G6P9J7 NEQ : 1170316070	Monsieur Olivier Tremblay Téléphone : 418 285-6719 Télécopieur : 418 285-4670	**Commande : (1298171)** 2017-06-01 10 h **Transmission :** 2017-06-01 10 h	2778778 - 17-16196 Addenda N°1 - Report de date 2017-06-13 16 h 15 - Courriel 2779321 - 17-16196 Addenda N°2 2017-06-14 14 h 22 - Courriel 2788664 - 17-16196 Addenda N°3 2017-07-05 10 h 32 -

				Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	ARMAND QUERIN AUTO 2385 BOULEVARD CHOMEDEY Laval, QC, H7T 2W5 NEQ : 1142823856	Monsieur HARATOUNIAN VATCHE Téléphone : 450 688-4787 Télécopieur : 450 688-9210	**Commande : (1298270)** 2017-06-01 11 h 14 **Transmission :** 2017-06-01 11 h 14	2778778 - 17-16196 Addenda N°1 - Report de date 2017-06-13 16 h 15 - Courriel 2779321 - 17-16196 Addenda N°2 2017-06-14 14 h 22 - Courriel 2788664 - 17-16196 Addenda N°3 2017-07-05 10 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	AUTO FRANK ET MICHEL INC. 5790 Boulevard Sainte-Anne Boischatel, QC, g0a 1h0 NEQ : 1142940478	Monsieur Benoit Dorval Téléphone : 418 822-2252 Télécopieur : 418 822-1277	**Commande : (1310278)** 2017-06-28 11 h 10 **Transmission :** 2017-06-28 11 h 12	2778778 - 17-16196 Addenda N°1 - Report de date 2017-06-28 11 h 10 - Messagerie 2779321 - 17-16196 Addenda N°2 2017-06-28 11 h 10 - Messagerie 2788664 - 17-16196 Addenda N°3 2017-07-05 10 h 32 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	AUTOMOBILES RICHARD LABELLE 8445 avenue Papineau Montréal, QC, H2M 2g2 NEQ : 1169273498	Monsieur Nicolas Beauchamp Téléphone : 514 384-0111 Télécopieur : 514 384-7333	**Commande : (1305006)** 2017-06-15 11 h 01 **Transmission :** 2017-06-15 11 h 01	2778778 - 17-16196 Addenda N°1 - Report de date 2017-06-15 11 h 01 - Téléchargement 2779321 - 17-16196 Addenda N°2 2017-06-15 11 h 01 - Téléchargement 2788664 - 17-16196 Addenda N°3 2017-07-05 10 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) :

				Courrier électronique
☐	Capitale Nissan 125, rue Du Marais Québec, QC, G1M 3C8 NEQ : 1141737271	Monsieur Christophe Coutant Téléphone : 418 681-0011 Télécopieur : 418 527-4740	**Commande : (1305304)** 2017-06-15 16 h 33 **Transmission :** 2017-06-15 16 h 33	2778778 - 17-16196 Addenda N°1 - Report de date 2017-06-15 16 h 33 - Téléchargement 2779321 - 17-16196 Addenda N°2 2017-06-15 16 h 33 - Téléchargement 2788664 - 17-16196 Addenda N°3 2017-07-05 10 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	HONDA DRUMMONDVILLE 1355 BOUL ST JOSEPH Drummondville, QC, J2C 2E4 NEQ : 1164615453	Madame KARINE PROULX Téléphone : 819 477-8841 Télécopieur : 819 477-0702	**Commande : (1302360)** 2017-06-09 10 h 52 **Transmission :** 2017-06-09 10 h 52	2778778 - 17-16196 Addenda N°1 - Report de date 2017-06-13 16 h 15 - Courriel 2779321 - 17-16196 Addenda N°2 2017-06-14 14 h 22 - Courriel 2788664 - 17-16196 Addenda N°3 2017-07-05 10 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	KIA JOLIETTE 2008 851 RUE SAMUEL-RACINE Joliette, QC, J6E 0E8 NEQ : 1165091902	Monsieur OLIVIER TREMBLAY Téléphone : 418 285-5555 Télécopieur : 418 285-4794	**Commande : (1298224)** 2017-06-01 10 h 31 **Transmission :** 2017-06-01 10 h 31	2778778 - 17-16196 Addenda N°1 - Report de date 2017-06-13 16 h 15 - Courriel 2779321 - 17-16196 Addenda N°2 2017-06-14 14 h 22 - Courriel 2788664 - 17-16196 Addenda N°3 2017-07-05 10 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	LALLIER HONDA MONTREAL	Monsieur Sammy Amgar	**Commande : (1300155)**	2778778 - 17-16196 Addenda N°1 - Report de date

	12435 BOUL LAURENTIEN Montréal, QC, H4K 2J2 NEQ : 1165792004	Téléphone : 514 337-2330 Télécopieur : 514 337-2739	2017-06-06 9 h 35 **Transmission :** 2017-06-06 9 h 35	2017-06-13 16 h 15 - Télécopie 2779321 - 17-16196 Addenda N°2 2017-06-14 14 h 22 - Télécopie 2788664 - 17-16196 Addenda N°3 2017-07-05 10 h 32 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	MAZDA DRUMMOND 1295 BOUL. ST-JOSEPH Drummondville, QC, J2C 2E2 NEQ : 1165544686	Madame KARINE PROULX Téléphone : 819 477-1777 Télécopieur :	**Commande : (1302364)** 2017-06-09 10 h 56 **Transmission :** 2017-06-09 10 h 56	2778778 - 17-16196 Addenda N°1 - Report de date 2017-06-13 16 h 15 - Courriel 2779321 - 17-16196 Addenda N°2 2017-06-14 14 h 22 - Courriel 2788664 - 17-16196 Addenda N°3 2017-07-05 10 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Mazda Pointe-aux-Trembles 12277 boul. Métropolitain Est Montréal-Est, QC, H1B5R3 NEQ : 1170081880	Madame Karine Beriault Téléphone : 450 654-7111 Télécopieur :	**Commande : (1297829)** 2017-05-31 14 h 55 **Transmission :** 2017-05-31 14 h 55	2778778 - 17-16196 Addenda N°1 - Report de date 2017-06-13 16 h 15 - Courriel 2779321 - 17-16196 Addenda N°2 2017-06-14 14 h 22 - Courriel 2788664 - 17-16196 Addenda N°3 2017-07-05 10 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	MEGA KIA BROSSARD 8650 Taschereau Brossard, QC, j4x1c2 NEQ : 1160307022	Monsieur KAROL DUSZA Téléphone : 450 671-5050	**Commande : (1298618)** 2017-06-01 19 h **Transmission :**	2778778 - 17-16196 Addenda N°1 - Report de date 2017-06-13 16 h 15 - Courriel 2779321 - 17-16196

		Télécopieur :	2017-06-01 19 h	Addenda N°2 2017-06-14 14 h 22 - Courriel 2788664 - 17-16196 Addenda N°3 2017-07-05 10 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Prestige Gabriel Henri-Bourassa,S.E.C.(Mazda Président) 7050 Bl Henri-Bourassa est Montréal-Est, QC, h1e 7k7 NEQ : 3370411905	Monsieur Richard Plante Téléphone : 514 328-7777 Télécopieur : 514 354-1143	**Commande : (1300596)** 2017-06-06 15 h 58 **Transmission :** 2017-06-06 16 h 14	2778778 - 17-16196 Addenda N°1 - Report de date 2017-06-13 16 h 15 - Courriel 2779321 - 17-16196 Addenda N°2 2017-06-14 14 h 22 - Courriel 2788664 - 17-16196 Addenda N°3 2017-07-05 10 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Spinelli Honda 220, boul, Montreal-Toronto Montréal, QC, H8S 1B8 NEQ : 1145767647	Monsieur Hubert Dumais Téléphone : 514 366-6565 Télécopieur : 514 637-5330	**Commande : (1297956)** 2017-05-31 18 h 04 **Transmission :** 2017-05-31 18 h 04	2778778 - 17-16196 Addenda N°1 - Report de date 2017-06-13 16 h 15 - Courriel 2779321 - 17-16196 Addenda N°2 2017-06-14 14 h 22 - Courriel 2788664 - 17-16196 Addenda N°3 2017-07-05 10 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

- Aide en ligne
- Formation en ligne
- Glossaire
- Plan du site
- Accessibilité
- UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

- Grille des tarifs
- Contactez-nous
- Nouvelles
- Marchés publics hors Québec
- Registre des entreprises non admissibles
- Autorité des marchés financiers

À propos

- À propos de SEAO
- Info sur Constructo
- Conditions d'utilisation
- Polices supportées

Partenaires

© 2003-2017 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1176859010

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction
Objet :	Octroyer quatre (4) contrats d'acquisition de divers véhicules de marque Honda, Kia, Mazda et Subaru, pour un montant total de 2 929 399,14 $ taxes incluses, aux plus bas soumissionnaires suivants : Honda Drummondville 6676677 Canada Inc. (764 431,80 $ - 32 véhicules Honda Civic LX, Sedan 4 portes), Méga Kia Brossard Inc. (617 822,67 $ - 32 véhicules Kia Forte, Sedan 4 portes), Mazda de Laval Armand Querin Automobile Ltée (768 390,25 $ - 33 Mazda 3 GS, Sedan 4 portes) 4431341 Canada Inc. Subaru Repentigny (778 754,42 $ - 33 Subaru Impreza, Sedan 4 portes) - Appel d'offres public 17-16196.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1176859010 - Acquisition véhicules SPVM.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Préposé au budget - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514 872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-29

Françoise TURGEON
Conseillère budgétaire

Tél : 514 872-0946
Division : Service des finances - Point de service HDV

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.14

2017/09/28 17:00

(1)

Dossier # : 1177749001

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - espace de travail , Division Connectivité aux utilisateurs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure avec GoSecure Inc. deux (2) ententes-cadres d'une durée de trois (3) ans pour des services de support et d'entretien d'équipements de télécommunication et de sécurité - Appel d'offres public 17-16243 - Un soumissionnaire - (Lot 2 : 1 624 952,02 $ - Lot 4 : 94 640,52 $) / Autoriser un ajustement récurrent de la base budgétaire du Service des technologies de l'information de 523 400 $ pour 2018 et les années subséquentes.

Il est recommandé :

1. de conclure des ententes-cadres, d'une durée de 3 ans, incluant une possibilité de renouvellement annuel pour deux années consécutives, pour la fourniture sur demande de services de support et d'entretien d'équipements de télécommunications et de sécurité;
2. d'accorder au seul soumissionnaire GoSecure Inc.**,** ce dernier ayant présenté des soumission**s** conformes, les contrats à cette fin, aux prix unitaires de ses soumissions, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-16243;

Firme	Description	Montant estimé (3 ans)
GoSecure Inc.	Lot 2 - support et entretien d'équipements de télécommunications et de sécurité de la famille Check Point	1 624 952,02 $
GoSecure Inc.	Lot 4 - support et entretien d'équipements de télécommunications et de sécurité de la famille F5 Networks.	94 640,52 $

3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets du Service des technologies de l'information, et ce au rythme des besoins à combler;

4. d'autoriser un ajustement récurrent de la base budgétaire du Service des technologies de l'information de 523 400 $ pour l'année 2018 et les années subséquentes.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-08-28 20:46

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1177749001**

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - espace de travail , Division Connectivité aux utilisateurs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure avec GoSecure Inc. deux (2) ententes-cadres d'une durée de trois (3) ans pour des services de support et d'entretien d'équipements de télécommunication et de sécurité - Appel d'offres public 17-16243 - Un soumissionnaire - (Lot 2 : 1 624 952,02 $ - Lot 4 : 94 640,52 $) / Autoriser un ajustement récurrent de la base budgétaire du Service des technologies de l'information de 523 400 $ pour 2018 et les années subséquentes.

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal (Ville) s'est donné pour objectif de devenir un chef de file mondialement reconnu parmi les villes intelligentes et numériques. Un des éléments structurels de cette stratégie est le développement d'un réseau de télécommunications urbaines multiservices à très haut débit, capable de supporter les nouveaux services de haute technologie tels que le Wi-Fi public, la mobilité intelligente, l'internet des objets, ou encore l'infonuagique.
Pour ce faire, le Service des technologies de l'information (TI) et le Bureau de la ville intelligente et numérique (BVIN) ont établi un nouveau modèle de gestion pour la transmission de données incluant :

1. Le déploiement par phases d'un réseau propriétaire de fibres optiques à la Ville en fonction de la faisabilité, rentabilité et criticité de chaque site à connecter;
2. L'ouverture du marché pour la location de circuits (MAN) et l'Internet;
3. Des ententes-cadres pour l'acquisition des équipements et des services de télécommunications;
4. Le rapatriement de la maîtrise d'œuvre à l'interne pour gagner en agilité et en efficacité;
5. La possibilité d'implanter de nouvelles solutions à moyen terme pour joindre des édifices où la fibre ne se rend pas (micro-ondes, liaisons radiocommunications et liaisons cellulaires).

Dans le cadre du 3e volet du nouveau modèle de gestion de télécommunications pour la transmission de données, la Ville veut se doter d'ententes-cadres pour le support et l'entretien de ses équipements de télécommunications et de sécurité. Le Service des TI a

donc lancé l'appel d'offres public 17-16243, en date du 14 juin 2017, publié sur le site SEAO ainsi que dans le journal Le Devoir.

Dans le cadre de cet appel d'offres, six (6) addenda ont été publiés :

No. addenda	Date	Portée
1	2017-06-23	Nouveau bordereau de soumission
2	2017-06-29	Nouveau bordereau de soumission impliquant la mise à jour de la clause *5.1 Prise en charge* (section V) et le report de la date d'ouverture des soumissions
3	2017-07-07	Nouveau bordereau de soumission impliquant le report de la date d'ouverture des soumissions
4	2017-07-14	Nouveau bordereau de soumission impliquant le report de la date d'ouverture des soumissions
5	2017-07-17	Demande d'information
6	2017-07-18	Nouveau bordereau de soumission et une version du bordereau de soumission non protégée pour permettre le traitement des données par les soumissionnaires

Au total, trente-neuf (39) jours ont donc été accordés aux soumissionnaires pour préparer leurs soumissions.

L'ouverture des soumissions s'est tenue le lundi 24 juillet 2017. Le délai de validité des soumissions est de cent quatre-vingt (180) jours calendrier suivant la date fixée pour l'ouverture des soumissions.

Étant donné que ces services de support et d'entretien concernent certains équipements de télécommunication et de sécurité utilisés par les services de sécurité publique, une enquête de sécurité est nécessaire pour les firmes adjudicataires et leurs administrateurs.

La firme GoSecure Inc. présente une enquête de sécurité valide ainsi que ses administrateurs.

Le présent dossier vise donc à conclure avec GoSecure Inc. deux (2) ententes-cadres d'une durée de trois (3) ans, incluant une possibilité de renouvellement annuel pour deux années consécutives, pour des services de support et d'entretien d'équipements de télécommunication et de sécurité (Lot 2 : 1 624 952,02 $ - Lot 4 : 94 640,52 $) et à autoriser un ajustement récurrent de la base budgétaire du Service des technologies de l'information de 523 400 $ pour 2018 et les années subséquentes.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG08 0026 - 2008-02-05 - Mise en oeuvre RASOP, volet télécommunications - Accorder aux firmes TELUS et Bell Mobilité trois contrats pour la fourniture des services de télécommunications, pour les durées et montants indiqués en regard de chacun d'eux, conformément aux appels d'offres publics 07-10382 et incluant une provision de 20% pour des besoins additionnels / transmission de données (TELUS, 10 ans, 57 M$), 07-10420 / Téléphonie filaire (TELUS, 7 ans, 42 M$) et 07-10421 / Téléphonie cellulaire (Bell Mobilité, 4 ans, 9 M$).

DESCRIPTION

Dans son appel d'offres, la Ville a regroupé les contrats sous quatre (4) familles. Les familles sont identifiées selon les manufacturiers suivants :

- Lot 1 : support, entretien et acquisition d'équipements de télécommunications de la famille Cisco;
- Lot 2 : support et entretien d'équipements de télécommunications et de sécurité de la famille Check Point;
- Lot 3 : support et entretien d'équipements de télécommunications et de sécurité de la famille Blue Coat;
- Lot 4 : support et entretien d'équipements de télécommunications et de sécurité de la famille F5 Networks.

L'Adjudicataire est responsable auprès de la Ville de l'application des garanties du manufacturier, du respect des conditions du contrat de support et d'entretien auprès du manufacturier, tout au long de son mandat et pour tous les items pris en charge, conformément au bordereau de soumission de l'appel d'offres.

Les services de support et d'entretien inclus au contrat comprennent les éléments suivants :

- La garantie de bon fonctionnement du manufacturier;
- Les mises à jour mineures ou majeures des logiciels (incluant, sans s'y limiter, les correctifs, les mises à jour et les nouvelles versions des outils de gestion, des outils de configuration et des nouveaux pilotes);
- Le soutien technique;
- L'accès à des banques d'informations;
- Le dépannage et la correction d'erreurs;
- La résolution de problèmes techniques;
- La documentation;
- Le remplacement des équipements;
- Le suivi des travaux;
- La rédaction de rapports post-mortem accompagnés de recommandations et communiqués à la Ville, au plus tard, sept (7) jours après la résolution d'un incident.

JUSTIFICATION

Le contrat d'impartition des services de télécommunications octroyé précédemment est arrivé à échéance. La nouvelle stratégie de gestion des télécommunications de la Ville préconise le rapatriement de la gestion du réseau et de sa sécurité. Le Service des TI gère son réseau qui relie les édifices municipaux sur l'ensemble du territoire, soit plus de 500 édifices. Le Service des TI a ainsi récupéré la gestion des activités du réseau précédemment imparties et par le fait même, la gestion des contrats de support et d'entretien de ces équipements.
À l'origine, les coûts de support et d'entretien étaient absorbés dans l'entente de l'ancien adjudicataire et se chiffraient, taxes incluses, à 669 905,31 $ annuellement. Depuis, la Ville a repris la gestion des contrats et effectué cet appel d'offres pour les services de support et d'entretien. Les nouveaux contrats se chiffrent, taxes incluses, à 541 650,67$ (Lot 2) et 31 546,84 $ (Lot 4) annuellement, représentant ainsi une économie globale de 14,44% par rapport à l'ancien contrat.

Le résultat du processus d'appel d'offres indique qu'il y a eu 6 preneurs de cahier des charges. De ce nombre, une firme (16,66%) a déposé une soumission pour les lots 2 et 4, ainsi qu'une firme pour le lot 1, alors que quatre (4) firmes n'ont pas déposé de soumission (66,67 %). Parmi les preneurs du cahier des charges qui n'ont pas déposé de soumission, une seule firme a transmis un avis de désistement au Service de l'approvisionnement. La raison invoquée est la suivante :

- La firme nous a indiqué ne pas vouloir adhérer aux clauses générales spécifiques de la Ville.

Présentation des résultats pour le lot 1 : Famille Cisco

Les résultats pour ce lot seront présentés dans un prochain sommaire, puisque l'adjudicataire recommandé doit satisfaire à une enquête de sécurité qui est toujours en cours.

Présentation des résultats pour le lot 2 : Famille Check Point

Firmes soumissionnaires	Prix soumis (taxes incl.)	Autre (à préciser)	Total (taxes incl.)
GoSecure Inc.	1 624 952,02 $		1 624 952,02 $
Dernière estimation réalisée	2 091 285,39 $		2 091 285,39 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation)			(-466 333,37) $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100			(-22,30) %

Les prix figurant dans l'estimation de la Ville proviennent des informations publiques du manufacturier. L'écart de prix favorable entre la dernière estimation réalisée et le plus bas soumissionnaire s'explique par un escompte important qui a été accordé.

Présentation des résultats pour le lot 3 : Famille Blue Coat

Ce lot n'est pas octroyé. Il n'y a pas eu de soumissionnaire.

Présentation des résultats pour le lot 4 : Famille F5 Networks

Firmes soumissionnaires	Prix soumis (taxes incl.)	Autre (à préciser)	Total (taxes incl.)
GoSecure Inc.	94 640,52 $		94 640,52 $
Dernière estimation réalisée	91 460,31 $		91 460,31 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation)			3 180,21 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100			3,48 %

En vertu du décret 435-2015 du Gouvernement du Québec, entré en vigueur le 2 novembre 2015, l'adjudicataire de tout contrat de services de plus de 1 M$ doit avoir une accréditation de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

- La firme GoSecure Inc. a obtenu son accréditation le 8 février 2017.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les achats qui seront effectués auprès du soumissionnaire retenu se feront au rythme de l'expression des besoins. Les dépenses seront assumées au budget de fonctionnement pour la durée des ententes. Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générale imputées au budget d'agglomération.
Cette dépense sera assumée à 50,2% par l'agglomération.

La dépense de 143 299,38 $, taxes incluses, en 2017 (3 mois) sera assumée à même le budget actuel du Service des TI. Par la suite, il sera nécessaire d'effectuer un ajustement récurrent de la base budgétaire du Service des TI de 523 400 $ (montant au net) pour l'année 2018 et les années subséquentes.

Tableau de répartition des coûts :

GoSecure Inc.	2017 (3 mois)	2018	2019	2020 (9 mois)	TOTAL
Somme des lot 2 et lot 4 (incluant taxes)	143 299,38 $	573 197,51 $	573 197,51 $	429 898,14 $	1 719 592,54 $

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La Ville se dote par les lots 2 et 4 de services d'entretien et de support technique pour assurer le bon fonctionnement et la haute disponibilité de ses équipements réseau sur lesquels s'appuient les services et applications névralgiques de la Ville et de la sécurité publique.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le calendrier des étapes subséquentes se résume comme suit :

- Approbation du dossier au CE - 13 septembre 2017;
- Approbation du dossier au CM – 25 septembre 2017;
- Approbation du dossier au CG – 28 septembre 2017;
- Octroi du contrat – octobre 2017.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Robert NORMANDEAU)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Gilles BOUCHARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Christine BRIEN KILIAN
Conseillère Analyse et Contrôle de Gestion

Tél : 514 872-7078
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-24

Demis NUNES
chef division reseaux de telecommunications

Tél : 514-887-9047
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Carle BEAUCHAMP
Directeur / CE Espace de travail

Tél : 514.206.6432
Approuvé le : 2017-08-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvain PERRAS
Directeur du service des technologies de l'information
Tél :
Approuvé le : 2017-08-28

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 8 février 2017

GOSECURE INC.
A/S MONSIEUR PASCAL FORTIN
800, RENÉ-LÉVESQUE, BUREAU 1860
MONTRÉAL (QC) H3B 1X9

N° de décision : 2017-CPSM-1008836
N° de client : 3001102262

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous CONSULTANTS GOSECURE, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). GOSECURE INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **7 février 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1177749001

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - espace de travail , Division Connectivité aux utilisateurs
Objet :	Conclure avec GoSecure Inc. deux (2) ententes-cadres d'une durée de trois (3) ans pour des services de support et d'entretien d'équipements de télécommunication et de sécurité - Appel d'offres public 17-16243 - Un soumissionnaire - (Lot 2 : 1 624 952,02 $ - Lot 4 : 94 640,52 $) / Autoriser un ajustement récurrent de la base budgétaire du Service des technologies de l'information de 523 400 $ pour 2018 et les années subséquentes.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

17-16243 - Det Cah final.pdf17-16243 intervention.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Robert NORMANDEAU
Agent d'approvisionnement
Tél : 514 868 3709

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-25

Claude HOULE
Chef de section
Tél : 514 872-5282
Division : Service de l'approvisionnement

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 17-16243 — No du GDD : 1177749001

Titre de l'appel d'offres : Acquisition de contrats de support et d'entretien pour les équipements de télécommunication

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 14 - 6 - 2017

Ouverture originalement prévue le : 5 - 7 - 2017

Ouverture faite le : 24 - 7 - 2017

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 6

Date du dernier addenda émis : 18 - 7 - 2017

Délai total accordé aux soumissionnaires : 39 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 6

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 16,6

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 20 - 1 - 2018

Date d'échéance révisée : 20 - 1 - 2018

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
GoSecure Inc. LOT 2 Famille Blue Coat	1 624 952,02 $	√	
GoSecure Inc. LOT 4 Famille Check Point	94 640,52 $	√	

Information additionnelle

GoSecure Inc. est le seul soumissionnaire pour les Lots 2 et 4. IBM Canada Ltée est le seul soumissionnaire pour le Lot 1 qui fera l'objet d'un autre dossier décisionnel. Les autres preneurs du cahier des charges n'ont pas déposé de soumission et un de ces preneurs nous a indiqué ne pas vouloir adhérer au contexte contractuel imposé par la Ville

Préparé par : Robert Normandeau — Le 25 - 8 - 2017

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 17-16243
Numéro de référence : 1082599
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Acquisition de contrats de support et d'entretien pour les équipements de télécommunication

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Bell Canada 930, rue d'Aiguillon, RC-140 Québec, QC, G1R5M9 NEQ : 1172462849	Monsieur Philippe Robitaille Téléphone : 418 691-4039 Télécopieur : 418 691-4095	**Commande : (1304616)** 2017-06-14 15 h 02 **Transmission :** 2017-06-14 15 h 02	2784342 - 17-16243 Addenda N ° 1 (devis) 2017-06-23 10 h 30 - Courriel 2784343 - 17-16243 Addenda N ° 1 (bordereau) 2017-06-23 10 h 30 - Téléchargement 2786591 - 17-16243 Addenda N ° 2 - Report de date (devis) 2017-06-29 10 h 43 - Courriel 2786592 - 17-16243 Addenda N ° 2 - Report de date (bordereau) 2017-06-29 10 h 43 - Téléchargement 2790004 - 17-16243 Addenda N ° 3 - Report de date (devis) 2017-07-07 11 h 33 - Courriel 2790005 - 17-16243 Addenda N ° 3 - Report de date (bordereau) 2017-07-07 11 h 33 - Téléchargement 2793665 - 17-16243 Addenda N ° 4 - Report de date (devis) 2017-07-14 13 h 21 - Courriel 2793666 - 17-16243 Addenda N ° 4 - Report de date (bordereau) 2017-07-14 13 h 21 -

				Téléchargement 2794423 - 17-16243 Addenda N ° 5 2017-07-17 16 h 14 - Courriel 2794820 - 17-16243 Addenda N ° 6 (devis) 2017-07-18 11 h 56 - Courriel 2794821 - 17-16243 Addenda N ° 6 (bordereau) 2017-07-18 11 h 56 - Téléchargement 2794822 - 17-16243 Addenda N ° 6 (bordereau) 2017-07-18 11 h 56 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Cisco Systems Canada Cie. 500 Grande-Allée Est, Suite#201 Québec, QC, G1R 2J7 NEQ : 1147366851	Madame Marie-Claude Dallaire Téléphone : 418 634-5648 Télécopieur :	**Commande : (1304963)** 2017-06-15 10 h 29 **Transmission :** 2017-06-15 10 h 29	2784342 - 17-16243 Addenda N ° 1 (devis) 2017-06-23 10 h 30 - Courriel 2784343 - 17-16243 Addenda N ° 1 (bordereau) 2017-06-23 10 h 30 - Téléchargement 2786591 - 17-16243 Addenda N ° 2 - Report de date (devis) 2017-06-29 10 h 43 - Courriel 2786592 - 17-16243 Addenda N ° 2 - Report de date (bordereau) 2017-06-29 10 h 43 - Téléchargement 2790004 - 17-16243 Addenda N ° 3 - Report de date (devis) 2017-07-07 11 h 33 - Courriel 2790005 - 17-16243 Addenda N ° 3 - Report de date (bordereau) 2017-07-07 11 h 33 - Téléchargement 2793665 - 17-16243 Addenda N ° 4 - Report de date (devis) 2017-07-14 13 h 21 - Courriel 2793666 - 17-16243 Addenda N ° 4 - Report de date (bordereau) 2017-07-14 13 h 21 - Téléchargement 2794423 - 17-16243 Addenda N ° 5 2017-07-17 16 h 14 - Courriel 2794820 - 17-16243 Addenda N ° 6 (devis) 2017-07-18 11 h 56 - Courriel 2794821 - 17-16243 Addenda N ° 6 (bordereau) 2017-07-18 11 h 56 -

				Téléchargement 2794822 - 17-16243 Addenda N ° 6 (bordereau) 2017-07-18 11 h 56 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	GoSecure 800 René-Lévesque ouest, suite.1860 Montréal, QC, H3B 1X9 NEQ : 1160803210	Monsieur Pascal Fortin Téléphone : 514 287-7427 Télécopieur : 514 287-9734	**Commande : (1312448)** 2017-07-04 14 h 09 **Transmission :** 2017-07-04 14 h 09	2784342 - 17-16243 Addenda N ° 1 (devis) 2017-07-04 14 h 09 - Téléchargement 2784343 - 17-16243 Addenda N ° 1 (bordereau) 2017-07-04 14 h 09 - Téléchargement 2786591 - 17-16243 Addenda N ° 2 - Report de date (devis) 2017-07-04 14 h 09 - Téléchargement 2786592 - 17-16243 Addenda N ° 2 - Report de date (bordereau) 2017-07-04 14 h 09 - Téléchargement 2790004 - 17-16243 Addenda N ° 3 - Report de date (devis) 2017-07-07 11 h 33 - Courriel 2790005 - 17-16243 Addenda N ° 3 - Report de date (bordereau) 2017-07-07 11 h 33 - Téléchargement 2793665 - 17-16243 Addenda N ° 4 - Report de date (devis) 2017-07-14 13 h 21 - Courriel 2793666 - 17-16243 Addenda N ° 4 - Report de date (bordereau) 2017-07-14 13 h 21 - Téléchargement 2794423 - 17-16243 Addenda N ° 5 2017-07-17 16 h 14 - Courriel 2794820 - 17-16243 Addenda N ° 6 (devis) 2017-07-18 11 h 56 - Courriel 2794821 - 17-16243 Addenda N ° 6 (bordereau) 2017-07-18 11 h 56 - Téléchargement 2794822 - 17-16243 Addenda N ° 6 (bordereau) 2017-07-18 11 h 56 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier

				électronique
☐	IBM Canada ltée 140, Grande Allée Est 5e étage Québec, QC, G1R 5N6 http://www.ibm.com NEQ : 1165702128	Madame Gabrielle Savard Téléphone : 418 521-8257 Télécopieur : 418 523-6868	**Commande : (1305547)** 2017-06-16 10 h 27 **Transmission :** 2017-06-16 10 h 27	2784342 - 17-16243 Addenda N ° 1 (devis) 2017-06-23 10 h 30 - Courriel 2784343 - 17-16243 Addenda N ° 1 (bordereau) 2017-06-23 10 h 30 - Téléchargement 2786591 - 17-16243 Addenda N ° 2 - Report de date (devis) 2017-06-29 10 h 43 - Courriel 2786592 - 17-16243 Addenda N ° 2 - Report de date (bordereau) 2017-06-29 10 h 43 - Téléchargement 2790004 - 17-16243 Addenda N ° 3 - Report de date (devis) 2017-07-07 11 h 33 - Courriel 2790005 - 17-16243 Addenda N ° 3 - Report de date (bordereau) 2017-07-07 11 h 33 - Téléchargement 2793665 - 17-16243 Addenda N ° 4 - Report de date (devis) 2017-07-14 13 h 21 - Courriel 2793666 - 17-16243 Addenda N ° 4 - Report de date (bordereau) 2017-07-14 13 h 21 - Téléchargement 2794423 - 17-16243 Addenda N ° 5 2017-07-17 16 h 14 - Courriel 2794820 - 17-16243 Addenda N ° 6 (devis) 2017-07-18 11 h 56 - Courriel 2794821 - 17-16243 Addenda N ° 6 (bordereau) 2017-07-18 11 h 56 - Téléchargement 2794822 - 17-16243 Addenda N ° 6 (bordereau) 2017-07-18 11 h 56 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Société TELUS Communications 300, rue St-Paul bureau 600 Québec, QC, G1K 7R1 NEQ : 3363451546	Madame Julie Théberge Téléphone : 418 780-8357 Télécopieur : 418 694-2075	**Commande : (1305237)** 2017-06-15 15 h 17 **Transmission :** 2017-06-15 15 h 17	2784342 - 17-16243 Addenda N ° 1 (devis) 2017-06-23 10 h 30 - Courriel 2784343 - 17-16243 Addenda N ° 1 (bordereau) 2017-06-23 10 h 30 - Téléchargement 2786591 - 17-16243 Addenda N

				° 2 - Report de date (devis) 2017-06-29 10 h 43 - Courriel 2786592 - 17-16243 Addenda N ° 2 - Report de date (bordereau) 2017-06-29 10 h 43 - Téléchargement 2790004 - 17-16243 Addenda N ° 3 - Report de date (devis) 2017-07-07 11 h 33 - Courriel 2790005 - 17-16243 Addenda N ° 3 - Report de date (bordereau) 2017-07-07 11 h 33 - Téléchargement 2793665 - 17-16243 Addenda N ° 4 - Report de date (devis) 2017-07-14 13 h 21 - Courriel 2793666 - 17-16243 Addenda N ° 4 - Report de date (bordereau) 2017-07-14 13 h 21 - Téléchargement 2794423 - 17-16243 Addenda N ° 5 2017-07-17 16 h 14 - Courriel 2794820 - 17-16243 Addenda N ° 6 (devis) 2017-07-18 11 h 56 - Courriel 2794821 - 17-16243 Addenda N ° 6 (bordereau) 2017-07-18 11 h 56 - Téléchargement 2794822 - 17-16243 Addenda N ° 6 (bordereau) 2017-07-18 11 h 56 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Télécon Inc 7450 rue du Mile End Montréal, QC, h2r2z6 http://Telecon.ca NEQ : 1167837492	Monsieur Jimmy Bernier Téléphone : 514 592-8661 Télécopieur :	**Commande : (1304644)** 2017-06-14 15 h 30 **Transmission :** 2017-06-14 15 h 30	2784342 - 17-16243 Addenda N ° 1 (devis) 2017-06-23 10 h 30 - Courriel 2784343 - 17-16243 Addenda N ° 1 (bordereau) 2017-06-23 10 h 30 - Téléchargement 2786591 - 17-16243 Addenda N ° 2 - Report de date (devis) 2017-06-29 10 h 43 - Courriel 2786592 - 17-16243 Addenda N ° 2 - Report de date (bordereau) 2017-06-29 10 h 43 - Téléchargement 2790004 - 17-16243 Addenda N ° 3 - Report de date (devis) 2017-07-07 11 h 33 - Courriel 2790005 - 17-16243 Addenda N

° 3 - Report de date (bordereau)
2017-07-07 11 h 33 - Téléchargement

2793665 - 17-16243 Addenda N ° 4 - Report de date (devis)
2017-07-14 13 h 21 - Courriel

2793666 - 17-16243 Addenda N ° 4 - Report de date (bordereau)
2017-07-14 13 h 21 - Téléchargement

2794423 - 17-16243 Addenda N ° 5
2017-07-17 16 h 14 - Courriel

2794820 - 17-16243 Addenda N ° 6 (devis)
2017-07-18 11 h 56 - Courriel

2794821 - 17-16243 Addenda N ° 6 (bordereau)
2017-07-18 11 h 56 - Téléchargement

2794822 - 17-16243 Addenda N ° 6 (bordereau)
2017-07-18 11 h 56 - Téléchargement

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Sélectionner Annuler

© 2003-2017 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1177749001

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - espace de travail , Division Connectivité aux utilisateurs
Objet :	Conclure avec GoSecure Inc. deux (2) ententes-cadres d'une durée de trois (3) ans pour des services de support et d'entretien d'équipements de télécommunication et de sécurité - Appel d'offres public 17-16243 - Un soumissionnaire - (Lot 2 : 1 624 952,02 $ - Lot 4 : 94 640,52 $) / Autoriser un ajustement récurrent de la base budgétaire du Service des technologies de l'information de 523 400 $ pour 2018 et les années subséquentes.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1177749001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Gilles BOUCHARD
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-0962

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-28

Yves COURCHESNE
Directeur services des finances et trésorier
Tél : 514 872-6630
Division : Service des finances

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.15

2017/09/28 17:00

(1)

Dossier # : 1173438008

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Ingénierie et procédés
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder à la compagnie Aqua-Mécanique inc., un contrat pour la fourniture de vannes manuelles pour les structures de dérivation et d'interception du réseau des intercepteurs de la Ville, au montant de 570 803,10 $ taxes incluses. Appel d'offres public 17-16198 - 3 soumissionnaires.

Il est recommandé :

1. Accorder un contrat à la compagnie Aqua-Mécanique inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour la fourniture de vannes manuelles pour les structures de dérivation et d'interception du réseau des intercepteurs de la Ville, au montant de 570 803,10 taxes incluses. Appel d'offres public 17-16198 - 3 soumissionnaires;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-09-01 13:34

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1173438008**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Ingénierie et procédés
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder à la compagnie Aqua-Mécanique inc., un contrat pour la fourniture de vannes manuelles pour les structures de dérivation et d'interception du réseau des intercepteurs de la Ville, au montant de 570 803,10 $ taxes incluses. Appel d'offres public 17-16198 - 3 soumissionnaires.

CONTENU

CONTEXTE

La Direction de l'épuration des eaux usées (DEEU) du Service de l'eau planifie la réalisation de plusieurs projets d'entretien, d'inspection et de remplacement d'équipements dans les différentes structures de dérivation et d'interception du réseau des intercepteurs de la Ville. Dans une première étape, la DEEU doit remplacer trente-huit (38) vannes qui sont en opération depuis plus de vingt-cinq ans et qui ont atteint leur durée de vie utile. Puisque plusieurs d'entre elles n'ont jamais été entretenues depuis leur installation, elles doivent être remplacées rapidement pour s'assurer de leur bon fonctionnement en cas d'urgence. Dans un prochain contrat, ces vannes seront installées et plusieurs autres seront réparées.

Un appel d'offres public a été lancé le 28 juin 2017 et publié sur le site SEAO et dans le journal Le Devoir. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 21 août . La validité des soumissions est de cent quatre vingt (180) jours. Trois (3) addenda ont été émis, pour reporter à chaque fois la date d'ouverture des soumissions, à la demande des soumissionnaires. Le montant des contingences a été fixé à 15 % pour couvrir les imprévus qui pourraient survenir en cours de fabrication ou lors de la mise en service.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0192 - 24 mars 2016 - Accorder un contrat de services professionnels à SNC - Lavalin inc. pour l'élaboration des plans et devis pour les travaux de mise à niveau et de remplacement de vannes manuelles du réseau des intercepteurs - Dépense totale de 475 716,94 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14833 (1 soumissionnaire.)

DESCRIPTION

Le présent contrat consiste à fabriquer et livrer 38 vannes rectangulaires en acier inoxydable de différentes grandeurs (de 457 mm à 3048 mm) ainsi que leurs accessoires (actuateurs, tiges, guides, etc.) pour permettre des travaux de remplacement qui sont prévus en 2018 et 2019.
Le fournisseur devra fabriquer, réaliser les essais en atelier et livrer les équipements à la Station, préparer les dessins et la documentation, garantir les équipements et assister à la mise en service des équipements tel que spécifié dans le cahier des charges spéciales de l'appel d'offre.

JUSTIFICATION

Trois entreprises se sont procuré les documents d'appel d'offres et nous ont toutes fait parvenir une offre:

Firmes soumissionnaires	Prix de base	Contingences	Total
Aqua-mécanique inc.	496 350,52 $	74 452,58 $	570 803,10 $
D.M. valve et controles inc.	846 635,66 $	126 995,35 $	973 631,01 $
ISE métal inc.	891 797,84 $	133 769,68 $	1 025 567,52 $
Dernière estimation réalisée	1 144 086,33 $	171 612,95 $	1 315 699,28 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)*			856 667,21 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*			50,08%
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)*			454 764,42 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*			79,67 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			(744 896,18 $)
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			(56,62 %)
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			402 827,91 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			70,57 %

Veuillez vous référer à l'intervention du Service de l'approvisionnement pour toutes les informations relatives à l'analyse des soumissions.

L'écart de prix entre le plus bas soumissionnaire conforme et l'estimation interne est favorable de 56.62%. L'estimation de la DEEU est basée sur une étude de marché effectuée par une firme externe et approuvée par notre département d'ingénierie. À cet effet, il faut aussi considérer que les deuxième et troisième plus basses soumissions conformes présentent des écarts favorables de 26 % et 22 %, lesquelles sont plus près de l'estimation.

Après vérification auprès de la compagnie Aqua-mécanique inc., celle-ci nous a confirmé qu'elle avait bien compris le mandat et qu'elle sera en mesure de répondre aux exigences du devis tout en respectant le montant de sa soumission. De plus, la compagnie a consciemment offert des prix plus bas que le marché, dans le but de se faire connaître auprès de la Ville.

Les validations requises indiquant que l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec et de la RENA ont été faites: Aqua-mécanique inc., 825, rue Salaberry, Laval (Québec) H7S 1H5 - NEQ: 1167631036.

Les entreprises ne devaient pas détenir une attestation de l'Autorité des marchés financiers (AMF) pour soumissionner dans le cadre de cet appel d'offres en vertu du décret 795-2014 du 10 septembre 2014. Par ailleurs, Aqua-mécanique inc. ne détient pas une telle attestation.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts pour la fourniture et la livraison de vannes manuelles pour les structures de dérivation des intercepteurs de la ville de Montréal en incluant les contingences sont de 570 803,10 $ taxes incluses, ou 521 219,31$ net de ristourne de taxes. Cette dépense est admissible à une subvention estimée à 277 983,63$ au programme Fonds Chantiers Canada Québec (FCCQ) – volet Grandes Villes. La partie financée par la réserve de l'eau locale représente un montant de 138 991,82 $ (selon disponibilité de la réserve). L'emprunt net de 104 243,86$ est à la charge spécifique des villes reconstituées.

Le détail des informations comptables se retrouve dans l'intervention financière du Service des finances.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Pratiquer une gestion responsable des ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le fait de ne pas donner suite à la présente recommandation pourrait compromettre le projet de remplacement des vannes défectueuses et ainsi compromettre la fermeture des intercepteurs en cas d'urgence.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat: septembre 2017

- Livraison des valves : 26 décembre 2017
- Installation des dernières valves: Septembre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Daniel LÉGER)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Stéphanie SIMONEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Michel SHOONER
Responsable approvisionnement et magasins

Tél : 514-280-6559
Télécop. : 514-280-6779

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-28

Michel VERREAULT
Surintendant administration et soutien à l'exploitation

Tél : 514-280-4364
Télécop. : 514-280-4387

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Richard FONTAINE
Directeur(trice) du traitement des eaux usees
Tél : 514 280-3706
Approuvé le : 2017-08-30

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2017-09-01

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1173438008

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Ingénierie et procédés
Objet :	Accorder à la compagnie Aqua-Mécanique inc., un contrat pour la fourniture de vannes manuelles pour les structures de dérivation et d'interception du réseau des intercepteurs de la Ville, au montant de 570 803,10 $ taxes incluses. Appel d'offres public 17 -16198 - 3 soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

17-16198 PV.pdf
17-16198 - Det Cah Final.pdf
Intervention pour le Service de l'eau_17-16198.pdf
17-16198 TPC - 1.pdf
17-16198 TPC - 2.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Daniel LÉGER
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514 872-1059

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-28

Isabelle LAZURE
Chef de section
Tél : 514-872-6935
Division : Service de l'approvisionnement , Direction

SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 17-16198

No du GDD : 1173438008

Titre de l'appel d'offres : Fourniture de vannes manuelles pour les structures de dérivation et d'interception du réseau des intercepteurs, supervision ponctuelle lors de l'installation sur le réseau - 36 mois

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité par le Service de l'approvisionnement

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 5 - 7 - 2017

Nombre d'addenda émis durant la période : 3

Ouverture originalement prévue le : 7 - 8 - 2017

Date du dernier addenda émis : 10 - 8 - 2017

Ouverture faite le : 21 - 8 - 2017

Délai total accordé aux soumissionnaires : 48 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 3

Nbre de soumissions reçues : 3

% de réponses : 100

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 3 - 3 - 2018

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : - -

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Tel que spécifié au cahier des charges, l''octroi de contrat sera effectuée en entier à la firme cochée √ , représentant le plus bas soumissionnaire conforme.

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	en entier
Aqua-Mécanique inc.	$ 496 350,52	√	
D.M. Valve et Contrôles inc.	$ 846 635,66		
ISE Metal inc. (Fontaine-Aquanox inc.)	$ 891 797,84		

Information additionnelle

Tel que mentionné aux documents d'appel d'offres, l'octroi s'effectue en entier au plus bas soumissionnaire conforme. L'entreprise Aqua-Mécanique inc. est le plus bas soumissionnaire. Son offre étant conforme, cette firme est donc recommandée comme adjudicataire.

Montant de la soumission : 431 703,00 $ + (TPS 5%) 21 585,15 $ + (TVQ 9,975%) 43 062,37 $ = 496 350,52 $

En date du 28 août 2017, l'entreprise recommandée dans le présent sommaire décisionnel n'est pas inscrite au RENA (Registre des entreprises non admissibles), n'a pas de restriction imposée sur sa licence de la RBQ et n'est pas rendue non-conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal. L'autorisation de l'AMF n'est pas exigée dans le cadre de cet appel d'offres.

Préparé par : Daniel Léger

Le 28 - 8 - 2017

Tableau comparatif des prix reçus

#	Objet	Informations
1	Nom de l'agent d'approvisionnement	**Alexandre Muniz**
2	Titre de l'appel d'offres	Fourniture de vannes manuelles pour les structures de dérivation et d'interception du réseau des intercepteurs, supervision ponctuelle lors de l'installation sur le réseau - 36 mois
4	No de l'appel d'offres	**17-16198**
5	**Préposée au secrétariat**	Wilay Vannet (25 août 2017)
6	Type de solicitation	Publique
7	Date d'ouverture	21 août 2017
8	Service requérant	49 Service de l'eau
9	Requérant	Kamal Hamai



#	Soumissionnaire	Commentaires	Conformité (validée par l'agent d'approvisionnement)	No de soumission
1	AQUA-MÉCANIQUE INC.		Conforme	22093
2	D.M. VALVE ET CONTROLES INC.		Conforme	22094
3	ISE METAL INC.		Conforme	22095

Agent d'approvisionnement	Alexandre Muniz
Numéro de l'appel d'offres	17-16198
Titre de l'appel d'offres	Fourniture de vannes manuelles pour les structures de dérivation et d'interception du réseau des intercepteurs, supervision ponctuelle lors de l'installation sur le réseau - 36 mois

						Soumissionnaires	**AQUA-MÉCANIQUE INC.**		**D.M. VALVE ET CONTROLES INC.**		**ISE METAL INC.**	
G	**Item**	**Articles**	**Unité de mesure**	**Qté par période**	**Terme (Nombre de périodes)**		**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**
	1	**Chambre 40e Avenue 1 (4230)**										
	1.1	Vanne murale de dimension de 457 mm x 457 mm	LOT	1	1		2 000,00 $	2 000,00 $	570,00 $	570,00 $	4 453,00 $	4 453,00 $
	1.2	Actuateur manuel à écrou	LOT	1	1		69,44 $	69,44 $	855,00 $	855,00 $	0,00 $	
	1.3	Ensemble de tiges et de guides-tiges	LOT	1	1		1 141,66 $	1 141,66 $	1 205,00 $	1 205,00 $	0,00 $	
	1.4	Cadre élargi	LOT	1	1		788,90 $	788,90 $	1 325,00 $	1 325,00 $	0,00 $	
						Total de l'article 1 (1.1 à 1.4) inclusivement		**4 000,00 $**		**3 955,00 $**		**4 453,00 $**
	2	**Chambre 40e Avenue 2 (4230)**										
	2.1	Vanne murale de dimension de 457 mm x 457 mm	LOT	1	1		2 000,00 $	2 000,00 $	570,00 $	570,00 $	4 465,00 $	4 465,00 $
	2.2	Actuateur manuel à écrou	LOT	1	1		69,44 $	69,44 $	855,00 $	855,00 $	0,00 $	
	2.3	Ensemble de tiges et de guides-tiges	LOT	1	1		1 151,66 $	1 151,66 $	1 225,00 $	1 225,00 $	0,00 $	
	2.4	Cadre élargi	LOT	1	1		788,90 $	788,90 $	1 325,00 $	1 325,00 $	0,00 $	
						Total de l'article 2 (2.1 à 2.4) inclusivement		**4 010,00 $**		**3 975,00 $**		**4 465,00 $**
	3	**Chambre St-Anne 2 (3540)**										
	3.1	Vanne murale de dimension de 457 mm x 457 mm	1	LOT	1		1 972,22 $	1 972,22 $	570,00 $	570,00 $	3 992,00 $	3 992,00 $
	3.2	Actuateur manuel à écrou	1	LOT	1		69,44 $	69,44 $	855,00 $	855,00 $	0,00 $	
	3.3	Ensemble de tiges et de guides-tiges	1	LOT	1		736,34 $	736,34 $	820,00 $	820,00 $	0,00 $	
	3.4	Cadre standard	1	LOT	1				1 190,00 $	1 190,00 $	0,00 $	
						Total de l'article 3 (3.1 à 3.4) inclusivement		**2 778,00 $**		**3 435,00 $**		**3 992,00 $**
	4	**Chambre Starling (4550)**										
	4.1	Vanne murale de dimension de 457 mm x 457 mm	1	LOT	1		2 000,00 $	2 000,00 $	570,00 $	570,00 $	4 486,00 $	4 486,00 $
	4.2	Actuateur manuel à écrou	1	LOT	1		69,44 $	69,44 $	855,00 $	855,00 $	0,00 $	
	4.3	Ensemble de tiges et de guides-tiges	1	LOT	1		1 166,66 $	1 166,66 $	1 260,00 $	1 260,00 $	0,00 $	
	4.4	Cadre élargi	1	LOT	1		788,90 $	788,90 $	1 325,00 $	1 325,00 $	0,00 $	
						Total de l'article 4 (4.1 à 4.4) inclusivement		**4 025,00 $**		**4 010,00 $**		**4 486,00 $**

Agent d'approvisionnement	Alexandre Muniz
Numéro de l'appel d'offres	17-16198
Titre de l'appel d'offres	Fourniture de vannes manuelles pour les structures de dérivation et d'interception du réseau des intercepteurs, supervision ponctuelle lors de l'installation sur le réseau - 36 mois

						Soumissionnaires	**AQUA-MÉCANIQUE INC.**		**D.M. VALVE ET CONTROLES INC.**		**ISE METAL INC.**	
G	**Item**	**Articles**	**Unité de mesure**	**Qté par période**	**Terme (Nombre de périodes)**		**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**
	5	**Chambre 71e Avenue (3240)**										
	5.1	Vanne murale de dimension de 610 mm x 610 mm	1	LOT	1		2 716,67 $	2 716,67 $	1 125,00 $	1 125,00 $	6 892,00 $	6 892,00 $
	5.2	Actuateur manuel à manivelle	1	LOT	1		1 600,00 $	1 600,00 $	370,00 $	370,00 $	0,00 $	
	5.3	Ensemble de tiges et de guides-tiges	1	LOT	1		1 166,67 $	1 166,67 $	1 575,00 $	1 575,00 $	0,00 $	
	5.4	Cadre élargi	1	LOT	1		791,66 $	791,66 $	1 695,00 $	1 695,00 $	0,00 $	
					Total de l'article 5 (5.1 à 5.4) inclusivement			**6 275,00 $**		**4 765,00 $**		**6 892,00 $**
	6	**Chambre Cartier 3 (4600)**										
	6.1	Vanne murale de dimension de 610 mm x 610 mm	1	LOT	1		2 513,89 $	2 513,89 $	1 125,00 $	1 125,00 $	4 959,00 $	4 959,00 $
	6.2	Actuateur manuel à écrou	1	LOT	1		69,44 $	69,44 $	855,00 $	855,00 $	0,00 $	
	6.3	Ensemble de tiges et de guides-tiges	1	LOT	1		1 082,78 $	1 082,78 $	905,00 $	905,00 $	0,00 $	
	6.4	Cadre élargi	1	LOT	1		788,89 $	788,89 $	1 675,00 $	1 675,00 $	0,00 $	
					Total de l'article 6 (6.1 à 6.4) inclusivement			**4 455,00 $**		**4 560,00 $**		**4 959,00 $**
	7	**Chambre Lacordaire (3305)**										
	7.1	Vanne murale de dimension de 762 mm x 762 mm	1	LOT	1		3 153,33 $	3 153,33 $	1 675,00 $	1 675,00 $	8 077,00 $	8 077,00 $
	7.2	Actuateur manuel à écrou	1	LOT	1		69,44 $	69,44 $	855,00 $	855,00 $	0,00 $	
	7.3	Ensemble de tiges et de guides-tiges	1	LOT	1		1 202,23 $	1 202,23 $	1 275,00 $	1 275,00 $	0,00 $	
	7.4	Cadre élargi	1	LOT	1		1 120,00 $	1 120,00 $	3 755,00 $	3 755,00 $	0,00 $	
					Total de l'article 7 (7.1 à 7.4) inclusivement			**5 545,00 $**		**7 560,00 $**		**8 077,00 $**
	8	**Chambre 13e avenue 2 (3275)**										
	8.1	Vanne murale de dimension de 762 mm x 762 mm	1	LOT	1		3 333,33 $	3 333,33 $	1 675,00 $	1 675,00 $	7 440,00 $	7 440,00 $
	8.2	Actuateur manuel à manivelle	1	LOT	1		1 632,22 $	1 632,22 $	670,00 $	670,00 $	0,00 $	
	8.3	Ensemble de tiges et de guides-tiges	1	LOT	1		1 109,45 $	1 109,45 $	1 350,00 $	1 350,00 $	0,00 $	
	8.4	Cadre élargi	1	LOT	1		1 120,00 $	1 120,00 $	3 295,00 $	3 295,00 $	0,00 $	
					Total de l'article 8 (8.1 à 8.4) inclusivement			**7 195,00 $**		**6 990,00 $**		**7 440,00 $**

Agent d'approvisionnement	Alexandre Muniz
Numéro de l'appel d'offres	17-16198
Titre de l'appel d'offres	Fourniture de vannes manuelles pour les structures de dérivation et d'interception du réseau des intercepteurs, supervision ponctuelle lors de l'installation sur le réseau - 36 mois

						Soumissionnaires	**AQUA-MÉCANIQUE INC.**		**D.M. VALVE ET CONTROLES INC.**		**ISE METAL INC.**	
G	**Item**	**Articles**	**Unité de mesure**	**Qté par période**	**Terme (Nombre de périodes)**		**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**
	9	**Chambre St-Charles (4520)**										
	9.1	Vanne murale de dimension de 762 mm x 762 mm	1	LOT	1		3 333,33 $	3 333,33 $	1 675,00 $	1 675,00 $	12 278,00 $	12 278,00 $
	9.2	Actuateur électrique	1	LOT	1		7 060,00 $	7 060,00 $	6 295,00 $	6 295,00 $	0,00 $	
	9.3	Ensemble de tiges et de guides-tiges	1	LOT	1		1 111,67 $	1 111,67 $	2 125,00 $	2 125,00 $	0,00 $	
	9.4	Cadre élargi	1	LOT	1		1 120,00 $	1 120,00 $	3 305,00 $	3 305,00 $	0,00 $	
					Total de l'article 9 (9.1 à 9.4) inclusivement			**12 625,00 $**		**13 400,00 $**		**12 278,00 $**
	10	**Chambre Baie de valois (4570)**										
	10.1	Vanne murale de dimension de 762 mm x 762 mm	1	LOT	1		3 194,44 $	3 194,44 $	1 925,00 $	1 925,00 $	8 106,00 $	8 106,00 $
	10.2	Actuateur manuel à écrou	1	LOT	1		69,44 $	69,44 $	925,00 $	925,00 $	0,00 $	
	10.3	Ensemble de tiges et de guides-tiges	1	LOT	1		1 201,12 $	1 201,12 $	1 495,00 $	1 495,00 $	0,00 $	
	10.4	Cadre élargi	1	LOT	1		1 120,00 $	1 120,00 $	3 575,00 $	3 575,00 $	0,00 $	
					Total de l'article 10 (10.1 à 10.4) inclusivement			**5 585,00 $**		**7 920,00 $**		**8 106,00 $**
	11	**Chambre Cartier 1 (4600)**										
	11.1	Vanne murale de dimension de 762 mm x 762 mm	1	LOT	1		3 194,44 $	3 194,44 $	1 925,00 $	1 925,00 $	7 537,00 $	7 537,00 $
	11.2	Actuateur manuel à écrou	1	LOT	1		69,44 $	69,44 $	925,00 $	925,00 $	0,00 $	
	11.3	Ensemble de tiges et de guides-tiges	1	LOT	1		1 261,12 $	1 261,12 $	1 545,00 $	1 545,00 $	0,00 $	
	11.4	Cadre standard	1	LOT	1				3 755,00 $	3 755,00 $	0,00 $	
					Total de l'article 11 (11.1 à 11.4) inclusivement			**4 525,00 $**		**8 150,00 $**		**7 537,00 $**
	12	**Chambre Kenwood (4610)**										
	12.1	Vanne murale de dimension de 762 mm x 762 mm	1	LOT	1		3 153,33 $	3 153,33 $	2 015,00 $	2 015,00 $	8 305,00 $	8 305,00 $
	12.2	Actuateur manuel à écrou	1	LOT	1		69,44 $	69,44 $	925,00 $	925,00 $	0,00 $	
	12.3	Ensemble de tiges et de guides-tiges	1	LOT	1		1 612,23 $	1 612,23 $	1 965,00 $	1 965,00 $	0,00 $	
	12.4	Cadre élargi	1	LOT	1		1 120,00 $	1 120,00 $	3 995,00 $	3 995,00 $	0,00 $	
					Total de l'article 12 (12.1 à 12.4) inclusivement			**5 955,00 $**		**8 900,00 $**		**8 305,00 $**

Agent d'approvisionnement	Alexandre Muniz
Numéro de l'appel d'offres	17-16198
Titre de l'appel d'offres	Fourniture de vannes manuelles pour les structures de dérivation et d'interception du réseau des intercepteurs, supervision ponctuelle lors de l'installation sur le réseau - 36 mois

						Soumissionnaires	**AQUA-MÉCANIQUE INC.**		**D.M. VALVE ET CONTROLES INC.**		**ISE METAL INC.**	
G	**Item**	**Articles**	**Unité de mesure**	**Qté par période**	**Terme (Nombre de périodes)**		**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**
	13	**Chambre Brookside (4620)**										
	13.1	Vanne murale de dimension de 762 mm x 762 mm	1	LOT	1		3 194,44 $	3 194,44 $	2 080,00 $	2 080,00 $	9 886,00 $	9 886,00 $
	13.2	Actuateur manuel à écrou	1	LOT	1		69,44 $	69,44 $	2 095,00 $	2 095,00 $	0,00 $	
	13.3	Ensemble de tiges et de guides-tiges	1	LOT	1		1 727,12 $	1 727,12 $	2 380,00 $	2 380,00 $	0,00 $	
	13.4	Cadre élargi	1	LOT	1		1 120,00 $	1 120,00 $	3 755,00 $	3 755,00 $	0,00 $	
						Total de l'article 13 (13.1 à 13.4) inclusivement		**6 111,00 $**		**10 310,00 $**		**9 886,00 $**
	14	**Chambre Plaza (3340)**										
	14.1	Vanne murale de dimension de 762 mm x 762 mm	1	LOT	1		3 333,33 $	3 333,33 $	1 675,00 $	1 675,00 $	7 136,00 $	7 136,00 $
	14.2	Actuateur manuel à manivelle	1	LOT	1		1 631,11 $	1 631,11 $	670,00 $	670,00 $	0,00 $	
	14.3	Ensemble de tiges et de guides-tiges	1	LOT	1		700,56 $	700,56 $	725,00 $	725,00 $	0,00 $	
	14.4	Cadre élargi	1	LOT	1		1 120,00 $	1 120,00 $	2 450,00 $	2 450,00 $	0,00 $	
						Total de l'article 14 (14.1 à 14.4) inclusivement		**6 785,00 $**		**5 520,00 $**		**7 136,00 $**
	15	**Chambre Sunnybrooke 1 - lot 28 (3480)**										
	15.1	Vanne murale de dimension de 762 mm x 762 mm	1	LOT	1		3 194,44 $	3 194,44 $	1 750,00 $	1 750,00 $	8 089,00 $	8 089,00 $
	15.2	Actuateur manuel à écrou	1	LOT	1		69,44 $	69,44 $	1 110,00 $	1 110,00 $	0,00 $	
	15.3	Ensemble de tiges et de guides-tiges	1	LOT	1		1 201,12 $	1 201,12 $	1 290,00 $	1 290,00 $	0,00 $	
	15.4	Cadre élargi	1	LOT	1		1 120,00 $	1 120,00 $	3 755,00 $	3 755,00 $	0,00 $	
						Total de l'article 15 (15.1 à 15.4) inclusivement		**5 585,00 $**		**7 905,00 $**		**8 089,00 $**
	16	**Chambre St-Anne 1 (3540)**										
	16.1	Vanne murale de dimension de 762 mm x 762 mm	1	LOT	1		3 194,44 $	3 194,44 $	1 745,00 $	1 745,00 $	5 844,00 $	5 844,00 $
	16.2	Actuateur manuel à écrou	1	LOT	1		69,44 $	69,44 $	1 105,00 $	1 105,00 $	0,00 $	
	16.3	Ensemble de tiges et de guides-tiges	1	LOT	1		1 083,12 $	1 083,12 $	940,00 $	940,00 $	0,00 $	
	16.4	Cadre élargi	1	LOT	1		1 120,00 $	1 120,00 $	3 305,00 $	3 305,00 $	0,00 $	
						Total de l'article 16 (16.1 à 16.4) inclusivement		**5 467,00 $**		**7 095,00 $**		**5 844,00 $**

Agent d'approvisionnement	Alexandre Muniz
Numéro de l'appel d'offres	17-16198
Titre de l'appel d'offres	Fourniture de vannes manuelles pour les structures de dérivation et d'interception du réseau des intercepteurs, supervision ponctuelle lors de l'installation sur le réseau - 36 mois

						Soumissionnaires	**AQUA-MÉCANIQUE INC.**		**D.M. VALVE ET CONTROLES INC.**		**ISE METAL INC.**	
G	**Item**	**Articles**	**Unité de mesure**	**Qté par période**	**Terme (Nombre de périodes)**		**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**
	17	**Chambre ThornCrest (4540)**										
	17.1	Vanne murale de dimension de 762 mm x 762 mm	1	LOT	1		3 194,44 $	3 194,44 $	1 745,00 $	1 745,00 $	8 075,00 $	8 075,00 $
	17.2	Actuateur manuel à écrou	1	LOT	1		69,44 $	69,44 $	1 105,00 $	1 105,00 $	0,00 $	
	17.3	Ensemble de tiges et de guides-tiges	1	LOT	1		1 201,12 $	1 201,12 $	1 275,00 $	1 275,00 $	0,00 $	
	17.4	Cadre élargi	1	LOT	1		1 120,00 $	1 120,00 $	7 680,00 $	7 680,00 $	0,00 $	
						Total de l'article 17 (17.1 à 17.4) inclusivement		**5 585,00 $**		**11 805,00 $**		**8 075,00 $**
	18	**Chambre Chester (4560)**										
	18.1	Vanne murale de dimension de 762 mm x 762 mm	1	LOT	1		3 194,44 $	3 194,44 $	1 745,00 $	1 745,00 $	5 944,00 $	5 944,00 $
	18.2	Actuateur manuel à écrou	1	LOT	1		69,44 $	69,44 $	1 105,00 $	1 105,00 $	0,00 $	
	18.3	Ensemble de tiges et de guides-tiges	1	LOT	1		1 146,12 $	1 146,12 $	1 190,00 $	1 190,00 $	0,00 $	
	18.4	Cadre élargi	1	LOT	1		1 120,00 $	1 120,00 $	3 305,00 $	3 305,00 $	0,00 $	
						Total de l'article 18 (18.1 à 18.4) inclusivement		**5 530,00 $**		**7 345,00 $**		**5 944,00 $**
	19	**Chambre Dawson (4530)**										
	19.1	Vanne murale de dimension de 914 mm x 914 mm	1	LOT	1		4 513,89 $	4 513,89 $	2 585,00 $	2 585,00 $	13 075,00 $	13 075,00 $
	19.2	Actuateur électrique	1	LOT	1		7 980,56 $	7 980,56 $	6 395,00 $	6 395,00 $	0,00 $	
	19.3	Ensemble de tiges et de guides-tiges	1	LOT	1		1 190,55 $	1 190,55 $	2 190,00 $	2 190,00 $	0,00 $	
	19.4	Cadre élargi	1	LOT	1		1 120,00 $	1 120,00 $	4 410,00 $	4 410,00 $	0,00 $	
						Total de l'article 19 (19.1 à 19.4) inclusivement		**14 805,00 $**		**15 580,00 $**		**13 075,00 $**
	20	**Chambre Alepin 2 (4430)**										
	20.1	Vanne murale de dimension de 1067 mm x 1067 mm	1	LOT	1		4 548,89 $	4 548,89 $	2 600,00 $	2 600,00 $	8 229,00 $	8 229,00 $
	20.2	Actuateur manuel à écrou	1	LOT	1		69,44 $	69,44 $	1 775,00 $	1 775,00 $	0,00 $	
	20.3	Ensemble de tiges et de guides-tiges	1	LOT	1		1 559,67 $	1 559,67 $	1 550,00 $	1 550,00 $	0,00 $	
	20.4	Cadre standard	1	LOT	1			0,00 $	4 250,00 $	4 250,00 $	0,00 $	
						Total de l'article 20 (20.1 à 20.4) inclusivement		**6 178,00 $**		**10 175,00 $**		**8 229,00 $**

Agent d'approvisionnement	Alexandre Muniz
Numéro de l'appel d'offres	17-16198
Titre de l'appel d'offres	Fourniture de vannes manuelles pour les structures de dérivation et d'interception du réseau des intercepteurs, supervision ponctuelle lors de l'installation sur le réseau - 36 mois

						Soumissionnaires	**AQUA-MÉCANIQUE INC.**		**D.M. VALVE ET CONTROLES INC.**		**ISE METAL INC.**	
G	**Item**	**Articles**	**Unité de mesure**	**Qté par période**	**Terme (Nombre de périodes)**		**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**
	21	**Chambre 13e Avenue 1 (3275)**										
	21.1	Vanne murale de dimension de 1067 mm x 1067 mm	1	LOT	1		5 416,67 $	5 416,67 $	3 525,00 $	3 525,00 $	12 050,00 $	12 050,00 $
	21.2	Actuateur manuel à écrou	1	LOT	1		69,44 $	69,44 $	1 780,00 $	1 780,00 $	0,00 $	
	21.3	Ensemble de tiges et de guides-tiges	1	LOT	1		1 205,33 $	1 205,33 $	1 495,00 $	1 495,00 $	0,00 $	
	21.4	Cadre élargi	1	LOT	1		1 375,56 $	1 375,56 $	5 015,00 $	5 015,00 $	0,00 $	
						Total de l'article 21 (21.1 à 21.4) inclusivement		**8 067,00 $**		**11 815,00 $**		**12 050,00 $**
	22	**Chambre St-Charles (4520)**										
	22.1	Vanne murale de dimension de 1067 mm x 1067 mm	1	LOT	1		5 416,67 $	5 416,67 $	3 450,00 $	3 450,00 $	13 698,00 $	13 698,00 $
	22.2	Actuateur électrique	1	LOT	1		7 898,89 $	7 898,89 $	6 395,00 $	6 395,00 $	0,00 $	
	22.3	Ensemble de tiges et de guides-tiges	1	LOT	1		433,88 $	433,88 $	1 675,00 $	1 675,00 $	0,00 $	
	22.4	Cadre élargi	1	LOT	1		1 375,56 $	1 375,56 $	4 395,00 $	4 395,00 $	0,00 $	
						Total de l'article 22 (22.1 à 22.4) inclusivement		**15 125,00 $**		**15 915,00 $**		**13 698,00 $**
	23	**Chambre Lakeside (4580)**										
	23.1	Vanne murale de dimension de 1067 mm x 1067 mm	1	LOT	1		5 416,67 $	5 416,67 $	4 010,00 $	4 010,00 $	16 386,00 $	16 386,00 $
	23.2	Actuateur manuel à écrou	1	LOT	1		69,44 $	69,44 $	1 995,00 $	1 995,00 $	0,00 $	
	23.3	Ensemble de tiges et de guides-tiges	1	LOT	1		1 733,33 $	1 733,33 $	2 720,00 $	2 720,00 $	0,00 $	
	23.4	Cadre élargi	1	LOT	1		1 375,56 $	1 375,56 $	5 015,00 $	5 015,00 $	0,00 $	
						Total de l'article 23 (23.1 à 23.4) inclusivement		**8 595,00 $**		**13 740,00 $**		**16 386,00 $**
	24	**Chambre Cartier 2 (4600)**										
	24.1	Vanne murale de dimension de 1067 mm x 1067 mm	1	LOT	1		5 416,67 $	5 416,67 $	3 525,00 $	3 525,00 $	12 052,00 $	12 052,00 $
	24.2	Actuateur manuel à écrou	1	LOT	1		69,44 $	69,44 $	1 780,00 $	1 780,00 $	0,00 $	
	24.3	Ensemble de tiges et de guides-tiges	1	LOT	1		1 205,33 $	1 205,33 $	1 495,00 $	1 495,00 $	0,00 $	
	24.4	Cadre élargi	1	LOT	1		1 375,56 $	1 375,56 $	5 015,00 $	5 015,00 $	0,00 $	
						Total de l'article 24 (24.1 à 24.4) inclusivement		**8 067,00 $**		**11 815,00 $**		**12 052,00 $**

Agent d'approvisionnement	Alexandre Muniz
Numéro de l'appel d'offres	17-16198
Titre de l'appel d'offres	Fourniture de vannes manuelles pour les structures de dérivation et d'interception du réseau des intercepteurs, supervision ponctuelle lors de l'installation sur le réseau - 36 mois

						Soumissionnaires	**AQUA-MÉCANIQUE INC.**		**D.M. VALVE ET CONTROLES INC.**		**ISE METAL INC.**	
G	**Item**	**Articles**	**Unité de mesure**	**Qté par période**	**Terme (Nombre de périodes)**		**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**
	25	**Chambre Dawson (4530)**										
	25.1	Vanne murale de dimension de 1067 mm x 1067 mm	1	LOT	1		5 555,56 $	5 555,56 $	3 435,00 $	3 435,00 $	15 834,00 $	15 834,00 $
	25.2	Actuateur électrique	1	LOT	1		9 695,00 $	9 695,00 $	7 465,00 $	7 465,00 $	0,00 $	
	25.3	Ensemble de tiges et de guides-tiges	1	LOT	1		508,88 $	508,88 $	1 595,00 $	1 595,00 $	0,00 $	
	25.4	Cadre élargi	1	LOT	1		1 375,56 $	1 375,56 $	4 380,00 $	4 380,00 $	0,00 $	
						Total de l'article 25 (25.1 à 25.4) inclusivement		**17 135,00 $**		**16 875,00 $**		**15 834,00 $**
	26	**Chambre 40e Avenue 1 (4230)**										
	26.1	Vanne murale de dimension de 1219 mm x 1219 mm	1	LOT	1		6 292,22 $	6 292,22 $	2 030,00 $	2 030,00 $	13 356,00 $	13 356,00 $
	26.2	Actuateur manuel à écrou	1	LOT	1		69,44 $	69,44 $	2 050,00 $	2 050,00 $	0,00 $	
	26.3	Ensemble de tiges et de guides-tiges	1	LOT	1		912,78 $	912,78 $	1 445,00 $	1 445,00 $	0,00 $	
	26.4	Cadre élargi	1	LOT	1		1 375,56 $	1 375,56 $	5 755,00 $	5 755,00 $	0,00 $	
						Total de l'article 26 (26.1 à 26.4) inclusivement		**8 650,00 $**		**11 280,00 $**		**13 356,00 $**
	27	**Chambre Sunnybrooke 2 - lot 28 (3480)**										
	27.1	Vanne murale de dimension de 1219 mm x 1219 mm	1	LOT	1		6 292,22 $	6 292,22 $	4 175,00 $	4 175,00 $	12 986,00 $	12 986,00 $
	27.2	Actuateur manuel à écrou	1	LOT	1		69,44 $	69,44 $	2 045,00 $	2 045,00 $	0,00 $	
	27.3	Ensemble de tiges et de guides-tiges	1	LOT	1		797,78 $	797,78 $	855,00 $	855,00 $	0,00 $	
	27.4	Cadre élargi	1	LOT	1		1 375,56 $	1 375,56 $	5 065,00 $	5 065,00 $	0,00 $	
						Total de l'article 27 (27.1 à 27.4) inclusivement		**8 535,00 $**		**12 140,00 $**		**12 986,00 $**
	28	**Chambre Alepin 1 (4430)**										
	28.1	Vanne murale de dimension de 1372 mm x 1372 mm	1	LOT	1		7 986,67 $	7 986,67 $	5 315,00 $	5 315,00 $	14 470,00 $	14 470,00 $
	28.2	Actuateur manuel à écrou	1	LOT	1		69,44 $	69,44 $	2 145,00 $	2 145,00 $	0,00 $	
	28.3	Ensemble de tiges et de guides-tiges	1	LOT	1		806,11 $	806,11 $	840,00 $	840,00 $	0,00 $	
	28.4	Cadre élargi	1	LOT	1		1 527,78 $	1 527,78 $	5 650,00 $	5 650,00 $	0,00 $	
						Total de l'article 28 (28.1 à 28.4) inclusivement		**10 390,00 $**		**13 950,00 $**		**14 470,00 $**

Agent d'approvisionnement	Alexandre Muniz
Numéro de l'appel d'offres	17-16198
Titre de l'appel d'offres	Fourniture de vannes manuelles pour les structures de dérivation et d'interception du réseau des intercepteurs, supervision ponctuelle lors de l'installation sur le réseau - 36 mois

						Soumissionnaires	**AQUA-MÉCANIQUE INC.**		**D.M. VALVE ET CONTROLES INC.**		**ISE METAL INC.**	
G	**Item**	**Articles**	**Unité de mesure**	**Qté par période**	**Terme (Nombre de périodes)**		**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**
	29	**Chambre St-Jean (3520)**										
	29.1	Vanne batardeau de dimension 1435 mm x 1524 mm	1	LOT	1		9 444,44 $	9 444,44 $	8 050,00 $	8 050,00 $	20 320,00 $	20 320,00 $
	29.2	Actuateur manuel à manivelle	1	LOT	1		2 170,56 $	2 170,56 $	1 200,00 $	1 200,00 $	0,00 $	
	29.3	Ensemble de tiges et de guides-tiges	1	LOT	1		1 400,00 $	1 400,00 $	2 550,00 $	2 550,00 $	0,00 $	
					Total de l'article 29 (29.1 à 29.3) inclusivement			**13 015,00 $**		**11 800,00 $**		**20 320,00 $**
	30	**Chambre St-Jean Baptiste N (3230)**										
	30.1	Vanne murale de dimension de 1829 mm x 1829 mm	1	LOT	1		13 194,44 $	13 194,44 $	14 125,00 $	14 125,00 $	29 593,00 $	29 593,00 $
	30.2	Actuateur manuel à écrou	1	LOT	1		69,44 $	69,44 $	2 635,00 $	2 635,00 $	0,00 $	
	30.3	Ensemble de tiges et de guides-tiges	1	LOT	1		2 842,79 $	2 842,79 $	2 685,00 $	2 685,00 $	0,00 $	
	30.4	Cadre élargi	1	LOT	1		2 083,33 $	2 083,33 $	11 375,00 $	11 375,00 $	0,00 $	
					Total de l'article 30 (30.1 à 30.4) inclusivement			**18 190,00 $**		**30 820,00 $**		**29 593,00 $**
	31	**Chambre St-Jean Baptiste N (3230)**										
	31.1	Vanne murale de dimension de 1829 mm x 1829 mm	1	LOT	1		13 194,44 $	13 194,44 $	14 125,00 $	14 125,00 $	29 593,00 $	29 593,00 $
	31.2	Actuateur manuel à écrou	1	LOT	1		69,44 $	69,44 $	2 935,00 $	2 935,00 $	0,00 $	
	31.3	Ensemble de tiges et de guides-tiges	1	LOT	1		2 842,79 $	2 842,79 $	2 685,00 $	2 685,00 $	0,00 $	
	31.4	Cadre élargi	1	LOT	1		2 083,33 $	2 083,33 $	11 375,00 $	11 375,00 $	0,00 $	
					Total de l'article 31 (31.1 à 31.4) inclusivement			**18 190,00 $**		**31 120,00 $**		**29 593,00 $**
	32	**Chambre Laurendeau (4260)**										
	32.1	Vanne murale de dimension de 1981 mm x 1981 mm	1	LOT	1		14 653,33 $	14 653,33 $	16 555,00 $	16 555,00 $	32 407,00 $	32 407,00 $
	32.2	Actuateur manuel à manivelle	1	LOT	1		2 305,00 $	2 305,00 $	2 545,00 $	2 545,00 $	0,00 $	
	32.3	Ensemble de tiges et de guides-tiges	1	LOT	1		1 469,45 $	1 469,45 $	3 035,00 $	3 035,00 $	0,00 $	
	32.4	Cadre élargi	1	LOT	1		2 222,22 $	2 222,22 $	12 095,00 $	12 095,00 $	0,00 $	
					Total de l'article 32 (32.1 à 32.4) inclusivement			**20 650,00 $**		**34 230,00 $**		**32 407,00 $**

Agent d'approvisionnement	Alexandre Muniz
Numéro de l'appel d'offres	17-16198
Titre de l'appel d'offres	Fourniture de vannes manuelles pour les structures de dérivation et d'interception du réseau des intercepteurs, supervision ponctuelle lors de l'installation sur le réseau - 36 mois

						Soumissionnaires	**AQUA-MÉCANIQUE INC.**		**D.M. VALVE ET CONTROLES INC.**		**ISE METAL INC.**	
G	**Item**	**Articles**	**Unité de mesure**	**Qté par période**	**Terme (Nombre de périodes)**		**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**
	33	**Chambre Lausanne (3350)**										
	33.1	Vanne murale de dimension de 2134 mm x 2134 mm	1	LOT	1		15 902,22 $	15 902,22 $	18 250,00 $	18 250,00 $	31 246,00 $	31 246,00 $
	33.2	Actuateur manuel à manivelle	1	LOT	1		1 891,11 $	1 891,11 $	3 135,00 $	3 135,00 $	0,00 $	
	33.3	Ensemble de tiges et de guides-tiges	1	LOT	1		710,56 $	710,56 $	1 775,00 $	1 775,00 $	0,00 $	
	33.4	Cadre élargi	1	LOT	1		2 431,11 $	2 431,11 $	9 780,00 $	9 780,00 $	0,00 $	
						Total de l'article 33 (33.1 à 33.4) inclusivement		**20 935,00 $**		**32 940,00 $**		**31 246,00 $**
	34	**Chambre Lausanne (3350)**										
	34.1	Vanne murale de dimension de 2134 mm x 2134 mm	1	LOT	1		15 902,22 $	15 902,22 $	18 250,00 $	18 250,00 $	31 246,00 $	31 246,00 $
	34.2	Actuateur manuel à manivelle	1	LOT	1		1 891,11 $	1 891,11 $	3 135,00 $	3 135,00 $	0,00 $	
	34.3	Ensemble de tiges et de guides-tiges	1	LOT	1		710,56 $	710,56 $	1 775,00 $	1 775,00 $	0,00 $	
	34.4	Cadre élargi	1	LOT	1		2 431,11 $	2 431,11 $	9 780,00 $	9 780,00 $	0,00 $	
						Total de l'article 34 (34.1 à 34.4) inclusivement		**20 935,00 $**		**32 940,00 $**		**31 246,00 $**
	35	**Chambre Riverside (4360)**										
	35.1	Vanne murale de dimension de 2438 mm x 2438 mm	1	LOT	1		18 194,44 $	18 194,44 $	31 265,00 $	31 265,00 $	61 446,00 $	61 446,00 $
	35.2	Actuateur manuel à manivelle	1	LOT	1		2 448,89 $	2 448,89 $	4 295,00 $	4 295,00 $	0,00 $	
	35.3	Ensemble de tiges et de guides-tiges	1	LOT	1		2 113,89 $	2 113,89 $	6 825,00 $	6 825,00 $	0,00 $	
	35.4	Cadre élargi	1	LOT	1		2 777,78 $	2 777,78 $	17 985,00 $	17 985,00 $	0,00 $	
						Total de l'article 35 (35.1 à 35.4) inclusivement		**25 535,00 $**		**60 370,00 $**		**61 446,00 $**
	36	**Chambre Riverside (4360)**						0,00 $				
	36.1	Vanne murale de dimension de 2438 mm x 2438 mm	1	LOT	1		18 194,44 $	18 194,44 $	31 265,00 $	31 265,00 $	61 446,00 $	61 446,00 $
	36.2	Actuateur manuel à manivelle	1	LOT	1		2 448,89 $	2 448,89 $	4 295,00 $	4 295,00 $	0,00 $	
	36.3	Ensemble de tiges et de guides-tiges	1	LOT	1		2 113,89 $	2 113,89 $	6 825,00 $	6 825,00 $	0,00 $	
	36.4	Cadre élargi	1	LOT	1		2 777,78 $	2 777,78 $	17 985,00 $	17 985,00 $	0,00 $	
						Total de l'article 36 (36.1 à 36.4) inclusivement		**25 535,00 $**		**60 370,00 $**		**61 446,00 $**

Agent d'approvisionnement	Alexandre Muniz
Numéro de l'appel d'offres	17-16198
Titre de l'appel d'offres	Fourniture de vannes manuelles pour les structures de dérivation et d'interception du réseau des intercepteurs, supervision ponctuelle lors de l'installation sur le réseau - 36 mois

						Soumissionnaires	**AQUA-MÉCANIQUE INC.**		**D.M. VALVE ET CONTROLES INC.**		**ISE METAL INC.**	
G	**Item**	**Articles**	**Unité de mesure**	**Qté par période**	**Terme (Nombre de périodes)**		**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**
	37	**Chambre Auteuil 1 (3380)**										
	37.1	Vanne murale de dimension de 3048 mm x 3048 mm	1	LOT	1		23 194,44 $	23 194,44 $	45 390,00 $	45 390,00 $	77 312,00 $	77 312,00 $
	37.2	Actuateur manuel à écrou	1	LOT	1		69,44 $	69,44 $	5 705,00 $	5 705,00 $	0,00 $	
	37.3	Ensemble de tiges et de guides-tiges	1	LOT	1		3 743,90 $	3 743,90 $	3 625,00 $	3 625,00 $	0,00 $	
	37.4	Cadre élargi	1	LOT	1		3 472,22 $	3 472,22 $	23 065,00 $	23 065,00 $	0,00 $	
						Total de l'article 37 (37.1 à 37.4) inclusivement		**30 480,00 $**		**77 785,00 $**		**77 312,00 $**
	38	**Chambre Clément Jetté (4280)**										
	38.1	Vanne murale de dimension de 3048 mm x 3048 mm	1	LOT	1		23 194,44 $	23 194,44 $	49 985,00 $	49 985,00 $	102 936,00 $	102 936,00 $
	38.2	Actuateur manuel à écrou	1	LOT	1		69,44 $	69,44 $	5 705,00 $	5 705,00 $	0,00 $	
	38.3	Ensemble de tiges et de guides-tiges	1	LOT	1		3 918,90 $	3 918,90 $	5 350,00 $	5 350,00 $	0,00 $	
	38.4	Cadre élargi	1	LOT	1		3 472,22 $	3 472,22 $	23 065,00 $	23 065,00 $	0,00 $	
						Total de l'article 38 (38.1 à 38.4) inclusivement		**30 655,00 $**		**84 105,00 $**		**102 936,00 $**
	39	**Formation et assistance**										
	39.1	Manuels d'opération et de maintenance	1	LOT	1		0,00 $		0,00 $		0,00 $	
	39.2	Séances de formation	1	LOT	1		0,00 $		0,00 $		5 000,00 $	5 000,00 $
	39.3	Assistance à l'installation (incluant le déplacement et les dépenses)	1	LOT	1		0,00 $		19 000,00 $	19 000,00 $	35 000,00 $	35 000,00 $
						Total de l'article 39 (39.1 à 39.3) inclusivement		**0,00 $**		**19 000,00 $**		**40 000,00 $**
							Total	**431 703,00 $**	**Total**	**736 365,00 $**	**Total**	**775 645,00 $**
							TPS	21 585,15 $	**TPS**	36 818,25 $	**TPS**	38 782,25 $
							TVQ	43 062,37 $	**TVQ**	73 452,41 $	**TVQ**	77 370,59 $
							TOTAL	**496 350,52 $**	**TOTAL**	**846 635,66 $**	**TOTAL**	**891 797,84 $**

Le plus bas soumissionnaire conforme → **AQUA-MÉCANIQUE INC.**

Total avant taxes	431 703,00 $
+ TPS	21 585,15 $
+ TVQ	43 062,37 $
Total	**496 350,52 $**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 17-16198
Numéro de référence : 1088091
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Fourniture de vannes manuelles pour les structures de dérivation et d'interception du réseau des intercepteurs, supervision ponctuelle lors de l'installation sur le réseau - 36 mois

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Aqua-Mécanique inc. 825, rue Salaberry Laval, QC, H7S 1H5 NEQ : 1167631036	Monsieur Pascal Plouffe Téléphone : 450 933-9962 Télécopieur : 450 933-9947	**Commande : (1313336)** 2017-07-06 9 h 03 **Transmission :** 2017-07-06 9 h 05	2799624 - 17-16198 Addenda n°1 - Report de date 2017-07-28 11 h 32 - Courriel 2803323 - 17-16198 Addenda n°2 - Report de date 2017-08-08 15 h 45 - Courriel 2804625 - 17-16198 Addenda n°3 - Report de date 2017-08-10 14 h 53 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
D.M. Valve Inc 3540 boulevard poirier Montréal, QC, H4R 2J5 NEQ : 1169566974	Monsieur Léonard Pinchuk Téléphone : 514 332-4260 Télécopieur : 514 331-3924	**Commande : (1313451)** 2017-07-06 10 h 30 **Transmission :** 2017-07-06 10 h 30	2799624 - 17-16198 Addenda n°1 - Report de date 2017-07-28 11 h 32 - Courriel 2803323 - 17-16198 Addenda n°2 - Report de date 2017-08-08 15 h 45 - Courriel 2804625 - 17-16198 Addenda n°3 - Report de date 2017-08-10 14 h 53 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐	Fontaine-Aquanox 1625 Boulevard Industriel Magog, QC, J1X5B3 NEQ : 1146007092	Monsieur Rosaire St-Laurent Téléphone : 819 769-0157 Télécopieur :	**Commande : (1321497)** 2017-07-26 13 h 25 **Transmission :** 2017-07-26 13 h 25	2799624 - 17-16198 Addenda n°1 - Report de date 2017-07-28 11 h 32 - Courriel 2803323 - 17-16198 Addenda n°2 - Report de date 2017-08-08 15 h 45 - Courriel 2804625 - 17-16198 Addenda n°3 - Report de date 2017-08-10 14 h 53 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

Aide en ligne
Formation en ligne
Glossaire
Plan du site
Accessibilité
UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

Grille des tarifs
Contactez-nous
Nouvelles
Marchés publics hors Québec
Registre des entreprises non admissibles
Autorité des marchés financiers

À propos

À propos de SEAO
Info sur Constructo
Conditions d'utilisation
Polices supportées

Partenaires

Secrétariat du Conseil du trésor Québec
CGI
tc media

© 2003-2017 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1173438008

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Ingénierie et procédés
Objet :	Accorder à la compagnie Aqua-Mécanique inc., un contrat pour la fourniture de vannes manuelles pour les structures de dérivation et d'interception du réseau des intercepteurs de la Ville, au montant de 570 803,10 $ taxes incluses. Appel d'offres public 17 -16198 - 3 soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

InfoCompt_DEEU_1173438008.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Stéphanie SIMONEAU
Préposée au budget
Tél : (514) 280-4020

Co-auteure : Iva STOILOVA-DINEVA
Agente comptable analyste – Service des finances
Conseil et soutien financier – Point de service l'Eau et Environnement
Tél. : (514) 872-5051

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-30

Marco BEAULIEU
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-4195

Division : Div. Conseil Et Soutien Financier - Point De Serv. Eau/Env.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.16

2017/09/28 17:00

(1)

Dossier # : 1175960002

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division soutien technique infrastructures CESM
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	Complexe environnemental Saint-Michel
Objet :	Accorder à 142975 Canada Ltée (Mironor) le contrat de location d'un retourneur d'andains avec opérateur d'une durée de 12 mois pour une somme maximale de 104 167,35 $ taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-16346 - un soumissionnaire.

Il est recommandé de:
1- Accorder à 142975 Canada Ltée (Mironor), le contrat de location d'un retourneur d'andains avec opérateur d'une durée de 12 mois pour une somme maximale de 104 167,35 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-16346 - un soumissionnaire.
2- D'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération, pour un montant de 104 167,35 $ taxes incluses.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2017-08-31 16:07

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1175960002**

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division soutien technique infrastructures CESM
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	Complexe environnemental Saint-Michel
Objet :	Accorder à 142975 Canada Ltée (Mironor) le contrat de location d'un retourneur d'andains avec opérateur d'une durée de 12 mois pour une somme maximale de 104 167,35 $ taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-16346 - un soumissionnaire.

CONTENU

CONTEXTE

Depuis l'automne 1995, le Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM) reçoit des feuilles provenant de tout le territoire de l'agglomération de Montréal. Le certificat d'autorisation actuel, émis par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) permet le compostage de 16 000 tonnes de feuilles par année. Pour la période 2017-2018, le Service des grands parcs, du verdissement et du mont Royal (SGPVMR) poursuivra la préparation des sols et la végétalisation nécessaire pour l'aménagement du parc Frédéric-Back au Complexe environnemental de Saint-Michel dont une portion a été ouverte au public le 26 août 2017. La totalité du compost produit sera utilisée pour l'aménagement du parc.
Le compostage est un procédé qui transforme la matière organique (feuilles) en une matière semblable au terreau. Ce processus se fait en présence d'oxygène. Il est nécessaire de brasser (retourner) les andains afin d'introduire de l'air. En absence d'air, le processus de compostage s'arrête et il survient une fermentation anaérobie pouvant engendrer des odeurs, c'est pourquoi il est important de retourner régulièrement les andains.

Le contrat couvre la période du 15 octobre 2017 au 30 juin 2018.

Aucun honoraire professionnel n'est prévu dans le cadre de ce projet.

L'appel d'offres a été publié le 31 juillet 2017 et l'ouverture des soumissions s'est effectuée le 23 août 2017. La durée de publication était de 24 jours.

Un seul soumissionnaire s'est présenté.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE - CG 14 0282 (23 juin 2014) Accorder au seul soumissionnaire 142975 Canada inc Ltée Mironor, ce dernier ayant présenté une soumission conforme, pour une période de 36 mois incluant une année d'option (approximativement 390 heures) le contrat pour la location

d'un retourneur d'andains avec un opérateur pour la production de compost au CESM, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 313 881,75 $ taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 14-13471.
CE13 1043 (31 juillet 2013) Accorder une dépense additionnelle de 96 579 $, taxes incluses, afin d'exercer, conformément à l'art. 3 du cahier des clauses administratives particulières de l'appel d'offres public 11-11719, l'option de prolongement du contrat pour une période de 12 mois (approx. 120 heures), du 15 octobre 2013 au 30 juin 2014, dans le cadre du contrat accordé à Mironor 142975 Canada Ltée (CE11 1650), majorant ainsi le montant total du contrat de 177 723 $ à 274 302$.

CE11 1650 (19 octobre 2011) Accorder à 142975 Canada ltée (Mironor), plus bas soumissionnaire conforme, pour une période de 240 heures réparties du 15 octobre 2011 au 30 juin 2013, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit au prix total approximatif de 177 723 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public #11-11719; avec la troisième année en option.

CE10 1694 (27 octobre 2010) Accorder un contrat à 142975 Canada Ltée ''Mironor'' pour la fourniture de la location d'un retourneur d'andains avec opérateur pour une période de 120 heures réparties sur neuf mois au prix total approximatif de 94 011,75 $ taxes incluses, appel d'offres sur invitation # 10-11400 (1 soumissionnaire).

DESCRIPTION

Le contrat comprend la location d'un retourneur d'andains avec opérateur pour le retournement des feuilles, pour une durée totale de 120 heures.

JUSTIFICATION

Il est impossible d'effectuer du compostage de feuilles au CESM sans un équipement pour effectuer le brassage efficace des andains afin d'y introduire de l'air. La Ville de Montréal ne possède pas ce type d'équipement.
Le contrat est octroyé sur une période qui se terminant le 30 juin 2018.

Un seul preneur du cahier des charges - un seul a déposé une soumission.

Soumission conforme	Coût de base (taxes incluses)	Autres (contingences)	Total (taxes incluses)
142975 Canada inc Ltée Mironor	104 167,35 $	0 $	104 167,35 $
Dernière estimation réalisée	102 372,00 $	0 $	102 372,00 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)*			1794,67 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*			1,75%

Ce type d'activité qui n'est pas de la construction ne nécessite pas de licence RBQ.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant du contrat s'élève à 104 167,35 $ taxes incluses ou 95 118,68 $ net de ristournes fédérales et provinciales. Il n'y a pas de contingence ni d'incidence à ce projet. Le contrat débutera le 15 octobre 2017 et se terminera le 30 juin 2018. Voir intervention du Service des finances.
La répartition des montants par année est tributaire des conditions météorologiques et les activités de compostage sont liées à la réception des feuilles selon des périodes

spécifiques :
Le budget net requis sera réparti sur les exercices 2017 et 2018.

Information complémentaire :
Le parc Frédéric-Back au Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM) nécessite une grande quantité de compost comme amendement des sols afin de favoriser la croissance et le développement des végétaux. Si ce compost n'est pas disponible, la Ville devra l'acheter sur le marché privé, augmentant substantiellement les coûts d'aménagement.

Information budgétaire : ce projet fait partie du Projet 32130 - Parc Frédéric-Back - Aménagement des blocs 2, 3 et 4, sous-projet 17 32130 105, projet Simon 170316.

Information comptable : la répartition par année financière, les comptes de provenance et d'imputation sont inscrits à l'intervention de la Direction des opérations budgétaires et comptables du Service des finances.

Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération puisqu'il s'agit d'activité liée à la conception du parc Frédéric Back au Complexe environnemental de Saint-Michel, qui est une compétence d'agglomération en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* .

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les feuilles acheminées au CESM sont valorisées et ainsi détournées de l'enfouissement. Le compost produit répond aux besoins d'amendement du sol de plantation pour le parc. Cette action permet la valorisation de 8 000 à 12 000 tonnes de feuilles chaque année.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le parc Frédéric-Back du CESM nécessitera une grande quantité de compost comme amendement des sols, favorisant la croissance et le développement des végétaux qui y seront plantés. Si ce compost n'est pas disponible, la Ville devra l'acheter sur le marché privé, augmentant substantiellement les coûts d'aménagement. Or, pour ce faire, l'appareil doit être disponible dès l'automne soit dès l'acheminement des feuilles au CESM puisque c'est au début du processus de compostage qu'un retournement régulier est requis.
Le contrat se termine le 30 juin 2018. Cela permettra de faire le compostage de feuilles dans le cadre normal de nos opérations et permettra l'arrimage avec les besoin d'aménagement du parc Frédéric-Back.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Opération du retourneur d'andains : 120 heures étalées comme suit:
2017: du 15 octobre 2017 au 20 décembre 2017
2018: du 15 mars 2018 au 30 juin 2018

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Hui LI)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Marc-André DESHAIES)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Clément ARNAUD, Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal

Lecture :

Clément ARNAUD, 31 août 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nabil HADDADOU
Agent Technique Principal

Tél : 514 872-4872
Télécop. : 514-872-7685

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-30

Luc BORNAIS
Chef de section - soutien tech. et opérations-complexe env. st-michel

Tél : 514 872-1500
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Pierre GRAVEL
Directeur – gestion des matières résiduelles et infrastructures
Tél : 514 872-4404
Approuvé le : 2017-08-31

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Éric BLAIN
C/d sout technique

Tél : 514-872-3935
Approuvé le : 2017-08-31

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1175960002

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division soutien technique infrastructures CESM
Objet :	Accorder à 142975 Canada Ltée (Mironor) le contrat de location d'un retourneur d'andains avec opérateur d'une durée de 12 mois pour une somme maximale de 104 167,35 $ taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-16346 - un soumissionnaire.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

17-16346 Intervention.pdf 17-16346 Tableau de vérification.pdf

17-16346 - Det Cah Final.pdf 17-16346 pv.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marc-André DESHAIES
Agent d'approvisionnement 2
Tél : 514-872-6850

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-31

Denis LECLERC
Chef de section
Tél : 514-872-5241
Division : Approvisionnement

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 17-16346 — No du GDD : 1175960002

Titre de l'appel d'offres : Location d'un retourneur d'andains avec opérateur

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 31 - 7 - 2017

Ouverture originalement prévue le : 23 - 8 - 2017

Ouverture faite le : 23 - 8 - 2017

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 0

Date du dernier addenda émis : - -

Délai total accordé aux soumissionnaires : 24 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 1

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 100

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 21 - 12 - 2017

Date d'échéance révisée : - -

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
142975 Canada ltée	104 167,35 $	√	1

Information additionnelle

Comme il n'y a eu qu'une seule soumission et qu'elle était plus élevée que l'estimé, une négociation a été faite. La firme a refusé de reviser son prix.

Préparé par : Marc-André Deshaies — Le 31 - 8 - 2017

Numéro de l'appel d'offres : 17-16346
Titre : Location d'un retourneur d'andains avec opérateur
Date d'ouverture des soumissions : 23 août 2017

	Article	Quantité (heures)	142975 Canada ltée	
			Prix unitaire	Montant total
1	Location d'un retourneur d'andains avec opérateur incluant l'outillage, les accessoires, l'entretien et réparation, lubrification, carburant, le coût des opérateurs, ainsi que tout autre coût inhérent à la réalisation du mandat, conformément au présent appel d'offres. Le transport ne doit pas être inclus dans le taux horaire.	120	725,00 $	87 000,00 $
2	Coût d'un transport des installations du soumissionnaire au Complexe Environnemental St-Michel. Un aller-retour de l'appareil équivaut à deux (2) frais de transport.	6	600,00 $	3 600,00 $
	Total avant taxes			90 600,00 $
	TPS 5 %			4 530,00 $
	TVQ 9,9975 %			9 037,35 $
	Montant total			104 167,35 $
	Signature		oui	
	Addendas (inscrire N/A ou le nombre)		n/a	
	Numéro TPS/TVQ		oui	
	Numéro de fournisseur VDM		114001	
	CNESST		oui	
	Devis technique complété		oui	
	Numéro NEQ		1142872176	
	Vérification REQ		ok	
	RENA		ok	
	2 Listes des personnes écartées		ok	
	SEAO		oui	

Remarque :

- Montant erroné inscrit dans la soumission
- Correction - Erreur de calcul
- Plus bas soumissionnaire conforme

Vérifié par : Marc-André Deshaies **Date : 29 août 2017**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 17-16346
Numéro de référence : 1094356
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Location d'un retourneur d'andains avec opérateur

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Mironor C.P. 303 Lachute, QC, J8H 3X5 NEQ : 1142872176	Monsieur Daniel Miron Téléphone : 450 562-5516 Télécopieur : 450 562-5358	**Commande : (1325191)** 2017-08-08 11 h 21 **Transmission :** 2017-08-08 11 h 21	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Sélectionner Annuler

l'éducation.

admissibles

Autorité des marchés financiers

© 2003-2017 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1175960002

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division soutien technique infrastructures CESM
Objet :	Accorder à 142975 Canada Ltée (Mironor) le contrat de location d'un retourneur d'andains avec opérateur d'une durée de 12 mois pour une somme maximale de 104 167,35 $ taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-16346 - un soumissionnaire.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1175960002.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hui LI
Préposée au budget
Tél : 514 872-3580

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-31

Sincheng PHOU
Conseiller(ère) budgétaire
Tél : 514 872-7174
Division : Direction Du Conseil Et Du Soutien Financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.17

2017/09/28 17:00

(1)

Dossier # : 1175296001

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction , Division de l'acquisition de biens et services , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure avec Signel Service inc., une entente-cadre d'une période de deux (2) ans, pour la fourniture de panneaux de signalisation en aluminium — Appel d'offres public 17-16076 (4 soum.) — (Montant estimé de l'entente: 803 686,29 $).

Il est recommandé :

1. de conclure une entente-cadre, d'une période de deux (2) ans, pour la fourniture sur demande de **panneaux de signalisation en aluminium**;
2. d'accorder à **Signel Service inc.**, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix unitaires de sa soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public **17-16076** et au tableau de prix reçus joint au présent dossier;
3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services corporatifs, et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-09-01 16:03

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1175296001**
Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction , Division de l'acquisition de biens et services , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure avec Signel Service inc., une entente-cadre d'une période de deux (2) ans, pour la fourniture de panneaux de signalisation en aluminium — Appel d'offres public 17-16076 (4 soum.) — (Montant estimé de l'entente: 803 686,29 $).

CONTENU

CONTEXTE

L'approvisionnement des neuf (9) arrondissements de l'ex-Ville en panneaux de signalisation se faisait par l'entremise de l'atelier de sérigraphie du Service du matériel roulant et des ateliers alors que les ex-banlieues s'approvisionnaient en gré à gré chez des fournisseurs. La fermeture de l'atelier de sérigraphie, prévue pour la fin septembre 2017, a amené la nécessité de lancer un appel d'offres pour couvrir ce besoin.
La division logistique a lancé une démarche de consultation à l'ensemble de la Ville pour déterminer les besoins pour l'ensemble des dix-neuf (19) arrondissements. Également, des données ont été extraites du système SIMON pour avoir le portrait global des achats en panneaux de signalisation en aluminium des dernières années.

Une analyse des sources d'approvisionnement potentielles a été faite par un conseiller de la Division des pratiques et contrôles du Service de l'approvisionnement, afin de bien connaître ce marché.

Le contrat est prévu pour une période de vingt-quatre (24) mois. Il pourra être prolongé pour une période d'un (1) an chacune, pour un maximum de deux (2) prolongations. Tout renouvellement du contrat convenu avec l'adjudicataire devra respecter l'intégralité des conditions.

L'appel d'offres a été lancé le 21 juin 2017 et l'ouverture a eu lieu le 17 juillet 2017. Le délai laissé aux soumissionnaires pour préparer leurs soumissions a été de 27 jours. L'appel d'offres a été publié sur SEAO et annoncé dans le journal Le Devoir.

Les soumissions sont valides pour cent cinquante (150) jours.

Pendant la publication sur le marché, il y a eu trois (3) addenda.

Addenda n°1 : 29 juin — Questions/réponses et ajout d'un plan en annexe.
Addenda n°2 : 5 juillet — Report de date, remplacement d'une annexe et correction d'une

erreur sur un plan.
Addenda n°3 : 10 juillet — Ajout d'une précision au devis technique.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Il n'y a pas de décision antérieure.

DESCRIPTION

Annuellement, il se consomme près de 20 000 panneaux de signalisation en aluminium. L'aspect qualitatif est déterminé par les normes du Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des Transports (MTMDET) et par les spécifications demandées par les requérants. L'appel d'offres inclut les plaques toponymiques générales avec le logo de la Ville de Montréal.
Les panneaux de signalisation en aluminium sont surtout utilisés pour informer les citoyens des différents règlements municipaux sur le réseau routier de la Ville, par exemple les panneaux de stationnement et d'arrêt obligatoire. L'entente couvrira l'ensemble des besoins des 19 arrondissements.

A l'aide de notre matrice décisionnelle des garanties, il a été décider de demander une garantie d'exécution de 15 000 $ qui couvre les deux ans du contrat

JUSTIFICATION

Il y a eu six (6) preneurs du cahier de charge et quatre (4) ont déposé une soumission. Sur les deux (2) firmes qui n'ont pas déposé de soumission, une (1) fabrique de la pellicule alors que l'autre est spécialisée dans les kiosques et affiches publicitaires.

Les quatre (4) soumissionnaires ont été jugés conformes lors de l'analyse administrative. La conformité technique a été faite par le responsable de la division du marquage et de la signalisation de l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie.

Firmes soumissionnaires	Prix soumis (taxes incluses)	Autre (préciser)	Totaux (taxes incluses)
Martech Signalisation Inc.	881 816,51 $		881 816,51 $
9030-5814 Québec Inc. (Spectralite)	916 302,81 $		916 302,81 $
Signel Services Inc.	803 686,29 $		803 686,29 $
Groupe Signalisation (Signalisation de l'Estrie Inc.)	1 059 441,46 $		1 059 441,46 $
Dernière estimation réalisée	1 140 000,00 $		1 140 000,00 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)*			915 311,77 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*			13,9 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)*			255 755,17 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*			31,8 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			-336 313,71 $

Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*	-29,5 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*	78 130,22 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*	9,7 %

L'estimation a été faite en fonction des prix unitaires payés en gré à gré et en comparant les prix payés par le MTMDET (anciennement MTQ). Le volume et l'ouverture du marché provoquée par l'appel d'offres public ont amené les fournisseurs à être beaucoup plus agressifs dans leurs prix que ceux proposés en gré à gré.

Avant d'entamer l'analyse proprement dite des soumissions, nous avons procédé aux vérifications d'usage liées à une éventuelle inscription de l'un des soumissionnaires sur l'une des listes qui nous obligerait à considérer le rejet ou la restriction pour certaines des soumissions reçues.

Aucun des soumissionnaires dans ce dossier ne doit être déclaré non conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle, et n'est inscrit au Registre des entreprises non admissibles.

Le présent dossier d'appel d'offres ne requiert pas la présentation d'une attestation de l'Autorité des marchés financiers.

L'adjudicataire recommandé, par sa soumission, affirme s'être conformé en tous points à la Politique de gestion contractuelle de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total brut estimé de ce contrat est de 803 686,29 $, taxes incluses.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les arrondissements de l'ex-ville de Montréal se retrouveront sans fournisseur officiel et devront s'approvisionner en gré à gré et possiblement devoir repousser certains travaux d'installation.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une communication sera transmise par le bulletin Info-achats aux utilisateurs pour les informer de la conclusion de l'entente ainsi que des modalités convenues. De plus, cette entente sera visible par le moteur de recherche du site Intranet de la Ville, ainsi que dans les rapports des ententes valides du système informatique SIMON.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Création de l'entente.
Envoi du bulletin Info-achats.

Rencontre de démarrage.

Envoi de bons de commande.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Véronique ROUSSIN, Service de l'approvisionnement
Marc-André LABELLE, Service de l'approvisionnement
Christian LAUZON, Rosemont - La Petite-Patrie

Lecture :

Véronique ROUSSIN, 31 août 2017
Christian LAUZON, 31 août 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marc-André DESHAIES
Agent(e) d'approvisionnement niveau 2

Tél : 514 872-6850
Télécop. : 514 872-2519

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-30

Denis LECLERC
Chef de section

Tél : 514 872-5241
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dean GAUTHIER
Directeur de service - approvisionnement
Tél : 514 868-4433
Approuvé le : 2017-09-01

Montréal

RE: Tr : 17-16076 Fourniture de panneaux de signalisation en aluminium

Marc-André LABELLE A : Marc-André DESHAIES

Cc : Christian LAUZON, Francois ORBAN, Véronique ROUSSIN

2017-08-11 10:30

Afficher détails

Historique : Ce message a fait l'objet d'une réponse.

Bonjour Marc-André,

Après analyse avec l'équipe du EESM, l'échantillon est conforme aux spécifications techniques.

Salutations,

Marc-André Labelle
Chef de division de la logistique p.i.,
Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
Ville de Montréal

9701 rue Colbert
Anjou, (Québec) H1J 1Z9

Téléphone : 514 872-5204
Cellulaire : 514 916-7394
marc-andre.labelle@ville.montreal.qc.ca

AVERTISSEMENT CONCERNANT LA CONFIDENTIALITÉ : *Ce courriel est strictement réservé à l'usage de l'individu ou de l'entité à qui il est adressé et contient de l'information privilégiée et confidentielle. Si le lecteur de ce courriel n'est pas le destinataire projeté, vous êtes par les présentes avisés que toute dissémination, distribution ou copie de cette communication est strictement interdite. Si vous avez reçu ce courriel par erreur, veuillez le retourner à l'expéditeur dans les plus brefs délais.*

Numéro de l'appel d'offres : 17-16076
Titre : Fourniture de panneaux de signalisation en aluminium
Date d'ouverture des soumissions : 17 juillet 2017

							Martech Signalisation Inc.		9030-5814 Québec Inc. (Spectralite)		Signel services Inc.		Groupe signalisation (Signalisation de l'Estrie Inc.)	
						Numéros SIMON	22031		22032		22033		22034	
A (mm)	B (mm)	Recto ou Recto verso	1,6	2,1	3,2	(A) Quantité annuelle prévisionnelle	(B) Prix unitaire (panneau)	(A x B) Montant total	(B) Prix unitaire (panneau)	(A x B) Montant total	(B) Prix unitaire (panneau)	(A x B) Montant total	(B) Prix unitaire (panneau)	(A x B) Montant total
ARTICLE 1 : TYPE I Grade ingénieur : EG 3290 (BL) / 32XX ou EGP ou AEGP)														
200	300	R	X			30	5,20 $	156,00 $	7,20 $	216,00 $	5,20 $	156,00 $	5,05 $	151,50 $
215	280	R	X			58	5,40 $	313,20 $	7,20 $	417,60 $	3,40 $	197,20 $	5,06 $	293,48 $
250	750	RV		X		1333	15,25 $	20 328,25 $	13,50 $	17 995,50 $	13,40 $	17 862,20 $	19,75 $	26 326,75 $
250	750	R			X	13	15,35 $	199,55 $	14,40 $	187,20 $	16,60 $	215,80 $	15,02 $	195,26 $
300	150	RV	X			67	5,35 $	358,45 $	6,85 $	458,95 $	3,40 $	227,80 $	6,50 $	435,50 $
300	180	RV	X			462	5,85 $	2 702,70 $	7,10 $	3 280,20 $	4,00 $	1 848,00 $	5,60 $	2 587,20 $
300	200	R	X			173	5,20 $	899,60 $	7,20 $	1 245,60 $	3,20 $	553,60 $	5,05 $	873,65 $
300	225	RV	X			5	6,70 $	33,50 $	7,90 $	39,50 $	8,80 $	44,00 $	10,22 $	51,10 $
300	300	RV	X			12	8,05 $	96,60 $	7,60 $	91,20 $	10,20 $	122,40 $	15,00 $	180,00 $
300	300	R	X			237	6,50 $	1 540,50 $	6,25 $	1 481,25 $	4,60 $	1 090,20 $	7,83 $	1 855,71 $
300	450	RV		X		32	11,70 $	374,40 $	11,05 $	353,60 $	10,00 $	320,00 $	18,48 $	591,36 $
300	450	RV	X			3419	10,80 $	36 925,20 $	10,90 $	37 267,10 $	9,00 $	30 771,00 $	16,48 $	56 345,12 $
300	450	RV	X			600	10,80 $	6 480,00 $	10,90 $	6 540,00 $	9,00 $	5 400,00 $	16,80 $	10 080,00 $
300	450	R	X			898	8,45 $	7 588,10 $	8,70 $	7 812,60 $	6,40 $	5 747,20 $	9,89 $	8 881,22 $
300	500	RV		X		250	12,75 $	3 187,50 $	10,90 $	2 725,00 $	11,00 $	2 750,00 $	18,50 $	4 625,00 $
300	600	RV		X		1833	14,75 $	27 036,75 $	13,05 $	23 920,65 $	13,00 $	23 829,00 $	22,20 $	40 692,60 $
300	600	R		X		113	11,65 $	1 316,45 $	10,80 $	1 220,40 $	9,60 $	1 084,80 $	11,96 $	1 351,48 $
300	750	R		X		48	13,90 $	667,20 $	13,60 $	652,80 $	11,80 $	566,40 $	15,86 $	761,28 $
300	750	RV		X		27	17,80 $	480,60 $	16,65 $	449,55 $	19,00 $	513,00 $	26,50 $	715,50 $
300	900	R		X		530	16,15 $	8 559,50 $	16,35 $	8 665,50 $	14,00 $	7 420,00 $	17,80 $	9 434,00 $
340	450	RV	X			576	11,90 $	6 854,40 $	11,55 $	6 652,80 $	10,20 $	5 875,20 $	17,15 $	9 878,40 $
350	450	RV	X			3	12,15 $	36,45 $	11,95 $	35,85 $	15,40 $	46,20 $	17,25 $	51,75 $
380	750	R		X		6	16,90 $	101,40 $	17,40 $	104,40 $	20,80 $	124,80 $	18,20 $	109,20 $
450	225	R			X	3	9,50 $	28,50 $	8,20 $	24,60 $	12,20 $	36,60 $	10,82 $	32,46 $
450	300	R		X		28	9,40 $	263,20 $	9,40 $	263,20 $	12,40 $	347,20 $	10,74 $	300,72 $

Numéro de l'appel d'offres : 17-16076
Titre : Fourniture de panneaux de signalisation en aluminium
Date d'ouverture des soumissions : 17 juillet 2017

							Martech Signalisation Inc.		9030-5814 Québec Inc. (Spectralite)		Signel services Inc.		Groupe signalisation (Signalisation de l'Estrie Inc.)	
						Numéros SIMON	22031		22032		22033		22034	
A (mm)	B (mm)	Recto ou Recto verso	1,6	2,1	3,2	(A) Quantité annuelle prévisionnelle	(B) Prix unitaire (panneau)	(A x B) Montant total	(B) Prix unitaire (panneau)	(A x B) Montant total	(B) Prix unitaire (panneau)	(A x B) Montant total	(B) Prix unitaire (panneau)	(A x B) Montant total
450	450	RV	X			29	14,90 $	432,10 $	15,25 $	442,25 $	18,20 $	527,80 $	22,48 $	651,92 $
450	450	R	X			149	11,35 $	1 691,15 $	12,75 $	1 899,75 $	9,40 $	1 400,60 $	13,00 $	1 937,00 $
450	600	R		X		169	16,15 $	2 729,35 $	18,75 $	3 168,75 $	14,00 $	2 366,00 $	17,80 $	3 008,20 $
450	300	R	X			10	8,45 $	84,50 $	9,00 $	90,00 $	10,40 $	104,00 $	9,89 $	98,90 $
600	180	R		X		10	8,00 $	80,00 $	7,60 $	76,00 $	10,00 $	100,00 $	9,76 $	97,60 $
600	300	R		X		318	11,65 $	3 704,70 $	10,95 $	3 482,10 $	9,60 $	3 052,80 $	11,96 $	3 803,28 $
600	450	R		X		4	16,15 $	64,60 $	16,50 $	66,00 $	20,00 $	80,00 $	17,80 $	71,20 $
600	600	RV		X		13	26,90 $	349,70 $	26,50 $	344,50 $	30,20 $	392,60 $	37,00 $	481,00 $
600	600	R		X		2170	20,65 $	44 810,50 $	21,60 $	46 872,00 $	18,40 $	39 928,00 $	22,50 $	48 825,00 $
600	750	R		X		1035	25,20 $	26 082,00 $	27,00 $	27 945,00 $	26,80 $	27 738,00 $	27,21 $	28 162,35 $
600	900	R		X		237	29,70 $	7 038,90 $	32,90 $	7 797,30 $	27,40 $	6 493,80 $	31,91 $	7 562,67 $
750	300	R		X		17	13,90 $	236,30 $	13,75 $	233,75 $	14,80 $	251,60 $	15,86 $	269,62 $
750	380	RV		X		216	21,85 $	4 719,60 $	20,95 $	4 525,20 $	20,20 $	4 363,20 $	30,00 $	6 480,00 $
750	450	R		X		10	19,55 $	195,50 $	20,65 $	206,50 $	21,40 $	214,00 $	21,56 $	215,60 $
750	600	R		X		8	25,20 $	201,60 $	27,50 $	220,00 $	27,80 $	222,40 $	27,21 $	217,68 $
750	750	R		X		256	30,85 $	7 897,60 $	34,25 $	8 768,00 $	28,40 $	7 270,40 $	33,08 $	8 468,48 $
750	900	R		X		38	36,50 $	1 387,00 $	41,15 $	1 563,70 $	34,00 $	1 292,00 $	38,95 $	1 480,10 $
900	300	RV		X		179	20,85 $	3 732,15 $	19,85 $	3 553,15 $	19,00 $	3 401,00 $	32,00 $	5 728,00 $
900	450	R		X		9	22,95 $	206,55 $	24,80 $	223,20 $	25,60 $	230,40 $	24,85 $	223,65 $
900	750	R		X		6	36,50 $	219,00 $	41,15 $	246,90 $	40,00 $	240,00 $	38,95 $	233,70 $
900	900	R		X		65	43,25 $	2 811,25 $	49,35 $	3 207,75 $	40,60 $	2 639,00 $	46,02 $	2 991,30 $
900	1200	R			X	5	76,10 $	380,50 $	84,20 $	421,00 $	74,80 $	374,00 $	78,27 $	391,35 $
1200	600	R			X	4	51,60 $	206,40 $	56,15 $	224,60 $	52,20 $	208,80 $	40,26 $	161,04 $
1500	225	R			X	1	25,55 $	25,55 $	26,35 $	26,35 $	37,00 $	37,00 $	21,55 $	21,55 $
1500	600	R			X	1	63,85 $	63,85 $	70,20 $	70,20 $	72,40 $	72,40 $	49,54 $	49,54 $
Panneaux max. 900 x 900		R	X			20	45,90 $	918,00 $	44,00 $	880,00 $	45,40 $	908,00 $	54,52 $	1 090,40 $
Panneaux max. 900 x 900		RV	X			70	63,25 $	4 427,50 $	54,05 $	3 783,50 $	50,40 $	3 528,00 $	90,00 $	6 300,00 $

Numéro de l'appel d'offres : 17-16076
Titre : Fourniture de panneaux de signalisation en aluminium
Date d'ouverture des soumissions : 17 juillet 2017

							Martech Signalisation Inc.		9030-5814 Québec Inc. (Spectralite)		Signel services Inc.		Groupe signalisation (Signalisation de l'Estrie Inc.)	
						Numéros SIMON	22031		22032		22033		22034	
A (mm)	B (mm)	Recto ou Recto verso	1,6	2,1	3,2	(A) Quantité annuelle prévisionnelle	(B) Prix unitaire (panneau)	(A x B) Montant total	(B) Prix unitaire (panneau)	(A x B) Montant total	(B) Prix unitaire (panneau)	(A x B) Montant total	(B) Prix unitaire (panneau)	(A x B) Montant total
Panneaux max. 900 x 900		R		X		190	52,80 $	10 032,00 $	49,35 $	9 376,50 $	40,60 $	7 714,00 $	60,65 $	11 523,50 $
Panneaux max. 900 x 900		RV		X		70	70,10 $	4 907,00 $	59,40 $	4 158,00 $	55,80 $	3 906,00 $	98,00 $	6 860,00 $
Panneaux max. 1200 x 1200		R			X	1	70,65 $	70,65 $	112,25 $	112,25 $	141,60 $	141,60 $	76,95 $	76,95 $
ARTICLE 2 : TYPE IV (Grade HI Prismatique: HIP 3930 (BL) et couleurs 393X)														
100	200	R	X			120	4,65 $	558,00 $	7,10 $	852,00 $	1,80 $	216,00 $	4,00 $	480,00 $
450	450	R		X		8	14,35 $	114,80 $	14,45 $	115,60 $	22,00 $	176,00 $	14,03 $	112,24 $
600	600	R		X		50	23,55 $	1 177,50 $	25,60 $	1 280,00 $	20,80 $	1 040,00 $	22,07 $	1 103,50 $
600	750	R		X		323	28,75 $	9 286,25 $	31,90 $	10 303,70 $	26,00 $	8 398,00 $	26,66 $	8 611,18 $
750	750	R		X		15	35,30 $	529,50 $	39,80 $	597,00 $	42,20 $	633,00 $	32,41 $	486,15 $
900	900	R		X		13	49,70 $	646,10 $	57,25 $	744,25 $	61,00 $	793,00 $	45,04 $	585,52 $
Panneaux max. 900 x 900		R		X		19	60,75 $	1 154,25 $	57,25 $	1 087,75 $	91,20 $	1 732,80 $	60,00 $	1 140,00 $
ARTICLE 3: TYPE VIII (Grade Diamant Orange fluo construction 3924S)														
600	600	R	X			247	30,15 $	7 447,05 $	28,75 $	7 101,25 $	24,00 $	5 928,00 $	29,86 $	7 375,42 $
600	600	R		X		74	32,65 $	2 416,10 $	31,05 $	2 297,70 $	26,40 $	1 953,60 $	32,13 $	2 377,62 $
Panneaux max. 750 X 750		R	X			9	79,10 $	711,90 $	44,85 $	403,65 $	103,60 $	932,40 $	80,50 $	724,50 $
Panneaux max. 750 X 750		R		X		3	86,00 $	258,00 $	48,50 $	145,50 $	138,00 $	414,00 $	86,60 $	259,80 $
ARTICLE 4: TYPE XI (Grade Diamant: DG3 4083 (Jaune vert fluo), fluo 4081/83 et 409X non fluo)														
450	450	R	X			175	21,00 $	3 675,00 $	20,40 $	3 570,00 $	17,60 $	3 080,00 $	21,00 $	3 675,00 $
600	600	R		X		1713	37,85 $	64 837,05 $	37,95 $	65 008,35 $	33,00 $	56 529,00 $	36,73 $	62 918,49 $

Numéro de l'appel d'offres : 17-16076
Titre : Fourniture de panneaux de signalisation en aluminium
Date d'ouverture des soumissions : 17 juillet 2017

							Martech Signalisation Inc.		9030-5814 Québec Inc. (Spectralite)		Signel services Inc.		Groupe signalisation (Signalisation de l'Estrie Inc.)	
						Numéros SIMON	22031		22032		22033		22034	
A (mm)	B (mm)	Recto ou Recto verso	1,6	2,1	3,2	(A) Quantité annuelle prévisionnelle	(B) Prix unitaire (panneau)	(A x B) Montant total	(B) Prix unitaire (panneau)	(A x B) Montant total	(B) Prix unitaire (panneau)	(A x B) Montant total	(B) Prix unitaire (panneau)	(A x B) Montant total
600	750	R		X		5	46,65 $	233,25 $	48,25 $	241,25 $	51,00 $	255,00 $	45,00 $	225,00 $
750	750	R		X		66	57,65 $	3 804,90 $	60,25 $	3 976,50 $	51,20 $	3 379,20 $	55,31 $	3 650,46 $
900	900	R		X		6	81,85 $	491,10 $	86,85 $	521,10 $	88,40 $	530,40 $	78,03 $	468,18 $
Panneaux max. 900 X 900		R		X		68	100,45 $	6 830,60 $	86,85 $	5 905,80 $	129,80 $	8 826,40 $	99,00 $	6 732,00 $
ARTICLE 5: TYPE I (Grade ingénieur : EG 3290 (BL) / 32XX ou EGP ou AEGP)														
A (en pouce)	**B** (en pouce)	**Recto ou Recto verso**	**Épaisseur (mm) 4.75 mm (0,187")**			**(A) Quantité annuelle prévisionnelle**								
8	30	RV	X			250	19,20 $	4 800,00 $	31,55 $	7 887,50 $	23,00 $	5 750,00 $	28,00 $	7 000,00 $
8	36	RV	X			200	22,50 $	4 500,00 $	37,00 $	7 400,00 $	27,40 $	5 480,00 $	34,00 $	6 800,00 $
8	42	RV	X			200	25,80 $	5 160,00 $	42,50 $	8 500,00 $	31,80 $	6 360,00 $	40,00 $	8 000,00 $
8	48	RV	X			140	29,10 $	4 074,00 $	48,25 $	6 755,00 $	36,20 $	5 068,00 $	46,00 $	6 440,00 $
8	54	RV	X			140	32,45 $	4 543,00 $	55,00 $	7 700,00 $	40,60 $	5 684,00 $	52,00 $	7 280,00 $
			Total 1 an avant taxes					383 481,85 $		398 479,15 $		349 504,80 $		460 726,88 $
			Total 2 ans avant taxes					766 963,70 $		796 958,30 $		699 009,60 $		921 453,76 $
			TPS 5 %					38 348,19 $		39 847,92 $		34 950,48 $		46 072,69 $
			TVQ 9,9975 %					76 504,63 $		79 496,59 $		69 726,21 $		91 915,01 $
			Montant total					881 816,51 $		916 302,81 $		803 686,29 $		1 059 441,46 $
			Signature				Oui		Oui		Oui		Oui	
			Addendas (inscrire N/A ou le											
			Conditions de paiement											
			Numéro TPS/TVQ											
			Délai de livraison											
			Numéro de fournisseur VDM				115391		227869		116256		À venir	
			NEQ				Ok		Ok		Ok		Ok	
			SEAO				Ok		Ok		Ok		Ok	

Numéro de l'appel d'offres : 17-16076
Titre : Fourniture de panneaux de signalisation en aluminium
Date d'ouverture des soumissions : 17 juillet 2017

							Martech Signalisation Inc.		9030-5814 Québec Inc. (Spectralite)		Signel services Inc.		Groupe signalisation (Signalisation de l'Estrie Inc.)	
						Numéros SIMON	22031		22032		22033		22034	
A (mm)	B (mm)	Recto ou Recto verso	1,6	2,1	3,2	(A) Quantité annuelle prévisionnelle	(B) Prix unitaire (panneau)	(A x B) Montant total	(B) Prix unitaire (panneau)	(A x B) Montant total	(B) Prix unitaire (panneau)	(A x B) Montant total	(B) Prix unitaire (panneau)	(A x B) Montant total
						RENA	Ok		Ok		Ok		Ok	
						2 Listes des personnes	Ok		Ok		Ok		Ok	
						Échantillon de conformité	Non		Oui		Oui		Oui	
						Engagement à fournir un cautionnement d'exécution	Traite bancaire		Oui		Oui		Oui	

Remarque :

- Montant erroné inscrit dans la soumission
- Correction - Erreur de calcul
- Plus bas soumissionnaire conforme
- Non conforme

Vérifié par : Marc-André Deshaies **Date :** **15/08/2017**



LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 17-16076
Numéro de référence : 1084504
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Fourniture de panneaux de signalisation en aluminium

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
3M Canada Compagnie 300 Tartan Drive TB2-POD London, ON, N5V 4M9 NEQ :	Monsieur Laura Michalczyk Téléphone : 800 265-1840 Télécopieur : 519 452-6597	**Commande : (1308883)** 2017-06-26 8 h 39 **Transmission :** 2017-06-26 8 h 39	2786571 - 17-16076 Addenda N° 1 2017-06-29 10 h 26 - Courriel 2788989 - 17-16076 Addenda N° 2 - Report de date 2017-07-05 16 h 02 - Courriel 2790708 - 17-16076 Addenda N° 3 2017-07-10 13 h 40 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Alutile 1400 rue des Riveurs 100 Lévis, QC, G6Y0A8 NEQ : 1148518914	Monsieur Jean-Francois Lagace Téléphone : 418 802-2987	**Commande : (1313838)** 2017-07-06 17 h 42 **Transmission :** 2017-07-06	2786571 - 17-16076 Addenda N° 1 2017-07-06 17 h 42 - Téléchargement 2788989 - 17-

		Télécopieur :	17 h 42	16076 Addenda N° 2 - Report de date 2017-07-06 17 h 42 - Téléchargement 2790708 - 17-16076 Addenda N° 3 2017-07-10 13 h 40 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Martech Signalisation Inc. 575 le Breton Longueuil, QC, J4G 1R9 http://www.martech.qc.ca NEQ : 1142670968	Monsieur Denis Marion Téléphone : 450 646-2406 Télécopieur : 450 646-5758	**Commande : (1309056)** 2017-06-26 10 h 28 **Transmission :** 2017-06-26 10 h 28	2786571 - 17-16076 Addenda N° 1 2017-06-29 10 h 26 - Courriel 2788989 - 17-16076 Addenda N° 2 - Report de date 2017-07-05 16 h 02 - Courriel 2790708 - 17-16076 Addenda N° 3 2017-07-10 13 h 40 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Signalisation de l'Estrie 520 rue Pépin Sherbrooke, QC, J1L 2Y8 http://www.groupesignalisation.ca NEQ : 1166408311	Monsieur Pierre-Eric Moncion Téléphone : 819 822-3828 Télécopieur :	**Commande : (1309926)** 2017-06-27 15 h 23 **Transmission :** 2017-06-27 15 h 23	2786571 - 17-16076 Addenda N° 1 2017-06-29 10 h 26 - Courriel 2788989 - 17-16076 Addenda N° 2 - Report de date 2017-07-05 16 h 02 - Courriel 2790708 - 17-16076 Addenda N° 3 2017-07-10 13 h 40 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié

				(plan) : Courrier électronique
☐	Signel Services 700 Montée Monette RR1 Saint-Mathieu, QC, J0L 2H0 http://www.signel.ca NEQ : 1142718353	Madame laurence morielli Téléphone : 450 444-0006 Télécopieur :	**Commande : (1308035)** 2017-06-22 8 h 17 **Transmission :** 2017-06-22 8 h 17	2786571 - 17-16076 Addenda N° 1 2017-06-29 10 h 26 - Courriel 2788989 - 17-16076 Addenda N° 2 - Report de date 2017-07-05 16 h 02 - Courriel 2790708 - 17-16076 Addenda N° 3 2017-07-10 13 h 40 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Spectralite 900 boul de la commune Trois-Rivières, QC, G9A 2W6 NEQ : 1145439460	Madame Diane Tessier Téléphone : 819 378-2765 Télécopieur : 819 378-1883	**Commande : (1308508)** 2017-06-22 14 h 46 **Transmission :** 2017-06-22 14 h 46	2786571 - 17-16076 Addenda N° 1 2017-06-29 10 h 26 - Courriel 2788989 - 17-16076 Addenda N° 2 - Report de date 2017-07-05 16 h 02 - Courriel 2790708 - 17-16076 Addenda N° 3 2017-07-10 13 h 40 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Sélectionner Annuler

appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Aide en ligne
Formation en ligne
Glossaire
Plan du site
Accessibilité
UPAC-Signaler un acte répréhensible

Grille des tarifs
Contactez-nous
Nouvelles
Marchés publics hors Québec
Registre des entreprises non admissibles
Autorité des marchés financiers

À propos de SEAO
Info sur Constructo
Conditions d'utilisation
Polices supportées

© 2003-2017 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.18

2017/09/28 17:00

(1)

Dossier # : 1177297001

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction , Division de l'acquisition de biens et services , Biens et services - Services conseils
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Autoriser une deuxième prolongation pour une période de douze (12) mois débutant le 20 décembre 2017 des ententes-cadres conclues avec les firmes Bauval CMM division de Bau-Val Inc., Recy Béton Inc. et Construction GFL Inc. pour la fourniture des sites de valorisation de la pierre, roc, béton et asphalte - Appel d'offres public 13-12769 - Le montant estimé de la prolongation avec Bauval CMM division de Bau-Val Inc. est de 192 778,58 $, taxes incluses, avec Recy Béton Inc. est de 286 510,34 $, taxes incluses et avec Construction GFL Inc. est de 182 925,23 $, taxes incluses pour un total de 662 214,15 $, taxes incluses.

Il est recommandé au conseil d'agglomération:
1. D'autoriser la prolongation du contrat pour une période de douze (12) mois des ententes-cadres collectives avec les firmes Recy Béton Inc., Bauval CMM division de Bau-Val Inc., et Construction GFL Inc., pour la fourniture des sites pour la valorisation de la pierre, roc, béton et asphalte.

2. D'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements, et ce, au rythme des besoins à combler.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-09-04 20:52

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1177297001**
Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction , Division de l'acquisition de biens et services , Biens et services - Services conseils
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Autoriser une deuxième prolongation pour une période de douze (12) mois débutant le 20 décembre 2017 des ententes-cadres conclues avec les firmes Bauval CMM division de Bau-Val Inc., Recy Béton Inc. et Construction GFL Inc. pour la fourniture des sites de valorisation de la pierre, roc, béton et asphalte - Appel d'offres public 13-12769 - Le montant estimé de la prolongation avec Bauval CMM division de Bau-Val Inc. est de 192 778,58 $, taxes incluses, avec Recy Béton Inc. est de 286 510,34 $, taxes incluses et avec Construction GFL Inc. est de 182 925,23 $, taxes incluses pour un total de 662 214,15 $, taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre des travaux municipaux effectués par les arrondissements, les agrégats constitués de pierre, de roc, de béton et d'asphalte sont acheminés vers des sites pour permettre leur réemploi, leur recyclage et leur valorisation. La valorisation des matériaux excavés doit être conforme aux lois et règlements en vigueur. Selon les lois en vigueur dans le domaine des matériaux excavés, les agrégats doivent être acheminés vers des sites accrédités par le Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC).
Le présent dossier a pour objet d'autoriser une deuxième prolongation des ententes-cadres conclues à la suite de l'appel d'offres numéro 13-12769 pour une période de douze (12) mois à partir du 20 décembre 2017. Cette prolongation vise à fournir des sites pour la valorisation de la pierre, roc, béton et asphalte pour combler les besoins des dix-huit (18) arrondissements de la Ville de Montréal.

L'entente d'origine a été conclue en 2013, pour une période de trente-six (36) mois pour une valeur de 1 986 642,45 $, taxes incluses. Elle a débuté le 20 décembre 2013 et a fini le 19 décembre 2016. Selon les données disponibles, elle a été consommée à environ 50 % de l'estimation, soit 967 432,16 $, taxes incluses.

Une première prolongation a été autorisée pour la période de douze (12) mois pour une valeur estimée de 761 380,72 $, taxes incluses. Elle a débuté le 20 décembre 2016 au 19 décembre 2017. Selon les données disponibles en date du 28 août 2017, elle est consommée à environ 40 % de l'estimation, soit 249 919,03 $, taxes incluses.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0699 - 22 décembre 2016 - Prolongation de trois (3) ententes-cadres pour une période de douze (12) mois, pour la fourniture de sites pour la valorisation de la pierre, roc, béton et asphalte - Appel d'offres public 13-12769 et ce avec Recy Béton Inc., Bauval CMM division de Bau-Val Inc. et Construction GFL Inc. pour un montant total estimé de 761 380,72 $, taxes incluses.
CG13 0467 - 19 décembre 2013 – octroi de trois (3) ententes-cadres pour une période de trente-six (36) mois, pour la fourniture de sites pour la valorisation de la pierre, roc, béton et asphalte - Appel d'offres public 13-12769 et ce avec Recy Béton Inc., Bauval CMM division de Bau-Val Inc. et Construction GFL Inc., montant total estimé de 1 986 642,45 $, taxes incluses.

CG11 0254 - 25 août 2011 - Octroi d'une entente-cadre pour une période de vingt-quatre (24) mois pour la fourniture de sites pour la valorisation de la pierre, roc, béton et asphalte - Appel d'offres public 11-11537 à la firme Bauval CMM division de Bau-Val Inc., pour un montant estimé de 662 677,64 $, taxes incluses.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise la prolongation des ententes-cadres pour la fourniture, sur demande, de sites pour la valorisation de roc et de béton autres que la terre soit : roc, béton, asphalte, granulat, brique, pierre et gravier provenant des services centraux et des arrondissements.
L'aspect qualitatif :

Dans le présent dossier, la catégorie roc et béton est constituée des matériaux d'excavation suivants : roc, béton avec ou sans armature, asphalte, pierre, gravier, brique, ciment et granulat. Toutefois, il est possible de retrouver de petites quantités de terre dans ces matières.

Les arrondissements génèrent des résidus d'excavation composés de différentes grosseurs de morceaux de roc, de béton et d'asphalte. De plus, il peut contenir des armatures et des matières résiduelles autres, jusqu'à concurrence de 5 % (en poids).

L'aspect quantitatif :

Les arrondissements génèrent annuellement environ 150 000 à 200 000 tonnes. Les estimations sont basées sur les consommations antérieures et les besoins futurs des dix-huit (18) arrondissements. Elles sont fournies, à titre indicatif seulement et ont pour but de fournir un ordre de grandeur des besoins de la Ville. Cependant, la Ville de Montréal ne garantit aucune quantité annuelle.

Dans le respect de la matrice décisionnelle pour les garanties d'exécution, mise en place par le Service de l'approvisionnement, l'adjudicataire devra remettre à la Ville une garantie d'exécution équivalant à quarante pour cent (40 %) de la valeur du contrat (*c.f* article 15 des clauses administratives particulières du cahier des charges).

Pour l'attribution de ce contrat, les prix resteront les mêmes que ceux soumissionnés en 2013, à la suite de l'appel d'offres 13-12769.

JUSTIFICATION

Après avoir consulté le marché, une baisse de prix pour la valorisation des pierres, de roc et de béton par rapport aux prix de 2013 semble peu envisageable. Deux facteurs expliquent cette tendance du marché. Le premier, réside dans la rareté de trouver d'autres sites. À cet

égard, l'ensemble des principaux fournisseurs consultés a confirmé la grande difficulté de trouver de nouveaux sites.
Le second facteur tient au fait que les principaux fournisseurs de ce service consultés, semblent être d'accord pour dire que leurs sites actuels contiennent déjà d'importantes quantités de matière résiduelle. En effet, selon une étude faite par RECYC-QUÉBEC, dans le cadre d'un bilan de la gestion des matières résiduelles de construction, de rénovation et de démolition (CRD) au Québec, indique que « la recherche de nouveaux usages pour de tels matériaux et de nouveaux marchés pour les résidus de CRD récupérés demeure un défi pour le secteur ».

Les principaux fournisseurs de ce secteur consultés, estiment augmenter leurs prix de l'ordre d'environ 25 %, dans le cas d'un nouvel appel d'offres.

La prolongation de ce contrat permettra aux arrondissements de la Ville de Montréal de continuer de bénéficier de services de qualité pour atteindre leurs objectifs de valorisation des agrégats constitués de pierre, de roc, de béton et d'asphalte et ce, aux prix compétitifs soumissionnés dans l'appel d'offres 13-12769.Il est à souligner que les bénéficiaires des ententes-cadres issues de ce contrat sont satisfaits des services des trois adjudicataires.

Conformément à la politique de la gestion contractuelle de la Ville et avant d'entamer l'analyse proprement dite de l'éventuelle prolongation du contrat, nous avons procédé aux vérifications d'usage liées à une éventuelle inscription de l'un des soumissionnaires sur l'une des listes qui nous obligerait à considérer le rejet ou la restriction pour certaines des soumissions reçues.

Veuillez noter que la prolongation devrait se faire selon les termes et les conditions prévues dans le document d'appel d'offres 13-12769, ainsi, la détention de chacun des soumissionnaires, d'une autorisation de l'AMF n'est pas requise dans ce dossier.

Les soumissionnaires dans ce dossier ne sont pas inscrits au Registre des entreprises non admissibles.

Pour toutes ces raisons, nous recommandons la prolongation du contrat selon les termes et les conditions prévues dans le document d'appel d'offres 13-12769.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il s'agit de renouveler aux mêmes termes soumis pour l'appel d'offres 13-12769, des ententes-cadres collectives pour la fourniture de services de sites pour la valorisation de lots de pierre, de roc, de béton et d'asphalte pour une période de douze (12) mois. Les quantités estimées et mentionnées dans le document d'appel d'offres ont été prises en considération pour déterminer le montant estimé d'une prolongation de douze (12) mois.

Le montant total estimé des ententes-cadres est de 662 214,15 $, taxes incluses. Ces services seront utilisés sur demande, au fur et à mesure des besoins des utilisateurs.
Le tableau suivant indique les montants estimés (taxes incluses) pour la prolongation des ententes-cadres :

Adjudicataires	Description	Montant
Bauval CMM Division de Bau-Val Inc.	Montant total avant taxes Taxe sur les produits et services (5 %) Taxe de vente du Québec (9,975 %) **Montant total (A)**	 167 670,00 $ 8 383,50 $ 16 725,08 $ **192 778,58 $**

Recy Béton Inc.	Montant total avant taxes Taxe sur les produits et services (5 %) Taxe de vente du Québec (9,975 %) **Montant total (B)**	 249 193,60 $ 12 459,68 $ 24 857,06 $ **286 510,34 $**
Construction GFL Inc.	Montant total avant taxes Taxe sur les produits et services (5 %) Taxe de vente du Québec (9,975 %) **Montant total (C)** **Montant total (A) + (B) + (C) (Taxes incluses)**	159 100,00 $ 7 955,00 $ 15 870,23 $ **182 925,23 $** **662 214,15 $**

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le présent dossier est en accord avec les orientations et objectifs du Plan de développement durable de la collectivité montréalaise. La saine gestion de la disposition des sols excavés contribue à la réduction des nuisances et des impacts sur l'environnement.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

En cas de non-renouvellement du contrat, la Ville devrait procéder à un nouvel appel d'offres. Par conséquent, durant ce processus d'appel d'offres, les arrondissements ne pourront pas acheminer les agrégats constitués de pierre, de roc, de béton et d'asphalte vers ces sites pour permettre leur réemploi, leur recyclage et leur valorisation. L'absence d'entente-cadre alourdirait le processus d'approvisionnement pour ces produits en obligeant la négociation à la pièce en plus de faire perdre à la ville d'économies de volume. Dans le cas où ce contrat est reconduit pour une période supplémentaire, les prix restent inchangés.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une communication sera transmise aux utilisateurs afin de les informer du renouvellement des ententes-cadres ainsi que des modalités convenues.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

À la suite de l'adoption de la résolution, le Service de l'approvisionnement émettra des ententes-cadres collectives avec les firmes retenues.
Séance visée :
CE du 13 septembre 2017;
CM du 25 septembre 2017;
CG du 28 septembre 2017.
Début de la deuxième prolongation : 20 décembre 2017.
Fin de la deuxième prolongation : 19 décembre 2018.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conformément aux documents d'appel d'offres 13-12769, le contrat offre la possibilité de renouveler avec les adjudicataires Recy Béton Inc., Bauval CMM division de Bau-Val Inc. et Construction GFL Inc. Le respect de l'intégralité des termes de l'appel d'offres 13-12769 doit

être observé. Le présent dossier vise à favoriser la transparence et il est conforme à la politique de gestion contractuelle, ainsi qu'à la Politique d'approvisionnement de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sonia BEDDER
Agente d'approvisionnement II

Tél : 514 872-5514
Télécop. : 514 872-0863

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-31

Isabelle LAZURE
Chef de section

Tél : 514-872-6935
Télécop. : 514-868-5984

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dean GAUTHIER
Directeur de service - approvisionnement
Tél : 514 868-4433

Approuvé le : 2017-09-01

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1M2

PAR TÉLÉCOPIE

Le 29 août 2017

Monsieur Donato Venafro
Vice-président
RECY BETON inc.
10575, boul. Henri-Bourassa Est
Montréal (Québec) H1C 1G6

Télécopieur : 514 881-2742

Objet : **Prolongation de contrat**
Appel d'offres n° 13-12769
Fourniture de sites pour la valorisation de la pierre, roc, béton, asphalte

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander la prolongation du contrat pour l'appel d'offres n°13-12769. Cette option est définie à la clause 9 des « Clauses administratives particulières » du cahier des charges de l'appel d'offres cité en objet.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, la prolongation du contrat serait effective pour la période du 20 décembre 2017 au 19 décembre 2018, et ce, selon les termes et conditions de votre soumission présentée le 30 septembre 2013 dans le cadre de l'appel d'offres13-12769.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à bur_soumissions@ville.montreal.qc.ca **au plus tard le 1er septembre 2017** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant la prolongation du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec la soussignée.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte la prolongation : Donato Venafro — Nom en majuscules et signature — 30-08-2017 — Date

Je refuse la prolongation : _____ Nom en majuscules et signature — _____ Date

Sonia Bedder
Agente d'approvisionnement II

Courriel : sonia.bedder@ville.montreal.qc.ca
Tél. : 514 872-5514

SB/id

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1M2

PAR TÉLÉCOPIE

Le 29 août 2017

Monsieur Jean Métras
Président
Construction GFL inc.
9700, Place Jade
Brossard (Québec) J4Y 3C1

Télécopieur : 450 444-8106

Objet : Prolongation de contrat
Appel d'offres n° 13-12769
Fourniture de sites pour la valorisation de la pierre, roc, béton, asphalte

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander la prolongation du contrat pour l'appel d'offres n°13-12769. Cette option est définie à la clause 9 des « Clauses administratives particulières » du cahier des charges de l'appel d'offres cité en objet.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, la prolongation du contrat serait effective pour la période du 20 décembre 2017 au 19 décembre 2018, et ce, selon les termes et conditions de votre soumission présentée le 30 septembre 2013 dans le cadre de l'appel d'offres13-12769.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à bur_soumissions@ville.montreal.qc.ca au plus tard le 1er septembre 2017 afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant la prolongation du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec la soussignée.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte la prolongation : JEAN MÉTRAS — Nom en majuscules et signature ; 29 AOUT 2017 — Date

Je refuse la prolongation : _____ Nom en majuscules et signature ; _____ Date

Sonia Bedder
Agente d'approvisionnement II

Courriel : sonia.bedder@ville.montreal.qc.ca
Tél. : 514 872-5514

SB/id

MAR/29/AOU/2017 09:33 N° FAX:514-872-0751 P.001/001

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1M2

PAR TÉLÉCOPIE

Le 29 août 2017

Monsieur Robert Marjanek
Responsable des ventes
Bauval CMM, division Bau-Val Inc.
8080, boul. Cavendish Sud
Montréal (Québec) H4T 1T1

Télécopieur : 514 342-7653

Objet : **Prolongation de contrat**
Appel d'offres n° 13-12769
Fourniture de sites pour la valorisation de la pierre, roc, béton, asphalte

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander la prolongation du contrat pour l'appel d'offres n°13-12769. Cette option est définie à la clause 9 des « Clauses administratives particulières » du cahier des charges de l'appel d'offres cité en objet.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, la prolongation du contrat serait effective pour la période du 20 décembre 2017 au 19 décembre 2018, et ce, selon les termes et conditions de votre soumission présentée le 30 septembre 2013 dans le cadre de l'appel d'offres13-12769.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à bur_soumissions@ville.montreal.qc.ca au plus tard le 1er septembre 2017 afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant la prolongation du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec la soussignée.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte la prolongation : ROBERT MARJANEK — Nom en majuscules et signature ; 29/8/2017. — Date

Je refuse la prolongation : _____ — Nom en majuscules et signature ; _____ — Date

Sonia Bedder
Agente d'approvisionnement II

Courriel : sonia.bedder@ville.montreal.qc.ca
Tél. : 514 872-5514

SB/ld

MAR/29/AOU/2017 09:32 N° FAX:514-872-0751 P. 001/001

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.19

2017/09/28 17:00

(1)

Dossier # : 1176859006

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Parc du complexe environnemental Saint-Michel
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Garage Bigras Tracteur inc. pour la fourniture d'un tracteur utilitaire bidirectionnel de 85 HP, pour une somme maximale de 205 194,46 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-15979.

Il est recommandé:
1. d'accorder à Garage Bigras Tracteur inc., le contrat pour la fourniture d'un tracteur utilitaire bidirectionnel de 85 HP, pour une somme maximale de 205 194,46 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-15979.

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération pour un montant de 200 182,73 $ (net de ristourne).

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-08-30 10:50

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1176859006**

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Parc du complexe environnemental Saint-Michel
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Garage Bigras Tracteur inc. pour la fourniture d'un tracteur utilitaire bidirectionnel de 85 HP, pour une somme maximale de 205 194,46 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-15979.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le but d'améliorer la disponibilité et la fiabilité de son parc de véhicules, la Ville de Montréal a procédé au regroupement des ressources humaines et financières dédiées aux activités du matériel roulant le 1er janvier 2017. Conséquemment, le Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA) est responsable de l'acquisition de tous les véhicules de la Ville. Dans ce contexte, elle récupère les dossiers d'acquisition entamée par les arrondissements et services en 2016.
Le SMRA souhaite acquérir un tracteur utilitaire bidirectionnel pour les besoins du Centre environnemental Saint-Michel (CESM). Le tracteur utilitaire servira à différents travaux tels que la coupe de gazon sur le terrain du CESM, le déneigement des aires piétonnières, le retournement de la terre à l'aide du rotoculteur ainsi que le transport du matériel servant à l'épandage des voies d'accès du CESM. Cet achat vise à remplacer l'appareil 411-96096 lequel a été mis au rancart puisqu'il avait atteint sa durée de vie utile.

Pour acquérir le tracteur, l'appel d'offres 17-15979 s'est tenu du 20 mars au 10 avril 2017. Le délai de réception des soumissions a été de 22 jours incluant les dates de publication et d'ouverture des soumissions. La période de validité des soumissions indiquée à l'appel d'offres était de 150 jours civils suivant la date fixée à l'ouverture de la soumission.

Durant la période de sollicitation, deux addenda ont été produits:

· Addenda no 1, émis le 3 avril pour reporter la date d'ouverture des soumissions au 10 avril 2017 et pour des modifications aux devis technique 41417A11 de l'appel d'offres 17-15979.
· Addenda no 2, émis le 7 avril 2017 pour des modifications aux devis technique.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Sans objet

DESCRIPTION

Ce dossier vise l'octroi d'un contrat à Garage Bigras Tracteur inc. pour la fourniture d'un tracteur utilitaire bidirectionnel, tel que décrit au devis technique de l'appel d'offres 17-15917. Le tracteur, de marque et modèle Antonio Carraro, TRH 9800, est muni d'un poste de conduite réversible d'une puissance de 85 HP, de quatre roues motrices et d'une cabine ROPS. Le tracteur est également muni d'une débroussailleuse broyeur, d'un chargeur avec godet, d'un système de fourches à palettes adaptables sur l'attache rapide, d'un rotoculteur et d'une souffleuse frontale.

JUSTIFICATION

Le tableau ci-dessous présente les résultats de l'appel d'offres public 17-15979 pour lequel il y a eu deux soumissionnaires dont un (1) soumissionnaire conforme.
Selon le Service de l'approvisionnement, un seul soumissionnaire est conforme administrativement.

Firmes soumissionnaires conformes	Prix de base	Autre (préciser)	Total
Garage Bigras Tracteur inc.	205 194,46 $		205 194,46 $
Estimation	186 834,38 $		186 834,38 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			18 360,08 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			9,83 %

Préalablement au lancement de l'appel d'offres, l'analyse du marché avait permis d'estimer la dépense du contrat à 186 834,38 $, taxes incluses. Cette estimation a été réalisée à partir de prix obtenus en 2016 or, en 2017, les fournisseurs ont dû se conformer à des normes environnementales ce qui a fait légèrement fluctuer les prix.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût maximal de ce contrat de 205 194,46 $, taxes incluses, sera assumé comme suit :
Un montant maximal de 200 182,73 $ (net de ristourne) sera financé par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération (RCG 17-022) destiné aux achats de véhicules et leurs équipements (projet 68102).

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération en 2017.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Sans objet

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Un retard dans l'approbation du présent dossier entraînerait des délais dans les opérations du CESM en plus de faire perdre à la Ville des économies, puisque le CESM devrait faire la location d'un tracteur de même type.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Sans objet

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Livraison: 185 jours suite à l'émission du bon de commande

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

A la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Geneviève FORTIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève MILOT
Agente de recherche

Tél : 514 872-6523
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-23

Philippe SAINT-VIL
c/d planification et soutien aux operations (mra)

Tél : 514 872-1080
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Paul MASSÉ
Directeur - Ateliers mécaniques et de proximité
Tél : 514 872-9003
Approuvé le : 2017-08-29

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1176859006

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction
Objet :	Accorder un contrat à Garage Bigras Tracteur inc. pour la fourniture d'un tracteur utilitaire bidirectionnel de 85 HP, pour une somme maximale de 205 194,46 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-15979.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

17-15979 PV.pdf17-15979 Det Cah Final.pdf15979 - Intervention.pdf17-15979 tcp.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Geneviève FORTIN
Agente d'approvisionnement II
Tél : 514 872-4437

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-28

Denis LECLERC
Chef de section
Tél : 514 872-5241
Division :

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 17-15979 — No du GDD : 1176859006

Titre de l'appel d'offres : Acquisition d'un tracteur utilitaire bidirectionnel de 85 HP

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité par le SAppro

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 20 - 3 - 2017

Ouverture originalement prévue le : 5 - 4 - 2017

Ouverture faite le : 10 - 4 - 2017

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Date du dernier addenda émis : 7 - 4 - 2017

Délai total accordé aux soumissionnaires : 22 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 2

Nbre de soumissions reçues : 2

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de réponses : 100

% de rejets : 50

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
ÉQUIPEMENT G. GAGNON INC.	Produit soumis n'est plus en inventaire chez le concessionnaire et ne correspondait pas aux exigences du devis.

Durée de la validité initiale de la soumission : 150 jrs

Date d'échéance initiale : 7 - 9 - 2017

Prolongation de la validité de la soumission de : 33 jrs

Date d'échéance révisée : 10 - 10 - 2017

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
GARAGE BIGRAS TRACTEUR INC.	205 194,46 $	√	

Information additionnelle

Le prix de la soumission a été corrigé. La différence entre les prix inscrits sur le procès verbal et celui inscrits au tableau des prix est due à une erreur de calcul concernant le droit environnemental sur les pneus neufs.

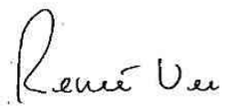
En lien avec l'article 573.3.3 de la Loi sur les cités et villes indiquant qu'une municipalité qui a reçue une seule soumission conforme peut s'entendre avec le soumissionnaire pour conclure le contrat à un prix moindre que celui proposé dans la soumission. Une demande de révision de prix a été demandée et le soumissionnaire maintient son prix.

Préparé par : Geneviève Fortin — Le 28 - 8 - 2017

#	Objet	Informations
1	Nom de l'agent d'approvisionnement	Renée Veillette
2	Titre de l'appel d'offres	Acquisition d'un tracteur utilitaire bidirectionnel de 85 HP
4	No de l'appel d'offres	17-15979
5	**Préposée au secrétariat**	Isabelle Denis (25 avril 2017)
6	Type de solicitation	Publique
7	Date d'ouverture	5 avr. 2017
8	Service requérant	33 Service du matériel roulant et des ateliers
9	Requérant	Sylvain Tardif

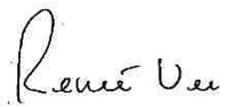
#	Soumissionnaire	Commentaires	Conformité	No de soumission
1	Équipements G. Gagnon inc.	Produit soumis n'est plus en inventaire chez le concessionnaire et ne correspondait pas aux exigences du devis.	Non conforme	20720
2	Garage Bigras Tracteur inc.	Soumission corrigée - erreur de calcul	Conforme	20721

Agent d'approvisionnement	Renée Veillette
Numéro de l'appel d'offres	17-15979
Titre de l'appel d'offres	Acquisition d'un tracteur utilitaire bidirectionnel de 85 HP



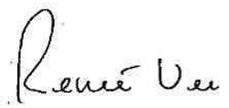
					Soumissionnaires			
					Non conforme Équipements G. Gagnon inc.		**Garage Bigras Tracteur inc.**	
Numéro d'article	**Description**	**Unité de mesure**	**Quantité**	**Terme (Nombre de périodes)**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**
Article 1	Tracteur utilitaire avec poste de conduite réversible d'une puissance de 85 HP Marque et modèle de référence: Antoine Carraro, TRHY 9800 Marque et modèle proposé : ___Antonio Carraro_TRH 9800_____		1		124 517,50 $	124 517,50 $	147 500,00 $	147 500,00 $
Article 1.1	Droit environnemental sur les pneus neufs.		10		3,00 $	30,00 $	3,00 $	30,00 $
Article 2	Débroussailleuse broyeur, telle que décrit à l'article 6 du devis. Équipement taxable : oui ● non		1		8 200,54 $	8 200,54 $	10 850,00 $	10 850,00 $
Article 3	Chargeur avec godet, tel que décrit à l'article 7 du devis. Équipement taxable : oui ● non		1		12 728,00 $	12 728,00 $	15 950,00 $	15 950,00 $
Article 4	Système de fourches à palettes adaptables sur l'attache rapide, tel que décrit à l'article 8 du devis. Équipement taxable : oui ● non		1		2 600,00 $	2 600,00 $	3 150,00 $	3 150,00 $

Agent d'approvisionnement	Renée Veillette
Numéro de l'appel d'offres	17-15979
Titre de l'appel d'offres	Acquisition d'un tracteur utilitaire bidirectionnel de 85 HP



					Soumissionnaires		**Non conforme Équipements G. Gagnon inc.**		**Garage Bigras Tracteur inc.**	
Numéro d'article	**Description**	**Unité de mesure**	**Quantité**	**Terme (Nombre de périodes)**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**
Article 5	Rotoculteur, tel que décrit à l'article 9 du devis. Équipement taxable : oui ● non		1		7 245,70 $	7 245,70 $	7 950,00 $	7 950,00 $		
Article 6	Souffleuse à neige frontale, tel que décrit à l'article 10 du devis. Équipement taxable : oui ● non		1		10 600,00 $	10 600,00 $	12 250,00 $	12 250,00 $		

Agent d'approvisionnement	Renée Veillette
Numéro de l'appel d'offres	17-15979
Titre de l'appel d'offres	Acquisition d'un tracteur utilitaire bidirectionnel de 85 HP



					Soumissionnaires		**Non conforme Équipements G. Gagnon inc.**		**Garage Bigras Tracteur inc.**	
Numéro d'article	**Description**	**Unité de mesure**	**Quantité**	**Terme (Nombre de périodes)**			**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**
							Total	165 921,74 $	**Total**	197 680,00 $
							TPS	8 296,09 $	**TPS**	2 509,00 $
							TVQ	16 550,69 $	**TVQ**	5 005,46 $
							TOTAL	190 768,52 $	**TOTAL**	205 194,46 $

Soumissionnaire le moins cher au total → **Non conforme Équipements G. Gagnon inc.**

Total avant taxes	165 921,74 $
+ TPS	8 296,09 $
+ TVQ	16 550,69 $
Total	**190 768,52 $**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 17-15979
Numéro de référence : 1060207
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Acquisition d'un tracteur utilitaire bidirectionnel de 85 HP

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
EQUIPEMENTS G.GAGNON INC. 101 BOULEVARD EST Maskinongé, QC, J0K 1N0 NEQ : 1143090802	Monsieur YVON GAGNON Téléphone : 819 227-2245 Télécopieur : 819 227-3111	**Commande : (1255847)** 2017-03-20 16 h 05 **Transmission :** 2017-03-20 16 h 05	2736044 - 17-15979 Addenda N°1 - Report de date 2017-04-04 8 h 10 - Courriel 2739467 - 17-15979 Addenda N°2 2017-04-07 11 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
GARAGE BIGRAS TRACTEUR INC. 785 FRESNIERE Saint-Eustache, QC, J7R0E5 NEQ : 1141885112	Monsieur STEPHANE BIGRAS Téléphone : 450 473-1470 Télécopieur : 450 473-0662	**Commande : (1256335)** 2017-03-21 10 h 45 **Transmission :** 2017-03-21 10 h 45	2736044 - 17-15979 Addenda N°1 - Report de date 2017-04-04 9 h 14 - Télécopie 2739467 - 17-15979 Addenda N°2 2017-04-07 15 h 06 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
GARAGE BIGRAS TRACTEUR INC.	Monsieur STEPHANE	**Commande : (1265329)**	2736044 - 17-15979 Addenda N°1 - Report de

785 FRESNIERE Saint-Eustache, QC, J7R0E5 NEQ : 1141885112	BIGRAS Téléphone : 450 473-1470 Télécopieur : 450 473-0662	2017-04-04 9 h 46 **Transmission :** 2017-04-04 9 h 46	date 2017-04-04 9 h 46 - Téléchargement 2739467 - 17-15979 Addenda N°2 2017-04-07 15 h 06 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)	

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

Aide en ligne
Formation en ligne
Glossaire
Plan du site
Accessibilité
UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

Grille des tarifs
Contactez-nous
Nouvelles
Marchés publics hors Québec
Registre des entreprises non admissibles
Autorité des marchés financiers

À propos

À propos de SEAO
Info sur Constructo
Conditions d'utilisation
Polices supportées

Partenaires

Secrétariat du Conseil du trésor Québec
CGI
tc media

© 2003-2017 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1176859006

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction
Objet :	Accorder un contrat à Garage Bigras Tracteur inc. pour la fourniture d'un tracteur utilitaire bidirectionnel de 85 HP, pour une somme maximale de 205 194,46 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-15979.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1176859006 - Acquisition tracteur.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Préposé au budget - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514 872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-24

Françoise TURGEON
Conseillère budgétaire

Tél : 514 872-0946
Division : Service des finances - Point de service HDV

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.20

2017/09/28 17:00

(1)

Dossier # : 1175331004

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction , Division de l'acquisition de biens et services , Approvisionnement stratégique et collectif
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre collective avec l'entreprise Teltech Télécommunication inc., pour une période de trente-six (36) mois, pour la fourniture, sur demande, de services d'interventions diverses en signalisation routière, et ce, à la suite de l'appel d'offres public 17-16380, au montant de 1 657 716,50 $, taxes incluses (3 soumissionnaires).

Il est recommandé :

1. de conclure une entente-cadre, d'une durée de trente-six (36) mois pour la fourniture, sur demande, de services d'interventions diverses en signalisation routière;

2. d'accorder à Teltech Télécommunication inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix unitaires de sa soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-16380;
3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services corporatifs, et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-09-05 14:37

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1175331004**
Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction , Division de l'acquisition de biens et services , Approvisionnement stratégique et collectif
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre collective avec l'entreprise Teltech Télécommunication inc., pour une période de trente-six (36) mois, pour la fourniture, sur demande, de services d'interventions diverses en signalisation routière, et ce, à la suite de l'appel d'offres public 17-16380, au montant de 1 657 716,50 $, taxes incluses (3 soumissionnaires).

CONTENU

CONTEXTE

Conclure avec l'entreprise Teltech Télécommunication inc., une entente-cadre collective pour une période de trente-six (36) mois, pour la fourniture, sur demande, de services d'interventions diverses en signalisation routière, à la suite de l'appel d'offres public 17-16380.
Une entente-cadre collective pour la fourniture de ce service a été mise principalement à la disposition du Service de l'eau - Direction de l'eau potable, ainsi que pour tous les arrondissements depuis le 15 mai 2015. L'entente-cadre collective, d'un montant total estimé à 425 830,61 $, taxes incluses, a été octroyée le 13 mai 2015 à l'entreprise Transelec/Common inc pour une période de trente-six (36) mois, à la suite de l'appel d'offres 15-13770 lancé du 25 février 2015 au 16 mars 2015.

Selon les dernières données disponibles, l'entente-cadre collective actuelle a été consommée entièrement (100 %). L'entente-cadre n'a pas fait l'objet d'une prolongation et ne possède pas une option de prolongation. Le lancement d'un appel d'offres pour le renouvellement de l'entente-cadre est donc nécessaire afin de combler les besoins pour ce service pour les dix-neuf (19) arrondissements ainsi que les services corporatifs.

L'entente-cadre collective est gérée par le Service de l'approvisionnement. La Ville octroie le contrat en entier au plus bas soumissionnaire conforme. Chaque arrondissement ainsi que les services corporatifs confirment leurs achats par l'émission de bons de commande au fur et à mesure de leurs besoins. Le Service de l'approvisionnement assure la coordination de l'appel d'offres et de la gestion contractuelle de l'entente-cadre.

L'appel d'offres public 17-16380 a été publié sur le système électronique d'appel d'offres (SÉAO) ainsi que dans le journal Le Devoir. La publication s'est faite sur une période de dix-sept (17) jours civils, soit du 7 août 2017 au 23 août 2017. Aucun addenda n'a été émis.

Les soumissions reçues sont valides pour cent-quatre-vingts (180) jours civils, soit jusqu'au 19 février 2018.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE15 0882 - 13 mai 2015 - Conclure avec Transelec/Common inc., une entente-cadre collective d'une durée de 36 mois, pour la fourniture de services d'interventions diverses en signalisation routière - Appel d'offres public # 15-13770 (4 soum.) - (Montant estimé : 425 830,61 $, taxes incluses)
CE12 0706 - 16 mai 2012 - Conclure avec Signalisation Routière du Québec inc., une entente-cadre collective d'une durée de 36 mois, pour la fourniture de services d'interventions diverses en signalisation routière - Appel d'offres public # 12-12027 (6 soum.) - (Montant estimé : 344 148,92 $, taxes incluses)

DESCRIPTION

Sur le plan qualitatif :
La fourniture sur demande, de services d'interventions diverses en signalisation routière, pour une période de trente-six (36) mois, à partir de la date d'autorisation d'octroi.

L'entente faisant l'objet du présent dossier vise principalement à combler les besoins du Service de l'eau - Direction de l'eau potable, pour la déviation de la circulation lors des travaux d'entretien et de réparation du réseau d'aqueduc. L'entente est également disponible pour tous les arrondissements et les services corporatifs ayant un besoin pour ce service.

L'entreprise recommandée doit effectuer, lors des fermetures de la voie publique, la mise en place et l'enlèvement des dispositifs de signalisation, comportant notamment tous les panneaux indicateurs routiers, les barricades ainsi que tous les accessoires de sécurité. Ces opérations sont requises afin de sécuriser les lieux pour les travailleurs ainsi que pour les usagers de la route, le tout conformément aux normes du ministère des Transports du Québec.

Les prix sont ajustés annuellement à l'anniversaire de l'entente selon les prix soumis au bordereau pour chacune des années de l'entente.

Sur le plan quantitatif :

L'appel d'offres a été élaboré en collaboration avec la Division de la planification et l'entretien de la Direction de l'eau potable du Service de l'eau.

Les quantités prévues à l'appel d'offres 17-16380 ont été estimées en fonction des consommations des services corporatifs et des dix-neuf (19) arrondissements au cours des vingt-six (26) derniers mois.

Ces prévisions sont fournies à titre indicatif, mais n'engagent aucunement la Ville à acheter un minimum ou la totalité des produits.

Puisqu'il s'agit de services provenant d'un secteur de marché à faible risque, nous avons exigé une garantie de soumission de vingt-mille dollars (20 000 $) équivalente à environ 2% de la soumission. Nous avons également demandé une garantie d'exécution équivalente à vingt-mille dollars (20 000,00 $) qui devra être fournie par l'adjudicataire recommandé.

La différence de montant de l'entente précédente par rapport à celle-ci s'explique par le fait que nous avons constaté que la consommation a considérablement augmenté pour la période de avril 2017 à juin 2017, ce qui s'explique par les inondations historiques qu'a connue la Ville de Montréal. Ce service à été sollicité grandement durant cette période

faisant bondir la demande. De plus, la multiplication des chantiers sur le réseau routier au cours des deux (2) dernières années ainsi que l'augmentation de la demande avec le 375e de Montréal ont fait en sorte que la consommation s'est également accrue considérablement. La forte demande fait en sorte que le montant estimé lors de la dernière entente a été consommé en deux (2) ans au lieu de trois (3) ans (l'entente précédente devait être disponible de mars 2015 à mars 2018). C'est pourquoi nous avons procédé au lancement d'un appel d'offres à l'été 2017 avec des prévisions supérieures à l'entente précédente. Lors de la mise sur pied des prévisions pour l'entente précédente à la fin 2014, nous n'avions pas anticipé de tels événements. Les prévisions dans la prochaine entente tiennent compte de possibles événements de même nature, c'est pourquoi il y a une différence notable du montant par rapport à la dernière entente.

JUSTIFICATION

Dans le cadre de l'appel d'offres 17-16380, le nombre de preneurs de cahier des charges est de cinq (5) fournisseurs :

- Groupe de sécurité Garda SENC;
- Signa+ inc.;
- Signalisation routière du Québec inc.;
- Teltech Télécommunication inc.;
- Transelec / Common inc.

Nous avons reçu trois (3) soumissions :

- Signa+ inc.;
- Teltech Télécommunication inc.;
- Transelec / Common inc.

Les preneurs du cahier des charges qui n'ont pas déposé de soumission se sont désistés parce qu'ils n'ont pu remettre leur soumission avant la date et l'heure de tombée.

Les soumissionnaires dans ce dossier ont tous été déclarés conformes.

Analyse des soumissions :

Firmes soumissionnaires	Prix de base	Autre (préciser)	Total
Teltech Télécommunication inc.	1 657 716,50 $	---	1 657 716,50 $
Transelec / Common inc.	1 740 758,29 $	---	1 740 758,29 $
Signa+	1 951 315,46 $	---	1 951 315,46 $
Dernière estimation réalisée	1 633 182,37 $	---	1 633 182,37 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)*			1 783 263,42 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*			7,57 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)*			293 598,96 $

Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*	17,71 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*	24 534,13 $ 1,50 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)* Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*	83 041,79 $ 5,01 %

La Ville a corrigé toutes les erreurs de calcul dans les soumissions et a effectué les ajustements qui en découlent, selon les dispositions prévues à l'article 9 - Prix des biens et services, des instructions aux soumissionnaires du document d'appel d'offres. Cependant, les prix unitaires soumis sont restés inchangés.

Le présent dossier d'appel d'offres requérant la présentation de l'attestation de l'Autorité des marchés financiers, celle-ci a bien été jointe à chacune des soumissions.

Avant d'entamer l'analyse proprement dite des soumissions, nous avons procédé aux vérifications d'usage liées à une éventuelle inscription des soumissionnaires sur l'une des listes qui nous obligerait à considérer le rejet ou la restriction pour certaines des soumissions reçues. Aucun des soumissionnaires dans ce dossier ne doit être déclarés non conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle ou n'est inscrit au Registre des entreprises non admissibles. L'adjudicataire recommandé, par sa soumission, affirme s'être conformé en tout point à la Politique de gestion contractuelle de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Conformément à l'article 477.4 de la Loi sur les cités et villes, le Service de l'approvisionnement a effectué un estimé préalable de la dépense s'élevant à 1 633 182,37 $, taxes incluses, pour les trente-six (36) prochains mois. Cette estimation est basée sur l'historique de consommation au cours des vingt-six (26) derniers mois, calculée en fonction des derniers prix payés pour ces services avec une majoration annuelle de 1,4 % sur trois (3) ans. Cette majoration correspond à l'évolution moyenne de l'IPC pour la région de Montréal au cours des vingt-six (26) derniers mois (du début l'entente précédente en mai 2015 jusqu'à juin 2017), tel que publié par Statistique Canada dans son rapport mensuel de juin 2017, ce rapport étant le plus récent au moment de l'établissement de l'estimé préalable en juillet 2017.
Comparativement aux derniers prix payés par la Ville, le prix moyen pondéré des articles va connaître une légère hausse annuelle moyenne de 1,48 % (sur 3 ans), ce qui correspond presqu'exactement à la majoration annuelle anticipée (1,4 %) lors de l'estimation du projet.

Le montant total estimé de l'entente, pour les vingt-sept (27) articles au bordereau de soumission, pour une période de trente-six (36) mois est de :

1 441 806,05 $ + TPS 72 090,30 $ + TVQ 143 820,15 $ = 1 657 716,50 $

Il s'agit d'une entente-cadre collective sans imputation budgétaire. Les achats seront effectués sur demande, au fur et à mesure des besoins des utilisateurs. Chaque bon de commande devra faire l'objet d'une approbation de crédit. Les quantités prévisionnelles fournies n'engagent aucunement la Ville à acheter un minimum ou la totalité des quantités.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'absence d'une entente-cadre alourdirait le processus d'approvisionnement en obligeant la négociation à la pièce en plus de faire perdre à la Ville la possibilité d'économie de volume. Le renouvellement de l'entente-cadre permettra d'assurer la constance, la facilité d'approvisionnement, le niveau de qualité des services, tout en permettant à la Ville de constituer des volumes économiques profitables.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une communication sera transmise aux utilisateurs internes par le biais d'un bulletin « Info-achats » afin de les informer de la conclusion de l'entente-cadre ainsi que des modalités d'achat convenues.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Émission de l'entente-cadre collective à la suite de l'adoption de la résolution.

- Comité exécutif : le 13 septembre 2017.
- Conseil municipal : le 25 septembre 2017.
- Début du contrat prévu : le 26 septembre 2017.
- Fin du contrat: 25 septembre 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alexandre MUNIZ
Agent(e) d'approvisionnement niveau 2

Tél : 514-872-1028
Télécop. : 514-872-2519

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-25

Isabelle LAZURE
Chef de section

Tél : 514-872-6935
Télécop. : 514-872-0863

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dean GAUTHIER
directeur de service - approvisionnement
Tél : 514 868-4433
Approuvé le : 2017-09-01

Tableau comparatif des prix reçus

#	Objet	Informations
1	Nom de l'agent d'approvisionnement	**Alexandre Muniz** 
2	Titre de l'appel d'offres	Services d'interventions diverses en signalisation routière 2017-2020
3	No de l'appel d'offres	**17-16380**
4	**Préposée au secrétariat**	Wilay Vannet (24 août 2017)
5	Type de solicitation	Publique
6	Date d'ouverture	23 août 2017
7	Service requérant	49 Service de l'eau
8	Requérant	Isabelle Dupont

#	Soumissionnaire	Commentaires	Conformité (validée par l'agent d'approvisionnement)	No de soumission
1	TRANSELEC / COMMON INC.		Conforme	22082
2	SIGNA + INC.		Conforme	22083
3	TELTECH TÉLÉCOMMUNICATION INC.		Conforme	22084

Agent d'approvisionnement	Alexandre Muniz
Numéro de l'appel d'offres	17-16380
Titre de l'appel d'offres	Services d'interventions diverses en signalisation routière 2017-2020

						Soumissionnaires	**TRANSELEC / COMMON INC.**				**SIGNA + INC.**				**TELTECH TÉLÉCOMMUNICATION INC.**			
G	**Item**	**Articles**	**Unité de mesure**	**Qté prévisionnelle annuelle**	**Terme (Nombre de périodes)**		**Prix unitaire 2017-18**	**Prix unitaire 2018-19**	**Prix unitaire 2019-20**	**Montant Total 2017-2020**	**Prix unitaire 2017-18**	**Prix unitaire 2018-19**	**Prix unitaire 2019-20**	**Montant Total 2017-2020**	**Prix unitaire 2017-18**	**Prix unitaire 2018-19**	**Prix unitaire 2019-20**	**Montant Total 2017-2020**
FERMETURE D'UNE VOIE **Pour le transport, la mise en place, l'enlèvement des dispositifs de signalisation et des équipements et la location pourles premières 24 heures, selon l'un ou l'autre de ces dessins normalisés :**																		
	1	**ARTICLE 1 - Pour une zone de 60 km/heure et moins, selon :** (TCD-012 / TCD-013 / TCD-020 / TCD-021 / TCD-034 / TCD-036 / TCD-037 / TCD-049 / TCD-050 / TCD-041 / TCD-056)	Fermeture	112	1		511,00 $	519,00 $	527,00 $	174 384,00 $	660,00 $	675,00 $	695,00 $	227 360,00 $	670,00 $	690,10 $	710,80 $	231 940,80 $
	2	**ARTICLE 2 - Pour une zone de 70 km/heure, selon :** (TCD-012 / TCD-013 / TCD-020 / TCD-021 / TCD-034 / TCD-036 / TCD-037 / TCD-049 / TCD-050 / TCD-041 / TCD-056)	Fermeture	25	1		795,00 $	807,00 $	820,00 $	60 550,00 $	750,00 $	765,00 $	785,00 $	57 500,00 $	750,00 $	690,10 $	710,80 $	53 772,50 $
	3	**ARTICLE 3 - Pour une zone de 80-90 km/heure, selon :** (TCD-012 / TCD-013 / TCD-020 / TCD-021 / TCD-034 / TCD-036 / TCD-037 / TCD-049 / TCD-050 / TCD-041 / TCD-056)	Fermeture	20	1		1 085,00 $	1 102,00 $	1 120,00 $	66 140,00 $	1 150,00 $	1 175,00 $	1 200,00 $	70 500,00 $	1 150,00 $	1 184,50 $	1 220,04 $	71 090,80 $
FERMETURE DE DEUX VOIES **Pour le transport, la mise en place, l'enlèvement des dispositifs de signalisation et des équipements et la location pour les premières 24 heures, selon l'un ou l'autre de ces dessins normalisés :**																		
	4	**ARTICLE 4 - Pour une zone de 60 km/heure et moins, selon :** (TCD-038 / TCD-040 / TCD-051 / TCD-053 / TCD-014 / TCD-031 / TCD-032 / TCD-033 / TCD-039)	Fermeture	100	1		928,00 $	943,00 $	958,00 $	282 900,00 $	700,00 $	715,00 $	730,00 $	214 500,00 $	775,00 $	798,25 $	822,20 $	239 545,00 $

Agent d'approvisionnement	Alexandre Muniz
Numéro de l'appel d'offres	17-16380
Titre de l'appel d'offres	Services d'interventions diverses en signalisation routière 2017-2020

						TRANSELEC / COMMON INC.				SIGNA + INC.				TELTECH TÉLÉCOMMUNICATION INC.			
Soumissionnaires																	
G	**Item**	**Articles**	**Unité de mesure**	**Qté prévisionnelle annuelle**	**Terme (Nombre de périodes)**	**Prix unitaire 2017-18**	**Prix unitaire 2018-19**	**Prix unitaire 2019-20**	**Montant Total 2017-2020**	**Prix unitaire 2017-18**	**Prix unitaire 2018-19**	**Prix unitaire 2019-20**	**Montant Total 2017-2020**	**Prix unitaire 2017-18**	**Prix unitaire 2018-19**	**Prix unitaire 2019-20**	**Montant Total 2017-2020**
	5	**ARTICLE 5 - Pour une zone de 70 km/heure, selon :** (TCD-038 / TCD-040 / TCD-051 / TCD-053 / TCD-014 / TCD-031 / TCD-032 / TCD-033 / TCD-039)	Fermeture	20	1	995,00 $	1 010,00 $	1 026,00 $	60 620,00 $	800,00 $	820,00 $	840,00 $	49 200,00 $	875,00 $	901,25 $	928,29 $	54 090,80 $
	6	**ARTICLE 6 - Pour une zone de 80-90 km/heure, selon :** (TCD-038 / TCD-040 / TCD-051 / TCD-053 / TCD-014 / TCD-031 / TCD-032 / TCD-033 / TCD-039)	Fermeture	20	1	1 390,00 $	1 412,00 $	1 434,00 $	84 720,00 $	1 300,00 $	1 330,00 $	1 360,00 $	79 800,00 $	1 300,00 $	1 339,00 $	1 379,17 $	80 363,40 $
TRAVAUX DANS UNE INTERSECTION **Pour le transport, la mise en place, l'enlèvement des dispositifs de signalisation et des équipements et la location pour les premières 24 heures, selon l'un ou l'autre de ces dessins normalisés :**																	
	7	**ARTICLE 7 - Pour une zone de 60 km/heure et moins, selon :** (TCD-015 / TCD-016 / TCD-017 / TCD-018 / TCD-024 / TCD-025 / TCD-026 / TCD-027 / TCD-042 / TCD-043 / TCD-044 / TCD-045 / TCD-047 / TCD-048 / TCD-062 / TCD-063 / TCD-064 /TCD-065 / TCD-066 / TCD-067)	Fois	10	1	1 300,00 $	1 320,00 $	1 340,00 $	39 600,00 $	995,00 $	1 015,00 $	1 035,00 $	30 450,00 $	750,00 $	772,50 $	795,68 $	23 181,80 $
	8	**ARTICLE 8 - Pour une zone de 70 km/heure, selon :** (TCD-015 / TCD-016 / TCD-017 / TCD-018 / TCD-024 / TCD-025 / TCD-026 / TCD-027 / TCD-042 / TCD-043 / TCD-044 / TCD-045 / TCD-047 / TCD-048 / TCD-062 / TCD-063 / TCD-064 /TCD-065 / TCD-066 / TCD-067)	Fois	10	1	1 300,00 $	1 322,00 $	1 344,00 $	39 660,00 $	1 400,00 $	1 430,00 $	1 460,00 $	42 900,00 $	800,00 $	824,00 $	848,72 $	24 727,20 $

Agent d'approvisionnement	Alexandre Muniz
Numéro de l'appel d'offres	17-16380
Titre de l'appel d'offres	Services d'interventions diverses en signalisation routière 2017-2020

						Soumissionnaires	**TRANSELEC / COMMON INC.**			**SIGNA + INC.**				**TELTECH TÉLÉCOMMUNICATION INC.**			
G	**Item**	**Articles**	**Unité de mesure**	**Qté prévisionnelle annuelle**	**Terme (Nombre de périodes)**		**Prix unitaire 2017-18**	**Prix unitaire 2018-19**	**Prix unitaire 2019-20**	**Montant Total 2017-2020**	**Prix unitaire 2017-18**	**Prix unitaire 2018-19**	**Prix unitaire 2019-20**	**Montant Total 2017-2020**	**Prix unitaire 2017-18**	**Prix unitaire 2018-19**	**Prix unitaire 2019-20**	**Montant Total 2017-2020**
MAINTIEN DE LA SIGNALISATION **Location pour chacune des composantes de signalisation comprise dans la fermeture ou les travaux dans une intersection, subséquente aux premières 24 heures incluses (pour chaque jour additionnel).**																		
		Location de la signalisation / jour additionnel																
	9	Panneau 600 mm X 600 mm	Panneaux (prix par jour)	5000	1		0,50 $	0,55 $	0,60 $	8 250,00 $	0,55 $	0,55 $	0,60 $	8 500,00 $	1,00 $	1,03 $	1,06 $	15 450,00 $
	10	Panneau 900 mm X 900 mm	Panneaux (prix par jour)	600	1		0,90 $	0,95 $	1,00 $	1 710,00 $	1,50 $	1,50 $	1,60 $	2 760,00 $	1,50 $	1,03 $	1,06 $	2 154,00 $
	11	Balise T-RV-7	Balise (prix par jour)	10000	1		0,55 $	0,60 $	0,65 $	18 000,00 $	0,60 $	0,65 $	0,70 $	19 500,00 $	0,65 $	0,67 $	0,69 $	20 100,00 $
	12	Unités de glissières	Unité de glissières	1100	1		1,80 $	1,80 $	1,80 $	5 940,00 $	1,40 $	1,40 $	1,40 $	4 620,00 $	2,00 $	2,06 $	2,12 $	6 798,00 $
	13	Défense de sationner	Demande (prix par jour)	3000	1		0,60 $	0,61 $	0,62 $	5 490,00 $	0,40 $	0,40 $	0,45 $	3 750,00 $	1,40 $	1,44 $	1,49 $	12 990,00 $
	14	Pesée	Pesée (prix par jour)	5000	1		0,10 $	0,12 $	0,14 $	1 800,00 $	0,20 $	0,20 $	0,20 $	3 000,00 $	0,50 $	0,52 $	0,53 $	7 750,00 $
À LA CARTE																		
	15	Plan signé et scellé par un ingénieur	Plan	125	1		250,00 $	250,00 $	250,00 $	93 750,00 $	225,00 $	225,00 $	225,00 $	84 375,00 $	150,00 $	154,50 $	159,14 $	57 955,00 $
	16	Escorte routière - 4 heures minimum	Heure	200	1		48,50 $	49,50 $	50,00 $	29 600,00 $	50,00 $	51,00 $	52,00 $	30 600,00 $	60,00 $	61,80 $	63,65 $	37 090,00 $
	17	Camion amortisseur d'impact - 4 heures minimum	Heure	450	1		85,00 $	85,00 $	85,00 $	114 750,00 $	70,00 $	72,00 $	75,00 $	97 650,00 $	95,00 $	97,85 $	100,79 $	132 138,00 $
	18	Livraison de glissières (pour des distances variant entre 4 et 40	Transport	12	1		1 450,00 $	1 480,00 $	1 510,00 $	53 280,00 $	1 200,00 $	1 200,00 $	1 200,00 $	43 200,00 $	800,00 $	840,00 $	882,00 $	30 264,00 $
	19	Livraison de signalisation additionnelle (balises TRV-7; panneaux)	Transport	600	1		68,00 $	69,00 $	70,00 $	124 200,00 $	135,00 $	135,00 $	135,00 $	243 000,00 $	50,00 $	51,50 $	53,05 $	92 730,00 $
	20	Défense de stationner sur 100 m Comprend le transport, l'installation et l'enlèvement	Demande (prix par jour)	600	1		112,00 $	116,00 $	120,00 $	208 800,00 $	180,00 $	185,00 $	185,00 $	330 000,00 $	103,40 $	106,50 $	109,70 $	191 760,00 $

Agent d'approvisionnement	Alexandre Muniz
Numéro de l'appel d'offres	17-16380
Titre de l'appel d'offres	Services d'interventions diverses en signalisation routière 2017-2020

						Soumissionnaires	**TRANSELEC / COMMON INC.**			**SIGNA + INC.**				**TELTECH TÉLÉCOMMUNICATION INC.**			
G	**Item**	**Articles**	**Unité de mesure**	**Qté prévisionnelle annuelle**	**Terme (Nombre de périodes)**		**Prix unitaire 2017-18**	**Prix unitaire 2018-19**	**Prix unitaire 2019-20**	**Montant Total 2017-2020**	**Prix unitaire 2017-18**	**Prix unitaire 2018-19**	**Prix unitaire 2019-20**	**Montant Total 2017-2020**	**Prix unitaire 2017-18**	**Prix unitaire 2018-19**	**Prix unitaire 2019-20**	**Montant Total 2017-2020**
VOL OU BRIS MAJEUR **Coût de remplacement pour les équipements volés ou ayant subis des bris majeurs**																		
	21	Panneau 600 mm X 600 mm	Incident	30	1		65,00 $	66,00 $	67,00 $	5 940,00 $	80,00 $	80,00 $	80,00 $	7 200,00 $	85,00 $	87,55 $	90,18 $	7 881,90 $
	22	Panneau 900 mm X 900 mm	Incident	30	1		90,00 $	91,00 $	92,00 $	8 190,00 $	100,00 $	100,00 $	100,00 $	9 000,00 $	90,00 $	92,70 $	95,48 $	8 345,40 $
	23	Balise T-RV-7	Incident	30	1		67,00 $	68,00 $	69,00 $	6 120,00 $	60,00 $	60,00 $	60,00 $	5 400,00 $	85,00 $	87,55 $	90,18 $	7 881,90 $
	24	Pesée	Incident	15	1		26,00 $	26,50 $	27,00 $	1 192,50 $	30,00 $	30,00 $	30,00 $	1 350,00 $	20,00 $	20,60 $	21,22 $	927,30 $
	25	Défense de stationner	Incident	15	1		47,00 $	47,50 $	48,00 $	2 137,50 $	45,00 $	45,00 $	45,00 $	2 025,00 $	45,00 $	46,35 $	47,74 $	2 086,35 $
FABRICATION DE PANNEAUX																		
	26	Panneaux 600 mm X 600 mm	Panneau	45	1		39,00 $	40,00 $	41,00 $	5 400,00 $	65,00 $	70,00 $	75,00 $	9 450,00 $	65,00 $	66,95 $	68,96 $	9 040,95 $
	27	Panneaux 900 mm X 900 mm	Panneau	45	1		79,80 $	80,80 $	81,80 $	10 908,00 $	140,00 $	145,00 $	150,00 $	19 575,00 $	142,00 $	146,26 $	150,65 $	19 750,95 $
							Total			**1 514 032,00 $**	**Total**			**1 697 165,00 $**	**Total**			**1 441 806,05 $**
							TPS			75 701,60 $	**TPS**			84 858,25 $	**TPS**			72 090,30 $
							TVQ			151 024,69 $	**TVQ**			169 292,21 $	**TVQ**			143 820,15 $
							TOTAL			**1 740 758,29 $**	**TOTAL**			**1 951 315,46 $**	**TOTAL**			**1 657 716,50 $**

Le plus bas soumissionnaire conforme → **TELTECH TÉLÉCOMMUNICATION INC.**

Total avant taxes	1 441 806,05 $
+ TPS	72 090,30 $
+ TVQ	143 820,15 $
Total	**1 657 716,50 $**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 17-16380
Numéro de référence : 1095716
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services d'interventions diverses en signalisation routière 2017-2020

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Groupe de sécurité Garda SENC 1390, rue Barré Montréal, QC, H3C 1N4 http://www.garda.ca NEQ : 3368599133	Madame Andreanne Rheaume Téléphone : 514 281-2811 Télécopieur : 514 281-2860	**Commande : (1324974)** 2017-08-08 8 h 48 **Transmission :** 2017-08-08 8 h 48	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Signa+ 975 Bergar Laval, QC, H7L 4Z6 http://www.signaplus.ca NEQ : 1164340839	Madame Judith Dagenais Téléphone : 450 622-4111 Télécopieur : 450 622-4188	**Commande : (1331740)** 2017-08-23 8 h 04 **Transmission :** 2017-08-23 8 h 04	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
SIGNALISATION ROUTIÈRE DU QUÉBEC INC. 106-8601, boul. Henri-Bourassa est Montréal, QC, H1E 1P4 NEQ : 1163946727	Monsieur Danny Bacon Téléphone : 514 648-0553 Télécopieur : 514 648-4531	**Commande : (1325247)** 2017-08-08 11 h 54 **Transmission :** 2017-08-08 11 h 54	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Teltech Télécommunication inc 345-D rue Marion	Madame Caroline Pérusse Téléphone : 450	**Commande : (1326199)** 2017-08-10 7	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

	Repentigny, QC, J5Z 4W8 NEQ : 1140521684	657-2000 Télécopieur : 450 657-2727	h 24 **Transmission :** 2017-08-10 7 h 24	Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Transelec / Common inc. 2075 boul Fortin Laval, QC, H7S 1P4 http://www.transelec.com NEQ : 1160246014	Monsieur Robert Leblanc, Hayes Signalisation Téléphone : 514 382-1550 Télécopieur : 514 388-9020	**Commande : (1326320)** 2017-08-10 9 h 21 **Transmission :** 2017-08-10 9 h 21	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Sélectionner Annuler

© 2003-2017 Tous droits réservés

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 30 septembre 2014

TELTECH TÉLÉCOMMUNICATION INC.
A/S MONSIEUR FRANÇOIS TESSIER
345D, MARION
REPENTIGNY (QC) J5Z 4W8

N° de décision : 2014-CPSM-1051111
N° de client : 3000318442

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- TEL-TECH CONSTRUCTION
- TEL-TECH LOCALISATION
- TEL-TECH SIGNALISATION
- TELTECH TELECOMMUNICATION
- TEL-TECH TÉLÉCOMMUNICATION

une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la LCOP). TELTECH TÉLÉCOMMUNICATION INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **29 septembre 2017** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.21

2017/09/28 17:00

(1)

Dossier # : 1177526033

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Le Groupe LML Ltée, pour la mise à niveau de l'électricité et de l'instrumentation des pompes d'inondation et d'assèchement des puits sud et nord de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de 505 120,61 $ taxes incluses - Appel d'offres public SP17003-160691-C - 3 soumissionnaires

Il est recommandé :

1. d'accorder à Le Groupe LML Ltée, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la mise à niveau de l'électricité et de l'instrumentation des pompes d'inondation et d'assèchement des puits sud et nord de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 505 120,61 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public SP17003-160691-C;

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-08-29 08:33

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1177526033**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Le Groupe LML Ltée, pour la mise à niveau de l'électricité et de l'instrumentation des pompes d'inondation et d'assèchement des puits sud et nord de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de 505 120,61 $ taxes incluses - Appel d'offres public SP17003-160691-C - 3 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Les pompes d'inondation et d'assèchement sont situées à la station de pompage de la Station d'épuration de eaux usées Jean-R.-Marcotte (Station). Elles servent à l'assèchement de puits de captage de l'eau des drains de toiture, de l'eau de service du bâtiment, du drainage des motopompes lors d'entretien, du drainage du système d'échantillonnage en continu de la Station et finalement, au captage de l'eau suite à un bris potentiel majeur d'équipement de procédé.

Les équipements de distribution électrique actuels sont dans un état de décrépitude avancé étant donné l'humidité présente dans les puits secs nord et sud où ils se trouvent. Les conduits électriques de contrôle et de puissance sont très rouillés et risquent de ne plus protéger adéquatement les conducteurs.

Les pompes d'inondation (200hp) reliées à ces équipements sont également vieillissantes et elles seront remplacées par des pompes submersibles en puits secs lors d'un prochain contrat.

Un contrat de préachat de centres de commandes et d'armoires de démarreurs a été accordé en juin 2017 et les équipements seront livrés au mois d'octobre tel que prévu.

Un appel d'offres public a donc été lancé le 5 juillet 2017 et publié sur le site SEAO et dans le journal Le Devoir. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 14 août 2017. La validité des soumissions est de 90 jours. Aucun addenda n'a été émis concernant cet appel d'offres.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0235 – 15 juin 2017 - Accorder un contrat à Dubo Électrique ltée pour la fourniture de cinq centres de commande de moteurs (CCM) et deux armoires de démarreurs groupés (type 4 Plex), pour une somme maximale de 270 529,45 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-15916 (1 soum.)

DESCRIPTION

Les travaux comprennent le remplacement des démarreurs des quatre (4) pompes d'assèchement de la station de pompage pour le sud et le nord. Le projet comprend également le remplacement et l'installation de cinq (5) nouveaux centres de commande de moteurs pour les (5) pompes d'inondation (200hp).

Tous les panneaux de contrôle et les flottes de niveau seront remplacés par de nouveaux équipements ainsi que la plupart des conduits de puissance et de contrôle. La position des équipements de contrôle des pompes sera modifiée afin d'assurer une plus grande sécurité pour ces équipements névralgiques qui ne doivent pas être submergés en cas d'un bris majeur. Deux mezzanines seront installées afin de sécuriser les nouveaux équipements.

JUSTIFICATION

Dix (10) entreprises se sont procuré les documents d'appel d'offres et trois (3) d'entre elles ont déposé une soumission. Une seule entreprise parmi les sept (7) autres qui n'ont pas soumissionné a fourni une raison à son désistement, soit que la période de soumission ne leur était pas convenable.

Tableau d'analyse des soumissions

Firmes soumissionnaires	**Prix** (avec taxes)	**Contingences** (avec taxes)	**Total** (avec taxes)
1- Le Groupe LML Ltée	**439 235,31**	**65 885,30**	**505 120,61**
2- Ondel inc.	487 522,56	73 128,38	560 650,94
3- Neolect inc.	690 105,98	103 515,90	793 621,88
Estimation du professionnel	492 895,09	73 934,34	566 829,43
Coût moyen des soumissions reçues			532 885,78 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)			5,50%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($)			55 530,33 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%)			10,99%
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation interne ($)			(61 708,82)
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation interne (%)			-10,89%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)			55 530,33
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)			10,99%

L’écart entre le prix soumis par le plus bas soumissionnaire et l'estimation interne est favorable de 10,89 %.

Il est donc recommandé d'octroyer le contrat à Le Groupe LML Ltée au prix de sa soumission, soit 505 120,61 $, taxes incluses.

Les validations requises indiquant que l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec ont été faites – Le Groupe LML Ltée, 360 boul. Du Séminaire nord, suite 22, Saint-Jean-sur-Richelieu, Québec J3B 5L1 - NEQ : 1169018786 et l'entreprise a fourni l'attestation de Revenu Québec en date du 15 juin 2017 avec sa soumission.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût pour la mise à niveau de l’électricité et de l’instrumentation des pompes d’inondation et d’assèchement des puits sud et nord de la Station est de 505 120,61 $ taxes incluses.

Ceci représente un montant de 461 242,44 $ net de ristournes de taxes.

Cette dépense sera financée par emprunt à la charge de l'agglomération à moins de disponibilité de la réserve.

Le détail des informations comptables se retrouve dans l’intervention financière du Service des finances.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Pratiquer une gestion responsable des ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le fait de ne pas accorder le contrat ferait en sorte que le bon fonctionnement des pompes serait compromis et les risques d’inondation par la suite augmenteraient considérablement.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Octroi du contrat: septembre 2017
- Fin des travaux : février 2018.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Ghizlane KOULILA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Stéphanie VIDAL, Service des communications

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sally DAGHER
Ingénieure - Administratrice de contrats

Tél : 5142804418
Télécop. : 5142804387

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-17

Michel VERREAULT
Surintendant administration et soutien à l'exploitation

Tél : 514 280-4364
Télécop. : 514 280-4387

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Bruno HALLÉ
Surintendant de la Division Entretien
Tél : 514 280-4098
Approuvé le : 2017-08-22

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2017-08-29

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : SP17003-160691-C
Numéro de référence : 1088089
Statut : En attente de conclusion du contrat
Titre : Mise à niveau de l'électricité et de l'instrumentation des pompes d'inondation et d'assèchement des puits sud et nord de la station d'épuration Jean-R.-Marcotte

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Black & McDonald Ltée 625 rue Gougeon Montréal, QC, H4T 2B4 http://www.blackandmcdonald.com	Monsieur Luc-André Nadeau Téléphone : 438 968-6118 Télécopieur : 514 735-9057	**Commande : (1312863)** 2017-07-05 10 h 42 **Transmission :** 2017-07-05 10 h 42	2800510 - Addenda 1 (devis) 2017-08-01 10 h 39 - Courriel 2800511 - Addenda 1 (plan) 2017-08-01 10 h 39 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Filtrum Inc. 430 rue des Entrepreneurs Québec, QC, G1M 1B3 http://www.filtrum.qc.ca	Madame Christine Gauthier Téléphone : 418 687-0628 Télécopieur : 418 687-3687	**Commande : (1314112)** 2017-07-07 10 h 27 **Transmission :** 2017-07-07 14 h 46	2800510 - Addenda 1 (devis) 2017-08-01 10 h 39 - Courriel 2800511 - Addenda 1 (plan) 2017-08-01 10 h 41 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Gastier M.P. Inc. 10400 boul du Golf Montréal, QC, H1J 2Y7 http://www.gastier.com	Madame Mia Sow Téléphone : 514 325-4220 Télécopieur : 514 325-3822	**Commande : (1316199)** 2017-07-12 13 h 32 **Transmission :** 2017-07-12 13 h 32	2800510 - Addenda 1 (devis) 2017-08-01 10 h 39 - Courriel 2800511 - Addenda 1 (plan) 2017-08-01 10 h 39 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Gastier M.P. Inc. 10400 boul du Golf Montréal, QC, H1J 2Y7 http://www.gastier.com	Madame Mia Sow Téléphone : 514 325-4220 Télécopieur : 514 325-3822	**Commande : (1317181)** 2017-07-14 10 h 15 **Transmission :** 2017-07-14 10 h 15	2800510 - Addenda 1 (devis) 2017-08-01 10 h 39 - Courriel 2800511 - Addenda 1 (plan) 2017-08-01 10 h 39 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Le Groupe LML Ltée 360 boul du Séminaire Nord Bureau 22 Saint-Jean-sur-Richelieu, QC, J3B	Madame Nancy Ross Téléphone : 450 347-1996	**Commande : (1316430)** 2017-07-13 7 h 30 **Transmission :** 2017-07-13 7 h 30	2800510 - Addenda 1 (devis) 2017-08-01 10 h 39 - Courriel 2800511 - Addenda 1 (plan) 2017-08-01 10 h 39 - Courriel

5L1 http://www.groupelml.ca	Télécopieur : 450 347-8509		Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Entreprises Électriques L.M. 3006 rue Sainte-Catherine Est Montréal, QC, H1W 2B8	Monsieur Olivier Chalifoux-Lauzon Téléphone : 514 904-2947 Télécopieur : 514 523-7882	**Commande : (1312851)** 2017-07-05 10 h 33 **Transmission :** 2017-07-05 10 h 33	2800510 - Addenda 1 (devis) 2017-08-01 10 h 39 - Courriel 2800511 - Addenda 1 (plan) 2017-08-01 10 h 39 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Services Électriques Blanchette Inc. 2451 boul Fernand-Lafontaine Longueuil, QC, J4N 1N7	Madame Diane Turenne Téléphone : 450 442-1166 Télécopieur : 450 442-4206	**Commande : (1313375)** 2017-07-06 9 h 30 **Transmission :** 2017-07-06 9 h 40	2800510 - Addenda 1 (devis) 2017-08-01 10 h 39 - Courriel 2800511 - Addenda 1 (plan) 2017-08-01 10 h 41 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Naxo 271 Boul. Roland-Godard Saint-Jérôme, QC, J7Y 5C7	Monsieur Patrice Lacelle Téléphone : 450 818-9714 Télécopieur : 450 818-9715	**Commande : (1315847)** 2017-07-12 1 h 59 **Transmission :** 2017-07-12 1 h 59	2800510 - Addenda 1 (devis) 2017-08-01 10 h 39 - Courriel 2800511 - Addenda 1 (plan) 2017-08-01 10 h 41 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Neolect Inc. 1830 Bl. Fortin Laval, QC, H7s 1N8	Madame Carole Lamarche Téléphone : 450 668-2200 Télécopieur : 450 668-8114	**Commande : (1312983)** 2017-07-05 13 h 26 **Transmission :** 2017-07-05 13 h 26	2800510 - Addenda 1 (devis) 2017-08-01 10 h 39 - Courriel 2800511 - Addenda 1 (plan) 2017-08-01 10 h 39 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Ondel Inc. 415 rue Adanac Québec, QC, G1C 6B9 http://www.ondel.ca	Madame Lisiane Tremblay Téléphone : 418 664-1066 Télécopieur : 418 664-1688	**Commande : (1313641)** 2017-07-06 13 h 36 **Transmission :** 2017-07-06 13 h 36	2800510 - Addenda 1 (devis) 2017-08-01 10 h 39 - Courriel 2800511 - Addenda 1 (plan) 2017-08-01 10 h 39 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

© 2003-2017 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1177526033

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Accorder un contrat à Le Groupe LML Ltée, pour la mise à niveau de l'électricité et de l'instrumentation des pompes d'inondation et d'assèchement des puits sud et nord de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de 505 120,61 $ taxes incluses - Appel d'offres public SP17003-160691-C - 3 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1177526033_InfoCompt_DEEU.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ghizlane KOULILA
Agente de gestion des ressources financières
Conseil et soutien financier - PS EAU-ENVIRONNEMENT
Tél : 514 872-8464

Co-auteure : Iva STOILOVA-DINEVA
Agente comptable analyste – Service des finances
Conseil et soutien financier - Point de service l'Eau et Environnement
Tél. : (514) 872-5051

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-22

Marco BEAULIEU
Conseiller budgétaire

Tél : 514 280-4195

Division : Conseil et soutien financier - PS EAU-ENVIRONNEMENT

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.22

2017/09/28
17:00

(1)

Dossier # : 1177231073

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 640 082,52 $, taxes incluses, pour construire la section de la conduite d'égout sous l'autoroute 40, à l'intersection du boulevard Saint-Michel et de la rue Crémazie, en utilisant la méthode de forage à l'aide d'un micro-tunnelier, dans le cadre du contrat # 283901 accordé à Construction Bau-Val inc., (CG16 0427), majorant ainsi le montant total du contrat de 16 373 685,94 $ à 17 013 768,46 $, taxes incluses.

1. d'autoriser une dépense additionnelle de 640 082,52 $, taxes incluses, pour construire la section de la conduite d'égout sous l'autoroute 40, à l'intersection du boulevard Saint-Michel et de la rue Crémazie, en utilisant la méthode de forage à l'aide d'un micro-tunnelier, dans le cadre du contrat # 283901 accordé à Construction Bau-Val inc., (CG16 0427), majorant ainsi le montant total du contrat de 16 373 685,94 $ à 17 013 768,46 $, taxes incluses;

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-09-01 09:06

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1177231073**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 640 082,52 $, taxes incluses, pour construire la section de la conduite d'égout sous l'autoroute 40, à l'intersection du boulevard Saint-Michel et de la rue Crémazie, en utilisant la méthode de forage à l'aide d'un micro-tunnelier, dans le cadre du contrat # 283901 accordé à Construction Bau-Val inc., (CG16 0427), majorant ainsi le montant total du contrat de 16 373 685,94 $ à 17 013 768,46 $, taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

Le Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT) a planifié des travaux d'égout, de conduites d'eau, d'éclairage et de voirie sur le réseau de la CSEM dans le boulevard Saint-Michel, entre le boulevard Shaughnessy et la rue Jarry, dans l'arrondissement Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension.
À cet effet, un contrat a été accordé par le conseil d'agglomération (CG) le 22 juin 2016 à Construction Bau-Val inc. au montant de 16 373 685,94 $, taxes incluses (travaux 15 077 109,87 $ et contingences 1 296 576,07 $). De plus, le CG a autorisé une dépense de 17 711 152,31 $, taxes incluses incluant le montant du contrat et des incidences de 1 337 466,36 $, taxes incluses (CG16 0427).

Les travaux, sur une longueur approximative de 1000 m, incluent de manière non exhaustive, ce qui suit :

- o le maintien de la circulation;
- o l'installation de réseaux d'alimentation temporaire en eau potable, avec protection incendie durant les travaux;
- o la reconstruction, la construction et la réhabilitation de conduites d'égout unitaire;

- o le raccordement du nouvel égout au collecteur existant (intersection Jarry et Saint-Michel) par la construction d'un regard coulé en place à même la structure de chute existante;
- o le remplacement des drains d'égout et de puisards;
- o la reconstruction et la réhabilitation de conduites d'eau secondaire;
- o la reconstruction d'une conduite d'eau principale;
- o la construction d'une chambre de régulation de pression d'aqueduc coulée en place et de chambres de raccord d'aqueduc;
- o le remplacement des branchements d'eau et des bornes-fontaines;
- o la reconstruction des trottoirs, du mail central, de la chaussée ainsi que le planage et le revêtement de la chaussée (intersection Saint-Michel et Crémazie);
- o l'éclairage temporaire durant toute la durée des travaux, le remplacement et la mise aux normes de l'éclairage;
- o la reconstruction de puits d'accès et de massifs bétonnés de la CSEM;
- o le maintien des feux de circulation existants durant toute la durée des travaux.

Les travaux du présent contrat ont débuté à l'été 2016 et le degré d'avancement est d'environ 65%.

Des travaux de reconstruction de l'égout sont prévus dans l'emprise du ministère des Transports¨, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (MTMDET), soit au droit de l'Autoroute-40 (A-40). Les travaux consistent à remplacer la conduite d'égout existante de 600 mm x 900 mm en briques, par une conduite d'égout de 1350 mm de diamètre en tuyaux de béton armé. Le profil de la conduite d'égout proposée est d'environ 1,5 mètres plus profond que celui de l'égout existant. Le niveau du roc à cet endroit est relativement élevé et la conduite d'égout existante est installée dans le roc. Donc, pour mettre en place la nouvelle conduite d'égout, le bris du roc en place est nécessaire.

Le tracé de la conduite d'égout proposée est le même que celui existant et est situé à proximité des piliers de l'A-40. Du roc doit donc être brisé à proximité de ces piliers pour la mise en place de la conduite d'égout proposé.

Lors de la préparation des plans et devis, des rencontres se sont tenues avec les représentants du MTMDET pour discuter des travaux proprement dit dans l'emprise de l'A-40, du maintien de la circulation et de la gestion des espaces sous l'A-40. Lors de ces rencontres, le MTMDET a demandé qu'un avis écrit ou une analyse technique d'un ingénieur évaluant l'impact de l'intervention sur la structure soit remis lors de la demande de permission de voirie.

En décembre 2015, soit durant la période d'appel d'offres, le MTMDET a formulé des demandes supplémentaires, soit de fournir les pièces justificatives attestant que les travaux n'auront aucun impact sur les structures du MTMDET. La permission de voirie est ensuite révisée à plusieurs reprises, suivant les commentaires du MTMDET, afin de respecter l'exigence du MTMDET, soit que les travaux n'auront aucun impact sur les structures du MTMDET. La permission de voirie est finalement émise en avril 2017.

Les exigences contenues dans la permission de voirie n'étant pas contractuelles et n'ayant pas été prévues dans les documents d'appel d'offres, l'entrepreneur demande des frais supplémentaires pour le respect de ces exigences. L'entrepreneur a proposé deux méthodes alternatives qui permettraient la réalisation des travaux tout en respectant les contraintes de la permission de voirie du MTMDET.

La première option consiste à procéder aux travaux d'excavation de façon conventionnelle en réduisant la grosseur des équipements. Par contre, ce changement implique de devoir procéder à l'abaissement du terrain en tranchée ouverte afin de donner accès aux foreuses, d'effectuer un patron de forage en nid d'abeilles à tous les 200 à 300 mm afin de créer une faiblesse dans le roc, de procéder à la démolition du roc à l'aide du marteau-piqueur de force de frappe réduite, d'installer les conduites et finalement de remblayer la tranchée à l'aide de béton remblai. Cette façon d'exécuter les travaux, demeure une méthode risquée considérant les inconnus au niveau des machineries autorisées et des implications des méthodes au niveau contraintes de vibrations de la structure du MTMDET. De plus, cette méthode implique de devoir modifier les fermetures de voies de circulation prévues et l'ordonnancement des travaux prévus pour le phasage des travaux du boulevard Crémazie. L'estimation préliminaire des coûts totaux pour l'installation de 80 m de conduites d'égout en excavation ouverte du ch. ± 12+00 au ch. ± 11+20 s'élève à environ 600 000 $.

La deuxième option consiste à construire cette section de la conduite d'égout par forage à l'aide d'un micro-tunnelier. Ainsi, cette méthode ne nécessite pas la fermeture complète du boulevard Crémazie en direction ouest et évite les excavations sous l'emprise de l'A-40. Cette deuxième méthode consiste à excaver un puits d'entrée au nord du boulevard Crémazie en direction ouest et un puits de sortie au sud de l'emprise de l'A-40. Par la suite, une conduite de 1828 mm de diamètre serait installée par micro-tunnelier sur une longueur de 65 mètres linéaires. La jonction entre les conduites de 1350 mm et celles de 1828 mm serait réalisée à l'aide d'un bloc joint en béton armé coffré et coulé en chantier. L'estimation préliminaire des coûts totaux pour l'installation de 80 m de conduites, incluant 65 mètres de conduites installées par la méthode de tunnelier du ch. ± 12+00 au ch. ± 11+20 s'élève également à environ 600 000 $.

Étant donné que les travaux sur le boulevard Saint-Michel sont à compléter entièrement en 2017, il est requis de majorer le contrat d'un montant supplémentaire de 640 082,52 $, taxes incluses en contingences.

À ce jour, aucune autre majoration subséquente n'est prévue à ce contrat.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0427 - 22 juin 2016 - Accorder un contrat à Construction Bau-Val inc. pour des travaux d'égout, de conduites d'eau, d'éclairage et de voirie sur le réseau de la CSEM, dans le boulevard Saint-Michel, du boulevard Shaughnessy à la rue Jarry; Arrondissement de Villeray−Saint-Michel- Parc-Extension. Dépense totale de 17 711 152,31 $ (contrat: 16 373 685,94 $ + incidences: 1 337 466, 36$), taxes incluses. Soumission 283901 - 4 soumissionnaires (1154102011).

DESCRIPTION

L'option 2 qui consiste à construire la section de la conduite d'égout par méthode de forage à l'aide d'un micro-tunnelier est recommandée. Les travaux de cette option sont les suivants :
1. Préparation du site et travaux préparatoires

1.1 Excavation des raccordements à la conduite existante en brique 600 x 900 mm

1.2 Démantèlement des raccordements et bouchonnement à la conduite existante 600 x 900 mm

1.3 Mise en place des pompes pour déviation du débit

1.4 Excavation du puits d'entrée et installation du soutènement temporaire (± 11 m de longueur x ± 6 mètre de largeur x ± 6,5 mètre de profondeur)

1.5 Excavation du puits de sortie et installation du soutènement temporaire (± 6 m de longueur x ± 6 mètre de largeur x ± 7,0 mètre de profondeur)

1.6 Installation des cheminées d'accès pour le remplissage de la conduite existante

1.7 Remplissage de la conduite existante à l'aide de béton par pompage

2. Travaux préparatoires spécifiques au micro-tunnelier

2.1 Mise en place de ± 300 à 400 mm de pierre nette au fond des puits d'accès

2.2 Mise en place des poutres d'acier au puit d'entrée pour usage future du micro-tunnelier

2.3 Coffrage d'une dalle de support au fond du puits d'accès d'entrée

2.4 Mise en place de l'armature et coulée de béton de la dalle de support

2.5 Décoffrage

2.6 Coffrage d'une butée de départ et de poussée résistante à une force de 500 tm à l'extrémité du puit d'entrée

2.7 Mise en place de l'armature et coulée de la butée de béton

2.8 Décoffrage

2.9 Excavation des puits de décantation et/ou fourniture de contenant si requis

2.10 Pompage des eaux

3. Travaux de micro-tunnelier

3.1 Installation des équipements de forage

3.2 Installation des équipements de surface

3.3 Installation de la station de poussée

3.4 Installation de la première section de micro-tunnelier (tête foreuse)

3.5 Poussée de la première section du MTBM (tête foreuse)

3.6 Poussée de la section intermédiaire (système de convoyeur)

3.7 Poussée de la section arrière (contrôle hydraulique)

3.8 Poussée de la première section de béton armée

3.9 Poussées en continue et début de la production linéaire (60 m. lin)

3.10 Sorti des déblais, chargement et transport au fur et à mesure

4. Travaux de finition

4.1 Enlèvement des équipements de forage et démobilisation

4.2 Nivellement du fond de la conduite de 1828 mm afin d'uniformiser la pente d'écoulement si requis

4.3 Démolition de la butée de poussée et de la dalle de support au besoin

4.4 Mise en place des conduites d'égout de 1350 mm par méthode traditionnelle de part et d'autre de l'égout 1828 mm installé par micro-tunnelier

4.5 Coffrage des blocs joints reliant les conduites de 1350 mm et 1828 mm

4.6 Mise en place de l'armature des blocs joints

4.7 Coulée des blocs joints

4.8 Cure des blocs joints et décoffrage

4.9 Remblayage de la tranchée

La majoration du contrat actuel permettra de bonifier l'enveloppe des contingences afin de s'assurer d'avoir les fonds nécessaires aux imprévus pour compléter les travaux de reconstruction de l'égout.

JUSTIFICATION

Afin de réaliser les travaux avec le moins d'impact possible sur les structures du MTMDET, il est recommandé d'effectuer les travaux d'égout dans l'emprise du MTMDET par la méthode de forage à l'aide d'un micro-tunnelier pour les raisons suivantes :

- L'option de construction de l'égout à l'aide du micro-tunnelier représente un moindre risque à la méthode d'excavation traditionnelle vue les incertitudes qui demeurent quant aux vibrations causées par les machineries sur la structure de l'A-40.

- La méthode de forage présente une accélération par rapport à la méthode d'excavation traditionnelle puisqu'elle ajoute une équipe de travail supplémentaire qui sera en mesure de réaliser des travaux en parallèle dans un autre secteur durant 3 à 4 semaines.

- La méthode de forage engendre également des impacts moins importants étant donné qu'il ne sera pas nécessaire de fermer le boulevard Crémazie en direction ouest.

- Les deux options présentent des estimations des frais supplémentaires similaires.

Il a aussi été convenu d'effectuer une analyse approfondie de la disponibilité des enveloppes autorisées, dont le détail se trouve en pièce jointe du présent dossier.

À ce jour, il est évalué que le solde résiduel de l'enveloppe des travaux de 7 561 677,81 $, taxes incluses, sera nécessaire pour compléter les travaux du contrat. Aussi, le solde résiduel de l'enveloppe des contingences de 625 965,99 $ taxes incluses, doit être entièrement conservé pour les imprévus à venir sur les travaux restants du contrat tout comme le solde de l'enveloppe des incidences de 516 347,36 $. En conséquence, le

montant de la majoration requise de 640 082,52 $ taxes incluses, correspond à la valeur des travaux de forage à l'aide du micro-tunnelier de 581 893,20 $, taxes incluses ajustée d'un montant évalué à 58 189,32 $ pour les contingences sur ces travaux.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense additionnelle estimée pour compléter les travaux non prévus de forage à l'aide du micro-tunnelier du projet est de 640 082,52 $ taxes incluses. Cette majoration représente une augmentation d'environ 3,91 % de la valeur initiale du contrat.
La valeur du contrat initial de 16 373 685,94 $ est majorée à 17 013 768,46 $, taxes incluses. À noter cependant que l'enveloppe des contingences du contrat prévu initialement à 1 296 576,07 $, taxes incluses (8,6 % du coût des travaux) passe à 1 936 658,59 $, soit 12,8 % du coût initial des travaux.

La dépense additionnelle de 640 082,52 $, taxes incluses est entièrement assumée par la ville centrale dans le cadre du PTI de la DGSRE du Service de l'eau et représente un coût net de 584 480,66 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale. Cette dépense est entièrement admissible à une subvention du programme de subvention TECQ (taxe sur l'essence et de la contribution du Québec), ce qui ne laissera aucun impact à la charge des contribuables.

Le détail des informations financières se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Action 7 du plan d'action Montréal durable 2016-2020 :« Optimiser la gestion de l'eau ».

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L’échéancier initial des travaux prévoyait la fin des travaux en octobre 2017. L'autorisation de la dépense additionnelle permettra de terminer complètement les travaux en 2017. Si la majoration du contrat est reportée à une date ultérieure, le chantier demeurera inachevé jusqu'à la décision des instances et pénalisera ainsi les résidents.
De plus, si la majoration est refusée, toutes les eaux (usées et pluviales) provenant du nouveau réseau d’égout installé en amont, soit du boulevard Shaughnessy au boulevard Crémazie, ne pourront s’écouler de façon gravitaire. Le pompage temporaire des eaux devra donc être maintenu pour une période indéterminée.

L'entrepreneur pourrait également réclamer à la Ville un montant à titre de dommages-intérêts équivalent à 6 % du coût des travaux inachevés, en vertu de l'article 2.4.2.3 des Clauses administratives générales de la Ville de Montréal (exécution des travaux) (Volume 1) mars 2009.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a déjà été approuvée par le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dates visées:
Autorisation de la dépense additionnelle : Septembre 2017
Fin des travaux : fin octobre 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements, et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Aicha ZAMPALEGRE)

Validation juridique avec commentaire :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Marie-Chantal VILLENEUVE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Mathieu-Pierre LABERGE, Service de l'eau
Mohamed BECHIR BOUZAIDI, Service des infrastructures_voirie et transports
Richard C GAGNON, Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension

Lecture :

Mathieu-Pierre LABERGE, 23 août 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Yvon GAUTHIER
Ingenieur(e)

Tél : 514 872-9731
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-23

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Chantal AYLWIN
Directrice des infrastructures
Tél : 514 872-4101
Approuvé le : 2017-08-31

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2017-09-01

Augmentation de la valeur du contrat # 283901 - Travaux sur le boulevard Saint-Michel
Construction Bau-Val inc.

GDD #1177231073

Taxes incluses

	CONTRAT			
	Travaux	16 373 685.94 $ **Contingences**	**Incidences**	**TOTAL**
Enveloppes budgétaires autorisées (GDD 1154102011)	**15 077 109.87 $**	**1 296 576.07 $**	**1 337 466.36 $**	**17 711 152.30 $**
Travaux réalisés à ce jour	7 515 432.06 $	670 610.08 $	821 119.00 $	**9 007 161.14 $**
Montant disponible pour les travaux et incidences à venir:	**7 561 677.81 $**	**625 965.99 $**	**516 347.36 $**	**8 703 991.16 $**
Travaux prévus à réaliser:	7 561 677.81 $			**7 561 677.81 $**
Contingences sur les travaux prévus à réaliser		625 965.99 $		**625 965.99 $**
Travaux non prévus de forage à l'aide d'un micro-tunnelier		581 893.20 $		**581 893.20 $**
Contingences sur les travaux non prévus de forage à l'aide d'un micro-tunnelier		58 189.32 $		**58 189.32 $**
Incidences à venir			516 347.36 $	**516 347.36 $**
Total estimé des travaux et incidences	**15 077 109.87 $**	**1 936 658.59 $**	**1 337 466.36 $**	**18 351 234.82 $**
Surplus (insuffisance) budgétaire pour compléter le contrat	**0.00 $**	**(640 082.52 $)**	**0.00 $**	**(640 082.52 $)**
Augmentation du contrat à faire autoriser (travaux+contingences)				**640 082.52 $**

	Avant majoration	**Majoration**	**Après majoration**	
Travaux	15 077 109.87 $		15 077 109.87 $	
Contingences	1 296 576.07 $	640 082.52 $	1 936 658.59 $	
Total	**16 373 685.94 $**	**640 082.52 $**	**17 013 768.46 $**	**3.91%**
Pourcentage des contingences sur le coût initial des travaux du contrat	***8.6%***		***12.8%***	
Analyse du SAJ: Montant de la modfication demandée additionnée du montant des contingences dépensées à ce jour sur le coût initial des travaux du contrat		**8.69%**		

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1177231073

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 640 082,52 $, taxes incluses, pour construire la section de la conduite d'égout sous l'autoroute 40, à l'intersection du boulevard Saint-Michel et de la rue Crémazie, en utilisant la méthode de forage à l'aide d'un micro-tunnelier, dans le cadre du contrat # 283901 accordé à Construction Bau-Val inc., (CG16 0427), majorant ainsi le montant total du contrat de 16 373 685,94 $ à 17 013 768,46 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation juridique avec commentaire

COMMENTAIRES

Nous sommes d'avis que le contrat peut être majoré de 640 082,52 $. Cette majoration constitue une modification accessoire en valeur au contrat et n'en change pas la nature, conformément à l'article 573.3.0.4 de la Loi sur les cités et villes, et ce, compte tenu également de la somme de 670 610,08 $ qui a déjà été utilisée en contingences, laquelle représentait 4,5 % de la valeur initiale du contrat qui est de 15 077 109,87 $. En effet, la présente majoration représente 4,2 % de la valeur initiale du contrat, pour une majoration totale de 8,7 % jusqu'à présent.

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Chantal VILLENEUVE
Avocate
Tél : 514-872-2138

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-31

Marie-Chantal VILLENEUVE
Avocate
Tél : 514-872-2138
Division : Droit contractuel

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1177231073

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 640 082,52 $, taxes incluses, pour construire la section de la conduite d'égout sous l'autoroute 40, à l'intersection du boulevard Saint-Michel et de la rue Crémazie, en utilisant la méthode de forage à l'aide d'un micro-tunnelier, dans le cadre du contrat # 283901 accordé à Construction Bau-Val inc., (CG16 0427), majorant ainsi le montant total du contrat de 16 373 685,94 $ à 17 013 768,46 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Info_comptable_1177231073.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Aicha ZAMPALEGRE
Préposée au budget
Tél : 514 872-7232

Co-auteure : Iva STOILOVA-DINEVA
Agente comptable analyste – Service des finances
Conseil et soutien financier – Point de service l'Eau et Environnement
Tél. : (514) 872-5051

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-25

André PANI
Chef de section - Conseil et soutien financiers
Tél : 514 872-4880

Division : Direction du conseil et du soutien financier - Point de service EAU-ENVIRONNEMENT

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.23

2017/09/28 17:00

(1)

Dossier # : 1175350004

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la firme St-Denis Thompson inc. pour la phase deux (2) des travaux de réfection de la maçonnerie de la caserne de pompiers n° 48 (0177) située au 3616, rue Hochelaga, arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve. Dépense totale de 2 025 399,60 $, taxes incluses - Appel d'offres 5919 (5 soumissionnaires)

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 2 025 399,60 $, taxes incluses, pour la phase deux (2) des travaux de réfection de la maçonnerie de la caserne n° 48 située au située au 3616, rue Hochelaga, dans l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;
2. d'accorder à St-Denis Thompson inc., le plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 840 519,80 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public (5919);
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-08-30 11:19

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1175350004**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la firme St-Denis Thompson inc. pour la phase deux (2) des travaux de réfection de la maçonnerie de la caserne de pompiers n° 48 (0177) située au 3616, rue Hochelaga, arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve. Dépense totale de 2 025 399,60 $, taxes incluses - Appel d'offres 5919 (5 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

La caserne de pompiers n° 48 est située au 3616, rue Hochelaga, dans l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve (voir photo du bâtiment en pièce jointe n° 1). La caserne fait partie d'un bâtiment construit en 1931 qui abrite également un centre communautaire et des locaux à bureaux. Les travaux décrits ci-après touchent les locaux du Service de Sécurité Incendie (SIM) et l'enveloppe de l'ensemble de l'immeuble.

Depuis 2012, la maçonnerie du bâtiment présente des signes de dégradation avancée, notamment des problèmes de fissuration et de délaminage des briques, ainsi qu'un état de corrosion avancée des linteaux structuraux. À la suite de l'inspection visuelle de toutes les façades de la caserne n° 48, les professionnels architectes de la firme Riopel Associés Architectes ont été en mesure d'émettre les recommandations pour les travaux correctifs à exécuter rapidement et ceux à réaliser dans un délai de maximum cinq ans.

En 2013, un premier projet de réfection partielle de la maçonnerie a été réalisé. Les travaux concernaient notamment la cheminée et la façade Est de la caserne (rue Chambly), puisque ces éléments étaient les plus sévèrement détériorés et demandaient une intervention sans délai.

En 2015, la Ville a mandaté les firmes Tremblay L'Écuyer Architectes et WSP Canada inc. afin d'élaborer les plans et devis et d'assurer la surveillance des travaux des projets de rénovation et de mise à niveau des bâtiments occupés par le SIM. La gestion de ces projets sera assurée par la firme de gestion Macogep inc.

Suite à une inspection des façades en nacelle et à l'aide des ouvertures exploratoires, ainsi qu'à l'analyse des besoins du SIM, les professionnels ont été en mesure d'évaluer et d'émettre des recommandations pour les travaux à exécuter. La maçonnerie de la tour à

boyaux présente un état de détérioration avancée en raison de problèmes d'humidité provenant d'un manque de ventilation. L'ensemble du revêtement de brique semble être relativement en bon état considérant l'âge du bâtiment, mais nécessite quand même des réparations ponctuelles des micro fissures et le remplacement de certains éléments décoratifs en pierre. Certains linteaux, principalement ceux situés au niveau supérieur du bâtiment, sont à remplacer. La dalle de garage sur sol est délaminée, s'est affaissée à des endroits et elle est à refaire à neuf, incluant son système de drainage. Les murs de fondations présentent des fissures et des traces d'effritement à réparer. En raison des infiltrations d'eau au sous-sol, il y a présence de moisissures dans les vides techniques en dessous des deux escaliers extérieurs et dans le tunnel les reliant. Ceci a entraîné la dégradation avancée des escaliers qui sont à refaire. À cet effet, un appel d'offres public a été lancé pour réaliser la phase deux (2) des travaux de maçonnerie à la caserne 48.

L'appel d'offres public numéro 5919 a été publié le 14 juin 2017 dans le système électronique d'appel d'offres (SÉAO) et dans le journal Le Devoir. Les soumissions ont été reçues et ouvertes le 12 juillet 2017. La période d'appel d'offres a duré 28 jours calendrier. Quatre (4) addenda ont été émis durant la période de soumission (voir le tableau ci-dessous).

NUMÉRO ADDENDA	DATE	CONTENU
1	2017-07-23	Clarifications générales, modifications aux plans et devis d'architecture, de structure et de mécanique
2	2017-06-27	Modifications au devis d'architecture et report de date d'ouverture des soumissions.
3	2017-06-29	Modifications aux plans et devis en architecture et en mécanique, ainsi que le bordereau de soumission révisé.
4	2017-07-10	Étiquette de retour des soumissions.

Des visites des lieux ont été organisées en respectant la nouvelle Politique de gestion contractuelle de la Ville. Les visites se sont déroulées les 19, 20, 21, 22 et 29 juin 2017.

La durée de validité des soumissions est de 120 jours calendrier.

Les documents d'appels d'offres ont été confectionnés selon l'encadrement administratif C-RM-SPO-D-16-001.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0286 – 30 avril 2015 - Accorder un contrat de services professionnels en gestion de projets à Macogep inc. pour la rénovation et la mise à niveau de plusieurs casernes de pompiers, pour une somme maximale de 1 525 511,66 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-14002 (5 soum.).
CG15 0031 - 29 janvier 2015 - Accorder un contrat de services professionnels à Tremblay L'Écuyer Architectes et WSP Canada inc. pour la rénovation et la mise à niveau de plusieurs casernes de pompiers pour une dépense totale de 667 004,39 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13920 (7 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin.

CE13 0610 - 15 mai 2013 - Accorder un contrat à Maçonnerie Luc Bourassa inc. pour les travaux de réfection partielle de l'enveloppe en maçonnerie à la caserne de pompiers n° 48, située au 3616, rue Hochelaga, dans l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve - Dépense totale de 140 828,33 $ - Appel d'offres public 5648 (8 soumissionnaires).

CG09 0067 - 2 avril 2009 - Approuver le projet de convention par lequel Riopel et

Associés architectes, Caron Beaudoin et associés inc. et Pasquin St-Jean et associés inc., s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels en architecture et en ingénierie requis pour les divers projets de protection des bâtiments du SIM, pour une somme maximale de 545 193,74 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 08-10866 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention.

DESCRIPTION

Au cours de l'appel d'offres public, il y a eu sept (7) preneurs du cahier des charges sur le site SÉAO dont la liste est en pièce jointe n° 2 et cinq (5) ont déposé leur soumission. Parmi les deux (2) preneurs du cahier de charges qui n'ont pas déposé de soumission, un représente une association patronale. L'autre entrepreneur ne détient pas les licences adéquates pour ce type de projet spécialisé en maçonnerie et il ne sera pas en mesure de fournir un prix compétitif allant en sous-traitance.
Le présent dossier recommande d'accorder un contrat à l'entreprise St-Denis Thompson inc., le plus bas soumissionnaire conforme, pour l'exécution de la phase deux (2) des travaux de réfection de la maçonnerie de la caserne 48.

Les travaux du présent contrat consistent principalement à :

- la démolition de l'enveloppe de la tour à boyau et sa reconstruction incluant portes et fenêtres, toitures, escaliers métalliques et l'ajout d'un système de ventilation;
- la réfection de la maçonnerie à des endroits sur l'ensemble de l'immeuble;
- le remplacement de certains linteaux d'acier;
- la réfection des escaliers extérieurs en pierre incluant l'étanchéité et le drainage;
- la démolition et la reconstruction de la dalle du garage;
- le réaménagement de l'atelier annexé au garage et la réfection du mât de descente;
- la décontamination fongique du sous-sol et la réfection du système de drainage du garage.

Les travaux seront réalisés en plusieurs phases pour maintenir les accès au bâtiment et les évacuations sécuritaires des occupants. La plupart des interventions concernant les locaux du SIM pourront se dérouler en cohabitation avec les pompiers afin de garder la caserne en opération, à l'exception des travaux de réfection de la dalle de garage qui nécessiteront la relocalisation des camions et des effectifs dans une autre caserne située à proximité. Suite à l'analyse des temps de réponse pour le secteur couvert par la caserne 48, le SIM a évalué que cette caserne pourra être fermée temporairement.

Des contingences de 15% sont prévues au contrat de l'entrepreneur pour faire face aux imprévus de chantier.

JUSTIFICATION

Parmi les cinq (5) soumissions déposées, les deux (2) plus basses soumissions ont été analysées et jugées conformes. Veuillez vous référer au tableau d'analyse de conformité des professionnels en pièce jointe (voir les pièces jointes n° 3 et n° 4).

Firmes soumissionnaires	Prix	Contingences	Total
St-Denis Thompson	1 600 452,00 $	240 067,80 $	1 840 519,80 $
Trempro Construction inc.	1 903 054,47 $	285 458,17 $	2 188 512,64 $

Maçonnerie Rainville et Frères inc.	1 929 565,22 $	289 434,78 $	2 219 000,01 $
Norgéreq ltée	2 245 808,12 $	336 871,22 $	2 582 679,34 $
Construction Genfor ltée	2 261 558,25 $	339 233,74 $	2 600 791,99 $
Estimation des professionnels externes ($)	1 694 444,06 $	254 166,61 $	1 948 610,67 $
Coût moyen des soumissions reçues (total du coût des soumissions reçues / nombre de soumissions)			2 286 300,76 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((coût moyen des soumissions – la plus basse) / la plus basse x 100)			24,22 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute – la plus basse)			760 272,19 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute – la plus basse) / la plus basse x 100)			41,31 %
Écart entre l'estimation des professionnels et la plus basse conforme ($) (la plus basse – estimation des professionnels)			-108 090,87 $
Écart entre l'estimation des professionnels et la plus basse conforme (%) ((la plus basse – estimation des professionnels) / estimation x 100)			-5,55 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) (la deuxième plus basse – la plus basse)			347 992,84 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100			18,91 %

Note : tous les prix incluent les taxes.

Le coût déposé par le plus bas soumissionnaire est inférieur à l'estimation des professionnels qui était de 1 948 610,67 $ (incluant les contingences et les taxes). Cette différence correspond à 108 090,87 $ (-5,55 %). Leur estimation était basée sur des travaux similaires au cours des deux dernières années en incluant une indexation pour l'inflation. L'écart entre l'estimation des professionnels et la plus basse soumission provient principalement des chapitres suivants : chapitre 00 - Charges générales et chapitre 16 - Électricité. La différence au niveau des charges générales pourrait s'expliquer par la propre stratégie de gestion de l'entrepreneur quant à la réalisation des travaux en conditions d'hiver. L'écart au chapitre d'électricité provient d'une marge de manoeuvre plus substantielle prévue par les professionnels en raison des travaux sur des installations électriques existantes.

L'écart de 18,91 % entre le prix du plus bas soumissionnaire et le deuxième provient notamment du fait que ce dernier ne détient pas les licenses nécessaires pour une réfection d'enveloppe. Par conséquent, il aura à sous-traiter pour les travaux de maçonnerie, ce qui entraîne inévitablement des frais d’administration et de profit plus importants dans sa soumission. C'est d'ailleurs la raison des écarts enregistrés entre le plus bas soumissionnaire et trois des quatres autres soumissionnaires.

L'analyse des soumissions faite par les professionnels externes démontre que St-Denis Thompson inc. est le plus bas soumissionnaire conforme. Les professionnels recommandent l'octroi du contrat à cette firme (voir le tableau d'analyse de conformité des soumissions et la recommandation des professionnels en pièces jointes n° 3 et n° 4).

St-Denis Thompson inc. ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de

la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) ni de celle du registre des entreprises non admissibles aux contrats publics du secrétariat du Conseil du trésor (RENA).

St-Denis Thompson inc. ne doit pas obtenir une attestation de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) dans le cadre de ce contrat (communiqué 587). Néanmoins, cet entrepreneur détient une autorisation de l'AMF (voir la pièce jointe n° 6).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant total du contrat à accorder est de 1 840 519,80 $ $ incluant les contingences et les taxes.
De plus, un montant de 184 879,80 $ (10 %) taxes incluses est prévu pour les incidences. Ce montant servira notamment à défrayer les frais de déménagement des effectifs et des véhicules et leur retour à la caserne, l'achat de mobilier et d'équipements accessoires, les frais de contrôle des matériaux ainsi que les frais de logistique.

Le montant à autoriser totalise 2 025 399,60 $, incluant les contingences, les incidences et les taxes.

Le coût des travaux est prévu au programme triennal d'immobilisations (PTI) du Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI), dans les programmes de protection des bâtiments du SIM (64023) et de protection des bâtiments administratifs et commerciaux (66030).

Cette dépense est assumée à 90 % par l'agglomération et à 10 % par la ville centrale.

La réalisation des travaux est prévue à 20 % en 2017 et à 80% en 2018.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L’entrepreneur aura la responsabilité de réaliser le présent contrat en respectant les exigences relatives à la gestion et l'élimination des déchets de construction/démolition ainsi qu’à la réutilisation ou recyclage des matériaux indiqués dans le devis, notamment par la mise en place de mesures de contrôle indiquées au Fascicule 02-111 du devis de construction.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Il est recommandé de procéder sans délai aux travaux de réfection de la maçonnerie de la caserne 48 afin d'éviter que la détérioration de l’enveloppe se poursuive.
Des protections temporaires ont été installées dans la ruelle de la façade Sud de la caserne afin d'assurer la sécurité du public, car plusieurs briques de la tour à boyaux sont tombées.

Il est recommandé également de remplacer les escaliers extérieurs d’accès au bâtiment afin d'éviter les risques de chutes.

Tout retard dans ce dossier pourrait affecter l’intégrité du bâtiment, occasionner des problèmes d'inconfort des occupants et nuire aux opérations de la caserne.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une affiche sera installée au chantier pour informer les citoyens et les usagers de la portée des travaux et des coûts qui y sont reliés.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Contrat : 13867 Mandat : 16922-2-003

Octroi du contrat au CG :	septembre 2017
Réalisation des travaux :	octobre 2017 à décembre 2018

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Carole GUÉRIN, Service de sécurité incendie de Montréal

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Despina Ruxandra DOGIOIU
gestionnaire immobilier

Tél : 514 872-5399
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-25

Jean BOUVRETTE
Directeur par intérim

Tél : 514 868-0941
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean BOUVRETTE
Directeur par intérim
Tél : 514 868-0941
Approuvé le : 2017-08-29

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI
Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2017-08-30

Montréal

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS D'ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSIONS

Numéro d'AO :	**5619**
Titre d'AO :	**Caserne 48 - Réfection de la maçonnerie - Phase 2**
Date d'ouverture :	**12-juil-17**
Heure d'ouverture :	**10h30**

RÉSULTATS

Plus bas soumissionnaire conforme :	St-Denis Thompson Inc
Prix du plus bas soumissionnaire conforme :	1 840 519,80 $
Deuxième plus bas soumissionnaire conforme :	Trempro Construction Inc
Prix du 2e plus bas soumissionnaire conforme :	2 188 512,64 $
Dernière estimation :	1 948 610,67 $
Écart entre la plus basse soumission et l'estimation (%)	-5,55%
Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse (%)	18,91%
Nombre de soumissions déposées :	5

Rang*	Soumissionnaire	Prix soumis $	Statut intérimaire	Statut final	Remarque
1	St-Denis Thompson Inc.	1 840 519,80 $	Défaut mineur	CONFORME	/ Attestation RQ remise le 11 août / 10 millions fourni au lieu de 5 milions - conforme / Titre du signataire et adresse courriel non fournis à la section A - Sommaire
2	Trempro Construction Inc.	2 188 512,64 $	Conforme	CONFORME	
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
10					

*Ici, le rang est déterminé à l'ouverture des soumissions par rapport aux prix soumis, sans égard aux statuts finaux ou des prix corrigés suite à l'analyse.

COMMENTAIRES

IDENTIFICATION

Analyse faite par :	Benoît Lalonde	Date : 14 août 2017
Vérifiée par :		Date :

Montréal

Bâtiment : 0177

Année originale de construction : 1931

Description : Caserne 48

Adresse : 3616, rue Hochelaga, arrondissement Mercier/Hochelaga/Maisonneuve



TLA - SIÈGE SOCIAL **WWW.TLA-ARCHITECTES.COM**
2372, Boul. St-Martin Est, 2ième étage, Laval (Québec) Canada H7E 5A4
T. : 450 629-9992|1 877 629-9996 F. : 450 629-9994

Le 21 juillet 2017 – Révisé au 24 août 2017
DIRECTION DE LA GESTION DES PROJETS IMMOBILIERS
SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
303 rue Notre-Dame Est, 3e étage
Montréal (Québec) CANADA H2Y 3Y8

À l'attention de : M. Pablo Marin, gestionnaire de projet

Sujet: **Recommandation sur les soumissions déposées**
Projet: **Réfection de la maçonnerie phase 2 caserne 48 (0177)**
Montréal (Québec)

Dossier TLA : **15-326C**
Mandat : **16922-2-003**
Contrat : **13867**

Monsieur, dans le cadre des travaux d'agrandissement et de rénovation précités, nous vous transmettons par la présente notre analyse et notre recommandation suite à l'ouverture des soumissions.
Nous avons reçu cinq (5) soumissions dont les 2 plus basses ont été retenues pour fins d'analyse. Vous trouverez en pièce jointe le tableau des prix, les statistiques et l'analyse comparative.

Recommandation :

TLA a pris connaissance des soumissions présentées par les entrepreneurs pour le projet cité en rubrique.

La plus basse soumission est celle de « St-Denis Thompson » et est inférieure à l'estimé budgétaire de 108,090.87$ et celle-ci est conforme.

Le 2e plus bas soumissionnaire nous semble conforme au montant de 2,188,512.64$.

Nous recommandons donc la soumission la plus basse conforme, soit celle de St-Denis Thompson au montant de 1,840,519.80 $.

Comparaison des prix :

L'écart entre l'estimé des professionnels et le plus bas soumissionnaire est de 5.55%.

Chapitre 00 – Charges générales – Nous avions prévu 266,000$. Le prix du plus bas soumissionnaire est de 209,942.00$. Notre estimé était sur-évalué au niveau des cautionnements et assurances. (écart de -21%)

Chapitre 01 – Charges Particulières - Nous avions prévu 17,000$ et le prix du plus bas soumissionnaire est de 13,000$. L'écart de -24% n'est pas significatif.

Chapitre 02 – Conditions Existantes - Nous avions prévu 153,000$ et le prix du plus bas soumissionnaire est de 184,165$. L'écart se situe principalement dans la démolition de la dalle et la décontamination fongique. (écart de 20%)

Chapitre 03 – Béton - Nous avions prévu 140,050$ et le prix du plus bas soumissionnaire est de 133,800$. L'écart est principalement dans le coffrage et les réparations de béton. Nous n'avions pas indiqué de montant à l'item 3.345 car il se trouvait plutôt dans 9.445. (écart de -4%)

Chapitre 04 – Maçonnerie - Nous avions prévu 264,200$ et le prix du plus bas soumissionnaire est de 265,700$. L'écart de 1% est négligeable.

Chapitre 05 – Métaux - Nous avions prévu 120,000$ et le prix du plus bas soumissionnaire est de 120,000$.

Chapitre 06 – Bois plastiques composites - Nous avions prévu 8,000$ et le prix du plus bas soumissionnaire est de 25,000$. Il n'y a pas beaucoup de menuiserie dans ce projet, cependant il nous semble que cet item a été sur-évalué par le soumissionnaire. Toutefois, l'écart de 213% n'est pas significatif.

Chapitre 07 – Isolation étanchéité - Nous avions prévu 84,000$ et le prix du plus bas soumissionnaire est de 72,743$. L'écart se situe principalement au niveau de l'isolation en mousse et des pare-air/vapeur, probablement dû au fait du travail en hauteur. (écart de -13%)

Chapitre 08 – Ouvertures fermetures - Nous avions prévu 39,500$ et le prix du plus bas soumissionnaire est de 39,400$.

Chapitre 09 – Produits de finition - Nous avions prévu 40,000$ et le prix du plus bas soumissionnaire est de 54,600$. L'écart de 37% n'est pas significatif.

Chapitre 10 – Équipements - Nous avions prévu 52,000$ et le prix du plus bas soumissionnaire est de 2,450$. Lors de l'estimé, nous avions ajouté 50 000$ pour du mobilier, mais nous pensons que le soumissionnaire a inclus ces montants au chapitre 00. Sans ce montant qui vient fausser les données, le montant aurait été similaire entre l'estimé et le soumissionnaire.
(écart de -95%)

Chapitre 15 – Mécanique - Nous avions prévu 173,500$ et le prix du plus bas soumissionnaire est de 157,300$. Ce prix semble être un bon prix et représente une bonne compétition pour ce sous-traitant. (écart de -9%)

Chapitre 16 – Électrique - Nous avions prévu 81,200$ et le prix du plus bas soumissionnaire est de 60,000$. Ce prix semble être un bon prix et représente une bonne compétition pour ce sous-traitant. (écart de -26%)

Chapitre 30 – Aménagement du terrain - Nous avions prévu 35,300$ et le prix du plus bas soumissionnaire est de 53,900$. L'écart est au niveau de l'excavation, creusage de tranchées et remblayage et est probablement dû au fait que les travaux d'excavation sont en bordure du trottoir et bloqueront la circulation. (écart de 53%)

Espérant le tout selon vos attentes, veuillez accepter nos salutations distinguées.

Préparé par : TLA ARCHITECTES INC.



Benoit Lalonde, architecte associé

Tableau des coûts du projet

Projet :	**Phase 2 de la réfection de maçonnerie**				Mandat :	16922-2-003	
	Caserne 48 – 3616, rue Hochelaga, arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve				Contrat :	13867	
Date :	**24-août-17**						
Étape :	**Octroi de contrat**						
				Budget	**Tps 5,0%**	**Tvq 9,975%**	**Total**
Contrat :	**Travaux forfaitaires***	**%**		**$**			
	Réfection de la maçonnerie - Phase 2			1 392 000,00			
	Sous-total :		100,0%	**1 392 000,00**	**69 600,00**	**138 852,00**	**1 600 452,00**
	Contingences de construction		15,0%	208 800,00			
	Total - Contrat :			**1 600 800,00**	**80 040,00**	**159 679,80**	**1 840 519,80**
Incidences :							
	Total - Incidences :		**10,0%**	**160 800,00**	**8 040,00**	**16 039,80**	**184 879,80**
Ristournes :	**Coût des travaux (Montant à autoriser)**			**1 761 600,00**	**88 080,00**	**175 719,60**	**2 025 399,60**
	Tps	100,00%			88 080,00		88 080,00
	Tvq	50,0%				87 859,80	
	Coût après ristourne (Montant à emprunter)			**1 761 600,00**		**87 859,80**	**1 849 459,80**

* prix déposé par le plus bas soumissionnaire

Méthode d'estimation des contingences : Les contingences ont été évaluées en se basant sur des projets similaires ainsi qu'en considérant que les travaux sont effectués dans un bâtiment existant.

Rythme des déboursés : Les travaux seront réalisés à 20 % en 2017 et à 80% en 2018.

constructo.ca

Des services à valeur ajoutée au SEAO

Liste des commandes

Numéro : 5919
Numéro de référence : 1081852
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Réfection de la maçonnerie, phase 2 - Caserne 48 - 3616 Rue Hochelaga

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Association Patronale des Entreprises en Construction (APECQ) 6550, chemin de la Côte-de-Liesse Montréal, QC, H4T 1E3 http://www.apecq.org NEQ :	Monsieur Andy Cimelli Téléphone : 514 739-2381 Télécopieur : 514 341-9514	**Commande : (1307699)** 2017-06-21 13 h 31 **Transmission :** 2017-06-21 13 h 31	2784372 - Addenda 1 (devis) 2017-06-26 12 h 04 - Courriel 2784373 - Addenda 1 (plan) 2017-06-26 12 h 04 - Courriel 2785186 - Addenda 2- Report de date et ajout d'une date de visite 2017-06-27 13 h - Courriel 2786616 - Addenda 3 (devis) 2017-06-29 11 h 25 - Courriel 2786617 - Addenda 3 (bordereau) 2017-06-29 11 h 25 - Téléchargement 2790833 - Addenda 4 2017-07-10 15 h 51 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Construction Genfor Ltée. 2850 boul Saint-Martin Est Bureau 203 Laval, QC, H7E 5A1 http://www.genfor.qc.ca NEQ : 1144135697	Monsieur Emmanuel Haché Téléphone : 450 661-2040 Télécopieur : 450 661-2092	**Commande : (1304621)** 2017-06-14 15 h 06 **Transmission :** 2017-06-14 15 h 12	2784372 - Addenda 1 (devis) 2017-06-26 12 h 05 - Télécopie 2784373 - Addenda 1 (plan) 2017-06-26 18 h 02 - Messagerie 2785186 - Addenda 2- Report de date et ajout d'une date de visite 2017-06-27 13 h 01 - Télécopie 2786616 - Addenda 3 (devis) 2017-06-29 11 h 26 - Télécopie 2786617 - Addenda 3 (bordereau) 2017-06-29 11 h 25 - Téléchargement 2790833 - Addenda 4 2017-07-10 15 h 51 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Le Groupe St-Lambert 9475, rue Meilleur, suite 401 Montréal, QC, H2N 2C5 NEQ : 1143585801	Monsieur Richard Poirier Téléphone : 514 271-6363 Télécopieur : 514 271-0346	**Commande : (1308300)** 2017-06-22 11 h 08 **Transmission :** 2017-06-22 11 h 19	2784372 - Addenda 1 (devis) 2017-06-26 12 h 05 - Télécopie 2784373 - Addenda 1 (plan) 2017-06-26 18 h - Messagerie 2785186 - Addenda 2- Report de date et ajout d'une date de visite 2017-06-27 13 h - Télécopie 2786616 - Addenda 3 (devis) 2017-06-29 11 h 26 - Télécopie 2786617 - Addenda 3 (bordereau) 2017-06-29 11 h 25 - Téléchargement 2790833 - Addenda 4 2017-07-10 15 h 51 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Maçonnerie Rainville et Frères Inc. 8600 rue Samuel-Hatt Chambly, QC, J3L 6W4 NEQ : 1162473921	Monsieur Hugo Latrémouille Téléphone : 450 658-1838 Télécopieur : 450 658-8769	**Commande : (1303961)** 2017-06-13 14 h 14 **Transmission :** 2017-06-13 15 h 54	2784372 - Addenda 1 (devis) 2017-06-26 12 h 04 - Courriel 2784373 - Addenda 1 (plan) 2017-06-26 12 h 04 - Courriel 2785186 - Addenda 2- Report de date et ajout d'une date de visite 2017-06-27 13 h - Courriel 2786616 - Addenda 3 (devis) 2017-06-29 11 h 25 - Courriel 2786617 - Addenda 3 (bordereau) 2017-06-29 11 h 25 - Téléchargement 2790833 - Addenda 4 2017-07-10 15 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Norgereq Ltée. 4073 rue Saint-Hubert Montréal, QC, H2L 4A7 http://www.norgereq.com NEQ : 1142550913	Monsieur Mustapha Bakali Téléphone : 514 596-0476 Télécopieur : 514 596-1045	**Commande : (1304078)** 2017-06-13 16 h 12 **Transmission :** 2017-06-13 17 h 20	2784372 - Addenda 1 (devis) 2017-06-26 12 h 04 - Courriel 2784373 - Addenda 1 (plan) 2017-06-26 18 h 01 - Messagerie 2785186 - Addenda 2- Report de date et ajout d'une date de visite 2017-06-27 13 h - Courriel 2786616 - Addenda 3 (devis) 2017-06-29 11 h 25 - Courriel 2786617 - Addenda 3 (bordereau) 2017-06-29 11 h 25 - Téléchargement 2790833 - Addenda 4 2017-07-10 15 h 51 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
St-Denis Thompson Inc. 1215 rue Hickson Montréal, QC, H4G 2L6 http://www.stdenisthompson.com NEQ : 1144491694	Monsieur Serge Marchand Téléphone : 514 523-6162 Télécopieur : 514 528-1880	**Commande : (1309870)** 2017-06-27 14 h 30 **Transmission :** 2017-06-27 14 h 58	2784372 - Addenda 1 (devis) 2017-06-27 14 h 30 - Messagerie 2784373 - Addenda 1 (plan) 2017-06-27 14 h 30 - Messagerie

2785186 - Addenda 2- Report de date et ajout d'une date de visite
2017-06-27 14 h 30 - Messagerie

2786616 - Addenda 3 (devis)
2017-06-29 11 h 25 - Courriel

2786617 - Addenda 3 (bordereau)
2017-06-29 11 h 25 - Téléchargement

2790833 - Addenda 4
2017-07-10 15 h 50 - Courriel

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

Trempro Construction Inc.
112 rue Industrielle #200
Delson, QC, J5B 1W4
http://www.tremproconstruction.com NEQ : 1165135550

Monsieur Tommy Tremblay
Téléphone : 514 903-5460
Télécopieur : 514 903-5450

Commande : (1304473)
2017-06-14 11 h 56
Transmission :
2017-06-14 12 h 24

2784372 - Addenda 1 (devis)
2017-06-26 12 h 04 - Courriel

2784373 - Addenda 1 (plan)
2017-06-26 18 h - Messagerie

2785186 - Addenda 2- Report de date et ajout d'une date de visite
2017-06-27 13 h - Courriel

2786616 - Addenda 3 (devis)
2017-06-29 11 h 25 - Courriel

2786617 - Addenda 3 (bordereau)
2017-06-29 11 h 25 - Téléchargement

2790833 - Addenda 4
2017-07-10 15 h 50 - Courriel

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

© 2003-2017 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1175350004

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
Objet :	Accorder un contrat à la firme St-Denis Thompson inc. pour la phase deux (2) des travaux de réfection de la maçonnerie de la caserne de pompiers n° 48 (0177) située au 3616, rue Hochelaga, arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve. Dépense totale de 2 025 399,60 $, taxes incluses - Appel d'offres 5919 (5 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1175350004 - réfection caserne 48.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Préposé au budget - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514 872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-29

Françoise TURGEON
Conseillère budgétaire

Tél : 514 872-0946
Division : Service des finances - Point de service HDV

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.24

2017/09/28 17:00

(1)

Dossier # : 1175350006

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la firme Cosoltec inc. pour les travaux de rénovation et d'agrandissement de la caserne de pompiers n° 18 (3332) située au 12012, boulevard Rolland, arrondissement de Montréal-Nord. Dépense totale de 9 174 120,23 $, taxes incluses - Appel d'offres 5906 (4 soumissionnaires)

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 9 174 120,23 $, taxes incluses, pour les travaux de rénovation et d'agrandissement de la caserne n° 18 située au 12012, boulevard Rolland, dans l'arrondissement Montréal-Nord, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;
2. d'accorder à Cosoltec inc., le plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 8 191 178,78 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public (5906);
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

4. d'autoriser une dépense annuelle de 73 530,00 $, taxes incluses, pour les frais d'exploitation de l'immeuble.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-08-30 14:00

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1175350006**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la firme Cosoltec inc. pour les travaux de rénovation et d'agrandissement de la caserne de pompiers n° 18 (3332) située au 12012, boulevard Rolland, arrondissement de Montréal-Nord. Dépense totale de 9 174 120,23 $, taxes incluses - Appel d'offres 5906 (4 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

La caserne de pompiers 18 a été construite en 1970 et est située au 12012 boulevard Rolland, dans l'arrondissement Montréal-Nord (voir la photo du bâtiment en pièce jointe n° 1). Ce bâtiment a une superficie utilisable de 852 m² répartie sur un seul niveau et il est occupé en majeure partie par le Service de sécurité incendie de Montréal (SIM). Un organisme communautaire de l'arrondissement de Montréal-Nord, le Club de l'Âge d'or Stella Alpina, utilise une partie du bâtiment également, soit 13 % de sa superficie.

En 2009, le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) a mandaté la firme SNC-Lavalin pour faire l'évaluation qualitative des immeubles municipaux. Leur rapport concluait que la caserne de pompiers 18 avait un indice de vétusté de 55,1.Avec un indice aussi élevé, il y a des risques importants de bris et de perturbation d'activités des pompiers.

En 2015, la Ville a mandaté les firmes Tremblay L'Écuyer Architectes (présentement TLÄ Architectes inc.) et WSP Canada inc. afin d'élaborer les plans et devis et d'assurer la surveillance des travaux du projet de rénovation et de mise à niveau de la caserne 18. La même année, un contrat a été accordé à Macogep inc. par la Ville, afin d'assurer les services en gestion de projet pour la rénovation et la mise à niveau de plusieurs casernes de pompiers, dont la caserne n° 18.

Suite à l'évaluation de l'état actuel de l'enveloppe du bâtiment et de ses composantes électromécaniques, des accès véhiculaires, du stationnement et à l'analyse des besoins du SIM, les professionnels ont été en mesure d'émettre des recommandations pour les travaux à exécuter. Le projet consiste à la réfection totale de l'enveloppe comprenant la maçonnerie, les fenêtres, la toiture, la modification des ouvertures de portes de garage afin de permettre le dégagement nécessaire au passage sécuritaire des camions des pompiers, à la reconstruction de la dalle de garage, à la mise aux normes sismiques du bâtiment, au remplacement des systèmes électromécaniques qui sont rendus à la fin de leur vie utile, à

l'ajout d'un groupe électrogène et d’un système de captation des gaz à la source dans le garage.

Le Club de l'Âge d'or Stella Alpina quittera la caserne au mois d'octobre 2017 pour occuper d'autres locaux qui leur ont été alloués par l'arrondissement de Montréal-Nord. Son départ permettra au SIM de récupérer le local pour l'utilisation de la caserne.

Un agrandissement extérieur de 28 % de la superficie de la caserne est également envisagé. Conjointement avec la récupération du local occupé par le locataire, ceci permettra l'aménagement des locaux nécessaires afin de répondre aux besoins actuels des pompiers et aux exigences spécifiques au programme fonctionnel et technique des casernes. Le nouvel aménagement assurera une meilleure opération des activités du SIM. La caserne rénovée aura une superficie totale utilisable d'environ 1 092 m².

Des travaux sur le site sont également prévus, notamment la réfection des accès véhiculaires et du stationnement arrière, la gestion de l’eau pluviale, ainsi que l’aménagement paysager du terrain autour de la caserne.

Afin de garder la caserne en opération à pleine capacité pendant les travaux, des bâtiments temporaires seront installés sur le site pour y loger les effectifs des pompiers et les véhicules d'urgence.

À cet effet, un appel d'offres public a été lancé afin de réaliser les travaux de rénovation et d'agrandissement de la caserne n° 18.

L'appel d'offres public numéro 5906 a été publié le 15 juin 2017 dans le système électronique d'appel d'offres (SÉAO) et dans le journal Le Devoir. Les soumissions ont été reçues et ouvertes le 19 juillet 2017. La période d'appel d'offres a duré 34 jours calendrier. Neuf (9) addenda ont été émis durant la période de soumission (voir le tableau ci-dessous).

Numéro de l'addenda	Date	Contenu
1	2017-06-19	Précisions concernant les visites des soumissionnaires et les clauses administratives générales.
2	2017-06-22	Ajout d'une journée de visites supplémentaire et report de la date d’ouverture des soumissions
3	2017-06-27	Précisions sur les clauses administratives générales, modifications au devis d’architecture et de la grille de pointage LEED
4	2017-06-30	Addenda M-01 en mécanique et modifications aux plans d’architecture.
5	2017-07-04	Report de date d’ouverture de soumissions et précisions au cahier de charges.
6	2017-07-10	Addenda en architecture, M-02 en mécanique, E-01 en électricité et S-01 en structure. Report de date d’ouverture de soumissions.
7	2017-07-11	Addenda S-02 en structure.
8	2017-07-12	Modifications au devis en architecture.
9	2017-07-13	Précisions au devis d’architecture et modifications au formulaire de soumission.

Des visites des lieux ont été organisées en respectant la nouvelle Politique de gestion contractuelle de la Ville. Les visites se sont déroulées du 19, 20, 21, 22 et 28 juin 2017.

La durée de validité des soumissions est de 120 jours calendrier.

Les documents d'appels d'offres ont été confectionnés selon l'encadrement administratif C-RM-SPO-D-16-001.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0344 - 28 mai 2015 – Accorder un contrat de services professionnels en architecture et ingénierie aux firmes Tremblay L'Écuyer Architectes et WSP Canada inc. pour la rénovation et la mise à niveau de la caserne n° 18 et divers projets, pour une somme maximale de 547 597,37 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13979 (9 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.
CG15 0286 – 30 avril 2015 - Accorder un contrat de services professionnels en gestion de projets à Macogep inc. pour la rénovation et la mise à niveau de plusieurs casernes de pompiers, pour une somme maximale de 1 525 511,66 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-14002 (5 soum.).

DESCRIPTION

Au cours de l'appel d'offres public, il y a eu douze (12) preneurs du cahier des charges sur le site SÉAO dont la liste est en pièce jointe n° 2 et quatre (4) ont déposé leur soumission. Parmi les preneurs du cahier des charges qui n'ont pas déposé de soumission, six (6) entreprises ne détiennent pas les licences adéquates de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) pour réaliser ce genre de mandat. Il s'agit de deux (2) associations, trois (3) fournisseurs de matériaux de construction ainsi qu'un (1) distributeur spécialisé en chauffage et ventilation. Les deux (2) entrepreneurs généraux qui n'ont pas déposé de soumission n'avaient plus de disponibilité à leur carnet de commandes ou n'avaient pas les ressources nécessaires pour réaliser ce contrat selon les exigences et les délais requis aux documents contractuels.
Le présent dossier recommande d'accorder à l'entreprise Cosoltec inc., le plus bas soumissionnaire conforme, un contrat pour l'exécution des travaux de rénovation et d'agrandissement de la caserne n° 18.

Les travaux du présent contrat consistent principalement à :

- l'installation des bâtiments temporaires (roulottes et abris temporaires) y incluant tous les branchements requis;
- la démolition sélective des aménagements intérieurs;
- le réaménagement de tous les locaux intérieurs;
- la réfection complète de l'enveloppe (maçonnerie, fenêtres, portes, etc.);
- la réfection de la toiture;
- la mise à niveau structurale pour répondre aux normes sismiques;
- l'agrandissement à l'arrière de la caserne;
- la modification majeure des systèmes électromécaniques et des services souterrains incluant la géothermie (Certification LEED);
- l'installation d'un groupe électrogène pouvant supporter la totalité de la charge des fonctions du SIM;
- la modification des aménagements extérieurs;
- le démantèlement des bâtiments temporaires à la fin des travaux et la remise en état du site.

Suite à l'analyse des temps de réponse pour le secteur couvert par la caserne n° 18, le SIM a évalué que cette caserne ne pourra pas être fermée pendant les travaux. Les travaux seront réalisés en plusieurs phases afin d'assurer la continuation des opérations du SIM en tout temps.

Des contingences de 15 % sont prévues au contrat de l'entrepreneur pour faire face aux imprévus de chantier.

JUSTIFICATION

Parmi les quatre (4) soumissions déposées, les deux (2) plus basses soumissions ont été analysées et jugées conformes. Veuillez vous référer au tableau d'analyse de conformité des professionnels en pièce jointe (voir les pièces jointes n° 3 et n° 4).

Firmes soumissionnaires	Prix	Contingences	Total
Cosoltec inc.	7 122 764,15 $	1 068 414,62 $	8 191 178,78 $
Corporation de construction Germano	7 370 184,94 $	1 105 527,74 $	8 475 712,68 $
Edilbec inc.	8 425 368,00 $	1 263 805,20 $	9 689 173,20 $
Celeb Construction	8 607 826,08 $	1 291 173,91 $	9 898 999,99 $
Estimation des professionnels externes ($)	5 973 795,17 $	896 069,27 $	6 869 864,44 $
Coût moyen des soumissions reçues (total du coût des soumissions reçues / nombre de soumissions)			9 063 766,16 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((coût moyen des soumissions – la plus basse) / la plus basse x 100)			10,65 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute – la plus basse)			1 707 821,22 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute – la plus basse) / la plus basse x 100)			20,85 %
Écart entre l'estimation des professionnels et la plus basse conforme ($) (la plus basse – estimation des professionnels)			1 321 314,33 $
Écart entre l'estimation des professionnels et la plus basse conforme (%) ((la plus basse – estimation des professionnels) / estimation x 100)			19,23 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) (la deuxième plus basse – la plus basse)			284 533,90 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100			3,36 %

Note : tous les prix incluent les taxes

Le coût déposé par le plus bas soumissionnaire est supérieur à l'estimation des professionnels qui était de 6 869 864,44 $ (incluant les contingences et les taxes). Cette différence correspond à 1 321 314,33 $ (19,23 %). Le différentiel entre l'estimation des professionnels et la plus basse soumission provient principalement des chapitres suivants : chapitre 00 - Charges générales, chapitre 02 - Conditions existantes, chapitre 07 - Isolation et étanchéité et chapitre 30 - Aménagement extérieur.

L'écart au niveau du chapitre 00 provient d'une sous-évaluation des professionnels au niveau des coûts engendrés par la complexité des travaux en phases pour maintenir la caserne en opération, dont l'installation des abris temporaires pour les camions à l'intérieur d'une journée. Ces contraintes entraînent inévitablement des frais plus élevés d'administration, de profit, de cautionnement et d'assurances dans la soumission de l'entrepreneur.

L'écart au niveau du chapitre 02 pourrait provenir d'une marge de manoeuvre plus substantielle prévue par l'entrepreneur pour les travaux d'excavation autour des éléments structuraux, tout en fonction de la qualité des sols à excaver. Le différentiel au niveau du chapitre 07 s'explique par l'oublie des professionnels d'inclure à leur estimation les coûts d'installation du revêtement métallique. En ce qui concerne l'écart au niveau du chapitre 30, il provient d'une sous-estimation en architecture de paysage au niveau des coûts du pavé drainant. Pour plus de détails, se référer à la lettre de recommandation des professionnels en pièce jointe n° 4.

Le coût moyen des soumissions est de 9 063 766,16 $ ce qui représente un écart de 10,65 % avec la plus basse soumission conforme. La différence entre la deuxième soumission plus basse et la plus basse s'élève à 284 533,90 $, soit 3,36 %. Tous ces écarts sont aux alentours de 10 %, ce qui nous confirme la cohérence des prix entre les différentes soumissions. Par conséquent, on peut conclure que les coûts déposés par les soumissionnaires correspondent à la portée des travaux et la valeur actuelle du marché.

L'analyse des soumissions faite par les professionnels externes démontre que Cosoltec inc. est le plus bas soumissionnaire conforme. Les professionnels recommandent l'octroi du contrat à cette firme (voir le tableau d'analyse et de recommandation des professionnels en pièces jointes n° 3 et n° 4).

Cosoltec inc., ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) ni de celle du registre des entreprises non admissibles aux contrats publics du secrétariat du Conseil du trésor (RENA).

Cosoltec inc. doit obtenir une attestation de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) dans le cadre de ce contrat (communiqué 587). Cet entrepreneur détient une autorisation de l'AMF (voir la pièce jointe n° 6).

Les honoraires des professionnels pour les services de base sont calculés selon un pourcentage du coût estimé des travaux à la phase conception (méthode du pourcentage). Après l'appel d'offres, un ajustement à la hausse ou à la baisse des honoraires professionnels sera appliqué sur les honoraires professionnels déjà payés et à venir, de manière que la Ville paye toujours les honoraires professionnels sur la base du coût réel des travaux. En conséquence, afin de payer sur le coût réel des travaux l'équipe des professionnels attitrés au projet, TLÄ Architectes inc. et WSP Canada inc., une majoration de leur contrat d'honoraires professionnels sera à autoriser et fera l'objet d'un autre sommaire décisionnel à venir.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant total du contrat à accorder est de 8 191 178,78 $ incluant des contingences de 15 % et les taxes.

De plus, un montant de 982 941,45 $ (12 %) taxes incluses est prévu pour les incidences. Ce montant servira notamment à défrayer les frais des travaux d’aménagement d’une nouvelle entrée électrique à réaliser par la Commission des services électriques de Montréal (CSEM), les frais de déménagement des effectifs et des véhicules vers les installations temporaires et leur retour à la caserne, l’entretien des bâtiments temporaires, les coûts d’électricité, de télécommunications et de logistique, l'achat de mobilier et d'équipements accessoires, le contrôle des matériaux et la surveillance de la disposition des sols d’excavation.

Le montant total à autoriser est de 9 174 120,23 $, incluant les contingences, les incidences

et les taxes.

Le coût des travaux est prévu au programme triennal d'immobilisations (PTI) du Service de la gestion immobilière dans le programme de protection des bâtiments du SIM (64023).

Cette dépense est assumée à 100 % par l'agglomération. La réalisation des travaux est prévue à 10 % en 2017, à 80 % en 2018 et à 10 % en 2019.

Après avoir considéré les frais d'entretien actuels de la caserne 18 et les rénovations majeures apportées au bâtiment, le budget d'entretien devra être ajusté de 73 530 $ en utilisant l'imputation budgétaire suivante : 2101-0010000-114074-09007-55401.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce projet vise l'obtention d'une certification LEED – NC argent. L'entrepreneur aura, notamment, la responsabilité de réaliser le présent contrat en respectant les exigences relatives à la gestion et l'élimination des déchets de construction/démolition ainsi qu'à la réutilisation ou recyclage des matériaux indiqués dans le devis, notamment par la mise en place de mesures de contrôle indiquées au Fascicule 02-111 du devis de construction..
La gestion des sols d'excavation sera réalisée conformément aux règlements du ministère du Développement durable, de l'Environnement et la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC).

Ce projet comporte parmi ses objectifs d'optimiser la consommation énergétique du bâtiment.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Il est recommandé de procéder sans délai aux travaux de rénovation majeure de la caserne de pompiers n° 18, car la caserne a atteint un indice de vétusté élevé. La rénovation permettra au SIM de mieux répondre aux besoins des citoyens.
Tout retard dans ce dossier pourrait affecter l'intégrité du bâtiment et de l'actif immobilier, occasionner des problèmes d'inconfort des occupants et nuire aux opérations de la caserne.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une affiche sera installée au chantier pour informer les citoyens et les usagers de la portée des travaux et des coûts qui y sont reliés.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Contrat : 14425 - Mandat : 17600-2-001

Octroi du contrat au CG :	septembre 2017
Réalisation des travaux :	octobre 2017 à avril 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Julie CASTONGUAY, Service de la gestion et de la planification immobilière
Carole GUÉRIN, Service de sécurité incendie de Montréal

Lecture :

Julie CASTONGUAY, 28 août 2017
Carole GUÉRIN, 28 août 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Despina Ruxandra DOGIOIU
gestionnaire immobilier

Tél : 514 872-5399
Télécop. : 514 280-3597

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-25

Jean BOUVRETTE
Directeur par intérim

Tél : 514 868-0941
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean BOUVRETTE
Directeur par intérim
Tél : 514 868-0941
Approuvé le : 2017-08-29

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI
Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2017-08-30

Montréal

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS D'ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSIONS

Numéro d'AO :	**5906**
Titre d'AO :	**Agrandissement et réaménagement de la caserne 18**
Date d'ouverture :	**19-juil-17**
Heure d'ouverture :	**10h30**

RÉSULTATS

Plus bas soumissionnaire conforme :	Cosoltec Inc.
Prix du plus bas soumissionnaire conforme :	8 191 178,78 $
Deuxième plus bas soumissionnaire conforme :	Corporation de construction Germano
Prix du 2e plus bas soumissionnaire conforme :	8 475 712,68 $
Dernière estimation :	6 869 864,44 $
Écart entre la plus basse soumission et l'estimation (%)	19,23%
Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse (%)	3,5%
Nombre de soumissions déposées :	4

Rang*	Soumissionnaire	Prix soumis $	Statut intérimaire	Statut final	Remarque
1	Cosoltec	8 191 178,78 $	Conforme	CONFORME	/ nb de copies à valider par la ville
2	Corporation de construction Germano	8 475 712,68 $	Conforme	CONFORME	/ nb de copies à valider par la ville
3	La compagnie de construction Édilbec Inc.	9 689 173,20 $	Conforme	À COMPLÉTER	
4	Céleb Construction Ltée	9 899 000,00 $	Conforme	À COMPLÉTER	
5					
6					
7					
8					
9					
10					

*Ici, le rang est déterminé à l'ouverture des soumissions par rapport aux prix soumis, sans égard aux statuts finaux ou des prix corrigés suite à l'analyse.

COMMENTAIRES

IDENTIFICATION

Analyse faite par :	Benoît Lalonde, architecte	Date : 21 juillet 2017
Vérifiée par :		Date :

TLA - SIÈGE SOCIAL **WWW.TLA-ARCHITECTES.COM**
2372, Boul. St-Martin Est, 2ième étage, Laval (Québec) Canada H7E 5A4
T. : 450 629-9992|1 877 629-9996 F. : 450 629-9994

Le 22 août 2017
DIRECTION DE LA GESTION DES PROJETS IMMOBILIERS
SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
303 rue Notre-Dame Est, 3e étage
Montréal (Québec) CANADA H2Y 3Y8

À l'attention de : M. Pablo Marin, gestionnaire de projet

Sujet: **Recommandation sur les soumissions déposées**
Projet: **Agrandissement et rénovation de la caserne 18 (3332)**
Montréal (Québec)

Dossier TLA : **15-302**
Mandat : **17600-2-001**
Contrat : **14425**

Monsieur, dans le cadre des travaux d'agrandissement et de rénovation précités, nous vous transmettons par la présente notre analyse et notre recommandation suite à l'ouverture des soumissions.
Nous avons reçu quatre (4) soumissions dont les 2 plus basses ont été retenues pour fins d'analyse. Vous trouverez en pièce jointe le tableau des prix, les statistiques et l'analyse comparative.

Recommandation :

TLA a pris connaissance des soumissions présentées par les entrepreneurs pour le projet cité en rubrique.

La plus basse soumission est celle de « Cosoltec Inc. » et est supérieure à l'estimé budgétaire de 1,321,314.34$. Nous vous recommandons donc la soumission de Cosoltec Inc. au montant de 8,191,178.78 $.

Les 2 plus bas soumissionnaires sont conformes.

Comparaison des prix :

L'écart entre l'estimé des professionnels et le plus bas soumissionnaire est de 19.23%.

Chapitre 00 – Charges générales – Nous avions prévu 482 000. Le prix du plus bas soumissionnaire est de 890 535. Notre estimé était sous-évalué notamment en raison de la complexité des phases et du maintien des opérations des pompiers sur le site, dont le déménagement en une seule journée. De plus, notre estimé était sous-évalué au niveau des bâtiments temporaires, de l'administration et profit et des cautionnements et assurances. Si nous enlevons ces 3 montants, les autres montants sont similaires. Une bonne partie de l'écart de 1,3M $ se trouve dans ce chapitre. (écart de 85%)

Chapitre 01 – Charges Particulières - Nous avions prévu 26 000$ et le prix du plus bas soumissionnaire est de 85 900$. Notre estimé était sous-évalué et il nous était impossible de prévoir avec certitude ces montants. (écart de 230%) Toutefois, en comparaison avec le 2e soumissionnaire, nous remarquons que nous avions sensiblement le même montant.

Chapitre 02 – Conditions Existantes - Nous avions prévu 199 000$ et le prix du plus bas soumissionnaire est de 420 837$. Ces prix nous semblent sur-évalués.
(écart de 111%)

Chapitre 03 – Béton - Nous avions prévu 282 448$ et le prix du plus bas soumissionnaire est de 269 299$. Ce prix est donc raisonnable. (écart de -5%)

Chapitre 04 – Maçonnerie - Nous avions prévu 318 400$ et le prix du plus bas soumissionnaire est de 217 200$. Notre estimé est sur-évalué, probablement à cause des nombreuses interventions dans l'existant où nous avions ajouté un facteur de sécurité à notre prix.

(écart de -32%)

Chapitre 05 – Métaux - Nous avions prévu 118 800$ et le prix du plus bas soumissionnaire est de 192 300$. Le prix de l'acier est plus élevé à cette période de l'année.
(écart de 62%)

Chapitre 06 – Bois plastiques composites - Nous avions prévu 51,000$ et le prix du plus bas soumissionnaire est de 85,830$. Nous avons comparé ce prix avec d'autres casernes et notre estimé était sous-évalué en raison des bas prix reçu en début d'année et qui nous ont induit en erreur. (écart de 68%)

Chapitre 07 – Isolation étanchéité - Nous avions prévu 273,500$ et le prix du plus bas soumissionnaire est de 526,283$. L'écart provient principalement du revêtement métallique en panneau et des produits d'isolation. De plus, le prix pour l'isolation giclé nous semble élevé par rapport à l'ampleur du projet. Nous avons validé le prix reçu par notre représentant en panneaux métalliques lors de l'estimé et ce dernier ne comprenait pas l'installation. Ceci explique donc l'écart. (écart de 92%)

Chapitre 08 – Ouvertures fermetures - Nous avions prévu 157,000$ et le prix du plus bas soumissionnaire est de 202,369$. L'écart au niveau des portes de garage est important.
(écart de 29%)

Chapitre 09 – Produits de finition - Nous avions prévu 168 300$ et le prix du plus bas soumissionnaire est de 280 931$. Nous avons fait plusieurs ajustements sur les finis intérieurs dont les travaux de gypse en addenda que nous avions oublié d'inclure à notre estimé. Ceci explique donc l'écart. (écart de 67%)

Chapitre 10 – Équipements - Nous avions prévu 22 100$ et le prix du plus bas soumissionnaire est de 106 694$. Nous n'avions pas inclus les électroménagers à notre estimé ce qui représente une bonne somme. Nous pensons que le soumissionnaire a inclus ces montants à ce chapitre, tel que les séchoirs à habits de combat et nous n'avions aucune donnée à ce sujet.
(écart de 383%)

Chapitre 12 – Fourniture et accessoires d'ameublement – Nous avions prévu 8000$ et le prix du plus bas soumissionnaire est de 21 125$. L'écart réside dans le prix des grilles gratte-pied. Nous estimé était sous-évalué. (écart de 164%)

Chapitre 15 – Mécanique - Nous avions prévu 1 407 377$ et le prix du plus bas soumissionnaire est de 1 279 561$. Ce prix semble être un bon prix et représente une bonne compétition pour ce sous-traitant. (écart de -9%)

Chapitre 16 – Électrique - Nous avions prévu 1 241 809$ et le prix du plus bas soumissionnaire est de 1 020 021$. Ce prix semble être un bon prix et représente une bonne compétition pour ce sous-traitant. (écart de -18%)

Chapitre 30 – Aménagement du terrain - Nous avions prévu 440 000$ et le prix du plus bas soumissionnaire est de 596 169.71$. Notre estimé était sous-évalué notamment en raison de la complexité des phases et du maintien des opérations des pompiers sur le site. De plus, le montant total de l'estimé est équivalent au montant du pavé drainant. L'écart seulement en architecture du paysage est de +/- 116 000$. Le montant estimé en civil était de 375000$ et le montant du plus bas soumissionnaire est de +/- 415 000$. Cet écart en civil nous semble acceptable.
(écart de 35%)

Espérant le tout selon vos attentes, veuillez accepter nos salutations distinguées.

Préparé par : TLA ARCHITECTES INC.



Benoit Lalonde, architecte associé

Bâtiment : 3332

Année originale de construction : 1970

Description : Caserne 18

Adresse : 12012, boulevard Rolland, arrondissement Montréal-Nord



Tableau des coûts du projet

Projet :	**Rénovation et agrandissement**				Mandat :	17600-2-001	
	Caserne 18 – 12012, boul. Rolland, arrondissement de Montréal-Nord				Contrat :	14425	
Date :	**24-août-17**						
Étape :	**Octroi de contrat**						
				Budget	**Tps 5,0%**	**Tvq 9,975%**	**Total**
Contrat :	**Travaux forfaitaires***	**%**		**$**			
	Rénovation et agrandissement de la caserne 18			6 195 054,71			
	Sous-total :		100,0%	**6 195 054,71**	**309 752,74**	**617 956,71**	**7 122 764,16**
	Contingences de construction		15,0%	929 258,21			
	Total - Contrat :			**7 124 312,92**	**356 215,65**	**710 650,21**	**8 191 178,78**
Incidences :							
	Total - Incidences :		**12,0%**	**854 917,55**	**42 745,88**	**85 278,03**	**982 941,45**
Ristournes :	**Coût des travaux (Montant à autoriser)**			**7 979 230,47**	**398 961,52**	**795 928,24**	**9 174 120,23**
	Tps	100,00%			398 961,52		398 961,52
	Tvq	50,0%				397 964,12	
	Coût après ristourne (Montant à emprunter)			**7 979 230,47**		**397 964,12**	**8 377 194,59**

* prix déposé par le plus bas soumissionnaire

Méthode d'estimation des contingences : Les contingences ont été évaluées en se basant sur des projets similaires ainsi qu'en considérant que les travaux sont effectués dans un bâtiment existant.

Rythme prévu des déboursés : 10 % des travaux seront réalisés en 2017, 80 % en 2018 et le 10 % restant en 2019.

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 20 novembre 2014

COSOLTEC INC.
A/S MONSIEUR MICHEL GRENNAN
3131, BOUL SAINT-MARTIN OUEST, BUREAU 400
LAVAL (QC) H7T 2Z5

N° de décision : 2014-CPSM-1057967
N° de client : 3000146583

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la LCOP). COSOLTEC INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **19 novembre 2017** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

constructo.ca

Des services à valeur ajoutée au SEAO

Liste des commandes

Numéro : 5906
Numéro de référence : 1082241
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Rénovation et agrandissement de la Caserne 18 située au 12012 boulevard Rolland, Montréal-Nord

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Armatures Bois-Francs Inc (ABF) 249 boul de la Bonaventure Victoriaville, QC, G6T 1V5 http://www.abf-inc.com NEQ : 1143798842	Madame Geneviève Beaudoin Téléphone : 819 758-7501 Télécopieur : 819 758-7629	**Commande : (1305858)** 2017-06-16 15 h 59 **Transmission :** 2017-06-16 15 h 59	2781681 - Addenda 1 2017-06-19 15 h 53 - Courriel 2784335 - Addenda 2 - ajout de visite 2017-06-26 7 h 12 - Courriel 2785408 - Addenda 3 2017-06-28 7 h 04 - Courriel 2787309 - Addenda 4 (devis) 2017-07-03 10 h 09 - Courriel 2787310 - Addenda 4 (plan) 2017-07-03 10 h 09 - Courriel 2788396 - Addenda 5 - Report de date 2017-07-05 7 h 20 - Courriel 2791274 - Addenda 6 et report de date (devis) 2017-07-12 9 h 10 - Courriel 2791275 - Addenda 6 et report de date (plan) 2017-07-12 9 h 10 - Courriel 2791795 - Addenda 7 (devis) 2017-07-12 14 h 53 - Courriel 2791796 - Addenda 7 (plan) 2017-07-12 15 h 45 - Messagerie 2791797 - Addenda 8 2017-07-12 12 h 27 - Courriel 2793293 - Addenda 9 (devis) 2017-07-14 8 h 50 - Courriel 2793294 - Addenda 9 (bordereau) 2017-07-14 8 h 50 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ) 5930, boul. Louis-H.-La Fontaine (Anjou) Montréal, QC, H1M1S7 NEQ :	Madame Line Daigle Téléphone : 514 353-9960 Télécopieur : 514 353-4825	**Commande : (1304798)** 2017-06-15 8 h 40 **Transmission :** 2017-06-15 8 h 40	2781681 - Addenda 1 2017-06-19 15 h 53 - Courriel 2784335 - Addenda 2 - ajout de visite 2017-06-26 7 h 12 - Courriel 2785408 - Addenda 3 2017-06-28 7 h 04 - Courriel 2787309 - Addenda 4 (devis) 2017-07-03 10 h 09 - Courriel 2787310 - Addenda 4 (plan) 2017-07-03 10 h 09 - Courriel 2788396 - Addenda 5 - Report de date 2017-07-05 7 h 20 - Courriel 2791274 - Addenda 6 et report de date (devis) 2017-07-12 9 h 10 - Courriel 2791275 - Addenda 6 et report de date (plan) 2017-07-12 9 h 10 - Courriel 2791795 - Addenda 7 (devis) 2017-07-12 14 h 53 - Courriel 2791796 - Addenda 7 (plan) 2017-07-12 15 h 47 - Messagerie 2791797 - Addenda 8 2017-07-12 12 h 27 - Courriel 2793293 - Addenda 9 (devis) 2017-07-14 8 h 50 - Courriel 2793294 - Addenda 9 (bordereau) 2017-07-14 8 h 50 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Association Patronale des Entreprises en Construction (APECQ) 6550, chemin de la Côte-de-Liesse Montréal, QC, H4T 1E3 http://www.apecq.org NEQ :	Monsieur Andy Cimelli Téléphone : 514 739-2381 Télécopieur : 514 341-9514	**Commande : (1309846)** 2017-06-27 14 h 08 **Transmission :** 2017-06-27 14 h 08	2781681 - Addenda 1 2017-06-27 14 h 08 - Téléchargement 2784335 - Addenda 2 - ajout de visite 2017-06-27 14 h 08 - Téléchargement 2785408 - Addenda 3 2017-06-28 7 h 04 - Courriel 2787309 - Addenda 4 (devis) 2017-07-03 10 h 09 - Courriel 2787310 - Addenda 4 (plan) 2017-07-03 10 h 09 - Courriel 2788396 - Addenda 5 - Report de date 2017-07-05 7 h 20 - Courriel 2791274 - Addenda 6 et report de date (devis) 2017-07-12 9 h 10 - Courriel 2791275 - Addenda 6 et report de date (plan) 2017-07-12 9 h 10 - Courriel 2791795 - Addenda 7 (devis) 2017-07-12 14 h 53 - Courriel 2791796 - Addenda 7 (plan) 2017-07-12 15 h 43 - Messagerie

2791797 - Addenda 8
2017-07-12 12 h 27 - Courriel

2793293 - Addenda 9 (devis)
2017-07-14 8 h 50 - Courriel

2793294 - Addenda 9 (bordereau)
2017-07-14 8 h 50 - Téléchargement

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Beacon Roofing Supplies
13145, Prince-Arthur
Montréal, QC, H1A1A9
NEQ : 1148679104

Madame Chantal Globensky
Téléphone : 514 498-3967
Télécopieur : 514 498-7045

Commande : (1312676)
2017-07-05 8 h 15
Transmission :
2017-07-05 8 h 15

2781681 - Addenda 1
2017-07-05 8 h 15 - Téléchargement

2784335 - Addenda 2 - ajout de visite
2017-07-05 8 h 15 - Téléchargement

2785408 - Addenda 3
2017-07-05 8 h 15 - Téléchargement

2787309 - Addenda 4 (devis)
2017-07-05 8 h 15 - Téléchargement

2787310 - Addenda 4 (plan)
2017-07-05 8 h 15 - Téléchargement

2788396 - Addenda 5 - Report de date
2017-07-05 8 h 15 - Téléchargement

2791274 - Addenda 6 et report de date (devis)
2017-07-12 9 h 10 - Courriel

2791275 - Addenda 6 et report de date (plan)
2017-07-12 9 h 10 - Courriel

2791795 - Addenda 7 (devis)
2017-07-12 14 h 53 - Courriel

2791796 - Addenda 7 (plan)
2017-07-12 15 h 41 - Messagerie

2791797 - Addenda 8
2017-07-12 12 h 27 - Courriel

2793293 - Addenda 9 (devis)
2017-07-14 8 h 50 - Courriel

2793294 - Addenda 9 (bordereau)
2017-07-14 8 h 50 - Téléchargement

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Celeb Construction Ltée
100-3850, Place De Java
Brossard, QC, J4Y 0C4
NEQ : 1142063123

Monsieur Stéfann Belec
Téléphone : 450 659-9608
Télécopieur : 450 659-4296

Commande : (1307051)
2017-06-20 13 h 18
Transmission :
2017-06-20 13 h 18

2781681 - Addenda 1
2017-06-20 13 h 18 - Téléchargement

2784335 - Addenda 2 - ajout de visite
2017-06-26 7 h 12 - Courriel

2785408 - Addenda 3
2017-06-28 7 h 04 - Courriel

2787309 - Addenda 4 (devis)
2017-07-03 10 h 09 - Courriel

2787310 - Addenda 4 (plan)
2017-07-03 10 h 09 - Courriel

2788396 - Addenda 5 - Report de date
2017-07-05 7 h 20 - Courriel

2791274 - Addenda 6 et report de date (devis)
2017-07-12 9 h 10 - Courriel

2791275 - Addenda 6 et report de date (plan)
2017-07-12 9 h 10 - Courriel

2791795 - Addenda 7 (devis)
2017-07-12 14 h 53 - Courriel

2791796 - Addenda 7 (plan)
2017-07-12 15 h 44 - Messagerie

2791797 - Addenda 8
2017-07-12 12 h 27 - Courriel

2793293 - Addenda 9 (devis)
2017-07-14 8 h 50 - Courriel

2793294 - Addenda 9 (bordereau)
2017-07-14 8 h 50 - Téléchargement

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Corporation de Construction Germano
2160 boul des Laurentides
LAVAL, QC, H7M 2Y6
NEQ : 1146850632

Monsieur Richard Germano
Téléphone : 450 668-7807
Télécopieur : 450 668-5002

Commande : (1305229)
2017-06-15 15 h 08
Transmission :
2017-06-15 16 h 50

2781681 - Addenda 1
2017-06-19 15 h 53 - Courriel

2784335 - Addenda 2 - ajout de visite
2017-06-26 7 h 12 - Courriel

2785408 - Addenda 3
2017-06-28 7 h 04 - Courriel

2787309 - Addenda 4 (devis)
2017-07-03 10 h 09 - Courriel

2787310 - Addenda 4 (plan)
2017-07-03 10 h 44 - Messagerie

2788396 - Addenda 5 - Report de date
2017-07-05 7 h 20 - Courriel

2791274 - Addenda 6 et report de date (devis)
2017-07-12 9 h 10 - Courriel

2791275 - Addenda 6 et report de date (plan)
2017-07-12 9 h 53 - Messagerie

2791795 - Addenda 7 (devis)
2017-07-12 14 h 53 - Courriel

2791796 - Addenda 7 (plan)
2017-07-12 15 h 43 - Messagerie

2791797 - Addenda 8
2017-07-12 12 h 27 - Courriel

2793293 - Addenda 9 (devis)
2017-07-14 8 h 50 - Courriel

2793294 - Addenda 9 (bordereau)
2017-07-14 8 h 50 - Téléchargement

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

Cosoltec Inc 3080, boul. Le Carrefour, bureau 310 Laval, QC, H7T2R5 http://www.cosoltec.com NEQ : 1147240098	Monsieur Guillaume Robitaille Téléphone : 450 682-0000 Télécopieur :	**Commande : (1304694)** 2017-06-14 16 h 29 **Transmission :** 2017-06-14 16 h 33	2781681 - Addenda 1 2017-06-19 15 h 53 - Courriel 2784335 - Addenda 2 - ajout de visite 2017-06-26 7 h 12 - Courriel 2785408 - Addenda 3 2017-06-28 7 h 04 - Courriel 2787309 - Addenda 4 (devis) 2017-07-03 10 h 09 - Courriel 2787310 - Addenda 4 (plan) 2017-07-03 10 h 45 - Messagerie 2788396 - Addenda 5 - Report de date 2017-07-05 7 h 20 - Courriel 2791274 - Addenda 6 et report de date (devis) 2017-07-12 9 h 10 - Courriel 2791275 - Addenda 6 et report de date (plan) 2017-07-12 9 h 55 - Messagerie 2791795 - Addenda 7 (devis) 2017-07-12 14 h 53 - Courriel 2791796 - Addenda 7 (plan) 2017-07-12 15 h 48 - Messagerie 2791797 - Addenda 8 2017-07-12 12 h 27 - Courriel 2793293 - Addenda 9 (devis) 2017-07-14 8 h 50 - Courriel 2793294 - Addenda 9 (bordereau) 2017-07-14 8 h 50 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Edilbec Construction inc. 3577 rue Jean-Talon est Montréal, QC, H2A 1X4 NEQ : 1143661172	Monsieur Domenico Savo Téléphone : 514 725-2436 Télécopieur : 514 725-7918	**Commande : (1305142)** 2017-06-15 13 h 43 **Transmission :** 2017-06-15 13 h 45	2781681 - Addenda 1 2017-06-19 15 h 53 - Courriel 2784335 - Addenda 2 - ajout de visite 2017-06-26 7 h 12 - Courriel 2785408 - Addenda 3 2017-06-28 7 h 04 - Courriel 2787309 - Addenda 4 (devis) 2017-07-03 10 h 09 - Courriel 2787310 - Addenda 4 (plan) 2017-07-03 10 h 45 - Messagerie 2788396 - Addenda 5 - Report de date 2017-07-05 7 h 20 - Courriel 2791274 - Addenda 6 et report de date (devis) 2017-07-12 9 h 10 - Courriel 2791275 - Addenda 6 et report de date (plan) 2017-07-12 9 h 54 - Messagerie 2791795 - Addenda 7 (devis) 2017-07-12 14 h 53 - Courriel 2791796 - Addenda 7 (plan) 2017-07-12 15 h 48 - Messagerie 2791797 - Addenda 8 2017-07-12 12 h 27 - Courriel 2793293 - Addenda 9 (devis) 2017-07-14 8 h 50 - Courriel 2793294 - Addenda 9 (bordereau) 2017-07-14 8 h 50 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Emcon 3145, rue Delaunay Laval, QC, H7L 5A4 NEQ : 1167005546	Madame Vanessa Bilodeau Téléphone : 450 934-9064 Télécopieur : 450 934-9790	**Commande : (1305184)** 2017-06-15 14 h 20 **Transmission :** 2017-06-15 15 h 57	2781681 - Addenda 1 2017-06-19 15 h 53 - Courriel 2784335 - Addenda 2 - ajout de visite 2017-06-26 7 h 12 - Courriel 2785408 - Addenda 3 2017-06-28 7 h 04 - Courriel 2787309 - Addenda 4 (devis) 2017-07-03 10 h 09 - Courriel 2787310 - Addenda 4 (plan) 2017-07-03 10 h 45 - Messagerie 2788396 - Addenda 5 - Report de date 2017-07-05 7 h 20 - Courriel 2791274 - Addenda 6 et report de date (devis) 2017-07-12 9 h 10 - Courriel 2791275 - Addenda 6 et report de date (plan) 2017-07-12 9 h 54 - Messagerie 2791795 - Addenda 7 (devis) 2017-07-12 14 h 53 - Courriel 2791796 - Addenda 7 (plan) 2017-07-12 15 h 46 - Messagerie 2791797 - Addenda 8 2017-07-12 12 h 27 - Courriel 2793293 - Addenda 9 (devis) 2017-07-14 8 h 50 - Courriel 2793294 - Addenda 9 (bordereau) 2017-07-14 8 h 50 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
LE GROUPE LÉCUYER LTÉE. 17 Du Moulin Saint-Rémi, QC, J0L 2L0 http://www.lecuyerbeton.com NEQ : 1145052065	Monsieur David Guay Téléphone : 450 454-3928 Télécopieur : 450 454-7254	**Commande : (1305484)** 2017-06-16 9 h 32 **Transmission :** 2017-06-16 9 h 32	2781681 - Addenda 1 2017-06-19 15 h 53 - Courriel 2784335 - Addenda 2 - ajout de visite 2017-06-26 7 h 12 - Courriel 2785408 - Addenda 3 2017-06-28 7 h 04 - Courriel 2787309 - Addenda 4 (devis) 2017-07-03 10 h 09 - Courriel

2787310 - Addenda 4 (plan)
2017-07-03 10 h 09 - Courriel

2788396 - Addenda 5 - Report de date
2017-07-05 7 h 20 - Courriel

2791274 - Addenda 6 et report de date (devis)
2017-07-12 9 h 10 - Courriel

2791275 - Addenda 6 et report de date (plan)
2017-07-12 9 h 10 - Courriel

2791795 - Addenda 7 (devis)
2017-07-12 14 h 53 - Courriel

2791796 - Addenda 7 (plan)
2017-07-12 15 h 45 - Messagerie

2791797 - Addenda 8
2017-07-12 12 h 27 - Courriel

2793293 - Addenda 9 (devis)
2017-07-14 8 h 50 - Courriel

2793294 - Addenda 9 (bordereau)
2017-07-14 8 h 50 - Téléchargement

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Le Groupe Master inc.
451, boul. Lebeau
Montréal-Ouest, QC, H4N1S2
http://www.master.ca NEQ : 1169851384

Monsieur Simon Paquet
Téléphone : 514 787-1531
Télécopieur : 514 788-1773

Commande : (1305257)
2017-06-15 15 h 34
Transmission :
2017-06-15 15 h 34

2781681 - Addenda 1
2017-06-19 15 h 53 - Courriel

2784335 - Addenda 2 - ajout de visite
2017-06-26 7 h 12 - Courriel

2785408 - Addenda 3
2017-06-28 7 h 04 - Courriel

2787309 - Addenda 4 (devis)
2017-07-03 10 h 09 - Courriel

2787310 - Addenda 4 (plan)
2017-07-03 10 h 09 - Courriel

2788396 - Addenda 5 - Report de date
2017-07-05 7 h 20 - Courriel

2791274 - Addenda 6 et report de date (devis)
2017-07-12 9 h 10 - Courriel

2791275 - Addenda 6 et report de date (plan)
2017-07-12 9 h 10 - Courriel

2791795 - Addenda 7 (devis)
2017-07-12 14 h 53 - Courriel

2791796 - Addenda 7 (plan)
2017-07-12 15 h 47 - Messagerie

2791797 - Addenda 8
2017-07-12 12 h 27 - Courriel

2793293 - Addenda 9 (devis)
2017-07-14 8 h 50 - Courriel

2793294 - Addenda 9 (bordereau)
2017-07-14 8 h 50 - Téléchargement

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Sutera Inc.
3100 Boulevard De la Concorde Est, Bureau#213
Laval, QC, H7E 2B8
http://www.groupesutera.com NEQ : 1167160945

Monsieur Emanuel Sutera
Téléphone : 514 605-6591
Télécopieur : 450 937-2772

Commande : (1305497)
2017-06-16 9 h 40
Transmission :
2017-06-16 13 h 07

2781681 - Addenda 1
2017-06-19 15 h 53 - Courriel

2784335 - Addenda 2 - ajout de visite
2017-06-26 7 h 12 - Courriel

2785408 - Addenda 3
2017-06-28 7 h 04 - Courriel

2787309 - Addenda 4 (devis)
2017-07-03 10 h 09 - Courriel

2787310 - Addenda 4 (plan)
2017-07-03 10 h 43 - Messagerie

2788396 - Addenda 5 - Report de date
2017-07-05 7 h 20 - Courriel

2791274 - Addenda 6 et report de date (devis)
2017-07-12 9 h 10 - Courriel

2791275 - Addenda 6 et report de date (plan)
2017-07-12 9 h 53 - Messagerie

2791795 - Addenda 7 (devis)
2017-07-12 14 h 53 - Courriel

2791796 - Addenda 7 (plan)
2017-07-12 15 h 42 - Messagerie

2791797 - Addenda 8
2017-07-12 12 h 27 - Courriel

2793293 - Addenda 9 (devis)
2017-07-14 8 h 50 - Courriel

2793294 - Addenda 9 (bordereau)
2017-07-14 8 h 50 - Téléchargement

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

© 2003-2017 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1175350006

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
Objet :	Accorder un contrat à la firme Cosoltec inc. pour les travaux de rénovation et d'agrandissement de la caserne de pompiers n° 18 (3332) située au 12012, boulevard Rolland, arrondissement de Montréal-Nord. Dépense totale de 9 174 120,23 $, taxes incluses - Appel d'offres 5906 (4 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1175350006 - agrandissement caserne 18.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Préposé au budget - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514 872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-29

Françoise TURGEON
Conseillère budgétaire

Tél : 514 872-0946
Division : Service des finances - Point de service HDV

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.25

2017/09/28 17:00

(1)

Dossier # : 1173438009

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Ingénierie et procédés
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 23 570,19 $, taxes incluses, pour la mise à niveau de treize (13) vannes murales à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, dans le cadre du contrat 1366-AE accordé à la compagnie Nordmec inc. majorant ainsi le montant total du contrat de 842 762,38 $ à 866 332,57 $, taxes incluses.

Il est recommandé :

1. Accorder une dépense additionnelle de 23 570,19 $ taxes incluses, pour la mise à niveau de treize (13) vannes murales à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, dans le cadre du contrat 1366-AE accordé à la compagnie Nordmec inc. majorant ainsi le montant total du contrat de 842 762,38 $ (contrat de base, taxes et contingences incluses) à 866 332,57 $ taxes incluses ;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-09-01 13:33

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1173438009**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Ingénierie et procédés
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 23 570,19 $, taxes incluses, pour la mise à niveau de treize (13) vannes murales à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, dans le cadre du contrat 1366-AE accordé à la compagnie Nordmec inc. majorant ainsi le montant total du contrat de 842 762,38 $ à 866 332,57 $, taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

Le 3 novembre 2014, la Ville a accordé à Nordmec Construction inc. un contrat pour la mise à niveau de treize vannes murales pour l'alimentation des dessableurs. Ces travaux consistent à retirer les vannes des dessableurs, les remettre à neuf et les réinstaller.
Le contrat initial était de 842 762,38 $, taxes incluses, dont 109 925,53 $ (15 %) prévus pour des contingences.

Les conditions météorologiques n'ayant pas été clémentes, la Direction de l'épuration des eaux usées (DEEU) de la Ville a dû reporter à plusieurs reprises les travaux de remplacement des vannes murales pour éviter les surverses et permettre une opération en continu. Afin de minimiser les frais de report pour la réalisation des travaux et en accélérer l'exécution, la DEEU a décidé d'acheter deux (2) vannes neuves au prix courant. De plus, puisque cinq (5) vannes étaient difficilement réparables et que des coûts supplémentaires élevés étaient à prévoir, après discussion avec le fournisseur, la DEEU a fait l'acquisition de cinq (5) vannes neuves à prix réduit.

Après une négociation intensive avec l'entrepreneur, la DEEU est arrivée à une entente sur le prix pour l'ensemble des avis de changement, incluant l'achat des vannes. Toutefois cette somme dépasse de 23 570,19 $, ou 2,7 % de la valeur du contrat initial.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG14 0456 - 30 octobre 2014 - Accorder à Nordmec Construction inc. plus bas soumissionnaire conforme le contrat pour les travaux de mise à niveau de treize vannes murales pour l'alimentation des dessableurs de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, au prix de sa soumission, soit une somme maximale de 842 762,38 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 1366-AE - 8 soumissionnaires

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à autoriser une dépense additionnelle de 23 570,19 $, taxes incluses, pour payer les travaux supplémentaires causés par de nombreux reports de travaux à la demande de la Ville

JUSTIFICATION

Le report des travaux de façon répétitive a mis la Ville dans une situation où des réclamations de l'entrepreneur étaient à prévoir. L'achat de nouvelles vannes, nous a permis d'accélérer la réalisation des travaux, d'obtenir des vannes en parfaite condition et ainsi d'augmenter la durabilité des ouvrages, en plus de minimiser les réclamations de l'entrepreneur.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense additionnelle pour la mise à niveau des treize (13) vannes murales de la Station est de 23 570,19 $ $ taxes incluses.
Ceci représente un montant de 21 522,73 $ net de ristournes de taxes.

Cette dépense sera financée par emprunt à la charge de l'agglomération, à moins de disponibilité de la réserve.

Le détail des informations comptables se retrouve dans l’intervention financière du Service des finances.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Pratiquer une gestion responsable des ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si cette dépense n'est pas autorisée, l'entente conclue entre la DEEU et l'entrepreneur ne tient plus. L'entrepreneur pourrait prendre des recours contre la Ville pour des montants supérieurs à ceux négociés.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Versement du montant réclamé et fermeture du contrat: 2 octobre 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Stéphanie SIMONEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Michel SHOONER
Responsable approvisionnement et magasins

Tél : 514-280-6559
Télécop. : 514-280-6779

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-29

Michel VERREAULT
Surintendant administration et soutien à l'exploitation

Tél : 514-280-4364
Télécop. : 514-280-4387

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Richard FONTAINE
Directeur(trice) du traitement des eaux usees
Tél : 514 280-3706
Approuvé le : 2017-08-30

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2017-09-01

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1173438009

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Ingénierie et procédés
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 23 570,19 $, taxes incluses, pour la mise à niveau de treize (13) vannes murales à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, dans le cadre du contrat 1366-AE accordé à la compagnie Nordmec inc. majorant ainsi le montant total du contrat de 842 762,38 $ à 866 332,57 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1173438009_InfoCompt_DEEU.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Stéphanie SIMONEAU
Préposée au budget
Tél : (514) 280-4020

Co-auteure : Iva STOILOVA-DINEVA
Agente comptable analyste – Service des finances
Conseil et soutien financier – Point de service l'Eau et Environnement
Tél. : (514) 872-5051

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-30

Marco BEAULIEU
Conseiller budgétaire
Tél : 514 280-4195

Division : Div. Conseil Et Soutien Financier - Point De Serv. Eau/Env.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.26

2017/09/28 17:00

(1)

Dossier # : 1173438004

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à l'entreprise Reftech international inc. pour les travaux de remise à niveau des systèmes d'incinération des boues 1 et 3 de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte pour une somme maximale de 596 254,60 $, taxes incluses, - Appel d'offres SP17057-BF0000-C - 2 soumissionnaires

Il est recommandé :
1- d'autoriser une dépense de 596 254,60 $, taxes incluses, pour les travaux de remise à niveau des systèmes d'incinération des boues 1 et 3 de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte;

2- d'accorder à Reftech international inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour les travaux de remise à niveau des systèmes d'incinération des boues 1 et 3 de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de 596 254,60 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public SP17057 -BF0000-C;

3- d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-09-01 13:35

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1173438004**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à l'entreprise Reftech international inc. pour les travaux de remise à niveau des systèmes d'incinération des boues 1 et 3 de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte pour une somme maximale de 596 254,60 $, taxes incluses, - Appel d'offres SP17057-BF0000-C - 2 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

La station d'épuration des eaux usées Jean R.-Marcotte (Station) est dotée de quatre incinérateurs servant à brûler les boues recueillies au cours de ses opérations. Ces incinérateurs sont en opération depuis 1988 et requièrent régulièrement la remise à neuf de certaines composantes majeures. L'expérience acquise au cours des dernières années confirme la nécessité d'une remise à niveau majeure du réfractaire et de l'acier sur chacun des quatre incinérateurs de la Station à tous les deux ans. Les incinérateurs 1 et 3 sont remis à niveau en alternance avec les incinérateurs 2 et 4.
Les arrêts pour la mise à niveau des incinérateurs 1 et 3 à planchers multiples sont donc à nouveau planifiés cette année à compter de la première semaine du mois de novembre 2017 pour le premier incinérateur et en janvier 2018 pour le second. Lors de ces arrêts, l'inspection des différents planchers par le personnel expérimenté de la Station permettra de préciser lesquels doivent être reconstruits. L'ampleur des travaux ainsi que les travaux supplémentaires sont normalement couverts dans le coût du contrat.

Un appel d'offres a été lancé le 7 août 2017 et publié sur le site SEAO et dans le journal Le Devoir. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 28 août 2017. La validité des soumissions est jusqu'au 21 décembre 2017. Le montant des contingences prévu au contrat est de 10 %. Un addenda a été émis le 18 août pour apporter des modifications au bordereau de soumission.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0527 – 30 septembre 2016 - Accorder un contrat à Les Entreprises de Construction Refrabec inc., pour les travaux de remise à niveau des systèmes d'incinération des boues no 2 et no 4 de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte pour une somme maximale de 586 986,06 $, taxes incluses, - Appel d'offres 1935-AE-16 - 2 soumissionnaires (1163334019);

CG15 0546 - 24 septembre 2015 - Accorder à Les Entreprises de construction Refrabec inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour les travaux de remise à niveau des systèmes d'incinération des boues no 1 et no 3 de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 653 675,65 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 1924-AE-15 (1153334025);

CG14 0342 - 21 août 2014 - Accorder un contrat à Reftech International inc. pour les travaux de remise à niveau des systèmes d'incinération des boues no 2 et no 4 de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de 553 013,65 $, taxes incluses - Appel d'offres public 1915-AE (2 soum.) (1143334018);

CG13 0316 - 29 août 2013 - Accorder un contrat à Les entreprises de construction Refrabec inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour les travaux de remise à niveau des systèmes d'incinération des boues no 1 et no 3 de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, aux prix de sa soumission, soit une somme maximale de 662 248,47 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 1912-AE (1133334017).

DESCRIPTION

L'envergure des travaux à réaliser à l'intérieur des incinérateurs 1 et 3 sera précisée lors de l’inspection après la mise hors service et le nettoyage de ceux-ci. Il est très probable que des remises à neuf soient requises pour les composantes suivantes des incinérateurs : deux des onze planchers, les briques d'assises des planchers, les bras racleurs, les cages de brûleurs et des arches de planchers endommagés. Toutefois, année après année, des travaux récurrents sont effectués et sont reliés à l’usage intensif des incinérateurs. À cet effet, le bordereau des prix comprend l’ensemble des travaux qui pourraient être exécutés mais qui ne seront confirmés qu’une fois les incinérateurs inspectés.
Certaines parties de parois des gaines des gaz et la cheminée d’urgence sont souvent corrodées de façon importante par les gaz de combustion. Le cas échéant, le remplacement des sections endommagées exigera obligatoirement la réfection du revêtement métallique, les ancrages, les blocs isolants, le béton réfractaire, etc. Ces travaux permettront, s'ils s'avèrent requis, de maintenir l’intégrité de la structure métallique et d’éliminer les risques d’émission de gaz toxiques d’incinération dans le bâtiment des boues causés par des perforations dans les gaines d’acier, ce qui pourrait mettre en péril la santé et la sécurité de notre personnel.

Ce type de travaux exige une main-d’œuvre spécialisée, dans des conditions très difficiles et en majeure partie sous des conditions de haute sécurité reliées à des travaux en espaces clos.

Des mesures préventives ont été prises régulièrement pour maintenir ces incinérateurs en bon état depuis leur mise en opération. Cependant, des travaux de remise à neuf sont nécessaires, afin d'éviter l'apparition de points chauds sur les parois d'acier de la gaine de dérivation des gaz et l'émission de gaz toxiques dans le bâtiment.

Durant une période d'environ six semaines, la capacité d'incinération de la Station sera réduite de 25 %, rendant l'opération d'incinération plus vulnérable en cas d'imprévus sur l'un des trois autres incinérateurs en fonction. Pour cette raison, l'arrêt des incinérateurs est planifié en novembre 2017 et en janvier 2018, période de l'année durant laquelle la Station

reçoit normalement moins d'eaux usées à traiter, minimisant ainsi la vulnérabilité d'incinération en cas d’imprévus.

JUSTIFICATION

Quatre entreprises se sont procuré les documents d'appel d'offres et deux ont présenté une soumission. Seuls des entrepreneurs spécialisés dans ce genre de travaux sont en mesure de soumissionner, ce qui explique le nombre relativement réduit de soumissionnaires. Une compagnie s'est désistée parce que le type de travaux ne correspondait pas à ce qu'ils recherchaient (beaucoup plus de réfractaire que de mécanique). L'autre compagnie n'a pas fourni de raison pour son désistement.

Firmes soumissionnaires	Prix de base	Contingences	Total
Reftech international inc.	542 049,64 $	54 204,96 $	596 254,60 $
Les Entreprises de construction Refrabec inc.	564 112,19 $	56 411,21 $	620 523,40 $
Dernière estimation réalisée	552 581,35 $	55 258,13 $	607 839,48 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)*			608 389, $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*			2.03%
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)*			24 268,80 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*			4.07%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			(11 584,88 $)
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			(1.91 %)
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			24 268,80 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			4.07 %

L'écart entre l'estimation interne et la plus basse soumission conforme est favorable de 1,91 %.

Il est donc recommandé d'octroyer le contrat au plus bas soumissionnaire conforme, soit la compagnie Reftech international inc. au montant de sa soumission, soit 596 254,60 $, taxes incluses.

Les validations requises indiquant que l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec ont été faites - l'entreprise Reftech international inc. - no de licence 5672-7316-01 et l'entreprise a fourni l'attestation de Revenu Québec, expirant le 30 septembre 2017, avec sa soumission.

Les soumissionnaires n'avaient pas à obtenir une autorisation de l'Autorité des marchés financiers dans le cadre de ce contrat et l'entreprise Reftech international inc. ne possède pas une telle attestation.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les crédits requis pour l'octroi de ce contrat sont de 596 254,60 $ taxes incluses. Les crédits sont disponibles au budget de fonctionnement 2017-2018 de la Direction de l'épuration des eaux usées du Service de l'eau.
Cette dépense représente un coût net pour l'agglomération de 544 459,92 $, lorsque diminuée des ristournes fédérale (25 929,75 $) et provinciale (25 864,93 $).

Cette dépense sera imputée comme suit :

Division : Entretien
Objet de dépenses : Entretien et réparation

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.*

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Pratiquer une gestion responsable des ressources

IMPACT(S) MAJEUR(S)

- En cas de capacité d'incinération inférieure aux besoins, les boues devront être disposées dans un site d'enfouissement externe;

- La disposition au site d'enfouissement est cependant dispendieuse, soit ± 50 $ / tonne et le coût journalier d'enfouissement s'élève en moyenne à 9 500 $ (7 semi-remorques).

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début des travaux : novembre 2017
Fin des travaux : mars 2018

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Stéphanie SIMONEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Michel SHOONER
Responsable approvisionnement et magasins

Tél : 514-280-6559
Télécop. : 514-280-6779

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-29

Michel VERREAULT
Surintendant administration et soutien à l'exploitation

Tél : 514-280-4364
Télécop. : 514-280-4387

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Richard FONTAINE
Directeur(trice) du traitement des eaux usees
Tél : 514 280-3706
Approuvé le : 2017-08-30

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2017-09-01

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : SP17057-BF0000-C
Numéro de référence : 1094781
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Travaux de remise à niveau des systèmes d'incinération des boues n°1 et n°3 à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Construction Refrabec 925, boul. Lionel-Boulet Varennes, QC, J3X 1P7	Madame Isabelle Marcoux Téléphone : 450 449-5390 Télécopieur : 450 449-5520	**Commande : (1325018)** 2017-08-08 9 h 12 **Transmission :** 2017-08-08 9 h 12	2808857 - Addenda 1 (devis) 2017-08-18 12 h 14 - Courriel 2808858 - Addenda 1 (bordereau) 2017-08-18 12 h 14 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Mécanique CNC (2002) Inc. 1470 rue Graham-Bell Boucherville, QC, J4B 6H5 http://www.cnc2002.ca	Madame Caroline Portelance Téléphone : 450 652-6319 Télécopieur : 450 652-1935	**Commande : (1327157)** 2017-08-11 11 h 28 **Transmission :** 2017-08-11 11 h 28	2808857 - Addenda 1 (devis) 2017-08-18 12 h 14 - Courriel 2808858 - Addenda 1 (bordereau) 2017-08-18 12 h 14 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Nordmec Construction inc. 390, rue Siméon, local 3 Mont-Tremblant, QC, J8E 2R2	Monsieur Yanick Gougeon Téléphone : 819 429-5555 Télécopieur : 819 429-6555	**Commande : (1325636)** 2017-08-09 8 h 36 **Transmission :** 2017-08-09 9 h 26	2808857 - Addenda 1 (devis) 2017-08-18 12 h 14 - Courriel 2808858 - Addenda 1 (bordereau) 2017-08-18 12 h 14 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Reftech International Inc. 1700 50e Avenue Montréal, QC, H8T2V5	Monsieur Paul Guillard Téléphone : 514 633-8665 Télécopieur : 514 633-8665	**Commande : (1326741)** 2017-08-10 15 h 44 **Transmission :** 2017-08-10 15 h 44	2808857 - Addenda 1 (devis) 2017-08-18 12 h 15 - Courriel 2808858 - Addenda 1 (bordereau) 2017-08-18 12 h 15 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

© 2003-2017 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1173438004

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Accorder un contrat à l'entreprise Reftech international inc. pour les travaux de remise à niveau des systèmes d'incinération des boues 1 et 3 de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte pour une somme maximale de 596 254,60 $, taxes incluses, - Appel d'offres SP17057-BF0000-C - 2 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD1173438004_InterventionFinancière_BF.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Stéphanie SIMONEAU
Préposée au budget
Tél : (514) 280-4020

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-29

Claudine LEBOEUF
Conseillère budgétaire
Tél : 514 280-6614
Division : Div. Conseil Et Soutien Financier - Point De Serv. Eau/Env.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.27

2017/09/28 17:00

(1)

Dossier # : 1173482001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 559 643,11$, taxes incluses, pour compléter les travaux de sécurisation de l'enveloppe et de décontamination du 200-300, rue Bellechasse dans le cadre du contrat accordé à Groupe Axino inc. (CM 16 0894) majorant ainsi le montant total du contrat de 3 510 680,02$ à 4 070 323,13$, taxes incluses.

Il est recommandé

1. d'autoriser une dépense additionnelle de 559 643,11$, taxes incluses, pour compléter les travaux de sécurisation de l'enveloppe et de décontamination dans le cadre du contrat accordé à Groupe Axino inc. (CM16 0894), majorant ainsi le montant total du contrat de 3 510 680,02$ à 4 070 323,13$, taxes incluses ;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 42,8% par l'agglomération.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-08-31 08:25

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1173482001**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 559 643,11$, taxes incluses, pour compléter les travaux de sécurisation de l'enveloppe et de décontamination du 200-300, rue Bellechasse dans le cadre du contrat accordé à Groupe Axino inc. (CM 16 0894) majorant ainsi le montant total du contrat de 3 510 680,02$ à 4 070 323,13$, taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

Le 24 août 2016, le conseil municipal a autorisé l'octroi de contrat à Groupe Axino inc. pour un montant maximal de 3 510 680,02$, taxes incluses, pour les travaux de sécurisation de l'enveloppe et de décontamination du 200-300 Bellechasse. Ces travaux ont débuté le 17 octobre 2016.
Lors de la démolition de la façade principale du bâtiment rue Bellechasse, l'entrepreneur nous a informé de la présence de plusieurs renflements (ventre de boeuf) au mur de brique que nous ne pouvions pas observer avant le début de ces travaux.

L'ossature du bâtiment est constituée d'une charpente d'acier. Les poutre secondaires du toit sont appuyées d'une part sur une ferme d'acier et à l'autre extrémité directement sur un massif porteur en maçonnerie.

Une expertise de l'ingénieur a permis de constater que le mur de maçonnerie de la façade nord était fortement incliné vers l'extérieur et présentait un risque élevé d'effondrement. Il recommande d'exécuter dans les plus brefs délais les travaux suivants :

- Démolition du mur de brique du garage;
- Excavation d'un nouvel empattement;
- Installation d'une nouvelle structure d'acier afin de consolider le mur et la toiture dans ce secteur;
- Reconstruction d'un mur en bloc de béton et de brique.

Le degré d'avancement du chantier au 28 août 2017 est de 86 %.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM16 08941 - 22 août 2016 Autoriser une dépense de 3 861 748,03 $, taxes incluses, pour les travaux de sécurisation de l'enveloppe et les travaux de décontamination du 200-300, rue Bellechasse, comprenant tous les frais incidents et accorder à Groupe Axino inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 3 510 680,02 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 5847.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise l'approbation d'une majoration du contrat du Groupe Axino inc. de 559 643,11$ en vue d'exécuter les travaux recommandés par l'ingénieur.

JUSTIFICATION

Il est primordial de finaliser les travaux de sécurisation de l'enveloppe.
Sans l'investigation de l'ingénieur, il était impossible de connaître la gravité de la situation.

Les modifications demandées peuvent être qualifiées d'accessoires au contrat étant entendu que celles-ci ne changent pas la nature du contrat.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les modifications apportées au contrat constituent une dépense qui n'était pas prévue au contrat.
La valeur d'augmentation des dépenses est de 559 643,11$, ce qui représente 15,9 % du contrat initial qui est de 3 510 680,02$ (contingences incluses mais excluant les incidences). Cette dépense sera assumée comme suit: à 57,2% par la ville centre et à 48,2% par l'agglomération.

Un montant maximal de 559 643,11$, taxes incluses, sera financé par les règlements d'emprunts corporatifs 17-005 et d'agglomération RCG 17-016 «Travaux de rénovation et de protection d'immeubles».

Les sommes nécessaires au présent dossier sont disponibles au PTI 2016-2018.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les documents ayant trait au développement durable sont inclus au devis du cahier des charges (gestion des déchets de construction et de démolition, protection de l'environnement).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les travaux seront planifiés de façon à minimiser les impacts sur les activités des occupants.
Afin de minimiser les risques, l'ingénieur a demandé d'étayer temporairement la structure du toit étant donné que le massif porteur est fortement incliné vers l'extérieur.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les utilisateurs seront informés par le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI).

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Autorisation de la dépense : septembre 2017

- Poursuite et fin des travaux : décembre 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Bernard GRENIER
Gestionnaire immobilier

Tél : 872-6455
Télécop. : 872-2222

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-29

Isabelle BONNEAU
c/d gestion de projets immobiliers

Tél : 514-872-7853
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean BOUVRETTE
Directeur par intérim
Tél :
Approuvé le : 2017-08-30

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI
Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2017-08-30

Édifice du 200-300 Bellechasse (0025) - Travaux de sécurisation de l'enveloppe et de décontamination

		Avant taxes	*Taxes incluses*
Estimation du coût des travaux supplémentaires		486 752,00 $	559 643,11 $
Contingences au contrat			585 113,36 $
Solde des contingences au 28 août 2017			211 958,24 $
Imprévus estimés à venir			211 958,24 $
Budget requis			559 643,11 $
Pourcentage du budget supp. / initial	15,94%		

Projet: Édifice du 200-300 Bellechasse (0025) - Travaux de sécurisation de l'enveloppe et de décontamination

Contrat: 14720

A.O.

Calcul du coût des travaux			TPS 5,0%	TVQ 9,975%	Total
Contrat					
	%	**$**			
Travaux forfaitaires		2 544 525,18 $			
Sous-total		2 544 525,18 $	127 226,21 $	253 816,29 $	2 925 566,68 $
Contingences	20,0%	508 905,04 $	25 445,25 $	50 763,28 $	585 113,36 $
Total - Contrat initial		**3 053 430,22 $**	**152 671,46 $**	**304 579,57 $**	**3 510 680,02 $**
Dépense additionnelle					
Total de la dépense additionnelle (montant à autoriser)		486 752,00 $	24 337,60 $	48 553,51 $	**559 643,11 $**
Ristourne TPS	100,00%		24 337,60 $		
Ristourne TVQ	50,00%			24 276,76 $	
Dépense additionnelle après ristournes (montant à emprunter)					**511 028,76 $**
Calcul du coût total des travaux incluant la dépense additic		**3 540 182,22 $**	**177 009,06 $**	**353 133,08 $**	**4 070 324,36 $**

Service de la gestion et de la planification immobilière

Direction de la gestion des projets immobiliers

200 BELLECHASSE

Suivi des contingences du contrat 14720

CONTINGENCES	Total contingences autorisé	373 155,12 $

No ordre de changement	PM	date émission	Description sommaire / commentaires	Justification	Montant sans taxes	Montant txs incl.	Crédit	Montant soumis taxes incl.	Valider avec Architecte	Date	Changement accepté	Paiement
DC01	A02	7 déc. 2016	Démolition supplémentaire - rue Bellechasse	CC	23 239,90 $	26 720,08 $		26 720,08 $	X	2017-02-02	07-mars-17	
DC02	A03	31 janv. 2017	Annulation des poses de fenêtres aux niveau sou-sol	CP	(31 598,00 $)		-33 383,00 $	(16 749,56 $)	X	2017-05-02	15-mai-17	
		6 mars 2017	Crédit Pellicule à fournir		(1 785,00 $)		-1 785,00 $		X			
	AM01	23 fevr 2017	Décontamination au sous-sol (voir plan)	CC	17 750,00 $				18 815,00 $			
DC03	A04	9 mars 2017	Fournir 2 pièces décoratives telle que existantes.	ER	5 164,32 $	5 937,68 $		7 794,05 $		2017-05-02		
	A05	9 mars 2017	Enlèvement de la couche de béton en surface à la base du mur avenue Gaspé	ER	1 614,59 $	1 856,37 $					15-mai-17	
DC04	A08	27 avr. 2017	Réparation des ouverture des portes de garage (+4 jours)	CC/ER	16 116,24 $	18 529,65 $		18 529,65 $		2017-05-05	15-mai-17	CP7
DC05	A06	15 mai 2017	Remplacement briques dans les appentis	CC	34 667,57 $	39 859,04 $		137 100,44 $		2017-05-15		CP09
	A09	15 mai 2017	Démolition et travaux de maçonnerie 2ieme rang bellechasse et de Gaspé	CC	84 576,13 $	97 241,41 $					26-mai-17	CP09
DC06	A10	24 avr. 2017	Fond de clouage supplémentaire pour les jambage et tête de fenêtre	CC	21 394,59 $	24 598,43 $		36 249,54 $		2017-07-07		CP8
	A11	1 mai 2017	Retirer jambage et linteaux en pierre entrée principale +#17005 rev1	CC	10 133,60 $	11 651,11 $					14-juil-17	
DC07	A13	17 mai 2017	Complet le vide d'air sous les fenêtres, cavité profonde	CC	4 364,34 $	5 017,90 $		23 548,37 $		2017-07-07	14-juil	CP09
	A17	2 juin 2017	Remplacement du bandeau en béton façade Bellechasse	CC	16 116,96 $	18 530,47 $						
DC08	A12	12 juil. 2017	Démolition et reconstruction de plusieurs ventre de bœuf	CC/ER	56 947,58 $	65 475,48 $		65 475,48 $		2017-07-14	2017-08-18	CP09
DC09	A15	19 mai 2017	Renforcement des mur de bloc au colonne rue De Gaspé	CC	17 570,16 $	20 201,29 $		40 602,43 $		2017-07-14	2017-08-18	
	A20	29 juin 2017	Renforcement structural entre les fenêtres 2ième étage Bellechasse	CC	17 743,98 $	20 401,14 $						
DC10	A18	8 juin 2017	Fourniture et installation luminaires au dessus de la porte de garage	ER	641,88 $	738,00 $		24 437,64 $		2017-08-19		
	A19	26 juin 2017	Étaiement pour soutenir toit dans la zone affectée	CC	14 555,60 $	16 735,30 $						CP09
	A21	29 juin 2017	Façade 1 A/205 réparation à 100% (béton) et épaisseur d'environ 3/8"	ER	4 327,34 $	4 975,36 $						CP09
	A22	5 juil. 2017	Percées exploratoires au niveau de la dalle au plancher	CC	1 729,92 $	1 988,98 $						CP09
DC11	A07	7 avr. 2017	Réparation ponctuel de béton (prix au pi2)	CC	5 170,26 $	5 944,51 $		9 447,00 $				
	A25	19 juil. 2017	Remplissage entre les 2 bâtiment sur De Gaspé	CC	3 046,31 $	3 502,49 $						

Facturation des ordres de changement

4%	4,71%	4,63%	10%
architecture	structure	civil électricité	paysage

	Coût des travaux pour mur à démolir

Total	373 155,12 $		sauf crédit DC02,	389 904,68 $
Total contingence	585 113,36 $			
Total restant	211 958,24 $			195 208,68 $

Légende justification :

CP : changement au programme CO : coordination sur le chantier

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1173482001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 559 643,11$, taxes incluses, pour compléter les travaux de sécurisation de l'enveloppe et de décontamination du 200-300, rue Bellechasse dans le cadre du contrat accordé à Groupe Axino inc. (CM 16 0894) majorant ainsi le montant total du contrat de 3 510 680,02$ à 4 070 323,13$, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1173482001 - dépense additionnelle 200 Bellechasse.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Préposé au budget - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514 872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-30

Françoise TURGEON
Conseillère budgétaire

Tél : 514 872-0946
Division : Service des finances - Point de service HDV

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.28

2017/09/28 17:00

(1)

Dossier # : 1173438007

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Collecteurs et bassins de rétention
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Le Groupe Lefebvre M.R.P. inc., pour la réfection de la structure de régulation des eaux usées Alepin située dans l'arrondissement LaSalle, pour une somme maximale de 1 387 529,80 $ taxes incluses - Appel d'offres public CP17044-123274-C - 2 soumissionnaires.

Il est recommandé :
1- d'autoriser une dépense de 1 387 529,80 $, taxes incluses, pour la réfection de la structure de régulation des eaux usées Alepin située dans l'arrondissement LaSalle;

2- d'accorder à Le Groupe Lefebvre M.R.P. inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la réfection de la structure de régulation des eaux usées Alepin située dans l'arrondissement LaSalle, soit pour une somme maximale de 1 387 529,80 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public CP17044-123274C;

3- d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-09-05 17:48

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1173438007**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Collecteurs et bassins de rétention
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Le Groupe Lefebvre M.R.P. inc., pour la réfection de la structure de régulation des eaux usées Alepin située dans l'arrondissement LaSalle, pour une somme maximale de 1 387 529,80 $ taxes incluses - Appel d'offres public CP17044-123274-C - 2 soumissionnaires.

CONTENU

CONTEXTE

Le réseau d'égouts de l'arrondissement LaSalle draine un volume combiné d'eaux pluviales, d'eaux usées domestiques, ainsi que des rejets provenant d'installations agro-alimentaires. Ces eaux usées combinées sont acheminées par deux (2) collecteurs principaux (2x 3960 mm) sous le boulevard Lasalle vers une structure de chute située dans le parc Des-Rapides entre le boulevard Lasalle et le fleuve Saint-Laurent à la hauteur de la 6ème Avenue. À partir de celle-ci, un collecteur de diamètre 5330 mm achemine les eaux usées vers un ensemble de structures (dérivation, régulation et chute), situées à la même hauteur que l'avenue Alepin. De ces structures, les eaux coulent dans l'intercepteur sud vers la station d'épuration des eaux usées (Station).
Les sulfures et les matières organiques contenus dans les eaux produisent du sulfure d'hydrogène gazeux (H_2S) dû aux processus de biodégradation. Les turbulences dans l'écoulement, notamment dans les structures de dérivation, de régulation et de chute, favorisent la libération de ce composé chimique acide dans l'atmosphère à l'intérieur de ces structures. Le H_2S en milieu hautement humide attaque les installations métalliques ainsi que le béton. Les métaux non conçus pour résister à ces attaques se corrodent, tandis que la couche superficielle du béton devient friable comme du gypse.

Les installations métalliques ainsi que les parois des murs de la structure de régulation des structures Alepin sont si dégradées qu'elles ont perdu leur capacité portante; ce qui constitue un danger pour la sécurité des personnes devant entretenir cette structure. La solution retenue consiste à remplacer les installations métalliques (plateforme, échelles, vannes, actionneurs et autres métaux ouvrés) par des matériaux plus résistants à la

corrosion, ainsi que de procéder à l'enlèvement du béton endommagé et de le remplacer par la projection d'un mortier cimentaire, connu pour sa résistance aux agressions du H_2S.

Un appel d'offres public a donc été lancé le 7 août 2017 et publié sur le site SEAO et dans le journal Le Devoir. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 28 août 2017. Les soumissions sont valides jusqu'au 21 décembre 2017. Un seul addenda a été émis pour répondre aux questions concernant cet appel d'offres. Le montant des contingences a été fixé à 15% pour couvrir les imprévus vu que les travaux se déroulent dans des installations existantes.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Aucune

DESCRIPTION

Le travail à exécuter dans le cadre du présent contrat consiste en la fourniture de la main-d'œuvre, des matériaux, des équipements, la supervision, les installations et de l'outillage nécessaire à la réalisation du projet, conformément aux plans et devis de la réfection de la structure de régulation Alepin. Principalement, il s'agit de :
· démanteler la plaque en acier temporaire servant de toit à une partie de la structure;
· démanteler la plateforme (caillebotis), les échelles, des actionneurs, des vannes murales et des métaux ouvrés;
· contrôler les débits d'eaux usées pour et pendant les travaux (installation de batardeaux);
· procéder à l'hydro-démolition des surfaces de béton endommagées;
· réparer les surfaces de béton par projection d'un mortier cimentaire de réparation;
· fournir et installer les vannes murales, actionneurs, échelles, plateforme et autres métaux ouvrés;
· fournir et installer une dalle de toit et y appliquer un produit de protection;
· procéder à la remise en état des lieux.

La réalisation du projet a pour but d'assurer le fonctionnement efficient de l'ouvrage de régulation. L'état de dégradation avancé des équipements pourrait conduire à leur mise hors service. L'accès pour les inspections, l'entretien et la maintenance est nécessaire pour assurer le bon fonctionnement de l'ouvrage.

JUSTIFICATION

Cinq (5) entreprises se sont procuré les documents d'appel d'offres et deux (2) d'entre elles ont déposé une soumission. Deux entreprises n'ont pas soumissionné par manque de temps et de personnel, une autre parce que les travaux à exécuter ne correspondaient pas à leur domaine d'expertise.

Firmes soumissionnaires	Prix de base	Contingences	Total
Le Groupe Lefebvre M.R.P. inc.	1 206 547,65 $	180 982,15 $	1 387 529,80 $
Norclair inc.	1 377 034,88 $	206 555,23 $	1 583 590,12 $
Dernière estimation réalisée	851 735,97 $	127 760,39 $	979 496,36 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)*			1 485 559,96 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*			7,06 %

Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)*	196 060,32 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*	14,13%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*	408 033,44 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*	41,66 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*	196 060,32 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*	14,13 %

L'écart entre la plus basse soumission conforme et la dernière estimation est défavorable de 41,66 %, Cet écart s'explique par le fait que la Ville a omis d'ajouter les coûts des travaux d'installation des vannes à son estimation (70 280,67 $). De plus, les risques associés à la présence de gaz toxiques comme le H_2S, la gestion des eaux usées, les évacuations obligatoires et à la suspension des travaux en cas de débits d'eau importants n'ont pas été considérés dans l'estimation de la Ville. Ces coûts sont estimés à 125 610,20 $. En tenant compte de ces ajouts dans l'estimation de la Ville, le montant final s'élèverait alors à 1 175 387.23 $; soit un écart de 18,05 % au lieu de 41,66%.

Il est donc recommandé d'octroyer le contrat au Groupe Lefebvre M.R.P.inc. au prix de sa soumission, soit 1 387 529,80 $, taxes incluses.

Les validations requises indiquant que l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec ont été faites - Le Groupe Lefebvre M.R.P. inc., 210 rue Roy, St-Eustache, QC - 2273-5476-22, de plus, l'entreprise a fourni l'attestation de Revenu Québec en date du 5 juillet 2017 avec sa soumission.

Conformément au décret 1049-2013 du 23 octobre 2013, Le Groupe Lefebvre M.R.P. inc. détient une attestation valide de l'Autorité des Marchés Financiers. Ce document a été reproduit en pièces jointes.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût pour la réfection de la structure de régulation des eaux usées Alepin de l'arrondissement LaSalle est de 1 387 529,80 $ $ taxes incluses.
Ceci représente un montant de 1 266 999,65 $ net de ristournes de taxes. Cette dépense est admissible à une subvention estimée à 675 733,15 $ au programme de Fonds Chantier Canada Québec (FCCQ), volet Grandes Villes. La partie financée par la réserve de l'eau locale représente un montant de 337 866,57 $ (selon disponibilité de la réserve) L'emprunt net de 253 399,93 $ est à la charge spécifique des villes reconstituées.

Le détail des informations comptables se retrouve dans l'intervention financière du Service des finances.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Pratiquer une gestion responsable des ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si les travaux prévus au présent contrat n'étaient pas réalisés, aucune intervention humaine ne serait possible à l'intérieur de la structure pour effectuer l'entretien et la maintenance des équipements. De plus à moyen terme, certaines composantes pourraient devenir inopérables.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat: septembre 2017

- Fin des travaux : mai 2018

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Stéphanie SIMONEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Michel SHOONER
Responsable approvisionnement et magasins

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-31

Michel VERREAULT
Surintendant administration et soutien à l'exploitation

Tél : 514-280-6559
Télécop. : 514-280-6779

Tél : 514-280-4364
Télécop. : 514-280-4387

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Richard FONTAINE
Directeur(trice) du traitement des eaux usees
Tél : 514 280-3706
Approuvé le : 2017-09-01

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2017-09-05

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 27 février 2017

LE GROUPE LEFEBVRE M.R.P. INC.
A/S MONSIEUR RICHARD LEFEBVRE
210, RUE ROY
SAINT-EUSTACHE (QC) J7R 5R6

N° de décision : 2017-CPSM-1012074
N° de client : 2700009102

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous GROUPE LEFEBVRE, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). LE GROUPE LEFEBVRE M.R.P. INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **11 juin 2019** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : CP17044-123274-C
Numéro de référence : 1095979
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Travaux de réfection des structures Alepin (Phase I)

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Construction Interlag Inc. 8165 rue du Creusot Montréal, QC, H1P 2A3	Madame Francine Luquette Téléphone : 514 323-6710 Télécopieur : 514 323-3882	**Commande : (1332390)** 2017-08-24 9 h 38 **Transmission :** 2017-08-24 11 h	2808902 - Addenda 1 2017-08-24 9 h 38 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Groupe Lefebvre M.R.P. INC.. 210 rue Roy Saint-Eustache, QC, J7R 5R6 http://www.groupe-lefebvre.com	Madame Monique St-Laurent Téléphone : 450 491-6444 Télécopieur : 450 491-4710	**Commande : (1325007)** 2017-08-08 9 h 05 **Transmission :** 2017-08-08 9 h 05	2808902 - Addenda 1 2017-08-18 13 h 58 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Constructions et Pavage Jeskar Inc. 5181 Amiens, suite 202 Montréal, QC, H1G 6N9	Monsieur Richard Morin Téléphone : 514 327-5454 Télécopieur : 514 327-4198	**Commande : (1325634)** 2017-08-09 8 h 34 **Transmission :** 2017-08-09 9 h 27	2808902 - Addenda 1 2017-08-18 13 h 58 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Les Entreprises Michaudville Inc. 270 rue Brunet Mont-Saint-Hilaire, QC, J3G 4S6 http://www.michaudville.com	Monsieur Sylvain Phaneuf Téléphone : 450 446-9933 Télécopieur : 450 446-1933	**Commande : (1326278)** 2017-08-10 8 h 57 **Transmission :** 2017-08-10 8 h 57	2808902 - Addenda 1 2017-08-18 13 h 58 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Norclair inc.. 1100, montée Masson Laval, QC, h7e 4p2 http://www.norclair.ca	Monsieur Jean-François Lessard Téléphone : 450 688-4012 Télécopieur : 450 688-9123	**Commande : (1327868)** 2017-08-14 13 h 30 **Transmission :** 2017-08-14 13 h 37	2808902 - Addenda 1 2017-08-18 13 h 58 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

© 2003-2017 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1173438007

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Collecteurs et bassins de rétention
Objet :	Accorder un contrat à Le Groupe Lefebvre M.R.P. inc., pour la réfection de la structure de régulation des eaux usées Alepin située dans l'arrondissement LaSalle, pour une somme maximale de 1 387 529,80 $ taxes incluses - Appel d'offres public CP17044 -123274-C - 2 soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1173438007_InfoCompt_DEEU.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Stéphanie SIMONEAU
Préposée au budget
Tél : (514) 280-4020

Co-auteure : Iva STOILOVA-DINEVA
Agente comptable analyste – Service des finances
Conseil et soutien financier – Point de service l'Eau et Environnement
Tél. : (514) 872-5051

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-09-01

Marco BEAULIEU
Conseiller budgétaire
Tél : 514 280-4195

Division : Div. Conseil Et Soutien Financier - Point De Serv. Eau/Env.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.29

2017/09/28 17:00

(1)

Dossier # : 1173438010

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Ingénierie et procédés
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la compagnie Filtrum inc.pour la mise en œuvre de systèmes de suivi d'ouvrages de surverse à 39 sites répartis sur le territoire de l'Île de Montréal, pour une somme maximale de 1 498 198,98 $ taxes incluses - Appel d'offres public IP17008-150803-C - 3 soumissionnaires.

Il est recommandé :

1. d'accorder à la compagnie Filtrum inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la mise en oeuvre de systèmes de suivi d'ouvrages de surverse à 39 sites répartis sur le territoire de l'Île de Montréal, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 498 198,98 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public IP17008-150803-C;

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-09-05 17:48

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1173438010**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Ingénierie et procédés
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la compagnie Filtrum inc.pour la mise en œuvre de systèmes de suivi d'ouvrages de surverse à 39 sites répartis sur le territoire de l'Île de Montréal, pour une somme maximale de 1 498 198,98 $ taxes incluses - Appel d'offres public IP17008-150803-C - 3 soumissionnaires.

CONTENU

CONTEXTE

Le Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées (ROMAEU), entré en vigueur le 11 janvier 2014, exige des exploitants des réseaux d'égouts de nouveaux critères de suivi des ouvrages de surverse. Des appareils permettant de détecter en temps réel les déversements d'eau usée doivent être installés à chaque ouvrage, permettant d'en faire un suivi exhaustif, incluant la fréquence des débordements, le moment et la durée cumulée sur une base quotidienne.
La Direction de l'épuration des eaux usées (DÉEU) de la Ville de Montréal effectue déjà le suivi et fait rapport au Ministère du développement durable, environnement et lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) pour 162 ouvrages de surverse. Les équipements de suivi actuels ne répondent plus aux exigences en vertu du règlement et doivent donc être remplacés.

En effet, les instruments répondant aux critères du MDDELCC sont peu nombreux et la DEEU a dû effectuer une veille technologique afin d'identifier les instruments répondant aux spécifications demandées. Au cours des dernières années, des instruments ont été installés dans les ouvrages de surverse pour tester leur efficacité, notamment des sondes de type Ijinus. Ces sondes ont connu plusieurs ratés. Ces équipements seront donc remplacés dans le cadre de ce projet par des sondes HWM qui ont été testées et répondent aux critères du MDDELCC.

Le présent sommaire décisionnel vise l'installation de 39 instruments de suivi sur des trop-pleins gravitaires répartis sur le territoire de l'île de Montréal. D'autres phases sont prévues

en 2018 et 2019 pour se conformer au règlement et effectuer un suivi adéquat sur l'ensemble des structures.

Un appel d'offres public a donc été lancé le 29 juin 2017 et publié sur le site SEAO et dans le journal Le Devoir. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 16 août 2017. La validité des soumissions est de 90 jours. Trois addenda ont été émis:

· addenda 1 en date du 6 juillet 2017 : révision des documents d'appel d'offres

· addenda 2 en date du 9 août 2017 : report de date de soumission

· addenda 3 en date du 11 août 2017 : réponses à des questions.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG14 0455 – 30 octobre 2014 - Accorder un contrat à Filtrum inc., pour une somme maximale de 505 763,53 $, taxes incluses, pour les travaux d'électricité, de contrôle, de génie civil et de mécanique pour la construction de 6 systèmes de suivi environnemental (surverses) - Appel d'offres public 3281-AE
CG13 0454 – 28 novembre 2013 - Accorder un contrat à Filtrum inc., pour une somme maximale de 999 638,64 $, taxes incluses, pour les travaux d'électricité, de contrôle, de génie civil et de mécanique pour la construction de 8 systèmes de suivi environnemental (surverses) - Appel d'offres public 3277-AE

CE09 1251 - 29 juillet 2009 - Accorder à SNC-LAVALIN, firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, un contrat de services professionnels pour le programme de suivi des ouvrages de surverse sur le territoire de la Ville de Montréal, aux prix de sa soumission, soit au montant approximatif de 396 883,91 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 4007-AE.

DESCRIPTION

Les travaux du présent contrat visent à instrumenter 39 sites de déversement conformément aux exigences du ROMAEU et seront réalisés en 2017 et en 2018. Les trop pleins gravitaires, anciennement suivis à l'aide d'un relevé sur une base mensuelle, seront intégrés au système de télémétrie de la DÉEU. Ainsi, le suivi quotidien des ouvrages permettra de détecter en temps réel tant les débordements que les défaillances des systèmes de mesure et de communication.

De plus, l'historique des événements survenus à un site est une information pertinente pour les analyses inhérentes aux autorisations données par MDDELCC relativement aux projets de construction d'égouts et est aussi utilisé dans le cadre d'études d'impact touchant, entre autres, les cours d'eau et les prises d'eau brute pour la production d'eau potable.

Les travaux prévus consistent principalement à :

· fournir et installer des sondes de mesure de niveau et des enregistreurs;

· effectuer des travaux civils de réfection de regards d'égouts pour faciliter l'accès et l'entretien de ces sondes;

· effectuer des travaux de programmation pour faciliter la gestion des ouvrages de surverse.

JUSTIFICATION

Ce projet de construction est essentiel afin de se conformer à la réglementation en vigueur. Il permettra un suivi de la fréquence des débordements, le moment et la durée cumulée sur une base quotidienne et ce, pour les 39 ouvrages de surverses visés. Actuellement la Ville est en défaut vis à vis la réglementation ROMAEU du MDDELCC adoptée en 2015 et s'expose à des sanctions administratives et monétaires.

Huit entreprises se sont procuré les documents d'appel d'offres et trois nous ont fait parvenir une offre. Aucune entreprise parmi les cinq (5) autres qui n'ont pas soumissionné n'a fourni de raison à son désistement.

Firmes soumissionnaires	Prix de base	Contingences	Total
Filtrum inc.	1 302 781,73 $	195 417,26 $	1 498 198,98 $
Nordmec Construction inc.	1 309 449,13 $	196 417,37 $	1 505 866,49 $
Cribtec inc.	1 804 782,12 $	270 717,32 $	2 075 499,44 $
Dernière estimation réalisée	822 250,00 $	123 230,04 $	945 480,04 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)*			1 502 032,74 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*			0,26 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)*			7 667, 51 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*			0,51 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			552 718,94 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			58,46 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			7 667,51 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			0,51 %

L'écart entre la plus basse soumission conforme et la dernière estimation est défavorable de 58,46 %. Par contre, il faut aussi considérer l'écart entre la deuxième plus basse et la plus basse qui n'est que de 0,51%. Cet écart laisse penser que certains éléments ont été sous-estimés ou négligés lors de l'estimé. Après vérification, il a été confirmé que les travaux de nature civile ont été sous-estimés de 99 166 $ en raison de la complexité associée à des sites multiples, et à l'utilisation de sous-traitants pour la réalisation de ces travaux.

Également, les contrats précédents octroyés pour ce type de travaux tant à la Ville de Montréal qu'ailleurs pour d'autres municipalités, ont démontré des risques et imprévus importants pour les entrepreneurs, de telle sorte que ceux-ci doivent en tenir compte dans leur soumission. Ces risques sont estimés à 228 470 $. En tenant compte de ces deux éléments, l'écart entre l'estimation de la Ville et du plus bas soumissionnaire. serait de 17,65 % au lieu de 58,46 %.

Il est donc recommandé d'octroyer le contrat au plus bas soumissionnaire conforme, soit la compagnie Filtrum inc. au montant de sa soumission, soit 1 498 198,98 $, taxes incluses.

Les validations requises indiquant que l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec ont été faites - l'entreprise Filtrum inc. no 8231-3610-35. L'entreprise a fourni l'attestation de Revenu Québec, expirant le 30 novembre 2017, avec sa soumission.

Conformément au décret 1049-2013 du 23 octobre 2013, la compagnie Filtrum inc. détient une attestation valide de l'Autorité des Marchés Financiers. Ce document a été reproduit en pièces jointes.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût pour la mise en œuvre de systèmes de suivi d'ouvrages de surverse est de 1 498 198,98 $ taxes incluses. Ces coûts représentent un montant de 1 368 055,36 $ net de ristournes de taxes.
Cette dépense est admissible à une subvention estimée à 1 094 444,29 $ au programme de la TECQ (taxe sur l'essence et de la contribution du Québec). L'emprunt net de 273 611,07 $ est à la charge spécifique des villes reconstituées à moins de disponibilités de la réserve..

Le détail des informations comptables se retrouve dans l'intervention financière du Service des finances.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Pratiquer une gestion responsable des ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

À défaut de donner suite à cette recommandation, la Ville s'expose à des sanctions administratives et pécuniaires du MDDELCC tel que prévu au chapitre IV du ROMAEU. De plus, comme le suivi actuel présente des problèmes de fiabilité, il ne permet pas de fournir une information juste et rapide sur l'état des déversements dans les cours d'eau.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début des travaux: septembre 2017
Fin des travaux: septembre 2018

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Stéphanie SIMONEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Michel SHOONER
Responsable approvisionnement et magasins

Tél : 514-280-6559
Télécop. : 514-280-6779

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-31

Michel VERREAULT
Surintendant administration et soutien à l'exploitation

Tél : 514-280-4364
Télécop. : 514-280-4387

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Richard FONTAINE
Directeur(trice) du traitement des eaux usees
Tél : 514 280-3706
Approuvé le : 2017-09-01

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2017-09-05

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 19 janvier 2017

FILTRUM INC.
A/S MADAME ALINE AUGER
430, RUE DES ENTREPRENEURS
QUÉBEC (QC) G1M 1B3

N° de décision : 2017-CPSM-1004607
N° de client : 2700023505

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Madame,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous FILTRUM CONSTRUCTION, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). FILTRUM INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **14 juillet 2019** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Madame, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : IP17008-150803-C
Numéro de référence : 1087347
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Ouvrages de surverse - Travaux pour enregistreurs de débordements

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Béton Provincial.. 9180, boulevard Industriel Parc Industriel Trois-Rivières, QC, G9A 5E1 http://www.betonprovincial.com	Monsieur Jérôme Lavoie Téléphone : 819 373-0074 Télécopieur :	**Commande : (1327175)** 2017-08-11 11 h 53 **Transmission :** 2017-08-11 11 h 53	2789575 - Addenda 1 (devis) 2017-08-11 11 h 53 - Téléchargement 2789576 - Addenda 1 (bordereau) 2017-08-11 11 h 53 - Téléchargement 2803972 - Addenda 2 (Report de date) 2017-08-11 11 h 53 - Téléchargement 2805358 - Addenda 3 2017-08-11 15 h 36 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
CRIBTEC 500, rue du Ressac Québec, QC, g1j5l7	Madame Isabelle Vézina Téléphone : 418 781-2228 Télécopieur : 418 522-9758	**Commande : (1312533)** 2017-07-04 15 h 50 **Transmission :** 2017-07-04 16 h	2789575 - Addenda 1 (devis) 2017-07-06 16 h 15 - Courriel 2789576 - Addenda 1 (bordereau) 2017-07-06 16 h 15 - Téléchargement 2803972 - Addenda 2 (Report de date) 2017-08-09 18 h 05 - Courriel 2805358 - Addenda 3 2017-08-11 15 h 36 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Filtrum Inc. 430 rue des Entrepreneurs Québec, QC, G1M 1B3 http://www.filtrum.qc.ca	Madame Christine Gauthier Téléphone : 418 687-0628 Télécopieur : 418 687-3687	**Commande : (1314082)** 2017-07-07 10 h 10 **Transmission :** 2017-07-07 14 h 46	2789575 - Addenda 1 (devis) 2017-07-07 10 h 10 - Téléchargement 2789576 - Addenda 1 (bordereau) 2017-07-07 10 h 10 - Téléchargement

			2803972 - Addenda 2 (Report de date) 2017-08-09 18 h 05 - Courriel 2805358 - Addenda 3 2017-08-11 15 h 36 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
LE GROUPE LÉCUYER LTÉE. 17 Du Moulin Saint-Rémi, QC, J0L 2L0 http://www.lecuyerbeton.com	Monsieur David Guay Téléphone : 450 454-3928 Télécopieur : 450 454-7254	**Commande : (1312120)** 2017-07-04 8 h 39 **Transmission :** 2017-07-04 8 h 39	2789575 - Addenda 1 (devis) 2017-07-06 16 h 15 - Courriel 2789576 - Addenda 1 (bordereau) 2017-07-06 16 h 15 - Téléchargement 2803972 - Addenda 2 (Report de date) 2017-08-09 18 h 05 - Courriel 2805358 - Addenda 3 2017-08-11 15 h 36 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Nordmec Construction inc. 390, rue Siméon, local 3 Mont-Tremblant, QC, J8E 2R2	Monsieur Yanick Gougeon Téléphone : 819 429-5555 Télécopieur : 819 429-6555	**Commande : (1312723)** 2017-07-05 8 h 58 **Transmission :** 2017-07-05 8 h 58	2789575 - Addenda 1 (devis) 2017-07-06 16 h 15 - Courriel 2789576 - Addenda 1 (bordereau) 2017-07-06 16 h 15 - Téléchargement 2803972 - Addenda 2 (Report de date) 2017-08-09 18 h 05 - Courriel 2805358 - Addenda 3 2017-08-11 15 h 36 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
SCADALLIANCE 753 Avenue Antonine-Maillet Montréal, QC, H2V 2Y4	Monsieur ROBERT BONFILS Téléphone : 514 448-4422 Télécopieur : 514 228-3900	**Commande : (1311449)** 2017-07-01 12 h 42 **Transmission :** 2017-07-03 7 h 47	2789575 - Addenda 1 (devis) 2017-07-06 16 h 15 - Courriel 2789576 - Addenda 1 (bordereau) 2017-07-06 16 h 15 - Téléchargement 2803972 - Addenda 2 (Report de date) 2017-08-09 18 h 05 - Courriel 2805358 - Addenda 3 2017-08-11 15 h 36 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Systèmes Urbains Inc. 23, avenue Milton		**Commande : (1312008)** 2017-07-03 16 h 52	2789575 - Addenda 1 (devis) 2017-07-06 16 h 15 - Courriel

Montréal, QC, H8R 1K6 http://www.systemesurbains.com	Monsieur Francis Duchesne Téléphone : 514 321-5205 Télécopieur : 514 321-5835	**Transmission :** 2017-07-03 16 h 52	2789576 - Addenda 1 (bordereau) 2017-07-06 16 h 15 - Téléchargement 2803972 - Addenda 2 (Report de date) 2017-08-09 18 h 05 - Courriel 2805358 - Addenda 3 2017-08-11 15 h 36 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Veolia Water Technologies Canada Inc. 4105 rue Sartelon St-Laurent Montréal, QC, H4S 2B3	Monsieur Denis Girard et Ghislaine Campeau Téléphone : 514 334-7230 Télécopieur : 514 334-2574	**Commande : (1311576)** 2017-07-03 9 h 11 **Transmission :** 2017-07-03 9 h 11	2789575 - Addenda 1 (devis) 2017-07-06 16 h 15 - Courriel 2789576 - Addenda 1 (bordereau) 2017-07-06 16 h 15 - Téléchargement 2803972 - Addenda 2 (Report de date) 2017-08-09 18 h 05 - Courriel 2805358 - Addenda 3 2017-08-11 15 h 36 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

© 2003-2017 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1173438010

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Ingénierie et procédés
Objet :	Accorder un contrat à la compagnie Filtrum inc.pour la mise en œuvre de systèmes de suivi d'ouvrages de surverse à 39 sites répartis sur le territoire de l'Île de Montréal, pour une somme maximale de 1 498 198,98 $ taxes incluses - Appel d'offres public IP17008-150803-C - 3 soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1173438010_InfoCompt_DEEU.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Stéphanie SIMONEAU
Préposée au budget
Tél : (514) 280-4020

Co-auteure : Iva STOILOVA-DINEVA
Agente comptable analyste – Service des finances
Conseil et soutien financier – Point de service l'Eau et Environnement
Tél. : (514) 872-5051

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-09-01

Marco BEAULIEU
Conseiller budgétaire
Tél : 514 280-4195

Division : Div. Conseil Et Soutien Financier - Point De Serv. Eau/Env.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.30

2017/09/28 17:00

(1)

Dossier # : 1166342001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 11 230,81 $ taxes incluses, pour le réajustement des honoraires selon le coût réel des travaux ainsi qu'une modification au contrat de 46 158,26 $ taxes incluses, pour des services rendus, pour le projet de la reconstruction de la caserne de pompiers n° 75 (3095) / Approuver un projet d'avenant n° 1 modifiant la convention de services professionnels intervenue entre la Ville de Montréal et Archipel architecture inc., WSP Canada inc. et SDK et associés. (CG14 0248) majorant ainsi le montant total du contrat de 205 554,16 $ à 216 784,97 $, taxes incluses, avant les contingences.

Il est recommandé :
1. d'autoriser une dépense additionnelle de 11 230,81 $ taxes incluses, pour le réajustement des honoraires selon le coût réel des travaux ainsi qu'une modification au contrat de 46 158,26 $ taxes incluses, pour des services rendus, pour le projet de la reconstruction de la caserne de pompiers n° 75;

2. d'approuver un projet (de convention ou d'addenda) modifiant la convention de services professionnels intervenue entre la Ville de Montréal et les firmes Archipel architecture inc., WSP Canada inc. et SDK et associés, majorant ainsi le montant total du contrat de 205 554,16 $ à 216 784,97 $, taxes incluses, avant les contingences.

3. d'imputer ces dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-09-05 09:11

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1166342001**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 11 230,81 $ taxes incluses, pour le réajustement des honoraires selon le coût réel des travaux ainsi qu'une modification au contrat de 46 158,26 $ taxes incluses, pour des services rendus, pour le projet de la reconstruction de la caserne de pompiers n° 75 (3095) / Approuver un projet d'avenant n° 1 modifiant la convention de services professionnels intervenue entre la Ville de Montréal et Archipel architecture inc., WSP Canada inc. et SDK et associés. (CG14 0248) majorant ainsi le montant total du contrat de 205 554,16 $ à 216 784,97 $, taxes incluses, avant les contingences.

CONTENU

CONTEXTE

Le 17 février 2011, une convention pour la fourniture de services professionnels a été octroyée à Pierre Deslisle architecte, Énergénie et SDK et associés afin de réaliser la conception et la surveillance des travaux pour la mise à niveau et la mise aux normes de la caserne de pompiers n° 75 à Outremont. Le choix d'une reconstruction de la caserne a été privilégié à la rénovation suite à une étude comparative. Le contrat s'est terminé à la réalisation des plans et devis pour soumission incluant l'analyse des soumissions reçues des entrepreneurs.
Le projet a fait l'objet d'un appel d'offres public et le contrat de réalisation des travaux de reconstruction de la caserne a été octroyé le 1er mai 2014 au plus bas soumissionnaire conforme, l'entrepreneur Quadrax & Associés EG au montant de 7 415 067,90 $.

Par la suite, une convention pour la fourniture de services professionnels pour la surveillance des travaux et le suivi de chantier a été octroyée aux firmes Archipel architecture inc., WSP Canada inc. et SDK et associés le 29 mai 2014 par résolution du CG14 0248 au montant de 205 554,16 $ taxes incluses, suite à l'appel d'offres public 14-13505 (ci-après la « Convention initiale »). La Convention initiale prévoit que la méthode du pourcentage doit être utilisée pour le calcul des honoraires professionnels engendrés par les services de base rendus par l'adjudicataire. La Convention initiale prévoit que les services de surveillance des travaux de toiture en résidence ne sont pas compris dans les services de base et qu'ils sont payés selon la méthode du forfait à même le montant maximal des honoraires (205 554,16$ taxes incluses). Un montant de 30 833,12$ taxes incluses pour des contingences (à savoir 15 % du montant maximal des honoraires de 205 554,16$ taxes

incluses) a été également approuvé.

Le contrat de réalisation des travaux de reconstruction de la caserne a été majoré le 20 août 2015 à 8 005 797.59 $ taxes incluses, ayant eu trop d'imprévus dans la réalisation des travaux, le budget pour les contingences de construction ont été épuisées, voir le sommaire # 1156342001.

Le montant de 30 833,12$ taxes incluses pour des contingences approuvées initialement a été utilisé en totalité pour payer des services non prévus à la Convention initiale, à savoir la décontamination additionnelle du site requise, le déplacement du branchement d'aqueduc, le suivi avec le Service de l'eau de la Ville concernant le compteur d'eau, la coordination avec Hydro-Québec pour le branchement à leur réseau d'électricité. Finalement certaines contraintes particulières à ce projet ont demandé des dépenses supplémentaires non prévues notamment la difficulté à récupérer les éléments de bois dans l'ancienne caserne afin d'atteindre la certification LEED NC OR.

En cours de chantier, d'autres services non prévus à la Convention initiale ont été requis et rendus ce qui nécessite maintenant une modification de la Convention initiale.

Le présent sommaire a deux (2) objets :

1) l'ajustement à la hausse de la portion des honoraires professionnels payés selon la méthode du pourcentage en fonction du coût réel des travaux conformément au sous-paragraphe 5.1.1 a) (Méthode du pourcentage) du paragraphe 5.1 (Honoraires) de l'article 5 (Rémunération) de la Convention initiale, à savoir une somme de 11 230,81$ taxes incluses;

2) l'obtention d'une autorisation pour modifier la Convention initiale afin de majorer le montant maximal des honoraires professionnels de 46 158,26 $ taxes incluses pour payer des services non prévus, mais rendus par l'adjudicataire pour permettre la réalisation du projet pour la déconstruction et reconstruction de la caserne de pompiers n° 75.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0474 - 20 août 2015 - d'autoriser une dépense additionnelle de 187 766,31 $, taxes incluses, et autoriser un transfert de 200 000,00 $ des dépenses incidentes aux dépenses contingentes, pour la réalisation de travaux de reconstruction à la caserne de pompiers n° 75 (3095), située au 40 avenue Saint-Just dans l'arrondissement d'Outremont, dans le cadre du contrat accordé à Quadrax & Associés EG (CG14 0195), majorant ainsi le montant total du contrat de 6 860 480,70 $ à 7 248 247,01 $, taxes incluses
CG14 0248 - 29 mai 2014 - d'accorder un contrat de services professionnels à Archipel architecture inc., WSP Canada inc. et SDK et associés pour la surveillance des travaux et le suivi de chantier de la reconstruction de la caserne de pompiers n° 75, incluant la conservation et la restauration de la tour à boyaux - Dépense totale de 307 303,47 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13505 (1 soum.)

CG14 0195 - 1er mai 2014 - d'accorder un contrat à Quadrax & Associés EG pour la réalisation de travaux de reconstruction de la caserne de pompiers n° 75, incluant la conservation et la restauration de la tour à boyaux, située au 40 avenue Saint-Just dans l'arrondissement d'Outremont - Dépense totale de 7 415 067,90 $, taxes incluses - Appel d'offres public 5699 (10 soum.)

CE11 0173 - 17 février 2011 - d'approuver un projet de convention par lequel Pierre Delisle architecte, Énergénie et SDK et associés, firmes ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels requis pour la mise à niveau et la mise aux normes de la caserne 75, pour

une somme maximale de 423 679,73 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 10-11421, selon les termes et conditions stipulés au projet de convention.

CE09 1027 - 9 juin 2009 - d'approuver la Politique de développement durable pour les édifices de la Ville de Montréal.

DESCRIPTION

Le présent sommaire a deux (2) objets :
1) l'ajustement à la hausse de la portion des honoraires professionnels payée selon la méthode du pourcentage en fonction du coût réel des travaux conformément au sous-paragraphe 5.1.1 a) (Méthode du pourcentage) du paragraphe 5.1 (Honoraires) de l'article 5 (Rémunération) de la Convention initiale, à savoir une somme de 11 230,81$ taxes incluses;

2) l'obtention d'une autorisation pour modifier la Convention initiale afin de majorer à nouveau le montant maximal des honoraires professionnels de 46 158,26 $ taxes incluses pour payer des services non prévus, mais rendus par l'adjudicataire pour permettre la réalisation du projet. Il s'agit des services suivants : l'élaboration des plans et devis pour construction (demande du SGPI), la révision du schéma de l'entrée d'eau (demande du Service de l'eau de recommencer le concept), l'étude de l'aide financière d'Hydro-Québec et de Gaz Métro pour le dossier visant la certification LEED NC or (demande du SGPI), l'élaboration d'un nouveau design des clôtures (demande de l'arrondissement Outremont) ainsi que les documents de la demande de mesures différentes de la RBQ.

JUSTIFICATION

Le sous-paragraphe 5.1.1 a) (Méthode du pourcentage) du paragraphe 5.1 (Honoraires) de l'article 5 (Rémunération) de la Convention initiale prévoit que la Ville doit procéder à l'ajustement à la hausse ou à la baisse des honoraires professionnels de manière à ce que ce qu'elle paie toujours lesdits honoraires professionnels sur la base du coût réel des travaux réalisés par l'entrepreneur mandaté pour la réalisation du projet. En l'espèce, considérant le coût réel desdits travaux, la portion des honoraires professionnels payée selon la méthode du pourcentage en fonction du coût réel des travaux doit être ajustée à la hausse, à savoir une somme de 11 230,81$ taxes incluses.
D'autre part, des services non prévus à la Convention initiale ont été requis et rendus pour permettre la réalisation du projet. Ces services ont été fournis à la demande de la Ville. Initialement la facturation de l'adjudicataire pour la réalisation desdits services non prévus était beaucoup plus élevée, mais suivant des négociations, il a accepté d'assumer la partie concernant la surveillance accrue au chantier pour un montant de 124 382,95 $.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût des travaux pour fixer le budget maximal des honoraires, inclus au contrat de services professionnels, était de l'ordre de 5 965 635,39 $ (avec taxes et sans le montant dédié aux contingences). Après l'augmentation du coût de construction, ce montant était de 6 353 401,70 $ (avec taxes et sans le montant dédié aux contingences), soit une hausse de 7 % par rapport au coût initial.
En application du sous-paragraphe 5.1.1 a) (Méthode du pourcentage) du paragraphe 5.1 (Honoraires) de l'article 5 (Rémunération) de la Convention initiale, cette augmentation du coût de construction représente un ajustement à la hausse de la portion des honoraires professionnels payée selon la méthode du pourcentage de 11 230,81 $ taxes incluses.

Somme maximale des honoraires - Convention initiale: 205 554,16$ (taxes incluses)
+

Ajustement des honoraires selon l'article 5.1.1 a) : 11 230,81$ (taxes incluses)
=
Totale des honoraires prévus par la Convention initiale : **216 784,97$** (taxes incluses)

La modification de la Convention initiale vise à permettre une majoration de 46 158,26 $ taxes incluses de la somme totale des honoraires professionnels prévue par la Convention initiale 216 784,97$ (taxes incluses) pour la réalisation de services non prévus. Il s'agit d'une majoration totale de 35,5% par rapport la somme totale des honoraires professionnels prévue par la Convention initiale 216 784,97$ (taxes incluses).

- Contingences initiales: 30 833,12$ (taxes incluses)
+
- 2e majoration (contingences): 46 158,26$ (taxes incluses)
=
Totale des majorations : **76 991.38$** (taxes incluses)

La somme totale des honoraires professionnels sera de 293 776,35$ (taxes incluses) **[**à savoir : 216 784,97$ (taxes incluses) + 76 991.38$ (taxes incluses)**]** dans la mesure où la modification de la Convention initiale est approuvée pour permettre la majoration des honoraires professionnels de 46 158,26$ (taxes incluses)**.**

Le tableau qui suit résume le détail de l'augmentation des honoraires demandés :

	Montant (avec taxes)
Ajustement des honoraires de base (selon convention article 5.1.1.)	11 230,81 $
Modification au contrat (services non prévus, requis et rendus)	
À la demande de la Ville (SGPI, arrondissement Outremont et Service de l'eau)	
- élaboration des plans et devis pour construction	3 446,69 $
- révision du schéma de l'entrée d'eau	11 783,29 $
- étude de l'aide financière d'Hydro-Québec et de Gaz Métro pour le dossier visant la certification LEED NC or	12 072,38 $
- nouveau design des clôtures	9 427,95 $
- demande de mesures différentes de la RBQ	9 427,95 $
Réclamation des professionnels	
- Surveillance accrue en chantier (124 382,95 $) - Annulé	- $
TOTAL	**57 389,07 $**

Le montant de l'ajustement prévu par le sous-paragraphe 5.1.1 a) (Méthode du pourcentage) du paragraphe 5.1 (Honoraires) de l'article 5 (Rémunération) de la Convention initiale (11 230,81$ taxes incluses) et de la modification de la Convention initiale pour permettre une majoration de 46 158,26$ (taxes incluses) des honoraires

professionnels est donc de 57 389,07 $ taxes incluses. Un transfert des incidences vers les contingences est prévu pour la somme de 50 000,00 $, le poste des dépenses incidentes n'ayant pas été dépensé en totalité, ainsi que le vote d'un budget supplémentaire au montant de 7 389,07 $ taxes incluses.

Le coût maximal de l'augmentation de la dépense de 7 389,07 $ taxes incluses sera assumé comme suit :

· Un montant maximal de 7 389,07 $ taxes incluses sera financé par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération RCG15-070 « Travaux de rénovation et de protection des immeubles » en 2017.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les professionnels ont conçu le projet en appliquant les principes de développement durable. Ce projet a obtenu l'accréditation LEED NC OR pour construction neuve, conformément à la politique de développement durable de la Ville.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Étant donné que le sommaire a été approuvé pour une dépense additionnelle du contrat à Quadrax & Associés EG le 20 août 2015, l'ajustement des honoraires doit être effectué conformément à la Convention initiale ((sous-paragraphe 5.1.1 a) (Méthode du pourcentage) du paragraphe 5.1 (Honoraires) de l'article 5 (Rémunération)). Dans le cas où la modification de la Convention initiale pour permettre une majoration des honoraires (46 158,26$ taxes incluses) pour payer des services rendus serait refusée, l'adjudicataire ne pourra pas payer pour les services fournis à la demande de la Ville.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Relativement au présent dossier d'augmentation du contrat, aucune opération de communication n'est requise.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Contrat : 14034 - Mandat : 17236-2-001

Augmentation du contrat d'honoraires au CG :	septembre 2017
Finalisation du contrat :	septembre 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Denis DUROCHER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Carole GUÉRIN, Service de sécurité incendie de Montréal

Lecture :

Carole GUÉRIN, 29 mars 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Chantal B BERGERON
Gestionnaire immobilier

Tél : 514-872-4150
Télécop. : 514-280-3597

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-17

Marie-Hélène LESSARD
Chef de section

Tél : 514 872-7826
Télécop. : 514-280-3597

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean BOUVRETTE
Directeur par intérim
Tél : 514 872-2619
Approuvé le : 2017-09-01

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI
Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2017-09-01

Estimation des coûts du contrat

Projet :	**Caserne 75 - Services professionnels en architecture et en ingénierie - surveillance et suivi de chantier**			**Mandat:**	**17236-2-001**		
				Contrat:	**14034**		
Date :	**2013-03-26**						
Étape :	**octroi de contrat**						
			Budget	**TPS 5,0%**		**TVQ 9,975%**	**Total**
Contrat :	**Honoraires professionnels**		**$**				
	prix forfaitaire		178 781,61				
	Sous-total :	100,0%	**178 781,61**	**8 939,08**		**17 833,47**	**205 554,16**
	Contingences	15,0%	26 817,24	**1 340,86**		**2 675,02**	**30 833,12**
	Total - Contrat :		**205 598,85**	**10 279,94**		**20 508,49**	**236 387,28**
Incidences :	Laboratoire, expertise et caractérisation environnementale	30,0%	61 679,66	**0,00**		**0,00**	0,00
	Total - Incidences :		**61 679,66**	**3 083,98**		**6 152,54**	**70 916,19**
	Coût des travaux (Montant à autoriser)		**267 278,51**	**13 363,93**		**26 661,03**	**307 303,47**
Ristournes :	TPS	100,00%		13 363,93			13 363,93
	TVQ	62,8%				16 743,13	16 743,13
	Coût après rist. (Montant à emprunter)		**267 278,51**	**0,00**		**9 917,90**	**277 196,41**

Rythme des déboursés : Les travaux seront réalisés à 35% en 2014 et à 65% en 2015.

Estimation des coûts du contrat augmenté

Projet :	**Caserne 75 - Services professionnels en architecture et en ingénierie - surveillance et suivi de chantier**			**Mandat:**	**17236-2-001**	
				Contrat:	**14034**	
Date :	**2017-06-19**					
Étape :	**augmentation d'honoraires**					
			Budget	**TPS 5,0%**	**TVQ 9,975%**	**Total**
Contrat :	**Honoraires professionnels**		**$**			
	prix forfaitaire*		178 781,61			
	Sous-total :	100,0%	**178 781,61**	**8 939,08**	**17 833,47**	**205 554,16**
Contingences initiales		15,00%	26 817,24	**1 340,86**	**2 675,02**	**30 833,12**
Contingences suppl(incidences transférés)		24,33%	43 487,71	**2 174,39**	**4 337,90**	**50 000,00**
Contingences suppl(nouveaux fonds)		3,59%	6 426,68	**321,33**	**641,06**	**7 389,08**
	Total - Contrat :		**255 513,24**	**12 775,66**	**25 487,45**	**293 776,35**
Incidences :	incidences	5,5%	13 737,73			
	caractérisation environnementale					
	Total - Incidences :		**13 737,73**	**686,89**	**1 370,33**	**15 794,97**
	Coût des travaux (Montant à autoriser)		**269 250,97**	**13 462,55**	**26 857,78**	**309 571,31**
Ristournes :	TPS	100,00%		13 141,21		13 141,21
	TVQ	62,8%			16 464,10	16 464,10
	TPS N fonds(60123,37)	100,00%		321,33		321,33
	TVQ N fonds(60123,37)	50,0%			320,53	320,53
	Coût après rist. (Montant à emprunter)		**269 250,97**	**0,00**	**10 073,16**	**279 324,13**

Note : * montant soumis par le plus bas soumissionnaire conforme

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1166342001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 11 230,81 $ taxes incluses, pour le réajustement des honoraires selon le coût réel des travaux ainsi qu'une modification au contrat de 46 158,26 $ taxes incluses, pour des services rendus, pour le projet de la reconstruction de la caserne de pompiers n° 75 (3095) / Approuver un projet d'avenant n° 1 modifiant la convention de services professionnels intervenue entre la Ville de Montréal et Archipel architecture inc., WSP Canada inc. et SDK et associés. (CG14 0248) majorant ainsi le montant total du contrat de 205 554,16 $ à 216 784,97 $, taxes incluses, avant les contingences.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

La présente est effectuée sur la foi des informations qui nous ont été transmises par le service et de son contexte particulier. Ce dossier vise à: (1) Payer 11 230,31$ à titre d'ajustement des hon. prévus au sous-par.5.1.1a) de la Conv. initiale qui s'ajoute aux hon. de 205 554,16$ mentionnés dans la Con. initiale pour un total de 216 784,97$. (2) Modifier la Conv. initiale pour majorer à nouveau les hon. puisque la totalité des contingences déjà approuvées (30 833,12$ =15% de 205 554,16$) ont été utilisés (1e majoration). Nous tenons pour acquis que ce montant pour les contingences a été dépensé dans le respect des règles applicables. En ajoutant 46 158,26$ au montant des contingences de 30 833,12$ approuvés lors de l'octroi initial, les hon. sont majorés au total de 76 991,38$ soit une augmentation de 35,5% (76 991,38$ / 216 784,97$ = 35,5%) les portant ainsi à 293 776,35$ en considérant l'ajustement au coût réel prévu (soit 205 554,16$+11 230,31$ = 216 784,97$ +30 833,12$ + 46 158,26 $= 293 776,35$). L'art. 573.3.0.4 de la LCV stipule qu'un contrat ne peut être modifié sauf dans les cas où la modification constitue un accessoire à celui-ci et n'en change pas la nature. Considérant l'art. 573.3.0.4 de la LCV, la Politique, l'Encadrement administratif n° C-06-DG-D-12-010 et les représentations du service quant aux motivations de la 2e majoration de 46 158,26$, les conditions qui permettent la modification d'un contrat sont rencontrées.

FICHIERS JOINTS

Convention modifiant la convention de services professionnels - Avenant 1 - 2017-09-01.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Denis DUROCHER
avocat
Tél : 514-868-4130

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-09-01

Denis DUROCHER
Avocat
Tél : 514-868-4130
Division : Droit contractuel

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
1 SEP. 2017
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

CONVENTION MODIFIANT LA CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS - AVENANT 1

(Convention initiale approuvée par le conseil d'agglomération le 29 mai 2014 en vertu de la résolution CG14 0248)

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par monsieur Yves Saindon, greffier dûment autorisés aux fins des présentes en vertu de la résolution CG_____;

ci-après appelée la **«Ville»**

ET: **ARCHIPEL ARCHITECTURE,** société d'architectes, ayant sa principale place d'affaires au 24 rue Mont-Royal Ouest, Montréal, Qc, H2T 2S2, agissant et représentée par monsieur Pierre Delisle, architecte président, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le 18 mars 2014;

No d'inscription T.P.S.: 83819 8513 RT001
No d'inscription T.V.Q.: 1217109066 TQ0001

ci-après appelée l'«**Architecte**» ou le «**Coordonnateur**»

ET: **WSP CANADA INC.,** personne morale légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires au 1600, boulevard René Lévesque, 16ième étage, Montréal, Qc, H3H 1P9, agissant et représentée par monsieur Jean-Marie Aubé, ingénieur et directeur mécanique, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le 19 août 2014;

No d'inscription T.P.S.: 140150269
No d'inscription T.V.Q.: 1017504041 TQ0001

ci-après appelée l'«**Ingénieur**»

ET: **SDK ET ASSOCIÉ INC.,** personne morale légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires au 1751, rue Richardson, bureau 2120, Montréal, Qc, H3K 1G6, agissant et représentée par Stéphane Blais, ingénieur et vice-président, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le 9 juillet 2014;

No d'inscription T.P.S.: 890252398
No d'inscription T.V.Q.: 1020985581 TQ0001

ci-après appelée l'«**Ingénieur**»

ci-après la **Ville**, l'**Architecte** et les **Ingénieurs** sont également individuellement ou collectivement désignés comme une « **Partie** » ou les « **Parties** »

ATTENDU QUE les Parties ont conclu, suite à la tenue de l'appel d'offres public n° 14-13505, une convention pour la fourniture de services professionnels le 5 septembre 2014 (résolution du conseil d'agglomération portant le numéro CG14 0248) pour la surveillance des travaux et le suivi de chantier de la reconstruction de la caserne n° 75 (ci-après appelée «Convention initiale»);

ATTENDU QUE le paragraphe 5.1 (Honoraires) de l'article 5 (Rémunération) de la Convention initiale stipule qu'en contrepartie de l'exécution par l'Architecte et les Ingénieurs de leurs obligations respectives, la Ville s'est engagée à payer un montant maximal de deux cent trente-six mille trois cent quatre-vingt-sept dollars et vingt-huit cents (236 387,28$) incluant toutes les taxes sur les biens et services (TPS et TVQ); ce montant étant constitué d'un montant de deux cent cinq mille cinq cent cinquante-quatre dollars et seize cents (205 554,16$) pour le paiement des honoraires professionnels et d'un montant de trente mille huit cent trente-trois dollars et douze cents (30 833,12$) à titre de budget pour les contingences, le cas échéant;

ATTENDU QUE le sous-paragraphe 5.1.1 (Méthode du pourcentage) du paragraphe 5.1 (Honoraires) de l'article 5 (Rémunération) de la Convention initiale prévoit qu'un ajustement à la hausse ou à la baisse des honoraires professionnels de l'Architecte et des Ingénieurs doit être appliqué sur les honoraires professionnels déjà payés et à venir de manière à ce que la Ville paye toujours les honoraires professionnels sur la base du Coût réel des travaux engendrés par les services de base qu'ils ont rendus;

ATTENDU QU' il s'est avéré que le Coût réel des travaux est plus élevé que le Coût estimé des travaux de sorte qu'un ajustement à la hausse des honoraires professionnels doit être effectué à savoir un montant de onze mille deux cent trente dollars et quatre-vingt-une cents (11 230,81$) incluant toutes les taxes sur les biens et services (TPS et TVQ);

ATTENDU QU'en outre de l'ajustement des honoraires professionnels stipulé par le sous-paragraphe 5.1.1 (Méthode du pourcentage) du paragraphe 5.1 (Honoraires) de l'article 5 (Rémunération) de la Convention initiale, des services non prévus à la Convention initiale mais accessoires à celle-ci ont été requis par la Ville et rendus par l'Architecte et les Ingénieurs pour permettre de compléter la réalisation du Projet mais qu'une portion desdits services n'a pas été payés, soit un montant de quarante-six mille cent cinquante-huit dollars et vingt-six cents (46 158,26$) incluant toutes les taxes sur les biens et services (TPS et TVQ);

CONSIDÉRANT ce qui précède, il y a lieu d'ajuster conformément sous-paragraphe 5.1.1 (Méthode du pourcentage) du paragraphe 5.1 (Honoraires) de l'article 5 (Rémunération) de la Convention initiale le montant des honoraires professionnels (11 230,81$) et de modifier la Convention initiale afin d'augmenter le montant maximal des honoraires professionnels pour payer les services non prévus qui ont été requis par la Ville et rendus par l'Architecte et les Ingénieurs (46 158,26$);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une *Politique de gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite *Politique* à l'Architecte et aux Ingénieurs;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante de la présente convention de modification de la convention de services professionnels - Avenant 1.

ARTICLE 2
MODIFICATIONS

La Convention initiale est modifiée par le remplacement du paragraphe 5.1(Honoraires) de l'article 5 (Rémunération) de la Convention initiale par le suivant :

« **5.1 HONORAIRES**

En contrepartie de l'exécution par l'Architecte et les Ingénieurs de leurs obligations, la Ville s'engage à leur verser un montant maximal de deux cent quatre-vingt-treize mille sept cent soixante-seize et trente-cinq cents (293 776,35$), incluant toutes les taxes applicables sur les biens et les services (T.P.S. et T.V.Q.).

L'Architecte et les Ingénieurs reconnaissent que dudit montant maximal :

i. un montant de onze mille deux cent trente dollars et quatre-vingt-une cents (11 230,81$) incluant toutes les taxes sur les biens et services (TPS et TVQ) est versé en paiement final et complet à titre d'ajustement des honoraires professionnels de l'Architecte et des Ingénieurs conformément au sous-paragraphe 5.1.1 (Méthode du pourcentage) du paragraphe 5.1 (Honoraires) de l'article 5 (Rémunération) de la Convention initiale;

ii. un montant de quarante-six mille cent cinquante-huit dollars et vingt-six cents (46 158,26 $) incluant toutes les taxes sur les biens et services (TPS et TVQ) est versé en paiement final et complet pour tous les services non prévus à la Convention initiale mais accessoires à celle-ci rendus en lien avec la réalisation du Projet en date de la présente convention de modification de la convention de services professionnels - Avenant 1.

La méthode du pourcentage sera utilisée pour le calcul des honoraires engendrés par les services de base de l'Architecte et des Ingénieurs. »

ARTICLE 3
AUTRES DISPOSITIONS

Les autres dispositions de la Convention initiale demeurent inchangées.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN QUATRE (4) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL ET À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DES SIGNATURES CI-APRÈS:

Le e jour de_____2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier

Le____e jour de_____2017

ARCHIPEL ARCHITECTURE

Par : _____
Monsieur Pierre Delisle, architecte

Le____e jour de_____2017

WSP CANADA INC.

Par : _____
Monsieur Jean-Marie Aubé, ingénieur

Le____e jour de_____2017

SDK ET ASSOCIÉS INC.

Par : _____
Monsieur Stéphane Blais, ingénieur

La présente Convention de modification (Avenant 1) a été approuvée par le Conseil d'agglomération de la Ville de Montréal le .....e jour de .....2017 (CG.....)

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1166342001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 11 230,81 $ taxes incluses, pour le réajustement des honoraires selon le coût réel des travaux ainsi qu'une modification au contrat de 46 158,26 $ taxes incluses, pour des services rendus, pour le projet de la reconstruction de la caserne de pompiers n° 75 (3095) / Approuver un projet d'avenant n° 1 modifiant la convention de services professionnels intervenue entre la Ville de Montréal et Archipel architecture inc., WSP Canada inc. et SDK et associés. (CG14 0248) majorant ainsi le montant total du contrat de 205 554,16 $ à 216 784,97 $, taxes incluses, avant les contingences.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1166342001 - information comptable-4.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Préposé au budget - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514-872-1021
Abdelkodous YAHYAOUI
Agent comptable analyste
Tél 514 872 5885

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-06-21

Françoise TURGEON
Conseillère analyse - contrôle de gestion

Tél : 514 872-0946

Division : Service des finances - Point de service HDV

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.31

2017/09/28 17:00

(1)

Dossier # : 1176342001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Cour municipale
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 212 620,60 $ taxes incluses, pour le réajustement des honoraires selon le coût réel des travaux ainsi qu'une augmentation de 31 893,09 $ taxes incluses, des contingences pour le projet de réfection des appentis de la toiture et du tunnel à la cour municipale située au 775 rue Gosford (bâtiment no. 2). / Approuver un projet d'avenant no.1 modifiant la convention de services professionnels intervenue entre la Ville de Montréal et Archipel architectures inc. et WSP inc. (CG 14 0467) majorant ainsi le montant total du contrat de 747 724,39 $ à 992 238,08 $, taxes incluses.

Il est recommandé :
1. d'autoriser une dépense additionnelle de 212 620,60 $ taxes incluses, pour le réajustement des honoraires professionnels selon le coût réel des travaux ainsi qu'une augmentation de 31 893,09 $ taxes incluses, des contingences.

2. d'approuver un projet (de convention ou d'addenda) modifiant la convention de services professionnels intervenue entre la Ville de Montréal et les firmes Archipel architectures inc. et WSP inc., majorant ainsi le montant total du contrat de 747 724,39 $ à 992 238,08 $, taxes incluses.

3. d'imputer ces dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 88,55 % par l'agglomération, en fonction de la dernière mise à jour du pourcentage des superficies occupées par les services d'agglomération dans l'édifice.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-08-28 17:27

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1176342001**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Cour municipale
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 212 620,60 $ taxes incluses, pour le réajustement des honoraires selon le coût réel des travaux ainsi qu'une augmentation de 31 893,09 $ taxes incluses, des contingences pour le projet de réfection des appentis de la toiture et du tunnel à la cour municipale située au 775 rue Gosford (bâtiment no. 2). / Approuver un projet d'avenant no.1 modifiant la convention de services professionnels intervenue entre la Ville de Montréal et Archipel architectures inc. et WSP inc. (CG 14 0467) majorant ainsi le montant total du contrat de 747 724,39 $ à 992 238,08 $, taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

L'immeuble du 775 Gosford est situé dans un secteur historique de Montréal. Il est désigné comme étant le chef-lieu de la Cour municipale. Il loge principalement une part importante du Service des affaires juridiques, la magistrature de la Cour municipale et le Service aux cours du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM). Le Service des affaires juridiques regroupe les Affaires civiles, la Direction des poursuites pénales et criminelles et la Direction des services judiciaires. Cette dernière est composée de plusieurs divisions permettant d'offrir des services en matière pénale et criminelle à la population, soit la Division du greffe de la Cour municipale et la Division de la perception et des services connexes à la clientèle. Elle est aussi responsable des différentes salles d'audience qui se trouvent dans l'édifice. Le Service aux cours du SPVM doit, pour sa part, administrer les procédures de comparution et voir à l'exécution des demandes et ordonnances de la cour.
Au cours des dernières années, la Ville de Montréal a débuté un programme de réfection en rénovant certains des étages composant l'immeuble. Un grand projet de rénovation et de mise à niveau de l'ensemble de l'immeuble a été amorcé à l'automne 2011. Un contrat de construction a été octroyé en 2016 pour la réalisation d'une première phase de travaux qui consiste à la réfection des ascenseurs et des plates-formes élévatrices desservant le bâtiment; ce projet est actuellement en cours.

La Ville de Montréal a poursuivi ce programme de réfection majeure du 775 Gosford par une deuxième phase de travaux en s'attaquant, entre autres, au tunnel technique situé sous la rue Saint-Louis, aux appentis mécaniques, aux travaux de toiture, ainsi qu'à une portion du système de sécurité incendie. D'importants travaux aux systèmes électromécaniques sont,

par ailleurs entrepris, puisque plusieurs équipements ont atteint, voir dépassé, leur durée de vie utile. Ces travaux permettront éventuellement de réaliser des économies d'énergie. Le projet de réfection des appentis, de la toiture et du tunnel à la cour municipale est la 2e phase s'inscrivant dans le cadre du Grand projet de réfection et de mise à niveau du chef-lieu de la cour en 4 phases subséquentes.

Le contrat de services professionnels pour le projet de réfection des appentis, de la toiture et du tunnel à la cour municipale située au 775 rue Gosford a été octroyé aux firmes Archipel architecture inc. et WSP inc. en octobre 2014 par résolution du CG14 0467 au montant de 897 269,27 $ taxes incluses ; les firmes Archipel architecture inc. et WSP inc. ayant obtenu le plus haut pointage pour ce mandat, suite à l'appel d'offres public 14-13837 et à l'analyse des offres de service par le comité de sélection. Le contrat de services professionnels prévoit; pour les services de base, une rémunération à pourcentage établi sur la valeur totale projetée des travaux. Le contrat comporte aussi des services supplémentaires pour lesquels des montants forfaitaires sont inclus au contrat. Un budget de contingences de 15 % est également inclus au montant pour gérer les avenants rémunérés aux mêmes pourcentages que les services de base.

Durant le processus d'élaboration de la stratégie de conception des nouveaux systèmes mécaniques, l'analyse détaillée des différentes options a influencé de façon importante le coût des équipements. Ces données étaient inconnues lors de l'élaboration du coût des travaux à prévoir pour le lancement de l'appel d'offres de services professionnels. Considérant que l'ensemble des critères de conception devait servir d'objectif à atteindre, le projet initial a dû être bonifié en électromécanique afin d'intégrer toutes les exigences attendues. Ces ajustements n'ont modifié aucunement la nature initiale du projet et ils demeurent accessoires à celui-ci.

Le projet a fait l'objet d'un appel d'offres public pour les travaux de construction et le contrat a été accordé au plus bas soumissionnaire conforme, Les entreprises QMD inc., pour un montant de 9 907 004,84 $ par résolution du CG16 0406 le 22 juin 2016. Le chantier a débuté le 1er septembre 2016, la fin des travaux est prévue en février 2018. Le chantier sera complété en date du 20 juin à 20 % d'avancement.

Le présent sommaire propose de majorer le montant initial du contrat des firmes Archipel architecture et WSP inc., en le portant de 747 724,39 $ à 992 238,08 $ taxes incluses. Ceci inclut un montant de 862 815,73 $ taxes incluses, pour les services de base ainsi qu'un montant maximal de 129 422,35 $ taxes incluses, pour les contingences. Ce dernier montant est disponible lorsqu'applicable selon la convention.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0406 - 22 juin 2016 - Accorder un contrat à Les Entreprises QMD inc. pour les travaux de réfection du tunnel, des appentis mécaniques et de la toiture de l'édifice de la cour municipale situé au 775, rue Gosford - Dépense totale de 9 907 004,84 $, taxes incluses - Appel d'offres public 5815 (7 soum.)
CG14 0467 - 30 octobre 2014 - Résilier le contrat de services professionnels accordé à Provencher Roy + Associés architectes pour l'aménagement et la mise à niveau du bâtiment situé au 775, rue Gosford (CG11 0327) / Accorder un contrat de services professionnels à Archipel architecture inc. et WSP inc. pour les services en architecture et en génie de bâtiment, dans le cadre du projet de réfection des appentis, de la toiture et du tunnel du bâtiment situé au 775, rue Gosford, pour une somme maximale de 897 269,27 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13837 (5 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin.

CG11 0327 – 28 septembre 2011 – Autoriser une dépense de 2 455 111,66 $, taxes

incluses, pour l’aménagement et la mise à niveau du bâtiment situé au 775 Gosford, comprenant tous les frais accessoires, le cas échéant; approuver un projet de convention par lequel Provencher Roy + Associés et DESSAU inc., firmes ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s’engagent à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 2 289 920,41 $, taxes incluses, conformément aux documents d’appel d’offres public 11-11547, selon les termes et conditions stipulées au projet de convention; imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

DESCRIPTION

En vertu du contrat qui lie la ville et les firmes professionnelles, le présent dossier demande l'augmentation de la valeur maximale du contrat de services professionnels des firmes Archipel architecture inc. et WSP inc. pour réaliser les plans et devis, ainsi que la surveillance des travaux de construction permettant la réfection des appentis, de la toiture et du tunnel du bâtiment situé au 775, rue Gosford. Toutes les autres clauses du contrat demeurent les mêmes.

JUSTIFICATION

Tel que stipulé à l'article 5.1.1. de la Convention de services professionnels, la Ville paie les honoraires professionnels sur la base du coût réel des travaux de la soumission de l'entrepreneur mandaté pour la réalisation des travaux. Comme les honoraires des professionnels pour les services de base sont calculés selon un pourcentage du coût des travaux, une hausse de ce coût justifie une augmentation des honoraires du présent contrat.
Afin de s'assurer de la qualité de réalisation ainsi que de la responsabilité des professionnels ayant procédé à l'élaboration des plans et devis, le Service de la gestion et de la planification immobilière juge essentiel que ceux-ci terminent également la surveillance des travaux. Donc, pour se faire, la valeur maximale du budget d'honoraires prévu au contrat d'Archipel architecture inc. et WSP inc. doit être augmentée.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût des travaux utilisé pour fixer le budget maximal des honoraires, inclus au contrat de services professionnels, était de l'ordre de 4 943 925,00 $ (avec taxes et sans les contingences). À l'ouverture des soumissions, le coût du plus bas soumissionnaire conforme était de 7 620 772,95 $ (avec taxes et sans les contingences), soit une hausse de 54 % par rapport au coût initial.

Cette augmentation du coût de construction représente un ajustement du contrat des professionnels de 212 620,60 $ taxes incluses, pour les honoraires de base et une augmentation de 31 893,09 $ taxes incluses, pour les contingences, soit une augmentation de 5 % par rapport au montant de la convention originale ou une augmentation de 20 % par rapport au montant de l'offre de services professionnels originale avant contingences.

Coût de la convention initiale : 650 195,13 $ (taxes incluses)
Contingences initiales 15 % : 97 529,26 $ (taxes incluses)
Contingences augmentées au coût des travaux 5 % : 31 893,09 $ (taxes incluses)

Le tableau qui suit résume le détail de l'augmentation des honoraires demandés :

	Montant (avec taxes)
Ajustement des honoraires de base (selon convention article 5.1.1.)	212 620,60 $

Augmentation des contingences à 15 % au nouveau coût des travaux	31 893,09 $
TOTAL	**244 513,69 $**

La dépense additionnelle nette est de 223 273,60 $. Voir le calcul des honoraires professionnels en pièce jointe.

Le coût des honoraires pour la réfection des appentis, de la toiture et du tunnel du chef-lieu de la cour municipale est prévu au programme triennal d'immobilisation du SPGI (PTI 2017 - 2019). Cette dépense sera assumée à 88,92 % par l'agglomération, en fonction de la dernière mise à jour du pourcentage des superficies occupées par les services d'agglomération dans l'édifice. Les informations détaillées se trouvent dans l'intervention administrative ci-jointe.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les travaux de réfection sont réalisés dans un bâtiment à caractère patrimonial, implanté dans l'arrondissement historique du Vieux Montréal. De ce fait, ils contribuent à la protection du patrimoine bâti de la Ville de Montréal. De plus, dans le cadre de leur mandat, les professionnels s'inscrivent dans une approche de développement durable. Ils doivent également tendre vers les meilleurs gestes et pratiques possible pour préserver l'environnement.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Étant donné que le sommaire pour l'octroi de contrat à Les Entreprises QMD inc.au montant de 9 907 004,84 $, taxes incluses, a été approuvé le 22 juin 2016, si nous n'augmentons pas les honoraires à Archipel architecture inc. et WSP inc., nous serons en défaut de respect d'un contrat selon la convention signée par toutes les parties.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est requise.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Réalisation des travaux de construction du mois d'août 2016 à février 2018.
Augmentation du contrat des professionnels au conseil d'agglomération le 28 septembre 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Guylaine VAILLANCOURT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Marie-Lyne LÉVEILLÉ, Service des affaires juridiques

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Chantal B BERGERON
Gestionnaire immobilier

Tél : 514-872-4150
Télécop. : 514-280-3597

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-06-22

Jean BOUVRETTE
Chef de division projet sécurité publique

Tél : 514-868-3010
Télécop. : 514-280-3597

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean BOUVRETTE
Directeur par intérim
Tél : 514-868-3010
Approuvé le : 2017-08-22

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI
Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2017-08-22

COÛT DU CONTRAT AUGMENTÉ

Projet :	**REFECTION APPENTIS, TOITURE ET TUNNEL DU 775 GOSFORD**	**Mandat :**	**17413-1-001**
		Contrat:	**14297**
Date :	**2017-05-31**		
Étape :	**Coût de travaux 6 628 200 $**		

			Budget	TPS 5%	TVQ 9,975%	Total
Honoraires :			**$**			**$**
	Services professionnels de base		325 510,00			
	Services professionnels de base additionnels		184 927,68	*9 246,38*	*18 446,54*	
	Surveillance des travaux de toiture en résidence		7 200,00			
	Visites de chantier		105 000,00			
	Surveillance des travaux de structure en résidence		96 000,00			
	Aides financières économies d'énergie		6 800,00			
	Consultant en amiante		25 000,00			
	Sous-total :	100,0%	**750 437,68**	37 521,88	74 856,16	**862 815,73 $**
	Contingences initiales	15,0%	84 826,50	4 241,33	8 461,44	**97 529,27**
	Contingences augmentées	5,0%	27 739,15	1 386,96	2 766,98	**31 893,09**
	Total Honoraires - Contrat :		**863 003,33**	43 150,17	86 084,58	**992 238,08**
Incidences :	Dépenses générales (travaux temporaires d'accès)	7,5%	65 033,65	3 251,68	6 487,11	74 772,44
honoraires	Dépenses spécifiques (laboratoires)	7,5%	65 033,65	3 251,68	6 487,11	74 772,44
	Total - Incidences :		**130 067,31**	6 503,37	12 974,21	**149 544,88**
	Total - Honoraires+Incidences :		**993 070,64**	**49 653,53**	**99 058,80**	**1 141 782,97 $**
Ristournes :	TPS	100,00%		39 020,19		39 020,19
	TVQ	62,8%			48 886,84	48 886,84
	TPS nouveaux fonds	100,00%		10 633,34		10 633,34
	TVQ nouveaux fonds	50,0%			10 606,76	10 606,76
	Coût après ristournes (Montant à emprunter)					**1 032 635,84**

Rythme de déboursés : 70% du montant déboursé en 2017

Service de gestion et de planification immobilière

Chantal Bergeron
gestionnaire immobilier

ESTIMATION DES COÛTS CONTRAT INITIAL

Projet :	**REFECTION APPENTIS, TOITURE ET TUNNEL DU 775 GOSFORD**	**Mandat :**	**17413-1-001**
		Contrat:	**14297**
Date :	**2014-09-22**		
Étape :	**Octroi de contrat**		

			Budget	TPS 5%	TVQ 9,975%	Total
Honoraires :			**$**			**$**
	Services professionnels de base		325 510,00			
	Surveillance des travaux de toiture en résidence		7 200,00			
	Visites de chantier		105 000,00			
	Surveillance des travaux de structure en résidence		96 000,00			
	Aides financières économies d'énergie		6 800,00			
	Consultant en amiante		25 000,00			
	Sous-total :	100,0%	**565 510,00**	28 275,50	56 409,62	**650 195,13 $**
	Contingences	15,0%	84 826,50	4 241,33	8 461,44	**97 529,27**
	Total Honoraires - Contrat :		**650 336,50**	32 516,83	64 871,07	**747 724,39**
Incidences :	Dépenses générales (travaux temporaires d'accès)	10,0%	65 033,65	3 251,68	6 487,11	74 772,44
honoraires	Dépenses spécifiques (laboratoires)	10,0%	65 033,65	3 251,68	6 487,11	74 772,44
	Total - Incidences :		**130 067,30**	6 503,37	12 974,21	**149 544,88**
	Total - Honoraires+Incidences :		**780 403,80**	**39 020,19**	**77 845,28**	**897 269,27 $**
Ristournes :	TPS	100,00%		39 020,19		39 020,19
	TVQ	62,8%			48 886,84	48 886,84
	Coût après ristournes (Montant à emprunter)					**809 362,24**

Geneviève Desmeules
gestionnaire immobilier

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1176342001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 212 620,60 $ taxes incluses, pour le réajustement des honoraires selon le coût réel des travaux ainsi qu'une augmentation de 31 893,09 $ taxes incluses, des contingences pour le projet de réfection des appentis de la toiture et du tunnel à la cour municipale située au 775 rue Gosford (bâtiment no. 2). / Approuver un projet d'avenant no.1 modifiant la convention de services professionnels intervenue entre la Ville de Montréal et Archipel architectures inc. et WSP inc. (CG 14 0467) majorant ainsi le montant total du contrat de 747 724,39 $ à 992 238,08 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Le contrat prévoit que le montant des honoraires professionnels peut être modifié selon le coût réel des travaux. Étant donné que le coût réel des travaux s'est avéré plus élevé que le coût qui avait été estimé, la Ville doit payer un montant plus élevé d'honoraires professionnels. Il est donc nécessaire de modifier la convention de services professionnels afin que le montant des honoraires professionnels soit ajusté à la hausse de 212 260, 60 $, incluant les taxes.

Par ailleurs, la convention initiale incluait le budget de contingences dans le montant des honoraires professionnels. Il convient donc de séparer le budget des contingences des honoraires professionnels à être payés.

Le budget des contingences a été calculé initialement en fonction d'un pourcentage de 15% selon le coût des services professionnels, ces derniers étant calculé en fonction du coût estimé des travaux.

Suivant l'ajustement des honoraire professionnels en fonction du coût réel des travaux, le service souhaite ajuster également le budget des contingences à 15% des honoraires professionnels ainsi ajustés, pour augmenter le budget des contingences d'un montant de 31 893,09 $, taxes incluses, étant entendu que la Ville ne garantit aucunement qu'il sera utilisé en tout ou en partie.

FICHIERS JOINTS

Avenant visé 17-08-17.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Guylaine VAILLANCOURT
avocate
Tél : 514-872-6875

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-18

Marie-Andrée SIMARD
notaire et chef de division
Tél : 514-872-8323
Division : droit contractuel

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
17 AOUT 2017
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

AVENANT No 1
(CG14 0467 du 30 octobre 2014)

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves Sandon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de de la résolution CG06 0006 ;

Ci-après appelée la **«Ville»**

ET: **ARCHIPEL ARCHITECTURE,** société d'architectes, ayant sa principale place d'affaires au 24, rue Mont-Royal Ouest, Montréal, Québec, H2T 2S2, agissant et représentée par Pierre Delisle, architecte président, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le 5 septembre 2014;

No d'inscription T.P.S.: 83819 8513 RT001
No d'inscription T.V.Q.: 1217109066 TQ0001

Ci-après appelée l'« **Architecte** » ou le « **Coordonnateur** »

ET: **WSP CANADA INC.,** personne morale légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires au 1600, boulevard René-Lévesque Ouest, 16e étage, Montréal, Québec, H3H 1P9, agissant et représentée par Marco Freitas, ingénieur et directeur adjoint mécanique, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le 13 novembre 2014;

Ci-après appelée l' « **Ingénieur** »

No d'inscription T.P.S.: 140150269
No d'inscription T.V.Q.: 1017504041 TQ0001

ATTENDU QU'une convention de services professionnels est intervenue le **30 octobre 2014** (résolution CG14 0647) entre la Ville, d'une part, et l'Architecte et l'Ingénieur, d'autre part (« Convention initiale »);

ATTENDU QUE le coût réel des travaux est plus élevé que le coût estimé des travaux;

ATTENDU QUE conformément à l'article 5.1.1 de la Convention initiale, les Parties

conviennent qu'un ajustement à la hausse des honoraires de l'Architecte et de l'Ingénieur pour les services de base doit être appliqué sur les honoraires professionnels déjà payés et à venir, de manière à ce que la Ville paye les honoraires professionnels sur la base des coûts réels des travaux;

ATTENDU QUE le budget total d'honoraires prévu à l'article 5.1 de la Convention initiale doit être augmenté d'un montant de deux cent douze mille six cent vingt dollars et soixante cents (212 620,60 $), toutes taxes incluses pour respecter les termes du contrat;

ATTENDU QUE le contrat signé avec les professionnels est pour un montant maximal de sept cent quarante-sept mille sept cent vingt-quatre dollars et trente-neuf cents (747 724,39 $);

ATTENDU QUE le montant alloué au budget des contingences est inclus dans le montant maximal de sept cent quarante-sept mille sept cent vingt-quatre dollars et trente-neuf cents (747 724,39 $) pour les honoraires prévus à l'article 5.1 de la Convention de services professionnels et qu'il convient de séparer les honoraires professionnels du budget des contingences;

ATTENDU QU'il convient également d'augmenter d'un montant de trente et un mille huit cent quatre-vingt-treize dollars et neuf cents (31 893,09 $), toutes taxes incluses, le budget initial alloué pour les contingences au montant de quatre-vingt-dix-sept mille cinq cent vingt-neuf dollars et vingt-six cents (97 529,26 $).

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante des présentes.

ARTICLE 2
MODIFICATIONS

La Convention initiale est modifiée par le remplacement de l'article 5.1 par le suivant :

« En contrepartie de l'exécution par l'Architecte et l'Ingénieur de leurs obligations, la Ville s'engage à leur verser un montant maximal de huit cent soixante-deux mille huit cent quinze dollars et soixante-treize cents (862 815,73 $), incluant toutes les taxes applicables sur les biens et les services (T.P.S. et T.V.Q.

La méthode du pourcentage sera utilisée pour le calcul des honoraires engendrés par les services de base de l'Architecte et de l'Ingénieur.

Un budget maximal pour les contingences au montant de cent vingt-neuf mille quatre cent vingt-deux dollars et trente-cinq cents (129 422,35 $) est disponible, lorsqu'applicables, la Ville ne donnant aucune garantie que le budget des contingences sera utilisé en tout ou en partie ».

ARTICLE 3
AUTRES DISPOSITIONS

Les autres dispositions de la convention initiale demeurent inchangées.

EN FOI DE QUOI LES PARTIES ONT SIGNÉ EN TROIS (3) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DES SIGNATURES CI-APRÈS :

Le e jour de 2017

VILLE DE MONTRÉAL

_____
Yves Saindon, greffier

Le____e jour de_____2017

ARCHIPEL ARCHITECTURE

_____
Pierre Delisle, architecte

Le____e jour de_____2017

WSP CANADA INC.

_____
Marco Freitas, ingénieur

Cet addenda No 1 à la convention initiale a été approuvé par le Conseil d'agglomération de la Ville de Montréal le .....e jour de .....2017 (CG.....)

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1176342001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 212 620,60 $ taxes incluses, pour le réajustement des honoraires selon le coût réel des travaux ainsi qu'une augmentation de 31 893,09 $ taxes incluses, des contingences pour le projet de réfection des appentis de la toiture et du tunnel à la cour municipale située au 775 rue Gosford (bâtiment no. 2). / Approuver un projet d'avenant no.1 modifiant la convention de services professionnels intervenue entre la Ville de Montréal et Archipel architectures inc. et WSP inc. (CG 14 0467) majorant ainsi le montant total du contrat de 747 724,39 $ à 992 238,08 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1176342001 - information comptable.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Préposé au budget - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514-872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-06-28

Françoise TURGEON
Conseillère budgétaire

Tél : 514 872-0946
Division : Service des finances - Point de service HDV

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.32

2017/09/28 17:00

(1)

Dossier # : 1176794006

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels au Centre de recherche de l'Hôpital Douglas, pour un montant maximal de 222 585 $, soit 68 000 $ en 2017 et 154 585 $ en 2018, taxes applicables incluses le cas échéant, pour la réalisation du deuxième dénombrement des personnes itinérantes à Montréal, en 2018 et approuver un projet de convention à cet effet. Approuver l'entente de partenariat avec le CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal et la Ville de Montréal / Autoriser un virement budgétaire revenus et dépenses au montant 111 292 $

Il est recommandé :

1. d'accorder un contrat de services professionnels au Centre de recherche de l'Hôpital Douglas, pour un montant maximal de 222 585 $, soit 68 000 $ en 2017 et 154 585 $ en 2018, taxes applicables incluses le cas échéant, pour la réalisation du deuxième dénombrement des personnes en situation d'itinérance, en 2018;
2. d'approuver le projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme;
3. d'approuver l'entente de partenariat avec le CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal et la Ville de Montréal;
4. d'autoriser un virement budgétaire revenus et dépenses au montant 111 292 $.
5. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2017-09-01 18:33

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1176794006**
Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels au Centre de recherche de l'Hôpital Douglas, pour un montant maximal de 222 585 $, soit 68 000 $ en 2017 et 154 585 $ en 2018, taxes applicables incluses le cas échéant, pour la réalisation du deuxième dénombrement des personnes itinérantes à Montréal, en 2018 et approuver un projet de convention à cet effet. Approuver l'entente de partenariat avec le CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal et la Ville de Montréal / Autoriser un virement budgétaire revenus et dépenses au montant 111 292 $

CONTENU

CONTEXTE

Montréal, comme tous les grands centres urbains, connaît la réalité de l'itinérance. Cette question est une préoccupation importante de l'Administration municipale et plusieurs responsabilités à ce sujet lui incombent. Ainsi, depuis près de 30 ans, la Ville et ses partenaires gouvernementaux, privés et communautaires travaillent ensemble pour réaliser des actions visant à améliorer les conditions de vie des personnes en situation d'itinérance et à favoriser leur insertion sociale, tout en s'assurant de conserver une cohabitation sociale harmonieuse dans l'espace public.
Dans son plan d'action en itinérance 2014-2017, la Ville a fait du développement des connaissances une priorité. Ainsi, en septembre 2014, elle lançait un appel d'offres auprès d'organismes, de groupes de recherche et d'établissements d'enseignement afin de trouver un mandataire capable de réaliser le premier dénombrement des personnes en situation d'itinérance de son histoire. Le contrat fut octroyé au Centre de recherche de l'Hôpital Douglas (CRHD), qui a mis en oeuvre ce mandat avec succès, en collaboration avec plusieurs chercheurs, experts et partenaires dont le YMCA et le Mouvement pour mettre fin à l'itinérance à Montréal (MMFIM).

Envisagé dès la première édition comme un exercice devant se répéter à intervalles réguliers, le second dénombrement est prévu à l'hiver 2018. Il coïncide avec la décision du gouvernement du Québec de participer au dénombrement ponctuel coordonné de la

Stratégie de partenariat de lutte contre l'itinérance (SPLI) du gouvernement fédéral : « Tout le monde compte 2018 ». La majorité des communautés canadiennes, y compris 11 villes au Québec, incluant Montréal, procéderont à un dénombrement coordonné pendant le mois de mars ou d'avril 2018, une première mondiale. Les données recueillies à Montréal pourront être incluses dans le *Portrait de l'itinérance au Québec* , document produit par le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) en 2014 et dont une mise à jour est prévue en 2018.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0320 du 19 mai 2016
Accorder un soutien financier totalisant la somme de 700 000 $, soit 140 000 $ par année sur cinq ans, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020, à Mouvement pour mettre fin à l'itinérance à Montréal, pour la réalisation des activités de mise en oeuvre du Plan d'action Objectif 2020 : fin de l'itinérance chronique et cyclique / Approuver un projet de convention à cet effet
CG15 0477 du 20 août 2015
Accorder un contrat de services professionnels à Centre de recherche de l'Hôpital Douglas pour effectuer une enquête d'été, complémentaire au dénombrement du 24 mars 2015 des personnes en situation d'itinérance à Montréal, pour une somme maximale de 74 995 $, taxes incluses (contrat de gré à gré) / Approuver un projet de convention à cet effet
CG14 0533 du 27 novembre 2014
Accorder un contrat de services professionnels au Centre de recherche de l'Hôpital Douglas pour effectuer un dénombrement des personnes en situation d'itinérance à Montréal, pour une somme maximale de 270 528,13 $, taxes incluses - Appel d'offres sur invitation 14-13872 (1 soumission) / Approuver un projet de convention à cette fin
CE14 1646 du 29 octobre 2014
Adopter le Plan d'action montréalais en itinérance 2014-2017 « Parce que la rue est une impasse » / Autoriser un virement budgétaire de 1 M$ en provenance du budget des priorités de l'administration - agglo dédié à l'itinérance vers le budget du Service de la diversité sociale et des sports

DESCRIPTION

Le mandat vise à réaliser un dénombrement des personnes en situation d'itinérance sur le territoire de la Ville de Montréal, à une date de référence comprise entre le 1er mars et le 30 avril 2018, et à produire une analyse des données sous forme de rapport remis à la Ville et diffusé publiquement. Ce rapport doit fournir les informations relatives à l'ampleur du phénomène à Montréal et au profil des personnes itinérantes dans et hors des ressources. Plus spécifiquement, la démarche vise à :
a) obtenir et présenter des nombres de base comparables à ceux utilisés dans les autres villes canadiennes (à la fois le nombre de personnes en situation d'itinérance et leurs réponses aux questions posées). L'opération doit couvrir l'ensemble des secteurs de la ville considérés comme pertinents, soit : dans la rue, dans le métro et le Montréal souterrain ainsi que dans des secteurs cibles préalablement identifiés tels que certains parcs, lieux publics, lieux privés à usage public et commerces;
b) obtenir des nombres plus exhaustifs, incluant un décompte des personnes dans les autres lieux (hôpitaux, prisons provinciales, etc.) comparables à ceux de 2015. Ces nombres, de même que les résultats des questionnaires, seront présentés dans un rapport particulier pour Montréal, en soulignant les différences par rapport au dénombrement de 2015. Ce rapport sera traduit en anglais dès que possible après la mise en ligne de la version française du rapport;
c) s'assurer d'une concordance méthodologique (questions du sondage, recours à des leurres, etc.) entre le dénombrement de Montréal et celui des autres villes du Québec, de sorte que les résultats pour Montréal puissent être comparés à ceux des autres villes du Québec;

d) réaliser toutes ces activités de la façon la plus mobilisatrice possible, en visant une adhésion encore plus grande à la démarche qu'en 2015. La contribution des acteurs sur le terrain, dont les travailleurs de rue pour rejoindre les personnes dans les secteurs à plus faible densité de population itinérante, est proposée.

La structure du projet de gouvernance visera à coordonner le dénombrement de la façon la plus efficace et transparente possible. Cette structure prévoit notamment un comité de pilotage sous la responsabilité de la Ville de Montréal, en collaboration avec le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal. Ce comité a pour mandat de s'assurer du respect des exigences de la Ville, de valider les orientations du projet et de mobiliser les principaux acteurs clés.

La fonction de chargé de projet sera partagée entre MM. Eric Latimer, Ph. D., chercheur au Centre de recherche de l'Hôpital Douglas et professeur titulaire à l'Université McGill, et James McGregor, gestionnaire chevronné ayant occupé de nombreux postes stratégiques dans le domaine du logement à Montréal et au niveau provincial, et directeur du Mouvement pour mettre fin à l'itinérance à Montréal.

La démarche comporte plusieurs améliorations par rapport au dénombrement de 2015 qui concernent certains aspects méthodologiques, la cueillette et l'analyse des données, mais aussi de nombreux détails logistiques tels que la formation des bénévoles, le recours à plus de centres de déploiement et l'utilisation d'un logiciel pour saisir les données des questionnaires avec une plus grande efficacité et un coût moindre.

Finalement, le mandat sera réalisé dans l'esprit de collaborer avec le gouvernement du Québec dans la mise à jour du *Portrait de l'itinérance au Québec .* Cette collaboration représente un avantage dans la mesure où elle fournira à Montréal un portrait encore plus complet de la situation de l'itinérance sur son territoire, puisqu'un dénombrement ne peut, à lui seul, capter les nombreuses facettes de cette problématique sociale complexe.

JUSTIFICATION

Les services professionnels du Centre de recherche de l'Hôpital Douglas (CRHD) sont sollicités de gré à gré pour ce mandat. Le choix de procéder sans appel d'offres est avisé dans le présent contexte considérant l'échéancier serré du mandat, l'expertise unique développée dans le cadre du premier mandat en 2015, la capacité du CRHD à fournir les livrables attendus et à favoriser l'adhésion des partenaires.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Un budget additionnel de dépenses et de revenus équivalent au montant de 111 292 $ est requis. Cette dépense additionnelle provient d'une subvention du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) consacrée à couvrir différentes dépenses de fonctionnement relatives au dénombrement 2018 et sera versée à la Ville en vertu d'une entente de partenariat convenue entre la Ville et le CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal. Une lettre d'engagement confirmant le versement de cette somme est disponible en pièce jointe. Par ailleurs, une contribution du MMFIM sous forme de ressources humaines équivalente à 12% du coût total du projet, estimé à 252 585 $ dans la soumission du mandataire, complète le montage financier du projet. L'engagement du MMFIM était déjà prévu dans le cadre de l'entente qui le lie à la Ville (1166794005).

Ainsi, sur le plan budgétaire, ce dossier n'a aucune incidence sur le cadre financier de la Ville compte tenu des budgets additionnels équivalents en revenus et dépenses. Un montant additionnel de 111 292$ devra par conséquent être transféré au budget de fonctionnement du Service de la diversité sociale et des sports.

La dépense totale (222 585 $) est répartie sur deux années financières, soit 2017 et 2018. Le montant requis est pris dans le cadre du Plan d'action montréalais en itinérance 2014-2017 selon la répartition suivante :

Organisme	Contributions antérieures Dénombrement 2015			Montant recommandé Dénombrement 2018		% du coût du projet
Centre de recherche de l'Hôpital Douglas	**2014**	**2015**	**2016**	**2017**	**2018**	88 %
	75 000,00 $	195 528,13 $	-	68 000 $	154 585 $	
	270 528,13 $			**222 585 $**		

Tous les coûts indiqués comprennent les taxes applicables le cas échéant. Toutefois, le Centre de recherche de l'Hôpital Douglas est exonéré de taxes en raison de son statut d'organisme de bienfaisance, qui lui est conféré par l'Agence du revenu du Canada.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne l'aide aux sans-abri, qui est une compétence d'agglomération en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.*

Un tableau indiquant les autres contributions versées par la Ville à ce même organisme, pour d'autres projets, est disponible en pièce jointe.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce projet s'inscrit dans l'action 9 du plan d'action Montréal durable 2016-2020 : « Lutter contre les inégalités et favoriser l'inclusion ».

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Au terme de cette opération d'envergure, la Ville sera en mesure d'évaluer les progrès accomplis dans la lutte contre l'itinérance et ajuster certaines interventions en fonction de l'évolution du nombre et de la composition de la population en situation d'itinérance.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il y a une opération de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Septembre 2017 Présentation au comité exécutif
Septembre 2017 Présentation au conseil d'agglomération
Octobre 2017 Début du projet
Avril 2018 Dénombrement
Juillet 2018 Fin du projet

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Ibtissam ABDELLAOUI)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Olivier TACHÉ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Stéphane GUIDOIN, Direction générale

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Pierre-Luc LORTIE
Conseiller en developpement communautaire

Tél : 514 872-3553
Télécop. : 514 872-9848

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-07-27

Nadia BASTIEN
c/d diversite sociale

Tél : 514-872-3979
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Johanne DEROME
directeur de service - diversite sociale et sports
Tél : 514-872-6133
Approuvé le : 2017-09-01

Contributions financières octroyées au même organisme, excluant ceux indiqués dans le sommaire

Organisme	Projet /Initiative	Soutiens accordés				Provenance du financement (Services centraux, arrondissements)
		3 années antérieures			Année en cours	
		2014	2015	2016	2017	
Centre de recherche de l'Hôpital Douglas	Dénombrement – Étude complémentaire	-	74 995 $	-	-	Service de la diversité sociale et des sports – Plan d'action en itinérance 2014-2017

21 juillet 2017

Services professionnels pour effectuer un deuxième dénombrement des personnes en situation d'itinérance visible sur l'île de Montréal

Proposition du Centre de recherche de l'Hôpital Douglas présentée à la Ville de Montréal, Service de la diversité sociale et des sports

Eric Latimer, Ph.D.
Directeur, Programme Santé mentale et société,
Centre de recherche de l'Hôpital Douglas
Professeur titulaire, Département de psychiatrie
Université McGill

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ EXÉCUTIF 1

I COMPRÉHENSION DU MANDAT 3

1. Rappel des grandes lignes de la méthodologie et des résultats du dénombrement de 2015 3

2. Un nouvel élément contextuel : la participation du gouvernement du Québec au dénombrement ponctuel coordonné de la Stratégie de partenariat de lutte contre l'itinérance (SPLI) du gouvernement fédéral 5

3. Objectifs du dénombrement 2018 à Montréal 6

II MÉTHODOLOGIE PROPOSÉE 7

1. Dénombrement le soir 7

2. Déploiement de bénévoles dans les ressources de jour 9

3. Contact de ressources supplémentaires pour obtenir le nombre et la composition sommaire de leur population en situation d'itinérance 9

4. Saisie des données, analyse, production des rapports préliminaire et final, diffusion 9

III GOUVERNANCE 10

IV MOBILISATION DES PARTENAIRES ET DU PUBLIC 11

V ÉQUIPE DE TRAVAIL 12

VI CALENDRIER 14

VII BUDGET 16

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

En réponse au devis que la Ville de Montréal lui a communiqué le 13 juillet, le Centre de recherche de l'Hôpital Douglas a le plaisir de lui soumettre une proposition qui tente de répondre à tous les éléments du mandat qui y est décrit, soit en bref de refaire un dénombrement à Montréal semblable à celui de 2015, à quelques exceptions près :

- Nous ne compterons et décrirons que les personnes en situation d'itinérance visible, excluant donc celles en maisons de chambres, dans un hôtel ou motel sans avoir de domicile fixe, et hébergées temporairement chez d'autres. (Ces catégories avaient été considérées comme correspondant à l'itinérance « invisible » dans le dénombrement de 2015, et traitées à part.)

- Notre démarche sera compatible avec celle prescrite par le gouvernement fédéral, notamment en ce qu'elle respectera le libellé des questions déterminées par celui-ci.

- Nous harmoniserons aussi la démarche à celle que le gouvernement provincial entend appliquer dans 10 autres villes du Québec et s'adapterons au fait que la Ville de Montréal et du CIUSSS Centre-Sud de l'île de Montréal (CCSTML) partagent des responsabilités en lien avec le dénombrement montréalais.

La fonction de chargé de projet sera assumée par M. Eric Latimer, Ph.D., chercheur au Centre de recherche de l'Hôpital Douglas et professeur titulaire à l'Université McGill. Il avait codirigé, avec M. James McGregor, le dénombrement de 2015 et également dirigé l'enquête complémentaire de l'été 2015, deux activités qui avaient été réalisées avec succès.

Le Centre de recherche sera représenté également par M. Christian Méthot, M.Sc., coordonnateur de recherche. Lors du dénombrement de 2015, M. Méthot avait joué un rôle-clef, ayant coordonné la cueillette de données dans les ressources de jour ainsi que les contacts auprès de plus d'une centaine d'organismes pour obtenir un nombre plus complet des personnes en situation d'itinérance. Le MMFIM comptera aussi pour sa part sur Mme Sonya Cormier, directrice de projets au MMFIM, qui détient une longue expérience en communication et en gestion dans le milieu communautaire en itinérance. M. James McGregor, gestionnaire chevronné ayant occupé de nombreux postes stratégiques dans le domaine du logement à Montréal et au niveau provincial, directeur du Mouvement pour mettre fin à l'itinérance à Montréal, jouera avec son équipe un rôle important au niveau de l'établissement de partenariats avec les organismes et des communications.

Alors que le Centre prévoit contribuer principalement aux questions méthodologiques ainsi qu'à l'analyse des données et la présentation des résultats, le MMFIM assumera la responsabilité principale pour le recrutement des bénévoles ainsi que les autres aspects logistiques.

L'expérience du dénombrement de 2015 nous a suggéré de nombreuses pistes d'amélioration pour le prochain dénombrement. Ces améliorations portent sur certains aspects méthodologiques, au niveau de la cueillette et de l'analyse des données, mais aussi sur de nombreux détails logistiques, tels que le recours à plus de centres de déploiement pour les bénévoles et à un logiciel pour saisir les données dans les questionnaires avec une plus grande efficacité et un coût moindre.

Nous proposons une structure de gouvernance incluant trois comités :

- Un comité de pilotage, sous la responsabilité partagée de la Ville de Montréal, Service de la Diversité sociale et des Sports, ainsi que le CIUSSS Centre-Sud de Montréal, Direction adjointe au Bureau du président-directeur général adjoint Service régional des activités communautaires et de l'itinérance.
- Un comité de direction incluant plusieurs partenaires proches du terrain qui aidera à appliquer la méthodologie dans le contexte montréalais
- Un comité scientifique qui aura pour mandat de réviser et d'améliorer la méthodologie utilisée lors du dénombrement de 2015.

Le Centre de recherche de l'Hôpital Douglas, associé au Centre intégré universitaire en santé mentale de l'Ouest-de-l'ile de Montréal, mais entité juridique distincte, assurera la gestion administrative du projet. Établi depuis plus de 30 ans et disposant d'un budget annuel de plus de 22 M$, reconnu comme centre de recherche exemplaire par le Fonds de la recherche du Québec – Santé, le Centre de recherche de l'Hôpital Douglas possède amplement les capacités administratives et l'expérience nécessaires pour assurer un suivi rigoureux des dépenses effectuées dans le cadre d'un mandat de l'envergure proposée.

En conclusion, nous croyons avoir assemblé une équipe ayant fait ses preuves lors du dénombrement de 2015, et en mesure de réaliser les différents volets du mandat décrit dans l'appel d'offres.

I COMPRÉHENSION DU MANDAT

Conformément au devis rédigé par la Ville de Montréal, Service de la diversité sociale et des sports (SDSS), le Centre de recherche de l'Hôpital Douglas (CRHD) et ses partenaires proposent de réaliser un deuxième dénombrement entre le 1er mars et le 30 avril 2018, afin de préciser le nombre et de déterminer le profil des personnes itinérantes à Montréal.

1. Rappel des grandes lignes de la méthodologie et des résultats du dénombrement de 2015

Le dénombrement du 24 mars 2015 a permis notamment :

1) D'estimer le nombre de personnes en situation d'itinérance visible normalement sur l'île de Montréal (qui avaient dormi dans des lieux extérieurs, des refuges y compris pour femmes violentées, des logements de transition, des centres de détention, hôpitaux, prisons sous juridiction provinciale et centres de thérapie à Montréal et hors-Montréal), le soir du 24 mars 2015.
2) À partir d'un échantillon de 1096 questionnaires, de décrire cette population sous plusieurs angles. Notamment, le dénombrement a mis en relief le relativement faible nombre de personnes en situation d'itinérance à Montréal, sur une base populationnelle, en comparaison avec la plupart des autres villes canadiennes; mais aussi le nombre plus élevé de personnes dormant dans des lieux extérieurs qu'à Toronto ou Calgary.

Le devis écrit par la Ville de Montréal fait état de retombées supplémentaires du dénombrement qui ne seront pas répétées ici.

En réponse au mandat qui avait alors été donné par la Ville, le dénombrement avait également compté 356 personnes en situation d'itinérance cachée (qui logeaient dans des maisons de chambres, dans un hôtel ou motel sans avoir de domicile fixe ou qui étaient hébergées temporairement chez d'autres). Toutefois, le rapport reconnaissait que le nombre obtenu était fort probablement très inférieur au nombre réel. Une revue de la littérature sur les méthodologies possibles pour effectuer un dénombrement de personnes en situation d'itinérance cachée avait mené à la conclusion qu'il était, à toutes fins pratiques, impossible d'obtenir un estimé fiable de ce nombre.

Ce premier dénombrement fut ambitieux en ce qu'il a ajouté à la méthodologie de base deux activités supplémentaires :

1) La passation de questionnaires dans les ressources de jour le 25 et le 26 mars. Cette activité, inspirée d'une étude réalisée dans la ville de New York, avait été incluse surtout dans le but d'identifier des personnes en situation d'itinérance cachée. Elle a également permis de recueillir 560 questionnaires,

dont 43% (241) avaient été remplis par des personnes qui avaient passé la nuit du 24 mars dans un lieu extérieur ou dans un refuge, mais qui disaient ne pas avoir rempli le questionnaire auparavant.

2) Le contact, après le 26 mars, sur une période de 3 mois, de plus d'une centaine de ressources chez lesquelles aucun questionnaire n'avait été recueilli:
    - 6 centres de crise
    - 4 centres de détention
    - 1 centre de répit
    - 53 centres de thérapie en dehors de Montréal (pour déterminer combien de personnes y étaient présentes le soir du 24 mars qui avaient été admises alors qu'elles étaient sans domicile fixe à Montréal)
    - 6 centres de thérapie à Montréal
    - 12 centres pour victimes de violence
    - 2 centres d'hébergement pour nouveaux arrivants
    - 18 hôpitaux
    - 22 logements transitoires
    - 2 refuges d'urgence

Cette deuxième activité a permis d'identifier 1083 personnes en situation d'itinérance le soir du 24 mars, soit plus du tiers du nombre total de 3016.

La combinaison de ces deux activités a permis d'augmenter le nombre de questionnaires passés auprès de personnes en situation d'itinérance visible de près de 30%, et d'augmenter grandement la fiabilité du nombre de personnes en situation d'itinérance visible.

À noter aussi, nous avions inclus dans notre méthode le déploiement, le soir du 24 mars, 50 « leurres », ou faux itinérants. Le pourcentage de ces faux itinérants que les équipes de bénévoles n'avaient pas détectés, a ensuite été utilisé pour ajuster l'estimé du nombre de personnes en situation d'itinérance qui se trouvaient dans la rue le soir du 24 mars. Nous avions repris cette méthode de New York et Toronto.

Il convient de noter les limites d'un exercice de cette nature. Le nombre de personnes en situation d'itinérance visible un soir est bien en deça du nombre de personnes qui se retrouvent en situation d'itinérance, temporairement, au cours d'une année. Beaucoup de situations d'itinérance cachée, particulièrement pour les femmes, peuvent en être d'extrême vulnérabilité et échappent à un dénombrement tel que celui-ci.

De plus, même le nombre estimé de personnes en situation d'itinérance visible est sujet à erreur. La passation de questionnaires relevait de bénévoles qui, n'ayant pas nécessairement d'expérience ou de formation en collecte de données, ont pu commettre un certain nombre d'erreurs. Beaucoup de personnes itinérantes alternent entre l'hébergement chez d'autres, la rue, les refuges, les maisons de chambres, etc. – le nombre qui sont en situation d'itinérance visible fluctue pour cette raison d'une nuit à l'autre. De plus il

est certain que certaines personnes en situation d'itinérance qui ont passé la nuit dans des lieux extérieurs le 24 mars étaient trop bien cachées pour avoir été découvertes.

Néanmoins nous croyons que l'exercice répété de façon semblable d'une fois à l'autre permettra de dégager des tendances – non seulement dans le nombre total, mais aussi, grâce aux questionnaires, dans la composition de la population en situation d'itinérance. De telles informations sont nécessaires pour mesurer les progrès accomplis dans la lutte contre l'itinérance, et pour ajuster les interventions en fonction de l'évolution du nombre et de la composition de la population en situation d'itinérance.

2. Un nouvel élément contextuel : la participation du gouvernement du Québec au dénombrement ponctuel coordonné de la Stratégie de partenariat de lutte contre l'itinérance (SPLI) du gouvernement fédéral

Le dénombrement de 2015 avait été envisagé dès le départ comme devant être répété à intervalles de 2 ou 3 ans afin de pouvoir tracer l'évolution du phénomène de l'itinérance et fournir des informations utiles à la planification des services. Toutefois, sans remettre en question cet objectif, un nouvel élément contextuel exige un certain ajustement à la démarche : la décision du gouvernement du Québec de participer au dénombrement ponctuel coordonné de la Stratégie de partenariat de lutte contre l'itinérance (SPLI) du gouvernement fédéral : « Tout le monde compte 2018 ».

Depuis 2015, de plus en plus de villes canadiennes ont accepté de participer au dénombrement ponctuel coordonné de la Stratégie de partenariat de lutte contre l'itinérance (SPLI) du gouvernement fédéral. La majorité des communautés canadiennes, y compris 11 villes au Québec incluant Montréal, procéderont à un dénombrement coordonné entre le 1er mars et le 30 avril 2018. Cette démarche demande que le nombre de personnes ayant passé la nuit dans l'un ou l'autre de 3 types de lieux soit estimé : un lieu extérieur (rue, parc, véhicule, tente, immeuble abandonné, etc.) ; (2) un refuge d'urgence ou un refuge pour victimes de violence familiale ; (3) un logement ou refuge de transition.[1]

La méthodologie fédérale encourage les organisateurs des dénombrements à contacter des ressources supplémentaires, tel que nous l'avions fait en 2015, pour estimer le nombre de personnes dans d'autres lieux : hôpitaux, prisons, centres de détention provisoire. Nous avions compté, en 2015, ces personnes ainsi que les personnes admises à partir de Montréal, sans domicile fixe, demeurant dans des centres de thérapie à Montréal ou hors-Montréal. La méthodologie fédérale encourage donc ce genre d'activité, sans l'exiger.

La méthodologie fédérale passe sous silence la possibilité de passer des questionnaires dans les ressources de jour les 2 jours suivant le dénombrement.

[1] Voir : https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/communautes/sans-abri/rapports/guide-denombrements-ponctuels.html#TOC7-2

Par ailleurs, elle précise les questions de sélection (que nous appelions questions de dépistage) qui doivent être utilisées pour identifier les personnes considérées comme en situation d'itinérance, et demande que 14 questions de base soient posées dans le sondage, tout en suggérant quelques questions supplémentaires. Ces questions ressemblent sensiblement à celles qui avaient été posées lors du dénombrement de 2015. Les villes sont libres d'inclure des questions supplémentaires selon leur convenance, avec une recommandation que le questionnaire puisse se remplir en 15 minutes au maximum.

Ainsi, la méthodologie fédérale permet d'utiliser un questionnaire très semblable, quoique pas entièrement identique, à celui qui avait été utilisé en 2015.

Par conséquent, **il est possible de produire des données très comparables avec celles de 2015 tout en respectant la méthodologie fédérale.**

Le Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) voudrait appliquer une méthodologie semblable à celle qu'avait utilisée Montréal en 2015, pour mettre à jour son *Portrait de l'itinérance au Québec*, réalisé en 2014. Le dénombrement de Montréal, y compris les résultats obtenus en allant dans les ressources de jour les 2 jours après le dénombrement, et en contactant les hôpitaux, prisons et autres lieux, fera partie intégrante de cet exercice. Parce que le gouvernement québécois entend préserver cette méthode dans son intégralité, toutes les informations obtenues pour Montréal pourront être mises en regard de celles des 10 autres villes québécoises. Pour ce faire, il est attendu que le Centre de recherche collabore avec le coordonnateur national et le Comité national.

Mentionnons ici un autre élément contextuel qui a changé depuis le dénombrement de 2015, et qui renforce l'importance de contacter les centres de thérapie. Depuis le 1er mai 2015, les revenus des prestataires de l'aide sociale qui suivent une thérapie dans de tels centres sont passés de 747 $ à 200 $ par mois, le gouvernement ayant estimé que leurs besoins de base étaient comblés dans ces centres.[2] Il semble clair que ce nouveau règlement va réduire l'attrait de séjours dans ces centres pour les personnes en situation d'itinérance. Par conséquent, on peut poser l'hypothèse d'un déplacement d'une partie de la population en situation d'itinérance de Montréal vers la rue, les refuges ou les logements de transition. Le fait de compter les personnes dans ces centres en 2018, comme nous l'avions fait en 2015, réduira l'impact de cette mesure sur notre compte total.

3. Objectifs du dénombrement 2018 à Montréal

Le dénombrement que nous proposons pour 2018 a les objectifs suivants :

a) Obtenir et présenter des nombres de base (à la fois le nombre de personnes en situation d'itinérance et leurs réponses aux questions prescrites par la SPLI) comparables à ceux utilisés dans les autres villes canadiennes. Ces nombres seront transmis au MSSS, par l'entremise du

[2] http://www.ledevoir.com/societe/sante/438931/coupes-a-l-aide-sociale-quebec-fait-fi-de-l-impact-sur-les-toxicomanes

CIUSSS Centre-Sud, puis au gouvernement fédéral mais ne feront pas l'objet d'un rapport particulier.

b) Obtenir des nombres plus exhaustifs, incluant un décompte des personnes dans les autres lieux (hôpitaux, prisons provinciales, etc.) comparables à ceux de 2015. Ces nombres, de même que les résultats des questionnaires, seront présentés dans un rapport particulier pour le territoire de Montréal, en soulignant les différences par rapport au dénombrement de 2015. Ce rapport sera traduit en anglais dès que possible suivant la mise en ligne de la version française du rapport.

c) S'assurer d'une concordance méthodologique, jusqu'aux questions du sondage, le recours à des leurres, etc. entre le dénombrement de Montréal et celui dans les autres villes du Québec, de sorte que les résultats pour Montréal puissent être comparés à ceux pour les autres villes du Québec.

d) Réaliser toutes ces activités de la façon la plus mobilisatrice possible, visant une adhésion encore plus grande à la démarche qu'en 2015

II MÉTHODOLOGIE PROPOSÉE

Nous ne reprendrons pas ici les détails de la méthodologie employée lors du dénombrement de 2015. Notre intention est d'utiliser sensiblement la même approche en 2018. Toutefois, nous prévoyons introduire plusieurs améliorations à la démarche. Nous décrivons ici les modifications proposées au dénombrement le soir, au déploiement de bénévoles dans les centres de jour, au contact de ressources supplémentaires, et à la saisie et l'analyse des données ainsi qu'à la présentation des résultats.

1. Dénombrement le soir

a) La méthodologie fédérale nous laisse la latitude de tenir le dénombrement entre le 1er mars et le 30 avril 2018. Une date en avril réduit le risque de tempête de neige qui pourrait obliger le report de l'activité. Il est important aussi de tenir le dénombrement vers la fin du mois, quand les personnes itinérantes ont généralement moins d'argent et sont moins susceptibles d'aller dans des motels ou maisons de chambres où elles ne seraient pas comptées. Nous proposons donc de faire le dénombrement cette fois vers la fin du mois d'avril. La date que nous proposons est le mardi 24 avril. Suivant la même logique que pour le dénombrement de 2015, un mardi : laisse deux jours après la fin de semaine pour organiser les préparatifs de dernière minute ; permet de reporter l'activité d'un soir si la température est trop inclémente ; et laisse deux jours immédiatement après le dénombrement, avant la fin de semaine, pour passer dans les ressources de jour.

b) Nous sonderons l'intérêt d'organisations telles que des entreprises pour fournir des équipes complètes (de 3 ou 4 personnes) pour le dénombrement. Nous estimons que le pourcentage d'abandons de dernière minute sera probablement plus faible parmi de telles équipes. Nous demanderons aux équipes de 3 d'identifier une personne qui accepterait de remplacer un de leurs membres à pied levé en cas d'empêchement de dernière minute.

c) Nous avions déployé les bénévoles à partir de 4 centres : le Y du Centre-ville, le Y dans Hochelaga-Maisonneuve, la STM pour les métros, et pour les refuges, la Mission Old Brewery. Notre expérience a indiqué que le nombre de bénévoles au Y du Centre-ville rendait le dénombrement difficile à gérer. Nous chercherons un ou deux centres supplémentaires, possiblement dans le sud-ouest et dans Côte-des-Neiges, pour mieux distribuer les bénévoles.

d) Nous produirons des vidéos pour rendre plus efficaces et standardiser les formations des bénévoles.[3]

e) La répartition des bénévoles sera révisée. Nous aurons un plus grand recours aux travailleurs de rue pour les quartiers où très peu de personnes en situation d'itinérance sont susceptibles de se trouver dans la rue.

f) Nous tenterons de faire passer des questionnaires dans un plus grand nombre de refuges, de logements de transition, de centres de thérapie, soit par des bénévoles, soit par le personnel des ressources, selon la préférence de la ressource.

g) Nous porterons une attention particulière aux ressources pour femmes, pour jeunes et pour Autochtones afin de maximiser le nombre de questionnaires recueillis auprès de ces populations.

h) La méthodologie fédérale encourage le recours à son Système d'information sur les sans-abri (SISA) pour la cueillette d'informations sur les personnes qui ont passé la nuit du dénombrement dans un refuge. Nous savons que ce système est présentement utilisé par les 3 grands refuges pour hommes à Montréal et également par quelques programmes de type Stabilité résidentielle avec accompagnement. Nous explorerons la possibilité de l'utiliser.

i) Pour les personnes dans les refuges et autres ressources qui n'ont pas passé de questionnaires, lorsque le système SISA ne peut être utilisé à cette fin, nous aurons recours au logiciel de sondage en ligne Lime Survey pour que les organisations puissent entrer directement en ligne le nombre de personnes qui étaient présentes (et en situation d'itinérance) la nuit du dénombrement, en fonction de leur âge, leur sexe et leur statut autochtone. Les données seront ainsi hébergées sur les serveurs de l'Université McGill, à laquelle le Centre de recherche de l'Hôpital Douglas est affilié.

j) Nous utiliserons une méthode plus simple qu'en 2015 pour produire les cartes, soit la photocopie agrandie des quadrilatères à parcourir à partir d'une carte papier, et l'indication en couleur du chemin à parcourir. (Les originaux produits de cette façon seront conservés pour réutilisation dans les dénombrements futurs.)

[3] Le budget joint à cette demande n'inclut pas la production de ces vidéos. Celles-ci profiteraient à tous les sites et nous proposons que le coût soit assumé par le MSSS.

k) Nous remplacerons les stylos à bille, dont plusieurs bénévoles se sont plaints, par des crayons à mine.

2. Déploiement de bénévoles dans les ressources de jour

Les changements pertinents parmi ceux énumérés pour le dénombrement de soir seront appliqués aussi au déploiement dans les ressources de jour

3. Contact de ressources supplémentaires pour obtenir le nombre et la composition sommaire de leur population en situation d'itinérance

a) Comme nous disposons de plus de temps qu'en 2015, nous identifierons et contacterons les ressources où nous n'enverrons pas de bénévoles *avant* le dénombrement pour les préparer à nous rapporter les nombres dont nous avons besoin.

b) Ces nombres seront enregistrés en ligne (voir h) à la page précédente).

4. Saisie des données, analyse, production des rapports préliminaire et final, diffusion

a) Lors du dénombrement de 2015, nous avions, à cause de contraintes budgétaires, effectué une seule saisie des questionnaires. Il est préférable (c'est d'ailleurs recommandé dans la méthodologie fédérale) d'effectuer une double saisie (par deux personnes différentes) et réconcilier les deux bases de données ainsi obtenues. (C'est-à-dire, retourner au questionnaire pour vérifier quelle était la bonne valeur lorsque les deux bases de données contiennent chacune une valeur différente pour un même élément, indiquant qu'une des deux versions contient une erreur.) Afin d'effectuer la saisie de façon très fiable au moindre coût, nous utiliserons un logiciel de lecture optique de marques pour enregistrer automatiquement les données des questionnaires dans un chiffrier.

b) Le rapport sur le dénombrement de 2015 contrastait de façon systématique les données selon le sexe, l'âge (jeunes vs autres) et si la personne s'était déclarée autochtone. Nous ajouterons de nouvelles analyses (croisements de données) afin de décrire plus en détail les particularités de ces groupes. Nous effectuerons, notamment, une analyse différenciée selon les sexes.

c) Nous consulterons un statisticien pour revoir et potentiellement améliorer nos méthodes d'analyse des questionnaires.

d) Nous ferons ressortir et commenterons les différences significatives entre les résultats des deux dénombrements.

e) Conformément à la nouvelle politique de données ouvertes de la Ville de Montréal. une copie des données, accompagnée de la documentation nécessaire pour savoir quelle variable dans le fichier correspond à quelle question du questionnaire, sera remise à la Ville.

f) Outre la révision linguistique à laquelle nous avions soumis le rapport de 2015, nous engagerons un graphiste pour améliorer la présentation visuelle du rapport.

g) Nous élaborerons un protocole de diffusion des résultats avec la Ville, en collaboration avec le CIUSSS Centre-Sud.

h) Notamment, nous nous rendrons disponibles pour présenter les résultats du dénombrement à 4 instances déterminées par la Ville et le CIUSSS Centre-Sud.

III GOUVERNANCE

Le Centre de recherche de l'Hôpital Douglas, représenté par Eric Latimer, Ph.D., qui avait co-dirigé avec M. James McGregor le dénombrement de 2015, est le mandataire proposé, assumant la responsabilité globale pour le projet. Le Mouvement pour mettre fin à l'itinérance à Montréal (MMFIM) sera un partenaire-clef du projet et participera à toutes les décisions, en particulier celles concernant les aspects logistiques du dénombrement. Il sera représenté par son directeur, M. McGregor, ainsi que la directrice de projets, Mme Sonya Cormier.

Trois comités seront constitués pour guider et orienter la démarche :

1) Un **comité de pilotage**, dont la coordination sera partagée entre le Service de la diversité sociale et des sports de la Ville de Montréal et le CIUSSS Centre-Sud-de-l'île-de-Montréal, Direction adjointe au Bureau du président-directeur général adjoint Service régional des activités communautaires et de l'itinérance, inclura des services municipaux concernés, dont le SPVM et la STM, des partenaires stratégiques issus du milieu communautaire et institutionnel, ainsi que le mandataire et le MMFIM. Ce comité se rencontrera environ à toutes les 6 à 8 semaines, à compter de fin septembre.
2) Un **comité de direction**, qui coordonnera l'ensemble de la mise en oeuvre du dénombrement sur le terrain, y compris la stratégie de communications. Le comité de direction inclura, outre MM. Latimer et McGregor et Mme Cormier, M. Méthot, coordonnateur de recherche de M. Latimer, qui sera responsable de plusieurs activités sur le terrain et devra travailler étroitement avec Mme Cormier. Il inclura aussi : des représentants de refuges ou autres organismes; un représentant du milieu de l'itinérance jeunesse et de l'itinérance des femmes; une représentante d'organismes autochtones;

des travailleurs de rue; des représentants de la Ville et du CIUSSS Centre-Sud. Le mandat de ce comité sera de statuer sur des aspects spécifiques de la stratégie de collecte de données, tels les secteurs où envoyer des bénévoles ou au contraire des travailleurs de rue, des stratégies pour obtenir l'adhésion de certaines ressources, etc. Le comité participera également à certains aspects de l'analyse et de la présentation des résultats. Le comité se réunira environ une fois par mois, à compter du mois d'octobre. Toutefois, diverses rencontres *ad hoc* entre des représentants du Centre de recherche ou du MMFIM et divers autres membres du comité pourront avoir lieu à d'autres moments lorsque la nécessité de prendre certaines décisions rapidement se présentera. Dans de tels cas, les autres membres du comité en seront informés à temps pour la prochaine réunion.

3) Un **comité scientifique**, présidé par M. Latimer, dont le mandat sera d'examiner la méthodologie employée en 2015 ainsi que les améliorations proposées dans la présente demande, et de leur apporter des améliorations. Ces améliorations pourraient porter par exemple sur le plan des quelques questions supplémentaires qui pourraient être posées, et sur le plan de l'analyse des données. Nous prévoyons que le comité inclura à tout le moins M. Roch Hurtubise, Ph.D., professeur à l'Université de Sherbrooke et expert reconnu dans le domaine de l'itinérance; Mme Alina Turner, Ph.D., responsable des dénombrements en Alberta; M. Serge Chevalier, consultant expérimenté dans la tenue d'exercices de ce genre (y compris le dénombrement de 2015); et Mme Laurence Roy, Ph.D, chercheure au Centre de recherche de l'Hôpital Douglas spécialisée dans les enjeux de santé mentale et de judiciarisation chez les personnes en situation d'itinérance et un représentant de la Direction de l'enseignement universitaire et de la recherche du CIUSSS Centre-Sud. Nous sommes en train d'identifier d'autres personnes pour se joindre à ce comité.[4] Le comité scientifique se rencontrera environ une fois par mois, à partir du mois d'octobre. Il est attendu que le comité scientifique collabore également étroitement avec le Comité scientifique national mis en place pas le MSSS.

IV MOBILISATION DES PARTENAIRES ET DU PUBLIC

Le dénombrement de 2015 était le premier en son genre réalisé à Montréal. De nombreuses réunions, en grand groupe et en petit groupe, ont été tenues pour faire comprendre la démarche et aussi pour écouter les représentants du milieu. La démarche était clairement mise de l'avant par la Ville, y compris le maire Coderre. Le YMCA, acteur communautaire jouissant d'une image positive auprès du grand public, a également joué un rôle très visible. Nous avions également eu recours à une experte en communications, Madame Stéphanie Lassonde, pour nous guider dans les relations avec les médias, qui ont accordé un très grand intérêt à l'événement. Nous croyons que cet ensemble de facteurs a eu pour effet de mobiliser le public et aussi une bonne partie du milieu de l'itinérance (qui a très bien collaboré à la démarche).

[4] Au moment où ces lignes sont écrites, il paraît probable que ce comité scientifique guidera la méthodologie non seulement du dénombrement de Montréal mais aussi celui des autres villes québécoises. Cela assurera la comparabilité entre les données montréalaises et québécoises. Cela exige en même temps que le mandat de ce comité soit limité à des questions pertinentes pour tous les sites, ou au moins plusieurs sites à la fois.

En s'appuyant sur le succès du dénombrement de 2015, nous tenterons d'obtenir l'adhésion des quelques milieux qui n'ont pas voulu participer en 2015. Nous leur offrirons de les rencontrer individuellement. Nous ferons ressortir, dans nos présentations, les conséquences directes qu'ont eu les données rapportées dans le dénombrement (ainsi que de l'enquête complémentaire de l'été suivant). Même si l'exercice sera porté cette fois-ci par deux organisations plutôt que 4, nous ferons attention d'impliquer de nombreux partenaires et parties prenantes dans la démarche. Nous n'avons pas encore défini les détails de ces activités. Ils appartiennent à la stratégie de communications et seront déterminés par le comité de direction et le comité de pilotage.

V ÉQUIPE DE TRAVAIL

L'équipe de travail pour le projet inclut trois personnes qui ont joué des rôles de premier plan dans le dénombrement de 2015 : M. Eric Latimer et M. James McGregor étaient les co-directeurs de ce dénombrement, et M. Christian Méthot avait entièrement coordonné la passation de questionnaires dans les ressources de jour ainsi que le processus de contacter les autres ressources dans les mois suivant le dénombrement. Mme Sonya Cormier, anciennement directrice de l'organisme Plein Milieu, est depuis devenue directrice de projets au MMFIM. En plus de ses contacts dans le milieu de l'itinérance, elle apportera à l'équipe des compétences particulières en communication. Leurs responsabilités respectives seront les suivantes :

- M. Latimer assumera cette fois la coordination générale du projet. Il sera responsable de mener le comité de direction et le comité scientifique, ainsi que de la finalisation de la méthodologie, de l'analyse des données et la rédaction du rapport.
- M. Méthot et Mme Cormier seront conjointement responsables de définir les ressources dans lesquelles nous tenterons de faire passer des questionnaires (par des bénévoles ou par des intervenants), et celles qui seront simplement invitées à relever et enregistrer en ligne les nombres de personnes en situation d'itinérance la nuit du dénombrement.
- Mme Cormier, soutenue par M. McGregor, sera responsable de toutes les relations avec les bénévoles, du recrutement au déploiement et aux *debriefings* subséquents.
- M. Méthot sera responsable de monter un site en ligne dans lequel les ressources pourront enregistrer des données sur le nombre et quelques caractéristiques de leurs résidents en situation d'itinérance; de contacter ces ressources, et de faire le suivi nécessaire pour que les informations soient enregistrées. Il sera également responsable de superviser la saisie de données à l'aide du logiciel Remark. Il supervisera des agents de recherche travaillant à temps plein entre les mois de janvier à mai inclusivement. Il contribuera à la rédaction du rapport.
- Mme Zhirong Cao, M.Sc., statisticienne, a effectué les analyses pour l'analyse complémentaire et effectuera celles pour le dénombrement.
- M. McGregor n'assumera pas de responsabilité directe mais jouera un rôle-conseil dans la plupart des activités.

VI CALENDRIER

	2017				2018						
	S	O	N	D	J	F	M	A	M	J	J
Constitution du comité de pilotage (**CP**) (Ville, CIUSSS Centre-Sud)											
Constitution des comités de direction (**CD**) et scientifique (**CS**) (EL avec MSSS (à confirmer) Ville et CIUSSS Centre-Sud)											
Élaboration et traduction du questionnaire (**CS**)											
Identification des ressources pertinentes (CM : Christian Méthot)											
Développement de l'outil de collecte de données en ligne (CM)											
Révision de la stratégie de collecte de données lors de la nuit du dénombrement (**CP, CS, CD**)											
Développement d'une stratégie générale pour les communications (**CP, CD**)											
Réservation des centres de déploiement (SC : Sonya Cormier et JM : James McGregor)											
Répartition des ressources selon si des questionnaires y seront passés ou non (**CS**, CM et SC)											
Prise de contact avec les organismes pour qu'ils rapportent des données en ligne relatives au 24 avril (CM)											
Découpage du territoire à parcourir par les équipes de bénévoles et les travailleurs de rue (**CD**)											
Développement du site web pour le dénombrement (SC et JM)											
Recrutement d'équipes de bénévoles auprès d'entreprises et autres organisations (SC et JM)											
Recrutement de bénévoles supplémentaires (SC et JM)											
Recrutement de leurres (SC et JM)											
Préparation de vidéos de formation (**CS**, CM)											
Photocopie des questionnaires, achat de crayons et autres fournitures pour les bénévoles (SC)											
Préparation à la saisie électronique des questionnaires (CM)											
DÉNOMBREMENT											
CUEILLETTE DE DONNÉES DANS LES RESSOURCES DE JOUR											
Saisie de données (CM)											
Analyse (EL)											
Rédaction du rapport intérimaire (EL, CM)											
Rédaction et mise en forme du rapport final (EL, CM)											
Dépôt de la version traduite du rapport (EL) (Sept. 2018)											

VII BUDGET

Actitvités	Taux horaire	Hres 17	Hres 18	2017	2018	TOTAL
Coordination générale						
Logistique, partenariats: Sonya Cormier (SC)	40 $	125	400	5,000 $	16,000 $	21,000 $
Aspects méthodologiques: Christian Méthot (CM)	45 $	100	500	4,500 $	22,500 $	27,000 $
Rôle conseil: James McGregor (JM)	80 $	62.5	125	5,000 $	10,000 $	15,000 $
Adjoint administratif	25 $	130	150	3,250 $	3,750 $	7,000 $
Comités direction et scientifique (transport, café)				2,500 $	2,500 $	5,000 $
TOTAL				**20,250 $**	**54,750 $**	**75,000 $**
Communications						
Site web				2,000 $	2,000 $	4,000 $
Relations médias					16,000 $	16,000 $
TOTAL				**2,000 $**	**18,000 $**	**20,000 $**
Dénombrement et ressources de jour						
Responsable bénévoles	35 $		270		9,450 $	9,450 $
Révision des secteurs pour déploiement des bénévoles	35 $	140	70	4,900 $	2,450 $	7,350 $
Préparation de cartes pour équipes de bénévoles	35 $		70		2,450 $	2,450 $
Location de salles pour déploiement bénévoles					8,000 $	8,000 $
Fournitures (questionnaires, crayons, clipboards, T-shirts, etc.)					9,000 $	9,000 $
Formation des intervenants	45 $		70		3,150 $	3,150 $
Cartes-cadeaux (1500 x 4)					6,000 $	6,000 $
Transports					2,000 $	2,000 $
Leurres (recruter, former, déployer, remercier)					4,500 $	4,500 $
Logiciel pour recrutement de bénévoles				2,000 $		2,000 $
Nourriture				1,000 $	6,000 $	7,000 $
TOTAL				**7,900 $**	**53,000 $**	**60,900 $**

Actitvités	Taux horaire	Hres 17	Hres 18	2017	2018	TOTAL
Cueillette de données complémentaires						
Identification des ressouces	35 $	70		2,450 $		2,450 $
Contacts, suivis des ressources	35 $	70	800	2,450 $	28,000 $	30,450 $
Fournitures, frais de poste					1,000 $	1,000 $
Site pour cueillette de données	45 $		5		225 $	225 $
TOTAL				**4,900 $**	**29,225 $**	**34,125 $**
Saisie, analyse, production de rapports						
Logiciel Remark					1,600 $	1,600 $
Saisie de 1300 questionnaires	35 $		100		3,500 $	3,500 $
Analyse	45 $		150		6,750 $	6,750 $
Rédaction	45 $		100		4,500 $	4,500 $
Traduction					5,000 $	5,000 $
Graphisme, impression					2,500 $	2,500 $
TOTAL					**23,850 $**	**23,850 $**
Imprévus					**20,000 $**	**20,000 $**
Total avant frais de gestion				**35,050 $**	**198,825 $**	**233,875 $**
Frais de gestion (8% appliqué au total excluant contribution nature du MMFIM)						18,710 $
TOTAL						**252,585 $**

CONTRIBUTIONS PROPOSÉES

MMFIM	30 000 $
CIUSSS Centre-Sud-de-Montréal	111 292.50 $
Ville de Montréal	111 292.50 $
TOTAL	**252 585 $**

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal
Québec

Direction adjointe au Bureau du président-directeur général adjoint
Partenariat et soutien à l'offre de service

PAR COURRIER ÉLECTRONIQUE

Le 28 juillet 2017

Johanne Derome
Directrice
Service de la diversité sociale et des sports
801, rue Brennan, 4e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

Objet : Entente de partenariat pour réaliser le dénombrement montréalais 2018

Madame,

La Direction adjointe du Bureau du président-directeur général adjoint - Partenariat et soutien à l'offre de service du CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal (CCSMTL) **confirme qu'il sera partenaire de la Ville de Montréal dans le prochain dénombrement montréalais en 2018.**

Le partage de cette responsabilité avec la Ville de Montréal s'inscrit dans le cadre de l'entente entourant la *Stratégie de partenariat de lutte à l'itinérance* (SPLI) entre le Ministère de la Santé et des services sociaux (MSSS) et le gouvernement fédéral. En effet, le MSSS s'est engagé à réaliser un dénombrement dans 11 villes du Québec, incluant Montréal, entre le 1er mars et le 30 avril 2018. Les données du dénombrement feront partie de la mise à jour du Portrait de l'itinérance et seront également transmises au gouvernement fédéral. Afin de réaliser le dénombrement dans les 11 villes concernées, le MSSS en confie la responsabilité opérationnelle à chaque Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) et Centre universitaire intégré de santé et de services sociaux (CIUSSS). Pour Montréal, c'est le CCSMTL à qui incombe ce mandat régional à l'instar de sa responsabilité de coordination intersectorielle en itinérance.

… 2

Ainsi, **le CCSTML s'engage à verser 111 292 $ directement au mandataire désigné par la Ville de Montréal afin de réaliser le dénombrement montréalais 2018**. Ce financement suppose un partenariat entre la Ville de Montréal et le CCSMTL qui s'articulera autour de quatre grands axes de collaboration :

- la participation au comité de pilotage (DA PDGA - Partenariat et soutien à l'offre de service) et au comité scientifique (Direction de l'enseignement et de la recherche);
- la détermination des questions complémentaires;
- la stratégie de communications et de diffusion des résultats;
- la propriété conjointe des données.

De plus, il est attendu que le mandataire désigné travaille en étroite collaboration avec le comité national et le coordonnateur national du MSSS afin d'assurer la cohérence de la méthodologie et de l'analyse des données montréalaises avec celles des autres villes québécoises. À cet égard, il est également attendu que la Ville de Montréal et le mandataire désigné s'engagent à respecter les principaux éléments de l'Entente intervenue entre le MSSS et le gouvernement fédéral. Ces éléments sont précisés dans le courriel du MSSS joint à la présente lettre. Prenez note que ces informations présentées au sein de ce courriel sont confidentielles.

Cet engagement à la démarche du dénombrement montréalais témoigne une fois de plus de la volonté du CCSMTL à collaborer avec la Ville de Montréal à la prévention et à la lutte contre l'itinérance. Nous espérons que cette entente de partenariat puisse permettre aux partenaires de mieux connaître et comprendre le phénomène de l'itinérance et qu'elle nous permettra un travail commun fructueux.

Veuillez recevoir, Madame, nos meilleures salutations.



Julie Grenier
Directrice adjointe / Bureau du PDG adjoint
Partenariat et soutien à l'offre de service
CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal

p. j. Courriel de Mme Lynne Duguay, directrice des dépendances et de l'itinérance, MSSS
Modalités du dénombrement
Dépenses admissibles

c. c. Jean-Marc Potvin, président-directeur général adjoint, CCSMTL
Manon Barnabé, chef de service, CCSMTL
Sylvie Simard, directrice de l'enseignement et de la recherche, CCSMTL
Lynne Duguay, directrice des dépendances et de l'itinérance, MSSS
Pierre-Luc Lortie, Service de la diversité sociale et des sports, Ville de Montréal
Marie-Joëlle Carbonneau, Service régional des activités communautaires et de l'itinérance, CCSMTL

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal
Québec

Direction adjointe au Bureau du président-directeur général adjoint
Partenariat et soutien à l'offre de service

PAR COURRIER ÉLECTRONIQUE

Le 1er septembre 2017

Johanne Derome
Directrice
Service de la diversité sociale et des sports
801, rue Brennan, 4e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

Objet : Amendement à la lettre du 28 juillet concernant l'entente de partenariat pour réaliser le dénombrement montréalais 2018

Madame,

La Direction adjointe du Bureau du président-directeur général adjoint - Partenariat et soutien à l'offre de service du CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal (CCSMTL) **confirme qu'il sera partenaire de la Ville de Montréal dans le prochain dénombrement montréalais en 2018.**

Le partage de cette responsabilité avec la Ville de Montréal s'inscrit dans le cadre de l'entente entourant la *Stratégie de partenariat de lutte à l'itinérance* (SPLI) entre le Ministère de la Santé et des services sociaux (MSSS) et le gouvernement fédéral. En effet, le MSSS s'est engagé à réaliser un dénombrement dans 11 villes du Québec, incluant Montréal, entre le 1er mars et le 30 avril 2018. Les données du dénombrement feront partie de la mise à jour du Portrait de l'itinérance et seront également transmises au gouvernement fédéral. Afin de réaliser le dénombrement dans les 11 villes concernées, le MSSS en confie la responsabilité opérationnelle à chaque Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) et Centre universitaire intégré de santé et de services sociaux (CIUSSS). Pour Montréal, c'est le CCSMTL à qui incombe ce mandat régional à l'instar de sa responsabilité de coordination intersectorielle en itinérance.

… 2

Ainsi, **le CCSTML s'engage à verser 111 292 $ à la Ville de Montréal afin de réaliser le dénombrement montréalais 2018**. Ce financement suppose un partenariat entre la Ville de Montréal et le CCSMTL qui s'articulera autour de quatre grands axes de collaboration :

- la participation au comité de pilotage (DA PDGA - Partenariat et soutien à l'offre de service) et au comité scientifique (Direction de l'enseignement et de la recherche);
- la détermination des questions complémentaires;
- la stratégie de communications et de diffusion des résultats;
- la propriété conjointe des données.

De plus, il est attendu que le mandataire désigné travaille en étroite collaboration avec le comité national et le coordonnateur national du MSSS afin d'assurer la cohérence de la méthodologie et de l'analyse des données montréalaises avec celles des autres villes québécoises. À cet égard, il est également attendu que la Ville de Montréal et le mandataire désigné s'engagent à respecter les principaux éléments de l'Entente intervenue entre le MSSS et le gouvernement fédéral. Ces éléments sont précisés dans le courriel du MSSS joint à la présente lettre. Prenez note que ces informations présentées au sein de ce courriel sont confidentielles.

Cet engagement à la démarche du dénombrement montréalais témoigne une fois de plus de la volonté du CCSMTL à collaborer avec la Ville de Montréal à la prévention et à la lutte contre l'itinérance. Nous espérons que cette entente de partenariat puisse permettre aux partenaires de mieux connaître et comprendre le phénomène de l'itinérance et qu'elle nous permettra un travail commun fructueux.

Veuillez recevoir, Madame, nos meilleures salutations.



Julie Grenier
Directrice adjointe / Bureau du PDG adjoint
Partenariat et soutien à l'offre de service
CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal

p. j. Courriel de Mme Lynne Duguay, directrice des dépendances et de l'itinérance, MSSS
Modalités du dénombrement
Dépenses admissibles

c. c. Jean-Marc Potvin, président-directeur général adjoint, CCSMTL
Manon Barnabé, chef de service, CCSMTL
Sylvie Simard, directrice de l'enseignement et de la recherche, CCSMTL
Lynne Duguay, directrice des dépendances et de l'itinérance, MSSS
Agathe Lalande, chef de division, Lutte à la pauvreté et l'itinérance, Ville de Montréal
Pierre-Luc Lortie, Service de la diversité sociale et des sports, Ville de Montréal
Marie-Joëlle Carbonneau, Service régional des activités communautaires et de l'itinérance, CCSMTL

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1176794006

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels au Centre de recherche de l'Hôpital Douglas, pour un montant maximal de 222 585 $, soit 68 000 $ en 2017 et 154 585 $ en 2018, taxes applicables incluses le cas échéant, pour la réalisation du deuxième dénombrement des personnes itinérantes à Montréal, en 2018 et approuver un projet de convention à cet effet. Approuver l'entente de partenariat avec le CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal et la Ville de Montréal / Autoriser un virement budgétaire revenus et dépenses au montant 111 292 $

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Convention CRHD 2017-2018.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Olivier TACHÉ
Avocat
Tél : 514-872-6886

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-29

Olivier TACHÉ
Avocat
Tél : 514-872-6886
Division :



CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET :

CENTRE DE RECHERCHE DE L'HÔPITAL DOUGLAS, personne morale constituée sous l'autorité de la troisième partie de la *Loi sur les compagnies* ayant sa principale place d'affaires au 6875, Boulevard LaSalle, Montréal, Québec, H4H 1R3, agissant et représentée par Jocelyne Lahoud, dûment autorisée aux fins des présentes, tel qu'elle le déclare;

Ci-après appelée le « **CONTRACTANT** »

TPS: 118 846 179 RR001
TVQ: 101 252 7710
NEQ : 1147806450

ET À TITRE D'INTERVENANT :

Dr. Eric Latimer, chercheur au Centre de recherche de l'hôpital Douglas et professeur titulaire au Département de psychiatrie de l'Université McGill (chercheur principal)

ATTENDU QUE le dénombrement des personnes en situation d'itinérance à Montréal figure dans les priorités du nouveau Plan d'action en itinérance 2014-2017 de la Ville de Montréal, « Parce que la rue est une impasse », dévoilé par le maire de Montréal le 25 septembre 2014;

ATTENDU QUE la Ville souhaite qu'un second dénombrement des personnes en situation d'itinérance soit réalisé sur son territoire en 2018;

ATTENDU QUE le Centre de recherche de l'Hôpital Douglas a réalisé, à la satisfaction de la Ville, le dénombrement des personnes en situation d'itinérance à Montréal 2015;

ATTENDU QUE cette deuxième édition coïncide avec la décision du gouvernement du Québec de participer au dénombrement ponctuel coordonné de la Stratégie de partenariat de lutte contre l'itinérance (SPLI) du gouvernement fédéral : « Tout le monde compte 2018 »;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes et qu'elle a remis une copie de ladite Politique au Contractant;

ATTENDU QU'en vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires).

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient:

1.1 « **Directrice** » : la directrice du Service de la diversité sociale et des sports ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : l'offre de service présentée par le Contractant le 21 juillet 2017.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage à fournir les services professionnels requis pour réaliser un dénombrement des personnes en situation d'itinérance à Montréal et faire l'analyse des résultats, selon les termes et conditions de la présente convention et de l'Annexe 1.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 1 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par la Directrice et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville. Les obligations contenues aux articles 10.2, 10.3, 11.1 et 11.2 survivent malgré la fin ou la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration de la Directrice;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que la Directrice ne soit avisée sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision de la Directrice sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant;

5.4 concéder de façon irrévocable au Contractant, sans frais, une licence non exclusive, sans limite de territoire ou de durée, lui permettant, sous réserve des autres dispositions des présentes, de reproduire, de traduire, de publier sous quelque forme que ce soit, d'adapter à ses fins, en tout ou en partie, les travaux, documents, rapports, études, recherches et résultats réalisés dans le cadre de la présente convention et de les archiver. Toute reproduction, traduction et publication faite par le Contractant demeure l'entière responsabilité du Contractant et la Ville n'en sera nullement tenue responsable.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec la Directrice et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et à l'Annexe 1;

6.3 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.4 remettre à la Ville les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.5 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.6 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

6.7 transmettre à la Directrice, selon les modalités et la fréquence que lui indique la Directrice, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DE LA DIRECTRICE

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, la Directrice a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et de l'Annexe 1;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou de l'Annexe 1;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de **DEUX CENT VINGT-DEUX MILLE CINQ CENT QUATRE-VINGT-CINQ DOLLARS (222 585 $)**, couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable comme suit : un premier versement de **SOIXANTE-HUIT MILLE DOLLARS** (68 000 $), taxes incluses, à la signature du contrat; un deuxième de **CENT TRENTE-DEUX MILLE TROIS CENT VINGT-SEPT DOLLARS** (132 327 $), taxes incluses, au 31 janvier 2018 et un troisième et dernier versement de **VINGT-DEUX MILLE DEUX CENT CINQUANTE-HUIT DOLLARS** (22 258 $), taxes incluses, au dépôt du rapport final et de son acceptation.

La Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant :

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur sur les documents réalisés dans le cadre de la présente convention,

10.2 garantit à la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention et déclare à la Ville qu'il détient tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

10.4 produit, selon les directives de la Ville, des fichiers comprenant les données brutes du dénombrement. Ces fichiers seront remis à la Ville de Montréal pour diffusion sur le Portail de données ouvertes en conformité avec la Politique de données ouvertes de la Ville de Montréal, ainsi que la Directive sur la gouvernance des données de la Ville de Montréal.

ARTICLE 11
CONFIDENTIALITÉ, DIVULGATION ET PUBLICATION

11.1 Les parties conviennent de respecter mutuellement le caractère confidentiel des informations qui auront été identifiées comme confidentielles par l'une ou l'autre des parties, incluant notamment les informations nominatives ou pouvant identifier des individus;

11.2 Le Contractant s'engage, en ce qui concerne la rédaction de rapports, études et documents réalisés dans le cadre de la présente convention, à tenir compte des commentaires de la Ville. Les versions finales, qui seront rendues publiques, desdits rapports, études et documents doivent être jugées acceptables par les deux parties;

11.3 Le Contractant s'engage à obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant de divulguer ou de rendre publique, de quelque manière que ce soit, toute information contenue dans lesdits rapports, études et autres documents. L'approbation de la Ville ne sera pas refusée sans motif valable et sera donnée dans un délai raisonnable.

11.4 Une fois que les rapports, études et documents réalisés dans le cadre de la présente convention auront été rendus publics, selon les articles 11.2 et 11.3, ceux-ci pourront être diffusés et utilisés par le Contractant à des fins d'enseignement et de recherche dans le cadre normal de la diffusion de connaissances.

ARTICLE 12
RÉSILIATION

12.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

12.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

12.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 13
CONDITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Modification à la Convention

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable de chacune des deux parties.

13.5 Lois applicables et juridiction

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.6 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre partie.

13.7 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile du Contractant

Le Contractant fait élection de domicile au Centre de recherche de l'hôpital Douglas, 6875 boulevard LaSalle, Montréal, province de Québec, H4H 1R3 et tout avis doit être adressé à l'attention de la Directrice, Madame Jocelyne Lahoud. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, le Contractant fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, 4e étage à Montréal, province de Québec, H3C 0G4 et tout avis doit être adressé à l'attention de la Directrice, Madame Johanne Derome.

Tout changement d'adresse de l'une des Parties doit faire l'objet d'un avis à l'autre Partie.

OT

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier

Le e jour de 2017

CENTRE DE RECHERCHE DE L'HÔPITAL DOUGLAS

Par : _____
Jocelyne Lahoud, Directrice du centre de recherche

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

OT

INTERVENTION

Intervient à la présente convention Docteur Eric Latimer, professeur titulaire à l'Université McGill, lequel :

1. reconnait avoir lu la présente convention, et accepte tous les termes et conditions;

2. reconnait être lié par celle-ci;

3. convient de faire en sorte que tous les membres de son équipe soient informés de leurs obligations en vertu de la présente convention.

PAR : DATE :

Eric Latimer, Ph.D.
Chercheur, Centre de recherche de l'hôpital Douglas
Professeur titulaire, Département de psychiatrie, Université McGill

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1176794006

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels au Centre de recherche de l'Hôpital Douglas, pour un montant maximal de 222 585 $, soit 68 000 $ en 2017 et 154 585 $ en 2018, taxes applicables incluses le cas échéant, pour la réalisation du deuxième dénombrement des personnes itinérantes à Montréal, en 2018 et approuver un projet de convention à cet effet. Approuver l'entente de partenariat avec le CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal et la Ville de Montréal / Autoriser un virement budgétaire revenus et dépenses au montant 111 292 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds - GDD 1176794006.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ibtissam ABDELLAOUI
Préposé au budget
Tél : 514 872-7801

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-09-01

Hong-Van TRAN
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-1094
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.33

2017/09/28 17:00

(1)

Dossier # : 1175951001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets industriels
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la firme WSP Canada pour les services professionnels en contrôle de la qualité pour la réalisation de deux projets à caractère industriels en mode de réalisation conception-construction-entretien, pour une dépense totale de 965 742,56 $ taxes incluses - Appel d'offres public 17-15861 - (1 soumissionnaire) / Approuver un projet de convention à cette fin.

Il est recommandé :
1. d'autoriser une dépense de 965 742,56 $, taxes incluses, pour les services professionnels pour le contrôle de la conformité, des projets industriels du Service de l'environnement ;

2. d'approuver un projet de convention à la firme WSP Canada, firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 965 742,56 $, taxes incluses, conformément aux documents d'appel d'offres public (17-15861) et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention ;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-08-28 13:57

Signataire : Benoit DAGENAIS

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1175951001**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets industriels
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la firme WSP Canada pour les services professionnels en contrôle de la qualité pour la réalisation de deux projets à caractère industriels en mode de réalisation conception-construction-entretien, pour une dépense totale de 965 742,56 $ taxes incluses - Appel d'offres public 17-15861 - (1 soumissionnaire) / Approuver un projet de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

Le conseil d'agglomération de Montréal a adopté à l'unanimité, le 27 août 2009, un Plan directeur de gestion des matières résiduelles (PDGMR) afin de mettre en oeuvre le Plan métropolitain de gestion des matières résiduelles (PMGMR) de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM). À terme, le PDGMR prévoit que 80 % des matières résiduelles recyclables seront récupérées en vue d'être recyclées ou valorisées. Un appel d'offres public a été lancé, le 3 février 2017 dernier, pour le projet de conception, construction, exploitation et entretien d'un centre de tri des matières recyclables (CTMR), dans l'arrondissement Lachine (Appel d'offres 5849) (ouvrage n^{o} 1171).
De plus, avec l'entrée en vigueur du règlement 2008-47 sur l'assainissement des eaux de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) et du règlement 2013-57 le modifiant, les rejets de lixiviat doivent désormais être traités pour diminuer la concentration en sulfure d'hydrogène (H2S), en azote ammoniacal, en azote Kjeldahl total en conformité avec la réglementation. Une autorisation à lancer un appel d'offres public en conception-construction de l'usine d'assainissement du lixiviat sur une partie du lot du Complexe environnemental Saint-Michel (CESM) d'environ 2 000 m^{2}, a été donnée en avril 2015, auprès du Conseil municipal (ouvrage n^{o} 1160).

Afin d'assurer la qualité des projets, le Service de la gestion et de la planification (SGPI) recommande d'octroyer les services professionnels à la firme WSP Canada pour effectuer un contrôle sur la conformité du travail exercé par les concepteurs-constructeurs qui auront les mandats de réaliser les présentes infrastructures : le Centre de tri de matières recyclables (CTMR) à l'arrondissement Lachine (ouvrage n^{o} 1171) et l'usine d'assainissement du lixiviat au Complexe environnemental Saint-Michel (CESM) (ouvrage n^{o} 1160).

Sans faire partie des équipes de concepteurs-constructeurs des infrastructures énumérées ci-haut, le rôle et les services rendus par la firme WSP Canada permettront d'assurer un

contrôle sur la qualité des deux infrastructures, au terme des exigences propriétaires de la Ville de Montréal.

Un appel d'offres public a été lancé (no 17-15861), en date du 29 mai 2017. Cet appel d'offres a été annoncé et diffusé sur le site Système électronique d'appel d'offres (SÉAO). Les soumissions ont été déposées le 28 juin 2017. La durée de validité des soumissions était de 180 jours calendrier, soit jusqu'au 26 décembre 2017. Le processus d'appel d'offres a été assumé par le Service de l'approvisionnement de la Ville de Montréal.

Deux addenda n'ont été émis pendant la période d'appel d'offres, soit :

- des spécifications supplémentaire sur la teneur du mandat;
- une extension de la durée de initiale de l'appel d'offres.

Ces addendas n'ont eux aucune répercussions sur l'estimation des coûts.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0163 - (22 mars 2017) - Adopter le Règlement d'emprunt modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 44 451 000 $ afin de financer la construction de deux centres de tri de matières recyclables, (Règlement RCG 15-012) afin d'augmenter l'emprunt de 9 036 000 $ pour un total de 53 487 000 $.
CE15 0804 - (29 avril 2015) : Autoriser le lancement d'un appel d'offres public pour la conception-construction de l'usine d'assainissement du lixiviat située au Complexe environnemental Saint-Michel;

CG09 0346 (27 août 2009) : Adopter le Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à octroyer un contrat, à la firme WSP Canada pour les services professionnels spécialisés en contrôle de la qualité des projets : le Centre de tri de matières recyclables (CTMR) à l'arrondissement Lachine (ouvrage n^{o} 1171) et l'usine d'assainissement du lixiviat au Complexe environnemental Saint-Michel (CESM) (ouvrage n^{o} 1160). Il s'agit d'un contrat d'une durée de cinq (5) ans, pour les services professionnels se résumant ainsi, sans s'y limiter :

- analyser et commenter les plans et devis aux différentes étapes de conception;
- justifier les écarts de coûts durant le processus de conception et durant l'étape de chantier;
- analyser les ordre de changement au besoin;
- émettre des rapports sur l'état d'avancement des projets;
- identifier les aspects problématiques aux projets.

Les services de base seront rémunérés selon la méthode à forfait. Les services supplémentaires seront rémunérés sur la base de services à l’heure.

Tout au long de la prestation, la firme sera encadrée par les professionnels du Service de la gestion et planification immobilière (SGPI).

JUSTIFICATION

Pour ce présent appel d'offres, treize (13) firmes se sont procurées les documents d'appel d'offres :

1. SNC-Lavalin inc.;
2. 8418748 Canada inc.;
3. Aquatech, Société de gestion de l'eau inc.;
4. Englobe;
5. GHC Consultants Limitée;
6. Groupe ABS;
7. Hatch Ltée;
8. Induktion Groupe Conseil inc.;
9. Lafleur et Fils inc.;
10. Consultants S.M. Inc.;
11. Omnitest NDT inc.;
12. Stantec Experts-conseils ltée.;
13. WSP Canada Inc.

Une (1) seule soumission a été déposée et analysée, soit celle déposée de la firme WSP Canada.

Seulement quatre firmes ont justifié leur désistement; la mission était trop spécialisée par rapport à leur domaine de compétence ou requière une équipe de professionnels non disponible pour la période visée du présent contrat.

La soumission reçue a été analysée selon la grille d'évaluation préautorisée du Service de l'approvisionnement. La soumission a été analysée en première étape (Évaluation de la conformité et qualification de l'offre de services professionnels sans les honoraires - enveloppes n^{o} 1) et la proposition a obtenu le pointage minimal requis afin d'être admissible à la deuxième étape du processus (Évaluation de l'offre de services professionnels incluant les honoraires - enveloppe n^{o} 2). La soumissionnaire a obtenue un pointage intérimaire total de 79.8 %, lors de l'analyse et l'évaluation de soumission en services professionnels, par le comité de sélection.

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Prix de base	Autre (Taxes)	Total
WSP Canada	79.8	1.36	789 959,00 $	118 296,36 $	908 255,36 $
Dernière estimation réalisée			685 135,00 $	102 598,97 $	787 733,97 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)*					120 521,39 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					15 %
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ^{ème} meilleure note finale – adjudicataire)*					S/O
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ^{ème} meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*					S/O

L'écart entre l'estimation interne et la soumission est de 15 % (120 521,39 $ taxes incluses) plus élevé que l'estimé du SGPI qui était de 787 733,97 $, taxes incluses. L'estimation interne a été basée sur le taux horaire du décret des différents ordres professionnels.

Le montant de la soumission conforme présentée par la firme WSP Canada était initialement de 21,5% plus élevé que l'estimation interne de la Ville qui était de 787 733,97 $ avec taxes. Compte tenu de cet écart, le SGPI a demandé de rencontrer la firme WSP Canada, afin de revoir leur soumission à la baisse. Suivant à cette rencontre, une soumission révisée à la baisse de 6 % a été présentée au SGPI. Permettant un écart de 15% entre l'estimation du SGPI et de la firme WSP Canada.

Pendant toute la durée de la prestation de services professionnels, le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) prendra toutes les mesures nécessaires pour assurer un suivi rigoureux des services spécifiés dans les documents d'appel d'offres; notamment, les services supplémentaires afin que ceux-ci soient rendus tout en respectant l'enveloppe budgétaire prévue.

L'entreprise n'est pas inscrite sur la liste des entreprises non admissibles en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal. Elle n'est pas inscrite au Registre des entreprises non admissible aux contrats publics (RENA). Ces vérifications ont été faites par les responsables de la Direction de l'approvisionnement.

Le comité de sélection recommande de retenir l'offre de services de la firme WSP Canada qui a obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis et connus de tous les soumissionnaires (voir intervention du Service de l'approvisionnement).

Ledit contrat est visé par la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics. La firme WSP Canada ne doit pas obtenir une attestation de l'AMF dans le cadre de ce contrat (communiqué 587).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant à autoriser est de 965 742.56 $ taxes incluses.
Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

Le montant total du contrat pour le Centre de tri de matières recyclables (CTMR) est de 599 046,04 $ taxes incluses incluant des contingences de 35 642,25 $, taxes incluses (voir pièce jointe n^{o} 3).
Le coût des travaux est prévu au Programme triennal d'immobilisation (PTI) du Service de l'environnement

Le montant du contrat pour l'usine d'assainissement du lixiviat au Complexe environnemental Saint-Michel est de 366 696,52 $, taxes incluses incluant des contingences de 21 845,25 $, taxes incluses (voir pièce jointe n^{o} 3).
La dépense sera imputée au budget de fonctionnement de la réserve du CESM au poste technique.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les professionnels assignés à cette présente mission devront faire appliquer la Politique de développement durable pour le projet du Centre de tri de matières recyclables dans l'arrondissement Lachine (ouvrage n^{o} 1171) et l'usine d'assainissement du lixiviat au Complexe environnemental Saint-Michel (ouvrage n^{o} 1160).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'octroi de ce contrat permettra d'assurer un contrôle sur la qualité de la mise en oeuvre du projet du Centre de tri de matières recyclables dans l'arrondissement Lachine (ouvrage n^{o} 1171).

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

À la présente étape, il n'y a pas d'opération de communication de prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Étapes à venir :

· Octroi du contrat de services professionnels :	septembre 2017
· Fin du contrat de services professionnels :	octobre 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Aicha ZAMPALEGRE)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Maricela FERRER VISBAL)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Éric BLAIN, Service de l'environnement

Lecture :

Éric BLAIN, 4 août 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jonathan BEZEAU
Gestionnaire immobilier

Tél : 514-872-7249
Télécop. : 514-872-2222

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-04

Marie-Hélène LESSARD
Chef de division

Tél : 514 872-7826
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean BOUVRETTE
Directeur par intérim de la Direction de la gestion et des projets immobiliers
Tél :
Approuvé le : 2017-08-25

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI

Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2017-08-28

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par ....., dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu de la résolution (_____) et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes;*

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET :

1) SOCIÉTÉ : **WSP CANADA INC**, société de (ex: comptables), ayant sa principale place d'affaires au 1600 boulevard René-Lévesque Ouest, 16ème étage, représentée par Paul Zucchi déclarant lui-même être associé et être expressément autorisé par ses coassociés à agir aux fins des présentes;

Ci-après appelé le « **CONTRACTANT** »

N° d'inscription T.P.S. :
N° d'inscription T.V.Q. :

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient: :

1.1 « **Directeur** » : le directeur du Service de la gestion et de la planification immobilière ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : les termes de référence pour services professionnels, en date du mai 2017 relatifs aux données générales de la mission de services professionnels – Contrôle de la conformité ;

1.3 « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le Contractant le 26 juin 2017.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, à rendre à la Ville, sur demande, les services professionnels en contrôle de la conformité, au point.2 – Porte de la mission présenté en l'Annexe 1.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

6.9 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Directeur, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

6.10 transmettre au Directeur, selon les modalités que lui indique le Directeur, les comptes-rendus des réunions de coordination ou de chantier;

6.11 transmettre au Directeur, selon les modalités que lui indique le Directeur, les rapports de surveillance de chantier;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8

HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de (neuf-cent-soixante-cinq-milles-sept-cent-quarante-deux et cinquante-six (965 742,56 $), couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable comme suit : les services de base seront rémunérés selon la méthode à forfait.

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant: :

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 **HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.6 **LIEN D'EMPLOI**

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier de la Ville

Le e jour de 20

Monsieur Paul Zucchi

Par : _____
Monsieur Paul Zucchi, WSP Canada Inc.

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

SOMMAIRE DES COÛTS - SERVICES PROFESSIONNELS

Projet :	Services professionnels - Contrôle de la qualité - **CTMR**			Mandat :		
				Contrat : 14-15861		
Date :	09-août-17					
Étape :	Octroi du contrat_**WSP Canada**	sept-17		**Tps**	**Tvq**	
			Budget	**5,0%**	**9,975%**	**Total**
Contrat :	**Honoraires professionnels**	**%**	**$**			
	Montant budgétaire	100,0%	490 023,00			
	Sous-total :	100,0%	**490 023,00**	**24 501,10**	**48 879,69**	**563 403,79**
	Contingences		31 000,00	1 550,00	3 092,25	35 642,25
	Total - Contrat :		**521 023,00**	**26 051,10**	**51 971,94**	**599 046,04**
Incidences :	Dépenses générales	0,0%	0,00			
	Total - Incidences :	**0,0%**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Coût des travaux (Montant à autoriser)		**521 023,00**	**26 051,10**	**51 971,94**	**599 046,04**
Ristournes :	Tps	100,00%		26 051,10		26 051,10
	Tvq	50,0%			25 985,97	25 985,97
	Coût après ristourne (Montant à emprunter)		**521 023,00**	**0,00**	**25 985,97**	**547 008,97**

Rythme des déboursés :

SOMMAIRE DES COÛTS - SERVICES PROFESSIONNELS

Projet :	Services professionnels - Contrôle de la qualité - **Lixiviat**			Mandat :		
				Contrat : 14-15861		
Date :	09-août-17					
Étape :	Octroi du contrat_**WSP Canada**	sept-17		**Tps**	**Tvq**	
			Budget	**5,0%**	**9,975%**	**Total**
Contrat :	**Honoraires professionnels**	**%**	**$**			
	Montant budgétaire	100,0%	299 936,00			
	Sous-total :	100,0%	**299 936,00**	**14 996,75**	**29 918,52**	**344 851,27**
	Contingences		19 000,00	950,00	1 895,25	21 845,25
	Total - Contrat :		**318 936,00**	**15 946,75**	**31 813,77**	**366 696,52**
Incidences :	Dépenses générales	0,0%	0,00			
	Total - Incidences :	**0,0%**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Coût des travaux (Montant à autoriser)		**318 936,00**	**15 946,75**	**31 813,77**	**366 696,52**
Ristournes :	Tps	100,00%		15 946,75		15 946,75
	Tvq	50,0%			15 906,89	15 906,89
	Coût après ristourne (Montant à emprunter)		**318 936,00**	**0,00**	**15 906,89**	**334 842,89**

Rythme des déboursés :

SOMMAIRE DES COÛTS - SERVICES PROFESSIONNELS

Projet :	Services professionnels - Contrôle de la qualité - **CTMR + Lixivat**			Mandat :		
				Contrat : 14-15861		
Date :	09-août-17					
Étape :	Octroi du contrat_**WSP Canada**	sept-17		**Tps**	**Tvq**	
			Budget	**5,0%**	**9,975%**	**Total**
Contrat :	**Honoraires professionnels**	**%**	**$**			
	Montant budgétaire	100,0%	789 959,00			
	Sous-total :	100,0%	**789 958,74**	**39 497,94**	**78 798,38**	**908 255,06**
	Contingences		50 000,00	2 500,00	4 987,50	57 487,50
	Total - Contrat :		**839 958,74**	**41 997,94**	**83 785,88**	**965 742,56**
Incidences :	Dépenses générales	0,0%	0,00			
	Total - Incidences :	**0,0%**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Coût des travaux (Montant à autoriser)		**839 958,74**	**41 997,94**	**83 785,88**	**965 742,56**
Ristournes :	Tps	100,00%		41 997,94		41 997,94
	Tvq	50,0%			41 892,94	41 892,94
	Coût après ristourne (Montant à emprunter)		**839 958,74**	**0,00**	**41 892,94**	**881 851,68**

Rythme des déboursés :

SOMMAIRE DES PRÉVISONS DÉCAISSEMENTS

Projet : Services professionnels - Contrôle de la qualité - **CTMR + Lixivat** Mandat : : : 14-15861

Date : 09-août-17

Étape : Octroi du contrat_**WSP Canada**

		2017	2018	2019	2020	2021	Total
Projets :	**Centre de tri de matières recyclables (CTMR)**	96 117,39 $	311 544,42 $	149 651,01 $	41 733,22 $	- $	**599 046,04 $**
	Usine d'assainissement du lixivat au CESM	- $	24 369,67 $	167 547,10 $	155 438,73 $	19 341,02 $	**366 696,52 $**
	Total par année :	**96 117,39 $**	**335 914,09 $**	**317 198,11 $**	**197 171,95 $**	**19 341,02 $**	
	Total contrat						**965 742,56 $**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1175951001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets industriels
Objet :	Accorder un contrat à la firme WSP Canada pour les services professionnels en contrôle de la qualité pour la réalisation de deux projets à caractère industriels en mode de réalisation conception-construction-entretien, pour une dépense totale de 965 742,56 $ taxes incluses - Appel d'offres public 17-15861 - (1 soumissionnaire) / Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

17-15861- Det Cah Final.pdf17-15861 Tableau Final.pdf17-15861 Intervention.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Maricela FERRER VISBAL
agente d'approvisionnement II
Tél : 514 872-2937

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-08

Isabelle LAZURE
Chef de section
Tél : 514 872-2937
Division : Service de l'approvisionnement , Direction

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 17-15861 — No du GDD : 1175951001

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels d'une firme en contrôle de la qualité pour la réalisation de deux (2) mandats à caractère industriel

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 29 - 5 - 2017

Ouverture originalement prévue le : 14 - 6 - 2017

Ouverture faite le : 28 - 6 - 2017

Date du comité de sélection : 10 - 7 - 2017

Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Date du dernier addenda émis : 19 - 6 - 2017

Délai total accordé aux soumissionnaires : 29 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 13

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 7,692

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 25 - 12 - 2017

Date d'échéance révisée : 25 - 12 - 2017

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
WSP Canada	957 270,35	√	

Information additionnelle

Au moment de l'intervention, trois avis de désistement étaient reçus: cahier de charges acheté par erreur, délais d'octroi insuffisant et manque de ressources.
WSP Canada est le seul soumissionnaire, après négociation la firme a soumis un prix révisé au montant de 908 255 36 $ avec taxes.

Préparé par : Elisa Rodriguez — Le 21 - 7 - 2017

17-15861 - Services professionnels d'une firme en contrôle de la qualité pour la réalisation de deux (2) mandats à caractère industriel

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et la problématique 15%	Approche proposée 15%	Capacité de production et échéancier 20%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 15%	Expérience et expertise du coordonnateur et de son équipe 30%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
WSP Canada	3,83	12,17	11,83	14,00	12,67	25,33	79,8	957 270,35 $	1,36	1
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	

Agent d'approvisionnement	Elisa Rodriguez

Comité	
Date	lundi 10-07-2017
Heure	13H30
Lieu	Salle Sollicitation 436 / Au 255 boul. Crémazie/4étage

Multiplicateur d'ajustement
10000

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 17-15861
Numéro de référence : 1078140
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services professionnels d'une firme en contôle de la qualité pour la réalisation de deux (2) mandats à caractère industriel

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
.SNC-Lavalin inc. 455 Boul René-Lévesque Ouest, 7e étage Montréal, QC, H2Z 1Z3 NEQ : 1142775999	Madame Karima Aïnenas Téléphone : 514 393-8000 Télécopieur : 514 390-6534	**Commande : (1296330)** 2017-05-29 17 h 10 **Transmission :** 2017-05-29 17 h 10	2776535 - 17-15861 Addenda N°1 - Report de date 2017-06-08 15 h 10 - Courriel 2781501 - 17-15861 Addenda N°2 - Report de date 2017-06-19 13 h 16 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
8418748 Canada Inc. 150, rue Graveline Montréal, QC, H4T 1R7 NEQ : 1168871011	Madame Guylaine Parent Téléphone : 514 284-6085 Télécopieur : 514 284-5229	**Commande : (1300999)** 2017-06-07 10 h 51 **Transmission :** 2017-06-07 10 h 51	2776535 - 17-15861 Addenda N°1 - Report de date 2017-06-08 15 h 10 - Courriel 2781501 - 17-15861 Addenda N°2 - Report de date 2017-06-19 13 h 16 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

				Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Aquatech, Société de gestion de l'eau inc. 2099, boul. Fernand Lafontaine Longueuil, QC, J4G2J4 NEQ : 1143070036	Monsieur Jean-Guy Cadorette Téléphone : 450 646-5270 Télécopieur : 450 646-7977	**Commande : (1296454)** 2017-05-30 8 h 29 **Transmission :** 2017-05-30 8 h 29	2776535 - 17-15861 Addenda N°1 - Report de date 2017-06-08 15 h 10 - Courriel 2781501 - 17-15861 Addenda N°2 - Report de date 2017-06-19 13 h 16 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Englobe 8320, rue Pauline-Vanier Montréal, QC, H1J 3B5 http://www.englobecorp.com NEQ : 1167280206	Madame Isabelle Langlois Téléphone : 514 281-5173 Télécopieur : 450 668-5532	**Commande : (1296598)** 2017-05-30 9 h 30 **Transmission :** 2017-05-30 9 h 30	2776535 - 17-15861 Addenda N°1 - Report de date 2017-06-08 15 h 10 - Courriel 2781501 - 17-15861 Addenda N°2 - Report de date 2017-06-19 13 h 16 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	GHD Consultants Limitée 4600 boul de la Côte-Vertu Montréal, QC, H4S 1C7 http://www.ghd.com NEQ : 1171077796	Monsieur Philippe Savoie Téléphone : 514 339-0602 Télécopieur : 514 333-4674	**Commande : (1296708)** 2017-05-30 10 h 27 **Transmission :** 2017-05-30 10 h 27	2776535 - 17-15861 Addenda N°1 - Report de date 2017-06-08 15 h 10 - Télécopie 2781501 - 17-15861 Addenda N°2 - Report de date 2017-06-19 13 h 17 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Groupe ABS 20, rue Émilien-Marcoux, bureau 110 Blainville, QC, J7C0B5 NEQ : 1165977969	Madame Diane Lajoie Téléphone : 450 435-9900 Télécopieur : 450 435-5548	**Commande : (1300560)** 2017-06-06 15 h 35 **Transmission :** 2017-06-06 15 h 35	2776535 - 17-15861 Addenda N°1 - Report de date 2017-06-08 15 h 10 - Courriel 2781501 - 17-15861 Addenda N°2 - Report de date 2017-06-19 13 h 16 - Courriel

				Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Hatch Ltèe 5 Place Ville Marie Suite 1 400 Montréal, QC, H3B2G2 NEQ : 1161819306	Madame Hatch Montréal Téléphone : 514 861-0583 Télécopieur :	**Commande : (1298476)** 2017-06-01 14 h 39 **Transmission :** 2017-06-01 14 h 39	2776535 - 17-15861 Addenda N°1 - Report de date 2017-06-08 15 h 10 - Courriel 2781501 - 17-15861 Addenda N°2 - Report de date 2017-06-19 13 h 16 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Induktion Groupe Conseil inc. 10975 Louis-H. Lafontaine 200 Montréal, QC, H1J 2E8 http://www.induktion-gc.com NEQ : 1168911593	Madame Dora Manata Téléphone : 514 508-6325 Télécopieur : 514 508-9325	**Commande : (1296283)** 2017-05-29 16 h 12 **Transmission :** 2017-05-29 16 h 12	2776535 - 17-15861 Addenda N°1 - Report de date 2017-06-08 15 h 10 - Courriel 2781501 - 17-15861 Addenda N°2 - Report de date 2017-06-19 13 h 16 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	LAFLEUR ET FILS INC. PORTE DE GARAGE INDUSTRIELLES 13110 Cherrier Montréal, QC, H1A 3T9 http://www.porteslafleur.com NEQ : 1142788893	Monsieur Francis Lafleur Téléphone : 514 642-3646 Télécopieur : 514 642-7585	**Commande : (1299507)** 2017-06-05 10 h 40 **Transmission :** 2017-06-05 10 h 40	2776535 - 17-15861 Addenda N°1 - Report de date 2017-06-08 15 h 10 - Courriel 2781501 - 17-15861 Addenda N°2 - Report de date 2017-06-19 13 h 16 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Consultants S.M. Inc. (Bureau des Offres) 433, rue Chabanel Ouest, 12e étage Montréal, QC, H2N 2J8 http://www.groupesm.com NEQ : 1143019660	Madame Cinthia Fournier Téléphone : 450 651-0981 Télécopieur : 450 651-9542	**Commande : (1297402)** 2017-05-31 9 h 25 **Transmission :** 2017-05-31 9 h 25	2776535 - 17-15861 Addenda N°1 - Report de date 2017-06-08 15 h 10 - Courriel 2781501 - 17-15861 Addenda N°2 - Report de date 2017-06-19 13 h 16 -

				Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Omnitest NDT inc 1131 boul. pie XI sud Québec, QC, G3K 1J9 http://Www.omnitestndt.com NEQ : 1169798379	Monsieur Sylvain Tremblay Téléphone : 418 574-6664 Télécopieur : 418 574-6664	**Commande : (1300743)** 2017-06-07 8 h 27 **Transmission :** 2017-06-07 8 h 27	2776535 - 17-15861 Addenda N°1 - Report de date 2017-06-08 15 h 10 - Courriel 2781501 - 17-15861 Addenda N°2 - Report de date 2017-06-19 13 h 16 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Stantec Experts-conseils ltée 600-1060 boulevard Robert-Bourassa Montréal, QC, H3B 4V3 NEQ : 1170241336	Madame Claudine Talbot Téléphone : 418 626-2054 Télécopieur :	**Commande : (1297532)** 2017-05-31 10 h 47 **Transmission :** 2017-05-31 10 h 47	2776535 - 17-15861 Addenda N°1 - Report de date 2017-06-08 15 h 10 - Courriel 2781501 - 17-15861 Addenda N°2 - Report de date 2017-06-19 13 h 16 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	WSP Canada Inc. (Pour AO sur invitation pour tout le Québec) 5355, boul. des Gradins Québec, QC, G2J 1C8 http://www.wspgroup.com NEQ : 1148357057	Madame Martine Gagnon Téléphone : 418 623-2254 Télécopieur : 418 624-1857	**Commande : (1303285)** 2017-06-12 15 h 08 **Transmission :** 2017-06-12 15 h 08	2776535 - 17-15861 Addenda N°1 - Report de date 2017-06-12 15 h 08 - Téléchargement 2781501 - 17-15861 Addenda N°2 - Report de date 2017-06-19 13 h 16 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

- Aide en ligne
- Formation en ligne
- Glossaire
- Plan du site
- Accessibilité
- UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

- Grille des tarifs
- Contactez-nous
- Nouvelles
- Marchés publics hors Québec
- Registre des entreprises non admissibles
- Autorité des marchés financiers

À propos

- À propos de SEAO
- Info sur Constructo
- Conditions d'utilisation
- Polices supportées

Partenaires

© 2003-2017 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1175951001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets industriels
Objet :	Accorder un contrat à la firme WSP Canada pour les services professionnels en contrôle de la qualité pour la réalisation de deux projets à caractère industriels en mode de réalisation conception-construction-entretien, pour une dépense totale de 965 742,56 $ taxes incluses - Appel d'offres public 17-15861 - (1 soumissionnaire) / Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1175951001 Info_comptable.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Aicha ZAMPALEGRE
Préposée au budget
Tél : 514 872-7232

Linda Pharand
Préposée au budget
514-872-5916

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-24

André PANI
Chef de section - Conseil et soutien financiers
Tél : 514 872-4880

Division : Direction du conseil et du soutien financier - Point de service EAU-ENVIRONNEMENT

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.34

2017/09/28 17:00

(1)

Dossier # : 1173438005

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Ingénierie et procédés
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder à la firme Axor experts-conseils inc. un contrat de services professionnels en ingénierie multidisciplinaire - Travaux d'amélioration et de mise à niveau des infrastructures de collecte et de traitement des eaux usées- au montant de 3 838 035,66 $, taxes incluses - Approuver la convention de services professionnels - appel d'offres public 17-16230 - 3 soumissionnaires.

Il est recommandé:
1. d'accorder à la firme Axor experts-conseils inc. un contrat de services professionnels en ingénierie multidisciplinaire - Travaux d'amélioration et de mise à niveau des infrastructures de collecte et de traitement des eaux usées- au montant de 3 838 035,66 $, taxes incluses;

2. d'approuver un projet de convention par lequel la firme Axor experts-conseils inc. ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels en ingénierie multidisciplinaire pour une somme de 3 838 035,56 $$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-16230 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;

3. d'autoriser le directeur de la Direction de l'épuration des eaux usées à signer la convention de services professionnels et tout document y donnant suite;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-09-01 13:34

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1173438005**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Ingénierie et procédés
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder à la firme Axor experts-conseils inc. un contrat de services professionnels en ingénierie multidisciplinaire - Travaux d'amélioration et de mise à niveau des infrastructures de collecte et de traitement des eaux usées- au montant de 3 838 035,66 $, taxes incluses - Approuver la convention de services professionnels - appel d'offres public 17-16230 - 3 soumissionnaires.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre de son programme triennal d'immobilisation, la Direction de l'épuration des eaux usées (DEEU) doit entreprendre ou poursuivre plusieurs projets de mise à niveau de ses infrastructures, tant sur son réseau des intercepteurs, collecteurs et bassins qu'à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte (Station). Ces projets incluent la mise à niveau de stations de pompage, d'ouvrages de contrôle et de régulation sur les réseaux des collecteurs et des intercepteurs ainsi que des installations et équipements à la Station. Une partie de ces projets est préparée et réalisée par le personnel du groupe d'ingénierie d'usine et de procédés de la DEEU. En appui au personnel technique pour la réalisation de l'ensemble des projets prioritaires, la DÉEU requiert les services d'une firme d'ingénierie qui dispose d'une expertise multidisciplinaire pour produire des études, préparer des estimations de coûts, préparer des plans et devis préliminaires et détaillés, exécuter la surveillance et assurer un contrôle de la qualité des ouvrages concernés. Ces projets peuvent être débutés et complétés par la firme sous la supervision de la DEEU ou effectués en collaboration avec le groupe d'ingénierie de la DEEU.

Les montants actuellement disponibles au contrat de services professionnels en ingénierie multidisciplinaire octroyé en 2016 vont permettre de compléter les projets en cours dont la date de fin est prévue avant avril 2019.

L'objectif du présent contrat est de permettre à la DEEU de débuter de nouveaux projets de mises à niveau de diverses installations en utilisant les services externes de professionnels en ingénierie.

Un appel d'offres public a été lancé le 28 juin 2017 et publié sur le site SEAO et dans le journal Le Devoir. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 9 août 2017. La validité des soumissions est de 180 jours. Trois (3) addenda ont été émis :

· Addenda 1 datant du 11 juillet 2017 – report de la date de dépôt des soumissions

· Addenda 2 datant du 12 juillet 2017 – réponse à une question

· Addenda 3 datant du 20 juillet 2017 – réponse à une question

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0243 – 21 avril 2016 - Accorder un contrat de services professionnels en ingénierie multidisciplinaire d'une durée approximative de trois ans à Axor Experts-Conseils inc. pour les travaux d'amélioration et de mise à niveau, pour une somme maximale de 3 096 236,50 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-14928 (3 soum.) / Approuver le projet de convention à cet effet.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à octroyer un contrat de services professionnels en ingénierie multidisciplinaire à taux horaires selon un nombre d'heures déterminé et inclut des mandats de types études, conception, réalisation et surveillance de travaux de construction.
Les travaux prévus dans le présent dossier décisionnel incluent des mises à niveaux d'édicules et de stations de pompage à travers l'île de Montréal, ainsi que des mises à niveau dans plusieurs secteurs de la Station, incluant:

· mise à niveau des systèmes électriques, mécaniques, d'automatisation et de ventilation dans les édicules et stations de pompage suivants: Langelier, Lanthier, Salk, Hénault, Curotte, Auteuil, Meilleur, Autoroute des Laurentides, O'Brien, Iles aux Régates, Cité du Havre et Joliette;

· travaux sur les systèmes de climatisation et ventilation de salle des serveurs informatiques;

· mise à niveau des systèmes de ventilation avec récupération de chaleur aux garages;

· ajout de climatisation avec pressurisation et filtration du H2S à la salle informatique du bâtiment du prétraitement;

· travaux de ventilation et climatisation de la salle des serveurs informatiques de l'Unité d'ozonation en continu;

· amélioration des systèmes de ventilation au bâtiment des boues.

JUSTIFICATION

Sept (7) entreprises se sont procuré les documents d'appel d'offres et trois (3) d'entre elles ont déposé une soumission. Une entreprise s'est désistée mentionnant un carnet de commandes complet. Les trois (3) autres n'ont pas fourni de raison pour leur désistement

Tableau d'analyse des soumissions

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Prix de base	Contingences	Total
Axor experts-conseils inc.	89,7	,36	3 489123,33 $	348 912,33 $	3 838 035,66 $
SNC-Lavalin inc.	73,7	,34	3 322 179,63 $	332 217,96 $	3 654 397,59 $
WSP Canada inc.	77,0	,31	3 772 927,62 $	377 292,76 $	4 150 220,38 $
Dernière estimation réalisée			3 672 761,40 $	367 276,14 $	4 040 037,54 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)* Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					(202 001,88 $) (5 %)
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)* Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*					(183 638.07 $) (4.78)

Veuillez vous référer à l'intervention du service de l'Approvisionnement pour toutes les informations relatives à l'analyse des soumissions.

L'écart entre l'estimation interne et Axor Experts-Conseils inc. est favorable de 5 %. Cet écart s'explique uniquement par un taux horaire moyen de 94,54 $ / heure à la soumission comparativement à 99,51 $ / heure pour l'estimation interne.

Les validations requises indiquant que l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises de la RENA ont été faites.

Les firmes devaient détenir une attestation de l'Autorité des Marchés Financiers pour soumissionner dans le cadre de ce contrat en vertu du décret 795-2014 du 24 septembre 2014 et Axor Experts-Conseils inc. détient une telle attestation. Vous trouverez ladite attestation en pièce jointe.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût pour les services professionnels en ingénierie multidisciplinaire - Travaux d'amélioration et de mise à niveau sont de 3 838 035,66 $, taxes incluses.
Ceci représente un montant de 3 504 638,13 $ net de ristournes de taxes.

Cette dépense sera financée par emprunt à la charge de l'agglomération à moins de disponibilité de la réserve.

Le détail des informations comptables se retrouve dans l'intervention financière du Service des finances.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Pratiquer une gestion responsable des ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Étant donné le contexte opérationnel relatif à l'épuration des eaux usées, soit 24 heures sur 24, 365 jours par année, la mise à niveau des installations permettra de diminuer les bris d'équipements et de maintenir ceux-ci en bon état de fonctionnement.
L'octroi du présent contrat permettra de réaliser un plus grand nombre de projets d'ingénierie.

Le fait de ne pas accorder le contrat ne permettra pas d'atteindre les objectifs en termes de réalisation de projets du PTI.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Octroi du contrat: septembre 2017
- Fin du contrat : septembre 2020 ou à l'épuisement des fonds

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Pierre L'ALLIER)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Stéphanie SIMONEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Michel SHOONER
Responsable approvisionnement et magasins

Tél : 514-280-6559
Télécop. : 514-280-6779

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-23

Michel VERREAULT
Surintendant administration et soutien à l'exploitation

Tél : 514-280-4364
Télécop. : 514-280-4387

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Bruno HALLÉ
Surintendant de la Division Entretien
Tél : 514 280-4098
Approuvé le : 2017-08-25

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2017-09-01

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, , personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissante et représentée par Richard Fontaine, directeur, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution du conseil d'agglomération;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET :

CORPORATION : **AXOR Experts-Conseils inc.**., personne morale ayant sa principale place d'affaires au 5101 rue Buchan bureau 400, Montréal, Québec, H4P 1S4, agissant et représentée par Jacques Grenier ing., dûment autorisé aux fins des présentes;

Ci-après appelé(e) le « **CONTRACTANT** »

N° d'inscription T.P.S. : 101518958
N° d'inscription T.V.Q. : 1002119508

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient: :

1.1 « **Directeur** » : Le Directeur de la Direction de l'épuration des eaux usées de la Ville de Montréal ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : Les termes de référence pour services professionnels de l'appel d'offres en date du 28 juin 2017 relatif à des services professionnels d'ingénierie multidisciplinaire – Travaux d'amélioration et de mise à niveau.

1.3 « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le Contractant le 9 août 2017

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes sans qu'il soit nécessaire de les annexer physiquement, à fournir des services professionnels d'ingénierie multidisciplinaire décrits à l'annexe 1.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

6.9 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Directeur, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de 3 838 035,66 $ couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable, par mandat, selon les modalités, méthodes et conditions prévues au Cahier des charges.

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant:

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 **HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.6 **LIEN D'EMPLOI**

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Richard Fontaine, Directeur

Le e jour de 20

AXOR Experts-Conseils inc.

Par : _____
Jacques Grenier ing.

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 5 mars 2015

AXOR EXPERTS-CONSEILS INC.
A/S MONSIEUR JACQUES GRENIER
5101, BUCHAN, BUREAU 400
MONTRÉAL (QC) H4P 1S4

N° de décision : 2015-CPSM-1012553
N° de client : 3000392192

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la LCOP). AXOR EXPERTS-CONSEILS INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **4 mars 2018** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1173438005

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Ingénierie et procédés
Objet :	Accorder à la firme Axor experts-conseils inc. un contrat de services professionnels en ingénierie multidisciplinaire - Travaux d'amélioration et de mise à niveau des infrastructures de collecte et de traitement des eaux usées- au montant de 3 838 035,66 $, taxes incluses - Approuver la convention de services professionnels - appel d'offres public 17-16230 - 3 soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

int. octroi 17-16230.pdf tableau 17-16230.pdf 17-16230 Det Cah Final.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre L'ALLIER
agent d'approvisionnement II
Tél : 514 872-5359

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-24

Claude HOULE
Chef de section
Tél : 514 872-5282
Division : Service de l'approvisionnement , Direction

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 17-16230 — No du GDD : 1173438005

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels en ingénierie multidisciplinaires - travaux d'amélioration et de mise à niveau

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 28 - 6 - 2017

Ouverture originalement prévue le : 19 - 7 - 2017

Ouverture faite le : 9 - 8 - 2017

Date du comité de sélection : 21 - 8 - 2017

Nombre d'addenda émis durant la période : 3

Date du dernier addenda émis : 20 - 7 - 2017

Délai total accordé aux soumissionnaires : 41 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 7

Nbre de soumissions reçues : 3

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 42,86

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 5 - 2 - 2018

Date d'échéance révisée : 5 - 2 - 2018

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Axor experts-conseils inc.	3 838 035,66	X	
SNC-Lavalin inc.	3 654 397,59		
WSP Canada inc.	4 150 220,38		

Information additionnelle

Des quatre firmes n'ayant pas déposé, une s'est désistée mentionnant un carnet de commandes complet. Nous n'avons pas de réponse des trois restantes.

Préparé par : Pierre L'Allier — Le 22 - 8 - 2017

17-16230 - Services professionnels en ingénierie multidisciplinaires - travaux d'amélioration et de mise à niveau

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et la problématique 10%	Méthodologie proposée 15%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 10%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Qualification et expérience du chargé de projet 30%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
AXOR Experts-Conseils Inc,	5,00	9,00	13,00	9,33	25,67	27,67	89,7	3 838 035,66 $	0,36	1
SNC-LAVALIN INC.	4,00	5,33	10,67	7,67	24,00	22,00	73,7	3 654 397,59 $	0,34	2
WSP Canada inc.	3,67	8,33	11,33	8,00	22,67	23,00	77,0	4 150 220,38 $	0,31	3
0							-		-	
0							-		-	

Agent d'approvisionnement	Pierre L'Allier

Comité	
Date	21-08-2017
Heure	13 h 30
Lieu	255 Crémazie Est, 4ième étage

Multiplicateur d'ajustement
10000

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 17-16230
Numéro de référence : 1086611
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services professionnels en ingénierie multidisciplinaires - Travaux d'amélioration et de mise à niveau

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
.SNC-Lavalin inc. 455 Boul René-Lévesque Ouest, 7e étage Montréal, QC, H2Z 1Z3 NEQ : 1142775999	Madame Karima Aïnenas Téléphone : 514 393-8000 Télécopieur :	**Commande : (1310475)** 2017-06-28 14 h 33 **Transmission :** 2017-06-28 14 h 33	2791174 - 17-16230 Addenda n°1 - Report de date 2017-07-11 10 h 38 - Courriel 2791873 - 17-16230 Addenda n°2 2017-07-12 13 h 54 - Courriel 2796218 - 17-16230 Addenda n°3 2017-07-20 11 h 47 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
AXOR Experts Conseils Inc. 5101 Rue Buchan, bureau 400 Montréal, QC, H4P1S4 http://axorexperts.com NEQ : 1168297498	Madame Linda Ménard Téléphone : 514 937-3737 Télécopieur : 514 846-4005	**Commande : (1311697)** 2017-07-03 10 h 46 **Transmission :** 2017-07-03 10 h 46	2791174 - 17-16230 Addenda n°1 - Report de date 2017-07-11 10 h 38 - Courriel 2791873 - 17-16230 Addenda n°2 2017-07-12 13 h 54 - Courriel

				2796218 - 17-16230 Addenda n°3 2017-07-20 11 h 47 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	COGINER Experts-Conseils 300-20 de l'oseraie Saint-Constant, QC, J5A 1K5 NEQ : 1170446620	Monsieur Robert Bouchard Téléphone : 450 632-5790 Télécopieur :	**Commande : (1317821)** 2017-07-17 10 h 47 **Transmission :** 2017-07-17 10 h 47	2791174 - 17-16230 Addenda n°1 - Report de date 2017-07-17 10 h 47 - Téléchargement 2791873 - 17-16230 Addenda n°2 2017-07-17 10 h 47 - Téléchargement 2796218 - 17-16230 Addenda n°3 2017-07-20 11 h 47 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Services Exp Inc 1001, boulevard de Maisonneuve Ouest Bureau 800-B Montréal, QC, H3A 3C8 NEQ : 1167268128	Madame Ginette Laplante Téléphone : 819 478-8191 Télécopieur : 819 478-2994	**Commande : (1310461)** 2017-06-28 14 h 20 **Transmission :** 2017-06-28 14 h 20	2791174 - 17-16230 Addenda n°1 - Report de date 2017-07-11 10 h 38 - Courriel 2791873 - 17-16230 Addenda n°2 2017-07-12 13 h 54 - Courriel 2796218 - 17-16230 Addenda n°3 2017-07-20 11 h 47 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Stantec Experts-conseils ltée 600-1060 boulevard Robert-Bourassa Montréal, QC, H3B 4V3 NEQ : 1170241336	Madame Claudine Talbot Téléphone : 418 626-2054 Télécopieur :	**Commande : (1310653)** 2017-06-28 18 h 26 **Transmission :** 2017-06-28 18 h 26	2791174 - 17-16230 Addenda n°1 - Report de date 2017-07-11 10 h 38 - Courriel 2791873 - 17-16230 Addenda n°2 2017-07-12 13 h 54 - Courriel 2796218 - 17-16230 Addenda n°3 2017-07-20 11 h 47 - Courriel

				Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Tetra Tech QI Inc. 5100, rue Sherbrooke Est, bur. 900 Montréal, QC, H1V3R9 NEQ : 1169411510	Madame Rachel Pelletier Téléphone : 514 257-0707 Télécopieur : 514 257-2804	**Commande : (1310753)** 2017-06-29 8 h 38 **Transmission :** 2017-06-29 8 h 38	2791174 - 17-16230 Addenda n°1 - Report de date 2017-07-11 10 h 38 - Télécopie 2791873 - 17-16230 Addenda n°2 2017-07-12 13 h 54 - Télécopie 2796218 - 17-16230 Addenda n°3 2017-07-20 11 h 48 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	WSP Canada Inc. (Pour AO sur invitation pour tout le Québec) 5355, boul. des Gradins Québec, QC, G2J 1C8 http://www.wspgroup.com NEQ : 1148357057	Madame Martine Gagnon Téléphone : 418 623-2254 Télécopieur : 418 624-1857	**Commande : (1310390)** 2017-06-28 13 h 19 **Transmission :** 2017-06-28 13 h 19	2791174 - 17-16230 Addenda n°1 - Report de date 2017-07-11 10 h 38 - Courriel 2791873 - 17-16230 Addenda n°2 2017-07-12 13 h 54 - Courriel 2796218 - 17-16230 Addenda n°3 2017-07-20 11 h 47 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Sélectionner Annuler

organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Accessibilité

UPAC-Signaler un acte répréhensible

hors Québec

Registre des entreprises non admissibles

Autorité des marchés financiers

Polices supportées

© 2003-2017 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1173438005

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Ingénierie et procédés
Objet :	Accorder à la firme Axor experts-conseils inc. un contrat de services professionnels en ingénierie multidisciplinaire - Travaux d'amélioration et de mise à niveau des infrastructures de collecte et de traitement des eaux usées- au montant de 3 838 035,66 $, taxes incluses - Approuver la convention de services professionnels - appel d'offres public 17-16230 - 3 soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

InfoCompt_1173438005_DEEU.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Stéphanie SIMONEAU
Préposée au budget

Tél : (514) 280-4020

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-25

Louise B LAMARCHE

Professionnelle (domaine d expertise) -Chef d équipe
Tél : 514 872-6538
Division : Div. Conseil Et Soutien Financier - Point De Serv. Eau/Env.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.35

2017/09/28 17:00

(1)

Dossier # : 1176019002

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Ingénierie d'usine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels en ingénierie et en architecture aux firmes WSP Canada inc. et Viau Bastien Gosselin architectes inc. pour la modernisation et la réfection des stations de pompage et des réservoirs, pour une somme maximale de 7 903 397,07 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-16162 - (7 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 7 903 397,07 $, taxes incluses, pour les services professionnels requis en ingénierie et en architecture, pour la modernisation et la réfection des stations de pompage et des réservoirs, comprenant tous les frais incidents ;

2. d'approuver un projet de convention par lequel WSP Canada inc. et Viau Bastien Gosselin architectes inc., firmes ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 7 527 044,83 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-16162 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention ;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-09-05 14:40

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1176019002**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Ingénierie d'usine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels en ingénierie et en architecture aux firmes WSP Canada inc. et Viau Bastien Gosselin architectes inc. pour la modernisation et la réfection des stations de pompage et des réservoirs, pour une somme maximale de 7 903 397,07 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-16162 - (7 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du programme de réhabilitation des réservoirs et des stations de pompage, la Direction de l'eau potable (DEP) du Service de l'eau doit réaliser, au cours des prochaines années, plusieurs projets de mise à niveau des infrastructures stratégiques dont elle est responsable.
Un premier contrat de services professionnels a été accordé pour réaliser des études d'avant-projet pour l'évaluation de l'état des infrastructures et circonscrire l'étendue des projets (décision antérieure CG15 0762) inscrit au programme 58027 "Réhabilitation des réservoirs et des stations de pompage ". Le présent contrat se basera sur ces études préliminaires pour finaliser la conception de ces projets et en assurer l'exécution. Pour ce faire le contrat prévoit des services professionnels en ingénierie et en architecture. Les premiers projets seront la réfection de la station de pompage Côtes-des-Neiges et des réservoirs Sommet et Montagne.

Pour réaliser l'ensemble des travaux, dans les meilleurs délais, la DEP requiert les services professionnels de firmes externes en ingénierie et en architecture pour les phases de conception et de surveillance des travaux.

L'appel d'offres 17-16162 a été publié dans le quotidien Le Devoir ainsi que sur le système électronique d'appel d'offres (SÉAO) le 21 juin 2017. La date limite de réception des soumissions était le 10 juillet 2017. La durée initiale de publication était de dix-huit (18) jours. Cependant, elle fut prolongée au 24 juillet 2017, pour une durée réelle de trente-

deux (32) jours, suite aux addenda ci-dessous. Les soumissions sont valides pendant les cent quatre-vingt (180) jours qui suivent sa date d'ouverture, soit jusqu'au 20 janvier 2018.

Cinq (5) addenda ont été publiés afin d'apporter certaines précisions sur l'appel d'offres :

Addenda no.	Date	Raisons
1	5 juillet 2017	- Ajout d'un document de référence.
2	5 juillet 2017	- Report de la date d'ouverture des soumissions du 10 au 17 juillet 2017.
3	10 juillet 2017	- Correction du bordereau de soumission à pourcentage de la section IV
4	11 juillet 2017	- Réponses aux questions des soumissionnaires.
5	14 juillet 2017	- Report de la date d'ouverture des soumissions du 17 au 24 juillet 2017. - Remplacer ou corriger des clauses du devis technique.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0762 - 17 décembre 2015 - Accorder un contrat de services professionnels d'ingénierie pour des travaux relatifs aux réservoirs, aux postes de pompage, aux stations de surpression et aux chambres de vannes du réseau d'aqueduc primaire, soit à SNC-Lavalin pour la somme maximale de 7 683 927,86 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14188 (2 soumissionnaires).

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à accorder un contrat de services professionnels en ingénierie et en architecture aux firmes WSP Canada inc. et Viau Bastien Gosselin architectes inc., pour une période de neuf (9) ans ou jusqu'à l'épuisement des crédits, pour la mise à niveau des stations de pompage et des réservoirs de l'agglomération de Montréal. Cette période de neuf (9) ans a été évaluée selon les risques et les incertitudes liées à ce type d'ouvrage. Ce contrat comprend les volets ingénierie et architecture pour : la réalisation de relevés et d'études, la préparation des plans et devis, la surveillance des travaux, la coordination de la mise en service et la production d'expertises techniques.

Une équipe multidisciplinaire travaillera sur des projets, qui consistent, sans s'y limiter, à :

- remplacer ou moderniser les pompes et les équipements liés au procédé;
- installer ou remplacer les conduites d'alimentation et de distribution;
- remplacer ou renforcer des éléments de structure dans les réservoirs et chambres de vannes;
- remplacer ou moderniser les systèmes de chloration;
- remplacer ou moderniser les systèmes de ventilation, de climatisation, de chauffage et d'éclairage;
- remplacer ou moderniser les systèmes d'électricité de puissance;
- modifier la structure des bâtiments ou des locaux selon les nouveaux besoins;
- remplacer ou moderniser les systèmes d'automation et de contrôle;
- réaliser les correctifs requis pour la mise aux normes du bâtiment;
- installer les équipements temporaires pour permettre la continuité des opérations.

La rémunération des professionnels pour la prestation des services prévus à la présente convention est calculée selon un pourcentage de la valeur des travaux pour la conception et la surveillance au bureau, puis à taux horaire pour les études, la surveillance chantier et les services spéciaux.

Au montant total du contrat est inclus un pourcentage de 5 %, soit 358 430,71 $, taxes incluses, pour toutes autres dépenses admissibles jugées pertinentes dans le cadre du contrat.

De plus, un pourcentage de 5%, soit 376 352,24, taxes incluses, a été ajouté au montant total du contrat pour les frais incidents pour permettre de réaliser des expertises impartiales, des simulations sur modèle réduit, des analyses de la valeur, des tests de laboratoire ou tous autres services jugés pertinents dans le cadre du contrat.

JUSTIFICATION

À la suite de l'appel d'offres public 17-16162, à deux (2) enveloppes, il y a eu onze (11) preneurs du cahier des charges sur le site SÉAO. L'analyse d'admissibilité des soumissionnaires a été faite par le Service de l'approvisionnement; sept (7) soumissions (ingénierie et architecture) ont été déposées et jugées conformes. La liste des preneurs du cahier des charges se trouve dans l'intervention du Service de l'approvisionnement.
Le comité de sélection composé de trois (3) membres a siégé le 18 août 2017. L'analyse des offres a permis de constater que sur les sept (7) soumissionnaires, cinq (5) ont franchi le seuil des 70% pour la note intérimaire. Après établissement des pointages finaux, le comité de sélection recommande que le mandat soit accordé aux firmes cocontractantes ayant obtenu le plus haut pointage final, soit les firmes WSP Canada inc. et Viau Bastien Gosselin architectes inc.

Le comité de sélection en est arrivé aux résultats présentés au tableau suivant :

soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Prix de base (taxes incluses)	Dépenses admissibles (taxes incluses)	Total (taxes incluses)
WSP Canada inc. et Viau Bastien Gosselin Architectes inc..	70,3 %	0,15982	7 168 614,12 $	358 430,71 $	**7 527 044,83 $**
Les services EXP inc. et TLÄ Architectes inc.	76,3 %	0,15686	7 668 528,67 $	383 426,43 $	8 051 955,10 $
Beaudoin-Hurens inc. et TLÄ Architectes inc.	73,2%	0,15132	7 754 136,38 $	387 706,82 $	8 141 843,20 $
SNC-Lavalin inc. et Cobalt Architectes inc.	78,3 %	0,15129	8 076 604,93 $	403 830,25 $	8 480 435,17 $
Stantec Expert-Conseil Ltée et Bisson Fortin Architecture + Design inc.	70,5 %	0,12237	9 377 940,80 $	468 897,04 $	9 846 837,84 $
Dernière estimation réalisée à l'interne	Non applicable	Non applicable	7 186 879,06 $	359 343,95 $	7 546 223,01 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)*					(19 178,18) $

Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*	(0,25) %
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale - adjudicataire)*	524 910,27 $
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale - adjudicataire) / adjudicataire) x 100*	6,97 %

Le soumissionnaire ayant obtenu le plus haut pointage final, WSP Canada inc. et Viau Bastien Gosselin Architectes inc. a présenté une offre avec un écart favorable de 19 178,18 $ (0,25 %) par rapport à la dernière estimation.

Les validations requises à l'effet que les soumissionnaires recommandés WSP Canada inc. et Viau Bastien Gosselin Architectes inc. ne font pas partie de la liste du Registre des entreprises non admissibles (RENA) ont été faites.

Ce contrat est visé par la *Loi sur l'intégrité en matière des contrats publics (LIMCP),* en vertu du décret 435-2015 du Gouvernement du Québec, entrée en vigueur le 2 novembre 2015*.*

La firme WSP Canada inc. détient une autorisation de l'Autorité des marchés financiers (AMF) . Cette autorisation est échue. Toutefois, la firme WSP Canada inc. a soumis un document démontrant qu'elle a effectué une demande de renouvellement qui est en traitement auprès de l'AMF. Une copie de l'accusé de réception, en date du 4 novembre 2016 de ladite demande est jointe au présent dossier*.*

La firme Viau Bastien Gosselin architectes inc. détient une autorisation de l'Autorité des marchés financiers (AMF) en date du 25 avril 2017, portant le no. 2017-CPSM-1026130, valide jusqu'au 24 avril 2020. Une copie est jointe au présent dossier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total du contrat à octroyer est de 7 527 044,83 $, taxes incluses, comprenant le coût du contrat d'un montant de 7 168 614,12 $, taxes incluses, ainsi qu'un montant de 358 430,71 $, taxes incluses, pour dépenses admissibles. La dépense totale de 7 903 397,07 $, taxes incluses, comprend le coût total du projet et le montant des incidences de 376 352,24 $, taxes incluses.
Cette dépense de 7 903 397,07 $, taxes incluses, représente un coût net de 7 216 854,97 $, lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la « *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*»*.*

La dépense sera financée par emprunt à la charge de l'agglomération à moins de disponibilité de la réserve de l'eau.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La réfection des stations de pompage et des réservoirs visent à assurer la distribution fiable de l'eau potable, en quantité suffisante et au meilleur coût financier et environnemental possible pour le mieux être des citoyens de Montréal.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Un retard dans les travaux de mise aux normes et de modernisation des stations de pompage ou des réservoirs augmente le risque de problème lié à la désuétude des équipements.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ce dossier ne comporte aucun enjeu de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation du dossier décisionnel : Septembre 2017
Début du mandat : Octobre 2017
Fin du contrat prévu : septembre 2026

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Fanny LALONDE-GOSSELIN)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Yves BELLEVILLE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sophie VOYER, Service des communications
Marie DESORMEAUX, Service des communications

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Stéphane OUELLET
Ingénieur

Tél : 514-868-3587

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-24

Marie-Josée M GIRARD
Chef de division - Projets majeurs

Tél : 514 872-4631

Télécop. : 514-872-2898

Jean-Christophe DAMÉ
Chef de section

Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

André MARSAN
Directeur de l'eau potable
Tél : 514 872-5090
Approuvé le : 2017-09-01

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2017-09-05

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
www.lautorite.qc.ca

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

Le 4 novembre 2016

WSP CANADA INC
1600, BOUL RENÉ-LÉVESQUE O
16E ÉTAGE
MONTRÉAL QC H3H 1P9

Objet : Accusé de réception - Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client : 2700018263

N° de demande : 1631180667

N° de confirmation de paiement : 000205796019

L'analyse de votre demande débutera lorsque tous les documents, paiements ou confirmation d'un tiers requis seront reçus à l'Autorité.

Veuillez nous faire parvenir le ou les documents papier requis, accompagnés de leur bon de numérisation joint à cet accusé de réception. Joindre le bon de numérisation associé à chaque document accélérera le traitement de votre demande.

Liste des documents devant être transmis par courrier, accompagnés de leur bon de numérisation :

- Attestation de Revenu Québec

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 877 525-0337.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés financiers

p. j. 1

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

BON DE NUMÉRISATION

Détail du document

Nom du client	WSP CANADA INC		
N° de client	2700018263	N° de citoyen	
Type de document	Attestation de Revenu Québec		
Type de demande	Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter		
N° de demande	1631180667		
Référence			

Instructions

Veuillez joindre le bon de numérisation au document correspondant

(Ne pas agrafer)

Réservé à l'Autorité

☐ **OMQ**

☐ **DORC**

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Le 25 avril 2017

VIAU BASTIEN GOSSELIN ARCHITECTES INC.
A/S MADAME STÉPHANIE BASTIEN
1435, SAINT-MARTIN, BUREAU 200
LAVAL (QC) H7S 2C6

Nº de décision : 2017-CPSM-1026130
N° de client : 3000975446

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Madame,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- AMÉNAGESTION INC.
- VIAU BASTIEN GOSSELIN
- VIAU BASTIEN GOSSELIN ARCHITECTES ASSOCIÉS (VBG ARCHITECTES)

une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). VIAU BASTIEN GOSSELIN ARCHITECTES INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **24 avril 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Madame, nos salutations distinguées.



Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **VIAU BASTIEN GOSSELIN ARCHITECTES INC.**, société d'architectes, ayant sa principale place d'affaires au 1435, boul. Saint-Martin Ouest, Laval, Québec, H7S 2C6, agissant et représentée par Stéphanie Bastien, déclarant elle-même être associée et être expressément autorisée à agir aux fins des présentes en vertu d'une résolution des associés adoptée le 12 juillet 2017;

N^{o} d'inscription T.P.S. : 102069507
N^{o} d'inscription T.V.Q. : 1002869922

Ci-après appelée l' « **Architecte** »

ET : **WSP CANADA INC.**, personne morale légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires au 1600, boul. René-Lévesque, Ouest, Montréal, Québec, H3H 1P9, agissant et représentée par Gaétan Demers, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le 11 juillet 2017;

N^{o} d'inscription T.P.S. : 140150269RT001
N^{o} d'inscription T.V.Q. : 101750404TQ0001

Ci-après appelée l' « **Ingénieur** »

Ci-après collectivement appelés le « **Contractant** »

Ville	Architecte	Ingénieur

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « **Directeur** » : le directeur du service de l'eau ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : les termes de référence pour services professionnels, en date du 21 juin 2017 relatifs aux services professionnels en ingénierie et en architecture pour la modernisation et la réfection des station de pompage et des réservoirs;

1.3 « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le Contractant le 24 juillet 2017;

1.4 « **Coordonnateur** » : le Contractant désigne **WSP CANADA INC.**, lequel s'engage à assumer la gestion et la coordination des plans et devis et cahier des charges et des addenda pour l'ensemble des disciplines impliquées dans la réalisation de l'ouvrage et sans s'y limiter, à respecter les termes et conditions de la présente convention.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services de l'Ingénieur et de l'Architecte qui s'engagent, chacun dans leur champ de compétence, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 qui font partie intégrante des présentes sans qu'il soit nécessaire de les joindre physiquement, à rendre les services professionnels en ingénierie et en architecture pour les travaux d'ingénierie et d'architecture relatifs à la modernisation et à la réfection des stations de pompage et des réservoirs sur le territoire de l'île de Montréal.

La responsabilité de coordination, qu'elle soit exercée par l'Ingénieur ou l'Architecte, ne doit pas être considérée comme conférant à ce dernier un pouvoir d'intervention dans le champ exclusif de compétence de l'autre.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

Ville	Architecte	Ingénieur

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.3 Malgré toute disposition à l'effet contraire, la convention peut être modifiée entre la Ville et un professionnel sans la nécessité d'approbation ou d'intervention de l'autre professionnel, pourvu qu'une telle modification n'affecte pas les droits de cet autre professionnel.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS ET AUTORITÉ DE LA VILLE

5.1 Obligations

5.1.1 La Ville doit :

a) assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

b) remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

c) communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

5.2 Autorité

5.2.1 Seul le Directeur a pleine compétence pour :

a) gérer l'exécution de la présente convention;

b) décider de toute question soulevée par l'Architecte et l'Ingénieur quant à l'interprétation de la convention de services et des autres documents faisant partie des présentes;

c) refuser les travaux, recherches et rapports de l'Architecte et de l'Ingénieur qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux exigences de la Ville exprimées conformément aux présentes;

Ville	Architecte	Ingénieur

d) exiger de l'Architecte et de l'Ingénieur la rectification et la correction de leurs travaux et rapports à leurs frais.

5.2.2 Seul le Directeur peut autoriser le Coordonnateur à exécuter ou faire exécuter un service supplémentaire et connexe à l'objet de la présente convention.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

6.1 Généralités

6.1.1 Le Contractant doit confier l'exécution de la présente convention à l'équipe désignée à l'offre de service, exécuter son travail avec soin et assiduité, en collaboration étroite avec le chargé de projet de la Ville et respecter les procédures en usage à la Ville. Le Contractant doit assigner, en tout temps, un Coordonnateur compétent et s'assurer que tout le personnel requis pour l'exécution complète de la présente convention soit fourni. Le Coordonnateur doit assister à toutes les réunions. Il est réputé avoir la compétence et l'autorité requises pour prendre toutes les décisions relatives à la coordination des présentes. Toutes les directives verbales et écrites qui lui sont transmises par le Directeur sont réputées avoir été transmises directement au Contractant.

6.1.2 Le Contractant ne peut refuser d'exécuter un service requis par le Directeur dans le cadre de la présente convention ou en retarder l'exécution, sauf s'il met en danger la vie des personnes ou l'intégrité de l'ouvrage.

6.1.3 Le Contractant doit exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié.

6.1.4 Le Contractant doit respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2.

6.1.5 Le Coordonnateur doit assurer la coordination de tous les professionnels ou spécialistes dont les services sont requis par la Ville pour compléter l'ouvrage. De plus, il doit concilier et coordonner tous les documents de toutes les disciplines et les faire parvenir au Directeur dans les délais prescrits.

6.1.6 Le Contractant doit assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes.

6.1.7 Le Contractant doit obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin.

Ville	Architecte	Ingénieur

6.1.8 Le Contractant doit divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention.

6.1.9 Le Contractant doit remettre à la Ville les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés.

6.1.10 Le Contractant doit assumer ses frais généraux tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres.

6.1.11 Le Contractant doit soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ.

6.1.12 Le Contractant doit transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Directeur, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités.

6.1.13 Le Contractant doit transmettre au Directeur, selon les modalités que lui indique le Directeur, les comptes rendus des réunions de coordination ou de chantier ainsi que les rapports de surveillance de chantier.

6.1.14 Le Contractant doit s'assurer que la réglementation relative aux produits contenant de l'amiante soit respectée durant les travaux et que les plans et devis et cahiers des charges reflètent la situation réelle de façon à protéger la santé et assurer la sécurité des occupants et des travailleurs.

6.1.15 Le Contractant ne doit d'aucune manière porter atteinte aux droits et prérogatives de la Ville.

6.2 Documents

6.2.1 Le Coordonnateur remet à la Ville une version informatique des livrables demandés de l'annexe 1, compatible avec les logiciels utilisés par la Ville, selon les exigences mentionnées au devis technique.

6.2.2 Le Coordonnateur remet au Directeur, à la fin des travaux, une copie reproductible des dessins, plans et devis et cahier des charges « tel que construit » relevant de sa coordination, incluant tous les avenants. Doivent aussi accompagner ces documents tous les manuels d'instructions requis au cahier des charges, ainsi qu'une copie des dessins sur support informatique compatible avec les logiciels utilisés par la Ville.

6.2.3 Si le Directeur demande au Coordonnateur d'obtenir un document ou de procéder à un relevé, l'Architecte et l'Ingénieur seront responsables de tout coût

Ville	Architecte	Ingénieur

supplémentaire encouru pour la réalisation de l'ouvrage, découlant de l'inexactitude de tout tel document ou relevé.

6.2.4 Le Coordonnateur doit signaler au Directeur toute modification apportée à des documents fournis ou approuvés par le Directeur, et ce, à toutes les phases du projet. Le Directeur aura toute autorité pour refuser une modification non autorisée préalablement, par écrit.

6.2.5 Si le Directeur l'exige, l'Architecte et l'Ingénieur seront tenus de corriger ou reprendre à leurs frais les documents non conformes qu'ils ont produits et devront rémunérer le ou les autres professionnels dont les services sont aussi requis en raison de cette correction. La Ville ne peut être tenue responsable d'aucune conséquence de telle correction.

6.2.6 Le Coordonnateur s'engage à ce que les comptes rendus des réunions parviennent aux représentants de la Ville, dans les deux (2) jours suivant la tenue des réunions périodiques et dans les cinq (5) jours de toute autre réunion.

6.2.7 Si la présente convention est résiliée ou suspendue par la Ville, l'Architecte et l'Ingénieur seront tenus de remettre à la Ville une copie complète des documents les plus récents sur le support approprié.

6.3 Droits de propriété intellectuelle

6.3.1 L'Architecte et l'Ingénieur cèdent à la Ville tous leurs droits de propriété sur les documents produits dans le cadre de la présente convention et renoncent à leurs droits moraux.

6.3.2 L'Architecte et l'Ingénieur garantissent à la Ville qu'ils sont les seuls propriétaires ou les usagers autorisés de tous les droits de propriété intellectuelle, y compris les droits d'auteur relatifs aux documents produits dans le cadre de la présente convention. À cet égard, ils s'engagent à prendre fait et cause pour la Ville et la tenir indemne de toute réclamation, décision ou jugement prononcé à son encontre en capital, intérêts et frais.

6.4 Présentation des échéanciers

6.4.1 Le Coordonnateur doit présenter tous les échéanciers sous forme de diagramme de Gantt selon les exigences mentionnées au devis technique.

6.4.2 L'inventaire des tâches ainsi que la liste des jalons et événements clés du projet doivent être soumis au Directeur pour approbation.

6.4.3 Les activités de l'échéancier doivent indiquer la durée en jours de calendrier et la date de début et de fin pour chacune de celles-ci, les dates des jalons et événements clés ainsi que les périodes de congés statutaires. Une fois acceptées par le Directeur, ces dates doivent être respectées tout au long de l'étape et validées de nouveau par le Coordonnateur et le Directeur à chaque étape.

Ville	Architecte	Ingénieur

6.5 Codes et règlements

6.5.1 L'Architecte et l'Ingénieur doivent respecter les lois, codes et règlements applicables à l'ouvrage. Ils sont responsables des frais encourus par la Ville qui résulteraient de l'inobservation de ces lois, codes et règlements.

6.5.2 Le Coordonnateur doit obtenir toutes les acceptations et approbations requises des autorités compétentes.

6.5.3 Le Coordonnateur doit vérifier l'existence de services publics et privés sur le site du projet et aviser le Directeur des délais ou coûts supplémentaires reliés à la protection ou à la relocalisation de ces services.

6.6 Produits et intérêts

6.6.1 L'Architecte et l'Ingénieur ne doivent avoir aucun intérêt pécuniaire dans l'acquisition ou l'utilisation, durant l'exécution de la présente convention, des matériaux ou services ayant quelque relation directe ou indirecte avec l'ouvrage. Ils ne devront recevoir de tiers aucune commission, indemnité ou autre rémunération ayant quelque relation directe ou indirecte avec l'ouvrage.

6.6.2 Toutefois, la possession de moins de 1 % des actions réellement émises d'une personne morale dont les valeurs sont inscrites à la bourse ne sera pas considérée comme intérêt pécuniaire.

6.7 Assurances

6.7.1 L'Architecte et l'Ingénieur doivent chacun remettre au Directeur, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, l'original ou une copie certifiée d'une police d'assurance responsabilité civile au montant de deux millions de dollars (2 000 000,00 $) par accident ou par événement, et un certificat d'assurance responsabilité professionnelle au montant de deux millions de dollars (2 000 000,00 $) par réclamation.

6.7.2 L'Architecte et l'Ingénieur devront soumettre annuellement à la Ville une preuve de renouvellement de ces polices d'assurance sous forme de copies dûment certifiées du certificat de renouvellement. À défaut par l'Architecte et l'Ingénieur de renouveler ces polices, la Ville pourra le faire à leurs frais.

6.7.3 Les polices d'assurance doivent être maintenues en vigueur, aux frais de l'Architecte et de l'Ingénieur, à compter de la signature de la présente convention, jusqu'à l'écoulement d'une période de douze (12) mois après la date de fin des travaux pour l'assurance responsabilité civile et jusqu'à l'écoulement de sa responsabilité aux termes du Code civil du Québec pour l'assurance responsabilité professionnelle.

Ville	Architecte	Ingénieur

6.7.4 Si le projet est résilié ou suspendu avant le début de la construction, l'Architecte et l'Ingénieur peuvent mettre fin à la police d'assurance responsabilité civile dans les trente (30) jours de la réception de l'avis de résiliation ou dans les cent vingt (120) jours de la réception de l'avis de suspension, selon le cas.

6.7.5 Les polices d'assurance ci-avant mentionnées doivent comporter un avenant stipulant qu'elles ne peuvent être modifiées ou annulées sans un préavis d'au moins trente (30) jours à la Ville. Dans le cas de l'assurance responsabilité civile, cet avenant doit, en outre, désigner la Ville comme coassurée.

6.8 Préparation et administration de la preuve

6.8.1 L'Architecte et l'Ingénieur doivent collaborer, sans frais supplémentaires, à la préparation et à l'administration de la preuve raisonnablement requises par la Ville en cas de litige opposant cette dernière à un tiers en raison des travaux visés par la présente convention.

ARTICLE 7
MODALITÉS DE PAIEMENT

7.1 Le Contractant soumet à la Ville des comptes d'honoraires que cette dernière acquitte dans les trente (30) jours de leur approbation par le Directeur en fonction des services rendus, étant entendu que la Ville ne verse aucun intérêt pour paiement effectué en retard. Ces comptes doivent être conformes aux conditions ci-après énoncées.

7.2 En ce qui concerne les services payés selon la méthode horaire, les honoraires s'y rapportant seront payés mensuellement sur approbation d'un compte d'honoraires accompagné d'un relevé de temps ainsi que d'un rapport d'activités relatif à l'état d'avancement des services ou de l'ouvrage, selon le cas.

7.3 En ce qui concerne les services supplémentaires rendus par le personnel du Contractant, le temps que le Contractant et son personnel ont consacré aux services supplémentaires depuis le dernier jour inclus au compte précédent devra être inscrit sur chaque compte.

7.4 Aucune majoration du salaire payé à un membre du personnel du Contractant n'est admissible pour le temps supplémentaire, sauf sur autorisation préalable écrite du Directeur.

7.5 En ce qui concerne les services supplémentaires exécutés par un tiers, le Contractant devra soumettre au Directeur un compte accompagné des pièces justificatives attestant les honoraires dus au tiers dont il a retenu les services, en conformité avec cet article.

7.6 Tout compte d'honoraires du Contractant doit indiquer clairement et séparément le montant des taxes fédérale et provinciale sur les produits et services payables pour les services rendus. À défaut de quoi, tout compte non conforme sera refusé et retourné au Contractant pour correction sans aucuns frais pour la Ville pour cause de retard de paiement.

Ville	Architecte	Ingénieur

7.7 Ni un rapport sur l'état des travaux, ni un paiement effectué par la Ville ne doivent être interprétés comme une admission que les travaux et services sont, en totalité ou en partie, complets, satisfaisants ou conformes à la présente convention.

ARTICLE 8
HONORAIRES

8.1 En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de **sept millions cinq cents vingt-sept milles quarante-quatre dollars et quatre-vingt-trois sous (7 527 044.83),** couvrant tous les honoraires calculés aux taux horaires indiqués à l'Annexe 2, les débours prévus à la convention et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

8.2 Les factures sont acquittées par la Ville au moyen d'un chèque fait à l'ordre de **WSP CANADA INC.** . Le chèque remis au Coordonnateur constitue le paiement de la Ville à l'Architecte et à l'Ingénieur et libère entièrement la Ville de ses obligations à l'égard de l'Architecte et de l'Ingénieur. L'Architecte et l'Ingénieur renoncent par les présentes à tout recours contre la Ville en raison de cette méthode autorisée de paiement.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
RÉSILIATION

10.1 La Ville peut résilier ou suspendre la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Dès que le Directeur soumet à la Ville une recommandation à cet effet, il en avise l'Architecte et l'Ingénieur qui doivent cesser immédiatement l'exécution des services prévus à la présente convention, en attendant la décision de la Ville.

10.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation ou de la suspension et les remettre dans les dix (10) jours ouvrables de l'envoi de l'avis.

10.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 11
CONDITIONS GÉNÉRALES

Ville	Architecte	Ingénieur

11.1 ÉLECTION DE DOMICILE

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

11.2 AYANTS DROIT ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX

La présente convention lie les ayants droit et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

11.3 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue l'entente complète entre les parties et annule toute autre entente ou pourparlers antérieurs, verbaux ou écrits.

11.4 MODIFICATION

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

11.5 EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL

Cette convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

11.6 VALIDITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

11.7 LOIS APPLICABLES

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

11.8 LIEN D'EMPLOI

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Ville	Architecte	Ingénieur

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le e jour de 20

ARCHITECTE

Par : _____
Stéphanie Bastien, architecte associée
VIAU BASTIEN GOSSELIN,
ARCHITECTES INC.

Le e jour de 20

INGÉNIEUR

Par : _____
Gaétan Demers, Vice-président infrastructures,
WSP CANADA INC.

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le .....e jour de ..... 20..... (Résolution CG.....).

Ville	Architecte	Ingénieur

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1176019002

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Ingénierie d'usine
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels en ingénierie et en architecture aux firmes WSP Canada inc. et Viau Bastien Gosselin architectes inc. pour la modernisation et la réfection des stations de pompage et des réservoirs, pour une somme maximale de 7 903 397,07 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-16162 - (7 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

comité de sélection.pdf octroi.pdf 17-16162 - Det Cah Final.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Yves BELLEVILLE
agent d'approvisionnement II
Tél : 872-5298

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-09-01

Claude HOULE
chef de section acquisitions biens et services
Tél : 872-5241
Division : acquisition biens et services

17-16162 - services professionnels en ingénierie et en architecture pour la modernisation et la réfection des stations de pompage et des réservoirs

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et la problématique 10%	Méthodologie proposée 15%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 20%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 25%	Qualification et expérience du chargé de projet 25%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Axor experts conseils	3,50	6,00	9,67	13,67	16,33	19,00	68,2			Non conforme
Beaudoin Hurens	4,17	7,67	11,67	15,00	17,50	17,17	73,2	8 141 843,20 $	0,15	4
les services EXP	4,17	8,00	11,67	15,00	18,17	19,33	76,3	8 051 955,10 $	0,16	2
SNC-Lavalin	4,00	8,67	12,00	15,00	19,00	19,67	78,3	8 481 571,83 $	0,15	3
Cima+	3,67	7,00	10,00	13,67	16,33	16,83	67,5			Non conforme
Wsp Canada	4,17	8,00	11,17	13,67	14,67	18,67	70,3	7 527 044,84 $	0,16	1
Stantec experts conseils	3,67	7,33	11,33	14,67	16,67	16,83	70,5	9 846 837,83 $	0,12	5
0							-	-		#VALEUR!
0							-		-	
0							-		-	

Agent d'approvisionnement Yves Belleville

Comité

Date	vendredi 18-08-2017
Heure	14h00
Lieu	255 Crémazie est bureau 400 salle publique

Multiplicateur d'ajustement
10000

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 17-16162 — No du GDD : 1176019002

Titre de l'appel d'offres : services professionnels en ingénierie et en architecture pour la modernisation et la réfection des stations de pompage et des réservoirs

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 21 - 6 - 2017

Ouverture originalement prévue le : 10 - 7 - 2017

Ouverture faite le : 24 - 7 - 2017

Date du comité de sélection : 18 - 8 - 2017

Nombre d'addenda émis durant la période : 5

Date du dernier addenda émis : 14 - 7 - 2017

Délai total accordé aux soumissionnaires : 32 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 11

Nbre de soumissions reçues : 7

% de réponses : 63,64

Nbre de soumissions rejetées : 2

% de rejets : 28,57

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
Axor experts conseils	n'a pas obtenu la note de passage de 70
Cima+	n' apas obtenu la note de passage de 70

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 20 - 1 - 2018

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 20 - 1 - 2018

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
WSP canada	7 527 044,84 $	X	
les services EXP	8 051 955,10 $		
SNC-Lavalin	8 481 571,83 $		
Beaudoin Hurens	8 141 843,20 $		
Stantec experts conseils	9 846 837,83 $		

Information additionnelle

Tous les preneurs du cahier des charges sont inclus dans les 7 offres déposées.

Préparé par : Yves Belleville Le 25 - 8 - 2017

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 17-16162
Numéro de référence : 1084506
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services professionnels en ingénierie et en architecte pour la modernisation et la réfection des stations de pompage et des réservoirs

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
.SNC-Lavalin inc. 455 Boul René-Lévesque Ouest, 7e étage Montréal, QC, H2Z 1Z3 NEQ : 1142775999	Madame Karima Aïnenas Téléphone : 514 393-8000 Télécopieur : 514 390-6534	**Commande : (1308074)** 2017-06-22 8 h 49 **Transmission :** 2017-06-22 8 h 49	2788616 - 17-16162 Addenda N° 1 2017-07-05 10 h 06 - Messagerie 2788711 - 17-16162 Addenda N° 2 - Report de date 2017-07-05 11 h 28 - Courriel 2790814 - 17-16162 Addenda N° 3 2017-07-10 14 h 51 - Courriel 2791328 - 17-16162 Addenda N° 4 2017-07-11 13 h 53 - Courriel 2793786 - 17-16162 Addenda N° 5 - Report de date 2017-07-14 15 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier

				électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	AXOR Experts Conseils Inc. 5101 Rue Buchan, bureau 400 Montréal, QC, H4P1S4 http://axorexperts.com NEQ : 1168297498	Madame Linda Ménard Téléphone : 514 937-3737 Télécopieur : 514 846-4005	**Commande : (1308895)** 2017-06-26 8 h 44 **Transmission :** 2017-06-26 8 h 44	2788616 - 17-16162 Addenda N° 1 2017-07-05 10 h 02 - Messagerie 2788711 - 17-16162 Addenda N° 2 - Report de date 2017-07-05 11 h 28 - Courriel 2790814 - 17-16162 Addenda N° 3 2017-07-10 14 h 51 - Courriel 2791328 - 17-16162 Addenda N° 4 2017-07-11 13 h 53 - Courriel 2793786 - 17-16162 Addenda N° 5 - Report de date 2017-07-14 15 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Beaudoin Hurens 255 boul Crémazie Est 9e Etage Montréal, QC, H2M 1M2 http://www.beaudoinhurens.ca NEQ : 1148115281	Monsieur Charles Mousseau, ing Téléphone : 514 384-4220 Télécopieur : 514 383-6017	**Commande : (1307731)** 2017-06-21 14 h **Transmission :** 2017-06-21 14 h	2788616 - 17-16162 Addenda N° 1 2017-07-05 10 h 04 - Messagerie 2788711 - 17-16162 Addenda N° 2 - Report de date 2017-07-05 11 h 28 - Courriel 2790814 - 17-16162 Addenda N° 3 2017-07-10 14 h 51 - Courriel 2791328 - 17-16162 Addenda N° 4 2017-07-11 13 h 53 - Courriel 2793786 - 17-

				16162 Addenda N° 5 - Report de date 2017-07-14 15 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Bisson Fortin architecture + design inc. 200-2555. boul. le Corbusier Laval, QC, H7S 1Z4 NEQ : 1149257124	Madame Danielle Bisson Téléphone : 450 682-6360 Télécopieur : 450 682-1751	**Commande : (1310645)** 2017-06-28 17 h 20 **Transmission :** 2017-06-28 17 h 20	2788616 - 17-16162 Addenda N° 1 2017-07-05 10 h 05 - Messagerie 2788711 - 17-16162 Addenda N° 2 - Report de date 2017-07-05 11 h 28 - Courriel 2790814 - 17-16162 Addenda N° 3 2017-07-10 14 h 51 - Courriel 2791328 - 17-16162 Addenda N° 4 2017-07-11 13 h 53 - Courriel 2793786 - 17-16162 Addenda N° 5 - Report de date 2017-07-14 15 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Cima+s.e.n.c. 3400, boul. du souvenir bureau 600 Laval, QC, H7V 3Z2 http://www.cima.ca NEQ : 3340563140	Madame Annie Boivin Téléphone : 514 337-2462 Télécopieur : 514 281-1632	**Commande : (1307810)** 2017-06-21 15 h 01 **Transmission :** 2017-06-21 15 h 01	2788616 - 17-16162 Addenda N° 1 2017-07-05 10 h 04 - Messagerie 2788711 - 17-16162 Addenda N° 2 - Report de date 2017-07-05 11 h 28 - Courriel 2790814 - 17-16162 Addenda N° 3 2017-07-10 14 h 51 - Courriel

				2791328 - 17-16162 Addenda N° 4 2017-07-11 13 h 53 - Courriel 2793786 - 17-16162 Addenda N° 5 - Report de date 2017-07-14 15 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	COBALT architectes 400, avenue Atlantic Bureau 402 Montréal, QC, H2V1A5 http://gcbdarch.com NEQ : 1168801083	Madame Vanessa Côté-Courtemanche Téléphone : 514 849-0430 Télécopieur : 514 849-8049	**Commande : (1308938)** 2017-06-26 9 h 13 **Transmission :** 2017-06-26 9 h 13	2788616 - 17-16162 Addenda N° 1 2017-07-05 10 h 02 - Messagerie 2788711 - 17-16162 Addenda N° 2 - Report de date 2017-07-05 11 h 28 - Courriel 2790814 - 17-16162 Addenda N° 3 2017-07-10 14 h 51 - Courriel 2791328 - 17-16162 Addenda N° 4 2017-07-11 13 h 53 - Courriel 2793786 - 17-16162 Addenda N° 5 - Report de date 2017-07-14 15 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Services Exp Inc 1001, boulevard de Maisonneuve Ouest Bureau 800-B Montréal, QC, H3A 3C8 NEQ : 1167268128	Madame Ginette Laplante Téléphone : 819 478-8191 Télécopieur : 819 478-2994	**Commande : (1307715)** 2017-06-21 13 h 44 **Transmission :** 2017-06-21 13 h 44	2788616 - 17-16162 Addenda N° 1 2017-07-05 10 h 03 - Messagerie 2788711 - 17-16162 Addenda N° 2 - Report de date 2017-07-05 11 h 28 - Courriel

				2790814 - 17-16162 Addenda N° 3 2017-07-10 14 h 51 - Courriel 2791328 - 17-16162 Addenda N° 4 2017-07-11 13 h 53 - Courriel 2793786 - 17-16162 Addenda N° 5 - Report de date 2017-07-14 15 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Réal Paul Architecte Inc. 5605 avenue de Gaspé bureau 403 Montréal, QC, H2T 2A4 NEQ : 1170528856	Madame Geneviève Chemouil Téléphone : 514 954-0003 Télécopieur : 514 954-0111	**Commande : (1309074)** 2017-06-26 10 h 41 **Transmission :** 2017-06-26 10 h 41	2788616 - 17-16162 Addenda N° 1 2017-07-05 10 h 05 - Messagerie 2788711 - 17-16162 Addenda N° 2 - Report de date 2017-07-05 11 h 28 - Courriel 2790814 - 17-16162 Addenda N° 3 2017-07-10 14 h 51 - Courriel 2791328 - 17-16162 Addenda N° 4 2017-07-11 13 h 53 - Courriel 2793786 - 17-16162 Addenda N° 5 - Report de date 2017-07-14 15 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Stantec Experts-conseils ltée 600-1060 boulevard Robert-Bourassa Montréal, QC, H3B 4V3	Madame Claudine Talbot Téléphone	**Commande : (1307732)** 2017-06-21 14 h 01	2788616 - 17-16162 Addenda N° 1 2017-07-05 10 h

	NEQ : 1170241336	: 418 626-2054 Télécopieur :	**Transmission :** 2017-06-21 14 h 01	06 - Messagerie 2788711 - 17-16162 Addenda N° 2 - Report de date 2017-07-05 11 h 28 - Courriel 2790814 - 17-16162 Addenda N° 3 2017-07-10 14 h 51 - Courriel 2791328 - 17-16162 Addenda N° 4 2017-07-11 13 h 53 - Courriel 2793786 - 17-16162 Addenda N° 5 - Report de date 2017-07-14 15 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	TLÄ Architectes inc. 2372, boul. St-Martin est ,2e étage Laval, QC, H7E 5A4 http://www.tla-architectes.com NEQ : 1168619295	Monsieur Denis G. Tremblay Téléphone : 450 629-9992 Télécopieur : 450 629-9994	**Commande : (1308632)** 2017-06-22 16 h 57 **Transmission :** 2017-06-22 16 h 57	2788616 - 17-16162 Addenda N° 1 2017-07-05 10 h 04 - Messagerie 2788711 - 17-16162 Addenda N° 2 - Report de date 2017-07-05 11 h 28 - Courriel 2790814 - 17-16162 Addenda N° 3 2017-07-10 14 h 51 - Courriel 2791328 - 17-16162 Addenda N° 4 2017-07-11 13 h 53 - Courriel 2793786 - 17-16162 Addenda N° 5 - Report de date 2017-07-14 15 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier

				électronique
☐	WSP Canada Inc. (Pour AO sur invitation pour tout le Québec) 5355, boul. des Gradins Québec, QC, G2J 1C8 http://www.wspgroup.com NEQ : 1148357057	Madame Martine Gagnon Téléphone : 418 623-2254 Télécopieur : 418 624-1857	**Commande : (1307795)** 2017-06-21 14 h 46 **Transmission :** 2017-06-21 14 h 46	2788616 - 17-16162 Addenda N° 1 2017-07-05 10 h 03 - Messagerie 2788711 - 17-16162 Addenda N° 2 - Report de date 2017-07-05 11 h 28 - Courriel 2790814 - 17-16162 Addenda N° 3 2017-07-10 14 h 51 - Courriel 2791328 - 17-16162 Addenda N° 4 2017-07-11 13 h 53 - Courriel 2793786 - 17-16162 Addenda N° 5 - Report de date 2017-07-14 15 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?
Aide en ligne
Formation en ligne
Glossaire
Plan du site
Accessibilité
UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle
Grille des tarifs
Contactez-nous
Nouvelles
Marchés publics hors Québec
Registre des entreprises non admissibles
Autorité des

À propos
À propos de SEAO
Info sur Constructo
Conditions d'utilisation
Polices supportées

Partenaires
Secrétariat du Conseil du trésor Québec
CGI
tc media

marchés financiers

© 2003-2017 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1176019002

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Ingénierie d'usine
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels en ingénierie et en architecture aux firmes WSP Canada inc. et Viau Bastien Gosselin architectes inc. pour la modernisation et la réfection des stations de pompage et des réservoirs, pour une somme maximale de 7 903 397,07 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-16162 - (7 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Information_comptable_DEP_modèleGDD1176019002.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Fanny LALONDE-GOSSELIN
Préposée au budget
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier
Point de service Eau/Environnement
Tél : 514 872-0893

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-09-05

Leilatou DANKASSOUA
Conseillère en gestion des ressources financière

Tél : 514 872-2648
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier
Point de service Eau/Environnement

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.36

2017/09/28 17:00

(1)

Dossier # : 1174368009

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division des transports actifs et collectifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Réseau cyclable identifié au Plan de transport
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière non récurrente de 99 338,40$ toutes taxes comprises à Vélo Québec pour proposer un projet de Plan directeur vélo pour le centre-ville de Montréal. Approuver le projet de convention prévu à cet effet.

Il est recommandé:
1. D'accorder un soutien financier non récurrent de 99 338,40$ toutes taxes comprises à Vélo Québec pour l'élaboration d'un projet de Plan directeur vélo pour le centre-ville de Montréal;

2. D'approuver le projet de convention prévu à cette fin;

3. D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2017-09-12 14:19

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1174368009**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division des transports actifs et collectifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Réseau cyclable identifié au Plan de transport
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière non récurrente de 99 338,40$ toutes taxes comprises à Vélo Québec pour proposer un projet de Plan directeur vélo pour le centre-ville de Montréal. Approuver le projet de convention prévu à cet effet.

CONTENU

CONTEXTE

Le centre-ville de Montréal est un immense pôle d'emploi, d'étude, de commerce et de services. On y retrouve, de plus, des parcs, des places publiques et de nombreux attraits touristiques. Dans un contexte où la densité d'emplois et des résidents augmente, il est plus que jamais nécessaire d'y développer davantage les modes de transports actifs que sont la marche et le vélo.
Le vélo est établi comme mode de déplacement au centre-ville, mais son potentiel est loin d'être pleinement exploité selon le portrait diagnostique préparé pour le Plan local de déplacement (PLD) de l'arrondissement de Ville-Marie.

- Le réseau cyclable mériterait d'être développé davantage tout en étant plus convivial:

-Davantage d'axes cyclables séparés de la circulation automobile devraient être aménagés;
-L'aménagement de bandes cyclables devrait être repensé afin d'éviter que les camions de livraison, les autocars et les véhicules continuent à s'y arrêter ou à s'y stationner illégalement;
-Le réseau cyclable devrait être étendu vers les quartiers limitrophes, particulièrement en hiver.

- L'offre de stationnements pour vélos pourrait être bonifiée et améliorée, notamment dans les zones commerciales, les zones d'emplois et aux noeuds de transport en commun en mettant l'accent sur la sécurité.

C'est dans ce contexte qu'il est requis d'accorder une contribution financière à Vélo Québec afin de lui permettre d'élaborer un projet de Plan directeur vélo pour le centre-ville de Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE15 0404 (11 mars 2015) Accorder un soutien financier non récurrent de 50 000$ à Vélo Québec Association pour la réalisation d'une étude permettant de dresser un portrait de l'état du vélo au Québec en 2015, incluant un volet sur l'évolution du vélo à Montréal, pour la période du 2 mars au 31 août 2016 et approuver un projet de convention à cette fin;

DESCRIPTION

La démarche proposée par Vélo Québec comporte sept étapes:
Étape 1: Démarrage du projet
-Rencontre de travail avec la division des transports actifs et collectifs et l'arrondissement de Ville-Marie;
-Échéancier, livrables, etc.;

Étape 2: Portrait de l'utilisation du vélo au centre-ville
-Utilisation du vélo (part modale, durée et fréquence des déplacements, motifs, etc.);
-Portrait des conditions de circulation à vélo;
-Évaluation de l'accessibilité des destinations;

Étape 3: Conditions de circulation au centre-ville
-Évaluation de la trame de rue et de sa convivialité pour les cyclistes en fonction des débits de circulation, de la présence ou non d'aménagements cyclables, de la largeur de la chaussée et des limites de vitesse affichées.

Étape 4: Accessibilité des destinations
-Préparation de cartes identifiant les zones d'emplois, commerciales et résidentielles, les parcs les places publiques et les principaux attraits touristiques en y superposant le réseau cyclable et les rues conviviales au vélo;
-Évaluation de l'offre de stationnements pour vélos (sur rues et hors rues);
-Évaluation de l'offre de BIXI;

Étape 5: Élaboration du plan du réseau cyclable
-Identification des améliorations à apporter au réseau cyclable actuel et proposition de nouveaux liens cyclables à développer;
-Proposition d'une stratégie de mise en oeuvre;
-Identification des coûts d'aménagements;
-Proposition d'un échéancier et d'un budget de mise en oeuvre;

Étape 6: Élaboration du plan de stationnements pour vélos
-Analyse des besoins;
-Proposition d'emplacements pour des supports à vélo en libre accès et à accès contrôlé (vélostation);

Étape 7: Finalisation du Plan
-Commentaires;
-Production du document final;

Le projet de convention joint au dossier est basé sur le modèle de la banque de documents juridiques - Contribution financière (Convention: modèle général). Il permet de définir et d'encadrer la démarche en précisant notamment les obligations de la Ville et celles de Vélo Québec et de convenir d'un échéancier de travail.

JUSTIFICATION

Le centre-ville de Montréal est assurément un secteur très prisé par les cyclistes. Le coeur de la métropole compte près de 100 000 résidents et accueille plus de 300 000 travailleurs, 150 000 étudiants et des milliers de visiteurs, chaque jour. Ses pistes cyclables figurent

parmi les plus achalandées de l'agglomération. Il est essentiel d'adapter et de développer les infrastructures dédiées au vélo au centre-ville afin de mieux répondre aux besoins grandissants des cyclistes. D'où l'importance de réaliser ce Plan directeur.
Le choix de Vélo Québec se justifie par l'expertise que cet organisme a développée dans le domaine depuis de nombreuses années alors qu'il a eu l'occasion de réaliser des études similaires pour plusieurs municipalités au Québec et en Ontario. Vélo Québec se distingue aussi par une excellente connaissance de la pratique du vélo au Québec et à Montréal particulièrement. Grâce à ces atouts, Vélo Québec sera en mesure de compléter le mandat dans un délai relativement court.

L'analyse de l'offre de services déposée par Vélo Québec (voir pièce jointe au présent dossier) nous permet d'affirmer que le montant de la contribution est raisonnable.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette nouvelle dépense de 99 338,40$, taxes incluses, sera financée par le budget de fonctionnement de la division des transports actifs et collectifs.
Cette dépense correspond à un coût net à la charge des contribuables montréalais de 90 709,20$ lorsque diminué des ristournes fédérale et provinciale.

Le détail des informations budgétaire et comptable est fourni dans l'intervention du Service des finances.

Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le développement du vélo s'inscrit notamment dans les orientations du Plan de transport de Montréal adopté en 2008 qui mise entre autres sur un usage accru du vélo partout sur le territoire de l'agglomération. Par ailleurs, il est largement démontré que l'utilisation de la bicyclette contribue à une diminution des GES et à une meilleure qualité de vie.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Avec l'approbation de ce dossier, il sera possible de disposer rapidement d'un document d'orientation qui sera en mesure d'identifier les actions à initier au cours des années qui viennent afin de doter le centre-ville d'infrastructures cyclables performantes et sécuritaires.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

À déterminer.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

13 septembre 2017: Adoption de la résolution par le Comité exécutif à l'effet d'accorder le soutien financier requis à Vélo Québec pour lui permettre de réaliser le mandat;
Automne 2017 : Rencontre de démarrage avec la division des transports actifs et l'arrondissement de Ville-Marie;
Printemps 2018 : Dépôt du rapport final.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jorge PALMA-GONZALES)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Driss EZZAHER, Ville-Marie

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Michel D BÉDARD
Cons. en aménagement - chef d'équipe

Tél : 514 872-0180
Télécop. : 514 872-4494

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-09-06

Serge LEFEBVRE
Chef de division

Tél : 514 872-4338
Télécop. : 514 872-4494

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Benoit CHAMPAGNE
Directeur
Tél : 514 872-9485
Approuvé le : 2017-09-11

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2017-09-11



Convention-VQ2017.MB.doc

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6 et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **VÉLO QUÉBEC ASSOCIATION**, personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 1251, rue Rachel Est, Montréal, Québec, H2Y 2J9, agissant et représentée par madame Annick St-Denis, directrice générale de Vélo Québec Association, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N° d'inscription TPS : 105504229RT
N° d'inscription TVQ : 1000613874TQ001

ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une «**Partie**» ou les «**Parties**».

ATTENDU QUE l'Organisme fait la promotion du vélo à des fins de loisir ou de tourisme, ou comme moyen de transport propre et actif et qu'il encourage sans relâche l'utilisation de la bicyclette afin d'améliorer l'environnement, la santé et le bien-être des citoyens;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à

pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

2.1 « Annexe 1 » :	la description du Projet;
2.2 « Annexe 2 » :	le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;
2.3 « Projet » :	le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
2.4 « Rapport annuel » :	document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;
2.5 « Reddition de compte » :	les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;
2.6 « Responsable » :	M. Benoit Champagne, directeur, direction des transports ou son représentant dûment autorisé;
2.7 « Unité administrative » :	Service des infrastructures, de la voirie et des transports;

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution financière versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission de l'organisme;

4.2.2 assumer tous les coûts associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisation et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, que qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable.

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « Date de terminaison ») la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil municipal, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance plénière du conseil municipal selon le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal*, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de quatre-vingt-dix-neuf mille trois cent trente-huit dollars et quarante (99 338,40$),

incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en quatre versements :

- un premier versement au montant de dix-neuf mille huit cent soixante-sept dollars et soixante-huit (19 867,68 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de trente-neuf mille sept cent trente-cinq dollars et trente-six (39 735,36 $), à la suite du dépôt du rapport d'étape (portrait diagnostique),

- un troisième versement au montant de vingt-neuf mille huit cent un dollars et cinquante-deux (29 801,52 $), à la suite du dépôt du plan directeur préliminaire,

- un quatrième versement au montant de neuf mille neuf cent trente-trois dollars et quatre-vingt-quatre (9 933,84 $), à la suite du dépôt du rapport final en avril 2018.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 30 avril 2018.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000,00 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1251, rue Rachel Est, Montréal, Québec, H2J 2J9 et tout avis doit être adressé à l'attention de madame Annick St-Denis. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, 6^{e} étage, Montréal, Québec, H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon
Greffier

Le .....e jour de 2017

VÉLO QUÉBEC

Par : _____
Annick St-Denis
Directrice générale

Cette convention a été approuvée par le Comité exécutif de la Ville de Montréal, le……..e jour de ……. 2017 (Résolution CE …….).

Plan directeur vélo pour le centre-ville
Ville de Montréal

Offre de service

Présentée à la
Ville de Montréal

Une proposition de

Contexte

Le centre-ville de Montréal est un immense pôle d'emploi, d'étude, de commerce et de services. De plus, il possède des parcs, des places publiques et de nombreux attraits touristiques. Dans un contexte où la densité d'emplois et des résidents augmente alors que le réseau routier et les transports en commun sont saturés, il est plus que jamais nécessaire d'y développer les modes de transport actifs, la marche et le vélo.

Le vélo est établi comme mode de déplacement au centre-ville, mais son potentiel est loin d'être pleinement exploité. Selon le portrait diagnostique préparé pour le Plan local de déplacement (PLD) de l'arrondissement Ville-Marie, il y a des freins importants à l'utilisation du vélo, notamment :

- Un réseau cyclable limité et pas assez convivial
    - Un seul axe séparé de la circulation automobile
    - Des bandes cyclables fréquemment bloquées par des véhicules de livraison, des autocars et des véhicules stationnés illégalement
    - Un manque de liens vers la rive sud et les quartiers limitrophes, particulièrement en hiver
- Un manque de stationnement vélo
    - Manque généralisé de stationnement sur rue dans les zones commerciales
    - Manque de stationnement sécurisé dans les zones d'emplois et aux nœuds de transport en commun

Le Plan d'intervention proposé pour le PLD de l'Arrondissement Ville-Marie veut favoriser la croissance des déplacements à vélo en développant un réseau cohérent et en complétant le réseau cyclable projeté par le Plan de transport pour établir une meilleure connectivité pour les déplacements à vélo dans le centre-ville, facilitant les déplacements entre le domicile, le travail, l'école, les commerces, les infrastructures de transport collectif et les lieux de loisirs. Le Plan d'intervention propose de consolider et étendre le réseau cyclable structurant, de le rendre accessible durant les quatre saisons et de séparer les voies cyclables de la circulation automobile lorsque possible. Il recommande aussi d'améliorer les liens vers les arrondissements voisins et la Rive-Sud.

Au-delà du Plan de transport, des plans locaux de déplacements des arrondissements et d'autres engagements de la Ville de Montréal concernant le développement durable et la mobilité, il est aussi important de rappeler que la Ville s'est jointe au mouvement international Vision Zéro et s'est engagée à réduire les décès et les blessures sur son réseau routier. En ce qui concerne le vélo, la Ville doit s'attaquer aux sites accidentogènes où des collisions impliquant des cyclistes ont eu lieu. En élaborant un Plan directeur vélo pour le centre-ville, il sera important d'identifier ces sites et de proposer des interventions pour les sécuriser.

Compréhension du mandat

Vélo Québec propose ses services à la Ville de Montréal pour accompagner la Direction des transports et l'Arrondissement Ville-Marie dans l'élaboration d'un plan directeur vélo pour le centre-ville, qui portera sur le réseau cyclable et le stationnement vélo.

Le plan directeur sera basé sur un portrait diagnostique plus approfondi que celui qui a été fait dans le cadre du Plan local de déplacements de l'arrondissement Ville-Marie. Le diagnostic comprendra non seulement une analyse de l'utilisation actuelle du vélo, mais aussi une évaluation de la convivialité et de la sécurité des rues avec et sans aménagements cyclables pour déterminer la facilité d'accès à vélo aux principaux générateurs de déplacements. L'offre de stationnement vélo près des principaux générateurs sera aussi évalué.

Un plan de réseau cyclable détaillé sera élaboré à partir de ce portrait diagnostique. Le but sera de desservir l'ensemble des destinations du centre-ville par des voies cyclables ou des rues conviviales et sécuritaires, qui inciteront davantage les travailleurs, les résidents et les visiteurs à choisir le vélo comme mode de transport. Pour ce faire, le plan proposera des améliorations au réseau cyclable existant ainsi que de nouveaux aménagements à développer. Les tracés déjà projetés seront revus et raffinés et de nouveaux tracés seront proposés. Pour toutes les voies cyclables projetées, des aménagements appropriés au contexte seront proposés.

Le plan de réseau cyclable comprendra une stratégie de mise en œuvre. La planification des travaux de voirie et d'infrastructure sera analysée pour identifier les opportunités d'arrimage avec l'aménagement de voies cyclables. Un échéancier général de mise en œuvre du réseau cyclable projeté sera proposé.

En ce qui concerne le stationnement vélo, le plan directeur visera le développement d'une offre qui correspond aux différents besoins des cyclistes, résidents, travailleurs et visiteurs du centre-ville.

Démarche proposée

La démarche proposée est inspirée par celles que Vélo Québec a suivies pour aider la Ville de Québec à mettre à jour son Plan directeur de réseau cyclable et la Ville de Toronto à élaborer son nouveau plan directeur décennal de réseau cyclable (voir les références à la fin de la section Expérience de Vélo Québec, page 13). Dans les deux cas, des outils géomatiques ont été utilisés pour évaluer la desserte des zones résidentielles et des zones d'emploi et d'étude ainsi que pour évaluer l'amélioration à la connectivité apportée par chaque nouvel axe cyclable proposé. Ces analyses ont permis d'optimiser les tracés des voies cyclables projetés et de prioriser leur mise en œuvre selon le nombre de résidents, d'employés ou d'étudiants qui allaient être desservis et selon l'amélioration à la connectivité du réseau cyclable. Les mêmes outils géomatiques ont aussi été utilisés pour identifier des arrimages potentiels entre et les voies cyclables projetées et les travaux d'infrastructure planifiés, aidant à développer un échéancier de mise en œuvre pour le réseau cyclable.

Zone d'étude

La zone d'étude proposée est définie comme suit :

- Ouest : rue Atwater
- Est : avenue de Lorimier
- Nord : rue Sherbrooke
- Sud : le canal de Lachine et le fleuve Saint-Laurent



Démarche

Étape 1 : Démarrage du projet

Les buts de l'étude, la démarche et l'échéancier proposé seront confirmés lors de la rencontre de démarrage avec la Direction des transports et l'Arrondissement Ville-Marie. Les besoins en matière de documentation et de données seront confirmés et les modalités d'échange de documents et de données entre Vélo Québec et la Ville seront établies. Les parties prenantes internes et externes à impliquer du projet seront identifiées.

Réunion R1 : Démarrage du projet

Étape 2 : Portrait de l'utilisation du vélo au centre-ville

Un portrait de la situation actuelle du vélo au centre-ville sera dressé pour servir de base aux étapes suivantes. Il comprendra :

1. Un portrait de l'utilisation du vélo
2. Un portrait des conditions de circulation à vélo au centre-ville
3. Une évaluation de l'accessibilité des destinations à vélo

En utilisant plusieurs sources de données, dont l'enquête Origine-Destination, les données d'utilisation de BIXI, les comptages sur les voies cyclables, les comptages aux intersections et les traces GPS obtenues avec l'application MonRésoVélo, Vélo Québec dressera un portrait de l'utilisation du vélo au centre-ville. Ce portrait abordera les éléments suivants :

- La part modale du vélo pour l'accès aux emplois, aux études, aux commerces et aux attraits touristiques
- La complémentarité du vélo et du transport en commun
- Les origines et les destinations des déplacements à vélo au centre-ville
- La longueur, la durée et la fréquence des déplacements à vélo
- La démographie des usagers du vélo au centre-ville

Des comptages de cyclistes supplémentaires pourraient être demandés à la Ville sur des axes importants pour les cyclistes pour lesquels il manque de données.

Étape 3 : Conditions de circulation à vélo au centre-ville

La convivialité pour les cyclistes de la trame de rue sera évaluée en utilisant des données sur les débits de circulation et en prenant en compte la présence d'aménagements cyclables, la largeur de la chaussée et les limites de vitesse affichées. Les secteurs non conviviaux feront l'objet de visites de terrains pour préciser les facteurs qui affectent le confort des cyclistes.

Une cartographie des sites de collisions impliquant des cyclistes sera réalisée et les segments de rue et intersections accidentogènes seront identifiés. Ces sites feront l'objet de visites de terrains pour identifier les facteurs de risque présents.

Étape 4 : Accessibilité des destinations

Des cartes préparées à l'aide d'outils géomatiques présenteront la densité d'emplois et de résidents, les zones commerciales, les parcs, les places publiques et les principaux attraits touristiques. Ces cartes permettront de visualiser la distribution spatiale et la densité des origines et des destinations au centre-ville.

Le réseau cyclable et les rues conviviales au vélo seront superposés sur la visualisation des origines et des destinations pour évaluer l'accessibilité à vélo des zones qui peuvent générer des déplacements à vélo.

L'offre de stationnement vélo sera aussi évaluée pour vérifier si elle est adéquate en termes de capacité, de facilité d'accès et de protection contre le vol. L'offre de stationnement sur rue et de points d'ancrage de BIXI sera analysée pour vérifier si elle répond aux besoins des clients des commerces, des touristes et des visiteurs. L'offre de stationnement hors rue sera analysée pour vérifier si elle répond aux besoins des résidents et des travailleurs. Près des nœuds de transport en commun, l'offre de stationnements vélo protégés, notamment à l'intérieur d'une « vélostation », et l'offre de BIXI seront analysés.

Un rapport d'étape résumant les résultats des analyses entreprises aux étapes 2, 3 et 4 sera déposé. Il sera accompagné d'une présentation qui sera livrée lors d'une rencontre avec la Direction des transports, l'Arrondissement Ville-Marie et les parties prenantes, incluant potentiellement :

- La Société des transports de Montréal (STM)
- BIXI Montréal
- L'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM)
- Le Réseau de transport métropolitain (RTM)
- Destination Centre-Ville
- Les universités et cégeps

Livrable L1 : Rapport d'étape — Portrait diagnostique
Livrable L2 : Présentation — Portrait diagnostique
Réunion R2 : Présentation du Portrait diagnostique

Une période de 2 semaines est prévue à l'échéancier pour la réception des commentaires de la Direction des transports, de l'Arrondissement Ville-Marie et des autres parties prenantes. Sur la base du portrait diagnostique et des commentaires reçus, un plan directeur vélo pour le centre-ville sera élaboré. Le plan directeur aura deux composantes principales :

1. Un plan de réseau cyclable
2. Un plan de stationnement vélo

Étape 5 : Élaboration du plan de réseau cyclable

Le plan de réseau cyclable recommandera des améliorations au réseau cyclable actuel et proposera de nouveaux liens cyclables à développer. Les améliorations et les ajouts proposés auront comme but de créer un réseau cyclable qui répond aux besoins actuels et qui anticipe les futurs besoins des cyclistes, pour qu'ils puissent accéder à l'ensemble des destinations au centre-ville en tout confort et sécurité. Les voies cyclables déjà projetées seront revues et raffinées et de nouveaux tracés seront proposés. La possibilité de convertir certaines voies réservées aux autobus en voies cyclables après la mise en service du Réseau électrique métropolitain (REM), notamment dans l'axe du boulevard Robert-Bourassa, sera prise en considération.

Les corridors et les intersections visés pour des améliorations ou de nouveaux aménagements feront objet de visites de terrain pour bien caractériser le contexte physique et les conditions de circulation. Ceci permettra de proposer des interventions appropriées aux contextes et réalisables compte tenu de la géométrie de la rue ou de l'intersection concernée.

Une stratégie de mise en œuvre du réseau cyclable projeté sera élaborée. La planification des travaux de voirie et d'infrastructure sera analysée pour identifier les opportunités d'arrimage avec d'autres travaux. Les coûts des aménagements proposés seront estimés sommairement en prenant en compte des économies potentielles qui découleraient de l'arrimage des travaux. Un échéancier général et un budget pour la mise en œuvre du réseau cyclable projeté seront proposés.

Étape 6 : Élaboration du plan de stationnement vélo

Sur la base du portrait diagnostique, des endroits prioritaires pour augmenter la capacité de stationnements vélo et de points d'ancrage de BIXI sur le domaine public seront identifiés dans les rues (incluant chaussée et trottoirs), les parcs, les places publiques et aux nœuds de transport en commun. Des emplacements pour des supports à vélo en libre accès et à accès contrôlé (vélostation) seront proposés. Des stratégies seront proposées pour inciter les gestionnaires d'édifices et de stationnements à offrir des places de stationnement vélo sécurisées contre le vol et à l'abri des éléments.

Une fois que les étapes 5 et 6 seront complétées, le Plan directeur sera déposé. Il sera accompagné d'une présentation qui sera livrée lors d'une rencontre avec la Direction des transports, l'Arrondissement Ville-Marie et les parties prenantes qui avaient participé à la présentation du Portrait diagnostique.

Livrable L3 : Rapport — Plan directeur préliminaire

Livrable L4 : Présentation — Plan directeur préliminaire

Réunion R3 : Présentation du Plan directeur préliminaire

Étape 7 : Finalisation du plan

Suite à la présentation et au dépôt du plan préliminaire, la Direction des transports, l'Arrondissement Ville-Marie et les parties prenantes seront invitées à soumettre des commentaires. Ceux-ci seront synthétisés et le Plan directeur vélo pour le centre-ville sera finalisé en les prenant en compte.

Vélo Québec préparera une présentation destinée au public et participera à une séance d'information.

Livrable L5 : Rapport — Plan directeur final

Livrable L6 : Présentation — Plan directeur final

Réunion R4 : Présentation du Plan directeur final

Engagements de Vélo Québec

- Produire un rapport diagnostique, un plan directeur préliminaire et un plan directeur final
- Organiser et animer des rencontres avec la Direction des transports, l'Arrondissement Ville-Marie et les autres parties prenantes
- Préparer une présentation et participer à une séance d'information pour présenter le Plan directeur au public

Engagements de la Ville

- Fournir
    - les données désagrégées de l'enquête origine-destination de 2013.
    - les données de MonRésoVélo.
    - les données de comptage aux intersections
    - touts les documents pertinents de planification des travaux de voirie et d'infrastructure.
- Fournir des salles pour les rencontres avec la Direction des transports, l'Arrondissement Ville-Marie et les autres parties prenantes, et pour la séance d'information sur le Plan directeur.

Livrables

Vélo Québec livrera les 6 documents suivants au cours du mandat :

1. Rapport d'étape — Portrait diagnostique : rapport faisant état de la situation actuelle de l'utilisation du vélo et des aménagements cyclables au centre-ville
2. Présentation du portrait diagnostique : présentation résumant les points saillants du Rapport d'étape — Portrait diagnostique
3. Plan directeur préliminaire : rapport résumant les résultats d'analyses et proposant des améliorations au réseau cyclable et aux stationnements vélo au centre-ville
4. Présentation du plan directeur préliminaire : présentation résumant le Plan directeur préliminaire
5. Plan directeur final : version finale du rapport résumant les résultats des analyses et proposant des améliorations au réseau cyclable et aux stationnements pour vélo au centre-ville
6. Présentation du plan directeur vélo : présentation à l'intention du public résumant le portrait diagnostique et les propositions principales en matière de réseau cyclable et de stationnement vélo au centre-ville.

Tous les rapports, cartes et diapositives de présentation seront soumis par voie électronique en format PDF seulement. Des copies imprimées des rapports et des présentations seront disponibles sur demande pour des frais supplémentaires.

Échéancier

Étapes	Mois 1	Mois 2	Mois 3	Mois 4	Mois 5	Mois 6	Mois 7
Étape 1 : Démarrage du projet	R1						
Étape 2 : Portrait de l'utilisation du vélo au centre-ville							
Étape 3 : Conditions de circulation à vélo au centre-ville							
Étape 4 : Accessibilité des destinations			L1 L2 R2				
Étape 5 : Élaboration du plan de réseau cyclable							
Étape 6 : Élaboration du plan de stationnement vélo						L3 L4 R3	
Étape 7 : Finalisation du plan							L5 L6 R4

Budget

Étapes	Directeur	Professionnel	Géomaticien	Heures	Budget
Étape 1 : Démarrage du projet	4	12	8	24	2 600 $
Étape 2 : Portrait de l'utilisation du vélo au centre-ville	8	64	48	120	12 400 $
Étape 3 : Conditions de circulation à vélo au centre-ville	8	96	64	168	17 200 $
Étape 4 : Accessibilité des destinations	8	64	80	152	15 600 $
Étape 5 : Élaboration du plan de réseau cyclable	24	112	72	238	22 000 $
Étape 6 : Élaboration du plan de stationnement vélo	12	56	32	108	10 600 $
Étape 7 : Finalisation du plan	8	32	16	56	6 000 $
Heures totales	72	436	320	828	
Taux horaire	150 $	100 $	100 $		
Honoraires professionnels totaux	10 800 $	43 600 $	32 000 $		86 400 $
Budget total					**86 400 $**

Modalités de paiement

Les modalités de paiement sont les suivantes :

- 1er paiement après la réunion de démarrage (R1) :
  20 % du montant final, soit **17 280 $** avant toutes taxes applicables
- 2e paiement au dépôt du rapport d'étape (L1 et L2) :
  40 % du montant final, soit **34 560 $** avant toutes taxes applicables
- 3e paiement au dépôt du Plan directeur préliminaire (L3 et L4) :
  30 % du montant final, soit **25 920 $** avant toutes taxes applicables
- 4e paiement au dépôt du Plan directeur final (L5 et L6) :
  10 % du montant final, soit **8 640 $** avant toutes taxes applicables

Montant assujetti à la TPS et à la TVQ.

Libeller les paiements à l'ordre de **Vélo Québec Association.**

Équipe de travail

Marc Jolicoeur

Marc Jolicoeur occupe le poste de *Directeur de la recherche* chez Vélo Québec Association depuis 1995.

Il gère

- les mandats d'expertise en planification de réseaux cyclables et piétonniers ;
- le service de géomatique et cartographie ;
- le soutien technique offert aux municipalités dans le cadre de la Route verte ;
- l'étude sur *L'état du vélo au Québec,* réalisée aux 5 ans depuis 1995.

Auteur du guide *Aménagements en faveur des piétons et des cyclistes*, il a formé plus de 500 professionnels du domaine au Canada.

Ingénieur civil diplômé de Polytechnique, Monsieur Jolicoeur est récipiendaire 2011 du *Professional of the Year – Private Sector Award* de l'Association of Pedestrian and Bicycle Professionals.

Bartek Komorowski

Bartek Komorowski occupe le poste de *chargé de projet, recherche et expertises* chez Vélo Québec Association depuis 2012.

Il collabore à la réalisation de mandats d'expertises pour des municipalités et organismes régionaux au Québec et en Ontario portant sur la planification des réseaux cyclables et la conception de rues complètes et d'aménagements pour les piétons et les cyclistes.

Auparavant il a travaillé comme consultant spécialisé en transport actif et a notamment écrit des guides sur le vélo en libre-service et sur le stationnement pour vélo dans le cadre de contrats pour le gouvernement fédéral.

Monsieur Komorowski est titulaire d'une maitrise en urbanisme de l'université McGill pour laquelle il fut récipiendaire de la bourse Thomas Adam de l'Institut canadien des urbanistes pour son mémoire portant sur la relation entre l'utilisation du sol et le vélo utilitaire dans la région de Montréal.

Carine Discazeaux

Carine Discazeaux occupe le poste de *Coordonnatrice, service-conseil* chez Vélo Québec Association depuis 2009.

Elle coordonne les mandats d'expertises avec les MRC, municipalités et gestionnaires de la Route verte. Elle agit également à titre d'experte-conseil auprès des municipalités. Depuis qu'elle a rejoint l'équipe de Vélo Québec, elle a réalisé plus d'une trentaine de mandats, donne des formations en aménagements cyclables et offre un soutien technique continu auprès des gestionnaires de la Route verte.

Avant de se joindre à l'équipe de Vélo Québec, elle a travaillé en recherche, en géomarketing et en géomatique.

Madame Discazeaux est titulaire d'un baccalauréat en géographie environnementale et d'une maîtrise en études urbaines.

Antoine Hébert Maher

Antoine Hébert Maher occupe le poste de *Chargé de projets, transport actif* chez Vélo Québec Association depuis 2013.

Ses principales tâches consistent à réaliser les plans de déplacement scolaires pour la région de Montréal (30 écoles traitées à ce jour) et d'assurer la liaison entre la coordination nationale du programme À pied, à vélo, ville active et les 15 mandataires régionaux responsables de son déploiement local.

Avant de se joindre à l'équipe de Vélo Québec, il a coordonné divers projets de promotion des modes de transport alternatifs à la voiture solo à l'échelle provinciale.

Monsieur Hébert Maher est titulaire d'un baccalauréat en études urbaines et d'une mineure en urbanisme.

David L. Métivier

David L. Métivier occupe le poste de *Chargé de projet, recherche et expertises* chez Vélo Québec Association depuis 2013.

Il réalise des mandats d'expertise-conseil pour différentes municipalités du Québec portant sur les réseaux cyclables, les stationnements pour vélo et les aménagements cyclables.

Avant de se joindre à l'équipe de Vélo Québec, il occupait un poste d'agent de recherche en urbanisme pour la Ville de Montréal.

Membre en règle de l'Ordre des urbanistes du Québec, Monsieur Métivier est titulaire d'un baccalauréat en géographie de l'Université Laval et d'une maîtrise en urbanisme de l'Université de Montréal, dans le cadre de laquelle il reçut le prix du mérite étudiant de l'Ordre des urbanistes du Québec.

Frédéric Minelli

Frédéric Minelli occupe le poste de *Coordonnateur, géomatique* chez Vélo Québec Association depuis juin 2012.

Son expertise s'étend à la mise en place de système d'information géographique, l'analyse spatiale, la modélisation 3D, la conception de carte vélo touristique et la diffusion de cartes thématiques.

Avant de se joindre à l'équipe de Vélo Québec, il occupait le poste de Géomaticien chez Nature-Action Québec, où il a contribué à de nombreux projets concernant des problématiques environnementales.

Géographe de formation, Monsieur Minelli est titulaire d'une maîtrise en Géographie et pratique du développement (*option Géographie de la santé*) et d'une maîtrise en SIG et Télédétection appliquées aux problématiques environnementales.

Chantal Gagnon

Chantal Gagnon occupe le poste de *Cartographe et géomaticienne* chez Vélo Québec Association depuis 2016.

Son expertise s'étend à la collecte, l'analyse et le traitement de données géospatiales ; la création et mise à jour de base de données à caractère spatial ; ainsi qu'à la production cartographique thématique et touristique.

Avant de se joindre à l'équipe de Vélo Québec, elle occupait le poste de Spécialiste Géomatique pour AECOM, elle a fourni le support géomatique à de nombreux projets d'ingénierie, d'aménagement du territoire et d'études d'impacts environnementales et sociales.

Biologiste de formation, Madame Gagnon est titulaire d'un baccalauréat en Sciences botaniques et Environnement, et d'un certificat post-gradué en Système d'Information géographique (SIG) et Cartographie.

Annick St-Denis

Annick St-Denis occupe le poste de *Directrice générale* chez Vélo Québec Association, où elle œuvre depuis 2005.

Elle dirige l'équipe de Vélo Québec Association qui réalise des projets d'expertise-conseil, coordonne et met en œuvre des programmes ainsi que des services aux membres de l'association.

Elle a, avec son équipe, développé et mis en place les programmes À pied, à vélo, ville active, Cycliste averti et Mouvement vélosympathique. Elle a coordonné la tenue de colloques et siège sur divers comités stratégiques, conseil d'administration et projets de recherche en regard du transport actif.

Expérience de Vélo Québec

Vélo Québec

Vélo Québec est un organisme sans but lucratif fondé en 1967 en vue de promouvoir le vélo au Québec à des fins de loisirs, de tourisme et de transport. Aujourd'hui, avec 50 ans d'expérience, Vélo Québec est reconnu comme l'une des plus grandes organisations cyclistes au monde réunissant près de 75 employés à temps plein.

La mission de Vélo Québec : encourager et faciliter, outre tous les modes de transport actif, la pratique libre et sécuritaire du vélo à des fins de loisir, tourisme et transport dans le but d'améliorer la santé et l'environnement.

Les activités de Vélo Québec incluent notamment :

- Recherche, expertise et service-conseil
- Rayonnement et représentations
- Déploiement de programmes tels le *Mouvement vélo sympathique* et *À pied, à vélo, ville active* à travers tout le Québec
- Coordination nationale de la Route verte en collaboration avec le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports
- Formations professionnelles
- Publication de guides techniques
- Promotion et développement du vélo de montagne

Recherche, expertise et service-conseil

Depuis la création de la Route verte dans les années 1990, Vélo Québec Association fournit des conseils techniques aux municipalités et aux organismes gouvernementaux en ce qui a trait à la planification et à la conception des aménagements cyclables.

Au cours des dernières années, l'équipe a travaillé pour plusieurs municipalités, dont Montréal, Toronto, Ottawa, Québec, Gatineau, Trois-Rivières, Terrebonne, Montmagny, Rivière-du-Loup, Sorel-Tracy ainsi que pour des organismes tels que la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) ou l'Agence métropolitaine de transport (AMT).

Plus particulièrement, Vélo Québec a

- Réalisé en 2015 une *Révision du Plan directeur du réseau cyclable de la Ville de Québec*, disponible ici : https://www.ville.quebec.qc.ca/planification_orientations/transport/docs/vision_deplacements_velo_rapport_pdrc.pdf
  qui a mené à l'adoption d'une *Vision des déplacements à vélo* : https://www.ville.quebec.qc.ca/planification_orientations/transport/docs/vision_deplacements_velo.pdf
- Réalisé en 2015 et 2016, en collaboration avec la firme IBI, un plan directeur décennal de réseau cyclable pour la Ville de Toronto :
  - Page générale du plan : https://www1.toronto.ca/wps/portal/contentonly?vgnextoid=981f88b7b32e9410VgnVCM10000071d60f89RCRD
  - Cartes : https://www1.toronto.ca/wps/portal/contentonly?vgnextoid=00c1d85a42c74510VgnVCM10000071d60f89RCRD&vgnextchannel=981f88b7b32e9410VgnVCM10000071d60f89RCRD

Vélo Québec a également organisé des ateliers de formation professionnelle en aménagements pour les piétons et les cyclistes dans plus de 50 municipalités, incluant les villes de Victoria, Vancouver, Calgary, Edmonton, Winnipeg, Toronto, Ottawa, Moncton et Halifax.

Service des infrastructures, de la voirie et des transports

NO GDD : 1174368009

Taux: 1.0951303727

No d'engagement 2017: GI74368009

Dépense nette à la charge des contribuables de: **90 709.20 $**

Imputation

SIVT - Fonds du transport - Agglo		Dépenses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Contribution	1050.0010000.103166.03003.61900.000000.0000.000000.000000.00000.00000	99 338.40 $	90 709.20 $	90 710 $

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1174368009

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division des transports actifs et collectifs
Objet :	Accorder une contribution financière non récurrente de 99 338,40 $ toutes taxes comprises à Vélo Québec pour proposer un projet de Plan directeur vélo pour le centre-ville de Montréal. Approuver le projet de convention prévu à cet effet.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

SIVT 1174368009.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jorge PALMA-GONZALES
Préposé au budget
Tél : 514 872-4014

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-09-08

Maria BARDINA
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-2563
Division : Service des finances - Soutien et conseil financiers

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.37

2017/09/28 17:00

(1)

Dossier # : 1177541004

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Autoriser la cession partielle du contrat de la firme Dupras Ledoux inc. en faveur de la firme MLC Associés inc., à partir de la date de l'approbation de l'acte de cession, et la cession du contrat de la firme MDA experts-conseils en faveur de la firme Les Services exp inc., rétroactivement en date du 23 septembre 2015, conclue entre la Ville de Montréal, Parizeau Pawulski architectes s.e.n.c., Dupras Ledoux inc. et MDA experts-conseils pour réaliser la mise aux normes des systèmes de captation des gaz des bâtiments du Service de sécurité incendie de Montréal (convention de services professionnels du lot 3, contrat 14344). / Approuver les conventions de cession à cet effet.

Il est recommandé:
1. d'autoriser la cession du contrat de la firme Dupras Ledoux inc. en faveur de la firme MLC Associés inc., en date du 28 septembre 2017, et la cession du contrat de la firme MDA experts-conseils en faveur de la firme Les Services exp inc., rétroactivement en date du 23 septembre 2015, conclue entre la Ville de Montréal, Parizeau Pawulski architectes s.e.n.c., Dupras Ledoux inc. et MDA experts-conseils pour réaliser la mise aux normes des systèmes de captation des gaz des bâtiments du Service de sécurité incendie de Montréal (convention de services professionnels du lot 3, contrat 14344).

2. d'approuver les conventions de cession à cet effet.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-09-04 20:45

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1177541004**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Autoriser la cession partielle du contrat de la firme Dupras Ledoux inc. en faveur de la firme MLC Associés inc., à partir de la date de l'approbation de l'acte de cession, et la cession du contrat de la firme MDA experts-conseils en faveur de la firme Les Services exp inc., rétroactivement en date du 23 septembre 2015, conclue entre la Ville de Montréal, Parizeau Pawulski architectes s.e.n.c., Dupras Ledoux inc. et MDA experts-conseils pour réaliser la mise aux normes des systèmes de captation des gaz des bâtiments du Service de sécurité incendie de Montréal (convention de services professionnels du lot 3, contrat 14344). / Approuver les conventions de cession à cet effet.

CONTENU

CONTEXTE

Le Conseil d'agglomération a accordé le 29 janvier 2015 quatre contrats de services professionnels en architecture et en ingénierie à Girard Côté Bérubé Dion architectes inc. (présentement Cobalt architectes inc.) et Dessau inc. (présentement Stantec experts-conseils ltée) pour les lots 1, 2 et 4 et à Parizeau Pawulski architectes s.e.n.c., Dupras Ledoux inc. et MDA experts-conseils pour le lot 3 pour réaliser la mise aux normes des systèmes de captation des gaz des bâtiments du Service de sécurité incendie de Montréal pour une dépense totale de 2 690 504,31 $, taxes incluses, et a approuvé les projets de convention à cette fin.
Le projet de convention de services professionnels composé de l'équipe Parizeau Pawulski architectes s.e.n.c., Dupras Ledoux inc. et MDA experts-conseils (lot 3) a été approuvé pour une somme maximale de 713 233,29 $, taxes incluses.

En raison de la charge de travail requise pour la réalisation des travaux et dans un souci de bien servir les projets, la firme d'ingénieurs Dupras Ledoux inc. souhaite céder le contrat à la firme d'ingénieurs MLC Associés inc., en date du 28 septembre 2017, pour le reste de l'entente, selon les mêmes conditions.

La firme MLC Associés inc. ainsi que l'équipe de professionnels proposée par la firme pour reprendre les dossiers répondent à toutes les exigences contractuelles, de qualification et d'expérience prévues aux documents d'appel d'offres. L'équipe de professionnels est représentée par M. Luc Vallières inscrit depuis 30 ans à l'Ordre des Ingénieurs du Québec (OIQ).

Au moment de la signature de la convention de services professionnels du lot 3, le 23 septembre 2015, la firme MDA experts-conseils avait cessé ses activités de génie-conseil. Les ressources identifiées dans la soumission déposée par la firme MDA experts-conseils pour l'exécution du contrat sont devenues à l'emploi de la firme Les Services exp inc. Dans les faits, la convention de services professionnels a été signée entre la Ville, Parizeau Pawulski architectes s.e.n.c., Dupras Ledoux inc. et les Services exp. inc. La convention de cession en faveur de la firme Les Services exp Inc. doit être dûment approuvée par la Ville de Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0250 - 30 avril 2015 - Approuver cinq projets de convention de cession entre Dessau inc. et Stantec experts-conseils ltée par lesquels Dessau inc. cède à Stantec experts-conseils ltée tous ses droits, titres et intérêts dans les contrats de services professionnels concernés, selon les mêmes termes et conditions.
CG15 0013 - 29 janvier 2015 - Accorder quatre contrats de services professionnels en architecture et en ingénierie à Girard Côté Bérubé Dion architectes inc. et Dessau inc. (lots 1, 2 et 4) et Parizeau Pawulski architectes s.e.n.c., Dupras Ledoux inc. et MDA experts-conseils (lot 3) pour réaliser la mise aux normes des systèmes de captation des gaz des bâtiments du Service de sécurité incendie de Montréal pour une dépense totale de 2 690 504,31 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13764 (6 soum.) / Approuver les projets de convention à cette fin.

DESCRIPTION

Le présent dossier a pour objet d'autoriser la cession partielle du contrat de la firme Dupras Ledoux inc. en faveur de la firme MLC Associés inc ainsi que de dûment autoriser rétroactivement, en date du 23 septembre 2015, la cession du contrat de la firme MDA experts-conseils en faveur de la firme Les Services exp inc.
MLC Associés inc. s'engage à reprendre à leur charge l'ensemble des projets de captation des gaz du lot 3, sauf les projets liés aux casernes no 65 et 77, pour lesquels des travaux sont encore en cours, et les projets liés aux casernes 23 et 24 pour lesquels l'acception définitive des travaux n'a pas encore eu lieu. Les projets qui seront pris en charge par MLC sont donc les suivants en date des présentes: les projets des casernes n° 25 (0273), n° 30 (0077), n° 35 (0038), n° 49 (0037), n° 50 (0192), n° 52 (3189), n° 54 (3313), n° 62 (3635), n° 66 (3238) et n° 67 (3435).

Malgré la clause 9.2 des clauses administratives générales, la Ville consent à ce que le Cessionnaire assume les responsabilités du Cédant uniquement à partir de la date de l'approbation de l'acte de cession.

La firme Dupras Ledoux inc. terminera les projets qui sont en cours d'exécution des travaux aux casernes n° 65 (3070) et n° 77 (3220). La firme Dupras Ledoux inc. aura aussi à fournir les services requis pendant l'année de garantie et à effectuer la réception définitive pour les casernes 23 (0280) et 45 (2431).

JUSTIFICATION

Des conventions de cession ont été préparées afin de finaliser les conditions pour officialiser les transactions permettant à MLC Associés inc. et Les Services exp inc. de faire affaire avec la Ville de Montréal dans la poursuite des contrats de Dupras Ledoux inc. et MDA experts-conseils respectivement. Une copie des conventions de cession est jointe à l'intervention du Service des affaires juridiques.
MLC Associés inc. et Les Services exp inc. ne figurent pas au Registre d'entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA). Malgré ce qui précède, lesdits contrats ne sont pas

visés par la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics.

MLC Associés inc. et Les Services exp inc. n’ont pas à obtenir une attestation de l’AMF dans le cadre de ce contrat (communiqué 587). Les deux (2) firmes détiennent une autorisation de l’AMF.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les conventions de cession n'ont aucun impact en matière budgétaire pour la Ville, puisque les mêmes conditions contractuelles s'appliquent.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Sans objet.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Tout retard dans l'approbation des conventions de cession pourrait avoir un impact sur l'échéancier des projets en cours.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les intervenants des projets seront informés des cessions du contrat de services professionnels lorsque celles-ci seront effectives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Fin des travaux: décembre 2018

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Rasha HOJEIGE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Carole GUÉRIN, Service de sécurité incendie de Montréal

Lecture :

Carole GUÉRIN, 30 août 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie DESSUREAULT
Gestionnaire immobilier

Tél : 514-872-0435
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-28

Jean BOUVRETTE
Directeur par intérim

Tél : 514-868-0941
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean BOUVRETTE
Directeur par intérim
Tél : 514-868-0941
Approuvé le : 2017-09-01

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI
Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2017-09-01

Parizeau Pawulski architectes, s.e.n.c

Montréal, le 25 août 2017

A qui de droit
Ville de Montréal
275, rue Notre-Dame Est
Montréal (Qc)
H2Y 1C6

Projet : Mise aux normes des systèmes de captation des gaz des bâtiments su Service de sécurité incendie de Montréal – lot 3

Sujet : Convention de cession de **DUPRAS LEDOUX INC.** et **MLC ASSOCIÉS INC.**

Madame, monsieur :

Nous avons bien reçu aujourd'hui 25 août le projet de convention de cession entre DUPRAS LEDOUX INC. en faveur de MLC ASSOCIÉS INC. préparé par Gagnier Guay Biron avocats notaires.

A la lecture de ce document ainsi que la confirmation par le représentant de MLC, monsieur H. Belhadfa que ce projet lui convient également, nous vous confirmons approuver cette cession.

Nous joignons en annexe le projet de cession relatif au consentement de notre part, ainsi que la confirmation écrite de monsieur Belhadfa, ingénieur.

Bien à vous,

PARIZEAU PAWULSKI ARCHITECTES

Dorothée Pawulski, architecte

Les services EXP inc..

2017-08-25

Gilles Colin, ingénieur

Parizeau Pawulski architectes, s.e.n.c

Montréal, le 23 août 2017

A qui de droit
Ville de Montréal
275, rue Notre-Dame Est
Montréal (Qc)
H2Y 1C6

Projet : Mise aux normes des systèmes de captation des gaz des bâtiments su Service de sécurité incendie de Montréal – lot 3

Sujet : Convention de cession de **MDA Experts-conseils** et **Les services EXP inc.**

Madame, monsieur :

Nous avons bien reçu le 18 août dernier le projet de convention de cession entre MDA Experts-conseils et Les services EXP inc., préparé par Gagnier Guay Biron avocats notaires.

A la lecture de ce document ainsi que la confirmation par le représentant de EXP monsieur Gilles Colin que ce projet représente adéquatement le processus, nous vous confirmons approuver cette cession. Dalleurs, ceci représente une régulation du dossier puisque l'ensemble du projet à ce jour a été exécuté par et facturé par Les services EXP inc.

Nous joignons en annexe le projet de cession relatif au consentement de notre part, ainsi que la confirmation écrite de monsieur Colin, ingénieur.

Bien à vous,

PARIZEAU PAWULSKI ARCHITECTES

Dorothée Pawulski, architecte

DUPRAS LEDOUX INC.

André Dupras, ingénieur

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1177541004

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
Objet :	Autoriser la cession partielle du contrat de la firme Dupras Ledoux inc. en faveur de la firme MLC Associés inc., à partir de la date de l'approbation de l'acte de cession, et la cession du contrat de la firme MDA experts-conseils en faveur de la firme Les Services exp inc., rétroactivement en date du 23 septembre 2015, conclue entre la Ville de Montréal, Parizeau Pawulski architectes s.e.n.c., Dupras Ledoux inc. et MDA experts-conseils pour réaliser la mise aux normes des systèmes de captation des gaz des bâtiments du Service de sécurité incendie de Montréal (convention de services professionnels du lot 3, contrat 14344). / Approuver les conventions de cession à cet effet.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons quant à leur validité et à leur forme les documents suivants:

FICHIERS JOINTS

MDA-EXP.pdf Dupras-MLC.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Rasha HOJEIGE
Avocate
Tél : 514-280-2609

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-31

Rasha HOJEIGE
Avocate
Tél : 514-280-2609
Division : Droit contractuel

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
31 AOUT 2017
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

CONVENTION DE CESSION

ENTRE

6172865 Canada inc., f.a.s.rs. **MDA Experts-conseil**s, personne morale légalement constituée en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions, ayant une adresse au 1035 rue Biencourt, Laval, Québec, H7G 0A3, agissant et représentée par M. Benoît Forest, ingénieur, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Ci-après le « **Cédant** »
NEQ : 1162973789

ET

Les services EXP inc., personne morale légalement constituée en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions, ayant une adresse au 1001, boulevard DE Maisonnneuve Ouest, bureau 800-B, Montréal, QC H3A 3C8, agissant et représentée par M. Dominique Nadeau, ing., vice-président bâtiment et dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Ci-après le « **Cessionnaire**»
NEQ : 1167268128

ET

Ville de Montréal, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, représentée par _____, greffier adjoint, dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

Ci-après la « **Ville de Montréal** », à titre d'intervenante

ATTENDU QUE la Ville a lancé un appel d'offres public (14-13764) pour la fourniture de services professionnels relatifs à la mise aux normes des systèmes de captation des gaz des bâtiments occupés par le service de sécurité incendie de Montréal;

ATTENDU QUE l'ouverture des soumissions a eu lieu le 8 septembre 2014;

ATTENDU QUE le 29 janvier 2015, la Ville de Montréal a, par sa résolution CG15 0013, octroyé le contrat à Parizeau Pawulski architectes s.e.n.c., Dupras Ledoux inc. et le Cédant pour la fourniture de services professionnels relatifs à la mise aux normes des systèmes de captation des gaz des bâtiments du Service de sécurité incendie de Montréal – lot 3 (ci-après le « Contrat »);

ATTENDU QU'au moment de la signature de la convention de services professionnels pour donner suite à la résolution précitée, en septembre 2015, le Cédant avait cessé ses activités de génie-conseil;

ATTENDU QUE, suivant la décision du Cédant de cesser ses activités de génie-conseil, les ressources identifiées dans la soumission déposée par le Cédant pour l'exécution du Contrat sont devenues à l'emploi du Cessionnaire;

ATTENDU QUE, dans les faits, la convention de services professionnels a été signée entre la Ville, Parizeau Pawulski architectes s.e.n.c., Dupras Ledoux inc. et le Cessionnaire;

ATTENDU QUE le Cédant souhaite céder le Contrat au Cessionnaire et ce, rétroactivement au 23 septembre 2015 ;

ATTENDU QU'en vertu du Contrat, cette cession doit être dûment approuvée par la Ville de Montréal;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal intervient donc aux présentes afin d'accepter cette cessions aux conditions prévues aux présentes;

ATTENDU QUE les autres parties au Contrat acceptent également cette cession;

ATTENDU QUE le Cessionnaire a fourni les preuves de garanties financières et polices d'assurances requises en vertu des documents d'appel d'offres;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique au cocontractant;

ATTENDU QU'en vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnels des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. À compter du 23 septembre 2015, le Cédant cède au Cessionnaire, qui accepte, tous ses droits et obligations dans le Contrat.

2. Le Cédant donne par la présente quittance complète et finale à la Ville de Montréal de toute réclamation de quelque nature que ce soit découlant dudit Contrat.

3. Le Cessionnaire accepte la cession et s'engage auprès de l'intervenante, Ville de Montréal, à faire exécuter le Contrat par les mêmes ressources que celles identifiées dans la soumission déposée par le Cédant suivant l'appel d'offres 14-13764, à exécuter le Contrat aux mêmes termes et conditions, et à prendre à sa charge l'ensemble des droits et obligations du Cédant depuis le début du Contrat. Sans limiter la généralité de ce qui précède, il s'engage à prendre à sa charge la responsabilité de tous les services fournis par le Cédant depuis le début du Contrat, incluant la responsabilité qui pourrait découler d'erreurs ou d'omissions passées du Cédant.

4. Le Cessionnaire accepte de prendre fait et cause et tenir indemne la Ville de Montréal dans toute réclamation de quelque nature que ce soit et toute procédure découlant de l'acceptation de la cession de Contrat par la Ville de Montréal. Pour fins de précision, le Cessionnaire s'engage à acquitter tout règlement qui pourrait intervenir, en capital, intérêts, frais et autres accessoires s'y rattachant étant toutefois entendu que toutes les négociations seront menées par la Cessionnaire ou ses représentants légaux. Aux fins des présentes, le Cessionnaire devra notamment comparaître dans les délais requis pas la loi si une procédure lui est signifiée.

5. Les parties aux présentes s'engagent à coopérer et à signer tout autre document accessoire qui pourrait être nécessaire à la cession du Contrat, le cas échéant.

6. Nonobstant la date de sa signature, la présente convention entre en vigueur le 23 septembre 2015.

7. La présente convention est régie et interprétée en vertu des lois en vigueur dans la province du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

En considération expresse de ce qui précède, la Ville de Montréal consent à la cession du Contrat en faveur du Cessionnaire et ce, rétroactivement au 23 septembre 2015.

SIGNÉ À MONTRÉAL CE _____

MDA Experts-conseils

_____
Par :

Les Services EXP inc.

_____
Par :

Intervenante : Ville de Montréal

_____
Par :

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
31 AOUT 2017
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

CONVENTION DE CESSION

ENTRE

DUPRAS LEDOUX INC., personne morale légalement constituée en vertu de la Loi sur les compagnies, partie 1A, ayant une adresse au 1100 – 225 rue Chabanel Ouest, Montréal, Québec, H2N 2C9, agissant et représentée par M. André Dupras, ingénieur, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de _____;

Ci-après le « **Cédant** »
NEQ : 1149059348

ET

MLC ASSOCIÉS INC., personne morale légalement constituée en vertu de la Loi sur les compagnies, partie 1A, ayant une adresse au 400 – 2990, avenue Pierre-Péladeau, Laval, Québec, H7T 3B3, agissant et représentée par M. Hamid Belhadfa, ingénieur, MBA, président, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de _____;

Ci-après le « **Cessionnaire**»
NEQ : 1148027114

ET

Ville de Montréal, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, représentée par _____, greffier adjoint, dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

Ci-après la « **Ville de Montréal** », à titre d'intervenante

ATTENDU QUE la Ville a lancé un appel d'offres public (14-13764) pour la fourniture de services professionnels relatifs à la mise aux normes des systèmes de captation des gaz des bâtiments occupés par le service de sécurité incendie de Montréal;

ATTENDU QUE l'ouverture des soumissions a eu lieu le 8 septembre 2014;

ATTENDU QUE le 29 janvier 2015, la Ville de Montréal a, par sa résolution CG15 0013, octroyé le contrat à Parizeau Pawulski architectes s.e.n.c., Dupras Ledoux inc. et MDA experts-conseils pour la fourniture de services professionnels relatifs à la mise aux normes des systèmes de captation des gaz des bâtiments du Service de sécurité incendie de Montréal – lot 3 (ci-après le « Contrat »);

ATTENDU QUE MDA experts-conseils a cédé son contrat à Les Services EXP inc. le 23 septembre 2015;

ATTENDU QUE le Cédant souhaite céder en partie le Contrat au Cessionnaire;

ATTENDU QU'en vertu du Contrat, cette cession doit être dûment approuvée par la Ville de Montréal;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal intervient donc aux présentes afin d'accepter cette cessions aux conditions prévues aux présentes;

ATTENDU QUE les autres parties au Contrat acceptent également cette cession;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique au cocontractant;

ATTENDU QU'en vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnels des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Le Cédant cède au Cessionnaire, qui accepte, tous ses droits et obligations dans le Contrat sauf en ce qui concerne les projets liés aux casernes n° 65 (3070) et n° 77 (3220) pour lesquels des travaux sont encore en cours, et les projets liés aux casernes 23 (0280) et 45 (2431) pour lesquels l'acceptation définitive des travaux n'a pas encore eu lieu.

2. Le cédant remettra au Cessionnaire tous les documents liés aux projets autres que ceux mentionnés à l'article 1 ci-dessus sous format numérique (CAD).

3. Sur réception de paiement des frais engagés et à venir par le Cédant en lien avec les projets mentionnés à l'article 1, le Cédant donne par la présente quittance complète et finale à la Ville de Montréal de toute réclamation de quelque nature que ce soit découlant dudit Contrat.

4. Le Cessionnaire accepte la cession et s'engage auprès de l'intervenante, Ville de Montréal, à exécuter le Contrat aux mêmes termes et conditions et à prendre à sa charge l'ensemble des droits et obligations du Cédant à compter de l'approbation de la présente cession par le conseil d'agglomération.

5. Le Cessionnaire accepte de prendre fait et cause et tenir indemne la Ville de Montréal dans toute réclamation de quelque nature que ce soit et toute procédure découlant de l'acceptation de la cession de Contrat par la Ville de Montréal. Pour fins de précision, le Cessionnaire s'engage à acquitter tout règlement qui pourrait intervenir, en capital, intérêts, frais et autres accessoires s'y rattachant étant toutefois entendu que toutes les négociations seront menées par la Cessionnaire ou ses représentants légaux. Aux fins des présentes, le Cessionnaire devra notamment comparaître dans les cinq (5) jours de la réception d'une procédure que lui aura fait suivre la Ville de Montréal.

6. Les parties aux présentes s'engagent à coopérer et à signer tout autre document accessoire qui pourrait être nécessaire à la cession du Contrat, le cas échéant.

7. La présente convention est régie et interprétée en vertu des lois en vigueur dans la province du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

- **En considération expresse de ce qui précède**, et nonobstant l'article 9.2 des clauses administratives générales faisant partie intégrante du Contrat, la Ville de Montréal consent à la cession du Contrat en faveur du Cessionnaire. Ce consentement ne prendra toutefois effet que lorsque le Cessionnaire aura signé le présent acte de cession et fourni les garanties financières, polices d'assurances et autres documents requis en vertu des documents d'appel d'offres.

SIGNÉ À MONTRÉAL CE _____

DUPRAS LEDOUX INC.,

_____
Par :

MLC ASSOCIÉS INC.

_____
Par :

Intervenante : Ville de Montréal

_____
Par :

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.38

2017/09/28 17:00

(1)

Dossier # : 1175841002

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des opérations , Enquêtes - Crime organisé
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre de services professionnels avec Travaux publics et Services gouvernementaux Canada pour des services professionnels en juricomptabilité pour la période du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2020 ou pour un montant maximal de 900 000 $, taxes incluses / Contrat gré à gré / Approuver un projet de convention à cette fin.

Il est recommandé :
1. de conclure une entente-cadre pour des services professionnels en juricomptabilité;

2. d'approuver, conformément aux dispositions de la loi, un projet de convention de gré à gré par lequel Travaux publics et Services gouvernementaux Canada s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 900 000 $, taxes incluses, et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention ;

3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des unités du SPVM , et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-09-01 13:56

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1175841002**

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des opérations , Enquêtes - Crime organisé
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre de services professionnels avec Travaux publics et Services gouvernementaux Canada pour des services professionnels en juricomptabilité pour la période du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2020 ou pour un montant maximal de 900 000 $, taxes incluses / Contrat gré à gré / Approuver un projet de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) désire signer un protocole d'entente (voir document juridique) avec le Groupe de la gestion juricomptable (GGJ) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) afin de définir les modalités et conditions générales applicables à l'ensemble des services offerts par ce dernier.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15-0014 - 29 janvier 2015 - Conclure une entente-cadre de services professionnels de gré à gré avec Travaux publics et Services gouvernementaux Canada pour des services professionnels en juricomptabilité pour la période du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2017 ou pour un montant maximal de 900 000 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cette fin.
CG12-0109 - 19 avril 2012 - Approuver un projet d'entente de service entre le ministère des Travaux publics Services gouvernementaux Canada et la Ville de Montréal, pour la période du 1er avril 2011 au 31 mars 2015 ou un montant maximal de 400 000 $, taxes incluses, pour des services professionnels en juricomptabilité.

CG10-0198 - 20 mai 2010 - Approuver un protocole d'entente entre le Ministère des travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Groupe de la gestion juricomptable (GGJ), et la Ville de Montréal, pour la période du 1er avril 2010 au 31 mars 2012 ou un montant maximal de 99 999.99 $, taxes incluses, selon la première des deux conditions réalisées**.**

DESCRIPTION

Le SPVM fait appel à la GGJ lorsque les services d'un juricomptable sont nécessaires lors d'enquêtes criminelles. La juricomptabilité est un domaine qui nécessite des connaissances

et un support technique spécialisé. Cette spécialité est reconnue depuis longtemps par les tribunaux canadiens pour les questions relevant d'enquête financière, de fraude et de blanchiment d'argent. Le contrat liant le SPVM et la GGJ sera à échéance prochainement (31 décembre 2017). Il y a donc lieu de signer un nouveau protocole.

JUSTIFICATION

Le SPVM désire retenir les services de la GGJ pour les raisons suivantes :
1. La Gendarmerie royale du Canada utilise déjà les services de la GGJ, par conséquent, tous ses employés répondent à nos normes d'enquête de sécurité;

2. Lors d'enquête criminelle, le SPVM pourrait perquisitionner des firmes comptables. Le juricomptable pourrait se retrouver en position de conflit d'intérêts s'il travaille dans la firme visée par la perquisition et le déroulement de l'enquête en serait sérieusement affecté. Le GGJ, étant un organisme gouvernemental appartenant à Travaux publics et Services gouvernementaux Canada ne fait pas affaire avec des entreprises privées;

3. Dans le passé, les services de le GGJ étaient à notre entière satisfaction. De plus, certains dossiers majeurs sont en cours et il est important d'assurer une certaine continuité.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La durée du contrat est de 3 ans, soit du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2020, et est au montant de 900 000 $ toutes taxes incluses, selon la première des deux éventualités.
Les enquêtes criminelles étant de plus en plus complexes et les réseaux criminels de plus en plus structurés, la tendance actuelle prévoit des dépenses en juricomptabilité de l'ordre de 300 000$ annuellement.

Les crédits budgétaires sont prévus annuellement dans le budget régulier de l'Unité des produits de la criminalité, le budget des projets spéciaux financés par le MSP(ACCEF et ACCES) de la Division du crime organisé, ainsi que le budget de la Division de la sécurité et de l'intégrité.

Frais annuels pour la juricomptabilité	UPC 107111	ACCEF 107202	Sécurité et intégrité 107252	Totaux
1er janvier 2018 – 31 décembre 2018	93 900 $	56 100 $	150 000 $	300 000 $
1er janvier 2019 – 31 décembre 2019	93 900 $	56 100 $	150 000 $	300 000 $
1er janvier 2020 – 31 décembre 2020	93 900 $	56 100 $	150 000 $	300 000 $

Cependant, certaines dépenses ponctuelles pourraient être imputées dans d'autres unités ou projets.

Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne la Sécurité publique/ Service de police art. 19, paragraphe 8a) qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

N/A

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Cette entente fait l'objet de l'exception prévue par le Décret 831-76 qui permet à des municipalités de signer certains contrats avec des organismes gouvernementaux fédéraux sans obtenir un accord préalable du Gouvernement du Québec en vertu de l'article 3.11 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q. chapitre M30)* .
À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Rasha HOJEIGE)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre ST-HILAIRE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Annabelle FERRAZ, Service de police de Montréal

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Minh Tri TRUONG
commandant police

Tél : 514-280-9070
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-31

Patrick LALONDE
Assistant-directeur police

Tél : 514 280-7710
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Didier DERAMOND
Directeur adjoint - Police
Tél : 514 280-2003
Approuvé le : 2017-09-01

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Philippe PICHET
Directeur
Tél : 514 280-2005
Approuvé le : 2017-09-01

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1175841002

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des opérations , Enquêtes - Crime organisé
Objet :	Conclure une entente-cadre de services professionnels avec Travaux publics et Services gouvernementaux Canada pour des services professionnels en juricomptabilité pour la période du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2020 ou pour un montant maximal de 900 000 $, taxes incluses / Contrat gré à gré / Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons quant à sa validité et à sa forme le document juridique suivant:

FICHIERS JOINTS

Entente_24août.doc.docx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Rasha HOJEIGE
Avocate
Tél : 514-280-2609

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-31

Rasha HOJEIGE
Avocate
Tél : 514-280-2609
Division : Droit contractuel

ENTENTE DE SERVICE

ENTRE : **SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA**, représentée par la ministre de Services publics et Approvisionnement Canada[1], ayant son adresse à la Place du Portage, Phase III, au 11, rue Laurier, Gatineau, Québec, K1A 0S5, elle-même représentée par Catherine Poulin, Directrice principale à la Direction générale de la surveillance, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu des pouvoirs panministériels qui lui sont délégués;

(Ci-après le « **GGJ** »)

ET : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant une adresse au 7275, rue Sherbrooke Est, Montréal, Québec, H1N 1E9, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes par la résolution CG06 0006;

(Ci-après la « **Ville** »)

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1 OBJET

La ministre de Services publics et Approvisionnement Canada peut fournir sur demande des services de juricomptabilité pour enquête sur la fraude, les produits de la criminalité et le blanchiment d'argent aux provinces et aux municipalités ainsi qu'à leurs forces policières. Ces services sont fournis par le GGJ. Le service de police de la Ville de Montréal (SPVM) retient les services du GGJ qui s'engage à les fournir, selon les termes et conditions du présent protocole.

[1] Précédemment portant le nom Travaux Publics et Services gouvernementaux Canada

1.1 INTERPRÉTATION

Les annexes A, B, C, D et E font partie intégrante de l'entente.

2 DÉFINITIONS

Dans la présente entente, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« **Annexe A** » :	document intitulé « Services de juricomptabilité du GGJ offerts aux organismes chargés de l'application de la loi »;
« **Annexe B** » :	document intitulé « Fonctions et responsabilités du GGJ »;
« **Annexe C** » :	formulaire intitulé « Demande de services de juricomptabilité »;
« **Annexe D** » :	document intitulé « Barème des tarifs »;
« **Annexe E** » :	document intitulé « Exigences relatives au lieu de travail »;
« **Représentant du SPVM** » :	désigne le Commandant et Adjoint au chef de division, Division du crime organisé du SPVM ou toute personne désignée par ce dernier;
« **JP** » :	désigne tout juricomptable principal(e) qui rendra des services en vertu de cette entente.

2.1 PORTÉE

La portée de cette entente se limite aux services professionnels visés par la présente entente. Cette entente précise les services que le GGJ fournira, en plus de décrire les responsabilités des parties, l'établissement des prix et honoraires et les modalités de la facturation.

3 MODALITÉS ET CONDITIONS GÉNÉRALES

3.1 DURÉE DE L'ENTENTE

Nonobstant la date de sa signature, la présente entente entre en vigueur le 1er janvier 2018 et se termine lorsque le montant prévu à l'article 3.6 aura été épuisé ou au plus tard le 31 décembre 2020.

3.2 FONCTIONS ET RESPONSABILITÉS DU GGJ

L'Annexe B décrit les services professionnels de juricomptabilité offerts par le GGJ.

3.3 DOCUMENTS DE TRAVAIL, RAPPORTS ET SUPERVISION

1) Les copies des documents de travail, les rapports et les données électroniques préparées par le JP et en possession du GGJ seront transmis au SPVM par le JP sur demande, en vue de faciliter la tenue des dossiers et la divulgation des renseignements conformément à la loi, le cas échéant. Il est entendu que le rapport original exigé par la Cour, le cas échéant, sera remis directement par le JP à la Cour.

2) Le JP conservera toutes les données électroniques en mémoire sur un média portable ou sur un réseau sécurisé tel qu'autorisé par le SPVM. Les médias portables seront conservés dans un environnement sûr. Dans le cas où des données devaient être physiquement déplacées, elles seront encryptées sur un média portable qui restera en tout temps en la possession du JP. Aucune donnée en possession du JP ne doit être entrée ou enregistrée sur l'unité de disque dur d'un quelconque ordinateur.

3) Les preuves et les pièces utilisées pour la production des documents de travail et des rapports demeurent la propriété du SPVM et elles ne doivent en aucun cas être déplacées des bureaux du SPVM par qui que ce soit sans l'autorisation du SPVM.

4) Le JP demeure sous le contrôle administratif et l'autorité du GGJ qui en assume l'entière responsabilité et qui doit voir au respect des obligations prévues à la présente entente.

3.4 RESPONSABILITÉS DU SPVM

Le SPVM s'engage par les présentes à :

1) Fournir au JP un environnement de travail adéquat, conformément à l'Annexe E;

2) Transmettre au JP et au Gestionnaire régional du GGJ tous les détails relatifs à l'enquête, pour permettre au GGJ de s'acquitter de ses responsabilités;

3) Faire connaître au JP toutes les modifications à la « Demande de services de juricomptabilité » de l'Annexe C et en discuter avec lui dans les plus brefs délais;

4) Fournir, sur demande, des commentaires sur le rendement du JP, au Gestionnaire régional ou au Directeur principal du GGJ.

3.5 PROCESSUS RÉGISSANT LES DEMANDES DE SERVICE DE JURICOMPTABILITÉ

Toutes les demandes de services professionnels de juricomptabilité ou de conseils professionnels en comptabilité et en finances doivent être faites par écrit, en utilisant le formulaire reproduit à l'Annexe C ci-jointe signé par le Représentant du SPVM.

3.6 HONORAIRES PROFESSIONNELS, REMBOURSEMENTS DES COÛTS ENGENDRÉS, INTÉRÊTS

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le GGJ, le SPVM s'engage à lui verser une somme maximale de neuf cent mille dollars (900 000 $), couvrant tous les honoraires, dépenses et toutes les taxes applicables. Les factures devront être conformes à l'article 3.11 et à l'Annexe D et seront payables dans les soixante (60) jours suivant la date de facturation, ou, en ce qui concerne les factures émises avant la signature de la présente convention, dans les soixante (60) jours suivant la signature de la présente convention par les deux parties. Les charges d'intérêts sur le solde dû débuteront le premier jour suivant la période de soixante (60) jours, selon le taux applicable aux comptes débiteurs et créditeurs en souffrance du gouvernement du Canada, fondé sur le taux d'escompte moyen de la Banque du Canada du mois précédent accru de 3 %.

3.7 RÉSILIATION

Chaque partie peut mettre fin à l'entente sur simple avis écrit de trente (30) jours. Dans un tel cas, le SPVM devra acquitter le coût des services rendus, sur présentation des pièces justificatives. Le GGJ transmettra au SPVM copie de tous les rapports, études, données et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

3.8 MODIFICATIONS

La présente entente peut être modifiée en tout temps, par écrit, à la demande de l'une ou l'autre des parties et avec le consentement des instances compétentes.

3.9 RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Les différends qui peuvent survenir dans le cadre de l'exécution de l'entente seront soumis conjointement au Gestionnaire régional du GGJ et au Lieutenant Détective Chargé d'Enquête, qui devront collaborer afin de trouver les solutions appropriées. À défaut de trouver une solution satisfaisante pour toutes les parties, le différend sera soumis au Directeur du GGJ et au Représentant du SPVM.

3.10 RAPPORTS D'ÉTAPE

La Gestionnaire régionale du GGJ préparera et présentera, au besoin, des rapports d'étape au SPVM.

3.11 FACTURES ET CALENDRIERS DE PAIEMENT

Les factures et les rapports pour les services rendus dans le cadre de cette entente seront présentés au SPVM sur une base mensuelle. Les factures devront préciser en détail les heures travaillées par employé et par dossier, et mentionner distinctement les numéros d'inscription du GGJ aux fins de la TPS et de la TVQ, ainsi que le pourcentage et le montant attribuable à chacune d'elles. Les factures devront être transmises à l'adresse suivante :

7275, rue Sherbrooke Est, 5e étage
Montréal (Québec)
H1N 1E9

3.12 CONFIDENTIALITÉ

Le GGJ traitera confidentiellement tous les dossiers, documents et renseignements liés à toute demande de services.

Sous réserve de la Loi sur l'accès à l'information et de la Loi sur la protection des renseignements personnels, le GGJ retournera, s'il y a lieu, la documentation que le SPVM lui aura fournie pour l'accomplissement de son mandat.

Les documents sous le contrôle du GGJ sont assujettis à la Loi sur l'accès à l'information, à la Loi sur la protection des renseignements personnels, à la Loi sur la Bibliothèque et les Archives du Canada, et à toute autre loi ou tout règlement applicable.

Les parties reconnaissent également que les documents sous le contrôle du GGJ peuvent être assujettis à une ordonnance d'une Cour ou d'un tribunal compétent.

Sous réserve des lois applicables, la divulgation des documents sous le contrôle du GGJ visés par l'entente de services sera assujettie au consentement du SPVM.

Le SPVM traitera les demandes d'accès à l'information reçues en vertu des lois provinciales et municipales conformément aux lois applicables.

4 RESPONSABILITÉ

Chaque partie sera responsable vis-à-vis des tiers pour les dommages résultant de la conduite de ses employés et agents dans le cadre de l'exécution de cette entente.

5 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

5.1 AVIS ET ADRESSE

Un avis donné en vertu de cette entente doit être donné à l'adresse indiquée à la première page ou à toute autre adresse dont l'une des parties aura préalablement avisé l'autre par écrit.

5.2 VALIDITÉ

Une disposition de la présente entente jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

5.3 LOIS APPLICABLES

La présente entente est régie par les lois applicables dans la province de Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

6 SIGNATURES

Pour la Ville de Montréal :

Le soussigné déclare qu'il est autorisé à représenter la Ville dans le cadre de cette entente,

Signé à_____, ce _____ jour de _____2017

Pour le ministère de Services publics et Approvisionnement Canada :

La soussignée déclare qu'elle est autorisée à représenter Sa Majesté dans le cadre de cette entente

Signé à_____, ce _____ jour de _____2017

ANNEXE A

SERVICES DE JURICOMPTABILITÉ DU GGJ OFFERTS AUX ORGANISMES CHARGÉS DE L'APPLICATION DE LA LOI

I. Mission et services

Le GGJ fournit en temps opportun des services de haute qualité en matière d'expertise en juricomptabilité, de témoignage d'expert et de consultation au gouvernement fédéral, provincial, aux administrations municipales et à des gouvernements étrangers dans le cadre d'enquêtes criminelles portant sur des questions de nature financière, notamment en ce qui touche les produits de la criminalité, les crimes commerciaux, le blanchiment d'argent, les activités frauduleuses sur le marché des valeurs mobilières et le financement des activités terroristes.

Les organismes chargés de l'application de la loi et les services des poursuites sont les principaux clients du GGJ, mais le but ultime de celui-ci est d'être au service du système de justice pénale et des tribunaux du Canada en cernant, analysant et expliquant les éléments financiers et comptables complexes des activités criminelles de façon objective, indépendante et non technique, afin d'aider les juges et les jurés à prendre des décisions éclairées.

Étant donné qu'il fournit des services de juricomptabilité indépendants dans le cadre d'enquêtes criminelles, le GGJ constitue une entité unique au Canada, et ce, à l'échelle fédérale, provinciale et municipale.

Le décret 2002-300 permet au ou à la ministre de Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) d'offrir le programme, à titre de service, aux gouvernements provinciaux, territoriaux et autochtones, aux administrations municipales ainsi qu'à leurs services de police et aux gouvernements étrangers.

II. Équipe professionnelle juricomptable du GGJ

Le GGJ est reconnu pour sa gamme complète de services professionnels juricomptables, dispensés de façon indépendante, impartiale et éthique. Comptant sur les services d'environ 40 juricomptables et adjoints en juricomptabilité dispersés partout au Canada, le GGJ est l'un des plus importants services d'expertise juricomptable au pays œuvrant dans le domaine de l'application de la loi.

Tous les juricomptables principaux du GGJ sont des comptables accrédités (CPA CA, CPA CGA, CPA CMA), qui possèdent plusieurs années d'expérience en comptabilité. Plusieurs ont obtenu l'accréditation de *Certified in Financial Forensics (CFF), Certified Fraud Examiner (CFE)* et/ou l'accréditation d'expert en Juricomptabilité (CA.EJC). La plupart ont déjà été reconnus comme des témoins experts devant les tribunaux. De plus, tous les employés du GGJ bénéficient d'une cote de sécurité conformément aux normes du gouvernement fédéral.

ANNEXE B

FONCTIONS ET RESPONSABILITÉS DU GGJ

1. Fournir des services professionnels au SPVM pour la durée de cette entente;

2. Réaliser les travaux nécessaires en faisant appel à des compétences professionnelles en comptabilité, conformément aux normes, aux procédures et aux principes de juricomptabilité ou de comptabilité reconnus et aux exigences des lois;

3. Définir les ressources et déterminer les heures nécessaires pour fournir les services de juricomptabilité décrits dans chaque demande de services du SPVM et faire connaître ses besoins (i.e. demandes au niveau documentaire, informatique et financière) au SPVM;

4. Veiller à la qualité du personnel sous l'angle des compétences, des connaissances et de la spécialisation en comptabilité et en juricomptabilité;

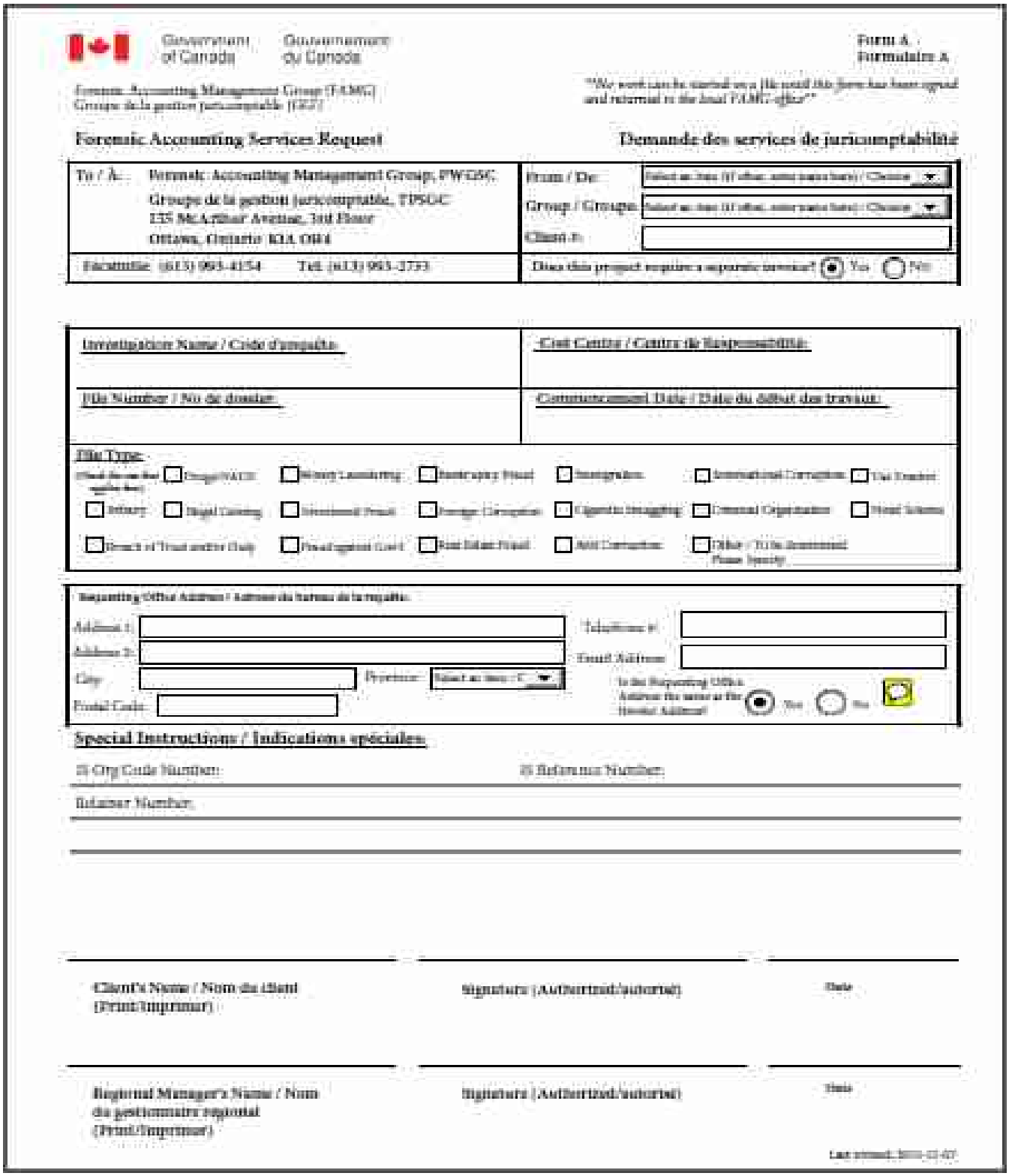
5. Établir des rapports selon des modèles satisfaisants et respectant les normes professionnelles et établies, répondant aux besoins du SPVM et de ses procureurs. Le GGJ sera responsable de la production des exemplaires nécessaires et de la distribution de ces rapports, conformément aux directives du SPVM;

6. Participer aux réunions et répondre aux autres exigences à la demande du Représentant du SPVM;

7. Le GGJ assurera un contrôle qualité de tous les rapports, lettres ou documents préparés dans le cadre de la présente entente. Les gestionnaires juricomptables du GGJ s'assurent que soit effectuée une revue de tous les documents en version finale préparés par le personnel du GGJ et qui sont destinés au SPVM. Les gestionnaires juricomptables du GGJ informeront le SPVM de tout problème, ainsi que de toute observation qu'ils jugeront pertinente. Tous les rapports du GGJ seront aussi revus par le spécialiste en juricomptabilité du GGJ préalablement à leur finalisation et à leur émission officielle. Le contrôle de la qualité et à l'assurance de la qualité fait partie intégrante des services visés par l'entente. Toutefois, le temps qui y est consacré sera comptabilisé et divulgué, mais non facturé au SPVM;

8. Si requis, fournir aux JP et aux adjoints en juricomptabilité un ordinateur portable avec un CDROM et l'équipement périphérique connexe et compatible avec les spécifications du SPVM.

ANNEXE C



Government of Canada / Gouvernement du Canada

Form A / Formulaire A

Forensic Accounting Management Group (FAMG) / Groupe de la gestion juricomptable (GGJ)

"We won't can be started on a file until this form has been signed and returned to the local FAMG office"

Forensic Accounting Services Request / **Demande des services de juricomptabilité**

To / À: Forensic Accounting Management Group, PWGSC Groupe de la gestion juricomptable, TPSGC 135 McArthur Avenue, 3rd Floor Ottawa, Ontario K1A 0R4	From / De: Group / Groupe: Client #:
Facsimile: (613) 993-4154 Tel: (613) 993-2793	Does this project require a separate invoice? Yes / No

Investigation Name / Code d'enquête:	Cost Centre / Centre de responsabilité:
File Number / No de dossier:	Commencement Date / Date du début des travaux:

File Type:

(Check the one that applies best)

Drugs/NAICS | Money Laundering | Bankruptcy Fraud | Immigration | International Corruption | Tax Evasion

Bribery | Illegal Gaming | Investment Fraud | Foreign Corruption | Cigarette Smuggling | Criminal Organization | Fraud Scheme

Breach of Trust and/or Duty | Fraud against Gov't | Real Estate Fraud | Mail Corruption | Other / Title Investment

Please Specify:

Requesting Office Address / Adresse du bureau de la requête:

Address 1: Telephone #:

Address 2: Email Address:

City: Province:

Postal Code:

Is the Requesting Office Address the same as the Invoice Address? Yes / No

Special Instructions / Indications spéciales:

JI Org Code Number: JI Reference Number:

Balance Number:

Client's Name / Nom du client (Print/Imprimer) | Signature (Authorized/autorisé) | Date

Regional Manager's Name / Nom du gestionnaire régional (Print/Imprimer) | Signature (Authorized/autorisé) | Date

Last revised: 2010-12-07

ANNEXE D

BARÈME DES TARIFS

Tarifs (excluant taxes):

Année financière	Gestionnaire juricomptable ou juricomptable principale	Juricomptable junior ou juricomptable	Assistant juricomptable
	Taux horaire		
2017-2018	$135	$105-120	$70-90
2018-2019	$139	$109-124	$74-94
2019-2020	$143	$113-128*	$78-98*

Les parties conviennent que certains mandats requerront un traitement urgent et que les taux horaires indiqués ci-dessus seront applicables indépendamment du nombre d'heures travaillées.

Autres dépenses :

Les taux précités n'incluent pas les coûts de déplacement encourus par le personnel du GGJ. Ces déplacements et les coûts qui y sont liés devront être préapprouvés par le Représentant du SPVM à défaut de quoi ils ne seront pas payables par la Ville.

ANNEXE E

EXIGENCES RELATIVES AU LIEU DE TRAVAIL

Le SPVM s'engage à s'acquitter des obligations suivantes :

1. Veiller à ce que le JP obtienne l'accès aux immeubles pertinents du SPVM et les privilèges connexes;

2. Si requis, fournir, pour l'usage exclusif du JP:
    a) Un bureau convenable, une chaise et un classeur;
    b) Un téléphone et la possibilité d'effectuer des appels locaux et interurbains;
    c) L'accès au matériel de bureau standard comme une photocopieuse et un télécopieur;
    d) L'accès à un système de courrier non électronique;
    e) L'accès à une ligne de modem pour le transfert des données;

3. Permettre au JP d'apporter sur les lieux de travail un micro-ordinateur portable, une imprimante portable et le matériel de bureau connexe, suivant les besoins;

4. Veiller à ce que tous les ordinateurs dont il est propriétaire soient munis d'un programme de détection de virus;

5. Fournir au JP la liste des noms et des numéros de téléphone des employés participant à l'enquête.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1175841002

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des opérations , Enquêtes - Crime organisé
Objet :	Conclure une entente-cadre de services professionnels avec Travaux publics et Services gouvernementaux Canada pour des services professionnels en juricomptabilité pour la période du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2020 ou pour un montant maximal de 900 000 $, taxes incluses / Contrat gré à gré / Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Code financier (GDD 1175841002) - SPVM.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre ST-HILAIRE
Conseiller budgétaire

Tél : 514 280-2930

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-09-01

Line DESJARDINS

Chef d équipe
Tél : 514 280-2192
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier -PDS SPVM

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.39

2017/09/28 17:00

(1)

Dossier # : 1176692002

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation , Division du développement résidentiel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 d) maintenir, avec l'appui de ses partenaires gouvernementaux, des mesures d'aide aux populations vulnérables favorisant l'accès à un logement convenable et abordable
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Accepter le bénéfice des engagements pris en application de la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels, dans le cadre du projet de développement résidentiel sur les lots 3 361 976, 3 361 992, 3 362 017 et 3 362 018 du cadastre du Québec, situés au nord du prolongement prévu de la rue Gilford et à l'ouest de la 4e Avenue, dans l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie.

Il est recommandé au conseil municipal de :
· Accepter le bénéfice des obligations de Société en commandite Gilford en faveur de la Ville de Montréal, telles que ces obligations sont prévues dans la lettre d'engagement du 28 août 2017 et dans l'acte d'hypothèque signé par Société en commandite Gilford le 28 août 2017 et publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal le même jour sous le numéro 23 332 132.

· Consentir à l'annulation, pour ce qui est des termes relevant de la compétence du conseil municipal, de l'entente de développement conclue entre Consortium Angus inc. et la Ville de Montréal le 25 janvier 2012, et dont les droits et obligations de Consortium Angus inc. ont été cédés à Consortium Angus S.E.C. le 9 mars 2012, puis à Société en commandite Gilford le 16 décembre 2016.

· Abroger la résolution CM11 0969 adoptée par le conseil municipal le 19 décembre 2011, en vertu de laquelle le conseil approuvait, pour ce qui était des termes relevant de sa compétence, l'entente de développement du 25 janvier 2012.

Il est recommandé au conseil d'agglomération de :

· Accepter le bénéfice des obligations de Société en commandite Gilford en faveur de la Ville de Montréal, telles que ces obligations sont prévues dans la lettre d'engagement du

28 août 2017 et dans l'acte d'hypothèque signé par Société en commandite Gilford le 28 août 2017 et publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal le même jour sous le numéro 23 332 132.

· Accepter le bénéfice de la cession de rang hypothécaire et de l'assumation d'hypothèque accordées le 28 août 2017 par Consortium Angus S.E.C. en faveur de la Ville de Montréal et publiées au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal le même jour sous le numéro 23 332 132.

· Autoriser la mainlevée de l'hypothèque créée en faveur de la Ville de Montréal aux termes de l'acte signé par Consortium Angus inc. le 22 décembre 2014 et publié le même jour au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 21 272 814.

· Consentir à l'annulation, pour ce qui est des termes relevant de la compétence du conseil d'agglomération, de l'entente de développement conclue entre Consortium Angus inc. et la Ville de Montréal le 25 janvier 2012, et dont les droits et obligations de Consortium Angus inc. ont été cédés à Consortium Angus S.E.C. le 9 mars 2012, puis à Société en commandite Gilford le 16 décembre 2016.

· Abroger la résolution CG11 0448 adoptée par le conseil d'agglomération le 22 décembre 2011, en vertu de laquelle le conseil approuvait, pour ce qui était des termes relevant de sa compétence, l'entente de développement du 25 janvier 2012.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-08-31 16:01

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1176692002**
Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation , Division du développement résidentiel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 d) maintenir, avec l'appui de ses partenaires gouvernementaux, des mesures d'aide aux populations vulnérables favorisant l'accès à un logement convenable et abordable
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Accepter le bénéfice des engagements pris en application de la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels, dans le cadre du projet de développement résidentiel sur les lots 3 361 976, 3 361 992, 3 362 017 et 3 362 018 du cadastre du Québec, situés au nord du prolongement prévu de la rue Gilford et à l'ouest de la 4e Avenue, dans l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie.

CONTENU

CONTEXTE

Société en commandite Gilford (« S.E.C. Gilford ») prévoit réaliser un projet de développement immobilier résidentiel comprenant environ 321 logements sur le site anciennement occupé par l'entreprise Solotech, dans l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie. Le site, composé des lots 3 361 976, 3 361 992, 3 362 017 et 3 362 018 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, est situé au nord du prolongement prévu de la rue Gilford et à l'ouest de la 4^{e} Avenue.
Le site du projet a fait l'objet, le 25 janvier 2012, d'une entente de développement (l'« Entente de développement 2012 ») conclue entre Consortium Angus inc. et la Ville de Montréal. Le 9 mars 2012, Consortium Angus inc. a cédé à Consortium Angus S.E.C. ses droits et obligations aux termes de l'Entente de développement 2012. Cette dernière société a ensuite acquis le site.

Consortium Angus S.E.C. prévoyait réaliser un projet de développement résidentiel, lequel ne s'est pas matérialisé, causant ainsi un retard par rapport aux échéances qui étaient prévues dans l'Entente de développement 2012 pour la réalisation d'un projet de logements sociaux. En effet, cette entente prévoyait la vente d'un terrain situé sur le site du projet pour la réalisation d'environ 45 logements sociaux.

Les instances ont accepté de reporter l'échéance pour la réalisation du projet de logements sociaux, tout en obtenant une garantie hypothécaire afin d'assurer la vente du terrain social

et de protéger les droits contractuels de la Ville en cas de changement de propriétaire du site (l'« Hypothèque Ville 2014 ») (CG15 0081).

Le 16 décembre 2016, le site a été vendu à S.E.C. Gilford, laquelle a assumé les droits et obligations du promoteur aux termes de l'Entente de développement 2012. Afin de garantir le paiement d'une balance de prix de vente, une hypothèque en faveur du vendeur a été prévue dans l'acte de vente (l'« Hypothèque Vendeur 2016 »), de même qu'un droit de résolution en faveur du vendeur.

S.E.C. Gilford demande maintenant l'adoption d'un projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI). Le projet présenté par S.E.C. Gilford répond aux objectifs de la *Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels* de la Ville de Montréal, ainsi qu'aux objectifs de la *Stratégie locale d'inclusion de logements sociaux et abordables et de lutte à l'insalubrité* de l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie. Afin de consigner ses engagements relativement à ces stratégies municipales, S.E.C. Gilford a signé, le 28 août 2017, une lettre d'engagement en faveur de la Ville de Montréal. Elle a également signé et publié un acte d'hypothèque (l'« Hypothèque Ville 2017 ») afin de garantir ses engagements en matière de logements sociaux.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE05 1708 (2005-08-24) - Adoption de la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels
CG11 0448 (2011-12-22) - Approuver l'entente de développement entre Consortium Angus inc. et la Ville de Montréal, pour la réalisation du projet immobilier à vocation résidentielle sur le site anciennement occupé par l'entreprise Solotech

CE 12 0338 (2012-03-14) – Création d'un Fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels, afin de favoriser la réalisation de logements sociaux et communautaires, de logements abordables privés et de logements pour familles

CG14 0577 (2014-12-18) – Approuver l'achat par la Ville de Montréal d'un terrain destiné à la construction de logements sociaux et communautaires, situé sur le site anciennement occupé par l'entreprise Solotech dans l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie

CG15 0081 (2015-02-26) – Accepter et ratifier l'hypothèque accordée par Consortium Angus S.E.C. en faveur de la Ville de Montréal / Accepter et ratifier tous les termes de l'acte d'hypothèque, notamment le report de l'échéance pour la vente à la Ville de Montréal du terrain destiné à la construction de logements sociaux et communautaires

CA15 260148 (2015-05-14) – Dépôt et adoption de la Stratégie locale d'inclusion de logements sociaux et abordables et de lutte à l'insalubrité

CE15 2254 (2015-12-09) – Adoption de modifications à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels

DESCRIPTION

S.E.C. Gilford prévoit réaliser un projet résidentiel de 321 logements, en 8 phases. Ce projet incorporera des logements sociaux et des logements abordables privés, ainsi que des logements adaptés aux besoins des familles. Les engagements de S.E.C. Gilford sont les suivants :
· **Logements sociaux :**

68 logements sociaux (20 % de la superficie de plancher totale du projet), se déclinant en 64 logements sur le site du projet et une contribution financière de 85 000 $ pour compenser les 4 logements manquants. Contribution à être déposée au Fonds de contribution de la Stratégie d'inclusion.

Réalisation du projet de 64 logements sociaux selon la formule clés en main ou, en alternative, vente d'un terrain ayant un potentiel de 64 logements à la Ville ou à un organisme désigné par la Direction de l'habitation du Service de la mise en valeur du territoire de la Ville. Ce terrain est identifié comme la phase 8 sur le plan joint au présent sommaire.

Prix de vente du terrain social : 588 000 $, soit 8 000 $ x 45 logements (le prix dans l'Entente de développement 2012) plus 12 000 $ x 19 logements. Le prix de 12 000 $ / logement est le prix payé par la Ville dans les ententes d'inclusion depuis plusieurs années.

Garantie :

Hypothèque Ville 2017 sur la partie de lot correspondant au terrain social, soit une partie du lot 3 362 017 du cadastre du Québec. Acte publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal le 28 août 2017 sous le numéro 23 332 132.

Montant de l'Hypothèque Ville 2017 : 1 241 000 $, calculé selon l'écart entre la valeur marchande du terrain social et le prix de vente. La valeur marchande est celle attribuée à ce secteur et approuvée par le comité exécutif lors de la modification de la Stratégie d'inclusion en 2015 (CE15 2254).

Si la résolution faisant l'objet du présent sommaire est adoptée par les instances, l'Hypothèque Ville 2017 remplacera l'Hypothèque Ville 2014, dont la Ville donnera mainlevée.

· **Logements abordables privés :**

51 logements abordables (20 % des logements privés du projet). .

Garantie :
Lettre de garantie bancaire garantissant la réalisation des logements abordables privés.
Montant de la garantie bancaire : 10 000 $ par logement, à déposer lors de la demande de permis de construction pour chaque phase du projet. Total de 510 000 $.

· **Logements familiaux :**

42 maisons de ville de 3 chambres à coucher (16 % des logements privés du projet). Le projet incorpore aussi 16 maisonnettes adossées de 2 chambres à coucher, sur 2 étages, ainsi que 32 unités de copropriété de 3 chambres à coucher.

Garantie :
Versement de 10 000 $ pour chaque logement non réalisé. Aucune garantie bancaire, car la réalisation de ces logements est aussi encadrée dans le PPCMOI.

Afin de donner effet aux engagements précités, le présent sommaire recommande, dans un premier temps, de :

· Accepter le bénéfice des obligations de S.E.C. Gilford en faveur de la Ville, telles que ces obligations sont prévues dans la lettre d'engagement du 28 août 2017 et dans l'Hypothèque Ville 2017.

· Accepter le bénéfice de la cession de rang et de l'assumation d'hypothèque accordées le 28 août 2017 par Consortium Angus S.E.C. en faveur de la Ville et consignées dans le même acte que l'Hypothèque Ville 2017.

La cession de rang permet que l'Hypothèque Ville 2017 soit de premier rang, malgré sa publication au bureau de la publicité de droits postérieurement à la publication de l'Hypothèque Vendeur 2016.

L'assumation, par Consortium Angus S.E.C., de l'Hypothèque Ville 2017 permet que l'Hypothèque Ville 2017 continue de produire ses effets à l'encontre de Consortium Angus S.E.C. si celle-ci exerce son droit de résolution et devient propriétaire du terrain social.

Il convient ensuite de :

· Autoriser la mainlevée de l'Hypothèque Ville 2014.

· Consentir à l'annulation des articles de l'Entente de développement 2012 qui traitent de sujets qui sont de la compétence du conseil municipal ou du conseil d'agglomération, notamment l'article 3, et abroger les résolutions CM11 0969 et CG11 0448 approuvant ces articles de l'entente.

Dans la lettre d'engagement du 28 août 2017, S.E.C. Gilford consent elle aussi à l'annulation de l'Entente de développement 2012.

Un sommaire décisionnel sera acheminé au conseil de l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie afin de recommander que soit abrogée l'Entente de développement 2012 pour ce qui est des termes relevant de la compétence du conseil d'arrondissement, ainsi que la résolution CA11 260368 en vertu de laquelle le conseil d'arrondissement approuvait l'entente.

Le présent sommaire est fait avec l'accord de la Division de l'urbanisme, des permis et de l'inspection de l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie.

JUSTIFICATION

Il est recommandé d'accepter le bénéfice des engagements pris par S.E.C. Gilford, de manière ce qu'ils remplacent les termes de l'Entente de développement 2012 pour ce qui est de la réalisation de logements sociaux, de logements abordables privés et de logements familiaux. Le projet présenté par S.E.C. Gilford répond aux objectifs de la *Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels* de la Ville de Montréal, ainsi qu'au objectifs de la *Stratégie locale d'inclusion de logements sociaux et abordables et de lutte à l'insalubrité* de l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie.

Le tableau qui suit illustre les différences entre l'Entente de développement 2012 et la lettre d'engagement du 28 août 2017 :

	Entente de développement 2012	Lettre d'engagement du 28 août 2017
% inclusion	15 % social - 15 % abordable	20 % social - 20 % abordable
Projet global	300 logements (dont 255 logements privés)	321 logements (dont 257 logements privés)
Social	45	68 (64 sur un terrain sur site et 4 compensés au moyen d'une contribution financière)
Social - Superficie terrain	1405,8 m2	1640,8 m2
Social - Prix d'achat	8 000 $ x 45 = 360 000 $	(8 000 $ x 45) + (12 000 $ x 19) = 588 000 $
Social - Hypothèque	1 485 000 $	1 241 000 $ *
Abordable	45	51
Familial	45	90 (42 maisons de ville de 3 cc, 16 maisonnettes adossées de 2 cc, 32 condos de 3 cc)

* Montant calculé selon la valeur marchande du secteur, approuvée par le comité exécutif le 9 décembre 2015 (CE15 2254)

Enfin, S.E.C. Gilford s'engage, dans la lettre d'engagement du 28 août 2017, à vendre le terrai social même si sa demande de PPCMOI est refusée par le conseil d'arrondissement. Toutefois, dans cette éventualité, les autres engagements du de S.E.C. Gilford deviendront nuls. Ceci permet de conserver l'engagement en matière de logements sociaux prévu dans l'Entente de développement 2012 et assumé par S.E.C. Gilford au moment de son acquisition du site.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le présent sommaire n'a aucun impact financier. Si la réalisation des logements sociaux devait prendre la forme de la vente du terrain social à la Ville, un sommaire décisionnel serait alors acheminé aux instances afin de faire approuver la transaction.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le présent sommaire a un impact indirect en matière de développement durable, en consolidant l'application de la Stratégie d'inclusion, et ainsi en maintenant la mixité sociale montréalaise, reconnue comme facteur de développement urbain viable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans objet

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n’y a pas d’opération de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Sans objet

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation juridique avec commentaire :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Marie-Pier ROY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Olivier CARIGNAN DE CARUFEL, Rosemont - La Petite-Patrie

Lecture :

Olivier CARIGNAN DE CARUFEL, 22 août 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Élise BÉLAND
Conseillère en développement - Habitation

Tél : 514-872-5831
Télécop. : 514-872-3883

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-22

Bernard CYR
Cadre sur mandat

Tél : 514-872-6130
Télécop. : 514 872-3883

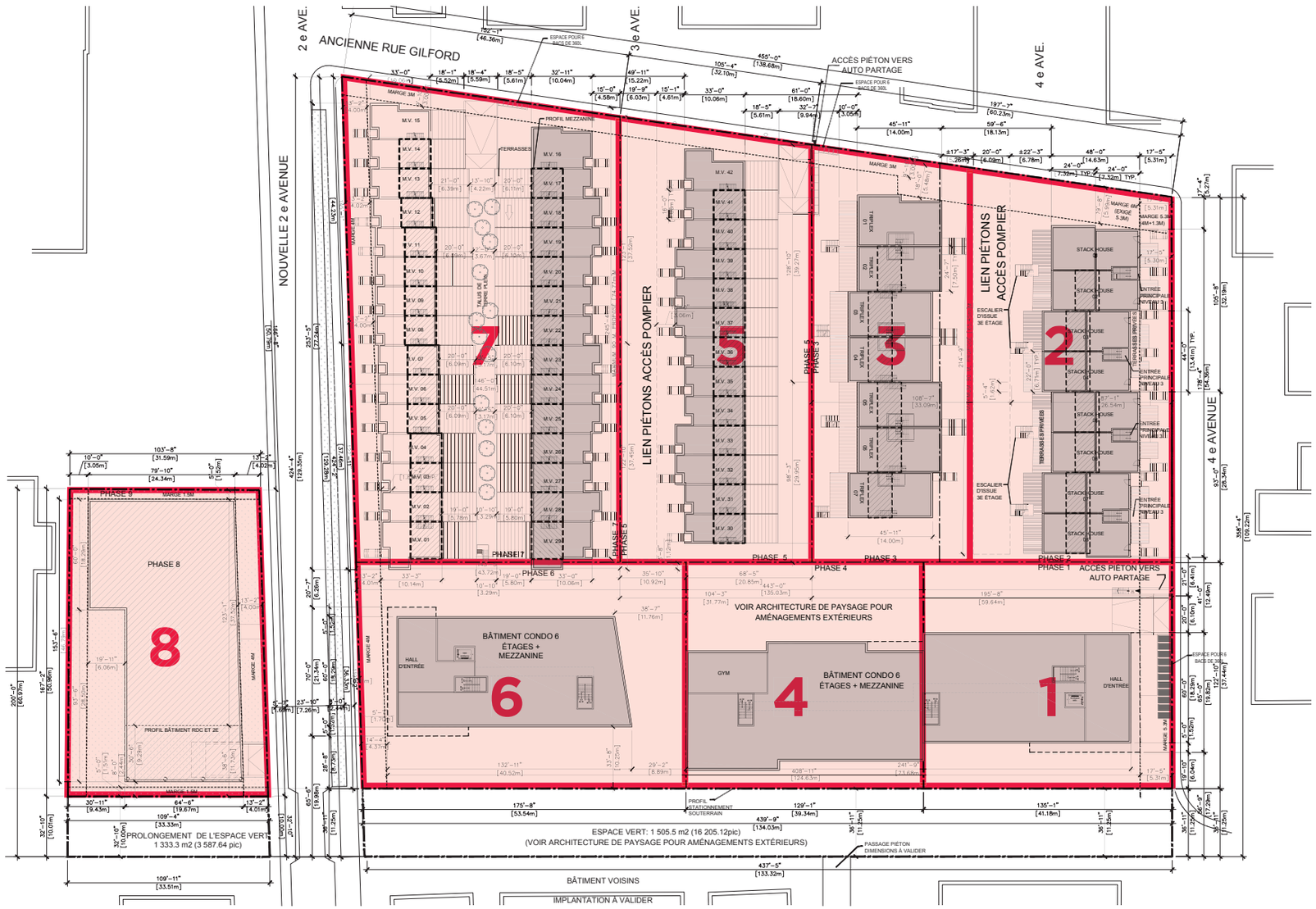
APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marianne CLOUTIER
Directrice - Habitation
Tél : 514 872-3882
Approuvé le : 2017-08-30

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2017-08-31

PHASAGE DU PROJET



CE PLAN DE PHASAGE EST À TITRE INDICATIF SEULEMENT. LA SÉQUENCE DE PHASAGE PROPOSÉE REPRÉSENTE LES INTENTIONS ACTUELLES BASÉES SUR L'ÉTAT, LA LOCALISATION ET LA CONNAISSANCE DES INFRASTRUCTURES PUBLIQUES TELS QUE ÉGOUTS, AQUEDUC ET ALIMENTATION ÉLECTRIQUE. CE PLAN DE PHASAGE REPRÉSENTE ÉGALEMENT LES INTENTIONS DE DEVMCGILL DE MISE EN MARCHÉ DE DIFFÉRENTS PRODUITS RÉPONDANTS AUX ANALYSES LES PLUS RÉCENTES DU MARCHÉ IMMOBILIER DU SECTEUR ET EST SUJET À CHANGEMENT.

Montréal, le 28 août 2017

OBJET : **Engagements relatifs à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels de la Ville de Montréal** - Projet de construction résidentiel sur le site du 4820, 4e Avenue, dans l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie, à Montréal

---

ATTENDU QUE Société en Commandite Gilford (ci-après le « **Promoteur** »), représenté par son commandité 9351-2648 Québec inc., ce commandité étant représenté à la présente par M. Stéphane Côté en vertu d'une résolution de son conseil d'administration dont copie est jointe à l'annexe 1, est propriétaire des lots 3 361 976, 3 361 992, 3 362 017 et 3 362 018 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal (collectivement, ci-après la « **Propriété** »);

ATTENDU QUE le propriétaire précédent de la Propriété avait projeté d'y réaliser un projet résidentiel (ci-après le « **Projet antérieur** »), lequel avait fait l'objet d'une entente de développement avec la Ville de Montréal, datée du 25 janvier 2012 (l'« **Entente 2012** »), autorisée par la résolution CA11 26 0368 du conseil d'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie et la résolution CG11 0448 du conseil d'agglomération de la Ville de Montréal;

ATTENDU QUE la Propriété a ensuite été vendue au Promoteur, lequel désire la mettre en valeur en y construisant ou faisant en sorte qu'y soit construit un projet à vocation résidentielle (ci-après le « **Projet** »), illustré sur un plan de développement dont copie est jointe à l'annexe 2;

ATTENDU QUE, comme le Projet antérieur n'a pas vu le jour, la résolution CM11 0969 du conseil municipal et la résolution CG11 0448 du conseil d'agglomération de la Ville de Montréal seront abrogées, que la Ville de Montréal consentira à l'annulation de l'Entente 2012 et qu'une nouvelle entente de développement sera conclue et autorisée par le conseil d'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie;

ATTENDU QUE le Promoteur consent lui aussi à l'annulation de l'Entente 2012;

ATTENDU QUE le Projet, pour se réaliser, devra être autorisé en vertu d'un projet particulier de construction de modification et d'occupation d'un immeuble (ci-après les « **Modifications réglementaires** »);

ATTENDU QUE le Projet est visé par la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels de la Ville de Montréal (ci-après la « **Stratégie d'inclusion** ») et par la Stratégie locale d'inclusion de logements sociaux et abordables et de lutte à l'insalubrité de l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie et que le Promoteur consent à en satisfaire les objectifs en s'engageant à ce que le Projet comporte une proportion de logements sociaux et communautaires et de logements abordables.

EN CONSÉQUENCE, LE PROMOTEUR S'ENGAGE DE FAÇON IRRÉVOCABLE ENVERS LA VILLE DE MONTRÉAL À CE QUI SUIT :

1- Développement résidentiel

1.1 Le Promoteur s'engage à réaliser ou faire en sorte que soient réalisés, dans le cadre du Projet, environ 321 logements totalisant environ 30 438 m² de superficie brute de plancher résidentiel. Le Promoteur s'engage aussi à faire en sorte que soient réalisés des logements sociaux et communautaires, des logements abordables et des logements familiaux (voir définitions à l'annexe 3) conformément aux paramètres de la Stratégie d'inclusion et de la façon décrite aux articles 2, 3 et 4 de la présente.

2- Engagements relatifs aux logements sociaux et communautaires

2.1 La superficie brute de plancher résidentiel des logements sociaux et communautaires (ci-après la « **Superficie sociale** ») équivaut à 25 % de la superficie brute de plancher résidentiel privée du Projet, estimée à 24 642 m² selon le plan de développement actuel. La Superficie sociale requise est calculée de la façon suivante :

Superficie brute résidentielle privée totale (24 642 m²)	X	25 %	=	**Superficie sociale** 6 161 m²

En fonction du Projet préliminaire actuel, la Superficie sociale doit donc atteindre un minimum de 6 161 m².

Le Promoteur fera en sorte que soient réalisés les logements sociaux et communautaires au moyen d'une réalisation selon la formule clés en main ou au moyen de la vente du Lot social (ci-après défini). Dans les deux cas, une contribution financière sera aussi versée afin de compenser la différence entre la Superficie constructible (ci-après définie) et la Superficie sociale.

Réalisation selon la formule clés en main

2.2 Le Promoteur s'engage à déployer ses meilleurs efforts afin de conclure, au plus tard un an après la date d'adoption des Modifications réglementaires, avec un organisme à but non lucratif ou une coopérative d'habitation (ci-après l'« **Organisme** ») désigné par le directeur de la Direction de l'habitation de la Ville de Montréal, une entente irrévocable par laquelle il s'engage à réaliser un bâtiment de logements sociaux et communautaires selon la formule clés en main (ci-après une « **Entente clés en main** ») dont la superficie brute de plancher résidentiel sera minimalement de 5 796 m² (ci-après la « **Superficie constructible** »), sur le terrain dont la localisation est identifiée comme étant la phase 8 au plan joint en annexe 2, d'une superficie d'environ 1 640,8 m² (ci-après le « **Lot social** »). La typologie des logements sera déterminée par l'Organisme.

Le bâtiment de logements sociaux et communautaires, indépendant du volet privé, à être érigé sur un lot distinct, devra répondre aux conditions et paramètres architecturaux,

normatifs et financiers du programme AccèsLogis de la Société d'habitation du Québec (ou tout autre programme alors en vigueur). Le prix de vente tient compte du fait que le Promoteur assume la totalité des coûts, incluant notamment la décontamination du terrain, de manière à ce qu'il soit conforme à la *Loi sur la qualité de l'environnement* (RLRQ, chapitre Q-2) (« **LQE** ») et à ses règlements applicables, de même qu'aux critères de la Politique de protection des sols et de réhabilitation des terrains contaminés du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (« **MDDELCC** ») pour une utilisation résidentielle, de même que tous les coûts d'enlèvement de toute fondation ou structure souterraines, le cas échéant.

Advenant que les paramètres du programme AccèsLogis de la Société d'habitation du Québec (ou tout autre programme alors en vigueur) ne permettent pas de réaliser le bâtiment selon la formule clés en main ou advenant qu'il est décidé par le Promoteur et par l'Organisme qu'il n'est pas souhaitable de réaliser le bâtiment selon la formule clés en main, alors le Promoteur passe immédiatement à la procédure décrite à l'article 2.3 des présentes et le délai de 18 mois prévu à l'article 2.3 commence dès lors à courir.

Vente du Lot social

2.3 Dans l'éventualité où une Entente clés en main n'a pu être conclue avec l'Organisme dans le délai d'un an prévu à l'article 2.2, le Promoteur s'engage à vendre le Lot social à la Ville de Montréal au plus tard 18 mois suivant l'expiration dudit délai, sur demande écrite du directeur de la Direction de l'habitation.

La Ville aura la possibilité de faire l'acquisition du Lot social sous réserve de la disponibilité des fonds nécessaires. Il est entendu que si la Ville ne manifeste pas son intention d'acquérir le Lot social dans le délai et aux conditions prévus à la présente, le Promoteur sera libéré de son obligation de le vendre à la Ville et de réaliser ou de faire en sorte que soient réalisés les logements sociaux et communautaires, comme prévu aux présentes. Nonobstant ce qui précède, le Promoteur sera tout de même tenu de verser la contribution financière prévue à l'article 2.5.

Pendant cette même période, le directeur de la Direction de l'habitation de la Ville aura la possibilité de désigner un Organisme afin que celui-ci se porte acquéreur du Lot social en lieu et place de la Ville, aux mêmes conditions.

Le Lot social doit permettre la construction d'un bâtiment ayant une superficie brute de plancher résidentiel égale à la Superficie constructible.

Le prix de vente du Lot social est calculé de la façon suivante, de manière à tenir compte du prix prévu à l'Entente 2012 :

45 logements sociaux	X	8 000 $ =	360 000 $

Plus :

((Superficie constructible 5 796 m²	+	Étalon logement sociaux 90 m²) *	-	45)	X	12 000 $	=	228 000 $

* Résultat arrondi à l'unité la plus près

Égal :

360 000 $	+	228 000 $	=	**Prix de vente 588 000 $**

Le Lot social doit être distinct et indépendant et doit permettre la construction d'un bâtiment autonome.

Le Lot social devra être contigu à une rue publique aménagée et desservie par les infrastructures municipales, incluant notamment, mais non limitativement, les égouts, l'aqueduc, les massifs de conduits pour les réseaux câblés, les fondations de rues, le pavage, les trottoirs et bordures, les plantations de végétaux et les systèmes d'éclairage. L'ensemble de ces travaux seront à la charge du Promoteur, sous réserve du *Règlement sur les ententes relatives à des travaux municipaux* (08-013), et devront avoir été réalisés au plus tard 5 ans après la date à laquelle une entente en lien avec la Propriété ou une partie de celle-ci aura été conclue en vertu dudit règlement.

Sous réserve du paragraphe précédent, le Promoteur s'engage à livrer le Lot social prêt à construire. Le Promoteur réalise les travaux de préparation du Lot social et il en assume la totalité des coûts, incluant notamment la décontamination du terrain, de manière à ce qu'il soit conforme à la LQE et à ses règlements applicables, de même qu'aux critères de la Politique de protection des sols et de réhabilitation des terrains contaminés du MDDELCC, pour une utilisation résidentielle, de même que tous les coûts d'enlèvement de toute fondation ou structure souterraines, le cas échéant. Le Promoteur devra s'assurer de remblayer le Lot social avec du matériel de classe A atteignant un niveau de compaction minimal de 95 sur l'échelle Proctor, atteignant l'élévation des trottoirs et terrains ceinturant le site. Le nivellement du site devra être effectué de façon à éviter des endroits d'accumulation d'eau et d'érosion des sols.

Le Lot social devra posséder des titres clairs et être libre de toute hypothèque, charge ou priorité et être libre de toute servitude à l'exception des servitudes usuelles d'utilité publique. Ces dernières ne devront pas imposer de contraintes à l'implantation d'un bâtiment sur le Lot social. Aux fins d'application de l'article 5 ci-dessous, le notaire instrumentant de la vente devra, à même les sommes détenues en fidéicommis, payer un montant de 440 000 $ plus les intérêts applicables à Consortium Angus S.E.C., à titre de remboursement d'une partie du solde de la dette hypothécaire en faveur de cette dernière, conformément à l'Acte Angus (tel que défini à l'article 2.4), avant de remettre le produit final de la vente au Promoteur.

Hypothèque

2.4 Afin de garantir l'accomplissement des engagements prévus aux articles 2.2 et 2.3, le Promoteur s'engage à grever une partie du lot 3 362 017 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal d'une hypothèque de premier rang en faveur de la

Ville de Montréal (l'« **Hypothèque 2017** »). La partie de lot à hypothéquer sera désignée par un plan et une description technique préparés par un arpenteur-géomètre mandaté par le Promoteur et aux frais de ce dernier. Cette partie de lot devra correspondre au Lot social. L'acte de l'Hypothèque 2017 devra être approuvé par le service des affaires juridiques de la Ville avant sa publication et sera instrumenté par le notaire du Promoteur.

Le montant de l'Hypothèque 2017 est calculé de la façon suivante :

(Superficie constructible 5 796 m²	X 1,14	÷ 90 m²) *	X	17 000 $	=	**1 241 000 $**

* Résultat arrondi à l'unité la plus près

Le Promoteur s'engage à faire en sorte que soit donnée en faveur de la Ville de Montréal toute cession de rang pour que les droits de la Ville sur le Lot social soient de premier rang. À cet effet, le Promoteur s'engage notamment à ce que Consortium Angus S.E.C. intervienne à l'acte de l'Hypothèque 2017 (l'« Intervention ») afin de faire cession de son rang relativement à l'hypothèque créée aux termes d'un acte reçu par Me Nicolas Lanthier, notaire, le 16 décembre 2016 et dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 22 809 987 (ci-après l'« Acte Angus »). De plus, le Promoteur s'engage à ce que Consortium Angus S.E.C. reconnaisse que, dans l'éventualité où celui-ci exerce son droit de résolution prévu à l'Acte Angus, il assumera et remplira toutes et chacune des obligations de l'Hypothèque 2017.

L'Intervention de Consortium Angus S.E.C. prévoira notamment que les droits de la Ville sur le Lot social demeureront de rang antérieur aux droits de Consortium Angus S.E.C. et que, dans le cas où Consortium Angus S.E.C. se prévaut de ses recours hypothécaires ou exerce son droit de résolution pour devenir propriétaire du Lot social, celui-ci sera toujours grevé des hypothèques et autres droits de garantie de la Ville. Le texte de l'Intervention devra être approuvé par le service des affaires juridiques de la Ville avant sa publication.

L'acte de l'Hypothèque 2017 et toute cession de rang devront être dûment publiés au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal. À cet égard, le Promoteur s'engage à remettre au directeur de la Direction de l'habitation de la Ville un état certifié de la publication de l'acte de l'Hypothèque 2017 et de toute cession de rang au plus tard le 29 août 2017.

Sur réception de l'état certifié précité, la Ville de Montréal donnera mainlevée des droits hypothécaires créés en sa faveur aux termes d'un acte reçu par Me Patrick Fluet, notaire, le 22 décembre 2014 et dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 21 272 814.

Le processus de radiation de l'Hypothèque 2017 sera entrepris par la Ville, à ses frais :

- Lorsqu'une Entente clés en main aura été conclue conformément à l'article 2.2 et que l'engagement définitif des subventions dans le cadre du programme AccèsLogis aura été confirmé; ou

- Lorsque le Lot social aura été vendu à la Ville ou à un Organisme; ou
- Si le Promoteur est libéré de son obligation de vendre le Lot social en vertu de l'article 2.3.

Contribution financière

2.5 Le Promoteur s'engage à verser une contribution financière afin de compenser la différence entre la Superficie constructible et la Superficie sociale. Cette contribution financière sera versée sous forme d'un chèque visé fait à l'ordre de la Ville de Montréal et sera payable au plus tard 10 jours suivant l'adoption des Modifications règlementaires.

Le montant de la contribution financière est calculé de la façon suivante :

((	Superficie sociale 6 161 m²	-	Superficie constructible 5 796 m²	)	X	1,14	+	90 m²	) *	X 17 000 $	= **85 000 $**

* Résultat arrondi à l'unité la plus près

Garantie

2.6 Afin de garantir l'accomplissement de l'engagement prévu à l'article 2.5, le Promoteur s'engage à remettre au directeur de la Direction de l'habitation de la Ville un chèque visé fait à l'ordre de la Ville, au montant de 85 000 $, à titre de garantie. Le chèque visé devra être remis au plus tard 10 jours avant la séance du conseil d'arrondissement à laquelle sera proposée l'adoption finale des Modifications règlementaires.

Le chèque visé devra être remplacé par un autre chèque visé au plus tard 5 mois suivant sa date d'émission, et ainsi de suite.

Le chèque visé sera encaissé par la Ville lorsque la contribution financière sera payable aux termes de l'article 2.5.

3- Engagements relatifs aux logements abordables

3.1 Le Promoteur s'engage à ce qu'un minimum de 20 % des logements privés du Projet soit des logements abordables. Dans le calcul du nombre de logements abordables, ne sont pas considérés les logements sociaux et communautaires.

3.2 La réalisation des logements abordables est garantie par un montant de 10 000 $ par logement en vertu d'une lettre de garantie bancaire irrévocable en faveur de la Ville de Montréal, conforme au modèle en annexe 4, à être déposée simultanément avec la demande de permis de construction pour chacune des phases du Projet.

Le montant de chaque garantie sera calculé de la façon suivante :

(Nombre de logements à la demande de permis	X 20 %)	*	X 10 000 $

* Résultat arrondi à l'unité la plus près.

La réalisation des logements abordables n'a pas à être faite dans la même séquence que le dépôt des garanties. Les logements abordables peuvent être répartis selon la préférence du Promoteur à l'intérieur du Projet.

Le Promoteur pourra requérir la réduction du montant de la garantie pour les logements abordables loués ou vendus, annuellement à la date anniversaire de la signature de la présente, ou lorsque la totalité des logements abordables d'une même phase auront été vendus ou loués.

4- Engagements relatifs aux logements familiaux

4.1 Le Promoteur s'engage à ce qu'un minimum de 42 logements du Projet soit des logements familiaux, situés dans les phases identifiées comme les phases 5 et 7 au plan de phasage joint à la présente comme annexe 2.

4.2 Au plus tard 30 jours suivant l'achèvement substantiel de l'ensemble des phases 5 et 7, le Promoteur déposera auprès du directeur de la Direction de l'habitation de la Ville le bilan des logements familiaux réalisés dans ces phases, accompagné de toutes pièces justificatives demandées par le directeur de la Direction de l'habitation.

Si le nombre de logements familiaux réalisés est inférieur à 42, le Promoteur se reconnaît débiteur envers la Ville de Montréal d'une somme calculée comme suit :

(42 – Nombre de logements familiaux réalisés)	X 10 000 $

Le Promoteur versera cette somme dans les 10 jours suivant une demande du Directeur de l'habitation à cet effet, au moyen d'un chèque visé fait à l'ordre de la Ville de Montréal.

5- Droits réels de Consortium Angus S.E.C.

Le Promoteur s'engage à ce que Consortium Angus S.E.C. donne mainlevée, relativement au Lot social, des droits hypothécaires et du droit de résolution créés aux termes de l'Acte Angus.

Le Promoteur s'engage à obtenir ladite mainlevée et à demander la radiation de ces charges à l'officier de la publicité des droits au plus tard 10 jours ouvrables suivant la date de publication de l'acte de vente du Lot social à la Ville de Montréal ou à l'Organisme.

Le défaut d'obtenir mainlevée de ces charges et d'en demander la radiation au plus tard à cette date, relativement au Lot social, constituera un défaut à toutes et à chacune des obligations prévues aux présentes. La Ville de Montréal pourra alors exercer tous les recours qui lui sont disponibles dans un tel cas, incluant tout recours hypothécaire.

6- Garantie bancaire

Toute lettre de garantie bancaire que le Promoteur doit remettre à la Ville, en faveur de cette dernière, doit être émise par une institution financière dûment autorisée. Telle lettre de garantie doit être irrévocable et encaissable sur le territoire de la Ville de Montréal, à première demande, nonobstant tout litige entre les parties et doit indiquer qu'elle sera encaissable par la Ville si le Promoteur est en défaut de renouveler la lettre de garantie bancaire au moins 30 jours précédant son échéance ou s'il ne respecte pas quelque autre engagement auquel il a souscrit.

7- Aliénation

L'aliénation de la Propriété ou d'une partie de celle-ci ne nécessite pas le consentement de la Ville de Montréal. Lorsque le Promoteur procède à une telle aliénation, il demeure responsable des obligations prévues à la présente à moins qu'il cède à l'acheteur toutes ces obligations et que l'acheteur s'engage envers la Ville de Montréal à remplir ces obligations, en regard de la Propriété ou de la partie de la Propriété faisant l'objet de l'aliénation.

Le Promoteur sera, dès le jour où le contrat de cession entrera en vigueur, dégagé de toute responsabilité eu égard aux obligations assumées par l'acheteur, sans qu'il soit nécessaire de poser quelque geste que ce soit, sauf de fournir au directeur de la Direction de l'habitation de la Ville de Montréal (i) un exemplaire original du contrat de cession dûment signé et (ii) les lettres de garantie bancaire exigibles aux termes de la présente, garantissant les engagements de l'acheteur. Advenant l'aliénation d'une partie seulement et non de la totalité de la Propriété, le montant de chacune des lettres de garantie bancaire sera ajusté en conséquence. Nonobstant toute cession à l'acheteur, le Promoteur demeure responsable des obligations qui n'ont pas été assumées par l'acheteur ainsi que des obligations en regard de toute partie de la Propriété n'ayant pas fait l'objet d'une aliénation.

Il est entendu que la vente d'une unité de logement résidentielle et la vente du Lot social à la Ville de Montréal ou à un Organisme sont exclues de la portée du présent article.

8- Reconnaissance de dette

Le Promoteur convient qu'en cas de défaut de déposer à la Ville de Montréal les lettres de garanties bancaires décrites à la présente, il se reconnaît débiteur d'une somme équivalente auprès de la Ville de Montréal.

9- Études environnementales

Le Promoteur s'engage à fournir à la Ville, dans les 30 jours, tous les documents en sa possession au moment de la signature de la présente et tout nouveau document qu'il pourrait obtenir avant la vente du Lot social et faisant état de la qualité des sols du Lot social.

Advenant que des travaux de décontamination soient requis sur le Lot social, dès la fin desdits travaux, le Promoteur transmettra au directeur de la Direction de l'habitation de la Ville les documents suivants, dès qu'ils seront disponibles :

- Les études de caractérisation phase 1 et 2;
- Le rapport de surveillance des travaux de décontamination des sols et de l'eau souterraine;

De plus, advenant que le site soit visé par la section IV. 2.1 de la LQE, les documents suivants seront aussi transmis au directeur la Direction de l'habitation de la Ville, dès qu'ils seront disponibles :

- Attestation de l'étude de caractérisation;
- Avis de contamination enregistré au registre foncier;
- Plan de réhabilitation environnementale;
- Lettre d'acceptation du plan de réhabilitation environnementale du MDDELCC;
- Attestation des travaux de décontamination;
- Avis de décontamination enregistré au registre foncier.

10- Non-respect des délais

Advenant que le Promoteur ne respecte pas l'un ou l'autre des délais mentionnés à la présente, la Ville pourra, à sa seule discrétion, soit (i) prolonger le délai en question, auquel cas les délais subséquents seront ajustés en conséquence et tous les termes et conditions de la présente demeureront en vigueur, sans modification, pendant la période de prolongation, soit (ii) exercer tous les recours qui lui sont disponibles dans un tel cas. La prolongation d'un délai, le cas échéant, sera confirmée par une lettre du directeur de la Direction de l'habitation de la Ville.

11- Refus de la demande de Modifications règlementaires

Si la demande de Modifications règlementaires déposée par le Promoteur est refusée de manière définitive par le conseil d'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie (ci-après, le « **Refus** »), les obligations prévues aux présentes deviennent nulles, à l'exception des obligations relatives à la vente du Lot social.

Pour fins de certitude, en cas de Refus, les articles 2.2, 2.5, 2.6, 3, 4, 6 et 8 seront nuls. L'article 1.1 sera interprété en conséquence. Il est entendu, malgré ce qui précède, que les définitions assignées à certains termes demeureront en vigueur.

En cas de Refus, le délai prévu à l'article 2.3 pour la vente du Lot social à la Ville ou à

l'Organisme sera remplacé par un délai de 2 ans après la date la plus rapprochée entre : (i) la date à laquelle une entente portant sur la réalisation de travaux relatifs aux infrastructures aura été conclue en lien avec la Propriété ou une partie de celle-ci, en vertu du *Règlement sur les ententes relatives à des travaux municipaux* (08-013) et (ii) la date d'émission du premier permis de construire pour un bâtiment situé sur la Propriété. Les autres termes de l'article 2.3 demeureront inchangés.

Lorsque le Lot social aura été ainsi vendu ou que le Promoteur aura été libéré de son obligation de vendre le Lot social en vertu de l'article 2.3, l'engagement de faire en sorte que soient réalisés des logements sociaux et communautaires en vertu de la Stratégie d'inclusion et en vertu de la Stratégie locale d'inclusion de logements sociaux et abordables et de lutte à l'insalubrité de l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie sera dûment rempli relativement au Projet et à tout projet de développement immobilier subséquent sur la Propriété.

12- Dispositions diverses

12.1 La présente lettre d'engagement est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.2 La présente lettre d'engagement lie le Promoteur, ses successeurs et ses ayants cause.

12.3 Le Promoteur sera constitué en demeure d'exécuter les obligations incluses à la présente par le seul écoulement du temps.

Par : _____
Stéphane CÔTÉ

Pour 9351-2648 QUÉBEC INC., agissant à titre de commandité de SOCIÉTÉ EN COMMANDITE GILFORD

Reconnu véritable et signé pour identification pour demeurer annexé à un acte reçu devant le notaire soussigné sous le numéro 802 de ses minutes.

_____

/ Élie notaire

ANNEXE 1

EXTRAIT DE RESOLUTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE
9351-2648 QUÉBEC INC.
À titre de commandité de SOCIÉTÉ EN COMMANDITE GILFORD

« ATTENDU que SOCIÉTÉ EN COMMANDITE GILFORD entend développer le projet de construire environ 321 logements sur le site du 4820, 4e Avenue, dans l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie, à Montréal, comprenant des logements sociaux et communautaires, des logements abordables et des logements familiaux, conformément aux paramètres de la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels de la Ville de Montréal;

Sur proposition dûment appuyée, il est résolu à l'unanimité:

QUE 9351-2648 QUÉBEC INC., à titre de commandité de SOCIÉTÉ EN COMMANDITE GILFORD, signe la lettre d'« Engagements relatifs à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels de la Ville de Montréal », dont copie de ladite lettre a été soumise au présent conseil d'administration pour approbation;

QUE 9351-2648 QUÉBEC INC., à titre de commandité de SOCIÉTÉ EN COMMANDITE GILFORD, signe un acte d'hypothèque en faveur de la Ville de Montréal au montant d'UN MILLION DEUX CENT QUARANTE ET UN MILLE DOLLARS (1 241 100,00$), grevant une partie du lot TROIS MILLIONS TROIS CENT SOIXANTE-DEUX MILLE DIX-SEPT (3 362 017) du Cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, tel que montrée sur le plan accompagnant la description technique préparée par Louis-Philippe Fouquette, arpenteur-géomètre, sous le numéro 7125 de ses minutes, afin de garantir l'accomplissement des obligations prévues dans ladite lettre d'engagements, dont copie dudit acte d'hypothèque a été soumis au présent conseil d'administration pour approbation;

QUE 9351-2648 QUÉBEC INC., à titre de commandité de SOCIÉTÉ EN COMMANDITE GILFORD, signe également l'Entente de développement que requiert la Ville de Montréal relativement audit projet, dont copie de ladite entente a été soumise au présent conseil d'administration pour approbation;

QUE Stéphane CÔTÉ, en sa qualité de président de du conseil d'administration de 9351-2648 QUÉBEC INC., soit autorisé à signer au nom de SOCIÉTÉ EN COMMANDITE GILFORD, agissant par son commandité 9351-2648 QUÉBEC INC., ladite lettre d'engagement, ledit acte d'hypothèque et ladite entente de développement, ainsi que tout autre document qui pourrait être requis à cette fin, et généralement faire le nécessaire à cette fin. »

Je, soussigné Stéphane CÔTÉ, en ma qualité de président du conseil d'administration de 9351-2648 QUÉBEC INC., certifie que la présente est une copie conforme de la résolution dûment adoptée par le conseil d'administration de la société à une assemblée qui s'est tenue à Montréal le 28 août 2017.

Et j'ai signé à Montréal le 28 août 2017

Stéphane CÔTÉ, président

Reconnu véritable et signé pour identification pour demeurer annexé à un acte reçu devant le notaire soussigné sous le numéro 802 de ses minutes.

Annexe 2 : Plan de développement

PHASAGE DU PROJET



Annexe 3 : Définitions

Logement

Une pièce ou une suite de pièces servant ou destinées à servir de domicile à une ou plusieurs personnes, où l'on peut préparer et consommer des repas et dormir, et comportant des installations sanitaires composées d'au moins un W.-C., d'une baignoire ou d'une douche, d'un lavabo et d'un évier de cuisine. Les chambres à coucher doivent être fermées et posséder une fenêtre.

Logements abordables

Les logements abordables peuvent être offerts en vente ou en location.

Logements vendus

- Logement de type studio, dont le prix de vente incluant les taxes ne doit pas dépasser le plus élevé des montants prévus au sous-paragraphe a) du paragraphe 4 de l'article 4 des Règlement suivants : Règlement sur la subvention pour l'acquisition d'une propriété (03-168) ou Règlement sur la subvention municipale pour l'acquisition d'une propriété (14-035). Actuellement, ce montant est de 200 000 $, étant entendu qu'il peut être modifié de temps à autre;

- Logement d'une chambre à coucher, dont le prix de vente incluant les taxes ne doit pas dépasser le plus élevé des montants prévus au sous-paragraphe c) du paragraphe 4° de l'article 4 des règlements suivants : Règlement sur la subvention pour l'acquisition d'une propriété (03-168) **ou** Règlement sur la subvention municipale pour l'acquisition d'une propriété (14-035). Actuellement, ce montant est de 250 000 $, étant entendu qu'il peut être modifié de temps à autre;

- Logement de deux chambres à coucher, dont le prix de vente incluant les taxes ne doit pas dépasser le plus élevé des montants prévus au sous-paragraphe b) du paragraphe 4° de l'article 4 des règlements suivants : Règlement sur la subvention pour l'acquisition d'une propriété (03-168) **ou** Règlement sur la subvention municipale pour l'acquisition d'une propriété (14-035). Actuellement, ce montant est de 280 000 $, étant entendu qu'il peut être modifié de temps à autre;

- Logement de trois chambres à coucher, d'une superficie intérieure habitable d'au moins 96 m^2, dont le prix de vente incluant les taxes ne doit pas dépasser le plus élevé des montants prévus au sous-paragraphe d) du paragraphe 4° de l'article 4 des règlements suivants : Règlement sur la subvention pour l'acquisition d'une propriété (03-168) **ou** Règlement sur la subvention municipale pour l'acquisition d'une propriété (14-035). Actuellement, ce montant est de 360 000 $, étant entendu qu'il peut être modifié de temps à autre.

Les prix de vente des projets faisant l'objet d'une certification LEED ou Novoclimat peuvent être majorés du plus élevé des montants prévus soit au Règlement sur la subvention pour l'acquisition d'une propriété (03-168) ou au Règlement sur la subvention municipale pour l'acquisition d'une propriété (14-035). Ces règlements peuvent être modifiés ou remplacés de temps à autre. Actuellement la majoration des projets LEED est de 5 000 $ et celle pour les projets Novoclimat est de 2 500 $.

Dans l'éventualité où le Règlement sur la subvention pour l'acquisition d'une propriété (03-168) et le Règlement sur la subvention municipale pour l'acquisition d'une propriété (14-035) étaient abrogés sans être remplacés, les prix de vente susmentionnés seront automatiquement indexés selon l'indice des prix à la consommation compilé par Statistique Canada (IPC), pour la région de Montréal, au 1er janvier de chaque année suivant l'abrogation, étant entendu que le prix ne sera jamais ajusté à la baisse.

Logements loués

Loyers abordables maximaux de référence, sans services, valides en 2017.

1. 788 $ pour un logement studio
2. 946 $ pour un logement d'une chambre à coucher
3. 1 064 $ pour un logement de 2 chambres à coucher
4. 1 262 $ pour un logement de 3 chambres à coucher

Il est entendu que les loyers de référence maximums ci-dessus mentionnés seront augmentés annuellement de 2 % au 1er janvier de chaque année à compter de la date de signature de la présente. Le propriétaire pourra aussi utiliser toute nouvelle grille de loyer que la Ville de Montréal pourrait rendre disponible de temps à autre.

Le taux d'indexation de 2 % s'appliquera également aux loyers payables pour les 5 années qui suivent la date à laquelle l'immeuble est prêt pour l'usage auquel il est destiné. À cet effet, le propriétaire devra fournir à la Ville de Montréal une copie du bail de départ ainsi qu'un addenda au bail, signé par les deux parties, stipulant qu'en cas de renouvellement du bail, la hausse maximale annuelle pour cette période de 5 ans ne pourra excéder 2 %.

Logements familiaux

Logement comportant au moins 5 pièces habitables, dont au moins 3 chambres à coucher, et présentant une superficie intérieure d'au moins 96 m^2. Le logement doit être situé sous le quatrième étage hors sol d'un bâtiment et il doit posséder une entrée individuelle accessible directement de l'extérieur. Le logement doit être traversant ou aménagé sur 2 niveaux. Il faut noter que si une partie du logement est aménagée en demi-sous-sol, cette partie ne doit pas dépasser la moitié de l'aire habitable. Le logement doit disposer d'un espace privé extérieur au niveau du sol ou une terrasse extérieure d'une superficie minimale de 7 m^2, dont le plus petit des côtés présente une longueur minimale de 2,5 m.

Logements sociaux et communautaires

Les logements faisant partie d'un projet de construction d'immeuble d'un organisme à but non lucratif, de l'Office municipal d'habitation de Montréal, d'une coopérative d'habitation, de la Ville de Montréal ou d'une société paramunicipale, réalisés dans le cadre d'un programme d'habitation sociale mis en œuvre par la Société d'habitation du Québec.

Annexe 4 : Modèle de lettre de garantie bancaire

VOLET LOGEMENTS ABORDABLES

En-tête institution bancaire
(DATE)

Lettre de garantie irrévocable

Ville de Montréal
303, rue Notre-Dame Est, 4e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

Nous, *(institution bancaire)*, établissons ce jour en faveur de la Ville de Montréal et pour le compte de Société en Commandite Gilford, une lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle pour le montant de _____ $.

Le montant total ou partiel de cette lettre de garantie irrévocable et inconditionnelle sera payable à la Ville de Montréal, sur demande écrite signée du Directeur de l'habitation du Service de la mise en valeur du territoire de la Ville de Montréal, attestant que le montant réclamé par la Ville de Montréal est dû en raison du non-respect d'un des engagements auxquels Société en Commandite Gilford a souscrit en matière de réalisation de logements abordables, en regard du projet immobilier à réaliser sur les lots 3 361 976, 3 361 992, 3 362 017 et 3 362 018 du cadastre du Québec.

Notre lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle demeurera en vigueur jusqu'au _____. Elle vous sera également payable sur présentation d'une demande écrite signée par le Directeur de l'habitation du Service de la mise en valeur du territoire de la Ville de Montréal attestant que Société en Commandite Gilford a fait défaut de remettre à la Ville de Montréal trente (30) jours avant l'expiration des présentes, une nouvelle lettre de garantie renouvelée ou amendée irrévocable et inconditionnelle qui demeurera en vigueur pour une période additionnelle de douze (12) mois et comportant les mêmes modalités et le même montant que la présente lettre.

Notre responsabilité à l'égard de cette lettre de garantie irrévocable et inconditionnelle ne dépassera pas le montant maximal de _____ $. Le montant de cette lettre sera payable sans que nous cherchions à vérifier les termes de l'entente vous donnant le droit de faire votre demande et sans donner suite à toute réclamation du proposant.

Les dispositions de la présente lettre de garantie décrivent toutes les modalités de notre engagement.

Toute correspondance ou demande devra être adressée par écrit à *(succursale de la banque ou la caisse populaire où l'encaissement peut être demandé, qui doit être située sur le territoire de la Ville de Montréal)* et devra faire référence à notre lettre de garantie irrévocable et inconditionnelle numéro _____.

_____
Signataire autorisé

L'AN DEUX MILLE DIX-SEPT

Le vingt-huit août

(28-08-17)

DEVANT Me Jean-Sébastien ÉLIE, notaire à Montréal, province de Québec, Canada.

COMPARAÎT :

SOCIETE EN COMMANDITE GILFORD, une société en commandite constituée en vertu du *Code Civil du Québec*, agissant par son seul commandité, 9351-2648 QUÉBEC INC., une société constituée en vertu de la *Loi sur les sociétés par actions* du Québec, ayant son siège social au 407, rue McGill, bureau 810, Montréal, province de Québec, H2Y 2G3, agissant et représentée par Stéphane CÔTÉ, en sa qualité de président, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution du conseil d'administration en date du vingt-huit (28) août deux mille dix-sept (2017), dont copie conforme demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par ledit représentant en présence du notaire soussigné;

Ci-après le « **Débiteur** »

1. PRÉAMBULE

1.1 ATTENDU que dans le cadre du projet de construction à vocation résidentielle, situé sur le site connu sous le nom de Solotech (ci-après le « **Projet** », tel que plus amplement décrit à la Lettre d'engagements ci-après définie), le Débiteur a signé, le 28 août 2017 une lettre d'engagements, (ci-après la « **Lettre d'engagements** ») en faveur de la **VILLE DE MONTRÉAL** (ci-après le « **Créancier** »), relativement à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels du Créancier. Copie de la Lettre d'engagements demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le Débiteur avec et en présence du notaire soussigné. En cas de conflit ou de divergence entre les termes et conditions du présent acte et ceux de la Lettre d'engagements, les termes et conditions de la Lettre d'engagements prévaudront;

Avis d'adresse : 6 019 444

1.2 ATTENDU qu'aux termes de la Lettre d'engagements, le Débiteur a souscrit à certains engagements relatifs aux logements sociaux et communautaires, plus amplement décrits à la Lettre d'engagements (collectivement, l'« **Obligation** »);

1.3 ATTENDU que pour garantir l'accomplissement de l'Obligation, le Débiteur s'est engagé à constituer sur l'immeuble décrit au présent acte une garantie hypothécaire immobilière en faveur du Créancier;

CES FAITS ÉTANT DÉCLARÉS, le Débiteur convient et déclare ce qui suit :

2. OBLIGATIONS GARANTIES PAR L'HYPOTHÈQUE

La présente garantie hypothécaire est consentie en faveur du Créancier afin de garantir l'exécution de l'Obligation, comme si ladite Obligation avait été reproduite au long au présent acte.

3. HYPOTHÈQUE PRINCIPALE

En garantie de l'accomplissement de l'Obligation envers le Créancier, le Débiteur hypothèque en faveur du Créancier, jusqu'à concurrence d'une somme de UN MILLION DEUX CENT QUARANTE ET UN MILLE DOLLARS (1 241 000,00$), l'immeuble suivant (l'« **Immeuble** ») :

DÉSIGNATION

Un immeuble connu et désigné comme étant une PARTIE du lot numéro TROIS MILLIONS TROIS CENT SOIXANTE-DEUX MILLE DIX-SEPT (Ptie 3 362 017) du Cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

De figure trapézoïdale, telle qu'indiquée par les lettres A-B-C-D-A sur le plan mentionné plus bas dont copie demeure annexée aux présentes :

Commençant au point indiqué par la lettre A sur ledit plan, lequel point A est situé à l'intersection de la limite extrême nord-ouest et de la limite sud-ouest du lot 3 362 017;

Le segment A-B est borné au nord-ouest par les lots 3 362 016 et 3 361 900 et suit un gisement de 23°26'19'' sur une distance de trente et un mètres et trente-six centièmes (31,36 m);

Le segment B-C est borné au nord-est par une partie du lot 3 362 017 et suit un gisement de 111°23'39'' sur une distance de cinquante mètres et quatre-vingts centièmes (50,80 m);

Le segment C-D est borné au sud-est par une partie du lot 3 362 017 et suit un gisement de 203°5'6'' sur une distance de trente-trois mètres et seize centièmes (33,16 m);

Le segment D-A est borné au sud-ouest par les lots 3 362 004 et 3 362 016 et suit un gisement de 293°25'12'' sur une distance de cinquante mètres et quatre-vingt-seize centièmes (50,96 m);

Contenant une superficie de mille six cent quarante mètres carrés et huit dixièmes (1640,8 m.c.);

Le tout tel que montré sur le plan accompagnant la description technique préparée et signée par Louis-Philippe Fouquette, arpenteur-géomètre, à Montréal, le 6 juillet 2017, sous le numéro 7125 de ses minutes, dont une copie demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant du Débiteur en présence du notaire soussigné.

Avec tout ce qui est ou sera incorporé, attaché, réuni ou uni par accession ou autrement à cet Immeuble et qui est considéré comme immeuble en vertu de la loi.

L'hypothèque et les autres garanties constituées aux termes des présentes auront effet à compter de la date des présentes afin de garantir le respect de l'exécution de l'Obligation par le Débiteur.

4. HYPOTHÈQUE ADDITIONNELLE

Pour garantir le paiement de toute somme d'argent non garantie par l'hypothèque principale ci-dessus créée, et notamment les autres sommes déboursées par le Créancier pour la protection de sa créance hypothécaire telles que, mais sans limitation, taxes, frais et autres accessoires, une hypothèque additionnelle équivalant à vingt-cinq pour cent (25 %) du montant indiqué à la clause « HYPOTHÈQUE PRINCIPALE » ci-dessus est créée par le Débiteur. En conséquence, le Débiteur hypothèque l'Immeuble en faveur du Créancier pour une somme additionnelle égale à vingt-cinq pour cent (25 %) du montant indiqué à la clause « HYPOTHÈQUE PRINCIPALE » ci-dessus.

5. CHARGES ET CONDITIONS

5.1 Frais

Le Débiteur paiera les frais et honoraires des présentes, les frais d'arpentage, les frais de publicité et tous les autres déboursés, incluant, le cas échéant, ceux relatifs à tout renouvellement, avis, hypothèque, renonciation, cession de rang, quittance ou mainlevée s'y rapportant.

5.2 Mise en défaut du Débiteur

Le seul écoulement du temps pour accomplir l'une quelconque des obligations prévues aux présentes constituera le Débiteur en défaut, sans nécessité d'aucun avis ou mise en demeure.

5.3 Hypothèques ou charges prioritaires

Le Débiteur s'engage à ce qu'en tout temps l'Immeuble demeure libre de toute priorité, hypothèque ou charge quelconque pouvant primer les droits du Créancier, à l'exception, le cas échéant, de celles ci-après déclarées. Il s'oblige, sur demande et à ses frais, à remettre au Créancier toute renonciation, cession de rang, quittance ou mainlevée que ce dernier jugera nécessaire pour conserver la priorité de rang de son hypothèque sur l’Immeuble.

5.4 Radiation des droits hypothécaires ou prioritaires

Le Créancier est, par les présentes, autorisé à faire radier, aux frais du Débiteur, toute inscription hypothécaire et charge quelconque qui pourraient grever l'Immeuble et avoir priorité de rang sur l'hypothèque consentie aux termes des présentes.

5.5 Paiement des taxes, impositions et cotisations

Le Débiteur s'oblige à acquitter régulièrement toutes les taxes, impositions et cotisations fédérales, provinciales, municipales et scolaires, générales ou spéciales, qui peuvent ou pourront, en tout temps, affecter et grever l'Immeuble par priorité sur les droits du Créancier, et il remettra au Créancier, sur demande, dans les trente (30) jours de l'échéance de ces taxes, impositions ou cotisations, des reçus démontrant leur paiement complet, sans subrogation en faveur de tiers.

5.6 Remboursement des sommes déboursées par le Créancier

Le Débiteur remboursera au Créancier, sur demande, toute somme déboursée par ce dernier pour payer des taxes, impositions, cotisations ou tous autres frais relatifs à l'Immeuble, ou découlant des présentes, ou ayant été faits pour conserver sa garantie ou pour assurer l'exécution de toute obligation du Débiteur, avec intérêts sur ces sommes à compter de la date de leur déboursement par le Créancier, au taux applicable en vertu du Règlement sur les taxes de la Ville de Montréal.

5.7 Conservation de l'Immeuble

Le Débiteur ne pourra consentir de servitude ou autre démembrement du droit de propriété sans l'autorisation préalable écrite du Créancier.

Le Débiteur s'engage à respecter toutes les lois et tous les règlements pouvant affecter l'Immeuble, et le cas échéant, à prendre sans délai toutes les mesures nécessaires pour se conformer à toute norme édictée par ces lois et règlements.

5.8 Aliénation de l'Immeuble

L'aliénation de l'Immeuble, en tout ou en partie, ne nécessite pas le consentement du Créancier.

Lorsque le Débiteur procède à une telle aliénation, et dans la mesure où il cède à l'acheteur les obligations prévues à la Lettre d'engagements, en regard de l'Immeuble ou de la partie de l'Immeuble faisant l'objet de l'aliénation, et que l'acheteur s'engage envers le Créancier à remplir ces mêmes obligations, le Débiteur sera alors dégagé de toutes telles obligations, le tout tel que plus amplement décrit à la Lettre d'engagements.

De plus, toute modification cadastrale faite à la demande du Débiteur ayant pour objet la renumérotation de la partie de lot correspondant à l'Immeuble, afin d'attribuer à l'Immeuble un numéro de lot distinct, pourra être effectuée sans le consentement du Créancier.

5.9 Remise de documents

Le Débiteur s'engage à remettre au Créancier, sans délai, copie de tout avis, ordonnance ou acte de procédure émis en vertu des lois, règlements ou normes environnementales affectant l'Immeuble et qui lui est notifié, signifié ou inscrit sur l'Immeuble, de toute demande que le Débiteur voudrait faire pour se conformer à de telles exigences ainsi que de tout permis, attestation, certificat d'autorisation, certificat de conformité ou tout autre document obtenu à ces fins.

Le Débiteur s'engage à remettre au Créancier, si celui-ci lui en fait la demande, tous les documents relatifs à l'Immeuble. Ce dernier pourra retenir ces documents jusqu'à l'exécution complète des obligations du Débiteur.

6. DÉCLARATIONS DU DÉBITEUR

Le Débiteur fait les déclarations suivantes, qu'il certifie être vraies et qui sont essentielles aux présentes, à savoir :

6.1 l'Immeuble lui appartient en pleine et entière propriété et est libre de toute hypothèque, priorité, servitude ou charge quelconque, à l'exception de :

- Un avis de contamination publié sous le numéro 17 131 334;

- Une hypothèque en faveur de Ville de Montréal aux termes d'un acte publié sous le numéro 21 272 814, laquelle fera l'objet d'une mainlevée accordée par le Créancier;

- Une hypothèque en faveur de Consortium Angus S.E.C. aux termes d'un acte publié sous le numéro 22 809 987, laquelle fera l'objet d'une cession de rang aux termes des présentes;

- Une clause résolutoire en faveur de Consortium Angus S.E.C. aux termes d'un acte publié sous le numéro 22 809 987.

6.2 aucune construction, addition, réparation, rénovation ou modification de l'Immeuble n'est en cours actuellement et le coût de celles qui auraient été apportées à l'Immeuble au cours des six derniers mois a été intégralement acquitté;

6.3 toutes les taxes, impositions ou cotisations municipales ou scolaires, imposées sur l'Immeuble, ont été acquittées;

6.4 le Débiteur s'engage à respecter toutes les lois et tous les règlements pouvant affecter l'Immeuble, y compris ceux relatifs à la protection de l'environnement édictés par les autorités concernées, à aviser le Créancier de tout avis, ordonnance ou poursuite à cet effet et, le cas échéant, à prendre sans délai toutes les mesures nécessaires pour se conformer à toute norme édictée par ces lois et règlements.

7. DÉFAUTS

Le Débiteur ou tout propriétaire subséquent de l'Immeuble sera en défaut s'il :

7.1 ne respecte pas l'Obligation;

7.2 ne se conforme pas aux obligations résultant des clauses prévues au titre des charges et conditions ci-dessus ou de toute autre clause du présent acte;

7.3 fait cession de ses biens, est mis en faillite ou en liquidation, devient insolvable, fait une proposition concordataire ou se prévaut de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*;

7.4 n'obtient pas la mainlevée de toute hypothèque légale de la construction inscrite contre l'Immeuble dans les dix (10) jours de son inscription, sauf s'il en conteste de bonne foi la validité et s'il fournit au Créancier toute garantie supplémentaire requise par ce dernier pour assurer la protection de ses droits, auquel cas cette obligation sera suspendue jusqu'au jugement final à intervenir;

7.5 n'obtient pas la mainlevée de toute saisie opérée contre l'Immeuble en exécution d'un jugement;

7.6 n'obtient pas la mainlevée de tout préavis d'exercice d'un droit hypothécaire ou d'un autre droit inscrit contre l'Immeuble ou ne remédie pas à tout défaut aux termes de toute autre hypothèque ou charge affectant l'Immeuble;

7.7 fait aux présentes une déclaration qui s'avère fausse ou inexacte;

7.8 consent un droit réel sur tout ou partie de l'Immeuble, tels une servitude ou un démembrement du droit de propriété, sans l'autorisation préalable écrite du Créancier à l'exception d'une hypothèque de rang subséquent.

8. DROITS ET RECOURS EN CAS DE DÉFAUT

Advenant tout cas de défaut, le Créancier aura le droit, sous réserve de ses autres droits et recours :

8.1 d'exiger le paiement immédiat de la totalité des sommes qui lui sont dues aux termes des obligations garanties par la présente hypothèque, en capital, intérêts, frais et accessoires;

8.2 d'exécuter toute obligation non respectée par le Débiteur en ses lieu et place et aux frais de ce dernier;

8.3 d'exercer les recours hypothécaires que lui reconnaît la loi, après avoir signifié et inscrit un préavis d'exercice de ses droits hypothécaires et respecté le délai imparti pour le délaissement du bien, le tout conformément aux articles 2748 et suivants du *Code civil du Québec.*

9. ÉLECTION DE DOMICILE

Le Débiteur fait élection de domicile à son adresse mentionnée aux présentes. Si le Créancier ne peut le rejoindre à cette adresse ou à la dernière adresse fournie par écrit par ce dernier, celui-ci fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure du district de Montréal.

10. SOLIDARITÉ

Si le terme « Débiteur » comprend plus d'une personne, chacune d'elles est solidairement responsable envers le Créancier de l'Obligation stipulée à la Lettre d'engagements et des obligations qui sont stipulées aux présentes.

11. INDIVISIBILITÉ

Les obligations du Débiteur sont indivisibles et pourront être réclamées en totalité de chacun de ses héritiers, légataires ou représentants légaux conformément à l'article 1520 du *Code civil du Québec*. Il en sera de même, le cas échéant, à l'égard de toute caution ou acquéreur de l'Immeuble, ainsi qu'à l'égard de leurs héritiers.

12. CLAUSE INTERPRÉTATIVE

Chaque fois que le contexte l'exige, tout mot écrit au singulier comprend aussi le pluriel, et vice versa, et tout mot écrit au masculin comprend aussi le féminin. Le mot « Immeuble », employé sans autre indication dans le présent acte, signifie tous et chacun des immeubles ci-dessus hypothéqués et comprend, pour chacun d'eux, le fonds de terre, les bâtiments y érigés ou qui pourront y être érigés, de même que les biens qui y sont ou qui pourront y être incorporés, attachés, réunis ou unis par accession ou autrement.

13. CESSION DE RANG HYPOTHÉCAIRE ET ASSUMATION DE LA PRÉSENTE HYPOTHÈQUE

Aux présentes intervient :

CONSORTIUM ANGUS S.E.C., une société en commandite constituée en vertu du *Code Civil du Québec*, agissant par son seul commandité, 9181-5001 QUÉBEC INC., une société constituée en vertu de la *Loi sur les compagnies, Partie 1A*, maintenant régie par la *Loi sur les sociétés par actions* du Québec, ayant son siège social au 1430, boulevard Saint-Martin Ouest, bureau 200, Laval, province de Québec, H7S 1M9, agissant et représentée par Jean Proulx, avocat, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution du conseil d'administration en date du vingt-huit (28) août deux mille dix-sept (2017), dont copie conforme demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par ledit représentant en présence du notaire soussigné;

Ci-après nommée : « **l'Intervenant** »

Lequel Intervenant déclare :

13.1 être créancier sur l'Immeuble aux termes d'un acte de vente comprenant une hypothèque publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 22 809 987; et

13.2 qu'une clause résolutoire en sa faveur a été constituée sur l'Immeuble aux termes d'un acte de vente publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 22 809 987; et

13.3 avoir pris communication du présent acte d'hypothèque immobilière en faveur du Créancier et en être satisfait en tous points.

EN CONSÉQUENCE :

13.4 Cession de rang

L'Intervenant fait cession de rang au Créancier, tant pour les hypothèques que pour les autres droits de garantie du Créancier, pour le plein montant dû à ce dernier aux termes des obligations garanties, en capital, intérêts, frais et accessoires. L'Intervenant cède au Créancier priorité à toutes fins, de manière à ce que les droits du Créancier soient prioritaires en rang à ceux de l'Intervenant. En conséquence, tous les droits hypothécaires et autres droits de garantie du Créancier auront priorité sur les droits hypothécaires et autres droits de garantie de l'Intervenant.

Si le Créancier se prévaut de ses recours hypothécaires pour prendre en paiement l'Immeuble, celui-ci sera alors libre de toute hypothèque et de tout autre droit de garantie, incluant la clause résolutoire, de l'Intervenant. À l'inverse, si l'Intervenant se prévaut de ses recours hypothécaires pour prendre en paiement l'Immeuble, l'Immeuble sera toujours grevé des hypothèques et autres droits de garantie du Créancier.

Si l'Immeuble fait l'objet d'une vente à la suite de l'exercice d'un recours hypothécaire de vente par le créancier ou de vente sous contrôle de justice, d'une vente en justice, d'une vente pour taxes ou de tout autre recours entraînant un ordre de collocation ou le paiement d'une indemnité, notamment une indemnité d'assurance ou une indemnité d'expropriation, toute collocation devra respecter la priorité des droits du Créancier sur ceux de l'Intervenant.

13.5 Assumation de la présente hypothèque en faveur du Créancier

Dans le cas où l'Intervenant exerce son droit de résolution mentionné ci-dessus à l'article 13.2, celui-ci s'engage à assumer et à remplir toutes et chacune des obligations mentionnées aux termes des présentes à l'égard de l'hypothèque constituée en faveur du Créancier, avec les adaptations nécessaires. Par conséquent, l'Intervenant reconnaît qu'il ne pourra pas demander la radiation de la présente hypothèque s'il exerce son droit de résolution et les droits du Créancier seront pleinement exécutoires à l'encontre de l'Immeuble et de l'Intervenant.

DONT ACTE, à Montréal, sous le numéro HUIT CENT DEUX (802) des minutes du notaire soussigné.

Le Comparant et l'Intervenant déclarent au notaire avoir pris connaissance de ce présent acte et avoir exempté le notaire d'en donner lecture, puis le Comparant et l'Intervenant signent en présence du notaire.

SOCIETE EN COMMANDITE GILFORD
Agissant par son commandité, 9351-2648 QUÉBEC INC.

Signé par : *Stéphane Côté*

_____

Par : Stéphane CÔTÉ

CONSORTIUM ANGUS S.E.C.
Agissant par son commandité, 9181-5001 QUÉBEC INC.

Signé par : *Jean Proulx*

_____

Par : Jean Proulx

Signé par : *Jean-Sébastien Élie, notaire*

_____

Me Jean-Sébastien ÉLIE, notaire

COPIE CONFORME À L'ORIGINAL DEMEURÉ EN MON ÉTUDE

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1176692002

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation , Division du développement résidentiel
Objet :	Accepter le bénéfice des engagements pris en application de la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels, dans le cadre du projet de développement résidentiel sur les lots 3 361 976, 3 361 992, 3 362 017 et 3 362 018 du cadastre du Québec, situés au nord du prolongement prévu de la rue Gilford et à l'ouest de la 4e Avenue, dans l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation juridique avec commentaire

COMMENTAIRES

Le service des affaires juridiques a vérifié et approuvé l'acte d'hypothèque ("Hypothèque Ville 2017") avant sa signature. Quant à l'acte d'engagement unilatéral rédigé par le Service De La Mise En Valeur Du Territoire, nous sommes d'avis qu'il est conforme.

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Pier ROY
Notaire
Tél : 514-872-4159

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-30

Patrick FLUET
Notaire
Tél : 514-872-6853
Division : Services des affaires juridiques - Droit contractuel

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.40

2017/09/28 17:00

(1)

Dossier # : 1151195005

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction évaluation et courtage immobilier-sécurité
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Voie de circulation artérielle - autoroute Bonaventure, phase 1
Projet :	Autoroute Bonaventure
Objet :	Approuver le projet d'acte d'échange par lequel la Ville de Montréal cède à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada (CN) à des fins d'accès à l'aire de chargement, le lot 5 829 243 du cadastre du Québec, d'une superficie de 169,2 m², situé du côté sud de la rue Saint-Paul, entre la rue de l'Inspecteur et de la voie ferrée, en contrepartie, le CN cède à la Ville de Montréal, à des fins de rue, les lots 5 777 988 et 5 777 990 du cadastre du Québec, d'une superficie de 263,5 m² situés sur la rue Nazareth, entre les rues Saint-Maurice et Saint-Paul (parties de rues), dans l'arrondissement du Sud-Ouest, avec une soulte en faveur du CN au montant de 147 000 $, plus les taxes applicables, dont 107 000 $ a été payé par la Ville en effectuant des travaux d'aménagement sur le lot 5 829 243 dudit cadastre et 40 000 $ est payable à la signature de l'acte d'échange, le tout sujet aux termes et conditions stipulés au projet d'acte d'échange. N/Réf. : 31H05-005-7971-04

Il est recommandé :

d'approuver le projet d'acte d'échange par lequel La Ville cède à la compagnie des chemins de fers nationaux du Canada (CN) tous ses droits, titres et intérêts dans le lot 5 829 243 du cadastre du Québec, d'une superficie de 169,2 m², localisé dans l'arrondissement du Sud-Ouest. En échange le CN cède à la Ville de Montréal, tous ses droits, titres et intérêts dans les lots d'une superficie de 263,5 m². Le tout avec une soulte en faveur du CN au montant de 147 000 $, plus les taxes applicables, dont 107 000 $ a été payé par la Ville en effectuant des travaux d'aménagement sur le lot 5 829 243 dudit cadastre et 40 000 $ est payable à la signature de l'acte d'échange.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-08-29 09:00

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1151195005**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction évaluation et courtage immobilier-sécurité
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Voie de circulation artérielle - autoroute Bonaventure, phase 1
Projet :	Autoroute Bonaventure
Objet :	Approuver le projet d'acte d'échange par lequel la Ville de Montréal cède à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada (CN) à des fins d'accès à l'aire de chargement, le lot 5 829 243 du cadastre du Québec, d'une superficie de 169,2 m², situé du côté sud de la rue Saint-Paul, entre la rue de l'Inspecteur et de la voie ferrée, en contrepartie, le CN cède à la Ville de Montréal, à des fins de rue, les lots 5 777 988 et 5 777 990 du cadastre du Québec, d'une superficie de 263,5 m² situés sur la rue Nazareth, entre les rues Saint-Maurice et Saint-Paul (parties de rues), dans l'arrondissement du Sud-Ouest, avec une soulte en faveur du CN au montant de 147 000 $, plus les taxes applicables, dont 107 000 $ a été payé par la Ville en effectuant des travaux d'aménagement sur le lot 5 829 243 dudit cadastre et 40 000 $ est payable à la signature de l'acte d'échange, le tout sujet aux termes et conditions stipulés au projet d'acte d'échange. N/Réf. : 31H05-005-7971-04

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal est propriétaire du tronçon de l'autoroute Bonaventure situé entre le milieu du canal de Lachine et la rue Notre-Dame, où les voies rapides prennent fin. Compte tenu de l'âge de cette structure sur pilotis construite en 1966, la Ville a choisi de la remplacer par un boulevard urbain au niveau du sol. Cette opération d'envergure, qui constitue le cœur du Projet Bonaventure, contribuera à renouveler une entrée majeure du centre-ville et à retisser les liens entre les secteurs qui lui sont adjacents.
Dans le cadre dudit Projet Bonaventure, la Ville a débuté le réaménagement de la rue Nazareth. Ces travaux affectent l'accès à l'aire de chargement des camions par Dépotium inc., l'actuel locataire de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada (le « CN ») qui se faisait par la rue Nazareth vers le lot 1 284 736 du cadastre du Québec (sous les voies ferrées).

Afin de ne pas retarder l'échéancier de réalisation du Projet Bonaventure, la Ville et le CN ont convenu de relocaliser cet accès sur le lot 5 829 243 du cadastre du Québec (l'« Immeuble 1 »), qui était une partie du stationnement du SPVM. Puisque la Ville est propriétaire de l'Immeuble 1 et non le CN, la Ville a effectué des travaux de pavage et a installé une clôture sur l'Immeuble 1 afin de rendre fonctionnel le nouvel accès à l'aire de chargement des camions. Ces travaux représentent la somme de 107 000 $ (les « Travaux

d’aménagement de l’Immeuble 1 »).

D’autre part, la Ville souhaite régulariser l’empiètement d’une partie des rues Saint-Maurice, Saint-Paul Ouest et de Nazareth sur les terrains appartenant au CN, soit sur les lots 5 777 988 et 5 777 990 du cadastre du Québec (l’ « Immeuble 2»), et ce, tel que montré sur les plans ci-joints.

Compte tenu de ce qui précède, la Ville et le CN ont convenu de ce qui suit:

· La Ville cède au CN tous ses droits, titres et intérêts dans l’Immeuble 1, lequel sert de nouvel accès à l’aire de chargement des camions de Dépotium inc.;

et en échange,

· Le CN cède à la Ville tous ses droits, titres et intérêts dans l’Immeuble 2, étant une partie des rues Saint-Maurice, Saint-Paul Ouest et de Nazareth.

Cet échange permettra à chacune des parties de régulariser ses empiètements.

La Ville reconnaît avoir pris connaissance des arrêtés en conseil portant les numéros 45375, 63427, 45371 et 63430 permettant l'exploitation ferroviaire sur l'Immeuble 2. Elle consent à prendre l'Immeuble 2 sujet aux conditions y étant stipulées. D'autre part, la Ville consent à ce que l'avis de bail en faveur de Dépotium inc. (locataire) et affectant l'Immeuble 2 soit radié par le CN subséquemment à la publication de l'acte d'échange faisant l'objet du présent sommaire. Le risque est faible pour la Ville de procéder ainsi étant donné que le locataire n'occupe pas l'Immeuble 2.

L'Immeuble 1 est grevé depuis le 10 mai 2016 d'une réserve foncière, selon l'article 69 de la *Loi sur l'expropriation* , imposé par le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports pour le passage du SLR. Cette réserve d'une durée de deux ans prohibe toute construction hormis les réparations pendant sa durée. La réserve n'empêche pas la Ville de vendre l'Immeuble 1. Le CN consent à prendre l’Immeuble 1 sujet à ladite réserve.

Aux termes de l’acte d’échange, les parties constituent une servitude réelle et perpétuelle de non-construction contre l’Immeuble 1 et en faveur des lots 5 829 244 et 5 521 979 du cadastre du Québec (appartenant à la Ville). Cette servitude est consentie sans considération monétaire, sa constitution étant une condition essentielle à l’acte d’échange.

Le 1er décembre 2016, la Caisse de dépôt de placement du Québec Infra (« CDPQ Infra ») a fait l’acquisition du corridor ferroviaire surélevé se terminant à la Gare Centrale à partir du sud, situé entre les rues Bridge et Saint-Antoine à Montréal, lequel viaduc inclut les lots 5 777 987 et 5 777 986 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal (l’« Immeuble 3 »). Afin notamment de régulariser des empiètements par la Ville sur l’Immeuble 3, il est prévu qu’un acte sera signé entre le Ville et CDPQ. Aux termes de cet acte, les servitudes suivantes seront créées :

Une servitude de passage public à pied ou en vélo contre une partie des lots 5 777 987 et 5 777 986 et en faveur des lots 5 521 978, 5 777 990, 5 521 979 et 5 777 988 du cadastre du Québec; et une servitude d'exploitation ferroviaire contre l'Immeuble 2 et en faveur de l’Immeuble 3. Quant à ces servitudes, un sommaire décisionnel distinct sera préparé incessamment.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0023 - 29 janvier 2015 - Accorder un contrat à Groupe TNT inc. pour la reconstruction d'infrastructures souterraines et réaménagement géométrique incluant des travaux de reconstruction de trottoirs, de structures et pour les travaux d'éclairage et de feux de signalisation dans les rues de Nazareth et Notre-Dame - Lots 6A, 6D, 6E, 6F, 6G, 20D, 23 et 30A - Projet Bonaventure. Arrondissements : Ville-Marie et Le Sud-Ouest. Dépense totale de 10 443 514,69 $, taxes incluses (contrat : 9 405 353,91 $ + incidences : 1 038 160,78 $). Appel d'offres public 214709 - 8 soumissionnaires
CE14 1963 - 17 décembre 2014 - Confirmer, dans le cadre du Projet Bonaventure, l'aménagement de nouveaux lieux publics permanents dans le quadrilatère formé, des rues Wellington, de Nazareth, Saint-Paul et Duke / Prendre connaissance du concept d'aménagement élaboré pour l'ensemble des lieux publics prévus dans le cadre du projet.

CG08 0373 - 19 juin 2008 - Adoption du Règlement autorisant un emprunt de 20 500 000 $ afin de financer la première phase des travaux de réaménagement de l'autoroute Bonaventure (phase 1) entre les rues Brennan et Saint-Jacques.

DESCRIPTION

La transaction consiste à approuver un projet d'acte d'échange par, lequel la Ville de Montréal cède au CN le lot 5 829 243 du cadastre du Québec, d'une superficie de 169,2 m², à des fins d'accès à l'aire de chargement des camions. En échange, le CN cède à la Ville de Montréal les lots 5 777 988 et 5 777 990 du cadastre du Québec d'une superficie de 263,5 m², à des fins de rue, le tout sujet aux termes et conditions stipulés au projet d'acte d'échange.
Compte tenu que la Ville a effectué les travaux d'aménagement de l'Immeuble 1, les parties ont convenu de déduire la valeur de ses travaux de la soulte due par la Ville au CN.

JUSTIFICATION

Le Service de la gestion et de la planification immobilière soumet ce sommaire décisionnel aux autorités municipales compétentes, pour approbation, pour les motifs suivants :

· pour que la géométrie définitive de la rue Nazareth soit implantée pour pouvoir procéder aux différentes phases des travaux prévus dans le cadre du Projet Bonaventure;

· pour que la sortie de l'autoroute Ville-Marie vers la rue Nazareth soit modifiée en fonction de la géométrie définitive de la rue Nazareth;

· Le Service de l'environnement de la Ville n'a émis aucune réserve concernant l'échange de ces terrains.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Selon la Division de l'évaluation immobilière de la Ville de Montréal, la valeur marchande des lots à échanger est estimée à 1 776 $/m². À cela, il faut ajuster le prix pour tenir compte des servitudes à créer en faveur et contre chacun des immeubles.
La valeur de l'Immeuble 1 est de 150 000 $ compte tenu de la création d'une servitude de non-construction créée contre l'Immeuble 1. Dans l'éventualité où le propriétaire du Fonds servant demande au propriétaire du Fonds dominant de renoncer à la présente servitude et que ce dernier y consent, les parties ont convenu dans le projet d'acte d'échange qu'une considération sera exigée par le propriétaire du Fonds dominant pour consentir à telle renonciation. Cette considération devra représenter cinquante pour cent (50 %) de la juste valeur marchande de l'Immeuble 1 à la date de ladite demande de renonciation par le propriétaire du Fonds servant. Le CN consent à céder l'Immeuble 2 pour le prix de 297 000 $ alors que sa valeur est de 468 000 $ compte tenu des arrêtés en conseil permettant

l'exploitation ferroviaire sur l'Immeuble 2.

Cet échange est fait avec une soulte de 147 000 $ en faveur du CN. Néanmoins, puisque la Ville a réalisé des Travaux d'aménagement de l'Immeuble 1, les parties ont convenu que le montant de ces travaux (107 000 $) seraient déduits de la soulte due par la Ville au CN. En conséquence, le solde de la soulte s'élève à 40 000 $, plus les taxes applicables, en faveur du CN. Cette dépense sera financée par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération n^{o} RGC 08-026 Havre de Montréal - Réaménagement de l'autoroute Bonaventure.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les travaux sur la rue de Nazareth liés au Projet Bonaventure d'ici à son parachèvement en 2017 permettront entre autres :

· l'aménagement de larges trottoirs plantés qui contribueront à augmenter le niveau de confort des piétons circulant dans le secteur;

· la plantation d'un nombre important d'arbres d'alignement dans des fosses drainées de grande dimension.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Cette transaction permettra de régulariser les titres de propriété entre la Ville et le CN.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Ne s'applique pas.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jorge PALMA-GONZALES)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Caroline BOILEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Luc LÉVESQUE, Service des infrastructures_voirie et transports
Pierre SAINTE-MARIE, Service des infrastructures_voirie et transports
Sylvain VILLENEUVE, Le Sud-Ouest

Lecture :

Luc LÉVESQUE, 15 juin 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Ginette HÉBERT
Conssillère en immobilier

Tél : 514 872-8404
Télécop. : 514 872-8350

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-06-14

Denis SAUVÉ
Chef de section

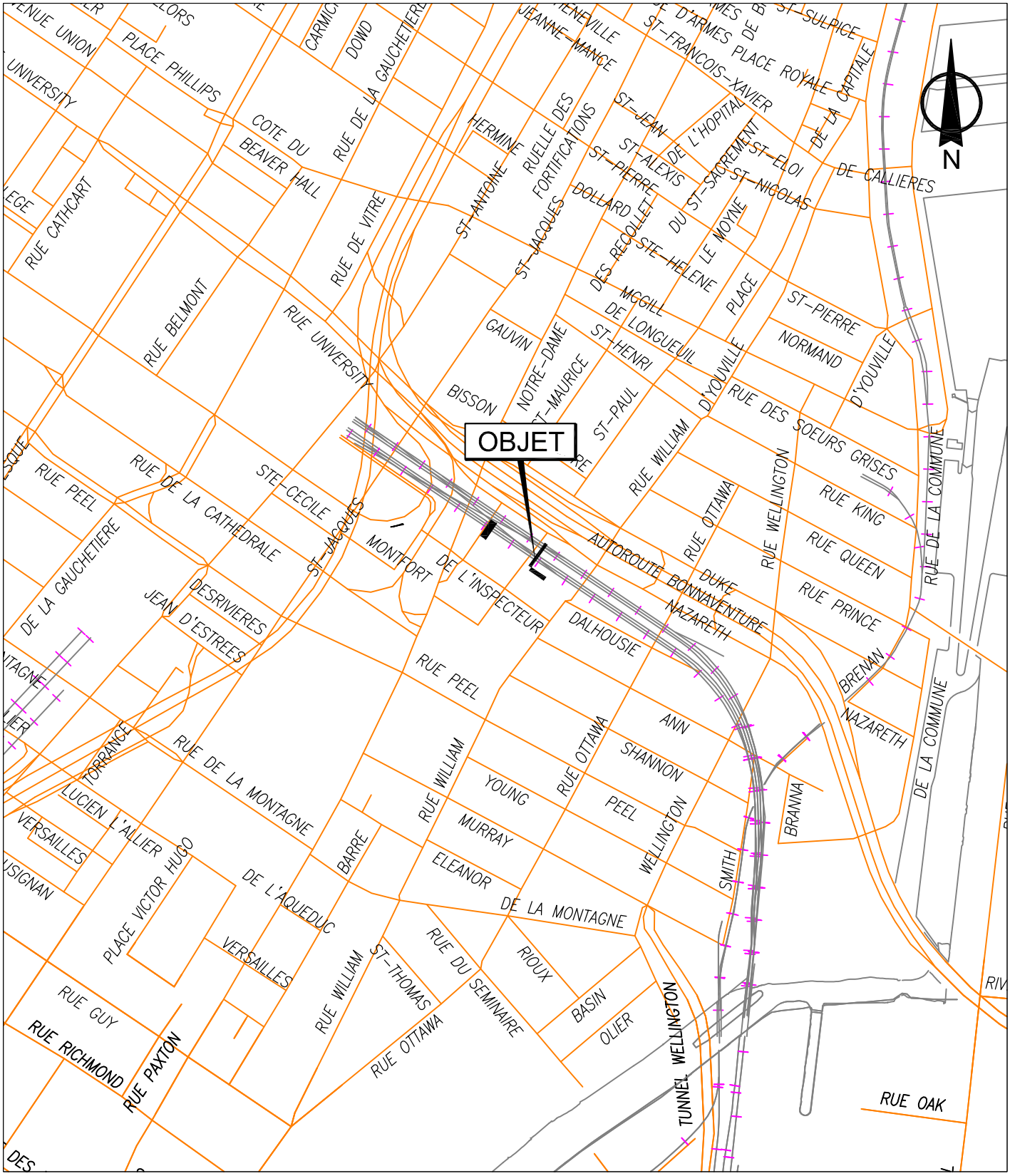
Tél : 514 872-2125
Télécop. : 514 872-8350

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières et de la sécurité
Tél : 514 872-0153
Approuvé le : 2017-08-28

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI
Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2017-08-28

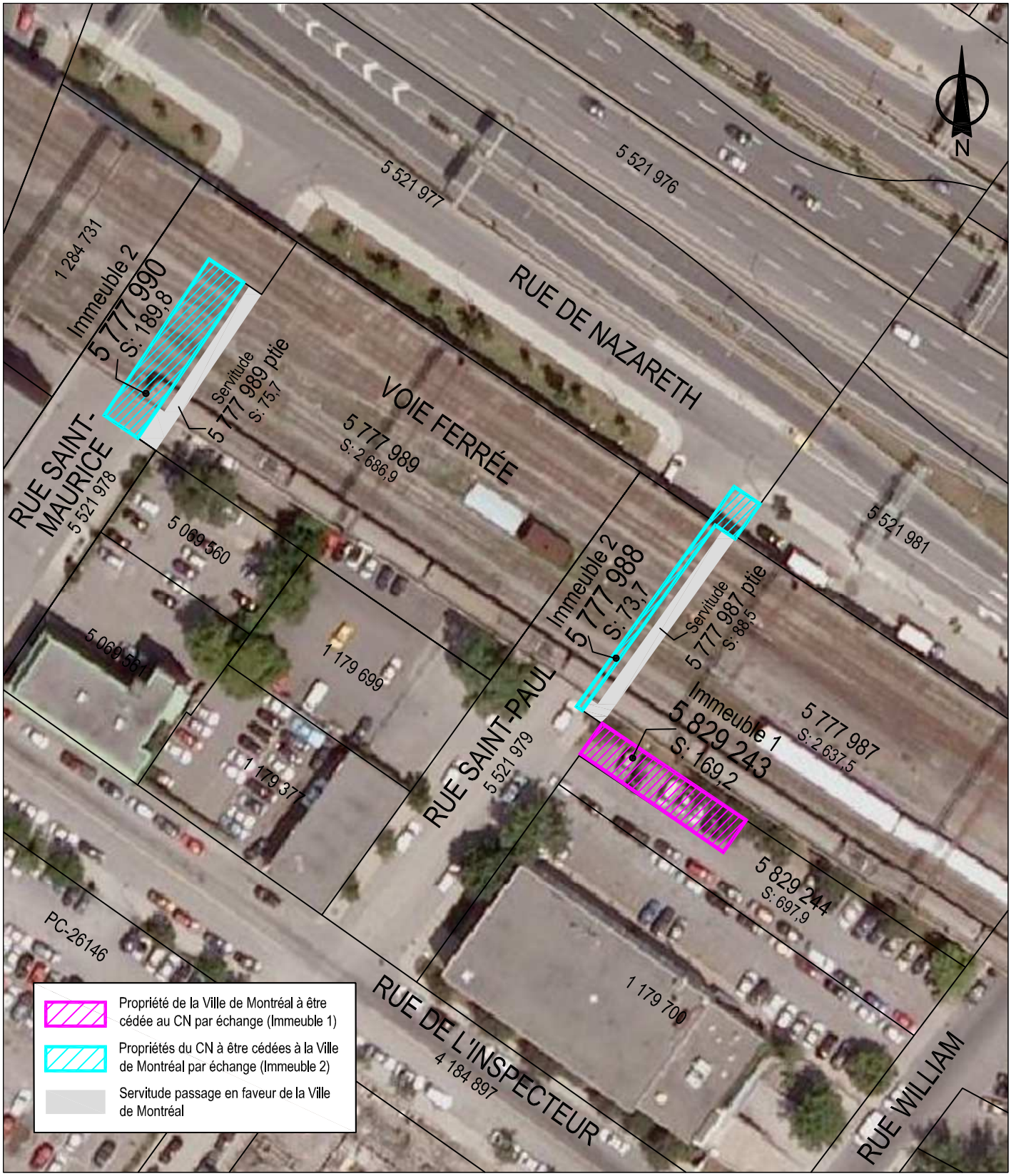


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES ET DE LA SÉCURITÉ
DIVISION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Le Sud-Ouest
Montréal

Plan A: plan de localisation
Dossiers: 31H05-005-8071-03
31H05-005-7971-04
Dessinateur: LJC
Échelle: --
Date: 15-11-2016

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES ET DE LA SÉCURITÉ
DIVISION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Le Sud-Ouest
Montréal

Plan P: plan de cadastre et orthophoto
Dossiers: 31H05-005-8071-03
31H05-005-7971-04
Dessinateur: LJC
Échelle: 1:850
Date: 15-11-2016

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1151195005

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction évaluation et courtage immobilier-sécurité
Objet :	Approuver le projet d'acte d'échange par lequel la Ville de Montréal cède à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada (CN) à des fins d'accès à l'aire de chargement, le lot 5 829 243 du cadastre du Québec, d'une superficie de 169,2 m², situé du côté sud de la rue Saint-Paul, entre la rue de l'Inspecteur et de la voie ferrée, en contrepartie, le CN cède à la Ville de Montréal, à des fins de rue, les lots 5 777 988 et 5 777 990 du cadastre du Québec, d'une superficie de 263,5 m² situés sur la rue Nazareth, entre les rues Saint-Maurice et Saint-Paul (parties de rues), dans l'arrondissement du Sud-Ouest, avec une soulte en faveur du CN au montant de 147 000 $, plus les taxes applicables, dont 107 000 $ a été payé par la Ville en effectuant des travaux d'aménagement sur le lot 5 829 243 dudit cadastre et 40 000 $ est payable à la signature de l'acte d'échange, le tout sujet aux termes et conditions stipulés au projet d'acte d'échange. N/Réf. : 31H05-005-7971-04

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous joignons le projet d'acte d'échange donnant suite à la recommandation du service. Nous avons reçu une confirmation du représentant du CN à l'effet qu'il est d'accord avec ce projet d'acte et qu'il s'engage à le signer dans sa forme actuelle sans aucune modification.

16-001713

FICHIERS JOINTS

Échange -version finale 18-08-2017.DOC

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Caroline BOILEAU
notaire
Tél : 514-872-6423

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-23

Caroline BOILEAU
notaire
Tél : 514-872-6423
Division : Droit contractuel

1151195005
16-001713

L'AN DEUX MILLE DIX-SEPT
Le [●]

DEVANT **M^e^ Caroline BOILEAU**, notaire à Montréal, province de Québec, Canada.

COMPARAISSENT :

COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER NATIONAUX DU CANADA/CANADIAN NATIONAL RAILWAY COMPANY, personne morale légalement constituée par statuts de constitution délivrés le six (6) juin mil neuf cent dix-neuf (1919), suivant la *Loi du Dominion*, 9-10, Geo. V, Cap. 13 dont l'existence a été prorogée sous le régime de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* (LRC, 1985, ch. C-44) par certificat de prorogation en date du vingt-quatre (24) août mil neuf cent quatre-vingt-quinze (1995), autorisé par la *Loi sur la commercialisation du CN* (S.C. 1995, ch. 24), ayant son siège au 935, rue de la Gauchetière Ouest, Montréal, province de Québec, H3B 2M9, Canada, agissant et représentée par **Luc JOBIN**, vice-président exécutif et chef de la direction financière, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu des *RÉSOLUTIONS PERMANENTES CONSOLIDÉES CONCERNANT LA DÉLÉGATION DES POUVOIRS* révisées par son Conseil d'administration le sept (07) décembre mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (1999), le vingt et un (21) avril deux mille quatre (2004), le treize (13) juin deux mille cinq (2005), le dix-huit (18) septembre deux mille six (2006), le dix-huit (18) septembre deux mille sept (2007), le seize (16) septembre deux mille huit (2008) et le douze (12) juin deux mille douze (2012) (les « RÉSOLUTIONS »), non modifiées ni révoquées, étant lui-même représenté aux présentes par **Bernard BEYER**, son vice-président – trésorier, en vertu d'une *DÉLÉGATION DE POUVOIRS*, non modifiée ni révoquée, signée par Luc JOBIN, le vingt-deux (22) mars deux mille seize (2016), certifiée par Cristina CIRCELLI, secrétaire corporative adjointe de Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada/Canadian National Railway Company. Copie conforme d'un extrait de ces *RÉSOLUTIONS* a été déposée au rang des minutes de M^e^ Bruno Burrogano, notaire, par acte de dépôt reçu le seize (16) février deux mille seize (2016), sous le numéro 18 687 de ses minutes et copie conforme de ladite DÉLÉGATION DE

POUVOIRS a été déposée au rang des minutes de M^{e} Bruno Burrogano, notaire, par acte de dépôt reçu le vingt-trois (23) mars deux mille seize (2016), sous le numéro 18 725 ses minutes.

Ci-après nommée le « **CN** »

ET

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier (1er) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4) (la « Charte »), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par [●], son [●], dûment autorisé en vertu :

a) de la résolution numéro CG06 0006, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du vingt-trois (23) janvier deux mille six (2006), copie certifiée de cette résolution demeure annexée à la minute 3 602 de la notaire soussignée, conformément à la *Loi sur le notariat* (RLRQ, chapitre N-3); et

b) de la résolution numéro CG[●], adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du [●] copie certifiée de cette résolution demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence de la notaire soussignée.

Ci-après nommée la « **Ville** »

Le CN et la Ville sont également collectivement désignés aux présentes comme étant les « **Parties** ».

Lesquelles Parties, pour en venir à l'échange faisant l'objet des présentes, déclarent d'abord ce qui suit :

1. PRÉAMBULE

1.1 ATTENDU QUE la Ville est propriétaire d'un terrain connu et désigné comme étant le lot numéro CINQ MILLIONS HUIT CENT VINGT-NEUF MILLE DEUX CENT QUARANTE-TROIS (5 829 243) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

1.2 ATTENDU QUE le CN est propriétaire des terrains connus et désignés comme étant les lots CINQ MILLIONS SEPT CENT SOIXANTE-DIX-SEPT MILLE NEUF CENT QUATRE-VINGT-HUIT (5 777 988) et CINQ MILLIONS SEPT CENT SOIXANTE-DIX-SEPT MILLE NEUF CENT QUATRE-VINGT-DIX (5 777 990) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

1.3 ATTENDU QUE les Parties désirent échanger leur immeuble respectif;

Ces faits étant établis, les Parties conviennent de ce qui suit :

2. DÉCLARATIONS PRÉLIMINAIRES

Les déclarations préliminaires mentionnées dans le préambule ci-dessus font partie intégrante du présent contrat.

3. OBJET DU CONTRAT

3.1 La Ville cède et transfère au CN, à titre d'échange, tous ses droits, titres et intérêts dans l'immeuble suivant :

DÉSIGNATION

Le lot **CINQ MILLIONS HUIT CENT VINGT-NEUF MILLE DEUX CENT QUARANTE-TROIS (5 829 243)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal,

ci-après appelé l'« **Immeuble 1** ».

3.2 En échange, le CN cède et transfère à la Ville tous ses droits, titres et intérêts dans l'immeuble suivant :

DÉSIGNATION

Les lots **CINQ MILLIONS SEPT CENT SOIXANTE-DIX-SEPT MILLE NEUF CENT QUATRE-VINGT-HUIT (5 777 988)** et **CINQ MILLIONS SEPT CENT SOIXANTE-DIX-SEPT MILLE NEUF CENT QUATRE-VINGT-DIX (5 777 990)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal,

ci-après appelé l'« **Immeuble 2** ».

4. GARANTIE

4.1 Immeuble 1

L'Immeuble 1 est cédé sans aucune garantie et aux risques et périls du CN.

Sans limiter la généralité de ce qui précède, le CN reconnaît que la Ville n'a aucune responsabilité relative aux titres ainsi qu'à l'égard de l'état et de la qualité du sol et du sous-sol de l'Immeuble 1 (les « **Sols de l'Immeuble 1** »), incluant, sans limitation, les matériaux composant le remblai, la présence potentielle de tout contaminant, polluant, substance toxique, matière ou déchet dangereux dans ou sur l'Immeuble 1, le CN l'achetant à ses seuls risques et périls qu'il ait effectué ou non une vérification des titres et une étude de caractérisation des Sols de l'Immeuble 1.

Le CN reconnaît qu'il ne peut en aucune manière invoquer la responsabilité de la Ville pour quelque motif que ce soit, tels que les opinions ou rapport pouvant avoir été émis par les employés ou les mandataires de la Ville et il renonce à toute réclamation, action ou poursuite contre la Ville, notamment, à l'égard des titres, de la condition des Sols de l'Immeuble 1 de même que des bâtiments, constructions et ouvrages situés sur l'Immeuble 1, le cas échéant. En outre, le CN s'engage à tenir la Ville indemne de tout recours ou réclamation que des tiers pourraient exercer relativement à l'Immeuble 1.

4.2 Immeuble 2

L'Immeuble 2 est cédé sans aucune garantie et aux risques et périls de la Ville.

Sans limiter la généralité de ce qui précède, la Ville reconnaît que le CN n'a aucune responsabilité relative aux titres ainsi qu'à l'égard de l'état et de la qualité du sol et du sous-sol de l'Immeuble 2 (les « **Sols de l'Immeuble 2** »), incluant, sans limitation, les matériaux composant le remblai, la présence potentielle de tout contaminant, polluant, substance toxique, matière ou déchet dangereux dans ou sur l'Immeuble 2, la Ville l'achetant à ses seuls risques et périls qu'elle ait effectué ou non une vérification des titres et une étude de caractérisation des Sols de l'Immeuble 2.

La Ville reconnaît qu'elle ne peut en aucune manière invoquer la responsabilité du CN pour quelque motif que ce soit, tels les opinions ou rapports pouvant avoir été émis par les employés ou les mandataires du CN et elle renonce à toute réclamation, action ou poursuite contre le CN, notamment, à l'égard des titres, de la condition des Sols de l'Immeuble 2 de même que des bâtiments, constructions et ouvrages situés sur l'Immeuble 2, le cas échéant. En outre, la Ville s'engage à tenir le CN indemne de tout recours ou réclamation que des tiers pourraient exercer relativement à l'Immeuble 2.

5. POSSESSION

5.1 Le CN devient propriétaire de l'Immeuble 1 à compter de ce jour, avec possession et occupation immédiates.

5.2 La Ville devient propriétaire de l'Immeuble 2 à compter de ce jour avec possession et occupation immédiates.

6. DOSSIER DE TITRES

Aucune des Parties n'est tenue de fournir à l'autre quelque titre, certificat de localisation, certificat de recherche, plan ou état certifié des droits que ce soit.

7. ATTESTATIONS DES PARTIES

7.1 Attestations de la Ville

La Ville déclare :

7.1.1 qu'elle est une personne morale de droit public résidente canadienne au sens de la Loi de l'impôt sur le revenu (L.R.C. (1985), ch. 1 (5^{e} suppl.)) et de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3);

7.1.2 que l'Immeuble 1 :

7.1.2.1 est grevé d'une servitude de passage, créée à la suite du dépôt de plan de la subdivision du lot 1757-1 du cadastre de la Cité de Montréal, quartier Sainte-Anne;

7.1.2.2 est libre de toute hypothèque, redevance, priorité ou charge quelconque à l'exception d'un avis d'imposition d'une réserve par La Procureure générale du Québec (agissant pour le ministre des Transports, de la mobilité durable et de l'électrification des transports pour le compte de la Caisse de dépôt et placement du Québec) contre la Ville de Montréal, signé sous seing privé par Geneviève Légaré, avocate et procureur de la réservante, le neuf (9) mai deux mille seize (2016), publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal le douze (12) mai deux mille seize (2016), sous le numéro 22 299 395. Cet avis continuera d'affecter l'Immeuble 1.

7.2 Attestations du CN

Le CN déclare :

7.2.1 qu'il est une personne morale résidente canadienne au sens de la Loi sur l'impôt sur le revenu (LRC (1985), ch. 1 (5^{e} suppl.)) et de la Loi sur les impôts (RLRQ, chapitre I-3);

7.2.2 que les impôts fonciers échus relatifs à l'Immeuble 2 ont été acquittés sans subrogation jusqu'à ce jour;

7.2.3 Que l'Immeuble 2 :

7.2.3.1est libre de toute hypothèque, redevance, priorité ou charge quelconque à l'exception de ce qui suit :

- Un avis de bail entre Canadian National Railway Company (locateur) et Dépotium inc. (locataire) signé sous seing privé le seize (16) février deux mille sept (2007) et amendé le vingt-sept (27) mars deux mille sept (2007) et le vingt et un (21) août deux mille huit (2008), et publié à Montréal le vingt-sept (27) janvier deux mille un (2001) sous le numéro 17 871 524, étant cependant attendu que ledit avis sera radié par le CN subséquemment à la publication du présent acte.

8. OBLIGATIONS DES PARTIES

8.1 Obligations du CN :

Le CN s'oblige à :

8.1.1 prendre l'Immeuble 1 dans l'état où il se trouve actuellement, sujet à toute servitude, le cas échéant, déclarant l'avoir vu et examiné à sa satisfaction;

8.1.2 vérifier lui-même, auprès de toutes les autorités compétentes, y compris la Ville, que tout aménagement qu'il entend réaliser sur l'Immeuble 1 ainsi que toute destination qu'il entend lui donner sont conformes aux lois et règlements en vigueur;

8.1.3 payer, le cas échéant, à compter des présentes, selon leur échéance respective, toutes taxes municipales et scolaires générales ou spéciales ou autres impôts pouvant affecter l'Immeuble 1.

8.2 Obligations de la Ville

La Ville s'oblige à :

8.2.1 prendre l'Immeuble 2 dans l'état où il se trouve actuellement, sujet à toute servitude, le cas échéant, déclarant l'avoir vu et examiné à sa satisfaction. La Ville reconnaît avoir pris connaissance des arrêtés en conseil portant les numéros 45375, 63427, 45371 et 63430 et consent à prendre l'Immeuble 2 sujet aux conditions y étant stipulées;

8.2.2 payer les frais et honoraires des présentes, de leur publication et des copies requises pour les Parties. Il est, par ailleurs, entendu que chacune des Parties aux présentes sera seule responsable des frais et honoraires de ses propres conseillers juridiques.

9. RÉPARTITIONS

9.1 Immeuble 1

L'Immeuble 1 est compris dans une unité d'évaluation inscrite au nom de la Ville et est, à ce titre, jusqu'à la date des présentes, exempt de taxes foncières municipales et scolaires en vertu des dispositions de l'article 204 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (RLRQ, c. F-2.1).

9.2 Immeuble 2

La Ville déclare que les immeubles lui appartenant sont exempts de taxes foncières, municipales et scolaires, en vertu des dispositions de l'article 204 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (RLRQ, c. F-2.1). En conséquence, la Ville remboursera au CN, le cas échéant, toute portion de taxes municipales payée en trop. Par ailleurs, le Comité de la gestion de la taxe scolaire de l'Île de Montréal remboursera au CN, le cas échéant, toute portion de taxes scolaires payée en trop sous réserve des dispositions de l'article 245 de la loi précitée. De plus, le CN reconnaît que tout remboursement de taxes municipales ou scolaires, le cas échéant, se fera uniquement après la modification du rôle d'évaluation foncière résultant du présent échange.

10. CONSIDÉRATION

10.1 Valeur de l'Immeuble 1 :

La valeur de l'Immeuble 1 s'élève à la somme de **CENT CINQUANTE MILLE DOLLARS (150 000,00 $)**.

10.2 Valeur de l'Immeuble 2 :

La valeur de l'Immeuble 2 s'élève à la somme de **DEUX CENT QUATRE-VINGT-DIX-SEPT MILLE DOLLARS (297 000,00 $).**

10.3 Soulte :

Cet échange est fait avec une soulte de **CENT QUARANTE-SEPT MILLE DOLLARS (147 000,00 $)** en faveur du CN. Néanmoins, préalablement à la signature des présentes, la Ville a réalisé, pour le bénéfice du CN, des travaux d'aménagement sur l'Immeuble 1 pour relocaliser l'aire de chargement des camions du CN. Ces travaux représentent un montant de **CENT SEPT MILLE DOLLARS (107 000,00 $)**. Il est entendu entre les Parties que le montant de ces travaux doit être déduit de la soulte.

En conséquence, le solde de la soulte s'élève à **QUARANTE MILLE DOLLARS (40 000,00 $)** qui est dû par la Ville au CN et que ce dernier reconnaît avoir reçu en date des présentes, dont quittance totale et finale.

11. RENONCIATION AU DROIT DE REPRISE

Chacune des Parties renonce au droit des co-échangistes de reprendre le terrain transféré, comme prévu à l'article 1797 du *Code civil du Québec*, sous la réserve expresse de son droit de réclamer des dommages-intérêts selon ce même article, au cas où elle serait évincée du terrain reçu en échange.

12. CONSTITUTION D'UNE SERVITUDE DE NON-CONSTRUCTION

Les Parties constituent, par les présentes, une servitude réelle et perpétuelle de non-construction contre le lot numéro **CINQ MILLIONS HUIT CENT VINGT-NEUF MILLE DEUX CENT QUARANTE-TROIS (5 829 243)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal (ci-après le « **Fonds servant** »), et en faveur des lots numéros **CINQ MILLIONS HUIT CENT VINGT-NEUF MILLE DEUX CENT QUARANTE-QUATRE (5 829 244)** et **CINQ MILLIONS CINQ CENT VINGT ET UN MILLE NEUF CENT SOIXANTE-DIX-NEUF (5 521 979)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal (ci-après collectivement le « **Fonds dominant** »).

Cette servitude est créée en complément de la servitude de passage décrite à la clause 7.1.2.1 du présent acte, laquelle grève déjà l'Immeuble.

12.1.Conditions

a) Le CN, stipulant pour lui-même, ses représentants et ayants droit, accorde à la Ville, stipulant pour elle-même, ses représentants et ayants droit, un droit de servitude comportant l'interdiction pour toute personne de modifier l'élévation actuelle du Fond servant et d'ériger quelque nouvelle construction ou structure sur, au-dessus et en-dessous dudit Fonds servant, sauf avec le consentement écrit de la part de la Ville. Cette dernière pourra refuser tel consentement, si, à son avis, les travaux projetés peuvent nuire à l'exercice des droits conférés par la présente servitude. Toutefois, le CN pourra, sans ce consentement, procéder à la pose de revêtements d'asphalte, de bêton ou autres.

b) Cette servitude est consentie sans considération monétaire, sa constitution étant une condition au présent acte d'échange.

c) Dans l'éventualité où le propriétaire du Fonds servant demande au propriétaire du Fonds dominant de renoncer à la présente servitude et que ce dernier y consent, les Parties conviennent, aux présentes, qu'une considération sera exigée par le propriétaire du Fonds dominant pour consentir à telle renonciation. Cette considération devra représenter cinquante pour cent (50 %) de la juste valeur marchande de l'Immeuble 1 à la date de ladite demande de renonciation par le propriétaire du Fonds servant.

La juste valeur marchande de l'Immeuble 1 sera déterminée par un évaluateur agréé choisi par les Parties dans les soixante (60) jours suivant la décision de la Ville à consentir à ladite renonciation. Si les Parties ne s'entendent pas sur le choix de l'évaluateur, elles pourront, dans un délai de trente (30) jours suivant l'expiration du premier délai de soixante (60) jours, choisir leur évaluateur respectif. Chacune des Parties assumera alors les honoraires de l'évaluateur qu'elle aura ainsi choisi. La valeur de l'Immeuble1, sera la moyenne de l'évaluation préparée par leur évaluateur respectif;

13. DÉCLARATIONS RELATIVES À LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES (T.P.S.) ET À LA TAXE DE VENTE DU QUÉBEC (T.V.Q.)

13.1 La considération exclut la T.P.S. et la T.V.Q.

En conséquence, si le présent échange est taxable selon les dispositions de la *Loi concernant la taxe d'accise* (LRC (1985), chapitre E-15) et celles de la *Loi sur la taxe de vente du Québec* (RLRQ, chapitre T-0.1), chacune des Parties se chargera elle-même d'effectuer le paiement de ces taxes auprès des autorités fiscales concernées, à l'entière exonération de l'autre partie.

Aux fins de l'application des lois fiscales mentionnées au présent titre :

13.1.1 La Ville déclare que ses numéros d'inscrit sont les suivants :

T.P.S. : 121364749 RT0001

T.V.Q. : 1006001374 TQ0002

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées ni ne sont en voie de l'être.

13.1.2 Le CN déclare que ses numéros d'inscrit sont les suivants :

T.P.S. : 100768779 RT0001
T.V.Q. : 1000043156 TQ0514

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées ni ne sont en voie de l'être.

13.2 Si la servitude créée aux termes du présent acte est taxable selon les dispositions des lois mentionnées ci-dessus, la Ville se chargera elle-même d'effectuer le paiement de ces taxes auprès des autorités fiscales concernées, à l'entière exonération de l'autre partie.

14. POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE DE LA VILLE

La Ville a adopté une politique de gestion contractuelle conformément aux dispositions de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19) et elle a remis une copie de cette politique au CN.

En vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires).

15. DÉCLARATION RELATIVE À L'AVANT-CONTRAT

Les Parties conviennent que les seules relations juridiques les liant sont constatées par le présent contrat qui annule toutes ententes précédentes.

16. CLAUSES INTERPRÉTATIVES

16.1 Lorsque le contexte l'exige, tout mot écrit au singulier comprend aussi le pluriel et vice versa, tout mot écrit au masculin comprend aussi le féminin, et tout mot désignant des personnes désigne les sociétés, compagnies ou corporations;

16.2 L’insertion de titres aux présentes est aux fins de référence seulement et n’affecte aucunement leur interprétation;

16.3 Chaque disposition des présentes est indépendante et distincte, de sorte que si l’une quelconque de ces dispositions est déclarée nulle ou non exécutoire, ceci n’affectera aucunement la validité des autres dispositions des présentes ou leur force exécutoire.

17. MENTIONS EXIGÉES EN VERTU DE L’ARTICLE 9 DE LA LOI CONCERNANT LES DROITS SUR LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES (la Loi)

17.1 Immeuble 1

Les Parties déclarent ce qui suit, relativement à l’Immeuble 1 :

17.1.1 le nom du cédant, au sens de la Loi est : Ville de Montréal;

17.1.2 le nom du cessionnaire, au sens de la Loi est : COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER NATIONAUX DU CANADA/CANADIAN NATIONAL RAILWAY COMPANY;

17.1.3 le siège du cédant est situé au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6;

17.1.4 le siège du cessionnaire est situé au 935, rue de la Gauchetière Ouest, Montréal, province de Québec, H3B 2M9;

17.1.5 l’Immeuble 1 est entièrement situé sur le territoire de la ville de Montréal;

17.1.6 le montant de la contrepartie pour le transfert de l’Immeuble 1 est de CENT CINQUANTE MILLE DOLLARS (150 000,00 $);

17.1.7 le montant constituant la base d’imposition du droit de mutation pour l’Immeuble 1 est de, selon le cédant et le cessionnaire, CENT CINQUANTE MILLE DOLLARS (150 000,00 $);

17.1.8 le montant du droit de mutation est de MILLE DEUX CENT CINQUANTE DOLLARS (1 250,00 $);

17.1.9 il n’y a pas de transfert à la fois d’un immeuble corporel et de meubles visés à l’article 1.0.1 de la Loi.

17.2 L’Immeuble 2

Les Parties déclarent ce qui suit, relativement à l’immeuble 2 :

17.2.1 le nom du cédant, au sens de la Loi est COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER NATIONAUX DU CANADA/CANADIAN NATIONAL RAILWAY COMPANY;

17.2.2 le nom du cessionnaire, au sens de la Loi est : Ville de Montréal;

17.2.3 le siège du cédant est situé au 935, rue de la Gauchetière Ouest, Montréal, province de Québec, H3B 2M9;

17.2.4 le siège du cessionnaire est situé au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6;

17.2.5 l’Immeuble 2 est entièrement situé sur le territoire de la ville de Montréal;

17.2.6 le montant de la contrepartie pour le transfert de l’Immeuble 2 est de DEUX CENT QUATRE-VINGT-DIX-SEPT MILLE DOLLARS (297 000,00 $);

17.2.7 le montant constituant la base d’imposition du droit de mutation pour l’Immeuble 2 est, selon le cédant et le cessionnaire, de DEUX CENT QUATRE-VINGT-DIX-SEPT MILLE DOLLARS (297 000,00 $);

17.2.8 le montant du droit de mutation est de DEUX MILLE NEUF CENT CINQUANTE-CINQ DOLLARS (2 955,00 $) ;

17.2.9 la cessionnaire est un organisme public défini à l’article 1 de la Loi précitée et y bénéficie en conséquence de l’exonération du droit de mutation, conformément à l’article 17a) de la Loi ;

17.2.10 il n’y a pas de transfert à la fois d’un immeuble corporel et de meubles visés à l’article 1.0.1 de la Loi.

DONT ACTE à Montréal, sous le numéro

des minutes de la notaire soussignée.

LECTURE FAITE, sauf au représentant de la Ville qui a expressément dispensé la notaire de lui faire lecture de l'acte, les Parties signent en présence de la notaire soussignée comme suit :

À Montréal, le ●

COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER NATIONAUX DU CANADA/ CANADIAN NATIONAL RAILWAY COMPANY

_____

Par :

À Montréal, en date des présentes

VILLE DE MONTRÉAL

_____

Par :

_____

M^{e} Caroline BOILEAU, notaire

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1151195005

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction évaluation et courtage immobilier-sécurité
Objet :	Approuver le projet d'acte d'échange par lequel la Ville de Montréal cède à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada (CN) à des fins d'accès à l'aire de chargement, le lot 5 829 243 du cadastre du Québec, d'une superficie de 169,2 m², situé du côté sud de la rue Saint-Paul, entre la rue de l'Inspecteur et de la voie ferrée, en contrepartie, le CN cède à la Ville de Montréal, à des fins de rue, les lots 5 777 988 et 5 777 990 du cadastre du Québec, d'une superficie de 263,5 m² situés sur la rue Nazareth, entre les rues Saint-Maurice et Saint-Paul (parties de rues), dans l'arrondissement du Sud-Ouest, avec une soulte en faveur du CN au montant de 147 000 $, plus les taxes applicables, dont 107 000 $ a été payé par la Ville en effectuant des travaux d'aménagement sur le lot 5 829 243 dudit cadastre et 40 000 $ est payable à la signature de l'acte d'échange, le tout sujet aux termes et conditions stipulés au projet d'acte d'échange. N/Réf. : 31H05-005-7971-04

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

SIVT - 1151195005.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jorge PALMA-GONZALES
Préposé au budget
Tél : 514-872-4014

Co-auteur
Jean-François Rondou
Agent comptable analyste - Conseil et soutien financier - PS Développement
(514) 868-3837

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-07-14

Paul KANAAN
Conseiller budgétaire
Tél : 514-872-2857

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.41

2017/09/28 17:00

(1)

Dossier # : 1174315001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 f) favoriser la protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la forêt urbaine
Compétence d'agglomération :	Écoterritoires
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte de vente par lequel la Ville de Montréal acquiert de Club de golf Elm Ridge inc., des terrains vagues connus et désignés comme étant les lots 4 590 598 et 4 590 600 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 144 958,1 m², situés sur la rue Cherrier, dans l'arrondissement de L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève, aux fins d'agrandissement du parc-nature du Cap-Saint-Jacques, pour la somme de 1 255 527 $, taxes incluses. N/Réf. : 31H05-005-7116-01

Il est recommandé :

1. d'approuver le projet d'acte de vente par lequel la Ville de Montréal acquiert de Club de golf Elm Ridge inc., les lots 4 590 598 et 4 590 600 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 144 958,1 m², situé à l'ouest de la rue Joly, de la rue Cherrier à la rivière des Prairies, dans l'arrondissement de L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève, aux fins d'agrandissement du parc-nature du Cap-Saint-Jacques, pour la somme de 1 255 527 $, taxes incluses, le tout, selon les termes et conditions stipulés au projet d'acte;
2. d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération;
3. d'inscrire au registre du domaine public, comme parc, les lots 4 590 598 et 4 590 600 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-09-01 13:32

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1174315001**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 f) favoriser la protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la forêt urbaine
Compétence d'agglomération :	Écoterritoires
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte de vente par lequel la Ville de Montréal acquiert de Club de golf Elm Ridge inc., des terrains vagues connus et désignés comme étant les lots 4 590 598 et 4 590 600 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 144 958,1 m², situés sur la rue Cherrier, dans l'arrondissement de L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève, aux fins d'agrandissement du parc-nature du Cap-Saint-Jacques, pour la somme de 1 255 527 $, taxes incluses. N/Réf. : 31H05-005-7116-01

CONTENU

CONTEXTE

En 2004, la Ville de Montréal s'est dotée d'une Politique de protection et de mise en valeur des milieux naturels (PPMVMN) visant à protéger la mosaïque d'habitats et la biodiversité à Montréal tout en favorisant le contact entre les citoyens et la nature. Le programme d'acquisition des milieux naturels, qui s'inscrit dans le cadre du Programme triennal d'immobilisations (PTI), prévoit des investissements pour l'acquisition de terrains dans le but de protéger les milieux naturels dans les écoterritoires à des fins d'agrandissement des parcs-nature, étant sous la compétence de l'agglomération.
Le Service de la gestion et de la planification immobilière (le « SGPI ») a été mandaté par le Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal (le « SGPVMR ») pour acquérir de Club de golf Elm Ridge inc. (le « Vendeur »), des terrains vagues, connus et désignés comme étant les lots 4 590 598 et 4 590 600 du cadastre du Québec, d'une superficie de 144 958,1 m² (14,5 ha), lesquels sont montrés à titre indicatif, par une trame colorée sur le plan P ci-joint (l' « Immeuble »). L'Immeuble est situé à l'ouest de la rue Joly, de la rue Cherrier à la rivière des Prairies, dans l'arrondissement de L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève. Cette acquisition permettra l'agrandissement du parc-nature du Cap-Saint-Jacques.

Cet Immeuble est un choix judicieux, car il est situé dans les limites de l'écoterritoire du corridor écoforestier de L'Île-Bizard et plus précisément dans un territoire d'intérêt

écologique identifié au plan concept de l'écoterritoire (2006), et est compris dans un bois et corridor écoforestier métropolitain. On y retrouve dans ce vaste écoterritoire : une grande zone agricole, le parc-nature du Bois-de-l'Île-Bizard, des rives naturelles, une forêt nature et un réseau exceptionnel de milieux humides et de cours d'eau.

Puisqu'il était important de prévoir des travaux de restauration des sols, il a été décidé d'effectuer des études de sols préalablement à la signature de la promesse. Ainsi, le Vendeur a autorisé en mars 2017 la Ville ou ses représentants à accéder à l'Immeuble pour effectuer des travaux d'échantillonnage, tel qu'en fait foi le document joint aux présentes. À ce sujet, l'étude en date du mois de mai 2017 ne recommande pas une réhabilitation environnementale des sols, néanmoins, des travaux de restauration pour la remise à l'état naturel de l'Immeuble sont exigés par le SGPVMR et le Vendeur s'est engagé à les faire. Lesdits travaux sont plus amplement détaillés aux annexes 1, 2, 3 et 4 de l'acte de vente. Il a été convenu que ces travaux devront être réalisés par le Vendeur au plus tard le 31 octobre 2017. Afin de permettre à la Ville d'assurer une surveillance des travaux, le Vendeur devra aviser la Ville de la date de début des travaux 15 jours avant le début desdits travaux. Lorsque les travaux seront complétés, le Vendeur devra en aviser la Ville. Dans les 30 jours suivant la réception dudit avis, la Ville devra procéder à l'inspection des travaux. À l'intérieur de ce délai précité, la Ville devra également transmettre au Vendeur un avis indiquant que les travaux ont été effectués à sa satisfaction ou indiquant les déficiences à corriger.

Le Vendeur s'engage à corriger les déficiences promptement en conformité avec la *Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs.* Un fois les travaux corrigés, la procédure mentionnée ci-dessus s'appliquera à nouveau.

Il est entendu entre les parties que le Vendeur devra compléter les travaux de restauration, incluant toute déficience le cas échéant, à la satisfaction de la Ville, au plus tard le 31 octobre 2018.

Afin de garantir l'accomplissement de cette obligation, les parties ont convenu que la Ville retienne la somme de 98 000 $ sur le prix de vente. À défaut par le Vendeur de remplir son obligation dans le délai précité (soit le 31 octobre 2018), la Ville conservera ladite somme retenue à titre d'indemnité.

L'Immeuble est situé dans une zone agricole. Pour sa part, le lot 4 590 598 du cadastre du Québec bénéficie d'une décision de la Commission de protection des terres agricoles du Québec (la « CPTAQ ») visant à autoriser le lotissement, l'aliénation et l'utilisation de ce lot à des fins autre que l'agriculture, soit aux fins d'aménagement d'un parc régional. Quant au lot 4 590 600 du cadastre du Québec, le Vendeur déclare, dans l'acte de vente, qu'il ne possède aucun terrain contigu à ce lot. En conséquence, aucune autorisation de la CPTAQ n'est requise pour permettre son aliénation. Néanmoins, une nouvelle décision sera nécessaire afin que la Ville puisse utiliser ce lot à des fins de parc régional.

À la suite de cette acquisition, le SGPVMR fera les démarches requises pour réaliser la pose des clôtures sur une partie du lot 4 590 598 afin de protéger les travaux de restauration de l'emplacement de tout empiètement des lieux, tel que montré, à titre informatif, au plan ci-joint.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG09 0515 - 17 décembre 2009 - Adopter le règlement intitulé « Règlement du conseil d'agglomération modifiant l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229 -2005, 8 décembre 2005) », sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire - Ajout du Répertoire des milieux naturels protégés à la liste des activités d'intérêt collectif.

DESCRIPTION

Le présent sommaire décisionnel a pour but d'approuver le projet d'acte de vente par lequel la Ville de Montréal acquiert de Club de golf Elm Ridge inc. les lots 4 590 598 et 4 590 600 du cadastre du Québec, d'une superficie de 144 958,1 m² (1 560 316 pi²), tels qu'illustrés à titre indicatif sur le plan P annexé, pour la somme de 1 092 000 $, plus les taxes applicables.
Le Vendeur a remis à la Ville deux certificats de localisation préparés le 20 décembre 2016 par monsieur Denis Deslauriers, arpenteur-géomètre. Le lot 4 590 598 du cadastre du Québec fait l'objet du certificat de localisation P16-302 (20293), minute 17977 et le lot 4 590 600 du cadastre du Québec est décrit au certificat de localisation P16-302 (20293), minute 17983, lesquels sont annexés au présent dossier décisionnel.

JUSTIFICATION

Le SGPI soumet ce sommaire décisionnel aux autorités municipales compétentes, pour approbation, pour les motifs suivants :

· L'acquisition du lot permettra la consolidation du parc-nature du Cap-Saint-Jacques.

· L'acquisition permettra de protéger les milieux naturels d'intérêt écologique.

· Le prix d'acquisition est conforme à la valeur marchande, se référer à la rubrique « Aspects financiers ».

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La valeur marchande des lots 4 590 598 et 4 590 600 du cadastre du Québec a été estimée par la Division de l'évaluation du SGPI, en date du 1er avril 2016 et se situe à l'intérieur d'une fourchette variant entre 936 000 $ et 1 092 000 $, basée sur un taux unitaire variant entre 0,60 $ à 0,70 $/pi^2.
Le montant de la transaction est de 1 092 000 $, plus les taxes applicables.

Le coût total maximal de ce contrat est de 1 255 527 $ toutes taxes incluses, ou de 1 146 463,50 $, net de ristournes de TPS et TVQ. Un montant maximal de 1 255 527 $ sera financé par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération RCG 15-077 - « Acquisition terrains écoterritoires ».

Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération, conformément aux informations financières inscrites à l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Cette acquisition répond aux orientations du plan de développement durable visant à améliorer la protection et la biodiversité, des milieux naturels et des espaces verts.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Un retard dans l'approbation du présent dossier pourrait mettre en péril l'acquisition de ce terrain.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune activité de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

31 octobre 2017 : échéancier pour réaliser les travaux de restauration

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme à la « *Politique de protection et de mise en valeur des milieux naturels* (PPMVMN) » visant à protéger 6 % du territoire terrestre de l'agglomération.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Hui LI)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Caroline BOILEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Julie NGUYEN, Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal
Daniel BROUSSEAU, Service des infrastructures_voirie et transports
Véronique ANGERS, Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal

Lecture :

Daniel BROUSSEAU, 22 août 2017
Véronique ANGERS, 9 août 2017
Julie NGUYEN, 26 juillet 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jacinthe LADOUCEUR
Conseillère en immobilier, chef d'équipe

Tél : 514 872-0069
Télécop. : 514 872-8350

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-06-23

Denis SAUVÉ
Chef de division

Tél : 514 872-2125
Télécop. : 514 872-8350

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

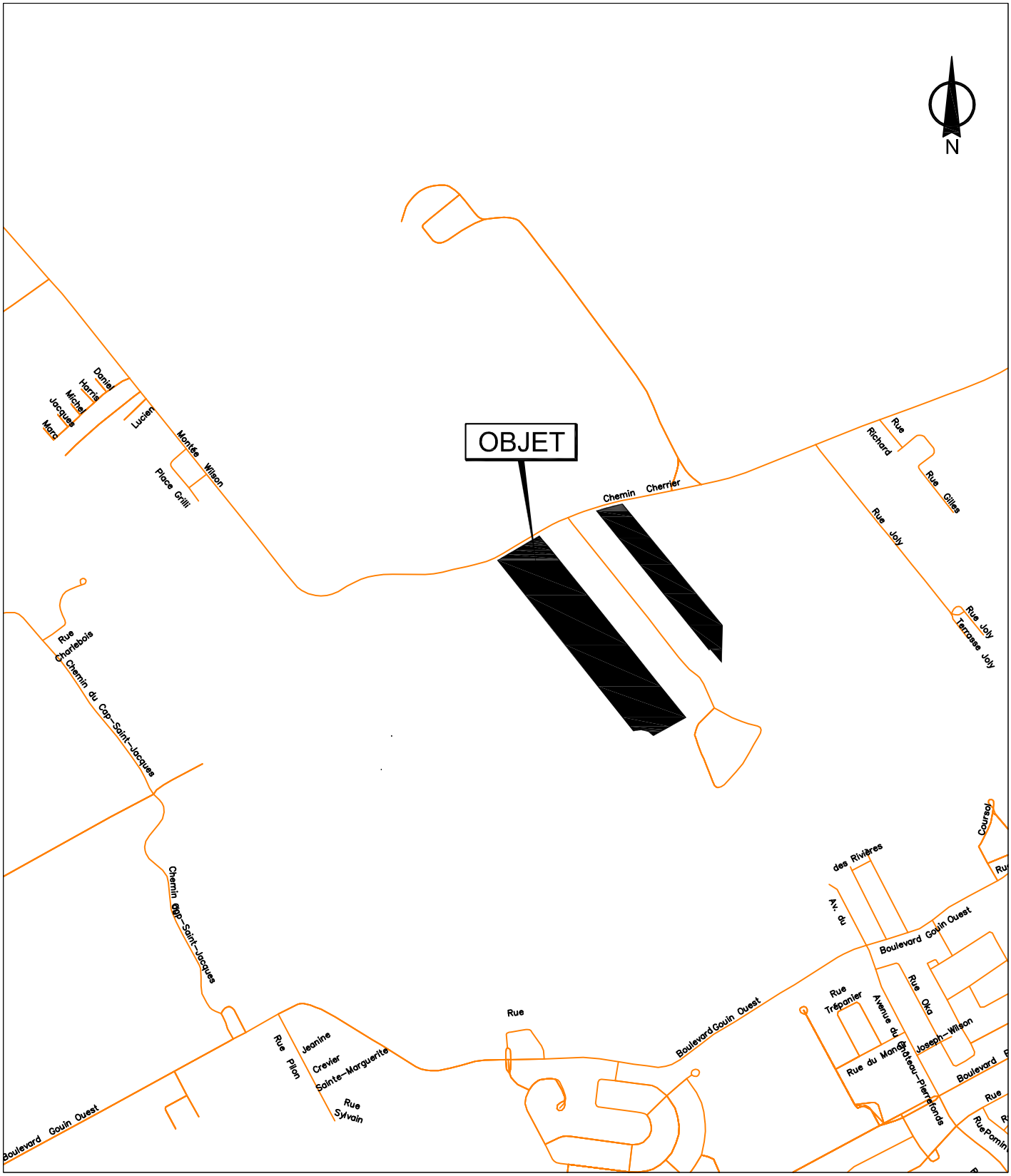
Francine FORTIN

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE

Directrice des transactions immobilières et de la sécurité
Tél : 514 868-3844
Approuvé le : 2017-08-30

Directrice de service SGPI
Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2017-09-01



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES ET DE LA SÉCURITÉ
DIVISION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève
Montréal

Plan A: plan de localisation
Dossier: 31H05-005-7116-01
Dessinateur: LJC
Échelle: -
Date: 30-09-2016

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES ET DE LA SÉCURITÉ
DIVISION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève
Montréal

Plan P: plan de cadastre & orthophoto
Dossier: 31H05-005-7116-01
Dessinateur: LJC
Échelle: 1:4000
Date: 30-09-2016

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement

DOSSIER : P16-302 (20293)

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE DE MONTRÉAL

CERTIFICAT DE LOCALISATION

À la demande de : Monsieur Fabien Dessureault

Je, soussigné, **Denis Deslauriers**, arpenteur-géomètre, de l'étude PHB arpenteurs-géomètres Inc., dûment autorisé à pratiquer dans la Province de Québec, fais rapport que :

1. DATE DU LEVÉ

Les 15 et 16 novembre 2016, j'ai procédé à l'arpentage d'une propriété située sur le lot 4 590 598, dans la municipalité de la Ville de Montréal (arrondissement de Île Bizard / Sainte-Geneviève). Cette propriété connue et désignée au registre foncier du cadastre officiel du Québec et est plus particulièrement décrite comme suit:

2. DESCRIPTION ACTUALISÉE DU BIEN-FONDS

LOT: 4 590 598

BORNANTS	LIGNES	LONGUEUR METRES
VERS LE NORD-EST:		
4 589 770	**DROITE**	479,32
VERS L'EST:		
4 589 777	**DROITE**	111,37
Autoroute 440 (projetée)		
VERS LE SUD-OUEST:		
4 589 748	**DROITE**	51,82
VERS LE SUD-EST :		
4 589 748	**DROITE**	4,57
VERS LE SUD-OUEST:		
4 589 748, 4 589 761	**DROITE**	545,47
et 4 589 523		
VERS LE NORD:		
4 590 595	**COURBE**	81,49
	RAYON	990,00

SUPERFICIE: 41 183,9 METRES CARRÉS

L'immeuble ci-dessus décrit est sujet à une vérification notariale des titres et des servitudes.

3. DATE DES RECHERCHES

Les recherches au bureau de la publicité des droits ont été complétées le 28 octobre 2016.

4. TITRE DE PROPRIÉTÉ

Elm Ridge Country Club Inc. serait propriétaire de la propriété ci-dessus décrite en vertu d'un acte de vente passé devant le notaire Jacques B. Viau, le 31 mai 1957, sous le numéro 435 de ses minutes et inscrit au registre foncier du bureau de la publicité des droits de Montréal, le 21 juin 1957, sous le numéro 1 278 642.

L'examen des titres n'est pas relié à leur validité et l'arpentage effectué est basé sur, entre autres, le dernier titre inscrit sous le numéro 1 278 642.

5. HISTORIQUE CADASTRAL

L'immeuble ci-haut désigné a été immatriculé au cadastre officiel du Québec comme le lot 4 590 598 en vertu d'une opération cadastrale de remplacement par rénovation mise en vigueur au registre foncier du bureau de la publicité des droits de Montréal le 29 août 2012.

Le lot 4 590 598 remplace une partie du lot 19 du cadastre de la Paroisse de l'Île Bizard.

Le lot 19 est issu du cadastre de la Paroisse de l'Île Bizard. Il fut mis en vigueur le 2 novembre 1877.

6. CONCORDANCE

Il y a concordance entre les titres de propriété, le cadastre actuellement en vigueur (territoire rénové).

7. LOCALISATION DES BATISSES ET STRUCTURES

Il n'existe aucun bâtiment et/ou structure érigé sur le lot 4 590 598.

8. OUVERTURES, VUES, SAILLIES ET ÉGOUT DES TOITS

Il n'existe aucune ouverture, vue, saillie et égout de toit venant en contradiction avec les articles 983 et 993 à 996 du code civil du Québec.

9. MITOYENNETÉ

Il n'existe aucun bâtiment et/ou structure érigé sur le lot 4 590 598.

10. RÉSERVE POUR FINS PUBLIQUES ET AVIS D'EXPROPRIATION

Il n'existe aucun avis de réserve pour fins publiques ni aucun avis d'expropriation inscrits comme tels au registre foncier du bureau de la publicité des droits sur ledit emplacement.

11. EMPIÉTEMENT

Il n'existe aucun empiétement apparent, exercé ou souffert à l'égard de la propriété faisant l'objet du présent certificat de localisation.

12. RÈGLEMENTS MUNICIPAUX

Le lot est actuellement vacant selon les informations obtenues à la municipalité. La propriété ci-dessus décrite est conforme au règlement municipal de lotissement en ce qui concerne ses dimensions et superficie.

13. PATRIMOINE CULTUREL

Ladite propriété n'est pas classée comme bien Patrimonial et le bien-fonds ne fait pas partie de l'aire de protection d'un bien classé Patrimonial en vertu de la Loi sur le Patrimoine Culturel (L.R.Q., c. P-9.002, a.32) selon le registre du Ministère ou du règlement municipal de zonage et il n'y a rien d'inscrit comme tel au registre foncier du bureau de la publicité des droits.

14. ZONAGE AGRICOLE

Cette propriété est incluse dans le territoire protégé pour fin agricole en vertu de la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles, (L.R.Q., c. P-41.1).

15. CHARGES, SERVITUDES ET AUTRES CONSTATATIONS

Aux termes de l'acte inscrit au registre foncier du bureau de la publicité des droits de Montréal, le 16 mai 1983, sous le numéro 3 357 811, il y a une servitude de drainage en faveur de la municipalité pour une conduite d'égout qui affecte l'emplacement qui fait l'objet des présentes.

Il n'existe aucune autre servitude de vue ou de passage affectant ladite propriété inscrite comme telle au registre foncier dudit emplacement.

Il n'existe aucune charge apparente qui devrait faire l'objet de la publication d'une servitude.

16. BORNAGE

Il n'existe aucun bornage affectant l'une des limites du bien-fonds inscrit comme tel au registre foncier dudit emplacement.

17. ZONE INONDABLE

Ladite propriété est située, en partie, à l'intérieur d'une zone d'inondation cartographiée en vertu de la Convention entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec relative à la cartographie et à la protection des plaines d'inondation et au développement durable des ressources en eau, signée en 1976 et ses modifications subséquentes.

18. BANDE DE PROTECTION RIVERAINE

Le bien-fonds est situé, en tout ou en partie, à l'intérieur d'une bande de protection riveraine établie par le règlement municipal de zonage pris en vertu du décret concernant la Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables, (chapitre Q-2,r.35).

19. ZONE DE PROTECTION

Le bien-fonds est situé, en partie, à l'intérieur d'une zone d'inondation ou d'une zone à risque établie par le règlement municipal de zonage.

Le bien-fonds est situé, en tout ou en partie, à l'intérieur d'une zone de protection, d'une bande de protection, établie par le règlement municipal de zonage.

20. CONTRAINTES AÉROPORTUAIRES

Le bien-fonds n'est pas situé, en tout ou en partie, à l'intérieur d'une zone aéroportuaire, établie par un règlement adopté sous l'autorité de la Loi sur l'aéronautique (L.R.C., c. A-2) et déposé au bureau de la publicité des droits.

21. LOI SUR LA RÉGIE DU LOGEMENT

L'immeuble ne fait pas partie d'un ensemble immobilier au sens de l'article 45 de la Loi sur la Régie du logement (L.R.Q., c. R-8.1).

22. SYSTÈME DE MESURE

Toutes les dimensions mentionnées dans ce rapport et sur le plan l'accompagnant sont en mètres (SI).

23. GÉNÉRALITÉ

Le certificat de localisation est un document en minute comportant un rapport et un plan, dans lequel l'arpenteur-géomètre exprime son

opinion professionnelle sur la situation et la condition actuelles d'un bien-fonds par rapport aux titres de propriété, au cadastre, ainsi qu'aux lois et règlements pouvant l'affecter.

Ce certificat de localisation a été préparé dans le but d'une vente prochaine, d'un refinancement ou de l'obtention d'un prêt hypothécaire. Il ne peut être utilisé ou invoqué à des fins autres que celles auxquelles il est destiné. De fait, il n'a pas pour but d'établir les limites de propriété. Toute autre utilisation et toute utilisation par un tiers doit faire l'objet d'une autorisation écrite de l'arpenteur-géomètre soussigné ou du détenteur de son greffe.

Ce rapport et ledit plan l'accompagnant sont partie intégrante du présent certificat de localisation.

24. CERTIFICATION

Je soussigné, Denis Deslauriers, arpenteur-géomètre, certifie que le présent rapport est conforme aux renseignements obtenus par le mesurage et l'observation des lieux ainsi qu'à ceux fournis par la documentation que j'ai pu recueillir.

Les observations effectuées lors de la préparation de ce certificat de localisation ont été vérifiées par le soussigné, conformément aux paragraphes 1 à 23 de l'article 9 du règlement sur la norme de pratique relative au certificat de localisation et j'ai validé et personnellement pris connaissance des observations relatives aux éléments visés aux paragraphes 9 et 13 à 17 du premier alinéa de l'article 9 dudit règlement.

Préparé à Boisbriand, ce vingtième jour du mois de décembre 2016 sous le numéro 17977 des minutes de mon répertoire.

PHB Arpenteurs-Géomètres Inc.

DENIS DESLAURIERS
ARPENTEUR-GÉOMÈTRE

Vraie copie de l'original conservé dans les archives du soussigné.

Boisbriand, le 09 JAN. 2017

Arpenteur-géomètre

CERTIFICAT DE LOCALISATION

LOT(S): 4 590 598

CADASTRE: DU QUÉBEC

MUNICIPALITÉ: VILLE DE MONTRÉAL

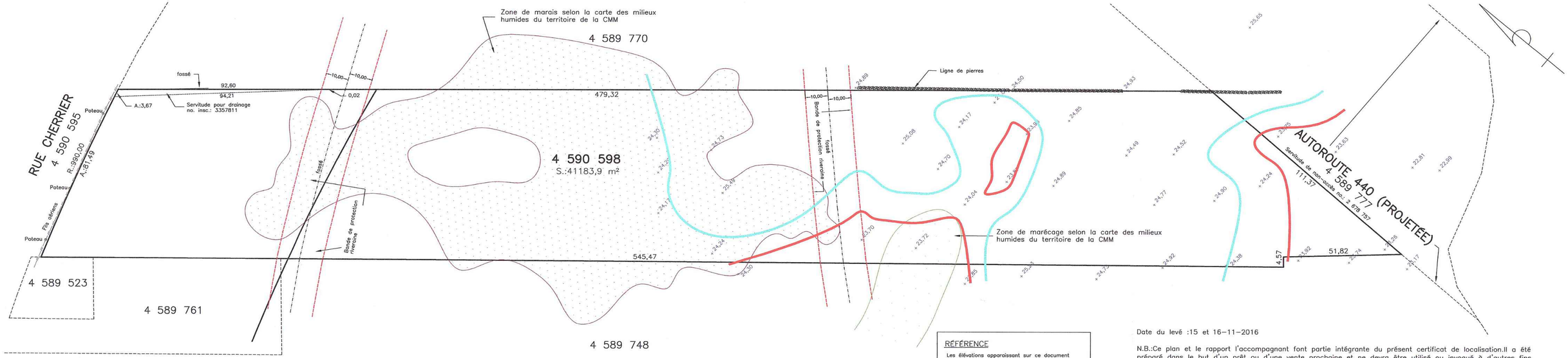
CIRC. FONCIÈRE: MONTRÉAL

DOSSIER: P16-302 (20293) MINUTE 17977

PHB ARPENTEURS-GÉOMÈTRES INC.

Perron, Hudon, Bélanger
Arpenteurs-Géomètres inc.
85 Chemin Grande-Côte
Boisbriand, (Québec)
Canada J7G 1C4

T 1.450.434.1330 F 1.450.437.2923 geometre@phbag.ca



RÉFÉRENCE

Les élévations apparaissant sur ce document sont en référence au réseau géodésique du Québec
(Niveau moyen des mers).

La position des cotes de récurrance de la crue 2 ans, 20 ans et 100 ans montrée sur ce plan a été établie selon le levé terrain et est tirée de la carte ci-dessous mentionnée et ne peut servir à établir la position précise d'un emplacement ou d'une infrastructure par rapport à la limite de la zone inondable.

Référence:

CARTE CEHQ 13-002
SECTEUR DU BRAS SUD DE L'ÎLE BIZARD
RIVIÈRE DES PRAIRIES
DATE: JUIN 2006

Limite de la crue 100 ans
Élévation: 24,37

Limite de la crue 20 ans
Élévation: 23,99

Limite de la crue 2 ans
Élévation: 23,00

Bande de protection riveraine(10,00m)

Date du levé :15 et 16-11-2016

N.B.:Ce plan et le rapport l'accompagnant font partie intégrante du présent certificat de localisation.Il a été préparé dans le but d'un prêt ou d'une vente prochaine et ne devra être utilisé ou invoqué à d'autres fins sans l'autorisation écrite du soussigné.

PHB
ARPENTEURS-GÉOMÈTRES INC.
85 Chemin Grande-Côte
Boisbriand, (Québec)
Canada J7G 1C4
Tél.: (450) 434-1330
Fax: (450) 437-2923
Email: geometre@phbag.ca

PLAN ACCOMPAGNANT LE CERTIFICAT DE LOCALISATION

Les mesures indiquées sont en mètres (SI).
Ce document ne doit pas servir à déterminer les lignes de propriété.

Lot (s): 4 590 598
Cadastre: DU QUÉBEC
Municipalité de VILLE DE MONTRÉAL
Arrondissement ÎLE BIZARD-SAINTE-GENEVIÈVE
Circonscription foncière de: MONTRÉAL

Échelle: 1:1000
Dessin: 16302C01.dwg
Dessiné par: M.B.
Dossier: P16-302 (20293)
Minute: 17977

Boisbriand,
Le 20 DÉCEMBRE 2016
Préparé par:

DENIS DESLAURIERS
Arpenteur-Géomètre

COPIE CERTIFIÉE CONFORME
Le 09 JAN 2017
Par:

DOSSIER : P16-302 (20293)

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE DE MONTRÉAL

CERTIFICAT DE LOCALISATION

À la demande de : Monsieur Fabien Dessureault

Je, soussigné, **Denis Deslauriers**, arpenteur-géomètre, de l'étude PHB arpenteurs-géomètres Inc., dûment autorisé à pratiquer dans la Province de Québec, fais rapport que :

1. DATE DU LEVÉ

Les 15 et 16 novembre 2016, j'ai procédé à l'arpentage d'une propriété située sur le lot 4 590 600, dans la municipalité de la Ville de Montréal (arrondissement de Île Bizard / Sainte-Geneviève). Cette propriété connue et désignée au registre foncier du cadastre officiel du Québec et est plus particulièrement décrite comme suit:

2. DESCRIPTION ACTUALISÉE DU BIEN-FONDS

LOT: 4 590 600

BORNANTS	LIGNES	LONGUEUR METRES
VERS LE NORD-EST:		
4 589 467 et 4 589 748	**DROITE**	37,40
	DROITE	389,94
	DROITE	161,53
	DROITE	122,38
VERS LE SUD-EST :		
4 589 748	**DROITE**	113,00
VERS LE SUD:		
Rivière des Prairies (Territoire non cadastré)	**SINUEUSE**	65,53
VERS LE SUD-OUEST:		
4 589 390	**DROITE**	664,50
VERS LE NORD-OUEST :		
4 590 533 et 4 590 595	**COURBE**	9,83
Rue Cherrier	**RAYON**	210,00
	DROITE	136,78

SUPERFICIE: 103 774,2 METRES CARRÉS

L'immeuble ci-dessus décrit est sujet à une vérification notariale des titres et des servitudes.

3. DATE DES RECHERCHES

Les recherches au bureau de la publicité des droits ont été complétées le 28 octobre 2016.

4. TITRE DE PROPRIÉTÉ

Elm Ridge Country Club Inc. serait propriétaire de la propriété ci-dessus décrite en vertu d'un acte de vente passé devant le notaire D. Armand Dugas, le 5 juillet 1957, sous le numéro 12016 de ses minutes et inscrit au registre foncier du bureau de la publicité des droits de Montréal, le 26 juillet 1957, sous le numéro 1 285 531.

L'examen des titres n'est pas relié à leur validité et l'arpentage effectué est basé sur, entre autres, le dernier titre inscrit sous le numéro 1 285 531.

5. HISTORIQUE CADASTRAL

L'immeuble ci-haut désigné a été immatriculé au cadastre officiel du Québec comme le lot 4 590 600 en vertu d'une opération cadastrale de remplacement par rénovation mise en vigueur au registre foncier du bureau de la publicité des droits de Montréal le 29 août 2012.

Le lot 4 590 600 remplace une partie du lot 15 du cadastre de la Paroisse de l'Île Bizard.

Le lot 15 est issu du cadastre de la Paroisse de l'Île Bizard. Il fut mis en vigueur le 2 novembre 1877.

6. CONCORDANCE

Il y a concordance entre les titres de propriété, le cadastre actuellement en vigueur (territoire rénové), l'ancien cadastre et l'occupation.

7. LOCALISATION DES BATISSES ET STRUCTURES

Il n'existe aucun bâtiment et/ou structure érigé sur le lot 4 590 598.

8. OUVERTURES, VUES, SAILLIES ET ÉGOUT DES TOITS

Il n'existe aucune ouverture, vue, saillie et égout de toit venant en contradiction avec les articles 983 et 993 à 996 du code civil du Québec.

9. MITOYENNETÉ

Il n'existe aucun bâtiment et/ou structure érigé sur le lot 4 590 598.

10. RÉSERVE POUR FINS PUBLIQUES ET AVIS D'EXPROPRIATION

Il n'existe aucun avis de réserve pour fins publiques ni aucun avis d'expropriation inscrits comme tels au registre foncier du bureau de la publicité des droits sur ledit emplacement.

11. EMPIÉTEMENT

Il n'existe aucun empiétement apparent, exercé ou souffert à l'égard de la propriété faisant l'objet du présent certificat de localisation.

12. RÈGLEMENTS MUNICIPAUX

Le lot étant vacant, selon les informations obtenues à la municipalité, la propriété ci-dessus décrite est conforme au règlement municipal de lotissement en ce qui concerne ses dimensions et superficie.

13. PATRIMOINE CULTUREL

Ladite propriété n'est pas classée comme bien Patrimonial et le bien-fonds ne fait pas partie de l'aire de protection d'un bien classé Patrimonial en vertu de la Loi sur le Patrimoine Culturel (L.R.Q., c. P-9.002, a.32) selon le registre du Ministère ou du règlement municipal de zonage et il n'y a rien d'inscrit comme tel au registre foncier du bureau de la publicité des droits.

14. ZONAGE AGRICOLE

Cette propriété n'est pas incluse, en tout ou en partie, dans le territoire protégé pour fin agricole en vertu de la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles, (L.R.Q., c. P-41.1), en vertu d'une décision de la Commission de protection du territoire agricole du Québec (Longueuil) le 14 octobre 1986 selon le dossier 108 494.

15. CHARGES, SERVITUDES ET AUTRES CONSTATATIONS

Aux termes de l'acte inscrit au registre foncier du bureau de la publicité des droits de Montréal, le 16 mai 1983, sous le numéro 3 357 811, il y a une servitude de drainage en faveur de la municipalité pour une conduite d'égout qui affecte l'emplacement qui fait l'objet des présentes.

Il n'existe aucune autre servitude de vue ou de passage affectant ladite propriété inscrite comme telle au registre foncier dudit emplacement.

Il n'existe aucune charge apparente qui devrait faire l'objet de la publication d'une servitude.

16. BORNAGE

Les limites nord-est et sud-est de l'emplacement qui fait l'objet des présentes ont fait l'objet d'un bornage inscrit le 22 septembre 1922, sous le numéro 453 280 au registre foncier dudit emplacement.

17. ZONE INONDABLE

Ladite propriété est située, à l'intérieur d'une zone d'inondation cartographiée en vertu de la Convention entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec relative à la cartographie et à la protection des plaines d'inondation et au développement durable des ressources en eau, signée en 1976 et ses modifications subséquentes.

18. BANDE DE PROTECTION RIVERAINE

Le bien-fonds est situé, à l'intérieur d'une bande de protection riveraine établie par le règlement municipal de zonage pris en vertu du décret concernant la Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables, (chapitre Q-2,r.35).

19. ZONE DE PROTECTION

Le bien-fonds est situé, à l'intérieur d'une zone d'inondation ou d'une zone à risque établie par le règlement municipal de zonage.

Le bien-fonds est situé, à l'intérieur d'une zone de protection, d'une bande de protection, établie par le règlement municipal de zonage.

20. CONTRAINTES AÉROPORTUAIRES

Le bien-fonds n'est pas situé, en tout ou en partie, à l'intérieur d'une zone aéroportuaire, établie par un règlement adopté sous l'autorité de la Loi sur l'aéronautique (L.R.C., c. A-2) et déposé au bureau de la publicité des droits.

21. LOI SUR LA RÉGIE DU LOGEMENT

L'immeuble ne fait pas partie d'un ensemble immobilier au sens de l'article 45 de la Loi sur la Régie du logement (L.R.Q., c. R-8.1).

22. SYSTÈME DE MESURE

Toutes les dimensions mentionnées dans ce rapport et sur le plan l'accompagnant sont en mètres (SI).

23. GÉNÉRALITÉ

Le certificat de localisation est un document en minute comportant un rapport et un plan, dans lequel l'arpenteur-géomètre exprime son opinion professionnelle sur la situation et la condition actuelles d'un bien-fonds par rapport aux titres de propriété, au cadastre, ainsi qu'aux lois et règlements pouvant l'affecter.

Ce certificat de localisation a été préparé dans le but d'une vente prochaine, d'un refinancement ou de l'obtention d'un prêt hypothécaire. Il ne peut être utilisé ou invoqué à des fins autres que celles auxquelles il est destiné. De fait, il n'a pas pour but d'établir les limites de propriété. Toute autre utilisation et toute utilisation par un tiers doit faire l'objet d'une autorisation écrite de l'arpenteur-géomètre soussigné ou du détenteur de son greffe.

Ce rapport et ledit plan l'accompagnant sont partie intégrante du présent certificat de localisation.

24. CERTIFICATION

Je soussigné, Denis Deslauriers, arpenteur-géomètre, certifie que le présent rapport est conforme aux renseignements obtenus par le mesurage et l'observation des lieux ainsi qu'à ceux fournis par la documentation que j'ai pu recueillir.

Les observations effectuées lors de la préparation de ce certificat de localisation ont été vérifiées par le soussigné, conformément aux paragraphes 1 à 23 de l'article 9 du règlement sur la norme de pratique relative au certificat de localisation et j'ai validé et personnellement pris connaissance des observations relatives aux éléments visés aux paragraphes 9 et 13 à 17 du premier alinéa de l'article 9 dudit règlement.

Préparé à Boisbriand, ce vingtième jour du mois de décembre 2016 sous le numéro 17983 des minutes de mon répertoire.

PHB Arpenteurs-Géomètres Inc.

DENIS DESLAURIERS
ARPENTEUR-GÉOMÈTRE

Vraie copie de l'original conservé dans les archives du soussigné.

Boisbriand, le 09 JAN. 2017

Arpenteur-géomètre

CERTIFICAT DE LOCALISATION

LOT(S): 4 590 600

CADASTRE: DU QUÉBEC

MUNICIPALITÉ: VILLE DE MONTRÉAL

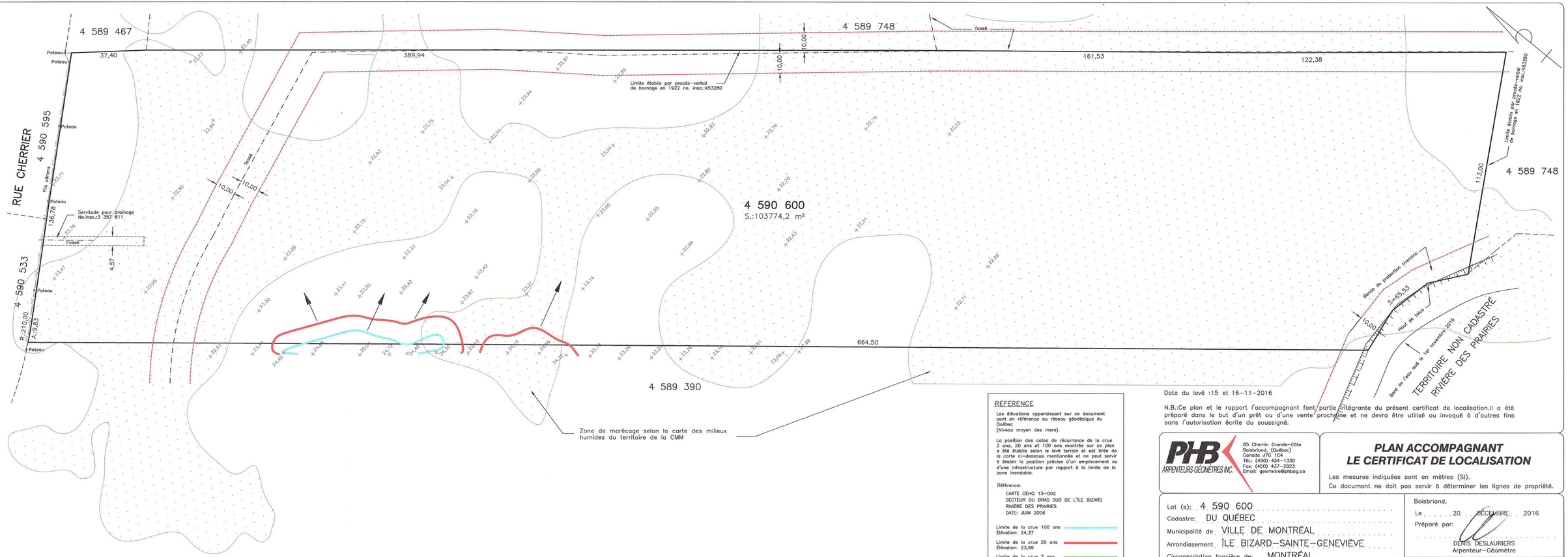
CIRC. FONCIÈRE: MONTRÉAL

DOSSIER: P16-302 (20293) MINUTE 17983

PHB
ARPENTEURS-GÉOMÈTRES INC.

Perron, Hudon, Bélanger
Arpenteurs-Géomètres inc.
85 Chemin Grande-Côte
Boisbriand, (Québec)
Canada J7G 1C4

T 1.450.434.1330 F 1.450.437.2923 geometre@phbag.ca



RÉFÉRENCE

Les élévations apparaissent sur ce document sont en référence au réseau géodésique du Québec
(Niveau moyen des mers).

La position des cotes de récurrance de la crue 2 ans, 20 ans et 100 ans montrée sur ce plan a été établie selon le levé terrain et est tirée de la carte ci-dessous mentionnée et ne peut servir à établir la position précise d'un emplacement ou d'une infrastructure par rapport à la limite de la zone inondable.

Référence:
CARTE CEHQ 13-002
SECTEUR DU BRAS SUD DE L'ÎLE BIZARD
RIVIÈRE DES PRAIRIES
DATE: JUIN 2006

Limite de la crue 100 ans
Élévation: 24,37

Limite de la crue 20 ans
Élévation: 23,99

Limite de la crue 2 ans
Élévation: 23,00

Bande de protection riveraine(10,00m)

Date du levé :15 et 16-11-2016

N.B.:Ce plan et le rapport l'accompagnant font partie intégrante du présent certificat de localisation.Il a été préparé dans le but d'un prêt ou d'une vente prochaine et ne devra être utilisé ou invoqué à d'autres fins sans l'autorisation écrite du soussigné.

PHB ARPENTEURS-GÉOMÈTRES INC.
85 Chemin Grande-Côte
Boisbriand, (Québec)
Canada J7G 1C4
Tél.: (450) 434-1330
Fax: (450) 437-2923
Email: geometre@phbag.ca

PLAN ACCOMPAGNANT LE CERTIFICAT DE LOCALISATION

Les mesures indiquées sont en mètres (SI).
Ce document ne doit pas servir à déterminer les lignes de propriété.

Lot (s): 4 590 600
Cadastre: DU QUÉBEC
Municipalité de VILLE DE MONTRÉAL
Arrondissement ÎLE BIZARD-SAINTE-GENEVIÈVE
Circonscription foncière de: MONTRÉAL

Échelle: 1:1000
Dessin: 16302C02.dwg
Dossier: P16-302 (20293)
Dessiné par: M.B.
Minute: 17983

Boisbriand,
Le 20 DÉCEMBRE 2016
Préparé par:

DENIS DESLAURIERS
Arpenteur-Géomètre

COPIE CERTIFIÉE CONFORME
Le 09 JAN. 2017
Par:



Terrain du golf Elmridge
Travaux et accès à ne pas obstruer
Lot 4 590 598

Parc-nature du Cap-Saint-Jacques

- terrain du golf en voie d'acquisition
- limite du parc-nature
- zone de restauration du parc-nature
- zone d'accès à ne pas obstruer
- clôture à installer par le SGPVMR en 2017
- clôture à installer par le SGPVMR en 2018 suite à l'acquisition du terrain
- barrière à installer par le SGPVMR en 2018 suite à l'acquisition du terrain
- cadastre
- cours d'eau

Orthophotos : © Communauté métropolitaine de Montréal, 2005-2013



Montréal

Service des grands parcs,
du verdissement et du Mont-Royal

08 mai 2017

M.D. : S:\SIG\PPMN\03BIZARD\Golf_Elmridge\9503Cloture170508_Elmridge.mxd

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1174315001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet d'acte de vente par lequel la Ville de Montréal acquiert de Club de golf Elm Ridge inc., des terrains vagues connus et désignés comme étant les lots 4 590 598 et 4 590 600 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 144 958,1 m², situés sur la rue Cherrier, dans l'arrondissement de L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève, aux fins d'agrandissement du parc-nature du Cap-Saint-Jacques, pour la somme de 1 255 527 $, taxes incluses. N/Réf. : 31H05-005-7116-01

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous joignons le projet d'acte de vente donnant suite à la recommandation du service. Nous avons reçu une confirmation du représentant du Vendeur à l'effet qu'il est d'accord avec ce projet d'acte et qu'il s'engage à le signer sans modification.

n/d 17-001652

FICHIERS JOINTS

Acquisition 2-version FINALE-28-08-2017.docAnnexes 1, 2 et 3.docx



Annexe 4_plan de restauration.jpg

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Caroline BOILEAU
notaire
Tél : 514-872-6423

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-29

Caroline BOILEAU
notaire
Tél : 514-872-6423
Division : Droit contractuel

1174315001
17-001652

L'AN DEUX MILLE DIX-SEPT

Le

Devant **M^e^ Caroline BOILEAU**, notaire à Montréal, province de Québec, Canada.

COMPARAÎSSENT :

CLUB DE GOLF ELM RIDGE INC., personne morale légalement constituée par statuts de constitution délivrés en vertu de la Partie IA de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, 1985, chapitre C-38), le vingt-deux (22) octobre mil neuf cent vingt-quatre (1924), et maintenant régie par la *Loi sur les sociétés par actions* (RLRQ, chapitre S-31.1), immatriculée sous le numéro 1143454495 en vertu de la *Loi sur la publicité légale des entreprises* (RLRQ, chapitre P-44.1), ayant son siège au 851, rue Cherrier, à Montréal, province de Québec, H9E 1C3, agissant et représentée par Richard Tock, président, et Robert Carsley, vice-président, dûment autorisés aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée le vingt-trois (23) janvier deux mille dix-sept (2017) et dont copie certifiée demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par les représentants avec et en présence de la notaire soussignée.

Ci-après nommée le « **Vendeur** »

ET :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier (1^er^) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* (RLRQ, chapitre C-11.4) (la « **Charte** »), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par

dûment autorisé(e) en vertu de la Charte et :

a) de la résolution numéro CG06 0006, adoptée par le conseil

d'agglomération à sa séance du vingt-trois (23) janvier deux mille six (2006), copie certifiée de cette résolution demeure annexée à la minute 3 602 de la notaire soussignée, conformément à la *Loi sur le notariat* (RLRQ, chapitre N-3); et

b) de la résolution numéro CG , adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du , copie certifiée de cette résolution demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence de la notaire soussignée.

Ci-après nommée la « **Ville** »

Le Vendeur et la Ville sont également désignés collectivement comme les « **Parties** ».

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

OBJET DU CONTRAT

Le Vendeur vend à la Ville qui accepte, des terrains vagues ayant front sur la rue Cherrier, dans l'arrondissement de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève, à Montréal, province de Québec, connu et désigné comme étant :

DÉSIGNATION

Le lot numéro **QUATRE MILLIONS CINQ CENT QUATRE-VINGT-DIX MILLE CINQ CENT QUATRE-VINGT-DIX-HUIT (4 590 598)** et **QUATRE MILLIONS CINQ CENT QUATRE-VINGT-DIX MILLE SIX CENTS (4 590 600)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

Ci-après collectivement nommé l'« **Immeuble** »

ORIGINE DU DROIT DE PROPRIÉTÉ

Le Vendeur est propriétaire de l'Immeuble pour l'avoir acquis aux termes des actes suivants :

a) Quant au lot 4 590 598 : En vertu d'un acte de vente d'une plus grande étendue de terrain par Georges St-Pierre reçu devant

M^{e} Jacques B. Viau, notaire, le trente et un (31) mai mil neuf cent cinquante-sept (1957), dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 1 278 642.

b) Quant au lot 4 590 600 : En vertu d'un acte de vente d'une plus grande étendue de terrain par André Lavigne reçu devant M^{e} J. Armand Dugas, notaire, le cinq (05) juillet mil neuf cent cinquante-sept (1957), dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 1 285 531.

GARANTIE

Cette vente est faite sans aucune garantie expresse ou implicite, de quelque nature que ce soit, à l'exception (i) de la garantie du droit de propriété et (ii) des attestations, représentations et garanties prévues aux présentes, et aux risques et périls de la Ville au sens de l'article 1733 du *Code civil du Québec* quant à la qualité de l'immeuble. La Ville reconnaît que le Vendeur est un vendeur non professionnel.

Sans limiter la généralité de ce qui précède, à l'exception des attestations, représentations et garanties prévues aux présentes, le Vendeur ne fait aucune représentation ni ne donne aucune garantie relativement à la condition, à la valeur ou à l'utilisation de l'Immeuble ni relativement à l'égard de l'état environnemental de l'Immeuble ou de tout immeuble contigu ou avoisinant de l'Immeuble ou relativement au respect ou à la conformité de l'Immeuble avec toute loi applicable, ou à la présence ou à l'absence de substances dangereuses, toxiques ou nuisibles ou de tout autre contamination de l'environnement du sol ou des eaux souterraines dans les limites de l'Immeuble ou autour de celui-ci ou dans tout autre immeuble contigu ou avoisinant l'Immeuble.

À l'exception des attestations, représentations et garanties faites par le Vendeur aux termes des présentes, la Ville reconnaît s'en remettre entièrement et uniquement à sa propre vérification concernant l'Immeuble.

POSSESSION

La Ville devient propriétaire de l'Immeuble à compter de ce jour, avec possession et occupation immédiates.

TRANSFERT DE RISQUES

La Ville assume les risques afférents à l'Immeuble à compter de la signature des présentes conformément à l'article 950 du *Code civil du Québec*.

DOSSIER DE TITRES

Le Vendeur a remis à la Ville deux certificats de localisation préparés par Denis Deslauriers, arpenteur-géomètre, le vingt (20) décembre deux mille seize (2016), sous les numéros 17 977 et 17 983 de ses minutes, lesquels montrent l'état actuel de l'Immeuble.

Le Vendeur ne fournira pas de dossiers de titres, ni certificat de recherche relativement à l'Immeuble.

ATTESTATIONS

i) ATTESTATIONS DU VENDEUR

Le Vendeur atteste que :

a) l'Immeuble est libre de toute hypothèque, redevance, priorité ou charge quelconque;

b) les impôts fonciers échus relatifs à l'Immeuble ont été acquittés sans subrogation jusqu'à ce jour;

c) il est une personne morale résidente canadienne au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C. (1985) c. 1 (5^{e} suppl.)) et de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, chapitre I-3);

d) il (i) est dûment constitué, existe valablement et est en règle aux termes des lois de son territoire de constitution et (ii) possède les pouvoirs et l'autorité nécessaires pour détenir en propriété ses biens et pour exercer son activité dans les lieux où elle est actuellement exercée et de la façon dont elle l'est;

e) il possède les pouvoirs et l'autorité nécessaires pour signer le présent acte et pour exécuter les obligations qui en découlent. La

signature du présent acte et l'exécution des obligations qui en découlent ont fait l'objet de toutes les autorisations nécessaires et n'exigent aucune autre mesure ni consentement de quiconque, ni aucun enregistrement ou envoi d'avis auprès de quiconque, ni aucune autre mesure ni consentement aux termes d'une loi lui étant applicable;

f) le présent acte constitue une obligation valable et exécutoire du Vendeur;

g) la signature du présent acte, la réalisation des opérations qui y sont prévues, l'exécution par le Vendeur des obligations qui en découlent et le respect par celui-ci des dispositions des présentes n'entraînent pas : (i) une violation des dispositions des documents constitutifs ou des règlements du Vendeur, ou un défaut sur un point important aux termes de ces documents ou règlements; (ii) une violation sur un point important des engagements ou une inexécution des obligations découlant d'un contrat, d'une entente, d'un acte ou d'un engagement auquel est partie ou assujetti le Vendeur, ou un défaut sur un point important aux termes de ce contrat, entente, acte ou engagement; ni (iii) une violation de toute loi;

h) il n’existe aucune requête ou action ni aucun recours, poursuite, enquête ou procédure en cours ou imminent devant quelque tribunal, ni devant quelque commission, conseil, bureau ou agence gouvernementale pouvant affecter négativement la valeur, l’usage ou la viabilité de l’Immeuble ou de quelque partie de celui-ci ou l’aptitude du Vendeur à se conformer à ses obligations en vertu des présentes;

i) il n’existe aucun bail, offre de location, droit d’occupation, contrat de service, contrat d’emploi, contrat d’administration, contrat de gestion ou autre contrat ou entente, de quelque nature que ce soit, que l’Immeuble est totalement vacant et exempt de toutes activités commerciales ou industrielles;

j) sujet au paragraphe k) qui suit, que l’Immeuble est situé dans une zone agricole;

k) que le lot 4 590 598 du cadastre du Québec, circonscription

foncière de Montréal bénéficie d'une décision de la Commission de protection du territoire agricole du Québec (la « CTPAQ ») en date du quatorze (14) octobre mil neuf cent quatre-vingt-six (1986), numéro 108 494 confirmée par la décision numéro 405 317 visant à autoriser le lotissement, l'aliénation et l'utilisation de ce lot à des fins autres que l'agriculture, soit aux fins d'aménagement d'un parc régional par la Communauté urbaine de Montréal (étant aujourd'hui la Ville);

l) qu'en date des présentes, il ne possède aucun terrain contigu au lot 4 590 600 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

m) qu'il n'existe aucune réclamation, action, procédure, entre le Vendeur et la CPTAQ qui pourrait avoir un effet quelconque quant à l'Immeuble vendu et au droit de propriété de la Ville. Toutefois, s'il advenait une réclamation quelconque relative de quelque manière que ce soit, à la CPTAQ, le Vendeur s'engage à indemniser la Ville et à prendre fait et cause quant à toute réclamation de quelque nature que ce soit.

ii) <u>ATTESTATIONS DE LA VILLE</u>

La Ville atteste :

a) qu'elle est une personne morale de droit public résidente canadienne au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C. (1985) c. 1 (5^{e} suppl.)) et de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, chapitre I-3);

b) qu'elle a le pouvoir et la capacité d'acquérir l'Immeuble sans autres formalités que celles qui ont déjà été accomplies.

<u>OBLIGATIONS DE LA VILLE</u>

Cette vente est consentie aux conditions suivantes que la Ville s'engage à remplir, savoir :

a) Prendre l'Immeuble dans l'état où il se trouve actuellement, sujet à toute servitude, dont notamment celles mentionnées ci-dessous, déclarant l'avoir vu et examiné à sa satisfaction :

- une servitude réelle et perpétuelle consistant dans le droit, la permission, la liberté et le privilège de poser, construire, exploiter, entretenir, vérifier, modifier, déplacer, remplacer, reconstruire et réparer un tuyau d'égout entre Elm Ridge Country Club inc. et La Corporation de la paroisse de Saint-Raphaël de l'île Bizard reçue devant M^{e} Gilles Graton, notaire, le premier (1er) mars mil neuf cent quatre-vingt-trois (1983) et publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 3 357 811; et
- une servitude réelle et perpétuelle de non-accès, affectant une partie du lot 4 590 598, avec interdiction de pratiquer aucune ouverture à travers les lignes 50 et 51, mentionnée aux termes d'un avis d'expropriation publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 2 678 757, et aux termes d'un acte de vente entre Elm Ridge Country Club inc. et Sa Majesté du Chef de la province de Québec reçue devant M^{e} Louise Bissonnette, notaire, le vingt-huit (28) avril mil neuf cent quatre-vingt-trois (1983), publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 3 355 948 ;

b) Assumer le coût des frais administratifs reliés aux présentes, le coût de la publication au registre foncier et des copies requises, dont une pour le Vendeur. Tous autres honoraires professionnels de quelque nature que ce soit seront à la charge de la partie les ayant initiés;

TRAVAUX DE RESTAURATION

Aux termes des présentes, le Vendeur s'engage à réaliser des travaux de restauration sur une partie du lot 4 590 598 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, étant identifiée comme zones A et B sur le plan annexé aux présentes, à titre d'Annexe 4, après avoir été reconnu véritable et signé par les Parties en présence de la notaire soussignée.

Ces travaux de restauration devront être réalisés par le Vendeur au plus tard le trente et un (31) octobre deux mille dix-sept

(2017), lesquels devront être conformes à ceux énumérés à l'Annexe 1 (« Travaux de restauration du milieu »), à l'Annexe 2 (« Informations concernant le mélange de terre ») et à l'Annexe 3 « Mélange pour enseignement indigo ultra polinisation argile »), lesquelles sont annexées à l'original des présentes après avoir été reconnues véritables et signées par les Parties en présence de la notaire soussignée.

Afin de permettre à la Ville d'assurer une surveillance des travaux, le Vendeur devra aviser la Ville de la date de début des travaux quinze (15) jours avant le début desdits travaux.

Lorsque les travaux auront été complétés, le Vendeur devra en aviser la Ville. Dans les trente (30) jours suivant la réception dudit avis, la Ville devra procéder à l'inspection des travaux. À l'intérieur du délai précité, la Ville devra également transmettre au Vendeur un avis indiquant que les travaux ont été effectués à sa satisfaction ou indiquant les déficiences à corriger.

Le Vendeur s'engage à corriger ces déficiences promptement en conformité avec la *Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs* (L.C. 1994, ch. 22). Une fois les travaux corrigés, la procédure mentionnée au paragraphe précédent s'appliquera à nouveau. Il est entendu entre les Parties que le Vendeur devra compléter les travaux de restauration, incluant toute déficience le cas échéant, à la satisfaction de la Ville, au plus tard le trente et un (31) octobre deux mille dix-huit (2018).

Afin de garantir l'accomplissement de l'obligation précitée, les Parties ont convenu que la Ville retienne la somme de quatre-vingt-dix-huit mille dollars (98 000,00 $) sur le Prix de vente (comme défini ci-dessous). À défaut par le Vendeur d'avoir complété, à la satisfaction de la Ville, les travaux de restauration, incluant toute déficience le cas échéant, le trente et un (31) octobre deux mille dix-huit (2018), la Ville conservera ladite somme retenue, soit quatre-vingt-dix-huit mille dollars (98 000,00 $), à titre d'indemnité.

RÉPARTITIONS

La Ville déclare que les immeubles lui appartenant sont exempts de taxes foncières, municipales et scolaires, en vertu des

dispositions de l'article 204 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (RLRQ, chapitre F-2.1). En conséquence, la Ville remboursera au Vendeur, le cas échéant, toute portion de taxes municipales payée pour la période commençant le jour de et subséquente à la signature des présentes. Par ailleurs, le Comité de gestion de la taxe scolaire de l'Île de Montréal remboursera au Vendeur, le cas échéant, toute portion de taxes scolaires payée pour la période commençant le jour de et subséquente à la signature des présentes sous réserve des dispositions de l'article 245 de la loi précitée. De plus, le Vendeur reconnaît que tout remboursement de taxes municipales ou scolaires, le cas échéant, se fera uniquement après la modification du rôle d'évaluation foncière résultant des présentes.

POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE DE LA VILLE

La Ville a adopté une politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et elle a remis copie de ladite politique au Vendeur.

En vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires).

PRIX

Cette vente est ainsi consentie pour le prix de **UN MILLION QUATRE-VINGT-DOUZE MILLE DOLLARS (1 092 000,00 $)** (le « **Prix de vente** »)**,** payable comme suit :

- Un montant de **NEUF CENT QUATRE-VINGT-QUATORZE MILLE DOLLARS (994 000,00 $)** que le Vendeur reconnaît avoir reçu de la Ville à la signature des présentes, DONT QUITTANCE TOTALE POUR AUTANT;

- le solde, soit un montant de **QUATRE-VINGT-DIX-HUIT MILLE DOLLARS (98 000,00 $)**, sera remis par la Ville au Vendeur au plus tard trente (30) jours suivant l'envoi par la Ville de l'avis attestant que les travaux de restauration ont été complétés à sa satisfaction.

Sur réception du montant de quatre-vingt-dix-huit mille

dollars (98 000,00 $), le Vendeur s'engage à signer une quittance constatant la date et le paiement fait en sa faveur par la Ville.

À défaut par le Vendeur d'avoir complété, à la satisfaction de la Ville, les travaux de restauration, incluant toute déficience le cas échéant, le trente et un (31) octobre deux mille dix-huit (2018), les Parties conviennent, aux termes des présentes, que la Ville conservera ladite somme retenue, soit quatre-vingt-dix-huit mille dollars (98 000,00 $), à titre d'indemnité.

DÉCLARATIONS RELATIVES À LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES (T.P.S.) ET À LA TAXE DE VENTE DU QUÉBEC (T.V.Q.)

La considération exclut la T.P.S. et la T.V.Q.

En conséquence, si la présente vente est taxable selon les dispositions de la *Loi concernant la taxe d'accise* (L.R.C. 1985, ch. E-15) et celles de la *Loi sur la taxe de vente du Québec* (RLRQ, chapitre T-0.1), la Ville effectuera elle-même le paiement de ces taxes auprès des autorités fiscales concernées, à l'entière exonération du Vendeur.

La Ville déclare que ses numéros d'inscrit aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants :

T.P.S. : 121364749RT 0001;
T.V.Q. : 1006001374TQ 0002;

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées, ni ne sont en voie de l'être.

Le Vendeur déclare que ses numéros d'inscrit aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants :

T.P.S. : 101618452RT0001;
T.V.Q. : 1000122862TQ0001;

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées, ni ne sont en voie de l'être.

DÉCLARATION RELATIVE À L'AVANT-CONTRAT

Les Parties conviennent que les seules relations juridiques

les liant sont constatées par le présent contrat qui annule toutes ententes précédentes.

ÉLECTION DE DOMICILE

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement aux présentes est suffisant, s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire à l'adresse indiquée ci-dessous :

a) La Ville : à l'attention de madame Jacinthe Ladouceur, conseillère en immobilier, chef d'équipe, Division des transactions immobilières, Service de la gestion et de la planification immobilière, Direction des transactions immobilières et de la sécurité, au 303, rue Notre-Dame Est, 2e étage, Montréal, province de Québec, H2Y 3Y8;

avec une copie conforme à l'attention de monsieur Mario Masson, chef de Division des parcs-nature et espaces riverains, Service des grands parcs, du verdissement, et du Mont-Royal, au 801, rue Brennan, 4e étage, bureau P. Duke, à Montréal, province de Québec, H3C 0G4, soit par télécopieur : 514 872-1458 ou par courriel : mmasson_2@ville.montreal.qc.ca

et avec copie conforme au greffier de la Ville, au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6.

b) Le Vendeur : à l'attention de messieurs Richard Tock, président, et Robert Carsley, vice-président, au 851, rue Cherrier, à Montréal, province de Québec, H9E 1C3.

DÉLAIS

Les délais mentionnés aux présentes sont de rigueur. Toutefois, pour déterminer le défaut d'une partie en raison de quelque délai fixé dans cet acte, on doit tenir compte de tout retard apporté par l'autre partie, lorsque tel retard peut raisonnablement empêcher ou retarder l'accomplissement par la première partie de ses engagements, ainsi que de toute force majeure, auquel cas les délais seront étendus d'autant.

Lors du calcul d'un délai, les règles suivantes s'appliquent :

a) le jour qui marque le point de départ n'est pas compté, mais celui qui marque l'échéance ou la date limite du délai l'est.

b) les samedis et les jours fériés sont comptés. Cependant, si le délai expire un samedi ou un jour férié, celui-ci est prolongé au premier jour ouvrable qui suit, le tout conformément à l'article 83 du *Code de procédure civile* (RLRQ, c. C-25.01) et à l'article 61 de la *Loi d'interprétation* (RLRQ, chapitre I-16);

CLAUSES INTERPRÉTATIVES

Lorsque le contexte l'exige, tout mot écrit au singulier comprend aussi le pluriel et vice versa, tout mot écrit au masculin comprend aussi le féminin et vice versa, et tout mot désignant des personnes désigne les sociétés et personnes morales.

L'insertion de titres aux présentes est aux fins de référence seulement et n'affecte aucunement leur interprétation.

Chaque disposition des présentes est indépendante et distincte de sorte que, si l'une quelconque de ces dispositions est déclarée nulle ou non exécutoire, ceci n'affectera aucunement la validité des autres dispositions des présentes qui conserveront tout leur effet.

MENTIONS EXIGÉES EN VERTU DE L'ARTICLE 9 DE LA LOI CONCERNANT LES DROITS SUR LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES

Le Vendeur et la Ville déclarent ce qui suit :

a) le nom du cédant au sens de ladite loi est : CLUB DE GOLF ELM RIDGE INC.;

b) le nom du cessionnaire au sens de ladite loi est : la VILLE DE MONTRÉAL;

c) le siège du cédant est au : 851, rue Cherrier, à Montréal, province de Québec, H9E 1C3;

d) le siège du cessionnaire est au : 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6;

e) l’Immeuble est entièrement situé sur le territoire de la Ville de Montréal;

f) le montant de la contrepartie pour le transfert de l’Immeuble, selon le cédant et le cessionnaire, est de : UN MILLION QUATRE-VINGT-DOUZE MILLE DOLLARS (1 092 000,00 $);

g) le montant constituant la base d'imposition du droit de mutation, selon le cédant et le cessionnaire, est de : UN MILLION QUATRE-VINGT-DOUZE MILLE DOLLARS (1 092 000,00 $);

h) le montant du droit de mutation est de : DIX-HUIT MILLE TROIS CENTS DOLLARS (18 300,00 $);

i) le cessionnaire est un organisme public défini à l’article 1 de la loi précitée et bénéficie, en conséquence, de l’exonération du droit de mutation conformément à l’article 17a) de ladite loi;

j) il n'y a pas de transfert à la fois d'un immeuble corporel et de meubles visés à l'article 1.0.1 de la loi.

DONT ACTE à Montréal, sous le numéro

des minutes de la notaire soussignée.

LES PARTIES déclarent à la notaire avoir pris connaissance de ce présent acte et avoir exempté la notaire d'en donner lecture, puis les Parties signent en présence de la notaire comme suit :

CLUB DE GOLF ELM RIDGE INC.

_____
Par :

_____
Par :

VILLE DE MONTRÉAL

_____
Par :

_____
M^{e} Caroline BOILEAU, notaire

ANNEXE 1
TRAVAUX DE RESTAURATION DU MILIEU

1. Tableau des coûts estimés

	Zones	Superficie ha)	Coûts
	A	1 304 m^2	± 21 560 $
	B	3621 m^2	± 57 315 $
Total		**4925 m^2**	**± 78 875 $**
Frais administratifs et profits (15%)			11 831 $
Contingences (10% du total)			7 888 $
Sous-total			**± 98 594 $**
TPS			4 930 $
TVQ			9 835 $
Grand total			**±113 359 $**

Note : Il s'agit d'un estimé budgétaire.

2. Détail des travaux de restauration

Pour les zones A et B, les travaux à effectuer sont les suivants :

- Retirer les monticules comprenant de la terre, du gravier ainsi que des débris de matériaux divers et les disposer hors du site dans un lieu autorisé
- Enlever les débris de matériaux divers disposés sur le sol et les disposer hors du site dans un lieu autorisé
- Décaper la végétation actuelle sur 15 cm de profondeur dans les deux (2) zones
- Enlever 15 cm de terre aux endroits où il n'y a pas de végétation dans les deux (2) zones
- Labourer la surface pour ameublir le sol
- Ajouter de la terre sur 15 cm de profondeur et niveler le terrain pour ensemencement : mélange de terre Ville de Montréal – Mélange no 1
- Disposer de la terre et des végétaux issus du décapage hors du site dans un lieu autorisé
- Ensemencer la zone de façon hydraulique avec Mélange de semences Indigo ultra-pollinisation argile

Note :

- La restauration de la zone identifiée comme la « zone de circulation à conserver » n'est pas requise.
- Dans la zone de circulation à conserver et la zone A, les arbres existants doivent être protégés de manière à ce qu'ils ne soient pas endommagés lors des travaux de restauration.

3. Description des zones et détail des coûts estimés

Zone A (1 304 m^2) – lot 4 590 598 - propriété à acquérir par la Ville de Montréal

Description de la zone
Herbes hautes et zone de circulation compactée
Présence de débris ensevelis par de la terre et de la végétation

Coûts de restauration :

- Retirer terre et débris de matériaux et disposition hors site : forfaitaire (budget global)--> ± 2 000 $
- Décapage (incluant disposition de la terre non contaminée) : 1304 m^2 @ ± 3 $ /m^2 --------> ± 3 912 $
- Terre végétale "Mélange no 1" (fourniture et pose) : 1304 m^2 @ ± 7 $ / m^2 ----------> ± 9 128 $
- Ensemencement hydraulique : 1304 m^2 @ ± 5 $ / m^2 ----------> ± 6 520 $

± 21 560 $*

(*) *Ce montant n'inclut pas les contingences (imprévus), frais administratifs et profits de l'entrepreneur ainsi que les taxes*

Zone B (3621 m^2) – lot 4 590 598 - propriété à acquérir par la Ville de Montréal

Description de la zone
Herbes hautes
Présence de débris ensevelis par de la terre et de la végétation
Zone de stationnement pour les véhicules

Coûts de la restauration :

- Retirer terre et débris de matériaux et disposition hors site : forfaitaire (budget global) --> ± 3 000 $
- Décapage (incluant disposition de la terre non contaminée) : 3621 m^2 @ ± 3 $ /m^2 -------> ±10 863 $
- Terre végétale "Mélange no 1" (fourniture et pose) : 3621 m^2 @ ± 7 $ / m^2 ----------> ± 25 347 $
- Ensemencement hydraulique : 3621 m^2 @ ± 5 $ / m^2 ----------> ± 18 105 $

± 57 315 $ *

(*) *Ce montant n'inclut pas les contingences (imprévus), frais administratifs et profits de l'entrepreneur ainsi que les taxes*

- Décapage (incluant disposition de la terre non contaminée) : 1707 m^2 @ ± 3 $ /m^2 ---------> ± 5 121 $
- Terre végétale "Mélange no 1" (fourniture et pose) : 1707 m^2 @ ± 7 $ / m^2 ----------> ± 11 949 $
- Ensemencement hydraulique : 1707 m^2 @ ± 5 $ / m^2 ---------- ----------> ± 8 535 $

± 25 605 $ *

(*) *Ce montant n'inclut pas les contingences (imprévus), frais administratifs et profits de l'entrepreneur ainsi que les taxes*

Notes :

- *Avant le début des travaux de nivellement, l'entrepreneur doit fournir une fiche d'analyse chimique du sol au Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal. Pour son acceptation sur le terrain, un examen visuel doit permettre de déceler s'il y a présence de résidus de racines (dans ce cas, la terre ne serait pas acceptée) et ce, par la Ville, soit par un agent technique en architecture du paysage*
- *Fournisseurs de terre recommandée pour le Mélange Ville de Montréal no 1 :*
  -Sols Champlain
  - Matériaux Savaria
  - Pépinière Muci
- *Infos concernant le Mélange de terre Ville de Montréal – Mélange no 1 (Voir annexe 2)*
- *Infos concernant le Mélange de semences Indigo ultra-pollinisation argile (Voir annexe 3)*

Montréal
Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal

Prescriptions spéciales
Juillet 2011

APPORT DE TERRE DE CULTURE — 02-484

PARTIE 4 : ÉTENDUE DES TRAVAUX

4.1 Ouvrages

Certains travaux requis et inclus dans la réalisation d'ouvrages décrits à d'autres fascicules peuvent nécessiter l'utilisation des prescriptions normalisées du présent fascicule.

Les modifications aux prescriptions normalisées qui suivent constituent la mise à jour du présent fascicule cité en référence.
OÙ

L'entrepreneur doit, conformément aux documents, effectuer la mise en place de toute la terre de culture requise pour :

- le gazonnement;
- les lits de plantation;
- les fosses pour arbres.

Sauf si modifié à l'article 4.3 ci-après, chacun des ouvrages doit comprendre les obligations définies aux articles 1.2.1 des clauses administratives normalisées et 1.1.4.1 des clauses administratives générales, incluant les travaux connexes suivants :

- la préparation du lit de fondation du gazonnement (art. 3.1) des prescriptions normalisées;
- la préparation des bacs de plantation;
- le transport hors du site des matériaux indésirables..

4.2 Modifications aux prescriptions normalisées

.1 Matériaux :

Terre franche :

Terre arable (terre cultivable) ni trop riche en argile, ni trop pauvre en sable dont la teneur en matières organiques se situe entre 4 % et 5 % pour les terres franches sablonneuses et entre 2 % et 3 % pour les terres argileuses. La terre doit être exempte de terre de sous-sol, racines, mottes de gazon, mauvaises herbes, matières toxiques, cailloux et autres corps étrangers.

Terre noire :

Terre constituée de produits en décomposition, assez souple et homogène, exempte de résidus colloïdaux, de bois, de soufre et de fer et ayant une teneur maximale en eau de 15 %. La grosseur des particules déchiquetées doit être inférieure à 6 mm.

Sable grossier :

Sable naturel seulement et dont la granulométrie doit se situer entre les limites spécifiées au tableau suivant. Pas plus de 45 % des particules ne doivent être retenues entre deux (2) tamis consécutifs de ce tableau. La granulométrie doit être déterminée selon la méthode d'essai CAN/CSA-A23.2-2A.

DIMENSION DU TAMIS	MASSE TOTALE PASSANT LE TAMIS EN %
10 mm	100
5 mm	95 à 100
2,5 mm	80 à 100
1,25 mm	50 à 90
630 µm	25 à 65
315 µm	10 à 35
160 µm	2 à 10

Constituants organiques (fumier et/ou compost) :

Les constituants organiques doivent être issus d'un processus biologique assurant la décomposition des sous-produits d'origine végétale et/ou d'origine animale, (excluant le fumier de volaille) en un produit organique stable, riche en composés humiques. Le matériau sera homogène, aura l'apparence d'un terreau et ne dégagera aucune odeur fétide.

.2 Mélanges de terre de culture fabriquée et tamisée (proportions volumétriques) :

.1 Mélange n° 1 (pour gazon et fosses d'arbres) :

.une partie de terre noire
.une partie de sable grossier
.deux parties de terre franche

.2 Mélange n° 2 (pour les lits de plantation) :

.trois parties de terre noire
.deux parties de terre franche
.une partie de sable grossier
.une partie de fumier et/ou compost entièrement décomposés.

.3 Exigences granulométriques :

Les deux types de mélanges de terre de culture doivent respecter le fuseau granulométrique indiqué au tableau suivant, effectués selon la norme BNQ 2501 025 modifiée pour les sols mixtes (organiques et inorganiques).

DIMENSION DU TAMIS	MASSE TOTALE PASSANT LE TAMIS EN %
10 mm	100
5 mm	98 à 100
1,25 mm	90 à 97
630 µm	80 à 95
315 µm	50 à 85
160 µm	35 à 65
80 µm	15 à 35

.4 Matière organique :

La vérification de la matière organique présente dans les mélanges sera faite par oxydation, selon la méthode «Walkley/Black».

.5 Éléments chimiques :

Les différentes composantes chimiques des mélanges de terre de culture doivent se situer dans les proportions favorisant la croissance normale des végétaux.

.3 Caractéristiques des mélanges :

1 Mélange n° 1 (pour gazon et fosses d'arbres) :

matière organique entre 4 % et 7 %pH entre 6 et 7
capacité d'échange cationique (C.E.C.) entre 10 et 20 MEQ/100g.

capacité de rétention d'eau : Maximum 20 %

.2 Mélange n° 2 (pour lits de plantation) :

matière organique entre 10 % et 15 %
pH entre 6 et 7
capacité d'échange cationique (C.E.C.) entre 10 et 20 MEQ/100g.
capacité de rétention d'eau : Maximum 20 %

.4 Fournisseur :

Les mélanges de terre de culture doivent provenir d'un fournisseur préalablement accrédité par le laboratoire de la Ville.

.5 Livraison :

Tout chargement livré sur le site des travaux doit être accompagné d'un bordereau de livraison indiquant la provenance, le type de mélange, la quantité, la date et le lieu de livraison.

Remettre au représentant de la Ville une copie de chaque bordereau de livraison.

.6 Échantillonnage / Acceptation finale :

L'acceptation finale des différents mélanges de terre de culture se fera sur le matériau mis en place sur le site des travaux, après que la Ville aura effectué les analyses de contrôle.

.7 Identification des fosses d'arbres :

Le centre de chaque fosse d'arbre doit être clairement identifié au moyen d'un piquet de bois 50 x 75 x 1000 mm enfoncé aux deux tiers (2/3) et dont l'extrémité est peinte en jaune.

.8 Récupération de terre de culture :

La récupération de terre déjà en place sur le site des travaux, en vue de l'utilisation dans les mélanges prescrits, n'est pas acceptée par la Ville. La fabrication des mélanges de terre de culture sur ledit site est également refusée.

ANNEXE 3

Mélange pour ensemencement«Indigo Ultra pollinisation Argile»
Composition et information complémentaire

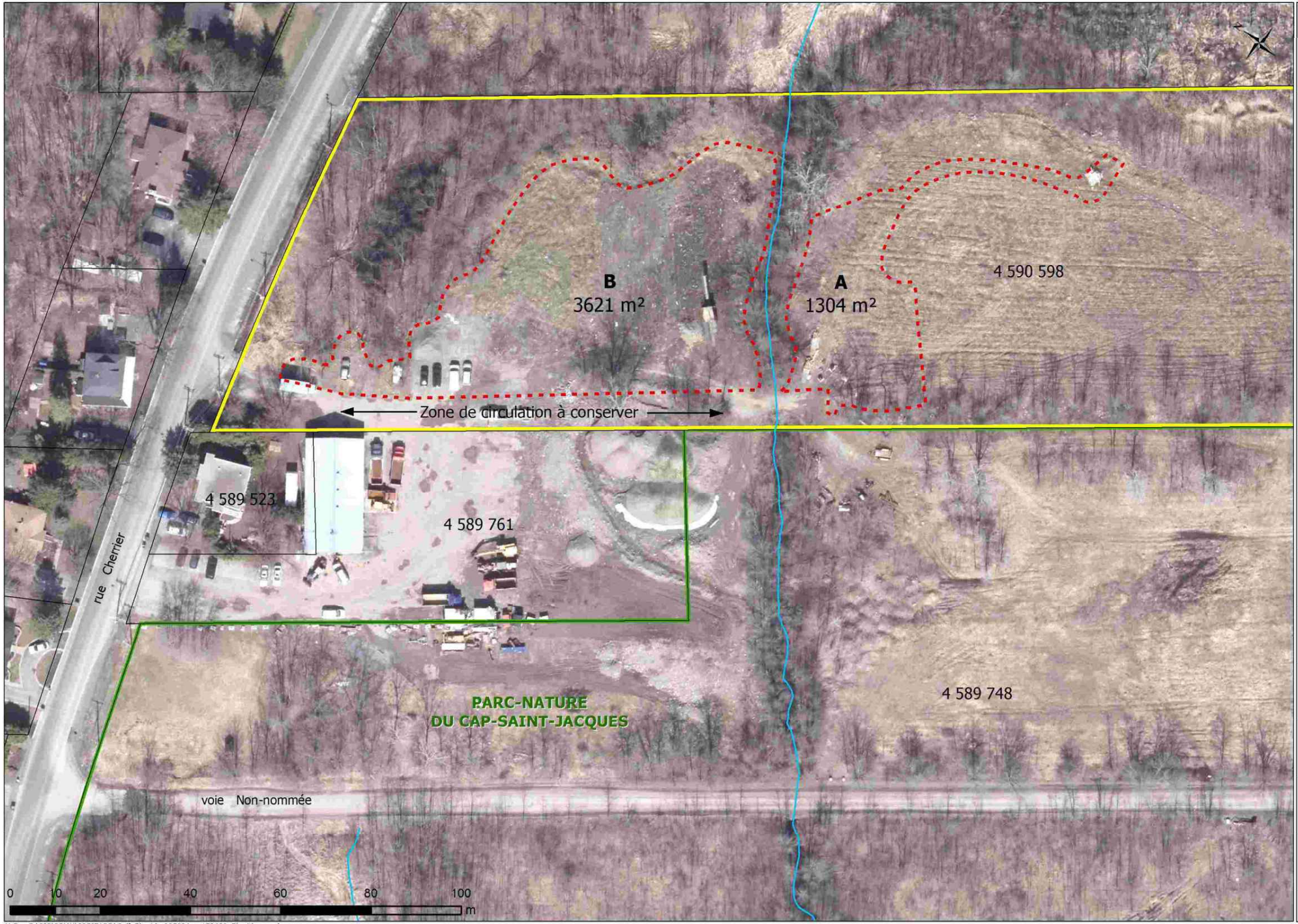
COMPOSITION

Ce mélange combine esthétisme et attrait pour les insectes pollinisateurs tout en étant bien adapté aux sols à tendance argileuse - 1,5 à 3,0 g/m² - Coût : 409,43 $ / kg

Pourcentage %	Plante/nom latin
16.5	Andropogon gerardii
5.0	Asclepias incarnata
6.0	Desmodium canadense
15.0	Elymus canadensis
1.5	Eupatorium perfoliatum
3.0	Eutrochium maculatum (Eupatorium maculatum)
12.50	Festuca rubra
3.50	Helenium autumnale
9.00	Heliopsis helianthoides
5.0	Monarda fistulosa
9.0	Panicum virgatum
4.0	Rudbeckia hirta
2.5	Rudbeckia laciniata
2.5	Symphyotrichum puniceum (Aster puniceus)
5.0	Verbena hastata
100	Total

INFORMATION COMPLÉMENTAIRE

Caractéristique	Information
Plante Indigène	En partie indigène
Rusticité	zone 3
Besoin En Lumière	ensoleillé
Période de floraison	juin – octobre
Hauteur Min. (cm)	75
Hauteur Max. (cm)	135
Humidité Requise	Frais, Humide, Sec
Particularités	Plante facile de culture
Utilisations Possibles	Convient aux prairies sauvages
Interactions Avec Les Sens	Plante parfumée
Interactions Avec La Faune	Favorise les pollinisateurs, Nourrit les colibris, Nourrit les papillons



Terrain du golf Elmridge
Lot 4 590 598

Parc-nature du Cap-Saint-Jacques

- zone de travaux
- terrain en voie d'acquisition
- limite du parc-nature
- cadastre
- cours d'eau

Orthophotos : © Communauté métropolitaine de Montréal, 2005-2013



Montréal

Service des grands parcs,
du verdissement et du Mont-Royal

09 juin 2017

M.D. : S:\SIG\PPMN\03BIZARD\Golf_Elmridge\9503Ame170609_Elmridge.mxd

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1174315001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet d'acte de vente par lequel la Ville de Montréal acquiert de Club de golf Elm Ridge inc., des terrains vagues connus et désignés comme étant les lots 4 590 598 et 4 590 600 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 144 958,1 m², situés sur la rue Cherrier, dans l'arrondissement de L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève, aux fins d'agrandissement du parc-nature du Cap-Saint-Jacques, pour la somme de 1 255 527 $, taxes incluses. N/Réf. : 31H05-005-7116-01

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1174315001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hui LI
Préposée au budget
Tél : 514 872-9547

Mario Primard
Agent comptable analyste
Tél. : 514 868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-07-17

Sincheng PHOU
Conseiller(ère) budgétaire
Tél : 514 872-7174

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.42

2017/09/28 17:00

(1)

Dossier # : 1174962001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Réseau cyclable identifié au Plan de transport
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet d'acte d'échange par lequel la Ville de Montréal cède à 9150-1940 Québec inc. aux fins d'assemblage les lots 4 929 387 et 4 929 388 du cadastre du Québec et par lequel 9150 1940 Québec inc. cède à la Ville de Montréal les lots 1 860 699, 4 929 385 et 6 144 209 du cadastre du Québec à des fins de piste cyclable, bornant le fleuve Saint-Laurent et le chemin du Golf, dans l'arrondissement de Verdun, sans soulte. N/Réf. : 31H05-005-6472-01

Il est recommandé :

1. d'approuver le projet d'acte d'échange de terrains situés le long du fleuve Saint-Laurent et du chemin du Golf dans l'arrondissement Verdun, suivant lequel la Ville cède à 9150-1940 Québec inc. les lots 4 929 387 et 4 929 388 du cadastre du Québec, à des fins d'assemblage et, 9150-1940 Québec inc. cède à la Ville les lots 1 860 699, 4 929 385 et 6 144 209 du cadastre du Québec, à des fins de piste cyclable, le tout sans soulte et suivant les termes et conditions stipulés au projet d'acte.
2. d'encaisser la somme de 5 650 $, plus les taxes applicables, de la part de 9150-1940 Québec inc. afin d'acquérir du propriétaire voisin une servitude de passage aux fins de la prolongation de la piste cyclable.
3. d'imputer ce revenu conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-09-05 14:40

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1174962001**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Réseau cyclable identifié au Plan de transport
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet d'acte d'échange par lequel la Ville de Montréal cède à 9150-1940 Québec inc. aux fins d'assemblage les lots 4 929 387 et 4 929 388 du cadastre du Québec et par lequel 9150 1940 Québec inc. cède à la Ville de Montréal les lots 1 860 699, 4 929 385 et 6 144 209 du cadastre du Québec à des fins de piste cyclable, bornant le fleuve Saint-Laurent et le chemin du Golf, dans l'arrondissement de Verdun, sans soulte. N/Réf. : 31H05-005-6472-01

CONTENU

CONTEXTE

Le règlement de zonage de l'arrondissement de Verdun a été modifié en 2001 afin d'assurer la conformité avec le plan d'urbanisme. Certaines dispositions modifiant le règlement autorisent maintenant la démolition des entrepôts le long du chemin du Golf afin d'en changer l'usage d'industrie de prestige à l'usage d'habitation multifamiliale. Dans le but d'optimiser le développement résidentiel, l'arrondissement de Verdun a mandaté le Service de la gestion et de la planification immobilière (le « SGPI ») afin de faire un échange de terrains avec la compagnie 9150-1940 Québec inc. (le « Promoteur »).
Cet échange de terrains entre la Ville et le Promoteur permettra à ce dernier de développer sur ces terrains des unités de logements supplémentaires. En contrepartie, la berge cédée à la Ville offrira la possibilité d'aménager une piste cyclable et de donner accès aux résidents à la berge. Ce terrain est actuellement en friche. Les terrains que la Ville cède ont été exclus de l'écoterritoire les Rapides de Lachine.

Une contribution est demandée au Promoteur afin d'acquérir une servitude de passage pour piste cyclable sur le lot voisin. Ce lot devait faire partie de l'échange de terrains, étant donné que le Promoteur devait l'acheter, mais la transaction n'a pas pu être réalisée. Par ailleurs, la Ville est à finaliser une entente avec le propriétaire voisin, (Réf. : GDD 1164962009) et une servitude de passage pour piste cyclable sera établie entre ces parties.

Étant donné les droits que possèdent plusieurs des propriétaires sur l'Île-des-Sœurs et qui ont été accordés par emphytéose, le SGPI s'est assuré que les terrains cédés à la Ville soient libres de tout droit, compte tenu des investissements prévus par la Ville pour l'aménagement d'une piste cyclable.

Le présent sommaire décisionnel a pour but de soumettre aux autorités municipales le projet d'acte d'échange pour approbation.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA11 210295 - 7 juin 2011 - Adoption - Règlement de concordance 1700-82 au plan d'urbanisme et autres modifications au Règlement de zonage 1700, tel qu'amendé.

DESCRIPTION

Le but du présent sommaire décisionnel est d'approuver le projet d'acte d'échange par lequel la Ville cède les lots 4 929 387 et 4 929 388 du cadastre du Québec à 9150 1940 Québec inc. d'une superficie totalisant 1 448,8 m^2. En contrepartie 9150 1940 Québec inc. cède à la Ville de Montréal les lots 1 860 699, 4 929 385 et 6 144 209 du cadastre du Québec d'une superficie de 21 506,06 m² à des fins de piste cyclable. Cet échange est fait sans soulte, le tout selon les termes et conditions stipulés au projet d'acte. Une contribution aux fins de la prolongation de la piste cyclable de 5 650 $, plus les taxes applicables, est payable par 9150-1940 Québec inc. Cette somme permettra par la suite d'acquérir du propriétaire voisin, la Chambre immobilière du Grand Montréal, une servitude de passage pour une piste cyclable sur une partie des lots 4 929 325 et 4 929 322 du cadastre du Québec, afin de compléter le tracé.
Le lot 6 144 209 est à être créé en remplacement de l'actuel lot 4 929 386 du cadastre du Québec, et l'acte d'échange ne pourra être signé qu'une fois que le nouveau lot serait déposé au cadastre.

Terrain cédé par la Ville au Promoteur, Immeuble A

Les terrains cédés au Promoteur sont vacants et connus comme étant les lots 4 929 387 et 4 929 388 du cadastre du Québec, d'une superficie de 1 448,8 m² (15 545 pi²). L'acquisition par le Promoteur lui permettra de démarrer la phase 2 de son projet d'habitation. Ces terrains sont identifiés par une trame rosée sur les plans B et C ci-joints.

Terrain acquis par la Ville du Promoteur, Immeuble B

Les terrains que la Ville acquiert du Promoteur sont vacants. Il s'agit des lots 1 860 699, 4 929 385 et 6 144 209 du cadastre du Québec d'une superficie de 21 506,06 m^2 (231 496,87 pi²), lesquels sont identifiés par une trame turquoise sur les plans B et C annexés. Ils sont localisés entre la bordure du fleuve Saint-Laurent et le Chemin du Golf dans l'arrondissement de Verdun. Cette bande de terrain n'est pas constructible, seul un développement pour un usage de parc et piste cyclable peut être envisagé.

JUSTIFICATION

Le Promoteur cède une plus grande superficie, un terrain de 21 506,06 m^2 qui ne peut pas être développé, en contrepartie du terrain cédé par la Ville d'une superficie de 1 448,8 m^2. La valeur marchande de la partie de terrain cédée à la Ville (Immeuble A) est supérieure à celle de l'immeuble B, selon l'établissement de la valeur marchande par la Division de l'évaluation du SGPI en date du 1er octobre 2015. La valeur marchande des lots de la Ville cédés au Promoteur est de 552,18 $/m² (51,29 $/pi²), soit 800 000 $ tandis que celle des lots cédés à la Ville est de 84,46 $/m² (7,84 $/pi²), soit une valeur de 1 816 553 $.
Le Promoteur est d'accord pour céder à la Ville des terrains qui valent plus en valeur marchande que ceux qu'il reçoit de la Ville. Les terrains de la Ville permettront au Promoteur de les assembler aux siens afin de développer une 2^e phase d'un projet de condos. La Ville pourra aménager sur les berges une piste cyclable. Au-delà des valeurs marchandes, l'échange des Immeubles est profitable pour les 2 parties. En conséquence, le

présent échange est réalisé sans soulte.

Selon le Service de l'environnement de la Ville, la contamination du site est estimée à 142 000 $ pour les terrains d'usage habitation (Immeuble A) qui seront cédés par la Ville, et de 668 000 $ pour les terrains que la Ville acquiert (Immeuble B) pour un usage de parc et piste cyclable. Le terrain que le Promoteur cède à la Ville a une valeur de 1 816 553 $ moins la décontamination estimée à 668 000 $, soit une valeur de 1 148 553 $. Le terrain que la Ville cède au Promoteur est évalué à 800 000 $ moins la décontamination estimée à 142 000 $, soit une valeur de 658 000 $. Il y a donc un gain de 490 553 $ en faveur de la Ville.

· Cette bande de terrain que la Ville cède n'est d'aucune utilité pour la Ville de Montréal et permet au Promoteur de développer une 2^{e} phase d'immeuble d'habitation.

· La bande de terrain que le Promoteur cède à la Ville n'est pas constructible, seul le développement pour un usage de parc peut être envisagé et permet l'accès aux berges des citoyens en plus du potentiel d'aménagement d'une piste cyclable.

· Tant le Promoteur que la Ville y trouvent avantage, en faisant le meilleur usage de ces emplacements, compte tenu des restrictions précédemment identifiées.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le Promoteur contribue avec un montant de 5 650 $ afin que la Ville de Montréal puisse faire l'acquisition de la servitude pour la continuité de la piste cyclable sur une partie du lot voisin 5 929 325 et 4 929 322 du cadastre du Québec.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Cet échange permettra au Promoteur de régulariser ses titres de propriétés, et de développer la phase 2 de son projet d'habitation.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est requise.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Acquérir une servitude de passage pour piste cyclable sur le lot voisin. Une entente a déjà été conclue avec le propriétaire concerné. (Réf. : GDD 1164962009).

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le présent dossier est conforme aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Abdelkodous YAHYAOUI)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Andrée BLAIS)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sylvie BLAIS, Service des infrastructures_voirie et transports
Marc-André HERNANDEZ, Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension
Serge LEFEBVRE, Service des infrastructures_voirie et transports

Lecture :

Serge LEFEBVRE, 24 janvier 2017
Sylvie BLAIS, 19 janvier 2017
Marc-André HERNANDEZ, 17 janvier 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Ginette HÉBERT
Conseillère en immobilier

Tél : 514 872-8404
Télécop. : 514 872-8350

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-17

Denis SAUVÉ
Chef de division

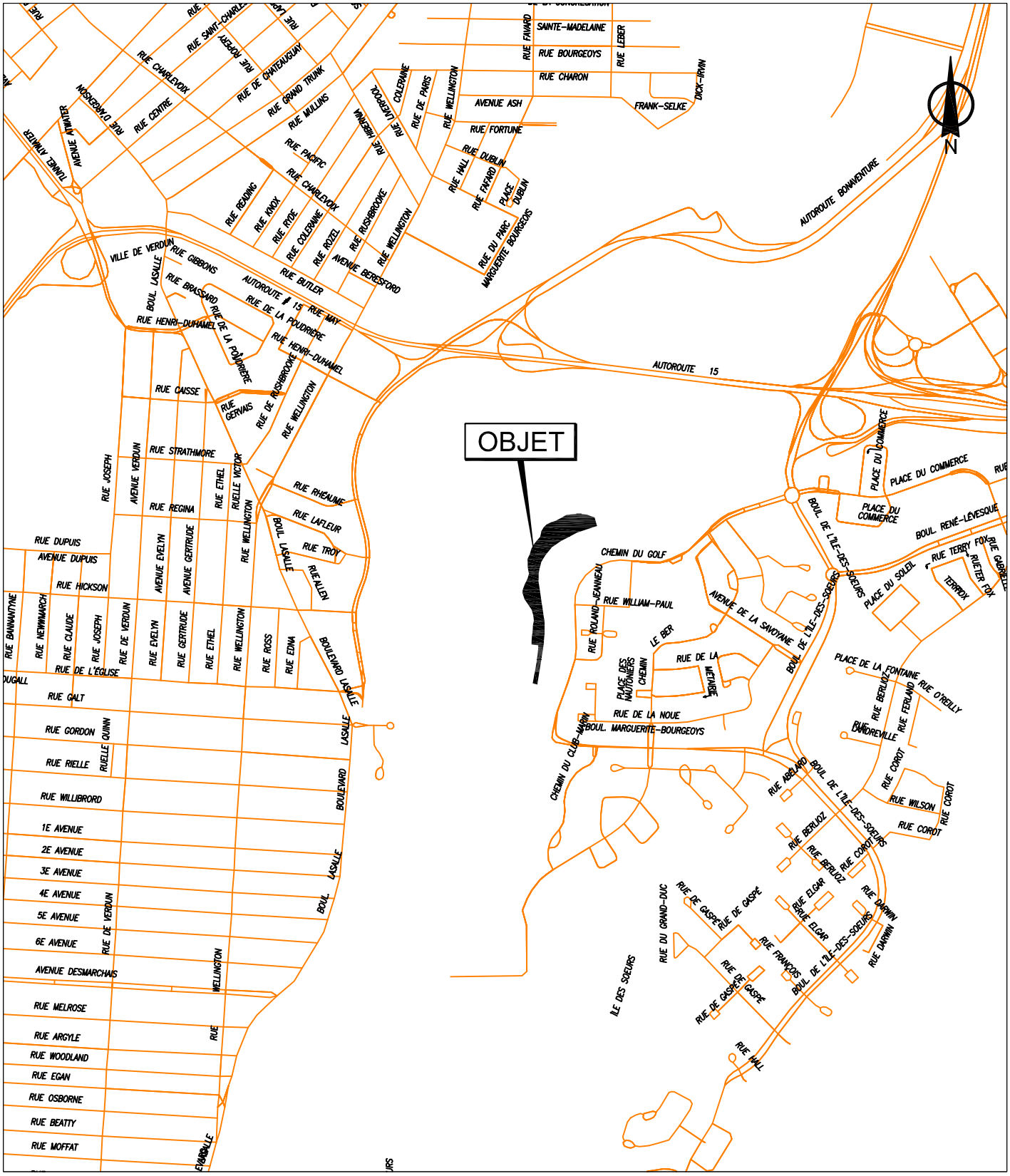
Tél : 514 872-2125
Télécop. : 514 872-8350

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières et de la sécurité
Tél : 514 868-3844
Approuvé le : 2017-09-01

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI
Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2017-09-05



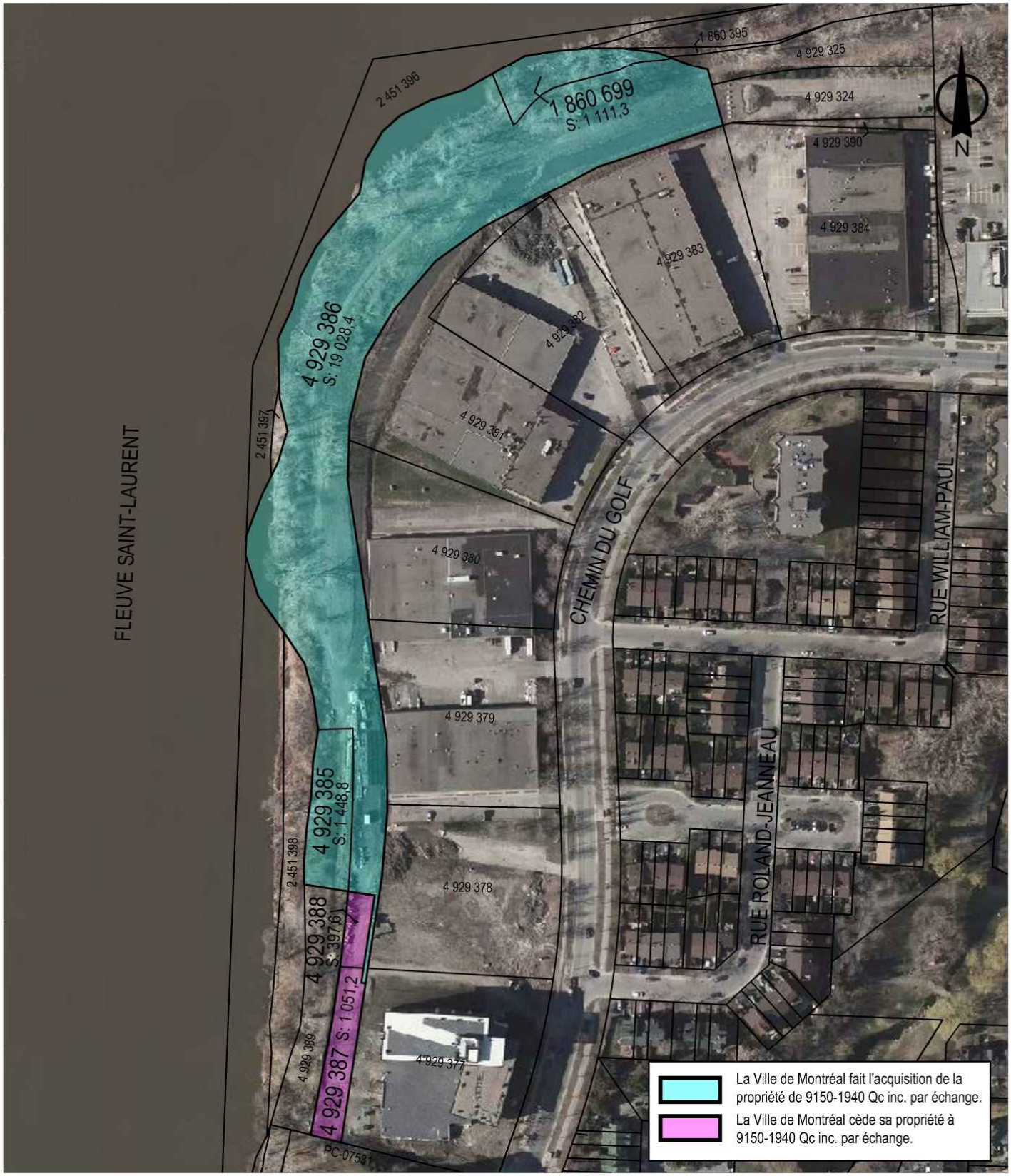
SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES ET DE LA SÉCURITÉ
DIVISION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Verdun -
L'Île-des-Soeurs

Montréal

Plan A: plan de localisation
Dossier: 31H05-005-6472-01
Mandat: 12-0039-T
Dessinateur: LJC
Échelle: - - -
Date: 23-08-2017

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement



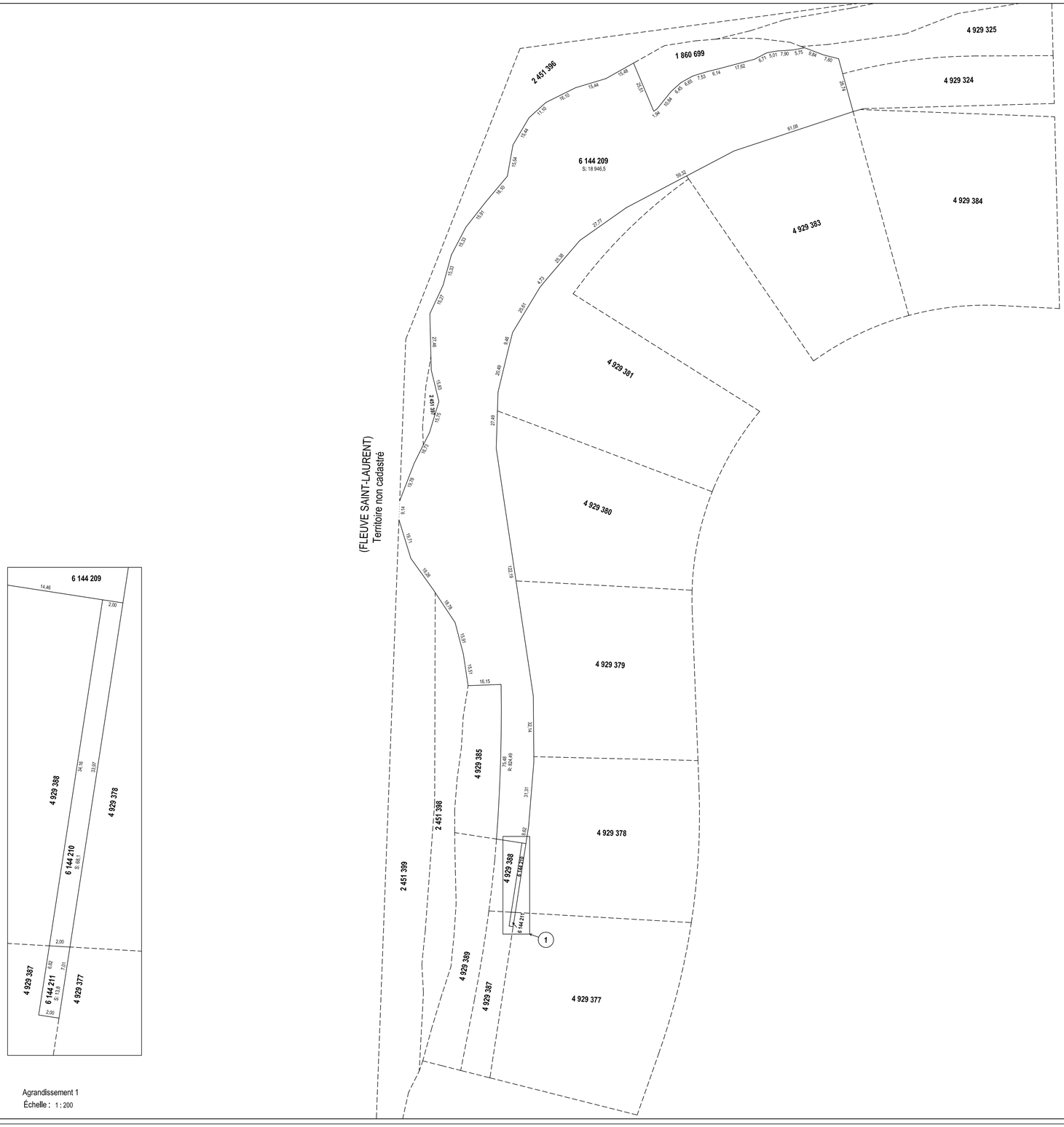
SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES ET DE LA SÉCURITÉ
DIVISION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Verdun -
L'Île-des-Soeurs
Montréal

Plan P: plan de cadastre & orthophoto
Dossier: 31H05-005-6472-01
Mandat: 12-0039-T
Dessinateur: LJC
Échelle: 1:2500
Date: 23-08-2017

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement

PLAN CADASTRAL



Agrandissement 1
Échelle : 1 : 200

FEUILLET
1 DE 1

Un document joint complète ce plan cadastral.

Les mesures indiquées sur ce document sont exprimées en unités du système international.

DOSSIER: 1163768

Références au(x) feuillet(s) cartographique(s) :
31H05-010-3536

Projection : MTM
Fuseau : (8)

Échelle : 1 : 1000

PLAN CADASTRAL PARCELLAIRE
CADASTRE DU QUÉBEC

Circonscription foncière: Montréal

Municipalité(s): Montréal (Ville)

Lot(s) soumis à l'article 19 de la Loi sur le cadastre, (L.R.Q., c. C-1)

Fait conformément aux dispositions de l'article (des articles) 3043, al.1 C.c.Q.

Préparé à Montréal

Signé numériquement par: Robert Katz
a.-g. (matricule 2392)

Minute: 9356 datée du 25 août 2017

Dossier a.-g.: 44567-32596-41

Copie authentique de l'original, le

Pour le ministre

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1174962001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division transactions immobilières
Objet :	Approuver le projet d'acte d'échange par lequel la Ville de Montréal cède à 9150-1940 Québec inc. aux fins d'assemblage les lots 4 929 387 et 4 929 388 du cadastre du Québec et par lequel 9150 1940 Québec inc. cède à la Ville de Montréal les lots 1 860 699, 4 929 385 et 6 144 209 du cadastre du Québec à des fins de piste cyclable, bornant le fleuve Saint-Laurent et le chemin du Golf, dans l'arrondissement de Verdun, sans soulte. N/Réf. : 31H05-005-6472-01

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous joignons un projet d'acte d'échange à intervenir entre la Ville et 9150-1940 Québec Inc.. Ce document a été préparé par Me Raymond Grenier, notaire et revisé suivant les informations et directives données par le service responsable. Me Grenier en sa qualité de notaire instrumentant verra à la signature du projet d'acte et à sa publication au registre foncier. 9150-1940 Québec inc. par l'intermédiaire de Me Grenier nous a avisé que le projet d'acte était à sa convenance.

Il est à noter que le projet d'acte d'échange ne pourra être signé par les parties qu'une fois que le lot 6 144 209 aura été déposé au cadastre du Québec.

FICHIERS JOINTS

Échange Ville de Montréal 9150-1940 (30-08-2017) (version propre).doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Andrée BLAIS
notaire
Tél : 2-7361

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-31

Andrée BLAIS
notaire
Tél : 2-7361
Division :

L'AN DEUX MILLE DIX-SEPT (2017)

LE

DEVANT: M^{e} RAYMOND GRENIER, notaire à Montréal, province de Québec

COMPARAISSENT :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier (1er) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* (RLRQ, chapitre C-11.4) (ci-après appelée la « Charte »), ayant son Hôtel de Ville au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par
dûment autorisé(e) en vertu de la Charte et des documents suivants :

a) de la résolution numéro CG06 0006, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du vingt-trois (23) janvier deux mille six (2006); et

b) de la résolution numéro CG● ●, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du ●,

copie certifiée de ces résolutions demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence du notaire soussigné.

ci-après nommée la « **VILLE** »,

ET

9150-1940 QUÉBEC INC., société légalement constituée suivant la partie 1A de la *Loi sur les compagnies*, par certificat de constitution en date du quatorze (14) décembre deux mille quatre (2004) et maintenant assujettie à la *Loi sur les sociétés par actions* ayant son siège social au 2700, rue Rufus-Rockhead, bureau 100, Montréal, Québec, H3J 2Z7, Canada, représenté par Pierre Varadi, président, dûment autorisé par résolution de l'administrateur unique en date du

dont une copie certifiée demeure annexée à l'original des présentes conformément à la *Loi sur le Notariat*.

ci-après nommée « **1940** »,

1940 et la Ville sont également désignés collectivement comme les « **Parties** ».

LESQUELLES, pour en venir à l'échange faisant l'objet des présentes, conviennent de ce qui suit :

OBJET DU CONTRAT

1. La VILLE cède et transfère à 1940, à titre d'échange, les immeubles suivants :

DÉSIGNATION

Un terrain vacant connu et désigné comme étant le lot numéro **QUATRE MILLIONS NEUF CENT VINGT-NEUF MILLE TROIS CENT QUATRE-VINGT-SEPT (4 929 387)** du Cadastre du Québec, circonscription foncière de **Montréal**.

Un terrain vacant connu et désigné comme étant le lot numéro **QUATRE MILLIONS NEUF CENT VINGT-NEUF MILLE TROIS CENT QUATRE-VINGT-HUIT (4 929 388)** du Cadastre du Québec, circonscription foncière de **Montréal**.

(ci-après collectivement appelés l'« immeuble A »)

2. En échange, 1940 cède et transfère à la VILLE les immeubles suivants :

DÉSIGNATION

Un terrain vacant connu et désigné comme étant le lot numéro **UN MILLION HUIT CENT SOIXANTE MILLE SIX CENT QUATRE-VINGT-DIX-NEUF (1 860 699)** du Cadastre du Québec, circonscription foncière de **Montréal**.

Un terrain vacant connu et désigné comme étant le lot numéro **QUATRE MILLIONS NEUF CENT VINGT-NEUF MILLE TROIS CENT QUATRE-VINGT-CINQ (4 929 385)** du Cadastre du Québec, circonscription foncière de **Montréal**.

Un terrain vacant connu et désigné comme étant le lot numéro **SIX MILLIONS CENT QUARANTE-QUATRE MILLE DEUX CENT NEUF (6 144 209)** du Cadastre du Québec, circonscription foncière de **Montréal**.

(ci-après collectivement appelés l'« immeuble B »)

SERVITUDES

1. La VILLE déclare que l'immeuble A n'est grevé d'aucune servitude, à l'exception des servitudes suivantes :

- Servitudes d'utilité publique en faveur d'Hydro-Québec et Bell Canada, créées aux termes d'actes sous seing privé publiés au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, sous les numéros 2 064 700, 2 091 277 et 2 216 733;

- Servitude de restriction d'usage créée aux termes d'un acte reçu devant M^{e} Louis Drazin, notaire, le quinze (15) octobre mil neuf

cent quatre-vingt-dix (1990) et publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, sous le numéro 4 326 888.

2. 1940 déclare que l'immeuble B n'est grevé d'aucune servitude, à l'exception des servitudes suivantes :

- Servitudes d'utilité publique en faveur d'Hydro-Québec et Bell Canada, créées aux termes d'actes sous seing privé publiés au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, sous les numéros 2 064 700 et 2 216 733;

- Servitude de restriction d'usage créée aux termes d'un acte reçu devant M^{e} Louis Drazin, notaire, le quinze (15) octobre mil neuf cent quatre-vingt-dix (1990) et publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, sous le numéro 4 326 888;

- Servitudes en faveur de la Ville de Montréal créées aux termes d'actes reçus par M^{e} Marie-André Simard, notaire, le huit (8) juin deux mille dix (2010) et publiés au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, sous les numéros 17 260 689, 17 260 690 et 17 260 691.

ORIGINE DU DROIT DE PROPRIÉTÉ

1. La VILLE est le dernier titulaire du droit de propriété de l'immeuble A pour l'avoir acquis de Jesta Management Corp./Gestion Jesta Corp., aux termes d'un acte de cession, reçu par M^{e} Anne-Marie Trempe, notaire, le huit (8) septembre deux mille cinq (2005) et publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, sous le numéro 12 671 659.

Laquelle cession a été suivie par un acte de renonciation par Jesta Management Corp./Gestion Jesta Corp. aux fins de la clarté des titres, reçu par M^{e} Anne-Marie Trempe, notaire, le vingt (20) décembre deux mille douze (2012) et publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 19 660 971.

2. 1940 est le dernier titulaire du droit de propriété de l'immeuble B pour l'avoir acquis aux termes des actes suivants :

- 1940 a acquis les lots numéros 1 860 699, 4 929 385 et 6 144 209 de 9013-3521 Québec inc., 9013-3562 Québec inc., 9013-3604 Québec inc., 9013-3661 Québec inc. et 9013-3398 Québec inc., aux termes d'un acte de vente, reçu par M^{e} Raymond Grenier, notaire, le premier (1er) décembre deux mille onze (2011) et publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, sous le numéro 18 685 129.

Cette vente a été suivie d'un acte de déclaration et cession par 9013-3521 Québec inc., 9013-3562 Québec inc., 9013-3604 Québec inc., 9013-3661 Québec inc. et 9013-3398 Québec inc. à 9150-1940 Québec inc., reçu par M^{e} Raymond Grenier, notaire, le vingt-trois (23) décembre deux mille seize (2016) et publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 22 855 747.

GARANTIE

La cession par la Ville à 1940 de l'immeuble A est faite sans aucune garantie et aux risques et périls de 1940. Notamment, 1940 reconnaît qu'elle ne peut en aucune manière invoquer la responsabilité de la Ville pour quelque motif que ce soit, tels les opinions ou rapports pouvant avoir été émis par les employés ou les mandataires de la Ville.

Sans limiter la généralité de ce qui précède, 1940 reconnaît que la Ville n'a aucune responsabilité relative aux titres ainsi qu'à l'égard de l'état et de la qualité du sol et du sous-sol de l'immeuble A (ci-après nommés les « **Sols** »), incluant, sans limitation, les matériaux composant le remblai, la présence potentielle de tout contaminant, polluant, substance toxique, matière ou déchet dangereux dans ou sur l'immeuble A, 1940 l'acceptant à ses seuls risques et périls qu'elle ait effectué ou non une vérification des titres et une étude de caractérisation des Sols.

En conséquence, 1940 renonce à toute réclamation, action ou poursuite contre la Ville, notamment, à l'égard des titres, de la condition des Sols de même que des bâtiments, constructions et ouvrages situés sur l'immeuble A, le cas échéant, telles obligations devant lier également les ayants droit de 1940. En outre, 1940 s'engage à tenir la Ville indemne de tout recours ou réclamation que des tiers pourraient exercer à la suite du présent échange.

Par ailleurs, la cession par 1940 à la Ville de l'immeuble B est aussi faite sans aucune garantie et aux risques et périls de la Ville. Notamment, la Ville reconnaît qu'elle ne peut en aucune manière invoquer la responsabilité de 1940 pour quelque motif que ce soit, tels les opinions ou rapports pouvant avoir été émis par les employés ou les mandataires de la Compagnie.

Sans limiter la généralité de ce qui précède, la Ville reconnaît que 1940 n'a aucune responsabilité relative aux titres ainsi qu'à l'égard de l'état et de la qualité du sol et du sous-sol de l'immeuble B (ci-après nommés les « **Sols** »), incluant, sans limitation, les matériaux composant le remblai, la présence potentielle de tout contaminant, polluant, substance toxique, matière ou déchet dangereux dans ou sur l'immeuble B, la Ville l'acceptant à ses seuls risques et périls qu'elle ait effectué ou non une vérification des titres et une étude de caractérisation des Sols.

En conséquence, la Ville renonce à toute réclamation, action ou poursuite contre 1940, notamment, à l'égard des titres, de la condition des Sols de même que des bâtiments, constructions et ouvrages situés sur l'immeuble B, le cas échéant, telles obligations devant lier également les ayants droit de la Ville. En outre, la Ville s'engage à tenir 1940 indemne de tout recours ou réclamation que des tiers pourraient exercer à la suite du présent échange.

DOSSIER DE TITRES

Aucune des Parties ne s'engage pas à remettre de dossier de titres.

POSSESSION

1. La VILLE devient propriétaire de l'immeuble B à compter de ce jour avec possession et occupation immédiates.

2. 1940 devient propriétaire de l'immeuble A à compter de ce jour avec possession et occupation immédiates.

DÉCLARATIONS

1. La VILLE fait les déclarations suivantes et s'en porte garant :

1.1 L'immeuble A est libre de toute hypothèque quelconque et de tous autres droits sauf quant à l'hypothèque en faveur de la Banque Laurentienne du Canada reçue par M^{e} Maude Giguère, notaire, le dix (10) août deux mille douze (2012) et publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 19 344 449, laquelle a été inscrite sans droit puisque la Ville avait un bon et valable titre depuis l'année deux mille cinq (2005) tel qu'on peut le constater au titre « Origine du droit de propriété » des présentes. Une demande sera faite aux fins de la radiation de cette hypothèque.

1.2 Tous les impôts fonciers échus relatifs à l'immeuble A ont été acquittés sans subrogation jusqu'à ce jour;

1.3 Tous les droits de mutation ont été acquittés;

1.4 Elle n'a reçu aucun avis d'une autorité compétente à l'effet que l'immeuble n'est pas conforme aux règlements et lois en vigueur;

1.5 L'immeuble A ne fait pas partie d'un ensemble immobilier;

1.6 L'immeuble A n'est pas un bien culturel classé ou reconnu et n'est pas situé dans un arrondissement historique ou naturel, dans un site historique classé, ni dans une aire de protection selon la *Loi sur le patrimoine culturel*;

1.7 Elle est une personne morale de droit public résidente canadienne au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* et au sens de la *Loi sur les impôts*.

2. 1940 fait les déclarations suivantes et s'en porte garant :

2.1 L'immeuble B est libre de toute hypothèque quelconque et de tous autres droits;

2.2 Tous les impôts fonciers échus relatifs à l'immeuble B ont été acquittés sans subrogation jusqu'à ce jour;

2.3 Tous les droits de mutation ont été acquittés;

2.4 Il n'a reçu aucun avis d'une autorité compétente à l'effet que l'immeuble B n'est pas conforme aux règlements et lois en vigueur;

2.5 L’immeuble B ne fait pas partie d’un ensemble immobilier.

2.6 L'immeuble B n'est pas un bien culturel classé ou reconnu et n'est pas situé dans un arrondissement historique ou naturel, dans un site historique classé, ni dans une aire de protection selon la *Loi sur le patrimoine culturel*;

2.7 Il est une personne morale résidente canadienne au sens de la Loi de l'impôt sur le revenu et au sens de la Loi sur les impôts et il n'a pas l'intention de modifier cette résidence.

Il fournit ou est en mesure de fournir un certificat de régularité de l'autorité qui le gouverne et il a validement acquis et a le pouvoir de posséder et de vendre l'immeuble sans autres formalités que celles qui ont déjà été observées.

OBLIGATIONS

La VILLE s'oblige à ce qui suit :

1. Prendre l'immeuble B reçu en échange dans l'état où il se trouve, déclarant l'avoir vu et examiné de façon prudente et diligente et avoir vérifié elle-même auprès des autorités compétentes que la destination qu'elle entend donner à l'immeuble B est conforme aux lois et règlements en vigueur.

1940 s'oblige à ce qui suit :

1. Prendre l'immeuble A reçu en échange dans l'état où il se trouve, déclarant l'avoir vu et examiné de façon prudente et diligente et avoir vérifié lui-même auprès des autorités compétentes que la destination qu'il entend donner à l'immeuble A est conforme aux lois et règlements en vigueur. Sans limiter la généralité de ce qui précède, 1940 reconnaît qu’il est de sa responsabilité d’avoir vérifié auprès de toutes les autorités compétentes concernées, y compris la Ville, que tout aménagement et construction qu’il entend réaliser sur l’immeuble A ou de destination qu’il entend lui donner sont conformes aux lois et règlements en vigueur;

2. Payer tous les impôts fonciers échus et à échoir se rapportant à l'immeuble A reçu en échange, y compris la proportion de ceux-ci pour l'année courante à compter des présentes, et aussi payer, à compter de la même date, tous les versements en capital et intérêts à échoir sur toutes les taxes spéciales imposées avant ce jour et dont le paiement est réparti sur plusieurs années;

3. À ne faire aucune demande pour diminution de l’évaluation de l’immeuble A du fait qu’il aurait été acquis pour un prix moindre que l’évaluation municipale telle qu’établie par la Ville au rôle de l’année courante, 1940 se réservant toutefois le droit de contester l’évaluation municipale pour tout autre motif;

4. Payer les frais et honoraires des présentes, de leur publicité et des copies pour toutes les parties, dont trois (3) pour la VILLE;

5. Faire en sorte qu’aucun droit n’affecte l’immeuble B et qu’il n’y existe aucun bail, offre de location, droit d’occuper, contrat de service, d’administration, de gestion ou quelque autre contrat ou entente de toute

nature relativement à l'immeuble B et pouvant lier la Ville. Dans le cas où la Ville ne pourrait pleinement profiter de son droit de propriété parce que quiconque occupe l'immeuble B, 1940 s'engage à dédommager la Ville en conséquence;

6. Se substituer en lieu et place de la Ville et ainsi assumer et respecter les obligations et engagements stipulés en faveur d'Imperial Oil Limited, Dominion stores Limited et la Banque Royale du Canada à l'acte publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 12 671 659 précédemment mentionné au titre « Origine du droit de propriété »;

7. Ne pas vendre, louer, céder ou autrement transférer l'immeuble A ou toute partie de celui-ci sans que le nouvel acquéreur assume et prenne les engagements mentionnés à l'acte de cession publié à Montréal sous le numéro 12 671 659 et que ce dernier convienne de faire en sorte que les futurs acquéreurs, cessionnaires ou locateurs soient liés par les conventions et engagements prévus audit acte;

RÉPARTITIONS

La Ville déclare que les immeubles lui appartenant sont exempts de taxes foncières, municipales et scolaires, en vertu des dispositions de l'article 204 de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

En conséquence, la Ville remboursera à 1940, le cas échéant, toute portion des taxes municipales payées en trop sur l'immeuble B à compter de la date des présentes.

Par ailleurs, le Comité de gestion de la taxe scolaire de l'Île-de-Montréal remboursera à 1940, le cas échéant, toute portion des taxes scolaires payées en trop sur l'immeuble B à compter de la date des présentes, sous réserve des dispositions de l'article 245 de la loi précitée.

1940 reconnaît que tout remboursement de taxes municipales ou scolaires, le cas échéant, se fera uniquement après la modification du rôle d'évaluation foncière résultant du présent échange.

DÉCLARATION RELATIVE À L'AVANT-CONTRAT

Les Parties conviennent que les seules relations juridiques les liant sont constatées par le présent contrat qui annule toutes ententes précédentes.

POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE DE LA VILLE

La Ville a adopté une politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et elle a remis copie de ladite politique à 1940.

En vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires).

CONSIDÉRATION

Le présent échange est fait sans soulte.

RENONCIATION AU DROIT DE REPRISE

Chacune des Parties renonce au droit qu'elle a de reprendre l'immeuble transféré en échange, conformément à l'article 1797 du *Code civil du Québec*, sous la réserve expresse de son droit de réclamer des dommages-intérêts selon ce même article, dans l'éventualité où il serait évincé de l'immeuble reçu en échange.

CONTRIBUTION AUX FINS DE LA PROLONGATION DE LA PISTE CYCLABLE

La Ville reconnaît avoir reçu de 1940 la somme de CINQ MILLE SIX CENT CINQUANTE DOLLARS (5 650,00 $) plus les taxes applicables, dont quittance totale et finale de la Ville.

Cette somme représente la contribution payable par 1940 pour la prolongation de la piste cyclable existante vers l'ouest par l'obtention d'une servitude réelle et perpétuelle à cette fin sur le lot 4 929 325 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, étant entendu que le propriétaire de cet immeuble n'a pas d'objection pour ce faire.

DÉCLARATION DES PARTIES RELATIVEMENT À LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES (TPS) ET LA TAXE DE VENTE DU QUÉBEC (TVQ)

Si la présente transaction est taxable selon les dispositions de la *Loi concernant la taxe d'accise* (L.R.C., chapitre E-15) et celles de la *Loi sur la taxe de vente du Québec* (RLRQ., chapitre T-0.1) chacune des parties se chargera d'effectuer elle-même les remises de la taxe fédérale sur les produits et services, et de la taxe de vente provinciale eu égard aux terrains reçus;

La Ville déclare que ses numéros d'inscrit sont les suivants :

T.P.S. : 121364749RT 0001;
T.V.Q. : 1006001374TQ 0002;

1940 déclare que ses numéros d'inscrit sont les suivants :

T.P.S. :
T.V.Q. :

MENTIONS EXIGÉES EN VERTU DE L'ARTICLE 9 DE LA *LOI CONCERNANT LES DROITS SUR LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES*

1. Immeuble A :

a) Le nom, prénom et résidence principale de la VILLE et le nom, prénom et résidence principale de 1940 sont bien ceux mentionnés à la rubrique désignation des parties.

b) Nom de la Municipalité : Montréal;

c) Selon les cédant/cessionnaire la valeur de la contrepartie pour le transfert de l'immeuble A s'élève à la somme de ZÉRO DOLLAR (0,00 $);

d) Selon les cédant/cessionnaire la valeur de la base d'imposition de l'immeuble A est de HUIT CENT MILLE DOLLARS (800 000,00 $);

e) Le montant du droit de mutation, de l'immeuble A, est de DOUZE MILLE DOLLARS (12 000,00 $);

f) La présente cession ne concerne pas des meubles tels que définis à l'article l.0.l de la Loi précitée.

2. Immeuble B :

a) Le nom, prénom et résidence principale de 1940 et le nom, prénom et résidence principale de la VILLE sont bien ceux mentionnés à la rubrique désignation des parties.

b) Nom de la Municipalité : Montréal;

c) Selon les cédant/cessionnaire la valeur de la contrepartie pour le transfert de l'immeuble B s'élève à la somme de ZÉRO DOLLAR (0,00 $);

d) Selon les cédant/cessionnaire la valeur de la base d'imposition de l'immeuble B est de UN MILLION HUIT CENT SEIZE MILLE CINQ CENT CINQUANTE-TROIS DOLLARS (1 816 553,00 $);

e) Le montant du droit de mutation, de l'immeuble B, est de TRENTE-SIX MILLE QUATRE CENT TREIZE DOLLARS ET QUATRE-VINGT-TROIS CENTS (36 413,83 $);

f) Il y a exonération du paiement des droits de mutation en vertu de l'article 17 paragraphe a) de ladite Loi, puisque le cessionnaire est un organisme public;

g) La présente cession ne concerne pas des meubles tels que définis à l'article l.0.l de la Loi précitée.

DONT ACTE :

FAIT ET PASSÉ à Montréal, sous le numéro

des minutes du notaire soussigné.

LECTURE FAITE, les Parties signent en présence dudit notaire.

VILLE DE MONTRÉAL

_____
Par :

9150-1940 QUÉBEC INC.

_____
Par :

_____
Raymond GRENIER, notaire

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1174962001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division transactions immobilières
Objet :	Approuver le projet d'acte d'échange par lequel la Ville de Montréal cède à 9150-1940 Québec inc. aux fins d'assemblage les lots 4 929 387 et 4 929 388 du cadastre du Québec et par lequel 9150 1940 Québec inc. cède à la Ville de Montréal les lots 1 860 699, 4 929 385 et 6 144 209 du cadastre du Québec à des fins de piste cyclable, bornant le fleuve Saint-Laurent et le chemin du Golf, dans l'arrondissement de Verdun, sans soulte. N/Réf. : 31H05-005-6472-01

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1174962001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Abdelkodous YAHYAOUI
Agent comptable analyste
Tél : 514-872-5885
Co auteur Danièle Handfield
Préposé au budget

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-09-01

Paul KANAAN
conseiller budgétaire
Tél : 514-872-2857

Division : Conseil et soutien financier - pôle développement

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.43

2017/09/28 17:00

(1)

Dossier # : 1164315005

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet d'acte de donation par lequel la Cité de Dorval cède à la Ville de Montréal, un immeuble sis au 530, boulevard Bouchard dans la Cité de Dorval, connu comme étant la caserne de pompiers n° 63. N/Réf. : 31H05-005-6443-01

Il est recommandé :

1. d'approuver le projet d'acte de donation par lequel la Cité de Dorval cède à la Ville de Montréal, l'immeuble situé au 530, boulevard Bouchard dans la Cité de Dorval, connu comme étant la caserne n° 63 érigée sur le lot 5 723 221 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, sujet aux termes et conditions stipulés au projet d'acte, attendu que le bail consenti en faveur de la Ville publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le 15 mars 2012, sous le numéro 18 900 318, sera éteint dès la signature de l'acte de donation.

2. de refléter ce don à titre d'une acquisition d'immobilisations dans les livres de la ville à sa juste valeur marchande, à hauteur de 8 475 000 $ selon les normes comptables en vigueur.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-09-01 13:56

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1164315005**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet d'acte de donation par lequel la Cité de Dorval cède à la Ville de Montréal, un immeuble sis au 530, boulevard Bouchard dans la Cité de Dorval, connu comme étant la caserne de pompiers n° 63. N/Réf. : 31H05-005-6443-01

CONTENU

CONTEXTE

En 2014, le Service de la gestion et de la planification immobilière (le « SGPI ») a été informé par les représentants de la Cité de Dorval que celle-ci souhaitait procéder à la donation de l'immeuble sis au 530, boulevard Bouchard. Suivant cette proposition, le SGPI a procédé à l'ouverture d'un mandat pour réaliser la transaction à cet effet. Le dit immeuble est connu comme étant la caserne de pompiers n° 63 (la « Caserne ») dont les limites de propriété sont montrées, à titre indicatif, par un trait liséré sur les plans B, C et P annexés. L'agglomération de Montréal ne compte que sur un seul service de sécurité incendie (le « SIM ») pour desservir ses 16 municipalités qui en font partie. En ce qui a trait à la Caserne, la Cité de Dorval ne voit pas d'avantage à garder cet immeuble, étant donné que celui-ci est occupé par le SIM et géré par le SGPI ainsi que la Direction des transactions immobilières et de la sécurité.

Actuellement, en vertu d'une entente d'occupation intervenue le 18 janvier 2012, entre la Cité de Dorval et la Ville de Montréal, le bâtiment est occupé par le SIM qui est une compétence d'agglomération. Cette entente permet d'assurer une bonne gestion de l'immeuble et de définir les rôles et responsabilités de chacune des parties et d'encadrer les modalités de remboursement des coûts réels attribuables à l'occupation de l'immeuble par la Ville.

Or, en 2014, la Cité de Dorval a proposé de procéder à la cession de la Caserne à la Ville de Montréal puisque le SIM occupe la totalité du bâtiment et la Ville de Montréal s'est montrée favorable à cette offre. De plus, entre le printemps 2013 et l'automne 2016, la Ville a procédé à d'importants travaux de rénovation et de mise aux normes, lesquels totalisent un investissement global de l'ordre de 8,8 Millions $.

Ainsi, le 14 juillet 2014, le conseil de la Cité de Dorval a adopté la résolution CM1407 206 confirmant l'accord de principe que la Caserne soit cédée à la Ville de Montréal.

De plus, le 21 août 2017, le conseil de la Cité de Dorval a adopté la résolution CM1708 293

autorisant la signature de l'acte de donation à la Ville de Montréal, par le maire et la greffière de la Cité de Dorval.

Ainsi, tout comme ce fut le cas pour les casernes de pompiers des villes de Montréal-Est et de Beaconsfield, la Cité de Dorval est favorable à céder la Caserne 63 à la Ville de Montréal.

La présente donation est consentie aux termes et conditions prévus au projet d'acte. La condition essentielle étant que la Ville de Montréal doit utiliser l'immeuble, ainsi donné, aux fins de ses compétences d'agglomération. À défaut pour cette dernière de l'utiliser à cette fin, elle sera tenue de rétrocéder l'immeuble à la Cité de Dorval aux mêmes conditions que celles prévalant dans le contrat de donation.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM1708 293– 21 août 2017 – Retirer du domaine public de la Cité de Dorval, le lot 5 723 221 et le bâtiment dessus érigé et autoriser le maire et la greffière à signer, pour et nom de la Cité, un acte de donation en faveur de la Ville de Montréal selon les termes et conditions au projet d'acte joint au dossier décisionnel 2017-08-11959 ou tout terme ou condition qui seront jugés dans l'intérêt de la Cité.
CG15 0690 - 26 novembre 2015 - Accorder un contrat à la firme Axiome Construction inc. pour la phase 2 des travaux de réfection de la caserne de pompiers n° 63 située au 530, boulevard Bouchard, dans la Cité de Dorval. Dépense totale de 5 558 548,29 $, taxes incluses - Appel d'offres 5775 (5 soumissionnaires).

CM1509 358 - 21 septembre 2015 – Approbation par le conseil de la Cité de Dorval du plan daté du 21 mai 2015 préparé par Johanne Rangers, arpenteur-géomètre, portant le no de dossier 21801, sous le numéro 1047 de ses minutes et montrant la subdivision du lot 1 523 644 du cadastre du Québec en 3 lots distincts portant les numéros 5 723 220, 5 723 221 et 5 723 222; et autorisation de déposer ce plan auprès du ministère des ressources naturelles.

CM1508 316 - 17 août 2015 – Adoption par le conseil de la Cité de Dorval d'une dérogation mineure aux bâtiments principaux portant les numéros civiques 530 et 550, boulevard Bouchard, situés respectivement sur les futurs lots 5 723 221 et 5 723 220 du cadastre rénové, quant à l'empiètement de ceux-ci dans la marge latérale de 6 mètres.

CG15 0205 - 26 mars 2015 - Adoption du règlement autorisant un emprunt de 4 740 000 $ afin de financer les travaux de réfection de la caserne 63 située dans la Ville de Dorval.

CG14 0486 - 14 novembre 2014 - Adoption du programme triennal d'immobilisations 2015-2017 de la Ville de Montréal (volet agglomération).

CE14 1665 - 5 novembre 2014 - Accorder un contrat de services professionnels à Tremblay L'Écuyer Architectes et WSP Canada inc. pour la réfection de la caserne de pompiers n° 63 (3015) dans la Cité de Dorval pour une dépense totale de 394 178,80 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13816 - (9 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.

CG14 0439 - 30 octobre 2014 - Dépôt du programme triennal d'immobilisations 2015-2017 de la Ville de Montréal (volet agglomération).

CE14 1269 - 13 août 2014 - Autoriser le lancement d'un appel d'offres public pour retenir les services d'une équipe de professionnels comprenant les services en architecture et en ingénierie de bâtiment (mécanique, électrique, structure et génie civil) pour réaliser les plans, devis et la surveillance de travaux dans le cadre du projet de réfection de la caserne de pompiers n° 63 (3015).

CM1407 206 – 14 juillet 2014 – Résolution confirmant l'accord de principe du Conseil de la Cité de Dorval à ce que le bâtiment de la caserne 63 soit cédé à la Ville de Montréal.

CG14 0198 - 1er mai 2014 - Autoriser le transfert d'une somme de 172 462,50 $, taxes incluses, du poste des dépenses incidentes au poste des travaux contingents, pour des travaux de réaménagement intérieur et divers travaux à la caserne de pompiers n° 63 située au 530, boulevard Bouchard dans la Cité de Dorval, dans le cadre du contrat accordé à Construction Anjinnov inc. (CG130178), majorant ainsi le montant total du contrat de 3 839 172,25 $ à 4 011 634,75 $, taxes incluses.

CG13 0178 - 30 mai 2013 - Accorder un contrat à Construction Anjinnov Inc. pour les travaux de réaménagement intérieur et divers travaux à la caserne de pompiers n° 63 située au 530, boulevard Bouchard dans la Cité de Dorval - Dépense totale de 4 407 007,13 $, taxes incluses - Appel d'offres 5632 (5 soumissionnaires).

CM13 199 - 21 mai 2013 - Résolution de la Cité de Dorval confirmant son accord avec le projet de rénovation de la caserne 63 tel que soumis par la Direction des stratégies et transactions immobilières et confirmant son engagement à rembourser à la Ville pour les années 2014-2015, un montant ne dépassant pas 252 924,90 $ ttc. représentant sa part de 10 % des coûts estimés pour les travaux de rénovation associés à la construction de base de l'immeuble, tel que décrits au tableau daté du 9 avril 2013 joint au dossier décisionnel 2013-300-0230.

CE12 0148 - 8 février 2012 - Approuver un projet de convention par lequel Réal Paul, architecte et Dessau inc., firmes ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels en architecture et en ingénierie requis pour la réalisation de plans et devis ainsi que la surveillance du chantier dans le cadre du projet de travaux de réfection à la caserne de pompiers 63, sise au 530, boulevard Bouchard dans la Cité de Dorval, comprenant tous les frais accessoires, le cas échéant, pour une somme maximale de 422 463,91 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 11-11699 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention.

CG12 0011 - 26 janvier 2012 – Approuver l'entente d'occupation par laquelle la Ville loue de la Cité de Dorval, pour une période de 10 ans, à compter du 1er janvier 2012, un local d'une superficie de 2 690,89 mètres carrés dans l'immeuble situé au 530, boulevard Bouchard et utilisé pour les besoins de la caserne de pompiers numéro 63 du Service de sécurité incendie de la Ville de Montréal (SIM), pour un montant total de 1 737 870 $, sans taxe.

DESCRIPTION

Le présent sommaire décisionnel a pour but d'approuver un projet d'acte de donation par lequel la Cité de Dorval cède à la Ville de Montréal l'immeuble sis au 530, boulevard Bouchard, connu comme étant la Caserne érigée sur le lot 5 723 221 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 4 942,9 m², tel que délimité, à titre indicatif, par un trait liséré sur les plans B, C et P annexés.
Pour permettre cette transaction, une opération cadastrale a dû être réalisée afin de scinder la propriété occupée par la Caserne, des installations publiques aménagées sur un plus grand site ayant front sur le boulevard Bouchard, où se trouvent notamment le bâtiment des travaux publics, le parc Ballantyne et le stationnement adjacent.

Les limites du terrain ont été établies en respectant le concept du plan cadastral parcellaire préparé par madame Johanne Rangers, arpenteur-géomètre le 21 mai 2015, sous le numéro 1047 de ses minutes, dossier 21801, ci-joint.

Le bâtiment de la caserne 63 construit en 1965 a une hauteur de deux étages et est maintenant entièrement occupé par le SIM. Ce bâtiment a fait l'objet de travaux de rénovation importants sur une période s'échelonnant de 2013 à 2016, totalisant un investissement de l'ordre de 8,8 Millions $. Le projet de rénovation englobait des travaux de réaménagement intérieur, la réfection de l'enveloppe extérieure, la mise aux normes de la protection sismique de la totalité de l'édifice, la réfection de la dalle de garage ainsi que l'installation du groupe électrogène extérieur.

De plus, Les Services Exp inc. ont été mandatés par le Service de l'environnement pour préparer un inventaire des matériaux préoccupants dans le bâtiment, pour réaliser une caractérisation environnementale du terrain et ensuite une évaluation budgétaire de ces substances. Suivant ce mandat, il a été recommandé de procéder aux travaux ci-après énumérés, soit l'enlèvement des calorifuges et des tuiles de plancher de vinyle en amiante, de la peinture au plomb endommagée par les infiltrations d'eau, des matériaux endommagés par les moisissures ou les infiltrations d'eau, des fluorescents contenant du mercure ainsi que des ballasts susceptibles de contenir des BPC. Les travaux précités, incluant l'enlèvement des sols contaminés, totalisant un montant de l'ordre de 100 000 $, ont été réalisés à la satisfaction de la Ville.

La donation par la Cité de Dorval en faveur de la Ville de Montréal est consentie aux termes et conditions prévus au projet d'acte joint à l'intervention du Service des affaires juridiques.

Le dit projet d'acte de donation comporte des permissions de passage en commun entre la Cité de Dorval et la Ville de Montréal. Les parties se consentent mutuellement un droit d'aller et venir en tout temps, soit à pied ou en véhicule, sans réserve, sur certaines parcelles de terrain clairement identifiées sur le plan d'arpentage B-2 Dorval, joint au présent sommaire décisionnel.

Une permission de stationnement est consentie par la Cité de Dorval en faveur de la Ville de Montréal. Ainsi, la Cité de Dorval permet à la Ville de Montréal d'utiliser 32 places de stationnement, pour elle-même ou pour tout occupant de la caserne, sur une partie du terrain de stationnement adjacent à la caserne.

Des permissions d'occuper à des fins d'égout pluvial, d'aqueduc et de deux conduites de gaz, sont également consenties par la Ville de Montréal à la Cité de Dorval lui permettant de maintenir ces conduites.

Une permission de maintenir des circuits de fibre optique réciproque fait partie intégrante du projet d'acte de donation. La Ville permet à la Cité de Dorval de maintenir des circuits de fibre optique situés sur l'immeuble de la caserne et réciproquement, cette dernière permet à la Ville de maintenir un circuit de fibre optique situé sur la propriété de la Cité de Dorval. La permission accordée par la Ville à la Cité de Dorval est valide pour une période maximale de 5 ans à compter de la signature de l'acte de donation.

De plus, le projet d'acte de donation stipule que le bail en faveur de la Ville publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le 15 mars 2012, sous le numéro 18 900 318, sera éteint dès la signature de l'acte de donation.

JUSTIFICATION

Le SGPI soumet ce sommaire décisionnel aux autorités municipales compétentes, pour approbation, pour les motifs suivants :

· Cette acquisition par la Ville de Montréal favorisera une meilleure efficacité en ce qui a trait à la gestion et à l'entretien de l'immeuble.

· La Ville de Montréal a déjà investi des sommes d'argent importantes pour procéder à la mise aux normes du bâtiment de la caserne de pompiers, lequel est maintenant fonctionnel et répond adéquatement à l'usage particulier de la Caserne.

· La valeur marchande de l'immeuble préparée par la Section évaluation immobilière en date du 30 octobre 2015 est de 8 475 000 $ (soit, 1 315 000 $ attribuable à la valeur marchande du terrain et 7 160 000 $ attribuable à la valeur dépréciée du bâtiment et des améliorations au sol). La valeur au rôle foncier est de 17 863 400 $ (13 965 400 $ pour les terrains et 3 898 000 $ attribuable aux bâtiments), regroupant la valeur d'un plus grand ensemble immobilier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'acquisition de l'immeuble par donation n'est pas taxable, selon les dispositions de la *Loi concernant la taxe d'accise fédérale* (TPS) et de la *Loi sur la taxe de vente du Québec* (TVQ). Par ailleurs, l'article 204 paragraphes 3 et 4 de la *Loi sur la fiscalité municipale* stipule que l'immeuble est exempt de taxes foncières et scolaires.
La Ville reflétera ce don dans ses livres à titre d'une acquisition d'immobilisations selon les normes comptables en vigueur, sur la base de la juste valeur marchande établie à 8 475 000 $.

Actuellement, en vertu de l'entente d'occupation signée en 2012, les frais d'exploitation (entretien et réparation des systèmes mécaniques entretien paysager, déneigement, énergie, frais d'administration et gestion, etc.) sont assumés par la Cité de Dorval, locateur, lequel facture la Ville de Montréal, locataire, qui lui rembourse sa quote-part des coûts réels déboursés. Toutefois, à la date de signature de l'acte de donation, l'entente d'occupation prendra fin et la Ville de Montréal, devenant propriétaire de la Caserne, assumera la totalité des frais d'exploitation précités.

Compte tenu du découpage des lots et de l'aménagement du stationnement commun adjacent au parc, mis en partie à la disposition des usagers de la caserne de pompiers, il est convenu entre les parties que la Cité de Dorval aura la responsabilité du déneigement, de l'entretien et des réparations pour la portion du stationnement situé du côté est de la Caserne, laquelle inclut la portion exclusive du stationnement cédé à la Ville de Montréal (voir plan de stationnement en pièces jointes).

La Ville de Montréal, quant à elle, prendra la responsabilité de l'entretien et des réparations pour la portion du stationnement et du passage en commun situés du côté ouest de la Caserne. En ce qui concerne la responsabilité du déneigement pour les chemins d'accès, les passages en commun et les espaces de stationnement, qu'ils soient situés à l'intérieur des limites de propriété de la Cité de Dorval ou de la Ville de Montréal pour la Caserne, il fut convenu que la Cité de Dorval prendra la responsabilité de les déneiger. Conséquemment, dès l'hiver 2018, la Cité de Dorval facturera un montant de 18 000 $, plus les taxes applicables, à la Ville de Montréal, lequel sera ajusté annuellement selon l'IPC. La dite dépense est prévue au budget de fonctionnement du SGPI.

Une estimation du budget de fonctionnement pour la prise en charge des activités d'entretien de la caserne a été faite par la Direction de l'exploitation immobilière, de l'entretien et de l'énergie du SGPI. Le montant estimé s'élève à 306 000 $, taxes incluses, lequel est prévu au budget de fonctionnement du SGPI.

Le budget annuel pour couvrir les dépenses d'énergie a également été estimé par la Direction de l'exploitation immobilière, de l'entretien et de l'énergie du SGPI. L'estimation du montant de 72 800 $, incluant les taxes, est basée sur la facturation des dernières

années relatives à la consommation de l'électricité et du gaz naturel. Ce montant pourra être révisé au besoin pour refléter les coûts réels de consommation suivant les travaux de rénovation majeurs du bâtiment complétés à l'automne 2016. La dite dépense sera financée à même le budget de fonctionnement du SGPI.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les travaux de rénovation courants comportent parmi leurs objectifs de minimiser la consommation énergétique, réduire les fuites d'eau et améliorer l'efficacité de l'usage de l'eau (équipements à faible débit).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Meilleure gestion centralisée par le Service de sécurité incendie de Montréal (SIM).

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune activité de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

L'entente d'occupation consentie par la Cité de Dorval en faveur de la Ville, débutée le 1er janvier 2012, prendra fin automatiquement à la signature de l'acte de donation (CG12 0011).

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

A la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Abdelkodous YAHYAOUI)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Marie-Pier ROY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Elaine RICHER, Service de l'environnement
Pierre LÉVESQUE, Service de la gestion et de la planification immobilière
Annie BERTRAND, Service de la gestion et de la planification immobilière
Despina Ruxandra DOGIOIU, Service de la gestion et de la planification immobilière

Nicole RODIER, Service de la gestion et de la planification immobilière
Daniel BROUSSEAU, Service des infrastructures_voirie et transports
Carole GUÉRIN, Service de sécurité incendie de Montréal

Lecture :

Daniel BROUSSEAU, 22 août 2017
Nicole RODIER, 21 août 2017
Pierre LÉVESQUE, 1er août 2017
Carole GUÉRIN, 21 juillet 2017
Annie BERTRAND, 21 juillet 2017
Elaine RICHER, 18 juillet 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jacinthe LADOUCEUR
Conseillère en immobilier, chef d'équipe

Tél : 514-872-0069
Télécop. : 514-872-8350

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-07-06

Denis SAUVÉ
Chef de division

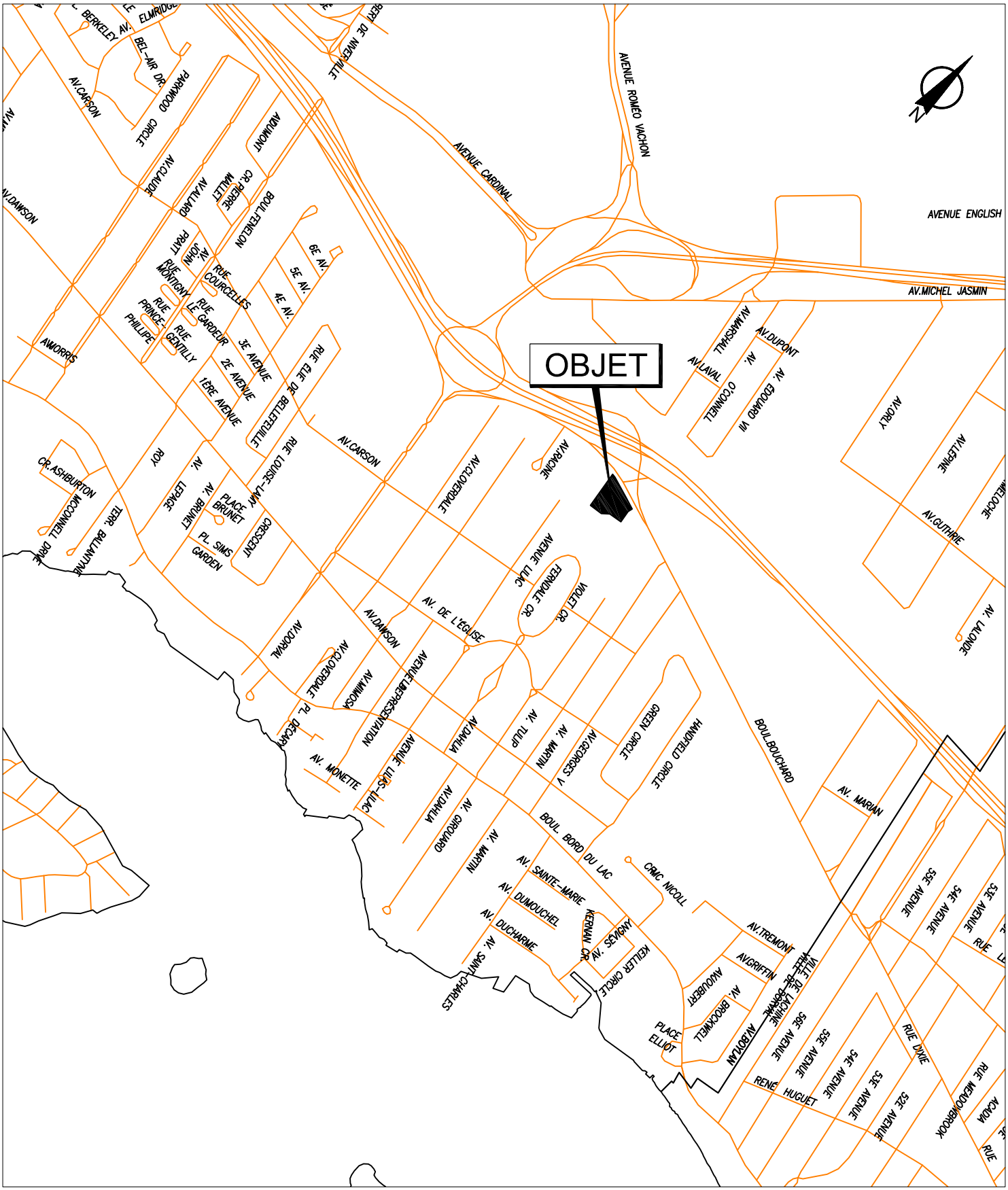
Tél : 514 872-2125
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières et de la sécurité
Tél : 514 872-0153
Approuvé le : 2017-08-30

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI
Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2017-09-01

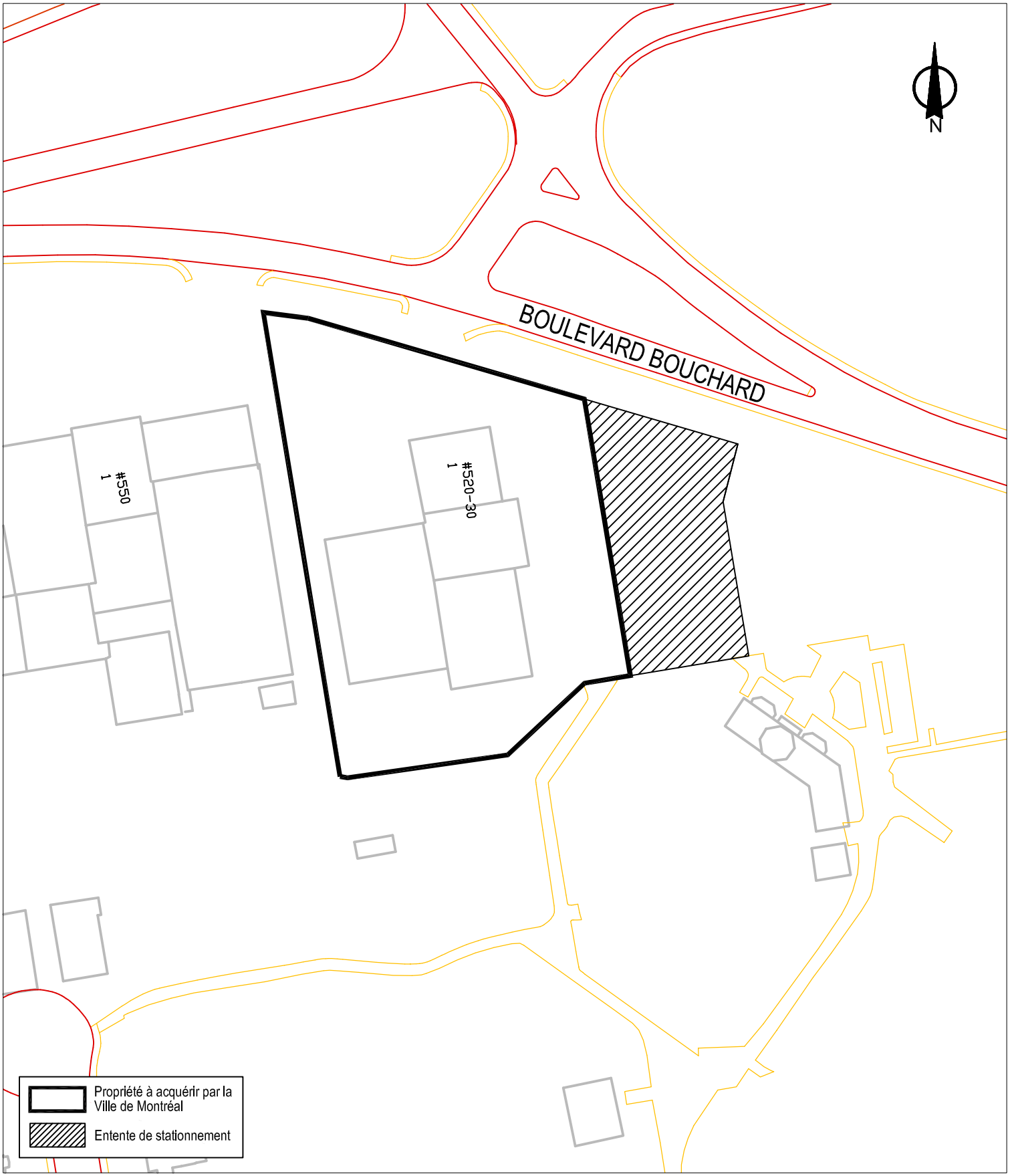


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Dorval

Plan A : plan de localisation
Dossier : 31H05-005-6443-01
Production : CL
Échelle : -
Date : 12-11-15

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

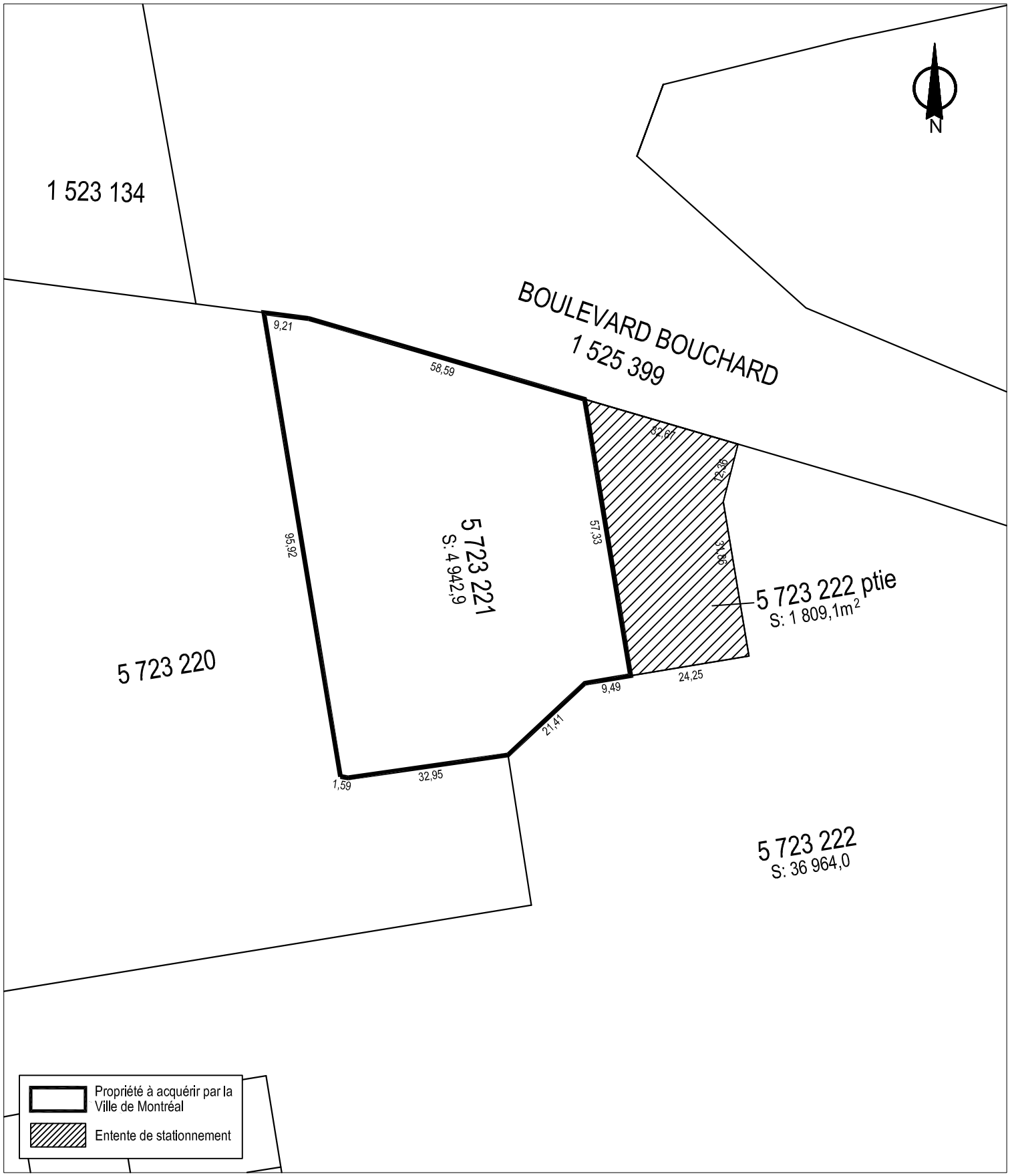


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Dorval

Plan B : plan de l'utilisation du sol
Dossier : 31H05-005-6643-01
Production : CL
Échelle : 1:1000
Date : 11-11-15

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

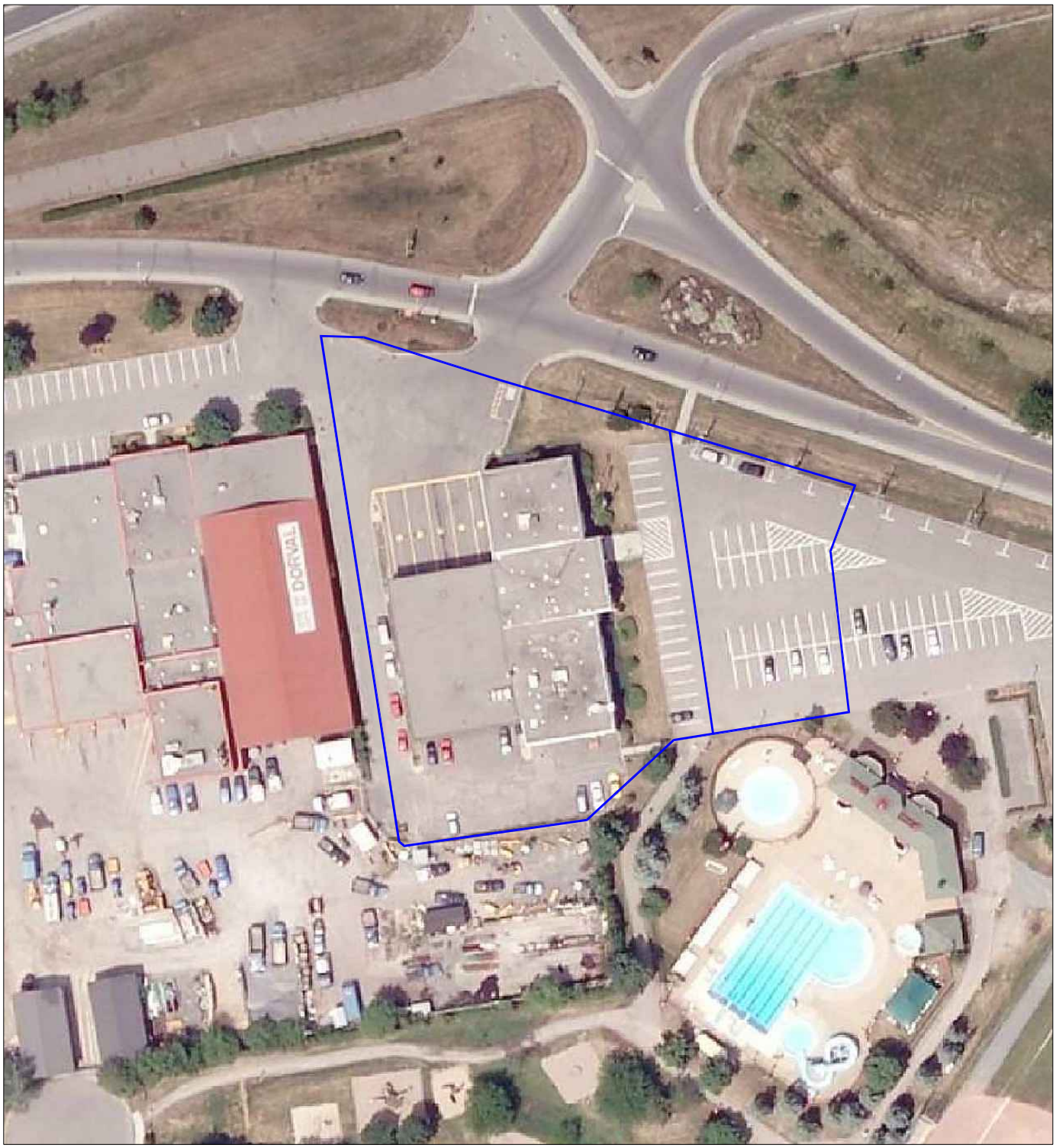


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Dorval

Plan C : plan de cadastre
Dossier : 31H05-005-6643-01
Production : CL
Échelle : 1:1000
Date : 11-11-15

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Dorval

Plan P : photo aérienne
Dossier : 31H05-005-6443-01
Production : CL
Échelle : -
Date : 12-11-15

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

Document joint

Classement	Circonscription foncière	Dossier
	Montréal	1073506

Lot: 5 723 220

Concordance: Lot(s) 1 523 644 Ptie — Lot(s)

Propriétaire(s): VILLE DE DORVAL

Titre(s) :	Mode d'acquisition	No d'inscription
	Loi	
	Contrat	1473397, Montréal
	Jugement	5255806, Montréal
	Contrat	D298-327520, Montréal
	Loi	D314-341767, Montréal
	Loi	D360-390379, Montréal
	Contrat	1742037, Montréal
	Contrat	1469101, Montréal

Municipalité: Montréal (Ville)

Lot: 5 723 221

Concordance: Lot(s) 1 523 644 Ptie — Lot(s)

Propriétaire(s): VILLE DE DORVAL

Titre(s) :	Mode d'acquisition	No d'inscription
	Jugement	5255806, Montréal
	Loi	D360-390379, Montréal

Municipalité: Montréal (Ville)

Lot: 5 723 222

Concordance: Lot(s) 1 523 644 Ptie — Lot(s)

Propriétaire(s): VILLE DE DORVAL

Titre(s) :	Mode d'acquisition	No d'inscription
	Loi	
	Contrat	1000741, Montréal
	Contrat	1266367, Montréal
	Contrat	1454036, Montréal
	Contrat	1464038, Montréal
	Contrat	1473397, Montréal
	Contrat	1503390, Montréal
	Contrat	1511670, Montréal
	Contrat	1511671, Montréal
	Contrat	1865377, Montréal
	Jugement	2451800, Montréal
	Jugement	5255806, Montréal
	Contrat	D298-327520, Montréal
	Loi	D314-341767, Montréal
	Loi	D360-390379, Montréal
	Loi	D429-495489, Montréal
	Contrat	D486-557526, Montréal
	Contrat	D314-314767, Montréal

Municipalité: Montréal (Ville)

Document joint

Classement	Circonscription foncière	Dossier
	Montréal	1073506

Signé numériquement à Montréal, 21 mai 2015
Fait conformément aux dispositions de l'article (des articles) 3043, al.1 C.c.Q.

Johanne Rangers
arpenteur–géomètre

Minute : 1047 Dossier AG : 21801

code du microfilm

A2

DIVISION DE LA GEOMATIQUE

Échelle: 1: 500

0 5 mètres

Les unités utilisées sont celles du système international(SI)

CIRCONSCRIPTION FONCIERE: MONTRÉAL

CADASTRE: Québec

LOT(S)

Deux parties du lot 1 523 644

EMPLACEMENT:

1 523 134

1 523 303

1 523 334

1 523 335

1 523 345

1 523 346

1 523 336

BOULEVARD BOUCHARD
1 525 399

4 220 971

1 520 031

1 523 644 ptie

39,78

64,87

9,96

38,59

#550

TRAVAUX PUBLICS

Servitude de passage projetée

#530

CASERNE 63

10,73

96,56

7,70

7,50

57,35

Servitude de passage projetée

Stationnement

② 1 523 644 ptie
S=15 325,0m²

① 1 523 644 ptie
S=5 004,4m²

6,00

10,77

143,36

9,49

21,41

1,52

2,19

32,95

31,00

10,02

135,27

1 523 644 ptie

15/88

BORDEREAU DE REQUÊTE D'OPÉRATION CADASTRALE EN TERRITOIRE RÉNOVÉ

Mode de paiement	Code

Numéro de dossier
1073506

Circonscription foncière	Code
Montréal	65

Municipalité(s)	Code(s)
Dorval(Ville)	66087

Type de dossier	
Code	10

Type de copropriété	
Code	

ACTION DEMANDÉE	Lot(s)		Référence(s) légale(s) (code)	Quantité
	de	à		
Remplacer	1 523 644		01	1
Créer	5 723 220	5 723 222	01	3

Arpenteur–géomètre requérant

Je soussigné, arpenteur–géomètre, certifie que la présente requête a reçu l'autorisation de toutes les parties intéressées, et que toutes les pièces jointes portant ma signature sont conformes aux lois et règlements en vigueur.

Conformément à l'article 21.3 de la Loi sur le cadastre (L.R.Q., c. C–1) les versions écrites du plan, lorsque requis, et du document joint proviennent de leur exemplaire informatique respectif. Ces versions écrites n'ont subi aucune modification depuis leur production.

D'autre part, je consens à ce que les frais pour la production de copies manquant à ma requête, le cas échéant, soient portés à mon compte.

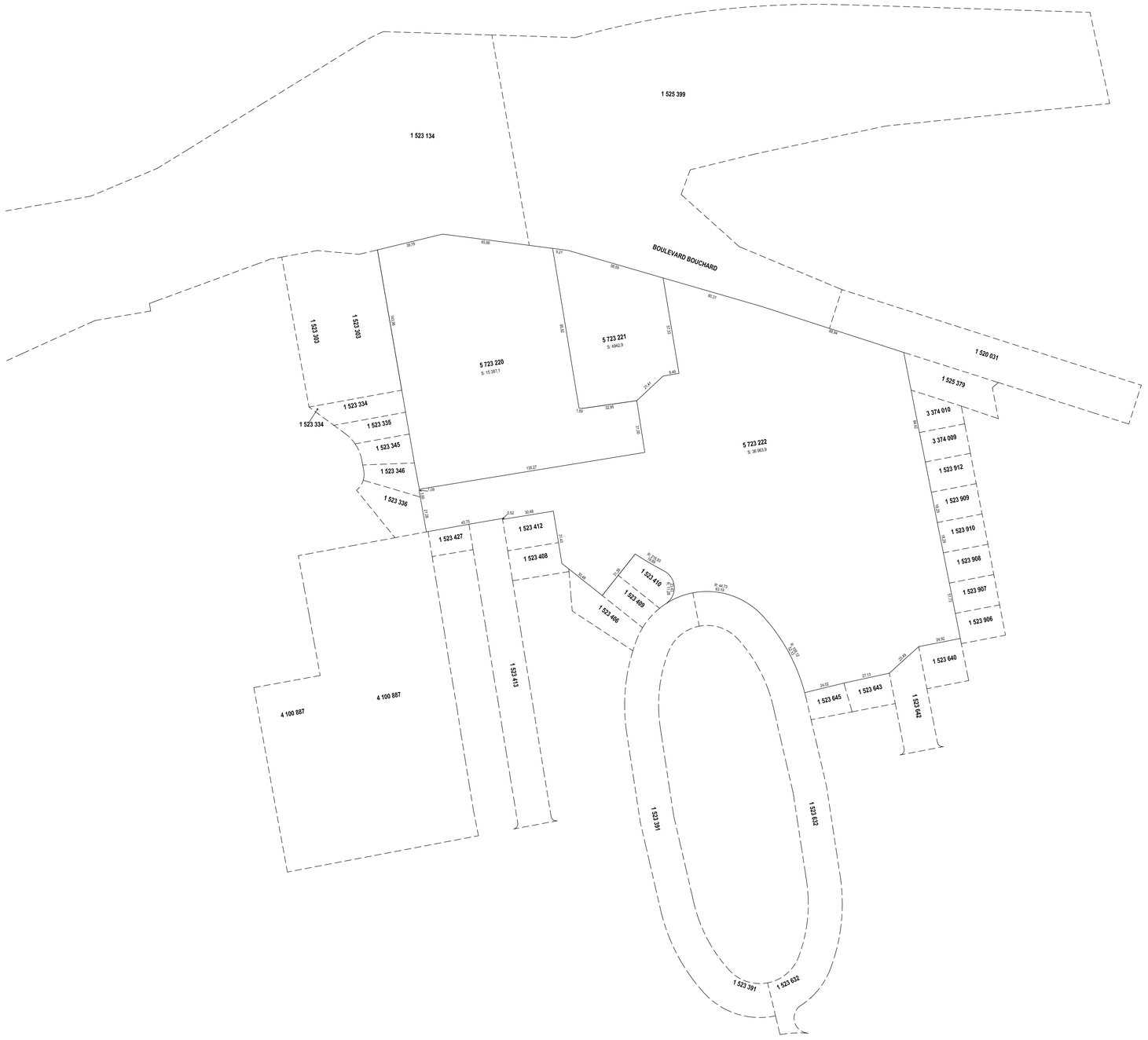
Nom:	Rangers
Prénom:	Johanne
Matricule:	1847
Téléphone:	5148720301
Télécopieur:	5148720145

Adresse:	801 rue Brennan
	1200
	Montréal
Code postal:	H3C 0G4

Minute:	1047
Lieu de la préparation de la minute:	Montréal
Date de la minute:	2015–05–21
Dossier AG :	21801

Signature

PLAN CADASTRAL



FEUILLET
1 DE 1

Un document joint complète ce plan cadastral.

Les mesures indiquées sur ce document sont exprimées en unités du système international.

DOSSIER: 1073506

Références au(x) feuillet(s) cartographique(s) :	Projection : MTM
31H05-010-3222	Fuseau : 8
	Échelle : 1: 1000

PLAN CADASTRAL PARCELLAIRE
CADASTRE DU QUÉBEC

Circonscription foncière: Montréal

Municipalité(s): Dorval(Ville)

Lot(s) soumis à l'article 19 de la Loi sur le cadastre, (L.R.Q., c. C-1)

Fait conformément aux dispositions de l'article (des articles) 3043, al.1 C.c.Q.

Préparé à Montréal

Signé numériquement par: Johanne Rangers
a.-g. (Matricule 1847)

Minute: 1047 datée du 21 mai 2015

Dossier a.-g.: 21801

Copie authentique de l'original, le

Pour le ministre

DESCRIPTION TECHNIQUE

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE	:	MONTRÉAL
CADASTRE	:	QUÉBEC
LOTS	:	LE LOT 5 723 221 ET DES PARTIES DES LOTS 5 723 220 ET 5 723 222
MUNICIPALITÉ	:	VILLE DE DORVAL

Ces biens-fonds, situés au sud-ouest du boulevard Bouchard et à l'ouest de l'avenue Martin dans la Ville de Dorval, sont montrés sur le plan B-2 Dorval préparé par l'arpenteure-géomètre soussignée en date du 10 juin 2016.

Le lot et les parties de lot sont décrits comme suit et le numéro d'article inscrit en marge de chaque description correspond à celui qui apparaît sur le susdit plan :

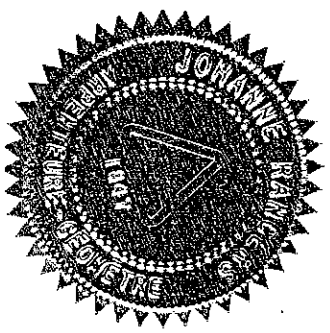
CESSION

Le bien-fonds faisant l'objet d'une cession est identifié par les lettres ABCDEFGHA (article 1) et se décrit comme suit :

1.- Le lot CINQ MILLIONS SEPT CENT VINGT-TROIS MILLE DEUX CENT VINGT ET UN (5 723 221), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

contenant en superficie quatre mille neuf cent quarante-deux mètres carrés et neuf dixièmes (4 942,9 m²).



/2

PERMISSION DE PASSAGE PUBLIC

Le bien-fonds faisant l'objet d'une permission de passage public est indiqué par les lettres JKLMNPQJ (articles 2 et 3) et se compose de parties de lots décrites comme suit :

2.- Une partie du lot CINQ MILLIONS SEPT CENT VINGT-TROIS MILLE DEUX CENT VINGT ET UN (5 723 221 ptie), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

BORNÉE COMME SUIT :

- Vers l'est par une partie du lot 5 723 222;
- Vers le sud par une partie du lot 5 723 222;
- Vers le nord-ouest, l'ouest et le nord par une autre partie du lot 5 723 221;

MESURANT :

- Vers l'est, cinquante-deux mètres et quatre-vingt-neuf centièmes (52,89 m);
- Vers le sud, six mètres et quinze centièmes (6,15 m);
- Vers le nord-ouest, trois mètres et cinquante-quatre centièmes (3,54 m);
- Vers l'ouest, cinquante-deux mètres et dix-neuf centièmes (52,19 m);
- Vers le nord, quatre mètres et vingt et un centièmes (4,21 m);

contenant en superficie deux cent cinq mètres carrés et un dixième (205,1 m²).

/3

RATTACHEMENT

La limite TD, limite est de la partie de lot décrite à l'article 2 est parallèle à une distance de trois mètres et soixante-quinze centièmes (3,75 m) de la limite QP, limite ouest de ladite partie de lot.

3.- Une partie du lot CINQ MILLIONS SEPT CENT VINGT-TROIS MILLE DEUX CENT VINGT-DEUX (5 723 222 ptie), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

BORNÉE COMME SUIT :

- Vers le nord par d'autres parties du lot 5 723 222;
- Vers l'est par le lot 1 525 379 (avenue Martin);
- Vers le sud, de nouveau vers l'est et de nouveau vers le sud par d'autres parties du lot 5 723 222;
- Vers l'ouest par une partie du lot 5 723 221;

MESURANT :

- Vers le nord, cent quarante-neuf mètres et quatre-vingt-trois centièmes (149,83 m);
- Vers l'est, huit mètres et cinquante-trois centièmes (8,53 m);
- Vers le sud, cent quarante-cinq mètres et quatre-vingt-six centièmes (145,86 m);
- De nouveau vers l'est, quarante-deux mètres et cinquante-six centièmes (42,56 m);
- De nouveau vers le sud, trois mètres et soixante-quinze centièmes (3,75 m);
- Vers l'ouest, cinquante-deux mètres et quatre-vingt-neuf centièmes (52,89 m);

/4

contenant en superficie mille deux cent quatre-vingt-sept mètres carrés et neuf dixièmes (1 287,9 m²).

RATTACHEMENT

Le point T, intersection des limites nord et ouest de la partie de lot décrite à l'article 3 est situé à trois mètres et quarante-cinq centièmes (3,45 m) au sud du point C, intersection de la limite est du lot 5 723 221 et de la limite sud du lot 1 525 399 (boulevard Bouchard), mesuré le long de la limite est du lot 5 723 221.

Le point J, intersection de la limite nord de ladite partie de lot et de la limite ouest du lot 1 525 379 (avenue Martin) est situé à cinq mètres et quarante-huit centièmes (5,48 m) au sud du point X'', intersection de la ligne séparatrice des lots 5 723 222 et 1 525 379 (avenue Martin) et de la limite sud du lot 1 520 031 (boulevard Bouchard), le tout mesuré le long de ladite ligne séparatrice.

La limite ML, limite est de ladite partie de lot mesurant quarante-deux mètres et cinquante-six centièmes (42,56 m) est parallèle à une distance de trois mètres et soixante-quinze centièmes (3,75 m) de la limite DT, limite ouest de ladite partie de lot.

La limite KL, limite sud de ladite partie de lot mesurant cent quarante-cinq mètres et quatre-vingt-six centièmes (145,86 m) est parallèle à une distance de sept mètres et cinquante centièmes (7,50 m) de limite TJ, limite nord de ladite partie de lot.

Le point D correspond à l'intersection des limites est et sud du lot 5 723 221.

/5

PERMISSION DE STATIONNEMENT

Les biens-fonds faisant l'objet d'une permission de stationnement sont indiqués par les lettres UVRSTU (article 4) et LWXML (article 5) et se décrivent comme suit :

4.- Une partie du lot CINQ MILLIONS SEPT CENT VINGT-TROIS MILLE DEUX CENT VINGT-DEUX (5 723 222 ptie), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

BORNÉE COMME SUIT :

- Vers le nord, l'est et le sud par une autre partie du lot 5 723 222;
- Vers l'ouest par le lot 5 723 221;

MESURANT :

- Vers le nord, quatre mètres et dix-huit centièmes (4,18 m) et vingt-sept mètres et soixante-huit centièmes (27,68 m);
- Vers l'est, deux mètres et cinquante-deux centièmes (2,52 m);
- Vers le sud, trente et un mètres et quatorze centièmes (31,14 m);
- Vers l'ouest, quatre-vingt-dix-neuf centièmes de mètre (0,99 m);

contenant en superficie soixante-quinze mètres carrés et neuf dixièmes (75,9 m²).

RATTACHEMENT

Le point T, intersection des limites nord et ouest de la partie de lot décrite à l'article 4 est situé à trois mètres et

/6
quarante-cinq centièmes (3,45 m) au sud du point C, intersection de la limite est du lot 5 723 221 et de la limite sud du lot 1 525 399 (boulevard Bouchard), mesuré le long de la limite ouest du lot 5 723 222.

Le point S, intersection des limites est et sud de ladite partie de lot est situé à une distance de quatre mètres et soixante-quinze centièmes (4,75 m) du point Y", intersection de la limite sud du lot 1 525 399 (boulevard Bouchard) et du prolongement vers le nord de la limite est de ladite partie de lot, le tout mesuré le long dudit prolongement.

Le point Y" est situé à trente-trois mètres et cinq centièmes (33,05 m) à l'est du point C ci-haut décrit, le tout mesuré le long de la limite sud du lot 1 525 399 (boulevard Bouchard).

5.- Une partie du lot CINQ MILLIONS SEPT CENT VINGT-TROIS MILLE DEUX CENT VINGT-DEUX (5 723 222 ptie), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

BORNÉE COMME SUIT :

- Vers le nord, l'est, le sud et l'ouest par d'autres parties du lot 5 723 222;

MESURANT :

- Vers le nord, vingt-trois mètres et vingt-neuf centièmes (23,29 m);
- Vers l'est, trente et un mètres et quatre-vingt-dix-neuf centièmes (31,99 m);

/7

- Vers le sud, vingt mètres et soixante-dix centièmes (20,70 m);
- Vers l'ouest, quarante-deux mètres et cinquante-six centièmes (42,56 m);

contenant en superficie sept cent soixante-douze mètres carrés et sept dixièmes (772,7 m²).

RATTACHEMENT

La limite ML, limite est de la partie de lot ci-haut décrite à l'article 3 est parallèle à une distance de trois mètres et soixante-quinze centièmes (3,75 m) à l'est de la limite ouest du lot 5 723 222.

La limite MX, limite sud de ladite partie de lot est située dans le prolongement vers l'est de la limite sud du lot 5 723 221, mesurant neuf mètres et quarante-neuf centièmes (9,49 m).

PERMISSION DE PASSAGE EN COMMUN

Les biens-fonds faisant l'objet d'une permission de passage en commun sont indiqués par les lettres YABZA'B'C'D'E' F'GHG'H'J'K'L'Y (articles 6 et 7) et se décrivent comme suit :

6.- Une partie du lot CINQ MILLIONS SEPT CENT VINGT-TROIS MILLE DEUX CENT VINGT ET UN (5 723 221 ptie), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

BORNÉE COMME SUIT :

- Vers le nord par le lot 1 525 399 (boulevard Bouchard);

/8

- Vers l'est, le sud-est, le sud et à nouveau vers l'est par une autre partie du lot 5 723 221;
- Vers le sud et l'ouest par une partie du lot 5 723 220;

MESURANT :

- Vers le nord, successivement neuf mètres et vingt et un centièmes (9,21 m) suivant l'azimut 97°24'36" et vingt-neuf mètres et trente centièmes (29,30 m) suivant l'azimut 106°10'01";
- Vers l'est, douze mètres et quatre centièmes (12,04 m) suivant l'azimut 196°37'45";
- Vers le sud-est, quatre-vingt-dix-huit centièmes de mètre (0,98 m) suivant l'azimut 237°44'17";
- Vers le sud, vingt-trois mètres et soixante-treize centièmes (23,73 m) suivant l'azimut 264°16'35";
- De nouveau vers l'est, successivement cinq mètres et quatre-vingt-un centièmes (5,81 m) suivant l'azimut 174°16'35", quatre mètres et soixante-neuf centièmes (4,69 m) suivant l'azimut 189°38'38" et soixante et un mètres et vingt-cinq centièmes (61,25 m) suivant l'azimut 170°35'39";
- De nouveau vers le sud, successivement deux mètres et un centième (2,01 m) suivant l'azimut 261°51'53" et un mètre et cinquante-neuf centièmes (1,59 m) suivant l'azimut 278°59'23";
- Vers l'ouest, quatre-vingt-quinze mètres et quatre-vingt-douze centièmes (95,92 m) suivant l'azimut 350°36'52";

contenant en superficie huit cent quatre-vingt-onze mètres carrés et six dixièmes (891,6 m²).

/9

7.- Une partie du lot CINQ MILLIONS SEPT CENT VINGT-TROIS MILLE DEUX CENT VINGT (5 723 220 ptie), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

BORNÉE COMME SUIT :

- Vers le nord par le lot 1 525 399 (boulevard Bouchard);
- Vers l'est par une partie du lot 5 723 221;
- Vers le sud, le sud-ouest, l'ouest, de nouveau vers le nord, l'ouest et le sud-ouest par une autre partie du lot 5 723 220;

MESURANT :

- Vers le nord, quatorze mètres et quatre-vingt-treize centièmes (14,93 m) suivant l'azimut 97°24'36";
- Vers l'est, quatre-vingt-quinze mètres et quatre-vingt-douze centièmes (95,92 m) suivant l'azimut 170°36'52";
- Vers le sud, trois mètres et vingt-quatre centièmes (3,24 m) suivant l'azimut 280°10'54";
- Vers le sud-ouest, cinq mètres et quatre-vingt-six centièmes (5,86 m) suivant l'azimut 320°06'55";
- Vers l'ouest, six mètres et cinquante-trois centièmes (6,53 m) suivant l'azimut 352°04'19";
- De nouveau vers le nord, deux mètres et quinze centièmes (2,15 m) suivant l'azimut 80°35'39";
- Vers l'ouest, soixante-huit mètres et soixante-trois centièmes (68,63 m) suivant l'azimut 350°35'39";
- De nouveau vers le sud-ouest, vingt et un mètres et soixante-huit centièmes (21,68 m) suivant l'azimut 321°30'22";

contenant en superficie quatre cent cinquante-neuf mètres carrés et quatre dixièmes (459,4 m²).

/10

PERMISSION D'OCCUPATION À DES FINS D'ÉGOUT PLUVIAL

Le bien-fonds faisant l'objet d'une permission d'occupation à des fins d'égout pluvial est indiqué par les lettres M'N'P'Q'R'M' (article 8) et se décrit comme suit :

8.- Une partie du lot CINQ MILLIONS SEPT CENT VINGT-TROIS MILLE DEUX CENT VINGT ET UN (5 723 221 ptie), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

BORNÉE COMME SUIT :

- Vers le nord par une autre partie du lot 5 723 221 et le lot 1 525 399 (boulevard Bouchard);
- Vers le sud-est et le sud par une autre partie du lot 5 723 221;
- Vers l'ouest par une partie du lot 5 723 220;

MESURANT :

- Vers le nord, quinze mètres et soixante-huit centièmes (15,68 m) et douze mètres et vingt et un centièmes (12,21 m);
- Vers le sud-est, cinq mètres et trente-deux centièmes (5,32 m);
- Vers le sud, vingt et un mètres et soixante-trois centièmes (21,63 m);
- Vers l'ouest, six mètres et quatre centièmes (6,04 m);

contenant en superficie cent trente-trois mètres carrés et six dixièmes (133,6 m^2).

/11

RATTACHEMENT

Le point M', intersection des limites nord et ouest de la partie de lot décrite à l'article 8 est situé à quatre mètres et un centième (4,01 m) au sud du point A, intersection de la limite ouest du lot 5 723 221 et de la limite sud du lot 1 525 399 (boulevard Bouchard), le tout mesuré le long de la limite ouest du lot 5 723 221.

Le point N', intersection de la limite nord de ladite partie de lot et de la limite sud du lot 1 525 399 (boulevard Bouchard) est situé à sept mètres et quarante-huit centièmes (7,48 m) du point B, intersection des limites sud du lot 1 525 399 (boulevard Bouchard), mesurant neuf mètres et vingt et un centièmes (9,21 m) et cinquante-huit mètres et cinquante-neuf centièmes (58,59 m), le tout mesuré le long de la limite sud du lot 1 525 399 (boulevard Bouchard) mesurant cinquante-huit mètres et cinquante-neuf centièmes (58,59 m).

La limite M'N', limite nord mesurant quinze mètres et soixante-huit centièmes (15,68 m) de ladite partie de lot est parallèle à la limite sud de ladite partie R'Q' à une distance de six mètres (6,00 m) vers le sud.

PERMISSION D'OCCUPATION À DES FINS D'AQUEDUC ET D'UNE CONDUITE DE GAZ

Le bien-fonds faisant l'objet d'une permission d'occupation à des fins d'aqueduc et d'une conduite de gaz est indiqué par les lettres S'T'U'V'W'X'Y'Z'A"B"C"S' (article 9) et se décrit comme suit :

9.- Une partie du lot CINQ MILLIONS SEPT CENT VINGT-TROIS MILLE DEUX CENT VINGT ET UN (5 723 221 ptie), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

BORNÉE COMME SUIT :

- Vers le sud-est par le lot 5 723 222;
- Vers le sud par une autre partie du lot 5 723 221;
- Vers l'ouest par une partie du lot 5 723 220;
- Vers le nord, l'ouest, de nouveau vers le nord, l'est et de nouveau vers le nord par une autre partie du lot 5 723 221;

MESURANT :

- Vers le sud-est, neuf mètres et quarante-huit centièmes (9,48 m) suivant l'azimut 226°55'04";
- Vers le sud successivement, trois mètres et vingt-neuf centièmes (3,29 m) suivant l'azimut 266°10'44", douze mètres et trente-trois centièmes (12,33 m) suivant l'azimut 258°46'45" et vingt-huit mètres et douze centièmes (28,12 m) suivant l'azimut 260°08'23";
- Vers l'ouest, six mètres (6,00 m) suivant l'azimut 350°36'52";
- Vers le nord, vingt mètres et cinquante-quatre centièmes (20,54 m) suivant l'azimut 80°08'23";
- De nouveau vers l'ouest, deux mètres et cinquante-sept centièmes (2,57 m) suivant l'azimut 352°28'36";
- De nouveau vers le nord, quatre mètres (4,00 m) suivant l'azimut 79°44'36";
- Vers l'est, deux mètres et cinquante-neuf centièmes (2,59 m) suivant l'azimut 172°28'36";
- De nouveau vers le nord, successivement seize mètres et onze centièmes (16,11 m) suivant l'azimut 79°04'16" et onze mètres et deux centièmes (11,02 m) suivant l'azimut 86°10'44";

/13

contenant en superficie deux cent quatre-vingt-dix-sept mètres carrés et un dixième (297,1 m²).

RATTACHEMENT

Le point S' est situé à soixante-dix-neuf centièmes de mètre (0,79 m) au sud-ouest du point E, intersection des limites sud et sud-est mesurant respectivement neuf mètres et quarante-neuf centièmes (9,49 m) et vingt et un mètres et quarante et un centièmes (21,41 m) du lot 5 723 221, le tout mesuré le long de la limite sud-est mesurant vingt et un mètres et quarante et un centièmes (21,41 m).

ENTENTE POUR UNE CONDUITE DE GAZ

Le bien-fonds faisant l'objet d'une entente pour une conduite de gaz est indiqué par les lettres AD"E"F"G"H"A (article 10) et se décrit comme suit :

10.- Une partie du lot CINQ MILLIONS SEPT CENT VINGT-TROIS MILLE DEUX CENT VINGT ET UN (5 723 221 ptie), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

BORNÉE COMME SUIT :

- Vers le nord par le lot 1 525 399 (boulevard Bouchard);
- Vers l'est, de nouveau vers le nord, de nouveau vers l'est et le sud par une autre partie du lot 5 723 221;
- Vers l'ouest par une partie du lot 5 723 220;

MESURANT :

- Vers le nord, quatre mètres et dix-huit centièmes (4,18 m);
- Vers l'est, soixante-dix-sept mètres et cinquante-sept centièmes (77,57 m);

- De nouveau vers le nord, vingt et un mètres et quatre-vingt-huit centièmes (21,88 m);
- De nouveau vers l'est, quatre mètres (4,00 m);
- Vers le sud, vingt-cinq mètres et quatre-vingt-neuf centièmes (25,89 m);
- Vers l'ouest, quatre-vingt-deux mètres et quatre-vingt-cinq centièmes (82,85 m);

contenant en superficie quatre cent dix mètres carrés et quatre dixièmes (410,4 m²).

RATTACHEMENT

Il y a un angle de 89°07'44" à l'intersection des limites est et nord mesurant respectivement soixante-dix-sept mètres et cinquante-sept centièmes (77,57 m) et vingt et un mètres et quatre-vingt-huit centièmes (21,88 m) et indiqué par la lettre E".

Les limites est, E"D" et nord, E"F" de ladite partie de lot sont parallèles à une distance de quatre mètres (4,00 m) des limites ouest et sud de ladite partie de lot.

ENTENTE POUR LA FIBRE OPTIQUE

Les biens-fonds faisant l'objet d'une entente pour la fibre optique sont indiqués par les lettres J"N"P"M"J" (articles 11 et 12) et Q"R"S"V"H'W"Q" (articles 13 et 14).

Le bien-fonds indiqué par les lettres J"N"P"M"J" (articles 11 et 12)

Il se compose de parties de lot se décrivant comme suit :

/15

11.- Une partie du lot CINQ MILLIONS SEPT CENT VINGT-TROIS MILLE DEUX CENT VINGT (5 723 220 ptie), dudit cadastre et indiqué par les lettres J"K"L"M"J" :

de figure rectangulaire;

BORNÉE COMME SUIT :

- Vers l'est par une partie du lot 5 723 221;
- Vers le sud, l'ouest et le nord par une autre partie du lot 5 723 220;

MESURANT :

- Vers l'est et l'ouest, quatre mètres (4,00 m);
- Vers le nord et le sud, cinq mètres et trente-huit centièmes (5,38 m);

contenant en superficie vingt et un mètres carrés et cinq dixièmes (21,5 m²).

RATTACHEMENT

Le point K", intersection de la limite nord de la partie de lot décrite à l'article 11 et de la limite ouest du lot 5 723 221 est situé à cinquante-trois mètres et dix-neuf centièmes (53,19 m) au sud du point A, intersection de la limite séparatrice des lots 5 723 220 et 5 723 221 et de la limite sud du lot 1 525 399 (boulevard Bouchard), le tout mesuré le long de ladite limite séparatrice.

La limite J"K" est perpendiculaire à ladite limite séparatrice.

/16

12.- Une partie du lot CINQ MILLIONS SEPT CENT VINGT-TROIS MILLE DEUX CENT VINGT ET UN (5 723 221 ptie), dudit cadastre et indiqué par les lettres K"N"P"L"K" :

de figure rectangulaire;

BORNÉE COMME SUIT :

- Vers le nord, l'est et le sud par une autre partie du lot 5 723 221;
- Vers l'ouest par une partie du lot 5 723 220;

MESURANT :

- Vers le nord et le sud, cinq mètres et trente-sept centièmes (5,37 m);
- Vers l'est et l'ouest, quatre mètres (4,00 m);

contenant en superficie vingt et un mètres carrés et cinq dixièmes (21,5 m²).

RATTACHEMENT

Le point K", intersection de la limite nord de la partie de lot décrite à l'article 12 et de la limite ouest du lot 5 723 221 est situé à cinquante-trois mètres et dix-neuf centièmes (53,19 m) au sud du point A, intersection de la limite séparatrice des lots 5 723 220 et 5 723 221 et de la limite sud du lot 1 525 399 (boulevard Bouchard), le tout mesuré le long de ladite limite séparatrice.

La limite K"N" est perpendiculaire à ladite limite séparatrice.

/17

Bien-fonds indiqués par les lettres Q"R"S"V"H'W"Q" (articles 13 et 14)

Il se compose de parties de lot se décrivant comme suit :

13.- Une partie du lot CINQ MILLIONS SEPT CENT VINGT-TROIS MILLE DEUX CENT VINGT (5 723 220 ptie), dudit cadastre et indiqué par les lettres U"T"V"H'W"U" :

de figure irrégulière;

BORNÉE COMME SUIT :

- Vers l'est par une partie du lot 5 723 221;
- Vers le sud-est, le sud-ouest, l'ouest et le nord-ouest par une autre partie du lot 5 723 220;

MESURANT :

- Vers l'est, six mètres et treize centièmes (6,13 m);
- Vers le sud-est, six mètres et soixante-cinq centièmes (6,65 m);
- Vers le sud-ouest, trois mètres et trente-trois centièmes (3,33 m);
- Vers l'ouest, un mètre et trente-trois centièmes (1,33 m);
- Vers le nord-ouest, neuf mètres et vingt centièmes (9,20 m);

contenant en superficie trente-deux mètres et neuf dixièmes (32,9 m²).

RATTACHEMENT

Le point T", intersection de la limite sud-est de la partie de lot décrite à l'article 13 et la limite séparatrice des lots 5 723 220 et 5 723 221 est situé à huit mètres et trente et un

/18
centièmes (8,31 m) au nord du point H, coin extrême sud-ouest du lot 5 723 221, le tout mesuré le long de ladite limite séparatrice.

La limite sud-est V"T" fait un angle de 40°42'10" avec la limite séparatrice des lots 5 723 220 et 5 723 221 du côté ouest.

La limite nord-ouest W"U" est parallèle à la limite V"T" à une distance de quatre mètres (4,00 m).

14.- Une partie du lot CINQ MILLIONS SEPT CENT VINGT-TROIS MILLE DEUX CENT VINGT ET UN (5 723 221 ptie), dudit cadastre et indiquée par les lettres Q"R"S"T"U"Q" :

de figure irrégulière;

BORNÉE COMME SUIT :

- Vers le nord-ouest, l'est, le nord et le sud-est par une autre partie du lot 5 723 221;
- Vers l'ouest par une partie du lot 5 723 220;

MESURANT :

- Vers le nord-ouest, huit mètres et trente et un centièmes (8,31 m);
- Vers l'est, deux mètres et vingt-six centièmes (2,26 m);
- Vers le nord, trois mètres et trente-trois centièmes (3,33 m);
- Vers le sud-est, treize mètres et quarante-deux centièmes (13,42 m);
- Vers l'ouest, six mètres et treize centièmes (6,13 m);

contenant en superficie trente-neuf mètres carrés et sept dixièmes (39,7 m²).

/19

RATTACHEMENT

Le point T", intersection de la limite sud-est de la partie de lot décrite à l'article 13 et de la limite séparatrice des lots 5 723 220 et 5 723 221 est situé à huit mètres et trente et un centièmes (8,31 m) au nord du point H, coin extrême sud-ouest du lot 5 723 221, le tout mesuré le long de ladite limite séparatrice.

La limite sud-est T"S" fait un angle de 139°17'50" avec la limite séparatrice des lots 5 723 220 et 5 723 221 du côté est.

La limite nord-ouest U"Q" est parallèle à la limite V"T" à une distance de quatre mètres (4,00m).

Les unités de mesure utilisées dans la présente description technique sont celles du Système International (SI).

Préparé à Montréal, le dixième jour du mois de juin de l'an deux mille seize sous le numéro 1074 de mes minutes au dossier 21801 du greffe commun des arpenteurs(es)-géomètres de la Ville.

Johanne Rangers a.g.

JOHANNE RANGERS
Arpenteure-géomètre

/cc

Dossier : 21801

Copie conforme à l'original

Montréal, le 18 juillet 2016

Johanne Rangers a.g.

Arpenteur(e)-géomètre

DORVAL

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil du lundi 14 juillet 2014

CM1407 206

4l Cession du bâtiment de la caserne 63 à la Ville de Montréal - Accord de principe

Attendu qu'en vertu de l'article 42 du décret 1229-2005 du Gouvernement du Québec daté du 8 décembre 2005, tel que modifié par le décret 1003-2006 daté du 2 novembre 2006, la Cité de Dorval est propriétaire du bâtiment occupé par la caserne 63 et la Ville de Montréal peut continuer de l'occuper aux fins de l'exercice de ses compétences d'agglomération;

Attendu qu'une entente d'occupation est intervenue le 18 janvier 2012 entre la Cité de Dorval et la Ville de Montréal aux fins d'établir les termes et conditions d'occupation des lieux par la Ville de Montréal;

Attendu qu'à sa séance du 21 mai 2013, la Cité de Dorval a confirmé son accord avec le projet de rénovation de la caserne 63 soumis par la Ville de Montréal et s'est engagée à lui rembourser la somme de 252 924,90 $ ttc représentant sa part de 10% des coûts estimés pour lesdits travaux de rénovation, le tout conformément aux dispositions de l'entente d'occupation;

Attendu que les travaux de rénovation ont dû être suspendus en raison des coûts additionnels requis par l'entrepreneur pour des incidences et contingences entraînant une majoration substantielle du contrat et nécessitant pour la Ville de Montréal de retourner en appel d'offres;

Attendu que lors d'une rencontre des représentants de la Cité de Dorval et de la Direction des stratégies et transactions immobilières de la Ville de Montréal, ces derniers ont manifesté l'intérêt que le bâtiment soit cédé à la Ville de Montréal de la même manière que certaines municipalités l'ont fait en 2012;

SUR PROPOSITION DU CONSEILLER MICHEL HÉBERT
APPUYÉE PAR LA CONSEILLÈRE MARGO HERON

DORVAL

IL EST RÉSOLU:

De confirmer l'accord de principe du Conseil de la Cité de Dorval à ce que le bâtiment de la caserne 63 soit cédé à la Ville de Montréal.

QUE le maire et tout autre représentant de la Cité qu'il désignera, soient autorisés à amorcer des discussions avec les représentants autorisés de la Ville de Montréal afin de dégager des consensus quant aux termes et conditions selon lesquels ledit immeuble pourrait faire l'objet d'une cession.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

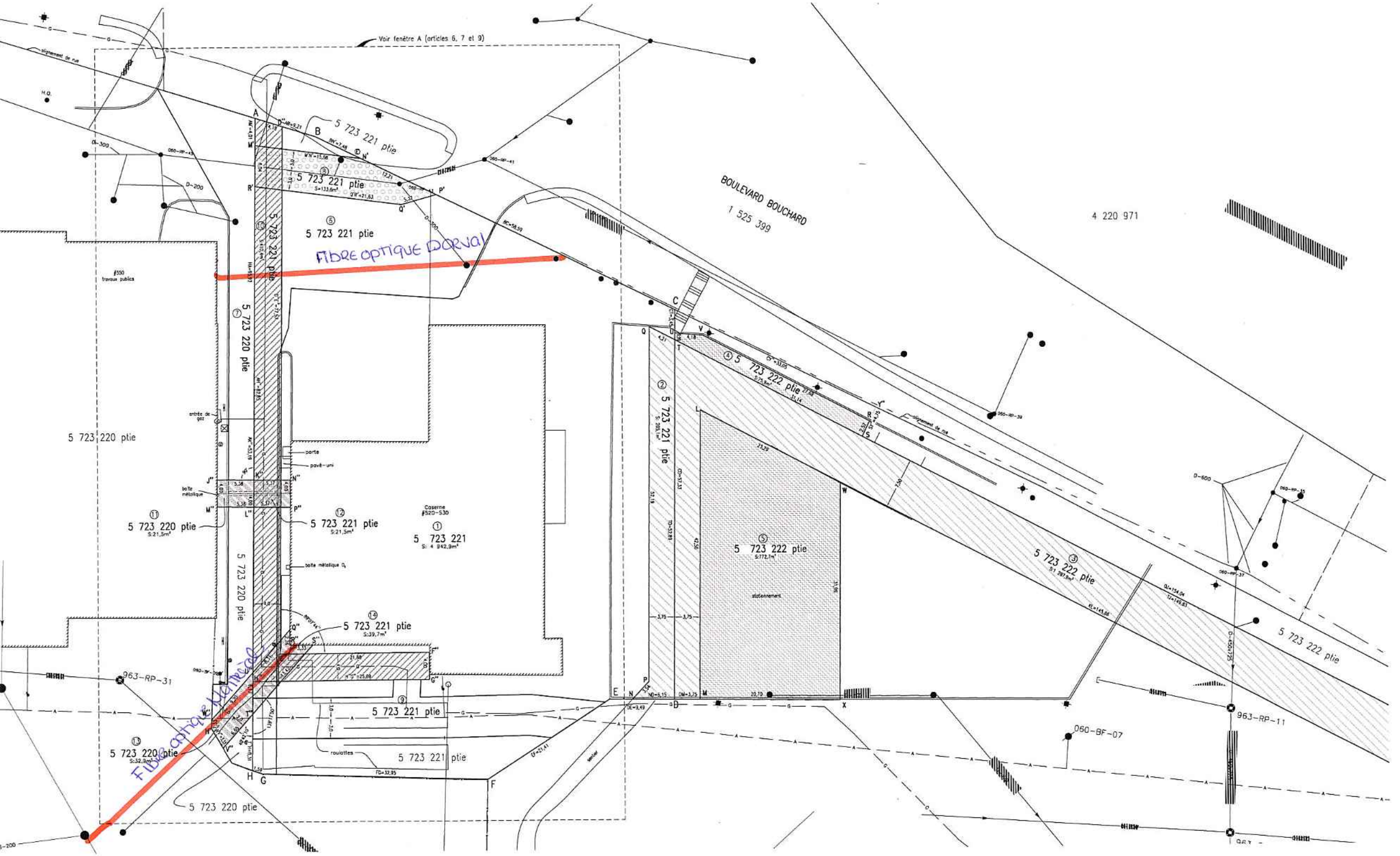
(signé) Edgar Rouleau
Maire

CITÉ de DORVAL CITY of DORVAL
COPIE AUTHENTIQUE
Chantale Bilodeau
Greffière

(signé) Chantale Bilodeau
Greffière

2014-07-05731

PLAN FIBRE OPTIQUE - 2017



DORVAL

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil du lundi 21 août 2017

CM1708 293
4l Autorisation de signature d'un acte de donation en faveur de la Ville de Montréal - Caserne 63

Attendu qu'à sa séance du 14 juillet 2014, le Conseil donnait un accord de principe à ce que le bâtiment de la caserne 63 soit cédé à la Ville de Montréal à certaines conditions;

Attendu que l'une de ces conditions était que l'immeuble soit rétrocédé à la Cité de Dorval advenant que la Ville de Montréal cesse d'occuper l'immeuble aux fins de ses compétences d'agglomération;

Attendu que suite à diverses rencontres entre des représentants de la Cité de Dorval et de la Ville de Montréal, un consensus a été dégagé quant à l'ensemble des termes et conditions selon lesquels ledit immeuble pourrait faire l'objet d'une cession;

SUR PROPOSITION DU CONSEILLER CLAUDE VALIQUET
APPUYÉE PAR LE CONSEILLER CHRISTOPHER VON RORETZ

IL EST RÉSOLU:

De retirer du domaine public de la Cité de Dorval, le lot 5 723 221 et le bâtiment dessus érigé.

D'autoriser le maire et la greffière à signer, pour et au nom de la Cité, un acte de donation en faveur de la Ville de Montréal selon les termes et conditions apparaissant au projet d'acte joint au dossier décisionnel 2017-08-11959 ou tout autre terme ou condition qui seront jugés dans l'intérêt de la Cité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

(signé) Edgar Rouleau
Maire

(signé) Chantale Bilodeau
Greffière

2017-08-11959

CITÉ de DORVAL CITY of DORVAL
COPIE AUTHENTIQUE
C. Bilodeau
Chantale Bilodeau
Greffière

STATIONNEMENT
COLS BLEUS

STATIONNEMENT
CADRES ET COLS BLANCS

Permission de passage
en commun

P
RÉSERVÉ
CASERNE

N

550

STATIONNEMENT
VISITEURS

STATIONNEMENT
MOTOS

STATIONNEMENT
CADRES ET COLS BLANCS

BATIMENT
TRAVAUX PUBLICS

STATIONNEMENT INTERDIT

Réservé
pompiers

530

Pompiers

BATIMENT
CASERNE POMPIERS

Permission de stationner
aux pompiers et aux cols bleus

Stationnement réservé pompiers

Stationnement public

Réservé pompiers

P
RÉSERVÉ
CASERNE

520

395

385

375

365

355

345

335

CHEMIN D'ACCÈS

LILAS

STATIONNEMENT
COLS BLEUS ET VISITEURS

366

363

522

CITÉ DE DORVAL

TRAVAUX PUBLICS
INGÉNIERIE MUNICIPALE

LOCALISATION

LÉGENDE

- STATIONNEMENT RÉSERVÉ COLS BLEU
- STATIONNEMENT RÉSERVÉ CADRES ET COLS BLANCS
- STATIONNEMENT RÉSERVÉ VISITEURS
- STATIONNEMENT INTERDIT
- STATIONNEMENT RÉSERVÉ POMPIERS
- PERMISSION DE STATIONNNER AUX POMPIERS ET COLS BLEUS
- MARQUAGE JAUNE
- MARQUAGE BLANC

NO	DATE	REVISION
1	Mars 2016	REVISION

REVISIONS

NOM DU PROJET:
TRAVAUX PUBLICS

NOM DU FEUILLET:
Stationnements réservés et interdits

ÉCHELLE: H. . V. .	DATE: 30-01-2013
NO. RÉQUISITION: XXXX	NO. RÉSOLUTION: XXXX
PRÉPARÉ PAR: J.-F. Bourbeau, ing.	DESSINÉ PAR: T. Mihai
VÉRIFIÉ PAR: J.-F. Bourbeau, ing.	APPROUVÉ PAR: J.-F. Bourbeau, ing.

EMTP-14B

1/1

DORVAL

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil du lundi 17 août 2015

CM1508 316

6d Dérogation mineure - 530 et 550 boulevard Bouchard

Attendu que la subdivision du lot 1 523 410 en deux nouveaux lots distincts (5 723 220 et 5 723 221) résulterait en des marges latérales non conformes pour les bâtiments situés au 530 et 550 boulevard Bouchard;

Attendu que la dérogation concerne une disposition relative à l'espace devant être laissé libre entre une construction et une ligne de terrain;

Attendu que cette dérogation permettrait de rendre conforme en tous points une opération cadastrale;

Attendu que l'empiètement de chacun des deux bâtiments dans la marge latérale de 6 mètres ne porte pas atteinte à la jouissance par les propriétaires des immeubles voisins de leur droit de propriété;

Attendu que l'empiètement de chacun des deux bâtiments dans la marge latérale de 6 mètres n'a pas pour effet d'autoriser la localisation d'une fenêtre d'aspect ou autres semblables saillies à moins de un mètre cinquante (1,50 m) d'une propriété;

Attendu que l'empiètement de chacun des deux bâtiments dans la marge latérale de 6 mètres ne concerne ni l'usage, ni la densité du sol;

SUR PROPOSITION DU CONSEILLER DANIEL DA CHÃO
APPUYÉE PAR LE CONSEILLER CLAUDE VALIQUET

IL EST RÉSOLU:

D'accorder une dérogation mineure aux bâtiments principaux portant les numéros civiques 530 et 550, boulevard Bouchard, situés respectivement sur les futurs lots 5 723 221 et 5 723 220 du cadastre rénové, quant à l'empiètement de ceux-ci dans la marge latérale de 6 mètres.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

(signé) Edgar Rouleau
Maire

(signé) Chantale Bilodeau
Greffière

2015-08-06888

CITÉ DE DORVAL CITY OF DORVAL
COPIE AUTHENTIQUE
Louise Vinet
Greffière adjointe

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1164315005

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division transactions immobilières
Objet :	Approuver le projet d'acte de donation par lequel la Cité de Dorval cède à la Ville de Montréal, un immeuble sis au 530, boulevard Bouchard dans la Cité de Dorval, connu comme étant la caserne de pompiers n° 63. N/Réf. : 31H05-005-6443-01

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

La Ville de Dorval a approuvé le projet d'acte à son conseil du 21 août 2017.

FICHIERS JOINTS

Projet caserne - version finale.docx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Pier ROY
Notaire
Tél : 514-872-4159

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-23

Marie-Pier ROY
Notaire
Tél : 514-872-4159
Division : Services des affaires juridiques - Droit contractuel

CODE : R1074 16-002189 (1164315005)

L'AN DEUX MILLE DIX-SEPT,
le

No

Le

DONATION

DEVANT **M^e^ Marie-Pier ROY**, notaire à Montréal, province de Québec, Canada.

C O M P A R A I S S E N T :

VILLE DE DORVAL, personne morale de droit public reconstituée en vertu du décret 970-2005 pris par le gouvernement du Québec, le dix-neuf (19) octobre deux mille cinq (2005), en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ, c. E-20.001) régie par la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19), étant aux droits de la Ville de Montréal à l'égard du territoire de l'ancienne Cité de Dorval en vertu de l'article 5 de ce décret, ayant son siège au 60, avenue Martin, à Dorval, province de Québec, H9S 3R4, agissant et représentée par Edgar Rouleau, maire et Me Chantale Bilodeau, greffière, dûment autorisés en vertu de la résolution numéro adoptée par le conseil municipal à sa séance du vingt et un (21) août deux mille dix-sept (2017) et dont copie certifiée demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence de la notaire soussignée;

Ci-après nommée le « **Donateur** »

ET

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier (1^er^) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* (RLRQ, c. C-11.4) (« la **Charte** »), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par
dûment autorisé en vertu :

a) de la résolution numéro CG06 0006, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du vingt-trois (23) janvier deux mille six (2006), dont copie certifiée demeure annexée à la minute de la notaire soussignée, conformément à la *Loi sur le Notariat*;

b) de la résolution numéro CG17 , adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du deux mille dix-sept (2017), dont copie certifiée demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence de la notaire soussignée;

Ci-après nommée la « **Ville** »

Le Donateur et la Ville sont également désignés collectivement comme les « **Parties** ».

LESQUELLES, PRÉALABLEMENT À LA DONATION FAISANT L'OBJET DES PRÉSENTES, DÉCLARENT CE QUI SUIT :

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE la propriété de l'Immeuble (tel que ce terme est défini au chapitre « *Désignation* » du présent acte) a été dévolue au Donateur en vertu de l'article 38 du *Décret concernant l'agglomération de Montréal* (1229-2005, 8 décembre 2005);

ATTENDU QUE l'Immeuble est utilisé à des fins de caserne de pompiers, étant la caserne numéro 63;

ATTENDU QUE les services de sécurité incendie constituent une matière qui intéresse l'ensemble formé par les municipalités de l'agglomération de Montréal, en vertu de l'alinéa 8 a) de l'article 19 de la *Loi sur l'exercice de*

certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, c. E-20.002);

ATTENDU QUE c'est le conseil d'agglomération de la Ville qui exerce une compétence exclusive en cette matière;

ATTENDU QUE le Donateur ne voit pas d'avantage à conserver l'Immeuble, compte tenu de son affectation;

ATTENDU QUE la Ville désire acquérir la propriété de l'Immeuble par donation et l'utiliser comme tel aux fins de ses compétences d'agglomération, sous peine de rétrocession de l'Immeuble au Donateur.

CES FAITS ÉTANT DÉCLARÉS, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

OBJET DU CONTRAT

Le Donateur donne à la Ville, qui accepte, l'Immeuble dont la désignation suit :

DÉSIGNATION

Le lot numéro **CINQ MILLIONS SEPT CENT VINGT-TROIS MILLE DEUX CENT VINGT ET UN (5 723 221)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

Avec dessus érigé un bâtiment portant le numéro 530, boulevard Bouchard, à Dorval, province de Québec, H9S 1B2;

Ci-après nommé l'«**Immeuble**»

ORIGINE DU DROIT DE PROPRIÉTÉ

Le Donateur est propriétaire de l'Immeuble pour l'avoir acquis aux termes des documents suivants :

a) **jugement sur titre** en faveur de Cité de Dorval rendu par la Cour supérieure du Québec, district de Montréal, le dix-sept (17) avril deux mille un (2001), dossier 500-05-061906-002, publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le vingt-neuf (29) mai deux mille un (2001), sous le numéro **5 255 806**;

b) **acte d'échange** entre Canadian National Railway Company et The City of Dorval reçu devant Me Guy O. Tetrault, notaire, le dix-sept (17) avril mil neuf cent soixante-quatre (1964) et publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le vingt (20) avril mil neuf cent soixante-quatre (1964), sous le numéro **1 742 037**;

c) **vente définitive** par Horace Meloche, en sa qualité de secrétaire-trésorier de la Ville de Dorval à Ville de Dorval reçue devant Me G. Henri Séguin, notaire, le seize (16) mars mil neuf cent trente-six (1936) et publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le dix-huit (18) mars mil neuf cent trente-six (1936), sous le numéro **390 379**;

d) **décret 970-2005** du gouvernement du Québec daté du dix-neuf (19) octobre deux mille cinq (2005), publié dans la Gazette Officielle du Québec (Partie 2), le deux (02) novembre deux mille cinq (2005), 137^{e} année, no. 44, p. 6292, émis en vertu de l'article 123 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ, c. E-20.001), lequel prévoit la reconstitution de la Ville de Dorval à compter du premier (1er) janvier deux mille six (2006);

e) **décret 1229-2005** du gouvernement du Québec daté du huit (08) décembre deux mille cinq (2005), publié dans la Gazette Officielle

du Québec (Partie 2), le dix (10) décembre deux mille cinq (2005), 137e année, no. 49A, p. 6923A, émis en vertu de l'article 123 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ, c. E-20.001) (tel que modifié par le décret 1003-2006 - GO 138e année, no. 44A, p. 5061A), lequel prévoit que les biens énumérés dans les listes annexées aux résolutions numéro 05-12-328 et 05-12-329 deviennent propriété de chaque municipalité reconstituée. (Voir liste – immeuble mixte – numéro 3525 - p. 6 de 6).

FERMETURE

Le Donateur déclare que l'Immeuble a été fermé comme domaine public en vertu de la résolution numéro 2017-_____ adoptée par le conseil municipal de la Ville de Dorval, le _____deux mille dix-sept (2017) et dont copie certifiée demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par les Parties avec et en présence de la notaire soussignée.

GARANTIE

Le Donateur n'est tenu à aucune espèce de garantie envers la Ville et cette dernière, si elle est évincée ou troublée dans sa possession pour quelque cause que ce soit, n'aura aucun recours contre le Donateur.

POSSESSION

La Ville devient propriétaire de l'Immeuble à compter de ce jour, avec possession et occupation immédiates.

DOSSIER DE TITRES

Le Donateur ne fournira pas de dossier de titres, ni certificat de recherche, ni état certifié des droits réels, ni certificat de localisation, ni plan à la Ville relativement à l'Immeuble.

ATTESTATIONS DU DONATEUR

Le Donateur atteste que :

a) l'Immeuble vendu est libre de toute hypothèque, redevance, priorité ou charge quelconque à l'exception du bail en faveur de la Ville publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le quinze (15) mars deux mille douze (2012), sous le numéro 18 900 318, lequel sera éteint dès la signature des présentes;

b) l'Immeuble n'est l'objet d'aucune servitude, à l'exception d'un certificat relatif au *Règlement de zonage de l'aéroport international de Montréal*, adopté par le Gouverneur général en conseil, le vingt-cinq (25) mars mil neuf cent cinquante-cinq (1955) et publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le treize (13) avril mil neuf cent cinquante-cinq (1955), sous le numéro **1 128 231**, lequel interdit la construction en hauteur au-delà du point d'élévation – surface horizontale – élévation de 150', ledit règlement ayant fait l'objet d'un amendement par le Gouverneur général en conseil, le dix-neuf (19) octobre mil neuf cent cinquante-cinq (1955), révoquant la sous-section 2 des sections 4 et 5 du règlement permettant au gouvernement la démolition des bâtiments existants qui excédaient les limites d'élévation, lequel amendement a été publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le treize (13) mai mil neuf cent cinquante-sept (1957), sous le numéro **1 270 629**;

c) il est une personne morale résidente canadienne au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C. (1985) c. 1 (5^{e} suppl.)) et de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, c. I-3);

d) il n’a reçu aucun avis d’une autorité compétente, à l’effet que l’Immeuble n’est pas conforme aux règlements et lois en vigueur;

e) il a le pouvoir et la capacité de céder l’Immeuble sans autres formalités que celles qui ont déjà été accomplies.

ATTESTATIONS DE LA VILLE

La Ville atteste que :

a) elle est une personne morale de droit public résidente canadienne au sens de la *Loi de l’impôt sur le revenu* (L.R.C. (1985) c. 1 (5e suppl.)) et de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, c. I-3);

b) elle a le pouvoir et la capacité d’acquérir l’Immeuble sans autres formalités que celles qui ont déjà été accomplies.

OBLIGATIONS DE LA VILLE

Cette donation est consentie aux conditions suivantes que la Ville s'engage à remplir, savoir :

a) prendre l’Immeuble dans l'état où il se trouve actuellement, sujet à toute servitude, le cas échéant, déclarant l’avoir vu et examiné à sa satisfaction;

b) payer les frais et honoraires des présentes, de leur publication et des copies requises, dont une (1) pour le Donateur;

c) conserver l’Immeuble en bon état de réparations ainsi que tous les biens qui y sont ou qui y seront incorporés, attachés ou réunis ou unis par accession ou autrement et qui sont considérés immeubles en vertu de la loi;

d) dans le cas où la Ville cesse d'utiliser l'Immeuble aux fins de ses compétences d'agglomération, rétrocéder l'Immeuble au Donateur, aux mêmes conditions que celles prévues au présent acte.

RÉPARTITIONS

Le Donateur et la Ville déclarent que les immeubles leur appartenant sont exempts de taxes foncières, municipales et scolaires, en vertu des dispositions de l'article 204 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (RLRQ, c. F-2.1).

POLITIQUES DE GESTION CONTRACTUELLE

Les dispositions de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19) imposent aux municipalités l'adoption d'une politique de gestion contractuelle. Afin de se conformer à la *Loi*, la Ville et le Donateur ont tous deux adopté une politique. À cet effet, chacune des Parties reconnaît avoir reçu et pris connaissance de la Politique de gestion contractuelle de l'autre Partie.

Quant à la Politique de gestion contractuelle de la Ville, en vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de cette politique est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires).

CONSIDÉRATION

Cette donation est consentie à titre purement gratuit et sans aucune charge.

DÉCLARATIONS RELATIVES À LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES (T.P.S.) ET À LA TAXE DE VENTE DU QUÉBEC (T.V.Q.)

La considération exclut la T.P.S. et la T.V.Q.

En conséquence, si la présente donation est taxable selon les dispositions de la *Loi concernant la taxe d'accise* (L.R. 1985, ch. E-15) et celles de la *Loi sur la taxe de vente du Québec* (L.R.Q., chapitre T-0.1), la Ville effectuera elle-même le paiement de ces taxes auprès des autorités fiscales concernées, à l'entière exonération du Donateur.

La Ville déclare que ses numéros d'inscrit aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants :

T.P.S. : 121364749RT 0001;
T.V.Q. : 1006001374TQ 0002;

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées, ni ne sont en voie de l'être.
Le Donateur déclare que ses numéros d'inscrit aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants :

T.P.S. : 816296743RT 0001;
T.V.Q. : 1211515771TQ 0001;

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées, ni ne sont en voie de l'être.

ENTENTE

Aux fins de l'exploitation et de l'usage de leurs propriétés adjacentes, les Parties aux présentes conviennent de ce qui suit :

1- PERMISSIONS DE PASSAGE PUBLIC (PARTIE 2 ET PARTIE 3)

1.1 La Ville, par les présentes, permet au Donateur de passer sur une

partie du lot 5 723 221 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, ci-après désignée la « Partie 2 », réciproquement, le Donateur, par les présentes, permet à la Ville de passer sur une partie du lot 5 723 222 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, ci-après désignée la « Partie 3 », lesquelles parties sont décrites comme suit :

DESCRIPTION DU BIEN-FONDS

1.2 Le bien-fonds faisant l'objet des permissions de passage public est indiqué par les lettres JKLMNPQJ (articles 2 et 3) et se compose des parties de lots suivantes :

Désignation de la Partie 2

1.2.1 Une partie du lot CINQ MILLIONS SEPT CENT VINGT-TROIS MILLE DEUX CENT VINGT ET UN (5 723 221 ptie), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

BORNÉE COMME SUIT :

- Vers l'est par une partie du lot 5 723 222;
- Vers le sud par une partie du lot 5 723 222;
- Vers le nord-ouest, l'ouest et le nord par une autre partie du lot 5 723 221;

MESURANT :

- Vers l'est, cinquante-deux mètres et quatre-vingt-neuf centièmes (52,89 m);
- Vers le sud, six mètres et quinze centièmes (6,15 m);
- Vers le nord-ouest, trois mètres et cinquante-quatre centièmes (3,54 m);

- Vers l'ouest, cinquante-deux mètres et dix-neuf centièmes (52,19 m);
- Vers le nord, quatre mètres et vingt et un centièmes (4,21 m);

La Partie 2 contient en superficie deux cent cinq mètres carrés et un dixième (205,1 m²).

RATTACHEMENT

La limite TD, soit la limite est du lot 5 723 221 dudit cadastre est parallèle à une distance de trois mètres et soixante-quinze centièmes (3,75 m) de la limite QP, limite ouest de la Partie 2.

Désignation de la Partie 3

1.2.2 Une partie du lot CINQ MILLIONS SEPT CENT VINGT-TROIS MILLE DEUX CENT VINGT-DEUX (5 723 222 ptie), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

BORNÉE COMME SUIT :

- Vers le nord par d'autres parties du lot 5 723 222;
- Vers l'est par le lot 1 525 379 (avenue Martin);
- Vers le sud, de nouveau vers l'est et de nouveau vers le sud par d'autres parties du lot 5 723 222;
- Vers l'ouest par une partie du lot 5 723 221;

MESURANT :

- Vers le nord, cent quarante-neuf mètres et quatre-vingt-trois centièmes (149,83 m);
- Vers l'est, huit mètres et cinquante-trois centièmes (8,53 m);
- Vers le sud, cent quarante-cinq mètres et quatre-vingt-six centièmes (145,86 m);

- De nouveau vers l'est, quarante-deux mètres et cinquante-six centièmes (42,56 m);
- De nouveau vers le sud, trois mètres et soixante-quinze centièmes (3,75 m);
- Vers l'ouest, cinquante-deux mètres et quatre-vingt-neuf centièmes (52,89 m);

La Partie 3 contient en superficie mille deux cent quatre-vingt-sept mètres carrés et neuf dixièmes (1 287,9 m²).

RATTACHEMENT

Le point T, intersection des limites nord et ouest de la Partie 3 est situé à trois mètres et quarante-cinq centièmes (3,45 m) au sud du point C, intersection de la limite est du lot 5 723 221 et de la limite sud du lot 1 525 399 (boulevard Bouchard), mesuré le long de la limite est du lot 5 723 221.

Le point J, intersection de la limite nord de la Partie 3 et de la limite ouest du lot 1 525 379 (avenue Martin) est situé à cinq mètres et quarante-huit centièmes (5,48 m) au sud du point X'', intersection de la ligne séparatrice des lots 5 723 222 et 1 525 379 (avenue Martin) et de la limite sud du lot 1 520 031 (boulevard Bouchard), le tout mesuré le long de ladite ligne séparatrice.

La limite ML, limite est de la Partie 3 mesurant quarante-deux mètres et cinquante-six centièmes (42,56 m) est parallèle à une distance de trois mètres et soixante-quinze centièmes (3,75 m) de la limite DT, limite ouest de la Partie 3.

La limite KL, limite sud de la Partie 3, mesurant cent quarante-cinq mètres et quatre-vingt-six centièmes (145,86 m), est parallèle à une distance de sept mètres et cinquante centièmes (7,50 m) de limite TJ, limite nord de la Partie 3.

13.

Le point D correspond à l'intersection des limites est et sud du lot 5 723 221.

Obligations et conditions

1.3 Aux fins des présentes permissions de passage public, il est convenu entre les Parties les obligations et les droits suivants :

1.3.1 Un droit comprenant l'interdiction pour toute personne d'ériger quelque construction ou structure sur, au-dessus et en dessous des Parties 2 et 3 ainsi que l'interdiction de modifier l'élévation actuelle de ces parties, sauf pour Hydro-Québec aux fins d'installations de bornes de recharge pour véhicules électriques;

1.3.2 Un droit prohibant, par essence, le stationnement ou l'obstruction du passage de quelque façon que ce soit, et ce, à tout moment;

1.3.3 Un droit d'aller et venir sur la Partie 2 et la Partie 3 en tout temps, soit à pieds, soit en véhicule de toute nature, y compris, sans réserve, des camions de pompiers et des véhicules d'urgence pour l'exercice des présentes permissions de passer avec tous les droits inhérents;

1.3.4 L'obligation pour le Donateur d'effectuer le déneigement et l'épandage d'abrasifs de la Partie 2 et de la Partie 3, à l'exception des trottoirs et des allées piétonnières permettant d'accéder aux bâtiments et d'en assumer les frais. Le Donateur transmettra à la Ville une facture pour les frais mentionnés au présent paragraphe quant à la Partie 2. La Ville convient de rembourser le Donateur pour les frais de déneigement suivant les modalités prévues au titre « **CLAUSE SPÉCIALE RELATIVE AU DÉNEIGEMENT** »;

1.3.5 Sous réserve du paragraphe 1.3.4 ci-dessus, chacune des Parties assumera tous les frais relatifs aux travaux d'entretien du passage (incluant notamment, le déneigement des trottoirs et des allées piétonnières, la coupe, l'émondage, l'enlèvement de tout arbre, arbuste et de toute branche et racine, le cas échéant),

l'aménagement paysager et l'aménagement du passage ainsi que les réparations de celui-ci dans les limites de leur propriété respective;

1.3.6 Sans limiter ce qui précède, chaque Partie assumera la responsabilité de tout dommage qui pourrait résulter des droits octroyés aux termes de la présente permission dans les limites de leur propriété respective pourvu que ces dommages ne soient dus à aucune faute ou négligence de l'autre Partie ou de tout autre propriétaire subséquent ou de l'un de ses employés, préposés, consultants, mandataires ou ayants droit.

2- <u>PERMISSION DE STATIONNEMENT (PARTIE 4 ET 5)</u>

2.1 Le Donateur, par les présentes, permet à la Ville d'utiliser à des fins de stationnement des parties du lot 5 723 222 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, ci-après désignées les « Partie 4 » et « Partie 5 », lesquelles parties sont décrites comme suit :

<u>DESCRIPTION DU BIEN-FONDS</u>

2.2 Le bien-fonds faisant l'objet d'une permission de stationnement est indiqué par les lettres UVRSTU (article 4) et LWXML (article 5) et se décrivent comme suit :

<u>Désignation de la Partie 4</u>

2.2.1 Une partie du lot CINQ MILLIONS SEPT CENT VINGT-TROIS MILLE DEUX CENT VINGT-DEUX (5 723 222 ptie), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

<u>BORNÉE COMME SUIT</u> :

- Vers le nord, l'est et le sud par une autre partie du lot 5 723 222;
- Vers l'ouest par le lot 5 723 221;

MESURANT :

- Vers le nord, quatre mètres et dix-huit centièmes (4,18 m) et vingt-sept mètres et soixante-huit centièmes (27,68 m);
- Vers l'est, deux mètres et cinquante-deux centièmes (2,52 m);
- Vers le sud, trente et un mètres et quatorze centièmes (31,14 m);
- Vers l'ouest, quatre-vingt-dix-neuf centièmes de mètre (0,99 m);

La Partie 4 contient en superficie soixante-quinze mètres carrés et neuf dixièmes (75,9 m²).

RATTACHEMENT

Le point T, intersection des limites nord et ouest de la Partie 3 est situé à trois mètres et quarante-cinq centièmes (3,45 m) au sud du point C, intersection de la limite est du lot 5 723 221 et de la limite sud du lot 1 525 399 (boulevard Bouchard), mesuré le long de la limite ouest du lot 5 723 222.

Le point S, intersection des limites est et sud de la Partie 4 est situé à une distance de quatre mètres et soixante-quinze centièmes (4,75 m) du point Y", lequel est situé à l'intersection de la limite sud du lot 1 525 399 (boulevard Bouchard) et du prolongement vers le nord de la limite est de la Partie 4, le tout mesuré le long dudit prolongement.

Le point Y" est situé à trente-trois mètres et cinq centièmes (33,05 m) à l'est du point C ci-haut décrit, le tout mesuré le long de

17.

la limite sud du lot 1 525 399 (boulevard Bouchard).

Désignation de la Partie 5

2.2.2 Une partie du lot CINQ MILLIONS SEPT CENT VINGT-TROIS MILLE DEUX CENT VINGT-DEUX (5 723 222 ptie), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

BORNÉE COMME SUIT :

- Vers le nord, l'est, le sud et l'ouest par d'autres parties du lot 5 723 222;

MESURANT :

- Vers le nord, vingt-trois mètres et vingt-neuf centièmes (23,29 m);
- Vers l'est, trente et un mètres et quatre-vingt-dix-neuf centièmes (31,99 m);
- Vers le sud, vingt mètres et soixante-dix centièmes (20,70 m);
- Vers l'ouest, quarante-deux mètres et cinquante-six centièmes (42,56 m);

La Partie 5 contient en superficie sept cent soixante-douze mètres carrés et sept dixièmes (772,7 m²).

RATTACHEMENT

La limite ML, limite ouest de la Partie 5 ci-haut décrite est parallèle à une distance de trois mètres et soixante-quinze centièmes (3,75 m) à l'est de la limite ouest du lot 5 723 222.

La limite MX, limite sud de la Partie 5 est située dans le prolongement vers l'est de la limite sud (ED) du lot 5 723 221,

mesurant neuf mètres et quarante-neuf centièmes (9,49 m).

Obligations et conditions

2.3 La présente permission est sujette aux obligations et aux droits suivants :

2.3.1 Un droit d'utiliser trente-deux (32) unités de stationnement pour elle-même ainsi que pour tout occupant du bâtiment situé sur l'Immeuble et des personnes fréquentant cet Immeuble;

2.3.2 Un droit comprenant l'interdiction pour toute personne d'ériger quelque construction ou structure sur, au-dessus et en dessous des Parties 4 et 5 ainsi que l'interdiction de modifier l'élévation actuelle de ces parties;

2.3.3 Un droit de circuler en tout temps, soit à pied, soit en véhicule pour l'exercice de la présente permission;

2.3.4 L'obligation pour le Donateur d'assumer tous les frais relatifs à l'entretien (incluant notamment, le déneigement, l'épandage d'abrasif, coupe, émondage, enlèvement de tout arbre, arbuste et de toute branche et racine, le cas échéant), l'aménagement paysager, la réparation, le nettoyage ou autres des Partie 4 et Partie 5. Le Donateur transmettra à la Ville une facture pour les frais de déneigement mentionnés au présent paragraphe quant à la Partie 4 et la Partie 5. La Ville convient de rembourser le Donateur pour les frais de déneigement suivant les modalités prévues au paragraphe 8.2 du titre « **CLAUSE SPÉCIALE RELATIVE AU DÉNEIGEMENT** »;

2.3.5 L'obligation pour le Donateur de se tenir responsable de tous les dommages découlant de l'exercice de cette permission de stationnement et prendre fait et cause et tenir la Ville indemne de toute réclamation de quelque nature que ce soit relative à l'exercice

de cette permission sur la Partie 4 et la Partie 5 , pourvu que ces dommages ne soient dus à aucune faute ou négligence de la Ville ou de tout autre propriétaire subséquent ou de l'un de ses employés, préposés, consultants, mandataires ou ayants droit.

3- ***<u>PERMISSION DE PASSAGE EN COMMUN (PARTIE 6 ET PARTIE 7)</u>***

3.1 La Ville, par les présentes, permet au Donateur de passer sur une partie du lot 5 723 221 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, ci-après désignée la « Partie 6 », réciproquement, le Donateur, par les présentes, permet à la Ville de passer sur une partie du lot 5 723 220 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, ci-après désignée la « Partie 7 », lesquelles parties sont décrites comme suit :

<u>DESCRIPTION DU BIEN-FONDS</u>

3.2 Le bien-fonds faisant l'objet des permissions de passage en commun sont indiqués par les lettres YABZA'B'C'D'E' F'GHG'H'J'K'L'Y (articles 6 et 7) et se décrivent comme suit :

<u>Désignation de la Partie 6</u>

3.2.1 Une partie du lot CINQ MILLIONS SEPT CENT VINGT-TROIS MILLE DEUX CENT VINGT ET UN (5 723 221 ptie), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

<u>BORNÉE COMME SUIT</u> :

- Vers le nord par le lot 1 525 399 (boulevard Bouchard);
- Vers l'est, le sud-est, le sud et à nouveau vers l'est par une autre partie du lot 5 723 221;
- Vers le sud et l'ouest par une partie du lot 5 723 220;

MESURANT :

- Vers le nord, successivement neuf mètres et vingt et un centièmes (9,21 m) suivant l'azimut 97°24'36" et vingt-neuf mètres et trente centièmes (29,30 m) suivant l'azimut 106°10'01";
- Vers l'est, douze mètres et quatre centièmes (12,04 m) suivant l'azimut 196°37'45";
- Vers le sud-est, quatre-vingt-dix-huit centièmes de mètre (0,98 m) suivant l'azimut 237°44'17";
- Vers le sud, vingt-trois mètres et soixante-treize centièmes (23,73 m) suivant l'azimut 264°16'35";
- De nouveau vers l'est, successivement cinq mètres et quatre-vingt-un centièmes (5,81 m) suivant l'azimut 174°16'35", quatre mètres et soixante-neuf centièmes (4,69 m) suivant l'azimut 189°38'38" et soixante et un mètres et vingt-cinq centièmes (61,25 m) suivant l'azimut 170°35'39";
- De nouveau vers le sud, successivement deux mètres et un centième (2,01 m) suivant l'azimut 261°51'53" et un mètre et cinquante-neuf centièmes (1,59 m) suivant l'azimut 278°59'23";
- Vers l'ouest, quatre-vingt-quinze mètres et quatre-vingt-douze centièmes (95,92 m) suivant l'azimut 350°36'52";

La Partie 6 contient en superficie huit cent quatre-vingt-onze mètres carrés et six dixièmes (891,6 m²).

Désignation de la Partie 7

3.2.2 Une partie du lot CINQ MILLIONS SEPT CENT VINGT-TROIS MILLE DEUX CENT VINGT (5 723 220 ptie), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

BORNÉE COMME SUIT :

- Vers le nord par le lot 1 525 399 (boulevard Bouchard);
- Vers l'est par une partie du lot 5 723 221;
- Vers le sud, le sud-ouest, l'ouest, de nouveau vers le nord, l'ouest et le sud-ouest par une autre partie du lot 5 723 220;

MESURANT :

- Vers le nord, quatorze mètres et quatre-vingt-treize centièmes (14,93 m) suivant l'azimut 97°24'36";
- Vers l'est, quatre-vingt-quinze mètres et quatre-vingt-douze centièmes (95,92 m) suivant l'azimut 170°36'52";
- Vers le sud, trois mètres et vingt-quatre centièmes (3,24 m) suivant l'azimut 280°10'54";
- Vers le sud-ouest, cinq mètres et quatre-vingt-six centièmes (5,86 m) suivant l'azimut 320°06'55";
- Vers l'ouest, six mètres et cinquante-trois centièmes (6,53 m) suivant l'azimut 352°04'19";
- De nouveau vers le nord, deux mètres et quinze centièmes (2,15 m) suivant l'azimut 80°35'39";
- Vers l'ouest, soixante-huit mètres et soixante-trois centièmes (68,63 m) suivant l'azimut 350°35'39";
- De nouveau vers le sud-ouest, vingt et un mètres et soixante-huit centièmes (21,68 m) suivant l'azimut 321°30'22";

La Partie 7 contient en superficie quatre cent cinquante-neuf mètres carrés et quatre dixièmes (459,4 m²).

Obligations et conditions

3.3 Aux fins des présentes permissions de passage public, il est convenu entre les Parties les obligations et les droits suivants :

3.3.1 Un droit comprenant l'interdiction pour toute personne d'ériger quelque construction ou structure sur, au-dessus et en dessous des Parties 6 et 7 ainsi que l'interdiction de modifier l'élévation actuelle de ces parties;

3.3.2 Un droit prohibant, par essence, le stationnement ou l'obstruction du passage de quelque façon que ce soit, et ce, à tout moment;

3.3.3 Un droit d'aller et venir sur la Partie 6 et la Partie 7 en tout temps, soit à pieds, soit en véhicule de toute nature, y compris, sans réserve, des camions de pompiers et des véhicules d'urgence pour l'exercice des présentes permissions de passer avec tous les droits inhérents;

3.3.4 L'obligation pour le Donateur d'effectuer le déneigement et l'épandage d'abrasifs de la Partie 6 et de la Partie 7, à l'exception des trottoirs et des allées piétonnières permettant d'accéder aux bâtiments et d'en assumer les frais. Le Donateur transmettra à la Ville une facture pour les frais mentionnés au présent paragraphe quant à la Partie 6. La Ville convient de rembourser le Donateur pour les frais de déneigement suivant les modalités prévues au paragraphe 8.2 du titre « **CLAUSE SPÉCIALE RELATIVE AU DÉNEIGEMENT** »;

3.3.5 Sous réserve du paragraphe 3.3.4 ci-dessus, chacune des Parties assumera tous les frais relatifs aux travaux d'entretien du passage (incluant notamment, le déneigement des trottoirs et des allées piétonnières, la coupe, l'émondage, l'enlèvement de tout arbre, arbuste et de toute branche et racine, le cas échéant), l'aménagement paysager et l'aménagement du passage ainsi que les réparations de celui-ci dans les limites de leur propriété respective;

3.3.6 Sans limiter ce qui précède, chaque Partie assumera la responsabilité de tout dommage qui pourrait résulter des droits

octroyés aux termes de la présente permission dans les limites de leur propriété respective, pourvu que ces dommages ne soient dus à aucune faute ou négligence de l'autre Partie ou de tout autre propriétaire subséquent ou de l'un de ses employés, préposés, consultants, mandataires ou ayants droit, pourvu que ces dommages ne soient dus à aucune faute ou négligence de la Ville ou de tout autre propriétaire subséquent ou de l'un de ses employés, préposés, consultants, mandataires ou ayants droit.

4- PERMISSION D'OCCUPER À DES FINS D'ÉGOUT PLUVIAL (PARTIE 8)

4.1 La Ville, par les présentes, permet au Donateur le maintien d'une conduite d'égout pluvial sur une partie du lot 5 723 221 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, ci-après désignée la « Partie 8 », laquelle partie est décrite comme suit :

DESCRIPTION DU BIEN-FONDS

4.2 Le bien-fonds faisant l'objet d'une permission d'occupation à des fins d'égout pluvial est indiqué par les lettres M'N'P'Q'R'M' (article 8) et se décrit comme suit :

Désignation de la Partie 8

4.2.1 Une partie du lot CINQ MILLIONS SEPT CENT VINGT-TROIS MILLE DEUX CENT VINGT ET UN (5 723 221 ptie), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

BORNÉE COMME SUIT :

- Vers le nord par une autre partie du lot 5 723 221 et le lot 1 525 399 (boulevard Bouchard);

- Vers le sud-est et le sud par une autre partie du lot 5 723 221;
- Vers l'ouest par une partie du lot 5 723 220;

MESURANT :

- Vers le nord, quinze mètres et soixante-huit centièmes (15,68 m) et douze mètres et vingt et un centièmes (12,21 m);
- Vers le sud-est, cinq mètres et trente-deux centièmes (5,32 m);
- Vers le sud, vingt et un mètres et soixante-trois centièmes (21,63 m);
- Vers l'ouest, six mètres et quatre centièmes (6,04 m);

La Partie 8 contient en superficie cent trente-trois mètres carrés et six dixièmes (133,6 m²).

RATTACHEMENT

Le point M', intersection des limites nord et ouest de la Partie 8 est situé à quatre mètres et un centième (4,01 m) au sud du point A, intersection de la limite ouest du lot 5 723 221 et de la limite sud du lot 1 525 399 (boulevard Bouchard), le tout mesuré le long de la limite ouest du lot 5 723 221.

Le point N', intersection de la limite nord de la Partie 8 et de la limite sud du lot 1 525 399 (boulevard Bouchard) est situé à sept mètres et quarante-huit centièmes (7,48 m) du point B, lequel point est situé sur la limite sud du lot 1 525 399 (boulevard Bouchard), à une distance de neuf mètres et vingt et un centièmes (9,21 m) du Point A, étant l'intersection de la limite ouest du lot 5 723 221 et de la limite sud du lot 1 525 399 (boulevard Bouchard), le tout mesuré le long de la limite ouest du lot 5 723 221.

La limite M'N', limite nord de la Partie 8 mesure quinze mètres et soixante-huit centièmes (15,68 m) et est parallèle à la limite sud de la Partie 8 R'Q' à une distance de six mètres (6,00 m) vers le sud.

Obligations et conditions

4.3 La présente permission est sujette aux obligations et aux droits suivants :

4.3.1 Construire, placer, remplacer, inspecter, maintenir, entretenir, réparer, ajouter et exploiter en dessous de la Partie 8, une conduite d'égout pluvial et tous autres appareils et accessoires nécessaires ou utiles à l'exercice des droits présentement accordés;

4.3.2 Couper, émonder, enlever et détruire suivant les règles de l'art et les méthodes d'éradication usuelles et en tout temps sur la Partie 8, tous arbres, arbustes, branches, buissons, racines et souches et déplacer hors de l'emprise tous objets, constructions ou structures qui pourraient nuire à l'exercice des droits présentement accordés;

4.3.3 Circuler à pied ou en véhicule sur la Partie 8 à ses risques et périls et, si nécessaire, en dehors de la Partie 8 pour exercer tout droit accordé par les présentes dont un droit d'accès pour communiquer du chemin public jusqu'à la Partie 8;

4.3.4 L'interdiction pour toute personne d'ériger quelque construction ou structure sur, au-dessus et en dessous de la Partie 8, sauf l'érection des clôtures de division et leurs barrières, des haies décoratives ainsi que des revêtements d'asphalte, de béton ou autres, et comportant également l'interdiction de modifier l'élévation actuelle de la Partie 8, sauf avec le consentement écrit de la part de la Ville;

4.3.5 La Ville peut exiger le maintien en bon état de la conduite d'égout pluvial en son lieu et place, tant et aussi longtemps que le bâtiment situé sur le lot 5 723 220 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, sera exploité;

4.3.6 Dans le cas où les travaux d'entretien privent la Ville du bénéfice de ces conduites ou si des réparations majeures sont requises, le Donateur devra installer, à ses frais, aux fins de desservir le bâtiment, des conduites temporaires;

4.3.7 L'obligation pour le Donateur d'assumer tous les frais relatifs à l'entretien et la réparation et du bon fonctionnement des Installations sur la Partie 8;

4.3.8 L'obligation pour le Donateur de se tenir responsable de tous les dommages ou accidents découlant de l'exercice de cette permission d'occuper à des fins d'égout pluvial et prendre fait et cause et tenir la Ville indemne de toute réclamation de quelque nature que ce soit relative à l'exercice de cette permission sur la Partie 8, pourvu que ces dommages ne soient dus à aucune faute ou négligence de la Ville ou de tout autre propriétaire subséquent ou de l'un de ses employés, préposés, consultants, mandataires ou ayants droit.

5- PERMISSION D'OCCUPER À DES FINS D'AQUEDUC ET D'UNE CONDUITE DE GAZ (PARTIE 9)

5.1 La Ville, par les présentes, permet au Donateur le maintien de conduites d'aqueduc et une conduite de gaz sur une partie du lot 5 723 221 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, ci-après désignée la « Partie 9 », laquelle partie est décrite comme suit :

DESCRIPTION DU BIEN-FONDS

5.2 Le bien-fonds faisant l'objet d'une permission d'occupation à des fins d'aqueduc et d'une conduite de gaz est indiqué par les lettres S'T'U'V'W'X'Y'Z'A''B''C''S' (article 9) et se décrit comme suit :

Désignation de la Partie 9

5.2.1 Une partie du lot CINQ MILLIONS SEPT CENT VINGT-TROIS MILLE DEUX CENT VINGT ET UN (5 723 221 ptie), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

BORNÉE COMME SUIT :

- Vers le sud-est par le lot 5 723 222;
- Vers le sud par une autre partie du lot 5 723 221;
- Vers l'ouest par une partie du lot 5 723 220;
- Vers le nord, l'ouest, de nouveau vers le nord, l'est et de nouveau vers le nord par une autre partie du lot 5 723 221;

MESURANT :

- Vers le sud-est, neuf mètres et quarante-huit centièmes (9,48 m) suivant l'azimut 226°55'04";
- Vers le sud successivement, trois mètres et vingt-neuf centièmes (3,29 m) suivant l'azimut 266°10'44", douze mètres et trente-trois centièmes (12,33 m) suivant l'azimut 258°46'45" et vingt-huit mètres et douze centièmes (28,12 m) suivant l'azimut 260°08'23";
- Vers l'ouest, six mètres (6,00 m) suivant l'azimut 350°36'52";
- Vers le nord, vingt mètres et cinquante-quatre centièmes (20,54 m) suivant l'azimut 80°08'23";
- De nouveau vers l'ouest, deux mètres et cinquante-sept centièmes (2,57 m) suivant l'azimut 352°28'36";
- De nouveau vers le nord, quatre mètres (4,00 m) suivant l'azimut 79°44'36";
- Vers l'est, deux mètres et cinquante-neuf centièmes (2,59 m) suivant l'azimut 172°28'36";
- De nouveau vers le nord, successivement seize mètres et onze centièmes (16,11 m) suivant l'azimut 79°04'16" et onze mètres et deux centièmes (11,02 m) suivant l'azimut 86°10'44";

La Partie 9 contient en superficie deux cent quatre-vingt-dix-sept mètres carrés et un dixième (297,1 m²).

RATTACHEMENT

Le point S' est situé à soixante-dix-neuf centièmes de mètre (0,79 m) au sud-ouest du point E, intersection des limites sud et sud-est mesurant respectivement neuf mètres et quarante-neuf centièmes (9,49 m) et vingt et un mètres et quarante et un centièmes (21,41 m) du lot 5 723 221, le tout mesuré le long de la limite sud-est mesurant vingt et un mètres et quarante et un centièmes (21,41 m).

Obligations et conditions

5.3 La présente permission est sujette aux obligations et aux droits suivants :

5.3.1 Construire, placer, remplacer, inspecter, maintenir, entretenir, réparer, ajouter et exploiter en dessous de la Partie 9, une conduite d'aqueduc et de gaz et tous autres appareils et accessoires nécessaires ou utiles à l'exercice des droits présentement accordés, ci-après désignés les « Installations »;

5.3.2 Couper, émonder, enlever et détruire suivant les règles de l'art et les méthodes d'éradication usuelles et en tout temps sur la Partie 9, tous arbres, arbustes, branches, buissons, racines et souches et déplacer hors de l'emprise tous objets, constructions ou structures qui pourraient nuire à l'exercice des droits présentement accordés;

5.3.3 Circuler à pied ou en véhicule sur la Partie 9 à ses risques et périls et, si nécessaire, en dehors de la Partie 9 pour exercer tout droit accordé par les présentes dont un droit d'accès pour communiquer du chemin public jusqu'à la Partie 9;

5.3.4 L'interdiction pour toute personne d'ériger quelque construction ou structure sur, au-dessus et en dessous de la Partie 9, sauf l'érection des clôtures de division et leurs barrières, des haies décoratives ainsi que des revêtements d'asphalte, de béton ou autres, et comportant également l'interdiction de modifier l'élévation actuelle de la Partie 9, sauf avec le consentement écrit de la part de la Ville;

5.3.5 La Ville peut exiger le maintien en bon état de la conduite d'aqueduc et de gaz en leur lieu et place, tant et aussi longtemps que le bâtiment situé sur le lot 5 723 220 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, sera exploité;

5.3.6 Dans le cas où les travaux d'entretien privent la Ville du bénéfice de ces conduites ou si des réparations majeures sont requises, le Donateur devra installer, à ses frais, aux fins de desservir le bâtiment, des conduites temporaires;

5.3.7 L'obligation pour le Donateur d'assumer tous les frais relatifs à l'entretien et la réparation et du bon fonctionnement des Installations sur la Partie 9;

5.3.8 L'obligation pour le Donateur de se tenir responsable de tous les dommages ou accidents découlant de l'exercice de cette permission d'occuper à des fins d'aqueduc et d'une conduite de gaz et prendre fait et cause et tenir la Ville indemne de toute réclamation de quelque nature que ce soit relative à l'exercice de cette permission sur la Partie 9, pourvu que ces dommages ne soient dus à aucune faute ou négligence de la Ville ou de tout autre propriétaire subséquent ou de l'un de ses employés, préposés, consultants, mandataires ou ayants droit.

6- <u>PERMISSION D'OCCUPATION POUR UNE AUTRE CONDUITE DE GAZ (PARTIE 10)</u>

6.1 La Ville, par les présentes, permet au Donateur le maintien d'une

conduite de gaz sur une partie du lot 5 723 221 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, ci-après désignée la « Partie 10 », laquelle partie est décrite comme suit :

DESCRIPTION DU BIEN-FONDS

6.2 Le bien-fonds faisant l'objet d'une entente pour une conduite de gaz est indiqué par les lettres AD"E"F"G"H"A (article 10) et se décrit comme suit :

Désignation de la Partie 10

6.2.1 Une partie du lot CINQ MILLIONS SEPT CENT VINGT-TROIS MILLE DEUX CENT VINGT ET UN (5 723 221 ptie), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

BORNÉE COMME SUIT :

- Vers le nord par le lot 1 525 399 (boulevard Bouchard);
- Vers l'est, de nouveau vers le nord, de nouveau vers l'est et le sud par une autre partie du lot 5 723 221;
- Vers l'ouest par une partie du lot 5 723 220;

MESURANT :

- Vers le nord, quatre mètres et dix-huit centièmes (4,18 m);
- Vers l'est, soixante-dix-sept mètres et cinquante-sept centièmes (77,57 m);
- De nouveau vers le nord, vingt et un mètres et quatre-vingt-huit centièmes (21,88 m);
- De nouveau vers l'est, quatre mètres (4,00 m);
- Vers le sud, vingt-cinq mètres et quatre-vingt-neuf centièmes (25,89 m);
- Vers l'ouest, quatre-vingt-deux mètres et quatre-vingt-cinq centièmes (82,85 m);

La Partie 10 contient en superficie quatre cent dix mètres carrés et

quatre dixièmes (410,4 m²).

RATTACHEMENT

Il y a un angle de 89°07'44" à l'intersection des limites est et nord mesurant respectivement soixante-dix-sept mètres et cinquante-sept centièmes (77,57 m) et vingt et un mètres et quatre-vingt-huit centièmes (21,88 m) et indiqué par la lettre E".

Les limites est, E"D" et nord, E"F" de Partie 10 sont respectivement parallèles à une distance de quatre mètres (4,00 m) des limites ouest et sud de la Partie 10.

Obligations et conditions

6.3 La présente permission est sujette aux obligations et aux droits suivants :

6.3.1 Construire, placer, remplacer, inspecter, maintenir, entretenir, réparer, ajouter et exploiter en dessous de la Partie 10, une conduite de gaz et tous autres appareils et accessoires nécessaires ou utiles à l'exercice des droits présentement accordés, ci-après désignés les « Installations »;

6.3.2 Couper, émonder, enlever et détruire suivant les règles de l'art et les méthodes d'éradication usuelles et en tout temps sur la Partie 10, tous arbres, arbustes, branches, buissons, racines et souches et déplacer hors de l'emprise tous objets, constructions ou structures qui pourraient nuire à l'exercice des droits présentement accordés;

6.3.3 Circuler à pied ou en véhicule sur la Partie 10 à ses risques et périls et, si nécessaire, en dehors de la Partie 10 pour exercer tout droit accordé par les présentes dont un droit d'accès pour communiquer du chemin public jusqu'à la Partie 10;

6.3.4 L'interdiction pour toute personne d'ériger quelque construction ou structure sur, au-dessus et en dessous de la Partie 10, sauf l'érection des clôtures de division et leurs barrières, des haies décoratives ainsi que des revêtements d'asphalte, de béton ou autres, et comportant également l'interdiction de modifier l'élévation actuelle de la Partie 10, sauf avec le consentement écrit de la part de la Ville;

6.3.5 La Ville peut exiger le maintien en bon état de la conduite d'aqueduc et de gaz en leur lieu et place, tant et aussi longtemps que le bâtiment situé sur le lot 5 723 220 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, sera exploité;

6.3.6 Dans le cas où les travaux d'entretien privent la Ville du bénéfice de ces conduites ou si des réparations majeures sont requises, le Donateur devra installer, à ses frais, aux fins de desservir le bâtiment, des conduites temporaires;

6.3.7 L'obligation pour le Donateur d'assumer tous les frais relatifs à l'entretien et la réparation et du bon fonctionnement des Installations sur la Partie 10;

6.3.8 L'obligation pour le Donateur de se tenir responsable de tous les dommages ou accidents découlant de l'exercice de cette permission d'occuper pour une conduite de gaz et prendre fait et cause et tenir la Ville indemne de toute réclamation de quelque nature que ce soit relative à l'exercice de cette permission sur la Partie 10, pourvu que ces dommages ne soient dus à aucune faute ou négligence de la Ville ou de tout autre propriétaire subséquent ou de l'un de ses employés, préposés, consultants, mandataires ou ayants droit.

7- <u>PERMISSION DE MAINTENIR DES CIRCUITS DE FIBRE OPTIQUE</u>

7.1 La Ville, par les présentes, permet au Donateur de maintenir des

circuits de fibre optique, ci-après désignés, sur une partie du lot 5 723 221 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, réciproquement, le Donateur, par les présentes, permet à la Ville de maintenir un circuit de fibre optique, sur une partie du lot 5 723 220 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, le tout tel que montré au Plan Fibre Optique 2017, dont copie demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par les parties et en présence de la notaire soussignée.

Obligations et conditions

7.2 Aux fins des présentes permissions de maintien des circuits de fibre optique numéros 1469 (60 Martin <-> 550 Bouchard), 1482 (60 Martin <-> 520 Bouchard), 1475 (60 Martin <-> 1335 Bord du Lac) desservant les bâtiments du Donateur et numéro 1470 (60 Martin <-> 530 Bouchard) desservant le bâtiment de la Ville, ci-après désignés les « **Circuits** », les Parties conviennent des droits et obligations suivants :

7.2.1 Placer, remplacer, construire, réparer, entretenir, inspecter, maintenir, et exploiter les Circuits y compris tous autres appareils et accessoires nécessaires ou utiles à l'exercice des droits présentement accordés, ci-après désignés les « **Installations** »;

7.2.2 Couper, émonder, enlever et détruire suivant les règles de l'art et les méthodes d'éradication usuelles et en tout temps, tous arbres, arbustes, branches, buissons, racines et souches et déplacer hors de l'emprise tous objets, constructions ou structures qui pourraient nuire à l'exercice des droits présentement accordés;

7.2.3 Circuler à pieds ou en véhicule près des conduits de fibre optique et, si nécessaire, autour de ceux-ci, pour exercer tout droit accordé par les présentes;

7.2.4 L'interdiction pour toute personne d'ériger quelque construction ou structure sur, au-dessus et en dessous des conduits de fibre optique et l'interdiction de modifier l'élévation actuelle des lots 5 723 221 et 5 723 220 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

7.2.5 L'obligation pour chaque Partie d'assumer tous les frais relatifs à l'entretien et la réparation de leur circuit respectif;

7.2.6 Sans limiter ce qui précède, chaque Partie assumera la responsabilité de tout dommage qui pourrait résulter des droits octroyés aux termes de la présente permission relativement à son circuit pourvu que ces dommages ne soient dus à aucune faute ou négligence de l'autre Partie ou de tout autre propriétaire subséquent ou de l'un de ses employés, préposés, consultants, mandataires ou ayants droit et ne soient pas la conséquence inévitable de l'existence à cet endroit desdites Installations;

7.2.7 La permission accordée par la Ville au Donateur est valide pour une période de cinq (5) ans maximum à compter de la signature des présentes, étant convenu que le Donateur devra déplacer tous les circuits de fibre optique le desservant sur sa propriété avant l'expiration de ce délai et s'assurer, qu'une fois les circuits retirés, le bâtiment situé sur l'Immeuble soit réparé suivant les règles de l'art, le tout à ses frais. Dans le cas où le Donateu r n'effectue pas les travaux de déplacements des circuits dans le délai imparti, la Ville pourra le faire et exiger du Donateur le remboursement des frais reliés à ces travaux.

PLAN ANNEXÉ

Les parties de lots ci-dessus décrites sont montrées au plan B-2 Dorval préparé par Johanne RANGERS, arpenteure-géomètre, le dix (10) juin deux mille seize (2016), sous le numéro 1074 de ses minutes (dossier 21801), dont copie certifiée demeure annexée à l'original des présentes après avoir

été reconnue véritable et signée pour identification par les Parties avec et en présence de la notaire soussignée.

8- CLAUSE SPÉCIALE RELATIVE AU DÉNEIGEMENT

8.1 Obligation du donateur

Le Donateur s'engage, et ce, pour la durée de l'entente convenue aux présentes, à effectuer le déneigement et l'épandage d'abrasifs du « stationnement réservé pompiers », lequel est indiqué en turquoise au plan préparé par J.-F. Bourbeau, ingénieur, le trente janvier deux mille treize (30-01-2013), à l'exception des trottoirs et des allées piétonnières permettant d'accéder aux bâtiments et d'en assumer les frais. Une copie certifiée du plan demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par les Parties avec et en présence de la notaire soussignée.

Le Donateur transmettra à la Ville une facture pour les frais de déneigement mentionnés au présent paragraphe quant au « stationnement réservé pompiers ». La Ville convient de rembourser le Donateur pour les frais de déneigement suivant les modalités prévues ci-dessous :

8.2 Frais payables par la Ville

Dans les soixante (60) jours suivant la réception d'une facture relative au déneigement, la Ville convient de rembourser au Donateur les frais de déneigement que ce dernier aura payés pour la Partie 2 (permission de passage public), la Partie 4 et la Partie 5 (permission de stationnement) ainsi que la Partie 6 (permission de passage commun) ainsi que pour toute autre partie de l'Immeuble jusqu'à concurrence d'un montant maximum de DIX-HUIT MILLE DOLLARS (18 000,00$) pour la première année. Ce montant pourra être révisé à chaque année subséquente, et ce, suivant entente entre les Parties. À défaut d'entente entre les Parties pour les années subséquentes, le montant maximal de DIX-HUIT MILLE DOLLARS (18 000,00$) que la Ville devra rembourser au Donateur sera ajusté au taux IPC (indice des prix à la consommation) de la dernière année complétée au moment de l'ajustement.

8.3 Transmission de la facture

Le Donateur transmettra toute facture à l'attention du chef de division de l'exploitation des bâtiments à contrat de la direction de l'exploitation immobilière, de l'entretien et de l'énergie de la Ville de Montréal.

DURÉE

Les présentes permissions et les conditions s'y rattachant seront valides pour une durée de vingt-cinq (25) ans, à compter de la date des présentes, et se renouvellera automatiquement pour une même période et aux mêmes conditions, après approbation des autorités compétentes, sans qu'il soit nécessaire de signer quelque document que ce soit, sauf avis écrit contraire et préalable d'au moins six (6) mois d'une des Parties à l'autre.

CONSIDÉRATION

La présente entente est consentie gratuitement de part et d'autre, DONT RÉCIPROQUEMENT QUITTANCE GÉNÉRALE ET FINALE.

MODE D'ACQUISITION

Le Donateur est devenu propriétaire des Parties 3, 4, 5, 7, 11 et 13 ci-dessus décrites pour les avoir acquises aux termes des documents auparavant mentionnés au titre « ORIGINE DU DROIT DE PROPRIÉTÉ ».
La Ville est devenue propriétaire des Parties 2, 6, 8, 9, 10, 12 et 14 aux termes des présentes.

T.P.S. ET T.V.Q. RELATIVEMENT À L'ENTENTE

Si l'entente créée aux termes des présentes est taxable selon les dispositions des lois mentionnées ci-dessus, la Ville et le Donateur effectueront eux-mêmes le paiement de ces taxes auprès des autorités fiscales concernées, à l'entière exonération l'une de l'autre.

ENGAGEMENT DES PARTIES

Chacune des Parties aux présentes s'engage, dans le cas où l'une d'elle s vende sa propriété sujette à l'ENTENTE ci-dessus, à exiger de son acheteur qu'il convienne avec la partie demeurant pro priétaire, afin que les immeubles de chacun puissent continuer à subir ou bénéficier, selon le cas, des mêmes droits et obligations que ceux stipulés au titre « ENTENTE » des présentes.

Dans le cas où cet engagement n'était pas respecté par une partie, l' autre pourra faire en sorte que le nouvel acheteur ne puisse bénéficier des droits décrits à l'ENTENTE ci-dessus jusqu'à ce qu'une telle entente soit signée entre eux.

ÉLECTION DE DOMICILE

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement aux présentes est suffisant, s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire à l'adresse indiquée ci-dessous :

La Ville fait élection de domicile au bureau du greffier de la Ville de Montréal au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6.

Le Donateur fait élection de domicile au numéro 60, avenue Martin, à Dorval, province de Québec, H9S 3R4.

Dans le cas où le Donateur changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, celui-ci fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal.

CLAUSES INTERPRÉTATIVES

Le Préambule fait partie intégrante de la présente donation.

Lorsque le contexte l'exige, tout mot écrit au singulier comprend aussi le pluriel et vice versa, tout mot écrit au masculin comprend aussi le féminin et vice versa, et tout mot désignant des personnes désigne les sociétés et personnes morales.

L'insertion de titres aux présentes est aux fins de référence seulement et n'affecte aucunement leur interprétation.

Chaque disposition des présentes est indépendante et distincte de sorte que, si l'une quelconque de ces dispositions est déclarée nulle ou non exécutoire, ceci n'affectera aucunement la validité des autres dispositions des présentes qui conserveront tout leur effet.

Le silence de la Ville ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation à tel droit ou recours.

MENTIONS EXIGÉES EN VERTU DE L'ARTICLE 9 DE LA LOI CONCERNANT LES DROITS SUR LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES

Le Donateur et la Ville déclarent ce qui suit :

a) le nom du cédant au sens de ladite loi est : la VILLE DE DORVAL;

b) le nom du cessionnaire au sens de ladite loi est : la VILLE DE MONTRÉAL;

c) le siège du cédant est au : 60, avenue Martin, à Dorval, province de Québec, H9S 3R4 ;

d) le siège du cessionnaire est au : 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6;

e) l'Immeuble est entièrement situé sur le territoire de la Ville de Beaconsfield ;

f) le montant de la contrepartie pour le transfert de l'Immeuble, selon le cédant et le cessionnaire, est de : ZÉRO DOLLAR (0,00 $);

g) le montant constituant la base d'imposition du droit de mutation, selon le cédant et le cessionnaire, est de : UN MILLION CINQ CENT QUARANTE ET UN MILLE CENT VINGT ET UN DOLLARS ET VINGT-TROIS CENTS (1 541 121,23 $);

h) le montant du droit de mutation est de : VINGT-NEUF MILLE CINQ CENT VINGT-HUIT DOLLARS ET TROIS CENTS (29 528,03 $);

i) le cédant et le cessionnaire sont des organismes publics définis à l'article 1 de la loi précitée et bénéficient, en conséquence, de l'exonération du droit de mutation conformément à l'article 17a) de ladite loi;

j) il n'y a pas de transfert à la fois d'un immeuble corporel et de meubles visés à l'article 1.0.1 de la loi.

DONT ACTE à Montréal, sous le numéro ( ) des minutes de la notaire soussignée.

LES PARTIES déclarent à la notaire avoir pris connaissance de ce présent acte et avoir exempté la notaire d'en donner lecture, puis les Parties signent en présence de la notaire comme suit :

VILLE DE DORVAL

Par : _____

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____

_____

Marie-Pier ROY, notaire

VRAIE COPIE de la minute des présentes demeurée en mon étude.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1164315005

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division transactions immobilières
Objet :	Approuver le projet d'acte de donation par lequel la Cité de Dorval cède à la Ville de Montréal, un immeuble sis au 530, boulevard Bouchard dans la Cité de Dorval, connu comme étant la caserne de pompiers n° 63. N/Réf. : 31H05-005-6443-01

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1164315005 Acquistion de caserne par voie de donnation Dorval.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Abdelkodous YAHYAOUI
Agent comptable analyste
Tél : 514-872-5885

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-24

Dominique BALLO
conseillere budgetaire
Tél : 514 872-0549
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.44

2017/09/28 17:00

(1)

Dossier # : 1161027013

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal cède à 9114-6183 Québec inc., à des fins résidentielles, tous ses droits, titres et intérêts, dans l'immeuble sis au 12131-12139, avenue Bois-de-Boulogne, connu et désigné comme étant le lot 3 879 978 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, en échange duquel 9114-6183 Québec inc. cède à la Ville, à des fins de parc, un terrain connu comme étant le lot 3 880 367 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, situé entre les rues Dudemaine et Guérin, au sud de la rue Laforest, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, le tout sans soulte / Désaffecter de son utilité publique la caserne Bois-de-Boulogne située sur le lot 3 879 978 du cadastre du Québec. N/Réf. : 31H12-005-1350-03

Il est recommandé :

1. d'approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal cède à 9114-6183 Québec inc., à des fins résidentielles l'immeuble sis au 12131-12139, avenue Bois-de-Boulogne, connu et désigné comme étant le lot 3 879 978 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, en échange duquel 9114-6183 Québec inc. cède à la Ville de Montréal, à des fins de parc, un terrain connu comme étant le lot 3 880 367, du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, totalisant une superficie de 2 251,3 m^2 et situés entre les rues Dudemaine et Guérin, au sud de la rue Laforest, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, le tout sans soulte, et ce, aux conditions stipulées au projet d'acte. Toutefois un autre sommaire décisionnel a été constitué pour le présent acte d'échange (1171027007) et devra être approuvé par le conseil d'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, sans quoi la présente transaction ne pourra avoir lieu ;

2. de désaffecter de son utilité publique la caserne Bois-de-Boulogne située sur le lot 3 879 978 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-08-31 15:57

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1161027013**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal cède à 9114-6183 Québec inc., à des fins résidentielles, tous ses droits, titres et intérêts, dans l'immeuble sis au 12131-12139, avenue Bois-de-Boulogne, connu et désigné comme étant le lot 3 879 978 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, en échange duquel 9114-6183 Québec inc. cède à la Ville, à des fins de parc, un terrain connu comme étant le lot 3 880 367 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, situé entre les rues Dudemaine et Guérin, au sud de la rue Laforest, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, le tout sans soulte / Désaffecter de son utilité publique la caserne Bois-de-Boulogne située sur le lot 3 879 978 du cadastre du Québec. N/Réf. : 31H12-005-1350-03

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville a mandaté le Service de la gestion et de la planification immobilière (le « SGPI ») afin d'acquérir une bande de terrain appartenant à M. Antonio Di Lillo. Cette bande de terrain, localisée dans le parc Marcelin-Wilson, possède une superficie de 2 251,3 m^2 (12,65 m x 177,98 m) et est connue comme étant le lot 3 880 367 du cadastre du Québec, anciennement une partie du lot 310 du cadastre de la paroisse de Sault-au-Récollet (l'« Immeuble »). Les plans A, B, C et P, annexés en pièces jointes, illustrent ledit emplacement. En juin 2015, suite au décès de M. Antonio Di Lillo, ses fils Raffaele et Mario (le « Promoteur ») manifestent à la Ville leur intérêt à réaliser un échange d'immeubles avec la Ville. Suite aux négociations entreprises, le Promoteur propose de céder à la Ville le lot 3 880 367 du cadastre du Québec en retour d'une cession de l'ancienne caserne de pompier Bois-de-Boulogne, désaffectée depuis quelques années. Les plans de localisation et des photos de cette caserne sont annexés en pièces jointes.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

86 15555 - 16 octobre 1986 - Abroger la résolution 82 01965 du conseil, en date du 22 mars 1982, relative à l'acquisition d'un emplacement formé d'une partie du lot 310 du cadastre de la paroisse de Sault-au-Récollet, situé au sud de la rue Dudemaine à l'est du parc Marcelin Wilson;

82 01965 - 22 mars 1982 - Soumettre le projet d'acte par lequel la Ville acquiert de monsieur Domingos Reis, aux fins de réserve foncière, un emplacement formé d'une partie du lot 310 du cadastre de la paroisse de Sault-au-Récollet, situé au sud de la rue Dudemaine à l'est du parc Marcelin-Wilson, moyennant le prix de 5000 $.

DESCRIPTION

Dans le cadre du présent échange, il est convenu que :
1. La Ville cède à 9114-6183 Québec inc. le lot 3 879 978 du cadastre du Québec, d'une superficie de 1 407,4 m^2 (ancienne caserne de pompier Bois-de-Boulogne) conditionnellement à ce que le Promoteur réalise un projet immobilier résidentiel, à même la caserne, le tout en conformité avec les lois et règlements en vigueur, notamment le Règlement d'urbanisme d'Ahuntsic-Cartierville. Il s'agit d'un bâtiment d'intérêt patrimonial et architectural identifié au plan d'urbanisme. Ce bâtiment désaffecté depuis plusieurs années est localisé au 12131-12139, avenue Bois-de-Boulogne, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville. À noter que le bâtiment doit être conservé et qu'une somme minimale de 1 500 000 $, excluant les taxes applicables doit être investie dans cet immeuble. Notons qu'à la fin des travaux, le promoteur convient qu'il doit remettre à la Ville un certificat d'un architecte attestant que la somme minimale a été investie et qu'un nombre maximal de 16 logements (à être construits) et qu'un nombre minimal de 16 unités de stationnement est disponible pour ledit projet. La cession de ce lot relève de la compétence du conseil municipal. Toutefois, avant la cession, la caserne devra être désaffectée de son utilité publique, compétence qui relève du conseil d'agglomération. Le présent sommaire vise donc à approuver spécifiquement ces éléments.

2. En échange, 9114-6183 Québec inc. cède à la Ville à des fins de parc, le lot 3 880 367 du cadastre du Québec afin que cette dernière puisse régulariser ses titres de propriété. Il s'agit d'une bande de terrain vacant d'une superficie de 2 251,3 m^2, situé dans le parc Marcelin-Wilson dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville. Par conséquent, c'est l'Arrondissement qui a compétence pour cette acquisition. Compte tenu de ce qui précède, un autre sommaire décisionnel (1171027007) sera présenté au conseil d'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville.

L'Échange sera réalisé sans soulte.

JUSTIFICATION

Le SGPI recommande cette transaction pour les motifs suivants :

· Il permet à la Ville de céder l'ancienne caserne de pompier Bois-de-Boulogne, désaffectée depuis quelques années à un promoteur immobilier qui s'engage à réaliser un projet résidentiel, dans les trente-six (36) mois de la date de la signature de l'acte d'échange, comportant un maximum de 16 unités de logement, évitant ainsi à la Ville toute la responsabilité quant à l'entretien, ainsi que les feux, vol, vandalisme, etc.

· Le projet permet de restaurer et d'assurer la pérennité de ce bâtiment d'intérêt patrimonial et architectural identifié au plan d'urbanisme.

· Il s'agit d'un projet structurant pour le quartier qui aura pour effet d'embellir le secteur environnant tout en créant de la richesse foncière et en générant de nouveaux revenus de taxation.

· La caserne Bois-de-Boulogne a fait l'objet de deux mises en vente par appel public (2011 et 2014) sans que l'on puisse trouver un preneur.

Par ailleurs et tel qu'indiqué précédemment, 9114-6183 Québec inc. s'est engagé à céder à la Ville un terrain vague connu comme étant le lot 3 880 367 du cadastre du Québec. Il s'agit d'une bande de terrain vacant d'une superficie de 2 251,3 m^2 localisé dans le parc Marcelin-Wilson. Ce lot étant acquis à des fins de parc local, son acquisition relève de la compétence du conseil d'arrondissement. À cet effet, un autre sommaire décisionnel (1171027007) a été préparé et sera présenté au conseil d'arrondissement, et ce, à fin de faire approuver l'acquisition par la Ville du lot 3 880 367 du cadastre du Québec, à des fins de parc local, ce qui permettra à la Ville de Montréal de régler une situation problématique qui existe depuis 1992. Notons que la valeur marchande des immeubles échangés est sensiblement la même. Conséquemment, l'échange est réalisé sans soulte.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le présent échange est réalisé sans soulte. La valeur marchande du lot 3 880 367 du cadastre du Québec, propriété de M. Di Lillo est estimée par la Division de l'évaluation du SGPI entre 675 000 $ et 730 000 $ en date du 21 octobre 2015. En ce qui a trait à la valeur marchande du lot 3 879 978 du cadastre du Québec (caserne Bois-de-Boulogne), propriété de la Ville, la valeur marchande fut estimée entre 520 000 $ et 610 000 $ en mai 2015, par la Division de l'évaluation du SGPI. Cette valeur prend en considération les coûts supplémentaires liés à la décontamination de l'immeuble. À noter que cet immeuble a fait l'objet de deux appels publics de soumission et qu'il n'a pas été possible de vendre l'immeuble. Tel qu'indiqué précédemment, messieurs Di Lillo se sont engagés à réaliser un projet immobilier résidentiel d'une valeur minimale de 1 500 000 $ sur l'immeuble cédé par la Ville.
Afin de réaliser l'échange sans soulte, la Ville et 9114-6183 Québec inc. ont établi la valeur marchande des immeubles échangés à 610 000 $. La taxe sur les produits et services de même que la taxe de vente du Québec exigibles sur l'achat du terrain par la Ville devrait être imputable sur le montant de 610 000 $.

La valeur apparaissant au rôle foncier, pour l'année en cours, est de 270 200 $ pour l'immeuble cédé par le Promoteur et de 600 000,00 $ pour l'immeuble cédé par la Ville.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Messieurs Di Lillo se sont engagés à réaliser un projet immobilier résidentiel, à même cette caserne, le tout en conformité avec les lois et règlements en vigueur, notamment le Règlement d'urbanisme d'Ahuntsic-Cartierville, ainsi que selon les conditions particulières inscrites dans l'acte de vente. Il s'agit d'un projet structurant pour l'Arrondissement qui assure la qualité des milieux de vie résidentiels. L'acquisition par la Ville du lot 3 880 367 du cadastre du Québec, localisé dans le parc Marcelin-Wilson permet de renforcer la gestion écologique des espaces verts sur le territoire montréalais.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Dans l'éventualité où ce dossier ne serait pas approuvé, des démarches devront être entamées afin d'acquérir le lot 3 880 367 du cadastre du Québec (parc Marcelin-Wilson) et nous devrons préparer de nouveaux documents afin de lancer un troisième appel d'offres public pour la vente de la caserne de pompier Bois-de-Boulogne. À noter également que la caserne est vacante et sans chauffage depuis plusieurs années et que l'état de celle-ci se détériore rapidement.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

L'Arrondissement verra à informer la population locale si requis.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Signature de l'acte et transfert des immeubles en 2017.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Marie-Pier ROY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lisa SIMINARO, Ahuntsic-Cartierville
Sylvie BLAIS, Service des infrastructures_voirie et transports
Nicole RODIER, Service de la gestion et de la planification immobilière
Pierre LÉVESQUE, Service de la gestion et de la planification immobilière

Lecture :

Johanne ROUILLARD, 12 juillet 2017
Nicole RODIER, 11 juillet 2017
Sylvie BLAIS, 11 juillet 2017
Lisa SIMINARO, 7 juillet 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Roger GRONDINES
Conseiller en immobilier

Tél : 872-2042
Télécop. : 872-8350

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-24

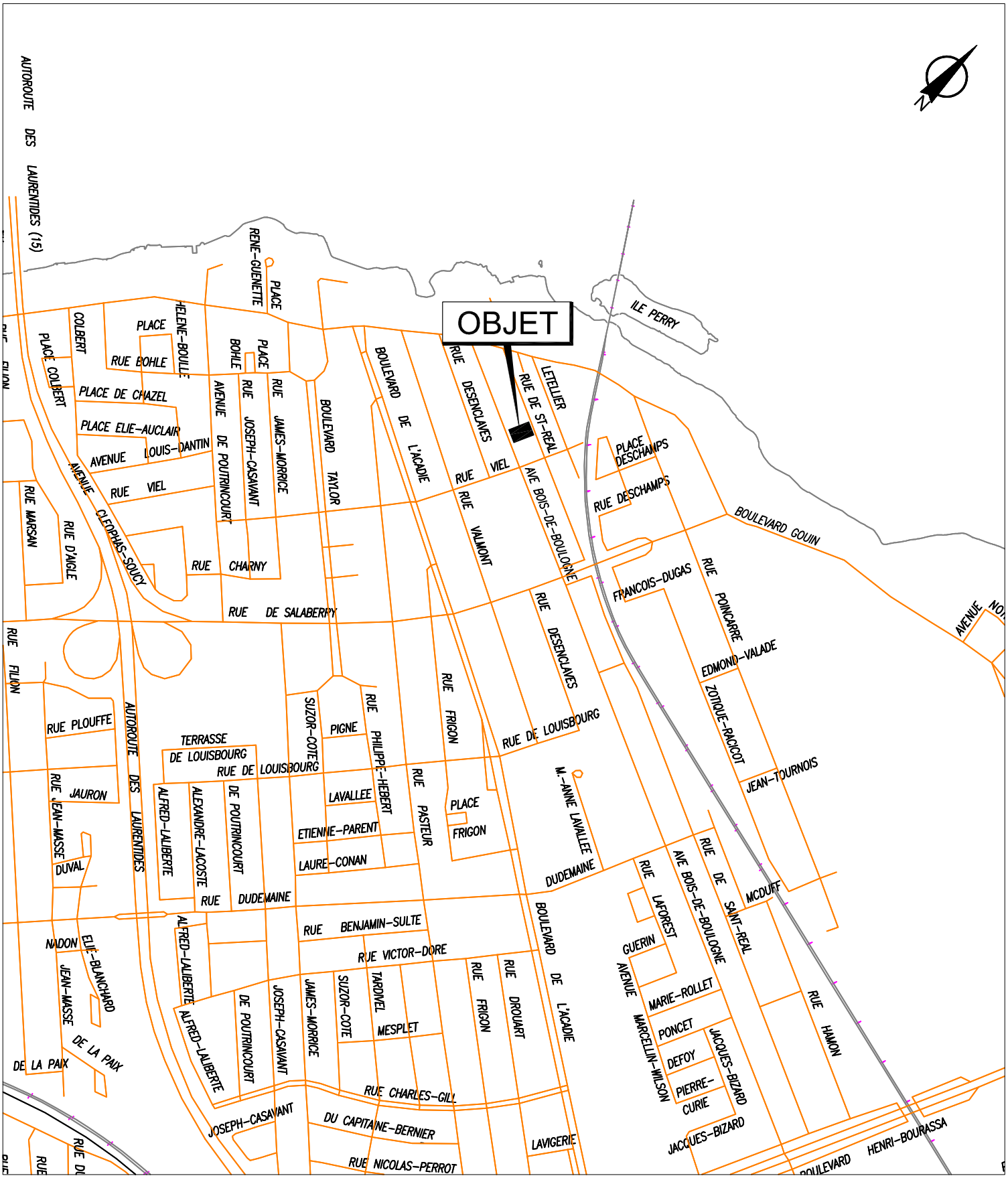
Denis SAUVÉ
Chef de division

Tél : 514 872-2125
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Francine FORTIN	Marie-Claude LAVOIE
Directrice des transactions immobilières et de la sécurité	Directrice de service SGPI
Tél : 514-868-3844	**Tél :** 514 872-1049
Approuvé le : 2017-08-25	**Approuvé le :** 2017-08-28

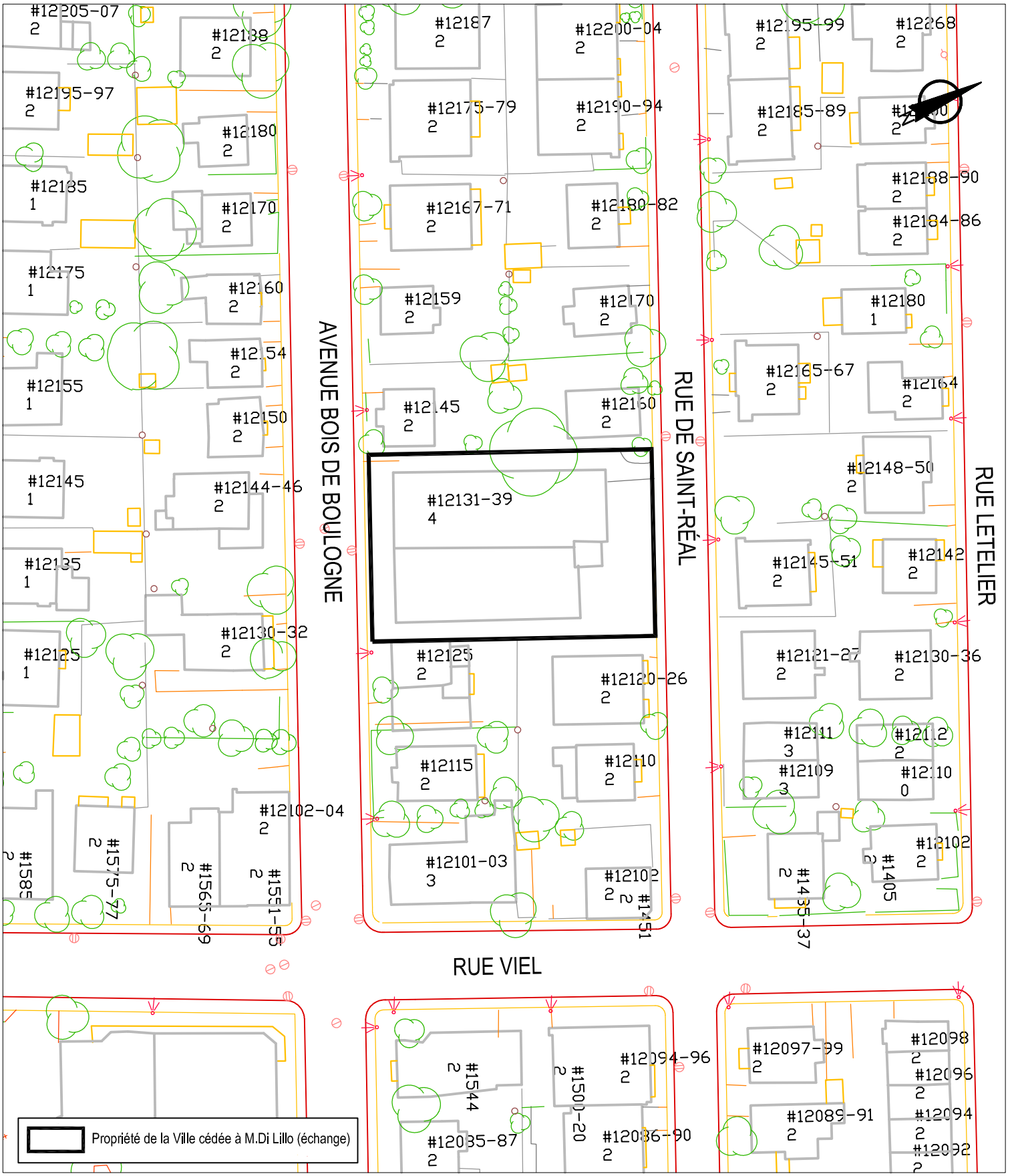


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Ahuntsic-Cartieville
Montréal

Plan A : plan de localisation
Dossier : 31H12-005-1549-05
31H12-005-1350-01
Dessinateur : CL
Échelle : -
Date : 20-08-15

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

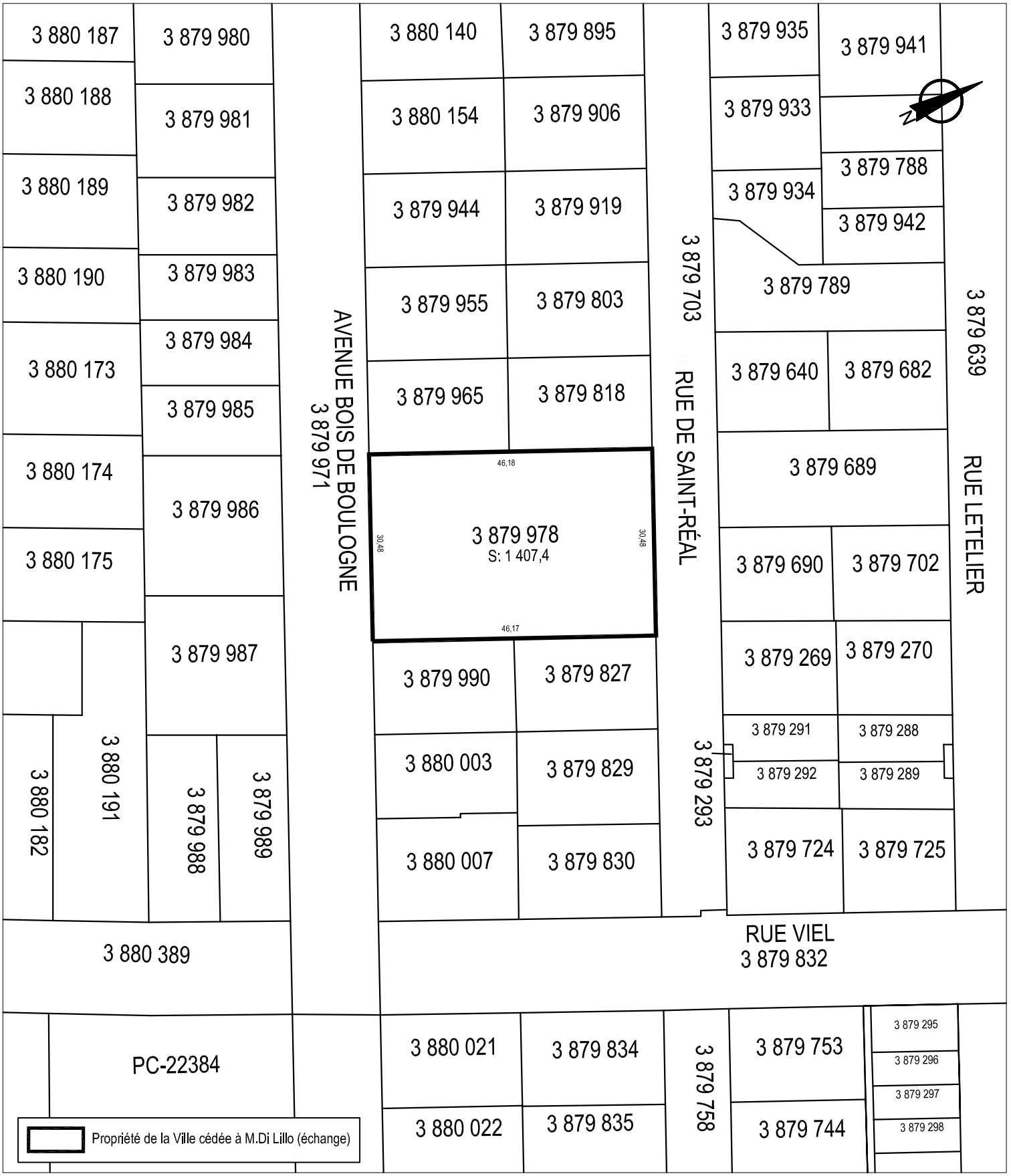


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Ahuntsic-Cartierville
Montréal

Plan B : plan de l'utilisation du sol
Dossier : 31H12-005-1549-05
31H12-005-1350-01
Production : CL
Échelle : 1:800
Date : 20-08-15

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

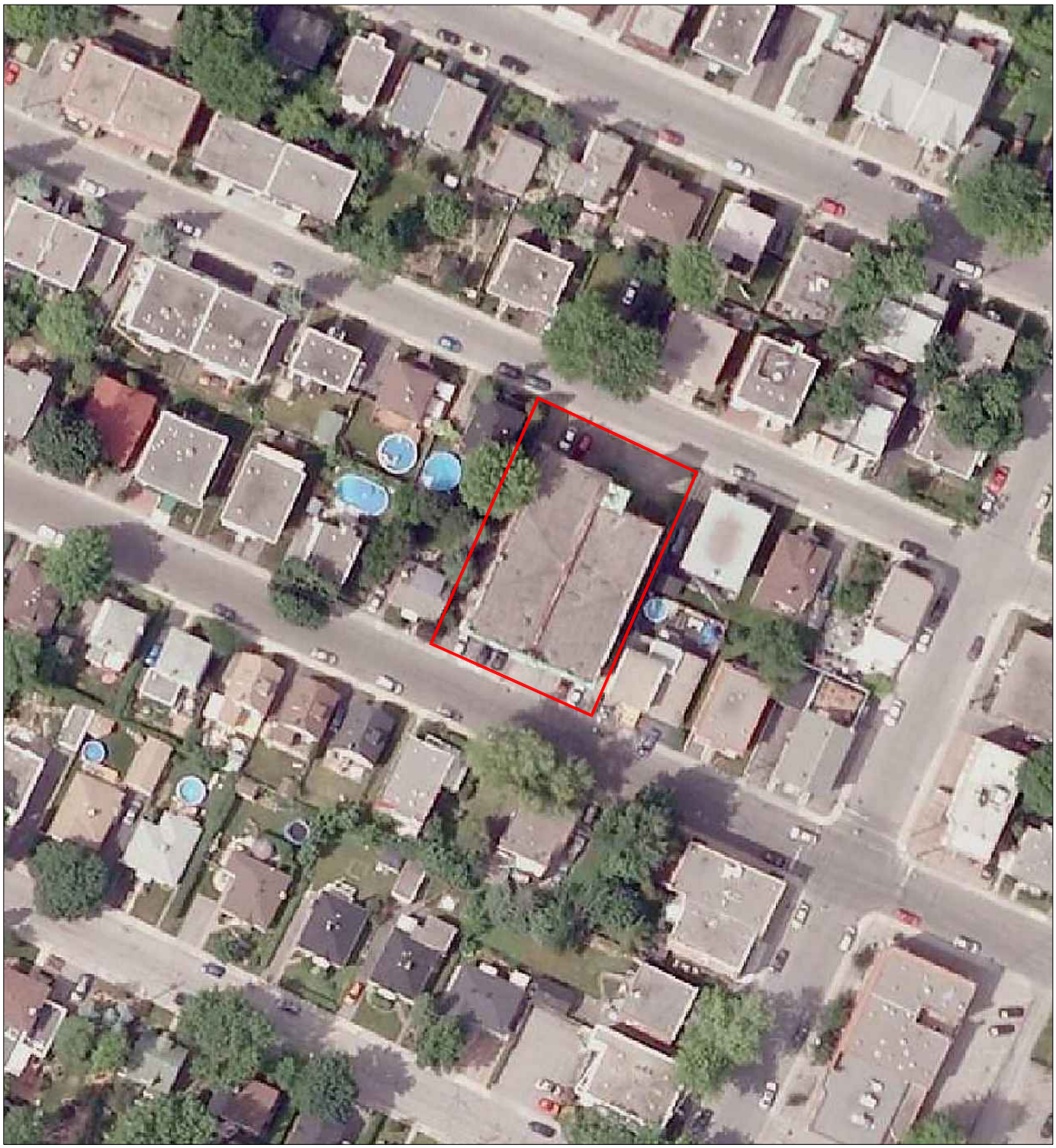


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Ahuntsic-Cartierville
Montréal

Plan C : plan de cadastre
Dossier : 31H12-005-1549-05
31H12-005-1350-01
Production : CL
Échelle : 1:800
Date : 20-08-15

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

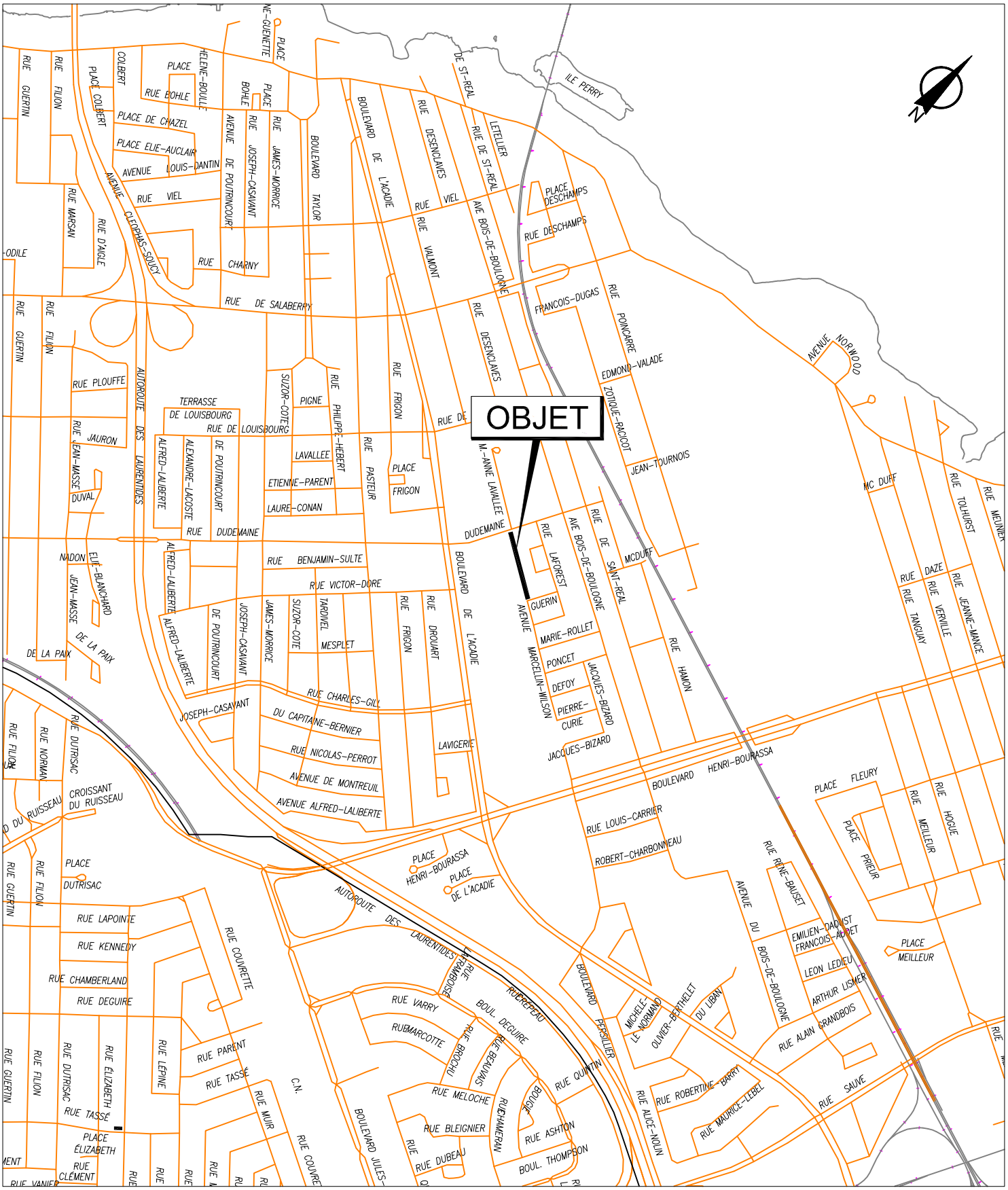


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Ahuntsic-Cartieville
Montréal

Plan P : photo aérienne
Dossier : 31H12-005-1549-05
31H12-005-1350-01
Production : CL
Échelle : -
Date : 20-08-15

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

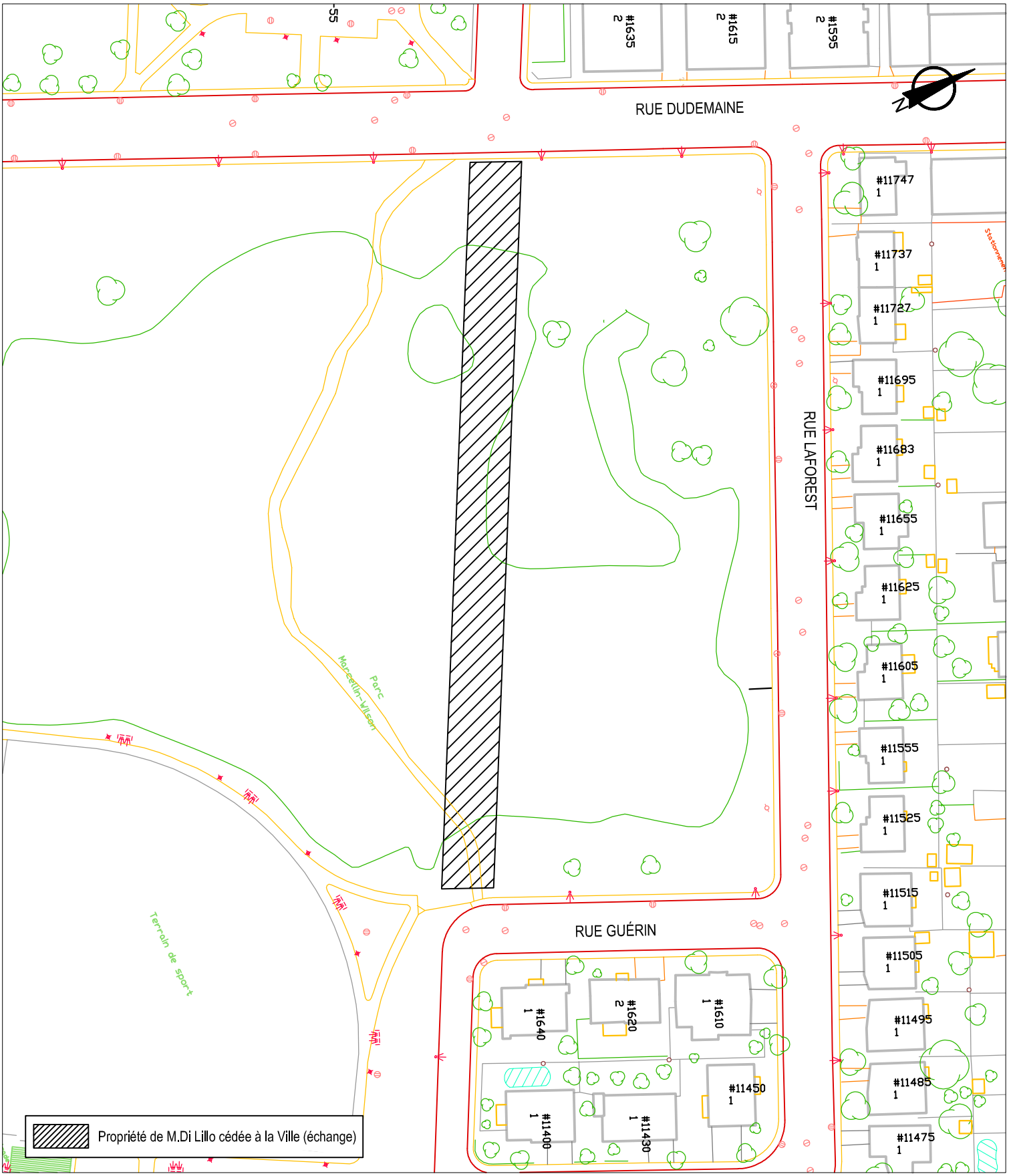


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Ahuntsic-Cartieville
Montréal

Plan A : plan de localisation
Dossier : 31H12-005-1350-01
31H12-005-1549-05
Production : CL
Échelle : -
Date : 20-08-15

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

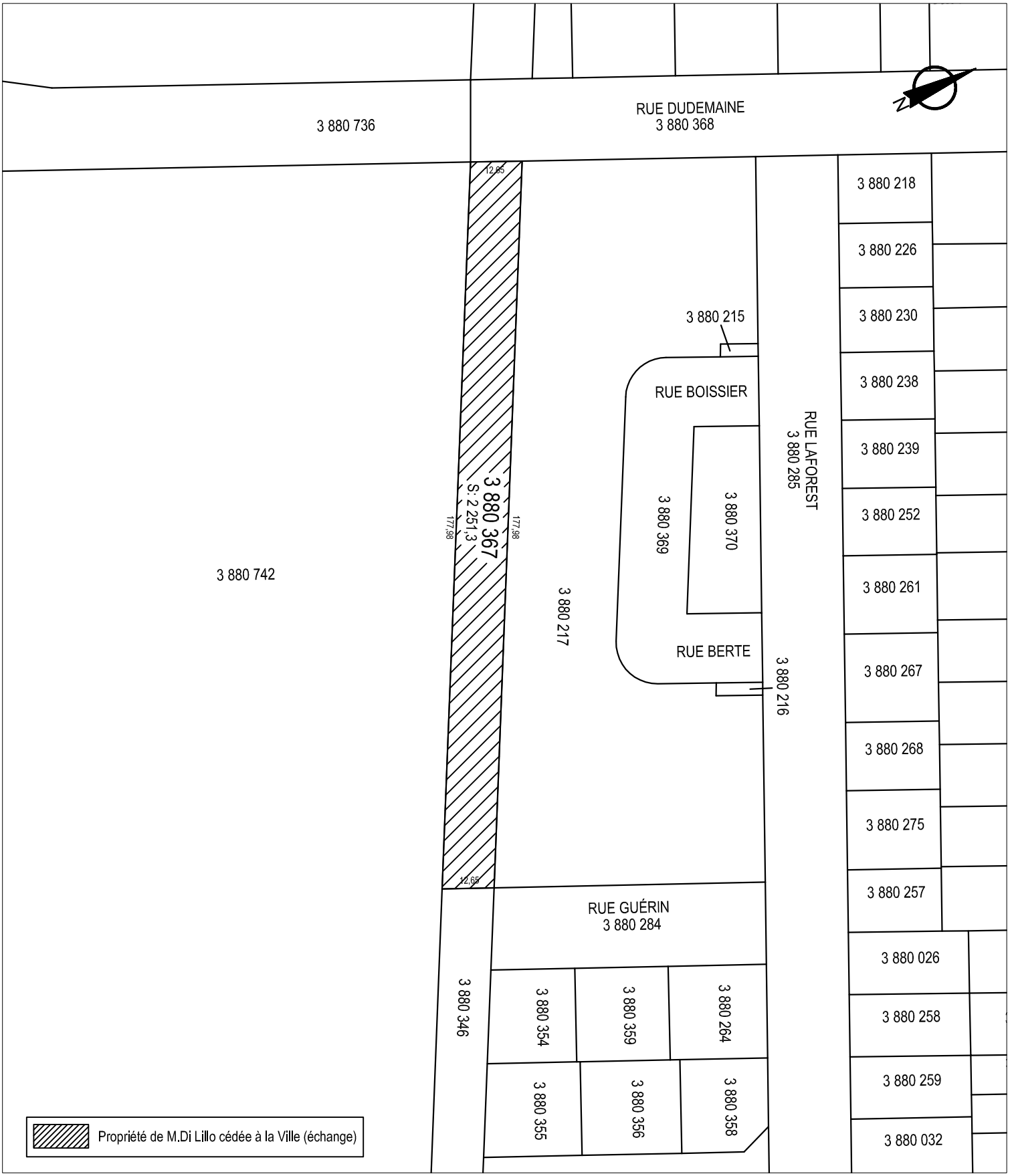


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Ahuntsic-Cartieville
Montréal

Plan B : plan de l'utilisation du sol
Dossier : 31H12-005-1350-01
31H12-005-1549-05
Production : CL
Échelle : 1:1200
Date : 20-08-15

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Ahuntsic-Cartieville
Montréal

Plan C : plan de cadastre
Dossier : 31H12-005-1350-01
31H12-005-1549-05
Production : CL
Échelle : 1:1200
Date : 20-08-15

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Ahuntsic-Cartieville
Montréal

Plan P : photo aérienne
Dossier : 31H12-005-1350-01
31H12-005-1549-05
Production : CL
Échelle : -
Date : 20-08-15

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.



Avenue Bois-de-Boulogne



Rue de Saint-Réal

PROMESSE D'ÉCHANGE

9114-6183 QUÉBEC inc., ayant sa place d'affaire au 9800, boul. du Golf, dans la ville de Montréal, arrondissement d'Anjou, province de Québec, HIJ 2Y7, représenté aux présentes par Monsieur Mario Di Lillo, Président

Ci-après collectivement désignés le « **Promettant-Acquéreur** ».

LEQUEL promet d'acheter de la Ville de Montréal, personne morale de droit public constituée le premier (1er) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* (ci-après la « Charte »), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6 (ci-après la « **Ville** ») aux prix et conditions ci-dessous énoncées, **l'immeuble décrit au paragraphe 1.1** des présentes.

1. DÉFINITIONS

1.1 **Immeuble Ville** : Le terrain connu et désigné comme étant le lot 3 879 978 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, situé en front sur l'avenue Bois-de-Boulogne au nord-ouest de la rue Viel, et montré à titre indicatif par un liséré sur les plans B et C ci-annexés, lequel comporte une superficie de 1 407,4 mètres carrés, avec un bâtiment dessus érigé, portant les numéros 12131 à 12139 avenue Bois-de-Boulogne à Montréal (ci-après le « Bâtiment »);

1.2 **Immeuble Promettant-Acquéreur** : Le terrain connu et désigné comme étant le lot 3 880 367 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, situé dans le parc Marcelin-Wilson entre les rues Dudemaine et Guérin, lequel comporte une superficie de 2 251,3 mètres carrés;

1.3 **Représentant de la Ville** :
Roger Grondines, conseiller en immobilier
Tél. : 514 872-2042
Téléc. : 514 872 8350
rgrondines@ville.montreal.qc.ca

2. CONSIDÉRATION

2.1 Le Promettant-Acquéreur convient d'acquitter le prix correspondant à la valeur de l'Immeuble Ville, excluant les taxes de vente applicables, le cas échéant, par la cession et le transfert à la Ville de l'Immeuble Promettant-Acquéreur connu comme étant le lot 3 880 367 du cadastre du Québec, tel qu'identifié au paragraphe 1.2 des présentes, le tout sans soulte, et ce, aux conditions suivantes :

2.1.1 L'Immeuble Promettant-Acquéreur sera libre de toute hypothèque, charge et droit de quelque nature que ce soit ;

2.1.2 L'Immeuble Promettant-Acquéreur sera cédé sans aucune garantie et aux risques et périls de la Ville ;

2.1.3 Toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, auront été payées par le Promettant-Acquéreur ;

2.1.4 Il devra être stipulé au projet d'acte qui sera préparé en application des présentes une renonciation par les parties au droit de reprise ;

2.1.5 **Le Promettant-Acquéreur autorise la Ville à accéder à l'Immeuble Promettant-Acquéreur pour que soit faite, aux frais de cette dernière et sous son entière responsabilité, une étude géotechnique et de caractérisation environnementale conforme à la politique du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (ci-après « MDDELCC ») pour une utilisation à**

INITIALES	DATE (AAAA-MM-JJ)
	2016-11-29

des fins de parc. Les lieux devront être remis dans leur état initial par la Ville, une fois son étude terminée, le cas échéant.

3. POSSESSION

Le Promettant-Acquéreur deviendra propriétaire de l'Immeuble et en acquerra la possession et l'occupation à la date de la signature de l'acte d'échange.

4. GARANTIE

Le Promettant-Acquéreur acquiert l'Immeuble Ville sans aucune garantie et à ses risques et périls.

Le Promettant-Acquéreur reconnaît que la Ville n'a aucune responsabilité relative aux titres de l'Immeuble Ville, celui-ci l'achetant à cet égard à ses seuls risques et périls, qu'il ait effectué ou non une vérification des titres.

Quant à l'état et à la qualité des sols et du sous-sol (ci-après les « **Sols** ») de l'Immeuble Ville et de toute construction, bâtiment ou ouvrage qui y est érigé, le cas échéant, incluant sans limitation, l'état de tout bâtiment, construction ou ouvrage le cas échéant, les matériaux composant le remblai, la présence potentielle de tout contaminant, polluant, substance toxique, matière ou déchet dangereux dans ou sur l'Immeuble Ville faisant l'objet de la présente promesse, le Promettant-Acquéreur reconnaît que la Ville n'a aucune responsabilité, celui-ci l'achetant également à cet égard à ses seuls risques et périls, et ce, qu'il ait effectué ou non une étude de caractérisation des Sols ou une inspection de toute construction, bâtiment ou ouvrage, le cas échéant.

Le Promettant-Acquéreur reconnaît qu'il ne peut en aucune manière invoquer la responsabilité de la Ville pour quelque motif que ce soit, tels les opinions ou rapports pouvant avoir été émis par les employés ou les mandataires de la Ville et il renonce à toute réclamation, action ou poursuite contre la Ville, notamment, à l'égard des titres, de la condition des Sols de même que des bâtiments, constructions et ouvrages situés sur l'Immeuble Ville, le cas échéant, telles obligations devant lier également les ayants droit du Promettant-Acquéreur.

5. DOSSIER DE TITRES

Le Promettant-Acquéreur s'engage à n'exiger de la Ville aucun dossier de titres, certificat de recherche, état certifié des droits réels, plan ou certificat de localisation à l'égard de l'Immeuble Ville.

6. VÉRIFICATIONS DILIGENTES DU PROMETTANT-ACQUÉREUR

6.1 TITRES

Le Promettant-Acquéreur se réserve un délai de soixante (60) jours, à compter de la date de signature de la présente promesse, pour dénoncer au Représentant de la Ville, par écrit, tout vice ou irrégularité entachant les titres de propriété de l'Immeuble Ville. Le Promettant-Acquéreur accorde à la Ville un délai de quarante-cinq (45) jours suivant cette dénonciation pour permettre au Représentant de l'aviser par écrit :

6.1.1 De son intention de recommander à la Ville de remédier à ses frais aux vices ou irrégularités; ou

6.1.2 Qu'il ne pourra ou ne désire pas y remédier.

Suivant la réception par le Promettant-Acquéreur de tel avis du Représentant de la Ville, il se réserve un délai additionnel de quinze (15) jours pour aviser ce dernier, par écrit, qu'il choisit d'acheter l'Immeuble Ville avec les vices ou irrégularités allégués ou qu'il décide de retirer la présente promesse, le tout sans encourir de la Ville quelque recours que ce soit.

INITIALES	DATE (AAAA-MM-JJ)
	2016-11-29

À défaut d'avoir obtenu du Représentant de la Ville une réponse écrite, dans les quarante-cinq (45) jours d'une dénonciation, sur les mesures qu'il entend recommander à la Ville eu égard au vice ou irrégularité dénoncé ; ou si le Promettant-Acquéreur, dans les délais prescrits, décide de retirer sa promesse dans le cas où le titre de propriété est entaché de vices ou d'irrégularités que la Ville ne peut ou ne veut pas corriger, le Promettant-Acquéreur ne s'expose à quelque recours que ce soit de la part de la Ville.

6.2 ÉTUDE GÉOTECHNIQUE ET CARACTÉRISATION ENVIRONNEMENTALE DES SOLS DE L'IMMEUBLE ET INSPECTION DU BÂTIMENT

6.2.1 Le Promettant-Acquéreur se réserve un délai de soixante (60) jours, à compter de la date de signature de la présente promesse pour faire effectuer, à ses frais et sous son entière responsabilité, une étude géotechnique et de caractérisation environnementale, conforme avec la politique du MDDELCC pour une utilisation à des fins résidentielles.

Si les résultats de telles études démontrent qu'il y a une incompatibilité entre la qualité des Sols et l'usage projeté de l'Immeuble Ville, le Promettant-Acquéreur se réserve un délai additionnel de cinq (5) jours, suivant l'expiration du délai de soixante (60) jours prévu ci-dessus, pour aviser le Représentant de la Ville, par écrit, de son intention de retirer la présente promesse sans que le Promettant-Acquéreur ne s'expose à quelque recours que ce soit de la part de la Ville. Le Promettant-Acquéreur s'engage à remettre au Représentant de la Ville, avec tel avis de retrait, une copie conforme de toute étude effectuée, le tout sans frais pour la Ville. Dans un tel cas, le Promettant-Acquéreur a l'obligation de remettre l'Immeuble Ville en état.

6.2.2 Comme l'Immeuble Ville comporte un Bâtiment, le Promettant-Acquéreur se réserve un délai de soixante (60) jours, à compter de la date de signature de la présente promesse, pour faire effectuer, à ses frais et sous son entière responsabilité, une inspection du bâtiment.

Si les résultats de telle inspection démontrent que le bâtiment n'est pas conforme pour l'usage projeté de l'Immeuble, le Promettant-Acquéreur se réserve un délai additionnel de cinq (5) jours suivant l'expiration du délai de soixante (60) jours prévu ci-dessus pour aviser le Représentant de la Ville, par écrit, de son intention de retirer la présente promesse sans que le Promettant-Acquéreur ne s'expose à quelque recours que ce soit de la part de la Ville. Le Promettant-Acquéreur s'engage à remettre au Représentant de la Ville, avec tel avis de retrait, une copie conforme de toute inspection effectuée, le tout sans frais pour la Ville. Dans un tel cas, le Promettant-Acquéreur a l'obligation de remettre l'Immeuble Ville en état.

6.3 FRAIS ENCOURUS PAR LE PROMETTANT-ACQUÉREUR

Le Promettant-Acquéreur s'engage à payer, à l'entière exonération de la Ville, les frais, honoraires et déboursés encourus pour effectuer ses vérifications diligentes et, dans le cas où il procède à une étude géotechnique et de caractérisation des Sols ou à une inspection du Bâtiment, à remettre l'Immeuble Ville en état à ses frais, au plus tard, cinq (5) jours suivant l'expiration du délai de soixante (60) jours prévu au paragraphe 6.2 de la présente promesse.

6.4 PRÉSOMPTION D'IRRÉVOCABILITÉ DE LA PROMESSE

À défaut de se prévaloir, dans les délais prescrits, des vérifications diligentes qu'il se réserve le droit d'effectuer, la présente promesse sera réputée irrévocable. Le Promettant-Acquéreur déclare qu'il sera également réputé avoir renoncé à retirer sa promesse dans les cas suivants :

6.4.1 Il fait défaut de dénoncer au Représentant de la Ville, dans un délai de soixante (60) jours de la date de signature de la présente promesse, tout vice ou irrégularité entachant le titre de propriété; ou

INITIALES	DATE (AAAA-MM-JJ)
	2016-11-29

6.4.2 Il fait défaut de dénoncer au Représentant de la Ville, dans un délai d'au plus soixante-cinq (65) jours suivant la signature de la présente promesse, que les résultats de l'étude environnementale et de caractérisation des Sols ou l'inspection du Bâtiment qu'il a fait réaliser, le cas échéant, démontrent une incompatibilité entre la qualité des Sols ou du Bâtiment et l'usage projeté de l'Immeuble Ville; ou

6.4.3 Suivant réception, dans les délais prescrits, de la réponse du Représentant de la Ville eu égard à une dénonciation faite par le Promettant-Acquéreur en vertu du paragraphe 6.1, il fait défaut d'aviser ce dernier par écrit, dans un délai de quinze (15) jours, qu'il retire sa promesse.

Dans les cas où le Promettant-Acquéreur souhaite signer l'acte d'échange sans avoir effectué ses vérifications diligentes, il sera réputé y avoir renoncé.

6.5 RETRAIT SANS MOTIF DE LA PROMESSE PAR LE PROMETTANT-ACQUÉREUR

Dans les cas où la présente promesse est réputée irrévocable et que le Promettant-Acquéreur refuse ou néglige d'y donner suite, il déclare comprendre qu'il s'expose à des recours en dommages-intérêts, ainsi que dans les cas suivants :

6.5.1 Il retire sa promesse pour un motif autre que ceux prévus aux paragraphes 6.1 et 6.2 des présentes; ou

6.5.2 Il fait défaut de remettre l'Immeuble Ville en état, suite à l'examen effectué en vertu du paragraphe 6.2 des présentes; ou

6.5.3 Il refuse de signer l'acte d'échange dûment approuvé par les autorités municipales compétentes, dans les dix (10) jours de la réception d'un avis écrit du Représentant de la Ville lui enjoignant de signer l'acte.

7. OPÉRATION CADASTRALE PRÉALABLE

Le Promettant-Acquéreur n'a pas à prendre à sa charge les frais reliés à la préparation d'un plan ni les frais d'une opération cadastrale, puisqu'aucune de ces actions n'est requise pour son acquisition.

8. TAXES ET IMPOSITIONS FONCIÈRES

Le Promettant-Acquéreur s'engage à prendre à sa charge, à compter de la date de l'acte d'échange, toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, qui sont ou pourront être imposées sur l'Immeuble Ville.

9. ÉVALUATION MUNICIPALE

Le Promettant-Acquéreur s'engage à ne faire aucune demande pour diminution de l'évaluation de l'Immeuble Ville, du fait qu'il aurait été acquis pour un prix moindre que l'évaluation municipale telle qu'établie au rôle foncier de l'année courante, le Promettant-Acquéreur se réservant toutefois le droit de contester l'évaluation municipale pour tout autre motif.

RETRAIT DU DOMAINE PUBLIC

Si l'Immeuble Ville fait partie du domaine public de la Ville, la présente promesse est faite par le Promettant-Acquéreur, conditionnellement à ce que la Ville retire l'Immeuble Ville de son domaine public.

11. DESTINATION DE L'IMMEUBLE

Le Promettant-Acquéreur reconnaît que la vérification auprès des autorités municipales compétentes, y compris la Ville, quant à la conformité avec les lois et règlements en vigueur de tout aménagement ou construction qu'il entend réaliser sur l'Immeuble Ville ou destination

INITIALES	DATE (AAAA-MM-JJ)
	2016-11-29

qu'il entend lui donner, relève de sa seule responsabilité, et ce, même si le bénéficiaire de la promesse est la Ville.

12. TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES (TPS) ET TAXE DE VENTE DU QUÉBEC (TVQ)

Le Promettant-Acquéreur s'engage, à l'entière exonération de la Ville, à prendre à sa charge, le cas échéant, la TPS et la TVQ et, s'il est inscrit aux fins desdites taxes, il s'engage à fournir à la Ville ses numéros d'inscription, dans un délai de trente (30) jours suivant la signature de la présente promesse.

13. POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE DE LA VILLE

Le Promettant-Acquéreur reconnaît que la politique de gestion contractuelle de la Ville (la « **Politique** ») s'applique à l'acte d'échange résultant de la présente promesse, sous réserve des adaptations nécessaires. À cet égard, le Promettant-Acquéreur déclare et atteste solennellement :

13.1 Qu'il a pris connaissance de la Politique;

13.2 Qu'il comprend les termes et la portée de la Politique;

13.3 Que, si des communications d'influence ont eu lieu à l'occasion de la soumission de la promesse, elles l'ont été conformément à la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme*, au *code de déontologie des lobbyistes* et aux avis du commissaire au lobbyisme.

14. OBLIGATIONS DU PROMETTANT-ACQUÉREUR

En sus des obligations auxquelles le Promettant-Acquéreur est tenu, aux termes des présentes, il s'engage à respecter les obligations suivantes :

14.1 OBLIGATION DE CONSTRUIRE

Le Promettant-Acquéreur s'engage à réaliser un projet immobilier résidentiel sur l'Immeuble Ville à partir du Bâtiment, le tout en conformité avec les lois et règlements en vigueur, notamment le règlement d'urbanisme d'Ahuntsic-Cartierville. Aux fins de ce projet, le Promettant-Acquéreur devra investir, dans le Bâtiment, une somme minimale d'**UN MILLION CINQ CENT MILLE dollars (1 500 000 $)** en travaux de réparation, réfection et construction, incluant le coût des matériaux et de la main-d'œuvre, et ce, dans les **TRENTE-SIX (36) mois** de la date de la signature de l'acte d'échange.

À la fin des travaux, le Promettant-Acquéreur convient qu'il doit remettre à la Ville un certificat d'un architecte, en règle avec son ordre, attestant que la somme minimale d'**UN MILLION CINQ CENT MILLE dollars (1 500 000 $)** a été investie dans le Bâtiment. Le nombre **maximal** de logements est de seize (16) et le nombre **minimal** d'unités de stationnement est de seize (16).

14.2 UTILITÉS PUBLIQUES QUI SERONT INSTALLÉES PAR LE PROMETTANT-ACQUÉREUR

Dans tous les projets qu'il présentera, le Promettant-Acquéreur s'engage à ce que les réseaux de câblodistribution, de distribution d'énergie et de communication téléphonique soient souterrains. Tous les coûts reliés à la construction des conduits de la Commission des services électriques de Montréal (ci-après « CSEM), aux connexions, aux raccordements et aux branchements des bâtiments aux réseaux d'utilités publiques seront à la seule et entière charge du Promettant-Acquéreur. Celui-ci s'engage à négocier les ententes nécessaires avec les compagnies d'utilités publiques et à accorder toutes les servitudes requises ou jugées utiles. Il s'engage

INITIALES	DATE (AAAA-MM-JJ)
	2016-11-29

aussi à aviser et à se coordonner avec la CSEM, car cette dernière est chargée de planifier, concevoir, faire construire, entretenir, exploiter et administrer les réseaux de conduits souterrains de la Ville. La CSEM peut être jointe au numéro 514 384-6840.

14.3 CONDITION ENVIRONNEMENTALE DES SOLS

Les études de caractérisation environnementale des sols de l'Immeuble Ville phases I et II, de même que l'étude des matériaux susceptibles de contenir des matières réglementées ont été fournies par la Ville au Promettant-Acquéreur. Ces études donnent des renseignements sur l'état des sols. Ces études ne sont données qu'à titre informatif, elles n'engagent en rien la Ville.

14.4 OBLIGATION DE RÉHABILITER LES SOLS DE L'IMMEUBLE VILLE

La réhabilitation des sols de l'Immeuble Ville sera à l'entière responsabilité et aux frais du Promettant-Acquéreur et devra être complétée avant le début des travaux de réparation, réfection, et construction sur l'Immeuble Ville.

14.5 PRÉSENTATION DU PROJET PAR LE PROMETTANT-ACQUÉREUR ET APPROBATION DU PROJET PAR L'ARRONDISSEMENT

Tout projet de rénovation et de conversion du Bâtiment doit être approuvé par l'Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, conformément au *Règlement d'urbanisme* mentionné à l'article 14.1.

14.6 GARANTIES

Afin de garantir l'obligation souscrite par le Promettant-Acquéreur, en vertu du paragraphe 14.1 ci-dessus, il s'engage à insérer, dans l'acte qui sera préparé, une clause aux termes de laquelle la Ville pourra, en cas de défaut du Promettant-Acquéreur, demander la résolution de cet acte, conformément aux dispositions des articles 1742 et suivants du *Code civil du Québec*, le tout, sans préjudice à ses autres recours. Le Promettant-Acquéreur s'engage, dans la mesure où la Ville exerce sa clause résolutoire, à signer tout document pertinent pour y donner effet. Dans ce cas, la Ville redeviendra propriétaire de l'Immeuble Ville, libre de toute hypothèque, redevance, priorité ou charge quelconque, et le Promettant-Acquéreur consent à ce que la Ville conserve la Considération prévue à l'article 2.1, ainsi que les bâtiments, impenses, améliorations et additions sur l'Immeuble Promettant-Acquéreur, à titre de dommages-intérêts liquidés, sans aucune indemnité pour le Promettant-Acquéreur et les tiers.

14.7 AUTRES CONDITIONS CONCERNANT L'IMMEUBLE PROMETTANT-ACQUÉREUR

À la date de la signature de l'acte d'échange, le Promettant-Acquéreur s'assurera qu'aucun bail, droit d'occupation, contrat de service, contrat de gestion, hypothèque ou autre entente n'affecte l'Immeuble Promettant-Acquéreur et que tout impôt, taxe, cotisation ou autre charge réclamé par quelque autorité ayant juridiction soit payé.

15. FINANCEMENT DE L'IMMEUBLE

15.1 ENGAGEMENT CONDITIONNEL DU PROMETTANT-ACQUÉREUR

Le Promettant-Acquéreur déclare que son engagement à consentir la clause résolutoire prévue au paragraphe 14.6 ci-dessus est conditionnel à ce que l'acte d'échange contienne un engagement de la Ville aux termes duquel cette dernière s'engage à accorder une mainlevée de ladite clause résolutoire pour lui permettre de financer la construction, la réfection et la réparation du Bâtiment sur l'Immeuble Ville, aux conditions suivantes :

15.1.1 Le Promettant-Acquéreur fournit à la Ville, avec sa demande de mainlevée, une copie de l'offre de financement hypothécaire pour l'Immeuble Ville, émise à son nom par un prêteur institutionnel autorisé à faire affaire au Québec;

INITIALES	DATE (AAAA-MM-JJ)
	2016-11-29

15.1.2 Le Promettant-Acquéreur fournit à la Ville, en plus des documents mentionnés au paragraphe 15.1.3 ci-après, une copie du permis de transformation pour le Bâtiment ;

15.1.3 Le Promettant-Acquéreur aura remis un rapport préparé par un expert accrédité par le MDDELCC confirmant que la réhabilitation des sols de l'Immeuble Ville a été complétée, conformément aux normes de ce ministère pour l'usage résidentiel, ainsi qu'un autre rapport préparé par un consultant reconnu en cette matière confirmant que les travaux d'enlèvement des matériaux du Bâtiment montrant la présence de mercure, de BPC, de peinture au plomb ou de moisissures ont été réalisés, conformément aux règles de l'art, et qu'il a disposé de ceux-ci avec respect de la réglementation en vigueur. La remise de ces rapports à la Ville n'a pas et ne doit pas être interprétée comme une obligation de la Ville de s'assurer que ces travaux ont été faits correctement, mais a uniquement pour but de confirmer que ceux-ci ont été réalisés.

15.2 Le Promettant-Acquéreur reconnaît que, nonobstant toute mainlevée accordée par la Ville, cette dernière conserve tous ses droits et recours personnels à l'encontre du Promettant-Acquéreur eu égard aux obligations souscrites par ce dernier en vertu du paragraphe 14.1 des présentes.

16. ACTE D'ÉCHANGE

L'acte d'échange sera rédigé par le notaire de la Ville et reçu devant lui. Les frais administratifs pour cet acte, le coût des copies et de la publication seront aux frais de la Ville.

17. ATTESTATIONS

Le Promettant-Acquéreur fait les déclarations suivantes et s'en porte garant :

17.1 Il est un résident canadien au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C. (1985) c. 1 (5^{e} suppl.)) et de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, c. I-3);

17.2 Il prend les engagements souscrits aux termes des présentes, étant pleinement informé du fait que, pendant la durée de validité de sa promesse prévue à l'article 20 des présentes, il est le seul à y être lié et que la présente ne pourra produire d'effets à l'égard de la Ville, tant que l'instance décisionnelle de cette dernière n'aura pas approuvé le projet d'acte d'échange donnant suite à la présente promesse;

17.3 Les délais mentionnés dans la présente promesse sont de rigueur et sont calculés de la façon suivante :

17.3.1 Le jour qui marque le point de départ n'est pas compté, mais celui qui marque l'échéance ou la date limite du délai l'est, à moins qu'il s'agisse d'un jour non juridique, tel que ce terme est défini à l'article 6 du *Code de procédure civile du Québec*;

17.3.2 Les jours non juridiques sont comptés; cependant, lorsque la date d'échéance ou la date limite est un jour non juridique, celle-ci est reportée au premier jour juridique suivant;

17.3.3 Si la promesse fait référence à une date spécifique qui est un jour non juridique, l'échéance est reportée au premier jour juridique suivant cette date.

17.4 Il s'engage à assumer les frais et honoraires de tout courtier ou professionnel qu'il a mandaté, le cas échéant, pour l'assister aux fins des présentes.

INITIALES	DATE (AAAA-MM-JJ)
	2016-11-29

17.5 État civil et régime matrimonial : Monsieur Mario Di Lillo déclare être MARIÉ

Monsieur Raffaele Di Lillo déclare être MARIÉ

18. ENTENTE COMPLÈTE

L'acte d'échange constituera l'entente complète entre le Promettant-Acquéreur et la Ville, quant à son objet, lequel annulera toutes les ententes précédentes à ce sujet, notamment la présente promesse.

19. INDIVISIBILITÉ

Le Promettant-Acquéreur reconnaît que les obligations contenues aux présentes sont indivisibles et pourront être réclamées en totalité de chacun de ses héritiers, légataires ou représentants légaux, conformément à l'article 1520 du *Code civil du Québec*. Il en sera également de même, le cas échéant, à l'égard de toute caution ou acquéreur de l'Immeuble ou de l'Assemblage ainsi qu'à l'égard de leurs héritiers, légataires ou représentants légaux.

20. VALIDITÉ DE LA PROMESSE

La présente promesse constitue un engagement unilatéral et irrévocable du Promettant-Acquéreur jusqu'à 23 heures 59, le 30 mai 2017. À défaut par l'instance décisionnelle compétente de la Ville d'approuver l'acte d'échange donnant suite à la présente promesse dans ce délai, cette promesse deviendra nulle et non avenue, sans aucune possibilité de recours de la part du Promettant-Acquéreur ou de la Ville.

Bien que le présent document ait été fourni par la Ville, le Promettant-Acquéreur reconnaît qu'il a eu l'opportunité d'en négocier librement les clauses et de consulter son conseiller juridique.

21. SIGNATURE

Le Promettant-Acquéreur a signé cette promesse en deux exemplaires après l'avoir lue et acceptée, à Montréal, ce • deux mille •.

9114-6183 QUÉBEC INC.

M. Raffaele Di Lillo _____

M. Mario Di Lillo _____

N/Réf. : 31H12-005-1549-05 (mandat n° 09-0065-S)

INITIALES	DATE (AAAA-MM-JJ)
	2016-11-29

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1161027013

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal cède à 9114-6183 Québec inc., à des fins résidentielles, tous ses droits, titres et intérêts, dans l'immeuble sis au 12131-12139, avenue Bois-de-Boulogne, connu et désigné comme étant le lot 3 879 978 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, en échange duquel 9114-6183 Québec inc. cède à la Ville, à des fins de parc, un terrain connu comme étant le lot 3 880 367 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, situé entre les rues Dudemaine et Guérin, au sud de la rue Laforest, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, le tout sans soulte / Désaffecter de son utilité publique la caserne Bois-de-Boulogne située sur le lot 3 879 978 du cadastre du Québec. N/Réf. : 31H12-005-1350-03

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous avons reçu la confirmation de Me Rachel Couture, notaire selon laquelle son client est en accord avec les termes et conditions du présent projet d'acte d'échange et qu'il est prêt à le signer comme tel, et ce, sans modification. Le pouvoir de désaffecter du domaine public la caserne de pompiers située sur le lot 3 897 978 du cadastre du Québec est une matière qui en l'espèce relève du conseil d'agglomération en vertu du Décret concernant l'agglomération de Montréal et le pouvoir de vendre les lots visés relève quant à lui du conseil municipal en vertu de l'article 34.1 de la Charte de la Ville de Montréal. Il est possible de traiter ces deux pouvoirs décisionnels dans un seul et même sommaire décisionnel pour simplifier la procédure. En vertu de l'article 57 de la Loi sur l'exercice de certains compétences municipales dans certaines agglomération et suivant la décision d'orientation du conseil municipal, le conseil d'agglomération pourra approuver et signer le présent acte d'échange. Ce véhicule procédural permet donc ici à toutes instances compétentes de se prononcer sur les questions soumises. Relativement à la portion que la Ville acquiert à des fins de parcs, il s'agit d'une compétence d'arrondissement en vertu de l'article 130 de la Charte de la Ville de Montréal. Ainsi, un autre sommaire décisionnel a été constitué (1161027007) et devra être approuvé par le conseil d'arrondissement d'Ahunstic-Cartierville, sans quoi la présente transaction ne pourra avoir lieu.

FICHIERS JOINTS



Acte d'échange - version finale.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Pier ROY
Notaire
Tél : 514-872-4159

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-07-05

Marie-Andrée SIMARD
Chef de division - notaire
Tél : 514-872-8323
Division : Services des affaires juridiques - Droit contractuel

1161027013 (16-003668)

CODE : R1074
Échange
Minute :

L'AN DEUX MILLE DIX-SEPT,
le

DEVANT **M^e^ Marie-Pier ROY**, notaire à Montréal, province de Québec, Canada.

COMPARAISSENT :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier (1er) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* (RLRQ, c. C-11.4), étant aux droits de l'ancienne Ville de Montréal en vertu de l'article 5 de sa Charte, ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* et des résolutions suivantes :

a) de la résolution numéro CM , adoptée par le conseil municipal à sa séance du

b) de la résolution numéro CG06 0006, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du vingt-trois (23) janvier deux mille six (2006);

c) de la résolution numéro CG , adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du

d) de la résolution CA● ●, adoptée par le conseil d'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville à sa séance du ;

copie certifiée de ces résolutions demeurent annexées aux présentes après avoir été reconnues véritables et signées pour identification par le représentant avec et en présence de la notaire soussignée

Avis d'adresse : 6 019 444

Ci-après nommée la « **Ville** »

ET

9114-6183 QUÉBEC INC., société par actions constituée le vingt et un mars deux mille deux (21-03-2002) sous le régime de la partie 1A de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), maintenant régie par la *Loi sur les sociétés par actions* (RLRQ, c. S-31.1) sous l'autorité de son article 716, immatriculée au registre des entreprises (Québec), sous le numéro 1160683919, ayant son siège au 9800, boulevard du Golf, à Montréal, province de Québec, H1J 2Y7, agissant et représentée par **Mario DI LILLO**, son président, dûment autorisé aux fins des présentes, en vertu d'une résolution du conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le_____ deux mille dix-sept (2017), copie certifiée de cette résolution demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence de la notaire soussignée

Ci-après nommée la « **Société** »

La **Ville** et la **Société** sont également collectivement désignées aux présentes comme étant les « **Parties** ».

LESQUELLES PARTIES, PRÉALABLEMENT À L'ÉCHANGE QUI FAIT L'OBJET DES PRÉSENTES, DÉCLARENT CE QUI SUIT :

ATTENDU que la **Ville** est propriétaire du lot **TROIS MILLIONS HUIT CENT SOIXANTE-DIX-NEUF MILLE NEUF CENT SOIXANTE-DIX-HUIT (3 879 978)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal (**Immeuble A**).

ATTENDU QUE la **Ville** ne voit pas d'avantage à conserver l'**Immeuble A,** compte tenu qu'il ne sert plus à des fins de caserne de pompiers.

ATTENDU que la **Société** désire acquérir, à titre d'échange, l'**Immeuble A** appartenant à la **Ville** à des fins de développement résidentiel.

ATTENDU que la **Société** est propriétaire du lot **TROIS MILLIONS HUIT CENT QUATRE-VINGT MILLE TROIS CENT SOIXANTE-SEPT (3 880 367)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal (**Immeuble B**).

ATTENDU que la **Ville** désire acquérir, à titre d'échange et pour assemblage, le lot appartenant à la **Société** à des fins de parc.

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. PRÉAMBULE

1.1 Le préambule fait partie intégrante du présent acte.

2. OBJET DU CONTRAT

2.1 La **Ville** cède et transfère à la **Société**, à titre d'échange, l'**Immeuble A** connu et désigné comme étant :

DÉSIGNATION

Le lot **TROIS MILLIONS HUIT CENT SOIXANTE-DIX-NEUF MILLE NEUF CENT SOIXANTE-DIX-HUIT (3 879 978**) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville.

Avec bâtisse dessus érigée portant les numéros civiques 12131-12139, avenue Bois-de-Boulogne, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, à Montréal, ci-après nommé le « **Bâtiment** ».

2.2 En échange, la **Société** cède et transfère à la **Ville**, à titre d'échange, l'**Immeuble B** connu et désigné comme étant :

DESIGNATION

Le lot **TROIS MILLIONS HUIT CENT QUATRE-VINGT MILLE TROIS CENT SOIXANTE-SEPT (3 880 367)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, arrondissement d'Ahuntsic-

Cartierville.

3. ORIGINE DU DROIT DE PROPRIÉTÉ

3.1 La **Ville** est propriétaire de l'**Immeuble A** pour l'avoir acquis de John P. Grace aux termes d'un acte de vente reçu devant Me Robert A. Dunton, notaire, le quatre juin mil neuf cent treize (04-06-1913) et publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le vingt-sept juin mil neuf cent treize (27-06-1913), sous le numéro 248 834.

3.2 La **Société** est propriétaire de l'**Immeuble B** pour l'avoir acquis de Raffaele Di Lillo et Mario Di Lillo aux termes d'un acte de vente reçu devant Me Rachel Couture, notaire, le onze juillet deux mille seize (11-07-2016) et publié de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le onze juillet deux mille seize (11-07-2016), sous le numéro 22 468 929.

4. GARANTIES

4.1 Immeuble A

L'**Immeuble A** est cédé en échange sans aucune garantie et aux risques et périls de la **Société**.

Sans limiter la généralité de ce qui précède, la **Société** reconnaît que la **Ville** n'a aucune responsabilité relative aux titres ainsi qu'à l'égard de l'état et de la qualité du sol et du sous-sol de l'**Immeuble A** (les « **Sols de** l'**Immeuble A** ») et de toute construction, bâtiment ou ouvrage qui y est érigé, le cas échéant, incluant, sans limitation, les matériaux composant le remblai, la présence potentielle de tout contaminant, polluant, substance toxique, matière ou déchet dangereux dans ou sur l'**Immeuble A**, la **Société** l'acquérant à ses seuls risques et périls qu'elle ait effectué ou non une vérification des titres, une inspection de toute construction, bâtiment ou ouvrage, le cas échéant et une étude de caractérisation des **Sols de l'Immeuble A**.

La **Société** reconnaît qu'elle ne peut en aucune manière invoquer la responsabilité de la **Ville** pour quelque motif que ce soit, tels que les opinions ou rapport pouvant avoir été émis par les employés ou les mandataires de la **Ville** et il renonce à toute réclamation, action ou poursuite contre la **Ville**, notamment, à l'égard des titres, de la condition des **Sols de** l'**Immeuble A** de même que des bâtiments, constructions et ouvrages situés sur l'**Immeuble A**, le cas échéant.

4.2 Immeuble B

L'**Immeuble B** est cédé en échange sans aucune garantie et aux risques et périls de la **Ville**.

Sans limiter la généralité de ce qui précède, la **Ville** reconnaît que la

Société n'a aucune responsabilité relative aux titres ainsi qu'à l'égard de l'état et de la qualité du sol et du sous-sol de l'**Immeuble B** (les « **Sols de** l'**Immeuble B** ») et de toute construction, bâtiment ou ouvrage qui y est érigé, le cas échéant, incluant, sans limitation, les matériaux composant le remblai, la présence potentielle de tout contaminant, polluant, substance toxique, matière ou déchet dangereux dans ou sur l'**Immeuble B**, la **Ville** l'acquérant à ses seuls risques et périls qu'elle ait effectué ou non une vérification des titres, une inspection de toute construction, bâtiment ou ouvrage, le cas échéant et une étude de caractérisation des **Sols de l'Immeuble B**.

La **Ville** reconnaît qu'elle ne peut en aucune manière invoquer la responsabilité de la **Société** pour quelque motif que ce soit, tels les opinions ou rapports pouvant avoir été émis par les employés ou les mandataires de la **Société** et elle renonce à toute réclamation, action ou poursuite contre la **Société**, notamment, à l'égard des titres, de la condition des **Sols de l'Immeuble B** de même que des bâtiments, constructions et ouvrages situés sur l'**Immeuble B**, le cas échéant.

5. POSSESSION

5.1 La **Société** devient propriétaire de tous les droits que la **Ville** détient ou pourrait prétendre détenir dans l'**Immeuble A** à compter de ce jour, avec possession et occupation immédiates.

5.2 La **Ville** devient propriétaire de tous les droits que la **Société** détient ou pourrait prétendre détenir dans l'**Immeuble B** à compter de ce jour, avec possession et occupation immédiates.

6. DOSSIER DE TITRES

6.1 Aucune des **Parties** n'est tenue de fournir à l'autre quelque titre, certificat de localisation, certificat de recherche, plan ou état certifié des droits que ce soit.

7. ATTESTATIONS DES PARTIES

7.1 Attestations de la Société

La **Société** déclare :

7.1.1 qu'elle est une personne morale résidente canadienne au sens de la *Loi sur l'impôt sur le revenu* (L.R.C. (1985), ch. 1 (5e suppl.)) et de *la Loi sur les impôts* (RLRQ, chapitre I-3);

7.**1.2** qu'elle possède les pouvoirs et l'autorité nécessaires pour signer le présent acte et pour exécuter les obligations qui en découlent. Sa signature du présent acte et l'exécution de ses obligations qui en découlent ont fait l'objet de toutes les autorisations nécessaires et n'exigent aucune mesure, ni aucun consentement

de quiconque, ni aucun enregistrement ou envoie d'avis auprès de quiconque, ni aucune mesure ni aucun consentement aux termes d'une loi lui étant applicable;

7.1.3 que l'**Immeuble B** est libre de toute hypothèque, redevance, priorité ou charge quelconque;

7.1.4 qu'aucun bail, droit d'occupation, contrat de service, contrat de gestion ou toute autre entente de même nature n'affecte l'**Immeuble B**;

7.1.5 que les impôts fonciers échus relatifs à l'**Immeuble B** ont été acquittés sans subrogation jusqu'à ce jour.

7.2 Attestations de la Ville

La **Ville** déclare :

7.2.1 qu'elle est une personne morale de droit public résidente canadienne au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C. (1985), ch. 1 (5e suppl.)) et de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, chapitre I-3).

8. OBLIGATIONS DE LA SOCIÉTÉ

8.1 La **Société** s'oblige à :

8.1.1 prendre l'**Immeuble A** dans l'état où il se trouve actuellement, sujet à toute servitude, le cas échéant, déclarant l'avoir vu et examiné à sa satisfaction;

8.1.2 vérifier elle-même, auprès de toutes les autorités compétentes, y compris la **Ville**, que tout aménagement ou construction qu'elle entend réaliser sur l'**Immeuble A** ainsi que toute destination qu'elle entend lui donner est conforme aux lois et règlements en vigueur;

8.1.3 payer, le cas échéant, à compter des présentes, selon leur échéance respective, toutes taxes municipales et scolaires générales ou spéciales ou autres impôts pouvant affecter l'**Immeuble A**;

8.1.4 ne faire aucune demande pour diminution de l'évaluation de l'**Immeuble A**, du fait qu'il aurait été acquis pour un prix moindre que l'évaluation municipale telle qu'établie au rôle foncier de l'année courante, la **Société** se réservant toutefois le droit de contester cette évaluation pour tout autre motif;

8.2 OBLIGATION DE CONSTRUIRE

8.2.1 La **Société** s'engage à réaliser un projet immobilier résidentiel (ci-après nommé le « **Projet** ») sur l'**Immeuble A**, en conformité avec les lois et règlements applicables, notamment avec le

règlement d'urbanisme de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville.

8.2.2 Aux fins de ce **Projet**, la **Société** devra investir une somme minimale d'**UN MILLION CINQ CENT MILLE DOLLARS (1 500 000,00 $)** en travaux de réparation, réfection et construction, incluant le coût des matériaux et de main-d'œuvre.

8.2.3 Ces travaux devront être complétés dans un délai de **TRENTE-SIX (36)** mois à compter de la date des présentes. Pour les fins de la présente disposition, les travaux de construction sont réputés complétés lorsque les fondations sont établies et que les murs, le revêtement extérieur, les fenêtres et la toiture sont installés, le tout suivant les règles de l'art.

8.2.4 Le **Projet** devra contenir au maximum **SEIZE (16)** logements et au minimum **SEIZE (16)** unités de stationnement.

8.2.5 À la fin de ces travaux, la **Société** devra remettre à la **Ville** un certificat d'architecte, en règle avec l'ordre des architectes du Québec, attestant que la somme minimale d'**UN MILLION CINQ CENT MILLE DOLLARS (1 500 000,00 $)** a été investie dans le **Projet** et que le nombre minimal de logements et d'unités de stationnement a été respecté.

8.3 OBLIGATION DE DÉCONTAMINER

8.3.1 La **Société** s'engage, avant de débuter le **Projet** mentionné à l'article 8.2 ci-dessus, à réhabiliter, à ses frais, les **Sols de l'Immeuble A** afin de les rendre conformes aux exigences de la *Politique de protection des sols et de réhabilitation des terrains contaminés* du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (ci-après nommé le « **MDDELCC** ») et de la *Loi sur la qualité de l'environnement*.

8.3.2 À la fin des travaux, la **Société** devra remettre à la **Ville** un document signé par un expert accrédité par le **MDDELCC** confirmant que la réhabilitation des sols contaminés de l'**Immeuble A** a été complétée selon les normes environnementales en vigueur.

8.4 ENGAGEMENTS CONCERNANT LES UTILITÉS PUBLIQUES

La **Société** s'engage à:

8.4.1 ce que les réseaux de câblodistribution, de distribution d'énergie et de communication téléphonique de son **Projet** soient souterrains;

8.4.2 assumer tous les coûts reliés à la construction des conduits de la Commission des services électriques de Montréal (**CSEM**), aux connexions, aux raccordements et aux branchements des

bâtiments aux réseaux d'utilités publiques;

8.4.3 négocier les ententes nécessaires avec les compagnies d'utilités publiques et à accorder toutes les servitudes requises ou jugées utiles;

8.4.4 aviser la **CSEM** et à se coordonner avec cette dernière pour planifier, concevoir, construire, entretenir, exploiter et / ou administrer les réseaux de conduits souterrains de la **Ville**.

9. OBLIGATIONS DE LA VILLE

La **Ville** s'oblige à :

9.1 prendre l'**Immeuble B** dans l'état où il se trouve actuellement, sujet à toute servitude, le cas échéant, déclarant l'avoir vu et examiné à sa satisfaction;

9.2 Assumer le coût des frais administratifs reliés aux présentes, le coût de la publication au registre foncier et des copies requises, dont une pour la **Société**. Tous autres honoraires professionnels de quelque nature que ce soit seront à la charge de la partie les ayant initiés.

10. GARANTIES CONCERNANT L'OBLIGATION DE CONSTRUIRE

10.1 DROIT DE RÉSOLUTION

Au cas de défaut de la **Société** de se conformer à l'**OBLIGATION DE CONSTRUIRE** mentionnée aux termes de l'article 8.2 des présentes, la **Ville** pourra, si elle le juge à propos et sans préjudice à ses autres recours, demander la résolution de la présente vente, conformément aux dispositions des articles 1742 et suivants du *Code civil du Québec*, le tout sans préjudice à ses autres recours et la **Société** s'engage alors à signer tout document pertinent pour y donner effet. Dans ce cas, la **Ville** redeviendra propriétaire de l'**Immeuble A** libre de toute hypothèque, redevance, priorité ou charge quelconque, et il est convenu entre les **Parties** qu'elle aura le droit de conserver l'**Immeuble B** reçu à titre d'échange, ainsi que les bâtiments, impenses, améliorations et additions sur l'**Immeuble A**, à titre de dommages-intérêts liquidés, sans aucune indemnité pour la **Société** et les tiers.

10.2 MAINLEVÉE

La **Ville** consent à accorder mainlevée de son droit de résolution prévu à l'article précédent, afin de permettre à la **Société** d'affecter l'**Immeuble A** d'une hypothèque pour la construction du **Projet**, et ce, aux conditions suivantes :

10.2.1 que la **Société** ait respecté son **OBLIGATION DE DÉCONTAMINER** prévue à l'article 8.3 des présentes;

10.2.2 que la **Société** ait minimalement effectué les travaux

d'enlèvement des matériaux reliés au **Bâtiment** situé sur l'**Immeuble A** montrant la présence de mercure, de BPC, de peinture au plomb ou de moisissures, ci-après nommés « **Travaux d'Enlèvement** »;

10.2.3 que la **Société** soumette sa demande de mainlevée par écrit à la **Ville** à l'attention du Chef de division, à l'adresse mentionnée au titre « **ÉLECTION DE DOMICILE** » ci-après.

10.3 DOCUMENTS ACCOMPAGNANT LA DEMANDE DE MAINLEVÉE

À des fins de recevabilité, la demande de la **Société** devra être accompagnée des documents suivants :

10.3.1 une copie de l'offre de financement hypothécaire pour l'**Immeuble A** émise au nom de la **Société** par un prêteur institutionnel autorisé à faire affaires au Québec;

10.3.2 une copie de son permis de construction et/ou transformation pour le **Projet**;

10.3.3 un rapport préparé par un expert accrédité par le **MDDELCC** confirmant que la réhabilitation des **Sols de l'Immeuble A** a été complétée conformément aux normes de ce ministère pour l'usage résidentiel;

10.3.4 un rapport préparé par un consultant reconnu en cette matière attestant que les **Travaux d'Enlèvement** ont été réalisés conformément aux règles de l'art et que la disposition de ces matériaux a été faite en conformité avec la règlementation en vigueur.

10.4 RECOURS PERSONNELS

La **Ville** se réserve néanmoins tout droit et recours personnel à l'encontre de la **Société** eu égard aux obligations souscrites par ce dernier aux termes de cet acte et, sans limiter la généralité de ce qui précède, celles souscrites à l'article 8.2, soit l'**OBLIGATION DE CONSTRUIRE**, nonobstant toute mainlevée accordée par la **Ville**.

11. FERMETURE

11.1 La **Ville** déclare que l'**Immeuble A** est désaffecté de son utilité publique en vertu de la résolution du conseil d'agglomération mentionnée en 3e lieu dans sa comparution ci-dessus.

12. RÉPARTITIONS

12.1 Immeuble A

L'**Immeuble A** est compris dans une unité d'évaluation inscrite au nom de la Ville et est, à ce titre, jusqu'à la date des présentes, exempt de taxes foncières municipales et scolaires en vertu des dispositions de l'article 204 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (RLRQ, c. F-2.1).

12.2 Immeuble B

La **Ville** déclare que l'**Immeuble B** lui appartenant sera exempt de taxes foncières, municipales et scolaires, en vertu des dispositions de l'article 204 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (RLRQ, c. F-2.1) à compter des présentes. En conséquence, la **Ville** remboursera à la **Société**, le cas échéant, toute portion de taxes municipales payée en trop. Par ailleurs, le Comité de la gestion de la taxe scolaire de l'Île de Montréal remboursera à la **Société**, le cas échéant, toute portion de taxes scolaires payée en trop sous réserve des dispositions de l'article 245 de la loi précitée. De plus, la **Société** reconnaît que tout remboursement de taxes municipales ou scolaires, le cas échéant, se fera uniquement après la modification du rôle d'évaluation foncière résultant du présent échange.

13. POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE DE LA VILLE

13.1 La **Ville** a adopté une politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et elle a remis copie de ladite politique à la **Société**.

13.2 En vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires).

14. SOULTE

14.1 Les **Parties** ont établi, d'un commun accord, la valeur des immeubles échangés à SIX CENT DIX MILLE DOLLARS (610 000,00$) chacun. En conséquence, le présent échange est fait sans soulte, DONT QUITTANCE TOTALE ET FINALE.

15. RENONCIATION AU DROIT DE REPRISE DES COÉCHANGISTES

15.1 Chacune des **Parties** renonce au droit des coéchangistes de reprendre l'immeuble transféré, tel que prévu à l'article 1797 du *Code civil du Québec*, sous la réserve expresse de son droit de réclamer des dommages-intérêts selon ce même article, au cas où elle serait évincée de l'immeuble reçu en échange.

16. DÉCLARATIONS RELATIVES À LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES (TPS.) ET À LA TAXE DE VENTE DU QUÉBEC (TVQ.)

16.1 Le présent échange exclut la T.P.S. et la T.V.Q.

16.2 **<u>Acquisition par la Société de l'Immeuble A</u>**

16.2.1 La **Ville** déclare que l'**Immeuble A** était, immédiatement avant la signature des présentes, une immobilisation de la **Ville** utilisée principalement dans son entreprise.

16.2.2 En conséquence, la présente vente est taxable selon les dispositions de la *Loi sur la taxe d'accise* et de la *Loi sur la taxe de vente du Québec*.

16.2.3 Les **Parties** déclarent que la valeur de la contrepartie est de SIX CENT DIX MILLE DOLLARS (610 000,00$).

16.2.4 La TPS représente la somme de TRENTE MILLE CINQ CENTS DOLLARS (30 500,00$) et la TVQ représente la somme de SOIXANTE MILLE HUIT CENT QUARANTE-SEPT DOLLARS ET CINQUANTE CENTS (60 847,50 $).

16.2.5 La **Société** déclare que ses numéros d'inscrit sont les suivants :

T.P.S. : 858171689RT0001
T.V.Q. : 1201665201TQ0001

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées ni ne sont en voie de l'être.

16.2.6 En conséquence, la **Société** effectuera lui-même le paiement de la T.P.S. et de la T.V.Q. auprès des autorités fiscales concernées, à l'entière exonération de la **Ville**.

16.3 **<u>Acquisition par la Ville de l'Immeuble B</u>**

16.3.1 La **Société** déclare que l'**Immeuble B** était, immédiatement avant la signature des présentes, une immobilisation du vendeur utilisée principalement dans son entreprise.

16.3.2 En conséquence, la présente vente est taxable selon les dispositions de la *Loi sur la taxe d'accise* et de la *Loi sur la taxe de vente du Québec*.

16.3.3 Les **Parties** déclarent que la valeur de la contrepartie est de SIX CENT DIX MILLE DOLLARS (610 000,00$).

16.3.4 La TPS représente la somme de TRENTE MILLE CINQ CENTS DOLLARS (30 500,00$) et la TVQ représente la somme de SOIXANTE MILLE HUIT CENT QUARANTE-SEPT DOLLARS ET CINQUANTE CENTS (60 847,50 $).

16.3.5 La **Ville** déclare que ses numéros d'inscrit sont les suivants :

T.P.S. : 121364749RT0001
T.V.Q. : 1006001374TQ0002

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées ni ne sont en voie de l'être.

16.3.6 En conséquence, la **Ville** effectuera elle-même le paiement de la T.P.S. et de la T.V.Q. auprès des autorités fiscales concernées, à l'entière exonération de la **Société**.

17. DÉCLARATION RELATIVE À L'AVANT-CONTRAT

17.1 Les **Parties** conviennent que les seules relations juridiques les liant sont constatées par le présent contrat qui annule toutes ententes ou conventions antérieures, concernant les immeubles échangés.

18. DÉLAIS

18.1 Les délais mentionnés aux présentes sont de rigueur. Toutefois, pour déterminer le défaut de la **Société** en raison de quelque délai fixé dans cet acte, on doit tenir compte de tout retard apporté par la **Ville** elle-même, lorsque tel retard peut raisonnablement empêcher ou retarder l'accomplissement par la **Société** de ses engagements, ainsi que de toute force majeure, auquel cas les délais seront étendus d'autant.

19. ÉLECTION DE DOMICILE

19.1 Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement aux présentes est suffisant, s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire à l'adresse indiquée ci-dessous :

19.1.1 Élection de domicile de la Ville

La **Ville** fait élection de domicile au 303, rue Notre-Dame Est, Montréal, province de Québec, H2Y 3Y8 et tout avis doit être

adressé à l'attention du Chef de division évaluation et transactions immobilières.

19.1.2 Élection de domicile de la Société

La **Société** fait élection de domicile au 9800, boulevard du Golf, à Montréal, province de Québec, H1J 2Y7 et tout avis doit être adressée à l'attention de monsieur Mario Di Lillo, président. Dans le cas où elle changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la **Ville** sa nouvelle adresse, la **Société** fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

20. CLAUSES INTERPRÉTATIVES

20.1 Lorsque le contexte l'exige, tout mot écrit au singulier comprend aussi le pluriel et vice versa, tout mot écrit au masculin comprend aussi le féminin et vice versa, et tout mot désignant des personnes désigne les sociétés, compagnies ou corporations.

20.2 L'insertion de titres aux présentes est aux fins de référence seulement et n'affecte aucunement leur interprétation.

20.3 Chaque disposition des présentes est indépendante et distincte, de sorte que si l'une quelconque de ces dispositions est déclarée nulle ou non exécutoire, ceci n'affectera aucunement la validité des autres dispositions des présentes ou leur force exécutoire.

21. MENTIONS EXIGÉES EN VERTU DE L'ARTICLE 9 DE LA LOI CONCERNANT LES DROITS SUR LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES

Les **Parties** aux présentes font les déclarations suivantes :

a) Le cédant de l'**Immeuble A** et cessionnaire de l'**Immeuble B** est : **VILLE DE MONTRÉAL**.

b) Le cédant de l'**Immeuble B** et cessionnaire de l'**Immeuble A** est : **9114-6183 QUÉBEC INC.**

c) Le siège de la **VILLE DE MONTRÉAL** est situé au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6.

d) Le siège de **9114-6183 QUÉBEC INC.** est situé au 9800, boulevard du Golf, Montréal, province de Québec, H1J 2Y7.

e) Les immeubles échangés sont entièrement situés sur le territoire de la Ville de Montréal.

f) Le montant de la contrepartie pour le transfert de l'**Immeuble A**, selon le cédant et le cessionnaire, est de SIX CENT DIX MILLE DOLLARS (610 000,00 $).

g) Le montant constituant la base d'imposition du droit de mutation de l'**Immeuble A**, selon le cédant et le cessionnaire, est de SIX CENT DIX MILLE DOLLARS (610 000,00 $).

h) Le montant du droit de mutation pour l'**Immeuble A** est de HUIT MILLE DEUX CENT DOLLARS (8 200,00 $).

i) Le montant de la contrepartie pour le transfert de l'I**mmeuble B**, selon le cédant et le cessionnaire, est de SIX CENT DIX MILLE DOLLARS (610 000,00 $).

j) Le montant constituant la base d'imposition du droit de mutation de l'**Immeuble B**, selon le cédant et le cessionnaire, est de SIX CENT DIX MILLE DOLLARS (610 000,00 $).

k) Le montant du droit de mutation pour l'**Immeuble B** est de HUIT MILLE DEUX CENT DOLLARS (8 200,00 $);

l) EXONÉRATION : Il y a exonération du paiement du droit de mutation quant à l'**Immeuble B** cédé à la **Ville**, cette dernière étant un organisme public définit à l'article 1 de la loi et bénéficie, en conséquence, de l'exonération du paiement du droit de mutation conformément aux dispositions de l'article 17a) de la loi.

m) Le présent acte d'échange ne concerne pas un transfert à la fois d'immeubles corporels et de meubles visés à l'article 1.0.1 de la loi précitée.

DONT ACTE à Montréal, sous le numéro
des minutes de la notaire soussignée.

LECTURE FAITE, les parties signent en présence de la notaire soussignée.

9114-6183 QUÉBEC INC.

par : _____
Mario DI LILLO

VILLE DE MONTRÉAL

par : _____

_____
M^e^ Marie-Pier ROY, notaire

14.

Vraie copie de la minute demeurée en mon étude.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.45

2017/09/28 17:00

(1)

Dossier # : 1177723001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Réseau artériel à l'échelle de l'agglomération
Projet :	Plan de transport
Objet :	Décréter le renouvellement d'une réserve foncière, à des fins de rues, sur une partie du lot 3 632 717 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, située à Pointe-Claire et appartenant à Placements CFIC Pointe-Claire inc. / Mandater le Service des affaires juridiques de la Ville pour entreprendre toutes les procédures requises à cet effet / Mandater le Service de la gestion et planification immobilière pour négocier l'acquisition du site. N/Réf. : 31H05-005-6726-03

Il est recommandé :

1. de décréter le renouvellement de la réserve foncière, à des fins de rues, sur une partie du lot 3 632 717 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;
2. de mandater le Service des affaires juridiques de la Ville pour entreprendre toutes les procédures requises à cet effet;
3. de mandater le Service de la gestion et de la planification immobilière, Direction des transactions immobilières et de la sécurité, Division des transactions immobilières, pour négocier l'acquisition de cet immeuble.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-08-18 15:51

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1177723001**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Réseau artériel à l'échelle de l'agglomération
Projet :	Plan de transport
Objet :	Décréter le renouvellement d'une réserve foncière, à des fins de rues, sur une partie du lot 3 632 717 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, située à Pointe-Claire et appartenant à Placements CFIC Pointe-Claire inc. / Mandater le Service des affaires juridiques de la Ville pour entreprendre toutes les procédures requises à cet effet / Mandater le Service de la gestion et planification immobilière pour négocier l'acquisition du site. N/Réf. : 31H05-005-6726-03

CONTENU

CONTEXTE

Le prolongement du boulevard Jacques-Bizard (le « Projet ») fait partie du réseau routier à compléter, comme identifié dans le Plan de transport et dans le Plan d'urbanisme de Montréal. Ce prolongement est également inscrit dans la liste des projets « Montréal 2025 » ainsi que dans le schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal 2015. Le corridor Jacques-Bizard est situé à l'ouest de l'île de Montréal, entre deux importantes artères aux conditions de circulation difficiles (boulevards Saint-Jean et Saint-Charles). Actuellement, étant donné l'absence d'un lien nord-sud parallèle aux boulevards Saint-Jean et Saint-Charles, la demande de transport est globalement supérieure à l'offre dans le secteur à l'étude. Il s'ensuit des conditions de circulation difficiles avec des retards importants. Conséquemment, le prolongement du boulevard Jacques-Bizard et son raccordement à l'autoroute 40 (l'« A-40 ») et l'avenue Stillview permettront d'améliorer l'accessibilité des secteurs de part et d'autre de l'A-40, de mieux équilibrer les conditions de circulation de l'ouest de Montréal et de relier L'Île-Bizard directement à l'A-40.
Dans le cadre du Projet, une réserve foncière a été décrétée au mois de novembre 2015. En vertu de l'article 73 de la Loi sur l'expropriation, *une réserve pour fins publiques demeure en vigueur pour une période initiale de deux ans et, sur renouvellement, pour une période de deux autres années.* La période initiale de deux ans prenant fin en novembre 2017, le renouvellement de celle-ci est nécessaire pour permettre de compléter les démarches d'acquisition.

Soulignons qu'une autre partie de lot 3 632 717 du cadastre du Québec est visée par une réserve par le Procureur général du Québec agissant pour le ministère des Transports du Québec (MTQ) pour le compte de la Caisse de dépôt et placement du Québec(CDPQ) dans le cadre du projet de réseau électrique métropolitain (REM). Laquelle est enregistrée au bureau de la publicité et des droits sous le numéro 22 375 904 depuis le 8 juin 2016. La

complémentarité du projet de l'agglomération et du REM favorisera le transport intermodal entre le terminus d'autobus Fairview, l'éventuelle gare de la CDPQ et le boulevard Jacques-Bizard.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0692 - 26 novembre 2015 - Décréter l'imposition d'une réserve, à des fins de rue, sur une partie du lot 3 632 717 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal / Mandater le Service des affaires juridiques de la Ville pour entreprendre toutes les procédures requises à cet effet / Mandater le Service de la gestion et planification immobilière pour négocier l'acquisition du site
CA14 280231 - 2 septembre 2014 - Appuyer la résolution de la Ville de Kirkland (CM14 171) dans le cadre du corridor Jacques-Bizard - Demande adressée à la Ville de Montréal et au ministère des Transports du Québec**.** procéder à la réalisation du prolongement du corridor Jacques-Bizard et à la construction d'un viaduc à l'intersection du boulevard Jacques-Bizard et de l'autoroute 40;

CA07 290169 - 5 juin 2007 - Apppuyer les trois priorités suivantes que les maires des villes et des arrondissements de l'ouest de l'Île ont identifiées comme étant essentielles à l'amélioration et au développement futur du transport sur le territoire de l'Ouest de l'Île : l'échangeur Dorval, le boulevard dans l'emprise de l'A-440 et le prolongement du boulevard Jacques-Bizard;

CG06 0407 – 28 septembre 2006 - Approuver l'entente et l'acte de vente intervenus entre la Ville de Montréal et le Collège d'enseignement général et professionnel John Abbott, au montant de 2 692 700,82 $, représentant l'indemnité totale et finale, en capital et intérêts, payable à titre de propriétaire suite à l'expropriation des lots 3 632 716 et 3 632 719 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

DESCRIPTION

Le présent sommaire décisionnel a pour but de renouveler l'avis de réserve foncière sur une partie du lot 3 632 717 du cadastre du Québec, tel que montré à l'article 1 du plan B-3 Pointe-Claire, préparé par M. Vincent Villeneuve, arpenteur-géomètre, minute 183. Il s'agit d'un terrain vague d'une superficie de 9 055,8 m^2, appartenant à Placements CFIC Pointe-Claire inc. (Filiale The Cadillac Fairview Corporation Limited) localisé entre le boulevard Brunswick et l'autoroute Félix-Leclerc, au sud-ouest de l'avenue Fairview, voisin de l'usine de pompage de Pointe-Claire (l'« Immeuble »).

JUSTIFICATION

En attendant de poursuivre les démarches d'acquisition pour tous les lots, le renouvellement de la réserve initiale sur l'Immeuble visé par les présentes permettra de limiter la fluctuation de sa valeur en empêchant l'émission d'un permis de construction. Quant à l'avancement du projet de prolongement du boulevard Jacques-Bizard, celui-ci est en phase d'études (les études de concepts et de faisabilité ont déjà été finalisées), il restera à compléter les études d'avant projet ainsi que les études d'impacts environnementaux . Le projet a été présenté au comité corporatif de gestion des projets d'envergure (CCGPE) en mai 2015. Il s'agissait d'une recommandation du directeur général de poursuivre les acquisitions de terrains et les études, notamment celles économiques.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le fait d'imposer une réserve foncière ne nécessite aucune réserve financière. Cependant, un recours en dommages demeure possible advenant qu'une réserve ne soit pas suivie d'une acquisition ou d'une expropriation. Soulignons qu'une enveloppe budgétaire

conséquente et un programme triennal (PTI) sont déjà prévus par les Grands projets du Service des infrastructures voirie et transports (SIVT) pour acquérir les terrains nécessaires au prolongement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Actuellement, un seul circuit d'autobus nord-sud (ligne 207) dessert la population dans le secteur. En redonnant de la capacité véhiculaire dans l'axe nord-sud, le boulevard Jacques-Bizard facilitera l'implantation de mesures préférentielles pour bus (MPB) sur les autres axes du secteur. En ce qui a trait au transport actif, il sera possible d'accueillir des cyclistes sur la chaussée (voie de droite) de façon sécuritaire et un trottoir est prévu, pour les piétons, tout au long du boulevard Jacques-Bizard. Le prolongement du boulevard Jacques-Bizard fournit un accès alternatif au circuit en lui permettant d'accéder plus rapidement au terminus Fairview et à l'éventuelle gare du REM via le nouveau tronçon projeté. En effet, avec la station Pointe-Claire du REM, une étude de mobilité dans le secteur est en cours, elle préconise, dans une première phase, la réalisation d'un viaduc urbain Sommerset-Stillview, au-dessus de l'autoroute transcanadienne(A-40) menant des boulevards Brunswick à Hymus, pour accéder à la station. Le lot faisant partie de la réserve est inclus dans cette portion. Avec l'arrivée prochaine du REM, il est impératif de réaliser au moins la première phase du projet incluant un échangeur avec l'A-40, l'importance et la probabilité de réalisation augmente de manière significative, d'où la nécessité de maintenir la réserve sur le lot *3 632 71.* La deuxième phase consiste à prolonger le boulevard Jacques-Bizard jusqu'au boulevard Brunswick.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'absence de réserve laisserait la possibilité au propriétaire de faire des améliorations susceptibles d'augmenter le coût d'acquisition de l'Immeuble.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation juridique avec commentaire :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Cassandre LOUIS)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Rachid REKOUANE, Service des infrastructures_voirie et transports
Anne CASTONGUAY, Pierrefonds-Roxboro

Lecture :

Rachid REKOUANE, 24 juillet 2017
Anne CASTONGUAY, 18 juillet 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Charles-Maxime NADEAU
Conseiller en immobilier

Tél : 514 872-0541
Télécop. : 514 872-8350

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-07-13

Denis SAUVÉ
Chef de division

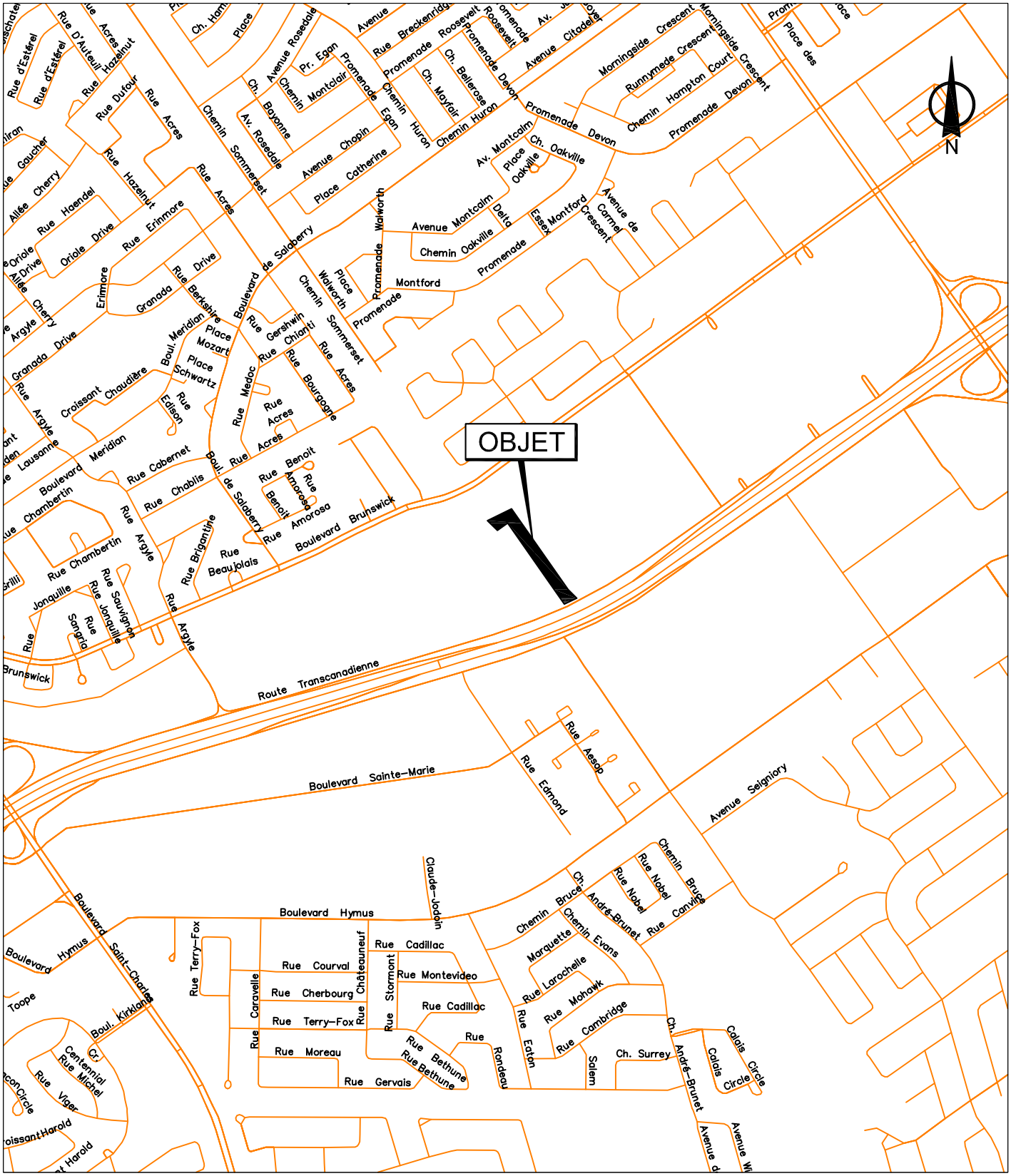
Tél : 514 872-2125
Télécop. : 514 872-8350

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières et de la sécurité
Tél : 514 868-3844
Approuvé le : 2017-08-17

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

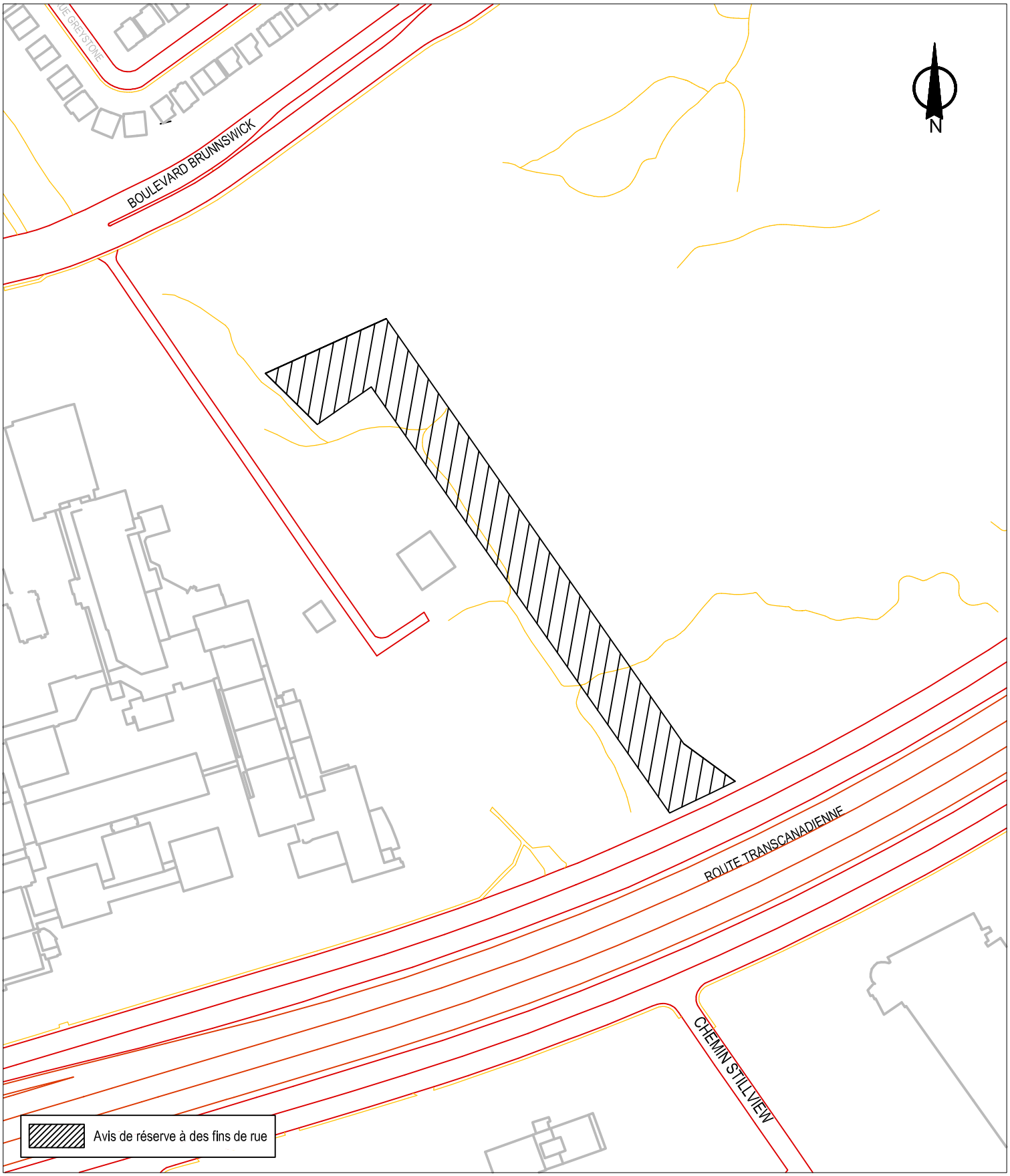
Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI
Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2017-08-18



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES ET DE LA SÉCURITÉ
DIVISION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Plan A: plan de localisation
Dossier: 31H05-005-6726-03
Dessinateur: JR
Échelle: -
Date: 12-07-2017

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement

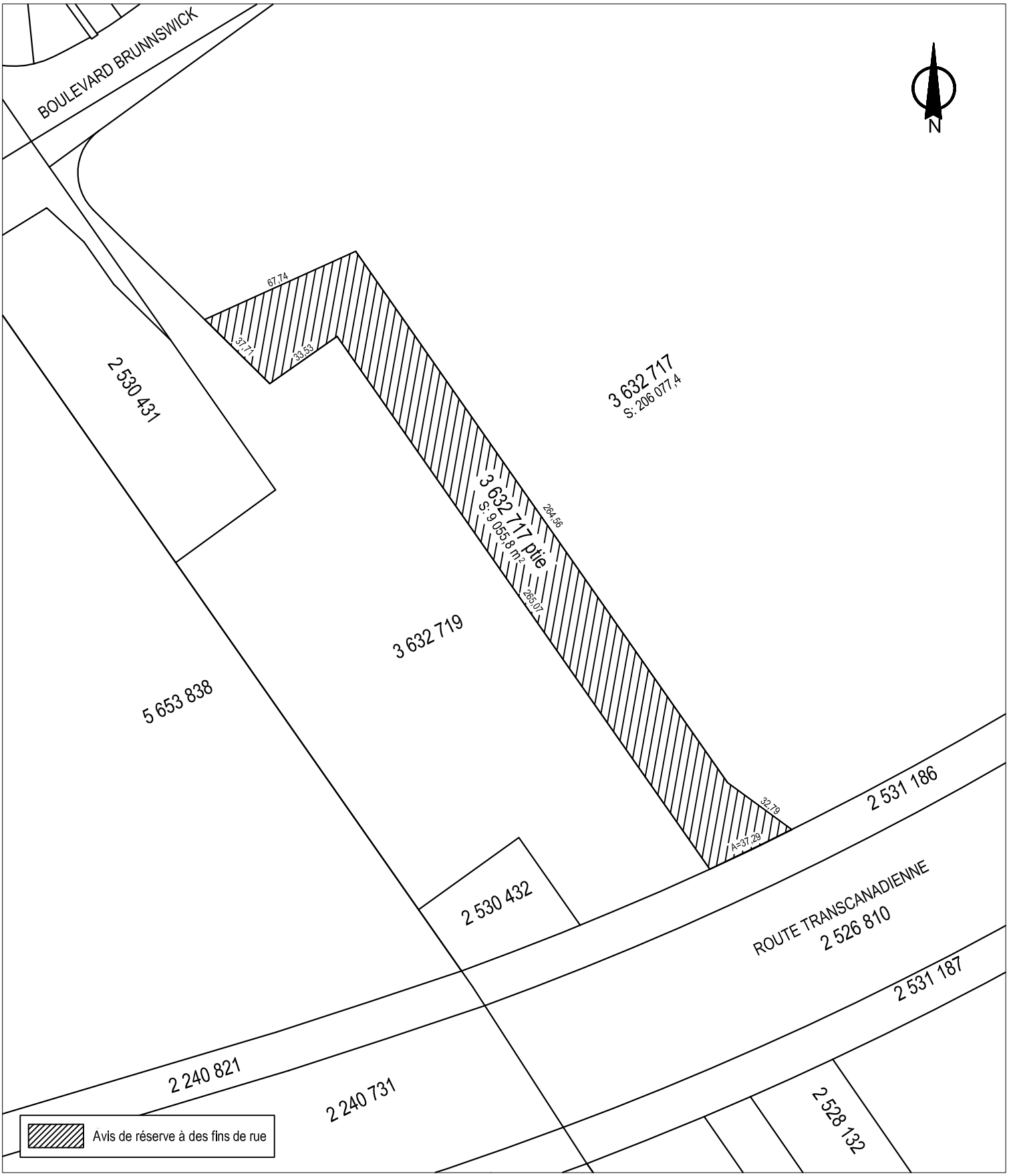


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Pointe-Claire

Plan C : plan de cadastre
Dossier : 31H05-005-6726-03
Production : CL
Échelle : 1:2500
Date : 09-10-15

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

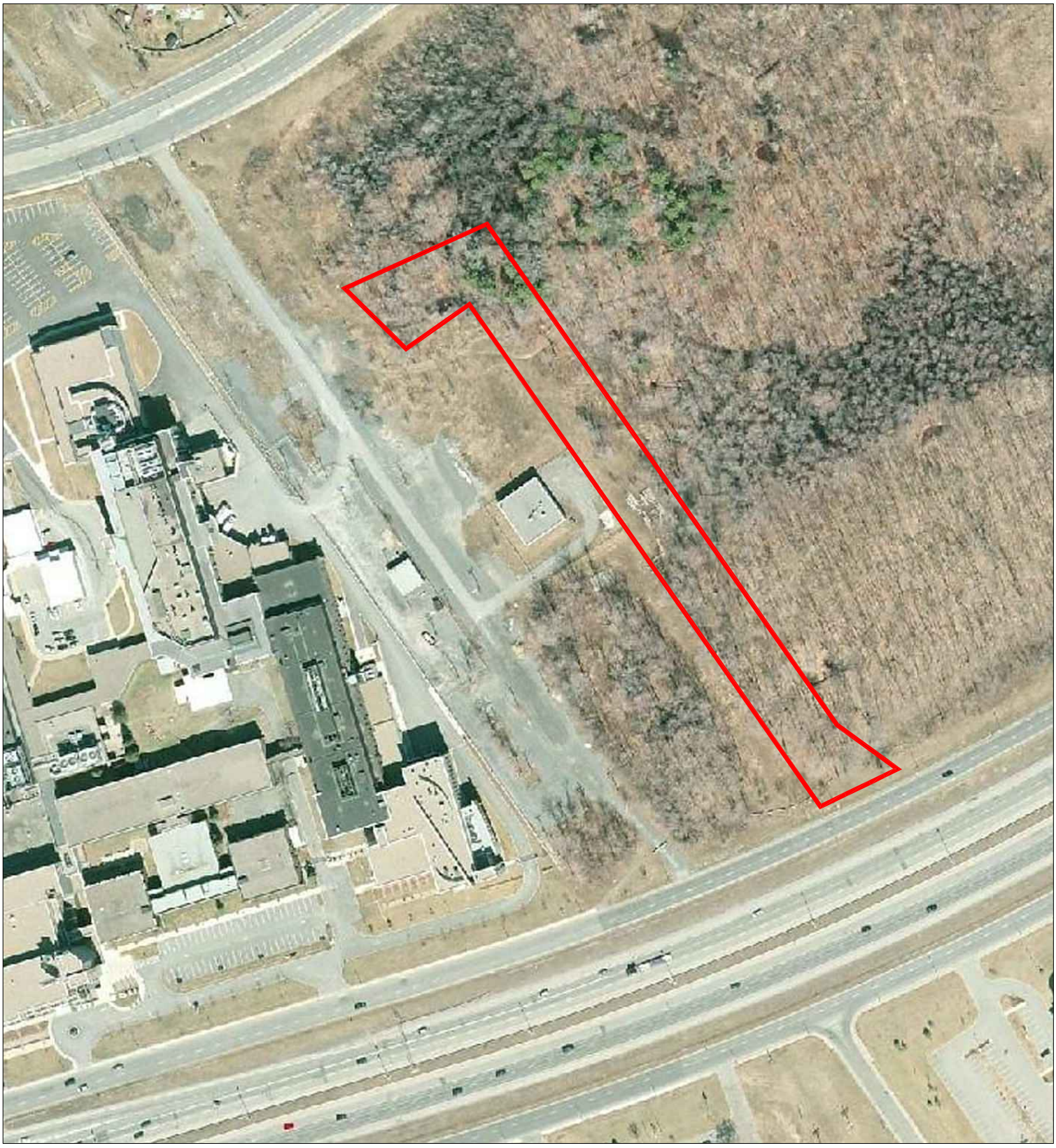


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Pointe-Claire

Plan C : plan de cadastre
Dossier : 31H05-005-6726-03
Production : CL
Échelle : 1:2000
Date : 09-10-15

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.



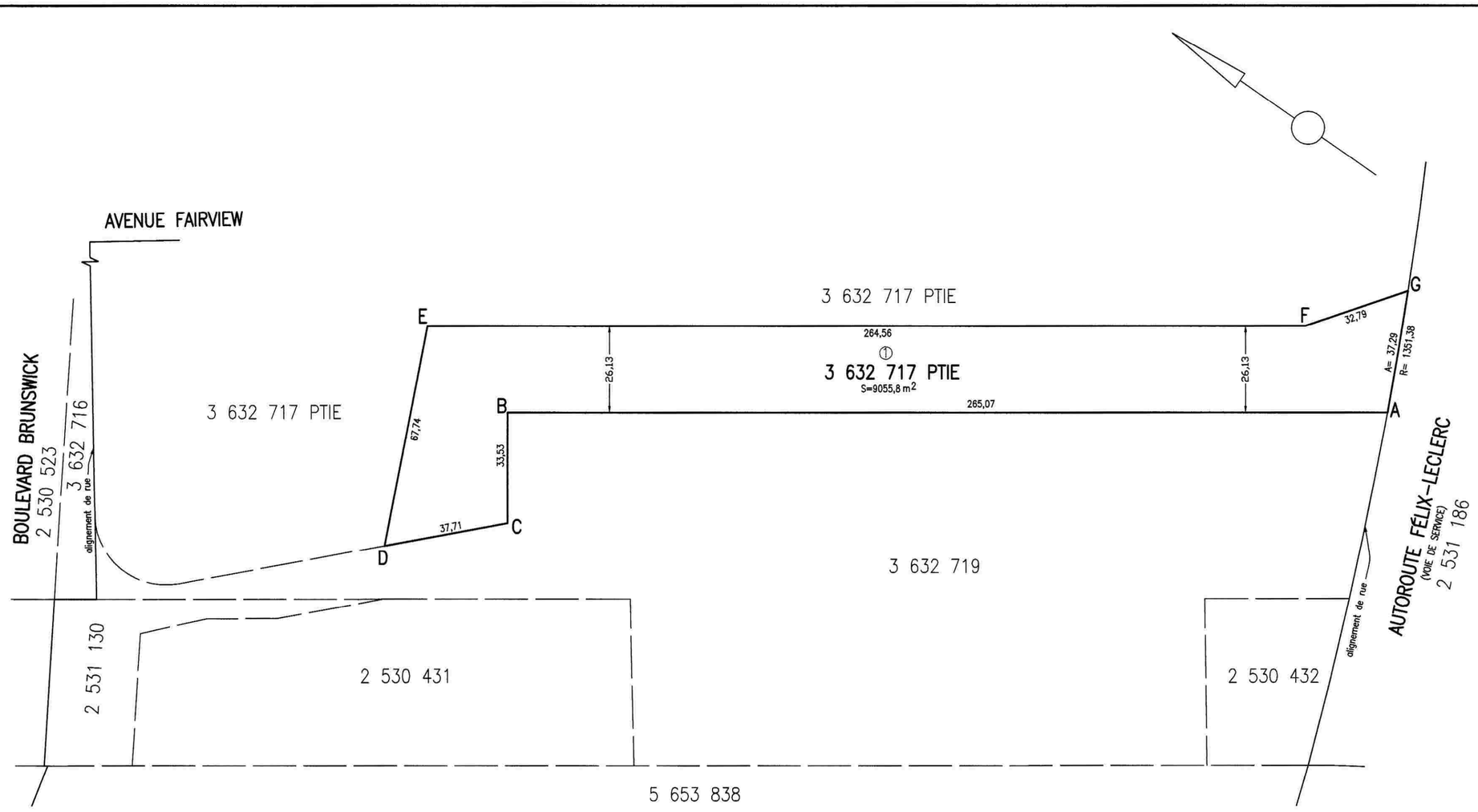
SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Pointe-Claire

Plan P : photo aérienne
Dossier : 31H05-005-6726-03
Production : CL
Échelle : -
Date : 09-10-15

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

AP25375



code du microfilm B3

DIVISION DE LA GÉOMATIQUE

Échelle: 1: 1000 0 10 mètres

Les unités utilisées sont celles du système international(SI)

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE: MONTRÉAL

CADASTRE: Québec

LOT(S)

Une partie du lot 3 632 717

EMPLACEMENT:

Bien-fonds situé
entre le
BOULEVARD BRUNSWICK
et
l'AUTOROUTE FÉLIX-LECLERC
au sud-ouest de
l'AVENUE FAIRVIEW

FINS DU DOCUMENT:

AVIS DE RÉSERVE À DES FINS DE RUE

NOTES: 1- Le bien-fonds faisant l'objet de l'avis de réserve est indiqué par les lettres ABCDEFGA (article 1).

2- Les mesures et la superficie indiquées au plan sont fournies à titre d'information. Elles sont issues de celles apparaissant au cadastre du Québec et sont sujettes à un arpentage complet avant une éventuelle acquisition.

3- Ce plan n'est produit que pour illustrer le lot faisant l'objet de l'avis de réserve.

Ce document ne peut être utilisé à d'autres fins que celles spécifiées, sans autorisation écrite de son auteur ou du gardien du greffe commun.

Montréal, 13 août 2015

Préparé par: VINCENT VILLENEUVE
Arpenteure-géomètre

COPIE CONFORME À L'ORIGINAL
Montréal, le _____
_____
Arpenteur(e)-géomètre

Minute Nº 183 , Sceau

Références: Une description technique accompagne ce plan.

31H12-010-3413
Feuillet(s) cartographique(s) (31H05-005-6726; 6826; 6525) Dessin:N.Simard

Arpenteur-géomètre chef d'équipe: Rachel Lemieux-Villeneuve.

DOSSIER Nº 21984 (Greffe commun des arpenteurs(es)-géomètres de la Ville)

Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports

Arpenteur-géomètre en chef de la Ville: Luc Lavigueur.

DOSSIER DE LA VILLE:

ARRONDISSEMENT MUNICIPAL:
VILLE DE POINTE-CLAIRE

PLAN Nº B-3 POINTE-CLAIRE

21984D.DWG

DESCRIPTION TECHNIQUE

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE	:	MONTRÉAL
CADASTRE	:	QUÉBEC
LOT	:	UNE PARTIE DU LOT 3 632 717
MUNICIPALITÉ	:	VILLE DE POINTE-CLAIRE
PLAN	:	B-3 POINTE CLAIRE

Ce bien-fonds situé entre le boulevard Brunswick et l'autoroute Félix-Leclerc au sud-ouest de l'avenue Fairview devant faire l'objet d'un avis de réserve à des fins de rue est indiqué par les lettres ABCDEFGA sur le plan B-3 Pointe-Claire préparé par l'arpenteur-géomètre soussigné en date du 13 août 2015.

Il se décrit comme suit et le numéro d'article inscrit en marge de la description technique correspond à celui qui apparaît sur le susdit plan :

1.- Une partie du lot TROIS MILLIONS SIX CENT TRENTE-DEUX MILLE SEPT CENT DIX-SEPT (3 632 717 ptie) dudit cadastre :

de figure irrégulière;

BORNÉE COMME SUIT :

- Vers le sud-ouest le sud-est et de nouveau par le sud-ouest par le lot 3 632 719;
- vers le nord-ouest et le nord-est par la partie restante du lot 3 632 717;

/2

- De nouveau vers le sud-est par le lot 2 531 186 faisant partie de l'autoroute Félix-Leclerc;

MESURANT :

- Vers le sud-ouest, deux cent soixante-cinq mètres et sept centièmes (265,07 m);
- Vers le sud-est, trente-trois mètres et cinquante-trois centièmes (33,53 m);
- De nouveau vers le sud-ouest, trente-sept mètres et soixante et onze centièmes (37,71 m);
- Vers le nord-ouest, soixante-sept mètres et soixante-quatorze centièmes (67,74 m);
- Vers le nord-est, successivement deux cent soixante-quatre mètres et cinquante-six centièmes (264,56 m) et trente-deux mètres et soixante-dix-neuf centièmes (32,79 m);
- De nouveau vers le sud-est, trente-sept mètres et vingt-neuf centièmes (37,29 m) le long d'un arc de cercle de mille trois cent cinquante et un mètres et trente-huit centièmes (1 351,38 m) de rayon;

contenant en superficie neuf mille cinquante-cinq mètres carrés et huit dixièmes (9 055,8 m²).

Les unités de mesure utilisées dans la présente description technique sont celles du Système International (SI).

/3

Préparé à Montréal, le treizième jour du mois d’août de l'an deux mille quinze sous le numéro 183 de mes minutes au dossier 21984 du greffe commun des arpenteurs(es)-géomètres de la Ville.

_____
Vincent VILLENEUVE
Arpenteur-géomètre

/cc

Dossier : 21984

Copie conforme à l'original
Montréal, le _____

_____
Arpenteur(e)-géomètre

Index des immeubles

Circonscription foncière :	Montréal	**Dates de mise à jour du Registre**	
Cadastre :	Cadastre du Québec	**Droits :**	2017-06-28 16:00
Lot :	3 632 717	**Radiations :**	2017-06-15 10:35
Date d'établissement :	2006-04-06 09:00 Soumis à l'article 19 de la Loi sur le cadastre		
Plan :	Liste des plans		
Concordance :	Partie du (des) lot(s) 2 530 448 et 2 530 449.		

Date de présentation	Numéro d'inscription	Nature de l'acte	Qualité	Nom des parties	Remarques	Avis d'adresse	Radiations
2007-03-16	14 068 369	Hypothèque Universalité d'immeubles	Créancier Débiteur	056464 New Brunswick Inc. Pointe Claire Shopping Centres Limited/Centres d'Achat Pointe Claire Ltée. Wal-Mart Canada Realty Inc./Les Immeubles Wal-Mart Canada Inc. et autres	2 000 000 000,00 $	6 143 950	T 20 220 080
2007-03-20	14 076 538	Vente	Vendeur Acheteur	Collège d'Enseignement Général et Professionnel John Abbott / John Abbott College of General and Vocational Education Centres d'Achat Pointe Claire Ltée/Pointe Claire Shopping Centres Limited	30 570 000,00 $ Payé		
2007-09-27	14 646 797	Procès-verbal de bornage - volontaire	Requérant	Centre d'achat Pointe Claire Ltée/Pointe Claire Shopping Centres Limited Ville de Montréal			
2013-08-28	20 219 907	Vente	Vendeur Acquéreur	POINTE CLAIRE SHOPPING CENTRES LIMITED PLACEMENTS CFIC POINTE-CLAIRE INC. / CFIC POINTE-CLAIRE HOLDINGS INC.	48 000 000,00 $ Payé		
2013-08-29	20 222 665	Hypothèque	Créancier Constituant	THE CADILLAC FAIRVIEW CORPORATION LIMITED PLACEMENTS CFIC POINTE-CLAIRE INC. / CFIC	125 000,00 $		

				POINTE-CLAIRE HOLDINGS INC.			
2015-12-07	22 013 608	Avis de réserve pour fins publiques	Expropriant Exproprié	VILLE DE MONTRÉAL PLACEMENTS CFIC POINTE-CLAIRE INC.			
2016-06-08	22 375 904	Avis de réserve pour fins publiques	Expropriant Exproprié	LA PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC PLACEMENTS CFIC POINTE-CLAIRE INC.			

Mention de radiation - Section informatisée

	Radiations	Mention
T	20 220 080	L'inscription des droits hypothécaires résultant du document ou de la réquisition N° 14 068 369 est supprimée.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1177723001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division transactions immobilières
Objet :	Décréter le renouvellement d'une réserve foncière, à des fins de rues, sur une partie du lot 3 632 717 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, située à Pointe-Claire et appartenant à Placements CFIC Pointe-Claire inc. / Mandater le Service des affaires juridiques de la Ville pour entreprendre toutes les procédures requises à cet effet / Mandater le Service de la gestion et planification immobilière pour négocier l'acquisition du site. N/Réf. : 31H05-005-6726-03

SENS DE L'INTERVENTION

Validation juridique avec commentaire

COMMENTAIRES

La fin pour laquelle le renouvellement de la réserve est demandé est conforme à la Loi.

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Cassandre LOUIS
514-872-2675
Tél : Avocate

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-10

Véronique BELPAIRE
Chef de division et avocate
Tél : 514-872-4222
Division : Droit public et Législation

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.46

2017/09/28 17:00

(1)

Dossier # : 1176337002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Décréter l'acquisition par voie d'expropriation ou par tout autre moyen, d'une servitude d'utilités publiques sur une partie d'un terrain, situé du côté ouest de la rue Cousineau au nord du boulevard Gouin Ouest, constitué d'une partie des lot 2 376 032 du cadastre du Québec, dans l'arrondissement d'Ahuntsic - Cartieville. N/Réf. : 31H12-005-1044-04

Il est recommandé :

1. de décréter l'acquisition par voie d'expropriation ou par tout autre moyen d'une servitude d'utilités publiques sur un terrain situé sur la rue Cousineau, au nord du boulevard Gouin Ouest, constitué d'une partie du lot 2 376 032 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans l'arrondissement d'Ahuntsic - Cartierville, tel qu'illustré au plan préparé par Sylvie Gauthier, arpenteur-géomètre, le 28 novembre 2016, sous sa minute 1745
2. de mandater le Service des affaires juridiques pour entreprendre toutes procédures requises à cette fin;
3. d'autoriser une dépense de 29 500 $, plus les taxes applicables, pour cette acquisition;
4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel après avoir opéré le virement budgétaire.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-09-01 13:26

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1176337002**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Décréter l'acquisition par voie d'expropriation ou par tout autre moyen, d'une servitude d'utilités publiques sur une partie d'un terrain, situé du côté ouest de la rue Cousineau au nord du boulevard Gouin Ouest, constitué d'une partie des lot 2 376 032 du cadastre du Québec, dans l'arrondissement d'Ahuntsic - Cartieville. N/Réf. : 31H12-005-1044-04

CONTENU

CONTEXTE

La station de pompage Cousineau (la « Station ») refoule les eaux du réseau pseudo-sanitaire vers le boulevard Laurentien lors de fortes pluies. En temps sec, les eaux sont plutôt dirigées vers la rue Crevier. Dès qu'une pluie importante survient, lorsque le niveau d'eau est trop élevé dans le collecteur Gouin, les eaux sanitaires de la rue Cousineau sont déversées dans un puits et pompées vers le boulevard Laurentien. La Station est essentielle lors de fortes pluies pour éviter des inondations et des refoulements d'égoût. Cette dernière est contrôlée par un panneau d'alimentation sur socle installé en 1989 qui est en mauvais état. Le projet consiste au remplacement du panneau de distribution électrique (le « Panneau »), de la télémétrie, des pompes de la Station ainsi que des démarreurs.
La Direction de l'épuration des eaux usées désire remplacer le Panneau situé sur un terrain privé connu et désigné comme étant le lot 2 376 032 du cadastre du Québec situé au 12400 -12402, rue Cousineau dans l'arrondissement d'Ahuntsic - Cartierville (l'« Immeuble »). Ce terrain est déjà grevé d'une servitude en tréfonds pour la construction, le maintien et la réparation d'un égout, d'une conduite d'eau et de conduits souterrains, laquelle a été publiée au bureau de la publicité des droits de Montréal, le 12 mars 1962, sous le numéro 1 587 244. Cette dernière n'inclut aucun droit pour l'installation, le maintien et la réparation d'un panneau d'alimentation électrique.

Le Service de la gestion et de la planification immobilière (le « SGPI ») a reçu le mandat de la Direction de l'épuration des eaux usées, en vue de procéder à l'acquisition d'une nouvelle servitude d'utilités publiques affectant l'Immeuble sur le lot 2 376 032 afin de remplacer le Panneau.

Le SGPI n'a pas été en mesure de s'entendre sur un prix d'acquisition avec la propriétaire. Le présent sommaire décisionnel vise à obtenir l'aval des autorités municipales afin de décréter l'acquisition d'une servitude perpétuelle par voie d'expropriation ou par tout autre

moyen et de mandater le Service des affaires juridiques pour entreprendre toutes procédures requises à cette fin.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas

DESCRIPTION

L'assiette de la servitude requise sur l'Immeuble est située sur la rue Cousineau au Nord du boulevard Gouin Ouest, dans l'arrondissement d'Ahuntsic - Cartierville. Selon le plan préparé par Sylvie Gauthier, arpenteur-géomètre, le 28 novembre 2016, sous sa minute 1745 dont copie est en pièce jointe, l'assiette a une superficie totale de 9,8 m^2.
L'Immeuble appartient à Mme Marie Molienne Joseph.

L'adoption du décret d'expropriation par la Ville permettra d'entreprendre les procédures d'expropriation, si requises. Cette acquisition permettra à la Ville de remplacer le Panneau et de procéder à la mise à niveau de la Station.

JUSTIFICATION

Le SGPI recommande l'acquisition d'une servitude affectant l'Immeuble précité pour les motifs suivants :

· Le remplacement du Panneau est nécessaire pour le bon fonctionnement de la Station;

· La mise à jour de la Station permettra une meilleure fiabilité des équipements et donc réduira le risque d'inondation dans le secteur lié audit fonctionnement de la station;

· L'acquisition d'une servitude d'utilités publiques sur la propriété de Madame Joseph est beaucoup moins contraignante que l'acquisition totale d'une partie de l'Immeuble.

Pour ces motifs, il y aurait lieu d'obtenir l'aval des autorités municipales afin de décréter l'acquisition de cette servitude par voie d'expropriation ou par tout autre moyen.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Selon la Division de l'évaluation du SGPI, le coût potentiel d'acquisition de cette servitude par voie d'expropriation est estimé à 29 500 $, plus les taxes applicables le cas échéant. Ce coût potentiel d'acquisition par voie d'expropriation inclut, le cas échéant, les coûts d'achat, les frais de caractérisation des sols, des dommages potentiels, intérêts, frais d'expert et autres, mais exclut les montants associés à la restauration des sols. Ce coût d'acquisition n'équivaut pas à la valeur marchande de l'Immeuble, ni à la valeur au propriétaire, ni à une fourchette maximale de la valeur pour une acquisition de gré à gré, ni à l'indemnité d'expropriation. Il ne peut donc être utilisé à une fin autre que budgétaire.
Cette dépense sera assumée à 100 % par l'Agglomération.

Les crédits requis pour l'acquisition de cette servitude de gré à gré ou par le Décret d'expropriation seront imputés tel que prévu à l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

À défaut de donner suite à cette recommandation, le projet de remplacement du Panneau ne pourra se faire. Si la Ville ne procède pas à ces travaux, elle s'expose à des problèmes d'opération et de fiabilité des équipements de la Station et donc à des réclamations suite aux refoulements occasionnés. Le remplacement du Panneau et des pompes est essentiel et l'urgence d'agir a été démontrée ce printemps, lors des crues exceptionnelles, lorsque le poste de pompage a connu certains problèmes. De plus, considérant que les portes du Panneau ont une dimension appréciable, une servitude est essentielle afin de pouvoir les ouvrir lors des interventions. Celui-ci étant situé dans une aire de stationnement privé, actuellement l'accès y est difficile et la Ville ne possède pas le droit formel pour remorquer une voiture qui y bloquerait l'accès. Toute intervention d'urgence est donc problématique.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Autorisation du présent dossier : septembre 2017
Prise de possession de l'assiette de la servitude : octobre 2017
Travaux de remplacement du Panneau : novembre-décembre 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Stéphanie SIMONEAU)

Validation juridique avec commentaire :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Caroline PROULX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Richard FONTAINE, Service de l'eau
Patrice LANGEVIN, Service de l'eau

Lecture :

Patrice LANGEVIN, 14 juillet 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Vincent LEBLANC-DIONNE
Conseiller en immobilier

Tél : 514 872-8529
Télécop. : 514 872-8350

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-07-13

Denis SAUVÉ
Chef de section

Tél : 514 872-2125
Télécop. : 514 872-8350

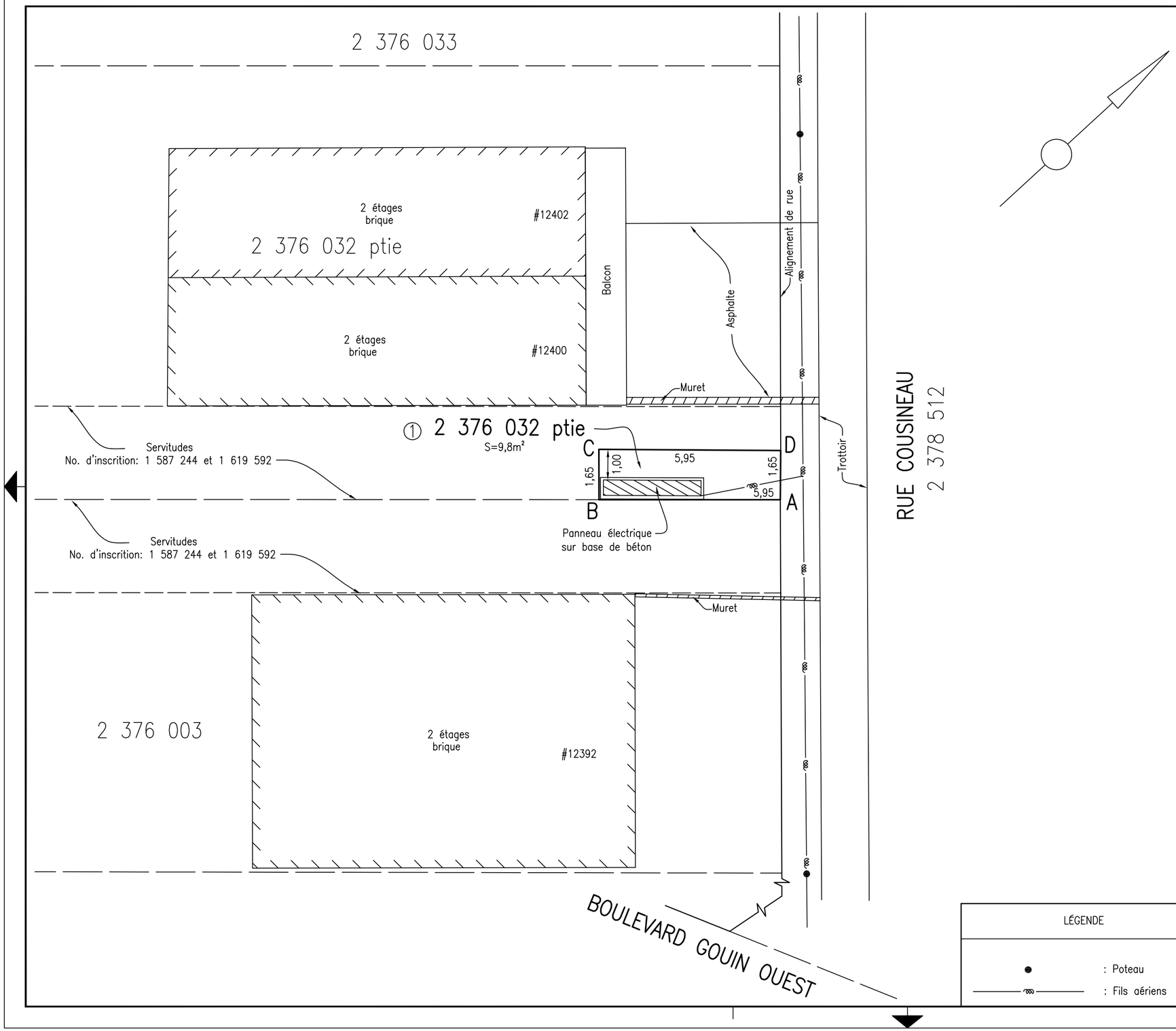
APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Denis SAUVÉ
Chef de division, en remplacement de Mme Francine Fortin, directrice des transactions immobilières et de la sécurité
Tél : 514 872-2125
Approuvé le : 2017-07-18

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI

Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2017-09-01



LÉGENDE

● : Poteau

—— : Fils aériens

code du microfilm B3

DIVISION DE LA GÉOMATIQUE

Échelle: 1: 100

0 1 mètres

Les unités utilisées sont celles du système international(SI)

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE: MONTRÉAL

CADASTRE: Québec

LOT(S)

Une partie du lot 2 376 032

EMPLACEMENT:

Bien-fonds situé au sud-ouest de la
RUE COUSINEAU
et au nord-ouest du
BOULEVARD GOUIN OUEST

FINS DU DOCUMENT:

ACQUISITION D'UNE SERVITUDE

NOTES: 1- Le bien-fonds faisant l'objet de l'acquisition de la servitude est délimité par les lettres ABCDA (article 1).

2- Le levé a été effectué le 28 et 29 juillet 2016.

Ce document ne peut être utilisé à d'autres fins que celles spécifiées, sans autorisation écrite de son auteur ou du gardien du greffe commun.

Montréal, le 28 novembre 2016

COPIE CONFORME À L'ORIGINAL
Montréal, le

Préparé par: _____
Sylvie Gauthier
Arpenteure-géomètre

Minute Nº 1745 Sceau

Références: Une description technique accompagne ce plan.

Feuillet(s) cartographique(s) 31H12-005-1044 (31H12-010-0522) Dessin:E. Egyed

Arpenteur-géomètre chef d'équipe:

DOSSIER Nº 22211 (Greffe commun des arpenteurs(es)-géomètres de la Ville)

Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports

Arpenteur-géomètre en chef de la Ville:

DOSSIER DE LA VILLE:

ARRONDISSEMENT MUNICIPAL:
Ahuntsic - Cartierville

PLAN Nº C- 71 CARTIERVILLE

22211D.DWG

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1176337002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division transactions immobilières
Objet :	Décréter l'acquisition par voie d'expropriation ou par tout autre moyen, d'une servitude d'utilités publiques sur une partie d'un terrain, situé du côté ouest de la rue Cousineau au nord du boulevard Gouin Ouest, constitué d'une partie des lot 2 376 032 du cadastre du Québec, dans l'arrondissement d'Ahuntsic - Cartieville. N/Réf. : 31H12-005-1044-04

SENS DE L'INTERVENTION

Validation juridique avec commentaire

COMMENTAIRES

La fin pour laquelle l'expropriation est demandée est conforme à la loi.

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Caroline PROULX
Avocate
Tél : 514-872-2992

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-07-17

Annie GERBEAU
Chef de division
Tél : 514-872-3093
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1176337002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division transactions immobilières
Objet :	Décréter l'acquisition par voie d'expropriation ou par tout autre moyen, d'une servitude d'utilités publiques sur une partie d'un terrain, situé du côté ouest de la rue Cousineau au nord du boulevard Gouin Ouest, constitué d'une partie des lot 2 376 032 du cadastre du Québec, dans l'arrondissement d'Ahuntsic - Cartieville. N/Réf. : 31H12-005-1044-04

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1176337002InfoCompt_DEEU.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Stéphanie SIMONEAU
Préposée au budget
Tél : (514) 280-4020

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-07-14

Claude BÉDARD
Chef de division
Tél : 514 280-4267
Division : Div. Conseil Et Soutien Financier - Point De Serv. Eau/Env.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.47

2017/09/28 17:00

(1)

Dossier # : 1174565011

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet de bail par lequel la Ville loue de Développement Olymbec inc., des espaces situés au 8525, rue Ernest-Cormier, pour les besoins du centre de formation du Service de police de la Ville de Montréal, pour un terme de 4 ans et 4 mois, soit du 1er octobre 2017 au 31 janvier 2022. Le loyer total est de 746 043,11 $, incluant les taxes. Bâtiment 8240-002.

Il est recommandé :

1. d'approuver le projet de bail par lequel la Ville loue de Développement Olymbec inc., pour une période de 4 ans et 4 mois, à compter du 1er octobre 2017, des espaces d'une superficie de 28 557 pi² situés au 8525, rue Ernest-Cormier et utilisés pour les besoins du centre de formation du Service de police de la Ville de Montréal, moyennant un loyer total de 746 043,11 $, incluant les taxes, et ce, aux clauses et conditions stipulées au projet de bail;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-09-01 15:27

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1174565011**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet de bail par lequel la Ville loue de Développement Olymbec inc., des espaces situés au 8525, rue Ernest-Cormier, pour les besoins du centre de formation du Service de police de la Ville de Montréal, pour un terme de 4 ans et 4 mois, soit du 1er octobre 2017 au 31 janvier 2022. Le loyer total est de 746 043,11 $, incluant les taxes. Bâtiment 8240-002.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du maintien des compétences de ses policiers, le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) occupait, depuis le 1er avril 2013, des locaux communautaires appartenant à la Société québécoise des infrastructures (SQI) situés au 10 950, boulevard Perras à Montréal (connu sous le nom de Boscoville), pour les besoins de son centre de formation. Ce site étant occupé par Boscoville (personne morale sans but lucratif), la Ville sous-louait les locaux directement de Boscoville.
Trois volets de formation étaient offerts aux policiers : le volet *Tactique,* le volet *Emploi de la force* et le volet *Enquête,* à savoir :

1. Le volet *Tactique* est requis pour les policiers représentant les groupes d'intervention. Ce groupe de policiers est spécialisé dans le maintien de l'ordre (notamment lors des manifestations) ainsi que pour intervenir auprès des personnes armées;
2. Le volet *Emploi de la force* est utilisé pour former et requalifier tous les policiers opérationnels. Ces policiers ont des formations de maintien des compétences, de mise à niveau et des formations sur des nouvelles approches en interventions physiques. Chacune de ces formations a un volet théorique, un volet pratique dont la plupart du temps doit se faire dans un environnement extérieur;
3. Le volet *Enquête* est un programme de perfectionnement où s'effectue le développement et le transfert de connaissances et de compétences dans des secteurs très spécialisés. L'objectif est de former les enquêteurs du SPVM de façon optimale et de préparer la relève.

Le 1er août dernier, la SQI a avisé le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) à l'effet qu'elle réquisitionnait le bâtiment utilisé par le SPVM pour la formation sur le volet Tactique et le volet Emploi de la force. Par conséquent, le SPVM a été contraint de libérer les espaces occupés dans le bâtiment sans délai et sans aucune possibilité de prolonger l'occupation le temps de se reloger. Toutes les formations qui avait été planifiées

en août et en septembre ont dû être annulées jusqu'à ce que le SGPI, en collaboration avec le SPVM, trouve un nouveau site. Dès qu'un nouveau site sera disponible, le SPVM reprendra les formations qui ont dû être reportées afin de maintenir leurs engagements auprès de leurs clientèles policières.
Par ailleurs, toujours dans le cadre du maintien des compétences de ses policiers, la Division de la formation du SPVM occupe, depuis le 1er février 2017, des locaux au 2e étage du bâtiment situé au 8491-8525, Ernest-Cormier. Ces locaux sont utilisés pour les formations suivantes :

1. La formation *Réponse aux appels et activités de patrouille* dans le cadre de la formation des recrues;
2. La formation *Simulations* pour les enquêteurs pour les vols qualifiés, les agressions sexuelles et les tentatives de meurtre. Ces formations nécessitent des décors recréant des environnements tels qu'un dépanneur, un endroit licencié (bar) et un appartement, par exemple;
3. La formation *Entrée dynamique et statique* pour les enquêteurs dans le cadre des enquêtes sur les stupéfiants;
4. La formation *Utilisation d'Arme à Impulsion Électrique (AIE)* communément appelée *"Tasers".* Cette formation vise à augmenter de façon significative le nombre de policiers qualifiés à utiliser cette arme et à les répartir dans un plus grand nombre de postes de quartier.

Dans le but d'optimiser les ressources, le SPVM a mandaté le SGPI pour relocaliser les activités de formation qui étaient données au 10 950 boul. Perras (Boscoville) dans un immeuble situé à proximité des autres locaux situés sur Ernest-Cormier. Or, il s'avère que dans le même immeuble déjà occupé par le SPVM, un entrepôt s'est libéré dernièrement et est encore vacant. Cet entrepôt permettrait de reprendre toutes les formations qui étaient offertes à Boscoville, et ce, dès le 1er octobre 2017.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0573 - 27 octobre 2016 - Approbation du bail avec Développement Olymbec inc. pour les besoins de formation du SPVM pour une durée de 5 ans - 1er février 2017 au 31 janvier 2022.
CG16 0247 - 21 avril 2016 - Approbation du renouvellement du sous-bail avec Boscoville pour une période de 3 ans - 1er avril 2016 au 31 mars 2019.
CG13 0397 - 26 septembre 2013 - Approbation du sous-bail avec Boscoville pour les besoins de formation du SPVM pour une durée de 3 ans - 1er avril 2013 au 31 mars 2016.

DESCRIPTION

Le présent dossier recommande d'approuver le projet de bail par lequel la Ville loue, de Développement Olymbec inc., des espaces situés au 8525, Ernest-Cormier, utilisés pour les besoins du centre de formation du SPVM, dont la superficie totale représente 29 557 pi². Le terme du bail est de 4 ans et 4 mois, soit du 1er octobre 2017 au 31 janvier 2022.
Le SPVM prendra possession les locaux tels quels. Aucuns travaux d'aménagement n'a été demandé au locateur.

JUSTIFICATION

La formation continue des recrues, des groupes d'intervention et des policiers est essentielle pour assurer le maintien de leurs compétences afin de leur permettre des interventions appropriées et sécuritaires pour eux et pour les citoyens. Actuellement, il n'existe aucun centre de formation centralisé et aucun immeuble appartenant à la Ville ne peut répondre à ce besoin. Le SGPI étudie la possibilité d'implanter un centre de formation centralisé au 10 351, rue Sherbrooke Est (bâtiment appartenant à la Ville) qui offrira la formation

académique et pratique aux policiers pour toutes les spécialités nécessaires. L'horizon de réalisation de ce projet est prévu pour 2021.

La location d'un immeuble industriel au 8525, Ernest-Cormier permettra de reprendre rapidement la formation des recrues, des groupes d'intervention et de respecter les enjeux du plan de formation annuel du SPVM. Ce site est fonctionnel et répond déjà aux besoins immobiliers du SPVM, donc aucune autre recherche de site en location n'a été faite. De plus, le loyer proposé est représentatif du marché pour ce type d'usage dans ce secteur de la Ville. Cependant, comme il ne s'agit pas du même type d'immeuble (centre communautaire versus entrepôt industriel) ni des mêmes conditions d'occupation (espaces partiellement partagés avec le sous-locateur versus espaces exclusifs), il s'avère que le loyer payé à Boscoville était à titre contributif alors que le loyer soumis pour cette nouvelle location est au taux du marché.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

	Loyer total pour 4 ans et 4 mois	**Coûts payables directement aux fournisseurs pour 4 ans et 4 mois**
Loyer brut (incluant frais d'exploitation et taxes foncières, excluant entretien ménager)	608 874,20 $	
Hydro-Québec et gaz métro		40 000,00$
TPS - 5 %	30 443,71 $	2 000,00 $
TVQ - 9,975 %	60 735,20 $	3 990,00 $
Loyer total	**700 053,11 $**	**45 990,00 $**
Ristourne TPS	30 443,71 $	2 000,00 $
Ristourne TVQ	30 367,60 $	1 995,00 $
Loyer net annuel	639 241,80 $	41 995,00 $

Le coût du loyer ainsi que les fluctuations seront assumés par le service responsable à même sa base budgétaire.

La dépense totale de loyer pour le terme, incluant les taxes, est de 746 043,11 $. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

La libération des locaux au 10 950 boul. Perras (Boscoville) a eu pour effet de libérer une somme de 61 000 $ annuellement qui sera utilisée pour assumer une partie du loyer du nouveau site.

Comme il s'agit principalement d'un grand entrepôt, aucun entretien ménager régulier n'a été prévu pour cette location. Cependant, le SPVM détient déjà le budget d'entretien ménager pour les anciens locaux à Boscoville qu'il pourra utiliser pour du nettoyage ponctuel lorsque requis.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Quoiqu'il s'agisse principalement d'un entrepôt, la certification Boma Best a été suggérée au locateur.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant que l'approbation du bail soit refusée, le SPVM ne pourra reprendre ses activités de formation et de maintien des compétences pour le personnel des groupes d'intervention

et des policiers qui ont été abruptement interrompues pour l'arrivée des migrants à Boscoville, ce qui viendrait compromettre leur capacité à bien intervenir lors d'événements à risque et de faire face aux exigences et à la complexité de la fonction policière dans un milieu urbain tel que Montréal.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

L'approbation de ce dossier est prévue pour le conseil d'agglomération du 28 septembre 2017.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marie-France LESAGE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Maline GAGNÉ-TRINQUE, Service de police de Montréal
Steve-Eric PICARD, Service de police de Montréal

Lecture :

Maline GAGNÉ-TRINQUE, 29 août 2017
Steve-Eric PICARD, 24 août 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie BERTRAND
Conseillère en immobilier

Tél : 514 280-4275
Télécop. : 514 280-3597

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-23

Guylaine CORMIER
Chef de division - Division des locations

Tél : 514 872-8484
Télécop. : 514 872-8350

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières et de la sécurité
Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2017-08-30

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI

Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2017-08-30

Aspects financiers

Superficie locative en pi² : 29 557	Loyer Boscoville ancien site	16 premier mois	12 mois suivants	12 mois suivants	12 mois suivants	12 derniers mois	
Loyer semi-brut $/pi²		3,62	3,82	3,82	4,02	4,12	
Frais d'exploitation $/pi²		incl	incl	incl	incl	incl	
Taxes foncières $/pi²		0,88	0,88	0,88	0,88	0,88	
Loyer au pi²		4,50	4,70	4,70	4,90	5,00	
Loyer annuel en $	61 000,00 $	44 335,50 $	133 006,50 $	138 917,90 $	144 829,30 $	147 785,00 $	608 874,20 $
Stationnement annuel		- $	- $	- $	- $	- $	
Loyer total avant taxes	61 000,00 $	44 335,50 $	133 006,50 $	138 917,90 $	144 829,30 $	147 785,00 $	
TPS	3 050,00 $	2 216,78 $	6 650,33 $	6 945,90 $	7 241,47 $	7 389,25 $	30 443,71 $
TVQ	6 084,75 $	4 422,47 $	13 267,40 $	13 857,06 $	14 446,72 $	14 741,55 $	60 735,20 $
Total	**70 134,75 $**	**50 974,74 $**	**152 924,22 $**	**159 720,86 $**	**166 517,49 $**	**169 915,80 $**	700 053,11 $
Ristourne de TPS	3 050,00 $	2 216,78 $	6 650,33 $	6 945,90 $	7 241,47 $	7 389,25 $	30 443,71 $
Ristourne TVQ (50%)	3 042,38 $	2 211,23 $	6 633,70 $	6 928,53 $	7 223,36 $	7 370,78 $	30 367,60 $
Loyer net	64 042,38 $	46 546,73 $	139 640,20 $	145 846,43 $	152 052,66 $	155 155,78 $	639 241,80 $

Loyer pour la période du:	01/10/2017 au 31/12/2017 (3 mois)	01/01/2018 au 31/12/2018 (12 mois)	01/01/2019 au 31/12/2019 (12 mois)	01/01/2020 au 31/12/2020 (12 mois)	01/01/2021 au 31/12/2021 (12 mois)	01/01/2022 au 31/01/2022 (1 mois)		
Loyer total avant taxes	33 251,63 $	133 006,50 $	138 425,28 $	144 336,68 $	147 538,69 $	12 315,42 $		
TPS	1 662,58 $	6 650,33 $	6 921,26 $	7 216,83 $	7 376,93 $	615,77 $		
TVQ	3 316,85 $	13 267,40 $	13 807,92 $	14 397,58 $	14 716,98 $	1 228,46 $		
Total	**38 231,06 $**	**152 924,22 $**	**159 154,47 $**	**165 951,10 $**	**169 632,61 $**	**14 159,65 $**	**=**	**700 053,11 $**
Ristourne de TPS	1 662,58 $	6 650,33 $	6 921,26 $	7 216,83 $	7 376,93 $	615,77 $		
Ristourne TVQ (50%)	1 658,42 $	6 633,70 $	6 903,96 $	7 198,79 $	7 358,49 $	614,23 $		
Loyer net	34 910,05 $	139 640,20 $	145 329,24 $	151 535,48 $	154 897,18 $	12 929,65 $		

BAIL

8240-002

Centre de formation pour
Emploi de la force et Tactique

8491, bureau 100 et 8525, rue Ernest-Cormier

Paraphes	
Locateur	Locataire

TABLE DES MATIÈRES

ARTICLE 1 – DÉFINITIONS

1.1 Aires et installations communes
1.2 Bail
1.3 Dépenses de nature capitalisable
1.4 Édifice
1.5 Expert
1.6 Frais d'exploitation
1.7 Immeuble
1.8 Lieux loués
1.9 Taxes foncières
1.10 Taxes de vente
1.11 Transformations
1.12 Travaux d'aménagement
1.13 Travaux de base

ARTICLE 2 – LIEUX LOUÉS

2.1 Désignation
2.2 Superficie locative des Lieux loués
2.3 Superficie locative de l'Édifice
2.4 Quote-part d'occupation

ARTICLE 3 – DURÉE

3.1 Durée
3.2 Renouvellement
3.3 Reconduction tacite

ARTICLE 4 – LOYER

4.1 Loyer
4.2 Loyer unitaire
4.3 Ajustement des Taxes foncières

ARTICLE 5 – REMISE À LA FIN DU BAIL

5.1 Remise en état

ARTICLE 6 – TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT

6.1 Travaux sous la responsabilité du Locataire
6.2 Travaux sous la responsabilité du Locateur
6.3 Paiement

Paraphes	
Locateur	Locataire

ARTICLE 7 – OBLIGATIONS DU LOCATEUR

7.1 Accès
7.2 Respect des exigences
7.3 Entretien intérieur
7.4 Entretien extérieur
7.5 Bris de vitres
7.6 Graffitis
7.7 Température
7.8 Air frais
7.9 Eau
7.10 Électricité et Gaz
7.11 Assurance
7.12 Sécurité incendie
7.13 Développement durable
7.14 Voies d'accès
7.15 Drapeau et signalisation
7.16 Affichage
7.17 Désignation de responsables et remise des clés
7.18 Transformations
7.19 Stationnement et remisage
7.20 Sous-location et cession

ARTICLE 8 – OBLIGATIONS DU LOCATAIRE

8.1 Publication
8.2 Entretien ménager
8.3 Usage
8.4 Responsabilité et assurance
8.5 Avis
8.6 Réparations
8.7 Visites
8.8 Éclairage
8.9 Électricité et Gaz

ARTICLE 9 – DOMMAGES ET DESTRUCTION DES LIEUX LOUÉS

9.1 Destruction partielle
9.2 Destruction totale
9.3 Résiliation

ARTICLE 10 – DÉFAUT DU LOCATEUR

10.1 Modalités

ARTICLE 11 – DÉFAUT DU LOCATAIRE

11.1 Modalités

ARTICLE 12 – AMIANTE

12.1 Déclaration
12.2 Test d'air
12.3 Correctifs
12.4 Défaut

Paraphes	
Locateur	Locataire

ARTICLE 13 – DIVERS

13.1 Rubriques
13.2 Renonciation
13.3 Accord complet
13.4 Force majeure
13.5 Lois applicables
13.6 Relocalisation
13.7 Équipements de communication

ARTICLE 14 – POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE

14.1 Remise

ARTICLE 15 – ANNEXES

15.1 Énumération
15.2 Interprétation

ARTICLE 16 – ÉLECTION DE DOMICILE

16.1 Adresses
16.2 Modification
16.3 Avis

ARTICLE 17 – COURTIER

17.1 Commission

ARTICLE 18 – ENQUÊTE DE SÉCURITÉ

18.1 Pouvoir
18.2 Résiliation
18.3 Accès
18.4 Responsabilité

Paraphes	
Locateur	Locataire

BAIL

ENTRE : **DÉVELOPPEMENT OLYMBEC INC.,** personne morale constituée en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions, ayant son siège social au 333, boul. Décarie, 5e étage, à Montréal, province de Québec, H4N 3M9, agissant et représentée par Monsieur Derek Stern, son secrétaire, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare.

TPS : 833426604 RT0001
TVQ : 1217296397 TQ0001

Ci-après nommée le « **Locateur** »

ET : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves Saindon, greffier, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*.

TPS : 121364749
TVQ : 1006001374

Ci-après nommée le « **Locataire** »

LESQUELLES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

Le Locateur loue, par les présentes, au Locataire, qui accepte, les Lieux loués décrits à l'article 2, le tout sujet aux clauses et conditions suivantes, savoir :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans ce Bail et ses annexes, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes et expressions qui suivent prennent la signification suivante :

Paraphes	
Locateur	Locataire

1.1 **Aires et installations communes** : aires, installations, aménagements et équipements de l'Immeuble, qui ne sont pas loués ou désignés pour l'être et qui sont disponibles ou désignés, de temps à autre, par le Locateur pour l'usage ou le bénéfice de tous les locataires de l'Immeuble, y compris le Locataire, ainsi que leurs invités et employés.

1.2 **Bail** : le présent Bail, incluant le préambule et les annexes.

1.3 **Dépenses de nature capitalisable** : dépenses reliées à l'Immeuble qui concernent les travaux de remise à neuf (rénovation) ou de remplacement de tout système, structure, ouvrage ou construction, notamment de système architectural, structural, de fenêtres, du toit, de système mécanique ou électrique et la réfection du stationnement, dont la dépense est habituellement capitalisable selon les pratiques comptables reconnues.

1.4 **Édifice** : le bâtiment dans lequel sont situés les Lieux loués décrit à l'article 2.

1.5 **Expert** : tout architecte, ingénieur, comptable agréé, arpenteur-géomètre ou autre professionnel qui, dans chaque cas, sera désigné par le Locateur avec l'approbation préalable du Locataire, sauf mention contraire au Bail, comme étant qualifié pour exécuter les fonctions pour lesquelles ses services seront retenus.

1.6 **Frais d'exploitation** : toutes les dépenses habituellement encourues par le Locateur pour les contrats de service généralement reconnus pour les immeubles locatifs de cette catégorie, incluant, sans limitation, les primes d'assurance, la surveillance, la gestion de l'immeuble, l'entretien ménager des espaces communs, l'entretien et les réparations intérieures et extérieures de l'Immeuble et des Lieux loués. Toutes les Dépenses de nature capitalisable sont exclues des Frais d'exploitation de l'Immeuble. Sont également exclues des Frais d'exploitation les Taxes foncières ainsi que toutes dépenses encourues par le Locateur pour le compte des autres locataires de l'Immeuble, incluant, sans limitation, les frais engagés pour faire respecter les baux des autres locataires et les pertes résultant des loyers impayés.

1.7 **Immeuble** : l'Édifice, le terrain sur lequel est érigé l'Édifice.

1.8 **Lieux loués** : les espaces loués au Locataire décrits à l'article 2.

1.9 **Taxes foncières** : les taxes municipales et scolaires, incluant la taxe générale ainsi que toutes taxes spéciales imposées sur la valeur ou une autre caractéristique de l'Immeuble ou partie de celui-ci (frontage, superficie, stationnements, etc.) et, s'il y a lieu, le montant tenant lieu de telles taxes que doit

Paraphes	
Locateur	Locataire

assumer le Locateur, selon les lois en vigueur, à l'exclusion de toute autre taxe ou impôt, notamment toute taxe sur le capital et toute taxe ou impôt sur les grandes corporations.

1.10 **Taxes de vente** : la taxe fédérale sur les produits et services (TPS), la taxe de vente provinciale (TVQ), toutes taxes les remplaçant ou toutes nouvelles taxes payables par le Locateur ou le Locataire, selon le cas, suivant les modalités des lois applicables.

1.11 **Transformations** : toutes modifications apportées par le Locateur à ses frais à l'Immeuble, y compris aux Lieux loués.

1.12 **Travaux d'aménagement** : les travaux requis par le Locataire pour adapter les Lieux loués aux besoins spécifiques de l'occupant, ou tous autres travaux d'aménagement à être réalisés pendant la durée du Bail, le tout aux frais du Locataire.

1.13 **Travaux de base** : les travaux requis et réalisés par le Locateur, à ses frais, excluant les Travaux d'aménagement, pour rendre et maintenir l'Immeuble conforme aux lois et règlements applicables, incluant, sans limitation, l'enveloppe de l'Édifice, les murs périphériques et la dalle des Lieux loués ainsi que tous les systèmes mécaniques et électriques de l'Édifice, à l'exclusion de la distribution dans les Lieux loués.

ARTICLE 2
LIEUX LOUÉS

2.1 **Désignation :** des locaux situés au 1er étage du bâtiment sis au 8491, bureau 100 et au 8525, rue Ernest-Cormier, à Montréal, province de Québec, tel que montrés en rouge et en bleu sur le plan joint au Bail à l'annexe A. Cet emplacement est connu et désigné comme étant le lot 1 005 787 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

2.2 **Superficie locative des Lieux loués :** La Superficie locative des Lieux loués est fixée à vingt-neuf mille cinq cent cinquante-sept pieds carrés **(29 557 pi²)** et se détaille comme suit : 1 037 pi² pour le local situé au 8491 et 28 520 pi² pour le local situé au 8525.

2.3 **Superficie locative de l'Édifice :** La Superficie locative de l'Édifice est fixée à cent trente-six mille trois cent dix pieds carrés **(136 310 pi²).**

Paraphes	
Locateur	Locataire

2.4 **Quote-part d'occupation :** La Superficie locative des Lieux loués équivaut à **21,68%** de la Superficie locative de l'Édifice.

Par ailleurs, si la Superficie locative de l'Édifice est augmentée, le Locateur devra faire mesurer par un Expert, selon la norme BOMA (ANSI-Z-65.1-1996) ou sa version la plus récente, la superficie de tous les espaces de l'Édifice destinés à la location incluant cette augmentation de superficie, qu'ils soient loués ou non, au plus tard trois (3) mois de la fin des travaux visant toute telle augmentation de la Superficie locative de l'Édifice. Cette modification liera les parties à compter de la date de la fin des travaux et le Locateur devra faire parvenir une copie certifiée de ce rapport de mesurage au Locataire dans les cinq (5) jours de son obtention.

ARTICLE 3
DURÉE

3.1 **Durée** : Le Bail est consenti pour un terme de 4 ans et 4 mois, commençant le 1er octobre 2017 et se terminant le 31 janvier 2022. Si le Bail débute à une date différente de celle indiquée ci-dessus, les parties se confirmeront par écrit les nouvelles dates qui constitueront la première et la dernière journée du Bail.

Pendant la durée du Bail, advenant que les frais de consommation électrique et de gaz combinés ensembles soient supérieurs à 1$/pi² sur une base annuelle, le Locataire pourra résilier le Bail sans frais, en signifiant au Locateur un préavis écrit de 90 jours avant la date de résiliation.

3.2 **Renouvellement** : Le Locateur accorde au Locataire l'option de renouveler le Bail à son échéance pour un (1) terme additionnel de cinq (5) ans, aux mêmes termes et conditions, sauf quant au loyer de base qui sera alors à négocier selon le taux du marché et qui ne pourra être inférieur au loyer de base actuel, le tout sous réserve de l'approbation des autorités compétentes du Locataire au moment de ce renouvellement.

Pour exercer une option, le Locataire devra en aviser le Locateur par écrit, à ses bureaux, au moins six (6) mois avant l'échéance du Bail ou de l'option en cours. Si le Locataire ne donne pas un tel avis écrit dans le délai prescrit, le Locateur devra alors demander par écrit au Locataire son intention quant à l'option de renouvellement. Le Locataire devra, dans un délai de soixante (60) jours à compter de la demande du Locateur, donner un avis écrit de son intention de se prévaloir de l'option, à défaut de quoi cette option et toutes celles restantes, le cas échéant, deviendront nulles et non avenues.

3.3 **Reconduction tacite** : Nonobstant les dispositions de l'article 1878 du *Code civil*

Paraphes	
Locateur	Locataire

du Québec, le Bail ne pourra être reconduit tacitement. Ainsi, si le Locataire ne donne pas avis de son intention de se prévaloir d'une option de renouvellement dans le délai prescrit, il sera réputé ne pas vouloir exercer toute telle option de renouvellement et, dans ce cas, le Bail se terminera de plein droit à son échéance.

Si le Locataire continue néanmoins à occuper les Lieux loués après l'échéance du Bail ou de l'option de renouvellement en cours, selon le cas, tous les termes et conditions du Bail continueront de s'appliquer et auront plein effet durant cette période d'occupation prolongée par le Locataire. Sous réserve des dispositions de l'article 3.2, le Locateur pourra mettre fin à cette occupation prolongée par le Locataire sur préavis écrit de cent vingt (120) jours.

ARTICLE 4
LOYER

4.1 **Loyer** : Le Bail est consenti en considération d'un loyer annuel payable selon les modalités contenues à l'article 4.2 du Bail en douze (12) versements mensuels, égaux et consécutifs auxquels s'ajoutent les Taxes de vente, d'avance au début de chaque mois à compter de la première journée du Bail. Si cette date ne coïncide pas avec le premier (1er) jour du mois, un ajustement du loyer devra être fait pour ce mois au prorata du nombre de jours restant dans ce mois. Il en sera de même pour le dernier mois du Bail, le cas échéant. Le loyer sera ajusté selon les modalités contenues à l'article 4.3 du Bail et au prorata d'occupation tel qu'établi à l'article 2.4.

4.2 **Loyer unitaire** : Le loyer, qui inclut les Frais d'exploitation (incluant 15% frais gestion-administration et excluant la consommation électrique, la consommation de gaz et l'entretien ménager) et les Taxes foncières, se compose des coûts unitaires annuels suivants :

Pour la période du 1er octobre 2017 au 31 janvier 2019

- ► Loyer de base annuel 3,62 $/pi^2
- ► Taxes foncières pour la première année de la Durée sujet à 4.3 0,88$/pi^2

Pour la période du 1er février 2019 au 31 janvier 2020

- ► Loyer de base annuel 3,82 $/pi^2
- ► Taxes foncières pour la première année de la Durée sujet à 4.3 0,88 $/pi^2

Pour la période du 1er février 2020 au 31 janvier 2021

- ► Loyer de base annuel 4,02 $/pi^2
- ► Taxes foncières pour la première année de la Durée sujet à 4.3 0,88 $/pi^2

Paraphes	
Locateur	Locataire

Pour la période du 1er février 2021 au 31 janvier 2022

► Loyer de base annuel 4,12 $/pi^2

► Taxes foncières pour la première année de la Durée sujet à 4.3 0,88 $/pi^2

4.3 **Ajustement des Taxes foncières :** Les Taxes foncières seront ajustées annuellement à la date d'anniversaire du Bail selon le coût réel défrayé par le Locateur, le tout calculé au prorata d'occupation établi conformément aux dispositions de l'article 2.4. À cette fin, le Locateur devra produire annuellement au Locataire, une copie des comptes de Taxes foncières acquittés; à défaut, le Locataire pourra retenir tout versement de loyer jusqu'à production des documents requis.

Si le coût réel défrayé par le Locateur au cours d'une année est supérieur au montant des Taxes foncières versé par le Locataire au Locateur, le Locataire, après avoir effectué les vérifications appropriées, remboursera la différence au Locateur dans un délai raisonnable suivant la réception d'une copie des comptes de Taxes foncières acquittés.

Par contre, si le coût réel défrayé par le Locateur au cours d'une année est inférieur au montant des Taxes foncières versé par le Locataire au Locateur, le Locataire compensera ce surplus versé au Locateur à même ses versements de loyer jusqu'à pleine compensation.

Pour ces ajustements, les parties devront tenir compte, le cas échéant, de toute variation du montant des Taxes foncières payables pendant la durée du Bail suite à une révision de l'évaluation municipale due à une contestation devant l'organisme compétent. Le Locateur s'engage à aviser le Locataire, sans délai, de toute telle révision, et ce, même après l'expiration du Bail.

ARTICLE 5
REMISE À LA FIN DU BAIL

5.1 **Remise en état** : À l'échéance du Bail, le Locataire pourra, à son choix, abandonner les aménagements ou les enlever, en tout ou en partie, incluant le mobilier intégré, les serrures numériques, les chemins de clés, ainsi que toutes les composantes du système d'alarme, auquel cas il devra remettre les Lieux loués dans l'état de leur réception, compte tenu de leur vieillissement ou de l'usure normale.

Tout bien appartenant au Locataire ou à toute autre personne laissé dans ou sur les Lieux loués après la résiliation ou à l'échéance du Bail est réputé avoir été abandonné au profit du Locateur et ce dernier pourra en disposer à sa guise, sans

Paraphes	
Locateur	Locataire

qu'il ne doive quelque compensation ni indemnité que ce soit au Locataire ou à des tiers.

ARTICLE 6
TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT

6.1 **Travaux sous la responsabilité du Locataire** : Le Locataire pourra, à ses frais, après en avoir avisé le Locateur par écrit, effectuer des Travaux d'aménagement dans les Lieux loués pendant la durée du Bail pourvu qu'ils n'affectent pas l'intégrité des structures, systèmes et équipements de l'Édifice. Dans son avis, le Locataire devra décrire la nature et l'étendue des travaux visés.

Toutefois, si ces travaux affectent l'intégrité des structures ou les systèmes et équipements de l'Édifice, le Locataire devra obtenir, préalablement à l'exécution des travaux, la permission du Locateur, laquelle ne pourra être refusée ni retardée sans motifs raisonnables.

Le Locataire retiendra les services de l'Expert de son choix.

6.2 **Travaux sous la responsabilité du Locateur** : Si le Locataire demande au Locateur d'effectuer les Travaux d'aménagement du Locataire, un prix pour ces travaux devra être négocié avant leur réalisation et, à cet effet, le Locateur devra fournir au Locataire les informations requises à l'établissement d'un juste prix.

À défaut d'entente sur le prix, le Locateur s'engage à remettre au Locataire, dans les meilleurs délais, des directives concernant les travaux à être réalisés et à demander pour ces travaux des prix à trois (3) entrepreneurs désignés par le Locataire. L'entrepreneur ayant soumis la plus basse soumission conforme devra être retenu par le Locateur.

Dans ces cas, le Locateur devra, sous sa seule et entière responsabilité, faire réaliser tous les travaux, soit au prix convenu et par l'entrepreneur de son choix, soit par l'entrepreneur ayant soumis la plus basse soumission conforme au prix soumis. Dans ce dernier cas, le Locateur pourra majorer d'au plus cinq pour cent (5%) ce prix, incluant les frais d'administration et de gestion ainsi que les profits.

Le Locateur devra réaliser les travaux dans le délai convenu avec le Locataire.

6.3 **Paiement** : Il est convenu entre les parties que le coût total des Travaux d'aménagement payé par le Locateur, incluant tous les coûts chargés par l'entrepreneur et le coût de financement, seront remboursés au comptant par le Locataire à la fin des travaux. Toutefois, si le coût des travaux est supérieur à

Paraphes	
Locateur	Locataire

100,000.00$, le Locataire devra payer selon les modalités suivantes : quatre-vingt-cinq pour cent (85%) lors de l'acceptation provisoire et quinze pour cent (15%) lors de l'acceptation définitive.

ARTICLE 7
OBLIGATIONS DU LOCATEUR

Le Locateur s'engage à ses frais à :

7.1 **Accès** : donner libre accès aux Lieux loués aux employés du Locataire ainsi qu'au public, en tout temps pendant la durée du Bail.

7.2 **Respect des exigences** : fournir et maintenir les Lieux loués ainsi que l'Immeuble conformes aux exigences des lois, codes, règlements, ordonnances et décrets applicables. Il produira à ses frais, sur demande du Locataire, les certificats requis (systèmes électromécaniques, protection des incendies, plans d'évacuation, etc.).

7.3 **Entretien intérieur** : maintenir, en tout temps au cours du Bail, les Lieux loués, leurs améliorations et Transformations ainsi que l'Édifice en bon état et propres à l'occupation et il devra, dès qu'il en sera requis, remédier à tout défaut et procéder aux réparations causées par l'usure normale. De plus, le Locateur devra effectuer l'entretien et le remplacement, au besoin, des équipements électromécaniques.

7.4 **Entretien extérieur** : maintenir l'extérieur de l'Immeuble propre et en bon état, et notamment :

a) tondre la pelouse et entretenir les plates-bandes, les trottoirs, les haies, les clôtures, les espaces de stationnement et tous autres éléments paysagers extérieurs, le tout sans faire l'utilisation de pesticides et d'herbicides ;

b) enlever la neige et la glace sur toutes les voies d'accès, dégager les marches, les entrées, les sorties d'urgence, les trottoirs, les espaces de stationnement et répandre les abrasifs et du fondant lorsque requis ; et

c) nettoyer les vitres extérieures.

7.5 **Bris de vitres** : remplacer, en cas de bris, les vitres intérieures et extérieures nonobstant la cause (feu, vol, vandalisme ou autre).

7.6 **Graffitis** : nettoyer avec des produits et du matériel adéquat lorsque des graffitis apparaissent à l'intérieur et à l'extérieur de l'Édifice.

Paraphes	
Locateur	Locataire

7.7 **Température** : chauffer, ventiler, climatiser et maintenir dans les Lieux loués, en tout temps, une température et un taux d'humidité selon les besoins du Locataire. Pendant les périodes non occupées par le Locataire, pour lesquelles périodes le Locataire devra aviser le Locateur au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, le Locateur accepte de gérer la demande en énergie et en éclairage à partir d'un système de télégestion qui sera installé par le Locateur.

7.8 **Air frais** : maintenir dans les Lieux loués, en tout temps, une gestion d'air frais respectant les normes en vigueur.

7.9 **Eau** : fournir le service d'eau domestique (froide et chaude) selon les besoins du Locataire.

7.10 **Électricité et Gaz** : fournir l'électricité et le gaz nécessaire à l'utilisation des Lieux loués selon les besoins du Locataire.

7.11 **Assurance** : souscrire et maintenir en vigueur, pendant la durée du Bail, une assurance de responsabilité civile formule générale contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile, incluant la responsabilité contractuelle découlant du Bail, que le Locateur peut encourir pour quelque raison que ce soit du fait de la propriété, de la location, de l'opération, de l'occupation ou de l'usage de l'Immeuble, accordant une protection pour une somme minimum de cinq millions de dollars (5 000 000,00 $), limite globale, par personne et par événement, pour blessures corporelles ou dommages matériels subis par qui que ce soit, y compris le Locataire. Cette police d'assurance doit contenir un avenant à l'effet qu'elle n'est ni annulable ni modifiable sans un avis préalable de trente (30) jours adressé au Locataire et une copie de cette police et de cet avenant devra être fournie au Locataire.

7.12 **Sécurité incendie** : assurer la protection des occupants des Lieux loués et fournir un plan d'évacuation des Lieux loués, le tout conformément aux règles en vigueur.

7.13 **Développement durable** : Dans le cadre de l'application de la politique de développement durable pour les édifices de la Ville de Montréal, il est souhaitable que le Locateur obtienne la certification BOMA BEST pour l'Édifice.

7.14 **Voies d'accès** : voir à ce que l'accès de la voie publique à l'Édifice soit pavé et que l'accès des piétons soit séparé de celui des véhicules motorisés.

7.15 **Signalisation** : installer l'équipement requis pour la signalisation extérieure du Locataire aux endroits qui lui seront désignés par le Locataire. De plus, le Locateur doit installer et fournir, à l'extérieur, dans le hall d'entrée et aux étages, une

Paraphes	
Locateur	Locataire

signalisation conforme aux normes du Locataire.

7.16 Affichage : voir à ce que tout affichage placé à l'intérieur des Lieux loués et des Aires et installations communes soit conforme à la *Charte de la langue française* et ses règlements.

7.17 Désignation de responsables et remise des clés : fournir au Locataire une liste complète des noms, adresses et numéros de téléphone des employés, préposés et mandataires du Locateur qui recevront les plaintes du Locataire, le cas échéant, et qui peuvent être rejoints en tout temps en cas d'urgence ou de panne de tout service qui doit être assuré par le Locateur en vertu du Bail, et ce, en vue d'effectuer les réparations qui pourraient être nécessaires au rétablissement de ces mêmes services dans les meilleurs délais. De plus, le Locateur devra remettre les clés uniquement au représentant désigné par le Locataire.

7.18 Transformations : prendre toutes les mesures requises pour minimiser les inconvénients et assurer la jouissance paisible des Lieux loués par le Locataire s'il désire effectuer, à ses frais, des Transformations ou des Travaux de base. Le Locateur devra, au préalable, avoir obtenu l'autorisation écrite du Locataire avant d'entreprendre des travaux dans les Lieux loués.

7.19 Stationnement et remisage : assurer au Locataire la pleine jouissance des espaces de stationnement et de remisage, le cas échéant.

7.20 Sous-location et cession : permettre et par les présentes, permet au Locataire de sous-louer les Lieux loués, en tout ou en partie, le tout étant sujet aux conditions suivantes :

a) le sous-locataire devra s'engager à respecter toutes les obligations du Locataire en vertu du Bail ;

b) le sous-locataire devra souscrire et maintenir en vigueur, pendant la durée de la sous-location, à ses frais, une assurance de responsabilité civile formule générale contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile, que le sous-locataire peut encourir pour quelque raison que ce soit du fait de la sous-location, de l'occupation ou de l'usage des Lieux loués, accordant une protection pour une somme minimum de cinq millions de dollars (5 000 000,00 $), limite globale, par personne et par événement, pour blessures corporelles ou dommages matériels subis par qui que ce soit, y compris le Locateur. Cette police d'assurance doit contenir un avenant à l'effet qu'elle n'est ni annulable ni modifiable sans un avis préalable de trente (30) jours adressé au Locateur et une copie de cette police et de cet avenant devra

Paraphes	
Locateur	Locataire

être fournie au Locateur ; et

c) le Locataire et le sous-locataire demeureront solidairement responsables de l'accomplissement de toutes les obligations du Locataire prévues au Bail.

Par ailleurs, le Locataire ne pourra céder ses droits dans le Bail à moins d'avoir obtenu au préalable le consentement écrit du Locateur, lequel ne pourra refuser ce consentement sans motif raisonnable.

ARTICLE 8

OBLIGATIONS DU LOCATAIRE

Le Locataire s'engage à :

8.1 **Publication** : prendre à sa charge le coût de la publication du Bail, sous la forme d'un avis de bail seulement.

8.2 **Entretien ménager** : faire l'entretien ménager des Lieux loués.

8.3 **Usage** : n'utiliser les Lieux loués qu'à des fins de bureaux, de centre de formation ou à d'autres fins pour les besoins du Service de police ou d'un autre des services du Locataire. Le Locataire ne sera pas obligé d'occuper ni d'opérer dans les Lieux loués et ceci ne constituera pas un changement de forme ou de destination des Lieux loués. Le Locataire aura accès aux Lieux loués, vingt-quatre (24) heures par jour, sept (7) jours par semaine.

8.4 **Responsabilité et assurance** : tenir le Locateur indemne de tous dommages, de quelque nature que ce soit, de toutes réclamations, de tous jugements y compris les frais, et prendre le fait et cause du Locateur et intervenir dans toutes actions intentées contre ce dernier résultant directement ou indirectement de cette location, sauf en cas de négligence du Locateur, de ses employés, préposés, mandataires ou représentants. De plus, le Locataire se tiendra responsable de tous dommages qu'il pourra causer aux Lieux loués résultant de ses activités ou de l'entreposage de ses produits ou matériaux. Le Locataire déclare qu'il s'auto-assure et en conséquence, il ne sera tenu de souscrire à aucune assurance de quelque nature que ce soit.

8.5 **Avis** : aviser immédiatement le Locateur, par écrit, de toute défectuosité, fuite, de tout incendie ou dommage causé de quelque façon que ce soit aux Lieux loués ou à ses accessoires.

8.6 **Réparations** : permettre au Locateur de faire toutes réparations urgentes et nécessaires, d'exécuter tout acte d'entretien dans l'Immeuble ou dans les Lieux

Paraphes	
Locateur	Locataire

loués, d'examiner ces derniers et d'y entrer à ces fins ou pour toute autre fin qu'il pourrait juger nécessaire à l'exploitation ou à l'entretien de l'Immeuble ou ses équipements, sans aucune réduction de loyer ni indemnité, pourvu que les travaux soient complétés avec une diligence raisonnable, sous réserve des dispositions de l'article 18.3.

8.7 **Visites** : permettre, pendant les six (6) derniers mois du Bail, à toute personne intéressée à louer les Lieux loués de les visiter, les jours ouvrables entre neuf heures (9h00) et dix-sept heures (17h00).

8.8 **Éclairage** : remplacer tout ballast, ampoule, fusible ou tout tube fluorescent défectueux ou grillé.

8.9 **Électricité et Gaz** : prendre à sa charge et payer directement à Hydro-Québec, à compter de la première journée de la Durée du Bail, la dépense en électricité et en éclairage afférente aux Lieux loués et prendre à sa charge et payer directement à Gaz Métropolitain, à compter de la première journée de la Durée du Bail, la dépense en gaz afférente aux Lieux loués.

ARTICLE 9
DOMMAGES ET DESTRUCTION DES LIEUX LOUÉS

Si, pendant la durée du Bail, l'Édifice ou les Lieux loués sont, en tout ou en partie, endommagés ou détruits par incendie ou par toute autre cause, et que, de l'avis du Locataire, les Lieux loués sont devenus, en tout ou en partie, impropres à l'occupation, on appliquera alors les règles suivantes :

9.1 **Destruction partielle** : Dans le cas d'une destruction partielle des Lieux loués, le Locateur s'engage à aviser par écrit le Locataire, dans un délai de trente (30) jours, de la durée des travaux de réparation et si applicables, les modalités de relocalisation du Locataire.

Le Locateur devra procéder à la réparation des Lieux loués avec toute la diligence nécessaire. Le loyer sera alors réduit et réparti selon la partie encore utilisable des Lieux loués jusqu'à la réintégration complète du Locataire dans les Lieux loués.

Pour la partie non utilisable des Lieux loués, le Locateur devra, si des locaux dans l'Édifice sont disponibles, relocaliser, à ses frais, le Locataire dans des locaux comparables aux Lieux loués et le loyer sera ajusté en conséquence, étant entendu que le Locataire ne sera jamais appelé à payer un loyer supérieur à celui prévu au Bail. Si aucun local n'est disponible dans l'Édifice, alors le Locateur ne sera pas tenu de relocaliser le Locataire.

Paraphes	
Locateur	Locataire

9.2 **<u>Destruction totale</u>** : Si les Lieux loués sont devenus totalement impropres à l'occupation, le Locateur pourra, à son choix, décider de réparer ou non les Lieux loués.

S'il décide de ne pas procéder aux réparations, le Locateur en avisera le Locataire par écrit le plus tôt possible et, sans encourir aucune responsabilité envers le Locataire pour les dommages subis lors d'un tel événement, sauf faute de sa part, le Bail prendra alors fin et le Locataire devra évacuer les Lieux loués et ne sera tenu de payer son loyer que jusqu'à la date de tels dommages ou destruction.

S'il décide de procéder aux réparations, le Locateur devra le faire avec toute la diligence nécessaire, et le Locataire sera exempté du paiement du loyer pour toute la période allant de la date de tels dommages ou destruction jusqu'à la date de relocalisation prévue ci-après.

Le Locateur devra faire son possible entre-temps, si des locaux dans l'Édifice sont disponibles, pour relocaliser, à ses frais, le Locataire dans des locaux comparables aux Lieux loués et le loyer sera ajusté en conséquence, étant entendu que le Locataire ne sera jamais appelé à payer un loyer supérieur à celui prévu au Bail. Si aucun local n'est disponible dans l'Édifice, alors le Locateur ne sera pas tenu de relocaliser le Locataire.

9.3 **<u>Résiliation</u>** : Nonobstant ce qui précède, le Locataire pourra mettre fin au Bail dans chacun des cas suivants :

a) dans un délai de trente (30) jours de l'avis écrit du Locateur, dans tous les cas de destruction totale ou partielle, s'il est impossible pour le Locateur de relocaliser le Locataire ;

b) dans un délai de trente (30) jours de l'avis écrit du Locateur indiquant la possibilité de relocaliser le Locataire, seulement si tel avis indique une durée des travaux de réparation de plus de cent vingt (120) jours dans le cas de destruction partielle et de plus de deux cent quarante (240) jours dans le cas de destruction totale ;

c) dans tous les cas de destruction totale ou partielle, dans un délai de trente (30) jours de l'expiration de la durée des travaux de réparation indiquée à l'avis écrit du Locateur, si les travaux de réparation ne sont toujours pas complétés de manière à permettre la réintégration complète du Locataire dans les Lieux loués, dans un délai de soixante (60) jours suivant l'avis du Locateur dans un cas de destruction partielle et de cent vingt (120) jours dans un cas de destruction totale. Il est entendu pour les fins du présent paragraphe que la

Paraphes	
Locateur	Locataire

durée des travaux est calculée à compter de la réception de l'avis écrit du Locateur, plus un délai additionnel de trente (30) jours applicable seulement dans le cas où le Locataire bénéficie de ce délai pour résilier le Bail.

d) dans tous les cas où le Locataire met fin au Bail en vertu du présent article, il ne sera alors tenu de payer le loyer que jusqu'à la date de cette destruction totale ou partielle, selon le cas.

ARTICLE 10
DÉFAUT DU LOCATEUR

10.1 **Modalités** : Dans le cas où le Locataire signifierait au Locateur un avis écrit de l'inexécution de l'une des obligations qui doit être assumée par ce dernier en vertu du Bail, et si le Locateur ne remédie pas à ce défaut :

a) dans les trente (30) jours à compter de la réception de cet avis écrit ; ou

b) dans le délai moindre indiqué par le Locataire dans cet avis, si, en raison de la nature de cette inexécution, le Locataire est susceptible de subir une perte ou un dommage;

alors, le Locataire pourra, sans autre avis au Locateur, prendre les mesures qui peuvent selon lui s'avérer nécessaires pour remédier à ce défaut et, sous réserve de tous les autres droits et recours du Locataire, le Locateur devra assumer tous les frais engagés par le Locataire pour remédier à ce défaut et, s'il n'acquitte pas ces frais lorsqu'il en sera requis, le Locataire est autorisé à déduire ces frais du loyer ou de tout autre montant payable par le Locataire au Locateur en vertu du Bail.

Pour les réparations jugées urgentes et nécessaires par le Locataire, pour la conservation ou l'usage des Lieux loués, le Locataire pourra y procéder, sous réserve de tous ses autres droits et recours, après en avoir informé ou tenté d'en informer le Locateur. Le Locateur devra rembourser au Locataire les dépenses raisonnables ainsi encourues. À défaut par le Locateur d'en effectuer le remboursement lorsqu'il en sera requis, le Locataire pourra déduire ces dépenses du loyer ou de tout autre montant payable par lui au Locateur en vertu du Bail.

Toute réparation effectuée par le Locataire pour le compte du Locateur demeurera néanmoins la responsabilité de ce dernier.

Par ailleurs, l'encaissement par le Locateur d'un chèque après toutes telles déductions ne constituera pas en soi une acceptation par le Locateur d'une telle

Paraphes	
Locateur	Locataire

déduction.

Le droit du Locataire prévu ci-dessus de procéder aux réparations jugées par lui urgentes et nécessaires ne s'appliquera pas dans les cas de « DOMMAGES ET DESTRUCTION DES LIEUX LOUÉS » prévus à l'article 9.

ARTICLE 11
DÉFAUT DU LOCATAIRE

11.1 **Modalités** : Dans le cas où le Locateur signifierait au Locataire un avis écrit de l'inexécution de l'une des obligations qui doit être assumée par ce dernier en vertu du Bail, et si le Locataire ne remédie pas à ce défaut :

a) dans les trente (30) jours à compter de la réception de cet avis écrit ; ou

b) dans le délai moindre indiqué dans cet avis s'il y a urgence ou si, en raison de la nature de cette inexécution, le Locateur est susceptible de subir une perte ou un dommage;

alors, le Locateur pourra, sans autre avis au Locataire, prendre les mesures qui peuvent selon lui s'avérer nécessaires pour remédier à ce défaut et, sous réserve de tous les autres droits et recours du Locateur, le Locataire doit assumer tous les frais raisonnables engagés par le Locateur pour remédier à ce défaut, à moins que le Locataire ait commencé à remédier avec diligence à ce défaut auquel il ne peut être remédié raisonnablement dans les délais exigés. Dans ce cas, le Locataire pourra présenter au Locateur un plan de correction accompagné d'un échéancier.

ARTICLE 12
AMIANTE

12.1 **Déclaration** : Le Locateur déclare qu'il n'y a pas actuellement d'amiante friable dans l'Édifice.

12.2 **Test d'air** : Le Locateur s'engage, dès la découverte d'amiante friable dans l'Édifice, à en informer le Locataire. Le Locateur devra alors, à ses entiers frais, réaliser un test d'air par année, le tout selon les normes et règlements du milieu de travail (CNESST). Le Locateur fournira au Locataire, sans frais, une copie des résultats de ces tests d'air.

12.3 **Correctifs** : Le Locateur s'engage de plus, si les résultats des tests d'air ne respectent pas les normes prescrites, à apporter les correctifs nécessaires à ses frais et à soumettre son plan d'action au Locataire dans les meilleurs délais.

Paraphes	
Locateur	Locataire

12.4 Défaut : Advenant le défaut du Locateur de respecter ses engagements, le Locataire pourra, à son choix, mettre fin au Bail, sans aucun recours en dommage de quelque nature que ce soit de la part du Locateur. De plus, le Locataire pourra réclamer du Locateur tous les coûts inhérents à la relocalisation des occupants.

ARTICLE 13
DIVERS

13.1 Rubriques : Les rubriques précédant les clauses du Bail n'y figurent que pour la commodité de sa consultation à titre de référence seulement et ne peuvent servir à l'interpréter.

13.2 Renonciation : Le fait que le Locataire ou le Locateur n'ait pas exigé de l'autre l'exécution d'une quelconque obligation contenue au Bail ou qu'il n'ait pas exercé un droit prévu au Bail, ne peut en aucun cas être considéré comme une renonciation à l'exécution d'une obligation du Locataire ou du Locateur ou à l'exercice d'un droit d'une partie, qui garde son plein effet.

13.3 Accord complet : Les parties conviennent que le Bail constitue une entente complète et rescinde toute entente antérieure, convention, pourparler, offre de location, garantie ou autre accord intervenu entre elles antérieurement à la signature du Bail et que ce dernier ne peut être modifié que par une nouvelle convention écrite toute aussi formelle que la présente.

13.4 Force majeure : Aucune des parties ne peut être considérée en défaut dans l'exécution de ses obligations en vertu du Bail si telle exécution est retardée, retenue ou empêchée par suite de force majeure. La force majeure est toute cause ne dépendant pas de la volonté des parties, qu'elles n'ont pu raisonnablement avoir prévue et contre laquelle elles n'ont pu se protéger. La force majeure comprend, mais sans limitation, toute grève, tout arrêt partiel ou complet de travail, tout lock-out, tout incendie, toute émeute, toute intervention par les autorités civiles ou militaires, tout acquiescement aux règlements ou aux ordonnances de toutes autorités gouvernementales et tout fait de guerre, qu'elle soit déclarée ou non.

13.5 Lois applicables : Le Bail est régi par les lois du Québec.

13.6 Relocalisation : Les Lieux loués ne pourront être relocalisés en tout ou en partie pendant le Bail et tout renouvellement ou prolongation du Bail, sauf en conformité avec les dispositions de l'article 9.

13.7 Équipements de communication : Sur demande du Locataire, le Locateur

Paraphes	
Locateur	Locataire

s'engage à mettre à la disposition de celui-ci, libre de tout Loyer de quelque nature que ce soit ou autres frais, un espace sur le toit de l'Édifice, afin de permettre au Locataire d'y installer, à n'importe quel temps au cours du Bail, des équipements de communication, comme par exemple: antenne parabolique, satellites, soucoupes, antenne mobile de réception et transmission possiblement montée sur une tour, systèmes de transmission de données utilisant la fibre optique et tout autre équipement de même nature, le tout sujet à la réglementation municipale ou gouvernementale.

Toutes les dépenses reliées à un tel équipement (incluant les coûts d'installation, d'entretien, de réparation, les coûts d'énergie et autres) seront assumés par le Locataire. De plus, le Locataire sera responsable d'obtenir à ses frais tout permis requis pour opérer un tel équipement.

ARTICLE 14
POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE

14.1 Remise : Le Locataire a adopté une politique de gestion contractuelle conformément aux dispositions de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (R.L.R.Q., c. C-19) et il a remis une copie de cette politique au Locateur.

ARTICLE 15
ANNEXES

15.1 Énumération : Les documents suivants sont annexés au Bail et en font partie intégrante :

- Annexe A : Plan des Lieux loués

15.2 Interprétation : En cas de contradiction entre le texte du Bail et celui des annexes, les termes, clauses et conditions du Bail auront préséance sur ceux des annexes.

ARTICLE 16
ÉLECTION DE DOMICILE

16.1 Adresses : Chacune des parties élit domicile à son adresse ci-après mentionnée et convient que tout avis à être donné en vertu du Bail devra être soit posté par courrier recommandé, soit remis de la main à la main ou soit encore signifié par huissier aux adresses suivantes:

► Pour le Locateur :

Paraphes	
Locateur	Locataire

DÉVELOPPEMENT OLYMBEC INC.
À l'attention du département de location
333, boul. Décarie, 5e étage
Montréal, Québec, H4N 3M9
Téléphone : 514-344-3334
Télécopieur : 514-344-8027

► Pour le Locataire :
VILLE DE MONTRÉAL
Service de la gestion et de la planification immobilière
Division des locations
303, rue Notre Dame Est, 2ème étage
Montréal, Québec, H2Y 3Y8

16.2 Modification : Les adresses ci-dessus peuvent être modifiées sur avis écrit, mais ce, uniquement à l'intérieur du district judiciaire de Montréal. Si l'une des parties négligeait d'aviser l'autre d'un changement d'adresse, cette partie sera réputée avoir élue domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure du district judiciaire de Montréal.

16.3 Avis : Tout avis transmis par courrier recommandé sera réputé avoir été reçu dans les cinq (5) jours suivant sa mise à la poste, si le service postal fonctionne normalement. Dans le cas contraire, l'avis devra être soit remis de la main à la main ou soit signifié par huissier. Dans le cas de remise de la main à la main de cet avis, ou de sa signification par huissier, l'avis sera réputé avoir été reçu le jour même de sa remise, de sa signification ou de sa transmission.

ARTICLE 17
COURTIER

17.1 Commission : Toute commission ou autre rémunération de quelque nature que ce soit payable à un courtier ou agent relativement à la présente location sera assumée exclusivement par le Locateur, le tout à la complète exonération du Locataire. Le Locataire déclare n'avoir retenu les services d'aucun courtier relativement à la présente location.

ARTICLE 18
ENQUÊTE DE SÉCURITÉ

18.1 Pouvoir : Le Locateur, ses administrateurs, actionnaires, dirigeants et gestionnaires, le cas échéant, ont tous fait l'objet d'une enquête de sécurité préalablement à la signature du Bail. Le Locateur devra aviser le Locataire par

Paraphes	
Locateur	Locataire

écrit, sans délai, de tout transfert de propriété de l'Immeuble ou de tout changement d'administrateur, d'actionnaire, de dirigeant et de gestionnaire qui pourrait survenir pendant la durée du Bail. Tout nouveau propriétaire de l'Immeuble ou administrateur, actionnaire, dirigeant et gestionnaire du Locateur devra également faire l'objet d'une enquête de sécurité.

18.2 Résiliation : Si les obligations stipulées à l'article 18.1 ne sont pas respectées ou si les résultats de toute enquête de sécurité réalisée par le Locataire ne sont pas à l'entière satisfaction de celui-ci, le Locataire pourra résilier le Bail en signifiant au Locateur un préavis écrit de trente (30) jours à cet effet, sans dévoiler les résultats de l'enquête ni les méthodes utilisées qui demeureront confidentielles, le tout sans indemnité ni compensation de quelque nature que ce soit pour le Locateur, les personnes ayant fait l'objet de toute telle enquête et les tiers.

18.3 Accès : Seules les personnes ayant fait l'objet d'une enquête de sécurité au préalable seront admises à pénétrer dans les Lieux loués. À cette fin, le Locateur devra fournir au Locataire, dans les dix (10) jours suivant la signature du Bail, une liste de ses employés (réguliers et suppléants), mandataires et sous-traitants qui auront accès aux Lieux loués. Cette liste devra contenir toutes les informations personnelles requises pour permettre au Locataire de réaliser adéquatement ses enquêtes de sécurité. Suite à ces enquêtes, seules les personnes acceptées par le Locataire auront accès aux Lieux loués. Le Locateur devra maintenir cette liste à jour et aviser le Locataire par écrit, sans délai, de tout remplacement ou d'ajout d'employés, de mandataires et sous-traitants.

18.4 Responsabilité : Le Locateur sera responsable de l'exactitude des renseignements fournis au Locataire pour les fins précitées et il s'engage à tenir le Locataire indemne de toute réclamation ou poursuite, de quelque nature que ce soit, relative à une enquête de sécurité ainsi réalisée par le Locataire.

Paraphes	
Locateur	Locataire

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé, en triple exemplaire, à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective.

LE LOCATEUR : **DÉVELOPPEMENT OLYMBEC INC.,**

Le ____ jour du mois de _____2017

_____

par : Derek Stern, secrétaire

LE LOCATAIRE : **VILLE DE MONTRÉAL**

Le ____ jour du mois de _____ 2017

_____

par : Yves Saindon, greffier

Ce Bail a été approuvé le _____

Résolution no : _____

Paraphes	
Locateur	Locataire

Annexe A

Plan des Lieux loués

Paraphes	
Locateur	Locataire

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1174565011

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division locations
Objet :	Approuver le projet de bail par lequel la Ville loue de Développement Olymbec inc., des espaces situés au 8525, rue Ernest-Cormier, pour les besoins du centre de formation du Service de police de la Ville de Montréal, pour un terme de 4 ans et 4 mois, soit du 1er octobre 2017 au 31 janvier 2022. Le loyer total est de 746 043,11 $, incluant les taxes. Bâtiment 8240-002.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1174565011 - Information comptable.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-France LESAGE
Conseillère budgétaire
Division du conseil et du soutien financier
Point de service - Sécurité publique, Service des finances
Tél : 514-280-2944

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-28

Line DESJARDINS
Chef d'équipe
Division du conseil et du soutien financier
Point de service - Sécurité publique, Service des finances
Tél : 514-280-2192
Division :

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.48

2017/09/28 17:00

(1)

Dossier # : 1176641003

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Compétence d'agglomération :	Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière exceptionnelle de 70 000 $ pour soutenir la 35e édition de l'événement Défi sportif AlterGo à Montréal en 2018. Approuver le projet de convention à intervenir entre la Ville et l'organisme AlterGo.

Il est recommandé :

1. D'accorder une contribution financière maximale et non récurrente de 70 000 $, incluant toutes les taxes applicables, à l'organisme sans but lucratif AlterGo afin de soutenir les activités reliées au 35^{e} anniversaire du Défi sportif AlterGo en 2018;

2. D'approuver le projet de convention de contribution entre la Ville et AlterGo, établissant les modalités et conditions d'octroi de la contribution financière;

3. D'imputer cette dépense en 2017, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel, après avoir opéré le virement budgétaire.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2017-09-05 10:26

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1176641003**

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Compétence d'agglomération :	Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière exceptionnelle de 70 000 $ pour soutenir la 35e édition de l'événement Défi sportif AlterGo à Montréal en 2018. Approuver le projet de convention à intervenir entre la Ville et l'organisme AlterGo.

CONTENU

CONTEXTE

Le Défi sportif AlterGo est organisé par AlterGo qui a pour mission de soutenir l'inclusion sociale des personnes ayant une limitation fonctionnelle par l'abolition des obstacles à l'accès au loisir. Le Défi sportif AlterGo, événement international unique au monde, soulignera ses 35 ans d'existence du 23 au 29 avril 2018. Il est le seul événement sportif qui rassemble, dans un même lieu et au même moment, des athlètes d'élite et de la relève de toutes les limitations fonctionnelles.
Cet événement rassemble aujourd'hui plus de 6 000 athlètes en provenance du Québec, du Canada et d'une quinzaine d'autres pays.

En 2018, le comité organisateur fera de l'événement un outil encore plus puissant de sensibilisation du grand public que par les années passées. Pour célébrer ceci, AlterGo prépare une vaste campagne de promotion qui mettra en valeur les athlètes, leurs familles, les bénévoles et les principaux partenaires de l'événement. De nombreuses activités sont prévues pour célébrer ce 35e anniversaire dont certaines mettront spécifiquement en lumière le partenariat privilégié entre la Ville de Montréal et AlterGo. C'est dans ce cadre qu'AlterGo demande un soutien financier exceptionnel de 70 000 $. Le projet et la demande de soutien sont disponibles en pièces jointes.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0233 – 30 avril 2015
Accorder un soutien financier annuel de 100 000 $ à AlterGo, dont 40 000 $ sont assumés

par la Ville de Montréal pour soutenir le volet concertation et 60 000 $ sont assumés par l'agglomération pour soutenir l'événement Défi sportif AlterGo ainsi qu'un soutien en biens et services de 254 652 $ également pour soutenir l'événement, pour les années 2015 à 2018 inclusivement / Approuver un projet de convention à cet effet.

CE13 0519 – 24 avril 2013
Accorder un soutien financier de 50 000 $ à AlterGo, afin de soutenir les activités reliées au 30e anniversaire du Défi sportif AlterGo.

DESCRIPTION

Il est recommandé d'accorder un soutien financier de 70 000 $ pour deux activités qui serviront de levier pour la campagne de promotion qu'AlterGo a mis en place, soit :
1. Organisation du relais de la flamme du Défi sportif dans les 19 arrondissements de la Ville de Montréal. Ce relais inclura quatre arrêts plus spécifiques où une zone d'essais sportifs sera installée permettant aux citoyens d'essayer les sports adaptés et découvrir les installations de la Ville mises à leurs dispositions pour des activités de sports et de loisirs. La planification, l'organisation ainsi que le début des activités du relais se dérouleraient à l'automne 2017 pour se terminer juste avant l'édition 2018 du Défi sportif AlterGo;

2. Réalisation d'une campagne promotionnelle s'appuyant sur plusieurs outils de communications spécifiques (publicités, affichages, oriflammes, articles promotionnels) afin de promouvoir l'événement à Montréal et convier les citoyens à cette opportunité unique au monde. Sa planification, sa création et son démarrage se réaliseraient à l'automne 2017.

JUSTIFICATION

Le Défi sportif AlterGo a fait connaître le sport adapté comme aucun autre événement ne l'a fait. Il a valorisé les capacités des personnes handicapées, amené les écoles spécialisées et les centres de réadaptation à voir la pratique du sport adapté comme un tremplin vers une plus grande inclusion sociale. Il a également sensibilisé des milliers de personnes, de partenaires, de décideurs à l'importance du sport dans la vie des personnes handicapées. La Ville de Montréal soutient fidèlement le Défi sportif AlterGo depuis sa toute première édition en 1984. L'année 2018 sera l'occasion de souligner 35 années d'un riche partenariat qui a su générer des impacts sociaux et économiques pour la métropole et même à la grandeur du Québec.

Le Défi sportif AlterGo constitue un réel levier de motivation pour les jeunes ayant une limitation fonctionnelle, les enseignants, les intervenants et les familles. L'événement a également un impact positif sur l'ensemble de l'entourage des jeunes, et ce, à long terme.

En plus des retombées sociales, d'importantes retombées économiques sont générées par l'événement : 4 M$ pour Montréal et 6 M$ pour le Québec pour la seule édition 2017, selon l'évaluation du modèle d'évaluation économique du tourisme sportif (MEETS) de l'Alliance canadienne du tourisme sportif.

Pour Montréal, le Défi sportif AlterGo a mis en évidence les efforts de Montréal en accessibilité universelle et a permis de positionner Montréal comme une plaque tournante internationale du sport adapté.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal du soutien financier de 70 000 $ sera pris à même le budget de fonctionnement du Service de la diversité sociale et des sports (SDSS) à la suite d'un virement entre activités budgétaires à l'intérieur du même service. Conséquemment, ce

dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville.
Le projet global des activités proposées pour souligner le 35e anniversaire de l'événement est évalué à 224 040 $ et présenté comme suit :

Projet	**Budget 35e anniversaire**	**Contribution Ville**	**% de la valeur de la contribution VDM**
Relais de la flamme	92 940 $	55 000 $	60 %
Campagne promotionnelle	131 100 $	15 000 $	12 %
Total	**224 040 $**	**70 000 $**	**30 %**

En contribuant à la hauteur de 70 000 $, la Ville assumerait 30 % des frais globaux du 35e anniversaire, représentant approximativement 2,5 % sur l'enveloppe globale de l'événement 2018, dont certaines activités débuteraient en 2017. Actuellement, la Ville contribue à 11 % du budget annuel de l'événement, incluant les coûts engendrés en biens et services pour la Ville. Cet ajout maintiendrait l'implication de la Ville dans le ratio habituel de contribution, soit entre 7 et 15 %.

Tableau présentant les dernières contributions financières pour les anniversaires.

Organisme	**Projet**	**25e anniversaire 2008**	**30e anniversaire 2013**	**35e anniversaire 2018**
AlterGo	Célébration du Défi sportif et mise en valeur du partenariat	58 000 $	50 000 $	70 000 $

Dans le cas où cette demande serait acceptée, globalement l'agglomération soutiendrait le Défi sportif AlterGo 2018 en contribuant pour un total de 130 000 $. Ce montant inclut un soutien de 60 000 $ accordé annuellement de 2015 à 2018 à la suite de la décision prise lors du conseil d'agglomération du 30 avril 2015.

Un tableau présentant l'historique du financement octroyé à AlterGo se retrouve en pièce jointe.

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Conformément au *Plan de développement durable 2016-2020* de la Ville de Montréal, le SDSS continuera à sensibiliser le promoteur à réaliser cet événement de manière écoresponsable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant un refus de la Ville de Montréal, le comité organisateur se verrait dans l'obligation de réduire la portée des festivités associées au 35e anniversaire du Défi sportif AlterGo.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Le plan de visibilité du Défi sportif AlterGo est joint au protocole d'entente en vigueur pour 2015-2018 (CG15 0233) et s'appliquera à la tenue des activités du 35e anniversaire.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Relais de la flamme entre le 1er octobre 2017 et le 30 avril 2018.
Planification et création de la campagne promotionnelle automne 2017.
Campagne promotionnelle 2017-2018.
Défi sportif AlterGo du 23 au 29 avril 2018.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Zamir Jose HENAO PANESSO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Chantale PHILIE
Conseillère en planification

Tél : 514-872-0947
Télécop. : 514-872-9255

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-04

Christine LAGADEC
Chef de division

Tél : 514-872-4720
Télécop. : 514-872-9255

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Luc DENIS
Directeur des sports

Tél : 514-872-0035
Approuvé le : 2017-08-29

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Johanne DEROME
Directrice de service - diversité sociale et sports
Tél : 514-872-6133
Approuvé le : 2017-09-01

Autres financements octroyés à AlterGo pour les trois dernières années excluant celui indiqué dans le sommaire

Organisme	Projet /Initiative	Soutiens accordés				Provenance du financement (Services centraux, arrondissements)
		3 années antérieures			Année en cours	
		2014	2015	2016	2017	
AlterGo	Programme de soutien aux organismes PANAM	-	50 000 $	100 000 $	150 000 $	Service de la diversité sociale et des sports
	Volet concertation en loisir	40 000 $	40 000 $	40 000 $	40 000 $	Service de la diversité sociale et des sports
	Programme d'accompagnement en loisir de l'Île de Montréal (PALIM)	50 000 $	462 000 $	512 000 $	512 000$ $	Service de la diversité sociale et des sports et entente Ville – ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS)
	Volet Défi sportif	37 000 $	60 000 $	60 000 $	60 000 $	Service de la diversité sociale et des sports
	Total	127 000 $	612 000 $	712 000 $	762 000 $	

Montréal, le 8 décembre 2016

Monsieur Dimitrios Jim Beis
Membre du comité exécutif
Responsable de l'approvisionnement, des sports et loisirs,
ainsi que des communautés d'origines diverses
Hôtel de ville
275, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Objet : 35e Défi sportif AlterGo

« *Depuis le début de l'année, les jeunes nous demandent sans cesse quand aura lieu le Défi sportif AlterGo. L'expérience qu'ils y vivent les valorise beaucoup. Pratiquer un sport développe leurs habiletés sociales et leur confiance, ils sont plus enthousiastes, plus souriants.* » - Liette Marcil, enseignante à l'école Victor Doré.

Monsieur Beis,

L'année 2018 sera l'occasion de célébrer la 35e édition du Défi sportif AlterGo, évènement de sport adapté unique au monde, que vous connaissez bien!

La Ville de Montréal soutient fidèlement le Défi sportif AlterGo depuis sa toute première édition et l'année 2018 sera donc également l'occasion de souligner 35 années d'un riche partenariat qui a su générer des impacts sociaux et économiques pour la métropole et même à la grandeur du Québec, permettant à la Ville de Montréal de rayonner en tant que ville avant-gardiste en matière d'accessibilité universelle et d'inclusion des personnes handicapées.

Depuis la création du Défi sportif AlterGo en 1984, ce sont environ 70 000 athlètes qui y ont participé. L'augmentation de la participation à travers les années est impressionnante : de 1 691 athlètes en 2000 à 6 204 en 2015 !

Le Défi sportif AlterGo constitue un réel levier pour motiver les jeunes ayant une limitation fonctionnelle, les enseignants, les intervenants et les familles afin de non seulement changer la vie de milliers de jeunes handicapés, mais également leur entourage et leur environnement.

En plus des retombées sociales, d'importantes retombées économiques sont générées par le Défi sportif AlterGo : 4 millions $ pour Montréal et 6

DÉFI SPORTIF
ALTERGO

525, rue Dominion
Bureau 340
Montréal (Québec)
H3J 2B4

T. 514-933-2739
info@defisportif.com
www.defisportif.com

millions $ pour le Québec pour la seule édition 2017, selon l'évaluation du modèle MEETS de l'Alliance canadienne du tourisme sportif.

En 2018, des activités spéciales et une large campagne de promotion seront organisées afin de souligner les 35 années de l'évènement et du partenariat avec la Ville de Montréal, qui a activement contribué à ce succès.

Cette campagne promotionnelle serait notamment diffusée sur les écrans du métro de Montréal et sur les oriflammes à travers la Ville de Montréal. Un nouvel ambassadeur du Défi sportif AlterGo ferait la promotion de Montréal, ville engagée pour l'accessibilité et le sport. Cette campagne serait l'occasion de mettre en valeur l'apport indéniable de la Ville de Montréal au développement de l'accessibilité universelle et de l'inclusion des personnes handicapées et valoriserait les bonnes pratiques et innovations de la Ville en la matière.

Afin de soutenir cette campagne qui soulignera 35 années d'étroite collaboration entre la Ville de Montréal et le Défi sportif AlterGo, nous demandons à la Ville de Montréal un soutien financier de 70 000 $ pour la 35^{e} édition.

Ce sera assurément l'occasion de mieux faire connaitre aux citoyens l'ampleur de cet évènement unique au monde soutenu par la Ville de Montréal et dont ils peuvent retirer la plus grande fierté.

Au nom des athlètes, des familles et des bénévoles, nous vous remercions à l'avance de l'attention que vous voudrez bien porter à cette demande.

Veuillez recevoir nos sincères salutations.

La directrice générale d'AlterGo et fondatrice du Défi sportif AlterGo,

Monique Lefebvre

Le directeur du Défi sportif AlterGo,

Maxime Gagnon

Activités pour souligner la 35e édition du Défi sportif AlterGo

Proposition de projet à la Ville de Montréal – Demande de soutien financier

Relais de la flamme

Le Défi sportif AlterGo organisera pour cet anniversaire un relais de la flamme, dans les 19 arrondissements de la Ville de Montréal. Ce relais inclura quatre (4) arrêts plus spécifiques dans des arrondissements différents (encore à déterminer), où une zone d'essais sportifs sera montée dans les installations sportives accessibles de l'arrondissement. Les citoyens seront invités à venir essayer les sports adaptés et à découvrir les installations de la Ville mises à leur disposition pour leurs activités de loisir, ainsi que les programmes et/ou activités qui y sont offerts par la Ville. Les activités seront relayées par les médias et sur les médias sociaux. La flamme du Défi sportif AlterGo passera également dans plusieurs régions du Québec, faisant ainsi la promotion de l'évènement et de la Ville qui l'accueille.

Budget du relais = 92 940 $
Demande de soutien financier à la Ville = 55 000 $
(60 % du budget total)

Campagne promotionnelle

La campagne promotionnelle de la 35e édition du Défi sportif AlterGo s'appuiera sur plusieurs outils de communications spécifiques (publicité, affichage, oriflammes, articles promotionnels) afin de promouvoir l'évènement à Montréal et convier les citoyens à cet évènement unique au monde.

1. Production d'articles promotionnels spécifiquement pour souligner la 35e édition de cet évènement montréalais avec un visuel faisant mention de

Montréal et destinés à être offerts aux athlètes internationaux en provenance d'une quinzaine de pays;

2. Production d'outils de communications spécifiquement conçus pour la 35e édition du Défi sportif AlterGo (ex : oriflammes qui seraient installés dans les arrondissements où se trouveront les différents sites de compétition).

Budget de la campagne promotionnelle = 131 100 $
Demande de soutien financier à la Ville = 15 000 $
(12 % du budget total)

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par monsieur Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

N^{o} d'inscription TPS : 121364749
N^{o} d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **ALTERGO**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 525, rue Dominion, bureau 340, Montréal, Québec, H3J 2B4, agissant et représentée par madame Monique Lefebvre, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

No d'inscription T.P.S. : 118795046RT0001
No d'inscription T.V.Q. : 1006144183TQ301
No d'inscription d'organisme de charité : 118795046RR301

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme coordonne les travaux de concertation pour le loisir des personnes ayant une limitation fonctionnelle et organise l'événement annuel « le Défi sportif AlterGo »;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : la directrice du Service de la diversité sociale et des sports (SDSS) ou son représentant autorisé.

2.7 « **Unité administrative** » : le Service de la diversité sociale et des sports de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet.

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie du règlement de régie interne de l'Organisme;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux conseils d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus au règlement de régie interne de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil municipal, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance plénière du conseil municipal selon le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal*, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de soixante-dix mille dollars (70 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de cinquante mille dollars (50 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de vingt mille dollars (20 000 $), au plus tard dans les trente (30) jours suivant la reddition de compte finale,

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le

Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 1er juillet 2018.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de cinq millions de dollars (5 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 525, rue Dominion, bureau 340, Montréal, Québec, H3J 2B4, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801 rue Brennan 4e étage, Montréal (Québec) H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le .....e jour de ..... 20__

ALTERGO

Par : _____
Monique Lefebvre, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 20__ (Résolution CG17…….).

ANNEXE 1

PROJET

DÉFI SPORTIF ALTERGO

Activités pour souligner la 35e édition du Défi sportif AlterGo

Proposition de projet à la Ville de Montréal – Demande de soutien financier

Relais de la flamme

Le Défi sportif AlterGo organisera pour cet anniversaire un relais de la flamme, dans les 19 arrondissements de la Ville de Montréal. Ce relais inclura quatre (4) arrêts plus spécifiques dans des arrondissements différents (encore à déterminer), où une zone d'essais sportifs sera montée dans les installations sportives accessibles de l'arrondissement. Les citoyens seront invités à venir essayer les sports adaptés et à découvrir les installations de la Ville mises à leur disposition pour leurs activités de loisir, ainsi que les programmes et/ou activités qui y sont offerts par la Ville. Les activités seront relayées par les médias et sur les médias sociaux. La flamme du Défi sportif AlterGo passera également dans plusieurs régions du Québec, faisant ainsi la promotion de l'évènement et de la Ville qui l'accueille.

Budget du relais = 92 940 $
Demande de soutien financier à la Ville = 55 000 $
(60 % du budget total)

Campagne promotionnelle

La campagne promotionnelle de la 35e édition du Défi sportif AlterGo s'appuiera sur plusieurs outils de communications spécifiques (publicité, affichage, oriflammes, articles promotionnels) afin de promouvoir l'évènement à Montréal et convier les citoyens à cet évènement unique au monde.

1. Production d'articles promotionnels spécifiquement pour souligner la 35e édition de cet évènement montréalais avec un visuel faisant mention de

Montréal et destinés à être offerts aux athlètes internationaux en provenance d'une quinzaine de pays;

2. Production d'outils de communications spécifiquement conçus pour la 35e édition du Défi sportif AlterGo (ex : oriflammes qui seraient installés dans les arrondissements où se trouveront les différents sites de compétition).

Budget de la campagne promotionnelle = 131 100 $
Demande de soutien financier à la Ville = 15 000 $
(12 % du budget total)

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Respecter le protocole de visibilité déjà en vigueur avec l'organisme.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1176641003

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Objet :	Accorder une contribution financière exceptionnelle de 70 000 $ pour soutenir la 35e édition de l'événement Défi sportif AlterGo à Montréal en 2018. Approuver le projet de convention à intervenir entre la Ville et l'organisme AlterGo.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds - GDD 1176641003.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Zamir Jose HENAO PANESSO
Préposé au budget
Tél : 514 872-7801

Mario Primard
Agent comptable analyste
Tél. : 514 868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-14

Hong-Van TRAN
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-1094

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.49

2017/09/28 17:00

(1)

Dossier # : 1177511003

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Investissement et développement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 100 000 $ à L'Espace Ludique pour des améliorations locatives dans son projet d'expansion et d'agrandissement / Approuver un projet de convention à cet effet

Il est recommandé :
1. d'accorder un soutien financier non récurrent de 100 000 $ à L'Espace Ludique pour des améliorations locatives dans son projet d'expansion et d'agrandissement;

2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et L'Espace Ludique établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel; cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-09-05 09:17

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1177511003**

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Investissement et développement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 100 000 $ à L'Espace Ludique pour des améliorations locatives dans son projet d'expansion et d'agrandissement / Approuver un projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

L'Espace Ludique, un organisme à but non lucratif (OBNL), se veut un lieu de travail collaboratif dédié à l'industrie du jeu vidéo indépendant. Il est un noyau central de rassemblement de la communauté du jeu vidéo montréalaise. Il accueille et accompagne des développeurs de jeux vidéos indépendants en démarrage qui, arrivant à un certain niveau de croissance, déménagent dans de plus grands locaux en laissant la place à d'autres développeurs et studios en démarrage.
Aujourd'hui, L'Espace Ludique est à pleine capacité et les demandes de plusieurs développeurs indépendants et de studios, aussi bien locaux qu'internationaux (ex. États-Unis), souhaitant venir s'y installer, ne cessent d'augmenter. Il a présenté au Service du développement économique (SDÉ) une demande de soutien financier de 284 000 $ pour son projet d'expansion de ses espaces de travail. La demande de soutien financier soumise par l'OBNL est en pièce jointe.

L'Espace Ludique a pour mission d'encadrer et de supporter la création de startups dans l'industrie du jeu indépendant ainsi que le développement et la croissance de PME dans ce domaine, déjà établies à Montréal.

L'organisme a ouvert ses portes au public, en février 2015, grâce à une contribution financière de la Ville (94 K$) ainsi que le soutien d'autres partenaires.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM14 0924 – 16 septembre 2014 : Accorder un soutien financier non récurrent de 94 000 $ à Espace Ludique, dans le cadre de l'enveloppe de 175 M$ du gouvernement du Québec, pour l'implantation d'un espace de co-travail et d'incubation spécialisé dans le domaine des jeux vidéo.
CE11 0975 - 22 juin 2011 : Approuver la nouvelle stratégie de développement économique 2011 - 2017, Montréal / Espace pour créer et réussir.

DESCRIPTION

En vue de répondre à la demande croissante, l'organisme a initié un projet d'expansion et d'agrandissement de ses espaces. Ce projet prévoit l'ajout d'un espace d'environ 464 m^2 adjacent à l'espace actuel, qui est d'une superficie de 1217 m^2. Le projet d'agrandissement des espaces impliquerait également le réaménagement de l'ensemble des espaces actuels, la construction de nouvelles salles de réunion, l'intégration d'un espace dédié aux événements et l'ajout d'espaces de travail fermés.
Selon le promoteur, ce projet d'agrandissement lui permettrait non seulement de répondre à ses besoins actuels d'accueillir de nouveaux studios et développeurs indépendants, mais aussi de développer une programmation d'activités et d'événements plus importante qui répondrait encore mieux aux besoins de l'industrie. Il s'agit, entre autres, d'offrir des classes de maître, des séances de développement des affaires, des démonstrations spécifiques à l'industrie du jeu, des panels, des ateliers, etc.

Partenaires clés
Ce projet bénéficie de l'appui stratégique et financier de plusieurs acteurs de l'industrie du jeu vidéo. Il s'agit de la Coop La Guilde (des développeurs de jeux vidéo), de l'Université Concordia, de Loto-Québec, de la Banque de développement du Canada, d'Outerminds, d'AudioKinetic et de Turbulent Media.

Coûts et financements
Le coût total du projet d'expansion de L'Espace Ludique s'élève à 407 K$. Les dépenses prévues concernent les frais de construction ainsi que l'achat d'ameublement et d'équipements technologiques. Quant à la structure du financement, elle se présente sous forme de commandites, d'un financement interne et d'une subvention de la Ville. Les commandites, s'élevant à 82,5 K$, sont octroyées par des acteurs clés de l'industrie du jeu vidéo indépendant tels que l'Université Concordia et Loto-Québec. L'Espace Ludique participe de son côté avec un financement interne de 40,5 K$. (Voir tableau ci-après)

Les coûts et le financement prévus :

Coûts	Immobilisation (travaux de construction, de plomberie, d'électricité; l'achat d'équipements technologiques, etc.)	**311 000 $** (dont 290 K$ pour la construction du nouvel espace)
	Coûts de réalisation du projet (les plans d'architecture, les permis, les livraisons, les frais du designer, etc.)	**30 500 $**
	Flux de trésorerie (audit, assurances, électricité, administrateur de projet, etc.)	**65 500 $**
	Total des coûts	**407 000 $**
Financement	**Commandites**	
	Loto Québec	25 000 $
	Université Concordia	20 000 $
	AudioKinetic	15 000 $
	Outerminds	10 000 $
	BDC	7500 $
	Turbulent Media	5000 $
	Total	**82 500 $**
	Financement interne	
	Espace Ludique	40 500 $
	Total	**40 500 $**

Subvention	
Ville de Montréal (présente demande)	100 000 $
Total	**100 000 $**
Autres partenaires (à venir)	**184 000 $**
Total des financements	**407 000 $**

Étant donné que la contribution de 94 K$ octroyée à l'organisme en 2014 portait sur l'aménagement des locaux et l'achat de matériel multimédia, la contribution visée par la présente demande devrait porter sur de nouveaux éléments, soit le projet d'agrandissement et notamment la construction de nouveaux espaces. Aussi, en considérant l'expertise et la notoriété acquise par L'Espace Ludique depuis son lancement, il est possible de croire que le promoteur pourrait trouver d'autres sources de financement privées.

Une convention de contribution financière prévoit les conditions et modalités de versement de la contribution dont, notamment, la présentation d'un budget équilibré par des engagements formels de nouveaux partenaires avant le deuxième versement.

Finalement, il est souhaitable que l'annonce de la contribution municipale crée un effet de levier et permette à L'Espace Ludique de compléter le financement de son projet.

JUSTIFICATION

Ce projet répond aux priorités de la Ville en matière de développement économique, notamment l'appui aux industries créatives, au domaine du numérique et à l'entrepreneuriat. Il s'agit d'un partenariat stratégique considérant des retombés économiques très prometteuses. Sa mise en œuvre permettrait d'accroître l'innovation, la collaboration et la création de nouvelles entreprises et d'emplois dans un créneau porteur. En effet, L'Espace Ludique est un acteur important de l'écosystème des développeurs des jeux vidéo indépendants. Il promeut la collaboration et l'innovation dans une industrie qui fait rayonner Montréal à l'international. De plus, il encourage et supporte la création de nouveaux studios, la création de nouveaux emplois et attire des studios internationaux.

L'Espace Ludique a répondu aux attentes de la Ville exprimées dans le dossier de la contribution de 94 000 $. Les résultats des deux premières années d'existence de l'organisme sont prometteurs et ses retombées économiques sont très positives. Depuis sa création, L'Espace Ludique a accueilli près de 30 studios qui ont créé plus de 100 emplois. Selon le promoteur, l'impact économique de ces studios est évalué à plus de 20 M$. Par ailleurs, à ce jour, plus de 160 événements ont été organisés à L'Espace Ludique permettant d'attirer plus de 2500 participants. Également, plus de 20 délégations internationales (Chine, Allemagne, Brésil, etc.) ont été accueillies à L'Espace Ludique. Ces accompagnements, événements et activités d'accueil lui ont permis d'acquérir une grande notoriété dans le milieu. Plusieurs studios à succès ont vu le jour dans L'Espace Ludique et l'ont quitté par la suite. Le studio Outerminds, qui a commencé avec 4 employés et qui en compte aujourd'hui près de 18, est un bon exemple.

Le projet d'agrandissement des espaces permettrait d'accueillir plus de développeurs de jeux vidéos indépendants ainsi que de leur offrir des conditions favorables afin d'innover et de développer des projets, à Montréal, dont ils détiendront la propriété intellectuelle. La réalisation du projet favoriserait la transition d'une industrie de service à une industrie créatrice de propriétés intellectuelles, ce qui représente une priorité du ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI). En effet, le MESI a mandaté Investissement Québec pour offrir un programme visant à soutenir le développement de la propriété intellectuelle dans le secteur du jeu vidéo.

Le projet permettrait également à L'Espace Ludique de bonifier sa programmation, d'attirer

de nouveaux studios aussi bien nationaux, qu'internationaux, plus de délégations internationales et de contribuer au rayonnement de Montréal et à son positionnement comme capitale de la créativité numérique.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser une dépense de 100 K$. Les crédits requis sont inscrits au budget du Service du développement économique. Cette dépense serait entièrement assumée par l'agglomération. Le détail des informations financières se retrouve dans l'intervention des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'Espace Ludique encourage le développement d'une culture d'affaires collaborative et respectueuse des principes du développement durable et de la responsabilité sociale des entreprises.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'Espace Ludique contribuerait à promouvoir l'entrepreneuriat en offrant des espaces de travail collaboratif et des services pertinents aux développeurs de jeux vidéo indépendants. Il permettrait aussi de faire rayonner Montréal à l'échelle internationale et faciliterait l'attraction de talents créatifs et innovants.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les obligations de l'organisme en matière de communications et de visibilité sont prévues à la convention à intervenir entre la Ville de Montréal et de L'Espace Ludique (Annexe 2).

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Automne et hiver 2018 : engagements formels de nouveaux partenaires
Été et automne 2018 : travaux d'agrandissement

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Danièle HANDFIELD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mohamed CHARRADI
Agent de recherche

Tél : 514 872-4633
Télécop. : 514 872-6249

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-29

Alain HOUDE
Directeur

Tél : 514 872-1908
Télécop. : 514 872-6249

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Véronique DOUCET
Directrice
Tél : 514 872-3116
Approuvé le : 2017-09-01

Espace Ludique - Projet d’expansion 2017

Soumis à la Ville de Montréal - 30 mars 2017

Table des matières

Introduction

Historique

Impact économique

- Le marché du jeu vidéo et la place du Québec dans cet énorme marché
  - Quelques faits saillants
  - Une industrie aussi mondialisée amène aussi son lot de défis
- Retombées économiques
  - Entreprenariat:
  - Investissement:
  - Effet de levier:
- Retombées locales
  - Quartier revitalisé:
  - Synergies:

Besoin d'expansion

- De nombreux studios et un écosystème propice
  - Éléments-clé favorisant la croissance
  - Pour se démarquer, les start-ups du jeu vidéo ont maintenant besoin :
- Start-Ups actuelles en situation d'expansion
- Start-Ups en attente d'espace
- Comment nous y parviendrons?
- Ce dont nous avons besoin pour réussir

Annexe 1

- Finances

Annexe 2

- Mission

Annexe 3

- Conseil d'administration

Sommaire exécutif

Introduction

L'Espace Ludique est le lieu de cotravail dédié à l'industrie du jeu indépendant de Montréal. Nous valorisons le partage, l'inspiration et le soutien des uns avec les autres, dans le but de permettre à un maximum d'individus d'avancer et de prospérer tout en vivant de leur art; le jeu vidéo. Il s'agit aussi d'un noyau central de rassemblements pour la communauté élargie du jeu vidéo. Nous alimentons une communauté collaborative en suscitant des rencontres et en créant des liens entre développeurs.

Notre mandat est d'encadrer et de supporter la création de start-ups et le développement des PMEs du jeu vidéo déjà établies à Montréal. Nous mutualisons certains moyens de production ainsi que des services de mentorat, de formation et d'événements de promotion. Nous croyons qu'en regroupant ces ressources sous un même toit, cela amènera les entrepreneurs à mieux s'organiser, à se professionnaliser, à sortir des propriétés intellectuelles québecois et ainsi, à mieux rayonner sur la scène internationale.

Le fait d'agir comme l'hôte de plusieurs événements nous positionne désormais comme étant le carrefour d'information entre les diverses organisations comme l'IGDA, les Pixelles, l'Alliance Numérique, le Printemps Numérique et La Guilde. Ainsi, au delà de notre mandat d'espace de travail partagé pour les studios indépendants et les pigistes, nous offrons une programmation éducative et entrepreneuriale hors du commun.

Avoir une masse critique de développeurs dans un seul espace attire l'attention des délégations internationales politiques, éducatives, et culturelles; en plus des demandeurs de talents exécutifs des grandes entreprises telles que Apple, Microsoft, Amazon, Valve et Google.

Non seulement les studios de l'espace attirent l'attention politique et professionnelle à l'échelle mondiale, mais aussi la presse nationale et internationale qui ont visité l'espace plusieurs fois pour couvrir des histoires à succès qui viennent d'ici. PBS a passé une journée dans l'espace interviewant Tanya Short de Kitfox Games dans le cadre de leur série de quatre articles mettant en valeur la culture québécoise. Le magazine Vice s'est intéressé à l'un de nos plus grands studios, Outerminds, et a voulu souligner l'énorme succès de leur jeu "PewDiePie: Legend of the Brofist" et la croissance du studio.

Nous sommes convaincus que les synergies qui naissent chez nous entre les différents acteurs de l'écosystème indépendant amènent tous les participants à avancer tant sur le plan technologique que sur le plan entrepreneurial.

Historique

La mise sur pied de l'Espace Ludique a été rendue possible grâce à l'implication financière de la Ville de Montréal, la SDEVM, l'Université Concordia et d'Execution Labs.

Ceci dit, depuis son ouverture en février 2015, toute l'équipe de l'Espace Ludique s'est affairée à devenir une organisation autosuffisante économiquement, en plus de ne négliger aucune opportunité de bonifier son offre de services aux membres.

L'approche privilégiée pour y arriver est d'impliquer ses membres dans la prise de décision et de favoriser les initiatives qui répondent directement à leurs besoins de croissance et de réussite.

Impact économique

Nous évaluons l'impact économique de nos membres dans les deux premières années à plus de 20 millions de dollars. Cela tient compte du financement auprès d'investisseurs privés, de fonds publics (FMC, InvestQuebec, etc), des éditeurs, des campagnes Kickstarter et du chiffre d'affaires de l'ensemble des studios qui ont été actifs dans l'espace pendant cette période. En plus des investissements, **presque 50 nouveaux emplois ont été créés** par les studios et les travailleurs autonomes qui sont membres de L'Espace Ludique. Nous prévoyons poursuivre cette croissance pendant les prochaines années.

Entre février 2015 et février 2017, nous avons organisé la tenue de plus de 160 événements, lesquels nous ont permis de réunir plus de 2500 visiteurs. En plus des événements que nous avons déployés, nous avons également accueilli plus de 20 délégations internationales (Chine, Brésil, Allemagne...etc) et de nombreux représentants de diverses entreprises multinationales actives dans l'industrie du jeu. Outre les délégations, nous avons accueilli des représentants de tous les paliers de gouvernement dans l'espace tout au long de l'année. Ces représentants comprennent des invités du MESI, de Patrimoine canadien, d'Investissement Québec et d'autres organismes.

En plus des revenus générés, l'Espace Ludique a supporté 13 studios qui ont sortie ou qui vont sortir des produits commerciaux dont la propriété intellectuelle de 18 jeux reste au Québec.

Le marché du jeu vidéo et la place du Québec dans cet énorme marché

Alors que plusieurs secteurs de l'économie vivent de profondes transformations, l'industrie du jeu vidéo poursuit toujours sa croissance exceptionnelle.

En effet, Montréal est l'un des trois plus grands centres de production de jeux vidéo au monde avec Tokyo et Los Angeles[1]. Avec plus de 10 000 emplois directs et indirects dans plus de 120 entreprises, une main-d'œuvre des plus qualifiée et une perspective de croissance de l'ordre de 7% par année à l'échelle mondiale, l'industrie du jeu vidéo occupe une place très enviable dans notre tissu économique. Cette croissance demande qu'on s'y intéresse et surtout qu'on la valorise. Et c'est exactement ce que fait Espace Ludique notamment en voyant aux intérêts de ses membres et de l'ensemble de l'industrie du jeu vidéo de Montréal, qui poursuit sa course à la compétitivité internationale.

[1] Investissement Québec, « L'explosion de l'univers du jeu vidéo », site consulté :12/03/2016, Consulté en ligne

Quelques faits saillants[2]

- L'impact économique de l'industrie des jeux vidéo à Québec est de 827 M$ en revenus fiscaux directs, avec 145 M$ pour le gouvernement;
- Le marché mondial devrait atteindre 83 milliards de $ en 2016 avec une croissance anticipée de 7,2 % par année pour l'atteindre;
- Le profil démographique des joueurs change (âge, sexe, etc.) et génère de nouvelles perspectives de marché; notamment, 46% de la population consommatrice de jeux sont des femmes.
- 10 000 emplois directs et indirects au Québec avec 648 M$ versés en salaires (salaire annuel moyen de 72 000 $);
- 23,2 % de croissance au niveau de l'emploi au Québec en jeu vidéo entre 2003 et 2013

Une industrie aussi mondialisée amène aussi son lot de défis

- 68% des emplois dépendent de grands éditeurs étrangers[3], ce qui sous-entend que les profits de l'exploitation de la propriété intellectuelle (PI) de ces jeux quittent le pays;
- Peu de potentiel pour le développement de PI québécoises à succès (ex. Angry Birds et Clash of Clans en Finlande). Cette domination des grands acteurs crée une précarité des emplois (ex. fermeture de EA, Funcom, etc. à Montréal et 50% de diminution du nombre d'emplois à Vancouver en 2008).
- La majorité des studios de développement de jeux vidéo actifs au Canada sont de propriété canadienne. Ceci dit, les principaux employeurs sont des studios internationaux. Cette distribution partagée dans un ratio assez parfaitement inversé[4] rend la préoccupation de créer et protéger la création de propriétés intellectuelles d'ici encore plus concrète. La mission d'Espace Ludique est tout à fait en lien avec cette volonté.

Retombées économiques

En trois ans - Un vivier d'entrepreneurs et de start-ups du jeu vidéo

Entreprenariat:

- 30+ studios au total hébergés dans l'Espace Ludique avec 100+ emplois générés par ces studios[5]
- Attraction et rétention des meilleurs développeurs au Québec

---

[2] Perpétuons le Miracle Québécois, Alliance Numérique, mémoire déposé à la Commission Godbout, octobre 2014

[3] ACLD, « Faits essentiels 2013 sur le secteur Canadien du jeu vidéo », Consulté en ligne

[4] Entertainment Software Association of Canada, « Canada's Video Game Industry in 2015 - Final Report », Consulté en ligne

[5] Données inspirées des résultats de Launch Academy

• Création d'un vivier d'entrepreneurs et de start-ups

Investissement:

- 30+ start-ups disponibles pour des investissements par la communauté ange / VC du Québec
- Une vision et un suivi des investissements pour Anges Québec, Real Venture, White Star Capital, la BDC, Execution Labs...
- Une reconnaissance du label « Québec Indies » à l'international. 20M$+ en financements obtenu par ces start-ups.[6]

Effet de levier:

- Une dynamique qui favorise la probabilité d'apparition d'un titre à forte rentabilité et d'une start-up à forte croissance
- Un jeu créé avec un budget réduit peut rapporter 800K$ par jour (ex. Candy Crush Saga, Clash of Clans)
- Plus de 20M$ de revenus bruts générés par ces jeux et dont la Propriété Intellectuelle sera détenue au Québec

Retombées locales

En trois ans, Arrondissement de Ville-Marie - Un bassin de l'innovation en jeux vidéo

Quartier revitalisé:

- Un essaimage des start-ups dans le quartier
- 15000 pi.ca. de surface locative du quartier de la fourrure et des diamantaires reconverti dans le jeu vidéo[7]
- 400 événements organisés
- 1000+ heures de mentorat
- ~70 conférences publiques gratuites données par les mentors et experts, vues par 5000+ personnes
- Bassin de recrutement et de rachat pour les grands acteurs
- Membre d'un réseau mondial d'espaces dédiés au jeu
- Un quartier au cœur de la grappe industrielle du jeu vidéo

Synergies:

- Carrefour entre la recherche (Concordia), les écoles (NAD, ISART), l'industrie (grands studios, Indies) et les citoyens
- Un espace d'initiation et d'échanges
- Un laboratoire vivant pour détecter les nouvelles tendances
- Une plateforme collaborative
- Une liberté créative poussant à l'innovation

[6] Données inspirées des résultats de Launch Academy
[7] Soit 500 pi.ca. par studio viable qui essaime, basé sur les données des premiers studios

- Un atelier et un lieu d'exposition pour les artistes numériques
- Un espace favorisant les synergies

Besoin d'expansion

Nous sommes fiers de constater qu'à peine **deux ans après notre ouverture, nous sommes déjà à pleine capacité.** Nous opérons à plein régime et toutes les semaines, nous recevons des demandes d'équipes qui aimeraient venir s'installer chez nous ou encore, d'équipes déjà actives en nos murs qui ont des besoins d'expansion. Mais notre réalité ne nous permet plus d'accommoder de nouvelles demandes parce que nous manquons d'espace. Nous avons récemment ajouté 1100pi^2 à nos locaux, grâce à une subvention de PME MTL. Déjà, cet espace additionnel est utilisé par nos membres qui avaient un urgent besoin d'espace et par quelques studios qui se sont joints à nous. Cet agrandissement nous a permis d'ajouter deux petites salles de réunions et deux locaux permettant les appels téléphoniques.

Sans les ressources nécessaires pour répondre à la croissance au sein des équipes actuelles, nous risquons de perdre certains studios en expansion qui contribuent fortement à la dynamique et à la force de la communauté. À ce jour, nous avons été en mesure de répondre à la croissance de presque tous les studios, ce qui a contribué à renforcer notre communauté. Contrairement à nos projections de départ, très peu d'équipes ont quitté l'Espace. Celles qui l'ont fait n'avaient d'autre choix vu le manque d'espace. De plus, presque toutes les équipes ont augmenté leur effectifs. Non seulement les studios ont connu une croissance, mais de tous les studios qui ont été membres de l'espace, pas un seul a fermé.

À titre d'exemple, Outerminds, qui a connu un énorme succès avec leur jeux « PewDiePie - Legend of the Brofist » et « PewDiePie's Tuber Simulator » a décidé de continuer à travailler à Espace Ludique. Ils ont commencé ici quatre personnes en février 2015 dans le cadre de la cohorte d'accélérateur d'Execution Labs. Ils ont reçu le soutien et le mentorat qui leur a permis de prendre des décisions d'affaires cruciales pour signer des contrats avec Disney et PewDiePie. Ils ont fait croître leur entreprise de quatre personnes à 18 au cours de deux ans et voient aucun signe d'arrêter dans le proche avenir. Compte tenu de leur succès et de leur croissance, ils vont bientôt s'installer dans leur propre espace au centre-ville de Montréal. Cela démontre parfaitement le rôle du GPS pour nourrir les équipes dès le début et les aider au long du cycle de vie de leur entreprise.

Aussi, avec l'aide de Montréal International, nous avons attiré le talent d'une équipe de San Francisco, Jeux Mino. Au lieu de trouver un studio uniquement pour leur équipe, ils ont choisi de travailler en plein milieu de 19 autres studios montréalais pour se lier avec eux et pour partager leurs connaissances. Cette richesse de communauté et la masse critique de talents illustrent tout à fait notre vision et ce que nous souhaitons accomplir.

C'est dans cette perspective que nous souhaitons saisir l'opportunité qui se présente pour acquérir l'espace de presque 5000pi^2 adjacent à notre espace qui est actuellement disponible. Nous croyons que cet agrandissement nous aiderait à bonifier notre offre de services actuelle de manière à en faire bénéficier l'ensemble de la communauté de l'industrie du jeu.

De nombreux studios et un écosystème propice

Éléments clés favorisant la croissance[8]

- Proximité d'entreprises semblables
- Présence d'associations et de regroupements industriels
- Qualité des infrastructures de communications (internet et autres)
- Accès à des fonds publics et crédits d'impôts (provincial et fédéral)
- Qualité des programmes de formation techniques et technologiques

Pour se démarquer, les start-ups du jeu vidéo ont maintenant besoin :

- D'un espace pour co-travailler, collaborer et se former
- De partages d'expérience et de synergies avec les universités
- D'un laboratoire vivant pour interagir avec les citoyens
- De partager des ressources clé (ex. Intelligence d'Affaires)
- D'une économie d'échelle (services informatiques, bureaux...)
- D'une visibilité auprès des investisseurs et de la presse

Start-Ups actuelles en situation d'expansion

Norsfell - ajout de 5 à 6 personnes
Mino Monsters - ajout de 5 personnes
Clever Plays - ajout de 2 à 4 personnes
Ululab - ajout de 1 à 2 personnes

Start-Ups en attente d'espace

Versus Evil (du Texas) - 2 à 3 personnes
Soma5 - 5 personnes
AppChoun - 4 à 14 personnes
Wrecko Studios - 4 à 6 personnes
Cosmic Forces (de San Francisco) - 2 à 4 personnes
Artisan Game Studio - 3 à 5 personnes
4 développeurs indépendant

Comment nous y parviendrons?

Notre mandat est de soutenir la communauté de développement de jeux indépendants de Montréal. Cela comprend non seulement les membres de L'Espace Ludique, mais aussi de toute la communauté. Nous avons connu un succès retentissant en ouvrant nos portes au public lors de nos événements. Nous avons travaillé en partenariat avec d'autres institutions montréalaises, tel le Printemps Numérique et le Mondial de Jeux. Cela nous a permis

[8] Entertainment Software Association of Canada « Canada's Video Game Industry in 2015 - Final Report ».

d’atteindre un auditoire élargi. Tout au long de l'année, nous avons également demandé à la communauté ses commentaires concernant l'Espace et ses besoins en général. C’est d’ailleurs en réponse à ces commentaires que nous avons commencé le processus vers l’agrandissement de l'espace.

Cette expansion nous permettra d'offrir plus d'espaces individuels de travail (y compris des bureaux fermés), un espace de travail commun (qui peut être adapté en salles de conférence, zones de réunion, etc...) ainsi qu'un espace de réunion séparé pour les événements de jour ou de soir.

En 2017, nous prévoyons non seulement élargir l'espace physique, mais aussi élargir considérablement la programmation que nous offrons. Nous proposons actuellement de nombreuses possibilités aux équipes afin de se livrer à des séances d'apprentissage à l'heure du dîner et après le travail. Nous aimerions ouvrir davantage ces possibilités au public, et élargir la portée de notre programmation, nous aimerions notamment y inclure des classes de maître, des séances de développement des affaires, des démonstrations spécifiques de l'industrie, des panels, etc.

Ce dont nous avons besoin pour réussir

Le développement de notre programmation et de nos activités qui ciblent la communauté nous permet de croître, mais cette croissance est limitée par l’espace dont nous disposons actuellement. La réalité est que nous avons besoin de plus d’espace physique pour continuer de répondre aux besoins de notre communauté. Notre plan est de parvenir à occuper un nouvel espace d’environ 5000pi^2 adjacent à notre espace actuel. Cet agrandissement va nous permettre de construire davantage de salles de réunion où les équipes pourront collaborer, d’intégrer un espace dédié à la tenue d'événements qui pourra être utilisé le jour sans perturber le travail des équipes hébergées et d’ajouter des espaces de travail fermés pour les équipes qui requièrent plus de confidentialité en raison de la nature de leur travail. Toutes les infrastructures auront également besoin d’être mises à jour pour supporter cette croissance - électricité, systèmes de réseau, etc.

Ces additions sont importantes puisqu'elles nous permettront de répondre aux besoins les plus pressants de notre communauté selon la rétroaction que nous avons reçue de nos membres et des participants à nos événements. Les équipes actuelles qui logent chez nous ainsi que leur croissance nous ont poussés à réduire une partie de l’espace voué aux événements. Cependant, alors que nos studios grandissent, il en va de même pour le public qui participe à notre programmation. Nous en sommes donc maintenant au point où nous sommes forcés de limiter certaines de nos activités car nous n’avons tout simplement plus assez d’espace pour qu’elles aient lieu de façon sécuritaire en nos murs. Néanmoins, il est crucial que nous continuions d’offrir des activités et une programmation de haut niveau à notre communauté, puisque nous avons déjà pu constater les répercussions positives majeures qu’elles ont eu au cours de notre première année et demie.

Nos investisseurs et partenaires initiaux ont joué un rôle significatif dans notre croissance et le maintien de nos activités. La Ville de Montréal s’est impliquée à un moment important pour nous en offrant un soutien généreux au développement de la phase 1 de notre projet. Pour la phase 2, nous avons trouvé d’autres investisseurs, incluant entre autres Loto-Québec, l’Université

Concordia, AudioKinetic et BDC. Afin d'atteindre notre but, nous devons maintenant amasser un total de 407 000$. Nous espérons que la Ville de Montréal se joindra à nous et à nos investisseurs actuels pour souligner la portée de l'industrie des jeux vidéo dans notre ville, et pour faire grandir cet espace si important pour le développement de jeux indépendants à Montréal.

Nous espérons de tout cœur arriver à livrer ce projet d'ici à la fin de 2017, de façon à pouvoir commencer l'année 2018 dans un espace tout neuf, avec un nombre accru d'activités et d'opportunités.

Annexe 1

Budget D'Expansion

Espace Ludique Expansion - 2017

	Améliorations Locatives	Ammeublement	Technologie	
Commandites:				**82 500**
	Loto Quebec	25 000		
	Concordia University	20 000		
	Audiokinetic	15 000		
	Outerminds	10 000		
	BDC	7 500		
	Turbulent Media	5 000		
Financement Interne:				**40 500**
	Espace Ludique	26 000	9 500	5 000
Dépenses:				**407 000**
	Immobilisation	225 000	30 000	60 000
	Coûts du Projet	28 500	500	500
	Flux de Trésorerie	57 500	0	5 000
Demande de Financement				**284 000**

Balance Opérationnel Actuelle

Espace Ludique - AF2016

Revenus		**235 906**
Dépenses		**231 322**
Fixe	189 102	
Variable	42 220	
Balance		**4 584**

Balance Opérationnel D'Expansion

Espace Ludique - Estimation

Revenus		**425 829**
Dépenses		**443 837**
Fixe	290 675	
Variable	153 162	
Balance		**(18 007)**

Balance Opérationnel D'Expansion

Espace Ludique - Prévision

	Yr1	Yr2	Yr3
Revenus	**425 829**	**542 899**	**662 440**
Dépenses	**443 837**	**500 196**	**548 302**
Fixe	290 675	291 040	291 410
Variable	153 162	209 156	256 892
Balance	**(18 007)**	**18 150**	**104 108**

Annexe 2

Mission

Espace Ludique réunit la communauté de développement de jeux indépendants sous un même toit. Agir comme un espace de travail partagé pour les petits studios indépendants nous ouvre la porte aux opportunités et collaborations créatives, et c'est une expérience mutuellement bénéfique. En mettant l'accent sur l'éducation et des ateliers pratiques, Espace Ludique bénéficie des talents locaux à travers un large éventail de compétences et d'expertise. Cette masse critique de professionnels de la création sert également de plateforme pour exposer le succès commercial et la durabilité de la communauté dans son ensemble.

Espace commun: Espace Ludique offre un espace de travail partagé à des prix abordables pour les développeurs et les pigistes, les encourageant à créer sous un toit commun. Des services et des ressources (tels que l'Internet haute puissance et des salles de réunion privées) communes sont disponibles. L'espace est un concept ouvert pour encourager les gens à partager leurs idées.

Formation et Mentorat: L'industrie du jeu est si trépidant qu'il exige de ceux qui y travaillent un apprentissage continu pour se garder à jour en ce qui concerne les meilleures pratiques et les tendances émergentes et ce, selon des standards de calibre mondial. Espace Ludique fournit différents formats d'apprentissage, allant de conférences, causeries, échanges entre pairs ou auprès de mentors, d'ateliers et de seminaires.

Durabilité: Une masse critique de studios de démarrage et du talent indépendant apportera une durabilité du partage de talents qui nous est si cher. En outre, les partenaires qui sont essentiels à la réussite des entreprises de jeux (tels que ceux qui sont impliqués dans la distribution, le marketing et l'acquisition de l'utilisateur) sont plus facilement engagés et à moindre coût.

Annexe 3

Conseil d'administration

Jason Della Rocca

PDG Execution Labs

Jason est un expert mondialement reconnu et influent dans l'industrie des jeux. Il apporte son réseau inégalé à Execution Labs, où il collabore à l'avancement commercial et au développement stratégique des studios de jeux. Auparavant, Jason a été directeur exécutif de l'IGDA pendant 9 ans, et a développé l'habitude des consultations gouvernementales de tous niveaux en lien avec les écosystèmes de jeu. Il a reçu un Prix Ambassadeur du GDC pour ses efforts de renforcement de l'industrie.

Bart Simon

Professeur Associé de Sociologie et d'Anthropologie - Université Concordia

La recherche de M. Simon se concentre sur les domaines des études de la science et de la technologie, du post-humanisme critique et des technocultures au quotidien, avec des intérêts spécifiques dans la culture numérique, les jeux et les mondes virtuels et la simulation, la surveillance et le contrôle social.

En 2004, M. Simon a lancé le projet Montréal GameCODE, une initiative de recherche basée à Concordia pour étudier l'impact culturel des jeux numériques. En 2009, il est devenu le directeur d'une nouvelle initiative de recherche inter-facultés plus large dans Technoculture, Art and Games (TAG).

Parmi ses publications récentes, on retrouve « *Geek Chic : Machine Aesthetics, Digital Gaming, and the Cultural Politics of the Case Mod* » [*Geek Chic* : Machines esthétiques, jeux numériques et la politique culturelle de la *Case Mod*], « *Never Playing Alone : The Social Contextures of Digital Gaming* » [Ne jamais jouer seul : les contextes sociaux du jeu numérique] et « *Beyond Cyberspatial Flaneurie: On the Analytic Potential of Living with Digital Games* » [Au-delà de la flânerie cyberspatiale : sur le potentiel analytique de vivre avec des jeux numériques].

Atul Mehra

Co-fondateur - Spearhead Games

Atul amène avec lui plus de 18 ans d'expérience en tant que directeur du développement. Il a travaillé sur des titres majeurs tels que Need for Speed, FIFA et Army of Two. Au cours des années, il a contribué à la livraison de 9 titres de jeux AAA et 3 titres Indies. En plus de développer de grands titres, il dirige l'initiative « Up North Indies », qui vise à mettre en valeur les développeurs et studios canadiens à diverses conférences de jeux vidéo.

Richard Atlas

PDG & designer de jeu - Clever Endeavour Games

Richard est un jeune concepteur de jeu passionné, avec de l'expérience dans la conception et la gestion de projets. Diplomé en génie et en affaires, il essaie de comprendre le côté commercial du marketing et des relations publiques de l'industrie. Il est en train de construire un réseau important dans le monde du jeu. Il s'intéresse aussi aux aspects comptables, juridiques et à tous les autres enjeux d'affaires liés à la conception d'un jeu.

Andrée Boutin

Chargée des opérations, du développement commercial et des communications - Cardboard Utopia

Andrée s'intéresse de près au développement, à la croissance et à la pérennité des studios indépendants de jeux vidéo. Elle enrichit ses connaissances dans le domaine et y apporte ses aptitudes pour la communication, l'analyse, la résolution de problèmes et la recherche tant grâce à ses activités professionnelles qu'académiques.

Au sein du studio Cardboard Utopia, elle travaille à développer des pratiques entrepreneuriales durables et des stratégies de marketing et de communications qui s'arriment avec les besoins et les ressources d'une jeune PME.

Dans le cadre de sa Maîtrise en sciences de l'information, elle rédige un mémoire sur les besoins et comportements de recherche d'information des développeurs indépendants.

Présenté par:

Liv Lunde
Directrice, Espace Ludique
liv@gameplayspace.com

Jason Della Rocca
Président - Conseil Administratif, Espace Ludique
jason@executionlabs.com

Espace Ludique - Budget détaillé pour le projet d'expansion 2017

Soumis à la Ville de Montréal - 8 août 2017

Table des matières

Construction
- Budget
- Détails:
  - Division entre public et privé
  - Espaces nomades
  - Traitement acoustique

Ameublement
- Budget
- Détails:
  - Salles de conférence
  - Espaces communs
  - Espaces de travail

Technologie
- Budget
- Détails:
  - Réseau interne
  - Ressources partagées
  - Salles de conférence et espaces événementiels
  - Divers

Annexe 1 - Budget

Construction

Budget

Voir Annexe A.

Détails:

- Division entre public et privé

Étant donné que les membres qui travaillent à L'Espace Ludique sont des studios professionnels qui créent des produits commerciaux, il est nécessaire de garder l'espace de bureau calme et professionnel. Nos plans d'expansion comprennent une programmation qui aura lieu pendant la journée et qui pourrait perturber ceux qui travaillent. Avoir une division entre les espaces de travail publics et privés est essentielle pour maintenir la productivité en cours, tout en permettant à des opportunités d'apprentissage et de réseautage d'avoir lieu pendant les heures de bureau.

Quelques-uns des commentaires que nous avons obtenus des studios dans l'espace mettent en lumière l'intérêt de nos membres à avoir accès à des formations pendant les heures de travail. Ainsi les employeurs peuvent y envoyer leurs employés sans que ceux-ci aient à utiliser du temps en dehors des heures de bureau, ce qui par ailleurs ajoute des frais (en rémunération) en sus du coût de formation pour les studios, dont le budget est déjà restreint. De telles opportunités sont précieuses pour les membres de la communauté *indie*, où l'on accorde beaucoup d'importance au maintien d'un équilibre travail-vie personnelle.

- Espaces nomades

Certains des espaces que nous avons à l'esprit sont nomades / transformables, à l'image du concept des salles de réunion que nous avons déjà, qui sont munies des murs mobiles afin d'accueillir des groupes de différentes tailles. Cela nous permet, non seulement de nous ajuster à des événements qui grandissent ou rapetissent avec le temps, mais également de personnaliser la tarification pour les groupes ayant de petits budgets pour de petits événements. Cela nous permet aussi de réaliser plusieurs événements en même temps et de ne pas avoir à toujours refuser des gens lorsqu'une partie de l'espace est réservée pour un autre événement. L'espace est ainsi plus flexible aux besoins des gens selon leurs budgets et leurs horaires et plus accessible à la communauté.

- Traitement acoustique

Ceci est un aspect primordial de la qualité de l'espace dans son ensemble. Étant donné que le bâtiment est en béton, nous devons constamment lutter avec des problèmes de son dans l'espace. Ces problèmes concernent tant les événements que l'occupation quotidienne de l'espace. Les sons rebondissent facilement sur les murs plats, les plafonds de béton et les planchers de bois, ce qui crée une réverbération et des échos. Ces sons parasites perturbent la journée de travail et rendent exceptionnellement difficile d'entendre des conférenciers invités lors d'une soirée d'apprentissage ou de réseautage. Avoir un bon traitement sonore nous permettra d'offrir une atmosphère plus professionnelle à nos conférenciers invités, un meilleur

espace de travail aux membres et un espace événementiel plus attrayant pour les locataires et utilisateurs potentiels de l'espace.

Ameublement

Budget

Voir Annexe A.

Détails:

- Salles de conférence

Les salles sont meublées avec des tables et des chaises. Les tables doivent pouvoir être déplacées lorsque les salles sont ouvertes, mais doivent également avoir une apparence et une fonctionnalité professionnelles pour toutes les réunions qui y ont lieu.

- Espaces communs

Les espaces communs ont de nombreuses fonctions: espaces de réunions occasionnelles, espaces alternatifs de travail, aires de repas pendant l'heure du midi, espaces d'ateliers et d'événements. En raison de la flexibilité nécessaire dans ces espaces, les meubles que nous choisirons seront en mesure de répondre à la plupart des besoins et seront faciles à déplacer si nous devons ouvrir l'espace pour un événement.

- Espaces de travail

Une partie de l'expansion va inclure des espaces de travail ouverts, qui vont correspondre à ce que nous avons actuellement. De plus, nous ajouterons des bureaux fermés pour les équipes qui ont demandé que l'on en ajoute à notre espace. Tous ces espaces de travail auront besoin de tables, de chaises et de petites armoires.

Technologie

Budget

Voir Annexe A, et l’estimation de Quadbridge.

Détails:

Nous avons identifié quatre domaines clés pour lesquels le budget technologique sera dépensé. Ces domaines comprennent: réseau d’accès à Internet, ressources partagées, salles de conférence et espaces d’événements ainsi que besoins divers. La soumission ci-jointe de Quadbridge nous donne une bonne idée de la façon dont le budget se décompose pour répondre aux besoins des communautés.

- Réseau interne

Le réseau interne d’accès à Internet que nous utilisons présentement a été configuré pour accueillir environ 100 personnes. L’expansion que nous visons nous permettra de presque doubler notre occupation actuelle, ce qui mettra notre réseau à rude épreuve. Il y a un besoin urgent de corriger et mettre à jour notre réseau actuel. L'accès à Internet est lent et il n'y a pas de système efficace et sécuritaire en place pour diriger le flux de notre trafic internet. La mise à niveau de notre système nous permettra un flux de travail plus efficace et un réseau plus sécuritaire pour les équipes actuelles et futures, ainsi que pour d'autres qui utilisent l'espace sur une base ad hoc (pour les ateliers, événements, etc).

Les mises à niveau du réseau comprendront la reconfiguration du matériel qui est actuellement en place, mais nous obligera aussi à acheter du nouveau matériel pour supporter et accroître les systèmes actuels, en plus d'avoir une technologie qui peut répondre à la demande des studios qui développent dans l'espace. Les points d'accès Wi-Fi qui sont actuellement en cours d'utilisation sont de bas niveau et ne peuvent pas être configurés pour gérer correctement le trafic dans l'espace. Cela signifie que l'expérience globale des utilisateurs est frustrante et le temps est souvent gaspillé en attendant que le réseau réponde correctement ou en attendant de simplement pouvoir s’y connecter.

En plus des mise à niveau du réseau interne, nous avons besoin de le sécuriser. Toutes les équipes dans l'espace développent leurs propres propriétés intellectuelles (PI) et la sécurité du réseau actuel et le pare-feu que nous avons mis en place ne sont pas suffisants pour protéger la quantité de PI développées dans l'espace. La cybersécurité est un énorme problème pour les développeurs qui créent leurs propres jeux et travaillent sur des kits de développement prêtés par des sociétés fabricantes de consoles, qui doivent demeurer confidentiels et dont l’accès doit être limité au cours de la phase de développement, en particulier sur les nouvelles consoles.

L'importance de ces mises à jour pour les développeurs actuels et à venir, ainsi que pour la communauté dans son ensemble, est la même. L'accès à Internet à haut débit et à un réseau stable et sécurisé font partie intégrante du processus de développement de jeux. La plupart des jeux sont développés à l’aide de différents ordinateurs, mais les éléments qui les constituent finissent par être partagés entre les différents développeurs de l’équipe et donc entre les différents postes informatiques qu’ils utilisent. Par conséquent, ces éléments sont très fréquemment stockés et partagés dans le nuage, pour être passés d’un ordinateur à l’autre rapidement. Tout cela doit se faire d'une manière efficace et sûre.

- Ressources partagées

Les studios ont besoin d'un serveur sur place et de stockage infonuagique pour stocker des fichiers, leur(s) PI, et leur(s) code(s). À l’heure actuelle, ils apportent leurs propres dispositifs de stockage qui ne sont pas aussi sûrs et sont généralement coûteux. Les solutions de serveurs infonuagiques viennent aussi à un coût qui est trop élevé pour les studios indépendants. Mettre à disposition un tel serveur permettra de diminuer les dépenses de fonctionnement des équipes, tout en augmentant (à nouveau) la sécurité de leurs PI, ce qui nous permettra d'attirer plus de studios opérant actuellement à l’extérieur à venir bénéficier de notre espace et nos services.

En plus des solutions de stockage, les équipes ont exprimé le besoin d'accéder à un serveur de versions (*build server*). Ce serait une autre ressource partagée où les équipes pourront conserver leur code. Il est difficile pour les petites équipes de se procurer ces machines haut de gamme. Avoir un serveur de versions est logique en tant que ressource partagée dans notre communauté; aucune équipe n'a suffisamment de besoins pour utiliser un tel serveur à sa pleine capacité, mais ensemble, ils pourront l'utiliser à son plein potentiel.

- Salles de conférence et espaces événementiels

Cet équipement permettra d'envoyer des informations à la salle de conférence à partir de n'importe quel autre ordinateur connecté sur le réseau. Cela facilitera les rencontres avec les coéquipiers, les visiteurs et les investisseurs actuels et potentiels. En ce moment, nous n'avons qu'un seul ordinateur dans une des salles de conférence et il n'appartient pas à l'espace. Nous avons besoin d'une solution à long terme pour être capables d'avoir et de gérer nos propres ordinateurs pour répondre aux besoins de la communauté.

- Divers

Ce sont tous les coûts pertinents qui ne sont pas directement associés à l'une des mises à jour ci-dessus, mais qui contribueront plutôt à soutenir le projet dans son ensemble.

Annexe 1 - Budget

	Construction	Meubles	Technologie
Dépenses:	**311,000**	**30,500**	**65,500**
CapEx			
Caméras / Alarme			7,000
Électricien	15,000		3,000
Meubles		30,000	
Travail	150,000		5,000
Plomberie	15,000		
Traitement du son	55,000		
Matériel Tech			34,000
Ordinateurs			2,500
Éléments périphériques			2,000
Réseau sans fil			6,500
Coûts du projet			
Plans d'architecture	8,000		
Designer	5,000		
Livraison	1,000	500	500
Le ramassage des poubelles	2,500		
Permis	2,000		
Flux de trésorerie supplémentaires			
Audit	15,000		
Nettoyage	2,000		
Assurances	1,000		
Électricité	500		
Administrateur de projet	25,000		5,000
Loyer (3 mois)	14,000		
Partenariats:	**93,500**	**9,500**	**20,000**
GPS	40,500		
Loto-Québec	18,000	2,000	5,000
Université Concordia	20,000		
Audiokinetic			15,000
Outerminds	10,000		
BDC		7,500	
Turbulent Media	5,000		
Demande de financement:	**217,500**	**21,000**	**45,500**

Présenté par:

Liv Lunde
Directrice, Espace Ludique
liv@gameplayspace.com

Jason Della Rocca
Président - Conseil Administratif, Espace Ludique
jason@executionlabs.com

audiokinetic

215 St-Jacques St. Suite 1000
Montreal (Quebec) H2Y 1M6 CANADA

T +1 514 499 9100
F +1 514 499 9109

www.audiokinetic.com

Montreal, July 21, 2016

Liv Lunde, Director
GamePlay Space
1435 St-Alexandre
Montreal (Quebec)
Canada H3A 2G4

Re: Audiokinetic sponsorship and support of GamePlay Space

Dear Liv,

We hereby submit a letter of intent to sponsor the expansion project for GamePlay Space. The principal terms of our contribution will be a one-time financial sponsorship, plus an in-kind contribution, as follows:

1. $CA 15 000 contribution (paid over a 3-6 months from the construction start date) towards costs associated with building an audio/video room as part of the expansion.
2. In-kind donation of our time to design and consult on the construction of the room.
3. In-kind donation of our time to help train members of the space to use the equipment in the room.

As part of this letter of intent, we would require that the City of Montreal agrees to finance a portion of the expansion project as proposed by GamePlay Space

Other terms that GamePlay Space agreed upon are:
1. The audio room to be branded with Audiokinetic/Wwise logos and assets.
2. Audiokinetic logo to be added in the partners section of your website
3. Audiokinetic to be mentioned as sponsor for any audio related events held at GamePlay Space
4. No other Sound Engine should be allowed as sponsor
5. Audiokinetic to have access to the audio room from time to time in order to host miscellaneous events (webinar, training, video recording, sound mixing, etc.).

This letter is not an official MOA. All of the terms and conditions of the proposed transaction would be stated in the final MOA, to be negotiated, agreed and executed by the parties.

If the overall expansion project is approved, payment would be as stated above.

Sincerely,

Martin H. Klein
Presider t & CEO

bdc

Date: June 22, 2016

Jason Della Rocca
GamePlay
Montreal

Subject: BDC Capital Sponsorship of GamePlay space

Mr. Della Rocca

Over the last year, GamePlay Space has demonstrated what is capable when the game community comes together. GamePlay Space has become an integral part of driving the business and economic growth in the independent video game industry and we are excited to come on board as a sponsor to support your efforts and your community.

BDC is proud to commit $7500 towards your project. As discussed, we look forward to the visibility this will provide to key audiences throughout the year and being a part of your ongoing marketing campaigns to reinforce this partnership.

Looking forward to seeing what your studios are capable of this year!

Sincerely,



Joanne Lajeunesse
Manager, Marketing and Public Affairs, BDC Capital

380, Saint-Antoine St West, Suite 2000
Montreal QC H2Y 3X7

t 514 461-2739

www.bdc.ca

UNIVERSITÉ Concordia UNIVERSITY

OFFICE OF THE VICE-PRESIDENT,
RESEARCH AND GRADUATE STUDIES

May 26, 2016

Liv Lunde, Director, GamePlay Space,
1435 rue Saint-Alexandre - #140, Montréal, QC H3A 2G4

Dear Liv,

It is with great pleasure that I write to you to confirm our commitment of $20 000 towards the expansion of GamePlay Space. This builds logically on our previous contribution to help establish the Space, which plays an important role in supporting the independent video game community in Montreal. Our partnership with GamePlay Space neatly complements the research and curricular expertise that we have established here at Concordia in initiatives such as the Technoculture Art and Games research centre, but also in other areas such as entrepreneurship and innovation.

In continuing with our partnership, we hope that our faculty and students will take advantage of opportunities to be involved in activities and talks as part of GamePlay Space's programming this year. I will be asking Prem Sooriyakumar from our office to act as the official liaison with you to make sure that we can make the most of the opportunities that the partnership has to offer. I gather that Bart Simon will continue to hold a place on your Board. On the practical side, before releasing funds we would expect to sign a mutually-binding agreement.

I was personally very impressed to see first-hand how your organization operates, and what it offers to our community. We are proud to be associated with GamePlay Space and look forward to further developing our relationship for mutual benefit.

Regards,

Justin Powlowski
Associate Vice-President, Strategy and Operations

1455 De Maisonneuve Blvd. W., GM 900, Montreal, Quebec, Canada H3G 1M8
Tel. 514-848-2424 ext. 4395 Fax 514-848-4010 concordia.ca

Gmail **Jason Della Rocca <dellarocca.jason@gmail.com>**

Message d'appui concernant l'Espace Ludique

Louis-Félix Cauchon <louis-felix@laguilde.quebec> Wed, Nov 30, 2016 at 6:31 PM
To: Catherine.Maurice@ville.montreal.qc.ca, harout.chitilian@ville.montreal.qc.ca, gregory.kunz@ville.montreal.qc.ca

Bonjour Mme Maurice, M. Chitilian et M. Kunz,

Je me nomme Louis-Félix Cauchon et je suis président de La Guilde des développeurs de jeux vidéo du Québec. La Guilde est une coopérative à but non lucratif regroupant plus de 107 studios de jeux vidéo; faisant de nous le plus grand groupe du genre au monde. Notre mission est d'encourager l'émergence de nouveaux studios, d'assurer la pérennité des studios existants et de démocratiser l'aspect culturel des jeux vidéo à Montréal.

La situation de notre secteur de l'industrie (entreprises de 200 employés et moins) est particulière. Bien qu'elle soit significative du fait que les sièges sociaux se retrouvent pour la majorité à Montréal, les entrepreneurs sont pour la plupart des gens extrêmement talentueux dans le développement de jeux, mais qui manquent de connaissance par rapport aux activités entrepreneuriales telles que le financement, les ressources humaines, le marketing et autres qui sont cruciaux à leur épanouissement. La meilleure façon de les aider est de permettre le partage d'expertise entre eux. Comme je me plais à le mentionner, le partage d'expertise permet aux entrepreneurs de ne pas "piler sur les mêmes pelures de banane" que les autres. Pour ce faire, un espace ouvert à tous où les développeurs peuvent se rencontrer en personne et échanger est d'une importance majeure.

Ce courriel a pour but de vous signifier notre appui envers l'Espace Ludique situé au 1435 rue Saint-Alexandre à Montréal. Effectivement, l'Espace Ludique est un hub central pour les développeurs de jeux vidéo à Montréal, mais aussi pour les étudiants désirant percer dans le milieu. Nous y tenons des dizaines d'activités de réseautage par année en plus d'y organiser des conférences et classes de maître. Je crois qu'il est important pour soutenir l'expansion de notre industrie qu'un tel lieu continue de croître et de servir ses acteurs.

Si vous voulez en discuter davantage, n'hésitez pas à me contacter.

Veuillez agréer de mes salutations distinguées,

Louis-Félix

--
Louis-Félix Cauchon
Président
La Guilde des développeurs de jeux vidéo
http://laguilde.quebec



LOTO QUÉBEC

Montréal, le 26 juillet 2016

Madame Liv Lund
Directrice
GamePlay Space
1435, rue Saint-Alexandre, bureau 140
Montréal (Québec) H3A 2G4

Objet : Lettre d'intention – Entente avec GamePlay Space (Espace Ludique)

Madame,

Pour faire suite à nos rencontres et à nos discussions en vue d'un partenariat avec votre organisme, nous avons le plaisir de vous informer que nous avons l'intention de le concrétiser par une entente dont les termes seront établis ultérieurement.

Loto-Québec soutient la relève dans les domaines de la créativité, de l'innovation et de l'entrepreneurship au Québec, des ingrédients essentiels au maintien de l'excellence qui fait la réputation de notre province dans les secteurs du divertissement et du jeu.

Votre engagement auprès des communautés indépendantes du jeu vidéo nous permet de croire que notre collaboration contribuera au développement de celles-ci dans un monde transformé par les nouvelles technologies.

À cet égard, nous sommes heureux de confirmer notre intention d'appuyer votre organisme en vous versant une contribution de 25 000 $, dont les modalités seront précisées dans l'entente formelle de partenariat. Celle-ci couvrira les différents volets de notre implication mutuelle.

C'est avec enthousiasme que nous envisageons notre partenariat.

Nous vous prions d'agréer, Madame, nos salutations distinguées.

Nathalie Rajotte
Directrice corporative de la stratégie,
de l'innovation et de l'image de marque
Loto-Québec

Dear Liv,

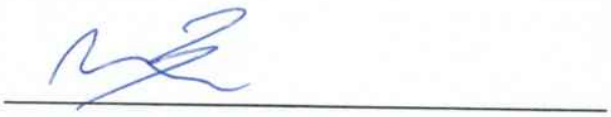
RE: GamePlay Space Sponsorship

As one of the first studios to be a member of GamePlay Space we have seen the continued growth and success since you first opened the doors. We have benefited from the access to shared resources and have learned a lot about the ups and downs of operating a business, and it is our intention to help pay forward the support.

We are committed to contributing $10 000 towards the expansion project because we believe that this project is a necessary part of keeping the community strong and united, as well as an ideal way to allow for all of us to grow while remaining part of GPS.

We wish all the best for the space and the community.

Sincerely,



-Nicolas Brunet-Messier
Outerminds

TURBULENT

Montreal, June 13 2016

Re: Expanding GamePlay Space

Dear Liv,

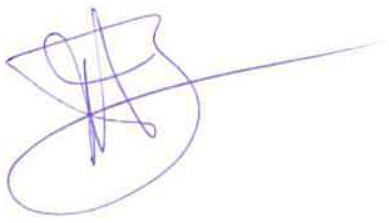
Please accept this as an official letter of intent to sponsor GamePlay Space's expansion project.

We find that GPS' vision aligns with ours and we are proud to support community-oriented organizations such as this. You have proven yourselves over the last year as an integral resource in the video game community and with the support of both private and public institutions you will be able to continue your success.

Turbulent commits to sponsor the expansion project for $5000. We also appreciate the opportunity to further expose Turbulent to your community, and provide learning and educational sessions around web, cloud, online community and other such critical things that we have expertize in.

We eagerly look forward to our partnership over the next year to see all of the great things that will come out of our communities.

Sincerely,



Marc Beaudet, président
Turbulent

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec H2Y 1C6, ici représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes par la résolution CG06 0006;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **L'ESPACE LUDIQUE**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 140 -1435 rue Saint-Alexandre, Montréal, Québec H3A 2G4, agissant et représentée par Jason Della Rocca, président du Conseil d'administration de l'Organisme, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

N° d'inscription T.P.S. : 82936 5238 RT0001
N° d'inscription T.V.Q. : 1222236319 TQ0001

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme lieu de travail collaboratif dédié à l'industrie du jeu vidéo indépendant et a pour mission d'encadrer et de supporter la création de startups dans l'industrie du jeu indépendant ainsi que le développement et la croissance de PME dans ce domaine;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à

pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : la Directrice du Service du développement économique de la Ville ou son représentant autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : Service du développement économique

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la Date de terminaison « **31 décembre 2018** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil municipal, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance plénière du conseil municipal selon le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal*, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de CENT MILLE dollars (100 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en trois versements :

- un premier versement au montant de VINGT MILLE dollars (20 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de SOIXANTE MILLE dollars (60 000 $), suite à la présentation d'un budget équilibré du Projet par des engagements formels de nouveaux partenaires, au plus tard le 30 juin 2018;

- un troisième versement au montant de VINGT MILLE dollars (20 000 $), dans les 30 jours suivant la réception par le Responsable de la Reddition de compte du Projet, soit au plus tard le 31 décembre 2018,

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2018.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de DEUX MILLIONS de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.
L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1435 rue Saint-Alexandre, suite 140, Montréal, Québec H3A2G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du président du Conseil d'administration de l'Organisme. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 700, rue de la Gauchetière Ouest, 28e étage Montréal (Québec) H3B 5M2, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier

Le .....e jour de 2017

L'Espace Ludique

Par : _____
M. Jason Della Rocca, président du Conseil d'administration

Cette convention a été approuvée par le Conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 20__ (Résolution (CG …….).

ANNEXE 1

PROJET

1. Description

Le projet présenté par l'organisme concerne l'expansion et l'agrandissement de ses espaces. Il prévoit l'ajout d'un espace d'environ 464 m^2 adjacent à l'espace actuel, qui est d'une superficie de 1217 m^2, et impliquerait également le réaménagement de l'ensemble des espaces actuels, la construction de nouvelles salles de réunion, l'intégration d'un espace dédié aux événements et l'ajout d'espaces de travail fermés.

2. Budget prévisionnel

Coûts	Immobilisation (travaux de construction, de plomberie, d'électricité; l'achat d'équipements technologiques, etc.)	**311 000 $** (dont 290 K$ pour la construction du nouvel espace)
	Coûts de réalisation du projet (les plans d'architecture, les permis, les livraisons, les frais du designer, etc.)	**30 500 $**
	Flux de trésorerie (audit, assurances, électricité, administrateur de projet, etc.)	**65 500 $**
	Total des coûts	**407 000 $**
Financement	**Commandites**	
	Loto Québec	25 000 $
	Université Concordia	20 000 $
	AudioKinetic	15 000 $
	Outerminds	10 000 $
	BDC	7500 $
	Turbulent Media	5000 $
	Total	**82 500 $**
	Financement interne	
	Espace Ludique	40 500 $
	Total	**40 500 $**
	Subvention	
	Ville de Montréal (présente demande)	100 000 $
	Total	**100 000 $**
	Autres partenaires (à venir)	**184 000 $**
	Total des financements	**407 000 $**

3. Éléments de reddition de compte :

Type de rapport	Dates de remise	Description du contenu
Budget équilibré	Avant le 30 juin 2018	Présentation d'un budget équilibré (407 K$) par des engagements formels de nouveaux partenaires. Joindre les lettres d'intention et/ou de partenariat de ces nouveaux partenaires.
Reddition de compte	Avant le 31 décembre 2018	**Somme utilisée :** Un bilan relatif à l'utilisation de la contribution financière
	Réf. article 4.5	**Activités :** Un bilan faisant état des activités et des réalisations de L'Espace Ludique pour les années 2017 et 2018. Cette section doit présenter les bénéfices ou retombées obtenus incluant les éléments suivants : • le nombre de développeurs indépendants locataires; • le nombre de studios en pré incubation et en incubation locataires; • la valeur des investissements reçus par les studios locataires; • le nombre d'emplois créés par les studios locataires; • le nombre de studios qui ont quitté L'Espace Ludique pour des raisons de croissance; • le bilan des activités organisées par Espace Ludique incluant le nombre d'activités et le nombre de participants. • toutes autres retombées économiques pertinentes. **Visibilité :** Un bilan de la visibilité accordée au Projet conformément aux dispositions prévues à l'Annexe 2. **États financiers :** Soumettre les états financiers vérifiés (Réf. Article 4.5)

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

1. VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité;

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville :

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner la participation dans toutes communications relatives au Projet;

- Sur les médias sociaux, souligner la participation et remercier la Ville pour son soutien;

- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan.

- Apposer les logos de la Ville, sur tous les outils de communication, imprimés et électroniques, notamment sur les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciements, les certificats de participation relatifs à la présente Convention;

  Les logos de la Ville devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule;

  Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'Organisme doit ajouter le libellé suivant : Fier partenaire de la Ville de Montréal

- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins dix (10) jours ouvrables avant leur diffusion;

- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toutes publicités télé ou Web. Les logos de la Ville peuvent faire partie d'un regroupement des participants au Projet. Par contre, à titre de collaborateur principal, il devra être mis en évidence;

- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs;

2.2. Relations publiques et médias :

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les bloggeurs, les photographes et les caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;

- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville :

  - Inviter par écrit le maire à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

  - Soumettre pour approbation au cabinet du maire et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et du communiqué concernant le Projet;

  - Offrir au cabinet du maire et au comité exécutif, la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

Pour adresser une demande au cabinet du maire et du comité exécutif, veuillez utiliser les formulaires en ligne destinés à cet effet à l'adresse suivante : https://mairedemontreal.ca/, section « **Communiquer avec nous »**.

Note : pour une demande de citation dans un communiqué, veuillez utiliser le courriel suivant : communication.du.maire@ville.montreal.qc.ca.

2.3. Normes graphiques et linguistiques :

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo);

- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres participants sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.);

- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ, c. C-11);

2.4. Publicité et promotion :

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média;

  Lesdites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises;

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement;

- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion;

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville;

- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité;

- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques;

- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants);

- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité;

  Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité;

- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics :

- Inviter le maire à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum **de 20 jours** ouvrables à l'avance;
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet du maire;
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics;

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré plus haut, en précisant que le Projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville.

Si vous avez des questions concernant le Protocole de visibilité, vous pouvez joindre le Service des communications de la Ville à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : l'Organisme doit communiquer avec le cabinet du maire pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite au maire doit être envoyée par le biais d'un formulaire, consultez la section **« Communiquer avec nous »** sur https://mairedemontreal.ca/.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1177511003

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Investissement et développement
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 100 000 $ à L'Espace Ludique pour des améliorations locatives dans son projet d'expansion et d'agrandissement / Approuver un projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

117511003 - L'Espace Ludique.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Danièle HANDFIELD
Préposée au budget
Tél : 514 872-9547

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-09-01

Isabelle FORTIER
Conseiller(ere) budgetaire
Tél : 514 872-9366
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CG : 20.50

2017/09/28 17:00

(1)

Dossier # : 1161543007

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction des sports , Division de la gestion des installations sportives
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Compétence d'agglomération :	Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière additionnelle de 40 000 $, incluant toutes les taxes applicables, à l'organisme sans but lucratif Commission sportive de Montréal inc. pour la réalisation des célébrations du 40e anniversaire des Jeux de Montréal / Approuver un Addenda à la convention intervenue entre la Ville et la Commission sportive de Montréal inc. (CG17 0046)

Il est recommandé :

1. D'accorder une contribution financière additionnelle maximale et non récurrente de 40 000 $, incluant toutes les taxes applicables, à l'organisme sans but lucratif Commission sportive de Montréal inc. pour la réalisation des célébrations du 40e anniversaire des Jeux de Montréal;

2. D'approuver un Addenda à la convention intervenue entre la Ville et la Commission sportive de Montréal inc. (CG17 0046) établissant les modalités et conditions de versement de cette contribution additionnelle;

3. D'imputer cette dépense en 2017, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel, après avoir opéré le virement budgétaire.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2017-08-31 11:23

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil d'agglomération

Assemblée ordinaire du jeudi 23 février 2017 Séance tenue le 23 février 2017	Résolution: CG17 0046

Accorder un soutien financier de 220 000 $ et le soutien en biens et services à la Commission sportive Montréal inc. pour le projet des Jeux de Montréal 2017 / Approuver le projet de convention à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 15 février 2017 par sa résolution CE17 0196;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Russell Copeman

Et résolu :

1 - d'accorder un soutien financier de 220 000 $ et un soutien en biens et services à la Commission sportive de Montréal inc. pour le projet des Jeux de Montréal 2017;

2 - d'approuver le projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.08 1161543007
/lc

Denis CODERRE
_____
Maire

Yves SAINDON
_____
Greffier de la Ville

(certifié conforme)

_____
Yves SAINDON
Greffier de la Ville

Signée électroniquement le 24 février 2017

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

PROJET

IDENTIFICATION **Dossier # :1161543007**

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction des sports , Division de la gestion des installations sportives
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Compétence d'agglomération :	Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière additionnelle de 40 000 $, incluant toutes les taxes applicables, à l'organisme sans but lucratif Commission sportive de Montréal inc. pour la réalisation des célébrations du 40e anniversaire des Jeux de Montréal / Approuver un Addenda à la convention intervenue entre la Ville et la Commission sportive de Montréal inc. (CG17 0046)

CONTENU

CONTEXTE

Contexte et description
L'édition 2017 des Jeux de Montréal a eu lieu du 29 mars au 2 avril 2017 et a marquée le 40e anniversaire de cette grande fête sportive. Lors du conseil d'agglomération du 30 mars 2017 (CG17 0046), une contribution financière de 220 000 $, identique à celles des années précédentes (2012 à 2016) a été octroyée à la Commission sportive de Montréal (CSM). Ce montant a servi à soutenir l'organisme pour la réalisation de l'événement Jeux de Montréal 2017. De plus, la Ville a assuré un soutien technique d'une valeur de l'ordre de 40 000 $ pour la tenue de l'événement.

Tel que mentionné au sommaire décisionnel 1161543007, la CSM a également demandé un soutien financier additionnel de 40 000 $ pour souligner les célébrations du 40e anniversaire des Jeux de Montréal (voir la lettre de demande en pièce jointe). Le sommaire indiquait également que cette demande additionnelle pourrait faire l'objet d'une décision ultérieure des instances.

L'Organisme a déposé le budget des célébrations du 40e au Service de la diversité sociale et des sports (SDSS) afin d'en permettre l'analyse dans le but de recommander ou non un soutien additionnel. Le document est disponible en pièce jointe. Après analyse, le SDSS recommande l'octroi d'une contribution de 40 000 $.

Justification et impacts majeurs
La CSM a souligné cet anniversaire important en mettant de l'avant des éléments

historiques de l'événement ainsi qu'en bonifiant l'expérience des participants. Voici quelques-unes des activités spéciales qui ont été organisées :

· Lancement de la mascotte des Jeux de Montréal, première mascotte dédiée à l'événement;
· Cérémonie de clôture adaptée à la thématique de la fête (numéro de cirque);
· Nouveau site internet;
· Prix de présence;
· Lanières et épinglettes à l'effigie de cette édition spéciale;
· Soirée commémorative incluant la participation de plusieurs anciens participants, bénévoles, dirigeants, etc.;
· Pavoisement et communication aux couleurs de la célébration, etc.

En plus du budget de l'événement, le budget d'organisation des célébrations du 40e anniversaire déposé par la CSM s'élève à 47 170,03 $.

En plus de mettre en valeur le 40e anniversaire de l'événement, le projet de la CSM a accentué l'aspect festif pour les 5 000 jeunes participants et le rayonnement de l'événement à travers l'agglomération de Montréal.

Aspects financiers
Le montant de 40 000 $ permettra à la CSM d'assumer 85% des dépenses additionnelles liées à l'organisation des célébrations du 40e anniversaire de l'événement. La CSM assume la différence à même son budget d'organisation. À titre indicatif, l'événement 2016 a connu un surplus de 1 058,49 $. Les états financiers n'étant pas disponibles, l'organisme nous indique qu'il n'y aura pas de déficit d'opération pour l'événement 2017. Ce montant sera pris à même le budget de fonctionnement du Service de la diversité sociale et des sports (SDSS) à la suite d'un virement entre activités budgétaires à l'intérieur du même service. Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération.

Conformité aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs
À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Ibtissam ABDELLAOUI)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Suzana CARREIRA CARVALHO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Chantale PHILIE
conseiller(ere) en planification

514-872-0947
Tél :
Télécop. : 000-0000

CHOISIR DE BOUGER !

Le 28 octobre 2016

Madame Johanne Derome
Directrice de la diversité sociale et des sports
801, rue Brennan, 4ième étage
Montréal, (Québec) H2M 2E7

Objet : Demande de soutien financier pour la tenue de la 40e édition des Jeux de Montréal 2017

Madame Johanne Derome,

Depuis 2008, la Commission sportive Montréal-Concordia (CSMC) organise « Les Jeux de Montréal », un événement annuel dont l'objectif principal est d'offrir aux jeunes montréalais l'occasion de participer à une première compétition de grande envergure.

Le « programme des Jeux de Montréal » est en lien avec le dossier « Montréal, physiquement active », qui mise sur la promotion de la pratique régulière de l'activité physique. Les Jeux identifient la jeunesse, particulièrement les jeunes de 6 à 12 ans, comme porteuse d'avenir de notre société montréalaise.

Chaque année, plus de 15 000 jeunes montréalais s'initient à la compétition en participant aux épreuves préliminaires et ensuite aux finales des Jeux de Montréal dans une des 29 disciplines sportives.

Outre les compétitions, ce grand rassemblement inclut des cérémonies protocolaires et un programme d'animation diversifiée. En 2016, un peu plus de 5 500 jeunes, provenant de l'île de Montréal, se sont retrouvés pour partager le plaisir de participer à cet événement qui en 2017, célébrera son 40e anniversaire. Par ailleurs, nous aimerions recevoir un montant de 40 000 $ afin que la cérémonie de clôture soit adaptée à la thématique de la fête avec un numéro de cirque, des jeux de lumière, une danse des mascottes, des prix de présence et plusieurs surprises, d'offrir 6 000 lannières porte-clé aux athlètes, 1 000 épinglettes aux bénévoles ainsi qu'un 5@7 à l'hôtel de la Ville de Montréal afin de souligner le travail remarque des bénévoles des 40 dernières années.

Afin de parvenir à notre objectif, nous sollicitons, auprès de la Ville de Montréal, un soutien financier, qui nous permettrait de réaliser l'édition 2017 des Jeux de Montréal.

Ce projet nécessite la mise en œuvre d'une multitude de ressources matérielles et humaines en plus d'un financement de 270 000 $ par année. Pour cette raison, nous faisons une demande à la Ville de Montréal afin d'obtenir un soutien financier de 310 000 $ (incluant le 40 000 $ pour les

célébration du 40e anniversaire) ainsi que l'utilisation gratuite des installations municipales. De plus, la CSMC prévoit un investissement en commandite de plus de 100 000$ dont une bonne partie servira à l'achat d'équipements sportifs qui sera redistribué aux différents organismes sur le territoire montréalais. Nous assumerons l'encadrement de plus 1 200 bénévoles qui offriront de leur temps pour la réalisation des Jeux de Montréal.

Nous espérons recevoir une réponse positive de votre part, et nous vous prions, Madame Derome, d'agréer nos salutations distinguées.



Danny Hill
Directeur général – Commission sportive Montréal-Concordia
P.j. Budget des Jeux de Montréal 2017
Programme des Jeux de Montréal 2017

Commission Sportive de Montréal Inc.

Budget - 40e édition des Jeux de Montréal 2017

Produits		**Budget 40e**	
	Ville de Montréal	40 000 $	
	Contribution CSM	7 170 $	
		Sous-total	**47 170 $**
Charges			
	Nouveau site Internet	2 914,62 $	
	Cérémonie de clôture - spectacle	3 213,27 $	
	Technique - sonorisation	4 179,56 $	
	Décors	726,58 $	
	5 @ 7 40e édition	1 245,05 $	
	Décors	1 600,00 $	
	Technique - sonorisation	1 244,52 $	
	Musique d'ambiance (DJ)	250,00 $	
	Permis de réunion	44,00 $	
	Animateur et animatrice	0,00 $	
	Kiosque d'animation 40e JDM	11 858,05 $	
	Animation de la mascotte	2 828,81 $	
	Matériel d'animation	1 076,72 $	
	Laminés des Jeux	1 476,28 $	
	Items promotionnels pour les jeunes	0,00 $	
	80 colonnes Astral	2 311,00 $	
	Impression de documents	2 745,03 $	
	Signalisation	793,33 $	
	Frais compétition (40e)	4 363,21 $	
	Coordonnateur	1 000,00 $	
	Stagiaire	0,00 $	
	Photographe	100,00 $	
	Frais de déplacement	0,00 $	
	Frais de réunion	0,00 $	
	Frais administration (7%)	3 200,00 $	
		Sous-total	**47 170,03 $**
		Solde à la fin	0,00 $

Préparé par Danny Hill Final le 3 août 2017

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1161543007

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction des sports , Division de la gestion des installations sportives
Objet :	Accorder une contribution financière additionnelle de 40 000 $, incluant toutes les taxes applicables, à l'organisme sans but lucratif Commission sportive de Montréal inc. pour la réalisation des célébrations du 40e anniversaire des Jeux de Montréal / Approuver un Addenda à la convention intervenue entre la Ville et la Commission sportive de Montréal inc. (CG17 0046)

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Le présent addenda est approuvé quant à sa validité et à sa forme.

FICHIERS JOINTS

Addenda 1 visé 22082017.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Suzana CARREIRA CARVALHO
Avocate

Tél : 514-868-4137

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-22

Suzana CARREIRA CARVALHO
Avocate

Tél : 514 868-4137
Division : Droit contractuel

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
22 AOUT 2017
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

ADDENDA # 1 À LA CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
(résolution CG17 0046 du 23 février 2017)

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée aux présentes par monsieur Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET : **COMMISSION SPORTIVE DE MONTRÉAL INC.**, personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 8110, boulevard Saint-Michel, Montréal, Québec, H1Z 3E2, agissant et représentée par Jean-Philippe Lincourt, président, et/ou Danny Hill, directeur général, dûment autorisés aux fins des présentes tel qu'ils le déclarent;

N° d'inscription TPS :
N° d'inscription TVQ :
Numéro d'ORGANISME de charité :

Ci-après appelée l'« **ORGANISME** »

L'ORGANISME et la VILLE sont également, individuellement ou collectivement désignées dans la présente convention comme une « **PARTIE** » ou les « **PARTIES** ».

ATTENDU QUE l'ORGANISME et la VILLE ont signé une convention en vertu de laquelle la VILLE s'est engagée à verser une contribution financière à l'ORGANISME et à lui prêter des installations, du matériel et des équipements pour la réalisation de l'événement « Les Jeux de Montréal » (ci-après, l« Événement ») dont il est responsable ainsi que pour souligner la célébration du 40e anniversaire de cet Événement, une telle convention ayant été approuvée par le conseil d'agglomération de la VILLE en vertu de la résolution CG17 0046 adoptée le 23 février 2017 (ci-après la « Convention initiale »);

ATTENDU QUE l'ORGANISME a demandé à la VILLE de majorer la contribution financière qu'elle s'est engagée à lui verser en vertu de cette Convention initiale, plus précisément pour la réalisation des célébrations du 40e anniversaire de l'Événement;

ATTENDU QUE puisque la VILLE accepte, les PARTIES conviennent qu'il y a lieu de modifier la Convention initiale quant au montant de la contribution financière versée par la VILLE à l'ORGANISME;

ATTENDU QUE la VILLE a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, C. c-19) et qu'elle a remis une copie de cette politique à l'ORGANISME;

ATTENDU QU'en vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires).

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante des présentes.

ARTICLE 2
MODIFICATIONS

La Convention initiale est modifiée comme suit :

2.1 par le remplacement de l'article 2.1 par l'article suivant :

« **2.1** « **Annexe 1** » : la demande de soutien financier déposée par l'ORGANISME pour la réalisation du Projet et qui décrit un tel Projet; »

2.2 par le remplacement de l'article 2.5 par l'article suivant :

« **2.5** « **Projet** » : le projet de l'ORGANISME pour la réalisation duquel la VILLE lui fournit la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1; »

2.3 par le remplacement du montant de « deux cent vingt mille dollars (220 000 $) » indiqué à l'article 4.1.1 par le montant de « deux cent soixante mille dollars (260 000$) »;

ARTICLE 3
AUTRES DISPOSITIONS

3.1 Les PARTIES conviennent que la contribution financière additionnelle de quarante mille dollars (40 000 $) consentie par la VILLE conformément au présent Addenda #1 considérant la majoration prévue à l'article 2.4 des présentes sera versée par la VILLE à l'ORGANISME dans les trente (30) jours de la signature du présent Addenda #1 par les PARTIES.

3.2 Tous les autres termes et conditions de la Convention initiale demeurent inchangés.

3.3 Le présent Addenda #1 entre en vigueur à sa date de signature par les PARTIES.

EN FOI DE QUOI LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon
Greffier

Le .....e jour de 2017

COMMISSION SPORTIVE DE MONTRÉAL INC.

Par : _____
Jean-Philippe Lincourt, président

_____
Dany Hill, directeur général

Cet Addenda #1 a été approuvé par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le.....e jour de ..... 2017 (Résolution CG17.....)

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1161543007

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction des sports , Division de la gestion des installations sportives
Objet :	Accorder une contribution financière additionnelle de 40 000 $, incluant toutes les taxes applicables, à l'organisme sans but lucratif Commission sportive de Montréal inc. pour la réalisation des célébrations du 40e anniversaire des Jeux de Montréal / Approuver un Addenda à la convention intervenue entre la Ville et la Commission sportive de Montréal inc. (CG17 0046)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds - GDD 1161543007 ADDENDA.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ibtissam ABDELLAOUI
Préposé au budget

Tél : 514 872-7801

Mario Primard
Agent comptable analyste
Tél. : 514 868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-14

Hong-Van TRAN
Conseillère budgétaire

Tél : 514 872-1094

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.50

2017/09/28 17:00

(1)

Dossier # : 1161543007

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction des sports , Division de la gestion des installations sportives
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Compétence d'agglomération :	Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure
Projet :	-
Objet :	Renouveller le soutien financier de 220 000 $ et le soutien en biens et services pour le projet des Jeux de Montréal 2017 avec la Commission sportive Montréal Inc. / Approuver la convention entre la Commission sportive Montréal Inc. et la Ville de Montréal pour le projet des Jeux de Montréal 2017.

Il est recommandé :
1- d'accorder un soutien financier de 220 000 $ et un soutien en biens et services pour le projet des Jeux de Montréal 2017 à la Commission sportive Montréal Inc.

2- d'approuver la convention entre la Commission sportive Montréal Inc. et la Ville de Montréal pour le projet des Jeux de Montréal 2017.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2017-01-31 09:31

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1161543007**

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction des sports , Division de la gestion des installations sportives
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Compétence d'agglomération :	Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure
Projet :	-
Objet :	Renouveller le soutien financier de 220 000 $ et le soutien en biens et services pour le projet des Jeux de Montréal 2017 avec la Commission sportive Montréal Inc. / Approuver la convention entre la Commission sportive Montréal Inc. et la Ville de Montréal pour le projet des Jeux de Montréal 2017.

CONTENU

CONTEXTE

Les Jeux de Montréal (Jeux) ont eu lieu pour la première fois en 1978. L'édition 2017, qui aura lieu du 29 mars au 2 avril 2017 marquera le 40e anniversaire de cette grande fête sportive. L'objectif principal des Jeux est d'organiser un grand rassemblement sportif pour les jeunes de Montréal qui sont inscrits dans un programme d'initiation en sport. Ils auront l'opportunité de vivre une première compétition de grande envergure dans des installations de haut niveau.
En 2008, à l'issu d'un processus d'appel d'offres, la Ville octroyait le mandat de la réalisation des Jeux à la Commission sportive sportive Montréal-Concordia (CSMC). Depuis 2016, l'organisme est nommé Commission sportive de Montréal (CSM). La dernière entente en vigueur arrivait à échéance au 31 décembre 2016.

De manière à respecter les obligations actuelles de la Ville en matière d'octroi de contrat, un processus d'appel d'offres est en cours pour l'attribution d'un mandat 2018-2019-2020.

Afin d'éviter l'annulation de l'événement 2017, le présent sommaire vise à reconduire exceptionnellement, le mandat octroyé à CSM pour une durée de 1 an.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG14 0023 30 janvier 2014 Accorder un soutien financier totalisant 660 000 $, soit un montant annuel de 220 000 $, et un soutien en biens et services d'une valeur de 102 825 $, pour les années 2014, 2015 et 2016 à la Commission sportive Montréal-Concordia /

Approuver le projet de convention à cette fin.
CG10 0370 28 octobre 2010 Accorder un montant de 37 300 $ afin de compléter le soutien financier pour l'année 2010 et un soutien financier récurrent de 220 000 $ pour 2011, 2012 et 2013, à la Commission sportive Montréal-Concordia pour le programme des Jeux de Montréal / Approuver le projet de protocole d'entente à cet effet.

CG07 0452 29 novembre 2007 Accepter la recommandation du comité aviseur mis en place dans le cadre de la révision de la gouvernance des Jeux de Montréal et reconnaître à cet effet la Commission sportive Montréal-Concordia comme partenaire et approuver le protocole d'entente pour l'organisation des Jeux, d'une durée de 3 ans (2008-2010) et octroyer une somme de 178 400 $ annuellement.

DESCRIPTION

Chaque année, dans le processus de qualification menant aux Jeux, plus de 15 000 jeunes athlètes de 6 à 12 ans s'initient à la compétition en participant à des épreuves sportives locales (compétitions préliminaires). Lors des Jeux, en plus des compétitions dans 26 disciplines sportives, un programme d'animation est offert aux jeunes et des sports émergents sont en démonstration. En 2016, un peu plus de 5 500 jeunes ont participé à l'événement.
Les compétitions auront lieu dans des installations relevant de la Division de la gestion des installations sportifs (DGIS) tel que le Complexe sportif Claude-Robillard (CSCR), le Stade de soccer de Montréal (SSM) et le Complexe sportif Marie-Victorin (CSMV) ainsi que dans des installations relevant des arrondissements et villes liées (ex: arénas Saint-Michel, Martin-Brodeur et Raymond-Bourque, les centres sportifs Jean-Rougeau et Étienne-Desmarteau et le Complexe récréatif Gadbois).

Il est recommandé d'octroyer une contribution financière identique aux années précédentes, soit de 220 000 $ et un soutien en biens et services d'une valeur estimée à 40 000 $. Le montant de 220 000 $ représente 52 % du budget total pour la réalisation des Jeux 2017. Cette somme pourra être utilisée aux fins décrites aux obligations de la convention en pièce jointe. Le soutien en biens et services est lié à des frais d'exploitation (prestation de services, coût de personnel, entretien, etc.) et d'utilisation des espaces.

En plus du montant récurrent de 220 000 $, l'organisme a adressé au SDSS une demande de soutien financier supplémentaire ponctuel pour souligner le 40e anniversaire. Cette demande est présentement à l'étude et pourrait faire l'objet d'une décision ultérieure.

JUSTIFICATION

Le programme des Jeux est en adéquation avec « Montréal, physiquement active » et la Politique de l'enfant.
La contribution financière et le soutien en biens et services sont essentiels pour assurer la réalisation de la 40^{e} édition.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La montant de 220 000 $ pour le soutien financier est disponible au budget de fonctionnement de la DGIS du Service de la diversité sociale et des sports. Le soutien en biens et services sera entièrement assumé à même le budget de fonctionnement de la DGIS.
Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Conformément au plan Montréal durable 2016-2020, adopté par le conseil d'agglomération, le Service de la diversité sociale et des sports sensibilisera l'organisme à tenir l'événement de façon écoresponsable. Il s'agit de la priorité « Verdir, augmenter la biodiversité et assurer la pérennité des ressources » du plan Montréal durable 2016-2020 soit l'action « organiser des événements écoresponsables et/ou zéro déchet ».

IMPACT(S) MAJEUR(S)

À défaut de renouveler le mandat avec la CSM tel que recommandé dans le présent sommaire, l'événement 2017 qui marquera le 40e anniversaire devra être annulé.
Le versement de la contribution financière doit avoir lieu au plus tard en février 2017 pour permettre à l'organisme d'assumer les obligations financières de l'événement qui se tiendra du 29 mars au 2 avril 2017.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Conformément aux recommandations du Service des communications, il n'y a pas d'opération de communication en lien avec la présente décision.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Versement de la contribution financière février 2017
Tenue des Jeux de Montréal: 29 mars au 2 avril 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Ibtissam ABDELLAOUI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Rocca LONIGRO

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-07-11

Jean-François DULIÈPRE

Agente de développement

Tél : 872-9259
Télécop. : 872-9255

Chef de division

Tél : 514 872-7990
Télécop. : 514 872-4718

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Johanne DEROME
Directrice
Tél : 514 872-6133
Approuvé le : 2017-01-30

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.51

2017/09/28 17:00

(2)

Dossier # : 1175035003

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - plateformes et infrastructure , Division Infrastructure
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser la prolongation du contrat octroyé à IBM Canada Ltée, pour la fourniture de services techniques d'hébergement externe des serveurs du Service des technologies de l'information, conformément à l'appel d'offres public #12-11947, pour une période de 2 ans, soit du 1er mars 2018 au 29 février 2020, pour un montant total maximal de 1 707 347,71 $ taxes incluses, majorant ainsi le montant total du contrat de 5 267 921,10 $ à 6 975 268,81 $, taxes incluses.

Il est recommandé :

1. d'accorder à la firme IBM Canada Ltée, la prolongation du contrat pour une période de 2 ans, soit du 1er mars 2018 au 29 février 2020, pour la fourniture de services techniques d'hébergement externe des serveurs du Service des technologies de l'information, tel que prévu aux documents d'appel d'offres public 12-11947, pour une somme maximale de 1 707 347,71 $, taxes incluses, majorant ainsi le montant total du contrat de 5 267 921,10 $ à 6 975 268,81 $, taxes incluses;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 50,2 % par l'agglomération, pour un montant de 857 088,55 $, taxes incluses.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-09-08 17:45

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1175035003**

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - plateformes et infrastructure , Division Infrastructure
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser la prolongation du contrat octroyé à IBM Canada Ltée, pour la fourniture de services techniques d'hébergement externe des serveurs du Service des technologies de l'information, conformément à l'appel d'offres public #12-11947, pour une période de 2 ans, soit du 1er mars 2018 au 29 février 2020, pour un montant total maximal de 1 707 347,71 $ taxes incluses, majorant ainsi le montant total du contrat de 5 267 921,10 $ à 6 975 268,81 $, taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le but d'assurer la robustesse de l'infrastructure informatique, le Service des technologies de l'information (Service des TI) a octroyé en janvier 2013 un contrat d'hébergement de serveurs à IBM Canada Ltée pour une durée de cinq ans. Le contrat d'hébergement IBM constitue le centre de données de relève pour les systèmes de la Ville pour la majorité des applications d'envergure. Une procédure de relève est en place pour garantir la continuité des services et éviter la perte de données en cas de sinistre. Ainsi, plus de 10 TB de données sont échangés quotidiennement entre les deux centres de données. Arrivant à échéance le 29 février 2018, le contrat prévoit la possibilité de deux renouvellements annuels, jusqu'au 29 février 2020.
La Ville a entamé sa transformation numérique. En ce sens, un positionnement sur la gestion de l'infrastructure informatique est en cours, notamment pour tenir compte des opportunités de l'infonuagique. Dans ce contexte, et afin d'assurer la continuité opérationnelle des services, une prolongation de deux ans du contrat d'hébergement d'IBM est requise afin de répondre aux besoins de la Ville jusqu'au moment où le Service des TI implémentera sa nouvelle stratégie de gestion des infrastructures informatiques qui pourrait requérir des ajustements à l'infrastructure en place.

L'objet du présent dossier vise donc à autoriser la prolongation du contrat octroyé à IBM Canada Ltée, pour la fourniture de services techniques d'hébergement externe des serveurs du Service des technologies de l'information, conformément à l'appel d'offres public #12-11947, pour une période de 2 ans, soit du 1er mars 2018 au 29 février 2020, pour un montant total maximal de 1 707 347,71 $ taxes incluses, majorant ainsi le montant total du contrat de 5 267 921,10 $ à 6 975 268,81 $, taxes incluses.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG13 0011 - 31 janvier 2013 - Accorder un contrat à IBM Canada Ltée, pour la fourniture de services techniques d'hébergement externe des serveurs du Service des technologies de l'information, pour une période de 5 ans, pour une somme maximale de 5 267 921,10 $, taxes incluses, avec la possibilité de 2 renouvellements annuels - Appel d'offres public 12-11947 (2 soumissionnaires).
CG12 0391 - 25 octobre 2012 - Accorder un contrat à Novipro Inc. pour la fourniture d'un système d'ordinateur central, pour une somme maximale de 1 805 107,50 $, taxes incluses - Appel d'offres public 12-12351 (2 soumissionnaires).

CE12 1008 - 20 juin 2012 - Autoriser le lancement d'un appel d'offres public pour des services techniques d'hébergement externe de serveurs, pour une durée de cinq ans.

CG07 0435 - 29 novembre 2007 - Approuver la convention et retenir les services de IBM Canada Ltée pour un montant de 18 597 899$, taxes incluses, pour l'hébergement du centre informatique de la Ville de Montréal pour une durée de 5 ans, du 1er mars 2008 au 28 février 2013 - Autoriser une dépense totale de 20 113 865$, taxes incluses dont 336 447 $ pour la mise à niveau des logiciels centraux, 341 850$ de frais de déménagement, 552 794$ de coûts de transition et 284 875$ de dépenses incidentes - Appel d'offres public 07-10409 (2 soum.) - Approuver l'ADDENDA No. 2 du contrat d'hébergement actuel avec CGI pour assurer son prolongement de 2 mois en début 2008 pour la période de transition, au coût de 326 903$, taxes incluses..

CG07 0360 - 20 septembre 2007 - Accorder un contrat à la firme Entreprise de construction TEQ inc. pour effectuer des travaux de rénovation au 2580 boulevard Saint-Joseph (3665) - (6 soum.) - Autoriser une dépense de 7 426 540,96 $ - Contrat 11796

DESCRIPTION

Les services techniques d'hébergement externe de serveurs combleront les besoins suivants pour la période du 1er mars 2018 au 29 février 2020 :

- Tous les équipements requis pour le fonctionnement d'une voûte électronique afin de gérer les prises de copies de sauvegarde de plus de 300 serveurs de la Ville;
- Les liens de télécommunication en fibres optiques reliant les deux centres de traitement de données primaire et secondaire de bout en bout, pour faciliter le transfert de données et éviter les pannes en cas de sinistre;
- Un service d'installation et de retrait d'équipements dans les cabinets évitant le recours aux employés de la Ville pour manipuler le matériel;
- La consommation électrique et la climatisation requise pour héberger les équipements;
- Le service d'envoi hors site dans une voûte externe des cassettes des copies de sauvegarde de l'ordinateur central.

JUSTIFICATION

Le Service des TI assure la disponibilité des services informatiques de la Ville, notamment ceux touchant la sécurité publique. Des situations imprévues telles que les pannes, les catastrophes et les cyberattaques, de même que les travaux d'entretien majeurs des systèmes informatiques justifient l'utilisation d'un plan de relève des systèmes et d'un deuxième site pour les héberger. Le centre de données fourni par IBM répond aux exigences de sécurité publique et de disponibilité du service à 99,98 %. La présence d'un deuxième centre de données permet également au Service des TI de répliquer en temps réel les données de la Ville à une distance d'environ 10 kilomètres, ce qui limite la perte des

données en cas de sinistre sur un des deux sites pour les principaux systèmes de la ville. La prolongation du contrat d'hébergement IBM permettra donc au Service des TI de poursuivre sa mission de maintien et de continuité des Services TI de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette dépense de 1 707 347,71 $ taxes incluses, sera répartie sur une période de deux ans et payable mensuellement, à même le budget de fonctionnement du Service des TI du 1er mars 2018 au 29 février 2020.
Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générale imputée au budget d'agglomération. Cette dépense sera assumée à 50.2 % par l'agglomération pour un montant de 857 088,55 $, taxes incluses.

Tableau de répartition des coûts :

Article	Description	Du 1er mars au 31 décembre 2018	Du 1er janvier au 31 décembre 2019	Du 1er janvier au 29 février 2020	Total
1	Hébergement des cabinets	276 823,39 $	332 145,91 $	55 356,25 $	664 325,55 $
2a	Prise de copies de sauvegarde - Infrastructure (Article 1.3)	44 457,00 $	49 856,99 $	8 193,12 $	102 507,11 $
2b	Prise de copies de sauvegarde - Évolution (Article 1.3)	34 519,33 $	42 458,93 $	7 111,01 $	84 089,27 $
3	Voûte externe	105 393,75 $	126 472,50 $	21 078,75 $	252 945,00 $
4	Communication réseau Ville	245 241,67 $	306 707,31 $	51 531,80 $	603 480,78 $
	Total	**706 435,14 $**	**857 641,64 $**	**143 270,93 $**	**1 707 347,71 $**

Évolution des coûts d'entretien sur 7 ans

Année au contrat d'hébergement	Coût annuel	Écart avec l'année précédente (en $)	Écart avec l'année précédente (en %)
2013-2014	1 141 231,50 $	N/A	N/A
2014-2015	1 020 400,83 $	(120 830,67 $)	(10,59 %)
2015-2016	1 028 539,91 $	8 139,08 $	0,80 %
2016-2017	1 032 608,87 $	4 068,96 $	0,40 %
2017-2018	1 045 181,39 $	12 572,52 $	1,22 %
2018-2019	847 722,17 $	(197 459,22 $)	(18,89 %)
2019-2020	859 625,54 $	11 903,37 $	1,40 %

Le coût d'entretien pour les années 2018-2019 et 2019-2020 est plus bas respectivement de 18,89% et 17,75% par rapport à l'année 2017-2018, à cause d'une réduction tarifaire de 38% sur le service de prise de copies de sauvegarde (tel que prévue au contrat pour l'article 2a de l'offre IBM). Cette réduction de prix s'explique par le fait que les investissements du fournisseur pour le matériel de support de stockage sont amortis après les cinq premières années de contrat.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le renouvellement du contrat d'hébergement externe des serveurs du Service des TI pour une période de deux ans permettra à la Ville de :

- Maintenir son plan de relève en cas de panne informatique ou d'interruption de service;
- Poursuivre ses démarches pour mettre en place sa nouvelle stratégie de gestion des infrastructures informatiques.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le calendrier des étapes subséquentes se résume comme suit :

- Présentation du dossier au CE : 20 septembre 2017;
- Présentation du dossier au CM : 25 septembre 2017;
- Présentation du dossier au CG : 28 septembre 2017.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Gilles BOUCHARD)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Matthieu C CROTEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Redouane BLAL
Conseiller en analyse et contrôle de gestion

Tél : 514 872-8783
Télécop. : 514 872-3964

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-04-20

Philippe COUVAS
Chef de division - centre d expertise - infrastructures et plateformes

Tél : 5148720696
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Gianina MOCANU
Directrice Centre d’expertise Plateformes et Infrastructures
Tél : 514-280-8521
Approuvé le : 2017-09-01

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvain PERRAS
Directeur du service des technologies de l'information
Tél :
Approuvé le : 2017-09-07

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1M2

PAR TÉLÉCOPIE

Le 7 mars 2017

Monsieur Alain Audet
IBM Canada Ltée
1360, boul. René-Lévesque Ouest, suite 400
Montréal (Québec) H3G 2W6

Télécopieur : 514 964-1712

Objet : Prolongation du contrat
Appel d'offres n° 12-11947
Services techniques d'hébergement externe de serveurs, pour une durée de 5 ans

---

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander la prolongation du contrat pour l'appel d'offres n°12-11947. Cette option est définie à la clause 5 des « Clauses administratives particulières » du cahier des charges de l'appel d'offres cité en objet.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, la prolongation du contrat serait effective pour deux (2) périodes de 12 mois, soit pour un total de 24 mois, et ce, selon les termes et conditions de votre soumission présentée le 22 août 2012 dans le cadre de l'appel d'offres12-11947.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions au plus tard le 14 mars 2017 afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant la prolongation du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte la prolongation : _____ ALAIN AUDET _____ 12-04-2017
Nom en majuscules et signature — Date

Je refuse la prolongation : _____ _____
Nom en majuscules et signature — Date

Bernard Boucher
Agent d'approvisionnement II

Courriel : bernard.boucher@ville.montreal.qc.ca
Tél. : 514 872-5290

BB/id

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1175035003

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - plateformes et infrastructure , Division Infrastructure
Objet :	Autoriser la prolongation du contrat octroyé à IBM Canada Ltée, pour la fourniture de services techniques d'hébergement externe des serveurs du Service des technologies de l'information, conformément à l'appel d'offres public #12-11947, pour une période de 2 ans, soit du 1er mars 2018 au 29 février 2020, pour un montant total maximal de 1 707 347,71 $ taxes incluses, majorant ainsi le montant total du contrat de 5 267 921,10 $ à 6 975 268,81 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

Intervention 1175035003.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Matthieu C CROTEAU
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514 872-5298

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-09-08

Claude HOULE
Chef de section
Tél : 514 872-5241
Division : Service de l'approvisionnement , Direction

Intervention en vue d'une prologation de contrat

Appel d'offres public no : 12-11947

SERVICES TECHNIQUES D'HÉBERGEMENT EXTERNE DE SERVEURS, POUR UNE DURÉE DE CINQ ANS

Le Service de l'approvisionnement est en accord avec la prolongation de deux ans du contrat conclut avec IBM Canada Ltée. Tel que prévu aux documents de l'appel d'offre 12-11947.

«Prolongation du contrat
Sur avis écrit de la Ville donner à l'adjudicataire au moins quatre-vingt-dix (90) jours calendrier avant la date présumée de fin du contrat et suite à une entente écrite intervenue entre les deux parties, le présent contrat pourra être prolongé de douze (12) mois chacun, pour un maximum de deux (2) prolongations.

Tout renouvellement du contrat convenu avec le fournisseur devra respecter l'intégralité des termes du présent appel d'offres.»

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1175035003

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - plateformes et infrastructure , Division Infrastructure
Objet :	Autoriser la prolongation du contrat octroyé à IBM Canada Ltée, pour la fourniture de services techniques d'hébergement externe des serveurs du Service des technologies de l'information, conformément à l'appel d'offres public #12-11947, pour une période de 2 ans, soit du 1er mars 2018 au 29 février 2020, pour un montant total maximal de 1 707 347,71 $ taxes incluses, majorant ainsi le montant total du contrat de 5 267 921,10 $ à 6 975 268,81 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1175035003.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Gilles BOUCHARD
Conseiller en gestion des ressources financieres
Service des finances, Direction du conseil et du soutien financier
Tél : 514- 872-0962

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-04-24

Gilles BOUCHARD
Conseiller en gestion des ressources financieres

Tél : 514 872-0962
Division : Service des finances, Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.52

2017/09/28 17:00

(2)

Dossier # : 1173190002

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - espace de travail , Division Connectivité aux utilisateurs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser l'ajout de services aux catalogues de services des contrats octroyés à la firme Bell Canada, Contrat 15-14657 – location de circuits – Transmission de données et le contrat 15-14367 - Service de téléphonie filaire.

Il est recommandé:
D'autoriser l'ajout de services connexes aux catalogues de services des contrats octroyés à la firme Bell Canada, contrat 15-14657 – location de circuits – Transmission de données, et le contrat 15-14367 - Service de téléphonie filaire

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-09-07 12:03

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1173190002**

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - espace de travail , Division Connectivité aux utilisateurs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser l'ajout de services aux catalogues de services des contrats octroyés à la firme Bell Canada, Contrat 15-14657 – location de circuits – Transmission de données et le contrat 15-14367 - Service de téléphonie filaire.

CONTENU

CONTEXTE

En 2015, le Service des technologies de l'information (Service des TI), en collaboration avec le Bureau de la Ville intelligente et numérique, a établi un nouveau modèle de gestion pour la transmission de données et établi une stratégie de transition pour les services de téléphonie filaire afin de répondre aux besoins de communication de la Ville de Montréal (Ville).
Le nouveau modèle de gestion pour la transmission de données est basé sur une approche par livraison de services incluant :

- Le déploiement par phases d'un réseau propriétaire de fibre optique à la Ville en fonction de la faisabilité, rentabilité et criticité de chaque site à connecter;
- L'ouverture du marché pour la location de circuits (MAN) et l'internet;
- Une entente-cadre pour l'acquisition des équipements de télécommunications, incluant le volet Wi-Fi public;
- Le rapatriement de la maîtrise d'oeuvre à l'interne pour gagner en agilité et en efficacité;
- La possibilité d'implanter de nouvelles solutions à moyen terme pour joindre des édifices où la fibre ne se rend pas (micro-ondes, liaisons radiocommunications et liaisons cellulaires).

La stratégie de transition pour les services de téléphonie consistait dans la prise en charge complète de la transition de la prise en charge de services par le nouvel adjudicataire Bell Canada.

En 2016, le Service des TI a réalisé la transition de services de la location de circuits pour la transmission de données et de la téléphonie filaire, permettant ainsi de réaliser des économies de plus de 2 $ millions/an. En décembre 2016, alors que la transition était complétée avec succès, le Service des TI a maintenu en place les services, et ce, tout au

long de l'année 2017. Le Service des TI a alors identifié 3 éléments à ajuster afin de bien répondre aux besoins de la Ville :

1. L'ajout d'un service de programmation des services de réponses automatisées au contrat #15-14367 de téléphonie filaire, sans ajustement à l'enveloppe budgétaire;
2. L'ajout de services au contrat de transmission de données au contrat # 15-14657 sans ajustement à l'enveloppe budgétaire, notamment pour les services suivants :
    - Services reliés à la performance des liens pour encadrer la qualité de service, notamment pour des services vidéo ou prioritaires;
    - Services de robustesse notamment pour obtenir une redondance des liens ou des points d'accès;
    - la location de biens de fibres pour des besoins précis;
    - des services techniques;
    - des frais d'escalade pour accélérer le déploiement urgent de circuits de données.
3. Une augmentation de 20 % de l'enveloppe budgétaire du lot 3 (centre-ville) au contrat de transmission de données (# 15-14657). En effet, bien que les sommes globales requises d'ici février 2019 n'excèdent pas le total des enveloppes prévues aux contrats pour les 7 lots (voir tableau), il y a une concentration de plusieurs ajouts dans le lot 3 qui requièrent une augmentation pour la zone du centre-ville, notamment pour le 700 de la Gauchetière ouest, 22 St-Joseph (Lachine), 630 René-Lévesque ouest, 80 rue Queen, le 3175 rue de Rouen.

Selon les estimations, voici l'impact sur la consommation des lots de circuits pour le contrat # 15-14657 (octroyé au GDD #1156682002) valide du 25 février 2016 au 25 février 2019 :

Identification du lot	Région	Montant autorisé (contrat # 15-14657)	Réel cumulatif au 31 août 2017	Projection globale	Projection globale ajustée
Lot 1	Nord-Est	717 718 $	242 811 $	646 714 $	646 714 $
Lot 2	Nord-Ouest	1 599 163 $	637 358 $	1 520 781 $	1 520 781 $
Lot 3	Centre	1 210 348 $	670 768 $	1 210 348 $	1 452 418 $
Lot 4	Sud-Est	993 389 $	327 309 $	863 636 $	863 636 $
Lot 5	Autre et Île Bizard	672 739 $	240 664 $	647 461 $	647 461 $
Lot 6	Internet Corpo	199 835 $	25 164 $	67 637 $	67 637 $
Lot 8	Internet Client	114 332 $	33 453 $	111 040 $	111 040 $
Total		5 507 524 $	2 177 527 $	5 067 617 $	5 309 686 $

Il est à noter que l’introduction de ces nouveaux services ne changent pas la nature des contrats et sont accessoires en valeur.

La projection globale ajustée inclut la consommation des nouveaux services, des services courants révisés ainsi que les services nécessaires afin de combler les besoins opérationnels des nouveaux sites.

Le présent dossier vise donc à autoriser l’ajout de services aux catalogues de services des

contrats octroyés à la firme Bell Canada, Contrat 15-14657 – location de circuits – Transmission de données et le contrat 15-14367 - Service de téléphonie filaire.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0115 – 25 février 2016 - Conclure huit ententes-cadres, d'une durée de trois ans, avec Bell Canada et Société TELUS Communications pour la location de circuits en transmission de données - Appel d'offres public 15-14657 (4 soum.).
CG15 0626 – 2 novembre 2015 - Conclure une entente-cadre avec Bell Canada pour la fourniture sur demande de services de téléphonie filaire, d'une durée de soixante mois, débutant le 1er novembre 2015 et se terminant le 31 octobre 2020 - Appel d'offres public 15-14367 (2 soum.) / Approuver le projet de convention à cet effet.

DESCRIPTION

La mise en œuvre et l'exploitation des contrats de téléphonie et de locations de circuits ont mis en lumière des activités spécifiques, aux processus de livraison et d'exploitation de Bell, qui n'étaient pas expressément énoncées au devis.
Voici un sommaire des modifications requises par contrat :

Contrat 15-14367 – Service de téléphonie filaire :

- Introduction de la livraison de services de programmation :

  Ce service permet au fournisseur de réaliser l'analyse et les programmations nécessaires dans les systèmes de téléphonie lors des activités d'intégration d'un arrondissement qui adhère à l'entente cadre de téléphonie.

- Nouvel appareil M6392 fabriqué par MITEL :

  Suite au constat de stock épuisé (non-disponibilité) et à l'annonce de fin de production par le fabricant de l'appareil Centrex de type M9417CW, un produit équivalent de remplacement doit être introduit au contrat. L'appareil M6392 fabriqué par MITEL est proposé par Bell au même tarif que celui inscrit au bordereau pour l'appareil M9417CW.

Contrat 15-14657 – Location de circuits – Transmission de données :

Les services à introduire au contrat de location de circuits visent l'ensemble des lots octroyés à BELL. L'ensemble des services qui seront introduits serviront à l'exploitation des solutions de transmission de données et sont accessoires aux contrats déjà octroyés.

1. Introduction de services requis lors de l'analyse, la coordination ou le déploiement de nouveaux circuits :
   - Service de conception et d'architecture des solutions du fournisseur;
   - Service de gestion de projets fournisseurs;
   - Services d'installation extérieur;
   - Service d'expertise de paramétrage pour la configuration et le déploiement de nouveaux circuits.

2. Introduction de services reliés à la performance et configuration des liens en locations :
3.
   - Augmentation de la qualité de services (QoS supérieur à 40 %). L'introduction de clientèle (intégration d'arrondissements) requiert parfois une configuration particulière (différente du standard actuel établi à 40 %) en regard de la

priorisation du trafic « qualité du service (QoS) » sur leur circuit spécifique. Cette option permettra de garantir une optimisation de la performance de la bande passante allouée à certains services;
- Ajout de multiples VPN/VRF : des besoins d'exploitation particuliers pour un circuit déployé à un site pourraient requérir la configuration d'un nombre supplémentaire de réseaux virtuels sur le circuit. Cette option pourrait être requise lors de l'exploitation de certains projets;
- Ajout de services CE-Flex# pour liens de 10 et 100 Mbps : ce service rend possible la connectivité de clients directement sur l'équipement propriétaire de Bell en ajoutant une composante certifiée dans son équipement de télécommunication qui offre le service de transmission de données (circuit) à un site. Cette solution sera utilisée pour de petits sites temporaires et permet une alternative au déploiement d'un équipement de télécommunication plus dispendieux afin de brancher peu de personnes. C'est une solution préconisée pour les quelques 26 sites des élections 2017;
- Ajout de service internet avec plus de 32 adresses IP : ce service permettra de faire réserver des blocs d'adresses IP supplémentaires (visible sur Internet).

4. Options de diversité (robustesse) lors de la livraison d'un circuit :
    - Les options de livraisons de circuits suivantes adressent des besoins en termes de robustesse et de relève :
        - La diversité de parcours « access diversity» permet de faire livrer un second circuit (robustesse ou de relève) selon un parcours qui n'emprunte pas le même chemin vers l'édifice;
        - La diversité d'entrée « entrance diversity / access diversity » : permet de faire livrer un lien de robustesse à un site en empruntant un accès distinct de l'édifice (l'entrée principale de l'avant servira au lien primaire et l'entrée secondaire, à l'arrière ou de côté, sera utilisée pour le lien de robustesse);
        - La diversité PE, incluant la diversité d'entrée / de parcours, permet de faire livrer un lien de robustesse (ou de relève) en combinant la diversité de parcours et de diversité d'accès;
        - La diversité de central, incluant la diversité de PE permet de faire livrer un circuit de robustesse à partir d'un central de distribution différent de celui du lien primaire.
5. Lien WAVELENGTH (Vitesse 1G) :
    - Le service « Wavelength » de Bell permet la location d'une paire de fibre noire (et des équipements de raccordement) pour créer un circuit de point à point. Lorsque Bell dispose d'une fibre optique avec une capacité excédentaire au site et à la destination demandée.
6. Frais d'escalade («Expedite») :
    - Les frais d'accélération des procédures de livraison « expedite » permet de déployer et de mettre plus rapidement en service un circuit de transmission de données (ex : mesures d'urgences, centre d'hébergement pour des citoyens sinistrés, etc.).

7. Une série de clarifications concernant les demandes de changement de type "MACD". La classification des demandes au devis n'est pas identique aux procédures des équipes opérationnelles de Bell. Des clarifications sont nécessaires pour que le processus de demande de services soit exécuté adéquatement. Chaque type de demande fait l'objet d'un découpage plus pointu que ce qui était énoncé au devis à la section 3.11. Les pièces jointes précisent la description, le délai de livraison du service et si applicable, les frais de mise en service et mensuels.
8. L'ajout de 20% à l'enveloppe budgétaire du lot 3 permet de passer de 1 210 348 $ à 1 452 418 $ taxes incluses. Cet ajout permettra de mieux répondre aux demandes de la Ville dans la zone du centre-ville.

JUSTIFICATION

La mise en place de ces nouveaux services et les ajustements au lot 3 (centre-ville) du contrat #15-14657 permettent :

- de mieux répondre aux besoins opérationnels de la Ville;
- d'être mieux préparé en cas de situation d'urgence;
- de mieux répondre aux besoins d'aménagement du centre-ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Aucun ajustement requis aux enveloppes budgétaires allouées à ces contrats, à l'exception du lot 3.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les services requis par l'exploitation des solutions demandant à être introduits aux catalogues de services afin d'être facturable.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation du dossier au CE – 20 septembre 2017;
Approbation du dossier au CM – 25 septembre 2017;
Approbation du dossier au CG – 28 septembre 2017.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation juridique avec commentaire :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Sandra PALAVICINI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marc SICOTTE
Conseiller systèmes de gestion

Tél : 514 872-4104
Télécop. : 514 280-9104

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-05-01

Maxime CADIEUX
chef division reseaux de telecommunications

Tél : 514-464-3926
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Carle BEAUCHAMP
Directeur / CE Espace de travail

Tél : 514.206.6432
Approuvé le : 2017-09-05

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvain PERRAS
Directeur du service des technologies de l'information
Tél :
Approuvé le : 2017-09-07

Estimation des dépenses projetées en regard des nouveaux services pour la durée résiduelle des contrats

1 **Contrat de Téléphonie: Octroyé en novembre 2015 pour 60 mois (durée résiduelle 40 mois)**

Contrat 15-14367	
Valeur octroyée	12 244 203.81 $
Prestation de service de programmation (CSA / DSA)	94 923.36 $
	0.78%

2 **Contrat de Location de circuits: Octroyé en février 2016 pour 36 mois (durée résiduelle 20 mois)**

Contrat 15-14657

	Distribution des dépenses par Lot						
Taxes incluses	**Lot-1**	**Lot-2**	**Lot-3**	**Lot-4**	**Lot-5**	**Lot-6**	**Lot-8**
Montant octroyé pour le lot	**717 718 $**	**1 599 163 $**	**1 210 348 $**	**993 389 $**	**672 739 $**	**199 835 $**	**114 332 $**
Estimation de l'impact des nouveaux services :							
Augmentation QOS	- $	- $	2 300 $	- $	- $		
Multiple VRF	- $	1 897 $	1 207 $	- $	- $		
Services CE FLEX#3915	6 258 $	7 738 $	6 258 $	6 258 $	6 258 $		
Service Internet BID						1 609 $	
Diversité	- $	9 773 $	1 150 $	287 $	287 $		
Prestation de serv " IP Enabler BID"						880 $	
Prestation de serv " architecte"	- $	4 553 $	3 415 $	1 518 $	379 $		
Prestation de serv " PM"	- $	20 523 $	14 659 $	2 932 $	880 $		
Prestation de serv " Tech extérieur"	431 $	25 869 $	19 402 $	7 545 $	3 234 $		5 389 $
Prestation de serv " IP Enabler IPVPN"	528 $	22 429 $	22 429 $	5 277 $	1 319 $		1 319 $
Expedite	11 498 $	45 990 $	63 236 $	22 995 $	40 241 $		
Service Wavelenght			38 287 $				
Dépenses estimées pour le lot	**18 715 $**	**138 772 $**	**172 343 $**	**46 812 $**	**52 598 $**	**2 489 $**	**6 708,00 $**
	2,61%	**8,68%**	**14,24%**	**4,71%**	**7,82%**	**1,25%**	**5,87%**

Valeur globale des lots octroyé à Bell : 5 507 524,00 $

Dépenses projetées globales : 438 437,00 $ taxes incluses

7,96%

Montréal Bell

Demande de changement au contrat

# de contrat	15-14367	# de demande	14367-17-001

Date de la demande	Mai 2017

Initiateur de la demande	Ville de Montréal

Titre de la demande	Introduire le code de facturation pour la prestation de service associé à l'expertise des spécialistes de programmation CSA / DSA

Description :
Cette demande couvre l'ajout au Contrat de la prestation de services associée aux programmations dans les systèmes de téléphonie. Introduction du code de facturation (USOC) de « spécialiste de programmation CSA/DSA ». Ce service permet au fournisseur de réaliser l'analyse et les programmations nécessaires dans les systèmes de téléphonie lors des activités d'intégration d'un arrondissement qui adhère à l'entente cadre de téléphonie et serait aussi requis lors de la planification et réalisation déménagement /relocalisation d'unités d'affaires.

Impact au contrat
Le service offert dans cette demande est optionnel et facturable à l'usage

Impact de prix
Le tarif horaire pour cette prestation doit être rajouté au bordereau de prix (Catalogue de services) section « Taux horaire des ressources et services d'appoint ».

ROLES	TAUX HORAIRE RÉGULIER 8h – 17h	TEMPS SUPP (en dehors des hrs régulières)	Note
Spécialiste programmation – CSA / DSA			

Signatures			
Ville de Montréal		**Bell**	
Signature		**Signature**	
Nom	Sylvain Perras	Nom	Julie Pelletier
Titre	Directeur – CEO, Service des technologies de l'information	Titre	Directrice générale – Ventes Bell Marché Affaires
Date		Date	

Montréal Bell

Demande de changement au contrat

# de contrat	15-14657	# de demande	14657-17-001

Date de la demande	2017-04-20

Initiateur de la demande	Ville de Montréal et Bell

Titre de la demande	Introduction de services au catalogue location de circuits

Description :
Suite à la mise en œuvre du contrat et à la mise en place des processus opérationnels entre les deux organisations, il fut constaté que certains services que la Ville pourrait requérir sont disponibles chez Bell. Toutefois, ces nouveaux services sont distincts des services demandés au bordereau.

Impact au contrat

Les services précisés dans cette demande sont optionnels et facturables à l'usage.

Cinq groupes de services seront introduits :

1- Services reliés à la performance des liens en locations
   - Augmentation du QOS par défaut (supérieur à la valeur par défaut de 40%)
     Le service offre une QoS voix de 40%, le client pourra modifier celle-ci pour vidéo, bulk ou prioritaire, chaque tranche de QoS supérieure au 40% sera facturable
   - Définition de multiple VPN/VRF sur un lien (limitation à 6)
   - Services CE Flex#3915 pour liens 10 et 100 Mbps – Ces services rendent disponible une carte EHWIC-4ESG (10 Mbps) ou NIM-ES2-8 (100Mbps) qui permet le branchement d'usager directement sur le routeur de Bell. Cette solution sera utilisée pour de petits sites temporaires.
   - Permettre l'ajout au service Internet BID d'insérer un bloc supplémentaire d'adresse

2- Option de diversité (robustesse) lors de la livraison d'un circuit
   - de parcours
   - d'entrée
   - de PE (incluant la diversité de parcours)
   - de central (Incluant la diversité de PE)

3- Lien Wavelenght
   Bell offre la location, à prix fixe, d'une paire de brin sur une de ses fibres ayant une capacité excédentaire de type « point à point » (selon la disponibilité à la source et à la destination) sur l'ensemble du territoire du grand Montréal

4- Prestation de services - services d'appoint :
   Introduction de code de facturation concernant diverses prestations de services (par profils de ressources spécialisées) requises lors des activités de planification, de déploiement et de retrait de circuits.

5- Frais d'escalade (« Expedite »)
   Bell offre, de manière optionnelle, la possibilité d'accélérer les étapes de livraison d'un circuit versus les délais établis au devis. Selon le genre de la demande d'escalade, un tarif est proposé.

Impact de prix

Items du groupe 1 :

Description de la demande	Intervalle (à partir de la réception d'une commande approuvée)	Frais mise-en-service *	Frais Mensuel
Augmentation du QoS (Supérieur à 40%) NOTE 3	Fournis par Bell		
Multiple VPN/VRF (coût par VRF)-(limite de 6 VRF)	Fournis par Bell		
Services CE Flex#3915 pour lien 10 Mbps (Cisco 1921)	Fournis par Bell		
Services CE Flex#3915 pour lien 100 Mbps (Cisco 4351)	Fournis par Bell		
Service Internet BID: >32 adresses IP (par bloc de 16 IP adresses)	Fournis par Bell		

Items du groupe 2 :

Diversité de parcours « access diversity»	Fournis par Bell	
Diversité d'entrée « entrance diversity/access diversity »	Fournis par Bell	
Diversité PE, incluant la diversité d'entrée / de parcours	Fournis par Bell	
Diversité central, incluant la diversité de PE	Fournis par Bell	

Items du groupe 3 :

LIEN WAVELENGHT (Vitesse 1G) Valide pour le grand Montréal. Si un des sites demandé est à l'extérieur du grand Montréal, le prix sera fourni selon la disponibilité et sur demande.	Fournis par Bell	

Item du groupe 4 :
Code de facturation pour les prestations de services suivantes :

Services professionnels :

ROLES	TAUX HORAIRE RÉGULIER 8h – 17h	TEMPS SUPP (en dehors des hrs régulières)	Note
Architecte			2 hrs minimum
PM			2 hrs minimum
Technicien extérieur (Field tech)			2 hrs minimum
IP Enabler -IPVPN			4 hrs minimum
IP Enabler – Internet (BID)			4 hrs minimum

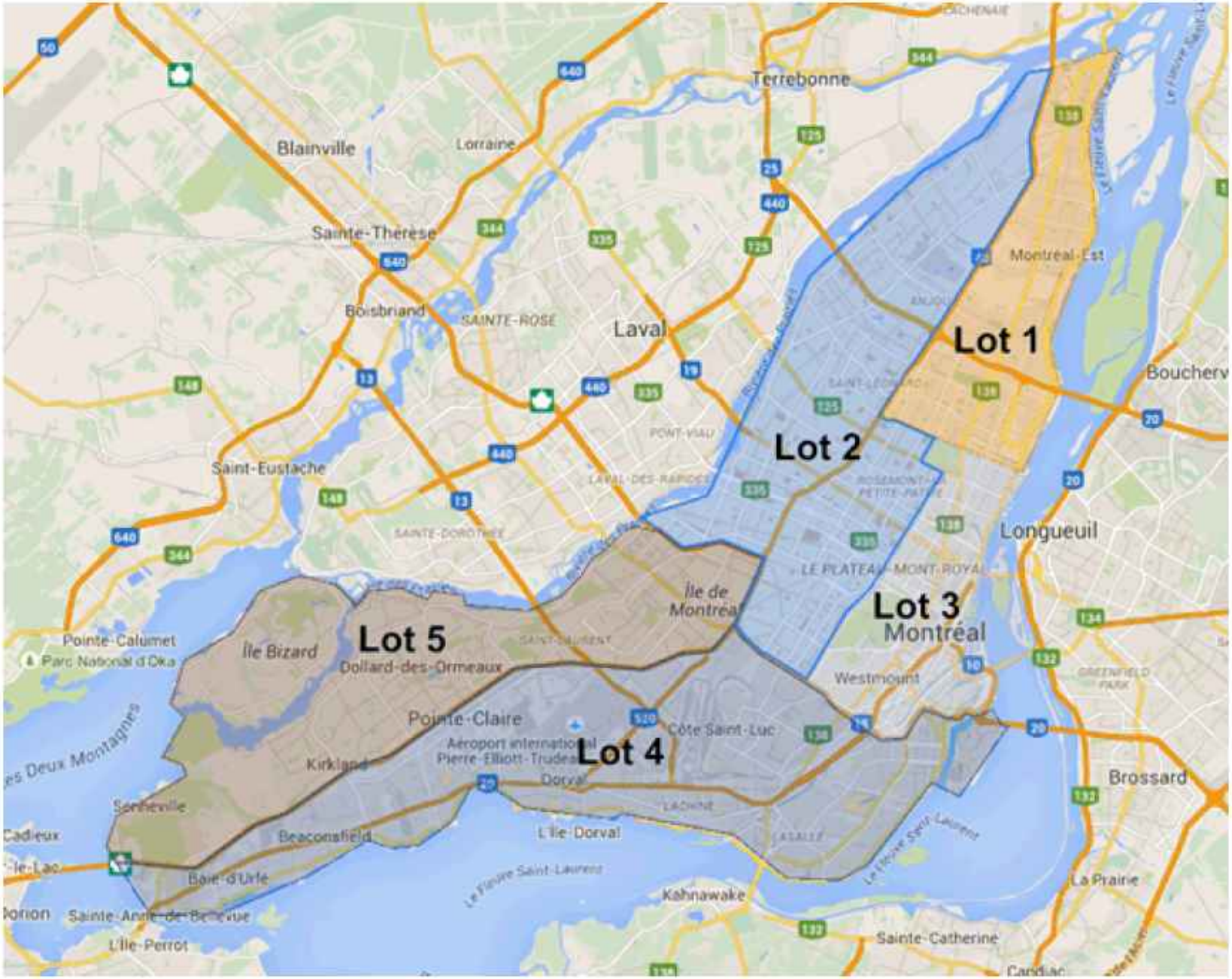
Item du groupe 5 :

Frais d'escalade: Pour toutes demandes de changements avec un délai moindre que celui indiqué par Bell dans les MACD type 2 (type 1 VdM)

- Pour les changements logiques seulement:
- Délai raccourci de 8 jours et moins: $
- Délai raccourci de 9 jours et plus: $

Signatures			
Ville de Montréal		**Bell**	
Signature		**Signature**	
Nom	Sylvain Perras	Nom	Julie Pelletier
Titre	Directeur – CEO, Service des technologies de l'information	Titre	Directrice générale – Ventes Bell Marché Affaires
Date		Date	

Description des lots



Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1173190002

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - espace de travail , Division Connectivité aux utilisateurs
Objet :	Autoriser l'ajout de services aux catalogues de services des contrats octroyés à la firme Bell Canada, Contrat 15-14657 – location de circuits – Transmission de données et le contrat 15-14367 - Service de téléphonie filaire.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation juridique avec commentaire

COMMENTAIRES

Sur la foi des informations obtenues par le Service de technologie de l'information, nous sommes d'avis qu'il s'agit de modifications accessoires au contrat. Ces modifications ne changent pas la nature du contrat quant à son objet et est accessoire en valeur, et ce, tel que permis en vertu de l'article 573.3.04 de la Loi sur les cités et villes.

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sandra PALAVICINI
Avocate, droit contractuel
Tél : 514-872-1200

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-07-05

Sandra PALAVICINI
Avocate, droit contractuel
Tél : 514-872-1200
Division :

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.53

2017/09/28 17:00

(2)

Dossier # : 1173997002

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , Ressources matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Autoriser la prolongation du contrat avec la firme Les Industries Centaure Ltée pour l'achat de munitions de pratique 9mm frangible, pour une période de douze (12) mois, soit du 29 octobre 2017 au 28 octobre 2018 - Appel d'offres public 15-14660 - Montant maximal estimé pour la première prolongation : 937 630.32$, taxes incluses.

Il est recommandé:

1. d'autoriser la prolongation du contrat avec la firme Les Industries Centaure Ltée. pour l'achat de munitions de pratique 9mm frangible, pour une période de douze (12) mois, du 18 octobre 2017 au 17 octobre 2018. aux prix et aux conditions de sa soumissions, conformément aux documents de l'appel d'offres public 15-14660. Montant maximal pour la prolongation : 937 630.32$, taxes incluses.
2. d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget de fonctionnement du Service de police de la Ville de Montréal et ce, au rythme des besoins à combler. Ces dépenses seront entièrement assumées par l'agglomération.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-06-05 08:23

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1173997002**
Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , Ressources matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Autoriser la prolongation du contrat avec la firme Les Industries Centaure Ltée pour l'achat de munitions de pratique 9mm frangible, pour une période de douze (12) mois, soit du 29 octobre 2017 au 28 octobre 2018 - Appel d'offres public 15-14660 - Montant maximal estimé pour la première prolongation : 937 630.32$, taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

Le SPVM désire se prévaloir de la première prolongation de douze (12) mois de l'entente-cadre pour l'achat de munitions de pratique 9mm frangible utilisées par le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) afin de répondre aux besoins opérationnels des policiers. Ces munitions sont requises afin de permettre aux policiers de maintenir leur niveau de compétence au tir.
Le ministère de la Sécurité publique oblige les policiers du Québec à se soumettre à une requalification annuelle, selon les normes certificatives émises par l'École Nationale de police du Québec (ÉNPQ).

Le 29 octobre 2015, le contrat était octroyé à la firme Les industries Centaure Ltée.

L'entente-cadre émise par le Service de l'approvisionnement dans le cadre de l'appel d'offres public 15-14660 pour l'achat de munitions de pratique viendra à échéance le 28 octobre 2017.

Le présent dossier a donc pour objet de se prévaloir de l'option de la première prolongation de cette entente-cadre aux mêmes conditions, comme prévu aux clauses administratives particulières de la Section III du document d'appel d'offres public 15-14660, portant sur la prolongation du contrat *: « Sur avis écrit de la Ville donné à l'adjudicataire au moins trente (30) jours calendrier avant la date présumée de fin du contrat et à une entente écrite intervenue entre les deux parties, le présent contrat pourra être prolongé de douze (12) mois chacune, pour un maximum de deux (2) prolongations. Tout renouvellement du*

contrat convenu avec le fournisseur devra respecter l'intégralité des termes du présent appel d'offres. »

Cette première prolongation du 29 octobre 2017 au 28 octobre 2018 engendrera une dépense maximale estimée de 937 630.32, taxes incluses.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0604 - 29 octobre 2015 - Conclure avec la firme Les industries Centaure Ltée, une entente-cadre d'une durée de 24 mois, avec l'option d'une prolongation de 12 mois pour un maximum de 2 prolongations, pour l'achat de munitions de pratique 9mm frangibles utilisées par le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour une somme maximale de 1 875 260.65 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14660 - 4 soumissionnaires.
CE 141316 - 27 août 2014 - Autoriser le lancement d'un appel d'offres public pour l'acquisition d'une nouvelle arme de service pour les policiers du Service de police de la Ville de Montréal ainsi que les équipements connexes permettant de procéder à la transition du pistolet.

CE-141173 - 6 août 2014 - Autoriser la prolongation, pour une période de 12 mois supplémentaires, de l'entente-cadre conclue avec Les industries Centaures Ltée (CE13 0094), pour la fourniture de munitions de pratique 9mm frangibles utilisées par les policiers du SPVM, selon les termes et conditions de l'appel d'offres public 12-12453.

DESCRIPTION

Le sommaire a pour objectif d'autoriser la première prolongation du contrat et d'autoriser la dépense à cette fin. Le contrat porte sur l'achat de munitions de pratique 9mm frangibles utilisées par les policiers du SPVM.
Les prévisions de consommation ont été constituées par un calcul effectué en collaboration avec les maîtres-instructeurs de la Section emploi de la force de la Division formation.

La prolongation de l'entente-cadre permettra à la Ville d'accomplir ses obligations et de bénéficier des conditions avantageuses obtenues lors du dernier appel d'offres.

JUSTIFICATION

Cette première prolongation de l'entente-cadre permettra de maintenir la constance d'approvisionnement afin de répondre aux besoins opérationnels des policiers (SPVM).
Il est à noter que la prolongation du contrat avec le fournisseur respectera l'intégralité des termes de l'appel d'offres 15-14660.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget nécessaire à ce dossier soit, une somme de 937 630.32 $, taxes incluses, est prévue au SPVM. Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville.
Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les munitions de pratique 9mm frangibles possèdent une ogive friable qui se désintègre au contact du blindage ou du sol en salle de tir. La balle, l'amorce et la poudre ne contiennent aucun plomb ni métaux toxiques. Les douilles vides seront entièrement récupérées par Les industries Centaure Ltée et rechargées pour être utilisées à nouveau.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le SPVM ne peut se permettre une rupture d'inventaire de munitions de pratique ce qui compromettrait la qualification de tir qui est indispensable au maintien des compétences des policiers.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Cette acquisition ne devrait pas avoir d'incidence médiatique.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Autorisation du Conseil d'agglomération en septembre 2017.
Début du contrat en octobre 2017, suite à l'adoption de la résolution.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jocelyne GUAY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Badre Eddine SAKHI, Service de l'approvisionnement

Lecture :

Badre Eddine SAKHI, 31 mai 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Yves LAROCQUE
Commandant police

Tél : 514-280-2951
Télécop. : 514 280-8588

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-05-25

Maline GAGNÉ-TRINQUE
Chef de division

Tél : 514 280-2947
Télécop. : 514 280-3193

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Claude BUSSIÈRES
Directeur adjoint
Direction des services corporatifs
Tél : 514 280-6959
Approuvé le : 2017-05-31

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Philippe PICHET
Directeur

Tél : 514 280-2005
Approuvé le : 2017-06-02

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1M2

PAR COURRIEL

Le 13 avril 2017

Monsieur Éric Paquet
Les Industries Centaure ltée
1234, avenue Godin
Laval (Québec) H7E 2T2

Courriel : : centaure@aei.ca

Objet : Prolongation du contrat
Appel d'offres n° 15-14660
Munitions de pratique 9 mm frangible

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander la prolongation du contrat pour l'appel d'offres n°15-14660. Cette option est définie à la clause 4 des « Clauses administratives particulières » du cahier des charges de l'appel d'offres cité en objet.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, la prolongation du contrat serait effective pour la période 18 octobre 2017 au 17 octobre 2018, et ce, selon les termes et conditions de votre soumission présentée le 2 septembre 2015 dans le cadre de l'appel d'offres15-14660.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions au plus tard le 24 avril 2017 afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant la prolongation du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte la prolongation : ERIC PAQUET _____ 19 AV 2017
Nom en majuscules et signature — Date

Je refuse la prolongation : _____ _____
Nom en majuscules et signature — Date

Badre Eddine Sakhi
Agent d'approvisionnement II

Courriel : be.sakhiourriel@ville.montreal.qc.ca
Tél. : 514 872-4542

BES/tb

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1173997002

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , Ressources matérielles
Objet :	Autoriser la prolongation du contrat avec la firme Les Industries Centaure Ltée pour l'achat de munitions de pratique 9mm frangible, pour une période de douze (12) mois, soit du 29 octobre 2017 au 28 octobre 2018 - Appel d'offres public 15-14660 - Montant maximal estimé pour la première prolongation : 937 630.32$, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1173997002_Industries Centaure Ltée.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jocelyne GUAY
Conseiller en gestion des ressources financières
Tél : 514 280-2953

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-05-25

Line DESJARDINS
Conseillère en gestion des ressources financières c/é
Tél : 514 280-2192
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.54

2017/09/28 17:00

(2)

Dossier # : 1177632002

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Solutions d'affaires -Institutionnelles , Division Solutions ressources humaines
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Systèmes Canadiens Kronos inc. (fournisseur unique), pour le renouvellement de l'entretien et du support des licences logicielles, pour la période du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2020, pour une somme maximale de 779 865,87 $ taxes incluses.

Il est recommandé :
1- d'accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à Systèmes Canadiens Kronos Inc. (fournisseur unique), pour la période du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2020, pour la fourniture de services d'entretien et de support des licences logicielles, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 779 865,87 $, taxes incluses, conformément à l'offre de service de cette firme en date du 30 août 2017;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux de dépenses mixtes d'administration générale imputées au budget de l'agglomération.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-09-07 17:14

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1177632002**

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Solutions d'affaires -Institutionnelles , Division Solutions ressources humaines
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Systèmes Canadiens Kronos inc. (fournisseur unique), pour le renouvellement de l'entretien et du support des licences logicielles, pour la période du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2020, pour une somme maximale de 779 865,87 $ taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

Depuis 2007, la solution de gestion de temps de la firme Systèmes Canadiens Kronos Inc. (Kronos) est utilisée à la Ville pour la gestion de temps des arrondissements et des services municipaux, afin de traiter localement les présences, les assignations aux horaires, les banques de temps et le transfert de temps entre les centres de coûts, et ainsi rassembler l'information pour le traitement de la paie.
Cette solution permet notamment :

- De prévoir, de planifier et de gérer les horaires nécessaires au contrôle du temps de travail, de la présence et des activités des employés;
- D'améliorer la productivité du personnel en réduisant les tâches manuelles en libérant le personnel pour effectuer des activités à valeur ajoutée;
- De réduire les risques d'erreur de paie et de diminuer les risques de non conformité associés à la convention des congés et d'affectation du temps de travail.

Le déploiement de la solution de Kronos s'est étendu en plusieurs phases depuis 2007 et la solution est maintenant utilisée par tous les employés de la Ville sauf les employés du SPVM, pour lesquels l'intégration est prévue à l'intérieur du Programme Transfo RH.

Afin de bénéficier des améliorations apportées par Kronos à ses produits, il est important de suivre le cycle d'évolution des logiciels et de pouvoir les mettre à jour sur une base régulière. Le renouvellement de l'entretien et du support permettra à la Ville de tirer avantage des améliorations offertes autant dans le développement que dans l'exploitation des systèmes. De plus, l'utilisation de ce type de logiciel nécessite le support de ressources possédant un niveau d'expertise particulier. Kronos offre dans ses ententes d'entretien et de support, l'accès à de l'assistance technique autant pour la configuration que pour le support à la production.

Le présent dossier vise donc à accorder un contrat de gré à gré à Systèmes Canadiens Kronos inc. (fournisseur unique), pour le renouvellement de l'entretien et du support des licences logicielles, pour la période du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2020, pour une somme maximale de 779 865,87 $ taxes incluses.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG14 0571 - 18 décembre 2014 - Accorder un contrat de gré à gré à Kronos inc., pour le renouvellement de l'entretien et du support des licences logicielles, pour la période du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2017, pour une somme maximale de 719 882,64 $, taxes incluses - Fournisseur unique ;
CG12 0009 - 26 janv. 2012 - Accorder un contrat gré à gré à Systèmes Canadiens Kronos Inc, pour le renouvellement de l'entretien des licences des produits Kronos, pour la période du 1er janvier 2012 au 31 décembre 2014 - Fournisseur unique - 586 426,04 $

CG09 - 0290 - 27 août 2009 - Octroyer un contrat à la firme Kronos inc. (fournisseur unique) pour le renouvellement de l'entretien et du support des licences des produits Kronos pour 2009 et autoriser le renouvellement pour deux années additionnelles - 105 782,91 $;

CE07 1206 - 8 août 2007 - Politique d'utilisation des logiciels de la firme Kronos suite à l'achat de licences effectué en 2005 renouvelable toutes les 2 années ;

CG07 0153 - 31 mai 2007 - Attribuer un contrat à la firme Kronos Inc. pour le renouvellement des services de support et de maintenance des licences des produits Kronos dans le cadre de l'implantation du système intégré de gestion d'avril 2007 à mars 2008 - 102 990,86 $.

DESCRIPTION

L'entretien des licences des produits Kronos permet :

- L'obtention des mises à jour certifiées;
- Le support technique sur les produits visés par le contrat d'entretien;
- L'accès à des ressources techniques de Kronos.

L'octroi du contrat assure l'entretien des produits couverts jusqu'au 31 décembre 2020.

JUSTIFICATION

Le renouvellement ce contrat d'entretien va permettre de :

- Bénéficier des améliorations apportées par la firme Kronos à ses produits notamment aux nouvelles versions du logiciel, et permettre les mises à jour sur une base régulière;
- Tirer avantage des améliorations offertes autant dans le développement que dans l'exploitation des systèmes;
- Bénéficier d'un support spécialisé de la firme Kronos;
- Garantir l'optimisation du module de gestion du temps.

L'entente actuelle se terminant le 31 décembre 2017, il est donc essentiel pour l'organisation de renouveler ledit contrat de support et de maintenance de ces logiciels pour les trois prochaines années afin de maintenir l'efficacité et la performance du système, de

profiter des opportunités d'améliorer l'inscription des données et le suivi de l'assiduité et le contrôle des coûts de main-d'œuvre. Il est également important de s'assurer du support technique offert par le manufacturier et d'avoir accès aux nouvelles versions du logiciel.

Il est à noter que la firme Systèmes Canadiens Kronos inc. est propriétaire exclusif du code source du logiciel de gestion du temps, et la seule à pouvoir procéder à l'entretien, le support et la mise à jour de ses produits.

Ce contrat est donc octroyé de gré à gré à la firme Systèmes Canadiens Kronos inc. En vertu de l'exception prévue à l'article 573.3.9 de la Loi sur les cités et villes, il s'agit d'un contrat qui peut être octroyé de gré à gré puisque son objet découle de l'entretien d'équipements spécialisés qui doit être effectué par le fabricant ou son représentant.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les dépenses récurrentes des coûts d'entretien seront assumées au budget de fonctionnement du Service des technologies de l'information, pour une durée de trois ans (2018 - 2020). Le montant total du contrat est de 779 865,87 $, taxes incluses, et sera réparti comme suit :
Répartition budgétaire (taxes incluses):

Description	2018	2019	2020	Total
Entretien et support de Kronos (BF)	253 407,52 $	259 476,12 $	266 982,23 $	779 865,87 $

Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générale imputée au budget d'agglomération. Cette dépense sera assumée à 50.2% par l'agglomération.

Comparaison des coûts d'entretien avec les années précédentes (2014-2017)			
Période	Montant annuel (taxes incluses)	Écart en $ (annuel)	Écart en % (annuel)
2014	225 914,03 $	-	-
2015	232 691,45 $	6 777,42 $	3,00 %
2016	240 328,83 $	7 637,38 $	3,28 %
2017	246 862,36 $	6 533,53 $	2,72 %
2018	253 407,52 $	6 545,16 $	2,65 %
2019	259 476,12 $	6 068,60 $	2,39 %
2020	266 982,23 $	7 506,11 $	2,89 %

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'implantation et l'utilisation courante du système de gestion de temps Kronos a permis de cesser l'utilisation d'une feuille de temps en papier pour l'ensemble des employés de la Ville et ainsi de réduire son empreinte écologique.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Afin de bénéficier des améliorations apportées par Kronos à ses produits, il est important de suivre le cycle d'évolution des logiciels et de pouvoir les mettre à jour sur une base régulière. Le renouvellement de l'entretien et du support permettra à la Ville de tirer

avantage des améliorations offertes autant dans le développement que dans l'exploitation des systèmes. De plus, l'utilisation de ce type de logiciel nécessite le support de ressources possédant un niveau d'expertise particulier. Kronos offre dans ses ententes d'entretien et de support l'accès à de l'assistance technique et du support à la production.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le calendrier des étapes subséquentes se résume comme suit :

- Présentation du dossier au CE : 20 septembre 2017;
- Présentation du dossier au CM : 25 septembre 2017;
- Présentation du dossier au CG : 28 septembre 2017.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation juridique avec commentaire :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Marie-Chantal VILLENEUVE)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Hui LI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER		**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2017-08-23
Louis-Philippe CLOUTIER Conseiller(ere) en systemes de gestion		Annie THERRIEN Chef de division	
Tél :	514 280-3698	**Tél :**	514-872-8938

Télécop. : **Télécop. :** 514-872-2036

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

André TRUDEAU
directeur(trice) solutions d'affaires

Tél : 514-245-9673
Approuvé le : 2017-09-01

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvain PERRAS
Directeur du service des technologies de l'information
Tél :
Approuvé le : 2017-09-07

KRONOS
3535, Queen Mary, # 650
Montréal, QC, Canada
H3V 1H8
Tél.: (514) 345-0580
Fax: (514) 345-0422
www.kronos.com

24 août 2017

José G. Simon,
Conseiller strat.gique en gestion contractuelle
Ville de Montréal
Service des technologies de l'information
801, rue Brennan, Montréal
(Québec) H3C - OG4

Monsieur Simon,

La présente est pour confirmer que la vente et le service d'équipement et des logiciels de Kronos® ne sont offerts que dans les bureaux régionaux ou les distributeurs agréés de Kronos.

Les vendeurs agréés et les fournisseurs de service d'entretien du matériel de Kronos dans la province de Québec est situé dans le bureaux régional de Kronos à l'adresse suivante :

Systèmes Canadiens Kronos Inc.
3535 Queen Mary, bureau 500
Montréal, Québec
H3V 1H8

Veuillez communiquer avec moi pour tout complément d'information.

Cordialement,

John O'Brien
Vice-président sénior, ventes
Kronos

		Type d'offre:	Revised
		Client:	VILLE DE MONTREAL
		Nº de la solution:	6067591
Modalités de paiement:	Net 30 Days	**Nº du contrat:**	1030132 R04-JUL-17
Devise:	CAD	**Date:**	30-AUG-2017
Nº du bon de commande du client:		**Préparé par:**	Nancy Eggers **/** CA Eastern Canada

Facturer à:
VILLE DE MONTREAL SERVICE DES FINANCES
C.P. 4500, SUCC. B
MONTREAL QUEBEC H3B-4B5
CANADA

Expédier à:
VILLE DE MONTREAL/DIV. DES SYSTEMES D'INFORMATION PSA
801 BRENNAN, 9IEME ETAGE
MONTREAL QUEBEC H3C-0G4
CANADA

Personne à rejoindre:
Courriel:

SOMMAIRE DU CONTRAT

Durée du contrat: 01-JAN-2018 **-** 31-DEC-2020

Description	Services de soutien	Taxe estimative	Total partiel
Service d'assistance logiciel	187,750.97	28,115.71	215,866.68
Service de soutien au matériel	32,651.34	4,889.90	37,541.24
Total	**220,402.31**	**33,005.61**	**253,407.92**

Valeur contractuelle calculée sur une année: 0.00
La valeur contractuelle calculée sur une année est la valeur du contrat si le prix des services est donné pour 365 jours. La valeur contractuelle calculée sur une année n'inclut pas la taxe estimative. Remarque : cette offre de prix peut inclure des services dont le prix est donné pour des périodes calculées au prorata.

AVIS IMPORTANT

Les services de soutien sont sujets aux taxes applicables. Le montant des taxes indiqué sur cette offre n'est qu'une estimation. Les taxes réelles exigibles seront indiquées sur la facture.

VILLE DE MONTREAL SERVICE DES FINANCES	SYSTÈMES CANADIENS KRONOS INC.
Signature:_____	Signature:_____
Nom:_____	Nom:_____
Titre:_____	Titre:_____
Date:_____	Date:_____

		Type d'offre:	Revised
		Client:	VILLE DE MONTREAL
		Nº de la solution:	6067591
Modalités de paiement:	Net 30 Days	**Nº du contrat:**	1030132 R04-JUL-17
Devise:	CAD	**Date:**	
Nº du bon de commande du client:		**Préparé par:**	Nancy Eggers **/** CA Eastern Canada

SOMMAIRE DU CONTRAT PAR EMPLACEMENT

Ligne	Adresse de facturation	Adresse de livraison	Service d'assistance logiciel	Service de soutien au matériel	Service de formation	Taxe estimative	Sous-total de l'emplacement
1	VILLE DE MONTREAL SERVICE DES FINANCES C.P. 4500, SUCC. B MONTREAL QUEBEC H3B-4B5	VILLE DE MONTREAL 801 RUE BRENNAN 9E ETAGE CUBICULE 9119.25 MONTREAL QUEBEC H3C-0G4	187,750.97	0.00	0.00	28,115.71	215,866.68
2	VILLE DE MONTREAL SERVICE DES FINANCES C.P. 4500, SUCC. B MONTREAL QUEBEC H3B-4B5	VILLE DE MONTREAL 801 RUE BRENNAN 3E ETAGE, CUBICULE 3209.06 MONTREAL QUEBEC H3C-0G4	0.00	307.40	0.00	46.03	353.43
3	VILLE DE MONTREAL SERVICE DES FINANCES C.P. 4500, SUCC. B MONTREAL QUEBEC H3B-4B5	VILLE DE MONTREAL/DIV. DES SYSTEMES D'INFORMATION PSA 801 BRENNAN, 9IEME ETAGE MONTREAL QUEBEC H3C-0G4	0.00	32,343.94	0.00	4,843.87	37,187.81

		Type d'offre:	Revised
		Client:	VILLE DE MONTREAL
		Nº de la solution:	6067591
Modalités de paiement:	Net 30 Days	**Nº du contrat:**	1030132 R04-JUL-17
Devise:	CAD	**Date:**	
Nº du bon de commande du client:		**Préparé par:**	Nancy Eggers **/** CA Eastern Canada

Facturer à:
VILLE DE MONTREAL SERVICE DES FINANCES
C.P. 4500, SUCC. B
MONTREAL QUEBEC H3B-4B5
CANADA

Expédier à:
VILLE DE MONTREAL
801 RUE BRENNAN 9E ETAGE CUBICULE 9119.25
MONTREAL QUEBEC H3C-0G4
CANADA

Personne à rejoindre: JOSE SIMON
Courriel: josesimon@ville.montreal.qc.ca

SERVICE D'ASSISTANCE LOGICIEL

Ligne	Niveau de services de soutien	Produit couvert	Nombre de licences	Du	Au	Durée (jours)
1	Gold	KRONOS ENTERPRISE ARCHIVE V8	26,100	01-JAN-2018	31-DEC-2018	365
2	Gold	WORKFORCE ACCRUALS V8	26,100	01-JAN-2018	31-DEC-2018	365
3	Gold	WORKFORCE ACTIVITIES V8	25,000	01-JAN-2018	31-DEC-2018	365
4	Gold	WORKFORCE EMPLOYEE V8	25,000	01-JAN-2018	31-DEC-2018	365
5	Gold	WORKFORCE FORECAST MANAGER V8	25,000	01-JAN-2018	31-DEC-2018	365
6	Gold	WORKFORCE INTEGRATION MANAGER V8	26,100	01-JAN-2018	31-DEC-2018	365
7	Gold	WORKFORCE LEAVE V8	12,500	01-JAN-2018	31-DEC-2018	365
8	Gold	WORKFORCE MANAGER V8	3,070	01-JAN-2018	31-DEC-2018	365
9	Gold	WORKFORCE SCHEDULER V8	25,000	01-JAN-2018	31-DEC-2018	365
10	Gold	WORKFORCE TIMEKEEPER V8	26,100	01-JAN-2018	31-DEC-2018	365

	Services de soutien	Taxe estimative	Total partiel
Service d'assistance logiciel	187,750.97	28,115.71	215,866.68

		Type d'offre:	Revised
		Client:	VILLE DE MONTREAL
		Nº de la solution:	6067591
Modalités de paiement:	Net 30 Days	**Nº du contrat:**	1030132 R04-JUL-17
Devise:	CAD	**Date:**	
Nº du bon de commande du client:		**Préparé par:**	Nancy Eggers **/** CA Eastern Canada

Facturer à:	VILLE DE MONTREAL SERVICE DES FINANCES C.P. 4500, SUCC. B MONTREAL QUEBEC H3B-4B5 CANADA	**Expédier à:**	VILLE DE MONTREAL 801 RUE BRENNAN 3E ETAGE, CUBICULE 3209.06 MONTREAL QUEBEC H3C-0G4 CANADA
Personne à rejoindre:	JOSE SIMON		
Courriel:	josesimon@ville.montreal.qc.ca		

SERVICE DE SOUTIEN AU MATÉRIEL

Ligne	Niveau de services de soutien	Produit couvert	Quantité	Du	Au	Durée (jours)
1	Depot Exchange	Data Collection: InTouch	1	01-JAN-2018	31-DEC-2018	365

	Services de soutien	Taxe estimative	Total partiel
Service de soutien au matériel	307.40	46.03	353.43

		Type d'offre:	Revised
		Client:	VILLE DE MONTREAL
		Nº de la solution:	6067591
Modalités de paiement:	Net 30 Days	**Nº du contrat:**	1030132 R04-JUL-17
Devise:	CAD	**Date:**	
Nº du bon de commande du client:		**Préparé par:**	Nancy Eggers **/** CA Eastern Canada

Facturer à:	VILLE DE MONTREAL SERVICE DES FINANCES C.P. 4500, SUCC. B MONTREAL QUEBEC H3B-4B5 CANADA	**Expédier à:**	VILLE DE MONTREAL/DIV. DES SYSTEMES D'INFORMATION PSA 801 BRENNAN, 9IEME ETAGE MONTREAL QUEBEC H3C-0G4 CANADA
Personne à rejoindre:	JOSE SIMON		
Courriel:	josesimon@ville.montreal.qc.ca		

SERVICE DE SOUTIEN AU MATÉRIEL

Ligne	Niveau de services de soutien	Produit couvert	Quantité	Du	Au	Durée (jours)
1	Depot Exchange	Data Collection: 4000	101	01-JAN-2018	31-DEC-2018	365
2	Depot Exchange	Options: 4000	100	01-JAN-2018	31-DEC-2018	365

	Services de soutien	Taxe estimative	Total partiel
Service de soutien au matériel	32,343.94	4,843.87	37,187.81

		Type d'offre:	Revised
		Client:	VILLE DE MONTREAL
		Nº de la solution:	6067591
Modalités de paiement:	Net 30 Days	**Nº du contrat:**	1030132 R04-JUL-17
Devise:	CAD	**Date:**	30-AUG-2017
Nº du bon de commande du client:		**Préparé par:**	Nancy Eggers **/** CA Eastern Canada

Facturer à:
VILLE DE MONTREAL SERVICE DES FINANCES
C.P. 4500, SUCC. B
MONTREAL QUEBEC H3B-4B5
CANADA

Expédier à:
VILLE DE MONTREAL/DIV. DES SYSTEMES D'INFORMATION PSA
801 BRENNAN, 9IEME ETAGE
MONTREAL QUEBEC H3C-0G4
CANADA

Personne à rejoindre:
Courriel:

SOMMAIRE DU CONTRAT

Durée du contrat: 01-JAN-2018 **-** 31-DEC-2020

Description	Services de soutien	Taxe estimative	Total partiel
Service d'assistance logiciel	197,809.41	29,621.96	227,431.37
Service de soutien au matériel	34,399.53	5,152.21	39,551.74
Total	**232,208.94**	**34,774.17**	**266,983.11**

Valeur contractuelle calculée sur une année: 231,574.20
La valeur contractuelle calculée sur une année est la valeur du contrat si le prix des services est donné pour 365 jours. La valeur contractuelle calculée sur une année n'inclut pas la taxe estimative. Remarque : cette offre de prix peut inclure des services dont le prix est donné pour des périodes calculées au prorata.

AVIS IMPORTANT

Les services de soutien sont sujets aux taxes applicables. Le montant des taxes indiqué sur cette offre n'est qu'une estimation. Les taxes réelles exigibles seront indiquées sur la facture.

VILLE DE MONTREAL SERVICE DES FINANCES	SYSTÈMES CANADIENS KRONOS INC.
Signature:_____	Signature:_____
Nom:_____	Nom:_____
Titre:_____	Titre:_____
Date:_____	Date:_____

		Type d'offre:	Revised
		Client:	VILLE DE MONTREAL
		Nº de la solution:	6067591
Modalités de paiement:	Net 30 Days	**Nº du contrat:**	1030132 R04-JUL-17
Devise:	CAD	**Date:**	
Nº du bon de commande du client:		**Préparé par:**	Nancy Eggers **/** CA Eastern Canada

SOMMAIRE DU CONTRAT PAR EMPLACEMENT

Ligne	Adresse de facturation	Adresse de livraison	Service d'assistance logiciel	Service de soutien au matériel	Service de formation	Taxe estimative	Sous-total de l'emplacement
1	VILLE DE MONTREAL SERVICE DES FINANCES C.P. 4500, SUCC. B MONTREAL QUEBEC H3B-4B5	VILLE DE MONTREAL 801 RUE BRENNAN 3E ETAGE, CUBICULE 3209.06 MONTREAL QUEBEC H3C-0G4	0.00	323.87	0.00	48.50	372.37
2	VILLE DE MONTREAL SERVICE DES FINANCES C.P. 4500, SUCC. B MONTREAL QUEBEC H3B-4B5	VILLE DE MONTREAL/DIV. DES SYSTEMES D'INFORMATION PSA 801 BRENNAN, 9IEME ETAGE MONTREAL QUEBEC H3C-0G4	197,809.41	34,075.66	0.00	34,725.67	266,610.74

		Type d'offre:	Revised
		Client:	VILLE DE MONTREAL
		Nº de la solution:	6067591
Modalités de paiement:	Net 30 Days	**Nº du contrat:**	1030132 R07-JUL-17
Devise:	CAD	**Date:**	
Nº du bon de commande du client:		**Préparé par:**	Nancy Eggers **/** CA Eastern Canada

Facturer à:	VILLE DE MONTREAL SERVICE DES FINANCES C.P. 4500, SUCC. B MONTREAL QUEBEC H3B-4B5 CANADA	**Expédier à:**	VILLE DE MONTREAL 801 RUE BRENNAN 3E ETAGE, CUBICULE 3209.06 MONTREAL QUEBEC H3C-0G4 CANADA
Personne à rejoindre:	JOSE SIMON		
Courriel:	josesimon@ville.montreal.qc.ca		

SERVICE DE SOUTIEN AU MATÉRIEL

Ligne	Niveau de services de soutien	Produit couvert	Quantité	Du	Au	Durée (jours)
1	Depot Exchange	Data Collection: InTouch	1	01-JAN-2020	31-DEC-2020	366

	Services de soutien	Taxe estimative	Total partiel
Service de soutien au matériel	323.87	48.50	372.37

Type d'offre: Revised
Client: VILLE DE MONTREAL
Nº de la solution: 6067591
Nº du contrat: 1030132 R04-JUL-17
Date:
Préparé par: Nancy Eggers **/** CA Eastern Canada

Modalités de paiement: Net 30 Days
Devise: CAD
Nº du bon de commande du client:

Facturer à:
VILLE DE MONTREAL SERVICE DES FINANCES
C.P. 4500, SUCC. B
MONTREAL QUEBEC H3B-4B5
CANADA

Expédier à:
VILLE DE MONTREAL/DIV. DES SYSTEMES D'INFORMATION PSA
801 BRENNAN, 9IEME ETAGE
MONTREAL QUEBEC H3C-0G4
CANADA

Personne à rejoindre: JOSE SIMON
Courriel: josesimon@ville.montreal.qc.ca

SERVICE D'ASSISTANCE LOGICIEL

Ligne	Niveau de services de soutien	Produit couvert	Nombre de licences	Du	Au	Durée (jours)
1	Gold	KRONOS ENTERPRISE ARCHIVE V8	26,100	01-JAN-2020	31-DEC-2020	366
2	Gold	WORKFORCE ACCRUALS V8	26,100	01-JAN-2020	31-DEC-2020	366
3	Gold	WORKFORCE ACTIVITIES V8	25,000	01-JAN-2020	31-DEC-2020	366
4	Gold	WORKFORCE EMPLOYEE V8	25,000	01-JAN-2020	31-DEC-2020	366
5	Gold	WORKFORCE FORECAST MANAGER V8	25,000	01-JAN-2020	31-DEC-2020	366
6	Gold	WORKFORCE INTEGRATION MANAGER V8	26,100	01-JAN-2020	31-DEC-2020	366
7	Gold	WORKFORCE LEAVE V8	12,500	01-JAN-2020	31-DEC-2020	366
8	Gold	WORKFORCE MANAGER V8	3,070	01-JAN-2020	31-DEC-2020	366
9	Gold	WORKFORCE SCHEDULER V8	25,000	01-JAN-2020	31-DEC-2020	366
10	Gold	WORKFORCE TIMEKEEPER V8	26,100	01-JAN-2020	31-DEC-2020	366

	Services de soutien	Taxe estimative	Total partiel
Service d'assistance logiciel	197,809.41	29,621.96	227,431.37

SERVICE DE SOUTIEN AU MATÉRIEL

Ligne	Niveau de services de soutien	Produit couvert	Quantité	Du	Au	Durée (jours)
1	Depot Exchange	Data Collection: 4000	101	01-JAN-2020	31-DEC-2020	366
2	Depot Exchange	Options: 4000	100	01-JAN-2020	31-DEC-2020	366

	Services de soutien	Taxe estimative	Total partiel
Service de soutien au matériel	34,075.66	5,103.71	39,179.37

		Type d'offre:	Revised
		Client:	VILLE DE MONTREAL
		Nº de la solution:	6067591
Modalités de paiement:	Net 30 Days	**Nº du contrat:**	1030132 R04-JUL-17
Devise:	CAD	**Date:**	30-AUG-2017
Nº du bon de commande du client:		**Préparé par:**	Nancy Eggers **/** CA Eastern Canada

Facturer à:
VILLE DE MONTREAL SERVICE DES FINANCES
C.P. 4500, SUCC. B
MONTREAL QUEBEC H3B-4B5
CANADA

Expédier à:
VILLE DE MONTREAL/DIV. DES SYSTEMES D'INFORMATION PSA
801 BRENNAN, 9IEME ETAGE
MONTREAL QUEBEC H3C-0G4
CANADA

Personne à rejoindre:
Courriel:

SOMMAIRE DU CONTRAT

Durée du contrat: 01-JAN-2018 **-** 31-DEC-2020

Description	Services de soutien	Taxe estimative	Total partiel
Service d'assistance logiciel	192,445.37	28,818.72	221,264.09
Service de soutien au matériel	33,235.10	4,977.12	38,212.22
Total	**225,680.47**	**33,795.84**	**259,476.31**

Valeur contractuelle calculée sur une année: 0.00
La valeur contractuelle calculée sur une année est la valeur du contrat si le prix des services est donné pour 365 jours. La valeur contractuelle calculée sur une année n'inclut pas la taxe estimative. Remarque : cette offre de prix peut inclure des services dont le prix est donné pour des périodes calculées au prorata.

AVIS IMPORTANT

Les services de soutien sont sujets aux taxes applicables. Le montant des taxes indiqué sur cette offre n'est qu'une estimation. Les taxes réelles exigibles seront indiquées sur la facture.

VILLE DE MONTREAL SERVICE DES FINANCES	SYSTÈMES CANADIENS KRONOS INC.
Signature:_____	Signature:_____
Nom:_____	Nom:_____
Titre:_____	Titre:_____
Date:_____	Date:_____

		Type d'offre:	Revised
		Client:	VILLE DE MONTREAL
		Nº de la solution:	6067591
Modalités de paiement:	Net 30 Days	**Nº du contrat:**	1030132 R04-JUL-17
Devise:	CAD	**Date:**	
Nº du bon de commande du client:		**Préparé par:**	Nancy Eggers **/** CA Eastern Canada

SOMMAIRE DU CONTRAT PAR EMPLACEMENT

Ligne	Adresse de facturation	Adresse de livraison	Service d'assistance logiciel	Service de soutien au matériel	Service de formation	Taxe estimative	Sous-total de l'emplacement
1	VILLE DE MONTREAL SERVICE DES FINANCES C.P. 4500, SUCC. B MONTREAL QUEBEC H3B-4B5	VILLE DE MONTREAL 801 RUE BRENNAN 3E ETAGE, CUBICULE 3209.06 MONTREAL QUEBEC H3C-0G4	0.00	315.09	0.00	47.18	362.27
2	VILLE DE MONTREAL SERVICE DES FINANCES C.P. 4500, SUCC. B MONTREAL QUEBEC H3B-4B5	VILLE DE MONTREAL/DIV. DES SYSTEMES D'INFORMATION PSA 801 BRENNAN, 9IEME ETAGE MONTREAL QUEBEC H3C-0G4	192,445.37	32,920.01	0.00	33,748.66	259,114.04

		Type d'offre:	Revised
		Client:	VILLE DE MONTREAL
		Nº de la solution:	6067591
Modalités de paiement:	Net 30 Days	**Nº du contrat:**	1030132 R04-JUL-17
Devise:	CAD	**Date:**	
Nº du bon de commande du client:		**Préparé par:**	Nancy Eggers **/** CA Eastern Canada

Facturer à:	VILLE DE MONTREAL SERVICE DES FINANCES C.P. 4500, SUCC. B MONTREAL QUEBEC H3B-4B5 CANADA	**Expédier à:**	VILLE DE MONTREAL 801 RUE BRENNAN 3E ETAGE, CUBICULE 3209.06 MONTREAL QUEBEC H3C-0G4 CANADA
Personne à rejoindre:	JOSE SIMON		
Courriel:	josesimon@ville.montreal.qc.ca		

SERVICE DE SOUTIEN AU MATÉRIEL

Ligne	Niveau de services de soutien	Produit couvert	Quantité	Du	Au	Durée (jours)
1	Depot Exchange	Data Collection: InTouch	1	01-JAN-2019	31-DEC-2019	365

	Services de soutien	Taxe estimative	Total partiel
Service de soutien au matériel	315.09	47.18	362.27

Type d'offre: Revised
Client: VILLE DE MONTREAL
Nº de la solution: 6067591
Nº du contrat: 1030132 R04-JUL-17
Date:
Préparé par: Nancy Eggers **/** CA Eastern Canada

Modalités de paiement: Net 30 Days
Devise: CAD
Nº du bon de commande du client:

Facturer à:
VILLE DE MONTREAL SERVICE DES FINANCES
C.P. 4500, SUCC. B
MONTREAL QUEBEC H3B-4B5
CANADA

Expédier à:
VILLE DE MONTREAL/DIV. DES SYSTEMES D'INFORMATION PSA
801 BRENNAN, 9IEME ETAGE
MONTREAL QUEBEC H3C-0G4
CANADA

Personne à rejoindre: JOSE SIMON
Courriel: josesimon@ville.montreal.qc.ca

SERVICE D'ASSISTANCE LOGICIEL

Ligne	Niveau de services de soutien	Produit couvert	Nombre de licences	Du	Au	Durée (jours)
1	Gold	KRONOS ENTERPRISE ARCHIVE V8	26,100	01-JAN-2019	31-DEC-2019	365
2	Gold	WORKFORCE ACCRUALS V8	26,100	01-JAN-2019	31-DEC-2019	365
3	Gold	WORKFORCE ACTIVITIES V8	25,000	01-JAN-2019	31-DEC-2019	365
4	Gold	WORKFORCE EMPLOYEE V8	25,000	01-JAN-2019	31-DEC-2019	365
5	Gold	WORKFORCE FORECAST MANAGER V8	25,000	01-JAN-2019	31-DEC-2019	365
6	Gold	WORKFORCE INTEGRATION MANAGER V8	26,100	01-JAN-2019	31-DEC-2019	365
7	Gold	WORKFORCE LEAVE V8	12,500	01-JAN-2019	31-DEC-2019	365
8	Gold	WORKFORCE MANAGER V8	3,070	01-JAN-2019	31-DEC-2019	365
9	Gold	WORKFORCE SCHEDULER V8	25,000	01-JAN-2019	31-DEC-2019	365
10	Gold	WORKFORCE TIMEKEEPER V8	26,100	01-JAN-2019	31-DEC-2019	365

	Services de soutien	Taxe estimative	Total partiel
Service d'assistance logiciel	192,445.37	28,818.72	221,264.09

SERVICE DE SOUTIEN AU MATÉRIEL

Ligne	Niveau de services de soutien	Produit couvert	Quantité	Du	Au	Durée (jours)
1	Depot Exchange	Data Collection: 4000	101	01-JAN-2019	31-DEC-2019	365
2	Depot Exchange	Options: 4000	100	01-JAN-2019	31-DEC-2019	365

	Services de soutien	Taxe estimative	Total partiel
Service de soutien au matériel	32,920.01	4,929.94	37,849.95

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1177632002

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Solutions d'affaires -Institutionnelles , Division Solutions ressources humaines
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Systèmes Canadiens Kronos inc. (fournisseur unique), pour le renouvellement de l'entretien et du support des licences logicielles, pour la période du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2020, pour une somme maximale de 779 865,87 $ taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation juridique avec commentaire

COMMENTAIRES

Le contrat peut être accordé de gré à gré en vertu de l'article 573.3 (6) b) de la Loi sur les cités et villes, car son objet découle de l'utilisation d'un logiciel et vise la protection de droits exclusifs (licences).

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Chantal VILLENEUVE
Avocate
Tél : 514-872-2138

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-29

Marie-Chantal VILLENEUVE
Avocate
Tél : 514-872-2138
Division : Droit contractuel

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1177632002

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Solutions d'affaires -Institutionnelles , Division Solutions ressources humaines
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Systèmes Canadiens Kronos inc. (fournisseur unique), pour le renouvellement de l'entretien et du support des licences logicielles, pour la période du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2020, pour une somme maximale de 779 865,87 $ taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Certification des fonds - GDD 1177632002.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hui LI
Préposée au budget
Tél : 514 872-9547

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-31

Gilles BOUCHARD
Conseiller(ère) budgétaire
Tél : 514 872-0962
Division : Direction Du Conseil Et Du Soutien Financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.55

2017/09/28 17:00

(2)

Dossier # : 1176859015

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	Complexe environnemental Saint-Michel
Objet :	Accorder un contrat à Nortrax Québec inc. pour la fourniture d'un camion hors-route 6X6 de 30 tonnes pour une somme maximale de 538 410,68 $, taxes incluses – Appel d'offres public 17-16257 (2 soum.).

Il est recommandé:
1. d'accorder à Nortrax Québec inc., le contrat pour la fourniture d'un camion hors-route 6x6 de 30 tonnes pour une somme maximale de 538 410,68 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-16257.

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération pour un montant de 491 640,72 $ (net de ristourne).

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-09-05 13:09

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1176859015**

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	Complexe environnemental Saint-Michel
Objet :	Accorder un contrat à Nortrax Québec inc. pour la fourniture d'un camion hors-route 6X6 de 30 tonnes pour une somme maximale de 538 410,68 $, taxes incluses – Appel d'offres public 17-16257 (2 soum.).

CONTENU

CONTEXTE

Dans le but d'améliorer la disponibilité et la fiabilité de son parc de véhicules, la Ville de Montréal a procédé au regroupement des ressources humaines et financières dédiées aux activités du matériel roulant le 1er janvier 2017. Conséquemment, le Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA) est responsable de l'acquisition des véhicules et des équipements qui seront mis à la disposition des 19 arrondissements et services centraux. Dans le cadre de sa planification d'achat pour l'année 2017, le SMRA a identifié le besoin de remplacer le camion hors-route #495-9608 pour le Centre environnemental Saint-Michel (CESM) lequel sera mis au rancart pour cause de désuétude.

Ce besoin a mené au lancement de l'appel d'offres public 17-16257 qui s'est tenu du 28 juin au 24 juillet 2017. Le délai de réception des soumissions a été de 26 jours incluant les dates de publication et d'ouverture des soumissions. La période de validité des soumissions indiquée à l'appel d'offres était de 150 jours civils suivant la date fixée pour l'ouverture de la soumission.

Durant la période de sollicitation, un addenda a été produit:

· Addenda no 1, émis le 12 juillet pour reporter la date d'ouverture des soumissions au 24 juillet 2017 et pour des modifications au devis technique.

Conformément aux clauses administratives particulières de l'appel d'offres 17-16257, l'octroi du contrat se fait en entier au plus bas soumissionnaire conforme.

Le présent dossier nécessite l'approbation du conseil d'agglomération, car la dépense est liée à l'exercice d'une compétence d'agglomération supérieure à 500 000 $.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Sans objet

DESCRIPTION

Ce dossier vise l'octroi d'un contrat à Nortrax Québec inc., au montant de 538 410,68 $, taxes incluses, pour l'achat d'un camion hors-route 6x6 de 30 tonnes tel que décrit au devis technique de l'appel d'offres 17-16257.
Le camion hors-route articulé 6X6, de 30 tonnes de charge utile est de marque et modèle John Deere, 310 E (année de fabrication - 2017(neuf)). Il sera doté d'un moteur diesel, d'une transmission automatique avec six vitesses. Également, le camion sera muni d'une benne basculante pour faciliter le chargement et déchargement de la terre. En effet, cet appareil sera destiné au transport de terre de remblais dans le parc du CESM.

JUSTIFICATION

Le tableau ci-dessous présente les résultats de l'appel d'offres public 17-16257 pour lequel il y a eu deux (2) soumissionnaires conformes.

Firmes soumissionnaires conformes	**Total**
Nortrax Québec inc.	538 410,68 $
Société en commandite Strongco	558 778,50 $
Estimation	557 628,75 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)* Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*	548 594,59 $ 1,89 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)* Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*	20 367,82 $ 3,78 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*	-19 218,07 $ -3,45 %

Préalablement au lancement de l'appel d'offres, l'analyse d'ententes antérieures avait permis d'estimer la dépense du contrat à 557 628,75 $, taxes incluses.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût maximal de ce contrat de 538 410,68 $, taxes incluses, sera assumé comme suit :
Un montant maximal de 491 640,71 $ (net de ristourne) sera financé par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération (RCG 17-022) destiné aux achats de véhicules et leurs équipements (projet 68102).

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération en 2017.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Sans objet

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Un retard dans l'approbation du présent dossier entraînerait des coûts supplémentaires à la Ville puisque nous devrions avoir recours à la location pour éviter des délais dans les opérations du CESM.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Sans objet

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Livraison: 90 ours suite à l'émission du bon de commande

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

A la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Eliane CLAVETTE)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève MILOT
Agente de recherche

Tél : 514 872-6523

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-09-01

Simon DESRUISSEAUX
Chef de section

Tél : 514-872-1843

Télécop. : **Télécop. :**

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude SAVAGE
Directeur
Tél : 514 872-1076
Approuvé le : 2017-09-05

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1176859015

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction
Objet :	Accorder un contrat à Nortrax Québec inc. pour la fourniture d'un camion hors-route 6X6 de 30 tonnes pour une somme maximale de 538 410,68 $, taxes incluses – Appel d'offres public 17-16257 (2 soum.).

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

17-16257 - Det Cah final.pdf17-16257 pv.pdf17-16257 tcp.pdf16257 - Intervention ÉC.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Eliane CLAVETTE
Agente d approvisionnement niveau 2

Tél : 514-872-1858

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-09-01

Denis LECLERC
C/S app.strat.en biens, Service de l'Approvisionnement
Tél : 514-872-5241
Division : Division de l'acquisition de biens et services

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 17-16257

No du GDD : 1176859015

Titre de l'appel d'offres : Acquisition d'un (1) camion hors-route articulé 6x6 de 30 tonnes de charge utile, de marque John Deere, Komatsu ou Volvo

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 28 - 6 - 2017

Ouverture originalement prévue le : 17 - 7 - 2017

Ouverture faite le : 24 - 7 - 2017

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 12 - 7 - 2017

Délai total accordé aux soumissionnaires : 25 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 3

Nbre de soumissions reçues : 3

% de réponses : 100

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de rejets : 33,33

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE STRONGCO (soumisison no 1)	Non conforme à la clause no 21 des Instructions au soumissionnaire: Le défaut de signer la page sommaire de la soumisison entraînera le rejet de celle-ci.

Durée de la validité initiale de la soumission : 150 jrs

Date d'échéance initiale : 21 - 12 - 2017

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 21 - 12 - 2017

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
NORTRAX QUÉBEC INC.	538 410,68 $	√	
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE STRONGCO (Soumisison no 2)	558 778,50 $		

Information additionnelle

Le prix de la soumission de la firme Société en commandite Strongco été corrigé. La différence entre le prix inscrit sur le procès verbal et celui inscrit au tableau des prix est due à une erreur de calcul de la TVQ.

Préparé par : Éliane Clavette

Le 9 - 1 - 2017

Tableau comparatif des prix reçus

#	Objet	Informations
1	Nom de l'agent d'approvisionnement	Renée Veillette
2	Titre de l'appel d'offres	**Acquisition d'un (1) camion hors-route articulé 6x6 de 30 tonnes de charge utile, de marque Komatsu ou Volvo**
4	No de l'appel d'offres	17-16257
5	**Préposée au secrétariat**	Isabelle Denis (28 juillet 2017)
6	Type de solicitation	Publique
7	Date d'ouverture	17 juil. 2017
8	Service requérant	33 Service du matériel roulant et des ateliers
9	Requérant	Jean-François Lemoine

#	Soumissionnaire	Commentaires	Conformité	No de soumission
1	Nortrax Québec inc.		Conforme	21879
2	La Société Strongco	Erreur de calcul	Conforme	21880

Agent d'approvisionnement	Renée Veillette
Numéro de l'appel d'offres	17-16257
Titre de l'appel d'offres	**Acquisition d'un (1) camion hors-route articulé 6x6 de 30 tonnes de charge utile, de marque Komatsu ou Volvo**

Renée Veillette

		Nortrax Québec inc.				La Société Strongco		
Numéro d'article		**Description**	**Quantité**	**Coût unitaire**	**Total**		**Coût unitaire**	**Total**
Article 1		**Acquisition d'un camion hors-route articulé 6X6, usagé ou neuf de 30 tonnes de charge utile, selon les caractéristiques du présent cahier des charges.** **Marques et modèles considérés :** **Komatsu, HM-300** **Volvo, A30G** **Année-modèle : 2014 ou plus récent** **Heures d'utilisation : 3000 heures ou moins** **Marque proposée : John Deere** **Modèle proposé : 310 E Neuf_** **Si usagé :** **Année proposée : _____** **Heures d'utilisation : _____**	**1**	468 285,00 $	468 285,00 $	**Acquisition d'un camion hors-route articulé 6X6, usagé ou neuf de 30 tonnes de charge utile, selon les caractéristiques du présent cahier des charges.** **Marques et modèles considérés :** **Komatsu, HM-300** **Volvo, A30G** **Année-modèle : 2014 ou plus récent** **Heures d'utilisation : 3000 heures ou moins** **Marque proposée : Volvo** **Modèle proposé : A30G 2017** **Si usagé :** **Année proposée : _____** **Heures d'utilisation : _____**	486 000,00 $	486 000,00 $
				Total	468 285,00 $		**Total**	486 000,00 $
				TPS	23 414,25 $		**TPS**	24 300,00 $
				TVQ	46 711,43 $		**TVQ**	48 478,50 $
				TOTAL	538 410,68 $		**TOTAL**	558 778,50 $

Soumissionnaire le moins cher au total → **Nortrax Québec inc.**

Total avant taxes		468 285,00 $
+ TPS		23 414,25 $
+ TVQ		46 711,43 $
Total		**538 410,68 $**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 17-16257
Numéro de référence : 1086503
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Acquisition d'un (1) camion hors-route 6x6 de 30 tonnes de charge utile, de marque Komatsu ou Volvo

☐	Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
☐	Marcel Equipment Limited. 599 Norman Street Timmins, ON, P4N4C1 NEQ :	Monsieur Rosaire Raymond Téléphone : 705 268-3311 Télécopieur : 705 268-3312	**Commande : (1312905)** 2017-07-05 11 h 21 **Transmission :** 2017-07-05 11 h 21	2791622 - 17-16257 Addenda n°1 - Report de date 2017-07-12 9 h 46 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Nortrax 3855 Blvd Matte Brossard, QC, J4Y2P4 NEQ : 1149150048	Monsieur Philippe Charbonneau Téléphone : 514 232-5615 Télécopieur :	**Commande : (1311501)** 2017-07-03 8 h 13 **Transmission :** 2017-07-03 8 h 13	2791622 - 17-16257 Addenda n°1 - Report de date 2017-07-12 9 h 46 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Strongco, Société en Commandite 175 rue rotterdam Saint-Augustin-de-Desmaures, QC, g3a2k2 http://www.strongco.com NEQ : 3363904338	Madame Melissa Cote Téléphone : 450 686-8911 Télécopieur : 450 686-1277	**Commande : (1312694)** 2017-07-05 8 h 36 **Transmission :** 2017-07-05 8 h 36	2791622 - 17-16257 Addenda n°1 - Report de date 2017-07-12 9 h 46 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) :

Messagerie (Purolator)

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

- Aide en ligne
- Formation en ligne
- Glossaire
- Plan du site
- Accessibilité
- UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

- Grille des tarifs
- Contactez-nous
- Nouvelles
- Marchés publics hors Québec
- Registre des entreprises non admissibles
- Autorité des marchés financiers

À propos

- À propos de SEAO
- Info sur Constructo
- Conditions d'utilisation
- Polices supportées

Partenaires

© 2003-2017 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1176859015

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction
Objet :	Accorder un contrat à Nortrax Québec inc. pour la fourniture d'un camion hors-route 6X6 de 30 tonnes pour une somme maximale de 538 410,68 $, taxes incluses – Appel d'offres public 17-16257 (2 soum.).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1176859015 - Acquisition camion CSEM.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Préposé au budget - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514 872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-09-05

Cathy GADBOIS
Chef de section

Tél : 514 872-1443
Division : Service des finances - Point de service HDV

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.56

2017/09/28 17:00

(2)

Dossier # : 1177409007

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 1
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Projets du MTQ - échangeurs Turcot et Dorval, autoroutes 25 et 40
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Pavages Métropolitains inc. pour la réalisation des travaux de pavage et revêtement des chemins de détour du projet Turcot sur la rue Notre-Dame entre St-Pierre et Angrignon. Dépense totale de 2 140 555.03 $ taxes incluses (contrat:1 861 352.20$ +incidences: 279 202.83$) - Appel d'offres public 412810 - 2 soumissionnaires.

Il est recommandé de:

1. d'autoriser une dépense de 2 140 555.03$, taxes incluses, pour des travaux de pavage et revêtement des chemins de détour du projet Turcot sur la rue Notre-Dame entre St-Pierre et Angrignon, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;
2. d'accorder à Pavages Métropolitains inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission soit pour une somme maximale de 1 861 352.20$ taxes incluses conformément au document de l'appel d'offres public 412810.
3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2017-09-12 10:17

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1177409007**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 1
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Projets du MTQ - échangeurs Turcot et Dorval, autoroutes 25 et 40
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Pavages Métropolitains inc. pour la réalisation des travaux de pavage et revêtement des chemins de détour du projet Turcot sur la rue Notre-Dame entre St-Pierre et Angrignon. Dépense totale de 2 140 555.03 $ taxes incluses (contrat:1 861 352.20$ +incidences: 279 202.83$) - Appel d'offres public 412810 - 2 soumissionnaires.

CONTENU

CONTEXTE

Le projet de réfection de l'échangeur Turcot par le Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'électrification des transports (MTMDET) est en cours et devrait se terminer en 2020. Il vise la construction de quatre échangeurs, totalisant plus de 145 km de voies routières. Plus de 300 000 véhicules et camions le traversent à chaque jour. Plusieurs bretelles et voies de circulation sur le réseau supérieur seront fermées pour permettre leur reconstruction. La circulation est alors détournée sur le réseau artériel municipal (chemin de détour).
Déjà, plusieurs artères enregistrent une augmentation substantielle de la circulation. Il importe pour la Ville de Montréal de s'assurer que ces voies puissent accueillir ce volume de circulation tout en assurant la sécurité des usagers.

Au cours des trois prochaines années, la rue Notre-Dame entre St-Pierre et Angrignon, sera utilisée comme chemin de détour au projet Turcot et comme voie de camionnage pour l'accès à certains chantiers majeurs du MTMDET. Compte tenu de l'état actuel de la chaussée et des trottoirs dans ce secteur, il importe pour la Ville d'assurer une surface de roulement adéquate et des trottoirs sécuritaires jusqu'en 2020.

Le présent sommaire décisionnel vise à octroyer un contrat de planage et revêtement à titre de mesure de mitigation mise de l'avant par la Ville de Montréal dans le cadre de la mise en place des chemins de détour pour ce projet du MTMDET sur la rue Notre-Dame.

Un appel d'offre public a été publié du 7 Août 2017 au 23 Août 2017 dans le journal Le Devoir et sur le site électronique d'appel d'offres SEAO par la division Gestion des projets et Économie de la construction. La durée de publication a été de 16 jours, ce qui respecte le délai prescrit par la Loi sur les cités et Villes.

La soumission est valide pendant 120 jours qui suivent sa date d'ouverture, soit jusqu'au **21 Décembre** 2017.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG12 0236 - 21 Juin 2012: Règlement autorisant un emprunt de 19 100 000 $ afin de financer les interventions municipales afférentes à la réalisation du projet de reconstruction du complexe Turcot
CE15 0338 - 4 Mars 2015: Ratification de l'entente intervenue entre le ministère des Transports du Québec et la Ville de Montréal visant la collaboration en ressources professionnelles municipales dans le cadre du projet

Turcot, pour la période du 1er janvier 2013 au 31 décembre 2015, pour une somme maximale de 3 700 000 $, taxes non incluses, et d'approuver le document intitulé << Marché >> .

DESCRIPTION

Il s'agit d'accorder un contrat d'une valeur maximale de 1 861 352.20 $ (taxes incluses) à Pavages Métropolitains inc. pour procéder à la réalisation des travaux de planage et de revêtement des chaussées, sur les différents tronçons de rues en mauvais états dans l'arrondissement Lachine et Le Sud-Ouest ainsi qu'une portion dans Montréal Ouest, tel qu'identifié ci-dessous.
La portion qui se retrouve l'arrondissement Lachine / Le Sud-Ouest représente 1 380 427,42$ (taxes incluses) de la valeur maximale totale et dans Montréal Ouest le montant est de 480 924,79$ (taxes incluses).

Il s'agit de travaux de mitigation qui consistent, en grande partie, à réhabiliter la surface de roulement pour s'assurer que les rues puissent accueillir camions et autos et que les piétons puissent emprunter les trottoirs de façon sécuritaire.

Tronçon de rue:

Les travaux sont exécutés à Montréal sur la rue Notre-Dame de l'Avenue St-Pierre au Boulevard Angrignon Au travers des arrondissements Lachine, Sud Ouest et de Ville Montréal Ouest.

Un plan de localisation se trouve en pièce jointe.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 169 213.85 $ (taxes incluses), soit 10% du coût des travaux taxes incluses, tel que décrit au bordereau d'appel d'offres.

Le montant des incidences s'élève à 279 202.83 $ taxes incluses, soit 15% du montant du contrat (8% aspects techniques et 7% services professionnels). Celui-ci comprend des dépenses en matière d'utilités publiques, ainsi que des frais de laboratoire pour le contrôle qualitatif des matériaux pour la gestion des sols excavés.

Sur 7 preneurs du cahier des charges, 2 firmes ont déposé une soumission et 5 n'en ont pas déposé, soit des proportions respectives de 29% et 71%. La liste des preneurs du cahier des charges est en pièce jointe.

JUSTIFICATION

À la suite du constat de l'état des chaussées des rues de l'arrondissement, iI est important et nécessaire d'investir les sommes requises pour pallier à la dégradation accrue du réseau routier. Compte tenu de l'augmentation substantielle des débits de circulation sur ces rues, les travaux de réfection sont requis afin d'assurer des chemins de détour du projet Turcot et de maintenir la qualité de la surface de roulement. Une dégradation des chaussées pourrait compromettre le maintien des chemins de détour et pourrait avoir un impact sur la mobilité dans le secteur.
Le tableau des résultats d'analyse des soumissions ci-dessous présente la liste des soumissionnaires et des prix soumis, les écarts de prix entre les soumissions reçues et l'écart entre l'estimation des professionnels et le montant du contrat à accorder:

RÉSULTATS D'OUVERTURE DE SOUMISSION

	FIRMES SOUMISSIONNAIRES CONFORMES*	PRIX	CONTINGENCES	TOTAL
1	**Pavages Métropolitain inc.** (Licence RBQ # 5663-6806-01) (Attestation Revenu Québec valide du 24 juillet 2017 au 31 oct. 2017)	1 692 138,35 $	169 213,85 $	1 861 352,20 $
2	Les Pavages Chenail inc.	1 786 553,09 $	178 655,31 $	1 965 208,40 $
	Estimation des professionnels externes	1 372 108,80 $	137 210,89 $	1 509 319,69 $
	Coût moyen des soumissions reçues ($)			**1 913 280,30 $**
	Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)			**2,8%**
	Écart entre la plus haute et la plus basse conforme		**($)**	**103 856,20 $**
			(%)	**5,6%**
	Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation		**($)**	**352 032,51 $**
			(%)	**23,3%**
	Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse		**($)**	**103 856,20 $**
			(%)	**5,6%**

Les prix de soumission furent vérifiés pour l'ensemble des soumissions reçues. Également, les documents fournis lors du dépôt des soumissions furent vérifiés pour les deux soumissions conformes (licence de la Régie du bâtiment du Québec, attestation de Revenu Québec, déclaration relative aux conflits d'intérêts et autres).

Le coût total du contrat estimé par la firme externe Macogep est de 1 509 319.69$, (taxes et contingences incluses). L'offre déposée par le plus bas soumissionnaire est donc supérieure à l'estimation. La différence est de 352 032.51$, un écart de 23.3% par rapport à l'estimation de professionnels. Cet écart peut être relié à de nombreux facteurs. La situation des marchés en fin de saison nous expose à un nombre réduit de soumissionnaires étant donné les carnets de commande des entrepreneurs déjà programmés. La pénurie de machinerie et de main-d'oeuvre oblige l'embauche de sous-traitants, ce qui engendre des coûts supplémentaires donc l'explication des articles de planage et de revêtement dans le bordereau plus élevés.

Par contre, la plus grande différence est l'article de maintien de la circulation et la signalisation qui représente environ 110 000 $ de plus que l'estimation initiale. L'achalandage, les nouvelles habitudes des usagers et les nombreux détours du projet Turcot apportent un risque supplémentaire pour l'entrepreneur.

Le présent dossier donne suite à un appel d'offres assujetti à la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics (Loi 1) conformément au décret # 1049-2013 adopté le 23 octobre 2013. L'adjudicataire recommandé, Pavages Métropolitains inc., détient une attestation de l'Autorité des marchés financiers, laquelle est en vigueur depuis le 5 mars 2014. Une demande de renouvellement a été faite le 19 octobre 2016. Une copie de cette attestation se trouve en pièc jointe au dossier.

Des validations ont été faites selon lesquelles l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises à licence restreinte de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) ni du Registre des entreprises non admissibles, laquelle sera encore valide au moment de l'octroi du contrat.

L'adjudicataire recommandé est conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale pour la réalisation des travaux s'élève à un montant maximum de 2 140 555.03 $ taxes incluses, incluant un montant de 1 861 352.20 $ pour les travaux à effectuer par l'adjudicataire et un montant de 279 202.83 $ pour les incidences (dont un montant de 148 908,18$ pour les aspects techniques et un montant de 130 294,65$ pour les services professionnels. Le coût net à la charge des contribuables montréalais s'élève à 1 954 612.06 $ lorsque diminué des ristournes fédérale et provinciale.
Le financement de la dépense est prévue au budget PTI 2017-2019 de la Division des grands projets, portefeuille 1, au projet 39710 - Complexe Turcot. La dépense sera imputée au règlement d'emprunt RCG 12-007 - Projet de reconstruction du complexe Turcot. Cette portion de la dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Le détail des informations budgétaires et comptables se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les travaux de réfection routière du présent sommaire décisionnel portant sur les travaux de chaussées principalement, visent à améliorer l'infrastructure routière et à assurer la sécurité du public ainsi que des usagers du réseau routier de l'arrondissement tout en utilisant les techniques, les matériaux et les matériels qui respectent les normes environnementales en vigueur.
Aussi, la réalisation de ces travaux s'inscrit dans le cadre suivant :

- maintenir des conditions de circulation dans les chemins de détour du Projet Turcot;
- améliorer l'état des infrastructures routières à moyen terme;
- assurer la sécurité du public;
- prolonger la pérennité des infrastructures routières.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Une décision tardive ou défavorable pour l'octroi du contrat faisant l'objet du présent dossier aurait pour conséquence un délai pour la réalisation des travaux et ainsi des problèmes au niveau de la mobilité.

Une gestion rigoureuse et un suivi permanent seront assurés en ce qui a trait au volet "signalisation et circulation". Des mesures de mitigation seront élaborées.

Une coordination avec le Bureau d'intégration et de coordination des chantiers (BIC) et KPH Turcot sera assurée afin d'optimiser les plans de mobilité dans ce secteur et minimiser les entraves sur le domaine public.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une coordination se fera auprès du service des communications de la Ville afin d'élaborer une stratégie de communication.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par le conseil d'agglomération
Début des travaux: 2 octobre 2017
Fin des travaux: 18 novembre 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Danièle HANDFIELD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean CARRIER, Service des infrastructures_voirie et transports
Marie-Sophie COUTURE, Service des infrastructures_voirie et transports

Lecture :

Jean CARRIER, 30 août 2017
Marie-Sophie COUTURE, 31 juillet 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Rémi BRABANT-BLAQUIÈRE
ingenieur(e)

Tél : 514-463-3291
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-25

James BYRNS
Chef de Divison Grands Projets

Tél : 514 868-4400
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2017-09-01

Montréal

RÉSULTATS D'OUVERTURE DE SOUMISSION

SOUMISSION NO **412810**
ANNONCE NO 29 DATE DE L'ANNONCE: 17/07/2017
DATE D'OUVERTURE 23/08/2017
DÉCRET 1049-2013
CHARGÉ DE PROJET: Brabant Blaquiere Rémi

TITRE: Travaux de mitigation sur la rue Notre-Dame entre la St-Pierre et Angrignon dans les arrondissements du Sud-Ouest, Lachine ainsi qu'à la Ville de Montréal-Ouest

PRÉPARÉ PAR: Majida Tabit DATE DE TRAITEMENT: 25-08-2017

RÉSULTATS DE SOUMISSION *(taxes incluses)*

	FIRMES SOUMISSIONNAIRES CONFORMES*	PRIX	CONTINGENCES	TOTAL
1	**Pavages Métropolitain inc.** (Licence RBQ # 5663-6806-01) (Attestation Revenu Québec valide du 24 juillet 2017 au 31 oct. 2017)	1 692 138.35 $	169 213.85 $	1 861 352.20 $
2	Les Pavages Chenail inc.	1 786 553.09 $	178 655.31 $	1 965 208.40 $
	Estimation des professionnels externes	1 372 108.80 $	137 210.89 $	1 509 319.69 $
	Coût moyen des soumissions reçues ($)			**1 913 280.30 $**
	Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)			**2.8%**
	Écart entre la plus haute et la plus basse conforme		**($)**	**103 856.20 $**
			(%)	**5.6%**
	Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation		**($)**	**352 032.51 $**
			(%)	**23.3%**
	Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse		**($)**	**103 856.20 $**
			(%)	**5.6%**

En ce qui concerne les informations relatives à l'analyse des résultats de soumission, veuillez vous référer aux rubriques "Description" et "Justification" du document "Complément au guide de rédaction des dossiers décisionnels".

	FIRMES SOUMISSIONNAIRES NON CONFORMES	PRIX	CONTINGENCES	TOTAL
1				
2				
3				

Caution Conforme

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

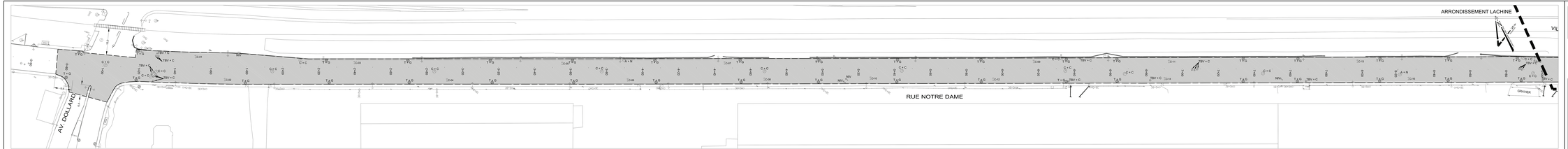
Liste des commandes

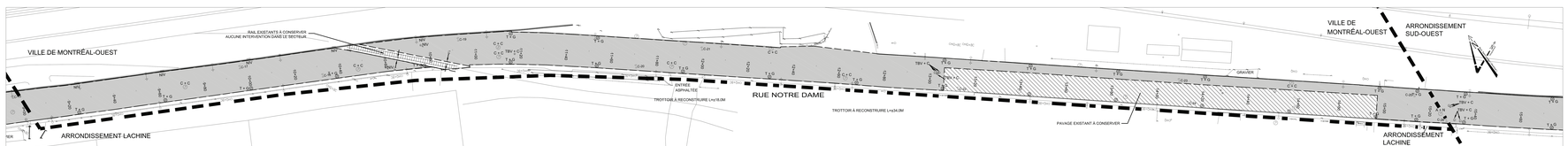
Numéro : 412810
Numéro de référence : 1090929
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Travaux de mitigation sur la rue Notre-Dame entre St-Pierre et Angrignon dans les arr. du Sud-Ouest, Lachine ainsi qu'à la Ville de Montréal-Ouest.

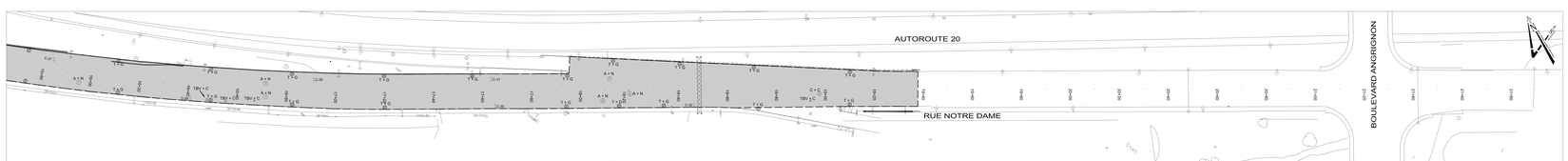
Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Construction Bau-Val Inc. 87 Emilien Marcoux, Suite#101 Blainville, QC, J7C 0B4 http://www.bauval.com NEQ : 1143718063	Madame Johanne Vallée Téléphone : 514 788-4660 Télécopieur :	**Commande : (1318159)** 2017-07-17 16 h 01 **Transmission :** 2017-07-17 16 h 46	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Les Constructions et Pavage Jeskar Inc. 5181 Amiens, suite 202 Montréal, QC, H1G 6N9 NEQ : 1145922051	Monsieur Richard Morin Téléphone : 514 327-5454 Télécopieur : 514 327-4198	**Commande : (1317642)** 2017-07-17 8 h 52 **Transmission :** 2017-07-17 9 h 50	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Les Entrepreneurs Bucaro Inc. 10,441 rue Balzac Montréal-Nord Montréal, QC, H1H 3L6 NEQ : 1144756336	Monsieur Andrea BUCARO Téléphone : 514 325-7729 Télécopieur : 514 325-7183	**Commande : (1321037)** 2017-07-25 10 h 27 **Transmission :** 2017-07-25 10 h 27	Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Macogep inc 1255, University, bureau 700 Montréal, QC, H3B 3w1 NEQ : 1143366715	Monsieur Gunther Conard Téléphone : 514 223-9001 Télécopieur : 514 670-2814	**Commande : (1323724)** 2017-08-04 10 h 01 **Transmission :** 2017-08-04 10 h 01	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Pavage Chenail 104, St-Rémi, C.P. 3220 Saint-Rémi, QC, J0L2L0 NEQ : 1142533042	Madame Christine Barbeau Téléphone : 450 454-0000 Télécopieur : 450 454-1158	**Commande : (1318887)** 2017-07-19 8 h 12 **Transmission :** 2017-07-19 8 h 15	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Pavages Métropolitain Inc. 3500, boul. Sir-Wilfrid-Laurier Saint-Hubert, QC, J3Y6T1 NEQ : 1168058395	Madame Julie Milon Téléphone : 450 321-2442 Télécopieur : 1888 802-9689	**Commande : (1317915)** 2017-07-17 11 h 57 **Transmission :** 2017-07-17 11 h 57	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sintra (Région Montérégie / Rive-Sud) 7 rang St-Régis Sud Saint-Isidore (Montérégie), QC, J0L2A0 NEQ : 1145755295	Madame Marie Josée Roy Téléphone : 450 638-0172 Télécopieur : 450 638-2909	**Commande : (1318415)** 2017-07-18 9 h 52 **Transmission :** 2017-07-18 9 h 54	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐	Société en Commandite Stationnement de Montréal . 640 St-Paul Ouest bureau 200 Montréal, QC, H3C 1L9 NEQ :	Madame Stéphanie Gosselin Téléphone : 514 868-3708 Télécopieur : 514 868-3732	**Commande : (1319826)** 2017-07-20 14 h 13 **Transmission :** 2017-07-20 14 h 20	Mode privilégié : Ne pas recevoir

© 2003-2017 Tous droits réservés







IMPORTANT

- LA LOCALISATION ET LES LIMITES EXACTES DES SECTIONS DE TROTTOIRS ET DE BORDURES À RECONSTRUIRE SONT DÉTERMINÉES PAR LES PLANS PROFILS PROJETÉS (FOURNIS LORS DE LA RÉUNION DE DÉMARRAGE ET DEVRONT ÊTRE VALIDÉS PAR LE SURVEILLANT AU CHANTIER)
- L'ENTREPRENEUR DOIT FAIRE LOCALISER TOUS LES SERVICES SOUTERRAIN PRÉSENTS DANS LE SECTEUR EN TRAVAUX. UNE COORDINATION DOIT ÊTRE ASSURÉE PAR L'ENTREPRENEUR AVEC LE PROPRIÉTAIRE DUDIT SERVICE IDENTIFIÉ.

LÉGENDE:

- PAVAGE À CONSERVER
- PAVAGE À RECONSTRUIRE
- CAROTTAGE
- LIMITE DE VILLE / ARRONDISSEMENT

TECHNIQUES

PLANAGE ET REVÊTEMENT BITUMINEUX DE LA RUE NOTRE-DAME O. (ENTRE L'AV. ST-PIERRE ET LE BOUL. ANGRIGNON.)

- PLANAGE DE CHAUSSÉE DE ± 75mm D'ÉPAIS. (À DÉTERMINER EN FONCTION DE L'ANALYSE DU CAROTTAGE À VENIR)
- POSE D'UN LIANT D'ACCROCHAGE (ÉMULSION DE BITUME) AU TAUX RÉSIDUEL DE 0,3 l/m².
- COUCHE DE CORRECTION: EC-10, 3B, 2, PG 64-28 DE 25mm D'ÉPAIS.
- POSE D'UN LIANT D'ACCROCHAGE (ÉMULSION DE BITUME) AU TAUX RÉSIDUEL DE 0,2 l/m², LÀ OÙ REQUIS.
- COUCHE DE SURFACE: ESG-10, 2A, 2, PG 70-28 DE 50mm D'ÉPAIS.

Références

N°. de plan:	Description:
-	-

NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION

Légende

Puisard à désurfacer lors de la construction d'un projet de
DFE ..... égout
DFD ..... drain
DFP ..... pavage
DIT ..... trottoir

Puisard à déplacer lors de la construction d'un projet de
DP ..... pavage
DT ..... trottoir

Nouveau puisard lors de la construction d'un projet de
NE ..... égout
ND ..... drain
NP ..... pavage
NT ..... trottoir

Puisard
T + G ..... tête et couvercle à changer (puisard de trottoir)
T + G + GRILLE ..... tête et grille à changer
T + G + REP ..... tête et grille à changer (+ réparation)
A + N ..... ajustable à niveler
A + C ..... ajustable à changer

Égout / Aqueduc
C + C ..... cadre et couvercle à changer
C + C + REP ..... cadre et couvercle à changer (+ réparation)
A + N ..... ajustable à niveler
A + C ..... ajustable à changer
TBV + N ..... tête de boîte de vanne à niveler
TBV + C ..... tête de boîte de vanne à changer

Divers
RN ..... à niveler
RPH ..... rampe pour handicapés

Symbologie graphique

- Puisard de rue
- Puisard dalot
- Grille carrée
- Puisard de trottoir
- Repère géodésique
- Vanne de gaz
- Regard chambre d'aqueduc
- Regard chambre de la C.S.E.M.
- Symbole de forage
- Base à briser et reconstruire au même emplacement
- Base à construire
- Regard chambre H.Q.
- Regard chambre d'égout
- Regard chambre de Bell
- Borne-Fontaine
- Boîte de vanne
- Vanne d'aqueduc
- Manchon de paroi/arrêts
- Manchon
- F.C. – Fin de courbe
- Base existante
- Base à briser et reconstruire
- Épine pour carte
- Chambre transformateur (vieille)
- Chambre de transformateur
- Chambre transf. (Hydro-Québec)

Responsables

BELL : 514 870-1237
C.S.E.M. : 514 868-3686
GAZ MÉTRO : 514 598-3583
HYDRO-QUÉBEC : 514 385-8888, # 3118
CIRCULATION : (TRAVAUX MAJEURS) : 514 872-6994
RESPONS. TSMC : ---
RESPONS. ARR. : ---

ORIENTATION :

Plan Clé



Émission

N°	Date	Description	Prép. par	Resp. projet
02	2017 / 07 / 11	Plus Soumission	A.L.	O.K.
01	2017 / 05 / 27	Premiers 90%	A.L.	O.K.
00	2017 / 05 / 10	Premiers 90%	A.F.	O.K.

Intervenants

CONSULTANT ET COORDONNÉS

AXOR EXPERTS-CONSEILS

Rédigé au bureau:
S. Savoie, O. Akesum — AXOR — 2017 / 05 / 04

Dessiné par:
A.-L. Fafard, tech. — AXOR — 2017 / 05 / 11

Préparé par:
A. Kwenard, ing. — AXOR — 2018 / 05 / 12

Vérifié par:

Ingénieur(e):
A. Kwenard, ing. — AXOR — Original signé au dossier

Ordre des ingénieurs du Québec — Original signé au dossier

Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des travaux publics

Projet:

Chemins de détours de Turcot

Arrondissement(s):
Sud-Ouest / Lachine / Ville de Montréal-Ouest

Nature des travaux:
Planage et revêtement

Titre du plan:
Travaux de mitigation sur le tronçon Notre-Dame entre l'avenue Saint-Pierre et le boulevard Angrignon

DIMENSIONS EN MÈTRES, SAUF INDICATION CONTRAIRE

Échelle: 1 : 400

N° de plan:	Échelon:	Soumission:
PAV-4006	**02**	**412810**

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 5 mars 2014

PAVAGES MÉTROPOLITAIN INC.
A/S MONSIEUR JEAN CHAGNON
3500, BOUL SIR-WILFRID-LAURIER
SAINT-HUBERT (QC) J3Y 6T1

N° de décision : 2014-CPSM-1013434
N° de client : 3000157721

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- RECYCLAGES MÉTROPOLITAIN
- RECYCLAGES MÉTROPOLITAIN - BÉTON, ASPHALTE, PIERRES, GRAVIER, TERRE VÉGÉTALE

une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la LCOP). PAVAGES MÉTROPOLITAIN INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **4 mars 2017** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements transmis lors de la demande d'autorisation.

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
www.lautorite.qc.ca

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

Le 19 octobre 2016

PAVAGES MÉTROPOLITAIN INC.
3500, BOUL SIR-WILFRID-LAURIER
SAINT-HUBERT QC J3Y 6T1

Objet : Accusé de réception - Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client : 3000157721

N° de demande : 1631207200

N° de confirmation de paiement : 000205022907

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 877 525-0337.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés financiers

VOLUME 18, NUMÉRO 4, JUIN 2016

PRÉCISIONS CONCERNANT LE RENOUVELLEMENT DES AUTORISATIONS DE CONTRACTER AVEC L'ÉTAT ÉMISES PAR L'AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

La Loi sur les contrats des organismes publics [1] prévoit que lorsqu'une entreprise présente une demande de renouvellement au moins 90 jours avant le terme de la durée de validité de son autorisation, elle demeure autorisée à contracter, sous réserve d'une révocation durant ce délai. L'entreprise demeure donc au Registre des entreprises admissibles (REA), et ce, jusqu'à ce que l'Autorité des marchés financiers (AMF) confirme ou non son renouvellement.

Cependant, si une entreprise dépose sa demande de renouvellement dans un délai inférieur à 90 jours avant l'expiration de son autorisation, elle est alors retirée du REA une fois ce délai expiré. Par conséquent, elle ne pourra plus signer de nouveaux contrats ou sous-contrats publics au-dessus des seuils. Elle pourra cependant poursuivre ceux qui sont en cours d'exécution.

Dans le cadre du processus de renouvellement, l'AMF transmet à l'entreprise, une fois que la demande de renouvellement est dûment soumise, un accusé de réception attestant la date à laquelle ladite demande a été reçue. L'entreprise est alors en mesure de déterminer si sa demande a été déposée dans le délai requis. Par la suite, la décision sur le renouvellement sera transmise à l'entreprise une fois qu'elle sera rendue par l'AMF. Ainsi, entre le moment où l'autorisation initialement délivrée est expirée et celui où la décision sur le renouvellement sera rendue, le REA fait foi de tout.

Il est de la responsabilité de l'organisme public de consulter systématiquement le REA, publié sur le site Web de l'Autorité des marchés financiers, avant de signer un contrat avec une entreprise, afin de s'assurer que celle-ci est bel et bien autorisée à le faire, à la date de signature dudit contrat.

Les entreprises qui souhaitent en savoir plus sur la demande d'autorisation pour conclure un contrat public ou un sous-contrat public peuvent visiter le site Web de l'Autorité des marchés financiers [2].

Pour présenter une demande de renouvellement

Les entreprises peuvent déposer leur demande dès maintenant auprès de l'Autorité des marchés financiers, qui rend disponibles sur le site www.lautorite.qc.ca [3] les services en ligne nécessaires pour présenter une demande d'autorisation.

Les entreprises québécoises qui souhaitent présenter une demande de renouvellement devront utiliser les services en ligne de l'AMF. Pour accéder aux services en ligne en toute sécurité, elles devront détenir un compte clicSÉQUR-entreprises.

Les entreprises qui obtiennent une autorisation de l'AMF sont inscrites au Registre des entreprises autorisées à contracter avec un organisme public, qui peut être consulté sur le site Web de l'AMF [4].

Pour de plus amples renseignements :
Direction de l'évaluation de la conformité
418 643-0875, poste 4918

Téléphone sans frais : 1 855 883-7362

Article 21.41 de la Loi sur les contrats des organismes publics

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1177409007

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 1
Objet :	Accorder un contrat à Pavages Métropolitains inc. pour la réalisation des travaux de pavage et revêtement des chemins de détour du projet Turcot sur la rue Notre-Dame entre St-Pierre et Angrignon. Dépense totale de 2 140 555.03 $ taxes incluses (contrat:1 861 352.20$ +incidences: 279 202.83$) - Appel d'offres public 412810 - 2 soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

SIVT - 1177409007 AGGLO.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Danièle HANDFIELD
Préposée au budget
Tél : 514 872-9547

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-09-11

Paul KANAAN
Conseiller(ere) budgetaire
Tél : 514 872-2857
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.57

2017/09/28 17:00

(2)

Dossier # : 1177746002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Cour municipale
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 114 219,61 $, taxes incluses, pour le réajustement des honoraires selon le coût des travaux estimé à la phase de conception ainsi qu'une augmentation de 22 843,92 $, taxes incluses, des contingences pour le projet de réaménagement du 5e étage du Chef-Lieu de la Cour municipale, située au 775 rue Gosford (bâtiment no 2). / Approuver le projet d'avenant no 1 modifiant la convention de services professionnels intervenue entre la Ville de Montréal et Archipel architectures inc. et WSP inc. (CG15 0760) majorant ainsi le montant total du contrat de 731 413,46 $ à 868 477 $, taxes incluses.

Il est recommandé :
1. d'autoriser une dépense additionnelle de 114 219,61 $ taxes incluses, pour le réajustement des honoraires professionnels selon le coût des travaux estimé à la phase conception ainsi qu'une augmentation de 22 843,92 $ taxes incluses, des contingences.

2. d'approuver un projet (de convention ou d'addenda) modifiant la convention de services professionnels intervenue entre la Ville de Montréal et les firmes Archipel architectures inc. et WSP inc., majorant ainsi le montant total du contrat de 731 413,46 $ à 868 477$, taxes incluses.

3. d'imputer ces dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 88,55 % par l'agglomération, en fonction de la dernière mise à jour du pourcentage des superficies occupées par les services d'agglomération dans l'édifice.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-08-31 15:53

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1177746002**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Cour municipale
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 114 219,61 $, taxes incluses, pour le réajustement des honoraires selon le coût des travaux estimé à la phase de conception ainsi qu'une augmentation de 22 843,92 $, taxes incluses, des contingences pour le projet de réaménagement du 5e étage du Chef-Lieu de la Cour municipale, située au 775 rue Gosford (bâtiment no 2). / Approuver le projet d'avenant no 1 modifiant la convention de services professionnels intervenue entre la Ville de Montréal et Archipel architectures inc. et WSP inc. (CG15 0760) majorant ainsi le montant total du contrat de 731 413,46 $ à 868 477 $, taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

L'immeuble du 775 Gosford est situé dans un secteur historique de Montréal. Il est désigné comme étant le chef-lieu de la Cour municipale. Il loge principalement une part importante du Service des affaires juridiques, la magistrature de la Cour municipale et le Service aux cours du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM). Le Service des affaires juridiques regroupe les Affaires civiles, la Direction des poursuites pénales et criminelles et la Direction des services judiciaires. Cette dernière est composée de plusieurs divisions permettant d'offrir des services en matière pénale et criminelle à la population, soit la Division du greffe de la Cour municipale et la Division de la perception et des services connexes à la clientèle. Elle est aussi responsable des différentes salles d'audience qui se trouvent dans l'édifice. Le Service aux cours du SPVM doit, pour sa part, administrer les procédures de comparution et voir à l'exécution des demandes et ordonnances de la cour.
Au cours des dernières années, la Ville de Montréal a débuté un programme de réfection en rénovant certains des étages composant l'immeuble. Un grand projet de rénovation et de mise à niveau de l'ensemble de l'immeuble a été amorcé à l'automne 2011. Le réaménagement complet du 5^{e} étage s'inscrit dans le programme. Ce projet constitue la troisième des quatre phases envisagées, la première phase, réfection des ascenseurs et des plates-formes élévatrices desservant le bâtiment, et la deuxième phase, réfection des appentis, toiture et tunnel mécanique sont actuellement en construction.

À la suite de l'appel d'offres public 15-14562, un contrat au montant de **731 413,46** $, taxes incluse (CG150760), a été octroyé à l'équipe formée par les firmes Archipel architecture inc. et WSP Canada inc. pour les services professionnels en architecture et en

ingénierie. La responsabilité de la coordination technique des professionnels du présent contrat appartient à la firme d'architecture.

La valeur du contrat de services professionnels octroyée était basée sur une estimation préliminaire du coût des travaux, à la suite de l'élaboration d'un plan directeur, pour l'ensemble des mise à niveaux et projets à réaliser dans le bâtiment par la firme Provencher Roy + Associés architecture en avril 2013.

L'estimation (classe C) présentée à l'étape de la validation des données du programme et de l'esquisse démontre une augmentation d'environ 35 % sur le coût préliminaire des travaux. Suite à l'analyse du budget initial établi au plan directeur du 775, rue Gosford, il est possible d'identifier que le montant indiqué dans l'appel d'offres de services professionnels était insuffisant puisqu'il n'incluait pas les contingences de design de même que les coûts liés à l'administration et au profit de l'entrepreneur.

Aucune modification à la portée du mandat des services professionnels n'a été apportée depuis le début de la prestation. Par contre, comme le contrat de services professionnels est basé sur un coût de travaux sous-évalué et que les professionnels sont payés selon la méthode du pourcentage, les fonds réservés aux professionnels sont insuffisants.

En juillet 2017, la prestation de service des professionnel était arrêtée jusqu'à ce qu'une décision finale soit prise à ce propos.

Ce dossier a un impact majeur sur le calendrier de réalisation de tous les mandats de travaux à réaliser au Chef-lieu de la cour.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0760 -17 décembre 2015 - Accorder un contrat de services professionnels aux firmes Archipel architecture inc. et WSP inc. pour les services en architecture et en génie de bâtiment dans le cadre du projet de réfection du 5e étage du bâtiment situé au 775 Gosford, pour une somme maximale de 731 413,46 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14562 (4 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.
CG14 0467 - 3 novembre 2014 - Résilier le contrat de services professionnels accordé à Provencher Roy + Associés architectes pour l'aménagement et la mise à niveau du bâtiment situé au 775, rue Gosford (CG11 0327) / Accorder un contrat de services professionnels à Archipel architecture inc. et WSP inc. pour les services en architecture et en génie de bâtiment, dans le cadre du projet de réfection des appentis, de la toiture et du tunnel du bâtiment situé au 775, rue Gosford, pour une somme maximale de 897 269,27 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13837 (5 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin.

CG13 0168 - 30 mai 2013 - Accorder un contrat de services professionnels à Les Consultants Exim inc. pour les services d'expertise en ascenseurs dans le cadre du projet de réfection et de mise à niveau des 12 appareils de transports verticaux ainsi que l'ajout d'un monte-charge à l'édifice du 775 Gosford, pour une somme maximale de 311 976,04 $, taxes incluses - Appel d'offres public 13-12787 (1 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin.

DESCRIPTION

En vertu du contrat qui lie la Ville et les firmes professionnelles, le présent dossier demande l'augmentation de la valeur maximale du contrat de services professionnels des firmes Archipel architecture inc. et WSP inc. pour réaliser les plans et devis; ainsi que la surveillance des travaux de construction permettant le réaménagement du 5^{e} étage du Chef

-Lieu de la Cour municipale située au 775, rue Gosford. Toutes les autres clauses du contrat demeurent les mêmes.

JUSTIFICATION

Tel qu'il est indiqué à l'article 5.1.1 de la Convention de services professionnels, il est convenu qu'un ajustement à la hausse ou à la baisse des honoraires de l'Architecte et l'ingénieur pour les services de base doit être appliqué sur les honoraires professionnels déjà payés et à venir. La méthode du pourcentage était utilisée pour le calcul des honoraires. Le projet est rendu à la phase conception.
Dans le présent dossier, le coût estimé des travaux lors de la phase conception est plus élevé que le coût estimé des travaux à la phase appel d'offres pour les services professionnels. Selon la Convention, un ajustement des honoraires est requis.

L'ajustement des honoraires de ces firmes de professionnels émane de deux causes. D'abord, il est prévu au contrat de services professionnels que les honoraires sont calculés selon la méthode du pourcentage, laquelle comporte le paiement d'un montant basé sur le coût estimé des travaux en **phase de conception.** Comme certains coûts de travaux ont été sous-estimés au moment de l'appel d'offres pour les services professionnels**, il est requis à la phase de conception du contrat de procéder à un ajustement des honoraires,** lequel se chiffre à **868 477,00 $ (taxes incluses).** Un avenant au contrat est donc requis pour ces services professionnels représentant une somme de **137 063,54 $ (taxes incluses).**

Aucune modification à la portée du mandat des services professionnels n'a été apportée depuis le début de la prestation. Puisque les honoraires pour les services de base sont calculés selon un pourcentage du coût des travaux, une hausse de ce coût justifie une augmentation des honoraires du présent contrat.

Notez que la valeur des honoraires professionnels (services de base) sera rajustée en fonction du coût réel des travaux - lequel sera précisé suite à l'octroi du contrat de construction.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant initial prévu au contrat (pour les services professionnels de base - architecture et génie du bâtiment) s'élevait à **609 511,22 $,** taxes incluses et sans les contingences. Le contrat sera augmenté de **114 219,61 $** taxes incluses pour les honoraires de base et de **22 843,92 $** taxes incluses pour les contingences, ce qui correspond à une majoration de ces coûts de près de **18,32 %.**
Ce montant révisé a été calculé selon le coût actualisé des travaux projetés, soit **8 896 476,00 $**; ce total correspond au coût estimé du projet à la phase conception.

La valeur révisée du contrat sera alors augmentée de **137 063,54 $** (tous frais inclus); Ceci représente une dépense additionnelle nette de **125 157,27 $.** Voir le calcul des honoraires professionnels en pièce jointe.

Le tableau qui suit résume le détail de l'augmentation des honoraires demandés :

	Budget contrat Initial ($) taxes incluse	Écart ($)	Budget contrat révisé($) taxes incluse
Honoraires de base	609 511,22	114 219,62	723 730,84
Contingences (20%)	121 902,24	22 843,93	144 746,17

Total honoraires de base + contingence	*731 413,46*	*137 063,54*	*868 477,00*
Total Net (Ristournes)	*667 877,99*	*125 157,27*	*793 035,26*

Les crédits sont prévus au programme triennal d'immobilisations (PTI) du SGPI dans le projet de rénovation de la Cour municipale (66670).

Prévisions des déboursés : 27 % des services professionnels seront réalisés en 2017 et le 73 % restant sera finalisé en 2018-2019.

Cette dépense sera assumée à 88,92 % par l'agglomération, en fonction de la dernière mise à jour du pourcentage des superficies occupées par les services d'agglomération dans l'édifice.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les travaux de réfections seront réalisés dans un bâtiment à caractère patrimonial, implanté dans l'arrondissement historique du Vieux Montréal. De ce fait, ils contribueront à la protection du patrimoine bâti de la Ville de Montréal.
De plus, dans le cadre de leur mandat, les professionnels doivent s'inscrire dans une approche de développement durable. Ils doivent également travailler en visant l'obtention de l'accréditation LEED-CI, et tendre vers les meilleurs gestes et pratiques possibles pour préserver l'environnement. Par ailleurs, les professionnels ont le mandat d'obtenir des aides financières, qui s'appliquent dans le projet eu égard à l'efficacité énergétique.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Des impacts majeurs sont à prévoir dans le cadre de ce projet si le contrat n'est pas rehausser :
Défaut de respect de la clause 5.1.1 de la convention de services professionnels :

- Possibilité de résilier le contrat 14608 avec Archipel architectes inc. et WSP inc;
- En cas de résiliation de contrat, un nouvel appel d'offres pour les services professionnels est requis, ce processus prendre environ six mois;
- Reprendre le projet avec des nouveaux professionnels;
- Retard significatif sur l'échéancier global du projet;

Pour ces raisons, le département SGPI recommande le rehaussement du contrat de l'équipe de professionnels qui travaillent présentement sur le projet.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un plan de communication sera mis en place pour informer les intervenants internes et externes ainsi que la clientèle sur les étapes d'exécution du projet. Ce plan comprendra des avis, de plan et procédures de travaux. Les informations suivront via téléphone, courriel ou des affiches.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Contrat : 14608 - Mandat : 06106-2-036

Rehaussement du contrat au CG	Septembre 2017
Reprise des prestations des services professionnels	Octobre 2017
Appel d'offres construction	Août - septembre 2018
Enquête et octroi du contrat	Octobre 2018 - décembre 2018

Mobilisation et travaux de construction	Janvier 2019 - Juillet 2020
Clôture projet	Juillet 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Olivier TACHÉ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Marie-Lyne LÉVEILLÉ, Service des affaires juridiques

Lecture :

Marie-Lyne LÉVEILLÉ, 28 août 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jarina GUEDES
Gestionnaire immobilier

Tél : 514-868-3094
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-28

Jean BOUVRETTE
C/D services techniques

Tél : 514868-0941
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean BOUVRETTE
Directeur par intérim
Tél : 514868-0941
Approuvé le : 2017-08-30

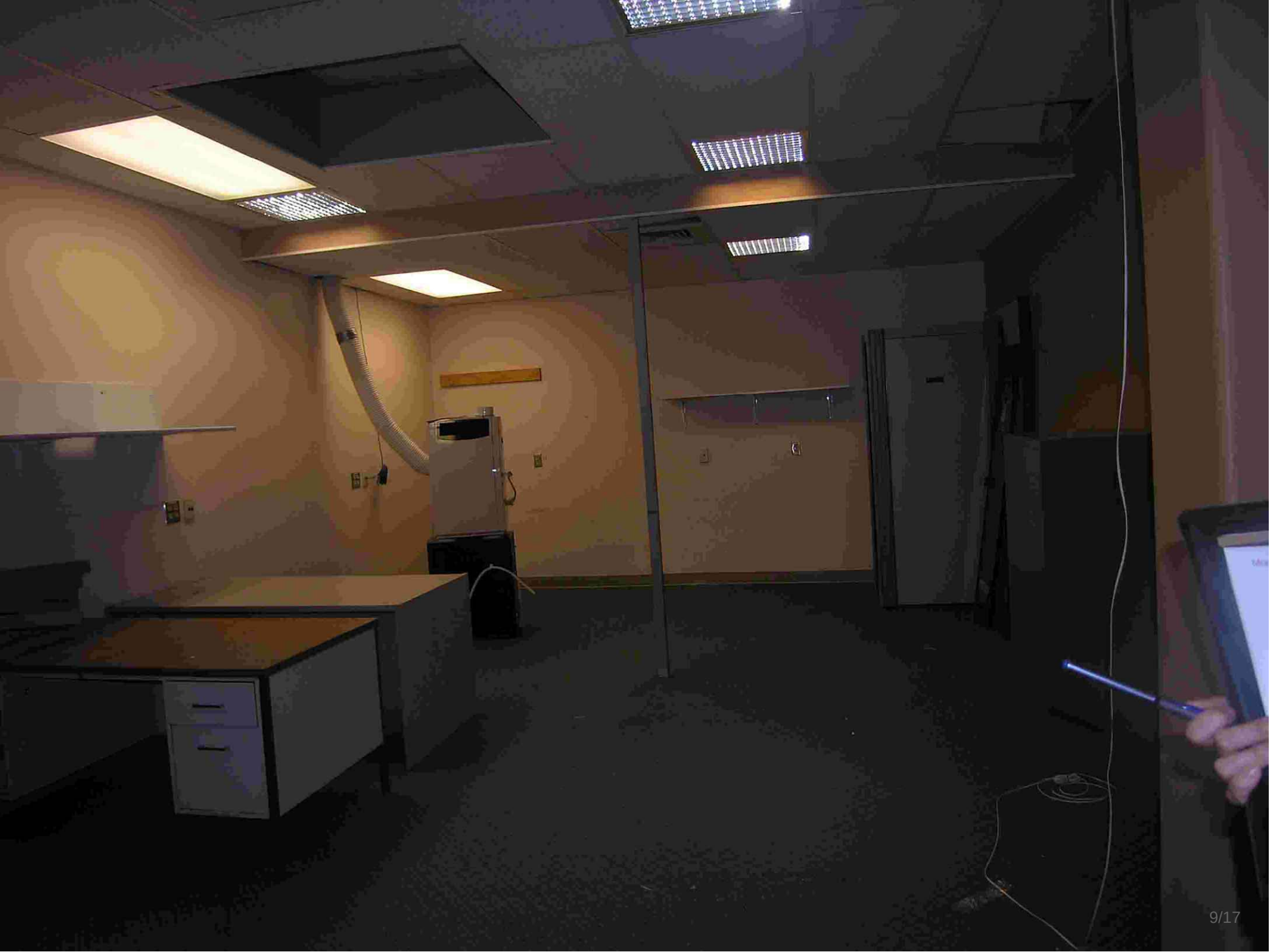
APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI
Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2017-08-31

ESTIMATION DES COÛTS phase validation programme et esquisse

Projet :	**REFECTION DU 5ÈME ÉTAGE DU 775 RUE GOSFORD**						**Mandat :**	**06106-2-036**
							Contrat:	**14608**
Date :	**2017-08-24**							
Étape :	**Validation du programme et des esquisses**			**Budget: 8 896 476 $** avant taxes et contingences				
						TPS	**TVQ**	
			Budget contrat initial	**Écart**	**Budget contrat révisé**	**5%**	**9,975%**	**Total**
Honoraires :					**$**			**$**
	Services professionnels de base		392 925		492 268,00			
	Visites de chantier supplémentaires		52 500		52 500,00			
	Surveillance des travaux en résidence		15 000		15 000,00			
	Certification LEED		34 700		34 700,00			
	Consultant en amiante		35 000		35 000,00			
	Sous-total :	100,0%	**530 125,00**	**99 343,00**	**629 468,00**	31 473,40	62 789,43	**723 730,84 $**
	Contingences	20,0%	106 025,00	19 868,60	125 893,60	6 294,68	12 557,89	**144 746,17**
	Total Honoraires - Contrat :		**636 150,00**	**119 211,60**	**755 361,60**	37 768,08	75 347,32	**868 477,00**
Incidences :	Dépenses générales (travaux temporaires, protection, RX etc.)	10,0%	63 615,00		63 615,00	3 180,75	6 345,60	73 141,35
	Frais d'expertises et d'études particulières (amiante, structure, etc.	10,0%	63 615,00		63 615,00	3 180,75	6 345,60	73 141,35
	Total - Incidences :		**127 230,00**		**127 230,00**	6 361,50	12 691,19	**146 282,69**
	Total - Honoraires+Incidences :		**763 380,00**	**119 211,60**	**882 591,60**	**44 129,58**	**88 038,51**	**1 014 759,70 $**
Ristournes :	TPS	100,00%				44 129,58		44 129,58
	TVQ	50,0%					44 019,26	44 019,26
	Coût après ristournes (Montant à emprunter)							**926 610,86**

Préparé par Jarina Guedes Ing.
Gestionnaire Immobilier







Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1177746002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 114 219,61 $, taxes incluses, pour le réajustement des honoraires selon le coût des travaux estimé à la phase de conception ainsi qu'une augmentation de 22 843,92 $, taxes incluses, des contingences pour le projet de réaménagement du 5e étage du Chef-Lieu de la Cour municipale, située au 775 rue Gosford (bâtiment no 2). / Approuver le projet d'avenant no 1 modifiant la convention de services professionnels intervenue entre la Ville de Montréal et Archipel architectures inc. et WSP inc. (CG15 0760) majorant ainsi le montant total du contrat de 731 413,46 $ à 868 477 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Avenant 1 Convention de services professionnels.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Olivier TACHÉ
Avocat
Tél : 514-872-6886

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-30

Olivier TACHÉ
Avocat
Tél : 514-872-6886
Division :

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
30 AOUT 2017
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

AVENANT No 1
(CG15 0760 du 15 décembre 2015)

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves Sandon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de de la résolution CG06 0006 ;

Ci-après appelée la **«Ville»**

ET: **ARCHIPEL ARCHITECTURE,** société d'architectes, ayant sa principale place d'affaires au 24 rue Mont-Royal Ouest, Montréal, Qc, H2T 2S2, agissant et représentée par **Pierre Delisle**, architecte président, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le 7 juillet 2015.

No d'inscription T.P.S.: 83819 8513 RT001
No d'inscription T.V.Q.: 1217109066 TQ0001

Ci-après appelée l' « **Architecte** » ou le « **Coordonnateur** »

ET: **WSP CANADA INC.,** personne morale légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires au 1600, boulevard René Lévesque, 16ième étage, Montréal, Qc, H3H 1P9, agissant et représentée par Marco Freitas, ingénieur et directeur adjoint mécanique, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le 30 juin 2015.;

Ci-après appelé l' « **Ingénieur** »

No d'inscription T.P.S.: 140150269
No d'inscription T.V.Q.: 1017504041 TQ0001

ATTENDU QU'une convention de services professionnels est intervenue le 15 décembre 2015 (résolution CG15 0760) entre la Ville, d'une part et l'Architecte et l'Ingénieur, d'autre part («Convention initiale»);

ATTENDU QUE le coût estimé des travaux lors de la phase conception est plus élevé que le coût estimé des travaux à la phase appel d'offres pour les services professionnels;

ATTENDU QUE conformément à l'article 5.1.1 de la Convention initiale, les Parties conviennent qu'un ajustement à la hausse des honoraires de l'Architecte et l'Ingénieur pour les services de base doit être appliqué sur les honoraires professionnels déjà payés et à venir;

ATTENDU QUE le budget total d'honoraires prévu à l'article 5.1 de la Convention initiale doit conséquemment être augmenté d'un montant de 137 063,54$, toutes taxes incluses,.

ATTENDU QU'il convient également d'augmenter d'un montant de 22 843,92$, toutes taxes incluses, le budget initial alloué pour les contingences au montant de 121 902,24$, portant le montant maximal des honoraires à 868 477,00$, taxes incluses;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes et qu'elle a remis une copie de ladite Politique au Contractant;

ATTENDU QU'en vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires).

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante des présentes.

ARTICLE 2
MODIFICATIONS

La Convention initiale est modifiée par le remplacement de l'article 5.1 par le suivant :

«En contrepartie de l'exécution par l'architecte et l'ingénieur de leurs obligations, la Ville s'engage à leur verser un montant maximale de 868 477,00$, incluant toutes les taxes applicables sur les biens et les services (T.P.S et T.V.Q)

La méthode du pourcentage sera utilisée pour le calcul des honoraires engendrés par les services de base de l'architecte et de l'ingénieur.

Un budget maximale pour les contingences au montant de 144 746,17$ est disponible, lorsqu'applicables, la Ville ne donnant aucune garantie que le budget des contingences sera utilisé en tout ou en partie ».

ARTICLE 3
AUTRES DISPOSITIONS

Les autres dispositions de la convention initiale demeurent inchangées.

EN FOI DE QUOI LES PARTIES ONT SIGNÉ EN TROIS (3) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DES SIGNATURES CI-APRÈS :

Le e jour de 2017

VILLE DE MONTRÉAL

_____

Yves Saindon, greffier

Le____e jour de_____2017

ARCHIPEL ARCHITECTURE

_____

Pierre Delisle, architecte

Le____e jour de_____2017

WSP CANADA INC.

_____

Marco Freitas, ingénieur

Cet addenda no 1 à la convention initiale a été approuvé par le Conseil d'agglomération de la Ville de Montréal le .....e jour de .....2017 (CG.....)

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1177746002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 114 219,61 $, taxes incluses, pour le réajustement des honoraires selon le coût des travaux estimé à la phase de conception ainsi qu'une augmentation de 22 843,92 $, taxes incluses, des contingences pour le projet de réaménagement du 5e étage du Chef-Lieu de la Cour municipale, située au 775 rue Gosford (bâtiment no 2). / Approuver le projet d'avenant no 1 modifiant la convention de services professionnels intervenue entre la Ville de Montréal et Archipel architectures inc. et WSP inc. (CG15 0760) majorant ainsi le montant total du contrat de 731 413,46 $ à 868 477 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1177746002 - services professionnels cour municipale.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Préposé au budget - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514 872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-28

Françoise TURGEON
Conseillère budgétaire

Tél : 514 872-0946
Division : Service des finances - Point de service HDV

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.58

2017/09/28 17:00

(2)

Dossier # : 1176469003

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Solutions numériques , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Gateway Ticketing Sytems Inc. (founisseur unique) pour le renouvellement de l'entretien de la solution Galaxy pour la période du 1er octobre 2017 au 30 septembre 2020, et pour l'acquisition de services professionnels en accompagnement pour la personnalisation de la solution, pour une somme maximale de 971 424,00 $, taxes incluses. / Approuver un projet de convention à cette fin.

Il est recommandé :

1. d'approuver, conformément aux dispositions de la loi, un projet de convention de gré à gré par lequel Gateway Ticketing Systems Inc., fournisseur unique, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis pour l'entretien de la solution Galaxy, et en accompagnement pour la personnalisation de la solution, pour une somme maximale de 971 424,00 $, taxes incluses, conformément à ses offres de service en date des 3 et 15 août 2017 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 8,12 % par l'agglomération, pour un montant de 78 879,63 $, taxes incluses.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-09-07 17:14

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1176469003

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Solutions numériques , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Gateway Ticketing Sytems Inc. (founisseur unique) pour le renouvellement de l'entretien de la solution Galaxy pour la période du 1er octobre 2017 au 30 septembre 2020, et pour l'acquisition de services professionnels en accompagnement pour la personnalisation de la solution, pour une somme maximale de 971 424,00 $, taxes incluses. / Approuver un projet de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du programme de la Ville intelligente et numérique, la Ville de Montréal (Ville) procède à une refonte des services d'accueil des quatre institutions d'Espace pour la Vie (Jardin botanique, Biodôme, Insectarium et Planétarium). L'objectif est de faciliter les transactions en ligne et en libre service afin de diminuer les files d'attente et de favoriser une expérience optimale pour les visiteurs en permettant une circulation plus fluide et intuitive sur les sites.
De plus, dans le cadre du legs du 375e anniversaire de la fondation de Montréal, les projets de Migration du Biodôme et de Métamorphose de l'Insectarium pourront bénéficier de la modernisation de la structure d'accueil grâce au développement de plateformes numériques qui tiennent compte des nouvelles tendances et des nouvelles habitudes de consommation de contenus.

Afin de réaliser la refonte des services d'accueil, la Ville doit renouveler et mettre à niveau la solution Galaxy acquise en 2004. La mise à jour de la solution Galaxy va permettre de déployer une billetterie moderne, des grilles tarifaires adaptées et un contrôle d'admission fluide répondant aux objectifs du projet de réforme des services d'accueil d'Espace pour la vie. De plus, des services professionnels sont requis afin d'effectuer la mise à jour du progiciel et d'automatiser les processus de perception des recettes et d'encaissements en minimisant les opérations manuelles et les risques d'erreur.

Le présent dossier vise à accorder un contrat de gré à gré à Gateway Ticketing Sytems Inc. (fournisseur unique) pour le renouvellement de l'entretien de la solution Galaxy pour la période du 1er octobre 2017 au 30 septembre 2020, et pour l'acquisition de services professionnels en accompagnement pour la personnalisation de la solution, pour une somme maximale de 971 424,00 $, taxes incluses, et à approuver le projet de convention à cette fin.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE09 2051 – 9 décembre 2009 – Octroyer un contrat d'entretien pour des progiciels et équipements, pour une période d'une année - Gateway Ticketing Systems Inc. - 71 184,75 $;
CE05 5168 – 21 décembre 2005 – Autoriser l'acquisition d'équipements et logiciels, projet "Modernisation des pratiques et outils de gestion" volet libre service et service Internet, Muséums nature de Montréal - fournisseur unique, Gateway ticketing systems inc. - 67 131,16 $;

CE04 1886 – 6 décembre 2004 – Octroyer un contrat (366 900, $) à la firme CGI pour la fourniture de services professionnels d'accompagnement, projet "Modernisation des pratiques et outils de gestion, secteur des opérations commerciales et du service à la clientèle" - Appel d'offres 04-8128 - quatre soumissionnaires;

CM04 0088 – 24 février 2004 – Octroyer un contrat à la firme Gateway Ticketing Systems Inc. pour l'acquisition d'un progiciel de gestion intégré, d'équipements, de services connexes et de fournitures (maximum 1 366 082 $) - Soumission 03-7927.

DESCRIPTION

La version de la solution Galaxy acquise en 2004 nécessite une mise à jour importante pour laquelle nous possédons déjà les droits de licence. Le projet de refonte des services d'accueil comporte six axes de travail :

- L'approche client;
- La signalisation;
- La circulation des visiteurs;
- La billetterie;
- La grille tarifaire;
- Les services périphériques.

La solution permettra d'offrir un service intégré et ergonomique pour les utilisateurs internes des quatre institutions d'Espace pour la vie (Jardin botanique, Biodôme, Insectarium, Planétarium) et faciliter l'accès pour les visiteurs, répondant au besoin de vente de billets, de réservation de groupes, de location de salles et de vente pour la boutique. La solution devra intégrer les programmes informatiques déjà en place, notamment la solution de vente et d'inventaire de restaurants.

Le présent contrat vise ainsi à :

- Mettre à jour le système intégré de vente de billets à la caisse, sur le web, en mode mobile, par bornes, aux tourniquets, incluant la gestion des cartes fidélités (carte Espace pour la vie, carte amis, etc.);
- Arrimer la solution aux autres systèmes de service de la Ville et des partenaires externes (hôtels, tour opérateur, etc.).

JUSTIFICATION

Le présent dossier décisionnel vise à assurer l'évolution de la solution Galaxy pour les quatre institutions d'Espace pour la vie. La firme Gateway Ticketing Systems Inc. supporte et entretient la solution en place dans les quatre institutions depuis sa mise en service. La mise en place de plateformes web dynamiques, attrayantes et efficaces, et le développement d'outils de vente libre-service et de vente sur internet et par application mobile devrait contribuer de manière significative à la réalisation des objectifs suivant :

- Communiquer adéquatement la mission des musées d'Espace pour la vie (rapprocher l'humain de la nature) et toucher le plus de gens possible;
- Transmettre des informations pratiques sur la programmation, les horaires, les tarifs, les accès, et diffuser du contenu original, pertinent et unique afin de créer une réelle synergie auprès des clientèles visées;
- Optimiser et maximiser le retour sur investissement de chacune des initiatives de communication et de marketing d'Espace pour la vie visant à augmenter l'achalandage et le rayonnement des institutions;
- Faciliter les transactions en ligne pour diminuer les files d'attentes sur place;
- Favoriser une expérience optimale pour les visiteurs (accès aux billets, aux informations utilitaires contenus originaux);
- Assurer le maintien et le développement de la compétitivité des quatre institutions d'Espace pour la vie en regard des autres organisations récréo-touristiques de la région de Montréal œuvrant dans le même secteur et qui offrent déjà des services de vente libre-service et de vente sur Internet et par application mobile;
- Favoriser la rétention de la clientèle du Grand Montréal pour augmenter la fréquence des visites par le biais de la carte Espace pour la vie.

Ce contrat est accordé, de gré à gré, à Gateway Ticketing Systems Inc. puisqu'elle est la seule firme en mesure de fournir les services requis dans le cadre de ce projet, compte tenu des technologies utilisées actuellement. Les exceptions prévues aux articles 573.3 (6) (b) de la Loi sur les cités et ville, concernant les contrats accordés de gré à gré, s'appliquent à ce dossier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal de ce contrat de 971 424,00 $ (taxes incluses) sera assumé comme suit :

Description	2017	2018	2019	Total
Transfert de licences (PTI)	28 099,89 $	-	-	28 099,89 $
Services professionnels (PTI)	599 266,95 $	-	-	599 266,95 $
Support en cours de projet (PTI)	95 520,77 $	90 124,76 $	-	185 645,53 $
Entretien - licences (BF)	56 992,65 $	50 709,49 $	50 709,49 $	158 411,63 $
TOTAL	**779 880,26 $**	**140 834,25 $**	**50 709,49 $**	**971 424,00 $**

Dépenses capitalisables (PTI) :

La dépense de 813 012,37 $, taxes incluses, sera imputée au PTI 2017-2019 du Service des technologies de l'information au projet 72660 - Réforme des services d'accueil - Espace pour la vie. Le montant maximal de 742 388,66 $, net de taxes, sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale 15-044. Cette dépense est entièrement assumée par la ville-centre.

Dépenses non capitalisables (BF) :

La dépense de 158 411,63 $ correspondant aux frais d'entretien pour les trois prochaines années, sera assumée par le budget de fonctionnement du Service des technologies de l'information. Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été

considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générale imputées au budget d'agglomération. Cette dépense sera assumée à 50,2 % par l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'octroi de ce contrat permettra :

- supporter l'augmentation du nombre de visiteurs jusqu'en 2019, pour atteindre 2,2 millions de visiteurs annuellement;
- d'améliorer la fiabilité des données collectées;
- d'accroître le rayonnement des institutions d'Espace pour la vie en mettant en place des plateformes numériques qui sont une prolongation et un miroir de nos musées et des expériences vécues par les visiteurs;
- d'offrir des espaces accueillants répondant aux standards de qualité d'attraits internationaux par le développement d'une approche client dynamique;
- de faciliter l'accueil à toutes les catégories de clientèles.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation par le comité exécutif : 20 septembre 2017;
Approbation par le conseil municipal : 25 septembre 2017;
Approbation par le conseil d'agglomération : 28 septembre 2017.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Hui LI)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Olivier TACHÉ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martine GÉLINAS
Conseillère en analyse et contrôle de gestion

Tél : 514 872-8275
Télécop. : 514 280-9109

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-24

Richard GRENIER
Directeur

Tél : 438 998-2829
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Richard GRENIER
Solutions numériques

Tél : 438 998-2829
Approuvé le : 2017-08-31

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvain PERRAS
Directeur du service des technologies de l'information
Tél : 514 280-6970
Approuvé le : 2017-09-07

SMARTER SOLUTIONS. SMARTER TICKETING.

Date: May 25, 2017

ATTN: Liza Sarraf
City of Montreal
Information Technology Services
801 rue Brennan, 3e étage
Bureau 3207
Montréal, Québec H3C 0G4
Canada

DEAR MS. SARRAF,

This letter is to confirm that Gateway Ticketing Systems, Inc. ("Gateway") is the sole source provider of the Galaxy® Ticketing Solution within the United States and Canada. Gateway is the sole and unique owner of the source code for all Galaxy® software applications and modules and no other vendor can provide the licensing for any of our Galaxy® applications and/or software modules, including the ability to offer the compatibility of the existing Galaxy® licenses at the City of Montreal. Further, Gateway is the sole source provider of the continued maintenance and technical support services of our Galaxy® products. This applies to the Galaxy® Software being utilized for the City of Montreal, including modules for: point of sale, order entry and group sales, resource management, pass and membership, upsell, stored value, retail, kiosk, and admission control. City of Montreal currently uses a third-party inventory solution in combination with the Galaxy® Software and that inventory solution is owned by DataWorks International, Inc.

Gateway does have official resellers of the Galaxy® Ticketing Solution located outside of the United States; however, the City of Montreal would not have the ability to obtain licensing or support from those resellers nor would the foreign resellers legally be allowed to provide City of Montreal with Galaxy® licensing and/or support.

Therefore, the only method for City of Montreal to obtain the applicable licensing, support and maintenance services is through Gateway Ticketing Systems, Inc.

Sincerely,

Don Eash
Executive Vice President & COO

DE/maw

GATEWAY TICKETING SYSTEMS, INC.
445 County Line Road
Gilbertsville, Pennsylvania 19525

610.987.4000 (MAIN)
610.987.4001 (FAX)
gatewayticketing.com

2204 39 Avenue NE, Calgary, Alerta T2E 6P7 FAX 610-675-2645

Quote: C170033
Project: Enhancement Hours
Order Date: 8/15/2017
Customer Number: 01-M1021
Terms PER PAYMENT SCHEDULE

Confirm To:

Customer:
CITY OF MONTREAL
ATTN: ACCOUNTS PAYABLE
4101 RUE SHERBROOKE EST.
MONTREAL, QUEBEC
CANADA, H1X 2B2

Ship To:
CITY OF MONTREAL
ATTN: ACCOUNTS PAYABLE
4101 RUE SHERBROOKE EST.
MONTREAL, QUEBEC
CANADA, H1X 2B2

Customer P.O. **Ship VIA**

Item Number	Unit	Ordered	Price	Amount
/600-275	EACH	1,842.00	282.96	521,215.00
Enhancement (Hourly Rate)				
Includes hours for Payment Processor and Personalization enhancements and are subject to the mutally agreed upon scope and terms of each applicable Enhancement Request Quote (ERQ). Notwithstanding anyting to the contrary, the Enhancement Hours outlined herein will be used on or on or before November 30, 2019. Each applicable ERQ done under this order will be subject to the following payment terms: 30% upon execution of the ERQ, 30% upon delivery of the Enhancement, and 40% upon acceptance by City of Montreal.				
/CDN				0.00
PRICE IS IN CANADIAN DOLLARS				

Net Quote: **521,215.00**

*Prices do not include travel & living, taxes or duties. Travel time will be billed at $ 95USD per hour for travel in excess of 4 hours from point of origin to point of destination. ** Based on preliminary assessment, these items will not be required for this project. Services not fulfilled within one year from date of order are subject to cancellation by Gateway in the event that a rate change comes into effect. Domestic airfare will be booked at Full-Fare Economy Class. International airfare will be booked at Full-Fare Business Class. Actual expenses will be billed upon completion of services. Prices valid for 30 day from date of issue. This estimate does not represent a fixed price commitment by Gateway Ticketing Systems. Final costs will depend on actual services rendered to be billed at the quoted daily rate or hourly rate. Client's cancellation of services where Gateway personnel are scheduled to be on-site shall be subject to cancellation fees based on the notice give, as follows: 50% of applicable fees due with 15-21 days' notice; 75% of applicable fees due with 8-14 days' notice; or 100% of applicable fees due with 7 or less days' notice. Client shall also reimburse Gateway for any non-cancellable expenses related to the cancelled services.
Quote done in Canadian dollars.

Chad Wallace Business Solutions Manager 08/15/2017

Gateway Representative Title Date

The above prices, specifications, and conditions are accepted under the terms of the orginal Sales Agreement between Gateway Tickeing Systems, Inc. and Customer. Prices are valid for thirty days from the date of quotation and subject to change thereafter.

Customer Signature Title Date

Quote

2204 39 Avenue NE, Calgary, Alberta T2E 6P7 FAX 610-675-2645

Quote: C170030
Project:
Order Date: 8/3/2017
Customer Number: 01-M1021
Terms NET 30 DAYS

Customer:
CITY OF MONTREAL
ATTN: ACCOUNTS PAYABLE
801, RUE BRENNAN, 9E ETAGE
MONTREAL, QUEBEC
QUEBEC, . HC3 0G4

Ship To:
CITY OF MONTREAL
ATTN: ACCOUNTS PAYABLE
801, RUE BRENNAN, 9E ETAGE
MONTREAL, QUEBEC
QUEBEC, . HC3 0G4

Confirm To:

Customer P.O. **Ship VIA**

Item Number	Unit	Ordered	Price	Amount
	FOR INFORMATION PURPOSES ONLY			
	ONE TIME SITE LICENSE FEE			
800-100	EACH	1.00	24,440.00	24,440.00
One-Time Site/Enterprise Licensing Fee				
	One time transfer fee			
	SOFTWARE AND HARDWARE MAINTENANCE			
200-000S	EACH	2.00	44,104.80	88,209.60
Site License Maintenance				
	Estimated amount per year for two years			
200-000T	EACH	1.00	5,464.80	5,464.80
Third Party Maintenance				
	Estimated amount for one year			
200-000S	EACH	1.00	44,104.80	44,104.80
Software Maintenance				
	Estimated optional 1 year extension			
	SUPPORT TIER/ENHANCEMENT HOURS			
200-300SP-D	EACH	2.00	69,000.00	138,000.00
Premier Support Tiers - Diamond				
200-301	HOUR	273.00	COMPONENT	
Managed Services				
200-302	HOUR	273.00	COMPONENT	
Professional Services				
650-296	EACH	4.00	0.00	0.00
Self-Paced Learning Subscription: System Administrator (2 people)				
200-314	EACH	2.00	0.00	0.00
Self-Paced Learning Subscription for Tiers: End-user (25 seats)				
	273 hours, 2 Sys Admin learning subscriptions and 1 End User Learning subscription per year			
	TRAVEL & LIVING			
/600-308		1.00	23,466.00	23,466.00
Travel & Living Expense				
	Cost not to exceed this amount over the 2 year period			
	T&L will be invoiced as incurred based on actual amounts			
/CDN				0.00
AMOUNTS IN CANADIAN DOLLARS				

Quote

2204 39 Avenue NE, Clagary, Alberta T2E 6P7 FAX 610-675-2645

Quote: C170030
Project:
Customer: CITY OF MONTREAL
Customer Number: 01-M1021

Net Quote: 323,685.20

Premier Support & Hosting Election Form

Customer Name	City of Montreal	**Start Date**	Oct 1, 2017
Requested by	Liza Sarraf	**Renewal Date**	Oct 1, 2019
Business Solutions Manager	Chad Wallace		

Contract Reference

The maintenance, support and services described in this Election Form (collectively, "Services") are subject to the terms and conditions of the Agreement between Gateway Ticketing Systems, Inc. ("Gateway") and City of Montreal ("Customer") signed February 11, 2004 ("Agreement").

Standard Support

All support tiers include the standard support as further detailed in this Election Form and includes standard maintenance pricing. Standard maintenance pricing shall be the annual maintenance fee as outlined in the Appendix A to the Agreement at Customer's current rate identified therein. During the Initial Term (as defined below), the maintenance rate shall be seventeen percent (17%) of any Software License and Equipment fees before discount. After expiration of the Initial Term, Gateway shall have the right to change the annual maintenance fee no more than once per year, effective with each renewal date, provided that: (i) any rate increase shall not exceed Customer's rate at the time of the increase plus one percent (1%); (ii) the rate change shall be documented in writing; and (iii) Gateway shall provide at least ninety (90) days prior written notice of any such change.

Term; Renewal; Termination

The initial term of this Election Form will be for two (2) years from the Start Date ("Initial Term") and will automatically renew for additional one year periods on an annual basis unless Customer notifies Gateway of its intent to elect into a different tier or option or to discontinue the Services. If Customer should elect to discontinue all or any portion of the Services prior to any renewal date, (a) notice of such discontinuation must be received by Gateway no less than thirty (30) days prior to the renewal date, and (b) such discontinuation shall in no way relieve Customer of its obligation to pay any payment due for the remainder of the current maintenance term. Reinstatement of the Services after voluntary discontinuation by Customer shall be subject to a reinstatement fee, at Gateway's sole discretion.

Payment Terms

Payment for the Initial Term of the non-refundable Premier Support Tier and Hosting fees is due in two (2) equal annual installments of CAD69,000.00 (for Premier Support Tier only), as outlined below:

- Payment 1: Due prior to the Start Date of this Election Form
- Payment 2: Due no later than September 30, 2018

GATEWAY TICKETING SYSTEMS, INC.
445 County Line Road
Gilbertsville, Pennsylvania 19525

610.987.4000 (MAIN)
610.987.4001 (FAX)
gatewayticketing.com

Fees associated with any renewal term shall be due annually thereafter prior to the start date for each applicable renewal term. If Customer must issue a purchase order in order to make payment, the purchase order must be received by Gateway at least 45 days prior to the renewal date. Delay in issuing a purchase order shall not relieve Customer of its obligation to pay the associated fees by the due date. Any undisputed amount not paid within fifteen (15) days of the due date will accrue interest, compounded monthly until paid, at the lesser of (a) annual rate of 18% or (b) the maximum rate allowable by applicable law. Should Customer dispute in good faith any portion of an invoice, Customer shall pay the undisputed portion in full in accordance with the Agreement.

The fees set forth herein are exclusive of certain charges which may be assessed from time to time by Gateway or its suppliers, banking institutions and the like, as applicable. Such additional charges include, but are not limited to, credit card surcharge and fees for payment by wire.

Scheduling of Services; Cancellation

For Services requiring scheduling in advance of performance, scheduling of Gateway resources and timing for delivery of such Services is subject to resource availability at the time the specific Services are requested by the Customer. Unless otherwise agreed between the parties, it is anticipated that all Services will be delivered remotely. On-site support is available, provided that Customer shall be responsible to compensate Gateway for related travel time and related travel and living expenses. Travel time will be billed at the then current rate and actual travel and living expenses shall be billed as Services are performed, except where advance payment is required by Gateway.

Where hours are included in the elected tier or option, Customer shall receive an allotment of hours for certain Services based upon the tier and option selected. The performance of such Service Hours must be scheduled in advance and each annual allotment of hours must be utilized within its respective twelve (12) month period (each, a "Utilization Period"). Gateway will monitor usage of the hours on an ongoing basis and will review with Customer throughout each Utilization Period to align and schedule in accordance with Customer's ongoing and upcoming needs and Gateway resource availability. Any unused Service Hours after expiration of each Utilization Period will be forfeited.

For scheduled Services requiring Gateway personnel to be on-site, cancellation of such Services are subject to the following cancellation fees based on the number of days being cancelled, the rate being charged, and the date of the cancellation notice:

- Notice within 1-7 days of the scheduled on-site days will be charged at 100% of the applicable fees
- Notice within 8-14 days of the scheduled on-site days will be charged at 75% of the applicable fees
- Notice with 15-21 days of the scheduled on-site days will be charged at 50% of the applicable fees

The term "charged" when used in this paragraph shall mean either (a) applied against remaining pool of hours based on the fees equivalent, or (b) billed on a separate invoice, as mutually agreed between the parties. In addition, Customer shall reimburse Gateway for any non-cancellable expenses related to such on-site Services.

Assumptions

- Customer shall be fully responsible for the upkeep and maintenance of all servers and other hardware that resides at Customer's property, including all actions that require Customer's physical presence at its facilities.
- Customer shall maintain a minimum of one (1) designated contact with full access to all of the Licensed Software and Equipment.
- Where applicable, Customer shall allow the Gateway resources to have access to any systems necessary for Gateway to perform the corresponding tasks.

Premier Support Tiers

Please check the Tier and Option[1]:

	❑	Bronze		Silver		Gold		Platinum	☑	Diamond
Standard Support[2]		Included		Included		Included		Included		Included
Annual Pricing		Standard maintenance pricing		Standard maintenance pricing + CAD13,800		Standard maintenance pricing + CAD69,000		Standard maintenance pricing + CAD172,500		Standard maintenance pricing + CAD69,000 per year
Option 1:[2]			❑	32 Service Hours 40 Learning Hours 1 UGM Full Registration **P/N 200-300SP-S1**	❑	200 Service Hours 240 Learning Hours 2 UGM Full Registrations P/N **200-300SP-G1**	❑	500 Service Hours 600 Learning Hours 40 ER Analysis Hours 4 UGM Full Registrations **P/N 200-300SP-P1**		273 Service Hours/year 2 Sys Admin Learning Subscription/Year (total of 4 Users) 1 End User Learning Subscription/Year (25 Users)
Option 2:[2]			❑	47 Service Hours 1 UGM Full Registration **P/N 200-300SP-S2**	❑	290 Service Hours 2 UGM Full Registrations **P/N 200-300SP-G2**	❑	545 Service Hours 600 Learning Hours 4 UGM Full Registrations **P/N 200-300SP-P2**		*Utilization of Service Hours is as described further in this Election Form*
Option 3:[2]			❑	54 Service Hours **P/N 200-300SP-S3**	❑	304 Service Hours **P/N 200-300SP-G3**	❑	700 Service Hours 80 ER Analysis Hours 2 UGM Full Registrations **P/N 200-300SP-P3**		
Option 4:[2]							❑	500 Service Hours 240 ER Analysis Hours **P/N 200-300SP-P4**		
Available Add-on Services:										
Discount on the following: Additional UGM Registration Learning Hours Managed Services Hours Professional Services Hours				5%		10%		20%		10%

All prices are listed in CAD$. Gateway reserves the right to adjust pricing on an annual basis to adjust for exchange conversion.

Footnote 1: Customers who do not return an election to Gateway will automatically default to the Bronze Tier.

Footnote 2: "Service Hours" includes hours which can be used for Professional Services and/or Managed Services. Customer will allocate the allotment of hours between Professional Services and Managed Services within 14 days following signature of the Election Form. Hour allotments may be transferred between Professional Services and Managed Services based on Customer's changing needs; provided however, that Customer must provide Gateway with written notice at least thirty (30) days prior to making the change in allocation. Hour allotments may not be transferred across classifications (i.e. between Service Hours and Learning Hours or between ER Analysis Hours and Service Hours, etc.) "ER Analysis" means enhancement request analysis.

Hosting Tiers

Please check the Hosting Tier and Option[1]:

☑ Customer does not utilize Gateway Hosting Services.

❑ Customer utilizes the following Gateway eGalaxy™ Starter Pack Hosting Services[3] (circle all that apply): Consumer Web Store / Reseller Web Store / Group Sales

		Bronze **P/N 200-470**		**Silver** **P/N 200-471**		**Gold** **P/N 200-472**		**Platinum** **P/N 200-473**		**Diamond**
Web Order Limits		Annual <10,000 Monthly <1,000		Annual <20,000 Monthly <5,000		Annual <200,000 Monthly <20,000		Annual <400,000 Monthly <40,000		
Option 1: Monthly Subscription	❑	CAD552/mth *circle months:* Jan Feb Mar Apr May Jun Jul Aug Sep Oct Nov Dec	❑	CAD690/mth *circle months:* Jan Feb Mar Apr May Jun Jul Aug Sep Oct Nov Dec	❑	CAD2,070/mth *circle months:* Jan Feb Mar Apr May Jun Jul Aug Sep Oct Nov Dec	❑	CAD4,140/mth *circle months:* Jan Feb Mar Apr May Jun Jul Aug Sep Oct Nov Dec		
Option 2: Monthly Subscription with 1 year term	❑	CAD552/mth (CAD6,624/yr)	❑	CAD690/mth (CAD8,280/yr)	❑	CAD2,070/mth (CAD24,840/yr)[4]	❑	CAD4,140/mth (CAD49,680/yr)	❑	Custom Pricing
Option 3: Monthly Subscription with 3 year term[2]	❑	CAD552/mth (CAD6,624/yr)	❑	CAD690/mth (CAD8,280/yr)	❑	CAD2,070/mth (CAD24,840/yr)	❑	CAD4,140/mth (CAD49,680/yr)		
Silver+ **P/N 200-414**			❑	CAD1,380/mth for peak season *circle months:* Jan Feb Mar Apr May Jun Jul Aug Sep Oct Nov Dec						
Additional Servers **P/N 200-415**					❑	CAD1,380/mth per pair *circle months:* Jan Feb Mar Apr May Jun Jul Aug Sep Oct Nov Dec	❑	CAD1,380/mth per pair *circle months:* Jan Feb Mar Apr May Jun Jul Aug Sep Oct Nov Dec		

All prices are listed in CAD$. Gateway reserves the right to adjust pricing on an annual basis to adjust for exchange conversion.

Footnote 1: Customers who utilize the Hosting Services and do not return an election to Gateway will automatically default to Option 1 of the Tier which aligns with Customer's order volume. Customers may not elect a Tier lower than the order volume. If Customer exceeds monthly/annual web order limit for the tier selected, Gateway will contact customer to determine appropriate action, which may include tier upgrade.

Footnote 2: Fees for the 3-year term election shall be invoiced and paid by Customer annually at the annual rate.

Footnote 3: Where Customer utilizes eGalaxy™ Starter Pack Hosting Services, Customer will be invoiced on a monthly basis based on the number of transactions occurring in the preceding month at the rates set forth in the applicable Order Form(s). Number of transactions do not aggregate month on month.

Standard Support

A. Support – Normal Business Hours. Gateway shall provide phone support during Normal Business Hours for issues reported by Customer using the support number provided by Gateway pertaining to system problems and/or assistance in use of the Licensed Software and Equipment. Gateway will respond within two (2) Normal Business Hours of Gateway's receipt of Customer's call reporting the problem. Non-Critical System Problems can be reported twenty-four (24) hours per day, (7) days per week through Gateway's Customer Portal or the designated support number, and will be triaged during Normal Business Hours by the first available Customer Service Representative.

B. Emergency Phone Support. During non-Normal Business Hours, Gateway will provide support for Customer to report Critical System Problems and to seek assistance of resolution of the same, using the designated support number. Gateway will respond within two (2) hours of Customer's call reporting the Critical System Problem.

C. Staffing. Gateway shall maintain a trained staff capable of rendering the Standard Support set forth herein.

D. Equipment Maintenance. Gateway shall maintain the Equipment, including the replacement of parts deemed necessary by Gateway because of ordinary use. All parts will be furnished on an exchange basis. Exchanged parts removed from the Equipment shall become the property of Gateway. In the event of a failure, replacement equipment will be shipped, when available, at Customer's request.

E. Software Maintenance.
(1) **CORRECTING REPORTED ERRORS.** Gateway shall be responsible for using reasonable diligence to correct verifiable and reproducible Errors reported to Gateway with adequate documentation. If Gateway, in its discretion, requests written verification of an Error discovered by Customer, Customer shall immediately provide such verification, by email or overnight mail, setting forth in reasonable detail the respects in which the Licensed Software fails to perform. Following completion of the Error Correction, Gateway shall provide the Error Correction through a "temporary fix" consisting of sufficient programming and operating instructions to implement the Error Correction. Gateway shall include the Error Correction in all subsequent Releases of the Licensed Software. Gateway shall not be responsible for correcting Errors in any version of the Licensed Software other than the most recent Release of the Licensed Software issued to Customer, provided that Gateway shall continue to support prior Releases superseded by recent Releases for a reasonable period sufficient to allow Customer to implement the newest Release, not to exceed 180 days.

(2) **DISTRIBUTING ERROR CORRECTIONS AND MINOR ENHANCEMENTS.** Gateway may, from time to time, issue new Releases of the Licensed Software to its customers generally, containing Error Corrections and minor Enhancements. Gateway shall provide Customer with one copy of each new Release, without additional charge. Gateway shall provide reasonable assistance to help Customer install and operate each new Release, provided that such assistance, if required to be provided at Customer's facility, shall be subject to the supplemental charges billed at Gateway's then current rates.

(3) **MAJOR ENHANCEMENTS.** Gateway may, from time to time, offer Releases containing major Enhancements to its customers generally, for an additional charge.

F. Download Support. Gateway will register Customer for access to Gateway's 24-hour online Internet FTP site to facilitate the download of new software versions.

SERVICES NOT INCLUDED IN STANDARD SUPPORT; LIMITATIONS.

Performance of services outside the scope of the Support Agreement will be charged in accordance with Gateway's per call rates and terms then in effect, which will be provided to Customer upon request. Certain services and charges are excluded from the Standard Support, such as, but are not limited to:

(1) Training and learning services;
(2) System configuration;
(3) Cost of shipping replacement parts or upgrades to software;
(4) Travel and living expenses incurred while performing onsite maintenance;
(5) The provision of optional retrofits;
(6) Replacement of missing parts;
(7) Adding or removing accessories, attachments of other devices;
(8) Increase in service time resulting from operator neglect or unique applications or misapplication;
(9) Consumable items such as printer ribbons, batteries, print heads;
(10 Maintenance or support of the computer, network and database operating tools and systems or Licensed Software or Equipment malfunctions caused by or related to defects in the computer, network and database operating tools and systems;
(11) Repairs made necessary for causes other than ordinary use;
(12) Performance of normal operator functions as described in system Documentation;
(13) Repairs necessitated by Customer's alteration of Equipment or for the repair of unspecified accessories which may be attached to Equipment.

Additional Support – Based on Tier Elections

In addition to the Standard Support described herein, by electing into the applicable support tiers and other additional support identified below, Customer will receive the following additional support and/or Services (in addition to the Standard Support):

Diamond Premier Support Tier:

- Gold Team Support (staffed at a ratio of 4 customers per TSA)
- 24x7x365 Customer Service Representative Support
- Access to the Online Customer Portal
- 273 Service Hours per year, which Customer may utilize to engage Gateway to perform Support Exclusions, as well as any other Managed and/or Professional Services
- 2 Sys Admin Learning Subscriptions per year (total of 4 Users) – Unlimited access to all Self-paced courses. Subscription may only be used by the individuals designated by Customer up to the number of Users indicated.
- 1 End User Learning Subscription per year (25 Users) – Unlimited access to Self-paced End User courses. Subscription may be used by End Users and is transferrable between Users, provided that, the number of concurrent Users at any point in time shall not exceed the number of Users indicated.
- 10% discount off of standard pricing on the following additional add-on services: UGM Registration; Learning hours (excluding subscriptions); additional Managed Services hours; additional Professional Services hours

Authorization

This Election Form, including all terms and conditions contained herein, is hereby incorporated and becomes part of the Agreement between the parties. All defined terms not otherwise defined in this Election Form shall have the definition specified in the Agreement. Should any provisions of this Election Form conflict with any provisions of the Agreement, the provisions of this Election Form shall control. All other terms and conditions of the Agreement shall remain in full force and effect.

Acceptance of Gateway's provisions of Services outlined herein, with or without signature on this document, shall constitute Customer's approval of the terms and shall bind the parties to the terms and conditions set forth in this Election Form.

Gateway Ticketing Systems, Inc.

By: _____ Date: _____

Name: _____

Title: _____

Customer:

By: _____ Date: _____

Name: _____

Title: _____

445 County Line Road, Gilbertsville, PA 19525 | +1 610.987.4000 | contracts@gatewayticketing.com

1. **THIS VOLUME PRICING AGREEMENT** (hereafter referred to as the "**Pricing Agreement**"), made effective on October 1, 2017 (the "**Effective Date**") by and between Gateway Ticketing Systems, Inc., a corporation organized and existing under the laws of Pennsylvania and having a principal place of business at 445 County Line Road, Gilbertsville, Pennsylvania, 19525 (hereinafter referred to as "**Gateway**"), and Ville de Montréal (City of Montreal) having a principal place of business at 801, rue Brennan, 9e étage, Montreal, Quebec H3C 0G4, Canada ("**Customer**").

2. **ENTIRE AGREEMENT; TERM**

   The term of this Pricing Agreement shall commence upon the Effective Date and shall continue for a period of two (2) years thereafter (the "Initial Term"). Customer shall have the option to extend this Pricing Agreement for up to three (3) additional one-year periods (each, a "Renewal Term"). The Initial Term and Renewal Term(s) together shall be the "Term". The total Term of the Pricing Agreement shall not exceed five (5) years.

   This Pricing Agreement is subject to and in addition to the Agreement entered into between the parties and signed February 11, 2004, including any applicable attachments or addendums thereto (the "**Contract**"). This Pricing Agreement together with the Contract constitutes the entire agreement between the parties concerning the subject matter outlined herein. No amendment or modification of any provisions will be effective unless in writing and signed by duly authorized signatories of both parties.

3. **VOLUME PRICING**

   Customer wishes to purchase significant quantities of products from Gateway and in exchange, Customer will receive discounted pricing in accordance with the pricing structure outlined in the Tables below (the "Site License"). The annual maintenance outlined below shall start (a) for the Site License, in year 1 of the Site License starting on the Effective Date, and (b) for any Additional Licenses (as defined herein), in year 2 of such license(s) Additional Licenses, which shall begin twelve (12) months following issuance of the applicable license(s). All maintenance shall be subject to the terms of the Election Form (as defined herein).

Table 1: Site Licensing Fee

Conversion to Site Licensing is subject to a one-time Site Licensing Fee, as set forth below:

Site Licensing Fee	Licensing Cost
One-time Fee Conversion Fee	CAD24,440.00

Table 2: Point of Sale Licensing

Licensing for Galaxy® Ticketing POS, Galaxy® POS for Back Office, Galaxy® Food & Beverage POS, and Galaxy® Retail POS up to the number of total POS licenses

POS	Licensing Cost	Annual Maintenance

Up to 60 licenses	Included in Conversion Fees above	CAD21,114.00
Each Additional License	CAD2,070.00/license	CAD351.90/license

The following are included with each Point of Sale license (as applicable):	
Admission Control for Galaxy® POS	Upsell for Galaxy® POS
Resource/Capacity Management for Galaxy® POS	Stored Value for Galaxy® POS
Photo ID for Galaxy® POS	Loyalty for Galaxy® POS
Order Entry for Galaxy® POS	Payment Plans for Galaxy® POS
Membership/Pass for Galaxy® POS	

Table 3: Admission Control Licensing

Licensing for Galaxy® Admission Control Mobile and Galaxy® Admission Control Station up to the number of licenses

Admission Control	Licensing Cost	Annual Maintenance
Up to 60 licenses	Included in Conversion Fees above	CAD4,222.80
Each Additional License	CAD414.00/license	CAD70.38/license

Table 4: Kiosk Licensing

Licensing for the listed Galaxy® Ticketing POS for Kiosk products up to the number of licenses

Kiosk	Licensing Cost	Annual Maintenance
Up to 15 licenses	Included in Conversion Fees above	CAD7,038.00
Each Additional License	CAD2,760.00/license	CAD469.20/license

The following are included with purchase:	
Galaxy® Order Pickup for Kiosk	Galaxy® Loyalty for Kiosk
Galaxy® Resource/Capacity Management for Kiosk	Galaxy® Stored Value for Kiosk
Galaxy® Upsell for Kiosk	

Table 5: Online Technology Licensing

Licensing for the listed online Galaxy® products

Online Technology	Licensing Cost	Annual Maintenance
Online Technology	Included in Conversion Fees above	CAD11,730.00

The following are included with purchase:

eGalaxy™ Web Store	eGalaxy™ Membership/Pass
eGalaxy™ Server	eGalaxy™ Loyalty
eGalaxy™ Group Sales on the Web	eGalaxy™ Upsell
eGalaxy™ Payment Plans	eGalaxy™ Stored Value
eGalaxy™ Resource/Capacity Management	eGalaxy™ Reseller Web Store

Table 6: Service Technology Licensing

Licensing for the following Galaxy® products is included per installation:

Galaxy® Payment Server	Galaxy® Manager's Workstation
Galaxy® Admission Control Server	Galaxy® Manager's Workstation Software
Galaxy® Payment Plans Server	

If Customer should (a) require additional licenses in excess of the maximums outlined in the Site License above for POS, ACS, and/or Kiosk, or (b) wish to add other type of site licenses ((a) and (b) are collectively referred to hereafter as the **"Additional Licenses"**), the Additional Licenses shall be issued by Gateway subject to payment by Customer of additional license fees. The additional license fees for (a) are as outlined in the tables above and for (b) shall be in accordance with Gateway's prevailing rate at the time of the purchase. Purchase of Additional Licenses shall be subject to the terms of Section 5 of this Pricing Agreement.

The parties further understand and agree that, in order to add Additional Licenses, Customer will request such Additional Licenses through Gateway's standard order process and will execute the applicable Gateway Order Form. Customer agrees to keep Gateway informed of any change in number of licenses or Sites.

The products and combined packages are available to Customer at the discounted prices set forth above and subject to the terms of this Pricing Agreement. The pricing set forth above shall be valid throughout the Term of this Pricing Agreement. All amounts are in Canadian dollars.

4. **LICENSE REQUEST PROCESSING**

When placing a request for additional licenses or modules (ie. enables), an authorized representative of Customer will notify Gateway via electronic mail to support@gatewayticketing.com, including the following information in such request:

- type of license (based on the categories outlined in Section 3 above),
- quantity of licenses desired,
- if requesting additional module to existing license, need to identify related serial number

Upon receipt of the request, Gateway will take appropriate next steps to process the request.

5. **PAYMENT; PAYMENT TERMS**

Payment for the one-time Site License Fees in the total amount of CAD24,440.00 shall be due upon execution of this Pricing Agreement. The fees related to any Additional Licenses shall be effective upon issuance of each Additional License. Where the period from issuance of the Additional License to the first maintenance and support renewal is less than twelve (12) months, Gateway shall prorate the applicable maintenance fee for the number of months from the issuance of the license to the next maintenance and support renewal date. Maintenance fees payable for Additional Licenses are due annually with each maintenance and support renewal. Upon each maintenance and support renewal any change in number of licenses will be reflected on the updated Appendix A provided to Customer in advance of the renewal, including Additional Licenses and related maintenance fees. Payment for

maintenance and support shall be payable in accordance with the Election Form and Contract for the applicable term.

Customer shall be responsible for the payment of (a) all applicable taxes in connection with this Pricing Agreement, including but not limited to any local, state, or federal sales, excise, personal, property or import taxes; and (b) any shipping charges incurred by Gateway in its fulfillment of obligations hereunder.

6. **MAINTENANCE AND SUPPORT**
Gateway and Customer are entering into a Premier Support and Hosting Election Form, with a Start Date of October 1, 2017 (the "Election Form"), which describes the support and maintenance provided by Gateway to Customer for the two (2) year term set forth therein and which will be updated for any subsequent renewal period(s) thereafter. Gateway agrees to provide the support and maintenance identified in each Election Form for the items listed in Appendix A and Customer agrees to pay for this service as outlined in the Election Form and the Contract at the rate(s) set forth therein.

In witness whereof, the Parties have caused this Agreement to be executed and do each hereby warrant and represent that their respective signatory whose signature appears below has been and is on the date of this Agreement duly authorized by all necessary and appropriate action to execute this Agreement.

Gateway Ticketing Systems, Inc.:	**Ville de Montréal (City of Montreal):**
By:_____	By:_____
Name:_____	Name:_____
Title:_____	Title:_____
Date:_____	Date:_____

ANNEXE

A

Modalités relatives à la francisation des produits et documents

DISPOSITIONS RÉGISSANT LA FRANCISATION DES PROGICIELS ET DE LA DOCUMENTATION

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE la Charte de la langue française impose à la VILLE, l'obligation de fournir à ses employés des outils de travail, des logiciels informatiques, de la documentation, des équipements et de la formation qui utilisent le français comme langue de base;

EN CONSÉQUENCE, la FIRME et la VILLE conviennent de ce qui suit:

A.1. les modalités relatives à la francisation s'appliquent à tous les progiciels fournis par la FIRME (incluant les progiciels fournis par l'intermédiaire de la FIRME);

A.2. les éléments suivants seront rendus disponibles par la FIRME et en français :

- **A.2.1.** tous les écrans transactionnels utilisables par les usagers finaux pour tous les secteurs d'activités;
- **A.2.2.** tous les écrans d'aide utilisables par les usagers finaux pour tous les secteurs d'activités;
- **A.2.3.** la documentation générale d'utilisation du système (manuel d'usager du manufacturier);
- **A.2.4.** matériel didactique destiné aux utilisateurs finaux du système;
- **A.2.5.** cours de formation pour les utilisateurs finaux;
- **A.2.6.** les écrans transactionnels les plus couramment utilisés pour la paramétrisation des progiciels. Une liste sera établie suite à un exercice d'analyse tenu conjointement par les membres de l'équipe projet (Ville) et les représentants de la FIRME;
- **A.2.7.** les écrans d'aide les plus couramment utilisés pour la paramétrisation des progiciels. Une liste sera établie suite à un exercice d'analyse tenu conjointement par les membres de l'équipe projet (Ville) et les représentants de la FIRME;
- **A.2.8.** la documentation générale associée à la gestion des paramètres les plus couramment utilisés lors de la mise en œuvre et de l'exploitation du système. Une liste sera établie suite à un exercice d'analyse tenu conjointement par les membres de l'équipe projet (Ville) et les représentants de la FIRME;
- **A.2.9.** tout autre programme ou document dont la francisation pourrait être exigée en conformité avec l'application de la Charte de la langue française.

A.3. Les présentes modalités sont applicables aux versions futures des différents progiciels et ce pour toute la durée de l'entente contractuelle; elles seront également applicables dans la perspectives de renouvellement par la Ville au terme de la période contractuelle, des services d'évolution et d'entretien pour les divers progiciels.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1176469003

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Solutions numériques , Direction
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Gateway Ticketing Sytems Inc. (founisseur unique) pour le renouvellement de l'entretien de la solution Galaxy pour la période du 1er octobre 2017 au 30 septembre 2020, et pour l'acquisition de services professionnels en accompagnement pour la personnalisation de la solution, pour une somme maximale de 971 424,00 $, taxes incluses. / Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons quant à sa validité et à sa forme la convention jointe sur la foi des représentations du service à l'effet que :

1) la version 7.0.14 du logiciel Galaxy garde une relation étroite avec la version 2.0 que possède déjà la ville et n'entraîne pas en fait le remplacement de ce logiciel par un nouveau, plus performant, n'ayant pratiquement plus aucun lien
avec le logiciel existant;

2) après vérifications, il n'existe pas de produit de rechange ou de remplacement raisonnable;

3) il s'agit d'une modification, après sa livraison, du logiciel que possède déjà la Ville visant à le faire bénéficier des améliorations ou des modifications apportées ultérieurement en cours de fabrication au matériel de la même série et non pas d'une migration technologique;

4) les services professionnels inclus dans le contrat proposé ne peuvent être rendus que par Gateway en raison de droits de propriété intellectuelle exclusifs.

Notre visa porte sur la convention de services professionnels, à l'exclusion des annexes en pièce jointe au présent sommaire.

FICHIERS JOINTS

Convention - Services professionnels - Gateway Ticketing Systems inc.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION **ENDOSSÉ PAR** Le : 2017-08-30

Olivier TACHÉ
Avocat
Tél : 514-872-6886

Olivier TACHÉ
Avocat
Tél : 514-872-6886
Division : Contrats

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
30 AOUT 2017
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836 ;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET : **GATEWAY TICKETING SYSTEMS INC.**, personne morale ayant sa principale place d'affaires au 445 , County Line Road, Gilbertsville, Pennsylvania, 19525, agissant et représentée par M. Michael Andre, président-directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

Ci-après appelé le « **CONTRACTANT** »

N° d'inscription T.P.S. : 86839 7530 RT0001
N° d'inscription T.V.Q. : N.A.

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique au cocontractant;

ATTENDU QU'en vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires).

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient: :

1.1 « **Directeur** » : le directeur du Service des technologies de l'information ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : proposition de prix pour services professionnels, en date du 17 août 2017, relatifs à la mise à jour et l'entretien de la solution Galaxy;

1.3 « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le Contractant le 17 août 2017;

1.4 « **Annexe A** » : modalités relatives à la francisation des produits et documents.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, à effectuer la mise à jour et l'entretien de la solution Galaxy acquise en 2004, pour une période de 3 ans à compter du 1er octobre 2017.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

6.9 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Directeur, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

8.1 En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de neuf cent soixante et onze mille quatre cent vingt-quatre dollars (971 424,00 $), couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme se détaille comme suit :

Description	2017	2018	2019	Total
Transfert de licences	28 099,89 $	-	-	28 099,89 $
Améliorations fonctionnelles	599 266,95 $	-	-	599 266,95 $
Support en cours de projet	95 520,77 $	90 124,76 $	-	185 645,53 $
Entretien – licences	56 992,65 $	50 709,49 $	50 709,49 $	158 411,63 $
TOTAL	**779 880,26 $**	**140 834,25 $**	**50 709,49 $**	**971 424,00 $**

8.2 Modalités de paiement applicables à la présente entente :

8.2.1 Le paiement des Améliorations fonctionnelles développées pour le Service de l'Espace pour la vie afin d'arrimer la solution aux autres systèmes de service de la Ville et des partenaires externes sera effectué selon les termes suivants :

- 30 % lors de l'acceptation de la « Description de travaux » correspondante ;
- 30 % lors de la remise au Service des technologies de l'information des livrables ;
- 40 % lors de l'acceptation des livrables.

8.2.2 Le paiement des services de Transfert de licences sera effectué une fois les services rendus et sur réception de la facture.

8.2.3 Les montants relatifs aux contrats d'Entretien et de Support en cours de projet seront payés annuellement, en un versement, le premier payable à la signature du contrat et, par la suite, à la date anniversaire de la signature du contrat.

8.3 En tout temps, le Contractant doit pouvoir fournir la preuve de la livraison des biens ou de la fourniture des services pour justifier sa demande de paiement ;

8.4 Pour être payé, le Contractant devra transmettre une facture à la VILLE selon les termes ci-dessus. La VILLE effectuera le paiement dans les 30 jours suivant la date de réception de ladite facture. La VILLE ne verse aucun intérêt si le délai de paiement est supérieur à 30 jours.

8.5 Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

8.6 Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant: :

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 Entente complète

La convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les parties.

12.2 Divisibilité

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

12.4 Modification à la Convention

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable de chacune des deux parties.

12.5 Lois applicables et juridiction

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.6 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre partie.

12.7 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile du CONTRACTANT

Le Contractant fait élection de domicile au 445 County Line Road, Gilbertsville, Pennsylvania, États-Unis, 19525 et tout avis doit être adressé à l'attention de Michael Andre, président-directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, le Contractant fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la VILLE

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, 9e étage à Montréal, province de Québec, H3C 0G4 et tout avis doit être adressé à l'attention du Directeur, M. Sylvain Perras.

Tout changement d'adresse de l'une des Parties doit faire l'objet d'un avis à l'autre Partie.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20____

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le e jour de 20____

GATEWAY TICKETING SYSTEMS INC.

Par : _____
Michael Andre, président-directeur général

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1176469003

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Solutions numériques , Direction
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Gateway Ticketing Sytems Inc. (founisseur unique) pour le renouvellement de l'entretien de la solution Galaxy pour la période du 1er octobre 2017 au 30 septembre 2020, et pour l'acquisition de services professionnels en accompagnement pour la personnalisation de la solution, pour une somme maximale de 971 424,00 $, taxes incluses. / Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1176469003.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hui LI
Préposée au budget
Tél : 514 872-9547

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-25

Gilles BOUCHARD
Conseiller(ère) budgétaire
Tél : 514 872-0962
Division : Service des finances

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.59

2017/09/28 17:00

(2)

Dossier # : 1174114003

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction , Division Performance TI et sourçage
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Résilier les ententes-cadres de services professionnels avec les firmes Conseillers en gestion et informatique CGI inc., Pro2P Services Conseils inc., STI Maintenance inc., R3D Conseil inc., CIMA+ S.E.N.C., Cofomo inc., Digital State Solutions inc., Systematix Technologies de l'information inc., et avec la Société Conseil Groupe LGS, et ratifier les lettres envoyées aux firmes à cet effet.

Il est recommandé :

1. De résilier les ententes-cadres de services professionnels avec les firmes Conseillers en gestion et informatique CGI inc., Pro2P Services Conseils inc., STI Maintenance inc., R3D Conseil inc., CIMA+ S.E.N.C., Cofomo inc., Digital State Solutions inc., Systematix Technologies de l'information inc., et avec la Société Conseil Groupe LGS;

2. De ratifier les lettres envoyées aux dites firmes à cet effet.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-09-11 11:10

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1174114003**

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction , Division Performance TI et sourçage
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Résilier les ententes-cadres de services professionnels avec les firmes Conseillers en gestion et informatique CGI inc., Pro2P Services Conseils inc., STI Maintenance inc., R3D Conseil inc., CIMA+ S.E.N.C., Cofomo inc., Digital State Solutions inc., Systematix Technologies de l'information inc., et avec la Société Conseil Groupe LGS, et ratifier les lettres envoyées aux firmes à cet effet.

CONTENU

CONTEXTE

En 2015, le Service des technologies de l'information (Service des TI) procédait à l'octroi de plusieurs ententes-cadres de services professionnels afin d'assurer la livraison du plan triennal d'investissements. Parallèlement, le Service des TI poursuivait sa transformation notamment au niveau de sa structure, du comblement des postes de cadres et de professionnels ainsi qu'au niveau de sa stratégie de sourçage.
La stratégie de sourçage, qui consiste à définir le type de services TI à être réalisés à l'interne et à l'externe, est un élément clé de la transformation TI. En 2017, le Service des TI a défini une approche de sourçage qui se base sur les principes suivants :

1. Favoriser l'expertise interne dans les services TI clés et progressivement réduire les activités de maintien des systèmes patrimoniaux, au fur et à mesure de leur remplacement;
2. Accroître la capacité de livraison des projets TI en externalisant la réalisation de services et/ou de livrables TI spécialisés;
3. Responsabiliser les adjudicataires face aux services attendus;
4. Ouvrir le plus possible le marché à la concurrence et rejoindre plus d'entreprises notamment des PME.

Afin de rencontrer ces principes, le Service des TI a défini 7 axes :

1. Le développement d'expertise et la réalisation à l'interne des activités stratégiques suivantes : (1) la gestion de portefeuille, de programmes et de projets, (2) l'architecture d'entreprise TI et de solutions, (3) la gestion du réseau de télécommunication, (4) la gestion des données et de l'infonuagique, (5) la gestion des fournisseurs et de la sécurité de l'information, et (6) la

gestion d'autres activités de pointe, telles que le développement agile et l'intelligence d'affaires;
2. L'utilisation des solutions logicielles diversifiées sous la forme de produits commerciaux "sur site", de logiciels libres et de logiciels "service" infonuagiques;
3. L'utilisation et l'implantation de plateformes et de solutions d'hébergement de données tant à l'interne, en mode hybride, que totalement dans l'infonuagique;
4. L'utilisation d'ententes-cadres de biens et services, principalement pour l'acquisition de matériel d'infrastructure TI et de télécommunication ainsi que de services techniques en soutien à ces équipements;
5. La prestation de services spécialisés en TI permettant la réalisation d'initiatives et de projets, par mandats et domaines d'expertise;
6. La réalisation d'activités de recherche et développement avec des partenaires externes (universités, centres de recherche, etc.);
7. L'utilisation de services gérés et de services d'intégrations technologiques pour de multiples services tels que l'implantation de solutions logicielles, la location de circuits de données et la gestion de plateformes de contact client.

Suite à l'établissement de cette nouvelle approche, le Service des TI a décidé de mettre fin à toutes les ententes-cadres de services professionnels en fourniture de main d'oeuvre TI.

Les tableaux suivants présentent un portrait des ententes-cadres qui seront résiliées :

Ententes-cadres en services professionnels exclusives à un projet :

Adjudicataire	**Projet / Domaine**	**Lot**	**Domaine**	**Montant Taxes incluses**	**Durée du contrat**	**Total de l'enveloppe consommée au 30 septembre 2017**
Pro2P Services Conseils inc.	Système de gestion des actifs municipaux	2	Analyse et développement de solution Oracle EBS	374 732,27 $	4 ans	374 732 $
STI Maintenance inc.		3	Architecture et développement de solution Maximo	1 600 888,91 $		1 227 623 $
R3D Conseil inc.		4	Développement de services web en Java	1 006 318,69 $		393 991 $
CIMA+ S.E.N.C.		5	Développement de solution de services web en géomatique	518 210,72 $		258 655 $
Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	Bureau de demain	1	Gestion de projet	6 432 745,70 $	3 ans	3 904 593 $
		2	Développement de solutions	631 771,53 $		376 755 $
	Approvisionnement III	-	Solution Oracle	3 726 446,41 $	3 ans	1 152 160 $

	Cour municipale numérique	-	Architecture et gestion du changement	1 094 008,36 $	3 ans	505 971 $
				Total 15 385 122,59 $		Total 8 194 480 $

Ententes-cadres en services professionnels par domaine d'expertise spécifique :

Adjudicataire	**Projet / Domaine**	**Lot**	**Domaine**	**Montant Taxes incluses**	**Durée du contrat**	**Total de l'enveloppe consommée au 30 septembre 2017**
Conseillers en gestion et informatique CGI inc.		1	Développement applicatif (systèmes patrimoniaux)	935 726,30 $	2 ans	924 841 $
		2	Développement applicatif (systèmes d'entreprise)	11 099 926,90 $		3 889 133 $
		3	Développement applicatif (multiplateformes)	8 438 937,48 $		5 211 319 $
		5	Analyse et intelligence d'affaires	2 462 501,08 $		460 526 $
		6	Architecture	5 797 509,86 $		5 797 509 $
		8	Gestion de la qualité	1 603 707,57 $		1 527 437 $
		10	Gestion de projets	5 221 266,49 $		4 857 309 $
		11	Sécurité	1 018 426,70 $		569 906 $
Société Conseil Groupe LGS		9	Gestion de réseaux	2 552 100,08 $		2 167 911 $
		12	Support bureautique	748 221,48 $		452 661 $
Cofomo inc.	Solutions numériques	1	Expertise générale en TI	10 942 124,76 $	30 mois	903 889 $
		2	Architecture sécurité et gestion de projets	10 346 094,36 $		513 921 $
Digital State Solutions inc.		4	Technologies OroBap et CAMUNDA	993 384,00 $		296 176 $
Systematix Technologies de l'information inc.		6	Contenus Web	6 447 062,16 $		1 636 688 $
				Total 68 606 989,22 $		Total 29 209 226 $

Le présent dossier vise donc à résilier les ententes-cadres de services professionnels avec les firmes Conseillers en gestion et informatique CGI inc., Pro2P Services Conseils inc., STI Maintenance inc., R3D Conseil inc., CIMA+ S.E.N.C., Cofomo inc., Digital State Solutions inc., Systematix Technologies de l'information inc., et la Société Conseil Groupe LGS, et ratifier les lettres envoyées aux firmes à cet effet.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0016 - 26 janvier 2017 - Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec COFOMO Inc. (Entente no. 1 au montant de 10 942 124,76 $, Entente no. 2 au montant de 10 346 094,36 $), SYSTEMATIX Technologies de l'information Inc. (Entente no. 6 au montant de 6 447 062,16 $) et DIGITAL STATE Solutions Inc. (Entente no.4 au montant de 993 384,00$) incluant les taxes, pour une période de trente (30) mois, pour la fourniture sur demande de ressources d'appoint en support au développement des solutions numériques au Service des technologies de l'information / Appel d'offres public n° 16-15486 - 6 soumissionnaires / Approuver quatre (4) projets de convention à cette fin ;
CG16 0325 - 19 mai 2016 - Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (Entente no. 1 au montant de 935 726,30 $, Entente no. 2 au montant de 11 099 926,90 $, Entente no. 3 au montant de 8 438 937,48 $, Entente no. 5 au montant de 2 462 501,08 $, Entente no. 6 au montant de 5 797 509,86 $, Entente no. 8 au montant de 1 603 707,57 $, Entente no. 10 au montant de 5 221 266,49 $ et Entente no. 11 au montant de 1 018 423,70 $) et avec la Société Conseil Groupe LGS (Entente no. 9 au montant de 2 552 100,08 $, Entente no. 12 au montant de 748 221,48 $), incluant les taxes, pour une durée de 24 mois, pour la fourniture, sur demande, de services professionnels variés en informatique dans le but de supporter le Service des technologies de l'information / Appel d'offres 15-14420 - 13 soumissionnaires / Approuver dix (10) projets de convention à cette fin ;

CG16 0338 - 19 mai 2016 - Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les firmes suivantes : Pro2p Services Conseils Inc. (Entente #2 au total de 374 732,27$ taxes incluses), STI Maintenance Inc. (Entente #3 au total de 1 600 888,91$ taxes incluses), R3D Conseil Inc. (Entente #4 au total de 1 006 318,69$ taxes incluses) et CIMA+ (Entente #5 au total de 518 210,72$ taxes incluses), pour l'acquisition de services professionnels informatiques spécialisés, pour une durée de 4 ans, pour le projet 71550 Gestion des actifs municipaux / Appel d'offres public no. 15-14943 - 9 soumissionnaires / Approuver les projets de conventions à cette fin ;

CG16 0327 - 19 mai 2016 - Conclure une entente de services professionnels avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc. pour l'acquisition de services professionnels en informatique dans le cadre du projet Cour municipale numérique, pour une durée de 3 ans, pour une somme maximale de 1 094 008,36 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16 -14810 (4 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin ;

CG16 0326 - 19 mai 2016 - Conclure une entente de services professionnels spécialisés en solution Oracle avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc. dans le cadre du projet Approvionnement III, pour une durée de 36 mois, pour une somme maximale de 3 723 446,41 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14889 (4 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin ;

CG16 0182 - 24 mars 2016 - Conclure des ententes de services professionnels avec la firme Conseillers en Gestion et Informatique CGI inc. (entente 1 - 6 432 745,70 $ / entente 2 - 631 771,53 $) pour les services professionnels spécialisés en informatique, pour une durée de 3 ans, pour les besoins spécifiques du portfolio du Bureau de demain / Appel d'offres

public 15-14887 - (entente 1 - 4 soumissionnaires et entente 2 - 5 soumissionnaires) / Approuver les projets de conventions à cette fin

DESCRIPTION

D'ici à ce que la résiliation de l'ensemble des ententes-cadres en ressources professionnelles TI soit effective, les activités suivantes seront réalisées :

- Établissement d'une stratégie de transition pour chaque projets en cours, qui utilisent ces ententes-cadres;
- Transfert de connaissances, lorsque requis, auprès des employés de la Ville;
- Terminaison de tous les efforts effectués par les ressources professionnelles.

Afin de minimiser les impacts de transition, le Service des TI a mis en place plusieurs éléments depuis 2 ans dans le cadre des plans de transitions, notamment :

- Octroi de plusieurs contrats de services gérés notamment pour les plateformes de centre de contact et la location de circuits;
- Publication d'appels d'offres pour des solutions numériques et des services d'intégration, notamment pour la bureautique et le programme Transfo RH;
- Octroi de contrats de prestations de services spécialisés en support à de multiples projets.

La Ville a informé les firmes de services professionnels de son intention de mettre fin aux contrats.

JUSTIFICATION

La résiliation des ententes-cadres de services professionnels est effectuée en vertu des clauses de résiliation applicables pour chacun des contrats. Cette résiliation et l'octroi de nouveaux contrats permettra une plus grande efficacité dans la réalisation du PTI 2018-2020, d'autant que cette résiliation intervient alors que l'enveloppe budgétaire de certains des contrats était épuisée. Cela permet donc de repartir entièrement sur de nouvelles bases et de revoir nos façons de faire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le remplacement des ententes-cadres par d'autres contrats de services professionnels permettra :

- De focaliser sur le mode de services professionnels optimal pour chaque projet, et d'assurer les meilleurs choix de solutions TI et de déploiement;
- De mieux répondre à de multiples exigences requises dans les projets, notamment le développement agile;

- D'assurer une responsabilisation des adjudicataires dans la réalisation des livrables de la Ville;
- D'augmenter, à moyen terme, la cadence de réalisation des projets TI et la capacité de livraison du Service des TI;
- D'assurer le plus bas coût de propriété des actifs TI (Total cost of ownership) à la Ville;
- De miser davantage sur l'expertise des fournisseurs en TI au Québec et d'ailleurs.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Présentation du dossier au CE - 20 septembre 2017;

- Présentation du dossier au CM - 25 septembre 2017;
- Présentation du dossier au CG - 28 septembre 2017;
- Communication aux firmes de services professionnels de la résolution de résiliation des contrats adoptée par le conseil d'agglomération.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Michel TURCOTTE
Analyste de dossiers

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-09-01

Lyne PARENTEAU
Chef de division

Tél : 514 872-0472
Télécop. :

Tél : 514 872-5295
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvain PERRAS
Directeur du service des technologies de l'information
Tél : 514 280-6970
Approuvé le : 2017-09-07

Montréal

Service des technologies de l'information
Ville de Montréal
801, rue Brennan,
Montréal (Québec) H3C 0G4

Le 25 août 2017

Monsieur Jonathan St-Cyr
Directeur, services-conseils
Conseillers en gestion et informatique CGI inc.
1350, René-Lévesque Ouest, 15e étage
Montréal (Québec) H3G 1T4

Objet : Introduction d'un nouveau mode de sourçage au Service des TI

Monsieur St-Cyr,

Nous souhaitons vous informer que dès septembre prochain, un nouveau mode de sourçage sera mis à la disposition du Service des TI et permettra la réalisation de mandats spécifiques au sein des projets.

Ce nouveau mode regroupe deux nouvelles approches, soit la prestation d'expertise spécialisée d'appoint et la prestation de solution spécialisée.

La direction du Service des TI mettra tout en œuvre afin de minimiser les impacts de la transition vers le nouveau mode de sourçage, tant sur les ressources que sur l'échéancier de certains de nos projets prioritaires.

La mise en place de notre plan de transition prévoit le rapatriement graduel, dans vos locaux, de toutes les ressources présentement en mandat, et ce, aux dates indiquées. La fin de certains mandats à travers les ententes actuelles est inévitable, notamment en ce qui a trait au lot 6, Architecture (entente #1126827). Tous les mandats de ce lot se termineront au plus tard, le 1er septembre (à l'exception des 4 ressources déjà identifiées), sans toutefois dépasser la valeur maximale de l'enveloppe budgétaire autorisée.

Dès qu'il nous sera possible, nous vous informerons des nouveaux besoins ou mandats en expertise et des besoins immédiats de continuité. Pour tous les autres mandats, nous devrons y mettre fin aux dates communiquées dans le plan, le tout, dans le respect de l'article 11, Résiliation, de la Convention de Services professionnels signée entre les parties.

Je demeure disponible, n'hésitez pas à communiquer avec moi pour toute question.

Cordiales salutations,

Lyne Parenteau
Chef de division, Performance TI et sourçage

p.j. : Liste des ressources

Montréal

Service des technologies de l'information
Ville de Montréal
801, rue Brennan,
Montréal (Québec) H3C 0G4

Le 25 août 2017

Monsieur Denis Brodrique
Directeur, Développement des affaires
Société Conseil Groupe LGS
1360, boul. René-Lévesque Ouest, bureau 400
Montréal (Québec) H3G 2W6

Objet : Introduction d'un nouveau mode de sourçage au Service des TI

Monsieur Brodrique,

Nous souhaitons vous informer que dès septembre prochain, un nouveau mode de sourçage sera mis à la disposition du Service des TI et permettra la réalisation de mandats spécifiques au sein des projets.

Ce nouveau mode regroupe deux nouvelles approches, soit la prestation d'expertise spécialisée d'appoint et la prestation de solution spécialisée.

Bien que la direction du Service des TI souhaite minimiser les impacts de la transition vers le nouveau mode de sourçage, tant sur les ressources que sur l'échéancier de certains de nos projets prioritaires, le plan de transition prévoit, malheureusement, la fin de certains mandats en cours présentement à travers les entente-cadres #1126834 et #1126839. Le tout, dans le respect de l'article 11, Résiliation, de la Convention de Services professionnels signée entre les parties.

La liste des mandats et des ressources impactés est incluse dans le plan ci-joint.

Je demeure disponible, n'hésitez pas à communiquer avec moi pour toute question.

Cordiales salutations,

Lyne Parenteau
Chef de division, Performance TI et sourçage

p.j. : Liste des ressources

Montréal

Service des technologies de l'information
Ville de Montréal
801, rue Brennan,
Montréal (Québec) H3C 0G4

Le 25 août 2017

Monsieur Jean-François Marceau
R3D Conseil inc.
1450, City Councillors, bureau 340
Montréal (Québec) H3A 2E6

Objet : Introduction d'un nouveau mode de sourçage au Service des TI

Monsieur Marceau,

Nous souhaitons vous informer que dès septembre prochain, un nouveau mode de sourçage sera mis à la disposition du Service des TI et permettra la réalisation de mandats spécifiques au sein des projets.

Ce nouveau mode regroupe deux nouvelles approches, soit la prestation d'expertise spécialisée d'appoint et la prestation de solution spécialisée.

Bien que la direction du Service des TI souhaite minimiser les impacts de la transition vers le nouveau mode de sourçage, tant sur les ressources que sur l'échéancier de certains de nos projets prioritaires, le plan de transition prévoit, malheureusement, la fin de certains mandats en cours présentement à travers l'entente-cadre #1127172. Le tout, dans le respect de l'article 11, Résiliation, de la Convention de Services professionnels signée entre les parties.

La liste des mandats et des ressources impactés est incluse dans le plan ci-joint.

Je demeure disponible, n'hésitez pas à communiquer avec moi pour toute question.

Cordiales salutations,

Lyne Parenteau
Chef de division, Performance TI et sourçage

p.j. : Liste des ressources

Montréal

Service des technologies de l'information
Ville de Montréal
801, rue Brennan,
Montréal (Québec) H3C 0G4

Le 25 août 2017

Madame Dany Paradis
Pro2P Services Conseils Inc.
1010, Sherbrooke Ouest, bureau 612
Montréal, Québec
H3A 2R7

Objet : Introduction d'un nouveau mode de sourçage au Service des TI

Madame Paradis,

Nous souhaitons vous informer que dès septembre prochain, un nouveau mode de sourçage sera mis à la disposition du Service des TI et permettra la réalisation de mandats spécifiques au sein des projets.

Ce nouveau mode regroupe deux nouvelles approches, soit la prestation d'expertise spécialisée d'appoint et la prestation de solution spécialisée.

Bien que la direction du Service des TI souhaite minimiser les impacts de la transition vers le nouveau mode de sourçage, tant sur les ressources que sur l'échéancier de certains de nos projets prioritaires, le plan de transition prévoit, malheureusement, la fin des mandats en cours présentement à travers l'entente-cadre #1127170. Le tout, dans le respect de l'article 11, Résiliation, de la Convention de Services professionnels signée entre les parties.

La liste des mandats et des ressources impactés est incluse dans le plan ci-joint.

Je demeure disponible, n'hésitez pas à communiquer avec moi pour toute question.

Cordiales salutations,

Lyne Parenteau
Chef de division, Performance TI et sourçage

p.j. : Liste des ressources

Montréal

Service des technologies de l'information
Ville de Montréal
801, rue Brennan,
Montréal (Québec) H3C 0G4

Le 7 septembre 2017

Madame Manon Anctil
Vice-présidente, Efficience opérationnelle
Systematix Technologies de l'information inc.
485, rue McGill, bureau 300
Montréal (Québec) H3G 2W6

Objet : Introduction d'un nouveau mode de sourçage au Service des TI

Madame Anctil,

Nous souhaitons vous informer que prochainement, un nouveau mode de sourçage sera mis à la disposition du Service des TI et permettra la réalisation de mandats spécifiques au sein des projets.

Ce nouveau mode regroupe deux nouvelles approches, soit la prestation d'expertise spécialisée d'appoint et la prestation de solution spécialisée.

Bien que la direction du Service des TI souhaite minimiser les impacts de la transition vers le nouveau mode de sourçage, tant sur les ressources que sur l'échéancier de certains de nos projets prioritaires, le plan de transition prévoit, malheureusement, la fin des mandats en cours présentement à travers l'entente-cadre #117617, ainsi que le contrat d'analyse d'architecture d'entreprise TI. Le tout, dans le respect de l'article 11, Résiliation, de la Convention de Services professionnels signée entre les parties.

La liste des mandats et des ressources impactés est incluse dans le plan ci-joint.

Je demeure disponible, n'hésitez pas à communiquer avec moi pour toute question.

Cordiales salutations,

Lyne Parenteau
Chef de division, Performance TI et sourçage

p.j. : Liste des ressources

Montréal

Service des technologies de l'information
Ville de Montréal
801, rue Brennan,
Montréal (Québec) H3C 0G4

Le 7 septembre 2017

Monsieur Sylvain Robert
Vice-président, Groupe innovation – Accompagnement client
Cofomo inc.
1000, rue De La Gauchetière Ouest, bureau 1500
Montréal (Québec) H3B 4W5

Objet : Introduction d'un nouveau mode de sourçage au Service des TI

Monsieur Robert,

Nous souhaitons vous informer que prochainement, un nouveau mode de sourçage sera mis à la disposition du Service des TI et permettra la réalisation de mandats spécifiques au sein des projets.

Ce nouveau mode regroupe deux nouvelles approches, soit la prestation d'expertise spécialisée d'appoint et la prestation de solution spécialisée.

Bien que la direction du Service des TI souhaite minimiser les impacts de la transition vers le nouveau mode de sourçage, tant sur les ressources que sur l'échéancier de certains de nos projets prioritaires, le plan de transition prévoit, malheureusement, la fin des mandats en cours présentement à travers les ententes-cadres #1176080 et #1176129. Le tout, dans le respect de l'article 11, Résiliation, de la Convention de Services professionnels signée entre les parties.

La liste des mandats et des ressources impactés est incluse dans le plan ci-joint.

Je demeure disponible, n'hésitez pas à communiquer avec moi pour toute question.

Cordiales salutations,

Lyne Parenteau
Chef de division, Performance TI et sourçage

p.j. : Liste des ressources

Montréal

Service des technologies de l'information
Ville de Montréal
801, rue Brennan,
Montréal (Québec) H3C 0G4

Le 8 septembre 2017

Stephen Russett
CEO, Co-Founder
DigitalState Solutions inc.
109-255 Argyle Avenue
Ottawa (Ontario) K2P 2N7

Objet : Introduction d'un nouveau mode de sourçage au Service des TI

Monsieur Russett,

Nous souhaitons vous informer que prochainement, un nouveau mode de sourçage sera mis à la disposition du Service des TI et permettra la réalisation de mandats spécifiques au sein des projets.

Ce nouveau mode regroupe deux nouvelles approches, soit la prestation d'expertise spécialisée d'appoint et la prestation de solution spécialisée.

Bien que la direction du Service des TI souhaite minimiser les impacts de la transition vers le nouveau mode de sourçage, tant sur les ressources que sur l'échéancier de certains de nos projets prioritaires, le plan de transition prévoit, malheureusement, la fin des mandats en cours présentement à travers l'entente-cadre #1176152. Le tout, dans le respect de l'article 11, Résiliation, de la Convention de Services professionnels signée entre les parties.

La liste des mandats et des ressources impactés est incluse dans le plan ci-joint.

Je demeure disponible, n'hésitez pas à communiquer avec moi pour toute question.

Cordiales salutations,

Lyne Parenteau
Chef de division, Performance TI et sourçage

p.j. : Liste des ressources

Montréal

Service des technologies de l'information
Ville de Montréal
801, rue Brennan,
Montréal (Québec) H3C 0G4

Le 11 septembre 2017

Monsieur Stéphane Grégoire
CIMA + S.E.N.C.
740, rue Notre-Dame Ouest, bureau 900
Montréal (Québec) H3C 3X6

Objet : Introduction d'un nouveau mode de sourçage au Service des TI

Monsieur Grégoire,

Nous souhaitons vous informer que prochainement, un nouveau mode de sourçage sera mis à la disposition du Service des TI et permettra la réalisation de mandats spécifiques au sein des projets.

Ce nouveau mode regroupe deux nouvelles approches, soit la prestation d'expertise spécialisée d'appoint et la prestation de solution spécialisée.

Bien que la direction du Service des TI souhaite minimiser les impacts de la transition vers le nouveau mode de sourçage, tant sur les ressources que sur l'échéancier de certains de nos projets prioritaires, le plan de transition prévoit, malheureusement, la fin des mandats en cours présentement à travers l'entente-cadre #1127173. Le tout, dans le respect de l'article 11, Résiliation, de la Convention de Services professionnels signée entre les parties.

La liste des mandats et des ressources impactés est incluse dans le plan ci-joint.

Je demeure disponible, n'hésitez pas à communiquer avec moi pour toute question.

Cordiales salutations,

Lyne Parenteau
Chef de division, Performance TI et sourçage

p.j. : Liste des ressources

Montréal

Service des technologies de l'information
Ville de Montréal
801, rue Brennan,
Montréal (Québec) H3C 0G4

Le 11 septembre 2017

Madame Claircy Proulx
Présidente Directrice-générale
STI Maintenance inc.
1946, rue Davis, C.P. 1203
Jonquière (Québec), G7S 4K8

Objet : Introduction d'un nouveau mode de sourçage au Service des TI

Madame Proulx,

Nous souhaitons vous informer que prochainement, un nouveau mode de sourçage sera mis à la disposition du Service des TI et permettra la réalisation de mandats spécifiques au sein des projets.

Ce nouveau mode regroupe deux nouvelles approches, soit la prestation d'expertise spécialisée d'appoint et la prestation de solution spécialisée.

Bien que la direction du Service des TI souhaite minimiser les impacts de la transition vers le nouveau mode de sourçage, tant sur les ressources que sur l'échéancier de certains de nos projets prioritaires, le plan de transition prévoit, malheureusement, la fin des mandats en cours présentement à travers l'entente-cadre #1127171. Le tout, dans le respect de l'article 11, Résiliation, de la Convention de Services professionnels signée entre les parties.

La liste des mandats et des ressources impactés est incluse dans le plan ci-joint.

Je demeure disponible, n'hésitez pas à communiquer avec moi pour toute question.

Cordiales salutations,

Lyne Ratenteau
Chef de division, Performance TI et sourçage

p.j. : Liste des ressources

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.60

2017/09/28 17:00

(2)

Dossier # : 1175965003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Résilier le contrat de services professionnels de Affleck de la Riva architectes, WSP Global inc, Williams, Asselin, Ackaoui et associés inc. ainsi que Blouin Tardif architecture environnement pour les services professionnels de firmes en architecture, ingénierie électromécanique ainsi qu'en ingénierie de charpente et civil et en architecture de paysage afin de réaliser les plans et devis ainsi que la surveillance des travaux liés à la réfection de l'enveloppe, à la mise aux normes, à la restauration patrimoniale et à la certification LEED BE E&E niveau Or de l'hôtel de ville (0001), (CG15 0417).

Il est recommandé :

- de résilier le contrat de services professionnels de Affleck de la Riva architectes, WSP Global inc., Williams, Asselin, Ackaoui et associés inc. ainsi que Blouin Tardif architecture environnement pour les services professionnels de firmes en architecture, ingénierie électromécanique ainsi qu'en ingénierie de charpente et civil et en architecture de paysage afin de réaliser les plans et devis ainsi que la surveillance des travaux liés à la réfection de l'enveloppe, à la mise aux normes, à la restauration patrimoniale et à la certification LEED BE E&E niveau Or de l'hôtel de ville (0001) (CG15 0417), en tenant compte des dépenses effectuées au montant de 1 231 654,63 $, toutes taxes incluses.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-09-12 09:45

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1175965003**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Résilier le contrat de services professionnels de Affleck de la Riva architectes, WSP Global inc, Williams, Asselin, Ackaoui et associés inc. ainsi que Blouin Tardif architecture environnement pour les services professionnels de firmes en architecture, ingénierie électromécanique ainsi qu'en ingénierie de charpente et civil et en architecture de paysage afin de réaliser les plans et devis ainsi que la surveillance des travaux liés à la réfection de l'enveloppe, à la mise aux normes, à la restauration patrimoniale et à la certification LEED BE E&E niveau Or de l'hôtel de ville (0001), (CG15 0417).

CONTENU

CONTEXTE

L'hôtel de ville de Montréal est le bâtiment phare de l'Administration municipale. Conçu par les architectes Alexander Cowper Hutchison et Henri-Maurice Perrault, cet édifice d'intérêt patrimonial, situé dans un secteur significatif de valeur exceptionnelle dans l'arrondissement historique de Montréal, est désigné comme lieu historique national du Canada. Inauguré en 1878 et reconstruit avec un étage supplémentaire à la suite d'un incendie en 1922 - 1926, il a connu au cours du temps plusieurs agrandissements.
Les diverses désignations tant municipales, provinciales que fédérales ainsi que l'énoncé patrimonial rédigé par la Direction de la culture en 2008 soulignent le caractère unique de ce bâtiment historique. Il est le témoin de l'évolution de la démocratie municipale et sa mémoire collective reflète les aspirations politiques et sociales d'une grande métropole. Il est un fleuron artistique et patrimonial dont la valeur urbaine, au coeur de la cité administrative, reste actuelle et dynamique. L'importance de cet édifice commande des investissements majeurs inévitables vu son statut. La Ville se doit d'agir en propriétaire responsable exemplaire, tel que prescrit dans sa Politique du patrimoine, afin d'accueillir ses visiteurs de prestige, ses citoyens, les touristes et les nombreuses célébrations dans un bâtiment qui reflète les valeurs de notre métropole.

Depuis les derniers grands travaux, la Division de la gestion immobilière a développé un plan directeur pour l'hôtel de ville permettant une gestion intégrée et stratégique du maintien de l'actif, de la mise en valeur du bâtiment ainsi que l'intégration des nouvelles réglementations, technologies et normes de développement durable. En partenariat avec les services occupants, la Division de la sécurité, le Service de sécurité incendie de Montréal, le SPVM, le Service des technologies de l'information, la Direction de la culture, les Grands parcs, l'arrondissement de Ville-Marie, le Service de la mise en valeur du territoire - Division

du patrimoine et l'expertise de firmes externes, le plan directeur a permis de dresser un portrait de l'historique et de l'état de l'édifice, d'identifier les besoins immobiliers qui devront être priorisés dans les cinq (5) prochaines années, le tout dans le but d'atteindre les objectifs suivants :

1- Conformité de l'immeuble à la réglementation actuelle et sécurité des usagers;
2- Préservation de la valeur de l'actif;
3- Rentabilité des équipements et frais d'exploitation;
4- Modèle exemplaire d'environnement de travail adapté, sain et durable;
5- Restauration du patrimoine.

Les travaux à réaliser incluaient, entre autres, des travaux en architecture, électromécanique, structure, protection incendie, architecture de paysage, acoustique, sonorisation, éclairage, transport vertical, accessibilité universelle.

Ces travaux devaient être réalisés en deux (2) grandes phases soit avant 2017 et après 2017, année du 375e anniversaire de Montréal :

· Lot 1 – Restauration de l'enveloppe phase 1 et mise à niveau des infrastructures d'accueil et de protocole dans un immeuble occupé;
· Lot 2 – Restauration de l'enveloppe phase 2, mise aux normes des systèmes électromécaniques et de sécurité, mise à niveau des aménagements et certification LEED dans un immeuble vacant.

De plus, le contrat comprenait un 3e lot :

· Lot 3 – Divers petits projets de réaménagement en fonction des demandes de l'administration, des occupants et des problématiques urgentes pouvant se manifester en parallèle du grand projet.

Le mandat des professionnels comprenait, entre autres, la prestation de services professionnels de chacune des disciplines à chaque étape de conception (esquisse, préliminaire, dossier définitif et appel d'offres) et de construction des projets (chantier et période de garantie) tel que prévu à la convention des services professionnels, soit :

Phase 1
- Réaliser les relevés;
- Réaliser les estimations;
- Réaliser les plans et devis;
- Rédiger les documents et superviser l'appel d'offres public;
- Réaliser la surveillance des travaux;
- Remettre les plans tels que construits.

Phase 2 :
- Planifier les études préparatoires demandées aux documents d'appel d'offres;
- Réaliser les relevés;
- Participer et animer les ateliers de processus de conception intégrée (PCI);
- Réaliser les plans et devis;
- Réaliser les estimations;
- Participer aux ateliers d'analyse de la valeur;
- Rédiger les documents et superviser l'appel d'offres public;
- Réaliser la surveillance des travaux;
- Remettre les plans tels que construits.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0372
Accorder un contrat de services professionnels à la firme BEAUPRÉ MICHAUD ET ASSOCIÉS, ARCHITECTES pour des services professionnels en architecture, en ingénierie (électromécanique, charpente et civil) ainsi que pour des services professionnels de divers consultants afin de réaliser les plans et devis ainsi que la surveillance des travaux liés à la mise aux normes et à la certification LEED de l'hôtel de ville (0001) - Contrat 15193, pour un montant maximal de 7 344 658,32 $, taxes incluses - Appel d'offres public (17-16188) - (2 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin

CG17 0354
Accorder un contrat de services professionnels à AEDIFICA inc. pour les services professionnels d'animation du processus de conception intégrée (PCI) dans le cadre du projet de restauration et de mise aux normes de l'hôtel de ville, situé au 275 rue Notre-Dame Est, pour une somme maximale de 152 715,55 $, taxes incluses - Appel d'offres public (17-16254) - (2 soumissionnaires, 1 seul conforme) / Approuver un projet de convention à cette fin

CG17 0312
Accorder un contrat de services professionnels à CLEB consultant inc. pour les services professionnels d'expertise en enveloppe du bâtiment dans le cadre du projet de restauration et mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal, situé au 275 Notre-Dame Est, pour une somme maximale de 577 681,25 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-16077 - 1 soumissionnaire / Approuver un projet de convention à cette fin

CE17-1094
Octroyer un contrat de services professionnels en développement durable (accompagnateur LEED; modélisateur énergétique: agent mise en service) à la firme *CIMA* + pour le projet de «Restauration patrimoniale et de mise aux normes - phase 2 » de l'hôtel de ville, situé au 275 rue Notre-Dame Est - Dépense totale 195 975, 70$ taxes inclus - Appel d'offres public (17-15473) - 5 soumissionnaires / Approuver un projet de convention à cette fin

CG17-0192
Accorder un contrat de services professionnels à Beaupré Michaud et Associées Architectes, NCK inc. et Martin Roy et associés pour le réaménagement de l'Édifice Lucien-Saulnier, situé au 85-155 Notre-Dame Est, pour une somme maximale de 943 767,51 $, taxes incluses - Appel d'offres public (17-15718) - 4 soumissionnaires / Approuver un projet de convention à cette fin.

CG16-0567
Octroyer un contrat à Site intégration plus inc. (Groupe SIP) pour les travaux de rénovation des contrôles et le remplacement des projecteurs des systèmes de mise en lumière de l'hôtel de ville, situé au 275 rue Notre-Dame Est - Dépense totale 1 058 832,71 $ - Appel d'offres public 5870 - 3 soumissionnaires.

CG16-0422
Octroyer un contrat à Gesmonde Ltée pour les travaux de mise à niveau des infrastructures d'accueil et de protocole et des locaux supports de l'hôtel de ville de Montréal situé au 275 rue Notre-Dame Est - Dépense totale 1 604 398,96 $ - Appel d'offres public 5835 - 2 soumissionnaires.

CG16-0423
Octroyer un contrat à Groupe Atwill-Morin pour les travaux de restauration de l'enveloppe - phase 1 de l'hôtel de ville de Montréal situé au 275 rue Notre-Dame Est - Dépense totale 967 810,91 $ - Appel d'offres public 5834 (2 soumissionnaires)

CG16-0129
Autoriser une dépense additionnelle de 192 128,16 $, taxes incluses, pour les travaux d'étanchéité des fondations sous la place Vauquelin de l'hôtel de ville, de l'édifice Lucien-Saulnier et du tunnel dans le cadre du contrat accordé à St-Denis Thompson (CG15 0689) majorant ainsi le montant total du contrat de 783 589,61 $ à 975 717,77 $, taxes incluses.

CG15-0689
Accorder un contrat à St-Denis Thompson pour les travaux d'étanchéité des fondations sous la place Vauquelin de l'hôtel de ville, de l'édifice Lucien-Saulnier et du tunnel - Dépense totale 905 045,99 $ taxes incluses - Appel d'offres public 5806 - 10 soumissionnaires

CG16-0545
Approuver un projet de bail par lequel la Ville loue de 630 René-Lévesque West Property Co., pour un terme de 9 ans à compter du 1e juin 2017, des espaces aux 1e, 2e, 3e, 4e et 6e étages de l'immeuble sis au 630, boulevard René-Lévesque Ouest, d'une superficie d'environ 94 795 pieds carrés, à des fins de bureaux, pour un loyer total de 35 333 296,01 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail - Dépense totale pour ce projet de 38 838 895,14 $, taxes incluses.

CE15-1902
Autoriser une dépense de 154 103,87 $, taxes incluses, pour réaliser la gestion des coûts dans le cadre du projet de réfection de l'enveloppe, mise aux normes, restauration patrimoniale et certification LEED de l'hôtel de ville de Montréal, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant, et d'approuver un projet de convention par lequel GLT+ inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 146 765,59 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 15-14711, le tout selon les termes et conditions stipulés au projet de convention.

CG15-0417
Accorder un contrat de services professionnels à Affleck de la Riva architectes, WSP Global inc, Williams, Asselin, Ackaoui et associés inc. ainsi que Blouin Tardif architecture environnement pour les services professionnels de firmes en architecture, ingénierie électromécanique ainsi qu'en ingénierie de charpente et civil et en architecture de paysage afin de réaliser les plans et devis ainsi que la surveillance des travaux liés à la réfection de l'enveloppe, à la mise aux normes, à la restauration patrimoniale et à la certification LEED BE E&E niveau Or de l'hôtel de ville (0001) - Contrat 13672 pour une somme maximale de 4 596 285,58 $, taxes incluses - Appel d'offres public (15-13880) - (1 soumissionnaire) / Approuver un projet de convention à cette fin.

DESCRIPTION

Au cours de la phase 1, des relevés et des études préparatoires ont été réalisées et ont conduit à une révision majeure de la portée des travaux. En effet, suite à la réalisation des études préparatoires, principalement en électromécanique, transport vertical, structure, restauration de finis patrimoniaux, relevés complets des matériaux contenant de l'amiante, la portée des travaux a été augmentée et réorientée afin de réaliser :

- le remplacement des équipements électromécaniques plutôt que leur modernisation;
- le remplacement du réseau de chauffage plutôt que des ajustements aux aménagements;
- la rénovation complète du réseau de plomberie plutôt que des travaux ponctuels et connexes;

- le remplacement de la sous-station électrique et de l'ensemble du réseau électrique plutôt que des ajustements en fonction des aménagements;
- les travaux de réparation structurale plus importants qu'indiqué dans l'audit 2014;
- la stratégie de désamiantage plutôt que des zones de travaux ponctuelles;
- la réparation des déficiences de la maçonnerie qui ont évoluées depuis les travaux de 2008 - 2011;
- la restauration additionnelle des fenêtres des 3e et 4e étages en plus de celles des étages inférieurs prévu au départ;
- les travaux additionnels de modernisation des ascenseurs en plus de l'ajout du monte-charge prévu au sous-sol 2;
- les travaux d'acoustiques supplémentaires en plus des rideaux acoustiques;
- les travaux additionnels de mise en lumière du hall et du bâtiment.

Cette révision majeure de la portée des travaux a eu pour conséquence d'augmenter le coût objectif de la phase 2, passant de 22,5 M$ à 53 M$ pour un coût global du projet de restauration de l'Hôtel de Ville de 87,8 M$ (incluant les travaux de la phase 1, le déménagement du Services des finances et des archives ainsi que l'aménagement de Lucien -Saulnier).

Vu le solde insuffisant du contrat de services professionnels pour poursuivre la planification de la phase 2 selon la portée des travaux ainsi majorée, ainsi que les taux d'honoraires inclus au contrat de services professionnels non concurrentiels pour un projet de 53 M$, le SGPI émet la recommandation de résilier le contrat de services professionnels des firmes Affleck de la Riva architectes, WSP Global inc, Williams, Asselin, Ackaoui et associés inc. ainsi que Blouin Tardif architecture environnement.

JUSTIFICATION

La résiliation de ce contrat se base sur l’article 5.4 de la convention approuvée de l’appel d’offres 15-13880 qui s’énonce comme suit :
5.4 RÉSILIATION OU SUSPENSION (convention).

5.4.1 La Ville peut résilier ou suspendre la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Dès que le Directeur soumet à la Ville une recommandation à cet effet, il en avise l'Architecte et l'Ingénieur qui doivent cesser immédiatement l'exécution des services prévus à la présente convention, en attendant la décision de la Ville.

5.4.2 Tous les documents et études exécutés en date de la résiliation ou de la suspension de la convention devront être remis au Directeur dans les dix (10) jours ouvrables de l'envoi de l'avis.

5.4.3 En cas de résiliation ou de suspension de la convention, l'Architecte et l'Ingénieur doivent présenter dans les dix (10) jours ouvrables de la réception de l'avis à cet effet, un compte d'honoraires eu égard aux services réellement rendus par eux en date de telle résiliation ou suspension.

5.4.4 La résiliation ou la suspension de la convention ne donnent droit à l'Architecte et à l'Ingénieur à aucune indemnité et ceux-ci n'ont aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés, ni pour les dommages occasionnés du fait de telle résiliation ou suspension.

5.4.5 Lorsqu'après une suspension, la Ville demande à l'Architecte et à l'Ingénieur de reprendre l'exécution de la convention, ceux-ci devront le faire dans un délai de dix (10) jours ouvrables.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il s'agit d'une récupération des crédits non-requis découlant de la résiliation du contrat faisant l'objet du présent dossier, pour un montant approximatif de 3 223 748,64 $ toutes taxes incluses qui seront retournés au règlement d'emprunt de compétence municipale 15-075 - «Travaux de rénovation de l'hôtel de ville de Montréal» et au règlement d'emprunt de compétence d'agglomération RCG 15-009 - «Travaux de rénovation de l'hôtel de ville de Montréal». Le montant exact sera confirmé suite à la facturation finale.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Il n'y aura aucune pénalité à la suite de la résiliation de ce contrat de services professionnels en architecture et ingénierie.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Contrat : 13672
Mandat : 16864-2-001
Résiliation du contrat : septembre 2017

Échéancier révisé - phase 2

Octroi contrat SP octroyé en août 2017
Plans et devis septembre 2017 à décembre 2018
AO construction janvier 2019
Octroi mars 2019
Travaux avril 2019 à été 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Marthe LAWRENCE, Service des communications
Marie-Eve BONNEAU, Service du greffe
Pierre-Luc STÉBEN, Service des finances

Lecture :

Pierre-Luc STÉBEN, 11 septembre 2017
Marthe LAWRENCE, 8 septembre 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie LONGPRÉ
chef d'équipe

Tél : 514-872-7244
Télécop. : 514-280-3597

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-09-08

Isabelle BONNEAU
c/d gestion de projets immobiliers

Tél : 514-872-7853
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Isabelle BONNEAU
Remplace Jean Bouvrette, Directeur par intérim
Tél : 514-872-7853
Approuvé le : 2017-09-11

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI
Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2017-09-11

Montréal

Service de l'approvisionnement Direction générale adjointe – Services Institutionnels 9515, rue Saint-Hubert Montréal (Québec) H2M 1Z4	SECTION IV FORMULAIRES DE SOUMISSION Bordereau de soumission	Appel d'offres public N° 15-13880 services professionnels APP_140_SP_R2_201107_public_R1201502

S.P - SERVICES PROFESSIONNELS, HÔTEL DE VILLE DE MONTRÉAL, MISE AUX NORMES, MISE À NIVEAU ET RESTAURATION PATRIMONIALE, CERTIFICATION LEED BE E&E NIVEAU OR

Description

Montant de la proposition	**Services de base**	1 600 175-
	Services supplémentaires	~~1 523 150~~ - 1463150
	SOUS-TOTAL	~~3 123 325~~ - $ 3063325
	Taxe sur les produits et services (5 %) :	~~156166.25~~ $ 153166.25
	Taxe de vente provinciale (9,975 %) :	~~311551.66~~ $ 305566.67
	TOTAL :	~~3591042.91~~ $ 3522057.92

RN.

Informations complémentaires

Veuillez insérer ce document dans l'« Enveloppe n°2 ».

Important :

Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres pourra entraîner le rejet de la soumission

Identification du soumissionnaire
Nom de la compagnie

AFFLECK DE LA RIVA ARCHITECTES

Adresse 1450 rue City Councillors, s. 230

Ville	Code postal	Téléphone	Télécopieur
MTL	H3A 2E6	861.0133 p.7	861.5776

Nom de la personne responsable (en majuscules) RICHARD DE LA RIVA

Signature du responsable	Date Jour	Mois	Année
	29	04	2015

Le montant soumis doit être exprimé en dollars canadiens

TABLEAU 1 : SERVICES DE BASE

DISCIPLINE	PRIX À FORFAIT	HONORAIRES XX,X%		COÛT ESTIMÉ DES TRAVAUX		HONORAIRES
1. **Architecture**, incluant le rôle du coordonnateur		4,00 % (1)	X	(22 500 000 $ x 100 %)	=	900 000 $
2. **Ingénierie (électromécanique)** (2)		4,63 % (2)	X	(22 500 000 $ x 40 %)	=	416 700 $
3. **Ingénierie (en charpente et civil)** (2)		4,71 % (2)	X	(22 500 000 $ x 10 %)	=	105 975 $
4. **Architecte de paysage** (3)		12,50 % (2)	X	(1 000 000 $ x 100%)	=	125000 $
5. **Animateur PCI** (4)	6400 $				=	6400 $
~~6. *Accompagnateur LEED* (5)~~	n.a. $				=	n.a. $
7. **Modélisateur énergétique** (5)	46 100 $				=	46100 $
Total des honoraires avant taxes **(Prix du soumissionnaire)**					=	1600175 $(6)

Notes : Tableau à joindre dans l'enveloppe de prix (**enveloppe #2**) – Service de base

(1) Taux des honoraires en architecture appliqué sur le total du coût estimé des travaux tel que mentionné dans le document *Programme des travaux* (avant taxes et contingences) estimé à **22 500 000 $ incluant le mobilier premier.** Le pourcentage doit être exact et sera utilisé pour le calcul des honoraires.

(2) Taux des honoraires en ingénierie appliqué sur le coût estimé des travaux sous leur responsabilité. Veuillez prendre note, qu'à titre indicatif uniquement et pour quantifier l'offre de la firme, il est estimé que les travaux d'ingénierie représentent une portion de l'ensemble des travaux équivalente à environ **40%** en électromécanique et environ **10%** en charpente et civil. **Les portions réelles des travaux pour chacune des disciplines seront ajustées une fois le coût réel des travaux connu (en plus ou en moins, selon ce qui est spécifié dans la convention)**

(3) Taux des honoraires en architecture de paysage appliqué sur le total du coût estimé des travaux d'aménagement paysager : **1 000 000 $** (avant taxes et contingences). Ce montant est inclus au total estimé de 22 500 000 $ ci-haut mentionné.

(4) Allocation monétaire.

(5) Montant forfaitaire.

(6) Montant reporté au formulaire de prix.

TABLEAU 2 : SERVICES SUPPLÉMENTAIRES

DISCIPLINE	PRIX À FORFAIT	TAUX HORAIRE		DURÉE EN HEURES OUVRÉES		HONORAIRES
1. Expert conseil en réglementation[1]	25000 $				=	25000 $
2. Inspection des façades [2]	32 500 $				=	32500 $
3. Gestion des contaminants[3]	150 000 $				=	150 000 $
4. Spécialiste transports verticaux[1]	40000 $				=	40 000 $
5. Scénographe[1]	50 000 $				=	50000 $
6. Acousticien[1]	28000 $				=	28000 $
7. Ergonome[1]	30 000$				=	30000$
8. Expert conseil en restauration des bronzes[1]	33 620 $				=	33620 $
9. Expert conseil en restauration des marbres[1]	32 160 $				=	32160 $
10. Expert conseil en restauration des peintures historiques[1]	35 080 $				=	35080$
11. Surveillance de chantier en résidence[4] Architecte		63,50 $/h	X	780 jours X 8 heures	=	396 240$
Ingénieur mécanique		70,00 $/h	X	520 jours X 8 heures	=	291200 $
Ingénieur électrique		70,00 $/h	X	260 jours X 8 heures	=	145600 $
12. Consultant accessibilité universelle[1]	30 000 $				=	30000 $

DISCIPLINE	PRIX À FORFAIT	HONORAIRES XX,X%		COÛT ESTIMÉ DES TRAVAUX		HONORAIRES
13. Aménagement intérieur, mobilier et équipement muséologiques		3,00 %[5]	X	(3 000 000 $ x 100%)	=	~~150000~~ $ 90,000 RN
14. Consultant en signalisation		5,00 %[6]	X	(1 000 000 $ x 100%)	=	50000 $
15. Services d'intégration de l'œuvre d'art[6]		2,50 %[7]	X	(150 000 $ x 100%)	=	3750$
Total des honoraires avant taxes Services supplémentaires					=	~~1523150~~ $[8] R.R.

1463150 RN

Tableau à joindre dans l'enveloppe de prix (enveloppe #2) – Services supplémentaires

Notes :

[1] Montant forfaitaire

(SUITE AU VERSO)

(2) Montant forfaitaire incluant la location de tout équipement requis pour l'inspection tel qu'une nacelle et le temps homme pour la manipuler, les coupes exploratoires et le ragréage subséquent par un maçon.

(3) Allocation maximale. Des offres de service distinctes devront être soumises lorsque les services seront mieux définis pour chaque lot. Les honoraires seront sur une base forfaitaire. Les taux horaires du personnel impliqué ainsi que les coûts unitaires des analyses en laboratoire devront être annexé à l'offre de services dans l'enveloppe de prix **(enveloppe 2)**.

(4) Taux horaire.

(5) *Taux des honoraires en aménagement intérieur, mobilier et équipement muséologique appliqué sur le total du coût estimé des travaux d'aménagement intérieur du mobilier : **3 000 000 $** (avant taxes et contingences). Ce montant est inclus au total estimé de 22 500 000 $ ci-haut mentionné.*

(6) *Taux des honoraires des services professionnels pour la signalisation appliqué sur le total du coût estimé des travaux de signalisation : **1 000 000 $** (avant taxes et contingences). Ce montant est inclus au total estimé de 22 500 000 $ ci-haut mentionné.*

(7) *Montant forfaitaire. À titre indicatif, une allocation de 150 000 $ sera octroyée à l'artiste pour la conception et la production de l'œuvre.*

(8) Montant reporté au formulaire de prix.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.61

2017/09/28 17:00

(2)

Dossier # : 1173931006

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Accueil des touristes effectué dans l'agglomération
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 1 070 000 $, pour l'année 2017, à l'Office des congrès et du tourisme du grand Montréal, afin de réaliser l'ensemble des programmes de promotion d'accueil spécialisé, de publicité et de marketing liés au développement des industries du tourisme et des congrès à Montréal et à assurer la mise en oeuvre du Plan de développement en tourisme culturel / Approuver un projet de convention à cet effet

1. accorder un soutien financier de 1 070 000 $, pour l'année 2017, à l'Office des congrès et du tourisme du grand Montréal, afin de réaliser l'ensemble des programmes de promotion d'accueil spécialisé, de publicité et de marketing liés au développement des industries du tourisme et des congrès à Montréal et à assurer la mise en oeuvre du Plan de développement en tourisme culturel;
2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-09-09 09:18

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1173931006**

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Accueil des touristes effectué dans l'agglomération
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 1 070 000 $, pour l'année 2017, à l'Office des congrès et du tourisme du grand Montréal, afin de réaliser l'ensemble des programmes de promotion d'accueil spécialisé, de publicité et de marketing liés au développement des industries du tourisme et des congrès à Montréal et à assurer la mise en oeuvre du Plan de développement en tourisme culturel / Approuver un projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

L'Office des congrès et du tourisme du grand Montréal (OCTGM) est un OBNL qui a pour mission d'assumer le leadership de l'effort concerté de promotion et d'accueil pour le positionnement de la destination « Montréal » auprès des marchés de voyages d'affaires et d'agrément et de créer des occasions d'affaires pour ses membres et ses partenaires. Il lui incombe également de générer des retombées économiques pour la région et d'orienter le développement du produit touristique montréalais sur la base de la constante évolution des marchés. Leader de la promotion touristique de la métropole, l'OCTGM met sur pied de nombreuses activités, au Canada comme à l'international, afin d'attirer des congrès et des réunions d'affaires à Montréal. L'organisme offre également un soutien logistique aux organisateurs de congrès ainsi qu'aux journalistes de la presse étrangère spécialisée. Il conçoit et élabore de nombreux outils destinés à convaincre les voyageurs d'agrément de séjourner à Montréal, et veille à ce que l'ensemble des visiteurs de la destination reçoive un accueil de qualité de la part des divers intervenants du milieu touristique montréalais. Secteur économique important pour la métropole et industrie créatrice d'emplois, le tourisme se porte bien et serait même en croissance. En 2016, la métropole a accueilli 10,2 millions de touristes représentant des dépenses touristiques totales de 3,3 milliards de dollars. Les arrivées de touristes internationaux aux frontières du Québec ont progressé de 12,9 % tandis que celles des touristes américains ont marqué une hausse de 9,5 %.

La métropole se démarque dans plusieurs marchés tels le tourisme d'affaires, le tourisme culturel et la gastronomie. Les perspectives de croissance sont en hausse du côté des croisières internationales et des événements sportifs. Outre les rôles qu'il joue déjà en matière de développement touristique (recherche, mobilisation, planification, promotion), l'OCTGM cherche à affirmer son leadership afin que, d'une part, les projets et les activités susceptibles d'améliorer le produit touristique montréalais se réalisent et que, d'autre part, les considérations liées à l'attractivité et à la qualité de l'accueil montréalais y soient prises

en compte.

Depuis 2008, la Ville de Montréal, le ministère de la Culture et des Communications et Tourisme Montréal collaborent, par l'entremise du Plan de développement en tourisme culturel, à accroître le potentiel touristique de la métropole. Ce partenariat a permis de générer des projets porteurs et de structurer l'offre culturelle dans des secteurs spécifiques tels que ceux de l'art public, l'art actuel et la signalisation culturelle.

Le présent sommaire décisionnel vise à accorder un soutien financier de 1 070 000 $, pour l'année 2017, à l'Office des congrès et du tourisme du grand Montréal, afin de réaliser l'ensemble des programmes de promotion d'accueil spécialisé, de publicité et de marketing liés au développement des industries du tourisme et des congrès à Montréal et à assurer la mise en oeuvre du Plan de développement en tourisme culturel.

La Ville de Montréal appuie financièrement l'OCTGM depuis plusieurs années. Un tableau récapitulatif des contributions depuis 2011 est en pièce jointe.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0717 - 22 décembre 2016 - Accorder un soutien financier de 140 000 $ à l'Office des congrès et du tourisme du grand Montréal inc. afin de contribuer à la mise en œuvre d'une stratégie de développement en matière de tourisme culturel dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal MCC-Ville de Montréal 2016-2017 / Approuver un projet d'entente à cette fin / Approuver un projet d'addenda no 1 à la convention intervenue entre la Ville et l'Office des congrès et du tourisme du grand Montréal inc.
CE16 1167 – 6 juillet 2016 – Approuver la programmation de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2016-2017 entre le ministère de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal.

CG15 0550 – 24 septembre 2015 – Accorder un soutien financier annuel de 140 000 $ à l'Office des congrès et du tourisme du grand Montréal (Tourisme Montréal), afin de contribuer à la mise en œuvre d'une stratégie de développement en matière de tourisme culturel, dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal MCC-Ville de Montréal 2015-2016/ Approuver un protocole d'entente à cette fin.

CG15 0396 – 18 juin 2015 – Accorder un soutien financier de 2 000 000 $, pour les années 2015 et 2016, à l'Office des congrès et du tourisme du grand Montréal, afin de réaliser l'ensemble des programmes de promotion d'accueil spécialisé, de publicité et de marketing liés au développement des industries du tourisme et des congrès à Montréal, et de gérer la fonction d'accueil touristique et l'exploitation du Centre Infotouriste / Approuver un projet de convention à cet effet.

CG14 0365 – 21 août 2014 - Accorder un soutien financier de 240 000 $ à l'Office des congrès et du tourisme du grand Montréal (Tourisme Montréal) pour une période de deux ans (2014-2015) afin de contribuer à la mise en œuvre d'une stratégie de développement en matière de tourisme culturel dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal- MCC-Ville de Montréal 2012-2015/Approuver le projet de convention à cette fin.

CG 14-0204 – 1er mai 2014 – Accorder un soutien financier de 420 000 $ à l'Office des congrès et du tourisme du grand Montréal (Tourisme Montréal)) afin de contribuer à la mise en œuvre d'une stratégie de développement en matière de tourisme culturel dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal-MCC-Ville de Montréal 2012-2015/Approuver le projet de protocole d'entente à cette fin.

CG12 0471- 16 janvier 2013 - Approuver l'entente sur le développement culturel de

Montréal 2012-2015 entre le ministère de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal.

DESCRIPTION

La démarche de développement de l'offre, de l'accueil et des services aux visiteurs 2010-2017 de l'OCTGM se poursuit afin de conserver les acquis de Montréal sur la scène mondiale avec notamment le déploiement de la stratégie marketing ainsi que le plan de développement de l'offre touristique Vision 2017. Ces plans permettront de trouver des avenues novatrices pour l'OCTGM en marketing, en développement de produits et en matière d'accueil touristique. Ces orientations s'inscrivent aussi dans la mission de l'organisation qui est d'assumer le leadership de la destination auprès des marchés de voyages d'affaires et d'agrément.
En 2016, la contribution financière de la Ville représentait 3 % du budget total de 37,7 M$ et approximativement 10 % des frais de fonctionnement de l'Office. Les autres sources de revenus de l'OCTGM proviennent du gouvernement du Québec (1,1 M$), du gouvernement du Canada (2,0 M$), de revenus du secteur privé (5,9 M$), ainsi que de la taxe sur l'hébergement (27,7 M$).

La somme octroyée cette année de 1,07 M$ servira particulièrement à combler les besoins administratifs (salaires et frais d'exploitation) de l'OCTGM et la fonction d'accueil touristique qui ne peuvent être couverts par la taxe spécifique sur l'hébergement.

Un montant de 70 000 $ sera réservé à la réalisation du Plan de développement en tourisme culturel. Le même montant (70 000 $) est octroyé par le ministère de la Culture et des Communications, par le biais de l'Entente en développement culturel de Montréal 2017-2018 pour un total de 140 000 $ réservé à la mise en oeuvre du Plan de développement en tourisme culturel 2017-2018. Plus particulièrement en 2017-2018, le Plan portera sur la mise en valeur de l'art public, des quartiers culturels, du patrimoine religieux et de la création autochtone tant actuelle que traditionnelle.

JUSTIFICATION

Le soutien financier de la Ville est lié aux activités d'accueil et de promotion touristique que l'Office s'est engagé à offrir en vertu de la convention qui lie les deux parties.
En effet, l'activité touristique génère des retombées importantes dans la région : 10,2 millions de touristes en 2016, soit 3,5 % de plus qu'en 2015, près de 44,800 emplois et 3,3 G$ de dépenses dans l'agglomération de Montréal, une augmentation de 5,8 % par rapport à 2015. Le taux d'occupation moyen des hôtels a augmenté de 1,4 % points de pourcentage en 2016 pour atteindre 75,1 %. La majorité des retombées se situent sur le territoire de l'agglomération de Montréal, plus de 79 % des chambres d'hôtel y étant localisées (sur le territoire du centre-ville de Montréal seulement, on retrouve près de 60 % des chambres de la région).

La contribution financière municipale est essentielle pour l'OCTGM. Elle lui permet d'assumer les salaires de son personnel et ses frais d'exploitation, et sert de levier auprès des autres partenaires. La structure financière de l'Office implique que 65 % de ses revenus sont consacrés à la promotion. Il s'agit d'un niveau relativement élevé par rapport à l'ensemble des offices touristiques (47 %), signifiant ainsi que les frais d'exploitation de l'OCTGM sont moindres.

Enfin, les efforts engagés afin de réaliser les objectifs énoncés dans le Plan de développement en tourisme culturel 2014-2017 doivent être poursuivis. Une étude menée par Tourisme Montréal confirme l'importance de la culture comme pilier de l'économie touristique montréalaise et dans le signature de Montréal comme destination culturelle de

calibre international. Enfin, le tourisme culturel figure parmi les priorités de la nouvelle Politique culturelle montréalaise 2017-2022 .

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser une dépense totale de 1 070 000 $ qui sera assumée à 100 % par l'agglomération comme suit :
Service du développement économique :
Les crédits requis sont prévus au budget de fonctionnement du Service du développement économique pour un montant de 1 000 000 $.

Service de la culture :
Un montant maximal de 70 000 $ de cette contribution financière sera financée par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération RCG 17-008 Entente 2017-2020 / Années antérieures.

La contribution financière est réalisée dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2017-2018. La dépense de 70 000 $ est subventionnée à 100 % dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal, ce qui ne laisse aucun emprunt net à la charge de la Ville et a fait l'objet de la recommandation de crédit suivante: RC 17-02.05.02.019.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La contribution financière de la Ville à l'OCTGM est importante puisqu'elle sert de levier auprès des autres partenaires et qu'elle peut être utilisée par l'organisme pour ses besoins administratifs (salaires et frais d'exploitation) et la fonction d'accueil touristique qui ne peuvent être couverts par la taxe spécifique sur l'hébergement.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue en lien avec la décision.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Ne s'applique pas

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jorge PALMA-GONZALES)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Marie-Chantal VILLENEUVE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Suzanne LAVERDIÈRE, Service de la culture

Lecture :

Suzanne LAVERDIÈRE, 4 septembre 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Diane DUHAMEL
Commissaire - développement économique

Tél : 514 872-9944
Télécop. : 514 872-6414

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-07-10

Géraldine MARTIN
Directrice

Tél : 514-872-2248
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Véronique DOUCET
Directrice
Tél : 514 872-3116
Approuvé le : 2017-09-08

Le tableau suivant présente l'historique des contributions de l'agglomération de Montréal à l'OCTGM.

	Contribution Agglomération de Montréal	Budget annuel de Tourisme Montréal	Part de la contribution de la Ville dans le budget
2011	1,2 M$	31,5 M$	3.80%
2012	1,0 M$	31,5 M$	3.20%
2013	1,2 M$	32,6 M$	3.80%
2014	1,0 M$	32,9 M$	3.20%
2015	1,0 M$	35,2 M$	3.00%
2016	1,0 M$	37,7 M$	3.00%
2017e	1,07 M$	40,0 M$	2.65%

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1173931006

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Objet :	Accorder un soutien financier de 1 070 000 $, pour l'année 2017, à l'Office des congrès et du tourisme du grand Montréal, afin de réaliser l'ensemble des programmes de promotion d'accueil spécialisé, de publicité et de marketing liés au développement des industries du tourisme et des congrès à Montréal et à assurer la mise en oeuvre du Plan de développement en tourisme culturel / Approuver un projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons, quant à sa validité et à sa forme, la convention ci-jointe:

FICHIERS JOINTS

Convention.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Chantal VILLENEUVE
Avocate
Tél : 514-872-2138

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-09-08

Marie-Chantal VILLENEUVE
Avocate
Tél : 514-872-2138
Division : Droit contractuel

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
8 SEP. 2017
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M[e] Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **L'OFFICE DES CONGRÈS ET DU TOURISME DU GRAND MONTRÉAL INC.**, personne morale légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies, ayant son siège au 800, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 2450, Montréal, Québec, H3B 1X9, agissant et représentée aux présentes par monsieur Yves Lalumière, président-directeur général, et par Monsieur Pierre Bellerose, vice-président, relations publiques, accueil, recherche et développement du produit, dûment autorisés tels qu'ils le déclarent;

No d'inscription T.P.S. : 122310428
No d'inscription T.V.Q. : 1006114918

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la présente convention (ci-après la « **Convention** ») s'inscrit dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2017-2018 entre la Ville et le ministère de la Culture et des Communications (ci-après le « **MCC** » et l'« **Entente** »);

ATTENDU QUE le MCC et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE Tourisme Montréal fait la promotion de Montréal en matière d'accueil, de promotion, de développement des marchés, des clientèles touristiques et offre un encadrement conformément aux besoins exprimés par les intervenants concernés et la mise en œuvre du Plan de développement du tourisme culturel à Montréal 2014-2017;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE le développement des activités d'accueil, de développement de produit et de promotion touristique est susceptible de favoriser le développement économique de la Ville de Montréal et de la région métropolitaine;

ATTENDU QUE les démarches de planification stratégique, d'organisation et de mise en place d'un Office des congrès et du tourisme renouvelé ont été réalisées conformément aux attentes et aux principes directeurs de l'énoncé de politique en matière d'organisation de la promotion touristique, adopté par la Ville en juin 1988;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît l'importance d'unifier les efforts d'accueil, de développement de produit, de promotion, et de mise en commun des ressources matérielles et financières requises pour accroître les retombées économiques des industries du tourisme à Montréal;

ATTENDU QUE la Ville désire apporter son soutien aux activités de Tourisme Montréal;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'en vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « Annexe 3 » : le document intitulé « Développement du tourisme culturel à Montréal » - Stratégies et actions 2014-2017;

2.4 « Projet » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.5 « Rapport annuel » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « Reddition de compte » : les rapports d'activités, le rapport final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.7 « Responsable » : la directrice de l'Unité administrative ou son représentant autorisé;

2.8 « Unité administrative » : Service du développement économique de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention.

MCV

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées.

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville.

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2 et assurer le respect du protocole de visibilité de l'Entente sur le développement culturel en ce qui a trait aux projets réalisés dans le cadre du Plan de développement du tourisme culturel à Montréal 2014-2017 et des activités du Bureau du design dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet.

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps, avec l'accord des Parties;

au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme, la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les quatre-vingt dix (90) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel après la clôture de son exercice financier, au plus tard le 31 juillet 2018;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable copie desdits états financiers vérifiés, le tout après la fin de son exercice financier, au plus tard le 31 juillet 2018;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable les états financiers de l'Organisme, le tout après la fin de son exercice financier, au plus tard le 31 juillet 2018;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet.

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie

des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 sur demande écrite de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux conseils d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme.

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.8 Séance du conseil municipal

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil municipal, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance plénière du conseil municipal selon le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal*, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation.

14178

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale d'un million soixante-dix mille dollars (1 070 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet. De ce montant, cent quarante mille dollars (140 000$) doivent être consacrés au développement culturel conformément à l'Entente sur le développement culturel 2017-2018 entre la Ville de Montréal et le MCC.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de neuf cent soixante-dix mille dollars (970 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention;

- un deuxième versement au montant de cent mille dollars (100 000 $), au plus tard le 31 juillet 2018.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme fait défaut de respecter l'une ou plusieurs des obligations prévues à la présente Convention, après que la Ville l'ai avisée par écrit de remédier dans un délai de trente (30) jours, à un ou plusieurs défauts;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales;

7.1.5 si l'Organisme a, directement ou par l'entremise de ses représentants, présenté des renseignements faux, trompeurs ou incomplets à la Ville ou au MCC.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.5, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès que la Ville a connaissance de l'événement.

7.5 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 7.4, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant

remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme et même réviser le niveau de sa contribution financière.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention est réputée être en vigueur à compter du 1er janvier 2017 et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 juillet 2018, étant entendu que la réalisation du Projet en considération duquel la Ville verse une contribution financière s'étend du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2017.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.4, 4.5.1, 4.5.3; 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 4.9 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de cinq millions de dollars (5 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de

renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants, le tout conformément au Protocole de visibilité.

L'Organisme s'engage à obtenir de tous tiers, tous les droits de propriété intellectuelle requis pour donner plein effet à la licence concédée à la Ville en vertu du premier paragraphe de cet article.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 800, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 2450, Montréal, Québec H3B 1X9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Président-directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse

sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 700, rue De La Gauchetière Ouest, 28e étage sud, Montréal, Québec, H3B 5M2, et tout avis doit être adressé à l'attention du responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon
Greffier

Le .....e jour de 2017

L'OFFICE DES CONGRÈS ET DU TOURISME DU GRAND MONTRÉAL INC.

Par : _____
Yves Lalumière
Président-directeur général

Par : _____
Pierre Bellerose
Vice-président,
relations publiques, accueil, recherche et développement du produit

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le ____e jour de _____ 2017 (résolution CG17).

20178

ANNEXE 1

PROJET

PROGRAMME D'ACTIVITÉS DE TOURISME MONTRÉAL – 2017

1 CADRE GÉNÉRAL

Tourisme Montréal :

- réalise l'ensemble des activités de promotion et de marketing auprès des clientèles extérieures d'affaires et d'agrément;
- gère la fonction de l'accueil touristique (signalisation, relation avec les nombreux partenaires, production de documentation d'accueil traditionnelle et électronique, actes de renseignement, etc.);
- joue un rôle d'influenceur et d'orienteur du développement du produit touristique.

2 CADRE SPÉCIFIQUE

Conformément à ses orientations stratégiques, Tourisme Montréal poursuit, par la mise en œuvre de stratégies en lien avec ses objectifs d'affaires approuvés par le Conseil d'administration de Tourisme Montréal, les objectifs identifiés dans son plan marketing annuel, le tout en fonction de son budget d'opérations approuvé par le Conseil d'administration de Tourisme Montréal en novembre de l'année précédente.

2.1 Activités de promotion et de marketing

Tourisme Montréal :

- réalise auprès des marchés canadien, américain et international des programmes de promotion lui permettant de rejoindre les clientèles d'affaires (congrès, réunions et conférences) et d'agrément (grossistes, journalistes, blogueurs, consommateurs, etc.);
- offre du soutien financier aux groupes (associations, corporations de toutes provenances) considérant se réunir à Montréal afin de les aider à prendre en charge une portion des frais reliés à la tenue de leur congrès;
- réalise des tournées de familiarisation et de visites d'inspection à l'intention des planificateurs de congrès, tous marchés et segments confondus et des tournées de presse à l'intention de journalistes, chroniqueurs, blogueurs et influenceurs de toutes provenances;

- produit la documentation d'appel diffusée auprès des plateformes les plus susceptibles de rejoindre la clientèle affaires et la clientèle d'agrément et par le biais de la stratégie des créneaux qui vise à maximiser la diffusion et l'exportation de contenus riches sur Montréal;

- mentionne la désignation de Montréal à titre de Ville UNESCO de design lorsqu'elle fait référence à la Montréal ville créative et apposer la signature graphique «Montréal Ville UNESCO de design» dans ses principaux outils de communication imprimés et électroniques selon les normes prescrites; coordonne les actions liées au tourisme «design» avec l'équipe du Bureau du design à la Ville de Montréal;

- encourage, auprès de ses membres et d'organisateurs de congrès internationaux, l'achat d'objets cadeaux ou souvenirs de Montréal conçus par des designers montréalais (designmontreal.com/code-souvenir);

- créé un lien (url) entre le site Internet de Tourisme Montréal et la Carte Design Montréal (designmontreal.com/carte);

- implique le Bureau du design de la Ville de Montréal lors de productions (vidéo, télévisée) ou de reportages traitant de l'architecture et du design à Montréal;

- poursuit la réalisation du Plan de développement du tourisme culturel à Montréal 2014-2017, tel que présenté à l'Annexe 3 – Développement du tourisme culturel à Montréal – Stratégies et actions 2014-2017;

- met en œuvre le Plan de développement en tourisme culturel 2017-2018. Plus particulièrement met en valeur et structure l'art public, les quartiers culturels, le patrimoine religieux et la création autochtone tant actuelle que traditionnelle.

2.2 L'accueil

Tourisme Montréal assure le maintien de certains programmes liés à la qualité de l'accueil touristique, notamment :

- les programmes de Taxi Ambassadeur;

- la réflexion sur l'avenir du Centre Infotouristique de Montréal.

2.3 Le développement de produit

Tourisme Montréal :

- oriente le développement du produit touristique en accord avec son plan stratégique et répond aux demandes de consultation des paliers gouvernementaux à cet égard;

- maintient le Programme de soutien aux événements à fort potentiel touristique selon des critères pré-identifiés, en accord avec son plan stratégique;

- lorsque pertinent au niveau touristique, participe aux réflexions en aménagement urbain de la Ville de Montréal.

2.4 Recherche

Tourisme Montréal :

- poursuit ses efforts pour développer son expertise déjà reconnue en matière de connaissance de la performance touristique et des tendances de marchés;

- maintient un service de cueillette de données quantitatives et qualitatives permettant l'évaluation de la performance du tourisme à Montréal et la compréhension de l'évolution des clientèles-cibles;

- met à la disposition de la Ville de Montréal les résultats de ces recherches;

- fournit les données pertinentes sur le tourisme «Design» à Montréal.

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

L'Entente conclue entre la Ville et le MCC permet la réalisation de nombreuses initiatives qui visent à consolider le statut de Montréal, métropole culturelle.

La Ville et le MCC ont signé un protocole de visibilité qui s'applique à tous les projets soutenus dans le cadre de cette Entente.

L'Organisme doit respecter ce protocole de visibilité qui lie la Ville au MCC. En fonction de l'importance du soutien financier accordé et des impacts médiatiques du Projet, il doit :

1. VISIBILITÉ

1.1. Développer une stratégie de communication répondant aux exigences de la présente Annexe, la faire approuver par le Responsable du Projet de la Ville et la mettre en œuvre;

1.2. faire approuver le positionnement des logotypes de tous les partenaires du Projet par le Service des communications de la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant toute publication ou diffusion;

1.3. s'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication et de normes de visibilité et qu'ils respectent la Charte de la langue française comme cela est prévu à la présente Annexe.

2. COMMUNICATIONS

2.1. Reconnaissance de la Ville et du gouvernement du Québec

- faire état de la contribution de la Ville et du gouvernement du Québec et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet ou à l'activité;

- sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville et le gouvernement du Québec pour leur soutien;

- mentionner verbalement la participation financière de la Ville et du gouvernement du Québec lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan;

- apposer les logos de la Ville et du gouvernement du Québec sur tous les outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le programme officiel, le site Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, les vidéos, etc. :

- les logos de Montréal et du gouvernement du Québec devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule;

- dans le cas où l'insertion des logos de la Ville et du gouvernement du Québec n'est pas possible, l'Organisme doit ajouter la phrase suivante : **Projet financé dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal par la Ville de Montréal et le gouvernement du Québec**;

- soumettre pour approbation au Responsable du Projet de la Ville tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et du MCC, **au moins dix (10) jours ouvrables** avant leur envoi pour impression ou leur diffusion;

- soumettre pour approbation au Service des communications de la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les documents où figurent les logos de la Ville et du gouvernement du Québec, **au moins dix (10) jours ouvrables** avant leur envoi pour impression ou leur diffusion;

- s'il y a lieu, ajouter le logo de la Ville et du gouvernement du Québec en clôture de toutes publicités télé ou Web. Les logos de Montréal et du gouvernement du Québec peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaires principaux, les logos de Montréal et du gouvernement du Québec devront être mis en évidence;

- ajouter les logos de la Ville et du gouvernement du Québec sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville et du MCC (incluant les blogueurs, les photographes et les caméramans) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville et du MCC à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;

- lors d'une annonce importante impliquant la Ville et le MCC :

  - inviter par écrit un représentant politique de la Ville et un représentant politique du MCC à participer aux annonces et aux conférences de presse organisées dans le cadre du Projet ou de l'activité, un minimum de **vingt (20) jours ouvrables** à l'avance;

  - soumettre pour approbation au cabinet du maire et au cabinet du MCC, le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet ou l'activité;

- offrir au cabinet du maire et au cabinet du MCC la possibilité d'insérer une citation dans les communiqués.

2.3. Normes graphiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation des logos de la Ville (www.ville.montreal.qc.ca/logo) et du gouvernement du Québec (www.piv.gouv.qc.ca);

- respecter l'ordre convenu pour le positionnement des logos de la Ville, du gouvernement du Québec et des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.), soit :

  Montréal + Québec
  Canada + Montréal + Québec
  Arrondissement + Montréal + Québec
  Canada + arrondissement + Montréal + Québec

2.4. Publicité et promotion

- Remettre des photographies et/ou des vidéos officielles au Responsable du Projet de la Ville et au MCC, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur le site Internet ou tout autre support média;

  - lesdites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises;

- ajouter un hyperlien vers le site de la Ville et du MCC sur le site Internet du Projet ou de l'événement;

- faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par le Service des communications de la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) **au moins dix (10) jours ouvrables** avant leur envoi pour impression ou leur diffusion;

- offrir un espace publicitaire d'au moins une demi-page dans le programme de l'événement **au moins vingt (20) jours ouvrables** avant son impression ou sa diffusion. La proposition doit être adressée au Responsable du Projet de la Ville et comporter les spécifications techniques. La publicité sera fournie par la Ville;

- offrir d'inclure un message officiel de la mairie, du MCC ou des élus dans le programme de l'événement. La demande doit être transmise au cabinet du maire et au cabinet du MCC au moins **vingt (20) jours ouvrables** avant la date limite de livraison du matériel pour impression;

- permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques..S'adresser au Service des communications de la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) **au moins dix (10) jours ouvrables** à l'avance;

- permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement. (ex. : écrans numériques géants). S'adresser au Service des communications de la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) **au moins dix (10) jours ouvrables** à l'avance;

- offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message devra être soumis au Responsable du Projet de la Ville;

- lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité. S'adresser au Service des communications de la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) **au moins vingt (20) jours ouvrables** à l'avance;

- s'assurer de la présence des logos de la Ville et du gouvernement du Québec dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion. S'adresser au Service des communications de la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) **au moins dix (10) jours ouvrables** à l'avance.

2.5. Événements publics

- Inviter la Ville et le MCC à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet;

- aviser le cabinet du maire et le cabinet du MCC par écrit **au moins vingt (20) jours ouvrables** avant l'événement;

- transmettre le plus rapidement possible au cabinet du maire et au cabinet du MCC le scénario de déroulement de l'événement;

- pour tous événements publics, coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet du maire et, le cabinet du MCC ou les élus concernés;

- respecter les règles protocolaires officielles en matière d'événements publics.

2.6. Bilan de visibilité

- Remettre au Responsable du Projet de la Ville en annexe au bilan, en format numérique :

  Les outils de communication développés pour la publicité et l'information publique relatives au Projet ou à l'activité;

  - S'il y a lieu, une revue de presse incluant les mentions verbales ou écrites diffusées à la radio ou à la télévision, dans les journaux et les imprimés de même que sur le web.

Si vous avez des questions concernant les normes d'utilisation du logo de la Ville de Montréal, veuillez adresser votre demande par courriel au Service des communications de la Ville :
visibilite@ville.montreal.qc.ca

Si vous avez des questions concernant la visibilité gouvernementale ou l'application du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec, veuillez communiquer avec :

Mme Marjorie Houle
Conseillère en communication
Direction des communications et des affaires publiques
Ministère de la Culture et des Communications
225, Grande Allée Est, bloc B, 2e étage
Québec (Québec) G1R 5G5
418 380-2363, poste 7220
marjorie.houle@mcc.gouv.qc.ca

Pour communiquer avec les cabinets politiques

Pour joindre le cabinet du maire et du comité exécutif :
remplir le formulaire approprié sur le site du maire (https://mairedemontreal.ca/) ou écrire à l'adresse courriel suivante : cabinet.du.maire@ville.montreal.qc.ca

Pour joindre le cabinet du MCC :
helene.fontaine@mcc.gouv.qc.ca

Lorsque vous communiquez avec les cabinets, il est important de préciser que le Projet est subventionné par le biais de l'Entente sur le développement culturel de Montréal.

ANNEXE 3



DÉVELOPPEMENT DU TOURISME CULTUREL À MONTRÉAL

STRATÉGIES ET ACTIONS 2014-2017

TOURISME
Montréal

PHOTOS / PAGE COUVERTURE :

1 - Plan lumière du Quartier des spectacles
© Quartier des spectacles, Martine Doyon
2 - MONTRÉAL COMPLÈTEMENT CIRQUE
© 2009 Théâtre T & Cie / Albert Rudnicki
3 - MUTEK, Festival International © Isabelle Hayeur

Ce document a été réalisé en collaboration avec la Ville de Montréal et le ministère de la Culture et des Communications dans le cadre de l'entente sur le développement culturel de Montréal 2012-2015.

Juin 2014

ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE **MONTRÉAL**

Montréal

Culture et Communications Québec

MOT DU PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL DE TOURISME MONTRÉAL



Plan de développement du tourisme culturel à Montréal (2014-2017)

C'est avec enthousiasme que je vous présente la mouture 2014-2017 du Plan de développement du tourisme culturel. Réalisé à l'initiative de Tourisme Montréal, de concert avec la Ville de Montréal et le ministère de la Culture et des Communications, dans le cadre d'une entente triennale, ce plan vise à accroître le développement culturel de la métropole afin d'augmenter son pouvoir d'attraction sur la clientèle touristique.

Depuis 15 ans, Tourisme Montréal travaille à l'intégration du milieu culturel dans l'univers touristique. Nous sommes en effet persuadés que la culture est au cœur de l'ADN de Montréal et que son statut de métropole culturelle lui permet de se démarquer des destinations concurrentes.

Le document que vous tenez entre les mains succède ainsi à l'édition du plan couvrant la période 2010-2013. Les résultats observés ces dernières années, les projets de développement menés à terme et l'enthousiasme des secteurs de la culture et du tourisme à l'égard de projets porteurs sont autant de raisons qui justifient de poursuivre les efforts entamés.

Dans ce contexte, les partenaires de l'entente ont souhaité élaborer un plan qui s'inscrive dans une approche de mise à jour et de bonification de l'édition précédente. Mentionnons également que la période couverte par le présent plan de développement du tourisme culturel correspond à la phase de préparation des célébrations du 375e anniversaire de Montréal. Puisque tous les yeux seront rivés sur la métropole, cet événement sera sans aucun doute une occasion inouïe de mettre en valeur Montréal à titre de ville artistique et culturelle par excellence.

Montréal se positionne aujourd'hui parmi les dix plus importantes métropoles culturelles en Amérique du Nord. Permettons-nous maintenant de rêver et de propulser Montréal au rang des plus grandes destinations artistiques et culturelles du monde entier.

Au nom de Tourisme Montréal, je tiens à remercier chaleureusement nos partenaires ainsi que tous les organismes ayant contribué au succès de cette initiative.

Yves Lalumière
Président-directeur général de Tourisme Montréal

HISTORIQUE DU PLAN DE DÉVELOPPEMENT DU TOURISME CULTUREL

Depuis plus de 15 ans, Tourisme Montréal travaille à l'intégration du milieu culturel dans l'univers touristique. Ces années ont notamment été caractérisées par plusieurs signatures de protocoles d'entente avec le ministère de la Culture et des Communications, dont une entente triennale signée en 2005, portant sur le développement du tourisme culturel. Ce protocole d'entente s'articulait autour de trois grands axes : la recherche et la veille, les services d'expertise-conseil et d'information et la réalisation d'un plan stratégique d'intervention en tourisme culturel, le tout encadré par un comité-conseil en culture.

En 2008, la Ville de Montréal s'est jointe à l'entente et a contribué à la réalisation d'un plan stratégique d'intervention et d'un plan d'action vers le développement du tourisme culturel à Montréal. La première version du Plan de développement du tourisme culturel à Montréal : Stratégies et actions a été lancée en octobre 2010 et visait la période 2010-2013. Ce plan a été réalisé sur l'initiative de Tourisme Montréal, avec la collaboration de la Ville de Montréal et du ministère de la Culture et des Communications.

Selon son bilan de mise en œuvre, le plan de développement a atteint ses objectifs et a contribué activement au développement culturel de la métropole pour ce qui est d'accroître son pouvoir d'attraction sur la clientèle touristique et lui permettre de se démarquer de destinations concurrentes. D'ailleurs, les acteurs du tourisme et de la culture, consultés dans le cadre de ce bilan, partagent entièrement à cet avis.

Le Plan de développement du tourisme culturel à Montréal : Stratégies et actions élaboré en 2010 correspondait essentiellement à une phase de mise en place, donnant une importance particulière à la recherche et à la création d'outils, afin que les partenaires de l'entente jouent pleinement leur rôle de soutien auprès des milieux culturel et touristique concernés. Il était articulé autour de quatre grandes orientations correspondant aux principaux défis recensés en matière de développement du tourisme culturel, à savoir :

- **Renforcer et faire évoluer l'offre et l'expérience culturelles**
- **Intégrer l'offre culturelle montréalaise dans une expérience globale**
- **Intégrer, organiser, diffuser et promouvoir l'offre culturelle**
- **Renforcer la synergie entre les acteurs du tourisme et de la culture**

Sur un plan plus qualitatif, ce bilan indique que près de 80 % des actions du plan de développement du tourisme culturel élaboré en 2010 ont été réalisées. Ce taux de réalisation constitue une performance très satisfaisante, compte tenu de la nouveauté et de l'ambition de l'exercice. De plus, près de 90 % des actions de ce plan se sont avérées pertinentes, soit par leur mise en place réussie dans la période visée par le plan, soit par l'intérêt qu'elles suscitent encore pour les prochaines années. Enfin, l'analyse détaillée des actions de ce plan de développement montre qu'environ 60 % d'entre elles peuvent être reconduites dans leur essence, sous réserve d'un rajustement et d'une mise à jour en fonction de l'évolution du contexte.

Tous ces efforts, combinés à l'effervescence culturelle de la scène montréalaise, font en sorte que Montréal se positionne aujourd'hui parmi les dix plus importantes métropoles culturelles en Amérique du Nord.

APPROCHE DU PLAN DE DÉVELOPPEMENT 2014-2017

Les partenaires pour la démarche de développement culturel à Montréal, la Ville de Montréal et le ministère de la Culture et des Communications ont renouvelé l'entente conclue avec Tourisme Montréal.

Les résultats tangibles observés dans les dernières années, les projets de développement menés à terme, l'enthousiasme des secteurs de la culture et du tourisme autour de projets mobilisateurs et la meilleure compréhension des tendances et des enjeux sont autant de raisons qui justifient de poursuivre l'avancée majeure que représente le tourisme culturel dans le développement et l'avenir de Montréal.

Dans ce cadre, les partenaires de l'entente ont souhaité élaborer un plan de développement du tourisme culturel à Montréal pour la période 2014-2017 dans une approche de mise à jour et de bonification du plan précédent. En effet, il est toujours nécessaire d'intervenir afin de renforcer la synergie entre les secteurs du tourisme et de la culture et de favoriser le développement de projets porteurs.

Si le plan de développement défini pour la période 2010-2013 correspondait à une phase de mise en place qui a permis de « semer », la mise à jour du plan pour la période 2014-2017 doit générer une phase de croissance permettant de « récolter » et d'augmenter les retombées économiques et touristiques du tourisme culturel. À ce titre, la conception du nouveau plan a privilégié une approche orientée sur les réalisations concrètes et sur l'obtention de résultats. Les maîtres d'œuvre des stratégies et des actions définies sont les partenaires de l'entente, lesquels conservent un rôle crucial. Cependant, l'approche met l'accent sur l'engagement des partenaires clés des différentes actions, à savoir les organismes et entreprises, tant du milieu touristique que du milieu culturel. Leur rôle accru, leur performance et leur volonté de renforcer leurs synergies représentent des conditions sur lesquelles repose la réussite du développement du tourisme culturel à Montréal.

Le bilan positif du plan précédent et l'analyse de la situation d'ensemble actuelle du tourisme culturel ont incité les partenaires à reconduire la vision, les buts, les principes et les défis présentés ci-dessous, lesquels demeurent d'actualité, compte tenu de l'approche stratégique à long terme qui avait guidé l'élaboration du plan en 2010.

Les travaux pour la réalisation du plan de développement ont été menés par la firme de consultation LJM Conseil et ont compris de nombreuses réunions avec les représentants des partenaires de l'entente, ainsi que des rencontres avec des acteurs clés du tourisme ou de la culture à Montréal. L'élaboration du présent plan de développement s'est également appuyée sur la tenue de réunions de consultation et de réflexion stratégique avec les représentants des partenaires et des experts des milieux culturel et touristique concernés. Ces rencontres ont porté sur la réévaluation des stratégies , la prise en considération de nouvelles pistes d'actions, la prise en compte des nouveaux éléments de contexte et la mise en lumière des priorités.

VISION

MONTRÉAL EST UNE DESTINATION TOURISTIQUE RECONNUE POUR LA RICHESSE ET LA DIVERSITÉ DE SON OFFRE CULTURELLE QUI SE RENOUVELLE CONSTAMMENT.

BUT

Accroître la valeur de la destination Montréal par la culture en :

- affirmant le caractère distinctif de la ville
- contribuant à la vigueur de l'activité touristique montréalaise
- catalysant les efforts des différents organismes publics et privés afin de maximiser le potentiel attractif de Montréal
- développant des partenariats qui contribuent à instaurer un environnement propice au développement d'initiatives culturelles

PRINCIPES

Le tourisme culturel :

- est reconnu comme levier de développement économique
- fait partie intégrante du positionnement de Montréal, métropole culturelle s'assure de promouvoir un développement respectueux qui favorise les principes du développement durable
- propose une offre quatre saisons
- met en valeur les multiples cultures présentes à Montréal et tire profit de l'ouverture sur le monde de la ville

DÉFIS

1. **Renforcer et faire évoluer l'offre et l'expérience culturelles**
2. **Intégrer l'offre culturelle montréalaise dans une expérience globale**
3. **Intégrer, organiser, diffuser et promouvoir l'offre culturelle**
4. **Renforcer la synergie entre les acteurs du tourisme et de la culture**

NOUVEAUX ÉLÉMENTS DE CONTEXTE

Depuis la publication du plan de développement du tourisme culturel en octobre 2010, certains éléments de contexte ont évolué et de nouveaux documents portant sur les stratégies des partenaires de l'entente ou d'acteurs clés des industries touristique et culturelle ont vu le jour.

Pour ce qui est du contexte général, la période visée par le présent plan de développement du tourisme culturel correspond à la phase de préparation des célébrations du 375e anniversaire de Montréal qui marqueront l'ensemble de l'année 2017. Au-delà d'un programme très riche de festivités comprenant de nombreuses manifestations qui s'ajouteront aux nombreux festivals qui font chaque année la renommée de Montréal et qui ont prévu des éditions spéciales à l'occasion du 375e anniversaire de la fondation de la ville, les célébrations de 2017 seront l'occasion de léguer un héritage important aux générations futures. De nouvelles installations verront le jour et des attractions existantes seront revalorisées, ce qui suppose un important travail au chapitre des produits et des legs qui devront être réalisés d'ici les célébrations.

À ce titre, la Société des célébrations du 375e anniversaire de Montréal constitue un intervenant majeur dans le développement du tourisme culturel au cours des prochaines années. Cet organisme à but non lucratif a pour mandat de concevoir et d'organiser les célébrations du 375e anniversaire de Montréal en 2017, de concert avec différents partenaires privés et publics.

En effet, l'un des principes directeurs de la Société des célébrations du 375e anniversaire de Montréal est de « favoriser la culture comme axe majeur de développement », les autres étant de « léguer un héritage tangible, matériel ou immatériel », de « doter les célébrations d'un effet durable » et d'« encourager la participation citoyenne ».

Par ailleurs, les éléments énoncés ci-dessous ont été pris en compte dans la réflexion stratégique et dans la rédaction des stratégies et actions du Plan de développement du tourisme culturel à Montréal 2014-2017 :

- **Le Plan de développement de Montréal, qui offre à la collectivité montréalaise l'occasion de dégager une vision concertée de développement sur un horizon de 20 ans.**
- **Les stratégies de Montréal, métropole culturelle et celles de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2012-2015, correspondant à la politique de développement culturel de la Ville de Montréal.**
- **La stratégie de la Ville de Montréal concernant les Quartiers culturels et son plan de mise en œuvre publié en juin 2013.**
- **Le Plan de développement de l'industrie touristique 2012-2020, déposé en 2012 par Tourisme Québec, et la stratégie de Tourisme Québec concernant le tourisme culturel et événementiel qui en découle.**
- **La stratégie de Tourisme Montréal concernant les créneaux, dont plusieurs concernent le tourisme culturel.**



© Festival Juste pour rire

1

RENFORCER ET FAIRE ÉVOLUER L'OFFRE ET L'EXPÉRIENCE CULTURELLES

RENFORCER ET FAIRE ÉVOLUER L'OFFRE ET L'EXPÉRIENCE CULTURELLES

Le produit montréalais en matière de tourisme culturel se caractérise, d'une part, par la diversité de son offre, qui englobe une grande variété de catégories d'expression culturelle (arts de la scène, arts visuels, architecture et métiers d'art, événements, festivals et animation de rues, muséologie, patrimoine, cinéma et audiovisuel, lecture et livres). Cette diversité présente l'avantage de pouvoir intéresser un spectre très large de catégories de touristes potentiels et de proposer un séjour de tourisme urbain varié et enrichissant. D'autre part, l'inventaire réalisé par Tourisme Montréal en 2013, avec des centaines d'intervenants et d'établissements du secteur du tourisme culturel, fait ressortir le foisonnement culturel caractéristique de la métropole québécoise. Si l'on dénote une forte concentration géographique, l'arrondissement Ville-Marie regroupant près de la moitié des institutions et intervenants recensés, on observe aussi, comparativement à l'inventaire effectué en 2007, de nombreux intervenants culturels en dehors des quartiers centraux.

Ces caractères distinctifs, ainsi que la créativité et l'originalité qui définissent la ville, permettent de positionner Montréal même si elle ne dispose pas d'icônes architecturales culturelles remarquables à l'échelle internationale. Montréal évolue dans un contexte où de nombreuses grandes villes dans le monde ont investi de façon considérable pour développer de grandes institutions culturelles afin d'attirer une clientèle croissante de touristes. En comparaison avec les métropoles concurrentes, elle a peu investi dans ce domaine dans la première décennie des années 2000. Cependant, la situation s'est améliorée lors des trois dernières années, comme en témoignent des investissements supérieurs à 500 millions de dollars dans les infrastructures culturelles, la Maison symphonique représentant environ la moitié de ce montant.

Afin d'accroître le pouvoir d'attraction de Montréal et la qualité de l'expérience vécue par les visiteurs et de lui permettre de se distinguer d'une concurrence toujours plus forte et renouvelée, l'offre culturelle de Montréal doit être renforcée, mais aussi en perpétuelle évolution, pour répondre aux attentes des clientèles touristiques, qui elles-mêmes évoluent rapidement.

1.1 | ACCROÎTRE LE DÉVELOPPEMENT DE NOUVEAUX PRODUITS CULTURELS À PORTÉE TOURISTIQUE

Une destination de tourisme culturel se distingue aujourd'hui par sa vitalité en termes de nouveaux produits culturels, et de nombreuses destinations urbaines dans le monde rivalisent avec force sur cet aspect, en innovant constamment. Montréal doit donc continuer à imposer sa marque de métropole culturelle qui offre une expérience sans cesse renouvelée et novatrice.

1.1.1 | PRIORISER LA RÉALISATION DES PROJETS IDENTIFIÉS AU 375E ANNIVERSAIRE DE MONTRÉAL

Dans la perspective du 375e anniversaire de Montréal, du 150e anniversaire de la Confédération canadienne et du 50e anniversaire de l'Expo 67, le Plan de développement du tourisme culturel à Montréal se veut un fer de lance dont la mise en œuvre repose non seulement sur la volonté de chacun de participer au développement de Montréal, mais aussi sur le dynamisme des milieux du tourisme et de la culture, de même que sur la synergie qui aura été établie entre eux afin d'accueillir le monde en 2017.

De ce fait, il y a lieu de fournir en priorité le soutien nécessaire aux organismes et aux promoteurs engagés dans la réalisation des projets privilégiés en vue du 375e anniversaire de Montréal mentionnés par les différents paliers de gouvernement et énumérés dans le tableau de la page 13.

1.1.2 | RECOMMANDER ET SOUTENIR LE DÉVELOPPEMENT DE NOUVEAUX PRODUITS CULTURELS À VOCATION TOURISTIQUE

Au-delà des projets identifiés au 375e anniversaire de Montréal, et pour que de nouveaux produits culturels continuent de voir le jour après 2017, Tourisme Montréal et ses partenaires resteront donc à l'affut d'idées et de projets nouveaux, encourageront et appuieront l'émergence et la réalisation de nouveaux produits culturels à vocation touristique, capables à la fois d'attirer de nouvelles clientèles et de renforcer la fidélité de celles fréquentant déjà Montréal.

L'évolution de l'offre culturelle sera soutenue par des efforts en développement de produits axés sur la créativité, afin de permettre à Montréal de se distinguer sur la scène internationale, en privilégiant l'harmonie et la complémentarité des produits culturels actuels et à venir.

1.1.3 | ENCOURAGER LA TENUE DE GRANDS ÉVÉNEMENTS À POTENTIEL INTERNATIONAL

Les événements culturels, en particulier les festivals, ont permis à Montréal de se positionner avantageusement à titre de destination culturelle unique en Amérique du Nord. Mais de nombreuses villes dans le monde misent également sur la présence d'événements de toutes natures capables d'attirer une clientèle internationale. Aussi, la diversification des événements représente une avenue à explorer. La recherche et la tenue de grands événements ponctuels, y compris de grandes expositions internationales, doivent donc être favorisées pour maintenir et renforcer le positionnement de Montréal dans un contexte de concurrence particulièrement vive au Canada comme à l'échelle nord-américaine.

1.1.4 | PLANIFIER DES MOMENTS THÉMATIQUES DANS UNE APPROCHE DE CONCERTATION

Les années ou saisons thématiques, qui consistent en des célébrations de plusieurs mois liées à un thème porteur ou à un anniversaire et qui proposent des activités, des festivités et des événements dans plusieurs domaines culturels, constituent une stratégie souvent employée en Europe, mais très peu en Amérique du Nord.

Certaines initiatives d'intervenants du milieu culturel montréalais prévoient des thèmes offrant des possibilités de déclinaison dans d'autres catégories d'expression culturelle ou dans des attractions ou services touristiques. À titre d'exemple, une grande exposition dans un musée majeur sur une personnalité ou un thème rassembleur peut donner lieu à des initiatives en lien avec le même thème dans des salles de spectacles, des festivals, des hôtels, des restaurants ou des lieux publics. La création de tels « moments thématiques », en donnant une plus grande envergure et une meilleure visibilité au thème traité, augmente l'attractivité de l'ensemble de la destination vis-à-vis des clientèles touristiques intéressées par le thème initial.

Cette approche porteuse et originale nécessite une planification très en amont et une concertation ouverte avec les intervenants culturels et touristiques, tous susceptibles d'en tirer profit. Elle passe par la mise en place d'un groupe de travail, une fois que l'on a déterminé un thème fort et rassembleur, et elle doit progressivement reposer sur un modèle de développement qui mise sur les meilleures pratiques et sur l'expérience de moments thématiques, telle que les événements de l'année 2017 coordonnés par la Société des célébrations du 375e anniversaire de Montréal.

STRATÉGIES ET ACTIONS	PÉRIODE	MAÎTRE D'ŒUVRE*	PARTENAIRES CLÉS*
1.1 Accroître le développement de nouveaux produits culturels à portée touristique			
1.1.1 Prioriser la réalisation des projets identifiés au 375e anniversaire de Montréal			
Fournir le soutien nécessaire aux organismes et aux promoteurs engagés dans la réalisation des projets privilégiés en vue du 375e anniversaire de Montréal mentionnés par les différents ordres de gouvernement : Projets mentionnés à ce jour : ·Espace pour la vie ·Nouveau pavillon du Musée des beaux-arts de Montréal ·Projet du musée McCord-Stewart ·Projet d'expansion du Musée d'art contemporain ·Projet d'expansion du musée Pointe-à-Callière ·Lieu culturel autochtone à Montréal ·Montréal en histoires ·Parc Jean-Drapeau ·Oratoire Saint-Joseph ·Parc du complexe environnemental Saint-Michel ·Promenades urbaines	2014 / 2016	VM MCC	Société des célébrations du 375e
1.1.2 Recommander et soutenir le développement de nouveaux produits culturels à vocation touristique			
Appuyer l'émergence de nouveaux projets qui favorisent le développement harmonieux et complémentaire de produits culturels	2014 / 2017	VM	MCC TM
1.1.3 Encourager la tenue de grands événements à potentiel international			
Encourager le soutien nécessaire aux différents organismes afin d'attirer de grands événements (grandes expositions internationales, grands événements ou spectacles, etc.)	2014 / 2017	VM - TM	MCC
1.1.4 Planifier des moments thématiques dans une approche de concertation			
Mettre en œuvre un mode de travail ad hoc afin d'optimiser le développement de moments ou de saisons thématiques d'envergure sur des thèmes porteurs	2014	TM	
Soutenir la réalisation de projets thématiques fédérateurs touchant des thèmes porteurs	2014 / 2017	TM	

* TM : Tourisme Montréal, VM : Ville de Montréal, MCC : Ministère de la Culture et des Communications, La Vitrine : La Vitrine culturelle, PDQS : Partenariat du Quartier des spectacles, STM : Société de transport de Montréal, SDC : Société de développement commercial, RVT : Réseau de veille en tourisme UQAM

1.2 | SOUTENIR LES ÉVÉNEMENTS ET LES FESTIVALS

Les événements et festivals constituent depuis des années un levier important du tourisme à Montréal et sont reconnus comme des moteurs de développement majeurs pour la métropole. Montréal souhaite assurer la pérennité de ces événements et maintenir ses avantages concurrentiels dans ce créneau.

Pour ce faire, plusieurs stratégies seront déployées afin de développer une approche cohérente et plus intégrée. Une meilleure synergie entre les événements, mais aussi entre ces derniers et les autres acteurs culturels de Montréal est souhaitable afin de multiplier l'effet attractif des festivals et leur impact touristique sur l'ensemble de la scène culturelle montréalaise.

1.2.1 | SOUTENIR LE DÉVELOPPEMENT DE FESTIVALS ET L'EXPÉRIENCE DES FESTIVALIERS

Le développement de l'offre en matière de festivals passe par une harmonisation du calendrier des événements, qui vise notamment à allonger les périodes durant lesquelles les visiteurs peuvent bénéficier de ces activités culturelles caractéristiques de Montréal, ainsi que par l'enrichissement des contenus et l'émergence de projets novateurs dans différents quartiers de la ville.

Dans une approche d'amélioration continue de l'expérience des festivaliers, un soutien aux organisateurs de ces événements, quels que soient leur thème et leur concept, peut être apporté pour ce qui est de l'utilisation des nouvelles technologies, de la réduction des impacts environnementaux ou encore des conditions d'accueil des clientèles touristiques.

1.2.2 | ENCOURAGER L'ESSOR DE PROJETS FÉDÉRATEURS PAR DES REGROUPEMENTS ET LE PARTAGE DES RESSOURCES

Les coûts d'installation, d'organisation et de promotion des festivals deviennent exorbitants, que ce soit pour les festivals majeurs, pour les plus petits événements ou ceux qui émergent . Il y aurait donc lieu d'encourager leur regroupement et le partage des ressources pour créer synergies et effets de levier, tant en termes de financement que d'organisation et de promotion.

Dans un esprit de développement et de concertation, les projets potentiellement fédérateurs de plusieurs festivals, soit dans une logique temporelle, saisonnière ou thématique, feront l'objet d'une attention particulière au moment de leur étude.

STRATÉGIES ET ACTIONS	PÉRIODE	MAÎTRE D'ŒUVRE	PARTENAIRES CLÉS
1.2 Soutenir les événements et les festivals			
1.2.1 Soutenir le développement de festivals et l'expérience des festivaliers			
Harmoniser et enrichir un calendrier d'événements assurant un continuum sur l'année, de concert avec les acteurs du milieu culturel montréalais	2014 / 2017	TM	VM Organisateurs d'événements
Soutenir la créativité et l'enrichissement des contenus des produits existants et l'émergence de projets distinctifs en lien avec les quartiers culturels	2014 / 2017	VM	
Encourager l'utilisation des nouvelles technologies (réseaux sociaux et mobilité) afin d'enrichir l'expérience des festivaliers	2014 / 2017	TM	Organisateurs d'événements
Mettre en œuvre des mesures visant à améliorer le bilan social et environnemental des festivals	2014	TM	Organisateurs d'événements
Soutenir les festivals et événements pour ce qui est d'améliorer les conditions d'accueil des clientèles touristiques	2014/ 2017	TM	Organisateurs d'événements
1.2.2 Encourager l'essor de projets fédérateurs au moyen du regroupement et du partage des ressources			
Offrir des services-conseils et contribuer aux changements qui permettent aux organisateurs ou aux promoteurs d'événements de mettre en commun leurs ressources ou d'utiliser celles-ci de manière plus efficace	2014 / 2017	TM / VM	Organisateurs d'événements

1.3 | ACCROÎTRE LA MISE EN VALEUR DE L'ART PUBLIC

L'art public fait l'objet d'une attention particulière et d'investissements importants dans la plupart des villes à vocation culturelle. Depuis plusieurs années, Montréal consent aussi des efforts pour restaurer et mettre en valeur les œuvres d'art et en ajouter de nouvelles. Ces efforts sont réalisés par le Bureau d'art public de la Ville de Montréal, qui vient par ailleurs de mettre sur pied récemment le Comité d'art public.

Par ailleurs, l'élaboration récente de la carte des circuits d'art public, réalisée par Tourisme Montréal en collaboration avec les partenaires concernés, concrétise cette amélioration de l'offre en art public et permet d'en faire la promotion.

1.3.1 | FAIRE DE L'ART PUBLIC UN ÉLÉMENT DE POSITIONNEMENT DE MONTRÉAL

Ces efforts doivent se poursuivre, voire s'accélérer, notamment dans la perspective des célébrations de 2017, pour lesquelles il importe que l'expérience de séjour urbain des clientèles touristiques se déroule dans un cadre mettant en valeur des œuvres majeures en art public. Progressivement, l'art public est voué à devenir un élément de positionnement de Montréal destiné à agrémenter le paysage.

STRATÉGIES ET ACTIONS	PÉRIODE	MAÎTRE D'ŒUVRE	PARTENAIRES CLÉS
1.3 Accroître la mise en valeur de l'art public			
1.3.1 Faire de l'art public un élément de positionnement de Montréal			
Encourager l'implantation accélérée d'œuvres majeures en art public, en tenant compte de la mise en valeur de l'aménagement de l'espace public environnant	2014 / 2017	VM	Culture Montréal
Bonifier, mettre à jour et promouvoir la carte des circuits d'art public	2014 / 2017	TM	VM
Réaliser un site web et des applications mettant en valeur l'art public	2014 / 2015	VM	TM

1.4 | METTRE EN VALEUR LA CRÉATION ACTUELLE

De par sa créativité et le foisonnement de communautés, d'organismes culturels et d'artistes qu'on y retrouve, Montréal est caractérisée par une culture actuelle à la fois très fertile et fragmentée. Dans une perspective de développement du tourisme culturel, la création actuelle, qui recèle un potentiel reconnu, a encore besoin d'être encouragée, organisée, mise en valeur et promue de façon plus efficiente. Montréal doit donc déployer les efforts nécessaires pour mettre à profit cette nouvelle tendance dans le marché touristique.

La création actuelle s'exprime dans les différentes disciplines que sont les arts numériques, les arts visuels, les arts de la scène, la musique et le design. À Montréal, dans ces disciplines, les événements, les œuvres et les spectacles se démarquent par leur contemporanéité, leur originalité et leur caractère novateur, ce qui permet à la destination montréalaise de se positionner favorablement à l'échelle internationale dans ce créneau.

1.4.1 | ANALYSER L'OFFRE EN CRÉATION ACTUELLE AFIN D'ÉTABLIR SON POTENTIEL EN REGARD DES MARCHÉS CONCURRENTS

Les différents acteurs concernés par la création actuelle ont déjà établi une meilleure communication dans les dernières années, notamment en raison de la création d'une table de concertation représentative de toutes les disciplines. L'action de cette table de concertation doit se poursuivre afin d'accompagner les travaux sur la création actuelle. En effet, de par sa nature même, la culture actuelle est en pleine ébullition et possède un fort caractère spontané. Il est donc important de dresser régulièrement un état des lieux et de procéder à une caractérisation de cette offre en regard de son potentiel touristique.

1.4.2 | STIMULER LA CRÉATION, LA RÉALISATION ET LA DIFFUSION D'INITIATIVES LIÉES À LA CRÉATION ACTUELLE

Tourisme Montréal, en collaboration avec ses multiples partenaires, a élaboré un plan d'action visant à relever le défi de faire de la création actuelle un nouvel élément de l'expérience touristique montréalaise. Ce plan propose des solutions concrètes aux enjeux qui ont été définis dans le cadre de la consultation avec les intervenants du secteur de la création actuelle. Il se déploie sur un horizon de trois ans et marque le début d'une nouvelle collaboration entre des acteurs de milieux distincts, mais intrinsèquement liés, qu'il réunit autour de l'objectif commun de faire de Montréal une destination touristique aux multiples facettes.

STRATÉGIES ET ACTIONS	PÉRIODE	MAÎTRE D'ŒUVRE	PARTENAIRES CLÉS
1.4 Mettre en valeur la création actuelle			
1.4.1 Analyser l'offre en création actuelle afin d'établir son potentiel en regard des marchés concurrents			
Poursuivre l'action de la table de concertation afin d'accompagner les travaux sur la création actuelle, toutes disciplines confondues	2014 / 2017	TM	VM Organismes en création actuelle
1.4.2 Stimuler la création, la réalisation et la diffusion d'initiatives liées à la création actuelle			
Mettre en œuvre les stratégies proposées dans le plan d'action sur la création actuelle	2014 / 2017	TM	VM Organismes en création actuelle

1.5 | PRIORISER LE DÉPLOIEMENT CULTUREL DE PÔLES TOURISTIQUES FORTS

Les pôles touristiques forts, qui se caractérisent par une densité importante d'attractions culturelles et de services touristiques, exercent un pouvoir d'attraction important sur les visiteurs. Montréal bénéficie déjà de l'existence de tels pôles, qui se doivent de poursuivre la consolidation et la diversification de la masse critique de leurs activités à caractère culturel afin d'augmenter leur achalandage touristique et d'allonger la durée de visite.

1.5.1 | CONTINUER LE DÉVELOPPEMENT DU QUARTIER DES SPECTACLES

Les dernières années ont été marquées par la réalisation d'aménagements dans le Quartier des spectacles qui ont transformé les lieux de façon « spectaculaire », les lieux puis par l'implantation d'entreprises culturelles dans des espaces et immeubles rendus disponibles par la Ville de Montréal et le gouvernement du Québec. Ainsi, la Maison symphonique, La Vitrine culturelle au 2-22 et la Maison du Jazz Rio Tinto Alcan ont ouvert leurs portes au public. D'autres projets sont en cours ou à l'étude, comme la Maison de la danse à l'édifice Wilder et l'aménagement de l'îlot Balmoral, de même que la Maison théâtre dans l'est du quartier, entre autres.

Afin de réaliser l'objectif de faire du Quartier des spectacles une destination internationale de premier plan, les partenaires continueront de conjuguer leurs efforts afin de mettre en œuvre cet ambitieux projet qui, au-delà de l'aménagement et de la revitalisation de tout un quartier de Montréal, repose sur l'animation urbaine quatre saisons, le divertissement, la vitalité et la richesse culturelle d'un secteur de la ville.

1.5.2 | POURSUIVRE LE DÉVELOPPEMENT DU VIEUX-MONTRÉAL

Pôle touristique emblématique de Montréal aux traits particulièrement distinctifs sur le continent nord-américain, le Vieux-Montréal voit son développement culturel encadré par des initiatives majeures menées par les partenaires.

Ainsi, le Plan de protection et de mise en valeur du Vieux-Montréal, élaboré par la Ville de Montréal, propose des actions concertées et coordonnées pour améliorer la qualité du milieu de vie, mettre en valeur les caractéristiques uniques du territoire et développer la destination touristique. Dans la perspective de 2017, les efforts déployés viseront à rendre ce quartier encore plus accueillant et plus intéressant pour les visiteurs.

1.5.3 | CONTINUER LE DÉVELOPPEMENT D'INTERPRÉTATION DU MONT ROYAL

À l'instar du Vieux-Montréal, le mont Royal bénéficie d'un plan de protection (Plan de protection et de mise en valeur du Mont-Royal), qui vise notamment à rendre la montagne accessible et accueillante afin de permettre à ses clientèles de profiter pleinement de ses attraits.

Les partenaires appuieront donc les initiatives à caractère culturel renforçant l'attractivité du mont Royal, lequel fait partie intégrante du paysage et de l'histoire de Montréal.

1.5.4 | ENCOURAGER LE DÉVELOPPEMENT D'ESPACE POUR LA VIE

Espace pour la vie est le plus grand complexe muséal en sciences de la nature au Canada. Il regroupe le Biodôme, l'Insectarium, le Jardin botanique et, depuis 2013, le Planétarium. D'ici 2017, d'autres projets se développeront afin de créer des espaces de vie en constante évolution et en perpétuel changement qui donneront l'occasion au pôle Maisonneuve, situé dans l'est de Montréal, de devenir une référence internationale et un moteur touristique encore plus important.

1.5.5 | ENCOURAGER LE DÉVELOPPEMENT DE PROJETS DE MISE EN VALEUR AU CENTRE-VILLE

Le centre-ville est un incontournable pour tous les visiteurs séjournant à Montréal. Son aménagement doit donc faire l'objet d'une attention particulière, notamment la réalisation des projets visant la place du Canada, le square Dorchester et la rue Sainte-Catherine, qui s'inscrivent comme des éléments majeurs pour les partenaires dans le cadre des efforts nécessaires de mise en valeur du centre-ville.

STRATÉGIES ET ACTIONS	PÉRIODE	MAÎTRE D'ŒUVRE	PARTENAIRES CLÉS
1.5 Prioriser le déploiement culturel de pôles touristiques forts			
1.5.1 Continuer le développement du Quartier des spectacles			
Compléter l'aménagement du secteur de la Place des Arts et amorcer celui du Quartier latin	2014 / 2017	PDQS	VM
Soutenir l'émergence de nouveaux projets créatifs en lien avec le développement du quartier, notamment dans les trois pôles du Quartier des spectacles, soit les secteurs Place des Arts, Quartier latin et Saint-Laurent	2014/ 2017	PDQS	VM
Promouvoir le Quartier des spectacles à titre de destination culturelle internationale	2014 / 2017	TM	PDQS
Assurer une animation quatre saisons dans le Quartier des spectacles	2014 / 2017	PDQS	VM
1.5.2 Poursuivre le développement du Vieux-Montréal			
Appuyer la réalisation du Plan de protection et de mise en valeur du Vieux-Montréal et le volet concernant le Vieux-Montréal de l'Entente en développement culturel de Montréal	2014 / 2017	VM	MCC
1.5.3 Continuer le développement d'interprétation du mont Royal			
Appuyer la réalisation des projets de mise en valeur déjà prévus pour le mont Royal	2014 / 2017	VM	MCC
Appuyer le projet de Parcours découvertes des patrimoines du mont Royal	2014 / 2015	VM	MCC
1.5.4 Encourager le développement d'Espace pour la vie			
Appuyer la réalisation des projets déjà prévus par Espace pour la Vie	2014 / 2017	VM	MCC Espace pour la vie
1.5.5 Encourager le développement de projets de mise en valeur au centre-ville			
Appuyer la réalisation des projets d'aménagement de la Place du Canada, du Square Dorchester Nord et de la rue Sainte-Catherine	2014 / 2016	VM	

1.6 | ACCROÎTRE LA MISE EN VALEUR DU RÉSEAU MUSÉAL

Dans les destinations culturelles, les musées constituent le plus souvent une pièce maîtresse de l'offre culturelle et leur développement est un signe important de la vitalité de la destination. En inscrivant plusieurs projets de musées dans la liste des projets privilégiés du 375e anniversaire de Montréal, les différents paliers de gouvernement reconnaissent l'importance particulière de ces institutions culturelles. Ainsi, il est nécessaire d'accompagner la réalisation des initiatives de ces dernières, notamment celles du Musée des beaux-arts de Montréal, du Musée d'art contemporain, du musée Pointe-à-Callière, du projet McCord-Stewart, ou encore d'Espace pour la vie, afin que l'offre muséale montréalaise évolue de façon importante dans les prochaines années.

1.6.1 | SOUTENIR LES ORIENTATIONS CONCERNANT LES ASPECTS TOURISTIQUES DU DÉVELOPPEMENT DU RÉSEAU MUSÉAL

En novembre 2013, le Groupe de travail sur l'avenir du réseau muséal du Québec a soumis au ministre de la Culture et des Communications son rapport portant sur les rôles des musées, l'optimisation de l'organisation et du fonctionnement du réseau muséal, la problématique du financement et le rôle des pouvoirs publics. Un certain nombre de constats et d'orientations de ce rapport sont en lien avec le tourisme culturel et ont besoin d'être analysés par les partenaires afin de faire faire l'objet de recommandations qui accéléreront le développement de la vocation touristique de ces institutions culturelles.

STRATÉGIES ET ACTIONS	PÉRIODE	MAÎTRE D'ŒUVRE	PARTENAIRES CLÉS
1.6 Accroître la mise en valeur du réseau muséal			
1.6.1 Soutenir les orientations concernant les aspects touristiques du développement du réseau muséal			
Dans la foulée du rapport du groupe de travail sur l'avenir du réseau muséal, travailler de concert avec les acteurs du réseau muséal afin de proposer des actions à privilégier sur le plan touristique.	2014	MCC	VM - TM
Collaborer à la mise en marché des projets de développement réalisés.	2014 / 2017	VM TM	MCC

1.7 | STRUCTURER L'OFFRE GOURMANDE MONTRÉALAISE EN TANT QU'ÉLÉMENT DE L'EXPÉRIENCE CULTURELLE

La gastronomie est de plus en plus indissociable d'un séjour touristique en milieu urbain et participe à l'expérience culturelle désirée d'un visiteur dans une destination. À ce titre, il est intéressant de noter que la gastronomie française a été récemment ajoutée au patrimoine mondial culturel immatériel de l'humanité par l'UNESCO.

L'offre montréalaise en matière de restauration et de gastronomie s'est considérablement développée lors des dernières années et peut rivaliser avec les plus grandes métropoles en Amérique du Nord. Aussi, les partenaires ont souhaité intégrer ce nouveau volet dans l'offre culturelle et encourager son développement.

1.7.1 | STIMULER L'ORGANISATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA GASTRONOMIE MONTRÉALAISE

Le succès d'événements comme MTL à TABLE, le volet gastronomique de Montréal en lumière, la cuisine de rue ou encore le Happening gourmand souligne l'intérêt des consommateurs pour les initiatives rassembleuses sur le thème de la gastronomie.

La mise en valeur de la gastronomie montréalaise passe par la stimulation de projets associant les milieux culturels, touristiques et gastronomiques et l'accompagnement des partenariats et de la coopération entre les acteurs locaux.

STRATÉGIES ET ACTIONS	PÉRIODE	MAÎTRE D'ŒUVRE	PARTENAIRES CLÉS
1.7 Structurer l'offre gourmande montréalaise en tant qu'élément de l'expérience culturelle			
1.7.1 Stimuler l'organisation et la mise en valeur de la gastronomie montréalaise			
Encourager les initiatives associant des acteurs des milieux culturel et touristique (événements gastronomiques, circuits, etc.)	2014 / 2017	TM	VM
Soutenir la coopération des acteurs locaux au sein de partenariats mettant en valeur la gastronomie montréalaise	2014 / 2017	TM	VM



Les Territoires / Exposition Frédérique Ulman-Gané et Stéphanie Gervais © Alexandru Petrosan, 2012

2

INTÉGRER L'OFFRE CULTURELLE DANS UNE EXPÉRIENCE GLOBALE

INTÉGRER L'OFFRE CULTURELLE DANS UNE EXPÉRIENCE GLOBALE

L'expérience culturelle recherchée par le touriste d'aujourd'hui va au-delà de la visite de grands établissements et de la participation à des festivals. Les touristes recherchent une expérience globale qui intègre les attractions reconnues, mais ils veulent aussi vivre et ressentir la ville elle-même, ses gens, ses créateurs, ses quartiers et son rythme.

Pour ces clientèles, l'expérience de visite doit procurer le sentiment d'être immergé dans une vie culturelle urbaine intense et omniprésente. Le visiteur qui déambule dans les différents quartiers de Montréal doit ressentir la présence de la culture sous toutes ses formes, que ce soit par la qualité de l'environnement urbain autour des grandes attractions, ou par la panoplie d'expériences diverses et complémentaires offertes tout au long d'une journée ou d'un séjour.

Montréal regorge d'expériences diverses, aussi simples qu'originales : marchés publics bigarrés, vélos en libre-service, quartiers branchés ou patrimoniaux, sites pittoresques, lieux de villégiature et bistrots sympas qui sont autant d'atouts à mettre en valeur pour enrichir l'expérience des visiteurs.

2.1 | DÉVELOPPER ET METTRE EN VALEUR L'EXPÉRIENCE CULTURELLE DES QUARTIERS MONTRÉALAIS

Au printemps 2013, la Ville de Montréal a publié le plan de mise en œuvre concernant le développement des quartiers culturels. L'orientation générale précise que les arts et la culture sont une des principales forces de Montréal et constituent une dimension essentielle de la qualité des milieux de vie. En ce sens, la mise en œuvre des quartiers culturels sur l'ensemble du territoire de la métropole est une occasion unique de renforcer l'offre de services culturels de proximité tout en poursuivant les efforts de démocratisation des arts et de la culture pour les Montréalais.

2.1.1 | INTÉGRER LES ACTIONS STRATÉGIQUES LIÉES AU TOURISME AU PLAN DE MISE EN ŒUVRE SUR LES QUARTIERS CULTURELS DE LA VILLE DE MONTRÉAL

En regard du tourisme culturel, la première étape consiste à définir les quartiers possédant un potentiel d'expérience culturelle attrayante pour les touristes et de mesurer la volonté des arrondissements et des partenaires locaux de se développer sur le plan touristique.

Certains de ces quartiers se retrouvent d'ores et déjà dans les outils de promotion touristique publiés par Tourisme Montréal tandis que d'autres, dont le caractère touristique est plus émergent, verront leur visibilité augmenter au fur et à mesure de l'évolution de leur offre culturelle.

2.1.2 | DÉVELOPPER DES OUTILS DE PLANIFICATION POUR ASSURER LE POSITIONNEMENT TOURISTIQUE DE CES QUARTIERS

Dans un second temps, pour les quartiers préalablement répertoriés, il conviendra d'encourager la mise en place des actions en lien avec l'activité touristique dans le Plan de mise en œuvre sur les quartiers culturels de la Ville de Montréal, mais aussi dans les plans d'action culturels locaux élaborés à l'échelle des arrondissements.

Ces efforts, qui allient les enjeux culturels avec les enjeux d'urbanisme et d'aménagement, devront se faire de concert avec les partenaires du milieu et avec le soutien du Service de la culture de la Ville de Montréal.

Les différents travaux permettront d'établir une vision et des principes directeurs visant à planifier le développement de ces quartiers dans une perspective touristique et d'en faciliter la mise en marché auprès de clientèles touristiques ciblées.

STRATÉGIES ET ACTIONS	PÉRIODE	MAÎTRE D'ŒUVRE	PARTENAIRES CLÉS
2.1 Développer et mettre en valeur l'expérience culturelle des quartiers montréalais			
2.1.1 Intégrer les actions stratégiques liées au tourisme au Plan de mise en œuvre sur les quartiers culturels de la Ville de Montréal			
Cibler les quartiers à potentiel élevé sur les plans culturel et touristique	2014	VM	TM
Développer les moyens nécessaires pour consolider l'offre et faciliter le développement du tourisme dans les quartiers culturels ciblés	2015 / 2017	VM	TM La Vitrine
Intégrer dans le futur Plan de développement de Montréal des pratiques privilégiant la consolidation et le développement touristique des quartiers culturels	2014 /2017	VM	
Relever et mettre en valeur les éléments associés au tourisme dans les plans d'action culturels locaux, de concert avec les partenaires du milieu et avec le soutien de la Direction de la culture et du patrimoine	2015	VM	TM
Mettre en application la volonté d'allier les enjeux tant culturels qu'urbanistiques dans les orientations et préoccupations d'aménagement	2014 / 2017	VM	Culture Montréal
2.1.2 Développer des outils de planification pour assurer le positionnement touristique de ces quartiers			
Établir une vision et des principes directeurs qui favoriseront aussi le développement touristique de ces quartiers	2015	TM	VM
Concevoir un plan d'action destiné à mettre en valeur ces quartiers auprès des touristes ciblés	2016	TM	

2.2 | FACILITER LE REPÉRAGE DES LIEUX CULTURELS ET LE DÉPLACEMENT DES TOURISTES

L'expérience globale des touristes culturels devrait continuer d'être améliorée au cours des prochaines années par la mise en place d'un certain nombre d'actions visant à faciliter tant le repérage par les touristes des divers lieux culturels de Montréal que leur déplacement vers ceux-ci.

La mise en place de ces actions facilitant ce repérage nécessitera la collaboration de plusieurs organismes, tels que la ville, les arrondissements et la STM, afin de renforcer la perspective touristique dans les transports en commun ainsi que sur les circuits piétonniers ou cyclables. D'autres partenaires non conventionnels devront aussi y être associés.

2.2.1 | ACQUÉRIR UNE MEILLEURE CONNAISSANCE DES BESOINS DES ÉTABLISSEMENTS ET DES CLIENTÈLES TOURISTIQUES EN MATIÈRE DE REPÉRAGE

Les travaux sur ce thème, entamés par le groupe de travail composé d'acteurs du milieu culturel ainsi que de représentants de différents services de la ville et d'arrondissements, devront se poursuivre dans le but de proposer des types d'intervention qui pourraient faciliter le déplacement des touristes entre les attractions culturelles, selon les besoins et les attentes des touristes et des établissements culturels.

2.2.2 | DÉVELOPPER UN CONCEPT DE REPÉRAGE DES LIEUX CULTURELS

Sur la base des interventions définies par le groupe de travail, les partenaires feront appel aux créateurs pour élaborer un concept original en tenant compte de ce qui existe déjà sur le territoire en matière de signalisation des lieux culturels. Un projet pilote tirant profit des nouvelles technologies devra être mis en place afin de mesurer les enjeux et les bienfaits de l'approche retenue.

STRATÉGIES ET ACTIONS	PÉRIODE	MAÎTRE D'ŒUVRE	PARTENAIRES CLÉS
2.2 Faciliter le repérage des lieux culturels et le déplacement des touristes			
2.2.1 Acquérir une meilleure connaissance des besoins des établissements et des clientèles touristiques en matière de repérage			
Poursuivre les travaux du groupe de travail composé d'acteurs du milieu culturel et de représentants de la Ville (services et arrondissements) afin de convenir des principes directeurs, des orientations et des résultats attendus	2014 / 2017	VM	TM
Inventorier les travaux ou recherches déjà effectués dans ce domaine, ainsi que les outils ou moyens disponibles pour réaliser une étude afin de connaître les besoins et attentes des touristes et des établissements culturels	2014	VM	TM
2.2.2 Développer un concept de repérage des lieux culturels			
Soutenir la définition d'un concept applicable à tout le territoire qui à la fois complète le réseau actuel et s'harmonise avec celui-ci, tout en tenant compte des spécificités des différents quartiers	2015	VM	TM
Développer, dans le cadre d'un projet pilote, des outils de repérage qui utilisent et favorisent l'utilisation des nouvelles technologies	2014	VM	TM La Vitrine STM

2.3 | FAIRE DE LA LUMIÈRE UN ÉLÉMENT SIGNIFICATIF DE L'IMAGE DE MONTRÉAL

Lumière créatrice d'ambiance, lumière composante architecturale, lumière spectacle, lumière éphémère : la lumière qui souligne le caractère de la vie urbaine et l'activité des quartiers devient une plateforme d'animation et de création artistique infinie.

Déjà présente dans le Plan lumière du Vieux-Montréal, le déploiement du plan lumière dans le Quartier des spectacles, le Festival MONTRÉAL EN LUMIÈRE, la Magie des lanternes du Jardin botanique, la Tour du Parc olympique, l'International des Feux Loto-Québec à La Ronde, la lumière contribue au développement d'une signature distinctive pour Montréal. De plus, Montréal bénéficie de la présence sur son territoire d'entreprises de renommée internationale spécialisées dans la création d'événements urbains trouvant leur source dans la lumière et elle a fait l'objet de nombreux articles dans des magazines du monde entier sur ses initiatives novatrices de mise en lumière de la ville.

Pousser encore plus loin la réflexion et la création, entre autres avec ces entreprises, relativement à la présence et à l'utilisation de la lumière en intégrant de nouvelles technologies, et ce d'un quartier, d'une attraction ou d'un événement à un autre, permettra de renforcer la spécificité et l'originalité de Montréal. Ce moyen n'est d'ailleurs pas en contradiction avec la vision de développement durable élaborée par la Ville de Montréal, étant donné que les nouvelles technologies permettent la réalisation de projets à faible consommation d'énergie et que ce domaine évolue constamment en fonction des préoccupations environnementales et écologiques de notre société.

2.3.1 | PARACHEVER LES PLANS LUMIÈRE

Les dernières années ont permis de réaliser des avancées importantes dans la conception des plans lumière élaborés pour les quartiers à fort achalandage touristiques que sont le Vieux-Montréal et le Quartier des spectacles.

Ainsi, pour ce qui est du Vieux-Montréal, des actions majeures définies dans le cadre de l'entente pour le développement culturel de Montréal ont été réalisées, notamment les éclairages de la Place d'Armes, de la rue McGill et de l'Hôtel de Ville.

Pour le Quartier des spectacles, la réalisation du plan lumière se concrétise notamment par des dizaines de lieux de diffusion culturelle qui voient leur entrée signalée par une ligne de points rouges au sol et par l'éclairage architectural de lieux culturels, ou par la mise en lumière de bâtiments du quartier durant les nombreux festivals et événements qui rythment la vie culturelle de Montréal.

Le plan lumière du Vieux-Montréal met en valeur le patrimoine architectural et l'histoire de Montréal, et celui du Quartier des spectacles témoigne de la vitalité qui anime ce quartier. Les prochaines années permettront de parachever ces deux initiatives et de s'assurer de leur pérennité.

2.3.2 | S'ASSURER DE L'INTÉGRATION DE LA LUMIÈRE COMME L'UNE DES COMPOSANTES ESSENTIELLES DANS LE DÉVELOPPEMENT DES PROJETS URBAINS ET DES QUARTIERS CULTURELS

Les plans lumière du Vieux-Montréal et du Quartier des spectacles ont fait leur marque et pourraient servir d'inspiration à d'autres projets plus modestes mettant en valeur la lumière dans le cadre du développement des quartiers culturels. En effet, afin que la lumière devienne un élément de la signature de Montréal, celle-ci devra faire partie d'une approche globale au moment du développement de projets d'aménagement urbain. Sa présence, tantôt de façon originale et distinctive, tantôt de façon sobre et dépouillée, permet la création d'ambiances diverses qui correspondent aux personnalités des différents quartiers de Montréal et constitue un atout à développer.

2.3.3 | SOUTENIR DES ACTIVITÉS METTANT LA LUMIÈRE EN VEDETTE

Au-delà de la mise en lumière des bâtiments et monuments, la lumière devrait également être de plus en plus présente au cœur d'activités tenues en divers lieux, et ce plus particulièrement pour l'animation du Quartier des spectacles, et faire appel aux dernières innovations technologiques. Cet élément de créativité sera soutenu par les partenaires dans le cadre de la programmation événementielle révélatrice de la vitalité culturelle de Montréal.

STRATÉGIES ET ACTIONS	PÉRIODE	MAÎTRE D'ŒUVRE	PARTENAIRES CLÉS
2.3 Faire de la lumière un élément distinctif de l'image de Montréal			
2.3.1 Parachever les plans lumière			
Achever le plan lumière du Vieux-Montréal et en assurer la pérennité	2014 / 2016	VM	
Achever le plan lumière du Quartier des spectacles et en assurer la pérennité	2014 / 2016	PDQS	VM
2.3.2 S'assurer de l'intégration de la lumière comme l'une des composantes essentielles dans le développement des projets urbains et des quartiers culturels			
Contribuer au développement des différents projets et collaborer activement aux étapes de conception	2014 / 2017	VM	
2.3.3 Soutenir des activités mettant la lumière en vedette			
Contribuer à l'émergence et à la réalisation d'activités et d'événements multimédias qui font de la lumière un média créatif dans le Quartier des spectacles et dans le Vieux-Montréal	2014 / 2017	VM	PDQS SDC du Vieux-Montréal

2.4 | FAIRE DE L'ARCHITECTURE ET DU DESIGN DES ÉLÉMENTS MARQUANTS DU PAYSAGE URBAIN

Montréal a été désignée Ville UNESCO de design en 2006 et un vaste chantier intitulé Réalisons Montréal, Ville UNESCO de design est mis en place depuis 2009. Cet important chantier regroupe plusieurs partenaires et représente un investissement important pour financer la tenue de concours de design et d'architecture et promouvoir les initiatives montréalaises au moyen d'un portail Internet.

De façon complémentaire, pour renforcer son positionnement, Montréal souhaite poursuivre la mise en œuvre d'une stratégie visant à mettre le design pleinement en valeur dans les différentes facettes du paysage et de la vie urbaine et à en faire un élément distinctif et attrayant pour les visiteurs.

2.4.1 | ENCOURAGER L'AMÉNAGEMENT URBAIN INTÉGRATEUR ET UNE ARCHITECTURE DE QUALITÉ

L'expérience du touriste est rehaussée par le cadre urbain dans lequel il peut déambuler. Il est donc primordial de développer et de maintenir des critères d'excellence en aménagement urbain et en architecture, particulièrement en ce qui concerne les projets d'investissement dans des infrastructures culturelles ou d'aménagements temporaires dans le cadre d'événements culturels ponctuels. Dans ce cadre, le recours à des concours d'architecture est encouragé par les partenaires.

Le projet des Promenades urbaines de la Ville de Montréal constitue en ce sens une initiative porteuse, particulièrement pour ce qui est de l'axe reliant la montagne et le fleuve. Ces Promenades urbaines consistent en de nouveaux circuits de destinations qui visent à donner plus de place aux piétons dans l'espace urbain montréalais. Elles intègrent des tronçons de rues, des parcs, des ruelles, des places publiques et des espaces privés; autant de sites dont la géométrie pourrait être revue à la lumière des besoins des piétons. Elles rendent accessibles des points d'intérêt tout au long des parcours, qu'il s'agisse de milieux naturels, de composantes patrimoniales ou de pôles culturels.

2.4.2 | S'ASSURER DE LA PRÉSENCE DU DESIGN DANS LES OUTILS DÉVELOPPÉS POUR PROMOUVOIR MONTRÉAL

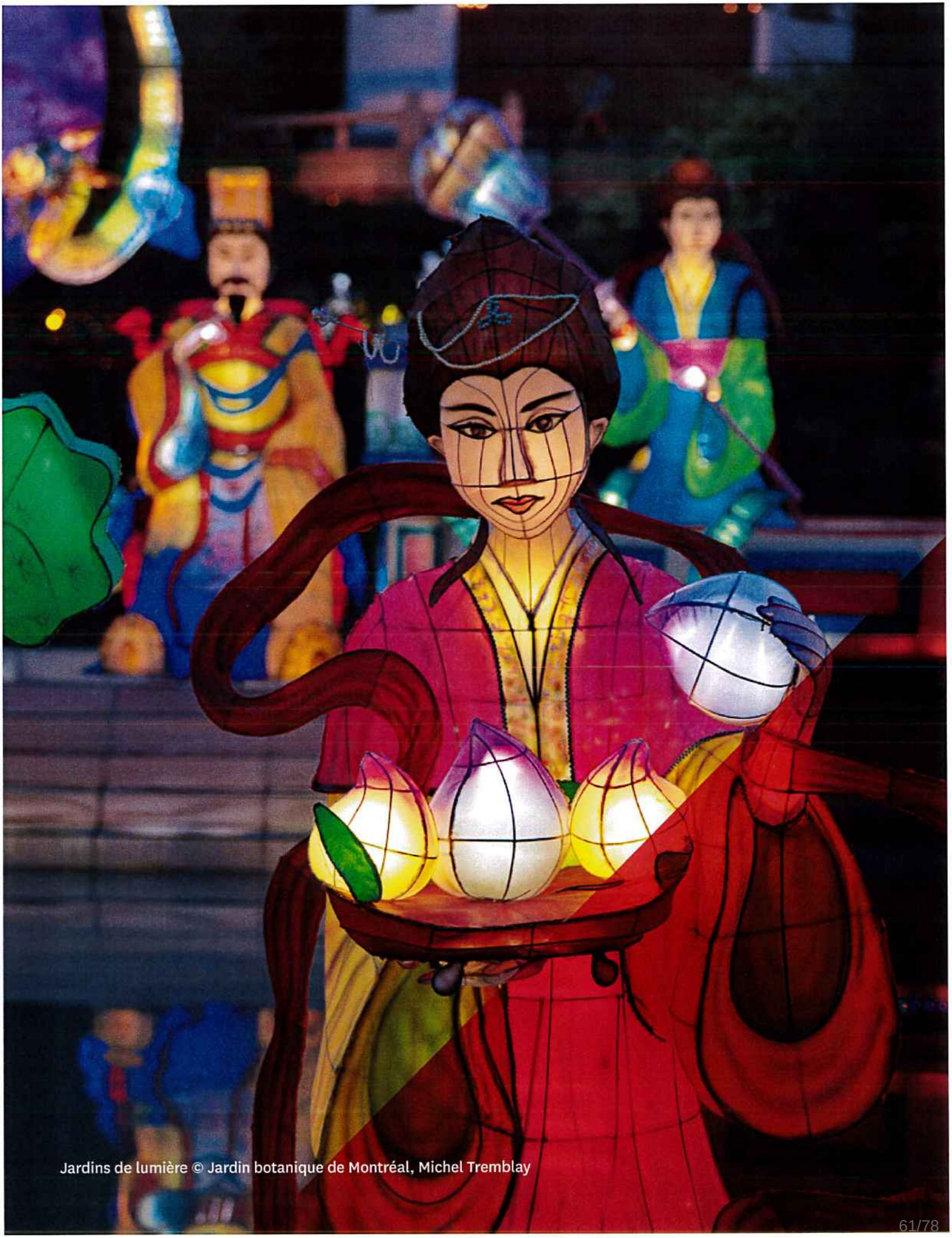
Le design s'intègre de façon différente dans plusieurs facettes de la vie montréalaise. Le défi consiste non seulement à communiquer l'omniprésence du design dans la ville, que ce soit sur le plan des événements, de l'architecture, de la mode ou de la qualité d'aménagement de certaines boutiques, mais aussi à s'assurer que les outils développés et utilisés pour promouvoir Montréal, dont le site Web de Tourisme Montréal, accordent une place de choix au design, voire aux designers, dans leur contenu et dans leur conception.

2.4.3 | SOUTENIR ET RENFORCER LA STRATÉGIE ÉVÉNEMENTIELLE AUTOUR DU DESIGN

Afin d'exprimer la richesse et la présence du design à Montréal, les partenaires encourageront et soutiendront le développement d'événements et de thématiques axés sur le design afin de mieux le positionner et d'accroître la notoriété de Montréal, particulièrement celle de ses créateurs dans ce domaine.

Dans la perspective de l'année 2017 et des célébrations qui vont la marquer, le projet Mission Design 2017 doit bénéficier d'une attention et d'un soutien particuliers. En effet, Mission Design travaille à l'organisation d'un sommet mondial du design qui réunira en 2017 à Montréal l'ensemble des disciplines de l'architecture, de l'aménagement et du design. En créant des opportunités d'échange uniques à l'aide de grâce à des synergies pluridisciplinaires, le Sommet mondial et Congrès de l'architecture, du design et de l'urbanisme de 2017 souhaite être un événement mobilisateur qui permettra de positionner le design dans un contexte mondial et de faire rayonner Montréal à l'échelle internationale.

STRATÉGIES ET ACTIONS	PÉRIODE	MAÎTRE D'ŒUVRE	PARTENAIRES CLÉS
2.4 Faire de l'architecture et du design des éléments marquants du paysage urbain			
2.4.1 Encourager l'aménagement urbain intégrateur et une architecture de qualité			
Intégrer un énoncé de principe dans le cadre de la révision du plan d'urbanisme de Montréal afin que les dimensions culturelles et touristiques soient prises en compte dans les différents quartiers	2014	VM	TM
Proposer des lignes directrices prévoyant l'organisation de concours d'architecture afin de rehausser la qualité de l'architecture des infrastructures culturelles, exemples d'attractivité du paysage urbain	2015	VM	
Réaliser le tronçon des Promenades urbaines entre la montagne et le fleuve	2014 / 2016	VM	TM
Encourager l'amélioration de la qualité du design et de l'impact visuel d'événements qui se déroulent dans l'espace public (affichage de commanditaires, signalétique, stands et comptoirs de vente, terrasses temporaires, etc.)	2014 / 2017	VM	Organisateurs d'événements Arrondissements
2.4.2 S'assurer de la présence du design dans les outils développés pour promouvoir Montréal			
Positionner le design au moment du développement d'outils de promotion pour le tourisme d'affaires et le tourisme d'agrément	2014 / 2017	TM	
Accroître le contenu relatif au design, notamment les outils technologiques de Tourisme Montréal	2014 / 2017	TM	
2.4.3 Soutenir et renforcer la stratégie événementielle relative au design			
Soutenir les efforts et développer les stratégies nécessaires pour réaliser le projet Mission design 2017 (accueil de congrès dans le secteur du design)	2014 / 2017	TM	Mission Design 2017



Jardins de lumière © Jardin botanique de Montréal, Michel Tremblay

3

INTÉGRER, ORGANISER, DIFFUSER ET PROMOUVOIR L'OFFRE CULTURELLE

INTÉGRER, ORGANISER, DIFFUSER ET PROMOUVOIR L'OFFRE CULTURELLE

Montréal propose une offre artistique et culturelle éclectique, riche et diversifiée. En fait, cette abondance d'activités provoque parfois un problème de repérage, que ce soit pour le simple citoyen ou pour le touriste, lequel risque de passer à côté d'une expérience unique et mémorable durant son séjour.

Montréal bénéficie par ailleurs de la présence et du travail de Tourisme Montréal, un des organismes de gestion de la destination les plus reconnus à l'échelle mondiale; la promotion de l'expérience urbaine montréalaise sur les marchés touristiques s'appuie amplement sur l'offre culturelle de la ville.

Comme la multiplicité d'événements ou d'équipements à promouvoir et l'organisation encore insuffisante de l'expérience et de l'information culturelles rendent complexes les efforts de commercialisation, il est essentiel de se préoccuper des moyens à mettre en œuvre pour favoriser une meilleure « lecture » de l'offre pour tous.

Ainsi, au fur et à mesure du renforcement des équipements et de l'expérience globale, il faut s'assurer que des actions seront mises en place afin que l'offre culturelle montréalaise soit intégrée et organisée de façon à en faciliter la diffusion et la promotion auprès des touristes et à en favoriser la consommation par ceux-ci. À cette fin, il est également important que cette vie culturelle fasse partie de l'identité de Montréal et soit reconnue, vécue et appréciée par les Montréalais eux-mêmes.

3.1 | RECONNAÎTRE ET AMPLIFIER LE RÔLE FÉDÉRATEUR DE LA VITRINE CULTURELLE EN SA QUALITÉ DE SOURCE D'INFORMATION INTÉGRÉE ET GLOBALE SUR LES ARTS ET LA CULTURE À MONTRÉAL

Ces dernières années, La Vitrine culturelle a su s'imposer comme un pivot d'information sur la vie et l'offre culturelles et artistiques à Montréal, d'un point de vue virtuel, grâce à son site Web, et d'un point de vue physique, de par son emplacement au cœur du Quartier des spectacles. Le récent déménagement de La Vitrine culturelle dans le lieu stratégique et emblématique qu'est le 2-22, au carrefour des rues Saint-Laurent et Sainte-Catherine, et la mise en lumière du bâtiment à l'architecture contemporaine renforcent significativement la visibilité et le rayonnement de cette institution, dont il importe d'assurer la pérennité.

3.1.1 | RENFORCER LE DÉPLOIEMENT DE LA VITRINE CULTURELLE À TITRE D'ACTEUR MAJEUR DU DÉVELOPPEMENT DU TOURISME CULTUREL

Au-delà du puissant outil d'information et de réservation qu'elle représente, La Vitrine culturelle agit de plus en plus comme un acteur majeur dans le développement du tourisme culturel en multipliant les initiatives originales et les projets de partenariat rassembleurs. À ce titre, La Vitrine culturelle doit bénéficier de l'appui des partenaires et de l'ensemble des milieux culturel et touristique afin d'optimiser son impact sur la vie culturelle montréalaise.

STRATÉGIES ET ACTIONS	PÉRIODE	MAÎTRE D'ŒUVRE	PARTENAIRES CLÉS
3.1 Reconnaître et amplifier le rôle fédérateur de La Vitrine culturelle en sa qualité de source d'information intégrée et globale sur les arts et la culture à Montréal			
3.1.1 Renforcer le déploiement de La Vitrine culturelle à titre d'acteur majeur du développement du tourisme culturel			
Renforcer le rôle de La Vitrine culturelle, outil privilégié de développement culturel auprès des clientèles touristiques, en complémentarité avec Tourisme Montréal	2014 / 2017	TM	La Vitrine VM - MCC
Appuyer divers projets lancés par La Vitrine culturelle en lien avec sa pérennité et son développement	2014 / 2017	VM	La Vitrine TM - MCC

3.2 | ENCOURAGER LE DÉVELOPPEMENT DE CIRCUITS CULTURELS ET THÉMATIQUES PLUS SPÉCIALISÉS

Une des approches à préconiser en vue de favoriser une expérience culturelle plus riche pour les touristes à Montréal consiste à développer des circuits culturels et thématiques plus spécialisés, en lien avec les quartiers culturels ou avec des événements ou des thèmes particuliers.

3.2.1 | AJOUTER AUX CIRCUITS TRADITIONNELS CULTURELS DE NOUVEAUX CIRCUITS EN COLLABORATION AVEC LES ORGANISMES SPÉCIALISÉS

Ces circuits doivent être complémentaires de ceux qui existent déjà sur le marché et faciliter la promotion et la consommation du produit culturel montréalais. La conception de ces circuits doit faire appel aux organismes spécialisés concernés et prévoir les déplacements entre les principaux points d'intérêt du circuit en tenant compte, par exemple, des transports en commun, du vélo et des déplacements à pied.

Compte tenu du nombre de plus en plus important de circuits, il importe de bien organiser leur promotion en tirant notamment avantage des différentes plateformes de diffusion.

3.2.2 | ÉTABLIR LE POTENTIEL DE CERTAINS CIRCUITS LIÉS À DES EXPOSITIONS ET À DES ÉVÉNEMENTS CULTURELS DONNÉS

À l'occasion d'événements culturels spéciaux ou d'expositions temporaires, des circuits pourront être élaborés en lien avec l'approche des moments thématiques permettant de faire profiter d'autres activités culturelles ou services touristiques en reprenant le même thème porteur des effets et des retombées de certains événements ou attractions phares.

STRATÉGIES ET ACTIONS	PÉRIODE	MAÎTRE D'ŒUVRE	PARTENAIRES CLÉS
3.2 Encourager le développement de circuits culturels et thématiques plus spécialisés			
3.2.1 Ajouter aux circuits traditionnels culturels de nouveaux circuits en collaboration avec les organismes spécialisés			
Déterminer des circuits potentiels originaux à développer en lien avec l'identité montréalaise	2014 / 2017	TM	Organismes
Renforcer et organiser la diffusion et la promotion des circuits touristiques montréalais	2014 / 2017	TM	
3.2.2 Établir le potentiel de certains circuits liés à des expositions et à des événements culturels donnés			
Relever les occasions d'événements ponctuels et d'expositions majeures auxquels proposer la mise en œuvre de nouveaux circuits ponctuels en collaboration avec les spécialistes des circuits touristiques, et assurer le suivi	2014 / 2017	TM	Organismes

3.3 | PROMOUVOIR MONTRÉAL, MÉTROPOLE CULTURELLE

Montréal, métropole culturelle, politique de développement culturel de la Ville de Montréal pour la période 2007-2017, fait régulièrement l'objet d'une mise à jour de ses stratégies. Cette politique affirme que la culture, déjà au cœur de l'identité, de l'histoire et de la cohésion sociale de Montréal, est un moteur essentiel du développement économique et de sa prospérité future.

Aussi, Tourisme Montréal continuera à faire la promotion du tourisme culturel sous ses différentes formes et à intégrer l'expérience culturelle dans sa stratégie d'image de marque. Montréal, métropole culturelle restera l'élément clé du positionnement mis de l'avant.

3.3.1 | ACCORDER UNE PLACE PRÉPONDÉRANTE À LA CULTURE DANS LA PROMOTION DE MONTRÉAL

Dans ses différentes stratégies et actions, Tourisme Montréal assurera la promotion de l'expérience culturelle de Montréal dans la perspective des célébrations de 2017. Que ce soit, à titre d'exemple, par la diffusion de messages culturels de Montréal dans les réseaux sociaux ou la mise en valeur de Montréal, métropole culturelle à l'occasion d'événements et de congrès à l'international.

Par ailleurs, les projets en cours de réalisation et visant à renforcer l'offre culturelle de Montréal bénéficieront d'une visibilité afin de soutenir le positionnement de Montréal, métropole culturelle et pour susciter l'intérêt et la demande des visiteurs pour ceux-ci. À l'occasion d'événements culturels spéciaux ou d'expositions temporaires, des circuits pourront être élaborés, en lien avec l'approche des moments thématiques permettant de faire profiter d'autres activités culturelles ou services touristiques en reprenant le même thème porteur des effets et des retombées de certains événements ou attractions phares.

Il faut aussi noter que Montréal a reçu ces dernières années de nombreux prix internationaux en lien avec la culture ou des places enviables dans des palmarès comparant des destinations touristiques dans le monde entier. Il convient donc de poursuivre activement les démarches susceptibles de générer ce type de reconnaissance dont l'impact favorise grandement la ville et son positionnement de destination culturelle de choix.

3.3.2 | S'INSCRIRE AU PATRIMOINE MONDIAL DE L'UNESCO

Du point de vue du tourisme culturel le statut de patrimoine mondial de l'UNESCO est un label très porteur pour une ville. Conséquemment, la concurrence à l'échelle internationale pour l'obtention de ce statut est extrêmement forte et les critères à remplir sont particulièrement exigeants. Même s'il s'agit d'une démarche à long terme, il convient donc de poursuivre les actions visant à déposer un dossier de candidature portant sur un élément de patrimoine de Montréal susceptible de figurer au patrimoine mondial de l'UNESCO.

STRATÉGIES ET ACTIONS	PÉRIODE	MAÎTRE D'ŒUVRE	PARTENAIRES CLÉS
3.3 Promouvoir Montréal, métropole culturelle			
3.3.1 Accorder une place prépondérante à la culture dans la promotion de Montréal			
Inclure dans la stratégie de mise en marché touristique des prochaines années les projets en cours de réalisation qui renforcent l'offre culturelle	2014 / 2017	TM	
Poursuivre la diffusion des messages culturels de Montréal dans les réseaux sociaux (Facebook, Twitter, blogues et autres) et dans les sites au code source ouvert (open source)	2014 / 2017	TM	
Mettre en œuvre les recommandations du rapport sur l'indice culturel et la diffusion des résultats	2014	TM	
Poursuivre activement les démarches permettant à Montréal d'apparaitre dans les palmarès et d'obtenir des prix internationaux en lien avec la culture	2014 / 2017	TM	
Renforcer la diffusion et la promotion des prix et palmarès contribuant au rayonnement culturel de Montréal à l'échelle internationale	2014 / 2017	TM	
Développer un réseau d'ambassadeurs susceptibles de mettre en valeur le Montréal, métropole culturelle dans le cadre d'événements et de congrès à l'international	2014 / 2015	TM	VM Montréal International
Intensifier la promotion de Montréal et de ses aspects culturels pour l'année 2017, année des célébrations du 375e anniversaire de Montréal, du 150e anniversaire de la Confédération canadienne, du 50e anniversaire d'Expo 67 et du 10e anniversaire de Montréal, métropole culturelle	2016 / 2017	TM	VM
3.3.2 S'inscrire au patrimoine mondial de l'UNESCO			
Poursuivre les activités de lobbying et les démarches visant à établir un plan d'action et à déposer un dossier de candidature	2014 / 2017	VM	Héritage Montréal TM



21 Balançoires © Partenariat du Quartier des spectacles, Maxime Leduc

4

RENFORCER LA SYNERGIE ENTRE LES ACTEURS DU TOURISME ET DE LA CULTURE

RENFORCER LA SYNERGIE ENTRE LES ACTEURS DU TOURISME ET DE LA CULTURE

Le tourisme culturel, de par sa définition et ses objectifs, est à la croisée des deux mondes que sont le tourisme et la culture; il requiert un travail constructif entre les acteurs de ces deux univers, tant sur le plan de l'expérience offerte que de la diffusion de l'information, de la promotion et de la commercialisation.

Les liens entre les milieux de la culture et du tourisme se sont grandement renforcés lors des dernières années, notamment sous l'impulsion du précédent plan de développement en tourisme culturel. Mais les efforts doivent se poursuivre pour que les entreprises et l'offre culturelles s'intègrent encore plus intimement dans les rouages de l'industrie touristique. La multiplication des partenariats et des forfaits, qui mettent principalement de l'avant le monde de la culture et les entreprises hôtelières, représente un levier de développement essentiel du tourisme culturel.

4.1 | ACCROÎTRE LA COMPRÉHENSION MUTUELLE ET LA COLLABORATION CONCRÈTE ENTRE LES MILIEUX DE LA CULTURE ET DU TOURISME

Le développement du tourisme culturel passe par une compréhension commune et une collaboration intime entre les milieux de la culture et du tourisme afin d'amorcer et de concrétiser des projets, mais aussi d'optimiser la mise en marché de ces projets. Cela requiert l'établissement d'une synergie entre les acteurs et l'émergence d'idées novatrices, mais aussi une bonne connaissance et une bonne compréhension des représentants de l'industrie touristique de ce que représentent Montréal et sa vie culturelle.

4.1.1 | SENSIBILISER LES ACTEURS DE L'INDUSTRIE TOURISTIQUE À L'IMPORTANCE DE LA CULTURE EN TANT QUE LEVIER ÉCONOMIQUE

Si les activités culturelles sont génératrices de retombées économiques, il est parfois difficile d'en mesurer l'importance et d'en mesurer les impacts sur d'autres secteurs comme l'industrie touristique.

Des actions seront donc entreprises pour s'assurer de la compréhension par l'industrie touristique de la nature propre de la vie culturelle à Montréal et de son potentiel touristique et économique.

4.1.2 | STIMULER LE RÉSEAUTAGE ENTRE LES INTERVENANTS DE LA CULTURE ET DU TOURISME

Rapprocher les milieux de la culture et du tourisme ne peut se faire sans donner des occasions à leurs nombreux intervenants respectifs de se rencontrer et d'échanger sur leurs enjeux communs et sur leurs occasions de collaboration.

Différents types de rencontres seront donc organisées pour favoriser ce réseautage et viser la création de forfaits et la mise en place d'initiatives de promotion ou de commercialisation de produits culturels destinés aux clientèles touristiques.

STRATÉGIES ET ACTIONS	PÉRIODE	MAÎTRE D'ŒUVRE	PARTENAIRES CLÉS
4.1 Accroître la compréhension mutuelle et la collaboration concrète entre les milieux de la culture et du tourisme			
4.1.1 Sensibiliser les acteurs de l'industrie touristique à l'importance de la culture en tant que levier économique			
Analyser et documenter les éléments susceptibles d'étoffer les connaissances de l'industrie touristique à l'égard de la culture, de sorte que cette dernière soit perçue comme un levier économique	2014	TM	
Diffuser l'information auprès de différentes cibles au moyen d'outils adaptés (associations, opérateurs, personnel, etc.)	2015 / 2016	TM	
4.1.2 Stimuler le réseautage entre les intervenants de la culture et du tourisme			
Présenter l'apport du tourisme au développement culturel à l'occasion de divers événements	2015 / 2017	TM	
Organiser des événements spéciaux afin de mettre en contact et de mieux connaître les différents acteurs de l'industrie touristique et culturelle montréalaise (ex. : 5 à 7)	2014 / 2017	TM	
Encourager les organismes culturels à inviter des intervenants touristiques à découvrir leur produit et à vivre l'expérience culturelle	2014 / 2017	TM	Organismes

4.2 | S'ASSURER DU SUIVI ET DE LA COMPRÉHENSION DE L'ÉVOLUTION DU PROFIL DES CLIENTÈLES ET DE LEURS COMPORTEMENTS

La compréhension des clientèles touristiques, de leurs caractéristiques, de leurs attentes et de leurs comportements est essentielle à l'adaptation de l'expérience culturelle offerte par Montréal. D'autant plus que les tendances dans ce domaine évoluent rapidement et que les clientèles culturelles se diversifient avec l'augmentation des produits de niche.

4.2.1 | ASSURER UNE VEILLE EN TOURISME CULTUREL

Dans le cadre du précédent plan de développement du tourisme culturel, un partenariat particulièrement productif a été mis en place avec le Réseau de veille en tourisme afin d'effectuer une veille axéedédiée sur le tourisme culturel.

Cette entente sera reconduite afin de poursuivre la recherche sur les initiatives, les projets et les clientèles en lien avec différents thèmes du tourisme culturel et de rédiger des articles visant à alimenter la réflexion des partenaires.

4.2.2 | DIFFUSER L'INFORMATION RÉSULTANT DE LA VEILLE

L'entente tripartite entre Tourisme Montréal, la Ville de Montréal et le ministère de la Culture et des Communications a permis la création du bulletin électronique Cultura. À la fois une source d'information et une boîte à outils en tourisme culturel, Cultura est devenue une référence incontournable pour les milieux du tourisme et de la culture ayant comme mission de favoriser l'échange de savoir-faire, d'innovations et de bonnes pratiques par la diffusion d'études pertinentes, de liens vers des articles intéressants ainsi que de ressources de toutes sortes.

Une version Facebook de Cultura a été créée plus récemment et verra sa diffusion accrue, compte tenu du développement des réseaux sociaux et de leur forte adoption par les clientèles culturelles.

STRATÉGIES ET ACTIONS	PÉRIODE	MAÎTRE D'ŒUVRE	PARTENAIRES CLÉS
4.2 S'assurer du suivi et de la compréhension de l'évolution du profil des clientèles et de leurs comportements			
4.2.1 Assurer une veille en tourisme culturel			
Effectuer des recherches et diffuser des renseignements faisant état d'initiatives, de projets ou de recherches sur différents thèmes liés au tourisme culturel	2014 / 2017	TM	RVT
Assurer la rédaction de six articles annuellement dans le but d'alimenter la réflexion des partenaires	2014 / 2017	TM	RVT
4.2.2 Diffuser l'information résultant de la veille			
Poursuivre la diffusion du bulletin électronique Cultura six fois l'an	2014 / 2017	TM	
À l'aide des médias sociaux (Facebook Cultura, Twitter, etc.), accentuer la diffusion de l'information résultant de la veille pour ainsi accroître le lectorat et l'utilisation de cette information	2014 / 2017	TM	

4.3 | CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES EN TOURISME DES INTERVENANTS DU MILIEU CULTUREL

Les entreprises et institutions culturelles se doivent de développer certaines compétences en matière de tourisme. Pour combler ce besoin, différents outils ont déjà été mis en place ces dernières années et continueront d'être proposés aux intervenants concernés.

4.3.1 | DÉVELOPPER DES MOYENS DESTINÉS AUX INTERVENANTS

Plus particulièrement, la boîte à outils proposée sur le site Cultura constitue un point de départ pour les organismes culturels qui cherchent à s'orienter vers le tourisme et veulent en savoir davantage sur les étapes d'une mise en marché touristique.

Le contenu de cette boîte à outils sera mis à jour en fonction de l'évolution des techniques de promotion et de commercialisation touristiques et sa diffusion sera accrue afin de toucher un nombre croissant d'acteurs du milieu culturel montréalais.

Tourisme Montréal continuera également d'offrir des ateliers de formation en tourisme aux intervenants intéressés en ce qui concerne divers aspects liés aux clientèles, à la promotion et aux façons de faire permettant d'de faire pour attirer les touristes.

4.3.2 | OFFRIR DES SERVICES-CONSEILS ET DE L'ACCOMPAGNEMENT

Une personne-ressource à temps plein de Tourisme Montréal continuera d'être à la disposition des intervenants culturels qui souhaitent obtenir un soutien personnalisé dans l'élaboration ou la mise en œuvre de leurs initiatives touristiques.

STRATÉGIES ET ACTIONS	PÉRIODE	MAÎTRE D'ŒUVRE	PARTENAIRES CLÉS
4.3 Contribuer au développement des compétences en tourisme des intervenants du milieu culturel			
4.3.1 Développer des moyens destinés aux intervenants			
Optimiser la boîte à outils « tourisme » , assurer la mise à jour du site Cultura et promouvoir celui-ci (envoi, réseaux sociaux, etc.)	2014 / 2017	TM	
Offrir des sessions de formation et d'information	2014 / 2017	TM	
4.3.2 Offrir des services-conseils et de l'accompagnement			
Fournir un encadrement aux organismes culturels qui souhaitent commercialiser leur produit auprès des clientèles touristiques	2014 / 2017	TM	Organismes

REMERCIEMENTS

Tourisme Montréal tient à remercier les personnes ayant contribué au projet de la mise à jour du plan de développement du tourisme culturel à Montréal, soit :

Anne-Marie Balac , Emmanuelle Hébert , Emmanuelle Legault, Geneviève Auclair, Manuela Goya, Mathieu Payette-Hamelin, Olivier Côté, Pascale Grignon, Stéphanie Jecrois, Sylvie Quenneville, Stéphane Ricci et Vincianne Falkner.

Tourisme Montréal remercie tout particulièrement les membres du Comité conseil en tourisme culturel pour leur participation, leur générosité et leurs précieux conseils :

Alain Mongeau, Anne-Marie Jean, Danielle Champagne, Danielle Sauvage, David Moss, Dinu Bumbaru, Francine Bernier, Francine Lelièvre, Geneviève Cantin, Hélène Binette, Isabelle Cabin, Jean-Robert Choquet, Lorraine Pintal, Maïthé Levasseur, Marc Blondeau, Marie Perrault, Nadine Gelly, Nathalie Maillé, Pierre Fortin, ainsi que Yoland Tremblay.

TOURISME
Montréal

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1173931006

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Objet :	Accorder un soutien financier de 1 070 000 $, pour l'année 2017, à l'Office des congrès et du tourisme du grand Montréal, afin de réaliser l'ensemble des programmes de promotion d'accueil spécialisé, de publicité et de marketing liés au développement des industries du tourisme et des congrès à Montréal et à assurer la mise en oeuvre du Plan de développement en tourisme culturel / Approuver un projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1173931006 - Office des congrès et du tourisme du grand Mtl.xls

Virement crédit - GDD 1173931006 .xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jorge PALMA-GONZALES
Préposé au budget
Tél : 514 872-4014

Ibtissam Abdellaoui
Préposé au budget
Tél : 514 872-8914

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-31

Isabelle FORTIER
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-9366

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.62

2017/09/28 17:00

(2)

Dossier # : 1171195005

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Réseau cyclable identifié au Plan de transport
Projet :	-
Objet :	1- Approuver un projet d'acte d'échange de terrains sans soulte par lequel Nunsubco Trois inc. cède à la Ville les lots 6 040 040 et 4 459 107 du cadastre du Québec et par lequel la Ville cède à Nunsubco Trois inc. les lots 4 458 877, 4 458 880, 3 891 355, 5 943 537, 5 943 539 et 5 943 541 du cadastre du Québec 2- De fermer et retirer du domaine public toute parcelle des lots à aliéner dans le cadre de cet échange et qui pourrait être affectée à l'utilité publique. 3- Autoriser une dépense de 74 313,75 $ correspondant à la TPS et TVQ, net de ristourne applicable sur le montant de 1 490 000 $. N/Réf. : 31H05-005-7075-01/ 14-0213-T

Il est recommandé :

1. d'approuver un projet d'acte d'échange par lequel Nunsubco Trois inc. cède à la Ville de Montréal un terrain connu et désigné comme étant les lots 6 040 040 et 4 459 107 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 1 818,7 m² et par lequel la Ville de Montréal cède à Nunsubco Trois inc. un terrain connu comme étant les lots 4 458 877, 4 458 880, 3 891 355, 5 943 537, 5 943 539 et 5 943 541 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie totale de 996,2 m², le tout sans soulte, et ce, selon les termes et conditions prévus au projet d'acte d'échange. Un autre sommaire a été constitué pour le présent acte d'échange (1171195006) et devra être approuvé par le conseil d'arrondissement, sans quoi la présente transaction ne pourra avoir lieu.

2. de fermer et retirer du domaine public toute parcelle des lots à aliéner dans le cadre de cet échange et qui pourrait être affectée à l'utilité publique.

3. d'imputer une dépense pour les taxes applicables conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-09-13 16:54

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1171195005**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Réseau cyclable identifié au Plan de transport
Projet :	-
Objet :	1- Approuver un projet d'acte d'échange de terrains sans soulte par lequel Nunsubco Trois inc. cède à la Ville les lots 6 040 040 et 4 459 107 du cadastre du Québec et par lequel la Ville cède à Nunsubco Trois inc. les lots 4 458 877, 4 458 880, 3 891 355, 5 943 537, 5 943 539 et 5 943 541 du cadastre du Québec 2- De fermer et retirer du domaine public toute parcelle des lots à aliéner dans le cadre de cet échange et qui pourrait être affectée à l'utilité publique. 3- Autoriser une dépense de 74 313,75 $ correspondant à la TPS et TVQ, net de ristourne applicable sur le montant de 1 490 000 $. N/Réf. : 31H05-005-7075-01/ 14-0213-T

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de la gestion et de la planification immobilière (le « SGPI ») a reçu le mandat de l'arrondissement de Verdun (l'« Arrondissement ») de procéder à un échange de terrains avec Nunsubco Trois inc. (le « Promettant-Acquéreur ») afin que la Ville de Montréal (la « Ville ») cède les lots 4 458 877, 4 458 880 et 3 891 355 et une partie des lots 3 891 352 (nouveau lot réservé 5 943 537), 3 891 353 (nouveau lot réservé 5 943 539) et 4 804 998 (nouveau lot réservé 5 943 541) du cadastre du Québec, d'une superficie de 996,2 m², tel que présenté sur les plans ci-joints (l'« Immeuble 2 »), en contrepartie d'une cession à la Ville par le Promettant-Acquéreur des lots 6 040 040 et 4 459 107 du cadastre du Québec, d'une superficie totale de 1 818,7 m², tel que présenté sur les plans ci-joints (l'« Immeuble 1 »).
L'acquisition de l'Immeuble 2 permettra au Promettant-Acquéreur de compléter l'assemblage requis pour réaliser la construction d'un complexe résidentiel de 36 étages qui comprendra 285 appartements, 5 maisons de ville et 2 niveaux de garages souterrains (le « Projet »). À cet effet, le Promettant-Acquéreur a signé une promesse d'échange en faveur de la Ville pour la cession de l'Immeuble 1 et l'acquisition de l'Immeuble 2 dans le cadre de l'échange de terrains.

Par ailleurs, la Ville utilise l'Immeuble 1, et ce, depuis plusieurs années à des fins de parc et de piste cyclable. En conséquence, le projet d'acte est soumis aux instances municipales pour approbation afin de permettre au Promettant-Acquéreur de réaliser son Projet et de régulariser l'occupation de l'Immeuble 1 par la Ville.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE17 1251- Le 2 août 2017 - Autoriser Nunsubco Trois Inc. à entamer les travaux de préparation de site et d'excavation pour la construction d'un complexe résidentiel sur un terrain appartenant à la Ville, lequel est situé de part et d'autre du chemin de la Pointe Sud et bornant le fleuve Saint-Laurent, constitué des lots 4 458 877, 4 458 880, 3 891 355 et une partie des lots 3 891 352, 3 891 353 et 4 804 998 du cadastre du Québec.

DESCRIPTION

Dans le cadre du présent échange sans soulte, il est convenu :

1. Que Nunsubco Trois inc. cède à la Ville les lots 6 040 040 et 4 459 107 du cadastre du Québec à des fins de parc local et de piste cyclable. Par conséquent, c'est l'arrondissement qui a compétence pour cette acquisition pour le parc local et le conseil d'agglomération pour la piste cyclable identifiée au Plan de transport comme «réseau cyclable projeté» au sens de l'article 37 et de l'annexe 1 du *Décret concernant l'agglomération de Montréal.*

2. Que la Ville cède à Nunsubco Trois inc. les lots 4 458 877, 4 458 880, 3 891 355, 5 943 537, 5 943 539 et 5 943 541 du cadastre du Québec. La cession desdits lots relève de la compétence du conseil municipal.

3. De plus, de fermer et retirer du domaine public toute parcelle des lots à aliéner dans le cadre de cet échange et qui pourrait être affectée à l'utilité publique.

JUSTIFICATION

Le SGPI recommande cet échange de terrains pour les motifs suivants :

· L'échange de terrains permettra de régulariser l'occupation de l'Immeuble 1 par la Ville à des fins de parc, soit le parc du Cours-du-Fleuve et à des fins de piste cyclable.
· La cession des bandes de terrains excédentaires en rive a peu d'effet sur l'aménagement prévu par l'Arrondissement.
· Le Promettant-Acquéreur pourra réaliser le Projet à la suite de l'échange de terrains.
· Le Promettant-Acquéreur donne quittance finale à la Ville pour l'occupation de l'Immeuble 1.

· Le Promettant-Acquéreur a procédé à ses frais à la réhabilitation des sols d'une partie de l'Immeuble 1.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le tableau suivant illustre les superficies des terrains visés ainsi que les valeurs marchandes respectives telles que déterminées par la Division de l'évaluation du SGPI.

Valeurs marchandes des terrains	
Terrains cédés par Nunsubco Trois inc. (Immeuble 1)	Terrains cédés par la Ville (Immeuble 2)
Superficie : 1 818,7 mètres carrés	Superficie : 996,2 mètres carrés
1 960 000 $	**1 490 000 $**

Les revenus anticipés du Projet pour la Ville sont de l'ordre de 1,4 M$ en terme de taxes

foncières annuellement et des droits de mutation d'environ de 1,8 M$.

Bien que c'est un échange sans soulte, l'acquisition par la Ville de l'Immeuble 1 est assujettie à la TPS et la TVQ. En conséquence, un montant net de ristourne de 74 313,75 $ sera payé par la Ville.

Par ailleurs, selon la Division d'évaluation immobilière du SGPI, la valeur marchande de l'Immeuble 1 est supérieure à celle de l'Immeuble 2, mais le Promettant-Acquéreur accepte de faire l'échange sans soulte en raison du potentiel ajouté à son projet. En effet, selon l'avis de l'expert du Promettant-Acquéreur, l'Immeuble 1 et Immeuble 2 ont plutôt la même valeur marchande.

Afin de réaliser l'échange sans soulte, la Ville et le Promettant-Acquéreur ont établi la valeur marchande de chacun des immeubles échangés à 1 490 000 $. La taxe sur les produits et services de même que la taxe de vente du Québec exigibles sur l'achat devrait être imputable sur le montant de 1 490 000 $.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le Projet sera certifié LEED argent.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

À défaut de donner suite à cette recommandation, le Projet sera retardé et la Ville.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

1. Approbation du présent sommaire au CG le 28 septembre 2017
2. Approbation du sommaire 1171195006 au CA du 3 octobre 2017

3. Le dépôt officiel des lots 5 943 537, 5 943 539 et 5 943 541 du cadastre du Québec

4. Signature de l'acte d'échange

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Verdun , Bureau du directeur d'arrondissement (Luminita MIHAI)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Patrick FLUET)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Stéphane BERNAQUEZ, Verdun

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Maxwell JUSTIN
Conseiller en Immobilier

Tél : 872-3069
Télécop. : 872-8350

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-06-29

Denis SAUVÉ
Chef de division

Tél : 514 872-2125
Télécop. : 514 872-8350

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières et de la sécurité
Tél : 514 868-3844
Approuvé le : 2017-09-13

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI

Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2017-09-13

Montréal

Service des affaires juridiques
Direction des affaires civiles
Division du droit contractuel
775, rue Gosford, 4e étage
Montréal, Québec, H2Y 3B9

Téléphone : *(514) 872-2930*
Télécopieur : *(514) 872-3086*

Note

DESTINATAIRE : Monsieur Denis Sauvé
Chef de section, transactions et services immobiliers
Division de l'évaluation et des transactions immobilières
Service de la gestion et de la planification immobilière
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage

EXPÉDITRICE : Marie-Andrée Simard
Notaire et chef de division - Droit contractuel

DATE : Le 21 avril 2015

OBJET : **Rapport et opinion sur les titres**
Lots 4 459 107 et 4 458 883 du cadastre du Québec
N/Réf. : 14-002053

Pour faire suite à votre demande du 10 juillet 2014, vous trouverez sous pli copie du rapport et opinion sur les titres relatif au dossier mentionné en rubrique.

MAS/cd/ct
p.j.
c.c. M. Maxwell Justin

RAPPORT ET OPINION SUR LES TITRES

OBJET

Recherche sur les titres relativement à l'immeuble localisé au sud du boulevard René-Lévesque et à l'est du cours du Fleuve et désigné par les lots 4 459 107 et 4 458 883 du cadastre du Québec.
Arrondissement Verdun

LOT(S) – PROPRIÉTAIRE(S) - TITRES

Lot : 4 459 107 au cadastre du Québec

Propriétaire : **Nunsubco Trois inc.** (anciennement 3095975 Canada inc.)

4 758 721 Vente par Nuns Island Investments inc. – Les investissements Île-des-Sœurs (anciennement connu sous la dénomination Québec Home and Mortgage Corporation Ltd., «**NIII**»),) à 3095975 Canada inc., reçue devant Me Louis Drazin, notaire, le 29 décembre 1994 sous le numéro 21,537 de ses minutes et publiée à Montréal, le 27 janvier 1995 sous le numéro **4 758 721**.

Emphytéote : **Gestion centre village et Elgar inc.** (anciennement 9164-6489 Québec inc.)

13 023 112 Acte de vente par 9013-3646 Québec inc. et 3096771 Nova Scotia Limited à 9164-6489 Québec inc., reçu par Me Pierre Béland, notaire, le 27 janvier 2006, sous le numéro 1 668 de ses minutes, publié à Montréal le 30 janvier 2006, sous le numéro 13 023 112.

Sous-emphytéote : **9104-8678 Québec inc.**

5 290 357 Acte de vente par 9013-3281 Québec inc. à 9104-8678 Québec inc., reçu par Me Jamie Malus, notaire, le 25 septembre 2001, sous le numéro 4 792 de ses minutes, publié à Montréal le 26 septembre 2001, sous le numéro 5 290 357.

Lot : 4 458 883 au cadastre du Québec

Propriétaire : **Nunsubco Trois inc.**

Titre : **21 276 270** Vente par Sabrinco ULC à Nunsubco Trois inc., reçue devant Me Philip Friedman, notaire, le 18 décembre 2014, sous le numéro 18 870 de ses minutes et publiée à Montréal le 29 décembre 2014, sous le numéro **21 276 270**.

SERVITUDE(S)

Aucune.

HYPOTHÈQUE(S) ET AUTRE(S) CHARGE(S)

Lot : 4 459 107 au cadastre du Québec

20 356 264 Hypothèque par Banque Laurentienne du Canada à 9104-8678 Québec inc., reçue devant Me Stéphanie Grondin, notaire, le 28 octobre 2013, sous le numéro 1651 de ses minutes et publiée à Montréal, le 28 octobre 2013 sous le numéro **20 356 264.**

Lot : 4 458 883 au cadastre du Québec

Aucun.

EMPHYTÉOSE ET SOUS-EMPHYTÉOSE

Résumé de l'historique des baux et sous-baux emphytéotiques de l'Île-des-Sœurs

Lot : 4 459 107 au cadastre du Québec

1. Deed of sale by **Congregation Notre-Dame de Montréal** to **Quebec Home and Mortgage Corporation Ltd.** (now known as Nuns Island Investments inc. – Les investissements Île-des-Soeurs inc. «**NIII**»), executed before Me Robert Désy, notary, on January 26, 1956, under number 14,026 of its minutes and published at the registry office for the registration division of Montreal under the number **1 183 864.** (The property sold was the entire St-Paul Island (now known as Île-des-Soeurs).

2. Deed of emphyteutic lease (the «**Lease**») between **Quebec Home and Mortgage Corporation Ltd.** (now known as **N**uns **I**sland **I**nvestments **I**nc. – Les investissements Île-des-Soeurs inc. «**NIII**») as **Lessor** to **Metropolitan Structures Ltd.** as **Lessee,** executed before Me Max Garmaise, notary, on November 30, 1965, under number 7,748 of its minutes and published at the registry office for the registration division of Montreal under the number **1877591**, the **Lessor** leased the **Property,** with greater extent.

3. By deed of assignment dated April 13, 1966 and published at the registry office for the registration division of Montreal under the number **1905426**, **Metropolitan Structures Ltd,** assigned its rights in the Lease to Bernard Weissbourd, Alan Levinson and Irving Cherry, conducting real estate operations under the registered firm name and style of «**Société Foncière de l'Île des Soeurs**») (the «**NIREC Partnership**»).

4. The Lease was amended pursuant to the following:

   4.1. Deed of Correction between **NIII** and the **NIREC Partnership** dated November 17, 1966 and published at the registry office for the registration division of Montreal under the number **1956573**;

   4.2. Deed of Amendment between **NIII** and **NIREC Partnership** dated January 22, 1969 and published at the registry office for the registration division of Montreal under the number **2120262**;

   4.3. Deed of Amendment between **NIII** and **NIREC Partnership** dated January 22, 1969 and published at the registry office for the registration division of Montreal under the number **2178244**;

   4.4. Lease Amending Agreement between **NIII** and the **NIREC Partnership** dated September 10, 1979 and published at the registry office for the registration division of Montreal under the number **3015924**;

   4.5. Amending Agreement between Lessor, **3093581 Canada Inc.** and **3646**, carrying on business under the firm name and style of **Nuns' Island Real Estate Company, G.P./Société Foncière de l'Île des Soeurs, s.e.n.c. (NIREC Partnership) and others** bearing formal date of May 1, 2001 and published at the registry office for the registration division of Montreal under the number **5312913**.

   (the **Lease**, as amended by all of the foregoing deeds, is referred to as the «**Emphyteutic Lease**»).

5. By deed of Emphyteutic Sublease (the «**Sublease**») dated October 17, 1973 and published at the registry office for the registration division of Montreal under the number **2469662**, the **NIREC Partnership**, as **Sublessor** transferred to **Metropolitan Nun's Island No. 15** (now known as Métropolitaine Ile-des-Soeurs No. 15, S.E.N.C) as **Sublessee, its** rights pursuant to the Emphyteutic Lease, but only respect to the **Property** and lots 4 458 877, 4 458 878 and 4 458 880 Cadastre du Québec (The term of this Sublease is from September 2, 1973 until **November 30, 2064**).

6. The Estate of the late Irving Cherry transferred and assigned its right, title and interest in the NIREC Partnership, including its rights in the Emphyteutic Lease to **MNI Realties Ltd.** (Bernard Weissbourd, Alan Levinson and MNI Realties Ltd. are herein referred to as the «**Old NIREC Partners**»).

7. The Emphyteutic **Sublease** was amended by agreement between **Société Foncière de l'Île des Soeurs, s.e.n.c.** (the «**NIREC Partnership**») and **Métropolitaine Ile-des-Soeurs No. 15, S.E.N.C,** dated December 30, 1994 and published at the registry office for the registration division of Montreal under the number **4755529**.

8. By agreement of sale, dated December 30, 1994 and published at the registry office for the registration division of Montreal under the number **4755540**, **Société Foncière de l'Île des Soeurs, s.e.n.c.** (the «**NIREC Partnership**») transferred to **9013-3497 Quebec inc.** all of its right into the Emphyteutic Lease but only with respect to the **Property**.

9. By agreement of sale, dated December 30, 1994 and published at the registry office for the registration division of Montreal under the number **4755553**, **Métropolitaine Ile-des-Soeurs No. 15, S.E.N.C, transferred** to **9013-3281 Quebec inc.** all of its right into the Emphyteutic Sublease but only with respect to the **Property**.

10. Deed of amendment of the **Sublease,** between **NIREC Partnership** as Sublessor and **Metropolitan Nun's Island No. 15** (now known as Métropolitaine Ile-des-Soeurs No. 15, S.E.N.C) as **Sublessee,** dated September 10, 1979 and published at the registry office for the registration division of Montreal under the number **4 812 945.**

11. By agreement of sale, dated September 25, 2001 and published at the registry office for the registration division of Montreal under the number **5 290 357**, **9013-3281 Quebec inc.** transferred to **9104-8678 Quebec inc.** all of its right into the Emphyteutic Sublease but only with respect to the **Property.**

12. By agreement of sale, dated September 25, 2001 and published at the registry office for the registration division of Montreal under the number **5 290 361**, **9013-3497 Quebec inc.** transferred to **9013-3646 Quebec inc.** all of its right into the Emphyteutic Lease but only with respect to the **Property**.

13. By agreement of sale, dated January 27, 2006 and published at the registry office for the registration division of Montreal under the number **13 023 112**, **9013-3646 Quebec inc.** transferred to **9164-6489 Quebec inc.** all of its right into the Emphyteutic Lease but only with respect to the **Property (item G of 1st schedule).**

Lot : 4 458 883 au cadastre du Québec

Le lot n'est plus sujet à l'Emphytéose.

DOMAINE PUBLIC / PARC INDUSTRIEL

Le registre du domaine public de la Ville, pour l'arrondissement Verdun (Île-des-Sœurs), n'est pas disponible.

CENTRE-VILLE / ARRONDISSEMENT HISTORIQUE DU VIEUX-MONTRÉAL / BIEN PATRIMONIAL

Les lots ne sont pas situés à l'intérieur des limites du Centre-Ville.
Les lots ne sont pas situés à l'intérieur des limites de l'arrondissement historique du Vieux-Montréal.
Les lots ne sont pas des biens patrimoniaux.

ÉCOTERRITOIRE / ARRONDISSEMENT NATUREL / ZONE AGRICOLE

Les lots sont situés à l'intérieur des limites de l'écoterritoire de **Les Rapides de Lachine**.
Les lots ne sont pas situés à l'intérieur des limites d'un arrondissement naturel.
Les lots ne sont pas situés dans une zone agricole.

HISTORIQUE CADASTRAL

Lot : 4 459 107 au cadastre du Québec

Le lot 4 459 107 du cadastre du Québec a été établi le 4 novembre 2010 et remplace une partie du lot 1 859 717 du même cadastre.

Le lot 1 859 717 du cadastre du Québec a été établi le 10 avril 2001 et remplace, entres autres, les lots 4740-109-2, 4740-110 de la Municipalité de la Paroisse de Montréal.

Le lot 4740-109-2 de la Municipalité de la Paroisse de Montréal a été établi le 27 juillet 1973 et remplace le lot 4740-109 de la même paroisse et établi le 21 novembre 1969, lequel provient de la subdivision du lot originaire 4740 de la même paroisse et établi le 30 septembre 1958.

Le lot 4740-110 de la Municipalité de la Paroisse de Montréal a été établi le 21 novembre 1969, lequel provient de la subdivision du lot originaire 4740 de la même paroisse et établi le 30 septembre 1958.

Lot : 4 458 883 au cadastre du Québec

Le lot 4 458 883 du cadastre du Québec a été établi le 4 novembre 2010 et remplace une partie du lot 1 860 380 du même cadastre.

Le lot 1 860 380 du cadastre du Québec a été établi le 10 avril 2001 et remplace, une partie du lot 4740-73 de la Municipalité de la Paroisse de Montréal.

Le lot 4740-73 de la Municipalité de la Paroisse de Montréal a été établi le 1er juin 1967, lequel provient de la subdivision du lot originaire 4740 de la même paroisse et établi le 30 septembre 1958.

REMARQUE(S)

Bien que les actes réfèrent à des baux et sous-baux emphytéotiques, il s'agit d'emphytéoses pour lesquelles on ne peut parler de sous-location. Comme la sécurité des titres de la Ville en dépend et que la rédaction de ces actes est ambiguë, nous sommes d'avis que, par prudence, il sera nécessaire d'obtenir la signature de l'emphytéote et du «sous-emphytéote», à moins que l'emphytéose soit entièrement annulée sur le lot 4 459 107, avant son acquisition par la Ville.

Il est entendu que si l'emphytéose n'est pas annulée sur le lot 4 459 107, la Ville ne détiendra que les droits de l'emphytéote et devra remettre le lot 4 459 107 à la fin de l'emphytéose, soit le 30 novembre 2064.

PIÈCE(S) JOINTE(S)

Copie des index des immeubles
Copie du titre des propriétaires et emphytéotes
Copie de l'acte d'hypothèque

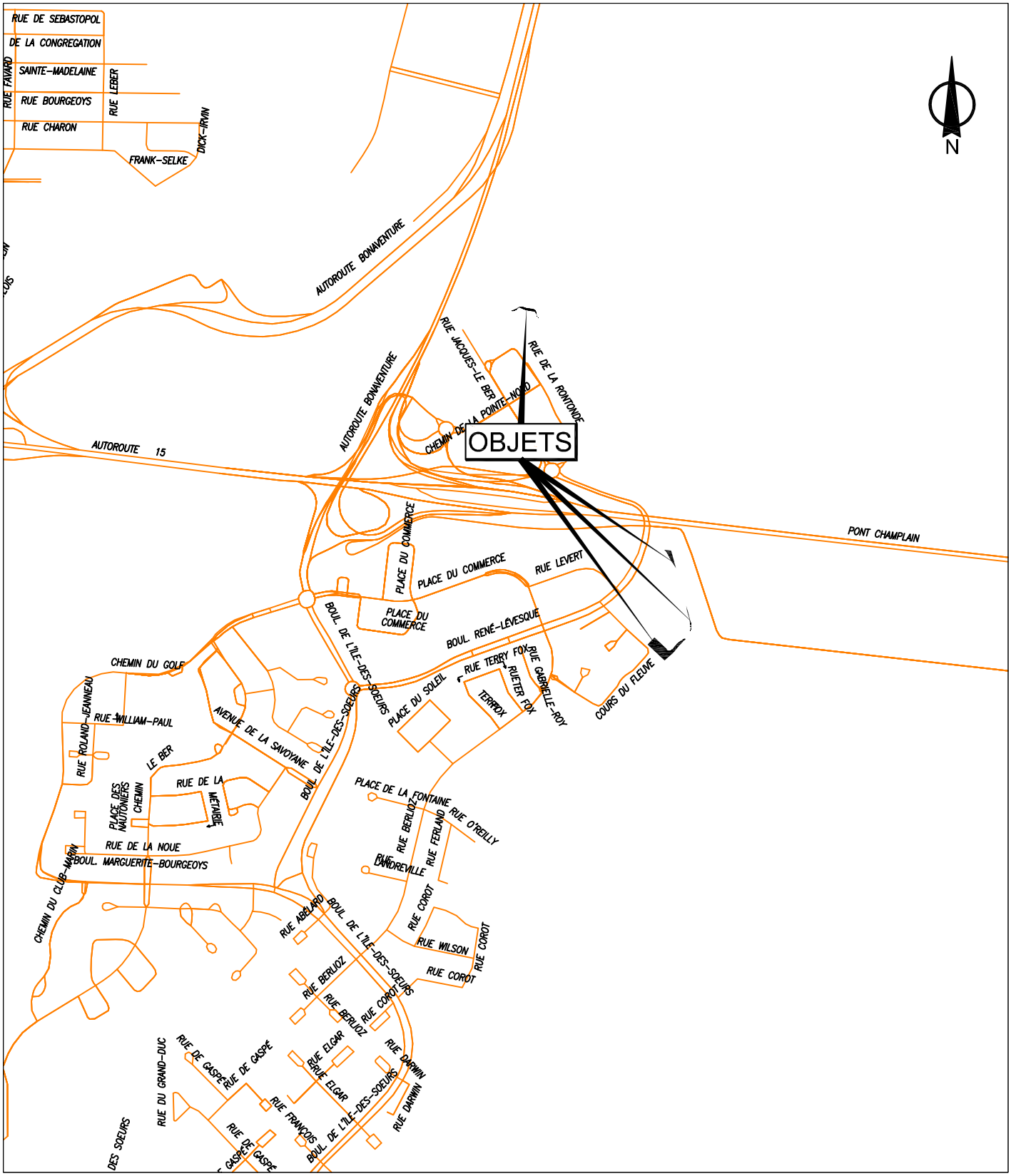
USAGE RESTRICTIF DE CE RAPPORT

Le présent rapport de titres a été fait uniquement pour le bénéfice de la Ville de Montréal. Tout usage qu'un tiers pourrait prétendre en faire nécessitera l'autorisation écrite du notaire soussigné.

Ce rapport et opinion sur les titres couvre la période du 21 novembre 1969 au 17 avril 2015, date de nos dernières recherches au registre foncier.

Ce 17 avril 2015

Me Céline Dumais, notaire



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES ET DE LA SÉCURITÉ
DIVISION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Verdun -
L'Île-des-Soeurs

Montréal

Plan A: plan de localisation
Mandat: 14-0213-T
Dossiers: 31H05-005-7075-01
31H05-005-6472-01
Dessinateur: LJC
Échelle: - - - -
Date: 31-05-2017

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement

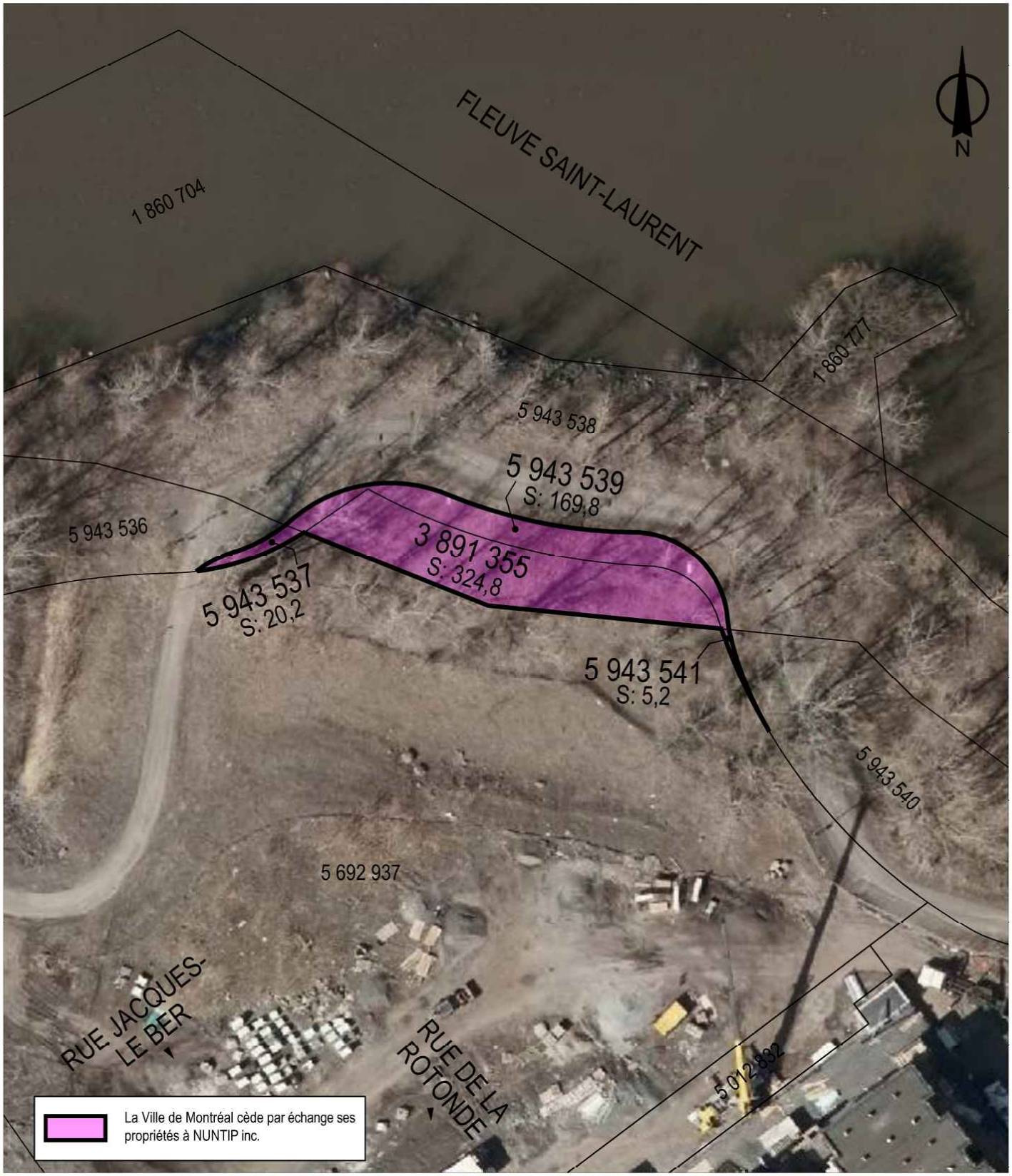


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES ET DE LA SÉCURITÉ
DIVISION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Verdun -
L'Île-des-Soeurs
Montréal

Plan P1: plan de cadastre & orthophoto
Mandat: 14-0213-T
Dossiers: 31H05-005-7075-01
31H05-005-6472-01
Dessinateur: LJC
Échelle: 1:1500
Date: 31-05-2017

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement

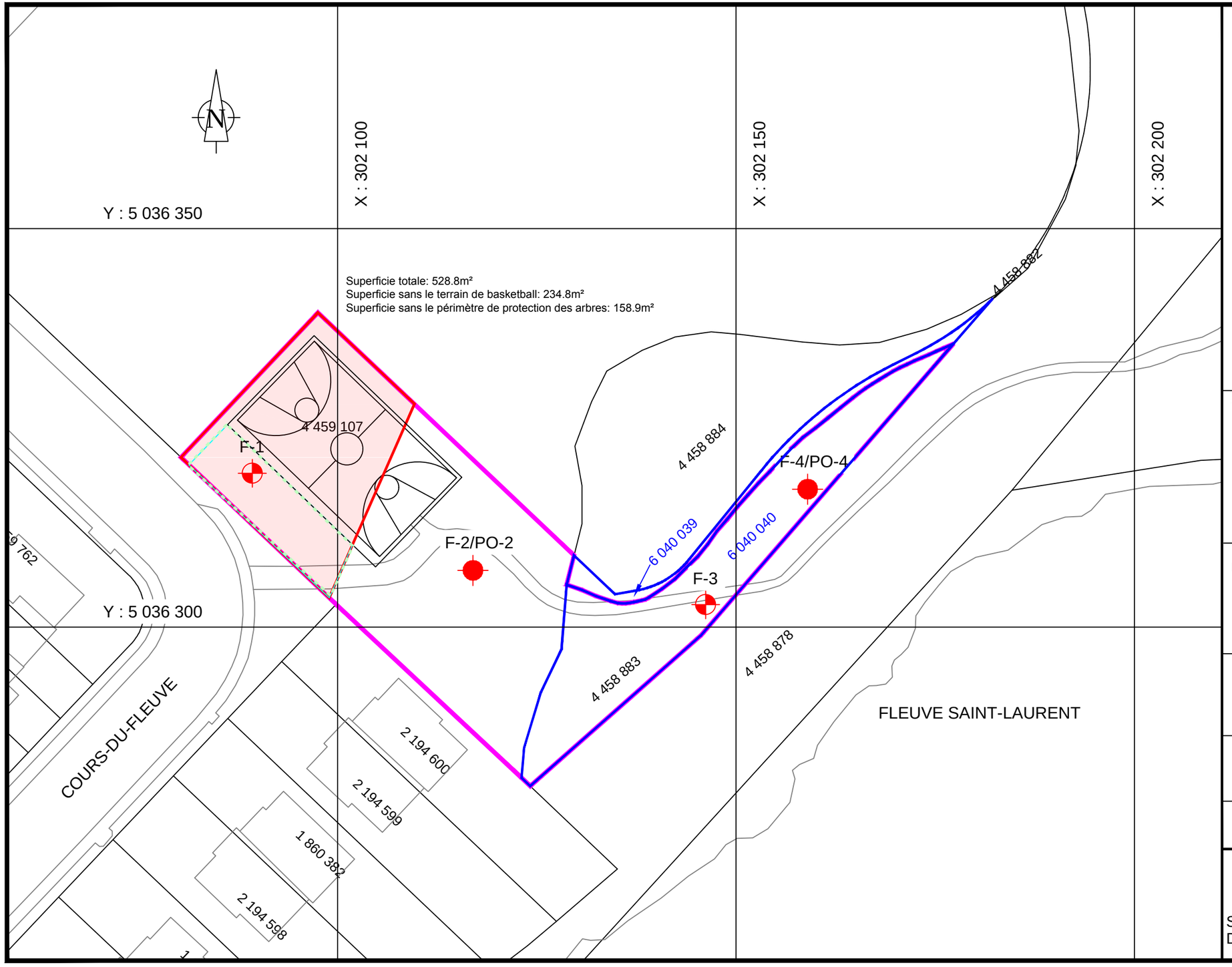


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES ET DE LA SÉCURITÉ
DIVISION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Verdun -
L'Île-des-Soeurs
Montréal

Plan P2: plan de cadastre & orthophoto
Mandat: 14-0213-T
Dossier: 31H05-005-6472-01
Dessinateur: LJC
Échelle: 1:650
Date: 31-05-2017

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement



LÉGENDE

- Forages existants
- Puits d'observation existants
- Terrain à l'étude
- Polygone contaminé
- Opération cadastrale En cours
- Zone approximative des travaux de réhabilitation

TITRE:
Croquis de localisation illustrant le polygone contaminé
Acquisition par échange d'une partie du lot 4 458 883 et du lot 4 459 107

17E052

REQUÉRANT:
Service de la gestion et de la planification immibilière

ÉCHELLE: 1 : 500

0 2,5 5 7,5 10 15 20 30 m

PRÉPARÉ PAR: Johanne Bolduc,
Technicienne en géomatique

DATE: Mai 2017

Montréal

Service de l'environnement
Division soutien technique, infrastructures, CESM

Rapport demande de PIIA Article 346 c evolo X.pdf - Adobe Acrobat Reader DC
Fichier Edition Affichage Fenêtre Aide
Accueil Outils Rapport demande ... ×
Se connecter
9 / 13
169%
Exporter un fichier PDF
Créer un fichier PDF
Modifier le fichier PDF
Commentaire
Combinaison de fichiers
Organiser les pages
Remplir et signer
Envoyer pour signature
Envoyer et effectuer le suivi
Autres outils
Stocker et partager les fichiers dans Document Cloud
En savoir plus



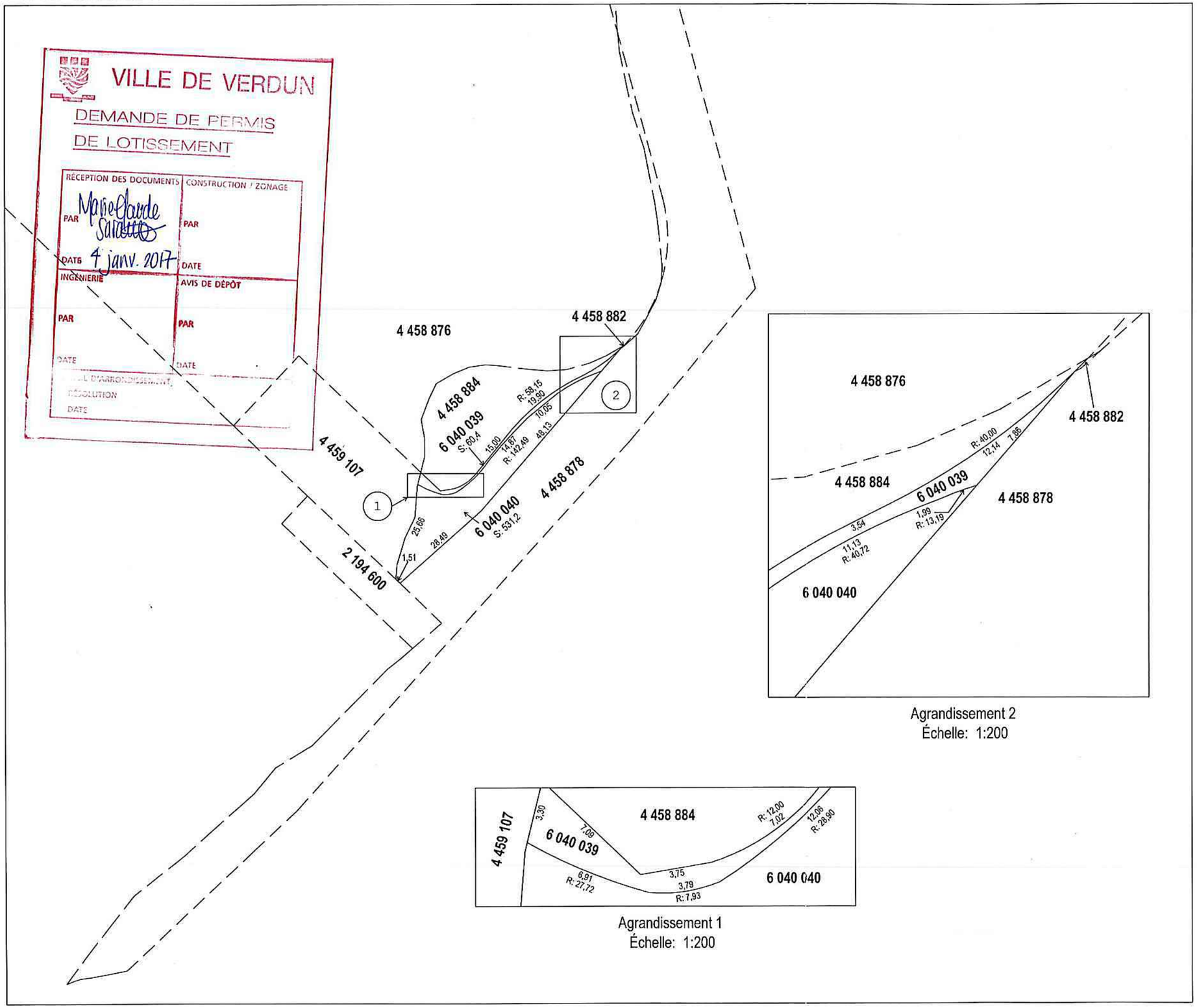
PLAN CADASTRAL

FEUILLET 1 DE 1

VILLE DE VERDUN

DEMANDE DE PERMIS DE LOTISSEMENT

RÉCEPTION DES DOCUMENTS	CONSTRUCTION / ZONAGE
PAR Marie-Claude Sarrette	PAR
DATE 4 janv. 2017	DATE
INGÉNIERIE	AVIS DE DÉPÔT
PAR	PAR
DATE	DATE
RÉSOLUTION	
DATE	



Agrandissement 2
Échelle: 1:200

Agrandissement 1
Échelle: 1:200

Un document joint complète ce plan cadastral

Les mesures indiquées sur ce document sont exprimées en unités du système international.

DOSSIER: 1138577

Références au(x) feuillet(s) cartographique(s) :
31H05-010-3538

Projection : MTM
Fuseau : 8

Échelle : 1: 1000

PLAN CADASTRAL PARCELLAIRE
CADASTRE DU QUÉBEC

Circonscription foncière: Montréal

Municipalité(s): Montréal (Ville)

Lot(s) soumis à l'article 19 de la Loi sur le cadastre, (L.R.Q., c. C-1)

Fait conformément aux dispositions de l'article (des articles) 3043, al.1 C.c.Q.

Préparé à Boisbriand

Signé numériquement par: Denis Deslauriers
a.-g. (Matricule 1858)

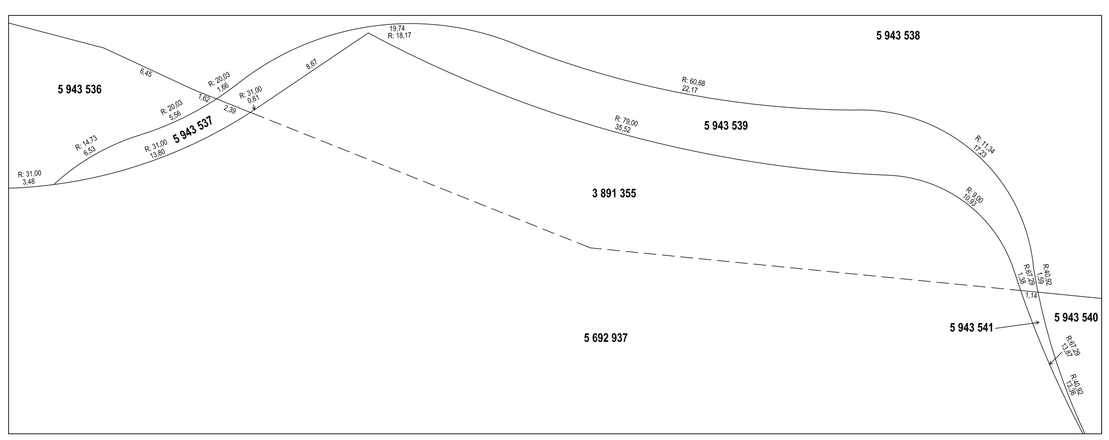
Minute: 17976 datée du 20 décembre 2016
Dossier ag: P98-122(20394) Dessin: 98122L36.dwg

Copie authentique de l'original,
le

Pour le ministre

PLAN CADASTRAL





Agrandissement 1
Échelle : 1:200

FEUILLET
1 DE 1

Un document joint complète ce plan cadastral.

Les mesures indiquées sur ce document sont exprimées en unités du système international.

DOSSIER: 1113916

Références au(x) feuillet(s) cartographique(s) :	Projection : MTM
31H05-010-3637 31H05-010-3638 31H05-010-3737	Fuseau : 8
	Échelle : 1: 1000

PLAN CADASTRAL PARCELLAIRE
CADASTRE DU QUÉBEC

Circonscription foncière: Montréal

Municipalité(s): Montréal (Ville)

Lot(s) soumis à l'article 19 de la Loi sur le cadastre, (L.R.Q., c. C-1)

Fait conformément aux dispositions de l'article (des articles) 3043, al.1 C.c.Q.

Préparé à Boisbriand

Signé numériquement par: Denis Deslauriers
a.-g. (Matricule 1858)

Minute: 17942 datée du 5 décembre 2016

Dossier a.-g.: P04-095 (20040)

Copie authentique de l'original, le

Pour le ministre

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1171195005

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division transactions immobilières
Objet :	1- Approuver un projet d'acte d'échange de terrains sans soulte par lequel Nunsubco Trois inc. cède à la Ville les lots 6 040 040 et 4 459 107 du cadastre du Québec et par lequel la Ville cède à Nunsubco Trois inc. les lots 4 458 877, 4 458 880, 3 891 355, 5 943 537, 5 943 539 et 5 943 541 du cadastre du Québec 2- De fermer et retirer du domaine public toute parcelle des lots à aliéner dans le cadre de cet échange et qui pourrait être affectée à l'utilité publique. 3- Autoriser une dépense de 74 313,75 $ correspondant à la TPS et TVQ, net de ristourne applicable sur le montant de 1 490 000 $. N/Réf. : 31H05-005-7075-01/ 14-0213 -T

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Ci-joint le projet d'acte d'échange que nous avons préparé conformément aux instructions du service client. Nous avons reçu la confirmation écrite du représentant de l'autre partie à l'effet qu'il approuve le projet d'acte d'échange soumis.

L'acquisition par la Ville d'une partie du terrain à des fins de parc local relève du conseil d'arrondissement alors que l'acquisition d'une partie du terrain à des fins de piste cyclable relève du conseil d'agglomération (réseau cyclable «projeté» au Plan de transport). L'aliénation par la Ville des lots à des fins de développement immobilier relève du conseil municipal. De plus, afin de dissiper tout doute, les instances concernées ferment et retirent du domaine public toute parcelle des lots à aliéner qui pourrait avoir été affectée à l'utilité publique en regard de leur compétences respectives. En vertu de l'article 57 de la Loi sur l'exercice de certains compétences municipales dans certaines agglomérations et suivant la décision d'orientation du conseil municipal et la décision du conseil d'arrondissement, le conseil d'agglomération pourra approuver et signer le présent acte d'échange.

La signature de l'acte d'échange nécessite donc l'approbation du conseil d'agglomération (sommaire 1171195005) et du conseil d'arrondissement (sommaire 1171195006). De plus, la signature se fera uniquement après le dépôt officiel des lots au cadastre.

FICHIERS JOINTS

Échange - projet DAC 07-09-2017.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Patrick FLUET
Notaire
Tél : 514-872-6853

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-09-12

Patrick FLUET
Notaire
Tél : 514-872-6853
Division : Services des affaires juridiques - Droit contractuel

ACTE D'ÉCHANGE

L'AN DEUX MILLE DIX-SEPT,
le

Devant **M^e^ Patrick FLUET**, notaire à Montréal, province de Québec, Canada.

C O M P A R A Î S S E N T :

NUNSUBCO TROIS INC., personne morale légalement constituée et régie en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* (L.R.C. (1985), c. C-44), autrefois connue sous la dénomination sociale 3095975 CANADA INC., immatriculée au registre des entreprises du Québec sous le numéro 1145212537, ayant son siège au 14, Place du Commerce, bureau 320, à Montréal, province de Québec, H3E 1T5, agissant et représentée par monsieur Samuel GEWURZ, son secrétaire, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution du conseil d'administration adoptée le
deux mille dix-sept (2017) et dont copie certifiée demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence du notaire soussigné.

Ci-après nommée le « **Promoteur** ».

E T :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier (1^er^) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* (RLRQ, c. C-11.4) (la « **Charte** »), étant aux droits de la Ville de Verdun en vertu de l'article 5 de la Charte, ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^e^ Yves SAINDON, greffier, dûment autorisé en vertu de la Charte et :

a) de la résolution numéro CA , adoptée par le conseil d'arrondissement de Verdun à sa séance du
deux mille dix-sept (2017);

b) de la résolution numéro CM , adoptée par le conseil

municipal à sa séance du
deux mille dix-sept (2017);

c) de la résolution numéro CG , adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du
deux mille dix-sept (2017); et

d) de la résolution numéro CG06 0006, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du vingt-trois (23) janvier deux mille six (2006).

Copie certifiée des résolutions mentionnées ci-dessus demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence du notaire soussigné.

Ci-après nommée la « **Ville** ».

Le Promoteur et la Ville sont également collectivement désignés aux présentes comme étant les « **Parties** ».

LESQUELLES PARTIES, PRÉALABLEMENT À L'ÉCHANGE QUI FAIT L'OBJET DES PRÉSENTES, DÉCLARENT CE QUI SUIT:

PRÉAMBULE

ATTENDU que le Promoteur est propriétaire des terrains connus et désignés comme étant les lots 4 459 107 et 6 040 040 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

ATTENDU que la Ville est propriétaire des terrains connus et désignés comme étant les lots 3 891 355, 4 458 877, 4 458 880, 5 943 537, 5 943 539 et 5 943 541 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

ATTENDU que la Ville désire acquérir les terrains du Promoteur à des fins de parc et de piste cyclable.

ATTENDU que le Promoteur désire acquérir les terrains de la Ville à des fins d'assemblage et de développement immobilier.

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

1. OBJET DU CONTRAT

1.1 Le Promoteur cède et transfère à la Ville, à titre d'échange, tous ses droits, titres et intérêts dans les terrains connus et désignés comme étant :

DÉSIGNATION

Les lots numéros **QUATRE MILLIONS QUATRE CENT CINQUANTE-NEUF MILLE CENT SEPT (4 459 107)** et **SIX MILLIONS QUARANTE MILLE QUARANTE (6 040 040)**, tous du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

Ci-après collectivement appelés l'« **Immeuble 1** ».

1.2 En échange, la Ville cède et transfère au Promoteur, tous ses droits, titres et intérêts dans les terrains vacants connus et désignés comme étant :

DÉSIGNATION

Les lots numéros **TROIS MILLIONS HUIT CENT QUATRE-VINGT-ONZE MILLE TROIS CENT CINQUANTE-CINQ (3 891 355)**, **QUATRE MILLIONS QUATRE CENT CINQUANTE-HUIT MILLE HUIT CENT SOIXANTE-DIX-SEPT (4 458 877)**, **QUATRE MILLIONS QUATRE CENT CINQUANTE-HUIT MILLE HUIT CENT QUATRE-VINGTS (4 458 880), CINQ MILLIONS NEUF CENT QUARANTE-TROIS MILLE CINQ CENT TRENTE-SEPT (5 943 537)**, **CINQ MILLIONS NEUF CENT QUARANTE-TROIS MILLE CINQ CENT TRENTE-NEUF (5 943 539)** et **CINQ MILLIONS NEUF CENT QUARANTE-TROIS MILLE CINQ CENT QUARANTE ET UN (5 943 541)**, tous du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

Ci-après collectivement appelés l'« **Immeuble 2** ».

2. ORIGINE DU DROIT DE PROPRIÉTÉ

2.1 Le Promoteur est propriétaire de l'Immeuble 1 pour l'avoir acquis aux termes des actes suivants, à savoir :

a) Pour partie, aux termes d'une vente par Nuns Island Investments inc. / Les investissements Île-des-Sœurs inc. à 3095975 Canada inc., reçue devant M^{e} Louis Drazin, notaire, le 29 décembre 1994, sous le numéro 21 537 de ses minutes et publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal le 27 janvier 1995, sous le numéro 4 758 721.

b) Pour partie, aux termes d'une vente par Nunsubco Deux inc. et Investissements Sabrinco / Sabrinco ULC à Nunsubco Trois inc., reçue devant M^{e} Philip Friedman, notaire, le 18 décembre 2014, sous le numéro 18 870 de ses minutes et publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal le 29 décembre 2014, sous le numéro 21 276 270.

2.2 La Ville est propriétaire de l'Immeuble 2 pour l'avoir acquis aux termes des actes suivants, à savoir :

a) Pour partie, aux termes d'une cession par Sa Majesté du chef du Québec à la Ville de Verdun, reçue devant M^{e} Robert Beaulieu, notaire, le 22 décembre 1993, sous le numéro 32 431 de ses minutes et publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal le 23 décembre 1993, sous le numéro 4 670 705, laquelle a fait l'objet d'un acte de modification reçu devant M^{e} Robert Beaulieu, notaire, le 19 décembre 1994, sous le numéro 33 261 de ses minutes et publié audit bureau le 8 mai 1997, sous le numéro 4 927 996.

b) Pour partie, aux termes d'une vente par Nuntip inc. et Les Développements Cité de l'île inc. à la Ville de Montréal, reçue devant M^{e} Philip Friedman, notaire, le 11 mai 2007, sous le numéro 12 665 de ses minutes et publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal le 14 mai 2007, sous le numéro 14 220 206.

3. FERMETURE

La Ville déclare que les parties de l'Immeuble 2 qui pourraient être affectées à l'utilité publique ont été fermées et retirées de son domaine public en vertu des résolutions mentionnées aux alinéas a), b) et c) de sa comparution.

4. GARANTIE

4.1 Immeuble 1

L'Immeuble 1 est cédé par le Promoteur, à la Ville, à titre d'échange, sans aucune garantie et aux risques et périls de la Ville.

Sans limiter la généralité de ce qui précède, la Ville reconnaît que le Promoteur n'a aucune responsabilité relative aux titres ainsi qu'à l'égard de l'état et de la qualité du sol et du sous-sol de l'Immeuble 1 (les « **Sols de l'Immeuble 1** »), incluant, sans limitation, les matériaux composant le remblai, la présence potentielle de tout contaminant, polluant, substance toxique, matière ou déchet dangereux dans ou sur l'Immeuble 1, la Ville l'achetant à ses seuls risques et périls qu'elle ait effectué ou non une vérification des titres et une étude de caractérisation des Sols de l'Immeuble 1.

La Ville reconnaît qu'elle ne peut en aucune manière invoquer la responsabilité du Promoteur pour quelque motif que ce soit, tels que les opinions ou rapport pouvant avoir été émis par ses employés ou ses mandataires et elle renonce à toute réclamation, action ou poursuite contre le Promoteur, notamment, à l'égard des titres, de la condition des Sols de l'Immeuble 1 de même que des bâtiments, constructions et ouvrages situés sur l'Immeuble 1, le cas échéant. En outre, la Ville s'engage à tenir le Promoteur indemne de tout recours ou réclamation que des tiers pourraient exercer relativement à l'Immeuble 1.

4.2 Immeuble 2

L'Immeuble 2 est cédé par la Ville, au Promoteur, à titre d'échange, sans aucune garantie et aux risques et périls du Promoteur.

Sans limiter la généralité de ce qui précède, le Promoteur

reconnaît que la Ville n'a aucune responsabilité relative aux titres ainsi qu'à l'égard de l'état et de la qualité du sol et du sous-sol de l'Immeuble 2 (les « **Sols de l'Immeuble 2** »), incluant, sans limitation, les matériaux composant le remblai, la présence potentielle de tout contaminant, polluant, substance toxique, matière ou déchet dangereux dans ou sur l'Immeuble 2, le Promoteur l'achetant à ses seuls risques et périls qu'il ait effectué ou non une vérification des titres et une étude de caractérisation des Sols de l'Immeuble 2.

Le Promoteur reconnaît qu'il ne peut en aucune manière invoquer la responsabilité de la Ville pour quelque motif que ce soit, tels les opinions ou rapports pouvant avoir été émis par ses employés ou ses mandataires et il renonce à toute réclamation, action ou poursuite contre la Ville, notamment, à l'égard des titres, de la condition des Sols de l'Immeuble 2 de même que des bâtiments, constructions et ouvrages situés sur l'Immeuble 2, le cas échéant. En outre, le Promoteur s'engage à tenir la Ville indemne de tout recours ou réclamation que des tiers pourraient exercer relativement à l'Immeuble 2.

5. POSSESSION

5.1 La Ville devient propriétaire de tous les droits que le Promoteur détient ou pourrait prétendre détenir dans l'Immeuble 1 à compter de ce jour, avec possession immédiate.

Le Promoteur reconnaît que la Ville occupe l'Immeuble 1 depuis plusieurs années à des fins de parc, et ce, gratuitement. À cet effet, le Promoteur renonce à toute indemnité et accorde quittance totale et finale à la Ville pour l'occupation passée l'Immeuble 1.

5.2 Le Promoteur devient propriétaire de tous les droits que la Ville détient ou pourrait prétendre détenir dans l'Immeuble 2 à compter de ce jour, avec possession et occupation immédiates.

6. DOSSIER DE TITRES

Aucune des Parties n'est tenue de fournir à l'autre quelque titre, certificat de localisation, certificat de recherche, plan ou état certifié des droits que ce soit.

7. ATTESTATIONS DES PARTIES

7.1 Attestations du Promoteur

Le Promoteur déclare :

a) qu'il est une personne morale résidente canadienne au sens de la *Loi sur l'impôt sur le revenu* (L.R.C. (1985), ch. 1 (5^{e} suppl.)) et de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, c. I-3);

b) qu'il a le pouvoir, la capacité et l'autorité nécessaires pour signer le présent acte et pour exécuter les obligations qui en découlent sans autres formalités que celles qui ont déjà été accomplies;

c) que les impôts fonciers échus relatifs à l'Immeuble 1 ont été acquittés sans subrogation jusqu'à ce jour;

d) qu'il a fait effectuer à ses frais la réhabilitation environnementale d'une partie de l'Immeuble 1 et qu'il a remis à la Ville, à cet effet, une copie du rapport de supervision de la réhabilitation environnementale, préparé le 11 août 2017 par la firme GHD (le « **Rapport** »);

e) que le lot 4 459 107 du cadastre du Québec, faisant partie de l'Immeuble 1, a été retiré de la convention d'emphytéose et de sous-emphytéose qui l'affectaient, le tout conformément à l'acte d'amendement publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal le 16 août 2017, sous le numéro 23 308 663.

7.2 Attestations de la Ville

La Ville déclare :

a) qu'elle est une personne morale de droit public résidente canadienne au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C. (1985), ch. 1 (5^{e} suppl.)) et de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, c. I-3);

b) qu'elle a le pouvoir, la capacité et l'autorité nécessaires pour signer le présent acte et pour exécuter les obligations qui en

découlent sans autres formalités que celles qui ont déjà été accomplies;

c) qu'elle a examiné le Rapport et s'en déclare satisfaite.

8. <u>OBLIGATIONS DES PARTIES</u>

8.1 Obligations du Promoteur :

Le Promoteur s'engage à :

a) prendre l'Immeuble 2 dans l'état où il se trouve actuellement, sujet à toute servitude, le cas échéant, déclarant l'avoir vu et examiné à sa satisfaction;

b) vérifier lui-même, auprès de toutes les autorités compétentes, y compris les autorités municipales, que tout aménagement ou construction qu'il entend réaliser sur l'Immeuble 2 ainsi que toute destination qu'il entend lui donner sont conformes aux lois et règlements en vigueur;

c) payer, le cas échéant, à compter des présentes, selon leur échéance respective, toutes taxes municipales et scolaires générales ou spéciales ou autres impôts pouvant affecter l'Immeuble 2;

d) ne faire aucune demande pour diminution de l'évaluation de l'Immeuble 2, du fait qu'il aurait été acquis pour un prix moindre que l'évaluation municipale telle qu'établie au rôle foncier de l'année courante, le Promoteur se réservant toutefois le droit de contester cette évaluation pour tout autre motif.

8.2 Obligations de la Ville

La Ville s'engage à :

a) prendre l'Immeuble 1 dans l'état où il se trouve actuellement, sujet à toute servitude, le cas échéant, déclarant l'avoir vu et examiné à sa satisfaction;

b) vérifier elle-même, auprès de toutes les autorités compétentes, y compris les autorités municipales, que tout aménagement ou construction qu'elle entend réaliser sur l'Immeuble 1 ainsi que toute destination qu'elle entend lui donner sont conformes aux lois et règlements en vigueur;

c) assumer le coût des frais administratifs reliés à la préparation du présent acte, le coût de la publication au registre foncier et des copies requises, dont deux (2) pour le Promoteur. Tous autres honoraires professionnels de quelque nature que ce soit seront à la charge de la partie les ayant initiés.

9. RÉPARTITIONS

9.1 Immeuble 1

La Ville déclare que les immeubles lui appartenant sont exempts de taxes foncières, municipales et scolaires, en vertu des dispositions de l'article 204 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (RLRQ, c. F-2.1). En conséquence, la Ville remboursera au Promoteur, le cas échéant, toute portion de taxes municipales payée en trop.

Par ailleurs, le Comité de la gestion de la taxe scolaire de l'Île de Montréal remboursera au Promoteur, le cas échéant, toute portion de taxes scolaires payée en trop sous réserve des dispositions de l'article 245 de la loi précitée.

De plus, le Promoteur reconnaît que tout remboursement de taxes municipales ou scolaires, le cas échéant, se fera uniquement après la modification du rôle d'évaluation foncière résultant du présent échange.

9.2 Immeuble 2

L'Immeuble 2 est compris dans une unité d'évaluation inscrite au nom de la Ville et est, à ce titre, jusqu'à la date des présentes, exempt de taxes foncières municipales et scolaires en vertu des dispositions de l'article 204 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (RLRQ, c. F-2.1).

10. POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE

La Ville a adopté une politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19) et elle a remis copie de ladite politique au Promoteur.

En vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires), tel que la Ville le confirme.

11. CONSIDÉRATION ET SOULTE

Les Parties ont établi, d'un commun accord, la valeur des immeubles échangés à UN MILLION QUATRE CENT QUATRE-VINGT-DIX MILLE DOLLARS (1 490 000$) chacun. En conséquence, le présent échange est fait sans soulte, DONT QUITTANCE TOTALE ET FINALE.

12. RENONCIATION AU DROIT DE REPRISE

Chacune des Parties renonce au droit des coéchangistes de reprendre l'immeuble transféré, tel que prévu à l'article 1797 du *Code civil du Québec*, sous la réserve expresse de son droit de réclamer des dommages-intérêts selon ce même article, au cas où elle serait évincée de l'immeuble reçu en échange.

13. DÉCLARATIONS RELATIVES À LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES (T.P.S.) ET À LA TAXE DE VENTE DU QUÉBEC (T.V.Q.)

Le présent échange exclut la T.P.S. et la T.V.Q.

13.1 Acquisition de l'Immeuble 1 par la Ville

Le Promoteur déclare que l'Immeuble 1 était, immédiatement avant la signature des présentes, une immobilisation du Promoteur utilisée principalement dans son entreprise.

En conséquence, la fourniture de l'Immeuble 1 est taxable

selon les dispositions de la *Loi sur la taxe d'accise* et de la *Loi sur la taxe de vente du Québec*.

Les Parties déclarent que la valeur de la contrepartie est de UN MILLION QUATRE CENT QUATRE-VINGT-DIX MILLE DOLLARS (1 490 000$).

La TPS représente la somme de SOIXANTE-QUATORZE MILLE CINQ CENTS DOLLARS (74 500,00$), et la TVQ représente la somme de CENT QUARANTE-HUIT MILLE SIX CENT VINGT-SEPT DOLLARS ET CINQUANTE CENTS (148 627,50$).

La Ville déclare que ses numéros d'inscrit sont les suivants :

T.P.S. : 121364749RT0001
T.V.Q. : 1006001374TQ0002

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées ni ne sont en voie de l'être.

En conséquence, la Ville effectuera elle-même le paiement de la T.P.S. et de la T.V.Q. auprès des autorités fiscales concernées, à l'entière exonération du Promoteur.

13.2 Acquisition de l'Immeuble 2 par le Promoteur

La Ville déclare que la fourniture de l'Immeuble 2 est effectuée par une municipalité au sens des lois fiscales applicables.

En conséquence, la fourniture de l'Immeuble 2 est taxable selon les dispositions de la *Loi sur la taxe d'accise* et de la *Loi sur la taxe de vente du Québec*.

Les Parties déclarent que la valeur de la contrepartie est de UN MILLION QUATRE CENT QUATRE-VINGT-DIX MILLE DOLLARS (1 490 000$).

La TPS représente la somme de SOIXANTE-QUATORZE MILLE CINQ CENTS DOLLARS (74 500,00$), et la TVQ représente la somme de CENT QUARANTE-HUIT MILLE SIX CENT VINGT-SEPT

DOLLARS ET CINQUANTE CENTS (148 627,50$).

Le Promoteur déclare que ses numéros d'inscrit sont les suivants :

T.P.S. : 139810832RT0001
T.V.Q. : 1017371823TQ0001

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées ni ne sont en voie de l'être.

En conséquence, le Promoteur effectuera lui-même le paiement de la T.P.S. et de la T.V.Q. auprès des autorités fiscales concernées, à l'entière exonération de la Ville

14. DÉCLARATION RELATIVE À L'AVANT-CONTRAT

Les Parties conviennent que les seules relations juridiques les liant quant au présent échange sont constatées par le présent contrat, lequel qui annule toutes ententes précédentes.

15. CLAUSES INTERPRÉTATIVES

Le préambule fait partie intégrante du présent acte.

Lorsque le contexte l'exige, tout mot écrit au singulier comprend aussi le pluriel et vice versa, tout mot écrit au masculin comprend aussi le féminin et vice versa, et tout mot désignant des personnes désigne aussi les sociétés et personnes morales.

L'insertion de titres aux présentes est aux fins de référence seulement et n'affecte aucunement leur interprétation.

Chaque disposition des présentes est indépendante et distincte de sorte que, si l'une quelconque de ces dispositions est déclarée nulle ou non exécutoire, ceci n'affectera aucunement la validité des autres dispositions des présentes qui conserveront tout leur effet.

16. MENTIONS EXIGÉES EN VERTU DE L'ARTICLE 9 DE LA LOI CONCERNANT LES DROITS SUR LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES (la « Loi »)

16.1 Immeuble 1

Le Promoteur et la Ville déclarent ce qui suit, relativement à l'Immeuble 1 :

a) le nom du cédant, au sens de la Loi est : NUNSUBCO TROIS INC.;

b) le nom du cessionnaire, au sens de la Loi est : VILLE DE MONTRÉAL;

c) le siège du cédant est situé au 14, Place du Commerce, bureau 320, Montréal, province de Québec, H3E 1T5;

d) le siège du cessionnaire est situé au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, province de Québec, H2Y 1C6;

e) l'Immeuble 1 est entièrement situé sur le territoire de la ville de Montréal;

f) le montant de la contrepartie pour le transfert de l'Immeuble 1 est de : UN MILLION QUATRE CENT QUATRE-VINGT-DIX MILLE DOLLARS (1 490 000$);

g) le montant constituant la base d'imposition du droit de mutation pour l'Immeuble 1 est, selon le cédant et le cessionnaire, de UN MILLION QUATRE CENT QUATRE-VINGT-DIX MILLE DOLLARS (1 490 000$);

h) le montant du droit de mutation est de VINGT-HUIT MILLE DEUX CENT CINQUANTE DOLLARS (28 250$);

i) le cessionnaire est un organisme public défini à l'article 1 de la Loi précitée et bénéficie en conséquence de l'exonération du droit de mutation, conformément à l'article 17a) de la Loi;

j) il n'y a pas de transfert à la fois d'un immeuble corporel et de meubles visés à l'article 1.0.1 de la Loi.

16.2 Immeuble 2

Le Promoteur et la Ville déclarent ce qui suit, relativement à l'Immeuble 2 :

a) le nom du cédant, au sens de la Loi est : VILLE DE MONTRÉAL;

b) le nom du cessionnaire, au sens de la Loi est : NUNSUBCO TROIS INC.;

c) le siège du cédant est situé au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, province de Québec, H2Y 1C6;

d) le siège du cessionnaire est situé au 14, Place du Commerce, bureau 320, Montréal, province de Québec, H3E 1T5;

e) l'Immeuble 2 est entièrement situé sur le territoire de la ville de Montréal;

f) le montant de la contrepartie pour le transfert de l'Immeuble 2 est de : UN MILLION QUATRE CENT QUATRE-VINGT-DIX MILLE DOLLARS (1 490 000$);

g) le montant constituant la base d'imposition du droit de mutation pour l'Immeuble 2 est, selon le cédant et le cessionnaire, de UN MILLION QUATRE CENT QUATRE-VINGT-DIX MILLE DOLLARS (1 490 000$);

h) le montant du droit de mutation est de VINGT-HUIT MILLE DEUX CENT CINQUANTE DOLLARS (28 250$);

i) il n'y a pas de transfert à la fois d'un immeuble corporel et de meubles visés à l'article 1.0.1 de la Loi.

DONT ACTE à Montréal, sous le numéro
des minutes du notaire soussigné.

LES PARTIES déclarent au notaire avoir pris connaissance du présent acte et l'avoir exempté d'en donner lecture, puis les Parties signent en présence du notaire, comme suit :

À Montréal, le deux mille dix-sept (2017).

NUNSUBCO TROIS INC.

_____

Par : Samuel GEWURZ

VILLE DE MONTRÉAL, en date et lieu des présentes.

_____

Par : Yves SAINDON

_____

M^e^ Patrick FLUET, notaire

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Verdun , Bureau du directeur d'arrondissement

Dossier # : 1171195005

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division transactions immobilières
Objet :	1- Approuver un projet d'acte d'échange de terrains sans soulte par lequel Nunsubco Trois inc. cède à la Ville les lots 6 040 040 et 4 459 107 du cadastre du Québec et par lequel la Ville cède à Nunsubco Trois inc. les lots 4 458 877, 4 458 880, 3 891 355, 5 943 537, 5 943 539 et 5 943 541 du cadastre du Québec 2- De fermer et retirer du domaine public toute parcelle des lots à aliéner dans le cadre de cet échange et qui pourrait être affectée à l'utilité publique. 3- Autoriser une dépense de 74 313,75 $ correspondant à la TPS et TVQ, net de ristourne applicable sur le montant de 1 490 000 $. N/Réf. : 31H05-005-7075-01/ 14-0213 -T

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1171195005 échange de terrains.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Luminita MIHAI
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 765-7026

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-09-07

Annick DUCHESNE
Chef de division ressources humaines et financières
Tél : 514 765-7051
Division : Division ressources humaines et financières

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.63

2017/09/28 17:00

(2)

Dossier # : 1174565005

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet de bail par lequel la Ville loue de Michel Dallaire, Luc Bachand, Mary-Ann Bell, Alain Dallaire, Alban D'Amours, Claude Dussault, Ghislaine Laberge, Johanne M. Lépine et Michel Théroux, chacun en sa qualité de Fiduciaire pour le compte de Fonds de placement immobilier Cominar, des espaces à bureaux d'une superficie de 10 511 pieds carrés situés au 201, avenue Laurier Est, à Montréal, pour les besoins du groupe Éclipse et de la Moralité du Service de police de la Ville de Montréal. Le terme du bail est d'une durée de 7 ans, soit du 1er décembre 2017 au 30 novembre 2024. La dépense totale est de 2 977 570 $, incluant les taxes. Bâtiment 3261.

Il est recommandé :

1. d'approuver le nouveau projet de bail par lequel la Ville loue de Michel Dallaire, Luc Bachand, Mary-Ann Bell, Alain Dallaire, Alban D'Amours, Claude Dussault, Ghislaine Laberge, Johanne M. Lépine et Michel Théroux, chacun en sa qualité de Fiduciaire pour le compte de Fonds de placement immobilier Cominar, pour une période de 7 ans, à compter du 1er décembre 2017, des espaces d'une superficie de 10 511 pi² situé au 201, avenue Laurier Est et utilisé pour les besoins du groupe Éclipse et l'escouade Moralité du Service de police de la Ville de Montréal, moyennant un loyer annuel de 337 760,10 $, incluant les taxes, et ce, aux clauses et conditions stipulées au projet de bail;
2. d'autoriser à cette fin, le coût des travaux d'aménagement payable en 2017 au locateur Fonds de placement immobilier Cominar, représentant un montant de 489 931,96 $ auquel s'ajoutent des contingences et des incidences d'un montant de 130 326,42 $, pour une dépense maximale de 620 258,39 $, incluant les taxes;
3. d'ajuster la base budgétaire du service responsable pour les années 2018 et suivantes conformément aux informations financières inscrites à l'intervention du Service des finances.
4. d'imputer cette dépense après avoir opéré le virement budgétaire conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-09-08 08:48

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1174565005**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet de bail par lequel la Ville loue de Michel Dallaire, Luc Bachand, Mary-Ann Bell, Alain Dallaire, Alban D'Amours, Claude Dussault, Ghislaine Laberge, Johanne M. Lépine et Michel Théroux, chacun en sa qualité de Fiduciaire pour le compte de Fonds de placement immobilier Cominar, des espaces à bureaux d'une superficie de 10 511 pieds carrés situés au 201, avenue Laurier Est, à Montréal, pour les besoins du groupe Éclipse et de la Moralité du Service de police de la Ville de Montréal. Le terme du bail est d'une durée de 7 ans, soit du 1er décembre 2017 au 30 novembre 2024. La dépense totale est de 2 977 570 $, incluant les taxes. Bâtiment 3261.

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) occupe, depuis le 1er décembre 1998, un local d'une superficie de 4 442 pieds carrés situé au 201, avenue Laurier Est. Au départ, le local était utilisé aux fins du poste de quartier 37 (PDQ 37), mais en 2014, le PDQ 37 a été fusionné avec le PDQ 38 sur la rue Rachel. Ainsi, depuis le 9 décembre 2014, le local est utilisé pour loger le groupe Éclipse du SPVM.
Le bureau d'arrondissement du Plateau-Mont-Royal occupe également des espaces situés dans le même édifice que le groupe Éclipse. Le bail de l'Arrondissement contient une clause de location additionnelle exclusive pour tout local disponible dans l'immeuble concerné. En 2016, des espaces se sont libérés et le bailleur a avisé la Ville de la disponibilité d'un local auquel cas les représentants de la Ville ont manifesté l'intérêt d'occuper cet espace.

Dans le cadre de la restructuration du service des enquêtes du SPVM, celui-ci a mandaté le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) pour loger l'unité Moralité dans le même bâtiment que le groupe Éclipse, car ce groupe relève du même commandant. Actuellement, les effectifs de l'unité Moralité sont temporairement installés au Centre opérationnel Sud jusqu'à la livraison des nouveaux locaux. La centralisation physique de toute l'équipe permettra de favoriser une meilleure intégration des nouveaux agents et de profiter pleinement de la synergie escomptée. Ainsi, la cohabitation du groupe Éclipse et de l'unité Moralité, sous un même toit, est le croisement naturel d'escouades complémentaires.

Le bail relié au groupe Éclipse viendra à échéance le 30 novembre 2018. Ainsi, pour faciliter la gestion des baux, il est suggéré de conclure un nouveau bail pour prolonger le bail du

groupe Éclipse et d'y ajouter les locaux du groupe Moralité.

Le bail a été négocié de gré à gré. Il s'agit du même bail que celui qui a été utilisé pour la location du bureau de l'Arrondissement qui est dans le même immeuble et qui a fait l'objet d'une vérification par le Service des affaires juridiques (SAJ).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG13 0388 - 26 septembre 2013 - Approbation de la deuxième convention de modification du bail, pour une superficie de 4 442 pi², pour une durée de 5 ans et pour un montant total de 569 204 $ incluant les taxes.
CG09 0441 - 24 septembre 2009 - Approbation de la première convention de modification du bail, pour une superficie de 4 442 pi², pour une durée de 5 ans et pour un montant total de 450 863 $ incluant les taxes.
DB 030829016 - 30 août 2007 - Approbation du bail pour l'ajout de superficie de 112 pi², pour une durée de 4 ans et 10 mois, pour un montant total de 11 743,75 $ incluant les taxes.
Décision 5494 - 15 avril 1998 - Approbation du bail de l'ex-CUM pour une durée de 10 ans.

DESCRIPTION

Le présent sommaire décisionnel recommande d'approuver le projet de bail par lequel la Ville loue, du locateur Michel Dallaire, Luc Bachand, Mary-Ann Bell, Alain Dallaire, Alban D'Amours, Claude Dussault, Ghislaine Laberge, Johanne M. Lépine et Michel Théroux, chacun en sa qualité de Fiduciaire pour le compte de Fonds de placement immobilier Cominar, un espace d'une superficie de 10 511 pi² situé au 201, avenue Laurier Est, à Montréal, aux 1er et 6e étages, utilisé pour les besoins du groupe Éclipse et de l'unité Moralité du SPVM, incluant 21 espaces de stationnement. Le terme du bail est de 7 ans, soit du 1er décembre 2017 au 30 novembre 2024.
Le présent dossier recommande également d'approuver le coût des travaux, selon un projet clé en main, pour l'aménagement de l'unité Moralité et les travaux de rénovation des locaux du groupe Éclipse, représentant un montant maximum à remettre au locateur de 489 931,96 $, auxquels s'ajoutent des incidences et des contingences pour totaliser 620 258,39 $, taxes incluses.

JUSTIFICATION

Le bail vient à échéance le 30 novembre 2018 et il est nécessaire de le renouveler pour une période de 7 ans. De plus, il est requis de joindre l'équipe de la Moralité à celui du groupe Éclipse en y ajoutant des locaux additionnels dans le même immeuble.
Le loyer de base proposé est comparable au taux du marché observé dans ce secteur pour ce type d'immeuble. De plus, le loyer est comparable à celui convenu pour le bureau d'arrondissement du Plateau-Mont-Royal qui occupe environ 35 550 pi².

Pour conclure, le locateur accordera une allocation monétaire de 96 226 $ applicable sur le coût des travaux d'aménagement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

	Loyer annuel actuel Superficie actuelle: 4442 pi²	**Loyer annuel (Année 1) Nouvelle superficie: 10 511 pi²**	**Loyer annuel (Années 2 à 7) Nouvelle superficie: 10 511 pi²**	**Coût total du loyer pour 7 ans**
Loyer de base semi-brut	13,00 $/pi²	8,92 $/pi²	9,50 $/pi²	

Frais d'exploitation	inclu	9,13 $/pi²	9,13 $/pi²	
Hydro-Québec	3.00 $/pi²	inclu	inclu	
Entretien ménager	3,00 $/pi²	inclu	inclu	
Taxes foncières	6,67$/pi²	6,67 $/pi²	6,67 $/pi²	
Loyer unitaire brut	**25,67 $/pi²**	**24,72 $/pi²**	**25,30 $/pi²**	
Superficie locative	4 442 pi²	10 511 pi²	10 511 pi²	
Loyer brut annuel	114 026,14 $	259 831,92 $	265 928,30 $	
Stationnement annuel	2 400,00 $	27 840,00 $	27 840,00 $	
Loyer brut annuel total	116 426,14 $	287 671,92 $	293 768,30 $	
TPS - 5 %	5 821,31 $	14 383,60 $	14 688,42 $	
TVQ - 9,975 %	11 613,51 $	28 745,95 $	29 303,39$	
Loyer total	**133 860,95 $**	**330 750,79 $**	**337 760,10 $ x 6 ans**	**2 357 311,41 $**
Ristourne TPS		14 383,60 $	14 688,42 $	
Ristourne TVQ		14 347,64$	14 651,69$	
Loyer net annuel		302 019,56 $	308 419,99 $	

Voir le détail du loyer en pièce jointe.

Le coût du loyer ainsi que les fluctuations seront assumés par le service responsable à même sa base budgétaire.

La dépense totale de loyer pour le terme, incluant les taxes, est de 2 357 311,41 $. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

Coût des travaux d'aménagement

	2016
Coût des travaux d'aménagement clé en main	522 346,43 $
Allocation monétaire du locateur pour les travaux	- 96 226,00 $
	426 120,43 $
TPS (5 %)	21 306,02 $
TVQ (9,975 %)	42 505,51 $
Coût total des travaux à remettre au locateur	**489 931,96 $**
Contingences (+/- 10 %)	52 234,64 $
Incidences générales (+/- 5 %)	26 117,32 $
Incidences spécifiques (câblage téléphonique et informatique)	20 000,00 $
Incidences spécifiques pour du mobilier premier	15 000,00 $
TPS (5 %)	5 667,60 $
TVQ (9,975 %)	11 306,86 $
	130 326,42 $
TOTAL	**620 258,39 $**
Ristourne TPS (100 %)	26 973,62 $
Ristourne TVQ (50 %)	26 906,19 $

Coût net des travaux	566 378,58 $

Le coût des travaux d'aménagement, incluant les contingences, les incidences, la TPS et la TVQ est de 620 258,39 $.

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

Les travaux sont prévus au PTI 2017-2019 du SGPI.

Cette dépense concerne à la fois le budget de fonctionnement et le PTI.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le locateur détient déjà la certification BOMA BEST, car la Ville occupe plus de 45 000 pi² dans cet immeuble.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant que l'approbation de la prolongation de bail et l'ajout de superficie soient refusés, la Ville de Montréal devra trouver une autre alternative pour loger le groupe Éclipse et l'unité Moralité.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

L'approbation de ce dossier est prévue pour le conseil d'agglomération du 28 septembre 2017.
La prise de possession des locaux est prévue après la réalisation des travaux, soit le 1er décembre 2017.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Steve-Eric PICARD, Service de police de Montréal
Maline GAGNÉ-TRINQUE, Service de police de Montréal

Lecture :

Maline GAGNÉ-TRINQUE, 29 août 2017
Steve-Eric PICARD, 24 août 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie BERTRAND
Conseillère en immobilier

Tél : 514 280-4275
Télécop. : 514 280-3597

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-23

Guylaine CORMIER
Chef de division - Division des locations

Tél : 514 872-8484
Télécop. : 514 872-8350

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières et de la sécurité
Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2017-08-28

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI

Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2017-08-30

Aspects financiers

Superficie locative en pi² :		2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	
4 442	Loyer actuel	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Année 6	Année 7	
10511									
Loyer de base $/pi²	13,00	8,92	9,50	9,50	9,50	9,50	9,50	9,50	
Frais d'exploitation $/pi²	3,00	9,13	9,13	9,13	9,13	9,13	9,13	9,13	
Entretien ménager	3,00	inclus	inclus	inclus	inclus	inclus	inclus	inclus	
Taxes foncières $/pi²	6,67	6,67	6,67	6,67	6,67	6,67	6,67	6,67	
Loyer au pi²	25,67	24,72	25,30	25,30	25,30	25,30	25,30	25,30	
Loyer annuel en $	114 026,14 $	259 831,92 $	265 928,30 $	265 928,30 $	265 928,30 $	265 928,30 $	265 928,30 $	265 928,30 $	
Stationnement annuel	2 400,00 $	27 840,00 $	27 840,00 $	27 840,00 $	27 840,00 $	27 840,00 $	27 840,00 $	27 840,00 $	
Loyer total avant taxes	116 426,14 $	287 671,92 $	293 768,30 $	293 768,30 $	293 768,30 $	293 768,30 $	293 768,30 $	293 768,30 $	
TPS	5 821,31 $	14 383,60 $	14 688,42 $	14 688,42 $	14 688,42 $	14 688,42 $	14 688,42 $	14 688,42 $	
TVQ	11 613,51 $	28 695,27 $	29 303,39 $	29 303,39 $	29 303,39 $	29 303,39 $	29 303,39 $	29 303,39 $	
Total	**133 860,95 $**	**330 750,79 $**	**337 760,10 $**	**337 760,10 $**	**337 760,10 $**	**337 760,10 $**	**337 760,10 $**	**337 760,10 $**	2 357 311,41 $
Ristourne de TPS	5 821,31 $	14 383,60 $	14 688,42 $	14 688,42 $	14 688,42 $	14 688,42 $	14 688,42 $	14 688,42 $	
Ristourne TVQ (50%)	5 806,75 $	14 347,64 $	14 651,69 $	14 651,69 $	14 651,69 $	14 651,69 $	14 651,69 $	14 651,69 $	
Loyer net	122 232,89 $	302 019,56 $	308 419,99 $	308 419,99 $	308 419,99 $	308 419,99 $	308 419,99 $	308 419,99 $	

Loyer pour la période du:	01/12/2017 au 31/12/2017 (1 mois)	01/01/2018 au 31/12/2018 (12 mois)	01/01/2019 au 31/12/2019 (12 mois)	01/01/2020 au 31/12/2020 (12 mois)	01/01/2021 au 31/12/2021 (12 mois)	01/01/2022 au 31/12/2022 (12 mois)	01/01/2023 au 31/12/2023 (12 mois)	01/01/2024 au 30/11/2024 (11 mois)		
Loyer total avant taxes	23 972,66 $	288 179,95 $	293 768,30 $	293 768,30 $	293 768,30 $	293 768,30 $	293 768,30 $	269 287,61 $		
TPS	1 198,63 $	14 409,00 $	14 688,42 $	14 688,42 $	14 688,42 $	14 688,42 $	14 688,42 $	13 464,38 $		
TVQ	2 391,27 $	28 745,95 $	29 303,39 $	29 303,39 $	29 303,39 $	29 303,39 $	29 303,39 $	26 861,44 $		
Total	**27 562,57 $**	**331 334,90 $**	**337 760,10 $**	**337 760,10 $**	**337 760,10 $**	**337 760,10 $**	**337 760,10 $**	**309 613,43 $**	**=**	**2 357 311,41 $**
Ristourne de TPS	1 198,63 $	14 409,00 $	14 688,42 $	14 688,42 $	14 688,42 $	14 688,42 $	14 688,42 $	13 464,38 $		
Ristourne TVQ (50%)	1 195,64 $	14 372,98 $	14 651,69 $	14 651,69 $	14 651,69 $	14 651,69 $	14 651,69 $	13 430,72 $		
Loyer net	25 168,30 $	302 552,93 $	308 419,99 $	308 419,99 $	308 419,99 $	308 419,99 $	308 419,99 $	282 718,33 $		

BAIL

3261-001

201-209 Laurier

1er étage, suite 160
6e étage, suite 640

Paraphes	
Locateur	Locataire

TABLE DES MATIÈRES

ARTICLE 1 – DÉFINITIONS

1.1 Aires et installations communes
1.2 Bail
1.3 Dépenses de nature capitalisable
1.4 Édifice
1.5 Expert
1.6 Frais d'exploitation
1.7 Immeuble
1.8 Lieux Loués
1.9 Taxes foncières
1.10 Taxes de vente
1.11 Transformations
1.12 Travaux d'aménagement
1.13 Travaux de base

ARTICLE 2 – LIEUX LOUÉS

2.1 Désignation
2.2 Superficie locative des Lieux Loués
2.3 Superficie locative totale de l'Édifice
2.4 Quote-part d'occupation
2.5 Stationnement

ARTICLE 3 – DURÉE

3.1 Durée
3.2 Renouvellement
3.3 Reconduction tacite

ARTICLE 4 – LOYER

4.1 Loyer
4.2 Loyer unitaire
4.3 Ajustement des Taxes foncières
4.4 Ajustement des Frais d'exploitation

ARTICLE 5 – TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT

5.1 Modalités
5.2 Fin des travaux
5.3 Acceptation provisoire
5.4 Acceptation définitive
5.5 Période d'emménagement
5.6 Retard
5.7 Allocation
5.8 Paiement des Travaux d'aménagement
5.9 Remise en état

ARTICLE 6 – TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT ADDITIONNELS

6.1 Travaux sous la responsabilité du Locataire
6.2 Travaux sous la responsabilité du Locateur

Paraphes	
Locateur	Locataire

ARTICLE 7 – OBLIGATIONS DU LOCATEUR

7.1 Accès
7.2 Respect des exigences
7.3 Entretien intérieur
7.4 Entretien extérieur
7.5 Bris de vitres
7.6 Graffitis
7.7 Température
7.8 Air frais
7.9 Eau
7.10 Éclairage
7.11 Électricité
7.12 Assurance
7.13 Sécurité incendie
7.14 Développement durable
7.15 Voies d'accès
7.16 Signalisation
7.17 Affichage
7.18 Désignation de responsables et remise des clés
7.19 Transformations
7.20 Stationnement et remisage
7.21 Sous-location et cession

ARTICLE 8 – OBLIGATIONS DU LOCATAIRE

8.1 Publication
8.2 Usage
8.3 Responsabilité et assurance
8.4 Avis
8.5 Réparations
8.6 Visites
8.7 Entretien des améliorations locatives
8.8 Surcharges
8.9 Usage des services
8.10 Usage des accessoires
8.11 Appareil d'air climatisé spécifique aux Lieux Loués
8.12 Livraison et expédition
8.13 Matière résiduelle
8.14 Bruits, odeurs et substances nocives
8.15 Environnement
8.16 Vol et vandalisme
8.17 Attestation
8.18 Respect des lois

ARTICLE 9 – DOMMAGES ET DESTRUCTION DES LIEUX LOUÉS

9.1 Destruction partielle
9.2 Destruction totale
9.3 Résiliation

ARTICLE 10 – RESPONSABILITÉ

10.1 Responsabilité du Locataire
10.2 Responsabilité du Locateur

ARTICLE 11 – DÉFAUT DU LOCATAIRE

Paraphes	
Locateur	Locataire

11.1 Modalités

ARTICLE 12 – AMIANTE

12.1 Déclaration
12.2 Test d'air
12.3 Correctifs

ARTICLE 13 – DIVERS

13.1 Rubriques
13.2 Renonciation
13.3 Accord complet
13.4 Force majeure
13.5 Lois applicables
13.6 Équipements de communication
13.7 Reconnaissance

ARTICLE 14 – POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE

14.1 Remise

ARTICLE 15 – ANNEXES

15.1 Énumération
15.2 Interprétation

ARTICLE 16 – ÉLECTION DE DOMICILE

16.1 Adresses
16.2 Modification
16.3 Avis

ARTICLE 17 – COURTIER

17.1 Commission

ARTICLE 18 – ENQUÊTE DE SÉCURITÉ

18.1 Pouvoir
18.2 Résiliation
18.3 Accès
18.4 Responsabilité

Paraphes	
Locateur	Locataire

BAIL

ENTRE : **MICHEL DALLAIRE, LUC BACHAND, MARY-ANN BELL, ALAIN DALLAIRE, ALBAN D'AMOURS, CLAUDE DUSSAULT, GHISLAINE LABERGE JOHANNE M. LÉPINE ET MICHEL THÉROUX,** chacun en sa qualité de fiduciaire de et pour le compte de Fonds de placement immobilier Cominar/ Cominar Real Estate Investment Trust, un fonds de placement immobilier constitué en vertu des lois de la province de Québec par contrat de fiducie portant la date du 31 mars 1998, tel qu'amendé ou réitéré, ayant, pour les fins de ladite fiducie, leur domicile au Complexe Jules-Dallaire – T3, 2820, boulevard Laurier, bureau 850, dans la ville de Québec, province de Québec, G1V 0C1, agissant aux présentes et représentés par M. Sylvain Cossette et M. Michael Racine, dûment autorisés pour les fins des présentes, tel qu'ils le déclarent;

Ci-après nommée le « **Locateur** »

ET : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public constituée le 1er janvier 2002 en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006.

Ci-après nommée le « **Locataire** »

ATTENDU QU'un bail est intervenu le 30 avril 1998 pour la location d'un espace ayant une superficie locative de 4 330 pi² (les « **Lieux Loués initiaux** ») situé au rez-de-chaussée de l'immeuble situé au 209, avenue Laurier Est, Montréal, province de Québec pour un terme commençant le 1er décembre 1998 et se terminant le 30 novembre 2008(le « **Premier Bail** »);

ATTENDU QU'un deuxième bail a été signé le 15 décembre 2003 pour la location d'un espace supplémentaire mesurant 112 pi² adjacent aux Lieux Loués (les « **Lieux Loués initiaux additionnels** ») pour un terme commençant le 1er février 2004 et se terminant le 30 novembre 2008 (le « **Deuxième Bail** »);

Paraphes	
Locateur	Locataire

ATTENDU QU'une Première convention de modification de Bail a été signée le 28 octobre 2009 pour prolonger le terme du bail ayant une superficie locative totale de 4 442 pi² pour une période de cinq (5) ans, commençant le 1er décembre 2008 et se terminant le 30 novembre 2013 (la « **Première Convention** »);

ATTENDU QUE le Locataire ne s'est pas prévalu de l'allocation de CINQ dollars (5,00$) par pied carré de superficie locative prévue à l'article 5 de la Première convention de modification de Bail et que les parties conviennent de s'en prévaloir selon les termes et conditions du présent Bail (la « **Première Allocation** »);

ATTENDU QU'une Deuxième Convention de modification de Bail a été signée le 29 octobre 2013 pour prolonger le terme du Bail pour une période de cinq (5) ans, commençant le 1er décembre 2013 et se terminant le 30 novembre 2018 (la « **Deuxième Convention** »);

ATTENDU QUE le Locataire ne s'est pas prévalu de l'allocation de TROIS dollars (3,00$) par pied carré de superficie locative prévue à l'article 5 de la Deuxième convention de modification de Bail et que les parties conviennent de s'en prévaloir selon les termes et conditions du présent Bail (la « **Deuxième Allocation** »);

ATTENDU QUE le Locataire et le Locateur ont convenu de prolonger le terme du Bail pour une période additionnelle de 7 ans;

ATTENDU QUE le Locataire a convenu avec le Locateur de louer un espace additionnel situé au 6^{e} étage représentant une superficie locative de 6 069 pi² pour un terme de 7 ans (les « **Lieux Loués Additionnels** »);

ATTENDU QUE le Premier Bail, le Deuxième Bail, la Première Convention et la Deuxième Convention deviendront nuls et sans effet à compter de l'entrée en vigueur du présent bail;

ATTENDU QUE les Lieux Loués initiaux, les Lieux Loués initiaux additionnels et les Lieux Loués Additionnels sont collectivement ci-après désignés comme étant les « **Lieux Loués** »;

EN CONSÉQUENCE, en considération des loyers, engagements, conventions et conditions contenus ci-après, les parties conviennent de ce qui suit:

Le Locateur loue, par les présentes, au Locataire, qui accepte, les Lieux Loués décrits à l'article 2, le tout sujet aux clauses et conditions suivantes, savoir :

ARTICLE 1

Paraphes	
Locateur	Locataire

DÉFINITIONS

Dans ce Bail et ses annexes, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes et expressions qui suivent prennent la signification suivante :

1.1 **Aires et installations communes** : aires, installations, aménagements et équipements de l'Immeuble, excluant les stationnements intérieur et extérieur, qui ne sont pas loués ou désignés pour l'être et qui sont disponibles ou désignés, de temps à autre, par le Locateur pour l'usage ou le bénéfice de tous les locataires de l'Immeuble, y compris le Locataire, ainsi que leurs invités et employés.

1.2 **Bail** : le présent Bail, incluant le préambule et les annexes.

1.3 **Dépenses de nature capitalisable** : dépenses reliées à l'Immeuble qui concernent les travaux de remise à neuf, de rénovation majeure ou de remplacement de la structure de l'Immeuble, incluant la toiture, sauf la membrane de la toiture, les colonnes, les dalles de plancher, les fondations et les murs structuraux extérieurs de l'Immeuble, et une réfection majeure du stationnement, dont la dépense est habituellement capitalisable selon les pratiques comptables reconnues, mais à l'exclusion, pour plus de certitude, des réparations et autres travaux qui constituent des travaux normaux d'entretien et de réparations périodiques de ces éléments.

1.4 **Édifice** : le bâtiment dans lequel seront situés les Lieux Loués décrit à l'article 2.

1.5 **Expert** : tout architecte, ingénieur, comptable agréé, arpenteur-géomètre ou autre professionnel qui, dans chaque cas, sera désigné par le Locateur avec l'approbation préalable du Locataire lorsque les Lieux Loués sont concernés, sauf mention contraire au Bail, comme étant qualifié pour exécuter les fonctions pour lesquelles ses services seront retenus.

1.6 **Frais d'exploitation** : toutes les dépenses habituellement encourues par le Locateur pour les contrats de service généralement reconnus pour les immeubles locatifs de cette catégorie, incluant, sans limitation, les primes d'assurance, la surveillance, la gestion de l'immeuble, l'entretien ménager des espaces communs et des Lieux Loués, l'entretien et les réparations intérieurs et extérieurs de l'Immeuble et des Lieux loués.

Toutes les Dépenses de nature capitalisable sont exclues des Frais d'exploitation de l'Immeuble. Sont également exclues des Frais d'exploitation les Taxes foncières, toutes dépenses encourues par le Locateur pour le compte exclusif des autres locataires de l'Immeuble, incluant, sans limitation, les frais engagés pour faire respecter les baux des autres locataires et les pertes résultant des loyers

Paraphes	
Locateur	Locataire

impayés ainsi que le coût de remplacement du système de climatisation pour le local portant le numéro 160 et décrit au paragraphe 2.2 ci-après.

1.7 **Immeuble** : l'Édifice, le terrain sur lequel est érigé l'Édifice ainsi que les espaces de stationnement décrits à l'article 2.5.

1.8 **Lieux Loués** : les espaces loués au Locataire décrits à l'article 2.

1.9 **Taxes foncières** : les taxes municipales et scolaires, incluant la taxe générale ainsi que toutes taxes spéciales imposées sur la valeur ou une autre caractéristique de l'Immeuble ou partie de celui-ci (frontage, superficie, stationnements, etc.), incluant le terrain et les aires et installations communes, et toutes les autres taxes qui pourraient être imposées par les gouvernements provincial et fédéral ou tout municipalité sur l'Immeuble, et , s'il y a lieu, le montant tenant lieu de telles taxes que doit assumer le Locateur, selon les lois en vigueur, à l'exclusion de toute autre taxe ou impôt, notamment toute taxe sur le capital et toute taxe ou impôt sur les grandes corporations.

1.10 **Taxes de vente** : la taxe fédérale sur les produits et services (TPS), la taxe de vente provinciale (TVQ), toutes taxes les remplaçant ou toutes nouvelles taxes payables par le Locateur ou le Locataire, selon le cas, suivant les modalités des lois applicables.

1.11 **Transformations** : toutes modifications apportées par le Locateur à ses frais à l'Immeuble, y compris aux Lieux Loués.

1.12 **Travaux d'aménagement** : les travaux requis pour adapter les Lieux Loués aux besoins spécifiques de l'occupant, selon les exigences décrites au document intitulé « Programme fonctionnel et technique » lequel est joint au Bail comme Annexe C, ou tous autres travaux d'aménagement réalisés pendant la durée du Bail.

1.13 **Travaux de base** : les travaux requis et réalisés par le Locateur, à ses frais, excluant les Travaux d'aménagement, pour rencontrer les exigences du Programme fonctionnel et technique ou pour rendre et maintenir l'Immeuble conforme aux lois et règlements applicables, incluant, sans limitation, l'enveloppe de l'Édifice, les murs périphériques et la dalle des Lieux Loués ainsi que tous les systèmes mécaniques et électriques de l'Édifice, à l'exclusion de la distribution dans les Lieux Loués.

Paraphes	
Locateur	Locataire

ARTICLE 2
LIEUX LOUÉS

2.1 **Désignation :** Un local situé aux premier (1er) et sixième (6ème) étages du bâtiment sis au 201, rue Laurier Est, à Montréal, province de Québec, H2T 3E6, tel que montré sur les plans joints au Bail comme Annexe A1 et Annexe A2. Cet emplacement est connu et désigné comme étant les lots 2 334 481, 2 336 448 et 2 336 581 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

2.2 **Superficie locative des Lieux Loués :** La superficie locative des Lieux Loués est fixée à dix mille cinq cent onze pieds carrés (10 511 pi^2) et se détaille comme suit : 4 442 pieds carrés pour le local portant le numéro 160 et 6 069 pieds carrés pour le local portant le numéro 640.

La superficie locative des Lieux Loués sera mesurée par un Expert selon la norme BOMA (ANSI-Z-65.1-1996) ou sa version la plus récente, au plus tard trois (3) mois de la date de l'acceptation provisoire des travaux d'aménagement prévue à l'article 5.3 ci-après, et liera les parties à compter de la première journée du Bail. Le Locateur doit faire parvenir une copie certifiée de ce rapport de mesurage au Locataire dans les cinq (5) jours de son obtention. Les parties conviennent que nonobstant le mesurage des Lieux Loués, la superficie locative des Lieux Loués ne peut excéder celle fixée ci-dessus.

2.3 **Superficie locative totale de l'Édifice :** La superficie locative de l'Édifice, c'est-à-dire la superficie de tous les espaces de l'Édifice destinés à la location, qu'ils soient loués ou non, est approximativement de cent trente-deux mille cinq cent quatre (132 504) pieds carrés.

La superficie locative totale de l'Édifice sera mesurée par un Expert selon la norme BOMA (ANSI-Z-65.1-1996) ou sa version la plus récente, au plus tard trois (3) mois suivant la fin des travaux de construction de l'Édifice et liera les parties à compter de la première journée du Bail. Le Locateur doit faire parvenir une copie certifiée de ce rapport de mesurage au Locataire dans les cinq (5) jours de son obtention.

2.4 **Quote-part d'occupation :** La Superficie locative des Lieux Loués équivaut à sept et neuf dixième pour cent (7,90 %) de la superficie locative de l'Édifice.

Cette quote-part sera ajustée à la suite du mesurage effectué conformément aux dispositions des articles 2.2.

Par ailleurs, si la Superficie locative de l'Édifice est augmentée, le Locateur devra faire mesurer par un Expert, selon la norme BOMA (ANSI-Z-65.1-1996) ou sa

Paraphes	
Locateur	Locataire

version la plus récente, la superficie de tous les espaces de l'Édifice destinés à la location incluant cette augmentation de superficie, qu'ils soient loués ou non, au plus tard trois (3) mois de la fin des travaux visant toute telle augmentation de la Superficie locative de l'Édifice. Cette modification liera les parties à compter de la date de la fin des travaux et le Locateur devra faire parvenir une copie certifiée de ce rapport de mesurage au Locataire dans les cinq (5) jours de son obtention.

2.5 **Stationnement** : Le Locataire pourra utiliser dix-huit (18) places de stationnement réservées et identifiées à l'usage exclusif du Locataire à l'intérieur de l'Édifice, au tarif mensuel de cent vingt-cinq (125,00 $) par mois par place, ainsi qu'une (1) place de stationnement réservées et identifiées à l'usage exclusif du Locataire à l'intérieur de l'Édifice, cette dernière étant sans frais additionnel. Le Locataire pourra également utiliser deux (2) places de stationnement réservées et identifiées à l'usage exclusif du Locataire à l'extérieur de l'Édifice au tarif mensuel de trente-cinq dollars (35,00 $) par mois. Les places de stationnement sont identifiées sur le plan joint au Bail comme Annexe B.

ARTICLE 3
DURÉE

3.1 **Durée** : Le Bail est consenti pour un terme de sept (7) ans, commençant le premier (1er) décembre deux mille dix-sept (2017) et se terminant le trente (30) novembre deux mille vingt-quatre (2024). Si le Bail débute à une date différente de celle indiquée ci-dessus, le Locateur confirmera par écrit au Locataire la nouvelle date qui constituera la première et la dernière journée du Bail.

3.2 **Renouvellement** : Le Locateur accorde au Locataire l'option de renouveler le Bail à son échéance pour deux (2) termes additionnels et consécutifs de cinq (5) ans chacun, aux mêmes termes et conditions, sauf quant au loyer qui sera alors à négocier selon le taux du marché et qui ne pourra être inférieur au loyer actuel, le tout sous réserve de l'approbation des autorités compétentes du Locataire au moment de ce renouvellement.

Pour exercer une option, le Locataire devra en aviser le Locateur par écrit, à ses bureaux, au moins un (1) an avant l'échéance du Bail ou de l'option en cours. Si le Locataire ne donne pas un tel avis écrit dans le délai prescrit, le Locateur devra alors demander par écrit au Locataire son intention quant à l'option de renouvellement. Le Locataire devra, dans un délai de trente (30) jours à compter de la demande du Locateur, donner un avis écrit de son intention de se prévaloir de l'option, à défaut de quoi cette option et celle restante, le cas échéant, deviendront nulles et non avenues.

Si le Locataire exerce une option mais que les parties n'arrivent pas à un accord

Paraphes	
Locateur	Locataire

sur le loyer payable pendant cette période de renouvellement dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours suivant la date à laquelle le Locataire aura signifié au Locateur son intention de se prévaloir de cette option de renouvellement, la question sera soumise à l'arbitrage, le tout conformément aux dispositions des articles 2638 à 2643 inclusivement du *Code civil du Québec* et des articles 940 et suivants du *Code de procédure civile de la province de Québec*, sous réserve que l'arbitrage aura lieu devant un seul arbitre désigné d'un commun accord entre les parties. Pour fixer le loyer, l'arbitre nommé par les parties devra s'appuyer sur le taux du marché pour un espace similaire et un usage semblable, sans tenir compte des améliorations locatives apportées aux Lieux loués, pour une location de même durée. Les frais d'arbitrage seront à la charge égale de chacune des parties. Chaque partie sera responsable de ses propres frais.

3.3 **Reconduction tacite** : Nonobstant les dispositions de l'article 1878 du *Code civil du Québec*, le Bail ne pourra être reconduit tacitement. Ainsi, si le Locataire ne donne pas avis de son intention de se prévaloir d'une option de renouvellement dans le délai prescrit, il sera réputé ne pas vouloir exercer toute telle option de renouvellement et, dans ce cas, le Bail se terminera de plein droit à son échéance.

Si le Locataire continue néanmoins à occuper les Lieux loués après l'échéance du Bail ou de l'option de renouvellement en cours, selon le cas, tous les termes et conditions du Bail continueront de s'appliquer et auront plein effet durant cette période d'occupation prolongée par le Locataire. Sous réserve des dispositions de l'article 3.2, le Locateur pourra mettre fin à cette occupation prolongée par le Locataire sur préavis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours.

ARTICLE 4
LOYER

4.1 **Loyer** : Le Bail est consenti en considération d'un loyer annuel payable en douze (12) versements mensuels, égaux et consécutifs auxquels s'ajoutent les Taxes de vente, d'avance au début de chaque mois à compter de la première journée du Bail. Si cette date ne coïncide pas avec le premier (1er) jour du mois, un ajustement du loyer devra être fait pour ce mois au prorata du nombre de jours restant dans ce mois. Il en sera de même pour le dernier mois du Bail, le cas échéant. Le loyer sera ajusté selon les modalités contenues au Bail et aux proratas d'occupation tels qu'établi à l'article 2.

4.2 **Loyer unitaire** : Le loyer, qui inclut les Frais d'exploitation et les Taxes foncières, se compose des coûts unitaires annuels suivants :

Pour la période du 1er décembre 2017 au 30 novembre 2018

► Loyer de base 8,92 $/pi^2

Paraphes	
Locateur	Locataire

► Taxes foncières	6,67 $/pi^2
► Frais d'exploitation	9,13 $/pi^2
Total :	24,72 $/pi^2

Pour la période du 1er décembre 2018 au 30 novembre 2024

► Loyer de base	9,50 $/pi^2
► Taxes foncières	Selon l'ajustement annuel
► Frais d'exploitation	Selon l'ajustement annuel

4.3 **Ajustement des Taxes foncières :** Les Taxes foncières seront ajustées annuellement à la date d'anniversaire du Bail selon le coût réel défrayé par le Locateur, le tout calculé aux proratas d'occupation établis conformément aux dispositions de l'article 2.4. À cette fin, le Locateur devra produire annuellement au Locataire, une copie des comptes de Taxes foncières acquittés.

Si le coût réel défrayé par le Locateur au cours d'une année est supérieur au montant des Taxes foncières versé par le Locataire au Locateur, le Locataire, après avoir effectué les vérifications appropriées, remboursera la différence au Locateur dans un délai raisonnable suivant la réception d'une copie des comptes de Taxes foncières acquittés.

Par contre, si le coût réel défrayé par le Locateur au cours d'une année est inférieur au montant des Taxes foncières versé par le Locataire au Locateur, le Locataire compensera ce surplus versé au Locateur à même ses versements de loyer jusqu'à pleine compensation.

Pour ces ajustements, les parties devront tenir compte, le cas échéant, de toute variation du montant des Taxes foncières payables pendant la durée du Bail suite à une révision de l'évaluation municipale due à une contestation devant l'organisme compétent. Le Locateur s'engage à aviser le Locataire, sans délai, de toute telle révision, et ce, même après l'expiration du Bail.

4.4 **Ajustement des Frais d'exploitation** : Chaque année, à la date d'anniversaire du Bail, un ajustement automatique des Frais d'exploitation sera fait selon la variation entre l'indice général des prix à la consommation (tous les éléments), publié par Statistique Canada (Montréal), pour le troisième mois précédant la première journée du Bail et le troisième mois précédant la date d'anniversaire du Bail. Advenant le cas où l'indice des prix à la consommation est ramené à une nouvelle base, la formule s'appliquera en fonction de l'équivalence établie par Statistique Canada (Montréal).

ARTICLE 5

Paraphes	
Locateur	Locataire

TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT

5.1 **Modalités** : Le Locateur devra effectuer, à ses frais (sous réserve des dispositions prévues au paragraphe 5.7 (Allocation), les Travaux d'aménagement requis par le Locataire selon un projet clé en main et conformément au plan de blocage (Annexe A2) et aux normes et standards prévus au Programme fonctionnel et technique pour le local 640 et selon les plans et devis (Annexe A1) pour le local 160. Le Locateur devra livrer les Lieux Loués dans un bon état de propreté générale dans les délais et selon les modalités suivantes :

5.1.1. Les plans préliminaires approuvés par le Locataire serviront de base aux plans d'exécution qui devront être préparés par un Expert.

5.1.2. Les plans d'exécution devront être soumis au Locataire pour approbation préalable. Ces plans, une fois approuvés par le Locataire, seront considérés comme finaux et les Travaux d'aménagement devront être conformes à ceux-ci. L'approbation du Locataire se limite toutefois à l'aspect architectural des Lieux Loués et n'aura pas pour effet de dégager le Locateur de sa responsabilité d'effectuer les travaux conformément aux normes et standards prévus au Programme fonctionnel et technique. Le Locataire devra procéder à l'acceptation de principe dans les 10 jours suivants la réception des plans d'exécution

5.1.3. Le Locateur et le Locataire conviennent que tout supplément (extra) devra faire l'objet d'une autorisation préalable et écrite du Locataire.

5.1.4. Si, de l'opinion d'un Expert, le Locateur effectue des travaux non conformes au Programme fonctionnel et technique ou aux plans d'exécution, il sera responsable de tous les coûts supplémentaires résultant de tous tels travaux.

5.1.5. Dans tous les cas, le Locateur sera responsable de conclure les contrats avec les architectes, ingénieurs, consultants, entrepreneurs, surveillants de travaux et autres intervenants, le tout en son nom et pour son compte. Le Locateur tiendra indemne le Locataire de toute poursuite, action ou réclamation, de quelque nature que ce soit, qui pourrait lui être adressée relativement aux Travaux d'aménagement, sauf en cas de faute du Locataire.

5.1.6. Le Locateur devra vérifier le règlement de zonage et obtenir un permis de construction et tout autre permis nécessaire dont il assumera les frais.

5.1.7. Le Locataire pourra suivre l'évolution des Travaux d'aménagement afin de

Paraphes	
Locateur	Locataire

s’assurer, notamment, que ceux-ci sont réalisés conformément aux dispositions des présentes. La présence du représentant du Locataire, le cas échéant, n’aura pas pour effet de dégager le Locateur de sa responsabilité quant aux Travaux d’aménagement.

5.1.8. Le Locateur s’engage à déployer les efforts raisonnables afin que l’architecte, l’entrepreneur, les sous-traitants, fournisseurs de matériaux et de services, ouvriers et tout autre intervenant coopèrent raisonnablement avec le représentant du Locataire pour permettre à ce dernier de suivre l’évolution des Travaux d’aménagement afin de s’assurer que ceux-ci sont réalisés conformément aux dispositions des présentes.

5.1.9. Le Locataire pourra désigner à ses frais toute autre personne que son représentant désigné pour visiter le chantier pendant les travaux, pour prendre des mesures ou pour faire toute inspection concernant les travaux. Un tel geste ne devra pas être interprété comme étant une prise de possession de la part du Locataire, ni une renonciation à quelque droit prévu au Bail.

5.2 **Fin des travaux** : Les Travaux d'aménagement de la suite 640 devront être terminés et avoir fait l'objet d'une acceptation provisoire selon les modalités prévues à l’article 5.3 au plus tard le 15 novembre 2017.

Les Travaux d'aménagement de la suite 160 devront être terminés et avoir fait l'objet d'une acceptation provisoire selon les modalités prévues à l’article 5.3 au plus tard le 15 avril 2018.

5.3 **Acceptation provisoire** : Dès que les Travaux d'aménagement seront terminés et que les Lieux Loués seront prêts à l'usage auxquels ils sont destinés, un Expert accompagné du représentant du Locataire en fera l'examen en vue de leur acceptation provisoire. L’Expert attestera par écrit la conformité des Travaux d'aménagement, sous réserve de certains travaux à corriger ou à parachever dont il dressera une liste. Le certificat de parachèvement des Travaux d’aménagement, lequel indiquera les délais dans lesquels les déficiences devront être corrigées par le Locateur, devra être approuvé par le Locataire. Le délai maximum sera de quinze (15) jours, à moins qu'il s'agisse de travaux d'une complexité nécessitant un délai plus long.

5.4 **Acceptation définitive** : Lorsque tous les Travaux d'aménagement à corriger et à parachever mentionnés à la liste dressée lors de l'acceptation provisoire auront été complétés, l'Expert attestera par écrit l'acceptation définitive des Travaux d'aménagement.

Paraphes	
Locateur	Locataire

Cette acceptation définitive des travaux ne couvre pas les vices ou malfaçons non apparents, de même que les travaux pour lesquels une inspection raisonnable ne peut être faite à cause d'une non-utilisation temporaire ou autre raison similaire, tel que le système de chauffage lorsque l'acceptation des travaux se fait pendant l'été ou la climatisation et l'état du stationnement lorsque l'acceptation des travaux a lieu en hiver.

5.5 **Période d'emménagement** : Après l'acceptation provisoire de la suite 640, le Locataire bénéficiera d'une période d'emménagement de quinze (15) jours pendant laquelle il ne paiera aucun loyer ni compensation de quelque nature que ce soit.

Le Bail débutera à la fin de la période d'emménagement de la suite 640. À cet effet, les parties se confirmeront par écrit les dates qui constitueront la première et la dernière journée du Bail si celles-ci ne coïncident pas avec les dates stipulées à l'article 3.1.

5.6 **Retard** : Si les Travaux d'aménagement ne sont pas terminés à la date prévue à l'article 5.2, à moins que le retard soit dû à un acte ou à une faute du Locataire, auquel cas cette date sera reportée d'un nombre de jours équivalant à la période d'un tel retard, le Locataire consentira au Locateur un délai supplémentaire raisonnable pour lui permettre de terminer les Travaux d'aménagement, auquel cas les dates prévues au Bail seront reportées en conséquence.

Si le retard est causé par la faute lourde ou intentionnelle du Locateur, le Locataire pourra, à sa discrétion, au lieu d'accorder un délai supplémentaire raisonnable au Locateur, terminer lui-même les Travaux d'aménagement, aux entiers frais du Locateur. Le Locataire devra être remboursé pour les coûts de construction raisonnablement encourus (qui comprennent, entre autres, les coûts de base et les coûts accessoires), plus des frais d'administration et de gestion de cinq pour cent (5%) sur les coûts raisonnablement encourus et dans ce cas, le Locateur devra rembourser au Locataire ces coûts dans un délai de trente (30) jours sur réception d'une facture et des pièces justificatives à cet effet.

5.7 **Allocation** : Le Locateur accorde au Locataire une allocation totale de 96 226,00 $ dollars, ventilée de la façon suivante :

a) Première Allocation + Deuxième Allocation, soit 5 $/pied carré + 3 $/pied carré x 4 442 pieds carrés = 35 536 $; plus

b) 10 $/pied carré x 6 069 pieds carrés = 60 690 $

taxes non incluses, que le Locateur appliquera, en tout ou en partie, sur le coût

Paraphes	
Locateur	Locataire

des Travaux d'aménagement des Lieux Loués, effectués par le Locateur, pour le compte du Locataire, excluant les équipements, qui sont de la responsabilité du Locataire, mais qui seront réalisés par le Locateur (l'« **Allocation totale** »).

Par conséquent, le Locataire reconnaît et accepte que toute somme excédentaire à l'Allocation totale et requise dans le cadre des Travaux d'aménagement sera payable par le Locataire au Locateur, lors de l'acceptation définitive, sur simple présentation d'une facture à cet effet par le Locateur au Locataire avec application des dispositions du présent Bail pour tout retard de paiement.

Nonobstant ce qui est mentionné précédemment, il est entendu entre les parties que, préalablement au paiement de l'Allocation totale par le Locateur, si le Locataire est en défaut de payer toute somme due aux termes du Bail, le Locateur pourra, à sa discrétion, opérer compensation entre l'Allocation totale et toute somme due par le Locataire.

Il est également entendu que le Locataire accordera une quittance entière et complète quant au paiement de la Première Allocation et de la Deuxième Allocation, lesquelles ne pourront faire l'objet d'une remise ultérieure.

5.8 **Paiement des Travaux d'aménagement** : Le coût des Travaux d'aménagement, incluant les honoraires professionnels, lequel représente un montant forfaitaire de trois cent quatre-vingt-treize mille cent trente-sept dollars et quatre-vingt-seize cents (393 137,96 $), excluant les Taxes de vente ainsi que tout coût supplémentaire (extra) ayant fait l'objet d'une approbation écrite du Locataire au préalable conformément aux dispositions de l'article 5.1.3, le cas échéant, est payable au Locateur sur présentation d'une facture, comme suit : quatre-vingt-cinq pour cent (85%) lors de l'acceptation provisoire et le solde, soit quinze pour cent (15%), lors de l'acceptation définitive. De plus, le Locataire pourra demander au Locateur de fournir et installer le mobilier selon le plan d'aménagement soumis, lequel représentant un montant forfaitaire de cent vingt-neuf mille deux cent huit dollars et quarante-sept cents (129 208,47 $), excluant les Taxes de vente. Ce montant pourra être réduit si le Locataire désire fournir et installer lui-même certaines parties du mobilier.

5.9 **Remise en état** : À l'échéance du Bail, le Locataire pourra, à son choix, abandonner les aménagements ou les enlever, en tout ou en partie, incluant le mobilier intégré, auquel cas il devra remettre les Lieux Loués dans l'état de leur réception, compte tenu de leur vieillissement ou de l'usure normale. De plus, le Locateur devra, sans frais, remettre au Locataire dans les dix (10) jours suivants la fin du Bail, toute la signalisation du Locataire et, dans la mesure où ceux-ci appartiennent au Locataire, les serrures numériques, les chemins de clés, ainsi

Paraphes	
Locateur	Locataire

que toutes les composantes du système d'alarme.

Tout bien appartenant au Locataire ou à toute autre personne laissé dans ou sur les Lieux Loués après la résiliation ou à l'échéance du Bail est réputé avoir été abandonné au profit du Locateur et ce dernier pourra en disposer à sa guise, sans qu'il ne doive quelque compensation ni indemnité que ce soit au Locataire ou à des tiers.

ARTICLE 6
TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT ADDITIONNELS

6.1 **Travaux sous la responsabilité du Locataire** : Le Locataire pourra, à ses frais, après en avoir avisé le Locateur par écrit, effectuer des Travaux d'aménagement additionnels dans les Lieux Loués pendant la durée du Bail pourvu qu'ils n'affectent pas l'intégrité des structures, systèmes et équipements de l'Édifice. Dans son avis, le Locataire devra décrire la nature et l'étendue des travaux visés. Le Locataire retiendra les services de l'Expert de son choix.

Toutefois, si ces travaux affectent l'intégrité des structures, systèmes et équipements de l'Édifice, le Locateur exigera, tout comme pour les Travaux d'aménagement réalisés au début du Bail, de les réaliser lui-même, aux frais du Locataire.

Le Locataire retiendra les services de l'Expert de son choix. Ces Travaux devront être faits aux frais du Locataire et selon les règles de l'art par un entrepreneur solvable. Le Locateur, ou toute société liée du Locateur désignée par lui de temps à autre, a le droit de soumissionner à l'égard de toute amélioration pour laquelle le Locataire fait un appel d'offre.

Sujet au paragraphe 6.2, il est entendu que tous Travaux effectués ou demandés à être exécutés par le Locataire le seront en son nom, et que le Locataire n'est pas le mandataire du Locateur. Le Locataire veillera à tenir franc et exempt de toute priorité, hypothèque ou créance prioritaire, pouvant résulter de tels Travaux, et dédommagera et tiendra le Locateur indemne contre toute réclamation, toute perte, tous frais légaux ou autres, et toute demande se rapportant à de tels travaux.

Le Locataire convient de ne pas permettre, faire ou causer, quoi que ce soit dans les Lieux Loués qui puisse provoquer la publicité ou l'inscription d'une priorité ou hypothèque, selon le cas, ou créance prioritaire, droit, charge ou affectation quelconque contre les Lieux Loués ou l'Édifice.

6.2 **Travaux sous la responsabilité du Locateur** : Si le Locateur exige d'effectuer lui-

Paraphes	
Locateur	Locataire

même les Travaux d'aménagement additionnels du Locataire, un prix pour ces travaux devra être négocié avant leur réalisation et, à cet effet, le Locateur devra fournir au Locataire les informations requises à l'établissement d'un juste prix.

À défaut d'entente sur le prix, le Locateur s'engage à remettre au Locataire, dans les meilleurs délais, des directives concernant les travaux à être réalisés et à demander pour ces travaux des prix à trois (3) entrepreneurs désignés par le Locataire. L'entrepreneur ayant soumis la plus basse soumission conforme devra être retenu par le Locateur.

Dans ce cas, le Locateur devra, sous sa seule et entière responsabilité, faire réaliser tous les travaux, soit au prix convenu et par l'entrepreneur de son choix, soit par l'entrepreneur ayant soumis la plus basse soumission conforme au prix soumis. Dans ce dernier cas, le Locateur pourra majorer d'au plus cinq pour cent (5 %) ce prix, incluant les frais d'administration et de gestion ainsi que les profits.

Le Locateur devra réaliser les travaux dans le délai convenu avec le Locataire.

ARTICLE 7
OBLIGATIONS DU LOCATEUR

Le Locateur s'engage, à ses frais, à :

7.1 **Accès** : donner libre accès aux Lieux Loués aux employés du Locataire ainsi qu'au public, en tout temps pendant la durée du Bail.

7.2 **Respect des exigences** : fournir et maintenir les Lieux Loués ainsi que l'Immeuble conformes aux exigences des lois, codes, règlements, ordonnances et décrets applicables ainsi qu'à celles décrites au Programme fonctionnel et technique et au Devis de performance technique, ce dernier étant joint au Bail comme Annexe D. Il produira à ses frais, sur demande du Locataire, les certificats requis (systèmes électromécaniques, protection des incendies, plans d'évacuation, etc.).

7.3 **Entretien intérieur** : maintenir, en tout temps au cours du Bail, l'Édifice, les Lieux Loués, ses améliorations et Transformations en bon état et propres à l'occupation et il devra, dès qu'il en sera requis, remédier à tout défaut et procéder aux réparations causées par l'usure normale. De plus, le Locateur devra effectuer l'entretien et le remplacement, au besoin, des équipements électromécaniques et de protection tel que prévu au Devis de performance technique au Bail comme Annexe D.

7.4 **Entretien extérieur** : maintenir l'extérieur de l'Immeuble propre et en bon état, et notamment :

Paraphes	
Locateur	Locataire

a) tondre la pelouse et entretenir les plates-bandes, les trottoirs, les haies, les clôtures, les espaces de stationnement et tous autres éléments paysagers extérieurs, le tout sans faire l'utilisation de pesticides et d'herbicides ;

b) enlever la neige et la glace sur toutes les voies d'accès, dégager les marches, les entrées, les sorties d'urgence, les trottoirs, les espaces de stationnement et répandre les abrasifs et du fondant lorsque requis.

c) nettoyer les vitres extérieures.

7.5 **Bris de vitres** : remplacer, en cas de bris, les vitres intérieures et extérieures nonobstant la cause (feu, vol, vandalisme ou autre).

7.6 **Graffitis** : nettoyer avec des produits et du matériel adéquat lorsque des graffitis apparaissent à l'intérieur et à l'extérieur de l'Édifice.

7.7 **Température** : chauffer, ventiler, climatiser et maintenir dans les Lieux loués, en tout temps, une température et un taux d'humidité selon les besoins du Locataire, respectant les normes définies dans le Devis de performance technique.

7.8 **Air frais** : maintenir dans les Lieux Loués, en tout temps, une gestion d'air frais respectant les normes définies dans le Devis de performance technique.

7.9 **Eau** : fournir le service d'eau domestique (froide et chaude) selon les besoins du Locataire.

7.10 **Éclairage** : remplacer tout ballast, ampoule, fusible ou tout tube fluorescent défectueux ou grillé.

7.11 **Électricité** : fournir l'électricité nécessaire à l'utilisation des Lieux Loués selon les besoins du Locataire.

7.12 **Assurance** : souscrire et maintenir en vigueur, pendant la durée du Bail, une assurance de responsabilité civile formule générale contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile, incluant la responsabilité contractuelle découlant du Bail, que le Locateur peut encourir pour quelque raison que ce soit du fait de la propriété, de la location, de l'opération, de l'occupation ou de l'usage de l'Immeuble, accordant une protection pour une somme minimum de cinq millions de dollars (5 000 000,00 $), limite globale, par personne et par événement, pour blessures corporelles ou dommages matériels subis par qui que ce soit, y compris le Locataire. Cette police d'assurance doit contenir un avenant à l'effet qu'elle n'est ni annulable ni modifiable sans un avis préalable de trente (30) jours adressé au Locataire et une copie de cette police et de cet avenant devra être fournie au

Locataire.

7.13 <u>Sécurité incendie</u> : assurer la protection des occupants des Lieux Loués et fournir un plan d'évacuation des Lieux Loués, le tout conformément aux règles en vigueur.

7.14 <u>Développement durable</u> : respecter les directives 01, 04 et 05 du Plan stratégique de développement durable du Locataire qui est joint au Bail comme Annexe E.

Certifications : Le Locateur devra obtenir la certification environnementale BOMA BEST certifié.

7.15 <u>Voies d'accès</u> : voir à ce que l'accès de la voie publique à l'Édifice soit pavé et que l'accès des piétons soit séparé de celui des véhicules motorisés.

7.16 <u>Signalisation</u> : installer l'équipement requis pour la signalisation extérieure du Locataire aux endroits qui lui seront désignés par le Locataire. De plus, le Locateur doit installer et fournir, à l'extérieur, dans le hall d'entrée et aux étages, une signalisation conforme aux normes du Locataire.

7.17 <u>Affichage</u> : voir à ce que tout affichage placé par le Locateur à l'intérieur des Lieux Loués et des Aires et installations communes soit conforme à la *Charte de la langue française* et ses règlements.

7.18 <u>Désignation de responsables et remise des clés</u> : fournir au Locataire une liste complète des noms, adresses et numéros de téléphone des employés, préposés et mandataires du Locateur qui recevront les plaintes du Locataire, le cas échéant, et qui peuvent être rejoints en tout temps en cas d'urgence ou de panne de tout service qui doit être assuré par le Locateur en vertu du Bail, et ce, en vue d'effectuer les réparations qui pourraient être nécessaires au rétablissement de ces mêmes services dans les meilleurs délais. De plus, le Locateur devra remettre les clés uniquement au représentant désigné par le Locataire.

7.19 <u>Transformations</u> : prendre toutes les mesures requises pour minimiser les inconvénients et assurer la jouissance paisible des Lieux Loués par le Locataire s'il doit effectuer des Transformations ou des Travaux de base. Le Locateur devra, au préalable, avoir obtenu l'autorisation écrite du Locataire avant d'entreprendre des travaux dans les Lieux Loués.

7.20 <u>Stationnement et remisage</u> : assurer au Locataire la pleine jouissance des espaces de stationnement et de remisage, le cas échéant, selon les modalités prévues au paragraphe 2.5 des présentes.

7.21 <u>Sous-location et cession</u> : après avoir obtenu le consentement écrit du Locateur,

Paraphes	
Locateur	Locataire

agissant raisonnablement, autoriser le Locataire à sous-louer les Lieux Loués, en tout ou en partie, le tout étant sujet aux conditions suivantes :

a) le sous-locataire devra s'engager à respecter toutes les obligations du Locataire en vertu du Bail ;

b) le sous-locataire devra souscrire et maintenir en vigueur, pendant la durée de la sous-location, à ses frais, une assurance de responsabilité civile formule générale contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile, que le sous-locataire peut encourir pour quelque raison que ce soit du fait de la sous-location, de l'occupation ou de l'usage des Lieux Loués, accordant une protection pour une somme minimum de cinq millions de dollars (5 000 000,00 $), limite globale, par personne et par événement, pour blessures corporelles ou dommages matériels subis par qui que ce soit, y compris le Locateur. Cette police d'assurance doit contenir un avenant à l'effet qu'elle n'est ni annulable ni modifiable sans un avis préalable de trente (30) jours adressé au Locateur et une copie de cette police et de cet avenant devra être fournie au Locateur ; et

c) le Locataire et le sous-locataire demeureront solidairement responsables de l'accomplissement de toutes les obligations du Locataire prévues au Bail.

Par ailleurs, le Locataire ne pourra céder ses droits dans le Bail à moins d’avoir obtenu au préalable le consentement écrit du Locateur, lequel ne pourra refuser ce consentement sans motif raisonnable.

Paraphes	
Locateur	Locataire

ARTICLE 8

OBLIGATIONS DU LOCATAIRE

Le Locataire s'engage à :

8.1 **Publication** : prendre à sa charge le coût de l'inscription du Bail au livre foncier de la circonscription foncière de Montréal, le cas échéant, sous la forme d'un avis de bail seulement.

8.2 **Usage** : n'utiliser les Lieux Loués qu'aux seules fins d'un poste de police et autres activités connexes du Service de police ou d'un autre service du Locataire. Le Locataire ne sera pas obligé d'occuper ni d'opérer dans les Lieux Loués et ceci ne constituera pas un changement de destination des Lieux Loués. Par ailleurs, le Locataire aura accès aux Lieux loués vingt-quatre (24) heures par jour, et ce, sept (7) jours par semaine.

8.3 **Responsabilité et assurance** : tenir le Locateur indemne de tous dommages, de quelque nature que ce soit, de toutes réclamations, de tous jugements y compris les frais, et prendre le fait et cause du Locateur et intervenir dans toutes actions intentées contre ce dernier résultant directement ou indirectement de cette location, sauf en cas de négligence du Locateur, de ses employés, préposés, mandataires ou représentants. De plus, le Locataire se tiendra responsable de tous dommages qu'il pourra causer aux Lieux Loués résultant de ses activités ou de l'entreposage de ses produits ou matériaux. Le Locataire déclare qu'il s'auto-assure et en conséquence, il ne sera tenu de souscrire à aucune assurance de quelque nature que ce soit, pour autant que l'auto-assurance puisse couvrir pour un montant qui ne doit pas être inférieur à cinq millions de dollars (5 000 000,00 $) pour tout dommage de responsabilité civile générale.

8.4 **Avis** : aviser immédiatement le Locateur, par écrit, de toute défectuosité, fuite, de tout incendie ou dommage causé de quelque façon que ce soit aux Lieux Loués ou à ses accessoires.

8.5 **Réparations** : permettre au Locateur de faire toutes réparations urgentes et nécessaires, d'exécuter tout acte d'entretien dans l'Immeuble ou dans les Lieux Loués, d'examiner ces derniers et d'y entrer à ces fins ou pour toute autre fin qu'il pourrait juger nécessaire à l'exploitation ou à l'entretien de l'Immeuble ou ses équipements, sans aucune réduction de loyer ni indemnité, pourvu que les travaux soient complétés avec une diligence raisonnable.

Pendant le Terme, le Locateur pourra en tout temps apporter à l'Immeuble tout changement qu'il désire. Ces changements peuvent inclure, sans restreindre la portée générale de ce qui précède, la construction de structures additionnelles sur

Paraphes	
Locateur	Locataire

l'Immeuble, des changements à la structure de l'Édifice, et des changements aux aires et installations communes. Le Locateur peut prendre toutes les mesures et faire toutes les choses qu'il estime nécessaires dans le cadre de l'exécution de ces changements. Le Locataire reconnaît que toute mesure prise par le Locateur en vertu des dispositions du présent paragraphe ne constitue nullement un changement à la forme ou à la destination des Lieux Loués, de l'Édifice ou de l'Immeuble, et ne constitue pas un manquement à l'engagement du Locateur de lui procurer la jouissance paisible des Lieux Loués, pourvu que les travaux soient complétés avec une diligence raisonnable.

8.6 **Visites** : permettre, pendant les six (6) derniers mois du Bail, à toute personne intéressée à louer les Lieux Loués de les visiter, les jours ouvrables entre neuf heures (9h00) et dix-sept heures (17h00).

8.7 **Entretien des améliorations locatives :** Le Locataire sera seul responsable de l'entretien et du remplacement de toutes les améliorations locatives des Lieux Loués, incluant, de façon non limitative, le recouvrement du plancher et du plafond, les cloisons, la finition intérieure des murs extérieurs et/ou mitoyens, les portes, les unités d'éclairage (ampoules, tubes fluorescents et ballasts), les ventilateurs de toilette et les accessoires de plomberie, que ces améliorations aient été apportées par le Locataire ou tout occupant antérieur des Lieux Loués, de même que par le Locateur.

8.8 **Surcharges :** Le Locataire ne doit installer, dans ou sur les Lieux Loués, ou dans ou sur l'Immeuble ou toute partie de celui-ci, aucune pièce de machinerie, d'équipement ou objet quelconque qui, à cause de sa dimension ou de son poids, risque d'endommager les Lieux Loués ou l'Immeuble, et ne doit en aucun cas surcharger les planchers des Lieux Loués ou de l'Immeuble. Si un dommage est causé aux Lieux Loués ou à l'Immeuble par toute machine, pièce d'équipement ou tout objet, ou encore par la surcharge ou par toute action, négligence ou abus de la part du Locataire ou de ses domestiques, agents ou employés, ou toute personne faisant affaire avec le Locataire, le Locataire devra immédiatement, au choix du Locateur, soit réparer à ses frais les dommages, soit payer au Locateur le coût desdites réparations, le tout sans préjudice à toute autre condition contenue aux présentes.

8.9 **Usage des services :** Le Locataire convient de ne jamais consommer plus d'électricité que ne le permet une utilisation sûre des circuits se trouvant dans Lieux Loués ou les desservant. Dans l'éventualité où, selon l'opinion du Locateur, la consommation électrique du Locataire causerait une surcharge des circuits électriques, le Locataire devra réduire son utilisation desdits circuits de façon à éviter une telle surcharge ou, à défaut, il devra permettre au Locateur d'effectuer les modifications nécessaires afin d'assurer une utilisation sûre des circuits, et

Paraphes	
Locateur	Locataire

payer le coût desdites modifications au Locateur.

8.10 **<u>Usage des accessoires</u> :** Le Locataire devra :

a) veiller à ce qu'aucun dommage ne soit causé au système de chauffage, aux conduites d'eau, de gaz et d'électricité, aux toilettes, éviers et autres accessoires se trouvant sur les Lieux Loués;

b) faire en sorte qu'aucune saleté ou autre embarras n'empêche le fonctionnement de ces accessoires;

8.11 **<u>Appareil d'air climatisé spécifique aux Lieux Loués</u> :** À l'exception du coût de remplacement du système de climatisation pour le local portant le numéro 160 qui sera à la charge du Locateur, si un appareil d'air climatisé est installé par le Locateur ou par le Locataire, après que ce dernier ait obtenu la permission écrite du Locateur, le tout pour les besoins spécifiques du Locataire, et que cet appareil ne dessert que les Lieux Loués ou une partie de ceux-ci, le Locataire assumera tous les coûts relatifs à son entretien, aux réparations et à son remplacement, de même que le coût de fonctionnement, incluant l'énergie de cet appareil, payable de la même façon que celle prévue pour le loyer au présent Bail. Le Locataire reconnaît et accepte que le Locateur ait un droit de regard sur les caractéristiques techniques de l'appareil, notamment la capacité, la puissance, la consommation d'énergie et les modes de fonctionnement.

8.12 **<u>Livraison et expédition</u> :** Toute livraison ou expédition devra être faite de façon à ne pas nuire aux autres locataires de l'Immeuble, et conformément aux règlements du Locateur.

8.13 **<u>Matières résiduelles</u> :** Le Locataire devra déposer ses déchets dans les conteneurs placés à tout endroit que le Locateur désignera à cette fin.

En aucun temps le Locataire ne devra utiliser un conteneur à déchets autre que celui fourni par le Locateur, à moins d'avoir préalablement obtenu une autorisation écrite de ce dernier. Dans ce cas, le Locataire assumera le coût relié à la possession du conteneur ainsi que les frais reliés à l'enlèvement des déchets, en sus, le cas échéant, de la taxe de vidanges.

8.14 **<u>Bruits, odeurs et substances nocives</u> :** Le Locataire n'occasionnera ni ne tolérera quoi que ce soit de nuisible dans les Lieux Loués ou leurs environs, ni ne conservera aucune chose nuisible dans les Lieux Loués ou leurs environs, et maintiendra les Lieux Loués libres de débris, de déchets, d'ordures de toute sorte, de rongeurs, de vermine et de quoi que ce soit de nature dangereuse, nocive ou déplaisante, ou susceptible de créer un risque d'incendie ou des vibrations, une chaleur ou des odeurs inusuelles ou désagréables, ou des bruits excessifs, ou

Paraphes	
Locateur	Locataire

n'importe quoi qui pourrait porter atteinte à la jouissance de l'Immeuble et de ses équipements par les clients et les autres locataires de l'Immeuble. Sur demande du Locateur, le Locataire devra sans délai prendre toutes les mesures requises pour corriger la situation, à défaut le Locateur pourra le faire, le tout aux frais du Locataire.

8.15 <u>Environnement</u> :

a) Engagement du Locataire

Le Locataire ne doit pas utiliser ou permettre que soient utilisées, dans le cadre de ses activités, de matières dangereuses, sauf en conformité stricte avec les lois applicables et, dans un tel cas, il s'engage à prendre les mesures appropriées relativement à l'acquisition, à la manipulation, à l'entreposage, à l'utilisation et à la disposition de celles-ci.

Le Locataire s'engage à ce que l'émission, le transport, le dépôt, le déversement, le rejet ou la disposition par le Locataire de toute matière dangereuse ou tout déchet (incluant eaux et huiles usées) dans le sol, l'atmosphère, l'eau, ou au-dessus de l'eau, se fassent en conformité avec toutes les lois applicables. Le cas échéant, il s'engage à obtenir toutes les autorisations requises à cet égard des autorités compétentes et, lorsque requises, à produire les déclarations nécessaires auprès des autorités concernées.

b) Dénonciation et réparation

Dès que le Locataire prend connaissance de tout échappement, déchargement, déversement, fuite ou émission de toute matière dangereuse (« danger de pollution ») dans les Lieux Loués ou l'Immeuble, ou aux environs de ceux-ci, et découlant de ses activités, le Locataire doit, immédiatement et à ses frais :

(i) aviser le Locateur de ce danger de pollution;
(ii) obtenir d'un consultant réputé en environnement acceptable au Locateur, agissant raisonnablement, et livrer au Locateur une proposition écrite faisant état des mesures correctives nécessaires pour éliminer ce danger de pollution, incluant un estimé détaillé de leur coût;
(iii) prendre toutes les mesures correctives appropriées et en poursuivre l'application de façon diligente jusqu'à ce que ce danger de pollution ait été éliminé.

c) Avis aux autorités environnementales

Si le Locateur ou le Locataire reçoit quelque avis de toute autorité compétente en regard de toute infraction ou infraction éventuelle à toute loi environnementale découlant ou relative aux affaires ou aux activités du Locataire, alors :

(i) la partie qui reçoit l'avis doit immédiatement livrer une copie de cet avis à

Paraphes	
Locateur	Locataire

l'autre partie;

(ii) le Locataire doit, à ses frais, prendre toutes les mesures, en stricte conformité avec les lois environnementales, que le Locateur juge nécessaires ou utiles afin de terminer toute infraction courante, prévenir toute infraction éventuelle et corriger toute infraction antérieure.

d) Information concernant les questions environnementales

Le Locataire doit fournir au Locateur, de temps à autre, sur demande, une liste de toutes les matières dangereuses présentes dans les Lieux Loués, ainsi que toute autre information relative aux matières environnementales que le Locateur peut raisonnablement exiger.

8.16 **Vol et vandalisme :** Le Locataire s'engage à ne rendre en aucun cas le Locateur responsable en cas de vol et/ou de vandalisme commis dans les Lieux Loués.

De plus, le Locataire indemnisera le Locateur de tout dommage et frais occasionnés à ce dernier, et ce, que ce soit à l'intérieur des Lieux Loués ou à l'Immeuble, incluant les espaces communs, et résultant directement ou indirectement d'un vol ou vandalisme visant ou affectant les Lieux Loués ou le Locataire.

Sans limiter la généralité de ce qui précède, le Locataire sera responsable d'acquitter toute somme facturée pour le déplacement du Service de police pour toute alarme eu égard aux Lieux Loués, et ce, même en cas de défectuosité ou mauvais fonctionnement du système d'alarme.

8.17 **Attestation (Certificat du Locataire) :** Le Locataire doit signer et délivrer au Locateur, sujet à l'approbation des instances décisionnelles du Locataire, dans un délai raisonnable d'une demande à cet effet, une attestation écrite, conforme aux dispositions du présent paragraphe. Cette attestation doit indiquer notamment :

(a) que le Bail n'a pas été modifié et est en vigueur (ou, si le Bail a été modifié, l'attestation doit énoncer ces modifications et stipuler que le Bail est en vigueur en sa version modifiée);

(b) le montant du Loyer payable, incluant, le cas échéant, les Frais d'Occupation (composés des frais d'exploitation et des taxes foncières);

(c) les dates jusqu'auxquelles le ou les montant(s) mentionné(s) précédemment a (ont) été payé(s) par le Locataire;

(d) la date d'entrée en vigueur et le Terme.

Paraphes	
Locateur	Locataire

Le Locataire est lié par l'attestation et son contenu, et la personne à laquelle l'attestation est livrée a le droit de se fier à son contenu comme étant concluant au sujet des questions traitées.

Il est entendu que le défaut du Locataire de délivrer au Bailleur ladite attestation dans un délai raisonnable ne peut constituer un défaut permettant au Bailleur de résilier le présent Bail. Nonobstant ce qui précède, il est entendu que le Locateur loi pourra prendre les mesures qui peuvent selon lui s'avérer nécessaires pour remédier à ce défaut et, sous réserve de tous les autres droits et recours du Locateur, à l'exception du droit de résiliation du présent Bail, le Locataire doit assumer tous les frais raisonnables engagés par le Locateur pour remédier à ce défaut.

8.18 **Respect des lois :** Le Locataire devra se conformer aux lois et règlements.

Le Locataire obtiendra tous les permis ou licences nécessaires pour la conduite de ses affaires et l'occupation des Lieux Loués, notamment, le certificat d'occupation, si exigé par les autorités compétentes, et le Locateur ne fait aucune représentation ni ne donne aucune garantie quant aux règlements de zonage ou aux permis, licences et certificats, qui pourraient être requis par les autorités compétentes pour les fins d'exploitation de l'entreprise du Locataire. Au cas où le Locataire ferait défaut d'obtenir tout permis, licence ou certificat requis, il demeure lié et tenu à l'exécution de ses obligations en vertu du présent.

Le Locataire s'engage à tenir le Locateur indemne et à couvert de toute réclamation, amende, de tous frais, honoraires et déboursés judiciaires, ou toute autre somme, de toute nature, que le Locateur pourrait être tenu de payer et découlant de l'usage des Lieux Loués effectué par le Locataire, ou de son défaut de se conformer à toute loi, ordonnance ou tout règlement.

ARTICLE 9
DOMMAGES ET DESTRUCTION DES LIEUX LOUÉS

Si, pendant la durée du Bail, l'Édifice ou les Lieux Loués sont, en tout ou en partie, endommagés ou détruits par incendie ou par toute autre cause, et que, de l'avis du Locataire, les Lieux Loués sont devenus, en tout ou en partie, impropres à l'occupation, on appliquera alors les règles suivantes :

9.1 **Destruction partielle** : Dans le cas d'une destruction partielle des Lieux Loués, le Locateur s'engage à aviser par écrit le Locataire, dans un délai de trente (30) jours, de la durée des travaux de réparation et si applicables, les modalités de relocalisation du Locataire.

Paraphes	
Locateur	Locataire

Le Locateur devra procéder à la réparation des Lieux Loués avec toute la diligence nécessaire. Le loyer sera alors réduit et réparti selon la partie encore utilisable des Lieux Loués jusqu'à la réintégration complète du Locataire dans les Lieux Loués.

Pour la partie non utilisable des Lieux Loués, le Locateur devra, si des locaux dans l'Édifice sont disponibles, relocaliser, à ses frais, le Locataire dans des locaux comparables aux Lieux Loués et le loyer sera ajusté en conséquence, étant entendu que le Locataire ne sera jamais appelé à payer un loyer supérieur à celui prévu au Bail. Si aucun local n'est disponible dans l'Édifice, alors le Locateur ne sera pas tenu de relocaliser le Locataire.

9.2 **Destruction totale** : Si les Lieux Loués sont devenus totalement impropres à l'occupation, le Locateur pourra, à son choix, décider de réparer ou non les Lieux Loués.

S'il décide de ne pas procéder aux réparations, le Locateur en avisera le Locataire par écrit le plus tôt possible et, sans encourir aucune responsabilité envers le Locataire pour les dommages subis lors d'un tel événement, sauf faute de sa part, le Bail prendra alors fin et le Locataire devra évacuer les Lieux Loués et ne sera tenu de payer son loyer que jusqu'à la date de tels dommages ou destruction.

S'il décide de procéder aux réparations, le Locateur devra le faire avec toute la diligence nécessaire, et le Locataire sera exempté du paiement du loyer pour toute la période allant de la date de tels dommages ou destruction jusqu'à la date de relocalisation prévue ci-après.

Le Locateur devra faire son possible entre-temps pour relocaliser, à ses frais, le Locataire dans des locaux comparables aux Lieux Loués et le loyer sera ajusté en conséquence, étant entendu que le Locataire ne sera jamais appelé à payer un loyer supérieur à celui prévu aux présentes.

9.3 **Résiliation** : Nonobstant ce qui précède, si la durée des travaux de réparation excède un (1) an, le Locataire aura alors le droit, tant dans les cas de destruction partielle que dans ceux de destruction totale de mettre fin au Bail et il sera alors tenu de ne payer que le loyer jusqu'à la date de tels dommages ou destruction, à l'exclusion de toute autre somme.

Paraphes	
Locateur	Locataire

ARTICLE 10

RESPONSABILITÉ

10.1 **Responsabilité du Locateur :** Sauf dans le cas de faute intentionnelle ou faute lourde du Locateur ou de ses employés, le Locateur ne sera en aucune façon responsable pour tout dommage, perte ou avarie, de quelque nature que ce soit, aux biens du Locataire, de ses bénéficiaires, de ses clients, de ses employés ou de toute autre personne, pendant que ces biens se trouvent sur les Lieux Loués. Plus particulièrement, mais sans limiter la généralité de ce qui précède, le Locateur ne sera responsable d'aucun dommage auxdits biens causé par le vent, la vapeur, l'eau, la pluie ou la neige, qui pourraient s'introduire dans les Lieux Loués, ni pour aucun dommage causé par les tuyaux d'eau, de gicleurs ou de drainage, la plomberie en général, ni le système électrique, ni pour une défectuosité de la climatisation ou du chauffage, ni pour aucun dommage causé par quoi que ce soit qu'un autre Locataire aurait pu faire ou omettre de faire.

10.2 **Responsabilité du Locataire :** Sauf dans le cas de faute intentionnelle ou faute lourde du Locateur ou de ses employés, le Locataire sera responsable de tout dommage causé aux Lieux Loués, aux autres locaux de l'Immeuble, ainsi qu'à ce dernier, par sa faute ou négligence, de même que si ces dommages résultent de l'installation d'équipement ou de travaux effectués par le Locataire, ses représentants, ses employés, ses bénéficiaires, ou par toute autre personne à qui le Locataire aura permis l'accès aux Lieux Loués.

ARTICLE 11

DÉFAUT DU LOCATAIRE

11.1 **Modalités** : Dans le cas où le Locateur signifierait au Locataire un avis écrit de l'inexécution de l'une des obligations qui doit être assumée par ce dernier en vertu du Bail, et si le Locataire ne remédie pas à ce défaut :

a) dans les trois (3) jours à compter de la réception de cet avis écrit ; ou

b) dans le délai moindre indiqué dans cet avis s'il y a urgence ou si, en raison de la nature de cette inexécution, le Locateur est susceptible de subir une perte ou un dommage;

alors, le Locateur pourra, sans autre avis au Locataire, prendre les mesures qui peuvent selon lui s'avérer nécessaires pour remédier à ce défaut et, sous réserve de tous les autres droits et recours du Locateur, le Locataire doit assumer tous les frais raisonnables engagés par le Locateur pour remédier à ce défaut, à moins que le Locataire ait commencé à remédier avec diligence à ce défaut auquel il ne peut

Paraphes	
Locateur	Locataire

être remédié raisonnablement dans les délais exigés. Dans ce cas, le Locataire pourra présenter au Locateur un plan de correction accompagné d'un échéancier.

ARTICLE 12
AMIANTE

12.1 Déclaration : Le Locateur déclare qu'au meilleur de sa connaissance qu'il n'y a pas actuellement d'amiante friable dans l'Édifice.

12.2 Test d'air : Le Locateur s'engage, dès la découverte d'amiante friable dans l'Édifice, à en informer le Locataire. Le Locateur devra alors, à ses entiers frais, réaliser un test d'air par année, le tout selon les normes et règlements du milieu de travail (CSST). Le Locateur fournira au Locataire, sans frais, une copie des résultats de ces tests d'air.

12.3 Correctifs : Le Locateur s'engage de plus, si les résultats des tests d'air ne respectent pas les normes prescrites, à apporter les correctifs nécessaires à ses frais et à soumettre son plan d'action au Locataire dans les meilleurs délais.

ARTICLE 13
DIVERS

13.1 Rubriques : Les rubriques précédant les clauses du Bail n'y figurent que pour la commodité de sa consultation à titre de référence seulement et ne peuvent servir à l'interpréter.

13.2 Renonciation : Le fait que le Locataire ou le Locateur n'ait pas exigé de l'autre l'exécution d'une quelconque obligation contenue au Bail ou qu'il n'ait pas exercé un droit prévu au Bail, ne peut en aucun cas être considéré comme une renonciation à l'exécution d'une obligation du Locataire ou du Locateur ou à l'exercice d'un droit d'une partie, qui garde son plein effet.

13.3 Accord complet : Les parties conviennent que le Bail constitue une entente complète et remplace toute promesse de location ou tout autre bail qui a pu intervenir entre les parties avant ce jour et concernant les mêmes Lieux Loués ainsi que toute entente antérieure, convention, pourparler, offre de location, garantie ou autre accord intervenu entre elles antérieurement à la signature du Bail et que ce dernier ne peut être modifié que par une nouvelle convention écrite toute aussi formelle que la présente.

13.4 Force majeure : Aucune des parties ne peut être considérée en défaut dans l'exécution de ses obligations en vertu du Bail si telle exécution est retardée, retenue ou empêchée par suite de force majeure. La force majeure est toute cause

Paraphes	
Locateur	Locataire

ne dépendant pas de la volonté des parties, qu'elles n'ont pu raisonnablement avoir prévue et contre laquelle elles n'ont pu se protéger. La force majeure comprend, mais sans limitation, toute grève, tout arrêt de travail, tout incendie, toute émeute, toute intervention par les autorités civiles ou militaires, tout acquiescement aux règlements ou aux ordonnances de toutes autorités gouvernementales et tout fait de guerre. Il est entendu que rien dans ce paragraphe ne permet au Locataire de ne pas payer le Loyer, sauf en cas de perte totale ou partielle des Lieux Loués.

13.5 **Lois applicables** : Le Bail est régi par les lois du Québec.

13.6 **Équipements de communication** : À tout moment pendant la durée du Bail, le Locateur s'engage à mettre à la disposition du Locataire, sur demande, un espace sur le toit de l'Édifice afin de permettre au Locataire d'y installer, sujet à la réglementation applicable, des équipements de communication, incluant, sans limitation, une antenne parabolique, des satellites, des soucoupes, une antenne mobile de réception et de transmission, une tour, des systèmes de transmission de données utilisant la fibre optique et tout autre équipement de même nature, le tout sans loyer ni autre frais de quelque nature que ce soit. Toutes les dépenses reliées à tout tel équipement, incluant, sans limitation, les coûts d'installation, d'entretien et de réparation ainsi que les coûts d'énergie seront assumés par le Locataire. De plus, le Locataire sera responsable d'obtenir, à ses frais, tous les permis requis pour opérer un tel équipement.

13.7 **Reconnaissance :** Les parties reconnaissent et conviennent que les obligations du Locateur en vertu du présent Bail ne lient pas personnellement les fiduciaires du Locateur, ni aucun détenteur de parts du Locateur (un « **Détenteur** »), ou tout participant en vertu d'un régime pour lequel un Détenteur agit à titre de fiduciaire ou de porteur, et il n'existe aucun recours, et aucun recours ne sera entrepris, contre l'une ou l'autre des personnes qui précèdent ou leurs biens respectifs, et que tout recours ne sera qu'à l'encontre des biens du Locateur. Toute obligation du Locateur énoncée aux présentes sera, dans la mesure requise pour donner effet à cette obligation, réputée constituer, sous réserve des dispositions énoncées à la première phrase ci-avant, une obligation des fiduciaires du Locateur en leur qualité de fiduciaires du Locateur seulement. Sans limiter la portée générale de ce qui précède, chaque Détenteur et chaque participant, en vertu d'un régime pour lequel un Détenteur agit à titre de fiduciaire ou de porteur, a droit aux bénéfices de la seconde phrase de l'article 1322 du *Code civil du Québec* en regard des obligations ci-avant mentionnées.

Paraphes	
Locateur	Locataire

ARTICLE 14

POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE

14.1 **Remise** : Le Locataire a adopté une politique de gestion contractuelle conformément aux dispositions de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et il a remis une copie de cette politique au Locateur.

ARTICLE 15

ANNEXES

15.1 **Énumération** : Les documents suivants sont annexés au Bail et en font partie intégrante :

- Annexe A1 : Plan des Lieux Loués (suite 160) et Plan et devis des travaux
- Annexe A2 : Plan des Lieux Loués (suite 640) et Plan de blocage
- Annexe B : Plan du stationnement
- Annexe C : Programme fonctionnel et technique
- Annexe D : Devis de performance technique
- Annexe E : Plan stratégique de développement durable
- Annexe F : Devis d'entretien ménager

15.2 **Interprétation** : En cas de contradiction entre le texte du Bail et celui des annexes, les termes, clauses et conditions du Bail auront préséance sur ceux des annexes.

ARTICLE 16

ÉLECTION DE DOMICILE

16.1 **Adresses** : Chacune des parties élit domicile à son adresse ci-après mentionnée et convient que tout avis à être donné en vertu du Bail devra être soit posté par courrier recommandé, soit remis de la main à la main ou soit encore signifié par huissier aux adresses suivantes :

► Pour le Locateur :

FONDS DE PLACEMENT IMMOBILIER COMINAR

Complexe Jules-Dallaire – T3
2820, boul. Laurier, bureau 850
Québec, Québec, G1V 0C1

À l'attention de : Mme Manon Deslauriers
Numéro de télécopieur : 418 681-2946

avec une copie au :

3400, boulevard de Maisonneuve Ouest
Bureau 1010
Montréal (Québec) H3Z 3B8

Paraphes	
Locateur	Locataire

À l'attention de : M. Michael Racine
Numéro de télécopieur : 514 931-1618

► Pour le Locataire :

VILLE DE MONTRÉAL

Direction des stratégies et transactions immobilières
Section Locations
303, rue Notre Dame Est, 2ème étage
Montréal, Québec, H2Y 3Y8

16.2 Modification : Les adresses ci-dessus peuvent être modifiées sur avis écrit, mais ce, uniquement à l'intérieur du district judiciaire de Montréal. Si l'une des parties négligeait d'aviser l'autre d'un changement d'adresse, cette partie sera réputée avoir élue domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure du district judiciaire de Montréal.

16.3 Avis : Tout avis transmis par courrier recommandé sera réputé avoir été reçu dans les cinq (5) jours suivant sa mise à la poste, si le service postal fonctionne normalement. Dans le cas contraire, l'avis devra être soit remis de la main à la main ou soit signifié par huissier. Dans le cas de remise de la main à la main de cet avis, ou de sa signification par huissier, l'avis sera réputé avoir été reçu le jour même de sa remise, de sa signification ou de sa transmission.

ARTICLE 17
COURTIER

17.1 Commission : Toute commission ou autre rémunération de quelque nature que ce soit payable à un courtier ou agent relativement à la présente location sera assumée exclusivement par le Locateur, le tout à la complète exonération du Locataire.

ARTICLE 18
ENQUÊTE DE SÉCURITÉ

18.1 Pouvoir : Le Locateur, ses fiduciaires, hauts dirigeants et gestionnaires, le cas échéant, ont tous fait l'objet d'une enquête de sécurité préalablement à la signature du Bail. Le Locateur devra aviser le Locataire par écrit, sans délai, de tout transfert de propriété de l'Immeuble ou de tout changement de fiduciaire, de haut dirigeant et de gestionnaire qui pourrait survenir pendant la durée du Bail. À moins d'indication contraire du Locataire, tout nouveau propriétaire de l'Immeuble ou fiduciaire, haut dirigeant et gestionnaire du Locateur devra également faire l'objet d'une enquête de sécurité.

18.2 Résiliation : Si les obligations stipulées à l'article 18.1 ne sont pas respectées ou

Paraphes	
Locateur	Locataire

si les résultats de toute enquête de sécurité réalisée par le Locataire ne sont pas à l'entière satisfaction de celui-ci, le Locataire pourra résilier le Bail en signifiant au Locateur un préavis écrit de trente (30) jours à cet effet, sans dévoiler les résultats de l'enquête ni les méthodes utilisées qui demeureront confidentielles, le tout sans indemnité ni compensation de quelque nature que ce soit pour le Locateur, les personnes ayant fait l'objet de toute telle enquête et les tiers.

18.3 Accès : Seules les personnes ayant fait l'objet d'une enquête de sécurité au préalable seront admises à pénétrer dans les Lieux Loués. À cette fin, le Locateur devra fournir au Locataire, dans les dix (10) jours suivant la signature du Bail, une liste de ses employés (réguliers et suppléants), mandataires et sous-traitants qui auront accès aux Lieux Loués. Cette liste devra contenir toutes les informations personnelles requises pour permettre au Locataire de réaliser adéquatement ses enquêtes de sécurité. Suite à ces enquêtes, seules les personnes acceptées par le Locataire auront accès aux Lieux Loués. Le Locateur devra maintenir cette liste à jour et aviser le Locataire par écrit, sans délai, de tout remplacement ou d'ajout d'employés, de mandataires et sous-traitants.

18.4 Responsabilité : Le Locateur sera responsable de l'exactitude des renseignements fournis au Locataire pour les fins précitées et il s'engage à tenir le Locataire indemne de toute réclamation ou poursuite, de quelque nature que ce soit, relative à une enquête de sécurité ainsi réalisée par le Locataire.

Paraphes	
Locateur	Locataire

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé, en triple exemplaire, à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective.

MICHEL DALLAIRE, LUC BACHAND, MARY-ANN BELL, ALAIN DALLAIRE, ALBAN D'AMOURS, CLAUDE DUSSAULT, GHISLAINE LABERGE JOHANNE M. LÉPINE ET MICHEL THÉROUX, chacun en sa qualité de Fiduciaire de et pour le compte de FONDS DE PLACEMENT IMMOBILIER COMINAR

Le _____ août 2017.

_____

Sylvain Cossette

_____

Michael Racine

VILLE DE MONTRÉAL

Le _____ 2017.

_____

Yves Saindon, greffier

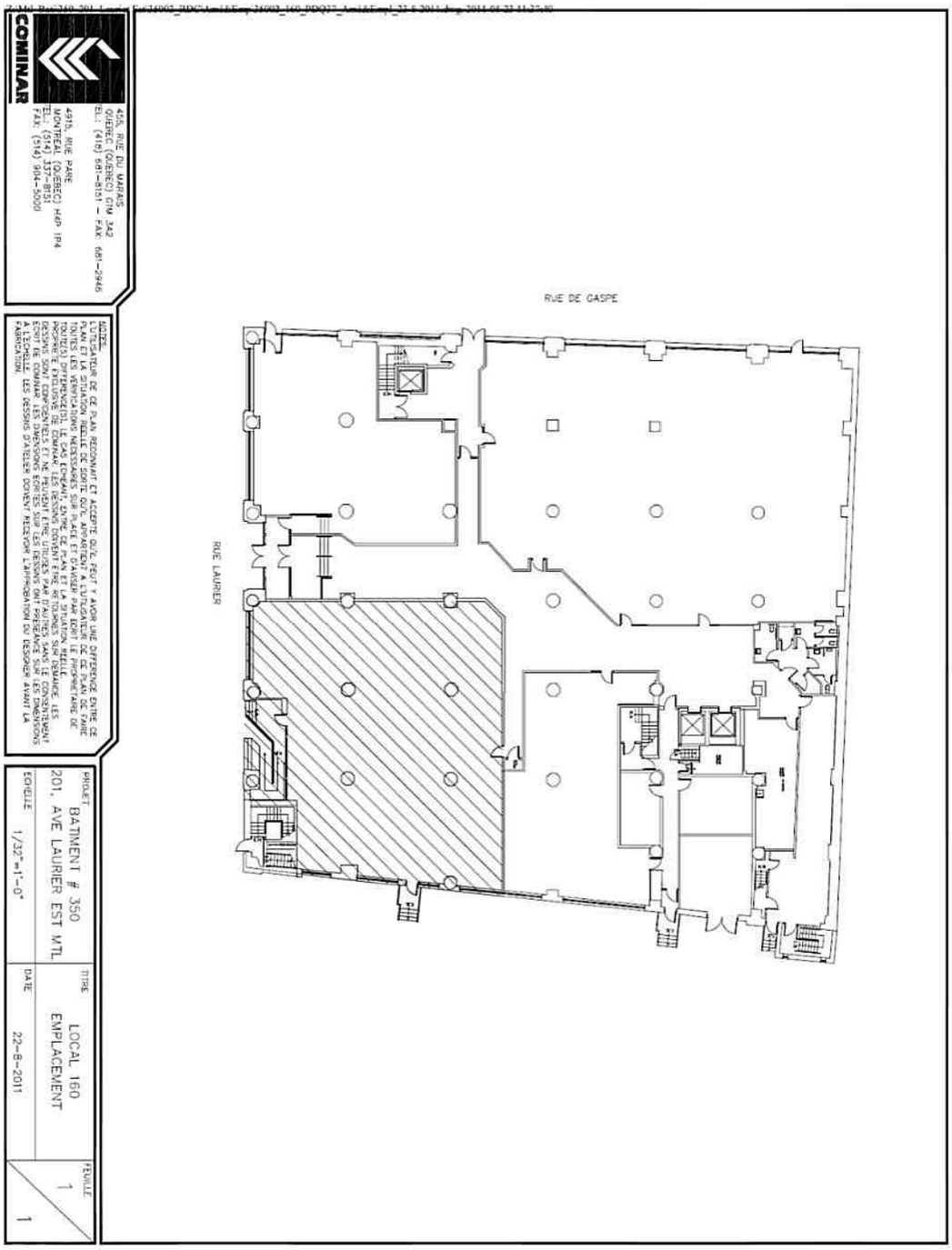
Ce bail a été approuvé le _____

Résolution no : _____

Paraphes	
Locateur	Locataire

Annexe A1

Plan des Lieux Loués (suite 160)

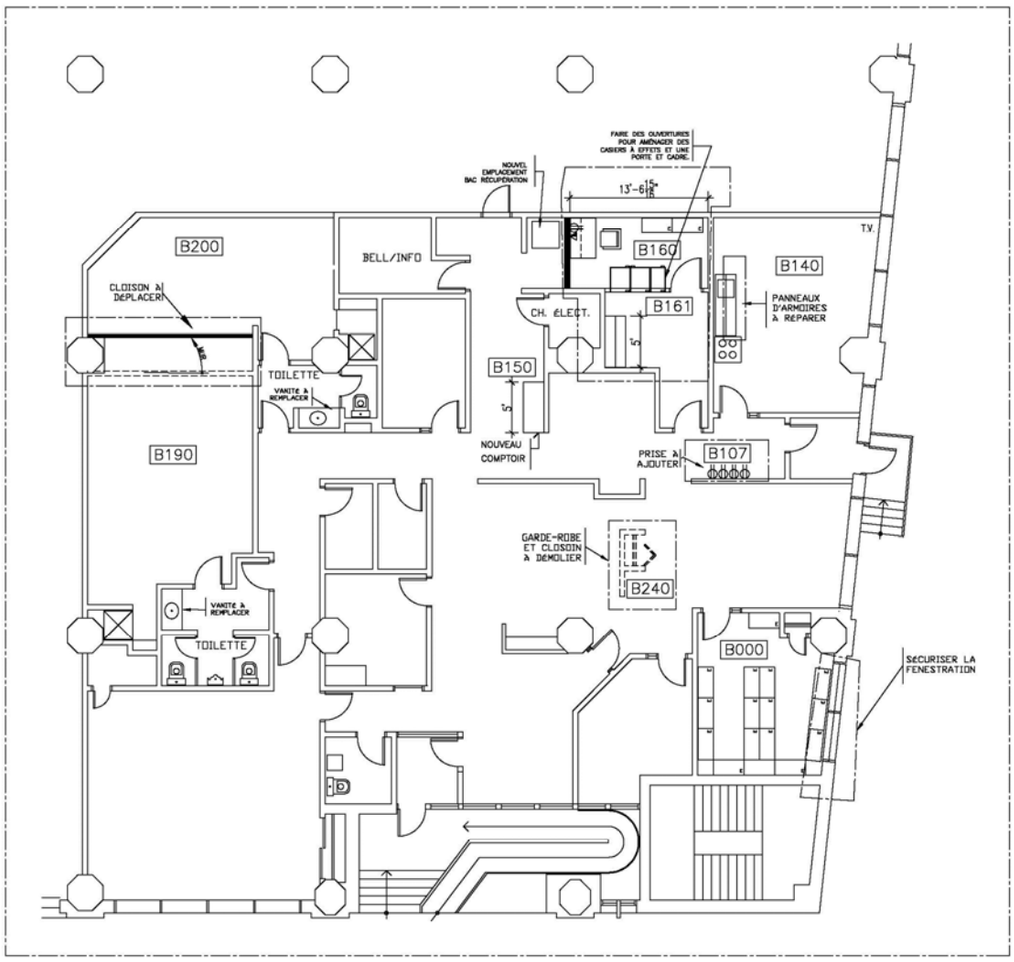


Paraphes	
Locateur	Locataire

Annexe A1

Plan et devis des travaux (suite 160)

LOCALISATION DES TRAVAUX

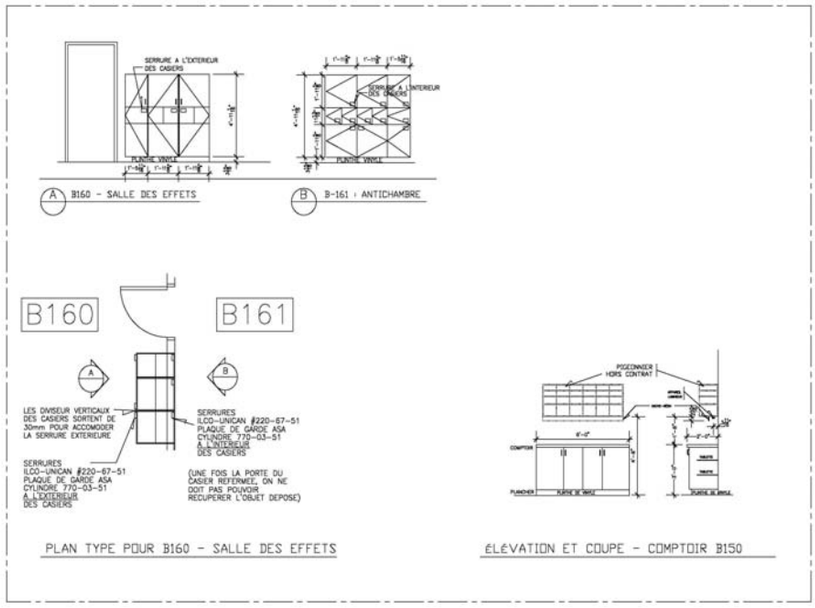


Paraphes	
Locateur	Locataire

Annexe A1

Plan et devis des travaux (suite 160)

ANNEXES



Paraphes	
Locateur	Locataire

Annexe A1

Plan et devis des travaux (suite 160)

DESCRIPTION DES TRAVAUX

NOTES GÉNÉRALES

PLANCHER: LA CÉRAMIQUE EXISTANTE EST À CONSERVER, LES TUILES VINYLE ET LE TAPIS EST À REMPLACER PAR DE LA NOUVELLE TUILE TEL QUE CELLE INSTALLER DANS LE BUREAU DU COMMANDANT;
REMPLACER LA PLIINTHE PAR UNE NOUVELLE PLINTHE DE VINYLE S'HARMONISANT AVEC LE CHOIX DE LA TUILE.

PROTECTION MURALE : REMPLACER TOUTES LES PANNEAUX DE PROTECTION MURALE; REMPLACER TOUS LES COINS PROTECTEURS DE PVC PAR DE L'INOX. TEL QUE CEUX EXISTANTS.

RÉPARER ET PEINTURER: TOUTES LES SURFACES SONT À PEINTURER EN APPLIQUANT UNE COUCHE D'APPRÊT ET DEUX COUCHES DE FINITION, LATEX/ACRYLIQUE, COULEUR: CADRE/PORTE GRIS FONCÉ, MUR À DÉTERMINER.

B000 LOCAL À SÉCURISER

FOURNIR MATÉRIAUX ET MAIN D'OEUVRE POUR:

FENESTRATION : INSTALLER UNE PELLICULE ANTI-INTRUSION ET DES BARREAUX CÔTÉ INTÉRIEUR; INSTALLER DES DÉTECTEURS DE PRÉSENCE RELIÉS AU SYSTÈME EXISTANT.

B107 W.T. + PTM

FOURNIR MATÉRIAUX ET MAIN D'OEUVRE POUR:

ALIMENTATION: INSTALLER QUATRE (4) NOUVELLES PRISES SUR CIRCUITS SÉPARÉS DEVRONT ÊTRE DISPOSÉES DE MANIÈRE À FACILITER LE BRANCHEMENT DES CHARGEURS.

B140 SALLE DE REPOS

FOURNIR MATÉRIAUX ET MAIN D'OEUVRE POUR:

ARMOIRES: RÉPARER TOUS LES PANNEAUX D'ARMOIRES QUI SONT ENDOMMAGÉS EN LIGNE AVEC L'ÉVIER.

B150 SALLE DE PHOTOCOPIE

FOURNIR MATÉRIAUX ET MAIN D'OEUVRE POUR:

NOUVEAU COMPTOIR: FABRIQUER ET INSTALLER UN COMPTOIR DE 5 PIEDS DE LONG, VOIR EMPLACEMENT INDIQUÉ AU PLAN.
LE COMPTOIR ET PANNEAUX D'ARMOIRES SERONT EN MDF RECOUVERT DE STRATIFIÉ. DIMENSIONS : DE 1524mm (60") EN LONGUEUR PAR 610mm (24") DE PROFONDEUR ET INSTALLÉ À 915mm (36") DU SOL.

DESSUS DE COMPTOIR ET COUP DE PIED : PLASTIQUE STRATIFIÉ (ARTICLE 2.1.1) SUR PANNEAUX DE FIBRES DE BOIS DE MOYENNE DENSITÉ (MDF) CONFORME À LA NORME ANSE A208.2. ÉPAISSEUR EXIGÉE : 19MM (¾") ET 25MM (1"), SELON LES PORTÉES. LES COMPTOIRS SERONT TOUS MUNIS D'UN DOSSERET DE MÊME NATURE ET COULEUR QUE LES COMPTOIRS ET DE CHAMPS EN PVC.

BÂTI DE MEUBLE, TABLETTE : FINI MÉLAMINE SUR PANNEAU DE FIBRES DE BOIS DE MOYENNE DENSITÉ (MDF) 16MM (5/8").

PORTES D'ARMOIRES, ET FAÇADES DE TIROIRS : PLASTIQUE STRATIFIÉ SUR PANNEAU DE FIBRES DE BOIS DE MOYENNE DENSITÉ (MDF) 16MM (5/8").
ÉCLAIRAGE SOUS LE PIGEONNIER EXISTANT
APPAREIL LUMINEUX DE TYPE FLUORESCENT AVEC INTERRUPTEUR INTÉGRÉ ET LENTILLE ACRYLIQUE.

B160 SALLE DES EFFETS

FOURNIR MATÉRIAUX ET MAIN D'OEUVRE POUR:

CASIERS POUR LE DÉPÔT DES EFFETS :
SÉRIE DE CASIERS DE DIVERS FORMATS, MUNIS DE VERROUS ET POIGNÉES. DU CÔTÉ DE L'ANTICHAMBRE, CHACUN DES CASIERS EST POURVU D,UNE PORTE INDIVIDUELLE AVEC POIGNÉE. UNE FOIS VERROUILLÉI, IL N'EST PUS POSSIBLE D'ACCÉDER AU CASIER. LES FORMATIS DES CASIERS DOIVENT VARIER DE 610 X 610 X 610mm DE PROFONDEUR (2 pi X 2 pi X 2pi) JUSQU'À 305 X 305 X 600mm DE PROFONDEUR (1 pi X 1 pi X 2 pi). LES SERRURES SONT POSITIONNÉES À L'INTÉRIEUR DES CASIERS.

DU CÔTÉ DE LA CHAMBRE DES EFFETS, L'ENSEMBLE DES CASIERS SERA ACCESSIBLE PAR DE GRANDES PORTES. CES PORTES SERONT VERROUILLÉES DU CÔTÉ DE LA SALLE DES EFFETS.

CONSTRUCTION ROBUSTE:
BÂTI DE MEUBLE ET PORTES : PANNEAU DE CONTREPLAQUÉ RUSSE 16mm (5/8 PO), AVEC 3 COUCHES DE VERNIS CLAIR.

CONSTRUIRE UNE NOUVELLE CLOISON TEL QUE L'EXISTANT.

ALIMENTATION : PRÉVOIR UNE PRISE DATA ET TÉLÉPHONIQUE ET ÉLECTRIQUE.

B161 ANTICHAMBRE

FOURNIR MATÉRIAUX ET MAIN D'OEUVRE POUR:

COMPTOIR, ANTICHAMBRE SALLE DES EFFETS (B161)
DESSUS DE COMPTOIR ET COUP DE PIED : PLASTIQUE STRATIFIÉ (ARTICLE 2.1.1) SUR PANNEAUX DE FIBRES DE BOIS DE MOYENNE DENSITÉ (MDF) CONFORME À LA NORME ANSE A208.2. ÉPAISSEUR EXIGÉE : 19MM (¾") ET 25MM (1"), SELON LES PORTÉES. LES COMPTOIRS SERONT TOUS MUNIS D'UN DOSSERET DE MÊME NATURE ET COULEUR QUE LES COMPTOIRS ET DE CHAMPS EN PVC.

BÂTI DE MEUBLE, TABLETTE : FINI MÉLAMINE SUR PANNEAU DE FIBRES DE BOIS DE MOYENNE DENSITÉ (MDF) 16MM (5/8").

PORTES D'ARMOIRES, ET FAÇADES DE TIROIRS : PLASTIQUE STRATIFIÉ SUR PANNEAU DE FIBRES DE BOIS DE MOYENNE DENSITÉ (MDF) 16MM (5/8").

B190 VESTIAIRES – HOMMES/FEMMES

FOURNIR MATÉRIAUX ET MAIN D'OEUVRE POUR:

MUR AMOVIBLE : DÉPLACER LA CLOSOIN AMOVIBLE ENTRE LES DEUX VESTIAIRES, VOIR NOUVEL EMPLACEMENT INDIQUÉ AU PLAN.

VANITÉ: REMPLACER LES DEUX VANITÉS DANS LES SALLES DE TOILETTES POUR CHAQUE VESTIAIRE, COULEUR ET FINIS À DÉTERMINER.

B240 GARDE-ROBE POUR CIVILS

FOURNIR MATÉRIAUX ET MAIN D'OEUVRE POUR:

CLOISONS: ENLEVER PÔLE ET TABLETTE; DÉMOLIR LES CLOISONS DU GARDE-ROBE TEL QU'INDIQUÉ AU PLAN, RÉPARER LES SURFACES.

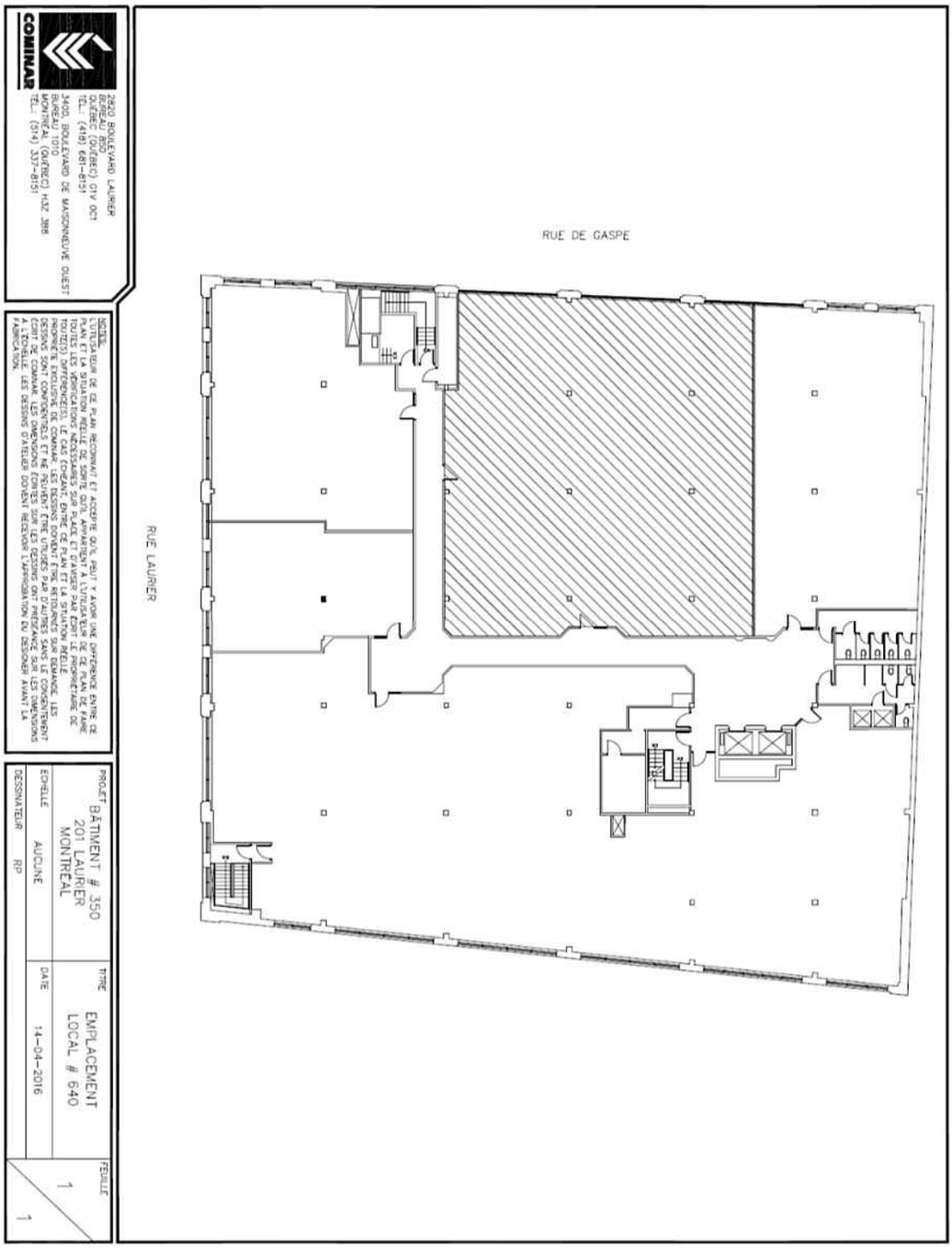
LÉGENDE

- PRISE DE COURANT DOUBLE
- SORTIE COMBINÉE POUR TÉLÉPHONE ET INFORMATIQUE
- CLOISON À ENLEVER
- NOUVELLE CLOISON

Paraphes	
Locateur	Locataire

Annexe A2

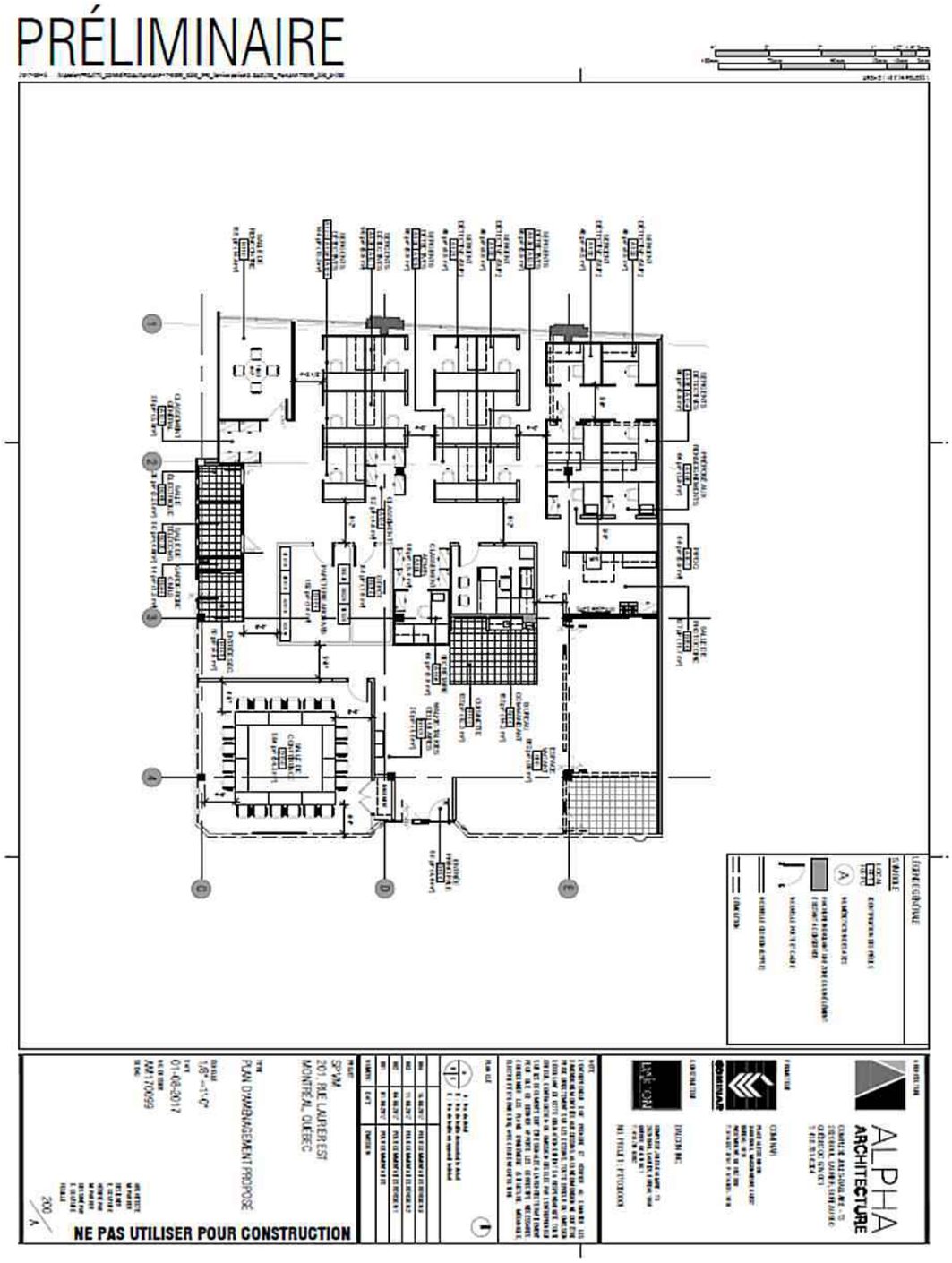
Plan des Lieux Loués (suite 640)



Annexe A2

Paraphes	
Locateur	Locataire

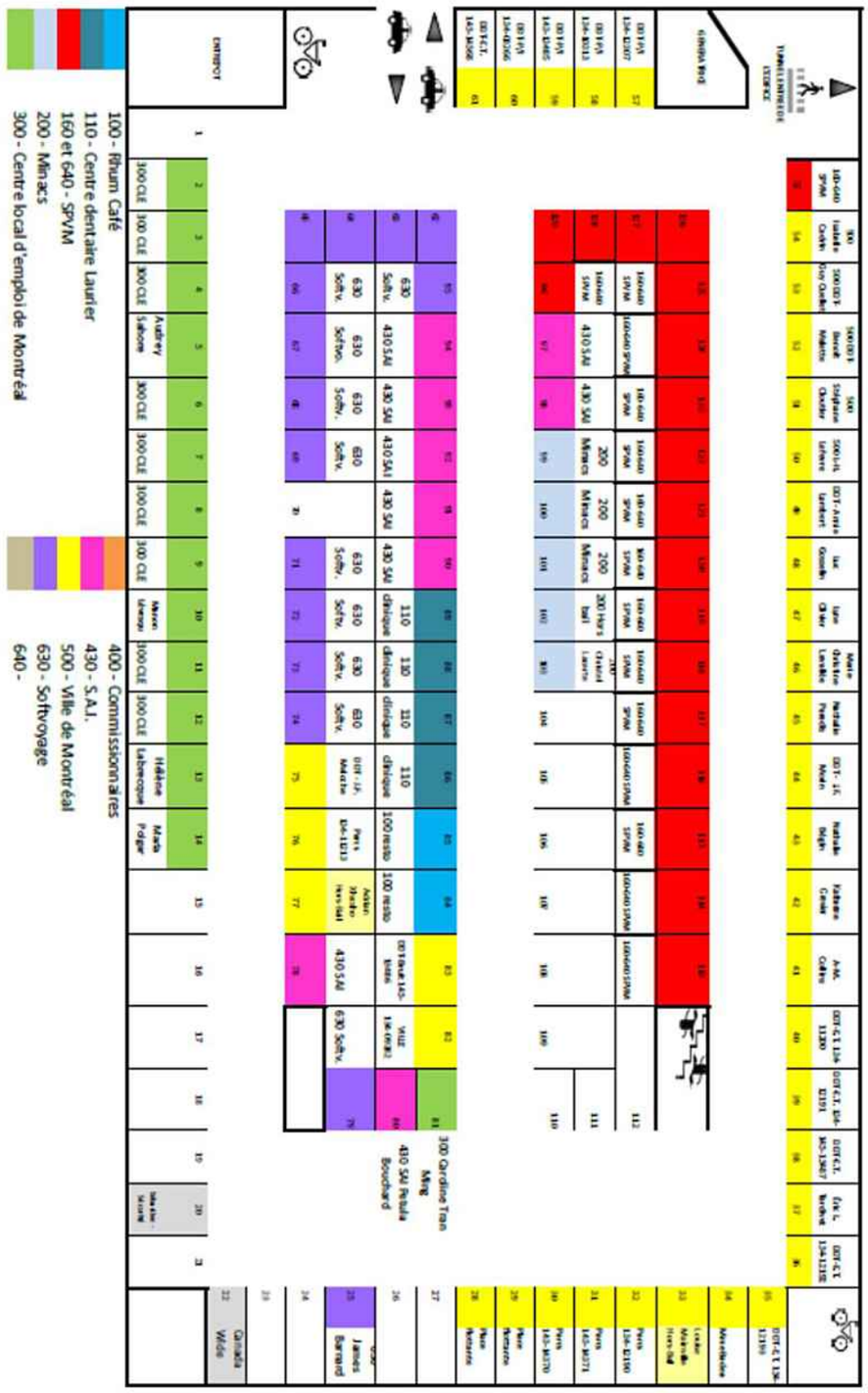
Plan de blocage (suite 640)



Paraphes	
Locateur	Locataire

Annexe B

Plan du stationnement



Paraphes	
Locateur	Locataire

Annexe C

Programme fonctionnel et technique

Paraphes	
Locateur	Locataire

Annexe D

Devis de performance technique

Paraphes	
Locateur	Locataire

Annexe E

Plan stratégique de développement durable

Paraphes	
Locateur	Locataire

Annexe F

Devis d’entretien ménager

Paraphes	
Locateur	Locataire

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1174565005

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division locations
Objet :	Approuver le projet de bail par lequel la Ville loue de Michel Dallaire, Luc Bachand, Mary-Ann Bell, Alain Dallaire, Alban D'Amours, Claude Dussault, Ghislaine Laberge, Johanne M. Lépine et Michel Théroux, chacun en sa qualité de Fiduciaire pour le compte de Fonds de placement immobilier Cominar, des espaces à bureaux d'une superficie de 10 511 pieds carrés situés au 201, avenue Laurier Est, à Montréal, pour les besoins du groupe Éclipse et de la Moralité du Service de police de la Ville de Montréal. Le terme du bail est d'une durée de 7 ans, soit du 1er décembre 2017 au 30 novembre 2024. La dépense totale est de 2 977 570 $, incluant les taxes. Bâtiment 3261.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1174565005 - améliorations locatives SPVM.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Préposé au budget - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514 872-1021
Co-auteur
Marie-France Lesage
Conseillère budgétaire - Service des finances
Point de service - Sécurité publique

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-29

Yves COURCHESNE
Directeur de service - finances et tresorier

Tél : 514 872-6630

Division : Service des finances

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.64

2017/09/28 17:00

(2)

Dossier # : 1164565008

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approuver la 4e convention de modification de bail par lequel la Ville loue, du locateur 9359-4851 Québec inc., un espace à bureaux situé au 1180, rue Sainte-Élizabeth, pour le poste de quartier 21 du Service de police de Montréal. Le terme du renouvellement est de 3 ans, soit du 1er février 2017 au 31 janvier 2020. La dépense totale pour le terme, incluant les taxes, est de 923 267,64 $. Bâtiment 3247.

Il est recommandé :

1. d'approuver la prolongation du bail par lequel la Ville loue de 9359-4851 inc., pour une période de 3 ans, à compter du 1er février 2017, un espace d'une superficie de 9 954 pi² situé au 1180, rue Sainte-Élisabeth et utilisé pour les besoins du PDQ 21 du Service de police, moyennant une dépense totale de 923 267,65 $, incluant les taxes, et ce, aux clauses et conditions stipulées dans la quatrième convention;
2. d'ajuster la base budgétaire du service responsable pour les années 2018 et suivantes conformément aux informations financières inscrites à l'intervention du Service des finances.
3. d'imputer cette dépense après avoir opéré le virement budgétaire conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-09-07 12:43

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1164565008**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approuver la 4e convention de modification de bail par lequel la Ville loue, du locateur 9359-4851 Québec inc., un espace à bureaux situé au 1180, rue Sainte-Élizabeth, pour le poste de quartier 21 du Service de police de Montréal. Le terme du renouvellement est de 3 ans, soit du 1er février 2017 au 31 janvier 2020. La dépense totale pour le terme, incluant les taxes, est de 923 267,64 $. Bâtiment 3247.

CONTENU

CONTEXTE

Le poste de quartier 21 (PDQ 21) du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) occupe, depuis le 1er février 1997, un local situé au 1180, rue Sainte-Élizabeth dont la superficie locative au bail avait été négociée de gré à gré et établie à 5 264 pi². Le 1er avril 2014, les locaux ont été agrandis de 2 600 pi² pour atteindre une superficie locative de 7 864 pi². À titre d'information, le local a fait l'objet d'un remesurage et le résultat démontre que la superficie locative réellement occupée par le PDQ 21 est de 9 954 pi².
Le bail est échu depuis le 31 janvier 2017. Le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) n'a pas été en mesure de finaliser une entente de location pour cet espace avant la date du renouvellement. Les négociations avec le locateur ont débuté le 2 juin 2016, mais le représentant du locateur a quitté ses fonctions avant qu'une entente soit conclue entre les parties. Par la suite, un nouvel interlocuteur a été embauché par le locateur le 17 octobre 2016. Les négociations ont repris le 25 octobre 2016, puis, en mai 2017, alors que les négociations se poursuivaient, l'immeuble a été vendu.

Le 26 juin 2017, le nouvel acquéreur a avisé la Ville qu'il ne souhaitait pas renouveler le bail puisqu'il projette de développer le terrain qui sert actuellement de stationnement pour les véhicules du PDQ 21. Par conséquent, la présence du SPVM ne cadre pas dans son projet de développement. Toutefois, les récentes négociations avec l'acquéreur ont permis de conclure une entente de renouvellement de trois ans basée sur la superficie locative réelle de 9 954 pi² avec une clause de résiliation en faveur de la Ville. Ce délai permettra à la Ville de trouver un nouveau site en location pour reloger le PDQ 21.

Dans le cadre de la révision du schéma de couverture de services du SPVM, le SGPI avait reçu le mandat de relocaliser le PDQ 21 dans un local plus grand et mieux adapté à ses besoins. Il était donc déjà prévu que le PDQ 21 soit relocalisé dans une nouvelle location d'ici quelques années.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution CG14 0086 - 27 février 2014 : Approbation de la 3e convention de modification du bail pour une durée de 2 ans et 10 mois. Dépense totale 380 843 $ taxes incluses.
Résolution CG12 0123 - 19 avril 2012 : Approbation de la 2e convention de modification du bail pour une durée de 5 ans. Dépense totale 664 289 $ taxes incluses.
Résolution CG07 0261 - 21 juin 2007 - Approbation du schéma de couverture de services et de la nouvelle structure organisationnelle du SPVM.
Résolution CG07 0059 - 22 mars 2007 : Approbation du renouvellement de bail (1re convention de modification du bail) pour une durée de 5 ans. Dépense totale 586 936 $ taxes incluses.
Décision 5249 - 21 août 1996 : Approbation du bail de l'ex-CUM pour une durée de 10 ans.

DESCRIPTION

Le présent sommaire décisionnelle recommande d'approuver la quatrième convention de modification de bail par lequel la Ville loue, du locateur 9359-4851 Québec inc., un espace à bureaux situé au 1180, rue Sainte-Élizabeth, d'une superficie de 9 954 pi², pour le PDQ 21, incluant 22 espaces de stationnement. Le terme de la convention est de trois ans, soit du 1er février 2017 au 31 janvier 2020.

JUSTIFICATION

Le bail du PDQ 21 est échu depuis le 31 janvier 2017 et il est nécessaire de le renouveler pour maintenir en opération le poste de quartier.
Bien qu'il s'agisse d'une augmentation du loyer de base de 17 %, le loyer convenu (9,50 $/pi²) et le tarif pour les stationnements extérieurs réservés aux véhicules de police (109 $/mois) représentent les taux de location du marché pour ce type d'immeuble dans ce secteur. Depuis plusieurs années, la Ville bénéficiait d'un loyer inférieur au taux du marché. En effet, le loyer de base se situe dans la fourchette établie par la Division de l'évaluation immobilière du SGPI.

L'écart de la dépense du loyer annuel, entre la situation actuelle et le renouvellement du bail, est également dû à l'augmentation de la superficie locative des locaux occupés par le SPVM (tel qu'énoncé au contexte du présent sommaire).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

	Loyer annuel actuel (2016)	**Loyer annuel proposé pour le renouvellement**	**Loyer total pour 3 ans**
Superficie locative	7 864 pi²	9 954 pi²	
Loyer de base	7,07 $/pi²	9,50 $/pi²	
Frais d'exploitation incluant l'énergie	8,50 $/pi²	9,50 $/pi²	
Taxes foncières	4,93 $/pi²	5,00 $/pi²	
Loyer unitaire brut	20,50 $/pi²	24,00 $/pi²	
Loyer brut annuel	**161 212,00 $**	**238 896,00 $**	
Stationnement	9 000,00 $	28 776,00 $	
Loyer brut annuel total ($)	170 212,00 $	267 672,00 $	
TPS - 5 % ($)		13 383,60 $	
TVQ - 9,975 % ($)		26 700,28 $	

Loyer annuel total ($)		**307 755,88 $**	**923 267,64 $**
Ristourne TPS (100 %) ($)		13 383,60 $	
Ristourne TVQ (50 %) ($)		13 350,14 $	
Loyer net ($)		281 022,14 $	

Le loyer brut, comprenant le loyer de base, les frais d'exploitation et les taxes foncières, représente un montant de 24,00 $/pi² avant taxes.

Le loyer de base et les frais d'exploitation sont fixes pour la durée du terme. Les taxes foncières seront ajustées selon les coûts réels.

Le coût du loyer ainsi que les fluctuations seront assumés par le service responsable à même sa base budgétaire. La base budgétaire du service responsable pour les années 2018 et suivantes devra être ajustée conformément aux informations financières inscrites à l'intervention du Service des finances.

La dépense totale de loyer pour le terme, incluant les taxes, est de 923 267,64 $. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le renouvellement du bail n'est pas en lien avec la Politique de développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant que l'approbation du renouvellement soit refusée, la Ville de Montréal devra quitter les lieux dans un délais de 6 mois. Cela serait problématique, car aucun immeuble Ville et aucune location en cours ne peuvent accueillir le PDQ 21 de façon temporaire.
La Ville doit trouver une nouvelle location dans le même secteur pour déménager le PDQ 21 et cela nécessitera environ deux ans pour effectuer la recherche de sites, la négociation, l'analyse des propositions, l'approbation par les instances décisionnelles et, par la suite, effectuer les travaux d'aménagement requis.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

L'approbation de ce dossier est prévue pour le conseil d'agglomération du 28 septembre 2017.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marie-France LESAGE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Maline GAGNÉ-TRINQUE, Service de police de Montréal

Lecture :

Maline GAGNÉ-TRINQUE, 5 septembre 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie BERTRAND
Conseillère en immobilier

Tél : 514 280-4275
Télécop. : 514 280-3597

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-09-01

Joel GAUDET
en emplacement de Guylaine Cormier
Chef de division - Division des Locations

Tél : 514 872-0324
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières et de la sécurité
Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2017-09-07

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI

Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2017-09-07

Aspects financiers

	Loyer actuel	Année 1	Année 2	Année 3	Total 3 ans
Superficie locative en pi² :	7 864	9 954	9 954	9 954	
Loyer de base $/pi²	7,07	9,50	9,50	9,50	
Frais d'exploitation $/pi²	8,50	9,50	9,50	9,50	
Taxes foncières $/pi²	4,93	5,00	5,00	5,00	
Loyer au pi²	20,50	24,00	24,00	24,00	
Loyer annuel en $	161 212,00 $	238 896,00 $	238 896,00 $	238 896,00 $	716 688,00 $
Stationnement annuel	9 000,00 $	28 776,00 $	28 776,00 $	28 776,00 $	86 328,00 $
Loyer total avant taxes	170 212,00 $	267 672,00 $	267 672,00 $	267 672,00 $	803 016,00 $
TPS	8 510,60 $	13 383,60 $	13 383,60 $	13 383,60 $	40 150,80 $
TVQ	16 978,65 $	26 700,28 $	26 700,28 $	26 700,28 $	80 100,85 $
Total	**195 701,25 $**	**307 755,88 $**	**307 755,88 $**	**307 755,88 $**	**923 267,64 $**
Ristourne de TPS (100%)	8 510,60 $	13 383,60 $	13 383,60 $	13 383,60 $	40 150,80 $
Ristourne TVQ (50%)	8 489,32 $	13 350,14 $	13 350,14 $	13 350,14 $	40 050,42 $
Loyer net	178 701,32 $	281 022,14 $	281 022,14 $	281 022,14 $	843 066,42 $

QUATRIÈME CONVENTION DE MODIFICATION DU BAIL

ENTRE

9359-4851 QUÉBEC INC., corporation légalement constituée ayant son siège social au 235, boulevard René-Lévesque Est, Ville de Montréal, province de Québec, H2X 1N8, ici représentée par son secrétaire M. Labid Aljundi dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

(ci-après appelée le «Bailleur»)

ET

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

(ci-après appelée le «Locataire»)

ATTENDU QUE Helca-Métro Ltée a signé avec la Communauté Urbaine de Montréal une convention de Bail (ci-après appelée le « Bail ») le 19 août 1996 concernant des locaux ayant une Superficie locative des Lieux loués de 5 264 pi² de l'Édifice sis au 1180, rue Sainte-Élisabeth, Ville de Montréal, province de Québec, (l' «Édifice») pour un terme commençant le 1er février 1997 et se terminant le 31 janvier 2007;

ATTENDU QUE le 1er janvier 2002, la Communauté urbaine de Montréal est devenue la Ville de Montréal ;

ATTENDU QUE le 24 février 2004, Helco-Métro Ltée a vendu l'édifice sis au 235-245 boulevard René-Lévesque Est, Montréal (Québec), H2X 1N8 à 4213025 Canada Inc. et que le Bail a été transféré à cette dernière ;

ATTENDU QUE le 4 avril 2007, les parties ont signé une première convention de renouvellement de Bail (ci-après appelée «1er Convention de modification de bail») afin, entre autres, de prolonger de 5 ans le terme initial du Bail (1er février 2007 au 31 janvier 2012) ;

ATTENDU QUE le 16 décembre 2010, le Locataire a adopté une politique de gestion contractuelle conformément aux dispositions de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c. C-19) et qu'il a remis une copie de cette politique au Bailleur ;

ATTENDU QUE le 7 mai 2012, les parties ont signé une deuxième convention de renouvellement de Bail (ci-après appelée «2e Convention de modification de bail») afin, entre autres, de prolonger de 5 ans le terme initial du Bail (1er février 2012 au 31 janvier 2017) ;

ATTENDU QUE le 21 mars 2014, les parties ont signé une troisième convention de modification de Bail (ci-après appelée «3e Convention de modification de bail») afin, entre autres, d'augmenter la Superficie locative des Lieux loués de 2 600 pi² (ci-après appelés les «Lieux loués additionnels» pour la période du 1er mai 2014 au 31 janvier 2017) ;

ATTENDU QUE le 19 mai 2017, 4213025 Canada Inc. a vendu l'édifice sis au 235-245 boulevard René-Lévesque Est, Montréal (Québec), H2X 1N8 à 9359-4851

Québec Inc. et que le Bail a été transféré à cette dernière ;

ATTENDU QUE les parties ont convenu de procéder au mesurage des Lieux loués afin de refléter la Superficie locative réellement occupée par le Locataire dans l'Édifice;

ATTENDU QUE les parties désirent renouveler le Bail pour une période de trois (3) ans sous réserve des dispositions ci-après stipulées;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique au Bailleur;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires) ;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

1 Préambule

Le préambule ci-dessus fait partie intégrante du Bail.

2 Durée

La présent Bail est prolongé pour une période de trois (3) ans à compter du 1er février 2017 pour se terminer le 31 janvier 2020.

3 Superficie locative

La Superficie locative des Lieux loués est fixée à neuf mille neuf cent cinquante-quatre pieds carrés (9 954 pi²).

4 Loyer de base

Le Loyer de base annuel incluant les Frais d'exploitation est établi à DIX-NEUF DOLLARS (19,00 $) par pied carré de Superficie locative des Lieux loués pour la durée du terme. De plus, le Locataire est responsable de sa Part proportionnelle (avec la superficie prévue à l'article 3 des présentes) des Taxes foncières pour l'Édifice comme Loyer additionnel.

5 Option de résiliation

Le Locataire pourra bénéficier d'une option de résiliation sans frais en donnant un préavis écrit au Bailleur (six) 6 mois avant la date de résiliation.

6 Espaces de stationnement

Le Bailleur fournira au Locataire vingt-deux (22) espaces de stationnement réservés et pour l'usage exclusif du Locataire sur le terrain de l'Édifice au tarif mensuel fixe de CENT NEUF DOLLARS (109 $) par espace.

7. Commission de courtage

Le Locataire reconnaît et déclare qu'aucun mandataire, courtier ou autre intermédiaire n'a participé de quelque manière à la présente transaction, et qu'il tiendra le Bailleur indemne et à couvert de toute demande déposée par toute personne engagé par le Locataire exigeant une commission ou une rémunération. Le Bailleur déclare qu'il n'a engagé aucun mandataire, courtier ou autre intermédiaire à l'égard de la présente transaction.

8. Intégration des termes du Bail

Sous réserve des dispositions et engagements spécifiquement convenus dans cette convention, tous les autres engagements, conditions et stipulations du Bail, s'appliqueront mutatis mutandis aux Lieux loués et entre les parties quant aux Lieux loués à l'exception de :

a. tout droit de renouveler du Locataire;
b. toute obligation du Bailleur d'effectuer des travaux d'aménagement ou des améliorations locatives;
c. tout incitatif pour le Locataire, tel que le loyer gratuit.

9. Taxes de vente

Le montant approprié des Taxes de vente, tel que cette expression est définie au Bail, sera applicable sur tous les loyers et loyer additionnel prévus aux présentes et payable en même temps que lesdits loyers.

POUR LE BAILLEUR :

Signée par le Bailleur à Montréal ce _____e jour du mois de septembre 2017

Par _____
Labid Aljundi

POUR LE LOCATAIRE :

Signée par le Locataire à Montréal ce ____e jour du mois de _____2017

Par _____
Yves Saindon

Ce bail a été approuvé le _____

Résolution no : _____

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1164565008

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division locations
Objet :	Approuver la 4e convention de modification de bail par lequel la Ville loue, du locateur 9359-4851 Québec inc., un espace à bureaux situé au 1180, rue Sainte-Élizabeth, pour le poste de quartier 21 du Service de police de Montréal. Le terme du renouvellement est de 3 ans, soit du 1er février 2017 au 31 janvier 2020. La dépense totale pour le terme, incluant les taxes, est de 923 267,64 $. Bâtiment 3247.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1164565008 - Information comptable.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-France LESAGE
Conseillère budgétaire
Division du conseil et du soutien financier - Point de service - Sécurité publique
Service des finances
Tél : 514 280-2944

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-09-06

Line DESJARDINS
Chef d'équipe

Tél : 514 280-2192
Division : Division du conseil et du soutien financier - Point de service - Sécurité publique
Service des finances

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.65

2017/09/28 17:00

(2)

Dossier # : 1175372004

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section location
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet de renouvellement de bail par lequel la Ville de Montréal loue de Groupe Jean Coutu (PJC) inc., pour une période additionnelle de 3 ans à compter du 1er septembre 2017, un local d'une superficie d'environ 208,40 m² au 2505, boulevard Rosemont, à des fins de bureaux pour le Service de sécurité incendie de Montréal. La dépense totale est de 190 942,89 $ incluant les taxes. Bâtiment 8157

Il est recommandé :

1. d'approuver un projet de renouvellement de bail par lequel la Ville de Montréal loue de Groupe Jean Coutu (PJC), pour une période additionnelle de 3 ans, à compter du 1 er septembre 2017 , un local, d'une superficie d'environ 208,40 m² au 2505, boulevard Rosemont, à des fins de bureaux pour le Service de la sécurité de Montréal, pour un loyer total de 190 942,89 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus à la prolongation de bail;
2. d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-09-06 10:19

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1175372004**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section location
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet de renouvellement de bail par lequel la Ville de Montréal loue de Groupe Jean Coutu (PJC) inc., pour une période additionnelle de 3 ans à compter du 1er septembre 2017, un local d'une superficie d'environ 208,40 m² au 2505, boulevard Rosemont, à des fins de bureaux pour le Service de sécurité incendie de Montréal. La dépense totale est de 190 942,89 $ incluant les taxes. Bâtiment 8157

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de sécurité incendie de Montréal (le « SIM ») a mis sur pied en 2010 une nouvelle section nommée Soutien aux employés visant à apporter différents supports de gestion de ressources humaines en lien avec le programme d'aide aux employés (PAE). Ce programme s'adresse à tous les employés du SIM. Aussi, afin de loger les six employés de cette section, de nouveaux locaux ont été aménagés au 2505, boul. Rosemont. L'entente pour ces locaux vient à échéance le 31 août 2017 et il est nécessaire de la renouveler.
Auparavant chapeautée par le SIM, l'équipe du PAE relève, depuis le 1er janvier 2014, du Service des ressources humaines de la Ville (les « RH »). Une partie de l'équipe a été déménagée au 3711, rue Saint-Antoine Ouest. Présentement, deux employés relevant du SIM sont sur place. Ces deux agents désignés ont pour tâche d'accompagner et d'évaluer les besoins des pompiers qui requièrent de l'aide (recherche de ressources, suivi, rédaction de dossiers, etc.). Éventuellement, un autre agent sera requis afin d'assurer la coordination des activités de sensibilisation qui seront mises en place. L'équipe du PAE (SIM) est présentement composée de 21 agents.

Les RH ont mandaté la Division des locations du Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) pour renouveler l'entente actuelle pour une période additionnelle de 3 ans.

La présente localisation des bureaux est idéale du fait qu'elle est centrale autant pour les pompiers qui s'y présentent que pour les agents qui se déplacent vers les différentes casernes lors d'urgence et elle rencontre le besoin de confidentialité dans le cadre du PAE. De plus, ces locaux sont aussi utilisés pour la formation ainsi que pour diverses rencontres.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG10 0235 - 17 juin 2010 - Approbation du bail de 7 ans, à compter du 1er septembre 2010, pour des locaux au 2505, boulevard Rosemont.

DESCRIPTION

Le présent dossier recommande d'approuver le projet de prolongation du bail par lequel la Ville loue de Groupe Jean Coutu (PJC) inc., des locaux d'environ 208,4 m² au 2e étage de l'immeuble situé au 2505, boulevard Rosemont à Montréal, pour un terme de 3 ans, soit du 1er septembre 2017 au 31 août 2020, moyennant une dépense totale de 190 942,89 $, incluant les taxes.

JUSTIFICATION

Aucun espace excédentaire répondant à leur besoin de confidentialité n'est actuellement disponible. Il a donc été décidé de conserver les mêmes locaux à des conditions locatives conformes au marché.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Superficie 208,4 m²	**Loyer annuel antérieur**	**2017 (4 mois)**	**2018**	**2019**	**2020 (8 mois)**	**Total terme (3 ans)**
Taux unitaire	86,54 $	107,64 $	107,64 $	107,64 $	107,64 $	107,64 $
Loyer de base	18 034,92 $	7 477,32 $	22 431,96 $	22 431,96 $	14 954,64 $	67 295,88 $
Taxes foncières et scolaires	24 287,64 $	8 095,88 $	24 287,64 $	24 287,64 $	16 191,76 $	72 862,92 $
Frais communs	3 703,32 $	1 234,44 $	3 703,32 $	3 703,32 $	2 468,88 $	11 109,96 $
Électricité	4 934,88 $	1 644,96 $	4 934,88 $	4 934,88 $	3 289,92 $	14 804,64 $
Loyer total	**50 960,76 $**	18 452,60 $	55 357,80 $	55 357,80 $	36 905,20 $	166 073,40 $
TPS		922,63 $	2 767,89 $	2 767,89 $	1 845,26 $	8 303,67 $
TVQ		1 840,65 $	5 521,94 $	5 521,94 $	3 681,29 $	16 565,82 $
Loyer total avec taxes		**21 215,88 $**	**63 647,63 $**	**63 647,63 $**	**42 431,75 $**	**190 942,89 $**
Ristourne TPS (100 %)		922,63 $	2 767,89 $	2 767,89 $	1 845,26 $	8 303,67 $
Ristourne TVQ (50 %)		920,32 $	2 760,97 $	2 760,97 $	1 840,65 $	8 282,91 $
Loyer net		19 372,92 $	58 118,77 $	58 118,77 $	38 745,85 $	174 356,31 $

Le loyer de base est fixe pour la durée du bail.
Le loyer de base annuel est représentatif du marché de location pour des espaces comparables dans le secteur, marché qui oscille entre 107,64 $ et 118,40 $/mètre carré.
Les frais communs et les frais pour l'électricité seront ajustés annuellement selon l'IPC et les taxes foncières et scolaires seront ajustées selon le coût réel.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce renouvellement du bail n'est pas en lien avec la politique de développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas donner suite au dossier, obligera le SIM de revoir sa stratégie de soutien pour ses employés.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est requise.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

L'approbation de ce dossier est prévue pour le conseil d'agglomération du 28 septembre 2017.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux règlements, aux politiques et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Abdelkodous YAHYAOUI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Glenda RIVERA, Service de la gestion et de la planification immobilière
Carole GUÉRIN, Service de sécurité incendie de Montréal
Diane DRH BOUCHARD, Service des ressources humaines

Lecture :

Glenda RIVERA, 29 août 2017
Carole GUÉRIN, 29 août 2017
Diane DRH BOUCHARD, 29 août 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER	ENDOSSÉ PAR	Le : 2017-08-29
Laila BENNAGHMOUCH	Joel GAUDET	

Conseillère en immobilier

Tél : 514-872-6948
Télécop. :

Conseiller(ere) en immobilier,
en rempacement de Guylaine Cormier,
chef de division - Division des locations

Tél : 514 872-0324
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières et de la sécurité
Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2017-09-05

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI

Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2017-09-05

CONVENTION D'AMENDEMENT DE BAIL

ENTRE : **LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.**, personne morale régie par la *Loi sur les sociétés par actions* (Québec), ayant son siège au 245, rue Jean Coutu, Varennes (Québec) J3X 0E1, ici représentée par monsieur François J. Coutu, président et chef de la direction, et monsieur Normand Messier, premier vice-président, développement et exploitation franchisage, dûment autorisés à agir aux présentes tel qu'ils le déclarent;

(Ci-après désignée le « ***Locateur*** »)

ET : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant un bureau au 2505, boulevard Rosemont, 2e étage, Montréal (Québec) H1Y 1K5, ici représentée par Me Yves Saindon, son greffier, dûment autorisé aux termes d'une résolution de la ville de Montréal en date du _____ et portant le numéro _____, dont copie est annexée aux présentes;

(Ci-après désignée le « ***Locataire*** »)

OBJET : 2505, boulevard Rosemont, 2e étage
Montréal (Québec)

ATTENDU QUE par une convention de bail intervenue le 9 juillet 2010 (le « ***Bail*** »), entre le Locateur et le Locataire, le Locataire loue du Locateur un local situé au 2505, boulevard Rosemont, 2e étage, à Montréal (Québec), d'une superficie approximative de 2 243.20 pieds carrés (ou 208.40 mètres carrés) (les « ***Lieux Loués*** ») pour un terme se terminant le 31 août 2017;

ATTENDU QUE le Locataire désire prolonger le terme du Bail pour une période additionnelle de trois (3) ans, débutant le 1er septembre 2017 et se terminant le 31 août 2020, aux conditions plus amplement décrites ci-après, au lieu d'exercer sa première option de prolongation prévue à l'article 3.3 du Bail;

IL EST PAR CONSÉQUENT MUTUELLEMENT CONVENU ENTRE LES PARTIES DE CE QUI SUIT :

1. PRÉAMBULE

1.1 Le préambule fait partie intégrante de la présente Convention d'amendement de Bail.

2. PROLONGATION DU TERME DU BAIL

2.1 Le terme du Bail est par la présente Convention d'amendement de Bail prolongé pour une période additionnelle de **trois (3) ans**, débutant le **1er septembre 2017** et se terminant le **31 août 2020** (le « ***Terme Prolongé*** »), le tout, aux mêmes termes et conditions que ceux prévus au Bail, sous réserves des dispositions de la présente Convention d'amendement de Bail.

PARAPHES	
LOCATEUR	LOCATAIRE

3. LOYER

3.1 Pour tout le Terme Prolongé, le loyer annuel de base sera de **dix dollars (10.00$)** par pied carré (ou cent sept dollars et soixante-quatre cents (107.64$) par mètre carré) de la superficie des Lieux Loués, soit **mille huit cent soixante-neuf dollars et trente-trois cents (1 869.33$)** par mois, plus les taxes applicables.

3.2 En plus du loyer annuel de base, le Locataire payera au Locateur les frais communs, l'électricité et les taxes foncières et scolaires, lesquels sont en date de la présente Convention d'amendement de Bail estimés et fixés comme suit :

- Pour les frais communs, jusqu'au 31 octobre 2017 inclusivement, des frais annuels de **dix-sept dollars et soixante-dix-sept cents (17.77$)** par mètre carré de la superficie des Lieux Loués, soit **trois cent huit dollars et soixante-et-un cents (308.61$)** par mois, plus les taxes applicables.

- Pour l'électricité, jusqu'au 31 octobre 2017 inclusivement, des frais annuels de **vingt-trois dollars et soixante-huit cents (23.68$)** par mètre carré de la superficie des Lieux Loués, soit **quatre cent onze dollars et vingt-quatre cents (411.24$) par mois**, plus les taxes applicables.

- Pour les taxes foncières et scolaires, jusqu'au 28 février 2018 inclusivement, des frais annuels de **cent seize dollars et cinquante-quatre cents (116.54$)** par mètre carré de la superficie des Lieux Loués, soit **deux mille vingt-trois dollars et quatre-vingt-dix-sept cents (2 023.97$)** par mois, plus les taxes applicables.

Les frais communs, l'électricité et les taxes foncières et scolaires sont augmentés annuellement pendant tout le Terme Prolongé, soit à compter du 1er novembre 2017 pour les frais communs et l'électricité, et à compter du 1er mars 2018 pour les taxes foncières et scolaires, de la manière établie aux articles 6.4 et 6.5 du Bail.

3.3 Le loyer est payable au Locateur sans demande, déduction, remise, diminution, compensation ni formalité à l'adresse du Locateur prévue à l'article 4.1, le premier jour ouvrable de chaque mois pendant tout le Terme Prolongé.

4. ADRESSE POUR FINS D'AVIS ET DE PAIEMENT DU LOYER ET DES AUTRES MONTANTS

4.1 L'adresse du Locateur pour tout avis ou paiement de loyer en vertu du Bail, tel qu'amendé de temps à autre, est la suivante :

LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.
Service Immobilier
245, rue Jean Coutu
Varennes (Québec) J3X 0E1

5. NUMÉROS DE TPS ET TVQ DU LOCATEUR

5.1 Les numéros de TPS et TVQ du Locateur sont les suivants :

TPS : 103038204 RT0001
TVQ : 1000638729 TQ0001

6. AUTRES CONDITIONS

6.1 À compter de la date de signature de la présente Convention d'amendement de Bail, les articles 3.2, 3.3 et 3.4 du Bail ne sont plus en vigueur.

PARAPHES	
LOCATEUR	LOCATAIRE

6.2 Le Locataire est déjà en possession des Lieux Loués, déclare bien connaître les Lieux Loués et les accepte « tels quels » dans leur condition existante, le Locateur n'ayant aucune obligation d'effectuer des modifications, altérations, réparations ou travaux et le Locataire n'a droit au versement d'aucune allocation pour améliorations locatives ou autre allocation, reprise de bail, somme ou paiement de quelque nature que ce soit de la part du Locateur, ni à aucune période de loyer gratuit ou période d'aménagement.

6.3 À l'exception de ce qui précède, tous les termes et conditions du Bail demeurent inchangés et en vigueur et, sauf stipulations contraires, les mots et expressions utilisés aux présentes auront la même signification et la même portée que ceux utilisés dans le Bail.

6.4 La présente Convention d'amendement de Bail lie les parties aux présentes ainsi que leurs successeurs et ayants droit.

EN FOI DE QUOI, les parties aux présentes ont signé la Convention d'amendement de Bail aux dates et endroits indiqués ci-dessous.

Le Locateur a signé à Varennes, ce 17 juillet 2017.

LE « LOCATEUR »
LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.

Témoin

Par : _____
François J. Coutu

Témoin

Par : _____
Normand Messier

Le Locataire a signé à Montréal, ce _____ 2017.

LE « LOCATAIRE »
VILLE DE MONTRÉAL

_____
Témoin

Par : _____
Me Yves Saindon

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1175372004

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section location
Objet :	Approuver un projet de renouvellement de bail par lequel la Ville de Montréal loue de Groupe Jean Coutu (PJC) inc., pour une période additionnelle de 3 ans à compter du 1er septembre 2017, un local d'une superficie d'environ 208,40 m² au 2505, boulevard Rosemont, à des fins de bureaux pour le Service de sécurité incendie de Montréal. La dépense totale est de 190 942,89 $ incluant les taxes. Bâtiment 8157

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1175372004 Bâtiment 8157.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Abdelkodous YAHYAOUI
Agent comptable analyste
Tél : 514-872-5885

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-09-05

Cathy GADBOIS
Chef de section - conseil et soutien financiers
Tél : 514 872-1443
Division :

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.66

2017/09/28 17:00

(2)

Dossier # : 1174565004

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue du locateur Développement Olymbec inc., un espace à bureaux situé au 5501, rue Westminster à Montréal, pour les besoins du poste de quartier 9 du Service de police de la Ville de Montréal pour un terme de 9 ans, soit du 1er février 2018 au 31 janvier 2027. La dépense totale est de 2 691 052 $, incluant les taxes. Bâtiment 8777.

Il est recommandé :

1. d'approuver le nouveau projet de bail par lequel la Ville loue de Développement Olymbec inc., pour une période de 9 ans, à compter du 1er février 2018, un espace d'une superficie de 6 060 pi² situé au 5501, rue Westminster et utilisé pour les besoins du poste de quartier 9 du Service de police de la Ville de Montréal, moyennant un loyer total de 1 627 287,19 $, incluant les taxes, et ce, aux clauses et conditions stipulées au projet de bail;
2. d'autoriser à cette fin, le coût des travaux d'aménagement payable en 2018 au locateur Développement Olymbec Inc., représentant un montant de 905 773,05 $ auquel s'ajoutent des contingences et des incidences d'un montant de 157 991,75 $, pour une dépense maximale de 1 063 764,80 $, incluant les taxes;
3. d'ajuster la base budgétaire du service responsable pour les années 2018 et suivantes conformément aux informations financières inscrites à l'intervention du Service des finances.
4. d'imputer cette dépense après avoir opéré le virement budgétaire conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-09-12 10:06

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1174565004**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue du locateur Développement Olymbec inc., un espace à bureaux situé au 5501, rue Westminster à Montréal, pour les besoins du poste de quartier 9 du Service de police de la Ville de Montréal pour un terme de 9 ans, soit du 1er février 2018 au 31 janvier 2027. La dépense totale est de 2 691 052 $, incluant les taxes. Bâtiment 8777.

CONTENU

CONTEXTE

Le poste de quartier 9 (PDQ 9) du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) occupe, depuis le 1er février 1997, un local d'une superficie de 4 532 pi² situé au 5757, boulevard Cavendish, dont le bail viendra à échéance le 31 janvier 2018. Les locaux du PDQ 9 sont désuets, les espaces sont restreints et ne répondent plus aux normes de sécurité.
Après analyse du dossier par le SPVM, celui-ci a mandaté le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) pour procéder à la relocalisation du PDQ 9. Une recherche de nouveaux sites a été lancée au printemps et, après analyse, une nouvelle location est recommandée au 5501, rue Westminster à Montréal.

Le bail a été négocié de gré à gré avec le locateur.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution CE17 1343 - 13 septembre 2017 - Approuver le 3e amendement de bail pour le PDQ 9 pour la période du 1er février 2017 au 31 janvier 2018.
Résolution CG07 0261 - 21 juin 2007 - Approuver le nouveau schéma de couverture de services et la nouvelle structure organisationnelle du Service de police de la Ville de Montréal.

DESCRIPTION

Le présent dossier recommande d'approuver le projet de bail par lequel la Ville loue, du locateur Développement Olymbec inc., un espace d'une superficie de 6 060 pi² situé au 5501, rue Westminster à Montréal, utilisé pour les besoins du nouveau poste de quartier 9 du SPVM, incluant 11 espaces de stationnement sans frais. Le terme du bail est de 9 ans, soit du 1er février 2018 au 31 janvier 2027.

Le présent dossier recommande également d'approuver le coût des travaux, selon un projet clé en main, pour l'aménagement du PDQ 9, représentant un montant maximum à remettre au locateur de 905 773,05 $, auxquels s'ajoutent des incidences et des contingences pour totaliser 1 063 764,80 $, taxes incluses.

JUSTIFICATION

Le PDQ actuel ne répond plus aux nouveaux besoins de sécurité et la situation géographique du nouvel emplacement convient aux opérations du SPVM.
Il s'avère essentiel de relocaliser le PDQ 9 et d'intégrer les nouveaux locaux avant la fin du bail actuel, c'est-à-dire au plus tard le 31 janvier 2018.

Le loyer brut proposé (16,00 $/pi² à 19,00 $/pi²) est avantageux considérant qu'il s'agit d'un local à vocation commerciale et que le locateur fournit 11 espaces de stationnement sans frais. Le taux de location pour un espace commercial pour ce type d'immeuble dans ce secteur oscille entre 22 et 28 $/pi²

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Dépense totale de loyer:

Superficie locative: 6 060 pi²	**Loyer total pour les années 1 à 9**	**Coût total payable à Hydro-Québec pour les années 1 à 9**	**Coût total payable pour l'entretien ménager pour les années 1 à 9**
Loyer brut annuel total	954 450,00 $	190 890,00 $	270 000,00 $
TPS - 5 %	47 722,50 $	9 544,50 $	13 500,00 $
TVQ - 9,975 %	95 206,39 $	19 041,30 $	26 932,50 $
Loyer total	**1 097 378,89 $**	**219 475,80 $**	**310 432,50 $**
Ristourne TPS	(47 722,50 $)	(9 544,50 $)	(13 500,00 $)
Ristourne TVQ	(47 603,19 $)	(9 520,65 $)	(13 466,25 $)
Loyer net annuel	1 002 053,19 $	200 410,65 $	283 466,25 $

Voir le détail du loyer en pièce jointe.

La dépense totale de loyer pour le terme de 9 ans représente un montant de 1 627 287,19 $, incluant les taxes. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

Le coût du loyer ainsi que les fluctuations seront assumés par le service responsable à même leur base budgétaire.

Coût des travaux d'aménagement

	2018
Coût des travaux d'aménagement clé en main	787 800,00 $
TPS (5 %)	39 390,00 $
TVQ (9,975 %)	78 583,05 $
Coût total des travaux à remettre au locateur	**905 773,05 $**
Contingences (+/- 8 %)	63 024,00 $
Incidences générales (+/- 5 %)	39 390,00 $
Incidences spécifiques (câblage téléphonique et informatique)	20 000,00 $
Incidences spécifiques pour du mobilier premier	15 000,00 $
TPS (5 %)	6 870,70 $
TVQ (9,975 %)	13 707,05 $

	157 991,75$
TOTAL	**1 063 764,80$**
Ristourne TPS (100 %)	46 260,70 $
Ristourne TVQ (50 %)	46 145,05 $
Coût net des travaux	971 359,05 $

Le coût des travaux d'aménagement, incluant les contingences, les incidences, la TPS et la TVQ est de 1 063 764,80 $.

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

Les travaux sont prévus au PTI 2017-2019 du SGPI.

Cette dépense concerne à la fois le budget de fonctionnement et le PTI.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La certification BOMA BEST n'est pas exigée puisqu'il s'agit d'une location d'un espace ayant une superficie inférieure à 1 000 m². L'obtention de la certification a cependant été suggérée au locateur. Par ailleurs, le locateur doit respecter les directives 01, 04 et 05 du Plan stratégique de développement durable de la Ville.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La relocalisation du PDQ 9 est nécessaire afin de répondre aux besoins opérationnels et de sécurité du SPVM.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un plan de communication sera préparé par le SPVM afin de faire connaître aux citoyens le nouvel emplacement du PDQ 9.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

L'approbation de ce dossier est prévue pour le conseil d'agglomération du 28 septembre 2017.
La prise de possession des locaux est prévue après la réalisation des travaux, soit le 1er février 2018.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Steve-Eric PICARD, Service de police de Montréal
Maline GAGNÉ-TRINQUE, Service de police de Montréal

Lecture :

Maline GAGNÉ-TRINQUE, 29 août 2017
Steve-Eric PICARD, 24 août 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie BERTRAND
Conseillère en immobilier

Tél : 514 280-4275
Télécop. : 514 280-3597

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-23

Guylaine CORMIER
Chef de division - Division des locations

Tél : 514 872-8484
Télécop. : 514 872-8350

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières et de la sécurité
Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2017-08-28

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI

Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2017-08-30

BAIL

8777-001

PDQ 9

Paraphes	
Locateur	Locataire

TABLE DES MATIÈRES

ARTICLE 1 – DÉFINITIONS

1.1 Aires et installations communes
1.2 Bail
1.3 Dépenses de nature capitalisable
1.4 Édifice
1.5 Expert
1.6 Frais d'exploitation
1.7 Immeuble
1.8 Lieux loués
1.9 Taxes foncières
1.10 Taxes de vente
1.11 Transformations
1.12 Travaux d'aménagement
1.13 Travaux de base

ARTICLE 2 – LIEUX LOUÉS

2.1 Désignation
2.2 Superficie locative des Lieux loués
2.3 Superficie locative totale de l'Édifice
2.4 Quote-part d'occupation
2.5 Stationnement

ARTICLE 3 – DURÉE

3.1 Durée
3.2 Renouvellement
3.3 Reconduction tacite

ARTICLE 4 – LOYER

4.1 Loyer
4.2 Loyer unitaire
4.3 Ajustement des Taxes foncières
4.4 Ajustement des Frais d'exploitation

ARTICLE 5 – TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT

5.1 Modalités
5.2 Fin des travaux
5.3 Acceptation provisoire
5.4 Acceptation définitive
5.5 Période d'emménagement
5.6 Retard
5.7 Pénalité
5.8 Paiement des Travaux d'aménagement
5.9 Remise en état

ARTICLE 6 – TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT ADDITIONNELS

6.1 Travaux sous la responsabilité du Locataire
6.2 Travaux sous la responsabilité du Locateur
6.3 Paiement

Paraphes	
Locateur	Locataire

ARTICLE 7 – <u>OBLIGATIONS DU LOCATEUR</u>

7.1 Accès
7.2 Respect des exigences
7.3 Entretien intérieur
7.4 Entretien extérieur
7.5 Bris de vitres
7.6 Graffitis
7.7 Température
7.8 Air frais
7.9 Eau
7.10 Électricité
7.11 Assurance
7.12 Sécurité incendie
7.13 Développement durable
7.14 Voies d'accès
7.15 Signalisation
7.16 Affichage
7.17 Désignation de responsables et remise des clés
7.18 Transformations
7.19 Stationnement et remisage
7.20 Sous-location et cession
7.21 Utilisation de l'Immeuble

ARTICLE 8 – <u>OBLIGATIONS DU LOCATAIRE</u>

8.1 Publication
8.2 Usage
8.3 Responsabilité et assurance
8.4 Avis
8.5 Réparations
8.6 Visites
8.7 Entretien ménager
8.8 Éclairage
8.9 Électricité

ARTICLE 9 – <u>DOMMAGES ET DESTRUCTION DES LIEUX LOUÉS</u>

9.1 Destruction partielle
9.2 Destruction totale
9.3 Résiliation

ARTICLE 10 – <u>DÉFAUT DU LOCATEUR</u>

10.1 Modalités

ARTICLE 11 – <u>DÉFAUT DU LOCATAIRE</u>

11.1 Modalités

ARTICLE 12 – <u>AMIANTE</u>

12.1 Déclaration
12.2 Test d'air
12.3 Correctifs
12.4 Défaut

Paraphes	
Locateur	Locataire

ARTICLE 13 – DIVERS

13.1 Rubriques
13.2 Renonciation
13.3 Accord complet
13.4 Force majeure
13.5 Lois applicables
13.6 Équipements de communication

ARTICLE 14 – POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE

14.1 Remise

ARTICLE 15 – ANNEXES

15.1 Énumération
15.2 Interprétation

ARTICLE 16 – ÉLECTION DE DOMICILE

16.1 Adresses
16.2 Modification
16.3 Avis

ARTICLE 17 – COURTIER

17.1 Commission

ARTICLE 18 – ENQUÊTE DE SÉCURITÉ

18.1 Pouvoir
18.2 Résiliation
18.3 Accès
18.4 Responsabilité

Paraphes	
Locateur	Locataire

BAIL

ENTRE : **DÉVELOPPEMENT OLYMBEC INC.** une personne morale constituée en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions, ayant son siège social au 333, Boul. Décarie, 5e étage, à la Ville de Montréal, province de Québec, H4N 3M9, ici représentée par Monsieur Derek Stern, son secrétaire, dûment autorisé aux fins des présentes; tel qu'il le déclare.

Ci-après nommée le « **Locateur** »

ET : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public constituée le 1er janvier 2002 en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006.

Ci-après nommée le « **Locataire** »

LESQUELLES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

Le Locateur loue, par les présentes, au Locataire, qui accepte, les Lieux loués décrits à l'article 2, le tout sujet aux clauses et conditions suivantes, savoir :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans ce Bail et ses annexes, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes et expressions qui suivent prennent la signification suivante :

1.1 **Aires et installations communes** : aires, installations, aménagements et équipements de l'Immeuble, excluant les stationnements intérieur et extérieur, qui ne sont pas loués ou désignés pour l'être et qui sont disponibles ou désignés, de temps à autre, par le Locateur pour l'usage ou le bénéfice de tous les locataires de l'Immeuble, y compris le Locataire, ainsi que leurs invités et employés.

1.2 **Bail** : le présent Bail, incluant le préambule et les annexes.

Paraphes	
Locateur	Locataire

1.3 **Dépenses de nature capitalisable** : dépenses reliées à l'Immeuble qui concernent les travaux de remise à neuf (rénovation) ou de remplacement de tout système, structure, ouvrage ou construction, notamment de système architectural, structural, de fenêtres, du toit, de système mécanique ou électrique et la réfection du stationnement, dont la dépense est habituellement capitalisable selon les pratiques comptables reconnues.

1.4 **Édifice** : le bâtiment dans lequel seront situés les Lieux loués décrit à l'article 2.

1.5 **Expert** : tout architecte, ingénieur, comptable agréé, arpenteur-géomètre ou autre professionnel qui, dans chaque cas, sera désigné par le Locateur avec l'approbation préalable du Locataire, sauf mention contraire au Bail, comme étant qualifié pour exécuter les fonctions pour lesquelles ses services seront retenus.

1.6 **Frais d'exploitation** : toutes les dépenses habituellement encourues par le Locateur pour les contrats de service généralement reconnus pour les immeubles locatifs de cette catégorie, incluant, sans limitation, les primes d'assurance, la surveillance, la gestion de l'immeuble, l'entretien ménager des espaces communs, l'entretien et les réparations intérieurs et extérieurs de l'Immeuble et des Lieux loués. Toutes les Dépenses de nature capitalisable sont exclues des Frais d'exploitation de l'Immeuble. Sont également exclues des Frais d'exploitation les Taxes foncières ainsi que toutes dépenses encourues par le Locateur pour le compte des autres locataires de l'Immeuble, incluant, sans limitation, les frais engagés pour faire respecter les baux des autres locataires et les pertes résultant des loyers impayés.

1.7 **Immeuble** : l'Édifice, le terrain sur lequel est érigé l'Édifice ainsi que les espaces de stationnement décrits à l'article 2.5.

1.8 **Lieux loués** : les espaces loués au Locataire décrits à l'article 2.

1.9 **Taxes foncières** : les taxes municipales et scolaires, incluant la taxe générale ainsi que toutes taxes spéciales imposées sur la valeur ou une autre caractéristique de l'Immeuble ou partie de celui-ci (frontage, superficie, stationnements, etc.) et, s'il y a lieu, le montant tenant lieu de telles taxes que doit assumer le Locateur, selon les lois en vigueur, à l'exclusion de toute autre taxe ou impôt, notamment toute taxe sur le capital et toute taxe ou impôt sur les grandes corporations.

1.10 **Taxes de vente** : la taxe fédérale sur les produits et services (TPS), la taxe de vente provinciale (TVQ), toutes taxes les remplaçant ou toutes nouvelles taxes payables par le Locateur ou le Locataire, selon le cas, suivant les modalités des lois applicables.

Paraphes	
Locateur	Locataire

1.11 **Transformations** : toutes modifications apportées par le Locateur à ses frais à l'Immeuble, y compris aux Lieux loués.

1.12 **Travaux d'aménagement** : les travaux requis pour adapter les Lieux loués aux besoins spécifiques de l'occupant, selon les exigences décrites au document intitulé « Programme fonctionnel et technique » lequel est joint au Bail comme Annexe C, ou tous autres travaux d'aménagement réalisés pendant la durée du Bail.

1.13 **Travaux de base** : les travaux requis et réalisés par le Locateur, à ses frais, excluant les Travaux d'aménagement, pour rencontrer les exigences du Programme fonctionnel et technique ou pour rendre et maintenir l'Immeuble conforme aux lois et règlements applicables, incluant, sans limitation, l'enveloppe de l'Édifice, les murs périphériques et la dalle des Lieux loués ainsi que tous les systèmes mécaniques et électriques de l'Édifice, à l'exclusion de la distribution dans les Lieux loués.

ARTICLE 2
LIEUX LOUÉS

2.1 **Désignation :** Un local situé au 1er étage du bâtiment sis au 5501-5509 (connu comme le 5501), Westminster, à Montréal, province de Québec, H4W 2J2, tel que montré sur le plan joint au Bail comme Annexe A. Cet emplacement est connu et désigné comme étant le lot 1 053 808 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

2.2 **Superficie locative des Lieux loués :** La superficie locative des Lieux loués est fixée à six mille soixante pieds carrés (6 060 pi^2).

2.3 **Superficie locative totale de l'Édifice :** La superficie locative de l'Édifice, c'est-à-dire la superficie de tous les espaces de l'Édifice destinés à la location, qu'ils soient loués ou non, est de cent cinq mille huit cent soixante et un pieds carrés (105 861 pi^2).

2.4 **Quote-part d'occupation :** La Superficie locative des Lieux loués équivaut à cinq virgule sept pour cent (5,7 %) de la superficie locative de l'Édifice.

Par ailleurs, si la Superficie locative de l'Édifice est augmentée, le Locateur devra faire mesurer par un Expert, selon la norme BOMA (ANSI-Z-65.1-1996) ou sa version la plus récente, la superficie de tous les espaces de l'Édifice destinés à la location incluant cette augmentation de superficie, qu'ils soient loués ou non, au plus tard trois (3) mois de la fin des travaux visant toute telle augmentation de la Superficie locative de l'Édifice. Cette modification liera les parties à compter de la

Paraphes	
Locateur	Locataire

date de la fin des travaux et le Locateur devra faire parvenir une copie certifiée de ce rapport de mesurage au Locataire dans les cinq (5) jours de son obtention.

2.5 **Stationnement** : Les Lieux loués comprennent huit (8) places de stationnement réservées et identifiées à l'usage exclusif du Locataire dont quatre (4) places sont à l'intérieur et quatre (4) places sont à l'extérieur de l'Édifice, deux (2) places de stationnement réservées et identifiées à l'usage des visiteurs du Locataire à l'extérieur de l'Édifice et une (1) place pour les personnes handicapées, ces derniers étant sans frais additionnels. Les places de stationnement sont identifiées sur le plan joint au Bail comme Annexe B.

ARTICLE 3
DURÉE

3.1 **Durée** : Le Bail est consenti pour un terme de neuf (9) ans, commençant le premier (1er) février deux mille dix-huit (2018) et se terminant le trente et un (31) janvier deux mille vingt-sept (2027). Si le Bail débute à une date différente de celle indiquée ci-dessus, le Locateur confirmera par écrit au Locataire la nouvelle date qui constituera la première et la dernière journée du Bail.

3.2 **Renouvellement** : Le Locateur accorde au Locataire l'option de renouveler le Bail à son échéance pour deux (2) termes additionnels et consécutifs de cinq (5) ans chacun (les « Termes Additionnels » ou individuellement un « Terme Additionnel »), aux mêmes termes et conditions, sauf quant au loyer de base qui sera alors à négocier selon le taux du marché et qui ne pourra être inférieur au loyer actuel, le tout sous réserve de l'approbation des autorités compétentes du Locataire au moment de ce renouvellement.

Pour exercer une option, le Locataire devra en aviser le Locateur par écrit, à ses bureaux, au moins un (1) an avant l'échéance du Bail ou de l'option en cours. Si le Locataire ne donne pas un tel avis écrit dans le délai prescrit, le Locateur devra alors demander par écrit au Locataire son intention quant à l'option de renouvellement. Le Locataire devra, dans un délai de soixante (60) jours à compter de la demande du Locateur, donner un avis écrit de son intention de se prévaloir de l'option, à défaut de quoi cette option et celle restante, le cas échéant, deviendront nulles et non avenues.

Si le Locataire avise le Locateur par écrit de son intention de renouveler le Bail dans le délai prescrit conformément aux dispositions du paragraphe immédiatement précédent, les parties devront négocier de bonne foi le loyer de base payable durant chaque Terme Additionnel et devront s'entendre au plus tard dans les cent quatre-vingt (180) jours suivant l'expiration de la Durée ou du

Paraphes	
Locateur	Locataire

premier Terme Additionnel, selon le cas.

Si les parties ne parviennent pas à s'entendre sur le loyer de base payable pour un Terme Additionnel avant l'expiration de la Durée ou du premier Terme Additionnel, selon le cas et compte tenu que les parties ont jusqu'à cent quatre-vingt (180) jours suivant l'expiration de la Durée ou du premier Terme Additionnel, selon le cas, pour négocier le loyer de base payable pour un Terme Additionnel, il est entendu que le Locataire continuera à payer pendant la période de négociation le même loyer de base payable que celui payable pendant la dernière année de la Durée ou du premier Terme Additionnel, selon le cas jusqu'à ce que les parties parviennent à une entente dans un délai maximum de cent quatre-vingt (180) jours suivant l'expiration de la Durée ou du premier Terme Additionnel, selon le cas.

Advenant que les parties s'entendent sur le loyer de base payable pour un Terme Additionnel dans les cent quatre-vingt (180) jours suivant l'expiration de la Durée ou du premier Terme Additionnel, le nouveau loyer de base sera payable rétroactivement au premier jour du Terme Additionnel en question. Si les parties ne parviennent pas à s'entendre sur le loyer de base payable pour le premier Terme Additionnel, et ce, dans les cent quatre-vingt (180) jours suivant l'expiration de la Durée, le loyer de base annuel payable pour le premier Terme Additionnel sera 16,00 $/pi^2 et si les parties ne parviennent pas à s'entendre sur le loyer de base payable pour le deuxième Terme Additionnel, et ce, dans les cent quatre-vingt (180) jours suivant l'expiration du Premier Terme Additionnel, le loyer de base annuel payable pour le deuxième Terme Additionnel sera 18,00 $/pi^2.

3.3 **Reconduction tacite** : Nonobstant les dispositions de l'article 1878 du *Code civil du Québec*, le Bail ne pourra être reconduit tacitement. Ainsi, si le Locataire ne donne pas avis de son intention de se prévaloir d'une option de renouvellement dans le délai prescrit, il sera réputé ne pas vouloir exercer toute telle option de renouvellement et, dans ce cas, le Bail se terminera de plein droit à son échéance.

Si le Locataire continue néanmoins à occuper les Lieux loués après l'échéance du Bail ou de l'option de renouvellement en cours, selon le cas, tous les termes et conditions du Bail continueront de s'appliquer et auront plein effet durant cette période d'occupation prolongée par le Locataire. Sous réserve des dispositions de l'article 3.2, le Locateur pourra mettre fin à cette occupation prolongée par le Locataire sur préavis écrit de cent quatre-vingt (180) jours.

Paraphes	
Locateur	Locataire

ARTICLE 4

LOYER

4.1 **Loyer** : Le Bail est consenti en considération d'un loyer annuel payable selon les modalités contenues à l'article 4.2 du Bail en douze (12) versements mensuels, égaux et consécutifs auxquels s'ajoutent les Taxes de vente, d'avance au début de chaque mois à compter de la première journée du Bail. Si cette date ne coïncide pas avec le premier (1er) jour du mois, un ajustement du loyer devra être fait pour ce mois au prorata du nombre de jours restant dans ce mois. Il en sera de même pour le dernier mois du Bail, le cas échéant. Le loyer sera ajusté selon les modalités contenues aux articles 4.3 et 4.4 du Bail et aux proratas d'occupation tels qu'établi à l'article 2.4.

4.2 **Loyer unitaire** : Le loyer, qui inclut les Frais d'exploitation et les Taxes foncières, se compose des coûts unitaires annuels suivants :

Pour la période du 1er février 2018 au 31 janvier 2021

► Loyer de base annuel	11,00 $/pi^2
► Taxes foncières pour la première année de la Durée sujet à 4.3	2,87 $/pi^2
► Frais d'exploitation pour la première année de la Durée sujet à 4.4 (incluant 15% frais gestion-administration et excluant la consommation électrique et l'entretien ménager)	2,13 $/pi^2
Total :	16,00 $/pi^2

Pour la période du 1er février 2021 au 31 janvier 2024

► Loyer de base annuel	12,50 $/pi^2
► Taxes foncières pour la première année de la Durée sujet à 4.3	2,87 $/pi^2
► Frais d'exploitation pour la première année de la Durée sujet à 4.4 (incluant 15% frais gestion-administration et excluant la consommation électrique et l'entretien ménager)	2,13 $/pi^2

Pour la période du 1er février 2024 au 31 janvier 2027

► Loyer de base annuel	14,00 $/pi^2
► Taxes foncières pour la première année de la Durée sujet à 4.3	2,87 $/pi^2
► Frais d'exploitation pour la première année de la Durée sujet à 4.4 (incluant 15% frais gestion-administration et excluant la consommation électrique et l'entretien ménager)	2,13 $/pi^2

4.3 **Ajustement des Taxes foncières :** Les Taxes foncières seront ajustées annuellement à la date d'anniversaire du Bail selon le coût réel défrayé par le Locateur, le tout calculé aux proratas d'occupation établis conformément aux dispositions de l'article 2.4. À cette fin, le Locateur devra produire annuellement au

Paraphes	
Locateur	Locataire

Locataire, une copie des comptes de Taxes foncières acquittés; à défaut, le Locataire pourra retenir tout versement de loyer jusqu'à production des documents requis.

Si le coût réel défrayé par le Locateur au cours d'une année est supérieur au montant des Taxes foncières versé par le Locataire au Locateur, le Locataire, après avoir effectué les vérifications appropriées, remboursera la différence au Locateur dans un délai raisonnable suivant la réception d'une copie des comptes de Taxes foncières acquittés.

Par contre, si le coût réel défrayé par le Locateur au cours d'une année est inférieur au montant des Taxes foncières versé par le Locataire au Locateur, le Locataire compensera ce surplus versé au Locateur à même ses versements de loyer jusqu'à pleine compensation.

Pour ces ajustements, les parties devront tenir compte, le cas échéant, de toute variation du montant des Taxes foncières payables pendant la durée du Bail suite à une révision de l'évaluation municipale due à une contestation devant l'organisme compétent. Le Locateur s'engage à aviser le Locataire, sans délai, de toute telle révision, et ce, même après l'expiration du Bail.

4.4 **Ajustement des Frais d'exploitation** : Chaque année, à la date d'anniversaire du Bail, un ajustement automatique des Frais d'exploitation sera fait sur une base annuelle et cumulative de deux pour cent (2%) par rapport à l'année immédiatement précédente.

ARTICLE 5
TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT

5.1 **Modalités** : Le Locateur devra effectuer, à ses frais, selon un projet clé en main et conformément aux normes et standards prévus au Programme fonctionnel et technique, les Travaux d'aménagement requis par le Locataire et livrer les Lieux loués dans un bon état de propreté générale dans les délais et selon les modalités suivantes :

5.1.1. Les plans préliminaires approuvés par le Locataire serviront de base aux plans d'exécution qui devront être préparés par un Expert.

5.1.2. Les plans d'exécution devront être soumis au Locataire pour approbation préalable. Ces plans, une fois approuvés par le Locataire, seront considérés comme finaux et les Travaux d'aménagement devront être conformes à ceux-ci. L'approbation du Locataire se limite toutefois à l'aspect architectural des Lieux loués et n'aura pas pour effet de dégager le

Paraphes	
Locateur	Locataire

Locateur de sa responsabilité d'effectuer les travaux conformément aux normes et standards prévus au Programme fonctionnel et technique.

5.1.3. Le Locateur et le Locataire conviennent que tout supplément (extra) devra faire l'objet d'une autorisation préalable et écrite du Locataire.

5.1.4. Si le Locateur effectue des travaux non conformes au Programme fonctionnel et technique ou aux plans d'exécution, il sera responsable de tous les coûts supplémentaires résultant de tous tels travaux.

5.1.5. Dans tous les cas, le Locateur sera responsable de conclure les contrats avec les architectes, ingénieurs, consultants, entrepreneurs, surveillants de travaux et autres intervenants, le tout en son nom et pour son compte. Le Locateur tiendra indemne le Locataire de toute poursuite, action ou réclamation, de quelque nature que ce soit, qui pourrait lui être adressée relativement aux Travaux d'aménagement.

5.1.6. L'entrepreneur et les principaux sous-traitants devront être des entreprises connues, faisant affaires au Québec et ayant une réputation établie dans le domaine. Le Locateur s'engage à communiquer au Locataire, par écrit, le nom de l'entrepreneur choisi.

5.1.7. Le Locateur devra vérifier le règlement de zonage et obtenir un permis de construction et tout autre permis nécessaire dont il assumera les frais.

5.1.8. Le Locataire pourra suivre l'évolution des Travaux d'aménagement afin de s'assurer, notamment, que ceux-ci sont réalisés conformément aux dispositions des présentes. La présence du représentant du Locataire, le cas échéant, n'aura pas pour effet de dégager le Locateur de sa responsabilité quant aux Travaux d'aménagement.

5.1.9. Le Locateur s'engage à faire en sorte que l'architecte, l'entrepreneur, les sous-traitants, fournisseurs de matériaux et de services, ouvriers et tout autre intervenant coopèrent raisonnablement avec le représentant du Locataire pour permettre à ce dernier de suivre l'évolution des Travaux d'aménagement afin de s'assurer que ceux-ci sont réalisés conformément aux dispositions des présentes.

5.1.10. Le Locataire pourra désigner toute autre personne que son représentant désigné pour visiter le chantier pendant les travaux, pour prendre des mesures ou pour faire toute inspection concernant les travaux. Un tel geste ne devra pas être interprété comme étant une prise de possession de la part du Locataire, ni une renonciation à quelque droit prévu au Bail.

Paraphes	
Locateur	Locataire

5.2 **Fin des travaux** : Les Travaux d'aménagement devront être terminés et avoir fait l'objet d'une acceptation provisoire selon les modalités prévues à l'article 5.3 au plus tard le 16 janvier 2018.

5.3 **Acceptation provisoire** : Dès que les Travaux d'aménagement seront terminés et que les Lieux loués seront prêts à l'usage auxquels ils sont destinés, un Expert accompagné du représentant du Locataire en fera l'examen en vue de leur acceptation provisoire. L'Expert attestera par écrit la conformité des Travaux d'aménagement, sous réserve de certains travaux à corriger ou à parachever dont il dressera une liste. Le certificat de parachèvement des Travaux d'aménagement, lequel indiquera les délais dans lesquels les déficiences devront être corrigées par le Locateur, devra être approuvé par le Locataire. Le délai maximum sera de quinze (15) jours, à moins qu'il s'agisse de travaux d'une complexité nécessitant un délai plus long.

5.4 **Acceptation définitive** : Lorsque tous les Travaux d'aménagement à corriger et à parachever mentionnés à la liste dressée lors de l'acceptation provisoire auront été complétés, l'Expert attestera par écrit l'acceptation définitive des Travaux d'aménagement.

Cette acceptation définitive des travaux ne couvre pas les vices ou malfaçons non apparents, de même que les travaux pour lesquels une inspection raisonnable ne peut être faite à cause d'une non-utilisation temporaire ou autre raison similaire, tel que le système de chauffage lorsque l'acceptation des travaux se fait pendant l'été ou la climatisation et l'état du stationnement lorsque l'acceptation des travaux a lieu en hiver.

5.5 **Période d'emménagement** : Après l'acceptation provisoire, le Locataire bénéficiera d'une période d'emménagement de quinze (15) jours pendant laquelle il ne paiera aucun loyer ni compensation de quelque nature que ce soit.

Le Bail débutera à la fin de la période d'emménagement. À cet effet, les parties se confirmeront par écrit les dates qui constitueront la première et la dernière journée du Bail si celles-ci ne coïncident pas avec les dates stipulées à l'article 3.1.

5.6 **Retard** : Si les Travaux d'aménagement ne sont pas terminés à la date prévue à l'article 5.2, à moins que le retard soit dû à un acte ou à une faute du Locataire, auquel cas cette date sera reportée d'un nombre de jours équivalant à la période d'un tel retard, le Locataire pourra, à sa seule et entière discrétion, exercer l'une ou l'autre des options suivantes :

a) consentir au Locateur un délai supplémentaire pour lui permettre de terminer

Paraphes	
Locateur	Locataire

les Travaux d'aménagement, auquel cas les dates prévues au Bail seront reportées en conséquence; ou

b) terminer lui-même les Travaux d'aménagement, aux entiers frais du Locateur. Le Locataire devra être remboursé pour les coûts de construction encourus (qui comprennent, entre autres, les coûts de base et les coûts accessoires), plus des frais d'administration et de gestion de cinq pour cent (5 %) sur les coûts encourus. Le Locataire sera autorisé à opérer compensation, contre toute somme payable au Locateur en vertu du Bail.

5.7 **Pénalité** : Le Locataire aura droit au remboursement de tous les dommages, coûts, frais, dépenses, débours et pénalités qu'il aura subis ou encourus compte tenu de l'exercice de l'une ou l'autre des options prévues à l'article 5.6.

De plus, le Locataire pourra retenir, à titre de compensation supplémentaire et sans formalité de justice, une somme équivalant aux frais réels encourus par le Locataire pour obtenir des locaux temporaires pendant la période de défaut du Locateur; le tout sous réserve des autres droits et recours du Locataire, à moins que le retard soit dû à un acte ou à une faute du Locataire, auquel cas cette compensation ne s'appliquera pas pour tout tel retard. Il est entendu que le Locateur doit aviser le Locataire dans les cinq (5) jours de la survenance de toute situation dont le Locataire est responsable et qui pourrait engendrer un retard dans l'exécution des Travaux d'aménagement, tel que mentionné à l'article 5.6.

5.8 **Paiement des Travaux d'aménagement** : Le coût des Travaux d'aménagement, incluant les honoraires professionnels, lequel représente un montant forfaitaire de sept cent quatre-vingt-sept mille huit cents dollars (787 800,00 $), excluant les Taxes de vente ainsi que tout coût supplémentaire (extra) ayant fait l'objet d'une approbation écrite du Locataire au préalable conformément aux dispositions de l'article 5.1.3, le cas échéant, est payable au Locateur sur présentation d'une facture, comme suit : quatre-vingt-cinq pour cent (85%) lors de l'acceptation provisoire et le solde, soit quinze pour cent (15%), lors de l'acceptation définitive.

5.9 **Remise en état** : À l'échéance du Bail, le Locataire pourra, à son choix, abandonner les aménagements ou les enlever, en tout ou en partie, incluant le mobilier intégré, la signalisation du Locataire, les serrures numériques, les chemins de clés, ainsi que toutes les composantes du système d'alarme, auquel cas il devra remettre les Lieux loués dans l'état de leur réception, compte tenu de leur vieillissement ou de l'usure normale.

Tout bien appartenant au Locataire ou à toute autre personne laissé dans ou sur les Lieux loués après la résiliation ou à l'échéance du Bail est réputé avoir été abandonné au profit du Locateur et ce dernier pourra en disposer à sa guise, sans

Paraphes	
Locateur	Locataire

qu'il ne doive quelque compensation ni indemnité que ce soit au Locataire ou à des tiers.

ARTICLE 6
TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT ADDITIONNELS

6.1 **Travaux sous la responsabilité du Locataire** : Le Locataire pourra, à ses frais, après en avoir avisé le Locateur par écrit, effectuer des Travaux d'aménagement additionnels dans les Lieux loués pendant la durée du Bail pourvu qu'ils n'affectent pas l'intégrité des structures, systèmes et équipements de l'Édifice. Dans son avis, le Locataire devra décrire la nature et l'étendue des travaux visés. Le Locataire retiendra les services de l'Expert de son choix.

Toutefois, si ces travaux affectent l'intégrité des structures, systèmes et équipements de l'Édifice, le Locataire devra obtenir, préalablement à l'exécution des travaux, la permission du Locateur, laquelle ne pourra être refusée ni retardée sans motifs raisonnables. Advenant que le Locateur autorise les travaux du Locataire affectant l'intégrité des structures, systèmes et équipements de l'Édifice, le Locateur devra les réaliser lui-même, aux frais du Locataire.

6.2 **Travaux sous la responsabilité du Locateur** : Si le Locataire demande au Locateur d'effectuer les Travaux d'aménagement additionnels du Locataire, un prix pour ces travaux devra être négocié avant leur réalisation et, à cet effet, le Locateur devra fournir au Locataire les informations requises à l'établissement d'un juste prix.

À défaut d'entente sur le prix, le Locateur s'engage à remettre au Locataire, dans les meilleurs délais, des directives concernant les travaux à être réalisés et à demander pour ces travaux des prix à trois (3) entrepreneurs désignés par le Locataire. L'entrepreneur ayant soumis la plus basse soumission conforme devra être retenu par le Locateur.

Dans ce cas, le Locateur devra, sous sa seule et entière responsabilité, faire réaliser tous les travaux, soit au prix convenu et par l'entrepreneur de son choix, soit par l'entrepreneur ayant soumis la plus basse soumission conforme au prix soumis. Dans ce dernier cas, le Locateur pourra majorer d'au plus cinq pour cent (5 %) ce prix, incluant les frais d'administration et de gestion ainsi que les profits.

Le Locateur devra réaliser les travaux dans le délai convenu avec le Locataire.

6.3 **Paiement** : Il est convenu entre les parties que le coût total des Travaux d'aménagement additionnels payé par le Locateur, incluant tous les coûts chargés par l'entrepreneur et le coût de financement, seront remboursés au comptant par le

Paraphes	
Locateur	Locataire

Locataire à la fin des travaux. Toutefois, si le coût des travaux est supérieur à 100,000.00$, le Locataire devra payer selon les modalités prévues à l'article 5.8.

ARTICLE 7
OBLIGATIONS DU LOCATEUR

Le Locateur s'engage, à ses frais, à :

7.1 **Accès** : donner libre accès aux Lieux loués aux employés du Locataire ainsi qu'au public, en tout temps pendant la durée du Bail.

7.2 **Respect des exigences** : fournir et maintenir les Lieux loués ainsi que l'Immeuble conformes aux exigences des lois, codes, règlements, ordonnances et décrets applicables ainsi qu'à celles décrites au Programme fonctionnel et technique et au Devis de performance technique, ce dernier étant joint au Bail comme Annexe D. Il produira à ses frais, sur demande du Locataire, les certificats requis (systèmes électromécaniques, protection des incendies, plans d'évacuation, etc.).

7.3 **Entretien intérieur** : maintenir, en tout temps au cours du Bail, les Lieux loués, leurs améliorations et Transformations ainsi que l'Édifice en bon état et propres à l'occupation et il devra, dès qu'il en sera requis, remédier à tout défaut et procéder aux réparations causées par l'usure normale. De plus, le Locateur devra effectuer l'entretien et le remplacement, au besoin, des équipements électromécaniques et de protection tel que prévu au Devis de performance technique au Bail comme Annexe D.

7.4 **Entretien extérieur** : maintenir l'extérieur de l'Immeuble propre et en bon état, et notamment :

a) tondre la pelouse et entretenir les plates-bandes, les trottoirs, les haies, les clôtures, les espaces de stationnement et tous autres éléments paysagers extérieurs, le tout sans faire l'utilisation de pesticides et d'herbicides ;

b) enlever la neige et la glace sur toutes les voies d'accès, dégager les marches, les entrées, les sorties d'urgence, les trottoirs, les espaces de stationnement et répandre les abrasifs et du fondant lorsque requis ; et

c) nettoyer les vitres extérieures.

7.5 **Bris de vitres** : remplacer, en cas de bris, les vitres intérieures et extérieures nonobstant la cause (feu, vol, vandalisme ou autre).

7.6 **Graffitis** : nettoyer avec des produits et du matériel adéquat lorsque des graffitis

Paraphes	
Locateur	Locataire

apparaissent à l'intérieur et à l'extérieur de l'Édifice.

7.7 **Température** : chauffer, ventiler, climatiser et maintenir dans les Lieux loués, en tout temps, une température et un taux d'humidité selon les besoins du Locataire, respectant les normes définies dans le Devis de performance technique.

7.8 **Air frais** : maintenir dans les Lieux loués, en tout temps, une gestion d'air frais respectant les normes définies dans le Devis de performance technique.

7.9 **Eau** : fournir le service d'eau domestique (froide et chaude) selon les besoins du Locataire.

7.10 **Électricité** : fournir l'électricité nécessaire à l'utilisation des Lieux loués selon les besoins du Locataire.

7.11 **Assurance** : souscrire et maintenir en vigueur, pendant la durée du Bail, une assurance de responsabilité civile formule générale contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile, incluant la responsabilité contractuelle découlant du Bail, que le Locateur peut encourir pour quelque raison que ce soit du fait de la propriété, de la location, de l'opération, de l'occupation ou de l'usage de l'Immeuble, accordant une protection pour une somme minimum de cinq millions de dollars (5 000 000,00 $), limite globale, par personne et par événement, pour blessures corporelles ou dommages matériels subis par qui que ce soit, y compris le Locataire. Cette police d'assurance doit contenir un avenant à l'effet qu'elle n'est ni annulable ni modifiable sans un avis préalable de trente (30) jours adressé au Locataire et une copie de cette police et de cet avenant devra être fournie au Locataire.

7.12 **Sécurité incendie** : assurer la protection des occupants des Lieux loués et fournir un plan d'évacuation des Lieux loués, le tout conformément aux règles en vigueur.

7.13 **Développement durable** : respecter les directives 01, 04 et 05 du Plan stratégique de développement durable du Locataire qui est joint au Bail comme Annexe E.

Dans le cadre de l'application de la politique de développement durable pour les édifices du Locataire, il est souhaitable que le Locateur obtienne la certification BOMA BEST pour l'Édifice.

7.14 **Voies d'accès** : voir à ce que l'accès de la voie publique à l'Édifice soit pavé et que l'accès des piétons soit séparé de celui des véhicules motorisés.

7.15 **Signalisation** : installer l'équipement requis pour la signalisation extérieure du Locataire aux endroits qui lui seront désignés par le Locataire. De plus, le Locateur doit installer et fournir, à l'extérieur, dans le hall d'entrée et aux étages, une signalisation conforme aux normes du Locataire.

Paraphes	
Locateur	Locataire

7.16 **Affichage** : voir à ce que tout affichage placé à l'intérieur des Lieux loués et des Aires et installations communes soit conforme à la *Charte de la langue française* et ses règlements.

7.17 **Désignation de responsables et remise des clés** : fournir au Locataire une liste complète des noms, adresses et numéros de téléphone des employés, préposés et mandataires du Locateur qui recevront les plaintes du Locataire, le cas échéant, et qui peuvent être rejoints en tout temps en cas d'urgence ou de panne de tout service qui doit être assuré par le Locateur en vertu du Bail, et ce, en vue d'effectuer les réparations qui pourraient être nécessaires au rétablissement de ces mêmes services dans les meilleurs délais. De plus, le Locateur devra remettre les clés uniquement au représentant désigné par le Locataire.

7.18 **Transformations** : prendre toutes les mesures requises pour minimiser les inconvénients et assurer la jouissance paisible des Lieux loués par le Locataire s'il doit effectuer des Transformations ou des Travaux de base. Le Locateur devra, au préalable, avoir obtenu l'autorisation écrite du Locataire avant d'entreprendre des travaux dans les Lieux loués.

7.19 **Stationnement et remisage** : assurer au Locataire la pleine jouissance des espaces de stationnement et de remisage, le cas échéant.

7.20 **Sous-location et cession** : permettre et par les présentes, permet au Locataire de sous-louer les Lieux loués, en tout ou en partie, le tout étant sujet aux conditions suivantes :

a) le sous-locataire devra s'engager à respecter toutes les obligations du Locataire en vertu du Bail ;

b) le sous-locataire devra souscrire et maintenir en vigueur, pendant la durée de la sous-location, à ses frais, une assurance de responsabilité civile formule générale contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile, que le sous-locataire peut encourir pour quelque raison que ce soit du fait de la sous-location, de l'occupation ou de l'usage des Lieux loués, accordant une protection pour une somme minimum de cinq millions de dollars (5 000 000,00 $), limite globale, par personne et par événement, pour blessures corporelles ou dommages matériels subis par qui que ce soit, y compris le Locateur. Cette police d'assurance doit contenir un avenant à l'effet qu'elle n'est ni annulable ni modifiable sans un avis préalable de trente (30) jours adressé au Locateur et une copie de cette police et de cet avenant devra être fournie au Locateur ; et

c) le Locataire et le sous-locataire demeureront solidairement responsables de

Paraphes	
Locateur	Locataire

l'accomplissement de toutes les obligations du Locataire prévues au Bail.

Par ailleurs, le Locataire ne pourra céder ses droits dans le Bail à moins d'avoir obtenu au préalable le consentement écrit du Locateur, lequel ne pourra refuser ce consentement sans motif raisonnable.

7.21 **Utilisation de l'Immeuble** : ne pas permettre ou tolérer que l'Immeuble soit utilisé, en tout ou en partie, à des fins incompatibles avec un poste de police. Sans limiter la portée de ce qui précède, une utilisation à des fins incompatibles comprend notamment un établissement détenant un permis d'alcool fermant ses portes après minuit, tel un bar ou une discothèque, à l'exception d'un établissement utilisé exclusivement comme restaurant ou restaurant-bar. Le Locateur s'engage à prendre, à ses frais, toutes les mesures nécessaires pour faire cesser toute telle utilisation incompatible.

ARTICLE 8
OBLIGATIONS DU LOCATAIRE

Le Locataire s'engage à :

8.1 **Publication** : prendre à sa charge le coût de la publication du Bail, sous la forme d'un avis de bail seulement.

8.2 **Usage** : n'utiliser les Lieux loués qu'aux seules fins d'un poste de police et autres activités connexes du Service de police ou d'un autre service du Locataire. Le Locataire ne sera pas obligé d'occuper ni d'opérer dans les Lieux loués et ceci ne constituera pas un changement de destination des Lieux loués. Par ailleurs, le Locataire aura accès aux Lieux loués vingt-quatre (24) heures par jour, et ce, sept (7) jours par semaine.

8.3 **Responsabilité et assurance** : tenir le Locateur indemne de tous dommages, de quelque nature que ce soit, de toutes réclamations, de tous jugements y compris les frais, et prendre le fait et cause du Locateur et intervenir dans toutes actions intentées contre ce dernier résultant directement ou indirectement de cette location, sauf en cas de négligence du Locateur, de ses employés, préposés, mandataires ou représentants. De plus, le Locataire se tiendra responsable de tous dommages qu'il pourra causer aux Lieux loués résultant de ses activités ou de l'entreposage de ses produits ou matériaux. Le Locataire déclare qu'il s'auto-assure et en conséquence, il ne sera tenu de souscrire à aucune assurance de quelque nature que ce soit.

8.4 **Avis** : aviser immédiatement le Locateur, par écrit, de toute défectuosité, fuite, de tout incendie ou dommage causé de quelque façon que ce soit aux Lieux loués ou

Paraphes	
Locateur	Locataire

à ses accessoires.

8.5 **Réparations** : permettre au Locateur de faire toutes réparations urgentes et nécessaires, d'exécuter tout acte d'entretien dans l'Immeuble ou dans les Lieux loués, d'examiner ces derniers et d'y entrer à ces fins ou pour toute autre fin qu'il pourrait juger nécessaire à l'exploitation ou à l'entretien de l'Immeuble ou ses équipements, sans aucune réduction de loyer ni indemnité, pourvu que les travaux soient complétés avec une diligence raisonnable.

8.6 **Visites** : permettre, pendant les six (6) derniers mois du Bail, à toute personne intéressée à louer les Lieux loués de les visiter, les jours ouvrables entre neuf heures (9h00) et dix-sept heures (17h00).

8.7 **Entretien ménager** : prendre à sa charge l'entretien ménager des Lieux loués.

8.8 **Éclairage** : remplacer tout ballast, ampoule, fusible ou tout tube fluorescent défectueux ou grillé.

8.9 **Électricité** : prendre à sa charge et payer directement à Hydro-Québec, à compter de la première journée de la Durée du Bail, la dépense en électricité et en éclairage afférente aux Lieux loués.

ARTICLE 9
DOMMAGES ET DESTRUCTION DES LIEUX LOUÉS

Si, pendant la durée du Bail, l'Édifice ou les Lieux loués sont, en tout ou en partie, endommagés ou détruits par incendie ou par toute autre cause, et que, de l'avis du Locataire, les Lieux loués sont devenus, en tout ou en partie, impropres à l'occupation, on appliquera alors les règles suivantes :

9.1 **Destruction partielle** : Dans le cas d'une destruction partielle des Lieux loués, le Locateur s'engage à aviser par écrit le Locataire, dans un délai de trente (30) jours, de la durée des travaux de réparation et si applicables, les modalités de relocalisation du Locataire.

Le Locateur devra procéder à la réparation des Lieux loués avec toute la diligence nécessaire. Le loyer sera alors réduit et réparti selon la partie encore utilisable des Lieux loués jusqu'à la réintégration complète du Locataire dans les Lieux loués.

Pour la partie non utilisable des Lieux loués, le Locateur devra, si des locaux dans l'Édifice sont disponibles, relocaliser, à ses frais, le Locataire dans des locaux comparables aux Lieux loués et le loyer sera ajusté en conséquence, étant entendu que le Locataire ne sera jamais appelé à payer un loyer supérieur à celui

Paraphes	
Locateur	Locataire

prévu au Bail. Si aucun local n'est disponible dans l'Édifice, alors le Locateur ne sera pas tenu de relocaliser le Locataire.

9.2 **Destruction totale** : Si les Lieux loués sont devenus totalement impropres à l'occupation, le Locateur pourra, à son choix, décider de réparer ou non les Lieux loués.

S'il décide de ne pas procéder aux réparations, le Locateur en avisera le Locataire par écrit le plus tôt possible et, sans encourir aucune responsabilité envers le Locataire pour les dommages subis lors d'un tel événement, sauf faute de sa part, le Bail prendra alors fin et le Locataire devra évacuer les Lieux loués et ne sera tenu de payer son loyer que jusqu'à la date de tels dommages ou destruction.

S'il décide de procéder aux réparations, le Locateur devra le faire avec toute la diligence nécessaire, et le Locataire sera exempté du paiement du loyer pour toute la période allant de la date de tels dommages ou destruction jusqu'à la date de relocalisation prévue ci-après.

Le Locateur devra faire son possible entre-temps pour relocaliser, à ses frais, le Locataire dans le portfolio du Locateur dans des locaux comparables aux Lieux loués et le loyer sera ajusté en conséquence, étant entendu que le Locataire ne sera jamais appelé à payer un loyer supérieur à celui prévu aux présentes. Si aucuns locaux comparables aux Lieux loués ne sont disponibles dans le portfolio du Locateur, alors le Locateur ne sera pas tenu de relocaliser le Locataire.

9.3 **Résiliation** : Nonobstant ce qui précède, le Locataire pourra mettre fin au Bail dans chacun des cas suivants :

a) dans un délai de trente (30) jours de l'avis écrit du Locateur, dans tous les cas de destruction totale ou partielle, s'il est impossible pour le Locateur de relocaliser le Locataire ;

b) dans un délai de trente (30) jours de l'avis écrit du Locateur indiquant la possibilité de relocaliser le Locataire, seulement si tel avis indique une durée des travaux de réparation de plus de cent vingt (120) jours dans le cas de destruction partielle et de plus de deux cent quarante (240) jours dans le cas de destruction totale ;

c) dans tous les cas de destruction totale ou partielle, dans un délai de trente (30) jours de l'expiration de la durée des travaux de réparation indiquée à l'avis écrit du Locateur, si les travaux de réparation ne sont toujours pas complétés de manière à permettre la réintégration complète du Locataire dans les Lieux loués, dans un délai de soixante (60) jours suivant l'avis du

Paraphes	
Locateur	Locataire

Locateur dans un cas de destruction partielle et de cent vingt (120) jours dans un cas de destruction totale. Il est entendu pour les fins du présent paragraphe que la durée des travaux est calculée à compter de la réception de l'avis écrit du Locateur, plus un délai additionnel de trente (30) jours applicable seulement dans le cas où le Locataire bénéficie de ce délai pour résilier le Bail.

d) dans tous les cas où le Locataire met fin au Bail en vertu du présent article, il ne sera alors tenu de payer le loyer que jusqu'à la date de cette destruction totale ou partielle, selon le cas.

ARTICLE 10
DÉFAUT DU LOCATEUR

10.1 **Modalités** : Dans le cas où le Locataire signifierait au Locateur un avis écrit de l'inexécution de l'une des obligations qui doit être assumée par ce dernier en vertu du Bail, et si le Locateur ne remédie pas à ce défaut :

a) dans les trois (3) jours à compter de la réception de cet avis écrit ; ou

b) dans le délai moindre indiqué par le Locataire dans cet avis, si, en raison de la nature de cette inexécution, le Locataire est susceptible de subir une perte ou un dommage;

alors, le Locataire pourra, sans autre avis au Locateur, prendre les mesures qui peuvent selon lui s'avérer nécessaires pour remédier à ce défaut et, sous réserve de tous les autres droits et recours du Locataire, le Locateur devra assumer tous les frais engagés par le Locataire pour remédier à ce défaut et, s'il n'acquitte pas ces frais lorsqu'il en sera requis, le Locataire est autorisé à déduire ces frais du loyer ou de tout autre montant payable par le Locataire au Locateur en vertu du Bail.

Pour les réparations jugées urgentes et nécessaires par le Locataire, pour la conservation ou l'usage des Lieux loués, le Locataire pourra y procéder, sous réserve de tous ses autres droits et recours, après en avoir informé ou tenté d'en informer le Locateur. Le Locateur devra rembourser au Locataire les dépenses raisonnables ainsi encourues. À défaut par le Locateur d'en effectuer le remboursement lorsqu'il en sera requis, le Locataire pourra déduire ces dépenses du loyer ou de tout autre montant payable par lui au Locateur en vertu du Bail.

Toute réparation effectuée par le Locataire pour le compte du Locateur demeurera néanmoins la responsabilité de ce dernier.

Paraphes	
Locateur	Locataire

Par ailleurs, l'encaissement par le Locateur d'un chèque après toutes telles déductions ne constituera pas en soi une acceptation par le Locateur d'une telle déduction.

Le droit du Locataire prévu ci-dessus de procéder aux réparations jugées par lui urgentes et nécessaires ne s'appliquera pas dans les cas de « DOMMAGES ET DESTRUCTION DES LIEUX LOUÉS » prévus à l'article 9.

ARTICLE 11
DÉFAUT DU LOCATAIRE

11.1 **Modalités** : Dans le cas où le Locateur signifierait au Locataire un avis écrit de l'inexécution de l'une des obligations qui doit être assumée par ce dernier en vertu du Bail, et si le Locataire ne remédie pas à ce défaut :

a) dans les trois (3) jours à compter de la réception de cet avis écrit ; ou

b) dans le délai moindre indiqué dans cet avis s'il y a urgence ou si, en raison de la nature de cette inexécution, le Locateur est susceptible de subir une perte ou un dommage;

alors, le Locateur pourra, sans autre avis au Locataire, prendre les mesures qui peuvent selon lui s'avérer nécessaires pour remédier à ce défaut et, sous réserve de tous les autres droits et recours du Locateur, le Locataire doit assumer tous les frais raisonnables engagés par le Locateur pour remédier à ce défaut, à moins que le Locataire ait commencé à remédier avec diligence à ce défaut auquel il ne peut être remédié raisonnablement dans les délais exigés. Dans ce cas, le Locataire pourra présenter au Locateur un plan de correction accompagné d'un échéancier.

ARTICLE 12
AMIANTE

12.1 **Déclaration** : Le Locateur déclare qu'il y a actuellement de l'amiante friable dans l'Édifice.

12.2 **Test d'air** : Le Locateur s'engage, à ses entiers frais, réaliser un test d'air par année, le tout selon les normes et règlements du milieu de travail (CNESST). Le Locateur fournira au Locataire, sans frais, une copie des résultats de ces tests d'air.

12.3 **Correctifs** : Le Locateur s'engage de plus, si les résultats des tests d'air ne respectent pas les normes prescrites, à apporter les correctifs nécessaires à ses

Paraphes	
Locateur	Locataire

frais et à soumettre son plan d'action au Locataire dans les meilleurs délais.

12.4 Défaut : Advenant le défaut du Locateur de respecter ses engagements, le Locataire pourra, à son choix, mettre fin au Bail, sans aucun recours en dommage de quelque nature que ce soit de la part du Locateur. De plus, le Locataire pourra réclamer du Locateur tous les coûts inhérents à la relocalisation des occupants.

ARTICLE 13
DIVERS

13.1 Rubriques : Les rubriques précédant les clauses du Bail n'y figurent que pour la commodité de sa consultation à titre de référence seulement et ne peuvent servir à l'interpréter.

13.2 Renonciation : Le fait que le Locataire ou le Locateur n'ait pas exigé de l'autre l'exécution d'une quelconque obligation contenue au Bail ou qu'il n'ait pas exercé un droit prévu au Bail, ne peut en aucun cas être considéré comme une renonciation à l'exécution d'une obligation du Locataire ou du Locateur ou à l'exercice d'un droit d'une partie, qui garde son plein effet.

13.3 Accord complet : Les parties conviennent que le Bail constitue une entente complète et rescinde toute entente antérieure, convention, pourparler, offre de location, garantie ou autre accord intervenu entre elles antérieurement à la signature du Bail et que ce dernier ne peut être modifié que par une nouvelle convention écrite toute aussi formelle que la présente.

13.4 Force majeure : Aucune des parties ne peut être considérée en défaut dans l'exécution de ses obligations en vertu du Bail si telle exécution est retardée, retenue ou empêchée par suite de force majeure. La force majeure est toute cause ne dépendant pas de la volonté des parties, qu'elles n'ont pu raisonnablement avoir prévue et contre laquelle elles n'ont pu se protéger. La force majeure comprend, mais sans limitation, toute grève, tout arrêt de travail, tout incendie, toute émeute, toute intervention par les autorités civiles ou militaires, tout acquiescement aux règlements ou aux ordonnances de toutes autorités gouvernementales et tout fait de guerre.

13.5 Lois applicables : Le Bail est régi par les lois du Québec.

13.6 Équipements de communication : À tout moment pendant la durée du Bail, le Locateur s'engage à mettre à la disposition du Locataire, sur demande du Locataire, un espace sur le toit de l'Édifice afin de permettre au Locataire d'y installer, sujet à la réglementation applicable, des équipements de communication, incluant, sans limitation, une antenne parabolique, des satellites, des soucoupes,

Paraphes	
Locateur	Locataire

une antenne mobile de réception et de transmission, une tour, des systèmes de transmission de données utilisant la fibre optique et tout autre équipement de même nature, le tout sans loyer ni autre frais de quelque nature que ce soit. Toutes les dépenses reliées à tout tel équipement, incluant, sans limitation, les coûts d'installation, d'entretien et de réparation ainsi que les coûts d'énergie seront assumés par le Locataire. De plus, le Locataire sera responsable d'obtenir, à ses frais, tous les permis requis pour opérer un tel équipement.

ARTICLE 14
POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE

14.1 Remise : Le Locataire a adopté une politique de gestion contractuelle conformément aux dispositions de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et il a remis une copie de cette politique au Locateur.

ARTICLE 15
ANNEXES

15.1 Énumération : Les documents suivants sont annexés au Bail et en font partie intégrante :

- Annexe A : Plan des Lieux loués
- Annexe B : Plan du stationnement
- Annexe C : Programme fonctionnel et technique
- Annexe D : Devis de performance technique
- Annexe E : Plan stratégique de développement durable

15.3 **Interprétation** : En cas de contradiction entre le texte du Bail et celui des annexes, les termes, clauses et conditions du Bail auront préséance sur ceux des annexes.

Paraphes	
Locateur	Locataire

ARTICLE 16

ÉLECTION DE DOMICILE

16.1 Adresses : Chacune des parties élit domicile à son adresse ci-après mentionnée et convient que tout avis à être donné en vertu du Bail devra être soit posté par courrier recommandé, soit remis de la main à la main ou soit encore signifié par huissier aux adresses suivantes :

► Pour le Locateur :

DÉVELOPPEMENT OLYMBEC INC.
À l'attention du département de location
333, boul. Décarie, 5e étage
Montréal, Québec, H4N 3M9
Téléphone : 514-344-3334
Télécopieur : 514-344-8027

► Pour le Locataire :

VILLE DE MONTRÉAL
Direction des stratégies et transactions immobilières
Section Locations
303, rue Notre Dame Est, 2ème étage
Montréal, Québec, H2Y 3Y8

16.2 Modification : Les adresses ci-dessus peuvent être modifiées sur avis écrit, mais ce, uniquement à l'intérieur du district judiciaire de Montréal. Si l'une des parties négligeait d'aviser l'autre d'un changement d'adresse, cette partie sera réputée avoir élue domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure du district judiciaire de Montréal.

16.3 Avis : Tout avis transmis par courrier recommandé sera réputé avoir été reçu dans les cinq (5) jours suivant sa mise à la poste, si le service postal fonctionne normalement. Dans le cas contraire, l'avis devra être soit remis de la main à la main ou soit signifié par huissier. Dans le cas de remise de la main à la main de cet avis, ou de sa signification par huissier, l'avis sera réputé avoir été reçu le jour même de sa remise, de sa signification ou de sa transmission.

ARTICLE 17

COURTIER

17.1 Commission : Toute commission ou autre rémunération de quelque nature que ce

Paraphes	
Locateur	Locataire

soit payable à un courtier ou agent relativement à la présente location sera assumée exclusivement par le Locateur, le tout à la complète exonération du Locataire. Le Locataire déclare n'avoir retenu les services d'aucun courtier relativement à la présente location.

ARTICLE 18
ENQUÊTE DE SÉCURITÉ

18.1 Pouvoir : Le Locateur, ses administrateurs, actionnaires, dirigeants et gestionnaires, le cas échéant, ont tous fait l'objet d'une enquête de sécurité préalablement à la signature du Bail. Le Locateur devra aviser le Locataire par écrit, sans délai, de tout transfert de propriété de l'Immeuble ou de tout changement d'administrateur, d'actionnaire, de dirigeant et de gestionnaire qui pourrait survenir pendant la durée du Bail. À moins d'indication contraire du Locataire, tout nouveau propriétaire de l'Immeuble ou administrateur, actionnaire, dirigeant et gestionnaire du Locateur devra également faire l'objet d'une enquête de sécurité.

18.2 Résiliation : Si les obligations stipulées à l'article 18.1 ne sont pas respectées ou si les résultats de toute enquête de sécurité réalisée par le Locataire ne sont pas à l'entière satisfaction de celui-ci, le Locataire pourra résilier le Bail en signifiant au Locateur un préavis écrit de trente (30) jours à cet effet, sans dévoiler les résultats de l'enquête ni les méthodes utilisées qui demeureront confidentielles, le tout sans indemnité ni compensation de quelque nature que ce soit pour le Locateur, les personnes ayant fait l'objet de toute telle enquête et les tiers.

18.3 Accès : Seules les personnes ayant fait l'objet d'une enquête de sécurité au préalable seront admises à pénétrer dans les Lieux loués. À cette fin, le Locateur devra fournir au Locataire, dans les dix (10) jours suivant la signature du Bail, une liste de ses employés (réguliers et suppléants), mandataires et sous-traitants qui auront accès aux Lieux loués. Cette liste devra contenir toutes les informations personnelles requises pour permettre au Locataire de réaliser adéquatement ses enquêtes de sécurité. Suite à ces enquêtes, seules les personnes acceptées par le Locataire auront accès aux Lieux loués. Le Locateur devra maintenir cette liste à jour et aviser le Locataire par écrit, sans délai, de tout remplacement ou d'ajout d'employés, de mandataires et sous-traitants.

18.4 Responsabilité : Le Locateur sera responsable de l'exactitude des renseignements fournis au Locataire pour les fins précitées et il s'engage à tenir le Locataire indemne de toute réclamation ou poursuite, de quelque nature que ce soit, relative à une enquête de sécurité ainsi réalisée par le Locataire.

Paraphes	
Locateur	Locataire

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé, en triple exemplaire, à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective.

DÉVELOPPEMENT OLYMBEC INC.

Le _____ août 2017.

_____

Derek Stern, secrétaire

VILLE DE MONTRÉAL

Le _____ 2017.

_____

Yves Saindon, greffier

Ce Bail a été approuvé le _____

Résolution no : _____

Paraphes	
Locateur	Locataire

Aspects financiers

Superficie locative en pi² : 6 060	Loyer actuel	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Année 6	Année 7	Année 8	Année 9	
Loyer de base $/pi²		11,00	11,00	11,00	12,50	12,50	12,50	14,00	14,00	14,00	
Frais d'exploitation $/pi²		2,13	2,13	2,13	2,13	2,13	2,13	2,13	2,13	2,13	
Taxes foncières $/pi²		2,87	2,87	2,87	2,87	2,87	2,87	2,87	2,87	2,87	
Loyer au pi²		16,00	16,00	16,00	17,50	17,50	17,50	19,00	19,00	19,00	
Loyer annuel en $		96 960,00 $	96 960,00 $	96 960,00 $	106 050,00 $	106 050,00 $	106 050,00 $	115 140,00 $	115 140,00 $	115 140,00 $	954 450,00 $
Stationnement sans frais		- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	
Loyer total avant taxes		96 960,00 $	96 960,00 $	96 960,00 $	106 050,00 $	106 050,00 $	106 050,00 $	115 140,00 $	115 140,00 $	115 140,00 $	

Loyer pour la période du:	01/02/2018 au 31/12/2018 (11 mois)	01/01/2019 au 31/12/2019 (12 mois)	01/01/2020 au 31/12/2020 (12 mois)	01/01/2021 au 31/01/2021 (1 mois)	01/02/2021 au 31/12/2021 (11 mois)	01/01/2022 au 31/12/2022 (12 mois)	01/01/2023 au 31/12/2023 (12 mois)	01/01/2024 au 31/01/2024 (1 mois)	01/02/2024 au 31/12/2024 (11 mois)	01/01/2025 au 31/12/2025 (12 mois)	01/01/2026 au 31/12/2026 (12 mois)	01/01/2027 au 31/01/2027 (1 mois)	
								- $					
Loyer total avant taxes	88 880,00 $	96 960,00 $	96 960,00 $	8 080,00 $	97 212,50 $	106 050,00 $	106 050,00 $	8 837,50 $	105 545,00 $	115 140,00 $	115 140,00 $	9 595,00 $	**954 450,00 $**
TPS	4 444,00 $	4 848,00 $	4 848,00 $	404,00 $	4 860,63 $	5 302,50 $	5 302,50 $	441,88 $	5 277,25 $	5 757,00 $	5 757,00 $	479,75 $	47 722,50 $
TVQ	8 865,78 $	9 671,76 $	9 671,76 $	805,98 $	9 696,95 $	10 578,49 $	10 578,49 $	881,54 $	10 528,11 $	11 485,22 $	11 485,22 $	957,10 $	95 206,39 $
Total	**102 189,78 $**	**111 479,76 $**	**111 479,76 $**	**9 289,98 $**	**111 770,07 $**	**121 930,99 $**	**121 930,99 $**	**10 160,92 $**	**121 350,36 $**	**132 382,22 $**	**132 382,22 $**	**11 031,85 $**	**= 1 097 378,89 $**
Ristourne de TPS	4 444,00 $	4 848,00 $	4 848,00 $	404,00 $	4 860,63 $	5 302,50 $	5 302,50 $	441,88 $	5 277,25 $	5 757,00 $	5 757,00 $	479,75 $	47722,5
Ristourne TVQ (50%)	4 432,89 $	4 835,88 $	4 835,88 $	402,99 $	4 848,47 $	5 289,24 $	5 289,24 $	440,77 $	5 264,06 $	5 742,61 $	5 742,61 $	478,55 $	47 603,19 $
Loyer net	93 312,89 $	101 795,88 $	101 795,88 $	8 482,99 $	102 060,97 $	111 339,24 $	111 339,24 $	9 278,27 $	110 809,06 $	120 882,61 $	120 882,61 $	10 073,55 $	1 002 053,19 $

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1174565004

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division locations
Objet :	Approuver le projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue du locateur Développement Olymbec inc., un espace à bureaux situé au 5501, rue Westminster à Montréal, pour les besoins du poste de quartier 9 du Service de police de la Ville de Montréal pour un terme de 9 ans, soit du 1er février 2018 au 31 janvier 2027. La dépense totale est de 2 691 052 $, incluant les taxes. Bâtiment 8777.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1174565004 - Information comptable.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Préposé au budget - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514 872-1021
Co-auteur
Marie-France Lesage
Conseillère budgétaire Service des finances
Point de service - Sécurité publique

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-29

Yves COURCHESNE
Directeur de service - finances et tresorier

Tél : 514 872-6630

Division : Service des finances

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.67

2017/09/28 17:00

(2)

Dossier # : 1170191005

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction , Division du développement économique et des initiatives stratégiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	-
Compétence d'agglomération :	Centre local de développement
Projet :	-
Objet :	Accorder une nouvelle avance de fonds de 700 000 $ à Concertation régionale de Montréal / Approuver un projet de convention à cet effet

Il est recommandé :

1. d'accorder une avance de fonds de 700 000 $ à Concertation régionale de Montréal, sur la somme de 6,3 M$ prévue à l'entente en attente d'une approbation du MAMOT, à même le budget du Service du développement économique;
2. d'approuver le projet de convention entre la Ville et Concertation régionale de Montréal établissant les modalités et conditions de versement de cette avance de fonds.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-09-08 17:35

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1170191005**

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction , Division du développement économique et des initiatives stratégiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	-
Compétence d'agglomération :	Centre local de développement
Projet :	-
Objet :	Accorder une nouvelle avance de fonds de 700 000 $ à Concertation régionale de Montréal / Approuver un projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

Concertation régionale de Montréal, ci-après Concertation Montréal, est un organisme à but non lucratif (obnl) créé pour prendre la relève de la Conférence régionale des élus de Montréal (CRÉ) en matière de concertation, suite à l'abolition de cette dernière par la Loi concernant principalement la mise en oeuvre de certains dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016. L'organisme a reçu de la Ville, en 2015 et 2016, une contribution financière afin qu'il poursuive, jusqu'au 31 décembre dernier, ses actions en matière de concertation régionale.

Une entente de principe sur la somme et les mandats que recevrait l'organisme de la Ville entre le 1er janvier 2017 et le 31 décembre 2019 est intervenue à la fin de décembre dernier. Compte tenu que cette entente regroupe des mesures afin de favoriser le développement local et régional sur le territoire de l'agglomération de Montréal et, qu'à cet égard, elle serait financée par le Fonds de développement des territoires (FDT), le protocole la mettant en oeuvre a été transmis, pour approbation, au ministère des Affaires municipales et de l'occupation du territoire (MAMOT) à la fin de mars dernier.

Une première avance de fonds, couvrant les services de Concertation Montréal de janvier à avril 2017 a été approuvée le 26 janvier 2017, puis une seconde le 30 mars dernier afin de couvrir les besoins de l'organisme pour la réalisation des mandats établis pour la période du 1er janvier au 31 août 2017.

Le ministère n'a pas encore approuvé, par décret ministériel, l'entente intervenue.

Afin d'éviter la rupture des services de Concertation Montréal et permettre la poursuite des mandats établis dans l'entente, le présent dossier propose une nouvelle avance de fonds,

d'un montant de 700 000 $, afin de rétribuer les services de l'organisme pour la période du 1er septembre au 31 décembre 2017.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0231 - 15 juin 2017 - Accorder une nouvelle avance de fonds de 700 000 $, sur une contribution prévue de 6 300 000 $, à Concertation régionale de Montréal, à même le budget du Service du développement économique

- CG17 0103 - 30 mars 2017 - Demander au ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du Territoire d'autoriser la Ville à conclure une entente de délégation en matière de développement local et régional avec Concertation régionale de Montréal
- CG17 0019 - 26 janvier 2017 - Accorder une avance de fonds de 700 000 $, sur une contribution prévue de 6,3 millions $ à Concertation régionale de Montréal, à même le budget du Service du développement économique
- CE16 2102 - 12 décembre 2016 - d'approuver un projet de convention de prolongation de sous-location par lequel la Ville sous-loue à Concertation régionale de Montréal, à des fins de bureaux, un local d'une superficie de 4 100 pieds carrés, au 8^{e} étage de l'immeuble situé au 1550, rue Metcalfe, pour une période de 6 mois, à compter du 1er janvier 2017, moyennant un loyer total de 73 500 $, plus les taxes applicables, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de convention;
- CM16 1064 - 26 septembre 2016 - Accorder un contrat de services professionnels à Concertation régionale de Montréal pour la réalisation du projet #JEUNESSE375MTL, dans le cadre du 375^{e} anniversaire de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 300 000 $, taxes incluses;
- CM15 1489 - 15 décembre 2015 - Accorder un soutien financier non récurrent de 425 000 $ à Concertation régionale de Montréal pour la tenue du Festival Eurêka! du 10 au 12 juin 2016, dans le cadre de l'Entente de 175 M$ avec le Gouvernement du Québec;
- CM15 0762 - 15 juin 2015 - Accorder un soutien financier de 3 220 000 $ à l'organisme Concertation régionale de Montréal pour la période du 19 juin 2015 au 31 décembre 2016 pour favoriser et renforcer la concertation sur le territoire de l'agglomération;
- CG15 0275 - 30 avril 2015 - Reconnaître l'organisme Concertation Montréal comme interlocuteur privilégié en matière de concertation intersectorielle et de développement régional et comme l'organisme à but non lucratif auquel l'agglomération entend confier des pouvoirs, tel que prévu dans le projet de loi n°28, lui verser une contribution financière jusqu'à un maximum de 400 000 $, au besoin et sur présentation de pièces justificatives, afin d'assumer le manque à gagner entre la date de dissolution de la CRÉ de Montréal et la signature de la nouvelle entente avec le conseil d'agglomération et mandater les élus municipaux membres du comité de transition chargé de la liquidation de la CRÉ à procéder au transfert vers Concertation Montréal, sous réserve que le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire autorise ledit transfert.

DESCRIPTION

L'avance de fonds de 700 000 $ est calculée sur la base d'un versement mensuelle de la somme prévue à l'entente de principe intervenue en décembre dernier et intégrée à l'entente en attente de l'approbation du MAMOT, soit 175 000 $, multiplié par le nombre de mois pour lesquels la somme est requise.

Outre ces aspects financiers, l'entente d'avance de fonds précise les mandats pour lesquels elle doit être utilisée. Ces mandats font aussi partie de l'entente de principe et sont intégrés à l'attente en attente de l'approbation du MAMOT.

JUSTIFICATION

Une entente de délégation financée par le FDT, une source du Gouvernement du Québec, doit être approuvée par ce dernier. L'entente à intervenir avec Concertation Montréal a donc été transmise au MAMOT, le ministère responsable du FDT, immédiatement après l'adoption de la résolution du conseil d'agglomération l'autorisant le 30 mars dernier. La Ville doit attendre l'approbation du MAMOT avant de pouvoir elle-même approuver formellement cette entente.

L'avance de fonds permettra d'assurer un continuum dans la réalisation des mandats reçus par Concertation Montréal et ce, jusqu'au 31 décembre 2017.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La somme de 700 000 $ nécessaire au versement de l'avance de fonds est prévue au budget du Service du développement économique. Cette somme sera entièrement assumée par l'agglomération.
Le présent dossier n'a aucun impact sur le cadre financier de la Ville.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le mandat 4 de l'entente a pour objet la mobilisation des organisations partenaires externes au Plan Montréal durable 2016-2020.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'avance de fonds permettra à Concertation Montréal de poursuivre la réalisation des mandats prévus à l'entente en attente de l'approbation du MAMOT.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a aucune opération de communication planifiée pour le présent dossier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Approbation de l'entente par le MAMOT : automne 2017

- Approbation finale de l'entente et entrée en vigueur : 1er trimestre 2018

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Julie GODBOUT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Johanne DEROME, Service de la diversité sociale et des sports
Danielle LUSSIER, Direction générale
Patrice ALLARD, Service de la diversité sociale et des sports
Tommy KULCZYK, Service de la diversité sociale et des sports
Arianne JUSTAFORT, Direction générale

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvie B BERTRAND
Conseillère en planification

Tél : 872-2374
Télécop. : 872-0049

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-09-08

Véronique DOUCET
Directrice

Tél : 514 872-3116
Télécop. :

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 ;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET : **CONCERTATION RÉGIONALE DE MONTRÉAL**, personne morale légalement constituée en vertu de la partie III de la *Loi sur les compagnies*, dont la principale place d'affaires est au 425, boulevard De Maisonneuve Ouest, suite 1100, Montréal (Québec) H3A 3G5, agissant et représentée par Marie-Eve Brunet, présidente, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Ci-après appelée l'« **ORGANISME** »

ATTENDU QUE l'Organisme est reconnu par la Ville comme un interlocuteur privilégié en matière de concertation intersectorielle et de développement régional;

ATTENDU QUE la Ville souhaite poursuivre sa collaboration avec l'Organisme en lui confiant des mandats dans le cadre d'une entente à intervenir;

ATTENDU QUE cette entente doit recevoir l'approbation du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire;

ATTENDU QUE la Ville veut que l'Organisme poursuive la réalisation des mandats reçus dans le cadre d'une précédente entente;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
OBJET

La présente convention établit les conditions et modalités du versement d'une avance de fonds par la Ville à l'Organisme.

ARTICLE 2
OBLIGATIONS DE l'ORGANISME

L'Organisme s'engage à :

2.1 poursuive la réalisation des mandats décrits à l'annexe A en fonction des orientations convenues avec la directrice du Service du développement économique de la Ville;

2.2 conclure une entente avec la Ville pour la période 2017-2019 relative à la réalisation des mandats décrits à l'annexe A.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville s'engage à :

3.1 verser à l'Organisme une avance de fonds de 700 000 $ sur une contribution prévue de 6,3 M$ incluant, le cas échéant, toute taxe sur les produits et services (TPS et TVQ); cette somme est payable à la signature de la présente convention.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention, d'une durée de quatre (4) mois, débute le 1er septembre 2017 et se termine le 31 décembre 2017.

ARTICLE 5
REPRÉSENTANT DES PARTIES

5.1 La Ville désigne la directrice du Service du développement économique de la Ville de Montréal ou toute autre personne nommée par écrit par cette dernière comme représentante autorisée.

5.2 L'Organisme désigne comme représentante autorisée sa présidente.

5.3 Une partie peut en tout temps désigner par écrit un autre responsable aux fins de l'application de la présente convention.

ARTICLE 6
INDEMNISATION - ASSURANCES

L'Organisme s'engage, en tout temps, à tenir la Ville indemne de toute réclamation et de tout dommage de quelque nature que ce soit découlant de l'exécution des présentes. L'Organisme s'engage à prendre fait et cause pour la Ville dans toute action intentée contre cette dernière en

raison des présentes ou de l'exercice des droits en découlant et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention; ou

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, la directrice du Service du développement économique de la Ville avise, par écrit, l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'elle détermine. La Ville réserve tous les droits et recours pouvant être exercés par elle pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.2, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 7 (Défaut), l'Organisme doit remettre à la Ville toute somme non encore employée reçue de celle-ci. L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison d'une telle résiliation.

8.2 Les parties peuvent mettre fin à cette convention en tout temps, sur préavis écrit de trente (30) jours, sans aucun recours l'une contre l'autre pour perte de profits, ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation. La contribution de la Ville est alors ajustée au prorata du nombre de jours écoulés sur la durée de la convention et l'Organisme devra remettre à la Ville, sur demande de la directrice du Service du développement économique, toute portion de contribution reçue en trop.

ARTICLE 9
DISPOSITIONS FINALES

9.1 Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

9.2 La présente convention lie les héritiers et les représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

9.3 Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

9.4 Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

9.5 La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par :.....
Yves Saindon
Greffier

Le e jour de 2017

CONCERTATION RÉGIONALE DE MONTRÉAL

Par :.....
Marie-Eve Brunet
Présidente

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

ANNEXE A

DESCRIPTION, OBJECTIFS ET MODALITÉS DES MANDATS ACCORDÉS À L'ORGANISME

Les mandats délégués à l'**ORGANISM**E et leurs exigences sont décrits à la présente annexe. Le cas échéant, ces mandats peuvent aussi faire l'objet d'exigences additionnelles convenues entre la VILLE et l'ORGANISME.

Mandat 1 – Concertation en enfance

Description sommaire du pouvoir délégué	**Concertation –Enfance et adolescence**
Description des attentes de la Ville envers Concertation Montréal	Par sa Politique de l'enfant, la Ville vise à soutenir les actions qui guident les enfants dans leur parcours éducatif vers l'autonomie et offrir un continuum de services qui répond à leurs besoins En collaborant avec Concertation Montréal, la Ville s'emploie ainsi à favoriser la mobilisation des acteurs tout en prônant la mise en commun de l'expertise et des ressources des intervenants, et ce avec l'aide des partenaires
1. Description détaillée de l'objet du mandat (la compétence déléguée)	
Le type de mandat proposé (art. 4 de FDT)	Le mandat s'inscrit dans le volet *Mobilisation des communautés et soutien à la réalisation des projets structurants pour améliorer les milieux de vie*
Le partage des responsabilités	
- Responsabilités de la Ville	▪ Effectuer les démarches et les liens avec les différentes instances municipales, politiques, corporatives et en arrondissement ▪ Participer aux comités de travail issus des démarches concertées
- Responsabilités de Concertation Montréal	▪ Appuyer et dynamiser la concertation régionale en petite enfance ▪ Assurer la coordination et l'animation des démarches concertées multisectorielles sur les transitions scolaires et sur les activités en saison estivale

Délimitation du mandat proposé		
Réalisations attendues	▪ Participer à la concertation régionale en matière de petite enfance ▪ Analyser les actions présentement en cours ou en développement sur l'île de Montréal sur les transitions scolaires et les activités en saison estivale et proposer des actions cohérentes et complémentaires au bénéfice de chaque réseau ▪ Assurer la promotion et la diffusion de l'information pertinente en matière de petite enfance à Montréal	
Communautés et territoire visés	▪ Réseaux et organisations régionales engagées auprès des tout-petits (0-5 ans) ▪ Réseaux et organisations engagées auprès des jeunes de 0 à 17 ans ▪ Ville de Montréal	
Domaine visé	Social	
Typologie	Concertation	
Politique ou plan d'action municipal appuyé	Politique de l'enfant et son plan d'action	
	La Politique de l'enfant a pour objectif de développer le plein potentiel des jeunes (0-17 ans) montréalais. Plus précisément, elle vise à : ▪ Contribuer à la création d'environnements favorables au développement global de tous les enfants; ▪ Offrir un continuum de services qui répond aux différents besoins des enfants, notamment en favorisant la découverte, l'apprentissage et l'épanouissement; ▪ Soutenir des actions qui guident les enfants dans leur parcours éducatif vers l'autonomie.	
2. Modalités d'exercice des pouvoirs délégués		
Financement de la compétence déléguée		
Budget annuel total	130 000 $	
Répartition budgétaire		
Nombre minimal de	**Somme maximale réservée à**	**Somme minimale réservée aux**

personne-année requise	**l'administration de Concertation Montréal**	**activités et aux projets**
1	19 500 $	10 500 $

Influence de la Ville sur les travaux et actions	
Moyen utilisé	Comité de suivi
Paramètres de reddition de compte	▪ Rapport mi-année ▪ Rapport annuel ▪ Rapport final
Impacts attendus	
- Au niveau de la Ville ou de l'agglomération	▪ Intégration de la table de concertation régionale en petite enfance ▪ Promotion et diffusion de l'information pertinente sur les sujets touchant la petite enfance ▪ Consultation des acteurs provenant des réseaux et organisations en liens avec les deux démarches de concertation
Indicateurs de performance	
- Quantitatifs (objectifs et mesurables)	▪ Nombre de rencontres annuelles ▪ Liste des organisations impliquées dans la démarche ▪ Liste des recommandations formulées
- Qualitatifs	▪ Taux de participation des organisations ▪ Diffusion et promotion des actions ▪ Portée des actions concertées ▪ Diffusion des actions entreprises et des recommandations formulées et sensibilisation des acteurs du milieu

Mandat 2 – Participation citoyenne des jeunes	
Description sommaire du pouvoir délégué	▪ Animer la concertation du Forum jeunesse de l'île de Montréal ▪ Favoriser le participation citoyenne des jeunes ▪ Soutenir les conseils jeunesse d'arrondissement
Description des attentes de la Ville envers Concertation Montréal	La Stratégie jeunesse montréalaise 2013-2017 vise à favoriser le renforcement d'une jeunesse engagée, adéquatement formée, physiquement et culturellement active, épanouie et reconnue dans son milieu de vie. En collaborant avec Concertation Montréal, la Ville s'emploie ainsi à connaître les besoins des jeunes et à soutenir leur engagement citoyen, et à répondre à ces besoins avec l'aide des partenaires. Concertation Montréal animera la concertation des organismes jeunesse de l'île de Montréal : le Forum jeunesse.
1. Description détaillée de l'objet du mandat (la compétence déléguée)	
Le type de mandat proposé (art. 4 de FDT)	Le mandat s'inscrit dans le *volet Mobilisation des communautés et soutien à la réalisation des projets structurants pour améliorer les milieux de vie.*
Le partage des responsabilités	
- Responsabilité de la Ville	▪ Effectuer les démarches ainsi qu'assurer les liens avec les différentes instances municipales, politiques, corporatives et d'arrondissement.
- Responsabilités de Concertation Montréal	▪ Animer la concertation des groupes et organisations jeunesse sur le territoire de l'agglomération ▪ Favoriser la prise en main, par les jeunes, de leur propre développement ▪ Assurer une veille sur les enjeux touchant la jeunesse ▪ Favoriser une culture de participation citoyenne et d'engagement démocratique chez les jeunes
Délimitation du mandat proposé	
Communauté et territoire visés	Jeunes de moins de 30 ans (avec différentes tranches d'âge selon les projets) de l'agglomération de Montréal
Domaine des initiatives souhaitées	Social

Typologie des initiatives attendues	Expertise en coordination, en formation et en concertation
Politique ou plan d'action municipal appuyé	▪ Stratégie d'action jeunesse ▪ Politique de l'enfant
	La Politique de l'enfant et son plan d'action a pour objectif de développer le plein potentiel des jeunes (0-17 ans) montréalais. La Stratégie jeunesse montréalaise 2013-2017 comprend un axe sur la gouvernance et l'engagement citoyen. Plus précisément, les orientations visent à : ▪ accentuer les moyens et les actions permettant aux jeunes de participer comme citoyens à l'espace public et de s'engager dans les organes consultatifs et décisionnels; ▪ promouvoir les actions d'engagement citoyen auprès des jeunes et souligner l'implication de ceux qui réalisent des projets importants par des activités de reconnaissance. Par son action, Concertation Montréal contribuera aux objectifs de la Ville en assurant : ▪ la coordination et la réalisation des formations *Prends ta place à l'école* et *Prends ta place dans ta communauté* aux élèves du primaire (2e cycle) et du secondaire; ▪ la mise en place et le soutien de conseils jeunesse d'arrondissements (CjA) au sein des 19 arrondissements de la Ville de Montréal sur un modèle s'inspirant de celui du Conseil jeunesse de Montréal (CjM).
2. Modalités d'exercice des pouvoirs délégués	
Financement de la compétence déléguée	
Budget annuel total	250 000 $

Répartition budgétaire		
Nombre minimal de personne-année requise	**Somme maximale réservée à l'administration de Concertation Montréal**	**Somme minimale réservée aux activités et aux projets**
2	46 500 $	63 500 $

Influence de la Ville sur les travaux et actions	
Moyen utilisé	Comité de suivi
Paramètres de reddition de compte	▪ Rapport mi-année ▪ Rapport annuel ▪ Rapport final
Impacts attendus	
- Au niveau local	▪ Consultation et concertation des jeunes ▪ Mobilisation des jeunes ▪ Accompagnement des jeunes des CjA dans leur prise de parole auprès de leur arrondissement ▪ 25 formations *Prends ta place* données dans les écoles et auprès des organismes montréalais
- Au niveau de la Ville ou de l'agglomération	▪ Amélioration de la concertation jeunesse ▪ Amélioration de la connaissance des enjeux jeunesse (en arrondissements, etc.) ▪ Meilleure participation des jeunes aux enjeux municipaux et de la collectivité montréalaise
Indicateurs de performance	
- Quantitatifs (objectifs et mesurables)	▪ Nombre de rencontre de concertation ▪ Nombre d'organismes jeunesse participants ▪ Nombre de CjA créés/an ▪ Nombre de formations offertes ▪ Nombre de commissions scolaires participantes ▪ Taux de participation des jeunes aux formations
- Qualitatifs	▪ Évaluation positive des jeunes et du personnel enseignant ▪ Éléments de discussion des participants, témoignant de leurs préoccupations et de leurs besoins ▪ Participation active des jeunes à la vie de l'arrondissement à travers l'élaboration de projets rassembleurs pour les jeunes ▪ Meilleure compréhension par les jeunes concernant les enjeux de la collectivité montréalaise

Mandat 3 – Concertation en éducation

Description sommaire du pouvoir délégué	Concertation en éducation
1. Description détaillée de l'objet du mandat (la compétence déléguée)	
Le type de mandat proposé (art. 4 de FDT)	Le mandat s'inscrit dans le volet Mobilisation des communautés et soutien à la réalisation des projets structurants pour améliorer les milieux de vie
Objectif :	▪ Favoriser l'établissement sur le territoire de l'agglomération de Montréal d'étudiants internationaux
Le partage des responsabilités	
- Responsabilités de la Ville	▪ Animer la concertation des acteurs de l'éducation et du savoir du niveau post-secondaire. ▪ Animer la communauté post-secondaire avec des projets de mobilisation de ces acteurs dans les domaines de la veille, de la valorisation, de la recherche et du transfert de connaissances.
- Responsabilités de Concertation Montréal	▪ Être un partenaire actif à la table de concertation des établissements postsecondaires et du milieu concerné en matière d'accueil et d'intégration des étudiants internationaux. ▪ Assurer une veille relative au sujet précité. ▪ Collaborer aux efforts de la collectivité montréalaise en matière de rétention des étudiants étrangers ▪ Collaborer aux efforts de la collectivité montréalaise en matière de persévérance scolaire
Délimitation du mandat proposé	
Communautés et territoire visés :	Étudiants internationaux inscrits dans les établissements postsecondaires de l'agglomération de Montréal
Domaines visés	▪ Accueil des étudiants internationaux
Politique et plan d'action municipal appuyés par la réalisation du mandat	▪ Stratégie jeunesse montréalaise 2013-2017
	▪ En concertant les acteurs susceptibles de poser des actions permettant d'assurer l'accueil des étudiants étrangers dans le but de favoriser l'intégration de cette jeunesse étudiante à la communauté montréalaise. ▪ En favorisant le rayonnement international de Montréal.
2. Modalités d'exercice des pouvoirs délégués	
Financement de la compétence déléguée	

Budget annuel total	335 000 $	
Répartition budgétaire		
Nombre minimal de personne-année requise	**Somme maximale réservée à l'administration de Concertation Montréal**	**Somme minimale réservée aux activités et aux projets**
2	50 250 $	84 750 $
Influence de la Ville sur les travaux et actions		
Moyen utilisé	Comité de suivi	
Paramètres de reddition de compte		
Impacts attendus		
Au niveau de l'agglomération	▪ Hausse de la rétention des étudiants internationaux ▪ Hausse des synergies entre les acteurs de l'éducation et leurs partenaires ▪ Partage de l'information recueillie par la veille	
Indicateurs de performance		
- Quantitatifs (objectifs et mesurables)	▪ Nombre de partenaires en matière d'attraction, d'accueil, de rétention et d'intégration des étudiants internationaux (moyenne annuelle) ▪ Nombre d'analyses et de positionnements relatifs au mandat ▪ Nombre d'initiatives proposées en matière d'attraction et d'accueil des étudiants internationaux ▪ Nombre de rapports de veille pertinents	
- Qualitatifs	▪ Compréhension des enjeux ▪ Engagement des partenaires dans la concertation ▪ Engagement des partenaires dans la mise en œuvre des suggestions et des initiatives proposées ▪ Amélioration du partage des interventions avec le milieu ▪ Positionnement de l'agglomération face aux autres régions du monde	

Mandat 4 – Mobilisation des organisations partenaires externes au Plan Montréal durable 2016-2020

Description sommaire du pouvoir délégué	**Soutien à la mobilisation de la collectivité (organisations partenaires externes) pour le Plan Montréal durable 2016-2020**
Description des attentes de la Ville envers Concertation Montréal	Le Plan Montréal durable 2016-2020 (Plan 2016-2020) repose sur la mobilisation et l'engagement de la collectivité et de l'administration municipale à travailler ensemble, côte à côte, pour faire de Montréal une métropole durable. En collaborant avec Concertation Montréal, la Ville souhaite augmenter le nombre, la mobilisation et l'engagement d'organisations partenaires externes, les outiller et les soutenir dans le but de multiplier les projets et actions de développement durable sur le territoire. La Ville de Montréal s'attend à ce que Concertation Montréal : 1- Suscite le développement et le dépôt de projets dans le cadre de la démarche Montréal durable de la plateforme Faire Montréal (cible : minimum 50 nouveaux projets). 2- Recrute de nouvelles organisations partenaires externes qui s'engagent à réaliser des actions du Plan Montréal durable 2016-2020 (cible : minimum 270 nouvelles organisations partenaires). 3- Offre un soutien à la mobilisation à l'ensemble des organisations partenaires externes du Plan. Pour remplir son mandat, la Ville de Montréal s'attend à ce que Concertation Montréal : o Mobilise les partenaires et la collectivité autour de la réalisation de projets et d'initiatives en lien avec les défis, cibles collectives, priorités et actions identifiés au Plan 2016-2020. o Accompagne les partenaires dans la mise en œuvre de leurs engagements (appui technique, formation, soutien financier, mentorat, communauté de pratique, etc.). o Favorise les collaborations, le réseautage entre partenaires et développe des partenariats (outils de dialogue et de réseautage). o Organise des événements et des activités et développe des outils de communication et d'information nécessaires et assure une visibilité des partenaires en lien avec leurs engagements.

	o Effectue la promotion du Plan 2016-2020 ainsi que celle de la démarche Montréal durable de la plateforme Faire Montréal. o Agit comme gestionnaire de communautés en animant les médias sociaux et/ou plateformes virtuelles diverses. o S'enquière des besoins des partenaires et de leur taux de satisfaction en regard des activités et outils proposés. o Effectue le suivi et la reddition de comptes. La Ville de Montréal s'attend également à ce que le processus de délégation soit transparent auprès des partenaires du Plan Montréal durable 2016-2020 et de la collectivité, pour ce faire les communications, événements et activités doivent : o Mettre à l'avant-plan la Ville de Montréal et le Plan Montréal durable 2016-2020. o Être à l'image de Montréal durable 2016-2020. o Être perçus comme une initiative de Montréal durable 2016-2020 et de la Ville de Montréal, organisés ou pilotés par Concertation Montréal à titre de mandataire pour le soutien à la mobilisation de la collectivité pour Montréal durable 2016-2020. Cette préséance de la Ville de Montréal doit être mise de l'avant lors des allocutions et des outils de communication développés ainsi que lors des contacts avec les partenaires. Les autres obligations en matière de communication/visibilité en lien avec le soutien financier du fonds s'appliquent.
1. Description détaillée de l'objet du mandat (la compétence déléguée)	
Le type de mandat proposé (art. 4 de FDT)	Le mandat s'inscrit dans le volet Mobilisation des communautés et soutien à la réalisation des projets structurants pour améliorer les milieux de vie s
Le partage des responsabilités	
- Responsabilités de la Ville	En général, la Ville de Montréal est responsable en ce qui concerne les mandats proposés de : o Effectuer les démarches et les liens avec les différentes instances municipales, politiques, corporatives et en arrondissement. o Définir les orientations pour la mise en œuvre du mandat. o Communiquer périodiquement au mandataire les besoins et priorités du Bureau du développement durable en lien avec la mobilisation des partenaires. o Contribuer à l'élaboration et approuver le plan de travail annuel proposé (livrables, échéancier, cibles). o Participer au comité de suivi.

	o Assurer la cohérence des réalisations du mandataire avec le plan de communication et les défis, cibles collectives, priorités et actions identifiés au Plan Montréal durable 2016-2020. o Coordonner les initiatives proposées avec les autres activités liées au Plan Montréal durable 2016-2020. o Approuver le contenu et la forme des outils de communication et d'information et des scénarios d'événements et contribuer à leur élaboration (contenu). o Déterminer les critères de diffusion pour les messages sur les réseaux sociaux. o Décider de l'emplacement des pages WEB développées (site web de la Ville ou autres). o Assurer les communications directes avec les organisations partenaires au Plan. o A le pouvoir décisionnel sur les questions de priorité d'intervention et d'échéancier. Plus spécifiquement, en lien avec le volet 1 du mandat – projets plateforme Faire Montréal, la Ville de Montréal est responsable : o D'arrimer le plan d'action proposé avec ceux des deux autres démarches de la plateforme Faire Montréal soit Je Fais Montréal et Montréal, ville intelligente et numérique. o De fournir une grille de critères pour les projets et de valider les projets qui pourront être déposés sur la plateforme. Plus spécifiquement, en lien avec le volet 2 du mandat – recrutement de nouvelles organisations partenaires externes, la Ville de Montréal est responsable de : o Collaborer à l'élaboration et d'approuver la stratégie de recrutement. o Approuver la liste des nouvelles organisations partenaires potentielles. o Arrimer les actions de recrutement avec celles effectuées préalablement par le Bureau du développement durable dans le cadre du renouvellement de l'engagement des partenaires du plan 2010-2015. Malgré la délégation des mandats, les responsabilités suivantes demeurent celles de la Ville de Montréal : o Siéger au comité de gouvernance de la plateforme Faire Montréal. o Renouveler l'engagement des 230 organisations partenaires du plan 2010-2015. o Organiser les deux rencontres annuelles des partenaires. o Organiser le Gala de reconnaissance en environnement et développement durable. o La Ville de Montréal demeure propriétaire de la liste des personnes ressources des organisations partenaires, incluant

	leurs coordonnées.
- Responsabilités de Concertation Montréal	La Ville de Montréal délègue à Concertation Montréal : o la responsabilité de susciter le développement et le dépôt d'au moins 50 projets dans le cadre de la démarche Montréal durable de la plateforme Faire Montréal; o le recrutement d'au moins 270 nouvelles organisations externes s'engageant au plan Montréal durable 2016-2020; o le soutien à la mobilisation des organisations partenaires au plan Montréal durable 2016-2020. En général, Concertation Montréal est responsable en ce qui concerne les mandats proposés de : o Coordonner le comité de suivi du mandat. o Réaliser le mandat en regard des orientations définies par la Ville de Montréal. o Proposer un plan de travail annuel comprenant des livrables, un échéancier, des cibles annuelles, etc. o D'élaborer et de faire approuver le contenu et la forme des différents outils (communication, information, etc.) et des scénarios d'événements. o Assurer la promotion du Plan 2016-2020 ainsi que celle de la démarche Montréal durable de la plateforme Faire Montréal auprès des publics cibles identifiés. o Assurer une visibilité de la démarche et des engagements et réalisations des partenaires notamment sur le WEB et les réseaux sociaux. o Développer des indicateurs et mettre en œuvre des actions pour évaluer les besoins et le taux de satisfaction des partenaires. o D'assurer un suivi et une reddition de comptes régulière auprès de la Ville de Montréal de l'état d'avancement du plan de travail. + autres outils de suivi indiqués à la présente convention. Plus spécifiquement, en lien avec le volet 1 du mandat – projets plateforme Faire Montréal, Concertation Montréal est responsable de : o Respecter la grille de critères fournie par la Ville de Montréal pour les projets qui pourront être déposés sur la plateforme. o Accompagner les partenaires (formation, soutien technique, financier et mentorat, etc.). – Définir le type d'accompagnement qui sera offert. o Développer des outils, programmes ou autres initiatives pour stimuler le dépôt de projets. o Organiser des événements d'émulation et de

	réseautage (min. 2 par année) pour stimuler l'émergence de projets collaboratifs de développement durable. o Assurer l'animation de la démarche Montréal durable sur la plateforme – agit à titre de Gestionnaire de la communauté, par exemple : ▪ Publication de nouvelles ▪ Publication d'appel à tous ▪ Mise à jour du suivi des projets ▪ Réponses aux questions des utilisateurs et citoyens. Plus spécifiquement, en lien avec le volet 2 du mandat – recrutement de nouvelles organisations partenaires, Concertation Montréal est responsable de : o Élaborer et mettre en œuvre une stratégie de recrutement de nouvelles organisations partenaires. o Élaborer une liste de nouvelles organisations partenaires potentielles et effectuer le démarchage auprès de celles-ci. o Développer un argumentaire avec les bénéfices pour les organisations externes à s'engager à Montréal durable 2016-2020 et des outils de promotion/démarchage. o Développer des ententes de collaboration/partenariats avec des têtes de réseaux pour inciter leurs membres/abonnés à devenir partenaires. o Organiser des activités ou participer à des événements pour faire connaître le Plan 2016-2020 et de recruter de nouvelles organisations partenaires (stands, etc.). Plus spécifiquement, en lien avec le volet 3 du mandat – soutien à la mobilisation des organisations partenaires, Concertation Montréal est responsable de : o Organiser des activités et événements (au minimum 2 par année) et développer des outils à l'intention des organisations partenaires du Plan 2016-2020 permettant : ▪ Formation ▪ Accompagnement (par exemple, banque d'heures

	de professionnels pour mise en œuvre) ▪ Réseautage ▪ Visibilité ▪ Maximiser la collaboration. o Parmi les outils à produire, Concertation Montréal devra développer des fiches d'information portant sur les actions du plan et les mettre à jour (au minimum 20 fiches, soit une par action) o Organiser des activités/développer des outils à l'intention des employés des organisations partenaires visant à faire connaître l'engagement de leur organisation au Plan 2016-2020.
Délimitation du mandat proposé	Le mandat vise les organisations partenaires externes actuels et potentiels du Plan Montréal durable 2016-2020 (OBNL, ICI, corps publics, associations, etc. de l'agglomération de Montréal).
Les activités du mandat concernent les domaines suivants : - social; - environnemental; - économique.	Développement durable (économie, environnement, social), selon les 4 priorités identifiées au Plan Montréal durable 2016-2020, soit : 1- Réduire les émissions de GES et la dépendance aux énergies fossiles 2- Verdir, augmenter la biodiversité et assurer la pérennité des ressources 3- Assurer l'accès à des quartiers durables, à échelle humaine et en santé 4- Faire la transition vers une économie verte, circulaire et responsable
Le mandat permettra de	o Soutenir le développement de projets en développement durable (entrepreneuriat). o Développer des affaires et de partenariats (démarchage de nouveaux partenaires). o Mobiliser – Soutenir la mobilisation des partenaires pour la réalisation d'actions en développement durable – Formation, accompagnement, réseautage, promotion, collaboration. o Développer des outils de communication et d'information numériques et autres. o Organiser des événements et des activités. o Animer des médias sociaux, des communautés de pratique, etc. (gestion de communautés).

Politique ou plan d'action municipal appuyé	Plan Montréal durable 2016-2020
	La réalisation des mandats proposés appuie la mise en œuvre du Plan Montréal durable 2016-2020 qui repose sur la mobilisation et l'engagement de la collectivité et de l'administration municipale à travailler ensemble, côte à côte, pour accélérer la viabilité de la métropole. Dans le cadre du Plan Montréal durable 2016-2020, des cibles collectives émanant de divers exercices de planification à la Ville de Montréal ont été identifiées et ne pourront être atteintes qu'en combinant la contribution de la collectivité à celle de la Ville. Les mandats proposés répondent au volet Mobilisation du Plan et plus précisément aux actions 18 – Mobiliser les organisations, les citoyens et les employés et 19 – Faire connaître les bonnes pratiques et augmenter les initiatives de développement durable. Ces mandats visent aussi à assurer la mise en œuvre du Plan d'action des organisations partenaires.
2. Modalités d'exercice des pouvoirs délégués	
Financement de la compétence déléguée	
Budget annuel total	**650 000 $**

Nombre minimal de personne-année requise	**Somme maximale réservée à l'administration de Concertation Montréal**	**Somme réservée aux projets, incluant les événements et activités, les communications et le développement d'outils.**	**Un maximum de 25 % de cette somme peut être utilisé pour des activités de représentation, d'accueil et de réception.**
2	97 500 $	352 500 $	

Influence de la Ville sur les travaux et actions	
Moyen utilisé	Comité de suivi
Paramètres de reddition de compte de Concertation Montréal	o Planification annuelle des activités comportant des livrables, un échéancier et des cibles (pour approbation par la Ville de Montréal) o Rapports semestriels et annuels o Rapport final

Impacts attendus	
Au niveau de l'agglomération	o Augmenter la pénétration et l'impact du Plan Montréal durable 2016-2020 auprès de la collectivité o Stimuler le développement de projets collaboratifs de développement durable à Montréal en lien avec les 3 défis, les 4 priorités et les actions du Plan 2016-2020 o Contribuer à l'atteinte des cibles collectives de développement durable identifiées au Plan Montréal durable 2016-2020 o Outiller les organisations montréalaises dans la réalisation d'actions en développement durable en lien avec les 4 priorités du Plan o Favoriser le partenariat et les collaborations pour la réalisation d'initiatives en développement durable o Faire rayonner les initiatives de développement durable de la collectivité montréalaise aux niveaux local et régional o Mobiliser la collectivité à faire de Montréal une métropole durable en utilisant des outils technologiques innovants o Communiquer les résultats sur les réseaux sociaux ou autres plateformes
Indicateurs de performance	
- Quantitatifs (objectifs et mesurables)	**Les cibles précises pour ces indicateurs seront déterminées annuellement lors de l'élaboration de la planification annuelle, à moins d'indication contraire.** **Volet 1 : Développement – Projets plateforme Faire Montréal** o Nombre de nouveaux projets mis en ligne sur la plateforme Faire Montréal pour la démarche Montréal durable (min. 50 dans le cadre de l'entente) – Par catégories o Nombre d'événements et d'activités organisés, en lien avec la plateforme Faire Montréal (démarche Montréal durable) pour susciter l'émergence de projets collaboratifs (min.2/année) o Nombre d'organisations partenaires accompagnées (par type d'accompagnement)

	o Nombre d'outils développés o Nombre d'abonnés, d'appuis et de partenaires par projet déposé o Nombre de partenariats, connexions et/ou échanges créés avec et entre les partenaires o Gestionnaire de communauté : Nombre de nouvelles et d'appels à tous publiés, Nombre de questions/réponses des utilisateurs et citoyens, Nombre de projets mis à jour, etc. **Volet 2 - Recrutement de nouvelles organisations partenaires** o Nombre de nouvelles organisations partenaires externes engagées au Plan (min. 270 dans le cadre de l'entente) - Évolution mensuelle en nombre et % par catégories. o Nombre de nouveaux partenaires contactés (par catégories) o Nombre d'outils développés (argumentaire, etc.) o Nombre d'ententes/partenariats développés avec des têtes de réseaux o Nombre d'initiatives/activités de recrutement (stands, etc.) **Volet 3 – Soutien à la mobilisation des organisations partenaires** o Nombre d'activités/événements organisés pour soutenir la mobilisation o Nombre d'outils développés o Nombre de partenariats, connexions et/ou échanges créés avec et entre les partenaires **Communication :** o Nombre de relance sur les réseaux sociaux (Twitter, FB, etc.) o Nombre d'applications utilisées/développées o Nombre d'activités et d'outils de promotion et de communication développés o Nombre de mentions dans les médias

	o Nombre d'abonnés/j'aime/ etc. sur les pages liées à Montréal durable 2016-2020 o Nombre de visiteurs sur le site ville.montreal.qc.ca/développement durable
- Qualitatifs	**Pour chacun des volets du mandat :** o Taux de satisfaction des partenaires (par catégories) - Identification des besoins des partenaires o Taux de participation des partenaires aux activités o Taux d'utilisation par les partenaires des outils développés o Taux de mise en œuvre/réalisation des engagements par les organisations partenaires o Taux de notoriété du Plan Montréal durable 2016-2020 auprès des organisations montréalaises o Taux de notoriété de l'engagement des organisations partenaires au Plan Montréal durable 2016-2020 auprès de leurs employés, clients, etc.

Mandat 5 : Sensibilisation et mobilisation en matière de parité et d'équité	
Description sommaire du pouvoir délégué	**Parité / Équité**
1. Description détaillée de l'objet du mandat	
Le type de mandat proposé (art. 4 de FDT)	Le mandat s'inscrit dans le volet *Mobilisation des communautés et soutien à la réalisation des projets structurants pour améliorer les milieux de vie*
Le partage des responsabilités	
- Responsabilités de la Ville	▪ Effectuer les recommandations et / ou nominations de représentants sur différents comités/conseils placés sous sa compétence. ▪ Effectuer la sensibilisation des entreprises en matière d'employabilité de la diversité.
- Responsabilités de Concertation Montréal	▪ Animer des carrefours d'acteurs montréalais qui traitent de parité et d'équité afin d'assurer une meilleure représentativité dans les lieux décisionnels ainsi que dans les différents aspects de la vie montréalaise. ▪ Développer et tenir à jour une banque de candidatures en fonction de l'expertise, de l'origine et du genre. ▪ Promouvoir les modèles de réussite
Délimitation du mandat proposé	
- Réalisation de projets structurants, précisez et circonscrire les domaines visés :	Le développement d'une banque de candidatures permettra à la Ville de recevoir, sur demande, des recommandations de nominations liées aux diversités. Pour ce faire, et avoir des candidatures de calibre, le mandat demande d'animer des carrefours d'acteurs (y compris le Conseil interculturel, conseil jeunesse et conseil des Montréalaises) qui visent une plus grande diversité dans les organisations afin : ▪ d'accroître la participation des groupes sous-représentés dans les lieux décisionnels des organisations montréalaises ▪ de contribuer à l'émergence de candidatures provenant de ces diversités et à leur réussite, ▪ d'accroître les synergies visant la participation économique, sociale et démocratique des différentes communautés et populations à la vie montréalaise
La communauté et le territoire visés	▪ La population montréalaise

	▪ L'ensemble des organisations (OBNL, ICI, corps publics, associations, sociétés municipales et paramunicipales, etc.) de l'agglomération de Montréal (partenaires potentiels)
Le domaine des projets souhaités	Social
La typologie des projets souhaités	Concertation
Politique ou plan d'action municipal appuyé	Politique pour une participation égalitaire des femmes et des hommes à la vie de Montréal
	Pour viser l'atteinte de l'égalité entre les femmes et les hommes, la Ville peut compter sur de nombreux partenaires avec qui elle collabore pour mener à bien son ambition. En réalisant son mandat et en menant des actions avec la collectivité montréalaise, complémentaires à celles incluses dans le Plan d'action 2015-2018 de la Politique, CMTL contribuera à augmenter la représentation de la diversité dans les organisations montréalaises.
2. Modalités d'exercice des pouvoirs délégués	
Financement de la compétence déléguée	
Budget annuel total	300 000 $
Répartition budgétaire	

Nombre minimal de personne-année requise	Somme maximale réservée à l'administration de Concertation Montréal	Somme minimale réservée aux activités et aux projets
2	45 000 $	55 000 $

Influence de la Ville sur les travaux et actions	
Moyen utilisé	Comité de suivi
Paramètres de reddition de compte de Concertation Montréal	▪ Rapport mi-année ▪ Rapport annuel ▪ Rapport final
Impacts attendus	
Au niveau de l'agglomération	Contribuer à augmenter la représentativité de la diversité dans les lieux décisionnels montréalais ainsi que la parité, l'équité et la représentativité dans la

	société montréalaise
Indicateurs de performance	
- Quantitatifs (objectifs et mesurables)	▪ Nombre d'organisations rejointes pour une sensibilisation qui visent une plus grande diversité dans les organisations ▪ Nombre de candidatures provenant de ces diversités qui trouvent un lieu décisionnel grâce au travail de Concertation Montréal ▪ Nombre de personnes dans la banque de candidatures permettant à la Ville de recevoir, sur demande, des recommandations de nominations liées aux diversités ▪ Nombre de formations donné dans un objectif d'une plus grande diversité dans les organisations. ▪ Nombre de citoyens formés
- Qualitatifs	▪ Augmentation de la participation des groupes sous-représentés dans les lieux décisionnels des organisations montréalaises ▪ Nombre de modèles de réussite valorisés

Mandat 6 – Appui aux saines habitudes de vie	
Description sommaire du pouvoir délégué	Gestionnaire des fonds dans le cadre d'une Entente régionale multipartite convenue entre les partenaires financiers et relative à l'Instance régionale de concertation sur les saines habitudes de vie, soit la Table intersectorielle régionale sur les saines habitudes de vie (TIR – SHV)
- Description des attentes de la Ville envers Concertation Montréal	1. Une gestion des fonds associés à l'Instance régionale de concertation sur les saines habitudes de vie. (TIR – SHV) 2. Une participation au « Comité de gestion » de l'Instance régionale de concertation sur les saines habitudes de vie. Ce Comité de gestion de l'entente multipartite est composé des partenaires financiers contribuant à l'Instance régionale de concertation sur les saines habitudes de vie (TIR - SHV) et signataires de l'Entente régionale s'y rattachant. 3. Obtention d'une approbation des partenaires financiers et membres du Comité de gestion autorisant Concertation Montréal à agir comme responsable de la gestion des fonds et employeur dans le cadre d'une Entente régionale multipartite. Dans ses responsabilités, Concertation Montréal doit travailler à la recherche de consensus avec les partenaires financiers dans les décisions de gestion relatives aux fonds et aux employés. Cette gestion collective ne doit cependant pas nuire à l'exercice des responsabilités juridiques qui incombent à Concertation Montréal. 4. Une transparence dans les suivis, rapports, audits et la reddition de comptes avec l'ensemble des partenaires est essentielle. 5. Une gouvernance collective est établie au sein de l'Instance régionale de concertation sur les saines habitudes de vie, depuis de nombreuses années. Le maintien de ce climat est exigé par les partenaires majeurs de cette instance. Cela implique une reconnaissance de l'expertise des partenaires ainsi qu'un respect des responsabilités respectives et de leurs contributions.

Description détaillée de l'objet du mandat (la compétence déléguée)	
Le type de mandat proposé (art. 4 de FDT)	Le mandat s'inscrit dans le volet « Soutien à la municipalité en expertise professionnelle ou pour établir des partages de services ».
Le partage des responsabilités	
- Responsabilités de la Ville (Service de la diversité sociale et des sports - SSDS)	▪ Partenaire, comme observateur avec droit de parole, de l'Entente régionale multipartite relative à l'Instance régionale de concertation sur les saines habitudes de vie, incluant ses deux mobilisations. ▪ Participant actif au comité de gestion de l'Entente régionale et aux chantiers de travail. La participation d'élus et du personnel administratif du SSDS et du Bureau du développement durable est effective. ▪ Responsable d'effectuer les démarches et les liens avec les différentes instances municipales, corporatives et en arrondissement. Les liens avec les instances politiques, au besoin. ▪ Répondant de ce volet auprès du Service du développement économique pour le suivi auprès du MAMOT. Dépôt des bilans et de la reddition de comptes à termes. Établissement des exigences pour la reddition de comptes demandées à Concertation Montréal. Pour ce volet, le personnel du SSDS a la responsabilité de recevoir les bilans et la reddition de comptes, pourra demander les correctifs, au besoin, et assurera la transmission des documents approuvés.
- Responsabilités de Concertation Montréal	▪ Gestion des fonds des différents partenaires de l'Entente régionale multipartite à convenir et de tout autre partenaire ou contribution financière souhaitant s'y joindre pour la promotion des saines habitudes de vie et de leurs mobilisations afin de répondre à la volonté des partenaires de réaliser une seule reddition de compte pour tous les bailleurs de fonds. ▪ Participer au comité de gestion de l'Entente régionale. Le principe de gestion collective s'applique à la gestion financière et administrative des

	contributions allouées par les partenaires ainsi qu'aux développements potentiels qui pourraient être convenus avec les partenaires en ce sens. Il en est de même pour les ressources humaines. La Ville demande à ce que Concertation Montréal établisse une gestion collective qui se traduit par le partage de responsabilités entre les partenaires, la transparence et la prise de décisions démocratiques (par exemple, la constitution de comités, le choix des lieux décisionnels, la mise en place de mécanismes de suivi, etc.) et ce, afin d'assurer une saine gestion. Cette approche est garante d'effets durables tout en répondant aux attentes des partenaires majeurs. ▪ Gestionnaire des ressources humaines – répartition des rôles et responsabilités : o Embauche, mandat, suivi et évaluation des contributions : Comité de gestion de l'entente et des ressources de coordination MPA et SAM o Gestion quotidienne en ressource humaine: paye, vacances, assurances etc. : C Mtl o Cas litiges : mécanismes à définir entre C Mtl et le comité de gestion de l'entente
Délimitation du mandat proposé	
Le territoire visé :	L'instance régionale de concertation sur les saines habitudes de vie couvre le territoire de l'Agglomération.
Les objectifs visés	La gestion des fonds regroupés dans le cadre de l'Entente multipartite
L'expertise ou le service recherché	Gestionnaire de fonds et des ressources humaines.
Politique ou plan d'action municipal appuyé	▪ Politique de développement social de la Ville de Montréal (en cours) ▪ Plan Montréal durable 2016-2020 ▪ Politique du sport et de l'activité physique (Montréal, Physiquement active) ▪ Politique de l'enfant
Informations complémentaires	Cette délégation de gestion des fonds, relative à l'Entente régionale multipartite sur les saines habitudes de vie, permet à la Ville de Montréal de concerter et d'agir de manière intégrée avec l'ensemble des partenaires montréalais concernés. Les partenaires

	financiers majeurs dont Fonds Québec en forme, le Ministère de l'Agriculture, des pêcheries et de l'Alimentation du Québec, la Direction régionale de santé publique de Montréal, souhaitent investir considérablement dans la mise en place d'actions et de projets structurants. Ils assureront le relais avec l'ensemble de leur réseau et les mobiliseront, du régional au local, sur l'ensemble du territoire montréalais et des villes liées. Tout en favorisant la consolidation de l'Instance régionale de concertation sur les saines habitudes de vie (et de ses deux mobilisations), cette initiative permet à la Ville de Montréal, tant les services centraux, les arrondissements que les villes liées, de maximiser son pouvoir d'action et ses investissements en joignant ses forces à celles de partenaires financiers majeurs et à plus de 300 partenaires provenant de tous les milieux et déjà engagés. L'impact et les bénéfices concrets de ces actions profiteront à toutes les citoyennes et tous les citoyens, prioritairement les plus démunis, les enfants et les familles, les populations immigrantes, etc. De manière durable, cette initiative permet d'atteindre plus efficacement les objectifs fixés en matière de sécurité alimentaire et de saine alimentation, le développement d'environnements favorables à un mode de vie physiquement actif et l'adoption de saines habitudes. De manière plus spécifique, l'implication des entreprises et du privé du secteur de l'alimentation et de l'agroalimentaire pourra être accrue par un travail sur l'ensemble du système alimentaire montréalais et l'implication du MAPAQ.
Modalités d'exercice des pouvoirs délégués	
Financement de la compétence déléguée	
- Budget ($)	▪ 150 000$ / an / 3 ans : ressources professionnelles, activités et projets (une répartition sera définie par le comité de gestion et en fonction de l'apport des autres partenaires financiers) ▪ D'autres ressources seront payées par d'autres

	partenaires financiers dans le cadre de l'entente régionale multipartite à venir.
Sources de financement :	Fonds de développement des territoires et financement multipartite provenant des Fonds Québec en forme, de Direction régionale de la santé publique, et autre contributeur, comme le MAPAQ

Répartition budgétaire		
Nombre minimal de personne-année requise	**Somme maximale réservée à l'administration de Concertation Montréal**	**Somme minimale réservée aux activités et aux projets**
À déterminer par le comité de gestion des fonds	0 $	150 000 $

Influence de la Ville sur les travaux et actions	
Moyens utilisés	▪ Nommer la Ville de Montréal et ses représentants comme membre observateur avec droit de parole du Comité de gestion de l'instance régionale ▪ Introduire les unités d'affaires de la Ville et des arrondissements aux travaux de MMS et de ses deux mobilisations MPA et C-SAM
Paramètres de reddition de compte de Concertation Montréal	
Indicateurs de performance	
- Quantitatif (objectifs et mesurables)	▪ Rapport financiers trimestriels des revenus et des dépenses du Comité de gestion de l'instance régionale par mobilisation et par projets. ▪ Rapport détaillé annuel des revenus et dépenses. ▪ Comptes rendus trimestriels des rencontres du Comité de gestion de l'instance régionale. ▪ Conseil et assistance au Comité de gestion de l'instance régionale dans ses démarches d'obtention de l'incorporation comme (OBNL), incluant les deux mobilisations. ▪ Informations nécessaires à la production du rapport d'audit annuel. ▪ Présence à toutes les rencontres du Comité de gestion multipartite de l'instance régionale (4 par

	année).
- Qualitatif	Qualité de la production des rapports et états financiers.
Modalité de partage de l'actif et du passif découlant de l'application de l'entente lorsque celle-ci prend fin	
- Détermination des actifs et des passifs	Les actifs qui pourraient être acquis durant la période de l'Entente, devront être remis à l'instance régionale sur les saines habitudes de vie, à la fin de la présent entente.

MONTRÉAL, MÉTROPOLE EN SANTÉ

Table intersectorielle régionale sur les saines habitudes de vie

Table intersectorielle régionale sur les saines habitudes de vie (TIR-SHV) de Montréal

Un mouvement collectif pour que tous les Montréalais puissent vivre dans des milieux de vie et des quartiers qui facilitent des choix santé en faveur des saines habitudes de vie



Depuis 2009, chaque région est invitée à former une instance régionale intersectorielle pour mobiliser les partenaires régionaux de différents secteurs en faveur des saines habitudes de vie. Ces tables reçoivent un soutien financier de Québec en Forme. À Montréal, une première table régionale a vu le jour en 2010.

Aujourd'hui, la TIR-SHV de Montréal, dénommée *Montréal, Métropole en santé* est coprésidée par la Ville de Montréal et la Direction régionale de santé publique.

Montréal, Métropole en santé s'appuie sur deux grandes mobilisations partenariales : Montréal physiquement active (MPA) et le Système alimentaire montréalais (SAM)

- Ensemble, MPA et SAM réunissent près de trois cents partenaires ;
- Et plus d'une centaine de partenaires directement impliqués dans des groupes de travail pour l'actualisation des actions structurantes ;
- Pour 2014-2016, c'est un soutien de 1,9 million $ de Québec en forme qui a servi de levier pour un plan d'action concerté appuyé par ses partenaires ;

Ce sont plus de cinquante projets concrets qui se déploient partout à travers la ville de Montréal portés par un collectif de partenaires qui ont tous le même objectif :

« Créer des milieux de vie et des quartiers qui facilitent des choix santé en faveur des saines habitudes de vie ».

SYSTÈME ALIMENTAIRE MONTRÉALAIS
MONTRÉAL, MÉTROPOLE EN SANTÉ

MONTRÉAL PHYSIQUEMENT ACTIVE
MONTRÉAL, MÉTROPOLE EN SANTÉ

Notre TIR-SHV : Montréal métropole en santé

MISSION

Montréal, Métropole en santé, accompagne, reconnait et soutient des mesures structurantes et durables issues des mobilisations intersectorielles afin de créer des environnements favorables aux saines habitudes de vie pour tous les Montréalais.

VISION

En 2025, *Montréal, Métropole en santé* est reconnue comme le réseau incontournable qui fait de Montréal une métropole innovante pour la création d'environnements favorables aux saines habitudes de vie.

VALEURS

Nous travaillons en misant sur des valeurs d'équité, de leadership partagé et de collaboration.

6 ORIENTATIONS STRATÉGIQUES :

- Mettre en commun les forces et expertises des acteurs des réseaux publics, privés et communautaires
- Maintenir les partenaires mobilisés dans l'élaboration de projets structurants et durables
- Accroitre la visibilité, la notoriété et le rayonnement des mobilisations par la promotion des initiatives porteuses de ses partenaires
- Développer des partenariats stratégiques et de nouvelles avenues de financement pour pérenniser les mobilisations et les actions intersectorielles
- Renforcer notre capacité à évaluer les retombées de leurs actions afin de soutenir une prise de décision éclairée
- Maintenir un maillage fort entre les mobilisations et avec les mobilisations locales pour une meilleure synergie et une cohérence dans nos actions

La ville : un acteur de premier PLAN

La Ville de Montréal a toujours été un acteur de premier plan au sein de la TIR-SHV et des mobilisations. Dès la première mouture de la table en 2010, la Ville était présente. Depuis 2014, la Ville de Montréal copréside la TIR-SHV avec la Direction régionale de santé publique.

MPA : La Ville de Montréal a animé le Sommet MPA en 2014, a adopté la Charte de Toronto et une politique de l'activité physique en 2015.

SAM : La Ville de Montréal a adopté le pacte de Milan pour l'alimentation et une résolution pour la mise en place d'un Conseil des Politiques alimentaires qui sera fusionné au SAM .

Cinq services de l'administration de la Ville de Montréal sont impliqués depuis 2013 à plusieurs niveaux dans les concertations SAM et MPA : diversité sociale et des sports, transport, grands parcs, aménagement et planification, développement durable

C'est aussi la participations actives de plusieurs directions d'arrondissements et leurs équipes à la concrétisation de projets favorisant un mode de vie sain.



LES MOBILISATIONS : AU CŒUR DE NOTRE ACTION

RÔLES DES MOBILISATIONS

- Espace de concertation régional et de maillage local (mobilisation, réseautage, plan d'action concerté intersectoriel)
- Expertise-conseil auprès des partenaires (transfert de connaissances, la formation et la mise en valeur des pratiques et initiatives porteuses)
- Incubateur d'initiatives structurantes issus des partenariats et levier financier régional
- Plaidoyer pour des politiques publiques favorables aux saines habitudes de vie dans une perspective de développement durable

MONTRÉAL PHYSIQUEMENT ACTIVE
MONTRÉAL, MÉTROPOLE EN SANTÉ

SYSTÈME ALIMENTAIRE MONTRÉALAIS
MONTRÉAL, MÉTROPOLE EN SANTÉ



DES ACTIONS CONCRÈTES

✸ Prendre soin de notre monde ✸ Parcours de ruelles vertes et actives ✸ Dépanneurs fraîcheurs ✸ Mon service de garde physiquement actif ✸ Approvisionnement alimentaire sain dans les institutions publiques (éducatif, santé, municipal) ✸ La K-Ravane des Jeux de la Rue ✸ Réseau régional sur l'approvisionnement alternatif ✸ Déclic Loisir : accessibilité au loisir pour les familles ✸ Parcs Actifs ✸ Marchés solidaires aux abords des stations de métro ✸ Certificat cycliste averti ✸ Trottibus ✸ Forum Montréal, métropole active et nourricière ✸ Réseau de recherche interuniversitaire sur le système alimentaire ✸ Gazelle et Potiron ✸ Jeux du Québec—offre alimentaire ✸ Cultiver Montréal ✸ MIDI-SAM

SYSTÈME ALIMENTAIRE MONTRÉALAIS

MONTRÉAL, MÉTROPOLE EN SANTÉ

VERS un conseil des politiques alimentaires : LE CONSEIL-SAM

HISTORIQUE

- Depuis 2000 : Comité Nourrir Montréal
- 2011 : Création du SAM - Vision SAM 2025
- 2013 : Consultation de la Ville de Montréal sur l'état de l'agriculture urbaine
- 2014 : Adhésion de la Ville de Montréal à la Vision SAM 2025
- 2014-2016 : Financement de QEF pour le plan d'action SAM 2014-201
- 2015 : Adhésion de la Ville de Montréal au Pacte international de politique de l'alimentation de Milan
- 2015 : Consultations publiques sur la pertinence de mettre en place un CPA
- Août 2016 : la Ville de Montréal annonce la création d'un CPA et met un groupe de travail en place pour faire des recommandations sur sa gouvernance

VISION

En 2025, tous les citoyennes et les citoyens de l'agglomération de Montréal ont accès à une saine alimentation diversifiée, de proximité et abordable dans une perspective de développement durable.

ORIENTATIONS DU SAM

1. Enrichir l'offre alimentaire montréalaise
2. Réduire l'empreinte écologique du système alimentaire
3. Favoriser l'accès à une saine alimentation
4. Promouvoir la saine alimentation
5. Renforcer le maillage régional



GOUVERNANCE

- À l'échelle de l'agglomération
- Jumelage SAM-CPA et comité d'agriculture urbaine
- Ancrage du SAM-CPA au sein de la mobilisation MMS
- Autonomie décisionnelle et indépendance d'action
- Place d'un élu
- Membership, rôle des membres et bailleurs de fonds (en discussion)

MONTRÉAL PHYSIQUEMENT ACTIVE

MONTRÉAL, MÉTROPOLE EN SANTÉ

Pour une métropole physiquement active

HISTORIQUE

En 2014, à l'initiative de la Ville de Montréal, le Sommet Montréal physiquement active réunit plus de 300 partenaires afin d'unir leurs forces pour combattre la sédentarité des montréalais. De cet événement émerge une Politique de l'activité physique, des orientations et des priorités d'action, basées sur la Charte de Toronto.

À ce jour, plus d'une centaine de partenaires participent à la concertation de *Montréal, physiquement active* et à l'avancement des comités de travail liés aux quatre axes. Grâce à un financement de Québec en forme, 18 projets terrains ont été soutenus dans le milieu entre 2014-2016.

VISION

En 2025, Montréal sera une métropole physiquement active, inclusive et accessible à tous, reconnue mondialement pour la qualité de son milieu de vie et son dynamisme sportif.

AXES D'INTERVENTION

1. Aménager des milieux de vie en faveur de l'activité physique;
2. Assurer des déplacements actifs et du plein air urbain;
3. Valoriser la pratique sportive et ses événements;
4. Promouvoir et communiquer un mode de vie physiquement actif.



Réflexion sur la pérennité

Québec en Forme finance depuis 2010 les activités de la TIR-SHV. Au printemps 2016, afin d'assurer la pérennité de ses actions, les partenaires de la TIR-SHV entament un chantier de travail pour réviser la gouverne et le financement de la TIR-SHV et de ses 2 mobilisations. Voici les principales recommandations :

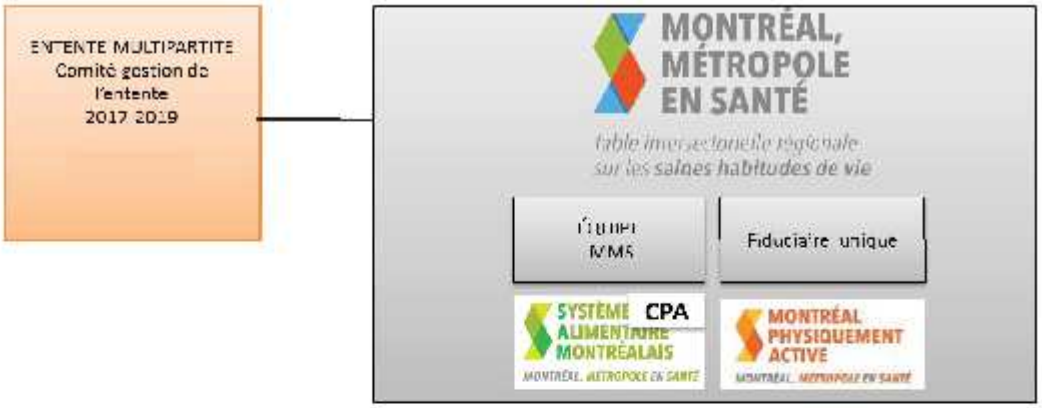
- Que les deux mobilisations MPA et SAM puissent poursuivre leur travail conjointement via la TIR-SHV' *Montréal, métropole en santé* et soient donc regroupées sous une même instance de gouverne.
- Que le modèle de gouvernance privilégié garantisse l'autonomie scientifique et décisionnelle des mobilisations de partenaires, ainsi nous privilégions un rattachement à un organisme qui assumera le rôle de gestionnaire financier unique.
- Que la TIR-SHV diversifie ses sources de financement par le biais d'une entente multipartite signée d'ici mars 2017 pour soutenir la poursuite des actions de la TIR-SHV et de ses 2 mobilisations
- Qu'un comité de gestion des partenaires de l'entente soit mis sur pied pour entériner les plans d'actions et s'assurer d'une reddition de compte unifiée
- Que la Ville de Montréal nomme 1-2 représentants sur le comité de gestion de l'entente multipartite

TIR-SHV : BUDGET PRÉVISIONNEL

Table régionale—Montréal métropole en santé	Évaluation des besoins 2017-2019	Évaluation des besoins Après 2019
RESSOURCES HUMAINES		
Direction MMS et recherche de fonds (1 a-p.)	100 000	100 000
Agente de communication junior		50 000
Agente administrative (0,5 a-p.)		25 000
Coordonnateur MPA (1 a-p.)	80 000	80 000
Agent de développement MPA (1 a-p.)	70 000	70 000
Coordonnateur SAM (1 a-p.)	80 000	80 000
Agent de développement SAM (1 a-p.)	70 000	70 000
TOTAL RH	400 000	510 000
BUDGET DE FONCTIONNEMENT		
Soutien comités de MMS	5 000	5 000
Communication – évènements	30 000	30 000
Web	25 000	25 000
Fonctionnement– coordination MPA	15 000	20 000
Fonctionnement– coordination SAM	15 000	20 000
TOTAL FONCTIONNEMENT	90 000	100 000
FINANCEMENT PROJETS		
Projets transversaux	50 000	100 000
Projets MPA	300 000	500 000
Projets SAM	300 000	500 000
TOTAL PROJETS	650 000	1 100 000
RESSOURCES MATÉRIELLES ET FRAIS ADMINISTRATION (5%)		
Frais fixe : Estimation 12 000 $ par employé	60 000	85 000
GRAND TOTAL	1 200 000 $ / an	1 800 000 $ / an

Une entente multi-partite

FINANCEMENT



PARTENAIRES DE L'ENTENTE MULTIPARTITE

ORGANISATIONS	CONTRIBUTIONS POTENTIELLES	2017-2019 Budget annuel
MSSS	Politique gouvernementale prévention en santé	à venir
Québec en forme	Soutien à la TIR-SHV Montréal métropole en santé	601 000 $
Direction régionale de santé publique	Crédits de santé publique aux 2 mobilisations (50 000 $ par mobilisation)	100 000 $
MAPAQ	Soutien à la mobilisation coordination SAM	50 000 $
Ville de Montréal	Soutien MPA et CPA-SAM (Via	À déterminer
CIUSSS	10 000 x 5 CIUSSS : 50K$	À déterminer
Universités	5 000 $ par Université : 20K$ potentiel	À déterminer
Commissions scolaires	10 000 x 5 CS : 50K$ potentiel	À déterminer
RCMM	25 K$	À déterminer
Autres ministères : MELS, MAMROT, MIDI		
TOTAL ENTENTE MULTIPARTITE		751 000 $ à ce jour

-7 -

Des partenaires en action pour les saines habitudes de vie

• AlterGo	• Capsana
• Cardio Plein Air	• Centraide
• Centre de gestion des déplacements de DESTL	• Centre d'écologie urbaine de Montréal
• Centre Père Sablon	• Réseau des collèges de Montréal
• Coalition montréalaise des tables de quartiers	• Coalition québécoise sur la problématique du poids
• Comité en économie sociale de l'île de Montréal	• Commissions scolaires (5)
• Commissions sportives (3)	• Communauté métropolitaine de Montréal
• Concertation Montréal	• Conseil Canadien du Commerce de Détail
• Conseil des Industries Bioalimentaires de l'Île de Montréal	• Conseil régional de l'environnement
• Corporation de gestion des marchés publics de Montréal	• Direction régionale de santé publique de Montréal
• Équiterre	• ESIM
• FADOQ	• Fillactive
• Groupe de travail en agriculture urbaine	• GUEPE
• Institut de Tourisme et d'hôtellerie du Québec	• MAPAQ SMTAM
• Marché Frontenac	• Ministère de l'Agriculture des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) - Direction régionale de Mtl-Laval-Lanaudière
• Moisson Montréal	• Option consommateurs
• Parc olympique de Montréal	• Québec en Forme
• RAP Jeunesse	• Recyc-Quebec
• Regroupement des CPE de l'ile de Montréal	• Regroupement des éco-quartiers
• Regroupement des Magasins-Partage de l'île Montréal	• RSEQ Montréal
• Société canadienne du cancer – Division Québec	• Société de sauvetage
• Société de transport de l'île de Montréal	• Société du parc Jean-Drapeau
• Sport et loisir de l'île de Montréal	• Sports Montréal
• Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal métropolitain	• Union des producteurs agricoles
• Université de Montréal - Département de nutrition	• Universités montréalaises UQAM, UDM, McGill, Concordia, HEC, Polytechnique, ETS
• Vélo Québec	• Ville de Montréal- Division de la planification urbaine
• Ville de Montréal- Division du Développement Durable	• Ville de Montréal- Service de la diversité sociale et des sports
• Vivre en ville	• YMCA du Québec

Montréal Métropole en santé :

Un mouvement collectif pour que tous les Montréalais puissent vivre dans des milieux de vie et des quartiers qui facilitent des choix santé en faveur des saines habitudes de vie

Mandat 7 : Conseil en concertation des grands enjeux de l'agglomération		
Description sommaire du pouvoir délégué	**Conseil en concertation des grands enjeux de l'agglomération**	
1. Description détaillée de l'objet du mandat (la compétence déléguée)		
Le type de mandat proposé (art. 4 de FDT)	Le mandat s'inscrit dans le volet « Soutien à la municipalité en expertise professionnelle ou pour établir des partages de services ».	
Délimitation du mandat proposé	Répondre aux demandes ponctuelles de la Directrice faisant appel à l'expertise des différents collèges d'affinité de Concertation Montréal.	
Communauté et territoire visés	Agglomération de Montréal	
Domaine des initiatives souhaitées	Social	
Politique ou plan d'action municipal appuyé	Ensemble des domaines pour lesquels Concertation Montréal peut offrir de l'expertise	
2. Modalités d'exercice des pouvoirs délégués		
Financement de la compétence déléguée		
Budget annuel total	225 000 $	
Répartition budgétaire		
Nombre minimal de personne-année requise	**Somme maximale réservée à l'administration de Concertation Montréal**	**Somme minimale réservée aux activités et aux projets**
1	33 750 $	91 250 $
Paramètres de reddition de compte	▪ Rapport annuel ▪ Rapport final	
Impacts attendus		
- Au niveau de l'agglomération	▪ Une concertation multisectorielle renforcée ▪ Une circulation plus rapide de l'information, des connaissances et des connexions favorisant le développement de la métropole	
Indicateurs de performance		
- Quantitatifs (objectifs et	▪ Nombre de mandats reçus de la Directrice	

mesurables)	▪ Nombre de réponse (documents, etc.) produits en réponse aux mandats reçus ▪ Nombre de collèges d'affinités mobilisés
- Qualitatifs	▪ Pertinence et qualité des documents produits ▪ Renforcement des liens intersectoriels ▪ Renforcement des liens de concertation avec les élus municipaux

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1170191005

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction , Division du développement économique et des initiatives stratégiques
Objet :	Accorder une nouvelle avance de fonds de 700 000 $ à Concertation régionale de Montréal / Approuver un projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1170191005 - Concertation régionale Mtl (avance de fonds).xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie GODBOUT
Préposée au budget
Tél : 514 872-5911

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-09-08

Isabelle FORTIER
Conseiller(ere) budgetaire
Tél : 514 872-9366
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier - Point de service Développement

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.68

2017/09/28 17:00

(2)

Dossier # : 1177030003

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 400 000 $ à Expo Entrepreneurs pour la réalisation d'un salon des entrepreneurs qui se tiendra les 24 et 25 janvier 2018 / Approuver un projet de convention à cet effet

Il est recommandé :

1. d'accorder un soutien financier non récurrent de 400 000 $ à Expo Entrepreneurs afin qu'il réalise le salon « Expo Entrepreneurs » qui se tiendra les 24 et 25 janvier 2018;

2. d'approuver un projet de convention entre la Ville et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel; cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-09-04 14:15

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1177030003**

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 400 000 $ à Expo Entrepreneurs pour la réalisation d'un salon des entrepreneurs qui se tiendra les 24 et 25 janvier 2018 / Approuver un projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

Depuis quelques années, l'entrepreneuriat montréalais connaît une grande effervescence. Les intentions d'entreprendre chez les adultes québécois ont triplé passant de 9 % en 2009 à 21 % en 2016, selon l'Indice entrepreneurial québécois du Réseau M de la Fondation de l'entrepreneurship (les intentions sont de 42,2 % chez les jeunes). Cela dit, ces intentions ne se transforment pas toujours en action. L'une des raisons évoquées pour expliquer ce frein réside notamment dans la lourdeur et la complexité des démarches pour se lancer en affaires ou faire croître son entreprise. Autre élément : l'écosystème entrepreneurial, bien que très dynamique, est très fragmenté, ce qui rend l'expérience-client complexe et parfois laborieuse.
Dans ce contexte, la Ville de Montréal, en partenariat notamment avec le Gouvernement du Québec, souhaite offrir, aux entrepreneurs en devenir et à ceux qui viennent de lancer leur entreprise, la possibilité d'avoir accès de manière efficace à l'ensemble de l'écosystème entrepreneurial dans le cadre d'un salon annuel "Expo Entrepreneurs". La première édition est planifiée les 24 et 25 janvier 2018 à la Place Bonaventure.

Expo Entrepreneurs, un OBNL, a offert à la Ville d'être le promoteur du projet. L'organisme a déposé à la Ville le plan d'affaires de l'événement ainsi qu'une demande de soutien financier d'un montant de 400 000 $. La demande est en pièce jointe.

L'organisme n'a jamais reçu de contribution de la Ville.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas

DESCRIPTION

L'objectif de l'évènement Expo Entrepreneurs sera - pendant deux jours - d'offrir de l'information et des conseils par l'entremise de kiosques mais aussi par le biais d'ateliers et de conférences. Des parcours thématiques (Je veux exporter, je souhaite me former…)

seront également développés pour faciliter l'expérience du participant et la rendre véritablement didactique. Le financement, la formation, l'exportation, le transfert d'entreprises, l'incorporation sont des exemples des sujets qui seront abordés lors de l'événement. Les participants pourront, gratuitement, avoir accès à l'intégralité de l'information et à tous les conseils prodigués par les acteurs impliqués dans l'entrepreneuriat. Quelques services – comme des accompagnements sur mesure – seront payants.
Un tel salon sur l'entrepreneuriat - dont l'accès est gratuit et qui offre une qualité de réseautage et de contenu par le biais de conférences et d'ateliers - n'existe pas à Montréal. L'événement s'inspirera du Salon des entrepreneurs de Paris dont la 24e édition a eu lieu en 2017. Pour sa première édition, Expo Entrepreneurs vise à attirer 5 000 participants, un chiffre qui sera amené à augmenter chaque année.

Il est proposé que la Ville supporte la première édition d'Expo Entrepreneurs avec une subvention de 400 000 $. Une convention vient préciser les conditions et les modalités de versement de cette contribution. À cet égard, mentionnons que la somme octroyée devrait être spécifiquement utilisée pour la planification et la réalisation de l'événement. Le dépôt d'une reddition de compte serait exigée après l'événement et avant le dernier versement.

La contribution de la Ville de 400 000$ servirait au :

- Développement de la programmation
- Développement d'une stratégie marketing globale (outils promotionnels, publicités, promotion sur les différents médiums…)
- Recrutement d'entrepreneurs ou de futurs entrepreneurs dans les secteurs d'activité jugés prioritaires par la Ville
- Financement d'outils technologiques (site web, plate-forme d'inscription et de réseautage)

Suite au bilan de la première édition de l'événement, une évaluation de la pertinence d'un financement récurrent serait réalisée.

Cet appui financier s'inscrit dans le cadre d'un budget pro-forma de l'événement de 1,7 M$ ventilé comme suit :

Revenus	**1,7 M$**
Ville de Montréal	0,400 M$
MÉSI (en discussion)	0,300 M$
Autres partenaires publics (en discussion)	0,100 M$
Commandites partenaires (Mouvement Desjardins, Lavery, Polycor…)	0,525 M$
Vente de kiosques	0,375 M$
Dépenses	**1,7 M$**
Frais directs (salle, matériel, conférenciers…)	0,800 M$
Frais indirects (programmation, publicité, promotion, technologies…)	0,900 M$

Dans le cadre de la première édition, la contribution de la Ville représenterait 23 % du financement total.

JUSTIFICATION

Le lancement d’une telle initiative répond aux objectifs du Plan d'action 2015-2017 en développement économique de la Ville qui visent notamment à stimuler l'entrepreneuriat. En offrant gratuitement un accès pendant deux jours à tout l'écosystème entrepreneurial, cet événement permettra de mieux informer et de mieux accompagner des entrepreneurs dans leurs projets de croissance. Ces entrepreneurs disposeront en un seul lieu de toutes les ressources nécessaires au développement de leurs affaires. En facilitant ainsi les démarches des entrepreneurs, la Ville vise à stimuler la création de nouvelles entreprises et le développement d'entreprises existantes.

Par ailleurs, l'organisme Expo Entrepreneurs, nouvellement formé, a à sa tête un dirigeant expérimenté. En effet, en plus d'avoir fondé plusieurs entreprises (Octoraise, Lexop), cet entrepreneur a organisé des événements tel que le Grand Prix du Design, le Salon du Design, Marché pop-up au centre-ville, ConUHacks.

Aussi, le développement d’un contenu de qualité est clé pour attirer les participants et rendre l’expérience client pertinente pour eux. À cet égard, soulignons que le fondateur du StartupFest est un membre du conseil d’administration et qu'un comité aviseur - constitué de partenaires et d’entrepreneurs et sur lequel le Service du développement économique aurait un siège - accompagnera la planification de l'événement.

Dès la planification de l'événement, des outils technologiques seront mis à profit afin de faciliter l’expérience des usagers et démontrer que l’entrepreneuriat montréalais est à la fine pointe de la technologie. Un site web et une plate-forme numérique seront développés pour l’inscription des participants (et ce même si l’événement est gratuit) pour notamment identifier leurs enjeux et s’assurer d’y répondre.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite à ce dossier, il y a lieu d'autoriser une dépense totale de 400 000 $. Les crédits nécessaires sont prévus au budget du Service du développement économique.

Année	Somme	Source budgétaire
2017	200 000 $	Budget SDÉ
2018	200 000 $	Budget SDÉ

Cette dépense serait entièrement assumée par l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Expo Entrepreneurs intégrera les principes du développement durable à différents stades de l’organisation du salon. Deux objectifs sont notamment visés : Faire d’Expo Entrepreneurs un événement « Zéro déchet » et « Carboneutre ».

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La contribution de la Ville permettra au projet de :

- devenir un événement incontournable de l’entrepreneuriat à Montréal
- d’atteindre son objectif de « fédérer » l’écosystème entrepreneurial

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

L'annexe 2 du projet de convention précise les actions de visibilité et de communication qui doivent être appliquées par l'organisme.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

24 et 25 janvier 2018 : tenue du salon Expo Entrepreneurs

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jorge PALMA-GONZALES)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

Johanne CÔTÉ, 30 août 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Valérie POULIN
Conseillère économique

Tél : 514-872-7046
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-25

Géraldine MARTIN
Directrice

Tél : 514-872-2248
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Véronique DOUCET
Directrice
Tél : 514 872-3116
Approuvé le : 2017-09-01

Organisation : Expo Entrepreneurs
NEQ : 1172976723
Adresse : 2274 av. Beaconsfield Montréal (Québec) H4A2G8 Canada
Tél. : 514-928-9012

Objet : Demande de subvention

Géraldine Martin
Directrice de l'entrepreneuriat
Service du Développement économique
Ville de Montréal

Madame

L'OBNL Expo Entrepreneurs a été créé le 31 juillet 2017.

Expo Entrepreneurs est un salon professionnel, un événement qui a pour mission de rassembler tous les acteurs de l'écosystème entrepreneurial du Québec à Montréal, pendant deux jours, les 24 et 25 janvier sous un même toit, Place Bonaventure à Montréal.

Nous souhaiterions obtenir une subvention de 400 000 $ pour le lancement de ce salon et permettre de réaliser un évènement d'envergure qui prévoit de rassembler plus de 5000 visiteurs et 300 exposants.

Vous trouverez dans le plan d'affaires joint toutes les informations utiles (y compris le budget) concernant Expo Entrepreneurs, et l'objet de notre demande.

Dans l'attente d'une réponse, nous vous prions d'agréer, Madame, l'expression de notre considération distinguée.

Le Président Directeur Général

Nima Jalalvandi



Plan d'affaires | Projet | Budget

Table des matières

Plan d'affaires **3**

Sommaire exécutif 3

Objectifs / description du projet 3

Histoire de l'entreprise 3

Gestion et conseillers 4

Évaluation des risques & plan d'urgence 4

Institution Financière 4

Aperçu de l'entreprise 4

Description de l'entreprise 5

Principaux facteurs démographiques, économiques, sociaux et culturels 5

Principaux acteurs 5

Tendances du secteur d'activité 5

Réglementations gouvernementales 6

Le marché 6

Segment de marché 6

Produits et services 6

Tendances du marché 7

Conséquences ou facteurs de risque 7

Les concurrents 7

Concurrents et type de concurrence 7

Forces et faiblesses des concurrents 8

Avantages concurrentiels 8

Plan de ventes et de marketing 9

Partenaires majeurs 9

Fournisseurs 9

Publicité et promotion 9

Prix et distribution 11

Politique en matière de service à la clientèle 11

Plan d'exploitation 11

Emplacement 11

Equipement, mobilier et matériel 12

Recherche et développement 12

Normes environnementales 12

Information additionnelles 12

Plan des ressources humaines 13

Politiques et procédures 13

Heures de service 13

Programme de vacances 13
Evaluation de rendement 13
Formation et développement 13
Rémunération et bénéfices 14
Plan d'action 14

Annexe A - Projet 15
Pourquoi un évènement sur la culture entrepreneuriale 15
Cadre Général 16
Principes sur lesquels repose le salon 16
Éléments conceptuels de l'évènement 19
Le site d'exposition 19
Les parcours 23
Les équipes tactiques 24
Les sprints 24
La programmation 25
Les bénévoles «Entrepreneurs Émergeants» 25
La plateforme informatique 26
Stratégie de déploiement de la 1ère à la 5e année 26
Stratégie partenaires 26
Modèle d'affaires 26
Comité conseil 26
Éléments linguistiques 28
Coût de l'inscription 28
Retour sur expérience 28
Mécanisme de Suivi-Évaluation 28
Première édition 29
Année II 30
Année III 31
Années IV et V 32
L'évènement à long terme 32

Annexe B - Budget 34

Plan d'affaires

Sommaire exécutif

Objectifs / description du projet

Expo Entrepreneurs est une initiative appuyée par une vision holistique de l'entrepreneuriat québécois qui illustrera la grande histoire de l'esprit entrepreneurial du Québec :

- Ses acteurs (l'ADN des membres et futurs membres de la communauté).
- Ce qui fait que l'entrepreneur québécois est unique au monde.
- Ce que nous partageons nous réunit.
- Ses ambassadeurs.
- Ses moments (les grands moments du cycle entrepreneurial).
- Ses défis (la croissance et la capitalisation).
- Ses opportunités (pénétration des marchés domestiques, nationaux et mondiaux).

Expo Entrepreneurs sera l'incarnation terrain d'une initiative globale, le point de convergence de l'entrepreneuriat québécois, une initiative de stimulation et d'accessibilité à l'entrepreneuriat par sa mission et la nature de ses interventions.

Au long terme, l'évènement doit devenir une manifestation annuelle de référence au Québec pour célébrer l'entrepreneuriat et une vitrine du climat des affaires dans la métropole et au Québec, et montrer l'excellence de l'expérience client des entrepreneurs au sein de l'écosystème entrepreneurial québécois.

Histoire de l'entreprise

L'initiative Expo Entrepreneurs a débuté en janvier 2017 portée par Octoraise, une entreprise en démarrage, incubée à la maison de Notman. Les domaines de prédilection d'Octoraise sont la recherche de solutions innovantes, à but social , à l'usage des organisateurs d'événements ou la création d'événements aux sujets variés qui vont de la sensibilisation au codage au commerce artisanal ou à la diversité dans le milieu professionnel, et qui mobilisent plusieurs milliers de participants.

Expo Entrepreneurs découle du constat qu'il n'existe pas à l'heure actuelle au Québec un rassemblement entrepreneurial unifié, accessible et adapté aux technologies événementielles d'aujourd'hui. Petit à petit et en quelques mois, des PME visionnaires ont commencé à partager cette vision. Polycor, une entreprise située en région, est devenue rapidement le premier partenaire stratégique et financier. Peu de temps après, c'est un acteur de premier plan dans l'économie du Québec et de la métropole, Desjardins, qui rallie les rangs.

Considérant l'ampleur de cette initiative, l'équipe a fait une transition en créant une OBNL le 31 juillet 2017. Aujourd'hui, l'unique objectif et occupation de l'équipe est d'assurer la réussite et la pérennité d'Expo Entrepreneurs.

Gestion et conseillers

Nima Jalalvandi, Président et secrétaire
Fondateur/co-fondateur de trois entreprises (Lexop, Octoraise et Expo Entrepreneurs), plus de sept ans d'expérience dans le domaine de l'événementiel et trois ans en tant que développeur de logiciels.

Philippe Telio, Administrateur
Président et créateur du Festival International de la Start-up, un rassemblement mondial d'entrepreneurs, de fondateurs, d'investisseurs et de mentors.

Patrick Perus, Administrateur
Président et directeur général de Polycor, le plus grand fabricant et distributeur de pierres naturelles en Amérique du Nord.

Évaluation des risques & plan d'urgence

Si les objectifs de vente ne sont pas atteints, le dernier recours consiste à différer l'événement en le reportant à une autre date (jusqu'à un an) mesure incluse et comptabilisée dans les contrats de tout exposant ou commanditaire.

Institution Financière

Nom: Desjardins
Adresse: 2175, boul. De Maisonneuve Est Bureau 150
Ville: Montréal
Province: Québec
Code postal: H2K 4S3
Telephone: 514-598-1666, poste 340 **Fax:** 514-598-2055
Nom & Titre du contact: Kokoroko Foli Koudoyor, Conseiller adjoint, Services aux entreprises collectives

Aperçu de l'entreprise

Raison Sociale	Expo Entrepreneurs
Nom Commercial	Expo Entrepreneurs
NEQ	1172976723

Adresse	2274 av. Beaconsfield Montréal (Québec) H4A2G8 Canada
Téléphone	514-928-9012
Courriel	info@expoentrepreneurs.com

Description de l'entreprise

Expo Entrepreneurs est un organisme à but non lucratif qui a vocation à être LE grand rassemblement annuel célébrant l'écosystème entrepreneurial québécois, offrant un aperçu de l'entrepreneuriat à travers Montréal et le Québec, quel que soit le domaine d'activité. Expo Entrepreneurs est une entité neutre créée pour fédérer l'écosystème entrepreneurial et le rendre plus accueillant pour la relève et les nouveaux arrivants. Sa mission est d'informer, de conseiller, d'accompagner l'entrepreneur dans le monde des affaires et de lui présenter les différents services qui lui sont offerts tout en consolidant la culture entrepreneuriale.

Principaux facteurs démographiques, économiques, sociaux et culturels

Le nombre d'événements organisés autour de l'entreprenariat ne cesse de croître dans le monde. Le marché des salons d'exposition, qui encourage de nombreux responsables à dédier du temps à la création de nouveaux partenariats et la découverte de solutions, est sans aucun doute un des facteurs économiques qui favorise fortement la croissance dans de nombreuses industries. Enfin, il n'existe aujourd'hui aucun salon professionnel majeur dédié à l'entrepreneuriat au Québec, alors que l'on compte quatre salons à succès consacrés à cette problématique en Europe (Salon des Entrepreneurs - à Paris, Lyon, Marseille et Nantes).

Principaux acteurs

Les évènements consacrés à l'entrepreneuriat sont concentrés dans les régions métropolitaines et constituent principalement de petits évènements accueillant moins de 300 participants. S'il en existe néanmoins de plus grands, ceux-ci demeurent souvent inaccessibles car ils requièrent des frais d'entrée élevés. La participation annuelle dans ce domaine se trouve ainsi répartie entre les différents petits évènements. Les plus grands événements tels que Culturefest, Techfest, Startupfest ou C2 Montréal prennent par ailleurs tous place durant le printemps ou l'été.

Tendances du secteur d'activité

Depuis les cinq dernières années, les profits d'entreprises et le revenu disponible sont en hausse au Canada ce qui a permis aux revenus de l'industrie d'atteindre des niveaux pré-récession. Au cours des cinq prochaines années, la demande devrait augmenter alors que les clients étofferont leur budget marketing et que les profits d'entreprises croitront. De plus, l'industrie bénéficiera de la hausse du revenu disponible des consommateurs ce qui contribuera à la hausse des taux de présence et donc des revenus de l'industrie des salons d'exposition.

Progressivement, différents salons sur l'entrepreneuriat ont été créés autour du monde, nous en trouvons désormais aux États-Unis, en Chine, en France, en Inde, ainsi que dans d'autres pays. Ce phénomène démontre une demande croissante pour ce type de salons professionnels qui facilitent la création de partenariats, de mentorats et de relations client au sein d'une communauté.

Réglementations gouvernementales

Il n'existe pas de réglementation signifiante au sein de cette industrie.

Le marché

Segment de marché

Les organisateurs de conventions et de salons professionnel au Canada touchent un revenu annuel moyen de 626.900 dollars et le quart supérieur (25%) touche un revenu annuel moyen de 1.896.800 dollars sur un marché total d'une valeur de 794 millions. 29.8 % des conventions et salons résident au Québec et 84 % en Ontario, Québec et en Colombie-Britannique confondus (*Innovation, Science et Développement économique Canada*).

La taille du marché de l'industrie de l'organisation d'expositions et de conférences aux États-Unis est à peu près 28 fois la taille de l'industrie canadienne avec une croissance annuelle de 1.6 %. Le marché global quant à lui est environ de deux fois la taille du marché américain (ibisworld).

L'industrie de l'organisation de salons et de conférences a un faible niveau de concentration sur le marché. En 2017, aux États-Unis, on estime que les quatre plus grands organisateurs possèdent environ 23.0 % du revenu total de l'industrie (ibisworld).

Produits et services

Expo Entrepreneurs ambitionne de transformer l'expérience client grâce à la création de parcours personnalisés, l'aide d'équipes tactiques (qui prépareront les entrepreneurs en amont et les accompagneront pendant le salon), et l'utilisation de technologies de pointe. Visiteurs et exposants vivront une expérience enrichie en réseautage, apprentissage et découvertes.

L'entrée ainsi que les parcours personnalisés sont gratuits et ouverts à tous. Des billets seront vendus aux visiteurs qui désirent le service d'accompagnement personnalisé des équipes tactiques tout au long de l'événement. Ce service additionnel a une valeur ajoutée indéniable pour les professionnels qui souhaitent optimiser leur présence au salon mais il reste optionnel.

Le modèle d'affaires repose sur la vente de commandites et l'achat de kiosques.

Tendances du marché

En 2011, les salons professionnels B2B représentaient 39,2% des budgets marketing B2B; 81% des participants au salon sont ceux qui ont le pouvoir de décision en matière d'achat (*CEIR: La décision de dépense : Analyse de la place des salons expositions dans le budget global de marketing*); 78% des participants parcourent plus de 645 kilomètres pour assister à un salon professionnel (*Source: rapport CEIR ACRR 1153.12*); 99% des vendeurs ont déclaré avoir trouvé une valeur unique dans les salons professionnels que ne leur procurent pas d'autres supports de marketing (*CEIR: L'environnement changeant des Salons Expositions*); les 3 premiers atouts recherchés par les exposants lors des salons sont le renforcement de l'image de marque, le développement de la prospection et la création ou le renforcement de relations (*étude de marché Skyline Exhibits*); 83% des exposants ont convenu que "Bâtir, développer l'image de marque" est un objectif prioritaire pour les salons commerciaux (*CEIR Changing Environment Study*); pour 67% des participants les salons professionnels offrent de nouvelles perspectives et pour les exposants des clients potentiels (*Exhibit Surveys, Inc.*); la première raison de participer aux foires commerciales (quand on n'est pas exposant) est de découvrir de nouveaux produits (*CEIR: le rôle et la valeur de face à face*); 46% des participants ont des postes de direction ou de haute direction (*CEIR: le rôle et la valeur de face à face*). Ces résultats ont été relativement constants depuis 1982.

Le marché du salon et de la planification des événements a un taux de croissance annuel de 1,4% au Canada et de 1,6% aux États-Unis et devrait augmenter au cours des cinq prochaines années, selon les tendances de l'industrie (*ibisworld*).

Conséquences ou facteurs de risque

Expo Entrepreneurs se fonde sur une promesse d'accessibilité tout en offrant des services de qualité. Les exposants sont choisis par Expo Entrepreneurs selon leur contribution au monde de l'entrepreneuriat. Les forces d'Expo Entrepreneurs sont :

- Une expérience de participation optimale.
- Des exposants sélectionnés soigneusement et un espace limité.
- Un événement accessible comparé aux autres événements liés à l'entrepreneuriat.

Les concurrents

Concurrents et type de concurrence

Il existe trois concurrents indirects à Montréal qui desservent des segments de niche : le Salon de l'immigration, le Salon de la franchise et le Salon des jeunes entrepreneurs International Quelques promoteurs locaux, organisations à but non-lucratif et festivals compensent l'absence d'événements majeurs sur le marché.

Au Québec, Expo Entrepreneurs est l'unique événement majeur relié à l'entrepreneuriat en janvier et pourrait être le lieu de rassemblement de petits événements organisés au cours de l'année sans toutefois être en compétition directe avec eux.

Forces et faiblesses des concurrents

Les forces des événements concurrents résident dans leur ancienneté et leur récurrence. Les événements, tels les jours fériés figurent dans le calendrier annuel et sont attendus chaque année par les professionnels qui les prennent en compte dans leur planification. Une première itération réussie engendre habituellement des affaires récurrentes si tant est que le contenu est mis à jour. En se positionnant dans son propre cadre temporel, Expo Entrepreneur se garantit une place de choix au sein du calendrier des professionnels québécois qui n'est pas attribuée à ses compétiteurs.

Le Salon de l'immigration et le Salon international des jeunes entrepreneurs ciblent des marchés de niche que les individus intègrent à une étape pleine d'incertitude de leur développement personnel.

Le Salon de la franchise, quant à lui, a décidé de cibler un type spécifique d'entrepreneurs. En effet, de nombreux individus cherchant à démarrer un commerce optent pour un modèle de franchise car celui-ci présentent les avantages d'offrir un plan d'affaires validé et la centralisation de la plupart des tâches exigeantes liées au fonctionnement d'un commerce.

Certains promoteurs locaux organisent des événements similaires à Expo Entrepreneurs car l'évolution des besoins en matière d'éducation, de sensibilisation et de réseautage des entrepreneurs est actuellement à la hausse; l'accessibilité croissante au capital et aux innovations - tels que l'internet, les logiciels en tant que service (SaaS) etc. - ces dernières années, a en effet créé une nouvelle vague d'entrepreneurs dans toutes les industries. Cependant, les promoteurs locaux sont cependant limités dans leur capacité à offrir des opportunités aux prestataires de services en raison de leurs ressources et espaces disponibles.

Avantages concurrentiels

- La qualité de la programmation : l'accent sera mis sur la qualité du réseautage dans le salon, sur les conférences et autres activités.
- L'absence de concurrents majeurs pendant la saison d'hiver : seul événement entrepreneurial majeur organisé au Québec et en janvier.
- L'accessibilité (atout majeur comparé à d'autres évènements) : admission gratuite et options à un prix raisonnable pour les services de conseils et d'accompagnement (équipes tactiques).
- Une grande capacité d'accueil (guichet unique).
- Un espace privé pour accueillir des événements plus petits se déroulant dans la ville afin de créer une convergence au sein de l'industrie.

Plan de ventes et de marketing

Partenaires majeurs

NOM / ADRESSE	TERMES	PRODUITS / SERVICES
Polycor Inc. 139 rue Saint-Pierre Quebec City (Quebec)	1 an, renouvelable	Pierre
Mouvement des Caisses Desjardins 100, rue des Commandeurs, Lévis (Québec) G6V 7N5	1 an, renouvelable	Service bancaire aux entreprises, ventes et marché boursier, banque d'investissement
Lavery, de Billy 4000-1 Place Ville-Marie Montréal (Québec) H3B 4M4	1 an, renouvelable	Services juridiques

Fournisseurs

NOM / ADRESSE	TERMES	PRODUITS / SERVICES
Place Bonaventure 240-800 rue De La Gauchetière O Montréal (Québec) H5A1K6 Canada	1 an, renouvelable	Espace d'expositions et de conférences
Tandem Communication Événementielle Inc. 130-651 RUE Notre-Dame O Montréal (Québec) H3C1H9	1 an, renouvelable	Direction artistique et technique, et marketing d'événements, communications (réalisateurs délégués)
Expériences Yulism Inc. 5183 av. Durocher Montréal (Québec) H2V3X7	1 an, renouvelable	Équipes tactiques (parcours et création de contenu)

Publicité et promotion

L'approche marketing utilise le *storytelling* pour s'adresser aux entrepreneurs. Expo Entrepreneurs prépare une liste annuelle d'entrepreneurs de haut niveau qui seront interviewés et invités à l'événement. Dans la mesure où les salons sont axés sur l'entrepreneuriat, cette stratégie permettra d'accroître l'intérêt des exposants et des visiteurs. Ils peuvent en effet s'attendre à rencontrer les personnes pertinentes à leur avancement personnel au cours de l'événement.

La stratégie de communication d'Expo Entrepreneurs se déploie à travers les médias traditionnels et numériques pour s'assurer d'atteindre ses différents publics.

Médias numériques
Expo Entrepreneurs lancera une campagne de presse et de médias sociaux afin de sensibiliser son public cible. Le contenu partagé comprendra des vidéos de présentation, des interviews d'entrepreneurs inspirants du Québec, des photos, des concours et des annonces graphiques.

Un bulletin officiel sera envoyé aux professionnels, médias et exposants. Ensuite, des bulletins hebdomadaires récurrents suivront afin de garder l'intérêt et l'enthousiasme du public pour l'événement.

Médias traditionnels
Les affiches et les panneaux publicitaires seront placés dans des endroits stratégiques tels que les universités, les incubateurs, les cafés, le métro, les bus et les espaces publics.

Trois mois avant l'événement, Expo Entrepreneurs et son agence de relations publiques partenaire organiseront le lancement officiel avec une première conférence de presse de promotion d'Expo Entrepreneurs.

Initiative régionale
Expo entrepreneurs sera présent aux événements de nombreux partenaires que ce soit à Montréal ou dans d'autres villes du Québec. La mission d'Expo Entrepreneurs étant principalement de fédérer les initiatives et non d'en créer de nouvelles, sa démarche lors de ces évènements se focalise sur la promotion du salon et le développement de sa visibilité que ce soit à Montréal ou en région.

Expo Entrepreneurs souhaite pouvoir créer avec ses partenaires une vitrine des produits innovants québécois qui les mettrait en valeur pendant le salon. Expo Entrepreneurs espère ainsi montrer par sa présence l'importance qu'elle accorde aux initiatives régionales qui cherchent à tisser des liens entre elles. Ainsi, des initiatives régionales débuteront à la rentrée scolaire avec le Desjardins lab, le Quartier d'Innovation, le NeoShop et La Ruche Québec pendant lesquelles Expo Entrepreneurs et ses partenaires iront à la rencontre des entrepreneurs en région.

L'approche d'Expo Entrepreneurs se distingue de celle mise en oeuvre dans d'autres tournées car Expo Entrepreneurs n'arrive pas avec une programmation fixe qui met l'accent sur ce qui se fait à Montréal, mais bien avec une programmation flexible qui s'adapte et bonifie les événements en région déjà en place. Le calendrier des partenariats régionaux est ainsi construit de manière dynamique en se greffant à des évènements existants au fur et à mesure qu'ils s'annoncent.

Sherbrooke	22 septembre

Gatineau	28 septembre
Montréal	À confirmer
Shawinigan	À confirmer
Québec	À confirmer
Autres régions à confirmer	

Prix et distribution

Prix pour les visiteurs
Il n'y a pas de frais d'admission. Cependant, pour bénéficier d'un billet gratuit, les participants sont invités à répondre à un court questionnaire en ligne. L'objectif est de recueillir des informations pertinentes à leur sujet afin de créer des expérience de parcours qui répondent à leur profil et objectifs. Les participants qui auront choisi d'être pris en charge par des équipes tactiques (qui compteront des conseillers en entreprises professionnels) devront s'acquitter de frais d'entrée pour les deux journées de salon.

Prix pour les exposants
Les prix sont légèrement inférieurs à la moyenne de l'industrie. L'achat se fait directement par un formulaire de demande sur le site d'Expo Entrepreneurs.

Politique en matière de service à la clientèle

Le service à la clientèle est amélioré par une combinaison de messagerie en dérivation en temps réel (*drift*), de Slack et d'un logiciel de centre d'appel en tant que service, qui fournit également une ligne de renseignements 1-800. Toutes les technologies sont synchronisées avec le logiciel de gestion de relation client : Hubspot. Expo Entrepreneurs sollicitera également l'avis de ses clients avant, durant et à la fin de l'événement.

Plan d'exploitation

Emplacement

Actuellement, le bureau d'Expo Entrepreneurs est situé dans la maison Notman, à Montréal. Il est prévu qu'Expo Entrepreneurs s'installe dans les bureaux de Tandem Communications pour les cinq mois précédant l'événement pour travailler en étroite collaboration avec la compagnie de production déléguée.

Taille et capacité

L'espace de travail de 230 pieds carrés contient 10 bureaux. Le bâtiment inclut 3 salles de conférence privées et 2 larges espaces événementiels qui peuvent accueillir chacun 150 personnes.

Avantages ou inconvénients
La Maison Notman dans laquelle se situent les bureaux est un centre particulièrement actif de l'activité entrepreneuriale à Montréal et héberge plus de 20 autres compagnies, dont la plupart sont attendues au salon.

Détails concernant la propriété ou le bail
Un premier bail s'est achevé le 1er Juillet 2017 (650$/mois), un nouveau bail pour de plus grands bureaux dans le même bâtiment est en vigueur jusqu'à la fin du mois d'août (1250$/mois).

Equipement, mobilier et matériel

Expo Entrepreneurs ne possède pas d'équipement, ni de mobilier, ou fournitures signifiantes.

Recherche et développement

La recherche est axée sur l'étude des besoins des entrepreneurs et des technologies pouvant améliorer l'expérience de réseautage.

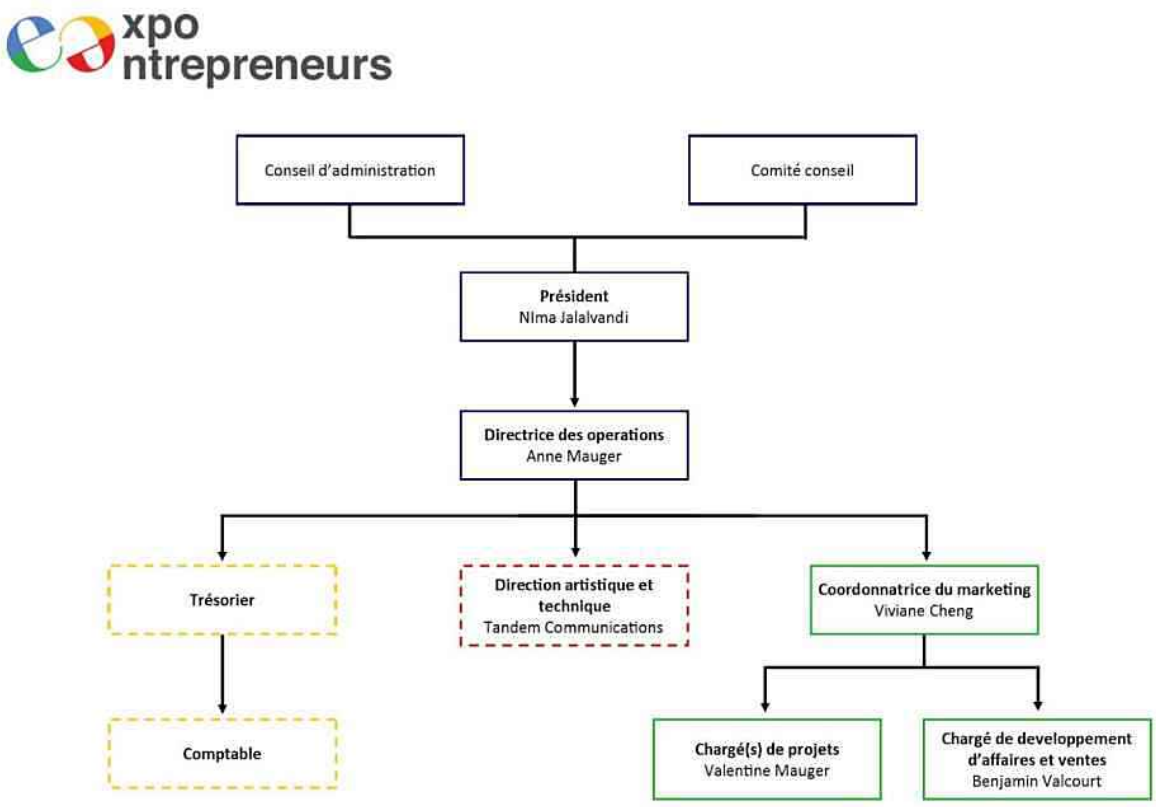
Normes environnementales

Il n'existe pas de normes et réglementations signifiantes dans cette industrie. Expo Entrepreneurs implémentera cependant de strictes initiatives de durabilité.

Information additionnelles

Expo Entrepreneurs recueillera l'information sur les participants et continuera à développer son réseau après chaque événement, réseau qui atteint à ce jour plus de 7.000 individus et 300 entreprises.

Plan des ressources humaines



Politiques et procédures

Heures de service

Du lundi au vendredi : 9 h à 17 h

Programme de vacances

Programme de vacances standard.

Evaluation de rendement

Les évaluations de rendement sont réalisées chaque trimestre et après chaque évènement.

Formation et développement

Actuellement, la majorité des formations se fait à l'interne par les membres clés. Les membres de l'équipe sont également envoyés à différents événements afin d'approfondir leur apprentissage.

Rémunération et bénéfices

Les entrepreneurs indépendants et employés sont payés selon les standards. Au sein de l'équipe de vente est mis en place un plan incitatif de commissions.

Plan d'action

ACTION	ECHÉANCE
Compléter les principaux accords de partenariats	Août
Compléter le modélisation 3D de l'expo	Septembre
Annonce officielle d'Expo Entrepreneurs avec les partenaires majeurs	Septembre
Première rencontre du comité conseil	Septembre
Première ronde d'inscriptions	Septembre
Début de la tournée régionale afin de promouvoir l'événement au Québec	Septembre
Fin de la première ronde d'inscriptions, début de la deuxième	Octobre
Début de la campagne de relations publiques	Novembre
Fin de la deuxième ronde d'inscription, début de la troisième	Novembre
Compléter les accords d'espaces	Novembre
Compléter les inscriptions des participants (fin de la troisième ronde)	Décembre
Compléter l'agenda final de l'événement	Décembre
Compléter l'invitation de personnes clés et médias à l'évènement	Janvier

Annexe A - Projet

Pourquoi un évènement sur la culture entrepreneuriale

Le Gouvernement du Québec a lancé plusieurs initiatives structurantes dans l'optique d'améliorer le climat des affaires ainsi que l'excellence de l'entrepreneuriat, notamment :

- Un processus d'allégement réglementaire et de simplification administrative par lequel il modernise son approche afin de réduire le fardeau des entreprises.
- La volonté d'Entreprises Québec d'optimiser le parcours et l'expérience client du monde des affaires dans ses relations entre les ministères et organismes publics.
- Le Plan d'Action gouvernemental en Entrepreneuriat (PAGE) qui consolide les acquis du Québec en matière de culture entrepreneuriale tout en facilitant le parcours de ceux qui s'y engagent.

Les orientations économiques prisent par la Ville de Montréal montrent des points de convergences majeurs avec les actions gouvernementales, à savoir :

- La volonté exprimée dans la Stratégie de développement économique de la Ville d'augmenter l'indice entrepreneurial de la métropole.
- La création d'un poste de Directeur de l'entrepreneuriat en 2016.
- Le statut de métropole qui sera conféré à la Ville de Montréal conjugué aux pouvoirs économiques accrus qui y sont associés.
- L'expérience client qui sera au cœur de la prochaine planification stratégique du Service du développement économique de la Ville de Montréal.

De plus, le contexte entrepreneurial est favorable. Selon l'indice entrepreneurial québécois 2016 du Réseau M, 21% des adultes (42,2% chez les 18 à 34 ans) songent à se lancer en affaires. Bien que ce chiffre ait triplé depuis 2009, seulement 9,6% d'entre eux entament des démarches de création d'entreprise. L'enjeu d'accroître le nombre de créateurs d'entreprises demeure donc crucial. Des études récentes montrent également que le Québec rattrape progressivement son retard quant à l'intention d'entreprendre de sa jeunesse.

Toutefois, si l'écosystème entrepreneurial s'avère très dynamique, il demeure cependant très fragmenté, ce qui rend l'expérience client complexe et parfois laborieuse. C'est pourquoi, conjuguer les efforts des acteurs publics majeurs tels que la Ville de Montréal et le Gouvernement du Québec ainsi que ceux des organismes qui viennent en appui au monde des affaires est nécessaire en vue d'accentuer les effets de ces initiatives. Il convient donc de mettre en place une vitrine susceptible de démontrer en temps réel l'efficacité opérationnelle de cette nouvelle relation avec le milieu des affaires et de consolider la culture entrepreneuriale qui prévaut désormais dans la métropole et au Québec.

Cadre Général

Il est proposé de créer un évènement annuel, Expo Entrepreneurs, qui contribuera à consolider la culture entrepreneuriale dans la métropole et la société québécoise en mettant à contribution l'ensemble des acteurs *de* l'écosystème, et ce, de manière récurrente.

À long terme, autrement au terme de son déploiement progressif, d'ici cinq ans, l'évènement devrait évoluer vers une célébration de la culture entrepreneuriale sur tous les plans à Montréal et au Québec avec Montréal-Métropole comme principal vecteur, et être perçu comme un lieu d'excellence pour la facilité à entreprendre mais aussi de rassemblement de la communauté des gens d'affaires.

Concrètement, Expo Entrepreneurs est une plateforme qui permettra aux gens de s'informer et de se familiariser avec l'esprit entrepreneurial, de trouver facilement des conseils et ressources pour leurs projets et de recevoir un accompagnement personnalisé en fonction de leurs besoins.

Principes sur lesquels repose le salon

L'accessibilité
Il sera gratuit et accessible à tous ceux qui souhaitent se familiariser au monde des affaires, lancer une entreprise ou la propulser moyennant une inscription au préalable.

La collaboration
Un comité conseil composé d'entrepreneurs confirmés validera le contenu et le déroulement proposés par les exposants et partenaires.

L'utilisation de technologies de pointe
La prestation électronique des services et l'usage de technologies pour bonifier l'expérience client sera une des priorités.

Une expérience client optimale
Des dispositions seront prises afin de garantir un gain de temps, de procédures et de coûts à la clientèle lors de l'évènement. La qualité du relationnel des équipes avec la clientèle sera aussi déterminante que la réalisation des objectifs du client.

Des parcours clients
Des équipes tactiques (service personnalisé) seront dédiées à une clientèle ciblée et segmentée. L'objectif sera de lui faire vivre le parcours client optimal correspondant à ses besoins notamment concernant son expérience auprès des services et programmes gouvernementaux et municipaux.

Une couverture géographique à l'échelle du Québec

La volonté de fédérer fait de la participation significative des régions au salon une priorité. Pour ce faire, les régions seront d'une part représentées au sein du comité conseil de l'évènement, d'autre part Expo Entrepreneurs s'associera dès le mois de septembre à des événements organisés par des partenaires en région pour aller à la rencontre des entrepreneurs, parler d'Expo Entrepreneurs et les motiver à participer à l'évènement.

Un évènement « par » et « pour » les entrepreneurs
La raison d'être d'Expo Entrepreneurs est de fédérer l'écosystème entrepreneurial et de célébrer la culture entrepreneuriale à travers l'entrepreneur mais aussi de contribuer à asseoir le positionnement de Montréal-Métropole et du Québec comme des plateformes de premier plan pour la facilité d'entreprendre et la qualité de l'environnement des affaires.

Une trame narrative arrimée aux réalités de chaque audience :

Visiteurs
- Je peux être entrepreneur, j'ai cela dans mon ADN
- Je suis à une bon endroit pour le faire (Québec vs les ressources, les appuis, la main d'oeuvre, le savoir-faire)
- Je dispose des outils (agrégation et démystification des processus)
- Je dispose de l'aide (gouvernementale, fonds d'investissements, incubateurs, accélérateurs)
- J'ai des opportunités (les marchés, les tendances, des secteurs d'activité à l'échelle mondiale)
- Moi je peux en faire partie (de la grande communauté entrepreneuriale du Québec)

PME existantes
- Je réussis
- Je suis un entrepreneur, j'en fais partie
- J'ai des défis pour lesquels je suis en quête de solutions accessibles et applicables
- Je veux saisir toutes les opportunités
- Je veux être un acteur de premier plan et participer aux initiatives de ma communauté

Prestataires de services
- Je cherche des opportunités me permettant de créer une expérience autour de ma marque
- Je suis à la recherche de nouvelles opportunités permettant à ma marque d'entrer en relation avec des clients ou des prospects
- Je suis à l'affût de la relève et des opportunités futures

Gouvernements
- Je veux créer, stimuler et soutenir la création de richesses
- Je dois communiquer et faire la promotion des services offerts
- Je dois soutenir la communauté
- Je veux m'associer à des initiatives contemporaines

Réseaux scolaire et formations

- Je veux créer de la relève
- Je veux faire de la promotion dans mon établissement

Grappes industrielles et associations sectorielles

- Je veux la pérennité de mon secteur / industrie
- Je faire la promotion de mon industrie
- Je veux soutenir l'attraction de nouveaux talents
- Je veux appuyer les entrepreneurs dans leur recherche de releveurs

Entrepreneuriat féminin

L'entrepreneuriat féminin ayant ses spécificités, il est important qu'à ce titre des activités réservées aux femmes entrepreneures soient disponibles. Une thématique autour de « Elle Entreprend » permettra de donner la possibilité aux femmes qui se lancent en affaires de connaitre les services qui leur sont dédiés, d'échanger avec des femmes déjà en affaires et de découvrir les particularités auxquelles elles doivent faire face autour de tables rondes ou d'activités de réseautage.

Diversité

Expo entrepreneurs accordera une attention particulière à la représentation équitable des communautés montréalaise et québécoise que ce soit en tant que porte-paroles, conférenciers ou autres intervenants. Des tables rondes, conférences et activités pourraient être organisées pour trouver des solutions aux problématiques qui leur sont propres.

Écoresponsabillité

Expo Entrepreneurs souhaite intégrer les principes du développement durable à différents stades de l'organisation du salon, et ce, dès le début de la planification. Des priorités avec des objectifs réalistes ont d'ores et déjà été établies dans deux directions principales : "Zéro déchet" et "Carboneutre" (ou zéro carbone).

Zéro déchet

Si le pari est ambitieux, il est cependant réaliste de veiller à respecter dans l'ordre, les actions suivantes : réduire à la source, réutiliser, recycler, valoriser (utilisation de matières compostables) et enfin éliminer (jeter).

Pour éviter de générer des déchets Expo Entrepreneurs souhaite privilégier les communications par voie électronique : informations accessibles sur le site web, transmises par courriel ou diffusées sur les médias sociaux, campagne de marketing digitale, formulaires d'inscription et paiement en ligne, etc.

Quand l'usage de matériel s'avère nécessaire, Expo Entrepreneurs privilégiera le matériel réutilisable (achat d'une tasse unique) ou les matières recyclables (papier, carton, plastique, verre, métal).

Carboneutre

Le choix de la place Bonaventure, un lieu central et accessible permet de privilégier l'accès par les transports en commun contribuant ainsi à réduire les GES émis. Expo Entrepreneurs communiquera d'ailleurs en ce sens auprès de ses clients mais aussi de ses partenaires. Pour ce qui est des régions, l'organisation d'un covoiturage ou d'un transport en commun spécifique à l'évènement est à l'étude.

Enfin Expo Entrepreneurs souhaite également privilégier l'achat local ou régional notamment ce qui concerne la nourriture et les boissons.

Éléments conceptuels de l'évènement

Le site d'exposition

La salle d'exposition de la place Bonaventure a été retenue pour cette première édition, à la fois pour sa superficie et sa situation géographique. Un salon de cette taille, situé en plein coeur de Montréal, à proximité de la ville souterraine et accessible par tous les moyens de transports urbains possibles, est l'endroit idéal pour réunir une industrie et permettre à ses décideurs de prendre le temps de se rencontrer pour créer de nouvelles relations d'affaires et les synergies nécessaires à la croissance de l'écosystème entrepreneurial.

L'environnement du salon sera inspirant et accueillant. La navigation à l'intérieur sera fluide grâce à une signalisation appropriée simple et efficace.

La salle sera divisée en quatre grandes zones qui regrouperont les acteurs choisis

- Partenaires gouvernementaux, municipaux et communautaires
- Prestataires de services
- Établissements d'enseignement et de formation professionnelle
- Cité des startups et Québec Inc.



Dans chaque zone les exposants disposeront

- D'un espace semi-privatif pour promouvoir leurs biens ou services.
- D'une scène commune pour organiser des conférences ou des panels.
- D'espaces partagés pour ateliers et tables rondes
- D'espaces de travail et de réseautage

Dans chaque zone nous trouverons des quartiers thématiques

Les quartiers thématiques sont des sous-zones où différents acteurs peuvent se rassembler pour promouvoir leurs bien ou services et échanger autour de problématiques communes, en participant à des tables rondes ou en réservant des rendez-vous en tête à tête, ou encore en assistant à des ateliers.

Zone 1 - Partenaires municipaux, gouvernementaux et communautaires

Les partenaires municipaux et gouvernementaux

Seront réunis ici tous les organismes municipaux, para-publics qui soutiennent le développement de l'entrepreneuriat et proposent des services ou ressources dans les domaines administratif et règlementaire.

Partenaires communautaires

Tous les organismes qui participent en tant que communauté à soutenir les entreprises ou les entrepreneurs locaux dans tous les aspects de leur développement (social, économique, environnemental, culturel) auront également un espace réservé dans cette zone : espace de travail partagés, accélérateurs, incubateurs, groupes *Meetups,* etc.

Dans cet espace, nous trouverons une quartier spécifique consacrée à Entreprises Québec et à ses ressources en ligne, dont Zone Entreprises, avec des agents présents pour aider les entrepreneurs à s'inscrire et à utiliser les services en ligne.

Quartier thématiques

- « Reconnaissance » : Le gouvernement et diverses organisations non gouvernementales collaborent afin de mettre sur pied plusieurs concours destinés à promouvoir et à récompenser le savoir-faire entrepreneurial. Il s'agit ici de les présenter et de permettre aux candidats de s'y inscrire le cas échéant. Le site internet de l'évènement permettra aux inscrits de voir la liste des concours auxquels ils sont admissibles. Cibles : Toute entreprise ou personne en démarrage admissible à un concours.
- « Zone Entreprises » :
    - Cet espace sera organisé de façon à témoigner de la facilité d'entamer une carrière entrepreneuriale et notamment d'entreprendre des démarches administratives, permettra d'accroître en temps réel la clientèle inscrite à Zone Entreprises et d'en vulgariser son utilisation.

    - Des kiosques avec des agents des Services Québec, Info Entrepreneurs et Entreprises Québec seront là pour donner de l'information, offrir des conseils et de l'aide aux entreprises en démarrage ou en croissance.
    - Démonstrations et activités ludiques seront au programme pour promouvoir l'utilisation de cette plateforme à guichet unique et se familiariser avec. Des bornes "Zone Entreprises" seront installées pour enregistrer directement sur place son entreprise ou bénéficier des services transactionnels en ligne.
    - Cibles : Personnes en démarrage d'entreprise, personnes souhaitant bénéficier des services de Zone Entreprises.
- « Site entreprises Québec- bourses d'honneur » : le gouvernement et diverses organisations non gouvernementales collaborent afin de mettre sur pied plusieurs concours destinés à promouvoir et à récompenser le savoir-faire entrepreneurial, il est donc prévu de créer une section où les candidats disposeront de bornes pour s'enregistrer en ligne et concourir à l'obtention de bourses.

Cette zone disposera d'une scène partagée qui portera le nom d'"Entreprise Québec" pour organiser des conférences, des activités, des ateliers et d'un espace de travail avec des personnes entièrement dédiées à aider ceux qui désirent se lancer en affaires à remplir les permis et les licences nécessaires pour exploiter une entreprise au Québec (service PerLe) et leur permettre de repartir avec leur numéro d'enregistrement.

Zone 2 - Prestataires de services

Ce zone est dédié à toutes les entreprises, cabinets conseils ou consultants en affaires qui proposent des services aux entreprises dans des domaines spécifiques pour les assister dans leurs différentes fonctions (marketing, vente, RH, finances, etc.). Ils offriront des conseils, de l'information et organiseront des ateliers, tables rondes et conférences dans les espaces prévus à cet effet dans ce quartier.

Zone 3 - Établissements d'enseignement et de formation professionnelle

Cette zone regroupe les principales universités, établissements d'enseignement et de formation professionnelle qui ambitionnent de développer l'esprit entrepreneurial chez les étudiants et de créer une nouvelle vague d'entrepreneurs pour soutenir le développement du Québec.

<u>Quartiers thématiques</u>

- « Je cherche des locaux » destiné aux espaces de travail partagés.
- « Mentorat » : Rencontrer des partenaires potentiels ou des experts pour échanger, recevoir des conseils, des avis d'experts etc. Ces rendez-vous seront planifiés à l'avance par le biais d'une plateforme. Les clients pourront s'y inscrire et identifier les personnes qu'ils souhaitent rencontrer. Cibles : Dirigeants et chefs d'entreprise confirmés, repreneurs déjà établis. Jeunes entrepreneurs.
- « Je me forme » : formation professionnelle et l'enseignement

Zone 4 - Cité des startups et Québec Inc.

En réunissant les *Startups* et les grandes entreprises du Québec, symboles de réussite ou de longévité, nous souhaitons permettre à ces deux acteurs de l'écosystème aux profils complémentaires de se rapprocher pour échanger voir collaborer.

Cité des startups
Ici nous irons à la rencontre des entreprises qui développent de nouveaux modèles d'affaires grâce à des technologies innovantes.

Québec Inc.
Ces entreprises pourront présenter aux clients du salon les services qui leur sont dédiés, bénéficier de conseils de personnes qui ont suivi le même parcours qu'eux et l'ont réussi et rencontrer de futurs mentors.

Quartiers thématiques

- *« La Fabrique Tech »* : les jeunes entreprises technologiques pourront découvrir les produits et services qui leurs sont dédiés et les principaux points d'accès qui leur sont réservés. Cibles : entreprises technologiques en démarrage ou en activité (Startups).

Les parcours

Les parcours font partie de la programmation et sont offerts aux participants qui souhaitent évoluer dans le salon en suivant un trajet avec un début et une fin. L'idée est de partir des besoins exprimés par le client et de le guider pour l'amener là où il veut arriver.

Les parcours offrent des étapes personnalisées, en fonction des thématiques choisies, dans différentes zones et quartiers du salon sous-forme de conférences, d'ateliers collaboratifs et de conseils, etc.

Propositions de parcours :

- « J'entreprends » : Trouver des idées, connaître les franchises qui recrutent, partager des expériences, des solutions de formation professionnelle, rencontrer des experts, tester son idée. Cibles : Jeunes, étudiants, futurs entrepreneurs, personnes en phase d'idéation.
- « Je gère ma croissance» (dans lequel se trouve le programme « Numérique Qc » : pour les entreprises en cours d'appropriation de solutions numériques) propose de trouver des solutions pour gérer et faire croître son entreprise, créer un réseau d'affaires, renforcer ses capacités et échanger avec des experts confirmés. Cibles : Jeunes dirigeants et chefs d'entreprise confirmés, repreneurs déjà établis.
- « J'exporte » propose de vulgariser l'offre de service quant à l'exportation et renforcer les capacités des entreprises à cet effet. Une série d'ateliers sera proposée pour découvrir les

facteurs de succès à l'exportation ainsi que des rencontres personnalisées avec des experts en affaires internationales. Cibles : Jeunes dirigeants et chefs d'entreprise confirmés.

- « Initiatives sociales - économie sociale et coopératives » propose d'accompagner celles et ceux qui souhaitent entreprendre autrement : assistance à la création d'une entreprise responsable, modes d'organisations et acteurs présents pour l'accompagnement.
- « Je fabrique » : les entreprises ayant d'excellentes pratiques de gestion, de production et de vente seront mises en avant tout en permettant aux entrepreneurs déjà en affaires de bénéficier de cette expertise et de voir concrètement comment s'opère cette gestion en apprenant par l'observation et l'expérimentation. Les entreprises pourront présenter des prototypes de chaînes de production, de robots, de CRM et faire des simulations. Une attention particulière sera apportée aux nouvelles technologies ainsi qu'à l'Industrie 4.0. Cibles : Jeunes dirigeants et chefs d'entreprise confirmés. Entreprises manufacturières, notamment innovantes.
- « Transfert d'Entreprises » : les clients pourront s'informer, observer, analyser et étudier les possibilités de reprise d'une entreprise déjà existante. Ils pourront échanger avec des personnes qui ont déjà repris des entreprises et qui ont réussi ou avec des personnes souhaitant céder une entreprise. Cibles : Entrepreneurs souhaitant reprendre ou céder une entreprise.

Les équipes tactiques

Les participants qui choisiront cette option seront pris en charge par des équipes tactiques constituées entre autres de conseillers en entreprises professionnels. Elles auront pour mission d'interagir en amont (au moins trois mois à l'avance) avec les différentes clientèles identifiées et de les aider à personnaliser leur parcours et de les préparer au salon.

Dès leur arrivée et pendant toute la durée du salon, des concierges professionnels aideront les clients à gérer leur emploi du temps et à réserver leurs places aux conférences, ateliers et autres activités incluses dans les parcours sélectionnés.

Elles chercheront en priorité à répondre à la clientèle suivante :

- PME
- Manufacturiers innovants
- Numérique QC
- Jeunes Tech (start ups)
- Industries créatives
- Repreneurs ou cédants (transfert d'entreprises)

Il serait intéressant que les thématiques constituent le fil rouge de ces cohortes plutôt que le type de clientèle afin de s'assurer d'avoir une dynamique productive et de maximiser les échanges. Les pôles d'intérêts n'étant pas forcément reliés à la taille de l'entreprise ou à l'expérience, il semble pertinent de rencontrer dans une cohorte à la fois des profils différents et des profils complémentaires plutôt que seulement des profils similaires.

Les cohortes participeront à des discussions de groupe, des activités adaptées aux chefs d'entreprise et travailleront sur un *sprint* pour les aider mutuellement à résoudre des problèmes communs ou reliés. Les formulaires d'inscription joueront un rôle de premier plan pour établir les similitudes et la complémentarité.

Les *sprints*

Le *sprint* est un outil d'animation qui crée une expérience collective dans laquelle les gens sont invités à réfléchir ouvertement à leurs problèmes et à trouver des solutions en activant la programmation et l'environnement mis à leur disposition. Huit arrêts sont au programme pour les entrepreneurs sous forme de présentations de projets et de propositions de solutions gagnantes.

Le *sprint* est adapté aux thématiques
« J'entreprends » et « J'innove » : trouver des idées, connaître les franchises qui recrutent, partager des expériences, des solutions de formation professionnelle, rencontrer des experts et tester son idée. Cibles : Jeunes, étudiants, futurs entrepreneurs ou intrapreneurs et personnes en phase d'idéation.

La programmation

Elle constitue le socle des parcours et la base sur laquelle s'appuieront les équipes tactiques pour accompagner les participants. Les thématiques sont choisies en fonction des parcours des clients identifiés par les organisateurs et les comités de l'événement. La programmation privilégie la décentralisation du contenu pour permettre à chaque municipalité, ministère ou organisation (privée ou publique) d'être responsable d'un type de clients ou d'une thématique, ce sont les exposants qui co-créent la programmation en accord avec le Comité conseil de l'événement. C'est ainsi l'ensemble de l'écosystème qui pourra s'approprier l'événement en y apportant une contribution opérationnelle.

Les conférences
Elles constitueront une des activités clés de la programmation et seront réparties sur plusieurs scènes pendant toute la durée du salon. La scène principale au centre de la Place Bonaventure présentera des conférenciers inspirants : des leaders de renom mais aussi des entrepreneurs qui savent raconter des histoires et partager des idées qui méritent d'être diffusées. Des conférences faites pour décloisonner et ouvrir l'esprit dans une ambiance bon enfant, avec optimisme et une grande diversité dans le choix des sujets traités. Par ailleurs, dans chacune des 4 zones, des scènes secondaires seront disponibles, entre autres, pour des conférences dont les sujets sont cohérents avec les thématiques choisies dans ces zones.

Ateliers
Leur raison d'être est de renforcer la qualité et le contenu des parcours et de l'expérience client. Ils seront créés en harmonie avec les besoins de la clientèle suivie par les équipes tactiques. Ces

ateliers accentueront la plus-value de l'évènement au regard du parcours client et des événements de même nature.

Une série d'ateliers ayant pour objectif de répondre à des besoins précis (coûts de revient, GOP, adaptation des employés à l'industrie 4.0 etc.) des entrepreneurs et de leurs entreprises, et ce, conformément à chacune des fonctions de l'entreprise et des défis auxquels ils sont appelés à faire face pourront être organisés en marge de la programmation.

Les bénévoles «Entrepreneurs Émergeants»

Dans tout évènement de cet ampleur, la logistique requiert la participation active de bénévoles. Il semble intéressant de faire participer dans ce processus ceux qui font partie de la relève de demain, les étudiants. Nous envisageons de créer une communauté de bénévoles «Entrepreneurs Émergeants » qui serait à l'oeuvre dans le salon.

Nous envisageons d'établir un partenariat avec les établissements d'enseignement pour constituer cette cohorte de bénévoles. L'idée est de les affecter plus particulièrement à des tâches leur permettant de côtoyer tant les entrepreneurs que les organismes qui les accompagnent. L'objectif de cette initiative est de créer une communauté de jeunes de moins de 20 ans qui participera à l'évènement et qui, en amont de l'évènement développera un sentiment d'appartenance précoce à l'évènement et pourra ainsi en être le relai sur les réseaux sociaux.

La plateforme informatique

Elle sera assignée à la gestion en amont de la clientèle particulière. À travers la plateforme, les clients pourront faire part de leurs besoins et de leurs objectifs pour les deux jours de salon. Les équipes tactiques se partageront la clientèle et l'accueilleront sur le site afin de lui offrir un accompagnement personnalisé respectueux du parcours et de l'expérience client propre à Entreprises Québec.

Compte tenu du caractère disparate de la clientèle desservie ainsi que des objectifs spécifiques qui ont été fixés, la création de parcours thématiques (tout autant les quartiers thématiques et la mise en place d'équipes tactiques) a pour objectif de permettre la segmentation et la priorisation de cette clientèle.

Stratégie de déploiement de la 1ère à la 5e année

Cette stratégie prend en considération une collaboration étroite avec le gouvernement du Québec qui souhaite recourir aux services d'Expo Entrepreneurs en vue de réaliser le présent projet.

Stratégie partenaires

La stratégie logistique et de contenu sera fortement décentralisée pour permettre à chaque municipalité et ministère ou organisme (privé ou public) responsable d'une clientèle ou d'une

thématique, de pouvoir s'approprier l'évènement et contribuer de manière opérationnelle tant à la qualité du parcours que de l'expérience client. Ainsi chaque quartier thématique identifié sera confié à des acteurs de l'écosystème.

Modèle d'affaires

- Le modèle d'affaires reposera sur la commandite et l'achat de kiosques.
- Un certain nombre d'entreprises privées pourront être approchées aux fins de commandites.
- Le recours à un partenaire média d'envergure est fortement recommandé.

Comité conseil

Ce comité agira comme instance d'orientation, de validation et d'ajustement de l'évènement. Sa composition devra refléter ce qui caractérise la communauté des affaires au Québec. Il devra notamment viser la parité homme-femme, comporter des personnes issues des communautés culturelles et des minorités visibles ainsi que des jeunes de moins de 35 ans.

Coordination du comité : il est proposé qu'un triumvirat coordonne les travaux; il serait constitué d'une autorité du MESI (qui agira comme rapporteur), d'une autorité de la Ville de Montréal et d'un(e) entrepreneur(e) confirmé(e) qui agira comme coordonnateur(trice).

Mandat du Comité

- Valider ou faire des propositions quant à la forme de l'événement (conférences, tables rondes, visites, ateliers, etc.) et son contenu (thématiques et intervenants associés).
- Avaliser le choix des intervenants.
- S'assurer de la participation active du secteur privé.
- Orienter, suivre et accompagner les groupes de travail dans leurs tâches respectives et l'atteinte de leurs résultats.
- Effectuer le suivi quant à la satisfaction de la clientèle, à l'atteinte des résultats ainsi que proposer d'éventuels ajustements tant en terme de contenu que de forme.

Composition du Comité

- Entrepreneurs confirmés : dont des représentants des différents secteurs économiques du Québec, avec une attention particulière pour les PME et les entreprises manufacturières.
- Représentant de la Fédération des Chambres de commerce du Québec.
- Représentant d'organisme parapublic octroyant une aide directe aux entreprises.
- Représentants du milieu municipal.
- Représentants du Gouvernement du Québec.
- Représentant de l'organisme prestataire.

Le MESI et la Ville de Montréal proposeront des membres qualifiés et valideront, en association avec Expo Entrepreneurs, la liste finale des membres.

Les Echos, Salon des entrepreneurs de Paris, seront invités de manière ponctuelle pour faire part de leur expérience à titre de conseillers et observateurs.

Horaires et durée des rencontres
Les réunions (3 heures) sont planifiées à l'avance et ne sont pas repoussées sauf pour des raisons incontrôlables.

Durée du mandat et fréquence des rencontres
6 mois (septembre à février). Il est souhaitable que les réunions mensuelles jusqu'à la date du salon soient planifiées dès la première rencontre. Proposition : les mardis 26 septembre, 24 octobre, 21 novembre et 19 décembre 2017, et les mardis 16 janvier et 6 février 2018 de 9h à 12h.

Création de sous-comités
Les membres du Comité conseil créeront des sous-Comités selon les projets. Les responsables de comités seront choisis en fonction de leur intérêt et de leur expertise dans un domaine particulier qui aura été défini au préalable en fonction des besoins. Les candidatures seront validées lors de la première réunion, ainsi que le mandat et l'agenda de chacun.

Évaluation des réunions
À la fin de la réunion, il serait souhaitable de faire un tour de table et de prendre 2 ou 3 minutes pour s'exprimer sur le choix des sujets et la manière dont ils ont été traités. Les commentaires pourront être lus au début de la prochaine réunion.

Aspects légaux
Les membres du comité siègent à titre de conseillers et non d'experts. Il ne s'agit pas d'un comité décisionnel. Il est préférable que chaque membre qui siège au comité signe un document le dégageant de toute responsabilité légale.

Éléments linguistiques

Une attention particulière devra être apportée à la clientèle en affaires anglophone.

Coût de l'inscription

L'inscription à l'évènement sera gratuite. Toutefois, certains services personnalisés (accompagnement par une équipe tactique) seront offerts à des clientèles PME préétablies; ces dernières seront facturées.

Retour sur expérience

Afin de capitaliser sur l'expérience récente et dans un souci d'amélioration de ses pratiques, Expo Entrepreneurs souhaite faire un retour sur expérience avec le Comité conseil de l'évènement. Les sujets suivants, entre autres, seront abordés : *Gouvernance et Communication. Gestion des*

Changements. Gestion des risques, Gestion Financière. Management de la qualité. Ces discussions feront l'objet d'un rapport et de recommandations.

Enfin, Expo Entrepreneurs envisage également de solliciter tous les acteurs du projet sous diverses formes pour réaliser un audit de l'évènement.

Mécanisme de Suivi-Évaluation

Le gouvernement devra développer un mécanisme de suivi et d'évaluation dont les résultats seront soumis au Comité de mise en œuvre pour analyse et recommandations. Ce mécanisme se concentrera sur les éléments suivants :

- Satisfaction de la clientèle : elle pourra être mesurée en temps réel au moyen d'outils technologiques sur le site, ou par rétroaction et analyse approfondie. Des témoignages ou panels d'échanges avec des entrepreneurs quant à l'appréciation du virage gouvernemental et des démarches de simplification pourront également être prévus.
- Atteinte des résultats escomptés.
- Avantages comparatifs de l'évènement vis-à-vis des évènements similaires.

Enfin, la stratégie de déploiement (sur le plan chronologique) se décline sur trois années. Les déterminants de cette stratégie sont :

- Les thématiques et la clientèle visées en priorité.
- La validation du modèle d'affaires, l'atteinte des objectifs inhérents à la clientèle et les thématiques proposées.
- L'évaluation de la satisfaction de la clientèle, notamment quant aux résultats qu'elle aura obtenu au cours de l'évènement.

Première édition

Objectifs général

L'idée est de créer un événement qui permettra d'informer, de conseiller et d'accompagner les entrepreneurs et notamment de les aider à se familiariser avec les différents services qui leur sont offerts tout en consolidant la culture entrepreneuriale au Québec.

Objectifs spécifiques

- Mettre en place une plateforme représentative de la qualité du climat des affaires métropolitain et québécois, notamment de la relation optimale entre le monde des affaires et les organismes qui lui viennent en appui et proposer des services d'information, de conseil, et d'accompagnement.
- Fédérer la majorité des acteurs économiques qui œuvrent dans le secteur de l'entrepreneuriat.
- Faire la promotion des services et de l'accompagnement octroyés par la métropole et les municipalités pour le monde des affaires.

- Proposer un accompagnement personnalisé aux PME, aux entreprises manufacturières innovantes ainsi qu'à celles qui souhaitent intégrer le numérique.
- Retrouver dans les thématiques proposées :
    - les trois piliers de l'intervention économique de l'État : l'entrepreneuriat, les exportations ainsi que le manufacturier innovant.
    - les priorités économiques de la Ville de Montréal (Ex : innovation sociale, industries créatives, etc.).
- Installer dans l'un des espaces de l'évènement :
    - Une plateforme représentative d'Entreprises Québec pour la création d'entreprises et la prestation électronique de services.
    - Le réseau d'offre de services de la Ville de Montréal, réseau PME MTL.

Résultats attendus

- Une meilleure perception de la facilité d'entreprendre et de la qualité de l'environnement des affaires montréalais et québécois.
- Une amélioration de la complémentarité des services offerts par les acteurs de l'écosystème entrepreneurial.
- Une plus grande utilisation des programmes et services offerts par les écosystèmes entrepreneuriaux montréalais et québécois.
- Une plus grande connaissance de la plateforme en ligne Entreprises Québec et un meilleur achalandage sur celle-ci et celles offertes par la Ville de Montréal.
- Une validation du modèle d'affaires Expo Entrepreneurs.

Équipes tactiques

- PME
- Manufacturiers innovants
- Numérique QC
- Jeunes Tech
- Industries créatives
- Repreneurs ou cédants (transfert d'entreprises)

Parcours thématiques

- J'exporte
- Je fabrique
- Je gère ma croissance, dont le programme Numérique Inc.
- Économie sociale
- Transfert d'Entreprises

Quartiers thématiques

- Je cherche des locaux
- J'entreprends
- Je me forme
- Cité des Start-up

- La Fabrique Tech

Lieu de tenue et durée
- Montréal
- Deux journées
- Hiver : 24 et 25 janvier 2018

La 2nde et la 3è édition, permettront l'ancrage et la consolidation de l'événement dans le milieu des affaires. Ces deux éditions pourraient se déployer comme suit :

Année II

Objectifs général
Consolider le modèle d'affaires et introduire davantage de thématiques liées à l'entrepreneuriat.

Objectifs spécifiques
- Inspirer et renforcer les capacités des futurs entrepreneurs et des entreprises déjà établies dans leurs différentes phases de développement.
- Soutenir les entrepreneurs et les aider à accéder aux ressources disponibles pour créer des entreprises, les faire croître, faire face à la complexité de l'environnement des affaires ou les transférer.
- Présenter une offre de services personnalisés aux entreprises validée par ces dernières.
- Augmenter le nombre d'équipes tactiques présentes à l'évènement.

Résultats attendus
- Une plus grande utilisation des programmes et services des acteurs de l'écosystème.
- Une meilleure connaissance du monde des affaires quant aux programmes et services mis à leur disposition.
- Une meilleure perception du monde des affaires quant à la facilité d'entreprendre au Québec.

Équipes tactiques, parcours et quartiers thématiques
Toutes opérationnelles (après validation et évaluation des concepts).

Lieu de tenue et durée
- Montréal
- 2 journées

Année III

Objectifs général

Renforcer et améliorer l'événement annuel de référence au Canada, vitrine de la relation optimale établie entre les acteurs de l'écosystème et le monde des affaires, qui célèbre l'entrepreneuriat dans toutes ses composantes tout en offrant une gamme de services complète aux clients.

Objectifs spécifiques
Tous ceux qui ont été énumérés dans les années précédentes.

Résultats attendus
L'ensemble des résultats mentionnés ci-dessus avec une attention particulière apportée aux suivants :

- Une meilleure perception du monde des affaires quant à la facilité d'entreprendre au Québec.
- Une plus grande intention d'entreprendre au Québec.

Équipes tactiques, parcours et quartiers thématiques
Toutes opérationnelles (après validation et évaluation des concepts).

Lieu de tenue et durée
Scénario 1

- Montréal
- 3 journées de salon

Scénario 2

- Montréal et Capitale Nationale
- 2 journées simultanées

Années IV et V

Consolidation des réalisations de l'année III. Poursuite du concept avec intégration de nouveaux outils technologiques pour améliorer l'expérience client et la prise en compte de nouvelles orientations politiques.

L'évènement à long terme

Objectifs général
De fait, à long terme, l'évènement deviendrait une manifestation annuelle de référence au Québec pour célébrer l'entrepreneuriat et une vitrine du climat des affaires dans la métropole et au Québec ainsi que de l'excellence de l'expérience client des entrepreneurs au sein de l'écosystème.

Spécifiques

- Une plateforme qui facilite les relations entre les différentes clientèles du monde des affaires, les municipalités, le gouvernement et ses partenaires.

- Un ensemble d'espaces consacrés à renseigner, référencer et accompagner le monde des affaires.
- Un lieu doté de ressources vouées à renforcer les capacités des futurs entrepreneurs et des entreprises existantes.
- Un évènement d'inspiration et de promotion de l'entrepreneuriat comme choix de carrière.

Résultats attendus

- Une plus grande utilisation des programmes et services disponibles dans l'écosystème dédiés aux entrepreneurs.
- Une meilleure connaissance du monde des affaires quant aux programmes et services mis à leur disposition.
- Une meilleure perception du monde des affaires quant à la facilité d'entreprendre dans Montréal métropole et au Québec.
- Une amélioration de la collaboration et de la complémentarité des acteurs de l'écosystème entrepreneurial.
- Une plus grande intention d'entreprendre au Québec.

Clientèle à long terme

Dans un horizon de 5 ans

- L'entreprise au sens large du terme, soit :
    - Toute entreprise enregistrée au Québec, et ce, quelle que soit sa forme juridique, son régime fiscal ou son secteur d'activité.

Plus particulièrement, lors de l'évènement, seront visés :

- Entreprises en démarrage
- Futurs entrepreneurs
- PME (1-499 employés CA ≤ 50 M$)
- Entreprises manufacturières innovantes
- Jeunes entreprises technologiques
- Repreneurs ou cédants (transfert d'entreprises)

Thématiques couvertes à long terme

- Les différentes fonctions de l'entreprise (ressources humaines, finances, marketing, technologie, direction générale, etc.).
- L'ensemble du prisme de l'entrepreneuriat, et ce, du démarrage à la reprise.

Par ailleurs, certaines thématiques et clientèles, pourront faire l'objet d'une attention particulière.Il s'agit notamment :

- Manufacturiers innovants
- Exportations
- Jeunes entreprises technologiques
- Économie numérique

Annexe B - Budget

Revenus totales	$ 1,654,500.00
Dépenses totales	$ 1,654,500.00
Bénéfice net / perte	$ -
Partenariats	**$ 772,000.00**
Partenaire présentateur (PP)	$ 100,000.00
Partenaires majeurs (PM)	$ 100,000.00
Partenaires collaborateurs (PC)	$ 50,000.00
Partenaires d'activité (PA)	$ 33,000.00
Prestataire de services (PS)	$ 375,000.00
Partenaires communautaires (PC)	$ 64,000.00
Cité des Startups	$ 50,000.00
Financement	**$ 800,000.00**
Ville de Montréal (1)	$ 400,000.00
MESI (2) **(à confirmer)**	$ 300,000.00
Emploi QC (3) **(à confirmer)**	$ 100,000.00
Équipes tactiques (billetterie)	**$ 67,500.00**
Parcours élite	$ 67,500.00
Autres	**$ 15,000.00**
Coût des ventes (frais directs)	**$ 792,100.00**
Achats, matériaux et sous-traitance	$ 625,800.00
Salaires et avantages sociaux	$ 84,900.00
Conférenciers et équipes tactiques (frais d'honoraires et autres)	$ 67,000.00
Inventaire	$ 14,400.00
Dépenses d'exploitation (frais indirects)	**$ 862,400.00**
Traitements et commissions	$ 397,600.00
Publicité et promotion	$ 253,500.00
Honoraires professionnels	$ 75,500.00
Autres dépenses et contingence	$ 63,200.00

Loyer	$ 32,200.00
Logiciel en tant que service	$ 20,600.00
Assurance	$ 9,800.00
Intérêts et frais bancaires	$ 5,500.00
Livraison, expédition et entreposage	$ 4,500.00

(1) Le financement de la ville de Montréal sera divisé en trois catégories :

- Élaboration d'une stratégie de marketing globale pour les industries considérées comme prioritaires telles que les industries créatives et les industries technologiques.
  Budget dédié à cela : 200 000 $
- Développement des programmes thématiques (parcours) et formation des équipes tactiques.
  Budget dédié à cela: 150 000 $
- Mise en œuvre de services technologiques pour faciliter l'expérience utilisateur des différents groupes d'âge notamment en offrant une gestion simple et efficace de l'agenda, pour gérer le plan de salle et ainsi réduire l'utilisation des documents imprimés.
  Budget dédié à cela: 50 000 $

(2) Le financement du MESI **(à confirmer)** sera divisé en trois catégories:

- Création d'ateliers, financement de la plate-forme techno et élaboration de la programmation des équipes tactiques (en particulier pour les activités des PME et l'accès gratuit de 4 à 5 PME par région que le MESI aide déjà dans ses programmes existants).
  Budget dédié à cela : 75 000 $
- Élaboration d'une stratégie de promotion de l'aspect régional de l'événement en envoyant des agents en région et en invitant les entrepreneurs au salon, en impliquant les écoles en région et en envoyant des bus des régions vers Montréal pour amener les gens au salon.
  Budget dédié à cela: 75 000 $
- Financement d'un parcours dédié à l'économie sociale, la création de la Zone Entreprises QC qui donnera aux participants l'accès aux prestations de services en ligne (pour créer une entreprise, remplir les formulaires d'aide financière, les permis, les licences et clicSÉQUR) et une aide supplémentaire pour accompagner les entrepreneurs à travers les parcours.
  Budget dédié à cela : 150 000 $

(3) Le financement d'Emploi Québec **(à confirmer)** sera utilisé pour créer :

- Un parcours thématique axé sur les ressources humaines qui comprendra des conférences, des ateliers et des groupes de discussion. Ces activités seront également croisées avec plusieurs autres programmes thématiques offerts au salon.
  Ligne budgétaire dédiée à cela : 100 000 $

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **EXPO ENTREPRENEURS,** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38) dont l'adresse principale est le 2274, avenue Beaconsfield, Montréal, Québec H4A 2G8 agissant et représentée par Nima Jalalvandi, Président, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

N° d'inscription T.P.S. : 797120482RT0001
N° d'inscription T.V.Q. : 1224953701TQ0001

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme est le promoteur de l'événement « Expo Entrepreneurs », un nouveau salon créé pour informer, conseiller et accompagner les entrepreneurs, qui se déroulera les 24 et 25 janvier 2018.

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à

pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : La directrice de l'entrepreneuriat de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : Service du développement économique de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet.

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

Se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre vingt dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 À la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil municipal, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance plénière du conseil municipal selon le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal*, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de quatre cent mille dollars (400 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en trois versements :

- Pour l'année 2017, une somme maximale de deux cent mille dollars (200 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,
- Pour l'année 2018, une somme maximale de cent soixante quinze mille dollars (175 000 $) avant le 24 janvier 2018.
- Une somme maximale de vingt-cinq mille dollars (25 000 $) dans les 30 jours suivant la remise de la reddition de compte au responsable du dossier.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 28 février 2018.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 2274, avenue Beaconsfield, Montréal, Québec, H4A 2G8, et tout avis doit être adressé à l'attention du président. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 700, rue De La Gauchetière Ouest, 28^{e} étage, Montréal, Québec H3B 5M2 et tout avis doit être adressé à l'attention de Géraldine Martin, Directrice de l'entrepreneuriat, Service du développement économique

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le .....e jour de ..... 20__

EXPO ENTREPRENEURS

Par : _____
Nima Jalalvandi, Président

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le 28 e jour de septembre 2017 (Résolution CG17 …….).

ANNEXE 1

PROJET

Il est proposé de créer un événement annuel qui contribuera à consolider la culture entrepreneuriale dans la métropole et la société québécoise en mettant à contribution l'ensemble des acteurs de l'écosystème, et ce, de manière récurrente.

Grâce à l'événement, Expo Entrepreneurs permettra aux gens de pouvoir s'informer et se familiariser avec l'esprit entrepreneurial, trouver facilement des conseils pour leurs projets et recevoir un accompagnement personnalisé en fonction de leurs besoins. L'événement jouera, pendant deux jours, le rôle d'un accélérateur d'entreprise pour l'ensemble de l'écosystème.

À long terme, soit d'ici cinq ans, l'événement, devrait évoluer vers une célébration de la culture entrepreneuriale sur tous les plans à Montréal et au Québec avec Montréal-Métropole comme principal vecteur, et être perçu comme un lieu d'excellence pour la facilité à entreprendre.

Principes sur lesquels le projet repose :

- *L'expérience client* : des dispositions devront être prises afin de garantir un gain de temps, de procédures et de coûts à la clientèle lors de l'événement. La qualité du relationnel des équipes avec la clientèle sur place sera déterminante.
- *Le parcours client* : des équipes tactiques (services personnalisés) seront dédiées à une clientèle ciblée et segmentée. L'objectif sera de faire vivre à la clientèle directement lors de l'événement, le parcours client optimal correspondant à son profil au sein de l'écosystème entrepreneurial québécois, notamment auprès des services et programmes gouvernementaux et municipaux.
- Il sera ouvert à tous ceux qui souhaitent se familiariser au monde des affaires, lancer une entreprise ainsi qu'aux entrepreneurs désireux de propulser leur entreprise;
- L'événement sera gratuit, soit accessible à tous moyennant une inscription au préalable;
- L'événement se définira comme une plateforme dans laquelle ceux qui veulent s'informer, être conseillés ou accompagnés, disposeront de toutes les ressources nécessaires.
- Du contenu de qualité sera offert aux participants via des conférences et des ateliers.
- Le projet célèbrera la culture entrepreneuriale à travers l'entrepreneur : un événement « par » et « pour » les entrepreneurs.
- Un comité-conseil composé d'entrepreneurs confirmés devra valider le contenu et le déroulement.
- La prestation électronique des services ainsi que les éléments relatifs à la technologie devront être pris en compte lors de l'événement.
- L'aspect régional sera considéré dans la mesure où il s'agit d'un événement à portée provinciale.
- L'événement contribuera à consolider la perception positive quant à la facilité d'entreprendre et la qualité de l'environnement des affaires : positionnement de Montréal-Métropole et du Québec comme plateformes de premier plan en ce qui a trait au climat des affaires;
- Le projet sera déployé progressivement sur une période de 5 ans.

La 1ère édition de l'événement

Objectif général

Créer un événement qui permettra d'informer, de conseiller et d'accompagner les entrepreneurs en leur donnant accès à tous les services dont ils ont besoin pour favoriser la croissance de leurs affaires. Cet événement consolidera la culture entrepreneuriale au Québec.

Objectifs spécifiques

- Mettre en place une plateforme représentative de la qualité du climat des affaires métropolitain et québécois, notamment de la relation optimale entre le monde des affaires et les organismes qui lui viennent en appui. Il s'agira ici de proposer lors de l'événement des services d'information, de conseil, et d'accompagnement.
- Fédérer la majorité des acteurs économiques qui œuvrent dans le secteur de l'entrepreneuriat.
- Développer et proposer un accompagnement personnalisé aux PME sur le site.
- S'assurer que les PME, les entreprises manufacturières innovantes ainsi que celles qui souhaitent intégrer le numérique, puissent bénéficier de cet accompagnement personnalisé.
- S'assurer que dans les thématiques couvertes, les trois piliers de l'intervention économique de l'État, à savoir l'entrepreneuriat, les exportations ainsi que le manufacturier innovant, soient présents sur le site.
- S'assurer que dans les thématiques couvertes, les priorités économiques de la Ville de Montréal soient présentes (Ex : innovation sociale, industries créatives)
- Dans l'un des espaces de l'événement, mettre en place une plateforme représentative d'Entreprises Québec, notamment en ce qui a trait à la création d'entreprises et à la prestation électronique de services.
- Dans l'un des espaces, s'assurer de la présence de l'offre de services de la Ville de Montréal, soit le réseau PME MTL ou tout autre organisme jugé pertinent par la Ville.
- Faire la promotion des services et de l'accompagnement offerts par la métropole et les municipalités pour le monde des affaires

La reddition de compte

Il est attendu qu'un bilan de l'événement soit remis à la Ville selon l'échéancier précisé dans la convention. Au-delà du compte-rendu de base comme, par exemple, le nombre de participants à l'événement, ce bilan devra :

- Présenter les résultats obtenus par rapport aux objectifs spécifiés ci-dessus;
- Détailler les dépenses engagées au chapitre :
    - du développement du contenu qui aura permis de bâtir la programmation de l'événement;
    - de la stratégie de marketing et du recrutement d'entrepreneurs dans des secteurs jugés prioritaires;
    - du développement des outils technologiques (plateforme web, application mobile, autres).

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

1. VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité;

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville :

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner la participation dans toutes communications relatives au Projet;

- Sur les médias sociaux, souligner la participation et remercier la Ville pour son soutien;

- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan.

- Apposer les logos de la Ville, sur tous les outils de communication, imprimés et électroniques, notamment sur les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciements, les certificats de participation relatifs à la présente Convention;

  Les logos de la Ville devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule;

  Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'Organisme doit ajouter le libellé suivant : Fier partenaire de la Ville de Montréal

- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins dix (10) jours ouvrables avant leur diffusion;

- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toutes publicités télé ou Web. Les logos de la Ville peuvent faire partie d'un regroupement des participants au Projet. Par contre, à titre de collaborateur principal, il devra être mis en évidence;

- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs;

2.2. Relations publiques et médias :

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les bloggeurs, les photographes et les caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;

- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville :

    - Inviter par écrit le maire à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

    - Soumettre pour approbation au cabinet du maire et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et du communiqué concernant le Projet;

    - Offrir au cabinet du maire et au comité exécutif, la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

Pour adresser une demande au cabinet du maire et du comité exécutif, veuillez utiliser les formulaires en ligne destinés à cet effet à l'adresse suivante : https://mairedemontreal.ca/, section « **Communiquer avec nous »**.

Note : pour une demande de citation dans un communiqué, veuillez utiliser le courriel suivant : communication.du.maire@ville.montreal.qc.ca.

2.3. Normes graphiques et linguistiques :

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo);

- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres participants sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.);

- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ, c. C-11);

2.4. Publicité et promotion :

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média;

  Lesdites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises;

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement;

- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion;

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville;

- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité;

- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques;

- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants);

- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité;

  Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité;

- S’assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d’au moins une caméra lorsqu’il y a une captation de l’événement par une chaîne de télévision ou lors d’une webdiffusion.

2.5. Événements publics :

- Inviter le maire à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum **de 20 jours** ouvrables à l’avance;
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet du maire;
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d’événements publics;

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d’événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l’encadré plus haut, en précisant que le Projet ou l’activité est subventionné(e) par la Ville.

Si vous avez des questions concernant le Protocole de visibilité, vous pouvez joindre le Service des communications de la Ville à l’adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : l’Organisme doit communiquer avec le cabinet du maire pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite au maire doit être envoyée par le biais d’un formulaire, consultez la section **« Communiquer avec nous »** sur https://mairedemontreal.ca/.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1177030003

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 400 000 $ à Expo Entrepreneurs pour la réalisation d'un salon des entrepreneurs qui se tiendra les 24 et 25 janvier 2018 / Approuver un projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1177030003 - Expo Entrepreneurs.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jorge PALMA-GONZALES
Préposé au budget
Tél : 514 872-4014

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-31

Isabelle FORTIER
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-9366
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.69

2017/09/28 17:00

(2)

Dossier # : 1174384001

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction dotation_talents et développement organisationnel , Division gestion des compétences et formation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à SPB Psychologie organisationnelle inc. pour fournir des services professionnels d'évaluation du potentiel et des compétences de gestion, pour une somme maximale de 1 873 977,53 $, taxes incluses - Appel d'offres public no 17-16179 (5 soumissionnaires, 1 seul conforme) / Approuver un projet de convention à cette fin

Il est recommandé :
1. d'approuver un projet de convention par lequel SPB Psychologie organisationnelle inc, firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis pour fournir des services professionnels d'évaluation du potentiel et des compétences de gestion, pour une somme maximale de 1 873 977,53$ taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public no 17-16179 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux de dépenses mixtes d'administration générale imputées au budget de l'agglomération.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-08-17 15:43

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1174384001**

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction dotation_talents et développement organisationnel , Division gestion des compétences et formation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à SPB Psychologie organisationnelle inc. pour fournir des services professionnels d'évaluation du potentiel et des compétences de gestion, pour une somme maximale de 1 873 977,53 $, taxes incluses - Appel d'offres public no 17-16179 (5 soumissionnaires, 1 seul conforme) / Approuver un projet de convention à cette fin

CONTENU

CONTEXTE

Les gestionnaires exercent une influence directe sur la performance et la mobilisation des équipes de travail et, par le fait même, sur la qualité des services rendus aux citoyens. C'est pourquoi la sélection des gestionnaires et leur développement sont des activités cruciales et stratégiques pour l'organisation.
Dans ce contexte, le Service des ressources humaines (SRH) prévoit une étape d'évaluation des compétences de gestion à son processus de dotation, en plus des autres étapes d'évaluation réalisées à l'interne par les équipes de spécialistes en dotation. Cette étape d'évaluation des compétences de gestion permet de s'assurer que les candidats finalistes maîtrisent les compétences de gestion jugées essentielles à l'exercice du rôle de gestionnaire avant d'être nommés en poste.

Depuis le 22 septembre 2016, le SRH bénéficie des services professionnels de SPB Psychologie organisationnelle inc. pour réaliser cette évaluation des compétences de gestion. Le contrat de services professionnels octroyé à SPB Psychologie organisationnelle inc. arrivant à son terme en date du 21 septembre 2017, le SRH a relancé un appel d'offres public afin de s'assurer d'obtenir des services à la fine pointe de la connaissance en matière d'évaluation des compétences, et ce, au meilleur coût possible.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG 160492-25 août 2016 - Accorder un contrat de services professionnels à SPB Psychologie organisationnelle inc. pour fournir des services professionnels d'évaluation du potentiel et des compétences de gestion, pour une somme maximale de 601 031,82 $, taxes incluses - Appel d'offres public no 17-16179 (5 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin

CG15 0540 -24 septembre 2015 - Autoriser une dépense additionnelle de 245 000 $, taxes incluses, ainsi que le virement du même montant en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration, dans le cadre de la convention de services professionnels intervenue entre l'École nationale d'administration publique et la Ville de Montréal (CG14 0370), pour l'évaluation des compétences de gestion des candidats à des postes cadres, majorant ainsi le montant total du contrat de 743 000 $ à 988 000 $, taxes incluses / Approuver le projet d'avenant 1 à cet effet

CG14 0370 - 21 août 2014 - Octroyer un contrat de services professionnels à l'École nationale d'administration publique pour l'évaluation des compétences de gestion des candidats à des postes cadres, pour une somme maximale de 743 000 $, exempte de taxes – Contrat octroyé de gré à gré / Approuver un projet de convention à cette fin.

CG13 0166 – 30 mai 2013 - Accorder un contrat de services professionnels à l'École nationale d'administration publique pour l'évaluation des compétences de gestion, pour une somme maximale de 764 475 $, taxes incluses – Contrat octroyé de gré à gré / Approuver un projet de convention à cette fin.

CE12 0254 – 29 février 2012 - Approuver, conformément aux dispositions de la loi, un projet de convention de gré à gré par lequel l'École nationale d'administration publique s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis pour l'évaluation des compétences de gestion des finalistes aux concours de postes cadres, pour une somme maximale de 394 550 $, taxes incluses, conformément à son offre de service en date du 10 février 2012 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention.

DESCRIPTION

Le contrat est d'une durée de trois ans à compter de sa date d'entrée en vigueur, avec deux options de renouvellement, d'une durée maximale d'une année chacune.
La firme spécialisée en psychologie organisationnelle devra proposer un processus d'évaluation distinct pour les trois niveaux de gestion suivants :
· Gestionnaires (les sept compétences des niveaux 1 et 2 du profil de compétences des cadres de la Ville)
· Cadres de direction (les neuf compétences des niveaux 1, 2 et 3 du profil de compétences des cadres de la Ville)
· Cadres exécutifs (les neuf compétences des niveaux 1, 2 et 3, avec un niveau de complexité plus grand)

Les outils d'évaluation devront être choisis, adaptés ou développés par le fournisseur et être arrimés sur le profil de compétences de la Ville de Montréal. Ces outils devront aussi être approuvés par les experts de la Ville. Il est à noter que chaque compétence devra être évaluée par plus d'un moyen d'évaluation. Chacun des trois processus d'évaluation devra minimalement inclure les outils suivants :

· Entrevue structurée d'au moins une heure comprenant des questions comportementales;
· Panier de gestion
· Tests de personnalité (au nombre de 2 à 4) qui pourraient être différents pour chaque niveau de gestion;
· Test d'habileté cognitive.

Plus spécifiquement, la firme retenue devra :
· Bien comprendre le contexte du poste et ses enjeux à court et long terme;
· Convoquer les candidats identifiés par la Ville;
· Évaluer les candidats lors d'une journée d'évaluation dans ses propres bureaux;
· Rédiger un rapport d'évaluation;
· Donner une rétroaction au SRH et aux gestionnaires recruteurs;

· Offrir une rétroaction individuelle aux candidats.

À l'issue de l'évaluation, le SRH s'attend à ce que le fournisseur émette des avis professionnels relativement à chacun des aspects suivants :

1. La maîtrise des compétences de gestion;
2. Potentiel de développement;
3. Principaux dérailleurs;
4. Suggestions de pistes de développement;
5. Recommandation quant aux chances de succès en emploi;
6. Contexte idéal d'exercice du leadership pour le candidat.

L'évaluation des candidats devra être réalisée par des experts qui sont soit des psychologues industriels, membres de l'ordre des psychologues du Québec, soit des conseillers en orientation, membres de l'ordre des conseillers et conseillères d'orientation du Québec

Ultimement, l'objectif visé est d'identifier les personnes les plus susceptibles d'exercer un rôle de gestionnaire avec aisance et efficacité.

JUSTIFICATION

Sur les 9 preneurs de cahiers des charges :
· 2 n'ont pas soumissionné et n'ont pas fourni de justification;
· 2 se sont désistés;
· 1 a été jugé non conforme pour des raisons administratives;
. 3 ont été jugés non conformes car n'ayant pas obtenu la note de passage;
. 1 seul a été jugé conforme.

Le résultat final est présenté dans le tableau suivant :

Soumission conforme	Pointage intérimaire	Prix	Pointage Final
SPB Psychologie organisationnelle inc.	84,7	1 873 977,53 $	0,72
Montant estimé par le SRH avant de lancer l'appel d'offre	1 897 087,50 $		
Écart entre l'adjudicataire et l'estimé du SRH	- 23 109,97 $		
Écart exprimé en pourcentage	1,22%		

Les soumissions ont été évaluées selon les critères du système prévu à cet objet dans la Loi sur les cités et villes (art. 573 et 573.1.0.1.1).

Puisqu'un seul soumissionnaire a été jugé conforme par le Comité de sélection, le Service de l'approvisionnement a pu procéder à une négociation de prix auprès de l'adjudicataire recommandé et ce, en conformité avec les dispositions prévues à la LCV Art. 573.3.3 et suite à l'accord du service requérant, le Service des ressources humaines. Suite à cette négociation, l'adjudicataire recommandé a accepté de réduire sa proposition financière soit le prix unitaire pour le niveau « cadre de direction » de 35 $ et celui de niveau « cadre exécutif » de 50 $, pour une économie totale estimée à 11 100 $ et ce, aux mêmes termes et conditions de l'appel d'offres.

En vertu du Règlement sur la commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008), le dossier sera soumis à ladite commission pour

étude, parce que la valeur du contrat de services professionnels est de plus de 1 M$ pour lequel une seule soumission conforme a été reçue suite à l'appel d'offres.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les prix de **SPB Psychologue organisationnelle inc.** .présentés dans la section précédentes reposent sur les estimés suivants :

Services	Quantité	Prix unitaire	Total
Évaluation des compétences – Niveau gestionnaire (sept compétences)	720	1525	1 098 000,00 $
Évaluation des compétences – Niveau Cadre de direction (9 compétences)	210	1765	370 650,00 $
Évaluation des compétences – Niveau Cadre exécutif (9 compétences)	75	2150	161 250,00 $
		Total avant taxes	**1 629 900,00$**
		Total taxes incluses	**1 873 977,53 $**

Le tarif horaire de la firme **SPB Psychologie organisationnelle inc**. pour les options de renouvellement est présenté dans le tableau suivant :

Option (à titre indicatif seulement) Les fournisseurs sont invités à soumettre des prix pour l'article ci-indiqué La Ville se réserve le droit d'exercer cette option selon les besoins	Tarif horaire
Service d'accompagnement dans les mandats de diverses natures	325 $

Ainsi, le contrat qui sera octroyé à la firme **SPB Psychologie organisationnelle inc**. s'élève à une somme maximale de 1 873 977,53 $ taxes incluses représentant 1 711 191,27$, net des ristournes.

Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générale imputées au budget d'agglomération.

Les crédits budgétaires requis pour le financement de cette dépense sont prévus à la base budgétaire du Service des ressources humaines.

La répartition de la dépense nette des ristournes se présente comme suit :

· Octobre à décembre 2017 : 142 599,27 $ $
· Janvier à décembre 2018 : 570 397,09 $
· Janvier à décembre 2019 : 570 397,09 $
· Janvier à septembre 2020 : 427 797,82 $

Par conséquent, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s/o

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si la décision d'octroyer le contrat était refusée ou reportée, les processus de dotation de postes cadres ne seraient pas optimaux. Cela aurait pour impact d'augmenter le risque de commettre des erreurs de nomination, lesquelles entraînent des coûts directs et indirects pour l'organisation. Les compétences de gestion étant parmi les plus complexes, il serait plus difficile d'identifier les candidats ayant une bonne maîtrise de celles-ci ou un fort potentiel pour les développer. Enfin les gestionnaires ne pourraient bénéficier de cette activité significative pour leur développement professionnel.,

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s/o

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le dossier sera présenté à la commission permanente d'examen des contrats qui se déroulera le 13 septembre 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le projet permettra de faciliter le respect des valeurs précisées à la Politique de dotation et de gestion de la main d'œuvre de la Ville de Montréal, approuvée par le comité exécutif le 28 septembre 2011 (CE11 1565).
Monsieur Alain Marcoux est remplacé par Me Benoit Dagenais comme signataire de ce dossier :

Conformément à l'article 25 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4), je désigne Me Benoit Dagenais, directeur général adjoint - Services institutionnels, pour me remplacer du 24 juillet au 20 août 2017 inclusivement, dans l'exercice de mes fonctions de directeur général et exercer tous les pouvoirs qui y sont rattachés.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Louise VENNE)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Diane LAROUCHE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Cloé RAYNA
Conseillère principale

Tél : 4389201658
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-07-25

Magalie JACOB
c/d gestion competences et formation

Tél : 514-872-2984
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Josée LAPOINTE
Directrice
Tél : 514 872-0609
Approuvé le : 2017-08-15

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Diane DRH BOUCHARD
DIRECTRICE DES RESSOURCES HUMAINES
Tél : 514 872-0213
Approuvé le : 2017-08-17

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 13 juin 2017

SPB PSYCHOLOGIE ORGANISATIONNELLE INC.
A/S MONSIEUR MARTIN CLOUTIER
555, ROLAND-THERRIEN, BUREAU 300
LONGUEUIL (QC) J4H 4E7

N° de décision : 2017-CPSM-1035420
N° de client : 3000908885

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- SOCIÉTÉ PIERRE BOUCHER
- SPB DIMENSIONS
- SPB D-TECK
- SPB ORGANIZATIONAL PSYCHOLOGY INC.
- SPB QUALITÉ TOTALE
- SPB RECHERCHE DE CADRES ET DIRIGEANTS D'ENTREPRISES

une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). SPB PSYCHOLOGIE ORGANISATIONNELLE INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **12 juin 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Diane Bouchard, Directrice du Service des ressources humaines, dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET :

SPB Psychologie organisationnelle Inc., société de professionnels en ressources humaines, ayant sa principale place d'affaires au 555 Bd Roland-Therrien, Bureau 300, Longueuil, J4H 4E7, représentée par Kimberlea Baron, déclarant elle-même être associée et être expressément autorisée par ses coassociés à agir aux fins des présentes;

Ci-après appelé(e) le « **CONTRACTANT** »

N° d'inscription T.P.S. : 107990079
N° d'inscription T.V.Q. : 1001715328

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient:

1.1 « **Directeur** » : la directrice du Service des ressources humaines ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : le document d'appel d'offres (no 17-16179) intitulé *Services professionnels pour l'évaluation du potentiel et des compétences de gestion des cadres de la Ville de Montréal*;

1.3 « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le Contractant le 16 juin 2017.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, à fournir des services d'évaluation du potentiel et des compétences de gestion.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et a une durée de trois années (3 années).

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

6.9 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Directeur, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de un million huit cent soixante treize mille neuf cent soixante dix sept dollars et cinquante trois cents (1 873 977,53$), couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable comme suit : selon une facturation soumise par le contractant sur une base mensuelle.

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant:

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 **HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.6 **LIEN D'EMPLOI**

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier de la Ville

Le e jour de 20

SPB Psychologie organisationnelle inc.

Par : _____
Kimberlea Baron

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1174384001

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction dotation_talents et développement organisationnel , Division gestion des compétences et formation
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à SPB Psychologie organisationnelle inc. pour fournir des services professionnels d'évaluation du potentiel et des compétences de gestion, pour une somme maximale de 1 873 977,53 $, taxes incluses - Appel d'offres public no 17-16179 (5 soumissionnaires, 1 seul conforme) / Approuver un projet de convention à cette fin

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

17-16179 Interv.SA_DD1174384001_11-08-17.pdf
17-16179 COMITÉ_18-07-17.pdf
17-16179 Offre fin.amendée_SPB Psych. inc.pdf
17-16179 SRH_Acceptation Nouv.Offre fin._SPB Psych. inc.pdf
17-16179- Det Cah Final.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Louise VENNE
Agente approvisionnement II
Tél : 514.868.5944

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-11

Isabelle LAZURE
Chef/section
Tél : 514.872.6935
Division : Section Approvisionnement Strag.Biens

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 17-16179 — No du GDD : 1174384001

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels - Évaluation du potentiel et des compétences de gestion des cadres de la Ville de Montréal

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le :	31 - 5 - 2017	Nombre d'addenda émis durant la période :	1
Ouverture originalement prévue le :	19 - 6 - 2017	Date du dernier addenda émis :	16 - 6 - 2017
Ouverture faite le :	19 - 6 - 2017	Délai total accordé aux soumissionnaires :	18 jrs
Date du comité de sélection :	18 - 7 - 2017		

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 9 — Nbre de soumissions reçues : 5 — % de réponses : 55,56

Nbre de soumissions rejetées : 4 — % de rejets : 80

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
André Filion & Ass. Inc	Évaluation Comité Sélection: Prop.tech.& fin.= Non conf.adm : Aucune accréditation AMF
9025-4616 Qc inc/Bourassa, BB	Évaluation Comité Sélection: Prop.tech. = Note passage <70%
9299-7139 Qc inc/M2D Leadership	Évaluation Comité Sélection: Prop.tech. = Note passage <70%
Raymond,Chabot,Grant..& Cie	Évaluation Comité Sélection: Prop.tech. = Note passage <70%

Durée de la validité initiale de la soumission :	180 jrs	Date d'échéance initiale :	16 - 12 - 2017
Prolongation de la validité de la soumission de :	0 jrs	Date d'échéance révisée :	16 - 12 - 2017

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
SPB Psychologie organisationnelle inc (LCV Art.573.3.3-Négoc.avec seul soum.conf.)	1 873 977,53 $	√	

Information additionnelle

Une (1) Firme mentionne que leur carnet de commandes est complet pour cette période.
Une (1) Firme ne disposait pas du temps requis pour présenter une offre de service.
Un organisme gouvernemental provincial ainsi qu'un OBNL se sont procuré les documents de l'AO à titre informatif.
LCV Art.573.3.3 - Négociation Nouv.Offre fin. avec seul soum.conforme SPBG Psych.org.inc
1ère Offre: 1 886 739.15 $ Offre finale: 1 873 977.53 $

Préparé par : Louise Venne, agent approv.II Le 11 - 8 - 2017

17-16179 - Services professionnels pour l'évaluation du potentiel et des compétences de gestion des cadres de la Ville de Montréal

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension de l'objet du contrat et des besoins à satisfaire 10%	Approche d'évaluation proposée 25%	Capacité de réalisation et Échéancier 20%	Expérience et Réalisations du fournisseur 15%	Qualification du chargé de projet et des membres de son équipe 25%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
André Fillion et Associés inc									-	Non conf. Pas AMF
9025-4616 Québec inc | Bourassa, Brodeur, Bellemare	3,50	7,33	15,00	11,00	9,00	16,67	62,5			Non conforme
9299-7139 Québec inc | M2D Leadership	3,67	7,33	16,83	11,33	7,00	15,67	61,8			Non conforme
Raymond Chabot Grant Thornton & Cie S.E.N.C.R.L.	3,50	7,00	12,33	8,00	7,67	13,83	52,3			Non conforme
SPB Psychologie organisationnelle inc	4,00	8,00	21,33	16,67	14,00	20,67	84,7	1 873 977,53 $	0,72	1
Agent d'approvisionnement	**VENNE, Louise**									

Comité	
Date	mardi 18-07-2017
Heure	13h30
Lieu	255 Crémazie est, 4e étage, Mtl

Multiplicateur d'ajustement
10000

Appel d'offres no 17-16179
SPB Rev
A :
'lvenne@ville.montreal.qc.ca'
2017-08-02 17:05
Cc :
Kim Baron, Marie-Pier Bélanger
Masquer les détails
De : SPB Rev <SPB_rev@spb.ca>
A : "'lvenne@ville.montreal.qc.ca'" <lvenne@ville.montreal.qc.ca>
Cc : Kim Baron <kbaron@spb.ca>, Marie-Pier Bélanger <mpbelanger@spb.ca>

1 Attachment

SPB_Lettre et bordereau de prix_Ville de Montréal_AO no 17-16179.pdf

Bonjour Madame Venne,

Pour donner suite à votre demande, nous avons revu les prix concernant l'appel d'offres no 17-16179 « Services professionnels pour l'évaluation du potentiel et des compétences de gestion des cadres de la Ville de Montréal. »

Si vous avez des questions quant au document acheminé, n'hésitez pas à communiquer avec nous.

En espérant avoir le plaisir de continuer notre partenariat avec la Ville.

Cordialement,

Geneviève Riendeau
Réviseure, équipe d'édition et de conception
Proofreader, Design and Editing Team

SPB Psychologie organisationnelle – SPB Organizational Psychology
450 646-1022 poste 2498| 1 800 798-1022 | www.spb.ca

Recevez notre infolettre | Subscribe to our newsletter

d-teck

Découvrez notre offre pour évaluer les talents en ligne
Facile. Rapide. 100 % autonome.

L'information transmise par ce courriel est de nature privilégiée et confidentielle. Elle est destinée à l'usage exclusif du destinataire désigné. Si vous n'êtes pas le destinataire visé, il vous est strictement interdit d'utiliser cette information, de la copier ou de la diffuser. Si cette communication vous a été transmise par erreur, veuillez la détruire et nous en aviser immédiatement par courriel.

The information contained in this e-mail and all attachments are confidential and for the sole use of its intended recipient. It may not be disclosed to or used by another than the addressee. If received in error, please contact the sender by return e-mail and delete this e-mail and all attachments from your system.

spb Psychologie organisationnelle

Longueuil, le 2 août 2017

Madame Louise Venne
Agente d'approvisionnement II
Ville de Montréal

Appel d'offres public no 17-16179 : Services professionnels pour l'évaluation du potentiel et des compétences de gestion des cadres de la Ville de Montréal

Bonjour Madame Venne,

Nous vous remercions de l'occasion que vous nous offrez de continuer possiblement notre partenariat d'affaires. Nous comprenons que vous nous demandez de réviser, à la baisse, la portion financière de notre proposition sans toutefois changer nos autres obligations.

Nous acquiesçons à votre invitation de deux façons.

Premièrement, avec la tarification préférentielle que nous vous consentons, voici les économies que vous réaliseriez en trois ans, par rapport à la tarification usuelle offerte à tous nos autres clients :

- Dans la proposition que nous vous avons soumise, nous vous faisons bénéficier de deux **outils** (voir annexe 1, points 1 et 2), **la simulation interactive** et **l'étude de cas,** qui s'ajoutent à la batterie de tests actuellement utilisée à la Ville.
  - Nous absorbons le coût de ces deux nouveaux outils, ce qui représente pour vous une **économie d'échelle de 270 000 $ sur trois ans** en fonction du volume de participants anticipé.
- Nous absorbons également les frais de personnalisation pour le rapport, adapté à vos besoins. Habituellement, nos clients défraient ces sommes. Nous vous les escomptons, en entier, ce qui représente pour vous une **économie de 15 200 $**.
- Nous vous offrons gratuitement des profils de groupe pour chaque niveau de gestion, sur une base annuelle, pendant trois ans, ce qui représente une **économie d'échelle de 3 300 $.**
- Nous nous engageons aussi à effectuer trois rencontres de suivi annuelles – que nos clients défraient usuellement – ce qui représente pour vous une **économie de 15 600 $ sur trois ans.**
- Finalement, nous vous offrons la possibilité d'obtenir un escompte de 50 % sur la tarification usuelle d'une étude de validité (15 000 $), ce qui représente pour vous **une économie de 7 500 $** si vous souhaitez vous en prévaloir.

Ainsi, SPB vous consent au total l'équivalent de **311 600 $** pour les volumes anticipés, pour une période de trois ans. Ceci est notre première façon de vous aider à réduire vos coûts.

555, boul. Roland-Therrien, bureau 300
Longueuil (Québec) J4H 4E7
Téléphone: 450.646.1022 • 1.800.798.1022
Télécopieur: 450.646.5184
www.spb.ca

Deuxièmement, nous avons révisé à la baisse, et au maximum de ce que nous pouvons, notre proposition financière sans toutefois changer les autres obligations (Réf: L.C.V. Art 573.3.3). Nous vous invitions à consulter le bordereau de soumission dans les pages qui suivent. Nous avons révisé la tarification pour les niveaux 2 et 3.

Nous espérons que vous apprécierez la qualité et le sérieux de notre offre considérée dans son ensemble et demeurons convaincus qu'aucune autre firme au Québec ne sera en mesure de vous offrir toute cette valeur à un tel coût (ratio bénéfice/investissement).

Si vous avez des questions, n'hésitez pas à communiquer avec nous.

Cordialement,

Kimberlea Baron
Associée
Psychologue organisationnelle

ANNEXE 1

INVESTISSEMENTS ABSORBÉS PAR SPB QUI REPRÉSENTENT UN ESCOMPTE PRIVILÉGIÉ POUR LA VILLE DE MONTRÉAL

(Partenariat de trois ans)

Outils utilisés – Activités	Description	Coûts absorbés par SPB ($)	Économies réalisées ($)
1. Simulation interactive	▪ 1 005 participants* (tous les niveaux)	250	251 250
2. Étude de cas	▪ 75 participants* (cadres exécutifs seulement)	250	18 750
3. Modification au rapport	▪ Programmation ▪ Modification des maquettes actuelles en fonction des besoins de la Ville ▪ Ajout de sections ▪ Conception nouvelle maquette pour cadre exécutif	15 200	15 200
4. Profils de groupe	▪ Profil de groupe élaboré pour chaque niveau de gestion	1 100 / année	3 300
5. Rencontres annuelles	▪ Deux consultantes, trois rencontres par année, deux heures par rencontre ▪ Temps de préparation, ▪ Gestion de compte, etc.	5 200 / année	15 600
6. Étude de validité (optionnelle)	▪ SPB vous propose d'investir 50 % dans l'étude de validité	15 000	7 500
Total des économies consenties à la Ville de Montréal pour une période de trois ans			**311 600**

*Estimation basée sur les données actuelles de la Ville de Montréal, incluses dans l'appel d'offres. Ce nombre pourra être moindre ou plus élevé.

Montréal

Service de l'approvisionnement Direction générale adjointe – Services institutionnels 255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400 Montréal (Québec) H2M 1M2	**SECTION IV** FORMULAIRES DE SOUMISSION Bordereau de soumission	Appel d'offres public N° 17-16179 services professionnels APP_156_SP_R2_201107_public_20170308

SERVICES PROFESSIONNELS POUR L'ÉVALUATION DU POTENTIEL ET DES COMPÉTENCES DE GESTION DES CADRES DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Description

Montant de la proposition (TABLEAU 1) (avant taxes) :	1 629 900 $
Taxe sur les produits et services (5 %) :	81 495 $
Taxe de vente provinciale (9,975 %) :	162 582,53 $
TOTAL :	1 873 977,53 $

Informations complémentaires

Veuillez insérer ce document dans l'« Enveloppe n°2 ».

Important :

Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions du cahier des charges pourra entraîner le rejet de la soumission

Identification du soumissionnaire
Nom de la compagnie

SPB Psychologie organisationnelle inc.

Adresse

555, boul. Roland-Therrien, bureau 300

Ville	Code postal	Téléphone	Télécopieur
Longueuil	J4H 4E7	450 646-1022	450 646-5184

Nom de la personne responsable (en majuscules)

KIMBERLEA BARON

Signature du responsable	Date Jour	Mois	Année
	02	08	2017

Le montant soumis doit être exprimé en dollars canadiens

TABLEAU 1 – SERVICES

Description des services

Services	Quantité prévisionnelle (Nombre d'évaluation) (A)	Prix unitaire (B)	Total ($) (A x B)
Évaluation des compétences – Niveau Gestionnaire (7 compétences)	720	1 525 $	1 098 000 $
Évaluation des compétences – Niveau Cadre de direction (9 compétences)	210	1 765 $	370 650 $
Évaluation des compétences – Niveau Cadre exécutif (9 compétences)	75	2 150 $	161 250 $
		MONTANT TABLEAU 1 – TOTAL (sans taxes)	1 629 900 $ (*)

TABLEAU 2 – OPTION

OPTION (À TITRE INDICATIF SEULEMENT) Les fournisseurs sont invités à soumettre des prix pour l'article ci indiqué. La Ville se réserve le droit d'exercer cette option selon ses besoins.	**TARIF HORAIRE**
Service d'accompagnement dans des mandats de diverses natures	325 $ (**)

NOTE

Montant total à reporter au Bordereau de soumission – Section IV – Montant de la proposition (*)
Ce montant comprend toutes les dépenses et les frais administratifs de toutes les activités reliées à ce contrat, avant taxes.

Le nombre d'évaluations figurant au Tableau 1 repose sur une estimation des besoins de la Ville de Montréal en matière d'évaluation des compétences de gestion, et ce, pour les trois (3) prochaines années (Période du 23 septembre 2017 au 22 septembre 2020).
Si l'option de renouvellement était retenue au terme de ces trois (3) années, les besoins relatifs au nombre d'évaluation pourraient être revus à la lumière de données plus récentes.

Ce bordereau de prix (SERVICES) doit être inséré dans l'Enveloppe n°2. (*)
Ce bordereau de prix (OPTION) ne doit pas être comptabilisé dans la proposition financière finale mais doit être inséré dans l'Enveloppe n°2. (**)
Les montants soumis doivent être exprimés en devise canadienne.

Aucune information permettant de donner une indication sur le prix de la soumission ne doit être insérée dans l'Enveloppe n°1.

Montréal

SUIVI * VILLE DE MONTRÉAL- AO PUBLIC 117-16179 - Services professionnels - Évaluation potentiel & compétences de gestion des cadres VdM - DEMANDE NÉGOCIATION - OFFRE FINANCIÈRE * SPB Psychologie organisationnelle inc

Louise VENNE A : cblais 2017-08-02 09:41

De : Louise VENNE/MONTREAL
A : cblais@spb.ca

VILLE DE MONTRÉAL
APPEL D'OFFRES PUBLIC 17-16179
SERVICES PROFESSIONNELS D'ÉVALUATION DU POTENTIEL ET DES COMPÉTENCES DE GESTION DES CADRES DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Bonjour Mme Blais,

Nous vous remercions pour votre suivi efficient.
En raison d'un contexte administratif imprévu, nous sommes dans l'obligation de vous interpeller dans un court délai afin de nous permettre d'aller de l'avant rapidement et d'éviter de compromettre la pérennité de notre AO.

Ainsi, nous vous serions gré de bien vouloir nous présenter votre proposition financière **au plus tard le 3 août 2017 - 16h00.**

Prenez note qu'en raison de difficultés intermittentes avec mon poste téléphonique, je vous invite à communiquer avec moi par courriel pour toute requête.

Cordialement,

Louise Venne
Agente Approvisionnement II
Ville de Montréal
Service de l'approvisionnement
255 boul. Crémazie est, bureau 400, 4e étage
Montréal (Québec) H2M1M2

Tél. : 514 868-5944
lvenne@ville.montreal.qc.ca



Visitez notre site : monintranet/approvisionnement

----- Transféré par Louise VENNE/MONTREAL le 2017-08-02 09:29 -----

De : Christine Blais <cblais@spb.ca>
A : "'lvenne@ville.montreal.qc.ca'" <lvenne@ville.montreal.qc.ca>
Date : 2017-08-02 08:33
Objet : RE: VILLE DE MONTRÉAL- AO PUBLIC 117-16179 - Services professionnels - Évaluation potentiel & compétences de gestion des cadres VdM - DEMANDE NÉGOCIATION - OFFRE FINANCIÈRE * SPB Psychologie organisationnelle inc

Bonjour madame Venne,

Nous avons bien reçu votre requête.

Pourriez-vous me confirmer jusqu'à quand nous avons pour vous remettre notre proposition ?

Merci et au plaisir !

Christine Blais
Directrice, relation client
Director, Client Relations

SPB Psychologie organisationnelle – SPB Organizational Psychology
450-646-1022 poste 2424 | 1-800-798-1022 | www.spb.ca | Mon profil LinkedIn



L'information transmise par ce courriel est de nature privilégiée et confidentielle. Elle est destinée à l'usage exclusif du destinataire désigné. Si vous n'êtes pas le destinataire visé, il vous est strictement interdit d'utiliser cette information, de la copier ou de la diffuser. Si cette communication vous a été transmise par erreur, veuillez la détruire et nous en aviser immédiatement par courriel.

The information contained in this e-mail and all attachments are confidential and for the sole use of its intended recipient. It may not be disclosed to or used by another than the addressee. If received in error, please contact the sender by return e-mail and delete this e-mail and all attachments from your system.

De : lvenne@ville.montreal.qc.ca [mailto:lvenne@ville.montreal.qc.ca]

Montréal

VILLE DE MONTRÉAL- AO PUBLIC 117-16179 - Services professionnels - Évaluation potentiel & compétences de gestion des cadres VdM - DEMANDE NÉGOCIATION - OFFRE FINANCIÉRE * SPB Psychologie organisationnelle inc

Louise VENNE A : kbaron 2017-08-01 15:36

Cci : Josée MÉNARD, Isabelle LAZURE

De : Louise VENNE/MONTREAL
A : kbaron@spb.ca
Cci : Josée MÉNARD/MONTREAL@MONTREAL, Isabelle LAZURE/MONTREAL@MONTREAL

VILLE DE MONTRÉAL
APPEL D'OFFRES PUBLIC 17-16179
SERVICES PROFESSIONNELS D'ÉVALUATION DU POTENTIEL ET
DES COMPÉTENCES DE GESTION DES CADRES DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Destinataire : Madame Kimberlea Baron
SPB PSYCHOLOGIE ORGANISATIONNELLE INC

Objet : DEMANDE DE NÉGOCIATION - OFFRE FINANCIÈRE
de SPB PSYCHOLOGIE ORGANISATIONNELLE INC
présentée dans le cadre de l'appel d'offres cité en titre.

Bonjour,

Étant en processus d'évaluation des offres reçues dans le cadre de l'appel d'offres cité en exergue et en raison de la valeur de votre proposition reçue qui accuse un écart important avec l'estimation établie par la Ville ainsi que l'enveloppe budgétaire prévue pour ce contrat, la Ville de Montréal souhaite s'enquérir auprès de votre firme de la possibilité de négocier à la baisse votre proposition financière sans toutefois changer les autres obligations.
(Réf: L.C.V. Art 573.3.3)

Afin de respecter les délais impartis au traitement de notre appel d'offres, votre firme disposera d'un délai d'**un (1) jour ouvrable**, suite à la demande de la Ville, pour répondre à la présente requête, par écrit, auprès de la soussignée, à l'adresse électronique : *lvenne@ville.montreal.qc.ca*.

Nous demeurons disponibles pour toute discussion ou demande d'information, si requis.

En vous remerciant de l'attention que vous porterez à notre demande, veuillez recevoir nos cordiales salutations.

Louise Venne
Agente Approvisionnement II
Ville de Montréal
Service de l'approvisionnement
255 boul. Crémazie est, bureau 400, 4e étage
Montréal (Québec) H2M1M2

Tél. : 514 868-5944
lvenne@ville.montreal.qc.ca



Visitez notre site : monintranet/approvisionnement

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 17-16179
Numéro de référence : 1078807
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services professionnels pour l'évaluation du potentiel et des compétences de gestion des cadres de la Ville de Montréal

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
André Filion & Associés Psychologie industrielle 491 Bonaventure Trois-Rivières, QC, G9A2B6 https://www.filion.ca/ NEQ : 1141886086	Madame Huguette Trépanier Téléphone : 819 374-7373 Télécopieur : 819 374-0113	**Commande : (1297558)** 2017-05-31 11 h 07 **Transmission :** 2017-05-31 11 h 07	2780784 - 17-16179 Addenda N°1 2017-06-16 11 h 53 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Bourassa, Brodeur, Bellemare 6400, Avenue Auteuil local 410 Brossard, QC, J4Z3P5 http://www.bbb-grh.com NEQ : 1145056116	Monsieur Bruno Bourassa Téléphone : 819 373-5300 Télécopieur : 819 373-0612	**Commande : (1297602)** 2017-05-31 11 h 31 **Transmission :** 2017-05-31 11 h 31	2780784 - 17-16179 Addenda N°1 2017-06-16 11 h 53 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Groupe IN-RGY Consultation inc. 390, rue Le Moyne Montréal, QC, H2Y1Y3 http://www.sapergy.com NEQ : 1165038705	Madame Mariette Pagé Téléphone : 514 906-7767 Télécopieur : 514 906-7677	**Commande : (1299152)** 2017-06-02 16 h 04 **Transmission :** 2017-06-02 16 h 04	2780784 - 17-16179 Addenda N°1 2017-06-16 11 h 53 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐	Héma-Québec 4045, Boul. Côte-Vertu Montréal, QC, H4R 2W7 http://www.hema-quebec.qc.ca NEQ :	Madame Isabelle La Roche Téléphone : 514 832-5000 Télécopieur : 514 832-1027	**Commande : (1298728)** 2017-06-02 8 h 57 **Transmission :** 2017-06-02 8 h 57	Mode privilégié : Ne pas recevoir
☐	M2D Leadership 666, rue Sherbrooke Ouest bureau 1708 Montréal, QC, H3A 1E7 http://m2dleadership.com/ NEQ : 1169941672	Monsieur Claude Paquet Téléphone : 514 861-9344 Télécopieur :	**Commande : (1298367)** 2017-06-01 13 h 02 **Transmission :** 2017-06-01 13 h 02	2780784 - 17-16179 Addenda N°1 2017-06-16 11 h 53 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Mercer 1981, ave. McGill College bureau 800 Montréal, QC, H3A 3T5 NEQ : 1147373618	Madame Patricia Velazquez Téléphone : 514 841-7865 Télécopieur : 514 285-8831	**Commande : (1297881)** 2017-05-31 15 h 36 **Transmission :** 2017-05-31 15 h 36	2780784 - 17-16179 Addenda N°1 2017-06-16 11 h 53 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles 5700, 4e Avenue Ouest, local D 413 Québec, QC, G1H 6R1 NEQ :	Madame Amélie Racine Téléphone : 418 627-6266 Télécopieur : 418 643-5928	**Commande : (1297692)** 2017-05-31 12 h 45 **Transmission :** 2017-05-31 12 h 45	Mode privilégié : Ne pas recevoir
☐	Raymond Chabot Grant Thornton & Cie S.E.N.C.R.L. 600 De La Gauchetière O. bur. 2000 Montréal, QC, H3B 4L8 http://www.rcgt.com NEQ : 3342037838	Madame Annie Givern Téléphone : 514 954-4621 Télécopieur : 514 878-2127	**Commande : (1300840)** 2017-06-07 9 h 24 **Transmission :** 2017-06-07 9 h 24	2780784 - 17-16179 Addenda N°1 2017-06-16 11 h 53 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	SPB Psychologie Organisationnelle 555 Boul. Roland-Therrien Suite 300 Longueuil, QC, J4H 4E7 http://www.spb.ca NEQ : 1142945345	Madame Christine Blais Téléphone : 450 646-1022 Télécopieur : 450 646-5184	**Commande : (1297951)** 2017-05-31 17 h 21 **Transmission :** 2017-05-31 17 h 21	2780784 - 17-16179 Addenda N°1 2017-06-16 11 h 53 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

- Aide en ligne
- Formation en ligne
- Glossaire
- Plan du site
- Accessibilité
- UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

- Grille des tarifs
- Contactez-nous
- Nouvelles
- Marchés publics hors Québec
- Registre des entreprises non admissibles
- Autorité des marchés financiers

À propos

- À propos de SEAO
- Info sur Constructo
- Conditions d'utilisation
- Polices supportées

Partenaires

© 2003-2017 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1174384001

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction dotation_talents et développement organisationnel , Division gestion des compétences et formation
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à SPB Psychologie organisationnelle inc. pour fournir des services professionnels d'évaluation du potentiel et des compétences de gestion, pour une somme maximale de 1 873 977,53 $, taxes incluses - Appel d'offres public no 17-16179 (5 soumissionnaires, 1 seul conforme) / Approuver un projet de convention à cette fin

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1174384001 - SPB Psychologie organisationnelle inc.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Diane LAROUCHE
Préposée au budget
Tél : 514 872-7366

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-08

Daniel FINLEY
Chef de division - conseil et soutien financiers
Tél : 514 872-7840
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
MANDAT

Dossier # : 1174384001

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction dotation_talents et développement organisationnel , Division gestion des compétences et formation
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à SPB Psychologie organisationnelle inc. pour fournir des services professionnels d'évaluation du potentiel et des compétences de gestion, pour une somme maximale de 1 873 977,53 $, taxes incluses - Appel d'offres public no 17-16179 (5 soumissionnaires, 1 seul conforme) / Approuver un projet de convention à cette fin

Numéro du mandat
SMCE174384001

Date du mandat
2017-09-06

Objet du mandat

Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats

Type de mandat

Commission sur l'examen des contrats

VU le Règlement sur la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008);

VU la résolution CG11 0082 qui détermine les critères de sélection des contrats qui doivent être soumis à la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats;

VU que le contrat de services professionnels est d'une valeur de plus de 1 M$ et qu'une seule soumission conforme a été reçue à la suite d'un appel d'offres.

Le comité exécutif, après avoir pris connaissance du dossier décisionnel 1174384001, mandate la Commission sur l'examen des contrats afin d'étudier ce dossier.

Signé le : 2017-09-08

Jean-François MILOT

Chef de division soutien aux instances

Dossier # :1174384001

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Commission permanente sur l'examen des contrats

La commission :

Présidente

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Vice-présidentes

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Membres

Mme Dida Berku
Ville de Côte-Saint-Luc

M. Richard Celzi
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Marie Cinq-Mars
Arrondissement d'Outremont

M. Richard Deschamps
Arrondissement de LaSalle

M. Marc-André Gadoury
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Luc Gagnon
Arrondissement de Verdun

M. Manuel Guedes
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 28 septembre 2017

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE174384001

Accorder un contrat de services professionnels à SPB Psychologie organisationnelle inc. pour fournir des services professionnels d'évaluation du potentiel et des compétences de gestion, pour une somme maximale de 1 873 977,53 $, taxes incluses - Appel d'offres public no 17-16179 (5 soumissionnaires, 1 seul conforme) / Approuver un projet de convention à cette fin.

(ORIGINAL SIGNÉ)

Émilie Thuillier
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE174384001
Accorder un contrat de services professionnels à SPB Psychologie organisationnelle inc. pour fournir des services professionnels d'évaluation du potentiel et des compétences de gestion, pour une somme maximale de 1 873 977,53 $, taxes incluses - Appel d'offres public no 17-16179 (5 soumissionnaires, 1 seul conforme) / Approuver un projet de convention à cette fin.

À sa séance du 6 septembre 2017, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce dossier répondait au critère suivant :

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ pour lequel une seule soumission conforme a été reçue suite à un appel d'offres.*

Le 14 septembre 2017, les membres de la commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus relativement au mandat confié. Des représentants du Service des ressources humaines ont répondu aux questions des membres de la commission.

Les membres ont reçu des réponses satisfaisantes à leurs questions.

Ils ont aussi reçu du Service une information complémentaire à l'effet que les dépenses dans ce contrat seront partagées comme suit: 49,8% à la ville centre et 50,2% à l'agglomération.

Enfin, la Commission constate que le marché pour ce contrat était très restreint, compte tenu notamment des demandes formulées et des critères imposés par la Ville.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service des ressources humaines pour leurs interventions lors de la séance de travail de la commission. La commission adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération à savoir :

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ pour lequel une seule soumission conforme a été reçue suite à un appel d'offres.*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE174384001 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.70

2017/09/28 17:00

(2)

Dossier # : 1174435008

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal acquiert de Solutia Canada inc., aux fins d'implantation d'un centre de traitement de matières organiques et aux fins d'augmentation de la capacité de stockage de neige dans le secteur Angrignon, un immeuble vacant ayant front sur la rue Saint-Patrick, à l'est du boulevard Angrignon, dans l'arrondissement de LaSalle, désigné par le lot 3 269 985 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, au montant de 4 484 025 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus audit projet d'acte. N/Réf. : 31H05-005-6662-01

Il est recommandé :

1. d'approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal acquiert de Solutia Canada inc., aux fins d'implantation d'un centre de traitement de matières organiques et aux fins d'augmentation de la capacité de stockage de neige dans le secteur Angrignon, un immeuble vacant ayant front sur la rue St-Patrick, à l'est du boulevard Angrignon, dans l'arrondissement de LaSalle, désigné par le lot 3 269 985 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, au montant de 4 484 025 $ taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus audit projet d'acte.

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-08-28 15:15

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1174435008**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal acquiert de Solutia Canada inc., aux fins d'implantation d'un centre de traitement de matières organiques et aux fins d'augmentation de la capacité de stockage de neige dans le secteur Angrignon, un immeuble vacant ayant front sur la rue Saint-Patrick, à l'est du boulevard Angrignon, dans l'arrondissement de LaSalle, désigné par le lot 3 269 985 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, au montant de 4 484 025 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus audit projet d'acte. N/Réf. : 31H05-005-6662-01

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de la gestion et de la planification immobilière (le « SGPI ») a été mandaté par la Division du soutien technique et des infrastructures du Service de l'environnement ainsi que par la Division du soutien technique et opérationnel du Service de la concertation des arrondissements, pour acquérir de gré à gré et au meilleur coût possible, un terrain localisé au sud de la rue Saint-Patrick, à l'est du boulevard Angrignon, connu et désigné par le lot 3 269 985 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans l'arrondissement de LaSalle et ayant une superficie de 127 567 m^2 (l'« Immeuble »). L' Immeuble est illustré à titre indicatif par un liséré aux plans de localisation annexés en pièces jointes.
Cette acquisition permettra en premier lieu de réaliser la construction du centre de biométhanisation phase 2. Toutefois, puisque l'implantation de cette infrastructure ne nécessitera pas la totalité du terrain, une portion de l'Immeuble permettra d'augmenter la capacité de stockage de neige dans le secteur d'Angrignon. Cette augmentation de capacité répondra à un besoin additionnel de superficie pour des fins de dépôt à neige dans ce secteur et compensera la surpression de la chute à l'égout d'Anbar. Quant à la partie résiduelle, celle-ci deviendra une réserve foncière et la Ville verra à établir une stratégie afin que celle-ci soit mise en valeur.

Également, l'acquisition de cet Immeuble est retenue en raison de sa localisation à proximité d'axes routiers importants, notamment l'autoroute 20 et l'échangeur Turcot, facilitant ainsi le transport des matières organiques vers le futur centre de traitement. De plus, pour la construction du centre de biométhanisation phase 2, la Ville devait trouver un terrain situé dans un rayon de 500 mètres des zones résidentielles, commerciales et institutionnelles. Après plusieurs recherches, aucun site alternatif ne répondait à cette contrainte. À noter que les activités industrielles sont permises à l'intérieur de ce rayon. Quant au dépôt à neige Angrignon, l'acquisition de l'Immeuble permettra de limiter les déplacements des camions lourds sur le territoire de la Ville.

Le présent sommaire décisionnel a pour but de soumettre aux autorités municipales, pour approbation, le projet d'acte de vente visant cet Immeuble. Toutefois, prendre note que ce dossier répond aux critères visés par la Commission sur l'examen des contrats de plus de 2 M$ pour une transaction immobilière, la transaction se concluant de gré à gré à un montant différent de la juste valeur marchande.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG12 0312 - 23 août 2012 - Renouveler pour une période de deux ans la réserve pour fins publiques sur le lot 3 269 985 du cadastre du Québec, ayant front sur la rue Saint-Patrick, à l'est du boulevard Angrignon, dans l'arrondissement de LaSalle, aux fins d'implanter des infrastructures de traitement des matières organiques prévues au Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2010-2014 (dossier 1125941003).
CG10 0309 - 26 août 2010 - Décréter l'imposition d'une réserve aux fins d'implanter des infrastructures de traitement des matières organiques prévues au Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2010-2014 sur le lot 3 269 985 du cadastre du Québec; Mandater le Service des affaires juridiques et de l'évaluation foncière pour entreprendre toutes les procédures requises à cette fin; Mandater le SGPI d'acquérir, aux meilleurs coûts possible, de gré à gré ou par voie d'expropriation les sites retenus (dossier 1104422001).

CG10 0081 - 25 février 2010 - Approuver et démarrer le processus d'identification des sites potentiels pour l'implantation des centres de digestion anaérobie et de compostage de même qu'un centre pilote de prétraitement sur le territoire de l'agglomération de Montréal (dossier 1100704002).

DESCRIPTION

L'Immeuble ciblé par la Ville est la propriété de Solutia Canada inc. (la « Société ») dont le secteur d'activités est l'industrie de la pétrochimie. En 2008, la Société a cessé ses activités dans l'arrondissement de LaSalle et a démantelé son usine. L'Immeuble est aujourd'hui vacant, mais non réhabilité au niveau des sols.
À l'été 2010, un plan de réhabilitation des sols a été soumis par la Société et approuvé par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (« MDDELCC »), lequel découlait des avis de contamination publiés au Bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le 9 septembre 2008, sous le numéro 15 565 730 et le 13 mai 2010, sous le numéro 17 167 501. Toutefois, ce plan n'avait pas été mis en application du fait que la Ville avait signifié un avis de réserve le 28 septembre 2010, sous le numéro 17 583 493 et renouvelé d'une durée additionnelle de 2 ans le 18 septembre 2012, sous le numéro 19 420 544. Cette réserve pour fins publiques est venue à échéance le 18 septembre 2014. Bien qu'aucune entente n'ait été conclue à l'intérieur du délai de 4 ans de l'avis de réserve, les discussions et les négociations se sont poursuivies avec la Société. Après plusieurs années de négociation, ce n'est qu'au printemps 2017 que les parties s'entendent sur une proposition. De plus, à noter que des consultations publiques ont déjà eu lieu pour l'implantation des centres de

traitement des matières organiques, dont celui prévu sur ce site dans l'arrondissement de LaSalle. Considérant l'acceptabilité sociale du choix du site, un avis favorable a été donné de la part de l'office de consultation publique de Montréal (OPCM).

Parmi les obligations convenues entre les parties :

· La Société fournira à la Ville un bon titre de propriété, valable, libre de tout droit réel, privilège et hypothèque, sauf les servitudes qui s'y rattachent. Quant à la qualité des sols, la Ville acquiert l'Immeuble à ses risques et périls.

· La Ville déposera, dans les meilleurs délais, en son nom, un plan de réhabilitation de l'Immeuble auprès du MDDELCC pour approbation afin de permettre à la Société de demander la révocation de leur plan de réhabilitation.

· La Ville assumera et exécutera, dans les meilleurs délais, à ses frais, tous les travaux nécessaires afin de compléter la réhabilitation des sols de l'Immeuble selon les obligations prévues à la Loi sur la qualité de l'environnement du MDDELCC.

· La Ville s'engage à indemniser, protéger et prendre fait et cause pour la Société et chacune de ses filiales (tel que définie dans la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*) et leurs dirigeants, administrateurs, actionnaires et agents respectifs (collectivement, les « Parties indemnisées ») de et contre toute perte, obligation, dommage, recours, réclamation, demande, poursuite (ci-après les « Réclamations ») prises par toute personne ou encourues par les Parties indemnisées en raison de : (i) la qualité et la condition de l'Immeuble, y compris la qualité et la condition environnementale de l'Immeuble et toute migration de contaminants qui en découle ; et (ii) le défaut de la Ville de s'acquitter de ses obligations en vertu de la présente convention, incluant le défaut d'effectuer les travaux nécessaires afin de compléter la réhabilitation de l'Immeuble selon les exigences de la Loi sur la qualité de l'environnement (« LQE ») et le MDDELCC. Les Parties indemnisées devront fournir promptement à la Ville un avis écrit de toutes les Réclamations et il est convenu que la Ville sera obligée d'indemniser et protéger les Parties indemnisées pour les honoraires, frais et dépenses juridiques, d'avocats, de consultants ou d'experts seulement si la Ville refuse ou néglige de défendre et prendre fait et cause pour les Parties indemnisées.

Au niveau du coût pour la réhabilitation des sols, la Ville a réalisé une étude de caractérisation géotechnique et environnementale et a consulté divers experts en environnement afin d'établir ce coût. Le prix d'acquisition tient compte du coût de réhabilitation des sols. De plus, la Ville a réalisé en 2015 une étude de caractérisation des terrains adjacents au terrain de Solutia Canada inc. Les données recueillies permettent de statuer que les activités de la Société n'ont pas eu d'impact environnemental sur les sols des terrains municipaux adjacents.

Finalement, l'acquisition de l'Immeuble permettra de répondre aux besoins stratégiques suivants :

· Une superficie d'environ 42 456,3 m^2 pour la construction du centre de biométhanisation phase 2;

· Une superficie d'environ 47 779,3 m^2 pour l'augmentation de la capacité de stockage de neige dans le secteur Angrignon;

· Une superficie résiduelle d'environ 37 331,4 m^2 considérée comme réserve foncière et que la Ville verra à mettre en valeur.

JUSTIFICATION

Considérant les aspects suivants :

· L'acquisition de l'Immeuble permettra la construction du centre de biométhanisation phase 2 et à l'augmentation de la capacité de stockage de neige dans le secteur Angrignon.

· L'Immeuble retenu est vacant et disponible. Aucune résidence et commerce n'ont été relevés dans un rayon de 500 mètres du point d'émission de la future infrastructure de traitement des matières organiques (voir plan rayon 500 mètres en annexe), respectant ainsi les lignes directrices pour l'encadrement des activités de biométhanisation émises par le MDDELCC.

· La proximité d'axes routiers importants facilitera le transport des matières organiques vers le centre de traitement. De plus, l'existence du dépôt à neige adjacent à l'Immeuble limitera les déplacements des camions sur le territoire de la Ville.

· La Ville a comme objectif de pratiquer une gestion responsable des matières résiduelles et désire mettre des efforts vers la récupération et la valorisation des matières organiques de l'agglomération. Cet objectif concorde avec la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles.

Pour ces motifs, il y aurait lieu d'obtenir l'aval des autorités municipales afin d'approuver le projet d'acte.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le Service de l'environnement est d'avis, selon un rapport basé sur le traitement statistique des données, rédigé par Envisol en septembre 2015 et révisé le 3 mars 2017, que le coût estimé pour la réhabilitation des sols serait de 12 308 323 $. Ce coût est basé sur une réhabilitation conventionnelle, soit par excavation et élimination des sols contaminés, et inclut également les coûts des études de caractérisation supplémentaires pour mieux cerner les zones contaminées et les meilleures méthodes de réhabilitation environnementale ainsi que la surveillance environnementale des travaux.
En faisant abstraction de toute considération environnementale, la Division de l'évaluation du SGPI a estimé, en date du 13 mai 2017, la fourchette maximale de la valeur marchande de l'Immeuble à 16 100 000 $. En considérant le passif environnemental, soit environ 12 300 000 $, la valeur marchande est établie à environ 3 800 000 $. Le prix négocié de 3 900 000 $ correspond à 100 000 $ près à la valeur marchande et est l'offre finale de la Société. Le prix total, en tenant compte de la TPS (195 000 $) et la TVQ (389 025 $), est de 4 484 025 $.

Le coût d'acquisition (au PTI) sera partagé comme suit :

· 62 % de la dépense sera assumé par l'agglomération (Service de l'Environnement), soit un montant de 2 780 095.50 $ taxes incluses ou 2 538 597.75 $ net de ristournes de taxes. Cette somme sera financée par le Règlement d'emprunt de compétence Agglo 13-006 « Centre de biométhanisation - LaSalle ».

· 38 % de la dépense sera assumé par le local (Service de la concertation des arrondissements), soit un montant de 1 703 929.50 $ taxes incluses ou 1 555 914.75

$ net de ristournes de taxes. Cette somme sera financée par le Règlement d'emprunt de compétence locale 16-035 « Améliorations des lieux d'élimination de neige et équipements connexes »'.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La construction d'un centre de traitement des matières organiques pour desservir le sud de l'île de Montréal s'inscrit dans le cadre du Plan directeur de gestion des matières résiduelles. Les centres de biométhanisation transforment les résidus alimentaires en biométhane et en digestat. Le biométhane est injecté dans le réseau de distribution de Gaz Métro tandis que le digestat est composté. Quant à l'augmentation de la capacité de stockage de neige dans le secteur d'Angrignon, la Ville pourra mieux coordonner les déplacements des camions de déneigement, limitant ainsi la circulation des véhicules lourds dans ce secteur, tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si la Ville ne réalise pas le centre de biométhanisation phase 2 à l'intérieur des délais du cadre normatif du Programme de financement de traitement des matières organiques par biométhanisation et compostage (« PTMOBC »), soit le 30 juin 2026, l'aide financière du PTMOBC sera réduite de 83 M$ (62 %).

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune action n'est requise présentement .

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

· Autorisation du présent dossier : septembre 2017

· Décontamination complète de l'Immeuble : 2018-2020

· Mise en service du dépôt à neige Angrignon : hiver 2018-2019

· Aménagement de l'infrastructure des traitements des matières organiques : 2021

· Inauguration de l'infrastructure des traitements des matières organiques : 2024

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Aicha ZAMPALEGRE)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Caroline BOILEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Benjamin PUGI, Service de la concertation des arrondissements
Josée SAMSON, Service de l'environnement
Éric BLAIN, Service de l'environnement
Jean J LACROIX, Service de l'environnement
Normand TROTTIER, LaSalle

Lecture :

Éric BLAIN, 5 juillet 2017
Normand TROTTIER, 4 juillet 2017
Josée SAMSON, 19 juin 2017
Jean J LACROIX, 19 juin 2017
Benjamin PUGI, 15 juin 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dany LAROCHE
Conseiller en immobilier

Tél : 514 872-0070
Télécop. : 514 872-8350

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-06-12

Suzie DESMARAIS
Conseillère en immobilier expertise immobilière, en remplacement de M. Denis Sauvé, chef de division

Tél : 514 872-6292
Télécop. : 514 872-8350

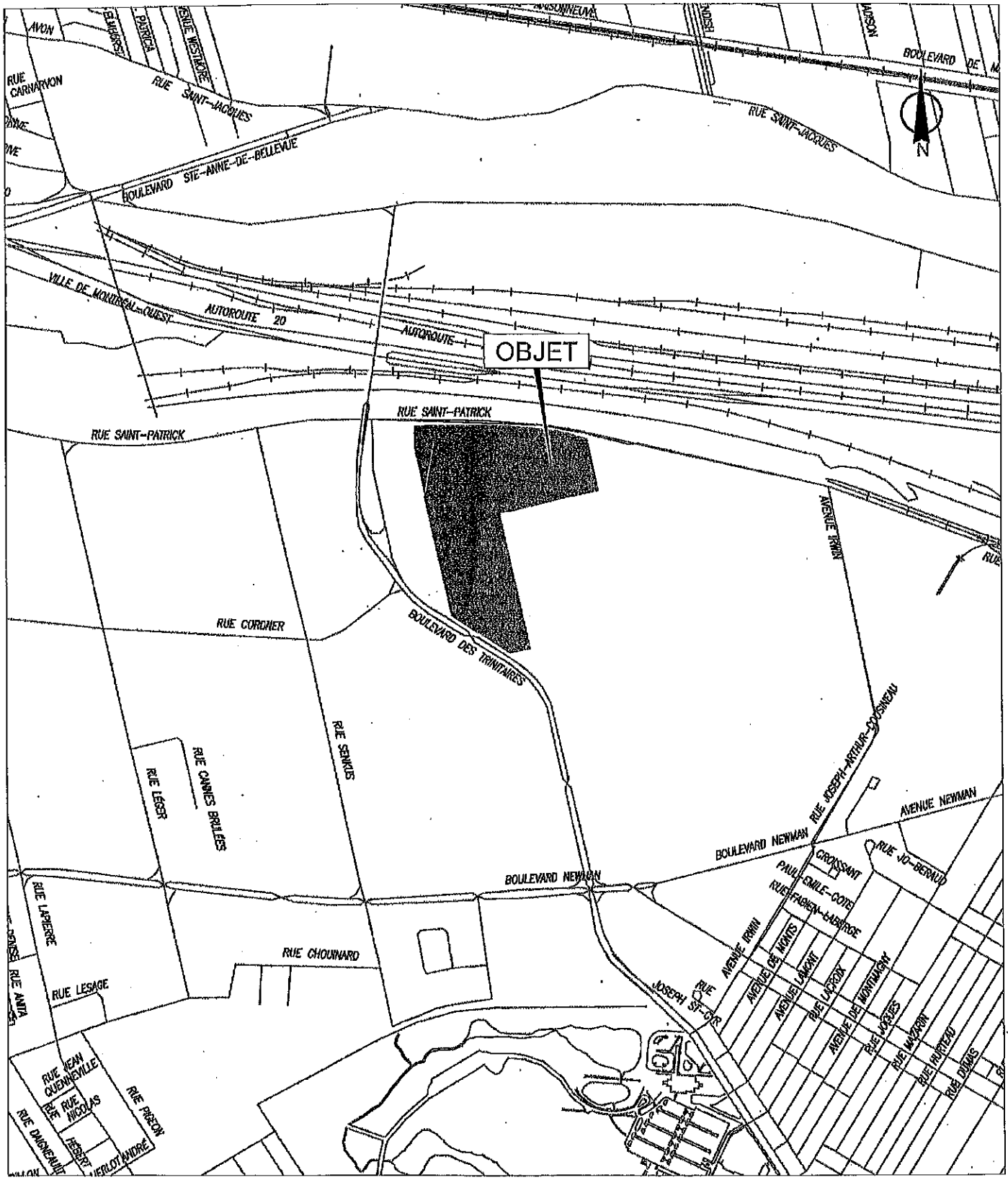
APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières et de la sécurité
Tél : 514 868-3844
Approuvé le : 2017-08-25

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI

Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2017-08-28

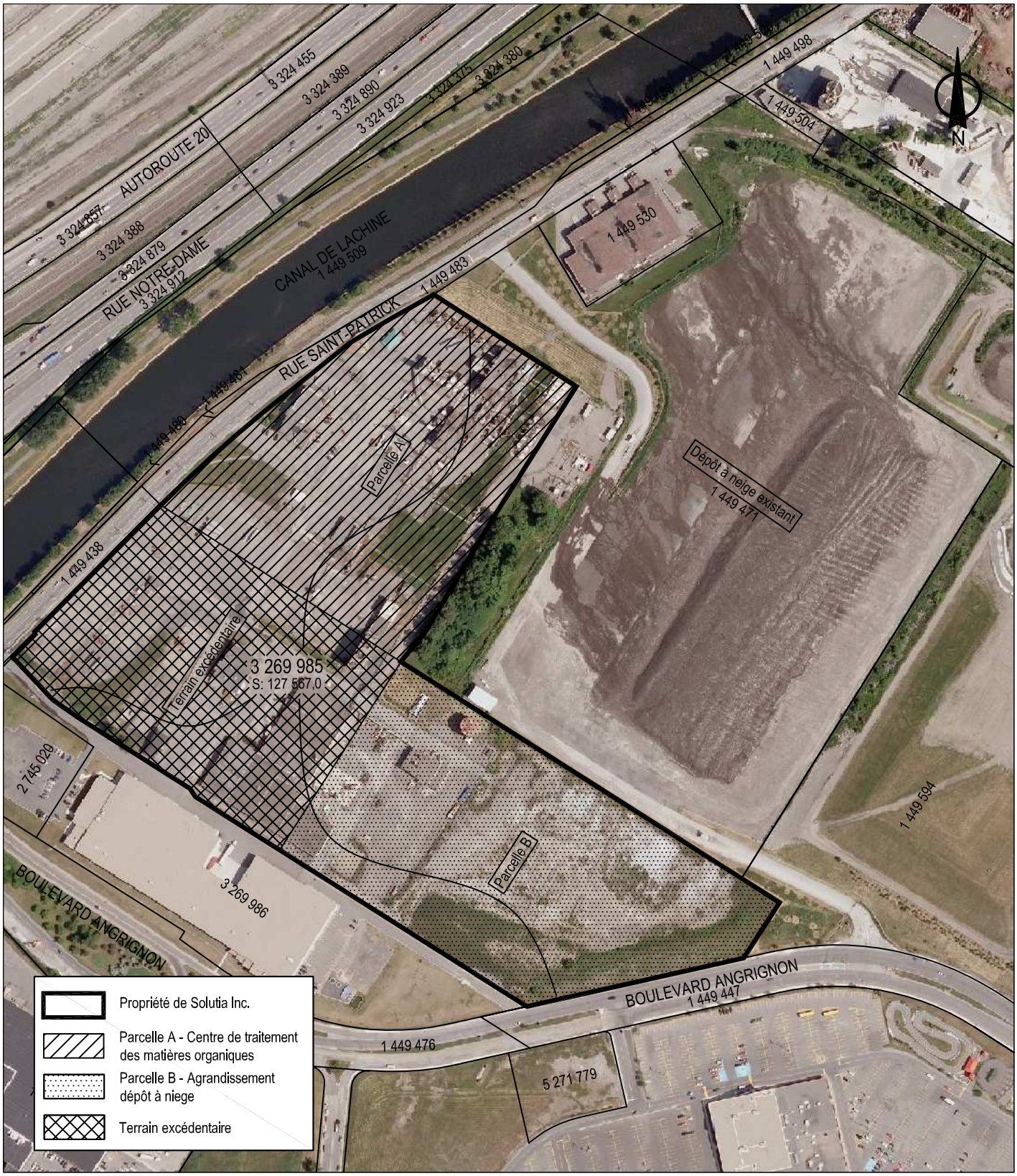


SERVICE DE LA GESTION ET
DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE

Plan A : plan de localisation
Dossier : 31H05-005-6662-01
Dessinateur : CL
Échelle : -
Date : 11-05-11

LaSalle
Montréal

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.



SERVICE DE LA GESTION ET
DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE

DIVISION ÉVALUATION ET
TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

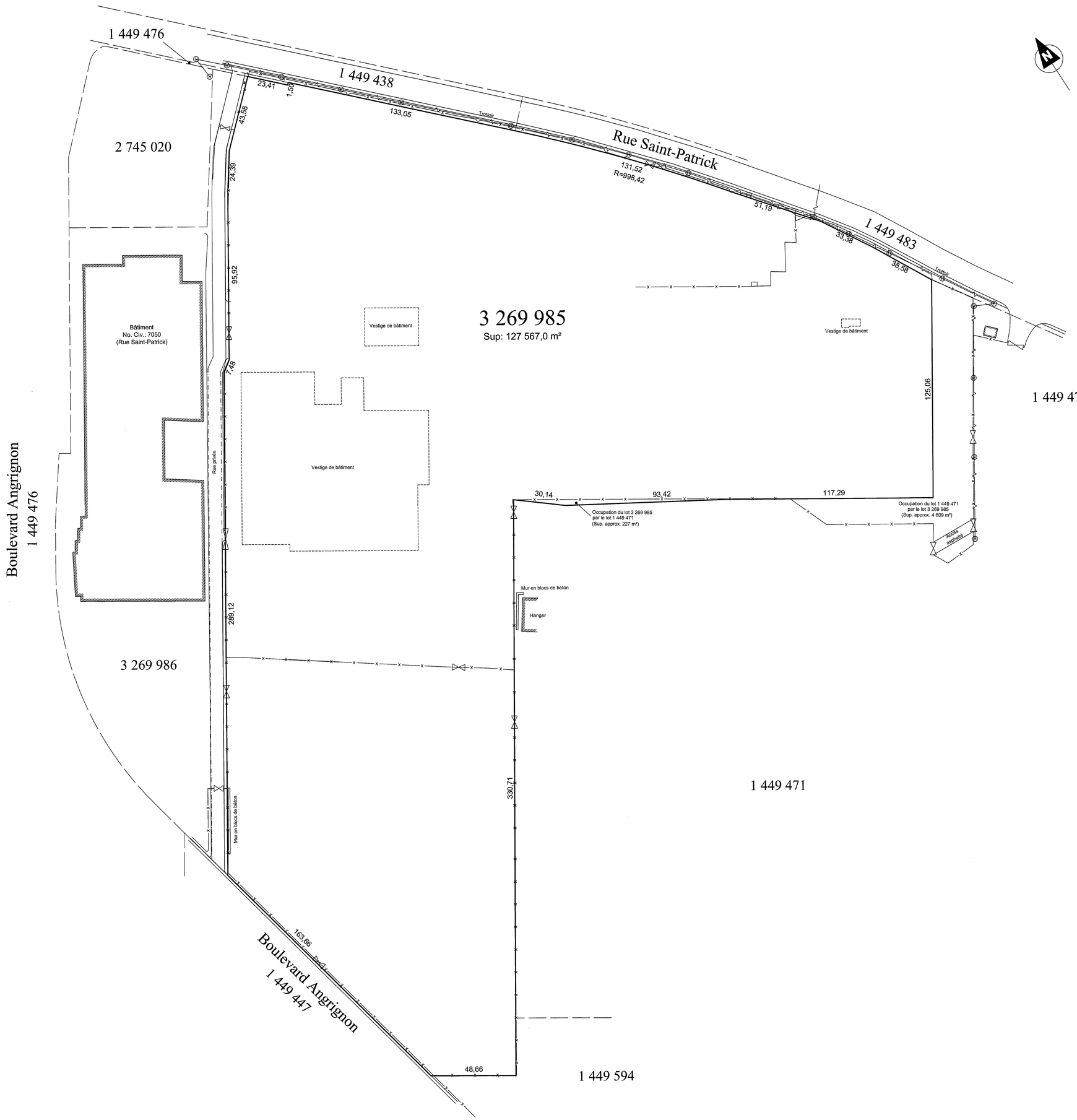
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

LaSalle

Montréal

Plan P: photo aérienne
Dossier: 31h05-005-6662-01
Dessinateur: LJC
Échelle: 1:4000
Date: 2014-08-18

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement



Le Groupe Conseil T.T. Katz

Notes
Nonobstant les servitudes pouvant être indiquées au présent plan, cette propriété doit faire l'objet d'une recherche notariale pour compléter et/ou confirmer les titres et les servitudes l'affectant.

Toute reproduction de ce plan est interdite en vertu des dispositions de la loi sur les droits d'auteur R.S.C., C-30, S1.

Ce plan ne peut être utilisé ou invoqué que dans le but d'obtenir un prêt hypothécaire et/ou d'une vente et forme avec le rapport qui l'accompagne, partie intégrante de ce certificat de localisation.

Toutes les dimensions de lot(s) montrées concordent avec celles inscrites au Titre et Cadastre (si applicable), sauf indication contraire.

Légende: (si applicable)

M	Mesure selon arpentage sur les lieux
T	Mesure selon titre consulté
CR	Mesure cadastrale après rénovation
AC	Mesure cadastrale avant rénovation
x	Clôture
	Haie
	Fils aériens électriques
	Bordure (béton)
H	Poteau
	Barrière

Date(s) du relevé : 13 et 14 Juillet 2016

Échelle Scale	**1:1000**	System(e)	**Mesure métrique**
Lot(s) no.	**3 269 985**		
Cadastre	**Québec**		
Circonscription foncière Registration division	**Montreal**		
Municipalité Municipality	**Ville de Montreal (arrondissement de Lasalle)**		

20
19
18
17
16
15
14
13
12
11
10
9
8
7
6
5
4
3
2
1

No. Date Revisions

Dossier File	Projet Project	Plan Drawing	Date	**21 Juillet 2016**
42958	**42958**	**0**		

Chef d'équipe Crew chief	**P.L.**	Calculé par Computed by	**M.R.**	**Robert Katz**
Dessiné par Drawn by	**S-P F.**	Vérifié par Verified by	**No. Minute: 8358**	**A.G. Ing. Q.L.S. Eng.**

Plan accompagnant
Certificat de Location

ARPENTEURS-GÉOMETRES
INGÉNIEURS-CONSEILS
LAND SURVEYORS
CONSULTING ENGINEERS

3901 o. Jean-Talon, bureau 300
Montréal, Québec H3R 2G4

Tél: 514 341-3408
Fax: 514 341-0058
info@katz.qc.ca

T.T. KATZ

CERTIFICATE OF LOCATION

I, the undersigned, **ROBERT KATZ**, Quebec Land Surveyor, of **Le Groupe Conseil T.T. Katz**, duly authorized to practice as such in the Province of Québec, do hereby report:

SITE SURVEY

On July 13th and 14th, 2016, a site survey was carried out to locate a property fronting on Saint-Patrick Street, City of Montreal (borough of Lasalle).

DESCRIPTION OF PROPERTY

The present property is composed of lot THREE MILLION TWO HUNDRED SIXTY NINE THOUSAND NINE HUNDRED EIGHTY FIVE (3 269 985) of the cadastre of Quebec, Registration Division of Montreal and its current designation reads as follows:

LOT 3 269 985

Of irregular figure, bounded towards the North-East, for a first part, by lot 1 449 438 (Saint-Patrick Street) and measuring in this limit 23,41 metres; towards the North-West, for a first part, by lot 1 449 438 (Saint-Patrick Street) and measuring in this limit 1,50 metres; towards the North-East, for a second part, by lots 1 449 438 (Saint-Patrick Street) and 1 449 483 (Saint-Patrick Street) and measuring in this limit consecutively distances of 133,05 metres, 131,52 metres along a circular curve having a radius of 998,42 metres, 51,19 metres, 33,38 metres and 33,58 metres; towards the South-East, for a first part, by lot 1 449 471 and measuring in this limit 125,06 metres; towards the South-West, for a first part, by lot 1 449 471 and measuring consecutively along a broken line distances of 117,29 metres, 93,42 metres and 30,14 metres; towards the South-East, for a second part, by lot 1 449 471 and 1 449 594 and measuring in this limit 330,71 metres; towards the South-West, for a second part, by lot 1 449 594 and measuring in this limit 48,66 metres; towards the West by lot 1 449 447 (Angrignon Boulevard) and measuring in this limit 163,66 metres; towards the North-West, for a second part, by lot 3 269 986 and measuring in this limit 289,12 metres; towards the North by lot 3 269 986 and measuring in this limit 7,48 metres; towards the North-West, for a third part, by lot 3 269 986 and measuring consecutively along a broken line distances of 95,92 metres, 24,39 metres and 43,58 metres; containing an area of 127 567,0 square metres.

TITLE-DEED

The searches at the Registry Office of Montreal in respect of this property were executed on June 30, 2016 and the deed of conveyance consulted for the purpose of this Certificate of Location was a sale from Monsanto Canada Inc. to Solutia Canada Inc. published on September 8th, 1997 under number 4960721.

CADASTRAL HISTORY

The subject lot 3 269 985 was deposited on September 2nd, 2004 by replacement of a part of lot 3 226 608 of Quebec cadastre.

The said lot 3 226 608 was deposited on April 27th, 2004 by replacement of a part of lot 2 745 019.

The said lot 2 745 019 was deposited on December 12th, 2003 by replacement of a part of lot 1 449 477.

The said lot 1 449 477 was deposited on November 11th, 1999 by cadastral renovation of a part of lots 1013 and 1016 of the cadastre of the Parish of Lachine.

The said lots 1013 and 1016 were deposited on November 2nd, 1877.

AGREEMENT WITH THE SURVEY, DEED / CADASTRE AND OCCUPATION

There is agreement between the survey, the title consulted, the Cadastre and the occupation with respect to the designation and dimensions of said lot 3 269 985.

The fences and the bloc walls on the site are generally as shown on the plan hereto attached and are not necessarily representative of the property limits.

The present property occupies a portion (approx. 4 609 m²) of the neighbouring property, being lot 1 449 471, according to the existing fences.

The neighbouring property being lot 1 449 471 occupies a portion (approx. 227 m²) of the present property according to the existing fences.

The whole as shown on the attached plan.

BUILDING

There exists on this property vestiges of former buildings as shown on the attached plan.

COMMON WALL

There are no common (mitoyen) walls affecting the present property.

ENCROACHMENT

There are no apparent encroachments affecting the said property, subject however to the above mentioned marks of occupation (fences).

VIEWS

There are no apparent views according to the current articles of the Civil Code of Quebec.

APPARENT SERVITUDE

There are many gates in the perimeter fence allowing access to and from the present property to the private roadway on the neighbouring lot 3 269 986 as well as to the neighbouring lot 1 449 471.

There are no other apparent servitudes affecting the said property other than those that may exist with regard to the usual public utilities. It is to be noted that there are electrical wires and poles along Saint-Patrick Street.

The whole as shown on the attached plan.

REGISTERED SERVITUDE

There exists two contamination notices as established and more fully described in the deeds registered under numbers 15565730 and 17167501.

There are no servitudes inscribed as such in the Land Register against the said lot. However, within the scope of the present mandate, the searches at the Registry Office were done only using the Title Deeds of the actual owner and on the examination of the entries appearing in the Land Register. Consequently, any servitudes not appearing in the said Land Register and recorded only in earlier Deeds or Title Deeds were not taken into consideration by the undersigned and will not be reflected in this document. In the event that a more elaborate study be required for the purposes for which this document is intended, it should be the object of a separate mandate to the undersigned.

RESERVE / EXPROPRIATION

There are no Notices of Public Reserves nor any Notices of Expropriation inscribed as such in the Land Register against the present property.

AGRICULTURAL LAND PROTECTION (L.R.Q., P-41.1)

The present property is not situated within an area that has been protected under the Act Respecting the Preservation of Agricultural Land and Agricultural Activities.

CULTURAL HERITAGE (L.R.Q., c.P-9.002)

The present property is not classified under the Cultural Heritage Act nor is it situated within the protected area of any property so classified nor mentioned in the Municipal Zoning By-Law nor is it in a Historical District.

AIRPORT ZONE (L.R.C., c.A-2)

The present property is not located within an airport site, established by a regulation made under the Aeronautics Act.

HOUSING COMPLEX (L.R.Q., c. R-8.1)

The present property is not subject to article 45 of the "Loi sur la Régie du logement".

T.T. KATZ
ARPENTEURS-GÉOMÈTRES
INGÉNIEURS-CONSEIL
LAND SURVEYORS
CONSULTING ENGINEERS

FLOOD ZONE

The present property is not located within a protective zone, a flood zone or a risk zone established either by the Canada-Québec convention on mapping and floodplain protection or by Municipal Zoning By-Laws

RIPARIAN PROTECTION

The present property is not located within a riparian protective zone established either by the « Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables » or by Municipal Zoning By-Laws. Moreover, it is not located within a proctective zone, protective band, flood zone or risk zone as established by Municipal Zoning By-Laws.

MUNICIPAL REGULATIONS

The present property is located within industrial municipal zone 12-03.

BORNAGE

No boundary determination action (Art. 978 C.c.Q.) is inscribed in the land register against the present property.

MEASURES AND PLAN

All dimensions herein given are in Metric Measure and the whole is as shown on the accompanying plan minute number **8358** prepared by the undersigned on **July 21st, 2016.**

MANDATE / USE

The present Certificate of Location is a document consisting of a report and a plan whereby the Land Surveyor gives his opinion on the current situation and state of a property in relation to the title deeds, the cadastre and the occupation.

This document has been prepared at the request of George Semine of Cushman and Wakefield, for the benefit of Eastman Chemical Company and Solutia Canada Inc., for the purpose of a sale or mortgage and cannot be used or invoked for any other purposes or by other persons without the written authorization of the undersigned and should not be used to determine property limits.

CERTIFICATION

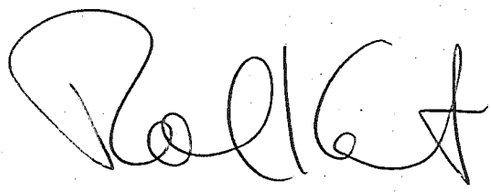
I attest having verified, in accordance with the prescribed regulation respecting standards of practice for Certificates of Location, each of the elements mentioned in paragraphs 1 to 23 of article 9.

I attest that the present report and corresponding plan have been prepared in conformity with the inspection of the site, measurements taken and all informations that could be gathered for this purpose.

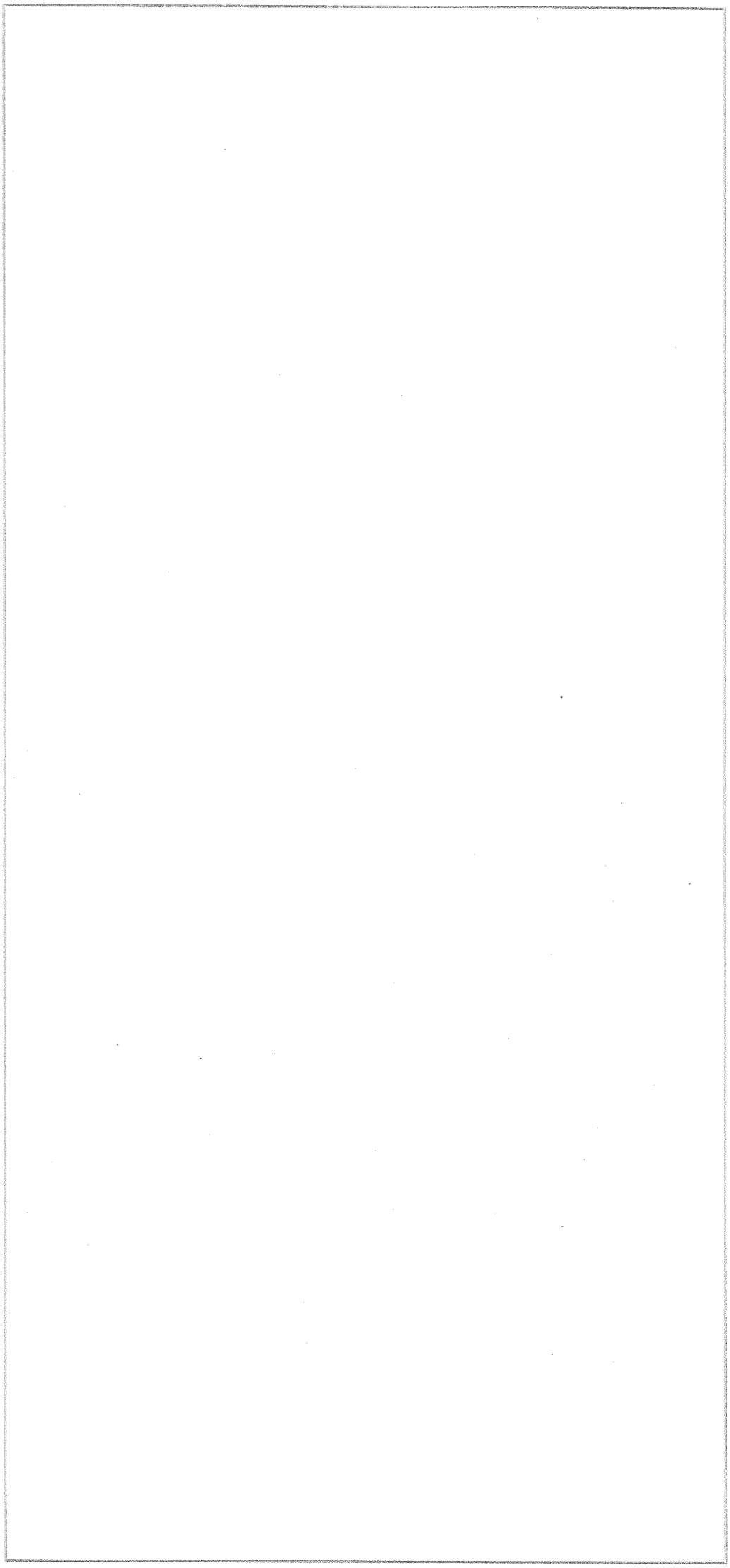
All unauthorized reproduction of the present report and the attached plan is prohibited in virtue of Copyright Act R.S.C., C-30, S-1.

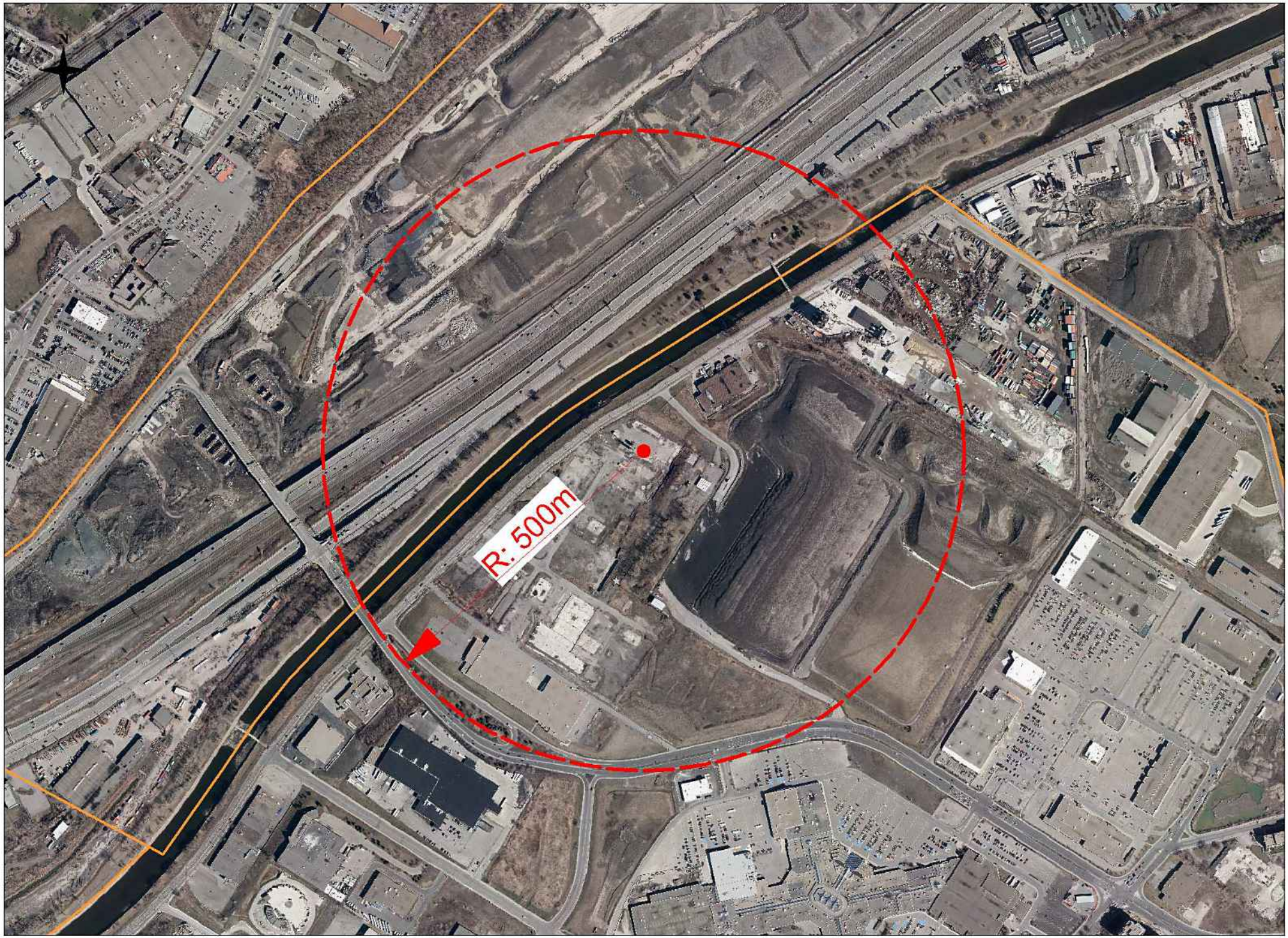
In faith of which, I have signed in Montreal, this twenty-first day of July, two thousand sixteen (**July 21st, 2016**).

Minute: 8358
Dossier: 42958-42958-0



ROBERT KATZ
Quebec Land Surveyor
3901, Jean-Talon W.
Suite 300
Montréal, Québec
H3R 2G4





Les informations contenues dans le présent document sont fournis à titre indicatif uniquement.

Ressources naturelles et Faune
Québec

ÉTAT CERTIFIÉ D'INSCRIPTION
DE DROIT
AU REGISTRE FONCIER DU QUÉBEC

Je certifie que la réquisition présentée le 2010-05-13 à 14:49 a été inscrite au Livre foncier de la circonscription foncière de Montréal

sous le numéro 17 167 501.

Identification de la réquisition

Mode de présentation :	Avis	
Forme :	Sous seing privé	
Nature générale :	Avis de contamination	
Nom des parties :	Requérant	Solutia Canada inc.

Copie certifiée du document 17 167 501

Date de mise à jour du Registre pour les inscriptions de droits : 2010-05-14 à 10:46 et de radiations : 2010-05-13 à 09:59 pour la circonscription foncière de Montréal.

Officier adjoint de la publicité foncière

NOTE : Lorsque la DHM de mise à jour du Registre pour les inscriptions de droits est antérieure à la DHM de présentation de la réquisition de droits, cela signifie que cette réquisition est encore en traitement dans la circonscription foncière spécifiée.

Numéro inscription :	17 167 501	**Circ. foncière :**	Montréal
DHM de présentation :	2010-05-13 14:49		

Registre des mentions

2010 -05- 13 14:49
Heure : minute

17167501

AVIS DE CONTAMINATION
(Article 31.58 de la *Loi sur la qualité de l'environnement*, L.R.Q. c. Q-2)

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE
DE MONTRÉAL

MONTRÉAL, ce treizième (13e) jour du mois de mai de l'an deux mille dix (2010).

COMPARAÎT : **SOLUTIA CANADA INC.**, personne morale légalement constituée, ayant son siège social au ~~6800, rue St-Patrick, Montréal, Québec~~, agisssant aux présentes et représentée par monsieur Ken Merrigan dûment autorisé aux présentes, tel qu'il le déclare;

7475 BOUL NEWMAN
#301
LASALLE QC H8N 1X3

(ci-après le « **Comparant** »)

LEQUEL DONNE LE PRÉSENT AVIS et demande à l'officier du Bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal d'inscrire au registre foncier le présent avis de contamination concernant le terrain désigné ci-après, soit l'exposé de la nature des contaminants présents dans le terrain au-delà des valeurs limites réglementaires, tel qu'il apparaît dans le résumé de l'étude de caractérisation présenté ci-dessous et attesté par un expert visé par l'article 31.65 de la *Loi sur la qualité de l'environnement*, L.R.Q. c. Q-22.

1. DÉSIGNATION DU TERRAIN

Un emplacement situé à Montréal, connu et désigné comme le lot TROIS MILLIONS DEUX CENT SOIXANTE-NEUF MILLE NEUF CENT QUATRE-VINGT-CINQ (3 269 985) du Cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

Avec bâtisses dessus érigées portant le numéro civique 6800, rue St-Patrick, Montréal (arrondissement LaSalle), province de Québec.

(ci-après l'« **Immeuble** »)

2. IDENTIFICATION DU PROPRIÉTAIRE ET PERSONNE VISÉE PAR L'AVIS

Le Comparant est propriétaire de l'Immeuble en vertu d'un titre de propriété publié au Bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 4960721.

3. DÉSIGNATION DE LA MUNICIPALITÉ ET DE L'UTILISATION AUTORISÉE

Le terrain est situé dans la ville de Montréal (arrondissement LaSalle) et des utilisations industrielles sont autorisées sur ce terrain en vertu de la réglementation de zonage de cette ville.

4. RÉSUMÉ DE L'ÉTUDE DE CARACTÉRISATION

Le résumé ci-joint de l'étude de caractérisation environnementale intitulée « *Étude de caractérisation : Propriété industrielle située au 6800 St-Patrick, Montréal, Québec (Lot 3 269 985 du cadastre du Québec* » fait partie intégrante du présent avis de contamination. Il contient les informations suivantes :

4.1 un énoncé sur la nature des contaminants présents dans le terrain et dont la concentration excède les valeurs limites réglementaires;

4.2 un bref historique des activités qui ont eu lieu dans l'Immeuble;

4.3 la superficie du terrain occupée par les sols contaminés ainsi que la localisation et les volumes de ces sols en surface et en profondeur;

4.4 un énoncé sur la nature et sur l'importance des contaminants présents dans l'eau souterraine, s'il en est;

4.5 une indication de la présence d'une installation de captage d'eau destinée à la consommation humaine à moins d'un kilomètre ainsi que la proximité d'un cours ou un plan d'eau de surface, le cas échéant.

Ce résumé est attesté par monsieur Marc L'Écuyer en date du 24 septembre 2009 et une copie du formulaire d'attestation dûment complété est annexée au présent avis.

5. MODALITÉS PARTICULIÈRES DE L'AVIS DE CONTAMINATION

Le présent avis de contamination demeure en vigueur tant et aussi longtemps, selon le cas :

5.1 qu'un avis de décontamination n'est pas inscrit au registre foncier relativement à l'Immeuble ou à une partie de celui-ci; ou

5.2 qu'un nouvel avis énonçant des modifications au présent avis de contamination n'est pas inscrit au registre foncier relativement l'Immeuble ou une partie de celui-ci.

EN FOI DE QUOI le Comparant a signé à Montréal ce 13 mai 2010.

SOLUTIA CANADA INC.

Par : _____
Ken Merrigan
President

ATTESTATION

Attestation d'un avis de contamination exécuté à Montréal le 13 mai 2010 par Solutia Canada Inc. pour un emplacement situé à Montréal, connu et désigné comme le lot TROIS MILLIONS DEUX CENT SOIXANTE-NEUF MILLE NEUF CENT QUATRE-VINGT-CINQ (3 269 985) du Cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, avec bâtisses dessus érigées portant le numéro civique 6800, rue St-Patrick, Montréal (arrondissement LaSalle), province de Québec.

Je, soussigné, Pierre-Olivier Charlebois, avocat, atteste que :

1. j'ai vérifié l'identité, la qualité et la capacité du Comparant;

2. le document traduit la volonté exprimée par le Comparant; et

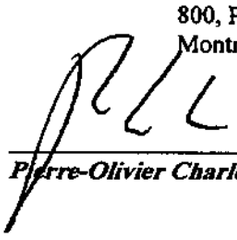
3. le document est valide quant à sa forme.

ATTESTÉ À MONTRÉAL, province de Québec, ce treizième (13e) jour du mois de mai de l'an deux mille dix (2010).

Nom : Pierre-Olivier Charlebois

Qualité : Avocat

Adresse : Tour de la Bourse
Bureau 3700, C.P. 242
800, Place Victoria
Montréal QC H4Z 1E9



Pierre-Olivier Charlebois

Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs
Québec

FORMULAIRE D'ATTESTATION

RÉSUMÉ DE L'ÉTUDE DE CARACTÉRISATION

1. LOCALISATION DU TERRAIN	
Adresse : 6800 rue St-Patrick, Montréal (arrondissement LaSalle), Québec	
N^{os} de lots : 3 269 985	**Coordonnées : DEG.DEC.NAD83** **Latitude :** 45.452352 Lat N **Longitude :** 73.620371 Long O
Nom du cadastre : Cadastre du Québec	
2. IDENTIFICATION DU PROPRIÉTAIRE ☒ OU DU LOCATAIRE ☐	
Nom : Solutia Canada inc.	
Nom de l'entreprise : Solutia Canada inc.	
Adresse : 301-7475, boul. Newman, Montréal (arrondissement LaSalle), Qc	**Code postal :** H8N 1X3
N° de téléphone : (514) 366-4850	**N° de télécopieur :**
3. IDENTIFICATION DU DOCUMENT ATTESTÉ	
Titre : Résumé de l'étude de caractérisation: Propriété industrielle située au 6800 St-Patrick, Montréal, Québec (Lot 3 269 985 du cadastre du Québec)	
Firme : Jacques Whitford Stantec Ltée (100, boul. Alexis-Nihon (bur 110), Saint-Laurent, Qc)	
Auteur : Robert Murray / Marc L'Ecuyer	**Date :** 24 septembre 2009

Après vérification, j'atteste que le résumé représente bien le contenu de l'étude de caractérisation et est conforme aux exigences du *Guide de caractérisation des terrains* du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs.

MARC L'ECUYER	168
Nom de l'expert (en lettres moulées)	**Numéro d'identification de l'expert**
Marc L'Ecuyer	24 septembre 2009
Signature de l'expert	**Date**

p. j. Résumé de l'étude de caractérisation

1er mai 2008

Stantec

RÉSUMÉ DE L'ÉTUDE DE CARACTÉRISATION

Le 24 septembre 2009

Localisation : Propriété industrielle située au 6800 St-Patrick, Montréal (arrondissement LaSalle), Québec (Lot 3 269 985 du cadastre du Québec)

Description du terrain

Le site est occupé par un complexe industriel servant à la production et à la distribution de produits chimiques. Le site occupe une surface de 12,8 hectares et comprend présentement 23 bâtiments (entreposage, bureaux, entretien, transformation, etc.), cinq (5) sous-stations électriques et six (6) parcs de réservoirs. Des réservoirs d'entreposage hors-terre sont également situés à divers endroits sur l'ensemble du site. Le site se trouve dans un secteur à zonage industriel.

Historique

Sur la base des informations historiques collectées lors de cette étude, les activités semblent avoir débuté sur le site au début des années 1900 lorsqu'un fabricant de savon a installé ses opérations dans le secteur Est du site. Puis, peu avant 1932, un fabricant de produits chimiques (Mallinckrodt Chemical Works Ud du Canada) acquiert le site pour la production de produits chimiques inorganiques, de produits pharmaceutiques et de stéarates métalliques (sels métalliques). De 1932 à 1942, la propriété a été exploitée par une entreprise commune possédée par Mallinckrodt et Monsanto Chemical Works Ud (Royaume-Uni). En 1944, Monsanto Chemical Company (États-Unis) a acquis la pleine propriété de l'entreprise commune avec l'achat du site. C'est en septembre 1997 que Monsanto a cédé sa filiale de produits chimiques à Solutia Inc créant ainsi Solutia Canada Inc.

Les décennies 1950 et 1960 ont été une période de croissance et d'expansion rapide. L'évènement historique le plus notable est arrivé le 13 octobre 1966 lorsqu'une explosion s'est produite dans l'unité de réaction et d'extrusion du polystyrène. L'explosion et l'incendie qui l'a suivie ont démoli le bâtiment de polystyrène (ancien bâtiment 2) en plus de détruire et d'endommager certains bâtiments adjacents. À la suite de cette catastrophe, les opérations ont été décentralisées avec, entre autres, la relocalisation de la chaufferie.

Afin de faciliter la présentation des informations, le site a été divisé en trois secteurs: Est, Central et Ouest. Le secteur Est comprend les bâtiments des bureaux de l'administration (bâtiment 12), des « organiques» (bâtiment 4) et du « PVC » (bâtiment 5) ainsi que le parc des réservoirs de plastifiant. Les activités industrielles ont été principalement exercées dans ce secteur du site.

Le secteur Central inclut les anciennes installations de l'usine de formulation de l'herbicide Roundup® (bâtiment 19) transformée en entrepôt, l'usine de polymérisation Lustran (bâtiment 22) démantelée à l'automne 1999, l'usine d'anhydride maléique (bâtiment 21) démantelée au cours de l'hiver 1992-93 et, finalement, le bâtiment d'hydrogénation (bâtiment 25) qui a été démantelé au cours de l'été 1995. Les activités de production ont cessé dans ce secteur à la fin des années 1990.

Stantec

RÉSUMÉ DE L'ÉTUDE DE CARACTÉRISATION

Le 24 septembre 2009

Le secteur Ouest a été utilisé pour l'entreposage des produits finis (bâtiments 17, 28 et 33), pour la chaufferie (bâtiment 31) et pour l'entretien (bâtiment 30). La caserne des pompiers et l'entrée principale du site sont également localisées dans ce secteur. L'unité d'extrusion des polymères de styrène (bâtiment 28) a été la dernière unité en production dans le secteur Ouest. Les activités de production ont pris fin en 1995 et le bâtiment 28 a été démantelé à l'automne 1999. Les terrains vacants situés à l'ouest de l'entrepôt ont été vendus et une usine de fabrication de piscines a été construite dans ce secteur en 2004.

Les aires de production sont généralement asphaltées. Les autres surfaces du site sont gazonnées ou en gravier. La topographie locale consiste en une légère pente descendante du sud vers le nord et de bancs abrupts le long des limites sud des secteurs Central et Est. Un fossé de drainage est présent le long de la limite ouest du site. Le roc se situe généralement à une profondeur entre 10 et 16 mètres.

Résultats de la caractérisation

Dix zones de sols excédant les limites de l'Annexe II du *Règlement sur la protection et la réhabilitation des terrains* ont été identifiées avec une superficie totale de sols contaminés estimée à 5 800 m^2. Le volume de sols contaminés est estimé à 13 000 m^3 et est présent à des profondeurs variant entre de 0 et 5 m. La couche de sol contaminé varierait entre 1 et 2,5 m d'épaisseur.

Secteur Central :

- Zone 1 : BTEX, styrène, cadmium et mercure
- Zone 2 : Chlorure de vinyle et benzène
- Zones 3 et 3A: BTEX (zone 3) et mercure (zone 3A)
- Zone 4 : BTEX
- Zone 5 : Hydrocarbures pétroliers
- Zone 6A : BTEX, styrène, trichloroéthylène et dichlorométhane
- Zone 6B : BTEX, styrène, chlorure de vinyle

Secteur Est :

- Zone 7: HAP
- Zone 8A : BTEX, styrène, phthalates, composés phénoliques, BPC et métaux
- Zone 8B : Phthalates
- Zone 8C : Hydrocarbures pétroliers, HAP, métaux
- Zone 8D : Métaux (arsenic, mercure et cadmium

Secteur Ouest :

- Zone 9 : Benzène
- Zone 10 : Hydrocarbures pétroliers et HAP.

Stantec

RÉSUMÉ DE L'ÉTUDE DE CARACTÉRISATION

Le 24 septembre 2009

Le site est desservi par le réseau d'aqueduc municipal. Aucun puits n'est situé à moins d'un kilomètre du site. Le Canal Lachine est situé à l'intérieur d'un kilomètre du site. Les résultats d'analyse des échantillons d'eau souterraine ont été comparés aux critères de résurgence dans les eaux de surface ou infiltration dans les égouts de la *Politique de protection des sols et de réhabilitation des terrains contaminés* du MDDEP, aux critères du Règlement 87 de la Ville de Montréal *(Règlement relatif aux rejets des eaux usées dans les réseaux d'égouts et cours d'eau)*, ainsi qu'aux seuils d'alerte appropriés.

Les résultats analytiques des échantillons d'eau souterraine indiquent des concentrations pour les paramètres analysés inférieures aux critères de résurgence dans les eaux de surface ou infiltration dans les égouts du MDDEP et des seuils d'alerte applicables, sauf à quelques endroits indiqués ci-dessous :

Zone 1 (Secteur ouest) : benzène (puits MW08-49)

Zone 6 (Secteur central) : éthylbenzène (au-dessus du seuil d'alerte, mais inférieur au critère applicable) dans le puits BH98-60

Zone 8A (Secteur est) : Formaldéhyde et éthylbenzène (puits BH92-34B)

Zone 10 (Secteur ouest) : HAP et hydrocarbures pétroliers (au-dessus du critère), éthylbenzène (au-dessus du seuil d'alerte) pour le puits MW08-139; fluoranthène au-dessus du seuil d'alerte pour le puits BH90-09.

À l'exception d'une couche de 4 mm de produit en phase libre observée dans un puisard de 12" (30 cm) situé au sud du bâtiment 4 le 22 juillet 2008, aucun produit en phase libre n'a été observé au cours du programme initial de suivi de l'eau souterraine entrepris en 2008 qui comprenait l'échantillonnage de 63 puits d'observation.

D'après les résultats disponibles, puisque les concentrations de contaminants dépassant les critères applicables ne touchent que quelques puits d'observation et que le produit en phase libre soit limité à un puits, le panache d'eau souterraine contaminée semble limité en superficie. Aucune information n'indique que l'eau souterraine contaminée au-delà des critères applicables s'étende à l'extérieur des limites du site.

STANTEC EXPERTS-CONSEILS LTÉE

Robert Murray, ing., M.Sc.A.
Auteur

Marc L'Écuyer, ing.
Réviseur

RM/MLE/cgk

Signature du comparant : _____

Nom et titre : KEN MERRIGAN - PRESIDENT

Signé à : LASALLE (Québec) le 13 MAI, 2010

2008 -09- 09 9:00
heure-minute
15565730

AVIS DE CONTAMINATION
(Article 31.58 de la *Loi sur la qualité de l'environnement*, L.R.Q. c. Q-2)

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE DE MONTRÉAL

MONTRÉAL, ce vingt-neuvième (29e) jour du mois d'août de l'an deux mille huit (2008).

COMPARAÎT : **SOLUTIA CANADA INC.**, personne morale légalement constituée, ayant son siège social au 6800, rue St-Patrick, Montréal, Québec, agisssant aux présentes et représentée par monsieur René Desroches dûment autorisé aux présentes, tel qu'il le déclare;

(ci-après le « **Comparant** »)

LEQUEL DONNE LE PRÉSENT AVIS et demande à l'officier du Bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal d'inscrire au registre foncier le présent avis de contamination concernant le terrain désigné ci-après, soit l'exposé de la nature des contaminants présents dans le terrain au-delà des valeurs limites réglementaires, tel qu'il apparaît dans le résumé de l'étude de caractérisation présenté ci-dessous et attesté par un expert visé par l'article 31.65 de la *Loi sur la qualité de l'environnement*, L.R.Q. c. Q-22.

1. DÉSIGNATION DU TERRAIN

Un emplacement situé à Montréal, connu et désigné comme le lot TROIS MILLIONS DEUX CENT SOIXANTE-NEUF MILLE NEUF CENT QUATRE-VINGT-CINQ (3 269 985) du Cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

Avec bâtisses dessus érigées portant le numéro civique 6800, rue St-Patrick, Montréal (arrondissement LaSalle), province de Québec.

(ci-après l'« **Immeuble** »)

2. IDENTIFICATION DU PROPRIÉTAIRE ET PERSONNE VISÉE PAR L'AVIS

Le Comparant est propriétaire de l'Immeuble en vertu d'un titre de propriété publié au Bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 4960721.

3. DÉSIGNATION DE LA MUNICIPALITÉ ET DE L'UTILISATION AUTORISÉE

Le terrain est situé dans la ville de Montréal (arrondissement LaSalle) et des utilisations industrielles sont autorisées sur ce terrain en vertu de la réglementation de zonage de cette ville.

4. RÉSUMÉ DE L'ÉTUDE DE CARACTÉRISATION

Le résumé ci-joint de l'étude de caractérisation environnementale intitulée « *Étude de caractérisation : Propriété industrielle située au 6800 St-Patrick, Montréal, Québec (Lot 3 269 985 du cadastre du Québec* » fait partie intégrante du présent avis de contamination. Il contient les informations suivantes :

4.1 un énoncé sur la nature des contaminants présents dans le terrain et dont la concentration excède les valeurs limites réglementaires;

4.2 un bref historique des activités qui ont eu lieu dans l'Immeuble;

4.3 la superficie du terrain occupée par les sols contaminés ainsi que la localisation et les volumes de ces sols en surface et en profondeur;

4.4 un énoncé sur la nature et sur l'importance des contaminants présents dans l'eau souterraine, s'il en est;

4.5 une indication de la présence d'une installation de captage d'eau destinée à la consommation humaine à moins d'un kilomètre ainsi que la proximité d'un cours ou un plan d'eau de surface, le cas échéant.

Ce résumé est attesté par monsieur Graeme Wallace en date du 21 août 2008 et une copie du formulaire d'attestation dûment complété est annexée au présent avis.

5. MODALITÉS PARTICULIÈRES DE L'AVIS DE CONTAMINATION

Le présent avis de contamination demeure en vigueur tant et aussi longtemps, selon le cas :

5.1 qu'un avis de décontamination n'est pas inscrit au registre foncier relativement à l'Immeuble ou à une partie de celui-ci; ou

5.2 qu'un nouvel avis énonçant des modifications au présent avis de contamination n'est pas inscrit au registre foncier relativement l'Immeuble ou une partie de celui-ci.

EN FOI DE QUOI le Comparant a signé à Montréal ce 29 août 2008.

SOLUTIA CANADA INC.

Par : _____
René Desroches

ATTESTATION

Attestation d'un avis de contamination exécuté à Montréal le 29 août 2008 par Solutia Canada Inc. pour un emplacement situé à Montréal, connu et désigné comme le lot TROIS MILLIONS DEUX CENT SOIXANTE-NEUF MILLE NEUF CENT QUATRE-VINGT-CINQ (3 269 985) du Cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, avec bâtisses dessus érigées portant le numéro civique 6800, rue St-Patrick, Montréal (arrondissement LaSalle), province de Québec.

Je, soussigné, Charles Kazaz, avocat, atteste que :

1. j'ai vérifié l'identité, la qualité et la capacité du Comparant;

2. le document traduit la volonté exprimée par le Comparant; et

3. le document est valide quant à sa forme.

ATTESTÉ À MONTRÉAL, province de Québec, ce vingt-neuvième (29e) jour du mois d'août de l'an deux mille huit (2008).

Nom : Charles Kazaz

Qualité : Avocat

Adresse : Tour de la Bourse
Bureau 3400, C.P. 242
800, Place Victoria
Montréal QC H4Z 1E9

Charles Kazaz

DM_MTL/112300-00001/1724349.4

Ministère du
Développement durable,
de l'Environnement
et des Parcs
Québec

FORMULAIRE D'ATTESTATION

RÉSUMÉ DE L'ÉTUDE DE CARACTÉRISATION

1. LOCALISATION DU TERRAIN	
Adresse : 6800 St-Patrick Street, Montreal (LaSalle Borough), Québec	
N^{os} de lots : 3 269 985	**Coordonnées : DEG.DEC.NAD83** **Latitude :** 45.452352 Lat N **Longitude :** 73.620371 Long O
Nom du cadastre : Cadastre of Quebec	
2. IDENTIFICATION DU PROPRIÉTAIRE ☒ OU DU LOCATAIRE ☐	
Nom : Solutia Canada inc.	
Nom de l'entreprise : Solutia Canada inc.	
Adresse : 6800, St-Patrick Street, Montréal (LaSalle Borough)	**Code postal :** H8N 2H3
N^{o} de téléphone : (514) 366-4855	**N^{o} de télécopieur :** (514) 366-8355
3. IDENTIFICATION DU DOCUMENT ATTESTÉ	
Titre : Résumé de l'étude de caractérisation: Propriété industrielle située au 6800 St-Patrick, Montréal, Québec (Lot 3 269 985 du cadastre du Québec)	
Firme : Jacques Whitford Ltée (8170, chemin Montview, bur. 100, Mont-Royal, Qc)	
Auteur : Robert Murray / Marc L'Ecuyer	**Date :** 21 aout 2008

Après vérification, j'atteste que le résumé représente bien le contenu de l'étude de caractérisation et est conforme aux exigences du *Guide de caractérisation des terrains* du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs.

GRAEME WALLACE	**197**
Nom de l'expert (en lettres moulées)	**Numéro d'identification de l'expert**
Signature de l'expert	21 août 2008 **Date**

p. j. Résumé de l'étude de caractérisation

RÉSUMÉ DE L'ÉTUDE DE CARACTÉRISATION **Le 21 aout 2008**

Localisation : Propriété industrielle située au 6800 St-Patrick, Montréal, Québec (Lot 3 269 985 du cadastre du Québec)

Le site est occupé par un complexe industriel servant à la production et à la distribution de produits chimiques. Le site occupe une surface de 12,8 hectares et comprend présentement 23 bâtiments (entreposage, bureaux, entretien, transformation, etc.), cinq (5) sous-stations électriques et six (6) parcs de réservoirs. Des réservoirs d'entreposage hors-terre sont également situés à divers endroits sur l'ensemble du site. Le site se trouve dans un secteur à zonage industriel.

Sur la base des informations historiques collectées lors de cette étude, les activités semblent avoir débuté sur le site au début des années 1900 lorsqu'un fabricant de savon a installé ses opérations dans le secteur Est du site. Puis, peu avant 1932, un fabricant de produits chimiques (Mallinckrodt Chemical Works Ltd du Canada) acquiert le site pour la production de produits chimiques inorganiques, de produits pharmaceutiques et de stéarates métalliques (sels métalliques). De 1932 à 1942, la propriété a été exploitée par une entreprise commune possédée par Mallinckrodt et Monsanto Chemical Works Ltd (Royaume-Uni). En 1944, Monsanto Chemical Company (États-Unis) a acquis la pleine propriété de l'entreprise commune avec l'achat du site. C'est en septembre 1997 que Monsanto a cédé sa filiale de produits chimiques à Solutia Inc créant ainsi Solutia Canada Inc.

Les décennies 1950 et 1960 ont été une période de croissance et d'expansion rapide. L'évènement historique le plus notable est arrivé le 13 octobre 1966 lorsqu'une explosion s'est produite dans l'unité de réaction et d'extrusion du polystyrène. L'explosion et l'incendie qui l'a suivie ont démoli le bâtiment de polystyrène (ancien bâtiment 2) en plus de détruire et d'endommager certains bâtiments adjacents. À la suite de cette catastrophe, les opérations ont été décentralisées avec, entre autres, la relocalisation de la chaufferie.

Afin de faciliter la présentation des informations, le site a été divisé en trois secteurs: Est, Central et Ouest. Le secteur Est comprend les bâtiments des bureaux de l'administration (bâtiment 12), des « organiques » (bâtiment 4) et du « PVC » (bâtiment 5) ainsi que le parc des réservoirs de plastifiant. Les activités industrielles ont été principalement exercées dans ce secteur du site.

Le secteur Central inclut les anciennes installations de l'usine de formulation de l'herbicide Roundup® (bâtiment 19) transformée en entrepôt, l'usine de polymérisation Lustran (bâtiment 22) démantelée à l'automne 1999, l'usine d'anhydride maléique (bâtiment 21) démantelée au cours de l'hiver 1992-93 et, finalement, le bâtiment d'hydrogénation (bâtiment 25) qui a été démantelé au cours de l'été 1995. Les activités de production ont cessé dans ce secteur à la fin des années 1990.

Le secteur Ouest a été utilisé pour l'entreposage des produits finis (bâtiments 17, 28 et 33), pour la chaufferie (bâtiment 31) et pour l'entretien (bâtiment 30). La caserne des pompiers et l'entrée principale du site sont également localisées dans ce secteur. L'unité d'extrusion des polymères de styrène (bâtiment 28) a été la dernière unité en production dans le secteur Ouest. Les activités de production ont pris fin en 1995 et le bâtiment 18 a été démantelé à l'automne 1999. Les terrains vacants situés à l'ouest de l'entrepôt ont été vendus et une usine de fabrication de piscines a été construite dans ce secteur en 2004.

© Jacques Whitford, 2008

Les aires de production sont généralement asphaltées. Les autres surfaces du site sont gazonnées ou en gravier. La topographie locale consiste en une légère pente descendante du sud vers le nord et de bancs abrupts le long des limites sud des secteurs Central et Est. Un fossé de drainage est présent le long de la limite ouest du site. Le roc se situe généralement à une profondeur entre 10 et 16 mètres.

Onze zones de sols excédant les limites de l'Annexe II du *Règlement sur la protection et la réhabilitation des terrains* ont été identifiées avec une superficie totale de sol contaminée estimée de 13 500 m^2. Le volume de sols contaminé est estimé entre 10 000 à 16 000 m^3 présents à des profondeurs approximées de 0 à 5 m.

Secteur Central

- Zone 1 : éthylbenzène, benzène, toluène, styrène, cadmium et mercure;
- Zone 2 : chlorure de vinyle et benzène;
- Zone 3 : mercure;
- Zone 4 : xylènes;
- Zone 5 : hydrocarbures pétroliers;
- Zone 6 : éthylbenzène, xylènes, toluène, styrène, tétrachloroéthylène et dichlorométhane.

Secteur Est

- Zone 7 : HAP;
- Zones 8A, B, C, D : éthylbenzène, xylènes, styrène, phthalates, phénols, BPCs, hydrocarbures pétroliers, HAP, arsenic, mercure et cadmium.

Secteur Ouest

- Zone 9 : benzène;
- Zone 10 : hydrocarbures pétroliers;
- Zone 11 ; dichlorométhane.

Le site est desservi par le réseau d'aqueduc municipal. Aucun puits n'est situé à moins d'un kilomètre du site. Le Canal Lachine est situé à l'intérieur d'un kilomètre du site. Les résultats d'analyse des échantillons d'eau souterraine ont été comparés aux critères de résurgence dans les eaux de surface ou infiltration dans les égouts de la *Politique de protection des sols et de réhabilitation des terrains contaminés* du MDDEP, aux critères du Règlement 87 de la Ville de Montréal (*Règlement relatif aux rejets des eaux usées dans les réseaux d'égouts et cours d'eau*), ainsi qu'aux seuils d'alerte appropriés.

La grande majorité des résultats analytiques des échantillons d'eau souterraine indiquent des concentrations pour les paramètres analysés inférieurs aux critères et seuils d'alerte applicables. Un seul échantillon a montré des concentrations en formaldéhyde et éthylbenzène excédant le critère d'eaux de surface et égouts du MDDEP. Deux autres échantillons d'eau souterraine (BH98-60 et BH90-09) ont montrés des concentrations soit en formaldéhyde, soit en éthylbenzène, excédant le seuil d'alerte applicable. De plus environ 4 mm de produit en phase libre a été observé le 22 juillet 2008 dans le puits de drainage situé au sud du bâtiment 4. Puisque que les concentrations de contaminants dépassant le critère et que la phase flottante de produit sont limités à un puits, le panache d'eau souterraine contaminée est limité en superficie. Aucune information n'indique que l'eau souterraine contaminée s'étend à l'extérieur des limites du site.

© Jacques Whitford, 2008

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1174435008

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal acquiert de Solutia Canada inc., aux fins d'implantation d'un centre de traitement de matières organiques et aux fins d'augmentation de la capacité de stockage de neige dans le secteur Angrignon, un immeuble vacant ayant front sur la rue Saint-Patrick, à l'est du boulevard Angrignon, dans l'arrondissement de LaSalle, désigné par le lot 3 269 985 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, au montant de 4 484 025 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus audit projet d'acte. N/Réf. : 31H05-005-6662-01

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous joignons le projet d'acte de vente donnant suite à la recommandation du service. Nous avons reçu une confirmation du représentant du Vendeur à l'effet qu'il est d'accord avec ce projet d'acte.

Quant au partage de compétences relatives à ce projet d'acte, le pouvoir d'acquérir un terrain aux fins d'implantation d'un centre de traitement de matières organiques relève de la compétence du conseil d'agglomération en vertu de l'article 19 paragraphe 6 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations et le pouvoir d'acquérir un terrain aux fins d'agrandissement d'un dépôt à neige relève du conseil municipal (voir résolutions CM08 0665 et CM09 0992).

Il est possible de traiter ces deux pouvoirs décisionnels dans un seul sommaire décisionnel pour simplifier la procédure. En vertu de l'article 57 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations et suivant la décision d'orientation du conseil municipal, le conseil d'agglomération pourra approuver et signer le présent acte de vente. Ce véhicule procédural permet donc à toutes les instances compétentes de se prononcer.

n/d 17-001643

FICHIERS JOINTS

V finale propre-CB 23 août 2017.DOC

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Caroline BOILEAU
notaire
Tél : 514-872-6423

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-23

Caroline BOILEAU
notaire
Tél : 514-872-6423
Division : Droit contractuel

1174435008
17-001643

L'AN DEUX MILLE DIX-SEPT

Le

Devant **M^e^ Caroline BOILEAU**, notaire à Montréal, province de Québec, Canada.

COMPARAÎSSENT :

SOLUTIA CANADA INC., personne morale légalement constituée par statuts de constitution délivrés le dix (10) avril mil neuf cent quatre-vingt-dix-sept (1997), en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* (L.R.C., 1985, c. C-44), et maintenant régie par la *Loi sur les corporations commerciales* de Nouveau-Brunswick (L.N.B., c. B-9.1), immatriculée sous le numéro 1147085220 en vertu de la *Loi sur la publicité légale des entreprises* (RLRQ, chapitre P-44.1), ayant son siège au 575, Maryville Centre Drive, St-Louis, Missouri, 63141, États-Unis et un domicile élu au 181, rue Bay, bureau 2100, ville de Toronto, province de l'Ontario, M5J 2T3, agissant et représentée par ,
dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée le et dont copie conforme demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence de la notaire soussignée.

Ci-après nommée le « **Vendeur** »

ET :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier (1^er^) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* (RLRQ, chapitre C-11.4) (la « **Charte** »), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par

dûment autorisé(e) en vertu de la Charte et :

a) de la résolution numéro CM , adoptée par le conseil municipal à sa séance du , copie certifiée de cette

résolution demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence de la notaire soussignée.

b) de la résolution numéro CG06 0006, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du vingt-trois (23) janvier deux mille six (2006), copie certifiée de cette résolution demeure annexée à la minute 3 602 de la notaire soussignée, conformément à la *Loi sur le notariat* (RLRQ, chapitre N-3); et

c) de la résolution numéro CG , adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du , copie certifiée de cette résolution demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence de la notaire soussignée.

Ci-après nommée la « **Ville** »

Le Vendeur et la Ville sont également désignés collectivement comme les « **Parties** ».

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

OBJET DU CONTRAT

Le Vendeur vend à la Ville qui accepte, un terrain vacant ayant front sur la rue Saint-Patrick et partiellement sur le boulevard Angrignon, dans l'arrondissement de LaSalle, à Montréal, province de Québec, connu et désigné comme étant :

DÉSIGNATION

Le lot numéro **TROIS MILLIONS DEUX CENT SOIXANTE-NEUF MILLE NEUF CENT QUATRE-VINGT-CINQ (3 269 985)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

Ci-après nommé l'« **Immeuble** »

ORIGINE DU DROIT DE PROPRIÉTÉ

Le Vendeur est propriétaire de l'Immeuble pour l'avoir acquis de Monsanto Canada Inc. aux termes d'un acte de vente sous seing privé attesté devant M^{e} Jillian Beth Wortsman Robins, avocat, le premier (1er) septembre mil neuf cent quatre-vingt-dix-sept (1997), dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 4 960 721.

GARANTIE ET INDEMNISATION

La Ville reconnaît que cette vente est faite avec la seule garantie du droit de propriété mais sans aucune autre garantie légale ou contractuelle et aux risques et périls de la Ville quant à l'état physique ou financier de l'Immeuble ou quant à sa recevabilité pour un but donné, à son adaptation pour un usage particulier, à sa qualité marchande, à ses caractéristiques physiques, à sa rentabilité, son usage ou zonage, sa condition ou qualité environnementale, l'existence de vices cachés, sa qualité ou tout autre aspect ou caractéristique relatives à l'Immeuble. Pour plus de certitude et sans limiter la généralité de ce qui précède, les Parties conviennent d'exclure dans son entièreté les effets de la garantie légale prévue à l'article 1716 du Code civil du Québec et la Ville, sauf quant à la garantie du droit de propriété, fait l'acquisition de la propriété à ses propres risques et périls au sens de l'article 1733 du Code civil du Québec.

La Ville s'engage à indemniser, protéger et prendre faits et cause pour le Vendeur et chacune de ses filiales (tel que définie dans la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*) et leurs dirigeants, administrateurs, actionnaires et agents respectifs (collectivement, les « Parties Indemnisées ») de et contre toute perte, obligation, dommage, recours, réclamation, demande, poursuite (ci-après les « **Réclamations** ») prises par toute personne ou encourus par les Parties Indemnisées en raison de : (i) la qualité et la condition de l'Immeuble, y compris la qualité et la condition environnementale de l'Immeuble et toute migration de contaminants qui en découle ; et (ii) le défaut de la Ville de s'acquitter de ses obligations en vertu de la présente convention, incluant le défaut d'effectuer les travaux nécessaires afin de compléter la réhabilitation de l'Immeuble selon les exigences de la Loi sur la qualité de l'environnement (Québec) (« LQE ») et du Ministère du Développement durable, de

l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (le« Ministère »). Les Parties Indemnisées devront fournir promptement à la Ville un avis écrit de toutes les Réclamations en vertu de la présente clause d'indemnisation. Il est convenu que la Ville sera obligée d'indemniser et protéger les Parties Indemnisées pour ses honoraires, frais et dépenses juridiques, d'avocats, de consultants ou d'experts seulement si la Ville refuse ou néglige de défendre et prendre faits et cause pour les Parties Indemnisées.

À l'exception des attestations faites par le Vendeur aux termes des présentes, la Ville déclare s'en remettre exclusivement aux résultats de ses recherches et investigations relativement à l'Immeuble.

Sauf disposition expresse à l'effet contraire, le Vendeur ne fait aucune représentation ou garantie de quelque nature que ce soit concernant les informations et documents remis à la Ville ou le caractère exhaustif des informations et documents fournis ou rendus disponibles à la Ville, ses mandataires, représentants, agents ou consultants relativement à l'Immeuble.

POSSESSION

La Ville devient propriétaire de l'Immeuble à compter de ce jour, avec possession et occupation immédiates.

TRANSFERT DE RISQUES

La Ville assume les risques afférents à l'Immeuble à compter de la signature des présentes conformément à l'article 950 du *Code civil du Québec*.

DOSSIER DE TITRES

Le Vendeur a remis à la Ville un certificat de localisation préparé par Robert Katz, arpenteur-géomètre, le vingt et un (21) juillet deux mille seize (2016), sous le numéro 8 358 de ses minutes, lequel montre l'état actuel de l'Immeuble**.**

Le Vendeur ne fournira pas de dossiers de titres, ni certificat de recherche relativement à l'Immeuble.

ATTESTATIONS

i) ATTESTATIONS DU VENDEUR

Le Vendeur atteste que :

a) l'Immeuble est libre de toute hypothèque, redevance, priorité ou charge quelconque, à l'exception de :

- un avis de contamination publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 15 565 730; et
- un avis de contamination publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 17 167 501;

b) les impôts fonciers échus relatifs à l'Immeuble ont été acquittés sans subrogation jusqu'à ce jour;

c) l'Immeuble n'est l'objet d'aucune servitude, à l'exception de :

- une servitude affectant une partie de l'Immeuble créée aux termes d'un acte de vente publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 626 191 aux termes duquel acte le fonds dominant s'est réservé :
  - le droit d'éliminer, par le fossé qui traverse l'Immeuble, l'eau de drainage naturel de sa propriété voisine située au sud-est, et l'eau provenant des bassins septiques de Montréal Coke & Manufacturing Company;
  - le droit d'installer et maintenir des conduits dans ou en-dessous de l'Immeuble pour le transport d'égout ou d'autres déchets en-dessous de la rue Saint-Patrick et du Canal de Lachine;
  - le droit d'installer, opérer et maintenir un transporteur avec les supports et appareil nécessaires pour transporter du charbon au-dessus de l'Immeuble et de la rue Saint-Patrick;
  - le droit de passage sur l'Immeuble pour exercer

les droits mentionnés ci-dessus. Cette servitude s'éteint par confusion à la suite de la signature des présentes.

- une servitude de restriction d'usage et de non construction créée en faveur de l'Immeuble aux termes de l'acte de vente publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 3 602 482;
- une servitude de tolérance d'empiétement accordée par la Ville de Lasalle en faveur de l'Immeuble créée aux termes de l'acte de vente publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 3 714 750. Cette servitude s'éteint par confusion à la suite de la signature des présentes.

d) il est une personne morale résidente canadienne au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C. (1985) c. 1 (5^{e} suppl.)) et de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, chapitre I-3);

e) il (i) est dûment constitué, existe valablement et est en règle aux termes des lois de son territoire de constitution et (ii) possède les pouvoirs et l'autorité nécessaires pour détenir en propriété ses biens et pour exercer son activité dans les lieux où elle est actuellement exercée et de la façon dont elle l'est;

f) il possède les pouvoirs et l'autorité nécessaires pour signer le présent acte et pour exécuter les obligations qui en découlent. Sa signature du présent acte et l'exécution des obligations qui en découlent ont fait l'objet de toutes les autorisations nécessaires et n'exigent aucune autre mesure ni consentement de quiconque, ni aucun enregistrement ou envoi d'avis auprès de quiconque, ni aucune autre mesure ni consentement aux termes d'une loi lui étant applicable;

g) le présent acte constitue une obligation valable et exécutoire du Vendeur;

h) la signature du présent acte, la réalisation des opérations qui y sont prévues, l'exécution par le Vendeur des obligations qui en découlent et le respect par celui-ci des dispositions des présentes n'entraînent pas : (i) une violation de sa loi constitutive ou de la loi le régissant ou des dispositions des documents constitutifs ou des

règlements du Vendeur, ou un défaut sur un point important aux termes de ces documents ou règlements; ni (ii) une violation sur un point important des engagements ou une inexécution des obligations découlant d'un contrat, d'une entente, d'un acte ou d'un engagement auquel est partie ou assujetti le Vendeur, ou un défaut sur un point important aux termes de ce contrat, entente, acte ou engagement;

i) à sa connaissance, il n'existe aucune requête ou action ni aucun recours, poursuite, enquête ou procédure en cours ou imminent devant quelque tribunal, ni devant quelque commission, conseil, bureau ou agence gouvernementale pouvant affecter négativement l'aptitude du Vendeur à se conformer à ses obligations en vertu des présentes;

j) il n'existe aucun bail, offre de location, droit d'occupation, contrat de service, contrat d'emploi, contrat d'administration, contrat de gestion ou autre contrat ou entente, de quelque nature que ce soit affectant l'Immeuble;

k) l'Immeuble est totalement vacant et exempt de toutes activités commerciales ou industrielles.

ii) <u>ATTESTATIONS DE LA VILLE</u>

La Ville atteste :

a) qu'elle est une personne morale de droit public résidente canadienne au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C. (1985) c. 1 (5^{e} suppl.)) et de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, chapitre I-3);

b) qu'elle a le pouvoir et la capacité d'acquérir l'Immeuble sans autres formalités que celles qui ont déjà été accomplies ;

c) sauf quant à la garantie du droit de propriété, le Vendeur n'aura aucune obligation ou responsabilité à l'égard de la Ville après la date de clôture relativement à toute affaire ou question afférente à l'Immeuble ou la condition ou la qualité de celui-ci.

OBLIGATIONS DE LA VILLE

Cette vente est consentie aux conditions suivantes que la Ville s'engage à remplir, savoir :

a) Prendre l'Immeuble dans l'état où il se trouve actuellement, sujet à toute servitude, le cas échéant, déclarant l'avoir vu et examiné à sa satisfaction;

b) Assumer le coût des frais administratifs reliés aux présentes, le coût de la publication au registre foncier et des copies requises, dont une pour le Vendeur. Tous autres honoraires professionnels de quelque nature que ce soit seront à la charge de la partie les ayant initiés;

c) Aviser par écrit le Ministère lorsque l'acte de vente sera publié au bureau de la publicité des droits, circonscription foncière de Montréal de façon à libérer le Vendeur de toutes obligations relatives à la réhabilitation de l'Immeuble. Une copie de cet avis sera transmise au Vendeur;

d) Assumer à compter de la date des présentes et exécuter dans les meilleurs délais, tous les travaux nécessaires afin de compléter la réhabilitation de l'Immeuble selon les exigences de la **LQE** et du **Ministère**;

e) Déposer, dans les meilleurs délais, en son nom, un plan de réhabilitation de l'Immeuble auprès du Ministère pour approbation et agir avec diligence afin de s'assurer que ce plan de réhabilitation de l'Immeuble soit approuvé par le Ministère afin de permettre au Vendeur de demander la révocation du plan de réhabilitation déposé par lui-même et approuvé par le Ministère;

f) La Ville reconnaît que le Vendeur ne sera en aucun cas tenu d'effectuer des travaux de réhabilitation ou de remédiation de la contamination environnementale sur l'Immeuble, ces obligations étant entièrement assumées par la Ville dans le cadre de cette transaction et que le Vendeur n'aura aucune obligation de réhabiliter ou d'atténuer tout impact environnemental ou de migration de contamination hors site qui s'est produit avant ou après la date de signature des présentes.

RÉPARTITIONS

La Ville déclare que les immeubles lui appartenant sont exempts de taxes foncières, municipales et scolaires, en vertu des dispositions de l'article 204 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (RLRQ, chapitre F-2.1). En conséquence, la Ville remboursera au Vendeur, le cas échéant, toute portion de taxes municipales payée en trop. Par ailleurs, le Comité de gestion de la taxe scolaire de l'Île de Montréal remboursera au Vendeur, le cas échéant, toute portion de taxes scolaires payée en trop sous réserve des dispositions de l'article 245 de la loi précitée. De plus, le Vendeur reconnaît que tout remboursement de taxes municipales ou scolaires, le cas échéant, se fera uniquement après la modification du rôle d'évaluation foncière résultant des présentes.

POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE DE LA VILLE

La Ville a adopté une politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et elle a remis copie de ladite politique au Vendeur.

En vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires).

CONSIDÉRATION

Cette vente est ainsi consentie pour le prix de **TROIS MILLIONS NEUF CENT MILLE DOLLARS (3 900 000,00 $) (le « Prix de vente »)**, que le Vendeur reconnaît avoir reçu de la Ville à la signature des présentes, DONT QUITTANCE TOTALE ET FINALE.

DÉCLARATIONS RELATIVES À LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES (T.P.S.) ET À LA TAXE DE VENTE DU QUÉBEC (T.V.Q.)

La considération exclut la T.P.S. et la T.V.Q.

En conséquence, si la présente vente est taxable selon les dispositions de la *Loi concernant la taxe d'accise* (L.R.C. 1985, ch. E-15) et celles de la *Loi sur la taxe de vente du Québec* (RLRQ, chapitre T-0.1), la Ville effectuera elle-même le paiement de ces taxes auprès des autorités fiscales concernées, à l'entière exonération du Vendeur.

La Ville déclare que ses numéros d'inscrit aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants :

T.P.S. : 121364749RT 0001;
T.V.Q. : 1006001374TQ 0002;

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées, ni ne sont en voie de l'être.

Le Vendeur déclare que ses numéros d'inscrit aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants :

T.P.S. : 888640778 RT0001;
T.V.Q. : 1020198806 TQ0001;

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées, ni ne sont en voie de l'être.

DÉCLARATION RELATIVE À L'AVANT-CONTRAT

Les Parties conviennent que les seules relations juridiques les liant sont constatées par le présent contrat qui annule toutes ententes précédentes.

AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement aux présentes est suffisant, s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire à l'adresse indiquée ci-dessous

a) La Ville : à l'attention du Chef de division, Transactions immobilières, Service de la gestion et de la planification immobilière, Direction des transactions immobilières et de la sécurité, au 303, rue Notre-Dame Est, 2^{e} étage, Montréal, H2Y 3Y8;

avec une copie conforme à l'attention du greffier de la Ville, au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6.

b) Le Vendeur : à l'attention de Services immobiliers (Real Estate Department) au 200 S. Wilcox Drive, Kingsport, TN 37660, États-Unis, ou à toute autre adresse qu'il indiquera par écrit à la Ville.

Pour le cas où le Vendeur changerait d'adresse sans respecter les prescriptions de l'alinéa précédent le concernant, ce dernier fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal.

DÉLAIS

Les délais mentionnés aux présentes sont de rigueur. Toutefois, pour déterminer le défaut de l'une partie en raison de quelque délai fixé dans cet acte, on doit tenir compte de tout retard apporté par l'autre partie, lorsque tel retard peut raisonnablement empêcher ou retarder l'accomplissement par le Vendeur de ses engagements, ainsi que de toute force majeure, auquel cas les délais seront étendus d'autant.

CLAUSES INTERPRÉTATIVES

Lorsque le contexte l'exige, tout mot écrit au singulier comprend aussi le pluriel et vice versa, tout mot écrit au masculin comprend aussi le féminin et vice versa, et tout mot désignant des personnes désigne les sociétés et personnes morales.

L'insertion de titres aux présentes est aux fins de référence seulement et n'affecte aucunement leur interprétation.

Chaque disposition des présentes est indépendante et distincte de sorte que, si l'une quelconque de ces dispositions est déclarée nulle ou non exécutoire, ceci n'affectera aucunement la validité des autres dispositions des présentes qui conserveront tout leur effet.

MENTIONS EXIGÉES EN VERTU DE L'ARTICLE 9

DE LA LOI CONCERNANT LES DROITS SUR LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES

Le Vendeur et la Ville déclarent ce qui suit :

a) le nom du cédant au sens de ladite loi est : SOLUTIA CANADA INC.,

b) le nom du cessionnaire au sens de ladite loi est : la VILLE DE MONTRÉAL;

c) le siège du cédant est au : 575, Maryville Centre Drive, St-Louis, Missouri, 63141, États-Unis et un domicile élu au 181, rue Bay, bureau 2100, ville de Toronto, province de l'Ontario, M5J 2T3;

d) le siège du cessionnaire est au : 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6;

e) l'Immeuble est entièrement situé sur le territoire de la Ville de Montréal;

f) le montant de la contrepartie pour le transfert de l'Immeuble, selon le cédant et le cessionnaire, est de : TROIS MILLIONS NEUF CENT MILLE DOLLARS (3 900 000,00 $);

g) le montant constituant la base d'imposition du droit de mutation, selon le cédant et le cessionnaire, est de : ONZE MILLIONS DEUX CENT QUATRE-VINGT-SEIZE MILLE CENT DOLLARS (11 296 100,00 $);

h) le montant du droit de mutation est de : DEUX CENT SOIXANTE-TREIZE MILLE QUATRE CENT DEUX DOLLARS ET CINQUANTE CENTS (273 402,50 $);

i) le cessionnaire est un organisme public défini à l'article 1 de la loi précitée et bénéficie, en conséquence, de l'exonération du droit de mutation conformément à l'article 17a) de ladite loi;

j) il n'y a pas de transfert à la fois d'un immeuble corporel et de meubles visés à l'article 1.0.1 de la loi.

DONT ACTE à Montréal, sous le numéro

des minutes de la notaire soussignée.

LES PARTIES déclarent à la notaire avoir pris connaissance de ce présent acte et avoir exempté la notaire d'en donner lecture, puis les Parties signent en présence de la notaire comme suit :

SOLUTIA CANADA INC.

_____
Par :

VILLE DE MONTRÉAL

_____
Par :

_____
M^{e} Caroline BOILEAU, notaire

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1174435008

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal acquiert de Solutia Canada inc., aux fins d'implantation d'un centre de traitement de matières organiques et aux fins d'augmentation de la capacité de stockage de neige dans le secteur Angrignon, un immeuble vacant ayant front sur la rue Saint-Patrick, à l'est du boulevard Angrignon, dans l'arrondissement de LaSalle, désigné par le lot 3 269 985 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, au montant de 4 484 025 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus audit projet d'acte. N/Réf. : 31H05-005-6662-01

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1174435008_Info_comptable.xlsx 1174435008 SCA.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Aicha ZAMPALEGRE
Préposée au budget
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier
Point de services Eau - Environnement
Tél : 514 872-7232

Co-auteur:
Paule Tanguay
Préposée au budget
Division du conseil et du soutien financier - point de service Développement
514 872-5911

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-04

André PANI
Chef de section - conseil et soutien financiers

Tél : 514 872-4880

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
MANDAT

Dossier # : 1174435008

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal acquiert de Solutia Canada inc., aux fins d'implantation d'un centre de traitement de matières organiques et aux fins d'augmentation de la capacité de stockage de neige dans le secteur Angrignon, un immeuble vacant ayant front sur la rue Saint-Patrick, à l'est du boulevard Angrignon, dans l'arrondissement de LaSalle, désigné par le lot 3 269 985 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, au montant de 4 484 025 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus audit projet d'acte. N/Réf. : 31H05-005-6662-01

Numéro du mandat
SMCE174435008

Date du mandat
2017-09-06

Objet du mandat

Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats

Type de mandat

Commission sur l'examen des contrats

VU le Règlement sur la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008);

VU la résolution CG11 0082 qui détermine les critères de sélection des contrats qui doivent être soumis à la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats;

VU que le contrat est d’une valeur de plus de 2 M$, pour une transaction immobilière, et que la transaction se conclut de gré à gré à un montant différent de la juste valeur marchande;

Le comité exécutif, après avoir pris connaissance du dossier décisionnel 1174435008 mandate la Commission sur l'examen des contrats afin d'étudier ce dossier.

Signé le : 2017-09-08

Jean-François MILOT

_____

Chef de division soutien aux instances

Dossier # :1174435008

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Commission permanente sur l'examen des contrats

La commission :

Présidente

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Vice-présidentes

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Membres

Mme Dida Berku
Ville de Côte-Saint-Luc

M. Richard Celzi
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Marie Cinq-Mars
Arrondissement d'Outremont

M. Richard Deschamps
Arrondissement de LaSalle

M. Marc-André Gadoury
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Luc Gagnon
Arrondissement de Verdun

M. Manuel Guedes
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 28 septembre 2017

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE174435008

Approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal acquiert de Solutia Canada inc., aux fins d'implantation d'un centre de traitement de matières organiques et aux fins d'augmentation de la capacité de stockage de neige dans le secteur Angrignon, un immeuble vacant ayant front sur la rue Saint-Patrick, à l'est du boulevard Angrignon, dans l'arrondissement de LaSalle, désigné par le lot 3 269 985 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, au montant de 4 484 025 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus audit projet d'acte. N/Réf. : 31H05-005-6662-01.

(ORIGINAL SIGNÉ)	*(ORIGINAL SIGNÉ)*
Émilie Thuillier Présidente	Pierre G. Laporte Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE174435008

Approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal acquiert de Solutia Canada inc., aux fins d'implantation d'un centre de traitement de matières organiques et aux fins d'augmentation de la capacité de stockage de neige dans le secteur Angrignon, un immeuble vacant ayant front sur la rue Saint-Patrick, à l'est du boulevard Angrignon, dans l'arrondissement de LaSalle, désigné par le lot 3 269 985 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, au montant de 4 484 025 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus audit projet d'acte. N/Réf. : 31H05-005-6662-01.

À sa séance du 6 septembre 2017, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce dossier répondait au critère suivant :

- *Contrat de biens et services d'une valeur de plus de 2 M$ - transaction immobilière conclue de gré à gré à un montant différent de la juste valeur marchande.*

Le 14 septembre 2017, les membres de la commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus relativement au mandat confié. Des représentants du Service de la gestion et de la planification immobilière, du Service de l'environnement et du Service de la concertation des arrondissements ont répondu aux questions des membres de la commission.

Les membres considèrent avoir reçu des réponses satisfaisantes quant au prix d'acquisition de l'immeuble vacant. Ils ont bien compris que le coût d'acquisition tenait compte du fait que la Ville assumera et exécutera les travaux nécessaires à la réhabilitation des sols de l'immeuble dans le respect des lois existantes.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service de la gestion et de la planification immobilière, du Service de l'environnement et du Service de la concertation des arrondissements pour leurs interventions lors de la séance de travail de la commission. La commission adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération à savoir :

- *Contrat de biens et services d'une valeur de plus de 2 M$ - transaction immobilière conclue de gré à gré à un montant différent de la juste valeur marchande.*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE174435008 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.71

2017/09/28
17:00

(2)

Dossier # : 1174922011

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure avec « Camions Inter-Anjou inc. », une entente-cadre d'une durée de cinq ans, pour l'acquisition sur demande de châssis de camion de classe 8 de marque International - Appel d'offres public 17-16036 (3 soumissionnaires) - (montant estimé de 29 859 071.16 $, taxes incluses).

Il est recommandé :

1. de conclure une entente-cadre, d'une durée de cinq ans, pour la fourniture sur demande de châssis de camion de classe 8 de marque International ;
2. d'accorder à « Camions Inter-Anjou inc. », plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix unitaires de sa soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-16036 et au tableau de prix reçus joint au rapport du directeur ;
3. d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget dédié au remplacement des véhicules, et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-07-17 16:08

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1174922011**
Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure avec « Camions Inter-Anjou inc. », une entente-cadre d'une durée de cinq ans, pour l'acquisition sur demande de châssis de camion de classe 8 de marque International - Appel d'offres public 17-16036 (3 soumissionnaires) - (montant estimé de 29 859 071.16 $, taxes incluses).

CONTENU

CONTEXTE

Depuis le 1er janvier 2017, le Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA) est l'unité d'affaires responsable de la gestion du parc de véhicules de la Ville. A ce titre, le SMRA voit à l'acquisition des véhicules et des équipements qui seront mis à la disposition des 19 arrondissements et des services centraux.
Ce dossier vise le renouvellement de l'entente-cadre pour l'acquisition sur demande de châssis de camion de classe 8 qui est arrivé à échéance le 10 janvier 2017. La conclusion d'une entente-cadre permet d'assurer la facilité d'approvisionnement tout en réduisant les délais et les coûts rattachés aux appels d'offres répétitifs.

Ce besoin a mené au lancement de l'appel d'offres public 17-16036 qui s'est tenu du 29 mars au 15 mai 2017. Le délai de réception des soumissions a été de 48 jours incluant les dates de publication et d'ouverture des soumissions. La période de validité des soumissions indiquée à l'appel d'offres était de 150 jours civils suivant la date fixée pour l'ouverture de la soumission. Cinq addendas ont été émis durant la période de sollicitation :

- Addenda no 1 émis le 30 mars 2017 : pour émettre la version électronique des bordereaux de soumission;
- Addenda no 2 émis le 19 avril 2017 : pour des modifications aux devis techniques;
- Addenda no 3 émis le 21 avril 2017 : pour un report de la date d'ouverture des soumissions;
- Addenda no 4 émis le 27 avril 2017 : pour des modifications aux devis techniques; et
- Addenda no 5 émis le 10 mai 2017 : pour des modifications aux devis techniques;

Le marché nord-américain des camions vocationnels de gamme «medium duty», tel qu'utilisés par la Ville, se concentre autour de trois principaux fabricants, soit Freightliner,

International et Paccar lequel commercialise ses camions sous les noms de Peterbilt et Kenworth. Il existe d'autres fabricants de camions vocationnels mais ceux-ci se spécialisent dans la gamme « heavy duty ».

L'acquisition de châssis-cabine de classe 8 de marque International, en lieu et place de la marque Freighliner, n'aura que très peu d'impacts sur le parc de véhicules de la Ville car les principales composantes sur les camions sont les mêmes : moteur, transmission, essieux, freins, suspension, etc. Considérant que la plupart des interventions de maintenance sur les camions de classe 8 sont faites sur ces composantes, l'impact au niveau des délais d'immobilisation est à peu près inexistant. En fait, les principales différences entre les deux marques se situent au niveau des cabines et des systèmes électroniques qui, sauf en cas d'accident, ne nécessitent que très peu d'entretien.

Conformément aux clauses administratives particulières de l'appel d'offres public 17-16036, l'octroi du contrat se fait en entier au plus bas soumissionnaire conforme.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG11 0450 – 22 décembre 2011 : Conclure une entente-cadre collective d'une durée de cinq ans avec Globocam Montréal inc. pour la fourniture, sur demande, de châssis de camion de classe 8 de marque Freightliner - Appel d'offres public 11-11751 (3 soum.).

DESCRIPTION

Ce dossier vise la conclusion d'une entente-cadre, d'une durée de cinq (5) ans, pour l'acquisition sur demande de châssis de camion de classe 8 de marque International. Un châssis de camion est l'élément structural porteur d'un véhicule sur lequel on fixe en permanence un équipement et/ou un outil comme une benne, une grue, une nacelle, une citerne, un épandeur, etc. La classe 8 est la désignation utilisée pour désigner les véhicules lourds qui ont un poids à charge totale (i.e le poids du véhicule et de sa charge potentielle) de plus de 33 000 lbs. Les châssis de camion seront couverts par la garantie du manufacturier pour une durée de 24 mois à partir de la date de leur mise en service. Pour bien refléter les besoins, l'appel d'offres a été constitué de 6 articles lesquels font référence à différentes configurations de camion en usage à la Ville. La quantité prévisionnelle de 200 châssis de camion a été déterminée à partir de l'historique de consommation de l'entente-cadre échue.

Classe	Description	Quantité
285	Camion-nacelle	20
293	Camion à benne basculante	40
296	Camion à grue articulée	20
317	Camion à benne compactrice	50
324	Camion arroseuse de rue	20
393	Camion multi-modes	50
	Total:	200

Les quantités exprimées au bordereau de soumission ont été fournies à titre indicatif seulement, elles ont été utilisées aux fins d'un scénario permettant de déterminer les meilleures propositions en vue de la conclusion d'une entente contractuelle.

Conformément à l'article 17 des clauses administratives particulières de l'appel d'offres, l'entente-cadre ne se limitera pas aux châssis de camion décrit aux six (6) articles de l'appel d'offres, elle donnera accès à toute la gamme des châssis de fabriqués par le manufacturier. Les devis de l'appel d'offres se veulent descriptifs et sont utilisés comme base comparative entre les soumissions.

Le coût de la soumission a été bonifié de 20 % pour tenir compte du coût des options demandées, des changements technologiques et de la variation de taux de change pour la durée de l'entente (24 882 559,30 $ X 20 % = 29 859 071,16 $). Les véhicules lourds sont des appareils susceptibles de faire l'objet d'une adaptabilité en cours de fabrication. L'ajout d'options sur un châssis de camion est une pratique courante qui permet d'optimiser un véhicule en fonction de son usage prévu. La structure de prix prévue à l'appel d'offres est fixe pour la durée du contrat. Cependant, le prix coûtant des véhicules est vulnérables aux fluctuations du taux de change et/ou aux changements technologiques imposées par une quelconque réglementation (ex : norme environnementale).

JUSTIFICATION

Cette entente-cadre vise à doter la Ville d'un nombre suffisant de châssis de camion de classe 8 qui seront utilisés comme porteurs d'équipements et/ou d'outils spécifiques afin de répondre aux besoins opérationnels des 19 arrondissements et services centraux.
Le tableau ci-dessous présente les résultats de l'appel d'offres public 17-16036 pour lequel il y a eu 3 soumissionnaires.

Firmes soumissionnaires	Prix de base	Autre (préciser)	Total
CAMIONS INTER-ANJOU INC.	24 882 559,30 $		24 882 559,30 $
GLOBOCAM (MONTRÉAL) INC.	25 361 194,19 $		25 361 194,19 $
PACCAR DU CANADA LTÉE (KENWORTH MONTRÉAL)	29 996 654,88 $		29 996 654,88 $
Dernière estimation réalisée par le SMRA	34 987 983,61 $		34 987 983,61 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)* Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*			26 746 802,79 $ 7,49 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)* Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*			5 114 095,58 $ 20,55 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			10 105 424,31 $ 28,88 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)* Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			478 634,89 $ 1,92 %

Il existe un écart négatif de 28,88 % entre la soumission la plus basse et l'estimation. L'estimation avait été bonifiée de 20 % pour tenir compte des changements technologiques, de la variation de taux de change pour la durée de l'entente et du coût des options tel qu'il est permis de le faire en vertu de l'article 6.2.7 des clauses particulières. Toutefois, le prix

des soumissions reçues n'inclut pas ces options. Ces options demeurent, par ailleurs, toujours disponibles dans le cadre du contrat mais ne doivent pas être incluses dans l'estimation. Ce faisant, la comparaison doit être réalisée à partir d'une estimation exempte de cette bonification, amenant l'écart de 28,88 % à 14,7 %.

De plus, durant la période de sollicitation, certains articles du devis technique ont été modifiés pour permettre plus de concurrence sur le marché ce qui a contribué à diminuer les prix soumissionnés L'ouverture à une plus grande compétition a également incité l'ensemble des fournisseurs à offrir des prix plus bas.

L'écart de moins de 2 % entre les deux plus basses soumissions confirme que les prix reçus sont compétitifs.

Quatre preneurs du cahier des charges n'ont pas présentés d'offres pour les motifs suivants : ne peut rencontrer les exigences demandées, n'est pas son domaine d'expertise et pour consultation seulement.

Le dossier sera soumis à la Commission d'examen de contrat car la valeur du contrat est de plus de 10 M$ et que le contrat de biens et services de plus de 2 M$ présente un écart de plus 20 % entre l'estimation et la soumission de l'adjudicataire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il s'agit d'une entente-cadre sans imputation budgétaire pour la fourniture sur demande de châssis de camion de classe 8 lesquels pourront être mis à la disposition de l'ensemble des unités d'affaires de la Ville. Des dépenses liées à l'exercice d'une compétence d'agglomération sont donc possibles.
Comparativement à l'entente précédente, le prix unitaire des châssis de camion a subit une importante hausse de prix notamment à cause du taux de change qui est passé de 0.96500 $ en 2011 à 1.32188 en 2017. S'ajoute à cela des changements technologiques concernant la motorisation diesel des véhicules lourds qui ont eu pour effet de faire grimper les prix.

Classe	Description	Appel d'offres 11-11751	Appel d'offres 17-16036	Écart $	Écart %
285	Camion-nacelle	70 451,56 $	88 831,74 $	18 380,18 $	26,09%
293	Camion à benne basculante	81 643,26 $	109 130,24 $	27 486,98 $	33,67%
296	Camion à grue articulée	79 534,93 $	107 047,91 $	27 512,98 $	34,59%
317	Camion à benne compactrice	105 034,34 $	130 472,40 $	25 438,06 $	24,22%
324	Camion arroseuse de rue	82 095,17 $	94 750,80 $	12 655,63 $	15,42%
393	Camion multi-modes	74 039,21 $	104 557,53 $	30 518,32 $	41,22%
	Total de la soumission	492 798,47 $	634 790,62 $	141 992,15 $	28,81%
	Taux de change utilisé	0,96500 $	1,32188 $	0,35688	36,98%

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La motorisation des châssis de camion respecte les normes de l'Agence américaine de protection de l'environnement en matière de réduction des émissions polluantes dans l'air. Cette entente-cadre répond donc aux objectifs de la Ville en matière de développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas conclure cette entente-cadre alourdirait le processus d'approvisionnement des châssis de camion de classe 8 en obligeant la négociation à la pièce en plus de faire perdre à la Ville la possibilité d'économie de volume.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début de l'entente : octobre 2017
Fin de l'entente : octobre 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

A la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Renée VEILLETTE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Lucie MC CUTCHEON
Agente de recherche

Tél : 514-868-3620
Télécop. : 514-872-1912

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-07-14

Philippe SAINT-VIL
c/d planification et soutien aux operations (mra)

Tél : 514 872-1080
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude SAVAGE
Directeur
Tél : 514 872-1076
Approuvé le : 2017-07-14

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1174922011

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Objet :	Conclure avec « Camions Inter-Anjou inc. », une entente-cadre d'une durée de cinq ans, pour l'acquisition sur demande de châssis de camion de classe 8 de marque International - Appel d'offres public 17-16036 (3 soumissionnaires) - (montant estimé de 29 859 071.16 $, taxes incluses).

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

Intervention.pdf17-16036- Det Cah Final.pdf17-16036 TPC.pdf16036-PV.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Renée VEILLETTE
Agente d'approvisionnement II
Tél : 514 872-1057

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-07-17

Denis LECLERC
C/S app.strat.en biens
Tél : 514 872-5241
Division :

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 17-16036 — No du GDD : 1174922011

Titre de l'appel d'offres : Acquisition de châssis de camion classe 8 - Entente d'approvisionnement de cinq (5) ans

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 29 - 3 - 2017

Ouverture originalement prévue le : 26 - 4 - 2017

Ouverture faite le : 15 - 5 - 2017

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 5

Date du dernier addenda émis : 10 - 5 - 2017

Délai total accordé aux soumissionnaires : 48 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 7

Nbre de soumissions reçues : 3

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 42,86

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 150 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 12 - 10 - 2017

Date d'échéance révisée : 12 - 10 - 2017

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
CAMIONS INTER-ANJOU INC.	24 882 559,30 $	√	
GLOBOCAM (MONTRÉAL) INC.	25 361 194,19 $		
PACCAR DU CANADA LTÉE (KENWORTH MONTRÉAL)	29 996 954,88 $		

Information additionnelle

Quatre des sept preneurs du cahier des charges n'ont pas présenté d'offres pour les motifs suivants : le produit sollicité n'est pas dans leurs fabrications standards de châssis de camion, spécialisé dans la fabrication et la conception d'équipements et acquisition pour consultation seulement.

Préparé par : Renée Veillette — Le 17 - 7 - 2017

Direction générale adjointe
Services institutionnels - Service de l'approvisionnement

255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1M2

Montréal

Tableau des prix reçus

Soumission publique

TITRE:	Ouverture des soumissions			No d'appel d'offres
Acquisition de châssis de camion classe 8 - Entente d'approvisionnement de cinq (5) ans	**jour**	**mois**	**année**	
	15	5	2017	**17-16036**

			CAMIONS INTER-ANJOU INC. # 21382		GLOBOCAM (MONTRÉAL) INC. # 21383		PACCAR DU CANADA LTÉE (KENWORTH MONTRÉAL) # 21384	
Article		**Qtée**	**Prix unitaire**	**Motant total**	**Prix unitaire**	**Motant total**	**Prix unitaire**	**Motant total**
1	Châssis-cabine de camion 4x2 pour camion nacelle, selon les caracté.ristiques décrites au devis no 28517Z11.	20	88 831,7360 $	1 776 634,72 $	91 750,106 $	1 835 002,11 $	107 886,698 $	2 157 733,95 $
2	Châssis-cabine de camion 6x4 pour camion à benne basculante, selon les caracté.ristiques décrites au devis no 29317Z11.	40	109 130,2390 $	4 365 209,56 $	108 876,973 $	4 355 078,90 $	130 259,842 $	5 210 393,69 $
3	Châssis-cabine de camion 6x4 pour camion à grue articulée et benne basculante, selon les caracté.ristiques décrites au devis no 29617Z11.	20	107 047,9123 $	2 140 958,25 $	106 337,485 $	2 126 749,69 $	126 359,197 $	2 527 183,94 $
4	Châssis-cabine de camion 6x4 pour camion à benne compactrice de 25 VG3, selon les caracté.ristiques décrites au devis no 31717Z11.	50	130 472,3971 $	6 523 619,86 $	133 476,251 $	6 673 812,56 $	163 778,499 $	8 188 924,93 $
5	Châssis-cabine de camion 6x4 pour camion arroseuse de rue, selon les caracté.ristiques décrites au devis no 32417Z11.	20	104 887,5295 $	2 097 750,59 $	105 959,198 $	2 119 183,96 $	125 595,696 $	2 511 913,91 $
6	Châssis-cabine de camion 4x2 pour à benne basculante, selon les caracté.ristiques décrites au devis no 39317Z11.	50	94 750,7967 $	4 737 539,84 $	98 963,6068 $	4 948 180,34 $	109 871,380 $	5 493 568,98 $
	TOTAL AVANT TAXES :			21 641 712,81 $		22 058 007,56 $		26 089 719,40 $
	T.P.S. 5 % :			1 082 085,64 $		1 102 900,38 $		1 304 485,97 $
	T.V.Q. 9,975 % :			2 158 760,85 $		2 200 286,25 $		2 602 449,51 $
	MONTANT TOTAL :			**24 882 559,30 $**		25 361 194,19 $		29 996 654,88 $
CONDITION DE PAIEMENT :			Net 30 jours		Net 30 jours		Net 30 jours	
CLAUSE DE PÉNAIITÉ ACTIVE:			Non		Non		Non	
SIGNATURE :			Oui		Oui		Oui	
ACHAT DU CAHIER DES CHARGES VIA SEAO			Oui		Oui		Oui	
VÉRIFICATIONS - REQ - RENA- Et autres listes			Oui		Oui		Oui	
Numéro de NEQ			1143632389		1140249666		1145061207	

Remarque :
La « valeur du prix unitaire » au bordereau numérique est de 4 décimale après le point et arrondi par Excel. Ler tableau ci-dessous reflète le prix à la soumisiosn.

Plus bas soumisisonniare conforme administrativement

Vérifié par: Renée Veillette
RV/wv

Jour	**Mois**	**Année**
12	6	2017

Renée Veillette

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 17-16036
Numéro de référence : 1062345
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Acquisition de châssis de camion classe 8 – Entente d'approvisionnement de cinq (5) ans

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Camion Inter Anjou Inc. 8300 Edison Montréal, QC, H1J 1S8 NEQ : 1143632389	Monsieur Alex Calvé Téléphone : 514 353-9720 Télécopieur : 514 353-3222	**Commande : (1261950)** 2017-03-29 13 h 04 **Transmission :** 2017-03-29 13 h 04	2733960 - 17-16036 Addenda N°1 (devis) 2017-03-30 12 h 07 - Courriel 2733961 - 17-16036 Addenda N°1 (bordereau) 2017-03-30 12 h 07 - Téléchargement 2745521 - 17-16036 Addenda N°2 2017-04-19 13 h 23 - Courriel 2747550 - 17-16036 Addenda N°3 - Report de date 2017-04-21 16 h 14 - Courriel 2750622 - 17-16036 Addenda N°4 2017-04-27 11 h 17 - Courriel

				2758830 - 17-16036 Addenda N °5 2017-05-10 14 h 48 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Camions Excellence Peterbilt 1041, rue Nobel Sainte-Julie, QC, J3E 1Z4 http://www.excellence-peterbilt.com NEQ : 1146898656	Monsieur Paul Manno Téléphone : 450 649-3221 Télécopieur : 450 649-9696	**Commande : (1262123)** 2017-03-29 14 h 48 **Transmission :** 2017-03-29 14 h 48	2733960 - 17-16036 Addenda N °1 (devis) 2017-03-30 12 h 08 - Télécopie 2733961 - 17-16036 Addenda N °1 (bordereau) 2017-03-30 12 h 07 - Téléchargement 2745521 - 17-16036 Addenda N °2 2017-04-19 13 h 23 - Télécopie 2747550 - 17-16036 Addenda N °3 - Report de date 2017-04-21 16 h 15 - Télécopie 2750622 - 17-16036 Addenda N °4 2017-04-27 11 h 17 - Télécopie 2758830 - 17-16036 Addenda N °5 2017-05-10 14 h 49 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Globocam Montréal 155 Reverchon Pointe-Claire, QC, H9P 1K1 http://www.globocam.ca NEQ : 1140249666	Monsieur André Huot Téléphone : 514 344-4000 Télécopieur : 514 344-6737	**Commande : (1262102)** 2017-03-29 14 h 35 **Transmission :** 2017-03-29 14 h 35	2733960 - 17-16036 Addenda N °1 (devis) 2017-03-30 12 h 08 - Télécopie 2733961 - 17-16036 Addenda N °1 (bordereau)

				2017-03-30 12 h 07 - Téléchargement 2745521 - 17-16036 Addenda N °2 2017-04-19 13 h 54 - Télécopie 2747550 - 17-16036 Addenda N °3 - Report de date 2017-04-21 16 h 15 - Télécopie 2750622 - 17-16036 Addenda N °4 2017-04-27 11 h 17 - Télécopie 2758830 - 17-16036 Addenda N °5 2017-05-10 14 h 49 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Kenworth Montréal Div. Paccar 7500 Transcanadienne Saint-Laurent Montréal, QC, H4T 1A5 http://www.kenworthmontreal.ca NEQ : 1145061207	Monsieur Archan Patel Téléphone : 514 735-2581 Télécopieur : 514 735-2740	**Commande : (1268471)** 2017-04-07 16 h 25 **Transmission :** 2017-04-07 16 h 25	2733960 - 17-16036 Addenda N °1 (devis) 2017-04-07 16 h 25 - Téléchargement 2733961 - 17-16036 Addenda N °1 (bordereau) 2017-04-07 16 h 25 - Téléchargement 2745521 - 17-16036 Addenda N °2 2017-04-19 13 h 23 - Courriel 2747550 - 17-16036 Addenda N °3 - Report de date 2017-04-21 16 h 14 - Courriel 2750622 - 17-16036 Addenda N °4 2017-04-27 11 h

				17 - Courriel 2758830 - 17-16036 Addenda N °5 2017-05-10 14 h 48 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Équipements Champagne - 9158-0720 Québec Inc 54 Principale sud Windsor, QC, J1S2B6 http://www.camionschampagne.ca NEQ : 1163101570	Monsieur Daniel Champagne Téléphone : 819 845-7078 Télécopieur : 819 845-3309	**Commande : (1268430)** 2017-04-07 15 h 46 **Transmission :** 2017-04-07 15 h 46	2733960 - 17-16036 Addenda N °1 (devis) 2017-04-07 15 h 46 - Téléchargement 2733961 - 17-16036 Addenda N °1 (bordereau) 2017-04-07 15 h 46 - Téléchargement 2745521 - 17-16036 Addenda N °2 2017-04-19 13 h 24 - Télécopie 2747550 - 17-16036 Addenda N °3 - Report de date 2017-04-21 16 h 15 - Télécopie 2750622 - 17-16036 Addenda N °4 2017-04-27 11 h 17 - Télécopie 2758830 - 17-16036 Addenda N °5 2017-05-10 14 h 49 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Mack Laval 1700 Montée Masson Laval, QC, H7E4P2 http://www.mtlvolvo.com/ NEQ : 1170569280	Monsieur Claude Gravel Téléphone : 514 735-5111	**Commande : (1276121)** 2017-04-24 9 h 30 **Transmission :**	2733960 - 17-16036 Addenda N °1 (devis) 2017-04-24 9 h 30 - Téléchargement

		Télécopieur : 514 735-0812	2017-04-24 9 h 30	2733961 - 17-16036 Addenda N °1 (bordereau) 2017-04-24 9 h 30 - Téléchargement 2745521 - 17-16036 Addenda N °2 2017-04-24 9 h 30 - Téléchargement 2747550 - 17-16036 Addenda N °3 - Report de date 2017-04-24 9 h 30 - Téléchargement 2750622 - 17-16036 Addenda N °4 2017-04-27 11 h 48 - Télécopie 2758830 - 17-16036 Addenda N °5 2017-05-10 14 h 49 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Ville de Laval 1 Place Du Souvenir, C.P. 422 Laval, QC, H7V 3Z4 NEQ :	Madame Daniela Lana Téléphone : 450 978-6888 Télécopieur : 450 662-4580	**Commande : (1263843)** 2017-03-31 14 h 57 **Transmission :** 2017-03-31 14 h 57	2733960 - 17-16036 Addenda N °1 (devis) 2017-03-31 14 h 57 - Téléchargement 2733961 - 17-16036 Addenda N °1 (bordereau) 2017-03-31 14 h 57 - Téléchargement Mode privilégié : Ne pas recevoir

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

- Aide en ligne
- Formation en ligne
- Glossaire
- Plan du site
- Accessibilité
- UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

- Grille des tarifs
- Contactez-nous
- Nouvelles
- Marchés publics hors Québec
- Registre des entreprises non admissibles
- Autorité des marchés financiers

À propos

- À propos de SEAO
- Info sur Constructo
- Conditions d'utilisation
- Polices supportées

Partenaires

© 2003-2017 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
MANDAT

Dossier # : 1174922011

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Objet :	Conclure avec « Camions Inter-Anjou inc. », une entente-cadre d'une durée de cinq ans, pour l'acquisition sur demande de châssis de camion de classe 8 de marque International - Appel d'offres public 17-16036 (3 soumissionnaires) - (montant estimé de 29 859 071.16 $, taxes incluses).

Numéro du mandat
SMCE174922011-2

Date du mandat
2017-08-30

Objet du mandat

Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des co

Type de mandat

Commission sur l'examen des contrats

VU le Règlement sur la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008);

VU la résolution CG11 0082 qui détermine les critères de sélection des contrats qui doivent être soumis à la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats;

VU que le contrat est d'une valeur de plus de 10 M$;

VU que le contrat de biens et services est d'une valeur de plus de 2 M$ et qu'il présente un écart de plus de 20 % entre le prix soumis par l'adjudicataire et l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres.

Le comité exécutif, après avoir pris connaissance du dossier décisionnel 1174922011, mandate la Commission sur l'examen des contrats afin d'étudier ce dossier.

Signé le : 2017-08-30

Jean-François MILOT

Chef de division soutien aux instances

Dossier # :1174922011

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Commission permanente sur l'examen des contrats

La commission :

Présidente

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Vice-présidentes

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Membres

Mme Dida Berku
Ville de Côte-Saint-Luc

M. Richard Celzi
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Marie Cinq-Mars
Arrondissement d'Outremont

M. Richard Deschamps
Arrondissement de LaSalle

M. Marc-André Gadoury
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Luc Gagnon
Arrondissement de Verdun

M. Manuel Guedes
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 28 septembre 2017

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE174922011

(2e version)

Conclure avec « Camions Inter-Anjou inc. », une entente-cadre d'une durée de cinq ans, pour l'acquisition sur demande de châssis de camion de classe 8 de marque International - Appel d'offres public 17-16036 (3 soumissionnaires) - (montant estimé de 29 859 071,16 $, taxes incluses).

(ORIGINAL SIGNÉ)

Émilie Thuillier
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE174922011- (2e version)
Conclure avec « Camions Inter-Anjou inc. », une entente-cadre d'une durée de cinq ans, pour l'acquisition sur demande de châssis de camion de classe 8 de marque International - Appel d'offres public 17-16036 (3 soumissionnaires) - (montant estimé de 29 859 071,16 $, taxes incluses).

À sa séance du 30 août 2017, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce dossier répondait aux critères suivants :

- *Contrat de plus de 10 M$;*

- *Contrat de biens et services d'une valeur de plus de 2 M$ présentant un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.*

Le 14 septembre 2017, les membres de la commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus relativement au mandat confié. Des représentants du Service du matériel roulant et des ateliers et du Service de l'approvisionnement ont répondu aux questions des membres de la commission.

La Commission avait déjà étudié ce dossier une première fois le 10 août 2017 et n'avait pu conclure à la conformité du processus à la lumière des renseignements qui lui avaient été communiqués.

Les membres ont, cette fois, reçu des réponses satisfaisantes à leurs questions ainsi que des renseignements leur permettant de statuer sur la conformité du processus dans ce dossier.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service du matériel roulant et des ateliers et du Service de

l’approvisionnement pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la commission. La commission adresse la conclusion suivante au conseil d’agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l’examen répond aux critères établis par le conseil d’agglomération à savoir :

- *Contrat de plus de 10 M$;*

- *Contrat de biens et services d'une valeur de plus de 2 M$ présentant un écart de plus de 20 % entre l’estimation interne effectuée pendant le processus d’appel d’offres et la soumission de l’adjudicataire.*

Considérant les renseignements supplémentaires dans ce dossier qui ont été soumis aux membres de la commission lors de la deuxième présentation du Service;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la commission aux responsables du dossier;

Considérant l’analyse approfondie faite par les membres de la commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l’égard du mandat SMCE174922011 – 2e version qui lui a été confié, la Commission permanente sur l’examen des contrats constate, à l’unanimité la conformité du processus d’appel d’offres dans ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.72

2017/09/28 17:00

(2)

Dossier # : 1174338001

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction , Division de l'acquisition de biens et services , Approvisionnement stratégique et collectif
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Octroyer un contrat de gré à gré pour la fourniture de gaz naturel pour la Ville de Montréal au Service de fourniture de Gaz Métro et ce, à compter du 1er novembre 2017 pour une période de cinq ans. (Montant estimé 37 238 522.75 $)

Il est recommandé :

1- d'accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à Service de fourniture de Gaz Métro, pour la période débutant le 1er novembre 2017 et se terminant le 31 octobre 2022, pour la fourniture de gaz naturel.

2- d'imputer les dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services corporatifs, et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-07-28 16:32

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1174338001**

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction , Division de l'acquisition de biens et services , Approvisionnement stratégique et collectif
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Octroyer un contrat de gré à gré pour la fourniture de gaz naturel pour la Ville de Montréal au Service de fourniture de Gaz Métro et ce, à compter du 1er novembre 2017 pour une période de cinq ans. (Montant estimé 37 238 522.75 $)

CONTENU

CONTEXTE

Principale source d'énergie utilisée par la Ville de Montréal, le gaz naturel fait l'objet d'un regroupement piloté par le Service de l'approvisionnement depuis 2007. Le regroupement est composé des services corporatifs, des arrondissements montréalais, de neuf villes liées, d'organismes partenaires et d'un partenaire important, la Société de transport de Montréal (STM).

Le contrat actuel a été octroyé par le Conseil d'agglomération du 28 février 2013 pour la période du 1er décembre 2013 au 31 octobre 2015, avec possibilité de 2 prolongations d'une année. La valeur estimée de ce contrat était de l'ordre de 15 518 260,28 $.

Le 26 février 2015, le conseil d'agglomération autorisait l'exercice de la première option de prolongation d'une année, soit du 1er novembre 2015 au 31 octobre 2016. Cette prolongation a fait l'objet d'une estimation d'une valeur de 6 242 088,00 $.

Le 22 juin 2016, le conseil d'agglomération autorisait l'exercice de la deuxième option de prolongation d'une année, soit du 1er novembre 2016 au 31 octobre 2017. Cette prolongation a fait l'objet d'une estimation d'une valeur de 7 271 674,00 $.

Dans la conjoncture du marché, selon la tendance observée depuis le mois de février 2015 et en accord avec les prévisions des experts, le Service de fourniture de Gaz Métro est et demeurera au cours des prochaines années l'alternative stratégique d'approvisionnement en gaz naturel la plus économique pour la Ville. De plus, l'offre restreinte dans le marché pour l'obtention de services de gestion en terme d'administration et d'information impliquerait des investissements importants pour la Ville en termes de ressources afin de maintenir le mode d'acquisition du gaz naturel en achat direct et ce, sans assurance d'obtenir des résultats aussi performants que ceux du Service de fourniture de Gaz Métro.

Le présent dossier a pour objet d'octroyer un contrat de gré à gré avec le Service de fourniture de Gaz Métro. Ce contrat permettra d'assurer une stabilité d'approvisionnement

de ce produit stratégique et de bénéficier d'importantes économies par rapport aux prix du marché de gaz naturel en achat direct.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0420 du 22 juin 2016:Autoriser la prolongation de l'entente-cadre avec Services de Gaz Naturel RBC inc. (CG13 0046 et CG15 0069) pour la fourniture de gaz naturel et de services de gestion, en achat direct, pour la période du 1er novembre 2016 au 31 octobre 2017 - Appel d'offres public 12-12546**.**

CG15 0069 du 26 février 2015:Autoriser la prolongation de l'entente-cadre avec Services de Gaz Naturel RBC inc. (CG13 0046) pour la fourniture de gaz naturel et de services de gestion, en achat direct, pour la période du 1er novembre 2015 au 31 octobre 2016 - Appel d'offres public 12-12546**.**

CG13 0046 du 28 février 2013 : Conclure une entente-cadre avec Athena Energy Marketing inc. pour la fourniture de gaz naturel en achat direct, pour la période du 1er décembre 2013 au 31 octobre 2015 avec possibilité de prolongation de 2 années optionnelles- Appel d'offres 12-12546 (3 soum.) (Montant estimé entre 15M$ et 17M$).

CE12 2019 du 12 décembre 2012 : Autoriser le lancement d'un appel d'offres public pour la fourniture de gaz naturel et des services et de gestion pour le regroupement d'achats de la Ville de Montréal pour la période du 1er décembre 2013 au 31 octobre 2015 avec possibilité de prolongation de 2 années optionnelles.

CG10 0366 du 28 octobre 2010 : Approuver la cession à Shell Énergie d'Amérique du Nord (Canada) inc. du contrat octroyé à Integrys Energy Services of Canada Corp. (CG07 0388) pour la fourniture de gaz naturel en achat direct, pour la période se terminant le 30 novembre 2012.

CG07 0388 du 25 octobre 2007. Conclure une entente-cadre, d'une période de 5 ans, pour la fourniture de gaz en achat direct aux services de la Ville de Montréal, arrondissements, villes liées et sociétés paramunicipales qui participent au regroupement d'achats et octroyer à Integrys Energy Services of Canada corp., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin.

DESCRIPTION

Le regroupement d'achats de gaz naturel de la Ville de Montréal est composé des services corporatifs, de plusieurs arrondissements, de certaines villes liées, d'organismes paramunicipaux et de la Société de transport de Montréal (STM).

Le contrat actuel vise l'ensemble des activités de fourniture du gaz naturel ainsi que d'information et de gestion en matière d'approvisionnement gazier. Cette stratégie permet à la Ville d'obtenir des prix incluant la fourniture du gaz naturel, son transport ainsi que les services d'administration et d'information. Ce contrat se terminant le 31 octobre 2017, il faut s'interroger sur la pertinence d'entreprendre un processus de sollicitation de marché.

En effet, le changement de point de livraison du gaz à Dawn, un point de livraison situé en Ontario, donne accès à Gaz Métro aux gaz de schistes américains et lui assure ainsi une réduction des coûts par rapport à l'approvisionnement à la frontière de l'Alberta. La Ville ne dispose pas des outils d'approvisionnement requis pour bénéficier de ces opportunités (capacités de transport et d'entreposage). Il lui est donc très difficile d'arriver avec des prix semblables à ceux de Gaz Métro.

De plus, le nombre de fournisseurs potentiels permettant tant l'acquisition du gaz que des services d'information et d'administration, est en déclin actuellement. Une veille du marché a permis d'en identifier seulement trois qui ne seraient pas en mesure de se conformer aux exigences du dernier appel d'offres.

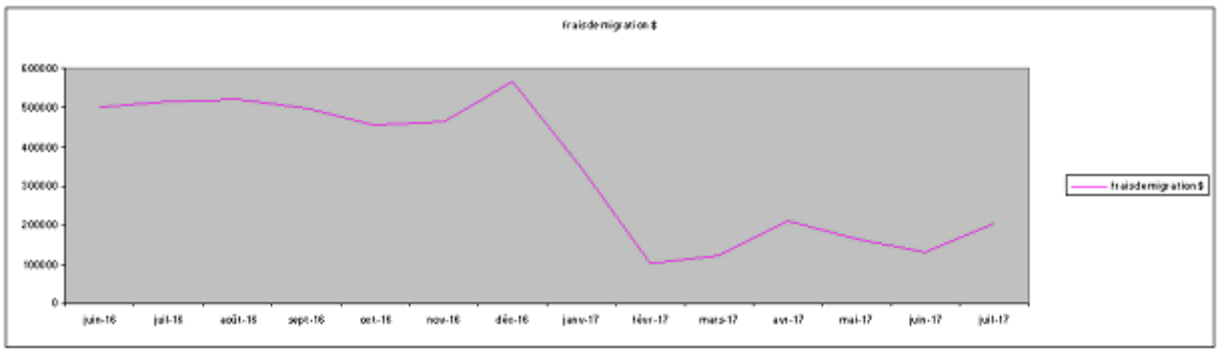
La conjoncture du marché et les prévisions des experts, nous amènent à recommander l'octroi d'un contrat de gré à gré avec le Service de fourniture de Gaz Métro.

Une telle démarche est possible si l'on se réfère au 1er paragraphe de l'article 573.3 de la Loi sur les cités et villes et qui stipule:

> «**573.** Les articles 573, 573.1 et 573.3.0.2 ne s'appliquent pas à un contrat :
>
> 1° dont l'objet est la fourniture de matériel ou de matériaux ou la fourniture de services pour laquelle un tarif est fixé ou approuvé par le gouvernement du Canada ou du Québec ou par un de ses ministres ou organismes.»

Comme Gaz Métro doit faire approuver le prix de son service de fourniture de gaz naturel à tous les mois par la Régie de l'énergie et que celle-ci est un organisme du gouvernement du Québec, la Ville peut donc procéder à l'octroi d'un contrat de gré à gré avec le Service de fourniture de Gaz Métro.

Pour ce faire, la Ville doit informer, par écrit, Gaz Métro de sa décision de migrer vers son Service de fourniture pour l'acquisition de gaz naturel. Cette migration pourrait impliquer le possible paiement de frais de migration. Ces frais correspondent à l'écart entre le prix du marché du gaz et le prix facturé par Gaz Métro au moment de la migration pour le volume annuel d'achat. L'ampleur de ces frais ne sera connu qu'en date du 1er novembre 2017. Il n'es pas possible d'en prévoir la valeur puisque ce montant varie à tous les mois tel que le démontre le graphique suivant.



À la Suite de l'approbation de ce contrat par les instances, le Service de l'approvisionnement accompagnera les partenaires du regroupement le désirant dans leurs migrations vers Gaz Métro.

JUSTIFICATION

La Ville dispose d'alternatives permettant d'assurer l'approvisionnement des membres du regroupement d'achats en gaz naturel :

- procéder à une sollicitation du marché au moyen d'un appel d'offres public;
- conclure un contrat de gré à gré avec le Service de fourniture de Gaz Métro.

Selon la première alternative, la Ville de Montréal émettrait un appel d'offres public pour assurer l'approvisionnement des membres de son regroupement au moyen de la stratégie en achat direct auprès d'un producteur de l'Alberta pour une période d'environ trois ans. La Ville devrait également contracter sur une base mensuelle la capacité de transport nécessaire afin d'acheminer les quantités de gaz jusqu'à Dawn (Ontario), point de livraison où Gaz Métro en prend possession afin de le distribuer dans sa franchise. Veuillez noter qu'en raison du point de livraison à Gaz Métro à Dawn, une toute nouvelle stratégie d'approvisionnement devrait être élaborée. Selon nos estimations le coût d'approvisionnement de cette alternative serait de 3 360 888.25 $ de plus que le contrat de gré à gré avec Gaz Métro.

Également, il faut considérer l'investissement en ressources internes pour assurer la gouvernance du dossier et obtenir les services de gestion en terme d'administration et d'information pour pallier à l'offre restreinte dans le marché actuel, sans toutefois avoir l'assurance d'obtenir des résultats équivalents à ceux de Gaz Métro.

La seconde alternative consiste à conclure un contrat de gré à gré avec le Service de fourniture de Gaz Métro. Cette solution représente, pour la Ville, un service clé en main puisque Gaz Métro prend en charge tant l'acquisition du gaz , sa fourniture, son transport que sa distribution. Comme la Ville n'aurait plus à assurer une gourvernance aussi importante que dans un mode d'acquisition en achat direct, cette alternative minimise l'utilisation des ressources de la Ville et élimine la nécessité d'investissement en ressource internes afin d'assurer les services de gestion. Comme Gaz Métro dispose d'une équipe d'experts pour gérer ses approvisionnements et a accès à des sources d'acquisition (gaz de schistes américains) non disponibles pour la Ville, cette alternative assurera à la Ville des prix des plus concurrentiels, voir inférieurs à ceux du marché albertain. De plus, selon l'avis des experts et la tendance observée depuis février 2015, le recours au Service de fourniture de Gaz Métro représente la stratégie d'approvisionnement la plus économique pour la Ville. Cette alternative permettrait donc à la Ville une optimisation du coût total d'approvisionnement gazier dans le contexte actuel et futur du marché.

L’analyse des deux alternatives nous démontre que la stratégie de procéder à la migration vers le Service de fourniture de Gaz Métro assure l’optimisation des conditions d’approvisionnement à partir du 1er novembre 2017.

En vertu du Règlement sur la commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (11-008) et de la résolution CG11 0082, le dossier sera soumis à ladite commission pour étude parce qu’il s’agit d’un contrat dont la valeur est supérieure à 10 M$.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Conformément à l'article 477.4 de la Loi sur les cités et villes, le Service de l'approvisionnement a effectué une estimation préalable pour un contrat de gré à gré avec Gaz Métro de cinq ans (voir tableau). Cette estimation est basée sur le dernier prix approuvée par la Régie de l'énergie.

Description	**Quantité GJ**	***Coût unitaire $/GJ***	***Montant total $***
Coût d'un contrat de gré à gré avec le Service de fourniture de Gaz Métro	9 917 050	*3,755 $*	*37 238 522.75 $*

Afin de déterminer l'avantage financier d'un contrat de gré à gré avec le Service de fourniture de Gaz Métro par rapport à un mode d'acquisition en achat direct, le tableau suivant en fait la comparaison en se basant sur la moyenne des prix payés en 2017 dans le contrat actuel.

Description	**Quantité GJ**	***Coût unitaire $/GJ***	***Montant total $***
Coût d'un contrat en achat direct	9 917 050	*4,0939 $*	*40 599 411,00 $*
Économie potentielle			**3 360 888.25 $**

L'envergure exacte de ce contrat ne peut être déterminée à l'avance puisque le prix de Gaz Métro fluctue à tous les mois en fonction de ses acquisitions et des conditions du marché. L'estimation établie ne représente qu'un potentiel d'approvisionnement et la dépense réelle sera imputée au budget des divers services et arrondissements au fur et à mesure de leur utilisation.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Un report de la décision pourrait mettre en péril l'approvisionnement gazier. Une nouvelle sollicitation de marché n'assurerait pas à la Ville, les meilleures conditions financières et pourrait avoir un impact budgétaire pour celle-ci.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une communication a été envoyée aux usagers les informant de la volonté de s'approvisionner auprès du Service de fourniture de Gaz Métro.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

À la suite à la résolution :

- Envoi de l'avis écrit à Gaz Métro afin d'aviser de la volonté de la Ville de migrer son approvisionnement gazier vers le Service de fourniture de Gaz Métro;
- Émission d'un rappel aux usagers;
- Accompagnement par le Service de l'approvisionnement des villes liées et des organismes partenaires
pour la migration vers le Service de fourniture de Gaz Métro.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le présent dossier respecte la politique de gestion contractuelle et la politique d'approvisionnement de la Ville de Montréal.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Matthieu C CROTEAU
Agent(e) d'approvisionnement niveau 2

Tél : 514-872-6777
Télécop. : 514 868-5984

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-07-24

Claude HOULE
Chef de section

Tél : 514 872-5282
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dean GAUTHIER
Directeur
Tél :
Approuvé le : 2017-07-24

Système de gestion des décisions des instances
MANDAT

Dossier # : 1174338001

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction , Division de l'acquisition de biens et services , Approvisionnement stratégique et collectif
Objet :	Octroyer un contrat de gré à gré pour la fourniture de gaz naturel pour la Ville de Montréal au Service de fourniture de Gaz Métro et ce, à compter du 1er novembre 2017 pour une période de cinq ans. (Montant estimé 37 238 522.75 $)

Numéro du mandat
SMCE174338001

Date du mandat
2017-09-06

Objet du mandat

Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats

Type de mandat

Commission sur l'examen des contrats

VU le Règlement sur la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008);

VU la résolution CG11 0082 qui détermine les critères de sélection des contrats qui doivent être soumis à la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats;

VU que le contrat est d'une valeur de plus de 10 M$;

Le comité exécutif, après avoir pris connaissance du dossier décisionnel 1174338001 mandate la Commission sur l'examen des contrats afin d'étudier ce dossier.

Signé le : 2017-09-08

Jean-François MILOT

_____

Chef de division soutien aux instances

Dossier # :1174338001

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Commission permanente sur l'examen des contrats

La commission :

Présidente

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Vice-présidentes

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Membres

Mme Dida Berku
Ville de Côte-Saint-Luc

M. Richard Celzi
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Marie Cinq-Mars
Arrondissement d'Outremont

M. Richard Deschamps
Arrondissement de LaSalle

M. Marc-André Gadoury
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Luc Gagnon
Arrondissement de Verdun

M. Manuel Guedes
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 28 septembre 2017

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE174338001

Octroyer un contrat de gré à gré pour la fourniture de gaz naturel pour la Ville de Montréal au Service de fourniture de Gaz Métro et ce, à compter du 1er novembre 2017 pour une période de cinq ans. (Montant estimé 37 238 522.75 $).

(ORIGINAL SIGNÉ)

Émilie Thuillier
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE174338001
Octroyer un contrat de gré à gré pour la fourniture de gaz naturel pour la Ville de Montréal au Service de fourniture de Gaz Métro et ce, à compter du 1er novembre 2017 pour une période de cinq ans. (Montant estimé 37 238 522.75 $).

À sa séance du 6 septembre 2017, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce dossier répondait au critère suivant :

- *Contrat de plus de 10 M$.*

Le 14 septembre 2017, les membres de la commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus relativement au mandat confié. Des représentants du Service de l'approvisionnement ont répondu aux questions des membres de la commission.

Les membres ont reçu des explications claires et détaillées du service dans ce dossier. Ils ont bien compris que l'octroi de ce contrat se fera de gré à gré avec l'adjudicataire en vertu de l'article 573.3 de la *Loi sur les cités et villes*.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service de l'approvisionnement pour leurs interventions lors de la séance de travail de la commission. La commission adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération à savoir :

- *Contrat de plus de 10 M$.*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE174338001 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.73

2017/09/28 17:00

(2)

Dossier # : 1177217002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets industriels
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la firme La Compagnie de recyclage de papiers MD inc. pour les travaux de conception, construction, exploitation et entretien d'un centre de tri des matières recyclables (CTMR), site Fairway et François-Lenoir, arrondissement Lachine. Dépense totale de 49 711 904,01 $, taxes incluses - Appel d'offres 5849 (4 soumissionnaires)

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 49 711 904,01 $, taxes incluses, pour la conception, construction, exploitation et entretien d'un centre de tri des matières recyclables (CTMR), site Fairway et François-Lenoir, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2. d'accorder à La compagnie de recyclage de papiers MD inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, le contrat à cette fin, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 46 151 996,34 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 5849. Le montant total du contrat à accorder pour la période de service de construction-conception est de 42 329 669,61 $, taxes incluses et le montant total maximal du contrat à accorder pour la période de service d'exploitation et entretien, est de 3 822 326,73 $, taxes incluses;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération et est éligible au Régime de compensation pour les services municipaux en vue d'assurer la récupération et la valorisation des matières recyclables.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-08-28 17:10

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1177217002**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets industriels
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la firme La Compagnie de recyclage de papiers MD inc. pour les travaux de conception, construction, exploitation et entretien d'un centre de tri des matières recyclables (CTMR), site Fairway et François-Lenoir, arrondissement Lachine. Dépense totale de 49 711 904,01 $, taxes incluses - Appel d'offres 5849 (4 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Le conseil d'agglomération de Montréal a adopté à l'unanimité, le 27 août 2009, un Plan directeur de gestion des matières résiduelles (PDGMR) afin de mettre en oeuvre le Plan métropolitain de gestion des matières résiduelles (PMGMR) de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM). À terme, le PDGMR prévoit que 80 % des matières résiduelles recyclables seront récupérées en vue d'être recyclées ou valorisées.
Le centre de tri des matières recyclables de Montréal, situé au 2240 rue Michel-Jurdant dans l'arrondissement Villeray-St-Michel-Parc-Extension, est opéré dans le cadre de contrats se terminant le 31 décembre 2018. Le peu de capacité de traitement excédentaire dans la région et les distances de transport pour les matières de l'Ouest ont amené la Ville à planifier la construction d'un nouveau centre de tri des matières recyclables (CTMR) à Lachine.

Le 30 avril 2015, la Ville a décrété une réserve pour fins publiques, pour une période de deux ans, à l'égard d'un terrain vague connu et désigné comme étant le lot 2 437 119 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal (le « Lot ») d'une superficie de 37 054 m², situé dans un secteur industriel de l'arrondissement de Lachine, à l'intersection des rues Fairway et François-Lenoir (voir la pièce jointe n° 1). L'avis de réserve a été publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le 20 mai 2015, sous le numéro 21 539 130.

Le 21 avril 2016, le conseil d'agglomération a décrété l'expropriation du Lot, à des fins d'implantation du nouveau CTMR de l'Ouest de la Ville. Le 28 juillet 2016, la Ville a publié un avis d'expropriation sur le Lot sous le numéro 22 436 971.

Des négociations ont permis de conclure un règlement complet et final relatif à l'expropriation. L'entente approuvée au CE du 22 mars 2017 prévoit que la Ville accepte d'exproprier une partie du Lot seulement, d'une superficie approximative de 28 057,5 m².

Le projet consiste à la conception, construction, exploitation et entretien d'un centre de tri des matières recyclables (CTMR).

Un appel d'offres public a été publié le 3 février 2017 dans le Système électronique d'appel d'offres (SÉAO), sur le site Internet de la Ville ainsi que dans le journal Le Devoir. Les soumissions ont été reçues et ouvertes le 12 juin 2017. Sept addendas ont été émis durant la période d'appel d'offres. Les addendas n^{os} 1, 3 et 4 ont été considérés dans l'estimation.

Numéro de l'addenda	Date	Contenu
1	2017-03-28	Clarification aux documents administratifs et techniques, réponses aux questions des soumissionnaires.
2	2017-04-03	Clarification au formulaire de soumission et aux instructions aux soumissionnaires.
3	2017-05-03	Report de date d'ouverture, clarifications aux documents administratifs et techniques, réponses aux questions des soumissionnaires.
4	2017-05-11	Clarification aux documents administratifs et techniques.
5	2017-05-15	Report de date d'ouverture et clarifications aux documents administratifs.
6	2017-05-30	Réponses aux questions des soumissionnaires.
7	2017-06-05	Clarification aux instructions aux soumissionnaires.

Des visites ont été organisées en respectant la politique de gestion contractuelle de la Ville. Elles se sont déroulées du lundi 6 au vendredi 10 mars 2017 ainsi que du mercredi 5 au mardi 11 avril 2017.

La durée de validité des soumissions est de 180 jours.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0085 - 30 mars 2017 Approuver l'entente intervenue entre la Ville et Day & Ross inc. relativement à l'indemnité payable au propriétaire, suite à l'expropriation d'une partie d'un terrain vague, située à l'intersection des rues Fairway et François-Lenoir, dans l'arrondissement de Lachine, d'une superficie approximative de 28 057,5 m², au montant de 4 335 000 $ et autoriser la dépense totale au montant de 4 979 613,85 $, incluant les taxes, ainsi que décréter l'abandon de l'expropriation de la partie résiduelle dudit terrain d'une superficie approximative de 8 996,5 m², qui demeurera propriété de Day & Ross inc. N/Réf. : 31H05-005-6648-01
CG17 0163 - 22 mars 2017 - Adopter le Règlement d'emprunt modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 44 451 000 $ afin de financer la construction de deux centres de tri de matières recyclables, (Règlement RCG 15-012) afin d'augmenter l'emprunt de 9 036 000 $ pour un total de 53 487 000 $.

CG 16 0260 - 21 avril 2016 - Décréter l'acquisition, par voie d'expropriation ou par tout autre moyen, d'un terrain vague connu et désigné comme le lot 2 437 119 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, propriété de Day & Ross inc., d'une superficie de 37 054 m², situé à l'intersection des rues Fairway et François-Lenoir, dans l'arrondissement de Lachine, aux fins d'implantation d'un centre de tri de matières recyclables.

CA16 19 0355 - 7 novembre 2016 - Adopter le Règlement numéro 2710-90 modifiant le Règlement numéro 2710 sur le zonage dans le but d'ajuster les normes de densité dans la zone I-507 et dans la zone I-500 uniquement pour les centres de traitement de matières recyclables

CG15 0288 – 30 avril 2015 – Décréter l'imposition d'une réserve pour fins publiques sur le lot 2 437 119 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

CG15 0052 - 29 janvier 2015 - Décréter l'avis de motion - Règlement autorisant un emprunt de 44 451 000 $ afin de financer la construction de deux centres de tri de matières recyclables.

CG09 0346 - 27 août 2009 - Adopter le Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal.

DESCRIPTION

Au cours de l'appel d'offres public, il y a eu cinquante-sept (57) preneurs du cahier des charges sur le site SÉAO (voir la pièce jointe n° 2) et quatre (4) regroupements de preneurs du cahier ont déposé une soumission. Ceci représente dix (10) preneurs du cahier des charge. Parmi les preneurs du cahier des charges figurent trois (3) organisations du gouvernement, six (6) municipalités, six (6) entreprises fournisseurs d'équipements, huit (8) entrepreneurs généraux, dix (10) firmes de professionnels et vingt-quatre (24) fournisseurs de services reliés à l'environnement dont quinze (15) opérateurs de centre de tri. Les onze (11) opérateurs qui n'ont pas déposé de soumission n'avaient pas les ressources pour réaliser ce contrat selon les exigences et les délais requis aux documents contractuels pour la réalisation des travaux.
Le présent dossier recommande d'accorder un contrat à l'entreprise La Compagnie de recyclage de papiers MD inc., soit le plus bas soumissionnaire conforme, pour l'exécution des services et des travaux de conception, construction, exploitation et entretien d'un centre de tri des matières recyclables (CTMR), site Fairway et François-Lenoir, arrondissement Lachine.

Au présent contrat, les services et les travaux consistent principalement à réaliser la conception, la construction, l'exploitation et l'entretien d'une usine devant servir aux activités de tri et conditionnement des matières recyclables. Le mandat inclut notamment et sans s'y limiter :

- la prestation de services professionnels en architecture, architecture de paysage et ingénierie (dont structure, civil, mécanique, électricité, télécommunication, plomberie, procédé et protection incendie), d'accompagnement LEED NC et d'aménagement intérieur pour les études préparatoires, les relevés, la réalisation de plans et devis, la coordination et la surveillance de construction;
- la prestation d'un entrepreneur général pour la construction et la mise en service des ouvrages;
- la prestation du service d'exploitation et d'entretien des installations pour le traitement et le tri des matières recyclables;
- la prestation d'exploitation et d'entretien du bâtiment.

La responsabilité de la gestion du contrat pour la période du service de conception-construction est assurée par le Service de la gestion et de la planification immobilière.

La responsabilité de la gestion du contrat pour la période de services d'exploitation-entretien est assurée par le Service de l'environnement à partir de la réception provisoire des travaux jusqu'au terme du contrat.

La durée initiale du service d'exploitation-entretien est de soixante (60) mois, laquelle pourra être prolongée pour deux (2) périodes successives de trente-six (36) mois, à la discrétion de la Ville.

Des contingences de 12 % sont prévues au contrat de l'entrepreneur pour faire face aux imprévus de chantier.

JUSTIFICATION

Étant donné l'envergure de l'appel d'offres qui comprenait des services professionnels, des travaux de construction et des services d'exploitation et d'entretien, le système de pondération et d'évaluation des offres à deux enveloppes a été utilisé.
En collaboration avec le Service de l'approvisionnement, un comité d'admissibilité et un comité de sélection ont été constitués suivant le document « *Guide de référence des systèmes de pondération et d'évaluation, des comités de sélection et des comités techniques* »; dernière mise à jour : 12 mai 2017.

Dans un premier temps, l'aspect de la conformité administrative et d'admissibilité des quatre (4) soumissions a été analysé par le comité d'admissibilité. Les quatre (4) soumissions reçues sont conformes. Veuillez vous référer aux formulaires d'analyse de conformité du comité d'admissibilité (voir la pièce jointe n° 3).

Dans un deuxième temps, le comité de sélection a procédé à l'évaluation des quatre (4) soumissions en utilisant la grille d'évaluation spécifique et approuvée par le Service de l'approvisionnement pour un contrat d'exécution de travaux en mode conception-construction-exploitation-entretien concernant une infrastructure requise par le Service environnement conformément aux documents d'appel d'offres et à l'encadrement administratif *C-RM-APP-D-16-001* : « *Lancement des appels d'offres. Approbation des grilles de sélection et formation des comités de sélection (DIRECTIVE)* ».

La conformité et les qualifications techniques des quatre (4) soumissions de l'enveloppe n° 1 ont été évaluées par le comité de sélection (offre de services de conception, construction, exploitation et entretien sans le prix) et les quatre (4) soumissions ont obtenu le pointage minimal requis pour la deuxième étape du processus de l'évaluation de la soumission avec le prix (enveloppe n° 2) incluant les honoraires pour les services professionnels, le coût des travaux de construction et le coût des services d'exploitation et d'entretien. À l'ouverture de l'enveloppe n° 2, trois (3) soumissions ont été jugées conformes. La 4^{e} soumission a été jugée non conforme étant donné que l'entreprise ne détient pas son autorisation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés financiers (AMF) à la date de dépôt de sa soumission (voir la pièce jointe n° 4).

Les résultats de l'appel d'offres sont résumés dans le tableau suivant :

Soumission conforme	Note Intérim	Note finale	Prix des services de conception-construction ($)	Contingences 12 % ($)	Total des services de conception-construction ($)	Total services d'exploitation et entretien ($)	Total remplacement des actifs ($)	Prix total de la soumission ($)
La compagnie de recyclage de papiers MD inc.	80,3	0,033	37 794 347,87	4 535 321,74	42 329 669,61	3 822 326,73	0	46 151 996,34
Services Ricova inc.	72,1	0,023	47 316 066,38	5 677 927,97	52 993 994,35	7 568 963,84	200 776,58	60 763 734,76

Emterra Environnement inc.	72,5	0,015	64 619 108,05	7 754 292,97	72 373 401,02	16 722 003,68	1 301 412,37	90 396 817,07
Dernière estimation réalisée			36 820 235,56	4 418 428,27	41 238 663,83	5 406 445,08	N/A	46 645 108,91
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)*					1 091 005,78	(1 584 118,35)	N/A	(493 112,57)
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					2,65 %	-29,30 %	N/A	-1,06 %
Écart entre la 2e meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 e meilleure note finale – adjudicataire)*					10 664 324,74	3 746 637,10	200 776,58	14 611 738,42
Écart entre la 2e meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *(2 e meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*					25,19 %	98,02 %	N/A	31,66 %

Notes : Tous les prix incluent les taxes.

Le coût déposé pour le total de la soumission par le plus bas soumissionnaire conforme est inférieur à l'estimation qui était de 46 645 108,91 $ (incluant les contingences et les taxes). Cette différence correspond à 493 112,57 $ (-1,06 %). Cet écart est considéré comme étant acceptable. Le différentiel entre l'estimation et la plus basse soumission conforme peut être causé par les coûts appliqués à la main d'oeuvre, le remplacement d'actifs et l'automatisation du procédé. Ces coûts sont dépendants de la conception-construction faite en amont par l'adjudicataire et sont difficilement quantifiables pour ces raisons.

Le coût déposé pour le service de conception-construction par le plus bas soumissionnaire conforme est supérieur à l'estimation qui était de 41 238 663,83 $ (incluant les contingences et les taxes). Cette différence correspond à 1 091 005,78 $ (+2,65 %). Cet écart est considéré comme étant acceptable et correspond à nos attentes du marché.

L'écart entre la 2e plus basse conforme et la plus basse soumission s'élève à 14 611 738,42 $, soit 31,66 %. La constitution par l'adjudicataire d'une équipe d'entreprises locales aidant à une meilleure connaissance du marché et des réalités de la grande région métropolitaine, ainsi qu'une estimation plus pointue de chacun des coûts de construction peut expliquer cet écart.

L'analyse des soumissions faite par le comité d'admissibilité et le comité de sélection démontre que La compagnie de recyclage de papiers inc. est le plus bas soumissionnaire conforme. Il est donc recommandé l'octroi du contrat à cette firme (voir les formulaires d'analyse de conformité du comité d'admissibilité et du comité de sélection avec les pièces jointes n° 3 et n° 4, ainsi que le tableau ci-dessus présenté).

La compagnie de recyclage de papiers MD inc., adjudicataire du présent contrat, ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec ni de celle du registre des entreprises non admissibles aux contrats publics du secrétariat du Conseil du trésor.

De plus, l'entreprise détient une autorisation de l'AMF (voir la pièce jointe n° 5).

En vertu du Règlement sur la commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008), le dossier sera soumis à ladite commission pour étude, parce que la valeur du contrat est de plus de 10 M$.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant à autoriser totalise 49 711 904,01 $, incluant les contingences, les incidences et les taxes (voir la pièce jointe n° 6).
Cette dépense sera assumée entièrement par l'agglomération.

Le montant total du contrat à accorder à La compagnie de recyclage de papiers MD inc. est de 46 151 996,34 $ incluant les contingences et les taxes.

Volet conception-construction

Le montant total du contrat à accorder pour la période de construction-conception est de 42 329 669,61 $ incluant les contingences et les taxes.

De plus, un montant de 3 217 478,33 $**,** taxes incluses, est prévu pour les incidences du volet conception-construction. Ce montant servira, notamment à couvrir les frais d'expertises particulières; de laboratoire et de travaux spécialisés exécutés par des tiers durant la phase de chantier.

Le coût des travaux pour la période de service de construction-conception est prévu au programme triennal d'immobilisations (PTI) du Service de l'environnement. Ces coûts seront entièrement financés par emprunt.

Volet exploitation-entretien

Le montant total maximal du contrat à accorder pour la période de services d'exploitation et entretien, est de 3 822 326,73 $ incluant les taxes.

De plus, un montant de 342 429,34 $**,** taxes incluses, est prévu pour les incidences du volet exploitation-entretien. Ce montant servira, notamment à couvrir les frais de services professionnels en cours d'opération.

La dépense de la période du service d'exploitation et d'entretien sera imputée au budget de fonctionnement du Service de l'environnement au poste budgétaire de traitement des matières recyclables.

La période initiale du contrat est d'une durée de 60 mois qui s'étendra sur 6 années financières.

Le coût total du volet exploitation-entretien s'élève à 4 164 756,07 $ taxes incluses, incluant l'ajustement annuel estimé à 2% (indexation) à compter de la date anniversaire des contrats.

Pour plus de détail sur la répartition des coûts, voir la pièce jointe n° 7 'Aspect financier'.

Une partie des dépenses sont absorbées par les économies sur l'enfouissement des rejets du centre de tri et la compensation des coûts de valorisation du verre du contrat actuel. L'économie totale taxes incluses se chiffre à 4,4 M$ taxes incluses. Voir les détails dans la pièce jointe n° 7. L'économie n'inclut aucun partage de pertes ou profits en raison de l'imprévisibilité du prix des matières.

Le contrat prévoit une compensation à l'adjudicataire pour la baisse du prix des matières pouvant aller jusqu'à un maximum de 1,5 M$. Depuis 2009, la Ville reçoit plus de partage de profits que de pertes.

L'agglomération n'assumera des coûts pour les rejets que si la proportion de ceux-ci dépasse 12 %. Selon l'historique des dernières années d'opération, aucune dépense n'est envisagée.

Les paiements faits pour le tri des matières recyclables feront partie des frais déclarés au *Régime de compensation pour les services municipaux fournis en vue d'assurer la récupération et la valorisation de matières résiduelles* et pourront être remboursés au même titre que les autres coûts admissibles.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La construction des centres de tri des matières recyclables pour desservir l'agglomération s'inscrit dans le cadre du Plan directeur de gestion des matières résiduelles.
Les CTMR viseront une certification LEED en respect de la Politique Montréal Durable 2016-2020.

Le présent projet vise l'obtention d'une certification LEED – NC or. L'entrepreneur aura, notamment, la responsabilité de réaliser le présent contrat en respectant les exigences relatives à la gestion et l'élimination des déchets de construction/démolition.

La gestion des sols d'excavation sera réalisée conformément aux règlements du ministère du Développement durable, de l'Environnement et la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Il est recommandé de procéder aux travaux de conception, construction, exploitation et entretien d'un centre de tri des matières recyclables afin d'atteindre les objectifs du Plan d'action du gouvernement du Québec, adopté en 2011, en matière de Politique québécoise de gestion des matières résiduelles qui prévoit recycler 70 % du papier, carton, verre plastique et métal résiduels.
Tout retard dans ce dossier pourrait mettre en péril l'atteinte de ces objectifs.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une affiche sera installée au chantier pour informer les citoyens et les usagers de la portée des travaux et des coûts qui y sont reliés.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Contrat : 14645

Octroi du contrat au CG :	Septembre 2017
Réalisation des travaux :	Octobre 2017 à juin 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Selon l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations, l'élimination et la valorisation des matières résiduelles est une compétence d'agglomération.
À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la

conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Yves BELLEVILLE)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Aicha ZAMPALEGRE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Maxime ROBERGE, Service de l'environnement
Michel SÉGUIN, Lachine

Lecture :

Michel SÉGUIN, 10 août 2017
Maxime ROBERGE, 7 août 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Stéphane PROTEAU
Gestionnaire immobilier

Tél : 514 872-5082
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-01

Marie-Hélène LESSARD
Chef de division

Tél : 514 872-7826
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

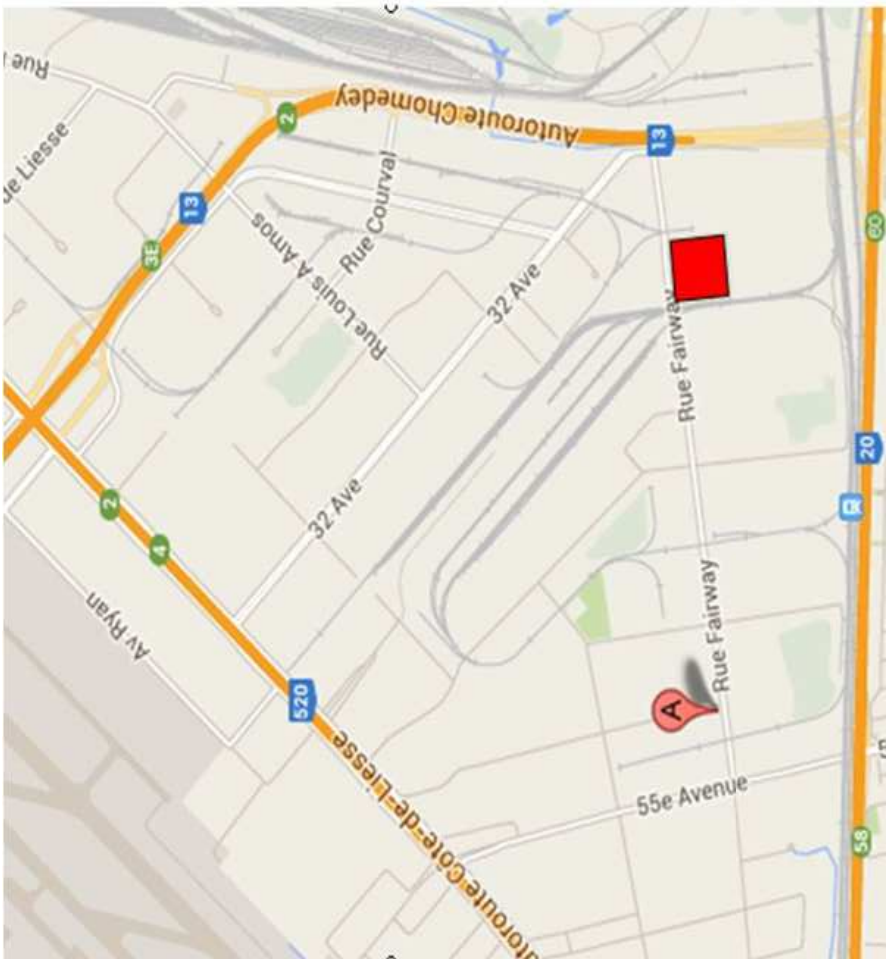
Jean BOUVRETTE
Directeur par intérim de la Direction de la gestion et des projets immobiliers
Tél : 514-868-0941
Approuvé le : 2017-08-23

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI

Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2017-08-23


Futur
CTMR
ouest
Rue François Leno
Rue Fairway
32 Ave


Autoroute Chomedey
Rue Courval
Rue Louis-A-Amos
32 Ave
Rue Fairway
55e Avenue
Av Ryan

constructo.ca

Des services à valeur ajoutée au SEAO

Liste des commandes

Numéro : 5849
Numéro de référence : 1048134
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Conception-construction-exploitation-entretien d'un centre de tri des matières recyclables (CTMR), site Fairway et François-Lenoir, arrondissement Lachine

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
.SNC-Lavalin inc. 455 Boul René-Lévesque Ouest, 7e étage Montréal, QC, H2Z 1Z3	Madame Karima Aïnenas Téléphone : 514 393-8000 Télécopieur : 514 390-6534	**Commande : (1229737)** 2017-02-03 14 h 52 **Transmission :** 2017-02-03 14 h 52	2731737 - Addenda 1 - Report de date et ajout de dates de visite 2017-03-27 20 h 53 - Courriel 2735689 - 5849-Addenda 2 2017-04-03 10 h 12 - Courriel 2754174 - Addenda 3 et report de date 2017-05-03 14 h - Courriel 2759320 - Addenda 4 2017-05-11 9 h 25 - Courriel 2761348 - Addenda 5 et report de date 2017-05-15 13 h 08 - Courriel 2770415 - Addenda 6 2017-05-30 11 h 22 - Courriel 2773988 - Addenda 7 2017-06-05 15 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Absotechno 7546 Henri-Julien Montréal, QC, H2R2B5	Monsieur Martin Ménard Téléphone : 514 443-3388 Télécopieur :	**Commande : (1230873)** 2017-02-07 9 h 11 **Transmission :** 2017-02-07 9 h 11	2731737 - Addenda 1 - Report de date et ajout de dates de visite 2017-03-27 20 h 53 - Courriel 2735689 - 5849-Addenda 2 2017-04-03 10 h 12 - Courriel 2754174 - Addenda 3 et report de date 2017-05-03 14 h - Courriel 2759320 - Addenda 4 2017-05-11 9 h 25 - Courriel 2761348 - Addenda 5 et report de date 2017-05-15 13 h 08 - Courriel 2770415 - Addenda 6 2017-05-30 11 h 22 - Courriel 2773988 - Addenda 7 2017-06-05 15 h 13 - Courriel

			Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Allen Entrepreneur Général Inc. 118 de la Gare Saint-Henri, QC, G0R 3E0 http://www.allen-entrepreneurgeneral.com	Madame Sarah Ruaud Téléphone : 418 882-2277 Télécopieur : 418 882-2721	**Commande : (1235605)** 2017-02-15 8 h 56 **Transmission :** 2017-02-15 8 h 56	2731737 - Addenda 1 - Report de date et ajout de dates de visite 2017-03-27 21 h 16 - Messagerie 2735689 - 5849-Addenda 2 2017-04-03 10 h 13 - Télécopie 2754174 - Addenda 3 et report de date 2017-05-03 14 h 48 - Messagerie 2759320 - Addenda 4 2017-05-11 9 h 49 - Messagerie 2761348 - Addenda 5 et report de date 2017-05-15 13 h 09 - Télécopie 2770415 - Addenda 6 2017-05-30 11 h 23 - Télécopie 2773988 - Addenda 7 2017-06-05 15 h 15 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Aon Risk solutions 700 de la Gauchetière ouest, suite 1700 Montréal, QC, H3B 0A4	Monsieur Adib Kassim Téléphone : 514 840-7867 Télécopieur : 514 842-3456	**Commande : (1300459)** 2017-06-06 14 h 17 **Transmission :** 2017-06-06 14 h 17	2731737 - Addenda 1 - Report de date et ajout de dates de visite 2017-06-06 14 h 17 - Téléchargement 2735689 - 5849-Addenda 2 2017-06-06 14 h 17 - Téléchargement 2754174 - Addenda 3 et report de date 2017-06-06 14 h 17 - Téléchargement 2759320 - Addenda 4 2017-06-06 14 h 17 - Téléchargement 2761348 - Addenda 5 et report de date 2017-06-06 14 h 17 - Téléchargement 2770415 - Addenda 6 2017-06-06 14 h 17 - Téléchargement 2773988 - Addenda 7 2017-06-06 14 h 17 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
AXOR Experts Conseils Inc. 5101 Rue Buchan, bureau 400 Montréal, QC, H4P1S4 http://axorexperts.com	Madame Linda Ménard Téléphone : 514 937-3737	**Commande : (1248383)** 2017-03-08 11 h 30 **Transmission :** 2017-03-08 11 h 30	2731737 - Addenda 1 - Report de date et ajout de dates de visite 2017-03-27 20 h 53 - Courriel

	Télécopieur : 514 846-4005		2735689 - 5849-Addenda 2 2017-04-03 10 h 12 - Courriel 2754174 - Addenda 3 et report de date 2017-05-03 14 h - Courriel 2759320 - Addenda 4 2017-05-11 9 h 25 - Courriel 2761348 - Addenda 5 et report de date 2017-05-15 13 h 08 - Courriel 2770415 - Addenda 6 2017-05-30 11 h 22 - Courriel 2773988 - Addenda 7 2017-06-05 15 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Beaudoin Hurens 255 boul Crémazie Est 9e Etage Montréal, QC, H2M 1M2 http://www.beaudoinhurens.ca	Monsieur Charles Mousseau, ing Téléphone : 514 384-4220 Télécopieur : 514 383-6017	**Commande : (1229844)** 2017-02-03 16 h 32 **Transmission :** 2017-02-03 16 h 32	2731737 - Addenda 1 - Report de date et ajout de dates de visite 2017-03-27 20 h 53 - Courriel 2735689 - 5849-Addenda 2 2017-04-03 10 h 12 - Courriel 2754174 - Addenda 3 et report de date 2017-05-03 14 h - Courriel 2759320 - Addenda 4 2017-05-11 9 h 25 - Courriel 2761348 - Addenda 5 et report de date 2017-05-15 13 h 08 - Courriel 2770415 - Addenda 6 2017-05-30 11 h 22 - Courriel 2773988 - Addenda 7 2017-06-05 15 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Bulk Handling Systems 3592 W 5th Ave. Eugene, OR, 97402	Monsieur Randy Roy Téléphone : 416 605-7583 Télécopieur :	**Commande : (1260883)** 2017-03-28 10 h 56 **Transmission :** 2017-03-28 10 h 56	2731737 - Addenda 1 - Report de date et ajout de dates de visite 2017-03-28 10 h 56 - Téléchargement 2735689 - 5849-Addenda 2 2017-04-03 10 h 12 - Courriel 2754174 - Addenda 3 et report de date 2017-05-03 14 h - Courriel 2759320 - Addenda 4 2017-05-11 9 h 25 - Courriel 2761348 - Addenda 5 et report de date 2017-05-15 13 h 08 - Courriel 2770415 - Addenda 6 2017-05-30 11 h 22 - Courriel 2773988 - Addenda 7 2017-06-05 15 h 13 - Courriel

			Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Cascades Récupération, division de Cascades Canada Inc 1060 Rue Parent Saint-Bruno-de-Montarville, QC, J3V6R7	Monsieur Stephane Dubé Téléphone : 450 461-8816 Télécopieur :	**Commande : (1230909)** 2017-02-07 9 h 30 **Transmission :** 2017-02-07 9 h 30	2731737 - Addenda 1 - Report de date et ajout de dates de visite 2017-03-27 20 h 53 - Courriel 2735689 - 5849-Addenda 2 2017-04-03 10 h 12 - Courriel 2754174 - Addenda 3 et report de date 2017-05-03 14 h - Courriel 2759320 - Addenda 4 2017-05-11 9 h 25 - Courriel 2761348 - Addenda 5 et report de date 2017-05-15 13 h 08 - Courriel 2770415 - Addenda 6 2017-05-30 11 h 22 - Courriel 2773988 - Addenda 7 2017-06-05 15 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Chamard et Associés inc. 4430 avenue Papineau Montréal, QC, H2H 1T8 http://www.chamard-env.com	Monsieur Francis Fortin Téléphone : 514 844-7111 Télécopieur : 819 847-3461	**Commande : (1229166)** 2017-02-03 8 h 28 **Transmission :** 2017-02-03 8 h 28	2731737 - Addenda 1 - Report de date et ajout de dates de visite 2017-03-27 20 h 53 - Courriel 2735689 - 5849-Addenda 2 2017-04-03 10 h 12 - Courriel 2754174 - Addenda 3 et report de date 2017-05-03 14 h - Courriel 2759320 - Addenda 4 2017-05-11 9 h 25 - Courriel 2761348 - Addenda 5 et report de date 2017-05-15 13 h 08 - Courriel 2770415 - Addenda 6 2017-05-30 11 h 22 - Courriel 2773988 - Addenda 7 2017-06-05 15 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Cosime Infrastructure et Énergie Inc. 500 rue Willibrord 4 Montréal, QC, H4G2T6	Monsieur Frederic Bettez Téléphone : 514 346-4554 Télécopieur :	**Commande : (1273712)** 2017-04-19 9 h 37 **Transmission :** 2017-04-19 9 h 37	2731737 - Addenda 1 - Report de date et ajout de dates de visite 2017-04-19 9 h 37 - Téléchargement 2735689 - 5849-Addenda 2 2017-04-19 9 h 37 - Téléchargement 2754174 - Addenda 3 et report de date 2017-05-03 14 h - Courriel

			2759320 - Addenda 4 2017-05-11 9 h 25 - Courriel 2761348 - Addenda 5 et report de date 2017-05-15 13 h 08 - Courriel 2770415 - Addenda 6 2017-05-30 11 h 22 - Courriel 2773988 - Addenda 7 2017-06-05 15 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Derichebourg Canada Environnement 9000 boulevard ray lawson Montréal, QC, H1J1K8	Monsieur Stanislas Le Moine Téléphone : 514 824-4715 Télécopieur :	**Commande : (1228346)** 2017-02-02 8 h 32 **Transmission :** 2017-02-02 8 h 32	2731737 - Addenda 1 - Report de date et ajout de dates de visite 2017-03-27 20 h 53 - Courriel 2735689 - 5849-Addenda 2 2017-04-03 10 h 12 - Courriel 2754174 - Addenda 3 et report de date 2017-05-03 14 h - Courriel 2759320 - Addenda 4 2017-05-11 9 h 25 - Courriel 2761348 - Addenda 5 et report de date 2017-05-15 13 h 08 - Courriel 2770415 - Addenda 6 2017-05-30 11 h 22 - Courriel 2773988 - Addenda 7 2017-06-05 15 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
EBC Inc 750-740, Notre-Dame ouest Montréal, QC, H3C 3X6 http://www.ebcinc.qc.ca	Monsieur Jean-Serge D'Aoust Téléphone : 514 844-0660 Télécopieur : 514 844-9249	**Commande : (1236473)** 2017-02-16 10 h 11 **Transmission :** 2017-02-16 10 h 11	2731737 - Addenda 1 - Report de date et ajout de dates de visite 2017-03-27 20 h 53 - Courriel 2735689 - 5849-Addenda 2 2017-04-03 10 h 12 - Courriel 2754174 - Addenda 3 et report de date 2017-05-03 14 h - Courriel 2759320 - Addenda 4 2017-05-11 9 h 25 - Courriel 2761348 - Addenda 5 et report de date 2017-05-15 13 h 08 - Courriel 2770415 - Addenda 6 2017-05-30 11 h 22 - Courriel 2773988 - Addenda 7 2017-06-05 15 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

EBI Montréal inc. 9400, de l'Innovation Montréal, QC, H1J 2X9	Madame Roxanne Bélanger Téléphone : 514 645-5200 Télécopieur : 514 645-4422	**Commande : (1231972)** 2017-02-08 14 h 22 **Transmission :** 2017-02-08 14 h 22	2731737 - Addenda 1 - Report de date et ajout de dates de visite 2017-03-27 21 h 15 - Messagerie 2735689 - 5849-Addenda 2 2017-04-03 10 h 46 - Télécopie 2754174 - Addenda 3 et report de date 2017-05-03 14 h 49 - Messagerie 2759320 - Addenda 4 2017-05-11 9 h 47 - Messagerie 2761348 - Addenda 5 et report de date 2017-05-15 13 h 09 - Télécopie 2770415 - Addenda 6 2017-05-30 11 h 22 - Télécopie 2773988 - Addenda 7 2017-06-06 10 h 01 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Éco Entreprises Québec 1600, boul. René-Lévesque Ouest Bureau 600 Montréal, QC, H3H 1P9	Madame Marie-Eve Provost Téléphone : 514 987-1491 Télécopieur :	**Commande : (1228486)** 2017-02-02 9 h 43 **Transmission :** 2017-02-02 9 h 43	2731737 - Addenda 1 - Report de date et ajout de dates de visite 2017-03-27 20 h 53 - Courriel 2735689 - 5849-Addenda 2 2017-04-03 10 h 12 - Courriel 2754174 - Addenda 3 et report de date 2017-05-03 14 h - Courriel 2759320 - Addenda 4 2017-05-11 9 h 25 - Courriel 2761348 - Addenda 5 et report de date 2017-05-15 13 h 08 - Courriel 2770415 - Addenda 6 2017-05-30 11 h 22 - Courriel 2773988 - Addenda 7 2017-06-05 15 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Ecosystem 2875 boul. Laurier, Édifice Delta 3, bureau 950 Québec, QC, G1V 2m2	Madame Valérie Gauthier Téléphone : 418 651-1257 Télécopieur :	**Commande : (1230112)** 2017-02-06 9 h 33 **Transmission :** 2017-02-06 9 h 33	2731737 - Addenda 1 - Report de date et ajout de dates de visite 2017-03-27 20 h 53 - Courriel 2735689 - 5849-Addenda 2 2017-04-03 10 h 12 - Courriel 2754174 - Addenda 3 et report de date 2017-05-03 14 h - Courriel 2759320 - Addenda 4 2017-05-11 9 h 25 - Courriel 2761348 - Addenda 5 et report de date 2017-05-15 13 h 08 - Courriel 2770415 - Addenda 6 2017-05-30 11 h 22 - Courriel

			2773988 - Addenda 7 2017-06-05 15 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Emterra Environnement Inc. 1122 Pioneer Road Burlington, ON, L7M 1K4	Paulina Leung Téléphone : 905 336-9084 Télécopieur : 905 336-8865	**Commande : (1298388)** 2017-06-01 13 h 20 **Transmission :** 2017-06-01 13 h 20	2731737 - Addenda 1 - Report de date et ajout de dates de visite 2017-06-01 13 h 20 - Téléchargement 2735689 - 5849-Addenda 2 2017-06-01 13 h 20 - Téléchargement 2754174 - Addenda 3 et report de date 2017-06-01 13 h 20 - Téléchargement 2759320 - Addenda 4 2017-06-01 13 h 20 - Téléchargement 2761348 - Addenda 5 et report de date 2017-06-01 13 h 20 - Téléchargement 2770415 - Addenda 6 2017-06-01 13 h 20 - Téléchargement 2773988 - Addenda 7 2017-06-05 15 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
ENGIE SERVICES INC. 550 Sherbrooke O, bureau 400 Montréal, QC, H3A 1B9	Madame LESLIE FELBABEL Téléphone : 514 876-8748 Télécopieur :	**Commande : (1228799)** 2017-02-02 13 h 59 **Transmission :** 2017-02-02 13 h 59	2731737 - Addenda 1 - Report de date et ajout de dates de visite 2017-03-27 20 h 53 - Courriel 2735689 - 5849-Addenda 2 2017-04-03 10 h 12 - Courriel 2754174 - Addenda 3 et report de date 2017-05-03 14 h - Courriel 2759320 - Addenda 4 2017-05-11 9 h 25 - Courriel 2761348 - Addenda 5 et report de date 2017-05-15 13 h 08 - Courriel 2770415 - Addenda 6 2017-05-30 11 h 22 - Courriel 2773988 - Addenda 7 2017-06-05 15 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Entreprise de Construction TEQ inc. 780 avenue Brewster, Suite 3-300 Montréal, QC, H4C 2K1	Monsieur Sylvain Milette Téléphone : 514	**Commande : (1259149)** 2017-03-24 13 h 23	2731737 - Addenda 1 - Report de date et ajout de dates de visite 2017-03-27 20 h 53 - Courriel

	933-3838 Télécopieur : 514 933-2668	**Transmission :** 2017-03-24 13 h 35	2735689 - 5849-Addenda 2 2017-04-03 10 h 12 - Courriel 2754174 - Addenda 3 et report de date 2017-05-03 14 h - Courriel 2759320 - Addenda 4 2017-05-11 9 h 25 - Courriel 2761348 - Addenda 5 et report de date 2017-05-15 13 h 08 - Courriel 2770415 - Addenda 6 2017-05-30 11 h 22 - Courriel 2773988 - Addenda 7 2017-06-05 15 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Environnement Routier NRJ Inc . 23 av Milton Lachine Montréal, QC, H8R 1K6 http://www.nrj.ca	Madame Louise Genest Téléphone : 514 481-0451 Télécopieur : 514 481-2899	**Commande : (1229178)** 2017-02-03 8 h 35 **Transmission :** 2017-02-03 8 h 35	2731737 - Addenda 1 - Report de date et ajout de dates de visite 2017-03-27 20 h 53 - Courriel 2735689 - 5849-Addenda 2 2017-04-03 10 h 12 - Courriel 2754174 - Addenda 3 et report de date 2017-05-03 14 h - Courriel 2759320 - Addenda 4 2017-05-11 9 h 25 - Courriel 2761348 - Addenda 5 et report de date 2017-05-15 13 h 08 - Courriel 2770415 - Addenda 6 2017-05-30 11 h 22 - Courriel 2773988 - Addenda 7 2017-06-05 15 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Fidec 3Wayste 570 rue Milton, suite 4 Montréal, QC, H2X 1W4	Madame Jasmine Lebeau Téléphone : 514 543-6106 Télécopieur :	**Commande : (1245807)** 2017-03-03 11 h 41 **Transmission :** 2017-03-03 11 h 41	2731737 - Addenda 1 - Report de date et ajout de dates de visite 2017-03-27 20 h 53 - Courriel 2735689 - 5849-Addenda 2 2017-04-03 10 h 12 - Courriel 2754174 - Addenda 3 et report de date 2017-05-03 14 h - Courriel 2759320 - Addenda 4 2017-05-11 9 h 25 - Courriel 2761348 - Addenda 5 et report de date 2017-05-15 13 h 08 - Courriel 2770415 - Addenda 6 2017-05-30 11 h 22 - Courriel 2773988 - Addenda 7 2017-06-05 15 h 13 - Courriel

			Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Golder Associates Ltd. 7250, rue du Mile End, , 3e étage Montréal, QC, H2R 3A4	Madame Lillian Borgal Téléphone : 905 567-4444 Télécopieur :	**Commande : (1231419)** 2017-02-07 16 h 19 **Transmission :** 2017-02-07 16 h 19	2731737 - Addenda 1 - Report de date et ajout de dates de visite 2017-03-27 20 h 53 - Courriel 2735689 - 5849-Addenda 2 2017-04-03 10 h 12 - Courriel 2754174 - Addenda 3 et report de date 2017-05-03 14 h - Courriel 2759320 - Addenda 4 2017-05-11 9 h 25 - Courriel 2761348 - Addenda 5 et report de date 2017-05-15 13 h 08 - Courriel 2770415 - Addenda 6 2017-05-30 11 h 22 - Courriel 2773988 - Addenda 7 2017-06-05 15 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Groupe Montoni (1995) Division Construction Inc.. 4115, Aut. des Laurentides Laval, QC, H7L 5W5 http://www.groupemontoni.com	Madame Anne Déziel Téléphone : 450 978-7500 Télécopieur : 450 978-7501	**Commande : (1255861)** 2017-03-20 16 h 15 **Transmission :** 2017-03-20 16 h 15	2731737 - Addenda 1 - Report de date et ajout de dates de visite 2017-03-27 20 h 53 - Courriel 2735689 - 5849-Addenda 2 2017-04-03 10 h 12 - Courriel 2754174 - Addenda 3 et report de date 2017-05-03 14 h - Courriel 2759320 - Addenda 4 2017-05-11 9 h 25 - Courriel 2761348 - Addenda 5 et report de date 2017-05-15 13 h 08 - Courriel 2770415 - Addenda 6 2017-05-30 11 h 22 - Courriel 2773988 - Addenda 7 2017-06-05 15 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Hudon Desbiens St-Germain Environnement inc. 640 St-Paul Ouest Bureau 100 Montréal, QC, H3C 1L9 http://www.hdsenv.com	Monsieur Pierre Hudon Téléphone : 514 398-0553 Télécopieur : 514 398-0554	**Commande : (1244957)** 2017-03-02 10 h 20 **Transmission :** 2017-03-02 10 h 20	2731737 - Addenda 1 - Report de date et ajout de dates de visite 2017-03-27 20 h 53 - Courriel 2735689 - 5849-Addenda 2 2017-04-03 10 h 12 - Courriel 2754174 - Addenda 3 et report de date 2017-05-03 14 h - Courriel 2759320 - Addenda 4 2017-05-11 9 h 25 - Courriel

			2761348 - Addenda 5 et report de date 2017-05-15 13 h 08 - Courriel 2770415 - Addenda 6 2017-05-30 11 h 22 - Courriel 2773988 - Addenda 7 2017-06-05 15 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Kruger Inc. / division recyclage 5820 Place Turcot Montréal, QC, H4C1W3 http://www.kruger.com	Monsieur JEAN-FRANCOIS TAILLY Téléphone : 514 595-7447 Télécopieur : 514 595-7720	**Commande : (1254094)** 2017-03-17 8 h 45 **Transmission :** 2017-03-17 8 h 45	2731737 - Addenda 1 - Report de date et ajout de dates de visite 2017-03-27 20 h 53 - Courriel 2735689 - 5849-Addenda 2 2017-04-03 10 h 12 - Courriel 2754174 - Addenda 3 et report de date 2017-05-03 14 h - Courriel 2759320 - Addenda 4 2017-05-11 9 h 25 - Courriel 2761348 - Addenda 5 et report de date 2017-05-15 13 h 08 - Courriel 2770415 - Addenda 6 2017-05-30 11 h 22 - Courriel 2773988 - Addenda 7 2017-06-05 15 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
La compagnie de recyclage de papiers MD Inc. 1635 rue Sherbrooke Ouest bureau 300 Montréal, QC, H3H1E2	Madame Caroline Jacques Téléphone : 514 987-5151 Télécopieur : 514 987-9642	**Commande : (1239888)** 2017-02-22 9 h 38 **Transmission :** 2017-02-22 9 h 38	2731737 - Addenda 1 - Report de date et ajout de dates de visite 2017-03-27 21 h 15 - Messagerie 2735689 - 5849-Addenda 2 2017-04-03 10 h 43 - Télécopie 2754174 - Addenda 3 et report de date 2017-05-03 14 h 47 - Messagerie 2759320 - Addenda 4 2017-05-11 9 h 47 - Messagerie 2761348 - Addenda 5 et report de date 2017-05-15 13 h 09 - Télécopie 2770415 - Addenda 6 2017-05-30 11 h 53 - Télécopie 2773988 - Addenda 7 2017-06-05 15 h 15 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Consultants S.M. Inc. (Bureau des Offres) 433, rue Chabanel Ouest, 12e étage Montréal, QC, H2N 2J8 http://www.groupesm.com	Madame Cinthia Fournier Téléphone : 450 651-0981	**Commande : (1248573)** 2017-03-08 14 h 11 **Transmission :** 2017-03-08 14 h 11	2731737 - Addenda 1 - Report de date et ajout de dates de visite 2017-03-27 20 h 53 - Courriel

	Télécopieur : 450 651-9542		2735689 - 5849-Addenda 2 2017-04-03 10 h 12 - Courriel 2754174 - Addenda 3 et report de date 2017-05-03 14 h - Courriel 2759320 - Addenda 4 2017-05-11 9 h 25 - Courriel 2761348 - Addenda 5 et report de date 2017-05-15 13 h 08 - Courriel 2770415 - Addenda 6 2017-05-30 11 h 22 - Courriel 2773988 - Addenda 7 2017-06-05 15 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Entreprises QMD inc.. 200-990, Notre-Dame Ouest Montréal, QC, H3C 1K1 http://www.entqmd.com	Madame Mélanie Bolduc Téléphone : 514 875-4356 Télécopieur : 514 875-2020	**Commande : (1228417)** 2017-02-02 9 h 08 **Transmission :** 2017-02-02 9 h 08	2731737 - Addenda 1 - Report de date et ajout de dates de visite 2017-03-27 20 h 53 - Courriel 2735689 - 5849-Addenda 2 2017-04-03 10 h 12 - Courriel 2754174 - Addenda 3 et report de date 2017-05-03 14 h - Courriel 2759320 - Addenda 4 2017-05-11 9 h 25 - Courriel 2761348 - Addenda 5 et report de date 2017-05-15 13 h 08 - Courriel 2770415 - Addenda 6 2017-05-30 11 h 22 - Courriel 2773988 - Addenda 7 2017-06-05 15 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Fibres JC 3718 Grande Ligne Chambly, QC, J3L 4A7 http://www.jcfibers.com	Monsieur Yves Patenaude Téléphone : 450 359-4545 Télécopieur :	**Commande : (1241928)** 2017-02-24 14 h 43 **Transmission :** 2017-02-24 14 h 43	2731737 - Addenda 1 - Report de date et ajout de dates de visite 2017-03-27 20 h 53 - Courriel 2735689 - 5849-Addenda 2 2017-04-03 10 h 12 - Courriel 2754174 - Addenda 3 et report de date 2017-05-03 14 h - Courriel 2759320 - Addenda 4 2017-05-11 9 h 25 - Courriel 2761348 - Addenda 5 et report de date 2017-05-15 13 h 08 - Courriel 2770415 - Addenda 6 2017-05-30 11 h 22 - Courriel 2773988 - Addenda 7 2017-06-05 15 h 13 - Courriel

			Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Services Exp Inc 1001, boulevard de Maisonneuve Ouest Bureau 800-B Montréal, QC, H3A 3C8	Madame Ginette Laplante Téléphone : 819 478-8191 Télécopieur : 819 478-2994	**Commande : (1248799)** 2017-03-08 16 h 45 **Transmission :** 2017-03-08 16 h 45	2731737 - Addenda 1 - Report de date et ajout de dates de visite 2017-03-27 20 h 53 - Courriel 2735689 - 5849-Addenda 2 2017-04-03 10 h 12 - Courriel 2754174 - Addenda 3 et report de date 2017-05-03 14 h - Courriel 2759320 - Addenda 4 2017-05-11 9 h 25 - Courriel 2761348 - Addenda 5 et report de date 2017-05-15 13 h 08 - Courriel 2770415 - Addenda 6 2017-05-30 11 h 22 - Courriel 2773988 - Addenda 7 2017-06-05 15 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Machinex 2121 RUE OLIVIER Plessisville, QC, G6L 3G9	Madame Aline Levesque Téléphone : 819 362-3281 Télécopieur : 819 362-2280	**Commande : (1229197)** 2017-02-03 8 h 45 **Transmission :** 2017-02-03 8 h 45	2731737 - Addenda 1 - Report de date et ajout de dates de visite 2017-03-27 20 h 53 - Courriel 2735689 - 5849-Addenda 2 2017-04-03 10 h 12 - Courriel 2754174 - Addenda 3 et report de date 2017-05-03 14 h - Courriel 2759320 - Addenda 4 2017-05-11 9 h 25 - Courriel 2761348 - Addenda 5 et report de date 2017-05-15 13 h 08 - Courriel 2770415 - Addenda 6 2017-05-30 11 h 22 - Courriel 2773988 - Addenda 7 2017-06-05 15 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Magil Construction Corporation 1655, rue De Beauharnois Ouest Montréal, QC, H4N 1J6 http://www.magil.com	Madame Isabelle Cardin Téléphone : 514 748-8881 Télécopieur :	**Commande : (1228580)** 2017-02-02 10 h 43 **Transmission :** 2017-02-02 12 h 32	2731737 - Addenda 1 - Report de date et ajout de dates de visite 2017-03-27 20 h 53 - Courriel 2735689 - 5849-Addenda 2 2017-04-03 10 h 12 - Courriel 2754174 - Addenda 3 et report de date 2017-05-03 14 h - Courriel 2759320 - Addenda 4 2017-05-11 9 h 25 - Courriel

			2761348 - Addenda 5 et report de date 2017-05-15 13 h 08 - Courriel 2770415 - Addenda 6 2017-05-30 11 h 22 - Courriel 2773988 - Addenda 7 2017-06-05 15 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
MAMROT - Compte sectoriel 10 Pierre-Olivier Chauveau Québec, QC, G1R 4J3	Monsieur Omar Sebbar Téléphone : 418 646-6777 Télécopieur :	**Commande : (1279011)** 2017-04-27 11 h 03 **Transmission :** 2017-04-27 11 h 03	2731737 - Addenda 1 - Report de date et ajout de dates de visite 2017-04-27 11 h 03 - Téléchargement 2735689 - 5849-Addenda 2 2017-04-27 11 h 03 - Téléchargement 2754174 - Addenda 3 et report de date 2017-05-03 14 h - Courriel 2759320 - Addenda 4 2017-05-11 9 h 25 - Courriel 2761348 - Addenda 5 et report de date 2017-05-15 13 h 08 - Courriel 2770415 - Addenda 6 2017-05-30 11 h 22 - Courriel 2773988 - Addenda 7 2017-06-05 15 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
MécanicAction Inc 6660 P.E. Lamarche Montréal, QC, H1P 1J7	Madame France Robillard Téléphone : 514 666-9770 Télécopieur : 514 325-9019	**Commande : (1286572)** 2017-05-11 7 h **Transmission :** 2017-05-11 7 h	2731737 - Addenda 1 - Report de date et ajout de dates de visite 2017-05-11 7 h - Téléchargement 2735689 - 5849-Addenda 2 2017-05-11 7 h - Téléchargement 2754174 - Addenda 3 et report de date 2017-05-11 7 h - Téléchargement 2759320 - Addenda 4 2017-05-11 9 h 25 - Courriel 2761348 - Addenda 5 et report de date 2017-05-15 13 h 08 - Courriel 2770415 - Addenda 6 2017-05-30 11 h 22 - Courriel 2773988 - Addenda 7 2017-06-05 15 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
MRC de Roussillon. 260, rue Saint-Pierre	Madame Josée Raymond	**Commande : (1259836)** 2017-03-27 10 h 13	

Bureau 200 Saint-Constant, QC, J5A 2A5	Téléphone : 450 638-1221 Télécopieur : 450 638-4499	**Transmission :** 2017-03-27 10 h 13	2731737 - Addenda 1 - Report de date et ajout de dates de visite 2017-03-27 21 h 18 - Messagerie 2735689 - 5849-Addenda 2 2017-04-03 10 h 13 - Télécopie 2754174 - Addenda 3 et report de date 2017-05-03 14 h 48 - Messagerie 2759320 - Addenda 4 2017-05-11 9 h 50 - Messagerie 2761348 - Addenda 5 et report de date 2017-05-15 13 h 09 - Télécopie 2770415 - Addenda 6 2017-05-30 11 h 23 - Télécopie 2773988 - Addenda 7 2017-06-05 15 h 15 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Opsis, Gestion d'infrastructures inc. 2099, boul. Fernand Lafontaine Longueuil, QC, J4G2J4	Monsieur Jean-Guy Cadorette Téléphone : 514 982-6774 Télécopieur : 514 982-9040	**Commande : (1231362)** 2017-02-07 15 h 41 **Transmission :** 2017-02-07 15 h 41	2731737 - Addenda 1 - Report de date et ajout de dates de visite 2017-03-27 20 h 53 - Courriel 2735689 - 5849-Addenda 2 2017-04-03 10 h 12 - Courriel 2754174 - Addenda 3 et report de date 2017-05-03 14 h - Courriel 2759320 - Addenda 4 2017-05-11 9 h 25 - Courriel 2761348 - Addenda 5 et report de date 2017-05-15 13 h 08 - Courriel 2770415 - Addenda 6 2017-05-30 11 h 22 - Courriel 2773988 - Addenda 7 2017-06-05 15 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Pellenc ST Canada, Inc. 5285, Boulevard Decarie Suite 100 Montréal, QC, H3W3C2	Monsieur Gregory Mattioli Téléphone : 819 998-0465 Télécopieur :	**Commande : (1231227)** 2017-02-07 13 h 55 **Transmission :** 2017-02-07 13 h 55	2731737 - Addenda 1 - Report de date et ajout de dates de visite 2017-03-27 20 h 53 - Courriel 2735689 - 5849-Addenda 2 2017-04-03 10 h 12 - Courriel 2754174 - Addenda 3 et report de date 2017-05-03 14 h - Courriel 2759320 - Addenda 4 2017-05-11 9 h 25 - Courriel 2761348 - Addenda 5 et report de date 2017-05-15 13 h 08 - Courriel 2770415 - Addenda 6 2017-05-30 11 h 22 - Courriel

			2773988 - Addenda 7 2017-06-05 15 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Pomerleau Inc. 500 rue St-Jacques, 11e étage Montréal, QC, H2Y 0A2 http://www.pomerleau.ca	Monsieur Richard Dion Téléphone : 514 789-2728 Télécopieur : 514 789-2288	**Commande : (1234668)** 2017-02-13 16 h 07 **Transmission :** 2017-02-13 16 h 07	2731737 - Addenda 1 - Report de date et ajout de dates de visite 2017-03-27 20 h 53 - Courriel 2735689 - 5849-Addenda 2 2017-04-03 10 h 12 - Courriel 2754174 - Addenda 3 et report de date 2017-05-03 14 h - Courriel 2759320 - Addenda 4 2017-05-11 9 h 25 - Courriel 2761348 - Addenda 5 et report de date 2017-05-15 13 h 08 - Courriel 2770415 - Addenda 6 2017-05-30 11 h 22 - Courriel 2773988 - Addenda 7 2017-06-05 15 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
PwC Management Services L.P. 1250, boul. René-Lévesque Ouest Bureau 2500 Montréal, QC, H3B4Y1	Madame Nadia Bergeron Téléphone : 514 205-5001 Télécopieur :	**Commande : (1277604)** 2017-04-25 15 h 40 **Transmission :** 2017-04-25 15 h 40	2731737 - Addenda 1 - Report de date et ajout de dates de visite 2017-04-25 15 h 40 - Téléchargement 2735689 - 5849-Addenda 2 2017-04-25 15 h 40 - Téléchargement 2754174 - Addenda 3 et report de date 2017-05-03 14 h - Courriel 2759320 - Addenda 4 2017-05-11 9 h 25 - Courriel 2761348 - Addenda 5 et report de date 2017-05-15 13 h 08 - Courriel 2770415 - Addenda 6 2017-05-30 11 h 22 - Courriel 2773988 - Addenda 7 2017-06-05 15 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
R.C.I. Environnement une division de WM Québec 9501 Boul. Ray Lawson Montréal, QC, H1J 1L4	Monsieur Jean Beaudoin Téléphone : 514 352-2020 Télécopieur : 514 352-7557	**Commande : (1232173)** 2017-02-08 17 h 17 **Transmission :** 2017-02-08 17 h 17	2731737 - Addenda 1 - Report de date et ajout de dates de visite 2017-03-27 21 h 15 - Messagerie 2735689 - 5849-Addenda 2 2017-04-03 10 h 47 - Télécopie

			2754174 - Addenda 3 et report de date 2017-05-03 14 h 48 - Messagerie 2759320 - Addenda 4 2017-05-11 9 h 49 - Messagerie 2761348 - Addenda 5 et report de date 2017-05-15 13 h 09 - Télécopie 2770415 - Addenda 6 2017-05-30 11 h 22 - Télécopie 2773988 - Addenda 7 2017-06-06 9 h 31 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
RADAR Ecolotek 3 Place du Commerce, Suite 500 Ile-des-Soeurs Montréal, QC, H3E 1H7	Monsieur Jean-Pierre Giasson Téléphone : 514 942-6925 Télécopieur : 514 868-8686	**Commande : (1266719)** 2017-04-05 15 h 20 **Transmission :** 2017-04-05 15 h 20	2731737 - Addenda 1 - Report de date et ajout de dates de visite 2017-04-05 15 h 20 - Téléchargement 2735689 - 5849-Addenda 2 2017-04-05 15 h 20 - Téléchargement 2754174 - Addenda 3 et report de date 2017-05-03 14 h - Courriel 2759320 - Addenda 4 2017-05-11 9 h 25 - Courriel 2761348 - Addenda 5 et report de date 2017-05-15 13 h 08 - Courriel 2770415 - Addenda 6 2017-05-30 11 h 22 - Courriel 2773988 - Addenda 7 2017-06-05 15 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Raymond Chabot Grant Thornton & Cie S.E.N.C.R.L. 600 De La Gauchetière O. bur. 2000 Montréal, QC, H3B 4L8 http://www.rcgt.com	Madame Annie Givern Téléphone : 514 954-4621 Télécopieur : 514 878-2127	**Commande : (1244823)** 2017-03-02 9 h 11 **Transmission :** 2017-03-02 9 h 11	2731737 - Addenda 1 - Report de date et ajout de dates de visite 2017-03-27 20 h 53 - Courriel 2735689 - 5849-Addenda 2 2017-04-03 10 h 12 - Courriel 2754174 - Addenda 3 et report de date 2017-05-03 14 h - Courriel 2759320 - Addenda 4 2017-05-11 9 h 25 - Courriel 2761348 - Addenda 5 et report de date 2017-05-15 13 h 08 - Courriel 2770415 - Addenda 6 2017-05-30 11 h 22 - Courriel 2773988 - Addenda 7 2017-06-05 15 h 13 - Courriel

			Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Rebuts Solides Canadiens Inc. 1635 rue Sherbrooke O Bureau 300 Montréal, QC, H3H 1E2	Madame Caroline Jacques Téléphone : 514 987-5151 Télécopieur : 514 987-9642	**Commande : (1228392)** 2017-02-02 9 h **Transmission :** 2017-02-02 9 h	2731737 - Addenda 1 - Report de date et ajout de dates de visite 2017-03-27 21 h 16 - Messagerie 2735689 - 5849-Addenda 2 2017-04-03 11 h 17 - Télécopie 2754174 - Addenda 3 et report de date 2017-05-03 14 h 48 - Messagerie 2759320 - Addenda 4 2017-05-11 9 h 50 - Messagerie 2761348 - Addenda 5 et report de date 2017-05-15 13 h 39 - Télécopie 2770415 - Addenda 6 2017-05-30 11 h 23 - Télécopie 2773988 - Addenda 7 2017-06-06 9 h 31 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sani-Estrie Inc. ou Sani-Eco Inc. 530 rue Edouard Granby, QC, J2G 3Z6	Madame Michelle Carey Téléphone : 450 777-1884 Télécopieur : 450 777-8652	**Commande : (1231116)** 2017-02-07 11 h 52 **Transmission :** 2017-02-07 11 h 52	2731737 - Addenda 1 - Report de date et ajout de dates de visite 2017-03-27 20 h 53 - Courriel 2735689 - 5849-Addenda 2 2017-04-03 10 h 12 - Courriel 2754174 - Addenda 3 et report de date 2017-05-03 14 h - Courriel 2759320 - Addenda 4 2017-05-11 9 h 25 - Courriel 2761348 - Addenda 5 et report de date 2017-05-15 13 h 08 - Courriel 2770415 - Addenda 6 2017-05-30 11 h 22 - Courriel 2773988 - Addenda 7 2017-06-05 15 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Services Matrec Inc... 4 Chemin du Tremblay Boucherville, QC, J4B 6Z5	Madame Michèle Lamarre Téléphone : 450 645-3181 Télécopieur : 450 641-2535	**Commande : (1234321)** 2017-02-13 11 h 39 **Transmission :** 2017-02-13 11 h 39	2731737 - Addenda 1 - Report de date et ajout de dates de visite 2017-03-27 20 h 53 - Courriel 2735689 - 5849-Addenda 2 2017-04-03 10 h 12 - Courriel 2754174 - Addenda 3 et report de date 2017-05-03 14 h - Courriel 2759320 - Addenda 4 2017-05-11 9 h 25 - Courriel

			2761348 - Addenda 5 et report de date 2017-05-15 13 h 08 - Courriel 2770415 - Addenda 6 2017-05-30 11 h 22 - Courriel 2773988 - Addenda 7 2017-06-05 15 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Services Ricova inc. 1400 De Guise La Prairie, QC, J5R 5W6	Madame Genevieve Perron Téléphone : 514 933-7381 Télécopieur : 450 659-8777	**Commande : (1233590)** 2017-02-10 13 h 49 **Transmission :** 2017-02-10 13 h 49	2731737 - Addenda 1 - Report de date et ajout de dates de visite 2017-03-27 20 h 53 - Courriel 2735689 - 5849-Addenda 2 2017-04-03 10 h 12 - Courriel 2754174 - Addenda 3 et report de date 2017-05-03 14 h - Courriel 2759320 - Addenda 4 2017-05-11 9 h 25 - Courriel 2761348 - Addenda 5 et report de date 2017-05-15 13 h 08 - Courriel 2770415 - Addenda 6 2017-05-30 11 h 22 - Courriel 2773988 - Addenda 7 2017-06-05 15 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Société québécoise de récupération et de recyclage - RECYC-QUÉBEC 141, Avenue du Président-Kennedy 8e étage Montréal, QC, H2X 1Y4	Madame Sophie Lafrance Téléphone : 514 352-5002 Télécopieur :	**Commande : (1228664)** 2017-02-02 11 h 47 **Transmission :** 2017-02-02 11 h 47	2731737 - Addenda 1 - Report de date et ajout de dates de visite 2017-03-27 20 h 53 - Courriel 2735689 - 5849-Addenda 2 2017-04-03 10 h 12 - Courriel 2754174 - Addenda 3 et report de date 2017-05-03 14 h - Courriel 2759320 - Addenda 4 2017-05-11 9 h 25 - Courriel 2761348 - Addenda 5 et report de date 2017-05-15 13 h 08 - Courriel 2770415 - Addenda 6 2017-05-30 11 h 22 - Courriel 2773988 - Addenda 7 2017-06-05 15 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
SOCIETE VIA 1200, rue des Riveurs Lévis, QC, g6y9g2	Monsieur Jean-Sébastien Daigle Téléphone : 418 833-0421	**Commande : (1231413)** 2017-02-07 16 h 14 **Transmission :** 2017-02-07 16 h 14	2731737 - Addenda 1 - Report de date et ajout de dates de visite 2017-03-27 20 h 53 - Courriel

	Télécopieur : 418 833-9974		2735689 - 5849-Addenda 2 2017-04-03 10 h 12 - Courriel 2754174 - Addenda 3 et report de date 2017-05-03 14 h - Courriel 2759320 - Addenda 4 2017-05-11 9 h 25 - Courriel 2761348 - Addenda 5 et report de date 2017-05-15 13 h 08 - Courriel 2770415 - Addenda 6 2017-05-30 11 h 22 - Courriel 2773988 - Addenda 7 2017-06-05 15 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Stantec Experts-conseils ltée 600-1060 boulevard Robert-Bourassa Montréal, QC, H3B 4V3	Madame Claudine Talbot Téléphone : 418 626-2054 Télécopieur :	**Commande : (1235611)** 2017-02-15 9 h **Transmission :** 2017-02-15 9 h	2731737 - Addenda 1 - Report de date et ajout de dates de visite 2017-03-27 20 h 53 - Courriel 2735689 - 5849-Addenda 2 2017-04-03 10 h 12 - Courriel 2754174 - Addenda 3 et report de date 2017-05-03 14 h - Courriel 2759320 - Addenda 4 2017-05-11 9 h 25 - Courriel 2761348 - Addenda 5 et report de date 2017-05-15 13 h 08 - Courriel 2770415 - Addenda 6 2017-05-30 11 h 22 - Courriel 2773988 - Addenda 7 2017-06-05 15 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
SUEZ Canada Waste Services Inc Site 500, 250 Aurum Rd NE Edmonton, AB, T6S 1G9	Monsieur Shane Bergdahl Téléphone : 780 472-9966 Télécopieur :	**Commande : (1235408)** 2017-02-14 15 h 42 **Transmission :** 2017-02-14 15 h 42	2731737 - Addenda 1 - Report de date et ajout de dates de visite 2017-03-27 20 h 53 - Courriel 2735689 - 5849-Addenda 2 2017-04-03 10 h 12 - Courriel 2754174 - Addenda 3 et report de date 2017-05-03 14 h - Courriel 2759320 - Addenda 4 2017-05-11 9 h 25 - Courriel 2761348 - Addenda 5 et report de date 2017-05-15 13 h 08 - Courriel 2770415 - Addenda 6 2017-05-30 11 h 22 - Courriel 2773988 - Addenda 7 2017-06-05 15 h 13 - Courriel

			Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
SustainableStrat Inc., une division de TER Packaging Inc. 1122 Pioneer Road Burlington, ON, L7M 1K4	Madame Mariana Pietrosel Vulcu Téléphone : 450 458-1599 Télécopieur :	**Commande : (1228373)** 2017-02-02 8 h 49 **Transmission :** 2017-02-02 8 h 49	2731737 - Addenda 1 - Report de date et ajout de dates de visite 2017-03-27 20 h 53 - Courriel 2735689 - 5849-Addenda 2 2017-04-03 10 h 12 - Courriel 2754174 - Addenda 3 et report de date 2017-05-03 14 h - Courriel 2759320 - Addenda 4 2017-05-11 9 h 25 - Courriel 2761348 - Addenda 5 et report de date 2017-05-15 13 h 08 - Courriel 2770415 - Addenda 6 2017-05-30 11 h 22 - Courriel 2773988 - Addenda 7 2017-06-05 15 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Terix Enviro-gaz 350 Franquet P.50 - suite 110 Québec, QC, G1P4C7 http://www.terixenvirogaz.com	Monsieur Eric Tremblay Téléphone : 418 627-1272 Télécopieur :	**Commande : (1241901)** 2017-02-24 14 h 24 **Transmission :** 2017-02-24 14 h 24	2731737 - Addenda 1 - Report de date et ajout de dates de visite 2017-03-27 20 h 53 - Courriel 2735689 - 5849-Addenda 2 2017-04-03 10 h 12 - Courriel 2754174 - Addenda 3 et report de date 2017-05-03 14 h - Courriel 2759320 - Addenda 4 2017-05-11 9 h 25 - Courriel 2761348 - Addenda 5 et report de date 2017-05-15 13 h 08 - Courriel 2770415 - Addenda 6 2017-05-30 11 h 22 - Courriel 2773988 - Addenda 7 2017-06-05 15 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Urban Resource Group 130 Arrow Road Toronto, ON, M9M 1M2	Monsieur Jake Westerhof Téléphone : 905 851-9552 Télécopieur :	**Commande : (1231243)** 2017-02-07 14 h 07 **Transmission :** 2017-02-07 14 h 07	2731737 - Addenda 1 - Report de date et ajout de dates de visite 2017-03-27 20 h 53 - Courriel 2735689 - 5849-Addenda 2 2017-04-03 10 h 12 - Courriel 2754174 - Addenda 3 et report de date 2017-05-03 14 h - Courriel 2759320 - Addenda 4 2017-05-11 9 h 25 - Courriel

			2761348 - Addenda 5 et report de date 2017-05-15 13 h 08 - Courriel 2770415 - Addenda 6 2017-05-30 11 h 22 - Courriel 2773988 - Addenda 7 2017-06-05 15 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Ville de Laval 1 Place Du Souvenir, C.P. 422 Laval, QC, H7V 3Z4	Madame Daniela Lana Téléphone : 450 978-6888 Télécopieur : 450 662-4580	**Commande : (1267228)** 2017-04-06 10 h 25 **Transmission :** 2017-04-06 10 h 25	2731737 - Addenda 1 - Report de date et ajout de dates de visite 2017-04-06 10 h 25 - Téléchargement 2735689 - 5849-Addenda 2 2017-04-06 10 h 25 - Téléchargement Mode privilégié : Ne pas recevoir
Ville de Longueuil . 4250, Chemin de la Savane Longueuil, QC, J3Y 9G4	Monsieur Luis Fernandez Téléphone : 450 463-7100 Télécopieur : 450 463-7404	**Commande : (1240938)** 2017-02-23 11 h 57 **Transmission :** 2017-02-23 11 h 57	Mode privilégié : Ne pas recevoir
Ville de Montréal - Bureau du contrôleur général 1555 Peel, 14e étage Montréal, QC, H3A3l8	Madame CHantal Brisson Téléphone : 514 872-1881 Télécopieur : 514 872-3628	**Commande : (1252613)** 2017-03-15 10 h 23 **Transmission :** 2017-03-15 10 h 23	Mode privilégié : Ne pas recevoir
Ville de Saguenay 3501 du Roi-Georges Jonquière Saguenay, QC, G7X 1V6	Madame Nadia Savard Téléphone : 418 698-3055 Télécopieur : 418 546-2114	**Commande : (1229326)** 2017-02-03 9 h 56 **Transmission :** 2017-02-03 9 h 56	Mode privilégié : Ne pas recevoir
Ville de Saguenay 3501 du Roi-Georges Jonquière Saguenay, QC, G7X 1V6	Madame Nadia Savard Téléphone : 418 698-3055 Télécopieur : 418 546-2114	**Commande : (1285414)** 2017-05-09 11 h 57 **Transmission :** 2017-05-09 11 h 57	2731737 - Addenda 1 - Report de date et ajout de dates de visite 2017-05-09 11 h 57 - Téléchargement 2735689 - 5849-Addenda 2 2017-05-09 11 h 57 - Téléchargement 2754174 - Addenda 3 et report de date 2017-05-09 11 h 57 - Téléchargement 2759320 - Addenda 4 2017-05-11 9 h 25 - Courriel 2761348 - Addenda 5 et report de date 2017-05-15 13 h 08 - Courriel 2770415 - Addenda 6 2017-05-30 11 h 22 - Courriel 2773988 - Addenda 7 2017-06-05 15 h 13 - Courriel

			Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
WSP Canada Inc. (Pour AO sur invitation pour tout le Québec) 5355, boul. des Gradins Québec, QC, G2J 1C8 http://www.wspgroup.com	Madame Martine Gagnon Téléphone : 418 623-2254 Télécopieur : 418 624-1857	**Commande : (1229114)** 2017-02-03 7 h 34 **Transmission :** 2017-02-03 7 h 34	2731737 - Addenda 1 - Report de date et ajout de dates de visite 2017-03-27 20 h 53 - Courriel 2735689 - 5849-Addenda 2 2017-04-03 10 h 12 - Courriel 2754174 - Addenda 3 et report de date 2017-05-03 14 h - Courriel 2759320 - Addenda 4 2017-05-11 9 h 25 - Courriel 2761348 - Addenda 5 et report de date 2017-05-15 13 h 08 - Courriel 2770415 - Addenda 6 2017-05-30 11 h 22 - Courriel 2773988 - Addenda 7 2017-06-05 15 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

© 2003-2017 Tous droits réservés

Service de la gestion et de la planification immobilière

Direction de la gestion de projets immobiliers

Division des projets industriels

» Conception-construction-exploitation-entretien

Appel d'offres

Analyse de la conformité – enveloppe #1 : proposition technique

Le présent document se base sur la procédure d'analyse de la conformité des soumissions révisée (SPO – août 2016).

- Ce formulaire de vérification de la conformité administrative est adapté en fonction des exigences particulières associées à un projet réalisé en mode conception-construction-exploitation-entretien;
- Le formulaire s'applique lorsque le système à deux (2) enveloppes est utilisé;
- Il est utilisé pour la première étape de l'analyse de la conformité des soumissions soit la vérification des documents qui se retrouvent dans la 1ère enveloppe uniquement;

Titre du projet : Conception-construction-exploitation-entretien d'un centre de tri des matières recyclables (CTMR), site Fairway et François-Lenoir, arrondissement Lachine

Numéro de l'ouvrage : # 1171
Numéro d'appel d'offres : # 5849

#	Soumissionnaire		Statut
1	La compagnie de recyclage de papiers MD inc.		☒ Conforme ☐ Non-conforme

Aspects administratifs		conformité oui	conformité non	Notes
Page sommaire (formulaire 16)		☒	☐	
Attestation fiscale (Revenu Québec ou formulaire 13, si applicable)		☒	☐	
Statut du soumissionnaire (Loi sur la publicité légale des entreprises)		☒	☐	
Licence RBQ (soumissionnaire ou entrepreneur général en sous-traitance)		☒	☐	
Déclaration d'expérience préalable (formulaire 12 parties a, b, c) (Détails aux pages jointes – extrait IAS, article 21.8)		☒	☐	
Présence - Fiche d'information sur l'équipement (formulaire 14)		☒	☐	
Déclaration des liens d'affaires / conflit d'intérêts (formulaire 15)		☒	☐	
Déclaration d'engagement du soumissionnaire (formulaire 17)		☒	☐	
Inscription au Registre des entreprises non admissible contrats publics (RENA)		☒	☐	
Inscription au Registre des entreprises à licence restreinte RBQ		☒	☐	
Inscription à la liste des entreprises non-conforme en vertu de PGC - entrepreneur - architecte - ingénieurs - autre : architecture de paysage, contrôle qualité, certification LEED, etc.		☒	☐	Sont dans la liste :

Conformité en lien avec la présentation de l'enveloppe #1		Notes
Nombre de pages		Ok
Indice de prix (comité de sélection)		Ok, rien
Original signé et nombre d'exemplaires		Oui et 9 exemplaires
Numéro entreprise du Québec (NEQ)		1160521523
Nom de l'entreprise tel qu'inscrit au REQ		Oui
Adresse de l'entreprise indiquée		Oui indiquée
CV des membres de l'équipe		Oui présents
Visite sur site effectuée		Oui
Même preneur du cahier des charges sur SÉAO et dépositaire de la soumission		Oui

Service de la gestion et de la planification immobilière

Direction de la gestion de projets immobiliers

Division des projets industriels

» Conception-construction-exploitation-entretien

Appel d'offres

Analyse de la conformité – enveloppe #1 : proposition technique

Le présent document se base sur la procédure d'analyse de la conformité des soumissions révisée (SPO – août 2016).

- Ce formulaire de vérification de la conformité administrative est adapté en fonction des exigences particulières associées à un projet réalisé en mode conception-construction-exploitation-entretien;
- Le formulaire s'applique lorsque le système à deux (2) enveloppes est utilisé;
- Il est utilisé pour la première étape de l'analyse de la conformité des soumissions soit la vérification des documents qui se retrouvent dans la 1ère enveloppe uniquement;

Titre du projet : Conception-construction-exploitation-entretien d'un centre de tri des matières recyclables (CTMR), site Fairway et François-Lenoir, arrondissement Lachine

Numéro de l'ouvrage : # 1171
Numéro d'appel d'offres : # 5849

#	Soumissionnaire		Statut
2	Services Ricova inc.		☒ Conforme ☐ Non-conforme

Aspects administratifs	conformité oui	conformité non	Notes
Page sommaire (formulaire 16)	☒	☐	
Attestation fiscale (Revenu Québec ou formulaire 13, si applicable)	☒	☐	Expiration le 31-07-2017
Statut du soumissionnaire (Loi sur la publicité légale des entreprises)	☒	☐	
Licence RBQ (soumissionnaire ou entrepreneur général en sous-traitance)	☒	☐	
Déclaration d'expérience préalable (formulaire 12 parties a, b, c) (Détails aux pages jointes – extrait IAS, article 21.8)	☒	☐	
Présence - Fiche d'information sur l'équipement (formulaire 14)	☒	☐	
Déclaration des liens d'affaires / conflit d'intérêts (formulaire 15)	☒	☐	
Déclaration d'engagement du soumissionnaire (formulaire 17)	☒	☐	
Inscription au Registre des entreprises non admissible contrats publics (RENA)	☒	☐	
Inscription au Registre des entreprises à licence restreinte RBQ	☒	☐	
Inscription à la liste des entreprises non-conforme en vertu de PGC - entrepreneur - architecte - ingénieurs - autre : architecture de paysage, contrôle qualité, certification LEED, etc.	☒	☐	Sont dans la liste :

Conformité en lien avec la présentation de l'enveloppe #1	Notes
Nombre de pages	Ok
Indice de prix (comité de sélection)	Ok, rien
Original signé et nombre d'exemplaires	Non (mineur) et 9 exemplaires
Numéro entreprise du Québec (NEQ)	1165661415
Nom de l'entreprise tel qu'inscrit au REQ	Ok
Adresse de l'entreprise indiquée	Oui indiquée
CV des membres de l'équipe	Oui présents
Visite sur site effectuée	Oui
Même preneur du cahier des charges sur SÉAO et dépositaire de la soumission	Oui

Service de la gestion et de la planification immobilière

Direction de la gestion de projets immobiliers

Division des projets industriels

» Conception-construction-exploitation-entretien

Appel d'offres

Analyse de la conformité – enveloppe #1 : proposition technique

Le présent document se base sur la procédure d'analyse de la conformité des soumissions révisée (SPO – août 2016).

- Ce formulaire de vérification de la conformité administrative est adapté en fonction des exigences particulières associées à un projet réalisé en mode conception-construction-exploitation-entretien;
- Le formulaire s'applique lorsque le système à deux (2) enveloppes est utilisé;
- Il est utilisé pour la première étape de l'analyse de la conformité des soumissions soit la vérification des documents qui se retrouvent dans la 1ère enveloppe uniquement;

Titre du projet : Conception-construction-exploitation-entretien d'un centre de tri des matières recyclables (CTMR), site Fairway et François-Lenoir, arrondissement Lachine

Numéro de l'ouvrage : # 1171
Numéro d'appel d'offres : # 5849

#	Soumissionnaire		Statut
3	Emterra Environnement inc.		☒ Conforme ☐ Non-conforme

Aspects administratifs	conformité oui	conformité non	Notes
Page sommaire (formulaire 16)	☒	☐	
Attestation fiscale (Revenu Québec ou formulaire 13, si applicable)	☒	☐	
Statut du soumissionnaire (Loi sur la publicité légale des entreprises)	☒	☐	
Licence RBQ (soumissionnaire ou entrepreneur général en sous-traitance)	☒	☐	
Déclaration d'expérience préalable (formulaire 12 parties a, b, c) (Détails aux pages jointes – extrait IAS, article 21.8)	☒	☐	
Présence - Fiche d'information sur l'équipement (formulaire 14)	☒	☐	
Déclaration des liens d'affaires / conflit d'intérêts (formulaire 15)	☒	☐	
Déclaration d'engagement du soumissionnaire (formulaire 17)	☒	☐	
Inscription au Registre des entreprises non admissible contrats publics (RENA)	☒	☐	
Inscription au Registre des entreprises à licence restreinte RBQ	☒	☐	
Inscription à la liste des entreprises non-conforme en vertu de PGC - entrepreneur - architecte - ingénieurs - autre : architecture de paysage, contrôle qualité, certification LEED, etc.	☒	☐	Sont dans la liste :

Conformité en lien avec la présentation de l'enveloppe #1	Notes
Nombre de pages	Ok
Indice de prix (comité de sélection)	Ok, rien
Original signé et nombre d'exemplaires	Oui et 9 exemplaires
Numéro entreprise du Québec (NEQ)	1172572282
Nom de l'entreprise tel qu'inscrit au REQ	Oui
Adresse de l'entreprise indiquée	Oui indiquée
CV des membres de l'équipe	Oui présents
Visite sur site effectuée	Oui
Même preneur du cahier des charges sur SÉAO et dépositaire de la soumission	Oui

Service de la gestion et de la planification immobilière

Direction de la gestion de projets immobiliers

Division des projets industriels

» Conception-construction-exploitation-entretien

Appel d'offres

Analyse de la conformité – enveloppe #1 : proposition technique

Le présent document se base sur la procédure d'analyse de la conformité des soumissions révisée (SPO – août 2016).

- Ce formulaire de vérification de la conformité administrative est adapté en fonction des exigences particulières associées à un projet réalisé en mode conception-construction-exploitation-entretien;
- Le formulaire s'applique lorsque le système à deux (2) enveloppes est utilisé;
- Il est utilisé pour la première étape de l'analyse de la conformité des soumissions soit la vérification des documents qui se retrouvent dans la 1ère enveloppe uniquement;

Titre du projet : Conception-construction-exploitation-entretien d'un centre de tri des matières recyclables (CTMR), site Fairway et François-Lenoir, arrondissement Lachine

Numéro de l'ouvrage : # 1171
Numéro d'appel d'offres : # 5849

#	Soumissionnaire		Statut
4	Canada Fibers Ltd.		☒ Conforme ☐ Non-conforme

Aspects administratifs		conformité oui	conformité non	Notes
Page sommaire (formulaire 16)		☒	☐	
Attestation fiscale (Revenu Québec ou formulaire 13, si applicable)		☒	☐	Formulaire 13 fourni
Statut du soumissionnaire (Loi sur la publicité légale des entreprises)		☒	☐	
Licence RBQ (soumissionnaire ou entrepreneur général en sous-traitance)		☒	☐	
Déclaration d'expérience préalable (formulaire 12 parties a, b, c) (Détails aux pages jointes – extrait IAS, article 21.8)		☒	☐	
Présence - Fiche d'information sur l'équipement (formulaire 14)		☒	☐	
Déclaration des liens d'affaires / conflit d'intérêts (formulaire 15)		☒	☐	
Déclaration d'engagement du soumissionnaire (formulaire 17)		☒	☐	
Inscription au Registre des entreprises non admissible contrats publics (RENA)		☒	☐	
Inscription au Registre des entreprises à licence restreinte RBQ		☒	☐	
Inscription à la liste des entreprises non-conforme en vertu de PGC - entrepreneur - architecte - ingénieurs - autre : architecture de paysage, contrôle qualité, certification LEED, etc.		☒	☐	Sont dans la liste :

Conformité en lien avec la présentation de l'enveloppe #1		Notes
Nombre de pages		Ok
Indice de prix (comité de sélection)		Ok, rien
Original signé et nombre d'exemplaires		Oui et 9 + 1 copie sur USB
Numéro entreprise du Québec (NEQ)		N/A pcq hors Québec
Nom de l'entreprise tel qu'inscrit au REQ		N/A
Adresse de l'entreprise indiquée		Oui indiquée
CV des membres de l'équipe		Oui présents
Visite sur site effectuée		Oui
Même preneur du cahier des charges sur SÉAO et dépositaire de la soumission		Oui

Services institutionnels
Gestion et planification immobilière
303, rue Notre-Dame Est, 3e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

SOUMISSION NO : 17-5849

ANALYSE DE CONFORMITÉ DES SOUMISSIONS

Date (a-m-j) : 2017 - 07 - 14

Contrat :	Mandat :	Bâtiment :
14645	17800-2-001	1171

Titre

Conception, construction, exploitation et entretien d'un centre de tri des matières recyclables

Le rang est déterminé selon la valeur croissante du prix soumis sans égard au statut ou au défaut

Rang	Entrepreneur	Prix soumis	Statut
1	La compagnie de recyclage de papiers MD inc.	46 151 996,34 $	CONFORME

DÉFAUT

- ☐ soumission non signée
- ☐ liste des addenda incomplète
- ☐ garantie de soumission — ☐ non conforme ☐ manquante
- ☐ licence de la Régie du bâtiment — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ attestation fiscale — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ erreur de calcul — ☐ non conforme ☐ majeure ☐ mineure, corrigée par Ville
- ☐ montant non ventilé tel que prescrit — ☐ non conforme ☐ majeur ☐ mineur
- ☐ déclaration de liens d'affaires — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration de conflit d'intérêts — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture

Commentaire : aucun

Rang	Entrepreneur	Prix soumis	Statut
2	Services Ricova inc.	60 763 734,76 $	CONFORME

DÉFAUT

- ☐ soumission non signée
- ☐ liste des addenda incomplète
- ☐ garantie de soumission — ☐ non conforme ☐ manquante
- ☐ licence de la Régie du bâtiment — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ attestation fiscale — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ erreur de calcul — ☐ non conforme ☐ majeure ☐ mineure, corrigée par Ville
- ☐ montant non ventilé tel que prescrit — ☐ non conforme ☐ majeur ☐ mineur
- ☐ déclaration de liens d'affaires — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration de conflit d'intérêts — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture

Commentaire : aucun

Rang	Entrepreneur	Prix soumis	Statut
3	Canada Fibers Ltd.	79 405 604, 78 $	NON CONFORME

DÉFAUT

- ☐ soumission non signée
- ☐ liste des addenda incomplète
- ☐ garantie de soumission — ☐ non conforme ☐ manquante
- ☐ licence de la Régie du bâtiment — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☒ attestation fiscale — ☒ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ erreur de calcul — ☐ non conforme ☐ majeure ☐ mineure, corrigée par Ville
- ☐ montant non ventilé tel que prescrit — ☐ non conforme ☐ majeur ☐ mineur
- ☐ déclaration de liens d'affaires — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration de conflit d'intérêts — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture

Commentaire : L'entreprise ne détient pas son autorisation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés financiers (AMF) à la date de dépôt de sa soumission.

Rang	Entrepreneur	Prix soumis	Statut
4	Emterra Environnement inc.	90 396 817,07 $	CONFORME

DÉFAUT

☐ soumission non signée
☐ liste des addenda incomplète
☐ garantie de soumission ☐ non conforme ☐ manquante
☐ licence de la Régie du bâtiment ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
☐ attestation fiscale ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
☐ erreur de calcul ☐ non conforme ☐ majeure ☐ mineure, corrigée par Ville
☐ montant non ventilé tel que prescrit ☐ non conforme ☐ majeur ☐ mineur
☐ déclaration de liens d'affaires ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
☐ déclaration de conflit d'intérêts ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture

Commentaire : aucun

5		_____ $	CONFORME

DÉFAUT

☐ soumission non signée
☐ liste des addenda incomplète
☐ garantie de soumission ☐ non conforme ☐ manquante
☐ licence de la Régie du bâtiment ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
☐ attestation fiscale ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
☐ erreur de calcul ☐ non conforme ☐ majeure ☐ mineure, corrigée par Ville
☐ montant non ventilé tel que prescrit ☐ non conforme ☐ majeur ☐ mineur
☐ déclaration de liens d'affaires ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
☐ déclaration de conflit d'intérêts ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture

Commentaire : aucun

6		_____ $	CONFORME

DÉFAUT

☐ soumission non signée
☐ liste des addenda incomplète
☐ garantie de soumission ☐ non conforme ☐ manquante
☐ licence de la Régie du bâtiment ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
☐ attestation fiscale ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
☐ erreur de calcul ☐ non conforme ☐ majeure ☐ mineure, corrigée par Ville
☐ montant non ventilé tel que prescrit ☐ non conforme ☐ majeur ☐ mineur
☐ déclaration de liens d'affaires ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
☐ déclaration de conflit d'intérêts ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture

Commentaire : aucun

+	autres soumissions, au-delà des 6 premières	_____ $ plus haute soumission	voir statistiques ci-après

conformes : non conformes : en dérogation majeure : en dérogation mineure :

Signature

Firme : _____

Fonction : _____ nom : _____

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Le 5 mai 2015

LA COMPAGNIE DE RECYCLAGE DE PAPIERS MD INC.
A/S MONSIEUR PIERRE C. LEMOINE
1635, RUE SHERBROOKE O
BUREAU 300
MONTRÉAL (QC) H3H 1E2

Nº de décision : 2015-CPSM-1026611
N° de client : 3000574441

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

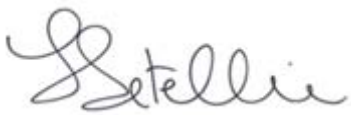
Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la LCOP). LA COMPAGNIE DE RECYCLAGE DE PAPIERS MD INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **4 mai 2018** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Montréal

Ville de Montréal

DÉCLARATION DES MONTANTS DES SOUS-CONTRATS
(Formulaire 18)

Le soumissionnaire doit indiquer le montant des sous-contrats pour chacun des sous-traitants avec lesquels il a une entente ferme (tel que déclaré au Formulaire 12 parties a), b), c) et qui font l'objet d'une évaluation conformément aux articles 21 et 22 du cahier des instructions aux soumissionnaires.

Nom des l'entreprises	Montant des sous-contrats
Pomerleau inc.	19 542 066,62 $ (taxes incl.)
Industries Machinex inc.	18 252 281,25 $ (taxes incl.)

Note : L'adjudicataire, sous réserve de l'article 14 du cahier des Instructions aux soumissionnaires, n'est pas autorisé à modifier ses sous-traitants identifiés ci-dessus après le dépôt de sa soumission.

Le cas échéant, le soumissionnaire doit joindre dans **l'enveloppe 2** l'autorisation à contracter délivrée par l'Autorité des marchés financiers pour ces sous-traitants, si le sous-contrat comporte une dépense égale ou supérieure à 5 M$ s'il s'agit d'un sous-contrat de travaux de construction ou de 1 M$ s'il s'agit d'un sous-contrat de services (voir l'article 34 du cahier des instruction aux soumissionnaires).

Nom du soumissionnaire: La Compagnie de recyclage de papiers MD inc.

Nom et titre du signataire: Gilbert Durocher, président

Signature autorisée:

À RETOURNER OBLIGATOIREMENT DANS L'ENVELOPPE No 2

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 4 novembre 2016

POMERLEAU INC.
A/S MONSIEUR DANIEL ARGUIN
521, 6E AV N
SAINT-GEORGES (QC) G5Y 0H1

N° de décision : 2016-CPSM-1059207
N° de client : 2700000343

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- EKI RENTAL
- HERVÉ POMERLEAU
- HERVÉ POMERLEAU INC.
- IMMEUBLES POZER
- LOCATION EKI
- NEILSON
- POMERLEAU
- POMERLEAU INC.
- SANTERRE
- SANTERRE ÉLECTRIQUE (2013)

le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics,* RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). POMERLEAU INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **17 mars 2019** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 3 avril 2017

INDUSTRIES MACHINEX INC.
A/S MONSIEUR PIERRE PARÉ
2121, RUE OLIVIER
PLESSISVILLE (QC) G6L 3G9

N° de décision : 2017-CPSM-1020912
N° de client : 3001212642

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous MACHINEX, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). INDUSTRIES MACHINEX INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **2 avril 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Tableau des coûts du projet

Projet :	**Conception-construction-exploitation-entretien d'un CTMR**			**Mandat :**	**17800-2-001**	
	Fairway - Ouvrage #1171			**Contrat :**	**14645**	
Date :	**17-juil-17**					
Étape :	**Octroi de contrat**					
			Budget	**Tps 5,0%**	**Tvq 9,975%**	**Total**
Travaux :	**Conception-construction***	**%**	**$**			
	Sous-total :	**100,0%**	**32 871 796,36**	**1 643 589,82**	**3 278 961,69**	**37 794 347,87**
	Contingence de construction	12,0%	3 944 615,56			
	Total - Travaux :		**36 816 411,92**	**1 840 820,60**	**3 672 437,09**	**42 329 669,61**
Services :	**Exploitation-entretien***	**%**	**$**			
	Total des Années 1 à 5		3 324 485,09			
	Sous-total :	**100,0%**	**3 324 485,09**	**166 224,25**	**331 617,39**	**3 822 326,73**
	Total - Travaux :		**3 324 485,09**	**166 224,25**	**331 617,39**	**3 822 326,73**
Travaux :	**Remplacement des actifs***	**%**	**$**			
	Total des Années 1 à 5		0,00			
	Sous-total :	**100,0%**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total - Travaux :		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total du contrat :						**46 151 996,34**
Incidences :						
	Incidences conception-construction	10,0%	2 798 415,59 **			
	Incidences exploitation-entretien		297 829,39			
	Total - Incidences :		**3 096 244,98**	**154 812,25**	**308 850,44**	**3 559 907,67**
	Coût du projet (Montant à autoriser)		**43 237 142,00**	**2 161 857,10**	**4 312 904,91**	**49 711 904,01**
Ristournes :	Tps 100,00%			2 161 857,10		2 161 857,10
	Tvq 50,0%				2 156 452,46	2 156 452,46
	Coût après rist.		**43 237 142,00**	**0,00**	**2 156 452,46**	**45 393 594,45**
	Montant à emprunter***		**39 614 827,52**	**0,00**	**1 975 789,52**	**41 590 617,04**

*** prix déposé par le plus bas soumissionnaire conforme**
**** Incidences considérés pour le volet bâtiment seulement (sans le coût des équipements d'usine pour le procédé)**
***** L'exploitation-entretien et les incidences exploitation entretien sont au budget de fonctionnement du Service de l'environnement**
Méthode d'estimation des contingences : Les contingences ont été évaluées en se basant sur des projets similaires.
Rythme des travaux : Les travaux seront réalisés à 10 % en 2017, 60 % en 2018 et 30 % en 2019.

Coût des contrats

Période	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Total
Prix unitaire (1)	7,07 $	7,14 $	7,28 $	7,43 $	7,58 $	7,65 $	
Tonnage	43 750	88 850	90 500	91 050	91 550	45 900	451 600,00
Coût d'exploitation ou traitement	309 312,50 $	634 546,64 $	659 179,65 $	676 443,04 $	693 750,40 $	351 252,87 $	3 324 485,09
Incidences	27 565,87 $	57 580,14 $	58 773,47 $	60 301,61 $	61 869,38 $	31 738,91 $	297 829,39
Total avant taxes	**336 878,37 $**	**692 126,78 $**	**717 953,13 $**	**736 744,65 $**	**755 619,78 $**	**382 991,78 $**	**3 622 314,48 $**
TPS (5%)	16 843,92 $	34 606,34 $	35 897,66 $	36 837,23 $	37 780,99 $	19 149,59 $	181 115,72 $
TVQ (9,975%)	33 603,62 $	69 039,65 $	71 615,82 $	73 490,28 $	75 373,07 $	38 203,43 $	361 325,87 $
Total - Taxes incluses	**387 325,91 $**	**795 772,77 $**	**825 466,61 $**	**847 072,16 $**	**868 773,84 $**	**440 344,80 $**	**4 164 756,07 $**
Total - Taxe nette	**353 680,18 $**	**726 646,60 $**	**753 761,04 $**	**773 489,79 $**	**793 306,31 $**	**402 093,49 $**	**3 802 977,41 $**

1) L'indexation annuelle du coût de d'exploitation est estimée à 2%.

Imputation comptable: 1001.0010000.103125.04323.54503.014496.0000.000000.000000.00000.00000 (traitement des matières recyclables)

Économies estimées

Période	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Total
Dépenses élimination des rejets incluses (1)	(187 299,69) $	(391 235,30) $	(399 343,56) $	(409 726,67) $	(420 379,07) $	(215 653,88) $	(2 023 638,18)
Compensation traitement du verre inclus (2)	(121 611,93) $	(248 088,34) $	(253 050,11) $	(258 111,11) $	(263 273,33) $	(134 269,40) $	(1 278 404,22)
Économies transport (3)	(98 907,24) $	(206 599,41) $	(210 881,13) $	(216 364,13) $	(221 989,34) $	(113 880,22) $	(1 068 621,47)
Total - Taxes incluses	**(407 818,87) $**	**(845 923,05) $**	**(863 274,80) $**	**(884 201,90) $**	**(905 641,74) $**	**(463 803,50) $**	**(4 370 663,87) $**
Total - Taxe nette	**(372 392,99) $**	**(772 440,50) $**	**(788 284,96) $**	**(807 394,19) $**	**(826 971,63) $**	**(423 514,41) $**	**(3 990 998,68) $**

Les montants de 2019 et 2024 sont pour une période de 6 mois en raison de la date de début du contrat
(1) L'agglomération paie actuellement pour l'enfouissement des rejets alors que c'est maintenant inclus jusqu'à 12 %
(2) L'agglomération paie actuellement pour la valorisation du verre alors que c'est maintenant inclus au contrat
(3) Les économies de transports sont liées aux distances moindres à parcourir jusqu'au nouveau centre de tri.

Impact net

Période	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Total
Impact au budget - Taxes incluses	**(20 492,96) $**	**(50 150,29) $**	**(37 808,19) $**	**(37 129,75) $**	**(36 867,91) $**	**(23 458,70) $**	**(205 907,79)**
Impact au budget - Taxes au net	**(18 712,80) $**	**(45 793,90) $**	**(34 523,92) $**	**(33 904,41) $**	**(33 665,31) $**	**(21 420,92) $**	**(188 021,26)**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1177217002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets industriels
Objet :	Accorder un contrat à la firme La Compagnie de recyclage de papiers MD inc. pour les travaux de conception, construction, exploitation et entretien d'un centre de tri des matières recyclables (CTMR), site Fairway et François-Lenoir, arrondissement Lachine. Dépense totale de 49 711 904,01 $, taxes incluses - Appel d'offres 5849 (4 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

17-5849 Intervention.doc17-5849 Tableau d'analyse - Comité de sélection.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Yves BELLEVILLE
agent d'approvisionnement II
Tél : 872-5298

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-02

Denis LECLERC
chef de section acquisitions biens et services
Tél : 872-5241
Division : acquisition biens et services

Intervention d'octroi de contrat

Appel d'offres public no : 17-5849

Conception, construction, exploitation et entretien d'un centre de tri des matières recyclables

- **Implication de l'approvisionnement dans le dossier :**

Le Service de l'approvisionnement a accompagné le Service de gestion et de la planification immobilière dans l'établissement de la grille d'évaluation avant le lancement de l'appel d'offres et a procéder à la présidence du comité de sélection.

17-5849 - Conception, construction, exploitation et entretien d'un centre de tri des matières recyclables

FIRME	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Qualité de l'ouvrage proposé 10%	Expérience et expertise de l'équipe de conception 10%	Expérience et expertise de l'équipe de construction 10%	Compréhension du programme fonctionnel de procédé 25%	Qualité du plan opérationnel 20%	Capacité de production et méthodologie 10%	Personnes clés 5%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Canada Fibers Ltd	6,75	6,50	7,75	6,25	17,63	14,50	7,75	3,50	70,6		non conforme*	
Services Ricova Inc.	6,75	6,25	7,50	7,50	19,13	14,50	7,50	3,00	72,1	52 555 674,42 $	0,023	2
Emterra Envronnement inc.	8,25	7,75	8,00	6,25	18,00	14,75	6,25	3,25	72,5	83 835 059,19 $	0,015	3
Compagnie de recyclage de papiers MD	7,75	7,50	8,25	8,50	20,75	16,50	7,75	3,25	80,3	39 368 165,42 $	0,033	1
0									-		-	

*l'entreprise ne possédait pas son autorisation de l'AMF au moment du dépôt des soumissions

Comité	
Date	vendredi 14-07-2017
Heure	9 h 00
Lieu	255 Crémazie Est, salle 439

Multiplicateur d'ajustement
10000

Agent d'approvisionnement	Matthieu Crôteau

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1177217002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets industriels
Objet :	Accorder un contrat à la firme La Compagnie de recyclage de papiers MD inc. pour les travaux de conception, construction, exploitation et entretien d'un centre de tri des matières recyclables (CTMR), site Fairway et François-Lenoir, arrondissement Lachine. Dépense totale de 49 711 904,01 $, taxes incluses - Appel d'offres 5849 (4 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1177217002_Info_comptableR.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Aicha ZAMPALEGRE
Préposée au budget
Tél : 514 872-7232

Co-auteur.
Linda Pharand
PTI
514 872 -5916

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-22

Louise B LAMARCHE
Conseillère Budgétaire.
Tél : 514 872-6538

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
MANDAT

Dossier # : 1177217002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets industriels
Objet :	Accorder un contrat à la firme La Compagnie de recyclage de papiers MD inc. pour les travaux de conception, construction, exploitation et entretien d'un centre de tri des matières recyclables (CTMR), site Fairway et François-Lenoir, arrondissement Lachine. Dépense totale de 49 711 904,01 $, taxes incluses - Appel d'offres 5849 (4 soumissionnaires)

Numéro du mandat
SMCE177217002

Date du mandat
2017-09-06

Objet du mandat

Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats

Type de mandat

Commission sur l'examen des contrats

VU le Règlement sur la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008);

VU la résolution CG11 0082 qui détermine les critères de sélection des contrats qui doivent être soumis à la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats;

VU que le contrat est d'une valeur de plus de 10 M$;

VU que le contrat d'exécution de travaux est d'une valeur de plus de 2 M$ et qu'il présente un écart de prix de plus de 20 % entre le prix soumis par l'adjudicataire et le soumissionnaire ayant obtenu la deuxième meilleure note à la suite de l'utilisation d'une grille d'évaluation.

Le comité exécutif, après avoir pris connaissance du dossier décisionnel 1177217002 mandate la Commission sur l'examen des contrats afin d'étudier ce dossier.

Signé le : 2017-09-08

Jean-François MILOT

_____

Chef de division soutien aux instances

Dossier # :1177217002

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Commission permanente sur l'examen des contrats

La commission :

Présidente

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Vice-présidentes

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Membres

Mme Dida Berku
Ville de Côte-Saint-Luc

M. Richard Celzi
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Marie Cinq-Mars
Arrondissement d'Outremont

M. Richard Deschamps
Arrondissement de LaSalle

M. Marc-André Gadoury
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Luc Gagnon
Arrondissement de Verdun

M. Manuel Guedes
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 28 septembre 2017

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE177217002

Accorder un contrat à la firme La Compagnie de recyclage de papiers MD inc. pour les travaux de conception, construction, exploitation et entretien d'un centre de tri des matières recyclables (CTMR), site Fairway et François-Lenoir, arrondissement Lachine. Dépense totale de 49 711 904,01 $, taxes incluses - Appel d'offres 5849.

(ORIGINAL SIGNÉ)

Émilie Thuillier
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE177217002
Accorder un contrat à la firme La Compagnie de recyclage de papiers MD inc. pour les travaux de conception, construction, exploitation et entretien d'un centre de tri des matières recyclables (CTMR), site Fairway et François-Lenoir, arrondissement Lachine. Dépense totale de 49 711 904,01 $, taxes incluses - Appel d'offres 5849.

À sa séance du 6 septembre 2017, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce dossier répondait aux critères suivants :

- *Contrat de plus de 10 M$;*

- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$ présentant un écart de prix de plus de 20% entre la soumission de l'adjudicataire et le soumissionnaire ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation.*

Le 14 septembre 2017, les membres de la commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus relativement au mandat confié. Des représentants du Service de la gestion et de la planification immobilière et du Service de l'environnement ont répondu aux questions des membres de la commission.

Les membres ont jugé satisfaisantes les réponses du Service relatives aux écarts de prix entre l'adjudicataire et les autres soumissionnaires.

Ils ont cependant été surpris de constater qu'il n'y avait aucune décision antérieure du conseil d'agglomération pour le montant versé, dans ce dossier, au propriétaire d'un terrain exproprié pour les fins du projet. La Commission a demandé que ladite décision soit ajoutée au sommaire décisionnel.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service de la gestion et de la planification immobilière et du Service

de l’environnement pour leurs interventions lors de la séance de travail de la commission. La commission adresse la conclusion suivante au conseil d’agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l’examen répond aux critères établis par le conseil d’agglomération à savoir :

- *Contrat de plus de 10 M$;*

- *Contrat d’exécution de travaux d’une valeur de plus de 2 M$ présentant un écart de prix de plus de 20% entre la soumission de l’adjudicataire et le soumissionnaire ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l’utilisation d’une grille d’évaluation.*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la commission aux responsables du dossier;

Considérant l’analyse approfondie faite par les membres de la commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l’égard du mandat SMCE177217002 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l’examen des contrats constate, à l’unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.74

2017/09/28 17:00

(2)

Dossier # : 1177360007

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction , Division de l'acquisition de biens et services , Approvisionnement stratégique et collectif
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Conclure des ententes-cadres collectives avec les firmes Recyclage Notre-Dame inc. (4 510 251,49 $, taxes incluses, excluant la livraison), Englobe Corp. (1 976 688,14 $, taxes incluses, excluant la livraison), et Northex Environnement inc., (835 580,81 $, taxes incluses, excluant la livraison) pour une période de quatorze (14) mois avec une possibilité de prolongation de 12 mois, pour la fourniture de sites pour la valorisation, le traitement et l'élimination de sols contaminés ainsi que des matières résiduelles présentes dans les sols provenant des arrondissements et des services centraux à la suite de l'appel d'offres public numéro 17-16180 - au montant total estimé de 7 322 520,44 $, taxes incluses, excluant la livraison (3 soum.).

1. de conclure avec les firmes Recyclage Notre-Dame inc. (4 510 251,49 $, taxes incluses, excluant la livraison), Englobe Corp. (1 976 688,14 $, taxes incluses, excluant la livraison), et Northex Environnement inc. (835 580,81 $, taxes incluses, excluant la livraison), pour la fourniture de sites pour la valorisation, le traitement et l'élimination de sols contaminés ainsi que des matières résiduelles présentes dans les sols provenant des arrondissements et des services centraux – Appel d'offres 17-16180 au montant total estimé des ententes de 7 322 520,44 $, toutes taxes incluses. La durée est de quatorze (14) mois à partir du 27 octobre 2017 au 31 décembre 2018 avec une possibilité de prolongation de douze (12) mois.
2. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements, des services corporatifs, et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-08-21 10:43

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1177360007**

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction , Division de l'acquisition de biens et services , Approvisionnement stratégique et collectif
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Conclure des ententes-cadres collectives avec les firmes Recyclage Notre-Dame inc. (4 510 251,49 $, taxes incluses, excluant la livraison), Englobe Corp. (1 976 688,14 $, taxes incluses, excluant la livraison), et Northex Environnement inc., (835 580,81 $, taxes incluses, excluant la livraison) pour une période de quatorze (14) mois avec une possibilité de prolongation de 12 mois, pour la fourniture de sites pour la valorisation, le traitement et l'élimination de sols contaminés ainsi que des matières résiduelles présentes dans les sols provenant des arrondissements et des services centraux à la suite de l'appel d'offres public numéro 17-16180 - au montant total estimé de 7 322 520,44 $, taxes incluses, excluant la livraison (3 soum.).

CONTENU

CONTEXTE

La Direction des travaux publics dans le cadre de ses activités de réparation et d'entretien des infrastructures municipales, doit disposer des sols contaminés excavés conformément à la réglementation en vigueur. Cet appel d'offres est prévu pour les sols qui auront été caractérisés avant l'excavation. Depuis 2011, le Service de l'approvisionnement met à la disposition des arrondissements et des services centraux, une entente-cadre collective d'approvisionnement pour la disposition des sols contaminés découlant des travaux d'entretien des infrastructures pour l'ensemble des arrondissements.

Les ententes-cadres collectives faisant l'objet du présent sommaire décisionnel visent à combler la fourniture de sites pour la valorisation, le traitement et l'élimination de sols contaminés caractérisés ainsi que des matières résiduelles présentes dans les sols, provenant des arrondissements et des services centraux pour une période de quatorze (14) mois, avec une possibilité de prolongation de douze (12) mois à la suite de l'appel d'offres 17-16180. Ces ententes-cadres collectives sont utilisées dans le cadre des travaux municipaux d'excavation effectués par les arrondissements et les services centraux. Les sols excavés qui sont susceptibles d'être contaminés sont préalablement caractérisés afin de déterminer leur niveau de contamination à la réception des résultats et des analyses effectuées. Les sols excavés caractérisés, sont acheminés par l'arrondissement ou son mandataire, vers le lieu approprié conformément aux lois et règlements en vigueur.

Les ententes-cadres collectives reliées au sommaire décisionnel 1167315005 dont la valeur totale est de 1 871 288,55 $, taxes incluses, sont en vigueur jusqu'au 26 octobre 2017. Les montants consommés de ces ententes au 5 juillet 2017 sont de 1 116 327,22 $, taxes incluses, soit environ de 60 % de la valeur totale des ententes. Suite à une analyse du Service de l'approvisionnement en janvier 2017 et en considérant les commentaires des requérants et du fournisseur, il avait été déterminé d'un commun accord, qu'il était avantageux pour la Ville de ne pas se prévaloir de la prolongation de l'entente-cadre.

L'appel d'offres public (17-16180) a été publié sur le Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) ainsi que dans le journal Le Devoir. La publication s'est faite sur une période de vingt-trois (23) jours civils, soit du lundi 12 juin 2017 au mercredi 5 juillet 2017. Les soumissions reçues sont valides pour 180 jours civils, soit jusqu'au 1er janvier 2018. Deux addenda ont été émis, le 21 juin 2017, pour prolonger la durée de l'appel d'offres et le 27 juin 2017 pour une précision dans le bordereau de soumission.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0575 - 27 octobre 2016 - Conclure avec les firmes Recyclage Notre-Dame inc., Sanexen Services Environnementaux inc. et Solution Eau, Air, Sol, trois (3) ententes-cadres d'une période de douze (12) mois, avec deux options de renouvellement de douze (12) mois,pour la fourniture de services de sites pour la valorisation, le traitement et l'élimination de sols contaminés provenant des arrondissements - Appel d'offres public 17-15528 - (3 soum.) (Montant total estimé des ententes-cadres : 1 871 288,55 $, taxes incluses.)
CG13 0302 - 29 août 2013 - Conclure une entente-cadre collective pour une période de trente-six (36) mois, avec la firme Recyclage Notre-Dame Inc. pour la fourniture sur demande de sites pour la disposition, le traitement et l'élimination de sols contaminés. Appel d'offres public 13-12772. (3 soum.) (Montant total estimé de l'entente-cadre : 596 436,26 $ $, taxes incluses.)

CG11 0193 - 22 juin 2011 - Conclure une entente-cadre collective pour une période de vingt-quatre (24) mois, avec Géophase Inc pour la fourniture sur demande de sites pour le traitement ou l'élimination de lots de sols contaminés. Appel d'offres public 11-11538. (4 soum.) (Montant total estimé de l'entente-cadre : 1 828 739,05 $, taxes incluses.)

DESCRIPTION

Sur le plan qualitatif :
L'entente-cadre collective faisant l'objet du présent sommaire décisionnel vise à combler les 6 catégories de sols contaminés comme suit :

Sols AB
Sols dont le niveau de contamination est inférieur aux valeurs maximales acceptables de l’annexe I du Règlement sur la protection et la réhabilitation des terrains (RPRT), mais supérieur au critère A de la Politique de protection des sols et de réhabilitation des terrains contaminés du MDDELCC.

Sols BC sans odeur
Sols dont le niveau de contamination est compris entre les valeurs maximales acceptables des annexes I et II du RPRT. Ces sols ne présentent pas d’odeur de produits volatils et leur concentration en COV est inférieure aux valeurs limites de l’annexe I du RPRT.

Sols BC avec odeurs
Sols dont le niveau de contamination est compris entre les valeurs maximales acceptables

des annexes I et II du RPRT. Ces sols présentent des odeurs de produits volatils et leur concentration en COV est comprise entre les valeurs limites des annexes I et II du RPRT.

Sols C-RESC – contamination organique biodégradable
Sols contenant des COV ou des composés organiques peu volatils (HP C10–C50, HAP biodégradables) en concentrations supérieures aux valeurs limites de l'annexe II du RPRT, mais inférieures aux valeurs limites de l'annexe I du RESC. Ces sols peuvent contenir d'autres types de contaminants, mais en concentrations inférieures aux valeurs limites de l'annexe II RPRT.

Sols C-RESC – contamination inorganique ou mixte
Sols contenant des composés inorganiques ou organiques non biodégradables en concentrations supérieures aux valeurs limites de l'annexe II du RPRT, mais inférieures aux valeurs limites de l'annexe I du RESC. Ces sols peuvent contenir d'autres types de contaminants, mais en concentrations inférieures aux valeurs limites de l'annexe I du RESC.

Matières résiduelles présentes dans les sols
Désigne tout matériau autorisé à être éliminé dans un lieu d'enfouissement de matières résiduelles, conformément au *Règlement sur l'enfouissement et l'incinération des matières résiduelle s* . Mentionnons que le roc, le béton, l'asphalte, la brique et le gravier ne font pas partie des matières résiduelles visées par le présent appel d'offres. La proportion de matières résiduelles par rapport aux sols doit être supérieure à 50 % (mâchefers, scories, cendre, bois, etc.) pour que la matrice puisse être considérée comme étant des « matières résiduelles présentes dans les sols ».

Selon les lois en vigueur dans le domaine des sols contaminés, les sols en piles doivent être acheminés vers des sites de traitement ou d'enfouissement autorisés par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC), en fonction de leur niveau de contamination.

Pour établir le type de contamination, des prélèvements sont réalisés sur les sols qui seront excavés avant le début des travaux. Les analyses de ces échantillons permettent de déterminer le niveau de contamination et de les caractériser. Par la suite, les sols sont excavés et sont acheminés par l'arrondissement ou par le service central vers le lieu approprié conformément aux lois et règlements en vigueur.

Sur le plan quantitatif :

Les prévisions ont été établies par le Service de l'approvisionnement avec la collaboration du Service de l'environnement sur la base de l'historique de consommation, ainsi que les besoins futurs, des dix-neuf (19) arrondissements et des services centraux.

Il est à noter que l'intérêt pour ces ententes-cadres collectives étant grandissant les quantités qui ont été estimées par les arrondissements et les services centraux ont été ajustées pour refléter aux mieux les besoins pour les quatorze (14) prochains mois pour tous les types de travaux nécessitant le traitement et la valorisation de sols contaminés.

Le volume par type de sol a été estimé à :

Sols AB
131 943 tonnes métriques.

Sols BC sans odeur
53 519 tonnes métriques.

Sols BC avec odeurs
5 770 tonnes métriques.

Sols C-RESC – contamination organique biodégradable
7 238 tonnes métriques.

Sols C-RESC – contamination inorganique ou mixte
14 535 tonnes métriques.

Matières résiduelles présentes dans les sols
15 815 tonnes métriques.

Le volume total de sols contaminés et de matières résiduelles a été estimé à 228 820 tonnes métriques pour une valeur estimée à 8 555 785,28 $, taxes incluses, excluant la livraison.

Ces prévisions sont fournies à titre indicatif, afin de présenter aux soumissionnaires un ordre de grandeur des besoins, mais n'engagent aucunement la Ville à acheter un minimum ou la totalité des services.

Les particularités de l'appel d'offres :

Le soumissionnaire n'était pas tenu de soumissionner pour le traitement de tous les types de sols, cependant, toute entreprise qui proposait un prix pour le traitement d'un type de sol devait soumettre ce même prix pour tous les arrondissements (zones). Le prix par type de sol doit donc être unique, et doit être proposé pour l'ensemble des arrondissements.

Comme spécifié au bordereau de soumission du document d'appel d'offres, le soumissionnaire doit spécifier l'adresse de chaque site de traitement des sols. La Ville calcule ensuite la distance entre les sites de disposition et le point centroïde de chaque zone inscrit au document d'appel d'offres. Ce kilométrage permet de calculer le prix ajusté pour tenir compte du coût de transport pour le traitement et la valorisation des sols excavés contaminés.

Comme spécifié à la clause 8 des clauses administratives particulières, « l'octroi est effectué au plus bas soumissionnaire conforme en prenant en considération les deux éléments que sont le coût de disposition et l'ajustement de ce coût, compte tenu de la distance à parcourir entre le lieu du site de livraison des sols d'excavation spécifiée sur la soumission déposée et le point centroïde spécifié pour chaque zone que la Ville a établie ».

Afin de s'assurer que le prix unitaire soumis et le coût du transport assumé par la Ville entre le site d'excavation de l'arrondissement et le site autorisé à recevoir les sols excavés représente le choix le plus avantageux pour la Ville, la formule habituellement utilisée pour l'évaluation du coût du transport en fonction de la distance entre deux points a été utilisée dans le cadre du présent appel d'offres. Cette façon de faire permet à la Ville d'établir un scénario, afin d'identifier le plus bas soumissionnaire conforme, compte tenu des distances à parcourir et éviter d'octroyer des contrats aux soumissionnaires ayant spécifié un site autorisé qui se situe à des centaines de kilomètres de la région de Montréal.

Il est à noter qu'en cours de contrat, la dépense associée à la livraison des sols excavés au site autorisé pour la valorisation, le traitement et l'élimination de ces catégories de sols est assumée par l'arrondissement ou le service central et pourra différer de celle obtenue dans le cadre du scénario utilisé dans l'appel d'offres, afin d'identifier le plus bas soumissionnaire conforme. De plus, cette dépense n'est pas incluse dans le montant des contrats qui seront octroyés dans le cadre du présent appel d'offres.

Afin de respecter la matrice décisionnelle qui a été mise en place par le Service de l'approvisionnement pour les garanties de soumission et d'exécution, une garantie de

soumission égale à 20 000,00 $ par zone soumissionnée, toutes taxes comprises a été demandée au moment de la soumission. L'adjudicataire devra également remettre à la Ville une garantie d'exécution équivalant à 10 % de la valeur annuelle moyenne du contrat.

JUSTIFICATION

Dans le cadre de l'appel d'offres 17-16180, le nombre de preneurs du cahier des charges est de 8 fournisseurs :
- Groupe SCP Environnement inc.;
- Les Entreprises K.L. Mainville;
- Recyclage Notre-Dame inc.;
- Northex Environnement inc.;
- Services Matrec inc.;
- Tecosol inc.;
- Solution Eau Air Sol;
- Waste Management Longueuil.

Nous avons reçu 3 soumissions de la part de :
- Recyclage Notre-Dame inc.;
- Northex Environnement inc.;
- Englobe Corp.

Motifs de refus de la part des preneurs de cahier des charges :
- Les cahiers de commandes de plusieurs fournisseurs sont déjà complets;
- Ressources manquantes pour travailler sur l'élaboration d'une soumission.

À la suite de l'analyse administrative et technique, les soumissionnaires ont tous été déclarés conformes.

Voici un tableau qui résume les prix soumissionnés, sans ajustement avec le facteur de distance :

Firmes soumissionnaires	AB	BC sans odeur	BC avec odeur	C-RESC organique	C-RESC inorganique	Matières résiduelles
Tonnage (total pour chaque type de sol en tonne métrique)	131 943 tm	53 519 tm	5 770 tm	7 238 tm	14 535 tm	15 815 tm
Englobe Corp.	1 972 119,04 $	1 230 669,41 $	192 387,67 $	316 231,84 $	1 336 929,30 $	1 240 828,14 $
Northex Environnement inc.	4 095 939,53 $	2 153 671,46 $	232 192,01 $	399 450,74 $	835 580,81 $	1 309 197,33 $
Recyclage Notre-Dame inc.	3 944 238 ,07 $					1 040 811,88 $
Dernière estimation réalisée	4 159 654,15 $	1 841 081,43 $	212 289,84 $	386 967,91 $	1 253 371,22 $	702 420,73$
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)*	3 337 432,21 $ 69,23 %	1 692 170,43 $ 37,50 %	212 289,84 $ 10,34 %	357 841,29 $ 13,16 %	1 086 255,06 $ 30 %	1 196 945,78 $ 15 %

Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*						
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)*	2 123 820,50 $	923 002,05 $	39 804,35 $	83 218,91 $	501 348,49 $	268 385,45 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*	107,69 %	75,00 %	20,69 %	26,32 %	60,00 %	25,79 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*	- 2 187 535,11 $	- 610 412,02 $	- 19 902,17 $	- 70 736,07 $	- 417 790,41 $	338 391,14 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*	- 52,59 %	- 33,16 %	- 9,37 %	- 18,28 %	- 33,33 %	48,17%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*	1 972 119,04 $	923 002,05 $	39 804,35 $	83 218,91 $	501 348,49 $	200 016,26 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus*	100 %	75,00 %	20,69 %	26,32 %	60,00 %	19,22 %

basse) / la plus basse) x 100						

Pour l'attribution de ce contrat, la Ville s'est assurée de la conformité de la soumission et a octroyé le contrat par article et par zone au plus bas soumissionnaire conforme en fonction de son prix unitaire à la tonne ajustée avec le facteur d'ajustement de la distance.

Le facteur d'ajustement du prix unitaire utilisé pour l'analyse des soumissions pour tenir compte de la distance entre le centroïde et le lieu de livraison a été calculé comme suit :

F : Facteur d'ajustement.
1 km x 2 : Aller-retour.
120 $/h : Coût établi de transport par heure.
15 tonnes : Chargement moyen d'un camion par voyage.
35 km/h : Vitesse moyenne établie d'un camion.

$$F = \frac{1\ km \times 2 \times 120\ \$/h}{15\ t \times 35\ km/h}$$

F = 0,46

Ce facteur est fixe et valable pour tous les calculs d'ajustement de cet appel d'offres.

La méthode de calcul pour ajuster les prix soumissionnés en fonction du nombre de kilométrages est la suivante :

Z : Coût total non ajusté.
C : Coût unitaire ajusté en fonction de la distance.

CU : Coût à la tonne pour l'élimination.
T : Quantité annuelle à traiter.
D : Distance du centroïde par rapport au lieu de livraison aller retour.
F : Facteur d'ajustement calculé plus haut (0,46).

$Z = (CU * T)$

$C = Z + (T * D * F)$

Dans le tableau suivant, les distances (aller-retour) moyennes pour tous les arrondissements ont été calculées pour chaque fournisseur et pour chaque type de sol:

Distances (aller-retour) moyennes par type de sol pour chacune des 8 zones par site de traitement pour chaque fournisseur en kilomètres						
Répartition	Sol AB	Sol BC sans odeur	Sol BC avec odeur	Sol C-RESC organique	Sol C-RESC inorganique	Matières résiduelles
Englobe Corp.						
zone 1	86,0 km	73,6 km	40,2 km	40,2 km		73,6 km
zone 2	100,8 km	55,0 km	29,8 km	29,8 km		55,0 km
zone 3	88,0 km	35,0 km	2,8 km	2,8 km		35,0 km
zone 4	112,4 km	46,6 km	21,4 km	21,4 km		46,6 km
zone 5	102 km	74,6 km	49,4 km	49,4 km		74,6 km
zone 6	109,0 km	91,0 km	63,8 km	63,8 km		91,0 km
zone 7	117,0 km	74,4 km	49,2 km	49,2 km		74,4 km

zone 8	108,0 km	105,8 km	87,8 km	87,8 km		105,8 km
Recyclage Notre-Dame inc.						
zone 1	42,0 km					42,0 km
zone 2	27,6 km					27,6 km
zone 3	4,6 km					4,6 km
zone 4	19,2 km					19,2 km
zone 5	47,2 km					47,2 km
zone 6	61,6 km					61,6 km
zone 7	47,0 km					47,0 km
zone 8	85,6 km					85,6 km
Northex Environnement inc.						
zone 1			154,0 km	154,0 km	154,0 km	73,6 km
zone 2			119,6 km	119,6 km	119,6 km	55,0 km
zone 3			116,2 km	116,2 km	116,2 km	35,0 km
zone 4			106,8 km	106,8 km	106,8 km	46,6 km
zone 5			139,2 km	139,2 km	139,2 km	74,4 km
zone 6			139,2 km	139,2 km	139,2 km	91,0 km
zone 7			119,0 km	119,0 km	119,0 km	74,4 km
zone 8			177,6 km	177,6 km	177,6 km	105,8 km

Avant d’entamer l’analyse proprement dite des soumissions, nous avons procédé aux vérifications d’usage liées à une éventuelle inscription de l’un des soumissionnaires sur l’une des listes qui nous obligerait à considérer le rejet ou la restriction pour certaines des soumissions reçues.

Aucun des soumissionnaires dans ce dossier ne doit être déclaré non conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle, n’est inscrit au Registre des entreprises non admissibles.

Le présent dossier d’appel d’offres requérant la présentation de l’attestation de l’Autorité des marchés financiers, celle-ci a bien été jointe à chacune des soumissions.

Les adjudicataires recommandés, par leurs soumissions, affirment s’être conformés en tout point à la Politique de gestion contractuelle de la Ville.

En vertu du Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats (11-007) et le Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008), le présent dossier sera soumis à ladite commission pour étude puisque un contrat de service est d'une valeur de plus de 2 millions de dollars et répond aux conditions suivantes:
- Écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme (Recyclage Notre-Dame inc. et Englobe Corp.)
- Écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire (Recyclage Notre-Dame inc. et Englobe Corp.)
- L'adjudicataire en est à son troisième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent (Recyclage Notre-Dame inc.).

En tenant compte des distances entre les sites de traitement et le centroïde de chaque zone, voici un tableau avec la répartition des soumissionnaires qui sont les plus bas conformes pour chaque type de sol pour chaque zone :

Liste des adjudicataires par zone et par types de sol						
	Sol AB	**Sol BC sans odeur**	**Sol BC avec odeur**	**Sol C-RESC organique**	**Sol C-RESC inorganique**	**Matières résiduelles**

ZONE	Plus bas soumissionnaire conforme	Plus bas soumissionnaire conforme	Plus bas soumissionnaire conforme	Plus bas soumissionnaire conforme	Plus bas soumissionnaire conforme	Plus bas soumissionnaire conforme
zone 1	Recyclage Notre-Dame inc.	Englobe Corp.	Englobe Corp.	Englobe Corp.	Northex Environnement inc.	Recyclage Notre-Dame inc.
zone 2	Recyclage Notre-Dame inc.	Englobe Corp.	Englobe Corp.	Englobe Corp.	Northex Environnement inc.	Recyclage Notre-Dame inc.
zone 3	Recyclage Notre-Dame inc.	Englobe Corp.	Englobe Corp.	Englobe Corp.	Northex Environnement inc.	Recyclage Notre-Dame inc.
zone 4	Recyclage Notre-Dame inc.	Englobe Corp.	Englobe Corp.	Englobe Corp.	Northex Environnement inc.	Recyclage Notre-Dame inc.
zone 5	Recyclage Notre-Dame inc.	Englobe Corp.	Englobe Corp.	Englobe Corp.	Northex Environnement inc.	Recyclage Notre-Dame inc.
zone 6	Recyclage Notre-Dame inc.	Englobe Corp.	Englobe Corp.	Englobe Corp.	Northex Environnement inc.	Recyclage Notre-Dame inc.
zone 7	Recyclage Notre-Dame inc.	Englobe Corp.	Englobe Corp.	Englobe Corp.	Northex Environnement inc.	Recyclage Notre-Dame inc.
zone 8	Englobe Corp.	Englobe Corp.	Englobe Corp.	Englobe Corp.	Northex Environnement inc.	Recyclage Notre-Dame inc.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Conformément à l'article 477.4 de la Loi sur les cités et villes, le Service de l'approvisionnement et le Service de l'environnement ont effectué un estimé préalable de la dépense s'élevant à 8 555 785,28 $, taxes incluses, pour une période de 14 mois. Cette estimation est basée sur les prévisions de consommation des 19 arrondissements et des services centraux selon un prix budgétaire moyen lors du dernier appel d'offres et majoré selon l'indice des prix à la consommation du Québec des 3 dernières années. Comme spécifié dans la section recommandation, l’intérêt pour cette entente-cadre collective étant grandissant, les arrondissements et services centraux souhaitent pouvoir l’utiliser afin d’éliminer et de valoriser les sols contaminés dans plusieurs de leurs futurs projets. Le montant estimé a été calculé afin de refléter cette réalité.
Pour le type de sol AB, le prix moyen pondéré obtenu cette année est de 24,44 $ la tonne métrique excluant la livraison, pour une quantité estimée de 131 943 tm, c'est une variation à la hausse de 123,76 % par rapport au prix moyen pondéré de l'ancienne entente de 10,92 $ la tonne métrique.

Pour le type de sol BC sans odeur, le prix moyen pondéré obtenu cette année est de 20,00 $ la tonne métrique excluant la livraison, pour une quantité estimée de 53 519 tm, c'est une variation à la baisse de 15,79 % par rapport au prix moyen pondéré de l'ancienne entente de 23,75 $ la tonne métrique.

Pour le type de sol BC avec odeur, le prix moyen pondéré obtenu cette année est de 29,00 $ la tonne métrique excluant la livraison, pour une quantité estimée de 5 770 tm, c'est une variation à la hausse de 22,11 % par rapport au prix moyen pondéré de l'ancienne entente de 23,75 $ la tonne métrique.

Pour le type de sol C-RESC organique, le prix moyen pondéré obtenu cette année est de 38,00 $ la tonne métrique excluant la livraison, pour une quantité estimée de 7 238 tm, c'est une variation à la baisse de 4,40 % par rapport au prix moyen pondéré de l'ancienne entente de 39,75 $ la tonne métrique.

Pour le type de sol C-RESC inorganique, le prix moyen pondéré obtenu cette année est de 50,00 $ la tonne métrique excluant la livraison, pour une quantité estimée de 14 535 tm, c'est une variation à la baisse de 23,08 % par rapport au prix moyen pondéré de l'ancienne entente de 65,00 $ la tonne métrique.

Pour les matières résiduelles présentes dans les sols, le prix moyen pondéré obtenu cette année est de 57,24 $ la tonne métrique excluant la livraison, pour une quantité estimée de 15 815 tm. Nous ne pouvons pas en faire une comparaison puisqu'il s'agit d'une première entente.

Dans l'ensemble et en comparant les quantités et les prix obtenus de ce présent dossier avec les prix obtenus pour les ententes précédentes, nous obtenons une variation à la hausse de 20,52 %, qui s'explique par les carnets de commandes chargés des soumissionnaires.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les 3 soumissionnaires ont tous spécifié qu'une politique environnementale a été mise en place à l'interne pour diminuer les émissions de gaz à effet de serre et sensibiliser les employés à la cause environnementale.
Des actions concrètes ont déjà été mises en place :

L'utilisation de véhicules hybrides pour diminuer la consommation de pétrole;

Une meilleure planification des travaux pour réduire les produits dangereux et minimiser les déversements;

La formation aux employés et promotion du covoiturage entre employés.

Pour tous les soumissionnaires, d'autres actions environnementales sont planifiées et en cours d'élaboration dans le but de limiter les répercussions négatives de cette industrie.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'absence d'ententes-cadres alourdirait le processus d'approvisionnement pour ces services en obligeant la négociation à la pièce en plus de faire perdre à la Ville la possibilité d'économies de volume. De plus, l'absence d'ententes-cadres causerait d'importants problèmes aux opérations de la Ville.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une communication sous la forme d'un bulletin info-achats sera transmise aux utilisateurs afin de les informer de la conclusion des ententes-cadres ainsi que des modalités convenues.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Émission des ententes-cadres collectives.

- Comité exécutif : le 6 septembre 2017;
- Commission sur l'examen des contrats : 13 septembre 2017.
- Comité exécutif : le 20 septembre 2017;
- Conseil municipal : le 25 septembre 2017;
- Conseil d'agglomération : le 28 septembre 2017;
- Début du contrat prévu : le 27 octobre 2017;
- Fin du contrat : 31 décembre 2018;
- Fin de contrat avec la prolongation : 31 décembre 2019.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Étienne LANGLOIS
Agent d'approvisionnement niveau 2

Tél : 514 872-2988
Télécop. : 514 872-0863

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-07-21

Isabelle LAZURE
Chef de section

Tél : 514-872-6935
Télécop. : 514-868-5984

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise CHARTRAND
Chef de division
Tél : 514-872-1082
Approuvé le : 2017-07-21

	Quantité estimée en tonnes		RECYCLAGE NOTRE-DAME INC.	NORTHEX ENVIRONNEMENT INC.	ENGLOBE CORP
Sol AB Cout unitaire	131943		26,00 $	27,00 $	13,00 $
sol BC sans odeur (BC1)	53519			35,00 $	20,00 $
sol BC avec odeur (BC2)	5770			35,00 $	29,00 $
C-RESC (Contamination organique biodégradable)	7238			48,00 $	38,00 $
C-RESC (Contamination inorganique ou mixte)	14535			50,00 $	80,00 $
Matières résiduelles présentes dans les sols	15815		57,24 $	72,00 $	68,24 $
	228820				
(F) Facteur de correction	0,46				

		Quantité estimée en tonnes		RECYCLAGE NOTRE-DAME INC.	NORTHEX ENVIRONNEMENT INC.	ENGLOBE CORP	Montant du plus bas soumissionnaire / montant ajusté	Nom du plus bas soumissionnaire	Cout réel du contrat
Zone 1	Sol AB Cout unitaire	11924	Prix unitaire	26,00 $		13,00 $		RECYCLAGE NOTRE-DAME INC. 9000 avenue Marien, Montréal-Est, H1A 0A6	310 024,00 $
	Distance en km		Distance	42,00		86,00			
	Sol AB Ajusté		Montant total ajusté	540 395,68 $		626 725,44 $	540 395,68 $		
	sol BC sans odeur (BC1)	8746	Prix unitaire	- $		20,00 $		ENGLOBE CORP 9T6	174 920,00 $
	Distance en km		Distance			73,60			
	(BC1) Ajusté		Montant total ajusté	- $		471 024,58 $	471 024,58 $		
	sol BC avec odeur (BC2)	690	Prix unitaire	- $	35,00 $	29,00 $		ENGLOBE CORP 6X7	20 010,00 $
	Distance en km		Distance		154,00	40,20			
	(BC2) Ajusté		Montant total ajusté	- $	73 029,60 $	32 769,48 $	32 769,48 $		
	C-RESC (Contamination organique biodégradable)	1153	Prix unitaire	- $	48,00 $	38,00 $		ENGLOBE CORP 6X7	43 814,00 $
	Distance en km		Distance		154,00	40,20			
	C-RESC Ajusté		Montant total ajusté	- $	137 022,52 $	65 135,28 $	65 135,28 $		
	C-RESC (Contamination inorganique ou mixte)	1526	Prix unitaire	- $	50,00 $			NORTHEX ENVIRONNEMENT INC. J0L 1C0	76 300,00 $
	Distance en km		Distance		154,00				
	C-RESC Mixte Ajusté		Montant total ajusté	- $	184 401,84 $		184 401,84 $		
	Matières résiduelles présentes dans les sols	2510	Prix unitaire	57,24 $	72,00 $	68,24 $		RECYCLAGE NOTRE-DAME INC. 9000 avenue Marien, Montréal-Est, H1A 0A6	143 672,40 $
	Distance en km		Distance	42,00	73,60	73,60			
	Matières résiduelles Ajusté		Montant total ajusté	192 165,60 $	265 698,56 $	256 260,96 $	192 165,60 $		
Zone 2	Sol AB Cout unitaire	9581	Prix unitaire	26,00 $		13,00 $		RECYCLAGE NOTRE-DAME INC. 9000 avenue Marien, Montréal-Est, H1A 0A6	249 106,00 $
	Distance en km		Distance	27,60		100,80			
	Sol AB Ajusté		Montant total ajusté	370 746,38 $		568 804,81 $	370 746,38 $		
	sol BC sans odeur (BC1)	14719	Prix unitaire	- $		20,00 $		ENGLOBE CORP 3779, chemin des 40 Arpents, Terrebonne, Qc J6V 9T6	294 380,00 $
	Distance en km		Distance			55,00			
	(BC1) Ajusté		Montant total ajusté	- $		666 770,70 $	666 770,70 $		
	sol BC avec odeur (BC2)	503	Prix unitaire	- $	35,00 $	29,00 $		ENGLOBE CORP 8365, Av Broadway Nord, Montréal-Est, Qc H1B 6X7	14 587,00 $
	Distance en km		Distance		119,60	29,80			
	(BC2) Ajusté		Montant total ajusté	- $	45 278,05 $	21 482,12 $	21 482,12 $		
	C-RESC (Contamination organique biodégradable)	873	Prix unitaire	- $	48,00 $	38,00 $		ENGLOBE CORP 8365, Av Broadway Nord, Montréal-Est, Qc H1B 6X7	33 174,00 $
	Distance en km		Distance		119,60	29,80			
	C-RESC Ajusté		Montant total ajusté	- $	89 932,97 $	45 141,08 $	45 141,08 $		
	C-RESC (Contamination inorganique ou mixte)	1339	Prix unitaire	- $	50,00 $			NORTHEX ENVIRONNEMENT INC. 699, Montée de la Pomme d'Or, Contrecoeur, Qc J0L 1C0	66 950,00 $
	Distance en km		Distance		119,60				
	C-RESC Mixte Ajusté		Montant total ajusté	- $	140 616,42 $		140 616,42 $		
	Matières résiduelles présentes dans les sols	2043	Prix unitaire	57,24 $	72,00 $	68,24 $		RECYCLAGE NOTRE-DAME INC. 9000 avenue Marien, Montréal-Est, H1A 0A6	116 941,32 $
	Distance en km		Distance	27,60	55,00	55,00			
	Matières résiduelles Ajusté		Montant total ajusté	142 879,25 $	198 783,90 $	191 102,22 $	142 879,25 $		
Zone 3	Sol AB Cout unitaire	17785	Prix unitaire	26,00 $		13,00 $		RECYCLAGE NOTRE-DAME INC. 9000 avenue Marien, Montréal-Est, H1A 0A6	462 410,00 $
	Distance en km		Distance	4,60		88,00			
	Sol AB Ajusté		Montant total ajusté	500 043,06 $		951 141,80 $	500 043,06 $		
	sol BC sans odeur (BC1)	2108	Prix unitaire	- $		20,00 $		ENGLOBE CORP 3779, chemin des 40 Arpents, Terrebonne, Qc J6V 9T6	42 160,00 $
	Distance en km		Distance			35,00			
	(BC1) Ajusté		Montant total ajusté	- $		76 098,80 $	76 098,80 $		
	sol BC avec odeur (BC2)	395	Prix unitaire	- $	35,00 $	29,00 $		ENGLOBE CORP 8365, Av Broadway Nord, Montréal-Est, Qc H1B 6X7	11 455,00 $
	Distance en km		Distance		116,20	2,80			
	(BC2) Ajusté		Montant total ajusté	- $	34 938,54 $	11 963,76 $	11 963,76 $		
	C-RESC (Contamination organique biodégradable)	364	Prix unitaire	- $	48,00 $	38,00 $		ENGLOBE CORP 8365, Av Broadway Nord, Montréal-Est, Qc H1B 6X7	13 832,00 $
	Distance en km		Distance		116,20	2,80			
	C-RESC Ajusté		Montant total ajusté	- $	36 928,53 $	14 300,83 $	14 300,83 $		
	C-RESC (Contamination inorganique ou mixte)	2023	Prix unitaire	- $	50,00 $			NORTHEX ENVIRONNEMENT INC. 699, Montée de la Pomme d'Or, Contrecoeur, Qc J0L 1C0	101 150,00 $
	Distance en km		Distance		116,20				
	C-RESC Mixte Ajusté		Montant total ajusté	- $	209 283,40 $		209 283,40 $		
	Matières résiduelles présentes dans les sols	1557	Prix unitaire	57,24 $	72,00 $	68,24 $		RECYCLAGE NOTRE-DAME INC. 9000 avenue Marien, Montréal-Est, H1A 0A6	89 122,68 $
	Distance en km		Distance	4,60	35,00	35,00			
	Matières résiduelles Ajusté		Montant total ajusté	92 417,29 $	137 171,70 $	131 317,38 $	92 417,29 $		
Zone 4	Sol AB Cout unitaire	12052	Prix unitaire	26,00 $		13,00 $		RECYCLAGE NOTRE-DAME INC. 9000 avenue Marien, Montréal-Est, H1A 0A6	313 352,00 $
	Distance en km		Distance	19,20		112,40			
	Sol AB Ajusté		Montant total ajusté	419 795,26 $		779 812,61 $	419 795,26 $		
	sol BC sans odeur (BC1)	3723	Prix unitaire	- $		20,00 $		ENGLOBE CORP 3779, chemin des 40 Arpents, Terrebonne, Qc J6V 9T6	74 460,00 $
	Distance en km		Distance			46,60			
	(BC1) Ajusté		Montant total ajusté	- $		154 266,23 $	154 266,23 $		
	sol BC avec odeur (BC2)	373	Prix unitaire	- $	35,00 $	29,00 $		ENGLOBE CORP 8365, Av Broadway Nord, Montréal-Est, Qc H1B 6X7	10 817,00 $
	Distance en km		Distance		106,80	21,40			
	(BC2) Ajusté		Montant total ajusté	- $	31 379,74 $	14 488,81 $	14 488,81 $		
	C-RESC (Contamination organique biodégradable)	434	Prix unitaire	- $	48,00 $	38,00 $		ENGLOBE CORP 8365, Av Broadway Nord, Montréal-Est, Qc H1B 6X7	16 492,00 $
	Distance en km		Distance		106,80	21,40			
	C-RESC Ajusté		Montant total ajusté	- $	42 153,55 $	20 764,30 $	20 764,30 $		
	C-RESC (Contamination inorganique ou mixte)	2595	Prix unitaire	- $	50,00 $			NORTHEX ENVIRONNEMENT INC. 699, Montée de la Pomme d'Or, Contrecoeur, Qc J0L 1C0	129 750,00 $
	Distance en km		Distance		106,80				
	C-RESC Mixte Ajusté		Montant total ajusté	- $	257 237,16 $		257 237,16 $		
	Matières résiduelles présentes dans les sols	2047	Prix unitaire	57,24 $	72,00 $	68,24 $		RECYCLAGE NOTRE-DAME INC. 9000 avenue Marien, Montréal-Est, H1A 0A6	117 170,28 $
	Distance en km		Distance	19,20	46,60	46,60			
	Matières résiduelles Ajusté		Montant total ajusté	135 249,38 $	191 263,49 $	183 566,77 $	135 249,38 $		
Zone 5	Sol AB Cout unitaire	21275	Prix unitaire	26,00 $		13,00 $		RECYCLAGE NOTRE-DAME INC. 9000 avenue Marien, Montréal-Est, H1A 0A6	553 150,00 $
	Distance en km		Distance	47,20		102,00			
	Sol AB Ajusté		Montant total ajusté	1 015 072,80 $		1 274 798,00 $	1 015 072,80 $		
	sol BC sans odeur (BC1)	7563	Prix unitaire	- $		20,00 $		ENGLOBE CORP 3779, chemin des 40 Arpents, Terrebonne, Qc J6V 9T6	151 260,00 $
	Distance en km		Distance			74,60			
	(BC1) Ajusté		Montant total ajusté	- $		410 791,91 $	410 791,91 $		
	sol BC avec odeur (BC2)	1118	Prix unitaire	- $	35,00 $	29,00 $		ENGLOBE CORP 8365, Av Broadway Nord, Montréal-Est, Qc H1B 6X7	32 422,00 $
	Distance en km		Distance		139,20	49,40			
	(BC2) Ajusté		Montant total ajusté	- $	110 717,78 $	57 827,43 $	57 827,43 $		
	C-RESC (Contamination organique biodégradable)	608	Prix unitaire	- $	48,00 $	38,00 $		ENGLOBE CORP 8365, Av Broadway Nord, Montréal-Est, Qc H1B 6X7	23 104,00 $
	Distance en km		Distance		139,20	49,40			
	C-RESC Ajusté		Montant total ajusté	- $	68 115,46 $	36 920,19 $	36 920,19 $		
	C-RESC (Contamination inorganique ou mixte)	1367	Prix unitaire	- $	50,00 $			NORTHEX ENVIRONNEMENT INC. 699, Montée de la Pomme d'Or, Contrecoeur, Qc J0L 1C0	68 350,00 $
	Distance en km		Distance		139,20				
	C-RESC Mixte Ajusté		Montant total ajusté	- $	155 881,74 $		155 881,74 $		
	Matières résiduelles présentes dans les sols	1753	Prix unitaire	57,24 $	72,00 $	68,24 $		RECYCLAGE NOTRE-DAME INC. 9000 avenue Marien, Montréal-Est, H1A 0A6	100 341,72 $
	Distance en km		Distance	47,20	74,40	74,60			
	Matières résiduelles Ajusté		Montant total ajusté	138 402,86 $	186 210,67 $	179 780,67 $	138 402,86 $		

Zone 6	Sol AB Cout unitaire	12482	Prix unitaire	26,00 $		13,00 $		RECYCLAGE NOTRE-DAME INC. 9000 avenue Marien, Montréal-Est, H1A 0A6	324 532,00 $
	Distance en km		Distance	61,60		109,00			
	Sol AB Ajusté		Montant total ajusté	678 221,95 $		788 113,48 $	678 221,95 $		
	sol BC sans odeur (BC1)	8030	Prix unitaire	- $		20,00 $		ENGLOBE CORP 3779, chemin des 40 Arpents, Terrebonne, Qc J6V 9T6	160 600,00 $
	Distance en km		Distance			91,00			
	(BC1) Ajusté		Montant total ajusté	- $		496 735,80 $	496 735,80 $		
	sol BC avec odeur (BC2)	1295	Prix unitaire	- $	35,00 $	29,00 $		ENGLOBE CORP 8365, Av Broadway Nord, Montréal-Est, Qc H1B 6X7	37 555,00 $
	Distance en km		Distance		139,20	63,80			
	(BC2) Ajusté		Montant total ajusté	- $	128 246,44 $	75 560,66 $	75 560,66 $		
	C-RESC (Contamination organique biodégradable)	2845	Prix unitaire	- $	48,00 $	38,00 $		ENGLOBE CORP 8365, Av Broadway Nord, Montréal-Est, Qc H1B 6X7	108 110,00 $
	Distance en km		Distance		139,20	63,80			
	C-RESC Ajusté		Montant total ajusté	- $	318 731,04 $	191 605,06 $	191 605,06 $		
	C-RESC (Contamination inorganique ou mixte)	3887	Prix unitaire	- $	50,00 $			NORTHEX ENVIRONNEMENT INC. 699, Montée de la Pomme d'Or, Contrecoeur, Qc J0L 1C0	194 350,00 $
	Distance en km		Distance		139,20				
	C-RESC Mixte Ajusté		Montant total ajusté	- $	443 242,38 $		443 242,38 $		
	Matières résiduelles présentes dans les sols	3410	Prix unitaire	57,24 $	72,00 $	68,24 $		RECYCLAGE NOTRE-DAME INC. 9000 avenue Marien, Montréal-Est, H1A 0A6	195 188,40 $
	Distance en km		Distance	61,60	91,00	91,00			
	Matières résiduelles Ajusté		Montant total ajusté	291 814,16 $	388 262,60 $	375 441,00 $	291 814,16 $		
Zone 7	Sol AB Cout unitaire	30961	Prix unitaire	26,00 $		13,00 $		RECYCLAGE NOTRE-DAME INC. 9000 avenue Marien, Montréal-Est, H1A 0A6	804 986,00 $
	Distance en km		Distance	47,00		117,00			
	Sol AB Ajusté		Montant total ajusté	1 474 362,82 $		2 068 814,02 $	1 474 362,82 $		
	sol BC sans odeur (BC1)	6337	Prix unitaire	- $		20,00 $		ENGLOBE CORP 3779, chemin des 40 Arpents, Terrebonne, Qc J6V 9T6	126 740,00 $
	Distance en km		Distance			74,40			
	(BC1) Ajusté		Montant total ajusté	- $		343 617,49 $	343 617,49 $		
	sol BC avec odeur (BC2)	827	Prix unitaire	- $	35,00 $	29,00 $		ENGLOBE CORP 8365, Av Broadway Nord, Montréal-Est, Qc H1B 6X7	23 983,00 $
	Distance en km		Distance		119,00	49,20			
	(BC2) Ajusté		Montant total ajusté	- $	74 214,98 $	42 699,66 $	42 699,66 $		
	C-RESC (Contamination organique biodégradable)	783	Prix unitaire	- $	48,00 $	38,00 $		ENGLOBE CORP 8365, Av Broadway Nord, Montréal-Est, Qc H1B 6X7	29 754,00 $
	Distance en km		Distance		119,00	49,20			
	C-RESC Ajusté		Montant total ajusté	- $	80 445,42 $	47 474,86 $	47 474,86 $		
	C-RESC (Contamination inorganique ou mixte)	1495	Prix unitaire	- $	50,00 $			NORTHEX ENVIRONNEMENT INC. 699, Montée de la Pomme d'Or, Contrecoeur, Qc J0L 1C0	74 750,00 $
	Distance en km		Distance		119,00				
	C-RESC Mixte Ajusté		Montant total ajusté	- $	156 586,30 $		156 586,30 $		
	Matières résiduelles présentes dans les sols	2057	Prix unitaire	57,24 $	72,00 $	68,24 $		RECYCLAGE NOTRE-DAME INC. 9000 avenue Marien, Montréal-Est, H1A 0A6	117 742,68 $
	Distance en km		Distance	47,00	74,40	74,40			
	Matières résiduelles Ajusté		Montant total ajusté	162 215,02 $	218 502,77 $	210 768,45 $	162 215,02 $		
Zone 8	Sol AB Cout unitaire	15883	Prix unitaire	26,00 $		13,00 $		ENGLOBE CORP 2535, 1er rue, Sainte-Sophie J5J 2R7	206 479,00 $
	Distance en km		Distance	85,60		108,00			
	Sol AB Ajusté		Montant total ajusté	1 038 367,01 $		995 546,44 $	995 546,44 $		
	sol BC sans odeur (BC1)	2293	Prix unitaire	- $		20,00 $		ENGLOBE CORP 3779, chemin des 40 Arpents, Terrebonne, Qc J6V 9T6	45 860,00 $
	Distance en km		Distance			105,80			
	(BC1) Ajusté		Montant total ajusté	- $		157 455,72 $	157 455,72 $		
	sol BC avec odeur (BC2)	569	Prix unitaire	- $	35,00 $	29,00 $		ENGLOBE CORP 8365, Av Broadway Nord, Montréal-Est, Qc H1B 6X7	16 501,00 $
	Distance en km		Distance		177,60	87,80			
	(BC2) Ajusté		Montant total ajusté	- $	66 400,02 $	39 481,77 $	39 481,77 $		
	C-RESC (Contamination organique biodégradable)	178	Prix unitaire	- $	48,00 $	38,00 $		ENGLOBE CORP 8365, Av Broadway Nord, Montréal-Est, Qc H1B 6X7	6 764,00 $
	Distance en km		Distance		177,60	87,80			
	C-RESC Ajusté		Montant total ajusté	- $	23 085,89 $	13 953,06 $	13 953,06 $		
	C-RESC (Contamination inorganique ou mixte)	303	Prix unitaire	- $	50,00 $			NORTHEX ENVIRONNEMENT INC. 699, Montée de la Pomme d'Or, Contrecoeur, Qc J0L 1C0	15 150,00 $
	Distance en km		Distance		177,60				
	C-RESC Mixte Ajusté		Montant total ajusté	- $	39 903,89 $		39 903,89 $		
	Matières résiduelles présentes dans les sols	438	Prix unitaire	57,24 $	72,00 $	68,24 $		RECYCLAGE NOTRE-DAME INC. 9000 avenue Marien, Montréal-Est, H1A 0A6	25 071,12 $
	Distance en km		Distance	85,60	105,80	105,80			
	Matières résiduelles Ajusté		Montant total ajusté	42 317,81 $	52 852,58 $	51 205,70 $	42 317,81 $		

	RECYCLAGE NOTRE-DAME INC.		NORTHEX ENVIRONNEMENT INC.	ENGLOBE CORP
Total Ajusté	6 196 099,32 $		1 587 153,14 $	4 503 876,03 $
Total Non ajusté	3 922 810,60 $		726 750,00 $	1 719 233,00 $
TPS	196 140,53 $		36 337,50 $	85 961,65 $
TVQ	391 300,357 $		72 493,313 $	171 493,492 $
Total avec taxes	**4 510 251,49 $**		**835 580,81 $**	**1 976 688,14 $**
Grand total avec taxes	**7 322 520,44 $**			

Type de sol	Quantité estimée en tonnes		Prix total des contrats	Prix unitaire moyen	Prix unitaire ancienne moyen entente	Variation
Sol AB Cout unitaire	131943		**3 224 039,00 $**	**24,44 $**	10,92	123,76%
sol BC sans odeur (BC1)	53519		**1 070 380,00 $**	**20,00 $**	23,75	-15,79%
sol BC avec odeur (BC2)	5770		**167 330,00 $**	**29,00 $**	23,75	22,11%
C-RESC (Contamination organique biodégradable)	7238		**275 044,00 $**	**38,00 $**	39,75	-4,40%
C-RESC (Contamination inorganique ou mixte)	14535		**726 750,00 $**	**50,00 $**	65	-23,08%
Matières résiduelles présentes dans les sols	15815		**905 250,60 $**	**57,24 $**	Première entente	

Type de sol	Zones		Adjudicataire	Zone	Adjudicataire
Sol AB Cout unitaire	Zone 1 à Zone 7		RECYCLAGE NOTRE-DAME INC.	Zone 8	ENGLOBE CORP
sol BC sans odeur (BC1)	Zone 1 à Zone 8		ENGLOBE CORP		
sol BC avec odeur (BC2)	Zone 1 à Zone 8		ENGLOBE CORP		
C-RESC (Contamination organique biodégradable)	Zone 1 à Zone 8		ENGLOBE CORP		
C-RESC (Contamination inorganique ou mixte)	Zone 1 à Zone 8		NORTHEX ENVIRONNEMENT INC.		
Matières résiduelles présentes dans les sols	Zone 1 à Zone 8		RECYCLAGE NOTRE-DAME INC.		

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 12 mai 2017

NORTHEX ENVIRONNEMENT INC.
A/S MADAME MARIE-JOSÉE LAMOTHE
699, MONTEE DE LA POMME-D'OR
CONTRECOEUR (QC) J0L 1C0

N° de décision : 2017-CPSM-1029889
N° de client : 2700024069

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Madame,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). NORTHEX ENVIRONNEMENT INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **14 juillet 2019** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Madame, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 17 août 2016

RECYCLAGE NOTRE-DAME INC.
A/S MONSIEUR MAXIM SYLVESTRE
9400, RUE DE L'INNOVATION
ANJOU (QC) H1J 2X9

N° de décision : 2016-CPSM-1044901
N° de client : 2700018824

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). RECYCLAGE NOTRE-DAME INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **16 juin 2019** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Maryse Pineault, avocate
Directrice principale des opérations d'encadrement de la distribution

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
www.lautorite.qc.ca

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

Le 14 septembre 2016

ENGLOBE CORP.
4495, BOUL WILFRID-HAMEL
100
QUÉBEC QC G1P 2J7

Objet : Accusé de réception - Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client :	2700022980
N° de demande :	1631141048
N° de confirmation de paiement :	000203280935

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 877 525-0337.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés financiers

Liste des commandes

Numéro : 17-16180
Numéro de référence : 1081575
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Sites pour la disposition, l'élimination et le traitement des sols contaminés ainsi que des matières résiduelles présentes dans les sols

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Groupe SCP Environnement inc. 4567 rue Beaubien est bureau #1 Montréal, QC, H1T 1T5 NEQ : 1168284678	Monsieur Daniel Perreault Téléphone : 514 722-1451 Télécopieur :	**Commande : (1306552)** 2017-06-19 15 h 28 **Transmission :** 2017-06-19 15 h 28	2783270 - 17-16180 Addenda N° 1 - Report de date 2017-06-21 15 h 27 - Courriel 2785197 - 17-16180 Addenda N° 2 (devis) 2017-06-27 13 h 21 - Courriel 2785198 - 17-16180 Addenda N° 2 (bordereau) 2017-06-27 13 h 21 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Entreprises K.L. Mainville 12350 Service A2 Mirabel, QC, J7N1G5 NEQ : 1162065495	Monsieur Serge Mainville Téléphone : 450 476-0945 Télécopieur : 450 476-0946	**Commande : (1306351)** 2017-06-19 12 h 19 **Transmission :** 2017-06-19 12 h 19	2783270 - 17-16180 Addenda N° 1 - Report de date 2017-06-21 15 h 27 - Courriel 2785197 - 17-16180 Addenda N° 2 (devis) 2017-06-27 13 h 21 - Courriel 2785198 - 17-16180

				Addenda N° 2 (bordereau) 2017-06-27 13 h 21 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Northex Environnement inc. 699, Montée de la Pomme d'Or Contrecoeur, QC, J0l 1C0 http://www.northex.net NEQ : 1147114749	Monsieur Michel Lévesque Téléphone : 450 587-8877 Télécopieur : 450 587-8811	**Commande : (1303121)** 2017-06-12 12 h 45 **Transmission :** 2017-06-12 12 h 45	2783270 - 17-16180 Addenda N° 1 - Report de date 2017-06-21 15 h 27 - Courriel 2785197 - 17-16180 Addenda N° 2 (devis) 2017-06-27 13 h 21 - Courriel 2785198 - 17-16180 Addenda N° 2 (bordereau) 2017-06-27 13 h 21 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	recyclage notre-dame inc 9400, rue de l'innovation Montréal, QC, h1j 2x9 NEQ :	Monsieur Maxim Sylvestre Téléphone : 514 645-5200 Télécopieur : 514 645-4422	**Commande : (1303818)** 2017-06-13 11 h 39 **Transmission :** 2017-06-13 11 h 39	2783270 - 17-16180 Addenda N° 1 - Report de date 2017-06-21 15 h 28 - Télécopie 2785197 - 17-16180 Addenda N° 2 (devis) 2017-06-27 13 h 26 - Messagerie 2785198 - 17-16180 Addenda N° 2 (bordereau) 2017-06-27 13 h 21 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Services Matrec Inc... 4 Chemin du Tremblay Boucherville, QC, J4B 6Z5 NEQ : 1162713870	Madame Michèle Lamarre Téléphone : 450 645-3181 Télécopieur : 450 641-2535	**Commande : (1306519)** 2017-06-19 15 h 01 **Transmission :** 2017-06-19 15 h 01	2783270 - 17-16180 Addenda N° 1 - Report de date 2017-06-21 15 h 27 - Courriel 2785197 - 17-16180 Addenda N° 2 (devis) 2017-06-27 13 h 21 - Courriel 2785198 - 17-16180 Addenda N° 2 (bordereau) 2017-06-27 13 h 21 - Téléchargement Mode privilégié (devis) :

				Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Solution Eau Air Sol 8365 av Broadway nord Montréal, QC, H1B 5X7 http://www.solution-eas.com NEQ : 1167280206	Monsieur Denis Niquette Téléphone : 514 644-1405 Télécopieur : 514 648-2665	**Commande : (1304072)** 2017-06-13 16 h 08 **Transmission :** 2017-06-13 16 h 08	2783270 - 17-16180 Addenda N° 1 - Report de date 2017-06-21 15 h 27 - Courriel 2785197 - 17-16180 Addenda N° 2 (devis) 2017-06-27 13 h 21 - Courriel 2785198 - 17-16180 Addenda N° 2 (bordereau) 2017-06-27 13 h 21 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	tecosol inc. 99 des Hauts-Bois #209 Sainte-Julie, QC, J3E 3J9 NEQ : 1143310721	Monsieur Pierre Dufresne Téléphone : 450 922-1410 Télécopieur : 450 922-4774	**Commande : (1303470)** 2017-06-12 20 h 05 **Transmission :** 2017-06-12 20 h 05	2783270 - 17-16180 Addenda N° 1 - Report de date 2017-06-21 15 h 27 - Courriel 2785197 - 17-16180 Addenda N° 2 (devis) 2017-06-27 13 h 21 - Courriel 2785198 - 17-16180 Addenda N° 2 (bordereau) 2017-06-27 13 h 21 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Waste Management Longueuil 1994 chemin d'Ayer's Cliff C.P.718 Magog, QC, J1X 5A8 NEQ : 1146435301	Madame Michele Rivard Téléphone : 819 843-9522 Télécopieur : 819 847-3597	**Commande : (1305107)** 2017-06-15 13 h 05 **Transmission :** 2017-06-15 13 h 05	2783270 - 17-16180 Addenda N° 1 - Report de date 2017-06-21 15 h 27 - Courriel 2785197 - 17-16180 Addenda N° 2 (devis) 2017-06-27 13 h 21 - Courriel 2785198 - 17-16180 Addenda N° 2 (bordereau) 2017-06-27 13 h 21 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

- Aide en ligne
- Formation en ligne
- Glossaire
- Plan du site
- Accessibilité
- UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

- Grille des tarifs
- Contactez-nous
- Nouvelles
- Marchés publics hors Québec
- Registre des entreprises non admissibles
- Autorité des marchés financiers

À propos

- À propos de SEAO
- Info sur Constructo
- Conditions d'utilisation
- Polices supportées

Partenaires

© 2003-2017 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
MANDAT

Dossier # : 1177360007

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction , Division de l'acquisition de biens et services , Approvisionnement stratégique et collectif
Objet :	Conclure des ententes-cadres collectives avec les firmes Recyclage Notre-Dame inc. (4 510 251,49 $, taxes incluses, excluant la livraison), Englobe Corp. (1 976 688,14 $, taxes incluses, excluant la livraison), et Northex Environnement inc., (835 580,81 $, taxes incluses, excluant la livraison) pour une période de quatorze (14) mois avec une possibilité de prolongation de 12 mois, pour la fourniture de sites pour la valorisation, le traitement et l'élimination de sols contaminés ainsi que des matières résiduelles présentes dans les sols provenant des arrondissements et des services centraux à la suite de l'appel d'offres public numéro 17-16180 - au montant total estimé de 7 322 520,44 $, taxes incluses, excluant la livraison (3 soum.).

Numéro du mandat
SMCE177360007

Date du mandat
2017-09-06

Objet du mandat

Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats

Type de mandat

Commission sur l'examen des contrats

VU le Règlement sur la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008);

VU la résolution CG11 0082 qui détermine les critères de sélection des contrats qui doivent être soumis à la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats;

VU que le contrat de biens et services à Englobe Corp. est d'une valeur de plus de 2 M$ et qu'il présente un écart de plus de 20 % entre le prix soumis par l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme et un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire;

VU que le contrat de biens et services contrat à Recyclage Notre-Dame est d'une valeur de

plus de 2 M$ et qu'il présente un écart de prix de plus de 20 % entre le prix soumis par l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme et un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire et pour lequel l'adjudicataire en est à son troisième de contrat consécutif pour un contrat récurrent.

Le comité exécutif, après avoir pris connaissance du dossier décisionnel 1177360007 mandate la Commission sur l'examen des contrats afin d'étudier les contrats à Englobe Corp. Recyclage Notre-Dame.

Signé le : 2017-09-08

Jean-François MILOT

_____

Chef de division soutien aux instances

Dossier # :1177360007

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Commission permanente sur l'examen des contrats

La commission :

Présidente

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Vice-présidentes

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Membres

Mme Dida Berku
Ville de Côte-Saint-Luc

M. Richard Celzi
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Marie Cinq-Mars
Arrondissement d'Outremont

M. Richard Deschamps
Arrondissement de LaSalle

M. Marc-André Gadoury
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Luc Gagnon
Arrondissement de Verdun

M. Manuel Guedes
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 28 septembre 2017

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE177360007

Conclure des ententes-cadres collectives avec les firmes Recyclage Notre-Dame inc. (4 510 251,49 $, taxes incluses, excluant la livraison), Englobe Corp. (1 976 688,14 $, taxes incluses, excluant la livraison), et Northex Environnement inc., (835 580,81 $, taxes incluses, excluant la livraison) pour une période de quatorze (14) mois avec une possibilité de prolongation de 12 mois, pour la fourniture de sites pour la valorisation, le traitement et l'élimination de sols contaminés ainsi que des matières résiduelles présentes dans les sols provenant des arrondissements et des services centraux à la suite de l'appel d'offres public numéro 17-16180 - au montant total estimé de 7 322 520,44 $, taxes incluses, excluant la livraison (3 soum.).

(ORIGINAL SIGNÉ)

Émilie Thuillier
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE177360007

Conclure des ententes-cadres collectives avec les firmes Recyclage Notre-Dame inc. (4 510 251,49 $, taxes incluses, excluant la livraison), Englobe Corp. (1 976 688,14 $, taxes incluses, excluant la livraison), et Northex Environnement inc., (835 580,81 $, taxes incluses, excluant la livraison) pour une période de quatorze (14) mois avec une possibilité de prolongation de 12 mois, pour la fourniture de sites pour la valorisation, le traitement et l'élimination de sols contaminés ainsi que des matières résiduelles présentes dans les sols provenant des arrondissements et des services centraux à la suite de l'appel d'offres public numéro 17-16180 - au montant total estimé de 7 322 520,44 $, taxes incluses, excluant la livraison (3 soum.).

À sa séance du 6 septembre 2017, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce dossier répondait aux critères suivants :

- *Contrat de biens et services d'une valeur de plus de 2 M$ présentant un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme et un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire (contrat à Englobe Corp.);*

- *Contrat de biens et services d'une valeur de plus de 2 M$ présentant un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme et un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire et pour lequel l'adjudicataire en est à son troisième de contrat consécutif pour un contrat récurrent (contrat à Recyclage Notre-Dame).*

Le 14 septembre 2017, les membres de la commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus relativement au mandat confié. Des représentants du Service de l'approvisionnement et du Service de l'environnement ont répondu aux questions de la commission.

Les membres jugent avoir reçu des réponses satisfaisantes à leurs questions. Ils ont cependant constaté une variation à la hausse de 20,52 % dans les prix obtenus dans les

présents contrats par rapport aux contrats précédents. Le Service a expliqué que les soumissionnaires avaient des carnets de commandes chargés, ce qui a entraîné des prix soumis plus élevés. Les coûts sur ce marché sont donc clairement à la hausse.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service de l'approvisionnement et du Service de l'environnement pour leurs interventions lors de la séance de travail de la commission. La commission adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération à savoir :

- *Contrat de biens et services d'une valeur de plus de 2 M$ présentant un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme et un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire (contrat à Englobe Corp.);*

- *Contrat de biens et services d'une valeur de plus de 2 M$ présentant un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme et un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire et pour lequel l'adjudicataire en est à son troisième de contrat consécutif pour un contrat récurrent (contrat à Recyclage Notre-Dame).*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE177360007 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.75

2017/09/28 17:00

(2)

Dossier # : 1171701001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division bureau de projets aménagements - grands parcs , Section gestion de projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 b) concilier la protection de l'environnement et du patrimoine bâti avec le développement économique, social et culturel
Compétence d'agglomération :	Mise en valeur des biens protégés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel
Projet :	MCCQ 2012-2015 (Entente sur le développement culturel)
Objet :	Accorder un contrat à Maçonnerie Rainville et Frères inc. pour la réfection de la maison Thomas-Brunet sise au parc-nature du Cap-Saint-Jacques - Dépense totale de 2 908 264,40 $, taxes incluses - Appel d'offres public (17-6958) - (3 soumissionnaires).

Il est recommandé :

1. D'autoriser une dépense de 2 908 264,40 $, taxes incluses, pour la réfection de la maison Thomas-Brunet au parc-nature du Cap-Saint-Jacques, comprenant tous les frais incidents;

2. D'accorder à Maçonnerie Rainville et Frères inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 2 600 000 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public (17-6958);

3. D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2017-08-29 11:37

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1171701001**

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division bureau de projets aménagements - grands parcs , Section gestion de projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 b) concilier la protection de l'environnement et du patrimoine bâti avec le développement économique, social et culturel
Compétence d'agglomération :	Mise en valeur des biens protégés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel
Projet :	MCCQ 2012-2015 (Entente sur le développement culturel)
Objet :	Accorder un contrat à Maçonnerie Rainville et Frères inc. pour la réfection de la maison Thomas-Brunet sise au parc-nature du Cap-Saint-Jacques - Dépense totale de 2 908 264,40 $, taxes incluses - Appel d'offres public (17-6958) - (3 soumissionnaires).

CONTENU

CONTEXTE

Classée monument historique en 2008, la maison Thomas-Brunet (maison), située dans le parc-nature du Cap-Saint-Jacques, est inscrite dans le secteur de valeur patrimoniale exceptionnelle du parc-nature du Cap-Saint-Jacques au Plan d'urbanisme. Compte tenu de la valeur patrimoniale du bâtiment, le projet devra limiter les modifications extérieures au minimum et il est assujetti à l'approbation du ministère de la Culture et des Communications du Québec (MCC).
La maison a été construite vers 1835 comme maison de ferme et agrandie successivement en 1928, 1938 et 1956. En 1998, la Ville de Pierrefonds (maintenant arrondissement de Pierrefonds-Roxboro) a émis deux avis de non-conformité concernant certaines exigences de sécurité incendie et de méthodes de construction.

Elle fût également rénovée à deux reprises, soit en 1994 et 2008. Lors des dernières rénovations, en 2008, les travaux réalisés ont permis de procéder à la réfection de plusieurs travaux intérieurs et extérieurs, dont l'installation d'un réseau de gicleurs automatiques à eau et l'installation d'un système géothermique. Malgré ces travaux, ceux-ci ne tenaient pas compte des recommandations des deux avis de non-conformité émis en 1998. Aussi, l'intégration d'un monte-personne ne s'est pas fait dans les règles de l'art, à savoir d'être branché à la ligne téléphonique. Ainsi, cet équipement n'a toujours pas obtenu le certificat de conformité de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ). Ce faisant, la Ville a décidé de fermer la maison au public, sans que des travaux de réfection et de mise aux normes soient effectués.

Aujourd'hui, plusieurs travaux sont requis afin de maintenir la performance de l'enveloppe

de la maison. Aussi, un diagnostic a été réalisé par la firme d'architecture mandatée par la Ville, GCBD architectes (maintenant Cobalt 27) au sujet de la mise aux normes du bâtiment et des systèmes mécaniques, électriques et de ventilation. Le diagnostic, les deux avis de non-conformité et l'énoncé d'intérêt patrimonial ont permis d'identifier les interventions à effectuer dans le cadre du présent dossier. Les travaux de réfection de la maison visent donc à redonner accès aux citoyens, en effectuant des travaux qui respectent les exigences du *Code de construction* , du *Code de sécurité* et du *Règlement sur la santé et la sécurité du travail* , notamment la décontamination et l'enlèvement de l'amiante au sous-sol où est située la prise d'air du système de ventilation. Également, les valeurs patrimoniales de l'ensemble guident les interventions projetées.

Le présent mandat, qui s'inscrit dans le cadre de l'*Entente sur le développement culturel de Montréal 2012-2015* entre la Ville et le MCC, a fait l'objet d'une présentation au *Conseil du patrimoine de Montréal* (CPM) le 25 août 2017 et la demande de permis de construction a été effectuée le 11 juillet 2017, à l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro. L'avis du CPM et la demande de permis de construction figurent en pièces jointes du présent dossier.

Étape déjà autorisée :

	Coût	Date de début	Date de fin
Entente-cadre de services professionnels en architecture et en ingénierie à Girard Côté Bérubé Dion architectes pour la réfection des bâtiments dans les parcs-nature	1 808 760,85 $	Février 2016	Février 2018

Étape à autoriser dans le présent dossier :

	Date de début prévue	Date de fin prévue
Réfection de la maison Thomas-Brunet au parc-nature du Cap-Saint-Jacques	octobre 2017	mars 2019

Étape ultérieure :

	Date de début prévue	Date de fin prévue
Réaménagement du secteur de la maison Thomas-Brunet au parc-nature du Cap-Saint-Jacques	automne 2019	printemps 2020

Le processus suivi dans le présent dossier est un appel d'offres public, ouvert à tous les entrepreneurs répondant aux termes des clauses administratives incluses au cahier des charges. L'appel d'offres a débuté le 19 avril 2017 et s'est terminé 26 jours plus tard, soit le 15 mai 2017. Les soumissions ont été ouvertes le 15 mai 2017 à 10 h 30. L'appel d'offres public a été publié dans le journal Le Devoir la première journée et sur le site Internet de la Ville et celui du SÉAO.ca durant toute la période de l'appel d'offres.

Trois addenda ont été produits. Le premier addenda, transmis le premier jour de la période, visait à remplacer le formulaire de soumission, à ajouter des plans dans le volet architecture, à émettre les plans de la cuisine, à remplacer des fascicules du cahier des charges et à reporter la date d'ouverture des soumissions. Au total, cet addenda concernait 25 plans et 79 pages du cahier des charges. Le deuxième addenda, transmis le 9 mai 2017, visait à remplacer certains fascicules, ajouter des plans dans le volet architecture et à apporter des précisions aux plans et au cahier des charges. Dans cet addenda, 25 questions ont été répondues. Le troisième addenda, transmis le 11 mai 2017, visait essentiellement à apporter des précisions aux plans et au cahier des charges. Les questions et réponses de ces addenda ont eu un impact sur les prix. Les trois addenda ont été envoyés à tous les preneurs de documents d'appel d'offres, dans les délais prescrits.

Selon les termes de la section I - *Instructions aux soumissionnaires* du cahier des charges, les soumissions étaient valides pour 120 jours suivant la date d'ouverture. Afin de couvrir les délais administratifs du présent dossier d'octroi du contrat, un prolongement de validité de la soumission a été demandé et accepté le 22 août 2017, pour une période additionnelle de 90 jours. La soumission est donc valide jusqu'au 11 décembre 2017.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0029 - 28 janvier 2016 - Accorder un contrat de services professionnels en architecture et en ingénierie à Girard Côté Bérubé Dion architectes pour la réfection des bâtiments dans les parcs-nature - Dépense totale de 1 808 760,85 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14831 (3 soum., 1 seul conforme) / Approuver un projet de convention à cet effet.
CG11 0165 - 19 mai 2011 - Octroyer un contrat à Les entreprises de construction Ventec inc. pour le réaménagement des réseaux piétonniers et véhiculaires du secteur de la maison Thomas-Brunet au parc-nature du Cap-Saint-Jacques - Dépense totale de 584 890,95 $, taxes incluses - Appel d'offres public 6270 (3 soum.).

CG08 0414 - 28 août 2008 - Octroyer un contrat à Hubert Blanchette inc. pour l'exécution des travaux de rénovation et de mise aux normes de la maison Thomas-Brunet située au 187, chemin du Cap-Saint-Jacques, au parc-nature du Cap-Saint-Jacques - Dépense totale de 2 081 347,93 $, taxes incluses - Appel d'offres public 08-6214 (1 soum.).

DESCRIPTION

Le présent dossier vise l'octroi du contrat pour la réalisation des travaux de réfection de la maison Thomas-Brunet située au parc nature du Cap-Saint-Jacques. Les travaux comprennent la démolition de certaines parties de l'enveloppe et leur reconstruction à l'identique dans le respect des exigences du patrimoine.
La réalisation des travaux doit respecter la loi fédérale intitulée *Loi sur les espèces en péril* , la *Loi fédérale de 1994 sur la Convention concernant les oiseaux migrateurs* et les périodes prescrites par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte aux changements climatiques (MDDELCC). Les travaux peuvent donc être réalisés entre le 1er septembre et le 1er avril de chaque année. Ainsi, un arrêt est prévu entre le 1er avril et le 1er septembre 2018.

De façon générale et non limitative, les travaux prévus sont :

a) Travaux de réfection intérieurs :
- Décontamination et démolition;
- Reconfiguration d'une salle de toilette pour personnes à mobilité réduite et accessible universellement;
- Réfection et ajout de cloisons;
- Intégration et ajout d'éléments de construction coupe-feu;
- Modification et ajout de portes intérieures;
- Ébénisterie;
- Fourniture et installation de nouveaux cabinets, comptoirs et armoires;
- Aménagement d'une cuisine pour un espace traiteur;
- Mise aux normes du monte-personne;
- Modification du système de ventilation et chauffage;
- Mise aux normes du système de ventilation, de chauffage et de diverses composantes électriques;
- Plomberie;
- Remplacement et ajout de luminaires.

b) Travaux de réfection extérieurs :

- Protection des végétaux;
- Réfection de la maçonnerie de pierre et de moellon;
- Rejointoiement, démontage de pierres;
- Remplacement de pierres et de linteaux en acier;
- Nettoyage de la maçonnerie;
- Réfection des toitures en ardoise, en pannes d'acier et baguettes;
- Réfection du toit plat en membrane élastomère;
- Remplacement et ajout de gouttières et de descentes pluviales;
- Isolation et ventilation des combles;
- Réfection et remplacement de certaines composantes en ébénisterie au périmètre des ouvertures;
- Décapage et peinture du revêtement de bois extérieur, des boiseries, des portes, des fenêtres et du moulurage;
- Réparation de portes et fenêtres en bois;
- Fourniture et installation de nouvelles portes, fenêtres et contrevents en bois fabriqués sur mesure;
- Étanchéité et drainage de certaines fondations;
- Ajout de câbles chauffants aux débords de toit;
- Démolition et reconstruction d'éléments du balcon en béton.

Le pourcentage de contingences inscrit au bordereau de soumission a été fixé à 17,5 % en raison des facteurs de risque associés à la présence de matériaux contaminant et au statut patrimonial de la maison, qui contribuent à augmenter la complexité des travaux.

Les incidences représentent 11,86 % du total du contrat, soit 308 264,40 $, taxes incluses. Ce montant comprend des frais affectés à la réhabilitation des sols, si requise, au contrôle qualitatif, à diverses expertises techniques, à l’achat de mobilier, de matériaux, d'équipements et à la transmission des informations sur les travaux et leurs impacts.

Ouverts à tous les entrepreneurs et répondant aux termes des clauses incluses au cahier des charges, les documents ont été pris par un total de neuf entrepreneurs, sous-traitants et fournisseurs, qui n’ont pas demandé l’anonymat. De ce nombre, trois entrepreneurs généraux ont déposé leur soumission. Tous les trois étaient conformes.

Les preneurs du cahier des charges sont :
A. Entrepreneurs généraux :
- Aranda Construction inc.;
- Hubert Blanchette inc.;
- Le Groupe Vespo;
- Maçonnerie Rainville et Frères inc.;
- Norgéreq ltée.

B. Sous-traitant :
- Toitures Trois Étoiles inc.

C. Autres :
- Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ);
- Association Patronale des Entreprises en Construction (APECQ);
- Legico CHP Consultants.

JUSTIFICATION

Sur la totalité des cinq entrepreneurs généraux, trois ont déposé une soumission conforme. Cela représente 60 % des preneurs des documents d'appel d'offres ayant déposé une soumission et 40 % n'ayant pas déposé de soumission.
À la suite des vérifications faites auprès des preneurs du cahier des charges n'ayant pas

déposé de soumission, les raisons invoquées sont, entre autres, que l'appel d'offres ne répond pas à leur compétence ou que leur carnet de commandes est complet.

Firmes soumissionnaires	Prix de base (taxes incluses)	Contingences (taxes incluses)	Total (taxes incluses)
Maçonnerie Rainville et Frères inc.	2 212 765,96 $	387 234,04 $	2 600 000 $
Norgéreq ltée	2 901 874,87 $	507 828,10 $	3 409 702,97 $
Hubert Blanchette inc.	3 159 610,79 $	552 931,88 $	3 712 542,61 $
Dernière estimation réalisée à l'externe	1 964 938,05 $	343 864,16 $	2 308 802,21 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)* Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*			3 240 748,53 $ 24,64 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)* Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*			1 112 542,61 $ 42,79 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			287 793,38 $ 12,61 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)* Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			809 702,97 $ 31,14 %

Les prix déposés par le plus bas soumissionnaire sont supérieurs de 12,61 % à l'estimation réalisée à l'externe. L'abondance de projets actuellement en cours de réalisation fait en sorte que les entrepreneurs généraux, sous-traitants spécialisés et fournisseurs ont des carnets de commandes bien remplis. Ceci pourrait, d'une part, être à l'origine de la légère hausse des prix qui explique en partie l'écart de 12,61 % observé entre les prix du plus bas soumissionnaire et la dernière estimation réalisée à l'externe. D'autre part, les écarts supérieurs à la dernière estimation réalisée à l'externe se situent principalement au niveau des items du bordereau de soumission suivants : les charges générales, les clauses administratives, les ouvrages de béton, les travaux de bois, de plastique, de carrelage de céramique et les travaux de mécanique. De plus, la localisation de la maison, située à l'extrémité nord-ouest de l'île, et les chemins d'accès menant à celle-ci pourraient également être à l'origine de la hausse des prix. Finalement, la maison est citée à titre de monument historique en vertu des dispositions de la *Loi sur les biens culturels* (LBC). Ce faisant, les interventions se doivent d'être réalisées avec un souci et un respect des méthodes de construction de type patrimonial. Ceci requiert des corps de métier spécialisés.

Le présent dossier vise l'octroi d'un contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$ qui doit être référé à la *Commission permanente sur l'examen des contrats* (CPEC) compte tenu de l'écart de plus de 20 % existant entre l'adjudicataire et le deuxième plus

bas soumissionnaire conforme.

Les validations requises ont été faites, selon lesquelles l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie des listes des entreprises à licences restreintes. Ce contrat n'est pas assujetti à l'*Autorité des marchés financiers.*

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal de ce projet est de 2 908 264,40 $, taxes incluses. Le coût total du contrat est de 2 600 000 $, taxes et contingences incluses, et les incidences sont de 308 264,40 $, taxes incluses. Cette dépense sera assumé comme suit :
Sur la dépense nette de 2 655 633,04 $, un montant de 1 000 000 $ est subventionné à 50 %, soit 500 000 $, par l'*Entente sur le développement culturel de Montréal 2012-2015,* ce qui laisse un emprunt net à la charge de la Ville de 2 155 633,04 $.

Un montant maximal de 1 655 633,04 $, net de ristournes, sera financé par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération n^{o} RCG 16-049 – « Travaux Aménagement Parcs » du SGPVMR.

Un montant maximal de 1 000 000 $, net de ristournes, sera financé par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération n^{o} RCG 14-027 « Règlement autorisant un emprunt de 14 000 000 $ afin de financer des travaux de restauration de biens patrimoniaux qui appartiennent à la Ville de Montréal et qui sont reconnus par la *Loi sur le patrimoine culturel,* dans le cadre de l'Entente sur le fonds du patrimoine culturel québécois ».

En effet, le projet est admissible à une subvention pour ces travaux de restauration en raison de ses valeurs historiques, sociales et architecturales ainsi que pour l'effort de restauration des composantes architecturales. Le *Fonds du patrimoine culturel québécois* (FPCQ) subventionne deux tiers des coûts de travaux de restauration admissibles, pour une contribution totale maximale de 1 M$. Les travaux de restauration admissibles ont été validés par les professionnels de la Division du patrimoine du Service de la mise en valeur du territoire (SMVT) et les montants de la subvention ont été calculés selon les coûts des travaux de la soumission présentée. La Division du patrimoine est appelée à participer à l'ensemble du processus, en avisant le service concerné des attentes et critères d'admissibilité à l'aide financière et en validant les interventions et les montants admissibles, en plus d'effectuer le suivi des travaux de restauration. Le SGPVMR s'est engagé à respecter les obligations établies à l'*Annexe 1 - Entente d'engagement pour la subvention à la restauration FPCQ* avec la Division du patrimoine. La subvention actuelle, financée à deux tiers par le FPCQ, est basée sur la soumission de Maçonnerie Rainville et frères inc et les plans et devis de GCBD architectes (Cobalt 27). Le montant du coût des travaux de restauration admissibles est de 1 584 039 $, taxes et contingences incluses, pour un montant net de 1 000 000 $. Ces montants ont été autorisés en vertu des recommandations de crédit du MCCQ n^{os}. 13-01.03.06.01-0316 et 14-01.03.06.01-0317. L'ensemble des documents concernant la subvention figurent en pièces jointes du présent dossier.

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

Impacts sur le budget de fonctionnement

Il est à noter que ce dossier présentera un impact récurrent au montant de 310 500 $ à compter de 2019 au budget de fonctionnement du Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) - (195 500 $) et du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal (SGPVMR) - (115 000 $). En conséquence, un ajustement

budgétaire à hauteur de 310 500 $ sera requis pour une dépense annuelle et récurrente à compter de l'exercice 2019.

SGPI
Le montant de 195 500 $, correspondant aux frais d'énergie et aux frais d'entretien intérieur et extérieur de la maison pour les prochaines années, serait assumé par le budget de fonctionnement du SGPI.

Sans s'y limiter, l'ajustement budgétaire est estimé à 195 500 $, à compter de 2019, pour le SGPI, comprend :

A - Frais d'énergie - 20 000 $

B - Entretien préventif (enveloppe, intérieur, extérieur et équipements électro-mécaniques) - 150 000 $
- Vidange de la fosse sceptique;
- Entretien des conduits de ventilation;
- Entretien du système de chauffage (géothermie);
- Lavage des vitres (74);
- Entretien des volets (90 unités);
- Sablage des planchers de bois;
- Entretien des cheminées;
- Entretien des pompes;
- Entretien des fenêtres de bois;
- Entretien des toits, des terrasses et des gouttières;
- Plomberie;
- Électricité;
- Peinture, teinture, etc.;
- Vidange et nettoyage de la trappe à graisse;
- Certificat annuel et entretien du système d'alarme incendie, du réseau d'extincteurs automatiques à eau, du monte-personne, des quincailleries de portes accessibles par ouverture électrique aux handicapés et des « registres coupe-feu » dans le plancher du rez-de-chaussée;
- Certificat annuel, entretien et remplacement aux 10 ans, des extincteurs portatifs accrochés aux murs.

C - Contingences - 25 500 $, soit 15 % de valeur des points A et B ci-dessus mentionnés.

SGPVMR
Le montant de 115 000 $, correspondant aux frais d'entretien ménager de la maison pour les prochaines années, serait assumé par le budget de fonctionnement du SGPVMR.

Sans s'y limiter, l'ajustement budgétaire de 115 000 $, à compter de 2019 pour le SGPVMR, comprend :

A - Entretien ménager (conciergerie) - 100 000 $

- Ressources humaines externes - 40 heures x 52 semaines (7 jours/semaine), soit 2 080 heures/an;
- Fourniture de produits nettoyants : sanitaires, sacs poubelles, etc.

B - Contingences - 15 000 $, soit 15 % de valeur du point A ci-dessus mentionné.

Bien qu'un budget de fonctionnement soit nécessaire, des revenus d'environ 75 000 $ par année sont anticipés pour la location de certains espaces de la maison.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La Ville souhaite assurer la pérennité de la maison, tout en favorisant son accessibilité et sa mise en valeur. Les travaux de réfection visent à préserver et à restaurer les composantes bâties de ce bâtiment cité à titre de monument historique.
Les interventions apporteront des améliorations importantes qui assureront la pérennité des actifs de la Ville, en préservant le caractère patrimonial du lieu, en offrant à nouveau au public des équipements fonctionnels, sécuritaires et accessibles à tous, et ce, en sensibilisant les usagers à la valeur exceptionnelle de la maison dans le parc-nature du Cap-Saint-Jacques.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les travaux doivent être réalisés dans les meilleurs délais afin de stopper la dégradation de la maison, notamment de l'enveloppe du bâtiment, et de permettre la réouverture au public des trois salles offertes en location (pour des réunions, réceptions et conférences), au rez-de-chaussée et des espaces à bureaux du 2^{e} étage occupés par le partenaire D-Trois-Pierres.
Conséquemment, la Ville respectera ses engagements découlant de la *Politique du patrimoine* ; en agissant comme un propriétaire et gestionnaire exemplaire, mais également ceux vis-à-vis de l'organisme partenaire Organisme sans but lucratif (OSBL) qui exploite les terrains adjacents et qui est responsable de la gestion du service de location des salles.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication a été élaborée, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Passage au Comité exécutif (CE) : 6 septembre 2017
Présentation du dossier à la Commission permanente sur l'examen des contrats : 13 septembre 2017
Passage au CE : 20 septembre 2017
Passage au Conseil municipal : 25 septembre 2017
Octroi du contrat au conseil d'agglomération : 28 septembre 2017
Début des travaux : octobre 2017
Fin des travaux : printemps 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Hui LI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Anne DESAUTELS, Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal
Guylaine PARR, Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal
Guy BERNARD, Pierrefonds-Roxboro
Benoît FAUCHER, Service de la mise en valeur du territoire
Michel LORD, Service de la gestion et de la planification immobilière
Nike LANGEVIN, Service des communications

Lecture :

Nike LANGEVIN, 11 août 2017
Benoît FAUCHER, 27 juillet 2017
Guylaine PARR, 21 juillet 2017
Michel LORD, 20 juillet 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Lucie LANTHIER
Architecte

Tél : 514 280-8919
Télécop. : 514 209-4641

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-07-11

Mathieu DRAPEAU
Chef de division - Division des grands parcs urbains et espaces publics

Tél : 514 872-1461
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

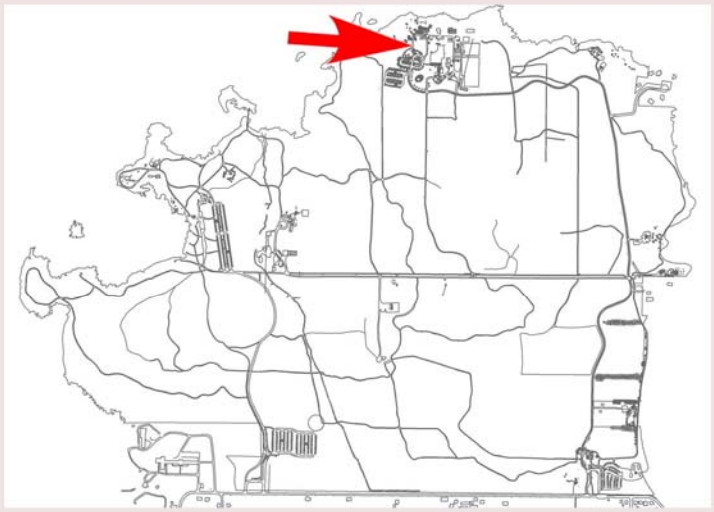
Sylvia-Anne DUPLANTIE
Directrice - Direction de l'aménagement des parcs et espaces publics
Tél : 514 872-5638
Approuvé le : 2017-08-18

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Carole PAQUETTE
Directrice - Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal
Tél : 514 872-1457
Approuvé le : 2017-08-29

CATALOGUE DES BÂTIMENTS
DES GRANDS PARCS

PARC-NATURE DU CAP-SAINT-JACQUES









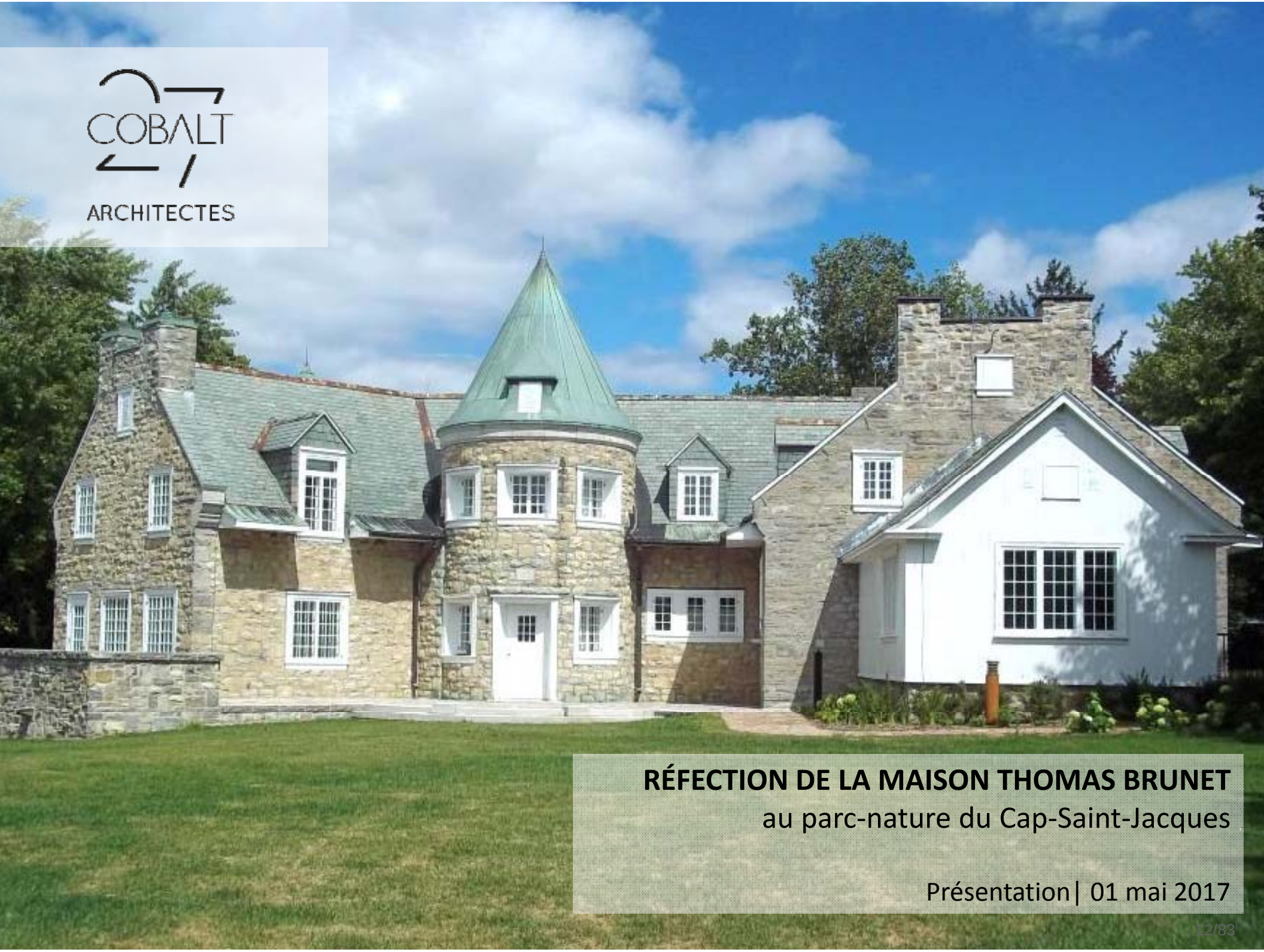






photos 15-06-10

INDEX	*NOM*	*ADRESSE*	*SIGI*
9503-070	La maison Thomas-Brunet	187, chemin du Cap-Saint-Jacques, Mtl. H9K 1C6	*3743*



COBALT
ARCHITECTES

RÉFECTION DE LA MAISON THOMAS BRUNET

au parc-nature du Cap-Saint-Jacques

Présentation| 01 mai 2017

COBALT
ARCHITECTES

_ Équipe

Ville de Montréal
Responsable du dossier
Mme Lucie Lanthier_Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal

Collaboration
M. Jean-François Hallé_Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal

Équipe de projet
COBALT architectes
M. Martin Côté
Mme Christiane Pelletier

Lafontaine & Soucy, archtitectes_consultants en conservation
Mme Luce Lafontaine

Les consultants MESC inc._Ingénieurs mécaniques électricité
M. Jean-François Alexandre

SDK et associés_ingénieurs en structure
M. Stéphan Blais

BC2_architectes paysagistes
Mme Isabelle Séguin

Bernard & Associés_consultants/ designers en services alimentaires
M. Jean-Claude Guénette

COBALT
ARCHITECTES

_ Ordre du jour

1. **Mise en contexte**
   - Présentation du contexte patrimonial

1. **Mandat**
   - Portée des travaux

3. Situation actuelle
   - Analyse des problématiques
   - Contraintes

4. Interventions

5. Questions et commentaires

MISE EN CONTEXTE

PRÉSENTATION DU CONTEXTE PATRIMONIAL

_ Mise en contexte

Présentation du contexte patrimonial

1. **Bref rappel historique**
2. **Objectifs**
3. **Comparables**

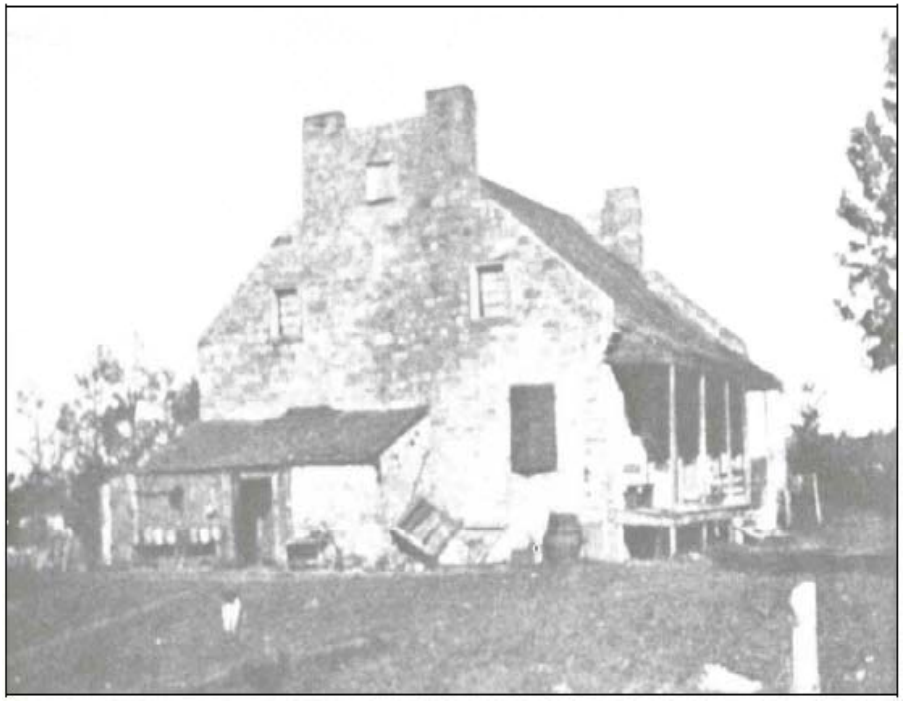
_ **Mise en contexte**
_ Bref rappel historique

Historique de l'occupation / propriétaires

1834-1910	Maison de ferme (Brunet) / Construction d'origine
(1919) 1928-1955	Maison de villégiature (Peck) / Agrandissement et transformation
1968-1984	Généralat (SSJM) / Transformation
(1980) 1984-nos jours	Bureaux et réception (CUM / VMTL) / Transformation

_ Mise en contexte

_ Bref rappel historique





_ Mise en contexte

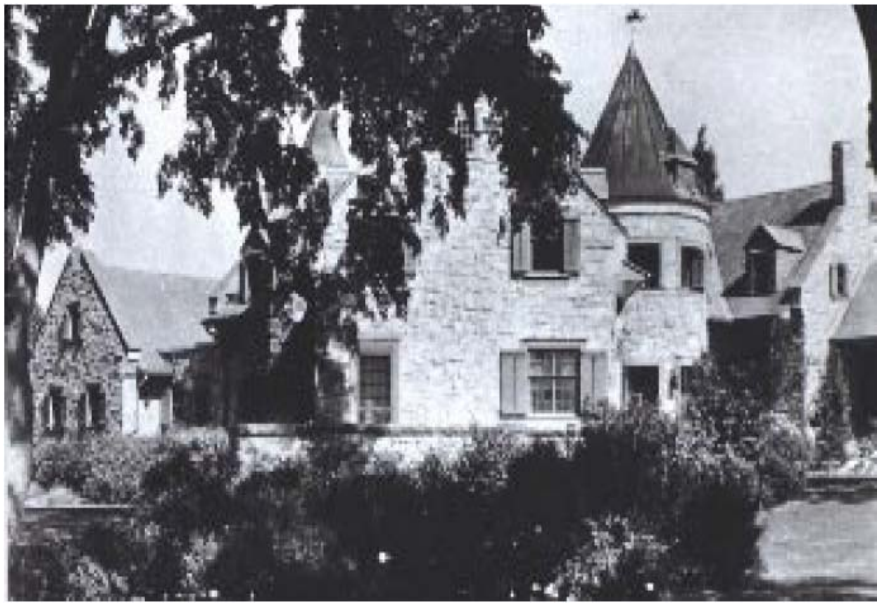
_ Bref rappel historique





_ Mise en contexte

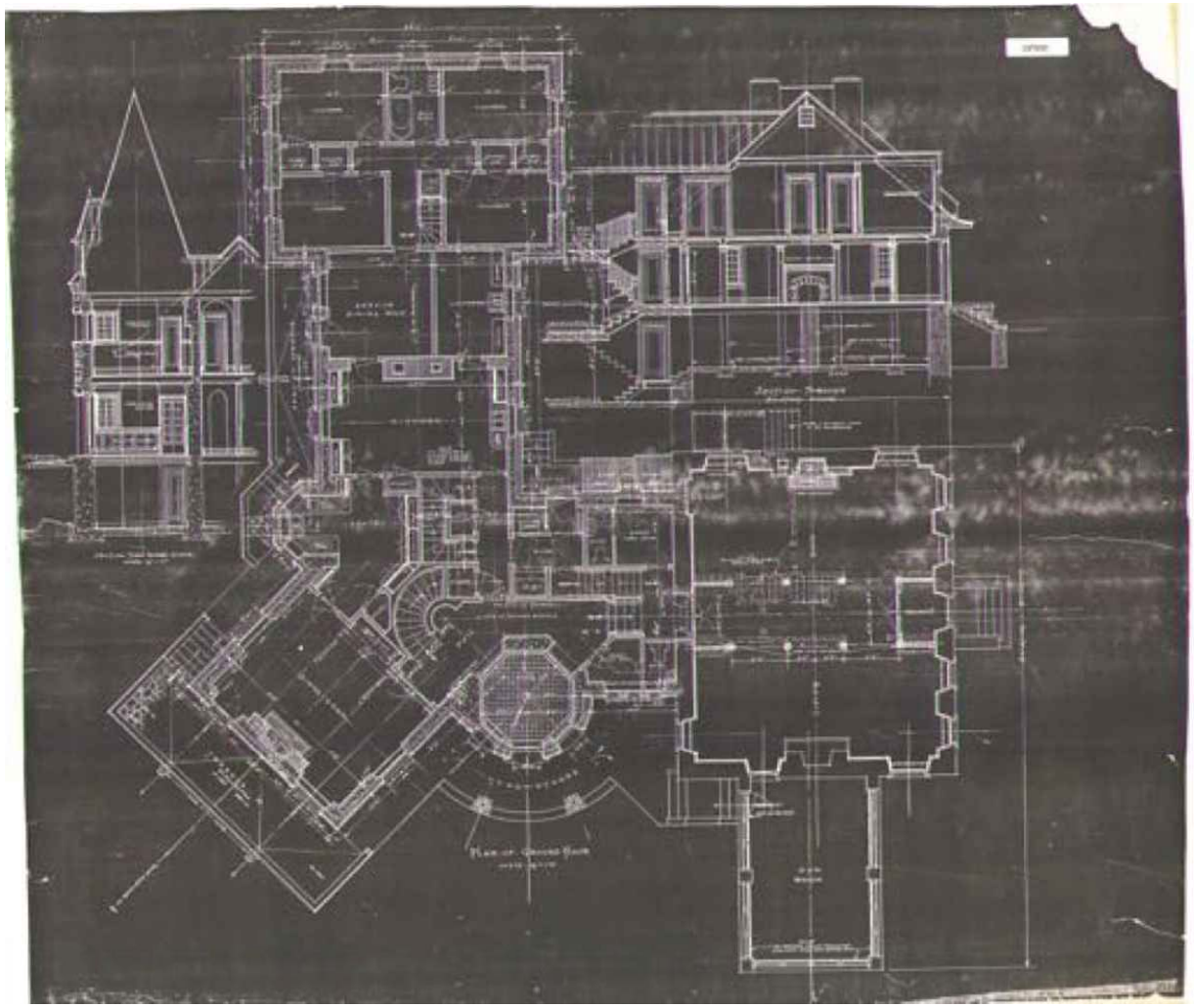
_ Bref rappel historique





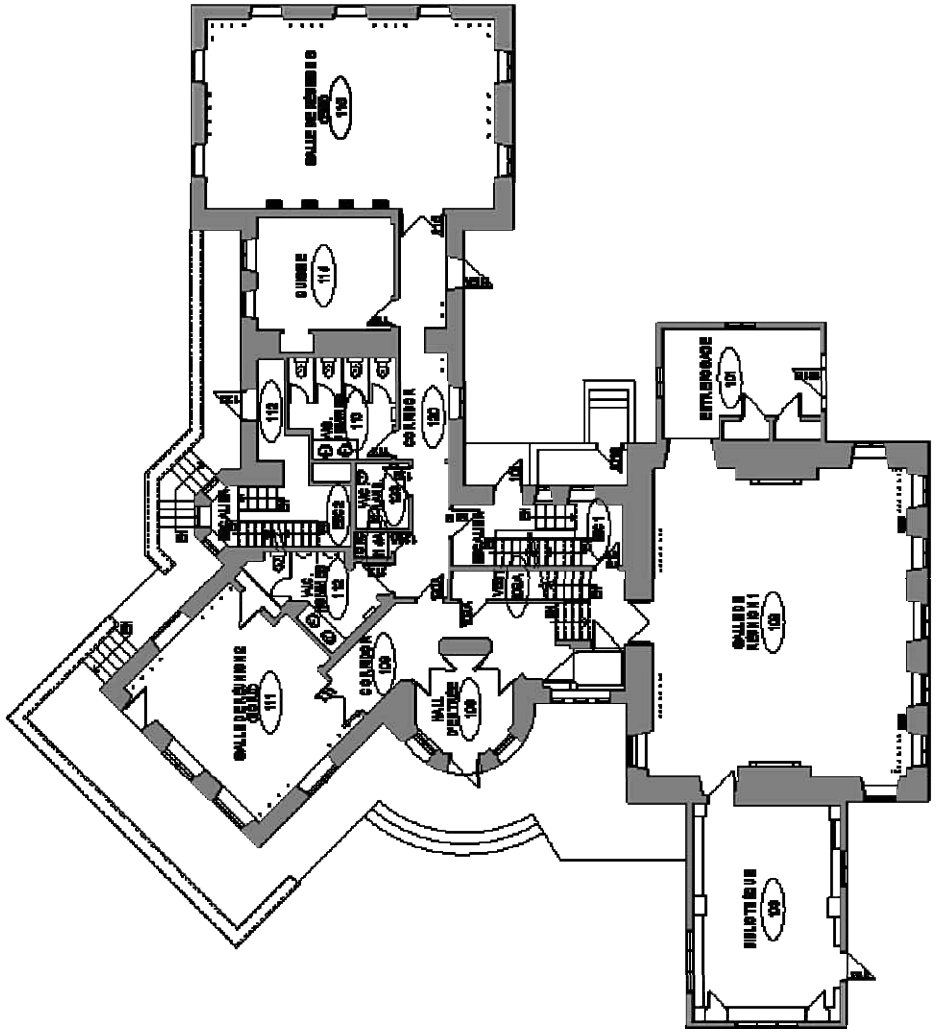
_ Mise en contexte

_ Bref rappel historique



_ Mise en contexte

_ Bref rappel historique



_ **Mise en contexte**
_ Objectifs

Objectifs généraux

- S’inscrire dans le plan de conservation du parc-nature du Cap Saint-Jacques;
- Révéler le caractère identitaire du cadre bâti dans les parcs-natures;
- Favoriser des interventions durables, un entretien et une gestion efficiente;
- Améliorer la fonctionnalité des lieux en développant l'actif en fonction des usages offerts et en développement;
- Assurer l'accessibilité universelle des installations conformément aux codes et politiques;
- Améliorer la sécurité et l'accessibilité des usagers par une mise à niveau des installations;
- Sauvegarder et consolider le patrimoine architectural et environnemental.

Objectifs spécifiques

- Assurer la mise aux normes du bâtiment, en lien avec son usage prévu;
- Maintenir l’implantation et la volumétrie du bâtiment ;
- Maintenir l’authenticité des assemblages des périodes de référence subsistants ;
- Améliorer la fonctionnalité de l’immeuble tout en considérant la capacité actuelle du bâtiment d’intérêt patrimonial.

_ **Mise en contexte**
_ Comparables



Jardins Quatre-Vents, 2016 (Shaune Thompson)



Jardins Quatre-Vents, 2016 (Josée Tanguay)



Jardins de Métis, 2011 (Antoine Vernois)



Jardins de Métis, 2009 (Louise Tanguay)

MANDAT

PORTÉE DES TRAVAUX

_ Mandat

Dans le cadre du Programme de réfection des bâtiments dans les parcs-nature, la Ville de Montréal a mandaté les professionnels afin de procéder à la mise à niveau d'éléments constructifs et de composantes en mécanique et en électricité permettant d'améliorer l'efficacité des bâtiments. La mise à niveau vise également la sécurité et la protection incendie ainsi que la mise aux normes pour l'accessibilité universelle.

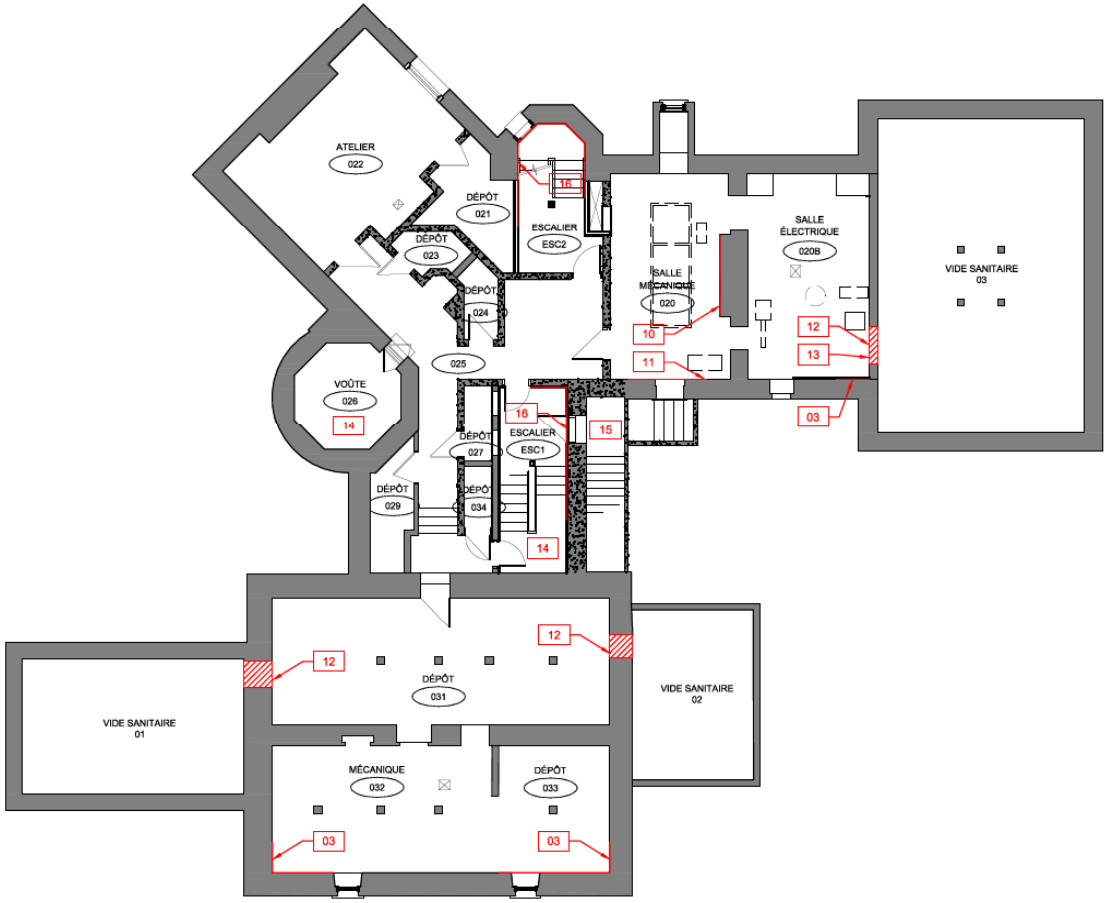
Dans le cas de la Maison Thomas Brunet, le mandat inclus également la réfection complète de l'enveloppe en tenant compte des pratiques contemporaines de restauration.

SITUATION ACTUELLE

ANALYSE DES PROBLÉMATIQUES OBSERVÉES

_ Analyse des problématiques

_ Plan du sous-sol

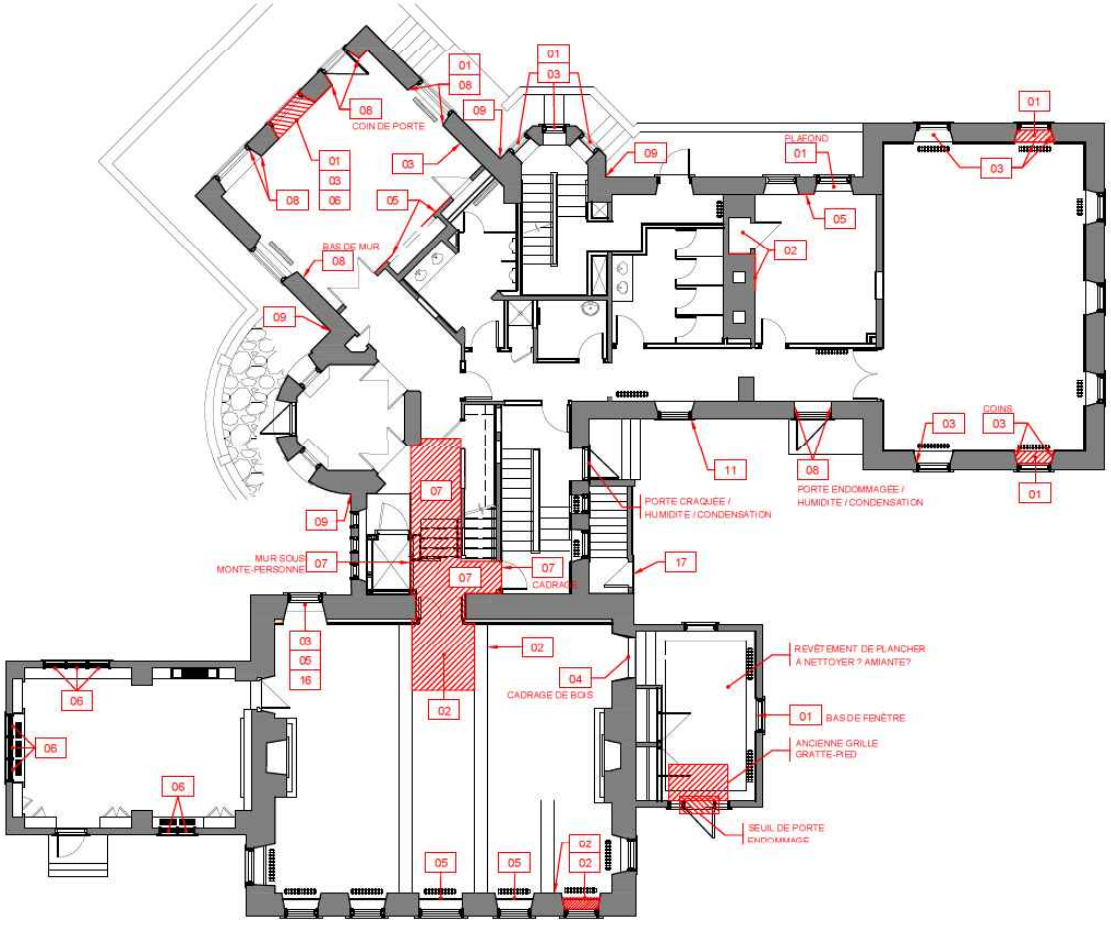


LÉGENDE PROBLÉMATIQUES OBSERVÉES

01	INFILTRATION / HUMIDITÉ AU NIVEAU DE LA FENÊTRE
02	INFILTRATION / HUMIDITÉ AU NIVEAU DU PLAFOND
03	INFILTRATION / HUMIDITÉ AU NIVEAU DU MUR
04	INFILTRATION / HUMIDITÉ DE CÔTÉ INTÉRIEUR DE LA PORTE
05	FISSURE / CRAQUE AU PLAFOND
06	SCELLANTS / MASTIQUES DE FENÊTRES ABIMÉS
07	IMPORTANTS DOMMAGES CAUSÉS PAR UN DÉGAT D'EAU (SOURCE À DÉTERMINER)
08	FISSURE / CRAQUE AU MUR
09	ÉVACUATION GOUTTIÈRE OCCASIONNANT DES INFILTRATIONS
10	INFILTRATION PAR ORIFICE DE NETTOYAGE DES CHEMINÉES
11	INFILTRATION PAR MARGELLES (GRILLE EXTRACTION ET PERCEMENT ÉLECTRIQUE
12	ACCÈS VERS VIDE SANITAIRE 003 EST TROP PETIT
13	OUVERTURE EXTÉRIEURE DANS MUR DE FONDATION À OBTURER (200 x 200)
14	INFILTRATION PAR MUR DE FONDATION
15	INFILTRATION IMPORTANTE PAR ANCIEN CORRIDOR EXTÉRIEUR
16	HUMIDITÉ EXCESSIVE DANS LES COMPOSITIONS ET PRÉSENCE DE MOISISSURES
17	PROBLÉMATIQUE D'ACCUMULATION D'EAU À LA PORTE DE SORTIE DU SOUS-SOL, CAUSANT DES INFILTRATIONS
18	TUILES D'ARDOISE DÉTÉRIORÉES ET MANQUANTES
19	CONTRE-SOLIN, SOLIN DE NOUE ET SOLINS DE FAÎTAGE DE TOIT DÉTÉRIORÉES ET ROUILLÉES
20	TOITURE D'ACIER EN PANNES ET BAGUETTES DÉTÉRIORÉE
21	AVANT-TOIT EN CUIVRE PERFORÉ
22	GOUTTIÈRE EN CUIVRE DÉFORMÉES, DÉFONCÉES

_ Analyse des problématiques

_ Plan du rez-de-chaussée

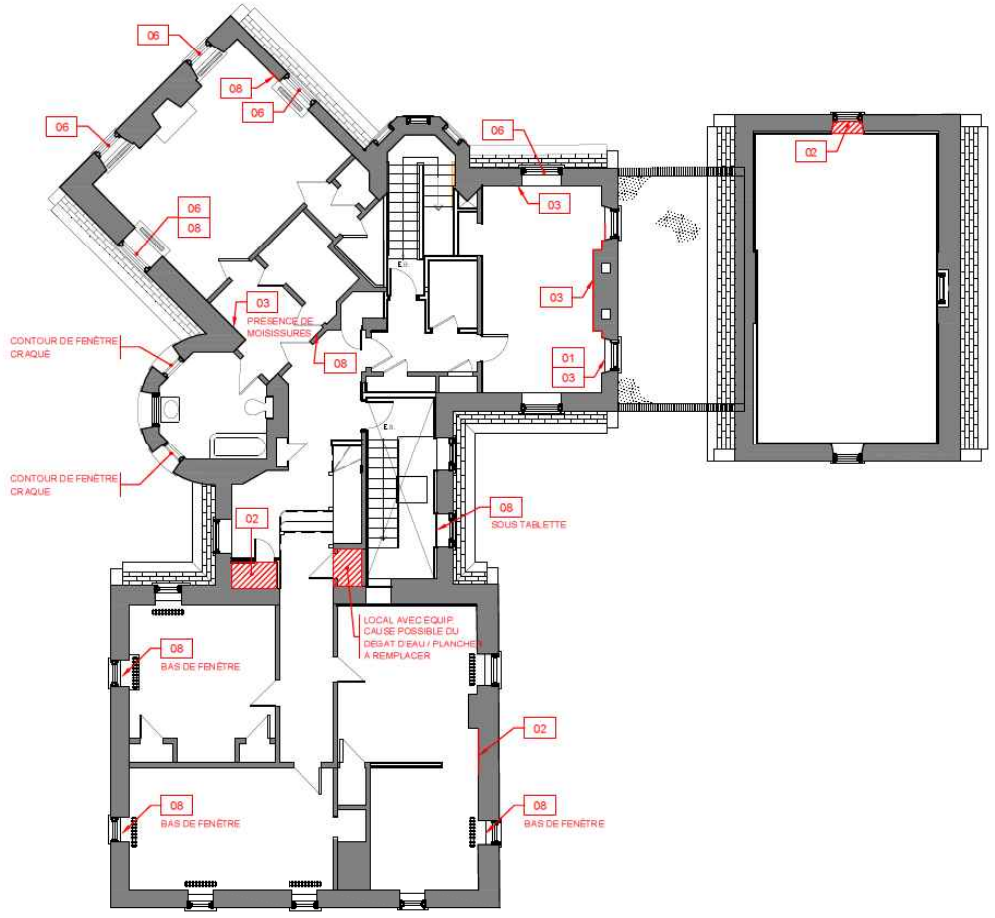


LÉGENDE PROBLÉMATIQUES OBSERVÉES

01	INFILTRATION / HUMIDITÉ AU NIVEAU DE LA FENÊTRE
02	INFILTRATION / HUMIDITÉ AU NIVEAU DU PLAFOND
03	INFILTRATION / HUMIDITÉ AU NIVEAU DU MUR
04	INFILTRATION / HUMIDITÉ DE CÔTÉ INTÉRIEUR DE LA PORTE
05	FISSURE / CRAQUE AU PLAFOND
06	SCELLANTS / MASTIQUES DE FENÊTRES ABÎMÉS
07	IMPORTANTS DOMMAGES CAUSÉS PAR UN DÉGÂT D'EAU (SOURCE À DÉTERMINER)
08	FISSURE / CRAQUE AU MUR
09	ÉVACUATION GOUTTIÈRE OCCASIONNANT DES INFILTRATIONS
10	INFILTRATION PAR ORIFICE DE NETTOYAGE DES CHEMINÉES
11	INFILTRATION PAR MARGELLES (GRILLE EXTRACTION ET PERÇEMENT ÉLECTRIQUE
12	ACCÈS VERS VIDE SANITAIRE 003 EST TROP PETIT
13	OUVERTURE EXTÉRIEURE DANS MUR DE FONDATION À OBTURER (200 x 200)
14	INFILTRATION PAR MUR DE FONDATION
15	INFILTRATION IMPORTANTE PAR ANCIEN CORRIDOR EXTÉRIEUR
16	HUMIDITÉ EXCESSIVE DANS LES COMPOSITIONS ET PRÉSENCE DE MOISISSURES
17	PROBLÉMATIQUE D'ACCUMULATION D'EAU À LA PORTE DE SORTIE DU SOUS-SOL, CAUSANT DES INFILTRATIONS
18	TUILES D'ARDOISE DÉTÉRIORÉES ET MANQUANTES
19	CONTRE-SOLIN, SOLIN DE NOUE ET SOLINS DE FAÎTAGE DE TOIT DÉTÉRIORÉES ET ROUILLÉES
20	TOITURE D'ACIER EN PANNES ET BAGUETTES DÉTÉRIORÉE
21	AVANT-TOIT EN CUIVRE PERFORÉ
22	GOUTTIÈRE EN CUIVRE DÉFORMÉES, DÉFONCÉES

_ Analyse des problématiques

_ Plan de l'étage

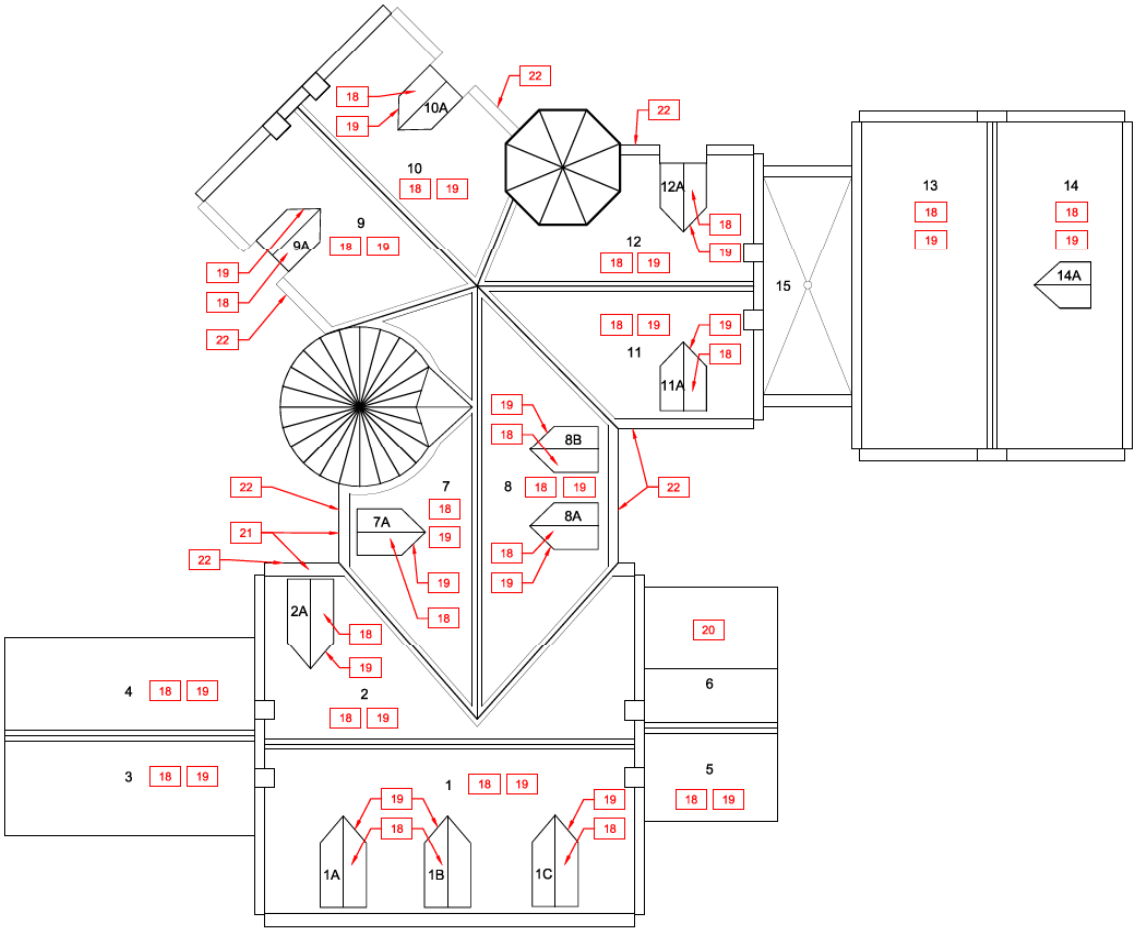


LÉGENDE PROBLÉMATIQUES OBSERVÉES

01	INFILTRATION / HUMIDITÉ AU NIVEAU DE LA FENÊTRE
02	INFILTRATION / HUMIDITÉ AU NIVEAU DU PLAFOND
03	INFILTRATION / HUMIDITÉ AU NIVEAU DU MUR
04	INFILTRATION / HUMIDITÉ DE CÔTÉ INTERIEUR DE LA PORTE
05	FISSURE / CRAQUE AU PLAFOND
06	SCELLANTS / MASTIQUES DE FENÊTRES ABIMES
07	IMPORTANTS DOMMAGES CAUSÉS PAR UN DÉGAT D'EAU (SOURCE À DÉTERMINER)
08	FISSURE / CRAQUE AU MUR
09	EVACUATION GOUTTIÈRE OCCASIONNANT DES INFILTRATIONS
10	INFILTRATION PAR ORIFICE DE NETTOYAGE DES CHEMINÉES
11	INFILTRATION PAR MARGELLES (GRILLE EXTRACTION ET PERCEMENT ÉLECTRIQUE
12	ACCÈS VERS VIDE SANITAIRE SOUS DET. TROP PETIT
13	OUVERTURE EXTÉRIEURE DANS MUR DE FONDATION À OBTURER (200 x 200)
14	INFILTRATION PAR MUR DE FONDATION
15	INFILTRATION IMPORTANTE PAR ANCIEN CORRIDOR EXTÉRIEUR
16	HUMIDITÉ EXCESSIVE DANS LES COMPOSITIONS ET PRÉSENCE DE MOISISSURES
17	PROBLÉMATIQUE D'ACCUMULATION D'EAU À LA PORTE DE SORTIE DU SOUS-SOL, CAUSANT DES INFILTRATIONS
18	TUILES D'ARDOISE DÉTÉRIORÉES ET MANQUANTES
19	CONTRE-SOLIN, SOLIN DE NOUE ET SOLINS DE FAÎTAGE DE TOIT DÉTÉRIORÉES ET ROUILLÉES
20	TOITURE D'ACIER EN PANNES ET BAGUETTES DÉTÉRIORÉE
21	AVANT-TOIT EN CUIVRE PERFORÉ
22	GOUTTIÈRE EN CUIVRE DÉFORMÉES, DÉFONCÉES

_ Analyse des problématiques

_ Plan de toit



LÉGENDE PROBLÉMATIQUES OBSERVÉES

01	INFILTRATION / HUMIDITÉ AU NIVEAU DE LA FENÊTRE
02	INFILTRATION / HUMIDITÉ AU NIVEAU DU PLAFOND
03	INFILTRATION / HUMIDITÉ AU NIVEAU DU MUR
04	INFILTRATION / HUMIDITÉ DE CÔTÉ INTÉRIEUR DE LA PORTE
05	FISSURE / CRAQUE AU PLAFOND
06	SCELLANTS / MASTIQUES DE FENÊTRES ABIMÉS
07	IMPORTANTS DOMMAGES CAUSÉS PAR UN DÉGAT D'EAU (SOURCE À DÉTERMINER)
08	FISSURE / CRAQUE AU MUR
09	ÉVACUATION GOUTTIÈRE OCCASIONNANT DES INFILTRATIONS
10	INFILTRATION PAR ORIFICE DE NETTOYAGE DES CHEMINÉES
11	INFILTRATION PAR MARGELLES (GRILLE EXTRACTION ET PERCEMENT ÉLECTRIQUE
12	ACCÈS VERS VIDE SANITAIRE 003 EST TROP PETIT
13	OUVERTURE EXTÉRIEURE DANS MUR DE FONDATION À OBTURER (200 x 200)
14	INFILTRATION PAR MUR DE FONDATION
15	INFILTRATION IMPORTANTE PAR ANCIEN CORRIDOR EXTÉRIEUR
16	HUMIDITÉ EXCESSIVE DANS LES COMPOSITIONS ET PRÉSENCE DE MOISISSURES
17	PROBLÉMATIQUE D'ACCUMULATION D'EAU À LA PORTE DE SORTIE DU SOUS-SOL, CAUSANT DES INFILTRATIONS
18	TUILES D'ARDOISE DÉTÉRIORÉES ET MANQUANTES
19	CONTRE-SOLIN, SOLIN DE NOUE ET SOLINS DE FAÎTAGE DE TOIT DÉTÉRIORÉES ET ROUILLÉES
20	TOITURE D'ACIER EN PANNES ET BAGUETTES DÉTÉRIORÉE
21	AVANT-TOIT EN CUIVRE PERFORÉ
22	GOUTTIÈRE EN CUIVRE DÉFORMÉES, DÉFONCÉES

_ Analyse des problématiques

INTÉRIEUR

- Infiltration importante par appentis extérieur;
- Infiltration par mur de fondation;
- Problématique d'accumulation d'eau à la sortie du sous-sol causant des infiltrations.









_ Analyse des problématiques

INTÉRIEUR

- Importants dommages causés par un dégât d'eau;
- Infiltration/ humidité au niveau du mur;
- Infiltration/ humidité au niveau de la fenêtre.







_ Analyse des problématiques

INTÉRIEUR

- Infiltration/ humidité au niveau du mur;
- Infiltration/ humidité au niveau de la fenêtre;
- Présence de chauves-souris dans le grenier.



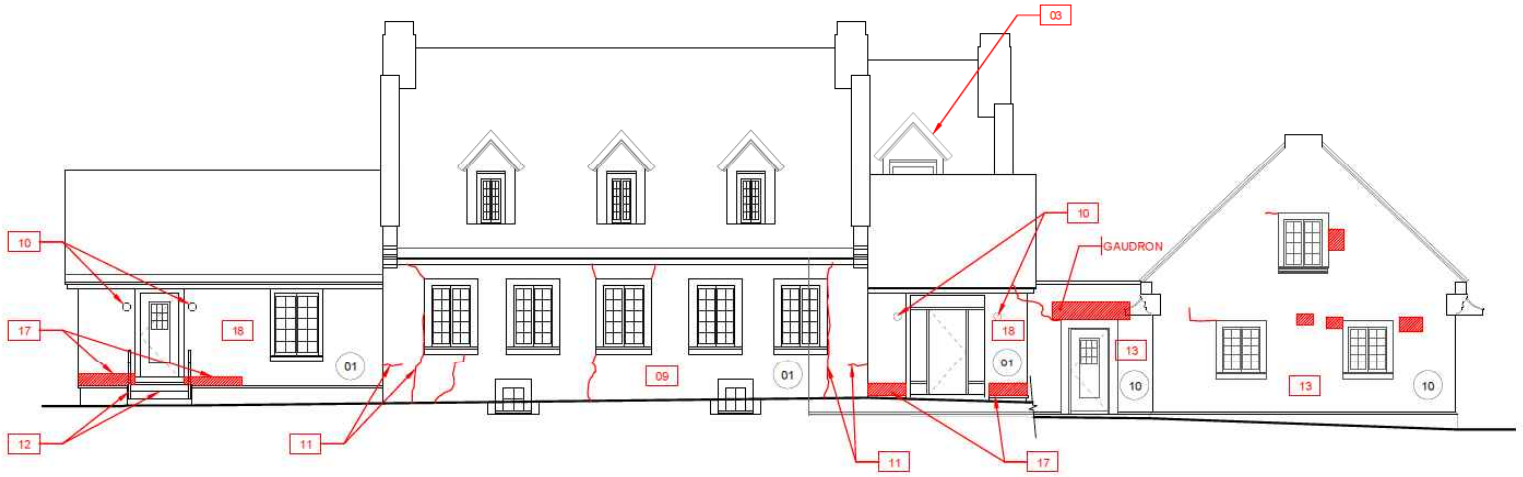






_ Analyse des problématiques

_ Élévation Sud



LÉGENDE PROBLÉMATIQUES OBSERVÉES

01	LA STRUCTURE DES CORNICHES EST ENDOMMAGÉE PAR LES INFILTRATIONS ET EST SUPPORTÉE PAR DE L'ÉTAIEMENT TEMPORAIRE
02	LE SUPPORT DE TOITURE EST POURRI PAR ENDROIT AVEC OUVERTURE OCCASIONNANT DES INFILTRATIONS
03	CERTAINES LUCARNES SONT TRÈS ENDOMMAGÉES À LEURS JONCTIONS AVEC LA TOITURE
04	FISSURATION DES JOINTS DE MORTIER DES MURS, OCCASIONNANT DES INFILTRATIONS
05	FISSURATION ET EFFRITEMENT DE CERTAINES PIERRES DES MURS
06	LE COURONNEMENT DU MUR EST ENDOMMAGÉ OCCASIONNANT DES INFILTRATIONS
07	FISSURATION DES JOINTS DE MORTIER AU SOMMET DE LA TOURELLE SITUÉE CÔTÉ OUEST
08	LES LINTEAUX EN ACIER ONT ROUILLÉ ET ONT GONFLÉ, OCCASIONNANT LA FISSURATION DES JOINTS DE MORTIER
09	REJOINTOIEMENT DES JOINTS, 10% DE LA SURFACE DE CHAQUE ÉLÉVATION
10	OUVERTURE POUR ANCIENS LUMINAIRES NON OBTURÉES
11	FISSURATION DES JOINTS ET DE CERTAINES PIERRES DANS LES COINS DU BÂTIMENT (MUR ET FONDATION)
12	LE DALLAGE DE PIERRE DU BALCON EXISTANT EST DÉSOLIDARISÉ, MAINS COURANTES EN ACIER FORGÉ À REFAIRE
13	REJOINTOIEMENT DES JOINTS, 5% DE LA SURFACE DE CHAQUE ÉLÉVATION
14	DÉSOLIDARISATION DES PIERRES TAILLÉES À LA CORNICHE OUEST
15	FISSURATION DES JOINTS DE MORTIER 10% DE LA SURFACE DE LA TOURELLE
16	FISSURATION DES JOINTS DE MORTIER 5% DE LA SURFACE
17	LE PAREMENT DE BOIS EST POURRI AU BAS DES MURS
18	LA PEINTURE EXTÉRIEURE DES ÉLÉMENTS PÂLE SUR L'ENSEMBLE DES SURFACES
19	PROBLÉMATIQUE D'ACCUMULATION D'EAU À LA PORTE DE SORTIE DU SOUS-SOL, CAUSANT DES INFILTRATIONS
20	DESCENTE DE GOUTTIÈRE SE DÉVERSANT SUR LE PAVÉ

_ Analyse des problématiques

_ Élévation Ouest

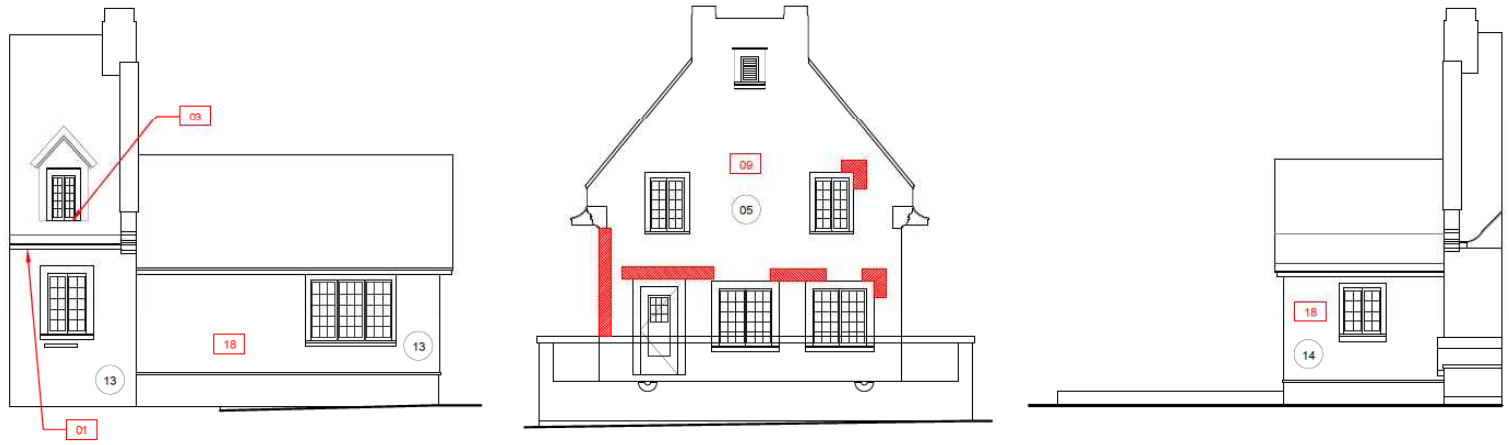


LÉGENDE PROBLÉMATIQUES OBSERVÉES

01	LA STRUCTURE DES CORNICHES EST ENDOMMAGÉE PAR LES INFILTRATIONS ET EST SUPPORTÉE PAR DE L'ÉTAIEMENT TEMPORAIRE
02	LE SUPPORT DE TOITURE EST POURRI PAR ENDROIT AVEC OUVERTURE OCCASIONNANT DES INFILTRATIONS
03	CERTAINES LUCARNES SONT TRÈS ENDOMMAGÉES À LEURS JONCTIONS AVEC LA TOITURE
04	FISSURATION DES JOINTS DE MORTIER DES MURS, OCCASIONNANT DES INFILTRATIONS
05	FISSURATION ET EFFRITEMENT DE CERTAINES PIERRES DES MURS
06	LE COURONNEMENT DU MUR EST ENDOMMAGÉ OCCASIONNANT DES INFILTRATIONS
07	FISSURATION DES JOINTS DE MORTIER AU SOMMET DE LA TOURELLE SITUÉE CÔTÉ OUEST
08	LES LINTEAUX EN ACIER ONT ROUILLÉ ET ONT GONFLÉ, OCCASIONNANT LA FISSURATION DES JOINTS DE MORTIER
09	REJOINTOIEMENT DES JOINTS, 10% DE LA SURFACE DE CHAQUE ÉLÉVATION
10	OUVERTURE POUR ANCIENS LUMINAIRES NON OBTURÉES
11	FISSURATION DES JOINTS ET DE CERTAINES PIERRES DANS LES COINS DU BÂTIMENT (MUR ET FONDATION)
12	LE DALLAGE DE PIERRE DU BALCON EXISTANT EST DÉSOLIDARISÉ, MAINS COURANTES EN ACIER FORGÉ À REFAIRE
13	REJOINTOIEMENT DES JOINTS, 5% DE LA SURFACE DE CHAQUE ÉLÉVATION
14	DÉSOLIDARISATION DES PIERRES TAILLÉES À LA CORNICHE OUEST
15	FISSURATION DES JOINTS DE MORTIER 10% DE LA SURFACE DE LA TOURELLE
16	FISSURATION DES JOINTS DE MORTIER 5% DE LA SURFACE
17	LE PAREMENT DE BOIS EST POURRI AU BAS DES MURS
18	LA PEINTURE EXTÉRIEURE DES ÉLÉMENTS PELE SUR L'ENSEMBLE DES SURFACES
19	PROBLÉMATIQUE D'ACCUMULATION D'EAU À LA PORTE DE SORTIE DU SOUS-SOL, CAUSANT DES INFILTRATIONS
20	DESCENTE DE GOUTTIÈRE SE DÉVERSANT SUR LE PAVÉ

_ Analyse des problématiques

_ Élévation Nord-Ouest

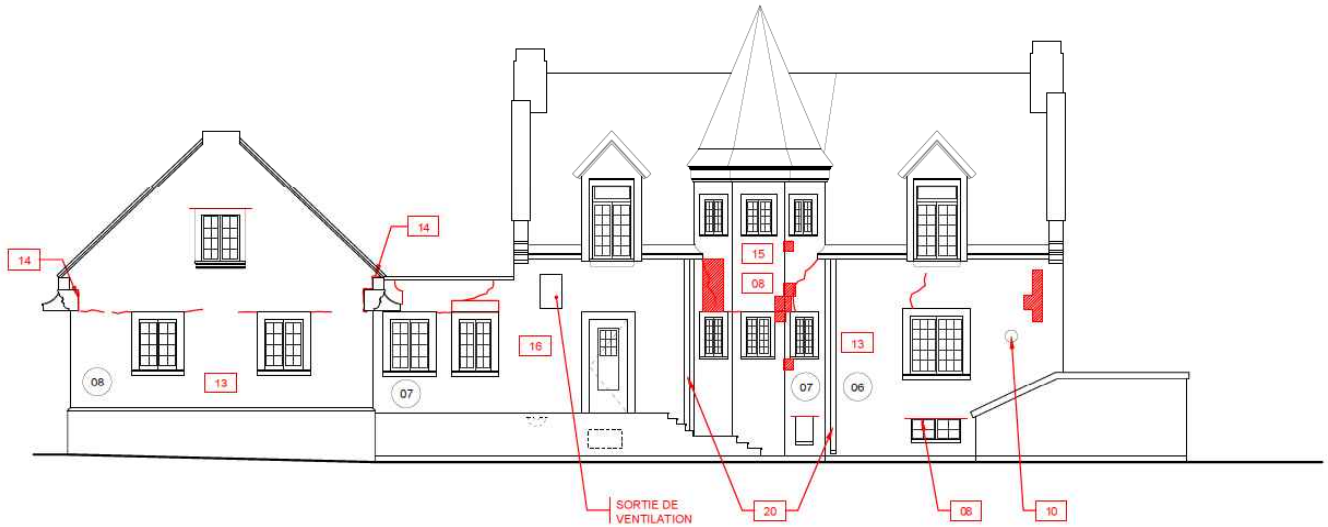


LÉGENDE PROBLÉMATIQUES OBSERVÉES

01	LA STRUCTURE DES CORNICHES EST ENDOMMAGÉE PAR LES INFILTRATIONS ET EST SUPPORTÉE PAR DE L'ÉTAIEMENT TEMPORAIRE
02	LE SUPPORT DE TOITURE EST POURRI PAR ENDROIT AVEC OUVERTURE OCCASIONNANT DES INFILTRATIONS
03	CERTAINES LUCARNES SONT TRÈS ENDOMMAGÉES À LEURS JONCTIONS AVEC LA TOITURE
04	FISSURATION DES JOINTS DE MORTIER DES MURS, OCCASIONNANT DES INFILTRATIONS
05	FISSURATION ET EFFRITEMENT DE CERTAINES PIERRES DES MURS
06	LE COURONNEMENT DU MUR EST ENDOMMAGÉ OCCASIONNANT DES INFILTRATIONS
07	FISSURATION DES JOINTS DE MORTIER AU SOMMET DE LA TOURELLE SITUÉE CÔTE OUEST
08	LES LINTEAUX EN ACIER ONT ROUILLÉ ET ONT GONFLÉ, OCCASIONNANT LA FISSURATION DES JOINTS DE MORTIER
09	REJOINTOIEMENT DES JOINTS, 10% DE LA SURFACE DE CHAQUE ÉLÉVATION
10	OUVERTURE POUR ANCIENS LUMINAIRES NON OBTURÉES
11	FISSURATION DES JOINTS ET DE CERTAINES PIERRES DANS LES COINS DU BÂTIMENT (MUR ET FONDATION)
12	LE DALLAGE DE PIERRE DU BALCON EXISTANT EST DÉSOLIDARISÉ, MAINS COURANTES EN ACIER FORGÉ À REFAIRE
13	REJOINTOIEMENT DES JOINTS, 5% DE LA SURFACE DE CHAQUE ÉLÉVATION
14	DÉSOLIDARISATION DES PIERRES TAILLÉES À LA CORNICHE OUEST
15	FISSURATION DES JOINTS DE MORTIER 10% DE LA SURFACE DE LA TOURELLE
16	FISSURATION DES JOINTS DE MORTIER 5% DE LA SURFACE
17	LE PAREMENT DE BOIS EST POURRI AU BAS DES MURS
18	LA PEINTURE EXTÉRIEURE DES ÉLÉMENTS PÂLE SUR L'ENSEMBLE DES SURFACES
19	PROBLÉMATIQUE D'ACCUMULATION D'EAU À LA PORTE DE SORTIE DU SOUS-SOL, CAUSANT DES INFILTRATIONS
20	DESCENTE DE GOUTTIÈRE SE DÉVERSANT SUR LE PAVÉ

_ Analyse des problématiques

_ Élévation Nord

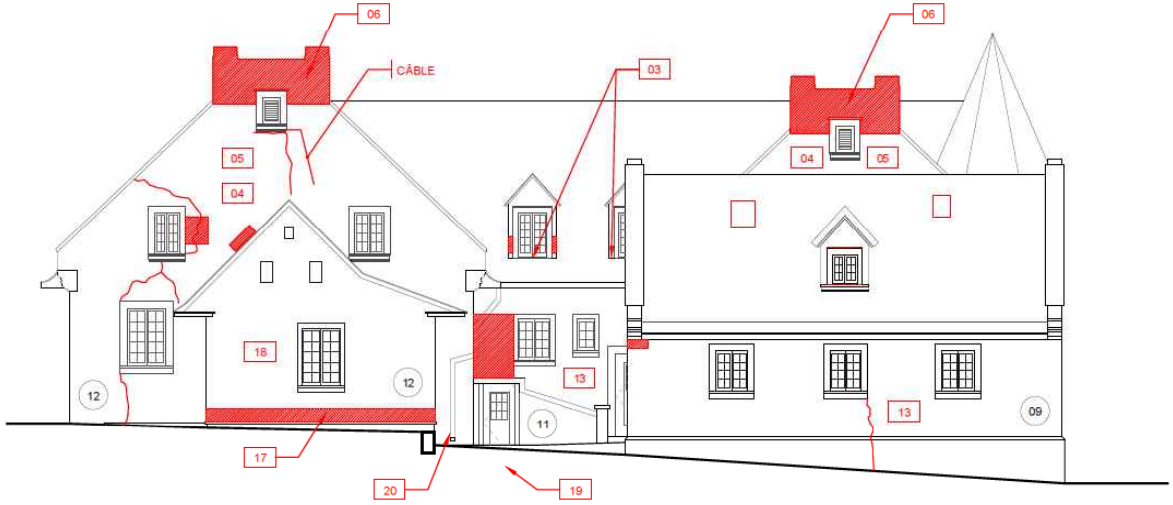


LÉGENDE PROBLÉMATIQUES OBSERVÉES

01	LA STRUCTURE DES CORNICHES EST ENDOMMAGÉE PAR LES INFILTRATIONS ET EST SUPPORTÉE PAR DE L'ÉTAIEMENT TEMPORAIRE	08	LES LINTEAUX EN ACIER ONT ROUILLÉ ET ONT GONFLÉ, OCCASIONNANT LA FISSURATION DES JOINTS DE MORTIER	15	FISSURATION DES JOINTS DE MORTIER 10% DE LA SURFACE DE LA TOURELLE
02	LE SUPPORT DE TOITURE EST POURRI PAR ENDROIT AVEC OUVERTURE OCCASIONNANT DES INFILTRATIONS	09	REJOINTOIEMENT DES JOINTS, 10% DE LA SURFACE DE CHAQUE ÉLÉVATION	16	FISSURATION DES JOINTS DE MORTIER 5% DE LA SURFACE
03	CERTAINES LUCARNES SONT TRÈS ENDOMMAGÉES À LEURS JONCTIONS AVEC LA TOITURE	10	OUVERTURE POUR ANCIENS LUMINAIRES NON OBTURÉES	17	LE PAREMENT DE BOIS EST POURRI AU BAS DES MURS
04	FISSURATION DES JOINTS DE MORTIER DES MURS, OCCASIONNANT DES INFILTRATIONS	11	FISSURATION DES JOINTS ET DE CERTAINES PIERRES DANS LES COINS DU BÂTIMENT (MUR ET FONDATION)	18	LA PEINTURE EXTÉRIEURE DES ÉLÉMENTS PÈLE SUR L'ENSEMBLE DES SURFACES
05	FISSURATION ET EFFRITEMENT DE CERTAINES PIERRES DES MURS	12	LE DALLAGE DE PIERRE DU BALCON EXISTANT EST DÉSOLIDARISÉ, MAINS COURANTES EN ACIER FORGÉ À REFAIRE	19	PROBLÉMATIQUE D'ACCUMULATION D'EAU À LA PORTE DE SORTIE DU SOUS-SOL, CAUSANT DES INFILTRATIONS
06	LE COURONNEMENT DU MUR EST ENDOMMAGÉ OCCASIONNANT DES INFILTRATIONS	13	REJOINTOIEMENT DES JOINTS, 5% DE LA SURFACE DE CHAQUE ÉLÉVATION	20	DESCENTE DE GOUTTIÈRE SE DÉVERSANT SUR LE PAVÉ
07	FISSURATION DES JOINTS DE MORTIER AU SOMMET DE LA TOURELLE SITUÉE CÔTÉ OUEST	14	DÉSOLIDARISATION DES PIERRES TAILLÉES À LA CORNICHE OUEST		

_ Analyse des problématiques

_ Élévation Est



LÉGENDE PROBLÉMATIQUES OBSERVÉES

01	LA STRUCTURE DES CORNICHES EST ENDOMMAGÉE PAR LES INFILTRATIONS ET EST SUPPORTÉE PAR DE L'ETAIEMENT TEMPORAIRE
02	LE SUPPORT DE TOITURE EST POURRI PAR ENDROIT AVEC OUVERTURE OCCASIONNANT DES INFILTRATIONS
03	CERTAINES LUCARNES SONT TRÈS ENDOMMAGÉES À LEURS JONCTIONS AVEC LA TOITURE
04	FISSURATION DES JOINTS DE MORTIER DES MURS, OCCASIONNANT DES INFILTRATIONS
05	FISSURATION ET EFFRITEMENT DE CERTAINES PIERRES DES MURS
06	LE COURONNEMENT DU MUR EST ENDOMMAGÉ OCCASIONNANT DES INFILTRATIONS
07	FISSURATION DES JOINTS DE MORTIER AU SOMMET DE LA TOURELLE SITUÉE CÔTE OUEST
08	LES LINTEAUX EN ACIER ONT ROUILLÉ ET ONT GONFLÉ, OCCASIONNANT LA FISSURATION DES JOINTS DE MORTIER
09	REJOINTOIEMENT DES JOINTS, 10% DE LA SURFACE DE CHAQUE ÉLÉVATION
10	OUVERTURE POUR ANCIENS LUMINAIRES NON OBTURÉES
11	FISSURATION DES JOINTS ET DE CERTAINES PIERRES DANS LES COINS DU BÂTIMENT (MUR ET FONDATION)
12	LE DALLAGE DE PIERRE DU BALCON EXISTANT EST DÉSOLIDARISÉ, MAINS COURANTES EN ACIER FORGÉ À REFAIRE
13	REJOINTOIEMENT DES JOINTS, 5% DE LA SURFACE DE CHAQUE ÉLÉVATION
14	DÉSOLIDARISATION DES PIERRES TAILLÉES À LA CORNICHE OUEST
15	FISSURATION DES JOINTS DE MORTIER 10% DE LA SURFACE DE LA TOURELLE
16	FISSURATION DES JOINTS DE MORTIER 5% DE LA SURFACE
17	LE PAREMENT DE BOIS EST POURRI AU BAS DES MURS
18	LA PEINTURE EXTÉRIEURE DES ÉLÉMENTS PELE SUR L'ENSEMBLE DES SURFACES
19	PROBLÉMATIQUE D'ACCUMULATION D'EAU À LA PORTE DE SORTIE DU SOUS-SOL, CAUSANT DES INFILTRATIONS
20	DESCENTE DE GOUTTIÈRE SE DÉVERSANT SUR LE PAVÉ

_ Analyse des problématiques

EXTÉRIEUR

- Tuiles d’ardoise détériorées et manquantes;
- Contre-solin, solin de noue et solins de faîtage de toit détériorées et rouillées;
- Toiture d’acier en pannes et baguettes détériorée;
- Avant-toit en cuivre perforé;
- Gouttières en cuivre déformées et défoncées.









_ Analyse des problématiques

EXTÉRIEUR

- La structure des corniches est endommagée par les infiltrations et est supportée par de l'étaiement temporaire;
- La peinture extérieure des éléments pèle sur l'ensemble des surfaces;
- Le parement de bois est pourri au bas des murs;
- Moulurations extérieures des fenêtres pourries.







_ Analyse des problématiques

EXTÉRIEUR

- Fissuration des joints de mortier des murs;
- Fissuration et effritement de certaines pierres;
- Les linteaux en acier de la tourelle ont rouillés et gonflés, causant fissuration des joints et infiltrations.







_ Contraintes

Présence de chauve-souris dans le grenier

- Impact sur l'échéancier des travaux
- Impact sur les méthodes de travail; condition d'hiver

Mise à niveau pour l'accessibilité universelle et patrimoine

- Extérieur: difficulté d'adapter l'aménagement paysager en raison des recommandations faites par le Conseil du patrimoine de Montréal en 2011
- Intérieur: difficulté d'adapter l'aménagement intérieur en raison de la présence d'éléments patrimoniaux

Intérêt archéologique du site

- Impossibilité d'effectuer les travaux de drainage requis pour améliorer la gestion de l'eau aux apports du bâtiment en raison de l'intérêt archéologique du site.

INTERVENTIONS

_ Interventions - Architecture

Travaux de réfection intérieur

- Travaux de décontamination et de démolition;
- Reconfiguration d'une salle de toilette pour personne handicapé;
- Ajout et réfection de cloisons;
- Ajout de protection coupe-feu;
- Modification et ajout de portes intérieures;
- Mise à niveau de la quincaillerie de porte;
- Travaux d'ébénisterie fine;
- Fourniture et installation de nouveaux cabinets de comptoirs et d'armoires;
- Travaux d'aménagements pour un espace traiteur;
- Travaux de peinture;
- Travaux de mise à niveau du monte-personne.

_ Interventions - Architecture

Travaux de réfection extérieur

- Réfection de la maçonnerie de pierre et de moellon comprenant entre-autre des travaux pour le rejointoiement, démontage de pierres, remplacement de pierres, remplacement de linteaux en acier, nettoyage de la maçonnerie;
- Réfection complète des toitures en ardoise incluant le remplacement des supports de toiture;
- Réfection complète de la toiture en pannes d'acier et baguettes;
- Réfection complète du toit plat en membrane élastomère;
- Remplacement et ajout de gouttières et descentes pluviales;
- Isolation et ventilation des combles;
- Réfection et remplacement de certaines composantes en ébénisterie au périmètre des ouvertures;
- Travaux de décapage et de peinture sur l'ensemble du revêtement de bois extérieur, des boiseries, des portes, des fenêtres et du moulurage;
- Réparation de portes et fenêtres en bois;
- Fourniture et installation de nouvelles portes et fenêtres en bois fabriquées sur mesure;
- Fourniture et installation de contrevents aux fenêtres;
- Travaux d'étanchéisation et de drainage de certaines fondations;
- Travaux de démolition et de reconstruction d'élément de balcon en béton;
- Travaux d'aménagement paysagés pour la protection des plantations.

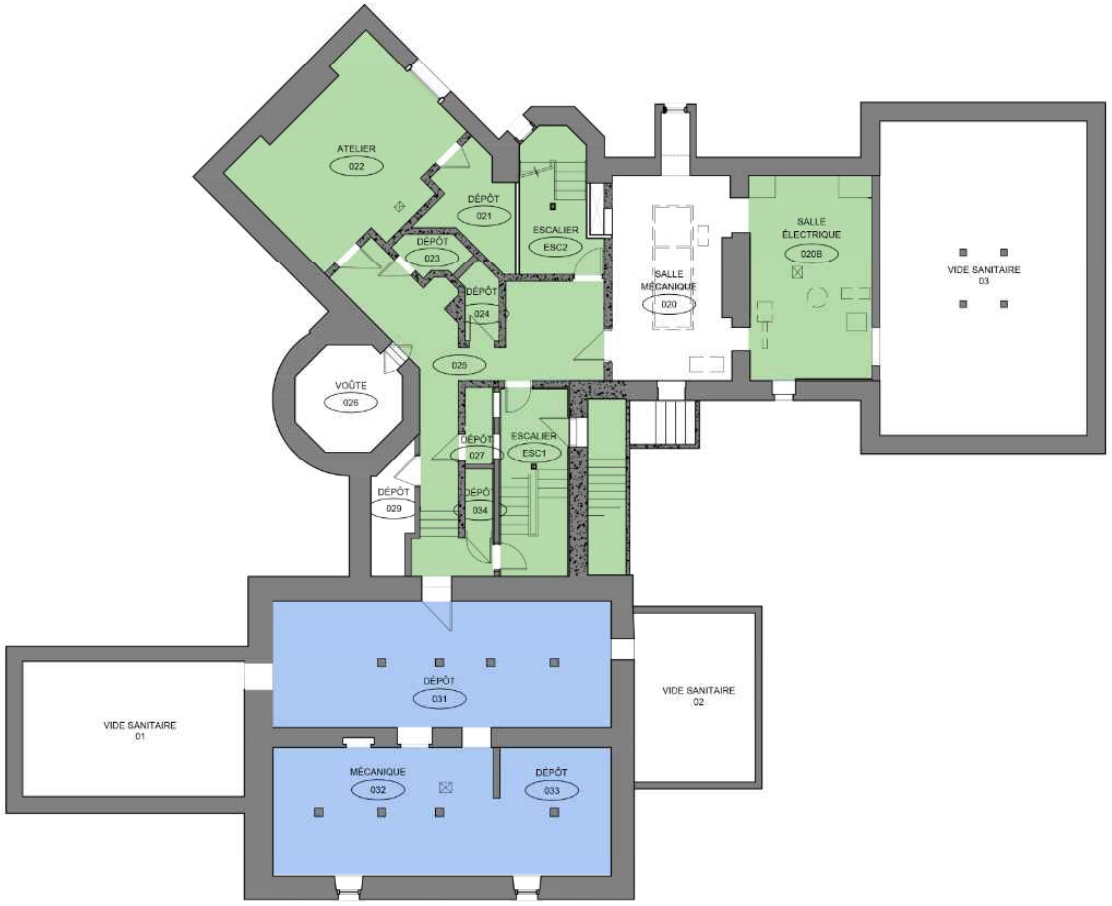
_ Interventions - Ingénierie

Travaux en mécanique et électricité

- Travaux de mise à niveau du système de ventilation et chauffage;
- Divers travaux de plomberie;
- Travaux de mise à niveau pour diverses composantes électriques;
- Ajout de câbles chauffants aux débords de toit;
- Remplacement et ajout de luminaires.

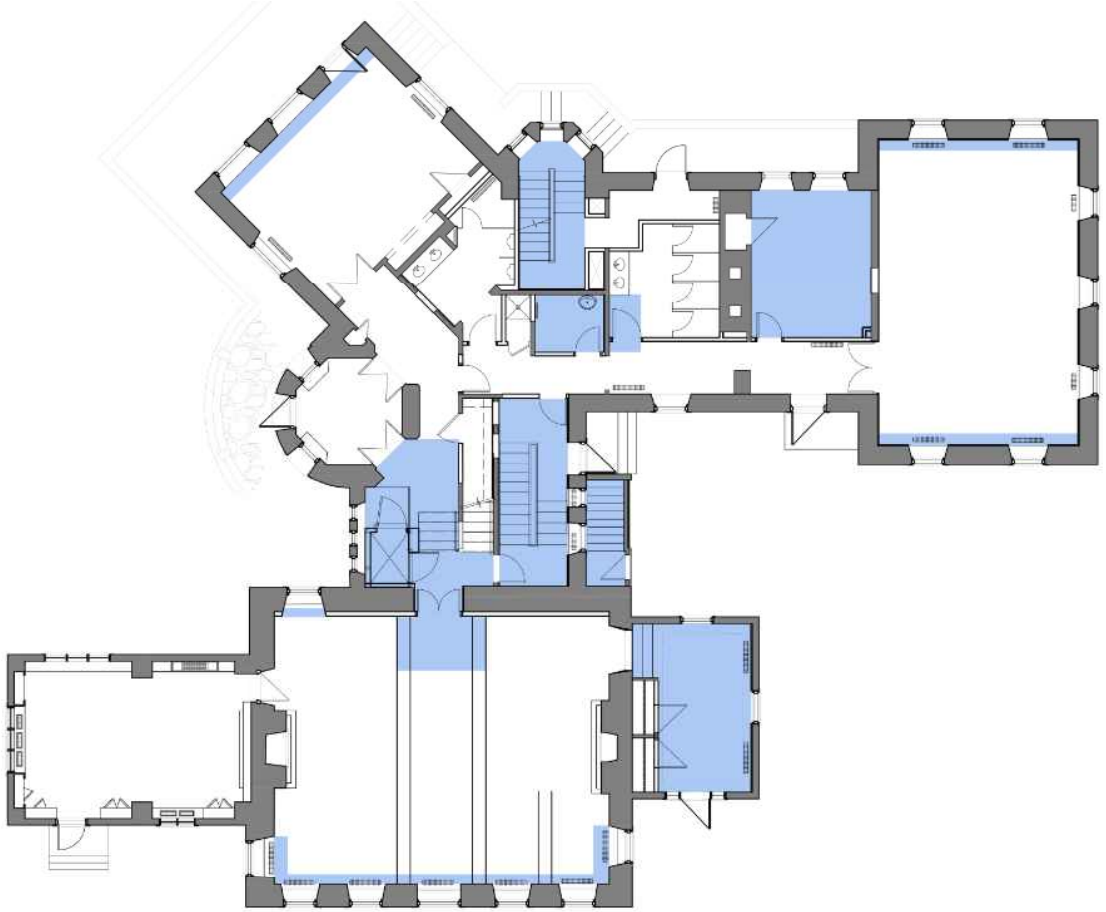
_ Interventions

_ Plan du sous-sol



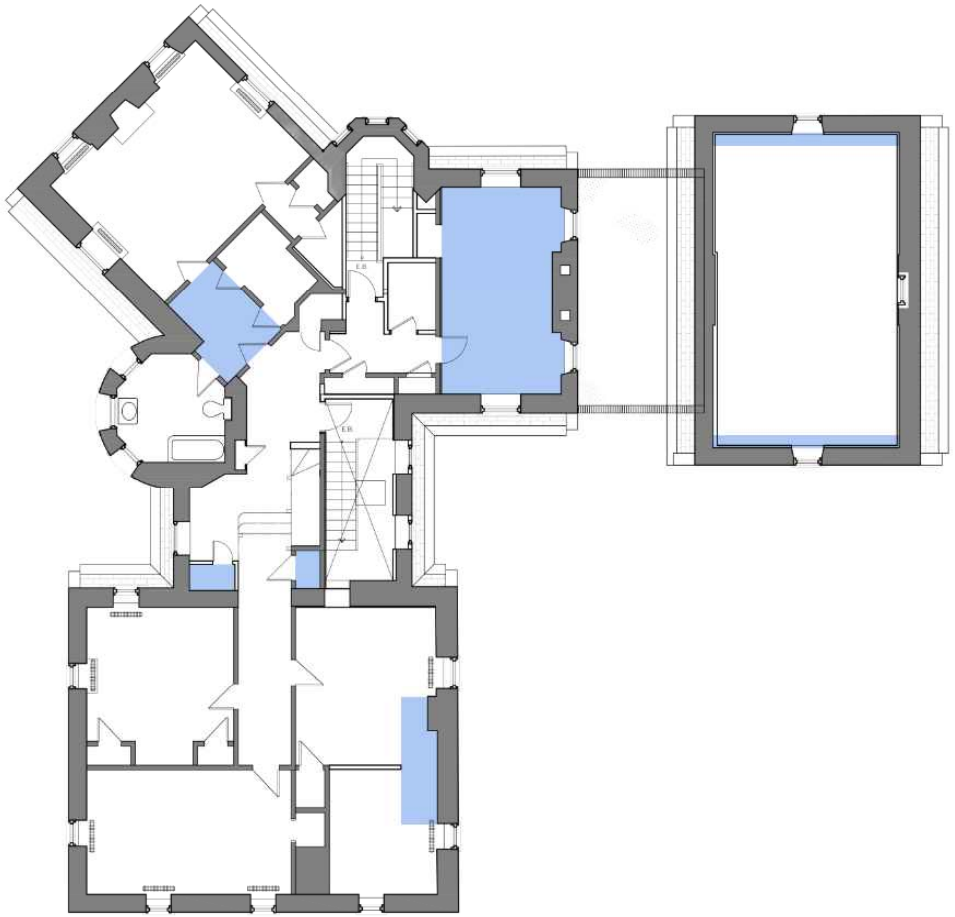
_ Interventions

_ Plan du rez-de-chaussée



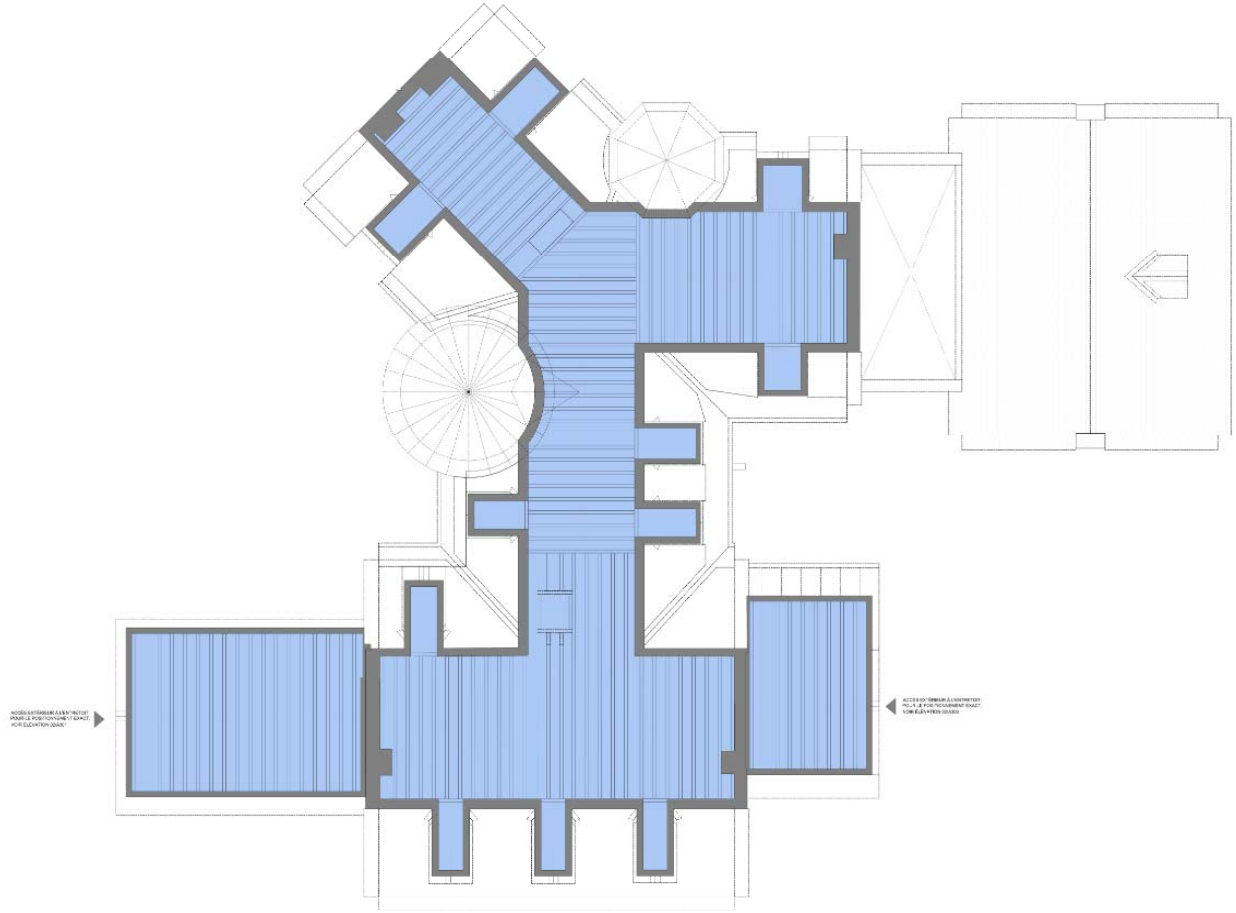
_ Interventions

_ Plan de l'étage



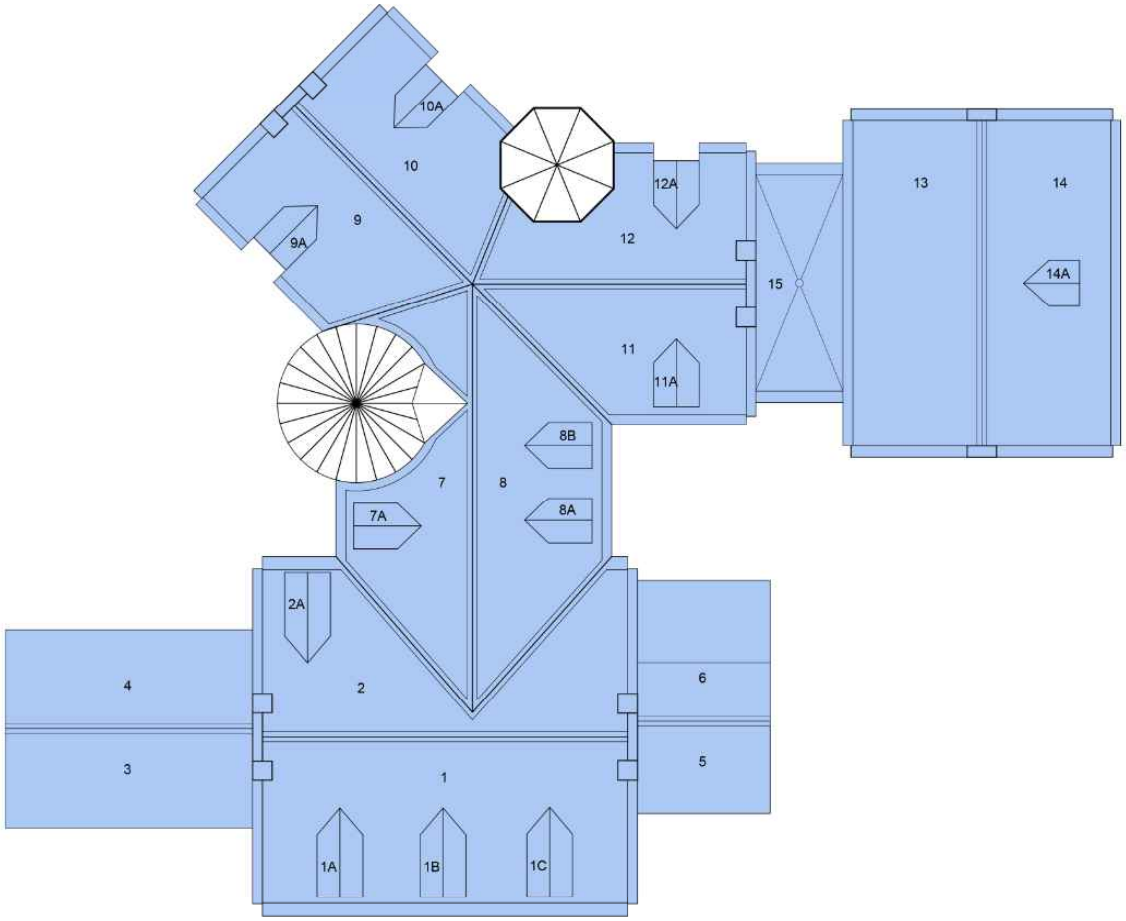
_ Interventions

_ Plan de l'entretoit



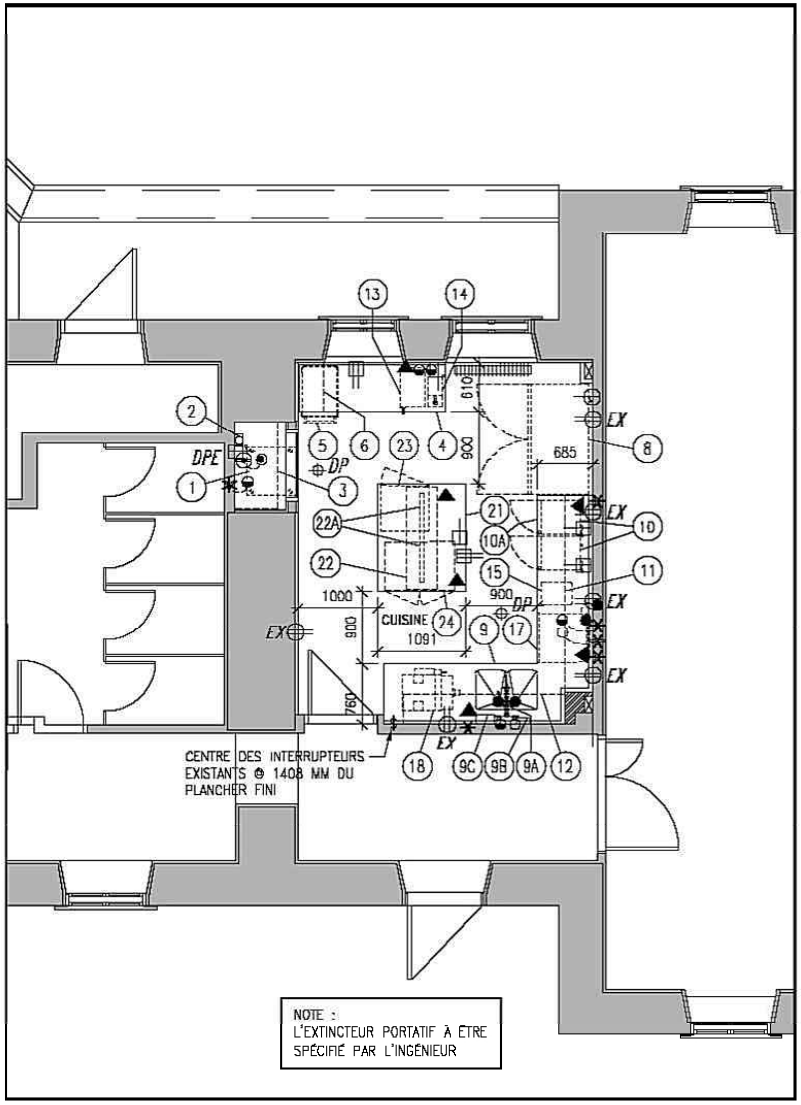
_ Interventions

_ Plan de toit



_ Interventions

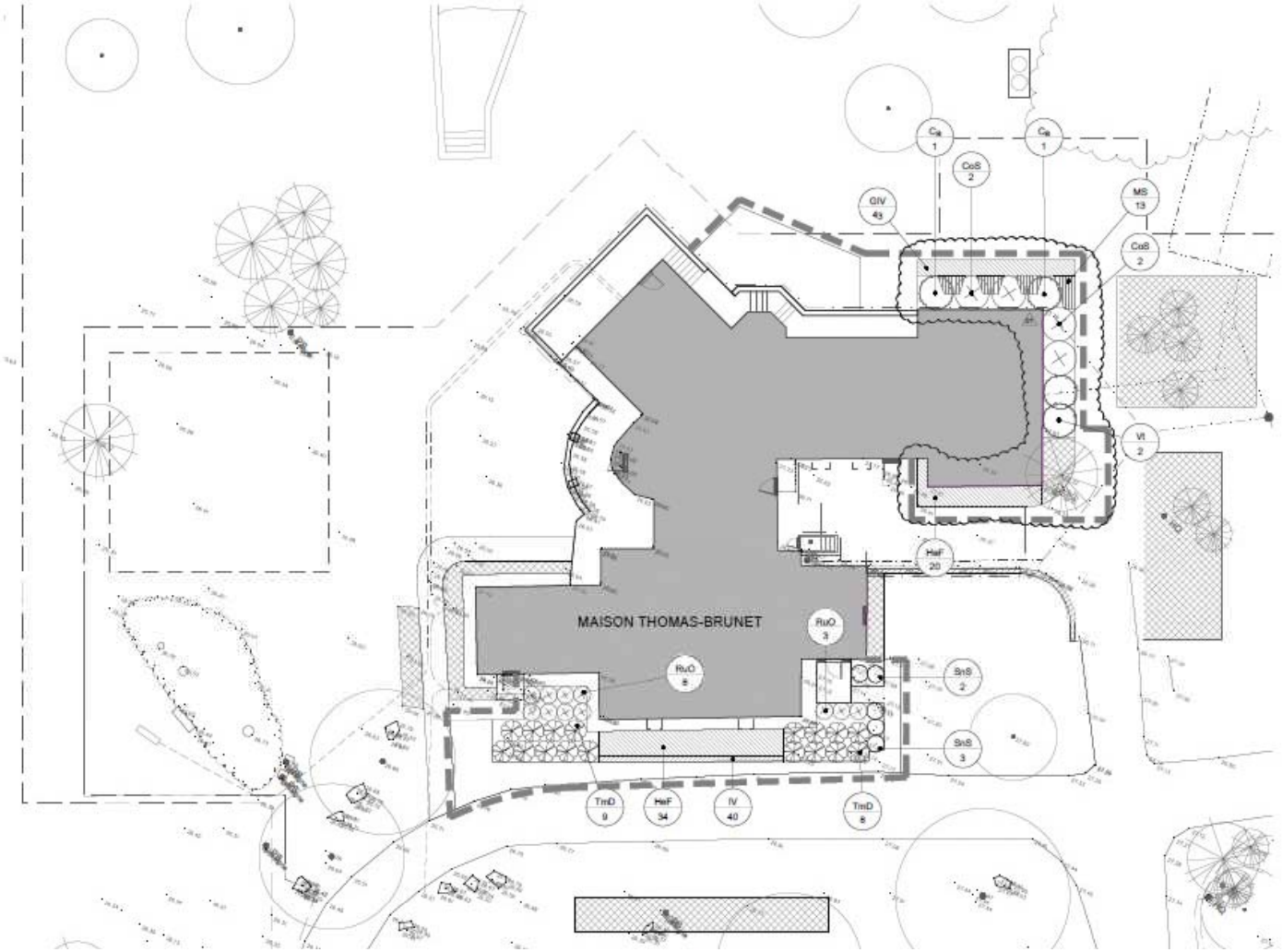
_ Plan aménagement de la cuisine



Article #	Qté	Identification
1	1	Machine à glace mobile
2	1	Filtreur pour l'article #1
3	3	Tablette ajustable
4	1	Comptoir
5	1	Chariot d'utilité
6	1	Armoire murale ouverte
7		Libre
8	1	Réfrigérateur mobile
9	1	Comptoir avec évier double
9A	1	Robinet et boyau de prélavage
9B	1	Distributeur à savon
9C	1	Distributeur à papier
10	2	Four à micro-ondes
10A	2	Tiroir sous l'article #10
11	1	Armoire murale avec éclairage
12	1	Armoire murale avec éclairage
13	1	Machine à café
14	1	Distributeur à eau chaude
15	1	Poubelle
16		Libre
17	1	Laveuse à vaisselle
18	1	Trappe à graisse
19-20		Libre
21	1	Comptoir de travail
22	1	Tablette supérieure double
22A	2	Luminaire sous l'article #22
23	1	Réfrigérateur à vin sous-comptoir
24	1	Réchaud

_ Interventions

_ Plan aménagement paysager



_ Élévation Ouest



_Élévation Sud



_Élévation Nord



QUESTIONS ET COMMENTAIRES

Montréal

CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL

AVIS DU CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL
Le Conseil du patrimoine de Montréal est l'instance consultative de la Ville en matière de patrimoine.

Maison Thomas-Brunet

A08-PR-01

Adresse :	187, chemin du Cap-Saint-Jacques
Arrondissement :	Pierrefonds-Roxboro
Lot :	une partie du lot 1 977 296

Le Conseil émet un avis suivant le règlement sur le Conseil du patrimoine de Montréal 02-136, article 12.1 3 :

- sur tout projet de règlement adopté par le conseil de la ville visé aux sections III et IV du chapitre IV de la Loi sur les Biens culturels (L.R.Q., chapitre B-4).

NATURE DU PROJET

La Ville de Montréal propose de reconnaître les valeurs patrimoniales de la maison Thomas-Brunet, située dans le Parc-nature du Cap-Saint-Jacques dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro, en la citant à titre de monument historique en vertu des dispositions de la Loi sur les biens culturels (LBC).

PROCESSUS

- L'évaluation de la recevabilité de la demande de citation de la maison Thomas-Brunet par le Bureau du patrimoine, de la toponymie et de l'expertise (BPTE), du Service de la mise en valeur du territoire et du patrimoine de la Ville de Montréal, ainsi que par le CPM a mené à une recommandation positive quant à la poursuite du processus de citation en vertu de la LBC.
- Le conseil de la ville a confié au Conseil du patrimoine de Montréal (CPM) le mandat de tenir une séance publique consacrée à la présentation du projet et à l'audition des représentations des personnes ou organismes qui désirent s'exprimer sur le projet de citation de cette maison ancienne et d'une autre maison, la maison Richer-dit-Louveteau, aussi située dans le Parc-nature du Cap-Saint-Jacques, propriétés de la Ville.

303, rue Notre-Dame Est, Bureau 1.150
Montréal (Québec) H2Y 3Y8
514 872-4055
ville.montreal.qc.ca/cpm

- Le CPM a tenu une telle séance, conjointement avec le projet de reconnaissance de la maison Jacques-Richer-dit-Louveteau, le 31 mars 2008. Une douzaine de personnes y ont assisté. Un rapport a été produit, parallèlement au présent avis.
- Le comité exécutif prendra acte du rapport de consultation publique et de l'avis du CPM et le conseil de la ville adoptera le règlement, le cas échéant.

HISTORIQUE DES LIEUX

Construite en 1834 et localisée au 187, chemin du Cap-Saint-Jacques, la maison Thomas-Brunet était une maison de ferme. Elle a abrité trois générations de la famille Brunet. Elle a conservé un cadre environnemental presque identique à celui de 1928, année de son agrandissement. Son site champêtre rappelle la vocation agricole bicentenaire au bord du lac des Deux-Montagnes.

DOCUMENTS CONSULTÉS

Communauté urbaine de Montréal. *Répertoire d'architecture traditionnelle sur le territoire de la Communauté urbaine de Montréal; architecture rurale*, Montréal, 1986.

Ministère de la culture et des communications du Québec. *La protection du patrimoine au Québec; à propos de la loi sur les biens culturels,* Québec, 2005.

Service de la mise en valeur du territoire et du patrimoine, Ville de Montréal. *Inventaire des anciennes maisons de ferme,* Montréal, 2007.

Arkéos Inc. *Projet des Parcs nature - Parc-nature du Cap-Saint-Jacques.* Étude de potentiel archéologique, Ville de Montréal**,** 2008.

Bouchard, A. (1979). La végétation forestière du Cap-Saint-Jacques, îles de Montréal, Québec, Canadian Journal of Botany 57(11): 1191-1202.

Ville de Montréal. *Plan d'urbanisme*, Montréal, 2004.

Ville de Montréal (Bureau du patrimoine de la toponymie et de l'expertise). *La maison Thomas Brunet, 187, chemin du Cap-Saint-Jacques*, Montréal, janvier 2008.

Ville de Montréal. *Sommaire décisionnel 1070577001 et projet de règlement,* Montréal, janvier 2008.

ANALYSE DU PROJET DE CITATION

L'analyse qui suit s'appuie à la fois sur les études réalisées par le BPTE et sur les consultations publiques, soit la séance du 31 mars 2008 et les lettres envoyées au CPM[1]. Les diverses études sur l'histoire, les caractéristiques et la valeur patrimoniale de la maison sont unanimes quant à sa valeur historique, architecturale et contextuelle et

[1] Le CPM a reçu trois lettres, soit de la Société patrimoine et histoire de l'île Bizard et Sainte-Geneviève (27 mars 2008), de la Société du patrimoine de l'Ouest de l'île (27 mars 2008) et de monsieur William Wisenthal (10 avril 2008).

permettent de conclure que celle-ci possède un degré élevé d'intégrité et d'authenticité. De plus, les citoyens présents à la séance publique ont fait part de leur attachement à cette maison et souhaitent que cette dernière soit préservée et restaurée. Ils ont mentionné l'importance de conserver l'histoire et les valeurs reliées à ces lieux. La plupart ont explicitement appuyé le projet de citation. La Société patrimoine et histoire de l'île Bizard et Sainte-Geneviève et la Société du patrimoine de l'Ouest de l'île ont aussi appuyé par lettre un tel projet.

La citation à titre de monument historique de la maison Thomas-Brunet vise un site dont la valeur patrimoniale revêt une signification qui transcende l'échelle de l'arrondissement et dont l'importance s'inscrit à l'échelle de la ville de Montréal. Le Parc-nature du Cap-Saint-Jacques, dans lequel est située cette maison, a le statut de grand parc métropolitain dont la responsabilité incombe au conseil d'agglomération. Cette appartenance lui confère une importance particulière et le projet de citation doit être évalué en prenant en compte non seulement toutes les dimensions du patrimoine mais également ce contexte métropolitain. On y retrouve plusieurs anciennes résidences dont la maison Joseph-Charlebois (Grier) (vers 1799) classée monument historique avec aire de protection ainsi que la maison Jacques-Richer-dit-Louveteau (1835), également considérée pour citation à titre de monument historique. De plus, avec ses 288 ha, le Parc-nature du Cap-Saint-Jacques est le plus grand parc-nature de Montréal.

Considérant que l'ensemble du territoire était émergé il y a au moins 8 500 ans, lors du retrait de la mer de Champlain, il faut envisager que des occupations aussi anciennes puissent y être présentes, d'autant plus que le cap Saint-Jacques bénéficie d'une position privilégiée au milieu d'un vaste carrefour maritime. L'intérêt du secteur du Cap-Saint-Jacques réside aussi dans le fait qu'il ait pu être utilisé de façon ponctuelle, dans le cadre du commerce des fourrures, en raison de sa position avantageuse en bordure du lac des Deux-Montagnes, un passage obligé de la route des fourrures.

La topographie du territoire est formée d'une plaine de dépôts argileux issus de la présence de la mer de Champlain, recouvrant à de nombreux endroits des dépôts morainiques (till) à texture plus grossière créés par le mouvement passé des glaciers. Ces dépôts permettent le développement agricole du secteur dès le début du XVIII^{e} siècle. Cette occupation agricole se poursuivra malgré l'urbanisation de l'ouest de l'île. En fait, comme le résume la récente étude de potentiel archéologique du Cap-Saint-Jacques : « *ce secteur se démarque de la plupart des autres territoires de l'île de Montréal par le fait qu'il fut l'objet d'un type d'occupation unique et de longue durée. Il se caractérise par le haut degré d'intégrité de son parcellaire et de son cadre bâti. Ces facteurs confèrent au territoire un potentiel documentaire et commémoratif exceptionnel* » (Arkéos 2008). Le Parc-nature du Cap-Saint-Jacques serait un des derniers exemples de l'occupation agricole qui a dominé pendant des siècles le territoire montréalais. Alors que les peuplements forestiers de milieux plus humides sur plaines argileuses furent défrichés pour l'agriculture, la végétation actuelle du cap Saint-Jacques, concentrée sur les tills à drainage mésique, est caractérisée par de très belles forêts du domaine climacique de l'érablière à caryer cordiforme (Bouchard 1979). Cette alternance d'érablières à caryer cordiforme et de plaines constitue un paysage remarquable, rappelant ceux du sud-ouest du Québec.

Propriété de la Communauté urbaine de Montréal (CUM) avant d'être transférée à la Ville lors de la fusion des villes de la CUM en 2002, la maison Thomas-Brunet n'a toutefois pas obtenu toute l'attention qu'elle mérite. La citation offre l'occasion de bonifier le projet de restauration prévu par la Ville, permettant à celle-ci d'agir comme un propriétaire exemplaire, tel que celle-ci le stipule dans sa *Politique du patrimoine*.

Le CPM ne juge pas nécessaire de répéter ici les analyses ayant motivé l'intention de citer la maison. Il se limite aux éléments qui lui apparaissent mériter plus ample discussion. L'analyse qui suit est divisée en deux parties : (I) la citation de la maison Thomas-Brunet et (II) la planification et la diffusion de statuts de reconnaissance à l'échelle du

territoire montréalais. Le chapitre sur la maison elle-même porte sur : (1) le contexte ; (2) le périmètre ; (3) le patrimoine construit ; (4) le patrimoine naturel ; (5) le paysage ; (6) l'archéologie ; (7) la toponymie ; (8) les conditions de conservation et de mise en valeur ; (9) la diffusion de la connaissance. Celui sur la planification et la diffusion de statuts de reconnaissance à l'échelle du territoire montréalais traite de : (1) la planification et (2) la diffusion.

I. Citation de la maison Thomas-Brunet

1.1. Le contexte

On compte plus d'une dizaine de maisons de ferme classées par le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine du Québec (MCCCFQ) sur l'île de Montréal. De plus, seulement cinq maisons de ce genre ont déjà été citées par la Ville de Montréal alors que le nombre de maisons rurales construites sur l'ancien territoire de la CUM est estimé à 5 000 (Ville de Montréal, Bureau du patrimoine de la toponymie et de l'expertise, 2008, p. 12[2]). De ce nombre, il en resterait aujourd'hui 135 (2,7%). La maison Thomas-Brunet s'inscrit dans un site exceptionnel, un des rares lieux où ont été maintenues des activités liées à la culture des terres (à des fins didactiques) et son environnement est demeuré quasi conforme à ce qu'il était au XIX^{e} siècle, pour ce qui est des caractéristiques géographiques (rapport à l'eau, topographie) et les routes. Sa localisation au sein du Parc-nature offre aussi une rare possibilité d'accès public. À ce titre, la maison revêt un intérêt historique, paysager et didactique remarquable. Le maintien du contexte d'origine est à plusieurs reprises salué dans les études.

1.2. Le périmètre

Le périmètre à considérer par la citation doit référer à l'histoire des lieux et aux fonctions qui y ont eu cours au fil des siècles. Compte tenu du remembrement cadastral de la majeure partie du Cap-Saint-Jacques, il est difficile d'identifier un périmètre ou une zone spécifique à protéger. Par ailleurs, on connaît les limites de la terre sur laquelle la maison a été implantée : la mesure de 30 arpents revient souvent dans les textes, tout comme l'identification des terres 36 et 37. Aucune contrainte légale ne s'opposant à cette proposition, le processus de reconnaissance devrait comprendre à la fois la maison mais aussi, la terre, sa forme, sa dimension d'origine, d'autant plus que ces conditions sont considérées comme une des valeurs documentaires motivant la citation.

1.3. Le patrimoine construit

Érigée en 1834, la maison de ferme originale, construite en pierre avec des murs-pignons découverts, a été rénovée et agrandie en 1928 pour devenir la grande résidence de villégiature qu'on retrouve aujourd'hui sur le site. L'agrandissement, bien qu'il triplait la superficie habitable, conserve la lisibilité de la maison ancienne et s'inscrit plutôt à l'arrière, vers la rivière. Comme le résume le projet de règlement, « (l)'ensemble, par l'unité des formes et des matériaux, constitue une entité nouvelle qui montre la capacité d'adaptation et de renouvellement du vocabulaire architectural traditionnel » (art 3. 2^{o} c). Puisque les valeurs établies touchent autant la maison de 1834 que sa modification et les agrandissements de 1928, il devient important de spécifier que le mot « origine » ne réfère pas uniquement à la maison du XIX^{e} siècle (articles 7, 8 et 9 particulièrement).

[2] Dans l'étude sur la présente maison.

À titre d'exemple, l'article 9,1 commande un respect de l'aspect actuel ou une restitution de l'aspect d'origine. Il faudrait s'assurer que la restauration prend en compte les caractéristiques propres à la partie du bâtiment considérée, incluant le choix des matériaux.

Les documents disponibles laissent croire que les travaux sur la connaissance du site réalisés à ce jour sont limités à l'histoire et à l'architecture de la maison. Aussi, il sera nécessaire de documenter l'évolution du site, des usages, des bâtiments secondaires ainsi que les intérieurs de la maison selon les différentes périodes de son évolution afin de cumuler davantage de connaissances pour ensuite mieux diffuser celles-ci.

1.4. Le patrimoine naturel

La citation d'un monument historique relève de la Loi sur les biens culturels (LBC), laquelle ne considère pas explicitement le patrimoine naturel. La définition du patrimoine mise de l'avant par la *Politique du patrimoine* de la Ville de Montréal (2005, p. 31) inclut un tel patrimoine. D'ailleurs la section III du règlement pourrait être renommée « Patrimoine naturel et aménagements » ; cela rendrait ainsi mieux justice aux orientations que la Ville de Montréal s'est données à l'égard du patrimoine naturel.

Le site de la maison Thomas-Brunet n'ayant été peu ou pas documenté dans le cadre de l'exercice de citation, des recherches devraient être réalisées sur l'évolution de l'aménagement et l'usage des terres associées au bâtiment (voir le point 1.2 sur le périmètre). Celles-ci permettraient d'orienter les travaux d'aménagements paysagers vers une philosophie de restauration s'appuyant sur les valeurs véhiculées par la citation, notamment à propos des usages du site (article 11). Par ailleurs, on peut supposer que non seulement la connaissance mais aussi la gestion des éléments naturels présents sur le site vont bénéficier concrètement de l'appartenance de ce dernier au Parc-nature du Cap-Saint-Jacques.

1.5. Le paysage

La maison Thomas-Brunet étant située au bord du lac des Deux-Montagnes, les vues sur l'eau et à partir de l'eau font partie intégrante de sa valeur. Il apparaît ainsi pertinent de documenter les vues à partir de la maison vers le lac des Deux-Montagnes et la rivière des Prairies. L'analyse, proposée au point 1.4, de l'évolution des aménagements et des usages du site pourrait aussi permettre d'établir s'il y a lieu de considérer d'autres vues, notamment devant la maison.

1.6. L'archéologie

Le projet de règlement précise que les travaux d'excavation doivent être accompagnés de recherches archéologiques, le secteur étant d'intérêt archéologique à fort potentiel. On peut se demander s'il y aurait lieu de procéder en même temps à une étude de potentiel archéologique à l'échelle du cadastre ancien.

1.7. La toponymie

L'occupation du site par James Bowman Peck est une étape importante pour l'histoire du lieu. En effet, ce dernier a modifié la modalité de transmission de génération en génération et il a adapté la maison pour en faire un lieu de villégiature. Il apparaît ainsi opportun d'envisager la possibilité de commémorer le personnage, préférablement sur le site même.

1.8. Les conditions de conservation et de mise en valeur

Le CPM est d'avis que l'encadrement des travaux de restauration et de mise aux normes de la maison, décrit dans le projet de règlement, est adéquat. Il y aurait toutefois lieu de préciser la nature des matériaux et de l'époque à laquelle on réfère (voir 1.3).

La gestion des éléments naturels du site (article 11) est limitée à la mise en valeur du monument et mériterait d'être précisée, à la suite notamment des travaux suggérés au point 1.4 de la présente analyse. Il en est de même des vues : il y aurait lieu d'inclure dans le règlement des mesures de protection des vues jugées importantes (voir point 1.5).

Les usages font également partie de la conservation et de la mise en valeur d'un lieu. La maison est, depuis 10 ans, le lieu administratif de la Corporation D Trois-Pierres, une entreprise d'insertion sociale et professionnelle qui anime l'emplacement et qui poursuivra ses activités. Cet usage administratif, prévu à l'étage, a l'avantage d'assurer une présence sur les lieux, au moins pendant la journée. Quant au rez-de-chaussée, il sera accessible au public : exposition de photographies, location pour fêtes et mariages, par exemple, et toilettes publiques. Une telle ouverture au public est assurément la bienvenue, notamment compte tenu des objectifs de sensibilisation au patrimoine et de diffusion (voir 1.9). Il faudra toutefois que les travaux d'aménagement nécessaires à l'accueil du grand public ne viennent pas à l'encontre des objectifs définis pour la restauration des lieux.

La production du plan directeur du Parc-nature du Cap-Saint-Jacques, complémentaire aux citations des maisons Thomas-Brunet et Jacques-Richer-dit-Louveteau, permettrait d'adopter un point de vue plus large et d'élaborer des mesures de protection et de mise en valeur des éléments patrimoniaux de l'ensemble du site.

1.9. La diffusion de la connaissance

On n'aborde pas explicitement, dans le projet de règlement, la diffusion des connaissances, notamment sur l'histoire des lieux, des usages et des usagers. À ce sujet, un citoyen a fait la proposition qu'au moins un outil de diffusion sur l'histoire du territoire, du parc, des maisons et de ses anciens habitants soit produit et rendu disponible afin de conscientiser et d'éduquer le public sur les valeurs de cet ensemble patrimonial. On pourrait aussi penser à un projet d'identification des lieux et de commémoration patrimoniale expliquant l'évolution de l'ensemble des terres du Cap-Saint-Jacques.

II. La planification et la diffusion de statuts de reconnaissance à l'échelle du territoire montréalais

2.1. La planification

Afin d'assurer la collaboration de tous les acteurs concernés par la reconnaissance à l'échelle municipale, il apparaît opportun d'avoir une vue d'ensemble des biens municipaux protégés en vertu de la LBC, ce qu'a d'ailleurs prévu la Ville dans sa Politique du patrimoine (2005, p. 65) : « *Il s'agit de se donner une vue d'ensemble pour agir avec cohérence autant dans l'attribution de statuts de reconnaissance que dans la gestion des biens et territoires bénéficiant de tels statuts ».* À cette fin, il y aurait lieu d'élaborer un plan stratégique d'attribution de statuts de reconnaissance patrimoniale pour l'ensemble du territoire montréalais. Cela permettrait d'évaluer les propositions ponctuelles dans le cadre d'une meilleure connaissance du patrimoine montréalais jugé exceptionnel.

2.2. La diffusion

La participation du public aux diverses étapes de cette consultation a été relativement faible. Attendue par plusieurs groupes associatifs depuis de nombreuses années, la relance du processus de citation de monuments historiques et de constitution de sites du patrimoine a bénéficié de leur apport mais ne suscite, jusqu'à maintenant, qu'un intérêt très limité auprès du public. Aussi, chaque nouvelle citation doit être considérée comme une occasion de provoquer l'intérêt et la fierté des Montréalais et la curiosité des visiteurs. Plusieurs outils sont envisageables : une communication médiatique et des activités ciblées pour différents publics, une identification spécifique des lieux et également une campagne de publicité générale sur le patrimoine montréalais.

AVIS DU CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL

Le Conseil du patrimoine de Montréal appuie le projet de citation de la maison Thomas-Brunet à titre de monument historique. Cet appui est motivé par les facteurs suivants : le modèle constructif de la maison rurale à mur-pignon découvert, l'importance du maçon Charles Brunet, qui a construit la maison en 1834, et la représentativité de la maison quant à la transformation de la vocation agricole à celle de villégiature, par J. B. Peck en 1928. De plus, le CPM considère que la localisation de la maison dans le Parc-nature du Cap-Saint-Jacques et la visibilité et l'accessibilité qui résultent d'une telle localisation contribuent à la mise en valeur de la maison.

Le CPM émet toutefois trois séries de recommandations, les premières portant sur le projet de citation de la maison et sur le règlement, les secondes sur des travaux complémentaires à une telle citation et les troisièmes sur la planification et la diffusion de statuts de reconnaissance à l'échelle du territoire montréalais. Il offre sa collaboration afin de mener à bien le programme ambitieux qu'il propose dans ce dernier cas.

Le CPM souhaite connaître la nature des travaux qui seront effectués sur la maison Thomas-Brunet ; à cette fin, il aimerait voir le projet de restauration élaboré par la Direction des grands parcs et de la nature en ville.

Ses recommandations se lisent comme suit :

1. Le projet de règlement sur la citation de la maison Thomas-Brunet à titre de monument historique

- Tenir compte explicitement, dans l'ensemble des prescriptions quant aux travaux sur la maison, des époques associées aux diverses étapes de la construction et non seulement de la plus ancienne.
- Examiner s'il y a lieu de préciser la nature des matériaux et l'époque à laquelle on réfère dans la section I du chapitre IV.
- Préciser les modalités d'aménagement du site et de gestion des éléments naturels de façon à mieux rendre compte du patrimoine naturel. Pour rendre cela plus explicite, renommer la section III du chapitre IV « Patrimoine naturel et aménagements ».
- Inclure des mesures de protection des vues à partir de la maison vers le lac des Deux-Montagnes et, si pertinent, vers la rivière des Prairies.
- Revoir le périmètre du territoire visé par la citation de façon à ce qu'il comprenne à la fois la maison mais aussi la terre, sa forme, sa dimension d'origine.

2. Les travaux complémentaires à la citation de la maison Thomas-Brunet

- Documenter l'évolution des intérieurs de la maison.
- Documenter l'évolution de l'aménagement, des bâtiments secondaires et de l'usage des terres associées au bâtiment de façon à mieux comprendre le patrimoine naturel du site.
- Documenter les vues à partir de la maison vers le lac des Deux-Montagnes et la rivière des-Prairies et vice-versa.
- Vérifier avec les archéologues de la Ville s'il y a lieu de procéder à une étude de potentiel archéologique à l'échelle du cadastre ancien.
- Soumettre au BPTE et au comité de toponymie du CPM la possibilité de commémorer le personnage de James Bowman Peck sur le site ou à proximité, compte tenu de l'importance de celui-ci dans l'histoire de la maison.
- Produire et rendre disponible un outil de diffusion sur l'histoire du territoire, du parc, des maisons et de ses anciens habitants, faisant ainsi reconnaître l'importance de cette maison dans le corpus des anciennes maisons de ferme de l'île de Montréal.
- Réaliser un projet de commémoration patrimoniale expliquant l'évolution de l'ensemble des terres du Cap-Saint-Jacques.
- Produire le plan directeur du Parc-nature du Cap-Saint-Jacques, afin d'adopter un point de vue plus large et d'élaborer des mesures de protection et de mise en valeur des éléments patrimoniaux de l'ensemble du site.

3. La planification et la diffusion de statuts de reconnaissance à l'échelle du territoire montréalais

- Élaborer un plan stratégique d'attribution de statuts de reconnaissance patrimoniale pour l'ensemble du territoire montréalais.
- Élaborer un programme d'activités autour des citations afin de sensibiliser le public montréalais à son patrimoine.



La présidente
Le 16 mai 2008

Montréal Culture et Communications Québec

Information sur la fiche projet

Approbation officielle de la Direction de Montréal du Ministère de la Culture et des Communications le 2017-05-16 15:38:29

Version de la fiche	1

Entente	Entente sur le développement culturel de Montréal 2012-2015
Année	2013 (Période du 1er Avril 2013 au 31 Mars 2014)
Axe	01 MISE EN VALEUR DU PATRIMOINE
Sous-axe	01-03 Agglomération de Montréal
Programme/Mesure	01-03-06 Fonds du patrimoine
Projet	01-03-06-01 Biens patrimoniaux appartenant à la Ville de Montréal et aux villes liées
Nom du sous-projet	RESTAURATION MAISON THOMAS-BRUNET

Numéro de recommandation de crédit	13-01.03.06.01-0316

Budget alloué				
Ministère de la culture et des communications		**Ville de Montréal**		**Total**
0 $	132 424 $	0 $	132 424 $	264 848 $
Transfert/BF	**Dette/PTI**	**Transfert/BF**	**Dette/PTI**	**Total**

Description

La maison Thomas-Brunet est une maison de ferme construite en 1834 et agrandie en 1928. Son corps principal en pierre, de plan rectangulaire à un étage et demi, est coiffé d'un toit à deux versants droits flanqué de murs coupe-feu et percé de lucarnes. Une annexe en pierre à un étage et demi (1928) en forme de « Y » et pourvue de deux tourelles d'angle est greffée à l'arrière du corps principal, une annexe en bois à un étage (entre 1919 et 1928) servant de solarium est greffée au côté ouest et une annexe en bois à un étage (entre 1969 et 1980) servant de portique est greffée au côté est. La propriété, en bordure du lac des Deux Montagnes et au coeur d'un paysage rural, est intégrée au parc-nature du Cap-Saint-Jacques, dans l'arrondissement municipal de Pierrefonds-Roxboro de la ville de Montréal.

Ce bien est cité immeuble patrimonial. La protection s'applique à l'enveloppe extérieure du bâtiment ainsi qu'à une partie du terrain sur lequel il s'élève.

Les présents travaux visent une restauration de l'enveloppe du bâtiment, soit la toiture en ardoise, les solins de cuivres, les boiseries extérieures, ainsi que la restauration ou le remplacement de portes et fenêtres telles selon la période de référence de 1928 et la réintroduction des contre-vent. Des travaux de décontamination et de réaménagement de l'intérieur sont aussi prévus afin que l'immeuble puisse de nouveau être occupé. Le tout selon les plans de la firme d'architecture Cobalt 27 et les recommandations de Luce Lafontaine architecte de Lafontaine et Soucy.

Objectif(s)

Assurer un soutien financier pour contribuer au bon état de conservation des biens classés ou dans des secteurs patrimoniaux et à leur mise en valeur. Préservation des caractéristiques architecturales d'origine afin de maintenir l'importance patrimoniale de ce type d'infrastructures dans la ville.

Le projet de restauration comporte des travaux admissibles à la subvention à la restauration bâtiment patrimoniaux du Fonds du patrimoine. Voir la liste des montants de travaux admissibles, basés sur l'estimation budgétaire des professionnels. Une portion des

honoraires professionnels est également admissible à la subvention (inclus dans le calcul) Un montant d'un million de dollars (1 000 000 $) est demandé puisque le montant exact n'est pas encore connu, parce que le prix des soumissions n'est pas encore connu.

La division du patrimoine est appelée à participer à l'ensemble du processus, en avisant les services concernés des attentes et critères d'admissibilité à l'aide financière et en validant les interventions et les montants admissibles, en plus d'effectuer le suivi des travaux.

MAISON THOMAS-BRUNET

Une partie du montant total d'un million de dollars (1 000 000$) provient la présente fiche dans **13-01.03.06.01** = 264 847,78 $

la balance du montant provient de la fiche dans **14-01.03.06.01** = 735 152,22 $

Total = 1 000 000,00 $

Calendrier de réalisation
Soumission entrepreneur: mai 2017
Travaux: automne 2017 à printemps 2018

Indicateurs		
Moyens d'actions	**Indicateurs de résultats**	**Résultats attendus**
- Évaluer le coût des travaux en regard des montants de subvention prévus.	Composantes de remplacement en regard aux composantes d'origines. Estimation en regard des montants disponibles.	Conformité aux budgets estimés,
- Soumissions	Résultat des soumissions	Correspondance aux estimations budgétaires
- Exécution des travaux	Travaux, vérifiés par inspection	Correspondance des travaux aux plans et devis et aux budgets

Communications
AUCUNE OPÉRATION DE COMMUNICATION N'EST PRÉVUE POUR CE DOSSIER.

Professionnels	
Professionnel (Ville de Montréal)	Benoit Faucher <benoit.faucher@ville.montreal.qc.ca>
Professionnel (Ministère de la culture et des communications)	Annie Thériault <annie.theriault@mcc.gouv.qc.ca>

Gestionnaire	
Gestionnaire (Ville de Montréal)	Sonia Vibert <sonia.vibert@ville.montreal.qc.ca>

Conseiller budgétaire	
Conseiller budgétaire (Ville de Montréal)	Finances - Pôle de service Chaussegros <finances_obc_mise_en_valeur_du_territoire@ville.montreal.qc.ca>

Liste de distribution

Acteur	Liette Charland <lcharland@ville.montreal.qc.ca>

Fichiers nécessaires à l'approbation		
Nom du fichier	**Taille**	**Date**
Subvention-mai-2017-maison Brunet.pdf	47.17 ko	2017-05-11 15:05

Remarques
Voir les documents dans le fichier identifié au nom du projet dans Google-Drive :13-01.03.06.01-000 Maison Thomas-Brunet La fiche a été refusée par la directrice de la Culture (ville) afin de réviser les montants disponibles pour l'année 2013 dans l'Entente, suite à l'approbation d'un autre dossier pour cette même année. La balance du montant viendra de 2014 **Cette fiche est en lien avec la fiche portant sur le même projet dans 14-01.03.06.01** RESTAURATION MAISON THOMAS BRUNET voir la répartition des budgets dans la section Objectifs

Avis du ministère
Aucun avis disponible

Commentaire
À la demande du Ministère, les montants doivent être révisés.

Il est à noter que les chiffres présentés n'ont pas fait l'objet d'une vérification complète. Les chiffres officiels sont ceux présentés dans les états financiers déposés par la Ville de Montréal.

Montréal Culture et Communications Québec

Information sur la fiche projet

Approbation officielle de la Direction de Montréal du Ministère de la Culture et des Communications le 2017-05-16 15:39:09

Version de la fiche	1

Entente	Entente sur le développement culturel de Montréal 2012-2015
Année	2014 (Période du 1er Avril 2014 au 31 Mars 2015)
Axe	01 MISE EN VALEUR DU PATRIMOINE
Sous-axe	01-03 Agglomération de Montréal
Programme/Mesure	01-03-06 Fonds du patrimoine
Projet	01-03-06-01 Biens patrimoniaux appartenant à la Ville de Montréal et aux villes liées
Nom du sous-projet	RESTAURATION MAISON THOMAS-BRUNET

Numéro de recommandation de crédit	14-01.03.06.01-0317

Budget alloué				
Ministère de la culture et des communications		**Ville de Montréal**		**Total**
0 $	367 576 $	0 $	367 576 $	735 152 $
Transfert/BF	**Dette/PTI**	**Transfert/BF**	**Dette/PTI**	**Total**

Description

La maison Thomas-Brunet est une maison de ferme construite en 1834 et agrandie en 1928. Son corps principal en pierre, de plan rectangulaire à un étage et demi, est coiffé d'un toit à deux versants droits flanqué de murs coupe-feu et percé de lucarnes. Une annexe en pierre à un étage et demi (1928) en forme de « Y » et pourvue de deux tourelles d'angle est greffée à l'arrière du corps principal, une annexe en bois à un étage (entre 1919 et 1928) servant de solarium est greffée au côté ouest et une annexe en bois à un étage (entre 1969 et 1980) servant de portique est greffée au côté est. La propriété, en bordure du lac des Deux Montagnes et au coeur d'un paysage rural, est intégrée au parc-nature du Cap-Saint-Jacques, dans l'arrondissement municipal de Pierrefonds-Roxboro de la ville de Montréal.

Ce bien est cité immeuble patrimonial. La protection s'applique à l'enveloppe extérieure du bâtiment ainsi qu'à une partie du terrain sur lequel il s'élève.

Les présents travaux visent une restauration de l'enveloppe du bâtiment, soit la toiture en ardoise, les solins de cuivres, les boiseries extérieures, ainsi que la restauration ou le remplacement de portes et fenêtres telles selon la période de référence de 1928 et la réintroduction des contre-vent. Des travaux de décontamination et de réaménagement de l'intérieur sont aussi prévus afin que l'immeuble puisse de nouveau être occupé. Le tout selon les plans de la firme d'architecture Cobalt et les recommandations de Luce Lafontaine architecte de Lafontaine et Soucy.

Objectif(s)

Assurer un soutien financier pour contribuer au bon état de conservation des biens classés ou dans des secteurs patrimoniaux et à leur mise en valeur. Préservation des caractéristiques architecturales d'origine afin de maintenir l'importance patrimoniale de ce type d'infrastructures dans la ville.

Le projet de restauration comporte des travaux admissibles à la subvention à la restauration bâtiment patrimoniaux du Fonds du patrimoine. Voir la liste des montants de travaux admissibles, basés sur l'estimation budgétaire des professionnels. Une portion des

honoraires professionnels est également admissible à la subvention (inclus dans le calcul) Un montant d'un million de dollars (1 000 000 $) est demandé puisque le montant exact n'est pas encore connu, parce que le prix des soumissions n'est pas encore connu.

La division du patrimoine est appelée à participer à l'ensemble du processus, en avisant les services concernés des attentes et critères d'admissibilité à l'aide financière et en validant les interventions et les montants admissibles, en plus d'effectuer le suivi des travaux.

RESTAURATION MAISON THOMAS-BRUNET

Une partie du montant total d'un million de dollars (1 000 000$) provient la présente fiche dans **14-01.03.06.01** = 735 152,22 $

la balance du montant provient de la fiche dans **13-01.03.06.01** = 264 847,78 $

Total = 1 000 000 $

Calendrier de réalisation
Soumission entrepreneur: mai 2017 Travaux: automne 2017 à printemps 2018

Indicateurs		
Moyens d'actions	**Indicateurs de résultats**	**Résultats attendus**
- Évaluer le coût des travaux en regard des montants de subvention prévus.	Composantes de remplacement en regard aux composantes d'origines. Estimation en regard des montants disponibles.	Conformité aux budgets estimés,
- Soumissions	Résultat des soumissions	Correspondance aux estimations budgétaires
- Exécution des travaux	Travaux, vérifiés par inspection	Correspondance des travaux aux plans et devis et aux budgets

Communications
AUCUNE OPÉRATION DE COMMUNICATION N'EST PRÉVUE POUR CE DOSSIER.

Professionnels	
Professionnel (Ville de Montréal)	Benoit Faucher <benoit.faucher@ville.montreal.qc.ca>
Professionnel (Ministère de la culture et des communications)	Annie Thériault <annie.theriault@mcc.gouv.qc.ca>

Gestionnaire	
Gestionnaire (Ville de Montréal)	Sonia Vibert <sonia.vibert@ville.montreal.qc.ca>

Conseiller budgétaire	
Conseiller budgétaire (Ville de Montréal)	Finances - Pôle de service Chaussegros <finances_obc_mise_en_valeur_du_territoire@ville.montreal.qc.ca>

Liste de distribution	
Acteur	Liette Charland <lcharland@ville.montreal.qc.ca>

Fichiers nécessaires à l'approbation		
Nom du fichier	**Taille**	**Date**
Subvention-mai-2017-maison Brunet.pdf	47.17 ko	2017-05-04 11:05

Remarques
Voir les documents dans le fichier identifié au nom du projet dans Google-Drive :13-01.03.06.01-000 Maison Thomas-Brunet Cette fiche a été refusée par le gestionnaire afin de corriger les montants afin de les répartir correctement sur les années 2013 et 2014 (voir la répartition dans la section Objectifs), en plus de corriger de quelques coquilles. La fiche a été refusée par la directrice de la Culture (ville) afin de réviser les montants disponibles pour l'année 2013 dans l'Entente, suite à l'approbation d'un autre dossier pour cette même année. la balance du montant viendra de 2014 **Cette fiche est en lien avec la fiche portant sur le même projet dans 13-01.03.06.01** RESTAURATION MAISON THOMAS BRUNET voir la répartition des budgets dans la section Objectifs

Avis du ministère
Aucun avis disponible

Commentaire
À la demande du Ministère, les montants doivent être révisés.

Il est à noter que les chiffres présentés n'ont pas fait l'objet d'une vérification complète. Les chiffres officiels sont ceux présentés dans les états financiers déposés par la Ville de Montréal.

Maison Thomas-Brunet				2017-05-16		2017-05-17
SGPV	2017-05-04			**Rainville**	**GDD**	
	Estimation cobalt	Admissible	admiss	**Soumission**		**% admissible**
01-Clauses admnin	7 500,00 $	- $	0%	**15 275,00 $**	**0%**	**- $**
documents à soumettre	1 000,00 $	- $	0%			- $
gestion des déchets	5 000,00 $	- $	0%			- $
protection environnement	1 000,00 $	- $	0%			- $
mise en service	500,00 $	- $	0%			- $
	- $	- $	0%		0%	- $
	- $	- $	0%			- $
	- $	- $	0%			- $
02-aménagement site	107 877,20 $	- $	0%	**161 453,50 $**	**0%**	**- $**
démolition partielle	240,00 $	- $	0%			- $
surface de gazon	150,00 $	- $	0%			- $
galet de rivière	560,00 $	- $	0%			- $
massifs d'arbustes	4 500,00 $	- $	0%			- $
Excavatio remblai	950,00 $	- $	0%			- $
terrassement remblai	300,00 $	- $	0%			- $
mélange gazon	1 200,00 $	- $	0%			- $
mélange arbustes	960,00 $	- $	0%			- $
gazon en plaques	1 400,00 $	- $	0%			- $
plantation arbuste	1 500,00 $	- $	0%			- $
platation vivace	1 100,00 $	- $	0%			- $
amiante mobilisation	18 750,00 $	- $	0%			- $
amiante enlèvement	44 472,00 $	- $	0%			- $
conditions silice	31 795,20 $	- $	0%			- $
	- $	- $	0%			- $
03-Béton	12 000,00 $	- $	0%	**28 455,00 $**	**0%**	**- $**
coffrage	3 500,00 $	- $	0%			- $
ferraillage	3 500,00 $	- $	0%			- $
béton coulé	5 000,00 $	- $	0%			- $
04-maçonnerie	157 975,00 $	156 975,00 $	99%	**152 750,00 $**	**99%**	**150 350,00 $**
nettoyage maçonnerie	5 300,00 $	5 300,00 $	100%	7 500,00 $	100%	7 500,00 $
remplacement moellon	1 500,00 $	1 500,00 $	100%	4 170,00 $	100%	4 170,00 $
remplacement pierre	7 500,00 $	7 500,00 $	100%	22 875,00 $	100%	22 875,00 $
	- $	- $	100%	500,00 $	100%	500,00 $
enlèvement crépis fondation	675,00 $	675,00 $	100%	750,00 $	100%	750,00 $
Nouveau crépi fondation	900,00 $	900,00 $	100%	3 750,00 $	100%	3 750,00 $
	- $	- $	100%	5 600,00 $	100%	5 600,00 $
curetage rejointoiement moellons	22 800,00 $	22 800,00 $	100%	11 400,00 $	100%	11 400,00 $
rejointoiement maçonnerie de pierre	94 600,00 $	94 600,00 $	100%	64 500,00 $	100%	64 500,00 $
réparation couronnement cheminée	2 000,00 $	2 000,00 $	100%	3 500,00 $	100%	3 500,00 $
démontage balcon pierre	10 000,00 $	10 000,00 $	100%	2 015,00 $	100%	2 015,00 $
démontage et remontage moellon	2 700,00 $	2 700,00 $	100%	5 490,00 $	100%	5 490,00 $
démontage maçonnerie pierre	9 000,00 $	9 000,00 $	100%	18 300,00 $	100%	18 300,00 $
agrandissement ouverture moellon	1 000,00 $	- $	0%	2 400,00 $	0%	- $
05-métaux	22 100,00 $	17 500,00 $	79%	**11 000,00 $**	**9%**	**1 000,00 $**
Linteaux acier	17 500,00 $	17 500,00 $	100%	1 000,00 $	100%	1 000,00 $
escalier escamotable	4 600,00 $	- $	0%	10 000,00 $		- $
06-Bois plastique…	88 125,00 $	66 525,00 $	75%	**131 864,00 $**	**77%**	**101 295,00 $**
charpenterie	3 000,00 $	3 000,00 $	100%	9 695,00 $	100%	9 695,00 $
charpenterie corniche lucarne	21 000,00 $	21 000,00 $	100%	11 750,00 $	100%	11 750,00 $
charpenterie plénum	5 000,00 $	- $	0%	11 750,00 $	0%	- $
support de toiture	14 650,00 $	14 650,00 $	100%	40 000,00 $	100%	40 000,00 $
soffite en bois	16 125,00 $	16 125,00 $	100%	21 600,00 $	100%	21 600,00 $
réparation moulures fen et portes ext.	6 750,00 $	6 750,00 $	100%	15 500,00 $	100%	15 500,00 $
réparation tablettes et caissons	5 000,00 $	5 000,00 $	100%	2 750,00 $	100%	2 750,00 $
nouvelles grilles de plancher	2 700,00 $	- $	0%	2 250,00 $		- $
nouvelles main-courante	900,00 $	- $	0%	1 900,00 $		- $
comptoir cuisine 111	6 500,00 $	- $	0%	3 600,00 $		- $
comptoir cuisine 207	6 500,00 $	- $	0%	2 130,00 $		- $
114	- $	- $	0%	2 121,00 $		- $
202	- $	- $	0%	6 818,00 $		- $
07-Isolation étanchéité	419 187,00 $	390 520,00 $	93%	**433 541,00 $**	**88%**	**383 350,00 $**
revêtement toiture et lucarne ardoise	199 240,00 $	199 240,00 $	100%	268 950,00 $	100%	268 950,00 $
membrane fondation	3 500,00 $	3 500,00 $	100%	2 800,00 $	100%	2 800,00 $
panneau drainant	837,00 $	- $	0%		0%	- $
isolant rigide	7 700,00 $	- $	0%	20 000,00 $	0%	- $
isolant fibreux	5 640,00 $	- $	0%	4 691,00 $	0%	- $
membrane sous-couche	8 790,00 $	- $	0%	20 000,00 $	0%	- $
revêtement ext bois	10 000,00 $	10 000,00 $	100%	15 100,00 $	100%	15 100,00 $
toiture bitume feuilles	5 700,00 $	- $	0%	5 000,00 $	0%	- $
solins contre-solin cuivre	7 700,00 $	7 700,00 $	100%	6 000,00 $	100%	6 000,00 $
solin couronnement fenêtre	114 000,00 $	114 000,00 $	100%	90 000,00 $	100%	90 000,00 $
chapeau cheminée	1 080,00 $	1 080,00 $	100%		100%	- $
gouttières	40 000,00 $	40 000,00 $	100%		100%	- $
joints scellants	15 000,00 $	15 000,00 $	100%		100%	- $
coupe feu	- $	- $	100%	500,00 $	0%	- $
calfeutrage	- $	- $	100%	500,00 $	100%	500,00 $
08-Portes et fenêtres	85 350,00 $	71 450,00 $	84%	**125 843,00 $**	**85%**	**106 470,40 $**
P101	5 500,00 $	5 500,00 $	100%	16 460,00 $	100%	16 460,00 $
P108A	5 000,00 $	5 000,00 $	100%		100%	- $
PE1A	6 000,00 $	6 000,00 $	100%		100%	- $
PE1D	1 500,00 $	- $	0%		0%	- $
P213	1 200,00 $	- $	0%		0%	- $
Rénov. Portes	1 500,00 $	1 500,00 $	100%		100%	- $
porte acier simple	350,00 $	- $	0%	2 000,00 $	0%	- $
porte acier double	450,00 $	- $	0%		0%	- $
porte P114A	250,00 $	- $	0%	2 000,00 $	0%	- $
P115	1 000,00 $	- $	0%		0%	- $
P123	900,00 $	- $	0%		0%	- $
Porte existant reloc.	350,00 $	350,00 $	100%	11 200,00 $	100%	11 200,00 $
nouvelle contre-fenêtre bois	11 900,00 $	11 900,00 $	100%	11 260,00 $	100%	11 260,00 $
nouvelle fenêtre avec cadre et c-f boiss	2 500,00 $	2 500,00 $	100%	15 300,00 $	100%	15 300,00 $
nouveau moustiquaire	- $	- $	0%	5 175,00 $	0%	- $
nouveau contre-vent	11 400,00 $	11 400,00 $	100%	12 260,00 $	100%	12 260,00 $

Subvention à la Restauration
Immeubles municipaux
FPCQ

Réparation contre-vent existant	8 800,00 $	8 800,00 $	100%	7 200,00 $	100%	7 200,00 $
Gr. Quinc. 1	1 500,00 $	1 500,00 $	100%		100%	- $
Gr. Quinc. 2	400,00 $	- $	0%		0%	- $
Gr. Quinc. 3	5 000,00 $	5 000,00 $	100%		100%	- $
Gr. Quinc. 4	750,00 $	- $	0%		0%	- $
Gr. Quinc. 5	400,00 $	- $	0%		0%	- $
Gr. Quinc. 6	7 000,00 $	7 000,00 $	100%		100%	- $
Gr. Quinc. 7	500,00 $	- $	0%		0%	- $
Gr. Quinc. 8	250,00 $	- $	0%		0%	- $
Gr. Quinc. 9	350,00 $	- $	0%		0%	- $
Gr. Quinc. 10	250,00 $	- $	0%		0%	- $
Gr. Quinc. 11	5 000,00 $	5 000,00 $	100%		100%	- $
Gr. Quinc. 12	5 000,00 $	- $	0%		0%	- $
Miroirs vitrage	350,00 $	- $	0%	2 000,00 $	0%	- $
Portes chambranles quinc.				40 988,00 $	80%	32 790,40 $
09-Finition a	156 595,00 $	75 660,00 $	48%	**288 796,00 $**	**73%**	**211 582,00 $**
cloison de gypse	18 125,00 $	- $	0%	55 514,00 $	0%	- $
ragréage	5 000,00 $	- $	0%		0%	- $
Ragréage plafonds	5 000,00 $	- $	0%		0%	- $
modif plafonds coupe-feu	15 570,00 $	- $	0%		0%	- $
	- $	- $	0%		0%	- $
carrelage	1 200,00 $	- $	0%	1 500,00 $	0%	- $
parquetterie	1 000,00 $	- $	0%	500,00 $	0%	- $
couvre-sol souple	1 440,00 $	- $	0%	1 500,00 $	0%	- $
	- $	- $	0%			- $
Peinture int	- $	- $	0%	18 200,00 $	0%	- $
cloison	13 695,00 $	- $	0%			- $
plafond	9 096,00 $	- $	0%			- $
dalle béton	10 809,00 $	- $	0%			- $
Peinture ext	- $	- $	0%	211 582,00 $	100%	211 582,00 $
lambrissage bois	11 880,00 $	11 880,00 $	100%			- $
portes fenêtres	43 245,00 $	43 245,00 $	100%			- $
moulureage bois	9 285,00 $	9 285,00 $	100%			- $
soffite en bois	11 250,00 $	11 250,00 $	100%			- $
		- $	0%			- $
		- $	0%			- $
	- $	- $	0%			- $
10-articles spéciaux	1 100,00 $	- $	0%	**4 555,00 $**	**0%**	**- $**
persienne métal	600,00 $	- $	0%			- $
accessoires toilette douche	500,00 $	- $	0%			- $
11-équipement	72 000,00 $	- $	0%	**37 000,00 $**	**0%**	**- $**
équipement services alimentaires	53 000,00 $	- $	0%			- $
petits équipement services al	19 000,00 $	- $	0%			- $
14 systèmes transporteurs	8 050,00 $	- $	0%	**8 350,00 $**	**0%**	**- $**
plate forme élévatrice	8 050,00 $	- $	0%			- $
11-plomberie/mécanique	142 450,00 $	11 000,00 $	8%	**218 244,00 $**	**3%**	**5 500,00 $**
calorifuge	22 000,00 $	- $	0%	27 500,00 $	0%	- $
protection incendie	11 000,00 $	11 000,00 $	100%	5 500,00 $	100%	5 500,00 $
ajustement wc	10 750,00 $	- $	0%	25 350,00 $	0%	- $
ajustement chauffage	16 200,00 $	- $	0%	11 050,00 $	0%	- $
ajustement divers	3 000,00 $	- $	0%	10 250,00 $	0%	- $
ventilation clim	74 500,00 $	- $	0%	125 094,00 $	0%	- $
régulation automatique	5 000,00 $	- $	0%	13 500,00 $	0%	- $
16-Électricité	75 500,00 $	3 000,00 $	4%	**78 800,00 $**	**2%**	**1 800,00 $**
autres travaux distribution	10 500,00 $	- $	0%	12 000,00 $		- $
démolition construction	22 000,00 $	- $	0%	10 000,00 $		- $
prises et service	5 500,00 $	- $	0%	6 000,00 $		- $
travaux éclairage	11 500,00 $	- $	0%	13 000,00 $		- $
allocation app. Extérieurs	10 000,00 $	- $	0%	10 000,00 $		- $
éclairage d'urgence	13 000,00 $	- $	0%	26 000,00 $		- $
alarme incendie	3 000,00 $	3 000,00 $	100%	1 800,00 $	100%	1 800,00 $
	- $	- $	0%		0%	- $
	- $	- $	0%			- $
	- $	- $	0%			- $
	- $	- $	0%			- $
charges générales	60 887,66 $	35 596,00 $	58%	**228 636,20 $**	**57%**	**129 603,98 $**
	- $	- $	0%			
	- $	- $	0%			
	- $	- $	0%			
	- $	- $	0%			
	- $	- $	0%			
SOUS TOTAL	1 416 696,86 $	828 226,00 $	58%	**1 924 562,70 $**	**57%**	**1 090 951,38 $**
	- $	- $				
SOUS-TOTAL	1 416 696,86 $	828 226,00 $		1 924 562,70 $		1 090 951,38 $
Administration profits 12%	170 003,62 $	99 387,12 $	####	336 798,47 $	17,5%	190 916,49 $
SOUS-TOTAL	1 586 700,48 $	927 613,12 $	58%	**2 261 361,17 $**		**1 281 867,87 $**
	- $	- $	0%	- $		- $
SOUS-TOTAL avant taxes	1 586 700,48 $	927 613,12 $	58%	2 261 361,17 $		1 281 867,87 $
	- $	- $	0%	- $		- $
Taxes						
Total avant taxes	1 586 700,48 $	927 613,12 $	58%	**2 261 361,17 $**		**1 281 867,87 $**
TPS	79 335,02 $	46 380,66 $		113 068,06 $		64 093,39 $
TVQ	158 273,37 $	92 529,41 $		225 570,78 $		127 866,32 $
Total avec taxes TRAVAUX ADMISSIBLES	1 824 308,88 $	1 066 523,19 $	58%	**2 600 000,01 $**		**1 473 827,58 $**
contigences 17.5%	319 254,05 $	186 641,56 $	58%	**- $**		**- $**
DÉPENSES PROJET	2 143 562,93 $	1 253 164,74 $	58%	**2 600 000,01 $**		**1 473 827,58 $**
honoraires 10%	214 356,29 $	125 316,47 $	58%	**- $**		**147 382,76 $**
DÉPENSES PROJET	2 357 919,23 $	1 378 481,22 $		**2 600 000,01 $**		**1 621 210,34 $**
Subvention 2/3 du montant (max.) 1 000 000$		918 987,48 $				1 080 806,89 $
Subvention		918 987,48 $				**1 000 000,00 $**

Pierrefonds Roxboro
Montréal

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises
13665, boulevard de Pierrefonds
Pierrefonds (Québec) H9A 2Z4
Téléphone : 514 872-0311

Demande de permis

TF- Transformation

Numéro	Date de la demande
3001321336	2017-07-11

Emplacement des travaux

Localisation 187, chemin du Cap-Saint-Jacques **Quartier inspection** 02

Adresse principale 187 chemin du Cap-Saint-Jacques (Pierrefonds)

Entre **et**

Nature des travaux

Description TRAVAUX SUR L'ENVELOPPE EXTÉRIEURE, RÉFECTION DE LA MAÇONNERIE ET TOITURE, RÉFECTION DES CLOISONS INTÉRIEURES , TRAVAUX DE DÉCONTAMINATION ET RÉAMÉNAGEMENT MÉCANIQUE ET ÉLECTRIQUE DU BÂTIMENT.

Type de bâtiment public et institutionnel **Catégorie** services

Nbre d'unités de logements 0 **Nbre de place d'affaires** 0 **Nbre de nos municipaux** 0

Documents soumis pour étude

Plans 5 **Devis** NON **Photo** NON

Remarque TEL QUE DISCUTÉ (ÉRIC MASSIE) AUCUN PIIA.

Informations complémentaires

No compte foncier 00818020 **Coût des travaux** 2,600,000.00 **Frais d'étude** 1.00

Statuts patrimoniaux

Projet de démolition NON **No lot au cadastre** 1978969, 1978975, 1978976, 1978980, 1977296

Date début travaux 2017-10-01 **Date fin travaux**

Intervenants

Propriétaire VILLE DE MONTREAL 303 RUE NOTRE-DAME E 3.500 Montréal QC H2Y 3Y8 CANADA	**Téléphone** **Tél soir** **Cellulaire** **Télécopieur** **e-mail**
Demandeur VILLE DE MONTREAL 303 RUE NOTRE-DAME E 3.500 Montréal QC H2Y 3Y8 CANADA Pers. ressource : LUCIE LANTHIER	**Téléphone** 514 280-8919 **Tél soir** **Cellulaire** 514 409-4855 **Télécopieur** **e-mail** llanthier@ville.montreal.qc.ca
Signataire VILLE DE MONTREAL 303 RUE NOTRE-DAME E 3.500 Montréal QC H2Y 3Y8 CANADA	**Téléphone** **Tél soir** **Cellulaire** **Télécopieur** **e-mail**

Note: Ce document n'autorise pas le début des travaux.

VILLE DE MONTREAL	Lucie Lanthier	2017-07-11
Nom du signataire de la demande Écrire en lettres moulées	Signature	Date

Demande prise par Pagé Bélair, Maylie

Pierrefonds - Roxboro
Montréal

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises
13665, boulevard de Pierrefonds
Pierrefonds (Québec) H9A 2Z4
Téléphone : 514 872-0311

Demande de permis

TF- Transformation

Numéro	Date de la demande
3001321336	2017-07-11

Emplacement des travaux

Localisation 187, chemin du Cap-Saint-Jacques **Quartier inspection** 02

Adresse principale 187 chemin du Cap-Saint-Jacques (Pierrefonds)

Entre **et**

Encaissement

Date création	Code produit	Description produit	Coût produit	Coût travaux	Reçu caisse	Date reçu caisse	Note	Document
2017-07-11	70095	TF- Transformation	1.00	2,600,000.00				
Total encaissement			1.00	2,600,000.00				

Note: Ce document n'autorise pas le début des travaux.

VILLE DE MONTREAL		
Nom du signataire de la demande Écrire en lettres moulées	Signature	Date

Demande prise par Pagé Bélair, Maylie

Travelers Canada
Bureau 1100
1010 rue de la Gauchetière Ouest
Montréal, Québec H3B 2N2
Tél (514)-875-0600
www.travelerscanada.ca

AVENANT

Avenant No.: ➢ *1*

Devant être attaché et faire partie du cautionnement d'exécution portant le numéro suivant :

➢ **500002433-051**

émis en faveur de :

➢ ***Ville de Montréal***

en tant que **BÉNÉFICIAIRE**, pour :

➢ ***Maçonnerie Rainville & Frères Inc.***

en tant qu'**ENTREPRENEUR**, par **LA COMPAGNIE D'ASSURANCE TRAVELERS DU CANADA**, à titre de CAUTION.

Il est par la présente entendu et convenu que :

➢ ***La période de validité doit maintenant se lire «210 jours», en remplacement de «120 jours».***

Les autres termes et conditions demeurent cependant inchangés.

Signé et scellé à Montréal, ce 22 jour de aout 2017.

Maçonnerie Rainville & Frères Inc.

Témoin _____ Entrepreneur _____

LA COMPAGNIE D'ASSURANCE TRAVELERS DU CANADA

Témoin _____ Mandataire _____
Patrice Gravel

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1171701001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division bureau de projets aménagements - grands parcs , Section gestion de projets
Objet :	Accorder un contrat à Maçonnerie Rainville et Frères inc. pour la réfection de la maison Thomas-Brunet sise au parc-nature du Cap -Saint-Jacques - Dépense totale de 2 908 264,40 $, taxes incluses - Appel d'offres public (17-6958) - (3 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1171701001 Travaux.xlsxSMVT 1171701001_info fin.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hui LI
Préposée au budget
Tél : 514 872-9547

Paule Tanguay
Préposée au budget
514 872-5911

Daniel Bougie
Préposé au budget
514 872-4254

Mario Primard
Agent comptable analyste
Tél. : 514 868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-21

Sincheng PHOU
Conseiller(ère) budgétaire
Tél : 514 872-7174

Division : Service des finances

Système de gestion des décisions des instances
MANDAT

Dossier # : 1171701001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division bureau de projets aménagements - grands parcs , Section gestion de projets
Objet :	Accorder un contrat à Maçonnerie Rainville et Frères inc. pour la réfection de la maison Thomas-Brunet sise au parc-nature du Cap -Saint-Jacques - Dépense totale de 2 908 264,40 $, taxes incluses - Appel d'offres public (17-6958) - (3 soumissionnaires).

Numéro du mandat
SMCE171701001

Date du mandat
2017-09-06

Objet du mandat

Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats

Type de mandat

Commission sur l'examen des contrats

VU le Règlement sur la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008);

VU la résolution CG11 0082 qui détermine les critères de sélection des contrats qui doivent être soumis à la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats;

VU que le contrat d'exécution de travaux est d'une valeur de plus de 2 M$ et qu'il présente un écart de plus de 20 % entre le prix soumis par l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme.

Le comité exécutif, après avoir pris connaissance du dossier décisionnel 1171701001 mandate la Commission sur l'examen des contrats afin d'étudier ce dossier.

Signé le : 2017-09-08

Jean-François MILOT

_____

Chef de division soutien aux instances

Dossier # :1171701001

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Commission permanente sur l'examen des contrats

La commission :

Présidente

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Vice-présidentes

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Membres

Mme Dida Berku
Ville de Côte-Saint-Luc

M. Richard Celzi
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Marie Cinq-Mars
Arrondissement d'Outremont

M. Richard Deschamps
Arrondissement de LaSalle

M. Marc-André Gadoury
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Luc Gagnon
Arrondissement de Verdun

M. Manuel Guedes
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 28 septembre 2017

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE171701001

Accorder un contrat à Maçonnerie Rainville et Frères inc. pour la réfection de la maison Thomas-Brunet sise au parc-nature du Cap-Saint-Jacques - Dépense totale de 2 908 264,40 $, taxes incluses - Appel d'offres public (17-6958) - (3 soumissionnaires).

(ORIGINAL SIGNÉ)

Émilie Thuillier
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE171701001
Accorder un contrat à Maçonnerie Rainville et Frères inc. pour la réfection de la maison Thomas-Brunet sise au parc-nature du Cap-Saint-Jacques - Dépense totale de 2 908 264,40 $, taxes incluses - Appel d'offres public (17-6958) - (3 soumissionnaires).

À sa séance du 6 septembre 2017, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce dossier répondait au critère suivant :

- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$ présentant un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme.*

Le 14 septembre 2017, les membres de la commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus relativement au mandat confié. Des représentants du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal ont répondu aux questions des membres de la commission.

Les membres ont salué la qualité et la pertinence de la présentation qui leur a été faite, particulièrement en ce qui a trait à l'explication des écarts de prix entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire.

Ils ont obtenu des réponses précises à leurs questions dans ce dossier.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal pour leurs interventions lors de la séance de travail de la commission. La commission adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération à savoir :

- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$ présentant un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme.*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE171701001 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.76

2017/09/28 17:00

(2)

Dossier # : 1176688008

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division des grands parcs métropolitains , Bureau du Mont-Royal
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Parc du Mont-Royal
Projet :	Site patrimonial déclaré du Mont-Royal
Objet :	Accorder un contrat à Ramcor Construction inc. pour l'aménagement d'un nouveau seuil dans le secteur Cedar / Côte-des-Neiges au parc du Mont-Royal - Dépense totale de 3 013 491,32 $ taxes incluses - Appels d'offres public 17-6027 - Trois (3) soumissionnaires.

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 3 013 491,32 $, taxes incluses, pour l'aménagement d'un nouveau seuil dans le secteur Cedar - Côte-des-Neiges au parc du Mont-Royal, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2. d'accorder à Ramcor Construction inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 2 758 263,53 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-6027;
3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération, pour un montant de 3 013 491,32 $.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2017-08-25 15:57

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1176688008**
Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division des grands parcs métropolitains , Bureau du Mont-Royal
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Parc du Mont-Royal
Projet :	Site patrimonial déclaré du Mont-Royal
Objet :	Accorder un contrat à Ramcor Construction inc. pour l'aménagement d'un nouveau seuil dans le secteur Cedar / Côte-des-Neiges au parc du Mont-Royal - Dépense totale de 3 013 491,32 $ taxes incluses - Appels d'offres public 17-6027 - Trois (3) soumissionnaires.

CONTENU

CONTEXTE

Le projet d'aménagement d'un nouveau seuil dans le secteur Cedar–Côte-des-Neiges du parc du Mont-Royal est situé sur le territoire du site patrimonial déclaré du Mont-Royal. Le projet est chapeauté par le Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal (SGPVMR) et il s'inscrit dans les grands objectifs du Plan de protection et de mise en valeur du Mont-Royal (PPMVMR) adopté en 2009 par la Ville de Montréal. Le PPMVMR vise à assurer la protection et la mise en valeur du mont Royal et à rendre la montagne accessible et accueillante.
L'aménagement d'un nouveau seuil au parc du Mont-Royal, dans le secteur Cedar–Côte-des-Neiges, s'inscrit en continuité avec des travaux de modification de géométrie routière menés par le Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT) sur le chemin de la Côte-des-Neiges entre l'avenue Cedar et la rue Upper Trafalgar. La réalisation de ces travaux, supprimant la bretelle autoroutière située à l'intersection de l'avenue Cedar et du chemin de la Côte-des-Neiges, rendra ce site disponible pour la création d'une porte d'entrée majeure au parc et d'une interface améliorée entre le parc et le centre-ville. Ce site fait déjà partie du parc du Mont-Royal au plan de zonage.

Les travaux touchant la géométrie routière ont débuté en 2015 et leur achèvement est prévu à la mi-août 2017.

Le territoire du projet actuel se déploie de l'intersection Cedar – Côte-des-Neiges jusqu'à l'escalier Trafalgar, situé face à l'édifice du même nom, et sur environ 100 mètres à l'intérieur du parc. Comme prévu au PPMVMR, sa réalisation vise l'amélioration de l'accessibilité au parc, la mise en valeur des vues sur le fleuve et sur la ville, des paysages et du patrimoine naturel, culturel et historique du mont Royal. Il verdira plus de 3000 mètres carrés grâce au remplacement de la bretelle par des aires végétalisées.

Le projet a été développé en concertation avec le Service de la mise en valeur du territoire de la Ville de Montréal et la Table de concertation du Mont-Royal. Il a obtenu des avis

favorables de la part du Conseil du patrimoine de Montréal (CPM). Ce dernier a soulevé des questions à propos de l'harmonisation du mobilier, de la gestion écologique, de la perturbation du sol (en réalisant des bassins de rétention) et de l'archéologie. Le SGPVMR a tenu compte des questions soulevées par le CPM :

· Concernant le mobilier, le SGPVMR s'est assuré qu'il soit harmonisé et minimisé afin d'éviter un effet de surcharge.

· Concernant la gestion écologique, le SGPVMR a suivi le cadre dicté par le PPMVMR. Dans ce sens, la réalisation du projet permet à la fois de mettre en valeur les paysages et d'améliorer la biodiversité des milieux naturels et c'est pourquoi les interventions sont prévues dans le cadre d'un même projet. Procéder par étapes et planter en amont des travaux d'abattage et/ou d'éradication, apparaît pour le SGPVMR difficilement envisageable considérant la densité des espèces envahissantes présentes. À cet effet, le SGPVMR a validé la nécessité d'intervenir sur les plantes envahissantes de même que la stratégie à adopter quant à la plantation massive subséquente. Aussi, parmi les interventions prévues sur la végétation, plusieurs arbres seront convertis en arbres à faune, c'est-à-dire des arbres dont on conserve que le tronc et des portions de branches pour l'usage de la faune.

· Concernant la réalisation des bassins de rétention, les travaux seront exécutés avec de la petite machinerie pour minimiser la perturbation des sols et des racines.

· Concernant l'archéologie, les différentes études historiques et les rapports disponibles ont permis de déterminer que le potentiel archéologique, lié aux villas qui existaient autrefois, était quasi nul. Par mesure de précaution, c'est-à-dire pour palier à d'éventuelles découvertes fortuites, des interventions archéologiques seront réalisées si requises. En ce sens, cette éventualité est prévue au cahier des charges de l'entrepreneur.

En juin 2016, un premier appel d'offres public pour les travaux de construction du présent projet a été tenu par la Ville de Montréal. Une seule soumission conforme a été obtenue dont le montant excédait de 31,44 % l'estimation réalisée par la firme externe mandatée pour la conception du projet. Aucune suite n'a été donnée à cet appel d'offres par souci de bénéficier de la concurrence des marchés et de respecter le budget. Le présent dossier décisionnel découle du deuxième appel d'offres.

En regard de la *Loi sur le patrimoine culturel* , le projet est présentement en traitement pour l'obtention d'une autorisation provenant du ministère de la Culture et des Communications (MCC) afin de réaliser les travaux et obtenir le permis de construction provenant de l'arrondissement de Ville-Marie.

Le processus de sollicitation du marché suivi pour le présent dossier est un appel d'offres public ouvert à tous les entrepreneurs répondant aux termes des clauses administratives incluses au cahier des charges. La période d'appel d'offres a débuté le 22 juin 2017 et elle s'est terminée vingt-six (26) jours plus tard, soit le 19 juillet 2017 à 10 h 30, et ce, en considération des jours fériés du 24 juin et 1er juillet 2017. À noter que la durée initiale de la période d'appel d'offres était de dix-neuf (19) jours, respectant la période minimale de 17 jours de calendrier pour un appel d'offres public. La date d'ouverture des soumissions initialement prévue le 12 juillet 2017 a été reportée au 17 juillet 2017, prolongeant ainsi la période d'appel d'offres de 19 à 24 jours à la suite de l'émission de l'addenda no 3. La date d'ouverture des soumissions prévue le 17 juillet 2017 a été reportée au 19 juillet 2017, prolongeant ainsi la période d'appel d'offres de 24 à 26 jours à la suite de l'émission de l'addenda no 5.

L'appel d'offres public a été publié la première journée dans le journal Le Devoir et sur le site Internet de la Ville et du SÉAO durant toute la période de l'appel d'offres.

Six addenda ont été produits. De façon générale, les addenda n^{os} 4, 5 et 6 (émis respectivement le 7 juillet, le 12 juillet et le 14 juillet 2017) concernaient les reports de la date d'ouverture des soumissions du 12 au 17 juillet 2017 et du 17 au 19 juillet 2017 ainsi que les réponses à des questions posées. Les informations transmises dans le cadre de ces addenda étaient sans valeur monétaire. Les addenda n^{os} 1, 2, 3 (émis le 30 juin, le 3 juillet et le 7 juillet 2017) comprenaient des modifications au cahier des charges et l'apport de précisions mineures quant aux plans en architecture de paysage et en génie forestier ainsi que le remplacement de plans associés aux volets génie civil et en architecture de paysage. Les informations transmises dans le cadre de ces addenda ont pu avoir un impact sur les prix de soumission. Les six addenda émis ont été envoyés à tous les preneurs de documents de l'appel d'offres.

Selon les termes des clauses administratives incluses au cahier des charges, les soumissions sont valides pour une durée de cent-vingt (120) jours suivant la date d'ouverture. Les soumissions reçues sont donc valides jusqu'au 26 octobre 2017.

Les tableaux ci-dessous résument les étapes importantes, autorisée et à autoriser, dans le cadre du projet (les montants incluent les taxes) :

Étape déjà autorisée (et en cours de réalisation) :

	Coût	Date de début prévue	Date de fin prévue
• Contrat de services professionnels octroyé à Services intégrés Lemay & associés inc. pour la préparation des plans et devis relatifs à l'aménagement d'un nouveau seuil dans le secteur Cedar - Côte-des-Neiges du parc du Mont-Royal.	607 938,36 $	Avril 2015	Automne 2018

Étape à autoriser dans le présent dossier :

	Date de début prévue	Date de fin prévue
Contrat d'exécution des travaux.	Octobre 2017	Octobre 2018

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0357 – 28 mai 2015 - Accorder un contrat à Sade Canada inc., pour des travaux de reconstruction des conduites d'égout, d'eau potable, de base et conduit, d'éclairage, de feux de circulation, de réaménagement géométrique, de bordures en granite et de la chaussée dans les chemins de la Côte-des-Neiges et McDougall, l'avenue Cedar et Le Boulevard. Arrondissement : Ville-Marie. Dépense totale de 13 006 268,21 $ (contrat : 11 268 800,78 $ + incidences : 1 737 467,43 $ incluant le coût du contrat à Gaz Métro), taxes incluses. Appel d'offres public 262201 - 4 soumissionnaires. Accorder un contrat de gré à gré à Gaz Métro, dans le cadre du réaménagement du chemin de la Côte-des-Neiges (entre l'avenue Cedar et la rue Hill Park Circle), pour le déplacement de conduites pour la somme maximale

de 61 790,56 $ taxes incluses - fournisseur exclusif.
CG15 0152 – 26 mars 2015 - Accorder un contrat de services professionnels à Services intégrés Lemay & associés inc. pour la préparation des plans et devis relatifs à l'aménagement d'un nouveau seuil dans le secteur Cedar - Côte-des-Neiges du parc du Mont-Royal pour une somme maximale de 607 938,36 $ taxes incluses - Appel d'offres public (15-14105) - (6 soumissionnaires).

CG09 0130 - 30 avril 2009 - Adopter le Plan de protection et de mise en valeur du Mont-Royal.

DESCRIPTION

Les travaux visent essentiellement à :

- construire un nouveau seuil au parc à l'angle de l'avenue Cedar et du chemin de la Côte-des-Neiges;
- construire un promontoire dévoilant des vues vers la ville et le fleuve;
- nettoyer et écailler des parois rocheuses pour les mettre en valeur;
- aménager de nouveaux sentiers;
- améliorer les sentiers existants;
- construire un trottoir de rue le long du chemin de la Côte-des-Neiges et de l'avenue Cedar;
- réaliser des travaux d'arboriculture aux fins de sécurité, de protection du patrimoine naturel et végétal et de lutte contre les espèces envahissantes;
- réaliser d'importants travaux de plantation d'espèces indigènes (arbres, arbustes et herbacées) pour réhabiliter la biodiversité du milieu forestier de ce secteur;
- verdir 3000 mètres carrés en remplacement de la bretelle automobile;
- réaliser des plantations d'arbres et de vivaces en bordure de rue;
- réaliser des travaux d'enrochement;
- réaliser des ouvrages légers de gestion des eaux de surface, tels que fossés, aires de surface de rétention et ponceaux.

Le pourcentage de contingences inscrit au bordereau d'appel d'offres est de 15 %. Ce pourcentage est supérieur à celui de 10 % appliqué habituellement en raison de la complexité ajoutée du site telle que la présence de roc et la présence de systèmes hydriques souterrains imprévisibles dans un milieu forestier dense et en forte pente. Concernant la présence de roc, malgré les sondages préalablement effectués, des excavations de roc non prévues peuvent survenir, car les profondeurs réelles diffèrent parfois des sondages.

Ces facteurs de risques s'appliquent aussi aux dépenses incidentes ci-dessous.

Des dépenses incidentes au montant de 255 227,79 $, taxes incluses, sont aussi prévues. Ce montant représente environ 9 % du montant total du contrat de 3 013 491,32 $, taxes incluses. Les dépenses incidentes concernent les frais associés au contrôle qualitatif, à des expertises techniques liées aux conditions de chantier, à des services professionnels particuliers non couverts par les services en cours, à la caractérisation complémentaire de sols, à l'achat de mobilier et de signalisation ainsi qu'à d'autres mesures qui pourraient être requises (éléments de communication, signalisation routière, branchement électrique, etc.).

L'appel d'offres étant ouvert à tous les entrepreneurs généraux répondant aux termes des clauses administratives incluses au cahier des charges, les documents ont été pris par un total de onze (11) entrepreneurs, sous-traitants, fournisseurs et autres qui n'ont pas demandé l'anonymat. De ce nombre, trois (3) entrepreneurs généraux ont déposé une soumission et deux d'entre eux ont déposé des soumissions conformes.

Les preneurs du cahier des charges sont les suivants :

Entrepreneurs généraux :

- Aménagement Pavatech Arthier Construction
- Aménagement Côté Jardin inc.
- Ceveco inc.
- Gestion S. Forget inc.
- Les Construction H2D Inc.
- Les Entreprises Ventec inc.
- Ramcor Construction inc.
- Super Excavation inc.

Sous-traitants et/ou fournisseurs:

- Armatures Bois-Francs inc (ABF)
- Bordures Polycor inc.
- Le Groupe Lécuyer ltée

JUSTIFICATION

Sur l'ensemble des huit (8) entrepreneurs généraux, preneurs des documents de l'appel d'offres, trois (3) entrepreneurs généraux ont déposé une soumission, soit 37,5 % des preneurs.
À la suite d'une vérification auprès des preneurs du cahier de charges n'ayant pas déposé de soumission, les raisons évoquées sont, entre autres, les suivantes :
- le carnet de commandes est complet;
- le manque de temps pour déposer la soumission.

Deux (2) des trois (3) soumissions sont conformes. À noter que le soumissionnaire Ceveco inc., troisième soumissionnaire dans l'ordre croissant, a omis de fournir la Section IV - Sommaire A dans sa soumission. Cette section est obligatoire pour qualifier la soumission comme étant conforme. La soumission est donc non-conforme et rejetée.

Firmes soumissionnaires	**Coût de base (avec taxes)**	**Contingences (avec taxes)**	**Total (avec taxes)**
Ramcor Construction inc.	2 445 348,98 $	312 914,55 $	2 758 263,53 $
Aménagement Côté Jardin inc.	3 045 610,75 $	389 725,94 $	3 435 336,69 $
Dernière estimation réalisée à l'externe ($)	2 493 313,53 $	319 052,24 $	2 812 365,77 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)* Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*			3 096 800,11 $ 12,27 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)*			677 073,16 $ 24,55 %

Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*	
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*	(54 102,24 $)
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*	-1,92 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*	677 073,16 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*	24,55 %

Les prix déposés par le plus bas soumissionnaire sont inférieurs de 1,92 % à l'estimation réalisée à l'externe. L'estimation a été effectuée par une firme spécialisée en estimation des coûts de travaux.

En vertu du *Règlement sur la commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats* (11-008) et de la résolution CG11 0082, le dossier doit être soumis à ladite commission pour étude, parce qu'il s'agit d'un contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 millions de dollars et que l'écart de prix est de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme.

Les validations requises ont été faites, selon lesquelles l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entrepreneurs à licences restreintes. Le présent dossier découle d'un appel d'offres assujetti à la *Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics* conformément au décret du 23 octobre 2013 (chapitre V2 de la *Loi sur les contrats des organismes publics* - chapitre C-65.1). L'adjudicataire recommandé détient une autorisation délivrée par l'Autorité des marchés financiers (AMF) le 7 octobre 2016 et son numéro d'identification est le 2700008871. Une copie de cette attestation se trouve en pièce jointe au présent dossier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal de ce contrat est de 3 013 491,32 $, incluant les taxes, les contingences et les incidences au montant de 255 227,79 $. Cette dépense sera assumée comme suit :
- un montant maximal net de 2 751 719, 24 $ sera financé par le règlement d'emprunt d'agglomération RCG 16-040 - « Réaménagement du parc du Mont-Royal »;

La dépense est réalisée dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2012-2015. La dépense nette de 2 751 719,24 $ est subventionnée au montant de 809 787, 55 $ dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal, ce qui laisse un emprunt net à la charge de la Ville de 1 941 931, 69 $, lequel a fait l'objet des recommandations de crédits n^{os} 12-01.02.05.04-0143, 13-01.02.05.04-0144 et 14-01.02.05.04-0145.

Sous réserve de l'approbation de l'*Entente sur le développement culturel de Montréal 2017-2018* par le conseil d'agglomération et sous réserve de l'approbation des crédits additionnels, ces dépenses devraient être globalement subventionnées à 50 % par le MCCQ.

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La réalisation de ce projet conviera les citoyens à bénéficier d'un seuil piétonnier accessible et significatif pour le parc du Mont-Royal, mettant en valeur le patrimoine de la montagne tout en encourageant la marche et les saines habitudes de vie.
Le projet permettra de :

- végétaliser plus de 3000 mètres carrés en remplacement de l'ancienne bretelle asphaltée;
- mettre en valeur le patrimoine naturel et culturel de la montagne et les vues sur la ville et le fleuve;
- améliorer la biodiversité des milieux naturels et des espaces verts en pratiquant une gestion écologique de l'eau et de la végétation;
- consolider un réseau de déplacement actif;
- faciliter l'accessibilité au mont Royal;
- améliorer la qualité de vie des citoyens par ses aménagements durables.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'approbation de ce dossier est requise dans les meilleurs délais afin de mettre en place les conditions de mise en œuvre du projet. Il est impératif que le projet d'aménagement du nouveau seuil du parc du Mont-Royal se réalise en continuité avec les travaux de géométrie routière effectués sur le chemin de la Côte-des-Neiges pour achever les travaux dans le secteur et pour éviter l'usage illicite du site ainsi que la propagation des espèces envahissantes et nuisibles.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication a été élaborée en accord avec le Service des communications.
De plus, un forum d'information public piloté par Les amis de la montagne a été tenu le 8 juin 2016. À ce forum, le projet a été reçu favorablement, c'est-à-dire avec beaucoup d'intérêt et de satisfaction par les citoyens.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les principales étapes subséquentes sont :

- demande de certificat d'autorisation au MCC : en cours depuis juillet 2017, obtention prévue d'ici septembre 2017;
- demande de permis de construction : en cours depuis juillet 2017, obtention prévue d'ici septembre 2017;
- ficelage du dossier : 28 août 2017;
- passage au comité exécutif : 6 septembre 2017
- analyse du dossier par la Commission permanente pour l'examen des contrats : 13 septembre 2017;
- octroi du contrat, par résolution du conseil d'agglomération : 28 septembre 2017;
- début du contrat de l'entrepreneur : début octobre 2017;
- fin des travaux : octobre 2018.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Hui LI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Guy PELLERIN, Service des infrastructures_voirie et transports
Sylvain FELTON, Service des infrastructures_voirie et transports

Lecture :

Guy PELLERIN, 23 août 2017
Sylvain FELTON, 23 août 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie ALLARD
Architecte paysagiste

Tél : 514 872-7216
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-14

Pierre-Paul SAVIGNAC
Chef de division

Tél : 514 872-4046
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvia-Anne DUPLANTIE
Directeur(trice) - aménagements des parcs et espaces publics

Tél : 514 872-5638
Approuvé le : 2017-08-17

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvia-Anne DUPLANTIE
Conformément à l'article 25 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4), je désigne Mme Sylvia-Anne Duplantie, directrice de l'aménagement des parcs et espaces publics, pour me remplacer le 25 août dans l'exercice de mes fonctions de directrice du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal et exercer tous les pouvoirs rattachés à mes fonctions. Carole Paquette

Tél : 514 872-5638
Approuvé le : 2017-08-25

Montréal

CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL

AVIS DU CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL SUITE À SON ASSEMBLÉE DU 12 JUIN 2015.
Le Conseil du patrimoine de Montréal est l'instance consultative de la Ville en matière de patrimoine*.

Aménagement du nouveau seuil du secteur Cedar – Côte-des-Neiges

A15-SC-07

Localisation :	Angle de l'avenue Cedar et du chemin de la Côte-des-Neiges, parc du Mont-Royal
Reconnaissance municipale :	Situé à l'intérieur des limites du site patrimonial du Mont-Royal (cité) Situé dans un secteur de valeur patrimoniale exceptionnelle (Parc du Mont-Royal) Situé dans l'écoterritoire Les sommets et les flancs du mont Royal
Reconnaissance provinciale :	Situé à l'intérieur des limites du site patrimonial du Mont-Royal (déclaré)
Reconnaissance fédérale :	Aucune

Le Conseil du patrimoine de Montréal (CPM) émet un avis à la demande du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal (SGPVMR), le projet étant situé à l'intérieur des limites du site patrimonial du Mont-Royal (cité) et dans l'écoterritoire Les sommets et les flancs du mont Royal.

NATURE DES TRAVAUX

Le projet consiste à aménager un nouveau seuil d'entrée au parc du Mont-Royal, sur le flanc sud, à l'intersection de l'avenue Cedar et du chemin de la Côte-des-Neiges.

AUTRES INSTANCES CONSULTÉES

Les plans et devis devront être autorisés par le ministère de la Culture et des Communications. L'octroi du mandat pour les travaux d'aménagement devra également être approuvé par le Conseil d'agglomération et le Conseil municipal.

HISTORIQUE DES LIEUX

Le site de l'actuelle intersection de l'avenue Cedar et du chemin de la Côte-des-Neiges borde le parc du Mont-Royal, aménagé en 1874-1876 selon les plans de Frederick Law Olmsted. En 1893, l'avenue Cedar est ouverte depuis le chemin de la Côte-des-Neiges jusqu'à l'avenue des Pins. Les terrains situés de part et d'autre sont lotis et des hôpitaux y sont construits : le *Children Memorial* (1909, démoli), le *Shriners* (1925) et le *Montreal General* (1955). En 1930, les Sulpiciens cèdent une parcelle de terrain de leur ancien Domaine de la montagne, permettant le

*Règlement de la Ville de Montréal 02-136

Édifice Chaussegros-de-Léry
303, rue Notre-Dame Est, bureau 6A-26
Montréal (Québec) H2Y 3Y8
514 872-4055
ville.montreal.qc.ca/cpm

prolongement de l'avenue Cedar vers l'ouest jusqu'à The Boulevard. À partir de la fin des années 1940, la Ville étudie la possibilité d'exproprier le terrain de forme oblongue situé entre l'avenue McGregor, l'avenue des Pins et le chemin de la Côte-des-Neiges afin d'élargir ce dernier aux environs de l'avenue Cedar, le carrefour étant un des plus fréquentés à l'heure de pointe. Ce projet ne se concrétise toutefois pas. Les préoccupations liées à l'intersection Cedar—Côte-des-Neiges refont surface au début des années 1950 et celle-ci est réaménagée : l'angle nord-ouest est adouci et une bretelle de contournement est aménagée du côté nord-est. Vers 1954, on érige un mur de soutènement le long du chemin de la Côte-des-Neiges à partir d'une section de mur existante puis, en 1957, la voie est élargie à cet endroit[1].

DESCRIPTION DU PROJET

Le projet s'insère dans le programme de réfection routière, qui vise le réasphaltage de la chaussée. Il prévoit le rétrécissement de la largeur de la chaussée, l'élargissement des trottoirs, l'ajout de plantations ainsi que le retrait d'une bretelle routière. Il vise l'aménagement d'un nouveau seuil d'entrée au parc du Mont-Royal à l'intersection de l'avenue Cedar et du chemin de la Côte-des-Neiges, sur le flanc sud de la montagne. L'espace dégagé par le retrait de la bretelle nord sera aménagé et intégré au parc du Mont-Royal. L'aménagement vise à mettre en valeur le chemin Smith (chemin historique menant à la maison Hosea Ballou Smith, 1858) et la paroi rocheuse en hémicycle qui témoigne de la présence d'une ancienne carrière. Près du tiers des arbres présents ont été identifiés comme étant susceptibles d'être coupés (espèces indésirables ou des arbres malades ou morts). On planifie également la plantation de nouveaux arbres le long de la rue. Trois sites seront aménagés au sein du parc afin de mettre les vues en valeur.

ANALYSE DU PROJET

Le Conseil du patrimoine de Montréal (CPM) a reçu les représentants du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal (SGPVMR) ainsi que de la firme externe chargée du projet lors de sa réunion du 12 juin 2015. Les représentants du SGPVMR ont présenté le contexte du projet, puis les représentants de la firme externe ont exposé le parti d'aménagement. Le conseil tient à souligner son appréciation du travail, qui repose sur un exercice de caractérisation paysagère et écologique et qui s'inspire de la vision d'Olmsted pour guider et structurer la démarche. Il apprécie la très grande sensibilité à l'égard de l'esprit du parc, dans un secteur moins travaillé par Olmsted lors de l'aménagement du parc du Mont-Royal. Ce secteur du chemin de la Côte-des-Neiges est un de ceux qui a le plus besoin d'être réaménagés et le conseil se réjouit que l'on projette de le reconfigurer. Il voit également d'un bon œil la disparition de la bretelle nord de l'intersection et apprécie que l'on corrige et diminue l'effet d'autoroute de ce secteur. Les interventions prévues, qui incluent l'élargissement des trottoirs, rendront l'intersection plus sécuritaire. Par ailleurs, le conseil voit positivement le fait que ce projet s'est greffé à celui de réfection de la chaussée entrepris par le Service des infrastructures, de la voirie et des transports, et considère par conséquent que cette démarche est exemplaire en permettant de contrecarrer l'effet de travail en silos. Il formule dans les paragraphes suivants des recommandations et questionnements quant à certains aspects du projet.

[1] L'Enclume, *Évolution historique et analyse des éléments d'intérêt historique, patrimonial et paysager du chemin de la Côte-des-Neiges*, Montréal, mars 2015, p. 123-129.

Couvert arboricole

Le projet considère près du tiers des arbres présents dans cette section du parc du Mont-Royal comme étant susceptibles d'être abattus: des arbres identifiés comme étant malades, morts ou des espèces invasives (érables de Norvège, nerpruns). Les coupes prévues dans certains secteurs permettront l'ouverture de vues potentielles. Le CPM s'inquiète toutefois de la grande quantité d'arbres que l'on abattrait afin de percer des vues sur la ville depuis le parc et, par conséquent, de la cicatrice que cela pourrait créer. Il est d'autant plus surpris par cette décision que la Ville a pour politique d'augmenter l'indice de canopée de 20 à 25% d'ici 2025[2]. Par ailleurs, le conseil rappelle que les arbres malades ou morts ont un rôle à jouer dans l'écosystème et que, par conséquent, si leur présence ne représente pas une menace pour l'usager, il n'est pas indiqué de les enlever. Il apparaît donc souhaitable que la gestion écologique du site soit plus affirmée et ne soit pas soumise à l'impératif de la création de vues depuis le parc. Pour le CPM, il n'est pas nécessaire de couper autant d'arbres pour créer des vues, alors que le parc du Mont-Royal offre déjà de nombreuses vues intéressantes sur la ville. Il encourage par conséquent les demandeurs à considérer de manière plus approfondie la gestion écologique du site.

Interface entre le parc et la ville

L'emplacement du nouveau seuil sur le flanc sud de la montagne permet un accès supplémentaire au parc du Mont-Royal. Le conseil souligne que l'aménagement prévu de la nouvelle entrée, qui revêt une importance particulière en raison de son emplacement en bordure du centre-ville, semble toutefois très peu perceptible depuis la voie publique. Pour le conseil, il lui apparaît problématique que l'on doive signaler l'entrée d'un grand parc alors que l'on devrait bien lire sa présence depuis la ville et que le passant devrait se sentir invité à y pénétrer. Il craint donc que le seuil ne soit traité que depuis l'intérieur du parc, en se souciant uniquement des vues, et croit que l'aménagement d'un nouveau seuil d'entrée doit être réfléchi et aménagé tant depuis le parc que depuis la ville. Il croit donc que l'interface du parc depuis la ville devrait être davantage traitée.

Bassins de rétention

Le conseil ne saisit pas très bien l'aménagement prévu pour le drainage au sein du parc. Les requérants prévoient-ils l'aménagement de bassins de rétention ? Ou encore la présence de mares d'eau semi-permanentes pour contrer le manque de biodiversité sur le mont Royal ? Ceci est un enjeu important pour le Conseil du patrimoine, et il aimerait par conséquent connaître les mesures prévues à cet effet.

Enfin, le conseil prend acte du fait qu'il y aura un arrimage avec le projet de parcours découverte déployé le long du chemin de la Côte-des-Neiges. Dans ce contexte, il encourage les représentants à poursuivre la réflexion sur l'opportunité de prévoir un éclairage de la paroi rocheuse le long du chemin, dans la mesure où une telle intervention pourrait entrer en conflit avec les installations lumineuses envisagées dans le cadre du parcours découverte.

[2] Ville de Montréal, Direction des grands parcs et du verdissement, *Plan d'action canopée 2012-2021*, Montréal, 2012, p. 3 (disponible en ligne : http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/GRANDS_PARCS_FR/MEDIA/DOCUMENTS/PAC_JUIN_2012_FINAL.PDF)

AVIS DU CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL

Le Conseil du patrimoine de Montréal émet un avis favorable au projet d'aménagement d'un nouveau seuil d'entrée au parc du Mont-Royal à l'intersection de l'avenue Cedar et du chemin de la Côte-des-Neiges, et émet quelques recommandations qui se trouvent dans le présent avis.

Le vice-président,

Original signé

Jacques Brisson

Le 30 juin 2015

Montréal

CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL

AVIS DU CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL SUITE À SON ASSEMBLÉE DU 30 OCTOBRE 2015.
Le Conseil du patrimoine de Montréal est l'instance consultative de la Ville en matière de patrimoine*.

Aménagement du nouveau seuil du secteur Cedar – Côte-des-Neiges Parc du Mont-Royal

A15-SC-11

Localisation :	Angle de l'avenue Cedar et du chemin de la Côte-des-Neiges, parc du Mont-Royal
Reconnaissance municipale :	Situé à l'intérieur des limites du site patrimonial du Mont-Royal (cité) Situé dans un secteur de valeur patrimoniale exceptionnelle (Parc du Mont-Royal) Situé dans l'écoterritoire Les sommets et les flancs du mont Royal
Reconnaissance provinciale :	Situé à l'intérieur des limites du site patrimonial du Mont-Royal (déclaré)
Reconnaissance fédérale :	Aucune

Le Conseil du patrimoine de Montréal (CPM) émet un avis à la demande du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal (SGPVMR), le projet étant situé à l'intérieur des limites du site patrimonial du Mont-Royal (cité) et dans l'écoterritoire Les sommets et les flancs du mont Royal.

NATURE DES TRAVAUX

Le projet vise à améliorer l'interface entre le parc du Mont-Royal et la ville en aménageant un nouveau seuil d'entrée au parc du Mont-Royal, à l'intersection de l'avenue Cedar et du chemin de la Côte-des-Neiges. Des travaux d'aménagement comprenant la création de nouveaux sentiers, de bassins de rétention ainsi qu'une gestion du couvert végétal sont prévus.

AUTRES INSTANCES CONSULTÉES

Le projet devra recevoir l'aval du ministère de la Culture et des Communications puisqu'il se situe dans un site patrimonial déclaré.

HISTORIQUE DES LIEUX

Le site de l'actuelle intersection de l'avenue Cedar et du chemin de la Côte-des-Neiges borde le parc du Mont-Royal, aménagé en 1874-1876 selon les plans de Frederick Law Olmsted. En 1893, l'avenue Cedar est ouverte depuis le

*Règlement de la Ville de Montréal 02-136

Édifice Chaussegros-de-Léry
303, rue Notre-Dame Est, bureau 6A-26
Montréal (Québec) H2Y 3Y8
514 872-4055
ville.montreal.qc.ca/cpm

chemin de la Côte-des-Neiges jusqu'à l'avenue des Pins. Les terrains situés de part et d'autre sont lotis et des hôpitaux y sont construits : le *Children Memorial* (1909, démoli), le *Shriners* (1925) et le *Montreal General* (1955). En 1930, les Sulpiciens cèdent une parcelle de terrain de leur ancien Domaine de la montagne, permettant le prolongement de l'avenue Cedar vers l'ouest jusqu'à The Boulevard. À partir de la fin des années 1940, la Ville étudie la possibilité d'exproprier le terrain de forme oblongue situé entre l'avenue McGregor, l'avenue des Pins et le chemin de la Côte-des-Neiges afin d'élargir ce dernier aux environs de l'avenue Cedar, le carrefour étant un des plus fréquentés à l'heure de pointe. Ce projet ne se concrétise toutefois pas. Les préoccupations liées à l'intersection Cedar—Côte-des-Neiges refont surface au début des années 1950 et celle-ci est réaménagée : l'angle nord-ouest est adouci et une bretelle de contournement est aménagée du côté nord-est. Vers 1954, on érige un mur de soutènement le long du chemin de la Côte-des-Neiges à partir d'une section de mur existante puis, en 1957, la voie est élargie à cet endroit[1].

DESCRIPTION DU PROJET

Le projet profite du programme de réfection routière, qui vise le réasphaltage de la chaussée, pour modifier la géométrie de l'intersection du chemin de la Côte-des-Neiges et de l'avenue Cedar en réduisant l'emprise de la chaussée. Le retrait de la bretelle nord créera un nouvel espace qui sera intégré au parc du Mont-Royal et sera aménagé comme entrée majeure au parc. Le projet vise également le réaménagement de ce secteur du parc, qui comprend l'escalier Trafalgar, la paroi rocheuse en hémicycle et le flanc de montagne entre l'escalier Trafalgar et l'accès Cedar. Ce nouveau seuil d'accès sera un des legs du 375e anniversaire de la fondation de Montréal, en 2017.

Plus précisément, les travaux visent le réaménagement et la création de sentiers, la reconfiguration des escaliers, le reprofilage d'une partie du chemin Smith, l'aménagement d'un promontoire et la mise en valeur de la paroi rocheuse en hémicycle en bordure du chemin de la Côte-des-Neiges par un éclairage et une mise en lumière. Les travaux impliquent également une gestion écologique du site, qui permettra notamment de mettre en valeur des vues, ainsi que l'amélioration de la gestion hydrique du site par la création de bassins de rétention.

CONTEXTE DU PROJET

Une première version du projet d'aménagement d'un nouveau seuil d'entrée au parc du Mont-Royal a été présentée au CPM lors de son assemblée du 12 juin 2015. Celui-ci a émis un avis favorable au projet en date du 30 juin 2015 (A15-SC-07), dans lequel il recommandait de considérer de manière plus approfondie la gestion écologique du site de manière à ce que celle-ci ne soit pas soumise à l'impératif de la création de vues depuis le parc. Il recommandait également d'affirmer davantage le traitement de l'interface entre le parc et la ville, de manière à ce que l'aménagement du seuil soit plus perceptible. Enfin, il s'enquérait des aménagements prévus concernant les bassins de rétention.

ANALYSE DU PROJET

Le Conseil du patrimoine de Montréal (CPM) a reçu les représentants du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal (SGPVMR) ainsi que de la firme externe chargée de la conception projet lors de sa réunion du

[1] L'Enclume, *Évolution historique et analyse des éléments d'intérêt historique, patrimonial et paysager du chemin de la Côte-des-Neiges*, Montréal, mars 2015, p. 123-129.

30 octobre 2015. Les représentants de la firme externe ont d'abord fait un retour sur la première version du projet présenté le 12 juin dernier, puis ont présenté les résultats des nouvelles analyses concernant le couvert arboricole et végétal ainsi que l'éclairage et la mise en lumière. Ils ont ensuite exposé le plan d'aménagement, les concepts, puis les ambiances recherchées.

Le CPM souligne son appréciation de la clarté de la présentation ainsi que la qualité des documents qui lui ont été remis. Il apprécie également le fait que le travail de réflexion et de planification repose sur une excellente compréhension et une connaissance fine du secteur, ce qui résulte en une grande qualité de l'analyse. Il souligne tout particulièrement la qualité de l'approche et la sensibilité avec laquelle le projet a été conçu. Par ailleurs, il se réjouit de l'effort de récupération de pierres dans l'aménagement d'un escalier, qui est positif tant du point de vue du développement durable qu'esthétiquement. Le CPM apprécie également que la présente présentation ait apporté des réponses aux questions soulevées précédemment et que les choix qui ont été faits reposent sur des explications claires. Le CPM félicite le SGPVMR, qui a su tirer profit des travaux de voirie à cet endroit pour revoir la configuration de cette intersection et retirer une bretelle désuète, permettant ainsi d'agrandir la superficie du parc du Mont-Royal et d'aménager ce secteur du parc. Cela permettra d'améliorer l'interface du parc avec la ville et le rendra plus visible de la rue.

Harmonisation

Le CPM apprécie le fait que l'interface entre le parc et la ville ait été améliorée et que le nouveau seuil d'entrée soit maintenant plus lisible. Il voit également d'un bon œil le fait que cette partie méconnue du parc sera mise en valeur. Le CPM est très sensible à l'interface entre la ville et le parc du Mont-Royal. Pour lui, il importe qu'il y ait une parenté entre les aménagements des seuils d'entrée et qu'il n'y ait pas de surabondance de traitement. De ce fait, il apprécie que l'aménagement de ce nouveau seuil s'inspire de l'entrée Peel et ne diffère pas des autres par une matérialité différente.

Par ailleurs, plusieurs interventions sont prévues sur le chemin de la Côte-des-Neiges et dans le parc du Mont-Royal dans le cadre d'un autre projet, Escales découvertes, réalisé par le SGPVMR comme legs pour le 375^{e} anniversaire de la fondation de Montréal en 2017. Ce projet prévoit entre autres l'aménagement de haltes sur certains promontoires du mont Royal, composées de bancs en pierre simulant des rochers. Il apparaît cependant que ces interventions se superposent aux aménagements prévus dans le présent projet, puisqu'on prévoit insérer dans les sentiers découverte un mobilier composé de larges pierres posées à même le sol, à titre de bancs. Bien que le CPM apprécie la recherche de sobriété et le minimalisme de cette intervention, il croit qu'il importe de s'assurer qu'il y aura un arrimage entre les deux projets puisqu'ils se superposeront. Il s'inquiète que le cumul des différentes interventions résulte en un effet de surcharge, particulièrement au niveau des lampadaires et du mobilier en général, et est en faveur d'une recherche d'harmonie et d'homogénéité entre les projets.

À cet égard, le CPM comprend les motifs derrière les choix pour le modèle des garde-corps de l'escalier Trafalgar, mais il croit que le design de l'escalier gagnerait à être plus sobre, à l'image de l'escalier à l'entrée du seuil, et souhaiterait qu'on lui présente une simulation montrant les garde-corps prévus afin de mieux juger de l'harmonisation de cet élément dans le site.

Par ailleurs, le CPM se demande s'il est nécessaire de réaliser des sentiers en asphalte pour que des véhicules d'entretien puissent y circuler à l'occasion. De manière générale, le CPM insiste sur l'importance de réaliser le moins d'aménagements possibles et que les interventions demeurent minimales.

Gestion écologique

Il est question de procéder à une gestion écologique du site en abattant les arbres morts et malades (dont les frênes) ainsi que les espèces envahissantes (érable de Norvège, nerprun cathartique, robinier faux-acacia, érable à Giguère et plantes herbacées – anthristique, alliaire, cynanche, etc.). Le but est d'éradiquer complètement les espèces envahissantes, qui détruisent le sous-bois en empêchant les autres plantes de pousser, afin d'augmenter la biodiversité. Cela aura également pour effet d'ouvrir les vues sur la ville depuis la montagne. Selon les nouvelles études réalisées, près de 25 % des arbres présents dans ce secteur seront abattus (contre 37 % des arbres susceptibles de l'être selon les analyses présentées en juin dernier). Bien qu'il comprenne que certains arbres soient malades et qu'il y ait un problème d'espèces invasives, le CPM s'étonne toujours du nombre important d'arbres à abattre (241 sur 968) et se demande s'il est nécessaire de les enlever tous. Par exemple, il serait souhaitable de conserver si possible certains individus matures pour leur valeur d'âge.

Dans son avis précédent, le CPM avait rappelé que les arbres malades ou morts jouent un rôle dans l'écosystème et que, par conséquent, si leur présence ne représente pas une menace pour l'usager, il n'est pas indiqué de les retirer. Pour le CPM, leur abattage n'est certainement pas une gestion écologique, bien au contraire. Par ailleurs, même les arbres morts ou malades qui sont près des sentiers et posent des risques pour le public peuvent être conservés en grande partie en retirant uniquement la cime (branches), qui peut représenter un danger en chutant ou en entraînant le tronc, et en conservant le tronc le plus haut possible. En procédant de la sorte, les arbres morts peuvent ainsi servir de niche pour les nombreux insectes et oiseaux, notamment. Cela est très efficace pour la biodiversité.

Le CPM s'inquiète également de la coupe systématique des spécimens d'espèces envahissantes et désire souligner l'importance de s'en tenir à cet égard aux cas où les impacts négatifs avérés ou pressentis sont bien documentés et étayés, en tenant compte du contexte. Il se demande si des études sur les espèces envahissantes ont été réalisées par la Ville afin de mieux comprendre cette problématique et d'étudier des façons de la gérer sans procéder à un abattage systématique.

Le concept de gestion écologique du projet propose plusieurs espèces de végétaux à planter pour combler les espaces créés par l'abattage, dont la majorité est composée d'espèces indigènes. Par ailleurs, les mesures définies pour ce secteur d'intervention (zone noyau primaire du Mont-Royal – de valeur écologique supérieure) dans le Plan de protection et de mise en valeur du Mont-Royal recommandent de favoriser la plantation d'espèces indigènes, sans toutefois en expliquer les raisons. Le CPM considère que cela n'est pas forcément la meilleure solution, en plus de teinter de manière négative les arbres déjà en place. Le recours à des espèces bien adaptées au milieu, pérennes, et ne posant pas de risque tel que l'envahissement (comme l'*Acer platanoïdes*) devrait plutôt primer. De plus, le fait de retirer autant d'arbres et de plantes perturbe le sol et, si rien n'est replanté en amont, le problème des espèces envahissantes pourrait bien être aggravé. Idéalement, les plantations (arbres, arbuste et plantes) devraient être réalisées avant même de retirer les arbres afin que ces plantes aient le temps de s'installer pour résister aux espèces envahissantes.

Gestion hydrique et mise en valeur des vestiges

Le projet vise la création de sept bassins de rétention qui seront connectés par des ruisseaux afin d'améliorer le drainage au sein de cette partie du parc. Ceux-ci, partiellement souterrains et partiellement à ciel ouvert, seront aménagés dans des endroits où la topographie est la plus plate afin de minimiser l'empreinte écologique. Certains

nécessiteront toutefois des travaux d'excavation. Considérant la teneur des interventions prévues et bien que l'on vise à réaliser le moins de perturbations dans le sol possible, le CPM s'inquiète de l'impact que pourrait avoir la présence de machinerie lourde pour le creusage de ces bassins sur le couvert végétal, notamment. Il insiste pour que ces travaux soient réalisés de la manière la plus délicate possible afin de minimiser leur impact visuel dans le parc. Il réitère qu'il serait souhaitable que ces bassins soient le plus discrets et le plus naturalisés possible.

Par ailleurs, les travaux d'excavation prévus pour le creusage des bassins auront certainement un impact sur le potentiel archéologique de ce site patrimonial. De plus, le site de l'intersection du chemin de la Côte-des-Neiges et de l'avenue Cedar correspond à l'emplacement d'anciennes demeures bourgeoises et d'une ancienne carrière. Des vestiges des bâtiments liés aux carrières sont certainement encore présents en sous-sol. Pour le CPM, il importe de considérer plus le potentiel archéologique dans le cadre des interventions qui seront réalisées. Il réitère que les bonnes pratiques en ce domaine veulent que l'on réalise un travail de documentation du potentiel archéologique avant tous travaux d'excavation. Ainsi, il serait souhaitable de documenter ces éléments (bâtiments anciennement présents sur le site, activités des carrières) et, le cas échéant, de protéger les vestiges existants. Il s'agit de mettre le principe de précaution au cœur de la démarche et des interventions.

AVIS DU CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL

Le Conseil du patrimoine de Montréal émet un avis favorable au projet d'aménagement d'un nouveau seuil d'entrée au parc du Mont-Royal à l'intersection de l'avenue Cedar et du chemin de la Côte-des-Neiges, et émet certaines recommandations en vue d'en bonifier la conception et l'aménagement :

- veiller à arrimer ce projet aux autres prévus sur la montagne notamment par une harmonisation du mobilier afin d'éviter un effet de surcharge ;
- conserver les arbres morts en procédant à une coupe de leur cime et branches ;
- reconsidérer la coupe systématique des espèces envahissantes dans les cas où cela n'est pas nécessaire ;
- reconsidérer le remplacement systématique des espèces envahissantes par des espèces indigènes et réaliser les plantations en amont de l'abattage des arbres et arbustes.
- s'assurer de perturber le moins possible le sol lors des travaux d'excavation lors de la création des bassins de rétention ;
- considérer davantage le potentiel archéologique en documentant les constructions anciennes prévues sur le site et en protégeant les vestiges existants.

Le vice-président,

Original signé

Pierre Gauthier

Le 24 novembre 2015

Montréal Culture et Communications Québec

Information sur la fiche projet

Approbation officielle de la Direction de Montréal du Ministère de la Culture et des Communications le 2016-04-27 13:18:19

Version de la fiche	1

Entente	Entente sur le développement culturel de Montréal 2012-2015
Année	2012 (Période du 1er Avril 2012 au 31 Mars 2013)
Axe	01 MISE EN VALEUR DU PATRIMOINE
Sous-axe	01-02 Arrondissement historique et naturel du Mont-Royal
Programme/Mesure	01-02-05 Parcs et espaces verts
Projet	01-02-05-04 Réaménagement de l'entrée Cedar
Nom du sous-projet	Cedar/CDN

Numéro de recommandation de crédit	12-01.02.05.04-0143

Budget alloué				
Ministère de la culture et des communications		**Ville de Montréal**		**Total**
0,00 $	300 000,00 $	0,00 $	300 000,00 $	600 000,00 $
Transfert/BF	**Dette/PTI**	**Transfert/BF**	**Dette/PTI**	**Total**

Description

Contexte

Le projet du réaménagement de l'entrée Cedar du parc du Mont-Royal vise à rendre accessible non seulement le parc du Mont-Royal depuis le centre-ville, mais aussi le flanc nord du mont Royal. En effet, il s'agit d'une porte d'entrée au parc permettant d'atteindre, selon un axe de traverse dont le dénivelé est modéré, le secteur du Lac-aux-Castors, puis, le chemin de ceinture et les chemins de traverse sillonnant le cimetière Notre-Dame-des-Neiges pour arriver à l'Université de Montréal et au parc du Troisième Sommet.

L'entrée Cedar, attenante à l'intersection des rues Cedar et des Pins, est actuellement inappropriée pour les piétons puisque, d'une part, ils ne peuvent franchir cette intersection de façon sécuritaire et, d'autre part, l'escalier accédant au parc (desservant les usagers du parc et les résidants) a été démoli en raison de sa désuétude.

De plus, des travaux de mise aux normes des infrastructures dans l'avenue Redpath Crescent ont nécessité, en 2011, la construction dans ce secteur, d'un large (7mètres) chemin temporaire pour les camions accédant par le stationnement de l'hôpital Shriners à la zone résidentielle. Ce chemin surdimensionné doit être revu pour s'intégrer au réseau piétonnier du parc.

Description

Le projet comporte la construction d'un escalier principal et d'une série de petits escaliers en remplacement de ceux devenus désuets, l'intégration du chemin temporaire, l'aménagement de sentier, la mise en place d'un tuyau de conduite d'égoût appropriée (par la Direction des Infrastructures), la mise en valeur de la paroi rocheuse, les travaux sylvicoles et arboricoles de protection et mise en valeur. De plus, la Direction des transports reverra la géométrie de l'intersection Cedar / des Pins, vis-à-vis la rue Redpath, pour réduire la vitesse automobile et permettre aux piétons d'accéder au parc de façon sécuritaire. Toutefois, des travaux d'aqueduc sont prévus dans ce secteur, sur l'avenue des Pins. Ils devront être réalisés au préalable, et le seront probablement seulement après 2017, pour limiter les entraves à la circulation automobile pendant l'année des célébrations du 375e.

Objectif(s)
Rétablir l'accessibilité : • L'entrée Cedar est fermée, depuis le démantèlement de son escalier devenutrop dangereux en raison du lessivage de sa fondation causé par le ruissellement des eaux. • Alors qu'il s'agit d'un secteur du parc situé à la frange du centre-ville, son accès, pour les promeneurs venant notamment des rues Redpath, Des Pins ou Cedar y est difficilement praticable Protéger et mettre en valeur : L'entrée Cedar est un des secteurs du parc de grande qualité écologique qui doit être protégé et mis en valeur. Toutefois, aucune intervention en ce sens n'a été faite depuis de nombreuses années. • Les arbres sont vieillissants et fragilisés par le manque de travaux sylvicoles. • Plusieurs sentiers informels morcellent le boisé. • En plus d'abîmer le milieu naturel, l'eau de ruissellement crée des dommages aux escaliers et sentiers. • Bien que visible, la paroi rocheuse, une des plus belles du parc, est peu remarquée, car elle borde l'avenue Cedar, dans une zone où le stationnement est permis et le trottoir inexistant. Des remblais de nature hétérogène et possiblement contaminés ont été faits du côté du parc, à la limite du stationnement de l'hôpital.

Calendrier de réalisation
La réalisation des travaux d'aménagement dans le parc est reliée à celle des travaux d'égoût, d'aqueduc et de voirie qui doivent être fait au préalable et qui sont actuellement en planification par les Services concernés. Le calendrier de réalisation devra être revu en conséquence. 2014: Coordination avec les intervenants Ville et préparation des exigences pour l'intersection 2015 – 2018(?) : planification et réalisation des travaux d'infrastructure et de voirie – (implique travaux sur des Pins en 2018?) Fin 2015: embauche de services professionnels en architecture de paysage 2016-2017: planification et préparation des documents d'exécution – approbation des instances – CCU, CPM, etc 2017-2018: réalisation

Indicateurs		
Moyens d'actions	**Indicateurs de résultats**	**Résultats attendus**
Gestion intégrée des Services impliqués (transports, gestion de l'eau, etc)	Coordination des différents volets pour un projet d'ensemble de plus grande qualité – définition des exigences du projet	Cohésion du projet, des calendriers de réalisation, etc. Planification concertée pour un projet de qualité
Embauche de services professionnels - architecture de paysage, biologie, génie forestier, etc.	Appel d'offres fin 2015	Plans et devis 2016
Gestion participative	Implication des parties prenantes, des citoyens, etc	Adhésion au projet

Communications
Des activités de communication seront réalisées. Un plan de communication sera déposé par la Direction des communications en respect de l'entente établie.

Professionnels	
Professionnel (Ville de Montréal)	Annie Allard <annie.allard@ville.montreal.qc.ca>
Professionnel (Ministère de la culture et des communications)	Mathieu Payette-Hamelin <mathieu.payette-hamelin@mcc.gouv.qc.ca>

Gestionnaire	
Gestionnaire (Ville de Montréal)	Pierre-Paul Savignac <psavignac@ville.montreal.qc.ca>

Conseiller budgétaire	
Conseiller budgétaire (Ville de Montréal)	Finances - Pôle de service Brennan <bf_administration_brennan_sqv_sti@ville.montreal.qc.ca>

Liste de distribution	
Acteur	Nancy Audet <nancyaudet@ville.montreal.qc.ca>
Acteur	Ginette Cloutier <ginette.cloutier@ville.montreal.qc.ca>

Fichiers nécessaires à l'approbation
Aucun fichier disponible.

Remarques
No de recommandation de crédit : 12-1.2.5.4-143

Avis du ministère
Aucun avis disponible

Commentaire

Il est à noter que les chiffres présentés n'ont pas fait l'objet d'une vérification complète. Les chiffres officiels sont ceux présentés dans les états financiers déposés par la Ville de Montréal.

Montréal Culture et Communications Québec

Information sur la fiche projet

Approbation officielle de la Direction de Montréal du Ministère de la Culture et des Communications le 2016-04-27 15:49:57

Version de la fiche	2

Entente	Entente sur le développement culturel de Montréal 2012-2015
Année	2013 (Période du 1er Avril 2013 au 31 Mars 2014)
Axe	01 MISE EN VALEUR DU PATRIMOINE
Sous-axe	01-02 Arrondissement historique et naturel du Mont-Royal
Programme/Mesure	01-02-05 Parcs et espaces verts
Projet	01-02-05-04 Réaménagement de l'entrée Cedar
Nom du sous-projet	Cedar/CDN

Numéro de recommandation de crédit	13-01.02.05.04-0144

Budget alloué				
Ministère de la culture et des communications		**Ville de Montréal**		**Total**
0,00 $	385 000,00 $	0,00 $	665 000,00 $	1 050 000,00 $
Transfert/BF	**Dette/PTI**	**Transfert/BF**	**Dette/PTI**	**Total**

Description

Contexte

Le projet du réaménagement de l'entrée Cedar du parc du Mont-Royal vise à rendre accessible non seulement le parc du Mont-Royal depuis le centre-ville, mais aussi le flanc nord du mont Royal. En effet, il s'agit d'une porte d'entrée au parc permettant d'atteindre, selon un axe de traverse dont le dénivelé est modéré, le secteur du Lac-aux-Castors, puis, le chemin de ceinture et les chemins de traverse sillonnant le cimetière Notre-Dame-des-Neiges pour arriver à l'Université de Montréal et au parc du Troisième Sommet.

L'entrée Cedar, attenante à l'intersection des rues Cedar et des Pins, est actuellement inappropriée pour les piétons puisque, d'une part, ils ne peuvent franchir cette intersection de façon sécuritaire et, d'autre part, l'escalier accédant au parc (desservant les usagers du parc et les résidants) a été démoli en raison de sa désuétude.

De plus, des travaux de mise aux normes des infrastructures dans l'avenue Redpath Crescent ont nécessité, en 2011, la construction dans ce secteur, d'un large (7mètres) chemin temporaire pour les camions accédant par le stationnement de l'hôpital Shriners à la zone résidentielle. Ce chemin surdimensionné doit être revu pour s'intégrer au réseau piétonnier du parc.

Description

Le projet comporte la construction d'un escalier principal et d'une série de petits escaliers en remplacement de ceux devenus désuets, l'intégration du chemin temporaire, l'aménagement de sentier, la mise en place d'un tuyau de conduite d'égoût appropriée (par la Direction des Infrastructures), la mise en valeur de la paroi rocheuse, les travaux sylvicoles et arboricoles de protection et mise en valeur. De plus, la Direction des transports reverra la géométrie de l'intersection Cedar / des Pins, vis-à-vis la rue Redpath, pour réduire la vitesse automobile et permettre aux piétons d'accéder au parc de façon sécuritaire. Toutefois, des travaux d'aqueduc sont prévus dans ce secteur, sur l'avenue des Pins. Ils devront être réalisés au préalable, et le seront probablement seulement après 2017, pour limiter les entraves à la circulation automobile pendant l'année des célébrations du 375e.

Objectif(s)

Rétablir l'accessibilité :

- L'entrée Cedar est fermée, depuis le démantèlement de son escalier devenutrop dangereux en raison du lessivage de sa fondation causé par le ruissellement des eaux.
- Alors qu'il s'agit d'un secteur du parc situé à la frange du centre-ville, son accès, pour les promeneurs venant notamment des rues Redpath, Des Pins ou Cedar y est difficilement praticable

Protéger et mettre en valeur :

L'entrée Cedar est un des secteurs du parc de grande qualité écologique qui doit être protégé et mis en valeur. Toutefois, aucune intervention en ce sens n'a été faite depuis de nombreuses années.

- Les arbres sont vieillissants et fragilisés par le manque de travaux sylvicoles.
- Plusieurs sentiers informels morcellent le boisé.
- En plus d'abîmer le milieu naturel, l'eau de ruissellement crée des dommages aux escaliers et sentiers.
- Bien que visible, la paroi rocheuse, une des plus belles du parc, est peu remarquée, car elle borde l'avenue Cedar, dans une zone où le stationnement est permis et le trottoir inexistant.

Des remblais de nature hétérogène et possiblement contaminés ont été faits du côté du parc, à la limite du stationnement de l'hôpital.

Calendrier de réalisation

La réalisation des travaux d'aménagement dans le parc est reliée à celle des travaux d'égoût, d'aqueduc et de voirie qui doivent être fait au préalable et qui sont actuellement en planification par les Services concernés. Le calendrier de réalisation devra être revu en conséquence.

2014: Coordination avec les intervenants Ville et préparation des exigences pour l'intersection

2015 – 2018(?) : planification et réalisation des travaux d'infrastructure et de voirie – (implique travaux sur des Pins en 2018?)

Fin 2015: embauche de services professionnels en architecture de paysage

2016-2017: planification et préparation des documents d'exécution – approbation des instances – CCU, CPM, etc

2017-2018: réalisation

Indicateurs		
Moyens d'actions	**Indicateurs de résultats**	**Résultats attendus**
Gestion intégrée des Services impliqués (transports, gestion de l'eau, etc)	Coordination des différents volets pour un projet d'ensemble de plus grande qualité – définition des exigences du projet	Cohésion du projet, des calendriers de réalisation, etc. Planification concertée pour un projet de qualité
Embauche de services professionnels - architecture de paysage, biologie, génie forestier, etc.	Appel d'offres fin 2015	Plans et devis 2016
Gestion participative	Implication des parties prenantes, des citoyens, etc	Adhésion au projet

Communications

Des activités de communication seront réalisées. Un plan de communication sera déposé par la Direction des communications en respect de l'entente établie.

Professionnels

Professionnel (Ville de Montréal)	Annie Allard <annie.allard@ville.montreal.qc.ca>
Professionnel (Ministère de la culture et des communications)	Mathieu Payette-Hamelin <mathieu.payette-hamelin@mcc.gouv.qc.ca>

Gestionnaire	
Gestionnaire (Ville de Montréal)	Pierre-Paul Savignac <psavignac@ville.montreal.qc.ca>

Conseiller budgétaire	
Conseiller budgétaire (Ville de Montréal)	Finances - Pôle de service Brennan <bf_administration_brennan_sqv_sti@ville.montreal.qc.ca>

Liste de distribution	
Acteur	Nancy Audet <nancyaudet@ville.montreal.qc.ca>
Acteur	Ginette Cloutier <ginette.cloutier@ville.montreal.qc.ca>

Fichiers nécessaires à l'approbation
Aucun fichier disponible.

Remarques
No. de recommandation(s) de crédits : 13-1.2.5.4-144

Avis du ministère
Aucun avis disponible

Commentaire

Il est à noter que les chiffres présentés n'ont pas fait l'objet d'une vérification complète. Les chiffres officiels sont ceux présentés dans les états financiers déposés par la Ville de Montréal.

Information sur la fiche projet

Approbation officielle de la Direction de Montréal du Ministère de la Culture et des Communications le 2016-08-09 14:55:05

Version de la fiche	2

Entente	Entente sur le développement culturel de Montréal 2012-2015
Année	2014 (Période du 1er Avril 2014 au 31 Mars 2015)
Axe	01 MISE EN VALEUR DU PATRIMOINE
Sous-axe	01-02 Arrondissement historique et naturel du Mont-Royal
Programme/Mesure	01-02-05 Parcs et espaces verts
Projet	01-02-05-04 Réaménagement de l'entrée Cedar
Nom du sous-projet	Cedar/CDN

Numéro de recommandation de crédit	14-01.02.05.04-0145

Budget alloué				
Ministère de la culture et des communications		**Ville de Montréal**		**Total**
0,00 $	596 890,00 $	0,00 $	528 110,00 $	1 125 000,00 $
Transfert/BF	**Dette/PTI**	**Transfert/BF**	**Dette/PTI**	**Total**

Description

Contexte

Le projet du réaménagement de l'entrée Cedar du parc du Mont-Royal vise à rendre accessible non seulement le parc du Mont-Royal depuis le centre-ville, mais aussi le flanc nord du mont Royal. En effet, il s'agit d'une porte d'entrée au parc permettant d'atteindre, selon un axe de traverse dont le dénivelé est modéré, le secteur du Lac-aux-Castors, puis, le chemin de ceinture et les chemins de traverse sillonnant le cimetière Notre-Dame-des-Neiges pour arriver à l'Université de Montréal et au parc du Troisième Sommet.

L'entrée Cedar, attenante à l'intersection des rues Cedar et des Pins, est actuellement inappropriée pour les piétons puisque, d'une part, ils ne peuvent franchir cette intersection de façon sécuritaire et, d'autre part, l'escalier accédant au parc (desservant les usagers du parc et les résidants) a été démoli en raison de sa désuétude.

De plus, des travaux de mise aux normes des infrastructures dans l'avenue Redpath Crescent ont nécessité, en 2011, la construction dans ce secteur, d'un large (7mètres) chemin temporaire pour les camions accédant par le stationnement de l'hôpital Shriners à la zone résidentielle. Ce chemin surdimensionné doit être revu pour s'intégrer au réseau piétonnier du parc.

Description

Le projet comporte la construction d'un escalier principal et d'une série de petits escaliers en remplacement de ceux devenus désuets, l'intégration du chemin temporaire, l'aménagement de sentier, la mise en place d'un tuyau de conduite d'égoût appropriée (par la Direction des Infrastructures), la mise en valeur de la paroi rocheuse, les travaux sylvicoles et arboricoles de protection et mise en valeur. De plus, la Direction des transports reverra la géométrie de l'intersection Cedar / des Pins, vis-à-vis la rue Redpath, pour réduire la vitesse automobile et permettre aux piétons d'accéder au parc de façon sécuritaire. Toutefois, des travaux d'aqueduc sont prévus dans ce secteur, sur l'avenue des Pins. Ils devront être réalisés au préalable, et le seront probablement seulement après 2017, pour limiter les entraves à la circulation automobile pendant l'année des célébrations du 375e.

Objectif(s)

Rétablir l'accessibilité :

- L'entrée Cedar est fermée, depuis le démantèlement de son escalier devenutrop dangereux en raison du lessivage de sa fondation causé par le ruissellement des eaux.
- Alors qu'il s'agit d'un secteur du parc situé à la frange du centre-ville, son accès, pour les promeneurs venant notamment des rues Redpath, Des Pins ou Cedar y est difficilement praticable

Protéger et mettre en valeur :

L'entrée Cedar est un des secteurs du parc de grande qualité écologique qui doit être protégé et mis en valeur. Toutefois, aucune intervention en ce sens n'a été faite depuis de nombreuses années.

- Les arbres sont vieillissants et fragilisés par le manque de travaux sylvicoles.
- Plusieurs sentiers informels morcellent le boisé.
- En plus d'abîmer le milieu naturel, l'eau de ruissellement crée des dommages aux escaliers et sentiers.
- Bien que visible, la paroi rocheuse, une des plus belles du parc, est peu remarquée, car elle borde l'avenue Cedar, dans une zone où le stationnement est permis et le trottoir inexistant.

Des remblais de nature hétérogène et possiblement contaminés ont été faits du côté du parc, à la limite du stationnement de l'hôpital.

Calendrier de réalisation

La réalisation des travaux d'aménagement dans le parc est reliée à celle des travaux d'égoût, d'aqueduc et de voirie qui doivent être fait au préalable et qui sont actuellement en planification par les Services concernés. Le calendrier de réalisation devra être revu en conséquence.

2014: Coordination avec les intervenants Ville et préparation des exigences pour l'intersection

2015 – 2018(?) : planification et réalisation des travaux d'infrastructure et de voirie – (implique travaux sur des Pins en 2018?)

Fin 2015: embauche de services professionnels en architecture de paysage

2016-2017: planification et préparation des documents d'exécution – approbation des instances – CCU, CPM, etc

2017-2018: réalisation

Indicateurs

Moyens d'actions	Indicateurs de résultats	Résultats attendus
Gestion intégrée des Services impliqués (transports, gestion de l'eau, etc)	Coordination des différents volets pour un projet d'ensemble de plus grande qualité – définition des exigences du projet	Cohésion du projet, des calendriers de réalisation, etc. Planification concertée pour un projet de qualité
Embauche de services professionnels - architecture de paysage, biologie, génie forestier, etc.	Appel d'offres fin 2015	Plans et devis 2016
Gestion participative	Implication des parties prenantes, des citoyens, etc	Adhésion au projet

Communications

Des activités de communication seront réalisées. Un plan de communication sera déposé par la Direction des communications en respect de l'entente établie.

Professionnels

Professionnel (Ville de Montréal)	Annie Allard <annie.allard@ville.montreal.qc.ca>

Professionnels	
Professionnel (Ministère de la culture et des communications)	Mathieu Payette-Hamelin <mathieu.payette-hamelin@mcc.gouv.qc.ca>

Gestionnaire	
Gestionnaire (Ville de Montréal)	Pierre-Paul Savignac <psavignac@ville.montreal.qc.ca>

Conseiller budgétaire	
Conseiller budgétaire (Ville de Montréal)	Finances - Pôle de service Brennan <bf_administration_brennan_sqv_sti@ville.montreal.qc.ca>

Liste de distribution
Aucun acteur disponible

Fichiers nécessaires à l'approbation	
Nom du fichier	**Taille**
Fiches 1.2.5.4 - 2016 v2.xls	18.5 ko

Remarques
No. de recommandation(s) de crédits : **14-1.2.5.4-145**

Avis du ministère
Aucun avis disponible

Commentaire

Il est à noter que les chiffres présentés n'ont pas fait l'objet d'une vérification complète. Les chiffres officiels sont ceux présentés dans les états financiers déposés par la Ville de Montréal.

SEUIL D’ENTRÉE - SIMULATION VISUELLE – AVANT



SEUIL D’ENTRÉE - SIMULATION VISUELLE – APRÈS



Créer un nouveau seuil d’entrée du parc du Mont-Royal.
Une nouvelle porte d’entrée majeure au parc.

GDD- 1176688007

Projet: Objet : Accorder un contrat à Ramcor Construction inc. pour l'aménagement d'un nouveau seuil dans le secteur Cedar / Côte-des-Neiges au parc du Mont-Royal - Dépense totale de 3 013 491,32 $ taxes incluses - Appels d'offres public 17-6027 - Trois (3) soumissionnaires.

Regl emprunt SGPVMR	RCG16-040	2 636 719,24 $
Regl emprunt SIVT	RCG15-015	115 000,00 $
Montant net		**2 751 719,24**

Contrat/incidences	Montant total **BRUT** (incluant TPS et TVQ)	Montant **Avant Taxes**	TPS	TVQ	Montant **Net** (montant avant taxes + TVQ)	Recommandation de crédits	MCCQ (net)	Montant Ville (net)	Projet/simon	Regl emprunt	Exécutant
			5%	9,975%							
Contrat	**657 078,22 $**	571 496,60 $	28 574,83 $	57 006,79 $	600 000,00 $	12-01.02.05.04-0143	67 178,73 $	532 821,27 $	170242	RCG16-040	SGPVMR
Contrat	**1 149 886,89 $**	1 000 119,06 $	50 005,95 $	99 761,88 $	1 050 000,00 $	13-01.02.05.04-0144	145 718,83 $	904 281,17 $	170250	RCG16-040	SGPVMR
Contrat	**951 298,42 $**	827 395,89 $	41 369,79 $	82 532,74 $	868 662,26 $	14-01.02.05.04-0145	473 237,21 $	395 425,05 $	170251	RCG16-040	SGPVMR
Incidences	**255 227,79 $**	221 985,47 $	11 099,27 $	22 143,05 $	233 056,99 $	14-01.02.05.04-0145	123 652,79 $	109 404,20 $	170251	RCG16-040	SGPVMR
Total	**3 013 491,32 $**	**2 620 997,02 $**	**131 049,85 $**	**261 444,45 $**	**2 751 719,24 $**		**809 787,55 $**	**1 941 931,69 $**			

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 7 octobre 2016

RAMCOR CONSTRUCTION INC.
A/S MONSIEUR GUY CORMIER
8085, RUE CHAMP D'EAU
SAINT-LÉONARD (QC) H1P 1Y1

N° de décision : 2016-CPSM-1055150
N° de client : 2700008871

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). RAMCOR CONSTRUCTION INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **16 mai 2019** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

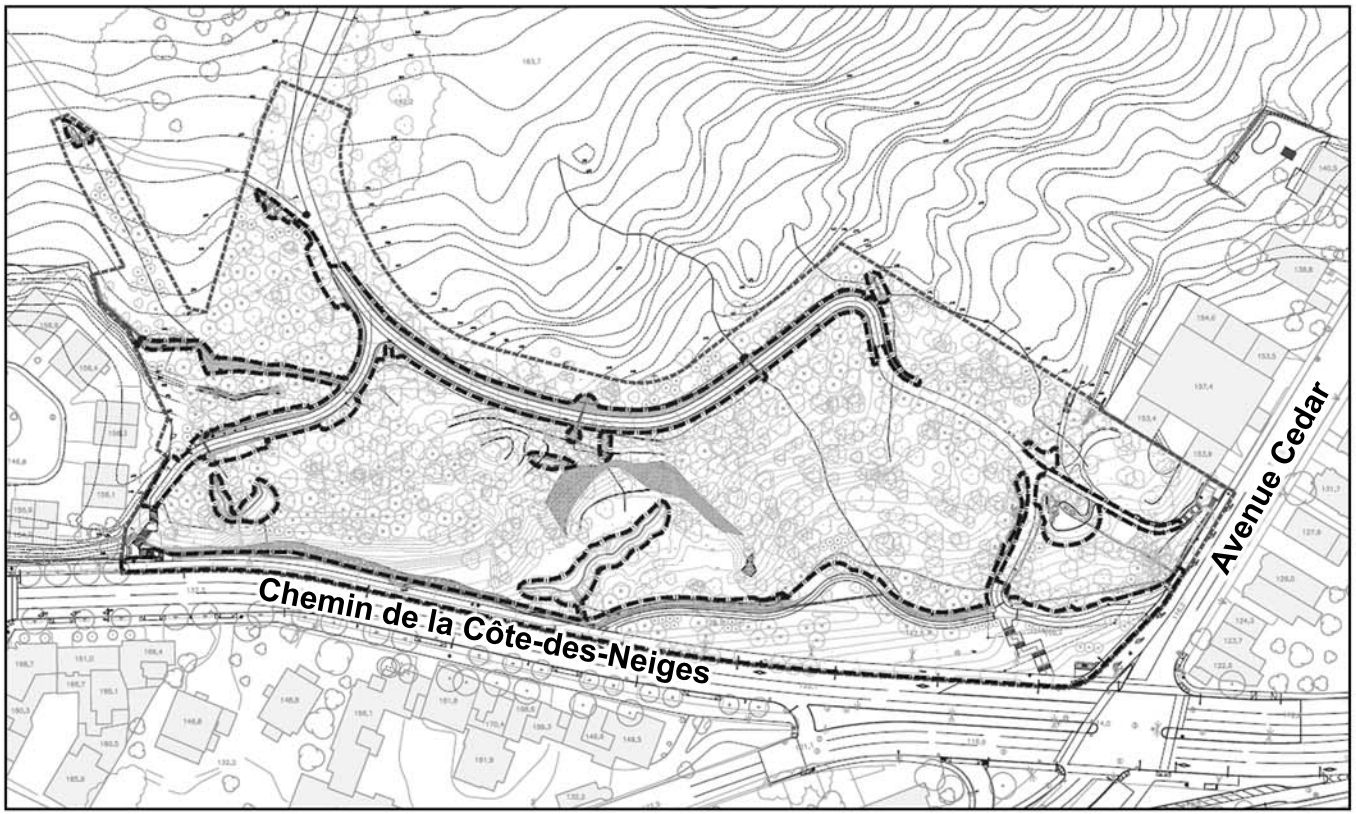
Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525 9512
Numéro sans frais : 1 877 525 0337

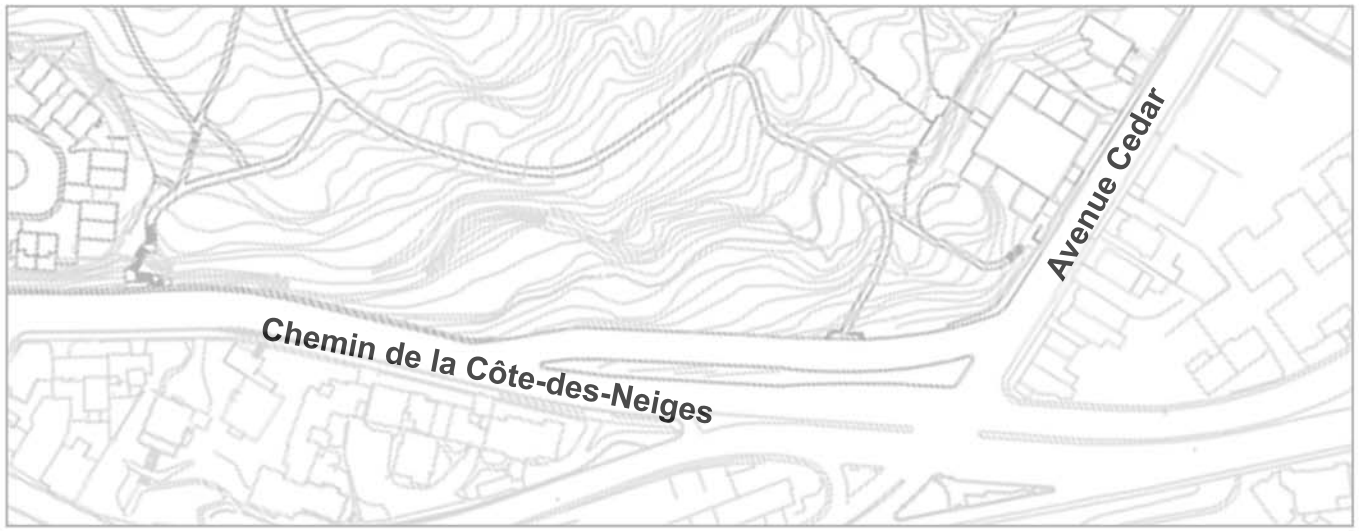
Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873 3090

www.lautorite.qc.ca

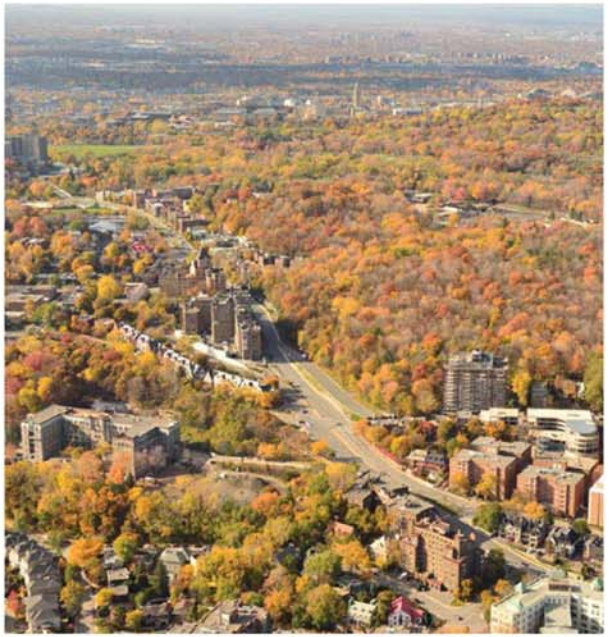


Projet d'aménagement (2017-2018)

En continuité avec le projet de voirie



Avant le projet de voirie (complété en 2017)







Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1176688008

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division des grands parcs métropolitains , Bureau du Mont-Royal
Objet :	Accorder un contrat à Ramcor Construction inc. pour l'aménagement d'un nouveau seuil dans le secteur Cedar / Côte-des-Neiges au parc du Mont-Royal - Dépense totale de 3 013 491,32 $ taxes incluses - Appels d'offres public 17-6027 - Trois (3) soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1176688008.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hui LI
Préposée au budget
Tél : 514 872-9547

Mario Primard
Agent comptable analyste
Tél. : 514 868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-25

Sincheng PHOU
Conseiller(ère) budgétaire
Tél : 514 872-7174

Division : Service des finances

Système de gestion des décisions des instances
MANDAT

Dossier # : 1176688008

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division des grands parcs métropolitains , Bureau du Mont-Royal
Objet :	Accorder un contrat à Ramcor Construction inc. pour l'aménagement d'un nouveau seuil dans le secteur Cedar / Côte-des-Neiges au parc du Mont-Royal - Dépense totale de 3 013 491,32 $ taxes incluses - Appels d'offres public 17-6027 - Trois (3) soumissionnaires.

Numéro du mandat
SMCE176688008

Date du mandat
2017-09-06

Objet du mandat

Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats

Type de mandat

Commission sur l'examen des contrats

VU le Règlement sur la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008);

VU la résolution CG11 0082 qui détermine les critères de sélection des contrats qui doivent être soumis à la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats;

VU que contrat d'exécution de travaux est d'une valeur de plus de 2 M$ et qu'il présente un écart de plus de 20 % entre le prix soumis par l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme;

Le comité exécutif, après avoir pris connaissance du dossier décisionnel 1176688008 mandate la Commission sur l'examen des contrats afin d'étudier ce dossier

Signé le : 2017-09-08

Jean-François MILOT

Chef de division soutien aux instances

Dossier # :1176688008

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Commission permanente sur l'examen des contrats

La commission :

Présidente

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Vice-présidentes

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Membres

Mme Dida Berku
Ville de Côte-Saint-Luc

M. Richard Celzi
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Marie Cinq-Mars
Arrondissement d'Outremont

M. Richard Deschamps
Arrondissement de LaSalle

M. Marc-André Gadoury
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Luc Gagnon
Arrondissement de Verdun

M. Manuel Guedes
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 28 septembre 2017

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE176688008

Accorder un contrat à Ramcor Construction inc. pour l'aménagement d'un nouveau seuil dans le secteur Cedar / Côte-des-Neiges au parc du Mont-Royal - Dépense totale de 3 013 491,32 $ taxes incluses - Appel d'offres public 17-6027 - Trois (3) soumissionnaires.

(ORIGINAL SIGNÉ)

Émilie Thuillier
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE176688008
Accorder un contrat à Ramcor Construction inc. pour l'aménagement d'un nouveau seuil dans le secteur Cedar / Côte-des-Neiges au parc du Mont-Royal - Dépense totale de 3 013 491,32 $ taxes incluses - Appel d'offres public 17-6027 - Trois (3) soumissionnaires.

À sa séance du 6 septembre 2017, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce dossier répondait au critère suivant :

- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$ présentant un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme.*

Le 14 septembre 2017, les membres de la commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus relativement au mandat confié. Des représentants du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal ont répondu aux questions des membres de la commission.

Les membres ont posé diverses questions relatives aux écarts de prix entre les deux soumissionnaires conformes et ont reçu des réponses satisfaisantes.

Les membres ont aussi bien compris les raisons justifiant la non-conformité d'une des trois soumissions reçues. Il y a quand même lieu de s'étonner qu'un entrepreneur ait omis de joindre tous les documents requis pour le dépôt de son offre.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal pour leurs interventions lors de la séance de travail de la commission. La commission adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération à savoir :

- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$ présentant un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme.*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE176688008 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.77

2017/09/28 17:00

(2)

Dossier # : 1177595002

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 2
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Insituform Technologies Limited pour des travaux de réhabilitation par chemisage du collecteur 1500 mm dans la rue Sainte-Catherine Ouest, du boulevard Robert-Bourassa à la rue De Bleury. Dépense totale de 9 160 013,46 $ (contrat: 8 660 013,46 $ + incidences: 500 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 333901 - deux (2) soumissionnaires, 1 seul conforme.

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 9 160 013,46 $, taxes incluses, pour des travaux de réhabilitation par chemisage du collecteur 1500 mm dans la rue Sainte-Catherine Ouest, de la rue Robert-Bourassa à la rue De Bleury dans l'arrondissement de Ville-Marie, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2. d'accorder au seul soumissionnaire conforme, Insituform Technologies Limited, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 8 660 013,46 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 333901 ;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-08-25 17:36

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1177595002**

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 2
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Insituform Technologies Limited pour des travaux de réhabilitation par chemisage du collecteur 1500 mm dans la rue Sainte-Catherine Ouest, du boulevard Robert-Bourassa à la rue De Bleury. Dépense totale de 9 160 013,46 $ (contrat: 8 660 013,46 $ + incidences: 500 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 333901 - deux (2) soumissionnaires, 1 seul conforme.

CONTENU

CONTEXTE

Les infrastructures souterraines de la rue Sainte-Catherine Ouest ont atteint leur durée de vie utile. Des travaux importants sont requis afin de remplacer et de réhabiliter ces conduites, en coordination avec les travaux d'utilités publiques.
Le projet se réalisera en deux phases :

· **Phase 1 :** Tronçon de la rue Sainte-Catherine, entre les rues De Bleury et Mansfield

- Lot 1 : rue Sainte-Catherine
- Lot 2 : Square Phillips, place du Frère-André et les rues adjacentes

· **Phase 2 et ultérieures :** Tronçon de la rue Sainte-Catherine, entre la rue Mansfield et l'avenue Atwater

Occasion unique pour des décennies à venir, le projet de la rue Sainte-Catherine Ouest offre l'opportunité d'améliorer l'aménagement et la fonctionnalité de la rue pour qu'elle réponde mieux aux besoins de ses usagers. La Ville souhaite profiter de ces travaux d'infrastructures importants pour offrir aux montréalais un aménagement de qualité.

Afin de réaliser ce projet, une réhabilitation du collecteur d'égout existant est nécessaire. Tenant compte de l'état actuel du collecteur d'égout, de l'impact sur les riverains et des

coûts associés aux travaux de reconstruction complète, la Ville a opté pour une technique par chemisage qui ne nécessite pas de tranchée.

Cette technique présente de nombreux avantages comparativement aux méthodes plus traditionnelles de reconstruction par excavation, notamment :

- Réduction importante des coûts d'exécution comparativement à la reconstruction par excavation;
- Rapidité dans la réalisation des travaux;
- Réduction des perturbations sur les infrastructures environnantes;
- Rapidité de la remise en état des lieux;
- Réduction de la disposition des sols et des matériaux d'excavation;
- Maintien de la circulation durant les travaux.

La Division des grands projets - portefeuille 2 a mandaté la Direction des infrastructures du Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT) afin de préparer les documents requis au lancement de l'appel d'offres seulement. La Division des grands projets sera responsable du suivi de la réalisation des travaux relatif au contrat.

L'appel d'offres public # 333901 a été publié du 19 juin au 12 juillet 2017 dans le journal Le Devoir et sur le site électronique d'appels d'offres (SEAO). La période de publication a été de 22 jours.
La durée de validité des soumissions est de cent vingt (120) jours suivant la date d'ouverture des soumissions, soit valide jusqu'au 9 novembre 2017.

Durant l'appel d'offres, il y a eu émission d'un (1) addenda, sans impact sur le prix.

NUMÉRO ADDENDA	DATE DE PUBLICATION	CONTENU
1	29 juin 2017	Corrections suite à des erreurs dans le bordereau de soumission

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0096 - 30 mars 2017 - Octroyer un contrat pour les services professionnels d'ingénierie, d'aménagement urbain et d'architecture aux firmes CIMA+ S.E.N.C.et Provencher Roy Urbanisme Inc. pour la conception et la surveillance des travaux du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest (phase 1) pour une somme maximale de 12 897 697,35 $ taxes incluses (GDD 1175921001);
CG16 0538 - 29 septembre 2016 - Octroyer un contrat de services professionnels en design à Kanva architecture inc., lauréat du concours «Vivre le chantier Sainte-Cath!», pour concevoir, élaborer des plans et devis et effectuer le suivi de la fabrication et de l'implantation du projet d'atténuation des impacts et de mise en valeur du chantier de la rue Sainte-Catherine Ouest pour une somme maximale de 800 000,00$, taxes et contingences incluses (GDD 1166086001);

CE16 0402 - 16 mars 2016 - Approuver le règlement du concours pluridisciplinaire en deux étapes visant l'atténuation des impacts par la mise en valeur du chantier de la rue Sainte-Catherine Ouest; Autoriser le lancement du concours (GDD 1157064001);

CG15 0207 - 26 mars 2015 - Adopter un règlement d'emprunt de 95 000 000$ afin de financer le projet de la rue Sainte-Catherine Ouest (phase 1) incluant notamment la mise à niveau des infrastructures souterraines et l'aménagement urbain, sujet à approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (GDD 1156707001);

CE15 0345 - 4 mars 2015 - Adopter une résolution demandant au ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire une dérogation à l'application de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chap. C-19), en vertu de l'article 573.3.1 de celle-ci afin d'octroyer un contrat au lauréat du concours d'atténuation des impacts et de mise en valeur du chantier de la rue Sainte-Catherine Ouest (GGD 1156086001).

DESCRIPTION

Le présent dossier fait partie intégrante du lot 1 de la phase 1. Il vise l'octroi d'un contrat pour la réhabilitation du collecteur d'égout sur la rue Sainte-Catherine Ouest, entre le boulevard Robert-Bourassa et la rue De Bleury sur approximativement 450 mètres de conduites d'égout de 1500 mm de diamètre dans l'arrondissement de Ville-Marie. Ce mandat inclut aussi le remplacement de cinq (5) regards avant les travaux de chemisage. Selon les recommandations de la Direction de l'épuration des eaux usées (DÉEU), ces travaux doivent être réalisés durant la période hivernale afin de permettre la dérivation adéquate des eaux usées lors du chemisage et des excavations. Certaines activités, autres que les excavations et les travaux en espace clos dans le collecteur d'égout, pourraient débuter à la fin de l'année 2017.

Pour réduire les impacts sur les riverains et à la circulation, les travaux de chemisage et d'excavation ont été divisés en deux phases. Les travaux de la première phase seront exécutés entre le boulevard Robert-Bourassa et la rue City Councillors. Les travaux de la deuxième phase seront exécutés entre la rue Aylmer et la rue De Bleury. La durée maximale de chacune des phases sera de deux mois chacune.

Les travaux prévus dans chacune des phases consistent principalement, sans s'y limiter, à :

- Mise en place de la signalisation temporaire de la phase I pour le maintien de la circulation;
- Mobilisation des équipements, roulotte de chantier, clôture de chantier, machinerie, etc.;
- Mobilisation de l'aménagement temporaire et de l'embellissement du chantier;
- Excavation des puits de pompage;
- Mise en place du plan de blocage, pompage et dérivation des eaux usées;
- Construction de regards de manière simultanée;
- Travaux de chemisage du collecteur;
- Excavation de puits d'accès, si requis pour le gainage des branchements;
- Travaux de chemisage des branchements;
- Démobilisation du système de pompage, blocage et dérivation;
- Remise en état des lieux;
- Nettoyage de la rue;
- Déneigement de la zone des travaux, si requis.

Dans notre démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises à l'arrondissement et au Service de l'eau.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 787 273,95 $ (taxes incluses), soit 10 % du coût des travaux avant les taxes, tel que décrit au bordereau d'appel d'offres.

Les dépenses incidentes au montant de 500 000,00 $ taxes incluses, comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de gestion des impacts, de communication, d'archéologie, de marquage et signalisation, ainsi que des frais de services professionnels pour le contrôle qualitatif des matériaux et pour la surveillance environnementale. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document *Incidences et ristournes* en pièce jointe

Des pénalités sont applicables au présent contrat et sont définies à l'article 3 des *«clauses administratives spéciales»* , soit une pénalité de 10 000 $ par jour dans le cas du non respect de la date de fin de chaque phase. Les pénalités sont cumulatives pour les phases 1 et 2 et ne sont pas déductibles même si les travaux sont complétés avant le délai contractuel global de 180 jours de calendrier. Aucun boni n'est prévu dans les documents d'appel d'offres.

Sur neuf preneurs du cahier des charges, deux (2) firmes ont déposé une soumission et sept (7) n'en ont pas déposé, soit une proportion respective de 22 % et 78 %. Parmi les sept (7) qui n'en ont pas déposé, deux (2) firmes sont connues comme sous-traitantes, deux (2) firmes ont répondu que le devis technique était trop spécialisé, une (1) firme a indiqué que la période de soumission ne lui convenait pas, une (1) firme est estimatrice et une (1) firme n'a pas motivé son désistement. La liste des preneurs du cahier des charges (SEAO) est en pièce jointe.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats de soumission présenté ci-dessous résume la liste du seul soumissionnaire conforme, de son prix soumis ainsi que de l'écart de prix entre l'estimation et le montant du contrat à accorder.

RÉSULTATS DE SOUMISSION		*(taxes incluses)*		
FIRME SOUMISSIONNAIRE CONFORME		**PRIX**	**CONTINGENCES**	**TOTAL**
1	INSITUFORM TECHNOLOGIES LIMITED	7 872 739,51 $	787 273,95 $	8 660 013,46 $
Estimation des professionnels externes		6 051 668,88 $	605 166,89 $	6 656 835,77 $
Coût moyen des soumissions reçues ($)				**8 660 013,46 $**
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)				**0,0%**
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme			**($)**	**0,00 $**
			(%)	**0,0%**
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation			**($)**	**2 003 177,69 $**
			(%)	**30,1%**
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse			**($)**	**0,00 $**
			(%)	**0,0%**

Deux entrepreneurs ont déposé une soumission. La soumission de Clean Water Work inc. au montant de 7 231 000,00 $ taxes incluses est non conforme. L'entrepreneur ne répond pas aux conditions de conformité de l'article 1.1.2 - Expérience du sous-traitant en excavation - des *«clauses administratives spéciales»* du cahier des charges.

En conséquence, Insituform Technologies Limited devient le seul soumissionnaire conforme. Le prix soumissionné par ce dernier est de 9 880 000.01 $ taxes incluses. Tel que stipulé à l'article 573.3.3 de la Loi sur les cités et villes «Dans le cas où une municipalité a, à la suite d'une demande de soumission, reçu une seule soumission conforme, elle peut s'entendre avec le soumissionnaire pour conclure le contrat à un prix moindre que celui proposé dans la soumission, sans toutefois changer les autres obligations, lorsque le prix proposé accuse un écart important avec celui prévu dans l'estimation établie par la municipalité.»

Suivant ces dispositions prévues à la loi, le prix de la soumission de Insituform Technologies

Limited a été négocié à 8 660 013,46 $ taxes incluses.

L'écart de prix entre la soumission négociée et l'estimation des professionnels de la firme CIMA+ qui ont été mandaté par la Division des grands projets, est de 2 003 177.69 $, soit 30.1 %. L'estimation réalisée par la firme externe a été sous-évaluée dans certaines activités. En considérant une révision de ces éléments, l'écart serait inférieur à 30 % :

· L'article du contrôle des débits d'eau représente un écart défavorable de 819 000 $. La complexité de l'exécution et des étapes liés au séquençage des travaux de contrôle des débits d'eau a été sous estimée. Après révision, on constate que le prix soumis est acceptable.

· L'article de chemisage de la conduite 1500 mm représente un écart défavorable de 630 000 $. L'écart s'explique en partie parce que les travaux de chemisage impliquant de tels diamètres de conduite sont très peu fréquents et la firme ayant réalisée l'estimation a sous évalué la complexité additionnelle découlant d'un chemisage de conduite pour ce grand diamètre. Après révision, on constate que le prix soumis est acceptable.

· Le nombre d'entrepreneurs potentiels ayant la capacité de réaliser des travaux de chemisage à de tel diamètre, est très réduit.

Suite à la revue de l'estimation de soumission pour les deux éléments, l'écart de prix pourrait être réduit à moins que 5%.

Le présent dossier donne suite à un appel d’offres assujetti à la Loi sur l’intégrité en matière de contrats publics (Loi 1) conformément au décret # 1049-2013 adopté le 23 octobre 2013. L’adjudicataire recommandé, Insituform Technologies Limited, détient une attestation de l’Autorité des marchés financiers (AMF), laquelle est actuellement en vigueur. Une copie de cette attestation se trouve en pièce jointe au dossier.

Des validations ont été faites selon lesquelles l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises à licence restreinte de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) ni du Registre des entreprises non admissibles (RENA). Une attestation valide délivrée le 11 juillet 2017 par Revenu Québec, a été déposée avec sa soumission, laquelle est toujours valide.

Le présent dossier répond à l'un des critères et à deux (2) conditions préalables à sa présentation devant la Commission permanente sur l'examen des contrats. En effet, il s'agit d'un contrat de plus de 2 M$ répondant aux conditions suivantes, à savoir qu'une seule soumission conforme a été reçue suite à l'appel d'offres et qu'il existe un écart de plus de 20 % entre l'estimation et la soumission négocié de l'adjudicataire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale s'élève à 9 160 013,46 $ taxes incluses, incluant des incidences de 500 000,00 $, taxes incluses.
Cette dépense sera financé par le règlement d’emprunt de compétence d’agglomération # RCG 15-034 « Réaménagement Ste-Catherine Ouest - Phase 1: Bleury/Mansfield/Square Philips »
et représente un coût net de 8 364 313,23 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale.
La répartition du coût des travaux et des dépenses incidentes est présentée dans le document « Incidences et ristournes » en pièce jointe.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Action 7 du plan d'action Montréal durable 2016-2020 :« Optimiser la gestion de l'eau »

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les travaux de chemisage de la conduite doivent être effectués en hiver 2018 entre janvier et avril, avant la période du dégel, car le débit des égouts est moindre durant cette période. De plus, les festivités seront terminées et les commerces seront moins affectés que si les travaux sont effectués à la fin décembre 2017.
Advenant le cas où l'octroi du contrat soit refusé, le fait de ne pas procéder aux travaux dans un délai relativement rapproché pourrait avoir pour conséquence de devoir reconstruire certaines conduites au lieu de les réhabiliter, ce qui entraînerait des coûts beaucoup plus importants. De plus, si les travaux sont réalisés dans un délai ultérieur, ceci risque de provoquer une augmentation des coûts de la main-d'oeuvre et des matériaux.

Également, advenant le cas où l'octroi du contrat soit reporté à une date ultérieure au 9 novembre 2017, ce qui correspond à la date d'échéance de la validité de la soumission, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les coûts afférents.

L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document « Résumé- Cahier C Collecteur Sainte-Catherine ».

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication sera mise en place par le Service des communications avant le début des travaux.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES :
Commission sur l'examen des contrats: 13 septembre 2017
Début des travaux : novembre 2017
Fin des travaux : avril 2018

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Julie GODBOUT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Yvan PÉLOQUIN, Service des infrastructures_voirie et transports
Genny PAQUETTE, Service de l'eau
Louis-François MONET, Ville-Marie

Lecture :

Genny PAQUETTE, 24 août 2017
Claude DUBOIS, 24 août 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvain DESMARAIS
Chargé de projet

Tél : 514-280-2037
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-23

Mario DUGUAY
Chef de division - Grands projets

Tél : 514 872-8976
Télécop. : 514 872-2874

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2017-08-25

Montréal

ACTIFS VISÉS PAR LES TRAVAUX

Soumission: 333901
Titre: Travaux de réhabilitation par chemisage du Collecteur 1500 mm dans la rue Sainte-Catherine Ouest de la rue Robert-Bourassa à la rue De Bleury

Arrondissements: Ville-Marie

Voirie

	Nature des travaux	Quantité	Unité	Commentaires
Chaussée				
Trottoir, Bordure et Mail				

Égout / Aqueduc

Type d'Intervention et Diamètre	Quantité	Unité	Commentaires
Égout réhabilitation sans tranchée 1500 mm	450	m	

Éclairage

Type d'Intervention	Quantité	Unité	Commentaires

Feux

Type d'Intervention	Quantité	Unité	Commentaires

CSEM

Type d'Intervention	Quantité	Unité	Commentaires

Préparé par:	Karl Lai, ing.		Date:	21/09/2017

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

SOMMAIRE PAR SOUS-PROJETS (PROJETS SIMON)		SOUMISSION:	333901	DATE:
#GDD:	1177595002	DRM:	3339	2017/08/22
RESPONSABLE:	Sylvain Desmarais, ing.	GROUPE:		
INTITULÉ DU PROJET:	Travaux de réhabilitation par chemisage du Collecteur 1500 mm dans la rue Sainte-Catherine Ouest de la rue Robert-Bourassa à la rue De Bleury			

PROJET INVESTI: 75015 Desc et client-payeur: **Proejt - Réaménagement de la rue Ste-Catherine Ouest SIVT-GP2**

info additionnelle

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
1775015003	167827	7 907 746.58 $	8 660 013.46 $	0.00 $	787 273.95 $	C
1775015006	170248	406 344.31 $	0.00 $	445 000.00 $	0.00 $	C
1775015006	170248	50 222.33 $	0.00 $	55 000.00 $	0.00 $	C
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**8 364 313.23 $**	**8 660 013.46 $**	**500 000.00 $**	**787 273.95 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

TOTAL	**8 364 313.23 $**	**8 660 013.46 $**	**500 000.00 $**	**787 273.95 $**
TOTAL (Contrat + Incidences)		**9 160 013.46 $**		

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**GRAND TOTAL**	**SOUMISSION:**	**333901**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**GROUPE:**	**0**	**22/08/2017**
INTITULÉ DU PROJET:	**Travaux de réhabilitation par chemisage du Collecteur 1500 mm dans la rue Sainte-Catherine Ouest de la rue Robert-Bourassa à la rue De Bleury**			

			Toutes taxes incluses
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			8 660 013.46 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	787 273.95 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		300 000.00 $	
Surveillance environnementale		15 000.00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif		40 000.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation		50 000.00 $	
Communication		70 000.00 $	
Gestion des impacts (présence policière, déplacement de static		15 000.00 $	
Archéologie		10 000.00 $	
XXX		0.00 $	
	TOTAL À REPORTER	500 000.00	500 000.00 $
Dépenses à autoriser - GRAND TOTAL			9 160 013.46 $
Imputation (crédits)			8 364 313.23 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	398 348.05	794 704.36
Ristournes TPS et TVQ à 50%	795 700.23	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ›	Sylvain Desmarais, ing.

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1775015003**	**SOUMISSION:**	**333901**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**167827**	**GROUPE:**	**0**	**22/08/2017**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux de réhabilitation par chemisage du Collecteur 1500 mm dans la rue Sainte-Catherine Ouest de la rue Robert-Bourassa à la rue De Bleury**			
ENTREPRENEUR ▸	**INSITUFORM TECHNOLOGIES LIMITED et incidences techniques**			

Toutes taxes incluses

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			8 660 013.46 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	787 273.95 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Surveillance environnementale			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Communication			
Gestion des impacts (présence policière, déplacement de statio			
Archéologie			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			8 660 013.46 $
Imputation (crédits)			7 907 746.58 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	376 604.19	751 325.37
Ristournes TPS et TVQ à 50%	752 266.88	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Sylvain Desmarais, ing.

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1775015006**	**SOUMISSION:**	**333901**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**170248**	**GROUPE:**	**0**	**22/08/2017**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux de réhabilitation par chemisage du Collecteur 1500 mm dans la rue Sainte-Catherine Ouest de la rue Robert-Bourassa à la rue De Bleury**			
ENTREPRENEUR ▸	**Incidences techniques**			

Toutes taxes incluses

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE			
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		300 000.00 $	
Surveillance environnementale			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation		50 000.00 $	
Communication		70 000.00 $	
Gestion des impacts (présence policière, déplacement de statio		15 000.00 $	
Archéologie		10 000.00 $	
	TOTAL À REPORTER	445 000.00	445 000.00 $
Dépenses totales à autoriser			445 000.00 $
Imputation (crédits)			406 344.31 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		19 352.03	38 607.31
Ristournes TPS et TVQ à 50%		38 655.69	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Sylvain Desmarais, ing.

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1775015006**	**SOUMISSION:**	**333901**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**170248**	**GROUPE:**	**0**	**22/08/2017**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux de réhabilitation par chemisage du Collecteur 1500 mm dans la rue Sainte-Catherine Ouest de la rue Robert-Bourassa à la rue De Bleury**			
ENTREPRENEUR ▸	**Incidences professionnelles**			

			Toutes taxes incluses
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE			
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Surveillance environnementale		15 000.00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif		40 000.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Communication			
Gestion des impacts (présence policière, déplacement de statio			
	TOTAL À REPORTER	55 000.00	55 000.00 $
Dépenses totales à autoriser			55 000.00 $
Imputation (crédits)			50 222.33 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	2 391.82	4 771.69
Ristournes TPS et TVQ à 50%	4 777.67	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Sylvain Desmarais, ing.

Résumé du Cahier C - SO 333901

Travaux de réhabilitation par chemisage du collecteur 1500 mm dans la rue Sainte-Catherine Ouest du boulevard Robert Bourassa à la rue de Bleury - Arrondissement de Ville-Marie

Localisation	Conditions minimales à respecter concernant l'occupation du domaine public
Travaux de réhabilitation par chemisage du collecteur 1500 mm dans la rue Sainte-Catherine Ouest du boulevard Robert Bourassa à la rue de Bleury	❖ **Occupation du domaine public** Soumettre les planches de signalisation pour chaque occupation du domaine public; ❖ **Horaires de travail :** Les travaux sont planifiés du lundi au vendredi 7h00 - 19h; ❖ **Date des travaux :** Année 2018, de janvier à avril; ❖ **Exécution des travaux et Maintien de la circulation :** Travaux de réhabilitation par chemisage du collecteur 1500 mm dans la rue Sainte-Catherine Ouest du boulevard Robert Bourassa à la rue de Bleury. **Phase 1 :** Travaux dans la rue Sainte-Catherine Ouest du boulevard Robert Bourassa à la rue Aylmer; - Fermeture complète de la rue Sainte-Catherine pendant les travaux de réalisation des nouveaux regards et des travaux de gainage. **Sous Phase 1** : Travaux dans le boulevard Robert Bourassa entre les rues Sainte-Catherine Ouest et Cathcart - Fermeture complète du boulevard Robert Bourassa entre les rue Sainte-Catherine Ouest et Cathcart pendant certaines étapes des travaux; **Phase 2 :** Travaux dans la rue Sainte-Catherine Ouest, de City Councillors à la rue de Bleury - Fermeture complète de la rue Sainte-Catherine Ouest pendant les travaux de réalisation des nouveaux regards entre les rues Aylmer et de Bleury; ❖ **Maintien de la circulation piétonnière** Maintenir, en tout temps les trottoirs et les passages piétonniers libres de tout obstacle. Si un trottoir ou passage piéton est entravé, l'Entrepreneur doit fournir la signalisation complète afin que les piétons et les personnes à mobilité réduite puissent contourner l'obstacle, la présence de signaleurs est requise; ❖ **Maintien des zones de livraison et de débarcadère** Si au cours des travaux des zones de livraison ou de débarcadère sont entravées, l'entrepreneur doit, en accord avec l'arrondissement concerné, aménager des zones temporaires à proximité. Ces zones doivent être signalées par des panneaux; ❖ **Accès aux chantiers.** Les accès aux chantiers doivent être signalés, la présence de signaleurs est requise.
Travaux de réhabilitation par chemisage du collecteur 1500 mm dans la rue Sainte-Catherine Ouest du boulevard Robert Bourassa à la rue de Bleury	❖ **Gestion des impacts** ▪ L'entrepreneur doit permettre l'accès en tout temps aux véhicules de service d'urgence et de service de sécurité incendie de Montréal; ▪ Les travaux seront coordonnés avec les travaux de la CSEM dans Sainte-Catherine entre Mansfield et de Bleury et les chantiers localisés dans le même secteur; ▪ Des panneaux à message variable (PMVM) doivent demeurer en place pour la durée complète des travaux; ▪ Des communications de proximité et des courriels d'information aux partenaires sont prévus.

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

2_1_a

Le 9 janvier 2017

INSITUFORM TECHNOLOGIES LIMITED
A/S MONSIEUR NICOLAS SAUVÉ
139, RUE BARR
SAINT-LAURENT (QC) H4T 1W6

N° de décision : 2017-CPSM-1000939
N° de client : 2700007934

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- INSITUFORM CANADA
- INSITUFORM CANADA LIMITÉE
- INSITUFORM QUÉBEC
- TECHNOLOGIES INSITUFORM

le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). INSITUFORM TECHNOLOGIES LIMITED demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **29 mai 2019** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

2_1-6

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 333901
Numéro de référence : 1083740
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Travaux de réhabilitation par chemisage du Collecteur 1500 mm dans la rue Sainte-Catherine Ouest de la rue Robert-Bourassa à la rue De Bleury

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Cima+s.e.n.c. 3400, boul. du souvenir bureau 600 Laval, QC, H7V 3Z2 http://www.cima.ca NEQ : 3340563140	Madame Annie Boivin Téléphone : 514 337-2462 Télécopieur : 514 281-1632	**Commande : (1307494)** 2017-06-21 9 h 49 **Transmission :** 2017-06-21 16 h 21	2786855 - 333901_Addenda 1 2017-06-29 16 h 21 - Courriel 2786858 - 333901_Formulaire de soumission (devis) 2017-06-29 16 h 22 - Courriel 2786859 - 333901_Formulaire de soumission (bordereau) 2017-06-29 16 h 22 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Clean Water Works Inc. (CWW Réhabilitation) 1800 rue Bantree Ottawa, ON, K1B5L6 http://www.cwwcanada.com NEQ : 1164980162	Monsieur Nicolas Brennan Téléphone : 613 745-9536 Télécopieur : 613 745-9994	**Commande : (1307634)** 2017-06-21 11 h 47 **Transmission :** 2017-06-21 16 h 24	2786855 - 333901_Addenda 1 2017-06-29 16 h 21 - Courriel 2786858 - 333901_Formulaire de soumission (devis) 2017-06-29 16 h 22 - Courriel 2786859 - 333901_Formulaire de soumission (bordereau) 2017-06-29 16 h 22 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Construction Camara 1041-5, route Harwood Vaudreuil-Dorion, QC, J7V 8P2 http://constructioncamara.ca NEQ : 1164339989	Monsieur Alexandre Dubé Téléphone : 450 455-9726 Télécopieur : 450 455-4165	**Commande : (1308073)** 2017-06-22 8 h 48 **Transmission :** 2017-06-22 8 h 51	2786855 - 333901_Addenda 1 2017-06-29 16 h 21 - Courriel 2786858 - 333901_Formulaire de soumission (devis) 2017-06-29 16 h 22 - Courriel 2786859 - 333901_Formulaire de soumission (bordereau) 2017-06-29 16 h 22 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐	GAINAGE PRS 10121 Parkway Montréal, QC, H1J1P7 http://www.drain-clair.com NEQ : 1162349089	Monsieur STÉPHANE THERRIEN Téléphone : 514 352-6911 Télécopieur : 514 352-0167	**Commande : (1308713)** 2017-06-23 10 h 28 **Transmission :** 2017-06-26 7 h 51	2786855 - 333901_Addenda 1 2017-06-29 16 h 21 - Courriel 2786858 - 333901_Formulaire de soumission (devis) 2017-06-29 16 h 22 - Courriel 2786859 - 333901_Formulaire de soumission (bordereau) 2017-06-29 16 h 22 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Hobas Québec 4847 Ambroise Lafortune, suite 201 Boisbriand, QC, J7H 0A4 NEQ : 1168350818	Monsieur Philippe Fischer Téléphone : 514 574-0810 Télécopieur : 450 951-6608	**Commande : (1310884)** 2017-06-29 10 h 08 **Transmission :** 2017-06-29 10 h 24	2786855 - 333901_Addenda 1 2017-07-03 9 h 01 - Télécopie 2786858 - 333901_Formulaire de soumission (devis) 2017-07-03 9 h 26 - Télécopie 2786859 - 333901_Formulaire de soumission (bordereau) 2017-06-29 16 h 22 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Insituform Technologies Limited 139 rue Barr Montréal, QC, H4T 1W6 http://www.insituform.com NEQ : 1144751931	Monsieur Nicolas Sauvé Téléphone : 514 739-9999 Télécopieur : 514 739-9988	**Commande : (1306980)** 2017-06-20 11 h 38 **Transmission :** 2017-06-20 15 h 28	2786855 - 333901_Addenda 1 2017-06-29 16 h 21 - Courriel 2786858 - 333901_Formulaire de soumission (devis) 2017-06-29 16 h 22 - Courriel 2786859 - 333901_Formulaire de soumission (bordereau) 2017-06-29 16 h 22 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	LE GROUPE LÉCUYER LTÉE. 17 Du Moulin Saint-Rémi, QC, J0L 2L0 http://www.lecuyerbeton.com NEQ : 1145052065	Monsieur David Guay Téléphone : 450 454-3928 Télécopieur : 450 454-7254	**Commande : (1308237)** 2017-06-22 10 h 24 **Transmission :** 2017-06-22 11 h 29	2786855 - 333901_Addenda 1 2017-06-29 16 h 21 - Courriel 2786858 - 333901_Formulaire de soumission (devis) 2017-06-29 16 h 23 - Courriel 2786859 - 333901_Formulaire de soumission (bordereau) 2017-06-29 16 h 23 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Pomerleau Inc... 500 rue St-Jacques O. Suite 900 Montréal, QC, H2Y 0A2 NEQ : 1142005934	Madame Nancy Lazure Téléphone : 514 789-2728	**Commande : (1307141)** 2017-06-20 14 h 32 **Transmission :** 2017-06-20 16 h 29	2786855 - 333901_Addenda 1 2017-06-29 16 h 21 - Courriel 2786858 - 333901_Formulaire de soumission (devis) 2017-06-29 16 h 22 - Courriel

		Télécopieur : 514 789-2288		2786859 - 333901_Formulaire de soumission (bordereau) 2017-06-29 16 h 22 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Sade Canada Inc. 1564, rue Ampère Québec, QC, G1P 4B9 NEQ : 1169540235	Madame Guylaine Fortin Téléphone : 581 300-7233 Télécopieur : 581 300-7234	**Commande : (1307291)** 2017-06-20 18 h 31 **Transmission :** 2017-06-21 7 h 32	2786855 - 333901_Addenda 1 2017-06-29 16 h 21 - Courriel 2786858 - 333901_Formulaire de soumission (devis) 2017-06-29 16 h 22 - Courriel 2786859 - 333901_Formulaire de soumission (bordereau) 2017-06-29 16 h 22 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

© 2003-2017 Tous droits réservés

Critères de qualification et d'expérience pour les travaux d’excavation

Le cahier des clauses administratives spéciales prévoit les conditions suivantes à l’article 1.1.2 – Expérience du sous-traitant en excavation :

Le sous-traitant en excavation doit avoir exécuté au cours des cinq (5) dernières années, un minimum de deux (2) contrats de même nature et d’une valeur de 2 000 000,00 $ et plus, en coût des travaux.

Un contrat de même nature est défini comme étant un projet de construction ou de reconstruction de regards d’égouts de grande envergure dans un milieu urbain et sur une rue à caractère commerciale et touristique, incluant obligatoirement les éléments suivants :

- L’exécution de travaux d’excavation de plus de 6 mètres de profondeur avec soutènement réalisé à l’aide de palplanches et/ou mur berlinois avec étançonnement temporaires.
- Le raccordement de conduite d’égout de diamètre supérieur ou égal à 750 mm de diamètre sur une conduite existante en brique.
- Des travaux d’excavation et de pompages sur des infrastructures en conditions hivernales, soit du 15 décembre au 15 mars.

Le Soumissionnaire doit joindre à sa soumission le dossier d’expérience de son sous-traitant en excavation. Pour chaque contrat exécuté, il doit indiquer l’année de réalisation, la description de la nature des travaux, le nom de la rue et de la municipalité, la valeur du contrat, le responsable du projet et ses coordonnées, le nom de l’ingénieur responsable de la surveillance des travaux et ses coordonnées.

Le soumissionnaire doit joindre à sa soumission une lettre incluant une courte description des contrats exécutés antérieurement en faisant état des similitudes avec le présent contrat. Ainsi que les coordonnées des personnes-ressources impliquées et cocher la case prévue à cet effet dans la « Liste de rappel » de la formule de soumission. Le défaut de joindre cette information à sa soumission entraînera automatiquement le rejet de celle-ci.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1177595002

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 2
Objet :	Accorder un contrat à Insituform Technologies Limited pour des travaux de réhabilitation par chemisage du collecteur 1500 mm dans la rue Sainte-Catherine Ouest, du boulevard Robert-Bourassa à la rue De Bleury. Dépense totale de 9 160 013,46 $ (contrat: 8 660 013,46 $ + incidences: 500 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 333901 - deux (2) soumissionnaires, 1 seul conforme.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD1177595002_AGGLO.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie GODBOUT
Préposée au budget
Tél : 514 872-0721

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-25

Maria BARDINA
Conseiller(ere) budgetaire
Tél : 514 872-2563
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier, PS Développement

Système de gestion des décisions des instances
MANDAT

Dossier # : 1177595002

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 2
Objet :	Accorder un contrat à Insituform Technologies Limited pour des travaux de réhabilitation par chemisage du collecteur 1500 mm dans la rue Sainte-Catherine Ouest, du boulevard Robert-Bourassa à la rue De Bleury. Dépense totale de 9 160 013,46 $ (contrat: 8 660 013,46 $ + incidences: 500 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 333901 - deux (2) soumissionnaires, 1 seul conforme.

Numéro du mandat
SMCE177595002

Date du mandat
2017-09-06

Objet du mandat

Commission permanente du conseil municipal sur l'examen des contrats

Type de mandat

Commission sur l'examen des contrats

VU le Règlement sur la Commission permanente du conseil municipal sur l'examen des contrats (11-007);

VU la résolution CM11 0170 qui détermine les critères de sélection des contrats qui doivent être soumis à la Commission permanente du conseil municipal sur l'examen des contrats;

VU que le contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$ et qu'une seule soumission conforme a été reçue à suite d'un appel d'offres.

Le comité exécutif, après avoir pris connaissance du dossier décisionnel 1177595002, mandate la Commission sur l'examen des contrats afin d'étudier ce dossier.

Signé le : 2017-09-08

Jean-François MILOT

_____

Chef de division soutien aux instances

Dossier # :1177595002

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Commission permanente sur l'examen des contrats

La commission :

Présidente

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Vice-présidente

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Membres

M. Richard Celzi
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Marie Cinq-Mars
Arrondissement d'Outremont

M. Richard Deschamps
Arrondissement de LaSalle

M. Marc-André Gadoury
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Luc Gagnon
Arrondissement de Verdun

M. Manuel Guedes
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 25 septembre 2017

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE177595002

Accorder un contrat à Insituform Technologies Limited pour des travaux de réhabilitation par chemisage du collecteur 1500 mm dans la rue Sainte-Catherine Ouest, du boulevard Robert-Bourassa à la rue De Bleury. Dépense totale de 9 160 013,46 $ (contrat: 8 660 013,46 $ + incidences: 500 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 333901 - deux (2) soumissionnaires.

(ORIGINAL SIGNÉ)

Émilie Thuillier
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE177595002
Accorder un contrat à Insituform Technologies Limited pour des travaux de réhabilitation par chemisage du collecteur 1500 mm dans la rue Sainte-Catherine Ouest, du boulevard Robert-Bourassa à la rue De Bleury. Dépense totale de 9 160 013,46 $ (contrat: 8 660 013,46 $ + incidences: 500 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 333901 - deux (2) soumissionnaires.

À sa séance du 6 septembre 2017, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce dossier répondait au critère suivant :

- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$ pour lequel une seule soumission conforme a été reçue suite à un appel d'offres et présentant un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.*

Le 14 septembre 2017, les membres de la commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus d'appel d'offres relativement au mandat confié. Des représentants du Service des infrastructures, de la voirie et des transports ont répondu aux questions des membres de la commission.

Les membres de la Commission ont jugé adéquates les réponses reçues à leurs questions.

Ils ont cependant demandé au Service d'ajouter au sommaire décisionnel les renseignements présentés à la Commission sur les critères de qualification et d'expérience pour l'excavation en grande profondeur prévue dans ce contrat.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service des infrastructures, de la voirie et des transports pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la commission. La commission adresse la conclusion suivante au conseil municipal :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil municipal à savoir :

- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$ pour lequel une seule soumission conforme a été reçue suite à un appel d'offres et présentant un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE177595002 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.78

2017/09/28 17:00

(2)

Dossier # : 1175059001

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. pour l'audit externe des rapports financiers de la Ville de Montréal pour les exercices 2017, 2018 et 2019 pour une somme maximale de 1 391 248,00 $, taxes incluses - Appel d'offres public (17-16055) / Approuver un projet de convention à cette fin - 1 soumissionnaire, 1 conforme

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 1 391 248,00$, taxes incluses, pour l'audit externe des états financiers pour les années 2017, 2018 et 2019, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;
2. d'approuver un projet de convention par lequel **Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.**, seule firme ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 1 391 248,00 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public **17-16055** et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel**.** Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés en 2017 et seront considérés en 2018 et 2019 dans l'établissement du taux de dépenses mixtes d'administration générale imputées au budget de l'agglomération.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-08-07 07:50

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1175059001**

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. pour l'audit externe des rapports financiers de la Ville de Montréal pour les exercices 2017, 2018 et 2019 pour une somme maximale de 1 391 248,00 $, taxes incluses - Appel d'offres public (17-16055) / Approuver un projet de convention à cette fin - 1 soumissionnaire, 1 conforme

CONTENU

CONTEXTE

La Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c. C-19, art. 108 à 108.6) prévoit qu'à la fin de son mandat, l'auditeur externe demeure en fonction jusqu'à ce qu'il soit remplacé ou nommé à nouveau, pour une durée de trois ans.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DA 2170029001 - 2017-04-21 – Approbation de la grille de sélection dans le cadre du lancement d'un appel d'offres public pour la rétention des services professionnels requis pour l'audit externe des états financiers pour les années 2017,2018 et 2019 de la Ville de Montréal.
CG16 0568 - 27 octobre 2016 - Autoriser une dépense additionnelle de 62 291,16 $, taxes incluses, pour des travaux supplémentaires dans le cadre du contrat accordé à Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. pour l'audit des états financiers de l'exercice 2015 / Approuver le projet d'addenda no 2 modifiant la convention de services professionnels intervenue avec la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., résolution CG14 0469, majorant ainsi le montant total du contrat de 1 338 015,81 $ à 1 400 306,97 $, taxes incluses.

CG15 0389 - 18 juin 2015 - Autoriser une dépense additionnelle de 44 552,81 $, taxes incluses, pour des travaux supplémentaires dans le cadre du contrat à Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. pour l'audit des états financiers de l'exercice 2014 (CG14 0469), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 293 463 $ à 1 338 015,81 $, taxes incluses / Approuver le projet d'addenda no 1 à cet effet.

CG14 0469 - 30 octobre 2014 - Accorder un contrat de services professionnels à Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. pour l'audit externe des états financiers pour les années 2014, 2015 et 2016 pour une somme maximale de 1 293 463 $, taxes incluses - Appel d'offres public (14-13504) / Approuver un projet de convention à cette fin - 2 soumissionnaires, 1 conforme.

DESCRIPTION

Conformément à la Loi sur les citées et villes, l'auditeur externe, tout comme le vérificateur général de la Ville, doit émettre à la suite de son audit une opinion sur les états financiers annuels de la Ville. Lorsque la Ville opte pour un appel d'offres public, le mandat de l'auditeur externe est de trois (3) ans.

JUSTIFICATION

À la suite du processus d'appel d'offres public (17-16055) pour lequel les cinq (5) grandes firmes d'audit ont pris le cahier de charge (BDO Canada s.r.l./S.E.N.C.R.L., Deloitte S.E.N.C.R.L./ s.r.l., Pricewaterhouse Coopers (PWC) s.r.l, Canada , Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L. et KPMG s.r.l. / S.E.N.C.R.L.), une seule soumission fut reçue, soit celle de la firme Deloitte S.E.N.C.R.L.. La firme d'audit Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L. ayant acheminée une lettre au Service de l'Approvisionnement expliquant la raison pour laquelle elle décline cette invitation, soit le différend concernant l'interprétation juridique faite par la Ville au niveau de l'article 108,5 de la LCV, soit :
« 108.5 Ne peuvent agir comme vérificateur externe de la municipalité :
4 º « une personne qui, durant l'exercice sur lequel porte la vérification, a directement ou indirectement, par elle-même ou son associé, quelque part, intérêt ou commission dans un contrat avec la municipalité ou relativement à un tel contrat, ou qui tire quelque avantage de ce contrat, sauf si son rapport avec ce contrat découle de l'exercice de sa profession. »

Suite à l'analyse de la soumission de la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. par le comité de sélection, celle-ci a été jugée conforme.

Firmes soumissionnaires	Prix	Contingences	Total
		-	
Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.	1 391 248,00 $	-	1 391 248,00 $
Estimation des professionnels ($) (professionnels internes)	1 500 000,00 $	-	1 500 000,00 $
Coût moyen des soumissions reçues			1 391 248,00 $
Écart entre la moyenne et la plus base conforme (%)			0 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($)			0 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%)			0 %
Écart entre l'estimation des professionnels et la plus basse conforme ($)			- 108 752,00 $
Écart entre l'estimation des professionnels et la plus basse conforme (%)			- 7,3 %

L'écart de 108 752,00 $ ou de 7,3 % entre la soumission de la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l et l'estimation des professionnels internes provient principalement d'une réduction de 10% du nombre d'heures consacrées au mandat, lequel passe de 7 540 à 6 783 heures par rapport à la soumission précédente associée à une augmentation de 19,2% du taux horaire moyen, qui passe de 149,20$ à 178,39$.

En vertu du Règlement sur la commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (référence 1110573002) et de la résolution numéro CG11 0131, le dossier devra être soumis à ladite commission pour étude, car le montant du contrat de services professionnels est supérieur à 1 M$, une seule soumission conforme a été reçue et pour lequel l'adjudicataire en est à son quatrième octroi de contrat consécutif.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût de l'audit externe de la Ville pour les années 2017, 2018 et 2019 est de 1 391 248 $ incluant les taxes. En fonction du nombre d'heures prévues au contrat pour les trois années, selon le tarif horaire moyen, les honoraires de vérification pour chacun des exercices financiers, incluant les taxes et tenant compte du remboursement d'une portion de la taxe provinciale et du remboursement intégral de la taxe fédérale accordée aux municipalités seront de :

Année	Heures prévues	Honoraires	Taxes	Remboursement taxe fédéral et provinciale	Crédits
2017	2 246	390 018 $	58 405,20 $	38 957,27 $	409 465,93 $
2018	2 265	405 017 $	60 651,30 $	40 454,41 $	425 213,89 $
2019	2 272	415 009 $	62 147,60 $	41 452,45 $	435 704,15$
	6 783	**1 210 044 $**	**181 204,10$**	**120 864,13$**	**1 270 383,97$**

Les coûts totaux de ces travaux d'audit externe pour 2017, 2018 et 2019 s'élèvent à 1 391 248 $ taxes incluses et seront assumés à 100 % par le budget de fonctionnement de la Direction de la comptabilité et des informations financières.

Les crédits budgétaires requis en 2017au financement de cette dépense ont été considérés en 2017 et ceux de 2018 et 2019 seront considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générale imputée au budget d'agglomération pour les années 2018 et 2019.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s'applique pas.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

30-08-2017 - Comité exécutif
13-09-2017 - Commission permanente d'examen des contrats
20-09-2017 - Comité exécutif
25-08-2017 - Conseil municipal
28-09-2017 - Conseil d'agglomération

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Robert NORMANDEAU)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Alpha OKAKESEMA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Ginette MAGNAN
Directeur par intérim – Comptabilité et Informations financières

Tél : 514 872-7821
Télécop. : 514 872-8647

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-07-31

Ginette MAGNAN
Directeur par intérim – Comptabilité et Informations financières

Tél : 514 872-7821
Télécop. : 514 872-8647

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Johanne BELLEMARE
Chef de division - Gestion des paiements en remplacement de Mme Ginette Magnan
Tél : 514 872-6575
Approuvé le : 2017-08-01

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Jacques MARLEAU
Directeur et trésorier adjoint

Tél : 514 872-3155
Approuvé le : 2017-08-01

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 19 décembre 2014

DELOITTE S.E.N.C.R.L./S.R.L.
A/S MONSIEUR ALAIN CÔTÉ
30, WELLINGTON
TORONTO (ON) M5L 1B1

N° de décision : 2014-CPSM-1062304
N° de client : 3000304180

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous DELOITTE LLP, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la LCOP). DELOITTE S.E.N.C.R.L./S.R.L. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **18 décembre 2017** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

www.lautorite.qc.ca

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

© Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. et ses sociétés affiliées.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1175059001

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier , -
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. pour l'audit externe des rapports financiers de la Ville de Montréal pour les exercices 2017, 2018 et 2019 pour une somme maximale de 1 391 248,00 $, taxes incluses - Appel d'offres public (17-16055) / Approuver un projet de convention à cette fin - 1 soumissionnaire, 1 conforme

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

17-16055- Det Cah Final.pdf 17-16055 tableau.pdf int. octroi 17-16055.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Robert NORMANDEAU
Agent d'approvisionnement
Tél : 514 868 3709

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-07-31

Danielle CHAURET
Chef de section
Tél : 514 872-1027
Division : Service de l'approvisionnement ,

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 17-16055 — No du GDD : 1175059001

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels d'une firme pour l'audit externe des rapports financiers de la Ville de Montréal pour les exercices financiers 2017, 2018 et 2019

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 5 - 6 - 2017

Ouverture originalement prévue le : 21 - 6 - 2017

Ouverture faite le : 21 - 6 - 2017

Date du comité de sélection : 12 - 7 - 2017

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 9 - 6 - 2017

Délai total accordé aux soumissionnaires : 15 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 5

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 20

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 18 - 12 - 2017

Date d'échéance révisée : 18 - 12 - 2017

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Deloitte	1 391 248,09 $	X	

Information additionnelle

Des quatre firmes n'ayant pas déposé une soumission , deux mentionnent un conflit d'intérêts et une n'a pas eu suffisamment de temps. Nous n'avons pas reçu de réponse de la firme restante.

Préparé par : Robert Normandeau — Le 31 - 7 - 2017

17-16055 - Services professionnels d'une firme pour l'audit externe des rapports financiers de la Ville de Montréal pour les exercices financiers 2017, 2018 et 2019

FIRME	ORGANISATION, STRUCTURE, EXPÉRIENCE ET COMPÉTENCE DE LA FIRME 15%	EXPÉRIENCE ET COMPÉTENCES DE L'ÉQUIPE PROPOSÉE 30%	APPROCHE ET MÉTHODE 30%	PLAN DE TRAVAIL ET ÉCHÉANCIER 20%	QUALITÉ GÉNÉRALE DE L'OFFRE 5%	Pointage intérimaire 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Deloitte	13,00	24,67	23,67	15,67	4,67	81,67	1 391 248,09 $	**0,95**	**1**
0						-		**-**	
0						-		**-**	
0						-		**-**	
0						-		**-**	

Comité	
Date	mercredi 12-07-2017
Heure	10h00
Lieu	1555 Peel, 14ième étage

Multiplicateur d'ajustement
10000

Agent d'approvisionnement	Robert Normandeau

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 17-16055
Numéro de référence : 1079947
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services professionnels d'une firme pour l'audit externe des rapports financiers de la Ville de Montréal pour les exercices financiers 2017, 2018 et 2019

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
BDO CANADA LLP 1000 de la Gauchetière West Suite 200 Montréal, QC, H3B 4W5 NEQ : 3342011858	Madame Marie Paillard Téléphone : 514 931-0841 Télécopieur :	**Commande : (1303444)** 2017-06-12 17 h 26 **Transmission :** 2017-06-12 17 h 26	2777221 - 17-16055 Addenda N°1 2017-06-12 17 h 26 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Gestion Deloitte s.e.c. 1190 Avenue des Canadiens-de-Montréal, Bureau#500 Montréal, QC, H3B 0M7 http://www.deloitte.ca NEQ : 3364165525	Madame Graciela Piccardi Téléphone : 514 393-5215 Télécopieur :	**Commande : (1300542)** 2017-06-06 15 h 26 **Transmission :** 2017-06-06 15 h 26	2777221 - 17-16055 Addenda N°1 2017-06-09 14 h 03 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
PwC Management Services L.P. 1250, boul. René-Lévesque Ouest Bureau 2500 Montréal, QC, H3B4Y1 NEQ : 3347816566	Madame Nadia Bergeron Téléphone : 514 205-5001 Télécopieur :	**Commande : (1299882)** 2017-06-05 16 h 03 **Transmission :** 2017-06-05 16 h 03	2777221 - 17-16055 Addenda N°1 2017-06-09 14 h 03 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Raymond Chabot Grant Thornton & Cie	Madame Annie Givern	**Commande : (1300409)**	2777221 - 17-16055 Addenda N°1

	S.E.N.C.R.L. 600 De La Gauchetière O. bur. 2000 Montréal, QC, H3B 4L8 http://www.rcgt.com NEQ : 3342037838	Téléphone : 514 954-4621 Télécopieur : 514 878-2127	2017-06-06 13 h 35 **Transmission :** 2017-06-06 13 h 35	2017-06-09 14 h 03 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	SC Services de gestion KPMG 1500-600, boul. de Maisonneuve Ouest Montréal, QC, H3A 0A3 NEQ : 3341653908	Madame Nada Atmeh Téléphone : 514 840-2568 Télécopieur : 514 840-2443	**Commande : (1300340)** 2017-06-06 11 h 49 **Transmission :** 2017-06-06 11 h 49	2777221 - 17-16055 Addenda N°1 2017-06-09 14 h 03 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

Aide en ligne
Formation en ligne
Glossaire
Plan du site
Accessibilité
UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

Grille des tarifs
Contactez-nous
Nouvelles
Marchés publics hors Québec
Registre des entreprises non admissibles
Autorité des marchés financiers

À propos

À propos de SEAO
Info sur Constructo
Conditions d'utilisation
Polices supportées

Partenaires

Secrétariat du Conseil du trésor Québec
CGI
tc media

© 2003-2017 Tous droits réservés

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 ;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET : **Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l**, personne morale ayant sa principale place d'affaires à La Tour Deloitte, 1190 avenue des Canadiens-de-Montréal, Bureau 500, Montréal (Québec), H3B 0M7, agissant et représentée par M. Martin Granger, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

Ci-après appelé le « **CONTRACTANT** »

N^{o} d'inscription T.P.S. : 13324 5290 RT001
N^{o} d'inscription T.V.Q. : 10123 14163 TQ0001

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient: :

1.1 « **Directeur** » : le directeur du Service des finances de la Ville ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : les termes de référence pour services professionnels, en date du 5 juin 2017 relatifs à l'appel d'offres public # 17-16055;

1.3 « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le Contractant le 21 juin 2017.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, à fournir des services professionnels d'audit des rapports financiers de la Ville pour les exercices 2017, 2018 et 2019.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ.

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de un million trois cent quatre-vingt-onze mille deux cent quarante-huit dollars (1 391 248,00$), couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Ces sommes seront acquittées dans les trente (30) jours suivant l’approbation par le Directeur.

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant: :

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 **HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.6 **LIEN D'EMPLOI**

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier

Le e jour de 20

CONTRACTANT

Par : _____
Martin Granger, Associé

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1175059001

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier , -
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. pour l'audit externe des rapports financiers de la Ville de Montréal pour les exercices 2017, 2018 et 2019 pour une somme maximale de 1 391 248,00 $, taxes incluses - Appel d'offres public (17-16055) / Approuver un projet de convention à cette fin - 1 soumissionnaire, 1 conforme

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1175059001 - Informations financières.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Alpha OKAKESEMA
Préposé au budget
Tél : 514 872-2598

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-07-31

Dominique BALLO
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-7344
Division : Service des finances , Direction du conseil et soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
MANDAT

Dossier # : 1175059001

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier , -
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. pour l'audit externe des rapports financiers de la Ville de Montréal pour les exercices 2017, 2018 et 2019 pour une somme maximale de 1 391 248,00 $, taxes incluses - Appel d'offres public (17-16055) / Approuver un projet de convention à cette fin - 1 soumissionnaire, 1 conforme

Numéro du mandat
SMCE175059001

Date du mandat
2017-08-30

Objet du mandat

Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats

Type de mandat

Commission sur l'examen des contrats

VU le Règlement sur la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008);

VU la résolution CG11 0082 qui détermine les critères de sélection des contrats qui doivent être soumis à la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats;

VU que le contrat de services professionnels est d'une valeur de plus de 1 M$ et qu'une seule soumission conforme a été reçue à la suite d'un appel d'offres;

VU que l'adjudicataire en est à son quatrième octroi de contrat consécutif.

Le comité exécutif, après avoir pris connaissance du dossier décisionnel 1175059001, mandate la Commission sur l'examen des contrats afin d'étudier ce dossier.

Signé le : 2017-08-30

Jean-François MILOT

Chef de division soutien aux instances

Dossier # :1175059001

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Commission permanente sur l'examen des contrats

La commission :

Présidente

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Vice-présidentes

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Membres

Mme Dida Berku
Ville de Côte-Saint-Luc

M. Richard Celzi
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Marie Cinq-Mars
Arrondissement d'Outremont

M. Richard Deschamps
Arrondissement de LaSalle

M. Marc-André Gadoury
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Luc Gagnon
Arrondissement de Verdun

M. Manuel Guedes
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 28 septembre 2017

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE175059001

Accorder un contrat de services professionnels à Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. pour l'audit externe des rapports financiers de la Ville de Montréal pour les exercices 2017, 2018 et 2019 pour une somme maximale de 1 391 248,00 $, taxes incluses - Appel d'offres public (17-16055) / Approuver un projet de convention à cette fin - 1 soumissionnaire, 1 conforme.

(ORIGINAL SIGNÉ)

Émilie Thuillier
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE175059001
Accorder un contrat de services professionnels à Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. pour l'audit externe des rapports financiers de la Ville de Montréal pour les exercices 2017, 2018 et 2019 pour une somme maximale de 1 391 248,00 $, taxes incluses - Appel d'offres public (17-16055) / Approuver un projet de convention à cette fin - 1 soumissionnaire, 1 conforme.

À sa séance du 30 août 2017, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce dossier répondait aux critères suivants :

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ pour lequel une seule soumission conforme a été reçue suite à un appel d'offres et pour lequel l'adjudicataire en est à son quatrième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent.*

Le 13 septembre 2017, les membres de la commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus relativement au mandat confié. Des représentants du Service des finances ont répondu aux questions des membres de la commission.

Les membres ont obtenu des réponses satisfaisantes à leurs questions.

Ils ont bien compris que certaines firmes de vérificateurs externes ne pouvaient déposer une soumission dans le présent dossier puisqu'elles ont d'autres contrats avec la Ville de Montréal qui les disqualifient de facto pour le mandat de vérification externe. Ceci est conforme aux dispositions légales.

Pour la Commission, il est clair que cela fait en sorte que les firmes choisissent sciemment leurs marchés.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service des finances pour leurs interventions lors de la séance de travail de la commission. La commission adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération à savoir :

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ présentant un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE175059001 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.79

2017/09/28 17:00

(2)

Dossier # : 1176671001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Projets majeurs , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Experts Geoconseils inc. pour les services professionnels d'agents de sécurité sur les chantiers de construction de la Direction de l'eau potable, pour une somme maximale de 8 694 921 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-16073 - (5 soumissionnaires) / Approuver le projet de convention à cette fin.

Il est recommandé :

1. d'approuver un projet de convention par lequel Experts Geoconseils inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis d'agents de sécurité sur les chantiers de construction de la Direction de l'eau potable, pour une période approximative de quatre (4) ans, pour une somme maximale de 8 694 921 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-16073 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-08-17 11:48

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1176671001**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Projets majeurs , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Experts Geoconseils inc. pour les services professionnels d'agents de sécurité sur les chantiers de construction de la Direction de l'eau potable, pour une somme maximale de 8 694 921 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-16073 - (5 soumissionnaires) / Approuver le projet de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

La Direction de l'eau potable (DEP) du Service de l'eau réalise présentement des travaux d'envergure aux usines de production d'eau potable de la Ville de Montréal, sur différents réservoirs ainsi que sur son réseau principal d'aqueduc. La nature de certains projets et leur juxtaposition font en sorte que la Ville de Montréal agit comme maître d'oeuvre des travaux au sens de la *Loi sur la santé et la sécurité du travail (LSST).* Le fait d'être maître d'oeuvre implique que la Ville doit gérer la santé et la sécurité sur les chantiers. Les critères définis par la loi obligent la présence d'agents de sécurité formés, possédant une attestation de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité au travail (CNESST) et en nombre suffisant sur les chantiers.
Il n'existe pas de profil de poste de cette nature à la Ville et cette activité doit être impartie. De plus, puisque les besoins sont spécialisés et non récurrents, la DEP n'envisage pas de se doter en personnel possédant de telles compétences spécialisées.

Le contrat en cours actuellement avec la firme Brulé, Murray & associés inc. est prévu se terminer le 30 avril 2018 ou à l'épuisement des crédits, selon la première des deux (2) éventualités rencontrée.

L'appel d'offres public 17-16073 a été publié dans le quotidien Le Devoir et le système électronique d'appel d'offres (SEAO) le 5 juin 2017. La date limite de réception des soumissions était le 21 juin 2017. La durée de la publication a été de quinze (15) jours de calendrier, ce qui est conforme au délai minimal requis par la *Loi sur les cités et villes.* La validité des soumissions est de cent quatre-vingt jours (180) jours suivant la date fixée

pour l’ouverture des soumissions, soit jusqu'au 18 décembre 2017.

Aucun addenda n'a été publié.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG14 0219 - 1er mai 2014 - Accorder un contrat à Brulé, Murray & associés inc. pour les services professionnels d'agents de sécurité sur les chantiers de construction de la Direction de l'eau potable, pour une somme maximale de 3 543 472,42 $, taxes incluses - Appel d'offres public 13-13276 (4 soumissionnaires).

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à accorder un contrat à Experts Geoconseils inc., pour une période estimée de quatre (4) ans, pour les services professionnels d'agents de sécurité sur les chantiers de construction de la Direction de l'eau potable.
La prévision est à l'effet que, pendant cette période, les besoins varieront entre un (1) et dix (10) agents qui couvriront les différents chantiers et qui offriront des services spécialisés en rapport avec la santé et la sécurité sur les chantiers de construction.

Les services à fournir sont sommairement décrits ci-dessous :

- fournir des agents qualifiés en matière de santé et sécurité au travail aux endroits requis afin que soient respectés les lois et règlements en vigueur dont, entre autres, la LSST et le Code de sécurité sur les chantiers de construction;
- prendre connaissance du Programme-cadre de prévention de la Ville pour les travaux requis et suggérer des modifications au besoin;
- mettre en application le Programme-cadre de prévention applicable et, le cas échéant, s'assurer du suivi de l'application de la loi auprès des entrepreneurs en construction;
- collaborer, faire rapport au Directeur et donner des avis et des conseils pertinents en matière de santé et sécurité au travail;
- fournir tous autres services requis en rapport avec le domaine de la santé et de la sécurité au travail.

Un pourcentage de 10 %, soit 790 447,38 $, taxes incluses, a été prévu au bordereau de soumission pour toutes autres dépenses accessoires jugées pertinentes dans le cadre du mandat.

JUSTIFICATION

À la suite de l'appel d'offres public, il y a eu neuf (9) preneurs du cahier des charges sur le site SÉAO et cinq (5) soumissions ont été déposées. La liste des preneurs se trouve dans l'intervention du Service de l'approvisionnement.
Les motifs de désistement des quatre (4) preneurs sont les suivants :

- Un (1) s'est désisté mentionnant un carnet de commandes complet.
- Trois (3) n'ont pas retourné de réponse.

Le comité de sélection composé de trois (3) membres a siégé le 18 juillet 2017. Quatre (4) propositions ont été jugées recevables et ont été analysées par le comité de sélection. La proposition de la firme Haute sécurité et investigation inc. a été jugée non conforme parce que le prix de sa soumission était inclus dans son enveloppe no.1. Après établissement des pointages finaux, le comité de sélection recommande que le mandat soit accordé au soumissionnaire ayant obtenu le plus haut pointage final, soit la firme Experts Geoconseils

inc.

Le comité de sélection en est arrivé aux résultats présentés au tableau suivant.:

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Prix de base (taxes incluses)	Autre (taxes incluses)	Total
Experts Geoconseils inc.	78,8	0,1482	7 904 473,62 $	790 447,38 $	8 694 921,00 $
Brûlé, Murray et associés inc.	76,8	0,1231	9 366 691,32 $	936 669,13 $	10 303 360,45 $
IGF Axiom inc.	79,7	0,1214	9 709 811,21 $	970 981,12 $	10 680 792,33 $
CIMA+	77,8	0,0905	12 839 189,27 $	1 283 918,92 $	14 123 108,19 $
Dernière estimation réalisée à l'interne			9 976 449,77 $	997 644,94 $	10 974 094,71 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)*					(2 279 173,71 $)
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					(20,77 %)
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)*					1 608 439,45 $
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*					18,50 %

Le soumissionnaire ayant obtenu la plus haute note finale, Experts Geoconseils inc., a présenté une offre avec un écart favorable de -20,77 % (-2 279 173,71 $) par rapport à l'estimation réalisée à l'interne. Cet écart est dû aux faits que le plus bas soumissionnaire a utilisé:

- un taux horaire uniforme de 64,95 $ sur quatre (4) années consécutives, sans indexation, comparativement aux taux anticipés lors de l'estimation, soit de 77 $ à 81 $, pour les quatre (4) années du contrat;
- un facteur de majoration de 1,23 pour les heures supplémentaires, au lieu de 1,5 qui est le facteur généralement reconnu.

Par ailleurs le contrat à octroyer représente une dépense 2,45 fois plus élevée que celle qui avait été consentie en 2014. Les principales raisons de cette augmentation sont :

- L'ancien contrat était pour requérir les services de quatre (4) agents au maximum tandis que le présent contrat en requiert dix (10);
- la quantité d'heures a été ajustée pour être plus réaliste au niveau du nombre d'heures dans une semaine de travail (40 heures régulières et 10 heures en temps supplémentaires) : l'ancien contrat comportait un total de 35 200 heures tandis que le

nouveau contrat en comporte 101 000;
- de plus, nous bénéficions d'un taux horaire non indexé (64,95 $/heure) pendant toute la durée du contrat, inférieur à celui que nous avions eu pour l'année 1 du contrat en cours (75,00 $).

Les validations requises à l'effet que le soumissionnaire recommandé ne fait pas partie de la liste du Registre des entreprises non admissibles (RENA) ont été faites. La compagnie a également fourni l'attestation de Revenu Québec en date du 13 juin 2017 avec sa soumission, laquelle sera validée de nouveau au moment de l'octroi du contrat.

Ce contrat est visé par la *Loi sur l'intégrité en matière des contrats publics (LIMCP),* en vertu du décret 435-2015 du Gouvernement du Québec, entrée en vigueur le 2 novembre 2015. Le soumissionnaire recommandé, Experts Geoconseils inc. détient une autorisation de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF), en date du 2017-04-04, portant le numéro 2017-CSPM-1021142 valide jusqu'au 2019-11-27, une copie est jointe au présent dossier.

En vertu du Règlement sur la commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008), le dossier sera soumis à ladite commission pour étude, parce que la valeur du contrat est de plus de 1 M$ et qu'il existe un écart de plus de 20 % entre l'estimation effectuée et la soumission recommandée.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total du contrat à accorder est de 8 694 921,00 $, taxes incluses, comprenant le prix de base d'un montant de 7 904 473,62$, taxes incluses, ainsi qu'un montant de 790 447,38 $, taxes incluses, pour dépenses admissibles.
La dépense de 8 694 921,00$, taxes incluses, représente un coût net de 7 939 621,82 $, lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la « *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations ».*

Cette dépense sera financée par l'emprunt à la charge de l'agglomération à moins de disponibilité de la réserve.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Pratiquer une gestion responsable des ressources :

Les projets de mise à niveau des infrastructures de production et de distribution d'eau potable visent à assurer une eau potable de qualité exemplaire, en quantité suffisante et au meilleur coût financier et environnemental possible pour le mieux être des citoyens de l'agglomération de Montréal.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant que ce mandat ne soit pas accordé, la Ville ne pourrait pas assumer ses responsabilités en rapport avec la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* et serait en infraction. Elle s'exposerait à des sanctions par la CNESST et à des fermetures de chantiers qui ouvriraient la porte à des réclamations par les entrepreneurs en construction adjudicataires.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ce dossier ne comporte aucun enjeu de communication, tel que convenu avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Commission permanente sur l'examen des contrats : 13 septembre 2017
Octroi de contrat : Septembre 2017
Début du contrat : Hiver 2017-2018
Fin du contrat : Septembre 2021 ou épuisement des fonds.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Aicha ZAMPALEGRE)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Robert NORMANDEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sophie VOYER, Service des communications
Marie DESORMEAUX, Service des communications

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2017-08-03
Marquis HOULE Cadre sur mandat - Service de l'eau - Direction de l'eau potable - Projets majeurs	Jean-Christophe DAME Chef de section en remplacement de Marie-Josée Girard Chef de division - Projets majeurs
Tél : 514-872-5544 **Télécop. :** 514-872-2898	**Tél :** 514 872 4638 **Télécop. :**

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

André MARSAN
Directeur de l'eau potable
Tél : 514 872-5090
Approuvé le : 2017-08-15

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2017-08-17

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 ;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET :

Experts Géoconseils inc, personne morale ayant sa principale place d'affaires au 1250 Boul. René-Lévesque O. suite 2200 H3B 4W8, agissant et représentée par M. Mohamed Kheidri, ing., Ph.D., dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

Ci-après appelé le « **CONTRACTANT** »

N° d'inscription T.P.S. : 1216271145
N° d'inscription T.V.Q. : 826439251

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient:

1.1 « **Directeur** » : la directrice du Service de l'eau ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : les termes de référence pour services professionnels, en date du 5 juin 2017 relatifs à Services professionnels d'agents de sécurité sur les chantiers de construction dans le cadre de travaux de la Direction de l'eau potable de la Ville de Montréal ;

1.3 « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le Contractant le 21 juin 2017.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, à fournir les services professionnels d'agents de sécurité sur les chantiers de construction dans le cadre de travaux de la Direction de l'eau potable de la Ville de Montréal.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

6.9 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Directeur, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de huit millions six cents quatre-vingt-quatorze mille neuf cent vingt et un dollars (8 694 921 $), couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable comme suit : Selon les indications des termes de référence.

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant :

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 **HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.6 **LIEN D'EMPLOI**

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier de la Ville

Le e jour de 20

Experts Géoconseils inc.

Par : _____
M. Mohamed Kheidri ing., Ph. D

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 4 avril 2017

EXPERTS GEOCONSEILS INC.
A/S MONSIEUR MOHAMED SALAH KHEIDRI
2220, RUE DES MIGRATIONS
SAINT-LAURENT (QC) H4R 0G9

N° de décision : 2017-CPSM-1021142
N° de client : 2700035690

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). EXPERTS GEOCONSEILS INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **27 novembre 2019** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1176671001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Projets majeurs , -
Objet :	Accorder un contrat à Experts Geoconseils inc. pour les services professionnels d'agents de sécurité sur les chantiers de construction de la Direction de l'eau potable, pour une somme maximale de 8 694 921 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-16073 - (5 soumissionnaires) / Approuver le projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

tableau 17-16073.pdf17-16073- Det Cah Final.pdfint. octroi 17-16073.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Robert NORMANDEAU
Agent d'approvisionnement
Tél : 514 868 3709

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-08

Danielle CHAURET
Chef de section
Tél : 514 872-1027
Division : Service de l'approvisionnement ,

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 17-16073 — No du GDD : 1176671001

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels d'agents de sécurité sur les chantiers de construction dans le cadre de travaux de la Direction de l'eau potable de la Ville de Montréal

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 5 - 6 - 2017

Ouverture originalement prévue le : 21 - 6 - 2017

Ouverture faite le : 21 - 6 - 2017

Date du comité de sélection : 18 - 7 - 2017

Nombre d'addenda émis durant la période : 0

Date du dernier addenda émis : - -

Délai total accordé aux soumissionnaires : 15 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 9

Nbre de soumissions reçues : 5

% de réponses : 55,56

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de rejets : 20

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
Haute sécurité et investigation inc	administratif (prix enveloppe no 1)

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 18 - 12 - 2017

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 18 - 12 - 2017

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Expert Géoconseil inc.	8 694 921,00	√	
Cima +	14 123 108,19		
Brulé Murray et associés inc.	10 303 360,45		
IGF Axiom inc.	10 680 792,33		

Information additionnelle

Des quatre firmes n'ayant pas soumis d'offre, une s'est désistée mentionnant un carnet de commandes complet et trois (3) n'ont pas retouner de formulaire de désistement.

Préparé par : Robert Normandeau — Le 7 - 8 - 2017

17-16073 - Services professionnels d'agents de sécurité sur les chantiers de construction dans le cadre de travaux de la Direction de l'eau potable de la Ville de Montréal

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Méthodologie proposée 10%	Expérience et expertise de la firme dans les travaux semblables 15%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Qualification et expérience du chargé de projet 30%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Expert Geoconseils inc.	3,00	8,67	8,00	11,83	24,33	23,00	78,8	8 694 921,00 $	0,1482	1
Cima +	4,00	9,00	8,67	12,83	20,00	23,33	77,8	14 123 108,19 $	0,0905	4
Brulé Murray et associés inc.	3,67	8,33	8,67	12,17	21,67	22,33	76,8	10 303 360,45 $	0,1231	2
IGF axiom inc.	4,50	7,67	7,67	12,50	24,67	22,67	79,7	10 680 792,33 $	0,1214	3
0							-		-	

Agent d'approvisionnement	Robert Normandeau

Comité	
Date	mardi 18-07-2017
Heure	13h30
Lieu	255 Crémazie Est, 4ième étage

Multiplicateur d'ajustement
10000

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 17-16073
Numéro de référence : 1079940
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services professionnels d'agents de sécurité sur les chantiers de construction dans le cadre de travaux de la Direction de l'eau potable de la Ville de Montréal

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Brulé, Murray et associés inc. 65 Bois-Joli Saint-Boniface-de-Shawinigan, QC, G0X 2L0 NEQ : 1167444778	Monsieur Raymond Brulé Téléphone : 819 535-5853 Télécopieur : 819 535-1492	**Commande : (1300236)** 2017-06-06 10 h 40 **Transmission :** 2017-06-06 10 h 40	Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Cima+s.e.n.c. 3400, boul. du souvenir bureau 600 Laval, QC, H7V 3Z2 http://www.cima.ca NEQ : 3340563140	Madame Linda Fontaine Téléphone : 514 337-2462 Télécopieur : 514 281-1632	**Commande : (1299910)** 2017-06-05 16 h 34 **Transmission :** 2017-06-05 16 h 34	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Experts Geoconseils 1250, boul. René-Lévesque Ouest, Suite 2200 Montréal, QC, H3B 4W8 http://expertsgeoconseils.com NEQ : 1166516261	Madame nouha cherif Téléphone : 514 968-8564 Télécopieur : 514 934-4640	**Commande : (1299617)** 2017-06-05 11 h 53 **Transmission :** 2017-06-05 11 h 53	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐	Gardium Sécurité 136C, rue St-Laurent Saint-Eustache, QC, J7P 5G1 http://www.gardium.com NEQ : 1160955648	Monsieur Denis Beaudin Téléphone : 450 974-9989 Télécopieur :	**Commande : (1300038)** 2017-06-06 8 h 22 **Transmission :** 2017-06-06 8 h 22	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Groupe de sécurité Garda SENC 1160 rue Valet L'anc.-Lorette Québec, QC, G2E 5Y9 http://www.garda.ca NEQ : 3368599133	Madame Isabelle Poitras Téléphone : 418 627-0088 Télécopieur : 418 627-4992	**Commande : (1300903)** 2017-06-07 10 h 04 **Transmission :** 2017-06-07 10 h 04	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Haute sécurité investigation inc 6520 Rue Beaubien Est, suite 105 Montréal, QC, H1M1A9 http://www.hautesecuriteinvest.com NEQ : 1165583106	Monsieur Jean Junior Joanis Téléphone : 514 587-6088 Télécopieur :	**Commande : (1299957)** 2017-06-05 19 h 43 **Transmission :** 2017-06-05 19 h 43	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	IGF axiom inc 4125 AUTOROUTE DES LAURENTIDES Laval, QC, H7L 5W5 NEQ : 1147455431	Madame Marie Ainey Téléphone : 514 645-3443 Télécopieur : 450 688-9879	**Commande : (1300770)** 2017-06-07 8 h 46 **Transmission :** 2017-06-07 8 h 46	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Neptune Security Services Inc 1250 Boul. Rene-levesque Ouest, Porte 2200 Montréal, QC, H3B4W8 http://www.neptune-security.com NEQ : 1168627108	Monsieur J. Garfield Téléphone : 1855 445-8048 Télécopieur : 1866 608-0807	**Commande : (1299638)** 2017-06-05 12 h 26 **Transmission :** 2017-06-05 12 h 26	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	SSTConsultants 1699 boulevard frontenac e Thetford Mines, QC, G6G6P6 http://www.sstconsultants.ca NEQ : 1166660788	Monsieur Sébastien Mercier Téléphone : 418 614-2625 Télécopieur :	**Commande : (1302029)** 2017-06-08 16 h 07 **Transmission :** 2017-06-08 16 h 07	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

- Aide en ligne
- Formation en ligne
- Glossaire
- Plan du site
- Accessibilité
- UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

- Grille des tarifs
- Contactez-nous
- Nouvelles
- Marchés publics hors Québec
- Registre des entreprises non admissibles
- Autorité des marchés financiers

À propos

- À propos de SEAO
- Info sur Constructo
- Conditions d'utilisation
- Polices supportées

Partenaires

© 2003-2017 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1176671001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Projets majeurs , -
Objet :	Accorder un contrat à Experts Geoconseils inc. pour les services professionnels d'agents de sécurité sur les chantiers de construction de la Direction de l'eau potable, pour une somme maximale de 8 694 921 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-16073 - (5 soumissionnaires) / Approuver le projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Information_comptable_DEP_1176671001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Aicha ZAMPALEGRE
Fanny Lalonde-Gosselin
Préposée au budget
Tél : 514 872-0893

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-09

Leilatou DANKASSOUA
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-2648
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
MANDAT

Dossier # : 1176671001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Projets majeurs , -
Objet :	Accorder un contrat à Experts Geoconseils inc. pour les services professionnels d'agents de sécurité sur les chantiers de construction de la Direction de l'eau potable, pour une somme maximale de 8 694 921 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-16073 - (5 soumissionnaires) / Approuver le projet de convention à cette fin.

Numéro du mandat
SMCE176671001

Date du mandat
2017-08-30

Objet du mandat

Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats

Type de mandat

Commission sur l'examen des contrats

VU le Règlement sur la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008);

VU la résolution CG11 0082 qui détermine les critères de sélection des contrats qui doivent être soumis à la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats;

VU que le contrat est d'une valeur de plus de 1 M$ et qu'il présente un écart de plus de 20 % entre l'estimation effectuée et le prix soumis par l'adjudicataire.

Le comité exécutif, après avoir pris connaissance du dossier décisionnel 1176671001, mandate la Commission sur l'examen des contrats afin d'étudier ce dossier.

Signé le : 2017-08-30

Jean-François MILOT

_____

Chef de division soutien aux instances

Dossier # :1176671001

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Commission permanente sur l'examen des contrats

La commission :

Présidente

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Vice-présidentes

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Membres

Mme Dida Berku
Ville de Côte-Saint-Luc

M. Richard Celzi
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Marie Cinq-Mars
Arrondissement d'Outremont

M. Richard Deschamps
Arrondissement de LaSalle

M. Marc-André Gadoury
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Luc Gagnon
Arrondissement de Verdun

M. Manuel Guedes
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 28 septembre 2017

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE176671001

Accorder un contrat à Experts Geoconseils inc. pour les services professionnels d'agents de sécurité sur les chantiers de construction de la Direction de l'eau potable, pour une somme maximale de 8 694 921 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-16073 - (5 soumissionnaires) / Approuver le projet de convention à cette fin.

(ORIGINAL SIGNÉ)

Émilie Thuillier
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE176671001
Accorder un contrat à Experts Geoconseils inc. pour les services professionnels d'agents de sécurité sur les chantiers de construction de la Direction de l'eau potable, pour une somme maximale de 8 694 921 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-16073 - (5 soumissionnaires) / Approuver le projet de convention à cette fin.

À sa séance du 30 août 2017, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce dossier répondait au critère suivant :

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ présentant un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.*

Le 13 septembre 2017, les membres de la commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus relativement au mandat confié. Des représentants du Service de l'eau et du Service de l'approvisionnement ont répondu aux questions des membres de la commission.

Les membres ont bien compris que l'adjudicataire proposé avait déposé une offre très compétitive témoignant de son intérêt pour ce contrat. Les membres pont été aussi rassurés de constater que l'adjudicataire avait obtenu une très bonne note pour l'évaluation qualitative de sa soumission.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service de l'eau et du Service de l'approvisionnement pour leurs interventions lors de la séance de travail de la commission. La commission adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération à savoir :

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ présentant un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE176671001 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.80

2017/09/28 17:00

(2)

Dossier # : 1177438015

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction , Division Performance TI et sourçage
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure six (6) contrats de services professionnels avec les firmes suivantes : Cofomo inc (lot 1 au montant de 507 039,75 $, taxes incluses, et lot 2 au montant de 1 263 000,38 $, taxes incluses), Bell Canada (lot 3 au montant de 1 086 513,75 $, taxes incluses), et Conseillers en gestion en informatique CGI inc (lot 4 au montant de 1 923 646,73 $, taxes incluses, lot 5 au montant de 973 723,28 $, taxes incluses et lot 6 au montant de 1 488 523,84$, taxes incluses), pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services en architecture TI (architecture, analyse de marché et gestion du portefeuille d'actifs TI) et en sécurité TI (Certification, gouvernance, audits et technologies de sécurité) / Appel d'offres 17-16218 - cinq (5) soumissionnaires au total / Approuver les projets de convention à cette fin

Il est recommandé :

1. de conclure six (6) contrats, d'une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de services spécialisés en architecture TI (architecture, analyse de marché et gestion du portefeuille d'actifs TI) et en sécurité TI (Certification, gouvernance, audits et technologies de sécurité);
2. d'approuver les projets de convention de services professionnels par lesquels les firmes ci-après désignées ayant obtenu les plus hauts pointages en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville les services spécialisés requis à cette fin, pour les sommes maximales inscrites à l'égard de chacune d'elles, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public N°17-16218 et selon les termes et conditions stipulés aux projets de conventions;

Firme	Description	Montant
Cofomo Inc.	Lot 1 - Service d'analyse de marché	507 039,75 $
Cofomo Inc.	Lot 2 - Services d'architecture TI spécialisés en gestion du portefeuille d'actifs TI	1 263 000,38 $

Bell Canada	Lot 3 - Services d’architecture TI spécialisés en technologies des télécommunications	1 086 513,75 $
Conseillers en gestion et informatique CGI Inc.	Lot 4 - Services d’architecture TI spécialisés en technologies de création et gestion de centre de données et en infonuagique	1 923 646,73 $
Conseillers en gestion et informatique CGI Inc.	Lot 5 - Services en sécurité de l’information - certification / gouvernance et audits	973 723,28 $
Conseillers en gestion et informatique CGI Inc.	Lot 6 - Services de déploiement, d’exploitation et de configuration d’outils technologiques de sécurité de l’information	1 488 523,84 $

3. d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget du Service des technologies de l'information, et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-08-28 10:40

Signataire : Alain DG MARCOUX

_____

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1177438015**
Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction , Division Performance TI et sourçage
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure six (6) contrats de services professionnels avec les firmes suivantes : Cofomo inc (lot 1 au montant de 507 039,75 $, taxes incluses, et lot 2 au montant de 1 263 000,38 $, taxes incluses), Bell Canada (lot 3 au montant de 1 086 513,75 $, taxes incluses), et Conseillers en gestion en informatique CGI inc (lot 4 au montant de 1 923 646,73 $, taxes incluses, lot 5 au montant de 973 723,28 $, taxes incluses et lot 6 au montant de 1 488 523,84$, taxes incluses), pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services en architecture TI (architecture, analyse de marché et gestion du portefeuille d'actifs TI) et en sécurité TI (Certification, gouvernance, audits et technologies de sécurité) / Appel d'offres 17-16218 - cinq (5) soumissionnaires au total / Approuver les projets de convention à cette fin

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre de la refonte majeure des technologies de l'information à la Ville de Montréal (Ville), le Service des TI a mis en place plusieurs axes stratégiques dont la réalisation d'une architecture d'entreprise TI et la mise en place d'un programme de sécurité et de continuité TI.
La réalisation de l'architecture d'entreprise TI, présentement en cours, permet de produire l'état actuel des actifs TI, d'établir une feuille de route de réalisation des solutions TI requises au PTI et est ainsi primordiale pour soutenir les activités d'architecture dans chaque projet. À ce titre, des services d'appoint spécialisés en architecture TI sont requis tant pour l'architecture de solution, l'analyse de marché que la gestion du portefeuille des actifs TI.

La mise en place du programme de sécurité et de continuité TI permet d'implanter une stratégie unifiée et intégrée de la sécurité à la Ville et un cadre de continuité informatique. Des services spécialisés d'appoint en sécurité sont ainsi nécessaires dans la réalisation des projets TI tant pour la réalisation d'audits de sécurité que le déploiement et la configuration des outils technologiques de sécurité.

C'est dans ce contexte que la Ville a lancé l'appel d'offres 17-16218. Cet appel d'offres, publié dans le journal Le Devoir et sur le site électronique d'appel d'offres SÉAO, a débuté le 05 juillet 2017 pour se terminer le 31 juillet 2017. La durée de la publication a été de 25

jours. Le délai de validité des soumissions est de 220 jours de la date du dépôt des soumissions.

Dans le cadre de cet appel d'offres, 3 addenda ont été publiés :

No. addenda	Date de publication	Nature
1	13 juillet 2017	Report de la date de dépôt des soumissions au 31 juillet 2017, initialement prévue le 24 juillet 2017, à la suite de la demande de plusieurs preneurs de cahier des charges, ainsi que le remplacement du bordereau de soumission.
2	17 juillet 2017	Remplacement de la clause administrative particulière 14 et réponses aux questions du marché.
3	26 juillet 2017	Réponses aux questions du marché.

Conclure six (6) contrats de services professionnels avec les firmes suivantes, soit Cofomo inc (lot 1 au montant de 507 039,75 $, taxes incluses, et lot 2 au montant de 1 263 000,38 $, taxes incluses), Bell Canada (lot 3 au montant de 1 086 513,75 $, taxes incluses), et Conseillers en gestion en informatique CGI inc (lot 4 au montant de 1 923 646,73 $, taxes incluses, lot 5 au montant de 973 723,28 $, taxes incluses et lot 6 au montant de 1 488 523,84$, taxes incluses), pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services en architecture TI (architecture, analyse de marché et gestion du portefeuille d’actifs TI) et en sécurité TI (Certification, gouvernance, audits et technologies de sécurité), et approuver les projets de convention à cette fin

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DA171805001 - 10 avril 2017 - Approuver la grille d'évaluation qui sera utilisée dans le cadre de futurs appels d'offres pour obtenir des services professionnels en informatique, dans le but de supporter la réalisation de différents projets du Service des technologies de l'information.
CE16 2040 - 14 décembre 2016 - Accorder un contrat de services professionnels à RHEA Québec Inc. pour faire l'évaluation de l'état de la sécurité des environnements informatiques et de communications du Service de l'eau, définir une architecture de sécurité et produire un plan directeur sectoriel de sécurité pour les technologies supportant la production, la distribution de l'eau potable et le traitement des eaux usées dans les usines, pour une somme maximale de 194 882,63$, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15530 - (6 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin

DESCRIPTION

Le présent dossier concerne six (6) lots d’entente-cadre de prestation de services en analyse de marché, en architecture TI et en sécurité de l’information.

Plus précisément, les éléments couverts par le contrat sont :

Description des lots	Principaux consommateurs des lots

Lot 1 - Service d'analyse de marché : Mandats d'analyse de marché afin de bien cibler les solutions technologiques existantes pour l'ensemble des services de la Ville.	Pour les solutions technologiques des projets TI, notamment : 68111 – Modernisation télécommunications; 70500 – Bureau de demain; 60006 – Investissements Ville intelligente et numérique.
Lot 2 - Services d'architecture TI spécialisés en gestion du portefeuille d'actifs TI : Mise en place de normes reconnues en termes de gestion d'actifs TI et de solutions optimales permettant de respecter ces normes. L'objectif est de minimiser les risques et réduire les coûts associés à la gestion des actifs TI de la Ville.	Ces projets bénéficieront particulièrement du lot: 60090 – Plateforme de gestion de projets et de portefeuilles TI; 61000 – Modernisation des services TI; 68122 – Gestion des services aux utilisateurs; 71750 – Système de gestion des actifs municipaux; 60006 – Couverture sans fil étendu; 78043 – Capacité, performance, outils d'automatisation du réseau de télécommunication.
Lot 3 - Services d'architecture TI spécialisés en technologies des télécommunications : Développement, implantation et intégration des nouvelles solutions technologiques (logiciel et matériel) requises pour répondre aux besoins d'infrastructure réseautique (physique ou virtuelle) de la Ville.	Ces projets bénéficieront particulièrement du lot: 68008 – SERAM système évolué de radiocommunication de l'agglomération de Montréal; 68111 – Modernisation télécommunications; 78010 – Mise en place du WI-FI corporatif; 78032 – Communications numériques; 78043 – Capacité, performance, outils et automatisation du réseau de télécom; 78054 – Robustesse du réseau de télécommunications .
Lot 4 - Services d'architecture TI spécialisés en technologies de création et gestion de centres de données et en infonuagique :	L'ensemble des projets futurs bénéficiera du lot, dont notamment : 70190 - Présence numérique - Fondation; 70900 - Gestion de la capacité des serveurs; 68111 - Modernisation télécommunications; 78021 - Mise en place du centre d'opérations réseau et du laboratoire.
Lot 5 : Services en sécurité de l'information - certification / gouvernance et audits pour qualifier adéquatement le niveau de sécurité et de protection relié aux systèmes informatiques supportant les processus d'affaires critiques ou stratégiques exploités à la Ville.	L'ensemble des projets TI supportant des processus d'affaires critiques ou stratégiques exploités à la Ville bénéficiera du lot, dont notamment : 70150 – Remplacement du portail Web de la Ville 70025 – Cour municipale numérique 74250 – Système de gestion des ressources humaines 68255 – Gestion des identités
Lot 6 : Services de déploiement, d'exploitation et de configuration d'outils technologiques de sécurité de l'information	Mise en place de technologies de sécurité permettant de rehausser globalement le niveau de sécurité du réseau et des actifs informatiques de la Ville, le tout aligné sur la

	nouvelle architecture TI cible. Ces outils s'appliquent à tous les actifs et constituent des outils requis pour chaque nouveau système, mais qui sont trop imposants pour être configurés à l'intérieur de chaque projet. Le principal projet qui bénéficiera de ce lot est le 60110 – Programme de sécurité et de continuité TI

La prestations de services en architecture TI et en sécurité TI , est une nouvelle approche de sourçage qui se décline comme suit :

- Gestion des mandats en prestations de services en architecture TI et en sécurité TI avec un coordonnateur de services de l'adjudicataire qui agit comme un point de contact avec la Ville et assure la coordination des mandats pour la Ville;
- Définition des requis pour des mandats spécifiques en prestations de services en architecture TI et en sécurité TI, par les ressources de la Ville pour des livrables définis, avec un budget et un échéancier établis;
- Réalisation des mandats chez l'adjudicataire qui utilise ses équipements, ses pratiques & méthodologies et qui effectue la gestion & l'administration de ses ressources afin de réaliser les livrables;
- Utilisation d'une banque d'heures par lots, pour les différents volets de prestations de services en architecture TI et en sécurité TI;
- Utilisation d'un processus d'assurance qualité pour vérifier l'atteinte des requis demandés.

À ce titre, le processus d'assurance qualité opéré par la Ville est le suivant:

Pré mandat:

- Encadrement et suivi centralisé par la division Performance TI et sourçage;
- Initiation par une demande de prestations de services en architecture TI et en sécurité TI, comprenant entre autres, la liste et la description des livrables attendus, le niveau de qualité exigé, l'enveloppe budgétaire ainsi que l'échéancier de livraison;
- Audit de pré-démarrage afin de garantir les conditions de succès du projet et du mandat;
- Rencontre de démarrage entre le fournisseur et le responsable de la Ville.

En cours de mandat:

- Rencontre de coordination et d'assurance qualité au minimum une fois par semaine pendant la prestation de services;
- Suivi de la consommation via divers rapports de gestion et validation de la facturation;
- Évaluation périodique de la qualité des livrables des mandats réalisés en prestations de services en architecture TI et en sécurité TI, par les fournisseurs;
- Rencontres de suivi avec les chargés de prestations (statuts, enjeux de performance et contractuels);
- Revues indépendantes des projets conduites par le Bureau de projets;

- Démonstration de l'atteinte des objectifs lors de la dernière rencontre d'assurance qualité.

Post mandat:

- Rencontre entre les équipes pour le transfert de connaissance et la revue finale des livrables;
- Gestion de la documentation;
- Soutien à l'exploitation lorsque requis (déboguage, corrections, rustines de sécurité);
- Évaluation globale en fin de mandat;
- Suivi de la consommation globale des ententes;
- Inventaire des leçons apprises afin d'améliorer la performance des équipes dans la prestation des services et la réalisation des projets.

Afin d'assurer la réalisation des mandats de services spécialisés en architecture TI et en sécurité TI, le Service des TI utilise un cadre de gestion de projets. Ce processus d'assurance qualité est l'une des composantes de la méthodologie de gestion de projets en vigueur au Service des TI. Le Cadre de gestion de projets prévoit des processus ainsi que des outils de gouvernance, de planification, de suivi et de contrôle qui se déclinent comme suit :

- Gouvernance de projet – L'octroi des budgets et des crédits est encadré par le Comité sectoriel des TI (CSTI) lors des points de passage d'une phase à une autre (par exemple, lors du passage de la phase de planification à la phase de réalisation);
- Planification de projet – Les projets sont planifiés dans une méthodologie de gestion de projets permettant de mesurer l'avancement des travaux, de comparer les progrès réels et les progrès prévus, et de mettre en œuvre des mesures correctives lorsque les progrès réels ne sont pas conformes aux prévisions de déroulement;
- Suivi et contrôle de projet – Des outils de suivi et contrôle permettent de produire des indicateurs de santé des projets : registre d'approbation des biens livrables, registre des approvisionnements, registre des risques, registre des points en suspens, registre des demandes de changements, registre des communications, registre des parties prenantes, etc.;
- Processus de revue indépendante des projets, programmes et portefeuille d'initiatives TI afin d'assurer la conformité des projets face aux meilleures pratiques TI au sein de la Ville;
- Gouvernance des projets prioritaires – Les projets du Service des TI identifiés comme prioritaires par l'Administration de la Ville sont suivis au Comité de coordination des projets d'envergure (CCPE).

JUSTIFICATION

Le résultat du processus d'appel d'offres a permis de conclure à un intérêt marqué du marché avec un total de dix-sept (17) preneurs de cahier des charges. De ce nombre, cinq (5) d'entre eux ont déposé une soumission sur un ou plusieurs lots, soit 29 % des preneurs, alors que douze (12) firmes n'ont pas déposé de soumission (71%). De ces douze (12) firmes, dix (10) d'entre elles ont transmis un avis de désistement au Service de l'approvisionnement. Les raisons de désistement invoquées sont:

- Ressources non disponibles pour deux (2) firmes;
- Service non offert pour quatre (4) firmes;

- Carnet de commandes est complet pour une (1) firme;
- Une (1) firme ne possède pas l'expertise nécessaire;
- Raisons diverses pour deux (2) firmes.

Toutes les firmes ayant déposé des soumissions sont déclarées conformes d'un point de vue administratif. L'évaluation des soumissions a été effectuée selon une grille de pondération et des critères d'évaluation préalablement approuvée par la direction du Service de l'approvisionnement en date du 10 avril 2017 (DA171805001). Les résultats qui découlent de cette évaluation sont les suivants :

Lot 1 : Service d'analyse de marché

Pour ce lot, un (1) soumissionnaire a déposé une offre et elle est conforme

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Prix de base	Autre (préciser)	Total
Cofomo inc.	79,6	2,56	507 039,75 $		507 039,75 $
Dernière estimation réalisée					510 000,00 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($)					(2 960,25 $)
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%)					(0,58%)

Lot 2 : Services d'architecture TI spécialisés en gestion du portefeuille d'actifs TI

Pour ce lot, un (1) soumissionnaire a déposé une offre et elle est conforme

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Prix de base	Autre (préciser)	Total
Cofomo inc.	78,4	1,02	1 263 000,38 $		1 263 000,38 $
Dernière estimation réalisée					1 150 000,00 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($)					113 000,38 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%)					9,83%

Lot 3 : Services d'architecture TI spécialisés en technologies des télécommunications

Pour ce lot, un (1) soumissionnaire a déposé une offre et elle est conforme

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Prix de base	Autre (préciser)	Total
Bell Canada.	74,8	1,15	1 086 513,75 $		1 086 513,75 $
Dernière estimation réalisée					1 035 000,00 $

Écart entre l’adjudicataire et la dernière estimation ($)	51 513,75 $
Écart entre l’adjudicataire et la dernière estimation (%)	4,98%

Lot 4 : Services d’architecture TI spécialisés en technologies de création et gestion de centre de données et en infonuagique

Pour ce lot, un (1) soumissionnaire a déposé une offre et elle est conforme

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Prix de base	Autre (préciser)	Total
Conseillers en gestion en informatique CGI inc.	83	0,69	1 923 646,73 $		1 923 646,73 $
Dernière estimation réalisée					2 070 000,00 $
Écart entre l’adjudicataire et la dernière estimation ($)					(146 353,27 $)
Écart entre l’adjudicataire et la dernière estimation (%)					(7,07%)

Lot 5 : Services en sécurité de l’information - certification / gouvernance et audits

Pour ce lot, quatre (4) soumissionnaires ont déposé une offre et elles sont conformes.

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Prix de base	Autre (préciser)	Total
Conseillers en gestion en informatique CGI inc.	85,8	1,39	973 723,28 $		973 723,28 $
En toute confiance inc / In fidem inc.	81,3	1,09	1 203 443,33 $		1 203 443,33 $
Bell Canada	72,9	1,03	1 189 991,25 $		1 189 991,25 $
Landry et associés	70,8	1,01	1 189 991,25 $		1 189 991,25 $
Dernière estimation réalisée					990 000,00 $
Écart entre l’adjudicataire et la dernière estimation ($)					(16 276,72 $)
Écart entre l’adjudicataire et la dernière estimation (%)					(1,64%)
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l’adjudicataire ($)					229 720,05 $
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l’adjudicataire (%)					23,59%
Prix moyen des offres ($)					1 139 287,28 $
Écart entre le prix moyen et la dernière estimation ($)					(50 703,97 $)
Écart entre le prix moyen et la dernière estimation (%)					15,08%

Lot 6 : Services de déploiement, d'exploitation et de configuration d'outils technologiques de sécurité de l'information

Pour ce lot, trois (3) soumissionnaires ont déposé une offre et elles sont conformes.

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Prix de base	Autre (préciser)	Total
Conseillers en gestion en informatique CGI inc.	81,3	0,88	1 488 523,84 $		1 488 523,84 $
En toute confiance inc / In fidem inc.	78,8	0,72	1 793 610,00 $		1 793 610,00 $
Bell Canada	73	0,62	1 983 318,75 $		1 983 318,75 $
Dernière estimation réalisée					1 350 000,00 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($)					138 523,84 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%)					10,26%
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($)					305 086,16 $
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%)					20,50%
Prix moyen des offres ($)					1 755 150,86 $
Écart entre le prix moyen et la dernière estimation ($)					(228 167,89 $)
Écart entre le prix moyen et la dernière estimation (%)					30,01%

On constate un écart de 10,26% entre le plus bas soumissionnaire et la dernière estimation alors qu'il y a un écart de 3,01% entre le prix moyen et la dernière estimation. On peut donc conclure que l'estime de la Ville était un peu plus bas. Il est à noter que l'approche de sourçage par prestations de services spécialisés n'a pas été utilisée auparavant pour des prestations de services en architecture TI et sécurité TI , et il est alors plus difficile de réaliser des estimations précises, ce qui explique partiellement l'écart.

Selon le Règlement sur la commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008) et de la résolution CG11 0082, le dossier sera soumis à ladite commission pour étude en vertu du critère suivant :

- Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$.

Et répondant aux conditions suivantes :

- Un seul soumissionnaire (Lot 2, 3 & 4);
- Écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme ou celui ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation (Lot 5 & Lot 6);
- Écart de plus de 20% entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.

En vertu du décret 435-2015 du Gouvernement du Québec, entré en vigueur le 2 novembre 2015, l'adjudicataire de tout contrat de services de plus de 1 M $ doit avoir une accréditation de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

- La firme Cofomo inc. a obtenu son accréditation le 27 juin 2014 et cette dernière demeure valide.
- La firme Bell Canada a obtenu son accréditation le 16 octobre 2016 et cette dernière demeure valide.
- La firme Conseillers en gestion et informatique CGI inc. a obtenu son accréditation le 17 janvier 2014 et cette dernière demeure valide.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les dépenses seront assumées au PTI et/ou au budget de fonctionnement du Service des TI pour la durée des contrats. Les prestations de services spécialisés seront utilisées au fur et à mesure de l'expression des besoins. Tous les besoins futurs de prestations de services seront régis par le processus d'autorisation de dépenses en fonction d'une entente. Les engagements budgétaires, les virements budgétaires et le partage des dépenses seront évalués à ce moment selon la nature des projets.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Dans le cadre de la réalisation de chaque projet, ces ententes permettront au Service des TI de bénéficier des impacts suivants :

- Responsabilisation des adjudicataires dans la réalisation des livrables de la Ville et le partage de risque;
- L'augmentation de la cadence de réalisation de projets;
- Possibilité de faire de la livraison "agile" avec cette approche, qui est historiquement réalisée à l'interne;
- Accroissement de la capacité de réalisation de la Ville;
- Approche complémentaire avec les autres modes de livraison, qui est mieux adaptée pour la livraison dans certaines situations.

Au niveau du PTI 2017-2019, la mise en place de ces contrats permet :

- D'assurer la transformation organisationnelle de la Ville, par l'entremise de projets d'implantation de systèmes informatiques plus modernes et plus efficients;
- De moderniser et de maintenir les actifs de plusieurs systèmes informatiques, en appui aux activités administratives de la Ville et à la prestation de services aux citoyens, ainsi que de maintenir les infrastructures et les nombreux systèmes informatiques du parc applicatif de la Ville.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Présentation du dossier au Comité exécutif : le 6 septembre 2017;

- Étude du dossier par la Commission permanente sur l'examen des contrats : le 13 septembre 2017;

- Retour du dossier au Comité exécutif : le 20 septembre 2017;
- Approbation du dossier par le Conseil municipal : le 25 septembre 2017;
- Approbation du dossier par le Conseil d'agglomération : le 28 septembre 2017.
- Rencontre de départ avec le fournisseur : octobre 2017.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Bernard BOUCHER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Michel TURCOTTE
Analyste de dossiers

Tél : 514 872-0472
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-22

Lyne PARENTEAU
Conseillère en analyse et contrôle de gestion

Tél : 514 872-5295
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvain PERRAS
Directeur du service des technologies de l'information
Tél :
Approuvé le : 2017-08-28

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 17 janvier 2014

CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.
A/S MONSIEUR BENOIT DUBÉ
1350, BOUL RENÉ-LÉVESQUE O
25 ÈME ÉTAGE
MONTRÉAL (QC) H3G 1T4

N° de décision : 2014-CPSM-1003609
N° de client : 2700035725

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- CENTRE DE SANTÉ OXYGÈNE
- CGO
- CONSEIL ET GESTION D'ORGANISATION C.G.O.
- GROUPE IST
- IST
- OPTEL
- OPTEL P.M.L. CONSEILLERS EN TÉLÉCOMMUNICATION
- OSC
- OXYGEN CORPORATE HEALTH
- OXYGEN HEALTH CENTER
- OXYGÈNE SANTÉ CORPORATIVE

une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la LCOP). CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **16 janvier 2017** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

PAR COURRIEL

Le 23 janvier 2017

CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.
A/S MONSIEUR BENOÎT DUBÉ
25E ÉTAGE, 1350, BOUL. RENÉ-LÉVESQUE O.
MONTRÉAL (QC) CANADA H3G 1T4

N° de client : 2700035725

Objet : Demande de renouvellement / Validité de l'autorisation

Monsieur,

La présente vous est transmise en votre qualité de répondant de CONSEILLERS EN GESTION INFORMATIQUE CGI INC. (« **CGI inc.** ») et concerne votre demande de renouvellement de contracter/sous-contracter avec un organisme public (la « **Demande de renouvellement** ») que vous avez transmise à l'Autorité des marchés financiers (l'« **Autorité** ») le 14 octobre 2016, en vertu de l'article 21.41 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »).

Or, tel que le prévoit l'alinéa 3 de l'article 21.41 de la LCOP, une autorisation demeure valide si la demande de renouvellement est présentée au moins 90 jours avant le terme de la durée de l'autorisation, et ce, jusqu'à ce que l'Autorité statue sur cette demande.

Compte tenu de ce qui précède et considérant que la Demande de renouvellement de CGI INC. a été soumise à l'Autorité dans les délais requis, nous vous confirmons que l'autorisation de cette dernière demeure valide, et ce, jusqu'à ce qu'une décision soit rendue sur cette demande.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés financiers

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **jeudi, 20 juillet 2017 à 19:30**

Fiche de l'entreprise

Nom : CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.
Adresse du siège social : 1350, BOUL RENÉ-LÉVESQUE O, 25 ÈME ÉTAGE, MONTRÉAL, QC, H3G 1T4, CANADA

Numéro de client à l'Autorité : 2700035725
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1160358728

Autres noms d'affaires

- CENTRE DE SANTÉ OXYGÈNE
- CGI MC
- CGO
- CONSEIL ET GESTION D'ORGANISATION C.G.O.
- CONSEILLERS CGI
- GROUPE IST
- IST
- OPTEL
- OPTEL P.M.L. CONSEILLERS EN TÉLÉCOMMUNICATION
- OSC
- OXYGEN CORPORATE HEALTH
- OXYGEN HEALTH CENTER
- OXYGÈNE SANTÉ CORPORATIVE

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information.

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 27 juin 2014

COFOMO INC.
A/S MONSIEUR ALAIN BARIBEAU
1000, RUE DE LA GAUCHETIÈRE O
BUREAU 1500
MONTRÉAL (QC) H3B 4W5

N° de décision : 2014-CPSM-1035997
N° de client : 3000290809

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la LCOP). COFOMO INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **26 juin 2017** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

COFOMO

Le présent courriel peut contenir des renseignements confidentiels. Si ce courriel vous est parvenu par mégarde, veuillez le supprimer et nous en aviser. Merci.

De : Tremblay Marie-Josée [mailto:Marie-Josee.Tremblay@lautorite.qc.ca]
Envoyé : 27 juillet 2017 14:55
À : Alain Baribeau <alain.baribeau@cofomo.com>
Objet : AMF RENOUVELLEMENT

Monsieur Baribeau,
Suite au dépôt de votre demande de renouvellement de l'autorisation, votre dossier est présentement en traitement chez nos partenaires. Nous sommes dans l'attente d'une recommandation de l'UPAC afin de pouvoir rendre une décision éclairée.
Tel que stipulé dans le communiqué émis par le Secrétaire du trésor, lorsqu'une entreprise présente une demande de renouvellement au moins 90 jours avant le terme de la durée de validité de son autorisation, elle demeure autorisée à contracter, sous réserve d'une révocation durant ce délai.
Voici le lien qui vous dirige vers la publication du Secrétaire du trésor afin d'apporter des précisions concernant le renouvellement des autorisations de contracter avec l'état émise par l'Autorité des marchés financiers.
http://www.tresor.gouv.qc.ca/faire-affaire-avec-letat/publications/info-marches-publics/bulletins/volume-18-numero-4-juin-2016/ .
Ce communiqué a été publié afin d'informer tous les acteurs de l'industrie y compris les donneurs d'ouvrages.
Je demeure disponible pour toute question de votre part.
Merci de votre précieuse collaboration.

Marie-Josée Tremblay
Agente d'autorisation aux contrats publics
Direction des contrats publics et des entreprises de services monétaires
Autorité des marchés financiers
2640, boul. Laurier, 4e étage
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337, poste 4857
Sans frais : 1 877 525-0337, poste 4857
www.lautorite.qc.ca

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Ce message peut contenir de l'information privilégiée ou confidentielle. Si ce message ne vous est pas adressé ou si vous l'avez reçu par erreur, nous vous saurions gré d'en aviser l'émetteur immédiatement et d'effacer l'original, sans en tirer de copie ni en dévoiler le contenu.

This message may contain information which is privileged or confidential. If you are not the intended recipient of this message, or if you have received it in error, please notify the sender immediately and delete the original without making a copy or disclosing its contents.

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **lundi, 21 août 2017 à 19:30**

Fiche de l'entreprise

Nom : COFOMO INC.
Adresse du siège social : 1000, RUE DE LA GAUCHETIÈRE O, BUREAU 1500, MONTRÉAL, QC, H3B 4W5, CANADA

Numéro de client à l'Autorité : 3000290809
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1142126664

Autres noms d'affaires
• Aucun

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information.

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 19 octobre 2016

LA COMPAGNIE DE TÉLÉPHONE BELL DU CANADA OU BELL CANADA
A/S MONSIEUR MIGUEL BAZ
1, CARREF ALEXANDER-GRAHAM-BELL, BUREAU A-7
VERDUN (QC) H3E 3B3

N° de décision : 2016-CPSM-1056755
N° de client : 2700007747

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous THE BELL TELEPHONE COMPANY OF CANADA OR BELL CANADA et BELL, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). LA COMPAGNIE DE TÉLÉPHONE BELL DU CANADA OU BELL CANADA demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **30 mai 2019** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 ;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET :

Bell Canada, société ayant sa principale place d'affaires au 1, carrefour Alexander-Graham-Bell, Aile B, 4e étage, Verdun (Québec), H3E 3G3, agissant et représentée par Louis Caron, Vice-président, ventes-Québec, dûment autorisé aux fins des présentes, en vertu d'une résolution de son conseil d'administration en date du 3 août 2005;

Ci-après appelée le « **CONTRACTANT** »

N° d'inscription T.P.S. : 100458652
N° d'inscription T.V.Q. : 1002969366

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient: :

1.1 « **Directeur** » : le directeur du Service des technologies de l'information ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : les documents d'appel d'offres public 17-16218, en date du 5 juillet 2017, pour services professionnels relatifs à des prestations de services en architecture TI (architecture, analyse de marché et gestion du portefeuille d'actifs TI) et en sécurité TI (Certification, gouvernance, audits et technologies de sécurité) (lot 3 – Services d'architecture TI spécialisés en technologies des télécommunications);

1.3 « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le Contractant le 31 juillet 2017.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, à fournir, sur demande, des prestations de services en architecture TI (architecture, analyse de marché et gestion du portefeuille d'actifs TI) et en sécurité TI (Certification, gouvernance, audits et technologies de sécurité) (lot 3 - Services d'architecture TI spécialisés en technologies des télécommunications).

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

6.9 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Directeur, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

6.10 transmettre au Directeur, selon les modalités que lui indique le Directeur, les comptes-rendus des réunions de coordination ou de chantier;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de un million quatre-vingt-six mille cinq cent treize dollars et soixante-quinze sous (1 086 513,75 $) couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable comme suit :

Les services spécialisés seront utilisés au fur et à mesure de l'expression des besoins. Par conséquent, le paiement sera effectué mensuellement à la quantité des heures travaillées à l'intérieur du mandat au taux horaire soumissionné et sur la base de factures détaillées et accompagnées des pièces justificatives

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant: :

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 **HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.6 **LIEN D'EMPLOI**

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier de la Ville

Le e jour de 20

Bell Canada

Par : _____
Louis Caron, Vice-président, ventes-Québec

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 ;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET :

Cofomo Inc., personne morale ayant sa principale place d'affaires au 1000, rue de la Gauchetière O., bureau 1500, Montréal, Québec, H3B 4W5, agissant et représentée par Sylvain Robert, Vice-Président, Groupe innovation – Accompagnement client, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée le « **CONTRACTANT** »

N° d'inscription T.P.S. : 140599713
N° d'inscription T.V.Q. : 1017754374

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient: :

1.1 « **Directeur** » : le directeur du Service des technologies de l'information ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : les documents d'appel d'offres public 17-16218, en date du 5 juillet 2017, pour services professionnels relatifs à des prestations de services en architecture TI (architecture, analyse de marché et gestion du portefeuille d'actifs TI) et en sécurité TI (Certification, gouvernance, audits et technologies de sécurité) (lot 1 – Service d'analyse de marché);

1.3 « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le Contractant le 31 juillet 2017.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, à fournir, sur demande, des prestations de services en architecture TI (architecture, analyse de marché et gestion du portefeuille d'actifs TI) et en sécurité TI (Certification, gouvernance, audits et technologies de sécurité) (lot 1 – Service d'analyse de marché);

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

6.9 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Directeur, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

6.10 transmettre au Directeur, selon les modalités que lui indique le Directeur, les comptes-rendus des réunions de coordination ou de chantier;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de cinq cent sept mille trente-neuf dollars et soixante-quinze sous (507 039,75 $) couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable comme suit :

Les services spécialisés seront utilisés au fur et à mesure de l'expression des besoins. Par conséquent, le paiement sera effectué mensuellement à la quantité des heures travaillées à l'intérieur du mandat au taux horaire soumissionné et sur la base de factures détaillées et accompagnées des pièces justificatives

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant: :

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée

contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 **HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.6 **LIEN D'EMPLOI**

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier de la Ville

Le e jour de 20

Cofomo Inc.

Par : _____
Sylvain Robert, Vice-président, Groupe innovation – Accompagnement client

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 ;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET :

Cofomo Inc., personne morale ayant sa principale place d'affaires au 1000, rue de la Gauchetière O., bureau 1500, Montréal, Québec, H3B 4W5, agissant et représentée par Sylvain Robert, Vice-Président, Groupe innovation – Accompagnement client, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée le « **CONTRACTANT** »

N° d'inscription T.P.S. : 140599713
N° d'inscription T.V.Q. : 1017754374

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient: :

1.1 « **Directeur** » : le directeur du Service des technologies de l'information ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : les documents d'appel d'offres public 17-16218, en date du 5 juillet 2017, pour services professionnels relatifs à des prestations de services en architecture TI (architecture, analyse de marché et gestion du portefeuille d'actifs TI) et en sécurité TI (Certification, gouvernance, audits et technologies de sécurité) (lot 2 – Services d'architecture TI spécialisés en gestion du portefeuille d'actifs TI);

1.3 « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le Contractant le 31 juillet 2017.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, à fournir, sur demande, des prestations de services en architecture TI (architecture, analyse de marché et gestion du portefeuille d'actifs TI) et en sécurité TI (Certification, gouvernance, audits et technologies de sécurité) (lot 2 – Services d'architecture TI spécialisés en gestion du portefeuille d'actifs TI);

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

6.9 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Directeur, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

6.10 transmettre au Directeur, selon les modalités que lui indique le Directeur, les comptes-rendus des réunions de coordination ou de chantier;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de un million deux cent soixante-trois mille dollars et trente-huit sous (1 263 000,38 $) couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable comme suit :

Les services spécialisés seront utilisés au fur et à mesure de l'expression des besoins. Par conséquent, le paiement sera effectué mensuellement à la quantité des heures travaillées à l'intérieur du mandat au taux horaire soumissionné et sur la base de factures détaillées et accompagnées des pièces justificatives

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant: :

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée

contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 **HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.6 **LIEN D'EMPLOI**

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier de la Ville

Le e jour de 20

Cofomo Inc.

Par : _____
Sylvain Robert, Vice-président, Groupe innovation – Accompagnement client

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 ;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET :

Conseillers en gestion et informatique CGI Inc., personne morale ayant sa principale place d'affaires au 1350, Boul. René-Lévesque O. 25e étage, Montréal, Québec, H3G 1T4, agissant et représentée par Jonathan St-Cyr, Directeur, services-conseils, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée le « **CONTRACTANT** »

N° d'inscription T.P.S. : 887704542
N° d'inscription T.V.Q. : 1020090517

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient: :

1.1 « **Directeur** » : le directeur du Service des technologies de l'information ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : les documents d'appel d'offres public 17-16218, en date du 5 juillet 2017, pour services professionnels relatifs à des prestations de services en architecture TI (architecture, analyse de marché et gestion du portefeuille d'actifs TI) et en sécurité TI (Certification, gouvernance, audits et technologies de sécurité) (lot 4 – Services d'architecture TI spécialisés en technologies de création et gestion de centre de données et en infonuagique);

1.3 « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le Contractant le 31 juillet 2017.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, à fournir, sur demande, des prestations de services en architecture TI (architecture, analyse de marché et gestion du portefeuille d'actifs TI) et en sécurité TI (Certification, gouvernance, audits et technologies de sécurité) (lot 4 – Services d'architecture TI spécialisés en technologies de création et gestion de centre de données et en infonuagique);

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

6.9 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Directeur, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

6.10 transmettre au Directeur, selon les modalités que lui indique le Directeur, les comptes-rendus des réunions de coordination ou de chantier;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de un million neuf cent vingt-trois mille six cent quarante-six dollars et soixante-treize sous (1 923 646,73$) couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable comme suit :

Les services spécialisés seront utilisés au fur et à mesure de l'expression des besoins. Par conséquent, le paiement sera effectué mensuellement à la quantité des heures travaillées à l'intérieur du mandat au taux horaire soumissionné et sur la base de factures détaillées et accompagnées des pièces justificatives

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant: :

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée

contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 **HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.6 **LIEN D'EMPLOI**

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier de la Ville

Le e jour de 20

Conseillers en gestion et informatique CGI Inc.

Par : _____
Jonathan St-Cyr, Directeur, services-conseils

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 ;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET :

Conseillers en gestion et informatique CGI Inc., personne morale ayant sa principale place d'affaires au 1350, Boul. René-Lévesque O. 25e étage, Montréal, Québec, H3G 1T4, agissant et représentée par Jonathan St-Cyr, Directeur, services-conseils, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée le « **CONTRACTANT** »

N° d'inscription T.P.S. : 887704542
N° d'inscription T.V.Q. : 1020090517

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient: :

1.1 « **Directeur** » : le directeur du Service des technologies de l'information ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : les documents d'appel d'offres public 17-16218, en date du 5 juillet 2017, pour services professionnels relatifs à des prestations de services en architecture TI (architecture, analyse de marché et gestion du portefeuille d'actifs TI) et en sécurité TI (Certification, gouvernance, audits et technologies de sécurité) (lot 5 – Services en sécurité de l'information – certification / gouvernance et audits);

1.3 « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le Contractant le 31 juillet 2017.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, à fournir, sur demande, des prestations de services en architecture TI (architecture, analyse de marché et gestion du portefeuille d'actifs TI) et en sécurité TI (Certification, gouvernance, audits et technologies de sécurité) (lot 5 – Services en sécurité de l'information – certification / gouvernance et audits);

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

6.9 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Directeur, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

6.10 transmettre au Directeur, selon les modalités que lui indique le Directeur, les comptes-rendus des réunions de coordination ou de chantier;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de neuf cent soixante-treize mille sept cent vingt-trois dollars et vingt-huit sous (973 723,28) couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable comme suit :

Les services spécialisés seront utilisés au fur et à mesure de l'expression des besoins. Par conséquent, le paiement sera effectué mensuellement à la quantité des heures travaillées à l'intérieur du mandat au taux horaire soumissionné et sur la base de factures détaillées et accompagnées des pièces justificatives

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant: :

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée

contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 **HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.6 **LIEN D'EMPLOI**

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier de la Ville

Le e jour de 20

Conseillers en gestion et informatique CGI Inc.

Par : _____
Jonathan St-Cyr, Directeur, services-conseils

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 ;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET :

Conseillers en gestion et informatique CGI Inc., personne morale ayant sa principale place d'affaires au 1350, Boul. René-Lévesque O. 25e étage, Montréal, Québec, H3G 1T4, agissant et représentée par Jonathan St-Cyr, Directeur, services-conseils, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée le « **CONTRACTANT** »

N° d'inscription T.P.S. : 887704542
N° d'inscription T.V.Q. : 1020090517

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient: :

1.1 « **Directeur** » : le directeur du Service des technologies de l'information ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : les documents d'appel d'offres public 17-16218, en date du 5 juillet 2017, pour services professionnels relatifs à des prestations de services en architecture TI (architecture, analyse de marché et gestion du portefeuille d'actifs TI) et en sécurité TI (Certification, gouvernance, audits et technologies de sécurité) (lot 6 – Services de déploiement, d'exploitation et de configuration d'outils technologiques de sécurité de l'information);

1.3 « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le Contractant le 31 juillet 2017.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, à fournir, sur demande, des prestations de services en architecture TI (architecture, analyse de marché et gestion du portefeuille d'actifs TI) et en sécurité TI (Certification, gouvernance, audits et technologies de sécurité) (lot 6 – Services de déploiement, d'exploitation et de configuration d'outils technologiques de sécurité de l'information);

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

6.9 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Directeur, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

6.10 transmettre au Directeur, selon les modalités que lui indique le Directeur, les comptes-rendus des réunions de coordination ou de chantier;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de un million quatre cent quatre-vingt-huit mille cinq cent vingt-trois dollars et quatre-vingt-quatre sous (1 488 523,84 $) couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable comme suit :

Les services spécialisés seront utilisés au fur et à mesure de l'expression des besoins. Par conséquent, le paiement sera effectué mensuellement à la quantité des heures travaillées à l'intérieur du mandat au taux horaire soumissionné et sur la base de factures détaillées et accompagnées des pièces justificatives

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant: :

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée

contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 **HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.6 **LIEN D'EMPLOI**

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier de la Ville

Le e jour de 20

Conseillers en gestion et informatique CGI Inc.

Par : _____
Jonathan St-Cyr, Directeur, services-conseils

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1177438015

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction , Division Performance TI et sourçage
Objet :	Conclure six (6) contrats de services professionnels avec les firmes suivantes : Cofomo inc (lot 1 au montant de 507 039,75 $, taxes incluses, et lot 2 au montant de 1 263 000,38 $, taxes incluses), Bell Canada (lot 3 au montant de 1 086 513,75 $, taxes incluses), et Conseillers en gestion en informatique CGI inc (lot 4 au montant de 1 923 646,73 $, taxes incluses, lot 5 au montant de 973 723,28 $, taxes incluses et lot 6 au montant de 1 488 523,84$, taxes incluses), pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services en architecture TI (architecture, analyse de marché et gestion du portefeuille d'actifs TI) et en sécurité TI (Certification, gouvernance, audits et technologies de sécurité) / Appel d'offres 17-16218 - cinq (5) soumissionnaires au total / Approuver les projets de convention à cette fin

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

16218 Intervention.pdf16218 Tableau lot 6.pdf16218 Tableau lot 5.pdf
16218 Tableau lot 4.pdf16218 Tableau lot 3.pdf16218 Tableau lot 2.pdf
16218 Tableau lot 1.pdf17-16218 Det Cah Final.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Bernard BOUCHER
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514-872-5290

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-24

Claude HOULE
C/S Services Professionnels et connexesl
Tél : 514-872-5282
Division : Division De L Acquisition De Biens Et Services

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 17-16218

No du GDD : 1177438015

Titre de l'appel d'offres : Prestation de services en architecture TI (architecture, analyse de marché et gestion du portefeuille d'actifs TI) et en sécurité TI (Certification, gouvernance,

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 5 - 7 - 2017

Ouverture originalement prévue le : 24 - 7 - 2017

Ouverture faite le : 31 - 7 - 2017

Date du comité de sélection : 3 - 8 - 2017

Nombre d'addenda émis durant la période : 3

Date du dernier addenda émis : 26 - 7 - 2017

Délai total accordé aux soumissionnaires : 25 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 17

Nbre de soumissions reçues : 11

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 64,71

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 220 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 8 - 3 - 2018

Date d'échéance révisée : 8 - 3 - 2018

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Cofomo inc.	507 039,75	√	1
Cofomo inc.	1 263 000,38	√	2
Bell Canada	1 086 513,75	√	3
Bell Canada	1 189 991,25		5
Bell Canada	1 983 318,75		6
Conseillers en gestiion et informatique CGI inc.	1 923 646,73	√	4
Conseillers en gestiion et informatique CGI inc.	973 723,28	√	5
Conseillers en gestiion et informatique CGI inc.	1 488 523,84	√	6
En toute confiance inc / In fidem inc.	1 076 166,00		5
En toute confiance inc / In fidem inc.	1 793 610,00		6
Landry et associés	1 189 991,25		5

Information additionnelle

Des avis de désistement reçus:
Quatre (4) firmes n'ont pas le produit ou le service.
Une (2) firme mentionne ne pas posséder les ressources disponibles.
Une (1) firme a un carnet de commandes rempli.
Une (1) firme ne possède pas l'expertise nécessaire.
Une (1) firme invoque des délais courts pour soumissionner ainsi que des services non offerts par leur firme.
Une (1) firme déclare que la charge de travail

Préparé par : Bernard Boucher Le 15 - 8 - 2017

17-16218 - Prestation de services en architecture TI (architecture, analyse de marché et gestion du portefeuille d'actifs TI) et en sécurité TI (Certification, gouvernance, audits et technologies de sécurité)
Lot 1: Service d'analyse de marché (contrat 1)

FIRME	Présentation de l'offre TI 5%	Compréhension de la demande et de la problématique 10%	Expertise du soumisionnaire et de son coordonnateur des services pour la réalisation de contrats similaires 30%	Description des processus et méthodologies 15%	Qualité du centre d'expertise 30%	Analyse de l'échantillonage des expertises spécifiques 10%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang	Comité Date	jeudi 03-08-2017
Cofomo inc.	4,13	8,00	23,75	12,25	23,25	8,25	79,6	507 039,75 $	2,56	1	Heure	13 h 00
Agent d'approvisionnement	Bernard Boucher											

17-16218 - Prestation de services en architecture TI (architecture, analyse de marché et gestion du portefeuille d'actifs TI) et en sécurité TI (Certification, gouvernance, audits et technologies de sécurité) Lot 2: Service d'architecture TI spécialisés en gestion de

FIRME	Présentation de l'offre TI 5%	Compréhension de la demande et de la problématique 10%	Expertise du soumissionnaire et de son coordonnateur des services pour la réalisation de contrats similaires 30%	Description des processus et méthodologies 15%	Qualité du centre d'expertise 30%	Analyse de l'échantillonage des expertises spécifiques 10%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang	Comité Date	jeudi 03-08-2017
Cofomo inc.	4,13	7,50	24,00	12,25	23,25	7,25	78,4	1 263 000,38 $	1,02	1	Heure	13 h 00
Agent d'approvisionnement	**Bernard Boucher**											

17-16218 - Prestation de services en architecture TI (architecture, analyse de marché et gestion du portefeuille d'actifs TI) et en sécurité TI (Certification, gouvernance, audits et technologies de sécurité) Lot 3: Service d'architecture TI spécialisés en technologies des

FIRME	Présentation de l'offre TI 5%	Compréhension de la demande et de la problématique 10%	Expertise du soumissionnaire et de son coordonnateur des services pour la réalisation de contrats similaires 30%	Description des processus et méthodologies 15%	Qualité du centre d'expertise 30%	Analyse de l'échantillonage des expertises spécifiques 10%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang	Comité Date	jeudi 03-08-2017
Bell Canada	4,25	6,75	21,00	11,25	23,75	7,75	74,8	1 086 513,75 $	1,15	1	Heure	13 h 00
Agent d'approvisionnement	**Bernard Boucher**											

17-16218 - Prestation de services en architecture TI (architecture, analyse de marché et gestion du portefeuille d'actifs TI) et en sécurité TI (Certification, gouvernance, audits et technologies de sécurité) Lot 4: Service d'architecture TI spécialisés en technologies de création et gestion de cebtre de données et en infonuagique (contrat 4)

FIRME	Présentation de l'offre TI	Compréhension de la demande et de la problématique	Expertise du soumisionnaire et de son coordonnateur des services pour la réalisation de contrats similaires	Description des processus et méthodologies	Qualité du centre d'expertise	Analyse de l'échantillonage des expertises spécifiques	Pointage intérimaire total	Prix	Pointage final		Comité	
	5%	10%	30%	15%	30%	10%	100%	$		Rang	Date	jeudi 03-08-2017
Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	4,25	8,25	24,75	12,50	25,25	8,00	83,0	1 923 646,73 $	0,69	1	Heure	13 h 00
Agent d'approvisionnement	**Bernard Boucher**											

17-16218 - Prestation de services en architecture TI (architecture, analyse de marché et gestion du portefeuille d'actifs TI) et en sécurité TI (Certification, gouvernance, audits et technologies de sécurité)

Lot 5 - Services en sécurité de l'information - certification / gouvernance et audits

FIRME	Présentation de l'offre TI 5%	Compréhension de la demande et de la problématique 10%	Expertise du soumisionnaire et de son coordonnateur des services pour la réalisation de contrats similaires 30%	Description des processus et méthodologies 15%	Qualité du centre d'expertise 30%	Analyse de l'échantillonage des expertises spécifiques 10%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Bell Canada	4,00	6,25	21,50	11,88	22,00	7,25	72,9	1 189 991,25 $	1,03	3
Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	4,25	7,50	27,75	12,50	25,50	8,25	85,8	973 723,28 $	1,39	1
En toute confiance / In Fidem inc.	4,38	7,00	25,25	11,38	24,25	9,00	81,3	1 203 443,33 $	1,09	2
Landry et associés	4,13	6,75	22,75	8,63	20,25	8,25	70,8	1 189 991,25 $	1,01	4
							-		-	

Agent d'approvisionnement	Bernard Boucher

Comité	
Date	#VALEUR!
Heure	14 h 00
Lieu	801 Brennan, Montreal

Multiplicateur d'ajustement
10000

17-16218 - Prestation de services en architecture TI (architecture, analyse de marché et gestion du portefeuille d'actifs TI) et en sécurité TI (Certification, gouvernance, audits et technologies de sécurité)

Lot 6 - Services de déploiement,

FIRME	Présentation de l'offre TI 5%	Compréhension de la demande et de la problématique 10%	Expertise du soumissionnaire et de son coordonnateur des services pour la réalisation de contrats similaires 30%	Description des processus et méthodologies 15%	Qualité du centre d'expertise 30%	Analyse de l'échantillonage des expertises spécifiques 10%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Bell Canada	4,00	6,25	21,50	12,00	22,25	7,00	73,0	1 983 318,75 $	0,62	3
Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	4,25	7,50	25,00	12,50	25,25	6,75	81,3	1 488 523,84 $	0,88	1
En toute confiance / In Fidem inc.	4,13	6,50	25,25	11,13	23,50	8,25	78,8	1 793 610,00 $	0,72	2
0							-		-	
							-		-	

Comité	
Date	mardi 08-08-2017
Heure	14 h 00
Lieu	801 Brennan, Montreal

Multiplicateur d'ajustement
10000

Agent d'approvisionnement	Bernard Boucher

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 17-16218
Numéro de référence : 1088103
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Prestation de services en architecture TI (architecture, analyse de marché et gestion du portefeuille d'actifs TI) et en sécurité TI (Certification, gouvernance, audits et technologies de sécurité)

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Accreon 414 York Street Fredericton, NB, E3B3P7 NEQ :	Madame Nadege Corcoran Téléphone : 877 260-7211 Télécopieur :	**Commande : (1313718)** 2017-07-06 14 h 41 **Transmission :** 2017-07-06 14 h 41	2792477 - 17-16218 Addenda n°1 - Report de date (devis) 2017-07-13 9 h 26 - Courriel 2792478 - 17-16218 Addenda n°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-13 9 h 26 - Téléchargement 2794425 - 17-16218 Addenda n°2 2017-07-17 16 h 15 - Courriel 2798532 - 17-16218 Addenda n°3 (devis) 2017-07-26 11 h 32 - Courriel 2798533 - 17-16218 Addenda n°3 (bordereau)

				2017-07-26 11 h 32 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Bell Canada 930, rue d'Aiguillon, RC-140 Québec, QC, G1R5M9 NEQ : 1172462849	Monsieur Philippe Robitaille Téléphone : 418 691-4039 Télécopieur : 418 691-4095	**Commande : (1313423)** 2017-07-06 10 h 06 **Transmission :** 2017-07-06 10 h 06	2792477 - 17-16218 Addenda n°1 - Report de date (devis) 2017-07-13 9 h 26 - Courriel 2792478 - 17-16218 Addenda n°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-13 9 h 26 - Téléchargement 2794425 - 17-16218 Addenda n°2 2017-07-17 16 h 15 - Courriel 2798532 - 17-16218 Addenda n°3 (devis) 2017-07-26 11 h 32 - Courriel 2798533 - 17-16218 Addenda n°3 (bordereau) 2017-07-26 11 h 32 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Cofomo inc. 1000, rue De La Gauchetière Ouest, bureau 1500 Montréal, QC, H3B 4W5 http://www.cofomo.com NEQ : 1142126664	Madame Clotilde Pignol Téléphone : 514 866-0039 Télécopieur : 514 866-0900	**Commande : (1313832)** 2017-07-06 17 h 10 **Transmission :** 2017-07-06 17 h 10	2792477 - 17-16218 Addenda n°1 - Report de date (devis) 2017-07-13 9 h 26 - Courriel 2792478 - 17-16218 Addenda n°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-13 9 h

				26 - Téléchargement 2794425 - 17-16218 Addenda n °2 2017-07-17 16 h 15 - Courriel 2798532 - 17-16218 Addenda n °3 (devis) 2017-07-26 11 h 32 - Courriel 2798533 - 17-16218 Addenda n °3 (bordereau) 2017-07-26 11 h 32 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Conseillers en Gestion et Informatique CGI inc. 1350, boul. René-Lévesque Ouest, 23e étage Montréal, QC, H3G 1T4 http://www.cgi.com NEQ : 1160358728	Monsieur Michel Blain Téléphone : 514 415-3000 Télécopieur : 514 415-3999	**Commande : (1313273)** 2017-07-06 8 h 16 **Transmission :** 2017-07-06 8 h 16	2792477 - 17-16218 Addenda n °1 - Report de date (devis) 2017-07-13 9 h 26 - Courriel 2792478 - 17-16218 Addenda n °1 - Report de date (bordereau) 2017-07-13 9 h 26 - Téléchargement 2794425 - 17-16218 Addenda n °2 2017-07-17 16 h 15 - Courriel 2798532 - 17-16218 Addenda n °3 (devis) 2017-07-26 11 h 32 - Courriel 2798533 - 17-16218 Addenda n °3 (bordereau) 2017-07-26 11 h 32 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié

				(plan) : Messagerie (Purolator)
☐	EGYDE Conseils 1995 rue Frank Carrel 316 Québec, QC, G1N4H9 http://www.egyde.ca NEQ : 1165996613	Madame Anne Labbé Téléphone : 418 670-4719 Télécopieur :	**Commande : (1313611)** 2017-07-06 13 h 16 **Transmission :** 2017-07-06 13 h 16	2792477 - 17-16218 Addenda n°1 - Report de date (devis) 2017-07-13 9 h 26 - Courriel 2792478 - 17-16218 Addenda n°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-13 9 h 26 - Téléchargement 2794425 - 17-16218 Addenda n°2 2017-07-17 16 h 15 - Courriel 2798532 - 17-16218 Addenda n°3 (devis) 2017-07-26 11 h 32 - Courriel 2798533 - 17-16218 Addenda n°3 (bordereau) 2017-07-26 11 h 32 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Ernst & Young Montréal LLP 800, boul. René-Lévesque Ouest Montréal, QC, H3B 1X9 http://www.ey.com/CA/en/Home NEQ : 3342276048	Madame Sevi Petrella Téléphone : 514 879-8199 Télécopieur :	**Commande : (1314028)** 2017-07-07 9 h 40 **Transmission :** 2017-07-07 9 h 40	2792477 - 17-16218 Addenda n°1 - Report de date (devis) 2017-07-13 9 h 26 - Courriel 2792478 - 17-16218 Addenda n°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-13 9 h 26 - Téléchargement 2794425 - 17-16218 Addenda n°2 2017-07-17 16 h 15 - Courriel 2798532 - 17-

				16218 Addenda n °3 (devis) 2017-07-26 11 h 32 - Courriel 2798533 - 17-16218 Addenda n °3 (bordereau) 2017-07-26 11 h 32 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Facilité Informatique Canada inc 5, place Ville-Marie Bureau 1045 Montréal, QC, H3B 2G2 http://www.facilite.com NEQ : 1140727687	Monsieur Samuel Lapointe Téléphone : 514 284-5636 Télécopieur : 514 284-9529	**Commande : (1315680)** 2017-07-11 14 h 30 **Transmission :** 2017-07-11 14 h 30	2792477 - 17-16218 Addenda n °1 - Report de date (devis) 2017-07-13 9 h 26 - Courriel 2792478 - 17-16218 Addenda n °1 - Report de date (bordereau) 2017-07-13 9 h 26 - Téléchargement 2794425 - 17-16218 Addenda n °2 2017-07-17 16 h 15 - Courriel 2798532 - 17-16218 Addenda n °3 (devis) 2017-07-26 11 h 32 - Courriel 2798533 - 17-16218 Addenda n °3 (bordereau) 2017-07-26 11 h 32 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Fujitsu Canada (Réception des appels d'offres) 2000, boul. Lebourgneuf Bureau 300 Québec, QC, G2K 0B8	Madame Marjolaine Giguère Téléphone : 418 840-	**Commande : (1313294)** 2017-07-06 8 h 34 **Transmission**	2792477 - 17-16218 Addenda n °1 - Report de date (devis) 2017-07-13 9 h

	http://fujitsu.com/ca NEQ : 1143039486	5100 Télécopieur : 418 840-5105	: 2017-07-06 8 h 34	26 - Courriel 2792478 - 17-16218 Addenda n °1 - Report de date (bordereau) 2017-07-13 9 h 26 - Téléchargement 2794425 - 17-16218 Addenda n °2 2017-07-17 16 h 15 - Courriel 2798532 - 17-16218 Addenda n °3 (devis) 2017-07-26 11 h 32 - Courriel 2798533 - 17-16218 Addenda n °3 (bordereau) 2017-07-26 11 h 32 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Groupe Nexio Québec, division de Groupe Nexio inc. et division de Groupe Nexio Sélect inc. 2050 rue De Bleury bureau 500 Montréal, QC, H3A 2J5 http://www.nexio.com NEQ : 1169427326	Madame Brigitte Dufour Téléphone : 514 798-3707 Télécopieur : 514 284-9002	**Commande : (1313323)** 2017-07-06 8 h 52 **Transmission :** 2017-07-06 8 h 52	2792477 - 17-16218 Addenda n °1 - Report de date (devis) 2017-07-13 9 h 26 - Courriel 2792478 - 17-16218 Addenda n °1 - Report de date (bordereau) 2017-07-13 9 h 26 - Téléchargement 2794425 - 17-16218 Addenda n °2 2017-07-17 16 h 15 - Courriel 2798532 - 17-16218 Addenda n °3 (devis) 2017-07-26 11 h 32 - Courriel 2798533 - 17-16218 Addenda n °3 (bordereau)

				2017-07-26 11 h 32 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	In Fidem inc. 415 St-Antoine bureau 400 Montréal, QC, H2Z 2B9 http://www.infidem.biz/index.html NEQ : 1163243943	Madame Marie-Josée Parizeau Téléphone : 514 847-3664 Télécopieur : 514 847-1953	**Commande : (1313478)** 2017-07-06 10 h 54 **Transmission :** 2017-07-06 10 h 54	2792477 - 17-16218 Addenda n°1 - Report de date (devis) 2017-07-13 9 h 26 - Courriel 2792478 - 17-16218 Addenda n°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-13 9 h 26 - Téléchargement 2794425 - 17-16218 Addenda n°2 2017-07-17 16 h 15 - Courriel 2798532 - 17-16218 Addenda n°3 (devis) 2017-07-26 11 h 32 - Courriel 2798533 - 17-16218 Addenda n°3 (bordereau) 2017-07-26 11 h 32 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Landry et associés CP 624, Succ. B Montréal, QC, H3B 3K3 http://www.landryconsulting.com NEQ : 1167033159	Monsieur Claude M Landry Téléphone : 514 998-7265 Télécopieur :	**Commande : (1315016)** 2017-07-10 14 h 24 **Transmission :** 2017-07-10 14 h 24	2792477 - 17-16218 Addenda n°1 - Report de date (devis) 2017-07-13 9 h 26 - Courriel 2792478 - 17-16218 Addenda n°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-13 9 h 26 - Téléchargement

				2794425 - 17-16218 Addenda n°2 2017-07-17 16 h 15 - Courriel 2798532 - 17-16218 Addenda n°3 (devis) 2017-07-26 11 h 32 - Courriel 2798533 - 17-16218 Addenda n°3 (bordereau) 2017-07-26 11 h 32 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Levio Conseils inc. 1015, avenue Wilfrid-Pelletier, bureau 530 Québec, QC, G1W 0C4 http://www.levio.ca NEQ : 1169672574	Madame Kathy Tremblay Téléphone : 418 914-3623 Télécopieur :	**Commande : (1313274)** 2017-07-06 8 h 16 **Transmission :** 2017-07-06 8 h 16	2792477 - 17-16218 Addenda n°1 - Report de date (devis) 2017-07-13 9 h 26 - Courriel 2792478 - 17-16218 Addenda n°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-13 9 h 26 - Téléchargement 2794425 - 17-16218 Addenda n°2 2017-07-17 16 h 15 - Courriel 2798532 - 17-16218 Addenda n°3 (devis) 2017-07-26 11 h 32 - Courriel 2798533 - 17-16218 Addenda n°3 (bordereau) 2017-07-26 11 h 32 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐	PwC Management Services L.P. 1250, boul. René-Lévesque Ouest Bureau 2500 Montréal, QC, H3B4Y1 NEQ : 3347816566	Madame Nadia Bergeron Téléphone : 514 205-5001 Télécopieur :	**Commande : (1313602)** 2017-07-06 12 h 57 **Transmission :** 2017-07-06 12 h 57	2792477 - 17-16218 Addenda n°1 - Report de date (devis) 2017-07-13 9 h 26 - Courriel 2792478 - 17-16218 Addenda n°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-13 9 h 26 - Téléchargement 2794425 - 17-16218 Addenda n°2 2017-07-17 16 h 15 - Courriel 2798532 - 17-16218 Addenda n°3 (devis) 2017-07-26 11 h 32 - Courriel 2798533 - 17-16218 Addenda n°3 (bordereau) 2017-07-26 11 h 32 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	R3D_Conseil_Inc. 1450 city councillors 340 Montréal, QC, h3a2e6 http://www.r3d.com NEQ : 1145625696	Monsieur Michel Savoie Téléphone : 514 392-9997 Télécopieur : 514 392-9940	**Commande : (1313620)** 2017-07-06 13 h 21 **Transmission :** 2017-07-06 13 h 21	2792477 - 17-16218 Addenda n°1 - Report de date (devis) 2017-07-13 9 h 26 - Courriel 2792478 - 17-16218 Addenda n°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-13 9 h 26 - Téléchargement 2794425 - 17-16218 Addenda n°2 2017-07-17 16 h 15 - Courriel 2798532 - 17-16218 Addenda n

				°3 (devis) 2017-07-26 11 h 32 - Courriel 2798533 - 17-16218 Addenda n °3 (bordereau) 2017-07-26 11 h 32 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	RHEA Inc 6700 Côte-de-Liesse, Suite#102 Montréal, QC, H4T 2B5 NEQ : 1171327613	Monsieur Nicolas Pellerin-Roy Téléphone : 438 792-9284 Télécopieur : 514 400-5514	**Commande : (1314093)** 2017-07-07 10 h 15 **Transmission :** 2017-07-07 10 h 15	2792477 - 17-16218 Addenda n °1 - Report de date (devis) 2017-07-13 9 h 26 - Télécopie 2792478 - 17-16218 Addenda n °1 - Report de date (bordereau) 2017-07-13 9 h 26 - Téléchargement 2794425 - 17-16218 Addenda n °2 2017-07-17 16 h 16 - Télécopie 2798532 - 17-16218 Addenda n °3 (devis) 2017-07-26 11 h 32 - Télécopie 2798533 - 17-16218 Addenda n °3 (bordereau) 2017-07-26 11 h 32 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Savoir-faire Linux inc. 7275, Saint-Urbain, bureau 200 Montréal, QC, H2R 2Y5 http://www.savoirfairelinux.com NEQ : 1148918635	Monsieur Steven Roth Téléphone : 514 276-5468	**Commande : (1313424)** 2017-07-06 10 h 06 **Transmission :**	2792477 - 17-16218 Addenda n °1 - Report de date (devis) 2017-07-13 9 h 26 - Courriel

		Télécopieur : 514 276-5465	2017-07-06 10 h 06	2792478 - 17-16218 Addenda n °1 - Report de date (bordereau) 2017-07-13 9 h 26 - Téléchargement 2794425 - 17-16218 Addenda n °2 2017-07-17 16 h 15 - Courriel 2798532 - 17-16218 Addenda n °3 (devis) 2017-07-26 11 h 32 - Courriel 2798533 - 17-16218 Addenda n °3 (bordereau) 2017-07-26 11 h 32 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	SC Services de gestion KPMG 1500-600, boul. de Maisonneuve Ouest Montréal, QC, H3A 0A3 NEQ : 3341653908	Madame Nada Atmeh Téléphone : 514 840-2568 Télécopieur : 514 840-2443	**Commande : (1313199)** 2017-07-05 17 h 56 **Transmission :** 2017-07-05 17 h 56	2792477 - 17-16218 Addenda n °1 - Report de date (devis) 2017-07-13 9 h 26 - Courriel 2792478 - 17-16218 Addenda n °1 - Report de date (bordereau) 2017-07-13 9 h 26 - Téléchargement 2794425 - 17-16218 Addenda n °2 2017-07-17 16 h 15 - Courriel 2798532 - 17-16218 Addenda n °3 (devis) 2017-07-26 11 h 32 - Courriel 2798533 - 17-16218 Addenda n °3 (bordereau) 2017-07-26 11 h 32 -

Téléchargement

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

Aide en ligne
Formation en ligne
Glossaire
Plan du site
Accessibilité
UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

Grille des tarifs
Contactez-nous
Nouvelles
Marchés publics hors Québec
Registre des entreprises non admissibles
Autorité des marchés financiers

À propos

À propos de SEAO
Info sur Constructo
Conditions d'utilisation
Polices supportées

Partenaires

© 2003-2017 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
MANDAT

Dossier # : 1177438015

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction , Division Performance TI et sourçage
Objet :	Conclure six (6) contrats de services professionnels avec les firmes suivantes : Cofomo inc (lot 1 au montant de 507 039,75 $, taxes incluses, et lot 2 au montant de 1 263 000,38 $, taxes incluses), Bell Canada (lot 3 au montant de 1 086 513,75 $, taxes incluses), et Conseillers en gestion en informatique CGI inc (lot 4 au montant de 1 923 646,73 $, taxes incluses, lot 5 au montant de 973 723,28 $, taxes incluses et lot 6 au montant de 1 488 523,84$, taxes incluses), pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services en architecture TI (architecture, analyse de marché et gestion du portefeuille d'actifs TI) et en sécurité TI (Certification, gouvernance, audits et technologies de sécurité) / Appel d'offres 17-16218 - cinq (5) soumissionnaires au total / Approuver les projets de convention à cette fin

Numéro du mandat
SMCE177438015

Date du mandat
2017-09-06

Objet du mandat

Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats

Type de mandat

Commission sur l'examen des contrats

VU le Règlement sur la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008);

VU la résolution CG11 0082 qui détermine les critères de sélection des contrats qui doivent être soumis à la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats;

VU que les contrat de services professionnels pour les lots 2, 3 et 4 sont d'une valeur de plus de 1 M$ et qu'une seule soumission conforme a été reçue à la suite d'un appel d'offres;

VU que le contrat de services professionnels pour le lot 5 est d'une valeur de plus de 1 M$ et qu'il présente un écart de prix de plus de 20 % entre le prix soumis par l'adjudicataire et le

soumissionnaire ayant obtenu la deuxième meilleure note totale à la suite de l'utilisation d'une grille d'évaluation;

VU que le contrat de services professionnels pour le lot 6 est d'une valeur de plus de 1 M$ et qu'il présente un écart de prix de plus de 20 % entre le prix soumis par l'adjudicataire et le soumissionnaire ayant obtenu la deuxième meilleure note à la suite de l'utilisation d'une grille d'évaluation et présentant un écart de prix de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.

Le comité exécutif, après avoir pris connaissance du dossier décisionnel 1177438015 mandate la Commission sur l'examen des contrats afin d'étudier les contrats pour les lots concernés.

Signé le : 2017-09-08

Jean-François MILOT

_____

Chef de division soutien aux instances

Dossier # :1177438015

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Commission permanente sur l'examen des contrats

La commission :

Présidente

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Vice-présidentes

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Membres

Mme Dida Berku
Ville de Côte-Saint-Luc

M. Richard Celzi
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Marie Cinq-Mars
Arrondissement d'Outremont

M. Richard Deschamps
Arrondissement de LaSalle

M. Marc-André Gadoury
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Luc Gagnon
Arrondissement de Verdun

M. Manuel Guedes
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 28 septembre 2017

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE177438015

Conclure six (6) contrats de services professionnels avec les firmes suivantes : Cofomo inc (lot 1 au montant de 507 039,75 $, taxes incluses, et lot 2 au montant de 1 263 000,38 $, taxes incluses), Bell Canada (lot 3 au montant de 1 086 513,75 $, taxes incluses), et Conseillers en gestion en informatique CGI inc (lot 4 au montant de 1 923 646,73 $, taxes incluses, lot 5 au montant de 973 723,28 $, taxes incluses et lot 6 au montant de 1 488 523,84$, taxes incluses), pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services en architecture TI (architecture, analyse de marché et gestion du portefeuille d'actifs TI) et en sécurité TI (Certification, gouvernance, audits et technologies de sécurité) / Appel d'offres 17-16218 - cinq (5) soumissionnaires / Approuver les projets de convention à cette fin.

(ORIGINAL SIGNÉ)

Émilie Thuillier
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE177438015
Conclure six (6) contrats de services professionnels avec les firmes suivantes : Cofomo inc (lot 1 au montant de 507 039,75 $, taxes incluses, et lot 2 au montant de 1 263 000,38 $, taxes incluses), Bell Canada (lot 3 au montant de 1 086 513,75 $, taxes incluses), et Conseillers en gestion en informatique CGI inc (lot 4 au montant de 1 923 646,73 $, taxes incluses, lot 5 au montant de 973 723,28 $, taxes incluses et lot 6 au montant de 1 488 523,84$, taxes incluses), pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services en architecture TI (architecture, analyse de marché et gestion du portefeuille d'actifs TI) et en sécurité TI (Certification, gouvernance, audits et technologies de sécurité) / Appel d'offres 17-16218 - cinq (5) soumissionnaires / Approuver les projets de convention à cette fin.

À sa séance du 6 septembre 2017, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce dossier répondait aux critères suivants :

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ pour lequel une seule soumission conforme a été reçue suite à un appel d'offres (lots 2, 3 et 4);*

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ présentant un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le soumissionnaire ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation (lot 5);*

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ présentant un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le soumissionnaire ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation et présentant un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire (lot 6).*

Le 13 septembre 2017, les membres de la commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus relativement au mandat confié. Des représentants du Service des technologies de l'information et du Service de l'approvisionnement ont répondu aux questions des membres de la commission.

La Commission a constaté que le Service des technologies de l'information souhaitait, par cet appel d'offres, réaliser une plus grande ouverture du marché. À l'évidence, ce souhait ne s'est pas matérialisé puisqu'il n'y a qu'un seul soumissionnaire pour quatre des six lots.

Les membres ont aussi noté que la période de l'appel d'offres s'est terminée à la fin juillet, durant la période des vacances de la construction. Pour la Commission, cela ne constitue pas une bonne pratique et il aurait été préférable de procéder à l'appel d'offres à un autre moment.

La Commission a également constaté que plusieurs ententes-cadres en vigueur au moment du lancement de l'appel d'offres ont été résiliées par la suite. En réponse aux questions des membres, le Service a indiqué que les soumissionnaires n'étaient pas informés de ce fait au moment où ils ont déposé leurs soumissions.

Enfin, la Commission est d'avis qu'il y a lieu de s'étonner et de se questionner sur le caractère concurrentiel des soumissions de la firme CGI, particulièrement quand elle est le seul soumissionnaire conforme pour un contrat ou un lot précis.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service des technologies de l'information et du Service de l'approvisionnement pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la commission. La commission adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération à savoir :

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ pour lequel une seule soumission conforme a été reçue suite à un appel d'offres (lots 2, 3 et 4);*

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ présentant un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le soumissionnaire ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation (lot 5);*

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ présentant un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le soumissionnaire ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation et présentant un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire (lot 6).*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE177438015 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.81

2017/09/28 17:00

(2)

Dossier # : 1177438014

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction , Division Performance TI et sourçage
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure deux (2) contrats de services professionnels avec les firmes suivantes: Les logiciels Libres LINAGORA Inc. (lot 1 au montant de 2 621 430,00 $ taxes incluses), Conseillers en gestion et informatique CGI Inc. (lot 2 au montant de 2 915 834,99 $ taxes incluses), pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en plateformes, infrastructures TI et logiciels infonuagiques / Appel d'offres 17-16217 - 3 soumissionnaires au total / Approuver les projets de convention à cette fin

Il est recommandé :

1. de conclure deux contrats, d'une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en plateformes, infrastructures TI et logiciels infonuagiques;
2. d'approuver les projets de convention de services professionnels par lesquels les firmes ci-après désignées ayant obtenu les plus hauts pointages en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville les services spécialisés requis à cette fin, pour les sommes maximales inscrites à l'égard de chacune d'elles, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public N°17-16217 et selon les termes et conditions stipulés aux projets de conventions;

Firme	Description	Montant
Les logiciels libres LINAGORA Inc.	Lot 1 - Infonuagique et automatisation d'infrastructure	2 621 430,00 $
Conseillers en gestion et informatique CGI Inc.	Lot 2 - Services de plateformes DevOps	2 915 834,99 $

3. d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget du Service des technologies de l'information, et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-08-28 10:41

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1177438014**
Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction , Division Performance TI et sourçage
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure deux (2) contrats de services professionnels avec les firmes suivantes: Les logiciels Libres LINAGORA Inc. (lot 1 au montant de 2 621 430,00 $ taxes incluses), Conseillers en gestion et informatique CGI Inc. (lot 2 au montant de 2 915 834,99 $ taxes incluses), pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en plateformes, infrastructures TI et logiciels infonuagiques / Appel d'offres 17-16217 - 3 soumissionnaires au total / Approuver les projets de convention à cette fin

CONTENU

CONTEXTE

Le Service des technologies de l'information (Service des TI) assure la gestion des infrastructures, des plateformes et des logiciels infonuagiques pour la gestion et l'hébergement des solutions à la Ville. Dans le cadre du plan triennal d'immobilisations de la Ville (PTI 2017-2019), plusieurs projets requièrent des services de plateformes, d'infrastructure TI et de logiciels infonuagiques notamment au niveau de la présence numérique, de la gestion du territoire et de l'intelligence d'affaires.

Pour ce faire, le Service des technologies de l'information (Service des TI) a recours à la prestation de services spécialisés en plateformes, infrastructure TI et logiciels infonuagiques, notamment pour les projets suivants:

- 60110 – Programme de sécurité et de continuité TI;
- 68111 - Modernisation télécommunications;
- 70175 – Infrastructure et outils TI pour la gestion de l'eau;
- 70190 – Présence numérique – fondation;
- 70500 – Bureau de demain (Gestion électronique de document);
- 70540 - Fondation Intelligence d'affaires infrastructure et outils;
- 70900 – Gestion des capacités des serveurs;
- 78021 – Mise en place du centre d'opération réseau et du laboratoire.

C'est dans ce contexte que la Ville a lancé l'appel d'offres public 17-16217, auprès des fournisseurs de services en technologies de l'information, pour acquérir une expertise de pointe, spécialisée, et évolutive. Cet appel d'offres, publié dans le journal Le Devoir et sur le

site électronique d'appel d'offres SÉAO, a débuté le 5 juillet 2017 pour se terminer le 31 juillet 2017. La durée de la publication a été de 27 jours. Le délai de validité des soumissions est de 220 jours de la date du dépôt des soumissions.

Dans le cadre de cet appel d'offres, 3 addenda ont été publiés :

No. addenda	Date de publication	Nature
1	12 juillet 2017	Report de date et nouveau bordereau numérique
2	17 juillet 2017	Réponses aux questions et précisions
3	24 juillet 2017	Réponses aux questions et précisions

Le présent dossier vise donc à conclure deux (2) contrats avec les firmes suivantes, soit Les Logiciels libres LINAGORA INC. (lot 1 pour une somme de 2 621 430,00 $, taxes incluses) et Conseillers en gestion et informatique CGI Inc. (lot 2 pour une somme de 2 915 834,99 $, taxes incluses) pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en plateformes, infrastructures TI et logiciels infonuagiques, et à approuver les projets de convention à cette fin.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DA171805001 - 10 avril 2017 - Approuver la grille d'évaluation qui sera utilisée dans le cadre de futurs appels d'offres pour obtenir des services professionnels en informatique, dans le but de supporter la réalisation de différents projets du Service des technologies de l'information.

DESCRIPTION

Le présent dossier concerne deux (2) lots de prestations de services spécialisés en plateformes, infrastructures et logiciels infonuagiques principalement pour les projets de la Ville suivants:

Description des lots	Principaux projets supportés par le lot
Lot 1 : Services pour étendre et automatiser les capacités de stockage et de traitement de l'infrastructure TI physique et infonuagique.	• 70900 – Gestion des capacités des serveurs; • 70190 – Présence numérique – fondation; • 68111 - Modernisation télécommunications; • 60110 – Programme de sécurité et de continuité TI; • 70175 – Infrastructure et outils TI pour la gestion de l'eau; • 70500 – Bureau de demain; • 78021 – Mise en place du centre d'opération réseau et du laboratoire; • 70540 - Fondation Intelligence d'affaires infrastructure et outils.
Lot 2 : Services pour le déploiement de plateformes et de composantes tels que, des bases de données et des outils de surveillance.	Mettre en place des plateformes qui couvrent principalement les applications soutenant un modèle de livraison continue tel que : • 70190 – Présence numérique – fondation;

- 70500 – Bureau de demain (Gestion électronique de document);
- 70540 - Fondation Intelligence d’affaires infrastructure et outils.

La prestations de services spécialisés en plateformes, infrastructures TI et logiciels infonuagiques, est une nouvelle approche de sourçage qui se décline comme suit :

- Gestion des mandats en développement de plateformes, infrastructures TI et logiciels infonuagiques, avec un coordonnateur de services de l'adjudicataire qui agit comme un point de contact avec la Ville et assure la coordination des mandats pour la Ville;
- Définition des requis pour des mandats spécifiques en développement de plateformes, infrastructures TI et logiciels infonuagiques, par les ressources de la Ville pour des livrables définis, avec un budget et un échéancier établis;
- Réalisation des mandats chez l'adjudicataire qui utilise ses équipements, ses pratiques & méthodologies et qui effectue la gestion & l'administration de ses ressources afin de réaliser les livrables;
- Utilisation d'une banque d'heures par lots, pour les différents volets de services en développement de plateformes, infrastructures TI et logiciels infonuagiques;
- Utilisation d'un processus d'assurance qualité pour vérifier l'atteinte des requis demandés.

À ce titre, le processus d'assurance qualité opéré par la Ville est le suivant:

Pré mandat:

- Encadrement et suivi centralisé par la division Performance TI et sourçage;
- Initiation par une demande de prestations de services spécialisés en plateformes, infrastructures TI et logiciels infonuagiques, comprenant entre autres, la liste et la description des livrables attendus, le niveau de qualité exigé, l'enveloppe budgétaire ainsi que l'échéancier de livraison;
- Audit de pré-démarrage afin de garantir les conditions de succès du projet et du mandat;
- Rencontre de démarrage entre le fournisseur et le responsable de la Ville.

En cours de mandat:

- Rencontre de coordination et d'assurance qualité au minimum une fois par semaine pendant la prestation de services;
- Suivi de la consommation via divers rapports de gestion et validation de la facturation;
- Évaluation périodique de la qualité des livrables des mandats réalisés en services spécialisés en plateformes, infrastructures TI et logiciels infonuagiques, par les fournisseurs;
- Rencontres de suivi avec les chargés de prestations (statuts, enjeux de performance et contractuels);
- Revues indépendantes des projets conduites par le Bureau de projets;
- Démonstration de l'atteinte des objectifs lors de la dernière rencontre d'assurance qualité.

Post mandat:

- Rencontre entre les équipes pour le transfert de connaissance et la revue finale des livrables;
- Gestion de la documentation;
- Soutien à l'exploitation lorsque requis (déboguage, corrections, rustines de sécurité);
- Évaluation globale en fin de mandat;
- Suivi de la consommation globale des ententes;
- Inventaire des leçons apprises afin d'améliorer la performance des équipes dans la prestation des services et la réalisation des projets.

Afin d'assurer la réalisation des mandats de services spécialisés en plateformes, infrastructures TI et logiciels infonuagiques, le Service des TI utilise un cadre de gestion de projets. Ce processus d'assurance qualité est l'une des composantes de la méthodologie de gestion de projets en vigueur au Service des TI. Le Cadre de gestion de projets prévoit des processus ainsi que des outils de gouvernance, de planification, de suivi et de contrôle qui se déclinent comme suit :

- Gouvernance de projet – L'octroi des budgets et des crédits est encadré par le Comité sectoriel des TI (CSTI) lors des points de passage d'une phase à une autre (par exemple, lors du passage de la phase de planification à la phase de réalisation);
- Planification de projet – Les projets sont planifiés dans une méthodologie de gestion de projets permettant de mesurer l'avancement des travaux, de comparer les progrès réels et les progrès prévus, et de mettre en œuvre des mesures correctives lorsque les progrès réels ne sont pas conformes aux prévisions de déroulement;
- Suivi et contrôle de projet – Des outils de suivi et contrôle permettent de produire des indicateurs de santé des projets : registre d'approbation des biens livrables, registre des approvisionnements, registre des risques, registre des points en suspens, registre des demandes de changements, registre des communications, registre des parties prenantes, etc.;
- Processus de revue indépendante des projets, programmes et portefeuille d'initiatives TI afin d'assurer la conformité des projets face aux meilleures pratiques TI au sein de la Ville;
- Gouvernance des projets prioritaires – Les projets du Service des TI identifiés comme prioritaires par l'Administration de la Ville sont suivis au Comité de coordination des projets d'envergure (CCPE).

JUSTIFICATION

Le résultat du processus d'appel d'offres a permis de conclure à un intérêt marqué du marché avec un total de vingt-trois (23) preneurs de cahier des charges. De ce nombre, trois (3) d'entre eux ont déposé une soumission sur un ou plusieurs lots, soit 13,04% des preneurs, alors que vingt (20) firmes n'ont pas déposé de soumission (86,96 %). De ces vingt (20) firmes, onze (11) d'entre elles ont transmis un avis de désistement au Service de l'approvisionnement. Les raisons de désistement invoquées sont:

- Service non offert pour six (6) firmes;
- Ressources non disponibles pour deux (2) firmes;
- Délais de soumission insuffisants pour une (1) firme;
- Raisons diverses pour deux (2) firmes.

Toutes les firmes qui ont déposé des soumissions sont déclarées conformes d'un point de

vue administratif. L'évaluation des soumissions a été effectuée selon une grille de pondération et de critères d'évaluation préalablement approuvée par la direction du Service de l'approvisionnement en date du 10 avril 2017 (DA171805001). Les résultats qui découlent de cette évaluation sont les suivants :

Lot 1 : Infonuagique et automatisation d'infrastructure

Pour ce lot, deux (2) soumissionnaires ont déposé une offre et elles sont conformes.

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Prix de base	Autre (préciser)	Total
Les logiciels Libres LINAGORA Inc	76,4	0,48	2 621 430,00 $		2 621 430,00 $
Savoir-faire Linux inc.	71	0,33	3 697 596,00 $		3 697 596,00 $
Dernière estimation réalisée					2 520 000,00 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($)					101 430,00 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%)					4,02%
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($)					1 076 166,00 $
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%)					41,05%
Prix moyen des offres ($)					3 159 513,00 $
Écart entre le prix moyen et la dernière estimation ($)					639 513,00 $
Écart entre le prix moyen des offres et la dernière estimation (%)					25,38%

Lot 2 : Services de plateformes DevOps

Pour ce lot, deux (2) soumissionnaires ont déposé une offre et elles sont conformes.

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Prix de base	Autre (préciser)	Total
Conseillers en gestion et informatique CGI Inc.	90,5	0,48	2 915 834,99 $		2 915 834,99 $
Les logiciels Libres LINAGORA Inc.	75,4	0,34	3 713 692,50 $		3 713 692,50 $
Dernière estimation réalisée					3 230 000,00 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($)					(314 165,01 $)
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%)					(9,73%)
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($)					797 857,51 $
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%)					27,36%

Prix moyen des offres ($)	3 314 763,75 $
Écart entre le prix moyen et la dernière estimation ($)	84 763,75 $
Écart entre le prix moyen des offres et la dernière estimation (%)	2,62%

On constate un écart de (9,73 %) entre la plus basse soumission conforme et l'estimation. L'adjudicataire s'est démarqué au niveau de son prix, lequel est plus bas de 27,36% par rapport au deuxième plus bas soumissionnaire, ce qui montre que son offre est compétitive.

Selon le Règlement sur la commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008) et de la résolution CG11 0082, le dossier sera soumis à ladite commission pour étude en vertu du critère suivant :

- Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$.

Et répondant aux conditions suivantes :

- Écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme ou celui ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation (Lot 1 & Lot 2).

En vertu du décret 435-2015 du Gouvernement du Québec, entré en vigueur le 2 novembre 2015, l'adjudicataire de tout contrat de services de plus de 1 M $ doit avoir une accréditation de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

- La firme Conseillers en gestion et informatique CGI inc. a obtenu son accréditation le 17 janvier 2014 et cette dernière demeure valide;
- La firme Les logiciels Libres LINAGORA Inc. a obtenu son accréditation le 21 juillet 2016.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les dépenses seront assumées au PTI et/ou au budget de fonctionnement du Service des TI pour la durée des contrats. Les prestations de services spécialisés seront utilisées au fur et à mesure de l'expression des besoins. Tous les besoins futurs de prestations de services seront régis par le processus d'autorisation de dépenses en fonction d'une entente. Les engagements budgétaires, les virements budgétaires et le partage des dépenses seront évalués à ce moment selon la nature des projets.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Dans le cadre de la réalisation de chaque projet, ces ententes permettront au Service des TI de bénéficier des impacts suivants :

- Responsabilisation des adjudicataires dans la réalisation des livrables de la Ville et le partage de risque;
- L'augmentation de la cadence de réalisation de projets;

- Possibilité de faire de la livraison "agile" avec cette approche, qui est normalement réalisée à l'interne;
- Accroissement de la capacité de réalisation de la Ville;
- Approche complémentaire avec les autres modes de livraisons, qui est mieux adaptée pour la livraison dans certaines situations.

Au niveau du PTI 2017-2019, la mise en place de ces contrats permet :

- D'assurer la transformation organisationnelle de la Ville, par l'entremise de projets d'implantation de systèmes informatiques plus modernes et plus efficients;
- De moderniser et de maintenir les actifs de plusieurs systèmes informatiques, en appui aux activités administratives de la Ville et à la prestation de services aux citoyens, ainsi que de maintenir les infrastructures et les nombreux systèmes informatiques du parc applicatif de la Ville.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Présentation du dossier au Comité exécutif : le 6 septembre 2017;
- Étude du dossier par la Commission permanente sur l'examen des contrats : le 13 septembre 2017;
- Retour du dossier au Comité exécutif : le 20 septembre 2017;
- Approbation du dossier par le Conseil municipal : le 25 septembre 2017;
- Approbation du dossier par le Conseil d'agglomération : le 28 septembre 2017;
- Rencontre de départ avec le fournisseur : octobre 2017.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Maricela FERRER VISBAL)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Michel TURCOTTE
Analyste de dossiers

Tél : 514 872-0472
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-22

Lyne PARENTEAU
Conseillère en analyse et contrôle de gestion

Tél : 514 872-5295
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvain PERRAS
Directeur du service des technologies de l'information
Tél :
Approuvé le : 2017-08-28

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 17 janvier 2014

CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.
A/S MONSIEUR BENOIT DUBÉ
1350, BOUL RENÉ-LÉVESQUE O
25 ÈME ÉTAGE
MONTRÉAL (QC) H3G 1T4

N° de décision : 2014-CPSM-1003609
N° de client : 2700035725

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- CENTRE DE SANTÉ OXYGÈNE
- CGO
- CONSEIL ET GESTION D'ORGANISATION C.G.O.
- GROUPE IST
- IST
- OPTEL
- OPTEL P.M.L. CONSEILLERS EN TÉLÉCOMMUNICATION
- OSC
- OXYGEN CORPORATE HEALTH
- OXYGEN HEALTH CENTER
- OXYGÈNE SANTÉ CORPORATIVE

une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la LCOP). CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **16 janvier 2017** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

PAR COURRIEL

Le 23 janvier 2017

CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.
A/S MONSIEUR BENOÎT DUBÉ
25E ÉTAGE, 1350, BOUL. RENÉ-LÉVESQUE O.
MONTRÉAL (QC) CANADA H3G 1T4

N° de client : 2700035725

Objet : Demande de renouvellement / Validité de l'autorisation

Monsieur,

La présente vous est transmise en votre qualité de répondant de CONSEILLERS EN GESTION INFORMATIQUE CGI INC. (« **CGI inc.** ») et concerne votre demande de renouvellement de contracter/sous-contracter avec un organisme public (la « **Demande de renouvellement** ») que vous avez transmise à l'Autorité des marchés financiers (l'« **Autorité** ») le 14 octobre 2016, en vertu de l'article 21.41 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »).

Or, tel que le prévoit l'alinéa 3 de l'article 21.41 de la LCOP, une autorisation demeure valide si la demande de renouvellement est présentée au moins 90 jours avant le terme de la durée de l'autorisation, et ce, jusqu'à ce que l'Autorité statue sur cette demande.

Compte tenu de ce qui précède et considérant que la Demande de renouvellement de CGI INC. a été soumise à l'Autorité dans les délais requis, nous vous confirmons que l'autorisation de cette dernière demeure valide, et ce, jusqu'à ce qu'une décision soit rendue sur cette demande.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés financiers

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **jeudi, 20 juillet 2017 à 19:30**

Fiche de l'entreprise

Nom : CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.
Adresse du siège social : 1350, BOUL RENÉ-LÉVESQUE O, 25 ÈME ÉTAGE, MONTRÉAL, QC, H3G 1T4, CANADA

Numéro de client à l'Autorité : 2700035725
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1160358728

Autres noms d'affaires

- CENTRE DE SANTÉ OXYGÈNE
- CGI MC
- CGO
- CONSEIL ET GESTION D'ORGANISATION C.G.O.
- CONSEILLERS CGI
- GROUPE IST
- IST
- OPTEL
- OPTEL P.M.L. CONSEILLERS EN TÉLÉCOMMUNICATION
- OSC
- OXYGEN CORPORATE HEALTH
- OXYGEN HEALTH CENTER
- OXYGÈNE SANTÉ CORPORATIVE

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information.

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Le 21 juillet 2016

LES LOGICIELS LIBRES LINAGORA INC.
A/S MONSIEUR ALEXANDRE ZAPOLSKY
500, PLACE D'ARMES
MONTRÉAL (QC) H2Y 2W2

N° de décision : 2016-CPSM-1040683
N° de client : 3000813335

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « LCOP »). LES LOGICIELS LIBRES LINAGORA INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **20 juillet 2019** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation/de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 ;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET :

Les logiciels libres LINAGORA Inc., personne morale ayant sa principale place d'affaires au 1455, rue Drummond, bureau 28, Montréal, Québec, H3G 1W3, agissant et représentée par Alexandre Zapolsky, Président directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée le « **CONTRACTANT** »

N° d'inscription T.P.S. : 84205773
N° d'inscription T.V.Q. : 1220729600

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient: :

1.1 « **Directeur** » : le directeur du Service des technologies de l'information ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : les documents d'appel d'offres public 17-16217, en date du 5 juillet 2017, pour des services professionnels relatifs à des prestations de services spécialisés en plateformes, infrastructures TI et logiciels infonuagiques (lot 1 – Infonuagique et automatisation d'infrastructure);

1.3 « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le Contractant le 31 juillet 2017.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, à fournir, sur demande, des prestations de services spécialisés en plateformes, infrastructures TI et logiciels infonuagiques (lot 1 – Infonuagique et automatisation d'infrastructure);

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

6.9 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Directeur, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

6.10 transmettre au Directeur, selon les modalités que lui indique le Directeur, les comptes-rendus des réunions de coordination ou de chantier;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de deux million six cent vingt-et-un mille quatre cent trente dollars (2 621 430,00 $) couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable comme suit :

Les services spécialisés seront utilisés au fur et à mesure de l'expression des besoins. Par conséquent, le paiement sera effectué mensuellement à la quantité des heures travaillées à l'intérieur du mandat au taux horaire soumissionné et sur la base de factures détaillées et accompagnées des pièces justificatives

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant: :

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 **HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.6 **LIEN D'EMPLOI**

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier de la Ville

Le e jour de 20

Les logiciels libres LINAGORA Inc.

Par : _____
Alexandre Zapolsky, Président directeur général

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 ;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET :

Conseillers en gestion et informatique CGI Inc., personne morale ayant sa principale place d'affaires au 1350, Boul. René-Lévesque O. 25e étage, Montréal, Québec, H3G 1T4, agissant et représentée par Jonathan St-Cyr, Directeur, services-conseils, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée le « **CONTRACTANT** »

N° d'inscription T.P.S. : 887704542
N° d'inscription T.V.Q. : 1020090517

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient:

1.1 « **Directeur** » : le directeur du Service des technologies de l'information ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : les documents d'appel d'offres public 17-16217, en date du 5 juillet 2017, pour services professionnels relatifs à des prestations de services spécialisés en plateformes, infrastructures TI et logiciels infonuagiques (lot 2 – Services de plateformes DevOps);

1.3 « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le Contractant le 24 juillet 2017.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, à fournir, sur demande, des prestations de services spécialisés en plateformes, infrastructures TI et logiciels infonuagiques (lot 2 – Services de plateformes DevOps);

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

6.9 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Directeur, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

6.10 transmettre au Directeur, selon les modalités que lui indique le Directeur, les comptes-rendus des réunions de coordination ou de chantier;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de deux million neuf cent quinze mille huit cent trente-quatre dollars et quatre-vingt-dix-neuf sous (2 915 834,99 $) couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable comme suit :

Les services spécialisés seront utilisés au fur et à mesure de l'expression des besoins. Par conséquent, le paiement sera effectué mensuellement à la quantité des heures travaillées à l'intérieur du mandat au taux horaire soumissionné et sur la base de factures détaillées et accompagnées des pièces justificatives

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant: :

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 **HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.6 **LIEN D'EMPLOI**

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier de la Ville

Le e jour de 20

Conseillers en gestion et informatique CGI Inc.

Par : _____
Jonathan St-Cyr, Directeur, services-conseils

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1177438014

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction , Division Performance TI et sourçage
Objet :	Conclure deux (2) contrats de services professionnels avec les firmes suivantes: Les logiciels Libres LINAGORA Inc. (lot 1 au montant de 2 621 430,00 $ taxes incluses), Conseillers en gestion et informatique CGI Inc. (lot 2 au montant de 2 915 834,99 $ taxes incluses), pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en plateformes, infrastructures TI et logiciels infonuagiques / Appel d'offres 17-16217 - 3 soumissionnaires au total / Approuver les projets de convention à cette fin

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

17-16217 Intervention.pdf 17-16217 Det Cah Final.pdf Tableau comité 17-16217 LOT1.pdf

Tableau comité 17-16217 LOT2.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Maricela FERRER VISBAL
agente d'approvisionnement II
Tél : 514 872-2937

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-24

Claude HOULE
Chef de section
Tél : 514 872-5282
Division : Service de l'approvisionnement , Direction

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 17-16217 — No du GDD : 1177438014

Titre de l'appel d'offres : Prestation de services spécialisés en plateformes, infrastructures TI et logiciels infonuagiques

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 5 - 7 - 2017

Ouverture originalement prévue le : 24 - 7 - 2017

Ouverture faite le : 31 - 7 - 2017

Date du comité de sélection : 3 - 8 - 2017

Nombre d'addenda émis durant la période : 3

Date du dernier addenda émis : 24 - 7 - 2017

Délai total accordé aux soumissionnaires : 25 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 23

Nbre de soumissions reçues : 4

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 17,39

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 220 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 8 - 3 - 2018

Date d'échéance révisée : 8 - 3 - 2018

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Savoir-faire LINUX Inc.	3 697 596,00 $		1
Les Logiciels libres LINAGORA INC.	2 621 430,00 $	√	1
Les logiciels libres LINAGORA INC.	3 713 692,50 $		2
Conseillers en gestion et informatique CGI Inc.	2 915 834,99 $	√	2

Information additionnelle

3 firmes ont soumissionné pour un ou plusieurs lots (contrat) : Conseillers en gestion et informatique Cgi Inc.(lot2),Les logiciels libres Linagora Inc (lot1 et lot2), Savoir-faire Linux (lot1). Ce qui fait un total de 4 soumissions. Au moment de l'intervention, 11 avis de désistement étaient reçus: service non offert (6), Objectifs d'affaires ne pourront pas être accomplis par l'approche et les technologies proposées (1), pas de ressources disponibles (1), délai de soumission insuffisant (1), spécifications demandées non rencontrées(1), étant nouvelle dans la région de Montréal souhaite comprendre d'avantage le processus d'AO de la Ville de Montréal avant d'investir dans la formulation d'une réponse (1).

Préparé par : Maricela Ferrer — Le 15 - 8 - 2017

17-16217 - Prestation de services spécialisés en plateformes, infrastructures TI et logiciels infonuagiques - LOT 1

FIRME	Présentation de l'offre de services TI 5%	Compréhension de la demande et de la problématique 10%	Expertise du soumissionnaire et de son coordonnateur des services pour la réalisation de contrats similaires 30%	Description des processus et méthodologies 15%	Qualité du centre d'expertise 30%	Analyse de l'échantillonnage des expertises spécifiques 10%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Savoir-faire LINUX Inc.	4,25	7,75	22,25	9,00	21,50	6,25	71,0	3 697 596,00 $	0,33	2
Les Logiciels libres LINAGORA INC.	3,00	7,25	22,00	11,63	24,25	8,25	76,4	2 621 430,00 $	0,48	1
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	

Agent d'approvisionnement Maricela Ferrer

Comité

Date	jeudi 03-08-2017
Heure	13h00
Lieu	801, rue Brenann 10ieme etage salle 10134

Multiplicateur d'ajustement
10000

17-16217 - Prestation de services spécialisés en plateformes, infrastructures TI et logiciels infonuagiques - LOT 2

FIRME	Présentation de l'offre de services TI 5%	Compréhension de la demande et de la problématique 10%	Expertise du soumissionnaire et de son coordonnateur des services pour la réalisation de contrats similaires 30%	Description des processus et méthodologies 15%	Qualité du centre d'expertise 30%	Analyse de l'échantillonnage des expertises spécifiques 10%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Les logiciels libres LINAGORA INC.	3,00	6,75	23,00	11,63	22,25	8,75	75,4	3 713 692,50 $	0,34	2
Conseillers en gestion et informatique CGI Inc.	4,50	8,25	27,75	13,50	27,25	9,25	90,5	2 915 834,99 $	0,48	1
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
Agent d'approvisionnement	**Maricela Ferrer**									

Comité	
Date	jeudi 03-08-2017
Heure	13h00
Lieu	801, rue Brenann 10ieme etage salle 10134

Multiplicateur d'ajustement
10000

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 17-16217
Numéro de référence : 1088100
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Prestation de services spécialisés en plateformes, infrastructures TI et logiciels infonuagiques

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Accreon 414 York Street Fredericton, NB, E3B3P7 NEQ :	Madame Nadege Corcoran Téléphone : 877 260-7211 Télécopieur :	**Commande : (1313718)** 2017-07-06 14 h 41 **Transmission :** 2017-07-06 14 h 41	2791608 - 17-16217 Addenda n° 1 - Report de date (devis) 2017-07-12 9 h 36 - Courriel 2791609 - 17-16217 Addenda n° 1 - Report de date (bordereau) 2017-07-12 9 h 36 - Téléchargement 2794221 - 17-16217 Addenda n° 2 2017-07-17 13 h 22 - Courriel 2797634 - 17-16217 Addenda n° 3 2017-07-24 15 h 12 - Courriel Mode privilégié (devis) :

				Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Acquia 4, rue Galipeau Chambly, QC, J3L 2G8 NEQ :	Monsieur Laurent Bounin Téléphone : 514 759-3690 Télécopieur :	**Commande : (1316823)** 2017-07-13 14 h 06 **Transmission :** 2017-07-13 14 h 06	2791608 - 17-16217 Addenda n° 1 - Report de date (devis) 2017-07-13 14 h 06 - Téléchargement 2791609 - 17-16217 Addenda n° 1 - Report de date (bordereau) 2017-07-13 14 h 06 - Téléchargement 2794221 - 17-16217 Addenda n° 2 2017-07-17 13 h 22 - Courriel 2797634 - 17-16217 Addenda n° 3 2017-07-24 15 h 12 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Bell Canada 930, rue d'Aiguillon, RC-140 Québec, QC, G1R5M9 NEQ : 1172462849	Monsieur Philippe Robitaille Téléphone : 418 691-4039 Télécopieur : 418 691-4095	**Commande : (1313429)** 2017-07-06 10 h 09 **Transmission :** 2017-07-06 10 h 09	2791608 - 17-16217 Addenda n° 1 - Report de date (devis) 2017-07-12 9 h 36 - Courriel 2791609 - 17-16217 Addenda n° 1 - Report de date (bordereau) 2017-07-12 9 h 36 - Téléchargement 2794221 - 17-16217 Addenda

				n° 2 2017-07-17 13 h 22 - Courriel 2797634 - 17-16217 Addenda n° 3 2017-07-24 15 h 12 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	CloudOps 420 rue Guy Montréal, QC, H3J 1S6 http://www.cloudops.com NEQ : 1162653092	Monsieur Erik Tanguay Téléphone : 514 447-3456 Télécopieur : 514 312-5288	**Commande : (1318822)** 2017-07-18 17 h 39 **Transmission :** 2017-07-18 17 h 39	2791608 - 17-16217 Addenda n° 1 - Report de date (devis) 2017-07-18 17 h 39 - Téléchargement 2791609 - 17-16217 Addenda n° 1 - Report de date (bordereau) 2017-07-18 17 h 39 - Téléchargement 2794221 - 17-16217 Addenda n° 2 2017-07-18 17 h 39 - Téléchargement 2797634 - 17-16217 Addenda n° 3 2017-07-24 15 h 12 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Conseillers en Gestion et Informatique CGI inc. 1350, boul. René-Lévesque Ouest, 23e étage	Monsieur Michel Blain Téléphone : 514 415-	**Commande : (1313679)** 2017-07-06 14 h 10	2791608 - 17-16217 Addenda n° 1 - Report de date (devis)

	Montréal, QC, H3G 1T4 http://www.cgi.com NEQ : 1160358728	3000 Télécopieur : 514 415-3999	**Transmission :** 2017-07-06 14 h 10	2017-07-12 9 h 36 - Courriel 2791609 - 17-16217 Addenda n° 1 - Report de date (bordereau) 2017-07-12 9 h 36 - Téléchargement 2794221 - 17-16217 Addenda n° 2 2017-07-17 13 h 22 - Courriel 2797634 - 17-16217 Addenda n° 3 2017-07-24 15 h 12 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Eclipsys Solutions Inc. 999, boul. de maissoneuve Ouest Bureau 725 Montréal, QC, H3a3L4 http://www.eclipsys.ca NEQ : 1167376772	Monsieur Mike Foxall Téléphone : 613 686-6344 Télécopieur :	**Commande : (1313514)** 2017-07-06 11 h 14 **Transmission :** 2017-07-06 11 h 14	2791608 - 17-16217 Addenda n° 1 - Report de date (devis) 2017-07-12 9 h 36 - Courriel 2791609 - 17-16217 Addenda n° 1 - Report de date (bordereau) 2017-07-12 9 h 36 - Téléchargement 2794221 - 17-16217 Addenda n° 2 2017-07-17 13 h 22 - Courriel 2797634 - 17-16217 Addenda n° 3 2017-07-24 15 h 12 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

				Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Ericsson Canada 8400 Boul. Décarie Montréal, QC, H4P 2N2 NEQ : 1144857746	Monsieur Pierre Fitzgerald Téléphone : 438 993-1678 Télécopieur :	**Commande : (1316082)** 2017-07-12 11 h **Transmission :** 2017-07-12 11 h	2791608 - 17-16217 Addenda n° 1 - Report de date (devis) 2017-07-12 11 h - Téléchargement 2791609 - 17-16217 Addenda n° 1 - Report de date (bordereau) 2017-07-12 11 h - Téléchargement 2794221 - 17-16217 Addenda n° 2 2017-07-17 13 h 22 - Courriel 2797634 - 17-16217 Addenda n° 3 2017-07-24 15 h 12 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Ernst & Young Montréal LLP 800, boul. René-Lévesque Ouest Montréal, QC, H3B 1X9 http://www.ey.com/CA/en/Home NEQ : 3342276048	Madame Sevi Petrella Téléphone : 514 879-8199 Télécopieur :	**Commande : (1314028)** 2017-07-07 9 h 40 **Transmission :** 2017-07-07 9 h 40	2791608 - 17-16217 Addenda n° 1 - Report de date (devis) 2017-07-12 9 h 36 - Courriel 2791609 - 17-16217 Addenda n° 1 - Report de date (bordereau) 2017-07-12 9 h 36 - Téléchargement 2794221 - 17-16217 Addenda n° 2 2017-07-17 13

				h 22 - Courriel 2797634 - 17-16217 Addenda n° 3 2017-07-24 15 h 12 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Fujitsu Canada (Réception des appels d'offres) 2000, boul. Lebourgneuf Bureau 300 Québec, QC, G2K 0B8 http://fujitsu.com/ca NEQ : 1143039486	Madame Marjolaine Giguère Téléphone : 418 840-5100 Télécopieur : 418 840-5105	**Commande : (1313294)** 2017-07-06 8 h 34 **Transmission :** 2017-07-06 8 h 34	2791608 - 17-16217 Addenda n° 1 - Report de date (devis) 2017-07-12 9 h 36 - Courriel 2791609 - 17-16217 Addenda n° 1 - Report de date (bordereau) 2017-07-12 9 h 36 - Téléchargement 2794221 - 17-16217 Addenda n° 2 2017-07-17 13 h 22 - Courriel 2797634 - 17-16217 Addenda n° 3 2017-07-24 15 h 12 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Groupe Nexio Québec, division de Groupe Nexio inc. et division de Groupe Nexio Sélect inc. 2050 rue De Bleury bureau 500 Montréal, QC, H3A 2J5 http://www.nexio.com NEQ : 1169427326	Madame Brigitte Dufour Téléphone : 514 798-3707 Télécopieur : 514 284-9002	**Commande : (1313323)** 2017-07-06 8 h 52 **Transmission :** 2017-07-06 8 h 52	2791608 - 17-16217 Addenda n° 1 - Report de date (devis) 2017-07-12 9 h 36 - Courriel 2791609 - 17-16217 Addenda n° 1 - Report de date

				(bordereau) 2017-07-12 9 h 36 - Téléchargement 2794221 - 17-16217 Addenda n° 2 2017-07-17 13 h 22 - Courriel 2797634 - 17-16217 Addenda n° 3 2017-07-24 15 h 12 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Henri A. Lafortune Inc. 194 Charron Longueuil, QC, J4R2K7 NEQ : 1143462829	Monsieur Pierre-Olivier Lapointe Téléphone : 450 442-4080 Télécopieur :	**Commande : (1315131)** 2017-07-10 16 h 17 **Transmission :** 2017-07-10 16 h 17	2791608 - 17-16217 Addenda n° 1 - Report de date (devis) 2017-07-12 9 h 36 - Courriel 2791609 - 17-16217 Addenda n° 1 - Report de date (bordereau) 2017-07-12 9 h 36 - Téléchargement 2794221 - 17-16217 Addenda n° 2 2017-07-17 13 h 22 - Courriel 2797634 - 17-16217 Addenda n° 3 2017-07-24 15 h 12 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	iWeb technologies 20 place du Commerce Montréal, QC, H3E 1Z6	Monsieur Rodolphe Rigault	**Commande : (1313295)** 2017-07-06 8	2791608 - 17-16217 Addenda n° 1 - Report

	NEQ : 1169891828	Téléphone : 514 732-7529 Télécopieur :	h 35 **Transmission :** 2017-07-06 8 h 35	de date (devis) 2017-07-12 9 h 36 - Courriel 2791609 - 17-16217 Addenda n° 1 - Report de date (bordereau) 2017-07-12 9 h 36 - Téléchargement 2794221 - 17-16217 Addenda n° 2 2017-07-17 13 h 22 - Courriel 2797634 - 17-16217 Addenda n° 3 2017-07-24 15 h 12 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les logiciels Libres LINAGORA Inc. 1455, rue Drummond Bureau 2B Montréal, QC, H3G 1W3 http://www.linagora.ca NEQ : 1169499044	Monsieur ALEXANDRE ZAPOLSKY Téléphone : 514 798-1589 Télécopieur :	**Commande : (1317162)** 2017-07-14 10 h **Transmission :** 2017-07-14 10 h	2791608 - 17-16217 Addenda n° 1 - Report de date (devis) 2017-07-14 10 h - Téléchargement 2791609 - 17-16217 Addenda n° 1 - Report de date (bordereau) 2017-07-14 10 h - Téléchargement 2794221 - 17-16217 Addenda n° 2 2017-07-17 13 h 22 - Courriel 2797634 - 17-16217 Addenda n° 3 2017-07-24 15 h 12 - Courriel Mode privilégié (devis) :

				Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Levio Conseils inc. 1015, avenue Wilfrid-Pelletier, bureau 530 Québec, QC, G1W 0C4 http://www.levio.ca NEQ : 1169672574	Madame Kathy Tremblay Téléphone : 418 914-3623 Télécopieur :	**Commande : (1313274)** 2017-07-06 8 h 16 **Transmission :** 2017-07-06 8 h 16	2791608 - 17-16217 Addenda n° 1 - Report de date (devis) 2017-07-12 9 h 36 - Courriel 2791609 - 17-16217 Addenda n° 1 - Report de date (bordereau) 2017-07-12 9 h 36 - Téléchargement 2794221 - 17-16217 Addenda n° 2 2017-07-17 13 h 22 - Courriel 2797634 - 17-16217 Addenda n° 3 2017-07-24 15 h 12 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Logient 1121 rue Sainte-Catherine Ouest Suite 350 Montréal, QC, H3B 1J5 http://www.logient.com NEQ : 1166698614	Monsieur Jean-Francois Rioux Téléphone : 514 284-1100 Télécopieur : 514 284-1175	**Commande : (1320099)** 2017-07-21 9 h 04 **Transmission :** 2017-07-21 9 h 04	2791608 - 17-16217 Addenda n° 1 - Report de date (devis) 2017-07-21 9 h 04 - Téléchargement 2791609 - 17-16217 Addenda n° 1 - Report de date (bordereau) 2017-07-21 9 h 04 - Téléchargement 2794221 - 17-16217 Addenda

				n° 2 2017-07-21 9 h 04 - Téléchargement 2797634 - 17-16217 Addenda n° 3 2017-07-24 15 h 12 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation 710, place D'Youville Québec, QC, G1R 4Y4 http://www.economie.gouv.qc.ca/accueil/ NEQ :	Madame Mélissa Giguère Téléphone : 418 691-5698 Télécopieur : 418 528-0392	**Commande : (1316532)** 2017-07-13 9 h 15 **Transmission :** 2017-07-13 9 h 15	2791608 - 17-16217 Addenda n° 1 - Report de date (devis) 2017-07-13 9 h 15 - Téléchargement 2791609 - 17-16217 Addenda n° 1 - Report de date (bordereau) 2017-07-13 9 h 15 - Téléchargement Mode privilégié : Ne pas recevoir
☐	Oracle Canada ULC 45 O'Connor Street Suite 400 Ottawa, ON, K1P 1A4 http://www.oracle.com NEQ : 1166275785	Monsieur Guy Paquet Téléphone : 418 263-9142 Télécopieur :	**Commande : (1313728)** 2017-07-06 14 h 49 **Transmission :** 2017-07-06 14 h 49	2791608 - 17-16217 Addenda n° 1 - Report de date (devis) 2017-07-12 9 h 36 - Courriel 2791609 - 17-16217 Addenda n° 1 - Report de date (bordereau) 2017-07-12 9 h 36 - Téléchargement 2794221 - 17-16217 Addenda n° 2 2017-07-17 13 h 22 - Courriel

				2797634 - 17-16217 Addenda n° 3 2017-07-24 15 h 12 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Ormuco Inc 3510 boul. St-Laurent suite 200 Montréal, QC, H2X2V2 NEQ : 1166969973	Monsieur Derek McNevan Téléphone : 514 569-7732 Télécopieur :	**Commande : (1318638)** 2017-07-18 13 h 42 **Transmission :** 2017-07-18 13 h 42	2791608 - 17-16217 Addenda n° 1 - Report de date (devis) 2017-07-18 13 h 42 - Téléchargement 2791609 - 17-16217 Addenda n° 1 - Report de date (bordereau) 2017-07-18 13 h 42 - Téléchargement 2794221 - 17-16217 Addenda n° 2 2017-07-18 13 h 42 - Téléchargement 2797634 - 17-16217 Addenda n° 3 2017-07-24 15 h 12 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	PwC Management Services L.P. 1250, boul. René-Lévesque Ouest Bureau 2500 Montréal, QC, H3B4Y1 NEQ : 3347816566	Madame Nadia Bergeron Téléphone : 514 205-5001 Télécopieur :	**Commande : (1313600)** 2017-07-06 12 h 54 **Transmission :** 2017-07-06 12 h 54	2791608 - 17-16217 Addenda n° 1 - Report de date (devis) 2017-07-12 9 h 36 - Courriel 2791609 - 17-16217 Addenda

				n° 1 - Report de date (bordereau) 2017-07-12 9 h 36 - Téléchargement 2794221 - 17-16217 Addenda n° 2 2017-07-17 13 h 22 - Courriel 2797634 - 17-16217 Addenda n° 3 2017-07-24 15 h 12 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	R3D_Conseil_Inc. 1450 city councillors 340 Montréal, QC, h3a2e6 http://www.r3d.com NEQ : 1145625696	Monsieur Michel Savoie Téléphone : 514 392-9997 Télécopieur : 514 392-9940	**Commande : (1313612)** 2017-07-06 13 h 17 **Transmission :** 2017-07-06 13 h 17	2791608 - 17-16217 Addenda n° 1 - Report de date (devis) 2017-07-12 9 h 36 - Courriel 2791609 - 17-16217 Addenda n° 1 - Report de date (bordereau) 2017-07-12 9 h 36 - Téléchargement 2794221 - 17-16217 Addenda n° 2 2017-07-17 13 h 22 - Courriel 2797634 - 17-16217 Addenda n° 3 2017-07-24 15 h 12 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐	RHEA Inc 6700 Côte-de-Liesse, Suite#102 Montréal, QC, H4T 2B5 NEQ : 1171327613	Monsieur Nicolas Pellerin-Roy Téléphone : 438 792-9284 Télécopieur : 514 400-5514	**Commande : (1314078)** 2017-07-07 10 h 06 **Transmission :** 2017-07-07 10 h 06	2791608 - 17-16217 Addenda n° 1 - Report de date (devis) 2017-07-12 9 h 36 - Télécopie 2791609 - 17-16217 Addenda n° 1 - Report de date (bordereau) 2017-07-12 9 h 36 - Téléchargement 2794221 - 17-16217 Addenda n° 2 2017-07-17 13 h 22 - Télécopie 2797634 - 17-16217 Addenda n° 3 2017-07-24 15 h 12 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Savoir-faire Linux inc. 7275, Saint Urbain bureau 200 Montréal, QC, H2R 2Y5 http://www.savoirfairelinux.com NEQ : 1148918635	Monsieur Steven Roth Téléphone : 514 276-5468 Télécopieur : 514 276-5465	**Commande : (1313446)** 2017-07-06 10 h 25 **Transmission :** 2017-07-06 10 h 25	2791608 - 17-16217 Addenda n° 1 - Report de date (devis) 2017-07-12 9 h 36 - Courriel 2791609 - 17-16217 Addenda n° 1 - Report de date (bordereau) 2017-07-12 9 h 36 - Téléchargement 2794221 - 17-16217 Addenda n° 2 2017-07-17 13 h 22 - Courriel 2797634 - 17-16217 Addenda n° 3 2017-07-24 15

				h 12 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Société TELUS Communications 300, rue St-Paul bureau 600 Québec, QC, G1K 7R1 NEQ : 3363451546	Madame Magali Raynal-Ziani Téléphone : 418 781-4036 Télécopieur :	**Commande : (1315141)** 2017-07-10 16 h 28 **Transmission :** 2017-07-10 16 h 28	2791608 - 17-16217 Addenda n° 1 - Report de date (devis) 2017-07-12 9 h 36 - Courriel 2791609 - 17-16217 Addenda n° 1 - Report de date (bordereau) 2017-07-12 9 h 36 - Téléchargement 2794221 - 17-16217 Addenda n° 2 2017-07-17 13 h 22 - Courriel 2797634 - 17-16217 Addenda n° 3 2017-07-24 15 h 12 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Sélectionner Annuler

proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Plan du site

Accessibilité

UPAC-Signaler un acte répréhensible

Marchés publics hors Québec

Registre des entreprises non admissibles

Autorité des marchés financiers

Polices supportées

© 2003-2017 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
MANDAT

Dossier # : 1177438014

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction , Division Performance TI et sourçage
Objet :	Conclure deux (2) contrats de services professionnels avec les firmes suivantes: Les logiciels Libres LINAGORA Inc. (lot 1 au montant de 2 621 430,00 $ taxes incluses), Conseillers en gestion et informatique CGI Inc. (lot 2 au montant de 2 915 834,99 $ taxes incluses), pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en plateformes, infrastructures TI et logiciels infonuagiques / Appel d'offres 17-16217 - 3 soumissionnaires au total / Approuver les projets de convention à cette fin

Numéro du mandat
SMCE177438014

Date du mandat
2017-09-06

Objet du mandat

Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats

Type de mandat

Commission sur l'examen des contrats

VU le Règlement sur la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008);

VU la résolution CG11 0082 qui détermine les critères de sélection des contrats qui doivent être soumis à la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats;

VU que le contrat de services professionnels pour le lot 1 est d'une valeur de plus de 1 M$ et qu'il présente un écart de prix de plus de 20 % entre le prix soumis par l'adjudicataire et le soumissionnaire ayant obtenu la deuxième meilleure note totale à la suite de l'utilisation d'une grille d'évaluation;

VU que le contrat de services professionnels pour le lot 2 est d'une valeur de plus de 1 M$ et qu'il présente un écart de prix de plus de 20 % entre le prix soumis par l'adjudicataire et le soumissionnaire ayant obtenu la deuxième meilleure note totale à la suite de l'utilisation d'une grille d'évaluation;

VU que le contrat de services professionnels est d’une valeur de plus de 1 M$ et qu'une seule soumission conforme a été reçue à la suite d'un appel d’offres;

Le comité exécutif, après avoir pris connaissance du dossier décisionnel 1177438014 mandate la Commission sur l'examen des contrats afin d'étudier les contrats pour les lots concernés.

Signé le : 2017-09-08

Jean-François MILOT

_____

Chef de division soutien aux instances

Dossier # :1177438014

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Commission permanente sur l'examen des contrats

La commission :

Présidente

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Vice-présidentes

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Membres

Mme Dida Berku
Ville de Côte-Saint-Luc

M. Richard Celzi
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Marie Cinq-Mars
Arrondissement d'Outremont

M. Richard Deschamps
Arrondissement de LaSalle

M. Marc-André Gadoury
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Luc Gagnon
Arrondissement de Verdun

M. Manuel Guedes
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 28 septembre 2017

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE177438014

Conclure deux (2) contrats de services professionnels avec les firmes suivantes: Les logiciels Libres LINAGORA Inc. (lot 1 au montant de 2 621 430,00 $ taxes incluses), Conseillers en gestion et informatique CGI Inc. (lot 2 au montant de 2 915 834,99 $ taxes incluses), pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en plateformes, infrastructures TI et logiciels infonuagiques / Appel d'offres 17-16217 - 3 soumissionnaires / Approuver les projets de convention à cette fin.

(ORIGINAL SIGNÉ)

Émilie Thuillier
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE177438014
Conclure deux (2) contrats de services professionnels avec les firmes suivantes: Les logiciels Libres LINAGORA Inc. (lot 1 au montant de 2 621 430,00 $ taxes incluses), Conseillers en gestion et informatique CGI Inc. (lot 2 au montant de 2 915 834,99 $ taxes incluses), pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en plateformes, infrastructures TI et logiciels infonuagiques / Appel d'offres 17-16217 - 3 soumissionnaires / Approuver les projets de convention à cette fin.

À sa séance du 6 septembre 2017, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce dossier répondait aux critères suivants :

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ présentant un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le soumissionnaire ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation (lot 1);*

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ présentant un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le soumissionnaire ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation (lot 2).*

Le 13 septembre 2017, les membres de la commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus relativement au mandat confié. Des représentants du Service des technologies de l'information et du Service de l'approvisionnement ont répondu aux questions des membres de la commission.

La Commission a constaté que le Service des technologies de l'information souhaitait, par cet appel d'offres, réaliser une plus grande ouverture du marché. À l'évidence, ce souhait ne s'est pas matérialisé.

Les membres ont aussi noté que la période de l'appel d'offres s'est terminée à la fin juillet, durant la période des vacances de la construction. Pour la Commission, cela ne

constitue pas une bonne pratique et il aurait été préférable de procéder à l'appel d'offres à un autre moment.

La Commission a également constaté que plusieurs ententes-cadres en vigueur au moment du lancement de l'appel d'offres ont été résiliées par la suite. En réponse aux questions des membres, le Service a indiqué que les soumissionnaires n'étaient pas informés de ce fait au moment où ils ont déposé leurs soumissions.

Enfin, la Commission est d'avis qu'il y a lieu de s'étonner et de se questionner sur le caractère concurrentiel des soumissions de la firme CGI.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service des technologies de l'information et du Service de l'approvisionnement pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la commission. La commission adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération à savoir :

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ présentant un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le soumissionnaire ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation (lot 1);*

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ présentant un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le soumissionnaire ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation (lot 2).*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE177438014 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.82

2017/09/28 17:00

(2)

Dossier # : 1177438011

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction , Division Performance TI et sourçage
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure quatre (4) contrats de services professionnels avec la firme Conseillers en gestion en informatique CGI inc (lot 1 au montant de 1 065 352,60 $, taxes incluses, lot 2 au montant de 2 311 273,44 $, taxes incluses, lot 3 au montant de 683 386,11 $, taxes incluses, et lot 4 au montant de 970 239,53 $, taxes incluses), pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en développement, intégration et configuration de solutions d'affaires pour les services de la gestion du territoire de la Ville de Montréal / Appel d'offres 17-16266 - 6 soumissionnaires au total / Approuver les projets de convention à cette fin

Il est recommandé :

1. de conclure quatre (4) contrats, d'une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en développement, intégration et configuration de solutions d'affaires pour les services de la gestion du territoire de la Ville de Montréal;
2. d'approuver les projets de convention de services professionnels par lesquels les firmes ci-après désignées ayant obtenu les plus hauts pointages en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville les services spécialisés requis à cette fin, pour les sommes maximales inscrites à l'égard de chacune d'elles, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public N°17-16266 et selon les termes et conditions stipulés aux projets de conventions;

Firme	Description	Montant
Conseillers en gestion et informatique CGI Inc.	Lot 1 - Services de développement d'application Web et mobiles	1 065 352,60 $
Conseillers en gestion et informatique CGI Inc	Lot 2 - Services de développement et d'intégration et de configuration de progiciels pour les solutions gestion du territoire	2 311 273,44 $

Conseillers en gestion et informatique CGI Inc	Lot 3 - Services de développement, d'intégration, de configuration et d'administration de systèmes d'informations géographiques	683 386,11 $
Conseillers en gestion et informatique CGI Inc.	Lot 4 - Services de développement et configuration d'interfaces en gestion des actifs	970 239,53 $

3. d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget du Service des technologies de l'information, et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-08-28 10:42

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1177438011**
Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction , Division Performance TI et sourçage
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure quatre (4) contrats de services professionnels avec la firme Conseillers en gestion en informatique CGI inc (lot 1 au montant de 1 065 352,60 $, taxes incluses, lot 2 au montant de 2 311 273,44 $, taxes incluses, lot 3 au montant de 683 386,11 $, taxes incluses, et lot 4 au montant de 970 239,53 $, taxes incluses), pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en développement, intégration et configuration de solutions d'affaires pour les services de la gestion du territoire de la Ville de Montréal / Appel d'offres 17-16266 - 6 soumissionnaires au total / Approuver les projets de convention à cette fin

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du PTI 2017-2019, plusieurs projets majeurs & programmes touchent les services de la gestion du territoire de la Ville de Montréal (Ville), notamment le Service de l'eau, le Service de l'environnement, le Service des infrastructures, de la voirie et des transports, ainsi que le Service de la mise en valeur du territoire.
Afin de poursuivre la réalisation des initiatives prévues au PTI, le Service des technologies de l'information (Service des TI) met en place des ententes de prestations de services spécialisés qui permettront notamment d'adresser les projets en cours ou à venir suivants :

- 71050 - Modernisation TI des projets du Service de la concertation des arrondissements;
- 75400 - Tableaux de bord - subventions à la propriété;
- 28020 - Système de gestion des projets d'immobilisations;
- 70015 - Système de relève des compteurs d’eau;
- 74840 - Gestion des parcours génériques;
- 71750 - Gestion de la qualité de l’air et de l’eau;
- 74925 - Assistant à la gestion des interventions dans les rues (AGIR);
- 70170 - Modernisation des applications de la gestion durable de l'eau;
- 70015 - Système de relève des compteurs d’eau;
- 54444 - Développement et mise en oeuvre des applications informatiques de la gestion des matières résiduelles;
- 68142 - AccèsLogis Montréal;
- 69205 - Refonte de la plateforme géomatique;
- 71550 - Système de gestion des actifs municipaux;

- 72710 - Inspection des actifs du mobilier urbain;
- 71720- Mise à jour du système de contrôle des procédés pour la Station JR Marcotte;
- 18018-Desinfection/Ozonation DEEU;
- 70175- Infrastructures et outils TI pour la gestion de l'eau;
- 70189- Mise en place des équipements TI du nouveau bâtiment de l'usine Atwater.

C'est dans ce contexte que la Ville a lancé l'appel d'offres 17-16266. Cet appel d'offres, publié dans le journal Le Devoir et sur le site électronique d'appel d'offres SÉAO, a débuté le 28 juin 2017 pour se terminer le 24 juillet 2017. La durée de la publication a été de 27 jours. Le délai de validité des soumissions est de 220 jours de la date du dépôt des soumissions.

Dans le cadre de cet appel d'offres, 2 addenda ont été publiés :

No. addenda	Date de publication	Nature
1	10 juillet 2017	Report de la date de dépôt des soumissions au 24 juillet 2017, initialement prévue le 17 juillet 2017, à la suite de la demande de plusieurs preneurs de cahier des charges. Réponses aux questions du marché.
2	17 juillet 2017	Réponses aux questions du marché.

Le présent dossier vise donc à conclure quatre (4) contrats de services professionnels avec la firme Conseillers en gestion en informatique CGI inc (lot 1 au montant de 1 065 352,60 $, taxes incluses, lot 2 au montant de 2 311 273,44 $, taxes incluses, lot 3 au montant de 683 386,11 $, taxes incluses, et lot 4 au montant de 970 239,53 $, taxes incluses), pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en développement, intégration et configuration de solutions d'affaires pour les services de la gestion du territoire de la Ville de Montréal, et approuver les projets de convention à cette fin

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DA171805001 - 10 avril 2017 - Approuver la grille d'évaluation qui sera utilisée dans le cadre de futurs appels d'offres pour obtenir des services professionnels en informatique, dans le but de supporter la réalisation de différents projets du Service des technologies de l'information.

DESCRIPTION

Le présent dossier concerne cinq (5) lots de prestations de services spécialisés en gestion du territoire. Plus précisément, les principaux projets couverts sont les suivants :

Description des lots	Principaux consommateurs des lots
Lot 1 - Services de développement d'applications web et mobiles :	71050 - Modernisation TI des projets du Service de la concertation des arrondissements; 75400 - Tableaux de bord - subventions à la

• Développement d'applications de gestion pour l'inspection, la gestion des permis et les services numériques du nouveau portail de la Ville.	propriété; 28020 - Système de gestion des projets d'immobilisations; 70015 - Système de relève des compteurs d'eau; 74840 - Gestion des parcours génériques; 71750 - Gestion de la qualité de l'air et de l'eau; 74925 - Assistant à la gestion des interventions dans les rues (AGIR).
Lot 2 - Services de développement, d'intégration et de configuration de progiciels : • Configuration pour chaque plateforme en gestion du territoire requise lors de la mise en place de solutions ou d'évolution dans chacune des solutions.	74925 - Assistant à la gestion des interventions dans les rues (AGIR); 70170 - Modernisation des applications de la gestion durable de l'eau; 70015 - Système de relève des compteurs d'eau; 74840 - Gestion des parcours génériques; 71750 - Refonte du système de gestion de la qualité de l'air et de l'eau (GAE); 54444 - Développement et mise en oeuvre des applications informatiques de la gestion des matières résiduelles; 28020 - Système de gestion des projets d'immobilisations; 68142 - AccèsLogis Montréal.
Lot 3 - Services de développement, d'intégration, de configuration et d'administration de systèmes d'informations géographiques: • Développement de services géomatiques et de couches d'évolution de la réglementation municipale.	69205 - Refonte de la plateforme géomatique; 71050 - Modernisation TI des projets du Service de la concertation des arrondissements; 71550 - Système de gestion des actifs municipaux; 74840 - Gestion des parcours génériques; 72710 - Inspection des actifs du mobilier urbain; 54444 - Développement et mise en oeuvre des applications informatiques de la gestion des matières résiduelles; 68142 - AccèsLogis Montréal; 74840 - Gestion des parcours génériques.
Lot 4 - Services de développement et configuration d'interfaces en gestion des actifs : • Développement des services API pour le système de gestion des actifs municipaux et les interfaces vers le ERP SIMON.	71550 - Système de gestion des actifs municipaux; 71050 - Modernisation TI des projets du Service de la concertation des arrondissements.
Lot 5 - Services de conception, configuration et installation de matériel/logiciel en informatique industrielle (technologies opérationnelles) : • Préparation d'une architecture de solution réseautique et de l'infrastructure pour l'ensemble des usines du Service de l'eau;	71720 - Mise à jour du système de contrôle des procédés pour la Station JR Marcotte; 18018 - Desinfection/Ozonation DEEU; 70175 - Infrastructures et outils TI pour la gestion de l'eau; 70189 - Mise en place des équipements TI du nouveau bâtiment de l'usine Atwater.

- Assistance à la configuration lors de déploiement de composantes d’automates intégrées aux systèmes de contrôles de procédés.

La prestation de services en développement, intégration et configuration de solutions d'affaires pour les services de la gestion du territoire de la Ville est une nouvelle approche qui se décline comme suit:

- Gestion des mandats de solutions d'affaires pour les services de la gestion du territoire avec un coordonnateur de services de l'adjudicataire qui agit comme un point de contact avec la Ville et assure la coordination des mandats pour la Ville;
- Définition des requis pour des mandats spécifiques de solutions d'affaires pour les services de la gestion du territoire, par les ressources de la Ville pour des livrables définis, avec un budget et un échéancier établis;
- Réalisation des mandats chez l'adjudicataire qui utilise ses équipements, ses pratiques & méthodologies et qui effectue la gestion & l'administration de ses ressources afin de réaliser les livrables;
- Utilisation d'une banque d'heures par lots, pour les différents volets de solutions d'affaires pour les services de la gestion du territoire;
- Utilisation d'un processus d'assurance qualité pour vérifier l'atteinte des requis demandés.

À ce titre, le processus d'assurance qualité opéré par la Ville est le suivant:

Pré mandat:

- Encadrement et suivi centralisé par la division Performance TI et sourçage;
- Initiation par une demande de prestation de services en développement, intégration et configuration de solutions d'affaires pour les services de la gestion du territoire comprenant entre autres, la liste et la description des livrables attendus, le niveau de qualité exigé, l'enveloppe budgétaire ainsi que l'échéancier de livraison;
- Audit de pré-démarrage afin de garantir les conditions de succès du projet et du mandat;
- Rencontre de démarrage entre le fournisseur et le responsable de la Ville.

En cours de mandat:

- Rencontre de coordination et d'assurance qualité au minimum une fois par semaine pendant la prestation de service;
- Suivi de la consommation via divers rapports de gestion et validation de la facturation;
- Évaluation périodique de la qualité des livrables des mandats réalisés en solutions d'affaires pour les services de la gestion du territoire par les fournisseurs;
- Rencontres de suivi avec les chargés de prestations (statuts, enjeux de performance et contractuels);
- Revues indépendantes des projets conduites par le Bureau de projets;
- Démonstration de l'atteinte des objectifs lors de la dernière rencontre d'assurance qualité.

Post mandat:

- Rencontre entre les équipes pour le transfert de connaissance et la revue finale des livrables;
- Gestion de la documentation;
- Soutien à l'exploitation lorsque requis (déboguage, corrections, rustines de sécurité);
- Évaluation globale en fin de mandat;
- Suivi de la consommation globale des ententes;
- Inventaire des leçons apprises afin d'améliorer la performance des équipes dans la prestation des services et la réalisation des projets.

Afin d'assurer la réalisation des mandats de services spécialisés en solutions d'affaires pour les services de la gestion du territoire de la Ville, le Service des TI utilise un cadre de gestion de projets. Ce processus d'assurance qualité présenté est l'une des composantes de la méthodologie de gestion de projets en vigueur au Service des TI. Le Cadre de gestion de projets prévoit des processus ainsi que des outils de gouvernance, de planification, de suivi et de contrôle qui se déclinent comme suit :

- Gouvernance de projet – L'octroi des budgets et des crédits est encadré par le Comité sectoriel des TI (CSTI) lors des points de passage d'une phase à une autre (par exemple, lors du passage de la phase de planification à la phase de réalisation);
- Planification de projet – Les projets sont planifiés dans une méthodologie de gestion de projets permettant de mesurer l'avancement des travaux, de comparer les progrès réels et les progrès prévus, et de mettre en œuvre des mesures correctives lorsque les progrès réels ne sont pas conformes aux prévisions de déroulement;
- Suivi et contrôle de projet – Des outils de suivi et contrôle permettent de produire des indicateurs de santé des projets : registre d'approbation des biens livrables, registre des approvisionnements, registre des risques, registre des points en suspens, registre des demandes de changements, registre des communications, registre des parties prenantes, etc.;
- Processus de revue indépendante des projets, programmes et portefeuille d'initiatives TI afin d'assurer la conformité des projets face aux meilleures pratiques TI au sein de la Ville;
- Gouvernance des projets prioritaires – Les projets du Service des TI identifiés comme prioritaires par l'Administration de la Ville sont suivis au Comité de coordination des projets d'envergure (CCPE).

JUSTIFICATION

Le résultat du processus d'appel d'offres a permis de conclure à un intérêt marqué du marché avec un total de 17 preneurs de cahier des charges. De ce nombre, six (6) d'entre eux ont déposé une soumission sur un ou plusieurs lots, soit 35 % des preneurs, alors que 11 firmes n'ont pas déposé de soumission (65%). De ces 11 firmes, sept (7) d'entre elles ont transmis un avis de désistement au Service de l'approvisionnement. Les raisons de désistement invoquées sont:

- Ressources non disponibles pour deux (2) firmes;
- Devis trop spécialisé pour deux (2) firmes;
- Raisons variées pour trois (3) firmes.

Toutes les firmes ayant déposé des soumissions sont déclarées conformes d'un point de vue administratif. L'évaluation des soumissions a été effectuée selon une grille de pondération et des critères d'évaluation préalablement approuvée par la direction du Service de l'approvisionnement en date du 10 avril 2017 (DA171805001). Les résultats qui découlent de cette évaluation sont les suivants :

Lot 1 : Services de développement d'application Web et mobiles

Pour ce lot, quatre (4) soumissionnaires ont déposé une offre et elles sont conformes

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Prix de base	Autre (préciser)	Total
Conseillers en gestion en informatique CGI inc.	87,5	1,29	1 065 352,60 $		1 065 352,60 $
Cofomo inc.	77,9	1,19	1 072 644,90 $		1 072 644,90 $
R3D Conseil inc.	82,3	0,88	1 500 854,91 $		1 500 854,91 $
Nventive Inc.	76,4	0,88	1 441 499,06 $		1 441 499,06 $
Dernière estimation réalisée					1 357 000,00 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($)					(291 647,40 $)
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%)					(21,49%)
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($)					7 292,30 $
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%)					0,68%
Prix moyen des offres ($)					1 270 087, 87 $
Écart entre le prix moyen et la dernière estimation ($)					(86 912,13 $)
Écart entre le prix moyen des offres et la dernière estimation (%)					6,40%

L'écart entre le prix moyen des offres (1 270 087, 87 $) et l'estimé de la Ville est de (6,40 %). L'adjudicataire s'est démarqué au niveau de son prix, lequel est plus bas de 16,12% par rapport au prix moyen des offres, ce qui montre que son offre est compétitive et explique l'écart de 21,49% avec l'estimation. À noter que l'offre du deuxième plus bas soumissionnaire est également compétitive.

Lot 2 : Services de développement et d'intégration et de configuration de progiciels pour les solutions gestion du territoire

Pour ce lot, deux (2) soumissionnaires ont déposé une offre et elles sont conformes

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Prix de base	Autre (préciser)	Total
Conseillers en gestion en informatique CGI inc.	80,3	0,56	2 311 273,44 $		2 311 273,44 $

Alithya Services conseils Inc	78,5	0,45	2 874 375,00 $		2 874 375,00 $
Dernière estimation réalisée					2 880 000,00 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($)					(568 726,56 $)
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%)					(19,75%)
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($)					563 101,45 $
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%)					24,36%
Prix moyen des offres ($)					2 592 824,22 $
Écart entre le prix moyen et la dernière estimation ($)					(287 175,78$)
Écart entre le prix moyen des offres et la dernière estimation (%)					(9,97%)

On constate un écart de (19,75 %) entre la plus basse soumission conforme et l'estimation, alors qu'il y a un écart de (1,95%) entre le deuxième plus bas soumissionnaire et l'estimé de la Ville. L'adjudicataire s'est démarqué au niveau de son prix, lequel est plus bas de 24,36 %, par rapport au deuxième plus bas soumissionnaire, ce qui montre que son offre est très compétitive.

Lot 3 : Services de développement, d'intégration, de configuration et d'administration de systèmes d'informations géographiques

Pour ce lot, deux (2) soumissionnaires ont déposé une offre et elles sont conformes.

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Prix de base	Autre (préciser)	Total
Conseillers en gestion en informatique CGI inc.	84,8	1,97	683 386,11 $		683 386,11 $
Stantec inc.	83,8	1,84	726 412,05 $		726 412,05 $
Dernière estimation réalisée					810 000,00 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($)					(126 613,89 $)
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%)					(15.63%)
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($)					43 025,94 $
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%)					6.30%
Prix moyen des offres ($)					704 899,08 $
Écart entre le prix moyen et la dernière estimation ($)					(105 100,92 $)
Écart entre le prix moyen des offres et la dernière estimation (%)					(12,98%)

On constate un écart de (15,63 %) entre la plus basse soumission conforme et l'estimation.

Il est à noter que l'approche de sourçage par prestations de services spécialisés n'a pas été utilisée auparavant pour des services de développement, d'intégration, de configuration & d'administration de systèmes d'informations géographiques et il est alors plus difficile de réaliser des estimations précises, ce qui explique l'écart avec la dernière estimation.

Lot 4 : Services de développement et configuration d'interfaces en gestion des actifs

Pour ce lot, un (1) soumissionnaire a déposé une offre et elle est conforme

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Prix de base	Autre (préciser)	Total
Conseillers en gestion en informatique CGI inc.	81,3	1,35	970 239,53 $		970 239,53 $
Dernière estimation réalisée					1 035 000,00 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%)					(64 760,47 $) (6.26%)
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%)					

Lot 5 : Services de conception, configuration et installation de matériel/logiciel en informatique industrielle (technologies opérationnelles)

Ce lot ne sera pas octroyé puisqu'aucune firme n'a déposé d'offre.

Selon le Règlement sur la commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008) et de la résolution CG11 0082, le dossier sera soumis à ladite commission pour étude en vertu du critère suivant :

- Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$.

Et répondant aux conditions suivantes :

- Écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme ou celui ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation (Lot 2);
- Écart de plus de 20% entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire (lot1).

En vertu du décret 435-2015 du Gouvernement du Québec, entré en vigueur le 2 novembre 2015, l'adjudicataire de tout contrat de services de plus de 1 M $ doit avoir une accréditation de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

- La firme Conseillers en gestion et informatique CGI inc. a obtenu son accréditation le 17 janvier 2014 et cette dernière demeure valide.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les dépenses seront assumées au PTI et/ou au budget de fonctionnement du Service des TI pour la durée des contrats. Les prestations de services spécialisés seront utilisés au fur et à mesure de l'expression des besoins. Tous les besoins futurs de prestations de services seront régis par le processus d'autorisation de dépenses en fonction d'une entente. Les engagements budgétaires, les virements budgétaires et le partage des dépenses seront évalués à ce moment selon la nature des projets.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Dans le cadre de la réalisation de chaque projet, ces ententes permettront au Service des TI de bénéficier des impacts suivants :

- Responsabilisation des adjudicataires dans la réalisation des livrables de la Ville et le partage de risque;
- L'augmentation de la cadence de réalisation de projets;
- Possibilité de faire de la livraison "agile" avec cette approche qui est normalement réalisée à l'interne;
- Accroissement de la capacité de réalisation de la Ville;
- Approche complémentaire avec les autres modes de livraisons, qui est mieux adaptée pour la livraison dans certaines situations.

Au niveau du PTI 2017-2019, la mise en place de ces contrats permet :

- D'assurer la transformation organisationnelle de la Ville, par l'entremise de projets d'implantation de systèmes informatiques plus modernes et plus efficients;
- De moderniser et de maintenir les actifs de plusieurs systèmes informatiques, en appui aux activités administratives de la Ville et à la prestation de services aux citoyens, ainsi que de maintenir les infrastructures et les nombreux systèmes informatiques du parc applicatif de la Ville.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Présentation du dossier au Comité exécutif : le 6 septembre 2017;

- Étude du dossier par la Commission permanente sur l'examen des contrats : le 13 septembre 2017;
- Retour du dossier au Comité exécutif : le 20 septembre 2017;
- Approbation du dossier par le Conseil municipal : le 25 septembre 2017;
- Approbation du dossier par le Conseil d'agglomération : le 28 septembre 2017.
- Rencontre de départ avec le fournisseur : octobre 2017.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Maricela FERRER VISBAL)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Michel TURCOTTE
Analyste de dossiers

Tél : 514 872-0472
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-22

Lyne PARENTEAU
Conseillère en analyse et contrôle de gestion

Tél : 514 872-5295
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvain PERRAS
Directeur du service des technologies de l'information
Tél :
Approuvé le : 2017-08-28

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 17 janvier 2014

CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.
A/S MONSIEUR BENOIT DUBÉ
1350, BOUL RENÉ-LÉVESQUE O
25 ÈME ÉTAGE
MONTRÉAL (QC) H3G 1T4

N° de décision : 2014-CPSM-1003609
N° de client : 2700035725

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- CENTRE DE SANTÉ OXYGÈNE
- CGO
- CONSEIL ET GESTION D'ORGANISATION C.G.O.
- GROUPE IST
- IST
- OPTEL
- OPTEL P.M.L. CONSEILLERS EN TÉLÉCOMMUNICATION
- OSC
- OXYGEN CORPORATE HEALTH
- OXYGEN HEALTH CENTER
- OXYGÈNE SANTÉ CORPORATIVE

une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la LCOP). CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **16 janvier 2017** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

PAR COURRIEL

Le 23 janvier 2017

CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.
A/S MONSIEUR BENOÎT DUBÉ
25E ÉTAGE, 1350, BOUL. RENÉ-LÉVESQUE O.
MONTRÉAL (QC) CANADA H3G 1T4

N° de client : 2700035725

Objet : Demande de renouvellement / Validité de l'autorisation

Monsieur,

La présente vous est transmise en votre qualité de répondant de CONSEILLERS EN GESTION INFORMATIQUE CGI INC. (« **CGI inc.** ») et concerne votre demande de renouvellement de contracter/sous-contracter avec un organisme public (la « **Demande de renouvellement** ») que vous avez transmise à l'Autorité des marchés financiers (l'« **Autorité** ») le 14 octobre 2016, en vertu de l'article 21.41 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »).

Or, tel que le prévoit l'alinéa 3 de l'article 21.41 de la LCOP, une autorisation demeure valide si la demande de renouvellement est présentée au moins 90 jours avant le terme de la durée de l'autorisation, et ce, jusqu'à ce que l'Autorité statue sur cette demande.

Compte tenu de ce qui précède et considérant que la Demande de renouvellement de CGI INC. a été soumise à l'Autorité dans les délais requis, nous vous confirmons que l'autorisation de cette dernière demeure valide, et ce, jusqu'à ce qu'une décision soit rendue sur cette demande.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés financiers

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **jeudi, 20 juillet 2017 à 19:30**

Fiche de l'entreprise

Nom : CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.
Adresse du siège social : 1350, BOUL RENÉ-LÉVESQUE O, 25 ÈME ÉTAGE, MONTRÉAL, QC, H3G 1T4, CANADA

Numéro de client à l'Autorité : 2700035725
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1160358728

Autres noms d'affaires

- CENTRE DE SANTÉ OXYGÈNE
- CGI MC
- CGO
- CONSEIL ET GESTION D'ORGANISATION C.G.O.
- CONSEILLERS CGI
- GROUPE IST
- IST
- OPTEL
- OPTEL P.M.L. CONSEILLERS EN TÉLÉCOMMUNICATION
- OSC
- OXYGEN CORPORATE HEALTH
- OXYGEN HEALTH CENTER
- OXYGÈNE SANTÉ CORPORATIVE

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information.

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 ;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET :

Conseillers en gestion et informatique CGI Inc., personne morale ayant sa principale place d'affaires au 1350, Boul. René-Lévesque O. 25e étage, Montréal, Québec, H3G 1T4, agissant et représentée par Jonathan St-Cyr, Directeur, services-conseils, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée le « **CONTRACTANT** »

N° d'inscription T.P.S. : 887704542
N° d'inscription T.V.Q. : 1020090517

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient:

1.1 « **Directeur** » : le directeur du Service des technologies de l'information ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : les documents d'appel d'offres public 17-16266, en date du 28 juin 2017, pour services professionnels relatifs à des prestations de services spécialisés en développement, intégration et configuration de solutions d'affaires pour les services de la gestion du territoire de la Ville de Montréal (lot 1 – Service de développement d'applications web et mobile);

1.3 « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le Contractant le 24 juillet 2017.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, à fournir, sur demande, des prestations de services spécialisés en développement, intégration et configuration de solutions d'affaires pour les services de la gestion du territoire de la Ville de Montréal (lot 1 – Service de développement d'applications web et mobile);

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

6.9 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Directeur, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

6.10 transmettre au Directeur, selon les modalités que lui indique le Directeur, les comptes-rendus des réunions de coordination ou de chantier;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de un million soixante-cinq mille trois cent cinquante-deux dollars et soixante sous (1 065 352,60 $) couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable comme suit :

Les services spécialisés seront utilisés au fur et à mesure de l'expression des besoins. Par conséquent, le paiement sera effectué mensuellement à la quantité des heures travaillées à l'intérieur du mandat au taux horaire soumissionné et sur la base de factures détaillées et accompagnées des pièces justificatives

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant: :

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée

contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 **HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.6 **LIEN D'EMPLOI**

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier de la Ville

Le e jour de 20

Conseillers en gestion et informatique CGI Inc.

Par : _____
Jonathan St-Cyr, Directeur, services-conseils

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 ;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET :

Conseillers en gestion et informatique CGI Inc., personne morale ayant sa principale place d'affaires au 1350, Boul. René-Lévesque O. 25e étage, Montréal, Québec, H3G 1T4, agissant et représentée par Jonathan St-Cyr, Directeur, services-conseils, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée le « **CONTRACTANT** »

N° d'inscription T.P.S. : 887704542
N° d'inscription T.V.Q. : 1020090517

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient:

1.1 « **Directeur** » : le directeur du Service des technologies de l'information ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : les documents d'appel d'offres public 17-16266, en date du 28 juin 2017, pour services professionnels relatifs à des prestations de services spécialisés en développement, intégration et configuration de solutions d'affaires pour les services de la gestion du territoire de la Ville de Montréal (lot 2 – Service de développement et d'intégration et de configuration de progiciels pour les solutions de gestion du territoire);

1.3 « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le Contractant le 24 juillet 2017.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, à fournir, sur demande, des prestations de services spécialisés en développement, intégration et configuration de solutions d'affaires pour les services de la gestion du territoire de la Ville de Montréal (lot 2 – Service de développement et d'intégration et de configuration de progiciels pour les solutions de gestion du territoire);

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

6.9 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Directeur, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

6.10 transmettre au Directeur, selon les modalités que lui indique le Directeur, les comptes-rendus des réunions de coordination ou de chantier;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de deux million trois cent onze mille deux cent soixante-treize dollars et quarante-quatre sous (2 311 273,44 $) couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable comme suit :

Les services spécialisés seront utilisés au fur et à mesure de l'expression des besoins. Par conséquent, le paiement sera effectué mensuellement à la quantité des heures travaillées à l'intérieur du mandat au taux horaire soumissionné et sur la base de factures détaillées et accompagnées des pièces justificatives

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant: :

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée

contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 **HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.6 **LIEN D'EMPLOI**

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier de la Ville

Le e jour de 20

Conseillers en gestion et informatique CGI Inc.

Par : _____
Jonathan St-Cyr, Directeur, services-conseils

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 ;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET :

Conseillers en gestion et informatique CGI Inc., personne morale ayant sa principale place d'affaires au 1350, Boul. René-Lévesque O. 25e étage, Montréal, Québec, H3G 1T4, agissant et représentée par Jonathan St-Cyr, Directeur, services-conseils, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée le « **CONTRACTANT** »

N° d'inscription T.P.S. : 887704542
N° d'inscription T.V.Q. : 1020090517

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient:

1.1 « **Directeur** » : le directeur du Service des technologies de l'information ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : les documents d'appel d'offres public 17-16266, en date du 28 juin 2017, pour services professionnels relatifs à des prestations de services spécialisés en développement, intégration et configuration de solutions d'affaires pour les services de la gestion du territoire de la Ville de Montréal (lot 3 – Service de développement, d'intégration, de configuration et d'administration de systèmes d'information géographiques);

1.3 « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le Contractant le 24 juillet 2017.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, à fournir, sur demande, des prestations de services spécialisés en développement, intégration et configuration de solutions d'affaires pour les services de la gestion du territoire de la Ville de Montréal (lot 3 – Service de développement, d'intégration, de configuration et d'administration de systèmes d'information géographiques);

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

6.9 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Directeur, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

6.10 transmettre au Directeur, selon les modalités que lui indique le Directeur, les comptes-rendus des réunions de coordination ou de chantier;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de six cent quatre-vingt-trois mille trois cent quatre-vingt-six dollars et onze sous (683 386,11 $) couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable comme suit :

Les services spécialisés seront utilisés au fur et à mesure de l'expression des besoins. Par conséquent, le paiement sera effectué mensuellement à la quantité des heures travaillées à l'intérieur du mandat au taux horaire soumissionné et sur la base de factures détaillées et accompagnées des pièces justificatives

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant: :

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée

contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 **HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.6 **LIEN D'EMPLOI**

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier de la Ville

Le e jour de 20

Conseillers en gestion et informatique CGI Inc.

Par : _____
Jonathan St-Cyr, Directeur, services-conseils

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 ;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET :

Conseillers en gestion et informatique CGI Inc., personne morale ayant sa principale place d'affaires au 1350, Boul. René-Lévesque O. 25e étage, Montréal, Québec, H3G 1T4, agissant et représentée par Jonathan St-Cyr, Directeur, services-conseils, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée le « **CONTRACTANT** »

N° d'inscription T.P.S. : 887704542
N° d'inscription T.V.Q. : 1020090517

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient:

1.1 « **Directeur** » : le directeur du Service des technologies de l'information ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : les documents d'appel d'offres public 17-16266, en date du 28 juin 2017, pour services professionnels relatifs à des prestations de services spécialisés en développement, intégration et configuration de solutions d'affaires pour les services de la gestion du territoire de la Ville de Montréal (lot 4 – Services de développement et configuration d'interfaces en gestion des actifs);

1.3 « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le Contractant le 24 juillet 2017.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, à fournir, sur demande, des prestations de services spécialisés en développement, intégration et configuration de solutions d'affaires pour les services de la gestion du territoire de la Ville de Montréal (lot 4 – Services de développement et configuration d'interfaces en gestion des actifs);

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

6.9 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Directeur, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

6.10 transmettre au Directeur, selon les modalités que lui indique le Directeur, les comptes-rendus des réunions de coordination ou de chantier;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de neuf cent soixante-dix mille deux cent trente-neuf dollars et cinquante-trois sous (970 239,53 $) couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable comme suit :

Les services spécialisés seront utilisés au fur et à mesure de l'expression des besoins. Par conséquent, le paiement sera effectué mensuellement à la quantité des heures travaillées à l'intérieur du mandat au taux horaire soumissionné et sur la base de factures détaillées et accompagnées des pièces justificatives

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant: :

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée

contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 **HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.6 **LIEN D'EMPLOI**

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier de la Ville

Le e jour de 20

Conseillers en gestion et informatique CGI Inc.

Par : _____
Jonathan St-Cyr, Directeur, services-conseils

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1177438011

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction , Division Performance TI et sourçage
Objet :	Conclure quatre (4) contrats de services professionnels avec la firme Conseillers en gestion en informatique CGI inc (lot 1 au montant de 1 065 352,60 $, taxes incluses, lot 2 au montant de 2 311 273,44 $, taxes incluses, lot 3 au montant de 683 386,11 $, taxes incluses, et lot 4 au montant de 970 239,53 $, taxes incluses), pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en développement, intégration et configuration de solutions d'affaires pour les services de la gestion du territoire de la Ville de Montréal / Appel d'offres 17-16266 - 6 soumissionnaires au total / Approuver les projets de convention à cette fin

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

17-16266 Intervention.pdf
17-16266 Det Cah Final.pdf
17-16266 Comité de selection LOT 1.pdf
17-16266 Comité de selection LOT 2.pdf
17-16266 Comité de selection LOT 3.pdf
17-16266 Comité de selection LOT 4.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Maricela FERRER VISBAL
agente d'approvisionnement II
Tél : 514 872-2937

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-24

Claude HOULE
Chef de section
Tél : 514 872-5282
Division : Service de l'approvisionnement , Direction

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 17-16266

No du GDD : 1177438011

Titre de l'appel d'offres : Prestation de services TI en développement, intégration et configuration de solutions d'affaires pour les services de la gestion du territoire de la Ville de Montréal

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 28 - 6 - 2017

Ouverture originalement prévue le : 17 - 7 - 2017

Ouverture faite le : 24 - 7 - 2017

Date du comité de sélection : 27 - 7 - 2017

Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Date du dernier addenda émis : 17 - 7 - 2017

Délai total accordé aux soumissionnaires : 25 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 17

Nbre de soumissions reçues : 9

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 52,94

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 220 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 1 - 3 - 2018

Date d'échéance révisée : 1 - 3 - 2018

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Cofomo Inc.	1 072 644,90 $		1
NVENTIVE INC.	1 441 499,06 $		1
Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	1 065 352,60 $	√	1
R3D conseil inc.	1 500 854,91 $		1
Conseillers en gestion et informatique CGI Inc.	2 311 273,44 $	√	2
Alithya Services Conseils Inc.	2 874 375,00 $		2
Conseillers en gestion et informatique CGI Inc.	683 386,11 $	√	3
Stantec Experts-Conseils ltée	726 412,05 $		3
Conseillers en gestion et informatique CGI Inc.	970 239,53 $	√	4

Information additionnelle

Six firmes ont soumissionné pour un ou plusieurs contrats (lots) : Alithya Services Conseils Inc (lot2), Cofomo inc. (lot1), CGI (lot1-lot2-lot3 et lot4), Nventive (lot1), Stantec Experts-Conseils ltée (lot3), R3D Conseil inc. (lot5). Ce qui fait un total de 9 soumissions. Au moment de l'intervention, 7 avis de désistement étaient reçus: Devis technique trop vague/vaste pour la taille de l'entreprise (1), la firme n'a pas le nombre de mandats similaires requis (1),service non offert (1), la firme n'a pas l'expertise requise (1), devis trop spécialisé (1), la firme n'a pas les ressources demandées (1), la période de soumission ne convient pas à la compagnie (1).

Préparé par : Maricela Ferrer

Le 15 - 8 - 2017

17-16266 - Prestation de services TI en développement, intégration et configuration de solutions d'affaires pour les services de la gestion du territoire de la Ville de Montréal. - LOT 1

FIRME	Présentation de l'offre de services TI 5%	Compréhension de la demande et de la problématique 10%	Expertise du soumissionnaire et de son coordonnateur des services pour la réalisation de contrats similaires 30%	Description des processus et méthodologies 15%	Qualité du centre d'expertise 30%	Analyse de l'échantillonage des expertises spécifiques 10%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Cofomo Inc.	3,75	7,25	23,25	11,88	23,75	8,00	77,9	1 072 644,90 $	1,19	2
NVENTIVE INC.	3,50	7,00	23,75	11,13	24,00	7,00	76,4	1 441 499,06 $	0,88	4
Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	4,50	7,75	25,25	13,75	28,25	8,00	87,5	1 065 352,60 $	1,29	1
R3D conseil inc.	3,50	8,50	24,00	10,75	27,00	8,50	82,3	1 500 854,91 $	0,88	3
0							-		-	

Agent d'approvisionnement	Maricela Ferrer

Comité

Date	jeudi 27-07-2017
Heure	10 h 30
Lieu	801 Brennan 4ieme étage Salle 4105 Montréal (QC) H3C 0G4

Multiplicateur d'ajustement
10000

17-16266 - Prestation de services TI en développement, intégration et configuration de solutions d'affaires pour les services de la gestion du territoire de la Ville de Montréal. - LOT 2

FIRME	Présentation de l'offre de services TI 5%	Compréhension de la demande et de la problématique 10%	Expertise du soumissionnaire et de son coordonnateur des services pour la réalisation de contrats similaires 30%	Description des processus et méthodologies 15%	Qualité du centre d'expertise 30%	Analyse de l'échantillonage des expertises spécifiques 10%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Conseillers en gestion et informatique CGI Inc.	4,50	6,50	22,75	13,75	25,50	7,25	80,3	2 311 273,44 $	0,56	1
Alithya Sevices Conseils Inc.	4,25	8,75	23,25	12,75	21,25	8,25	78,5	2 874 375,00 $	0,45	2
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
Agent d'approvisionnement	**Maricela Ferrer**									

Comité	
Date	jeudi 27-07-2017
Heure	10 h 30
Lieu	801 Brennan 4ieme étage Salle 4105 Montréal (QC) H3C 0G4

Multiplicateur d'ajustement
10000

17-16266 - Prestation de services TI en développement, intégration et configuration de solutions d'affaires pour les services de la gestion du territoire de la Ville de Montréal. - LOT 3

FIRME	Présentation de l'offre de services TI 5%	Compréhension de la demande et de la problématique 10%	Expertise du soumissionnaire et de son coordonnateur des services pour la réalisation de contrats similaires 30%	Description des processus et méthodologies 15%	Qualité du centre d'expertise 30%	Analyse de l'échantillonage des expertises spécifiques 10%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Conseillers en gestion et informatique CGI Inc.	4,50	7,25	26,50	13,25	26,75	6,50	84,8	683 386,11 $	1,97	1
Stantec Experts-Conseils ltée	4,75	9,00	26,25	12,25	23,50	8,00	83,8	726 412,05 $	1,84	2
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	

Agent d'approvisionnement	Maricela Ferrer

Comité	
Date	jeudi 27-07-2017
Heure	10 h 30
Lieu	801 Brennan 4ieme étage Salle 4105 Montréal (QC) H3C 0G4

Multiplicateur d'ajustement
10000

17-16266 - Prestation de services TI en développement, intégration et configuration de solutions d'affaires pour les services de la gestion du territoire de la Ville de Montréal. - LOT 4

FIRME	Présentation de l'offre de services TI 5%	Compréhension de la demande et de la problématique 10%	Expertise du soumissionnaire et de son coordonnateur des services pour la réalisation de contrats similaires 30%	Description des processus et méthodologies 15%	Qualité du centre d'expertise 30%	Analyse de l'échantillonage des expertises spécifiques 10%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Conseillers en gestion et informatique CGI Inc.	4,50	7,25	22,50	13,75	25,75	7,50	81,3	970 239,53 $	1,35	1
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	

Agent d'approvisionnement	Maricela Ferrer

Comité	
Date	jeudi 27-07-2017
Heure	10 h 30
Lieu	801 Brennan 4ieme étage Salle 4105 Montréal (QC) H3C 0G4

Multiplicateur d'ajustement
10000

Liste des commandes

Numéro : 17-16266
Numéro de référence : 1086617
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Prestation de services TI en développement, intégration et configuration de solutions d'affaires pour les services de la gestion du territoire de la Ville de Montréal

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
ACCEO Solutions inc 75, rue Queen Bureau 6100 Montréal, QC, H3C 2N6 NEQ : 1167962977	Madame Caroline Taillon Téléphone : 514 288-7161 Télécopieur : 514 843-4095	**Commande : (1311080)** 2017-06-29 13 h 46 **Transmission :** 2017-06-29 13 h 46	2790891 - 17-16266 Addenda N°1 - Report de date (devis) 2017-07-10 16 h 06 - Courriel 2790892 - 17-16266 Addenda N°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-10 16 h 06 - Téléchargement 2794245 - 17-16266 Addenda N°2 2017-07-17 13 h 44 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Alithya Services-Conseils inc. 700, rue de la Gauchetière Ouest bureau 2400 Montréal, QC, H3B 5M2 http://www.gcosi.com NEQ : 1169056042	Madame Linda Banville Téléphone : 514 285-5552 Télécopieur : 514 847-0454	**Commande : (1311299)** 2017-06-29 18 h 36 **Transmission :** 2017-06-29 18 h 36	2790891 - 17-16266 Addenda N°1 - Report de date (devis) 2017-07-10 16 h 06 - Courriel 2790892 - 17-16266 Addenda N°1 - Report de date (bordereau)

				2017-07-10 16 h 06 - Téléchargement 2794245 - 17-16266 Addenda N°2 2017-07-17 13 h 44 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Cofomo inc. 1000, rue De La Gauchetière Ouest, bureau 1500 Montréal, QC, H3B 4W5 http://www.cofomo.com NEQ : 1142126664	Madame Clotilde Pignol Téléphone : 514 866-0039 Télécopieur : 514 866-0900	**Commande : (1310762)** 2017-06-29 8 h 45 **Transmission :** 2017-06-29 8 h 45	2790891 - 17-16266 Addenda N°1 - Report de date (devis) 2017-07-10 16 h 06 - Courriel 2790892 - 17-16266 Addenda N°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-10 16 h 06 - Téléchargement 2794245 - 17-16266 Addenda N°2 2017-07-17 13 h 44 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Conseillers en Gestion et Informatique CGI inc. 1350, boul. René-Lévesque Ouest, 23e étage Montréal, QC, H3G 1T4 http://www.cgi.com NEQ : 1160358728	Monsieur Michel Blain Téléphone : 514 415-3000 Télécopieur : 514 415-3999	**Commande : (1310621)** 2017-06-28 16 h 27 **Transmission :** 2017-06-28 16 h 27	2790891 - 17-16266 Addenda N°1 - Report de date (devis) 2017-07-10 16 h 06 - Courriel 2790892 - 17-16266 Addenda N°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-10 16 h 06 - Téléchargement 2794245 - 17-16266 Addenda N°2 2017-07-17 13 h 44 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	EGYDE Conseils 1995 rue Frank Carrel 316 Québec, QC, G1N4H9 http://www.egyde.ca NEQ : 1165996613	Madame Anne Labbé Téléphone : 418 670-4719 Télécopieur :	**Commande : (1310640)** 2017-06-28 17 h 03 **Transmission :** 2017-06-28 17 h 03	2790891 - 17-16266 Addenda N°1 - Report de date (devis) 2017-07-10 16 h 06 - Courriel 2790892 - 17-16266 Addenda N°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-10 16 h 06 -

				Téléchargement 2794245 - 17-16266 Addenda N°2 2017-07-17 13 h 44 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Fujitsu Canada (Réception des appels d'offres) 2000, boul. Lebourgneuf Bureau 300 Québec, QC, G2K 0B8 http://fujitsu.com/ca NEQ : 1143039486	Madame Marjolaine Giguère Téléphone : 418 840-5100 Télécopieur : 418 840-5105	**Commande : (1310528)** 2017-06-28 15 h 05 **Transmission :** 2017-06-28 15 h 05	2790891 - 17-16266 Addenda N°1 - Report de date (devis) 2017-07-10 16 h 06 - Courriel 2790892 - 17-16266 Addenda N°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-10 16 h 06 - Téléchargement 2794245 - 17-16266 Addenda N°2 2017-07-17 13 h 44 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Groupe Conseil Integrim INC. 460, rue Sainte-Catherine Ouest Bureau 204 Montréal, QC, H3B 1A7 http://www.integrim.com NEQ : 1142961797	Monsieur Marc Voyer Téléphone : 514 866-4606 Télécopieur : 514 866-9636	**Commande : (1315564)** 2017-07-11 11 h 58 **Transmission :** 2017-07-11 11 h 58	2790891 - 17-16266 Addenda N°1 - Report de date (devis) 2017-07-11 11 h 58 - Téléchargement 2790892 - 17-16266 Addenda N°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-11 11 h 58 - Téléchargement 2794245 - 17-16266 Addenda N°2 2017-07-17 13 h 44 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	K2 Geospatial 740 rue Notre-Dame bureau 1260 Montréal, QC, H3C 3X6 http://www.k2geospatial.com NEQ : 1144746063	Monsieur Jacques Charron Téléphone : 514 285-1211 Télécopieur :	**Commande : (1310682)** 2017-06-29 7 h 14 **Transmission :** 2017-06-29 7 h 14	2790891 - 17-16266 Addenda N°1 - Report de date (devis) 2017-07-10 16 h 06 - Courriel 2790892 - 17-16266 Addenda N°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-10 16 h 06 - Téléchargement

				2794245 - 17-16266 Addenda N°2 2017-07-17 13 h 44 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Les logiciels Libres LINAGORA Inc. 1455, rue Drummond Bureau 2B Montréal, QC, H3G 1W3 http://www.linagora.ca NEQ : 1169499044	Monsieur ALEXANDRE ZAPOLSKY Téléphone : 514 798-1589 Télécopieur :	**Commande : (1318018)** 2017-07-17 13 h 57 **Transmission :** 2017-07-17 13 h 57	2790891 - 17-16266 Addenda N°1 - Report de date (devis) 2017-07-17 13 h 57 - Téléchargement 2790892 - 17-16266 Addenda N°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-17 13 h 57 - Téléchargement 2794245 - 17-16266 Addenda N°2 2017-07-17 13 h 57 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Levio Conseils inc. 1015, avenue Wilfrid-Pelletier, bureau 530 Québec, QC, G1W 0C4 http://www.levio.ca NEQ : 1169672574	Madame Kathy Tremblay Téléphone : 418 914-3623 Télécopieur :	**Commande : (1310567)** 2017-06-28 15 h 42 **Transmission :** 2017-06-28 15 h 42	2790891 - 17-16266 Addenda N°1 - Report de date (devis) 2017-07-10 16 h 06 - Courriel 2790892 - 17-16266 Addenda N°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-10 16 h 06 - Téléchargement 2794245 - 17-16266 Addenda N°2 2017-07-17 13 h 44 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	nventive inc 215 Saint-Jacques Montréal, QC, H2Y 1M6 http://www.nventive.com NEQ : 1164911977	Monsieur Martin Dufort Téléphone : 514 975-4950 Télécopieur :	**Commande : (1316377)** 2017-07-12 17 h **Transmission :** 2017-07-12 17 h	2790891 - 17-16266 Addenda N°1 - Report de date (devis) 2017-07-12 17 h - Téléchargement 2790892 - 17-16266 Addenda N°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-12 17 h - Téléchargement 2794245 - 17-16266

				Addenda N°2 2017-07-17 13 h 44 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	PM SCADA 249 rue St-Jacques O 101 Montréal, QC, H2Y1M6 http://www.pmscada.ca NEQ : 1166291568	Monsieur Mario-Bernard Vézina Téléphone : 514 954-8833 Télécopieur :	**Commande : (1311981)** 2017-07-03 16 h 21 **Transmission :** 2017-07-03 16 h 21	2790891 - 17-16266 Addenda N°1 - Report de date (devis) 2017-07-10 16 h 06 - Courriel 2790892 - 17-16266 Addenda N°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-10 16 h 06 - Téléchargement 2794245 - 17-16266 Addenda N°2 2017-07-17 13 h 44 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	PwC Management Services L.P. 1250, boul. René-Lévesque Ouest Bureau 2500 Montréal, QC, H3B4Y1 NEQ : 3347816566	Madame Nadia Bergeron Téléphone : 514 205-5001 Télécopieur :	**Commande : (1310886)** 2017-06-29 10 h 10 **Transmission :** 2017-06-29 10 h 10	2790891 - 17-16266 Addenda N°1 - Report de date (devis) 2017-07-10 16 h 06 - Courriel 2790892 - 17-16266 Addenda N°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-10 16 h 06 - Téléchargement 2794245 - 17-16266 Addenda N°2 2017-07-17 13 h 44 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	R3D Conseil Inc. 801, Grande Allée Ouest bureau 160 Québec, QC, G1S 1C1 http://www.r3d.com NEQ : 1145625696	Madame Marie-Eve Bergeron Téléphone : 418 682-3133 Télécopieur :	**Commande : (1311942)** 2017-07-03 15 h 29 **Transmission :** 2017-07-03 15 h 29	2790891 - 17-16266 Addenda N°1 - Report de date (devis) 2017-07-10 16 h 06 - Courriel 2790892 - 17-16266 Addenda N°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-10 16 h 06 - Téléchargement 2794245 - 17-16266 Addenda N°2

				2017-07-17 13 h 44 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	R3D_Conseil_Inc. 1450 city councillors 340 Montréal, QC, h3a2e6 http://www.r3d.com NEQ : 1145625696	Monsieur Michel Savoie Téléphone : 514 392-9997 Télécopieur : 514 392-9940	**Commande : (1310618)** 2017-06-28 16 h 26 **Transmission :** 2017-06-28 16 h 26	2790891 - 17-16266 Addenda N°1 - Report de date (devis) 2017-07-10 16 h 06 - Courriel 2790892 - 17-16266 Addenda N°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-10 16 h 06 - Téléchargement 2794245 - 17-16266 Addenda N°2 2017-07-17 13 h 44 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Stantec Experts-conseils ltée 600-1060 boulevard Robert-Bourassa Montréal, QC, H3B 4V3 NEQ : 1170241336	Madame Claudine Talbot Téléphone : 418 626-2054 Télécopieur :	**Commande : (1310813)** 2017-06-29 9 h 16 **Transmission :** 2017-06-29 9 h 16	2790891 - 17-16266 Addenda N°1 - Report de date (devis) 2017-07-10 16 h 06 - Courriel 2790892 - 17-16266 Addenda N°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-10 16 h 06 - Téléchargement 2794245 - 17-16266 Addenda N°2 2017-07-17 13 h 44 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Valtech Canada 400 Maisonneuve Bureau 700 Montréal, QC, H3A 1L4 http://w.illi.am NEQ : 1164115561	Monsieur Vincent Guerin Téléphone : 514 448-4035 Télécopieur :	**Commande : (1310707)** 2017-06-29 8 h **Transmission :** 2017-06-29 8 h	2790891 - 17-16266 Addenda N°1 - Report de date (devis) 2017-07-10 16 h 06 - Courriel 2790892 - 17-16266 Addenda N°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-10 16 h 06 - Téléchargement 2794245 - 17-16266 Addenda N°2 2017-07-17 13 h 44 -

Courriel

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

Aide en ligne
Formation en ligne
Glossaire
Plan du site
Accessibilité
UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

Grille des tarifs
Contactez-nous
Nouvelles
Marchés publics hors Québec
Registre des entreprises non admissibles
Autorité des marchés financiers

À propos

À propos de SEAO
Info sur Constructo
Conditions d'utilisation
Polices supportées

Partenaires

© 2003-2017 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
MANDAT

Dossier # : 1177438011

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction , Division Performance TI et sourçage
Objet :	Conclure quatre (4) contrats de services professionnels avec la firme Conseillers en gestion en informatique CGI inc (lot 1 au montant de 1 065 352,60 $, taxes incluses, lot 2 au montant de 2 311 273,44 $, taxes incluses, lot 3 au montant de 683 386,11 $, taxes incluses, et lot 4 au montant de 970 239,53 $, taxes incluses), pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en développement, intégration et configuration de solutions d'affaires pour les services de la gestion du territoire de la Ville de Montréal / Appel d'offres 17-16266 - 6 soumissionnaires au total / Approuver les projets de convention à cette fin

Numéro du mandat
SMCE177438011

Date du mandat
2017-09-06

Objet du mandat

Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats

Type de mandat

Commission sur l'examen des contrats

VU le Règlement sur la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008);

VU la résolution CG11 0082 qui détermine les critères de sélection des contrats qui doivent être soumis à la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats;

VU que le contrat de services professionnels pour le lot 1 est d'une valeur de plus de 1 M$ et qu'il présente un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire;

VU que le contrat de services professionnels pour le lot 2 est d'une valeur de plus de 1 M$ et qu'il présente un écart de plus de 20 % entre le prix soumis par l'adjudicataire et le soumissionnaire ayant obtenu la deuxième meilleure note à la suite de l'utilisation d'une grille d'évaluation.

Le comité exécutif, après avoir pris connaissance du dossier décisionnel 1177438011, mandate la Commission sur l'examen des contrats afin d'étudier les contrats pour les lots concernés.

Signé le : 2017-09-08

Jean-François MILOT

_____

Chef de division soutien aux instances

Dossier # :1177438011

Montréal

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Commission permanente sur l'examen des contrats

La commission :

Présidente

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Vice-présidentes

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Membres

Mme Dida Berku
Ville de Côte-Saint-Luc

M. Richard Celzi
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Marie Cinq-Mars
Arrondissement d'Outremont

M. Richard Deschamps
Arrondissement de LaSalle

M. Marc-André Gadoury
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Luc Gagnon
Arrondissement de Verdun

M. Manuel Guedes
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 28 septembre 2017

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE177438011

Conclure quatre (4) contrats de services professionnels avec la firme Conseillers en gestion en informatique CGI inc (lot 1 au montant de 1 065 352,60 $, taxes incluses, lot 2 au montant de 2 311 273,44 $, taxes incluses, lot 3 au montant de 683 386,11 $, taxes incluses, et lot 4 au montant de 970 239,53 $, taxes incluses), pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en développement, intégration et configuration de solutions d'affaires pour les services de la gestion du territoire de la Ville de Montréal / Appel d'offres 17-16266 - 6 soumissionnaires / Approuver les projets de convention à cette fin.

(ORIGINAL SIGNÉ)

Émilie Thuillier
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE177438011

Conclure quatre (4) contrats de services professionnels avec la firme Conseillers en gestion en informatique CGI inc (lot 1 au montant de 1 065 352,60 $, taxes incluses, lot 2 au montant de 2 311 273,44 $, taxes incluses, lot 3 au montant de 683 386,11 $, taxes incluses, et lot 4 au montant de 970 239,53 $, taxes incluses), pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en développement, intégration et configuration de solutions d'affaires pour les services de la gestion du territoire de la Ville de Montréal / Appel d'offres 17-16266 - 6 soumissionnaires / Approuver les projets de convention à cette fin.

À sa séance du 6 septembre 2017, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce dossier répondait aux critères suivants :

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ présentant un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire (lot 1);*

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ présentant un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le soumissionnaire ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation (lot 2).*

Le 13 septembre 2017, les membres de la commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus relativement au mandat confié. Des représentants du Service des technologies de l'information et du Service de l'approvisionnement ont répondu aux questions des membres de la commission.

La Commission a constaté que le Service des technologies de l'information souhaitait, par cet appel d'offres, réaliser une plus grande ouverture du marché. À l'évidence, ce souhait ne s'est pas matérialisé. Les membres ont noté qu'il n'y a eu aucune soumission pour le lot 5.

Les membres ont aussi noté que la période de l'appel d'offres s'est terminée à la fin juillet, durant la période des vacances de la construction. Pour la Commission, cela ne constitue pas une bonne pratique et il aurait été préférable de procéder à l'appel d'offres à un autre moment.

La Commission a également constaté que plusieurs ententes-cadres en vigueur au moment du lancement de l'appel d'offres ont été résiliées par la suite. En réponse aux questions des membres, le Service a indiqué que les soumissionnaires n'étaient pas informés de ce fait au moment où ils ont déposé leurs soumissions.

Enfin, la Commission est d'avis qu'il y a lieu de s'étonner et de se questionner sur le caractère concurrentiel des soumissions de la firme CGI, particulièrement quand elle est le seul soumissionnaire conforme pour un contrat ou un lot précis.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service des technologies de l'information et du Service de l'approvisionnement pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la commission. La commission adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération à savoir :

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ présentant un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire (lot 1);*

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ présentant un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le soumissionnaire ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation (lot 2).*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE177438011 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.83

2017/09/28
17:00

(2)

Dossier # : 1177438013

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction , Division Performance TI et sourçage
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure deux (2) contrats de services professionnels avec les firmes suivantes: Sirius, Services conseils en technologie de l'information inc. (lot 1 au montant de 927 572,31 $, taxes incluses), et Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (lot 2 au montant de 1 335 848,54 $, taxes incluses), pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en pratiques de gestion de projets et des services TI en mode agile et hybride / Appel d'offres 17-16213 - 7 soumissionnaires au total / Approuver les projets de convention à cette fin

Il est recommandé :

1. de conclure deux (2) contrats, d'une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en pratiques de gestion de projets et des services TI en mode agile et hybride;
2. d'approuver les projets de convention de services professionnels par lesquels les firmes ci-après désignées ayant obtenu les plus hauts pointages en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville les services spécialisés requis à cette fin, pour les sommes maximales inscrites à l'égard de chacune d'elles, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public N°17-16213 et selon les termes et conditions stipulés aux projets de conventions ;

Firme	Description	Montant
Sirius, Services conseils en technologies de l'information Inc.	Lot 1 - Gestion de projet / produits, programmes et portefeuilles TI en mode agile & hybride	927 572,31 $
Conseillers en gestion et informatique CGI Inc.	Lot 2- Gestion des services TI	1 335 848,54 $

3. d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget du Service des technologies de l'information, et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-08-28 10:41

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1177438013**

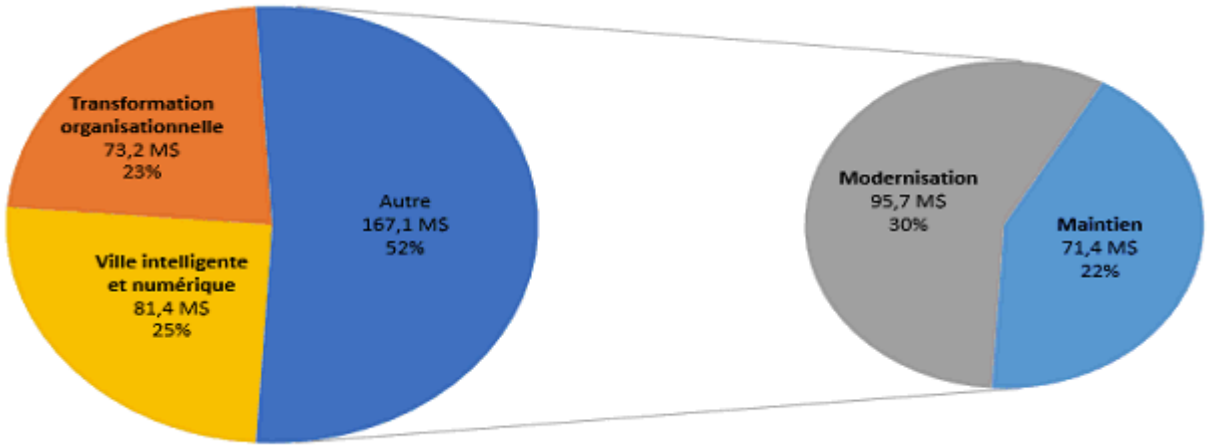
Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction , Division Performance TI et sourçage
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure deux (2) contrats de services professionnels avec les firmes suivantes: Sirius, Services conseils en technologie de l'information inc. (lot 1 au montant de 927 572,31 $, taxes incluses), et Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (lot 2 au montant de 1 335 848,54 $, taxes incluses), pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en pratiques de gestion de projets et des services TI en mode agile et hybride / Appel d'offres 17-16213 - 7 soumissionnaires au total / Approuver les projets de convention à cette fin

CONTENU

CONTEXTE

Le Service des technologies de l'information (Service des TI) assure la modernisation des services technologiques clés de la Ville de Montréal (Ville), notamment la réalisation de projets de transformation organisationnelle et des initiatives de la Ville intelligente et numérique.

Afin de soutenir ces initiatives, le Service des TI réalise le plan triennal d'investissements 2017-2019, qui a la distribution suivante :



Pour assurer la livraison de ce plan d'investissement, le Service des TI doit recourir à des services d'appoint en prestation de services spécialisés dans le déploiement de pratiques de gestion de projets agile & hybride et de gestion de services TI.

La gestion de projets en mode agile est une pratique courante en TI permettant de livrer des solutions qui répondent mieux aux besoins d'affaires. Elle est utilisée au service des TI depuis 2 ans et est requise dans la réalisation de multiples projets au PTI. La pratique en gestion de projet « hybride » (parfois appelée *bimodale*) est une combinaison de la pratique agile et d'une approche de livraison plus *traditionnelle * qui est également une approche courante en TI. Elle est parfois mieux adaptée que l'approche agile pour certains projets, notamment lorsque les projets requièrent la livraison par des fournisseurs externes pour des solutions technologiques complexes.

La gestion de services TI est un ensemble de pratiques, qui découlent notamment d'ITI, un modèle reconnu en TI. Le déploiement de ces pratiques est requis dans de multiples projets du plan triennal d'investissement notamment au niveau des activités de gestion des éléments de configuration, de niveaux de services et de continuité des affaires.

C'est dans ce contexte que la Ville a lancé l'appel d'offres 17-16213. Cet appel d'offres, publié dans le journal Le Devoir et sur le site électronique d'appel d'offres SÉAO, a débuté le 5 juillet 2017 pour se terminer le 31 juillet 2017. La durée de la publication a été de 27 jours. Le délai de validité des soumissions est de 220 jours de la date du dépôt des soumissions.

Dans le cadre de cet appel d'offres, 02 addenda ont été publiés :

No. addenda	Date de publication	Nature
1	12 juillet 2017	Report de la date d'ouverture des soumissions, remplacement du bordereau de soumission, remplacement d'une clause administrative particulière, précisions

		apportées suite à des questions du marché
2	18 juillet 2017	Remplacement d'une clause administrative particulière, précisions apportées suite à des questions du marché

Le présent dossier vise donc à conclure deux (2) contrats de services professionnels avec les firmes suivantes, soit Sirius Services conseils en technologie de l'information inc. (lot 1 au montant de 931 596,03 $ $ taxes incluses), et Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (lot 2 au montant de 1 335 848,54 $ $ taxes incluses), pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en pratiques de gestion de projets et des services TI en mode agile et hybride, et approuver les projets de convention à cette fin.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DA171805001 - 10 avril 2017 - Approuver la grille d'évaluation qui sera utilisée dans le cadre de futurs appels d'offres pour obtenir des services professionnels en informatique, dans le but de supporter la réalisation de différents projets du Service des technologies de l'information.

DESCRIPTION

Le présent dossier concerne deux (2) lots de prestations de services en pratiques de gestion de projets et des services TI en mode agile et hybride :

Description des lots	Principaux consommateurs des lots
Lot 1 : Gestion de projets, programmes et portefeuille incluant : la gestion de projets, la gestion de produits, la gestion de la demande & de la capacité; ainsi que les processus, normes et outils TI.	Pratique de gestion de projets agile et hybride pour de multiples projets
Lot 2 : Gestion des services TI (inspiré d'ITIL et Cobit) incluant les activités de catalogue de services, d'ententes de niveaux de services TI, de gestion des demandes de changements, de gestion des problèmes, de gestion des éléments de configuration, de gestion de la relève & de la continuité des affaires ainsi que de la gestion de la transition vers les opérations.	Pratiques de gestion de services TI pour la réalisation de livrables dans de multiples projets.

La prestation de services en pratiques de gestion de projets et des services TI en mode agile et hybride est une nouvelle approche qui se décline comme suit:

- Gestion des mandats en pratiques de gestion de projets et des services TI en mode agile et hybride avec un coordonnateur de services de l'adjudicataire qui agit comme un point de contact avec la Ville et assure la coordination des mandats pour la Ville;
- Définition des requis pour des mandats spécifiques en pratiques de gestion de projets et des services TI en mode agile et hybride, par les ressources de la Ville pour des livrables définis, avec un budget et un échéancier établis;

- Réalisation des mandats chez l'adjudicataire qui utilise ses équipements, ses pratiques & méthodologies et qui effectue la gestion & l'administration de ses ressources afin de réaliser les livrables;
- Utilisation d'une banque d'heures par lots, pour les différents volets de services en pratiques de gestion de projets et des services TI en mode agile et hybride;
- Utilisation d'un processus d'assurance qualité pour vérifier l'atteinte des requis demandés.

À ce titre, le processus d'assurance qualité opéré par la Ville est le suivant:

Pré mandat:

- Encadrement et suivi centralisé par la division Performance TI et sourçage;
- Initiation par une demande de prestation de services en pratiques de gestion de projets et des services TI en mode agile et hybride comprenant entre autres, la liste et la description des livrables attendus, le niveau de qualité exigé, l'enveloppe budgétaire ainsi que l'échéancier de livraison;
- Audit de pré-démarrage afin de garantir les conditions de succès du projet et du mandat;
- Rencontre de démarrage entre le fournisseur et le responsable de la Ville.

En cours de mandat:

- Rencontre de coordination et d'assurance qualité au minimum une fois par semaine pendant la prestation de service;
- Suivi de la consommation via divers rapports de gestion et validation de la facturation;
- Évaluation périodique de la qualité des livrables des mandats réalisés en pratiques de gestion de projets et des services TI en mode agile et hybride par les fournisseurs;
- Rencontres de suivi avec les chargés de prestations (statuts, enjeux de performance et contractuels);
- Revues indépendantes des projets conduites par le Bureau de projets;
- Démonstration de l'atteinte des objectifs lors de la dernière rencontre d'assurance qualité.

Post mandat:

- Rencontre entre les équipes pour le transfert de connaissance et la revue finale des livrables;
- Gestion de la documentation;
- Soutien à l'exploitation lorsque requis (déboguage, corrections, rustines de sécurité);
- Évaluation globale en fin de mandat;
- Suivi de la consommation globale des ententes;
- Inventaire des leçons apprises afin d'améliorer la performance des équipes dans la prestation des services et la réalisation des projets.

Afin d'assurer la réalisation des mandats en pratiques de gestion de projets et des services TI en mode agile et hybride, le Service des TI utilise un cadre de gestion de projets. Ce processus d'assurance qualité présenté est l'une des composantes de la méthodologie de gestion de projets en vigueur au Service des TI. Le Cadre de gestion de projets prévoit des

processus, des outils de gouvernance, de planification, de suivi et de contrôle qui se déclinent comme suit :

- Gouvernance de projet – L'octroi des budgets et des crédits est encadré par le Comité sectoriel des TI (CSTI) lors des points de passage d'une phase à une autre (par exemple, lors du passage de la phase de planification à la phase de réalisation);
- Planification de projet – Les projets sont planifiés dans une méthodologie de gestion de projets permettant de mesurer l'avancement des travaux, de comparer les progrès réels et les progrès prévus, et de mettre en œuvre des mesures correctives lorsque les progrès réels ne sont pas conformes aux prévisions de déroulement;
- Suivi et contrôle de projet – Des outils de suivi et contrôle permettent de produire des indicateurs de santé des projets : registre d'approbation des biens livrables, registre des approvisionnements, registre des risques, registre des points en suspens, registre des demandes de changements, registre des communications, registre des parties prenantes, etc.;
- Processus de revue indépendante des projets, programmes et portefeuille d'initiatives TI afin d'assurer la conformité des projets face aux meilleures pratiques TI au sein de la Ville;
- Gouvernance des projets prioritaires – Les projets du Service des TI identifiés comme prioritaires par l'Administration de la Ville sont suivis au Comité de coordination des projets d'envergure (CCPE).

JUSTIFICATION

Le résultat du processus d'appel d'offres a permis de conclure à un intérêt marqué du marché avec un total de 24 preneurs de cahier des charges. De ce nombre, sept (7) d'entre eux ont déposé une soumission sur un ou plusieurs lots, soit 29,17 % des preneurs, alors que dix-sept (17) firmes n'ont pas déposé de soumission (70,83 %). De ces dix-sept (17) firmes, quatorze (14) d'entre elles ont transmis un avis de désistement au Service de l'approvisionnement. Les raisons de désistement invoquées sont :

- Cinq (5) firmes déclarent ne pas offrir ce service;
- Deux (2) firmes déclarent ne pas avoir le nombre de mandants similaires requis;
- Trois (3) firmes déclarent n'ont pas les ressources nécessaires;
- Deux (2) firmes déclarent que les délais de la soumission sont insuffisants;
- Raisons diverses pour deux (2) firmes.

Toutes les firmes ayant déposé des soumissions sont déclarées conformes d'un point de vue administratif. L'évaluation des soumissions a été effectuée selon une grille de pondération et des critères d'évaluation préalablement approuvée par la direction du Service de l'approvisionnement en date du 10 avril 2017 (DA171805001). Les résultats qui découlent de cette évaluation sont les suivants :

<u>Lot 1 - Gestion de projet / produits, programmes et portefeuilles TI en mode agile & hybride:</u>

Pour ce lot, sept (7) soumissionnaires ont déposé une offre, et trois (3) d'entre elles se sont avérées non conformes techniquement, à savoir les offres de Cofomo inc, Groupe Nexio inc

et Procom Québec inc.

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Prix de base	Autre (préciser)	Total
Sirius, Services conseils en technologie de l'information inc.	78,8	1,38	927 572,31 $		927 572,31 $
Conseillers en gestion et informatique CGI inc	76,3	1,31	961 823,36 $		961 823,36 $
Levio Conseils inc.	70,8	1,10	1 096 861,50 $		1 096 861,50 $
R3D Conseils inc.	71,8	0,87	1 402 120,13 $		1 402 120,13 $
Dernière estimation réalisée					990 000,00 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($)					(62 427,69 $)
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%)					(6,31%)
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($)					34 251,05 $
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%)					3,69%
Prix moyen des offres ($)					1 097 094,33 $
Écart entre le prix moyen et la dernière estimation ($)					(107 094,33 $)
Écart entre le prix moyen des offres et la dernière estimation (%)					10,81%

Lot 2 - Gestion des services TI :

Pour ce lot, trois (3) soumissionnaires ont déposé une offre, et deux (2) d'entre elles se sont avérées non conformes techniquement, à savoir les offres de Cofomo inc. et Levio Conseils inc.

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Prix de base	Autre (préciser)	Total
Conseillers en gestion et informatique CGI inc	72,8	0,92	1 335 848,54 $		1 335 848,54 $
Dernière estimation réalisée					1 540 000,00 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) (204 151,46 $)					
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) (13,26%)					

Pour le lot 2, on constate un écart de (13,26 %) entre la plus basse soumission conforme et l'estimation. Il est à noter que l'approche de sourçage par prestations de services spécialisés n'a pas été utilisée auparavant pour des services de gestion de services TI, et il est alors plus difficile de réaliser des estimations précises.

Selon le Règlement sur la commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008) et de la résolution CG11 0082, le dossier sera soumis à ladite commission pour étude en vertu du critère suivant :

- Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$.

Et répondant à la condition suivante :

- Une seule soumission conforme reçue suite à un appel d'offres (Lot 2).

En vertu du décret 435-2015 du Gouvernement du Québec, entré en vigueur le 2 novembre 2015, l'adjudicataire de tout contrat de services de plus de 1 M $ doit avoir une accréditation de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

- La firme Conseillers en gestion et informatique CGI inc. a obtenu son accréditation le 17 janvier 2014 et cette dernière demeure valide.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les dépenses seront assumées au PTI et/ou au budget de fonctionnement du Service des TI pour la durée des contrats. Les prestations de services spécialisés seront utilisés au fur et à mesure de l'expression des besoins. Tous les besoins futurs de prestations de services seront régis par le processus d'autorisation de dépenses en fonction d'une entente. Les engagements budgétaires, les virements budgétaires et le partage des dépenses seront évalués à ce moment selon la nature des projets.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Dans le cadre de la réalisation de chaque projet, ces ententes permettront au Service des TI de bénéficier des impacts suivants :

- Responsabilisation des adjudicataires dans la réalisation des livrables de la Ville et le partage de risque;
- L'augmentation de la cadence de réalisation de projets;
- Possibilité de faire de la livraison "agile" avec cette approche qui est normalement réalisée à l'interne;
- Accroissement de la capacité de réalisation de la Ville;
- Approche complémentaire avec les autres modes de livraisons, qui est mieux adaptée pour la livraison dans certaines situations.

Au niveau du PTI 2017-2019, la mise en place de ces contrats permet :

- D'assurer la transformation organisationnelle de la Ville, par l'entremise de projets d'implantation de systèmes informatiques plus modernes et plus efficients;
- De moderniser et de maintenir les actifs de plusieurs systèmes informatiques, en appui aux activités administratives de la Ville et à la prestation de services aux citoyens, ainsi que de maintenir les infrastructures et les nombreux systèmes informatiques du parc applicatif de la Ville.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Présentation du dossier au Comité exécutif : le 6 septembre 2017;

- Étude du dossier par la Commission permanente sur l'examen des contrats : le 13 septembre 2017;
- Retour du dossier au Comité exécutif : le 20 septembre 2017;
- Approbation du dossier par le Conseil municipal : le 25 septembre 2017;
- Approbation du dossier par le Conseil d'agglomération : le 28 septembre 2017.
- Rencontre de départ avec le fournisseur : octobre 2017.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Bernard BOUCHER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Michel TURCOTTE
Analyste de dossiers

Tél : 514 872-0472
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-22

Lyne PARENTEAU
Conseillère en analyse et contrôle de gestion

Tél : 514 872-5295
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvain PERRAS
Directeur du service des technologies de l'information
Tél :
Approuvé le : 2017-08-28

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 17 janvier 2014

CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.
A/S MONSIEUR BENOIT DUBÉ
1350, BOUL RENÉ-LÉVESQUE O
25 ÈME ÉTAGE
MONTRÉAL (QC) H3G 1T4

N° de décision : 2014-CPSM-1003609
N° de client : 2700035725

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- CENTRE DE SANTÉ OXYGÈNE
- CGO
- CONSEIL ET GESTION D'ORGANISATION C.G.O.
- GROUPE IST
- IST
- OPTEL
- OPTEL P.M.L. CONSEILLERS EN TÉLÉCOMMUNICATION
- OSC
- OXYGEN CORPORATE HEALTH
- OXYGEN HEALTH CENTER
- OXYGÈNE SANTÉ CORPORATIVE

une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la LCOP). CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **16 janvier 2017** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **jeudi, 20 juillet 2017 à 19:30**

Fiche de l'entreprise

Nom : CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.
Adresse du siège social : 1350, BOUL RENÉ-LÉVESQUE O, 25 ÈME ÉTAGE, MONTRÉAL, QC, H3G 1T4, CANADA

Numéro de client à l'Autorité : 2700035725
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1160358728

Autres noms d'affaires

- CENTRE DE SANTÉ OXYGÈNE
- CGI MC
- CGO
- CONSEIL ET GESTION D'ORGANISATION C.G.O.
- CONSEILLERS CGI
- GROUPE IST
- IST
- OPTEL
- OPTEL P.M.L. CONSEILLERS EN TÉLÉCOMMUNICATION
- OSC
- OXYGEN CORPORATE HEALTH
- OXYGEN HEALTH CENTER
- OXYGÈNE SANTÉ CORPORATIVE

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information.

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

PAR COURRIEL

Le 23 janvier 2017

CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.
A/S MONSIEUR BENOÎT DUBÉ
25E ÉTAGE, 1350, BOUL. RENÉ-LÉVESQUE O.
MONTRÉAL (QC) CANADA H3G 1T4

N° de client : 2700035725

Objet : Demande de renouvellement / Validité de l'autorisation

Monsieur,

La présente vous est transmise en votre qualité de répondant de CONSEILLERS EN GESTION INFORMATIQUE CGI INC. (« **CGI inc.** ») et concerne votre demande de renouvellement de contracter/sous-contracter avec un organisme public (la « **Demande de renouvellement** ») que vous avez transmise à l'Autorité des marchés financiers (l'« **Autorité** ») le 14 octobre 2016, en vertu de l'article 21.41 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »).

Or, tel que le prévoit l'alinéa 3 de l'article 21.41 de la LCOP, une autorisation demeure valide si la demande de renouvellement est présentée au moins 90 jours avant le terme de la durée de l'autorisation, et ce, jusqu'à ce que l'Autorité statue sur cette demande.

Compte tenu de ce qui précède et considérant que la Demande de renouvellement de CGI INC. a été soumise à l'Autorité dans les délais requis, nous vous confirmons que l'autorisation de cette dernière demeure valide, et ce, jusqu'à ce qu'une décision soit rendue sur cette demande.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés financiers

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 ;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET :

Sirius, services conseils en technologie de l'information Inc., personne morale ayant sa principale place d'affaires au 2003 – 5095, rue Jean-Talon est, Montréal, Québec, H1S, agissant et représentée par Jacques Cusson, Vice-président exécutif, stratégie et planification, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée le « **CONTRACTANT** »

N° d'inscription T.P.S. : 142976075
N° d'inscription T.V.Q. : 1022370967

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient: :

1.1 « **Directeur** » : le directeur du Service des technologies de l'information ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : les documents d'appel d'offres public 17-16213, en date du 5 juillet 2017, pour services professionnels relatifs à des prestations de services spécialisés en pratiques de gestion de projets et des services TI en mode agile et hybride (lot 1 – Gestion de projets / produits, programmes et portefeuilles TI en mode agile & hybride) ;

1.3 « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le Contractant le 31 juillet 2017.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, à fournir, sur demande, des prestations de services spécialisés en pratiques de gestion de projets et des services TI en mode agile et hybride (lot 1 – Gestion de projets / produits, programmes et portefeuilles TI en mode agile & hybride);

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

6.9 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Directeur, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

6.10 transmettre au Directeur, selon les modalités que lui indique le Directeur, les comptes-rendus des réunions de coordination ou de chantier;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de neuf cent vingt-sept mille cinq cent soixante-douze dollars et trente-et-un sous (927 572,31$) couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable comme suit :

Les services spécialisés seront utilisés au fur et à mesure de l'expression des besoins. Par conséquent, le paiement sera effectué mensuellement à la quantité des heures travaillées à l'intérieur du mandat au taux horaire soumissionné et sur la base de factures détaillées et accompagnées des pièces justificatives

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant: :

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée

contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 **HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.6 **LIEN D'EMPLOI**

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier de la Ville

Le e jour de 20

Sirius, services conseils en technologie de l'information Inc

Par : _____
Jacques Cusson, Vice-président exécutif, stratégie et planification

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 ;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET :

Conseillers en gestion et informatique CGI Inc., personne morale ayant sa principale place d'affaires au 1350, Boul. René-Lévesque O. 25e étage, Montréal, Québec, H3G 1T4, agissant et représentée par Jonathan St-Cyr, Directeur, services-conseils, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée le « **CONTRACTANT** »

N° d'inscription T.P.S. : 887704542
N° d'inscription T.V.Q. : 1020090517

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient:

1.1 « **Directeur** » : le directeur du Service des technologies de l'information ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : les documents d'appel d'offres public 17-16213, en date du 5 juillet 2017, pour services professionnels relatifs à des prestations de services spécialisés en pratiques de gestion de projets et des services TI en mode agile et hybride (lot 2 – Gestion des services TI);

1.3 « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le Contractant le 31 juillet 2017.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, à fournir, sur demande, des prestations de services spécialisés en pratiques de gestion de projets et des services TI en mode agile et hybride (lot 2 – Gestion des services TI);

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

6.9 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Directeur, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

6.10 transmettre au Directeur, selon les modalités que lui indique le Directeur, les comptes-rendus des réunions de coordination ou de chantier;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de un million trois cent trente-cinq mille huit cent quarante-huit dollars et cinquante-quatre sous (1 335 848,54 $) couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable comme suit :

Les services spécialisés seront utilisés au fur et à mesure de l'expression des besoins. Par conséquent, le paiement sera effectué mensuellement à la quantité des heures travaillées à l'intérieur du mandat au taux horaire soumissionné et sur la base de factures détaillées et accompagnées des pièces justificatives

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant: :

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 **HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.6 **LIEN D'EMPLOI**

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier de la Ville

Le e jour de 20

Conseillers en gestion et informatique CGI Inc.

Par : _____
Jonathan St-Cyr, Directeur, services-conseils

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1177438013

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction , Division Performance TI et sourçage
Objet :	Conclure deux (2) contrats de services professionnels avec les firmes suivantes: Sirius, Services conseils en technologie de l'information inc. (lot 1 au montant de 927 572,31 $, taxes incluses), et Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (lot 2 au montant de 1 335 848,54 $, taxes incluses), pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en pratiques de gestion de projets et des services TI en mode agile et hybride / Appel d'offres 17-16213 - 7 soumissionnaires au total / Approuver les projets de convention à cette fin

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

16213 Tableau Lot 2 vf.pdf16213 Tableau Lot 1 vf.pdf16213 Intervention.pdf

17-16213 Det Cah Final.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Bernard BOUCHER
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514-872-5290

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-24

Claude HOULE
C/S Services Professionnels et connexesl
Tél : 514-872-5282
Division : Division De L Acquisition De Biens Et Services

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 17-16213

No du GDD : 1177438013

Titre de l'appel d'offres : Prestation de services en pratiques de gestion de projets et des services TI en mode agile et hybride

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 5 - 7 - 2017

Ouverture originalement prévue le : 24 - 7 - 2017

Ouverture faite le : 31 - 7 - 2017

Date du comité de sélection : 3 - 8 - 2017

Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Date du dernier addenda émis : 18 - 7 - 2017

Délai total accordé aux soumissionnaires : 25 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 24

Nbre de soumissions reçues : 10

% de réponses : 41,67

Nbre de soumissions rejetées : 5

% de rejets : 50

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
Cofomo inc.	Lot 1: n'a pas obtenu le pointage intérimaire total de 70% et plus
Groupe Nexio inc.	Lot 1: n'a pas obtenu le pointage intérimaire total de 70% et plus
Procom Québec inc.	Lot 1: n'a pas obtenu le pointage intérimaire total de 70% et plus
Cofomo inc.	Lot 2: n'a pas obtenu le pointage intérimaire total de 70% et plus
Lévio Conseils inc.	Lot 2: n'a pas obtenu le pointage intérimaire total de 70% et plus

Durée de la validité initiale de la soumission : 220 jrs

Date d'échéance initiale : 8 - 3 - 2018

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 8 - 3 - 2018

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Conseillers en gestion et informatique CGI inc	961 823,36		1
Levio Conseils inc.	1 096 861,50		1
R3D Conseils inc.	1 402 120,13		1
Sirius Services conseils en technologie de l'information inc.	927 572,31	√	1
Conseillers en gestion et informatique CGI inc	1 335 848.54	√	2

Information additionnelle

Des avis de désistements ont été reçus,
Une (1) firme mentionne n'avoir pas été en mesure de réunir toutes les conditions nécessaires afin de répondre adéquatement à notre demande.
Cinq (5) firmes n'ont pas les produits ou services,
Deux (2) firmes en raison des délais de soumission.
Trois (3) firmes n'ont pas les ressources nécessaires.
Deux (2) firmes mentionnent ne pas posséder le nombre de mandats similaires requis.
Nous constatons que deux firmes ont pris possession du cahier des charges à deux reprises.
Une (1) firme demande à rencontrer la Ville afin de comprendre davantage le processus d'affaires et d'appel d'offres.

Préparé par : Bernard Boucher Le 15 - 8 - 2017

17-16213 - Prestation de services en pratiques de gestion de projets et des services TI en mode agile et hybride
Lot 1: Gestion de projet / produits, programmes et portefeuilless TI
(contrat 1)

FIRME	Présentation de l'offre TI 5%	Compréhension de la demande et de la problématique 10%	Expertise du soumissionnaire et de son coordonnateur des services pour la réalisation de contrats similaires 30%	Description des processus et méthodologies 15%	Qualité du centre d'expertise 30%	Analyse de l'échantillonage des expertises spécifiques 10%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Cofomo inc.	4,13	5,50	16,25	11,88	18,50	7,25	63,5			Non conforme
Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	4,25	8,25	21,25	13,00	22,25	7,25	76,3	961 823,36 $	1,31	2
Levio Conseils inc.	4,25	7,25	21,75	12,00	19,75	5,75	70,8	1 096 861,50 $	1,10	3
Groupe Nexio inc.	4,13	4,50	13,00	8,88	20,50	4,00	55,0			Non conforme
R3D Conseils inc.	4,25	8,50	18,00	11,75	22,50	6,75	71,8	1 402 120,13 $	0,87	4
Procom Québec inc.	3,75	7,25	19,00	10,63	21,25	5,75	67,6			Non conforme
Sirius, Services conseils en technologie de l'information inc.	4,00	7,75	23,50	12,75	23,75	7,00	78,8	927 572,31 $	1,39	1
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	

Agent d'approvisionnement	Bernard Boucher

Comité	
Date	jeudi 03-08-2017
Heure	9 h 00
Lieu	801 Brennan, Montreal H3C 0G4

Multiplicateur d'ajustement
10000

17-16213 - Prestation de services en pratiques de gestion de projets et des services TI en mode agile et hybride
Lot 2: Gestion des services TI (contrat 2)

FIRME	Présentation de l'offre TI 5%	Compréhension de la demande et de la problématique 10%	Expertise du soumissionnaire et de son coordonnateur des services pour la réalisation de contrats similaires 30%	Description des processus et méthodologies 15%	Qualité du centre d'expertise 30%	Analyse de l'échantillonage des expertises spécifiques 10%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Cofomo inc.	4,13	5,75	13,25	12,13	18,50	6,25	60,0			Non conforme
Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	4,25	8,00	19,25	13,00	22,00	6,25	72,8	1 335 848,54 $	0,92	1
Levio Conseils inc.	4,25	6,75	19,00	9,75	20,50	5,75	66,0			Non conforme
0							-		-	
0							-		-	

Agent d'approvisionnement	Bernard Boucher

Comité	
Date	jeudi 03-08-2017
Heure	9 h 00
Lieu	801 Brennan, salle 10134, Montreal H3C 0G4

Multiplicateur d'ajustement
10000

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 17-16213
Numéro de référence : 1088099
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Prestation de services en pratiques de gestion de projets et des services TI en mode agile et hybride

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
ACCEO Solutions inc 75, rue Queen Bureau 6100 Montréal, QC, H3C 2N6 NEQ : 1167962977	Madame Caroline Taillon Téléphone : 514 288-7161 Télécopieur : 514 843-4095	**Commande : (1313228)** 2017-07-06 6 h 36 **Transmission :** 2017-07-06 6 h 36	2791661 - 17-16213 Addenda n°1 - Report de date (devis) 2017-07-12 10 h 51 - Courriel 2791662 - 17-16213 Addenda n°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-12 10 h 51 - Téléchargement 2794995 - 17-16213 Addenda n°2 2017-07-18 15 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
ACCEO Solutions inc 75, rue Queen Bureau 6100	Madame Caroline Taillon	**Commande : (1317113)** 2017-07-14 9	2791661 - 17-16213 Addenda n°1 - Report de

	Montréal, QC, H3C 2N6 NEQ : 1167962977	Téléphone : 514 288-7161 Télécopieur : 514 843-4095	h 29 **Transmission :** 2017-07-14 9 h 29	date (devis) 2017-07-14 9 h 29 - Téléchargement 2791662 - 17-16213 Addenda n°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-14 9 h 29 - Téléchargement 2794995 - 17-16213 Addenda n°2 2017-07-18 15 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Accreon 414 York Street Fredericton, NB, E3B3P7 NEQ :	Madame Nadege Corcoran Téléphone : 877 260-7211 Télécopieur :	**Commande : (1313718)** 2017-07-06 14 h 41 **Transmission :** 2017-07-06 14 h 41	2791661 - 17-16213 Addenda n°1 - Report de date (devis) 2017-07-12 10 h 51 - Courriel 2791662 - 17-16213 Addenda n°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-12 10 h 51 - Téléchargement 2794995 - 17-16213 Addenda n°2 2017-07-18 15 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Agilia Solutions Inc. 2075, boul. Robert-Bourassa, suite 1200 Montréal, QC, H3A 2L1 http://www.agiliasolutions.com NEQ : 1166357989	Monsieur Alain Dagenais Téléphone : 514 289-2387 Télécopieur :	**Commande : (1313558)** 2017-07-06 11 h 48 **Transmission :** 2017-07-06 11 h 48	2791661 - 17-16213 Addenda n°1 - Report de date (devis) 2017-07-12 10 h 51 - Courriel 2791662 - 17-16213 Addenda n°1 - Report de date (bordereau)

				2017-07-12 10 h 51 - Téléchargement 2794995 - 17-16213 Addenda n°2 2017-07-18 15 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Bell Canada 930, rue d'Aiguillon, RC-140 Québec, QC, G1R5M9 NEQ : 1172462849	Monsieur Philippe Robitaille Téléphone : 418 691-4039 Télécopieur : 418 691-4095	**Commande : (1313422)** 2017-07-06 10 h 04 **Transmission :** 2017-07-06 10 h 04	2791661 - 17-16213 Addenda n°1 - Report de date (devis) 2017-07-12 10 h 51 - Courriel 2791662 - 17-16213 Addenda n°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-12 10 h 51 - Téléchargement 2794995 - 17-16213 Addenda n°2 2017-07-18 15 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	CIM - Conseil 2001, ave McGill College, bureau 2100 Montréal, QC, H3A1G1 http://www.cim-conseil.qc.ca NEQ : 1147304134	Madame Andrée Champagne Téléphone : 514 393-4563 Télécopieur :	**Commande : (1314943)** 2017-07-10 13 h 28 **Transmission :** 2017-07-10 13 h 28	2791661 - 17-16213 Addenda n°1 - Report de date (devis) 2017-07-12 10 h 51 - Courriel 2791662 - 17-16213 Addenda n°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-12 10 h 51 - Téléchargement 2794995 - 17-16213 Addenda n°2 2017-07-18 15 h 11 - Courriel

				Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Cofomo inc. 1000, rue De La Gauchetière Ouest, bureau 1500 Montréal, QC, H3B 4W5 http://www.cofomo.com NEQ : 1142126664	Madame Clotilde Pignol Téléphone : 514 866-0039 Télécopieur : 514 866-0900	**Commande : (1313829)** 2017-07-06 17 h 01 **Transmission :** 2017-07-06 17 h 01	2791661 - 17-16213 Addenda n°1 - Report de date (devis) 2017-07-12 10 h 51 - Courriel 2791662 - 17-16213 Addenda n°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-12 10 h 51 - Téléchargement 2794995 - 17-16213 Addenda n°2 2017-07-18 15 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Conseillers en Gestion et Informatique CGI inc. 1350, boul. René-Lévesque Ouest, 23e étage Montréal, QC, H3G 1T4 http://www.cgi.com NEQ : 1160358728	Monsieur Michel Blain Téléphone : 514 415-3000 Télécopieur : 514 415-3999	**Commande : (1313173)** 2017-07-05 16 h 33 **Transmission :** 2017-07-05 16 h 33	2791661 - 17-16213 Addenda n°1 - Report de date (devis) 2017-07-12 10 h 51 - Courriel 2791662 - 17-16213 Addenda n°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-12 10 h 51 - Téléchargement 2794995 - 17-16213 Addenda n°2 2017-07-18 15 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐	Ernst & Young Montréal LLP 800, boul. René-Lévesque Ouest Montréal, QC, H3B 1X9 http://www.ey.com/CA/en/Home NEQ : 3342276048	Madame Sevi Petrella Téléphone : 514 879-8199 Télécopieur :	**Commande : (1314028)** 2017-07-07 9 h 40 **Transmission :** 2017-07-07 9 h 40	2791661 - 17-16213 Addenda n°1 - Report de date (devis) 2017-07-12 10 h 51 - Courriel 2791662 - 17-16213 Addenda n°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-12 10 h 51 - Téléchargement 2794995 - 17-16213 Addenda n°2 2017-07-18 15 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Facilité Informatique Canada inc 5, place Ville-Marie Bureau 1045 Montréal, QC, H3B 2G2 http://www.facilite.com NEQ : 1140727687	Monsieur Samuel Lapointe Téléphone : 514 284-5636 Télécopieur : 514 284-9529	**Commande : (1313974)** 2017-07-07 9 h 02 **Transmission :** 2017-07-07 9 h 02	2791661 - 17-16213 Addenda n°1 - Report de date (devis) 2017-07-12 10 h 51 - Télécopie 2791662 - 17-16213 Addenda n°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-12 10 h 51 - Téléchargement 2794995 - 17-16213 Addenda n°2 2017-07-18 15 h 11 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Fujitsu Canada (Réception des appels d'offres) 2000, boul. Lebourgneuf Bureau 300 Québec, QC, G2K 0B8 http://fujitsu.com/ca NEQ : 1143039486	Madame Marjolaine Giguère Téléphone : 418 840-5100 Télécopieur	**Commande : (1313294)** 2017-07-06 8 h 34 **Transmission :** 2017-07-06 8	2791661 - 17-16213 Addenda n°1 - Report de date (devis) 2017-07-12 10 h 51 - Courriel 2791662 - 17-

		: 418 840-5105	h 34	16213 Addenda n°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-12 10 h 51 - Téléchargement 2794995 - 17-16213 Addenda n°2 2017-07-18 15 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Groupe Nexio Québec, division de Groupe Nexio inc. et division de Groupe Nexio Sélect inc. 2050 rue De Bleury bureau 500 Montréal, QC, H3A 2J5 http://www.nexio.com NEQ : 1169427326	Madame Brigitte Dufour Téléphone : 514 798-3707 Télécopieur : 514 284-9002	**Commande : (1313323)** 2017-07-06 8 h 52 **Transmission :** 2017-07-06 8 h 52	2791661 - 17-16213 Addenda n°1 - Report de date (devis) 2017-07-12 10 h 51 - Courriel 2791662 - 17-16213 Addenda n°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-12 10 h 51 - Téléchargement 2794995 - 17-16213 Addenda n°2 2017-07-18 15 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Services conseils ABna inc. 2875, bd laurier Edifice Delta 1 - Bureau 1350 Québec, QC, G1V2M2 http://www.abnaconseils.com NEQ : 1165489486	Madame Mélanie St-Laurent Téléphone : 418 977-2262 Télécopieur : 888 226-2555	**Commande : (1313346)** 2017-07-06 9 h 10 **Transmission :** 2017-07-06 9 h 10	2791661 - 17-16213 Addenda n°1 - Report de date (devis) 2017-07-12 10 h 51 - Courriel 2791662 - 17-16213 Addenda n°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-12 10 h 51 - Téléchargement 2794995 - 17-16213 Addenda

				n°2 2017-07-18 15 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Levio Conseils inc. 1015, avenue Wilfrid-Pelletier, bureau 530 Québec, QC, G1W 0C4 http://www.levio.ca NEQ : 1169672574	Madame Kathy Tremblay Téléphone : 418 914-3623 Télécopieur :	**Commande : (1313274)** 2017-07-06 8 h 16 **Transmission :** 2017-07-06 8 h 16	2791661 - 17-16213 Addenda n°1 - Report de date (devis) 2017-07-12 10 h 51 - Courriel 2791662 - 17-16213 Addenda n°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-12 10 h 51 - Téléchargement 2794995 - 17-16213 Addenda n°2 2017-07-18 15 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	PMC 2, Place du Commerce Suite 220 Montréal, QC, H3E 1A1 NEQ : 1146620365	Monsieur Benoit De Grace Téléphone : 514 766-7459 Télécopieur : 514 766-4269	**Commande : (1317180)** 2017-07-14 10 h 15 **Transmission :** 2017-07-14 10 h 15	2791661 - 17-16213 Addenda n°1 - Report de date (devis) 2017-07-14 10 h 15 - Téléchargement 2791662 - 17-16213 Addenda n°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-14 10 h 15 - Téléchargement 2794995 - 17-16213 Addenda n°2 2017-07-18 15 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié

				(plan) : Courrier électronique
☐	Procom 1350 rue Sherbrooke ouest Bureau 1500 Montréal, QC, H3G 1J1 http://www.procomquebec.ca NEQ : 1160926664	Monsieur Maxime Lavigne Téléphone : 514 731-7224 Télécopieur : 514 731-7244	**Commande : (1315609)** 2017-07-11 13 h 18 **Transmission :** 2017-07-11 13 h 18	2791661 - 17-16213 Addenda n°1 - Report de date (devis) 2017-07-12 10 h 51 - Courriel 2791662 - 17-16213 Addenda n°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-12 10 h 51 - Téléchargement 2794995 - 17-16213 Addenda n°2 2017-07-18 15 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Pyxis Technologies 440 Armand-Frappier bureau 120 Laval, QC, H7V 4b4 NEQ : 1149571532	Monsieur Dave Jacques Téléphone : 418 802-9874 Télécopieur :	**Commande : (1316048)** 2017-07-12 10 h 25 **Transmission :** 2017-07-12 10 h 25	2791661 - 17-16213 Addenda n°1 - Report de date (devis) 2017-07-12 10 h 51 - Courriel 2791662 - 17-16213 Addenda n°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-12 10 h 51 - Téléchargement 2794995 - 17-16213 Addenda n°2 2017-07-18 15 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	R3D_Conseil_Inc. 1450 city councillors 340 Montréal, QC, h3a2e6 http://www.r3d.com NEQ :	Monsieur Michel Savoie Téléphone : 514 392-	**Commande : (1313617)** 2017-07-06 13 h 19 **Transmission**	2791661 - 17-16213 Addenda n°1 - Report de date (devis) 2017-07-12 10 h

	1145625696	9997 Télécopieur : 514 392-9940	: 2017-07-06 13 h 19	51 - Courriel 2791662 - 17-16213 Addenda n°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-12 10 h 51 - Téléchargement 2794995 - 17-16213 Addenda n°2 2017-07-18 15 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Savoir-faire Linux inc. 7275, Saint-Urbain, bureau 200 Montréal, QC, H2R 2Y5 http://www.savoirfairelinux.com NEQ : 1148918635	Monsieur Steven Roth Téléphone : 514 276-5468 Télécopieur : 514 276-5465	**Commande : (1313424)** 2017-07-06 10 h 06 **Transmission :** 2017-07-06 10 h 06	2791661 - 17-16213 Addenda n°1 - Report de date (devis) 2017-07-12 10 h 51 - Courriel 2791662 - 17-16213 Addenda n°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-12 10 h 51 - Téléchargement 2794995 - 17-16213 Addenda n°2 2017-07-18 15 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Savoir-faire Linux inc. 7275, Saint Urbain bureau 200 Montréal, QC, H2R 2Y5 http://www.savoirfairelinux.com NEQ : 1148918635	Monsieur Steven Roth Téléphone : 514 276-5468 Télécopieur : 514 276-5465	**Commande : (1313467)** 2017-07-06 10 h 44 **Transmission :** 2017-07-06 10 h 44	2791661 - 17-16213 Addenda n°1 - Report de date (devis) 2017-07-12 10 h 51 - Courriel 2791662 - 17-16213 Addenda n°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-12 10 h 51 - Téléchargement 2794995 - 17-

				16213 Addenda n°2 2017-07-18 15 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	SC Services de gestion KPMG 1500-600, boul. de Maisonneuve Ouest Montréal, QC, H3A 0A3 NEQ : 3341653908	Monsieur SEAO Coulonval Téléphone : 514 840-5630 Télécopieur : 514 840-2187	**Commande : (1316736)** 2017-07-13 11 h 56 **Transmission :** 2017-07-13 11 h 56	2791661 - 17-16213 Addenda n°1 - Report de date (devis) 2017-07-13 11 h 56 - Téléchargement 2791662 - 17-16213 Addenda n°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-13 11 h 56 - Téléchargement 2794995 - 17-16213 Addenda n°2 2017-07-18 15 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	SIRIUS, Services Conseils 5095, rue Jean-Talon Est, Bur 2003 Montréal, QC, H1S 3G4 http://www.siriusconseils.com NEQ : 1148297154	Monsieur Jacques Cusson Téléphone : 514 982-9444 Télécopieur : 514 982-9451	**Commande : (1313393)** 2017-07-06 9 h 43 **Transmission :** 2017-07-06 9 h 43	2791661 - 17-16213 Addenda n°1 - Report de date (devis) 2017-07-12 10 h 51 - Courriel 2791662 - 17-16213 Addenda n°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-12 10 h 51 - Téléchargement 2794995 - 17-16213 Addenda n°2 2017-07-18 15 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié

				(plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Société Conseil Groupe LGS 2700, boul. Laurier, Tour Champlain Bureau 4000 Québec, QC, G1V 4K5 http://www.lgs.com NEQ : 1142691709	Madame Charlotte Santerre Téléphone : 418 653-6574 Télécopieur : 418 653-9588	**Commande : (1316187)** 2017-07-12 13 h 23 **Transmission :** 2017-07-12 13 h 23	2791661 - 17-16213 Addenda n°1 - Report de date (devis) 2017-07-12 13 h 23 - Téléchargement 2791662 - 17-16213 Addenda n°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-12 13 h 23 - Téléchargement 2794995 - 17-16213 Addenda n°2 2017-07-18 15 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Systematix Technologies de l'Information Inc. 485, rue McGill, bureau 300 Montréal, QC, H2Y2H4 http://www.systematix.com NEQ : 1142016766	Monsieur Jean-Pierre Martin Téléphone : 514 393-1313 Télécopieur : 514 393-8997	**Commande : (1314352)** 2017-07-07 15 h 38 **Transmission :** 2017-07-07 15 h 38	2791661 - 17-16213 Addenda n°1 - Report de date (devis) 2017-07-12 10 h 51 - Courriel 2791662 - 17-16213 Addenda n°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-12 10 h 51 - Téléchargement 2794995 - 17-16213 Addenda n°2 2017-07-18 15 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

- Aide en ligne
- Formation en ligne
- Glossaire
- Plan du site
- Accessibilité
- UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

- Grille des tarifs
- Contactez-nous
- Nouvelles
- Marchés publics hors Québec
- Registre des entreprises non admissibles
- Autorité des marchés financiers

À propos

- À propos de SEAO
- Info sur Constructo
- Conditions d'utilisation
- Polices supportées

Partenaires

© 2003-2017 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
MANDAT

Dossier # : 1177438013

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction , Division Performance TI et sourçage
Objet :	Conclure deux (2) contrats de services professionnels avec les firmes suivantes: Sirius, Services conseils en technologie de l'information inc. (lot 1 au montant de 927 572,31 $, taxes incluses), et Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (lot 2 au montant de 1 335 848,54 $, taxes incluses), pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en pratiques de gestion de projets et des services TI en mode agile et hybride / Appel d'offres 17-16213 - 7 soumissionnaires au total / Approuver les projets de convention à cette fin

Numéro du mandat
SMCE177438013

Date du mandat
2017-09-06

Objet du mandat

Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats

Type de mandat

Commission sur l'examen des contrats

VU le Règlement sur la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008);

VU la résolution CG11 0082 qui détermine les critères de sélection des contrats qui doivent être soumis à la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats;

VU que le contrat de services professionnels pour le lot 2 est d'une valeur de plus de 1 M$ et qu'une seule soumission conforme a été reçue à la suite d'un appel d'offres;

Le comité exécutif, après avoir pris connaissance du dossier décisionnel 1177438013 mandate la Commission sur l'examen des contrats afin d'étudier le contrat pour le lot 2.

Signé le : 2017-09-08

Jean-François MILOT

Chef de division soutien aux instances

Dossier # :1177438013

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Commission permanente sur l'examen des contrats

La commission :

Présidente

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Vice-présidentes

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Membres

Mme Dida Berku
Ville de Côte-Saint-Luc

M. Richard Celzi
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Marie Cinq-Mars
Arrondissement d'Outremont

M. Richard Deschamps
Arrondissement de LaSalle

M. Marc-André Gadoury
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Luc Gagnon
Arrondissement de Verdun

M. Manuel Guedes
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 28 septembre 2017

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE177438013

Conclure deux (2) contrats de services professionnels avec les firmes suivantes: Sirius, Services conseils en technologie de l'information inc. (lot 1 au montant de 927 572,31 $, taxes incluses), et Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (lot 2 au montant de 1 335 848,54 $, taxes incluses), pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en pratiques de gestion de projets et des services TI en mode agile et hybride / Appel d'offres 17-16213 - 10 soumissionnaires / Approuver les projets de convention à cette fin.

(ORIGINAL SIGNÉ)

Émilie Thuillier
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE177438013
Conclure deux (2) contrats de services professionnels avec les firmes suivantes: Sirius, Services conseils en technologie de l'information inc. (lot 1 au montant de 927 572,31 $, taxes incluses), et Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (lot 2 au montant de 1 335 848,54 $, taxes incluses), pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en pratiques de gestion de projets et des services TI en mode agile et hybride / Appel d'offres 17-16213 - 10 soumissionnaires / Approuver les projets de convention à cette fin.

À sa séance du 6 septembre 2017, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce dossier répondait au critère suivant :

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ pour lequel une seule soumission conforme a été reçue suite à un appel d'offres (lot 2).*

Le 13 septembre 2017, les membres de la commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus relativement au mandat confié. Des représentants du Service des technologies de l'information et du Service de l'approvisionnement ont répondu aux questions des membres de la commission.

La Commission a constaté que le Service des technologies de l'information souhaitait, par cet appel d'offres, réaliser une plus grande ouverture du marché. Ce souhait ne s'est matérialisé qu'à moitié puisque CGI Inc. est seul soumissionnaire pour le lot 2.

Les membres ont aussi noté que la période de l'appel d'offres s'est terminée à la fin juillet, durant la période des vacances de la construction. Pour la Commission, cela ne constitue pas une bonne pratique et il aurait été préférable de procéder à l'appel d'offres à un autre moment.

La Commission a également constaté que plusieurs ententes-cadres en vigueur au moment du lancement de l'appel d'offres ont été résiliées par la suite. En réponse aux questions des membres, le Service a indiqué que les soumissionnaires n'étaient pas informés de ce fait au moment où ils ont déposé leurs soumissions.

Enfin, la Commission est d'avis qu'il y a lieu de s'étonner et de se questionner sur le caractère concurrentiel des soumissions de la firme CGI, particulièrement quand elle est le seul soumissionnaire conforme pour un contrat ou un lot précis.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service des technologies de l'information et du Service de l'approvisionnement pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la commission. La commission adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération à savoir :

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ pour lequel une seule soumission conforme a été reçue suite à un appel d'offres (lot 2).*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE177438013 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.84

2017/09/28
17:00

(2)

Dossier # : 1177438012

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction , Division Performance TI et sourçage
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure quatre (4) contrats de services professionnels avec les firmes suivantes : Cofomo inc. (lot 1 pour une somme de 2 106 054,56 $, taxes incluses, et lot 3 pour une somme de 1 344 057,75 $, taxes incluses), Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (lot 2 pour une somme de 1 460 596,41 $, taxes incluses), ainsi que Les solutions Victrix inc. (lot 5 pour une somme de 1 432 588,50 $, taxes incluses) pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en automatisation, modernisation et évolution de la bureautique et des télécommunications / Appel d'offres 17-16212 - 7 soumissionnaires au total / Approuver les projets de convention à cette fin

Il est recommandé :

1. de conclure quatre (4) contrats, d'une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en automatisation, modernisation et évolution de la bureautique et des télécommunications;
2. d'approuver les projets de convention de services professionnels par lesquels les firmes ci-après désignées ayant obtenu les plus hauts pointages en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville les services spécialisés requis à cette fin, pour les sommes maximales inscrites à l'égard de chacune d'elles, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public N°17-16212 et selon les termes et conditions stipulés aux projets de conventions;

Firme	Description	Montant
Cofomo Inc.	Lot 1 - Évolution bureautique	2 106 054,56 $
Conseillers en gestion et informatique CGI Inc	Lot 2 - Gestion et modernisation des services de gestion documentaire	1 460 596,41 $
Cofomo Inc.	Lot 3 - Gestion des identités et des accès	1 344 057,75 $
Les solutions Victrix Inc.	Lot 5 - Modernisation des télécommunications	1 432 588,50 $

3. d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget du Service des technologies de l'information, et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-08-28 10:41

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1177438012**

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction , Division Performance TI et sourçage
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure quatre (4) contrats de services professionnels avec les firmes suivantes : Cofomo inc. (lot 1 pour une somme de 2 106 054,56 $, taxes incluses, et lot 3 pour une somme de 1 344 057,75 $, taxes incluses), Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (lot 2 pour une somme de 1 460 596,41 $, taxes incluses), ainsi que Les solutions Victrix inc. (lot 5 pour une somme de 1 432 588,50 $, taxes incluses) pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en automatisation, modernisation et évolution de la bureautique et des télécommunications / Appel d'offres 17-16212 - 7 soumissionnaires au total / Approuver les projets de convention à cette fin

CONTENU

CONTEXTE

Le Service des Technologies de l'information (Service des TI) assure la modernisation de services technologiques clés de la Ville de Montréal (Ville) avec notamment, la réalisation de projets & de programmes de transformation organisationnelle. C'est dans ce cadre que la Ville a mis en place le programme du Bureau de demain qui a pour objectif de :

- Fournir aux employés un environnement de travail efficace, moderne et sécuritaire;
- Favoriser la mobilité, le travail collaboratif et le partage d'information;
- Optimiser les coûts (acquisition et soutien) et la performance des outils de travail.

Ce programme englobe un ensemble de projets unifiés sous une même stratégie afin d'optimiser la productivité avec les outils bureautiques. Il inclut les projets suivants:

1. Bureautique: déploiement d'une solution bureautique (messagerie électronique et agenda, suite bureautique [type office] et outils de collaboration) (Investi #70500);
2. Gestion électronique de documents (GED) : acquisition et mise en place d'une plate-forme de gestion électronique de documents et d'automatisation de processus d'affaires (Investi #71350);

3. Équipements du Bureau de demain : acquisition d'équipements bureautique incluant des postes de travail Windows, des postes de travail semi-robustes et robustes Windows, des tablettes Android, des postes de travail Apple ainsi que des moniteurs (Investi #74561);
4. Gestion des identités et des accès (GIA) : mise en place d'une solution permettant la gestion des identités et des accès à l'ensemble des ressources informationnelles et physiques de la Ville (Investi #68255);
5. Gestion des actifs TI : mise en place d'un catalogue de services informatisés des actifs TI pour l'ensemble des employés de la Ville (Investi #68063);
6. Gestion des dossiers décisionnels (GDD) : modernisation de l'écosystème actuel de gestion des dossiers décisionnels / Gestion des ordres du jour / ADI et Instances sans papier (Investi #70250).

C'est dans ce contexte que la Ville a lancé l'appel d'offres 17-16212. Cet appel d'offres, publié dans le journal Le Devoir et sur le site électronique d'appel d'offres SÉAO, a débuté le 5 juillet 2017 pour se terminer le 31 juillet 2017. La durée de la publication a été de 27 jours. Le délai de validité des soumissions est de 220 jours de la date du dépôt des soumissions.

Dans le cadre de cet appel d'offres, 3 addenda ont été publiés :

No. addenda	Date de publication	Nature
1	12 juillet 2017	Report de la date d'ouverture des soumissions, remplacement du bordereau de soumission
2	18 juillet 2017	Précisions apportées suite à des questions du marché
3	25 juillet 2017	Remplacement du bordereau de soumission, précisions apportées suite à des questions du marché

Le présent dossier vise donc à conclure quatre (4) contrats de services professionnels avec les firmes suivantes, soit Cofomo inc. (lot 1 pour une somme de 2 106 054,56 $, taxes incluses, et lot 3 pour une somme de 1 344 057,75 $, taxes incluses), Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (lot 2 pour une somme de 1 460 596,41 $, taxes incluses), ainsi que Les solutions Victrix inc. (lot 5 pour une somme de 1 432 588,50 $, taxes incluses) pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en automatisation, modernisation et évolution de la bureautique et des télécommunications, et à approuver les projets de convention à cette fin.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DA171805001 - 10 avril 2017 - Approuver la grille d'évaluation qui sera utilisée dans le cadre de futurs appels d'offres pour obtenir des services professionnels en informatique, dans le but de supporter la réalisation de différents projets du Service des technologies de l'information.

DESCRIPTION

Le présent dossier concerne cinq (5) lots de prestations de services en automatisation, modernisation et évolution de la bureautique et des télécommunications. Plus précisément, les éléments couverts sont les suivants :

Description des lots	Principaux consommateurs des lots
Lot 1 : Évolution bureautique	• Gestion de l'évolution bureatique (#74561). Elle regroupe le bureau de demain (#70500) ainsi que le remplacement des postes en fin de vie, la gestion centralisée des imprimantes, la mise en place de Windows 10, le remplacement des postes de travail mobiles SPVM ainsi que les "personnal device assistant" PDA émissions de constats du SPVM; • Gestion des services aux utilisateurs (#68122). Elle permettra une optimisation des processus et outils de gestion des services clients aux TI ainsi qu'aux services de seconde ligne tel la gestion des actifs et de l'inventaire; • Intégration technologique des unités d'affaires (#78067). Elle permettra de réaliser le cycle d'amélioration continue des intégrations technologiques des unités d'affaires déjà réalisées.
Lot 2 : Gestion et modernisation des services de gestion documentaire	• Gestionnaire électronique de documents (#71350). Elle réalisera la mise en place d'une plateforme et d'un environnement de gestion des documents pour le Service du greffe, le Service de l'eau, le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) ainsi que l'arrondissement Verdun comme pilotes; • Refonte des systèmes de gestion du processus décisionel (#70250). Elle réalisera la mise-à-jour de l'outil "GDD" de la Ville.
Lot 3 : Gestion des identités et des accès	• Gestion des identités (#68255). Elle réalisera la mise en place d'une solution de gestion des identités permettant une amélioration de la sécurité et de l'efficacité de la gestion des identités en plus d'une gestion des accès complète des mouvements technologiques d'employés au sein de la ville.
Lot 4 : Modernisation du centre de services	• Gestion des services aux utilisateurs (#68122). Cette dernière vise à moderniser la solution de gestion des services bureautique pour les utilisateurs de tous les services et arrondissements de la Ville. Cette mise

	à jour entraînera une transformation du centre de service au niveau interaction, processus et performance pour ses clients.
Lot 5 : Modernisation des télécommunications (OSI L1 à L7)	• Modernisation Telecom (#68111). Cette inititative poursuit le déploiement du réseau propriétaire ainsi qu'assurer la modernisation des installations existantes; • Mise en place du Wi-Fi corporatif (#68111). Le Wi-Fi sera déployé dans la majorité des édifices de la Ville; • Communications numériques (#78032). Elle réalisera la migration et la consolidation de la majorité des centres de contact client de la Ville (ex : 311, Centre de Service, RH, etc.); • Capacité, performance, outils et automatisation du réseau de télécommunications (#78043). Cette initiative mettra en place les outils et automatismes nécessaire à l'exploitation du réseau de nouvelle génération; • Communications évoluées (#68037). Cette initiative mettra en place les réseaux de communication nécessaires aux services de mission critique de sécurité publique de la Ville (hormis SERAM); • Infrastructure urbaine numérique (#68037). Cette initiative permettra la mise en place des réseaux, infrastructures et outils nécessaires à l'évolution et l'automatisation des pratiques d'affaires pour l'ensemble de la Ville afin de prendre avantage des nouveux outils (Internet des Objets, analyses prédictives des données massives, etc.).

La prestation de services spécialisés en automatisation, modernisation et évolution de la bureautique et des télécommunications est une nouvelle approche qui se décline comme suit :

- Gestion des mandats en automatisation, modernisation et évolution de la bureautique et des télécommunications avec un coordonnateur de services de l'adjudicataire qui agit comme un point de contact avec la Ville et assure la coordination des mandats pour la Ville;

- Définition des requis pour des mandats spécifiques en automatisation, modernisation et évolution de la bureautique et des télécommunications, par les ressources de la Ville pour des livrables définis, avec un budget et un échéancier établis;
- Réalisation des mandats chez l'adjudicataire qui utilise ses équipements, ses pratiques & méthodologies et qui effectue la gestion & l'administration de ses ressources afin de réaliser les livrables;
- Utilisation d'une banque d'heures par lots, pour les différents volets de services en automatisation, modernisation et évolution de la bureautique et des télécommunications;
- Utilisation d'un processus d'assurance qualité pour vérifier l'atteinte des requis demandés.

À ce titre, le processus d'assurance qualité opéré par la Ville est le suivant :

Pré mandat:

- Encadrement et suivi centralisé par la division Performance TI et sourçage;
- Initiation par une demande de prestation de services en automatisation, modernisation et évolution de la bureautique et des télécommunications comprenant entre autres, la liste et la description des livrables attendus, le niveau de qualité exigé, l'enveloppe budgétaire ainsi que l'échéancier de livraison;
- Audit de pré-démarrage afin de garantir les conditions de succès du projet et du mandat;
- Rencontre de démarrage entre le fournisseur et le responsable de la Ville.

En cours de mandat:

- Rencontre de coordination et d'assurance qualité au minimum une fois par semaine pendant la prestation de service;
- Suivi de la consommation via divers rapports de gestion et validation de la facturation;
- Évaluation périodique de la qualité des livrables des mandats réalisés en automatisation, modernisation et évolution de la bureautique et des télécommunications par les fournisseurs;
- Rencontres de suivi avec les chargés de prestations (statuts, enjeux de performance et contractuels);
- Revues indépendantes des projets conduites par le Bureau de projets;
- Démonstration de l'atteinte des objectifs lors de la dernière rencontre d'assurance qualité.

Post mandat:

- Rencontre entre les équipes pour le transfert de connaissance et la revue finale des livrables;
- Gestion de la documentation;
- Soutien à l'exploitation lorsque requis (déboguage, corrections, rustines de sécurité);
- Évaluation globale en fin de mandat;
- Suivi de la consommation globale des ententes;
- Inventaire des leçons apprises afin d'améliorer la performance des équipes dans la prestation des services et la réalisation des projets.

Afin d'assurer la réalisation des mandats de services spécialisés en automatisation, modernisation et évolution de la bureautique et des télécommunications, le Service des TI utilise un cadre de gestion de projets. Ce processus d'assurance qualité est l'une des composantes de la méthodologie de gestion de projets en vigueur au Service des TI. Le Cadre de gestion de projets prévoit des processus et des outils de gouvernance, de planification, de suivi et de contrôle qui se déclinent comme suit :

- Gouvernance de projet – L'octroi des budgets et des crédits est encadré par le Comité sectoriel des TI (CSTI) lors des points de passage d'une phase à une autre (par exemple, lors du passage de la phase de planification à la phase de réalisation);
- Planification de projet – Les projets sont planifiés dans une méthodologie de gestion de projets permettant de mesurer l'avancement des travaux, de comparer les progrès réels et les progrès prévus, et de mettre en œuvre des mesures correctives lorsque les progrès réels ne sont pas conformes aux prévisions de déroulement;
- Suivi et contrôle de projet – Des outils de suivi et contrôle permettent de produire des indicateurs de santé des projets : registre d'approbation des biens livrables, registre des approvisionnements, registre des risques, registre des points en suspens, registre des demandes de changements, registre des communications, registre des parties prenantes, etc.;
- Processus de revue indépendante des projets, programmes et portefeuille d'initiatives TI afin d'assurer la conformité des projets face aux meilleures pratiques TI au sein de la Ville;
- Gouvernance des projets prioritaires – Les projets du Service des TI identifiés comme prioritaires par l'Administration de la Ville sont suivis au Comité de coordination des projets d'envergure (CCPE).

JUSTIFICATION

Le résultat du processus d'appel d'offres a permis de conclure à un intérêt marqué du marché avec un total de 17 preneurs de cahier des charges. De ce nombre, sept (7) d'entre eux ont déposé une soumission sur un ou plusieurs lots, soit 41,18% des preneurs, alors que dix (10) firmes n'ont pas déposé de soumission (58,82 %). De ces 10 firmes, huit (8) d'entre elles ont transmis un avis de désistement au Service de l'approvisionnement. Les raisons de désistement invoquées sont:

- Deux firmes déclarent ne pas avoir les ressources nécessaires;
- Six firmes déclarent ne pas offrir ce service.

Toutes les firmes ayant déposé des soumissions sont déclarées conformes d'un point de vue administratif. L'évaluation des soumissions a été effectuée selon une grille de pondération et des critères d'évaluation préalablement approuvée par la direction du Service de l'approvisionnement en date du 10 avril 2017 (DA171805001). Les résultats qui découlent de cette évaluation sont les suivants :

Lot 1 - Évolution bureautique :

Pour ce lot, deux soumissionnaires ont déposé une offre et elles sont conformes.

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Prix de base	Autre (préciser)	Total
Cofomo inc	76,3	0,60	2 106 054,56 $		2 106 054,56 $

Les solutions Victrix inc	75,5	0,59	2 127 037,50 $		2 127 037,50 $
Dernière estimation réalisée					2 250 000,00 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($)					(143 945,44 $)
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%)					(6,40%)
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($)					20 982,94 $
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%)					1%
Prix moyen des offres ($)					2 116 546,03 $
Écart entre le prix moyen et la dernière estimation ($)					(133 453,97 $)
Écart entre le prix moyen des offres et la dernière estimation (%)					(5,93%)

Lot 2 - Gestion et modernisation des services de gestion documentaire :

Pour ce lot, deux soumissionnaires ont déposé une offre et elles sont conformes.

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Prix de base	Autre (préciser)	Total
Conseillers en gestion et informatique CGI inc	81,5	0,90	1 460 596,41 $		1 460 596,41 $
Savoir-Faire Linux inc	71,1	0,65	1 875 242,25 $		1 875 242,25 $
Dernière estimation réalisée					1 540 000,00 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($)					(79 403,59 $)
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%)					(5,16%)
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($)					414 645,84 $
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%)					28,39%
Prix moyen des offres ($)					1 667 919,33 $
Écart entre le prix moyen et la dernière estimation ($)					127 919,33 $
Écart entre le prix moyen des offres et la dernière estimation (%)					8,31%

Lot 3 - Gestion des identités et des accès :

Pour ce lot, quatre soumissionnaires ont déposé une offre et une d'entre elles s'est avérée non conforme techniquement, à savoir l'offre de Les logiciels libres LINAGORA INC.

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Prix de base	Autre (préciser)	Total
Cofomo inc	72,5	0,91	1 344 057,75 $		1 344 057,75 $

Conseillers en gestion et informatique CGI inc	79,3	0,85	1 514 680,65 $		1 514 680,65 $
Les solutions Victrix inc	76,5	0,84	1 513 071,00 $		1 513 071,00 $
Dernière estimation réalisée					1 540 000,00 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%)					(195 942,25 $) (12,72%)
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%)					170 622,90 $ 12,69%
Prix moyen des offres ($) Écart entre le prix moyen et la dernière estimation ($) Écart entre le prix moyen des offres et la dernière estimation (%)					1 457 269,80 $ (82 730,20 $) (5,37 %)

On constate un écart de (12,72 %) entre la plus basse soumission conforme et l'estimation. Cet écart s'explique par le fait que l'adjudicataire s'est démarqué au niveau de son prix, lequel est plus bas de 12,69% par rapport au deuxième plus bas soumissionnaire, ce qui montre que son offre est concurrentielle.

Lot 4 - Modernisation du centre de services :

Ce lot ne sera pas octroyé puisqu'aucune firme n'a déposé d'offre.

Lot 5 - Modernisation des télécommunications :

Pour ce lot, deux soumissionnaires ont déposé une offre et elles sont conformes.

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Prix de base	Autre (préciser)	Total
Les solutions Victrix inc	72,8	0,86	1 432 588,50 $		1 432 588,50 $
Bell Canada	82,5	0,78	1 690 132,50 $		1 690 132,50 $
Dernière estimation réalisée					1 540 000, 00$
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%)					(107 411,50 $) (6,97%)
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%)					257 544,00 $ 17,98%
Prix moyen des offres ($) Écart entre le prix moyen et la dernière estimation ($)					1 561 360,50 $ 21 360,50 $

Écart entre le prix moyen des offres et la dernière estimation (%)	1,39%

Selon le Règlement sur la commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008) et de la résolution CG11 0082, le dossier sera soumis à ladite commission pour étude en vertu du critère suivant :

- Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$.

Et répondant à la condition suivante :

- Écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme ou celui ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation (Lot 2).

En vertu du décret 435-2015 du Gouvernement du Québec, entré en vigueur le 2 novembre 2015, l'adjudicataire de tout contrat de services de plus de 1 M $ doit avoir une accréditation de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

- La firme Cofomo inc. a obtenu son accréditation le 27 juin 2014 et à présenté une demande de renouvellement (voir pièces jointes);
- La firme Conseillers en gestion et informatique CGI inc a obtenu son accréditation le 17 janvier 2014 et à présenté une demande de renouvellement le 14 octobre 2016 (voir pièces jointes).
- La firme Les solutions Victrix inc. a obtenu son accréditation le 28 avril 2016.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les dépenses seront assumées au PTI et/ou au budget de fonctionnement du Service des TI pour la durée des contrats. Les prestations de services spécialisés seront utilisés au fur et à mesure de l'expression des besoins. Tous les besoins futurs de prestations de services seront régis par le processus d'autorisation de dépenses en fonction d'une entente. Les engagements budgétaires, les virements budgétaires et le partage des dépenses seront évalués à ce moment selon la nature des projets.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Dans le cadre de la réalisation de chaque projet, ces ententes permettront au Service des TI de bénéficier des impacts suivants :

- Responsabilisation des adjudicataires dans la réalisation des livrables de la Ville et le partage de risque;
- L'augmentation de la cadence de réalisation de projets;
- Possibilité de faire de la livraison "agile" avec cette approche qui est normalement réalisée à l'interne;
- Accroissement de la capacité de réalisation de la Ville;
- Approche complémentaire avec les autres modes de livraisons, qui est mieux adaptée pour la livraison dans certaines situations.

Au niveau du PTI 2017-2019, la mise en place de ces contrats permet :

- D'assurer la transformation organisationnelle de la Ville, par l'entremise de projets d'implantation de systèmes informatiques plus modernes et plus efficients;
- De moderniser et de maintenir les actifs de plusieurs systèmes informatiques, en appui aux activités administratives de la Ville et à la prestation de services aux citoyens, ainsi que de maintenir les infrastructures et les nombreux systèmes informatiques du parc applicatif de la Ville.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Présentation du dossier au Comité exécutif : le 6 septembre 2017;

- Étude du dossier par la Commission permanente sur l'examen des contrats : le 13 septembre 2017;
- Retour du dossier au Comité exécutif : le 20 septembre 2017;
- Approbation du dossier par le Conseil municipal : le 25 septembre 2017;
- Approbation du dossier par le Conseil d'agglomération : le 28 septembre 2017.
- Rencontre de départ avec le fournisseur : octobre 2017.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Maricela FERRER VISBAL)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2017-08-22

Michel TURCOTTE
Analyste de dossiers

Tél : 514 872-0472
Télécop. :

Lyne PARENTEAU
Conseillère en analyse et contrôle de gestion

Tél : 514 872-5295
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvain PERRAS
Directeur du service des technologies de l'information
Tél :
Approuvé le : 2017-08-28

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 17 janvier 2014

CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.
A/S MONSIEUR BENOIT DUBÉ
1350, BOUL RENÉ-LÉVESQUE O
25 ÈME ÉTAGE
MONTRÉAL (QC) H3G 1T4

N° de décision : 2014-CPSM-1003609
N° de client : 2700035725

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- CENTRE DE SANTÉ OXYGÈNE
- CGO
- CONSEIL ET GESTION D'ORGANISATION C.G.O.
- GROUPE IST
- IST
- OPTEL
- OPTEL P.M.L. CONSEILLERS EN TÉLÉCOMMUNICATION
- OSC
- OXYGEN CORPORATE HEALTH
- OXYGEN HEALTH CENTER
- OXYGÈNE SANTÉ CORPORATIVE

une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la LCOP). CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **16 janvier 2017** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

PAR COURRIEL

Le 23 janvier 2017

CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.
A/S MONSIEUR BENOÎT DUBÉ
25E ÉTAGE, 1350, BOUL. RENÉ-LÉVESQUE O.
MONTRÉAL (QC) CANADA H3G 1T4

N° de client : 2700035725

Objet : Demande de renouvellement / Validité de l'autorisation

Monsieur,

La présente vous est transmise en votre qualité de répondant de CONSEILLERS EN GESTION INFORMATIQUE CGI INC. (« **CGI inc.** ») et concerne votre demande de renouvellement de contracter/sous-contracter avec un organisme public (la « **Demande de renouvellement** ») que vous avez transmise à l'Autorité des marchés financiers (l'« **Autorité** ») le 14 octobre 2016, en vertu de l'article 21.41 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »).

Or, tel que le prévoit l'alinéa 3 de l'article 21.41 de la LCOP, une autorisation demeure valide si la demande de renouvellement est présentée au moins 90 jours avant le terme de la durée de l'autorisation, et ce, jusqu'à ce que l'Autorité statue sur cette demande.

Compte tenu de ce qui précède et considérant que la Demande de renouvellement de CGI INC. a été soumise à l'Autorité dans les délais requis, nous vous confirmons que l'autorisation de cette dernière demeure valide, et ce, jusqu'à ce qu'une décision soit rendue sur cette demande.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés financiers

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **jeudi, 20 juillet 2017 à 19:30**

Fiche de l'entreprise

Nom : CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.
Adresse du siège social : 1350, BOUL RENÉ-LÉVESQUE O, 25 ÈME ÉTAGE, MONTRÉAL, QC, H3G 1T4, CANADA

Numéro de client à l'Autorité : 2700035725
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1160358728

Autres noms d'affaires

- CENTRE DE SANTÉ OXYGÈNE
- CGI MC
- CGO
- CONSEIL ET GESTION D'ORGANISATION C.G.O.
- CONSEILLERS CGI
- GROUPE IST
- IST
- OPTEL
- OPTEL P.M.L. CONSEILLERS EN TÉLÉCOMMUNICATION
- OSC
- OXYGEN CORPORATE HEALTH
- OXYGEN HEALTH CENTER
- OXYGÈNE SANTÉ CORPORATIVE

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information.

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Le 28 avril 2016

LES SOLUTIONS VICTRIX INC.
A/S MONSIEUR MARC-ANDRÉ POULIN
630, SHERBROOKE, BUREAU 1100
MONTRÉAL (QC) H3A 1E4

Nº de décision : 2016-CPSM-1020615
N° de client : 3000704480

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous VICTRIX SOLUTIONS INC., une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « LCOP »). LES SOLUTIONS VICTRIX INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **27 avril 2019** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation/de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **lundi, 21 août 2017 à 19:30**

Fiche de l'entreprise

Nom : COFOMO INC.
Adresse du siège social : 1000, RUE DE LA GAUCHETIÈRE O, BUREAU 1500, MONTRÉAL, QC, H3B 4W5, CANADA

Numéro de client à l'Autorité : 3000290809
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1142126664

Autres noms d'affaires
• Aucun

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information.

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 27 juin 2014

COFOMO INC.
A/S MONSIEUR ALAIN BARIBEAU
1000, RUE DE LA GAUCHETIÈRE O
BUREAU 1500
MONTRÉAL (QC) H3B 4W5

N° de décision : 2014-CPSM-1035997
N° de client : 3000290809

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la LCOP). COFOMO INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **26 juin 2017** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

COFOMO

Le présent courriel peut contenir des renseignements confidentiels. Si ce courriel vous est parvenu par mégarde, veuillez le supprimer et nous en aviser. Merci.

De : Tremblay Marie-Josée [mailto:Marie-Josee.Tremblay@lautorite.qc.ca]
Envoyé : 27 juillet 2017 14:55
À : Alain Baribeau <alain.baribeau@cofomo.com>
Objet : AMF RENOUVELLEMENT

Monsieur Baribeau,
Suite au dépôt de votre demande de renouvellement de l'autorisation, votre dossier est présentement en traitement chez nos partenaires. Nous sommes dans l'attente d'une recommandation de l'UPAC afin de pouvoir rendre une décision éclairée.
Tel que stipulé dans le communiqué émis par le Secrétaire du trésor, lorsqu'une entreprise présente une demande de renouvellement au moins 90 jours avant le terme de la durée de validité de son autorisation, elle demeure autorisée à contracter, sous réserve d'une révocation durant ce délai.
Voici le lien qui vous dirige vers la publication du Secrétaire du trésor afin d'apporter des précisions concernant le renouvellement des autorisations de contracter avec l'état émise par l'Autorité des marchés financiers.
http://www.tresor.gouv.qc.ca/faire-affaire-avec-letat/publications/info-marches-publics/bulletins/volume-18-numero-4-juin-2016/ .
Ce communiqué a été publié afin d'informer tous les acteurs de l'industrie y compris les donneurs d'ouvrages.
Je demeure disponible pour toute question de votre part.
Merci de votre précieuse collaboration.

Marie-Josée Tremblay
Agente d'autorisation aux contrats publics
Direction des contrats publics et des entreprises de services monétaires
Autorité des marchés financiers
2640, boul. Laurier, 4e étage
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337, poste 4857
Sans frais : 1 877 525-0337, poste 4857
www.lautorite.qc.ca

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Ce message peut contenir de l'information privilégiée ou confidentielle. Si ce message ne vous est pas adressé ou si vous l'avez reçu par erreur, nous vous saurions gré d'en aviser l'émetteur immédiatement et d'effacer l'original, sans en tirer de copie ni en dévoiler le contenu.

This message may contain information which is privileged or confidential. If you are not the intended recipient of this message, or if you have received it in error, please notify the sender immediately and delete the original without making a copy or disclosing its contents.

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 ;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET :

Cofomo Inc., personne morale ayant sa principale place d'affaires au 1000, rue de la Gauchetière O., bureau 1500, Montréal, Québec, H3B 4W5, agissant et représentée par Sylvain Robert, Vice-Président, Groupe innovation – Accompagnement client, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée le « **CONTRACTANT** »

N° d'inscription T.P.S. : 140599713
N° d'inscription T.V.Q. : 1017754374

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient: :

1.1 « **Directeur** » : le directeur du Service des technologies de l'information ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : les documents d'appel d'offres public 17-16212, en date du 5 juillet 2017, pour services professionnels relatifs à des prestations de services spécialisés en automatisation, modernisation et évolution de la bureautique et des télécommunications (lot 3 – Gestion des identités et des accès);

1.3 « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le Contractant le 31 juillet 2017.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, à fournir, sur demande, des prestations de services spécialisés en automatisation, modernisation et évolution de la bureautique et des télécommunications (lot 3 – Gestion des identités et des accès);

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

6.9 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Directeur, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

6.10 transmettre au Directeur, selon les modalités que lui indique le Directeur, les comptes-rendus des réunions de coordination ou de chantier;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de un million trois cent quarante-quatre mille cinquante-sept dollars et soixante-quinze sous (1 344 057,75 $) couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable comme suit :

Les services spécialisés seront utilisés au fur et à mesure de l'expression des besoins. Par conséquent, le paiement sera effectué mensuellement à la quantité des heures travaillées à l'intérieur du mandat au taux horaire soumissionné et sur la base de factures détaillées et accompagnées des pièces justificatives

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant: :

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée

contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 **HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.6 **LIEN D'EMPLOI**

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier de la Ville

Le e jour de 20

Cofomo Inc.

Par : _____
Sylvain Robert, Vice-président, Groupe innovation – Accompagnement client

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 ;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET :

Cofomo Inc., personne morale ayant sa principale place d'affaires au 1000, rue de la Gauchetière O., bureau 1500, Montréal, Québec, H3B 4W5, agissant et représentée par Sylvain Robert, Vice-Président, Groupe innovation – Accompagnement client, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée le « **CONTRACTANT** »

N° d'inscription T.P.S. : 140599713
N° d'inscription T.V.Q. : 1017754374

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient: :

1.1 « **Directeur** » : le directeur du Service des technologies de l'information ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : les documents d'appel d'offres public 17-16212, en date du 5 juillet 2017, pour services professionnels relatifs à des prestations de services spécialisés en automatisation, modernisation et évolution de la bureautique et des télécommunications (lot 1 – Évolution bureautique);

1.3 « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le Contractant le 31 juillet 2017.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, à fournir, sur demande, des prestations de services spécialisés en automatisation, modernisation et évolution de la bureautique et des télécommunications (lot 1 – Évolution bureautique);

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

6.9 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Directeur, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

6.10 transmettre au Directeur, selon les modalités que lui indique le Directeur, les comptes-rendus des réunions de coordination ou de chantier;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de deux millions cent six mille cinquante-quatre dollars et cinquante-six sous (2 106 054,56 $) couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable comme suit :

Les services spécialisés seront utilisés au fur et à mesure de l'expression des besoins. Par conséquent, le paiement sera effectué mensuellement à la quantité des heures travaillées à l'intérieur du mandat au taux horaire soumissionné et sur la base de factures détaillées et accompagnées des pièces justificatives

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant: :

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée

contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 **HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.6 **LIEN D'EMPLOI**

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier de la Ville

Le e jour de 20

Cofomo Inc.

Par : _____
Sylvain Robert, Vice-président, Groupe innovation – Accompagnement client

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 ;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET :

Les solutions Victrix Inc. Inc., personne morale ayant sa principale place d'affaires au 630, rue Sherbrooke O., suite 1100, Montréal, Québec, H3A 1E4, agissant et représentée par Martine Blais, directrice des ventes, dûment autorisée aux fins des présentes, tel qu'elle le déclare;

Ci-après appelée le « **CONTRACTANT** »

N° d'inscription T.P.S. : 833422603
N° d'inscription T.V.Q. : 1217203305

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient: :

1.1 « **Directeur** » : le directeur du Service des technologies de l'information ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : les documents d'appel d'offres public 17-16212, en date du 5 juillet 2017, pour services professionnels relatifs à des prestations de services spécialisés en automatisation, modernisation et évolution de la bureautique et des télécommunications (lot 5 – Modernisation des télécommunications) ;

1.3 « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le Contractant le 31 juillet 2017.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, à fournir, sur demande, des prestations de services spécialisés en automatisation, modernisation et évolution de la bureautique et des télécommunications (lot 5 – Modernisation des télécommunications) ;

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

6.9 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Directeur, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

6.10 transmettre au Directeur, selon les modalités que lui indique le Directeur, les comptes-rendus des réunions de coordination ou de chantier;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de un million quatre cent trente-deux mille cinq cent quatre-vingt-huit dollars et cinquante sous (1 432 588,50 $) couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable comme suit :

Les services spécialisés seront utilisés au fur et à mesure de l'expression des besoins. Par conséquent, le paiement sera effectué mensuellement à la quantité des heures travaillées à l'intérieur du mandat au taux horaire soumissionné et sur la base de factures détaillées et accompagnées des pièces justificatives

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant: :

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 **HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.6 **LIEN D'EMPLOI**

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier de la Ville

Le e jour de 20

Les solutions Victrix inc.

Par : _____
Martine Blais, Directrice des ventes

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 ;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET :

Conseillers en gestion et informatique CGI Inc., personne morale ayant sa principale place d'affaires au 1350, Boul. René-Lévesque O. 25e étage, Montréal, Québec, H3G 1T4, agissant et représentée par Jonathan St-Cyr, Directeur, services-conseils, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée le « **CONTRACTANT** »

N° d'inscription T.P.S. : 887704542
N° d'inscription T.V.Q. : 1020090517

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient:

1.1 « **Directeur** » : le directeur du Service des technologies de l'information ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : les documents d'appel d'offres public 17-16212, en date du 5 juillet 2017, pour services professionnels relatifs à des prestations de services spécialisés en automatisation, modernisation et évolution de la bureautique et des télécommunications (lot 2 – Gestion et modernisation des services de gestion documentaire);

1.3 « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le Contractant le 31 juillet 2017.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, à fournir, sur demande, des prestations de services spécialisés en automatisation, modernisation et évolution de la bureautique et des télécommunications (lot 2 – Gestion et modernisation des services de gestion documentaire);

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

6.9 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Directeur, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

6.10 transmettre au Directeur, selon les modalités que lui indique le Directeur, les comptes-rendus des réunions de coordination ou de chantier;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de un million quatre cent soixante mille cinq cent quatre-vingt-seize dollars et quarante-et-un sous (1 460 596,41 $) couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable comme suit :

Les services spécialisés seront utilisés au fur et à mesure de l'expression des besoins. Par conséquent, le paiement sera effectué mensuellement à la quantité des heures travaillées à l'intérieur du mandat au taux horaire soumissionné et sur la base de factures détaillées et accompagnées des pièces justificatives

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant: :

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 **HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.6 **LIEN D'EMPLOI**

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier de la Ville

Le e jour de 20

Conseillers en gestion et informatique CGI Inc.

Par : _____
Jonathan St-Cyr, Directeur, services-conseils

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1177438012

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction , Division Performance TI et sourçage
Objet :	Conclure quatre (4) contrats de services professionnels avec les firmes suivantes : Cofomo inc. (lot 1 pour une somme de 2 106 054,56 $, taxes incluses, et lot 3 pour une somme de 1 344 057,75 $, taxes incluses), Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (lot 2 pour une somme de 1 460 596,41 $, taxes incluses), ainsi que Les solutions Victrix inc. (lot 5 pour une somme de 1 432 588,50 $, taxes incluses) pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en automatisation, modernisation et évolution de la bureautique et des télécommunications / Appel d'offres 17-16212 - 7 soumissionnaires au total / Approuver les projets de convention à cette fin

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

17-16212 intervention.pdf
17-16212 Det Cah Final.pdf
17-16212 Tableau Final comité LOT1.pdf
17-16212 Tableau Final comité LOT2.pdf
17-16212 Tableau Final comité LOT3.pdf
17-16212 Tableau Final comité LOT5.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Maricela FERRER VISBAL
agente d'approvisionnement II
Tél : 514 872-2937

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-24

Claude HOULE
Chef de section
Tél : 514 872-5282
Division : Service de l'approvisionnement , Direction

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 17-16212

No du GDD : 1177438012

Titre de l'appel d'offres : Prestation de services en automatisation, modernisation et évolution de la bureautique et des télécommunications

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 5 - 7 - 2017

Ouverture originalement prévue le : 24 - 7 - 2017

Ouverture faite le : 31 - 7 - 2017

Date du comité de sélection : 3 - 8 - 2017

Nombre d'addenda émis durant la période : 3

Date du dernier addenda émis : 25 - 7 - 2017

Délai total accordé aux soumissionnaires : 18 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 17

Nbre de soumissions reçues : 11

% de réponses : 64,71

Nbre de soumissions rejetées : 2

% de rejets : 18,18

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
Les logiciels libres LINAGORA INC	La firme n'a pas obtenu la note de passage.
SecureByKnowledge	Prix de la soumission dévoilé dans l'enveloppe 1.

Durée de la validité initiale de la soumission : 220 jrs

Date d'échéance initiale : 1 - 3 - 2018

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 1 - 3 - 2018

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Les solutions Victrix Inc.	2 127 037,50 $		1
Cofomo Inc.	2 106 054,56 $	√	1
Conseillers en gestion et informatique CGI Inc.	1 460 596,41 $	√	2
Savoir-faire LINUX Inc.	1 875 242,25 $		2
Cofomo Inc.	1 344 057,75 $	√	3
Conseillers en gestion et informatique CGI Inc.	1 514 680,65 $		3
Les solutions Victrix Inc.	1 513 071,00 $		3
Les solutions Victrix Inc.	1 432 588,50 $	√	5
Bell Canada	1 690 132,50 $		5

Information additionnelle

Sept firmes ont soumissionné pour un ou plusieurs lots (contrats) : Bell Canada (lot1), Cofomo (lot1 et lot3), Conseillers en gestion et informatique CGI Inc. (lot 2 et lot3), Les logiciels libres Linagora Inc. (lot3),Les solutions Victrix Inc. (lot1,lot3 et lot5), Savoir-faire Linux inc. (lot2) et Securebyknowledge inc (lot5). Ce qui fait un total de 11 soumissions. Au moment de l'intervention, 8 avis de désistement étaient reçus: Service non offert (5), pas de ressources disponibles (2), ne travaille pas en mode placement de ressources (1).

Préparé par : Maricela Ferrer

Le 15 - 8 - 2017

17-16212 - Prestation de services en automatisation, modernisation et évolution de la bureautique et des télécommunications- LOT 1

FIRME	Présentation de l'offre de services TI 5%	Compréhension de la demande et de la problématique 10%	Expertise du soumissionnaire et de son coordonnateur des services pour la réalisation de contrats similaires 30%	Description des processus et méthodologies 15%	Qualité du centre d'expertise 30%	Analyse de l'échantillonnage des expertises spécifiques 10%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Les solutions Victrix Inc.	4,38	8,25	20,50	12,13	23,25	7,00	75,5	2 127 037,50 $	0,59	2
Cofomo Inc.	4,13	7,25	22,75	12,13	22,00	8,00	76,3	2 106 054,56 $	0,60	1
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	

Comité	
Date	jeudi 03-08-2017
Heure	9h00
Lieu	801, rue Brenann 6ieme etage salle 6133

Multiplicateur d'ajustement
10000

Agent d'approvisionnement	Maricela Ferrer

17-16212 - Prestation de services en automatisation, modernisation et évolution de la bureautique et des télécommunications - LOT 2

FIRME	Présentation de l'offre de services TI 5%	Compréhension de la demande et de la problématique 10%	Expertise du soumissionnaire et de son coordonnateur des services pour la réalisation de contrats similaires 30%	Description des processus et méthodologies 15%	Qualité du centre d'expertise 30%	Analyse de l'échantillonnage des expertises spécifiques 10%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Conseillers en gestion et informatique CGI Inc.	4,50	8,00	23,50	13,00	24,00	8,50	81,5	1 460 596,41 $	0,90	1
Savoir-faire LINUX Inc.	3,50	7,50	22,25	10,13	21,50	6,25	71,1	1 875 242,25 $	0,65	2
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	

Agent d'approvisionnement	Maricela Ferrer

Comité	
Date	jeudi 03-08-2017
Heure	9h00
Lieu	801, rue Brenann 6ieme etage salle 6133

Multiplicateur d'ajustement
10000

17-16212 - Prestation de services en automatisation, modernisation et évolution de la bureautique et des télécommunications - LOT 3

FIRME	Présentation de l'offre de services TI 5%	Compréhension de la demande et de la problématique 10%	Expertise du soumissionnaire et de son coordonnateur des services pour la réalisation de contrats similaires 30%	Description des processus et méthodologies 15%	Qualité du centre d'expertise 30%	Analyse de l'échantillonnage des expertises spécifiques 10%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Cofomo Inc.	4,00	5,75	20,50	11,75	22,25	8,25	72,5	1 344 057,75 $	0,91	1
Conseillers en gestion et informatique CGI Inc.	4,50	8,25	23,75	12,50	22,75	7,50	79,3	1 514 680,65 $	0,85	2
Les logiciels libres LINAGORA INC.	3,50	6,75	19,75	11,38	20,50	6,75	68,6			Non conforme
Les solutions Victrix Inc.	4,38	8,00	23,00	12,13	22,00	7,00	76,5	1 513 071,00 $	0,84	3
0							-		-	

Comité	
Date	jeudi 03-08-2017
Heure	9h00
Lieu	801, rue Brenann 6ieme etage salle 6133

Multiplicateur d'ajustement
10000

Agent d'approvisionnement	Maricela Ferrer

17-16212 - Prestation de services en automatisation, modernisation et évolution de la bureautique et des télécommunications - LOT 5

FIRME	Présentation de l'offre de services TI 5%	Compréhension de la demande et de la problématique 10%	Expertise du soumissionnaire et de son coordonnateur des services pour la réalisation de contrats similaires 30%	Description des processus et méthodologies 15%	Qualité du centre d'expertise 30%	Analyse de l'échantillonnage des expertises spécifiques 10%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Les solutions Victrix Inc.	4,38	6,75	20,50	12,13	21,75	7,25	72,8	1 432 588,50 $	0,86	1
Bell Canada	4,75	8,25	24,50	12,00	24,50	8,50	82,5	1 690 132,50 $	0,78	2
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	

Agent d'approvisionnement	Maricela Ferrer

Comité	
Date	jeudi 03-08-2017
Heure	9h00
Lieu	801, rue Brenann 6ieme etage salle 6133

Multiplicateur d'ajustement
10000

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 17-16212
Numéro de référence : 1088093
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Prestation de services en automatisation, modernisation et évolution de la bureautique et des télécommunications

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Axon Intégration et développement 410 rue St-Nicolas Bureau 101 Montréal, QC, H2Y 2P5 NEQ : 1148158935	Monsieur Michel Lacasse Téléphone : 514 238-3369 Télécopieur :	**Commande : (1314930)** 2017-07-10 13 h 21 **Transmission :** 2017-07-10 13 h 21	2791602 - 17-16212 Addenda n°1 - Report de date (devis) 2017-07-12 9 h 30 - Courriel 2791603 - 17-16212 Addenda n°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-12 9 h 30 - Téléchargement 2794725 - 17-16212 Addenda n°2 2017-07-18 10 h 26 - Courriel 2798047 - 17-16212 Addenda n°3 (devis) 2017-07-25 13 h 11 - Courriel 2798048 - 17-16212 Addenda n°3 (bordereau) 2017-07-25 13 h

				11 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Bell Canada 930, rue d'Aiguillon, RC-140 Québec, QC, G1R5M9 NEQ : 1172462849	Monsieur Philippe Robitaille Téléphone : 418 691-4039 Télécopieur : 418 691-4095	**Commande : (1313426)** 2017-07-06 10 h 08 **Transmission :** 2017-07-06 10 h 08	2791602 - 17-16212 Addenda n°1 - Report de date (devis) 2017-07-12 9 h 30 - Courriel 2791603 - 17-16212 Addenda n°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-12 9 h 30 - Téléchargement 2794725 - 17-16212 Addenda n°2 2017-07-18 10 h 26 - Courriel 2798047 - 17-16212 Addenda n°3 (devis) 2017-07-25 13 h 11 - Courriel 2798048 - 17-16212 Addenda n°3 (bordereau) 2017-07-25 13 h 11 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	CloudOps 420 rue Guy Montréal, QC, H3J 1S6 http://www.cloudops.com NEQ : 1162653092	Monsieur Marc Pare Téléphone : 514 226-1954 Télécopieur : 514 312-5288	**Commande : (1318820)** 2017-07-18 17 h 35 **Transmission :** 2017-07-18 17 h 35	2791602 - 17-16212 Addenda n°1 - Report de date (devis) 2017-07-18 17 h 35 - Téléchargement 2791603 - 17-16212 Addenda n°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-18 17 h

				35 - Téléchargement 2794725 - 17-16212 Addenda n°2 2017-07-18 17 h 35 - Téléchargement 2798047 - 17-16212 Addenda n°3 (devis) 2017-07-25 13 h 12 - Télécopie 2798048 - 17-16212 Addenda n°3 (bordereau) 2017-07-25 13 h 11 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Cofomo inc. 1000, rue De La Gauchetière Ouest, bureau 1500 Montréal, QC, H3B 4W5 http://www.cofomo.com NEQ : 1142126664	Madame Clotilde Pignol Téléphone : 514 866-0039 Télécopieur : 514 866-0900	**Commande : (1313822)** 2017-07-06 16 h 48 **Transmission :** 2017-07-06 16 h 48	2791602 - 17-16212 Addenda n°1 - Report de date (devis) 2017-07-12 9 h 30 - Courriel 2791603 - 17-16212 Addenda n°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-12 9 h 30 - Téléchargement 2794725 - 17-16212 Addenda n°2 2017-07-18 10 h 26 - Courriel 2798047 - 17-16212 Addenda n°3 (devis) 2017-07-25 13 h 11 - Courriel 2798048 - 17-16212 Addenda n°3 (bordereau) 2017-07-25 13 h 11 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier

				électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Conseillers en Gestion et Informatique CGI inc. 1350, boul. René-Lévesque Ouest, 23e étage Montréal, QC, H3G 1T4 http://www.cgi.com NEQ : 1160358728	Monsieur Michel Blain Téléphone : 514 415-3000 Télécopieur : 514 415-3999	**Commande : (1313671)** 2017-07-06 14 h 02 **Transmission :** 2017-07-06 14 h 02	2791602 - 17-16212 Addenda n°1 - Report de date (devis) 2017-07-12 9 h 30 - Courriel 2791603 - 17-16212 Addenda n°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-12 9 h 30 - Téléchargement 2794725 - 17-16212 Addenda n°2 2017-07-18 10 h 26 - Courriel 2798047 - 17-16212 Addenda n°3 (devis) 2017-07-25 13 h 11 - Courriel 2798048 - 17-16212 Addenda n°3 (bordereau) 2017-07-25 13 h 11 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Ernst & Young Montréal LLP 800, boul. René-Lévesque Ouest Montréal, QC, H3B 1X9 http://www.ey.com/CA/en/Home NEQ : 3342276048	Madame Sevi Petrella Téléphone : 514 879-8199 Télécopieur :	**Commande : (1314028)** 2017-07-07 9 h 40 **Transmission :** 2017-07-07 9 h 40	2791602 - 17-16212 Addenda n°1 - Report de date (devis) 2017-07-12 9 h 30 - Courriel 2791603 - 17-16212 Addenda n°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-12 9 h 30 - Téléchargement 2794725 - 17-16212 Addenda n°2 2017-07-18 10 h

				26 - Courriel 2798047 - 17-16212 Addenda n°3 (devis) 2017-07-25 13 h 11 - Courriel 2798048 - 17-16212 Addenda n°3 (bordereau) 2017-07-25 13 h 11 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Fibrenoire Inc. 550, Ave Beaumont suite 320 Montréal, QC, H3N 1V1 http://www.fibrenoire.ca NEQ : 1164436678	Monsieur Guillaume Shama Téléphone : 514 907-3002 Télécopieur :	**Commande : (1313591)** 2017-07-06 12 h 36 **Transmission :** 2017-07-06 12 h 36	2791602 - 17-16212 Addenda n°1 - Report de date (devis) 2017-07-12 9 h 30 - Courriel 2791603 - 17-16212 Addenda n°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-12 9 h 30 - Téléchargement 2794725 - 17-16212 Addenda n°2 2017-07-18 10 h 26 - Courriel 2798047 - 17-16212 Addenda n°3 (devis) 2017-07-25 13 h 11 - Courriel 2798048 - 17-16212 Addenda n°3 (bordereau) 2017-07-25 13 h 11 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Fujitsu Canada (Réception des appels d'offres)	Madame Marjolaine	**Commande : (1313294)**	2791602 - 17-16212 Addenda

	2000, boul. Lebourgneuf Bureau 300 Québec, QC, G2K 0B8 http://fujitsu.com/ca NEQ : 1143039486	Giguère Téléphone : 418 840-5100 Télécopieur : 418 840-5105	2017-07-06 8 h 34 **Transmission :** 2017-07-06 8 h 34	n°1 - Report de date (devis) 2017-07-12 9 h 30 - Courriel 2791603 - 17-16212 Addenda n°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-12 9 h 30 - Téléchargement 2794725 - 17-16212 Addenda n°2 2017-07-18 10 h 26 - Courriel 2798047 - 17-16212 Addenda n°3 (devis) 2017-07-25 13 h 11 - Courriel 2798048 - 17-16212 Addenda n°3 (bordereau) 2017-07-25 13 h 11 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Groupe Nexio Québec, division de Groupe Nexio inc. et division de Groupe Nexio Sélect inc. 2050 rue De Bleury bureau 500 Montréal, QC, H3A 2J5 http://www.nexio.com NEQ : 1169427326	Madame Brigitte Dufour Téléphone : 514 798-3707 Télécopieur : 514 284-9002	**Commande : (1313323)** 2017-07-06 8 h 52 **Transmission :** 2017-07-06 8 h 52	2791602 - 17-16212 Addenda n°1 - Report de date (devis) 2017-07-12 9 h 30 - Courriel 2791603 - 17-16212 Addenda n°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-12 9 h 30 - Téléchargement 2794725 - 17-16212 Addenda n°2 2017-07-18 10 h 26 - Courriel 2798047 - 17-16212 Addenda n°3 (devis) 2017-07-25 13 h 11 - Courriel

				2798048 - 17-16212 Addenda n°3 (bordereau) 2017-07-25 13 h 11 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les logiciels Libres LINAGORA Inc. 1455, rue Drummond Bureau 2B Montréal, QC, H3G 1W3 http://www.linagora.ca NEQ : 1169499044	Monsieur ALEXANDRE ZAPOLSKY Téléphone : 514 798-1589 Télécopieur :	**Commande : (1318018)** 2017-07-17 13 h 57 **Transmission :** 2017-07-17 13 h 57	2791602 - 17-16212 Addenda n°1 - Report de date (devis) 2017-07-17 13 h 57 - Téléchargement 2791603 - 17-16212 Addenda n°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-17 13 h 57 - Téléchargement 2794725 - 17-16212 Addenda n°2 2017-07-18 10 h 26 - Courriel 2798047 - 17-16212 Addenda n°3 (devis) 2017-07-25 13 h 11 - Courriel 2798048 - 17-16212 Addenda n°3 (bordereau) 2017-07-25 13 h 11 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Levio Conseils inc. 1015, avenue Wilfrid-Pelletier, bureau 530 Québec, QC, G1W 0C4 http://www.levio.ca NEQ : 1169672574	Madame Kathy Tremblay Téléphone : 418 914-3623 Télécopieur :	**Commande : (1313274)** 2017-07-06 8 h 16 **Transmission :** 2017-07-06 8 h 16	2791602 - 17-16212 Addenda n°1 - Report de date (devis) 2017-07-12 9 h 30 - Courriel 2791603 - 17-16212 Addenda n°1 - Report de

				date (bordereau) 2017-07-12 9 h 30 - Téléchargement 2794725 - 17-16212 Addenda n°2 2017-07-18 10 h 26 - Courriel 2798047 - 17-16212 Addenda n°3 (devis) 2017-07-25 13 h 11 - Courriel 2798048 - 17-16212 Addenda n°3 (bordereau) 2017-07-25 13 h 11 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	R3D_Conseil_Inc. 1450 city councillors 340 Montréal, QC, h3a2e6 http://www.r3d.com NEQ : 1145625696	Monsieur Michel Savoie Téléphone : 514 392-9997 Télécopieur : 514 392-9940	**Commande : (1313609)** 2017-07-06 13 h 14 **Transmission :** 2017-07-06 13 h 14	2791602 - 17-16212 Addenda n°1 - Report de date (devis) 2017-07-12 9 h 30 - Courriel 2791603 - 17-16212 Addenda n°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-12 9 h 30 - Téléchargement 2794725 - 17-16212 Addenda n°2 2017-07-18 10 h 26 - Courriel 2798047 - 17-16212 Addenda n°3 (devis) 2017-07-25 13 h 11 - Courriel 2798048 - 17-16212 Addenda n°3 (bordereau) 2017-07-25 13 h 11 - Téléchargement Mode privilégié

				(devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Savoir-faire Linux inc. 7275, Saint Urbain bureau 200 Montréal, QC, H2R 2Y5 http://www.savoirfairelinux.com NEQ : 1148918635	Monsieur Steven Roth Téléphone : 514 276-5468 Télécopieur : 514 276-5465	**Commande : (1313461)** 2017-07-06 10 h 38 **Transmission :** 2017-07-06 10 h 38	2791602 - 17-16212 Addenda n°1 - Report de date (devis) 2017-07-12 9 h 30 - Courriel 2791603 - 17-16212 Addenda n°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-12 9 h 30 - Téléchargement 2794725 - 17-16212 Addenda n°2 2017-07-18 10 h 26 - Courriel 2798047 - 17-16212 Addenda n°3 (devis) 2017-07-25 13 h 11 - Courriel 2798048 - 17-16212 Addenda n°3 (bordereau) 2017-07-25 13 h 11 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	SecureByKnowledge 1440 Sainte-Catherine ouest suite 340 Montréal, QC, H3G 1R8 NEQ : 1162928627	Monsieur Stéphane Beaulieu Téléphone : 514 667-0691 Télécopieur :	**Commande : (1314217)** 2017-07-07 11 h 50 **Transmission :** 2017-07-07 11 h 50	2791602 - 17-16212 Addenda n°1 - Report de date (devis) 2017-07-12 9 h 30 - Courriel 2791603 - 17-16212 Addenda n°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-12 9 h 30 - Téléchargement 2794725 - 17-16212 Addenda n°2 2017-07-18 10 h

				26 - Courriel 2798047 - 17-16212 Addenda n°3 (devis) 2017-07-25 13 h 11 - Courriel 2798048 - 17-16212 Addenda n°3 (bordereau) 2017-07-25 13 h 11 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Société TELUS Communications 300, rue St-Paul bureau 600 Québec, QC, G1K 7R1 NEQ : 3363451546	Madame Magali Raynal-Ziani Téléphone : 418 781-4036 Télécopieur :	**Commande : (1315135)** 2017-07-10 16 h 21 **Transmission :** 2017-07-10 16 h 21	2791602 - 17-16212 Addenda n°1 - Report de date (devis) 2017-07-12 9 h 30 - Courriel 2791603 - 17-16212 Addenda n°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-12 9 h 30 - Téléchargement 2794725 - 17-16212 Addenda n°2 2017-07-18 10 h 26 - Courriel 2798047 - 17-16212 Addenda n°3 (devis) 2017-07-25 13 h 11 - Courriel 2798048 - 17-16212 Addenda n°3 (bordereau) 2017-07-25 13 h 11 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Solutions Victrix 1670, rue Semple, bureau 240 Québec, QC, G1N 4B8 http://www.victrix.ca/ NEQ :	Madame Stéphanie Gagnon Téléphone	**Commande : (1315739)** 2017-07-11 15 h 25	2791602 - 17-16212 Addenda n°1 - Report de date (devis)

	1167031799	: 418 780-8181 Télécopieur : 418 780-2004	**Transmission :** 2017-07-11 15 h 25	2017-07-12 9 h 30 - Courriel 2791603 - 17-16212 Addenda n°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-12 9 h 30 - Téléchargement 2794725 - 17-16212 Addenda n°2 2017-07-18 10 h 26 - Courriel 2798047 - 17-16212 Addenda n°3 (devis) 2017-07-25 13 h 11 - Courriel 2798048 - 17-16212 Addenda n°3 (bordereau) 2017-07-25 13 h 11 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Stantec Experts-conseils ltée 600-1060 boulevard Robert-Bourassa Montréal, QC, H3B 4V3 NEQ : 1170241336	Madame Claudine Talbot Téléphone : 418 626-2054 Télécopieur :	**Commande : (1313272)** 2017-07-06 8 h 16 **Transmission :** 2017-07-06 8 h 16	2791602 - 17-16212 Addenda n°1 - Report de date (devis) 2017-07-12 9 h 30 - Courriel 2791603 - 17-16212 Addenda n°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-12 9 h 30 - Téléchargement 2794725 - 17-16212 Addenda n°2 2017-07-18 10 h 26 - Courriel 2798047 - 17-16212 Addenda n°3 (devis) 2017-07-25 13 h 11 - Courriel 2798048 - 17-16212 Addenda n°3 (bordereau)

2017-07-25 13 h 11 - Téléchargement

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

- Aide en ligne
- Formation en ligne
- Glossaire
- Plan du site
- Accessibilité
- UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

- Grille des tarifs
- Contactez-nous
- Nouvelles
- Marchés publics hors Québec
- Registre des entreprises non admissibles
- Autorité des marchés financiers

À propos

- À propos de SEAO
- Info sur Constructo
- Conditions d'utilisation
- Polices supportées

Partenaires

© 2003-2017 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
MANDAT

Dossier # : 1177438012

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction , Division Performance TI et sourçage
Objet :	Conclure quatre (4) contrats de services professionnels avec les firmes suivantes : Cofomo inc. (lot 1 pour une somme de 2 106 054,56 $, taxes incluses, et lot 3 pour une somme de 1 344 057,75 $, taxes incluses), Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (lot 2 pour une somme de 1 460 596,41 $, taxes incluses), ainsi que Les solutions Victrix inc. (lot 5 pour une somme de 1 432 588,50 $, taxes incluses) pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en automatisation, modernisation et évolution de la bureautique et des télécommunications / Appel d'offres 17-16212 - 7 soumissionnaires au total / Approuver les projets de convention à cette fin

Numéro du mandat
SMCE177438012

Date du mandat
2017-09-06

Objet du mandat

Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats

Type de mandat

Commission sur l'examen des contrats

VU le Règlement sur la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008);

VU la résolution CG11 0082 qui détermine les critères de sélection des contrats qui doivent être soumis à la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats;

VU que le contrat de services professionnels pour le lot 2 est d'une valeur de plus de 1 M$ et qu'il présente un écart de plus de 20 % entre le prix soumis par l'adjudicataire et le soumissionnaire ayant obtenu la deuxième meilleure note à la suite de l'utilisation d'une grille d'évaluation.

Le comité exécutif, après avoir pris connaissance du dossier décisionnel 1177438012 mandate la Commission sur l'examen des contrats afin d'étudier le contrat pour le lot 2.

Signé le : 2017-09-08

Jean-François MILOT

_____

Chef de division soutien aux instances

Dossier # :1177438012

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Commission permanente sur l'examen des contrats

La commission :

Présidente

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Vice-présidentes

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Membres

Mme Dida Berku
Ville de Côte-Saint-Luc

M. Richard Celzi
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Marie Cinq-Mars
Arrondissement d'Outremont

M. Richard Deschamps
Arrondissement de LaSalle

M. Marc-André Gadoury
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Luc Gagnon
Arrondissement de Verdun

M. Manuel Guedes
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 28 septembre 2017

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE177438012

Conclure quatre (4) contrats de services professionnels avec les firmes suivantes : Cofomo inc. (lot 1 pour une somme de 2 106 054,56 $, taxes incluses, et lot 3 pour une somme de 1 344 057,75 $, taxes incluses), Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (lot 2 pour une somme de 1 460 596,41 $, taxes incluses), ainsi que Les solutions Victrix inc. (lot 5 pour une somme de 1 432 588,50 $, taxes incluses) pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en automatisation, modernisation et évolution de la bureautique et des télécommunications / Appel d'offres 17-16212 - 6 soumissionnaires / Approuver les projets de convention à cette fin.

(ORIGINAL SIGNÉ)

Émilie Thuillier
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE177438012

Conclure quatre (4) contrats de services professionnels avec les firmes suivantes : Cofomo inc. (lot 1 pour une somme de 2 106 054,56 $, taxes incluses, et lot 3 pour une somme de 1 344 057,75 $, taxes incluses), Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (lot 2 pour une somme de 1 460 596,41 $, taxes incluses), ainsi que Les solutions Victrix inc. (lot 5 pour une somme de 1 432 588,50 $, taxes incluses) pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en automatisation, modernisation et évolution de la bureautique et des télécommunications / Appel d'offres 17-16212 - 6 soumissionnaires / Approuver les projets de convention à cette fin.

À sa séance du 6 septembre 2017, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce dossier répondait au critère suivant :

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ présentant un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le soumissionnaire ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation (lot 2).*

Le 13 septembre 2017, les membres de la commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus relativement au mandat confié. Des représentants du Service des technologies de l'information et du Service de l'approvisionnement ont répondu aux questions des membres de la commission.

La Commission a constaté que le Service des technologies de l'information souhaitait, par cet appel d'offres, réaliser une plus grande ouverture du marché. À l'évidence, ce souhait ne s'est pas matérialisé. Les membres ont noté que le lot 4 ne sera pas octroyé faute de soumissionnaire.

Les membres ont aussi noté que la période de l'appel d'offres s'est terminée à la fin juillet, durant la période des vacances de la construction. Pour la Commission, cela ne constitue pas une bonne pratique et il aurait été préférable de procéder à l'appel d'offres à un autre moment.

La Commission a également constaté que plusieurs ententes-cadres en vigueur au moment du lancement de l'appel d'offres ont été résiliées par la suite. En réponse aux questions des membres, le Service a indiqué que les soumissionnaires n'étaient pas informés de ce fait au moment où ils ont déposé leurs soumissions.

Enfin, la Commission est d'avis qu'il y a lieu de s'étonner et de se questionner sur le caractère concurrentiel des soumissions de la firme CGI.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service des technologies de l'information et du Service de l'approvisionnement pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la commission. La commission adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération à savoir :

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ présentant un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le soumissionnaire ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation (lot 2).*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE177438012 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.85

2017/09/28 17:00

(2)

Dossier # : 1177438008

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction , Division Performance TI et sourçage
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure deux (2) contrats de services professionnels avec la firme suivante : Conseillers en gestion et informatique CGI Inc. (lot 1 au montant de 2 311 273,44 $, taxes incluses et lot 2 au montant de 1 090 238,94 $, taxes incluses), pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en sécurité publique, développement de nouvelles applications et évolution fonctionnelle / Appel d'offres 17-16215 - 5 soumissionnaires au total / Approuver les projets de convention à cette fin

Il est recommandé :

1. de conclure deux contrats, d'une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en sécurité publique, développement de nouvelles applications et évolution fonctionnelle;
2. d'approuver les projets de convention de services professionnels par lesquels les firmes ci-après désignées ayant obtenu les plus hauts pointages en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville les services spécialisés requis à cette fin, pour les sommes maximales inscrites à l'égard de chacune d'elles, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public N°17-16215 et selon les termes et conditions stipulés aux projets de conventions ;

Firme	Description	Montant
Conseillers en gestion et informatique CGI Inc.	Lot 1 - Services de développement d'applications, d'évolutions fonctionnelles, de services et de fonctionnalités web pour la direction sécurité publique et justice.	2 311 273,44 $
Conseillers en gestion et informatique CGI Inc.	Lot 2- Services de développement d'applications, évolutions fonctionnelles de la direction sécurité publique et justice.	1 090 238,94 $

3. d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget du Service des technologies de l'information, et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-08-28 10:43

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1177438008**

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction , Division Performance TI et sourçage
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure deux (2) contrats de services professionnels avec la firme suivante : Conseillers en gestion et informatique CGI Inc. (lot 1 au montant de 2 311 273,44 $, taxes incluses et lot 2 au montant de 1 090 238,94 $, taxes incluses), pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en sécurité publique, développement de nouvelles applications et évolution fonctionnelle / Appel d'offres 17-16215 - 5 soumissionnaires au total / Approuver les projets de convention à cette fin

CONTENU

CONTEXTE

Le Service des technologies de l'information (Service des TI) assure la modernisation des applications du Service de Police de la Ville Montréal (SPVM), du Service de Sécurité incendie (SIM) et de la Cour municipale. Pour ce faire, le Service des TI doit recourir, entre autres, à la prestation de services spécialisés en sécurité publique, développement de nouvelles applications et évolution fonctionnelle dans le cadre des initiatives suivantes prévues au PTI dont notamment :

1. 68305 - Modernisation des opérations policières, incluant les sous-projets suivants :
   - 68305.01 - Caméras portatives;
   - 68305.02 - Géolocalisation des policiers et des véhicules de police;
   - 68305.03 - Modernisation des systèmes.
2. 68420 - Modernisation des systèmes de soutien aux opérations et à la prévention du SIM, incluant les sous-projets suivants :
   - Gestion des effets spéciaux;
   - Gestion des matières dangereuses;
   - Remplacement des consoles téléphoniques du SIM.
3. 70024 - Nouveau code de procédures Civiles (NCPC);
4. 70025 - Cour municipale numérique;
5. 72080 - Mise à niveau et modernisation des systèmes de répartition des interventions d'urgence :
   - Mise à jour de Artemis 2.4;
   - Alerte en casernes;

- Réseau LTE en caserne.

6. 74850 - Renseignements SPVM.

C'est dans ce contexte que la Ville a lancé l'appel d'offres 17-16215. Cet appel d'offres, publié dans le journal Le Devoir et sur le site électronique d'appel d'offres SÉAO, a débuté le 28 juin 2017 pour se terminer le 24 juillet 2017. La durée de la publication a été de 27 jours. Le délai de validité des soumissions est de 220 jours de la date du dépôt des soumissions.

Dans le cadre de cet appel d'offres, 2 addenda ont été publiés :

No. addenda	Date de publication	Nature
1	10 juillet 2017	Report de la date d'ouverture des soumissions, remplacement du bordereau de soumission, précisions apportées suite à des questions du marché
2	17 juillet 2017	Remplacement d'une clause administrative particulière, précisions apportées suite à des questions du marché

Le présent dossier vise donc à conclure deux (2) contrats de services professionnels avec la firme suivante, soit Conseillers en gestion et informatique CGI Inc. (lot 1 au montant de 2 311 273,44 $, taxes incluses et lot 2 au montant de 1 090 238,94 $, taxes incluses), pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en sécurité publique, développement de nouvelles applications et évolution fonctionnelle, et approuver les projets de convention à cette fin.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DA171805001 - 10 avril 2017 - Approuver la grille d'évaluation qui sera utilisée dans le cadre de futurs appels d'offres pour obtenir des services professionnels en informatique, dans le but de supporter la réalisation de différents projets du Service des technologies de l'information.

DESCRIPTION

Le présent dossier concerne deux (2) lots. Les principaux projets touchés par chacun de ces lots sont les suivantes :

LOT 1 - Services de développement d'applications, d'évolutions fonctionnelles, de services et de fonctionnalités web pour la sécurité publique et la justice.	• 70025 - Mise en place de la cour municipale numérique; • 68420 - Modernisation des systèmes de soutien aux opérations du SIM; • 72050 - Mise à jour du système de répartition des appels de la police; • 68305 - Modernisation des opérations policières; • 72080 - Mise à niveau et modernisation des systèmes de répartition des interventions d'urgences;

	• 74850 - Renseignements SPVM.
LOT 2 - Services de développement d'applications et de fonctionnalités pour la sécurité publique et la justice.	• 70024 - Nouveau code de procédure civile.

La prestation de services en sécurité publique, développement de nouvelles applications et évolution fonctionnelle est une nouvelle approche qui se décline comme suit :

- Gestion des mandats en sécurité publique, développement de nouvelles applications et évolution fonctionnelle avec un coordonnateur de services de l'adjudicataire qui agit comme un point de contact avec la Ville et assure la coordination des mandats pour la Ville;
- Définition des requis pour des mandats spécifiques en sécurité publique, développement de nouvelles applications et évolution fonctionnelle, par les ressources de la Ville pour des livrables définis, avec un budget et un échéancier établis;
- Réalisation des mandats chez l'adjudicataire qui utilise ses équipements, ses pratiques & méthodologies et qui effectue la gestion & l'administration de ses ressources afin de réaliser les livrables;
- Utilisation d'une banque d'heures par lots, pour les différents volets de services en sécurité publique, développement de nouvelles applications et évolution fonctionnelle;
- Utilisation d'un processus d'assurance qualité pour vérifier l'atteinte des requis demandés.

À ce titre, le processus d'assurance qualité opéré par la Ville est le suivant :

Pré mandat :

- Encadrement et suivi centralisé par la division Performance TI et sourçage;
- Initiation par une demande de prestation de services en sécurité publique, développement de nouvelles applications et évolution fonctionnelle comprenant entre autres, la liste et la description des livrables attendus, le niveau de qualité exigé, l'enveloppe budgétaire ainsi que l'échéancier de livraison;
- Audit de pré-démarrage afin de garantir les conditions de succès du projet et du mandat;
- Rencontre de démarrage entre le fournisseur et le responsable de la Ville.

En cours de mandat :

- Rencontre de coordination et d'assurance qualité au minimum une fois par semaine pendant la prestation de services;
- Suivi de la consommation via divers rapports de gestion et validation de la facturation;
- Évaluation périodique de la qualité des livrables des mandats réalisés en sécurité publique, développement de nouvelles applications et évolution fonctionnelle par les fournisseurs;
- Rencontres de suivi avec les chargés de prestations (statuts, enjeux de performance et contractuels);
- Revues indépendantes des projets conduites par le Bureau de projets;
- Démonstration de l'atteinte des objectifs lors de la dernière rencontre d'assurance qualité.

Post mandat :

- Rencontre entre les équipes pour le transfert de connaissance et la revue finale des livrables;
- Gestion de la documentation;
- Soutien à l'exploitation lorsque requis (déboguage, corrections, rustines de sécurité);
- Évaluation globale en fin de mandat;
- Suivi de la consommation globale des ententes;
- Inventaire des leçons apprises afin d'améliorer la performance des équipes dans la prestation des services et la réalisation des projets.

Afin d'assurer la réalisation des mandats en sécurité publique, développement de nouvelles applications et évolution fonctionnelle, le Service des TI utilise un cadre de gestion de projets. Ce processus d'assurance qualité est l'une des composantes de la méthodologie de gestion de projets en vigueur au Service des TI. Le Cadre de gestion de projets prévoit des processus ainsi que des outils de gouvernance, de planification, de suivi et de contrôle qui se déclinent comme suit :

- Gouvernance de projet – L'octroi des budgets et des crédits est encadré par le Comité sectoriel des TI (CSTI) lors des points de passage d'une phase à une autre (par exemple, lors du passage de la phase de planification à la phase de réalisation);
- Planification de projet – Les projets sont planifiés dans une méthodologie de gestion de projets permettant de mesurer l'avancement des travaux, de comparer les progrès réels et les progrès prévus, et de mettre en œuvre des mesures correctives lorsque les progrès réels ne sont pas conformes aux prévisions de déroulement;
- Suivi et contrôle de projet – Des outils de suivi et contrôle permettent de produire des indicateurs de santé des projets : registre d'approbation des biens livrables, registre des approvisionnements, registre des risques, registre des points en suspens, registre des demandes de changements, registre des communications, registre des parties prenantes, etc.;
- Processus de revue indépendante des projets, programmes et portefeuille d'initiatives TI afin d'assurer la conformité des projets face aux meilleures pratiques TI au sein de la Ville;
- Gouvernance des projets prioritaires – Les projets du Service des TI identifiés comme prioritaires par l'Administration de la Ville sont suivis au Comité de coordination des projets d'envergure (CCPE).

JUSTIFICATION

Le résultat du processus d'appel d'offres a permis de conclure à un intérêt marqué du marché avec un total de seize (16) preneurs du cahier des charges. De ce nombre, cinq (5) d'entre eux ont déposé une soumission sur un ou plusieurs lots, soit 31,25 % des preneurs, alors que onze (11) firmes n'ont pas déposé de soumission (68,75 %). De ces onze (11) firmes, sept (7) d'entre elles ont transmis un avis de désistement au Service de l'approvisionnement. Les raisons de désistement invoquées sont :

- Une firme déclare ne pas avoir le nombre de mandats similaires requis;
- Deux firmes déclarent ne pas avoir les ressources nécessaires;
- Une firme déclare que son carnet de commande est complet;
- Une firme déclare qu'elle n'a pas envoyé une soumission par manque de temps;
- Une firme déclare qu'elle n'a pas l'expérience de firme requise;

- Une firme a retourné l'avis de désistement sans donner aucune raison.

Toutes les firmes ayant déposé des soumissions sont déclarées conformes d'un point de vue administratif. L'évaluation des soumissions a été effectuée selon une grille de pondération et des critères d'évaluation préalablement approuvée par la direction du Service de l'approvisionnement en date du 10 avril 2017 (DA171805001). Les résultats qui découlent de cette évaluation sont les suivants :

Lot 1 : Services de développement d'applications, d'évolutions fonctionnelles, de services et de fonctionnalités web pour la direction sécurité publique et justice.

Pour ce lot, cinq (5) soumissionnaires ont déposé une offre, et deux (2) d'entre elles se sont avérées non conformes techniquement, à savoir les offres de Cofomo inc. et Procom Québec inc.

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Prix de base	Autre (préciser)	Total
Conseillers en gestion et informatique CGI Inc.	77.8	0.55	2 311 273,44 $		2 311 273,44 $
R3D Conseil Inc.	79.1	0.42	3 072 132,00 $		3 072 132,00 $
Nventive Inc.	75.1	0.40	3 127 320,00 $		3 127 320,00 $
Dernière estimation réalisée					3 312 000,00 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($)					(1 000 726,56 $)
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%)					(30.22%)
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($)					760 858,56 $
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%)					32.92%
Prix moyen des offres ($)					2 836 908,48 $
Écart entre le prix moyen et la dernière estimation ($)					(475 091,52 $)
Écart entre le prix moyen et la dernière estimation (%)					(14,34 %)

L'écart entre le prix moyen des offres (2 836 908,48 $) et l'estimé de la Ville, est de (14,34%). Il est à noter que le prix de l'adjudicataire est de 32,92% plus bas que le 2e soumissionnaire, ce qui montre que la proposition de l'adjudicataire est compétitive, et explique l'écart de (30,22%) avec la dernière estimation.

Lot 2 : Services de développement d'applications, évolutions fonctionnelles de la direction sécurité publique et justice.

Pour ce lot, un (1) soumissionnaire a déposé une offre et elle est conforme

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Prix de base	Autre (préciser)	Total
Conseillers en gestion et	80.8	1.2	1 090 238,94 $		1 090 238,94 $

informatique CGI Inc.					
Dernière estimation réalisée					1 080 000,00 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($)					10 238,94 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%)					0.95%

Selon le Règlement sur la commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008) et de la résolution CG11 0082, le dossier sera soumis à ladite commission pour étude en vertu du critère suivant :

- Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$.

Et répondant aux conditions suivantes :

- Écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme ou celui ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation (Lot 1);
- Ecart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire (lot 1);
- Une seule soumission conforme reçue suite à un appel d'offres (lot 2).

En vertu du décret 435-2015 du Gouvernement du Québec, entré en vigueur le 2 novembre 2015, l'adjudicataire de tout contrat de services de plus de 1 M $ doit avoir une accréditation de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

- La firme Conseillers en gestion et informatique CGI inc. a obtenu son accréditation le 17 janvier 2014 et cette dernière demeure valide.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les dépenses seront assumées au PTI et/ou au budget de fonctionnement du Service des TI pour la durée des contrats. Les prestations de services spécialisés seront utilisés au fur et à mesure de l'expression des besoins. Tous les besoins futurs de prestations de services seront régis par le processus d'autorisation de dépenses en fonction d'une entente. Les engagements budgétaires, les virements budgétaires et le partage des dépenses seront évalués à ce moment selon la nature des projets.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Dans le cadre de la réalisation de chaque projet, ces ententes permettront au Service des TI de bénéficier des impacts suivants :

- Responsabilisation des adjudicataires dans la réalisation des livrables de la Ville et le partage de risque;
- L'augmentation de la cadence de réalisation de projets;
- Possibilité de faire de la livraison "agile" avec cette approche, qui est normalement réalisée à l'interne;
- Accroissement de la capacité de réalisation de la Ville;

- Approche complémentaire avec les autres modes de livraison, qui est mieux adaptée pour la livraison dans certaines situations.

Au niveau du PTI 2017-2019, la mise en place de ces contrats permet :

- D'assurer la transformation organisationnelle de la Ville, par l'entremise de projets d'implantation de systèmes informatiques plus modernes et plus efficients;
- De moderniser et de maintenir les actifs de plusieurs systèmes informatiques, en appui aux activités administratives de la Ville et à la prestation de services aux citoyens, ainsi que de maintenir les infrastructures et les nombreux systèmes informatiques du parc applicatif de la Ville.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Présentation du dossier au Comité exécutif : le 6 septembre 2017;

- Étude du dossier par la Commission permanente sur l'examen des contrats : le 13 septembre 2017;
- Retour du dossier au Comité exécutif : le 20 septembre 2017;
- Approbation du dossier par le Conseil municipal : le 25 septembre 2017;
- Approbation du dossier par le Conseil d'agglomération : le 28 septembre 2017.
- Rencontre de départ avec le fournisseur : octobre 2017.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Maricela FERRER VISBAL)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Michel TURCOTTE
Analyste de dossiers

Tél : 514 872-0472
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-22

Lyne PARENTEAU
Conseillère en analyse et contrôle de gestion

Tél : 514 872-5295
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvain PERRAS
Directeur du service des technologies de l'information
Tél :
Approuvé le : 2017-08-28

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 17 janvier 2014

CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.
A/S MONSIEUR BENOIT DUBÉ
1350, BOUL RENÉ-LÉVESQUE O
25 ÈME ÉTAGE
MONTRÉAL (QC) H3G 1T4

N° de décision : 2014-CPSM-1003609
N° de client : 2700035725

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- CENTRE DE SANTÉ OXYGÈNE
- CGO
- CONSEIL ET GESTION D'ORGANISATION C.G.O.
- GROUPE IST
- IST
- OPTEL
- OPTEL P.M.L. CONSEILLERS EN TÉLÉCOMMUNICATION
- OSC
- OXYGEN CORPORATE HEALTH
- OXYGEN HEALTH CENTER
- OXYGÈNE SANTÉ CORPORATIVE

une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la LCOP). CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **16 janvier 2017** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

PAR COURRIEL

Le 23 janvier 2017

CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.
A/S MONSIEUR BENOÎT DUBÉ
25E ÉTAGE, 1350, BOUL. RENÉ-LÉVESQUE O.
MONTRÉAL (QC) CANADA H3G 1T4

N° de client : 2700035725

Objet : Demande de renouvellement / Validité de l'autorisation

Monsieur,

La présente vous est transmise en votre qualité de répondant de CONSEILLERS EN GESTION INFORMATIQUE CGI INC. (« **CGI inc.** ») et concerne votre demande de renouvellement de contracter/sous-contracter avec un organisme public (la « **Demande de renouvellement** ») que vous avez transmise à l'Autorité des marchés financiers (l'« **Autorité** ») le 14 octobre 2016, en vertu de l'article 21.41 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »).

Or, tel que le prévoit l'alinéa 3 de l'article 21.41 de la LCOP, une autorisation demeure valide si la demande de renouvellement est présentée au moins 90 jours avant le terme de la durée de l'autorisation, et ce, jusqu'à ce que l'Autorité statue sur cette demande.

Compte tenu de ce qui précède et considérant que la Demande de renouvellement de CGI INC. a été soumise à l'Autorité dans les délais requis, nous vous confirmons que l'autorisation de cette dernière demeure valide, et ce, jusqu'à ce qu'une décision soit rendue sur cette demande.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés financiers

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **jeudi, 20 juillet 2017 à 19:30**

Fiche de l'entreprise

Nom : CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.
Adresse du siège social : 1350, BOUL RENÉ-LÉVESQUE O, 25 ÈME ÉTAGE, MONTRÉAL, QC, H3G 1T4, CANADA

Numéro de client à l'Autorité : 2700035725
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1160358728

Autres noms d'affaires

- CENTRE DE SANTÉ OXYGÈNE
- CGI MC
- CGO
- CONSEIL ET GESTION D'ORGANISATION C.G.O.
- CONSEILLERS CGI
- GROUPE IST
- IST
- OPTEL
- OPTEL P.M.L. CONSEILLERS EN TÉLÉCOMMUNICATION
- OSC
- OXYGEN CORPORATE HEALTH
- OXYGEN HEALTH CENTER
- OXYGÈNE SANTÉ CORPORATIVE

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information.

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 ;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET :

Conseillers en gestion et informatique CGI Inc., personne morale ayant sa principale place d'affaires au 1350, Boul. René-Lévesque O. 25e étage, Montréal, Québec, H3G 1T4, agissant et représentée par Jonathan St-Cyr, Directeur, services-conseils, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée le « **CONTRACTANT** »

N° d'inscription T.P.S. : 887704542
N° d'inscription T.V.Q. : 1020090517

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient: :

1.1 « **Directeur** » : le directeur du Service des technologies de l'information ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : les documents d'appel d'offres public 17-16215, en date du 28 juin 2017, pour services professionnels relatifs à des prestations de services spécialisés en sécurité publique, développement de nouvelles applications et évolution fonctionnelle (lot 1);

1.3 « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le Contractant le 24 juillet 2017.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, à fournir, sur demande, des prestations de services spécialisés en sécurité publique, développement de nouvelles applications et évolution fonctionnelle (lot 1).

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

6.9 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Directeur, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

6.10 transmettre au Directeur, selon les modalités que lui indique le Directeur, les comptes-rendus des réunions de coordination ou de chantier;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de deux millions trois cent onze mille deux cent soixante-treize dollars et quarante-quatre sous (2 311 273,44 $) couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable comme suit :

Les services spécialisés seront utilisés au fur et à mesure de l'expression des besoins. Par conséquent, le paiement sera effectué mensuellement à la quantité des heures travaillées à l'intérieur du mandat au taux horaire soumissionné et sur la base de factures détaillées et accompagnées des pièces justificatives

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant: :

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 **HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.6 **LIEN D'EMPLOI**

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier de la Ville

Le e jour de 20

Conseillers en gestion et informatique CGI Inc.

Par : _____
Jonathan St-Cyr, Directeur, services-conseils

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 ;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET :

Conseillers en gestion et informatique CGI Inc., personne morale ayant sa principale place d'affaires au 1350, Boul. René-Lévesque O. 25e étage, Montréal, Québec, H3G 1T4, agissant et représentée par Jonathan St-Cyr, Directeur, services-conseils, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée le « **CONTRACTANT** »

N° d'inscription T.P.S. : 887704542
N° d'inscription T.V.Q. : 1020090517

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient: :

1.1 « **Directeur** » : le directeur du Service des technologies de l'information ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : les documents d'appel d'offres public 17-16215, en date du 28 juin 2017, pour services professionnels relatifs à des prestations de services spécialisés en sécurité publique, développement de nouvelles applications et évolution fonctionnelle (lot 2);

1.3 « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le Contractant le 24 juillet 2017.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, à fournir, sur demande, des prestations de services spécialisés en sécurité publique, développement de nouvelles applications et évolution fonctionnelle (lot 2).

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

6.9 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Directeur, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

6.10 transmettre au Directeur, selon les modalités que lui indique le Directeur, les comptes-rendus des réunions de coordination ou de chantier;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de un million quatre-vingt-dix mille deux cent trente-huit dollars et quatre-vingt-quatorze sous (1 090 237,94 $) couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable comme suit :

Les services spécialisés seront utilisés au fur et à mesure de l'expression des besoins. Par conséquent, le paiement sera effectué mensuellement à la quantité des heures travaillées à l'intérieur du mandat au taux horaire soumissionné et sur la base de factures détaillées et accompagnées des pièces justificatives

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant: :

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 **HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.6 **LIEN D'EMPLOI**

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier de la Ville

Le e jour de 20

Conseillers en gestion et informatique CGI Inc.

Par : _____
Jonathan St-Cyr, Directeur, services-conseils

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1177438008

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction , Division Performance TI et sourçage
Objet :	Conclure deux (2) contrats de services professionnels avec la firme suivante : Conseillers en gestion et informatique CGI Inc. (lot 1 au montant de 2 311 273,44 $, taxes incluses et lot 2 au montant de 1 090 238,94 $, taxes incluses), pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en sécurité publique, développement de nouvelles applications et évolution fonctionnelle / Appel d'offres 17-16215 - 5 soumissionnaires au total / Approuver les projets de convention à cette fin

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

17-16215 Intervention.pdf 17-16215- Det Cah Final.pdf 17-16215 Tableau comité Lot1.pdf

17-16215 Tableau comité Lot2.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Maricela FERRER VISBAL
agente d'approvisionnement II
Tél : 514 872-2937

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-24

Claude HOULE
Chef de section
Tél : 514 872-5282
Division : Service de l'approvisionnement , Direction

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 17-16215

No du GDD : 1177438008

Titre de l'appel d'offres : Prestation de services en sécurité publique, développement de nouvelles applications et évolution fonctionnelle

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 28 - 6 - 2017

Ouverture originalement prévue le : 17 - 7 - 2017

Ouverture faite le : 24 - 7 - 2017

Date du comité de sélection : 27 - 7 - 2017

Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Date du dernier addenda émis : 17 - 7 - 2017

Délai total accordé aux soumissionnaires : 25 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 16

Nbre de soumissions reçues : 6

% de réponses : 37,5

Nbre de soumissions rejetées : 2

% de rejets : 33,33

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
Procom Quebec inc.	La Firme n'a pas obtenue la note de passage (lot 1)
Cofomo Inc.	La Firme n'a pas soumis un prix pour l'année 2 tel que demandé au bordereau de soumission (lot 1)

Durée de la validité initiale de la soumission : 220 jrs

Date d'échéance initiale : 1 - 3 - 2018

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 1 - 3 - 2018

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
R3D Conseil Inc.	3 072 132,00 $		1
Conseillers en gestion et informatique CGI Inc.	2 311 273,44 $	√	1
NVENTIVE INC.	3 127 320,00 $		1
Conseillers en gestion et informatique CGI Inc.	1 090 238,94 $	√	2

Information additionnelle

Cinq firmes ont soumissionné pour un ou plusieurs lots (contrats) : Cofomo (lot1), Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (lot 1 et lot 2), Nventive (lot1), Procom (lot1) R3D (lot1). Ce qui fait un total de 6 soumissions. Au moment de l'intervention, 7 avis de désistement étaient reçus: Service non offert (1), la firme n'a pas l'expérience requise (1), manque de temps (1), la firme n'a pas le nombre de mandats similaires requis (1), la firme n'a pas les ressources demandées (2), carnet de commandes complet (1).

Préparé par : Maricela Ferrer

Le 15 - 8 - 2017

17-16215 - Prestation de services en sécurité publique, développement de nouvelles applications et évolution fonctionnelle. - LOT1

FIRME	Présentation de l'offre de services 5%	Compréhension de la demande et de la problématique 10%	Expertise du soumissionnaire et de son coordonnateur des services pour la réalisation de contrats similaires 30%	Description des processus et méthodologies 15%	Qualité du centre d'expertise 30%	Analyse de l'échantillonage des expertises spécifiques 10%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
R3D Conseil Inc.	3,13	7,25	21,75	12,75	27,00	7,25	79,1	3 072 132,00 $	0,42	**2**
Conseillers en gestion et informatique CGI Inc.	4,00	7,50	21,00	13,25	24,50	7,50	77,8	2 311 273,44 $	0,55	**1**
Cofomo Inc.	3,75	6,75	21,25	13,00	25,75	7,50	78,0			**Non conforme**
NVENTIVE INC.	4,25	7,25	23,75	11,13	21,50	7,25	75,1	3 127 320,00 $	0,40	**3**
Procom Quebec inc.	3,38	6,25	18,00	7,75	14,75	6,75	56,9			**Non conforme**

Agent d'approvisionnement **Bernard Boucher**

Comité

Date	**jeudi 27-07-2017**
Heure	**8 h 30**
Lieu	**801 Brennan 4 ieme étage salle 4105 Montréal (QC) H3C 0G4**

Multiplicateur d'ajustement
10000

17-16215 - Prestation de services en sécurité publique, développement de nouvelles applications et évolution fonctionnelle - LOT 2

FIRME	Présentation de l'offre de services 5%	Compréhension de la demande et de la problématique 10%	Expertise du soumissionnaire et de son coordonnateur des services pour la réalisation de contrats similaires 30%	Description des processus et méthodologies 15%	Qualité du centre d'expertise 30%	Analyse de l'échantillonage des expertises spécifiques 10%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Conseillers en gestion et informatique CGI Inc.	3,75	7,25	23,75	14,00	24,00	8,00	80,8	1 090 238,94 $	1,20	1
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	

Agent d'approvisionnement	Bernard Boucher

Comité	
Date	jeudi 27-07-2017
Heure	8 h 30
Lieu	801 Brennan 4 ieme étage Salle 4105 Montréal (QC) H3C 0G4

Multiplicateur d'ajustement
10000

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 17-16215
Numéro de référence : 1086591
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Prestation de services en sécurité publique, développement de nouvelles applications et évolution fonctionnelle

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
ACCEO Solutions inc 75, rue Queen Bureau 6100 Montréal, QC, H3C 2N6 NEQ : 1167962977	Madame Caroline Taillon Téléphone : 514 288-7161 Télécopieur : 514 843-4095	**Commande : (1310454)** 2017-06-28 14 h 15 **Transmission :** 2017-06-28 14 h 15	2790829 - 17-16215 Addenda N°1 - Report de date 2017-07-10 15 h 05 - Courriel 2794247 - 17-16215 Addenda N°2 2017-07-17 13 h 46 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Cofomo inc. 1000, rue De La Gauchetière Ouest, bureau 1500 Montréal, QC, H3B 4W5 http://www.cofomo.com NEQ : 1142126664	Madame Clotilde Pignol Téléphone : 514 866-0039 Télécopieur : 514 866-0900	**Commande : (1310771)** 2017-06-29 8 h 49 **Transmission :** 2017-06-29 8 h 49	2790829 - 17-16215 Addenda N°1 - Report de date 2017-07-10 15 h 05 - Courriel 2794247 - 17-16215 Addenda N°2 2017-07-17 13 h 46 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐	Conseillers en Gestion et Informatique CGI inc. 1350, boul. René-Lévesque Ouest, 23e étage Montréal, QC, H3G 1T4 http://www.cgi.com NEQ : 1160358728	Monsieur Michel Blain Téléphone : 514 415-3000 Télécopieur : 514 415-3999	**Commande : (1310624)** 2017-06-28 16 h 30 **Transmission :** 2017-06-28 16 h 30	2790829 - 17-16215 Addenda N°1 - Report de date 2017-07-10 15 h 05 - Courriel 2794247 - 17-16215 Addenda N°2 2017-07-17 13 h 46 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Cortex 520 Charest Est Bureau 330 Québec, QC, G1K 3J3 http://cortex.bz NEQ : 1165717019	Madame Rocio Martire Mulhall Téléphone : 418 210-0199 Télécopieur :	**Commande : (1310982)** 2017-06-29 11 h 39 **Transmission :** 2017-06-29 11 h 39	2790829 - 17-16215 Addenda N°1 - Report de date 2017-07-10 15 h 05 - Courriel 2794247 - 17-16215 Addenda N°2 2017-07-17 13 h 46 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	EGYDE Conseils 1995 rue Frank Carrel 316 Québec, QC, G1N4H9 http://www.egyde.ca NEQ : 1165996613	Madame Anne Labbé Téléphone : 418 670-4719 Télécopieur :	**Commande : (1310640)** 2017-06-28 17 h 03 **Transmission :** 2017-06-28 17 h 03	2790829 - 17-16215 Addenda N°1 - Report de date 2017-07-10 15 h 05 - Courriel 2794247 - 17-16215 Addenda N°2 2017-07-17 13 h 46 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Facilité Informatique Canada inc 5, place Ville-Marie Bureau 1045 Montréal, QC, H3B 2G2 http://www.facilite.com NEQ : 1140727687	Monsieur Samuel Lapointe Téléphone : 514 284-5636 Télécopieur : 514 284-9529	**Commande : (1310827)** 2017-06-29 9 h 28 **Transmission :** 2017-06-29 9 h 28	2790829 - 17-16215 Addenda N°1 - Report de date 2017-07-10 15 h 06 - Télécopie 2794247 - 17-16215 Addenda N°2 2017-07-17 13 h 47 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Fujitsu Canada (Réception des appels d'offres) 2000, boul. Lebourgneuf	Madame Marjolaine Giguère	**Commande : (1310501)** 2017-06-28	2790829 - 17-16215 Addenda N°1 - Report de date

	Bureau 300 Québec, QC, G2K 0B8 http://fujitsu.com/ca NEQ : 1143039486	Téléphone : 418 840-5100 Télécopieur : 418 840-5105	14 h 51 **Transmission :** 2017-06-28 14 h 51	2017-07-10 15 h 05 - Courriel 2794247 - 17-16215 Addenda N°2 2017-07-17 13 h 46 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	ICO Technologies 2843, ave Beaudry-Leman Shawinigan, QC, G9N3H7 NEQ : 1149930605	Monsieur René Patoine Téléphone : 819 536-8383 Télécopieur : 819 536-8389	**Commande : (1310442)** 2017-06-28 14 h 08 **Transmission :** 2017-06-28 14 h 08	2790829 - 17-16215 Addenda N°1 - Report de date 2017-07-10 15 h 05 - Courriel 2794247 - 17-16215 Addenda N°2 2017-07-17 13 h 46 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Consultants S.M. Inc. (Bureau des Offres) 433, rue Chabanel Ouest, 12e étage Montréal, QC, H2N 2J8 http://www.groupesm.com NEQ : 1143019660	Madame Cinthia Fournier Téléphone : 450 651-0981 Télécopieur : 450 651-9542	**Commande : (1310708)** 2017-06-29 8 h 02 **Transmission :** 2017-06-29 8 h 02	2790829 - 17-16215 Addenda N°1 - Report de date 2017-07-10 15 h 05 - Courriel 2794247 - 17-16215 Addenda N°2 2017-07-17 13 h 46 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Levio Conseils inc. 1015, avenue Wilfrid-Pelletier, bureau 530 Québec, QC, G1W 0C4 http://www.levio.ca NEQ : 1169672574	Madame Kathy Tremblay Téléphone : 418 914-3623 Télécopieur :	**Commande : (1310431)** 2017-06-28 14 h 03 **Transmission :** 2017-06-28 14 h 03	2790829 - 17-16215 Addenda N°1 - Report de date 2017-07-10 15 h 05 - Courriel 2794247 - 17-16215 Addenda N°2 2017-07-17 13 h 46 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Nurun Montréal 740 rue Notre-Dame Ouest, bureau 600 Montréal, QC, H3C3X6 http://www.nurun.com NEQ : 1147603881	Monsieur Christian Ayotte Téléphone : 514 392-4301	**Commande : (1316500)** 2017-07-13 8 h 51 **Transmission :**	2790829 - 17-16215 Addenda N°1 - Report de date 2017-07-13 8 h 51 - Téléchargement

		Télécopieur :	2017-07-13 8 h 51	2794247 - 17-16215 Addenda N°2 2017-07-17 13 h 46 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	nventive inc 215 Saint-Jacques Montréal, QC, H2Y 1M6 http://www.nventive.com NEQ : 1164911977	Monsieur Martin Dufort Téléphone : 514 975-4950 Télécopieur :	**Commande : (1316624)** 2017-07-13 10 h 11 **Transmission :** 2017-07-13 10 h 11	2790829 - 17-16215 Addenda N°1 - Report de date 2017-07-13 10 h 11 - Téléchargement 2794247 - 17-16215 Addenda N°2 2017-07-17 13 h 46 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Procom 1350 rue Sherbrooke ouest Bureau 1500 Montréal, QC, H3G 1J1 http://www.procomquebec.ca NEQ : 1160926664	Monsieur Maxime Lavigne Téléphone : 514 731-7224 Télécopieur : 514 731-7244	**Commande : (1315788)** 2017-07-11 16 h 30 **Transmission :** 2017-07-11 16 h 30	2790829 - 17-16215 Addenda N°1 - Report de date 2017-07-11 16 h 30 - Téléchargement 2794247 - 17-16215 Addenda N°2 2017-07-17 13 h 46 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	R3D_Conseil_Inc. 1450 city councillors 340 Montréal, QC, h3a2e6 http://www.r3d.com NEQ : 1145625696	Monsieur Michel Savoie Téléphone : 514 392-9997 Télécopieur : 514 392-9940	**Commande : (1310615)** 2017-06-28 16 h 23 **Transmission :** 2017-06-28 16 h 23	2790829 - 17-16215 Addenda N°1 - Report de date 2017-07-10 15 h 05 - Courriel 2794247 - 17-16215 Addenda N°2 2017-07-17 13 h 46 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Rogers Communication Canada Inc 800 rue de la Gauchetière Ouest, 6ième étage Montréal, QC, H5A 1K3 NEQ : 1163917611	Monsieur Fabien Mariou Téléphone : 438 837-0542 Télécopieur :	**Commande : (1311215)** 2017-06-29 15 h 42 **Transmission :** 2017-06-29 15 h 42	2790829 - 17-16215 Addenda N°1 - Report de date 2017-07-10 15 h 05 - Courriel 2794247 - 17-16215 Addenda N°2 2017-07-17 13 h 46 -

				Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Valtech Canada 400 Maisonneuve Bureau 700 Montréal, QC, H3A 1L4 http://w.illi.am NEQ : 1164115561	Monsieur Vincent Guerin Téléphone : 514 448-4035 Télécopieur :	**Commande : (1310707)** 2017-06-29 8 h **Transmission :** 2017-06-29 8 h	2790829 - 17-16215 Addenda N°1 - Report de date 2017-07-10 15 h 05 - Courriel 2794247 - 17-16215 Addenda N°2 2017-07-17 13 h 46 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Sélectionner Annuler

© 2003-2017 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
MANDAT

Dossier # : 1177438008

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction , Division Performance TI et sourçage
Objet :	Conclure deux (2) contrats de services professionnels avec la firme suivante : Conseillers en gestion et informatique CGI Inc. (lot 1 au montant de 2 311 273,44 $, taxes incluses et lot 2 au montant de 1 090 238,94 $, taxes incluses), pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en sécurité publique, développement de nouvelles applications et évolution fonctionnelle / Appel d'offres 17-16215 - 5 soumissionnaires au total / Approuver les projets de convention à cette fin

Numéro du mandat
SMCE177438008

Date du mandat
2017-09-06

Objet du mandat

Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats

Type de mandat

Commission sur l'examen des contrats

VU le Règlement sur la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008);

VU la résolution CG11 0082 qui détermine les critères de sélection des contrats qui doivent être soumis à la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats;

VU que le contrat de services professionnels pour le lot 1 est d'une valeur de plus de 1 M$ et qu'il présente un écart de plus de 20 % entre le prix soumis par l'adjudicataire et le soumissionnaire ayant obtenu la deuxième meilleure note à la suite de l'utilisation d'une grille d'évaluation et un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire;

VU que le contrat de services professionnels pour le lot 2 est d'une valeur de plus de 1 M$ et qu'une seule soumission conforme a été reçue à la suite d'un appel d'offres (lot 2);

Le comité exécutif, après avoir pris connaissance du dossier décisionnel 1177438008, mandate la Commission sur l'examen des contrats afin d'étudier les contrats pour les lots concernés.

Signé le : 2017-09-08

Jean-François MILOT

_____

Chef de division soutien aux instances

Dossier # :1177438008

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Commission permanente sur l'examen des contrats

La commission :

Présidente

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Vice-présidentes

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Membres

Mme Dida Berku
Ville de Côte-Saint-Luc

M. Richard Celzi
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Marie Cinq-Mars
Arrondissement d'Outremont

M. Richard Deschamps
Arrondissement de LaSalle

M. Marc-André Gadoury
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Luc Gagnon
Arrondissement de Verdun

M. Manuel Guedes
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 28 septembre 2017

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE177438008

Conclure deux (2) contrats de services professionnels avec la firme suivante : Conseillers en gestion et informatique CGI Inc. (lot 1 au montant de 2 311 273,44 $, taxes incluses et lot 2 au montant de 1 090 238,94 $, taxes incluses), pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en sécurité publique, développement de nouvelles applications et évolution fonctionnelle / Appel d'offres 17-16215 - 5 soumissionnaires / Approuver les projets de convention à cette fin.

(ORIGINAL SIGNÉ)

Émilie Thuillier
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE177438008
Conclure deux (2) contrats de services professionnels avec la firme suivante : Conseillers en gestion et informatique CGI Inc. (lot 1 au montant de 2 311 273,44 $, taxes incluses et lot 2 au montant de 1 090 238,94 $, taxes incluses), pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en sécurité publique, développement de nouvelles applications et évolution fonctionnelle / Appel d'offres 17-16215 - 5 soumissionnaires / Approuver les projets de convention à cette fin.

À sa séance du 6 septembre 2017, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce dossier répondait aux critères suivants :

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ présentant un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le soumissionnaire ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation et un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire (lot 1);*

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ pour lequel une seule soumission conforme a été reçue suite à un appel d'offres (lot 2).*

Le 13 septembre 2017, les membres de la commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus relativement au mandat confié. Des représentants du Service des technologies de l'information et du Service de l'approvisionnement ont répondu aux questions des membres de la commission.

La Commission a constaté que le Service des technologies de l'information souhaitait, par cet appel d'offres, réaliser une plus grande ouverture du marché. À l'évidence, ce souhait ne s'est pas matérialisé.

Les membres ont aussi noté que la période de l'appel d'offres s'est terminée à la fin juillet, durant la période des vacances de la construction. Pour la Commission, cela ne

constitue pas une bonne pratique et il aurait été préférable de procéder à l'appel d'offres à un autre moment.

La Commission a également constaté que plusieurs ententes-cadres en vigueur au moment du lancement de l'appel d'offres ont été résiliées par la suite. En réponse aux questions des membres, le Service a indiqué que les soumissionnaires n'étaient pas informés de ce fait au moment où ils ont déposé leurs soumissions.

Enfin, la Commission est d'avis qu'il y a lieu de s'étonner et de se questionner sur le caractère concurrentiel des soumissions de la firme CGI, particulièrement quand elle est le seul soumissionnaire conforme pour un contrat ou un lot précis.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service des technologies de l'information et du Service de l'approvisionnement pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la commission. La commission adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération à savoir :

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ présentant un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le soumissionnaire ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation et un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire (lot 1);*

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ pour lequel une seule soumission conforme a été reçue suite à un appel d'offres (lot 2).*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE177438008 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.86

2017/09/28 17:00

(2)

Dossier # : 1177438010

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction , Division Performance TI et sourçage
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure un contrat de services professionnels avec la firme suivante : CIMA + inc. (lot 3 pour une somme de 1 379 700,00 $, taxes incluses), pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en automatisation, modernisation et évolution de la radiocommunication / Appel d'offres 17-16219 - 1 soumissionnaire / Approuver le projet de convention à cette fin

Il est recommandé :

1. de conclure un contrat pour la fourniture, sur demande, de prestations de services spécialisés en automatisation, modernisation et évolution de la radiocommunication;
2. d'approuver un projet de convention par lequel la seule firme soumissionnaire, CIMA +, firme ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 1 379 700,00 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-16219 (Lot 3), et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;
3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets du Service des technologies de l'information, et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-08-28 10:42

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1177438010**
Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction , Division Performance TI et sourçage
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure un contrat de services professionnels avec la firme suivante : CIMA + inc. (lot 3 pour une somme de 1 379 700,00 $, taxes incluses), pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en automatisation, modernisation et évolution de la radiocommunication / Appel d'offres 17-16219 - 1 soumissionnaire / Approuver le projet de convention à cette fin

CONTENU

CONTEXTE

En 2011, la Ville de Montréal (Ville) adoptait, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations, un règlement autorisant un emprunt de 87M$ pour le développement et la mise en place du nouveau système de radiocommunication SÉRAM (Système Évolué de Radiocommunication de l'Agglomération de Montréal). Le projet SÉRAM était composé des trois phases : (1) l'infrastructure, (2) l'équipement & (3) le réseau du métro.
En juin 2016, une révision du projet SÉRAM était présentée au comité exécutif et aux élus. Le projet SÉRAM "révisé" comprend une portée bonifiée à l'intérieur de l'enveloppe budgétaire initiale de 87M $ avec les éléments suivants pour chaque phases révisées du projet :

- Phase 1 (Infrastructure) révisée : Bonification de l'infrastructure de la Ville incluant les licences et les configurations pour ajouter des fonctionnalités critiques et des éléments d'infrastructure de radiocommunication, ainsi qu'un plan d'action pour l'amélioration de l'infrastructure;
- Phase 2 (Équipements) révisée : Bonification au niveau des équipements comprenant l'acquisition d'équipements additionnels requis pour répondre à des besoins particuliers de la clientèle et l'optimisation des équipements courants afin d'assurer une meilleure performance avec l'infrastructure présente.

Afin de poursuivre la livraison des activités prévues dans la portée bonifiée du projet SERAM, la Ville met en place une entente de prestations de services spécialisés en automatisation, modernisation et évolution de la radiocommunication.

C'est dans ce contexte que la Ville a lancé l'appel d'offres 17-16219. Cet appel d'offres, publié dans le journal Le Devoir et sur le site électronique d'appel d'offres SÉAO, a débuté le 28 juin 2017 pour se terminer le 24 juillet 2017. La durée de la publication a été de 27 jours. Le délai de validité des soumissions est de 220 jours de la date du dépôt des

soumissions.

Dans le cadre de cet appel d'offres, un addenda a été publié :

No. addenda	Date de publication	Nature
1	12 juillet 2017	Report de la date de dépôt des soumissions au 24 juillet 2017, initialement prévue le 17 juillet 2017, à la suite de la demande de plusieurs preneurs de cahier des charges.

Le présent dossier vise donc à conclure un (1) contrat de services professionnels avec la firme suivante, soit Cima + inc. (Lot 3 pour une somme de 1 379 700 $, taxes incluses), pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en automatisation, modernisation et évolution de la radiocommunication, et à approuver le projet de convention à cette fin.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DA171805001 - 10 avril 2017 - Approuver la grille d'évaluation qui sera utilisée dans le cadre de futurs appels d'offres pour obtenir des services professionnels en informatique, dans le but de supporter la réalisation de différents projets du Service des technologies de l'information.

DESCRIPTION

Le présent dossier concerne trois (3) lots distincts de prestations de services en automatisation, modernisation et évolution radiocommunication. Plus précisément, les éléments couverts par les 3 lots vise les projets 68008 - SERAM Système Evolué de Radiocommunication de l'Agglomération de Montréal, et 68037 - Communications évoluées. Suite à la mise en place du plan de stabilisation de SÉRAM, le Service des technologies de l'information (Service des TI) met en place des ententes de prestations de services spécialisées, qui seront en support au projet SERAM.

La prestation de services en automatisation, modernisation et évolution de la radiocommunication est une nouvelle approche qui se décline comme suit :

- Gestion des mandats en automatisation, modernisation et évolution de la radiocommunication avec un coordonnateur de services de l'adjudicataire qui agit comme un point de contact avec la Ville et assure la coordination des mandats pour la Ville;
- Définition des requis pour des mandats spécifiques en automatisation, modernisation et évolution de la radiocommunication, par les ressources de la Ville pour des livrables définis, avec un budget et un échéancier établis;
- Réalisation des mandats chez l'adjudicataire qui utilise ses équipements, ses pratiques & méthodologies et qui effectue la gestion & l'administration de ses ressources afin de réaliser les livrables;
- Utilisation d'une banque d'heures par lots, pour les différents volets de services en automatisation, modernisation et évolution de la radiocommunication;
- Utilisation d'un processus d'assurance qualité pour vérifier l'atteinte des requis demandés.

À ce titre, le processus d'assurance qualité opéré par la Ville est le suivant :

Pré mandat :

- Encadrement et suivi centralisé par la division Performance TI et sourçage;
- Initiation par une demande de prestation de services en automatisation, modernisation et évolution de la radiocommunication comprenant entre autres, la liste et la description des livrables attendus, le niveau de qualité exigé, l'enveloppe budgétaire ainsi que l'échéancier de livraison;
- Audit de pré-démarrage afin de garantir les conditions de succès du projet et du mandat;
- Rencontre de démarrage entre le fournisseur et le responsable de la Ville.

En cours de mandat :

- Rencontre de coordination et d'assurance qualité au minimum une fois par semaine pendant la prestation de service;
- Suivi de la consommation via divers rapports de gestion et validation de la facturation;
- Évaluation périodique de la qualité des livrables des mandats réalisés en automatisation, modernisation et évolution de la radiocommunication par les fournisseurs;
- Rencontres de suivi avec les chargés de prestations (statuts, enjeux de performance et contractuels);
- Revues indépendantes des projets conduites par le Bureau de projets;
- Démonstration de l'atteinte des objectifs lors de la dernière rencontre d'assurance qualité.

Post mandat :

- Rencontre entre les équipes pour le transfert de connaissance et la revue finale des livrables;
- Gestion de la documentation;
- Soutien à l'exploitation lorsque requis (déboguage, corrections, rustines de sécurité);
- Évaluation globale en fin de mandat;
- Suivi de la consommation globale des ententes;
- Inventaire des leçons apprises afin d'améliorer la performance des équipes dans la prestation des services et la réalisation des projets.

Afin d'assurer la réalisation des mandats de services spécialisés en automatisation, modernisation et évolution de la radiocommunication, le Service des TI utilise un cadre de gestion de projets. Ce processus d'assurance qualité est l'une des composantes de la méthodologie de gestion de projets en vigueur au Service des TI. Le Cadre de gestion de projets prévoit des processus ainsi que des outils de gouvernance, de planification, de suivi et de contrôle qui se déclinent comme suit :

- Gouvernance de projet – L’octroi des budgets et des crédits est encadré par le Comité sectoriel des TI (CSTI) lors des points de passage d’une phase à une autre (par exemple, lors du passage de la phase de planification à la phase de réalisation);
- Planification de projet – Les projets sont planifiés dans une méthodologie de gestion de projets permettant de mesurer l'avancement des travaux, de comparer les progrès réels et les progrès prévus, et de mettre en œuvre des

mesures correctives lorsque les progrès réels ne sont pas conformes aux prévisions de déroulement;
- Suivi et contrôle de projet – Des outils de suivi et contrôle permettent de produire des indicateurs de santé des projets : registre d'approbation des biens livrables, registre des approvisionnements, registre des risques, registre des points en suspens, registre des demandes de changements, registre des communications, registre des parties prenantes, etc.;
- Processus de revue indépendante des projets, programmes et portefeuille d'initiatives TI afin d'assurer la conformité des projets face aux meilleures pratiques TI au sein de la Ville;
- Gouvernance des projets prioritaires – Les projets du Service des TI identifiés comme prioritaires par l'Administration de la Ville sont suivis au Comité de coordination des projets d'envergure (CCPE).

JUSTIFICATION

On dénote 20 preneurs de cahier des charges mais seulement une firme a déposé une soumission sur un lot, soit 5 % des preneurs, alors que dix-neuf (19) firmes n'ont pas déposé de soumission (95 %). De ces 19 firmes, huit (8) d'entre elles ont transmis un avis de désistement au Service de l'approvisionnement. Les raisons de désistement invoquées sont:

- Le carnet de commandes est complet présentement pour trois (3) firmes;
- Les délais de la soumission sont insuffisants pour trois (3) firmes;
- Manque de ressources pour deux (2) firmes.

Toutes les firmes ayant déposé des soumissions sont déclarées conformes d'un point de vue administratif. L'évaluation des soumissions a été effectuée selon une grille de pondération et des critères d'évaluation préalablement approuvée par la direction du Service de l'approvisionnement en date du 10 avril 2017 (DA171805001). Les résultats qui découlent de cette évaluation sont les suivants :

Lot 1 : Modernisation des radiocommunications :

Ce lot ne sera pas octroyé puisqu'aucune firme n'a déposé d'offre.

Lot 2 : Modernisation des opérations :

Ce lot ne sera pas octroyé puisqu'aucune firme n'a déposé d'offre.

Lot 3 : Service d'accompagnement en ingénierie :

Pour ce lot, un (1) soumissionnaire a déposé une offre et elle est conforme

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Prix de base	Autre (préciser)	Total
CIMA +	77,6	0,93	1 379 700,00 $		1 379 700,00 $
Dernière estimation réalisée					1 100 000,00 $

Écart entre l’adjudicataire et la dernière estimation ($)	279 700,00 $
Écart entre l’adjudicataire et la dernière estimation (%)	25,43%

On constate un écart de 25,43 % entre la seule soumission conforme et l'estimation. Il est à noter que l'approche de sourçage par prestations de services spécialisés n'a pas été utilisée auparavant pour des services spécialisés d'accompagnement en ingénierie, et il est alors plus difficile de réaliser des estimations précises.

Selon le Règlement sur la commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008) et de la résolution CG11 0082, le dossier sera soumis à ladite commission pour étude en vertu du critère suivant :

- Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$.

Et répondant aux conditions suivantes :

- Une seule soumission conforme reçue suite à un appel d’offres (Lot 3);
- Écart de plus de 20% entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire (Lot 3).

En vertu du décret 435-2015 du Gouvernement du Québec, entré en vigueur le 2 novembre 2015, l'adjudicataire de tout contrat de services de plus de 1 M $ doit avoir une accréditation de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

- La firme Cima + inc. a obtenu son accréditation le 30 janvier 2015.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les dépenses seront assumées au PTI et/ou au budget de fonctionnement du Service des TI pour la durée des contrats. Les prestations de services spécialisés seront utilisés au fur et à mesure de l'expression des besoins. Tous les besoins futurs de prestations de services seront régis par le processus d'autorisation de dépenses en fonction d'une entente. Les engagements budgétaires, les virements budgétaires et le partage des dépenses seront évalués à ce moment selon la nature des projets.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Dans le cadre de la réalisation du programme, cette entente permettra au Service des TI de bénéficier des impacts suivants :

- Responsabilisation des adjudicataires dans la réalisation des livrables de la Ville et le partage de risque;
- L'augmentation de la cadence de réalisation de projets;
- Possibilité de faire de la livraison "agile" avec cette approche qui est normalement réalisée à l'interne;
- Accroissement de la capacité de réalisation de la Ville;
- Approche complémentaire avec les autres modes de livraisons, qui est mieux adaptée pour la livraison dans certaines situations.

Au niveau du PTI 2017-2019, la mise en place de ce contrat permet :

- D'assurer la transformation organisationnelle de la Ville, par l'entremise de projets d'implantation de systèmes informatiques plus modernes et plus efficients;
- De moderniser et de maintenir les actifs de plusieurs systèmes informatiques, en appui aux activités administratives de la Ville et à la prestation de services aux citoyens.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Présentation du dossier au Comité exécutif : le 6 septembre 2017;

- Étude du dossier par la Commission permanente sur l'examen des contrats : le 13 septembre 2017;
- Retour du dossier au Comité exécutif : le 20 septembre 2017;
- Approbation du dossier par le Conseil municipal : le 25 septembre 2017;
- Approbation du dossier par le Conseil d'agglomération : le 28 septembre 2017.
- Rencontre de départ avec le fournisseur : octobre 2017.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Bernard BOUCHER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2017-08-22

Michel TURCOTTE
Analyste de dossiers

Tél : 514 872-0472
Télécop. :

Lyne PARENTEAU
Conseillère en analyse et contrôle de gestion

Tél : 514 872-5295
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvain PERRAS
Directeur du service des technologies de l'information
Tél :
Approuvé le : 2017-08-28

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Le 30 janvier 2015

CIMA+ S.E.N.C.
A/S MONSIEUR FRANÇOIS PLOURDE
3400, DU SOUVENIR, BUREAU 600
LAVAL (QC) H7V 3Z2

Nº de décision : 2015-CPSM-1006001
N° de client : 3000148732

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- AUDY FARLEY LALANDE LA BERGE ET ASSOCIÉS
- CÉDÉGER
- CIMA +
- CIMA + GATINEAU
- CIMA + INTERNATIONAL
- CIMA + LONGUEUIL
- CIMA + MONTRÉAL
- CIMA + RIVIÈRE DU LOUP
- CIMA + SAINT-JÉRÔME
- CIMA + SENC
- CIMA + SHERBROOKE
- CIMA QUÉBEC
- CIMA+/WALSH/ISIS
- CIMA-INFO
- COPAC ET ASSOCIÉS
- DUPUIS, ROUTHIER RIEL ET ASSOCIÉS
- LECLAIR NADEAU LAMBERT LALLIER ET ASSOCIÉS
- LEGAULT MERCIER ST-GERMAIN PIGEON ET ASSOCIÉS
- LNR ET ASSOCIÉS
- RDO ET ASSOCIÉS

une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la LCOP). CIMA+ S.E.N.C. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **29 janvier 2018** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 ;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET :

CIMA +, S.E.N.C. ayant sa principale place d'affaires au 740 rue Notre-Dame O. bureau 900, Montréal, Québec, H3C 3X6, représentée par André Desjardins, associé, Vice-président principal, Systèmes de communications, déclarant lui-même être associé et être expressément autorisé par ses coassociés à agir aux fins des présentes;

Ci-après appelée le « **CONTRACTANT** »

N° d'inscription T.P.S. : 103036430
N° d'inscription T.V.Q. : 1010372212

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient: :

1.1 « **Directeur** » : le directeur du Service des technologies de l'information ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : les documents d'appel d'offres public 17-16219, en date du 28 juin 2017, pour services professionnels relatifs à des prestations de services spécialisés en automatisation, modernisation et évolution de la radiocommunication (lot 3 – Service d'accompagnement en ingénierie);

1.3 « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le Contractant le 24 juillet 2017.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, à fournir, sur demande, des prestations de services spécialisés en automatisation, modernisation et évolution de la radiocommunication (lot 3 – Service d'accompagnement en ingénierie);

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

6.9 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Directeur, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

6.10 transmettre au Directeur, selon les modalités que lui indique le Directeur, les comptes-rendus des réunions de coordination ou de chantier;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de un million trois cent soixante-dix-neuf mille sept cent dollars (1 379 700,00 $) couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable comme suit :

Les services spécialisés seront utilisés au fur et à mesure de l'expression des besoins. Par conséquent, le paiement sera effectué mensuellement à la quantité des heures travaillées à l'intérieur du mandat au taux horaire soumissionné et sur la base de factures détaillées et accompagnées des pièces justificatives

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant: :

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 **HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.6 **LIEN D'EMPLOI**

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier de la Ville

Le e jour de 20

CIMA + S.E.N.C.

Par : _____
André Desjardins, associé, Vice-président principal, Systèmes de communications

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1177438010

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction , Division Performance TI et sourçage
Objet :	Conclure un contrat de services professionnels avec la firme suivante : CIMA + inc. (lot 3 pour une somme de 1 379 700,00 $, taxes incluses), pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en automatisation, modernisation et évolution de la radiocommunication / Appel d'offres 17-16219 - 1 soumissionnaire / Approuver le projet de convention à cette fin

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

16219 Tableau Lot 3.pdf 16219 Intervention.pdf 17-16219 - Det Cah Final.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Bernard BOUCHER
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514-872-5290

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-24

Claude HOULE
C/S Services Professionnels et connexesl
Tél : 514-872-5282
Division : Division De L Acquisition De Biens Et Services

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 17-16219 — No du GDD : 1177438010

Titre de l'appel d'offres : Prestation de services en automatisation, modernisation et évolution de la radiocommunication

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 28 - 6 - 2017

Ouverture originalement prévue le : 17 - 7 - 2017

Ouverture faite le : 24 - 7 - 2017

Date du comité de sélection : 27 - 7 - 2017

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 12 - 7 - 2017

Délai total accordé aux soumissionnaires : 25 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 20

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 5

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 220 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 1 - 3 - 2018

Date d'échéance révisée : 1 - 3 - 2018

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Cima + S.E.N.C.	1 379 700,00	√	3

Information additionnelle

Des avis de désistements reçus:
Trois firmes (3) mentionnent le délai de soumission et d'octroi.
Trois (3) firmes mentionnent un carnet de commandes plein.
Une firme (1) mentionne ne pas posséder les ressources demandées.
Une firme (1) mentionne ne pas posséder le nombre de mandats similaires requis.

Préparé par : Bernard Boucher — Le 1 - 8 - 2017

17-16219 - Prestation de services en automatisation, modernisation et évolution de la radiocommunication (Lot: 3) Services d'accompagnement en ingénierie

FIRME	Présentation de l'offre TI 5%	Compréhension de la demande et de la problématique 10%	Expertise du soumissionnaire et de son coordonnateur des services pour la réalisation de contrats similaires 30%	Description des processus et méthodologies 15%	Qualité du centre d'expertise 30%	Analyse de l'échantillonage des expertises spécifiques 10%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Cima + S.E.N.C.	4,13	7,50	24,75	11,50	22,00	7,75	77,6	1 379 700,00 $	0,93	1
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	

Agent d'approvisionnement	Bernard Boucher

Comité

Date	jeudi 27-07-2017
Heure	10 h 30
Lieu	801 Brennan, 6 étage: salle 6132, Montreal

Multiplicateur d'ajustement
10000

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 17-16219
Numéro de référence : 1086609
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Prestation de services en automatisation, modernisation et évolution de la radiocommunication

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
ACCEO Solutions inc 75, rue Queen Bureau 6100 Montréal, QC, H3C 2N6 NEQ : 1167962977	Madame Caroline Taillon Téléphone : 514 288-7161 Télécopieur : 514 843-4095	**Commande : (1310732)** 2017-06-29 8 h 27 **Transmission :** 2017-06-29 8 h 27	2791675 - 17-16219 Addenda n°1 - Report de date (devis) 2017-07-12 10 h 58 - Courriel 2791676 - 17-16219 Addenda n°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-12 10 h 58 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Access Communications 5591 Pare Montréal, QC, H4P 1P7 NEQ : 1143361146	Monsieur Richard Spino Téléphone : 866 735-2424 Télécopieur : 514 735-8046	**Commande : (1311189)** 2017-06-29 15 h 22 **Transmission :** 2017-06-29 15 h 22	2791675 - 17-16219 Addenda n°1 - Report de date (devis) 2017-07-12 10 h 58 - Courriel 2791676 - 17-16219 Addenda n°1 - Report de date

				(bordereau) 2017-07-12 10 h 58 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	AECOM Consultants Inc. 1 85 Rue Sainte-Catherine Ouest Montréal, QC, H2X 3P4 http://www.aecom.com NEQ : 1161553129	Madame Louise Michaud Téléphone : 514 287-8500 Télécopieur : 514 287-8600	**Commande : (1311020)** 2017-06-29 12 h 42 **Transmission :** 2017-06-29 12 h 42	2791675 - 17-16219 Addenda n°1 - Report de date (devis) 2017-07-12 10 h 58 - Courriel 2791676 - 17-16219 Addenda n°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-12 10 h 58 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Bell Mobilité (div Radio) 4180, Rue Jean-Talon OUest Montréal, QC, H4P 1V5 NEQ : 1143866029	Monsieur Stéphane Camirand Téléphone : 514 275-4671 Télécopieur : 514 275-1014	**Commande : (1311279)** 2017-06-29 16 h 56 **Transmission :** 2017-06-29 16 h 56	2791675 - 17-16219 Addenda n°1 - Report de date (devis) 2017-07-12 10 h 58 - Courriel 2791676 - 17-16219 Addenda n°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-12 10 h 58 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Cima+s.e.n.c. 3400, boul. du souvenir bureau 600 Laval, QC, H7V 3Z2 http://www.cima.ca NEQ : 3340563140	Madame Hélène Chouinard Téléphone : 514 337-2462 Télécopieur : 450 682-1013	**Commande : (1310775)** 2017-06-29 8 h 50 **Transmission :** 2017-06-29 8 h 50	2791675 - 17-16219 Addenda n°1 - Report de date (devis) 2017-07-12 10 h 58 - Courriel 2791676 - 17-16219 Addenda n°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-12 10 h 58

				- Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Cofomo inc. 1000, rue De La Gauchetière Ouest, bureau 1500 Montréal, QC, H3B 4W5 http://www.cofomo.com NEQ : 1142126664	Madame Clotilde Pignol Téléphone : 514 866-0039 Télécopieur : 514 866-0900	**Commande : (1310760)** 2017-06-29 8 h 41 **Transmission :** 2017-06-29 8 h 41	2791675 - 17-16219 Addenda n°1 - Report de date (devis) 2017-07-12 10 h 58 - Courriel 2791676 - 17-16219 Addenda n°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-12 10 h 58 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Conseillers en Gestion et Informatique CGI inc. 1350, boul. René-Lévesque Ouest, 23e étage Montréal, QC, H3G 1T4 http://www.cgi.com NEQ : 1160358728	Monsieur Michel Blain Téléphone : 514 415-3000 Télécopieur : 514 415-3999	**Commande : (1310613)** 2017-06-28 16 h 19 **Transmission :** 2017-06-28 16 h 19	2791675 - 17-16219 Addenda n°1 - Report de date (devis) 2017-07-12 10 h 58 - Courriel 2791676 - 17-16219 Addenda n°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-12 10 h 58 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Fujitsu Canada (Réception des appels d'offres) 2000, boul. Lebourgneuf Bureau 300 Québec, QC, G2K 0B8 http://fujitsu.com/ca NEQ : 1143039486	Madame Marjolaine Giguère Téléphone : 418 840-5100 Télécopieur : 418 840-5105	**Commande : (1310563)** 2017-06-28 15 h 39 **Transmission :** 2017-06-28 15 h 39	2791675 - 17-16219 Addenda n°1 - Report de date (devis) 2017-07-12 10 h 58 - Courriel 2791676 - 17-16219 Addenda n°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-12 10 h 58 - Téléchargement Mode privilégié

				(devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Groupe Sagex inc. 3451 Dugue Québec, QC, G1X 2B5 NEQ : 1166596339	Monsieur Robert Langlois Téléphone : 418 654-8900 Télécopieur :	**Commande : (1316385)** 2017-07-12 17 h 17 **Transmission :** 2017-07-12 17 h 17	2791675 - 17-16219 Addenda n°1 - Report de date (devis) 2017-07-12 17 h 17 - Téléchargement 2791676 - 17-16219 Addenda n°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-12 17 h 17 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Le Groupe Créatech, une société de Bell Canada 930, rue d'Aiguillon Bureau 120A Québec, QC, G1R 5M9 http://www.groupecreatech.com NEQ : 1163216592	Madame Adjointe Administrative Téléphone : 514 937-1188 Télécopieur : 514 937-9201	**Commande : (1318497)** 2017-07-18 10 h 58 **Transmission :** 2017-07-18 10 h 58	2791675 - 17-16219 Addenda n°1 - Report de date (devis) 2017-07-18 10 h 58 - Téléchargement 2791676 - 17-16219 Addenda n°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-18 10 h 58 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles 5700, 4e Avenue Ouest, local D 413 Québec, QC, G1H 6R1 NEQ :	Monsieur Jean Lacerte Téléphone : 418 627-6280 Télécopieur : 418 643-5928	**Commande : (1311024)** 2017-06-29 12 h 47 **Transmission :** 2017-06-29 12 h 47	2791675 - 17-16219 Addenda n°1 - Report de date (devis) 2017-07-12 10 h 58 - Courriel 2791676 - 17-16219 Addenda n°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-12 10 h 58 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

				Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Motorola 715 rue du Square Victoria Bureau 300 Montréal, QC, H2Y 2H7 http://www.motorola.ca NEQ : 1161303822	Monsieur Christian Barabé Téléphone : 514 394-7462 Télécopieur : 514 394-7490	**Commande : (1310989)** 2017-06-29 11 h 48 **Transmission :** 2017-06-29 11 h 48	2791675 - 17-16219 Addenda n°1 - Report de date (devis) 2017-07-12 10 h 58 - Courriel 2791676 - 17-16219 Addenda n°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-12 10 h 58 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Origine SENC 4646 Roger-Lemelin Boisbriand, QC, J7H 1P9 NEQ : 3369360113	Monsieur Denis Aubé Téléphone : 514 233-7560 Télécopieur :	**Commande : (1319437)** 2017-07-19 19 h 20 **Transmission :** 2017-07-19 19 h 20	2791675 - 17-16219 Addenda n°1 - Report de date (devis) 2017-07-19 19 h 20 - Téléchargement 2791676 - 17-16219 Addenda n°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-19 19 h 20 - Téléchargement Mode privilégié : Ne pas recevoir
☐	PowerTrunk Inc. 66 York Street Jersey City, NJ, 07302 NEQ : 1168827013	Monsieur David Torres Téléphone : 201 630-4520 Télécopieur : 201 630-4522	**Commande : (1314322)** 2017-07-07 14 h 54 **Transmission :** 2017-07-07 14 h 54	2791675 - 17-16219 Addenda n°1 - Report de date (devis) 2017-07-12 10 h 58 - Courriel 2791676 - 17-16219 Addenda n°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-12 10 h 58 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	R3D Conseil Inc. 801, Grande Allée Ouest	Madame Marie-Eve	**Commande : (1311942)**	2791675 - 17-16219 Addenda n°1 -

	bureau 160 Québec, QC, G1S 1C1 http://www.r3d.com NEQ : 1145625696	Bergeron Téléphone : 418 682-3133 Télécopieur :	2017-07-03 15 h 29 **Transmission :** 2017-07-03 15 h 29	Report de date (devis) 2017-07-12 10 h 58 - Courriel 2791676 - 17-16219 Addenda n°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-12 10 h 58 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	R3D_Conseil_Inc. 1450 city councillors 340 Montréal, QC, h3a2e6 http://www.r3d.com NEQ : 1145625696	Monsieur Michel Savoie Téléphone : 514 392-9997 Télécopieur : 514 392-9940	**Commande : (1310622)** 2017-06-28 16 h 28 **Transmission :** 2017-06-28 16 h 28	2791675 - 17-16219 Addenda n°1 - Report de date (devis) 2017-07-12 10 h 58 - Courriel 2791676 - 17-16219 Addenda n°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-12 10 h 58 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Rogers Communication Canada Inc 800 rue de la Gauchetière Ouest, 6ième étage Montréal, QC, H5A 1K3 NEQ : 1163917611	Monsieur Fabien Mariou Téléphone : 438 837-0542 Télécopieur :	**Commande : (1311215)** 2017-06-29 15 h 42 **Transmission :** 2017-06-29 15 h 42	2791675 - 17-16219 Addenda n°1 - Report de date (devis) 2017-07-12 10 h 58 - Courriel 2791676 - 17-16219 Addenda n°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-12 10 h 58 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	SNC-Lavalin Télécom inc.. 1801, ave McGill Collège 12e étage Montréal, QC, H3A 2N4	Monsieur Alain Brière Téléphone : 514 392-	**Commande : (1312464)** 2017-07-04 14 h 19	2791675 - 17-16219 Addenda n°1 - Report de date (devis)

	NEQ : 1140155749	3000 Télécopieur : 514 392-3003	**Transmission :** 2017-07-04 14 h 19	2017-07-12 10 h 58 - Courriel 2791676 - 17-16219 Addenda n°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-12 10 h 58 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Stantec Experts-conseils ltée 600-1060 boulevard Robert-Bourassa Montréal, QC, H3B 4V3 NEQ : 1170241336	Madame Claudine Talbot Téléphone : 418 626-2054 Télécopieur :	**Commande : (1311785)** 2017-07-03 11 h 56 **Transmission :** 2017-07-03 11 h 56	2791675 - 17-16219 Addenda n°1 - Report de date (devis) 2017-07-12 10 h 58 - Courriel 2791676 - 17-16219 Addenda n°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-12 10 h 58 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Yves R. Hamel et Associés Inc 424 rue Guy suite 102 Montréal, QC, H3J1S6 NEQ : 1142282855	Monsieur Michel Famery Téléphone : 514 934-3024 Télécopieur : 514 934-2245	**Commande : (1310681)** 2017-06-29 7 h 14 **Transmission :** 2017-06-29 7 h 14	2791675 - 17-16219 Addenda n°1 - Report de date (devis) 2017-07-12 10 h 58 - Courriel 2791676 - 17-16219 Addenda n°1 - Report de date (bordereau) 2017-07-12 10 h 58 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

- Aide en ligne
- Formation en ligne
- Glossaire
- Plan du site
- Accessibilité
- UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

- Grille des tarifs
- Contactez-nous
- Nouvelles
- Marchés publics hors Québec
- Registre des entreprises non admissibles
- Autorité des marchés financiers

À propos

- À propos de SEAO
- Info sur Constructo
- Conditions d'utilisation
- Polices supportées

Partenaires

© 2003-2017 Tous droits réservés

CG16 0704 – 22 décembre 2016 - Autoriser une dépense additionnelle de 206 209,96 $, taxes incluses, dans le cadre du contrat accordé à Airbus DS Communications Corp. pour le projet SERAM (CG12 0208), majorant ainsi le montant total du contrat de 47 726 755,03 $ à 47 932 964,99 $, taxes incluses;

CG16 0389 – 22 juin 2016 - Autoriser une dépense additionnelle de 3 112 670,20 $, taxes incluses, dans le cadre du contrat accordé à Motorola Solutions Canada inc. (CG13 0239) pour les besoins reliés au projet SÉRAM, majorant ainsi le montant total du contrat de 32 399 372,07 $ à 35 512 042,27 $, taxes incluses;

CE15 1309 - 29 juillet 2015 - Autoriser une dépense additionnelle de 29 450,85 $, taxes incluses, dans le cadre du contrat accordé à Eastern Independent Telecommunications LTD (CE14 1323), majorant ainsi le montant du contrat de 193 428,54 $ à 222 879,39 $, taxes incluses;

CG15 0386 – 18 juin 2015 - Autoriser une dépense additionnelle de 642 227,09 $, taxes incluses, dans le cadre du contrat accordé à Motorola Solutions Canada inc. (CG13 0239), afin d'ajouter des éléments compatibles aux équipements prévus au projet SERAM, majorant ainsi le montant total du contrat de 31 757 144,98 $ à 32 399 372,07 $, taxes incluses;

CG15 0348 – 28 mai 2015 – Autoriser une dépense additionnelle de 2 827 419,25$, taxes incluses, dans le cadre du contrat accordé à la firme AIRBUS DS COMMUNICATIONS CORP. (anciennement Cassidian Communications Corp.) (CG12 0208), majorant ainsi le montant du contrat de 44 899 335,78$ à 47 726 755,03$, taxes incluses;

CG15 0279 – 30 avril 2015 - Accorder un contrat à Motorola Solutions Canada inc. pour l'acquisition, l'installation et la maintenance de terminaux d'utilisateurs (TDU) et accessoires, de services de maintenance 2e niveau, de location de TDU et d'acquisition sur le catalogue d'accessoires, pour le lot 9, pour une somme maximale de 2 606 901,70 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13812 (2 soum.);

CG15 0143 – 26 mars 2015 - Autoriser une dépense additionnelle de 87 381 $, taxes incluses, dans le cadre du contrat accordé à Motorola Solutions Canada inc. (CG13 0239), majorant ainsi le montant total du contrat de 31 669 763,98 $, à 31 757 144,98 $, taxes incluses;

CE15 0367 - 11 mars 2015 - Accorder un contrat à CENTRE TÉLÉPHONIE MOBILE LTEE pour l'acquisition et la programmation de balayeurs d'ondes numériques pour le Service de sécurité incendie de Montréal (SIM), pour une somme maximale de 78 068,03 $, taxes incluses – appel d'offres sur invitation 14-14099 (1 soumissionnaire);

CG15 0087 - 26 février 2015 - Accorder à la firme SYSTÈMES TESTFORCE INC. le contrat pour l'acquisition d'appareils de diagnostics pour les terminaux d'utilisateurs (TDU) du système de radiocommunications de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 256 003,34 $, taxes incluses (appel d'offres public # 14-13970 – 1 soumissionnaire)

CG15 0086 – 26 février 2015 - Accorder un contrat de gré à gré à Motorola Solutions Canada inc. pour l'acquisition de licences d'exploitation (Over the air programming) et les services afférents pour une somme maximale de 1 630 497,84 $, taxes incluses

CG14 0407 -18 septembre 2014 - Autoriser une dépense additionnelle de 117 791,89 $, taxes incluses, dans le cadre du contrat accordé à la firme AIRBUS DS COMMUNICATIONS CORP. (anciennement Cassidian Communications Corp.) (CG12 0208), majorant ainsi le montant du contrat de 44 781 543,89 $ à 44 899 335,78 $, taxes incluses;

CE14 1323 - 27 août 2014 - Accorder à la firme Eastern Independent Telecommunications LTD (EIT) le contrat pour l'acquisition, l'installation, la configuration et la maintenance d'un système de sécurité physique et de contrôle d'accès sur certains sites du réseau SÉRAM de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 193 428,54 $, taxes incluses (appel d'offres public # 14-13669 – 4 soumissionnaires);

CG14 0298 - 19 juin 2014 - Autoriser une dépense additionnelle de 1 857 830,44 $, taxes incluses, dans le cadre du contrat accordé à la firme Cassidian communications corp. (CG12 0208), majorant ainsi le montant du contrat de 42 923 713,45 $ à 44 781 543,89 $, taxes incluses;

CG14 0188 – 1er Mai 2014 - Autoriser une dépense additionnelle de 210 696,98 $, taxes incluses, dans le cadre du contrat accordé à la firme Motorola Solutions Canada inc. (CG13 0239) afin d'acquérir et installer, à la suite d'une demande de changement, des accessoires pour les radios mobiles du SIM et de corriger l'erreur dans le bordereau de soumission du lot 4 du projet SÉRAM, majorant ainsi le montant total du contrat de 31 459 067 $ à 31 669 763,98 $, taxes incluses;

CG14 0131 - 27 mars 2014 - Autoriser une dépense additionnelle de 290 402,65 $, taxes incluses, dans le cadre du contrat accordé à la firme Cassidian communications corp. (CG12 0208), majorant ainsi le montant du contrat de 42 633 310,80 $ à 42 923 713,45 $, taxes incluses;

CG13 0313 - 29 août 2013 - Autoriser une dépense additionnelle de 86 029,07$, taxes incluses, pour deux (2) demandes de changement dans le cadre du contrat accordé à la firme Cassidian communications corp. (CG12 0208) majorant ainsi le montant total du contrat de 42 547 281,73$ à 42 633 310,80$, taxes incluses;

CG13 0239 - 20 juin 2013 - Accorder à Motorola Solutions Canada inc., le contrat pour la fourniture et l'installation de terminaux d'utilisateur (TDU) et accessoires, de services de support 1er Niveau et de maintenance 2e Niveau (pour une période de 10 ans débutant au moment de l'acquisition desdits équipements), de location de TDU et d'acquisition sur le catalogue d'accessoires, pour les lots 1 à 8, pour une somme maximale de 31 459 067 $, taxes incluses (Appel d'offres public 12-12217 – 1 soum.);

CG13 0221 - 20 juin 2013 - Approuver la convention de collaboration entre la Société de Transport de Montréal (STM) et Ville de Montréal pour l'utilisation de la capacité d'expansion du réseau de la STM dans le cadre du Projet SÉRAM. Autoriser un virement budgétaire de 100 000,00 $ pour 2013, en provenance des dépenses générales d'administration et approuver un budget maximum de 300 000,00 $ qui sera dépensé en 2014, prévu dans les autres postes budgétaires relevant de la compétence d'agglomération;

CG12 0208 - 21 juin 2012 - Accorder un contrat à CASSIDIAN Communications Corp, pour l'acquisition, l'installation, la gestion et la maintenance d'un système évolué de radiocommunication de l'agglomération de Montréal (SÉRAM), pour une période de 15 ans, pour une somme maximale de 42 547 281,73$, taxes incluses - Appel d'offres public (# 11-11630) - (2 soumissionnaires);

CG12 0025 - 26 janvier 2012 - Règlement autorisant un emprunt de 87 000 000 $ pour le financement du système de radiocommunication vocale de l'agglomération de Montréal (SÉRAM)

Système de gestion des décisions des instances
MANDAT

Dossier # : 1177438010

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction , Division Performance TI et sourçage
Objet :	Conclure un contrat de services professionnels avec la firme suivante : CIMA + inc. (lot 3 pour une somme de 1 379 700,00 $, taxes incluses), pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en automatisation, modernisation et évolution de la radiocommunication / Appel d'offres 17-16219 - 1 soumissionnaire / Approuver le projet de convention à cette fin

Numéro du mandat
SMCE177438010

Date du mandat
2017-09-06

Objet du mandat

Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats

Type de mandat

Commission sur l'examen des contrats

VU le Règlement sur la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008);

VU la résolution CG11 0082 qui détermine les critères de sélection des contrats qui doivent être soumis à la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats;

VU que le contrat de services professionnels est d'une valeur de plus de 1 M$ et qu'une seule soumission conforme a été reçue à la suite d'un appel d'offres et qu'il présente un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire;

Le comité exécutif, après avoir pris connaissance du dossier décisionnel 1177438010, mandate la Commission sur l'examen des contrats afin d'étudier ce dossier.

Signé le : 2017-09-08

Jean-François MILOT

Chef de division soutien aux instances

Dossier # :1177438010

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Commission permanente sur l'examen des contrats

La commission :

Présidente

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Vice-présidentes

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Membres

Mme Dida Berku
Ville de Côte-Saint-Luc

M. Richard Celzi
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Marie Cinq-Mars
Arrondissement d'Outremont

M. Richard Deschamps
Arrondissement de LaSalle

M. Marc-André Gadoury
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Luc Gagnon
Arrondissement de Verdun

M. Manuel Guedes
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 28 septembre 2017

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE177438010

Conclure un contrat de services professionnels avec la firme suivante : CIMA + inc. (lot 3 pour une somme de 1 379 700,00 $, taxes incluses), pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en automatisation, modernisation et évolution de la radiocommunication / Appel d'offres 17-16219 - 1 soumissionnaire / Approuver le projet de convention à cette fin.

(ORIGINAL SIGNÉ)

Émilie Thuillier
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE177438010
Conclure un contrat de services professionnels avec la firme suivante : CIMA + inc. (lot 3 pour une somme de 1 379 700,00 $, taxes incluses), pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en automatisation, modernisation et évolution de la radiocommunication / Appel d'offres 17-16219 - 1 soumissionnaire / Approuver le projet de convention à cette fin.

À sa séance du 6 septembre 2017, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce dossier répondait aux critères suivants :

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ pour lequel une seule soumission conforme a été reçue suite à un appel d'offres et présentant un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.*

Le 13 septembre 2017, les membres de la commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus relativement au mandat confié. Des représentants du Service des technologies de l'information et du Service de l'approvisionnement ont répondu aux questions des membres de la commission.

Avec 20 preneurs du cahier des charges et une seule soumission, la Commission constate la faible concurrence pour ce contrat. De plus, les membres ont noté qu'il n'y a eu aucune soumission pour les lots 1 et 2.

Les membres ont aussi noté que la période de l'appel d'offres s'est terminée à la fin juillet, durant la période des vacances de la construction. Pour la Commission, cela ne constitue pas une bonne pratique et il aurait été préférable de procéder à l'appel d'offres à un autre moment.

Enfin, les membres de la Commission ont demandé à ce que les décisions antérieures liées au projet SÉRAM soient ajoutées au sommaire décisionnel.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service des technologies de l'information et du Service de l'approvisionnement pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la commission. La commission adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération à savoir :

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ pour lequel une seule soumission conforme a été reçue suite à un appel d'offres et présentant un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE177438010 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à la majorité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

M. Gagnon a inscrit sa dissidence.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.87

2017/09/28 17:00

(2)

Dossier # : 1177438009

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction , Division Performance TI et sourçage
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure six (6) contrats de services professionnels avec les firmes suivantes : Cofomo inc. (lot 1 au montant de 250 812,44 $, taxes incluses et lot 3 au montant de 455 301,00 $, taxes incluses), Conseillers en gestion et informatiques CGI Inc. (lot 2 au montant de 3 302 587,89 $, taxes incluses, lot 4 au montant de 1 047 295,78 $, taxes incluses, lot 5 au montant de 589 614,80 $, taxes incluses et lot 6 au montant de 576 834,70 $, taxes incluses), pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en analyses, configuration et développement de solutions d'affaires pour les services institutionnels de la Ville de Montréal / Appel d'offres 17 -16216 - 6 soumissionnaires au total / Approuver les projets de convention à cette fin

Il est recommandé :

1. de conclure six (6) contrats, d'une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en analyses, configuration et développement de solutions d'affaires pour les services institutionnels de la Ville de Montréal;
2. d'approuver les projets de convention de services professionnels par lesquels les firmes ci-après désignées ayant obtenu les plus hauts pointages en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville les services spécialisés requis à cette fin, pour les sommes maximales inscrites à l'égard de chacune d'elles, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public N°17-16216 et selon les termes et conditions stipulés aux projets de conventions ;

Firme	Description	Montant
Cofomo Inc.	Lot 1 - Services de développement d'applications WEB/Mobiles	250 812,44 $
Conseillers en gestion et informatique CGI Inc.	Lot 2 - Services de développement d'applications EBS Oracle	3 302 587,89 $
Cofomo Inc.	Lot 3 - Services de développement d'applications Oracle Form	455 301,00 $

Conseillers en gestion et informatique CGI Inc.	Lot 4 - Services de développement d'interfaces	1 047 295,78 $
Conseillers en gestion et informatique CGI Inc.	Lot 5 - Services de gestion électronique de documents	589 614,80 $
Conseillers en gestion et informatique CGI Inc.	Lot 6 - Services d'automatisation des processus (workflows)	576 834,70 $

3. d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget du Service des technologies de l'information, et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-08-28 10:43

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1177438009**
Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction , Division Performance TI et sourçage
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure six (6) contrats de services professionnels avec les firmes suivantes : Cofomo inc. (lot 1 au montant de 250 812,44 $, taxes incluses et lot 3 au montant de 455 301,00 $, taxes incluses), Conseillers en gestion et informatiques CGI Inc. (lot 2 au montant de 3 302 587,89 $, taxes incluses, lot 4 au montant de 1 047 295,78 $, taxes incluses, lot 5 au montant de 589 614,80 $, taxes incluses et lot 6 au montant de 576 834,70 $, taxes incluses), pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en analyses, configuration et développement de solutions d'affaires pour les services institutionnels de la Ville de Montréal / Appel d'offres 17 -16216 - 6 soumissionnaires au total / Approuver les projets de convention à cette fin

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du PTI 2017-2019, plusieurs projets majeurs & programmes touchent les services institutionnels de la Ville de Montréal (Ville), notamment les ressources humaines, les finances, l'approvisionnement, la gestion & planification immobilière, l'évaluation foncière ainsi que les affaires juridiques.
Afin de poursuivre la réalisation des initiatives prévues au PTI, le Service des technologies de l'information (Service des TI) met en place des ententes de prestations de services spécialisés qui permettront notamment d'adresser les projets en cours ou à venir suivants :

- 68088 Approvisionnement 3;
- 74950 Réforme TI des régimes de retraite;
- 70450 Optimisation de la gestion des paiements;
- 73000 Recettes et encaissement;
- 73100 Système de performance budgétaire;
- 74250 TransfoRH ;
- 74551 Taxation et évaluation foncière;
- 70550 Gestion des règlements municipaux;
- 68275 Modernisation des immeubles;
- 90000 Amélioration du réseau logistique et de la gestion des stocks.

C'est dans ce contexte que la Ville a lancé l'appel d'offres 17-16216. Cet appel d'offres,

publié dans le journal Le Devoir et sur le site électronique d'appel d'offres SÉAO, a débuté le 28 juin 2017 pour se terminer le 24 juillet 2017. La durée de la publication a été de 27 jours. Le délai de validité des soumissions est de 220 jours de la date du dépôt des soumissions.

Dans le cadre de cet appel d'offres, deux (2) addenda ont été publiés :

No.addenda	Date de publication	Nature
1	10 juillet 2017	Report de la date d'ouverture des soumissions, remplacement du bordereau de soumission, précisions apportées suite à des questions du marché
2	17 juillet 2017	Remplacement d'une clause administrative particulière, précisions apportées suite à des questions du marché

Le présent dossier vise donc à conclure six (6) contrats de services professionnels avec les firmes suivantes, soient Cofomo inc. (lot 1 au montant de 250 812,44$, taxes incluses et lot 3 au montant de 455 301,00 $, taxes incluses), et Conseillers en gestion et informatiques CGI Inc. (lot 2 au montant de 3 302 587,89 $, taxes incluses, lot 4 au montant de 1 047 295,78 $, taxes incluses, lot 5 au montant de 589 614,00 $, taxes incluses et lot 6 au montant de 576 834,70 $, taxes incluses), pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en analyses, configuration et développement de solutions d'affaires pour les services institutionnels de la Ville de Montréal, et approuver les projets de convention à cette fin.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DA171805001 - 10 avril 2017 - Approuver la grille d'évaluation qui sera utilisée dans le cadre de futurs appels d'offres pour obtenir des services professionnels en informatique, dans le but de supporter la réalisation de différents projets du Service des technologies de l'information.

DESCRIPTION

Le présent dossier concerne six (6) lots de prestations de services spécialisés en analyses, configuration et développement de solutions d'affaires pour les services institutionnels de la Ville de Montréal. Plus précisément, les principaux éléments couverts sont les suivants :

Description des lots	Principaux consommateurs des lots
Lot 1 - Services de développement d'applications WEB/Mobiles	68272 - Cadenassage et SIGI Mobile.
Lot 2 - Services de développement d'applications EBS Oracle afin d'effectuer des travaux de paramétrisation, de développement et de tests dans Oracle EBS	Entretien et évolution du PGI (Progiciel de gestion intégré) de la Ville et arrimage avec de nouvelles solutions dont : 73000 - Recettes et encaissements; 70450 - Optimisation de la gestion des paiements; 73100 - Système de performance budgétaire; 74250 - TransfoRH.

Lot 3 - Services de développement d'applications Oracle Forms afin de permettre à la Ville de maintenir et modifier plusieurs solutions actuellement en place qui sont basées sur cette technologie.	Entretien et évolution de plusieurs applications supportant notamment les fonctions d'évaluation foncière et de taxation et soutien à quelques projets, dont le projet 74250 - Transfo RH :
Lot 4 - Services de développement d'interfaces afin de supporter la Ville dans l'arrimage de multiples systèmes entre eux.	Arrimage entre plusieurs systèmes institutionnels dans la majorité des projets du PTI dont : 68088 - Approvisionnement 3; 73100 - Système de performance budgétaire; 73000 - Recettes et encaissements; 74250 - TransfoRH.
Lot 5 - Services de gestion électronique de documents afin de supporter la Ville dans l'implantation d'une gestion électronique de documents (GED) corporative.	70350 - Implantation d'une GED (gestion électronique de documents) corporative qui servira, entre autres, aux projets : 70450 - Optimisation de la gestion des paiements: 70550 - Gestion des règlements municipaux.
Lot 6 - Services d'automatisation des processus afin d'accompagner la Ville dans l'informatisation et l'automatisation de ses processus d'affaires.	Automatisation des processus d'affaires (workflow) pour de multiples projets.

La prestation de services spécialisés en analyses, configuration et développement de solutions d'affaires pour les services institutionnels de la Ville est une nouvelle approche de sourçage qui se décline comme suit:

- Gestion des mandats en analyses, configuration et développement de solutions d'affaires avec un coordonnateur de services de l'adjudicataire qui agit comme un point de contact avec la Ville et assure la coordination des mandats pour la Ville;
- Définition des requis pour des mandats spécifiques en analyses, configuration et développement de solutions d'affaires par les ressources de la Ville pour des livrables définis, avec budget et échéancier établis;
- Réalisation des mandats chez l'adjudicataire qui utilise ses équipements, ses pratiques & méthodologies et qui effectue la gestion & l'administration de ses ressources afin de réaliser les livrables;
- Utilisation d'une banque d'heures par lots, pour les différents volets de services d'analyses, configuration et développement de solutions d'affaires pour les services institutionnels de la Ville;
- Utilisation d'un processus d'assurance qualité pour vérifier l'atteinte des requis demandés.

À ce titre, le processus d'assurance qualité opéré par la Ville est le suivant:

Pré mandat :

- Encadrement et suivi centralisé par la division Performance TI et sourçage;
- Initiation par une demande de prestation de services en analyses, configuration et développement de solutions d'affaires pour les services institutionnels de la Ville comprenant entre autres, la liste et la description des livrables attendus, le niveau de qualité exigé, l'enveloppe budgétaire ainsi que l'échéancier de livraison;

- Audit de pré-démarrage afin de garantir les conditions de succès du projet et du mandat;
- Rencontre de démarrage entre l'adjudicataire et le responsable de la Ville.

En cours de mandat :

- Rencontre de coordination et d'assurance qualité au minimum une fois par semaine pendant la prestation de services;
- Suivi de la consommation via divers rapports de gestion et validation de la facturation;
- Évaluation périodique de la qualité des livrables des mandats réalisés en analyses, configuration et développement de solutions d'affaires pour les services institutionnels de la Ville par les fournisseurs;
- Rencontres de suivi avec les chargés de prestations (statuts, performance et suivi contractuel);
- Revues indépendantes des projets conduites par le Bureau de projets;
- Démonstration de l'atteinte des objectifs lors de la dernière rencontre d'assurance qualité.

Post mandat :

- Rencontre entre les équipes pour le transfert de connaissance et la revue finale des livrables;
- Gestion de la documentation;
- Soutien à l'exploitation lorsque requis (déboguage, corrections, rustines de sécurité);
- Évaluation globale en fin de mandat;
- Suivi de la consommation globale des ententes;
- Inventaire des leçons apprises afin d'améliorer la performance des équipes dans la prestation des services et la réalisation des projets.

Afin d'assurer la réalisation des mandats spécialisés en analyses, configuration et développement de solutions d'affaires pour les services institutionnels de la Ville, le Service des TI utilise un cadre de gestion de projets. Le processus d'assurance qualité présenté est l'une des composantes de la méthodologie de gestion de projets en vigueur au Service des TI. Le Cadre de gestion de projets prévoit des processus ainsi que des outils de gouvernance, de planification, de suivi et de contrôle qui se déclinent comme suit :

- Gouvernance de projet – L’octroi des budgets et des crédits est encadré par le Comité sectoriel des TI (CSTI) lors des points de passage d’une phase à une autre (par exemple, lors du passage de la phase de planification à la phase de réalisation);
- Planification de projet – Les projets sont planifiées dans une méthodologie de gestion de projets permettant de mesurer l'avancement des travaux, de comparer les progrès réels et les progrès prévus, et de mettre en œuvre des mesures correctives lorsque les progrès réels ne sont pas conformes aux prévisions de déroulement;
- Suivi et contrôle de projet – Des outils de suivi et contrôle permettent de produire des indicateurs de santé des projets : registre d’approbation des biens livrables, registre des approvisionnements, registre des risques, registre des points en suspens, registre des demandes de changements, registre des communications et registre des parties prenantes;
- Processus de revue indépendante des projets, programmes et portefeuille d'initiatives TI afin d'assurer la conformité des projets face aux meilleures pratiques TI au sein de la Ville;

- Gouvernance des projets prioritaires – Les projets du service des TI identifiés comme prioritaires par l'Administration de la Ville sont soumis au Comité de coordination des projets d'envergure (CCPE).

JUSTIFICATION

Le résultat du processus d'appel d'offres a permis de conclure à un intérêt marqué du marché avec un total de seize (16) preneurs de cahier des charges. De ce nombre, six (6) d'entre eux ont déposé une soumission sur un ou plusieurs lots, soit 37,5 % des preneurs, alors que dix (10) firmes n'ont pas déposé de soumission (62,5 %). De ces 10 firmes, sept (7) d'entre elles ont transmis un avis de désistement au Service de l'approvisionnement. Les raisons de désistement invoquées sont :

- Une firme déclare ne pas avoir le nombre de mandats similaires requis;
- Deux firmes déclare que son carnet de commande est complet;
- Une firme déclare qu'elle n'a pas l'expérience de firme requise;
- Une firme déclare ne pas offrir ce service;
- Raisons diverses pour deux firmes.

Toutes les firmes ont déposé des soumissions déclarées conformes d'un point de vue administratif. L'évaluation des soumissions a été effectuée selon une grille de pondération et des critères d'évaluation préalablement approuvée par la direction du Service de l'approvisionnement en date du 10 avril 2017 (DA171805001). Les résultats qui découlent de cette évaluation sont les suivants :

Lot 1 - Services de développement d'applications WEB/Mobiles :

Pour ce lot, cinq (5) soumissionnaires ont déposé une offre et elles sont conformes.

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Prix de base	Autre (préciser)	Total
Cofomo	77,1	5,07	250 812,44 $		250 812,44 $
Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	82,3	5,03	262 907,35 $		262 907,35 $
R3D Conseils inc.	77,6	3,79	336 899,75 $		336 899,75 $
Nventive	76,3	3,55	355 732,65 $		355 732,65 $
LINAGORA	70,6	3,03	397 583,55 $		397 583,55 $
Dernière estimation réalisée					349 440,00 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($)					(98 627,56 $)
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%)					(28,22%)
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($)					12 094,91 $
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%)					4,82%
Prix moyen des offres ($)					320 787,15$
Écart entre le prix moyen et la dernière estimation ($)					(28 652,85 $)

Écart entre le prix moyen et la dernière estimation (%)	(8,2%)

L'écart entre le prix moyen des offres (320 787,15 $) et l'estimé de la Ville est de (8.2%). On constate un écart de (28.22 %) entre la plus basse soumission conforme et la dernière estimation. L'adjudicataire s'est démarqué au niveau de son prix, lequel est plus bas de 21,8 %, par rapport à la moyenne des soumissions, ce qui montre que son offre est compétitive et explique principalement l'écart de 28,22% avec l'estimation.

Lot 2 - Services de développement d'applications EBS Oracle :

Pour ce lot, nous avons reçu trois (3) soumissions. Deux (2) offres sont conformes techniquement, alors que l'offre de la firme Cofomo inc. a été déclarée non conforme.

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Prix de base	Autre (préciser)	Total
Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	79,5	0,39	3 302 587,89 $		3 302 587,89 $
Alithya	79,4	0,31	4 170 143,25 $		4 170 143,25 $
Dernière estimation réalisée					4 259 800,00 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($)					(957 212,11 $)
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%)					(22,47%)
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($)					867 555,36 $
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%)					26,27%
Prix moyen des offres ($)					3 736 365,57 $
Écart entre le prix moyen et la dernière estimation ($)					(523 434,43 $)
Écart entre le prix moyen des offres et la dernière estimation (%)					(12,29%)

On constate un écart de (22.47 %) entre la plus basse soumission conforme et la dernière estimation, alors qu'il y a un écart de (2,10%) entre la deuxième plus bas soumissionnaire et l'estimation. L'adjudicataire s'est démarqué au niveau de son prix, lequel est plus bas de 26,27 %, par rapport au deuxième plus bas soumissionnaire, ce qui explique l'écart et montre que son offre est très compétitive.

Lot 3 - Services de développement d'applications Oracle Form :

Pour ce lot, deux (2) soumissionnaires ont déposé une offre et elles sont conformes.

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Prix de base	Autre (préciser)	Total
Cofomo	73,4	2,71	455 301,00 $		455 301,00 $

Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	78,5	2,16	594 282,78 $		594 282,78 $
Dernière estimation réalisée					720 000,00 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($)					(264 699,00 $)
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%)					(36,76%)
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($)					138 981,78 $
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%)					30,53%
Prix moyen des offres ($)					524 791,89 $
Écart entre le prix moyen et la dernière estimation ($)					(195 208,11 $)
Écart entre le prix moyen des offres et la dernière estimation (%)					(27,11%)

On constate un écart de (36,76 %) entre la plus basse soumission conforme et la dernière estimation. Il est à noter que l'approche de sourçage par prestations de services spécialisés n'a pas été utilisée auparavant pour des services de développement d'applications Oracle Form, et il est alors plus difficile de réaliser des estimations précises, ce qui explique partiellement l'écart. L'adjudicataire s'est également démarqué au niveau de son prix, lequel est plus bas de 30,53 %, par rapport au deuxième plus bas soumissionnaire, ce qui explique aussi partiellement l'écart et montre que son offre est compétitive.

Lot 4 - Services de développement d'interfaces :

Pour ce lot, nous avons reçu deux (2) soumissions. L'offre de la firme Les logiciels libres LINAGORA INC. a été déclarée non conforme.

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Prix de base	Autre (préciser)	Total
Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	76,8	1,21	1 047 295,78 $		1 047 295,78 $
Dernière estimation réalisée					1 327 872,00 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($)					(280 576,22 $)
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%)					(21,13 %)
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($)					N / A
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%)					N / A

On constate un écart de (21,13%) entre la seule soumission conforme et la dernière estimation. Il est à noter que l'approche de sourçage par prestations de services spécialisés n'a pas été utilisée auparavant pour des services de développement d'interfaces, et il est alors plus difficile de réaliser des estimations précises.

Lot 5 - Services de gestion électronique de documents :

Pour ce lot, un (1) soumissionnaire a déposé une offre et elle est conforme

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Prix de base	Autre (préciser)	Total
Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	80,4	2,21	589 614,80 $		589 614,80 $
Dernière estimation réalisée					756 000,00 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%)					(166 385,20 $) (22,00%)
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%)					N / A N / A

On constate un écart de (22,01 %) entre la seule soumission conforme et la dernière estimation. Il est à noter que l'approche de sourçage par prestations de services spécialisés n'a pas été utilisée auparavant pour des services de gestion électronique de documents, et il est alors plus difficile de réaliser des estimations précises.

Lot 6 - Services d'automatisation des processus (workflows) :

Pour ce lot, un (1) soumissionnaire a déposé une offre et elle est conforme

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Prix de base	Autre (préciser)	Total
Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	74,6	2,16	576 834,70 $		576 834,70 $
Dernière estimation réalisée					620 000,00 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%)					(43 165,30 $) (6,96%)
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%)					N / A N / A

Selon le Règlement sur la commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen

des contrats (RCG 11-008) et de la résolution CG11 0082, le dossier sera soumis à ladite commission pour étude en vertu du critère suivant :

- Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$.

Et répondant aux conditions suivantes :

- Écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme ou celui ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation (Lot 2);
- Écart de prix de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire (Lot 2 et lot 4);
- Une seule soumission conforme reçue suite à un appel d'offres (Lot 4).

En vertu du décret 435-2015 du Gouvernement du Québec, entré en vigueur le 2 novembre 2015, l'adjudicataire de tout contrat de services de plus de 1 M $ doit avoir une accréditation de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

- La firme Conseillers en gestion et informatique CGI inc. a obtenu son accréditation le 17 janvier 2014 et cette dernière demeure valide.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les dépenses seront assumées au PTI et/ou au budget de fonctionnement du Service des TI pour la durée des contrats. Les prestations de services spécialisés seront utilisés au fur et à mesure de l'expression des besoins. Tous les besoins futurs de prestations de services seront régis par le processus d'autorisation de dépenses en fonction d'une entente. Les engagements budgétaires, les virements budgétaires et le partage des dépenses seront évalués à ce moment selon la nature des projets.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Dans le cadre de la réalisation de chaque projet, ces ententes permettront au Service des TI de bénéficier des impacts suivants :

- Responsabilisation des adjudicataires dans la réalisation des livrables de la Ville et le partage de risque;
- L'augmentation de la cadence de réalisation de projets;
- Possibilité de faire de la livraison "agile" avec cette approche, qui est normalement réalisée à l'interne;
- Accroissement de la capacité de réalisation de la Ville;
- Approche complémentaire avec les autres modes de livraisons, qui est mieux adaptée pour la livraison dans certaines situations.

Au niveau du PTI 2017-2019, la mise en place de ces contrats permet :

- D'assurer la transformation organisationnelle de la Ville, par l'entremise de projets d'implantation de systèmes informatiques plus modernes et plus efficients;
- De moderniser et de maintenir les actifs de plusieurs systèmes informatiques, en appui aux activités administratives de la Ville et à la prestation de services aux citoyens, ainsi que de maintenir les infrastructures et les nombreux systèmes informatiques du parc applicatif de la Ville.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Présentation du dossier au Comité exécutif : le 6 septembre 2017;

- Étude du dossier par la Commission permanente sur l'examen des contrats : le 13 septembre 2017;
- Retour du dossier au Comité exécutif : le 20 septembre 2017;
- Approbation du dossier par le Conseil municipal : le 25 septembre 2017;
- Approbation du dossier par le Conseil d'agglomération : le 28 septembre 2017.
- Rencontre de départ avec le fournisseur : octobre 2017.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Maricela FERRER VISBAL)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Louis-Philippe CLOUTIER
Conseiller en analyse et contrôle de gestion

Tél : 514 280-3698
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-22

Lyne PARENTEAU
Performance TI et sourçage

Tél : 514-245-9673
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvain PERRAS
Directeur du service des technologies de l'information
Tél :
Approuvé le : 2017-08-28

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 17 janvier 2014

CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.
A/S MONSIEUR BENOIT DUBÉ
1350, BOUL RENÉ-LÉVESQUE O
25 ÈME ÉTAGE
MONTRÉAL (QC) H3G 1T4

N° de décision : 2014-CPSM-1003609
N° de client : 2700035725

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- CENTRE DE SANTÉ OXYGÈNE
- CGO
- CONSEIL ET GESTION D'ORGANISATION C.G.O.
- GROUPE IST
- IST
- OPTEL
- OPTEL P.M.L. CONSEILLERS EN TÉLÉCOMMUNICATION
- OSC
- OXYGEN CORPORATE HEALTH
- OXYGEN HEALTH CENTER
- OXYGÈNE SANTÉ CORPORATIVE

une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la LCOP). CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **16 janvier 2017** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

PAR COURRIEL

Le 23 janvier 2017

CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.
A/S MONSIEUR BENOÎT DUBÉ
25E ÉTAGE, 1350, BOUL. RENÉ-LÉVESQUE O.
MONTRÉAL (QC) CANADA H3G 1T4

N° de client : 2700035725

Objet : Demande de renouvellement / Validité de l'autorisation

Monsieur,

La présente vous est transmise en votre qualité de répondant de CONSEILLERS EN GESTION INFORMATIQUE CGI INC. (« **CGI inc.** ») et concerne votre demande de renouvellement de contracter/sous-contracter avec un organisme public (la « **Demande de renouvellement** ») que vous avez transmise à l'Autorité des marchés financiers (l'« **Autorité** ») le 14 octobre 2016, en vertu de l'article 21.41 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »).

Or, tel que le prévoit l'alinéa 3 de l'article 21.41 de la LCOP, une autorisation demeure valide si la demande de renouvellement est présentée au moins 90 jours avant le terme de la durée de l'autorisation, et ce, jusqu'à ce que l'Autorité statue sur cette demande.

Compte tenu de ce qui précède et considérant que la Demande de renouvellement de CGI INC. a été soumise à l'Autorité dans les délais requis, nous vous confirmons que l'autorisation de cette dernière demeure valide, et ce, jusqu'à ce qu'une décision soit rendue sur cette demande.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés financiers

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **jeudi, 20 juillet 2017 à 19:30**

Fiche de l'entreprise

Nom : CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.
Adresse du siège social : 1350, BOUL RENÉ-LÉVESQUE O, 25 ÈME ÉTAGE, MONTRÉAL, QC, H3G 1T4, CANADA

Numéro de client à l'Autorité : 2700035725
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1160358728

Autres noms d'affaires

- CENTRE DE SANTÉ OXYGÈNE
- CGI MC
- CGO
- CONSEIL ET GESTION D'ORGANISATION C.G.O.
- CONSEILLERS CGI
- GROUPE IST
- IST
- OPTEL
- OPTEL P.M.L. CONSEILLERS EN TÉLÉCOMMUNICATION
- OSC
- OXYGEN CORPORATE HEALTH
- OXYGEN HEALTH CENTER
- OXYGÈNE SANTÉ CORPORATIVE

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information.

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 ;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET :

Conseillers en gestion et informatique CGI Inc., personne morale ayant sa principale place d'affaires au 1350, Boul. René-Lévesque O. 25e étage, Montréal, Québec, H3G 1T4, agissant et représentée par Jonathan St-Cyr, Directeur, services-conseils, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée le « **CONTRACTANT** »

N° d'inscription T.P.S. : 887704542
N° d'inscription T.V.Q. : 1020090517

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient: :

1.1 « **Directeur** » : le directeur du Service des technologies de l'information ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : les documents d'appel d'offres public 17-16216, en date du 28 juin 2017, pour services professionnels relatifs à des prestations de services spécialisés en analyses, configuration et développement de solutions d'affaires pour les services institutionnels de la Ville de Montréal (lot 6 – Services d'automatisation des processus (workflows));

1.3 « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le Contractant le 24 juillet 2017.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, à fournir, sur demande, des prestations de services spécialisés en analyses, configuration et développement de solutions d'affaires pour les services institutionnels de la Ville de Montréal (lot 6 – Services d'automatisation des processus (workflows));

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

6.9 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Directeur, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

6.10 transmettre au Directeur, selon les modalités que lui indique le Directeur, les comptes-rendus des réunions de coordination ou de chantier;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de cinq cent soixante-seize mille huit cent trente-quatre dollars et soixante-dix sous (576 834,70 $) couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable comme suit :

Les services spécialisés seront utilisés au fur et à mesure de l'expression des besoins. Par conséquent, le paiement sera effectué mensuellement à la quantité des heures travaillées à l'intérieur du mandat au taux horaire soumissionné et sur la base de factures détaillées et accompagnées des pièces justificatives

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant: :

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée

contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 **HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.6 **LIEN D'EMPLOI**

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier de la Ville

Le e jour de 20

Conseillers en gestion et informatique CGI Inc.

Par : _____
Jonathan St-Cyr, Directeur, services-conseils

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 ;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET :

Cofomo Inc., personne morale ayant sa principale place d'affaires au 1000, rue de la Gauchetière O., bureau 1500, Montréal, Québec, H3B 4W5, agissant et représentée par Sylvain Robert, Vice-Président, Groupe innovation – Accompagnement client, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée le « **CONTRACTANT** »

N° d'inscription T.P.S. : 140599713
N° d'inscription T.V.Q. : 1017754374

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient: :

1.1 « **Directeur** » : le directeur du Service des technologies de l'information ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : les documents d'appel d'offres public 17-16216, en date du 28 juin 2017, pour services professionnels relatifs à des prestations de services spécialisés en analyses, configuration et développement de solutions d'affaires pour les services institutionnels de la Ville de Montréal (lot 1 – Services de développement d'applications web/mobile);

1.3 « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le Contractant le 24 juillet 2017.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, à fournir, sur demande, des prestations de services spécialisés en analyses, configuration et développement de solutions d'affaires pour les services institutionnels de la Ville de Montréal (lot 1 – Services de développement d'applications web/mobile);

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

6.9 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Directeur, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

6.10 transmettre au Directeur, selon les modalités que lui indique le Directeur, les comptes-rendus des réunions de coordination ou de chantier;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de deux cent cinquante mille huit cent douze dollars et quarante-quatre sous (250 812,44 $) couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable comme suit :

Les services spécialisés seront utilisés au fur et à mesure de l'expression des besoins. Par conséquent, le paiement sera effectué mensuellement à la quantité des heures travaillées à l'intérieur du mandat au taux horaire soumissionné et sur la base de factures détaillées et accompagnées des pièces justificatives

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant: :

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée

contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 **HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.6 **LIEN D'EMPLOI**

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier de la Ville

Le e jour de 20

Cofomo Inc.

Par : _____
Sylvain Robert, Vice-président, Groupe innovation – Accompagnement client

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 ;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET :

Cofomo Inc., personne morale ayant sa principale place d'affaires au 1000, rue de la Gauchetière O., bureau 1500, Montréal, Québec, H3B 4W5, agissant et représentée par Sylvain Robert, Vice-Président, Groupe innovation – Accompagnement client, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée le « **CONTRACTANT** »

N° d'inscription T.P.S. : 140599713
N° d'inscription T.V.Q. : 1017754374

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient: :

1.1 « **Directeur** » : le directeur du Service des technologies de l'information ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : les documents d'appel d'offres public 17-16216, en date du 28 juin 2017, pour services professionnels relatifs à des prestations de services spécialisés en analyses, configuration et développement de solutions d'affaires pour les services institutionnels de la Ville de Montréal (lot 3 – Services de développement d'applications Oracle Form);

1.3 « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le Contractant le 24 juillet 2017.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, à fournir, sur demande, des prestations de services spécialisés en analyses, configuration et développement de solutions d'affaires pour les services institutionnels de la Ville de Montréal (lot 3 – Services de développement d'applications Oracle Form);

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

6.9 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Directeur, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

6.10 transmettre au Directeur, selon les modalités que lui indique le Directeur, les comptes-rendus des réunions de coordination ou de chantier;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de quatre cent cinquante-cinq mille trois cent-un dollars (455 301,00 $) couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable comme suit :

Les services spécialisés seront utilisés au fur et à mesure de l'expression des besoins. Par conséquent, le paiement sera effectué mensuellement à la quantité des heures travaillées à l'intérieur du mandat au taux horaire soumissionné et sur la base de factures détaillées et accompagnées des pièces justificatives

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant: :

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée

contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 **HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.6 **LIEN D'EMPLOI**

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier de la Ville

Le e jour de 20

Cofomo Inc.

Par : _____
Sylvain Robert, Vice-président, Groupe innovation – Accompagnement client

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 ;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET :

Conseillers en gestion et informatique CGI Inc., personne morale ayant sa principale place d'affaires au 1350, Boul. René-Lévesque O. 25e étage, Montréal, Québec, H3G 1T4, agissant et représentée par Jonathan St-Cyr, Directeur, services-conseils, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée le « **CONTRACTANT** »

N° d'inscription T.P.S. : 887704542
N° d'inscription T.V.Q. : 1020090517

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient: :

1.1 « **Directeur** » : le directeur du Service des technologies de l'information ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : les documents d'appel d'offres public 17-16216, en date du 28 juin 2017, pour services professionnels relatifs à des prestations de services spécialisés en analyses, configuration et développement de solutions d'affaires pour les services institutionnels de la Ville de Montréal (lot 2 – Services de développement d'applications EBS Oracle);

1.3 « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le Contractant le 24 juillet 2017.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, à fournir, sur demande, des prestations de services spécialisés en analyses, configuration et développement de solutions d'affaires pour les services institutionnels de la Ville de Montréal (lot 2 – Services de développement d'applications EBS Oracle);

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

6.9 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Directeur, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

6.10 transmettre au Directeur, selon les modalités que lui indique le Directeur, les comptes-rendus des réunions de coordination ou de chantier;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de trois million trois cent deux mille cinq cent quatre-vingt-sept dollars et quatre-vingt-neuf sous (3 302 587,89 $) couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable comme suit :

Les services spécialisés seront utilisés au fur et à mesure de l'expression des besoins. Par conséquent, le paiement sera effectué mensuellement à la quantité des heures travaillées à l'intérieur du mandat au taux horaire soumissionné et sur la base de factures détaillées et accompagnées des pièces justificatives

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant: :

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée

contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 **HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.6 **LIEN D'EMPLOI**

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier de la Ville

Le e jour de 20

Conseillers en gestion et informatique CGI Inc.

Par : _____
Jonathan St-Cyr, Directeur, services-conseils

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 ;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET :

Conseillers en gestion et informatique CGI Inc., personne morale ayant sa principale place d'affaires au 1350, Boul. René-Lévesque O. 25e étage, Montréal, Québec, H3G 1T4, agissant et représentée par Jonathan St-Cyr, Directeur, services-conseils, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée le « **CONTRACTANT** »

N° d'inscription T.P.S. : 887704542
N° d'inscription T.V.Q. : 1020090517

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient: :

1.1 « **Directeur** » : le directeur du Service des technologies de l'information ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : les documents d'appel d'offres public 17-16216, en date du 28 juin 2017, pour services professionnels relatifs à des prestations de services spécialisés en analyses, configuration et développement de solutions d'affaires pour les services institutionnels de la Ville de Montréal (lot 4 – Services de développement d'interfaces);

1.3 « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le Contractant le 24 juillet 2017.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, à fournir, sur demande, des prestations de services spécialisés en analyses, configuration et développement de solutions d'affaires pour les services institutionnels de la Ville de Montréal (lot 4 – Services de développement d'interfaces);

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

6.9 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Directeur, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

6.10 transmettre au Directeur, selon les modalités que lui indique le Directeur, les comptes-rendus des réunions de coordination ou de chantier;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de un million quarante-sept mille deux cent quatre-vingt-quinze dollars et soixante-dix-huit sous (1 047 295,78 $) couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable comme suit :

Les services spécialisés seront utilisés au fur et à mesure de l'expression des besoins. Par conséquent, le paiement sera effectué mensuellement à la quantité des heures travaillées à l'intérieur du mandat au taux horaire soumissionné et sur la base de factures détaillées et accompagnées des pièces justificatives

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant: :

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 **HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.6 **LIEN D'EMPLOI**

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier de la Ville

Le e jour de 20

Conseillers en gestion et informatique CGI Inc.

Par : _____
Jonathan St-Cyr, Directeur, services-conseils

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 ;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET :

Conseillers en gestion et informatique CGI Inc., personne morale ayant sa principale place d'affaires au 1350, Boul. René-Lévesque O. 25e étage, Montréal, Québec, H3G 1T4, agissant et représentée par Jonathan St-Cyr, Directeur, services-conseils, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée le « **CONTRACTANT** »

N° d'inscription T.P.S. : 887704542
N° d'inscription T.V.Q. : 1020090517

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient: :

1.1 « **Directeur** » : le directeur du Service des technologies de l'information ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : les documents d'appel d'offres public 17-16216, en date du 28 juin 2017, pour services professionnels relatifs à des prestations de services spécialisés en analyses, configuration et développement de solutions d'affaires pour les services institutionnels de la Ville de Montréal (lot 5 – Services de gestion électronique de documents);

1.3 « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le Contractant le 24 juillet 2017.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, à fournir, sur demande, des prestations de services spécialisés en analyses, configuration et développement de solutions d'affaires pour les services institutionnels de la Ville de Montréal (lot 5 – Services de gestion électronique de documents);

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

6.9 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Directeur, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

6.10 transmettre au Directeur, selon les modalités que lui indique le Directeur, les comptes-rendus des réunions de coordination ou de chantier;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de cinq cent quatre-vingt-neuf mille six cent quatorze dollars et quatre-vingt sous (589 614,80 $) couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable comme suit :

Les services spécialisés seront utilisés au fur et à mesure de l'expression des besoins. Par conséquent, le paiement sera effectué mensuellement à la quantité des heures travaillées à l'intérieur du mandat au taux horaire soumissionné et sur la base de factures détaillées et accompagnées des pièces justificatives

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant: :

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 **HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.6 **LIEN D'EMPLOI**

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier de la Ville

Le e jour de 20

Conseillers en gestion et informatique CGI Inc.

Par : _____
Jonathan St-Cyr, Directeur, services-conseils

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1177438009

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction , Division Performance TI et sourçage
Objet :	Conclure six (6) contrats de services professionnels avec les firmes suivantes : Cofomo inc. (lot 1 au montant de 250 812,44 $, taxes incluses et lot 3 au montant de 455 301,00 $, taxes incluses), Conseillers en gestion et informatiques CGI Inc. (lot 2 au montant de 3 302 587,89 $, taxes incluses, lot 4 au montant de 1 047 295,78 $, taxes incluses, lot 5 au montant de 589 614,80 $, taxes incluses et lot 6 au montant de 576 834,70 $, taxes incluses), pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en analyses, configuration et développement de solutions d'affaires pour les services institutionnels de la Ville de Montréal / Appel d'offres 17-16216 - 6 soumissionnaires au total / Approuver les projets de convention à cette fin

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

17-16216 Intervention.pdf
17-16216 - Det Cah Final.pdf
17-16216 Tableau comité LOT1.pdf
17-16216 Tableau comité LOT2.pdf
17-16216 Tableau comité LOT3.pdf
17-16216 Tableau comité LOT4.pdf
17-16216 Tableau comité LOT5.pdf
17-16216 Tableau comité LOT6.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Maricela FERRER VISBAL
agente d'approvisionnement II
Tél : 514 872-2937

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-24

Claude HOULE
Chef de section
Tél : 514 872-5282
Division : Service de l'approvisionnement , Direction

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 17-16216

No du GDD : 1177438009

Titre de l'appel d'offres : Prestation de services en analyse, configuration et développement de solutions d'affaires pour les services institutionnels (centraux) de la Ville de

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 28 - 6 - 2017

Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Ouverture originalement prévue le : 17 - 7 - 2017

Date du dernier addenda émis : 17 - 7 - 2017

Ouverture faite le : 24 - 7 - 2017

Délai total accordé aux soumissionnaires : 25 jrs

Date du comité de sélection : 24 - 7 - 2017

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 16

Nbre de soumissions reçues : 14

% de réponses : 87,5

Nbre de soumissions rejetées : 2

% de rejets : 14,29

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
Cofomo Inc.	La firme n'a pas obtenu la note de passage (lot2)
les logiciles Linagora inc.	La firme n'a pas obtenu la note de passage (lot4)

Durée de la validité initiale de la soumission : 220 jrs

Date d'échéance initiale : 1 - 3 - 2018

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 1 - 3 - 2018

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Les logiciels libres LINAGORA INC.	397 583,55 $		1
NVENTIVE INC.	355 732,65 $		1
Conseillers en gestion et informatique CGI	262 907,35 $		1
Cofomo Inc.	250 812,44 $	√	1
R3D conseil inc.	336 899,75 $		1
Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	3 302 587,89 $	√	2
Alithya Services conseils Inc.	4 170 143,25 $		2
Cofomo Inc.	455 301,00 $	√	3
Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	594 282,78 $		3
Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	1 047 295,78 $	√	4
Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	589 614,80 $	√	5
Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	576 834,70 $	√	6

Information additionnelle

Six firmes ont soumissionné pour un ou plusieurs lots (contrat) : Alithya Services-Conseils USA (lot2), Cofomo inc (lots1-lot2 et lot3), CGI inc (lot1-lot2-lot3-lot4-lot5 et lot6), Nventive inc (lot1), Les logiciels libres Linagora inc (lot1 et lot4), R3D inc. (lot1). Ce qui fait un total de 14 soumissions. Au moment de l'intervention, 7 avis de désistement étaient reçus: la firme n'a pas le nombre de mandats similaires demandés (1), service non offert (1),la firme n'a pas l'expérience requise (1), engagements dans d'autres projets (1), Carnet de commandes complet(1), Dépôt de la soumission après l'heure établie (1), difficile d'établir une estimation d'efforts en ne connaissant pas le niveau de complexité des travaux (1).

Préparé par : Maricela Ferrer

Le 15 - 8 - 2017

17-16216 - Prestation de services en analyse, configuration et développement de solutions d'affaires pour les services institutionnels (centraux) de la Ville de Montréal. - LOT1

FIRME	Présentation de l'offre de services TI 5%	Compréhension de la demande et de la problématique 10%	Expertise du soumissionnaire et de son coordonnateur des services pour la réalisation de contrats similaires 30%	Description des processus et méthodologies 15%	Qualité du centre d'expertise 30%	Analyse de l'échantillonage des expertises spécifiques 10%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Les logiciels libres LINAGORA INC.	3,13	7,50	20,00	10,88	21,13	8,00	70,6	397 583,55 $	3,03	5
NVENTIVE INC.	4,25	6,75	24,50	11,25	23,00	6,50	76,3	355 732,65 $	3,55	4
Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	3,88	7,75	26,25	11,63	25,00	7,75	82,3	262 907,35 $	5,03	2
Cofomo Inc.	3,75	6,75	22,75	11,63	25,00	7,25	77,1	250 812,44 $	5,07	1
R3D conseil inc.	4,00	7,50	24,50	11,13	23,00	7,50	77,6	336 899,75 $	3,79	3

Agent d'approvisionnement	Maricela Ferrer

Comité

Date	jeudi 27-07-2017
Heure	8 h 30
Lieu	801 Brennan 6ieme étage Salle 6132 Montréal (QC) H3C 0G4

Multiplicateur d'ajustement
10000

17-16216 - Prestation de services en analyse, configuration et développement de solutions d'affaires pour les services institutionnels (centraux) de la Ville de Montréal. - LOT 2

FIRME	Présentation de l'offre de services TI 5%	Compréhension de la demande et de la problématique 10%	Expertise du soumissionnaire et de son coordonnateur des services pour la réalisation de contrats similaires 30%	Description des processus et méthodologies 15%	Qualité du centre d'expertise 30%	Analyse de l'échantillonage des expertises spécifiques 10%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	3,88	6,75	24,00	11,63	24,50	8,75	79,5	3 302 587,89 $	0,39	1
Cofomo Inc.	3,75	6,75	17,50	11,38	23,00	6,00	68,4			Non conforme
Alithya Services conseils Inc.	3,88	9,25	24,25	11,00	23,25	7,75	79,4	4 170 143,25 $	0,31	2
0							-		-	
0							-		-	

Comité	
Date	jeudi 27-07-2017
Heure	8 h 30
Lieu	801 Brennan 6ieme étage salle 6132 Montréal (QC) H3C 0G4

Multiplicateur d'ajustement
10000

Agent d'approvisionnement	Maricela Ferrer

17-16216 - Prestation de services en analyse, configuration et développement de solutions d'affaires pour les services institutionnels (centraux) de la Ville de Montréal. - LOT 3

FIRME	Présentation de l'offre de services TI 5%	Compréhension de la demande et de la problématique 10%	Expertise du soumissionnaire et de son coordonnateur des services pour la réalisation de contrats similaires 30%	Description des processus et méthodologies 15%	Qualité du centre d'expertise 30%	Analyse de l'échantillonage des expertises spécifiques 10%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Cofomo Inc.	3,75	7,00	19,00	11,63	25,25	6,75	73,4	455 301,00 $	2,71	1
Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	3,88	7,25	23,25	11,63	25,00	7,50	78,5	594 282,78 $	2,16	2
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	

Agent d'approvisionnement	Maricela Ferrer

Comité

Date	jeudi 27-07-2017
Heure	8 h 30
Lieu	801 Brennan 6ieme étage Salle 6132 Montréal (QC) H3C 0G4

Multiplicateur d'ajustement
10000

17-16216 - Prestation de services en analyse, configuration et développement de solutions d'affaires pour les services institutionnels (centraux) de la Ville de Montréal. - LOT 4

FIRME	Présentation de l'offre de services TI 5%	Compréhension de la demande et de la problématique 10%	Expertise du soumissionnaire et de son coordonnateur des services pour la réalisation de contrats similaires 30%	Description des processus et méthodologies 15%	Qualité du centre d'expertise 30%	Analyse de l'échantillonage des expertises spécifiques 10%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	3,88	7,50	21,75	11,88	24,00	7,75	76,8	1 047 295,78 $	1,21	1
Les logiciels libres LINAGORA INC.	3,25	7,50	18,00	10,25	21,00	7,50	67,5			Non conforme
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	

Comité	
Date	jeudi 27-07-2017
Heure	8 h 30
Lieu	801 Brennan 6ieme étage Salle 6132 Montréal (QC) H3C 0G4

Multiplicateur d'ajustement
10000

Agent d'approvisionnement	Maricela Ferrer

17-16216 - Prestation de services en analyse, configuration et développement de solutions d'affaires pour les services institutionnels (centraux) de la Ville de Montréal. - LOT 5

FIRME	Présentation de l'offre de services TI 5%	Compréhension de la demande et de la problématique 10%	Expertise du soumissionnaire et de son coordonnateur des services pour la réalisation de contrats similaires 30%	Description des processus et méthodologies 15%	Qualité du centre d'expertise 30%	Analyse de l'échantillonage des expertises spécifiques 10%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	4,00	7,00	24,50	11,63	25,25	8,00	80,4	589 614,80 $	2,21	1
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	

Comité	
Date	jeudi 27-07-2017
Heure	8 h 30
Lieu	801 Brennan 6ieme étage Salle 6132 Montréal (QC) H3C 0G4

Multiplicateur d'ajustement
10000

Agent d'approvisionnement	Maricela Ferrer

17-16216 - Prestation de services en analyse, configuration et développement de solutions d'affaires pour les services institutionnels (centraux) de la Ville de Montréal. - LOT 6

FIRME	Présentation de l'offre de services TI 5%	Compréhension de la demande et de la problématique 10%	Expertise du soumissionnaire et de son coordonnateur des services pour la réalisation de contrats similaires 30%	Description des processus et méthodologies 15%	Qualité du centre d'expertise 30%	Analyse de l'échantillonage des expertises spécifiques 10%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	4,00	6,75	22,50	11,63	22,75	7,00	74,6	576 834,70 $	2,16	1
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	

Comité	
Date	jeudi 27-07-2017
Heure	8 h 30
Lieu	801 Brennan 6ieme étage Salle 6132 Montréal (QC) H3C 0G4

Multiplicateur d'ajustement
10000

Agent d'approvisionnement	Maricela Ferrer

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 17-16216
Numéro de référence : 1086593
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Prestation de services en analyse, configuration et développement de solutions d'affaires pour les services institutionnels (centraux) de la Ville de Montréal

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
ACCEO Solutions inc 75, rue Queen Bureau 6100 Montréal, QC, H3C 2N6 NEQ : 1167962977	Madame Caroline Taillon Téléphone : 514 288-7161 Télécopieur : 514 843-4095	**Commande : (1310406)** 2017-06-28 13 h 33 **Transmission :** 2017-06-28 13 h 33	2790863 - 17-16216 Addenda N°1 - Report de date 2017-07-10 15 h 27 - Courriel 2794360 - 17-16216 Addenda N°2 2017-07-17 15 h 23 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Alithya Services-Conseils inc. 700, rue de la Gauchetière Ouest bureau 2400 Montréal, QC, H3B 5M2 http://www.gcosi.com NEQ : 1169056042	Madame Linda Banville Téléphone : 514 285-5552 Télécopieur : 514 847-0454	**Commande : (1311300)** 2017-06-29 18 h 42 **Transmission :** 2017-06-29 18 h 42	2790863 - 17-16216 Addenda N°1 - Report de date 2017-07-10 15 h 27 - Courriel 2794360 - 17-16216 Addenda N°2 2017-07-17 15 h 23 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐	CMI Groupe Conseil 330,Saint-Vallier Est, bureau 220 Québec, QC, G1K 9C5 NEQ : 1161422770	Madame Mélanie Brousseau Téléphone : 418 529-5899 Télécopieur : 418 529-9161	**Commande : (1311143)** 2017-06-29 14 h 43 **Transmission :** 2017-06-29 14 h 43	2790863 - 17-16216 Addenda N°1 - Report de date 2017-07-10 15 h 27 - Courriel 2794360 - 17-16216 Addenda N°2 2017-07-17 15 h 23 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Cofomo inc. 1000, rue De La Gauchetière Ouest, bureau 1500 Montréal, QC, H3B 4W5 http://www.cofomo.com NEQ : 1142126664	Madame Clotilde Pignol Téléphone : 514 866-0039 Télécopieur : 514 866-0900	**Commande : (1310778)** 2017-06-29 8 h 52 **Transmission :** 2017-06-29 8 h 52	2790863 - 17-16216 Addenda N°1 - Report de date 2017-07-10 15 h 27 - Courriel 2794360 - 17-16216 Addenda N°2 2017-07-17 15 h 23 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Conseillers en Gestion et Informatique CGI inc. 1350, boul. René-Lévesque Ouest, 23e étage Montréal, QC, H3G 1T4 http://www.cgi.com NEQ : 1160358728	Monsieur Michel Blain Téléphone : 514 415-3000 Télécopieur : 514 415-3999	**Commande : (1311352)** 2017-06-30 9 h 57 **Transmission :** 2017-06-30 9 h 57	2790863 - 17-16216 Addenda N°1 - Report de date 2017-07-10 15 h 27 - Courriel 2794360 - 17-16216 Addenda N°2 2017-07-17 15 h 23 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	EGYDE Conseils 1995 rue Frank Carrel 316 Québec, QC, G1N4H9 http://www.egyde.ca NEQ : 1165996613	Madame Anne Labbé Téléphone : 418 670-4719 Télécopieur :	**Commande : (1310640)** 2017-06-28 17 h 03 **Transmission :** 2017-06-28 17 h 03	2790863 - 17-16216 Addenda N°1 - Report de date 2017-07-10 15 h 27 - Courriel 2794360 - 17-16216 Addenda N°2 2017-07-17 15 h 23 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Facilité Informatique Canada inc 5, place Ville-Marie	Monsieur Samuel Lapointe	**Commande : (1310827)** 2017-06-29 9	2790863 - 17-16216 Addenda N°1 - Report de date

	Bureau 1045 Montréal, QC, H3B 2G2 http://www.facilite.com NEQ : 1140727687	Téléphone : 514 284-5636 Télécopieur : 514 284-9529	h 28 **Transmission :** 2017-06-29 9 h 28	2017-07-10 15 h 28 - Télécopie 2794360 - 17-16216 Addenda N°2 2017-07-17 15 h 24 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Fujitsu Canada (Réception des appels d'offres) 2000, boul. Lebourgneuf Bureau 300 Québec, QC, G2K 0B8 http://fujitsu.com/ca NEQ : 1143039486	Madame Marjolaine Giguère Téléphone : 418 840-5100 Télécopieur : 418 840-5105	**Commande : (1310501)** 2017-06-28 14 h 51 **Transmission :** 2017-06-28 14 h 51	2790863 - 17-16216 Addenda N°1 - Report de date 2017-07-10 15 h 27 - Courriel 2794360 - 17-16216 Addenda N°2 2017-07-17 15 h 23 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Les logiciels Libres LINAGORA Inc. 1455, rue Drummond Bureau 2B Montréal, QC, H3G 1W3 http://www.linagora.ca NEQ : 1169499044	Monsieur ALEXANDRE ZAPOLSKY Téléphone : 514 798-1589 Télécopieur :	**Commande : (1318018)** 2017-07-17 13 h 57 **Transmission :** 2017-07-17 13 h 57	2790863 - 17-16216 Addenda N°1 - Report de date 2017-07-17 13 h 57 - Téléchargement 2794360 - 17-16216 Addenda N°2 2017-07-17 15 h 23 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Levio Conseils inc. 1015, avenue Wilfrid-Pelletier, bureau 530 Québec, QC, G1W 0C4 http://www.levio.ca NEQ : 1169672574	Madame Kathy Tremblay Téléphone : 418 914-3623 Télécopieur :	**Commande : (1310343)** 2017-06-28 12 h 18 **Transmission :** 2017-06-28 12 h 18	2790863 - 17-16216 Addenda N°1 - Report de date 2017-07-10 15 h 27 - Courriel 2794360 - 17-16216 Addenda N°2 2017-07-17 15 h 23 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	nventive inc 215 Saint-Jacques Montréal, QC, H2Y 1M6 http://www.nventive.com NEQ : 1164911977	Monsieur Martin Dufort Téléphone : 514 975-4950 Télécopieur :	**Commande : (1316371)** 2017-07-12 16 h 45 **Transmission :**	2790863 - 17-16216 Addenda N°1 - Report de date 2017-07-12 16 h 45 - Téléchargement

			2017-07-12 16 h 45	2794360 - 17-16216 Addenda N°2 2017-07-17 15 h 23 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	PwC Management Services L.P. 1250, boul. René-Lévesque Ouest Bureau 2500 Montréal, QC, H3B4Y1 NEQ : 3347816566	Madame Nadia Bergeron Téléphone : 514 205-5001 Télécopieur :	**Commande : (1310880)** 2017-06-29 10 h 05 **Transmission :** 2017-06-29 10 h 05	2790863 - 17-16216 Addenda N°1 - Report de date 2017-07-10 15 h 27 - Courriel 2794360 - 17-16216 Addenda N°2 2017-07-17 15 h 23 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	R3D_Conseil_Inc. 1450 city councillors 340 Montréal, QC, h3a2e6 http://www.r3d.com NEQ : 1145625696	Monsieur Michel Savoie Téléphone : 514 392-9997 Télécopieur : 514 392-9940	**Commande : (1310350)** 2017-06-28 12 h 38 **Transmission :** 2017-06-28 12 h 38	2790863 - 17-16216 Addenda N°1 - Report de date 2017-07-10 15 h 27 - Courriel 2794360 - 17-16216 Addenda N°2 2017-07-17 15 h 23 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Stantec Experts-conseils ltée 600-1060 boulevard Robert-Bourassa Montréal, QC, H3B 4V3 NEQ : 1170241336	Madame Claudine Talbot Téléphone : 418 626-2054 Télécopieur :	**Commande : (1310437)** 2017-06-28 14 h 05 **Transmission :** 2017-06-28 14 h 05	2790863 - 17-16216 Addenda N°1 - Report de date 2017-07-10 15 h 27 - Courriel 2794360 - 17-16216 Addenda N°2 2017-07-17 15 h 23 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Systematix Technologies de l'Information Inc. 485, rue McGill, bureau 300 Montréal, QC, H2Y2H4 http://www.systematix.com NEQ : 1142016766	Madame Manon Anctil Téléphone : 514 393-1363 Télécopieur :	**Commande : (1310279)** 2017-06-28 11 h 11 **Transmission :** 2017-06-28 11 h 11	2790863 - 17-16216 Addenda N°1 - Report de date 2017-07-10 15 h 27 - Courriel 2794360 - 17-16216 Addenda N°2 2017-07-17 15 h 23 -

				Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Ville de Longueuil . 4250, Chemin de la Savane Longueuil, QC, J3Y 9G4 NEQ :	Monsieur Gaëtan Cazes Téléphone : 450 463-7100 Télécopieur : 450 463-7404	**Commande : (1310812)** 2017-06-29 9 h 15 **Transmission :** 2017-06-29 9 h 15	Mode privilégié : Ne pas recevoir

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

Aide en ligne
Formation en ligne
Glossaire
Plan du site
Accessibilité
UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

Grille des tarifs
Contactez-nous
Nouvelles
Marchés publics hors Québec
Registre des entreprises non admissibles
Autorité des marchés financiers

À propos

À propos de SEAO
Info sur Constructo
Conditions d'utilisation
Polices supportées

Partenaires

Secrétariat du Conseil du trésor Québec
CGI
tc media

© 2003-2017 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
MANDAT

Dossier # : 1177438009

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction , Division Performance TI et sourçage
Objet :	Conclure six (6) contrats de services professionnels avec les firmes suivantes : Cofomo inc. (lot 1 au montant de 250 812,44 $, taxes incluses et lot 3 au montant de 455 301,00 $, taxes incluses), Conseillers en gestion et informatiques CGI Inc. (lot 2 au montant de 3 302 587,89 $, taxes incluses, lot 4 au montant de 1 047 295,78 $, taxes incluses, lot 5 au montant de 589 614,80 $, taxes incluses et lot 6 au montant de 576 834,70 $, taxes incluses), pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en analyses, configuration et développement de solutions d'affaires pour les services institutionnels de la Ville de Montréal / Appel d'offres 17-16216 - 6 soumissionnaires au total / Approuver les projets de convention à cette fin

Numéro du mandat
SMCE177438009

Date du mandat
2017-09-06

Objet du mandat

Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats

Type de mandat

Commission sur l'examen des contrats

VU le Règlement sur la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008);

VU la résolution CG11 0082 qui détermine les critères de sélection des contrats qui doivent être soumis à la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats;

VU que le contrat de services professionnels pour le lot 2 est d'une valeur de plus de 1 M$ et qu'il présente un écart de plus de 20 % entre le prix soumis par l'adjudicataire et le soumissionnaire ayant obtenu la deuxième meilleure note à la suite de l'utilisation d'une grille d'évaluation et un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire;

VU que le contrat de services professionnels pour le lot 4 est d'une valeur de plus de 1 M$ et qu'une seule soumission conforme a été reçue à la suite d'un appel d'offres et qu'il présente un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire;

Le comité exécutif, après avoir pris connaissance du dossier décisionnel 1177438009 mandate la Commission sur l'examen des contrats afin d'étudier les contrats pour les lots concernés.

Signé le : 2017-09-08

Jean-François MILOT

_____

Chef de division soutien aux instances

Dossier # :1177438009

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Commission permanente sur l'examen des contrats

La commission :

Présidente

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Vice-présidentes

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Membres

Mme Dida Berku
Ville de Côte-Saint-Luc

M. Richard Celzi
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Marie Cinq-Mars
Arrondissement d'Outremont

M. Richard Deschamps
Arrondissement de LaSalle

M. Marc-André Gadoury
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Luc Gagnon
Arrondissement de Verdun

M. Manuel Guedes
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 28 septembre 2017

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE177438009

Conclure six (6) contrats de services professionnels avec les firmes suivantes : Cofomo inc. (lot 1 au montant de 250 812,44 $, taxes incluses et lot 3 au montant de 455 301,00 $, taxes incluses), Conseillers en gestion et informatiques CGI Inc. (lot 2 au montant de 3 302 587,89 $, taxes incluses, lot 4 au montant de 1 047 295,78 $, taxes incluses, lot 5 au montant de 589 614,80 $, taxes incluses et lot 6 au montant de 576 834,70 $, taxes incluses), pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en analyses, configuration et développement de solutions d'affaires pour les services institutionnels de la Ville de Montréal / Appel d'offres 17-16216 - 6 soumissionnaires / Approuver les projets de convention à cette fin.

(ORIGINAL SIGNÉ)

Émilie Thuillier
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE177438009

Conclure six (6) contrats de services professionnels avec les firmes suivantes : Cofomo inc. (lot 1 au montant de 250 812,44 $, taxes incluses et lot 3 au montant de 455 301,00 $, taxes incluses), Conseillers en gestion et informatiques CGI Inc. (lot 2 au montant de 3 302 587,89 $, taxes incluses, lot 4 au montant de 1 047 295,78 $, taxes incluses, lot 5 au montant de 589 614,80 $, taxes incluses et lot 6 au montant de 576 834,70 $, taxes incluses), pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en analyses, configuration et développement de solutions d'affaires pour les services institutionnels de la Ville de Montréal / Appel d'offres 17-16216 - 6 soumissionnaires / Approuver les projets de convention à cette fin.

À sa séance du 6 septembre 2017, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce dossier répondait aux critères suivants :

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ présentant un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le soumissionnaire ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation et un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire (lot 2);*

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ pour lequel une seule soumission conforme a été reçue suite à un appel d'offres et présentant un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire (lot 4).*

Le 13 septembre 2017, les membres de la commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus relativement au mandat confié. Des représentants du Service des technologies de l'information et du Service de l'approvisionnement ont répondu aux questions des membres de la commission.

La Commission a constaté que le Service des technologies de l'information souhaitait, par cet appel d'offres, réaliser une plus grande ouverture du marché. À l'évidence, ce souhait ne s'est pas matérialisé.

Les membres ont aussi noté que la période de l'appel d'offres s'est terminée à la fin juillet, durant la période des vacances de la construction. Pour la Commission, cela ne constitue pas une bonne pratique et il aurait été préférable de procéder à l'appel d'offres à un autre moment.

La Commission a également constaté que plusieurs ententes-cadres en vigueur au moment du lancement de l'appel d'offres ont été résiliées par la suite. En réponse aux questions des membres, le Service a indiqué que les soumissionnaires n'étaient pas informés de ce fait au moment où ils ont déposé leurs soumissions.

Enfin, la Commission est d'avis qu'il y a lieu de s'étonner et de se questionner sur le caractère concurrentiel des soumissions de la firme CGI, particulièrement quand elle est le seul soumissionnaire conforme pour un contrat ou un lot précis.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service des technologies de l'information et du Service de l'approvisionnement pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la commission. La commission adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération à savoir :

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ présentant un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le soumissionnaire ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation et un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire (lot 2);*

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ pour lequel une seule soumission conforme a été reçue suite à un appel d'offres et présentant un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire (lot 4).*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE177438009 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.88

2017/09/28 17:00

(2)

Dossier # : 1177438007

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction , Division Performance TI et sourçage
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure quatre (4) contrats de services professionnels avec les firmes suivantes: Conseillers en gestion et informatique CGI Inc. (lot 1 au montant de 2 311 273,44 $ taxes incluses, lot 2 au montant de 2 022 364,26 $ taxes incluses, lot 3 au montant de 866 727,54 $ taxes incluses) et Systematix inc. (lot 4 au montant de 747 038,57 $) pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en développement pour solutions numériques, sites web et systèmes mission / Appel d'offres 17-16214 - 6 soumissionnaires au total / Approuver les projets de convention à cette fin

Il est recommandé :

1. de conclure quatre (4) contrats, d'une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en développement pour solutions numériques, sites web et systèmes mission;
2. d'approuver les projets de convention de services professionnels par lesquels les firmes ci-après désignées ayant obtenu les plus hauts pointages en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville les services spécialisés requis à cette fin, pour les sommes maximales inscrites à l'égard de chacune d'elles, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public N°17-16214 et selon les termes et conditions stipulés aux projets de conventions;

Firme	Description	Montant
Conseillers en gestion et informatique CGI Inc.	Lot 1 - Développement de solutions numériques du portail de la Ville	2 311 273,44 $
Conseillers en gestion et informatique CGI Inc	Lot 2- Développement de services numériques	2 022 364,26 $
Conseillers en gestion et informatique CGI Inc	Lot 3 - Développement de services pour systèmes missions	866 727,54 $
Systematix inc.	Lot 4 - Développement de contenu web	747 038,57 $

3. d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget du Service des technologies de l'information, et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-08-28 10:44

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1177438007**
Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction , Division Performance TI et sourçage
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure quatre (4) contrats de services professionnels avec les firmes suivantes: Conseillers en gestion et informatique CGI Inc. (lot 1 au montant de 2 311 273,44 $ taxes incluses, lot 2 au montant de 2 022 364,26 $ taxes incluses, lot 3 au montant de 866 727,54 $ taxes incluses) et Systematix inc. (lot 4 au montant de 747 038,57 $) pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en développement pour solutions numériques, sites web et systèmes mission / Appel d'offres 17-16214 - 6 soumissionnaires au total / Approuver les projets de convention à cette fin

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du virage vers la ville intelligente et numérique, la Ville de Montréal (Ville) a établi comme objectif de concevoir une stratégie d'évolution de sa présence numérique. Cette stratégie se décline principalement en trois volets:

- Proposer une expérience-citoyenne homogène et simplifiée (définie par une offre claire qui priorise les informations les plus recherchées);
- Développer des services en ligne efficaces et attrayants tout en valorisant l'identité de la Ville;
- Intégrer et optimiser l'utilisation des médias sociaux pour augmenter le dialogue avec le citoyen, améliorer la personnalisation de la relation citoyenne et stimuler la démocratie participative.

La Ville a entrepris de revoir l'ensemble de sa stratégie de présence numérique pour les sites Web, les services numériques, le dossier citoyen intégré, les applications mobiles et les médias sociaux. Cette approche concertée a été réalisée par le Service des communications avec la participation du Service des TI, du Bureau de l'expérience client, du Bureau de la Ville intelligente et numérique et du Service de la concertation des arrondissements.

À cet effet, une feuille de route a été établie pour réaliser la stratégie de présence en ligne et les premières initiatives seront déployées au cours de l'automne 2017 avec un nouveau site et une application mobile permettant notamment :

- De consulter les informations de la Ville avec un moteur de recherche performant et des contenus révisés selon une nouvelle approche de communication;
- D'utiliser les nouveaux services numériques de la Ville qui seront déployés;
- De faire des signalements aux travaux publics de la Ville (nids de poule, lampadaires défectueux, problèmes de propreté, graffitis, problèmes avec le mobilier urbain, collecte de branches d'arbres, etc.);
- De s'abonner au système d'avis et d'alertes de la Ville en spécifiant le type de communication souhaitée.

Afin de poursuivre la réalisation des initiatives prévues dans le cadre de la présence numérique, la Ville met en place des ententes de prestations de services spécialisés en solution numériques permettant notamment de réaliser les initiatives suivantes :

- Un nouvel outil pour les employés de la Ville, permettant d'interagir avec les citoyens en visualisant l'ensemble de leurs requêtes à la Ville et de gérer les informations d'une nouvelle carte citoyenne;
- L'intégration des données du système des loisirs dans le cadre de la Présence numérique;
- L'évolution de la billetterie d'Espace pour la vie;
- Des nouveaux services numériques permettant aux citoyens d'interagir avec la Ville sans que ces derniers aient à se déplacer aux points de services de la Ville.

C'est dans ce contexte que la Ville a lancé l'appel d'offres 17-16214. Cet appel d'offres, publié dans le journal Le Devoir et sur le site électronique d'appel d'offres SÉAO, a débuté le 28 juin 2017 pour se terminer le 24 juillet 2017. La durée de la publication a été de 27 jours. Le délai de validité des soumissions est de 220 jours de la date du dépôt des soumissions.

Dans le cadre de cet appel d'offres, 5 addenda ont été publiés :

No. addenda	Date de publication	Nature
1	7 juillet 2017	Report de date
2	13 juillet 2017	Réponses à plusieurs questions sur des précisions demandées et correction du bordereau
3	18 juillet 2017	Réponses à plusieurs questions sur des précisions demandées
4	19 juillet 2017	Précision sur la méthode d'adjudication des contrats multiples
5	20 juillet 2017	Correction du bordereau de soumission

Le présent dossier vise donc à conclure quatre (4) contrats de services professionnels avec les firmes suivantes, soit Conseillers en gestion et informatique CGI Inc. (lot 1 au montant de 2 311 273,44 $ taxes incluses, lot 2 au montant de 2 022 364,26 $ taxes incluses, lot 3 au montant de 866 727,54 $ taxes incluses) et Systematix inc. (lot 4 au montant de 747 038,57 $) pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en développement pour solutions numériques, sites web et systèmes mission, et approuver les projets de convention à cette fin.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0148 - 27 avril 2017 - Conclure une entente-cadre de services professionnels d'une durée de 36 mois avec Nurun inc. pour des services de réalisation d'applications mobiles dans le cadre de la refonte de la présence numérique de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 2 642 125,50 $, taxes incluses / Appel d'offres public 17-15803 - 10 soumissionnaires / Approuver un projet de convention à cette fin
DA171805001 - 10 avril 2017 - Approuver la grille d'évaluation qui sera utilisée dans le cadre de futurs appels d'offres pour obtenir des services professionnels en informatique, dans le but de supporter la réalisation de différents projets du Service des technologies de l'information.

CE17 0341 **-** 15 mars 2017 **-** Accorder un contrat de services professionnels d'une durée de 24 mois à Nurun inc. pour la réalisation d'activités de recherche utilisateurs dans le cadre de la refonte de la présence numérique de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 165 449,03 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15714 - 4 soumissionnaires / Approuver un projet de convention à cette fin.

CG16 0613 - 24 novembre 2016 - Accorder un contrat de services professionnels d'une durée de 26 mois à Nurun inc. pour l'élaboration des stratégies de marque et d'expérience utilisateur (UX) ainsi que de design de l'interface (UI) et de la présence numérique de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 588 718 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15508 (8 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin

CE15 1767 - 30 septembre 2015 - Accorder à Conseils Atélya inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage en fonction des critères de sélection préétablis, le contrat pour l'élaboration d'une stratégie d'évolution de la présence numérique de la Ville de Montréal, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 130 519,62 $, taxes incluses (incluant un montant réservé de 21 753,27$, taxes incluses, pour d'éventuelles dépenses auxiliaires à être autorisées par le directeur), conformément aux documents de l'appel d'offres public 15-14654.

DESCRIPTION

Le présent dossier concerne quatre (4) lots de prestations de services spécialisés en développement pour solutions numériques, sites web et systèmes mission. Il permettra de soutenir les initiatives déjà prévues au PTI 2017-2019, notamment les éléments suivants :

Lots	Principaux projets ou initiatives
Lot 1 - Développement de solutions numériques du portail de la Ville : Développement de nouveaux sites web incluant les services suivants : l'architecture, le design graphique, la conception de solutions, les tests ainsi que la gestion de projets.	• 70150 - Remplacement du portail de la Ville et 70190 - Présence numérique - Fondation : • version 2; • nouvel outil pour les employés de la Ville leur permettant d'interagir avec les citoyens en visualisant l'ensemble de leurs requêtes à la Ville et gérer les informations d'une nouvelle carte citoyenne; • 72720 - Refonte des plateformes numériques des bibliothèques; • 70120 - Refonte des plateformes numériques d'Espace pour la vie.

Lot 2 - Développement de services numériques : Développement de nouveaux services numériques incluant les services suivants : l'architecture, le design graphique, la conception de solutions, les tests ainsi que la gestion de projets.	• 70150 - Remplacement du portail de la Ville et 70190 - Présence numérique - Fondation : • nouveau service numérique en ligne permettant de faire l'acquisition ou le renouvellement d'un permis animalier; • nouveau service numérique en ligne permettant de faire l'acquisition ou le renouvellement d'un permis de stationnement réservé aux résidents; • nouveau service numérique en ligne permettant aux commerçants d'obtenir un certificat d'occupation; • nouveaux services numériques permettant aux citoyens d'interagir avec la Ville sans que ces derniers aient à se déplacer aux points de services de la Ville.
Lot 3 - Développement de services pour systèmes missions : Développement de nouveaux services pour systèmes missions incluant les services suivants : l'architecture, le design graphique, la conception de solutions, les tests ainsi que la gestion de projets.	• 72515 - Système de gestion des loisirs municipaux; • 72730 - Refonte des systèmes opérationnels de la culture, des sports et autres; • 72660 - Réforme des services d'accueil-Espace pour la vie.
Lot 4 - Développement de contenu web : Développement de nouveaux services de contenus.	• 70150 - Remplacement du portail de la Ville : L'intégration de tous les éléments d'information des services de la Ville ainsi que des arrondissements dans le portail d'information; • 72720 - Refonte des plateformes numériques des bibliothèques; • 70120 - Refonte des plateformes numériques d'Espace pour la vie.

La prestation de services en développement pour solutions numériques est une nouvelle approche de sourçage qui se décline comme suit :

- Gestion des mandats en développement pour solutions numériques, avec un coordonnateur de services de l'adjudicataire qui agit comme un point de contact avec la Ville et assure la coordination des mandats pour la Ville;
- Définition des requis pour des mandats spécifiques en développement pour solutions numériques, par les ressources de la Ville pour des livrables définis, avec un budget et un échéancier établis;
- Réalisation des mandats chez l'adjudicataire qui utilise ses équipements, ses pratiques & méthodologies et qui effectue la gestion & l'administration de ses ressources afin de réaliser les livrables;
- Utilisation d'une banque d'heures par lots, pour les différents volets de services en développement pour solutions numériques;

- Utilisation d'un processus d'assurance qualité pour vérifier l'atteinte des requis demandés.

À ce titre, le processus d'assurance qualité opéré par la Ville est le suivant:

Pré mandat:

- Encadrement et suivi centralisé par la division Performance TI et sourçage;
- Initiation par une demande de prestation de services en développement pour solutions numériques, comprenant entre autres, la liste et la description des livrables attendus, le niveau de qualité exigé, l'enveloppe budgétaire ainsi que l'échéancier de livraison;
- Audit de pré-démarrage afin de garantir les conditions de succès du projet et du mandat;
- Rencontre de démarrage entre le fournisseur et le responsable de la Ville.

En cours de mandat:

- Rencontre de coordination et d'assurance qualité au minimum une fois par semaine pendant la prestation de services;
- Suivi de la consommation via divers rapports de gestion et validation de la facturation;
- Évaluation périodique de la qualité des livrables des mandats réalisés en développement pour solutions numériques, par les fournisseurs;
- Rencontres de suivi avec les chargés de prestations (statuts, enjeux de performance et contractuels);
- Revues indépendantes des projets conduites par le Bureau de projets;
- Démonstration de l'atteinte des objectifs lors de la dernière rencontre d'assurance qualité.

Post mandat:

- Rencontre entre les équipes pour le transfert de connaissance et la revue finale des livrables;
- Gestion de la documentation;
- Soutien à l'exploitation lorsque requis (déboguage, corrections, rustines de sécurité);
- Évaluation globale en fin de mandat;
- Suivi de la consommation globale des ententes;
- Inventaire des leçons apprises afin d'améliorer la performance des équipes dans la prestation des services et la réalisation des projets.

Afin d'assurer la réalisation des mandats de services spécialisés en développement pour solutions numériques, le Service des TI utilise un cadre de gestion de projets. Ce processus d'assurance qualité est l'une des composantes de la méthodologie de gestion de projets en vigueur au Service des TI. Le Cadre de gestion de projets prévoit des processus ainsi que des outils de gouvernance, de planification, de suivi et de contrôle qui se déclinent comme suit :

- Gouvernance de projet – L’octroi des budgets et des crédits est encadré par le Comité sectoriel des TI (CSTI) lors des points de passage d’une phase à une autre (par exemple, lors du passage de la phase de planification à la phase de réalisation);

- Planification de projet – Les projets sont planifiés dans une méthodologie de gestion de projets permettant de mesurer l'avancement des travaux, de comparer les progrès réels et les progrès prévus, et de mettre en œuvre des mesures correctives lorsque les progrès réels ne sont pas conformes aux prévisions de déroulement;
- Suivi et contrôle de projet – Des outils de suivi et contrôle permettent de produire des indicateurs de santé des projets : registre d'approbation des biens livrables, registre des approvisionnements, registre des risques, registre des points en suspens, registre des demandes de changements, registre des communications, registre des parties prenantes, etc.;
- Processus de revue indépendante des projets, programmes et portefeuille d'initiatives TI afin d'assurer la conformité des projets face aux meilleures pratiques TI au sein de la Ville;
- Gouvernance des projets prioritaires – Les projets du Service des TI identifiés comme prioritaires par l'Administration de la Ville sont suivis au Comité de coordination des projets d'envergure (CCPE).

JUSTIFICATION

Le résultat du processus d'appel d'offres a permis de conclure à un intérêt marqué du marché avec un total de 26 preneurs de cahier des charges. De ce nombre, six (6) d'entre eux ont déposé une soumission sur un ou plusieurs lots, soit 23,07 % des preneurs, alors que vingt (20) firmes n'ont pas déposé de soumission (76,93 %). De ces 20 firmes, six (6) d'entre elles ont transmis un avis de désistement au Service de l'approvisionnement. Les raisons de désistement invoquées sont:

- Deux (2) firmes déclarent être dans l'impossibilité de garantir les ressources TI;
- Deux (2) firmesn'ont pas les ressources non disponibles;
- Deux (2) firmes n'offrent pas le service ou le produit.

Toutes les firmes ayant déposé des soumissions sont déclarées conformes d'un point de vue administratif. L'évaluation des soumissions a été effectuée selon une grille de pondération et des critères d'évaluation préalablement approuvée par la direction du Service de l'approvisionnement en date du 10 avril 2017 (DA171805001). Les résultats qui découlent de cette évaluation sont les suivants :

Lot 1 : Développement de solutions numériques du portail de la Ville

Pour ce lot, cinq (5) soumissionnaires ont déposé une offre et deux (2) d'entre elles se sont avérées non conformes techniquement, à savoir les offres de Multiplemedia et Les logiciels libres LINAGORA INC.

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Prix de base	Autre (préciser)	Total
Conseillers en gestion et informatique CGI Inc.	76,3	0,55	2 311 273,44 $		2 311 273,44 $
Nventive	71,9	0,39	3 127 320,00 $		3 127 320,00 $
Tink	74,5	0,31	3 991 932,00 $		3 991 932,00 $
Dernière estimation réalisée					2 816 000,00 $

Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%)	(504 726,56 $) (17,92%)
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%)	816 046,56 $ 35,31%
Prix moyen des offres ($) Écart entre le prix moyen et la dernière estimation ($) Écart entre le prix moyen et la dernière estimation (%)	3 143 508,48$ 327 508,48 $ 11,63 %

L'écart entre l'estimé de la Ville et le prix moyen des offres (3 143 508,48 $) est de 11,63%. Il est à noter que le prix de l'adjudicataire est de 35% plus bas que le 2e soumissionnaire, ce qui démontre que la proposition de l'adjudicataire est très compétitive et explique l'écart de 17,92% avec l'estimation.

Lot 2 : Développement de services numériques

Pour ce lot, cinq (5) soumissionnaires ont déposé une offre et trois (3) d'entre elles se sont avérées non conformes techniquement, à savoir les offres de Cofomo inc, Nventive inc et Les logiciels libres LINAGORA INC.

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Prix de base	Autre (préciser)	Total
Conseillers en gestion et informatique CGI Inc.	75,3	0,62	2 022 364,26 $		2 022 364,26 $
R3D Conseil inc.	74,1	0,45	2 752 501,50 $		2 752 501,50 $
Dernière estimation réalisée					2 520 000,00 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%)					(497 635,74 $) (19,75%)
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%)					730 137,24 $ 36,1%
Prix moyen des offres ($) Écart entre le prix moyen et la dernière estimation ($) Écart entre le prix moyen et la dernière estimation (%)					2 387 432,88 $ (132 567,20 $) (5,26%)

L'écart entre le prix moyen des offres (2 387 432,88 $) et l'estimé de la Ville est de (5,26%). L'adjudicataire s'est démarqué au niveau de son prix, lequel est plus bas de 36,1%, par rapport au deuxième plus bas soumissionnaire, ce qui montre que son offre est très compétitive, et explique l'écart de 19,75% avec l'estimation.

Lot 3 : Développement de services pour systèmes missions

Pour ce lot, quatre (4) soumissionnaires ont déposé une offre et une (1) d'entre elles s'est avérée non conforme techniquement, à savoir l'offre de Les logiciels libres LINAGORA INC.

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Prix de base	Autre (préciser)	Total
Conseillers en gestion et informatique CGI Inc.	75,5	1,45	866 727,54 $		866 727,54 $
R3D Conseil inc.	75,4	1,05	1 193 440,50 $		1 193 440,50 $
Nventive	70,5	1,03	1 172 745,00 $		1 172 745,00 $
Dernière estimation réalisée					1 080 000,00 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%)					(213 272,46 $) (19,75%)
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%)					326 712,96 $ 37,70%
Prix moyen des offres ($) Écart entre le prix moyen et la dernière estimation ($) Écart entre le prix moyen et la dernière estimation (%)					1 077 637,68 $ (2 362,32 $) (0,22%)

L'écart entre le prix moyen des offres (1 077 637,68 $) et l'estimé de la Ville est de (0,22%). L'adjudicataire s'est démarqué au niveau de son prix, lequel est plus bas de 37,70%, par rapport au deuxième plus bas soumissionnaire, ce qui montre que son offre est très compétitive, et explique l'écart de 19,75% avec l'estimation.

Lot 4 : Développement de contenu web

Pour ce lot, deux (2) soumissionnaires ont déposé une offre et une (1) d'entre elles s'est avérée non conforme techniquement, à savoir l'offre de Les logiciels libres LINAGORA INC.

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Prix de base	Autre (préciser)	Total
Systematix	78,8	1,72	747 038,57 $		747 038,57 $
Dernière estimation réalisée					687 960,00 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%)					59 078,57 $ 8,59%
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%)					N / A N / A

Selon le Règlement sur la commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008) et de la résolution CG11 0082, le dossier sera soumis à ladite commission pour étude en vertu du critère suivant :

- Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$.

Et répondant aux conditions suivantes :

- Écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme ou celui ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation (Lot 1 et lot 2).

En vertu du décret 435-2015 du Gouvernement du Québec, entré en vigueur le 2 novembre 2015, l'adjudicataire de tout contrat de services de plus de 1 M $ doit avoir une accréditation de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

- La firme Conseillers en gestion et informatique CGI inc. a obtenu son accréditation le 17 janvier 2014 et cette dernière demeure valide.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les dépenses seront assumées au PTI et/ou au budget de fonctionnement du Service des TI pour la durée des contrats. Les prestations de services spécialisés seront utilisés au fur et à mesure de l'expression des besoins. Tous les besoins futurs de prestations de services seront régis par le processus d'autorisation de dépenses en fonction d'une entente. Les engagements budgétaires, les virements budgétaires et le partage des dépenses seront évalués à ce moment selon la nature des projets.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Dans le cadre de la réalisation de chaque projet, ces ententes permettront au Service des TI de bénéficier des impacts suivants :

- Responsabilisation des adjudicataires dans la réalisation des livrables de la Ville et le partage de risque;
- L'augmentation de la cadence de réalisation de projets;
- Possibilité de faire de la livraison "agile" avec cette approche, qui est historiquement réalisée à l'interne;
- Accroissement de la capacité de réalisation de la Ville;
- Approche complémentaire avec les autres modes de livraison, qui est mieux adaptée pour la livraison dans certaines situations.

Au niveau du PTI 2017-2019, la mise en place de ces contrats permet :

- D'assurer la transformation organisationnelle de la Ville, par l'entremise de projets d'implantation de systèmes informatiques plus modernes et plus efficients;
- De moderniser et de maintenir les actifs de plusieurs systèmes informatiques, en appui aux activités administratives de la Ville et à la prestation de services

aux citoyens, ainsi que de maintenir les infrastructures et les nombreux systèmes informatiques du parc applicatif de la Ville.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Présentation du dossier au Comité exécutif : le 6 septembre 2017;

- Étude du dossier par la Commission permanente sur l'examen des contrats : le 13 septembre 2017;
- Retour du dossier au Comité exécutif : le 20 septembre 2017;
- Approbation du dossier par le Conseil municipal : le 25 septembre 2017;
- Approbation du dossier par le Conseil d'agglomération : le 28 septembre 2017.
- Rencontre de départ avec le fournisseur : octobre 2017.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Bernard BOUCHER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Michel TURCOTTE
Analyste de dossiers

Tél : 514 872-0472
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-22

Lyne PARENTEAU
Performance TI et sourçage

Tél : 514 872-5295
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvain PERRAS
Directeur du service des technologies de l'information
Tél :
Approuvé le : 2017-08-28

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 17 janvier 2014

CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.
A/S MONSIEUR BENOIT DUBÉ
1350, BOUL RENÉ-LÉVESQUE O
25 ÈME ÉTAGE
MONTRÉAL (QC) H3G 1T4

N° de décision : 2014-CPSM-1003609
N° de client : 2700035725

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- CENTRE DE SANTÉ OXYGÈNE
- CGO
- CONSEIL ET GESTION D'ORGANISATION C.G.O.
- GROUPE IST
- IST
- OPTEL
- OPTEL P.M.L. CONSEILLERS EN TÉLÉCOMMUNICATION
- OSC
- OXYGEN CORPORATE HEALTH
- OXYGEN HEALTH CENTER
- OXYGÈNE SANTÉ CORPORATIVE

une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la LCOP). CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **16 janvier 2017** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

PAR COURRIEL

Le 23 janvier 2017

CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.
A/S MONSIEUR BENOÎT DUBÉ
25E ÉTAGE, 1350, BOUL. RENÉ-LÉVESQUE O.
MONTRÉAL (QC) CANADA H3G 1T4

N° de client : 2700035725

Objet : Demande de renouvellement / Validité de l'autorisation

Monsieur,

La présente vous est transmise en votre qualité de répondant de CONSEILLERS EN GESTION INFORMATIQUE CGI INC. (« **CGI inc.** ») et concerne votre demande de renouvellement de contracter/sous-contracter avec un organisme public (la « **Demande de renouvellement** ») que vous avez transmise à l'Autorité des marchés financiers (l'« **Autorité** ») le 14 octobre 2016, en vertu de l'article 21.41 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »).

Or, tel que le prévoit l'alinéa 3 de l'article 21.41 de la LCOP, une autorisation demeure valide si la demande de renouvellement est présentée au moins 90 jours avant le terme de la durée de l'autorisation, et ce, jusqu'à ce que l'Autorité statue sur cette demande.

Compte tenu de ce qui précède et considérant que la Demande de renouvellement de CGI INC. a été soumise à l'Autorité dans les délais requis, nous vous confirmons que l'autorisation de cette dernière demeure valide, et ce, jusqu'à ce qu'une décision soit rendue sur cette demande.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés financiers

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **jeudi, 20 juillet 2017 à 19:30**

Fiche de l'entreprise

Nom : CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.
Adresse du siège social : 1350, BOUL RENÉ-LÉVESQUE O, 25 ÈME ÉTAGE, MONTRÉAL, QC, H3G 1T4, CANADA

Numéro de client à l'Autorité : 2700035725
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1160358728

Autres noms d'affaires

- CENTRE DE SANTÉ OXYGÈNE
- CGI MC
- CGO
- CONSEIL ET GESTION D'ORGANISATION C.G.O.
- CONSEILLERS CGI
- GROUPE IST
- IST
- OPTEL
- OPTEL P.M.L. CONSEILLERS EN TÉLÉCOMMUNICATION
- OSC
- OXYGEN CORPORATE HEALTH
- OXYGEN HEALTH CENTER
- OXYGÈNE SANTÉ CORPORATIVE

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information.

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 ;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET :

Conseillers en gestion et informatique CGI Inc., personne morale ayant sa principale place d'affaires au 1350, Boul. René-Lévesque O. 25e étage, Montréal, Québec, H3G 1T4, agissant et représentée par Jonathan St-Cyr, Directeur, services-conseils, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée le « **CONTRACTANT** »

N° d'inscription T.P.S. : 887704542
N° d'inscription T.V.Q. : 1020090517

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient: :

1.1 « **Directeur** » : le directeur du Service des technologies de l'information ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : les documents d'appel d'offres public 17-16214, en date du 28 juin 2017, pour services professionnels relatifs à des prestations de services de développement pour solutions numériques, sites web et systèmes missions (lot 2);

1.3 « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le Contractant le 24 juillet 2017.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, à fournir, sur demande, des prestations de services de développement pour solutions numériques, sites web et systèmes missions (lot 2).

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

6.9 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Directeur, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

6.10 transmettre au Directeur, selon les modalités que lui indique le Directeur, les comptes-rendus des réunions de coordination ou de chantier;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de deux millions vingt-deux mille trois cent soixante-quatre dollars et vingt-six sous (2 022 364,26 $) couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable comme suit :

Les services spécialisés seront utilisés au fur et à mesure de l'expression des besoins. Par conséquent, le paiement sera effectué mensuellement à la quantité des heures travaillées à l'intérieur du mandat au taux horaire soumissionné et sur la base de factures détaillées et accompagnées des pièces justificatives

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant: :

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 **HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.6 **LIEN D'EMPLOI**

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier de la Ville

Le e jour de 20

Conseillers en gestion et informatique CGI Inc.

Par : _____
Jonathan St-Cyr, Directeur, services-conseils

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 ;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET :

Conseillers en gestion et informatique CGI Inc., personne morale ayant sa principale place d'affaires au 1350, Boul. René-Lévesque O. 25e étage, Montréal, Québec, H3G 1T4, agissant et représentée par Jonathan St-Cyr, Directeur, services-conseils, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée le « **CONTRACTANT** »

N° d'inscription T.P.S. : 887704542
N° d'inscription T.V.Q. : 1020090517

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient: :

1.1 « **Directeur** » : le directeur du Service des technologies de l'information ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : les documents d'appel d'offres public 17-16214, en date du 28 juin 2017, pour services professionnels relatifs à des prestations de services de développement pour solutions numériques, sites web et systèmes missions (lot 3);

1.3 « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le Contractant le 24 juillet 2017.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, à fournir, sur demande, des prestations de services de développement pour solutions numériques, sites web et systèmes missions (lot 3).

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

6.9 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Directeur, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

6.10 transmettre au Directeur, selon les modalités que lui indique le Directeur, les comptes-rendus des réunions de coordination ou de chantier;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de huit cent soixante-six mille sept cent vingt-sept dollars et cinquante-quatre sous (866 727,54 $) couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable comme suit :

Les services spécialisés seront utilisés au fur et à mesure de l'expression des besoins. Par conséquent, le paiement sera effectué mensuellement à la quantité des heures travaillées à l'intérieur du mandat au taux horaire soumissionné et sur la base de factures détaillées et accompagnées des pièces justificatives

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant: :

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 **HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.6 **LIEN D'EMPLOI**

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier de la Ville

Le e jour de 20

Conseillers en gestion et informatique CGI Inc.

Par : _____
Jonathan St-Cyr, Directeur, services-conseils

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 ;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET :

Conseillers en gestion et informatique CGI Inc., personne morale ayant sa principale place d'affaires au 1350, Boul. René-Lévesque O. 25e étage, Montréal, Québec, H3G 1T4, agissant et représentée par Jonathan St-Cyr, Directeur, services-conseils, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée le « **CONTRACTANT** »

N° d'inscription T.P.S. : 887704542
N° d'inscription T.V.Q. : 1020090517

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient: :

1.1 « **Directeur** » : le directeur du Service des technologies de l'information ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : les documents d'appel d'offres public 17-16214, en date du 28 juin 2017, pour services professionnels relatifs à des prestations de services de développement pour solutions numériques, sites web et systèmes missions (lot 1);

1.3 « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le Contractant le 24 juillet 2017.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, à fournir, sur demande, des prestations de services de développement pour solutions numériques, sites web et systèmes missions (lot 1).

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

6.9 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Directeur, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

6.10 transmettre au Directeur, selon les modalités que lui indique le Directeur, les comptes-rendus des réunions de coordination ou de chantier;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de deux millions trois cent onze mille deux cent soixante-treize dollars et quarante-quatre sous (2 311 273,44) couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable comme suit :

Les services spécialisés seront utilisés au fur et à mesure de l'expression des besoins. Par conséquent, le paiement sera effectué mensuellement à la quantité des heures travaillées à l'intérieur du mandat au taux horaire soumissionné et sur la base de factures détaillées et accompagnées des pièces justificatives

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant: :

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 **HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.6 **LIEN D'EMPLOI**

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier de la Ville

Le e jour de 20

Conseillers en gestion et informatique CGI Inc.

Par : _____
Jonathan St-Cyr, Directeur, services-conseils

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 ;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET :

Systématix technologies de l'information Inc., personne morale ayant sa principale place d'affaires au 485 rue McGill, bureau 300, Montréal, Québec, H2Y 2H4, agissant et représentée par Jean Bernier, Directeur général adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée le « **CONTRACTANT** »

N° d'inscription T.P.S. : 887218873
N° d'inscription T.V.Q. : 1020764992

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient: :

1.1 « **Directeur** » : le directeur du Service des technologies de l'information ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : les documents d'appel d'offres public 17-16214, en date du 28 juin 2017, pour services professionnels relatifs à des prestations de services de développement pour solutions numériques, sites web et systèmes missions (lot 4 – Développement de contenu web);

1.3 « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le Contractant le 24 juillet 2017.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, à fournir, sur demande, des prestations de services de développement pour solutions numériques, sites web et systèmes missions (lot 4 – Développement de contenu web).

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

6.9 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Directeur, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

6.10 transmettre au Directeur, selon les modalités que lui indique le Directeur, les comptes-rendus des réunions de coordination ou de chantier;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de sept cent quarante-sept mille trente-huit dollars et cinquante-sept sous (747 038,57 $) couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable comme suit :

Les services spécialisés seront utilisés au fur et à mesure de l'expression des besoins. Par conséquent, le paiement sera effectué mensuellement à la quantité des heures travaillées à l'intérieur du mandat au taux horaire soumissionné et sur la base de factures détaillées et accompagnées des pièces justificatives

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant: :

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 **HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.6 **LIEN D'EMPLOI**

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier de la Ville

Le e jour de 20

Systématix technologies de l'information Inc.

Par : _____
Jean Bernier, Directeur général adjoint

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1177438007

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction , Division Performance TI et sourçage
Objet :	Conclure quatre (4) contrats de services professionnels avec les firmes suivantes: Conseillers en gestion et informatique CGI Inc. (lot 1 au montant de 2 311 273,44 $ taxes incluses, lot 2 au montant de 2 022 364,26 $ taxes incluses, lot 3 au montant de 866 727,54 $ taxes incluses) et Systematix inc. (lot 4 au montant de 747 038,57 $) pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en développement pour solutions numériques, sites web et systèmes mission / Appel d'offres 17-16214 - 6 soumissionnaires au total / Approuver les projets de convention à cette fin

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

16214 Intervention.pdf17-16214 - Det Cah Final.pdf17-16214 Tableau lot 1.pdf

16214 Tableau Lot 2.pdf16214 Tableau Lot 3.pdf16214 Tableau Lot 4.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Bernard BOUCHER
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514-872-5290

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-24

Claude HOULE
C/S Services Professionnels et connexesl
Tél : 514-872-5282
Division : Division De L Acquisition De Biens Et Services

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 17-16214 — No du GDD : 1177438007

Titre de l'appel d'offres : Prestation de services de développement pour solutions numériques, sites web et systèmes missions

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 28 - 6 - 2017

Ouverture originalement prévue le : 17 - 7 - 2017

Ouverture faite le : 24 - 7 - 2017

Date du comité de sélection : 27 - 7 - 2017

Nombre d'addenda émis durant la période : 5

Date du dernier addenda émis : 20 - 7 - 2017

Délai total accordé aux soumissionnaires : 25 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 26

Nbre de soumissions reçues : 16 — % de réponses : 61,54

Nbre de soumissions rejetées : 7 — % de rejets : 43,75

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
Multiple Media	Lot 1 : Pointage intérimaire en deca de 70 %
Les logiciels libres Linagora inc.	Lot 1 : Pointage intérimaire en deca de 70 %
Nventive inc.	Lot 2 : Pointage intérimaire en deca de 70 %
Les logiciels libres Linagora inc.	Lot 2 : Pointage intérimaire en deca de 70 %
Cofomo	Lot 2 : A soumis un prix pour l'année 1 mais pas pour l'année 2
Les logiciels libres Linagora inc.	Lot 3 : Pointage intérimaire en deca de 70 %
Les logiciels libres Linagora inc.	Lot 4 : Pointage intérimaire en deca de 70 %

Durée de la validité initiale de la soumission : 220 jrs — Date d'échéance initiale : 1 - 3 - 2018

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs — Date d'échéance révisée : 1 - 3 - 2018

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Conseillers en gestion et informatqiue CGI inc.	2 311 273.44	√	1
Conseillers en gestion et informatqiue CGI inc.	2 022 364,26	√	2
Conseillers en gestion et informatqiue CGI inc.	866 727,54	√	3
Systematix Technologies d el'information inc	747 038,57	√	4

Information additionnelle

Des avis de désistement reçus:
Deux (2) firmes ont un carnet de commandes plein.
Deux (2) firmes affirment ne pas avoir les ressources ou le nombre de mandats requis
Une (1) firme n'offre pas le service ou le produit.
Une (1) firme aurait soumissionné , mais le style de collaboration recherchée, n'étais pas en lien avec l'approche de la firme.

Préparé par : Bernard Boucher Le 16 - 8 - 2017

17-16214 - Prestation de services de développement pour solutions numériques, sites web et systèmes missions
Lot 1: Développement de sites Web (contrat 1)

FIRME	Présentation de l'offre TI 5%	Compréhension de la demande et de la problématique 10%	Expertise du soumissionnaire et de son coordonnateur des services pour la réalisation de contrats similaires 30%	Description des processus et méthodologies 15%	Qualité du centre d'expertise 30%	Analyse de l'échantillonage des expertises spécifiques 10%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	4,00	7,75	23,75	12,00	21,50	7,25	76,3	2 311 273,44 $	0,55	1
Multiplemedia	3,75	7,75	19,13	11,00	19,50	6,00	67,1			Non conforme
Nventive inc.	4,13	7,75	23,25	11,25	19,25	6,25	71,9	3 127 320,00 $	0,39	2
Les logiciels libres Linagora inc.	3,63	7,25	19,25	10,75	21,00	6,00	67,9			Non conforme
Tink Profitabilité numérique inc.	3,75	7,25	23,50	11,75	21,25	7,00	74,5	3 991 932,00 $	0,31	3

Agent d'approvisionnement	Bernard Boucher

Comité	
Date	jeudi 27-07-2017
Heure	13 h 30
Lieu	801 Brennan, 6 étage: salle 6132, Montreal

Multiplicateur d'ajustement
10000

17-16214 - Prestation de services en pratiques de gestion de projets et des services TI en mode agile et hybride
Lot 2: Gestion des services TI (contrat 2)

FIRME	Présentation de l'offre TI 5%	Compréhension de la demande et de la problématique 10%	Expertise du soumissionnaire et de son coordonnateur des services pour la réalisation de contrats similaires 30%	Description des processus et méthodologies 15%	Qualité du centre d'expertise 30%	Analyse de l'échantillonage des expertises spécifiques 10%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	4,25	7,75	22,50	12,00	21,25	7,50	75,3	2 022 364,26 $	0,62	1
Cofomo inc.	4,00	7,25	22,00	11,38	22,00	7,25	73,9		-	Non-conforme
Nventive inc.	4,00	7,75	23,00	11,25	17,00	6,00	69,0			Non conforme
Les logiciels libres Linagora inc.	3,88	7,25	19,25	10,75	19,50	6,00	66,6			Non conforme
R3D Conseils inc.	3,88	7,25	21,75	11,50	22,25	7,50	74,1	2 752 501,50 $	0,45	2

Comité	
Date	jeudi 27-07-2017
Heure	13 h 30
Lieu	801 Brennan, 6 étage: salle 6132, Montreal

Multiplicateur d'ajustement
10000

Agent d'approvisionnement	Bernard Boucher

Cofomo a indiquer qu'un taux horaire pour la première année au lieu de deux ans

17-16214 - Prestation de services de développement pour solutions numériques, sites web et systèmes missions
Lot 3: Développement de services pour services missions (contrat 3)

FIRME	Présentation de l'offre TI 5%	Compréhension de la demande et de la problématique 10%	Expertise du soumissionnaire et de son coordonnateur des services pour la réalisation de contrats similaires 30%	Description des processus et méthodologies 15%	Qualité du centre d'expertise 30%	Analyse de l'échantillonage des expertises spécifiques 10%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Les logiciels libres Linagora inc.	3,63	7,00	18,00	11,50	18,75	4,25	63,1			Non conforme
Nventive inc.	4,25	7,75	23,25	11,50	17,75	6,00	70,5	1 172 745,00 $	1,03	3
Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	4,25	8,00	21,50	12,00	22,25	7,50	75,5	866 727,54 $	1,45	1
R3D Conseils inc.	3,63	7,25	22,50	11,50	22,75	7,75	75,4	1 193 440,50 $	1,05	2
0							-		-	

Comité	
Date	jeudi 27-07-2017
Heure	13 h 30
Lieu	801 Brennan, 6 étage: salle 6132, Montreal

Multiplicateur d'ajustement
10000

Agent d'approvisionnement	Bernard Boucher

17-16214 - Prestation de services de développement pour solutions numériques, sites web et systèmes missions
Lot 4: Développement de contenu web (contrat 4)

FIRME	Présentation de l'offre TI 5%	Compréhension de la demande et de la problématique 10%	Expertise du soumissionnaire et de son coordonnateur des services pour la réalisation de contrats similaires 30%	Description des processus et méthodologies 15%	Qualité du centre d'expertise 30%	Analyse de l'échantillonage des expertises spécifiques 10%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Les logiciels libres Linagora inc.	3,38	6,50	19,00	10,38	18,75	4,00	62,0			Non conforme
Systematix Technologies de l'information inc.	4,50	7,25	24,00	12,00	22,75	8,25	78,8	747 038,57 $	1,72	1
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
Agent d'approvisionnement	**Bernard Boucher**									

Comité	
Date	jeudi 27-07-2017
Heure	13 h 30
Lieu	801 Brennan, 6 étage: salle 6132, Montreal

Multiplicateur d'ajustement
10000

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 17-16214
Numéro de référence : 1086587
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Prestation de services de développement pour solutions numériques, sites web et systèmes missions

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
ACCEO Solutions inc 75, rue Queen Bureau 6100 Montréal, QC, H3C 2N6 NEQ : 1167962977	Madame Caroline Taillon Téléphone : 514 288-7161 Télécopieur : 514 843-4095	**Commande : (1310409)** 2017-06-28 13 h 37 **Transmission :** 2017-06-28 13 h 37	2790017 - 17-16214 Addenda N° 1 - Report de date 2017-07-07 11 h 41 - Courriel 2792611 - 17-16214 Addenda N° 2 (devis) 2017-07-13 11 h 17 - Courriel 2792612 - 17-16214 Addenda N° 2 (bordereau) 2017-07-13 11 h 17 - Téléchargement 2794896 - 17-16214 Addenda N° 3 2017-07-18 13 h 54 - Courriel 2795490 - 17-16214 Addenda N° 4 2017-07-19 11 h 23 - Courriel 2796508 - 17-

				16214 Addenda N° 5 2017-07-20 16 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Association des agences de communication créative (A2C) 2015 Peel, Bureau 925 Montréal, QC, H3A 1T8 http://www.a2c.quebec NEQ : 1142074278	Madame Isabel Poirier Téléphone : 514 848-1732 Télécopieur : 514 848-1950	**Commande : (1311031)** 2017-06-29 13 h 13 **Transmission :** 2017-06-29 13 h 13	2790017 - 17-16214 Addenda N° 1 - Report de date 2017-07-07 11 h 41 - Courriel 2792611 - 17-16214 Addenda N° 2 (devis) 2017-07-13 11 h 17 - Courriel 2792612 - 17-16214 Addenda N° 2 (bordereau) 2017-07-13 11 h 17 - Téléchargement 2794896 - 17-16214 Addenda N° 3 2017-07-18 13 h 54 - Courriel 2795490 - 17-16214 Addenda N° 4 2017-07-19 11 h 23 - Courriel 2796508 - 17-16214 Addenda N° 5 2017-07-20 16 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Atelier Deux Huit Huit inc. 5605, De Gaspé suite 203 Montréal, QC, H2T 2A4 NEQ : 1166863820	Monsieur Louis-Pierre Chounard Téléphone : 514 903-9288 Télécopieur :	**Commande : (1319038)** 2017-07-19 9 h 51 **Transmission :** 2017-07-19 9 h 51	2790017 - 17-16214 Addenda N° 1 - Report de date 2017-07-19 9 h 51 - Téléchargement 2792611 - 17-16214 Addenda N° 2 (devis) 2017-07-19 9 h 51 - Téléchargement

				2792612 - 17-16214 Addenda N° 2 (bordereau) 2017-07-19 9 h 51 - Téléchargement 2794896 - 17-16214 Addenda N° 3 2017-07-19 9 h 51 - Téléchargement 2795490 - 17-16214 Addenda N° 4 2017-07-19 11 h 23 - Courriel 2796508 - 17-16214 Addenda N° 5 2017-07-20 16 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Bell Canada 930, rue d'Aiguillon, RC-140 Québec, QC, G1R5M9 NEQ : 1172462849	Monsieur Philippe Robitaille Téléphone : 418 691-4039 Télécopieur : 418 691-4095	**Commande : (1310587)** 2017-06-28 15 h 54 **Transmission :** 2017-06-28 15 h 54	2790017 - 17-16214 Addenda N° 1 - Report de date 2017-07-07 11 h 41 - Courriel 2792611 - 17-16214 Addenda N° 2 (devis) 2017-07-13 11 h 17 - Courriel 2792612 - 17-16214 Addenda N° 2 (bordereau) 2017-07-13 11 h 17 - Téléchargement 2794896 - 17-16214 Addenda N° 3 2017-07-18 13 h 54 - Courriel 2795490 - 17-16214 Addenda N° 4 2017-07-19 11 h 23 - Courriel 2796508 - 17-16214 Addenda N° 5 2017-07-20 16 h 17 - Courriel

				Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Cima+s.e.n.c. 3400, boul. du souvenir bureau 600 Laval, QC, H7V 3Z2 http://www.cima.ca NEQ : 3340563140	Madame Hélène Chouinard Téléphone : 514 337-2462 Télécopieur : 450 682-1013	**Commande : (1310909)** 2017-06-29 10 h 23 **Transmission :** 2017-06-29 10 h 23	2790017 - 17-16214 Addenda N° 1 - Report de date 2017-07-07 11 h 41 - Courriel 2792611 - 17-16214 Addenda N° 2 (devis) 2017-07-13 11 h 17 - Courriel 2792612 - 17-16214 Addenda N° 2 (bordereau) 2017-07-13 11 h 17 - Téléchargement 2794896 - 17-16214 Addenda N° 3 2017-07-18 13 h 54 - Courriel 2795490 - 17-16214 Addenda N° 4 2017-07-19 11 h 23 - Courriel 2796508 - 17-16214 Addenda N° 5 2017-07-20 16 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Cofomo inc. 1000, rue De La Gauchetière Ouest, bureau 1500 Montréal, QC, H3B 4W5 http://www.cofomo.com NEQ : 1142126664	Madame Clotilde Pignol Téléphone : 514 866-0039 Télécopieur : 514 866-0900	**Commande : (1310781)** 2017-06-29 8 h 55 **Transmission :** 2017-06-29 8 h 55	2790017 - 17-16214 Addenda N° 1 - Report de date 2017-07-07 11 h 41 - Courriel 2792611 - 17-16214 Addenda N° 2 (devis) 2017-07-13 11 h 17 - Courriel 2792612 - 17-16214 Addenda N° 2 (bordereau) 2017-07-13 11 h

				17 - Téléchargement 2794896 - 17-16214 Addenda N° 3 2017-07-18 13 h 54 - Courriel 2795490 - 17-16214 Addenda N° 4 2017-07-19 11 h 23 - Courriel 2796508 - 17-16214 Addenda N° 5 2017-07-20 16 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Conseillers en Gestion et Informatique CGI inc. 1350, boul. René-Lévesque Ouest, 23e étage Montréal, QC, H3G 1T4 http://www.cgi.com NEQ : 1160358728	Monsieur Michel Blain Téléphone : 514 415-3000 Télécopieur : 514 415-3999	**Commande : (1311331)** 2017-06-30 8 h 58 **Transmission :** 2017-06-30 8 h 58	2790017 - 17-16214 Addenda N° 1 - Report de date 2017-07-07 11 h 41 - Courriel 2792611 - 17-16214 Addenda N° 2 (devis) 2017-07-13 11 h 17 - Courriel 2792612 - 17-16214 Addenda N° 2 (bordereau) 2017-07-13 11 h 17 - Téléchargement 2794896 - 17-16214 Addenda N° 3 2017-07-18 13 h 54 - Courriel 2795490 - 17-16214 Addenda N° 4 2017-07-19 11 h 23 - Courriel 2796508 - 17-16214 Addenda N° 5 2017-07-20 16 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

				Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Cortex 520 Charest Est Bureau 330 Québec, QC, G1K 3J3 http://cortex.bz NEQ : 1165717019	Madame Rocio Martire Mulhall Téléphone : 418 210-0199 Télécopieur :	**Commande : (1310982)** 2017-06-29 11 h 39 **Transmission :** 2017-06-29 11 h 39	2790017 - 17-16214 Addenda N° 1 - Report de date 2017-07-07 11 h 41 - Courriel 2792611 - 17-16214 Addenda N° 2 (devis) 2017-07-13 11 h 17 - Courriel 2792612 - 17-16214 Addenda N° 2 (bordereau) 2017-07-13 11 h 17 - Téléchargement 2794896 - 17-16214 Addenda N° 3 2017-07-18 13 h 54 - Courriel 2795490 - 17-16214 Addenda N° 4 2017-07-19 11 h 23 - Courriel 2796508 - 17-16214 Addenda N° 5 2017-07-20 16 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Facilité Informatique Canada inc 5, place Ville-Marie Bureau 1045 Montréal, QC, H3B 2G2 http://www.facilite.com NEQ : 1140727687	Monsieur Samuel Lapointe Téléphone : 514 284-5636 Télécopieur : 514 284-9529	**Commande : (1310827)** 2017-06-29 9 h 28 **Transmission :** 2017-06-29 9 h 28	2790017 - 17-16214 Addenda N° 1 - Report de date 2017-07-07 11 h 41 - Télécopie 2792611 - 17-16214 Addenda N° 2 (devis) 2017-07-13 11 h 17 - Télécopie 2792612 - 17-16214 Addenda N° 2 (bordereau) 2017-07-13 11 h 17 - Téléchargement

				2794896 - 17-16214 Addenda N° 3 2017-07-18 13 h 55 - Télécopie 2795490 - 17-16214 Addenda N° 4 2017-07-19 11 h 24 - Télécopie 2796508 - 17-16214 Addenda N° 5 2017-07-20 16 h 18 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Fujitsu Canada (Réception des appels d'offres) 2000, boul. Lebourgneuf Bureau 300 Québec, QC, G2K 0B8 http://fujitsu.com/ca NEQ : 1143039486	Madame Marjolaine Giguère Téléphone : 418 840-5100 Télécopieur : 418 840-5105	**Commande : (1310501)** 2017-06-28 14 h 51 **Transmission :** 2017-06-28 14 h 51	2790017 - 17-16214 Addenda N° 1 - Report de date 2017-07-07 11 h 41 - Courriel 2792611 - 17-16214 Addenda N° 2 (devis) 2017-07-13 11 h 17 - Courriel 2792612 - 17-16214 Addenda N° 2 (bordereau) 2017-07-13 11 h 17 - Téléchargement 2794896 - 17-16214 Addenda N° 3 2017-07-18 13 h 54 - Courriel 2795490 - 17-16214 Addenda N° 4 2017-07-19 11 h 23 - Courriel 2796508 - 17-16214 Addenda N° 5 2017-07-20 16 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie

				(Purolator)
☐	Les logiciels Libres LINAGORA Inc. 1455, rue Drummond Bureau 2B Montréal, QC, H3G 1W3 http://www.linagora.ca NEQ : 1169499044	Monsieur ALEXANDRE ZAPOLSKY Téléphone : 514 798-1589 Télécopieur :	**Commande : (1318018)** 2017-07-17 13 h 57 **Transmission :** 2017-07-17 13 h 57	2790017 - 17-16214 Addenda N° 1 - Report de date 2017-07-17 13 h 57 - Téléchargement 2792611 - 17-16214 Addenda N° 2 (devis) 2017-07-17 13 h 57 - Téléchargement 2792612 - 17-16214 Addenda N° 2 (bordereau) 2017-07-17 13 h 57 - Téléchargement 2794896 - 17-16214 Addenda N° 3 2017-07-18 13 h 54 - Courriel 2795490 - 17-16214 Addenda N° 4 2017-07-19 11 h 23 - Courriel 2796508 - 17-16214 Addenda N° 5 2017-07-20 16 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Levio Conseils inc. 1015, avenue Wilfrid-Pelletier, bureau 530 Québec, QC, G1W 0C4 http://www.levio.ca NEQ : 1169672574	Madame Kathy Tremblay Téléphone : 418 914-3623 Télécopieur :	**Commande : (1310343)** 2017-06-28 12 h 18 **Transmission :** 2017-06-28 12 h 18	2790017 - 17-16214 Addenda N° 1 - Report de date 2017-07-07 11 h 41 - Courriel 2792611 - 17-16214 Addenda N° 2 (devis) 2017-07-13 11 h 17 - Courriel 2792612 - 17-16214 Addenda N° 2 (bordereau) 2017-07-13 11 h 17 - Téléchargement

				2794896 - 17-16214 Addenda N° 3 2017-07-18 13 h 54 - Courriel 2795490 - 17-16214 Addenda N° 4 2017-07-19 11 h 23 - Courriel 2796508 - 17-16214 Addenda N° 5 2017-07-20 16 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	LG2 - Labarre Gauthier Inc. 3575 boul. St-Laurent, suite 900 Montréal, QC, H2X 2T7 NEQ : 1169710952	Monsieur Roger Provencher Téléphone : 514 281-8901 Télécopieur : 514 281-0957	**Commande : (1311178)** 2017-06-29 15 h 14 **Transmission :** 2017-06-29 15 h 14	2790017 - 17-16214 Addenda N° 1 - Report de date 2017-07-07 11 h 41 - Courriel 2792611 - 17-16214 Addenda N° 2 (devis) 2017-07-13 11 h 17 - Courriel 2792612 - 17-16214 Addenda N° 2 (bordereau) 2017-07-13 11 h 17 - Téléchargement 2794896 - 17-16214 Addenda N° 3 2017-07-18 13 h 54 - Courriel 2795490 - 17-16214 Addenda N° 4 2017-07-19 11 h 23 - Courriel 2796508 - 17-16214 Addenda N° 5 2017-07-20 16 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier

				électronique
☐	Modellium inc. 400, boul. Jean-Lesage bureau 260 Québec, QC, G1K 8W1 NEQ : 1146990271	Monsieur Ossama Kettani Téléphone : 418 653-0853 Télécopieur : 418 653-0252	**Commande : (1310672)** 2017-06-29 5 h 51 **Transmission :** 2017-06-29 5 h 51	2790017 - 17-16214 Addenda N° 1 - Report de date 2017-07-07 11 h 41 - Courriel 2792611 - 17-16214 Addenda N° 2 (devis) 2017-07-13 11 h 17 - Courriel 2792612 - 17-16214 Addenda N° 2 (bordereau) 2017-07-13 11 h 17 - Téléchargement 2794896 - 17-16214 Addenda N° 3 2017-07-18 13 h 54 - Courriel 2795490 - 17-16214 Addenda N° 4 2017-07-19 11 h 23 - Courriel 2796508 - 17-16214 Addenda N° 5 2017-07-20 16 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	MultipleMedia 465 rue McGill Bureau 1000 Montréal, QC, H2Y 2H1 http://www.multiplemedia.com NEQ : 1147069307	Monsieur Karim Kendjouh Téléphone : 514 276-7660 Télécopieur :	**Commande : (1314858)** 2017-07-10 11 h 48 **Transmission :** 2017-07-10 11 h 48	2790017 - 17-16214 Addenda N° 1 - Report de date 2017-07-10 11 h 48 - Téléchargement 2792611 - 17-16214 Addenda N° 2 (devis) 2017-07-13 11 h 17 - Courriel 2792612 - 17-16214 Addenda N° 2 (bordereau) 2017-07-13 11 h 17 - Téléchargement 2794896 - 17-

				16214 Addenda N° 3 2017-07-18 13 h 54 - Courriel 2795490 - 17-16214 Addenda N° 4 2017-07-19 11 h 23 - Courriel 2796508 - 17-16214 Addenda N° 5 2017-07-20 16 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Nurun Montréal 740 rue Notre-Dame Ouest, bureau 600 Montréal, QC, H3C3X6 http://www.nurun.com NEQ : 1147603881	Monsieur Christian Ayotte Téléphone : 514 392-4301 Télécopieur :	**Commande : (1311148)** 2017-06-29 14 h 52 **Transmission :** 2017-06-29 14 h 52	2790017 - 17-16214 Addenda N° 1 - Report de date 2017-07-07 11 h 41 - Courriel 2792611 - 17-16214 Addenda N° 2 (devis) 2017-07-13 11 h 17 - Courriel 2792612 - 17-16214 Addenda N° 2 (bordereau) 2017-07-13 11 h 17 - Téléchargement 2794896 - 17-16214 Addenda N° 3 2017-07-18 13 h 54 - Courriel 2795490 - 17-16214 Addenda N° 4 2017-07-19 11 h 23 - Courriel 2796508 - 17-16214 Addenda N° 5 2017-07-20 16 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐	nventive inc 215 Saint-Jacques Montréal, QC, H2Y 1M6 http://www.nventive.com NEQ : 1164911977	Monsieur Marc A Garand Téléphone : 514 876-1702 Télécopieur :	**Commande : (1314374)** 2017-07-07 16 h 24 **Transmission :** 2017-07-07 16 h 24	2790017 - 17-16214 Addenda N° 1 - Report de date 2017-07-07 16 h 24 - Téléchargement 2792611 - 17-16214 Addenda N° 2 (devis) 2017-07-13 11 h 17 - Courriel 2792612 - 17-16214 Addenda N° 2 (bordereau) 2017-07-13 11 h 17 - Téléchargement 2794896 - 17-16214 Addenda N° 3 2017-07-18 13 h 54 - Courriel 2795490 - 17-16214 Addenda N° 4 2017-07-19 11 h 23 - Courriel 2796508 - 17-16214 Addenda N° 5 2017-07-20 16 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	R3D_Conseil_Inc. 1450 city councillors 340 Montréal, QC, h3a2e6 http://www.r3d.com NEQ : 1145625696	Monsieur Michel Savoie Téléphone : 514 392-9997 Télécopieur : 514 392-9940	**Commande : (1310355)** 2017-06-28 12 h 43 **Transmission :** 2017-06-28 12 h 43	2790017 - 17-16214 Addenda N° 1 - Report de date 2017-07-07 11 h 41 - Courriel 2792611 - 17-16214 Addenda N° 2 (devis) 2017-07-13 11 h 17 - Courriel 2792612 - 17-16214 Addenda N° 2 (bordereau) 2017-07-13 11 h 17 - Téléchargement 2794896 - 17-16214 Addenda N° 3

				2017-07-18 13 h 54 - Courriel 2795490 - 17-16214 Addenda N° 4 2017-07-19 11 h 23 - Courriel 2796508 - 17-16214 Addenda N° 5 2017-07-20 16 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Savoir-faire Linux inc. 7275, Saint Urbain bureau 200 Montréal, QC, H2R 2Y5 http://www.savoirfairelinux.com NEQ : 1148918635	Monsieur Steven Roth Téléphone : 514 276-5468 Télécopieur : 514 276-5465	**Commande : (1310332)** 2017-06-28 11 h 59 **Transmission :** 2017-06-28 11 h 59	2790017 - 17-16214 Addenda N° 1 - Report de date 2017-07-07 11 h 41 - Courriel 2792611 - 17-16214 Addenda N° 2 (devis) 2017-07-13 11 h 17 - Courriel 2792612 - 17-16214 Addenda N° 2 (bordereau) 2017-07-13 11 h 17 - Téléchargement 2794896 - 17-16214 Addenda N° 3 2017-07-18 13 h 54 - Courriel 2795490 - 17-16214 Addenda N° 4 2017-07-19 11 h 23 - Courriel 2796508 - 17-16214 Addenda N° 5 2017-07-20 16 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Sidlee Inc.	Monsieur	**Commande**	2790017 - 17-

	75, rue Queen bureau 1400 Montréal, QC, H3C 2N6 NEQ : 1167075994	Christian Quenneville Téléphone : 514 282-2200 Télécopieur :	**: (1311251)** 2017-06-29 16 h 17 **Transmission :** 2017-06-29 16 h 17	16214 Addenda N° 1 - Report de date 2017-07-07 11 h 41 - Courriel 2792611 - 17-16214 Addenda N° 2 (devis) 2017-07-13 11 h 17 - Courriel 2792612 - 17-16214 Addenda N° 2 (bordereau) 2017-07-13 11 h 17 - Téléchargement 2794896 - 17-16214 Addenda N° 3 2017-07-18 13 h 54 - Courriel 2795490 - 17-16214 Addenda N° 4 2017-07-19 11 h 23 - Courriel 2796508 - 17-16214 Addenda N° 5 2017-07-20 16 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Stantec Experts-conseils ltée 600-1060 boulevard Robert-Bourassa Montréal, QC, H3B 4V3 NEQ : 1170241336	Madame Claudine Talbot Téléphone : 418 626-2054 Télécopieur :	**Commande : (1310420)** 2017-06-28 13 h 51 **Transmission :** 2017-06-28 13 h 51	2790017 - 17-16214 Addenda N° 1 - Report de date 2017-07-07 11 h 41 - Courriel 2792611 - 17-16214 Addenda N° 2 (devis) 2017-07-13 11 h 17 - Courriel 2792612 - 17-16214 Addenda N° 2 (bordereau) 2017-07-13 11 h 17 - Téléchargement 2794896 - 17-16214 Addenda N° 3 2017-07-18 13 h 54 - Courriel

				2795490 - 17-16214 Addenda N° 4 2017-07-19 11 h 23 - Courriel 2796508 - 17-16214 Addenda N° 5 2017-07-20 16 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Systematix Technologies de l'Information Inc. 485, rue McGill, bureau 300 Montréal, QC, H2Y2H4 http://www.systematix.com NEQ : 1142016766	Madame Manon Anctil Téléphone : 514 393-1363 Télécopieur :	**Commande : (1310287)** 2017-06-28 11 h 15 **Transmission :** 2017-06-28 11 h 15	2790017 - 17-16214 Addenda N° 1 - Report de date 2017-07-07 11 h 41 - Courriel 2792611 - 17-16214 Addenda N° 2 (devis) 2017-07-13 11 h 17 - Courriel 2792612 - 17-16214 Addenda N° 2 (bordereau) 2017-07-13 11 h 17 - Téléchargement 2794896 - 17-16214 Addenda N° 3 2017-07-18 13 h 54 - Courriel 2795490 - 17-16214 Addenda N° 4 2017-07-19 11 h 23 - Courriel 2796508 - 17-16214 Addenda N° 5 2017-07-20 16 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Tink Profitabilité numérique 87, rue Prince Bureau 140 Montréal, QC, H3C 2M7	Monsieur Thierry Vourc'h Téléphone	**Commande : (1311188)** 2017-06-29 15 h 22	2790017 - 17-16214 Addenda N° 1 - Report de date 2017-07-07 11 h

	http://www.tink.ca NEQ : 1144992469	: 514 866-0995 Télécopieur : 514 866-2461	**Transmission :** 2017-06-29 15 h 22	41 - Courriel 2792611 - 17-16214 Addenda N° 2 (devis) 2017-07-13 11 h 17 - Courriel 2792612 - 17-16214 Addenda N° 2 (bordereau) 2017-07-13 11 h 17 - Téléchargement 2794896 - 17-16214 Addenda N° 3 2017-07-18 13 h 54 - Courriel 2795490 - 17-16214 Addenda N° 4 2017-07-19 11 h 23 - Courriel 2796508 - 17-16214 Addenda N° 5 2017-07-20 16 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Valtech Canada 400 Maisonneuve Bureau 700 Montréal, QC, H3A 1L4 http://w.illi.am NEQ : 1164115561	Monsieur Vincent Guerin Téléphone : 514 448-4035 Télécopieur :	**Commande : (1310707)** 2017-06-29 8 h **Transmission :** 2017-06-29 8 h	2790017 - 17-16214 Addenda N° 1 - Report de date 2017-07-07 11 h 41 - Courriel 2792611 - 17-16214 Addenda N° 2 (devis) 2017-07-13 11 h 17 - Courriel 2792612 - 17-16214 Addenda N° 2 (bordereau) 2017-07-13 11 h 17 - Téléchargement 2794896 - 17-16214 Addenda N° 3 2017-07-18 13 h 54 - Courriel 2795490 - 17-16214 Addenda N° 4

				2017-07-19 11 h 23 - Courriel 2796508 - 17-16214 Addenda N° 5 2017-07-20 16 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Ville de Longueuil . 4250, Chemin de la Savane Longueuil, QC, J3Y 9G4 NEQ :	Monsieur Gaëtan Cazes Téléphone : 450 463-7100 Télécopieur : 450 463-7404	**Commande : (1310796)** 2017-06-29 9 h 06 **Transmission :** 2017-06-29 9 h 06	Mode privilégié : Ne pas recevoir
☐	Vortex Solution 40 Jean Talon Est Montréal, QC, H2R 1S3 http://www.vortexsolution.com NEQ : 1148559744	Madame Evelyne Morissette Téléphone : 514 278-7575 Télécopieur : 514 278-7606	**Commande : (1316285)** 2017-07-12 15 h 12 **Transmission :** 2017-07-12 15 h 12	2790017 - 17-16214 Addenda N° 1 - Report de date 2017-07-12 15 h 12 - Téléchargement 2792611 - 17-16214 Addenda N° 2 (devis) 2017-07-13 11 h 17 - Télécopie 2792612 - 17-16214 Addenda N° 2 (bordereau) 2017-07-13 11 h 17 - Téléchargement 2794896 - 17-16214 Addenda N° 3 2017-07-18 13 h 55 - Télécopie 2795490 - 17-16214 Addenda N° 4 2017-07-19 11 h 24 - Télécopie 2796508 - 17-16214 Addenda N° 5 2017-07-20 17 h 26 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié

(plan) : Messagerie (Purolator)

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

- Aide en ligne
- Formation en ligne
- Glossaire
- Plan du site
- Accessibilité
- UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

- Grille des tarifs
- Contactez-nous
- Nouvelles
- Marchés publics hors Québec
- Registre des entreprises non admissibles
- Autorité des marchés financiers

À propos

- À propos de SEAO
- Info sur Constructo
- Conditions d'utilisation
- Polices supportées

Partenaires

© 2003-2017 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
MANDAT

Dossier # : 1177438007

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction , Division Performance TI et sourçage
Objet :	Conclure quatre (4) contrats de services professionnels avec les firmes suivantes: Conseillers en gestion et informatique CGI Inc. (lot 1 au montant de 2 311 273,44 $ taxes incluses, lot 2 au montant de 2 022 364,26 $ taxes incluses, lot 3 au montant de 866 727,54 $ taxes incluses) et Systematix inc. (lot 4 au montant de 747 038,57 $) pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en développement pour solutions numériques, sites web et systèmes mission / Appel d'offres 17-16214 - 6 soumissionnaires au total / Approuver les projets de convention à cette fin

Numéro du mandat
SMCE177438007

Date du mandat
2017-09-06

Objet du mandat

Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrat

Type de mandat

Commission sur l'examen des contrats

VU le Règlement sur la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008);

VU la résolution CG11 0082 qui détermine les critères de sélection des contrats qui doivent être soumis à la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats;

VU que le contrat de services professionnels est d'une valeur de plus de 1 M$ et qu'il présente un écart de plus de 20 % entre le prix soumis par l'adjudicataire et le soumissionnaire ayant obtenu la deuxième meilleure note à la suite de l'utilisation d'une grille d'évaluation;

Le comité exécutif, après avoir pris connaissance du dossier décisionnel 1177438007, mandate la Commission sur l'examen des contrats afin d'étudier ce dossier.

Signé le : 2017-09-08

Jean-François MILOT

_____

Chef de division soutien aux instances

Dossier # :1177438007

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Commission permanente sur l'examen des contrats

La commission :

Présidente

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Vice-présidentes

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Membres

Mme Dida Berku
Ville de Côte-Saint-Luc

M. Richard Celzi
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Marie Cinq-Mars
Arrondissement d'Outremont

M. Richard Deschamps
Arrondissement de LaSalle

M. Marc-André Gadoury
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Luc Gagnon
Arrondissement de Verdun

M. Manuel Guedes
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 28 septembre 2017

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE177438007

Conclure quatre (4) contrats de services professionnels avec les firmes suivantes: Conseillers en gestion et informatique CGI Inc. (lot 1 au montant de 2 311 273,44 $ taxes incluses, lot 2 au montant de 2 022 364,26 $ taxes incluses, lot 3 au montant de 866 727,54 $ taxes incluses) et Systematix inc. (lot 4 au montant de 747 038,57 $) pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en développement pour solutions numériques, sites web et systèmes mission / Appel d'offres 17-16214 - 8 soumissionnaires / Approuver les projets de convention à cette fin.

(ORIGINAL SIGNÉ)

Émilie Thuillier
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE177438007

Conclure quatre (4) contrats de services professionnels avec les firmes suivantes: Conseillers en gestion et informatique CGI Inc. (lot 1 au montant de 2 311 273,44 $ taxes incluses, lot 2 au montant de 2 022 364,26 $ taxes incluses, lot 3 au montant de 866 727,54 $ taxes incluses) et Systematix inc. (lot 4 au montant de 747 038,57 $) pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en développement pour solutions numériques, sites web et systèmes mission / Appel d'offres 17-16214 - 8 soumissionnaires / Approuver les projets de convention à cette fin.

À sa séance du 6 septembre 2017, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce dossier répondait aux critères suivants :

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ présentant un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le soumissionnaire ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation.*

Le 13 septembre 2017, les membres de la commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus relativement au mandat confié. Des représentants du Service des technologies de l'information et du Service de l'approvisionnement ont répondu aux questions des membres de la commission.

La Commission a constaté que le Service des technologies de l'information souhaitait, par cet appel d'offres, réaliser une plus grande ouverture du marché. À l'évidence, ce souhait ne s'est pas matérialisé.

Les membres ont aussi noté que la période de l'appel d'offres s'est terminée à la fin juillet, durant la période des vacances de la construction. Pour la Commission, cela ne constitue pas une bonne pratique et il aurait été préférable de procéder à l'appel d'offres à un autre moment.

La Commission a également constaté que plusieurs ententes-cadres en vigueur au moment du lancement de l'appel d'offres ont été résiliées par la suite. En réponse aux questions des membres, le Service a indiqué que les soumissionnaires n'étaient pas informés de ce fait au moment où ils ont déposé leurs soumissions.

Enfin, la Commission est d'avis qu'il y a lieu de s'étonner et de se questionner sur le caractère concurrentiel des soumissions de la firme CGI.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service des technologies de l'information et du Service de l'approvisionnement pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la commission. La commission adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération à savoir :

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ présentant un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le soumissionnaire ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation.*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE177438007 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.89

2017/09/28 17:00

(2)

Dossier # : 1170640001

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	Habitation 2015-2020
Objet :	Approuver le projet d''Entente entre la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal relativement au transfert des responsabilités en habitation et des budgets afférents, en vue de la mise en oeuvre de l'entente-cadre (Réflexe Montréal) reconnaissant le statut particulier de la métropole.

Attendu :
- que la mise en oeuvre de l'entente cadre Réflexe Montréal sur le statut particulier de la métropole prévoit le transfert à la Ville de Montréal des responsabilités en habitation et des budgets afférents;
- que ce transfert requiert une entente administrative pour en établir les modalités;
- que la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal ont convenu d'une entente et d'annexes techniques;

Il est recommandé d'approuver cette entente telle que proposée au présent sommaire.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-08-09 17:11

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1170640001**
Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	Habitation 2015-2020
Objet :	Approuver le projet d''Entente entre la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal relativement au transfert des responsabilités en habitation et des budgets afférents, en vue de la mise en oeuvre de l'entente-cadre (Réflexe Montréal) reconnaissant le statut particulier de la métropole.

CONTENU

CONTEXTE

Le gouvernement du Québec signait avec la Ville de Montréal, le 8 décembre 2016, une entente-cadre intitulée «*Réflexe Montréal - Entente-cadre sur les engagements du gouvernement du Québec et de la Ville de Montréal pour la reconnaissance du statut particulier de la métropole».* S'ajoutant à la *Loi augmentant l'autonomie et les pouvoirs de la Ville de Montréal, métropole du Québec* , ainsi qu'à certains éléments de la *Loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter à ce titre leur autonomie et leurs pouvoirs* », cette entente cadre annonce des dispositifs qui permettront de prendre en compte la situation particulière de Montréal lors de l'élaboration des lois, règlements et politiques pouvant toucher la collectivité montréalaise. Elle annonce aussi des ententes sectorielles qui permettront de préciser la dévolution de responsabilités dans cinq domaines, soit l'habitation, la lutte contre l'itinérance, l'immigration, la culture et le patrimoine, et enfin les infrastructures et équipements scolaires.
En matière d'habitation, il est prévu :
ú que la Société d'habitation du Québec (SHQ) transfère à la Ville les responsabilités et les budgets relatifs au développement de l'habitation sur son territoire, ce transfert des budgets tenant compte d'éventuelles contributions du gouvernement fédéral;
ú que la SHQ s'engage à modifier son cadre d'intervention pour que la Ville puisse «gérer les sommes prévues pour son territoire en fonction de ses critères opérationnels adaptés à sa réalité et des orientations gouvernementales (…) de façon à mettre en œuvre des programmes municipaux d'habitation de la Ville pour le développement de logements pour les personnes à revenu faible ou modique».

La SHQ a amorcé dès décembre 2016 un travail soutenu avec la Ville pour définir les droits et responsabilités des parties, ainsi que les mécanismes financiers et de reddition de comptes. Ce travail a été complété en juillet 2017. L'entente survenue doit maintenant être approuvée par les instances municipales pour pouvoir entrer en vigueur. C'est l'objet du présent sommaire décisionnel.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

s/o

DESCRIPTION

L'*Entente concernant le transfert des responsabilités en habitation ainsi que des budgets afférents* («l'Entente») définit les engagements de la SHQ et de la Ville en regard du transfert des budgets et responsabilités relatifs au développement de l'habitation sur le territoire montréalais.

Portée de l'entente et programmes visés

ú Sont visés par l'Entente les programmes AccèsLogis, Rénovation Québec (PRQ) et Adaptation de domicile pour personnes handicapées (PAD).
ú L'Entente ne porte pas sur les programmes relatifs aux habitations à loyer modique (HLM), ni sur les programmes de suppléments au loyer existants.

Sommes transférées

ú Pour la première année de l'Entente (2017-2018), la part de la Ville est établie à 36% des engagements du gouvernement pour l'ensemble du Québec dans chacun des trois programmes visés. Cette part augmentera d'un point de pourcentage par année pour atteindre 40% à la cinquième année de l'entente.
ú La SHQ informera annuellement la Ville du budget qu'elle aura à sa disposition au plus tard 15 jours après le dépôt du budget du Québec; par la suite, dans un délai de 30 jours, la Ville informera la SHQ de la répartition qu'elle entend faire de ce budget.
ú Pour l'année 2017-2018, le budget global d'engagement disponible pour la Ville sera de 93 708 000 $.

Utilisation des fonds

ú Le remplacement des programmes actuels par de nouveaux programmes respectera un calendrier adapté à la situation et aux enjeux propres à chacun:

AccèsLogis :
- Les sommes du programme AccèsLogis Québec seront gérées dans le cadre d'un nouveau programme (Programme d'aide à la réalisation de logements coopératifs et sans but lucratif). Ce programme fait l'objet d'un sommaire décisionnel sous le numéro 1170634001, qui est soumis aux instances de la Ville et de l'Agglomération concurremment au présent sommaire.
- Le budget de supplément au loyer rattaché à ce futur programme ne fait pas parti du budget global transféré à la Ville. Ces suppléments de loyer seront alloués par la SHQ et seront gérés par l'Office municipal d'habitation de Montréal à l'instar des suppléments de loyer de l'actuel programme AccèsLogis Québec.

Programmes PRQ et PAD
- Pour l'année en cours, les sommes relatives aux programmes Rénovation Québec et Adaptation de domicile seront gérées conformément aux programmes actuellement en vigueur. De nouveaux programmes seront élaborés à compter de 2018.

Obligations des parties

ú La répartition des dépenses faites par la Ville devra permettre à la SHQ de respecter les orientations et objectifs fixés par des politiques ministérielles, dont le Plan d'action interministériel en itinérance 2015-2020, le plan 2015-2019 des engagements gouvernementaux de la politique *À part entière* pour accroître la participation des personnes handicapées, et la Politique gouvernementale de prévention en santé.
ú La répartition des dépenses de la Ville devra permettre à la SHQ d'atteindre ses objectifs de financement externe. En l'occurrence, ceci pourra impliquer le respect de conditions provenant d'ententes conclues avec la Société canadienne d'hypothèques et de logement

(SCHL).
ú Dans l'éventualité où la SHQ créerait de nouveaux programmes, elle déterminera, en collaboration avec la Ville, la part de celle-ci en tenant compte notamment de critères socio-économiques.

Versement des subventions
ú Selon le programme, la subvention pourra être versée en totalité par un paiement unique ou par versements.
ú Les modalités sont incluses au sommaire des programmes concernés qui apparaît en annexe de la présente entente.

Reddition de comptes
ú Pour les programmes financés en vertu d'une entente de financement avec la SCHL, la reddition de comptes sera trimestrielle.
ú La SHQ s'engage à faire des démarches auprès du gouvernement du Québec et de la SCHL afin d'alléger le processus de reddition de comptes relatif aux programmes d'habitation de la Ville.

Dépenses non reconnues
ú La Ville sera responsable d'assumer toute dépense non reconnue par la SCHL, le gouvernement du Québec ou tout autre organisme de financement externe dans le cadre du processus de réclamation applicable en vertu des ententes de financement applicables. Advenant des débours refusés par la SCHL, la Ville pourra accompagner la SHQ afin de faire ses propres représentations.

Financement des unités AccèsLogis Québec non engagées
ú L'Entente ne s'applique pas aux quelque 2100 unités déjà accordées par la SHQ, en vertu des budgets du gouvernement du Québec de 2016 et d'années antérieures, dans des programmations passées; ces unités n'ont pas encore fait l'objet d'engagements de subventions dans le cadre du programme AccèsLogis Québec (le nombre exact sera établi au moment de l'entrée en vigueur de l'Entente).
ú Une entente distincte quant à la réalisation de ces unités sera conclue d'ici le 31 décembre 2017.

Comité de suivi
ú Un comité mixte Ville-SHQ-Secrétariat à la région métropolitaine verra au suivi de l'entente et soumettra aux parties un bilan trois (3) ans après la date d'entrée en vigueur de l'entente, ainsi qu'une évaluation de l'entente et des programmes après cinq (5) ans.

JUSTIFICATION

L'approbation de l'*Entente concernant le transfert des responsabilités en habitation ainsi que des budgets afférents* est nécessaire pour permettre le transfert des fonds convenu avec la SHQ et, plus largement, pour concrétiser dans le champ de l'habitation les engagements de l'entente-cadre « Réflexe Montréal» de décembre 2016.
Les fonds transférés permettront à la Ville de Montréal de poursuivre et d'améliorer ses interventions en habitation, notamment en matière de développement de logements sociaux et communautaires, de maintien en bon état du parc locatif et d'adaptation de domicile pour les personnes vivant avec des handicaps. Ces programmes et interventions en habitation contribuent à la mise en œuvre de plusieurs politiques ou plans d'actions municipaux à caractère urbanistique, social, économique et environnemental, tels :
ú Le Plan de lutte contre l'insalubrité
ú Le Plan de fidélisation des familles
ú Le Plan d'action de la Ville en matière d'itinérance
ú La mise en œuvre de la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels

ú Le Plan de développement durable
ú Plusieurs stratégies ou plans de revitalisation à l'échelle de quartiers ou d'arrondissements.

L'approbation de l'Entente permettra également de bonifier ou revoir les programmes actuels afin de les rendre plus performants et, surtout, mieux adaptés aux besoins et enjeux. Le programme AccèsLogis Québec est celui qui présente la situation la plus urgente, puisque les normes actuelles de ce programme en rendent l'utilisation de plus en plus difficile sur le territoire montréalais. Ceci explique que les travaux de révision de ce programme ont été initiés dès le printemps 2017, en parallèle avec les discussions sur l'Entente, et que ce programme révisé sera soumis aux instances décisionnelles concurremment au présent sommaire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'Entente prévoit le transfert d'un budget d'engagements de 93,7 M $ pour l'année financière 2017-2018. Ce budget sera intégré à la base budgétaire du Service de la mise en valeur du territoire (SMVT). Le transfert ne requiert pas de modification aux budgets déjà prévus cette année dans les programmes concernés.
ú Dans le cas du programme AccèsLogis, le budget d'engagements transféré correspond à 74,6 M $. Puisqu'il s'agit d'un budget d'engagements, il n'aura d'incidences sur les déboursés de la Ville qu'au fur et à mesure de la réalisation des projets dans le futur *Programme d'aide à la réalisation de logements coopératifs et sans but lucratif.* La contribution prévue de la Ville pour 2017 est de 18 M $: ce budget correspond à des déboursés prévus pour des projets engagés en 2017 et au cours d'années antérieures.

ú Pour le PRQ, le budget d'engagements transféré est de 9 M $. La contribution de la Ville se fera à même les budgets déjà affectés aux programmes municipaux qui ont remplacé le PRQ depuis 2014. Ces budgets sont de 14,5 M $ en 2017.

ú Quant au programme Adaptation de domicile, les budgets d'engagements transférés sont de 10,1 M $. Ce programme n'implique pas de contribution municipale aux subventions.

Pour chacune des années subséquentes de l'Entente (2018-2022), la Ville sera avisée des transferts de budgets d'engagements au plus tard 15 jours après le dépôt du budget du Québec. Comme c'est le cas actuellement, la planification des déboursés correspondant à ces engagements apparaîtra aux budgets annuels soumis aux instances de la Ville et de l'Agglomération.

La mise en oeuvre de l'Entente pourra avoir des impacts notamment sur le fonds de roulement (liquidités), sur le plan d'effectifs, ou sur le niveau des contributions de la Ville et de l'Agglomération à la Communauté métropolitaine de Montréal au chapitre du logement social. Ces impacts découlant de choix de gestion propres à chaque programme, ils seront soumis aux instances au moment de l'adoption de ces programmes.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La poursuite des interventions en matière d'habitation permet à la Ville de Montréal d'agir sur plusieurs aspects clé du développement durable, dont la conservation du parc résidentiel existant, la consolidation du territoire urbanisé et sa densification dans les secteurs desservis par le transport collectif, la réponse aux besoins sociaux et, plus largement, le maintien d'une offre résidentielle saine et diversifiée, garante d'une réelle mixité sociale.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le transfert des pouvoirs et budgets en matière d'habitation conférera à la Ville de Montréal la capacité de moduler davantage ses interventions en fonction des besoins et enjeux sur son territoire (ainsi que sur le territoire de l'Agglomération en ce qui a trait au développement du logement social). Le transfert permettra notamment de procéder à une révision en profondeur des programmes actuels et ouvre la possibilité de créer de nouveaux outils pour façonner et améliorer le cadre bâti et l'offre résidentielle.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est recommandée par le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

La Société d'habitation du Québec doit soumettre l'entente pour information au Conseil des ministres.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

A la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Julie DOYON)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Julie DOYON, Service des affaires juridiques
Jean J THERRIEN, Direction générale

Lecture :

Julie DOYON, 3 août 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Suzanne LAFERRIÈRE
Conseillère au développement de l'habitation

Tél : 872-5897
Télécop. : 872-3883

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-07-26

Marianne CLOUTIER
Directrice - Habitation

Tél : 514 872-3882
Télécop. : 514 872-3883

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marianne CLOUTIER
Directrice - Habitation
Tél : 514 872-3882
Approuvé le : 2017-08-08

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Benoit DAGENAIS
Directeur général adjoint
Tél : 514 872-9466
Approuvé le : 2017-08-09

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1170640001

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation , Direction
Objet :	Approuver le projet d''Entente entre la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal relativement au transfert des responsabilités en habitation et des budgets afférents, en vue de la mise en oeuvre de l'entente-cadre (Réflexe Montréal) reconnaissant le statut particulier de la métropole.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous validons quant à sa forme et à son contenu l'Entente concernant le transfert des budgets et de la responsabilité en habitation à intervenir entre la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal.

FICHIERS JOINTS

ANNEXE 1 Entente SHQ -MTL 2017-07-27.doc

ANNEXE 2 Entente SHQ-MTL 2017-07-27.doc

ENTENTE -SHQ-MTL - 2017-07-27.docx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie DOYON
Avocate
Tél : 514-872-6873

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-04

Marie-Andrée SIMARD
Notaire et chef de division
Tél : 514-872-2363
Division : Droit contractuel

ENTENTE CONCERNANT LE TRANSFERT DES BUDGETS ET DE LA RESPONSABILITÉ EN HABITATION

ENTRE :

SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC, personne morale dûment constituée en vertu de la *Loi sur la Société d'habitation du Québec* (RLRQ, chapitre S-8), dont le siège est situé au 1054, rue Louis-Alexandre-Taschereau, à Québec, province de Québec, G1R 5E7, agissant et représentée par madame Guylaine Marcoux, présidente-directrice générale par intérim, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu du *Règlement sur la délégation de pouvoir et de signature de certains documents de la Société d'habitation du Québec* (RLRQ, chapitre S-8, r.6),

ci-après appelée la « Société »

ET :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836,

ci-après appelée la « Ville »

PRÉAMBULE

ATTENDU QU'en vertu du second alinéa de l'article 3 de la *Loi sur la Société d'habitation du Québec*, la Société prépare et met en œuvre, avec l'autorisation du gouvernement, les programmes lui permettant de rencontrer ses objets;

ATTENDU QUE la Société est notamment responsable de stimuler le développement et la concertation des initiatives publiques et privées en matière d'habitation;

ATTENDU QUE la Société canadienne d'hypothèques et de logement (ci-après « SCHL ») participe financièrement à différents programmes de la Société en matière d'habitation;

ATTENDU QU'afin d'avoir droit à cette participation financière de la SCHL, la Société doit procéder à une reddition de compte;

ATTENDU QUE la Société doit également procéder à une reddition de compte auprès du gouvernement du Québec;

ATTENDU QUE la Ville joue depuis longtemps un rôle de leader dans le domaine de l'habitation et qu'elle dispose déjà de responsabilités déléguées par le gouvernement du Québec en matière d'habitation;

ATTENDU QU'il existe sur le territoire de la Ville une dynamique immobilière et des réalités sociales et territoriales particulières;

ATTENDU QUE la Ville a besoin d'une pleine autonomie pour définir ses propres programmes en matière d'habitation afin de mieux répondre aux besoins de sa population;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec et la Ville ont conclu une entente le 8 décembre 2016 intitulée *Le « Réflexe Montréal » – Entente-cadre sur les engagements du gouvernement du Québec et de la Ville de Montréal pour la reconnaissance du statut particulier de la métropole* (ci-après l' « Entente-cadre »);

ATTENDU QUE l'Entente-cadre prévoit notamment le transfert à la Ville des budgets et de la responsabilité relatifs au développement de l'habitation sur son territoire, à l'exclusion des budgets relatifs au parc d'habitations à loyer modique (HLM);

ATTENDU QU'en vertu de l'Entente-cadre, la Société doit modifier son cadre d'intervention afin de permettre à la Ville de gérer les sommes prévues pour son territoire en fonction de critères opérationnels adaptés à sa réalité et des orientations gouvernementales, notamment sur les objectifs à atteindre;

ATTENDU QU'en vertu de l'Entente-cadre, la Société doit conclure avec la Ville les ententes relatives au financement, au suivi et à la conformité de sa gestion par une reddition de compte *a posteriori* portant notamment sur les objectifs gouvernementaux;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente a pour objet de définir les engagements de la Société et de la Ville relativement au transfert à la Ville des budgets et de la responsabilité relatifs au développement de l'habitation sur son territoire.

La présente entente ne modifie pas les ententes et modalités d'application des programmes relatifs aux logements à loyer modique et au supplément au loyer.

2. CADRE DU TRANSFERT FINANCIER

La Société s'engage à préparer et à mettre en œuvre, avec l'approbation du gouvernement, un programme lui permettant de verser à la Ville les budgets relatifs aux différents programmes d'habitation en tenant compte des orientations et des objectifs gouvernementaux.

La Ville s'engage à gérer ces budgets dans le cadre de programmes municipaux d'habitation qui tiendront compte de critères opérationnels adaptés à sa réalité et des orientations et objectifs gouvernementaux.

La Société s'engage, autant que faire se peut, à consulter la Ville préalablement à l'établissement des orientations et des objectifs gouvernementaux touchant les programmes municipaux d'habitation de la Ville.

3. BUDGET RELATIF AUX PROGRAMMES D'HABITATION

Pour chacun des programmes d'habitation de la Société applicable sur le territoire de la Ville, la Société déterminera annuellement la part du budget revenant à la Ville. Le total de ces parts constituera le budget annuel global de la Ville.

Aux fins de la présente entente, une année correspond à la période du 1er avril d'une année au 31 mars de l'année suivante.

La part de la Ville correspondra au pourcentage convenu entre les parties du budget mis à la disposition de la Société pour les programmes AccèsLogis Québec, d'adaptation de domicile et Rénovation Québec. Pour l'année 2017-2018, ce pourcentage est établi à 36 %. Ce pourcentage sera augmenté d'un point de pourcentage annuellement jusqu'à ce qu'il atteigne 40 %.

Dans l'éventualité où la Société créerait de nouveaux programmes, elle déterminera, en collaboration avec la Ville, la part de la Ville en tenant compte notamment de critères socioéconomiques.

La Société devra informer la Ville du budget qu'elle aura à sa disposition au plus tard 15 jours après le dépôt du budget du Québec. À cette occasion, la Société pourra exiger que certaines sommes soient dépensées conformément à des orientations et des objectifs gouvernementaux.

Au plus tard 30 jours après l'envoi de ce budget, la Ville devra informer la Société de la répartition qu'elle entend faire de celui-ci. Les parties conviendront du modèle à respecter pour la présentation de cette répartition, qui inclura le sommaire de chacun des programmes municipaux financés en vertu de la présente entente. La répartition devra respecter le cadre budgétaire accordé à la Société par le gouvernement du Québec et permettre le respect des orientations et l'atteinte des objectifs gouvernementaux. Le budget doit être ventilé de manière à ce que la Société puisse atteindre ses objectifs de financement externe, notamment celui provenant de la SCHL dans le cadre des ententes de financement actuelles. S'il y a lieu, la Société devra formuler ses commentaires quant à la répartition, au plus tard 10 jours après la réception de celle-ci.

Si la Ville ne prévoit pas dépenser l'ensemble des sommes attribuées pour l'année en cours, elle devra en informer la Société au plus tard le 15 novembre.

La Société pourra bonifier le budget accordé à la Ville. Dans un tel cas, la Société en informera la Ville dès que possible.

Pour l'année 2017-2018, le budget d'engagement disponible pour la Ville sera de 93 707 000 $ et il sera dépensé conformément aux modalités transmises par la Société à la Ville lors de la signature de la présente entente. Les sommes relatives aux programmes Rénovation Québec et d'adaptation de domicile seront gérées conformément aux programmes actuellement en vigueur, et ce, jusqu'à ce qu'un programme municipal soit adopté par la Ville. Le cas échéant, la Société et la Ville conviendront des modalités de transfert des sommes vers ce nouveau programme. Les sommes relatives au

programme AccèsLogis Québec seront quant à elle gérées dans le cadre du programme à être adopté par la Ville.

Aux fins de préparation du budget annuel, la Ville devra soumettre à la Société, au plus tard le 1er juillet, ses prévisions budgétaires pour l'année suivante. La Ville devra confirmer, le 15 novembre de la même année, que ces prévisions sont toujours exactes ou, le cas échéant, y apporter les corrections nécessaires.

En tout état de cause, la confirmation du budget sera conditionnelle à l'approbation des crédits nécessaires par le gouvernement du Québec et à la confirmation des contributions de la SCHL.

La Société s'engage à faire des démarches auprès du gouvernement du Québec en vue d'obtenir des budgets pluriannuels pour ses programmes d'habitation.

Les parties conviennent que le budget relatif au supplément au loyer rattaché aux unités du programme municipal équivalent à AccèsLogis Québec ne fait pas partie du budget global de la Ville. Ce supplément au loyer continuera à être versé conformément aux programmes existants de la Société et sera géré par l'Office municipal d'habitation de Montréal.

4. VERSEMENT DES SUBVENTIONS

Les parties conviendront des modalités de versement des subventions par programme municipal. Selon le programme, la subvention pourra être versée en totalité à l'occasion d'un paiement unique ou par versements.

Les modalités convenues devront permettre à la Société de remplir ses obligations à l'égard de la SCHL et du gouvernement du Québec. Ces modalités seront incluses au sommaire du programme concerné.

En tout état de cause, les sommes destinées à la Ville provenant du gouvernement du Québec ne pourront être versées à la Ville avant que le décret concernant le versement d'une subvention à la Société n'ait été publié à la *Gazette officielle du Québec*.

Quant aux sommes destinées à la Ville provenant de la SCHL, elles seront versées à la Ville au plus tard 30 jours après leur réception par la Société.

Dans tous les cas, les sommes seront versées à la Ville sur présentation d'une réclamation et dans le respect du cadre budgétaire établi. Les parties conviendront d'un modèle de réclamation.

5. REDDITION DE COMPTE

La Ville devra rendre compte à la Société. Cette reddition de compte devra permettre à la Société de se conformer de façon uniforme à ses propres obligations en matière de reddition de compte, notamment à l'égard de la SCHL et du gouvernement du Québec.

La Ville reconnait avoir reçu copie des ententes de financement liant la Société et la SCHL. Ces ententes contiennent les obligations auxquelles la Société doit se soumettre envers la SCHL afin de rendre compte.

Quant aux obligations à l'égard du gouvernement du Québec, les éléments sur lesquels doit porter la reddition de compte de la Société sont joints à la présente entente à titre d'annexe 1.

Les parties conviendront d'un modèle de reddition de compte.

Pour les programmes financés en vertu d'une entente de financement avec la SCHL, la reddition de compte se fera trimestriellement, les 1er juin, 1er septembre, 1er décembre et 28 février de chaque année.

De plus, en vue de la préparation des états financiers de la Société, la Ville devra rendre compte à la Société, au plus tard le 1er mai suivant la fin de l'année à l'égard des sommes engagées jusqu'au 31 mars précédent.

La Société s'engage à faire des démarches auprès du gouvernement du Québec et de la SCHL afin d'alléger le processus de reddition de compte relatif aux programmes d'habitation de la Ville.

De même, elle s'engage à fournir à la Ville, à une date convenue entre les parties, un outil de transmission électronique des données.

6. DÉPENSES NON RECONNUES

La Ville sera responsable d'assumer toute dépense non reconnue par la SCHL, le gouvernement du Québec ou tout autre organisme de financement externe dans le cadre du processus de réclamation applicable en vertu des ententes de financement applicables. Toutefois, en cas de refus de la part de la SCHL de reconnaître une dépense, la Ville pourra accompagner la Société afin de défendre sa réclamation auprès de la SCHL.

7. FINANCEMENT DES UNITÉS ACCÈSLOGIS QUÉBEC NON ENGAGÉES

La présente entente ne s'applique pas aux unités déjà accordées par la Société pour le territoire de la Ville dans le cadre du programme AccèsLogis Québec et qui n'ont pas été engagées. Une entente distincte sera conclue par les parties quant à la réalisation de ces unités d'ici le 31 décembre 2017. Le nombre d'unités concernées en date de la signature de la présente entente est de 2027.

8. ÉCHANGE DE RENSEIGNEMENTS

Outre les obligations conférées aux parties en vertu de la présente entente, chaque partie s'engage à fournir à l'autre tout renseignement dans la mesure où ce renseignement est nécessaire à cette dernière pour lui permettre de se conformer à ses propres obligations qui ne découleraient pas de la présente entente.

9. COMMUNICATIONS

Toute communication relative à un projet réalisé dans le cadre d'un programme d'habitation financé en vertu de la présente entente devra être conforme aux modalités convenues par les parties et jointes à la présente entente à titre d'annexe 2.

10. COMITÉ DE SUIVI

Un comité de suivi mixte est mis en place par les parties. Ce comité, composé de représentants de chacune des parties et du Secrétariat à la région métropolitaine, aura pour mandat de soumettre aux parties un bilan 3 ans après la date d'entrée en vigueur de l'entente et une évaluation de l'entente et des programmes après 5 ans.

11. MODIFICATION À L'ENTENTE

Toute modification à l'entente doit être faite par écrit et être dûment signée par chacune des parties.

EN FOI DE QUOI, LA PRÉSENTE ENTENTE A ÉTÉ SIGNÉE EN DOUBLE EXEMPLAIRE, AUX DATES ET AUX ENDROITS CI-DESSOUS MENTIONNÉS.

POUR LA SOCIÉTÉ	**POUR LA VILLE**
À :_____	**À :** _____
Par : _____	**Par :** _____
(signature)	**(signature)**
Nom : _____	**Nom : Yves Saindon**
Fonction :_____	**Fonction : Greffier**
Date : _____	**Date :** _____

ANNEXE 1

INFORMATION REQUISE AUX FINS DE REDDITION DE COMPTES ET DE SUIVI BUDGÉTAIRE

De façon générale, la Ville de Montréal (ci-après, « Ville ») devra transmettre à la Société d'habitation du Québec (ci-après, « Société »), selon la fréquence, les modalités et les supports convenus et à convenir, des données et de l'information relatives aux programmes municipaux et aux éléments visés par la présente entente. Ces données et cette information sont essentielles pour permettre à la Société de répondre à ses obligations en matière de reddition de comptes envers le gouvernement du Québec.

Information de base requise

Pour chaque type de programmes ou d'éléments (ex. : construction, rénovation, adaptation de domicile, etc.), la Ville devra fournir de l'information portant notamment sur les éléments suivants :

- **Projets financés :** peuvent être classés par catégorie (ex. : rénovation, construction, accès à la propriété, aide au logement, etc.);
- **Objectifs des projets financés;**
- **Montants engagés par projet ou bénéficiaire et suivi des dépenses;**
- **Résultats atteints (par rapport aux objectifs gouvernementaux);**
- **Bénéficiaires** (intervenants : mandataire, entreprise, entrepreneur, etc.);
- **Solde** (restant à verser)**;**
- **Clientèle visée :** Les données peuvent être présentées en termes de nombre et regroupées par catégorie d'action financée ou de services donnés aux clientèles ultimes**;**
- **Profil de la clientèle visée** : notamment type de ménages et niveau de revenu, les clientèles vulnérables dont les itinérants, les aînés, etc.;
- **Activités financées;**
- **Soutien financier :** provenance des sommes (Québec, fédéral, municipal et autres) et prévisions pour la prochaine année**;**
- **Délais de réalisation des projets.**

A) Rapport annuel

L'information s'applique pour tous les programmes. Les données au 31 mars de chaque année sont requises et couvrent la période du 1er avril au 31 mars. Celles-ci sont intégrées au rapport annuel de gestion de la Société et doivent être soumises pour le 1er mai.

B) Objectifs gouvernementaux

La Société devra obtenir l'information nécessaire pour répondre à ses obligations liées aux plans d'action gouvernementaux. Actuellement, ces plans sont les suivants :

- Plan d'action interministériel en itinérance 2015-2020,
- Plan 2015-2019 des engagements gouvernementaux de la politique « À part entière ». Plan d'action 2014-2017 à l'égard des personnes handicapées de la Société.
- Plan d'action 2012-2017 vieillir et vivre ensemble (jusqu'au 31 mars 2018.
- Politique gouvernementale de prévention en santé.

C) Audit et vérification

Afin d'assurer une saine gestion des fonds publics, des activités d'audit sont à prévoir. À cet égard, des vérifications conjointes Société–Ville seront planifiées par les directions de vérification de la Société et de la Ville.

D) États financiers

Afin d'être en mesure de produire des états financiers qui respectent les normes comptables, la Société a besoin, au plus tard le 1er mai de chaque année, notamment des renseignements suivants :

- Liste de tous les projets réclamés à la Société au 31 mars de l'année financière qui vient de se terminer, et ce, peu importe l'année de la réclamation, et qui n'étaient pas terminés au 31 mars de l'année financière précédente incluant :
    - Le montant de la subvention de la Société par projet;
    - L'état d'avancement de chaque projet;
    - Pour les projets non terminés, une confirmation du pourcentage d'avancement des travaux au 31 mars pour chaque projet par un professionnel ayant les compétences requises dans le domaine et reconnu par la SHQ.

- Un rapport d'un auditeur indépendant sur l'état des débours et des encaissements, par projet, effectués au cours de l'année civile (1er janvier au 31 décembre). L'audit doit être effectué conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. L'auditeur doit s'assurer de la conformité des débours et des encaissements aux termes et conditions de l'entente et aux règles administratives du programme. Pour la période du 1er janvier au 31 mars, une lettre de déclaration d'une personne en autorité sera requise.

En fonction des programmes que la Ville mettra en œuvre et des modalités de versement, il est possible que la Société ait besoin d'autres informations qui ne sont pas mentionnées dans cette annexe afin de préparer ses états financiers conformément aux normes comptables.

E) Gestion de la trésorerie

Afin d'avoir les liquidités nécessaires pour effectuer les sorties de fonds à la Ville et pour répondre aux demandes de prévisions du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) et du ministère des Finances du Québec (MFQ), la Société doit obtenir :

- Une cédule prévisionnelle de versement, le 1er juillet, identifiant la répartition mensuelle du budget que la Ville aura à sa disposition en fonction de ses besoins pour l'année qui va débuter le 1er avril. Dès que le budget sera connu de la Ville ou s'il s'avérait que la cédule doive varier, la Ville devra transmettre à la Société une mise à jour.

F) Suivi budgétaire

La Société pourra demander à la Ville toute donnée nécessaire lui permettant de se conformer à ses obligations en matière de prévisions budgétaires quinquennales ou décennales.

ANNEXE 2

COMMUNICATIONS

1. La Ville de Montréal (ci-après, « Ville ») informera la Société d'habitation du Québec (ci-après, « Société ») des activités de communication qu'elle souhaite entreprendre sur son territoire en lien avec l'application des programmes concernés par cette entente.

2. Toutes les communications relatives aux programmes concernés par cette entente devront mentionner la contribution de la Société. Elles devront être approuvées par la Société et, à cette fin, lui être soumises cinq (5) jours ouvrables avant diffusion. Tous les moyens et activités de communication sont assujettis à cette clause : sites Web, dépliants, documents d'information, messages dans les médias sociaux, communiqués de presse, invitations, conférences de presse, annonces ou cérémonies officielles, publicités, affiches ou panneaux de chantier, etc.

3. Les signatures visuelles et logos utilisés dans les communications relatives aux programmes concernés par cette entente doivent accorder une visibilité égale à la Ville, au gouvernement du Québec (Société) et, s'il y a lieu, au gouvernement du Canada (Société canadienne d'hypothèques et de logement ou Services Canada).

4. Aucune annonce publique impliquant un organisme tiers bénéficiant d'une aide financière en vertu des programmes concernés par cette entente ne doit être faite par la Ville sans que le gouvernement du Québec (Société) et, le cas échéant, le gouvernement du Canada (Société canadienne d'hypothèques et de logement ou Services Canada), n'en aient été informés au moins 10 jours à l'avance. La tenue de conférences de presse ou de cérémonies officielles doit se faire en collaboration avec les parties impliquées, si elles le souhaitent. Le cas échéant, la Ville conviendra avec les parties d'un scénario de déroulement concernant ce type d'activité. Ce scénario inclura la prise de parole d'un représentant du gouvernement du Québec, et s'il y a lieu, d'un représentant du gouvernement du Canada. Les parties conviendront d'un commun accord des citations incluses dans les communiqués et du moment de leur diffusion.

5. La Ville s'engage à assumer les frais relatifs aux activités de communication liées aux programmes concernés par la présente entente.

6. Le comité de suivi de la présente entente aura la responsabilité de la mise en application de ces modalités relatives aux activités de communication.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.01

2017/09/28 17:00

(1)

Dossier # : 1174368008

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division des transports actifs et collectifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Planification des déplacements dans l'agglomération
Projet :	Plan de transport
Objet :	Approuver le Plan cadre vélo de l'agglomération montréalaise

Il est recommandé:
D'approuver le Plan cadre vélo de l'agglomération montréalaise.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-09-12 14:17

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1174368008**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division des transports actifs et collectifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Planification des déplacements dans l'agglomération
Projet :	Plan de transport
Objet :	Approuver le Plan cadre vélo de l'agglomération montréalaise

CONTENU

CONTEXTE

À Montréal, le vélo est partout. Il suffit de parcourir la ville, plus particulièrement les quartiers centraux, pour constater à quel point le vélo est devenu au fil des ans un mode de transport prisé. Jadis utilisé à des fins de loisir, son usage aujourd'hui est largement répandu tant auprès des jeunes, des étudiants que des adultes qui s'en servent pour leurs déplacements quotidiens.
Une étude récente réalisée par Vélo Québec fait ressortir une augmentation importante de la pratique du vélo au cours des dernières années. En 2013, sur l'Île de Montréal, 2,5% des déplacements sont attribuables au vélo. Cela équivaut en moyenne à 116 000 déplacements par jour. Il s'agit d'une hausse de 57% par rapport à 2008. Entre 2014 et 2016, l'achalandage des voies cyclables a connu également un bond important de 21%. Ce regain n'est pas étranger aux efforts déployés par l'agglomération montréalaise au cours des dernières années pour accroître les aménagements dédiés aux cyclistes pour lesquels des sommes importantes ont été investies.

Afin de pouvoir mieux planifier les orientations en matière de transport actif au cours des prochaines années et de soutenir plus efficacement l'émergence de nouveaux projets cyclables porteurs pour l'agglomération montréalaise, il a été convenu d'élaborer un Plan stratégique sur le vélo en collaboration avec plusieurs partenaires issus de la communauté montréalaise et membres du Comité consultatif sur le vélo. Avec ce Plan, la Ville souhaite accroître encore davantage la pratique du vélo sur l'ensemble du territoire montréalais. Dans les quartiers centraux, un objectif de 15% de part modale d'ici les 15 prochaines années est envisagé.

C'est dans ce contexte qu'il est requis d'approuver ce Plan.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Aucune.

DESCRIPTION

Le Plan cadre vélo s'articule autour de 10 grandes orientations. Il résulte d'une démarche concertée auprès d'une multitude de partenaires issus de la communauté montréalaise et

membres du comité visant à promouvoir la pratique du vélo.
Ces partenaires sont les suivants:

- Coalition vélo Montréal;
- Commission scolaire de Montréal;
- Communauté métropolitaine de Montréal;
- Conseil régional de l'environnement de Montréal;
- Copenhagenize Design Compagny - Montréal;
- Direction de la santé publique de Montréal;
- Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports;
- Service de police de la Ville de Montréal;
- Société de transport de Montréal;
- Vélo Québec;

Les 10 grandes orientations contenues dans ce Plan se résument comme suit:

1. Déploiement du réseau cyclable montréalais misant sur une plus grande connectivité, un meilleur accès aux pôles d'activités et plus de complémentarité avec le transport collectif
2. Conversion du réseau cyclable montréalais en réseau accessible et sécuritaire en toutes saisons
3. Élaboration d'un plan d'accessibilité en vélo au centre-ville
4. Réalisation à l'échelle métropolitaine de projets cyclables audacieux, structurants et d'envergure
5. Amélioration de l'offre et de la qualité des stationnements pour les vélos sur l'ensemble du territoire montréalais et particulièrement dans les quartiers centraux
6. Intégration des besoins des cyclistes dans le réseau routier actuel et dans les projets d'aménagement et de réaménagement des rues
7. Implantation d'aménagements ou d'équipements fondés sur l'innovation et les nouvelles technologies et conformes aux fonctionnalités de la ville intelligente et numérique
8. Mise en oeuvre de projets et de programmes s'adressant à des organismes ou à des communautés culturelles afin de soutenir et de promouvoir les initiatives visant à encourager la pratique du vélo
9. Développement des partenariats avec les organismes sportifs et associatifs, le milieu scolaire, les groupes de loisirs, etc., dans le but de répondre aux besoins de toutes les clientèles
10. Promotion du vélo comme mode de transport sécuritaire, efficace et confortable

Avec ce premier plan stratégique, Montréal fait le pari que le vélo, sans être la seule et unique réponse aux problèmes de congestion, peut représenter une option fort valable qui s'inscrit dans une logique de revalorisation de l'environnement urbain et d'amélioration de la qualité de vie de ses citoyens.

JUSTIFICATION

L'objectif consiste, de plus, à accélérer le développement et la mise en oeuvre d'infrastructures dédiées à l'usage du vélo et à permettre à Montréal de se hisser parmi les villes modèles où se déplacer à vélo constitue une alternative de choix attrayante et durable. Avec de telles orientations, Montréal fait le pari que les cyclistes se feront encore plus nombreux au cours des prochaines années. C'est pourquoi il est permis d'envisager une augmentation de l'usage du vélo à l'échelle de l'agglomération montréalaise et

particulièrement dans les quartiers centraux où, d'ici 15 ans, le vélo devrait représenter 15% de tous les déplacements.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Des investissements annuels de 15M$ seront nécessaires afin de permettre la mise en oeuvre de ce plan et des orientations qu'il prévoit au cours des 15 prochaines années. Ces investissements s'ajouteront aux sommes qui sont déjà consacrées annuellement au développement du réseau cyclable de l'agglomération montréalaise.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Il est largement démontré que l'utilisation des modes de transport actif, notamment le vélo, contribue à une diminution des GES ainsi qu'à une meilleure qualité de vie et à une meilleure santé.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si ce plan cadre est approuvé, il sera possible d'amorcer l'élaboration d'un plan d'action qui identifiera l'ensemble des projets et programmes nécessaires à l'atteinte de l'objectif de 15% de part modale vélo d'ici 15 ans.
Si ce plan n'est pas approuvé, il est peu probable que la cible de 15% d'augmentation de la part modale dans les quartiers centraux soit atteinte. Le taux de cyclistes dans la population risque de stagner si le rythme des investissements pour de nouvelles infrastructures ne peut correspondre à la demande qui est sans cesse croissante. L'impact sera majeur auprès des utilisateurs qui ne pourront bénéficier d'infrastructures cyclables de qualité. De plus, il sera impossible pour Montréal de se positionner parmi les meilleures villes cyclables.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un plan de communication est en préparation afin d'annoncer le contenu et les orientations de ce Plan cadre vélo de l'agglomération montréalaise.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

13 septembre 2017: Approbation par le Comité exécutif;
25 septembre 2017: Approbation par le Conseil municipal;
28 septembre 2017: Approbation par le Conseil d'agglomération du Plan cadre vélo de l'agglomération montréalaise;

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Michel D BÉDARD
Cons. en aménagement - chef d'équipe

Tél : 514 872-0180
Télécop. : 514 872-4494

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-24

Serge LEFEBVRE
Chef de division

Tél : 514 872-4338
Télécop. : 514 872-4494

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Benoit CHAMPAGNE
Directeur
Tél : 514 872-9485
Approuvé le : 2017-08-28

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2017-08-29



MONTRÉAL, VILLE CYCLABLE

Plan-cadre vélo : sécurité, efficience, audace

Montréal

Mot du maire



Nos actions et notre engagement clair en faveur d'une mobilité plus durable ont permis de consolider la place de la métropole comme leader en Amérique du Nord, en matière de vélo. Déjà, environ un million de cyclistes parcourent nos rues et ils sont de plus en plus nombreux à le faire à longueur d'année. Nous avions à cœur d'aller encore plus loin, afin d'offrir aux Montréalais des infrastructures encore plus performantes, innovantes et adaptées aux nouvelles réalités des déplacements en ville. C'est l'essence même de ce plan ambitieux, le **Plan-cadre vélo, *Montréal, ville cyclable***.

Avec le Plan-cadre vélo, Montréal, ville cyclable, c'est un mode de transport quatre saisons, en toute sécurité, à la portée de chacun que la Ville souhaite offrir aux citoyens. Notre métropole se donne ainsi les moyens de créer un environnement à échelle humaine, agréable et efficace sur l'ensemble du territoire, en misant sur ce moyen de déplacement adapté à la ville, rapide, économique, écologique et bon pour la santé.

Notre objectif est résolument ambitieux. Nous souhaitons augmenter de 15 % la part modale du vélo dans les quartiers centraux, d'ici les 15 prochaines années. Pour y arriver, des investissements de 150 M$ pour les 5 prochaines années seront réalisés.

Ce Plan s'inscrit dans la continuité du virage majeur que nous avons entrepris en faveur de la sécurité des cyclistes et des piétons, en adhérant à l'approche **Vision zéro**, en matière de sécurité routière. À cet égard, Montréal s'engage plus que jamais à faire bouger les choses, à faire évoluer les mentalités et à jouer son rôle de métropole internationale d'envergure. Le Plan-cadre vélo aura une influence positive sur la qualité de vie de tous nos citoyens, j'en suis convaincu.



M. Denis Coderre
Maire

Mot du responsable des transports



La mobilité des citoyens et des usagers est au cœur des activités de notre métropole, que ce soit pour le travail, les études ou les loisirs. En ce sens, développer la pratique du vélo et travailler sur le confort des déplacements devient un atout essentiel pour améliorer le quotidien et la mobilité des Montréalais, en plus de contribuer à l'amélioration de l'environnement.

Plus que jamais, les Montréalais ont maintenant accès à des modes de transports alternatifs à l'automobile grâce à nos investissements en matière de transport collectif, et également à nos actions mises en place pour favoriser la marche, et l'utilisation du vélo.

En faisant une priorité de l'agrandissement et de l'efficacité du réseau de pistes cyclables et en bonifiant l'offre faite aux cyclistes, la Ville de Montréal s'engage à faire des changements et à influencer notre façon de concevoir la mobilité en ville. ***Montréal ville cyclable*** encourage le vélo, un mode de transport qui est l'un des moyens fiables et efficaces de faciliter la mobilité des résidents et des usagers au centre-ville, ainsi que dans les pôles les plus achalandés de la métropole.

C'est donc avec une grande fierté que la Ville de Montréal ainsi que ses partenaires proposent le **Plan-cadre vélo, *Montréal ville cyclable*** à l'ensemble de leurs concitoyens.

Chers Montréalais, à vos vélos!

M. Aref Salem
Responsable des transports au comité exécutif

Mot du président du comité



Montréal est reconnue mondialement comme une ville de vélos, et les cyclistes sont de plus en plus nombreux à se déplacer dans la ville en toutes saisons.

Avec ce Plan et les divers projets et programmes qui s'y rattachent, Montréal se fixe comme mission de faire passer à 15 % la part modale du vélo dans notre métropole d'ici 15 ans. Cet objectif ne pourrait se réaliser sans l'adhésion et l'appui de tous les partenaires de la Ville de Montréal qui se sont réunis autour de ce projet pour en faire un succès.

Ainsi, la Ville de Montréal désire remercier les membres du Comité consultatif sur le vélo Montréal. Votre participation et votre implication contribuent à donner une nouvelle impulsion à ce mode de transport et, par conséquent, à toute la communauté.

Ensemble, nous allons faire de Montréal l'un des chefs de file des métropoles cyclables, un exemple de collaboration à reproduire dans les grandes villes du monde entier.



M. Marc-André Gadoury
Responsable du dossier vélo au sein de l'Administration Coderre
Président du comité consultatif sur le vélo de la Ville de Montréal

Préambule

Aujourd'hui, le vélo est plus populaire que jamais à Montréal. On y dénombre désormais plus d'un million de cyclistes. À la fin 2017, le réseau cyclable s'étendra sur près de 850 kilomètres dont plus de la moitié est accessible durant la période hivernale. La popularité du BIXI contribue certainement à cet engouement. Avec ses 6 200 vélos et ses 540 stations, ce système de vélo en libre-service a servi à plus de quatre millions de déplacements en 2016, ce qui représente une hausse de 16 % par rapport à 2015.

Montréal peut se targuer de figurer parmi les villes en Amérique du Nord où le vélo a la plus grande part modale pour les déplacements. Son réseau cyclable surpasse celui de la plupart des grandes villes canadiennes. *Montréal, ville cyclable* propose d'aller encore plus loin. En effet, malgré les progrès énormes au chapitre des transports actifs à Montréal au cours des dernières années, beaucoup de travail reste à faire. Le plan prévoit accélérer l'implantation d'infrastructures dédiées à l'usage du vélo avec des réalisations faisant appel à l'ingéniosité, à l'audace et à la créativité.

Selon une enquête récente[1], en 2013, une moyenne de 116 000 déplacements s'effectuaient chaque jour à vélo sur l'île de Montréal. Cela représente un accroissement de 57 % depuis 2008. Or, à l'heure actuelle, dans le contexte où les cyclistes sont de plus en plus nombreux, le rythme de croissance des nouvelles infrastructures cyclables ne suffit plus à la demande.

Dans cet esprit, plusieurs projets et programmes devront être développés afin de donner un nouvel élan au vélo à Montréal et de le propulser comme un mode de transport rapide, pratique et sécuritaire. Ainsi, l'amélioration des conditions de déplacement, la sécurité, l'ajout de stationnements, la réalisation de nombreux projets cyclables structurants, etc., figurent certainement parmi les priorités de la Ville pour favoriser davantage l'usage du vélo.

Enfin, la sécurité des cyclistes est depuis toujours au cœur des actions de Montréal. Pour cette raison, le vélo s'intégrera dans l'approche VISION ZÉRO accident grave et mortel que la Ville a adoptée en septembre 2016. Cette nouvelle approche conjugue les efforts de tous les acteurs vers un même objectif : la sécurité.

Avec de telles orientations, Montréal fait le pari que les cyclistes se feront encore plus nombreux au cours des prochaines années. C'est pourquoi il est permis d'envisager une augmentation de l'usage du vélo à l'échelle de l'agglomération montréalaise et particulièrement dans les arrondissements centraux où, d'ici 15 ans, le vélo devrait représenter 15 % de tous les types de déplacements. *Montréal, ville cyclable* permettra à la métropole de se hisser parmi les villes modèles où se déplacer à vélo constitue un choix attrayant et efficace.

[1] Vélo Québec, *L'état du vélo au Québec en 2015*, 2016, 15 pages.

Le plan-cadre vélo de Montréal se décline en dix orientations :

1. Déploiement du réseau cyclable montréalais misant sur une plus grande connectivité, un meilleur accès aux pôles d'activités et plus de complémentarité avec le transport collectif
2. Conversion du réseau cyclable montréalais en réseau accessible et sécuritaire en toutes saisons
3. Élaboration du plan d'accessibilité en vélo au centre-ville
4. Réalisation à l'échelle métropolitaine de projets cyclables audacieux, structurants et d'envergures
5. Amélioration de l'offre et de la qualité des stationnements pour les vélos sur l'ensemble du territoire montréalais et particulièrement dans les quartiers centraux
6. Intégration des besoins des cyclistes dans le réseau routier actuel et dans les projets d'aménagement et de réaménagement des rues
7. Implantation d'aménagements ou d'équipements fondés sur l'innovation et les nouvelles technologies et conformes aux fonctionnalités de la ville intelligente et numérique
8. Mise en œuvre de projets et de programmes s'adressant à des organismes ou à des communautés culturelles afin de soutenir et de promouvoir les initiatives visant à encourager la pratique du vélo
9. Développement de partenariats avec les organismes sportifs et associatifs, le milieu scolaire, les groupes de loisirs, etc.
10. Promotion du vélo comme moyen de transport sécuritaire, efficace et confortable

1 Déploiement du réseau cyclable montréalais misant sur une plus grande connectivité, un meilleur accès aux pôles d'activités et plus de complémentarité avec le transport collectif



Le réseau cyclable montréalais comptera près de 850 kilomètres à la fin 2017. Il progresse à raison d'une moyenne de 50 kilomètres annuellement. Il se compose de pistes en site propre (36 %), de bandes cyclables (29 %), de chaussées désignées (24 %) et de pistes sur rue (11 %). Si les cyclistes circulent sur toutes les voies de circulation à Montréal, près de 60 % d'entre eux préfèrent effectuer leurs déplacements sur les voies cyclables. C'est ce qui explique la popularité de certains grands axes cyclables comme la piste Berri qui a enregistré près d'un million de passages en 2016.

Malgré le déploiement du réseau cyclable à la grandeur de l'île de Montréal et sa forte notoriété auprès des cyclistes, des améliorations doivent être apportées tant au chapitre de la qualité de ses infrastructures que de la façon dont son développement doit être assuré.

L'accès à vélo au centre-ville, une destination de choix pour bon nombre de cyclistes qui s'y rendent pour le travail, le loisir ou les études, pourrait par exemple être amélioré. Seules quelques pistes cyclables protégées sont aménagées dont la piste Claire-Morissette sur le boulevard De Maisonneuve, de même que la piste sur la rue Berri et celle sur le boulevard Robert-Bourassa, et elles sont souvent saturées aux heures de pointe.

La Ville entend :

- Miser davantage sur la qualité des nouveaux aménagements cyclables et sur leurs bénéfices réels pour les cyclistes;
- Améliorer la continuité du réseau cyclable d'un arrondissement à l'autre et d'une ville à l'autre;
- Favoriser un meilleur accès au centre-ville;
- Permettre une transition plus efficace du réseau cyclable vers le transport en commun (gares, stations de métro, etc.).

2 Conversion du réseau cyclable montréalais en réseau accessible et sécuritaire en toutes saisons



Photo : Ville de Montréal, Denis Labine

Circuler à vélo l'hiver n'est plus l'apanage de quelques irréductibles cyclistes. Lors de la dernière saison hivernale, des pistes, comme la piste Claire-Morissette sur le boulevard De Maisonneuve et la piste sur la rue Rachel notamment, ont enregistré une moyenne journalière de près de 600 passages entre les mois de décembre 2016 et de mars 2017.

Afin de faciliter cette pratique croissante, la Ville de Montréal déneige une bonne partie de son réseau cyclable. L'hiver dernier, plusieurs grands axes cyclables sont demeurés accessibles aux cyclistes, soit plus de 430 kilomètres ou 62 % des voies cyclables.

Le niveau d'entretien est toutefois variable d'un secteur à l'autre puisque le déneigement incombe à chaque arrondissement. De façon générale, les aménagements de type pistes cyclables protégées sont plus faciles à entretenir. Le déblaiement des bandes cyclables aménagées à même la chaussée est, quant à lui, plus complexe.

La Ville entend :

- Améliorer la qualité du déneigement des voies cyclables;
- S'assurer d'un niveau de service comparable d'un arrondissement à l'autre;
- Convenir d'une norme pour l'entretien du réseau cyclable durant l'hiver.

3 Élaboration d'un plan d'accessibilité à vélo au centre-ville



Le centre-ville de Montréal est assurément un secteur très visité par les cyclistes. Le cœur de la métropole compte près de 100 000 résidents et accueille plus de 300 000 travailleurs, 150 000 étudiants et des milliers de visiteurs, chaque jour. Ses pistes cyclables figurent parmi les plus achalandées de l'agglomération. En 2016, près de 990 000 passages ont été enregistrés sur la piste cyclable de la rue Berri et plus d'un million sur la piste Claire-Morissette, boulevard De Maisonneuve, deux voies cyclables situées en plein centre-ville.

Pourtant, au centre-ville, le réseau cyclable actuel demeure discontinu et même incomplet. Plusieurs secteurs sont dépourvus de voies cyclables, notamment dans la partie ouest de l'arrondissement de Ville-Marie. La rareté des axes nord-sud freine également les déplacements à vélo entre le centre-ville et les arrondissements périphériques. C'est sans compter les milliers d'espaces de stationnement pour vélo qui ne réussissent pas à répondre à la demande.

La Ville entend :

- Faciliter l'accès en vélo aux différents pôles économiques, touristiques et institutionnels du centre-ville;
- Favoriser le déploiement d'axes nord-sud traversant le centre-ville;
- Accroître l'offre de stationnements pour vélos;
- Réaliser des aménagements cyclables structurants.

4 Réalisation à l'échelle métropolitaine de projets cyclables audacieux, structurants et d'envergure



Crédit : © TM - Madore - Daphnie CARON

S'il est nécessaire de poursuivre le développement du réseau cyclable montréalais par des aménagements sur rue comme des pistes cyclables, des bandes cyclables, des chaussées désignées, etc., il faut admettre aujourd'hui qu'il en faut davantage pour se démarquer et répondre aux besoins de plus en plus pressants des cyclistes. En optant pour ce mode de transport actif, ces derniers recherchent à la fois la rapidité, le confort, la sécurité et la fluidité que ne permettent pas toujours les autres moyens de transport.

Un réseau cyclable plus performant est un gage de succès auprès des cyclistes qui n'hésiteront pas à l'emprunter. C'est pourquoi il est essentiel de tirer profit des grands projets de réaménagement urbain afin d'y intégrer des infrastructures cyclables de qualité qui auront un impact significatif sur la pratique du vélo.

La Ville entend :

- Mobiliser l'ensemble des partenaires privés et publics pour la mise en œuvre de projets majeurs;
- Accélérer la réalisation de projets cyclables d'envergure.

5 Amélioration de l'offre et de la qualité des stationnements pour les vélos sur l'ensemble du territoire montréalais et plus particulièrement dans les quartiers centraux



Photo : Shutterstock

L'aménagement de nouvelles places de stationnement doit se faire au même rythme que la hausse des déplacements en vélo, ce qui est loin d'être le cas présentement. La quantité insuffisante de supports à vélo oblige encore trop souvent les cyclistes à utiliser les fûts d'éclairage, les tiges de signalisation ou encore les arbres pour cadenasser leur vélo. Cette situation se remarque particulièrement au centre-ville où les cyclistes sont plus nombreux.

À l'exception des stationnements privés pour vélos situés à l'intérieur des édifices et qui offrent une certaine protection contre le vol ainsi qu'un abri contre les intempéries, il est quasi impossible de trouver un stationnement public pour vélos qui offre les mêmes avantages. Seuls deux abris pour vélos ont été construits jusqu'à maintenant aux stations de métro Lionel-Groulx et Longueuil-Université-de-Sherbrooke.

Le stationnement pour vélos est un élément crucial à considérer dans une démarche visant à promouvoir le transport actif et à accroître la part modale du vélo dans les déplacements urbains. Il importe d'encourager les initiatives qui procureront une offre satisfaisante de stationnements pour vélos.

La Ville entend :

- Améliorer l'offre de stationnements sécuritaires pour les vélos sur l'ensemble du territoire montréalais;
- Associer les partenaires publics et privés au déploiement de stationnements pour vélos.

6 Intégration des besoins des cyclistes dans le réseau routier actuel et dans les projets d'aménagement et de réaménagement des rues



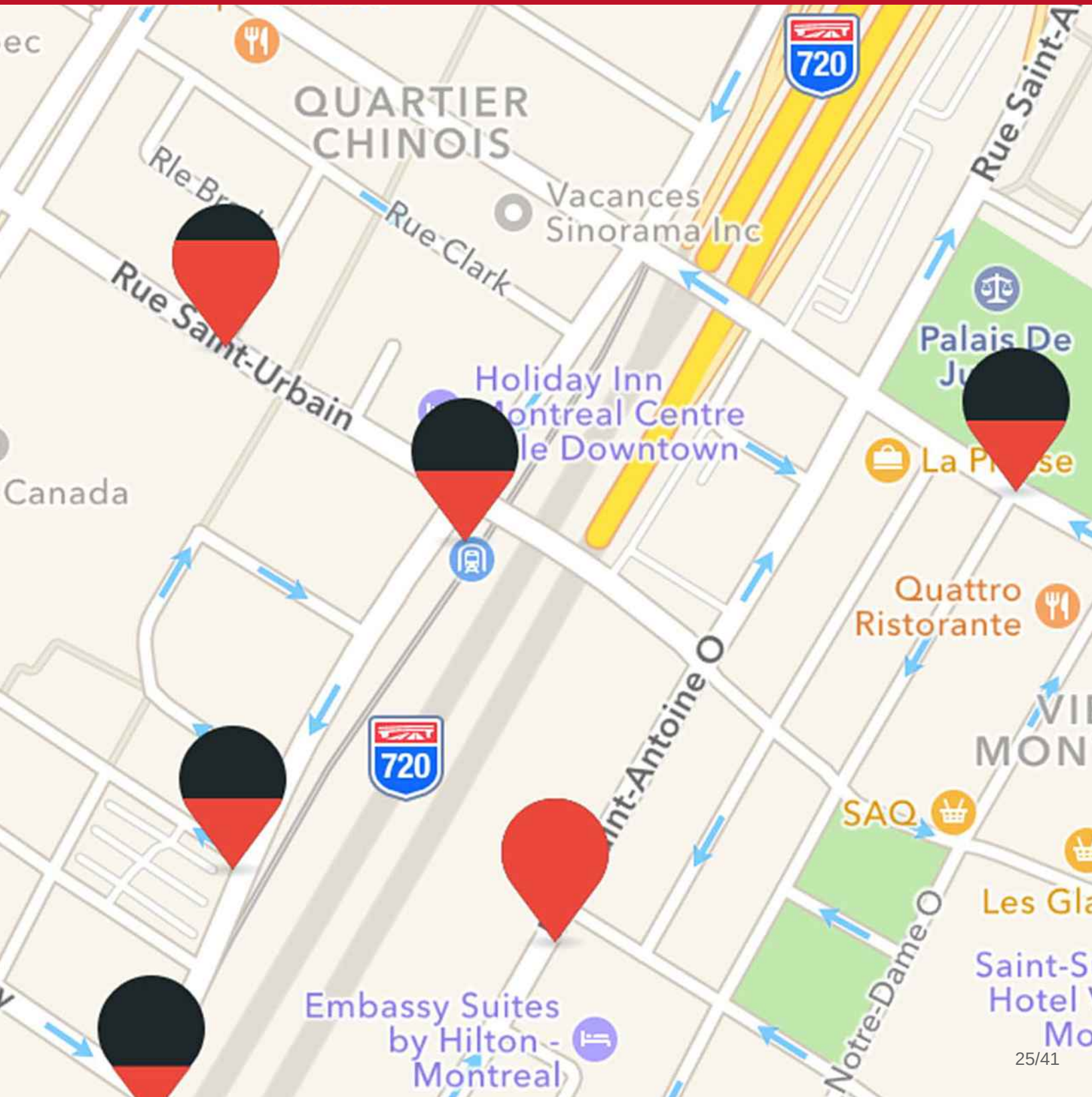
Circuler à vélo dans un réseau cyclable de qualité est un gage de confort et de sécurité. Certains trajets nécessitent toutefois, et même souvent, de rouler dans la rue et de devoir partager l'espace avec les automobiles, les camions, etc.

Montréal est consciente des enjeux que sous-tend la cohabitation avec les autres modes de transport et les risques qui y sont associés.

La Ville entend :

- Améliorer les déplacements à vélo à proximité des chantiers routiers;
- Favoriser une plus grande intégration des aménagements cyclables lors des projets de réfection des rues et de réaménagement urbain;
- Améliorer la sécurité et le confort des cyclistes par des aménagements mieux adaptés à leurs besoins;
- Poursuivre les travaux de sécurisation des intersections.

7 Implantation d'aménagements ou d'équipements fondés sur l'innovation et les nouvelles technologies et conformes aux fonctionnalités de la ville intelligente et numérique



Les innovations et les développements technologiques qui émergent depuis quelques années modifient de façon considérable nos habitudes, nos façons de consommer et de nous déplacer. Pensons seulement aux applications qui permettent d'activer la géolocalisation, d'acquitter le montant d'une place de stationnement à partir d'un téléphone intelligent, etc.

Dans le cas du BIXI, par exemple, une application permet d'acheter des accès de courte durée, de louer un vélo sans clé, de renouveler un abonnement, etc. De nouvelles applications pourraient être développées au profit des cyclistes.

La Ville entend :

- Favoriser l'émergence de concepts d'aménagement ou d'équipement fondés sur l'innovation et les nouvelles technologies, qui permettront d'améliorer l'expérience vélo conformément aux fonctionnalités de la ville intelligente.
- Accorder un effort particulier à la collecte et à l'analyse d'information et de données relatives aux cyclistes à Montréal afin d'adapter le développement du réseau cyclable en fonction de leurs besoins et de leurs habitudes de déplacement.

8 Mise en œuvre de projets et de programmes s'adressant à des organismes ou à des communautés culturelles afin de soutenir et de promouvoir les initiatives visant à encourager la pratique du vélo



La Ville de Montréal accueille près de 76 % des 50 000 immigrants qui arrivent, en moyenne, chaque année, au Québec. L'apport de l'immigration au développement démographique, social et économique de Montréal est indéniable.

Le vélo peut jouer un rôle de catalyseur et s'avérer un outil de développement social si, à la base, les rudiments quant à son usage comme moyen de transport peuvent être bien assimilés. On constate cependant que les personnes immigrantes sont rapidement confrontées à des difficultés liées à la méconnaissance de la langue, des ressources et des services disponibles, etc., et qui sont autant de freins à leur intégration. Afin de répondre aux besoins particuliers des personnes immigrantes, la Ville développe et soutient déjà de nombreux projets avec des partenaires communautaires et institutionnels.

La Ville entend :

- Favoriser l'accès au vélo pour tous par de nouveaux programmes visant les communautés culturelles.

9 Développement de partenariats avec les organismes sportifs et associatifs, le milieu scolaire, les groupes de loisirs, etc., dans le but de répondre aux besoins de toutes les clientèles



Le vélo à Montréal est généralement utilisé comme mode de transport, pour se rendre au travail, à l'école ou encore faire des courses. Pour plusieurs cyclistes le vélo est aussi une forme de loisir et même d'entraînement qui les amènent à privilégier des sites prévus à cet effet : circuit Gilles-Villeneuve ou la voie Camillien-Houde. La pratique du vélo de montagne pourrait également être popularisée en milieu urbain si des sites étaient aménagés à cet effet.

Montréal reconnaît que les besoins des cyclistes sont nombreux et variés et souhaite collaborer avec eux afin de leur permettre de pratiquer leur activité de manière sécuritaire.

La Ville entend :

- Concilier les besoins de tous les usagers du vélo par des partenariats avec des organismes sportifs et associatifs, le milieu scolaire, des groupes de loisirs, etc., dans le but de favoriser l'émergence de conditions favorables à la pratique sécuritaire du vélo sous toutes ses formes.

10 Promotion du vélo comme mode de transport sécuritaire, efficace et confortable



Crédit : © Commission canadienne du tourisme

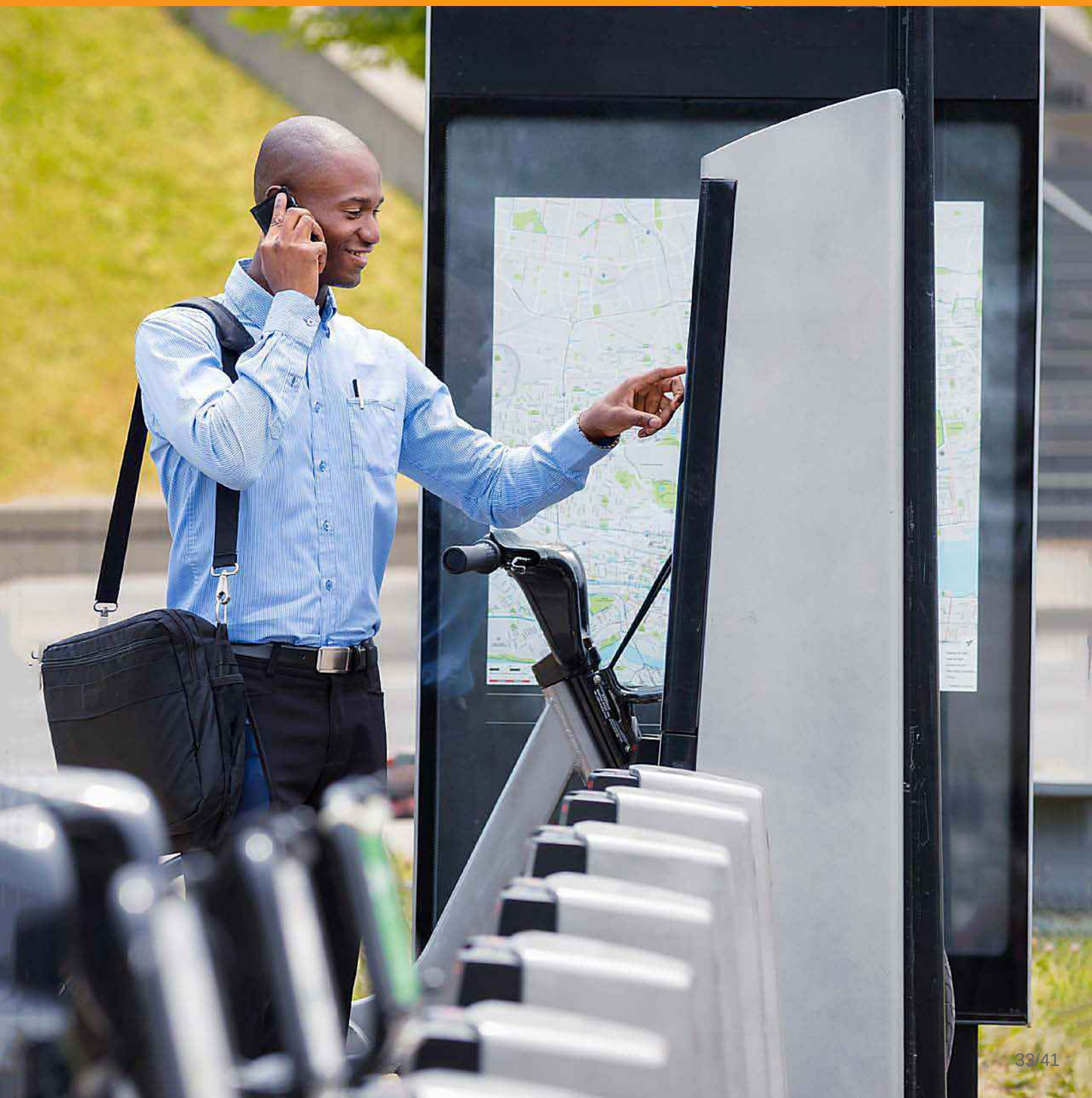
À l'heure actuelle, peu d'efforts sont consacrés à l'échelle internationale pour promouvoir Montréal comme ville cyclable. Bien que les transports collectifs représentent une excellente façon pour les touristes de se déplacer, le vélo est une option fort intéressante pour découvrir la ville qui mériterait d'être mieux connue. Par exemple, les possibilités offertes par le système de vélopartage BIXI devraient être davantage communiquées aux visiteurs.

De leur côté, les montréalais pourraient également être encore plus nombreux à utiliser le vélo. Plusieurs déplacements quotidiens se font en automobile alors qu'ils pourraient facilement s'effectuer à vélo. Lorsque les distances à parcourir sont courtes, le vélo est souvent plus rapide et plus efficace. C'est sans compter ses bienfaits sur la santé, sur l'environnement et la qualité de vie.

La Ville entend :

- Intensifier les efforts de promotion et de communication afin d'augmenter l'usage du vélo comme moyen de transport;
- Positionner Montréal comme une destination vélo de choix;

Mise en oeuvre



Aujourd'hui, le vélo est plus populaire que jamais à Montréal. On y dénombre désormais plus d'un million de cyclistes circulant sur un réseau de près de 850 kilomètres. Pourtant, l'histoire du vélo y est relativement récente, comparé à plusieurs villes européennes où la culture et la tradition cyclistes ont profondément marqué le paysage urbain. La croissance de cette activité est bien sûr attribuable à l'emballement des Montréalais et des Montréalaises pour le vélo, mais reflète aussi le dynamisme avec lequel l'administration municipale cherche constamment à répondre aux besoins des cyclistes et sa volonté de favoriser les transports actifs.

Une croissance soutenue

En 2008, on comptait 400 kilomètres de voies cyclables et, en 2017, on en dénombre plus du double. Il n'est pas étonnant que Montréal figure aujourd'hui parmi les villes en Amérique du Nord où la part modale vélo est la plus élevée.

Parmi les diverses initiatives montréalaises qui ont favorisé cet essor figure le vélo libre-service BIXI. On lui attribue plus de quatre millions de déplacements en 2016. Conçu à Montréal, fabriqué au Québec, issu de plusieurs innovations primées, BIXI a séduit les usagers qui dorénavant peuvent même combiner transport en commun et vélopartage. Mentionnons également les mesures prises pour permettre le vélo d'hiver qui se pratique de plus en plus. En 2016, 62 % des voies cyclables étaient déneigées et entretenues pour que les vélos y circulent en toute sécurité durant la saison froide. Enfin, chaque année s'ajoutent plusieurs kilomètres de voies cyclables et le réseau actuel fait régulièrement l'objet de réaménagements. Par des comptages périodiques à certains endroits, la Ville recueille des données sur l'achalandage du réseau pour ainsi mieux planifier son développement.

La cible 15-15 : 15 % de la part modale des déplacements en 15 ans

Montréal prend les moyens pour que le vélo soit de plus en plus un mode de transport à la portée de tous. Avec ce plan, la Ville s'engage, avec la même vigueur et la même efficacité dont elle a fait preuve depuis les débuts, à faire en sorte que la pratique du vélo augmente dans toute l'île de Montréal et que la part modale des déplacements à vélo atteigne 15 % dans les quartiers centraux d'ici les 15 prochaines années.

Le Plan-cadre vélo sera accompagné d'un plan d'actions à réaliser selon le calendrier suivant :

MESURES	HORIZON
1. Déploiement du réseau cyclable montréalais misant sur une plus grande connectivité, un meilleur accès aux pôles d'activités et plus de complémentarité avec le transport collectif • poursuite du développement du réseau cyclable • sécurisation des secteurs à risque • élaboration d'un plan de signalisation • implantation de mesures préférentielles pour le vélo • autorisation des cyclistes à circuler dans les voies réservées pour autobus et taxis • sécurisation des passages inférieurs et supérieurs avec des aménagements cyclables protégés • déploiement de compteurs pour vélos avec afficheurs • aménagement de pistes cyclables protégées • amélioration continue du réseau cyclable montréalais (mise aux normes)	**EN CONTINU**
2. Conversion du réseau cyclable montréalais en réseau accessible et sécuritaire en toutes saisons • établissement d'une norme de services pour l'entretien hivernal du réseau cyclable • modification à l'application INFO-NEIGE afin qu'elle puisse fournir l'information sur l'état de déneigement du réseau cyclable	**2017 - 2021**
3. Élaboration d'un plan d'accessibilité en vélo au centre-ville • développement de nouveaux corridors cyclables protégés • ajout de SAS vélos • augmentation de l'offre de stationnements pour vélos • consolidation de la voie cyclable Saint-Urbain • réaménagement des voies cyclables Viger et Saint-Antoine	**2017 et suivantes**
4. Réalisation à l'échelle métropolitaine de projets cyclables audacieux, structurants et d'envergure • déploiement de projets cyclables de type véloroute • implantation de nouvelles vélorues • aménagement de pistes cyclables protégées entre le centre-ville et le nouveau pont Champlain	**2018 et suivantes**
5. Amélioration de l'offre et de la qualité des stationnements pour les vélos sur l'ensemble du territoire montréalais et particulièrement dans les quartiers centraux • révision de la réglementation sur le nombre minimal de supports à vélo dans les nouvelles constructions • implantation de stationnements pour vélos sécuritaires aux stations de métro et gares de train en collaboration avec la STM et l'ARTM • implantation de vélostations (bike station)	**2018 - 2021**

MESURES	HORIZON
6. Intégration des besoins des cyclistes dans le réseau routier actuel et dans les projets d'aménagement et de réaménagement des rues • implantation de pistes cyclables protégées • sécurisation des intersections • lancement de campagnes d'information pour sensibiliser les automobilistes aux cas d'emportiérage	**EN CONTINU**
7. Implantation d'aménagements ou d'équipements fondés sur l'innovation et les nouvelles technologies et conformes aux fonctionnalités de la ville intelligente et numérique • développement d'un concept de stationnement intelligent pour vélos • synchronisation des feux de circulation (vagues vertes)	**2020 ET SUIVANTES**
8. Mise en œuvre de différents projets et programmes s'adressant à des organismes ou à des communautés culturelles afin de soutenir et de promouvoir les initiatives visant à encourager la pratique du vélo • **Soutien aux initiatives qui encouragent l'utilisation du vélo**	**2018 - 2021**
9. Développement des partenariats avec les organismes sportifs et associatifs, le milieu scolaire, les groupes de loisirs, etc. dans le but de répondre aux besoins de toutes les clientèles • réalisation d'une étude sur la pratique urbaine du vélo de montagne à Montréal • analyse et évaluation des besoins pour des sites d'entraînement de vélo • développement de parcours cyclables enfants-écoles	**2017 et suivantes**
Promotion du vélo comme mode de transport sécuritaire, efficace et confortable • réalisation de campagnes de promotion axées sur l'utilisation du vélo	**EN CONTINU**

Membres du comité visant à promouvoir la pratique du vélo

Coalition vélo Montréal
Commission scolaire de Montréal
Communauté métropolitaine de Montréal
Conseil régional de l'environnement de Montréal
Copenhagenize Design Compagny - Montréal
Direction de la santé publique de Montréal
Direction des transports de la Ville de Montréal
Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports
Service de police de la Ville de Montréal (SPVM)
Société de transport de Montréal (STM)
Vélo Québec

Publié par la Ville de Montréal
Division des transports actifs et collectifs
Direction des transports
Service des infrastructures, de la voirie et des transports
801, rue Brennan, 6e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4
ville.montreal.qc.ca/transport

Design graphique :
Ville de Montréal,
Service des communications
18050 (09-17)

Imprimé au Canada

Ce document est imprimé sur du papier recyclé



ville.montreal.qc.ca/velo

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.02

2017/09/28 17:00

(1)

Dossier # : 1175175009

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Centre local de développement
Projet :	-
Objet :	Approuver les rapports d'activités 2015-2016 et 2016-2017 relatifs au Fonds de développement des territoires

Il est recommandé :

- d'approuver les rapports d'activités 2015-2016 et 2016-2017 relatifs au Fonds de développement des territoires;
- de transmettre ces rapports au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire;
- d'autoriser le Service du développement économique de la Ville de Montréal à rendre les rapports disponibles sur le site Internet de la Ville pour le bénéfice de la population.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-08-31 15:25

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1175175009**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Centre local de développement
Projet :	-
Objet :	Approuver les rapports d'activités 2015-2016 et 2016-2017 relatifs au Fonds de développement des territoires

CONTENU

CONTEXTE

La *Loi concernant principalement la mise en oeuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016* (ci-après la Loi) a institué le Fonds de développement des territoires (FDT) pour aider les municipalités régionales de comté et les agglomérations à assumer leur nouveau rôle en matière de développement local et régional. Ce Fonds permet de soutenir toute mesure qui s'y rattache.
Une entente relative au Fonds de développement des territoires est intervenue entre la Ville et le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Elle couvre les années 2015-2020. Elle prévoit que l'agglomération doit établir ses priorités d'intervention et ses politiques de soutien au milieu. L'agglomération doit également assurer la gestion de son Fonds et en demeure imputable. L'article 21 prévoit que la Ville doit produire et adopter un rapport d'activités pour chaque année de l'entente.

Le présent dossier vise à faire adopter les rapports d'activités concernant les périodes allant du 1er avril 2015 au 31 mars 2016 et du 1er avril 2016 au 31 mars 2017.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0196 – 18 mai 2017 – Approuver l'entente 2015-2020 relative au Fonds de développement des territoires à intervenir entre la Ville et le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire
CG16 0636 – 24 novembre 2016 – Autoriser l'augmentation du budget du Service du développement économique d'une somme de 2 085 681 $ en provenance du Fonds de développement des territoires / Autoriser un budget additionnel de dépenses équivalent su revenu additionnel attendu

CG16 0347 – 19 mai 2016 – Approuver la répartition de l'enveloppe 2016-2021 dédiée aux six (6) organismes PME MTL / Accorder une contribution financière annuelle totale de 7 761 578,00 $ aux six (6) organismes PME MTL afin d'offrir l'accompagnement et le financement aux entreprises durant les années 2016-2021, dans le cadre de l'entente relative au Fonds de développement du territoire entre le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et la Ville et de l'entente relative au Fonds d'investissement PME

MTL / Accorder une contribution financière non récurrente de 7 181 833,80 $ à titre de partage des actifs nets des anciens organismes CLD/CDEC / Accorder un prêt de 25 674 192 $ dans le cadre du Fonds d'investissement PME MTL et de 4 176 376 $ dans le cadre des Fonds locaux de solidarité FTQ / Approuver les projets d'entente de délégation à cet effet.

CG16 0343 – 19 mai 2016 – Approuver une entente entre la Ville et le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire relative au Fonds de développement des territoires.

DESCRIPTION

Les contributions financières reçues dans le cadre du FDT ont permis de financer des projets et des activités liés au réseau PME MTL et à des grands projets prioritaires de l'administration montréalaise

Années	**Contribution FDT ($)**	**Projets et activités**
2015-2016	6,46 M$	**Réseau PME MTL** • Budget de fonctionnement et Fonds Jeunes entreprises et Fonds de développement de l'économie sociale
2016-2017	8,55 M$	**Réseau PME MTL** • Budget de fonctionnement et Fonds Jeunes entreprises et Fonds de développement de l'économie sociale **Grands projets prioritaires** • Création d'une zone de logistique • Réalisation d'actions structurantes spécifiques aux parcs et zones industriels • Développement de la filière d'électrification des transports • Développement d'un pôle de chimie verte • Mise en valeur des artères commerciales • Appui à l'innovation et à l'écosystème des startups • Appui au développement du secteur touristique • Appui à des actions ciblées de concertation (en matière de développement local et régional (Complément de financement de l'année 2017 de Concertation régionale de Montréal)

L'annexe A de l'entente FDT vient préciser le contenu des rapports d'activités. Ceux-ci doivent être déposés sur le site Web de la Ville au bénéfice de la population.

JUSTIFICATION

Les deux rapports viennent répondre aux exigences de reddition de compte de l'entente FDT

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le dépôt des rapports permet à la Ville de se conformer aux exigences de l'entente FDT et autorise le MAMOT à verser à la Ville le solde de la somme de 8,55 M$ prévue pour l'année 2016-2017, soit 1,71 M$

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les rapports seront rendus disponibles à la population sur le site Internet de la Ville de Montréal.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Transmettre les rapports d'activités 2015-2016 et 2016-2017 au ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.
- Rendre disponible sur le site web de la Ville les rapports d'activités 2015-2016 et 2016-2017 pour le bénéfices de la population

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2017-08-30

Martine ÉTHIER
Chef d'équipe

Tél : 514 872-4137
Télécop. : 514 872-6249

Géraldine MARTIN
Directrice

Tél : 872-2248
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Véronique DOUCET
Directrice
Tél : 514 872-3116
Approuvé le : 2017-08-31

Fonds de développement des territoires

Rapport annuel d'activités

1er janvier 2015 au 31 mars 2016

Montréal

1. Contexte général

La Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016 (ci-après la Loi) est venue modifier considérablement les pouvoirs des agglomérations en matière de développement économique local et régional.

D'une part, elle est venue modifier l'article 126.2 de la *Loi sur les compétences municipales* (ci-après la LCM) qui prévoit dorénavant que l'agglomération de Montréal peut prendre toute mesure afin de favoriser le développement local et régional sur son territoire. C'est à cette fin que cette dernière a constitué le réseau PME MTL. Composé de six (6) pôles de services en développement économique local, le réseau offre de l'accompagnement et du financement aux entrepreneurs privés et d'économie sociale de l'île de Montréal.

D'autre part, la Loi est venue instituer le Fonds de développement des territoires (FDT) pour aider les municipalités régionales de comté et les agglomérations à assumer leur nouveau rôle en matière de développement local et régional. Ce Fonds permet de soutenir toute mesure qui s'y rattache. L'entente relative au FDT prévoit que l'agglomération doit établir ses priorités d'intervention et ses politiques de soutien au milieu.

Une entente relative au FDT est intervenue entre la Ville et le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Elle couvre les années 2015-2020.

2. Nouveau modèle de développement économique local et régional

Le pacte fiscal transitoire intervenu entre le Gouvernement du Québec et les représentants du milieu municipal en novembre 2014 a entraîné une baisse de 55 % du financement accordé au développement économique local. Devant cette perspective, le conseil d'agglomération a mis fin aux ententes avec les dix-huit CLD /CDEC du territoire. La nécessité de mettre en place une nouvelle gouvernance apparaissait inévitable compte tenu des restrictions budgétaires.

Le pacte fiscal a donc rendu nécessaire la révision de l'ancien modèle de développement économique local et de soutien à l'entrepreneuriat. La Ville a aussi saisi cette opportunité pour :

- optimiser le modèle afin de mieux répondre aux besoins des entreprises et entrepreneurs;
- proposer une vision intégrée et cohérente qui se reflète dans les services, outils et programmes offerts aux entreprises;
- uniformiser l'image de marque, ainsi que les politiques d'investissement et de subvention et les services offerts;
- mettre l'entrepreneur au cœur de l'écosystème et ainsi faciliter la réussite entrepreneuriale;
- assurer un continuum de services.

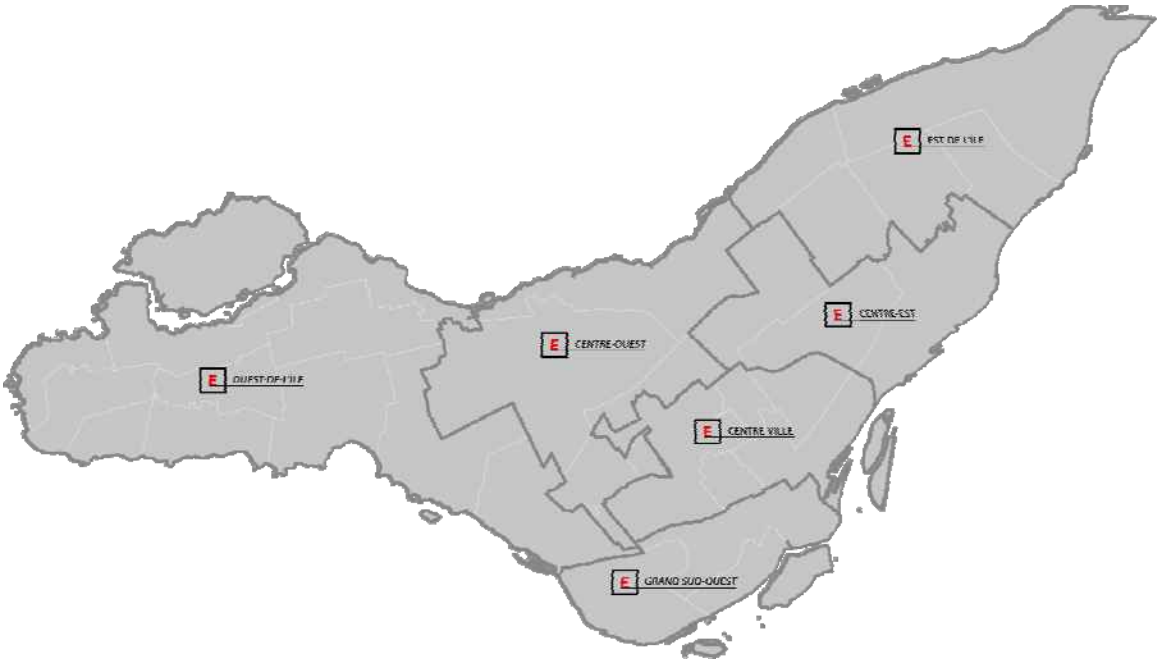
Les six pôles de services du réseau PME MTL sont venus remplacer les centres locaux de développement (CLD) et les corporations de développement économique communautaires (CDEC) qui offraient, jusqu'au 31 mars 2015, le service de première ligne aux entrepreneurs montréalais.

Porte d'entrée de l'entrepreneuriat montréalais, le Réseau offre des services d'accompagnement et de financement aux entrepreneurs du territoire. Ses pôles de services sont les suivants :

- PME MTL Centre-Est;
- PME MTL Centre-Ouest;
- PME MTL Centre-Ville;
- PME MTL Est-de-l'Île;
- PME MTL Grand Sud-Ouest;
- PME MTL Ouest-de-l'Île.

Suivant les exigences de l'entente FDT et de la LCM, une entente de délégation est intervenue entre la Ville de Montréal et chacun des six (6) organismes PME MTL. Ces ententes ont pour objet de définir leurs rôles et leurs responsabilités en matière de développement économique local et de soutien à l'entrepreneuriat pour la période 2016-2021, les conditions et modalités de réalisation, les politiques d'aide à l'entrepreneuriat ainsi que les modalités de gestion du Fonds d'investissement PME MTL et des Fonds de subventions (Fonds Jeunes entreprises et Fonds de Développement de l'économie sociale).

Territoire d'intervention des six pôles de services de PME MTL



L'article 284 de la Loi a également transféré à la Ville de Montréal les actifs et les passifs des Fonds locaux d'investissement (FLI) et des Fonds locaux de solidarité FTQ (FLS) ainsi que de prêts consentis aux entrepreneurs dans le cadre de ces deux fonds. Le FLI reposait sur un contrat de prêt sans intérêt dont le Gouvernement du Québec était le prêteur.

Dans la foulée de la mise en place du réseau PME MTL, la Ville a remboursé au Gouvernement du Québec le prêt lié aux FLI. Le prêt total associé aux 18 contrats FLI s'élevait à 24 378 449 $. Les actifs de ce fonds appartiennent maintenant à la Ville qui est maintenant connu sous le nom de Fonds d'investissement PME MTL et qui inclut les FLS. Le Fonds PME MTL est géré par PME MTL et est distinct du FDT.

3. Priorité d'intervention : la promotion et le soutien à l'entrepreneuriat

Dans le cadre des dispositions de l'entente FDT, la Ville de Montréal a établi la priorité suivante pour l'année 2015-2016 : promotion et soutien à l'entrepreneuriat.

L’entente intervenue entre la Ville et les six pôles de services de PME MTL vient leur déléguer une partie de la compétence de la Ville en matière de développement local et régional et vise à définir le rôle et les mandats du réseau PME MTL, les conditions et modalités de réalisation ainsi que la gestion du Fonds PME MTL et du FLS.

Le mandat du réseau PME MTL est d’offrir un ensemble de services aux entrepreneurs privés et d’économie sociale, dont de l’accompagnement et du financement pour le démarrage, la croissance et la relance d’entreprises. Ces services sont offerts sous forme de services-conseils, de financement, de mentorat d’affaires, d’aide au recrutement de personnel, d’information et d’orientation, d’activités de réseautage et de promotion de l’entrepreneuriat. Cette offre de services peut se faire en partenariat avec d’autres personnes ou organismes.

4. Contribution FDT 2015-2016

La contribution gouvernementale du FDT à la Ville de Montréal s’élevait pour l’année 2015-2016 à 6 464 808 $. La totalité de cette enveloppe a été dédiée au réseau PME MTL.

La contribution de la Ville de Montréal au FDT s’élevait à 1 296 770 $.

Les sommes sont réparties entre les six pôles de services de PME MTL selon quatre critères socio-économiques, soient :

1. un premier quart de cette part est réparti en fonction de la dynamique économique du territoire, laquelle se mesure au nombre d'établissements qui y sont présents. Ce nombre est établi à partir de la plus récente version disponible du fichier du « Registre des emplacements » de Statistique Canada;

2. un second quart de cette part est réparti en fonction de l'activité économique du territoire, laquelle se mesure au nombre d'emplois qui y sont présents. Ce nombre est établi à partir de la compilation spéciale au lieu de travail de l'« Enquête nationale auprès des ménages 2011 » de Statistique Canada, ou à partir de la compilation spéciale au lieu de travail intégrée à la version la plus récente de cette enquête;

3. un troisième quart de cette part est réparti en fonction de l'importance du marché du travail dans la population habitant le territoire, laquelle se mesure au nombre total de personnes formant la population active. Ce nombre est établi à partir de l'« Enquête nationale auprès des ménages 2011 » de Statistique Canada, ou à partir de la version la plus récente de cette enquête;

4. un dernier quart de cette part est réparti en fonction de la vitalité du marché du travail dans la population habitant le territoire, laquelle se mesure au nombre de chômeurs. Ce nombre est établi à partir de l'« Enquête nationale auprès des ménages 2011 » de Statistique Canada, ou à partir de la version la plus récente de cette enquête.

Le tableau suivant présente la répartition de la contribution gouvernementale et municipale à chacun des pôles de services de PME MTL. Le détail de la répartition pour chacun des pôles est présenté à l'Annexe 1.

Tableau 1 - Répartition de la contribution gouvernementale et municipale à chacun des pôles de services de PME MTL

Pôles de services	Contribution Gouvernement du Québec	Contribution Agglomération de Montréal	Contribution Totale
Centre-Ville	1 933 253 $	387 789 $	2 321 043 $
Centre-Est	1 163 318 $	233 349 $	1 396 667 $
Centre-Ouest	1 059 047 $	212 433 $	1 271 480 $
Est-de-l'Île	865 284 $	173 567 $	1 038 851 $
Ouest-de-l'Île	849 047 $	170 309 $	1 019 356 $
Sud-Ouest	594 860 $	119 322 $	714 182 $
Total *	**6 464 808 $**	**1 296 770$**	**7 761 578 $**

* Il est possible que les totaux ne correspondent pas exactement aux sommes des colonnes car les montants ont été arrondis.

5. Partage des actifs

La Ville avait également l'obligation de convenir de conventions de partage d'actifs avec les anciens organismes CLD/CDEC du territoire. Pour l'année 2015-2016, les conventions de partage d'actifs conclues sont présentées dans le tableau qui suit :

Tableau 2 – Partage des actifs

Anciens CLD/CDEC	Somme récupérée dans le cadre de l'exercice de partage des actifs	Organisme réceptionnaire
CDEC Ahuntsic-Cartierville	423 686 $	PME MTL Centre-Ouest
CDEC Centre-Nord	3 000 $	PME MTL Centre-Est
CDEC Centre-Sud – Plateau Mont-Royal	80 937 $	PME MTL Centre-Ville
CDEC Rosemont – Petite-Patrie	136 094 $	PME MTL Centre-Est
CDEC Saint-Léonard	240 252 $	PME MTL Est-de-l'Île
CLD Anjou	23 959 $	PME MTL Est-de-l'Île
CLD Les 3 Monts	57 756 $	PME MTL Centre-Ouest, PME MTL Centre-Ville
Développement économique LaSalle	268 311 $	PME MTL Grand Sud-Ouest
Total	**1 233 995 $**	

6. Bilan des activités : FDT et Fonds d'investissement PME MTL

FDT

En 2015-2016, le réseau PME MTL avait à son emploi 63 conseillers en accompagnement et en financement. Les services offerts ont permis d'accompagner 2 500 entreprises montréalaises au cours de l'exercice :

- **2 500** entreprises accompagnées
  - 900 entreprises à but lucratif existantes
  - 1 250 entreprises à but lucratif en démarrage
  - 150 entreprises d'économie sociale existantes
  - 200 entreprises d'économie sociale en démarrage

- **+ de 60** séances d'information où 435 entrepreneurs ont été rencontrés
  - 46 % de femmes
  - 31 % d'immigrants

Le FDT aura également permis d'octroyer des subventions dans le cadre du Fonds Jeunes entreprises et du Fonds de développement de l'économie sociale.

Fonds de développement de l'économie sociale (FDÉS)

Le FDES a pour objectif de soutenir le développement d'entreprises et de projets d'économie sociale dans toutes leurs phases (prédémarrage, démarrage, consolidation et expansion). Il vise également à soutenir l'émergence de projets novateurs qui explorent de nouveaux secteurs, de nouvelles façons de faire ou qui développent de nouvelles expertises.

La réalisation de cette mission se fait dans une approche d'accompagnement des promoteurs et s'inscrit dans une perspective de développement de projets, d'entreprises et de compétences.

Tableau 3 – Fonds de développement de l'économie sociale

FDT Sommes engagées	FDT Sommes versées	FDT Sommes engagées à verser	Investissements générés	Entreprises soutenues	Emplois créés ou maintenus
992 565 $	638 384 $	354 181 $	10 415 486 $	76	618

Fonds Jeunes Entreprises (JE)

Le Fonds JE a pour objectif de créer et soutenir des entreprises viables en leur offrant une aide financière pour le démarrage, l'expansion ou la relève entrepreneuriale. Elle vise les entreprises ayant de zéro à cinq ans d'existence depuis le début de ses ventes.

Tableau 4 – Fonds Jeunes entreprises

FDT Sommes engagées	FDT Sommes versées	FDT Sommes engagées à verser	Investissements générés	Entreprises soutenues	Emplois créés ou maintenus
404 931 $	249 431 $	155 500 $	5 070 825 $	44	173

Fonds d'investissement PME MTL – Ville de Montréal

Le Fonds d'investissement PME MTL (qui inclut les anciens FLI et les FLS) appartient à la Ville de Montréal et ne fait pas partie du FDT. Ce fonds d'investissement est géré par le réseau PME MTL.

La mission du Fonds PME MTL est d'aider financièrement et techniquement les entreprises nouvelles et existantes afin de créer et de maintenir des emplois sur le territoire de l'agglomération de Montréal.

Le Fonds est un outil financier pouvant accélérer la réalisation des projets d'entreprises sur le territoire et, en ce sens, il intervient de façon proactive dans les dossiers. Il vise à :

- contribuer au développement économique du territoire des six pôles économiques montréalais;
- créer et soutenir des entreprises viables;
- soutenir le développement de l'emploi;
- financer le démarrage, l'expansion et l'acquisition d'entreprises;
- procurer un levier en faveur du financement des projets d'entreprises;
- permettre à une nouvelle entreprise de se positionner dans le marché du financement en complétant avec succès un premier financement avec une institution financière.

Pour l'année 2015-2016, le réseau PME MTL a consenti 3,6 M$ sous forme de prêts ou de garantie de prêts aux entrepreneurs montréalais. Quatre-vingt-huit pourcent (88 %) des entreprises financées sont toujours en activités après 5 ans.

7. Bilan financier

Tableau 5 – Priorité d'intervention : soutien à l'entrepreneuriat - bilan financier du Fonds de développement des territoires pour l'exercice financier 2015-2016

Produits	Engagé	Versé	À verser
Contribution FDT	6 464 808 $	6 464 808 $	- $
Contribution de l'Agglomération de Montréal	1 296 770 $	1 296 770 $	- $
Partage des actifs CLD *	1 233 995 $	- $	1 233 995 $
Total - produits	**8 995 573 $**	**7 761 578 $**	**1 233 995 $**

Charges	Engagé	Versé	À verser
Aides financières aux entreprises / entrepreneurs **	**1 397 496 $**	**887 815 $**	**509 681 $**
Fonds de Développement de l'économie sociale	992 565 $	638 384 $	354 181 $
Fonds Jeunes entreprises	404 931 $	249 431 $	155 500 $
Masse salariale PME MTL	**4 193 186 $**	**4 193 186 $**	**- $**
Salaires - conseillers	3 773 868 $	3 773 868 $	- $
Salaires - administration	419 318 $	419 318 $	- $
Dépenses d'administration admissibles	**2 251 961 $**	**2 251 961 $**	**- $**
Total - charges	**7 842 643 $**	**7 332 962 $**	**509 681 $**

* Les sommes reçues dans le cadre du partage des actifs seront transférées dans l'année 2016-2017 aux organismes PME MTL.
** La liste des contrats de subventions versées aux entrepreneurs se retrouve à l'annexe 2.

ANNEXE 1

Poids de chacun des pôles de services de pme mtl selon 4 critères économiques (les 4c)

	Population active		Chômeurs		Emplois		Établissements		Moyenne des 4 critères
	Nombre	Part	Nombre	Part	Nombre	Part	Nombre	Part	
Est-de l'Île	147 340	15,0 %	15 700	16,5 %	111 445	9,7 %	7 861	12,4 %	13,4 %
Centre-Est	218 825	22,2 %	22 160	23,3 %	150 030	13,1 %	8 518	13,4 %	18,0 %
Centre-Ville	220 720	22,4 %	21 565	22,6 %	470 540	41,0 %	21 283	33,5 %	29,9 %
Centre-Ouest	139 690	14,2 %	14 345	15,1 %	194 945	17,0 %	12 248	19,3 %	16,4 %
Grand Sud-Ouest	110 410	11,2 %	10 525	11,1 %	76 075	6,6 %	5 025	7,9 %	9,2 %
Ouest-de-l'Île	147 875	15,0 %	10 950	11,5 %	143 525	12,5 %	8 579	13,5 %	13,1 %
Total	984 860	100,0 %	95 245	100,0 %	1 146 560	100,0 %	63 514	100,0 %	100,0 %

Sources : Statistique Canada, Enquête nationale auprès des ménages (ENM) 2011 et Registre des emplacements, décembre 2013.
Compilation : Montréal en statistiques, Direction de l'urbanisme, Ville de Montréal.
05 mars 2015

ANNEXE 2

FONDS DE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

Liste des contrats de services, des aides et des ententes sectorielles de développement local et régional
Exercice financier du 1er janvier 2015 au 31 mars 2016

Nom du bénéficiaire	Projet	date début	date fin	Investissement généré	FDT sommes engagées	FDT sommes réelles versées	FDT sommes engagées à verser	emplois créés et maintenus
PME MTL Centre-Est								
Part du chef	Réaménagement du Café Shop	2015-2016	2015-2016		1 650 $	1 650 $	- $	0
Projet SOL	Cafétéria du Biodôme	2015-2016	2015-2016		2 500 $	2 500 $	- $	15
L'Illusion Théâtre de marionnettes	Aménagement de la terrasse	2015-2016	2015-2016		1 900 $	1 900 $	- $	0
La Ruche Montréal	Démarrage Centre d'entrepreneuriat local	2015-2016	2015-2016		5 000 $	5 000 $	- $	1
Cinécoop Productions	Démarrage	2015-2016	2015-2016		1 500 $	1 500 $	- $	0
MaBrasserie coop de solidarité brassicole	Démarrage	2015-2016	2015-2016		4 000 $	4 000 $	- $	0
Scène Ouverte	Mise en place du bureau de production	2015-2016	2015-2016		10 000 $	10 000 $	- $	1
Hub 305 Collectif	Rénovation des espaces	2015-2016	2016-2017		9 000 $	- $	9 000 $	0
Ass. des professeurs et usagers Studio Caravan	Acquisition d'équipements & promotion	2015-2016	2015-2016		8 750 $	8 750 $	- $	0
Lange Bleu	Consolidation & développement des marchés	2015-2016	2015-2016		5 000 $	5 000 $	- $	1
Vivacité Montréal	Mise sur pied du projet	2015-2016	2015-2016		1 000 $	1 000 $	- $	0
Les Productions Drôle de Monde	Embauche - employé de gestion	2015-2016	2015-2016		4 500 $	4 500 $	- $	1
La Corporation du Cinéma Beaubien	Embauche - employé en ventes	2015-2016	2015-2016		6 000 $	6 000 $	- $	1
CRAC de la Petite Patrie	Étude de faisabilité	2015-2016	2015-2016		1 400 $	1 400 $	- $	0
Coopérative de solidarité Mosaïques	Diversification de l'offre de services	2015-2016	2015-2016		1 000 $	1 000 $	- $	4

Nom du bénéficiaire	Projet	date début	date fin	Investissement généré	FDT sommes engagées	FDT sommes réelles versées	FDT sommes engagées à verser	emplois créés et maintenus
Regroupement des Arts & Culture RPP	Développement des outils de communication	2015-2016	2015-2016		1 000 $	1 000 $	- $	0
Petit Marché de l'Est de Rosemont	Restructuration du processus d'affaires	2015-2016	2015-2016		2 000 $	2 000 $	- $	1
Quartier Hochelaga	Développement du média local	2015-2016	2015-2016		3 000 $	- $	3 000 $	0
Le Collectif La Table des Écoliers	Acquisition d'outils de communication	2015-2016	2015-2016		7 500 $	6 000 $	1 500 $	0
Service d'entretien ProPrêt Inc.	Acquisition de progiciels	2015-2016	2016-2017	38 125 $	15 000 $	13 500 $	1 500 $	78
Esplanade	Développement des partenariats & de services	2015-2016	2016-2017	144 275 $	15 000 $	13 500 $	1 500 $	3
Coopérative Coco & Calendula	Acquisition d'équipements & d'inventaire	2015-2016	2016-2017	100 000 $	20 000 $	15 000 $	5 000 $	32
Le Boulot Vers	Prélocalisation d'un organisme	2015-2016	2016-2017	42 000 $	20 000 $	10 000 $	10 000 $	10
Imprime Emploi	Isolation - salle de production numérique	2015-2016	2016-2017	40 000 $	20 000 $	15 000 $	5 000 $	11
Audiotopie	Plan de commercialisation projet "SILO"	2015-2016	2016-2017	11 000 $	8 000 $	7 200 $	800 $	3
Vrac Environnement	Aménagement d'infrastructures	2015-2016	2016-2017	218 800 $	15 000 $	- $	15 000 $	11
Y'a quelqu'un l'autre bord du mur	Acquisition d'équipement	2015-2016	2017-2018	36 940 $	15 000 $	- $	15 000 $	10
Société des attractions touristiques du QC	Plate-forme technologique	2015-2016	2016-2017	75 000 $	10 000 $	- $	10 000 $	27
Collection Innova	Développement - ventes en ligne	2015-2016	2017-2018	42 110 $	30 000 $	- $	30 000 $	50
Institut ludopédagogique du Québec	Acquisition d'équipement	2015-2016	2017-2018	13 693 $	8 000 $	- $	8 000 $	1
TOTAL - PME MTL Centre-Est				**761 943 $**	**252 700 $**	**137 400 $**	**115 300 $**	**261**
PME MTL Centre-Ouest								
Cartier Émilie	Consolidation	2015-2016	2016-2017		6 000 $	- $	6 000 $	2
Journaldesvoisins.com	Soutien au démarrage phase 2	2015-2016	2016-2017		6 000 $	- $	6 000 $	0
Ressource Habitation de l'Ouest	Soutien au projet RHO Gestion	2015-2016	2016-2017		5 397 $	- $	5 397 $	3
Relais Laurentien (dossier annulé)	Lancement projet "Relais Mobile"	2015-2016	2016-2017		40 000 $	40 000 $	0 $	0
TOTAL - PME MTL Centre-Ouest					**57 397 $**	**40 000 $**	**17 397 $**	**5**
PME MTL Centre-Ville								
Société des services Ozanam	Projet "Morse"	2015-2016	2015-2016		1 000 $	1 000 $	- $	3
La Danse sur les routes	Étude - projet "Médiation culturelle"	2015-2016	2015-2016		1 000 $	1 000 $	- $	0
CIBL 101.5 Radio-Montréal	Consolidation	2015-2016	2016-2017		25 000 $	25 000 $	- $	5

Nom du bénéficiaire	Projet	date début	date fin	Investissement généré	FDT sommes engagées	FDT sommes réelles versées	FDT sommes engagées à verser	emplois créés et maintenus
Alternatives - Réseau d'action communautaire	Étude de faisabilité - mini Centre de Congrès	2015-2016	2017-2018		5 000 $	4 000 $	1 000 $	2
Ateliers Créatifs de Montréal	Améliorations locatives	2015-2016	2016-2017		25 000 $	25 000 $	- $	7
Coopérative Cirquantique	Démarrage	2015-2016	2016-2017	67 000 $	25 000 $	20 000 $	5 000 $	3
Coop de travail La Guilde	Projet "Nouveau bâtiment"	2015-2016	2016-2017	62 000 $	25 000 $	20 000 $	5 000 $	1
Coop des professeurs de musique de Montréal	Déménagement & Amél. locatives	2015-2016	2016-2017		15 000 $	15 000 $	- $	4
Le Grand Costumier	Démarrage	2015-2016	2016-2017	374 189 $	25 000 $	22 500 $	2 500 $	4
Maison internationale des Arts de la marionnette	Programme d'immo.	2015-2016	2016-2017	2 500 000 $	20 000 $	10 000 $	10 000 $	2
Café Coop Touski	Nouveau bâtiment	2015-2016	2016-2017	7 000 $	5 000 $	4 000 $	1 000 $	10
SLA Productions	Acquisition d'équipements	2015-2016	2016-2017		10 000 $	10 000 $	- $	5
Coopérative de solidarité Temps Libre	Démarrage	2015-2016	2016-2017		25 000 $	25 000 $	- $	2
Pépinière & Co	Démarrage	2015-2016	2016-2017	50 000 $	25 000 $	15 000 $	10 000 $	20
Resto Robin des Bois	Étude	2015-2016	2016-2017		5 000 $	5 000 $	- $	10
Coop des musiciens professionnels du QC	Démarrage	2015-2016	2016-2017	53 853 $	15 000 $	10 000 $	5 000 $	2
Théâtre Tortue Berlue	Projet "Tortue Berlue s'en vient"	2015-2016	2016-2017	131 822 $	25 000 $	- $	25 000 $	3
Société des services Ozanam	Projet "Morse"	2015-2016	2016-2017	105 000 $	15 000 $	- $	15 000 $	3
Initiative communautaire YALDEI	Acquisition d'un bâtiment	2015-2016	2016-2017	3 975 000 $	25 000 $	- $	25 000 $	2
Blitz Paradisio	Démarrage du service "Thésez-vous"	2015-2016	2016-2017	151 115 $	15 000 $	10 000 $	5 000 $	2
Laboratoire de culture urbaine	Projet "Ferme du palais"	2015-2016	2016-2017	111 590 $	5 000 $	4 500 $	500 $	1
Monhood coopérative de solidarité	Démarrage	2015-2016	2017-2018	66 764 $	15 000 $	10 000 $	5 000 $	2
Mise au jeu	Consolidation	2015-2016	2016-2017	75 000 $	10 000 $	9 000 $	1 000 $	5
Coop Évasion	Coordination des services	2015-2016	2015-2016		20 930 $	20 930 $	- $	5
Centre de répit Philou	Acquisition d'équip. / soutien projet	2015-2016	2015-2016		20 000 $	20 000 $	- $	0
Fourchette & Cie	Consolidation	2015-2016	2015-2016		45 000 $	45 000 $	- $	5
TOTAL - PME MTL Centre-Ville				**7 730 333 $**	**447 930 $**	**331 930 $**	**116 000 $**	**108**

PME MTL Est-de-l'Île

Comité Écologique du Grand Montréal	Étude - Diagnostic-Actions	2015-2016	2017-2018	10 000 $	7 500 $	7 500 $	- $	0
Services Adaptés Transit	Planification stratégique	2015-2016	2016-2017	15 800 $	3 750 $	3 750 $	- $	0

Nom du bénéficiaire	Projet	date début	date fin	Investissement généré	FDT sommes engagées	FDT sommes réelles versées	FDT sommes engagées à verser	emplois créés et maintenus
SERIC Coopérative de solidarité	Consolidation	2015-2016	2015-2016		9 000 $	9 000 $	- $	0
Club des familles de demain	Plan communication & marketing	2015-2016	2016-2017	114 500 $	20 000 $	10 000 $	10 000 $	18
Centre culturel Espace 7000	Diagnostic & Plan stratégique	2015-2016	2015-2016	10 060 $	5 000 $	5 000 $	- $	4
Club de basketball de Montréal-Nord	Étude de marché et de faisabilité	2015-2016	2016-2017	7 818 $	3 955 $	3 955 $	- $	1
Rond Point Jeunesse	Démarrage - Communication	2015-2016	2017-2018	125 000 $	32 500 $	- $	32 500 $	2
Axia Services / Services adaptés Transit	Stratégie promotion & repositionnement	2015-2016	2017-2018	174 585 $	26 000 $	- $	26 000 $	218
TOTAL - PME MTL Est-de-l'Île				**457 763 $**	**106 705 $**	**39 205 $**	**67 500 $**	**243**
PME MTL Grand Sud-Ouest								
Centre du Vieux Moulin de LaSalle	Étude de croissance commerciale	2015-2016	2015-2016	6 250 $	5 000 $	5 000 $	- $	0
Radio Communautaire de LaSalle	Acquisition d'équip. - Amél. locatives	2015-2016	2016-2017	178 500 $	20 000 $	10 000 $	10 000 $	0
École de cirque de Verdun	Étude de marché & Plan d'affaires	2015-2016	2016-2017		5 400 $	- $	5 400 $	0
TOTAL - PME MTL Grand Sud-Ouest				**184 750 $**	**30 400 $**	**15 000 $**	**15 400 $**	**0**
PME MTL Ouest-de-l'Île								
WIAIH	Phase 2 Projet "Kizmet"	2015-2016	2016-2017	46 527 $	16 257 $	3 449 $	12 808 $	0
Société d'histoire naturelle de la Vallée du St-Laurent	Aménag. d'habitats	2015-2016	2015-2016	1 154 242 $	60 000 $	60 000 $	- $	0
Centre des arts de la scène Pauline Julien	Site Web	2015-2016	2015-2016	10 700 $	4 600 $	4 600 $	- $	0
Les Camps de jour le Phoenix	Démarrage	2015-2016	2015-2016	59 456 $	9 776 $	- $	9 776 $	1
AJOI Hébergement	Projet pour les jeunes	2015-2016	2015-2016	9 772 $	6 800 $	6 800 $	- $	0
TOTAL - PME MTL Ouest-de-l'Île				**1 280 697 $**	**97 433 $**	**74 849 $**	**22 584 $**	**1**
TOTAL - Réseau PME MTL				**10 415 486 $**	**992 565 $**	**638 384 $**	**354 181 $**	**618**

FONDS JEUNES ENTREPRISES

Liste des contrats de services, des aides et des ententes sectorielles de développement local
Exercice financier du 1er janvier 2015 au 31 mars 2016

Nom du bénéficiaire	Projet	Date début	Date fin	Investissement généré	FDT sommes engagées	FDT sommes réelles versées	FDT sommes engagées à verser	Emplois créés et maintenus
PME MTL Centre-Est								
Semantik Inc.	Acquisition logiciels & équip. - fonds roulement	2015-2016	2016-2017	80 000 $	8 000 $	8 000 $	- $	2
Gourmandises de Marie-Antoinette	Acquisition équip. & inventaire - fonds roulement	2015-2016	2016-2017	130 000 $	10 000 $	10 000 $	- $	3
Pascal Le Boucher	Amél. locatives - Acquisition d'équip. - Fonds de roulement	2015-2016	2016-2017	163 525 $	10 000 $	10 000 $	- $	3
Technologies Wise Guys	Acquisition d'équip. - fonds roulement	2015-2016	2016-2017	185 000 $	10 000 $	- $	10 000 $	2
Tribu Expérentiel	Fonds de roulement	2015-2016	2016-2017	30 000 $	5 000 $	5 000 $	- $	2
LOCO Épicerie Zéro Déchet	Améliorations locatives - Inventaire - Fonds roulement	2015-2016	2016-2017	195 000 $	10 000 $	- $	10 000 $	6
TOTAL - PME MTL Centre-Est				**783 525,00**	**53 000,00**	**33 000,00**	**20 000,00**	**18**
PME MTL Centre-Ouest								
Affordance	Démarrage	2015-2016	2015-2016		5 000 $	5 000 $	- $	2
Location de véhicules EKKO Logiques Inc.	Démarrage	2015-2016	2015-2016		10 000 $	10 000 $	- $	1
Odyo Santé Auditive	Démarrage	2015-2016	2015-2016		13 000 $	13 000 $	- $	1
Coolwhey Inc.	Acquisition d'équip. - fonds de roulement	2015-2016	2015-2016	125 000 $	10 000 $	10 000 $	- $	6
Jeane & Jax	Mise en marché - fonds de roulement	2015-2016	2015-2016		10 000 $	10 000 $	- $	2
Mon Paradis Bio	Amén. du laboratoire - fonds de roulement	2015-2016	2015-2016		5 000 $	5 000 $	- $	1
Plexis Précision	Dével. & Diversification des marchés extérieurs	2015-2016	2015-2016		4 050 $	3 000 $	1 050 $	0
MTLS Aérostructures	Dével. & Diversification des marchés extérieurs	2015-2016	2015-2016		4 050 $	4 050 $	- $	0
Revol Technologies Inc.	Dével. & Diversification des marchés extérieurs	2015-2016	2015-2016		15 000 $	15 000 $	- $	2
Yulcom Technologies Inc.	Dével. & Diversification des marchés extérieurs	2015-2016	2015-2016		2 000 $	2 000 $	- $	0

Nom du bénéficiaire	Projet	Date début	Date fin	Investissement généré	FDT sommes engagées	FDT sommes réelles versées	FDT sommes engagées à verser	Emplois créés et maintenus
NutriBio Pharma Inc.	Dével. & Diversification des produits	2015-2016	2015-2016		5 000 $	5 000 $	- $	2
Visceral Performances Inc.	Dével. & Diversification des marchés extérieurs	2015-2016	2015-2016		4 050 $	- $	4 050 $	0
TOTAL - PME MTL Centre-Ouest				**125 000 $**	**87 150 $**	**82 050 $**	**5 100 $**	**17**

PME MTL Centre-Ville

Intuitic Inc. fasn Studyo Inc.	Système d'agendas scolaires numériques	2015-2016	2016-2017		15 000 $	15 000 $	- $	3
Diane Arseneau Holding	Production d'événements	2015-2016	2015-2016		15 000 $	15 000 $	- $	5
Solutions CycloLabs Inc. fasn Smart Halo	Acquisition d'inventaire - Commercialisation - Production	2015-2016	2016-2017	945 400 $	15 000 $	- $	15 000 $	10
Mobysens	Acquisition d'inventaire - Commercialisation - R & D	2015-2016	2015-2016	175 000 $	15 000 $	15 000 $	- $	3
UbiFoods Inc.	Technologie de l'information en alimentation	2015-2016	2015-2016	129 000 $	15 000 $	- $	15 000 $	4
Heddoko	Technologie - vêtement intelligent	2015-2016	2015-2016		15 000 $	15 000 $	- $	15
VimersiV Inc. fasn Sphereplay	Technologie - Réalité virtuelle	2015-2016	2015-2016		15 000 $	15 000 $	- $	10
1642 Colas Inc. / Cola Karibou Inc.	Commercialisation - fonds de roulement	2015-2016	2016-2017	231 500 $	10 000 $	- $	10 000 $	3
Les Aliments Hexa Inc.	Marketing - Adm. - Fonds de roulement	2015-2016	2016-2017	532 500 $	15 000 $	- $	15 000 $	9
Studio Set Inc. fasn GemM Pilates Inc.	Acquisition d'équip. - Fonds de roulement - Amél. locatives	2015-2016	2016-2017	65 000 $	15 000 $	- $	15 000 $	2
Nvizzio Créations Inc.	Acquisition d'équip. - Fonds de roulement	2015-2016	2016-2017	815 000 $	15 000 $	15 000 $	- $	52
Mécadémic Inc.	Ressources humaines / Fonds de roulement	2015-2016	2016-2017	135 000 $	15 000 $	- $	15 000 $	1
Technologies OPA Inc.	Acquisition d'équip. & logiciels - Fonds de roulement	2015-2016	2016-2017	150 000 $	10 000 $	- $	10 000 $	3
TOTAL - PME MTL Centre-Ville				**3 178 400 $**	**185 000 $**	**90 000 $**	**95 000 $**	**120**

PME MTL Est-de-l'Île

Finances en mouvement	Démarrage	2015-2016	2015-2016		4 000 $	- $	4 000 $	3
Tic Tac Gym	Démarrage	2015-2016	2015-2016		2 400 $	- $	2 400 $	1
Serv-Ice Inc.	Rachat d'actions - Fonds de roulement	2015-2016	2015-2016	202 200 $	3 081 $	3 081 $	- $	1
CLIQ	Démarrage	2015-2016	2015-2016		1 000 $	- $	1 000 $	1
Crudessence Kombucha	Démarrage	2015-2016	2016-2017		4 000 $	- $	4 000 $	1

Nom du bénéficiaire	Projet	Date début	Date fin	Investissement généré	FDT sommes engagées	FDT sommes réelles versées	FDT sommes engagées à verser	Emplois créés et maintenus
Forest Énergie & Air Solutions	Démarrage	2015-2016	2016-2017		6 000 $	- $	6 000 $	2
Perl Crème Liqueur	Démarrage	2015-2016	2016-2017		12 000 $	12 000 $	- $	2
Access2Pro	Démarrage	2015-2016	2016-2017		6 000 $	- $	6 000 $	1
TOTAL - PME MTL Est-de-l'Île				**202 200 $**	**38 481 $**	**15 081 $**	**23 400 $**	**12**
PME MTL Grand Sud-Ouest								
3D BoBeBe	Démarrage	2015-2016	2015-2016		4 300 $	4 300 $	- $	1
TOTAL - PME MTL Grand Sud-Ouest				**0 $**	**4 300 $**	**4 300 $**	**0 $**	**1**
PME MTL Ouest-de-l'Île								
Anyons Systems Inc.	Démarrage	2015-2016	2015-2016	110 000 $	10 000 $	10 000 $	- $	1
May-Cal Inc.	Démarrage	2015-2016	2015-2016		10 000 $	10 000 $	- $	2
Café Gato Design	Démarrage	2015-2016	2015-2016	29 700 $	5 000 $	5 000 $	- $	1
Beta Bloc	Démarrage	2015-2016	2016-2017	642 000 $	12 000 $	- $	12 000 $	1
TOTAL - PME MTL Ouest-de-l'Île				**781 700 $**	**37 000 $**	**25 000 $**	**12 000 $**	**5**
TOTAL - Réseau PME MTL				**5 070 825 $**	**404 931 $**	**249 431 $**	**155 500 $**	**173**

Fonds de développement des territoires

Rapport annuel d'activités

1er avril 2016 au 31 mars 2017

Montréal

1. Contexte général

La *Loi sur les compétences municipales* (ci-après la LCM) prévoit que l'agglomération de Montréal peut prendre toute mesure afin de favoriser le développement local et régional sur son territoire. C'est à cette fin qu'elle a constitué le réseau PME MTL. Composé de six (6) pôles de services en développement économique local, le réseau offre de l'accompagnement et du financement aux entrepreneurs privés et d'économie sociale de l'île de Montréal.

La *Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016* (ci-après la Loi) est venue instituer le Fonds de développement des territoires (FDT) pour aider les municipalités régionales de comté et les agglomérations à assumer leur nouveau rôle en matière de développement local et régional. Ce Fonds permet de soutenir toute mesure qui s'y rattache.

Une entente relative au FDT est intervenue entre la Ville et le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Elle couvre les années 2015-2020 et prévoit que l'agglomération doit établir ses priorités d'intervention et ses politiques de soutien au milieu.

2. Priorités d'intervention

Dans le cadre des dispositions de l'entente FDT, la Ville de Montréal a établi les priorités d'intervention suivantes pour l'année 2016-2017 :

- promotion et soutien à l'entrepreneuriat;
- réalisation d'actions structurantes spécifiques aux parcs et zones industriels;
- développement de la filière d'électrification des transports;
- développement d'un pôle de chimie verte;
- mise en valeur des artères commerciales;
- appui à l'innovation et à l'écosystème des startups;
- appui au développement du secteur touristique;
- appui à des actions ciblées de concertation en matière de développement local et régional.

Priorité 1 – Promotion et soutien à l'entrepreneuriat

Le mandat de promotion et de soutien à l'entrepreneuriat est délégué, sur le territoire montréalais, au réseau PME MTL. Suivant les exigences de l'entente FDT, une entente de délégation est intervenue entre la Ville de Montréal et chacun des six (6) pôles de services de PME MTL.

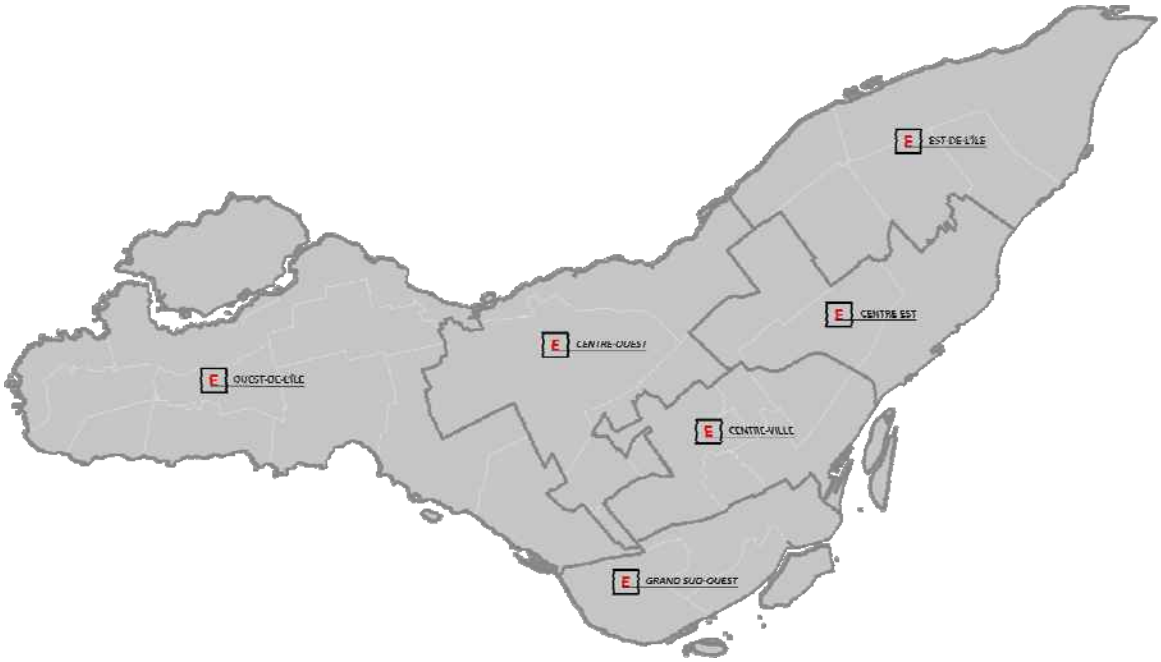
Le mandat du réseau PME MTL est d'offrir un ensemble de services aux entrepreneurs privés et d'économie sociale, en offrant de l'accompagnement et du financement pour le démarrage, la croissance et la relance d'entreprises. Ces services sont offerts sous forme de services-conseils, de financement, de mentorat d'affaires, d'aide au recrutement de personnel, d'information et d'orientation, d'activités de réseautage et de promotion de l'entrepreneuriat. Cette offre de services peut se faire en partenariat avec d'autres personnes ou organismes.

Le réseau PME MTL a également le mandat de gérer le Fonds d'investissement PME MTL (Fonds PME MTL) et les Fonds locaux de solidarité FTQ (FLS), ainsi que le Fonds de subvention Jeunes entreprises (FJE) et le Fonds de subvention de développement de l'économie sociale (FDES).

Porte d'entrée de l'entrepreneuriat montréalais, le Réseau offre des services d'accompagnement et de financement aux entrepreneurs du territoire. Il se compose des six pôles de services suivants :

- PME MTL Centre-Est;
- PME MTL Centre-Ouest;
- PME MTL Centre-Ville;
- PME MTL Est-de-l'Île;
- PME MTL Grand Sud-Ouest;
- PME MTL Ouest-de-l'Île.

Territoire d'intervention des six pôles de services de PME MTL



Pour cette priorité d'intervention, les projets suivants ont également été soutenus dans le cadre du FDT :

- Défi OSEntreprendre;
- Élaboration d'une stratégie de contenu PME MTL qui vise à faire la promotion d'entrepreneurs montréalais.

Priorité 2 – Réalisation d'actions structurantes spécifiques aux parcs et zones industriels

Pour cette priorité d'intervention, aucune action précise n'a été réalisée pour l'année 2016-2017 dans le cadre du FDT.

Priorité 3 – Développement de la filière d'électrification des transports

Montréal s'est engagée dans la lutte contre les changements climatiques et maintient sa cible de réduction des gaz à effet de serre (GES) qui est de 30 % d'ici 2020 par rapport à 1990. Or, les activités de transport constituent l'une des principales sources de GES. Cet engagement invite à une transition énergétique des transports qui consiste à réduire significativement la

consommation des énergies fossiles. En matière de transport, Montréal compte effectuer cette transition énergétique en agissant sur deux composantes :

- en misant sur le développement des transports collectif et actif et sur une occupation du territoire dense et diversifiée, permettant de diminuer la dépendance à l'automobile et de minimiser les distances à parcourir;
- par l'électrification progressive des véhicules, tant privés que publics, permettant de briser notre dépendance aux énergies fossiles et d'utiliser une source renouvelable d'énergie, l'hydroélectricité.

Afin d'assurer une cohérence dans l'atteinte d'objectifs communs, une Stratégie d'électrification des transports a été produite. Elle regroupe les mesures que la Ville et ses partenaires entendent prendre pour jouer, à l'échelle locale, un rôle clé dans la lutte aux changements climatiques, tout en s'illustrant comme un leader en cette matière.

La Stratégie d'électrification des transports s'appuie sur les orientations contenues dans les plans et politiques de la Ville dont le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal, le Plan de transport, la Politique verte du matériel roulant et le Plan de réduction des émissions de gaz à effet de serre de la collectivité montréalaise 2013-2020.

De multiples mesures favorisant l'électrification des transports ont été mises en place par les différents services de la Ville dans leur champ d'action respectif, comme l'électrification graduelle du parc de véhicules municipaux et le développement d'un réseau public de bornes de recharge. Des plans d'action ont aussi été réalisés par les services municipaux afin d'assurer un développement et une mise en œuvre continue de ces mesures. La Stratégie est également en lien avec les actions des partenaires de la Ville, dont la STM, eux aussi engagés dans la transition énergétique vers des transports durables et sobres en carbone.

Priorité 4 – Développement d'un pôle de chimie verte

Afin de réduire sa dépendance aux énergies fossiles et de réhabiliter des terrains contaminés montréalais, la Ville souhaite développer un pôle de la chimie verte.

Une des premières initiatives a été de mettre en place un projet de «banc d'essai en phytoremédiation» dans l'Est de Montréal afin de transformer des passifs environnementaux en actifs économiques. Ce projet consiste à :

- étudier les effets des plantations sur le niveau de décontamination de 4 hectares de terrains industriels municipaux via la phytoremédiation (1 hectare/an sur 4 ans, de 2016 à 2019);

- démontrer le potentiel de la phytoremédiation comme technologie de décontamination de choix ainsi que de valorisation d'extrants et de biomasses issus des terrains traités.

Le mandat réalisé dans le cadre du FDT a permis d'effectuer une caractérisation environnementale des sols sur le terrain DSTI 813, dans le cadre du projet de Banc d'essai en phytoremédiation.

En lien avec cette priorité d'intervention, la Ville a appuyé la tenue du Salon international des technologies environnementales AMERICANA, le plus grand salon international multisectoriel en environnement d'Amérique du Nord. L'objectif de cet événement est de partager et d'accroître les connaissances et d'accélérer le développement du secteur des technologies environnementales. Il s'agit d'un événement majeur, à la fois technique, scientifique et commercial, qui accueille 10 000 participants de plus de 40 pays différents. AMERICANA 2017 a également accueilli la Rencontre internationale des municipalités efficaces.

Priorité 5 – Mise en valeur des artères commerciales

La stratégie municipale relative au commerce de détail vise à s'assurer que tous les Montréalais aient accès quotidiennement à une offre commerciale optimale qui leur permet de se procurer une gamme complète de biens et services dans un rayon raisonnable du lieu de résidence.

Dans cette perspective, la Ville a réalisé une étude de segmentation de marché. Cette étude vise à établir les fondements d'une future campagne promotionnelle d'envergure, intégrée et multiplateforme afin de soutenir les commerces de détail montréalais. Cette étude s'avère fondamentale pour déterminer les problématiques auxquelles la campagne promotionnelle doit répondre.

De plus, la Ville a appuyé la réalisation de l'événement *Hop! Le Sommet du commerce de détail* organisé par le Conseil québécois du commerce de détail. Cet événement a rassemblé près de 1 300 participants. Pour une première fois dans son histoire, un nouvel axe de conférences portant sur le commerce de proximité a été introduit au colloque.

Priorité 6 – Appui à l'innovation et à l'écosystème des startups

Montréal possède un écosystème de startups très dynamique. Afin d'en maximiser les retombées, la Ville souhaite intensifier les relations entre les industries technologiques et les domaines de la recherche. Alors que la qualité de la recherche fait l'unanimité, la valorisation et le transfert technologique vers l'entreprise demeurent des enjeux de taille pour Montréal. Celui-ci a

des répercussions négatives à la fois sur le potentiel de retombées économiques pour le territoire et sur la compétitivité des entreprises montréalaises.

Dans cette perspective, la Ville de Montréal a mis en place le projet SÉRI Montréal (pour Synergie Émergente Recherche Industrie Montréal). La mission de SÉRI Montréal est de mettre en relation des représentants d'entreprises et des chercheurs montréalais en réunissant des experts autour d'un même thème technologique dans l'objectif de décloisonner les secteurs et de briser les traditionnels silos industriels. Le but est de provoquer l'émergence de projets et de partenariats d'affaires qui favorisent la mise en valeur des résultats de la recherche, de l'entrepreneuriat et de la compétitivité des entreprises; autant d'éléments essentiels au dynamisme économique de Montréal.

La Ville a également soutenu la présence d'entreprises montréalaises, rassemblées sous la bannière Planète Québec à l'événement South by Southwest (SXSW). SXSW se tient chaque année à Austin au Texas. SXSW était c'est à l'origine un festival de musique, puis du film indépendant. Avec son approche atypique, le festival a évolué progressivement et est maintenant reconnu comme l'un des plus grands festivals nord-américains consacrés à l'innovation et aux nouvelles technologies où se côtoient des centaines de startups et de groupes industriels et institutionnels.

Dans le cadre de cette priorité, le FDT a également permis l'embauche d'une ressource pour la coordination et l'analyse de projets issus de l'écosystème des startups.

Priorité 7 – Appui au développement du secteur touristique

Au début 2016, une étude de marché, financée par la Ville et Tourisme Montréal, a été réalisée auprès des acteurs de l'écosystème touristique afin de valider la pertinence, l'utilité et le potentiel d'un projet d'incubateur à Montréal dans ce secteur. D'une manière générale, les conclusions de l'étude confirment qu'un tel projet répondait aux besoins exprimés par les sondés.

En juin 2016, « MTLab », un incubateur en tourisme, culture et divertissement, a été créé par l'École des Sciences de la Gestion de l'UQAM. L'incubateur MTLab vise à favoriser et à promouvoir l'entrepreneuriat dans l'industrie touristique en accueillant des startups innovantes œuvrant dans ce domaine. MTLab est le premier incubateur dédié au tourisme, à la culture et au divertissement en Amérique du Nord. Les principaux rôles du MTLab et les services offerts sont :

- incubateur (hébergement, coaching, maillage avec les grands acteurs de l'industrie);
- espace de travail collaboratif ouvert favorisant l'échange;
- lieu d'expérimentation des innovations en contexte d'entreprise;

- espace de conférence, de formation et de veille sur les tendances touristiques;
- accès privilégié aux secteurs du tourisme, de la culture et du divertissement;
- mentorat dédié au développement des entreprises;
- accès à un financement privilégié;
- veille touristique sur les grandes tendances.

Priorité 8 – Appui à des actions ciblées de concertation

La Loi a aboli les conférences régionales des élus (CRÉ) ainsi que les centres locaux de développement. Suivant l'abolition de la CRÉ, Concertation régionale de Montréal (Concertation Montréal) a été créée à partir d'un noyau d'employés de la CRÉ de Montréal dissoute en 2015. Dans le cadre du FDT, il a été convenu de donner à Concertation Montréal des mandats s'inscrivent dans la mobilisation des communautés et le soutien à la réalisation de projets structurants pour améliorer les milieux de vie. L'organisme possède l'expertise et la capacité d'agir pour chacun des mandats proposés.

Le projet d'entente est le fruit d'une collaboration de plusieurs services municipaux qui ont établi les mandats offerts à Concertation Montréal. Leur réalisation permettra, notamment, de mettre en œuvre certains aspects du Plan Montréal durable 2016-2020, de la Politique de l'enfant, de la Stratégie jeunesse, de la Politique pour une participation égalitaire des femmes et des hommes à la vie de Montréal et de la Politique du sport et de l'activité physique.

Ces mandats sont les suivants :

Mandat 1 – Concertation en enfance
- Appuyer et dynamiser la concertation régionale en petite enfance
- Assurer la coordination et l'animation des démarches concertées multisectorielles sur les transitions scolaires et sur les activités en saison estivale

Mandat 2 - Participation citoyenne des jeunes
- Animer la concertation du Forum jeunesse de l'île de Montréal
- Favoriser la participation citoyenne des jeunes
- Soutenir les conseils jeunesse d'arrondissement

Mandat 3 - Concertation en éducation
- Être un partenaire actif à la table de concertation des établissements post secondaires et du milieu concerné en matière d'accueil et d'intégration des étudiants internationaux
- Assurer une veille relative au sujet précité
- Collaborer aux efforts de la collectivité montréalaise en matière de rétention des étudiants étrangers

Mandat 4 - Mobilisation des organisations partenaires externes au Plan Montréal durable 2016-2020

- Soutenir la mobilisation de la collectivité (organisations partenaires externes) pour le Plan Montréal durable 2016-2020

Mandat 5 - Sensibilisation et mobilisation en matière de parité et d'équité

- Animer des carrefours d'acteurs montréalais qui traitent de parité et d'équité afin d'assurer une meilleure représentativité dans les lieux décisionnels ainsi que dans les différents aspects de la vie montréalaise
- Développer et tenir à jour une banque de candidatures en fonction de l'expertise, de l'origine et du genre
- Promouvoir les modèles de réussite

Mandat 6 – Appui aux saines habitudes de vie

- Gérer des fonds dans le cadre d'une Entente régionale multipartite convenue entre les partenaires financiers et relative à l'Instance régionale de concertation sur les saines habitudes de vie, soit la Table intersectorielle régionale sur les saines habitudes de vie

Mandat 7 – Conseil en concertation des grands enjeux de l'agglomération

- Répondre à des besoins ponctuels en faisant appel à l'expertise des différents collèges d'affinité de Concertation Montréal

3. Contribution FDT 2016-2017

La contribution gouvernementale du FDT à la Ville de Montréal s'élevait pour l'année 2016-2017 à 8 550 489 $. La contribution de la Ville de Montréal au FDT s'élevait à 1 296 770 $.

Une somme de 7 761 578 $ est répartie entre les six pôles de services de PME MTL selon quatre critères socio-économiques, soient :

1. un premier quart de cette part est réparti en fonction de la dynamique économique du territoire, laquelle se mesure au nombre d'établissements qui y sont présents. Ce nombre est établi à partir de la plus récente version disponible du fichier du « Registre des emplacements » de Statistique Canada;

2. un second quart de cette part est réparti en fonction de l'activité économique du territoire, laquelle se mesure au nombre d'emplois qui y sont présents. Ce nombre est établi à partir de la compilation spéciale au lieu de travail de l'« Enquête nationale auprès des ménages 2011 » de Statistique Canada, ou à partir de la compilation spéciale au lieu de travail intégrée à la version la plus récente de cette enquête;

3. un troisième quart de cette part est réparti en fonction de l'importance du marché du travail dans la population habitant le territoire, laquelle se mesure au nombre total de personnes formant la population active. Ce nombre est établi à partir de l'« Enquête

nationale auprès des ménages 2011 » de Statistique Canada, ou à partir de la version la plus récente de cette enquête;

4. un dernier quart de cette part est réparti en fonction de la vitalité du marché du travail dans la population habitant le territoire, laquelle se mesure au nombre de chômeurs. Ce nombre est établi à partir de l'« Enquête nationale auprès des ménages 2011 » de Statistique Canada, ou à partir de la version la plus récente de cette enquête.

Le tableau suivant présente la répartition de la contribution gouvernementale et municipale à chacun des pôles de services de PME MTL. Le détail de la répartition pour chacun des pôles est présenté à l'Annexe 1.

Tableau 1 - Répartition de la contribution gouvernementale et municipale à chacun des pôles de services de PME MTL

Pôles de services	Contribution Gouvernement du Québec	Contribution Agglomération de Montréal	Contribution Totale
Centre-Ville	1 933 253 $	387 789 $	2 321 043 $
Centre-Est	1 163 318 $	233 349 $	1 396 667 $
Centre-Ouest	1 059 047 $	212 433 $	1 271 480 $
Est-de-l'Île	865 284 $	173 567 $	1 038 851 $
Ouest-de-l'Île	849 047 $	170 309 $	1 019 356 $
Sud-Ouest	594 860 $	119 322 $	714 182 $
Total *	**6 464 808 $**	**1 296 770$**	**7 761 578 $**

* Il est possible que les totaux ne correspondent pas exactement aux sommes des colonnes car les montants ont été arrondis.

Le tableau 2 présente la contribution du Fonds FDT aux actions mises de l'avant dans le cadre des autres priorités d'interventions.

Tableau 2 - Contribution gouvernementale par priorité d'intervention (autre que celle attribuée à PME MTL)

Priorité d'interven-tion	Nom du projet	Nom de l'organisme	Montant accordé (FDT)	Contribution Totale	Emplois créés
1	Défi OSEntreprendre - volet entrepreneur Édition 2017	PME MTL Centre-Ouest	82 782 $	82 782 $	1
1	Défi OSEntreprendre - volet étudiant Édition 2017	Centre Jeunesse Emploi Notre-Dame-de-Grâce	31 000 $	31 000 $	0,5
1	Stratégie de contenu PME MTL	Stéphane Champagne	21 000 $	21 000 $	0,1
1	Stratégie de contenu PME MTL	Annie Gaignaire	21 000 $	21 000 $	0,1
3	Institut de l'Électrification et des transports intelligents	Ernst & Young	24 835 $	24 835 $	0,1
4	Banc d'essai en phytoremédiation - Test de sol	ABS Inc.	23 900 $	23 900 $	0
4	Organisation - Américana 2017	Réseau Environnement	25 000 $	1 600 000 $	0
5	Étude - Commerce de détail	Léger Marketing Inc.	43 690 $	43 690 $	0,1
5	Appui à un événement *Hop! Le Sommet du commerce de détail*	Conseil Québécois du commerce de détail	25 000 $	500 000 $	0
6	Événements SERI	PME MTL Centre-Est	15 023 $	15 023 $	0,3
6	Ressource en appui à l'écosystème des startups	Mohamed Charradi	89 942 $	89 942 $	1
6	Appui à l'évènement South by SouthWest	South by SouthWest	25 000 $	25 000 $	0
7	Incubateur en tourisme	MTLab	200 000 $	334 216 $	0
8	Entente de délégation	Concertation régionale de Montréal	6 300 000 $	6 300 000 $	20
	TOTAL *		**6 928 173 $**	**9 112 389 $**	**23**

* Il est possible que les totaux ne correspondent pas exactement aux sommes des colonnes car les montants ont été arrondis. Le détail des contributions est présenté à l'annexe 2.

4. Partage des actifs

La Ville avait également l'obligation de convenir de conventions de partage d'actifs avec les anciens organismes CLD/CDEC du territoire. Le tableau 3 présente les conventions de partage d'actifs conclues pour l'année 2016-2017.

Tableau 3 – Partage des actifs

Anciens CLD/CDEC	Somme récupérée dans le cadre de l'exercice de partage des actifs	Organisme réceptionnaire
CDEC Côte-des-Neiges / Notre-Dame-de-Grâce	1 543 186 $	PME MTL Centre-Ville
CLD Centre-Ouest (maintenant PME MTL Centre-Ouest)	2 247 284 $	PME MTL Centre-Ouest
CLD Anjou	159 899 $	PME MTL Est-de-l'Île
CLD Lachine	403 405 $	PME MTL Ouest-de-l'Île
CLD Montréal-Nord	891 488 $	PME MTL Est-de-l'Île
CLD Ouest-de-l'Île (maintenant PME MTL Ouest-de-l'Île)	908 716 $	PME MTL Ouest-de-l'Île
Société de développement économique de Ville-Marie (maintenant PME MTL Centre-Ville)	230 155 $	PME MTL Centre-Ville
Société de développement économique de l'Est (maintenant PME MTL Est-de-l'Île)	136 339 $	PME MTL Est-de-l'Île
Total	**6 520 472 $**	

5. Bilan des activités : FDT et Fonds d'investissement PME MTL

FDT

En 2016-1017, le réseau PME MTL avait à son emploi 72 conseillers en accompagnement et en financement. Les services offerts auront permis d'accompagner 3 080 entreprises montréalaises au cours de l'exercice, une augmentation de près de 25 % par rapport au nombre d'entreprises accompagnées en 2015.

Tableau 4 – Entreprises accompagnées

	2016	2015
Entreprises accompagnées	**3 080**	**2 500**
À but lucratif existantes	990	900
À but lucratif en démarrage	1 770	1 250
Économie sociale existante	120	150
Économie sociale en démarrage	200	200
Séances d'information	**120**	**60**
Entrepreneurs rencontrés	1 063	435
Femmes	48 %	46 %
Immigrants	28 %	31 %
Jeunes de moins de 40 ans	31 %	nd

Le FDT aura également permis d'octroyer des subventions dans le cadre du Fonds Jeunes entreprises et du Fonds de développement de l'économie sociale.

Fonds de développement de l'économie sociale (FDÉS)

Le FDES a pour objectif de soutenir le développement d'entreprises et de projets d'économie sociale dans toutes leurs phases (prédémarrage, démarrage, consolidation et expansion). Il vise également à soutenir l'émergence de projets novateurs qui explorent de nouveaux secteurs, de nouvelles façons de faire ou qui développent de nouvelles expertises.

La réalisation de cette mission se fait dans une approche d'accompagnement des promoteurs et s'inscrit dans une perspective de développement de projets, d'entreprises et de compétences.

Tableau 5 – Fonds de développement de l'économie sociale

Année	FDT Sommes engagées	FDT Sommes versées	FDT Sommes engagées à verser	Investissements générés	Entreprises soutenues	Emplois créés ou maintenus
2016	1 502 234 $	1 174 835 $	680 080 $	10 023 788 $	90	703
2015	992 565 $	638 384 $	354 181 $	10 415 486 $	76	618

Fonds Jeunes Entreprises (JE)

Le Fonds JE a pour objectif de créer et soutenir des entreprises viables en leur offrant une aide financière pour le démarrage, l'expansion ou la relève entrepreneuriale. Elle vise les entreprises ayant de zéro à cinq ans d'existence depuis le début de ses ventes.

Tableau 6 – Fonds Jeunes entreprises

Année	FDT Sommes engagées	FDT Sommes versées	FDT Sommes engagées à verser	Investissements générés	Entreprises soutenues	Emplois créés ou maintenus
2016	1 012 000 $	882 000 $	283 500 $	29 272 275 $	96	675
2015	404 931 $	249 431 $	155 500 $	5 070 825 $	44	173

Fonds d'investissement PME MTL – Ville de Montréal

Le Fonds d'investissement PME MTL (qui inclut les anciens FLI et les FLS) appartient à la Ville de Montréal et ne fait pas partie du FDT. Ce fonds d'investissement est géré par le réseau PME MTL.

La mission du Fonds PME MTL est d'aider financièrement et techniquement les entreprises nouvelles et existantes afin de créer et de maintenir des emplois sur le territoire de l'agglomération de Montréal.

Le Fonds est un outil financier pouvant accélérer la réalisation des projets d'entreprises sur le territoire et, en ce sens, il intervient de façon proactive dans les dossiers. Il vise à :

- contribuer au développement économique du territoire des six pôles économiques montréalais;
- créer et soutenir des entreprises viables;
- soutenir le développement de l'emploi;
- financer le démarrage, l'expansion et l'acquisition d'entreprises;
- procurer un levier en faveur du financement des projets d'entreprises;
- permettre à une nouvelle entreprise de se positionner dans le marché du financement en complétant avec succès un premier financement avec une institution financière.

Pour l'année 2016-2017, le réseau PME MTL a consenti 8,2 M$ sous forme de prêts ou de garantie de prêts aux entrepreneurs montréalais. Quatre-vingt-un pourcent (81 %) des entreprises financées sont toujours en activités après 5 ans.

Cette année, une entente de partenariat est intervenue entre Desjardins et le réseau PME MTL relative au déploiement du programme Créavenir sur le territoire de l'île de Montréal. Ce partenariat financier vise à soutenir les jeunes entrepreneurs ayant moins de 35 ans. Le financement octroyé dans le cadre de Créavenir doit être jumelé à un prêt offert par le Fonds PME MTL. Il pourra être considéré comme une mise de fonds personnelle, facilitant ainsi l'accès à d'autres sources de financement. L'enveloppe disponible en 2016-2017, soit 200 000 $, a été octroyé à 20 entrepreneurs montréalais.

Tableau 7 – Financement octroyé, emplois créés et taux de survie des entreprises après 5 ans d'activité

	2016	2015
Financement total	**8,2 M$**	**5 M$**
Prêt	6,3 M$	3,6 M$
Créavenir	0,2 M$	nd
Emplois créés	**1 100**	**+ de 900**
Taux de survie après 5 ans d'activité	**81 %**	**88 %**

6. Bilan financier

Tableau 8 – Bilan financier du Fonds de développement des territoires pour l'exercice financier 2016-2017

Produits	Engagé	Versé	À verser
Contribution FDT	8 550 489 $	7 406 105 $	1 144 284 $
Contribution de l'Agglomération de Montréal	1 296 770 $	1 296 770 $	- $
Partage des actifs CLD *	6 520 472 $	6 520 472 $	- $
Total - produits	**16 367 731 $**	**15 223 347 $**	**1 144 284 $**

Charges	Engagé	Versé	À verser
Priorité d'intervention - promotion et soutien à l'entrepreneuriat			
Aides financières aux entreprises / entrepreneurs **	**2 514 234 $**	**2 056 835 $**	**963 580 $**
2015-2016 - Fonds d'économie sociale	(41 858) $	310 823 $	- $
2016-2017 - Fonds d'économie sociale	1 544 092 $	864 012 $	680 080 $
Sous-total	*1 502 234 $*	*1 174 835 $*	*680 080 $*
2015-2016 - Fonds jeunes entreprises	- $	153 500 $	- $
2016-2017 - Fonds jeunes entreprises	1 012 000 $	728 500 $	283 500 $
Sous-total	*1 012 000 $*	*882 000 $*	*283 500 $*
Masse salariale PME MTL	**5 192 637 $**	**5 192 637 $**	**- $**
Salaires - conseillers	3 305 098 $	3 305 098 $	- $
Salaires - administration	1 887 539 $	1 887 539 $	- $
Dépenses d'administration admissibles	**1 687 878 $**	**1 687 878 $**	**- $**
Sous-total - charges	**7 842 643 $**	**7 332 962 $**	**509 681 $**
Autres priorités d'intervention			
Total – autres priorités d'intervention	**6 928 173 $**	**941 297 $**	**5 986 876 $**
Financement et accompagnement	155 782 $	63 600 $	92 182 $
Électrification des transports	24 835 $	- $	24 835 $
Pôle de chimie verte	48 900 $	20 000 $	28 900 $
Mise en valeur des artères commerciales	68 691 $	58 691 $	10 000 $
Innovations et écosystème des startups	129 965 $	94 006 $	35 959 $
Secteur touristique	200 000 $	180 000 $	20 000 $
Concertation Montréal	6 300 000 $	525 000 $	5 775 000 $
Total - charges	**16 322 922 $**	**9 878 647 $**	**6 950 456 $**

* Les sommes reçues dans le cadre du partage des actifs en 2015-2016 ont été transférées dans l'exercice 2016-2017 aux organismes PME MTL.** La liste des contrats de subventions versées aux entrepreneurs se retrouve à l'annexe 2.

ANNEXE 1

Poids de chacun des pôles de services de PME MTL selon 4 critères économiques (les 4c)

	Population active		Chômeurs		Emplois		Établissements		Moyenne des 4 critères
	Nombre	Part	Nombre	Part	Nombre	Part	Nombre	Part	
Est-de l'Île	147 340	15,0 %	15 700	16,5 %	111 445	9,7 %	7 861	12,4 %	13,4 %
Centre-Est	218 825	22,2 %	22 160	23,3 %	150 030	13,1 %	8 518	13,4 %	18,0 %
Centre-Ville	220 720	22,4 %	21 565	22,6 %	470 540	41,0 %	21 283	33,5 %	29,9 %
Centre-Ouest	139 690	14,2 %	14 345	15,1 %	194 945	17,0 %	12 248	19,3 %	16,4 %
Grand Sud-Ouest	110 410	11,2 %	10 525	11,1 %	76 075	6,6 %	5 025	7,9 %	9,2 %
Ouest-de-l'Île	147 875	15,0 %	10 950	11,5 %	143 525	12,5 %	8 579	13,5 %	13,1 %
Total	984 860	100,0 %	95 245	100,0 %	1 146 560	100,0 %	63 514	100,0 %	100,0 %

Sources : Statistique Canada, Enquête nationale auprès des ménages (ENM) 2011 et Registre des emplacements, décembre 2013.
Compilation : Montréal en statistiques, Direction de l'urbanisme, Ville de Montréal.
05 mars 2015

ANNEXE 2

FONDS DE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

Liste des contrats de services, des aides et des ententes sectorielles de développement local et régional
Exercice financier du 1er avril 2016 au 31 mars 2017

Nom du bénéficiaire	Projet	Date début	Date fin	Investissement généré	FDT sommes engagées	FDT sommes réelles versées	FDT sommes engagées à verser	Emplois créés et maintenus
PME MTL Centre-Est								
Coopérative de solidarité Mosaïques	Développement des activités marchandes	2016-2017	2017-2018	30 000 $	10 000 $	8 000 $	2 000 $	4
Corporation d'animation des places publiques	Consolidation du projet Vélo-Pousse	2016-2017	2016-2017	100 000 $	15 000 $	15 000 $	- $	13
Etnik BGC	Mise en place de l'Éco Design Hub	2016-2017	2017-2018	42 000 $	7 000 $	5 000 $	2 000 $	5
Café l'Artère coopérative de solidarité	Diversification des activités marchandes	2016-2017	2017-2018	30 000 $	15 000 $	13 500 $	1 500 $	5
Coopérative de solidarité Santé Montréal	Démarrage	2016-2017	2017-2018	267 330 $	23 500 $	14 100 $	9 400 $	4
Cosimu	Soutien phase II	2016-2017	2017-2018	75 000 $	15 000 $	13 500 $	1 500 $	5
Centre de ressources action communautaire	Démarrage d'une épicerie solidaire	2016-2017	2017-2018	69 500 $	15 000 $	9 000 $	6 000 $	5
Événement Prima Danse	Développement des services	2016-2017	2017-2018	19 946 $	15 000 $	13 500 $	1 500 $	19
Coopérative le Comité	Démarrage	2016-2017	2017-2018	17 600 $	5 000 $	4 000 $	1 000 $	3
Rond Point Café coopérative	Concours Parcours COOP	2016-2017	2017-2018	5 000 $	5 000 $	- $	5 000 $	1
Afrique au Féminin	Étude de faisabilité	2016-2017	2017-2018	4 945 $	3 500 $	2 450 $	1 050 $	5
Compagnons de Montréal	Amél. locatives / acquisition d'équip.	2016-2017	2017-2018	26 388 $	13 000 $	10 000 $	3 000 $	51
La Gang à Rambrou	Ressources humaines	2016-2017	2017-2018	31 668 $	13 000 $	10 000 $	3 000 $	5
Accès Travail de Montréal	Ressources humaines	2016-2017	2017-2018	60 000 $	10 000 $	5 000 $	5 000 $	22
Institut DesÉquilibres	Soutien aux activités courantes	2016-2017	2017-2018	18 928 $	10 000 $	7 000 $	3 000 $	4

Nom du bénéficiaire	Projet	Date début	Date fin	Investissement généré	FDT sommes engagées	FDT sommes réelles versées	FDT sommes engagées à verser	Emplois créés et maintenus
Living Lab de Montréal	Plan de communications	2016-2017	2017-2018	22 500 $	10 000 $	6 000 $	4 000 $	2
TOTAL - PME MTL Centre-Est				**820 805 $**	**185 000 $**	**136 050 $**	**48 950 $**	**153**

PME MTL Centre-Ouest

La Coop Vanier	Reprise de la librairie	2016-2017	2016-2017	570 250 $	25 000 $	25 000 $	- $	9,0
Marché Ahuntsic-Cartierville	Installations Métro Sauvé	2016-2017	2016-2017	63 176 $	15 000 $	15 000 $	- $	5,0
Bois Urbain	Étude de faisabilité - travaux structure du bâtiment	2016-2017	2017-2018	20 000 $	10 000 $	8 000 $	2 000 $	13,0
Cartier Émilie	Promotion & publicité	2016-2017	2017-2018	33 838 $	15 000 $	10 000 $	5 000 $	11,0
Journaldesvoisins.com	Vente de publicité	2016-2017	2017-2018	30 400 $	20 000 $	10 000 $	10 000 $	8,0
Remue-Ménage - Assistance à domicile	Étude de faisabilité	2016-2017	2016-2017	20 000 $	5 550 $	5 550 $	- $	0,0
Maison des Familles	Étude de faisabilité	2016-2017	2017-2018	20 000 $	11 041 $	5 521 $	5 520 $	0,0
COCLA	Restaurant communautaire	2016-2017	2017-2018	120 000 $	35 000 $	- $	35 000 $	3,0
Bois Urbain	Travaux structure du bâtiment	2016-2017	2017-2018	592 000 $	40 000 $	- $	40 000 $	11,0
Marché Ahuntsic-Cartierville	Installations Métro Sauvé	2016-2017	2017-2018	103 500 $	20 000 $	- $	20 000 $	5,0
TOTAL - PME MTL Centre-Ouest				**1 573 164 $**	**196 591 $**	**79 071 $**	**117 520 $**	**65**

PME MTL Centre-Ville

Cinéma NDG	Améliorations locatives	2016-2017	2017-2018	835 000 $	50 000 $	15 000 $	35 000 $	2
Le collectif de nourriture Concordia (Le Frigo Vert)	soutien aux activités courantes	2016-2017	2016-2017	136 967 $	10 000 $	10 000 $	- $	2
Radio Communautaire Francophone de Mtl	soutien aux activités courantes	2016-2017	2016-2017	70 000 $	15 000 $	15 000 $	- $	6
Santropol Roulant Inc.	Étude de faisabilité	2016-2017	2017-2018	10 000 $	5 000 $	4 500 $	500 $	17
Coop Cycle AlimenTerre	Soutien au pré-démarrage	2016-2017	2017-2018	23 200 $	15 000 $	10 000 $	5 000 $	4
Zap Coop	Soutien au démarrage	2016-2017	2016-2017	225 000 $	25 000 $	25 000 $	- $	7
Productions Rêves Intentionnels	Acquisition d'équipement	2016-2017	2016-2017	34 000 $	5 000 $	5 000 $	- $	1
Fourchette & Cie	Soutien aux activités courantes	2016-2017	2016-2017	33 000 $	10 000 $	10 000 $	- $	9
Productions Feux Sacrés	Soutien au démarrage	2016-2017	2016-2017	75 000 $	25 000 $	25 000 $	- $	8
LivArt	Soutien au démarrage	2016-2017	2017-2018	230 000 $	25 000 $	22 250 $	2 750 $	1
Association des restaurateurs de rue du QC	Améliorations locatives	2016-2017	2017-2018	210 000 $	21 000 $	- $	21 000 $	12

Nom du bénéficiaire	Projet	Date début	Date fin	Investissement généré	FDT sommes engagées	FDT sommes réelles versées	FDT sommes engagées à verser	Emplois créés et maintenus
Carrefour des Ressources Interculturelles	Soutien au démarrage	2016-2017	2017-2018	30 000 $	15 000 $	12 500 $	2 500 $	6
PROMIS	Améliorations locatives	2016-2017	2017-2018	232 934 $	50 000 $	40 000 $	10 000 $	52
Institut du Nouveau Monde	Soutien aux activités courantes	2016-2017	2016-2017	100 000 $	10 000 $	10 000 $	- $	15
Espace Ludique	Agrandissement espaces de coworking	2016-2017	2017-2018	90 000 $	15 000 $	- $	15 000 $	1
Euguélionne - librairie féministe	Soutien au démarrage	2016-2017	2017-2018	90 500 $	10 000 $	9 000 $	1 000 $	4
Casteliers	Soutien aux activités courantes	2016-2017	2017-2018	40 000 $	20 000 $	- $	20 000 $	3
Vidéographe Inc.	Refonte de la plateforme numérique	2016-2017	2017-2018	95 580 $	10 000 $	9 000 $	1 000 $	8
ARPENT	Soutien au pré-démarrage	2016-2017	2016-2017	28 250 $	5 000 $	5 000 $	- $	3
Pagaille ! Café coopérative de travail	Acquisition d'équipement	2016-2017	2017-2018	111 250 $	10 000 $	9 000 $	1 000 $	7
Académie CinéTV	Soutien au démarrage	2016-2017	2017-2018	35 000 $	10 000 $	9 000 $	1 000 $	1
Coop Bioma	Acquisition d'équipement	2016-2017	2017-2018	19 750 $	15 000 $	12 000 $	3 000 $	4
ACEM	Soutien aux activités courantes	2016-2017	2017-2018	20 000 $	10 000 $	9 000 $	1 000 $	13
Maison Monbourquette	Développement de nouveaux programmes	2016-2017	2016-2017	40 000 $	20 000 $	20 000 $	- $	4
Fait à Montréal / Made in Montreal	Soutien au démarrage	2016-2017	2017-2018	19 000 $	15 000 $	5 000 $	10 000 $	2
Centre de communication adaptée	Outils de promotion	2016-2017	2017-2018	68 200 $	15 000 $	12 000 $	3 000 $	3
Coopérative de solidarité Territoire	Soutien aux activités courantes	2016-2017	2017-2018	50 000 $	25 000 $	22 500 $	2 500 $	6
En direct de la ferme coop.de solidarité	Outils Web	2016-2017	2017-2018	30 000 $	10 000 $	5 000 $	5 000 $	2
La Pente à neige	Soutien au pré-démarrage	2016-2017	2018-2019	28 079 $	5 000 $	- $	5 000 $	3
Centre culturel et communautaire Ste-Brigide	Restauration éléments patrimoniaux	2016-2017	2017-2018	971 000 $	50 000 $	- $	50 000 $	2
Coop étudiante de la Faculté d'aménagement	Aménagement espace café	2016-2017	2017-2018	167 324 $	25 000 $	- $	25 000 $	25
Corporation du Cinéma du Parc	Améliorations locatives / acquisition d'équipement	2016-2017	2017-2018	250 000 $	25 000 $	- $	25 000 $	3
Coopérative de travail Touski	Relocalisation et rénovations	2016-2017	2017-2018	170 000 $	17 000 $	- $	17 000 $	20
Fourchette & Cie	Soutien aux ventes	2016-2017	2017-2018	30 000 $	20 000 $	15 000 $	5 000 $	9
Execo	Étude de marché	2016-2017	2017-2018	20 000 $	5 000 $	- $	5 000 $	32
La Maison Verte	Soutien aux activités courantes	2016-2017	2017-2018	45 000 $	25 000 $	10 000 $	15 000 $	2
Dépôt alimentaire NDG	Soutien aux activités courantes	2016-2017	2017-2018	30 000 $	20 000 $	15 000 $	5 000 $	7
Funanbules Média coopérative de travail	Soutien à la promotion	2016-2017	2016-2017	89 500 $	15 000 $	15 000 $	- $	17
Atelier Entremise	Soutien au démarrage	2016-2017	2017-2018	21 000 $	15 000 $	- $	15 000 $	6

Nom du bénéficiaire	Projet	Date début	Date fin	Investissement généré	FDT sommes engagées	FDT sommes réelles versées	FDT sommes engagées à verser	Emplois créés et maintenus
Parkinson en Mouvement	Activités de promotion	2016-2017	2017-2018	6 546 $	5 000 $	4 500 $	500 $	8
Passerelles coopérative de travail	Soutien au démarrage	2016-2017	2017-2018	33 620 $	10 000 $	- $	10 000 $	3
TOTAL - PME MTL Centre-Ville				**4 844 700 $**	**708 000 $**	**390 250 $**	**317 750 $**	**340**
PME MTL Est-de-l'Île								
Action Secours Vie d'Espoir - Marché de l'Est	Étude de faisabilité	2016-2017	2016-2017	10 500 $	8 400 $	8 400 $	0 $	20
Association récréotouristique Montréal-Nord	Développement pôle récréotouristique	2016-2017	2017-2018	280 584 $	30 000 $	25 000 $	5 000 $	7
L'Échoppe de Gaïa	Soutien au démarrage	2016-2017	2017-2018	100 000 $	35 000 $	0 $	35 000 $	2
Distribution Alimentaire Montréal-Nord coopérative	Acquisition d'équipement	2016-2017	2017-2018	300 000 $	50 000 $	15 000 $	35 000 $	4
Éco de la Pointe-des-Prairies	Étude de faisabilité	2016-2017	2016-2017	8 040 $	6 430 $	6 430 $	0 $	5
Remue-Ménage - Assistance à domicile	Étude de faisabilité	2016-2017	2017-2018	20 000 $	8 000 $	6 400 $	1 600 $	1
Coopérative de solidarité Multi Sport Plus	Soutien au démarrage	2016-2017	2016-2017	62 004 $	25 000 $	25 000 $	0 $	19
Fées Marraines	Projet Bal de finissant	2016-2017	2017-2018	11 000 $	8 800 $	7 040 $	1 760 $	0
Centre culturel Espace 7000	Mise à niveau technologique	2016-2017	2017-2018	38 350 $	10 000 $	0 $	10 000 $	5
Communautique	Soutien à la croissance	2016-2017	2017-2018	636 176 $	30 000 $	15 000 $	15 000 $	6
Coop de solidarité alimentaire Montréal	Acquisition d'équipement	2016-2017	2017-2018	66 250 $	10 000 $	7 500 $	2 500 $	5
TOTAL - PME MTL Est-de-l'Île				**1 532 904 $**	**221 630 $**	**115 770 $**	**105 860 $**	**74**
PME MTL Grand Sud-Ouest								
7 à Nous	Soutien aux activités courantes	2016-2017	2016-2017	20 000 $	20 000 $	20 000 $	- $	3
CASIOPE	Soutien aux activités courantes	2016-2017	2016-2017	20 000 $	7 500 $	7 500 $	- $	11
CS-Fait Espace Fabrique	Soutien aux activités courantes	2016-2017	2017-2018	20 000 $	10 000 $	- $	10 000 $	9
La Gaillarde	Soutien aux activités courantes	2016-2017	2016-2017	20 150 $	7 500 $	7 500 $	- $	4
LORI.biz	Soutien aux activités courantes	2016-2017	2016-2017	20 000 $	15 000 $	15 000 $	- $	12
TOTAL - PME MTL Grand Sud-Ouest				**100 150 $**	**60 000 $**	**50 000 $**	**10 000 $**	**39**

Nom du bénéficiaire	Projet	Date début	Date fin	Investissement généré	FDT sommes engagées	FDT sommes réelles versées	FDT sommes engagées à verser	Emplois créés et maintenus
PME MTL Ouest-de-l'Île								
RUI Quartier St-Pierre	Mise en place de l'épicerie	2016-2017	2016-2017	552 000 $	30 000 $	30 000 $	- $	2
Fermes D3 Pierres	Soutien à l'expansion	2016-2017	2016-2017	224 300 $	50 000 $	50 000 $	- $	6
Les Camps de jour Phoenix	Création d'un camp sportif	2016-2017	2016-2017	16 175 $	12 871 $	12 871 $	- $	2
Deena Wellbeing	Refonte du site Web	2016-2017	2017-2018	25 500 $	10 000 $	- $	10 000 $	12
Carrefour d'entraide Lachine	Restructuration des cuisines	2016-2017	2017-2018	90 380 $	30 000 $	- $	30 000 $	1
AJOIH	Projet hébergement	2016-2017	2017-2018	85 000 $	25 000 $	- $	25 000 $	2
Le Trois-Mâts	Démarrage - épicerie	2016-2017	2017-2018	158 650 $	15 000 $	- $	15 000 $	7
TOTAL - PME MTL Ouest-de-l'Île				**1 152 005 $**	**172 871 $**	**92 871 $**	**80 000 $**	**32**
TOTAL - Réseau PME MTL				**10 023 728 $**	**1 544 092 $**	**864 012 $**	**680 080 $**	**703**

FONDS JEUNES ENTREPRISES

Liste des contrats de services, des aides et des ententes sectorielles de développement local
Exercice financier du 1er avril 2016 au 31 mars 2017

Nom du bénéficiaire	Projet	Date début	Date fin	Investissement généré	FDT sommes engagées	FDT sommes réelles versées	FDT sommes engagées à verser	Emplois créés et maintenus
PME MTL Centre-Est								
Bettina Lou Design	Aménagement d'un local boutique	2016-2017	2016-2017	35 000 $	5 000 $	5 000 $	- $	4
Carrément Tarte	Acquisition d'équipement	2016-2017	2016-2017	72 000 $	10 000 $	10 000 $	- $	6
Muses Urnes Design	Conception du site Web	2016-2017	2016-2017	50 000 $	5 000 $	5 000 $	- $	2
Automne Boulangerie	Améliorations locatives / acquisition d'équipement	2016-2017	2016-2017	388 000 $	10 000 $	10 000 $	- $	5
Archerie de Montréal	Améliorations locatives / acquisition d'équipement	2016-2017	2016-2017	101 500 $	5 000 $	5 000 $	- $	2
Le P'tit Atelier Inc.	Améliorations locatives/ acquisition d'équipement	2016-2017	2016-2017	187 550 $	5 000 $	5 000 $	- $	12
Équipe Totem	Campagne de promotion	2016-2017	2016-2017	35 000 $	5 000 $	5 000 $	- $	5
Aliments Terra Nova	Soutien au démarrage	2016-2017	2016-2017	75 000 $	5 000 $	5 000 $	- $	2
Lingerie Sokoloff Inc.	Améliorations locatives / acquisition d'équipement	2016-2017	2016-2017	488 000 $	10 000 $	10 000 $	- $	10
Centre d'escalade Le Mouv' Inc.	Améliorations lcoatives / acquisition d'équipements	2016-2017	2016-2017	623 650 $	10 000 $	10 000 $	- $	5
District Soccer 5	Améliorations locatives / équipement / terrain	2016-2017	2016-2017	696 000 $	10 000 $	10 000 $	- $	3
Camille Côté	Soutien aux activités courantes	2016-2017	2016-2017	36 840 $	10 000 $	10 000 $	- $	2
Blanc de Gris	Acquisition d'équipement	2016-2017	2017-2018	25 000 $	15 000 $	- $	15 000 $	3
Mouvement Humain Inc.	Améliorations locatives / acquisition d'équipement	2016-2017	2017-2018	180 000 $	10 000 $	- $	10 000 $	7
Solutions ALT Concept	Soutien au démarrage	2016-2017	2017-2018	120 000 $	8 000 $	- $	8 000 $	4
TOTAL - PME MTL Centre-Est				**3 113 540 $**	**123 000 $**	**90 000 $**	**33 000 $**	**72**
PME MTL Centre-Ouest								
Droit Phare Inc.	Soutien au démarrage	2016-2017	2019-2020	35 000 $	5 000 $	5 000 $	0 $	3
Pattes & Queue	Soutien au démarrage	2016-2017	2016-2017	60 000 $	5 000 $	5 000 $	0 $	2

Nom du bénéficiaire	Projet	Date début	Date fin	Investissement généré	FDT sommes engagées	FDT sommes réelles versées	FDT sommes engagées à verser	Emplois créés et maintenus
Chic Marie Inc.	Soutien aux activités courantes	2016-2017	2016-2017	610 750 $	10 000 $	10 000 $	0 $	4
Johnny Brown	Soutien aux activités courantes	2016-2017	2016-2017	360 000 $	10 000 $	10 000 $	0 $	14
GoElmo Inc.	Soutien aux activités courantes	2016-2017	2017-2018	179 000 $	10 000 $	- $	10 000 $	3
Solutions Ideation6 Inc.	Soutien aux activités courantes	2016-2017	2016-2017	465 000 $	10 000 $	10 000 $	0 $	2
NanoPhyll Inc.	Soutien aux activités courantes	2016-2017	2016-2017	270 000 $	10 000 $	10 000 $	0 $	3
PIGA	Soutien au démarrage	2016-2017	2016-2017	10 000 $	10 000 $	10 000 $	0 $	3
Yumee	Soutien aux activités courantes	2016-2017	2016-2017	115 000 $	10 000 $	10 000 $	0 $	3
Portions	Soutien aux activités courantes	2016-2017	2016-2017	170 000 $	10 000 $	10 000 $	0 $	2
Roby Products Inc.	Soutien au démarrage	2016-2017	2017-2018	10 000 $	10 000 $	5 000 $	5 000 $	1
FRO Inc.	Soutien au démarrage	2016-2017	2016-2017	10 000 $	10 000 $	10 000 $	0 $	4
Purple Luxe	Soutien aux activités courantes	2016-2017	2016-2017	10 000 $	10 000 $	10 000 $	0 $	3
Matletik Inc.	Soutien au démarrage	2016-2017	2016-2017	135 000 $	15 000 $	15 000 $	0 $	2
Valegoo	Soutien au démarrage	2016-2017	2016-2017	40 000 $	15 000 $	15 000 $	0 $	1
Espace Mobile Stationnement	Développement de l'application mobile	2016-2017	2016-2017	90 000 $	10 000 $	10 000 $	0 $	4
SFC To Go	Plateforme Web	2016-2017	2017-2018	70 000 $	10 000 $	- $	10 000 $	6
TOTAL - PME MTL Centre-Ouest				**2 639 750 $**	**170 000 $**	**145 000 $**	**25 000 $**	**60**

PME MTL Centre-Ville

Caboma Inc.	Soutien au démarrage	2016-2017	2019-2020	146 000 $	15 000 $	15 000 $	- $	4
9327-1898 QC Inc. fasn Wisepour	Soutien aux activités courantes	2016-2017	2016-2017	152 000 $	10 000 $	10 000 $	- $	6
Thirdshelf Inc.	Soutien aux activités courantes	2016-2017	2016-2017	4 581 000 $	15 000 $	15 000 $	- $	6
AdviseAuto	Soutien aux activités courantes	2016-2017	2017-2018	163 000 $	15 000 $	- $	15 000 $	3
Kotmo Inc.	Développement de la production	2016-2017	2016-2017	72 250 $	5 000 $	5 000 $	- $	3
Tailleur Nathon Kong fasn Tailor2Go	Soutien au démarrage	2016-2017	2016-2017	295 000 $	5 000 $	5 000 $	- $	2
Jus Loop Inc.	Image de marque	2016-2017	2016-2017	240 000 $	15 000 $	15 000 $	- $	7
Marketing Third Wunder Inc.	Développement de l'entreprise	2016-2017	2016-2017	59 000 $	10 000 $	10 000 $	- $	6
Nixa Inc.	Croissance USA	2016-2017	2016-2017	160 000 $	10 000 $	10 000 $	- $	35
Charles Simon Inc.	Soutien au démarrage	2016-2017	2017-2018	180 000 $	10 000 $	- $	10 000 $	1
Corpobids	Acquisition d'équipement	2016-2017	2016-2017	375 000 $	10 000 $	10 000 $	- $	7

Nom du bénéficiaire	Projet	Date début	Date fin	Investissement généré	FDT sommes engagées	FDT sommes réelles versées	FDT sommes engagées à verser	Emplois créés et maintenus
Agence Lead Web	Développement informatique	2016-2017	2017-2018	270 000 $	10 000 $	- $	10 000 $	9
Solutions Beeye Inc.	Soutien aux activités courantes	2016-2017	2016-2017	200 000 $	15 000 $	15 000 $	- $	11
EXO 360 Inc.	Acquisition d'inventaire	2016-2017	2016-2017	755 000 $	10 000 $	10 000 $	- $	8
Studio Indalo Inc.	Soutien à la commercialisation	2016-2017	2016-2017	300 000 $	15 000 $	15 000 $	- $	5
Lazzo Technologies	Soutien au démarrage	2016-2017	2016-2017	491 700 $	15 000 $	15 000 $	- $	3
Koomi	Acquisition d'équipement	2016-2017	2016-2017	317 325 $	15 000 $	15 000 $	- $	4
ProStudioMaster.com	Soutien à l'expansion	2016-2017	2016-2017	380 000 $	10 000 $	10 000 $	- $	10
Budgeto	Soutien au démarrage	2016-2017	2016-2017	190 000 $	15 000 $	15 000 $	- $	4
Monsieur Stitches Inc.	Développement de produits	2016-2017	2016-2017	100 000 $	10 000 $	10 000 $	- $	14
ARA Robotique Inc.	Production / commercialisation	2016-2017	2017-2018	340 000 $	15 000 $	- $	15 000 $	4
Technologies Seevibes Inc.	Développement informatique	2016-2017	2016-2017	115 000 $	15 000 $	15 000 $	- $	30
local Logic	Soutien au démarrage	2016-2017	2017-2018	1 555 000 $	15 000 $	- $	15 000 $	5
MaClinique	Développement de l'entreprise	2016-2017	2016-2017	156 000 $	10 000 $	10 000 $	- $	1
La Horde Créative Sport Inc.	Développement informatique	2016-2017	2017-2018	145 000 $	15 000 $	- $	15 000 $	1
Fleexer Management Inc.	Développement informatique	2016-2017	2016-2017	660 000 $	15 000 $	15 000 $	- $	4
ImpressView Inc.	Développement de l'entreprise	2016-2017	2016-2017	470 000 $	15 000 $	15 000 $	- $	11
Design Sensoriel Inc.	Acquisition d'équipement	2016-2017	2016-2017	318 000 $	10 000 $	10 000 $	- $	1
Académie Édith Serei	Développement de produits	2016-2017	2016-2017	150 000 $	10 000 $	- $	10 000 $	1
Groupe Enextenso Inc.	Soutien au démarrage	2016-2017	2017-2018	110 000 $	10 000 $	- $	10 000 $	1
UBreakIFix	Soutien à l'expansion	2016-2017	2016-2017	545 000 $	15 000 $	15 000 $	- $	1
Entreprise City Parking Inc.	Soutien au démarrage	2016-2017	2016-2017	120 000 $	10 000 $	10 000 $	- $	1
SmartGrid to Business (SG2B) Inc.	Soutien aux activités courantes	2018-2019	2017-2018	148 000 $	15 000 $	- $	15 000 $	8
Return Magic	Soutien à la commercialisation	2016-2017	2017-2018	56 000 $	15 000 $	- $	15 000 $	6
Solutions Santé Préventive Halio Inc.	Soutien aux activités courantes	2016-2017	2017-2018	417 500 $	10 000 $	- $	10 000 $	10
Uvolt	Développement marketing	2016-2017	2017-2018	86 500 $	15 000 $	- $	15 000 $	11
Potloc Inc.	Acquisition d'équipement	2016-2017	2017-2018	920 000 $	15 000 $	- $	15 000 $	13
TOTAL - PME MTL Centre-Ville				**15 739 275 $**	**460 000 $**	**290 000 $**	**170 000 $**	**257**

Nom du bénéficiaire	Projet	Date début	Date fin	Investissement généré	FDT sommes engagées	FDT sommes réelles versées	FDT sommes engagées à verser	Emplois créés et maintenus
PME MTL Est-de-l'Île								
Syltème Duty Vac Inc	Soutien au démarrage	2019-2020	2017-2018	430 000 $	7 000 $	- $	7 000 $	3,0
Maison des Saveurs de la Méditerranée	Acquisition d'équipement	2016-2017	2015-2016	65 000 $	10 000 $	10 000 $	- $	4,0
Bonne Maman service traiteur	Acquisition d'équipement	2016-2017	2016-2017	371 000 $	5 000 $	5 000 $	- $	4,0
Infrago fasn Sources d'Orient	Soutien au démarrage	2016-2017	2017-2018	504 000 $	10 000 $	- $	10 000 $	4,0
Atelier Morel Leroux	Acquisition d'équipement	2016-2017	2017-2018	50 500 $	5 500 $	- $	5 500 $	4,0
Lontoderma	Obtention des certifications	2016-2017	2017-2018	300 000 $	10 000 $	5 000 $	5 000 $	8,0
Ital Forge Ornemental Inc.	Acquisition de l'entreprise	2016-2017	2016-2017	1 715 000 $	10 000 $	10 000 $	- $	12,0
Maglia Rosa Vélo Shop	Frais de formation	2016-2017	2017-2018	500 $	500 $	- $	500 $	4,0
Casserole Kréole	Plan de promotion	2016-2017	2017-2018	14 938 $	10 000 $	- $	10 000 $	3,0
Soudures ARH Inc.	Frais de formation	2016-2017	2016-2017	1 000 $	1 000 $	1 000 $	- $	1,0
Ressources D.H.	Acquisition d'une entreprise	2016-2017	2016-2017	600 000 $	7 500 $	7 500 $	- $	5,0
TOTAL - PME MTL Est-de-l'Île				**4 051 938 $**	**76 500 $**	**38 500 $**	**38 000 $**	**52**
PME MTL Grand Sud-Ouest								
Nüvü Caméras Inc.	Soutien aux activités courantes	2016-2017	2016-2017	20 000 $	15 000 $	15 000 $	- $	25
ExVentus Inc.	Plan de marketing	2016-2017	2016-2017	21 000 $	7 500 $	7 500 $	- $	4
MissFresh Inc.	Soutien aux activités courantes	2016-2017	2016-2017	20 000 $	15 000 $	15 000 $	- $	108
Neuro Concept Inc.	Soutien au démarrage	2016-2017	2016-2017	20 000 $	15 000 $	15 000 $	- $	10
Xen Accounting	Soutien au démarrage	2016-2017	2016-2017	55 795 $	10 000 $	10 000 $	- $	6
Station Orange	Soutien au démarrage	2016-2017	2016-2017	55 750 $	7 500 $	7 500 $	- $	2
Les produits PRASAD	Soutien au démarrage	2016-2017	2016-2017	10 000 $	10 000 $	10 000 $	- $	2
David Vachon	Soutien au démarrage	2015-2016	2016-2017	5 000 $	5 000 $	5 000 $	- $	1
Evive Smoothies Inc.	Acquisition d'équipement	2016-2017	2017-2018	98 750 $	10 000 $	- $	10 000 $	13
TOTAL - PME MTL Grand Sud-Ouest				**306 295 $**	**95 000 $**	**85 000 $**	**10 000 $**	**171**
PME MTL Ouest-de-l'Île								
AmazSteve LifeStyle Brand Inc.	Soutien à la commercialisation	2016-2017	2016-2017	165 000 $	15 000 $	15 000 $	- $	8
Husk & Brown Inc.	Soutien au démarrage	2016-2017	2016-2017	130 000 $	10 000 $	10 000 $	- $	4

Nom du bénéficiaire	Projet	Date début	Date fin	Investissement généré	FDT sommes engagées	FDT sommes réelles versées	FDT sommes engagées à verser	Emplois créés et maintenus
Abri Cover Design	Soutien au démarrage	2016-2017	2016-2017	507 000 $	10 000 $	10 000 $	- $	10
Mogile Technologies Inc.	Soutien aux activités courantes	2016-2017	2016-2017	180 000 $	15 000 $	15 000 $	- $	10
UBIOS	Soutien aux activités courantes	2016-2017	2016-2017	2 177 122 $	15 000 $	15 000 $	- $	17
Aliments Cibles	Soutien aux activités courantes	2016-2017	2017-2018	82 500 $	7 500 $	- $	7 500 $	10
Microbrasserie Labrosse	Acquisition d'équipement	2016-2017	2016-2017	179 855 $	15 000 $	15 000 $	- $	4
TOTAL - PME MTL Ouest-de-l'Île				**3 421 477 $**	**87 500 $**	**80 000 $**	**7 500 $**	**63**

TOTAL - Réseau PME MTL				**29 272 275 $**	**1 012 000 $**	**728 500 $**	**283 500 $**	**675**

AUTRES PRIORITÉS D'INTERVENTION

Liste des contrats de services, des aides et des ententes sectorielles de développement local et régional
Exercice financier du 1er avril 2016 au 31 mars 2017

Nom du bénéficiaire	Projet	Date début	Date fin	Investissement généré	FDT sommes engagées	FDT sommes réelles versées	FDT sommes engagées à verser	Emplois créés et maintenus
PME MTL Centre-Ouest	Défi OSEntreprrendre - volet entrepreneur Édition	2016-2017	2017-2018	82 782 $	82 782 $	40 000 $	42 782 $	1
Centre Jeunesse Emploi Notre-Dame-de-Grâce	Défi OSEntreprrendre - volet étudiant Édition 2017	2016-2017	2017-2018	31 000,00 $	31 000 $	20 000 $	11 000 $	0,5
Stéphane Champagne	Stratégie de contenu PME MTL	2016-2017	2017-2018	21 000 $	21 000 $	1 800 $	19 200 $	0,1
Annie Gaignaire	Stratégie de contenu PME MTL	2016-2017	2017-2018	21 000 $	21 000 $	1 800 $	19 200 $	0,1
Ernst & Young	Institut de l'Électrification et des transports intelligents	2016-2017	2017-2018	24 835 $	24 835 $	- $	24 835 $	0,1
ABS Inc.	Banc d'essai phytoremédiation - Test de sol	2016-2017	2017-2018	23 900 $	23 900 $	- $	23 900 $	0
Réseau Environnement	Organisation - Américana 2017	2016-2017	2016-2017	1 600 000 $	25 000 $	20 000 $	5 000 $	0
Léger Marketing Inc.	Étude de segmentation - Commerce de détail	2016-2017	2016-2017	43 690 $	43 690 $	43 690 $	- $	0,1
Conseil Québécois du commerce de détail	Appui à un événement	2016-2017	2016-2017	500 000 $	25 000 $	15 000 $	10 000 $	0
Mohamed Charradi	Montréal en statistiques	2016-2017	2016-2017	15 023 $	15 023 $	15 023 $	- $	0,3
PME MTL Centre-Est	Organisation Évenements SERI	2016-2017	2017-2018	89 942 $	89 942 $	53 983 $	35 959 $	1
South by SouthWest	Appui à l'évènement South by SouthWest	2016-2017	2016-2017	25 000 $	25 000 $	25 000 $	- $	0
MTLab	Incubateur en tourisme	2016-2017	2017-2018	334 216 $	200 000 $	180 000 $	20 000 $	0
Concertation régionale de Montréal	Entente de délégation	2016-2017	2019-2020	6 300 000 $	6 300 $	525 000 $	- $	20
TOTAL				**9 112 389 $**	**6 928 173 $**	**941 297 $**	**211 876 $**	**23**

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.03

2017/09/28 17:00

(1)

Dossier # : 1173894004

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction du financement et de la trésorerie , Division Projets spéciaux et suivi de l'endettement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution visant à autoriser l'utilisation partielle des sommes accumulées à la réserve financière de paiement au comptant destinée à financer des dépenses en immobilisations de compétences d'agglomération (72 700 118.40$)

Adopter une résolution visant à autoriser l'utilisation partielle des sommes accumulées à la réserve financière de paiement au comptant destinée à financer des dépenses en immobilisations de compétences d'agglomération (72 700 118.40$)

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-08-30 16:06

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1173894004**

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction du financement et de la trésorerie , Division Projets spéciaux et suivi de l'endettement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution visant à autoriser l'utilisation partielle des sommes accumulées à la réserve financière de paiement au comptant destinée à financer des dépenses en immobilisations de compétences d'agglomération (72 700 118.40$)

CONTENU

CONTEXTE

La réserve financière destinée à financer des dépenses en immobilisations reliées à des compétences d'agglomération a été utilisée en totalité en 2015
et 2016.

Le budget de 2017 a autorisé une nouvelle affectation à cette réserve de l'ordre de 102 700 000$.

En 2017 des intérêts de 118.40$ ont été calculés pour l'année 2016.

Ce dossier vise à faire un paiement au comptant pour l'année 2017 de 72 700 118.40$.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG14 0106 - le 27 février 2014 -Adoption du Règlement créant la réserve financière destinée à financer des dépenses en immobilisations d'agglomération. (RCG14-007)
CG14 0055 - 24 février 2014 - Adoption de la résolution visant à affecter des sommes à la réserve financière destinée à financer certaines dépenses en immobilisations d'agglomération. (4,7 M$)

CG14 0558 - 12 décembre 2014 - Adoption de la résolution visant à affecter des sommes à la réserve financière destinée à financer certaines dépenses en immobilisations de compétences d'agglomération. (22,7 M$)

CG15 0738 - 10 décembre 2015 - Résolution visant à affecter des sommes à la réserve financière destinée à financer certaines dépenses en immobilisations de compétences d'agglomération. (76,7 M$)

CG16 0681 - 16 décembre 2016 - Résolution visant à affecter des sommes à la réserve financière destinée à financer certaines dépenses en immobilisations de compétences d'agglomération. (102,7 M$)

CG15 0786 - 28 décembre 2015 - Adopter une résolution visant à autoriser l'utilisation des sommes accumulées à la réserve financière destinée à financer des dépenses en immobilisations de compétences d'agglomération. (27 450 821.49$)

CG16 0501 - 26 août 2016 - Adopter une résolution visant à autoriser l'utilisation des sommes accumulées à la réserve financière destinée à financer des dépenses en immobilisations de compétences d'agglomération. (76 724 020.63$)

DESCRIPTION

La réserve pour paiement au comptant s'élève actuellement à 102 700 118.40$. L'utilisation de cette réserve pourrait permettre de réaliser le dernier financement requis dans plusieurs règlements d'emprunt. (Voir tableau en pièce jointe)

JUSTIFICATION

L'administration municipale convient de la nécessité d'investir dans la remise en état des infrastructures de la Ville et d'accroître le paiement comptant des immobilisations. Pour ce faire, elle a décidé d'alimenter une réserve financière destinée au financement de dépenses en immobilisations. En 2017, un montant récurrent de 4,7 M$ s'ajoute à celui de 98 M$ adopté en 2017.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La réserve financière s'élève actuellement à 102 700 118.40$ avec les intérêts.
Après l'utilisation de 72,7 M$, le solde de la réserve s'élèvera à 30 M$. Cette somme sera utilisée ultérieurement.

Ce paiement au comptant de 72 700 118.40$ permettra d'éviter un emprunt de 72 700 118.40$. Les intérêts évités, pour la première année, sont estimés à
1,7 M$ et globalement, sur toute la période, à 6,4M$.

Ce paiement au comptant n'affecte pas les charges fiscales des dettes des arrondissements.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Cette décision est recommandée en conformité aux politiques, aux règlements et aux orientations budgétaires.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Abdelkodous YAHYAOUI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Chantale VENNE
Conseillère en finances

Tél : 514 868-4416
Télécop. : 514 872-1855

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-29

Diane CORBEIL CADOTTE
Chef de division - budget

Tél : 514 872-6529
Télécop. : 514 872-1855

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jacques MARLEAU
Directeur et trésorier adjoint
Tél : 514 872-3155
Approuvé le : 2017-08-29

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves COURCHESNE
DIRECTEUR DU SERVICE DES FINANCES
Tél : 514 872-6630
Approuvé le : 2017-08-29

Réduction du montant à financer par emprunt

Utilisation de la réserve financière destinée à financer des dépenses en immobilisations (RCG14-007)

Dans divers règlements adoptés par le Conseil d'agglomération

No de règlemen	Portée [1]	Montant financé	Terme [2]
RCG 06-007	Matériel informatique et serv. prof.	377 132.53	5
RCG 06-009	Achat d'équip.bureau, outillage et mobilier urbain	126 591.84	5
RCG 06-061	Acquisition équip.bureau outillage	4 699 300.87	5
RCG 06-062	Trav.amén.const.pistes cyclables	61 506.09	5
RCG 06-062	Trav.amén.const.pistes cyclables	86 347.07	10
RCG 07-013	Résidences étudiantes ETS	111 855.15	10
RCG 07-014	Acq. équip. & serv. prof. en inform.	1 882 479.59	5
RCG 07-018	Prol.boul.Cavendish nord	53 581.27	20
RCG 07-018	Prol.boul.Cavendish nord	929.38	10
RCG 07-039	Acq. équip. & serv. prof. en inform.	520 462.22	5
RCG 08-011	Ph.1 Restauration Square Dorchester	846.72	20
RCG 08-015	Aménag/Réam. domaine public au centre-ville	1 831.08	5
RCG 08-015	Aménag/Réam. domaine public au centre-ville	97 315.22	20
RCG 08-040	Collecteur pneumatique déchets Quartier spectacles	4 196.81	10
RCG 08-045	Équipement et serv. prof. en informatique	5 131.66	5
RCG 10-013	Amén./réam.dom.public/Griffintown	235 907.25	10
RCG 11-002	Const.réf.infra. gestion matières résiduelles	870 393.83	20
RCG 11-027	Feux de circulation, équip. signalis.routière, lampadaires	175 727.18	20
RCG 11-028	Acquisition équip et services professionnels informatique	492 292.23	5
RCG 12-002	Système de radiocommunication vocale	16 761 815.65	5
RCG 13-021	Réam.dom.public et acq.terrain Griffintown	327 462.39	20
RCG 13-026	Trav.d'aménagement de parcs	78 744.97	5
RCG 13-026	Trav.d'aménagement de parcs	772 667.87	20
RCG 13-027	Acq. équip. et serv.prof.en informatique	11 654 098.57	5
RCG 13-020	Place Nations / Promenade Riveraine / Horizon 2017	740 437.48	20
RCG 14-021	Équip.spéc.séc.incendie,fourn.entretien	7 087 573.42	5
RCG 15-014	Inst.protection latérale/véhicules lourds	41 323.03	10
RCG 15-021	Achat de véhicules du SPVM	771 840.96	5
RCG 15-022	Achat feux circul.équip.signal,lampadaires	423 599.29	20
RCG 15-023	Concept.implant.syst.de stationnement intelligent	370 862.60	20
RCG 15-025	Travaux de réfection du réseau routier	13 749.45	10
RCG 15-027	Achat mobilier éclairage du réseau routier	73 275.91	20
RCG 15-038	Travaux infrastr.pour Société Parc Jean-Drapeau	4 719 468.09	5
RCG 15-039	Système Répartition Appels Urgence	471 146.86	5
RCG 15-040	Équipement/Services Profess. informatique	18 588 223.87	5
Total conseil d'agglomération		**72 700 118.40**	

Répartition selon le terme, si ces sommes avaient été empruntées.

5 ans	68 299 640.50
10 ans	494 308.14
20 ans	3 906 169.76
Total	72 700 118.40

Note:

(1) Source : Description du règlement apparaissant à l'Activité d'investissement (AI) du système SIMON.

(2) Le terme indiqué représente la période d'amortissement du montant en cause, s'il avait été financé par emprunt.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1173894004

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction du financement et de la trésorerie , Division Projets spéciaux et suivi de l'endettement
Objet :	Adopter une résolution visant à autoriser l'utilisation partielle des sommes accumulées à la réserve financière de paiement au comptant destinée à financer des dépenses en immobilisations de compétences d'agglomération (72 700 118.40$)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1173894004 Financement au comptant PTI.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Abdelkodous YAHYAOUI
Agent comptable analyste
Tél : 514-872-5885

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-30

Pierre BLANCHARD
conseiller budgetaire
Tél : 514 872-6714
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.04

2017/09/28 17:00

(1)

Dossier # : 1175304002

Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction des services judiciaires , Division du greffe de la cour municipale , Section du greffe et du soutien à l'audience
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Cour municipale
Projet :	-
Objet :	Demande de nomination de deux juges à la cour municipale.

Recommander au conseil d'agglomération de demander à la ministre de la Justice d'entreprendre les procédures nécessaires au lancement d'un avis de sélection aux candidats à la fonction de juge à une cour municipale afin de combler deux postes de juge à la cour municipale de la Ville de Montréal.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-08-11 16:46

Signataire : Benoit DAGENAIS

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1175304002**
Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction des services judiciaires , Division du greffe de la cour municipale , Section du greffe et du soutien à l'audience
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Cour municipale
Projet :	-
Objet :	Demande de nomination de deux juges à la cour municipale.

CONTENU

CONTEXTE

La cour municipale de la Ville de Montréal est composée de 31 juges qui exercent leurs fonctions à temps plein et de façon exclusive afin d'exercer leur juridiction en matière civile, pénale et criminelle sur l'ensemble du territoire de l'Agglomération de Montréal. Annuellement, dans l'exercice de ses compétences c'est plus de 259 000 dossiers qui sont portés aux rôles de la cour municipale.
Le processus de concours et de nomination des juges municipaux relève de la compétence exclusive du gouvernement du Québec et plus précisément de la ministre de la Justice. Par ailleurs, l'article 7 du *Règlement sur la procédure de sélection des candidats à la fonction de juge de la Cour du Québec, de juge d'une cour municipale et de juge de paix magistrat* , RLRQ c T-16, r.4.1 (chapitre 3) prévoit ce qui suit :

> « Lorsqu'un juge doit être nommé et après avoir pris en considération les besoins exprimés par le juge en chef de la Cour du Québec ou, le cas échéant, ceux exprimés par la municipalité où est situé le chef-lieu de la cour municipale et par le juge en chef adjoint de la Cour du Québec responsable des cours municipales, le secrétaire ouvre, à la demande du ministre, un concours et fait publier dans le Journal du Barreau du Québec et sur le site Internet du ministère de la Justice un avis invitant les personnes intéressées à soumettre leur candidature. »

Des échanges ont déjà eu lieu entre les représentants de la Ville de Montréal, le juge-président de la cour municipale de la Ville de Montréal et le juge en chef adjoint de la Cour du Québec responsable des cours municipales pour convenir d'adresser une demande à la ministre de la Justice pour combler des postes de juge. Comme requis par les représentants du ministère de la Justice, le présent sommaire vise à officialiser cette demande.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0211 – 18 mai 2017 – Demander à la ministre de la Justice d'entreprendre les procédures nécessaires au lancement d'un avis de sélection aux candidats à la fonction de juge à une cour municipale afin de procéder au comblement de quatre postes à la cour

municipale de la Ville de Montréal.
CG16 0262 – 21 avril 2016 – Demander à la ministre de la Justice d'entreprendre les procédures nécessaires au lancement d'un avis de sélection aux candidats à la fonction de juge à une cour municipale afin de combler un poste de juge à la cour municipale de la Ville de Montréal.

CG16 0136 – 25 février 2016 – Demander à la ministre de la Justice d'entreprendre les procédures nécessaires au lancement d'un avis de sélection aux candidats à la fonction de juge à une cour municipale afin de combler un poste de juge à la cour municipale de la Ville de Montréal.

CG15 0711 – 26 novembre 2015 – Demander à la ministre de la Justice d'entreprendre les procédures nécessaires au lancement d'un avis de sélection aux candidats à la fonction de juge à une cour municipale afin de procéder au comblement de trois postes à la cour municipale de la Ville de Montréal.

DESCRIPTION

Demande de nomination de deux juges à la cour municipale.

JUSTIFICATION

Le 8 juin 2017, l'honorable Nathalie Duchesneau a quitté ses fonctions de juge à la cour municipale de la Ville de Montréal puisqu'elle fut nommée juge à la Cour du Québec.
Au courant de l'année 2018, l'honorable Evasio Massignani quittera ses fonctions de juge à la cour municipale de la Ville de Montréal et prendra sa retraite, comme le prévoit l'article 92.1 de la *Loi sur les tribunaux judiciaires* , RLRQ c T-16, et l'article 39 de la *Loi sur les cours municipales* , RLRQ c. C-72.01.

L'absence de ces juges se répercutera sur la tenue des audiences qui devront alors être assumées ponctuellement par divers juges provisoires rémunérés à la séance.

Également, la Cour suprême du Canada, dans la décision *R. c. Jordan* , requiert que l'administration de la justice s'exerce dans un délai raisonnable dans le but de respecter la *Charte canadienne des droits et libertés* .

La gestion efficace des fonds publics et la saine administration de la justice à la cour municipale nécessitent la nomination de deux juges pour remplacer de manière permanente les juges Nathalie Duchesneau et Evasio Massignani et assumer leurs assignations à temps plein et de façon exclusive, comme le prévoit l'article 45.1 de la *Loi sur les cours municipales* , RLRQ c C-72.01.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'absence prolongée de deux juges municipaux entraîne des coûts plus élevés pour leur remplacement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Le cas échéant, une stratégie de communication sera établie avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

N/A

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nathalie GRAVEL
C/s greffière adjointe et chef de section du greffe

Tél : 514 872-6866
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-07-20

Yves BRIAND
Directeur des services judiciaires

Tél : 514 872-9382
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Yves BRIAND
Directeur des services judiciaires

Tél : 514 872-9382
Approuvé le : 2017-08-11

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Patrice GUAY
Directeur de service et avocat en chef de la Ville
Tél : 514 872-2919
Approuvé le : 2017-08-11

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 41.01

2017/09/28
17:00

(1)

Dossier # : 1171179006

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation de la rue Sainte-Catherine et ses abords (Programme Réussir@Montréal - Sainte-Catherine) (RCG 17-023)

Il est recommandé :
d'adopter le règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation de la rue Sainte-Catherine et ses abords (Programme Réussir@Montréal - Sainte-Catherine) (RCG 17-023).

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-09-05 08:47

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1171179006**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation de la rue Sainte-Catherine et ses abords (Programme Réussir@Montréal - Sainte-Catherine) (RCG 17-023)

CONTENU

CONTEXTE

Le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation de la rue Sainte-Catherine et ses abords (Programme Réussir@Montréal - Sainte-Catherine) (RCG 17-023) a été adopté le 24 août 2017 par le conseil d'agglomération. Il s'agit d'un programme dédié aux commerçants et aux propriétaires immobiliers commerciaux qui sont situés sur la rue Sainte -Catherine Ouest et ses abords, pendant les travaux majeurs d'infrastructure qui doivent débuter en 2018 et une fois que ceux-ci seront réalisés. Les gens d'affaires du secteur visé par le programme pourront bénéficier du soutien proposé par le Programme Réussir@Montréal - Sainte-Catherine.
Une erreur s'est glissée dans la demande de rédaction du règlement, ce qui entraîne une contradiction entre un élément qui apparaît à ce dernier et l'information inscrite au dossier décisionnel 1171179002.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0393 (24 août 2017) : Adopter le règlement sur les subventions relatives à la revitalisation de la rue Sainte-Catherine et ses abords (Programme Réussir@Montréal - Sainte-Catherine) (RCG 17-023)

DESCRIPTION

La modification proposée au règlement a pour objectif de corriger le taux de subvention prévu à l'article 11 afin de subventionner le coût des travaux à un taux de 40 % et non au tiers (33,3 %) tel qu'il y apparaît actuellement. Les maxima prévus au même article demeurent inchangés.

JUSTIFICATION

Au dossier décisionnel 1171179002, le Service du développement économique proposait une subvention égale à 40 % du coût des travaux admissibles, sans dépasser
- 50 000 $ pour les bâtiments comportant jusqu'à 10 mètres de façade principale

- 150 000 $ pour les bâtiments comportant plus de 10 mètres et jusqu’à 20 mètres de façade principale
- 300 000 $ pour les bâtiments comportant plus de 20 mètres de façade principale

Or, le texte de l'article 11 du règlement adopté mentionne plutôt une subvention au tiers du coût des travaux admissibles. Ceci entraîne une contradiction entre ce qui représentait la proposition du Service du développement économique et ce qui est maintenant effectif.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les modifications proposées n'auront aucun impact puisque les informations financières inscrites au dossier décisionnel 1171179002 étaient basées sur un taux de subvention de 40 %.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Compte tenu du fait que le PR@M - Sainte-Catherine encourage la participation et la concertation des gens d'affaires du secteur commercial et puisque les travaux couverts par la subvention incluent ceux nécessaires à l'accessibilité universelle des commerces, le programme s'inscrit dans le principe qui vise une collectivité au coeur du développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si la modification proposée n'était pas adoptée, ceci aurait pour effet de maintenir le taux de subvention au tiers du coût des travaux admissibles.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

À cette étape, aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Ne s'applique pas.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Annie GERBEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Camille BÉGIN, Service des communications

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alain MARTEL
Conseiller en développement économique

Tél : 514 872-8508
Télécop. : 514 872-0049

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-09-01

Géraldine MARTIN
Directrice

Tél : 514 872-2248
Télécop. : 514 872-6249

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Véronique DOUCET
Directrice
Tél : 514 872-3116
Approuvé le : 2017-09-01

Dossier décisionnel 1171179006

Adopter un règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation de la rue Sainte-Catherine et ses abords (Programme Réussir@Montréal – Sainte-Catherine (RCG 17-023)

Proposition de modifications au règlement RCG 17-023

Règlement en vigueur	Proposition de modification	Commentaires
Article 11. Alinéa 1.	Article 11. Alinéa 1.	
Le montant maximal de subvention qui peut être versé en regard d'une demande de subvention est égal au tiers du coût des travaux admissibles approuvé par le directeur.	Le montant maximal de subvention qui peut être versé en regard d'une demande de subvention est égal à 40 % du coût des travaux admissibles approuvé par le directeur.	Corriger une erreur qui s'est glissée dans la demande de rédaction du règlement, ce qui entraîne une contradiction le taux de subvention qui apparaît à ce dernier et l'information inscrite au dossier décisionnel 1171179002.

Préparé par : Alain Martel
Service du développement économique
Direction de l'entrepreneuriat

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1171179006

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation de la rue Sainte-Catherine et ses abords (Programme Réussir@Montréal - Sainte-Catherine) (RCG 17-023)

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AG 1171179006 Règlement modifiant RCG 17-023_VF.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Annie GERBEAU
Avocate
Tél : 514-872-3093

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-09-01

Annie GERBEAU
Avocate - Chef d'équipe
Tél : 514-872-3093
Division : Droit fiscal et expropriation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES SUBVENTIONS RELATIVES À LA REVITALISATION DE LA RUE SAINTE-CATHERINE ET SES ABORDS (PROGRAMME RÉUSSIR@MONTRÉAL – SAINTE-CATHERINE) (RCG 17-023)

Vu les articles 82 à 90 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu le Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. L'article 11 du Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation de la rue Sainte-Catherine et ses abords (RCG 17-023) est modifié par le remplacement des mots « au tiers » par « à 40 % ».

_____

GDD1171179006

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 41.02

2017/09/28 17:00

(1)

Dossier # : 1171250001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Bureau de projet et des services administratifs , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 64 M$ afin de financer les travaux de protection d'immeubles", dépenses relevant de la compétence du Conseil d'agglomération

Il est recommandé:

d'adopter un règlement d'emprunt intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 64 M$ afin de financer les travaux de protection d'immeubles".

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-09-04 20:41

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1171250001**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Bureau de projet et des services administratifs , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 64 M$ afin de financer les travaux de protection d'immeubles", dépenses relevant de la compétence du Conseil d'agglomération

CONTENU

CONTEXTE

Pour répondre aux besoins de la planification du PTI, le Service de la gestion et de la planification immobilière doit faire adopter un nouveau règlement d'emprunt afin de permettre la réalisation de travaux de protection sur les immeubles qui sont en tout ou en partie de compétences d'agglomération.
Les travaux seront réalisés entre autres sur les immeubles du Service des Incendies (SSIM), du Service de police (SPVM), et la partie agglomération d'immeubles industriels et autres programmes.
Le règlement d'emprunt visant le même objet, mais pour les dépenses locales a déjà été adopté par le conseil de la ville.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0162 du 27 avril 2017 : Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 38 000 000 $ afin de financer des travaux de protection d'immeubles.

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à faire adopter un règlement d'emprunt de 64 M$ pour financer le programme de protection d'immeubles sous la responsabilité, en tout ou en partie, du Conseil d'agglomération

JUSTIFICATION

Le règlement d'emprunt existant, dédié aux programmes relevant en tout ou en partie du Conseil d'agglomération, est utilisé à 95 % et n'est plus suffisant pour couvrir les dépenses à venir du programme du PTI 2017-2019 et 2018-2020 du début de l'année 2018. Un nouveau règlement d'emprunt est nécessaire afin de couvrir les dépenses de maintien et d'amélioration de ces actifs.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Répartition des montants :

Programmes		2018 (M$)	2019 (M$)
30910	Programme d'amélioration locative des immeubles administratifs	3 730	1 000
38009	Programme de protection des bâtiments culturels	600	400
42211	Programme de réfection des bâtiments dans les grands parcs	1 000	1 200
64021	Programme de protection - Immeubles du SPVM	7 000	10 000
64023	Programme de rénovation des bâtiments du SIM	15 720	16 000
66030	Programme de protection de bâtiments administratifs et commerciaux	3 000	3 000
66169	Programme de développement durable dans les édifices municipaux	250	300
66460	Programme de protection des bâtiments industriels	1 500	0
Total requérant		**32 800**	**31 900**

Cette dépense est entièrement de responsabilité de l'Agglomération. La période d'amortissement est de 20 ans.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce règlement d'emprunt permettra de financer la réalisation de certains programmes réduisant l'empreinte écologique des bâtiments.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le report d'obtention de ce règlement pourrait retarder la réalisation de certains programmes en cours de conception.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

n.a.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion CG septembre 2017
Adoption du règlement CG janvier 2018
Approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du Territoire vers mars 2018

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Abdelkodous YAHYAOUI)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane GAUDETTE TURYN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mohamed JERM
Conseiller(ere) analyse - controle de gestion

Tél : 514 872-3735
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-30

Sylvie DESJARDINS
Directrice du bureau de projet et des services administratifs

Tél : 514 872-5493
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvie DESJARDINS
Directrice du bureau de projet et des services administratifs
Tél : 514 872-5493
Approuvé le : 2017-09-01

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI

Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2017-09-01

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1171250001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Bureau de projet et des services administratifs , -
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 64 M$ afin de financer les travaux de protection d'immeubles", dépenses relevant de la compétence du Conseil d'agglomération

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AGT - 1171250001- Protection d'immeubles-VF.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-09-01

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 64 000 000 $ AFIN DE FINANCER DES TRAVAUX DE PROTECTION D'IMMEUBLES

Vu l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ., chapitre E-20.001);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ., chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de l'agglomération de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 64 000 000 $ est autorisé afin de financer des travaux de protection d'immeubles.

2. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux provenant de l'agglomération de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

GDD1171250001

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1171250001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Bureau de projet et des services administratifs , -
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 64 M$ afin de financer les travaux de protection d'immeubles", dépenses relevant de la compétence du Conseil d'agglomération

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1171250001 - Règ. emp..xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Abdelkodous YAHYAOUI
Agent comptable analyste
Tél : 514-872-5885

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-30

Françoise TURGEON
conseillere budgetaire
Tél : 514 872-0946
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 41.03

2017/09/28 17:00

(2)

Dossier # : 1170634001

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 c) considérer, dans la mise en œuvre des mesures relatives au logement, les besoins des populations vulnérables, notamment ceux des personnes et des familles à faible revenu et à revenu modeste
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Habitation 2015-2020
Objet :	Dans le cadre de la mise en oeuvre du programme d'aide à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif, les actions suivantes sont requises : 1) adopter un règlement modifiant le Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (nouveau programme) (02-102); 2) adopter un règlement de délégation du conseil d'agglomération au comité exécutif du pouvoir de cautionner et 3) autoriser un budget de fonctionnement additionnel de 300 000 $ pour l'ajout de ressources internes à partir de 2018 et de 600 000 $ en services professionnels à partir du budget 2019 et 4) un budget de fonctionnement additionnel récurrent en dépenses et en revenus équivalent aux subventions de 2018 à 2021.

Il est recommandé :

1. d'adopter un règlement modifiant le Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (nouveau programme) (02-102);
2. d'adopter un règlement de délégation du conseil d'agglomération au comité exécutif du pouvoir de cautionner;
3. d'autoriser un budget de fonctionnement additionnel de 300 000 $ pour l'ajout de ressources internes à partir de 2018 et de 600 000 $ récurrent en services professionnels à partir du budget 2019;
4. d'autoriser un budget de fonctionnement additionnel récurrent en dépenses et en revenus équivalent aux subventions à recevoir, soit +1,1 M$ en 2018, + 8,0 M$ en 2019, + 63,2 M$ en 2020 , + 3,4 M $ en 2021.

Consolidé AccèsLogis Québec et Programme d'aide à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif					
(M $)	base budgétaire 2017	budget 2018	budget 2019	budget 2020	budget 2021
Gouvernement du Québec	0,0	2,0	8,3	69,7	74,6
Bonification (part Montréal et Québec)	3,4	2,5	1,2	1,2	1,5
Communauté métropolitaine de Mtl.	18,0	18,0	21,0	22,8	21,0
Total	**21,4**	**22,5**	**30,5**	**93,7**	**97,1**
Budget de fonctionnement additionnel		+ 1,1	+8,0	+63,2	+3,4

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-09-01 10:42

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1170634001**
Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 c) considérer, dans la mise en œuvre des mesures relatives au logement, les besoins des populations vulnérables, notamment ceux des personnes et des familles à faible revenu et à revenu modeste
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Habitation 2015-2020
Objet :	Dans le cadre de la mise en oeuvre du programme d'aide à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif, les actions suivantes sont requises : 1) adopter un règlement modifiant le Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (nouveau programme) (02-102); 2) adopter un règlement de délégation du conseil d'agglomération au comité exécutif du pouvoir de cautionner et 3) autoriser un budget de fonctionnement additionnel de 300 000 $ pour l'ajout de ressources internes à partir de 2018 et de 600 000 $ en services professionnels à partir du budget 2019 et 4) un budget de fonctionnement additionnel récurrent en dépenses et en revenus équivalent aux subventions de 2018 à 2021.

CONTENU

CONTEXTE

Le gouvernement du Québec et la Ville de Montréal ont signé, le 8 décembre 2016, une entente-cadre intitulée « *Réflexe Montréal - Entente-cadre sur les engagements du gouvernement du Québec et de la Ville de Montréal pour la reconnaissance du statut particulier de la métropole».* Cette entente prévoit notamment que la Société d'habitation du Québec (SHQ) transférera à la Ville les responsabilités et budgets relatifs au développement de l'habitation.
Ce transfert requiert la signature, par les parties, d'une entente administrative établissant les modalités budgétaires et de gestion de cette dévolution à Montréal. Cette entente fait l'objet du sommaire décisionnel 117 064 0001, soumis aux instances en parallèle à celui-ci.

Le présent sommaire porte sur le premier élément de mise en œuvre des nouveaux pouvoirs issus de cette entente, soit la révision de l'actuel programme AccèsLogis Québec pour en faire un programme d'aide à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif davantage adapté au contexte de la métropole. Suivront, au début de 2018,

d’autres dossiers destinés à ajouter des outils complémentaires à ce nouveau programme, notamment :

· Approbation par le comité exécutif des termes des conventions type d’exploitation à signer avec les organismes propriétaires des projets pour la durée de leur prêt (35 ans);
· Entente avec un prêteur agréé pour consentir à un organisme le prêt à terme nécessaire à la réalisation du projet;
· Création d’un fonds de prévoyance pour permettre à la Ville de Montréal d’intervenir en cas de difficulté de l’organisme et l'élaboration de ses modalités de gestion et de reddition de comptes.

Bien que la Ville possède déjà en vertu de sa Charte les pouvoirs requis pour mettre en place un programme d'aide à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif sur le territoire de l'agglomération, il demeure que l’adoption du projet de Loi 121 («Loi augmentant l’autonomie et les pouvoirs de la Ville de Montréal, métropole du Québec») est un pré-requis à l’entrée en vigueur du présent projet de règlement pour que la Ville puisse disposer de l'autonomie nécessaire à l'exercice de ses nouvelles responsabilités, par exemple en matière de cautionnement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM02 0531 – 20 juin 2002 (1020644008). Adoption du Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et sans but lucratif (nouveau programme) (02-102).
CM02 0587 – 19 août 2002 (1020630004). Approbation du projet de convention entre la SHQ et la Ville de Montréal, visant la désignation d'une municipalité mandataire dans le cadre du Programme AccèsLogis pour la réalisation de logements sociaux, coopératifs et sans but lucratif.
CM04 0125 – 23 février 2004 (1033227002). Adoption de modifications au règlement 02 -102 pour permettre la bonification des subventions.
CG16 0437 – 22 juin 2016 (1160696001). Adoption du plan Montréal durable 2016 - 2020.
CG16 0588 - 27 octobre 2016 (1166692003). Adoption de modifications au règlement 02 -102 afin de faciliter la mise en oeuvre de politiques municipales et la réalisation d'objectifs énoncés lors d'exercices de planification urbaine.

DESCRIPTION

Le présent sommaire propose les éléments suivants nécessaires à la mise en place d’un nouveau programme d'aide à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif :

- Il recommande que l’actuel *Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (nouveau programme)* 02-102 (ci-après le « Règlement 02-102 ») soit modifié afin d'intégrer les ajustements nécessaires au Programme AccèsLogis auquel réfère déjà le Règlement, incluant des ajustements au *Guide d'élaboration et de réalisation des projets AccèsLogis Québec* de la SHQ («le Guide») notamment quant aux paramètres de subventions et aux normes financières et techniques, le tout en concordance avec les termes de l’entente convenue entre la SHQ et la Ville.

- Il recommande d’adopter un règlement de délégation du conseil d'agglomération au comité exécutif afin que celui-ci soit compétent pour cautionner tout prêt consenti dans le cadre du programme d'aide à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif. Ce pouvoir pourra ensuite être délégué à un fonctionnaire.

- Il recommande d'allouer un budget de fonctionnement additionnel de 300 000 $ pour l'ajout de ressources internes à partir de 2018 et de 600 000 $ récurrent en services professionnels à partir de l'année 2019.

- Enfin, il recommande d'autoriser un budget de fonctionnement additionnel en dépenses et en revenus équivalent aux subventions de 2018 à 2021.

Aux fins de faciliter la compréhension, la présentation de ces modifications est précédée par un rappel des caractéristiques de l'actuel programme.

Le programme AccèsLogis Québec (ACL) (programme actuel)

En vigueur depuis 1997, AccèsLogis Québec est un programme d'aide pour la réalisation de logements sociaux et communautaires destinés à des ménages à revenu faible ou modeste. Le programme s'adresse à des OBNL, aux coopératives d'habitation et à l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM).

Le programme vise trois groupes de clientèles:
· Volet I : personnes seules, familles ou des aînés autonomes (55 ans et +);
· Volet II : personnes âgées ou en légère perte d'autonomie;
· Volet III : personnes ayant des besoins particuliers (itinérance, santé mentale, etc.).

L'aide offerte par le programme comprend trois éléments :

· une aide financière à la réalisation, versée aux organismes afin de défrayer une partie des coûts de réalisation d'un projet (acquisition de l'immeuble, travaux admissibles et frais connexes);
· une aide à l'exploitation sous forme de suppléments au loyer (PSL) pour les personnes à faible revenu;
· une garantie de prêt pour la durée du prêt hypothécaire qui aura été contracté par l'organisme auprès du prêteur agréé reconnu par la SHQ.

Le montage financier d'un projet ne repose pas entièrement sur les subventions; le solde des coûts de réalisation est pris en charge par l'organisme subventionné et est financé par un prêt à terme (hypothèque de 35 ans).

Le calcul de l'aide financière à la réalisation est basé sur des coûts de réalisation jusqu'à concurrence des coûts maximums admissibles (CMA), établis en fonction du volet du programme et de la typologie des logements. La subvention de base de la SHQ équivaut généralement à 50 % des CMA. Une contribution financière du milieu équivalente à 15% des CMA est exigée par le programme. Cette contribution financière est remboursée par le mécanisme régional de partage des coûts municipaux du logement social géré par la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM). Cette partie de la subvention, de même que toute autre contribution municipale requise pour assurer la viabilité à long terme des projets, est encadrée par le règlement 02-102.

Le programme d'aide à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (programme proposé)

Le programme d'aide à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif conserve la même structure, la même mission et entend rejoindre les mêmes clientèles que le programme AccèsLogis Québec.

Le calcul du montant des subventions demeure identique au programme AccèsLogis Québec

actuellement en vigueur. Il est prévu que soit maintenu le remboursement de la CMM équivalent à la part dite du milieu dans AccèsLogis Québec. La SHQ demeure responsable de l'attribution des prestations de supplément au loyer (PSL).

L'adaptation au contexte montréalais de réalisation des projets et la recherche de viabilité à long terme requièrent toutefois l'introduction des modifications suivantes, qui concernent principalement des paramètres financiers et architecturaux:

1. l'augmentation des coûts maximums admissibles (CMA), de 24 % en moyenne;
2. le remplacement du prêt de démarrage par une subvention de démarrage plus généreuse dont une partie peut être obtenue plus tôt dans le développement du projet;
3. l'assouplissement de certaines exigences fonctionnelles et techniques du guide de construction;
4. l'introduction d'un nombre minimal de logements dans certains types de projets, par exemple ceux dotés d'ascenseur;
5. l'ajustement des exigences pour la réalisation de logements adaptables en accord avec les cibles municipales, soit qu'au moins 30 % des logements en construction neuve soient accessibles à des personnes à mobilité réduite;
6. l'encadrement des projets réalisés en mode de copropriété;
7. l'augmentation de certains postes budgétaires pour la phase d'exploitation des projets;
8. la création d'un fonds de prévoyance, et le retrait de la contribution au Fonds québécois d'habitation communautaire (FQHC).

L'aide financière de la Ville de Montréal portera dorénavant sur le versement d'une subvention de base à la réalisation dont une première partie, la subvention de démarrage, sera versée à l'étape d'élaboration du projet. Le solde de cette subvention sera versé à la fin des travaux de construction.

L'aide financière prend également la forme d'un cautionnement émis par la Ville en faveur du prêteur agréé afin de garantir les obligations de l'organisme à l'égard du prêt à terme à déboursements progressifs. La Ville sera liée à l'organisme par une convention d'exploitation pour toute la durée du prêt à terme. Cette convention, qui fixera les rôles et responsabilités des parties prenantes et prévoira une reddition de comptes ainsi que des mécanismes de contrôle en cas de défaut de l'organisme, sera présentée à l'Administration à l'hiver 2018 pour approbation par le comité exécutif, conformément aux pouvoirs d'ordonnance prévus au règlement modifiant le Règlement 02-102. Une hypothèque de second rang portant sur l'immeuble sera consenti par l'organisme en faveur de la Ville de Montréal afin de garantir l'exécution des obligations de l'organisme en vertu de la convention d'exploitation.

Le prêt à terme sera déboursé par versements progressifs durant les travaux. À la fin des travaux, la Ville de Montréal confirmera au prêteur agréé que la période de déboursements progressifs est terminée et les parties procéderont à la détermination du solde dû, à la fixation du terme et du taux d'intérêt pour la période d'amortissement de 35 ans. La totalité du prêt à terme est garantie par une hypothèque de 1er rang et le cautionnement de la Ville. Le cautionnement de la Ville sera une condition préalable au financement requis pour la réalisation des projets.

Autres ajustements requis pour la prise en charge du programme par la Ville de Montréal

Règlement de délégation
La prise en charge, par la Ville, des responsabilités de la SHQ pour l'administration du nouveau programme nécessite l'adoption d'un règlement de délégation du conseil

d'agglomération au comité exécutif afin que celui-ci puisse cautionner tout prêt consenti dans le cadre du programme d'aide à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif. Ce pouvoir pourra ensuite être délégué à un fonctionnaire.

Pouvoirs d'ordonnance
Les modifications proposées au Règlement 02-102 prévoient des pouvoirs d'ordonnance du comité exécutif qui viennent s'ajouter aux pouvoirs d'ordonnance existants et permettront les ajustements requis pour que le programme puisse évoluer en fonction des conditions du marché. Les objets visés par ces nouveaux pouvoirs d'ordonnance visent notamment la révision de :

· la grille des coûts maximums admissibles (CMA);
· la grille des loyers médians du marché;
· le montant des subventions de démarrage;
· le nombre minimum d'unités exigé pour les projets de type volet I et volet II;
· l'approbation des conventions type d'exploitation entre la Ville et les organismes (requérants);

· l'étape devant être atteinte par le projet et la date à laquelle cette étape doit être atteinte afin d'être assujetti aux dispositions du nouveau règlement;

- la date d'entrée en vigueur du règlement modifiant le Règlement 02-102.

JUSTIFICATION

Le programme AccèsLogis Québec a été conçu pour une application dans l'ensemble des régions du Québec. Ses normes architecturales et budgétaires se sont révélées plus difficiles d'application à Montréal à cause des coûts de réalisation plus élevés qu'ailleurs dans la province. Le découplage entre ces normes et la situation montréalaise s'est accru ces dernières années en l'absence de majoration des CMA. Les difficultés rencontrées sont plus importantes dans certains secteurs (notamment centraux) mais aussi pour certains types de projets. Il en résulte un ralentissement important du rythme des livraisons de logements. La situation exige l'adaptation immédiate de certains paramètres du programme AccèsLogis Québec.
L'ensemble des modifications proposées au programme AccèsLogis Québec poursuivent donc les objectifs suivants:

· améliorer la viabilité des projets de logements sociaux et communautaires tant au moment de leur réalisation qu'en cours d'exploitation des immeubles;
· accélérer les délais de réalisation des projets;
· offrir des loyers abordables pour les ménages à revenu faible ou modeste par rapport aux loyers médians montréalais. L'objectif poursuivi est d'obtenir des loyers de 85 % à 90 % des loyers médians (le programme actuel offre la possibilité d'avoir des loyers allant jusqu'à 95 % des loyers médians dans certains cas);
· assurer la pérennité des logements et des organismes par un suivi de la gestion et de la gouvernance des projets;
· moduler les projets dans le respect des orientations municipales (politiques, stratégies, programmes).

La majoration proposée des CMA est le produit d'une analyse approfondie des coûts de réalisation des immeubles résidentiels sur l'île de Montréal. Différentes variables ont été prises en compte, en particulier la valeur du terrain qui varie de façon importante entre le centre-ville et les extrémités de l'île, les coûts de construction plus élevés en milieu dense, ainsi que le type de construction réalisé (bâtiment en hauteur avec ascenseur, intégration de stationnement souterrain, partage d'accès avec des copropriétaires, etc.). Pour tenir

compte de ces variables, une nouvelle grille de CMA a été élaborée.

Les modifications proposées visent aussi à ce que les organismes promoteurs puissent obtenir des prix plus justes à l'ouverture des soumissions, réduire les risques en cours de chantier et, ultimement, maintenir des loyers abordables et adaptés à leur clientèle tout en assurant une bonne gestion immobilière de l'immeuble.

L'adaptation du programme prévoit aussi le versement d'une subvention de démarrage plus substantielle pour les étapes d'élaboration et de développement du projet. Ceci permettra notamment de réaliser les études de qualification du terrain et du bâtiment, et ainsi de mieux mesurer les risques environnementaux avant que l'organisme n'acquière l'immeuble. Cette aide accrue donnera aussi à l'organisme promoteur la capacité de retenir et payer les services des professionnels requis, et ce dans des délais raisonnables.

De manière à assurer la pérennité des projets, et parce que la taille des projets influe sur leur fragilité financière et sur leur capacité à surmonter des déficits récurrents, la Ville introduit un nombre minimal de logements à respecter pour les immeubles qui visent une clientèle de familles ou personnes seules (volet I) et de personnes âgées en légère perte d'autonomie (volet II). Les minima proposés pour le volet I ont été établis après analyse des données de la SHQ sur les projets en difficulté. Dans le cas du volet II, l'enjeu est d'assurer que les projets puissent répondre aux nouvelles exigences en matière de certification des Résidences pour personnes âgées, qui exercent une pression importante sur les budgets de fonctionnement.

Les autres modifications incluent notamment un ajustement des cibles de réalisation de logements adaptables, des assouplissements aux exigences techniques et fonctionnelles des logements et une révision des sommes prévues pour l'administration et la conciergerie (ce dernier point basé sur des vérifications auprès d'organismes qui exploitent des projets).

Finalement, la Ville crée un fonds de prévoyance pour les projets en difficulté. Pour ce faire, elle met fin à la contribution auparavant exigée des projets et versée au Fonds québécois en habitation communautaire (FQHC), un fonds administré par la SHQ pour combler des besoins ponctuels de capitaux dans le parc AccèsLogis Québec. En contrepartie, la Ville instaure un prélèvement, dans le budget de chaque projet réalisé dans le cadre du programme d'aide à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif, qui alimentera le fonds de prévoyance montréalais (voir la section Aspects financiers).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

1) Financement du programme d'aide à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif

Sur le plan budgétaire, le financement du programme d'aide à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif n'a pas d'incidence sur le cadre financier de subventions de la Ville et de l'Agglomération de Montréal, compte tenu des apports budgétaires externes (SHQ et CMM) prévus. Les sommes provenant de la SHQ devront être transférées au budget de fonctionnement du Service de la mise en valeur du territoire (SMVT).

La mise en œuvre du programme d'aide à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif requiert un budget de revenus et de dépenses équivalant aux sommes cumulées en provenance de la SHQ et de la CMM. Le transfert budgétaire de la SHQ représente un budget d'engagement de 74,6 M $ annuellement qui, combiné aux apports municipaux (remboursés par la CMM) permettra à terme l'atteinte d'un objectif de 950 unités de logements sociaux et communautaires au moment où le rythme de livraison maximum sera atteint (2019).

Consolidé AccèsLogis Québec et Programme d'aide à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif

(M $)	base budgétaire 2017	budget 2018	budget 2019	budget 2020	budget 2021
Gouvernement du Québec	0,0	2,0	8,3	69,7	74,6
Bonification (part Montréal et Québec)	3,4	2,5	1,2	1,2	1,5
Communauté métropolitaine de Mtl.	18,0	18,0	21,0	22,8	21,0
Total	**21,4**	**22,5**	**30,5**	**93,7**	**97,1**
Budget de fonctionnement additionnel		**+ 1,1**	**+8,0**	**+63,2**	**+3,4**
Engagements (nombre d'unités mises en chantier)	650	900	865	950	950
Note : Les déboursés de certaines subventions interviennent à la fin du chantier tandis que d'autres sont versées en fonction du niveau d'avancement des travaux					

L'entente conclue entre la SHQ et la Ville de Montréal (sommaire 117 064 0001) prévoit des allocations budgétaires annuelles (budgets d'engagements) dont le montant sera annoncé suite au budget du gouvernement du Québec.

Subventions de démarrage

Les subventions de démarrage servent à assurer les dépenses d'expertises requises (analyses environnementales, frais de professionnels, etc.). La subvention de démarrage accordée est d'un montant maximum de 5 000 $ par unité résidentielle, jusqu'à concurrence de 300 000 $ par projet. Si le projet est abandonné, il s'agirait alors d'une perte financière pour la Ville de Montréal.

Subventions à la réalisation

Les subventions à la réalisation permettent notamment de procéder à l'acquisition d'un site (terrain ou immeuble) et à l'exécution des travaux qui concernent la partie résidentielle du projet. Les coûts de réalisation admissibles dans le calcul de la subvention ne peuvent dépasser le coût maximum admissible (CMA) qui varie selon la nature de l'intervention, le volet du programme et la typologie des logements.

Hypothèque

Une hypothèque de second rang portant sur l'immeuble sera consentie par l'organisme en faveur de la Ville de Montréal afin de garantir l'exécution des obligations de l'organisme en vertu de la convention d'exploitation. En cas de défaut d'exécution par l'organisme, la convention d'exploitation (son libellé fera l'objet d'un sommaire décisionnel distinct, à venir) devra prévoir les dispositions nécessaires afin de permettre à la Ville de Montréal d'exercer notamment le recours hypothécaire de prise de possession à des fins d'administration.

Fonds de prévoyance

Un fonds de prévoyance pour les projets en difficulté sera créé et sera alimenté par un prélèvement de l'ordre de 2,7% du coût de réalisation de chaque projet. Ce taux est basé sur le taux historique de la réserve pour les projets en difficulté de la SHQ pour la région de Montréal.

2) Financement des postes additionnels

Le nouveau programme signifie l'introduction de nouvelles activités opérationnelles. Pour pourvoir à ces nouveaux besoins, la Ville a déjà procédé à une optimisation des postes en place, en modifiant deux postes existants. De plus, en prévision du volume de travail à venir et afin de compléter les dossiers actuellement en traitement, un poste additionnel a déjà été créé au budget modifié de 2017 de la Direction de l'habitation. Pour combler les besoins qui demeurent, trois nouveaux postes permanents seront également crées dans cette Direction. Le Service des affaires juridiques procédera ultérieurement à une analyse des impacts que pourraient engendrer l'adoption du programme d'aide à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif sur ses activités et ses besoins en ressources internes.

La création des postes sera répartie sur une période de deux ans :

Année - personne	2017	2018	2019	Total
Direction de l'habitation	0*	3	0	3

* : 1 poste déjà créé au budget modifié de la Direction de l'habitation.

Le coût total maximal de ces créations de postes sera comptabilisé au budget de fonctionnement de la façon suivante :

(M $)	2017	2018	2019	Total
Direction de l'habitation	0*	0,3	0,0	0,3

* : 1 poste déjà créé équivalent à 0,1 M$ au budget modifié de la Direction de l'habitation.

Il est également proposé de combler les besoins opérationnels par le recours à l'utilisation de services professionnels pour les questions liées au suivi de l'exploitation des projets. Ces besoins pourront être revus par la suite et une évaluation de l'intégration de ces nouvelles fonctions à la Direction de l'habitation sera réalisée. Le coût total maximal en services professionnels sera comptabilisé au budget de fonctionnement du SMVT de la façon suivante :

(M $)	2017	2018	2019	Total
Direction de l'habitation	0,0	0,0	0,6	0,6

Enfin, ce dossier présente un impact récurrent sur le cadre financier des exercices subséquents. Ainsi, un ajustement à la base budgétaire à hauteur de 0,9 M $ (taxes incluses) sera intégré au budget 2018.

3) Autres impacts financiers

Impacts sur les liquidités (fonds de roulement)
Les subventions de la Ville de Montréal seront versées aux organismes et remboursées par la SHQ. Le délai entre les déboursés et la réception des revenus de la SHQ créera une pression sur les liquidités de la Ville estimée à 1% de la valeur des projets annuellement.

Risques – critères d'admissibilités (reddition de comptes)
Suite au remboursement de la SHQ à la Ville de Montréal, un audit des redditions de comptes des projets sera effectué par la Société canadienne d'hypothèque et de logements (SCHL). Dans le cas où certains critères ne seraient pas satisfaits, la Ville de Montréal pourrait devoir rembourser et assumer le risque de perte de revenus.

Risques – cautionnement de prêts
La Ville de Montréal cautionnera les prêts hypothécaires des organismes afin de leur permettre d'obtenir le financement requis auprès d'un prêteur agréé. Les cautionnements

aux organismes devront être divulgués aux états financiers de la Ville de Montréal par voie de note.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le développement de logements sociaux participe de façon significative à l'amélioration de l'offre résidentielle à Montréal, soit par l'ajout de nouvelles unités pour répondre aux besoins non comblés, soit par des projets de rénovation d'immeubles existants qui consolident le cadre bâti, notamment dans les secteurs à revitaliser. Les projets de logements sociaux et communautaires canalisent des investissements importants sur le territoire montréalais, ajoutant ainsi au dynamisme économique de la métropole. Enfin, la réalisation de projets de logements sociaux et communautaires se fait largement dans les secteurs desservis par le transport collectif, dans le respect des objectifs de consolidation du territoire montréalais et de réduction des gaz à effet de serre.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La mise en place du nouveau programme d'aide à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif est nécessaire pour poursuivre la réalisation de projets de logements sociaux et communautaires dans un contexte où les besoins sociaux demeurent importants (25 000 ménages en attente à l'OMHM, besoins persistants de grands logements familiaux abordables, etc.). Le nouveau programme assurera de meilleures conditions de réalisation aux projets, notamment au plan des délais, ainsi qu'un contrôle accru de la Ville sur les suivis et l'évolution à long terme des projets.
Le premier budget d'engagement du programme permettra la réalisation de 950 unités de logements sociaux et communautaires au moment où le rythme de livraison maximum sera atteint (2019). Les budgets des autres années de l'entente entre la SHQ et la Ville seront annoncés annuellement par la SHQ.

Par ailleurs, la mise en place du nouveau programme aura des impacts de nature financière importants, énumérés précédemment (transfert d'un budget de la SHQ à la Ville, prévisions budgétaires, etc.).

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication a été élaborée en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Calendrier

· Avis de motion et présentation du règlement modifiant le Règlement 02-102 lors de la séance du conseil d'agglomération le 28 septembre 2017.
· Adoption du règlement modifiant le Règlement 02-102 lors de la séance du conseil d'agglomération en décembre 2017.
· Adoption en janvier 2018 d'une ordonnance par le comité exécutif pour déterminer la date d'entrée en vigueur du règlement modifiant le Règlement 02-102 selon la date d'entrée en vigueur du projet de loi 121.

Étapes subséquentes
· La préparation et l'octroi d'un contrat pour le suivi de l'exploitation des projets de logements sociaux et communautaires par un organisme ou une entreprise externe (conseil d'agglomération hiver 2018). À cet égard, des discussions sont en cours avec les principaux

partenaires de la Ville dans la mise en œuvre du programme afin d'explorer la possibilité et les modalités d'une gestion par portefeuille des projets d'un même organisme.

· L'approbation des conventions type d'exploitation entre la Ville et les organismes (comité exécutif, hiver 2018);
· La signature d'une convention cadre avec un prêteur agréé pour consentir aux organismes requérant le prêt à terme nécessaire à la réalisation de leur projet (conseil d'agglomération; hiver 2018);
· La création d'un fonds de prévoyance et l'élaboration de ses modalités de gestion et de reddition de comptes.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

A la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jacques BERNIER)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Julie FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Julia DAVIES
Conseillère en aménagement- c/e
Daniel M Legault, conseiller en aménagement- c/e
Suzanne LaFerrière, conseillère au développement, habitation

Tél : 514 872-9513
514-872-7585
Télécop. : 514 872-3883

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-07-26

Lucie BÉDARD_URB
C/D Développement résidentiel

Tél : 514 872-0550
Télécop. : 514 872-3883

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marianne CLOUTIER
Directrice - Habitation
Tél : 514 872-3882
Approuvé le : 2017-08-08

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Benoit DAGENAIS
Directeur général adjoint
Tél : 514 872-9466
Approuvé le : 2017-08-09

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1170634001

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation , Direction
Objet :	Dans le cadre de la mise en oeuvre du programme d'aide à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif, les actions suivantes sont requises : 1) adopter un règlement modifiant le Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (nouveau programme) (02-102); 2) adopter un règlement de délégation du conseil d'agglomération au comité exécutif du pouvoir de cautionner et 3) autoriser un budget de fonctionnement additionnel de 300 000 $ pour l'ajout de ressources internes à partir de 2018 et de 600 000 $ en services professionnels à partir du budget 2019 et 4) un budget de fonctionnement additionnel récurrent en dépenses et en revenus équivalent aux subventions de 2018 à 2021.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir pièces jointes.

La présente intervention porte sur l'adoption du Règlement modifiant le Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (nouveau programme) (02-102) et du Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif en matière de logement abordable.

L'adoption du Règlement de délégation du conseil d'agglomération, de même que des pouvoirs d'ordonnance au Règlement 02-102 nécessitent en vertu de l'article 16 du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005), un vote à la double majorité (la majorité des voix des membres qui représentent la municipalité centrale et la majorité des voix des membres qui représentent les municipalités reconstituées).

FICHIERS JOINTS

Règlement modifiant le Règlement 02-102 _ FINAL 22 août.doc

Annexe A du Reglement 02-102 16 août FINAL.doc

Annexe B - Formulaire P1a -16 aout 2017 .pdf



Annexe C -Liste de documents requis -4 août 2017.pdf



Annexe D- Formulaire P3f - 4 août 2017.pdf



Règl. délégation conseil d'agglo. au comité exécutif.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie FORTIER
Avocate
Tél : 514 872-6396

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-30

Véronique BELPAIRE
Chef de division
Tél : 514 872-4222
Division : Division du droit public et de la législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
RCG X

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LA SUBVENTION À LA RÉALISATION DE LOGEMENTS COOPÉRATIFS ET À BUT NON LUCRATIF (NOUVEAU PROGRAMME) (02-102)

VU les articles 56.4 et 56.5 de la Loi sur la société d'habitation du Québec (RLRQ, chapitre S-8);

Vu les articles 82 et 85 à 87 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu le paragraphe 10° de l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

À l'assemblée du 2017, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. L'article 1 du Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (nouveau programme) (02-102) est modifié par :

1° l'insertion, après la définition des mots « bâtiment résidentiel », de la définition suivante :

« contribution financière de la CMM » : une subvention à la réalisation d'un projet dans le cadre du Programme d'aide à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif qui est égale à 15 % des coûts de réalisation jusqu'à concurrence des coûts maximums admissibles reconnus par la Ville de Montréal et qui est remboursée par la Communauté métropolitaine de Montréal »;

2° la suppression des définitions « coût réel des frais inhérents » et « coût réel des travaux »;

3° à la définition de « loyer économique » :

a) la suppression des mots « ou du programme Logement abordable »;

b) le remplacement des mots « programme Accès Logis » par les mots « Programme d'aide à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif »;

4° le remplacement, à la définition de « loyer médian du marché », des mots « Société d'habitation du Québec aux fins du programme AccèsLogis ou du programme Logement abordable» par les mots « Ville de Montréal aux fins du Programme d'aide à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif; »;

5° la suppression, à la définition de « maison de chambres », des mots « les repas, »;

6° le remplacement de la définition de « programme AccèsLogis » par la suivante :

« Programme d'aide à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif » : programme de subvention mis en place par le présent règlement et appliquant le programme provincial Accès Logis avec les adaptations nécessaires pour le territoire de l'agglomération, incluant le Guide d'élaboration et de réalisation des projets AccèsLogis Québec tel que modifié par l'annexe A jointe au présent règlement;»;

7° la suppression de la définition de « programme d'efficacité énergétique Novoclimat-logements »;

8° la suppression de la définition de « programme Logement abordable »;

9° le remplacement de la définition de « requérant » par la suivante :

« requérant » : une coopérative d'habitation locative ou un organisme sans but lucratif répondant aux critères d'admissibilité du Programme d'aide à la réalisation de logements coopératifs ou à but non lucratif ou l'Office municipal d'habitation de Montréal ; »;

10° par l'insertion, après la définition de « requérant » de la définition suivante :

« subvention de base : aide financière accordée par la Ville à un requérant pour lui permettre de procéder à l'acquisition d'un immeuble et d'exécuter des travaux dans le cadre du Programme d'aide à la réalisation de logements coopératifs ou à but non lucratif, d'un montant qui correspond au pourcentage des coûts admissibles indiqué à l'article 6 de l'annexe A du présent règlement aux fins de l'application du Guide d'élaboration et de réalisation des projets AccèsLogis Québec; »;

11° par le remplacement, à la définition de « travaux admissibles », des mots « programme AccèsLogis ou le programme Logement abordable » par les mots « Programme d'aide à la réalisation de logements coopératifs ou à but non lucratif ».

2. Le paragraphe 4° de l'article 2 de ce règlement est modifié par le remplacement du mot « bâtiment » par le mot « projet » et des mots « programme Accès Logis et du programme Logement abordable » par les mots « Programme d'aide à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif. ».

3. Le paragraphe 2° de l'article 3 de ce règlement est modifié par la suppression des mots « qui nécessitent, pour rendre les logements ou les chambres de la maison de chambres conformes à la réglementation et aux conditions du marché, des travaux dont le coût réel est supérieur au coût réel maximum pris en compte pour le calcul de la subvention selon l'article 15 ».

4. Le paragraphe 3° de l'article 4 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « programme Accès Logis » par les mots « Programme d'aide à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif ».

5. Ce règlement est modifié par l'insertion, avant l'article 6, du titre de sous-section suivant :

« **SOUS-SECTION I**
APPROBATION PRÉLIMINAIRE »

6. L'article 6 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **6.** Afin d'obtenir l'approbation préliminaire de la Ville, la demande de subvention doit être accompagnée :

1° du formulaire P1a intitulé « Demande de subvention » joint en annexe B au présent règlement;

2° d'une copie des documents constitutifs du requérant ou de la demande d'incorporation;

3° d'une offre d'achat valide pour un minimum de quatre-vingt-dix (90) jours suivant le dépôt de la demande, sauf pour un terrain appartenant à la Ville;

4° d'une résolution ou d'une lettre d'appui démontrant l'appui de l'arrondissement ou de la municipalité liée où est situé le projet;

5° d'une copie du formulaire intitulé « Demande d'aide financière » (DAF) fourni par la Ville et complété en format papier et électronique;

6° d'une copie de l'entente de services préliminaire entre le requérant et un groupe de ressources techniques reconnu par la Société d'habitation du Québec ;

7° d'un plan d'implantation du projet;

8° d'une résolution du conseil d'administration de l'organisme désignant les signataires autorisés. ».

7. Ce règlement est modifié par l'ajout, après l'article 6, de l'article suivant :

« **6.1.** En plus des documents mentionnés à l'article 6, dans le cas d'un projet clef en main visé à la section 5.1.1 du Guide d'élaboration et de réalisation des projets AccèsLogis Québec réalisé par un promoteur immobilier privé, la demande de subvention du requérant doit également être accompagnée des documents suivants :

1° le projet d'entente préliminaire ou une convention d'acquisition convenue entre le promoteur immobilier et le requérant aux fins de la réalisation de la portion du projet visée par la demande de subvention ;

2° la preuve que le promoteur est propriétaire du terrain au moment du dépôt du projet ou, s'il s'agit d'un projet réalisé dans le cadre de la *Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels*, la preuve d'une offre d'achat valide;

3° la preuve que le promoteur détient une licence d'entrepreneur général de la Régie du bâtiment du Québec et qu'il s'engage à réaliser les travaux;

4° des esquisses et un plan d'implantation du projet proposé. ».

8. L'article 7 de ce règlement est modifié par :

1° le remplacement, au premier alinéa, des mots «, la demande est approuvée par le directeur » par les mots « la demande fait l'objet d'une approbation préliminaire du directeur »;

2° la suppression, au premier alinéa, des mots « ou, dans le cas de la subvention additionnelle prévue aux articles 17.4 et 17.5, par le conseil de l'agglomération »;

3° la suppression, au deuxième alinéa, des mots « en tenant compte du même montant de réserve pour imprévus que celui prévu au programme AccèsLogis ou au programme Logement abordable, selon le cas »;

4° l'insertion, au troisième alinéa, du mot « préliminaire » après le mot « approbation ».

9. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 7, des sections, sous-sections et articles suivants :

« **SOUS-SECTION II**
ENGAGEMENT CONDITIONNEL

7.1. Afin d'obtenir l'engagement conditionnel de la Ville, le requérant doit fournir les documents énumérés dans la partie I de l'annexe C du présent règlement.

7.2. Lorsque l'étude des documents fournis par le requérant permet d'établir que celui-ci et le projet répondent aux exigences du Programme d'aide à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif, la demande fait l'objet d'un engagement conditionnel du directeur. Le directeur en informe le requérant au moyen d'un avis écrit, en lui indiquant le montant provisoire de l'engagement conditionnel selon le pourcentage des coûts admissibles aux fins de la subvention de base indiqué à l'article 6 de l'annexe A du présent règlement.

SOUS-SECTION III
ENGAGEMENT DÉFINITIF

7.3. Afin d'obtenir l'engagement définitif de la Ville, le requérant doit fournir les documents énumérés dans la partie II de l'annexe C du présent règlement.

7.4. Lorsque l'étude des documents fournis par le requérant permet d'établir que celui-ci et le projet répondent aux exigences du Programme d'aide à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif, la demande fait l'objet d'un engagement définitif du directeur. Le directeur en informe le requérant au moyen d'un avis écrit, en lui indiquant le montant de l'engagement définitif selon le pourcentage des coûts admissibles aux fins de la subvention de base indiqué à l'article 6 de l'annexe A du présent règlement.. ».

7.4.1. Lorsque l'engagement définitif est approuvé par le directeur, celui-ci est autorisé à signer une convention d'exploitation avec le requérant conformément au présent règlement.

Le requérant a uniquement droit à la subvention de base une fois l'engagement définitif obtenu et la convention d'exploitation signée.

SECTION III.1.
SUBVENTION DE DÉMARRAGE

7.5. Afin d'obtenir l'engagement conditionnel et l'engagement définitif de la Ville, le requérant peut présenter une demande de subvention de démarrage pour couvrir certaines dépenses visant à élaborer le projet.

La subvention de démarrage accordée est d'un montant maximum de 5 000 $ par unité résidentielle, jusqu'à concurrence de 300 000 $ par projet. Pour un projet de 12 unités résidentielles ou moins, le montant accordé est de 60 000 $.

SOUS-SECTION I
PARTIE DE LA SUBVENTION DE DÉMARRAGE VISANT L'OBTENTION DE L'ENGAGEMENT CONDITIONNEL DE LA VILLE

7.6. Les dépenses ci-dessous, effectuées par un requérant qui a reçu l'approbation préliminaire prévue à l'article 7 afin d'obtenir l'engagement conditionnel de la Ville, sont remboursées à même la subvention de démarrage, jusqu'à un montant maximum de 35 000 $:

1° l'évaluation environnementale du site phase I et, si requis, la caractérisation environnementale du site phase II;

2° la caractérisation du bâtiment existant pour déterminer la présence de matériaux contaminés notamment par l'amiante, le plomb et les moisissures;

3° un rapport d'expert évaluant l'état de la structure et de l'enveloppe du bâtiment existant;

4° l'étude géotechnique du terrain où le projet est envisagé;

5° la recherche de titres immobiliers;

6° le plan et la description technique du terrain;

7° le rapport d'évaluation de la valeur marchande de l'immeuble à acquérir;

8° les esquisses du projet préparées par un architecte.

Ces dépenses sont remboursées par la Ville sur présentation des factures.

SOUS-SECTION II
PARTIE DE LA SUBVENTION DE DÉMARRAGE VISANT L'OBTENTION DE L'ENGAGEMENT DÉFINITIF DE LA VILLE :

7.7. La partie de la subvention de démarrage réduite du montant versé en vertu de l'article 7.6, le cas échéant, est accordée à un requérant qui a reçu l'engagement conditionnel de la Ville prévu à l'article 7.2, afin de couvrir les dépenses ci-dessous liées à l'élaboration du projet en vue de l'engagement définitif:

1° les honoraires d'un groupe de ressources techniques reconnu par la Société d'habitation du Québec;

2° les honoraires reconnus par le Programme d'aide à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif de professionnels mandatés par le requérant, tels les honoraires d'architecte, d'ingénieur, d'évaluateur agréé, de notaire, d'arpenteur-géomètre;

3° les droits et tarifs municipaux relatifs à l'approbation du projet, les droits de mutation et les ajustements de taxes municipales et scolaires.

Ces dépenses sont remboursées par la Ville sur présentation des factures.

SECTION III.1.
CAUTIONNEMENT

7.8. Les prêts suivants consentis par un prêteur agréé en vertu du programme sont garantis par la Ville s'ils ont été préalablement autorisés par le directeur :

1° la marge de crédit visant à couvrir les dépenses liées à l'acquisition d'un terrain ou à un dépôt sur une offre d'achat d'un immeuble décrites à l'article 15 de l'annexe A du présent règlement ou, en l'absence d'une telle acquisition, une marge de crédit octroyée à la date d'ajustement des intérêts (DAI) afin de couvrir des comptes à recevoir;

2° le prêt à terme à déboursements progressifs garanti par une hypothèque décrit à l'article 16 de l'annexe A du présent règlement. ».

10. L'article 8 de ce règlement est modifié par :

1° au premier alinéa, le remplacement des mots « au sens du programme Accès Logis ou du programme Logement abordable » par les mots « accordé en vertu de l'article 7.4 »;

2° au deuxième alinéa, le remplacement des mots « une prolongation de ces délais, pour une période maximale de 12 mois » par les mots « deux prolongations de ce délai, chacune d'une période maximale de 12 mois ».

11. L'article 9 de ce règlement est modifié par :

1° le remplacement du préambule par les mots suivants « Le requérant ne peut commencer les travaux avant que les conditions suivantes soient remplies: »;

2° le remplacement du paragraphe 1° par le suivant :

« 1° l'engagement définitif a été accordé en vertu de l'article 7.4 ».

12. L'article 11 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **11.** La portion de la subvention qui correspond à la contribution financière de la CMM est versée lorsque les travaux sont terminés, s'ils sont conformes aux lois et aux règlements applicables et si le requérant s'est conformé à toutes les exigences du Programme d'aide à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif. ».

13. Ce règlement est modifié par l'ajout, après l'article 11, des articles suivants :

« **11.1.** La portion de la subvention qui correspond à la subvention de base est versée à l'étape de la date d'ajustement des intérêts (DAI) selon les modalités prévues à l'article 17 de l'annexe A du présent règlement aux fins de l'application du Guide l'élaboration et de réalisation des projets AccèsLogis Québec.

11.2. Aux fins du versement de la subvention de base, le requérant doit fournir les documents identifiés dans la partie III de l'annexe C du présent règlement. ».

14. L'article 12 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « de toute subvention » par les mots « de la contribution financière de la CMM ».

15. L'article 13 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **13**. Si le montant de la subvention indiqué lors de l'approbation de l'engagement définitif prévue à l'article 7.4 est différent du montant auquel le requérant a droit en vertu du présent règlement en raison d'un changement dans le projet, les ajustements nécessaires à la réduction ou à l'augmentation du montant de la subvention, tel que calculé à l'article 14, sont faits à l'occasion des versements prévus en vertu des articles 11 et 11.1. ».

16. L'article 14 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **14**. Le montant de la subvention est égal à la somme du montant de la subvention de base prévue à l'article 6 de l'annexe A du présent règlement, moins le montant de la subvention de démarrage accordé en vertu de la section III.1 du présent règlement, et du montant de la contribution financière de la CMM. ».

17. Les articles 15 et 16 de ce règlement sont abrogés.

18. L'article 16.1 de ce règlement est modifié par :

1° le remplacement des mots « l'article 16 » par les mots « l'article 6 de l'annexe A du présent règlement »;

2° l'insertion, après les mots « volet III- PAMH », des mots « du programme AccèsLogis »;

3° la suppression des mots « en vertu des normes du programme AccèsLogis ».

19. Ce règlement est modifié par l'insertion, avant l'article 17, des sections, titres et articles suivants :

« **SECTION VI.1**
SUBVENTION POUR L'ADAPTABLITÉ DU LOGEMENT (SUAL)

16.2. Lorsqu'un projet comporte des mesures d'adaptabilité qui impliquent des coûts de réalisation supérieurs aux coûts maximums admissibles prévus à l'article 8 de l'annexe A du présent règlement, la Ville octroie une subvention pour l'adaptabilité du logement conformément à l'annexe 19A du Guide d'élaboration et de réalisation des projets AccèsLogis.

Cette subvention peut atteindre un montant maximum de 8 000 $ par unité résidentielle.

16.3. Afin d'obtenir cette subvention, le requérant doit soumettre le formulaire « P3f : Critères d'admissibilité obligatoires pour les logements subventionnés à l'aide de la subvention pour l'adaptabilité du logement » joint en annexe D au présent règlement. Le formulaire doit être déposé avant l'émission de l'engagement conditionnel prévu à l'article 7.2 du présent règlement.

SECTION VI.2
SUBVENTION ADDITIONNELLE ».

20. L'article 17 de ce règlement est modifié par :

1° le remplacement du numéro « 16 » par le numéro « 14 »;

2° par le remplacement des mots « programme Accès Logis ou au programme Logement abordable » par les mots « Programme d'aide à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif »;

3° l'abrogation des paragraphes 1°, 2° et 3;

4° le remplacement, au paragraphe 4°, des mots « à valeurs négatives en raison de » par les mots « présentant des »;

5° par l'ajout au paragraphe 6°, après le mot « projets », des mots « de 6 étages et moins »;

6° par l'abrogation du paragraphe 8°;

7° par l'ajout, au paragraphe 10°, après les mots « d'une voie ferrée », des mots « tel que requis par la réglementation d'urbanisme applicable »;

8° par le remplacement, au paragraphe 11°, des mots « programme Accès Logis ou du programme Logement abordable» par les mots « Programme d'aide à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif ».

21. L'article 17.2 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « de la contribution totale cumulée de la Société d'habitation du Québec accordée en vertu du programme AccèsLogis ou du programme Logement abordable et de la subvention prévue aux articles 16 et 16 .1 » par les mots « de la subvention telle que calculée selon l'article 14 et de la subvention prévue à l'article 16.1 ».

22. Ce règlement est modifié par l'insertion, avant l'article 17.4, de la section et du titre suivants :

« SECTION VI.3
SUBVENTION EXCEPTIONNELLE »

23. L'article 17.4 est modifié par le remplacement au paragraphe 1° du premier alinéa du mot « et » par le mot « ou ».

24. L'article 17.5 est modifié par le remplacement des mots « de la contribution totale cumulée de la Société d'habitation du Québec, accordée en vertu du programme AccèsLogis ou du programme Logement abordable, de la contribution prévue aux articles 16 et 16.1 et de la contribution » par les mots « de la subvention telle que calculée à l'article 14, de la subvention prévue à l'article 16.1 et de la subvention ».

25. L'article 18 de ce règlement est abrogé.

26. L'article 19 de ce règlement est modifié par:

1° le remplacement, au premier alinéa, des mots « pour le programme AccèsLogis et 70 % du loyer médian pour le programme Logement abordable, la subvention de la Ville » par les mots « du Programme d'aide à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif, la subvention de la Ville prévue à l'article 14 du présent règlement »;

2° au deuxième alinéa, des mots « la Société d'habitation du Québec ou ».

27. L'article 20 de ce règlement est abrogé.

28. L'article 22 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « l'affiche fournie par la Ville ou par la Société d'habitation du Québec » par les mots « un panneau de chantier fourni par le requérant indiquant le nom et le logo de la Ville de Montréal ainsi que le montant de la subvention reçue dans le cadre du Programme d'aide à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif. Ce panneau doit être conforme aux normes déterminées par le comité exécutif en vertu du paragraphe 12° de l'article 23. ».

29. Ce règlement est modifié par l'ajout, après l'article 22, de l'article suivant :

« **22.1.** Chaque demande d'aide financière (DAF) de projet doit comprendre une contribution financière pour le fonds de prévoyance de la Ville servant à financer les projets réalisés dans le cadre du Programme d'aide à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif qui sont en difficulté durant la phase d'exploitation. La valeur de la contribution équivaut à 2,7 % du « Coût de réalisation » d'un projet tel qu'indiqué à la demande d'aide financière.

Le calcul du montant de la contribution s'effectue dans le formulaire « Demande d'aide financière » (DAF) au moment de la demande de subvention et le montant final est réajusté et versé au moment de la date d'ajustement des intérêts (DAI) prévue à l'article 11.1. La valeur de cette contribution fait partie du montant du prêt à terme à déboursements progressifs consenti à l'organisme pour la réalisation de son projet. ».

30. L'article 23 de ce règlement est modifié :

1° par la suppression, au paragraphe 1°, des mots « et du programme Logement abordable »;

2° par la suppression, au paragraphe 4°, des mots « pour chacun des programmes »;

3° par l'ajout des paragraphes suivants :

« 8° modifier les montants prévus aux articles 7.5 à 7.7;

9° modifier les montants ou ajouter des typologies ou des catégories de projets à la grille intitulée *Coûts maximums admissibles (CMA) aux fins de subvention - 2017,* prévue à l'article 8 de l'annexe A du présent règlement, aux fins de l'application de la section 7.3 du chapitre 7 du Guide d'élaboration et de réalisation des projets AccèsLogis Québec;

10° modifier le montant des loyers médians du marché prévus à l'article 23 de l'annexe A du présent règlement, aux fins de l'application de l'annexe 4 du Guide d'élaboration et de réalisation des projets AccèsLogis Québec;

11° modifier le nombre minimal d'unités requis pour les projets de type volet I et volet II, prévu à l'article 24 de l'annexe A du présent règlement, aux fins de l'application de la section 1.2.3 de l'annexe 5 du Guide d'élaboration et de réalisation des projets AccèsLogis Québec;

12° spécifier les normes que doit respecter le panneau de chantier exigé en vertu de l'article 22;

13° approuver la convention d'exploitation entre la Ville et le requérant qui doit être signée par le directeur aux fins de l'application du présent règlement;

14° modifier le Formulaire P1A intitulé « Demande de subvention » joint en annexe B au présent règlement;

15° modifier la liste des documents requis pour l'obtention d'un engagement conditionnel, d'un engagement définitif et aux fins du versement de la subvention de base, jointe en annexe C au présent règlement;

16° modifier le formulaire P3f intitulé « Critères d'admissibilité obligatoires pour les logements subventionnés à l'aide de la subvention pour l'adaptabilité du logement joint en annexe D au présent règlement. »;

17° déterminer l'étape devant être atteinte par le projet et la date à laquelle cette étape doit être atteinte afin d'être assujetti aux dispositions introduites par le Règlement 02-102- (*insérer ici le numéro du règlement modificateur*).

31. Le comité exécutif détermine, par ordonnance, la date d'entrée en vigueur du présent règlement.

32. Sauf si autrement déterminé par ordonnance du comité exécutif, le présent règlement s'applique uniquement aux projets qui ont obtenu l'approbation préliminaire en vertu de l'article 7 après son entrée en vigueur.

ANNEXE A
MODIFICATIONS APPORTÉES AU GUIDE D'ÉLABORATION ET DE RÉALISATION DES PROJETS ACCÈSLOGIS QUÉBEC AUX FINS DE L'APPLICATION DU PROGRAMME D'AIDE À LA RÉALISATION DE LOGEMENTS COOPÉRATIFS ET À BUT NON LUCRATIF PAR LA VILLE DE MONTRÉAL

ANNEXE B
FORMULAIRE P1A INTITULÉ « DEMANDE DE SUBVENTION »

ANNEXE C
DOCUMENTS REQUIS POUR L'OBTENTION D'UN ENGAGEMENT CONDITIONNEL, D'UN ENGAGEMENT DÉFINITIF ET AUX FINS DU VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE BASE

ANNEXE D

FORMULAIRE P3F CRITÈRES D'ADMISSIBILITÉ OBLIGATOIRES POUR LES LOGEMENTS SUBVENTIONNÉS À L'AIDE DE LA SUBVENTION POUR L'ADAPTABILITÉ DU LOGEMENT

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville est publié dans *Le Devoir* le XXXXXX.

GDD : 1170634001

XX-XXX/12

ANNEXE A
MODIFICATIONS APPORTÉES AU GUIDE D'ÉLABORATION ET DE RÉALISATION DES PROJETS AUX FINS DE L'APPLICATION DU PROGRAMME D'AIDE À LA RÉALISATION DE LOGEMENTS COOPÉRATIFS ET À BUT NON LUCRATIF PAR LA VILLE DE MONTRÉAL

Aux fins de l'application du Programme d'aide à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif par la Ville de Montréal, le Guide d'élaboration et de réalisation des projets du Programme AccèsLogis de la Société d'habitation du Québec s'applique avec les adaptations nécessaires, notamment les suivantes :

1. Partout où ils se trouvent :

1° les mots « loyer médian du marché » ou « loyer médian reconnu par la SHQ » doivent être remplacés par les mots « loyer médian reconnu par la Ville »;

2° l'acronyme « OH » doit être remplacé par « OMHM »;

3° les mots ACL réfèrent au Programme AccèsLogis tel que modifié par la présente annexe;

4° la mention « formulaire P3f » réfère au formulaire joint en annexe D au présent règlement;

5° les notions de « financement intérimaire » et de « prêt à remboursement conditionnel » (11.1) doivent être remplacées par celle de « prêt à terme à décaissement progressif garanti par une hypothèque »;

6° les mots « Exigences techniques pour les immeubles à logements et à condominiums» doivent être remplacés par les mots «Exigences techniques Novoclimat - Grand bâtiment multilogement»

7° les mots «Exigences techniques Volets Maison et Petit bâtiment multilogement » doivent être remplacés par les mots « Exigences techniques Novoclimat 2.0 - Petit bâtiment multilogement»;

8° les mots «Bureau de l'efficacité et de l'innovation énergétiques» doivent être remplacés par «Transition Énergétique Québec».

2. Les références au « prêt de démarrage » ne s'appliquent pas aux fins de l'application du présent règlement.

3. Aux fins de l'application du chapitre 8 et de l'annexe 6, le contrat qui doit être conclu à la suite du processus d'appel d'offres pour les travaux de construction peut également être le contrat CCDC-14-2013 – Design et construction.

4. Le cinquième alinéa du chapitre 2 est modifié, à la page 1, par le remplacement, à la deuxième puce, du mot « SHQ » par le mot « Ville ».

5. La section 5.1.4 du chapitre 5 est modifiée, à la page 5, par le remplacement du contenu de la rubrique « Coût d'acquisition reconnu – immeuble financé par un fonds d'acquisition » par le suivant :

« Pour les prêts consentis par un fonds d'acquisition servant à financer l'achat d'un immeuble pour la réalisation d'un projet avant l'étape de l'engagement définitif, l'organisme doit obtenir l'autorisation écrite de la Ville.

L'OMHM doit obtenir l'autorisation de la Direction générale de l'habitation sociale de la SHQ avant de contracter un emprunt auprès du FAQ ou du FAM. ».

6. La section 7.1 intitulée « Subvention à la réalisation » du chapitre 7 est remplacée, à la page 2, par la suivante :

« **7.1. Subvention de base**

La subvention de base correspond à l'aide financière octroyée par la Ville à l'organisme admissible pour lui permettre de procéder à l'acquisition d'un immeuble et d'exécuter des travaux qui concernent sa partie résidentielle.

La mixité des différents volets est admissible pourvu qu'il y ait compatibilité entre les clientèles visées dans le même projet. Le pourcentage de la subvention applicable sera calculé selon la typologie de chacune des unités et selon les volets.

Bien que le Programme d'aide à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif n'impose pas de plafond au coût total de réalisation d'un projet, des coûts maximums admissibles (CMA) reconnus par la Ville, sont fixés aux fins du calcul de la subvention.

Pour les volets I et II, le pourcentage de la subvention de base est égal à 50 % des coûts de réalisation jusqu'à concurrence des coûts maximums admissibles (CMA) reconnus par la Ville de Montréal.

Pour le volet III, les logements permanents et de transition bénéficient d'une subvention équivalant à 50 % des coûts de réalisation, alors que les chambres qui servent de logement d'urgence bénéficient d'une subvention équivalant à 66 % des coûts de réalisation jusqu'à concurrence des coûts maximums admissibles (CMA) reconnus par la Ville de Montréal. De plus, pour les unités du volet III admissibles au Programme d'amélioration des maisons d'hébergement (PAMH) de la SCHL, soit des unités destinées à des femmes, à des hommes ou à des jeunes victimes de violence familiale, la subvention peut être égale à 100 % des coûts maximums admissibles (CMA) reconnus par la Ville de Montréal (voir section 7.3). ».

7. La section 7.2 intitulée « Subventions additionnelles » du chapitre 7 ne s'applique pas aux fins du présent règlement.

8. La grille intitulée « Coût maximal de réalisation admissible aux fins de subvention, par unité résidentielle » de la section 7.3, à la page 6, du chapitre 7 est remplacée par la suivante :

Coûts maximums admissibles (CMA) aux fins de subventions - 2017

Catégorie : Volet 1 - 7 étages et plus	
Typologie	
studio	**102 221 $**
1cc	**130 495 $**
2cc	**165 294 $**
3cc	**206 618 $**
4cc	**234 892 $**
5cc	**265 341 $**

Catégorie : Volet 1 - 6 étages et moins	
Typologie	
studio	**90 427 $**
1cc	**115 438 $**
2cc	**146 222 $**
3cc	**182 777 $**
4cc	**207 789 $**
5cc	**234 724 $**

Catégorie : Volets 2 et 3	
Typologie	
chambre	**126 145 $**
studio	**132 101 $**
1cc	**154 185 $**
2cc	**180 043 $**
3cc	**198 531 $**
4cc	**218 384 $**

9. La section 7.8 intitulée « Garanties de prêts accordées par la SHQ » du chapitre 7 est remplacée, à la page 13, par la suivante :

« **7.8. Garanties de prêts accordées par la Ville**

Tous les prêts consentis par un prêteur agréé en vertu du programme sont entièrement garantis par la Ville s'ils ont été préalablement autorisés par celle-ci, soit :

- la marge de crédit visant à couvrir les dépenses liées à l'acquisition d'un terrain ou à un dépôt sur une offre d'achat d'un immeuble (voir section 9.10) ou, en l'absence d'une telle acquisition, la marge de crédit octroyée à la date d'ajustement des intérêts (DAI) pour couvrir certains comptes à recevoir;
- le prêt à terme à déboursements progressifs garanti par une hypothèque (voir section 9.12.2). ».

10. La section 7.10 intitulée « Contribution du milieu » du chapitre 7 est remplacée par la suivante :

« **7.10. Contribution financière de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM)**

Pour être admissible à la subvention de base du Programme d'aide à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif, un projet doit bénéficier d'une contribution de la CMM.

La contribution financière de la CMM est égale à 15 % des coûts de réalisation jusqu'à concurrence des coûts maximums admissibles (CMA) reconnus par la Ville (section 7.3). Cette contribution s'ajoute à la subvention de base prévue à la section 7.1.

Malgré le premier alinéa, la contribution financière de la CMM n'est pas exigée pour les projets admissibles au programme d'amélioration des maisons d'hébergement (PAMH). Toutefois, si les coûts de réalisation de ces projets excèdent les coûts maximums admissibles à des fins de subvention, une contribution financière de la CMM peut être octroyée en autant que le montant de la subvention n'excède pas le montant requis pour assurer que le projet ne nécessitera aucune hypothèque.

11. La sous-section 7.10.1 « Parts privilégiées » du chapitre 7 est remplacée par la suivante :

« **7.10.1. Contribution du milieu**

En plus de la subvention de base et de la contribution financière de la CMM, le projet peut bénéficier d'une contribution autre que celle prévue au programme provenant d'une source publique ou privée.

Cette contribution peut prendre une forme autre qu'une subvention monétaire. Il peut s'agir d'un don de terrain, d'un don de bâtiment, d'un crédit de taxe, d'un prêt sans intérêt, lequel ne doit pas provenir des futurs locataires. Dans le cas d'un prêt

sans intérêt, seuls les intérêts épargnés pourront alors être considérés comme une contribution du milieu. ».

12. La section 8.1 intitulée « Coûts admissibles à des fins de subvention » du chapitre 8 est modifiée, à la page 1, par le remplacement aux deuxième, troisième et cinquième alinéas, du mot « SHQ » par le mot « Ville ».

13. La section 8.2 intitulée « Coûts non admissibles à des fins de subvention » du chapitre 8 est modifiée à la page 2 par l'insertion, à la troisième puce du premier alinéa, des mots « dans les projets volets I et II, » avant les mots « l'acquisition de mobilier ».

14. Les sections suivantes du chapitre 9 ne s'appliquent pas aux fins du présent règlement :

- la section 9.7 intitulée « Admissibilité du dossier et attribution des unités de logement »;
- la section 9.8 intitulée « Dépenses admissibles avant l'engagement conditionnel »;
- la section 9.9 intitulée « Engagement conditionnel. ».

15. La section 9.10 intitulée « Prêt de démarrage » du chapitre 9, est remplacée par la suivante :

« **9.10 Dépenses liées à l'acquisition d'un terrain ou à un dépôt sur une offre d'achat d'un immeuble**

Lorsqu'un projet implique, à l'étape de l'engagement conditionnel, l'acquisition d'un terrain ou un dépôt sur une offre d'achat d'un immeuble, la Ville peut, après analyse des documents énumérés à l'article 7.6 du présent règlement, garantir un prêt sous forme de marge de crédit pour couvrir :

- les coûts d'acquisition du terrain n'excédant pas la valeur marchande reconnue et les frais afférents;
- les frais de dépôt requis pour l'offre d'achat, qui ne peuvent dépasser 25 % du coût d'acquisition de l'immeuble. ».

16. La section 9.12 intitulée « Engagement définitif et prêt global, (financement intermédiaire) » du chapitre 9, est remplacée par la suivante :

« **9.12 Engagement définitif et prêt à terme à déboursements progressifs**

9.12.1. Engagement définitif

Lorsque l'organisme répond aux exigences du présent règlement relatives à l'engagement définitif, celui-ci reçoit une lettre du directeur de la Direction de l'habitation de la Ville lui indiquant le montant de la subvention à laquelle il a droit. Lorsque le projet implique l'acquisition d'un immeuble, l'engagement définitif de la

Ville ne peut être obtenu par l'organisme à moins que celui-ci ait obtenu un prêt garanti par la Ville en vertu des dispositions prévues à l'article 9.10.

9.12.2. Prêt à terme à déboursements progressifs

L'engagement définitif de la Ville de Montréal de verser à l'organisme la subvention de base lui permet également d'obtenir un prêt à terme avec une période de déboursements progressifs auprès du prêteur agréé afin de lui permettre de financer le coût des travaux. Le contrat de prêt à terme conclu entre l'organisme et le prêteur agréé doit être conforme aux conditions convenues dans la convention cadre entre la Ville et le prêteur agréé dont notamment, les taux d'intérêt applicables, tant pendant la période de déboursement, alors que les travaux sont en cours de réalisation, qu'à l'échéance de la période de déboursement, alors que les travaux sont complétés.

À l'échéance de la période de déboursements progressifs, le solde dû est établi en prenant le total des déboursements versés à l'organisme durant la période de déboursements progressifs moins la subvention de base et la contribution de la CMM et toutes les contributions du milieu. Le solde dû sera remboursable par l'organisme selon un prêt à terme de cinq (5) ans calculé sur la base d'un amortissement de trente-cinq (35) ans. Le jour de la fixation du terme, un échéancier de remboursement sera transmise à l'organisme et à la Ville, confirmant les modalités de paiement des intérêts.

Les débours en cours de réalisation des travaux seront effectués à même le prêt à terme accordé par le prêteur. Ces débours devront toutefois avoir été préalablement autorisés par la Ville sur présentation de pièces justificatives.

Le prêt à terme est garanti par une hypothèque de premier rang portant sur l'immeuble et par un cautionnement émis par la Ville. Toutefois, le prêt hypothécaire pourra être de second rang si un projet vise la création d'unités neuves adjacentes ou situées dans un espace non résidentiel et que ces dernières offrent une plus-value suffisante pour payer à la fois le premier rang et le deuxième rang. ».

17. La section 9.13 intitulée « Date d'ajustement des intérêts (DAI) », du chapitre 9 est remplacée par la suivante :

« **9.13 Date d'ajustement des intérêts (DAI)**

À la fin des travaux, la période de déboursements progressifs prend fin et le prêteur procède à la fixation du terme du prêt.

La consolidation de l'ensemble des dépenses effectuées en cours de réalisation du projet a toujours lieu le premier jour d'un mois. Les intérêts courus pendant la période de déboursements progressifs sont alors calculés jusqu'à ce jour, date d'ajustement des intérêts (DAI). Les documents doivent être reçus par la Ville au plus tard le 10 de ce mois.

La date prévue de la DAI est inscrite dans la case prévue à cet effet sur la DAF et doit être précisée au moment de l'engagement définitif.

Le débours produit au moment de la DAI ne doit couvrir que deux éléments, soit : les intérêts accumulés et la contribution du milieu. L'organisme doit donc prévoir effectuer un débours pour couvrir les dépenses finales de réalisation au cours du mois précédent celui de la DAI. ».

18. Les sections 9.14 et 9.15 du chapitre 9 sont modifiées par le remplacement des mots « SHQ » et « Société » par le mot « Ville ».

19. Le chapitre 11 est modifié par:

1° le remplacement, dans les sections 11.1, 11.2, 11.3, 11.4, et 11.5 des mots « Société » et « SHQ » par le mot « Ville »;

2° la suppression du deuxième alinéa de la section 11.2;

3° la suppression des sections 11.6. et 11.7;

4° le remplacement, à la deuxième ligne de la section 11.8, du mot « SHQ » par le mot «Ville ».

20. La rubrique « Frais professionnels divers – poste budgétaire 1250 » de la sous-section 2.1 de l'annexe 2 est modifiée à la page 25, en ajoutant la puce suivante à la fin des « Remarques » :

- « L'**acquisition**, pour les projets de type volet II, de vaisselle, d'ustensiles, d'accessoires de cuisine et de tout autre équipement utilisé à l'exploitation d'une cuisine. ».

21. La rubrique « Autres immobilisations – poste budgétaire 1290 » de la sous-section 2.1 de l'annexe 2 est modifiée, à la page 29, par la suppression, sous le titre « Remarques », des alinéas suivants :

« Dans le Guide d'élaboration et de réalisation des projets, les coûts de réalisation jugés non admissibles à des fins de subvention sont indiqués, tels que l'acquisition de vaisselle, d'ustensiles, d'accessoires de cuisine et de literie.

Afin de permettre de défrayer le coût des ces articles, l'organisme peut se prévaloir d'une marge de crédit auprès d'une institution financière. Ceci lui permettra de minimiser ses dépenses en capital et intérêt par rapport à ce qu'il en coûterait si l'organisme avait à payer ces dépenses à même son emprunt hypothécaire sur une période de 25 ans. ».

22. La sous-section 2.1 intitulée « Coûts d'exploitation » de l'annexe 2.1 est modifiée, à la page 3, par le remplacement:

1° à la rubrique « Ascenseur » de la page 9, du montant « 3 000 $ » par le montant « 5 000 $ »;

2° à la rubrique « Conciergerie » de la page 9, de la formule « 250 $ / logement / an » par la formule « 325 $ / logement / an »;

3° à la rubrique « Entretien » de la page 10, du contenu de l'encadré par la phrase suivante :

« Budgéter en respectant la formule suivante : 25 $ / logement ou chambre / mois »;

4° à la rubrique « Administration » de la page 11, remplacer les mots « Coop : 4 % des revenus » par les mots « COOP : Maximum de : 5 % des revenus ou le nombre de logements X 80 $ ».

23. La section 1 intitulée « Les loyers médians du marché de 2016 » de l'annexe 4 est modifiée par le remplacement:

1° au premier alinéa, du mot « SHQ » par le mot « Ville »;

2° au deuxième alinéa, à la page 2, des mots « en cours de réalisation et n'ayant pas franchi l'étape de l'engagement définitif au 17 août 2016 » par les mots « approuvés après l'entrée en vigueur de la présente annexe »;

3° au troisième alinéa, des mots « SHQ ou la municipalité mandataire pourraient » par les mots « Ville pourrait »;

4° du tableau aux pages 3 et 4 intitulé « Loyers médians du marché (avec services) pour les projets en cours de réalisation » par le suivant :

LOYERS MÉDIANS DU MARCHÉ (AVEC SERVICES)

Montréal 2017

RMR de Montréal							
Volet	**Chambre**	**Studio**	**1 c.c.**	**2 c.c.**	**3 c.c.**	**4 c.c.**	**5 c.c.**
1	385 $	590 $	786 $	901 $	1 023 $	1 319 $	1 427 $
2	443 $	679 $	904 $	1 036 $	1 176 $	1 517 $	1 641 $
3	481 $	738 $	983 $	1 126 $	1 279 $	1 649 $	1 784 $

24. La sous-section 1.2.3 intitulée « Typologie et superficie des logements » de l'annexe 5 est modifiée, à la page 4, par l'ajout des articles suivants :

« **8**) Tous les projets de construction neuve du volet I doivent comporter un minimum de 30 unités, à l'exception des projets suivants :

a) projets de reconstruction à la suite d'un sinistre,
b) projet sur un terrain appartenant à la Ville, sauf s'il s'agit d'un terrain acquis par la Ville dans le cadre d'une entente conclue en vertu de la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels.

Tous les projets de type volet II doivent comporter un minimum de 80 unités.

9) Dans le cadre d'un projet du volet I, si un ascenseur est requis, l'immeuble doit comporter un minimum de 50 logements afin de permettre à l'organisme de défrayer les coûts d'entretien et de réfection à long terme. Cet ascenseur est dédié au volet I et l'organisme communautaire ou coopératif en est propriétaire;

10) Le projet ne peut pas être situé sur un ou plusieurs étages d'un bâtiment dont les autres étages sont la propriété d'un ou de plusieurs tiers autres que ceux énumérés à l'article 12, à l'exception d'un projet situé au-dessus d'un espace de stationnement ou d'un maximum de trois étages commerciaux.

11) Les logements réalisés dans le cadre du projet doivent être réunis sur un même étage ou sur plusieurs étages adjacents.

12) Lorsque le projet s'intègre dans un bâtiment ou sur un terrain détenu en copropriété divise, le requérant doit posséder la majorité des voix à l'assemblée des copropriétaires, sauf lorsque les seuls copropriétaires sont le requérant, la Ville de Montréal, l'Office municipal d'habitation de Montréal, une coopérative d'habitation ou un organisme à but non lucratif.

13) Le terrain sur lequel est construit le projet ne peut faire l'objet d'une servitude publique pour permettre l'usage public d'un passage privé. ».

25. La sous-section 1.2.5 intitulée « Accessibilité et adaptabilité » de l'annexe 5 est modifiée :

1° à la septième ligne intitulée « Volets I et III » du tableau, dans la colonne « Pourcentage minimal de logements adaptables (par bâtiment) », par le remplacement du chiffre « 100 % » par le chiffre « 30 % »;

2° par le remplacement du paragraphe 8° par le suivant :

« Pour améliorer l'adaptabilité des logements et pour éviter des travaux ultérieurs, la Ville offre une subvention qui s'ajoute à la subvention de base accordée dans le cadre du Programme d'aide à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif. Il

s'agit de la Subvention pour l'adaptabilité du logement (SUAL), plus amplement décrite à l'annexe 19A intitulée *Guide explicatif pour l'obtention de la subvention adaptabilité du logement (SUAL)*.»;

3° par le remplacement du paragraphe 9° par le suivant :

« Il est obligatoire de satisfaire à l'ensemble des exigences relatives aux logements adaptables prévues au formulaire P3f joint en annexe D au présent règlement. ».

26. La sous-section 1.3.1. intitulée « Certification Novoclimat » de l'annexe 5 est remplacée par la suivante :

« **1)** Tous les projets de construction neuve réalisés en vertu du programme AccèsLogis doivent obligatoirement être homologués Novoclimat ou Novoclimat 2.0., selon le programme applicable au projet.

Les projets admissibles au programme Novoclimat 2.0 - Petit bâtiment multilogement sont les bâtiments multilogements d'au plus 600 m² d'aire de bâtiment et d'au plus 3 étages.

Les projets admissibles au programme Novoclimat - Grand bâtiment multilogement sont les grands bâtiments multilogement de plus de 600 m² d'aire de bâtiment ou d'au moins 4 étages.

Dans le cas où un projet ne serait pas admissible à l'homologation Novoclimat ou Novoclimat 2.0, il devra quand même être conçu et réalisé en retenant le maximum des exigences techniques du programme applicable, mais sans viser l'obtention de l'homologation.

2) En collaboration avec l'organisme, les professionnels concepteurs doivent effectuer les démarches d'inscription du projet auprès de Transition Énergétique Québec (TEQ). ».

27. L'article 3.2.3.2) intitulé « Rangement extérieur pour l'organisme » de l'annexe 5 est modifié, à la page 19, par :

1° le remplacement du paragraphe a) par le suivant :

« *a)* Si un rangement extérieur ou intérieur est installé pour entreposer le mobilier et les équipements de jeux extérieurs, prévoir un aménagement qui relie cet espace au trottoir. »;

2° la suppression du paragraphe b)

28. Le paragraphe f) de l'article 3.2.10.7) intitulé « Corridors et escaliers » de l'annexe 5 est remplacé, à la page 26, par le suivant :

« *f)* Si la configuration des escaliers et de l'immeuble le permet, prévoir de grandes fenêtres ouvrantes aux extrémités de chaque corridor afin de laisser entrer la lumière naturelle, d'avoir une vue sur l'extérieur, de rendre possible une ventilation naturelle et prévoir au moins une fenêtre dans toutes les cages d'escalier. ».

29. L'article 3.2.10.11) intitulé « Salle communautaire » de l'annexe 5 est modifié, à la page 29, par :

1° le remplacement dans le paragraphe a), du chiffre « 20 » par le chiffre « 30 » et du mot « SHQ » par le mot « Ville »;

2° le remplacement du paragraphe c) par le suivant :

« *c)* Projets de volet III : déterminer avec l'organisme, en fonction du type de clientèle visée et des activités qui y sont envisagées, la superficie et le type de salle communautaire requis. »;

3° le remplacement du paragraphe d) par le suivant :

« *d)* Dans les projets de volet II, la salle communautaire doit obligatoirement être pourvue d'un éclairage naturel et artificiel adéquat et flexible. »;

4° le remplacement du paragraphe e) par le suivant :

« *e)* Dans les projets pourvus de logements adaptables, créer un lien facile et direct entre la salle communautaire et les espaces communautaires extérieurs. »;

5° l'ajout, au paragraphe f), des mots « et accessible aux personnes se déplaçant en fauteuil roulant depuis le corridor commun ou le hall d'entrée du bâtiment » après le mot « commun ».

30. L'article 3.2.10.14) intitulé « Salle à manger » de l'annexe 5 est modifié, à la page 30, par le remplacement du paragraphe b) par le suivant :

« b) Projets de volet II : Prévoir un espace pour la salle à manger (cet espace pourrait être en contact direct avec la salle communautaire ou constituer un prolongement de celle-ci dont il serait séparé par une cloison amovible). Prévoir une superficie de 1,2 m² par personne à servir lors d'un même service de dîner, avec une superficie minimale de 15 m². Prévoir un éclairage naturel et artificiel adéquat et flexible. ».

31. La sous-section 3.2.11 de l'annexe 5, à la page 34, est modifiée par :

1° le remplacement, à l'article 1) intitulé « Local d'entretien », du paragraphe a) par le suivant :

« a) Dans tous les bâtiments avec corridor commun, prévoir un local d'entretien de 4 m², avec cuvette, près de l'entrée principale ou au sous-sol s'il y en a un. Dans les petits bâtiments de 12 logements ou moins, ce local peut être combiné avec le local technique, pourvu que ce soit conforme à la réglementation applicable. Prévoir un local d'entretien d'environ 2 m² à chaque autre étage, situé près d'une cage d'escalier ou à proximité du hall d'ascenseur lorsqu'il y en a un. »;

2° le remplacement de l'article 2 intitulé « Local pour l'entreposage de l'équipement » par le suivant :

« **2) Local pour l'entreposage de l'équipement**

Ce local est requis lorsque l'entretien des aménagements extérieurs (tonte du gazon, émondage des plantations, déneigement des allées piétonnes et véhiculaires, etc.) n'est pas donné par contrat à l'externe. Prévoir un local d'environ 20 m² à l'usage de l'organisme, avec drain de plancher, dans les bâtiments de 20 logements et plus. Aménager ce local de façon à pouvoir y accéder sans rencontrer d'obstacles, directement de l'extérieur. Évaluer la pertinence de prévoir un local d'entreposage dans les bâtiments de moins de 20 logements. Ce local d'entreposage peut être jumelé avec l'espace de rangement extérieur si ce dernier existe. ».

32. La sous-section 3.2.14 de l'annexe 5, à la page 36, ne s'applique pas aux fins du présent règlement.

33. L'article 1) de la sous-section 3.2.24 intitulée « Vestiaire du logement » de l'annexe 5, à la page 41, est remplacé par le suivant :

« **1)** Dans tous les logements, prévoir une garde-robe dans le hall d'entrée, d'une profondeur nette de 610 mm et d'une longueur utile d'au moins 915 mm pour les logements de 2 chambres à coucher et moins, d'au moins 1 165 mm pour les logements de 3 chambres à coucher et d'au moins 1 220 mm pour les logements de plus de 3 chambres à coucher, avec portes coulissantes ou pliantes. ».

34. L'article 1) de la sous-section 3.2.30 intitulée « Rangements destinés aux locataires » de l'annexe 5 à la page 47, est remplacé par le suivant :

« **1**) Prévoir une aire de 4 m² de rangement comprenant 2,5 m² de tablettes pour chaque logement ou studio. Le chauffe-eau du logement et le ventilateur récupérateur de chaleur (VRC), le cas échéant, peuvent être placés dans ce rangement sans générer l'exigence d'une superficie additionnelle à celle prévue au présent article. Cette aire de rangement peut être distribuée en tout ou en partie à l'intérieur des logements pour du rangement domestique (planche à repasser, aspirateur, décorations de Noël, machine à coudre, poussette, lit pliant, etc.) et en partie à l'extérieur du logement pour du rangement à caractère saisonnier (bicyclettes, piscine pour enfant, jouets d'extérieur, pneus d'hiver, équipement de camping, etc.). ».

35. L'article 2) de la sous-section 3.2.31 intitulée « Espace laveuse-sécheuse du logement » de l'annexe 5, à la page 47, est remplacé par le suivant :

« **2)** Prévoir l'espace pour la laveuse et la sécheuse dans la salle de bain ou dans un placard ouvrant sur le couloir de circulation du logement. ».

36. La section intitulée « Les illustrations fonctionnelles » de l'annexe 5, aux pages 51 à 58 inclusivement, ne s'appliquent pas aux fins du présent règlement.

37. L'article 1.3 de la section 1 intitulée « Paramètre pour l'obtention de la subvention pour l'adaptabilité du logement (SUAL) » de l'annexe 19A est modifié par le remplacement, à la première puce, du numéro « 1.2 » par le numéro « 1.1 ».

38. Les annexes suivantes du Guide ne s'appliquent pas aux fins du présent règlement :

1° annexe16 intitulée « Convention d'exploitation entre l'organisme et la SHQ »;

2° annexe 19B intitulée « Guide explicatif pour l'obtention de la Subvention Adaptation de Domicile (SAD) »;

3° annexe 21 intitulée « Document explicatif pour les prêteurs agréés ».

GDD : 1170634001

Montréal

Annexe B

Demande de subvention

Formulaire P1A

Programme d'aide à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif

ATTESTATION DES RÉPONDANTS AUTORISÉS DE L'ORGANISME

NOUS ATTESTONS QUE LES INFORMATIONS FOURNIES DANS LA « DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE » JOINTE AU DOSSIER DE PRÉSENTATION SONT VÉRIDIQUES ET AU MEILLEUR DE NOTRE CONNANSSANCE. NOUS NOUS ENGAGEONS À RESPECTER LES CONDITIONS DU PROGRAMME D'AIDE À LA RÉALISATION DE LOGEMENTS COOPÉRATIFS ET À BUT NON LUCRATIF, INCLUANT AU « GUIDE D'ÉLABORATION ET DE RÉALISATION DES PROJETS » TEL QUE MODIFIÉ PAR L'ANNEXE A DU PRÉSENT RÉGLEMENT, DONT NOUS AVONS PRIS CONNAISSANCE.

Nom du projet :

Signataires

Nom du signataire :

Titre :

Signature : **Date :**

Nom du signataire :

Titre :

Signature : **Date :**

Coordonnées de l'organisme

Nom de l'organisme :

Nom du répondant :

Adresse :

Téléphone : **Courriel du répondant :**

Coordonnées du GRT

Nom du GRT :

Nom du répondant (Chargé(e) de projet) :

Adresse :

Téléphone : **Courriel du répondant :**

Coordonnées de l'architecte

Nom de la firme :

Nom du répondant :

Adresse :

Téléphone : **Courriel du répondant :**

16.08.2017

Montréal

Annexe B : Formulaire P1a
Demande de subvention dans le cadre du Programme d'aide à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif

Nom du projet :

Adresse :

Arrondissement :

1. Projet

Type de projet :
- ☐ Construction neuve
- ☐ Rénovation
- ☐ Recyclage

Statut du requérant
- ☐ OBNL
- ☐ Coop
- ☐ OMHM

Inscrire le nombre d'unités du projet pour chaque volet

Volet	Nbre d'unités	Clientèle *
I		
II		
III		
Total		

Obligatoire pour le Volet II et III
Précisions sur la clientèle et ses besoins et présentation des services qui seront offerts

2. Présentation succincte du projet (localisation et description du site ou de l'immeuble, historique de l'utilisation du sol, description du secteur, enjeux liés au voisinage et à l'environnement)

3. Présentation de l'organisme (compétences des membres du conseil d'administration, mission, expérience de gestion immobilière, liens avec la communauté)

4. Échéancier préliminaire des étapes d'approbation du projet

Informations recueillies par : Responsable de l'organisme **Date :**

Extrait du procès-verbal d'une réunion

☐ **Du conseil d'administration**

☐ **Du conseil d'administration provisoire**

De :

Tenue le :

Il est résolu ce qui suit :

1. De soumettre à la Ville de Montréal une demande de subvention au Programme d'aide à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif pour le projet d'habitation décrit dans le présent formulaire. Nous confirmons l'exactitude des informations fournies.

   Si la Ville de Montréal retient notre projet, nous nous engageons à nous conformer aux conditions et démarches requises en vertu du Règlement 02-102 pour l'obtention des subventions.

2. D'autoriser le premier et le deuxième signataires indiqués ci-dessous à signer, au nom de notre organisme, tout document concernant cette demande.

Extrait certifié conforme

Secrétaire de l'organisme :

Date :

Signature des personnes autorisées			
Nom :	*Inscrire le nom du premier signataire*		
Titre :			
Signature :		**Date :**	
Nom :	*Inscrire le nom du deuxième signataire*		
Titre :			
Signature :		**Date :**	

16.08.2017

Montréal

ANNEXE C - DOCUMENTS REQUIS POUR L'OBTENTION D'UN ENGAGEMENT CONDITIONNEL, D'UN ENGAGEMENT DÉFINITIF ET AUX FINS DU VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE BASE

Partie I
Documents requis pour l'obtention de l'engagement conditionnel (EC)

1	**Pour tous les projets :**	
1.1	Demande d'aide financière (DAF) complétée par le GRT, étape engagement conditionnel (EC)	
1.2	Résolution du conseil d'administration de l'organisme s'engageant à respecter les critères du supplément au loyer de la SHQ	
1.3	Certificat de localisation avant travaux ou relevé d'arpentage du ou des lots visés par le projet	
1.4	Formulaire P3f (Annexe D du Règlement 02-102) si une subvention à l'adaptabilité du logement est demandée	
1.5	Rapport d'évaluation environnementale du site phase 1 et, si requise, une caractérisation environnementale phase 2	
1.6	Contrat avec un architecte et la résolution du conseil d'administration mandatant l'architecte	
2.	**Pour tous les projets sauf les projets de type clés en main :**	
2.1	Esquisses du projet préparées par l'architecte	
2.2	Estimation du coût des travaux par l'architecte	
2.3	Rapport d'évaluation de la valeur marchande de la propriété si le coût d'acquisition est supérieur à la valeur foncière	
2.4	Confirmation d'inscription de Revenu Québec pour le remboursement des taxes TPS et TVQ	
3.	**Pour les projets de type clés en main :**	
3.1	Plans et devis préliminaires du bâtiment	
4.	**Pour les projets visant seulement des travaux de construction neuve :**	
4.1	Rapport d'étude géotechnique du ou des lots visés par le projet	
5.	**Pour les projets visant seulement des travaux de rénovations majeures ou de transformation/recyclage :**	
5.1	Rapport d'experts évaluant l'état de la structure et de l'enveloppe du bâtiment existant	
5.2	Étude de caractérisation du bâtiment existant pour déterminer la présence de matériaux contaminés (amiante, plomb, moisissures, etc.)	
5.3	Relevé du bâtiment existant	
5.4	Liste et estimation des coûts de travaux réalisées par l'architecte	
6.	**Pour les projets visant des travaux de rénovations majeures seulement :**	
6.1	Accord de plus de 50 % des ménages occupant l'immeuble à la réalisation du projet	
7.	**Pour les projets de type volet 2 et volet 3 :**	
7.1	Confirmation écrite, d'un intervenant en autorité, de l'appui à la réalisation du projet, par le Réseau de la santé et des services sociaux (RSSS)	
8.	**Pour les coopératives d'habitation :**	
8.1	Résolution du conseil d'administration s'engageant à respecter le critère d'occupation des logements par des membres dans une proportion d'au moins 75 %	

03.08.2017

Montréal

ANNEXE C - DOCUMENTS REQUIS POUR L'OBTENTION D'UN ENGAGEMENT CONDITIONNEL, D'UN ENGAGEMENT DÉFINITIF ET AUX FINS DU VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE BASE

Partie II

Documents requis pour l'obtention de l'engagement définitif (ED)

1.	**Pour tous les projets :**	
1.1	Demande d'aide financière (DAF) complétée par le GRT, étape ED	
1.2	Confirmation écrite des donateurs quant à la disponibilité des contributions du milieu autres que celle de la CMM	
1.3	Confirmation de l'arrondissement que le projet est conforme à la réglementation d'urbanisme en vigueur	
1.4	Confirmation de l'inscription officielle du projet au programme Novoclimat émis par l'administrateur du programme et grille d'analyse finale, si requis	
1.5	Soumissions/offres de services de tous les professionnels impliqués dans le projet	
2.	**Pour les projets de type volet 2 et volet 3 :**	
2.1	Description du soutien communautaire à offrir aux locataires comprenant les ressources humaines qui y seront rattachées, les activités prévues, les coûts rattachés et confirmation du financement requis pour soutenir les services offerts	
3.	**Pour les projets de type volet 2 :**	
3.1	Liste du mobilier et des équipements prévus pour meubler la salle communautaire et la cuisine commerciale	
4.	**Pour tous les projets sauf pour les projets de type clés en main :**	
4.1	Rapport sur les titres de propriété du ou des lots visés par le projet	
4.2	Acte de vente si l'acquisition a été complétée avant le ED ou projet d'acte de vente	
4.3	Plans et devis définitifs pour appel d'offres en vue de la construction	
4.4	Addenda à l'appel d'offres en vue de la construction	
4.5	Procès-verbal de l'ouverture des soumissions	
4.6	Soumission conforme la plus basse	
4.7	Tableau des soumissions ventilées	
4.8	Recommandation de l'architecte sur la sélection de l'entrepreneur général	
4.9	Licence valide d'entrepreneur général retenu avec les catégories requises pour le projet	
4.10	Cautionnement de soumission tel que prévu à l'annexe 6 du Guide d'élaboration et de réalisation de projets AccèsLogis Québec	
4.11	Lettre d'intention des assurances du cautionnement d'exécution, de la main-d'œuvre et des matériaux	
4.12	Lettre d'intention des assurances chantier et responsabilité civile	
4.13	Projet de contrat de construction complété, non signé	
5.	**Pour les projet de type clés en main seulement :**	
5.1	Convention d'acquisition signée entre le promoteur et le requérant	
5.2	Plans et devis descriptifs d'exécution pour la construction du bâtiment	
5.3	Projet de déclaration de copropriété, le cas échéant	
6.	**Pour les projets visant des travaux de rénovation majeurs seulement :**	
6.1	Entente de relocalisation des locataires	

03.08.2017

Montréal

ANNEXE C - DOCUMENTS REQUIS POUR L'OBTENTION D'UN ENGAGEMENT CONDITIONNEL, D'UN ENGAGEMENT DÉFINITIF ET AUX FINS DU VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE BASE

Partie III

Documents requis aux fins du versement de la subvention de base (étape de la DAI)

1.	**Pour tous les projets :**	
1.1	Demande d'aide financière (DAF) complétée par le GRT, étape de la date d'ajustement des intérêts (DAI)	
1.2	Lettre de l'institution financière confirmant le capital emprunté et les intérêts cumulés à la date de la DAI	
1.3	Certification de localisation de fin des travaux	
1.4	Profil des locataires : adresses, date d'occupation des logements et admissibilité au supplément de loyer	
1.5	Statut de municipalité (OBNL reconnu par la Commission municipale) : dépôt du document attestant de ce statut, si requis	
1.6	Liste des équipements d'entretien à acquérir pour le projet	
1.7	Confirmation des autres contributions du milieu autres que celle de la CMM	
1.8	Soumission ou confirmation d'assurances du bâtiment	
1.9	Contrats d'entretien des équipements mécaniques tels ascenseurs, ventilation, gicleurs, etc.	
2.	**Pour tous les projets sauf les projets de type clés en main :**	
2.1	Certificat d'achèvement substantiel des travaux	
2.2	Attestation de prise de possession de tous les bâtiments	
2.3	Contrat de construction signé par les parties	
2.4	Liste des imprévus sur les travaux confirmés par l'architecte et les ingénieurs	
2.5	Liste des travaux reportés confirmée par l'architecte et les ingénieurs	
3.	**Pour les projets de type clés en main :**	
3.1	Certificat de fin de travaux	
3.2	Copie de la preuve de conformité aux normes du système d'alarme d'incendie	
3.3	Rapport sur les titres de propriété du ou des lots visés par le projet	
3.4	Copie du titre d'acquisition (acte de vente) de l'organisme et actes de servitudes, si applicable	

03.08.2017

Annexe D : Formulaire P3f

Critères d'admissiblité obligatoires pour les logements subventionnés à l'aide de la Subvention pour l'adaptabilité du logement (SUAL)

03.08.2017

	Exigences SUAL		Allocation par logement (avant taxes)
Hall d'entrée du logement	1.1	Prévoir une prise de courant adjacente à la porte d'entrée du logement, à l'intérieur, du côté des pentures, à 2 000 mm du plancher pour l'installation éventuelle d'un ouvre-porte électrique. Prévoir également un fond de clouage en haut de la porte d'entrée du logement ainsi que le câblage électrique nécessaire. **À noter que l'ouvre-porte électrique du logement n'est pas admissible à la SUAL.**	**115 $**
Cuisine du logement	2.1	Un interrupteur pour le ventilateur et la lampe de la hotte doit être prévu et installé à l'avant du comptoir.	**130 $**
	2.2	Un garde-manger offrant une largeur libre intérieure de 760 mm et de 600 mm de profondeur doit être planifié pour recevoir un four encastré à porte pivotante sur un axe vertical. Pour ce faire, prévoir une tablette coulissante dont le dessous est à 680 mm du plancher fini et l'emplacement pour le four, immédiatement au-dessus. Un câblage pouvant être relié à une boîte de jonction doit être prévu à l'intérieur du garde-manger advenant l'installation d'une prise électrique pour le four. Il est à noter que le four encastré n'est pas admissible à la SUAL.	**960 $**
	2.3	Dans le cas des projets du Groupe B, Division 2 - Résidence supervisée tels que définis dans le Code de construction du Québec 2005, l'exigence définie dans la section 2.2 ne s'applique pas. Seule la typologie « chambre » est autorisée pour les bénéficiaires. La préparation de repas est interdite dans ces chambres.	**0 $**
Salle de bain du logement	3.1	Prévoir un dégagement de 305 mm de largeur sur toute la longueur de la baignoire, pour une éventuelle conversion de la baignoire en douche sans seuil. Aucune superficie supplémentaire n'est à prévoir. **Voir Figure 1 de la présente annexe.**	**0 $**
Autres exigences dans le logement	4.1	Les portes intérieures du logement doivent offrir une ouverture libre d'au moins 810 mm lorsque la porte est ouverte à 90°.	**40 $**

Section à remplir par l'architecte

A	**Coût associé aux critères d'admissibilité obligatoires pour les logements subventionnés par la SUAL**			
			A : Sous-total par logement, toutes typologies confondues (avant taxes)	**1 245 $**
Superficies supplémentaires /logement	5.1	Des superficies supplémentaires à celles reconnues à l'annexe 5 du Guide d'élaboration et de réalisation AccèsLogis peuvent être reconnues par la Ville si l'architecte fait la démonstration visuelle (plan à l'appui) qu'elles sont nécessaires pour satisfaire les exigences SUAL.		

B	**Coût associé aux superficies supplémentaires reconnues pour l'octroi de la SUAL**		
Typologie	**Superficies supplémentaires maximales reconnues par typologie**	**Estimation du coût des travaux de l'immeuble**	**Sous-total par unité** (avant taxes) **Superficies X coût / m²**
Chambre	1 m2	_____m² x _____ $/m²	= _____ $
Studio	2 m²	_____m² x _____ $/m²	= _____ $
1 ch.	2 m²	_____m² x _____ $/m²	= _____ $
2 ch.	3 m²	_____m² x _____ $/m²	= _____ $
3 ch.	3 m²	_____m² x _____ $/m²	= _____ $
4 ch.	3 m²	_____m² x _____ $/m²	= _____ $
5 ch.	3 m²	_____m² x _____ $/m²	= _____ $
			B : Sous-total par typologie à adapter (avant taxes)

C	**Coût total des adaptations exigées au formulaire P3fVille par typologie**		
Typologie	**A**	**B**	**C**
Chambre	285 $	+ _____ $	= _____ $
Studio	1 245 $	+ _____ $	= _____ $
1 cc	1 245 $	+ _____ $	= _____ $
2 cc.	1 245 $	+ _____ $	= _____ $
3 ch.	1 245 $	+ _____ $	= _____ $
4 ch.	1 245 $	+ _____ $	= _____ $
5 ch.	1 882 $	+ _____ $	= _____ $
			C: Total par typologie à adapter (avant taxes)

Annexe D : Formulaire P3f

Critères d'admissiblité obligatoires pour les logements subventionnés à l'aide de la Subvention pour l'adaptabilité du logement (SUAL)

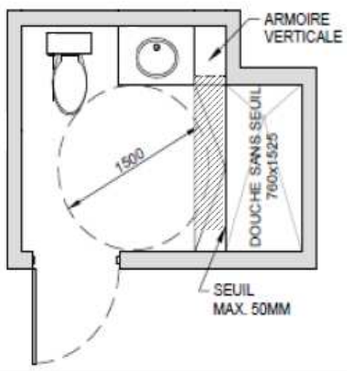
Clientèle ayant un handicap visuel ou auditif	
Dans la mesure où l'organisme destine des logements à une clientèle dont l'incapacité n'est pas liée à la mobilité physique, il est possible d'ajouter des adaptations supplémentaires en autant que la clientèle concernée ait un handicap visuel ou auditif. Voir article 1.9 dans l'annexe 19A du Guide d'élaboration et de réalisation des projets AccèsLogis Québec adapté par l'Annexe A du Règlement 02-102.	
Adaptations supplémentaires	**Coût/logement**
-	- $
-	- $
-	- $
-	- $
Total (avant taxes)	- $

Notes importantes
La SUAL s'applique à l'unité de logement dont l'entrée est accessible et sans obstacle depuis l'extérieur. Afin de se prévaloir de la SUAL, le logement visé doit répondre à l'ensemble des exigences du Guide de construction sur les logements adaptables, soit la section 1.2.5 de l'annexe 5 du Guide d'élaboration et de réalisation des projets AccèsLogis Québec adapté par l'annexe A du règlement 02-102. Lorsque le logement visé est situé au-dessus du 1er niveau, le bâtiment doit être desservi par un ascenseur et être conforme à la réglementation applicable pour assurer la sécurité des occupants. Une entente concernant l'évacuation devra être établie avec le service municipal responsable de la protection contre les incendies, et ce, dès la conception du projet.

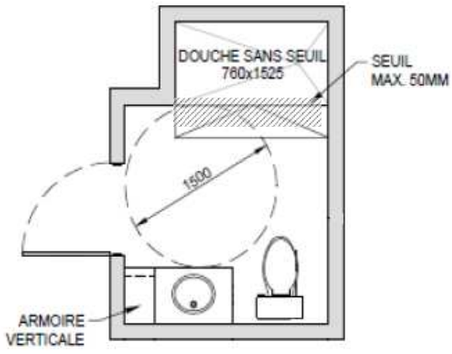
Architecte	
J'atteste avoir pris connaissance du présent formulaire. Je m'engage à intégrer aux plans et devis tous les critères qui s'y trouvent et à assurer la coordination avec les ingénieurs et l'entrepreneur.	
Firme	Nom du répondant
Signature	Date

Figure 1 - Zone de dégagement de 305 mm de largeur sur toute la longueur de la baignoire, pour une éventuelle conversion de la baignoire en douche sans seuil

Configuration no 1



Configuration no 2



VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
RCG XX-XXX

RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION SUR LA DÉLÉGATION DE POUVOIRS DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION AU COMITÉ EXÉCUTIF EN MATIÈRE DE LOGEMENT ABORDABLE

Vu l'article 16 du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005, tel que modifié);

Vu les articles 34 et 35 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Dans le cadre de l'application du Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (nouveau programme) (RCG 02-102), le conseil d'agglomération délègue au comité exécutif le pouvoir de cautionner tout prêt accordé à un organisme aux fins du Programme AccèsLogis.

2. Un pouvoir délégué en vertu du présent règlement peut être délégué à un fonctionnaire ou employé de la Ville en vertu de l'article 35 de la Charte de la Ville de Montréal.

_____

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXXXXX.

GDD : 1170634001

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1170634001

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation , Direction
Objet :	Dans le cadre de la mise en oeuvre du programme d'aide à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif, les actions suivantes sont requises : 1) adopter un règlement modifiant le Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (nouveau programme) (02-102); 2) adopter un règlement de délégation du conseil d'agglomération au comité exécutif du pouvoir de cautionner et 3) autoriser un budget de fonctionnement additionnel de 300 000 $ pour l'ajout de ressources internes à partir de 2018 et de 600 000 $ en services professionnels à partir du budget 2019 et 4) un budget de fonctionnement additionnel récurrent en dépenses et en revenus équivalent aux subventions de 2018 à 2021.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jacques BERNIER
Chef de division - Service des finances , Division du conseil et du soutien financier - point de service Développement
Tél : 514 872-3417

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-07-28

Jacques MARLEAU
Directeur et trésorier adjoint

Tél : (514) 872-3155
Division : Direction du financement, de la trésorerie
et du Bureau de la retraite

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.01

2017/09/28 17:00

(1)

Dossier # : 1172675001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 17 803 000 $ afin de financer les travaux de modernisation de l'usine Pierrefonds (RCG 16-038) de sorte à augmenter le montant de l'emprunt de 14 089 000 $ pour un total de 31 892 000 $

Il est recommandé :
d'adopter le Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 17 803 000 $ afin de financer les travaux de modernisation de l'usine Pierrefonds (RCG 16-038), de sorte à augmenter le montant de l'emprunt de 14 089 000 $ pour un total de 31 892 000 $, sujet à son approbation par le Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-06-30 14:05

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1172675001**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 17 803 000 $ afin de financer les travaux de modernisation de l'usine Pierrefonds (RCG 16-038) de sorte à augmenter le montant de l'emprunt de 14 089 000 $ pour un total de 31 892 000 $

CONTENU

CONTEXTE

L'usine Pierrefonds est l'une des six usines d'eau potable de l'agglomération de Montréal. Des travaux majeurs de réfection de l'usine Pierrefonds doivent être réalisés pour terminer la mise aux normes de l'usine. Dans le cadre du plan décennal d'immobilisations 2017-2026 de la Direction d'eau potable, des investissements de 31 892 000 $ sont planifiés pour la modernisation de l'usine Pierrefonds.
Au cours des dernières années, certains travaux faisant partie de ce vaste projet avaient fait l'objet d'appels d'offre sans que les travaux aient pu être menés à bien. Ces projets étaient financés par divers règlements d'emprunt.

Des plans et devis sont en élaboration pour la réalisation d'un seul lot de construction intégrant tous les travaux restants de modernisation de l'usine Pierrefonds. L'envergure du projet est restée similaire, à l'exception de quelques ajustements dûs à la désuétude de certains équipements.

Nous désirons maintenant consolider l'ensemble de l'opération et financer le projet dans un seul règlement d'emprunt. Ainsi, le présent dossier vise à modifier le règlement RCG 16-038, « Règlement autorisant un emprunt de 17 803 000 $ afin de financer les travaux de modernisation de l'usine Pierrefonds », de sorte à l'augmenter de 14 089 000 $ pour un total de 31 892 000 $.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0652 - 29 novembre 2016 - Adopter le Programme triennal d'immobilisations 2017-2019 de la Ville de Montréal (volet agglomération).
CG16 0224 - 24 mars 2016 - Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 17 803 000 $ afin de financer les travaux de modernisation de l'usine Pierrefonds ».

CG14 0228 - 1er mai 2014 - Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un

emprunt de 150 000 000 $ afin de financer les travaux d'infrastructures d'eau potable et d'eaux usées admissibles au programme de transfert de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et contribution du gouvernement du Québec ».

CG10 0465 - 16 décembre 2010 - Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 100 000 000 $ afin de financer les travaux de mise aux normes des équipements de captage, de traitement et de distribution de l'eau potable et des équipements de collecte et de traitement des eaux usées, admissibles au programme de Transfert de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et de la contribution du Québec ».

CG09 0450 - 24 septembre 2009 - Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 100 000 000 $ pour le financement des travaux de mise à niveau et de mise aux normes des infrastructures et des équipements de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, de son réseau d'interception, de collection et de rétention des eaux usées, ainsi que des équipements des usines de production et du système de distribution de l'eau potable et de collection des eaux usées de l'Île de Montréal ».

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à adopter « le Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 17 803 000 $ afin de financer les travaux de modernisation de l'usine Pierrefonds (RCG 16-038) » de sorte à l'augmenter de 14 089 000 $ pour un total de 31 892 000 $.
Le montant demandé servira à octroyer le contrat relatif aux travaux prévus au programme triennal d'immobilisations 2017-2019 de l'agglomération de Montréal, qui sont:

- la fourniture et l'installation de nouveaux équipements de traitement (micro-sable, polymères, alun et chaux) de même que l'installation et la mise en route de 3 réacteurs UV;
- la réalisation de travaux de ventilation, plomberie et de contrôle dans les différents secteurs de l'usine;
- la réalisation de travaux d'électricité, de chauffage et d'éclairage dans les différents secteurs de l'usine;
- la réalisation de travaux de structure et d'architecture pour confiner le secteur des filtres et pour recevoir les nouveaux équipements de traitement (UV, ozone et produits chimiques);
- la fourniture et l'installation de dispositifs anti-refoulement;
- la réfection du réservoir 3;
- l'aménagement du site.

L'ensemble de ces travaux est de compétence d'agglomération puisqu'il concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la "Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations".

Certains de ces travaux pourraient bénéficier de subventions dont les taux varient selon les programmes.

JUSTIFICATION

L'autorisation du présent projet de règlement d'emprunt est nécessaire pour financer le projet de modernisation de l'usine Pierrefonds.
La Direction de l'eau potable doit réaliser ces travaux afin de respecter les exigences du Règlement sur la qualité de l'eau potable et d'assurer la fiabilité de ses équipements de production de l'eau. La désuétude ainsi que la difficulté à trouver des pièces de rechange augmentent les risques de défaillance.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette modification de règlement permettra de financer les projets prévus au programme triennal d'immobilisations 2017-2019.
Toutes les clauses liées aux subventions et à la taxation demeurent inchangées.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les projets financés par ce règlement d'emprunt contribueront à la pratique d'une gestion responsable des ressources. De plus, ils permettront à la Direction de l'eau potable d'améliorer la fiabilité et d'assurer la pérennité de ses infrastructures.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le Service de l'eau doit se conformer au Règlement sur la qualité de l'eau potable (RQEP) et au Guide de conception des installations de production d'eau potable du Ministère du Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC).
Si la modification du règlement d'emprunt actuel n'est pas adoptée, il ne sera pas possible de réaliser les travaux planifiés et ainsi se conformer au exigences du RQEP.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ce dossier ne comporte aucun enjeu de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion: Août 2017
Adoption : Septembre 2017
Approbation par le ministre des Affaires Municipales et Occupation du Territoire

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Fanny LALONDE-GOSSELIN)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane GAUDETTE TURYN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sophie VOYER, Service des communications

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Josée M GIRARD
Chef de division - Projets majeurs

Tél : 514 872-4631
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-05-17

Marie-Josée M GIRARD
Chef de division - Projets majeurs

Tél : 514 872-4631
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marie-Josée M GIRARD
C/d Projets majeurs
en remplacement du directeur
Tél : 514 872-4631
Approuvé le : 2017-06-19

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice

Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2017-06-30

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1172675001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Direction , -
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 17 803 000 $ afin de financer les travaux de modernisation de l'usine Pierrefonds (RCG 16-038) de sorte à augmenter le montant de l'emprunt de 14 089 000 $ pour un total de 31 892 000 $

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AGT - 1172675001 - Règl modifiant Règl RCG 16-038 Usine Pierrefonds-VF.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-06-09

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 17 803 000 $ AFIN DE FINANCER LES TRAVAUX DE MODERNISATION DE L'USINE PIERREFONDS (RCG 16-038)

Vu l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Le titre du Règlement autorisant un emprunt de 17 803 000 $ afin de financer les travaux de modernisation de l'usine Pierrefonds (RCG 16-038) est modifié par le remplacement de « 17 803 000 $ » par « 31 892 000 $ ».

2. L'article 2 de ce règlement est modifié par le remplacement de « 17 803 000 $ » par « 31 892 000 $ ».

_____

GDD1172675001

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1172675001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Direction , -
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 17 803 000 $ afin de financer les travaux de modernisation de l'usine Pierrefonds (RCG 16-038) de sorte à augmenter le montant de l'emprunt de 14 089 000 $ pour un total de 31 892 000 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Règlement d'empruntGDD1172675001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Fanny LALONDE-GOSSELIN
Préposée au budget
Point de service Eau - Environnement
Tél : (514) 872-0893

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-06-14

Louise B LAMARCHE
C/E - Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-6538
Division : Point de service Eau - Environnement

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.02

2017/09/28 17:00

(1)

Dossier # : 1176307004

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	MCCQ 2016-2017 (Entente sur le développement culturel)
Objet :	Adoption - Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise RCG 06-019

Il est recommandé:

- d'adopter le Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise RCG 06-019.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2017-06-27 13:54

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1176307004**
Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	MCCQ 2016-2017 (Entente sur le développement culturel)
Objet :	Adoption - Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise RCG 06-019

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal entre la Ville et le ministère de la Culture et des Communications 2016-2017 (Entente MCC/Ville), l'axe 4.3- Projets numériques structurants prévoit la mise en place d'un programme d'aide aux salles de diffusion montréalaises (4.3.1). Dans ce cadre, une mesure spéciale non-récurrente pour les établissements de salles de spectacle privées nécessitant une mise à niveau des équipements numériques a été élaborée.
Ce programme entièrement financé par le Gouvernement du Québec dans le cadre de l'entente vise à octroyer de l'aide à des entreprises spécifiques, soit les établissements de salles de spectacle. L'aide financière octroyée dans le cadre de cet axe provient de budgets qui ne sont pas d'agglomération et qui sont spécifiquement identifiés pour des établissements situées sur le territoire de la Ville de Montréal.

Un sommaire décisionnel (1176307005) visant l'adoption du *Règlement sur la subvention relative à la mise à niveau numérique de salles de spectacle* sera présenté au conseil municipal du 21 août 2017.

Pour mettre en place un tel programme, il est indispensable d'adopter un règlement qui permette au Service de la culture d'octroyer aux établissements de salles de spectacle des subventions relatives aux travaux d'installation de l'un ou l'autre des équipements numériques admissibles, y compris leur acquisition ainsi que les services professionnels. Or, la définition de l'aide à l'entreprise prévue par le règlement RCG 06-019 ferait en sorte que l'aide financière qui sera versée dans la cadre de ce programme serait visée par cette définition d'aide à l'entreprise et relèverait donc du conseil d'agglomération

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM17 0795 du 12 juin 2017 -Adopter la Politique de développement culturel 2017-2022, «Conjuguer la créativité et l'expérience culturelle citoyenne à l'ère du numérique et de la diversité».
CG16 0618 du 24 novembre 2016 - Approuver l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2016-2017 entre le ministre de la Culture et des Communications et la Ville de

Montréal.
CE16 1167 du 6 juillet 2016 - Approuver la programmation de l'Entente sur le développement culturel de Montréal entre la Ville et le ministère de la Culture et des Communications pour la période 2016-2017.

DESCRIPTION

Le Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (Règlement RCG 06-019) définit une aide destinée spécifiquement à une entreprise comme toute aide accordée à une entreprise ou en raison du fait qu'un immeuble ou qu'une partie d'immeuble est utilisé ou destiné à être utilisé à des fins autres que résidentielles, en vertu des articles 82 et 83 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal ou en vertu des articles 90 à 92.1 de la Loi sur les compétences municipales.
Le présent dossier a pour but de modifier le Règlement RCG 06-019 afin que l'aide octroyée, dans le cadre du programme de subvention relative à la mise à niveau numérique des salles de spectacles qui sera mis en place par l'adoption du *R èglement sur la subvention relative à la mise à niveau numérique de salles de spectacle* (sommaire 1176307005 présenté au conseil municipal du 21 août 2017), ne soit pas visée par la définition d'aide à l'entreprise prévue par le Règlement RCG 06-019, et puisse ainsi être octroyée dans le cadre d'un programme relevant de la compétence du conseil municipal.

JUSTIFICATION

Le programme pour les salles de spectacles est financé par la contribution du Ministère de la culture et des communications dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2016-2017. Les contributions financières identifiées pour ce programme proviennent de budget dédié à la Ville de Montréal et non à l'agglomération. Considérant ces particularités et dans de telles circonstances, le programme d'aide aux salles de spectacles ne devrait pas relever de l'agglomération et la modification au règlement sur l'aide à l'entreprise est donc justifiée.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il n'y a aucun impact financier.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas adopter ce sommaire empêcherait l'adoption du Règlement sur la subvention relative à la mise à niveau numérique des salles de spectacle (Sommaire 1176307005, présenté au conseil municipal du 21 août 2017).

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion: 24 août 2017
Adoption: 25 septembre 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Ne s'applique pas.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Emmanuelle HÉBERT
conseiller(ere) en planification

Tél : 514-872-3731
Télécop. : 514-872-3409

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-06-22

Daniel BISSONNETTE
Directeur associé - cinéma festivals et événements

Tél : 514-872-2884
Télécop. : 514 872-3409

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Suzanne LAVERDIÈRE
Directrice
Tél : 514-872-4600

Approuvé le : 2017-06-27

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1176307004

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements , -
Objet :	Adoption - Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise RCG 06-019

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML - 1176307004 Règlement modif aide à l'entreprise 20170623.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-06-23

Annie GERBEAU
Avocate, chef de division
Tél : 514-872-0232
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION SUR LA DÉFINITION DE L'AIDE À L'ENTREPRISE (RCG 06-019)

Vu l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Le paragraphe 1° de l'article 2 du Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019) est modifié par l'ajout, après le sous-paragraphe c), du sous-paragraphe suivant :

« d) de toute aide financière accordée dans le cadre d'un programme relatif à des travaux de réaménagement d'établissements de salle de spectacles par l'installation d'équipements numériques, financé par le gouvernement du Québec en application de l'Entente sur le développement culturel de Montréal. »

_____

GDD1176307004

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.03

2017/09/28 17:00

(1)

Dossier # : 1177526018

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 19 800 000 $ afin de financer les travaux sur les collecteurs d'égouts.

Il est recommandé d'adopter le Règlement autorisant un emprunt de 19 800 000 $ afin de financer les travaux sur les collecteurs d'égouts.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-07-20 08:49

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1177526018**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 19 800 000 $ afin de financer les travaux sur les collecteurs d'égouts.

CONTENU

CONTEXTE

L'île de Montréal compte deux bassins versants (nord et sud) et 93 sous-bassins de drainage. Chaque sous-bassin est desservi par des réseaux d'égouts secondaires (locaux) et primaires. Le réseau primaire d'égouts est composé d'intercepteurs et de collecteurs qui interceptent et transportent les eaux usées de l'ensemble de l'île de Montréal vers la Station d'épuration des eaux usées Jean-R. Marcotte.

Le programme vise la réfection du réseau de 550 km de collecteurs. Ces conduites sont faites de divers matériaux selon les époques d'installation. Les matériaux qui constituent les collecteurs sont : béton armé (70 %), brique (24 %), autres matériaux (6 %). Bien que la majorité des conduites ait été installée il y a moins de 65 ans, certaines d'entre elles sont en place depuis plus de 100 ans. Plus précisément, l'âge des collecteurs se traduit comme suit : 300 km (0-65 ans), 31 km (65-79 ans), 75 km (80-120 ans), 144 km (plus de 120 ans). Ce programme vise donc à assurer la pérennité des collecteurs en corrigeant des problématiques tant structurales qu'hydrauliques.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0026 - 26 janvier 2017 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 4 300 000 $ afin de financer les travaux sur les collecteurs d'égouts

CG16 0162 - 25 février 2016 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 4 225 000 $ afin de financer les travaux sur les collecteurs d'égouts », sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire;

CG14 0383 - 21 août 2014 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 100 000 000$ afin de financer des travaux d'infrastructure , de mise aux normes, de reconstruction et de réhabilitation des systèmes de production et de distribution de l'eau potable et de collecte et d'épuration des eaux usées;

CG14 0228 - 1er mai 2014 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 150 000 000$ afin de financer les travaux d'infrastructures d'eau potable et d'eaux usées admissibles au programme de transfert de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et contribution du gouvernement du Québec (TECQ).

DESCRIPTION

À ce jour, certains projets ont déjà été priorisés et d'autres seront pris en charge ultérieurement notamment: le contrôle des odeurs du collecteur boul. LaSalle, l'égout pluvial Lac de retenue Anjou, la réhabilitation de la conduite rue William. Il est aussi prévu d'intervenir au niveau du collecteur St-Pierre et du collecteur St-Laurent qui montrent des signes importants de détérioration.

Ce règlement couvrira également les frais et honoraires professionnels pour la réalisation d'études, la conception d'ouvrages, la confection des plans et devis, la surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rattachant.

JUSTIFICATION

Les collecteurs véhiculent les eaux usées produites par l'ensemble de la population et en raison de leur diamètre et de leur rôle stratégique, toute dysfonction dans un segment du système peut avoir d'importantes répercussions sur la sécurité des citoyens (refoulements d'égouts, inondations) et sur l'environnement (surverses). Un programme d'auscultation débuté en 2012 (plus de 200 km du réseau de collecteurs inspectés à ce jour) permet une planification plus efficace des réhabilitations du réseau à réaliser.

La Direction de l'épuration des eaux usées (DEEU) favorise la réhabilitation sans tranchée, lorsque possible, plutôt que le remplacement des conduites pour diminuer les impacts socio-économiques, la production de gaz à effet de serre et l'impact sur les sites d'enfouissement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement permettra de financer différents travaux du programme "Collecteurs d'égouts" prévu au programme triennal d'immobilisations 2017-2019 de l'agglomération de Montréal.

L'ensemble de ces travaux est de compétence d'agglomération puisqu'il concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la "Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations".

Certains de ces travaux bénéficieront de subventions dont les taux varient selon les programmes.

Il est important de souligner que ce règlement comporte des modalités spécifiques de remboursement. En effet, le règlement prévoit que des quotes-parts seront perçues de chacune des municipalités liées afin de pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt qui sera contracté relativement aux dépenses admissibles au Programme de transfert de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et contribution du gouvernement du Québec (TECQ) ou au

volet grandes villes du Programme de subvention Fonds chantiers Canada-Québec (FCCQ). Les quotes-parts, établies sur la base des dépenses réelles, seront réparties entre les municipalités liées en proportion de leur potentiel fiscal respectif établi selon l'Arrêté de la ministre des Affaires municipales et des régions en date du 26 novembre 2008, (2008) 140 G.O. II, 5067A. Ces quotes-parts seront assujetties aux mêmes modalités de paiement que celles de la quote-part générale.

Par ailleurs, le règlement prévoit que toute municipalité liée pourra, si elle le désire, s'exempter en tout ou en partie du paiement de la quote-part pour le reste du terme de l'emprunt en payant en un seul versement sa part du capital ou une partie de celui-ci. L'offre de paiement comptant sera faite aux municipalités liées à la suite du dépôt du rapport financier annuel de la Ville de Montréal. Les subventions TECQ ou FCCQ-Grandes Villes ainsi que la réserve locale que la Ville de Montréal inscrit dans ces projets, tiennent lieu de paiement comptant pour celle-ci.

Pour les dépenses qui ne sont pas admissibles à ces programmes de subventions, le financement de l'emprunt proviendra des revenus généraux de l'agglomération de Montréal.

Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le programme financé par ce règlement d'emprunt contribuera à la pratique d'une gestion responsable des ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'adoption du présent règlement d'emprunt est requise afin de mettre à niveau les infrastructures vieillissantes liées aux collecteurs d'égouts pris en charge par la DEEU.

Sans ce règlement d'emprunt, la réalisation des travaux prévus serait compromise.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue relativement à l'adoption du règlement d'emprunt.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

1) Avis de motion : 24 août 2017;
2) Adoption : 28 septembre 2017;
3) Approbation du règlement d'emprunt par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Stéphanie SIMONEAU)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane GAUDETTE TURYN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Stéphanie VIDAL, Service des communications

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sally DAGHER
Ingénieure - Administratrice de contrats

Tél : 5142804418
Télécop. : 5142804387

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-07-07

Richard FONTAINE
Directeur(trice) du traitement des eaux usees

Tél : 514 280-3706
Télécop. : 514 280-4387

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Richard FONTAINE
Directeur(trice) du traitement des eaux usees
Tél : 514 280-3706
Approuvé le : 2017-07-17

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2017-07-18

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1177526018

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 19 800 000 $ afin de financer les travaux sur les collecteurs d'égouts.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AGT - 1177526018 - Collecteurs d'égouts TECQ-FCCQ - VF.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-07-14

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 19 800 000 $ AFIN DE FINANCER LES TRAVAUX SUR LES COLLECTEURS D'ÉGOUTS

Vu les articles 19, 26, 118.80 et 118.81 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations qui sont prévues au programme triennal d'immobilisations de l'agglomération de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Aux fins du présent règlement le terme « potentiel fiscal » signifie le potentiel fiscal tel qu'établi par l'Arrêté de la ministre des Affaires municipales et des Régions concernant les règles permettant d'établir le potentiel fiscal des municipalités liées de l'agglomération de Montréal aux fins de la répartition des dépenses d'agglomération (2008) 140 G.O.II, 5967A.

2. Un emprunt de 19 800 000 $ est autorisé afin de financer les travaux sur les collecteurs d'égouts de la Ville de Montréal.

3. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

4. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

5. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles d'un emprunt contracté en vertu du présent règlement, il sera perçu, chaque année, relativement aux dépenses qui sont admissibles au Programme de transfert de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et contribution du gouvernement du Québec (TECQ) ou au volet grandes villes du Programme de subvention Fonds chantiers Canada-Québec, durant le terme de l'emprunt, une quote-part, de chaque municipalité liée, suffisante pour assurer le remboursement de l'emprunt relatif à ces dépenses. La quote-part est répartie entre les municipalités liées en proportion de leur potentiel fiscal respectif tel qu'établi pour l'exercice financier au cours duquel est faite l'offre de paiement comptant visée à l'article 7.

Cette quote-part sera prélevée de la manière et aux dates fixées pour le prélèvement de la quote-part générale.

6. Toute municipalité liée de qui est exigée une quote-part, en vertu de l'article 5, peut :

1° être exemptée de cette quote-part en payant, en un versement, la part du capital qui, à l'échéance de l'emprunt, aurait été fournie par cette quote-part;

2° être exemptée d'une partie de cette quote-part en payant, en un versement, une partie de la part du capital qui, à l'échéance de l'emprunt aurait été fournie par cette quote-part; le pourcentage d'exemption étant égal au pourcentage de la part du capital payée.

La part payable est calculée sur la base du potentiel fiscal tel qu'établi pour l'exercice financier au cours duquel est faite l'offre de paiement comptant visée à l'article 7.

Le paiement fait avant le terme mentionné à l'article 7 exempte la municipalité liée de cette quote-part ou d'une partie de celle-ci pour le reste du terme de l'emprunt, selon la part du capital qu'elle a payée en vertu du 1er alinéa.

Le montant de l'emprunt est réduit d'une somme égale à celle payée en vertu du présent article.

7. La Ville de Montréal transmet aux municipalités liées, suite au dépôt du rapport financier, une offre de paiement comptant basée sur le montant des dépenses nettes à financer faites en vertu du présent règlement au cours de l'exercice financier visé par le rapport.

Le paiement de la part du capital prévu à l'article 6 doit se faire en un versement unique au plus tard le 90e jour qui suit la transmission de l'offre de paiement comptant aux municipalités liées.

8. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt contracté en vertu du présent règlement relativement aux dépenses qui ne sont pas admissibles à l'un ou l'autre des programmes mentionnés à l'article 5, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux provenant de l'agglomération de Montréal, conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

GDD1177526018

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1177526018

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 19 800 000 $ afin de financer les travaux sur les collecteurs d'égouts.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

reglement emprunt gdd1177526018.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Stéphanie SIMONEAU
Préposée au budget
Tél : (514) 280-4020

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-07-12

Claude BÉDARD
Chef de division
Tél : 514 280-4267
Division : Div. Conseil Et Soutien Financier - Point De Serv. Eau/Env.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.04

2017/09/28 17:00

(1)

Dossier # : 1177526019

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 17 688 000 $ pour le financement de travaux sur les intercepteurs de la ville de Montréal

Il est recommandé d'adopter le Règlement autorisant un emprunt de 17 688 000 $ pour le financement de travaux sur les intercepteurs de la ville de Montréal.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-07-20 08:48

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1177526019**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 17 688 000 $ pour le financement de travaux sur les intercepteurs de la ville de Montréal

CONTENU

CONTEXTE

L'île de Montréal compte deux bassins versants (nord et sud) et 93 sous-bassins de drainage. Chaque sous-bassin est desservi par des réseaux d'égouts secondaires (locaux) et primaires (d'agglomération). Le réseau primaire d'égouts est composé d'intercepteurs et de collecteurs qui interceptent et transportent les eaux usées de l'ensemble de l'île de Montréal vers la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte.

Directement reliés aux intercepteurs, 68 ouvrages de raccordement dont 36 avec des structures de régulation, servent à acheminer les eaux usées des égouts collecteurs via les intercepteurs jusqu'à la Station d'épuration. Ces ouvrages de raccordement sont constitués d'une structure de dérivation et d'une structure de chute à l'intercepteur. Ce réseau primaire intercepte et transporte les eaux usées de l'ensemble de l'île de Montréal en tout temps. Ce programme vise la réfection du réseau de 90 km d'intercepteurs.

Le réseau d'intercepteurs comprend trois sections:

- l'intercepteur nord, mesurant 41 km, capte les eaux qui autrefois étaient déversées dans la rivière des Prairies et le lac des Deux Montagnes;
- l'intercepteur sud-ouest, qui totalise 18 km, recueille les eaux usées des secteurs longeant le lac Saint-Louis et est raccordé à l'intercepteur nord;
- l'intercepteur sud, mesurant 30,5 km, reçoit les eaux usées du secteur sud-est, qui se déversaient autrefois directement dans le fleuve Saint-Laurent.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0027 - 26 janvier 2017 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 9 605 000 $ pour le financement de travaux sur les intercepteurs de la Ville de Montréal

CG16 0163 - 25 février 2016 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 6 247 000 $ pour le financement de travaux sur les intercepteurs de la Ville de Montréal, sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire;

CG14 0383 - 21 août 2014 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 100 000 000 $ afin de financer des travaux d'infrastructure, de mise aux normes, de reconstruction et de réhabilitation des systèmes de production et de distribution de l'eau potable et de collecte et d'épuration des eaux usées;

CG14 0228 - 1er mai 2014 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 150 000 000 $ afin de financer les travaux d'infrastructures d'eau potable et d'eaux usées admissibles au programme de transfert de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et contribution du gouvernement du Québec (TECQ);

CG10 0419 - 25 novembre 2010 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 200 000 000 $ afin de financer les travaux d'infrastructures d'eau potable et d'eaux usées admissibles au volet Grandes Villes du programme de subvention Fonds Chantiers Canada-Québec.

DESCRIPTION

Les principaux travaux prévus sont la mise à niveau des structures à Alepin, de stations de pompage, de la station d'épuration de l'île Notre-Dame, l'installation de vannes manuelles sur le réseau de d'intercepteurs, la construction de système d'extraction et de traitement des odeurs et la mise aux normes des systèmes des ouvrages de surverse des eaux usées.

JUSTIFICATION

Le réseau des intercepteurs (béton, acier) est exposé depuis 30 ans à des gaz très corrosifs et toxiques tel que le sulfure d'hydrogène (H2S). Certaines structures présentent des risques d'effondrement ou deviennent non fonctionnelles. Ce vieillissement nécessite des travaux et des mises à niveau puisque les équipements de contrôle, les modes de communication et les diverses pièces sont désuets.

L'entrée en vigueur le 11 janvier 2014 du Règlement provincial sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées (ROMAEU) a introduit de nouvelles normes à respecter en regard des systèmes de suivi des ouvrages de débordement lesquelles ont une incidence sur les travaux.

Le système CIDI (contrôle intégré des intercepteurs) permet de contrôler en temps réel les intercepteurs de la Station d'épuration des eaux usées avec l'objectif de minimiser la fréquence et le nombre de débordements en temps de pluie à la rivière des Prairies et au fleuve Saint-Laurent. Le CIDI devra être actualisé afin de tenir compte de la construction et de la mise en service de plusieurs nouveaux ouvrages de rétention pour le contrôle des débordements et la protection contre les inondations et les refoulements d'égouts.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement permettra de financer différents travaux du programme " Intercepteurs "

prévu au programme triennal d'immobilisations 2017-2019 de l'agglomération de Montréal.

L'ensemble de ces travaux est de compétence d'agglomération puisqu'il concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la "Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations".

Certains de ces travaux bénéficieront de subventions dont les taux varient selon les programmes.

Il est important de souligner que ce règlement comporte des modalités spécifiques de remboursement. En effet, le règlement prévoit que des quotes-parts seront perçues de chacune des municipalités liées afin de pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt qui sera contracté relativement aux dépenses admissibles au Programme de transfert de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et contribution du gouvernement du Québec (TECQ) ou au volet grandes villes du Programme de subvention Fonds chantiers Canada-Québec (FCCQ). Les quotes-parts, établies sur la base des dépenses réelles, seront réparties entre les municipalités liées en proportion de leur potentiel fiscal respectif établi selon l'Arrêté de la ministre des Affaires municipales et des régions en date du 26 novembre 2008, (2008) 140 G.O. II, 5067A. Ces quotes-parts seront assujetties aux mêmes modalités de paiement que celles de la quote-part générale.

Par ailleurs, le règlement prévoit que toute municipalité liée pourra, si elle le désire, s'exempter en tout ou en partie du paiement de la quote-part pour le reste du terme de l'emprunt en payant en un seul versement sa part du capital ou une partie de celui-ci. L'offre de paiement comptant sera faite aux municipalités liées à la suite du dépôt du rapport financier annuel de la Ville de Montréal. Les subventions TECQ ou FCCQ-Grandes Villes ainsi que la réserve locale que la Ville de Montréal inscrit dans ces projets, tiennent lieu de paiement comptant pour celle-ci.

Pour les dépenses qui ne sont pas admissibles à ces programmes de subventions, le financement de l'emprunt proviendra des revenus généraux de l'agglomération de Montréal.

Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le programme financé par ce règlement d'emprunt contribuera à la pratique d'une gestion responsable des ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'adoption du présent règlement d'emprunt est requise afin de mettre à niveau les infrastructures vieillissantes liées aux intercepteurs pris en charge par la DÉEU.

Sans ce règlement d'emprunt, la réalisation des travaux prévus serait compromise.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue relativement à l'adoption du règlement d'emprunt.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

1) Avis de motion : 24 août 2017;
2) Adoption : 28 septembre 2017;
3) Approbation du règlement d'emprunt par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Stéphanie SIMONEAU)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane GAUDETTE TURYN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Stéphanie VIDAL, Service des communications

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sally DAGHER
Ingénieure - Administratrice de contrats

Tél : 5142804418
Télécop. : 5142804387

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-07-10

Richard FONTAINE
Directeur(trice) du traitement des eaux usees

Tél : 514 280-3706
Télécop. : 514 280-4387

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Richard FONTAINE
Directeur(trice) du traitement des eaux usees

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice

Tél : 514 280-3706
Approuvé le : 2017-07-17

Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2017-07-18

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1177526019

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 17 688 000 $ pour le financement de travaux sur les intercepteurs de la ville de Montréal

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AGT - 1177526019 - Intercepteurs TECQ-FCCQ - VF.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-07-14

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 17 688 000 $ POUR LE FINANCEMENT DE TRAVAUX SUR LES INTERCEPTEURS DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Vu les articles 19, 26, 118.80 et 118.81 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de l'agglomération de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Aux fins du présent règlement le terme « potentiel fiscal » signifie le potentiel fiscal tel qu'établi par l'Arrêté de la ministre des Affaires municipales et des Régions concernant les règles permettant d'établir le potentiel fiscal des municipalités liées de l'agglomération de Montréal aux fins de la répartition des dépenses d'agglomération (2008) 140 G.O.II, 5967A.

2. Un emprunt de 17 688 000 $ est autorisé pour le financement de travaux sur les intercepteurs de la Ville de Montréal.

3. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

4. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

5. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles d'un emprunt contracté en vertu du présent règlement, il sera perçu, chaque année, relativement aux dépenses qui sont admissibles au Programme de transfert de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et contribution du gouvernement du Québec (TECQ) ou au volet grandes villes du Programme de subvention Fonds chantiers Canada-Québec, durant le terme de l'emprunt, une quote-part, de chaque municipalité liée, suffisante pour assurer le remboursement de l'emprunt relatif à ces dépenses. La quote-part est répartie entre les municipalités liées en proportion de leur potentiel fiscal respectif tel qu'établi pour l'exercice financier au cours duquel est faite l'offre de paiement comptant visée à l'article 7.

Cette quote-part sera prélevée de la manière et aux dates fixées pour le prélèvement de la quote-part générale.

6. Toute municipalité liée de qui est exigée une quote-part, en vertu de l'article 5, peut :

1° être exemptée de cette quote-part en payant, en un versement, la part du capital qui, à l'échéance de l'emprunt, aurait été fournie par cette quote-part;

2° être exemptée d'une partie de cette quote-part en payant, en un versement, une partie de la part du capital qui, à l'échéance de l'emprunt aurait été fournie par cette quote-part; le pourcentage d'exemption étant égal au pourcentage de la part du capital payée.

La part payable est calculée sur la base du potentiel fiscal tel qu'établi pour l'exercice financier au cours duquel est faite l'offre de paiement comptant visée à l'article 7.

Le paiement fait avant le terme mentionné à l'article 7 exempte la municipalité liée de cette quote-part ou d'une partie de celle-ci pour le reste du terme de l'emprunt, selon la part du capital qu'elle a payée en vertu du 1er alinéa.

Le montant de l'emprunt est réduit d'une somme égale à celle payée en vertu du présent article.

Le paiement fait avant le terme mentionné à l'article 7 exempte la municipalité liée de cette quote-part ou d'une partie de celle-ci pour le reste du terme de l'emprunt, selon la part du capital qu'elle a payée en vertu du 1er alinéa.

Le montant de l'emprunt est réduit d'une somme égale à celle payée en vertu du présent article.

7. La Ville de Montréal transmet aux municipalités liées, suite au dépôt du rapport financier, une offre de paiement comptant basée sur le montant des dépenses nettes à financer faites en vertu du présent règlement au cours de l'exercice financier visé par le rapport.

Le paiement de la part du capital prévu à l'article 6 doit se faire en un versement unique au plus tard le 90e jour qui suit la transmission de l'offre de paiement comptant aux municipalités liées.

8. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt contracté en vertu du présent règlement relativement aux dépenses qui ne sont pas admissibles à l'un ou l'autre des programmes mentionnés à l'article 5, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux provenant de l'agglomération de Montréal, conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1177526019

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 17 688 000 $ pour le financement de travaux sur les intercepteurs de la ville de Montréal

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

reglement emprunt gdd1177526019.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Stéphanie SIMONEAU
Préposée au budget
Tél : (514) 280-4020

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-07-14

Claude BÉDARD
Chef de division
Tél : 514 280-4267
Division : Div. Conseil Et Soutien Financier - Point De Serv. Eau/Env.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.05

2017/09/28 17:00

(1)

Dossier # : 1177526020

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 25 260 000 $ pour le financement de travaux et l'acquisition d'équipements à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte.

Il est recommandé d'adopter le Règlement autorisant un emprunt de 25 260 000 $ pour le financement de travaux et l'acquisition d'équipements à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-07-20 08:48

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1177526020**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 25 260 000 $ pour le financement de travaux et l'acquisition d'équipements à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte.

CONTENU

CONTEXTE

La Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte (Station) comporte plusieurs bâtiments et équipements qui ont été construits il y a plus de 30 ans. Les équipements sont de nature mécanique, hydraulique et électrique. Les infrastructures de la station d'épuration des eaux usées sont constituées de la station de pompage, de la centrale d'énergie, des dégrilleurs, des dessableurs, des décanteurs, du bâtiment de traitement des boues et écumes, des filtres presses, des incinérateurs et des unités de séchage et de traitement des écumes et ont une valeur de remplacement de l'ordre de 1,5 G $.

La Station traite la totalité des eaux usées provenant de l'ensemble de l'île de Montréal. Le débit d'eaux traitées est de l'ordre de 30 mètres cubes d'eaux usées par seconde ou 2,5 millions de mètres cubes par jour. Elle doit également rencontrer les objectifs environnementaux de rejets établis par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) et du ministère du Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC). Ces objectifs visent à récupérer une grande partie des matières en suspension et du phosphore contenus dans les eaux usées arrivant à la Station.

Afin d'assurer la pérennité des installations, près d'une centaine de projets sont réalisés chaque année visant différents secteurs tels que: infrastructures, équipements de procédé et systèmes de contrôle. La disponibilité et la fiabilité des équipements sont des enjeux majeurs pour la Station.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0028 - 26 janvier 2017 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 11 920 000 $ pour le financement de travaux et l'acquisition d'équipements à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte

CG16 0164 - 25 février 2016 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 10 464 000 $ pour le financement de travaux et l'acquisition d'équipements à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte », sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

CG14 0383 - 21 août 2014 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 100 000 000 $ afin de financer des travaux d'infrastructure, de mise aux normes, de reconstruction et de réhabilitation des systèmes de production et de distribution de l'eau potable et de collecte et d'épuration des eaux usées.

CG14 0228 - 1er mai 2014 Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 150 000 000 $ afin de financer les travaux d'infrastructures d'eau potable et d'eaux usées admissibles au programme de transfert de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et contribution du gouvernement du Québec (TECQ).

DESCRIPTION

Les principaux travaux qui seront effectués à la Station sont entre autres:

- la mise à niveau des moteurs de la station de pompage;
- l'aménagement d'une salle de commande;
- la mise à niveau des dégrilleurs et convoyeurs à tige;
- le remplacement des machines à absorption;
- la mise à niveau des infrastructures électriques (disjoncteurs, démarreurs, sous-station électrique);
- le remplacement des plaques, diaphragmes et toiles des filtres-presses;
- le remplacement de couvercles de trémies des filtres-presses;
- le remplacement de 25 démarreurs 4.16kV de la station de pompage;
- le remplacement des disjoncteurs des génératrices;
- l'aménagement sécuritaire du laboratoire;
- le système d'analyse de vibrations des groupes motopompes à la station de pompage;
- la réfection de toitures de bâtiments.

JUSTIFICATION

La Station est en fonction 365 jours par année, 24 heures sur 24 depuis 30 ans. Certains équipements ont atteint la fin de leur vie utile et beaucoup de pièces de remplacement n'existent plus sur le marché. La désuétude des équipements nécessite des travaux majeurs afin d'assurer la continuité des opérations et de maintenir les coûts d'opération les plus bas possibles.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement permettra de financer différents travaux du programme "Station d'épuration des eaux usées" prévu au programme triennal d'immobilisations 2017-2019 de l'agglomération de Montréal.

L'ensemble de ces travaux est de compétence d'agglomération puisqu'il concerne

l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la "Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations".

Certains de ces travaux bénéficieront de subventions dont les taux varient selon les programmes.

Il est important de souligner que ce règlement comporte des modalités spécifiques de remboursement. En effet, le règlement prévoit que des quotes-parts seront perçues de chacune des municipalités liées afin de pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt qui sera contracté relativement aux dépenses admissibles au Programme de transfert de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et contribution du gouvernement du Québec (TECQ) ou au volet grandes villes du Programme de subvention Fonds chantiers Canada-Québec (FCCQ). Les quotes-parts, établies sur la base des dépenses réelles, seront réparties entre les municipalités liées en proportion de leur potentiel fiscal respectif établi selon l'Arrêté de la ministre des Affaires municipales et des régions en date du 26 novembre 2008, (2008) 140 G.O. II, 5067A. Ces quotes-parts seront assujetties aux mêmes modalités de paiement que celles de la quote-part générale.

Par ailleurs, le règlement prévoit que toute municipalité liée pourra, si elle le désire, s'exempter en tout ou en partie du paiement de la quote-part pour le reste du terme de l'emprunt en payant en un seul versement sa part du capital ou une partie de celui-ci. L'offre de paiement comptant sera faite aux municipalités liées à la suite du dépôt du rapport financier annuel de la Ville de Montréal. Les subventions TECQ ou FCCQ-Grandes Villes ainsi que la réserve locale que la Ville de Montréal inscrit dans ces projets, tiennent lieu de paiement comptant pour celle-ci.

Pour les dépenses qui ne sont pas admissibles à ces programmes de subventions, le financement de l'emprunt proviendra des revenus généraux de l'agglomération de Montréal.

Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le programme financé par ce règlement d'emprunt contribuera à la pratique d'une gestion responsable des ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'adoption du présent règlement d'emprunt est requise afin de mettre à niveau les infrastructures vieillissantes liées à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte.

Sans ce règlement d'emprunt, la réalisation des travaux prévus serait compromise.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue relativement à l'adoption du règlement d'emprunt.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

1) Avis de motion : 24 août 2017;

2) Adoption : 28 septembre 2017;
3) Approbation du règlement d'emprunt par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Stéphanie SIMONEAU)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane GAUDETTE TURYN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Stéphanie VIDAL, Service des communications

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sally DAGHER
Ingénieure - Administratrice de contrats

Tél : 5142804418
Télécop. : 5142804387

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-07-10

Richard FONTAINE
Directeur(trice) du traitement des eaux usees

Tél : 514 280-3706
Télécop. : 514 280-4387

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Richard FONTAINE
Directeur(trice) du traitement des eaux usees
Tél : 514 280-3706
Approuvé le : 2017-07-17

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2017-07-18

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1177526020

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 25 260 000 $ pour le financement de travaux et l'acquisition d'équipements à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AGT - 1177526020 - Station Jean-R.-Marcotte TECQ-FCCQ - VF.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-07-14

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 25 260 000 $ POUR LE FINANCEMENT DE TRAVAUX ET L'ACQUISITION D'ÉQUIPEMENTS À LA STATION D'ÉPURATION DES EAUX USÉES JEAN–R.-MARCOTTE

Vu les articles 19, 26, 118.80 et 118.81 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de l'agglomération de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Aux fins du présent règlement le terme « potentiel fiscal » signifie le potentiel fiscal tel qu'établi par l'Arrêté de la ministre des Affaires municipales et des Régions concernant les règles permettant d'établir le potentiel fiscal des municipalités liées de l'agglomération de Montréal aux fins de la répartition des dépenses d'agglomération (2008) 140 G.O.II, 5967A.

2. Un emprunt de 25 260 000 $ est autorisé pour le financement de travaux et l'acquisition d'équipements à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte.

3. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

4. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

5. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles d'un emprunt contracté en vertu du présent règlement, il sera perçu, chaque année, relativement aux dépenses qui sont admissibles au Programme de transfert de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et contribution du gouvernement du Québec (TECQ) ou au volet grandes villes du Programme de subvention Fonds chantiers Canada-Québec, durant le terme de l'emprunt, une quote-part, de chaque municipalité liée, suffisante pour assurer le remboursement de l'emprunt relatif à ces dépenses. La quote-part est répartie entre les municipalités liées en proportion de leur potentiel fiscal respectif tel qu'établi pour l'exercice financier au cours duquel est faite l'offre de paiement comptant visée à l'article 7.

Cette quote-part sera prélevée de la manière et aux dates fixées pour le prélèvement de la quote-part générale.

6. Toute municipalité liée de qui est exigée une quote-part, en vertu de l'article 5, peut :

1° être exemptée de cette quote-part en payant, en un versement, la part du capital qui, à l'échéance de l'emprunt, aurait été fournie par cette quote-part;

2° être exemptée d'une partie de cette quote-part en payant, en un versement, une partie de la part du capital qui, à l'échéance de l'emprunt aurait été fournie par cette quote-part; le pourcentage d'exemption étant égal au pourcentage de la part du capital payée.

La part payable est calculée sur la base du potentiel fiscal tel qu'établi pour l'exercice financier au cours duquel est faite l'offre de paiement comptant visée à l'article 7.

Le paiement fait avant le terme mentionné à l'article 7 exempte la municipalité liée de cette quote-part ou d'une partie de celle-ci pour le reste du terme de l'emprunt, selon la part du capital qu'elle a payée en vertu du 1er alinéa.

Le montant de l'emprunt est réduit d'une somme égale à celle payée en vertu du présent article.

7. La Ville de Montréal transmet aux municipalités liées, suite au dépôt du rapport financier, une offre de paiement comptant basée sur le montant des dépenses nettes à financer faites en vertu du présent règlement au cours de l'exercice financier visé par le rapport.

Le paiement de la part du capital prévu à l'article 6 doit se faire en un versement unique au plus tard le 90e jour qui suit la transmission de l'offre de paiement comptant aux municipalités liées.

8. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt contracté en vertu du présent règlement relativement aux dépenses qui ne sont pas admissibles à l'un ou l'autre des programmes mentionnés à l'article 5, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux provenant de l'agglomération de Montréal, conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

GDD1177526020

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1177526020

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 25 260 000 $ pour le financement de travaux et l'acquisition d'équipements à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

reglement emprunt gdd1177526020.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Stéphanie SIMONEAU
Préposée au budget
Tél : (514) 280-4020

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-07-14

Claude BÉDARD
Chef de division
Tél : 514 280-4267
Division : Div. Conseil Et Soutien Financier - Point De Serv. Eau/Env.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.06

2017/09/28 17:00

(1)

Dossier # : 1173276001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division projets réseau principal
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 82 000 000 $ afin de financer les travaux de construction et de renouvellement de conduites principales d'aqueduc.

Il est recommandé :
d'adopter le Règlement autorisant un emprunt de 82 000 000 $ afin de financer les travaux de construction et de renouvellement de conduites principales d'aqueduc.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-07-19 17:31

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1173276001**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division projets réseau principal
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 82 000 000 $ afin de financer les travaux de construction et de renouvellement de conduites principales d'aqueduc.

CONTENU

CONTEXTE

Par sa mission, la Direction de l'eau potable du Service de l'eau assure la distribution de l'eau potable sur tout le territoire de l'agglomération de Montréal. Pour ce faire, elle doit assurer une saine gestion des actifs : intervenir sur le réseau afin d'augmenter la fiabilité, assurer un renouvellement adéquat des actifs, réduire la quantité de perte en eau potable et les bris ainsi qu'améliorer l'état structurel du réseau. Il est donc requis de construire de nouvelles conduites reliées aux besoins hydrauliques et de remplacer ou réhabiliter des conduites existantes.
Dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2017-2019 adopté par le conseil d'agglomération de Montréal, il est planifié des investissements pour les travaux de construction et de renouvellement des conduites primaires d'aqueduc. Le Service de l'eau doit donc faire adopter le règlement d'emprunt nécessaire afin de pouvoir financer ce programme.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0118 - 30 mars 2017 - Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 22 000 000 $ afin de financer les travaux de construction et de renouvellement de conduites primaires d'aqueduc ».
CG16 0652 - 29 novembre 2016 - Adopter le Programme triennal d'immobilisations 2017-2019 de la Ville de Montréal (volet agglomération).

CG16 0216 - 24 mars 2016 - Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 22 445 000 $ afin de financer les travaux de construction et réhabilitation de conduites primaires d'aqueduc ».

DESCRIPTION

Le présent dossier décisionnel vise à adopter un règlement d'emprunt de 82 000 000 $ afin de financer divers travaux de construction, de remplacement ou de réhabilitation de conduites primaires d'aqueduc, tels que la réhabilitation de la conduite principale existante sur la rue Grand Trunk et la construction d'une conduite principale sur le boulevard Louis-H.

Lafontaine.
Ce règlement permettra aussi de financer différents travaux du programme "56088 - Conduite primaire d'aqueduc" prévus au Programme triennal d'immobilisations 2017-2019 de la Ville de Montréal (volet agglomération). Le montant du règlement demandé correspond au niveau des dépenses prévues des deux dernières années du programme triennal.

L'ensemble de ces travaux est de compétence d'agglomération en vertu de la "Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations".

Certains de ces travaux bénéficieront de subventions dont les taux varient selon les programmes.

JUSTIFICATION

L'autorisation du présent projet de règlement d'emprunt est nécessaire pour financer les travaux de construction et de renouvellement des conduites principales d'aqueduc. La Direction de l'eau potable doit réaliser ces travaux pour assurer en tout temps la distribution de l'eau potable sur le territoire de l'agglomération et s'assurer d'une saine gestion de ses actifs.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il est important de souligner que ce règlement comporte des modalités spécifiques de remboursement. En effet, le règlement prévoit que des quotes-parts seront perçues de chacune des municipalités liées afin de pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt qui sera contracté pour les dépenses admissibles au Programme de transfert de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et contribution du gouvernement du Québec (TECQ) ou au volet grandes villes du Programme de subvention Fonds Chantiers Canada-Québec (FCCQ). Les quotes-parts, établies sur la base des dépenses réelles, seront réparties entre les municipalités liées en proportion de leur potentiel fiscal respectif établi selon l'Arrêté de la ministre des Affaires municipales et des Régions en date du 26 novembre 2008, (2008) 140 G.O. II, 5967A. Ces quotes-parts seront assujetties aux mêmes modalités de paiement que celles de la quote-part générale.
Par ailleurs, le règlement prévoit que toute municipalité liée pourra, si elle le désire, s'exempter en tout ou en partie du paiement de la quote-part pour le reste du terme de l'emprunt en payant en un seul versement sa part du capital ou une partie de celui-ci. L'offre de paiement comptant sera faite aux municipalités liées à la suite du dépôt du rapport financier annuel de la Ville de Montréal. Les subventions TECQ ou FCCQ-GV ainsi que la réserve locale que la Ville de Montréal inscrit dans ces projets, tiennent lieu de paiement comptant pour celle-ci.

Pour les dépenses qui ne sont pas admissibles à ces programmes de subventions, le financement de l'emprunt proviendra des revenus généraux de l'agglomération de Montréal.

Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les projets financés par ce règlement d'emprunt contribueront à la pratique d'une gestion responsable des ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans ce règlement d'emprunt, il ne sera pas possible d'effectuer les travaux requis tels que la réhabilitation de la conduite principale existante sur la rue Grand Trunk et la construction d'une conduite principale sur le boulevard Louis-H. Lafontaine.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ce dossier ne comporte aucun enjeu de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion: Août 2017
Adoption: Septembre 2017
Approbation par le ministre des Affaires Municipales et de l'Occupation du territoire

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane GAUDETTE TURYN)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Fanny LALONDE-GOSSELIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sophie VOYER, Service des communications

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-François DUBUC
Chef de division-Projets réseau principal

Tél : 872-4647
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-07-14

André MARSAN
Directeur de l'eau potable

Tél : 514 872-5090
Télécop. : 514 872-8146

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

André MARSAN
Directeur de l'eau potable
Tél : 514 872-5090
Approuvé le : 2017-07-17

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2017-07-18

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1173276001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division projets réseau principal
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 82 000 000 $ afin de financer les travaux de construction et de renouvellement de conduites principales d'aqueduc.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AGT - 1173276001 - Conduites principales d'aqueduc TECQ-FCCQ - VF.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-07-14

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 82 000 000 $ AFIN DE FINANCER LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION ET DE RENOUVELLEMENT DE CONDUITES PRINCIPALES D'AQUEDUC

Vu les articles 19, 26, 118.80 et 118.81 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations qui sont prévues au programme triennal d'immobilisations de l'agglomération de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Aux fins du présent règlement le terme « potentiel fiscal » signifie le potentiel fiscal tel qu'établi par l'Arrêté de la ministre des Affaires municipales et des Régions concernant les règles permettant d'établir le potentiel fiscal des municipalités liées de l'agglomération de Montréal aux fins de la répartition des dépenses d'agglomération (2008) 140 G.O.II, 5967A.

2. Un emprunt de 82 000 000 $ est autorisé afin de financer les travaux de construction et de renouvellement de conduites principales d'aqueduc.

3. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

4. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

5. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles d'un emprunt contracté en vertu du présent règlement, il sera perçu, chaque année, relativement aux dépenses qui sont admissibles au Programme de transfert de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et contribution du gouvernement du Québec (TECQ) ou au volet grandes villes du Programme de subvention Fonds chantiers Canada-Québec, durant le terme de l'emprunt, une quote-part, de chaque municipalité liée, suffisante pour assurer le remboursement de l'emprunt relatif à ces dépenses. La quote-part est répartie entre les municipalités liées en proportion de leur potentiel fiscal respectif tel qu'établi pour l'exercice financier au cours duquel est faite l'offre de paiement comptant visée à l'article 7.

Cette quote-part sera prélevée de la manière et aux dates fixées pour le prélèvement de la quote-part générale.

6. Toute municipalité liée de qui est exigée une quote-part, en vertu de l'article 5, peut :

1° être exemptée de cette quote-part en payant, en un versement, la part du capital qui, à l'échéance de l'emprunt, aurait été fournie par cette quote-part;

2° être exemptée d'une partie de cette quote-part en payant, en un versement, une partie de la part du capital qui, à l'échéance de l'emprunt aurait été fournie par cette quote-part; le pourcentage d'exemption étant égal au pourcentage de la part du capital payée.

La part payable est calculée sur la base du potentiel fiscal tel qu'établi pour l'exercice financier au cours duquel est faite l'offre de paiement comptant visée à l'article 7.

Le paiement fait avant le terme mentionné à l'article 7 exempte la municipalité liée de cette quote-part ou d'une partie de celle-ci pour le reste du terme de l'emprunt, selon la part du capital qu'elle a payée en vertu du 1er alinéa.

Le montant de l'emprunt est réduit d'une somme égale à celle payée en vertu du présent article.

7. La Ville de Montréal transmet aux municipalités liées, suite au dépôt du rapport financier, une offre de paiement comptant basée sur le montant des dépenses nettes à financer faites en vertu du présent règlement au cours de l'exercice financier visé par le rapport.

Le paiement de la part du capital prévu à l'article 6 doit se faire en un versement unique au plus tard le 90e jour qui suit la transmission de l'offre de paiement comptant aux municipalités liées.

8. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt contracté en vertu du présent règlement relativement aux dépenses qui ne sont pas admissibles à l'un ou l'autre des programmes mentionnés à l'article 5, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux provenant de l'agglomération de Montréal, conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

GDD 1173276001

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1173276001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division projets réseau principal
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 82 000 000 $ afin de financer les travaux de construction et de renouvellement de conduites principales d'aqueduc.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Règlement d'empruntGDD1173276001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Fanny LALONDE-GOSSELIN
Préposée au budget
Tél : (514) 872-0893

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-07-17

Claude BÉDARD
C/D -Conseil et soutien financier
Tél : 514 280-4267
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier - Point de service Eau-Environnement

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.07

2017/09/28 17:00

(1)

Dossier # : 1176603001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Ingénérie du réseau et des réservoirs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 10 687 000 $ afin de financer les travaux de réhabilitation des réservoirs et stations de pompage.

Il est recommandé :
d'adopter le règlement autorisant un emprunt de 10 687 000 $ afin de financer les travaux de réhabilitation des réservoirs et stations de pompage, sujet à son approbation par le Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-07-31 14:51

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1176603001**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Ingénérie du réseau et des réservoirs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 10 687 000 $ afin de financer les travaux de réhabilitation des réservoirs et stations de pompage.

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de l'eau doit faire adopter un règlement d'emprunt pour le programme de réhabilitation des réservoirs et des stations de pompage.
Un grand nombre de réservoirs et de stations de pompage requièrent des mises à niveau ou ont atteint leur durée de vie utile. Des projets sont requis pour augmenter la fiabilité des infrastructures et assurer un renouvellement adéquat des actifs.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0652 - 29 novembre 2016 - Adopter le Programme triennal d'immobilisations 2017-2019 de la Ville de Montréal (volet agglomération).
CG16 0214 - 24 mars 2016 - Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 8 187 000 $ afin de financer les travaux de réhabilitation des réservoirs et stations de pompage ».

CG17 0105 - 30 mars 2017 - Adopter le projet de règlement modifiant le Règlement d'emprunt RCG 16-030 de 8 187 000 $ à 12 187 000 $ afin de financer les travaux de réhabilitation des réservoirs et stations de pompage.

DESCRIPTION

Le présent dossier décisionnel vise à adopter le « Règlement autorisant un emprunt de 10 687 000 $ afin de financer les travaux de réhabilitation des réservoirs et stations de pompage ».
Le montant demandé servira à octroyer les contrats relatifs aux projets prévus en 2018 et 2019 du programme triennal d'immobilisation 2017-2019 de l'agglomération de Montréal, soit majoritairement des projets de travaux requis dans les réservoirs pour assurer la continuité des opérations.

L'ensemble de ces travaux est de compétence d'agglomération puisqu'il concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la "Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations".

JUSTIFICATION

La Direction de l'eau potable doit réaliser ces travaux qui permettent d'assurer la pérennité des équipements et des installations en les mettant à niveau selon les normes les plus récentes ou en les remplaçant lorsqu'ils ont atteint leur fin de vie utile.
L'autorisation de ce règlement d'emprunt est nécessaire pour financer le programme de réhabilitation des réservoirs et des stations de pompage de la Direction de l'eau potable.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il est important de souligner que ce règlement comporte des modalités spécifiques de remboursement. En effet, le règlement prévoit que des quotes-parts seront perçues de chacune des municipalités liées afin de pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt qui sera contracté relativement aux dépenses admissibles au Programme de transfert de la taxe fédérale d'acquise sur l'essence et contribution du gouvernement du Québec (TECQ) ou au volet grandes villes du Programme de subvention Fonds chantiers Canada-Québec (FCCQ-GV). Les quotes-parts, établies sur la base des dépenses réelles, seront réparties entre les municipalités liées en proportion de leur potentiel fiscal respectif établi selon l'Arrêté du ministre des Affaires municipales et des régions en date du 26 novembre 2008, (2008) 140 G.O. II, 5067A. Ces quotes-parts seront assujetties aux mêmes modalités de paiement que celles de la quote-part générale.
Par ailleurs, le règlement prévoit que toute municipalité liée pourra, si elle le désire, s'exempter en tout ou en partie du paiement de la quote-part pour le reste du terme de l'emprunt en payant en un seul versement sa part du capital ou une partie de celui-ci. L'offre de paiement comptant sera faite aux municipalités liées à la suite du dépôt du rapport financier annuel de la Ville de Montréal. Les subventions TECQ ou FCCQ-GV ainsi que la réserve locale que la Ville de Montréal inscrit dans ces projets, tiennent lieu de paiement comptant pour celle-ci.

Pour les dépenses qui ne sont pas admissibles à ces programmes de subventions, le financement de l'emprunt proviendra des revenus généraux de l'agglomération de Montréal.

Le terme total de cet emprunt et de ses financements ne doit pas excéder 20 ans.

Le règlement d'emprunt devra être approuvé par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les projets financés par ce règlement d'emprunt contribueront à la pratique d'une gestion responsable des ressources. De plus, ils permettront à la Direction de l'eau potable d'améliorer la fiabilité et d'assurer la pérennité de ses infrastructures.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans ce règlement d'emprunt, il ne sera pas possible d'octroyer et de réaliser les travaux requis pour maintenir en bon état les réservoirs et les stations de pompage essentiels au réseau de distribution d'eau potable.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ce dossier ne comporte aucun enjeu de communication, en accord avec le Service des communications

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion: Août 2017
Adoption : Septembre 2017
Approbation par le ministre des Affaires Municipales et Occupation du Territoire

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Fanny LALONDE-GOSSELIN)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane GAUDETTE TURYN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sophie VOYER, Service des communications
Marie DESORMEAUX, Service des communications

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Anne-Marie LABERGE
Chef de section - ingenierie d'usine

Tél : 514-872-0351
Télécop. : 514-872-2898

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-07-18

Caroline TURCOTTE
par intérim

Tél : 438-992-6736
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marie-Josée M GIRARD
Chef de division - Projets majeurs
en remplacement d'André MARSAN, directeur
de la Direction de l'eau potable

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice

Tél : 514 872-4631
Approuvé le : 2017-07-27

Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2017-07-28

CE 2017-08-09

Point 40.012

GDD 1176603001

Adoption – Règlement autorisant un emprunt de 10 687 000 $ afin de financer les travaux de réhabilitation des réservoirs et stations de pompage

Projets prévus à court terme :

- Réservoir Vincent d'Indy - Travaux d'électricité et de structure phase 1;
- Mise à niveau des stations de pompage et réservoirs Cote-des neiges, Sommet et Montagne
- Travaux requis dans les réservoirs pour assurer la fiabilité et la continuité des opérations;

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1176603001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Ingénérie du réseau et des réservoirs
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 10 687 000 $ afin de financer les travaux de réhabilitation des réservoirs et stations de pompage.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AGT - 1176603001 - Réservoirs et stations de pompage-VF.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-07-21

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 10 687 000 $ AFIN DE FINANCER LES TRAVAUX DE RÉHABILITATION DES RÉSERVOIRS ET STATIONS DE POMPAGE

Vu les articles 19, 26, 118.80 et 118.81 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations qui sont prévues au programme triennal d'immobilisations de l'agglomération de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Aux fins du présent règlement, le terme « potentiel fiscal » signifie le potentiel fiscal tel qu'établi par l'Arrêté de la ministre des Affaires municipales et des Régions concernant les règles permettant d'établir le potentiel fiscal des municipalités liées de l'agglomération de Montréal aux fins de la répartition des dépenses d'agglomération (2008) 140 G.O.II, 5967A.

2. Un emprunt de 10 687 000 $ est autorisé afin de financer les travaux de réhabilitation des réservoirs et stations de pompage.

3. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

4. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

5. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles d'un emprunt contracté en vertu du présent règlement, il sera perçu, chaque année, relativement aux dépenses qui sont admissibles au Programme de transfert de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et contribution du gouvernement du Québec (TECQ) ou au volet grandes villes du Programme de subvention Fonds chantiers Canada-Québec, durant le terme de l'emprunt, une quote-part, de chaque municipalité liée, suffisante pour assurer le remboursement de l'emprunt relatif à ces dépenses. La quote-part est répartie entre les municipalités liées en proportion de leur potentiel fiscal respectif tel qu'établi pour l'exercice financier au cours duquel est faite l'offre de paiement comptant visée à l'article 7.

Cette quote-part sera prélevée de la manière et aux dates fixées pour le prélèvement de la quote-part générale.

6. Toute municipalité liée de qui est exigée une quote-part, en vertu de l'article 5, peut :

1° être exemptée de cette quote-part en payant, en un versement, la part du capital qui, à l'échéance de l'emprunt, aurait été fournie par cette quote-part;

2° être exemptée d'une partie de cette quote-part en payant, en un versement, une partie de la part du capital qui, à l'échéance de l'emprunt, aurait été fournie par cette quote-part; le pourcentage d'exemption étant égal au pourcentage de la part du capital payée.

La part payable est calculée sur la base du potentiel fiscal tel qu'établi pour l'exercice financier au cours duquel est faite l'offre de paiement comptant visée à l'article 7.

Le paiement fait avant le terme mentionné à l'article 7 exempte la municipalité liée de cette quote-part ou d'une partie de celle-ci pour le reste du terme de l'emprunt, selon la part du capital qu'elle a payée en vertu du 1er alinéa.

Le montant de l'emprunt est réduit d'une somme égale à celle payée en vertu du présent article.

7. La Ville de Montréal transmet aux municipalités liées, suite au dépôt du rapport financier, une offre de paiement comptant basée sur le montant des dépenses nettes à financer faites en vertu du présent règlement au cours de l'exercice financier visé par le rapport.

Le paiement de la part du capital prévu à l'article 6 doit se faire en un versement unique au plus tard le 90e jour qui suit la transmission de l'offre de paiement comptant aux municipalités liées.

8. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt contracté en vertu du présent règlement relativement aux dépenses qui ne sont pas admissibles à l'un ou l'autre des programmes mentionnés à l'article 5, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux provenant de l'agglomération de Montréal, conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

GDD1176603001

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1176603001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Ingénérie du réseau et des réservoirs
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 10 687 000 $ afin de financer les travaux de réhabilitation des réservoirs et stations de pompage.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Règlement d'empruntGDD1176603001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Fanny LALONDE-GOSSELIN
Préposée au budget
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier - Point de service Eau-Environnement
Tél : (514) 872-0893

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-07-21

Claude BÉDARD
C/D -Conseil et soutien financier

Tél : 514 280-4267
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier - Point de service Eau-Environnement

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.08

2017/09/28 17:00

(1)

Dossier # : 1177518003

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Adopter les règlements modifiant le Règlement concernant la quote-part tarifaire pour la fourniture de compteurs et la réalisation des activités déléguées afférentes (RCG 13-005) afin de modifier la grille tarifaire et le Règlement du conseil d'agglomération sur les délégations relatives au règlement sur la mesure de la consommation de l'eau dans les bâtiments utilisés en partie ou en totalité à des fins non résidentielles (RCG07-031) - (RCG13-004)

Il est recommandé d'adopter les règlements modifiant le « Règlement concernant la quote -part tarifaire pour la fourniture de compteurs et la réalisation des activités déléguées afférentes » (RCG 13-005) afin de modifier la grille tarifaire et le « Règlement du conseil d'agglomération sur les délégations relatives au règlement sur la mesure de la consommation de l'eau dans les bâtiments utilisés en partie ou en totalité à des fins non résidentielles » (RCG07-031) - (RCG13-004).

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-07-26 18:25

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1177518003**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Adopter les règlements modifiant le Règlement concernant la quote-part tarifaire pour la fourniture de compteurs et la réalisation des activités déléguées afférentes (RCG 13-005) afin de modifier la grille tarifaire et le Règlement du conseil d'agglomération sur les délégations relatives au règlement sur la mesure de la consommation de l'eau dans les bâtiments utilisés en partie ou en totalité à des fins non résidentielles (RCG07-031) - (RCG13-004)

CONTENU

CONTEXTE

La quote-part tarifaire est le moyen financier retenu afin que la répartition d'une partie du coût du programme de la Mesure de la Consommation d'Eau (MCE) soit effectuée sur la base des compteurs installés par chacune des municipalités liées. La quote-part tarifaire comporte cinq activités qui comprennent la fourniture de compteurs d'eau, la fourniture des accessoires de compteurs, la mise en conformité des entrées d'eau, l'installation de compteurs et l'exploitation. Les tarifs liés à la fourniture de certains compteurs d'eau et accessoires doivent être révisés. En effet, l'entente contractuelle pour les compteurs a pris fin en mars 2017. La nouvelle entente contractuelle offre une grille de prix différente. Le coût des activités déléguées doit aussi être mis à jour.
De plus, le système de relève à distance de l'agglomération est maintenant opérationnel. Les modifications proposées aux règlements RCG 13-004 et RCG 13-005 visent à permettre à toutes les villes liées d'avoir équitablement accès à un service de lecture de leurs compteurs équipés d'émetteurs compatibles avec le système de relève de l'agglomération. Elles peuvent ainsi profiter d'un coût de lecture potentiellement inférieur à celui du marché. Selon leur évaluation des coûts et de la qualité de service sur la marché, les villes peuvent aussi choisir d'effectuer elles-mêmes les lectures ou de faire appel au marché, mais doivent fournir les données à l'agglomération pour lui permettre de procéder aux projections de la consommation d'eau.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0042 - 23 février 2017 - Conclure des ententes-cadres pour l'achat de compteurs d'eau et accessoires avec les firmes Réal Huot inc. (783 359,11 $ taxes incluses), Nouvelle Technologie (TEKNO) inc. (1 046 103,12 $ taxes incluses) et Les Compteurs Lecomte ltée (93 934,35 $ taxes incluses), à la suite de l'appel d'offres 16-15781 - 6 soumissionnaires - Montant estimé des ententes : 1 923 396,58 $, taxes incluses.
CG 150753 - 17 décembre 2015 - Accorder un contrat à Nouvelle Technologie (TEKNO) inc., pour la fourniture d'un système de relève automatisée pour compteurs d'eau, pour une période de 10 ans et pour une somme maximale de 2 975 581,74 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 15-13408 - (4 soumissionnaires)

CG15 0649 - 29 octobre 2016 - Adopter le règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération sur les délégations relatives au règlement sur la mesure de la consommation de l'eau dans les bâtiments utilisés en partie ou en totalité à des fins non résidentielles (RCG07-031) - (RCG13-004).

CG15 0648 - 29 octobre 2015 - Adopter le règlement modifiant le Règlement concernant la quote-part tarifaire pour la fourniture de compteurs et la réalisation des activités déléguées afférentes (RCG 13-005) afin de modifier la grille tarifaire

CG14 0107 – 27 février 2014 – Adopter le règlement modifiant le Règlement concernant la quote-part tarifaire pour la contribution à la réserve financière pour le service de l'eau (RCG 13-005).

CG13 0091 – 21 mars 2013 – Adopter le règlement concernant la quote-part tarifaire pour la contribution à la réserve financière pour le service de l'eau.

CG13 0090 – 21 mars 2013 – Adoption - Règlement du conseil d'agglomération sur les délégations relatives au Règlement sur la mesure de la consommation de l'eau dans les bâtiments utilisés en partie ou en totalité à des fins non résidentielles (RCG 07-031).

CG13 0085 – 21 mars 2013 – Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération sur la mesure de la consommation de l'eau dans les bâtiments utilisés en partie ou en totalité à des fins non résidentielles (RCG07-031).

CG12 0238 - 21 juin 2012 - Adopter le règlement modifiant le Règlement sur la mesure de la consommation de l'eau dans les bâtiments utilisés en partie ou en totalité à des fins non résidentielles (RCG 07-031).

CG07 0461 - 29 novembre 2007 - Adoption du règlement sur la mesure de la consommation de l'eau dans les bâtiments utilisés en partie ou en totalité à des fins résidentielles.

DESCRIPTION

Les modifications réglementaires proposées toucheront les éléments suivants:
- le changement de prix de certains compteurs d'eau et accessoires;

- le remplacement du prix à l'acte dans la grille tarifaire relative à l'installation de compteurs;

- le retrait de certains compteurs de la grille tarifaire relative à la fourniture de compteurs;

- l'ajout ou le retrait de certains accessoires de la grille tarifaire à la fourniture d'accessoires

- la modification des règlements (RCG 13-004 et RCG 13-005) pour permettre aux villes

liées d'avoir accès à un service de lecture de leurs compteurs équipés d'émetteur comptable avec le système de relève de l'agglomération.

L'intervention du contentieux détaille les nouveaux prix des grilles tarifaires ainsi que les autres modifications réglementaires.

JUSTIFICATION

Un nouveau contrat pour l'achat de compteur est habituellement octroyé à tous les deux ans. Ceci a pour effet, d'une part, de changer l'offre des compteurs disponibles pour les villes liées et, d'autre part, de faire fluctuer les prix des compteurs selon le marché, le prix des matériaux de fabrication et les nouvelles technologies disponibles à chaque nouveau contrat. L'agglomération qui vend les compteurs par la suite aux villes liées doit mettre à jour ses grilles tarifaires.
Le changement de prix des émetteurs (-5,1%) est dû à l'octroi d'un contrat pour l'acquisition de 25 000 émetteurs en décembre 2015 (GDD 1150184002 - CG 150753).

Les prix d'installation des équipements augmentent tous puisqu'ils sont basés, notamment, sur les taux horaires de référence de la Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec (CMMTQ) qui ont augmentés depuis la dernière révision du règlement.

Des soumissions récentes ont également été demandées pour connaître le prix du marché et ajuster le prix des accessoires de compteurs.

La mise à jour de nos kits d'installation de compteurs nous a permis de constater que certains accessoires ne sont plus utilisés pour l'installation de compteurs alors que d'autres doivent être ajoutés pour correspondre aux besoins actualisés.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ces nouveaux tarifs seront pris en considération dans l'élaboration des futurs budgets de fonctionnement et des mises à jour du plan triennal d'immobilisations du Service de l'eau.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ces règlements modifiés contribueront à l'atteinte des objectifs de la stratégie d'économie d'eau québécoise:
- réduire d'au moins 20 % la quantité d'eau distribuée moyenne par personne pour l'ensemble du Québec par rapport à l'année 2001;
- réduire le taux de fuites pour l'ensemble des réseaux d'aqueduc à un maximum de 20 % du volume d'eau distribué et à un maximum de 15 mètres cubes par jour par kilomètre de conduite.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le refus de mettre à jour le règlement occasionnerait un déséquilibre financier pour l'agglomération entre l'activité d'acquisition des compteurs et la facturation de la quote-part aux villes liées.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ce dossier ne comporte aucun enjeu de communication, comme convenu avec la direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Août 2017: Communication aux villes liées des nouveaux tarifs et de la possibilité d'utiliser le système de relève à distance de l'agglomération pour les compteurs équipés d'un émetteur compatible.
15 octobre 2017: Application des nouveaux tarifs.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs en vigueur.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Annie GERBEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Marie DESORMEAUX, Service des communications
Stéphanie RAULT, Service des finances

Lecture :

Stéphanie RAULT, 7 juillet 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Steve DESROCHERS
Agent de recherche

Tél : 514-872-3416
Télécop. : 514-872-3587

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-07-05

Maciej PIROG
Chef de section - compteurs

Tél : 514 280-0063
Télécop. : 514 872 3587

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Abdelwahid BEKKOUCHE
C/d gestion strategique des reseaux d'eau
Tél : 514 872-2575
Approuvé le : 2017-07-12

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2017-07-26

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1177518003

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Objet :	Adopter les règlements modifiant le Règlement concernant la quote-part tarifaire pour la fourniture de compteurs et la réalisation des activités déléguées afférentes (RCG 13-005) afin de modifier la grille tarifaire et le Règlement du conseil d'agglomération sur les délégations relatives au règlement sur la mesure de la consommation de l'eau dans les bâtiments utilisés en partie ou en totalité à des fins non résidentielles (RCG07-031) - (RCG13-004)

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1177518003-Règlement modifiant le Règlement RCG 13-004.doc

1177518003-Annexe A - Annexe D- rapport annuel.pdf

1177518003 règ. mod. QP tarifaire compteurs.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Annie GERBEAU
Avocate
Tél : 514 872-2994

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-07-20

Annie GERBEAU
Avocate chef de division
Tél : 514 872-3093
Division : Droit fiscal, évaluation et transaction financière

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION SUR LES DÉLÉGATIONS RELATIVES AU RÈGLEMENT SUR LA MESURE DE LA CONSOMMATION DE L'EAU DANS LES BÂTIMENTS UTILISÉS EN PARTIE OU EN TOTALITÉ À DES FINS NON RÉSIDENTIELLES (RCG 07-031) (RCG 13-004)

Vu les articles 16, 17, 19(5), 47 et 56 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RRLQ, chapitre E-20.001);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal décrète :

1. L'article 5 du Règlement du conseil d'agglomération sur les délégations relatives au Règlement sur la mesure de la consommation de l'eau dans les bâtiments utilisés en partie ou en totalité à des fins non résidentielles (RCG 07-031) (RCG 13-004) est modifié par le remplacement du paragraphe 1°, par le suivant :

« 1° dans le cadre de la délégation prévue à l'article 2, s'assurer du respect du Règlement RCG 07-031, notamment en veillant à ce que la garde des appareils par le propriétaire de l'immeuble où sont installés un compteur et ses accessoires soit conforme, et mettre en œuvre les moyens pour ce faire, y compris la réclamation des dommages, le cas échéant. »

2. Ce règlement est modifié par l'ajout, après l'article 5, du suivant :

« **5.1** La municipalité liée peut faire réaliser l'activité prévue au sous paragraphe h) du paragraphe 2° de l'article 5 par la municipalité centrale à l'égard des compteurs d'eau munis d'un émetteur compatible avec le système de lecture de la municipalité centrale.

La municipalité liée qui décide, pour une année donnée, de faire réaliser cette activité par la municipalité centrale doit transmettre une demande à cet effet, par écrit, au directeur du Service de l'eau de la municipalité centrale au plus tard le 1er novembre qui précède l'année donnée. La demande doit préciser le nombre requis de relevés des compteurs d'eau, qui ne peut être supérieur à quatre, et peut comporter une suggestion de calendrier de lecture.

La municipalité centrale transmet un rapport de lecture des compteurs d'eau conforme à l'annexe D à la municipalité liée au plus tard 15 jours après l'achèvement d'un relevé des compteurs d'eau de la municipalité liée. »

3. L'article 7 de ce règlement est modifié par l'ajout, après le deuxième alinéa, du suivant:

« Malgré le précédent alinéa, lorsque pour une année donnée, conformément à l'article 5.1, une municipalité liée fait réaliser l'activité prévue au sous paragraphe h) du paragraphe 2° de l'article 5 par la municipalité centrale, les coûts de cette activité, ne lui sont pas remboursés. »

4. Ce règlement est modifié par le remplacement de l'annexe D par l'annexe A.

ANNEXE A
ANNEXE D DU RÈGLEMENT DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION SUR LES DÉLÉGATIONS RELATIVES AU RÈGLEMENT SUR LA MESURE DE LA CONSOMMATION DE L'EAU DANS LES BÂTIMENTS UTILISÉS EN PARTIE OU EN TOTALITÉ À DES FINS NON RÉSIDENTIELLES (RCG 07-031) (RCG 13-004)

GDD 1177518003

ANNEXE D

RAPPORT ANNUEL
(Incluant les lectures annuelles et le parc des compteurs installés)

Bilan (2 _ _ _)

Lieux					Compteurs opérants											Compteurs remplacés (si le cas échéant)					
Item	Numéro d'unité d'évaluation foncière	Numéro civique	Rue	Ville	Diamètre (mm)	Modèle	Unité de mesure	Numéro VM	Numéro d'émetteur	Nombre de chiffres du registre	Nombre de décimales	Nombre de zéros fixes	Lecture précédente (ou initiale)	Date de lecture précédente (ou initiale)	Lecture courante	Date de la lecture courante	Diamètre (mm)	Modèle	Unité de mesure	Numéro d'identification	Lecture finale	Date de la lecture finale
1																						
2																						
3																						
4																						
5																						
6																						
7																						
8																						
9																						
10																						

Historique d'entretien (2 _ _ _)

Lieux					Intervention	
Item	Numéro d'unité d'évaluation foncière	Numéro civique	Rue	Ville	Numéro VM	Description de l'intervention
1						
2						
3						
4						
5						
6						
7						
8						
9						
10						

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT CONCERNANT LA QUOTE-PART TARIFAIRE POUR LA FOUNITURE DE COMPTEURS ET LA RÉALISATION DES ACTIVITÉS DÉLÉGUÉES AFFÉRENTES (RCG 13-005)

Vu les articles 118.80 et 118.81 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Le Règlement concernant la quote-part tarifaire pour la fourniture de compteurs et la réalisation des activités déléguées afférentes (RCG 13-005) est modifié par le remplacement de son annexe A par l'annexe A du présent règlement.

2. Le présent règlement prend effet le 15 octobre 2017.

ANNEXE A
L'ANNEXE A DU RÈGLEMENT CONCERNANT LA QUOTE-PART TARIFAIRE POUR LA FOUNITURE DE COMPTEURS ET LA RÉALISATION DES ACTIVITÉS DÉLÉGUÉES AFFÉRENTES (RCG 13-005)

_____

GDD 1177518003

ANNEXE A
QUOTE-PART TARIFAIRE

SECTION I
EQUIPEMENT

Aux prix unitaires prévus aux grilles tarifaires de la présente section s'ajoutent, lorsqu'exigible, la taxe sur les produits et services (TPS) et la taxe de vente du Québec (TVQ).

GRILLE TARIFAIRE RELATIVE À LA FOURNITURE DE COMPTEURS		
Base tarifaire		***Prix unitaire***
DIAMÈTRE (mm)	***TYPE***	
15 (5/8 po)	MECANIQUE	**80,98 $**
	SANS PIÈCE MÉCANIQUE	**131,90 $**
20 (3/4 po)	MECANIQUE	**110,87 $**
	SANS PIÈCE MÉCANIQUE	**144,10 $**
25 (1 po)	MECANIQUE	**150,00 $**
	SANS PIÈCE MÉCANIQUE	**180,35 $**
40 (1 ½ po)	MECANIQUE	**378,44 $**
50 (2 po)	MECANIQUE	**479,34 $**
	SANS PIÈCE MÉCANIQUE REGISTRE COMPACT SUBMERSIBLE CERTIFIÉ INCENDIE	**1 110,83 $**
75 (3 po)	SANS PIÈCE MÉCANIQUE REGISTRE COMPACT SUBMERSIBLE	**2 126,69 $**
	SANS PIÈCE MÉCANIQUE REGISTRE COMPACT SUBMERSIBLE CERTIFIÉ INCENDIE	**1 282,28 $**
	SANS PIÈCE MÉCANIQUE REGISTRE DÉPORTÉ SUBMERSIBLE CERTIFIÉ INCENDIE	**1 665,88 $**
100 (4 po)	SANS PIÈCE MÉCANIQUE REGISTRE COMPACT SUBMERSIBLE CERTIFIÉ INCENDIE	**1 367,64 $**

GRILLE TARIFAIRE RELATIVE À LA FOURNITURE DE COMPTEURS (SUITE)		
Base tarifaire		***Prix unitaire***
DIAMÈTRE (mm)	***TYPE***	
100 (4 po)	SANS PIÈCE MÉCANIQUE REGISTRE DÉPORTÉ SUBMERSIBLE CERTIFIÉ INCENDIE	**1 686,42 $**
150 (6 po)	SANS PIÈCE MÉCANIQUE REGISTRE COMPACT SUBMERSIBLE CERTIFIÉ INCENDIE	**2154,48 $**
200 (8 po)	SANS PIÈCE MÉCANIQUE REGISTRE COMPACT SUBMERSIBLE CERTIFIÉ INCENDIE	**2393,88 $**
250 (10 po)	SANS PIÈCE MÉCANIQUE REGISTRE COMPACT SUBMERSIBLE CERTIFIÉ INCENDIE	**2 862,76 $**
300 (12 po)	SANS PIÈCE MÉCANIQUE REGISTRE COMPACT SUBMERSIBLE CERTIFIÉ INCENDIE	**3 551,66 $**

GRILLE TARIFAIRE RELATIVE À LA FOURNITURE D'ACCESSOIRES		
Base tarifaire		***Prix unitaire***
TYPE	***DIAMÈTRE (mm)***	
Adaptateur	15 x 20 (5/8 po x 3/4 po)	**7,82 $**
	15 x 25 (5/8 po x 1 po)	**9,68 $**
	20 x 25 (3/4 po x 1 po)	**8,99 $**
	25 x 40 (1 po x 1 1/2 po)	**71,50 $**
	25 x 50 (1 po x 2 po)	**64,21 $**
	40 x 50 (1 1/2 po x 2 po)	**94,49 $**
Raccord	20 (3/4 po)	**5,74 $**
	25 (1 po)	**9,80 $**
Joint d'étanchéité	20 (3/4 po) ronde	**0,20 $**
	25 (1 po) ronde	**0,25 $**
	40 (1 1/2 po) Ovale	**2,15 $**
	50 (2 po) Ovale	**1,45 $**
	50 (2 po) ronde 4 trous	**3,75 $**
	75 (3 po) ronde 4 trous	**4,00 $**
	100 (4 po) ronde 8 trous	**5,00 $**
	150 (6 po) ronde 8 trous	**6,00 $**
	200 (8 po) ronde 8 trous	**8,00 $**
	250 (10 po) ronde 12 trous	**15,00 $**
	300(12 po) ronde 12 trous	**18,00 $**
Boulon	SS316 (5/8 po x 3 1/4 po)	**1,72 $**
	SS316 (3/4 po x 3 3/4 po)	**3,02 $**
	SS316 (1/2 po x 1 1/2 po) scellé	**1,49 $**
	SS316 (5/8 po x 2 po)	**1,24 $**
	SS316 (5/8 po x 2 po) scellé	**3,00 $**
	SS316 (5/8 po x 2 1/2 po)	**1,47 $**
	SS316 (5/8 po x 2 1/2 po) scellé	**3,30 $**
	SS316 (5/8 po x 3 1/4 po) scellé	**3,65 $**
	SS316 (3/4 po x 3 3/4 po) scellé	**4,75 $**
	SS316 (7/8 po x 6 po)	**11,50 $**
	SS316 (7/8 po x 6 po) scellé	**17,40 $**
Écrou	SS316 (5/8 po)	**0,41 $**
	SS316 (3/4 po)	**0,62 $**
	SS316 (7/8 po)	**1,15 $**
Rondelle	SS316 (1/2 po)	**0,16 $**
	SS316 (5/8 po)	**0,28 $**
	SS316 (3/4 po)	**0,50 $**
	SS316 (7/8 po)	**0,75 $**
Émetteur		**74,00 $**

SECTION II
RÉALISATION DES ACTIVITÉS DÉLÉGUÉES

GRILLE TARIFAIRE RELATIVE À L'INSTALLATION DE L'ÉQUIPEMENT	
Base tarifaire ***DIAMÈTRE COMPTEUR (mm)***	***Prix à l'acte***
15 (5/8 po)	**98 $**
20 (3/4 po)	**105 $**
25 (1 po)	**113 $**
40 (1½ po)	**143 $**
50 (2 po)	**175 $**
75 (3po)	**427 $**
100 (4 po)	**551 $**
150 (6 po)	**822 $**
200 (8 po)	**1075 $**
250 (10 po)	**1250 $**
300 (12 po)	**1438 $**

GRILLE TARIFAIRE RELATIVE À L'EXPLOITATION DE L'ÉQUIPEMENT	
Base tarifaire	***Prix de l'acte***
Compteur / Tous les diamètres	**17 $**

GRILLE TARIFAIRE RELATIVE À LA LECTURE D'UN COMPTEUR MUNI D'UN ÉMETTEUR	
Base tarifaire	***Prix de l'acte***
Compteur / Tous les diamètres	**0,69 $**

GRILLE TARIFAIRE RELATIVE À LA MISE EN CONFORMITÉ DES ENTRÉES D'EAU	
Base tarifaire	***Prix de l'acte***
Compteur / Tous les diamètres	**490 $**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.09

2017/09/28 17:00

(1)

Dossier # : 1170025003

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023) afin d'y ajouter le secteur de la rue Saint-Grégoire (entres la rue Saint-Denis et l'avenue Papineau)

Il est recommandé:
1. d'adopter un règlement modifiant le règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de
certains bâtiments (RCG-09-023) afin d'y ajouter le secteur de la rue Saint-Grégoire (entre la rue Saint-Denis et l'avenue Papineau);

2. d'autoriser le président de la CSEM à signer les documents requis pour et au nom de la Ville

Signé par Serge A BOILEAU **Le** 2017-07-31 08:26

Signataire : Serge A BOILEAU

Président
Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1170025003**
Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023) afin d'y ajouter le secteur de la rue Saint-Grégoire (entres la rue Saint-Denis et l'avenue Papineau)

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre de la mise en oeuvre de projets d'enfouissement des réseaux câblés, la CSEM a entamé des démarches pour réaliser les travaux d'enfouissement des fils aériens sur la rue Saint-Grégoire, entre la rue Saint-Denis et l'avenue Papineau, dans l'arrondissement Le Plateau Mont-Royal.
Le projet consiste en l'enfouissement des fils aériens des réseaux électriques et de télécommunications sur le tronçon de rue mentionné ci-dessus. Il est prévu l'enlèvement de 69 poteaux.

Le projet du chemin de la rue Saint-Grégoire fait partie des dossiers autorisés par le comité exécutif dans le cadre de l'entente 83-89 intervenue entre la Ville et Hydro-Québec (voir sommaire décisionnel 1120810001).

Pour assurer le succès de l'enfouissement des fils électriques sur son territoire, la Ville de Montréal a adopté en 2000 le Règlement sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (R.R.V.M, c. S-6.01). En vertu de ce règlement, un propriétaire peut obtenir une subvention de la ville pour la mise aux normes de son entrée électrique en lien avec les travaux d'enfouissement des fils électriques.

De son côté, le Conseil d'agglomération a adopté le Règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023) pour les commerces et industries, puisque les subventions aux commerces et industries sont considérées comme étant de l'aide à l'entreprise qui relève de la compétence

de l'agglomération.

Ces deux règlements ont été modifiés à quelques reprises afin d'ajouter des secteurs d'application pour les riverains de manière à ce que ce soit à « coût nul » pour eux.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution CG16 0748 (1150025003): Adopter un règlement modifiant le règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023) afin d'y ajouter les secteurs du chemin de la Côte-Saint -Luc (no RCG 09-023-7);
Résolution CG14 0319(1146659001): Adopter un règlement modifiant le règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023) afin d'y ajouter les secteurs du boulevard Maurice-Duplessis et de la rue Saint-Patrick (no RCG 09-023-6);

Résolution CE12 1027 (1120810001) : Approuver la programmation relative à des travaux de construction et d'enfouissement dans le cadre de l'entente 83-89 (volet 10 km);

Résolution CG13 0411 (1120443018) : Adopter un règlement modifiant le règlement d'agglomération RCG 09-023 afin d'y inclure une partie de la rue Notre-Dame Est (Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles) (no RCG 09-023-5);

Résolution CG12 0376 (1123890004) : Adopter un règlement modifiant le règlement R.R.V.M. c. S-6.01 afin d'y inclure une partie du boulevard Gouin Ouest (l'Île-Bizard - Sainte -Geneviève) (no RCG 09-023-4);

Résolution CG11 0332 et CG12 0374 (1122913025) : Adopter un règlement modifiant le règlement d'agglomération RCG 09-023 afin d'y inclure la rue Rachel Est (Rosemont - La Petite-Patrie) (RCG 09-023-2 et RCG 09-023-3);

Résolutions CG10 0379 et CG14 0597 (1100159001 et 1143809005) : Adopter des règlements modifiant les règlements R.R.V.M. c. S-6.01 et d'agglomération RCG 09-023 afin d'y inclure une partie de la rue Chabanel (Ahuntsic-Cartierville) et certaines rues transversales ainsi
qu'une partie de la rue Saint-Viateur Est (Plateau Mont-Royal)(no RCG 09-023-1).

DESCRIPTION

Le projet consiste essentiellement à enfouir les fils des réseaux électriques et de télécommunications sur la rue Saint-Grégoire, entre la rue Saint-Denis et l'avenue Papineau, dans l'arrondissement Le Plateau Mont-Royal.
Ce projet vise plusieurs branchements privés. Certains de ces branchements visent des bâtiments résidentiels ou mixtes qui sont traités dans le sommaire numéro 1170025004 qui n'est que de compétence municipale selon le règlement S-6.01.

JUSTIFICATION

Le règlement RCG 09-023 prévoit que le Conseil d'agglomération peut subventionner les travaux relatifs aux modifications de branchements électriques des propriétaires de commerces et industries concernés dans les projets de conversion.
Les travaux d'enfouissement des réseaux de distribution d'électricité et de télécommunications contribuent à améliorer le paysage urbain montréalais par l'élimination des poteaux et des fils du réseau aérien. Ceux-ci font partie intégrante des orientations et objectifs d'aménagement préconisés par le Plan d'urbanisme de Montréal.

Il y a lieu de modifier le Règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023), afin notamment de hausser le plafond admissible de subvention pour assurer le paiement complet par la Ville des coûts de branchement découlant des projets, à toute fins utiles, pour assurer que ce projet se fasse à « coût nul » pour les propriétaires concernés.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant requis pour le raccordement est de 22 900$ (taxes incluses) et n'est pas capitalisable. Cette somme représente la subvention maximale pour les travaux de conversion de l'entrée électrique d'industries et de commerces existants. Le règlement RCG 09-023 étant de compétence d'agglomération, le financement doit provenir du budget d'agglomération.
Le budget pour ce projet est prévu au chapitre corporatif qui relève du comité exécutif.

Imputation : Le paiement aux bénéficiaires de l'aide financière doit être entériné par le Comité exécutif, et la Direction des Finances indiquera les comptes d'imputation à leur intervention.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les projets d'enfouissement des fils soutiennent les principes de développement durable suivants : la protection du patrimoine et la réduction des nuisances et des impacts sur l'environnement et les paysages.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'enfouissement des fils électriques et de télécommunications contribuera à rehausser la qualité du domaine public et l'image du secteur.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les travaux de construction des infrastructures civiles de la C.S.E.M. sont intégrés à l'appel d'offres de la Ville qui visent d'autres travaux à réaliser au cours de l'année 2018.
Les travaux de modification des entrées privées pourront être faits suite aux travaux après l'envoi d'un avis aux propriétaires concernées par la C.S.E.M. Les propriétaires seront avisés qu'une subvention est prévue à cet effet, le tout après l'adoption de l'amendement au règlement RCG 09-023. Les propriétaires devront présenter leur demande de subvention avant le 31 décembre 2019.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale (Tassadit

NAHI)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Alexandre AUGER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Gilles G - Ext GAUDET
Directeur STI-Planification

Tél : 514-384-6840 poste 244
Télécop. : 514-384-7298

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-07-10

Serge A BOILEAU
Président

Tél : 514 384-6840
Télécop. : 514 384-7298

Modification du règlement RCG 09-023

1. Le Règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023) est modifié par l'ajout, après l'article 5.6, de l'article suivant :

« **5.7** Le présent règlement s'applique également dans l'arrondissement Le Plateau Mont-Royal, sur la rue Saint-Grégoire, spécifiquement aux adresses mentionnées dans le tableau de l'annexe I, selon les modalités particulières suivantes :

1° le montant maximal de subvention, pour la modification d'un bâtiment à la suite d'un enfouissement de fils électriques, est égal au montant prévu au tableau de l'annexe I en regard de chacun des bâtiments visés;

2° aucune demande de subvention présentée après le 31 décembre 2019 ne sera recevable;

3° le comité exécutif peut, par ordonnance :

a) modifier les montants prévus au paragraphe 1°;
b) modifier la date prévue au paragraphe 2°. »

2. Ce règlement est modifié par l'ajout, après l'annexe H, de l'annexe I jointe en annexe au présent règlement.

ANNEXE I

TABLEAU DES MONTANTS MAXIMAUX DE SUBVENTION POUR LE SECTEUR DE LA RUE SAINT-GRÉGOIRE, ARRONDISSEMENT LE PLATEAU MONT-ROYAL

NO CIVIQUE	RUE	Montant maximal de la subvention
890-900	Saint-Grégoire	6 000,00 $
5500 1717	Papineau Saint-Grégoire	5 500,00 $
1260	Saint-Grégoire	2 300,00 $

1661	Saint-Grégoire	9 100 $

f:\planification\conversion\saint-grégoire (10 km)\subvention\modifications rcg 09-023 - juin 2017 - st-grégoire.doc

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1170025003

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Objet :	Adopter un règlement modifiant le règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023) afin d'y ajouter le secteur de la rue Saint-Grégoire (entres la rue Saint-Denis et l'avenue Papineau)

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir projet de règlement et annexe ci-joint.

FICHIERS JOINTS

ANNEXE.docRèglement RCG 09-023- Modif. - Juillet 2017 - Saint-Grégoire.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Alexandre AUGER
avocat
Tél : 514-872-1436

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-07-26

Véronique BELPAIRE
avocate, chef de division
Tél : 514-872-4222
Division :

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
RCG XX-XXX-X

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT D'AGGLOMÉRATION SUR LA SUBVENTION À LA MODIFICATION DU RACCORDEMENT DU SERVICE ÉLECTRIQUE DE CERTAINS BÂTIMENTS (RCG 09-023)

Vu le sous-paragraphe f) du paragraphe 11° de l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu le Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019);

Vu les articles 82 et 90 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4);

À l'assemblée du , le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Le Règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023) est modifié par l'ajout, après l'article 5.6, de l'article suivant :

« **5.7** Le présent règlement s'applique également dans l'arrondissement du Plateau Mont-Royal, sur la rue Saint-Grégoire, spécifiquement aux adresses mentionnées dans le tableau de l'annexe I, selon les modalités particulières suivantes :

1° le montant maximal de subvention, pour la modification d'un bâtiment à la suite d'un enfouissement de fils électriques, est égal au montant prévu au tableau de l'annexe I en regard de chacun des bâtiments visés;

2° aucune demande de subvention présentée après le 31 décembre 2019 ne sera recevable;

3° le comité exécutif peut, par ordonnance :

a) modifier les montants prévus au paragraphe 1°;
b) modifier la date prévue au paragraphe 2°. »

2. Ce règlement est modifié par l'ajout, après l'annexe H, de l'annexe I jointe en annexe au présent règlement.

_____

ANNEXE
ANNEXE I – TABLEAU DES MONTANTS MAXIMAUX DE SUBVENTION POUR LE SECTEUR DE LA RUE SAINT-GRÉGOIRE, ARRONDISSEMENT DU PLATEAU MONT-ROYAL

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXX.

GDD : 1170025003

ANNEXE

ANNEXE I

TABLEAU DES MONTANTS MAXIMAUX DE SUBVENTION POUR LE SECTEUR DE LA RUE SAINT-GRÉGOIRE, ARRONDISSEMENT LE PLATEAU MONT-ROYAL

NO CIVIQUE	RUE	Montant maximal de la subvention
890-900	Saint-Grégoire	6 000,00 $
5500 1717	Papineau Saint-Grégoire	5 500,00 $
1260	Saint-Grégoire	2 300,00 $
1661	Saint-Grégoire	9 100 $

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale

Dossier # : 1170025003

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Objet :	Adopter un règlement modifiant le règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023) afin d'y ajouter le secteur de la rue Saint-Grégoire (entres la rue Saint-Denis et l'avenue Papineau)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1170025003-Information comptable.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Tassadit NAHI
Secrétaire d'unité administrative
Tél : 514-872-3087

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-07-14

Daniela TANASE
Conseillère budgétaire-Chef d'équipe
Tél : 514-872-5867
Division : Mise en oeuvre et suivi budgétaire corporatif

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.10

2017/09/28 17:00

(1)

Dossier # : 1171179004

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation des secteurs commerciaux faisant l'objet de travaux majeurs d'infrastructure (Programme Réussir@Montréal - Artère en chantier) (RCG 15-083)

Il est recommandé :
d'adopter le règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation des secteurs commerciaux faisant l'objet de travaux majeurs d'infrastructure (Programme Réussir@Montréal - Artère en chantier) (RCG 15-083).

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-07-30 16:50

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1171179004**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation des secteurs commerciaux faisant l'objet de travaux majeurs d'infrastructure (Programme Réussir@Montréal - Artère en chantier) (RCG 15-083)

CONTENU

CONTEXTE

Le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation des secteurs commerciaux faisant l'objet de travaux majeurs d'infrastructure (Programme Réussir@Montréal - Artère en chantier) (RCG 15-083) a été adopté le 26 novembre 2015 par le conseil d'agglomération. Il consiste à aider les commerçants et propriétaires immobiliers, situés dans les secteurs désignés aux fins du programme, à réaliser des projets de rénovation en vue de mettre en valeur le parc immobilier commercial. Le soutien financier s'articule autour de deux volets :
1. La rénovation
Dans ce volet, le soutien financier couvre le tiers du coût des travaux admissibles jusqu'à un maximum de :

- 50 000 $ pour un bâtiment comportant jusqu'à 10 mètres de façade principale;
- 150 000 $ pour un bâtiment comportent plus de 10 mètres et jusqu'à 20 mètres de façade principale;
- 300 000 $ pour un bâtiment comportent plus de 20 mètres de façade principale.

2. Le design
Dans ce volet, le soutien financier couvre 50 % du coût des honoraires professionnels en design d'aménagement jusqu'à un maximum de :

- 4 000 $ pour un bâtiment comportant jusqu'à 10 mètres de façade principale;
- 10 000 $ pour un bâtiment comportent plus de 10 mètres et jusqu'à 20 mètres de façade principale;
- 20 000 $ pour un bâtiment comportent plus de 20 mètres de façade principale.

Afin de permettre l'adaptation à la réalité de certains chantiers, dont celui qui doit débuter sur la rue Saint-Hubert au cours de l'automne 2017, et d'encourager l'intervention physique

sur les façades des bâtiments commerciaux à différents moments en début et en fin de chantier, le Service du développement économique (SDE) recommande des modifications au règlement RCG 15-083 allant en ce sens.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0720 (26 novembre 2015) : Adopter le règlement sur les subventions relatives à la revitalisation des secteurs commerciaux faisant l'objet de travaux majeurs d'infrastructure (Programme Réussir@Montréal - Artère en chantier) (RCG 15-083)

DESCRIPTION

Les modifications proposées au règlement ont pour objectifs de permettre au comité exécutif de déterminer, à son choix, une seule période ou encore plusieurs périodes durant lesquelles le règlement s'applique à un secteur donné, celles-ci ne pouvant excéder un total de 24 mois.

JUSTIFICATION

Les modifications proposées permettront de moduler l'application du programme de subvention à la réalité de certains chantiers, particulièrement ceux qui se déroulent en différentes phases échelonnées sur une longue période. Ainsi modifié, le règlement devrait encourager l'intervention physique sur les façades des bâtiments commerciaux à différents moments tel qu'en début ou en fin de chantier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les modifications proposées ne devraient avoir aucun impact financier notable.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Compte tenu du fait que le PR@M-Commerce et le PR@M-Artère en chantier prévoient que les travaux couverts par la subvention incluent ceux nécessaires à l'accessibilité universelle des commerces, le programme s'inscrit dans le principe qui vise une collectivité au coeur du développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si les modifications proposées n'étaient pas adoptées, ceci aurait pour effet de maintenir la rigidité actuelle de l'application du programme dans un secteur donné.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

À cette étape, aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Ne s'applique pas.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Annie GERBEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sébastien DESHAIES, Service des infrastructures_voirie et transports
Camille BÉGIN, Service des communications

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alain MARTEL
Conseiller en développement économique

Tél : 514 872-8508
Télécop. : 514 872-0049

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-07-12

Géraldine MARTIN
Directrice

Tél : 514 872-2248
Télécop. : 514 872-6249

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Alain HOUDE
Directeur
Tél : 514 872-1908
Approuvé le : 2017-07-28

Dossier décisionnel 1171179004

Adopter un règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation des secteurs commerciaux faisant l'objet de travaux majeurs d'infrastructure (Programme Réussir@Montréal – Artère en chantier (RCG 15-083)

Proposition de modifications au règlement RCG 15-083

Règlement en vigueur	Proposition de modification	Commentaires
Article 4. Paragraphe 1.	Article 4. Paragraphe 1.	
4. Le comité exécutif de Montréal peut, par ordonnance : 1. Désigner un ou plusieurs secteurs, au moyen d'un plan ou en indiquant les rues et parties de rues du territoire visé, et fixer la date à laquelle le présent règlement commence à s'y appliquer;	**4. Le comité exécutif de Montréal peut, par ordonnance :** 1. Désigner un ou plusieurs secteurs, au moyen d'un plan ou en indiquant les rues et parties de rues du territoire visé, et fixer la date à laquelle le présent règlement commence à s'y appliquer ainsi que toute période, qui ne peut excéder 24 mois, durant laquelle il s'y applique;	Les modifications proposées permettront de moduler l'application du programme de subvention à la réalité de certains chantiers, particulièrement ceux qui se déroulent en différentes phases échelonnées sur une longue période. Ainsi modifié, le règlement devrait encourager l'intervention physique sur les façades des bâtiments commerciaux à différents moments tel qu'en début ou en fin de chantier. Les modifications proposées permettront l'adaptation à la réalité de certains chantiers, notamment celui qui doit débuter sur la rue Saint-Hubert au cours de l'automne 2017.
Article 7.	Article 7.	
7. Le propriétaire ou le locataire d'un bâtiment peut obtenir une subvention en compensation du coût des travaux admissibles, lesquels doivent être conformes au Code et aux règlements applicables, en présentant une demande à cet effet. La demande doit être présentée au moyen du formulaire fourni par la Ville dans les 24 mois de l'application du présent règlement au secteur désigné où se situe le bâtiment visé par la demande. Ce formulaire doit être accompagné des documents suivants :	7. Le propriétaire ou le locataire d'un bâtiment peut obtenir une subvention en compensation du coût des travaux admissibles, lesquels doivent être conformes au Code et aux règlements applicables, en présentant une demande à cet effet. La demande doit être présentée au moyen du formulaire fourni par la Ville durant une période d'application du présent règlement, fixée en vertu de l'article 4, au secteur désigné où se situe le bâtiment visé par la demande. Ce formulaire doit être accompagné des documents suivants :	

Préparé par :
Service du développement économique
Direction de l'entrepreneuriat

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1171179004

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation des secteurs commerciaux faisant l'objet de travaux majeurs d'infrastructure (Programme Réussir@Montréal - Artère en chantier) (RCG 15-083)

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AG - 1171179004 Règlement modifiant RCG 15-083-VF.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Annie GERBEAU
Avocate
Tél : 514 872-3093

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-07-24

Annie GERBEAU
Avocate chef de division
Tél : 514 872-3093
Division : Droit fiscal, évaluation et transaction financière

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES SUBVENTIONS RELATIVES À LA REVITALISATION DES SECTEURS COMMERCIAUX FAISANT L'OBJET DE TRAVAUX MAJEURS D'INFRASTRUCTURE (PROGRAMME RÉUSSIR@MONTRÉAL – ARTÈRE EN CHANTIER) (RCG 15-083)

Vu les articles 82 à 90 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu le Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Le paragraphe 1° de l'article 4 du Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation des secteurs commerciaux faisant l'objet de travaux majeurs d'infrastructure (RCG 15-083) est modifié par l'ajout, à la suite du mot « appliquer », des mots « ainsi que toute période, qui ne peut excéder 24 mois, durant laquelle il s'y applique ».

2. L'article 7 du même règlement est modifié par le remplacement des mots « dans les 24 mois de l'application du présent règlement » par les mots « durant une période d'application du présent règlement, fixée en vertu de l'article 4, ».

_____

GDD1171179004

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.11

2017/09/28 17:00

(1)

Dossier # : 1176279002

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Ingénierie d'usine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 18 613 000 $ afin de financer les travaux de modernisation, de pérennisation et de sécurisation prévus au programme d'investissement dans les usines d'eau potable.

Il est recommandé :
d'adopter le Règlement autorisant un emprunt de 18 613 000 $ afin de financer les travaux de modernisation, de pérennisation et de sécurisation prévus au programme d'investissement dans les usines d'eau potable, sujet à son approbation par le Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-07-31 14:51

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1176279002**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Ingénierie d'usine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 18 613 000 $ afin de financer les travaux de modernisation, de pérennisation et de sécurisation prévus au programme d'investissement dans les usines d'eau potable.

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de l'eau doit faire adopter un règlement d'emprunt pour le programme d'investissements divers dans les usines d'eau potable.
De nombreux projets de petite et moyenne envergures sont requis sur une base régulière afin d'assurer la pérennité des installations et de se conformer aux standards et aux normes en constante évolution. Le programme comprend des travaux de diverses natures, autant au niveau des procédés de traitement, de l'enveloppe des bâtiments, de la structure, de l'automatisation des systèmes, des réseaux de communication, de la sécurisation des machines, etc.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0751 - 22 décembre 2016 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 8 021 000 $ afin de financer les travaux de modernisation, de pérennisation et de sécurisation prévus au programme d'investissement dans les usines d'eau potable.
CG16 0652 - 29 novembre 2016 - Adopter le Programme triennal d'immobilisations 2017-2019 de la Ville de Montréal (volet agglomération).

DESCRIPTION

Le présent dossier décisionnel vise à adopter le « Règlement autorisant un emprunt de 18 613 000$ afin de financer les travaux de modernisation, de pérennisation et de sécurisation prévus au programme d'investissement dans les usines d'eau potable » pour les années 2018 et 2019.
Le montant demandé servira à octroyer les contrats relatifs aux projets prévus au Programme triennal d'immobilisations 2017-2019 de l'agglomération de Montréal, tels que les travaux sur les équipements de procédé, de pompage et électricité. Ces investissements incluent notamment le remplacement d'équipements désuets (ex : soufflantes, vannes, disjoncteurs), la restauration de structures vieillissantes (ex: appuis de poutres) et la mise aux normes des équipements relatifs à la santé et sécurité des travailleurs (ex: passerelles et garde-corps, sécurisation machine) ainsi que la protection de l'eau potable (ex : réfection

installations pétrolières).

Pour le volet automatisation, les travaux d'investissement visent la modernisation, le remplacement, la fiabilisation et la sécurisation des infrastructures de contrôle, de communication et d'information des usines. Parmi les projets identifiés figurent : le déploiement d'un site de relève et d'opération à distance, le rehaussement des systèmes de contrôle en temps réel des procédés des usines de l'ouest et des stations de pompage, l'ajout d'outils d'aide à la décision pour l'ensemble des opérateurs de la Direction de l'eau potable, le déploiement d'un nouveau réseau de télémétrie pour les chambres de régulation et de mesures.

Pour le volet immobilier, des rénovations importantes sont requises. Ces interventions incluent la réfection de l'enveloppe incluant les toitures, la fenestration, les parements extérieurs, le scellement des joints et des fondations, la réfection des systèmes électriques, mécaniques et structuraux, la réfection des finis intérieurs. De plus, des travaux civils sont prévus incluant la réparation des stationnements et le gazonnement, la plantation et le remplacement des éclairages désuets.

Le montant du règlement demandé correspond au niveau de dépenses prévu pour les deux dernières années du PTI 2017-2019.

L'ensemble de ces travaux est de compétence d'agglomération puisqu'il concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* .

Certains de ces travaux bénéficieront de subventions dont les taux varient selon les programmes.

JUSTIFICATION

L'autorisation du présent projet de règlement d'emprunt est nécessaire pour financer les travaux de modernisation, de pérennisation et de sécurisation prévus dans les usines d'eau potable.
La mission de la Direction de l'eau potable est d'exploiter, pour l'agglomération de Montréal, un service fiable et performant et de fournir de l'eau potable d'une qualité exemplaire, en quantité suffisante, et aux meilleurs coûts financier et environnemental possibles tout en gérant les infrastructures comme un patrimoine collectif à maintenir en bon état de constante appréciation.

Dans le but de remplir cette mission, il est requis d'investir en réalisant des travaux de réfection sur nos actifs (équipements, procédés et installations), en les mettant à niveau selon les normes et technologies les plus récentes qui permettent de produire l'eau à meilleur coût et d'en maintenir la pérennité.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il est important de souligner que ce règlement comporte des modalités spécifiques de remboursement. En effet, le règlement prévoit que des quotes-parts seront perçues de chacune des municipalités liées afin de pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt qui sera contracté relativement aux dépenses admissibles au Programme de transfert de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et contribution du gouvernement du Québec (TECQ) ou au volet grandes villes du Programme de subvention Fonds chantiers Canada-Québec (FCCQ). Les quotes-parts, établies sur la base des dépenses réelles, seront réparties entre les municipalités liées en proportion de leur potentiel fiscal respectif établi selon l'Arrêté de la

ministre des Affaires municipales et des régions en date du 26 novembre 2008, (2008) 140 G.O. II, 5967A. Ces quotes-parts seront assujetties aux mêmes modalités de paiement que celles de la quote-part générale.
Par ailleurs, le règlement prévoit que toute municipalité liée pourra, si elle le désire, s'exempter en tout ou en partie du paiement de la quote-part pour le reste du terme de l'emprunt en payant en un seul versement sa part du capital ou une partie de celui-ci. L'offre de paiement comptant sera faite aux municipalités liées à la suite du dépôt du rapport financier annuel de la Ville de Montréal. Les subventions TECQ ou FCCQ-GV ainsi que la réserve locale que la Ville de Montréal inscrit dans ces projets tiennent lieu de paiement comptant pour celle-ci.

Pour les dépenses qui ne sont pas admissibles à ces programmes de subventions, le financement de l'emprunt proviendra des revenus généraux de l'agglomération de Montréal.

Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les projets financés par ce règlement d'emprunt contribueront à la pratique d'une gestion responsable des ressources. Ils permettront à la Direction de l'eau potable d'atteindre l'un des objectifs fixés dans le Plan d'action Montréal durable 2016-2020, soit de réduire de 20 % l’eau potable produite par les usines de Montréal entre 2011 et 2020.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans ce règlement d'emprunt, il ne sera pas possible de réaliser les travaux requis pour maintenir en bon état de fonctionnement les usines de production d'eau potable de Montréal.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ce dossier ne comporte aucun enjeu de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion : 24 août 2017
Adoption : 28 septembre 2017
Approbation par le ministre des Affaires municipales et Occupation du territoire

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane GAUDETTE TURYN)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Aicha ZAMPALEGRE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sophie VOYER, Service des communications
Marie DESORMEAUX, Service des communications

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie CARRIÈRE
chef de section

Tél : 514-872-7582
Télécop. : 514-872-8353

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-07-17

Caroline TURCOTTE
Chef de section
pour Christian Marcoux,ing chef de division

Tél : 514 872-3483
Télécop. : 514 872-8146

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marie-Josée M GIRARD
Chef de division - Projets majeurs
en remplacement d'André MARSAN, directeur de la Direction de l'eau potable
Tél : 514 872-4631
Approuvé le : 2017-07-28

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice

Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2017-07-28

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1176279002

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Ingénierie d'usine
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 18 613 000 $ afin de financer les travaux de modernisation, de pérennisation et de sécurisation prévus au programme d'investissement dans les usines d'eau potable.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AGT - 1176279002 - Usines d'eau potable (TECQ et FCCQ) - VF.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-07-28

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 18 613 000 $ AFIN DE FINANCER LES TRAVAUX DE MODERNISATION, DE PÉRENNISATION ET DE SÉCURISATION PRÉVUS AU PROGRAMME D'INVESTISSEMENT DANS LES USINES D'EAU POTABLE

Vu les articles 19, 26, 118.80 et 118.81 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations qui sont prévues au programme triennal d'immobilisations de l'agglomération de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Aux fins du présent règlement le terme « potentiel fiscal » signifie le potentiel fiscal tel qu'établi par l'Arrêté de la ministre des Affaires municipales et des Régions concernant les règles permettant d'établir le potentiel fiscal des municipalités liées de l'agglomération de Montréal aux fins de la répartition des dépenses d'agglomération (2008) 140 G.O.II, 5967A.

2. Un emprunt de 18 613 000 $ est autorisé afin de financer les travaux de modernisation, de pérennisation et de sécurisation prévus au programme d'investissement dans les usines d'eau potable.

3. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

4. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

5. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles d'un emprunt contracté en vertu du présent règlement, il sera perçu, chaque année, relativement aux dépenses qui sont admissibles au Programme de transfert de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et contribution du gouvernement du Québec (TECQ) ou au volet grandes villes du Programme de subvention Fonds chantiers Canada-Québec, durant le terme de l'emprunt, une quote-part, de chaque municipalité liée, suffisante pour assurer le remboursement de l'emprunt relatif à ces dépenses. La quote-part est répartie entre les municipalités liées en proportion de leur potentiel fiscal respectif tel qu'établi pour l'exercice financier au cours duquel est faite l'offre de paiement comptant visée à l'article 7.

Cette quote-part sera prélevée de la manière et aux dates fixées pour le prélèvement de la quote-part générale.

6. Toute municipalité liée de qui est exigée une quote-part, en vertu de l'article 5, peut :

1° être exemptée de cette quote-part en payant, en un versement, la part du capital qui, à l'échéance de l'emprunt, aurait été fournie par cette quote-part;

2° être exemptée d'une partie de cette quote-part en payant, en un versement, une partie de la part du capital qui, à l'échéance de l'emprunt aurait été fournie par cette quote-part; le pourcentage d'exemption étant égal au pourcentage de la part du capital payée.

La part payable est calculée sur la base du potentiel fiscal tel qu'établi pour l'exercice financier au cours duquel est faite l'offre de paiement comptant visée à l'article 7.

Le paiement fait avant le terme mentionné à l'article 7 exempte la municipalité liée de cette quote-part ou d'une partie de celle-ci pour le reste du terme de l'emprunt, selon la part du capital qu'elle a payée en vertu du 1er alinéa.

Le montant de l'emprunt est réduit d'une somme égale à celle payée en vertu du présent article.

7. La Ville de Montréal transmet aux municipalités liées, suite au dépôt du rapport financier, une offre de paiement comptant basée sur le montant des dépenses nettes à financer faites en vertu du présent règlement au cours de l'exercice financier visé par le rapport.

Le paiement de la part du capital prévu à l'article 6 doit se faire en un versement unique au plus tard le 90e jour qui suit la transmission de l'offre de paiement comptant aux municipalités liées.

8. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt contracté en vertu du présent règlement relativement aux dépenses qui ne sont pas admissibles à l'un ou l'autre des programmes mentionnés à l'article 5, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux provenant de l'agglomération de Montréal, conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

CE 2017-08-09

Point 40.011

GDD 1176279002

Adoption – Règlement autorisant un emprunt de 18 613 000 $ afin de financer les travaux de modernisation, de pérennisation et de sécurisation prévus au programme d'investissement dans les usines d'eau potable

Projets prévus à court terme :

AT - Remplacement de la génératrice de la prise d'eau LaSalle
AU - PC - Modernisation de l'automatisation (SP et Travaux) TECQ
DEP Services professionnels contrat 2 ingénierie divers mandats usines
AT - Travaux de protection
Programme d'amélioration des systèmes de sécurité (PASS)
AU - Amélioration fiabilité des systèmes de contrôle - SP
LA - Installation des génératrices - TECQ
AT - Restauration d'appuis poutres galeries 5 & 6
DB-Travaux d'automation-rempl.automates, PLC et ordinateur syst.cent. FCIS
DEP - Services professionnels contrat 1 ingénierie divers mandats usines
AT- Travaux divers secteur BP (fin lot C8-221)
PC-Mise à neuf disjoncteurs
AU - PF - Travaux de sécurisation automatisation - Réservoirs satellites.
AT -Escalier d'accès sous-sol pompes W
PC -Atténuation du bruit
AU - Amélioration des rapports et outils d'aide à la décision - SP
PC - Ajout de redondance du dosage de chaux
PC - Fourniture dispositifs anti-refoulement (DAR)
DB - Étanchéisation des joints de dilatation des bassins de filtres
AU - Amélioration fiabilité techno. de l'information réseaux contrôle - SP
PC-Ajout de climatisation dans la sous-station électrique
DEP Services professionnels contrat 1 ingénierie divers mandats usine
PF-Sécurisation machine
DB- Ventilation galeries et escaliers UV
DB Étanchéité du bassin hypochlorite
Mitigation risques chlore gazeux aux usines DO, PC, LA, PF
DB - Réfection trappes d'accès & chapes des pompes de basse pression
LA - Réfection joints d'expansion réservoir surélevé
AT-Sécurisation machine
AT- Installation vanne murale et actuateur G6
AT Quai de dépotage produit chimique
AT - Remplacement des soufflantes d'air de lavage des filtres
Prise d'eau Lasalle -Renforcement structuraux et réfection intérieur
DB- Vannes et pompes de drainage puits d'eau brute
PF - Ajout de passerelle d'accès aux filtres
PF-Réfection vannes murales secteur basse pression
DB - Mise en conformité des trappes de plancher

AT : Atwater

DB : Des Baillets

PC : Pointe-Claire

LA : Lachine

PF : Pierrefonds

DO : Dorval

AU : Automatisation

DEP : Direction eau potable

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1176279002

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Ingénierie d'usine
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 18 613 000 $ afin de financer les travaux de modernisation, de pérennisation et de sécurisation prévus au programme d'investissement dans les usines d'eau potable.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Règlement d'empruntGDD1176279002.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Aicha ZAMPALEGRE
Préposée au budget
Service des finances, conseil et soutien financier
Point de service Eau - Environnement
514-872-7232
Tél : 514 872-7232

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-07-28

Louise B LAMARCHE
Conseillerère budgétaire

Tél : 514 872-6538
Division : Service des finances
Division du conseil et du soutien financier.
Point de service Eau - Environnement

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.12

2017/09/28 17:00

(1)

Dossier # : 1171183001

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 a) prendre des mesures adéquates visant à sauvegarder, protéger et mettre en valeur le patrimoine culturel et naturel ainsi qu'à favoriser la diffusion des savoirs et des connaissances qui les distinguent
Compétence d'agglomération :	Mise en valeur des biens protégés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 21 400 000 $ afin de financer les travaux de réaménagement de la rue Saint-Paul réalisés en partie dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2017-2018.

Il est recommandé d'adopter le Règlement autorisant un emprunt de 21 400 000 $ afin de financer les travaux de réaménagement de la rue Saint-Paul réalisés en partie dans le cadre de l'*Entente sur le développement culturel de Montréal* 2017-2018.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-07-28 08:22

Signataire : Benoit DAGENAIS

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1171183001**
Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 a) prendre des mesures adéquates visant à sauvegarder, protéger et mettre en valeur le patrimoine culturel et naturel ainsi qu'à favoriser la diffusion des savoirs et des connaissances qui les distinguent
Compétence d'agglomération :	Mise en valeur des biens protégés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 21 400 000 $ afin de financer les travaux de réaménagement de la rue Saint-Paul réalisés en partie dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2017-2018.

CONTENU

CONTEXTE

En 2013, le projet de réaménagement de la rue Saint-Paul est inscrit dans le *Plan de protection et de mise en valeur du Vieux-Montréal.* Il prévoit la réfection de l'aménagement des surfaces du domaine public sur un territoire d'intervention couvrant la rue Saint-Paul, de la rue Berri à la rue McGill. Sa réalisation a été découpée en trois phases :

- phase 1 : section située entre la rue Berri et la place Jacques-Cartier, incluant certaines rues à proximité (de Bonsecours, Bonneau et du Marché-Bonsecours) et le parvis du marché Bonsecours;
- phase 2 : section située entre la place Jacques-Cartier et le boulevard Saint-Laurent (révisée en 2017), incluant certains tronçons de rues à proximité (Saint-Vincent et Saint-Gabriel);
- phase 3 : section située entre le boulevard Saint-Laurent et la rue McGill (révisée en 2017), incluant tous les abords de la place Royale.

Les travaux de la phase 1 - à laquelle la réfection des infrastructures souterraines a été intégrée - ont débuté en 2015, se sont poursuivis en 2016 et se termineront au cours de l'année 2018 en raison d'une pause, en 2017, pour permettre la tenue des festivités du 375^{e} anniversaire de la fondation de Montréal. Cette première phase, financée dans le cadre de l'*Entente sur le développement culturel de Montréal* (2012-2015 et 2016-2017), totalise 16,5 M$ dont 3 M$ proviennent du ministère de la Culture et des Communications (MCC). Le projet de réaménagement de la rue, plus particulièrement ses phases 2 et 3, est inscrit dans l'édition 2017-2018 de l'*Entente sur le développement culturel de Montréal* .

Par ailleurs, avant le lancement des travaux de la phase 1, une entente-cadre d'une durée de 84 mois a été conclue pour le préachat des pavés de granit pour le revêtement de la chaussée de l'ensemble des trois phases du projet de réaménagement de la rue.

Les investissements requis pour la réalisation des phases 2 et 3 de ce projet ont été inscrits dans le *Programme triennal d'immobilisations* (PTI) 2017-2019 de l'agglomération de Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0652, 29 novembre 2016 - Adopter le *Programme triennal d'immobilisations* 2017-2019 (volet agglomération).
CM16 1298, 28 novembre 2016 - Adopter le *Programme triennal d'immobilisations* 2017-2019 (volet ville centrale).

CG16 0618, 24 novembre 2016 - Approuver l'*Entente sur le développement culturel de Montréal* 2016-2017 entre le ministre de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal.

CG15 0683, 26 novembre 2015 - Approuver l'*Entente sur le développement culturel de Montréal* 2015-2016 entre la ministre de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal.

CG15 0512, 29 août 2015 - Adopter le Règlement autorisant un emprunt de 16 500 000 $ afin de financer les travaux de réaménagement de la rue Saint-Paul - phase 1 - réalisés en partie dans le cadre de l'*Entente sur le développement culturel de Montréal* 2012-2015.

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à recommander l'adoption d'un règlement d'emprunt de 21,4 M$ pour financer le parachèvement du projet de réaménagement de la rue Saint-Paul, plus précisément la réalisation des travaux des phases 2 (section place Jacques-Cartier au boulevard Saint-Laurent) et 3 (section boulevard Saint-Laurent à rue McGill).
Les dépenses qui seront financées par le règlement couvriront :

- les travaux d'aménagement de l'éclairage public et des surfaces, chaussées et trottoirs, incluant les rues transversales Saint-Vincent, entre les rues Saint-Paul et Notre-Dame et Saint-Gabriel, entre les rues Saint-Paul et de la Commune ainsi que les abords est et ouest de la place Royale;
- les services professionnels de conception, de confection des plans et devis d'exécution, d'assistance technique et de surveillance des travaux;
- l'habillage des chantiers et les communications info-travaux;
- les interventions et la supervision archéologiques ainsi que la mise en valeur des vestiges archéologiques;
- les contingences et les incidences.

JUSTIFICATION

L'entrée en vigueur du règlement d'emprunt permettra au Service de la mise en valeur du territoire (SMVT) d'obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses reliées aux travaux des phases 2 et 3 du projet de réaménagement de la rue Saint-Paul. Tout comme pour la phase 1 de ce projet, le SMVT a mandaté la Division des grands projets no 2 du Service des infrastructures, de la voirie et des transports pour voir à la réalisation des plans et devis des travaux ainsi qu'à la gestion des chantiers.

Le réaménagement de la rue Saint-Paul constitue un projet significatif pour la mise en valeur du Vieux-Montréal. La rue Saint-Paul, la plus ancienne rue commerciale de Montréal, constitue aujourd'hui l'artère commerciale principale du Vieux-Montréal et l'un de ses plus remarquables parcours pour les promeneurs et visiteurs. En réaménageant la rue Saint-Paul, la Ville crée des espaces conviviaux et sécuritaires pour les déplacements à pied et met en valeur le caractère historique et patrimonial du quartier tout en assurant la vitalité commerciale de la rue.

Le présent règlement d'emprunt permettra aussi de poursuivre la programmation élaborée avec le MCC visant à assurer la mise en valeur du domaine public du site patrimonial de Montréal dans le cadre de l'*Entente sur le développement culturel de Montréal* 2017-2018.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement d'emprunt de 21,4 M$ servira au financement du projet 36200 - Aménagement du domaine public Vieux-Montréal, prévu à la programmation du PTI 2017-2019.
Ce règlement d'emprunt est de compétence d'agglomération, parce qu'il concerne la gestion d'ententes et de programmes gouvernementaux pour la mise en valeur des biens et de sites reconnus par la Loi sur le patrimoine culturel, le tout en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

Les travaux financés par ce règlement constituent des dépenses en immobilisations. Conformément à la Politique de capitalisation et d'amortissement des dépenses en immobilisations approuvée par le conseil d'agglomération (résolution CG07 0473), la période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 20 ans.

Le projet bénéficiera d'un financement de la part du MCC dans le cadre de l'*Entente sur le développement culturel de Montréal* 2017-2018, laquelle sera soumise, pour approbation, à la séance du conseil d'agglomération du 24 août 2017. Les montants consentis par le Gouvernement du Québec dans le cadre de cette entente ont toutefois été confirmés par le ministre de la Culture et des Communications dans une lettre adressée au maire de Montréal, le 8 juin dernier. Cette lettre est jointe au sommaire.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les orientations guidant le projet de réaménagement de la rue Saint-Paul visant l'amélioration de la convivialité des lieux, l'utilisation de matériaux durables et faciles à entretenir et le recyclage des anciens pavés de granit, tout en tenant compte des qualités patrimoniales du lieu, vont dans le sens des objectifs du plan *Montréal durable 2016-2020.*

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'absence des crédits visés par ce règlement d'emprunt interromprait la poursuite du réaménagement de la rue entamé en 2015 : la chaussée et les trottoirs de longues sections de la rue demeureraient en mauvais état.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est associée au présent dossier. Une stratégie de communication sera toutefois élaborée et appliquée préalablement à la mise en oeuvre des travaux et tout au long de leur déroulement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion : 24 août 2017
Adoption : 28 septembre 2017
Approbation du règlement par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire : fin de l'automne 2017
Début des travaux de la phase 2 : printemps 2018

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François RONDOU)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane GAUDETTE TURYN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Mario DUGUAY, Service des infrastructures_voirie et transports

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Claude DAUPHINAIS
Architecte - Planification

Tél : 872-2697
Télécop. : 872-1153

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-01

Sylvain DUCAS
Directeur de l'urbanisme

Tél : 514 872-4185
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Lise BERNIER
Chef de division
Aménagement et design urbain
Tél : 514 872-6070
Approuvé le : 2017-07-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service

Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2017-07-27

Québec

Gouvernement du Québec
Le ministre de la Culture et des Communications et ministre responsable de la Protection et de la Promotion de la langue française
Ministre responsable de la région de l'Estrie
Député de Sherbrooke

Québec, le 8 juin 2017

Monsieur Denis Coderre
Maire
Président du conseil d'agglomération
Ville de Montréal
Hôtel de ville
275, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Monsieur le Maire et Président du conseil d'agglomération, Cher Denis,

J'ai le plaisir de vous annoncer que la contribution financière du ministère de la Culture et des Communications pour la mise en œuvre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2017-2018 s'établira à 19 500 000 $ pour la période s'étendant du 1er avril 2017 au 31 mars 2018.

Cette contribution vous est accordée à titre de maître d'œuvre de l'entente en vertu du programme Aide aux initiatives de partenariat, laquelle entente permettra de réaliser les activités que nous avons retenues pour atteindre nos objectifs communs. Elle a été établie selon les besoins des milieux culturels véhiculés par nos équipes respectives et en tenant compte d'une participation financière équivalente de la part de la Ville de Montréal. Elle se répartit comme suit : 2 000 000 $ en crédits réguliers et 17 500 000 $ en service de la dette.

Le budget en crédits réguliers sera remboursé à hauteur de 1 000 000 $ par le Fonds du patrimoine culturel québécois que nous administrons et à hauteur de 1 000 000 $ dans notre enveloppe ministérielle courante. Quant au montant de 17 500 000 $, il inclut une somme de 4 500 000 $ pour le développement du réseau des bibliothèques de Montréal.

En décembre dernier, le gouvernement du Québec signait avec la Ville de Montréal une entente-cadre pour la reconnaissance du statut particulier de la métropole, le « Réflexe Montréal », dans laquelle est inscrite une mesure portant sur la délégation d'application de la *Politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics* ainsi qu'un engagement du gouvernement à conclure des ententes de développement culturel d'une durée de trois ans.

... 2

Québec
Édifice Guy-Frégault
225, Grande Allée Est
Bloc A, 1er étage
Québec (Québec) G1R 5G5
Téléphone : 418 380-2310
Télécopieur : 418 380-2311
www.mcc.gouv.qc.ca

Montréal
480, boul. Saint-Laurent, 7e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y7
Téléphone : 514 873-2137
Télécopieur : 514 873-0980

Également, le projet de loi nº 121, portant le titre de *Loi augmentant l'autonomie et les pouvoirs de la Ville de Montréal, métropole du Québec*, prévoit modifier la *Loi sur le patrimoine culturel* pour permettre l'exercice par la Ville de certains pouvoirs d'autorisation qui me sont actuellement réservés.

C'est à la lumière de ces nouvelles dispositions administratives et législatives qu'une révision en profondeur de nos engagements devra être faite, et ce, en vue d'un nouveau pacte triennal 2018-2021. Également, nos nouvelles politiques culturelles respectives devront être prises en compte dans les discussions menant à la prochaine entente.

Je sollicite enfin votre collaboration afin que vous nous soumettiez une proposition dans la programmation et les budgets de l'Entente 2018-2021 à venir, qui intégrera un budget de 1 600 000 $ par année pour l'exploitation de l'*Incubateur Saint-Sulpice* par BAnQ. Comme convenu, ces dépenses seront assumées en parts égales par le Ministère et la Ville de Montréal.

Madame Hélène Binette, directrice générale de Montréal, communiquera sous peu avec vos représentants pour préciser les modalités et conditions relatives au versement et à l'utilisation de cette subvention, lesquelles seront détaillées dans une convention à intervenir ultérieurement.

Souhaitant que notre contribution permette l'atteinte des objectifs que nous visons conjointement en tant que partenaires, je vous remercie de votre participation à l'essor de la culture à Montréal et au Québec, et vous prie d'agréer, Monsieur le Maire et Président du conseil d'agglomération, mes salutations distinguées.

Le ministre,

LUC FORTIN

N/Réf. : 526899 et 526934

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1171183001

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 21 400 000 $ afin de financer les travaux de réaménagement de la rue Saint-Paul réalisés en partie dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2017-2018.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AGT - 1171183001 - Rue Saint-Paul - VF.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-07-24

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 21 400 000 $ AFIN DE FINANCER LES TRAVAUX DE RÉAMÉNAGEMENT DE LA RUE SAINT-PAUL RÉALISÉS EN PARTIE DANS LE CADRE DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE MONTRÉAL 2017-2018

Vu l'article 37 du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de l'agglomération de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 21 400 000 $ est autorisé afin de financer les travaux de réaménagement de la rue Saint-Paul réalisés en partie dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2017-2018.

2. Cet emprunt comprend les frais et honoraires d'études et de conception, ceux relatifs à la confection des plans et devis et à la surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux provenant de l'agglomération de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

GDD1171183001

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1171183001

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 21 400 000 $ afin de financer les travaux de réaménagement de la rue Saint-Paul réalisés en partie dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2017-2018.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Projet 36200 - 1171183001.xls

Délégation de pouvoirs de Jacques Bernier du 24 juillet au 6 aout 17.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François RONDOU
Agent comptable analyste - Conseil et soutien financier - PS Développement
Tél : 514-868-3837

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-07-25

Pascal-Bernard DUCHARME
Chef de section

Tél : 514 872-2059
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier, Point de service Développement

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.13

2017/09/28 17:00

(1)

Dossier # : 1170607007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme et du développement économique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement autorisant la démolition de deux bâtiments et la construction et l'occupation d'un immeuble destiné à du logement pour des personnes ayant besoin d'aide et d'hébergement en vertu de l'article 89, paragraphe 4 de la Charte, sur le lot 2 317 486 et une partie du lot adjacent 1 885 486 du Cadastre du Québec - Conseil d'agglomération

ATTENDU l'avis favorable du comité consultatif d'urbanisme à sa séance du 10 août 2017;
De soumettre pour adoption au Conseil d'agglomération, en vertu de l'article 89, paragraphe 4 de la Charte de la Ville, le projet de règlement autorisant la démolition de deux bâtiment et la construction et l'occupation d'un immeuble destiné à des personnes ayant besoin d'aide et d'hébergement, sur le lot 2 317 486 et une partie du lot adjacent 1 885 486 du cadastre du Québec.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-08-15 17:15

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil d'agglomération

Assemblée ordinaire du jeudi 24 août 2017 Séance tenue le 24 août 2017	Avis de motion: CG17 0391

Avis de motion et présentation - Règlement autorisant la démolition de deux bâtiments ainsi que la construction et l'occupation, à des fins résidentielles, pour des personnes ayant besoin d'aide et d'hébergement, d'un bâtiment sur le lot 2 317 486 et une partie du lot adjacent 1 885 486 du cadastre du Québec

AVIS DE MOTION ET PRÉSENTATION

Avis de motion est donné par M. Alan DeSousa de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil d'agglomération du règlement intitulé « Règlement autorisant la démolition de deux bâtiments ainsi que la construction et l'occupation, à des fins résidentielles, pour des personnes ayant besoin d'aide et d'hébergement, d'un bâtiment sur le lot 2 317 486 et une partie du lot adjacent 1 885 486 du cadastre du Québec » et pour lequel le dossier décisionnel en fait la présentation.

41.13 1170607007
/lc

Denis CODERRE
_____
Maire

Yves SAINDON
_____
Greffier de la Ville

(certifié conforme)

_____
Yves SAINDON
Greffier de la Ville

Signée électroniquement le 28 août 2017

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1170607007**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme et du développement économique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement autorisant la démolition de deux bâtiments et la construction et l'occupation d'un immeuble destiné à du logement pour des personnes ayant besoin d'aide et d'hébergement en vertu de l'article 89, paragraphe 4 de la Charte, sur le lot 2 317 486 et une partie du lot adjacent 1 885 486 du Cadastre du Québec - Conseil d'agglomération

CONTENU

CONTEXTE

Une demande d'approbation, en vertu de l'article 89.4 de la Charte de la Ville de Montréal, a été déposée par la Société d'habitation et de développement de Montréal (SHDM) pour la démolition de deux bâtiments résidentiels de 3 étages, aux 2231-35 et 2239-43 rue de Champlain, au sud de la rue Sherbrooke et pour la construction d'un projet de remplacement.
Cette procédure, selon l'article 89.4º de la Charte de la Ville de Montréal, permet au conseil municipal d'adopter des règlements dérogeant à tout règlement d'un arrondissement pour la réalisation d'un projet relatif à de l'habitation destinée à des personnes ayant besoin d'aide, de protection, de soins ou d'hébergement.

Cette procédure n'implique ni consultation publique ni demande de processus référendaire. Elle permet d'adapter les normes prévues au règlement d'urbanisme à certaines réalités sociales, tout en assurant la conformité du projet au Plan d'urbanisme.

Le conseil d'agglomération a compétence dans ce domaine du logement social et doit donner son approbation au projet.

La SHDM, mandataire de la Ville de Montréal et créée en 1988, est une société à but non lucratif, financièrement autonome, c'est-à-dire ne recevant aucune subvention de la Ville. Elle a pour mission de contribuer au développement social et économique de la Ville de Montréal par la mise en valeur d'actifs immobiliers de nature résidentielle, institutionnelle, industrielle, commerciale et culturelle sur le territoire de celle-ci.

La SHDM s'engage à développer le présent projet avec un organisme communautaire ayant l'expertise dans le domaine et pouvant accompagner la clientèle visée vers la stabilité résidentielle. Plusieurs organismes partenaires ont déjà assuré l'attribution et la gestion des logements et des services de plusieurs projets (SODHAC, Accueil Bonneau, HAPOPEX,

SOCAM, Coopérative d'habitation Anderson, Maison l'Intervalle, Projet logement Montréal…).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

s/o

DESCRIPTION

Conditions actuelles

o Bâtiments situés à proximité de l'Hôpital Notre-Dame et du Parc Lafontaine sur la rue de Champlain, présentant une pente vers la rue Ontario;
o Construits dans les années 1910 à 1930;
o Acquis par la SHDM en 1982 et 1983 et actuellement vacants;
o Triplex jumelés de 3 étages totalisant 6 logements (5 ½);
o Brique brune ou rouge, fenêtres verticales à guillotines et passage piéton (ancienne porte cochère pour le bâtiment de brique rose);
o Selon les rapports d'experts : problèmes structuraux importants, affaissement du mur mitoyen et conditions de sol peu favorables entraînant des coûts de rénovation prohibitifs.

Projet de remplacement

o Projet résidentiel destiné à des personnes ayant besoin d'aide et d'hébergement;
o Construction d'un bâtiment de 3 étages, reprenant le gabarit existant et totalisant 23 logements (studios de 28 à 33 mètres carrés);
o Reprise du rythme parcellaire et des ouvertures verticales;
o Reprise de l'alignement en retrait au nord (porte d'entrée et bureau) et de l'alignement à 0 au sud;
o Implantation en L, autour d'une cour intérieure servant d'espace tampon entre le projet, la ruelle et les bâtiments voisins;
o Une salle communautaire, une buanderie et un bureau sont projetés pour cette clientèle ayant besoin d'accompagnement;
o Il est prévu, pour la révision par Titre VIII, un traitement architectural contemporain ainsi qu'un type de revêtement et des couleurs de matériaux intégrés au bâti existant;
o Le projet ne prévoit aucune case de stationnement.

Dérogation

Le projet présente la démolition de deux bâtiments et déroge au règlement d'urbanisme quant au nombre de cases de stationnement.

JUSTIFICATION

o Le projet répond aux objectifs du Plan d'action montréalais en itinérance pour l'intégration de clientèles vulnérables ayant besoin d'aide et d'hébergement;

o Le secteur concentre déjà des logements et des services communautaires pour des clientèles itinérantes ou à risque d'itinérance avec 720 hébergements d'urgence (seulement 5% réservés aux femmes) et 10 organismes communautaires;
o La SHDM possède dans le secteur 3 bâtiments, gérés par l'accueil Bonneau (Maisons Eugénie Bernier, Paul-Grégoire et Le Christin) proposant 135 studios et 11 logements;
o La SHDM s'engage à réaliser ce projet en collaboration avec un organisme

communautaire, au bénéfice d'une clientèle ayant besoin d'aide et d'hébergement;
o Au plan de l'architecture, le projet est compatible avec le milieu et présente des qualités d'intégration en termes d'implantation, d'alignement et de volume : reprise du gabarit, des alignements, du parcellaire et de la verticalité des ouvertures;
o Par ailleurs, le projet n'est pas susceptible d'entraîner d'impacts négatifs pour ce qui est de l'ensoleillement ou de la circulation. Les résidants ne sont pas véhiculés et le secteur est bien desservi en transports en commun à proximité du centre-ville;
o Le comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable pour cette demande lors de sa séance du 10 août 2017.

Pour ces raisons, la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est favorable à cette demande de démolition des deux bâtiments résidentiels situés aux 2231-35 et 2239-43 rue de Champlain et de construction d'un bâtiment de remplacement de 23 logements destinés à des personnes ayant besoin d'aide et d'hébergement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s/o

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet d'architecture sera élaboré dans le respect de la politique de développement durable de la SHDM. Un devis de performance de base sera lié au recyclage et la revalorisation des rebuts de démolition et de construction, à l'aménagement du site et de la cour intérieure pour contrer les îlots de chaleur, à l'efficacité énergétique et à la performance de l'enveloppe du bâtiment, au choix des matériaux et des ressources et à la qualité des environnements intérieurs. Le transport actif sera encouragé car aucune case de stationnement automobile n'est prévue. Du stationnement pour vélos sera fourni conformément au règlement.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le projet permet de construire 23 logements destinés à des personnes en situation d'itinérance ayant besoin d'aide et d'hébergement et visant une stabilité résidentielle.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'agglomération – adoption d'un avis de motion et du projet de règlement;
Conseil d'agglomération – adoption du règlement 89.4;
Révision architecturale.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le projet peut être autorisé en vertu de l'article 89 paragraphe 4 de la Charte, l'habitation prévue étant destinée à des personnes ayant besoin d'aide et d'hébergement. En conséquence et à la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Comité consultatif d'urbanisme - avis favorable

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Anne-Rose GORROZ
Conseillère en aménagement

Tél : 514 872-9392
Télécop. : 514 868-4912

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-10

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marc LABELLE
Directeur
Tél : 514 872-2698
Approuvé le : 2017-08-10

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1170607007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme et du développement économique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement autorisant la démolition de deux bâtiments et la construction et l'occupation d'un immeuble destiné à du logement pour des personnes ayant besoin d'aide et d'hébergement en vertu de l'article 89, paragraphe 4 de la Charte, sur le lot 2 317 486 et une partie du lot adjacent 1 885 486 du Cadastre du Québec - Conseil d'agglomération

CONTENU

CONTEXTE

Quelques corrections de nature strictement administrative furent apportées au projet de règlement avec le Service des affaires juridiques afin d'en améliorer sa compréhension.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Daniel AUBÉ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Comité consultatif d'urbanisme - avis favorable

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

514 872-9545
Tél :
Télécop. : 000-0000

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 août 2017
3001326115
4.1.1

Objet :	**ARTICLE 89**
Endroit :	2231 à 2235 et 2239 à 2243, rue De Champlain
Responsable :	Anne-Rose Gorroz et Louis Routhier
Description :	La demande vise la démolition de deux bâtiments résidentiels de 3 étages construits dans les années 1910 à 1930 pour la construction d'un projet résidentiel destiné à des personnes ayant besoin d'aide et d'hébergement. Le site est situé à proximité de l'Hôpital Notre-Dame et du Parc Lafontaine sur la rue de Champlain. Les bâtiments acquis par la SHDM en 1982 et 1983 sont actuellement vacants. Il s'agit de triplex jumelés en brique brune ou rouge, avec fenêtres verticales à guillotines et passage piéton (ancienne porte-cochère pour le bâtiment de brique rose) de 3 étages totalisant 6 logements. Selon les rapports d'experts, les bâtiments comportent des problèmes structuraux importants, dont l'affaissement du mur mitoyen et des conditions de sol peu favorables entraînant des coûts de rénovation prohibitifs. La SHDM s'engage à développer le présent projet avec un organisme communautaire ayant l'expertise dans le domaine et pouvant accompagner la clientèle visée vers la stabilité résidentielle. Plusieurs organismes partenaires ont déjà assuré l'attribution et la gestion des logements et des services de plusieurs projets. Le projet prévoit la construction d'un bâtiment de 3 étages, reprenant le gabarit existant et totalisant 23 logements (studios de 28 m^2 à 33 m^2) et reprenant du rythme parcellaire et des ouvertures verticales. De plus, l'alignement en retrait au nord (porte d'entrée et bureau) et l'alignement à 0 au sud seront repris. Il est proposé une implantation en L, autour d'une cour intérieure servant d'espace tampon entre le projet, la ruelle et les bâtiments voisins. Une salle communautaire, une buanderie et un bureau sont projetés pour cette clientèle ayant besoin d'accompagnement. Il est prévu, pour la révision par Titre VIII, un traitement architectural contemporain ainsi qu'un type de revêtement et des couleurs de matériaux intégrés au bâti existant. Le projet présente la démolition de 2 bâtiments et déroge au *Règlement d'urbanisme 01-282* quant au nombre de cases de stationnement.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : Aucune

Considérant que : Le projet répond aux objectifs du Plan d'action montréalais en itinérance pour l'intégration de clientèles vulnérables ayant besoin d'aide et d'hébergement.

Considérant que : Le secteur concentre déjà des logements et des services communautaires pour des clientèles itinérantes ou à risque d'itinérance avec 720 hébergements d'urgence (seulement 5% réservés aux femmes) et 10 organismes communautaires.

Considérant que : La SHDM possède dans le secteur 3 bâtiments, gérés par l'accueil Bonneau (Maisons Eugénie Bernier, Paul-Grégoire et Le Christin) proposant 135 studios et 11 logements.

Considérant que : La SHDM s'engage à réaliser ce projet en collaboration avec un organisme communautaire, au bénéfice d'une clientèle ayant besoin d'aide et d'hébergement.

Considérant que : Sur le plan de l'architecture, le projet est compatible avec le milieu et présente des qualités d'intégration en termes d'implantation, d'alignement et de volume dont la reprise du gabarit, des alignements, du parcellaire et de la verticalité des ouvertures.

Considérant que : Le projet n'est pas susceptible d'entraîner d'impacts négatifs pour ce qui est de l'ensoleillement ou de la circulation.

Considérant que : Les résidants ne sont pas véhiculés et le secteur est bien desservi en transports en commun, à proximité du centre-ville.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Assurer la reprise du rythme parcellaire et de l'alignement en retrait au nord et l'alignement à 0 au sud.**
- **Présenter la révision de projet lors d'une séance ultérieure du comité.**

Karine Boivin-Roy
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

VILLE DE MONTRÉAL — TRAVAUX PUBLICS

PLAN

Un emplacement formé d'une partie du lot 1136-226

situé au nord-est de la

RUE DE CHAMPLAIN

et au sud-est de la

RUE SHERBROOKE

ainsi que de la bâtisse dessus érigée

Cadastre de la cité de Montréal (Quartier Sainte-Marie)

Quartier municipal: Bourget

Division d'enregistrement de Montréal

Montréal, le 18 avril 1983 — Échelle: 1:200

Note: Ce plan accompagne le certificat de localisation

préparé par: Arthur Drolet a.g.
ARTHUR DROLET
Arpenteur-géomètre

Roland Pinsonneault a.g.
Arpenteur-géomètre en chef de la Ville

COPIE CONFORME A L'ORIGINAL
MONTRÉAL, LE 12-5-1983
Arthur Drolet a.g.
ARPENTEUR-GÉOMÈTRE

Les unités utilisées sont celles du système international (SI)

MODULE TECHNIQUE-ARPENTAGE

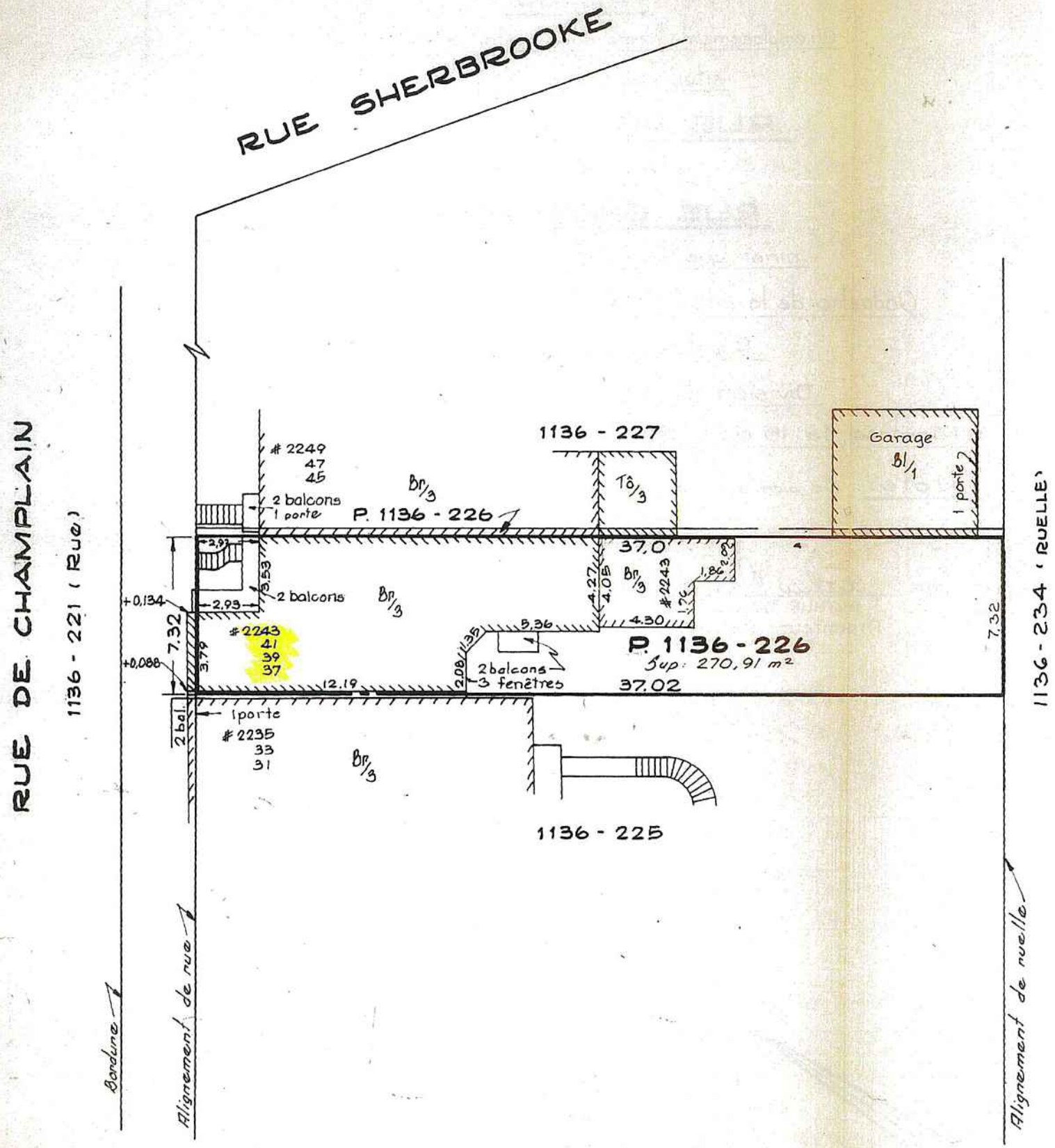
Plan Nº: C-136-1 Ste-Marie

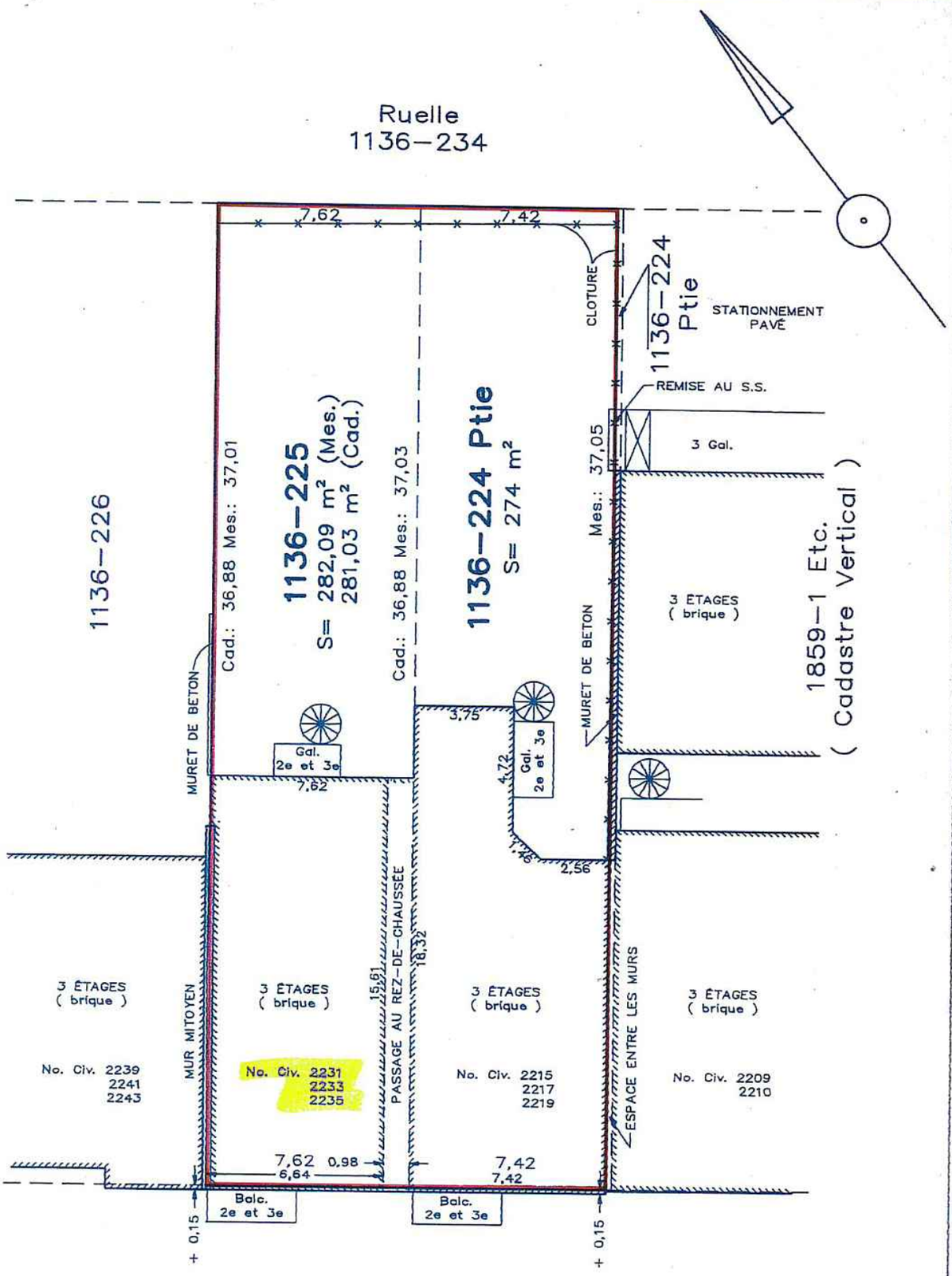
PRÉPARATION	PAR	DATE	VÉRIFIÉ
Relevé	A. DROLET	avril 1983	
Mise en plan	"	18 avril 83	
Dessin	P. BÉRUBÉ	22 avril 83	
Archives			

Arpenteur-Géomètre chef d'équipe:

Arpenteur-Géomètre chef de groupe

DOSSIER Nº: 12419


RUE SHERBROOKE
RUE DE CHAMPLAIN
1136 - 221 (Rue)
1136 - 234 (RUELLE)
1136 - 227
2249
47
45
Br/3
2 balcons
1 porte
P. 1136 - 226
Tô/3
Garage
Bl/1
1 porte
37,0
+2,93
3,53
+0,134
2,93
2 balcons
Br/3
4,27
4,05
Br/3
2243
1,86
2,02
1,26
4,30
7,32
2243
41
39
37
+0,088
7,32
3,79
5,36
1,35
2,08
P. 1136 - 226
Sup: 270,91 m²
2 balcons
3 fenêtres
12,19
37,02
2 bal.
1 porte
2235
33
31
Br/3
1136 - 225
Bordure
Alignement de rue
Alignement de ruelle



FRANCOIS L. ARCAND
ARPENTEUR–GÉOMÈTRE
430 PLACE JACQUES–CARTIER
VIEUX–MONTRÉAL, QUÉBEC H2Y 3B3
TÉL. : (514) 861–3200
TÉL. FAX.: (514) 861–7903

MONTRÉAL, LE 30 OCTOBRE 1997

CERTIFICAT DE LOCALISATION

NOTE: Ce plan ainsi que le rapport l'accompagnant font parties intégrantes du présent certificat de localisation. Préparés pour fins de vente et d'obtention de pret hypothécaire, ils ne devront pas etre utilisés pour d'autres buts sans l'autorisation écrite du soussigné.

FRANCOIS L. ARCAND
ARPENTEUR–GÉOMÈTRE

LOT(S):	1136–225 ET 1136–224 Ptie	ÉCHELLE:	1:200 SI
CADASTRE:	CITÉ DE MONTRÉAL (QUARTIER SAINTE–MARIE)	DESSINÉ PAR:	D. BEAUDRY
CIRC. FONC.:	MONTRÉAL	NO. DOSSIER:	9710–21
MUNICIPALITÉ:	VILLE DE MONTRÉAL	NO. MINUTE:	D.10814


36,88
15,04
2251
37,00
2 317 252
S: 270,9
2245
37,05
2239
1 885 486
2219
37,05
7,32
2215
15,04
2209
1 884 786
S: 227,4
37,27

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1170607007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme et du développement économique
Objet :	Adopter un règlement autorisant la démolition de deux bâtiments et la construction et l'occupation d'un immeuble destiné à du logement pour des personnes ayant besoin d'aide et d'hébergement en vertu de l'article 89, paragraphe 4 de la Charte, sur le lot 2 317 486 et une partie du lot adjacent 1 885 486 du Cadastre du Québec - Conseil d'agglomération

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir le document joint.

FICHIERS JOINTS

addenda SHDM Champlain.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Daniel AUBÉ
Avocat droit public et législation

Tél : 514-872-6872

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-24

Véronique BELPAIRE
Chef de division

Tél : 514-872-4222
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT LA DÉMOLITION DE DEUX BÂTIMENTS AINSI QUE LA CONSTRUCTION ET L'OCCUPATION, À DES FINS RÉSIDENTIELLES, POUR DES PERSONNES AYANT BESOIN D'AIDE ET D'HÉBERGEMENT, D'UN BÂTIMENT SUR LE LOT 2 317 486 ET UNE PARTIE DU LOT ADJACENT 1 885 486 CADASTRE DU QUÉBEC.

Vu le paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu le paragraphe 10° de l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

À l'assemblée du ..... 2017, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

CHAPITRE I
TERRITOIRE D'APPLICATION

1. Le présent règlement s'applique au territoire formé du lot 2 317 486 et d'une partie du lot adjacent 1 885 486 du cadastre du Québec.

CHAPITRE II
AUTORISATION

2. Malgré le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), la démolition de deux bâtiments et la construction et l'occupation d'un bâtiment à des fins résidentielles pour des personnes ayant besoin d'aide et d'hébergement, sont autorisées aux conditions prévues au présent règlement.

À ces fins, il est permis notamment de déroger à l'article 605 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

3. Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues au présent règlement s'applique.

CHAPITRE III
CONDITIONS

SECTION 1
USAGES

4. Seuls les usages « habitation » et « activité communautaire ou socioculturelle » sont autorisés.

SECTION II
STATIONNEMENT

5. Aucune unité de stationnement pour un véhicule automobile ni aucun frais au fonds de compensation n'est exigé.

SECTION III
PROJET DE REMPLACEMENT

6. Un certificat de démolition ne pourra être émis qu'au moment du dépôt d'un projet de construction et d'occupation sur le sol dégagé, approuvé en vertu du Titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), et conforme au présent règlement.

SECTION IV
LETTRE D'ENGAGEMENT ET GARANTIE MONÉTAIRE

7. Lors de la demande de permis, une lettre d'engagement définitif de la part d'un organisme sans non lucratif (OSBL) ou de tout autre organisme partenaire s'occupant de personnes ayant besoin d'aide et d'hébergement, devra être déposée à l'arrondissement et doit viser le respect des conditions imposées relatives à la démolition et au projet de construction et d'occupation du sol dégagé. À défaut de quoi aucun permis ne pourra être émis.

8. Un certificat de démolition ne pourra être émis qu'au moment du dépôt d'une garantie monétaire au montant de 221 250 $, correspondant à 20% de la valeur au rôle d'évaluation foncière des bâtiments à la date d'entrée en vigueur du présent règlement, visant à assurer le respect des conditions imposées dont notamment l'exécution du projet de construction et d'occupation sur le sol dégagé.

Cette garantie monétaire doit demeurer en vigueur jusqu'à ce que les travaux de démolition et le projet de construction et d'occupation sur le sol dégagé soient complétés.

SECTION V
AMÉNAGEMENT, ARCHITECTURE ET DESIGN

9. Préalablement à la délivrance d'un permis de construction et d'occupation, les travaux visés par le présent règlement doivent être approuvés conformément au Titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282*)*.

10. En plus des critères prévus à l'article 713 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282*)*, les objectifs et critères suivants s'appliquent aux fins de l'approbation visée à l'article 6 :

a) Les matériaux des façades avant et arrière devront s'intégrer aux matériaux du secteur ;
b) Les gabarits, les alignements et la fenestration doivent s'intégrer au bâti environnant;
c) Le rythme parcellaire doit être bien marqué;
d) L'implantation du projet de remplacement doit faire le lien entre les alignements dominants nord et sud et présenter un décroché;
e) La démolition du bâtiment doit permettre de réaliser un projet de remplacement mieux intégré au milieu et qui offre une plus-value;
f) Le projet de remplacement doit viser une haute qualité architecturale.

CHAPITRE IV
DISPOSITION PÉNALE

11. Quiconque occupe ou utilise une partie de lot, un lot, un terrain ou une construction, en autorise l'occupation ou l'utilisation, ou érige ou permet l'érection d'une construction, la démolit ou en permet la démolition, la transforme ou en permet la transformation en contravention de l'une des dispositions du présent règlement ou contrevient à l'une des dispositions du présent règlement, commet une infraction et est passible de la pénalité prévue à l'article 718 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

CHAPITRE V
DÉLAI DE RÉALISATION

12. Les travaux de construction visés par le présent règlement doivent débuter dans les 60 mois suivant l'entrée en vigueur du présent règlement.

Un délai maximal de 18 mois est autorisé entre le début des travaux de démolition et le début des travaux de construction.

En cas de non-respect du premier ou du deuxième alinéa, l'autorisation prévue au présent règlement est nulle et sans effet.

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans ..... le ..... 2017.

GDD 1170607007

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 50.01

2017/09/28 17:00

(2)

Dossier # : 1173224001

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction des relations de travail , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approuver l'entente intervenue entre la Ville de Montréal et la Fraternité des policiers et policières de Montréal (FPPM) comprenant la convention collective 2015-2021, la restructuration du régime de retraite en vertu de la Loi RRSM et le règlement de certains litiges opposant les parties.

Approuver l'entente intervenue entre la Ville de Montréal et la Fraternité des policiers et policières de Montréal (FPPM) comprenant la convention collective 2015-2021, la restructuration du régime de retraite en vertu de la Loi RRSM et le règlement de certains litiges opposant les parties.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-09-15 07:51

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1173224001**
Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction des relations de travail , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approuver l'entente intervenue entre la Ville de Montréal et la Fraternité des policiers et policières de Montréal (FPPM) comprenant la convention collective 2015-2021, la restructuration du régime de retraite en vertu de la Loi RRSM et le règlement de certains litiges opposant les parties.

CONTENU

CONTEXTE

Le 4 décembre 2014, l'Assemblée nationale adoptait la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (ci-après la « Loi RRSM »). La Loi RRSM détermine le cadre légal dans lequel les régimes de retraite du secteur municipal doivent être restructurés. Entre autres, les parties avaient une période définie pour négocier les aménagements requis, autrement un processus d'arbitrage était prévu. Ces aménagements doivent répondre à certains critères, dont un partage des coûts, une baisse de prestations et une nouvelle gestion des risques.
De plus, la convention collective entre la Ville de Montréal et la Fraternité des policiers et policières de Montréal (FPPM) (ci-après la Fraternité) est expirée depuis le 31 décembre 2014.

Le 15 février 2015, la Ville de Montréal a déposé son cahier de demandes patronales à la Fraternité.

Le 2 novembre 2016, les deux parties ont ratifié un protocole de médiation arbitrage avec le médiateur Serge Brault. Le médiateur demandait aux parties de mettre les efforts nécessaires afin de parvenir à une entente négociée. Advenant une impasse dans ce processus, les deux parties allaient s'en remettre à l'arbitrage de différend.

Le 23 juin 2017, soit un peu moins de huit mois en processus de médiation arbitrage, la Ville de Montréal et la Fraternité ont conclu une entente de principe quant au renouvellement de la convention collective pour une durée de sept ans, le tout en conformité avec les exigences de la Loi RRSM, relativement au Régime de retraite des policiers et policières de la Ville de Montréal.

Cette entente de principe a été approuvée par les membres de la Fraternité le 10 août 2017.

En ce qui a trait au régime de retraite, l'entente avec les policiers succède aux ententes

intervenues avec les pompiers, les cadres, les cols blancs, les cols bleus et les contremaîtres syndiqués, ainsi qu'à la sentence arbitrale des professionnels.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE17 0298 - 8 mars 2017 - Entériner l'entente de principe relative à la restructuration du Régime de retraite des contremaîtres de la Ville de Montréal intervenue entre la Ville de Montréal et l'Association des contremaîtres municipaux employés par la Ville de Montréal inc.

- CE16 0556 - 6 avril 2016 - Entériner l'accord de principe relatif à la restructuration du Régime de retraite des cadres de la Ville de Montréal intervenu entre la Ville de Montréal et l'Association des cadres municipaux de Montréal (ACMM).
- CE16 0446 - 16 mars 2016 - Approbation de la recommandation émise par la médiatrice conciliatrice du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale relativement au renouvellement de la convention collective expirée depuis le 31 décembre 2011 et à la restructuration du régime de retraite en vertu de la Loi RRSM.
- CE17 1115 - 21 juin 2017 - Entériner l'accord de principe relatif à la restructuration du Régime de retraite des pompiers de la Ville de Montréal intervenu entre la Ville de Montréal et l'Association des pompiers de Montréal.
- CE17 1537 - 6 septembre 2017 - Entériner l'accord de principe relatif à la restructuration du Régime de retraite des cols bleus de la Ville de Montréal intervenu entre la Ville de Montréal et le Syndicat des Cols bleus regroupés de Montréal, SCFP section locale 301

DESCRIPTION

Conditions de travail
Dispositions normatives

- Utilisation des cadets-policiers pour la gestion de la circulation routière aux abords des chantiers de construction
  - L'utilisation des cadets-policiers est permise jusqu'à concurrence de 75 % de l'ensemble des heures sur une base annuelle.
  - Conséquemment, 25 % des heures attribuables à la gestion de la circulation aux abords des chantiers devront être effectuées par un policier.

- Retrait de la limite d'utilisation de 200 cadets en devoir en même temps.

  - Le maximum d'heures réalisables par un cadet-policier par année demeure 675 heures, à l'exception de 100 cadets-policiers qui peuvent dépasser cette limite.

- Création de fonctions civiles

- Possibilité d'affecter des ressources civiles à certaines fonctions qui ne sont pas de nature policière:
1) Analyste tactique et analyste stratégique (30 postes)
2) Auxiliaire de soutien - module opérationnel (60 postes)
3) Auxiliaire de soutien - Cour municipale (6 postes)
4) Agent de liaison (19 postes)
- Les postes seront convertis par attrition ou immédiatement lorsque les postes sont vacants.
- Au terme de l'exercice, le SPVM aura remplacé 115 titulaires de fonctions policières par des titulaires de fonctions civiles.

- Programme d'accueil et d'intégration de la recrue (PAIR)

- Abolition de la fonction « d'agent senior » à partir de l'entrée en vigueur de la convention collective.
- Les responsabilités de l'agent senior sont remplacées par le programme PAIR.

    - Le programme PAIR permet l'encadrement des policiers nouvellement embauchés ou ceux qui se joignent aux deux unités spécialisées.
    - Les policiers qui disposent de la fonction d'agent senior continuent d'exercer l'intégralité de leurs tâches jusqu'à la vacance de leur poste (mutation, promotion, retraite).

- Le « constable PAIR » accompagne le policier nouvellement embauché qui est affecté dans le poste de quartier (PDQ), dans l'unité Métro ou certaines unités spécialisées.
- Le « constable PAIR » agit à l'endroit du policier qu'il accompagne à titre de mentor; il conseille ce policier, lui donne des explications, l'accompagne dans son travail et constitue à son endroit une personne-ressource; il participe également à son évaluation.
- Création de la fonction « agent d'amélioration continue et de contrôle de la qualité (ACCQ) » pour les unités spécialisées suivantes : Groupe tactique d'intervention (GTI) et section de surveillance physique.

- Révision de modalités applicables aux « agents solos »

    - L'agent de quartier solo est un policier affecté seul à des tâches jugées à faible risque (rapports d'événements).
    - Un agent solo est affecté uniquement sur un quart de jour.
    - Les avancées technologiques justifient une diminution de l'utilisation des agents solos (rapports par téléphone ou par Internet).
    - Diminution du plancher de 250 postes d'agents solos.
    - Maintien de 128 postes d'agents solos (4 agents solos par poste de quartier).
    - Les postes restants et vacants seront comblés en fonction des besoins opérationnels. Il n'y a pas de réduction de postes.
    - Formalisation du programme de travail 35 : 35 : 70.

- Programme d'aide aux policiers et policières (PAPP)
    - Le programme garantit une disponibilité 24 heures par jour, 7 jours par semaine pour les situations de crise.

- Le programme doit prévoir des activités de formation et de prévention.
- Le programme doit assurer un soutien préventif au sein des unités de risque.

    - La Ville officialise le financement, en raison de 177,5 heures par semaine (sur une base annuelle) de l'utilisation de services professionnels.

- Le programme est dédié et exclusif aux besoins des policiers et policières de Montréal.

- Règlement des griefs/litiges importants

    1) Différend relatif à la recherche de parité salariale entre certaines fonctions du grade « sergent » et « sergent - superviseur de quartier ».
        - Le litige vise les sergents qui exercent des tâches de supervision et de gestion de personnel.
        - La création d'un groupe de discussion pour mettre en lumière les cas problématiques.
        - Les parties disposeront de 90 jours de la ratification de la convention collective pour trouver une solution. À défaut, le litige est soumis à l'arbitrage de différend.

    2) Litige relatif aux tâches effectuées par les effectifs au sein des unités Crimes de Violence (CDV).

- Il y aura conversion de 40 postes « agents enquêteurs » sous le grade « sergent détective ».
- Pendant la période de transition, les « agents enquêteurs » effectueront les tâches de «sergent détective» et seront considérés en fonction supérieure.

3) Grief relatif au non comblement des «agents solos».
- Considérant l'évolution des technologies et des méthodes de travail, le SPVM ne remplaçait pas ces postes.
- Retrait du grief syndical.
- Désistement du syndicat de son pourvoir en contrôle judiciaire de la décision du tribunal à l'encontre de la sentence arbitrale rendue par l'arbitre Jean-Pierre Lussier

4) Grief syndical au non comblement des « agents seniors ».
- Considérant que le modèle avec les « agent seniors » était non fonctionnel, le SPVM ne remplaçait pas ces postes.
- Retrait du grief syndical.

5) Grief syndical sur l'utilisation des cadets-policiers à la gestion de la circulation aux abords des chantiers de construction.
- Retrait du grief syndical.

6) Grief patronal sur la pose des autocollants sur les biens de l'employeur.
- Grief patronal contestant le moyen de pression d'apposition des autocollants sur les biens de la Ville (véhicules, bâtiments etc.). Grief patronal accueilli par décision du tribunal d'arbitrage (ordonnance à la FPPM et ses membres pour que cesse l'apposition d'autocollants et déclaration de responsabilité pour les dommages). Le tribunal s'est réservé compétence sur le quantum des dommages "advenant que les partie ne puissent s'entendre;
- La FPPM a déposé en Cour supérieure un pourvoi en contrôle judiciaire de la décision arbitrale: Désistement par la FPPM de son pourvoi en Cour supérieure et de son grief syndical pour enlèvement de ses autocollants par la Ville;
- Les parties reconnaissent et déclarent qu'une entente est intervenue quant aux montants dus à titre de dommages à la Ville découlant de la sentence arbitrale.

7) Grief sur l'arrêt de travail du 17 juin 2014 et sur le port de l'uniforme
- Arrêt de travail illégal de 15 minutes du 17 juin 2014 (grief patronal).
- Droit et liberté d'expression sur le port de l'uniforme (grief syndical).
- Les deux griefs sont retirés.

8) Grief sur Projet pilote programme 35-35-70
- Les parties ont convenu d'officialiser le nouveau programme de travail 35-35-70 (trente-cinq jours de travail, trente-cinq jours de congé sur une période de 70 jours)<
- Les deux griefs sont retirés

9) Grief patronal sur les constats d'infraction.
- La Commission des relations de travail avait rejeté la demande d'intervention de la Ville de Montréal. La Cour supérieure a également rejeté la demande de contrôle judiciaire de la Ville le 2 avril 2015.
- Sur cette base, le grief patronal sera retiré.

- <u>Autres dispositions</u>

- Formation : paiement en temps régulier des heures d'étude.
- Paie aux deux semaines : possibilité d'implantation dès janvier 2019.
- Troisième période de repas : 24 heures consécutives de travail.
- Période entre deux quarts de travail : passée de 7 à 8 heures.
- Révision des taux des honoraires juridiques.

- Abolition de la relève intermédiaire (nuit) : postes de quartier 4, 9, 10, 12 et 45.

Dispositions monétaires

- Les augmentations salariales annuelles consenties aux policiers sont les suivantes :

  - 2,00 % à compter du 1er janvier 2015;
  - 2,00 % à compter du 1er janvier 2016;
  - 2,00 % à compter du 1er janvier 2017;
  - 1,75 % à compter du 1er janvier 2018;
  - 1,50 % à compter du 1er janvier 2019;
  - 1,50 % à compter du 1er janvier 2020;
  - 1,50 % à compter du 1er janvier 2021.
- La prime de métropole est majorée graduellement de 4 % à 7,5 % de la façon suivante :
  - 0,25 % à compter du 1er janvier 2015;
  - 0,25 % à compter du 1er janvier 2016;
  - 0,25 % à compter du 1er janvier 2017;
  - 0,50 % à compter du 1er janvier 2018;
  - 0,75 % à compter du 1er janvier 2019*;
  - 0,75 % à compter du 1er janvier 2020*;
  - 0,75 % à compter du 1er janvier 2021*.

  * Selon l'IPC, la majoration pourrait atteindre 1 % en 2019, 2020 et 2021.
- Une prime de niveau de service de 5 % du traitement annuel est mise en place et implantée graduellement de la façon suivante :
  - 1,00 % à compter du 1er janvier 2017;
  - 3,00 % à compter du 1er juillet 2017;
  - 3,50 % à compter du 1er janvier 2018;
  - 4,50 % à compter du 1er janvier 2019;
  - 5,00 % à compter du 1er janvier 2020.
- Banques de temps

  Les policiers disposent de plusieurs banques de temps qui leur permettent de s'absenter pour divers motifs. De plus, certains de ces policiers ont accumulé des soldes importants en reportant d'année en année les soldes non utilisés de leurs banques courantes. D'une part, cette situation a pour effet de créer un passif important pour la Ville, puisque les soldes monnayés au départ sont effectués à des taux horaires supérieurs à ceux auxquels les heures ont été cumulées. D'autre part, ces soldes permettent des préretraites pouvant parfois s'échelonner sur plusieurs mois, voire un an. Dans cette optique, les modifications suivantes sont proposées :

  A) Abolition de la banque préretraite
  - La valeur de la banque sera calculée au 31 décembre 2017.
  - La possibilité d'étaler le paiement en 5 versements à compter de 2018.
  - Les policiers ayant 25 ans de service ou ayant accumulé plus de 800 heures dans cette banque pourront s'en prévaloir au moment de leur retraite, selon la valeur établie au 31 décembre 2017.

  B) Abolition des autres banques de temps
  - Banque de maladie réserve, banque de maladie ancien et nouveau régime, banque de temps supplémentaire accumulé.
  - La valeur de ces banques sera calculée en date de l'entrée en vigueur de la

convention collective.
- Payable en un seul versement en 2017.

- Autres recommandations

  - Montant forfaitaire au retour du congé de maternité
  Abolition, au 1er janvier 2019, du montant forfaitaire supplémentaire de cinq semaines qui est actuellement remis à la policière à son retour de congé de maternité en sus du congé usuel de maternité.

  - Indemnité SAAQ
  Abolition, à la date de signature de la convention collective, de la double rémunération d'un policier victime d'un accident de la route. Ce dernier est actuellement indemnisé par la SAAQ et par le régime d'invalidité de la Ville.

Régime de retraite

Restructuration du Régime de retraite des policiers et policières de la Ville de Montréal.

Financement

- Création d'un fonds de stabilisation de 25 % de la cotisation d'exercice.
- Les cotisations salariales des policiers, incluant les cotisations au fonds de stabilisation, seront progressivement augmentées de la manière suivante (en pourcentage du salaire cotisable) :

  - 1,25 % à compter du 1er janvier 2017;
  - 2,75 % à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention collective;
  - 1,00 % à compter du 1er janvier 2018;
  - 1,00 % à compter du 1er janvier 2019;
  - 0,75 % à compter du 1er janvier 2020 afin d'atteindre le partage à parts égales (50 % / 50 %).
- Les cotisations de la Ville correspondent au solde du coût pour service courant auquel s'ajoute la cotisation au fonds de stabilisation.

Modification des prestations - service futur

- Introduction d'un régime de retraite à prestations déterminées de type salaire final indexé par grade pour le service à compter du 1er janvier 2017.
- Pour les participants avec un conjoint, modification de la prestation de décès après la retraite pour une rente comportant une garantie de 10 ans pour le service à compter du 1er janvier 2017.
- Indexation ponctuelle des rentes versées conditionnellement au niveau du fonds de stabilisation pour le service à compter du 1er janvier 2014.

Modification des prestations - service passé (avant le 1er janvier 2014)

- Abolition de l'indexation automatique pour les participants actifs au sens de la Loi RRSM.

- Création d’une réserve de restructuration provenant de l’abolition de l’indexation automatique qui sera utilisée afin d’indexer les rentes ponctuellement.

Gestion des risques

Pour le service passé:

- L’excédent d’actif existant sert en priorité à :
    1. Constituer la provision pour écart défavorable;
    2. Pourvoir aux paiements des créances envers la Ville, approximativement 402 M$:
        - Cotisations d'équilibre versées par la Ville (112 M$);
        - Cotisations en excédent du coût pour service courant (83 M$);
        - Surplus alloué à la Ville par le protocole de 2007 non utilisé (207 M$).
    3. Utiliser les surplus résiduels en excédent de 15 % du passif actuariel qui sera discuté entre les parties.
- La Ville demeure responsable des déficits futurs pour le service passé.

Pour le service futur, constitution d’un fonds de stabilisation financé à parts égales (25 % de la cotisation d’exercice soit environ 5,5 % du salaire cotisable). Le fonds de stabilisation sert à procurer une indexation ponctuelle lorsque le régime est capitalisé à 115 %. L’utilisation des surplus résiduels en excédent de 25 % du passif actuariel sera discutée entre les parties. Advenant un déficit, la période d’amortissement est établie sur une période de six ans. Advenant que le fonds de stabilisation et les cotisations dédiés à ce fonds soient insuffisants pour financer les cotisations d’équilibre, l’excédent sera financé par une cotisation additionnelle de la Ville et des participants selon un ratio 50 % / 50 %.

Législatif

Contestation de la Loi RRSM : les modifications apportées au régime de retraite sont faites sous réserve de la finalité des recours juridiques entrepris. Les parties conviennent d’apporter, le cas échéant, les correctifs requis afin de se conformer audit jugement, incluant le rétablissement des droits ainsi lésés et des bénéfices consentis en fonction des paramètres de la Loi RRSM.

D’un consentement mutuel, les parties pourraient convenir de n’apporter aucune correction.

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Dispositions monétaires :

- Majoration graduelle de la prime de métropole de 4,0 % à 7,5 % en 2021 : coûts à terme d'environ 20 M$ annuellement, soit 3,5 % de la rémunération globale des policiers.

- Création de la prime de niveau de service de 5,0 % implantée graduellement jusqu'en 2020 : coûts à terme d'environ 21 M$ annuellement, soit environ 3,7 % de la rémunération globale des policiers.

- Utilisation des cadets-policiers pour la gestion de la circulation routière aux abords des chantiers de construction : économies de l'ordre de 6,2 M$ (environ 1,2 %) annuellement. Ces économies seront réalisées dès 2018.

- Création de fonctions civiles : économies à terme de l'ordre de 5,8 M$ (environ 1,1 %) annuellement. De ces économies, environ 1,75 M$ (environ 0,3 %) seront réalisées dès 2018 principalement en raison du comblement des postes vacants (environ 35 sur 115 postes). Par la suite, le reste des postes seront transformés par attrition des postes policiers à raison de 5 à 8 par année.

- Programme d'accueil et d'intégration de la recrue (PAIR) : économies d'environ 0,36 M$ annuellement.

- Conversion de 40 postes «d'agents enquêteurs» sous le grade «sergent détective» : coût d'environ 0,5 M$ annuellement.

- Abolition du montant forfaitaire supplémentaire lors du retour de congé de maternité : économies d'environ 0,4 M$ annuellement.

- Abolition de la double rémunération en SAAQ : économies d'environ 0,37 M$ annuellement.

Régime de retraite – Service futur

- La cotisation de la Ville diminuera, à terme, de 7,25 % (21 % - 13,75 %) de la masse salariale aux fins du régime de retraite en considérant le coût projeté au 1er janvier 2014.
- En cas de déficit, si le fonds et les cotisations de stabilisation sont insuffisants afin de financer les cotisations d'équilibre, l'excédent sera financé par une cotisation additionnelle de la Ville et des participants selon le ratio 50 % / 50 %.
-

Impacts cadre financier 2017

- Au niveau du cadre financier, les impacts non budgétisés sont de l'ordre de 25,4 M$ pour 2017. Ce montant inclut les coûts du régime de retraite (9,9 M$) et les impacts des années antérieures 2015 et 2016 (majoration de la prime de métropole et création de la prime de niveau de service).

Impacts cadre financier 2018

- Selon les données préliminaires, les impacts 2018 de cette nouvelle entente seraient de 23,1 M$. À compter de 2018, des économies d'environ 8 M$ doivent également être escomptées (gestion des chantiers de construction par des cadets et création de fonctions civiles). Ainsi, les impacts nets potentiels pour 2018 seraient de 15,1 M$.

Impacts cadres financiers 2019 à 2021

- À compter de 2019, une clause IPC pourrait faire en sorte que les coûts relatifs à la majoration de la prime de métropole soit de 1,2 M$ supplémentaires annuellement. Ainsi, les impacts supplémentaires sur la rémunération des policiers seraient de 6,0 M$ pour 2019, 11,2 M$ pour 2020 et 5,7 M$ pour 2021 (pour 2021, l'impact du

régime de retraite n'est toujours pas connu). Néanmoins, ces impacts pourraient varier selon les économies générées par la réalisation de l'attrition du solde des 115 postes de fonctions policières qui seront convertis graduellement en fonctions civiles.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s'applique pas

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les ententes de principe ont été approuvées par les policiers le 10 août 2017.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Ajustement des paies et versement des sommes forfaitaires.

- Rédaction des modifications réglementaires.
- Adoption par l'ABR des modalités convenues dans l'entente de principe.
- Adoption, par le conseil d'agglomération, des modifications au règlement du Régime de retraite des policiers et policières de la Ville de Montréal.
- Enregistrement des modifications auprès des instances gouvernementales.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jacques MARLEAU, Service des finances
Gildas S. GBAGUIDI, Service des finances
Francine LAVERDIÈRE, Service des finances

Lecture :

Jacques MARLEAU, 14 septembre 2017
Gildas S. GBAGUIDI, 14 septembre 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Yves TARDIVEL
Chef de division - rémunération

Tél : 514 872-7315
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-09-13

Jean-Yan GAGNON
Directeur des relations de travail

Tél : 514 872-4655
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean-Yan GAGNON
Directeur des relations de travail
Tél : 514 872-4655
Approuvé le : 2017-09-13

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Diane DRH BOUCHARD
DIRECTRICE DES RESSOURCES HUMAINES
Tél : 514 872-0213
Approuvé le : 2017-09-13

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL

entre

LA VILLE DE MONTRÉAL
(ci-après appelée « l'Employeur »)

et

LA FRATERNITÉ DES POLICIERS ET POLICIÈRES DE MONTRÉAL
(ci-après appelée la « Fraternité »)

Pour la période du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2021

INDEX PAR ORDRE DES ARTICLES

ARTICLE		PAGE
I	Juridiction	10
II	Grades, classes, fonctions et salaires	11
III	Prime de métropole, boni d'ancienneté et prime de niveau de service	17
IV	Programme et heures de travail	19
V	Période de repas	24
VI	Changement de relève	26
VII	Mutation	27
VIII	Assignation	31
IX	Alternance du policier travaillant sur trois relèves	33
X	Temps supplémentaire	34
XI	Temps à la cour	38
XII	Urgence	42
XIII	Formation professionnelle et cours	43
XIV	Allocation de déboursés	48
XV	Congés sociaux	49
XVI	Absences autorisées	51
XVII	Vacances et congés fériés	54
XVIII	Indemnité au décès, assurance-groupe et assurance-chômage	60
XIX	Congés hebdomadaires	61
XX	Accident de travail et maladie professionnelle	66

ARTICLE		PAGE
XXI	Salaire en cas de maladie	70
XXII	Jour de paie	73
XXIII	Postes vacants, nouvelles fonctions, fonctions supérieures	75
XXIV	Promotions	77
XXV	Lieu de résidence	83
XXVI	Assistance judiciaire et protection	84
XXVII	Griefs	93
XXVIII	Politique	98
XXIX	Avis de la Fraternité	99
XXX	Cotisation syndicale	100
XXXI	Coopération et rencontres	101
XXXII	Indemnité vestimentaire	102
XXXIII	Uniformes et équipement	104
XXXIV	Identification	107
XXXV	Ancienneté et congé sans solde	108
XXXVI	Congé de maternité, de paternité, d'adoption, parental et conciliation famille/travail	111
XXXVII	Tâches et fonctions	120
XXXVIII	Comité de Santé-sécurité	121
XXXIX	Programme d'aide aux policiers et policières	123
XL	Durée de la convention	126

INDEX PAR ORDRE DES ANNEXES

ANNEXE		PAGE
Annexe A-1	Programme 21.14:35 (Courtes périodes)	127
Annexe A-2	Programme 21.14:35 (Moyennes périodes)	128
Annexe A-3	Programme 21.14:35 (Longues périodes)	129
Annexe A-4	Programme 15.20:35 – Horaire Détention Cour Municipale	130
Annexe A-4.1	Horaire Agent de Quartier Soutien	131
Annexe A-4.2	Horaire Agents CCTI	132
Annexe A-5	Programme 14.21:35 – Horaire Section Soutien Opérationnel	133
Annexe A-6	Programme 35.35:70 – Horaire Métro	134
Annexe A-6.1	Horaire Unité Aéroportuaire	135
Annexe A-6.2	Horaire Patrouille Nocturne	137
Annexe A-6.3	Horaire Surveillance Physique	138
Annexe A-6.4	Horaire Module Patrouille Nautique	139
Annexe A-6.5	Horaire Groupe Éclipse	140
Annexe A-6.6	Horaire Centre de rédaction de rapports d'événements	141
Annexe A-7	Programme de travail Section Identification Judiciaire	142
Annexe A-8	Programme de travail Cour du Québec – Chambre criminelle	148
Annexe A-9	Programme de travail Escouade Canine	150
Annexe A-10	Programme de travail Fonction Solo	152
Annexe B-1	Système d'étalement du congé annuel Programme 21.14:35 (constables)	154
Annexe B-2	Système d'étalement du congé annuel Programme 21.14:35 (officier)	155

ANNEXE		PAGE
Annexe B-3	Système d'étalement du congé annuel Programme 15.6:21	156
Annexe C-1	Uniformes et équipements	157
Annexe C-2	Système de crédits uniformes et équipement	177
Annexe D	Promotions, postes vacants	195
Annexe E	Policiers temporaires	196
Annexe F	Constables auxiliaires permanents	201
Annexe G	Auxiliaires-soutien	206
Annexe H	Congé à traitement différé	209
Annexe I	Commercialisation	214
Annexe J	Cadets policiers	216
Annexe K	Réorganisation du travail	221
Annexe L	Banque de temps préretraite et autres banques	223
Annexe M	Mission internationale	224
Annexe N	Tarifs des procureurs	225
Annexe O	Loi 15	226
Annexe P	Travail à temps partagé	227
Annexe Q	Arbitrage médical	229
Annexe R	Prêt de service	231
Annexe S	Équipe cynophile	233
Annexe T	Comité aviseur	235
Annexe U	Agent de quartier solo et fonctions sans prestation de travail sur la première relève	236

ANNEXE		PAGE
Annexe V	Grille applicable aux mesures provisoires ou temporaires (art. 27.20)	241
Annexe W	Charte sur les heures excédentaires en formation	243
Annexe X	Régime de retraite	244
Annexe Y	Modalités de transitions concernant certaines fonctions (Agent de soutien dans les divisions, agent de comparution (CMM) et agent et officier de liaison et d'analyse tactique et stratégique)	245
Annexe Z	Agents séniors	248
Annexe AA	Création d'un comité paritaire pour la mise en disponibilité	251
Annexe BB	Création de postes de sergents détective – Unités crimes de violence (CDV)	252
Annexe CC	Liquidation des banques de maladie	256
Annexe DD	Liquidation de la banque préretraite	257
Annexe EE	Modalités particulières pour le constable auxiliaire soutien	259
Annexe FF	Dispositions particulières au programme d'aide au policier et policière (PAPP)	262
Annexe GG	Mésentente relative à la parité salariale	264
Annexe HH	Tâches et fonctions de certaines unités	266

INDEX PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE

ARTICLE	PAGE
Abolition de fonction	30
Absences autorisées	51
Accident de travail et maladie professionnelle	66
Agent de quartier solo et fonctions sans prestation de travail sur la première relève (Annexe U)	236
Agent solo	90
Allocation de déboursés	48
Alternance du policier travaillant sur trois relèves	33
Ancienneté et congé sans solde	108
Anticiper / R/P	61
Arbitrage médical (Annexe Q)	229
Assignation	31
Assistance judiciaire et protection	84
Auxiliaires-soutien (Annexe G)	206
Avis de la Fraternité	99
Banque de temps préretraite et autres banques (Annexe L)	223
Cadets policiers (Annexe J)	216
Changement de relève	26
Changement de groupe	21
Comité aviseur (Annexe T)	235
Comité de Santé-sécurité	121
Commercialisation (Annexe I)	214

ARTICLE	PAGE
Congé annuel résiduel	55
Congé à traitement différé (Annexe H)	209
Congé sans solde	109
Congé de maternité, de paternité, d’adoption, parental et conciliation famille/travail	111
Congés hebdomadaires	61
Congés sociaux	49
Constables auxiliaires permanents (Annexe F)	201
Coopération et rencontres	101
Cotisation syndicale	100
Durée de la convention	126
Équipe cynophile (Annexe S)	233
Formation professionnelle et cours	43
Grades, classes, fonctions et salaires	11
Griefs	93
Identification	107
Indemnité au décès, assurance-groupe et assurance-chômage	60
Indemnité vestimentaire	102
Jour de paie	73
Juridiction	10
Lieu de résidence	83
Loi 15 (Annexe O)	226
Mutation	27

ARTICLE	PAGE
Période de repas	24
Policiers temporaires (Annexe E)	196
Politique	98
Postes vacants, nouvelles fonctions, fonctions supérieures + Annexe D	75 + 195
Prêt de service (Annexe R)	231
Prime de métropole, boni d'ancienneté et prime de niveau de service	17
Probation	94
Programme d'aide aux policiers et policières	123
Programme et heures de travail	19
Promotions (Annexe D)	77 et 195
Régime de retraite (Annexe X)	244
Réorganisation du travail (Annexe K)	221
Salaire en cas de maladie	70
Tâches et fonctions	120
Tarifs des procureurs (Annexe N)	225
Temps à la cour	38
Temps supplémentaire	38
Travail à temps partagé (Annexe P)	227
Uniformes et équipement (Annexes C-1 et C-2)	157 & 177
Urgence	42
Vacances et congés fériés	54

ARTICLE I **JURIDICTION**

1.00. La Fraternité est la seule mandataire des policiers assujettis au certificat d'accréditation syndicale émis conformément aux dispositions du Code du Travail du Québec.

1.01. La présente convention s'applique à tous les policiers du Service de police de la Ville de Montréal régis par le certificat d'accréditation émis conformément aux dispositions du Code du travail du Québec agissant comme policier ou agent de la paix partout où ils ont juridiction à ces titres en vertu de la Loi sur la police (LRQ, chap. L-P-1).

Le présent article ne s'applique toutefois au policier qui agit à l'extérieur du territoire de la Ville de Montréal sans être en service commandé qu'en autant que le dit policier agit dans une situation d'urgence où son intervention immédiate est nécessaire pour protéger la vie, l'intégrité physique ou les biens d'un citoyen.

1.02. Un des buts de la présente convention est de maintenir et favoriser les bonnes relations entre les parties.

1.03. Policier signifie tout cadet policier, tout constable permanent, tout constable auxiliaire permanent et tout officier, de sexe féminin ou masculin, du Service de police de la Ville de Montréal, assujettis à l'accréditation détenue par la Fraternité (constable signifie tout policier non gradé).

ARTICLE II **GRADES, CLASSES, FONCTIONS ET SALAIRES**

2.00. Au cours de la présente convention, les grades, les classes et les fonctions mentionnés ci-dessous ne sont pas modifiés. Si l'Employeur décide de créer de nouveaux grades, il doit obtenir l'approbation de la Fraternité quant aux salaires.

2.01. À compter du **1er janvier 2015 et jusqu'au 31 décembre 2015**, les échelles de salaire des policiers sont les suivantes **(majoration de 2 %)** :

Capitaine et capitaine-détective	**104 597 $**
Lieutenant et lieutenant-détective	**95 960 $**
Sergent superviseur de quartier	**91 598 $**
Sergent superviseur spécialiste*	**91 598 $**
Sergent et sergent-détective	**87 234 $**
Agent sénior spécialiste*	**84 878 $**
Agent senior - poste de quartier, **ACCQ**, intervention, soutien, technique, filature	**80 949 $**
Constable 1re classe spécialiste, après 72 mois*	**82 521 $**
Constable 1re classe, après 72 mois	**78 591 $**
Constable 2e classe, après 60 mois	**70 732 $**
Constable 3e classe, après 48 mois	**65 231 $**
Constable 4e classe, après 36 mois	**58 157 $**
Constable 5e classe, après 24 mois	**51 870 $**
Constable 6e classe, après 12 mois	**46 369 $**
Constable **7e classe**	**41 653 $**

2.02. À compter du **1er janvier 2016 et jusqu'au 31 décembre 2016**, les échelles de salaire des policiers sont les suivantes **(majoration de 2 %)** :

Capitaine et capitaine-détective	**106 689 $**
Lieutenant et lieutenant-détective	**97 879 $**
Sergent superviseur de quartier	**93 430 $**
Sergent superviseur spécialiste*	**93 430 $**
Sergent et sergent-détective	**89 814 $**
Agent sénior spécialiste*	**86 576 $**
Agent senior - poste de quartier, **ACCQ,** intervention,	

soutien, technique, filature	**82 568 $**
Constable 1re classe spécialiste, après 72 mois*	**84 171 $**
Constable 1re classe, après 72 mois	**80 163 $**
Constable 2e classe, après 60 mois	**72 147 $**
Constable 3e classe, après 48 mois	**66 535 $**
Constable 4e classe, après 36 mois	**59 321 $**
Constable 5e classe, après 24 mois	**52 908 $**
Constable 6e classe, après 12 mois	**47 296 $**
Constable **7e classe**	**42 486 $**

2.03. À compter du **1er janvier 2017 et jusqu'au 31 décembre 2017**, les échelles de salaire des policiers sont les suivantes **(majoration de 2 %)** :

Capitaine et capitaine-détective	**108 822 $**
Lieutenant et lieutenant-détective	**99 836 $**
Sergent superviseur de quartier	**95 298 $**
Sergent superviseur spécialiste*	**95 298 $**
Sergent et sergent-détective	**90 760 $**
Agent sénior spécialiste*	**88 308 $**
Agent senior - poste de quartier, **ACCQ**, intervention, soutien, technique, filature	**84 219 $**
Constable 1re classe spécialiste, après 72 mois*	**85 854 $**
Constable 1re classe, après 72 mois	**81 766 $**
Constable 2e classe, après 60 mois	**73 589 $**
Constable 3e classe, après 48 mois	**67 866 $**
Constable 4e classe, après 36 mois	**60 507 $**
Constable 5e classe, après 24 mois	**53 966 $**
Constable 6e classe, après 12 mois	**48 242 $**
Constable **7e classe**	**43 336 $**

2.04. À compter du **1er janvier 2018 et jusqu'au 31 décembre 2018**, les échelles de salaire des policiers sont les suivantes **(majoration de 1,75 %)** :

Capitaine et capitaine-détective	**110 727 $**
Lieutenant et lieutenant-détective	**101 584 $**
Sergent superviseur de quartier	**96 966 $**
Sergent superviseur spécialiste*	**96 966 $**
Sergent et sergent-détective	**92 349 $**
Agent sénior spécialiste*	**89 853 $**

Agent senior - poste de quartier, **ACCQ**, intervention, soutien, technique, filature	**85 693 $**
Constable 1re classe spécialiste, après 72 mois*	**87 357 $**
Constable 1re classe, après 72 mois	**83 197 $**
Constable 2e classe, après 60 mois	**74 877 $**
Constable 3e classe, après 48 mois	**69 054 $**
Constable 4e classe, après 36 mois	**61 566 $**
Constable 5e classe, après 24 mois	**54 910 $**
Constable 6e classe, après 12 mois	**49 086 $**
Constable **7e classe**	**44 094 $**

2.05. À compter du **1er janvier 2019 et jusqu'au 31 décembre 2019**, les échelles de salaire des policiers sont les suivantes **(majoration de 1,5 %)** :

Capitaine et capitaine-détective	**112 388 $**
Lieutenant et lieutenant-détective	**103 107 $**
Sergent superviseur de quartier	**98 421 $**
Sergent superviseur spécialiste*	**98 421 $**
Sergent et sergent-détective	**93 734 $**
Agent sénior spécialiste*	**91 201 $**
Agent sénior-poste de quartier, **ACCQ,** intervention, soutien, technique, filature	**86 978 $**
Constable 1re classe spécialiste, après 72 mois*	**88 667 $**
Constable 1re classe, après 72 mois	**84 445 $**
Constable 2e classe, après 60 mois	**76 001 $**
Constable 3e classe, après 48 mois	**70 089 $**
Constable 4e classe, après 36 mois	**62 489 $**
Constable 5e classe, après 24 mois	**55 734 $**
Constable 6e classe, après 12 mois	**49 823 $**
Constable **7e classe**	**44 756 $**

2.06. À compter du **1er janvier 2020 et jusqu'au 31 décembre 2020**, les échelles de salaire des policiers sont les suivantes **(majoration de 1,5 %)** :

Capitaine et capitaine-détective	**114 074 $**
Lieutenant et lieutenant-détective	**104 654 $**
Sergent superviseur de quartier	**99 897 $**
Sergent superviseur spécialiste*	**99 897 $**

Sergent et sergent-détective	**95 140 $**
Agent sénior spécialiste*	**92 569 $**
Agent sénior-poste de quartier, **ACCQ**, intervention, soutien, technique, filature	**88 283 $**
Constable 1re classe spécialiste, après 72 mois*	**89 998 $**
Constable 1re classe, après 72 mois	**85 712 $**
Constable 2e classe, après 60 mois	**77 141 $**
Constable 3e classe, après 48 mois	**71 141 $**
Constable 4e classe, après 36 mois	**63 427 $**
Constable 5e classe, après 24 mois	**56 570 $**
Constable 6e classe, après 12 mois	**50 570 $**
Constable **7e classe**	**45 427 $**

2.07. À compter du **1er janvier 2021 et jusqu'au 31 décembre 2021**, les échelles de salaire des policiers sont les suivantes **(majoration de 1,5 %)** :

Capitaine et capitaine-détective	**115 786 $**
Lieutenant et lieutenant-détective	**106 225 $**
Sergent superviseur de quartier	**101 396 $**
Sergent superviseur spécialiste*	**101 396 $**
Sergent et sergent-détective	**96 568 $**
Agent sénior spécialiste*	**93 958 $**
Agent sénior-poste de quartier, intervention, soutien, technique, filature	**89 608 $**
Constable 1re classe spécialiste, après 72 mois*	**91 348 $**
Constable 1re classe, après 72 mois	**86 998 $**
Constable 2e classe, après 60 mois	**78 298 $**
Constable 3e classe, après 48 mois	**72 208 $**
Constable 4e classe, après 36 mois	**64 379 $**
Constable 5e classe, après 24 mois	**57 419 $**
Constable 6e classe, après 12 mois	**51 329 $**
Constable **7e classe**	**46 109 $**

2.08. Les écarts entre les grades dans l'échelle salariale, incluant les constables auxiliaires permanents et les cadets policiers, sont les suivants :

Capitaine et capitaine-détective	133.09 %
Lieutenant et lieutenant-détective	122.10 %
Sergent superviseur de quartier	116.55 %

Sergent superviseur spécialiste*	**116.55 %**
Sergent et sergent-détective	111.00 %
Agent sénior spécialiste *	**108 .15 %**
Agent senior - poste de quartier, intervention, soutien, technique, filature	103.00 %
Constable 1re classe spécialiste, après 72 mois*	**105.00 %**
Constable 1re classe, après 72 mois	100.00 %
Constable 2e classe, après 60 mois	90.00 %
Constable 3e classe, après 48 mois	83.00 %
Constable 4e classe, après 36 mois	74.00 %
Constable 5e classe, après 24 mois	66.00 %
Constable 6e classe, après 12 mois	59.00 %
Constable **7e classe**	53.00 %
Constable auxiliaire permanent	42.46 %
Cadet policier	33.90 %

*** par spécialiste, on entend le policier qui occupe une fonction dans les champs d'activité suivants : *identité judiciaire, reconstitutionniste en collision, crimes technologiques et groupe tactique d'intervention (GTI).***

Une prime équivalente à 3 % ou à **4,5 %** du salaire du constable première classe est payée au policier pour chaque heure ou partie d'heure travaillée en temps régulier respectivement sur la troisième ou la première relève. Le policier qui remet du temps anticipé a droit à la prime de relève. Le salaire horaire pour fins de calcul de la prime est établi en divisant le salaire annuel par 1 820.

La prime est versée au mois de septembre pour les premiers six mois et au mois de mars pour les derniers six mois d'une année.

2.09. Le sergent superviseur de quartier qui est dans l'impossibilité d'exercer sa fonction en permanence à cause d'une maladie, le sergent superviseur de quartier à qui le Service demande d'occuper une autre fonction au même grade (sergent ou sergent-détective), continue de recevoir le salaire rattaché à la fonction « superviseur de quartier » du moment où il a cessé d'agir à ce titre et ce, jusqu'à ce que le salaire de sa nouvelle fonction atteigne le salaire qu'il reçoit.

L'agent de quartier senior, l'agent soutien senior, l'agent technique senior et l'agent de surveillance physique senior qui est dans l'impossibilité d'exercer sa fonction en permanence à cause d'une maladie à qui le Service demande d'occuper une autre fonction, continue de recevoir le salaire rattaché à sa fonction de senior du moment où il a cessé

d’agir à ce titre et ce, jusqu’à ce que le salaire de sa nouvelle fonction atteigne le salaire qu’il reçoit.

Un sergent superviseur de quartier, un agent de quartier senior, un agent soutien senior, un agent technique senior ou un agent de surveillance physique senior qui est dans l’impossibilité d’exercer sa fonction à cause d’une lésion professionnelle et qui est en conséquence déclaré PRMP, continue de recevoir le salaire, les bénéfices et les avantages reliés à la fonction « superviseur de quartier » ou à la fonction « senior ».

ARTICLE III PRIME DE MÉTROPOLE, BONI D'ANCIENNETÉ ET PRIME DE NIVEAU DE SERVICE

3.00 Une prime de métropole, incorporée au salaire annuel du policier, auquel elle est ajoutée pour fins de calcul de tous ses bénéficies, lui est payée selon son grade ou sa classe, en fonction du pourcentage et aux dates qui sont mentionnées ci-après :

1er janvier 2015 : 4,25 %

1er janvier 2016 : 4,50 %

1er janvier 2017 : 4,75 %

1er janvier 2018 : 5,25 %

1er janvier 2019 : majorée de 0.75% plus, si applicable IPC selon le par. 3.01.

1er janvier 2020 : majorée de 0.75% plus, si applicable IPC selon le par. 3.01.

1er janvier 2021 : majorée de 0.75% plus, si applicable IPC selon le par. 3.01.

3.01 À l'égard du pourcentage de prime de métropole applicable au 1er janvier de chacun des années 2019 à 2021 inclusivement, la prime de métropole est majorée si l'indice des prix à la consommation (IPC) annualisé à Montréal, pour l'année civile précédente est supérieur à 2.25%, tel que publié par Statistiques Canada et ce, jusqu'à un maximum de 2.50%. Le maximum d'indexation de la prime de métropole découlant du présent paragraphe ne peut excéder 0.25%. À titre d'exemple, si pour l'année 2018, l'IPC-Montréal est de 2,35 %, la prime de métropole applicable au 1er janvier 2019 est alors majorée de 0,10 %.

3.02 À compter du 3 décembre 2001, un boni d'ancienneté incorporé à son salaire annuel auquel il est ajouté pour fins de calcul de tous ses bénéfices, est payé au policier selon l'échelle ci-après (selon son grade ou sa classe) :

Après 7 ans de service :	3,0 %
Après 10 ans de service :	3,2 %
Après 15 ans de service :	3,4 %
Après 20 ans de service :	3,6 %
Après 25 ans de service :	3,8 %
Après 30 ans de service :	4,0 %

Le boni s'applique au policier qui compte le nombre d'années de service indiqué ci-dessus à la date anniversaire, sous réserve du paragraphe 3.06 de l'annexe E.

3.03 Une prime de niveau de service, qui fait partie du traitement régulier du policier, lui est payée selon son grade ou sa classe, en fonction du pourcentage et aux dates ci-après mentionnés ; cette prime étant payable progressivement, elle atteint 5 % le 1er janvier 2020 :

Au 1er janvier 2017 : 1%

Au 1er juillet 2017 : 3%

Au 1er janvier 2018 : 3,5 %

Au 1er janvier 2019 : 4,5 %

Au 1er janvier 2020 : 5 %

Toutefois, cette prime de niveau de service payable au policier n'entre pas dans le calcul de ses avantages sociaux, du travail en temps supplémentaire et ne constitue pas du salaire cotisable aux fins du régime de retraite. Cette prime est cependant calculée en fonction du salaire annuel du policier, selon ce que prévoit l'échelle salariale qui lui est applicable.

3.04 La prime de métropole est calculée sur le salaire de l'échelle salariale ; le boni d'ancienneté est ensuite calculé sur le salaire de l'échelle salariale majorée de la prime de métropole. **Enfin, la prime de niveau de service est calculée sur le salaire de l'échelle salariale majorée de la prime de métropole et du boni d'ancienneté auquel le policier a droit.**

3.05 Le traitement régulier du policier est constitué du salaire annuel, majoré de la prime de métropole, puis majoré du boni d'ancienneté auquel il a droit et **ensuite majoré de la prime de niveau de service.** La prime de métropole et le boni d'ancienneté constituent du salaire aux fins de la convention collective et du régime de retraite. Dans le cas du régime de retraite, la présente disposition n'y fait référence qu'à titre informatif. Elle n'a pas pour effet de faire du régime de retraite une matière arbitrable, étant entendu et compris que ledit régime ne fait pas partie intégrante de la convention collective et ne constitue pas une matière sur laquelle un arbitre de griefs a compétence.

3.06 Aux fins de l'article X de la convention collective, le traitement régulier du policier est constitué du salaire annuel selon l'échelle salariale, majorée de la prime de métropole et du boni d'ancienneté auquel il a droit.

4.00 a) Le policier mentionné dans les sous-paragraphes a) et b) du paragraphe 4.01 a un régime de travail comprenant 260 jours de travail, diminués de ses congés annuels, par période de 364 jours. Son taux quotidien régulier est calculé en prenant son traitement annuel divisé par 260.

Le policier assujetti au programme 21.14:35 a un régime de travail comprenant 227,5 jours de travail, diminués de ses congés annuels, par période de 364 jours. Son taux horaire régulier est calculé en prenant son traitement annuel divisé par 1 820.

Le policier alternant sur les trois relèves et assujetti au programme 21.14:35 travaille selon l'un des trois programmes reproduits dans les Annexes "A-1, A-2 et A-3". Au niveau du Service, un choix majoritaire est exprimé par les policiers quant au programme à y être appliqué. Un vote à l'échelle du Service est tenu le ou vers le 1er septembre de chaque année sur demande de la Fraternité.

Quant aux autres policiers, le programme est établi selon les besoins du Service, pour un cycle complet de 35 jours et communiqué à la Fraternité. Un changement imposé par le Service à un tel programme fait l'objet d'un avis à la Fraternité d'au moins 35 jours avant sa mise en application.

Dans tous les cas, aux fins de s'adapter aux conditions particulières de sa fonction, le policier et son officier commandant peuvent en tout temps s'entendre pour modifier ses heures régulières et son programme de travail. La Fraternité est avisée mensuellement de telles modifications et peut mettre fin à ces ententes pour des motifs valables communiqués par écrit au Directeur ou à son représentant.

Dans tous les cas, sauf après entente ou en application du paragraphe 12.00, le capitaine, le capitaine-détective et le lieutenant ne travaillent pas sur la première relève en temps régulier.

b) Les heures régulières de travail du policier assujetti au programme 21.14:35 sont de 8 h 30 incluant la période de repas.

Cependant, après accord entre les parties, les heures régulières peuvent être de neuf heures avec une heure et trente de repas.

c) Les parties peuvent négocier des ententes prévoyant un horaire de travail de 12 heures dans certaines unités ou sections.

Les heures régulières de travail du policier assujetti au programme de travail 15.20 :35 sont de 12 heures incluant une période de repas de 90 minutes.

Le programme est établi pour un cycle complet de 35 jours.

Les programmes et horaires de travail applicables au policier qui travaille à la Cour municipale de Montréal à titre d'agent de détention, au policier qui travaille au CCTI de même qu'à l'agent de quartier Soutien selon un programme de travail 15.20:35 sont reproduits dans l'Annexe A-4. **Ces horaires s'appliquent également aux auxiliaires-soutien.**

Les heures régulières de travail du policier assujetti au programme de travail 14.21:35 sont de 12 heures incluant une période de repas de 60 minutes et de deux pauses repos de 15 minutes chacune.

Les programme et horaire de travail applicables au policier qui travaille dans les unités de Soutien dans les centres opérationnels selon un programme de travail 14.21:35, sont reproduits dans l'annexe "A-5".

Les heures régulières de travail du policier assujetti au programme de travail 35.35:70 sont de 10 heures incluant une période de repas de 60 minutes.

Les programmes et horaires de travail applicables au policier qui travaille à la patrouille de nuit, à la patrouille nautique, à l'unité Métro, à l'Aéroport de Montréal, à la section Surveillance module filature et à l'unité Éclipse selon un programme de travail 35.35:70 sont reproduits dans l'annexe "A-6".

Les programmes et horaires de travail applicables au policier qui travaille à l'identification judiciaire, à la liaison Cour du Québec et chambre criminelle et à l'escouade canine sont reproduits respectivement dans les Annexes A-7, A-8 et A-9 ; le programme de travail applicable à l'agent solo qui travaille selon le programme 21-14 :35 est reproduit dans l'Annexe A-10.

Tout changement aux programmes et horaires de travail fait l'objet d'un avis à la Fraternité d'au moins 35 jours avant sa mise en application.

d) Lorsque la raison du changement de groupe est reliée à une situation en dehors du contrôle de l'employeur, le policier alternant sur les relèves peut être requis de changer de groupe de travail suite à un avis de 15 jours. Un changement de groupe peut être effectué dans un délai moindre après entente entre le policier et son officier commandant.

Les services d'ordre et les assignations ne sont pas des situations qui sont considérées comme étant en dehors du contrôle de l'employeur.

4.01 a) Le constable assigné à diriger la circulation des véhicules et des piétons d'une manière continue, fait 6 heures 45 de travail régulier, dont 6 heures sur la croisée et 15 minutes de repos. Il n'a pas droit à la période de repas.

b) Le constable assigné à diriger la circulation des véhicules et des piétons aux heures de pointe peut être appelé à accomplir sa journée en deux périodes de travail. Il fait alors 6 heures 15 de travail régulier dont 5 heures 30 sur la croisée et 15 minutes de repos. Il n'a pas droit à la période de repas. En aucun cas ce constable n'est tenu d'accomplir son travail en plus de deux périodes qui doivent être comprises dans un maximum de 13 heures.

c) Sous réserve de l'annexe « J » tout autre besoin irrégulier ou imprévisible pour un travail de contrôle de circulation est effectué par un factionnaire ou un agent de quartier, jusqu'à concurrence de 4 heures. Cependant, s'il travaille plus de quatre heures sur la croisée, les heures de travail sont assujetties aux stipulations du présent paragraphe.

4.02 La journée régulière de travail du policier travaillant 8 heures et moins par jour est réputée être de 8 heures pour les fins d'application de la convention collective.

La journée régulière de travail du policier correspond au nombre d'heures brutes prévues à son programme de travail.

La journée régulière nette de travail du policier correspond au nombre d'heures brutes prévues à son programme de travail diminuées de la période de repas qui y est prévue.

4.03 Le policier cavalier travaille pour des périodes maximales de quatre heures consécutives à cheval. Il patrouille à pied ou en automobile lorsque la température est inclémente, sauf à la demande du Directeur, en cas d'urgence.

4.04 a) Le plus grand nombre d'heures régulières accomplies sur une relève déterminent la relève de travail basée sur les relèves suivantes :

1re relève : 23 h 15 à 7 h 45

2e relève : 7 h 15 à 15 h 45

3e relève : 15 h 15 à 23 h 45

b) Les heures de début et de fin de relève des policiers alternant sur trois relèves sont les suivantes :

GROUPE A

1re relève : 23 h 00 à 7 h 30

2e relève : 7 h 00 à 15 h 30

3e relève : 15 h 00 à 23 h 30

GROUPE B

1re relève : 23 h 30 à 8 h 00

2e relève : 7 h 30 à 16 h 00

3e relève : 15 h 30 à 24 h 00

L'alternance d'un groupe à l'autre (A et B) se fait à tous les 105 jours.

Toutes les unités de travail ou PDQ peuvent modifier les heures de début et de fin de relève si la majorité du personnel est d'accord avec cette modification, et ce après entente avec le responsable de l'unité de travail.

Il est également convenu que l'horaire de travail du superviseur de quartier et du superviseur d'intervention débute 30 minutes avant le début de l'horaire de son équipe de travail.

Pour les besoins du Service, le Directeur peut créer, après un avis de 7 jours, les relèves intermédiaires nécessaires. Lorsqu'un policier est affecté sur une relève intermédiaire, il ne peut être obligé de réintégrer la relève de son groupe de travail s'il n'a pas reçu un préavis de 15 jours.

Toutefois, il est convenu que dans les unités où il n'y a pas de première relève, il ne peut y avoir de relève intermédiaire qui commence avant le début de la 2e relève ou qui se termine après la fin de la 3e relève. Ainsi, seule une relève intermédiaire qui chevauche la deuxième et la troisième relève est permise dans ces unités.

Les heures de début et de fin de relève des autres policiers sont établies et communiquées de la même façon que leur programme de travail et assujetties à la même obligation lors de changements éventuels.

Au besoin, pour respecter en tout ou en partie la formule 22-33-44 telle que prévue dans les annexes « A-1 », « A-2 » et « A-3 », une partie de la première relève jusqu'à un maximum du tiers de celle-ci peut être détachée et travailler sur une autre relève ou sur une relève intermédiaire en autant cependant qu'un préavis de 7 jours soit donné, sauf s'il y a entente entre le policier et son officier commandant.

4.05 a) Le Directeur, l'officier commandant en charge d'un poste de quartier, d'une section, ou de toute autre unité, peut créer selon les besoins du Service, des relèves spéciales qui débutent à des heures différentes de celles mentionnées dans le paragraphe 4.04.

b) Ces relèves doivent rencontrer les conditions suivantes :

Les journées de congé hebdomadaire varient entre deux et six jours consécutifs;

Le nombre de journées de travail consécutives sans journée de congé ne dépasse pas sept;

La relève spéciale est d'une durée de 35 jours ou plus;

Le nombre de fins de semaine de congé est de deux au minimum, par période de 35 jours;

Les journées consécutives de travail débutent à la même heure sauf après entente intervenue conformément et aux conditions prévues dans le sous-paragraphe a) du paragraphe 4.00.

Les relèves spéciales doivent répondre à un besoin soudain et imprévu ou à un problème spécifique de circulation ou de criminalité.

c) Avant sa mise en application ou lors d'un besoin soudain ou imprévu dans les quatre jours ouvrables après celle-ci, la Fraternité est avisée par l'Employeur du but de l'opération.

d) Les informations mentionnées dans le sous-paragraphe b) du présent paragraphe sont communiquées à la Fraternité dès la fin de l'opération.

Lorsque le but pour lequel la relève spéciale a été créée est atteint, le policier réintègre sa relève régulière et ses congés sont agencés, s'il y a lieu, afin de respecter intégralement le programme de travail qui lui est applicable.

ARTICLE V **PÉRIODE DE REPAS**

5.00 À l'exception de l'agent de croisée et sous réserve du deuxième alinéa du sous-paragraphe b) du paragraphe 4.00, le policier a droit à une période de repas d'une (1) heure lorsqu'il travaille selon son horaire régulier ou lors d'un congé annuel ou hebdomadaire.

5.01 Le policier qui travaille quatre heures et plus dans une journée a droit à sa période de repas. Dans ce cas, la période de repas est portée au crédit des heures de cette journée.

5.02 En temps supplémentaire, pour toute période de travail dont la somme des heures effectuées atteint le nombre d'heures qui correspond à sa journée régulière de travail, le policier a droit à une période de repas payée selon ce qui est déterminé dans le paragraphe 5.00.

Toutefois, dès que le nombre des heures effectuées en temps supplémentaire atteint quatre heures, le policier a droit au paiement de la susdite période de repas, même si le total des heures effectuées à l'intérieur d'une période de travail est inférieur au nombre des heures de sa journée régulière de travail.

Il a droit à une seconde période de repas lorsqu'il aura effectué en temps supplémentaire, quatre heures de travail ou l'équivalent du nombre d'heures de sa journée régulière de travail.

À titre d'illustration, la règle mentionnée dans l'alinéa précédent s'applique de la façon suivante : Lorsqu'un policier travaille dix (10) heures selon sa journée régulière de travail et qu'il effectue au moins quatre (4) heures de travail, en temps supplémentaire, il a droit à une seconde période de repas payée. S'il effectue six (6) heures de travail de plus en temps supplémentaire pour un total de dix (10) heures de travail en temps supplémentaire, il n'a pas droit à une autre période de repas. Pour avoir droit à une troisième période de repas (incluant la période de repas dont il aura bénéficié pour sa journée régulière de travail), le policier doit effectuer quatre (4) heures de travail en temps supplémentaire de plus, ce qui forme alors un total de quatorze (14) heures de travail en temps supplémentaire. Toujours dans la même logique, s'il effectue six (6) heures de travail de plus en temps supplémentaire, ce qui forme un total de vingt (20) heures de travail en temps supplémentaire, il n'a pas droit à une autre période de repas. Pour avoir droit à une quatrième période de repas (incluant la période de repas dont il aura bénéficié pour sa journée régulière de travail), il doit effectuer 4 heures de travail en temps supplémentaire de plus, ce qui forme alors un total de vingt-quatre (24) heures de travail en temps supplémentaire.

5.03 La période de repas doit être continue. La période de repas interrompue pour les besoins du Service, est remise en entier le jour même ou payée en entier au taux du temps supplémentaire.

5.04 Le policier qui, sur ordre, à cause des exigences du Service, n'a pas bénéficié de sa période de repas, reçoit une rémunération conforme au taux du temps supplémentaire.

5.05 Le policier victime d'une lésion professionnelle n'ayant pas bénéficié de sa période de repas qui doit s'absenter après avoir travaillé quatre heures et plus, voit sa période de repas créditée à sa banque de temps accumulé.

5.06 À l’occasion d’une affectation sur un service d’ordre, aucune période de repas n’est prise durant la première heure du quart de travail, sauf après entente entre le policier et le responsable du service d’ordre.

ARTICLE VI **CHANGEMENT DE RELÈVE**

6.00 En plus du changement de relève régulier, le policier peut consentir à changer de nouveau de relève dans la même semaine conformément et aux conditions prévues dans le sous-paragraphe a) du paragraphe 4.00. Le policier de la deuxième ou de la troisième relève qui change de relève au cours de la semaine, retourne sur sa relève. Le policier de la première relève appelé à changer de relève au cours de la semaine, demeure sur la dernière.

Il doit y avoir au moins **huit (8) heures** libres entre la fin d'une période de travail régulière et le début d'une autre **période de travail régulière,** incluant tout travail prévu à l'article X. **Cette disposition ne s'applique pas au policier qui doit se présenter à la Cour, qui exerce des activités de circulation (lorsque celles-ci sont rémunérées selon les modalités de l'annexe I concernant la commercialisation) ou** qui suit des cours de perfectionnement approuvés par le Service et qui consent à changer de relève à cette fin.

S'il y a moins de **huit (8) heures** libres entre deux périodes de travail **régulières, la différence est compensée, au choix de l'Employeur, de la manière suivante :**

a) En reportant le début du quart de travail suivant d'une période égale à cette différence;

b) En devançant la fin du quart de travail d'une période de temps égale à cette différence;

ou

c) En payant au policier cette différence selon le taux horaire applicable en temps supplémentaire, soit 150 %.

ARTICLE VII **MUTATION**

7.00 Pour les fins d'interprétation de la convention collective, la mutation signifie le transfert en permanence d'un policier d'une fonction à une autre ou à la même fonction dans un autre poste de quartier ou toute autre unité.

7.01 a) Le policier désirant être muté doit en faire une demande écrite au Directeur du Service. Ce dernier peut limiter le nombre de demandes de mutation d'un policier. La liste des postulants est établie par ancienneté et le policier est muté à la fonction qui devient vacante par ordre d'ancienneté, selon les exigences du Service. La Fraternité peut examiner ces listes.

Nonobstant ce qui précède et ce, afin de favoriser entre les postes de quartier une répartition équilibrée des constables de moins de deux ans d'ancienneté, le Service peut procéder en priorité, à l'occasion de l'entrée en service des constables nouvellement embauchés, à combler les fonctions vacantes d'agent de quartier par ces constables nouvellement embauchés, jusqu'à un maximum de 50 % des policiers nouvellement embauchés.

Nonobstant le premier alinéa du sous-paragraphe a) du paragraphe 7.01, le Service peut procéder à la tenue d'un processus annuel de sélection dans le cas des fonctions et unités suivantes :

- Agents d'infiltration
- Enquêteurs aux crimes majeurs
- Canine
- Cavalerie
- Motards
- Surveillance physique
- Groupes Intervention
- Groupe tactique d'intervention (GTI)
- Analyse tactique
- Techniciens d'identification judiciaire.

Dans le cadre de l'application de ce processus, il y a gel des demandes de mutation le 15 avril et le processus débute le 16 avril.

Les demandes de mutation reçues après le 15 avril sont considérées pour le prochain processus.

La requalification annuelle exclue l'entrevue.

b) Un comité paritaire est formé et composé de deux représentants du Service et de deux membres du Conseil de direction de la Fraternité. Ce comité étudie dans chaque cas la possibilité, pour un policier ayant des restrictions médicales permanentes, de le muter par préséance à une fonction qu'il est en mesure d'accomplir lorsqu'il survient une vacance ou en remplacement d'un policier qui l'occupe déjà, avec le consentement dudit policier dans ce dernier cas.

c) Le comité a aussi pour mandat de relocaliser les policiers reconnus invalides ou invalides professionnels au sens du Régime de retraite des policiers et policières de la Ville de Montréal. La référence au régime de retraite dans la présente disposition n'a pas pour effet de faire du régime de retraite une matière arbitrable, étant entendu et compris que ledit régime ne fait pas partie intégrante de la convention collective et ne constitue pas une matière sur laquelle un arbitre de griefs a compétence.

À défaut d'entente au sein du comité, la décision appartient au Service qui doit la justifier si la demande lui en est faite suivant le paragraphe 7.02.

7.02 Le Directeur du Service peut refuser la mutation d'un policier lorsqu'il juge, en regard des exigences du Service quant à la fonction postulée, de la compétence et du mérite que celui-ci ne doit pas la remplir. Ces critères ne comprennent la capacité physique que si elle rend le policier physiquement incapable de remplir la fonction convoitée.

Lorsque le Service procède à une entrevue pour fins de mutation, il doit en aviser la Fraternité qui peut y désigner un observateur, sans droit de parole. Toutefois, dans les cas de l'agent de quartier senior, de l'agent d'intervention senior, de même que dans le cas de l'agent de soutien senior qui désire être muté dans l'une ou l'autre de ces fonctions, le Service ne peut exiger que le policier se soumette à une entrevue.

De plus, à l'occasion d'une mutation dans la même fonction, le Service ne peut exiger que le policier se soumette à une entrevue s'il occupe la fonction depuis au moins un an et que son appréciation du rendement rencontre les exigences du Service.

Le policier ou la Fraternité est informé sur demande des motifs d'un refus de mutation et tel refus peut faire l'objet d'un grief.

7.03 Le policier muté sans qu'il en ait fait la demande est informé, sur requête, des motifs qui justifient cette mutation. Ces motifs ne comprennent la capacité physique que si elle rend le policier physiquement incapable de remplir sa fonction. Ladite mutation peut faire l'objet d'un grief.

7.04 Le principe de l'ancienneté ne s'applique pas à l'officier en charge d'une section et aux policiers attachés aux unités suivantes: Division du crime organisé, Division du renseignement, Section surveillance, Groupe tactique d'intervention, Section support tactique et spécialisé, Section communications corporatives, Section enquêtes internes.

Le principe de l'ancienneté ne s'applique pas non plus à la fonction de conseiller à la Section normes professionnelles et à la fonction d'analyste tactique à la Section enquêtes spéciales.

Le principe de l'ancienneté s'applique à 50% des mutations, en alternance, à la Section des crimes majeurs, à la Division des crimes économiques et de propriétés et aux fonctions Moralité, alcool, stupéfiants, jeunesse et gangs de rue des sections enquêtes multidisciplinaires et coordination jeunesse.

7.05 Dans tous les cas où le Directeur détermine que pour être muté à une fonction il faut au préalable suivre un cours et obtenir un certificat ou des qualifications spéciales, le principe d'ancienneté, tel qu'exposé aux paragraphes précédents, ne s'applique qu'aux policiers qui se sont rendus éligibles.

Les cours, lorsqu'ils sont donnés par le Service, le sont au moins deux fois par année afin de fournir à tous les policiers l'occasion de se qualifier.

Les préalables ajoutés pendant que le policier occupe une fonction lui sont reconnus aux fins d'un éventuel retour à celle-ci.

7.06 La procédure réglant la demande, la mutation et la rotation est établie par le Service.

Lorsque le Directeur communique son intention de procéder à une mutation générale, la liste des postulants à une fonction est arrêtée à la 21^{e} journée suivant cette communication. La mutation générale a lieu dans les vingt et un jours de l'expiration du délai ci-dessus mentionné. Le Service procède à un minimum d'une mutation générale par année, laquelle doit être tenue avant le 1er octobre.

Dans le cadre d'un projet pilote, le Service procède à un minimum de deux mutations générales non sélectives à chaque année, dont l'une a lieu au printemps et l'autre à l'automne.

La liste des postulants à une fonction lors d'une mutation isolée est arrêtée 48 heures avant la date de ladite mutation isolée.

7.07 Toute nouvelle fonction est annoncée 30 jours à l'avance par avis écrit (communiqué ou bulletin).

7.08 Nonobstant les dispositions du présent article :

1) Le policier nouvellement embauché ne peut exiger d'être muté avant d'avoir complété sa période de probation;

2) Le policier nouvellement promu ne peut exiger d'être muté plus d'une fois avant d'avoir complété sa période de probation;

3) Le policier mis sous observation pour cause d'absentéisme ou par suite d'une évaluation marginale ne peut exiger d'être muté pendant la durée de sa mise sous observation.

7.09 Lorsque le Service réduit les effectifs d'une section spécialisée et qu'un policier doit ainsi, contre son gré, être muté à une autre fonction, ce dernier se voit offrir, prioritairement à tout autre, de revenir à la section qu'il a dû quitter s'il s'y produit une vacance ou une augmentation des effectifs dans les deux ans qui suivent la réduction d'effectifs.

L'ancienneté s'applique entre les policiers concernés si plusieurs sont affectés par la mesure.

7.10 Lorsque le Service procède à une réaffectation de son personnel, le policier dont le poste de travail est aboli à cette occasion conserve le droit d'occuper sa fonction prioritairement à tout autre à l'intérieur du Service dans les deux ans qui suivent l'abolition de son poste de travail.

Cependant, en ce qui concerne l'endroit où ledit policier peut être muté, l'ancienneté générale parmi les policiers affectés s'applique.

7.11 Nonobstant les dispositions du présent article, à l'occasion du jumelage ou de la division de postes de quartier ou de toute autre unité, le Service consulte et peut s'entendre avec la Fraternité sur une façon d'affecter le personnel impliqué. À défaut d'entente, les dispositions générales du présent article s'appliquent.

ARTICLE VIII **ASSIGNATION**

8.00 Pour les fins d'interprétation de la convention collective, assignation signifie l'affectation temporaire d'un policier dans une autre fonction que la sienne ou dans sa fonction dans un autre poste de quartier ou dans toute autre unité.

a) Un policier ne peut être assigné plus de cinq fois par année civile. **Le nombre de jours total d'assignation ne doit pas excéder une durée équivalente à cinq (5) cycles de travail de trente-cinq (35) jours ou une durée équivalente à trois (3) cycles de travail de soixante-dix (70) jours ou cent cinq (105) jours.**

Malgré l'alinéa qui précède, lors de projets pilotes ou de projets spéciaux, créés à l'initiative de la direction du SPVM, une assignation peut durer jusqu'à douze (12) mois, en autant que la Fraternité en ait été avisée par écrit avant le début de l'assignation.

b) Le policier assigné pour une période d'une journée peut, à son choix, débuter et terminer son travail à son unité.

Le policier assigné pour une période de plus d'un jour doit débuter et terminer son travail à l'endroit de son assignation.

Le policier ainsi assigné se voit assujetti à l'horaire de travail de la fonction à laquelle il est assigné.

c) Ne constitue pas une assignation :

1. L'occupation d'une fonction supérieure;

2. La remise par le policier de temps anticipé dans une autre fonction, dans son unité;

3. L'affectation pour une journée ou moins dans sa région, d'un agent de circulation à un service d'ordre ou à un problème spécifique de circulation, à condition qu'il débute et termine à son district ou à sa section;

4. L'affectation d'un policier à la section Formation, aux fins d'y dispenser des cours;

5. La réaffectation temporaire d'un policier pendant qu'il fait l'objet d'une enquête de nature criminelle, disciplinaire, déontologique ou en raison de la suspension temporaire de son permis de conduire;

6. Le remplacement d'un autre policier conformément au paragraphe 19.04 de la convention collective.

7. Le jumelage de deux agents de quartier de PDQ limitrophes qui sont chacun en excédant d'un nombre pair d'agent de quartier duo de 23 h à 7 h 30 afin de répondre aux appels sur les deux territoires.

8. L'affectation d'un agent de quartier à la patrouille solo lorsqu'il n'y a pas d'autre agent de quartier disponible ou aucun agent de quartier solo en devoir.

9. L'affectation sur un plan de mobilisation : événement à caractère soudain et imprévu et non planifié, requérant un déploiement de ressources supérieur au nombre de policiers de l'unité requérante.

10. L'affectation d'un agent de quartier solo aux tâches de soutien dans un poste de quartier lorsqu'il n'y a aucun agent de quartier disponible.

d) Lorsque les délais le permettent et sauf dans les cas où un profil particulier est exigé, le Service sollicite par ancienneté, des policiers qui sont volontaires avant d'imposer une assignation à un policier. À défaut de policiers volontaires en nombre suffisant, le Service procède aux assignations qui n'ont pas été comblées par des policiers volontaires, en appliquant la règle de l'ancienneté inversée.

8.01 Sauf dans les cas d'assignation jusqu'à douze (12) mois prévus dans le 2ième alinéa du paragraphe 8.00a), dès que l'ensemble de la durée des assignations faites à une fonction atteint une durée équivalente à six (6) cycles de trente-cinq (35) jours ou une durée équivalente à quatre (4) cycles de soixante-dix (70) jours ou à cent cinq (105) jours, le Service doit aviser la Fraternité de sa décision de créer ou non une nouvelle fonction. Dans le cas d'une décision négative, l'assignation cesse. Dans le cas d'une décision positive, l'assignation continue durant la période d'application du paragraphe 23.02 mais pour une durée équivalente d'au plus six (6) cycles de trente-cinq (35) jours ou une durée équivalente à quatre (4) cycles de soixante-dix (70) jours ou à cent cinq (105) jours.

8.02 Le Service fournit mensuellement à la Fraternité la liste des assignations dans les différentes unités du Service.

8.03 Le policier ayant des restrictions médicales **peut, par exception, être assigné pour une période dépassant celle prévue au paragraphe 8.00a).**

8.04 Le Service fournit mensuellement à la Fraternité une liste de l'effectif policier et au plus tard le 1er mai de chaque année la liste des fonctions établies au Service et leurs préalables dans chaque unité.

8.05 L'enquêteur appelé à travailler au module Enquêtes/crimes généraux (service à la clientèle), alors qu'il ne s'est pas porté volontaire, retourne à son module après un maximum de trois cycles consécutifs de 35 jours.

ARTICLE IX ALTERNANCE DU POLICIER TRAVAILLANT SUR TROIS RELÈVES

9.00 Le policier alterne d'une relève à l'autre suivant les exigences du Service et selon un roulement qui a pour effet, dans une période de 105 jours de lui permettre de travailler un nombre égal de périodes sur chacune des relèves. Le policier n'est pas assigné pour plus de deux périodes consécutives sur une même relève. La même règle s'applique aux relèves intermédiaires.

ARTICLE X **TEMPS SUPPLÉMENTAIRE**

10.00 a) Toute période de travail effectuée en dehors des heures brutes dans une journée régulière de travail, telles qu'établies à son horaire de travail ou dans le paragraphe 4.01 est rémunérée au taux du traitement et demi par rapport au taux horaire régulier.

Le taux horaire régulier est calculé en prenant le traitement individuel divisé par 1 820.

Sauf si des besoins opérationnels l'exigent, le temps supplémentaire à effectuer dans une unité doit être effectuée par les policiers de cette unité.

b) **À chaque année, le policier peut choisir d'accumuler son temps supplémentaire jusqu'à concurrence d'un maximum de 150 heures à raison d'une fois et demie les heures ou parties d'heures à l'exception de celles effectuées au cours des mois de novembre et décembre de l'année en cours.**

Le policier qui travaille lors d'un congé hebdomadaire ou annuel, peut accumuler son temps supplémentaire pour un nombre d'heures équivalant au double de sa journée régulière de travail.

Le policier peut prendre un congé lorsque son crédit atteint un nombre d'heures nettes équivalant au nombre d'heures travaillées dans une journée. Le congé est pris à la demande du policier à la discrétion de l'officier, en fonction des disponibilités. Advenant désaccord sur une date, le policier peut réclamer le paiement de son temps supplémentaire.

c) **Le 15 juin de l'année en cours, le policier peut choisir de se faire payer la totalité du temps supplémentaire qu'il a accumulé jusque-là.**

Au 1er novembre de l'année en cours, le policier avise le Service qu'il a choisi, le cas échéant, de conserver un maximum de trente (30) heures, aux fins et selon les conditions prévues dans le 3e alinéa du présent sous-paragraphe. À défaut de respecter cette échéance, le temps supplémentaire accumulé est payé au policier selon les dispositions du 4e alinéa du présent sous-paragraphe.

Le policier qui a choisi de conserver un maximum de trente (30) heures conformément à l'alinéa précédent, afin de prendre un congé durant le mois de décembre de l'année en cours, le fait selon les conditions prévues dans le 3e alinéa du sous-paragraphe 10.00 b). À défaut par le policier de prendre les congés correspondant aux heures de temps supplémentaire qu'il a ainsi conservées, celles-ci lui sont payées en totalité selon les dispositions de l'alinéa qui suit. De même, le temps supplémentaire effectué en novembre et décembre ne peut être accumulé et est payé au taux de temps supplémentaire applicable.

Le 15 décembre suivant, le solde du temps supplémentaire porté au crédit du policier lui est payé en totalité.

d) Les dispositions prévues au présent paragraphe s'appliquent en les adaptant, au travail supplémentaire prévu aux paragraphes 10.01 et 10.04.

10.01 a) Le policier appelé en devoir en dehors de ses heures régulières de travail a droit à un minimum de quatre heures au taux du temps supplémentaire, sans chevauchement sur ses heures régulières de travail.

Sauf dans les cas où un policier est mis en disponibilité en conformité avec le paragraphe 10.07 de la convention collective, lorsque le Service fournit à un policier de l'équipement technologique dans l'exécution de son travail et qu'il l'utilise afin de rejoindre celui-ci en dehors des heures régulières de travail pour les fins d'un dossier ou pour obtenir des renseignements sur une enquête, le premier alinéa du présent sous-paragraphe s'applique à cette occasion.

b) Ce sous-paragraphe s'applique aussi au policier convoqué par le Bureau médical, devant une autorité disciplinaire en vertu du Règlement sur la discipline des policiers de la Ville de Montréal ou devant une instance de tout organisme provincial chargé de faire respecter la déontologie.

c) Le policier convoqué à la déontologie policière pour une cause survenue alors qu'il était à l'emploi d'un autre service de police au Canada est libéré sans perte de traitement.

10.02 Le policier dépêché en devoir à l'extérieur du territoire de la Ville de Montréal ne peut réclamer plus de quatre heures par jour de temps supplémentaire si son absence dépasse vingt-quatre heures.

10.03 Le policier doit compléter ses heures régulières dans une journée avant d'avoir droit à du temps supplémentaire.

10.04 a) Le policier appelé en devoir le jour d'un congé hebdomadaire ou annuel est rémunéré au double du taux horaire régulier pour un minimum équivalent à sa journée régulière de travail. Dans ce cas, il perd sa journée de congé.

b) Ce paragraphe s'applique également au policier convoqué par le Bureau médical, devant une autorité disciplinaire en vertu du Règlement sur la discipline des policiers de la Ville de Montréal ou devant une instance de tout organisme provincial chargé de faire respecter la déontologie.

c) Le policier qui accepte de travailler le jour de son congé hebdomadaire ou annuel dans le cadre de la commercialisation des services est rémunéré pour un minimum de quatre heures au taux du temps supplémentaire.

10.05 Le paiement du travail supplémentaire effectué durant le mois est versé au policier au plus tard dans le cours du mois suivant.

10.06 Le Service ne peut réduire ni modifier les heures régulières de travail d'un policier, ni modifier son programme de travail, en raison de l'accomplissement de travail supplémentaire, sauf dans le cas d'élections, le jour de la Confédération, le 24 juin Fête nationale du Québec et le lundi qui précède le 25 mai Journée nationale des Patriotes.

10.07 a) Tout policier qui reçoit l'ordre de demeurer à sa résidence habituelle et d'être en état de disponibilité de service, est rémunéré à raison de 25% de son taux horaire pour chaque heure ou partie d'heure en disponibilité.

b) Le sous-paragraphe a) du présent paragraphe ne s'applique pas dans le cas où le policier est effectivement rappelé au travail durant le temps en disponibilité.

c) Le policier visé dans le sous-paragraphe a) du présent paragraphe n'est pas rémunéré pour des heures en disponibilité durant la période où il effectue des heures supplémentaires.

d) Le temps en disponibilité est autorisé, calculé et vérifié suivant les directives établies par le Directeur.

e) Le temps supplémentaire effectué dans le cadre d'une mise en disponibilité au sens du présent paragraphe peut être accumulé **en conformité avec le sous-paragraphe 10.00 b).**

10.08 Le temps consacré à la participation à des rencontres concernant le Service sur invitation d'un supérieur autorisé, en dehors ou en sus des heures régulières est considéré comme du temps travaillé et rémunéré comme tel.

10.09 Le présent paragraphe s'applique au policier rémunéré conformément aux articles XX et XXI de la convention collective dans la mesure prévue ci-après :

a) Le policier absent sept jours consécutifs ou moins est réputé continuer de travailler selon son programme et ses heures régulières de travail.

Dans le cas d'une absence pour maladie, le policier rappelé en devoir durant ses heures régulières de travail, voit le temps fait, crédité du nombre d'heures déduites de sa banque en maladie sans aucun minimum applicable.

Le policier rappelé en devoir en dehors de ses heures régulières de travail a le choix suivant :

1. Faire débiter sa banque en maladie d'une journée et recevoir une rémunération conforme au minimum applicable.

2. Faire créditer sa banque en maladie d'un nombre d'heures équivalent à la durée du rappel en devoir jusqu'à concurrence du nombre maximum d'heures nettes prévues à son horaire de travail. Le cas échéant, il reçoit le paiement de l'excédent des heures travaillées au taux du temps supplémentaire.

Le policier rappelé en devoir le jour d'un congé hebdomadaire reçoit la rémunération prévue pour cette occasion.

b) Le policier absent pour plus de sept jours consécutifs est réputé travailler sur la deuxième relève et du lundi au vendredi inclusivement.

Le policier rappelé en devoir sur la deuxième relève voit le temps fait crédité du nombre d'heures déduites de sa banque en maladie sans aucun minimum applicable.

Le policier rappelé en devoir en dehors des heures régulières de la deuxième relève a le choix suivant :

1. Faire débiter sa banque en maladie d'une journée et recevoir une rémunération conforme au minimum applicable.

2. Faire créditer sa banque en maladie d'un nombre d'heures équivalent à la durée du rappel en devoir jusqu'à concurrence du nombre maximum d'heures nettes prévues à son horaire de travail. Le cas échéant, il reçoit le paiement de l'excédent des heures travaillées au taux du temps supplémentaire.

Tout travail exécuté en dehors ou en sus des programmes et des heures régulières ci-dessus mentionnées est soumis à l'application du présent article.

10.10 À l'occasion d'un accident de travail, le policier qui doit se rendre à l'urgence est payé au taux du temps supplémentaire une fois sa journée terminée, jusqu'à un maximum de quatre (4) heures. Dans l'éventualité où le policier doit compléter ses rapports au-delà de sa présence à l'hôpital, il est rémunéré pour le temps fait, tel que prévu à la convention collective. La présente disposition ne s'applique pas au policier qui est hospitalisé.

ARTICLE XI **TEMPS A LA COUR**

11.00 a) Le travail effectué à la cour en dehors des heures régulières du policier, est rémunéré à raison d'une fois et demie son taux horaire régulier.

Le taux horaire régulier aux fins du présent article est calculé en divisant le traitement individuel par 1 820.

Le policier a droit à une rémunération au taux prévu au présent article pour un minimum de quatre heures lorsqu'il est convoqué en dehors de ses heures régulières :

1. à témoigner, par suite d'actes résultant de l'exercice de ses fonctions comme policier ou agent de la paix;

2. au bureau des réclamations ou au Contentieux de la Ville de Montréal.

Le travail accompli en vertu du sous-paragraphe a) du paragraphe 11.00 peut être soumis aux dispositions des alinéas 1 et 3 du sous-paragraphe b) du paragraphe 10.00 et de l'alinéa 1 du sous-paragraphe c) du paragraphe 10.00.

b) Le policier appelé à témoigner par suite d'actes résultant de l'exercice de ses fonctions, comme policier ou agent de la paix, lorsque son intervention est survenue alors qu'il était à l'emploi d'un autre Service de police au Canada, est libéré sans perte de traitement.

c) Le policier poursuivi en justice et convoqué à la cour en dehors de ses heures régulières par suite d'actes résultant de l'exercice de ses fonctions comme policier ou agent de la paix, reçoit la rémunération prévue au présent article.

11.01 Le policier doit se rapporter à l'endroit de sa convocation à l'heure indiquée et le calcul des heures commence à compter de l'heure où il s'y rapporte ou de celle où il se présente à quel qu'autre endroit pour les besoins de la cause et se termine à l'heure où sa présence n'est plus requise.

Toutefois, lorsque l'heure de convocation du contrevenant est connue, le policier est assigné à la même heure.

11.02 Le policier doit se rapporter à l'agent de liaison à son arrivée et son départ de la cour. Lorsqu'il n'y a pas d'agent de liaison, l'officier supérieur du policier autorise le temps de cour.

11.03 Le policier de la deuxième relève, appelé aux endroits désignés dans les paragraphes 11.00 et 11.04 immédiatement avant et après ses heures de travail, a droit au temps consacré à cette activité payé au taux prévu dans le sous-paragraphe a) du paragraphe 11.00.

Pour les fins du présent paragraphe, ce temps comprend le temps requis pour le déplacement du policier, soit avant, soit après ses heures de travail, du moment où il doit se rapporter au poste pour se rendre à l'endroit désigné ou vice-versa.

11.04 Le policier convoqué à la cour en dehors de ses heures régulières de travail hors du territoire de la Ville de Montréal sauf à Longueuil et Laval, est automatiquement assigné sur la relève coïncidant avec les heures de sa convocation. Il a droit au temps nécessaire pour se rendre à l'endroit de celle-ci et en revenir, ainsi qu'au transport à partir de son unité. Tout temps excédant sa journée régulière de travail est rémunéré au taux prévu dans le sous-paragraphe a) du paragraphe 11.00.

Le policier tenu de voyager la veille ou le lendemain de sa convocation en dehors de ses heures régulières de travail, est rémunéré au taux du temps supplémentaire prévu dans le sous-paragraphe a) du paragraphe 11.00 pour un minimum de quatre heures. S'il est en congé hebdomadaire ou annuel, il a le droit d'en faire changer la date selon la procédure prévue dans le paragraphe 11.05.

11.05 a) Le policier convoqué aux endroits désignés dans les paragraphes 11.00 et 11.04 le jour de son congé hebdomadaire ou annuel a le droit d'en faire changer la date.

b) Le policier qui ne fait pas changer son congé hebdomadaire est payé selon le taux établi dans le sous-paragraphe a) du paragraphe 11.00 et pour un minimum de quatre heures.

c) Le policier convoqué aux endroits désignés dans les paragraphes 11.00 et 11.04 le jour d'un congé annuel doit, dès qu'il reçoit sa convocation en aviser son officier supérieur. Si la convocation est maintenue, il est rémunéré selon le taux prévu dans le sous-paragraphe a) du paragraphe 11.00 pour au moins l'équivalent de sa journée régulière de travail tel qu'établi dans le paragraphe 4.04.

d) Pour les seules fins du présent paragraphe, les congés hebdomadaires immédiatement avant et après la période de congés annuels sont considérés comme faisant partie de la période de congés annuels.

e) L’employée qui est en congé de maternité selon l’article 36.00 et qui est convoquée aux endroits désignés dans les paragraphes 11.00 et 11.04 doit, dès qu’elle reçoit sa convocation, en aviser son officier supérieur. Si la convocation est maintenue, elle est rémunérée selon le taux prévu dans le paragraphe 11.08.

11.06 Le policier convoqué à plus d'un endroit prévu dans les paragraphes 11.00 et 11.04, le même jour, hors de ses heures régulières de travail ou lorsqu'il est en congé hebdomadaire ou annuel est rémunéré comme suit :

a) Convocations simultanées :

Le policier est rémunéré pour le temps consacré à ces activités, toutefois il a droit à un seul minimum.

b) Convocations à des heures différentes :

Le policier est rémunéré pour le temps consacré à ces activités, toutefois il a droit à un minimum pour chaque convocation si le délai entre la fin d'une comparution et la convocation suivante est de 60 minutes ou plus. Si ce délai est de moins de 60 minutes, le temps écoulé entre la fin d'une comparution et la convocation suivante est considéré comme du temps travaillé et rémunéré selon le taux prévu dans le sous-paragraphe a) du paragraphe 11.00.

c) Annulation de convocation :

Dans le cas où la convocation à la Cour est annulée et que le policier en est avisé 36 heures ou moins de l'heure de la convocation, ce dernier reçoit le minimum applicable sauf si le motif de l'annulation est relié à une action concertée ou si l'annulation de la convocation est faite en application du sous-paragraphe c) du paragraphe 11.05.

11.07 Le présent article s'applique au policier rémunéré conformément aux articles XX et XXI de la convention collective dans la mesure prévue ci-après.

a) Le policier absent sept jours consécutifs ou moins est réputé continuer de travailler selon son programme et ses heures régulières de travail.

Dans le cas d'une absence pour maladie, le policier convoqué à la cour durant ses heures régulières de travail voit le temps fait crédité du nombre d'heures déduites de sa banque en maladie sans aucun minimum applicable.

Le policier convoqué à la cour en dehors de ses heures régulières de travail a le choix suivant :

1. Faire débiter sa banque en maladie d'une journée et recevoir une rémunération conforme au minimum applicable.

2. Faire créditer sa banque en maladie d'un nombre d'heures équivalent à la durée de la convocation à la cour jusqu'à concurrence du nombre maximum d'heures nettes prévues à son horaire de travail. Le cas échéant, il reçoit le paiement de l'excédent des heures travaillées selon le taux prévu dans le sous-paragraphe a) du paragraphe 11.00 du présent article.

Le policier convoqué à la cour le jour d'un congé hebdomadaire reçoit la rémunération prévue pour cette occasion.

b) Le policier absent pour plus de sept jours consécutifs est réputé travailler sur la deuxième relève et du lundi au vendredi inclusivement.

Le policier convoqué à la cour sur la deuxième relève voit le temps fait, crédité du nombre d'heures déduites de sa banque en maladie sans aucun minimum applicable.

Le policier convoqué à la cour en dehors des heures régulières de la deuxième relève a le choix suivant :

1. Faire débiter sa banque en maladie d'une journée et recevoir une rémunération conforme au minimum applicable.

2. Faire créditer sa banque en maladie d'un nombre d'heures équivalant à la durée de la convocation à la cour jusqu'à concurrence du nombre maximum d'heures nettes prévues à son horaire de travail. Le cas échéant, il reçoit le paiement de l'excédent des heures travaillées selon le taux prévu dans le sous-paragraphe a) du paragraphe 11.00.

Le policier convoqué à la cour un samedi ou un dimanche reçoit le paiement du temps supplémentaire prévu lors d'un congé hebdomadaire.

11.08 L'ex-policier, le policier libéré en vertu de l'article XVI de la convention collective, en congé sans solde en vertu du paragraphe 35.04, en congé à traitement différé en vertu du paragraphe 35.06, en congé parental en vertu de l'article XXXVI, en congé préretraite en vertu de l'Annexe L **et de l'entente relative à la liquidation de la Banque pré-retraite**, sous le coup d'une suspension disciplinaire ou administrative, ainsi que la policière absente pour congé de maternité, congé post-maternité sans solde ou parental, convoqués aux endroits prévus dans les paragraphes 11.00 et 11.04, en vertu de la *Loi sur la police* ou en vertu du Règlement sur la discipline interne des policiers de la Ville de Montréal à l'exception dans ces deux derniers cas des policiers suspendus disciplinairement ou administrativement, reçoit un minimum de quatre heures selon le taux horaire régulier pour la fonction qu'ils occupaient lors de leur départ, mais au salaire prévu à la date de leur comparution. Tout temps dépassant ce minimum est rémunéré au même taux.

ARTICLE XII **URGENCE**

12.00 Il est toujours loisible au Directeur ou en son absence, à son remplaçant désigné, de déclarer un état d'urgence pour une période limitée. Le Directeur ou, en son absence, son remplaçant désigné, a alors le droit, durant cette période, de changer les heures de travail, de garder en devoir le policier en dehors de ses heures régulières, de changer, s'il y a lieu, toute période de vacances, de faire travailler le policier durant les jours de congé hebdomadaire avec rémunération équivalente à sa journée régulière de travail, et cela, durant toute la période d'urgence. Tout travail supplémentaire, durant cette période d'urgence, est rémunéré suivant le taux établi pour le travail supplémentaire. Les journées d'élections municipales, provinciales et fédérales sont des périodes d'urgence.

12.01 L'officier en service dans un poste de quartier ou dans toute autre unité a droit, suivant les directives qu'il reçoit de ses supérieurs, de garder en service le policier à la fin de ses heures régulières de travail pour une situation qu'il juge urgente. Dans ce cas, le policier est rémunéré au taux du temps supplémentaire pour le travail fait.

ARTICLE XIII **FORMATION PROFESSIONNELLE ET COURS**

13.00 Aux fins du présent article, une formation est constituée d'une période de temps qui comprend les cours de formation de même que le temps de déplacement selon ce qui est prévu dans le deuxième alinéa du présent paragraphe et les travaux hors classe selon ce qui est prévu dans le troisième alinéa du présent paragraphe, même s'ils sont effectués en dehors des heures de cours et sans égard au fait qu'ils précèdent ou suivent les heures de cours.

Lorsque ces cours sont donnés à l'extérieur du territoire de la Ville de Montréal, le policier a droit au paiement de son temps de déplacement au début et à la fin du cours, et à chaque fin de semaine si le cours dure plus d'une semaine, à raison d'un minimum de deux heures au taux du temps supplémentaire, payables ou cumulables à son choix.

Sous réserve des dispositions de l'Annexe W, relative à la Charte sur les heures excédentaires en formation, les travaux hors classe de même que le temps qui y est consacré sont déterminés en fonction des normes, programmes, plans, syllabus, politiques ou autres établis par le Service ou par l'institution accréditée pour donner la formation et en tenant compte des modifications qui y sont apportées de temps à autre.

Un policier est réputé être au travail durant toute formation exigée par le Service. La formation constitue alors une période de travail au sens de la convention collective et, le cas échéant, le policier est considéré comme étant en devoir durant toute la période de formation.

Une formation est réputée exigée par le Service lorsque le policier est invité ou convoqué par le Service à recevoir ladite formation ou lorsqu'il s'agit d'une formation requise par règlement adopté en vertu de l'article 116 de la *Loi sur la police* et qui porte sur les matières ci-après mentionnées : *Processus d'enquête* et *Activité d'intégration en enquête policière* ou tout autre titre ou nom couvrant ces deux matières en cas de modifications; le présent alinéa s'applique lorsque la formation est donnée par le Service ou par une institution accréditée pour la donner.

13.01 Dans tous les cas où un policier est invité ou convoqué par le Service à recevoir une formation, les heures et le programme de travail du policier sont ajustés de façon à ce qu'ils correspondent aux heures et aux jours ouvrables de l'institution d'enseignement ou ceux établis par le Service. **Les congés qui surviennent durant la période de formation sont considérés comme constituant une journée accumulée au sens de la convention collective. Le congé est alors pris après entente avec l'Employeur. Dans tous les cas, ce congé doit être pris à l'intérieur de la même année civile, à défaut de quoi, le congé est payé à la fin de ladite année civile. Cette règle ne s'applique pas lorsqu'il s'agit d'une formation donnée au cours du mois de décembre. Le cas échéant, le congé est pris à l'intérieur du cycle de travail en cours ou au cours du cycle de travail suivant.** Sauf dans le cas prévu dans le 1er alinéa du paragraphe 6.00 à l'égard du policier de la première relève, à son retour, le policier réintègre sa relève régulière et ses congés sont agencés, s'il y a lieu, afin de respecter intégralement son programme de travail.

De plus, lorsque la formation est d'une durée inférieure aux heures régulières de travail du policier selon ses programme et horaire habituels, l'horaire du policier est réputé être celui des heures de formation et aucune remise de temps ne peut être exigée par l'employeur sauf lorsque la formation se termine alors qu'il reste quatre heures ou plus à sa journée régulière de travail auquel cas, le policier est tenu de retourner à son unité de travail.

Tout policier invité ou convoqué à recevoir une formation est avisé dans un délai d'au moins 7 jours avant la date prévue pour cette formation, sauf dans le cas où le Service est informé dans un délai moindre de la disponibilité de l'institution d'enseignement à donner suite à l'inscription. À défaut, le policier n'est pas tenu d'y assister.

13.02 Le policier qui désire recevoir une formation à sa seule initiative aux fins de son avancement personnel, soit en vue d'une promotion, soit en vue d'une affectation à une autre fonction, le fait en dehors de ses heures régulières de travail. Cette formation, lorsqu'elle est donnée par le Service, est agencée de telle sorte que les policiers de différentes relèves puissent les recevoir.

13.03 Les préalables définis par le Directeur du Service pour l'occupation des diverses fonctions du Service sont affichés lors de la création des nouvelles fonctions ou lors de modifications aux préalables des fonctions policières actuelles.

Ils ne peuvent être révisés qu'en avril de chaque année afin de permettre aux policiers de s'inscrire au cours du mois de septembre suivant.

13.04 Tous les frais réclamés pour toute formation exigée par le Service sont remboursés au policier à 100 %.

Dans tous les cas où il s'agit d'une formation reçue à la seule initiative du policier et pour les fins de son avancement personnel en vue soit d'une promotion, soit d'une affectation à une autre fonction, les frais de scolarité sont remboursés au policier à 100%. Pour être éligible au remboursement, le policier doit suivre le cours sur son propre temps et le réussir.

Malgré le deuxième alinéa du présent paragraphe, tous les frais réclamés par une institution d'enseignement pour les cours de *Droit pénal appliqué à l'enquête policière, Éléments d'éthique appliqué* et *Analyse criminologique en enquête policière* sont remboursés par le service à 100%. Pour être éligible au remboursement, le policier doit suivre ces cours sur son temps et les réussir.

13.05 Le policier qui ne détient pas la fonction d'agent de quartier et qui est assigné dans cette fonction doit avoir les prérequis et la formation pour occuper la fonction. À défaut, l'Employeur doit lui donner une mise à niveau avant le début de son assignation.

CONSTABLE PAIR

13.06 Un nouveau programme appelé « *programme d'accueil et d'intégration de la recrue (PAIR)* » est institué afin de permettre l'encadrement des policiers nouvellement embauchés ou de ceux qui se joignent aux deux unités spécialisées mentionnées aux présentes, le tout aux conditions ci-après établies ;

NOUVELLE TÂCHE

13.07 De nouvelles tâches dites d'accompagnement sont créées à compter de l'entrée en vigueur de la convention collective, en remplacement de la fonction d'agent senior ;

13.08 Ces tâches ne constituent pas une « fonction » au sens où on l'entend généralement dans la convention collective ;

13.09 Ces tâches sont effectuées par des constables désignés pour agir à ce titre selon ce qui est prévu ci-après ;

13.10 Pour fins de commodité, le constable qui effectue les tâches d'accompagnement est désigné sous le titre de constable PAIR ;

13.11 Un constable PAIR est désigné dans les tous les PDQ, la section Métro et dans deux unités spécialisées : le Groupe tactique d'intervention (GTI) et la section de la surveillance physique ;

13.12 Le programme PAIR ne s'applique qu'aux seules unités spécialisées mentionnées dans le paragraphe 13.11 ;

13.13 Il peut cependant y avoir plus d'un constable PAIR au sein de tout groupe de travail dans un PDQ, dans la section Métro et dans les deux susdites unités spécialisées ;

13.14 Le Service désigne un constable PAIR à l'égard de chaque policier nouvellement embauché, soit comme constable permanent, soit comme constable auxiliaire permanent

13.15 Le Service désigne également un constable PAIR à l'égard de tout policier nouvellement muté dans l'une ou l'autre des deux unités spécialisées mentionnées aux présentes : le GTI et la section de la surveillance physique ;

ACCOMPAGNEMENT

13.16 Le constable PAIR accompagne le policier nouvellement embauché qui est affecté dans le PDQ ou dans l'unité Métro, auquel il est rattaché ;

13.17 Le constable PAIR accompagne également dans l'unité spécialisée à laquelle il est rattaché, le policier nouvellement muté à son unité

13.18 Durant toute la période d'accompagnement, le constable PAIR agit à l'endroit du policier qu'il accompagne, à titre de mentor ; il conseille ce policier, lui donne les explications et les conseils appropriés, l'accompagne dans son travail, et constitue à son endroit la personne ressource ; il participe également à son évaluation et complète la documentation requise en vertu du programme PAIR ;

13.19 La période d'accompagnement d'un policier dans un PDQ ou dans l'unité Métro, est fixée à un minimum de 15 semaines ;

13.20 La période d'accompagnement d'un policier muté dans l'une ou l'autre des deux unités spécialisées mentionnées aux présentes est fixée à 26 semaines ;

13.21 Sauf lorsque sa disponibilité ne le permet pas, une période d'accompagnement est assurée par le même constable PAIR ;

SALAIRES, GRADES ET CONDITIONS DE TRAVAIL

13.22 Le grade attaché à la fonction de constable PAIR est celui de constable

13.23 Le constable 1ière classe qui agit comme constable PAIR reçoit une prime égale à 6% de son salaire et celle-ci lui est payée pendant l'accompagnement ; le constable PAIR a droit le cas échéant, au paiement de toutes autres primes payables en vertu des dispositions de la convention collective (prime de spécialité, prime de métropole, boni d'ancienneté, prime de niveau de service, etc.) et celles-ci sont calculées pendant ladite période, de la même manière que si le salaire du constable PAIR était fixé à 106 % du salaire du constable première classe ;

Lorsque le constable PAIR n'est pas un constable 1ière classe, il reçoit lui aussi une prime égale à 6 % du salaire du constable 1ière classe et celle-ci lui est payée pendant l'accompagnement ; le cas échéant, ce constable a droit également au paiement de toutes autres primes payables en vertu de la convention collective (prime de spécialité, prime de métropole, boni d'ancienneté, prime de niveau de service, etc.) mais contrairement au constable 1ière classe, les primes sont calculées en fonction de la classe qui lui est reconnue, auxquelles s'ajoute, une fois ce calcul effectué, la prime de 6 % du salaire première classe ;

La prime de 6% payable au constable PAIR n'est pas intégrée au salaire aux fins du régime de retraite et du paiement de la cotisation requise ;

13.24 Lorsque le constable PAIR effectue ses tâches d'accompagnement en temps supplémentaire, le taux du temps supplémentaire qui lui est payable est fixé en fonction d'un salaire qui inclut la prime visée dans le paragraphe 13.23;

13.25 Tout constable ayant trois ans et plus de service peut être désigné pour agir comme constable PAIR ;

13.26 À mérite et à compétence relativement égaux, le constable PAIR est choisi en fonction de son ancienneté générale ; les qualités et aptitudes recherchées sont les suivantes :

- **Capacité d'écoute et habileté dans la communication des messages et des conseils à donner ;**
- **Attitude d'ouverture envers la recrue ;**
- **Patience et acceptation du rythme de la recrue dans son apprentissage ;**
- **Capacité d'objectivité dans l'évaluation de la recrue ;**
- **Rigueur dans l'accomplissement des tâches d'accompagnateur ;**
- **Intérêt à l'égard des tâches d'accompagnateur ;**

13.27 Malgré la réussite du processus de sélection, la désignation de l'agent PAIR demeure assujettie à sa disponibilité, pour l'ensemble de la période d'accompagnement, lorsque le travail d'accompagnateur est requis ;

13.28 Lorsque le constable PAIR est aussi un agent senior en application des dispositions de la lettre d'entente « Agents Séniors », son salaire est alors majoré à 106 % du salaire du constable 1ière classe pendant l'accompagnement et les dispositions du paragraphe 13.23 s'appliquent en les adaptant ; la majoration du salaire de 103 % à 106 % n'est toutefois pas intégrée au salaire aux fins du régime de retraite et du paiement de la cotisation requise.

ARTICLE XIV **ALLOCATION DE DÉBOURSÉS**

14.00 Le policier a droit au remboursement des déboursés nécessités par son travail, sur production de pièces justificatives et après approbation du Directeur. Sur demande, le policier a une avance pour tels déboursés.

14.01 Tous les frais raisonnables exigés par un médecin pour compléter un formulaire médical ou remplir un billet médical requis par l'employeur ou la SAAQ sont remboursés par l'employeur.

ARTICLE XV **CONGÉS SOCIAUX**

15.00 Le policier peut bénéficier d'une absence dans les cas suivants :

a) À l'occasion de son mariage : trois jours sans perte de traitement et deux jours sans traitement.

b) À l'occasion du mariage d'un enfant, d'un frère, d'une sœur, du père, de la mère : le jour du mariage, sans traitement.

c) À l'occasion du décès du conjoint, d'un enfant : quatre jours sans perte de traitement et une journée sans traitement.

d) À l'occasion du décès du père, de la mère, d'un frère ou d'une sœur : trois jours sans perte de traitement et une journée sans traitement.

e) À l'occasion du décès du grand-père, de la grand-mère, de l'oncle, de la tante, du beau-frère, de la belle-sœur, du beau-père, de la belle-mère, du gendre, de la bru, d'un petit enfant, du père, de la mère, de la sœur, du frère, du grand-père ou de la grand-mère du conjoint : le jour des funérailles, sans traitement; cependant si le défunt habitait sous le même toit que le policier : trois jours, sans traitement;

f) À l'occasion de la naissance, de l'adoption ou de l'ordonnance de placement en vue d'adoption d'un enfant : trois jours sans perte de traitement et trois jours sans traitement.

g) Dans les cas ci-dessus, si le mariage ou les funérailles ont lieu à plus de 80 kilomètres du territoire de la Ville de Montréal, il a droit à un jour additionnel, sans traitement.

15.01 a) Ces absences ne sont pas accordées si elles coïncident avec un autre congé prévu à la convention collective et dans tous les cas, le policier doit prévenir son supérieur immédiat de son départ.

b) Les jours d'absences prévus dans les sous-paragraphes c) d) et e) du paragraphe 15.00 sont pris au choix du policier, à compter du décès et jusqu'au jour des funérailles inclusivement. Ce dernier peut prendre l'une de ces journées le jour de la mise en terre ou de l'incinération si celui-ci ne coïncide pas avec la période ci-dessus mentionnée.

c) Les jours d'absences prévus dans le sous-paragraphe f) du paragraphe 15.00 sont pris au choix du policier entre la date de la naissance ou de l'adoption et le quinzième jour qui suit l'arrivée de l'enfant à la résidence.

d) Les jours prévus dans les sous-paragraphes a) et f) du paragraphe 15.00, peuvent être pris à compter du 3e jour précédant la date de l'événement.

15.02 Aux fins du présent article :

a) conjoint signifie la personne qui correspond à la définition prévue à la *Loi sur les normes du travail* (L.R.Q. C.N.1) de même que le conjoint de même sexe du policier qui vit maritalement avec ce dernier depuis au moins un an;

b) enfant du policier comprend l'enfant d'un conjoint dont celui-ci est à la date de l'événement :

1. Marié au policier et cohabite avec lui; ou

2. Vit maritalement avec le policier qu'il soit de sexe différent ou de même sexe et réside avec lui depuis au moins deux ans; ou

3. Vit maritalement avec le policier depuis 1 an si un enfant est né ou à naître de cette union.

c) la valeur d'une journée nette équivaut à 7h30 pour le policier assujetti au programme de travail 21.14 :35, à 10h30 pour celui assujetti aux programmes de travail 15.20 :35, à 11h00 pour celui assujetti au programme de travail 14.21:35 et à 9h00 pour celui assujetti au programme de travail 35.35 :70.

15.03 Sauf pour les absences sans perte de traitement et les congés prévus dans le paragraphe 36.01, les jours ou heures nettes d'absences sont déduits du crédit en maladie du policier conformément aux dispositions de l'article XXI en autant que le policier possède un crédit de jours en maladie suffisant : à défaut de crédit de jours en maladie, ces absences sont sans rémunération. Le policier peut aussi utiliser tout autre congé prévu à la présente convention en lieu et place de son crédit en maladie.

ARTICLE XVI **ABSENCES AUTORISÉES**

16.00 Les officiers élus de la Fraternité et les policiers désignés par celle-ci, jusqu'à concurrence de onze, sont libérés pour la durée de leur mandat ou engagement respectif aux conditions suivantes :

a) L'Employeur paie au policier son traitement à chaque période de paie;

b) L'Employeur prélève du chèque de paie du policier libéré sa cotisation au régime de rentes des policiers et policières de la Ville de Montréal;

c) La période de temps durant laquelle le policier est libéré compte parmi ses années de service aux fins du régime de rentes et d'ancienneté;

d) Le policier libéré conserve ses droits à l'indemnité au décès, et les privilèges de la présente convention;

e) Le policier libéré continue d'accumuler à son crédit les heures de maladie auxquelles il a droit;

f) Sur présentation d'un compte, la Fraternité s'engage à rembourser à l'Employeur les sommes suivantes, sauf 700 jours ouvrables et la totalité des jours ouvrables, soit: 227.5 pour le policier occupant le poste de Président :

1. Le traitement du policier libéré;

2. La cotisation de l'Employeur au régime de rentes des policiers et policières de la Ville de Montréal;

3. Au cours du mois de mai de chaque année, un montant d'argent représentant le nombre d'heures de maladie accumulées par le policier libéré au cours de l'année fiscale précédente.

Le taux des jours ouvrables ci-dessus mentionné est établi sur la moyenne des taux applicables à chacun des policiers libérés. Ceux-ci pour les fins du présent paragraphe, sont considérés comme ayant 227.5 jours ouvrables par année.

g) L'année de sa libération ou de la fin de celle-ci, l'Employeur et la Fraternité ou l'A.B.R.P.P.V.M. ou la Caisse d'économie Desjardins des policiers et policières de la Ville de Montréal, selon le cas, assument respectivement en faveur du policier libéré en vertu du présent paragraphe et du paragraphe 16.02 ou assigné suivant le sous-paragraphe b) du paragraphe 16.01, au prorata du temps travaillé pour l'un ou l'autre au cours de l'année civile, les congés annuels auxquels il a droit et qu'il prend à la date de son choix aux cours de celle-ci.

16.01 a) Pour les fins du présent paragraphe, "Association" signifie Association de bienfaisance et de retraite des policiers et policières de la Ville de Montréal. Le Directeur du Service accorde aux administrateurs et officiers élus de l'Association, sans retenue de traitement, les congés nécessaires pour assister aux assemblées régulières et spéciales du conseil d'administration de l'Association ainsi qu'aux délégations exigées pour les besoins de l'administration de l'Association, sur demande écrite de son président.

b) Le Directeur du Service assigne à l'Association les policiers qui ont été élus aux postes de président, vice-président, secrétaire, trésorier, assistant-secrétaire et assistant-trésorier et ce, pour la durée de leur mandat. Les noms des policiers qui ont été élus à ces postes lui sont communiqués par le président de l'Association.

c) Sur présentation d'une facture mensuelle à cet effet, l'Association rembourse à la Ville de Montréal les montants payés par cette dernière, au titre du traitement ou autrement, aux officiers de l'Association mentionnés à l'alinéa précédent de même qu'aux autres administrateurs et officiers de l'Association auxquels des congés ont été accordés, ainsi que prévu ci-dessus.

d) Le policier appelé par l'Association à remplir une fonction élective demeure un salarié de la Ville de Montréal et conserve tous ses droits et privilèges pendant la durée de son mandat.

16.02 Un maximum de trois (3) policiers sont libérés à la Caisse d'économie Desjardins des policiers et policières de la Ville de Montréal aux conditions et suivant les modalités prévues dans le paragraphe 16.00. Cependant, sur présentation d'un compte, la Caisse d'économie rembourse à l'Employeur toutes les sommes prévues dans les paragraphes 1 à 3 de l'alinéa 1 du sous-paragraphe f) du paragraphe 16.00.

16.03 La Fraternité garantit à l'Employeur le paiement des sommes remboursables par la Caisse d'économie Desjardins des policiers et policières de la Ville de Montréal et de l'Association.

16.04 Le policier, à l'expiration de la période de libération ou d'assignation, réintègre sa fonction et reçoit le traitement qu'il aurait reçu s'il était demeuré en service continu dans cette fonction.

Si le policier choisit de ne pas déplacer celui qui, entre-temps, a été muté à sa fonction, il bénéficie d'une priorité pour être muté à celle-ci lors de la prochaine vacance.

16.05 Sur avis de la Fraternité communiqué au Service des ressources humaines, le délégué et le représentant des grades peuvent à chaque année, s'absenter pour participer aux activités syndicales de celle-ci, sans perte de traitement jusqu'à concurrence d'un nombre d'heures nettes équivalant à cinq journées de travail. Ces heures peuvent être prises consécutivement ou en partie. Au-delà des heures ci-dessus mentionnées, le policier anticipe le temps nécessaire qu'il remet de la façon prévue dans le paragraphe 19.02.

Sur avis de la Fraternité communiqué au Service des ressources humaines, le moniteur peut, à chaque année et sous réserve d'un maximum de 164 jours par année pour

l’ensemble des moniteurs, s’absenter pour participer aux activités syndicales de la Fraternité sans perte de traitement jusqu’à concurrence d’un nombre d’heures nettes équivalant à deux journées de travail. Ces heures peuvent être prises consécutivement ou en partie. Au-delà des heures ci-dessus mentionnées, le policier anticipe le temps nécessaire qu'il remet de la façon prévue dans le paragraphe 19.02.

Le moniteur, le délégué, le représentant des grades et la représentante de la condition féminine peuvent également s’absenter sans perte de traitement pour la journée paritaire en santé et sécurité au travail.

Aux fins du présent paragraphe, la valeur d’une journée nette équivaut à 7h30 pour le policier assujetti au programme de travail 21.14 :35, à 10h30 pour celui assujetti aux programmes de travail 15.20 :35, à 11h00 pour celui assujetti au programme de travail 14.21:35 et à 9h00 pour celui assujetti au programme de travail 35.35 :70.

16.06 Le policier membre de la Symphonie vocale est libéré sans perte de traitement pour chanter aux funérailles d'un confrère décédé dans l'exercice de ses fonctions.

Le Service accordera le temps nécessaire à un maximum de huit policiers qui seraient normalement en devoir sur la deuxième relève le jour, lors des funérailles d'un policier actif.

ARTICLE XVII **VACANCES ET CONGÉS FÉRIÉS**

17.00 Selon le nombre d'années de service complétées au 31 décembre de l'année précédente, le policier bénéficie du congé annuel payé suivant calculé à raison de :

- 7.5 heures nettes par jour pour celui assujetti au programme de travail 21.14 :35;
- 10.5 heures nettes par jour pour celui assujetti au programme 15.20 :35;
- 11.25 heures nettes par jour pour celui assujetti au programme de travail 14.21:35;
- 9 heures nettes par jour pour celui assujetti au programme de travail 35.35:70.

Années de service	Heures nettes
1	127.5 heures
3	150 heures
8	180 heures
10	187.5 heures
15	195 heures
17	202.5 heures
18	210 heures
19	217.5 heures
20	225 heures
25	232.5 heures
	247.5 heures

17.01 Celui qui, au 31 décembre de l'année précédente, n'a pas complété une année de service, bénéficie d'un douzième (1/12) du nombre d'heures nettes prévues dans le paragraphe 17.00, pour un policier ayant une année de service par mois complet de service.

17.02 a) Celui dont l'emploi prend fin, bénéficie s'il ne s'en est pas déjà prévalu autrement, du paiement du nombre de jours ou d'heures nettes auquel il avait droit au 31 décembre de l'année précédente, augmenté du nombre proportionnel de jours ou d'heures nettes que lui accorde le nombre de mois de service complétés depuis ce 31 décembre.

b) Le policier absent par suite d'une lésion ou d'une maladie professionnelle depuis plus d'une année au moment de sa mise à la retraite pour cette cause, se voit créditer et payer des congés annuels ou fériés pour un maximum d'une année. Cette disposition ne s'applique pas au policier déjà absent au moment de la signature de la convention collective 1991-1992 et éventuellement mis à la retraite sans avoir repris le travail et avoir bénéficié à cette occasion de ses congés annuels accumulés.

17.03 a) Au 1er janvier de chaque année, pour tenir lieu de congés usuels payés à l'occasion des jours fériés, à l'exception de la fête nationale, le policier assujetti au programme 21.14:35 a droit à 101.25 heures nettes de congés. Cependant, de ce nombre 71.25 heures nettes sont utilisées pour compléter les 227.5 jours de travail prévus à son régime de travail. Le calcul se fait à raison de 7.5 heures nettes par jour.

b) Le congé de la Fête nationale doit être accordé selon les dispositions de la *Loi sur la Fête nationale*. Dans le cas où pour des besoins opérationnels il est impossible au Service d'accorder ledit congé le jour de la *Fête nationale* ou le jour ouvrable précédant ou suivant la fête, selon le programme de travail du policier, ce dernier doit avant le 15 novembre de l'année courante, opter soit pour le paiement d'une journée régulière de travail, soit pour un congé compensatoire, soit pour le transfert de ce congé dans sa banque de préretraite, sans pour autant que le maximum prévu de 195 heures soit augmenté, **le tout sous réserve des dispositions de la lettre d'entente relative à la liquidation de la Banque pré-retraite**. Cette disposition s'applique également dans le cas où le policier est en congé annuel le jour de la *Fête nationale* et le jour ouvrable précédant ou suivant la fête.

c) L'année de son entrée en service, de même que l'année de son départ, le policier n'a droit selon le cas qu'à un douzième (1/12) du nombre d'heures nettes de congés par mois de service complet prévu dans le sous-paragraphe a) du paragraphe 17.03.

d) Le policier bénéficie de tout autre congé décrété par la Ville de Montréal.

e) Fusionné au congé annuel, chacune de ces heures nettes s'y ajoute et est traitée comme tel, à moins que l'officier commandant fixe une date à laquelle ce congé est chômé.

17.04 Le congé annuel du policier se prend selon le système d'étalement apparaissant à l'annexe "B". La première semaine de l'année, pour fin d'étalement du congé annuel, est la semaine débutant le dimanche et qui inclut le 1er janvier. À compter de l'année 2002 la première semaine de l'année, pour fin d'étalement du congé annuel, est la semaine débutant le lundi et qui inclut le 1er janvier.

Le résidu peut être pris, sur demande, durant l'année, selon les disponibilités. Si la demande de congé est faite sept jours ou moins avant la date de prise de congé annuel résiduel, le Service doit accorder ledit congé sauf si le nombre prévu de policiers absents sur son équipe de travail excède 16 2/3%. Un policier absent de son travail à l'occasion d'un retrait préventif, d'un congé de maternité ou d'un congé parental n'est pas considéré comme étant absent de son équipe de travail aux fins du calcul des effectifs, lorsqu'un policier **auxiliaire permanent** est disponible pour effectuer le remplacement de ce policier.

Le policier peut, après entente avec le commandant d'unité au plus tard le 1er décembre de chaque année, reporter à l'année suivante trois congés annuels faisant partie du résidu. Ces congés doivent être pris dans les six premiers mois de l'année.

Le policier peut à son choix décider de placer ces trois congés dans sa banque de temps préretraite prévue à l'annexe L, **le tout sous réserve des dispositions de la lettre d'entente relative à la liquidation de la Banque pré-retraite.** Il doit informer l'Employeur de son intention à cet effet avant le 31 décembre de chaque année.

17.05 a) Aux fins d'utiliser en tout ou en partie le nombre maximum permis de semaines consécutives, le policier peut, après avoir cependant épuisé tous ses congés, accumuler à raison d'un jour par semaine, ces congés hebdomadaires, ou anticiper le nombre de jours nécessaires qu'il remet à raison d'un jour par semaine.

A la discrétion de son officier qui doit faire en sorte que le policier puisse le faire en temps utile, ce dernier peut être appelé à travailler un nombre de jours nécessaires pour compléter cette semaine additionnelle de vacances. À défaut de pouvoir accumuler les jours nécessaires le policier peut les anticiper.

Dans le cadre d'un 2e tour, le policier qui peut bénéficier du maximum permis de semaines consécutives en utilisant ses congés annuels et à qui il reste un résidu de congés annuels peut compléter une semaine additionnelle de vacances. Il doit indiquer le nombre de jours de congés hebdomadaires qu'il doit accumuler ou anticiper.

b) Lorsque l'attribution du congé annuel a été complétée, en application des modalités décrites dans les sous-paragraphes a), et b) du paragraphe 17.06 ou dans les sous-paragraphes a), b) et c) du paragraphe 17.07 et qu'il subsiste des semaines de vacances non comblées, le policier qui ne s'est pas prévalu des dispositions du sous-paragraphe a) du présent paragraphe et à qui il reste un résidu de congé annuel peut choisir dans le cadre d'un deuxième tour, l'une de ces semaines. Les modalités décrites dans les sous-paragraphes a) et b) du paragraphe 17.06 et dans les sous-paragraphes a) b) et c) du paragraphe 17.07 s'appliquent alors en les adaptant.

17.06 a) Les constables assujettis au programme 21.14:35 affectés en permanence à un poste de quartier ou à une section, après répartition proportionnelle des policiers par ancienneté sur chaque équipe à l'intérieur de cette section, se voient attribuer entre eux, au niveau de chaque équipe, en raison de leur ancienneté respective, eu égard à l'ordre de leurs préférences exprimées, le nombre de semaines consécutives tant d'hiver que d'été fixées pour le congé annuel jusqu'à concurrence, pour chaque semaine, d'un minimum de 16.66% de l'effectif des constables de chaque équipe dans cette section ou poste de quartier.

Dans les postes de quartier de même qu'aux modules Intervention et Soutien des centres opérationnels, après répartition proportionnelle des policiers par ancienneté sur chaque équipe à l'intérieur de ces unités se voient attribuer entre eux au niveau de chaque équipe en raison de leur ancienneté respective eu égard à l'ordre de leur préférence exprimée, le nombre de semaines consécutives de vacances tant d'hiver que d'été fixées pour le congé annuel jusqu'à concurrence pour chaque semaine, d'un minimum de 16.66% de l'effectif de chaque équipe en excluant les agents de quartier seniors, les agents d'intervention seniors et les agents de soutien seniors.

L'agent sociocommunautaire se voit attribuer ses périodes de congés annuels par ancienneté jusqu'à concurrence, pour chaque semaine, d'un minimum de 50% de l'effectif des agents sociocommunautaires du poste de quartier.

b) Tous les enquêteurs travaillant à la Direction générale des enquêtes se voient attribuer entre eux les périodes de congés annuels en tenant compte pour chaque semaine d'un minimum de 50% de l'effectif. En tout temps, il doit y avoir un minimum de deux enquêteurs par module. Le même principe s'applique aux enquêteurs des sections spécialisées.

17.07 a) Le capitaine de gendarmerie et le capitaine-détective, de même que le lieutenant et le lieutenant-détective se voient attribuer leur congé annuel après entente avec leur officier supérieur.

b) Les officiers assujettis au programme 21.14:35 affectés en permanence à un poste de quartier ou à une section ou au module Soutien opérationnel d'un centre opérationnel, après balancement des équipes à l'intérieur de ces sections ou modules, se voient attribuer entre eux sans tenir compte du grade, au niveau de chaque équipe, en raison de leur ancienneté respective, eu égard à l'ordre de leurs préférences exprimées, le nombre de semaines consécutives tant d'hiver que d'été fixées pour le congé annuel jusqu'à concurrence pour chaque semaine, d'un minimum de 25% de l'effectif de l'équipe.

Dans les postes de quartier, le sergent superviseur de quartier et l'agent de quartier senior choisissent entre eux, par ancienneté au niveau de chaque équipe, leurs congés annuels. Cette même règle s'applique lors du choix de congés annuels du sergent superviseur soutien et l'agent de soutien senior.

Au module Intervention des centres opérationnels de même que dans les postes de quartier où chaque équipe de travail est dotée de deux superviseurs de quartier, les périodes de congés annuels sont octroyées en tenant compte pour chaque semaine d'un minimum de 50% de l'effectif.

c) Tous les sergents-détectives travaillant dans les centres d'enquêtes se voient attribuer entre eux les périodes de congés annuels en tenant compte pour chaque semaine d'un minimum de 50% de l'effectif. En tout temps, il doit y avoir un minimum de deux enquêteurs par module. Le même principe s'applique aux enquêteurs des sections spécialisées.

Les superviseurs lieutenants-détectives des différents modules choisissent entre eux selon le ratio 50/50, par ancienneté.

À la section Groupe d'intervention tactique, le superviseur et l'agent senior choisissent entre eux selon le ratio 50/50, par ancienneté. Cette même règle s'applique à la section Filature à l'égard du superviseur et l'agent senior.

Le superviseur aux enquêtes police-jeunesse choisit seul ainsi que le superviseur enquête accident/délit de fuite.

17.08 **Le policier qui est en assignation, conformément au 2e alinéa du paragraphe 8.00 a) (assignation pouvant aller jusqu'à un maximum de douze (12 mois)), a le droit de choisir ses vacances annuelles en fonction de son rang d'ancienneté dans son unité d'origine. Cependant la période qu'il choisit demeure disponible pour les autres policiers du groupe ou de l'unité.**

17.09 Lorsque la détermination des minima ci-dessus mentionnés produit un nombre fractionnaire, on complète au nombre entier suivant.

17.10 Le policier peut obtenir que les semaines consécutives déjà fixées pour son congé annuel soient reportées à d'autres semaines consécutives qui n'ont pas été entièrement utilisées ou lorsque des mutations ou promotions sont survenues et ont eu pour effet de libérer des périodes. Tous les policiers concernés sont avisés quant aux périodes libres et le choix s'effectue par ancienneté.

17.11 Une fois fixée, la date du congé annuel du policier ne peut être changée en raison de sa mutation, de son assignation ou de sa promotion.

17.12 Le 1er octobre de chaque année, le Service arrête pour chaque section, poste de quartier ou toute autre unité, la liste d'ancienneté de l'effectif de ces unités à cette date et la publie dans les jours qui suivent. Le policier est alors invité à exprimer par écrit sur une formule arrêtée par le Service, ses préférences quant aux semaines consécutives. Le ou vers le 15 octobre qui suit, le Service publie également une liste indiquant pour chaque semaine, qui s'étale du lundi au dimanche, le nom du ou des policiers qui se voient attribuer chacune de ces semaines.

17.13 Sur demande faite au Directeur du Service au moins 45 jours à l'avance, le policier reçoit avant son départ pour son congé, le paiement de celui-ci.

17.14 Sur permission de son commandant, le policier peut, pour raison valable, prendre son congé annuel ou partie de celui-ci en dehors des périodes établies. Il peut également, sur permission de son commandant, changer ses vacances dans le cas de maladie de son conjoint attestée par un certificat médical.

17.15 Le policier absent pour cause de maladie à la date fixée pour son congé annuel, après en avoir avisé par écrit son commandant, peut reporter son congé à toute autre date comprise dans les 90 jours de son retour au travail.

17.16 Le policier en congé de maladie peut après en avoir avisé son commandant, avancer son congé annuel en lieu et place de son congé en maladie. Il peut également utiliser tout autre congé prévu à la présente convention collective en lieu et place de son congé annuel. Le policier complète la formule requise à son retour au travail.

17.17 Le policier victime d'une maladie ou d'un accident durant son congé annuel peut après en avoir avisé son commandant suspendre son congé annuel et utiliser le cas échéant ses jours ou heures de congé en maladie. Son congé annuel est dès lors ajourné à toute autre date comprise dans les quatre-vingt-dix jours de son retour au travail.

17.18 Le policier victime d'une lésion professionnelle qui n'est pas guéri à la date fixée pour son congé annuel, peut après en avoir avisé son commandant, reporter son congé à toute autre date comprise dans les 90 jours de son retour au travail.

Aux fins des paragraphes 17.14 et 17.16 et du présent paragraphe, un policier qui est de retour au travail mais qui doit poursuivre des traitements est réputé ne pas être de retour au travail tant et aussi longtemps que durent ses traitements.

On entend par "traitements" au sens du présent article, des soins qui impliquent le déplacement du policier dans le but d'une intervention sous supervision d'un professionnel de la santé, d'un chiropraticien ou autre thérapeute reconnu.

17.19 Le policier victime d'une lésion professionnelle alors qu'il est déjà en congé annuel, bénéficie des conditions prévues au paragraphe 17.17 ci-dessus, en ce qui concerne le résidu de sa période de congés en cours.

17.20 La policière de retour d’un congé de maternité ou parental ou le policier de retour d’un congé parental à qui il reste un solde de crédits de vacances peut les épuiser de la façon suivante à son choix : soit complètement dans les 90 jours de son retour au travail ou dans l’année en cours, ou en partie afin de reporter à l’année suivante le nombre de jours de congés annuels qui lui manquerait afin de prendre un congé annuel dont la durée correspond à ses années de service.

17.21 Lorsqu’un policier est en mission internationale, en prêt de service, en congé sans solde, en traitement différé, en congé de maternité ou en congé parental et qu’il est prévu que celui-ci sera absent de son unité au moment de sa période de vacances, cette période est offerte aux policiers de son groupe et ce, à compter du 3^{e} mois précédant la date fixée pour la période de congé annuel choisie. Le choix s’effectue alors par ancienneté et la règle des minima énoncée dans les paragraphes 17.06 et 17.07 de la convention collective s’applique.

ARTICLE XVIII INDEMNITÉ AU DÉCÈS, ASSURANCE-GROUPE ET ASSURANCE CHÔMAGE

18.00 L'Employeur verse une indemnité de 6 000 $ aux héritiers ou ayants droit du policier inscrit sur la liste de paie du Service à la date de son décès.

18.01 Considérant la majoration prévue dans la convention collective 1991-1992 du montant versé à la Fraternité et de l'intégration aux échelles salariales de ce montant en juillet 1996, l'Employeur conserve la totalité de la ristourne de la Commission d'emploi et d'immigration Canada (C.E.I.C.).

18.02 L'Employeur verse annuellement à la Fraternité un montant équivalant à 1 % du salaire du constable 1re classe par policier, aux fins de défrayer le coût des plans d'assurances offerts par celle-ci à ses membres.

Cette somme est payée par versement hebdomadaire, en un montant global et pour le nombre de policiers inscrits à la liste servant à la préparation de la paye ainsi qu`à l`égard des policiers qui bénéficient des dispositions des articles 36.02 c), 36.03 d) et 36.04 d) en autant que dans chacun de ces cas, ces derniers maintiennent leur cotisation habituelle au régime d'assurance et ce, conformément au sous-paragraphe a) du paragraphe 22.01.

ARTICLE XIX **CONGÉS HEBDOMADAIRES**

19.00 a) Le policier assujetti aux programmes de travail 21.14:35, 15.20 :35, 14.21:35 ou 35.35 :70 a droit, par semaine, au nombre de journées de congé qui y sont prévus.

b) Toutefois, si à cause d'absence due à une lésion professionnelle le policier n'a pas bénéficié des journées de congé prévues à son programme de travail, elles lui sont remises. La remise de tel(s) congé(s) est en nombre égal au nombre de jours pendant lesquels il a été disponible au travail pendant la semaine de son départ et de son retour, sans toutefois excéder le nombre total de congés déjà prévus à son programme de travail.

19.01 Le programme de travail est préparé de telle sorte que les congés hebdomadaires soient toujours regroupés par blocs de deux au minimum. Ces congés peuvent cependant chevaucher sur deux semaines selon les programmes de travail établis.

19.02 a) Le policier assujetti aux programmes de travail 21.14:35, 15.20:35, 14.21:35 ou 35.35 :70 peut, à la discrétion de l'officier, anticiper jusqu'à concurrence de 112.5 heures nettes de congés hebdomadaires. La demande est faite 24 heures à l'avance sauf en cas d'urgence. Ces congés hebdomadaires peuvent être anticipés en heures. Tels congés s'ajoutent à ceux prévus aux paragraphes 16.05 et 17.05, et sont remis à raison de un maximum par semaine ou par période de congés hebdomadaires sauf du consentement du policier. Avec le consentement de son officier, le policier peut remettre la journée même les heures ou parties d'heures qu'on lui a permis d'anticiper.

Lorsque le débit atteint un nombre d'heures nettes correspondant au nombre d'heures travaillées dans une journée selon le programme de travail applicable, en tenant compte d'une période de repas de 60 minutes dans le cas du programme de travail 21.14 :35, de 90 minutes dans le cas du programme de travail 15.20:35, de 60 minutes de repas et de deux périodes de repos de 15 minutes dans le cas du programme de travail 14.21:35 ou de 60 minutes dans le cas du programme de travail 35.35:70 le policier peut être appelé à travailler un jour de congé hebdomadaire pour un nombre d'heures équivalent ; dans un tel cas, les heures nettes effectuées sont portées au crédit du policier et les débits sont effectués selon le même principe. Ce même principe s'applique dans les cas de "T.S.A." ou "T.S.R.".

Après entente avec son officier, le policier peut accumuler à des fins autres que pour compléter une période de vacances, jusqu'à un maximum de 112.5 heures. Le congé est pris après entente entre l'officier et le policier.

Lorsque le Service doit un congé hebdomadaire à un policier, ce congé doit être considéré comme constituant une journée accumulée au sens de la convention collective; le congé est alors pris après entente entre l’officier et le policier.

Dans le cas où le Service doit un congé hebdomadaire à un policier en raison d'un balancement de programme, le congé doit obligatoirement être pris dans le même cycle que celui où a lieu le balancement de programme ou au plus tard dans le cycle suivant.

Sous réserve de l'entente relative à la liquidation de la Banque pré-retraite, le policier peut également placer dans sa banque de temps préretraite le nombre d'heures ainsi accumulées.

Le temps anticipé peut être compensé en tout ou en partie par un résidu de congé annuel.

Le policier peut également compenser le temps anticipé par le temps accumulé et le temps supplémentaire accumulé (T.S.A.) mais uniquement pour l'excédent de l'équivalent de deux jours de travail calculé en heures nettes selon le programme de travail applicable et tenant compte des périodes de repas dans ce dernier cas.

19.03 a) Pour les fins du présent paragraphe, la période des Fêtes s'étend du 22 décembre de l'année courante au 4 janvier de l'année suivante.

La période de congé de Noël est du 22 au 28 décembre et la période de congé du Jour de l'An est du 29 décembre au 4 janvier inclusivement.

b) À compter du 15 octobre, les policiers choisissent par ancienneté à l'intérieur des groupes ci-après mentionnés l'une des deux périodes de congés d'au plus sept jours consécutifs à l'occasion de Noël et du Jour de l'An.

Tous les policiers doivent exprimer un choix du congé des Fêtes à l'exception des policiers absents pour des motifs autres que les vacances et dont la période d'absence connue englobe les semaines prévues pour le congé des Fêtes. Ces derniers n'effectuent aucun choix et sont exclus aux fins de déterminer le personnel disponible.

c) Les effectifs des postes de quartier et des modules Intervention et Soutien des centres opérationnels sont divisés en deux groupes permettant à 50% du personnel disponible de profiter du congé de Noël et à l'autre 50% du congé du Jour de l'An.

Par exception, dans les postes de quartier Ville-Marie nord et Ville-Marie sud-ouest, à cause des festivités du Jour de l'An dans le centre-ville, les effectifs sont divisés de la façon suivante : 60% en congé pour la période de Noël et 40% pour la période du Jour de l'An.

d) Les policiers se retrouvant dans le premier 50% des effectifs (les plus anciens) sont assurés de leur choix. Pour les autres, l'octroi du congé tient compte de la disponibilité à l'une ou l'autre des fêtes.

e) Afin d'octroyer le congé des fêtes, on procède à un regroupement des congés hebdomadaires compris à l'intérieur de la période du congé des fêtes prévue dans le sous-paragraphe a) du présent paragraphe. À défaut d'un nombre suffisant de congés hebdomadaires, le policier peut anticiper, utiliser un résidu de congés annuels ou de temps accumulé afin de compléter sa période.

Dans l'éventualité où le policier ne possède pas de tels congés en nombre suffisant, il peut, entre le 1er et le 21 décembre, accumuler le nombre de jours nécessaires pour compléter sa période et ce, après entente avec son officier qui doit faire en sorte que le policier puisse le faire en temps utile.

f) Les cycles sont réputés les mêmes durant ces périodes qui sont fixées de telle sorte que la fête corresponde avec le 4e jour de congé.

Le policier qui doit travailler à l'une ou l'autre des fêtes, alors que son programme de travail original prévoyait un congé hebdomadaire, n'effectue aucun choix de relève. Toutefois, afin d'éviter une trop longue période de temps sur une même relève et la possibilité que le policier soit contraint de travailler seize heures consécutives, la détermination de la relève à travailler pour ces journées tiendra compte des relèves de travail précédentes ou suivantes et de la nécessité que l'équipe de travail ne soit pas majoritairement composée de policiers ayant deux ans d'ancienneté ou moins.

Le policier qui travaille à l'une des deux fêtes, travaille la journée précédente.

g) En ce qui concerne le personnel ci-après mentionné, le choix est fait par ancienneté parmi les policiers regroupés de la façon suivante :

1. Tous les lieutenants et sergents travaillant dans un poste de quartier ;

   Tous les superviseurs de quartier et les agents de quartier seniors dans un poste de quartier, tous les superviseurs et les agents d'intervention senior dans un centre opérationnel, tous les superviseurs et les agents de soutien seniors dans un centre opérationnel ;

   Tous les superviseurs et les agents seniors travaillant à la section Filature, tous les superviseurs et les agents seniors travaillant à la section Groupe tactique d'intervention;

2. Tous les agents de quartier, les agents de quartier solos et les agents sociocommunautaires dans un poste de quartier ;

3. Tous sergents-détectives travaillant dans les modules d'enquêtes du centre opérationnel;

4. Tous les agents travaillant dans les modules d'enquêtes du centre opérationnel;

5. Tous les agents avec restrictions médicales temporaires ou permanentes travaillant dans un poste de quartier;

6. En ce qui a trait aux enquêteurs-accidents et aux agents-alcootest, la Direction de la gendarmerie détermine le personnel requis dans chacun des postes de quartiers. Les policiers expriment un choix au niveau du poste de quartier ou du centre opérationnel, lesquels ont la responsabilité de préparer le programme de travail de ces derniers.

7. L'octroi du congé des fêtes pour les enquêteurs-accidents tient compte des besoins opérationnels suivants, pour l'ensemble du territoire :

   5 policiers sur la 1re relève

   12 policiers sur la 2e relève

   24 policiers sur la 3e relève

8. L'octroi du congé des fêtes pour les agents-alcootest tient compte des besoins opérationnels suivants:

   4 policiers sur la 1re relève

   2 policiers sur la 2e relève

   4 policiers sur la 3e relève

h) Les programmes et heures de travail du policier ou de la policière lui sont communiqués le 1er décembre ou le vendredi précédant cette date si le 1er décembre est un samedi ou un dimanche.

19.04 Lorsque le policier requiert une journée de congé et qu'il n'y a pas de disponibilité permettant de la lui accorder, ce dernier avec le consentement de son superviseur ou autre supérieur immédiat peut se faire remplacer par un collègue de travail qui est en congé.

Les modalités suivantes s'appliquent:

1. Le remplacement doit s'effectuer entre policiers de même grade et de même unité. S'il s'agit d'un policier occupant habituellement une fonction différente, ce dernier ne sera pas considéré comme étant assigné.

2. Le remplacement doit faire l'objet d'une entente écrite signée par les policiers concernés et le superviseur ou tout autre supérieur immédiat. Dans ce cas, le policier remplacé peut, à son choix, anticiper ou prendre un congé annuel résiduel ou un congé hebdomadaire dû et le policier qui remplace accumule une journée de congé.

3. En aucun temps, un tel remplacement ne doit avoir pour effet de faire travailler un policier plus de six jours consécutifs à l'intérieur d'une semaine débutant le dimanche et se terminant le samedi suivant.

4. Dans l'éventualité où le policier remplacé reçoit un avis de cour, l'entente est automatiquement annulée.

19.05 Lorsque le policier requiert une journée de congé pour des motifs familiaux, autre que ceux prévus dans le paragraphe 36.01, et qu'il n'y a pas de disponibilité permettant de la lui accorder, ce dernier peut s'entendre avec un collègue pour échanger un quart de travail.

Les modalités suivantes s'appliquent :

1. Le remplacement doit s'effectuer entre policiers de même grade et de même unité. S'il s'agit d'un policier occupant habituellement une fonction différente, ce dernier ne sera pas considéré comme étant assigné.

2. Le remplacement doit faire l'objet d'une entente écrite signée par les policiers concernés et le superviseur ou tout autre supérieur immédiat. Dans ce cas, l'entente doit indiquer les quarts de travail qui seront échangés. L'échange doit être complété dans le cycle ou le cycle suivant.

3. Dans l'éventualité où le policier remplacé reçoit un avis de cour, l'entente est automatiquement annulée.

4. La demande ne peut être refusée sans motifs valables.

ARTICLE XX ACCIDENT DE TRAVAIL ET MALADIE PROFESSIONNELLE

20.00 a) L'Employeur verse au policier victime d'une lésion professionnelle une indemnité dont le montant, augmenté le cas échéant de l'indemnité de remplacement du revenu payable en vertu de la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles*, est tel que le revenu net du policier, pour la période d'absence, est égal au traitement net régulier qu'il aurait reçu au cours de cette période s'il n'avait pas été frappé d'invalidité professionnelle.

Le traitement net régulier s'entend du salaire du policier fixé par la convention collective à l'article II, augmenté de son boni d'ancienneté, **de la prime de Métropole et de la prime de niveau de service,** le tout diminué de sa cotisation au régime de rentes et des prélèvements à effectuer aux fins de l'impôt et des régimes publics applicables à ce traitement.

Le revenu net du policier s'entend de l'indemnité versée par l'Employeur au policier pour la période d'absence, augmentée le cas échéant de l'indemnité de remplacement du revenu payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles pour la période concernée, mais diminuée de sa cotisation au régime de rentes et des prélèvements à être effectués auprès de l'impôt et des régimes publics sur l'indemnité versée par l'Employeur.

b) Pour fins de commodité administrative, les paiements effectués par l'Employeur au cours de la ou des périodes d'absence sont régis par les dispositions suivantes :

Le policier reçoit à chaque période de paie :

1. Un montant représentant l'indemnité de remplacement du revenu payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles que l'Employeur lui verse pour le compte de la **Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST)** pour chaque jour d'absence.

2. Un montant net égal à la différence entre son traitement net régulier pour chaque jour d'absence et l'indemnité de remplacement du revenu payable pour tels jours en vertu de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles le cas échéant.

Au plus tard le 28 février de chaque année, l'Employeur détermine le montant de l'indemnité auquel le policier a eu droit pour la (les) période(s) d'absence de l'année précédente : chaque policier reçoit un état des ajustements effectués par l'Employeur et copie est transmise à la Fraternité.

Aux fins de l'alinéa ci-dessus la méthode à utiliser est fondée sur le calcul quotidien selon la base de récupération de l'indemnité payable par la **Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST)**.

c) Toute période d'absence en maladie d'une année antérieure, reconnue à compter du 1er janvier 1980 ou subséquemment par la **Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST)** comme compensable aux termes de la Loi, est régie par les dispositions des sous-paragraphes a) et b) du paragraphe 20.00.

d) Après consolidation d'une lésion professionnelle même si la **Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST)** ne verse pas (la réclamation n'ayant pas été acceptée parce qu'il n'y a pas eu d'aggravation) ou cesse de verser l'indemnité pour incapacité totale temporaire, le policier continue à recevoir son plein traitement jusqu'au plus rapproché des événements suivants :

1. Sa réintégration dans sa fonction ou dans une fonction équivalente ou convenable comme policier, sans diminution de salaire ou des autres avantages rattachés à son grade, le cas échéant.

2. Sa radiation des cadres pour invalidité professionnelle. Dans ce dernier cas, l'Employeur donne au policier un avis de trois mois de son intention de le radier pour invalidité professionnelle et dont copie est transmise à la Fraternité. Le policier peut, dès lors, entreprendre des procédures ou démarches soit pour déposer un grief à l'encontre de cette décision, soit pour adresser à L'ABRPPVM une demande d'admissibilité à une rente pour invalidité professionnelle.

Dans les cas prévus dans le paragraphe 1 du sous-paragraphe d) du présent paragraphe, lorsque le policier s'absente et que cette absence est reliée, suivant l'opinion du médecin de l'Employeur et du médecin personnel du policier, à l'accident ou à la maladie ayant causé son incapacité, le policier demeure assujetti aux stipulations du sous-paragraphe d) du présent paragraphe ; s'il y a désaccord entre les médecins, le différend est soumis à l'arbitrage médical prévu au présent article.

20.01 Le policier victime d'une lésion professionnelle a le droit, en priorité et sans limite de temps, de réintégrer son emploi dès qu'il est déclaré conformément à la Loi en mesure d'accomplir ses fonctions habituelles.

Si le policier n'est pas en mesure d'accomplir ses fonctions habituelles, il est muté à une fonction équivalente ou convenable disponible conformément au sous-paragraphe d) du paragraphe 20.00 ci-dessus et selon la procédure de mutation prévue à l'article VII de la convention collective.

20.02 Le policier victime d'une lésion professionnelle a droit aux soins de l'établissement de santé de son choix sous réserve du droit de la Commission, avec l'accord du médecin en charge du policier, de le référer dans un autre établissement où les soins requis par son état sont disponibles plus rapidement.

Si le policier n'est pas en mesure d'exprimer son choix, l'Employeur détermine ledit établissement sous réserve du droit d'un parent ayant autorité pour le faire d'effectuer ce choix ou de demander de changer l'établissement déjà choisi.

20.03 Le policier victime d'une lésion professionnelle a droit aux soins du professionnel de la santé de son choix sous réserve de ce qui est prévu dans le paragraphe 20.02 lorsqu'il n'est pas en mesure d'effectuer lui-même ledit choix.

20.04 a) L'Employeur ne peut exiger que le policier victime d'une lésion professionnelle se soumette à plus d'un examen par un professionnel de la santé qu'il désigne pour établir la relation entre chaque diagnostic pour chaque lésion ou maladie professionnelle et un événement relié au travail.

Si le médecin qui a charge du policier a prévu que la lésion professionnelle de celui-ci ne sera pas consolidée dans les quatorze jours complets après la date où il est devenu incapable d'exercer son emploi en raison de sa lésion, l'Employeur peut requérir du policier qu'il se soumette, aux fins d'évaluer la date de la consolidation de cette lésion, à un maximum d'un examen médical par mois.

L'Employeur donne au policier les raisons qui l'incitent à requérir un examen médical et en assume le coût ainsi que les dépenses encourues et le temps consacré par le policier pour s'y soumettre, lequel est considéré comme du temps travaillé, en autant que le policier est de retour au travail et que l'examen médical a lieu à l'intérieur de son horaire de travail.

L'Employeur transmet sur réception au policier et au médecin qui en a charge copies des rapports médicaux obtenus suite aux examens ci-dessus prévus.

b) Dans le cas où, à la suite d'un examen médical, l'Employeur décide de muter un policier ou de ne pas lui accorder une promotion, ce dernier, par l'entremise de la Fraternité, soumet par écrit au médecin de l'Employeur, les constatations de son médecin personnel qui sont considérées comme consultation à tout point de vue et énoncé du grief.

c) Sur réception du grief, le médecin de l'Employeur peut, s'il le juge à propos, consulter le médecin du policier.

d) L'arbitrage médical a lieu devant un médecin arbitre choisi par les parties, ou, à défaut, désigné par le ministre du travail.

Les règles régissant la procédure d’arbitrage des griefs et la compétence de l’arbitre de griefs s'appliquent en les adaptant.

20.05 Le policier victime d'une lésion professionnelle qui reprend le service et qui doit continuer à suivre des traitements, à consulter un professionnel de la santé ou à se soumettre à des examens médicaux à la demande de l'Employeur ou de la **Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST)** est assigné s'il le désire, sur la relève où il doit suivre ses traitements, faire ses consultations ou se soumettre à ses examens.

Dans ce cas, il est rémunéré pour le temps consacré à ces activités sur son horaire de travail comme s'il s'agissait de temps travaillé.

20.06 Le policier victime d'une lésion professionnelle n'est tenu, que dans les limites prévues à la Loi, d'accepter une assignation temporaire à une fonction vacante qui n'a pas été ou ne peut pas être comblée selon la convention collective.

20.07 Sous réserve de toute subrogation légale, le policier doit céder à l'Employeur les droits qu'il peut avoir contre les personnes responsables de sa lésion professionnelle, jusqu'à concurrence de l'indemnité ou de la compensation que lui paie l'Employeur pour son accident ou sa maladie.

20.08 En aucun cas, l'Employeur ne peut refuser de payer son plein traitement net au policier qui allègue avoir été victime d'une lésion professionnelle et fournit l'attestation médicale prévue par la Loi pour les quatorze premiers jours d'absence dudit policier, sujet aux décisions éventuelles de la **Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) ou du Tribunal administratif du travail (TAT)** et à leurs effets.

20.09 L'Employeur transmet au policier et à la Fraternité, qui font de même, copie de toute correspondance ou avis qu'ils adressent à la **Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST)** concernant son dossier comme victime d'une lésion professionnelle.

20.10 L'Employeur transmet à la Fraternité et maintient à jour une copie du registre prévu à la Loi pour les accidents qui ne rend pas le policier incapable d'exercer son emploi au-delà de la journée au cours de laquelle s'est manifestée sa lésion professionnelle.

20.11 L'Employeur avise la Fraternité, qui fait de même, à chaque fois et aussitôt qu'il requiert de la **Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST)** pour lui-même ou pour le professionnel de la santé désigné par lui copie du dossier ou du dossier médical d'un policier.

20.12 a) Le représentant du policier qui l'assiste pour donner un avis ou produire une réclamation prévue par la Loi est libéré sans perte de traitement pour le temps consacré à cette activité.

b) Le policier intimé ou convoqué comme témoin devant les diverses instances de la **Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) ou devant le Tribunal administratif du travail (TAT)** est libéré sans perte de traitement.

ARTICLE XXI **SALAIRE EN CAS DE MALADIE**

21.00 a) Le traitement **régulier** du policier absent pour cause de maladie, ne lui est payé en entier que pour un total de 60 heures nettes par année. On entend par heures nettes les heures régulières de travail moins la période de repas et elles sont calculées comme suit :

- 7.5 heures nettes par jour pour celui assujetti au programme 21.14 :35;
- 10.5 heures nettes par jour pour celui assujetti aux programmes de travail 15.20:35;
- 11.25 heures nettes par jour pour celui assujetti au programme de travail 14.21:35;

9 heures nettes par jour pour celui assujetti au programme de travail 35.35:70.

b) **Après épuisement des heures prévues au paragraphe a)** et après un délai de carence équivalant à 7.5 heures nettes d'absence consécutives, 80% de son traitement lui est payé jusqu'au moment de son retour au travail ou de sa radiation pour incapacité permanente, selon la décision de l'Employeur, sur recommandation du Directeur du Service suivant rapport du contrôle médical.

Pour le policier qui a déjà bénéficié du 80%, dans le cas d'une récidive survenant dans les 90 jours de calendrier de la fin d'une absence reliée à la même pathologie, le délai de carence ne s'applique pas.

Dans le cas où la période d`absence ne fait pas l'objet d'une réclamation à la CSST visant à faire reconnaitre ladite période d'absence comme résultant d'une maladie professionnelle, le délai de carence peut être compensé, au choix du policier, en tout ou en partie, par un résidu de congé annuel, du temps anticipé, du temps accumulé ou du temps supplémentaire accumulé.

c) **À compter du 1er janvier 2018, lorsqu'un policier est victime d'un accident automobile au sens de la *Loi sur l'assurance automobile du Québec* et que cet accident survient alors que le policier est en dehors de ses heures de travail et qu'il n'est pas en devoir, l'indemnité de remplacement du revenu établie en vertu des sous-paragraphe a) et b) du paragraphe 21.00 de la convention collective portant sur le paiement du traitement du policier durant sa période d'absence, à laquelle il a droit et en autant qu'elle lui soit effectivement payée, est réduite du montant nécessaire pour que la somme de l'indemnité de remplacement du revenu qu'il reçoit effectivement de la SAAQ, et celle qu'il a reçu effectivement en vertu des susdites dispositions de la convention collective, soit égale à 100 % de son traitement régulier tel que défini dans les articles II et III de la convention collective.**

d) Les heures de maladie mentionnées dans le paragraphe 21.00 a) sont portées au crédit du policier au 1er janvier de chaque année. Les heures de maladie non utilisées au 31 décembre de chaque année sont payées au policier.

e) Lors de sa retraite, de son renvoi ou de son décès, le policier ou ses ayants-droit se font payer le solde des heures nettes qui ont été créditées au policier en début d'année.

f) **Le policier qui démissionne n'a droit qu'au paiement des heures de maladie non utilisées, mais calculées en fonction du ratio suivant : 5 heures nettes pour chaque mois durant lesquels il est à l'emploi de la Ville.**

21.01 Au cas de maladie d'un membre de la famille immédiate du policier, lorsque lui seul à la maison peut pourvoir aux besoins du malade, il lui est loisible, après en avoir informé son officier immédiat, d'utiliser le crédit en maladie **établi en vertu du paragraphe 21.00 a).** Ce droit peut être exercé provisoirement dans les cas d'urgence ou jusqu'à concurrence d'une période de trois mois dans les cas d'une maladie grave. Dans tous les cas, l'employeur peut contrôler les faits.

21.02 a) L'Employeur peut, en tout temps, exiger qu'un policier subisse un examen médical devant ses médecins. Les résultats lui en sont automatiquement communiqués dès que disponibles. Le policier considéré en absence sans justification médicale par l'Employeur peut se prévaloir des dispositions de l'annexe Q dans le cas où son médecin et celui de l'Employeur énoncent des opinions médicales différentes.

b) Dans le cas où, à la suite d'un examen médical, l'Employeur décide de muter un policier ou de ne pas lui accorder une promotion, ce dernier par l'entremise de la Fraternité soumet par écrit au médecin de l'Employeur les constatations de son médecin personnel qui sont considérées comme consultation à tout point de vue et énoncé du grief.

Sur réception du grief, le médecin de l'Employeur peut, s'il le juge à propos, consulter le médecin du policier.

En cas de mésentente, le litige est soumis directement à l'arbitrage en conformité avec le sous-paragraphe b) du paragraphe 27.12 de la convention collective.

21.03 Lorsqu'un policier assujetti au programme 21.14:35 devient non assujetti à ce programme, l'Employeur établit le nombre de jours accumulés à la date de ce changement en prenant comme base le nombre de ses heures nettes en maladie à cette date, à raison de 1/7 de jour par heure nette.

21.04 Le policier qui quitte le Service pour cause de maladie est considéré en devoir régulier le jour de son départ et les heures non faites sont débitées de sa banque en maladie.

21.05 Le policier peut être tenu de remplir une formule de retour de maladie à son retour au travail indiquant uniquement la nature de sa maladie au meilleur de sa connaissance.

Le policier absent en maladie pour plus de sept jours consécutifs ou rémunéré à raison de 80% de son traitement, peut être tenu sur demande de fournir au médecin de l'Employeur un certificat médical.

21.06 Dans la convention collective couvrant la période 1983-1984, la réduction de 15 à 7.5 jours de maladie et de 105 à 52.5 heures de maladie et l'accroissement de 50% à 70% du salaire en cas d'épuisement des crédits en maladie représentent une compensation partielle des coûts supplémentaires découlant des avantages additionnels consentis au niveau du régime de retraite à partir du 1er janvier 1984. La présente disposition ne fait référence au régime de retraite qu'à titre informatif. Elle n'a donc pas pour effet de faire du régime de retraite une matière arbitrable, étant entendu et compris que ledit régime ne fait pas partie intégrante de la convention collective et ne constitue pas une matière sur laquelle un arbitre de griefs a compétence.

21.07 Le policier malade bénéficie des dispositions du présent article jusqu'au plus rapproché des événements suivants :

1) Sa réintégration dans sa fonction ou dans une fonction équivalente ou convenable comme policier, sans diminution de salaire ou des autres avantages rattachés à son grade, le cas échéant.

2) Sa radiation des cadres pour invalidité. Dans ce dernier cas, l'Employeur donne au policier un avis de trois mois de son intention de le radier pour invalidité et dont copie est transmise à la Fraternité. Le policier peut, dès lors, entreprendre des procédures ou démarches soit pour déposer un grief à l'encontre de cette décision, soit pour adresser à l'A.B.R.P.P.V.M. une demande d'admissibilité à une rente pour invalidité.

21.08 À la demande du policier, l'Employeur verse, avec dispense de retenues d'impôts, dans un REER les montants d'argent constituant le paiement des heures en maladie **non utilisées au 31 décembre de chaque année.**

21.09 Il est entendu que la demande des policiers doit être présentée au plus tard le 31 janvier de chaque année et que les montants seront acheminés à une seule institution financière, soit la Caisse d'Économie Desjardins des policiers et policières de la Ville de Montréal, au plus tard, le 28 février de chaque année.

ARTICLE XXII **JOUR DE PAIE**

22.00 La paie doit se faire tous les jeudis; le policier de la relève de nuit est payé le mercredi soir. **À compter du 1er janvier 2019, la paie peut se faire à tous les deux (2) jeudis. L'Employeur doit transmettre un avis au Syndicat à cet effet au moins quatre-vingt-dix (90) jours précédant ce changement de fréquence de la paie. De même à compter du 1er septembre 2018 l'Employeur peut mettre en place un projet pilote, comprenant un groupe limité de policiers, visant à mettre en place pour l'ensemble des policiers un processus de paie à tous les deux (2) jeudis.**

22.01 a) La paie, versée par chèque ou par dépôt intégral automatique à la Caisse d'économie Desjardins des policiers et policières de la Ville de Montréal, du consentement du policier pour la totalité du montant net qui lui revient, se réfère à la période de sept jours se terminant le deuxième vendredi qui la précède.

b) La paie brute du policier correspond au salaire annuel du policier divisé par 52. Du montant ainsi déterminé, l'Employeur déduit les cotisations syndicales, les contributions de l'employé aux impôts, régimes publics et au régime de retraite des policiers, incluant les remboursements d'hypothèque de même que toute autre déduction permise par la convention collective ou autorisée par l'employé.

c) L'Employeur peut, à la demande de l'Employé, autoriser d'autres déductions sur la paie.

d) Lors de toute absence continue dont la durée prévisible est de trente-cinq jours de calendrier ou plus et qui est justifiée par un certificat médical, le policier assujetti au programme 21.14 :35 et alternant sur les trois relèves, qui en fait la demande, doit être considéré comme travaillant sur la 2e relève du lundi au vendredi et doit être payé selon cet horaire lorsqu'il est rémunéré à 80%, afin de recevoir un salaire fixe, en prenant en compte le cas échéant les modalités décrites dans le deuxième alinéa du présent sous-paragraphe .

Aux fins de l'application du premier alinéa du présent sous-paragraphe, le policier peut être muté dans une fonction dont le programme prévoit que le travail s'effectue sur la 2ème relève du lundi au vendredi et ce, pour la durée de son absence. Cependant, le poste qu'il occupe habituellement ne peut être comblé par mutation et doit rester vacant jusqu'à son retour au travail dans sa fonction ou selon le cas, jusqu'à ce qu'une décision soit rendue par l'employeur concernant son état de santé et sa capacité à occuper cette fonction ; si la décision de l'employeur est contestée par grief, le poste reste vacant jusqu'à ce qu'une décision soit rendue de manière finale et définitive. Exceptionnellement, le policier effectuant le remplacement du policier absent peut demeurer assigné tant que le poste ne peut être comblé en conformité avec la présente disposition.

22.02 a) Toutes les sommes dues par l'Employeur à l'employé au moment de son départ, portent intérêt à partir de la quarante-sixième journée de leur exigibilité, au taux préférentiel de la Banque Nationale alors en vigueur, majoré de 1%.

Toutefois, suite à un avis formulé par l'employé avant la date de son départ, ces sommes lui sont versées à toute date comprise entre la 46e et la 365e journée suivant son départ et coïncidant avec une journée de paie. Dans ce dernier cas, aucun intérêt n'est dû par l'Employeur.

b) Le policier doit occuper la fonction d'agent senior ou de superviseur de quartier pour un délai minimum de six mois afin que les bénéfices de paiement au départ soient calculés sur la base du salaire applicable à l'une ou l'autre de ces fonctions. La présente disposition ne s'applique pas lors d'une promotion d'agent à superviseur de quartier.

Cette obligation vise également les policiers prêtés, libérés en vertu de la convention collective et le conseiller en prévention prévu dans l'article 38. Pour ces derniers, la période de six mois s'accomplit à l'endroit du prêt, de la libération ou à titre de conseiller en prévention.

22.03 L'Employeur soumet au policier concerné, avec copie à la Fraternité, toute réclamation ou récupération d'argents versés en trop qu'il entend faire valoir contre ce dernier.

Advenant un accord sur le bien-fondé et le quantum de ladite réclamation ou de ladite récupération ou à défaut par le policier de donner suite dans les trois mois à l'avis qui lui est acheminé à cette fin, l'Employeur peut retenir sur le salaire du policier un maximum de 10% de son salaire brut; ce maximum ne s'applique pas dans un cas de départ.

Le policier concerné peut toutefois s'entendre avec l'Employeur pour effectuer des remises supérieures au pourcentage indiqué plus haut.

En cas de désaccord sur le bien-fondé ou le quantum de la réclamation ou de la récupération, désaccord expressément signalé à l'Employeur par le policier dans les trois mois de l'avis qui lui est acheminé à cette fin, le litige est soumis à l'arbitrage. Aucune réclamation ne peut être faite plus de six mois après la connaissance des faits invoqués pour la justifier.

ARTICLE XXIII POSTES VACANTS, NOUVELLES FONCTIONS, FONCTIONS SUPÉRIEURES

23.00 Sous réserve des dispositions de l'annexe D de la convention collective, toute position vacante parmi les officiers doit être remplie par promotion dans les 90 jours. Toute promotion effectuée après le délai de 90 jours est automatiquement rétroactive au 91e jour après la vacance.

23.01 a) Cet article ne s'applique pas si les besoins du Service exigent l'abolition de la fonction ou n'exigent pas que la vacance soit remplie par un officier du même grade. La Fraternité en est avisée.

b) Dans le cas de la cour municipale de Montréal, malgré le paragraphe 23.00, un poste vacant d'agent de liaison occupé par un policier ayant le grade de sergent est comblé par un agent, par voie de mutation.

23.02 Si le Service modifie substantiellement les fonctions actuelles d'un policier ou en crée de nouvelles, les conditions de travail relatives à ces fonctions sont négociées entre les parties et, à défaut d'entente, soumises à l'arbitrage.

23.03 Le policier qui remplit temporairement une fonction supérieure à celle qu'il occupe régulièrement a droit au salaire attaché à cette fonction.

Dans les postes de quartier et au module intervention d'un centre opérationnel, s'il n'y a pas de superviseur de quartier ou d'intervention selon le cas, sur une relève, c'est l'agent senior qui le remplace et qui a droit à la fonction supérieure.

Dans les postes de quartier, s'il n'y a aucun superviseur de quartier disponible pour superviser son équipe de travail en raison d'une affectation précise notamment au centre d'évaluation de la recrue, à la cour ou en formation et ce, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur du territoire couvert par son poste de quartier, c'est l'agent senior qui le remplace et qui a droit à la fonction supérieure.

23.04 Sous réserve du paragraphe 23.01, lorsqu'une fonction supérieure est vacante plus de 30 jours, à compter de la 31e journée elle doit être remplie par un policier éligible à cette fonction dont le nom apparaît sur la liste d'éligibilité, jusqu'au retour de l'officier ou jusqu'à ce que cette fonction soit remplie par voie de promotion.

Dans un même poste de quartier ou section pour le remplacement des premiers 30 jours, préférence est accordée au policier éligible à la fonction.

Ce paragraphe ne s'applique pas au remplacement de congés hebdomadaires, ou d'absences de courte durée. S'il n'y a pas de policier éligible, la fonction supérieure, à compétence et mérite sensiblement égaux, est remplie par le policier ayant le plus d'ancienneté.

23.05 En tout temps, dans les postes de quartier et dans les modules interventions nonobstant les dispositions de l'article XVII, il doit y avoir en devoir un nombre suffisant de policiers et d'officiers pour répondre aux exigences du Service et pour assurer la sécurité des policiers et policières.

Dans cette perspective, en tout temps, dès que le nombre de policiers supervisés atteint 13 agents en devoir, il doit y avoir deux sergents ou un sergent et un agent senior en fonction supérieure de sergent ou dans ce dernier cas, à défaut de pouvoir placer un agent senior en fonction supérieure, octroyer une fonction supérieure à un autre agent conformément à la convention collective.

23.06 Toutes les fonctions policières actuellement remplies par des policiers, de même que toutes nouvelles fonctions policières qui pourraient être créées au cours de la présente convention, sont remplies par des policiers régis par le certificat d'accréditation détenu par la Fraternité.

Malgré ce qui précède, parmi les postes occupés actuellement par des agents intercepteurs à la division de l'écoute électronique, un nombre maximal de six (6) postes d'intercepteurs peuvent être comblés par attrition par des personnes exclues de l'unité de négociation.

Nonobstant ce que ci-dessus prévu, l'Employeur peut confier à des policiers non syndiqués le commandement des unités suivantes :

- Enquêtes Spéciales (1)
- Liaison sécurité (1)
- Division du Crime contre la propriété (1)
- Division du Crime économique (1)
- Division du Crime contre la personne (1)
- Section Surveillance (1)

23.07 Nonobstant les dispositions des paragraphes 23.06 et 24.11, l'Employeur peut faire émettre des billets de stationnement et faire respecter l'ordre dans les cours municipales et les édifices municipaux par des personnes autres que des policiers.

23.08 À compter de la signature de la convention collective, une nouvelle fonction de contrôleur aux enquêtes dans les centres opérationnels est créée et celle-ci doit être occupée par un sergent-détective qui est choisi en conformité avec les dispositions de l'article VII ; les sergents-détectives qui exercent les tâches de cette fonction à la date de la signature de la convention collective sont confirmés dans cette fonction alors que les agents qui exercent lesdites tâches à la susdite date sont mutés en conformité avec les dispositions de l'article VII et remplacés par des sergents-détectives qui sont choisis également en conformité avec les dispositions de l'article VII**.**

ARTICLE XXIV **PROMOTIONS**

24.00 a) Les promotions sont faites, sur recommandation du Directeur, parmi les policiers dont les noms apparaissent sur la liste d'éligibilité, en tenant compte du mérite, de la compétence et de la bonne conduite.

L'alinéa 1 du présent sous-paragraphe n'a pas pour effet d'accorder au directeur le droit de retirer le nom d'un policier de la liste d'éligibilité.

b) Le policier dont le nom apparaît sur une liste d'éligibilité et qui fait l'objet d'une enquête ou d'une accusation disciplinaire, déontologique ou criminelle, se voit accorder provisoirement une promotion, sauf dans les cas suivants :

- invocation préalable d'une faute lourde par l'employeur;
- le policier est déplacé administrativement ou suspendu de ses fonctions;
- sans égard à l'accusation portée à son endroit, le policier ne répond pas de toute façon aux critères énoncés dans le sous-paragraphe a) du paragraphe 24.00 en regard du mérite, de la compétence et de la bonne conduite.

Cette décision ne peut être interprétée comme une renonciation par le Service à son pouvoir de rétrograder le policier au terme des procédures. Dans un tel cas, si cette décision est contestée par grief et portée à l'arbitrage, le policier et la Fraternité ne peuvent invoquer que le fait d'avoir procéder à la promotion est une indication de l'appréciation du mérite du policier visé.

Les parties visées ne peuvent non plus faire valoir tout élément relié au rendement ou au comportement de ce dernier entre la date de sa promotion provisoire et celle de la rétrogradation le cas échéant.

Dans le cas où à la conclusion des procédures, le Service décide de ne pas rétrograder le policier, ce dernier est alors confirmé dans son grade au terme d'une période de probation d'un an à partir de sa promotion provisoire.

Dans le cas où la rétrogradation du policier est maintenue par décision finale, son nom est replacé sur la liste d'éligibilité.

24.01 a) Le Directeur s'engage à recommander les promotions, selon l'ordre suivant sur la liste d'éligibilité, par tranche de dix (10) candidats pour les promotions aux grades de sergent et lieutenant-détective :

1- Rang de réussite

2- Ancienneté

3- Critère académique (entre 2 candidats qui rencontre ce critère, le rang de réussite prévaut)

4- Rang de réussite

5- Ancienneté

6- Critère académique (entre 2 candidats qui rencontre ce critère, l'ancienneté prévaut)

7- Rang de réussite

8- Ancienneté

9- Critère académique (entre 2 candidats qui rencontre ce critère, le rang de réussite prévaut)

10- Rang de réussite

Cet ordre est respecté dans les promotions isolées.

Par critère académique, on entend un cours universitaire en gestion des ressources humaines.

Lorsque sur la liste d'éligibilité, il n'y a plus de candidats qui rencontrent le critère académique, les promotions sont faites selon le dernier alinéa du paragraphe 24.01.

Le Directeur s'engage à recommander les promotions à tous les grades dans une proportion de 70 % en tenant compte du rang de réussite sur la liste d'éligibilité (rang #1, 3, 4, 6, 7, 9 et 10) et de 30 % en tenant compte de l'ancienneté (rang #2, 5 et 8). Cette proportion est respectée dans les promotions isolées.

b) Dans les trois mois qui précèdent le début de tout processus de promotion, le Service annonce, à l'occasion de l'avis de concours, le nombre de policiers qui seront placés sur la liste d'éligibilité en fonction des besoins du Service.

Un examen écrit (pouvant inclure un test de jugement situationnel) est administré et le point de coupure est fixé à la moyenne du groupe.

Les policiers ayant réussi l'examen écrit selon le point de coupure énoncé à l'alinéa précédent, sont appelés à participer à une entrevue ou à un Centre d'évaluation lequel comprend une entrevue.

Pour déterminer les noms des policiers qui sont placés sur la liste d'éligibilité, une note combinée est attribuée à partir du résultat obtenu lors de l'examen écrit et de la note obtenue lors du Centre d'évaluation dans une proportion de 10% pour le premier et 90 % pour le deuxième lorsque l'examen écrit se limite à un test de connaissances et de 15 % et 85 % lorsque l'examen écrit est constitué d'un test de jugement situationnel.

En fonction de l'ordre décroissant des résultats obtenus par cette note combinée, les noms des policiers sont placés sur la liste d'éligibilité jusqu'à concurrence du nombre de policiers correspondant aux besoins du Service identifiés au début du concours, le tout sous réserve du sous-paragraphe a) du paragraphe 24.01 de la convention collective.

24.02 a) Le constable après cinq ans de service, peut être admis aux examens prescrits par le Service au grade de sergent.

Le sergent-détective a le droit de se présenter aux mêmes examens.

La liste d'éligibilité au grade de sergent, comprend sans tenir compte du grade, les noms des constables et sergents-détectives ayant réussi l'examen.

b) Le constable après cinq ans de service, peut être admis aux examens au grade de sergent-détective.

Le sergent a le droit de se présenter aux mêmes examens.

La liste d'éligibilité au grade de sergent-détective comprend, sans tenir compte du grade, les noms des constables et des sergents ayant réussi l'examen.

Un sergent qui obtient la promotion de sergent-détective peut revenir au grade de sergent sans avoir à refaire le processus et ce, en tenant compte de la règle du 2/2 prévue dans le sous-paragraphe c) du paragraphe 24.02. Il en est de même pour le sergent-détective, le lieutenant et le lieutenant-détective.

c) Le constable après cinq ans de service peut se présenter au processus centralisé de sélection prescrit par le Service pour la fonction d'agent senior.

Pour les seules fins d'admissibilité au processus de sélection prévu dans l'alinéa précédent, le constable qui n'a pas atteint cinq ans de service se voit créditer le nombre d'heures accomplies à titre de constable auxiliaire permanent ou à titre de policier temporaire, le cas échéant, mais dans ce dernier cas, jusqu'à un maximum de 675 heures.

Un policier qui a occupé la fonction d'agent senior pendant au moins 2 ans, qui a démontré un rendement qui rencontre les exigences du Service, et qui a quitté cette fonction depuis 2 ans ou moins est replacé sur la liste d'éligibilité d'agent senior, sur demande du policier, sans être assujetti au processus de sélection établi dans les alinéas 1 et 2 du sous-paragraphe c) du paragraphe 24.02, s'il s'agit de la même fonction que celle qu'il occupait.

Le policier ou la Fraternité est informé sur demande des motifs d'un refus de replacer le policier sur la liste d'éligibilité et un tel refus peut faire l'objet d'un grief.

La liste d'éligibilité d'agent senior est établie par ancienneté et comprend les noms des policiers ayant réussi le processus de sélection et ceux qui ont réussi les examens prescrits pour être superviseur et qui désirent être placés sur la liste d'éligibilité d'agent senior. Nonobstant les dispositions du paragraphe 24.01 les nominations à titre d'agent senior sont faites par ancienneté en fonction des unités postulées par le policier.

En aucun temps le Service ne peut procéder à la nomination d'un agent senior dans une unité pour laquelle le policier n'a pas postulé en vertu de l'alinéa précédent.

d) Le sergent ou le sergent-détective a le droit de se présenter aux examens prescrits par le Service au grade de lieutenant de gendarmerie et de lieutenant-détective. S'il réussit, son nom est placé sur la liste d'éligibilité du grade concerné par l'examen, mais il ne peut être promu avant d'être confirmé soit à titre de sergent ou de sergent-détective.

Le lieutenant de gendarmerie a le droit de se présenter aux examens au grade de lieutenant-détective et le lieutenant-détective, celui de se présenter aux examens de lieutenant de gendarmerie.

La liste d'éligibilité au grade de lieutenant de gendarmerie comprend, sans tenir compte du grade, les noms des sergents, sergents-détectives, lieutenant-détectives ayant réussi l'examen.

La liste d'éligibilité au grade de lieutenant-détective comprend, sans tenir compte du grade, les noms des sergents, sergents-détectives et lieutenants de gendarmerie ayant réussi les examens.

24.03 Toutes les promotions sont temporaires. À compter du moment de sa promotion, le policier reçoit le salaire de son grade.

Le policier est confirmé automatiquement dans son nouveau grade à la date anniversaire de sa promotion. Si le Directeur juge, à n'importe quel moment au cours de cette période d'un an, que le policier n'a pas les aptitudes et les qualifications nécessaires, ce dernier réintègre son ancien grade dès la recommandation du Directeur à cet effet et reprend la date d'ancienneté qu'il aurait eue dans son ancien grade. Chaque fois qu'un policier se considère lésé par sa rétrogradation, il peut se prévaloir de la procédure de grief.

Toute absence de plus de 35 jours consécutifs prolonge d'autant la période de probation du policier.

24.04 Les classes de constables ne sont pas des grades. Le constable accède à la classe immédiatement supérieure après avoir été en service durant une année dans la classe inférieure.

24.05 a) Le policier nouvellement embauché peut être assujetti, au cours de la première année, à un ou des stages pratiques et à de l'enseignement technique; au cours de cette période d'un an, l'agent peut être congédié, sur recommandation du Directeur au Comité Exécutif, si le Directeur juge qu'il n'a pas les qualifications et les aptitudes nécessaires. Cette décision est finale et ne peut faire l'objet d'un grief.

Toute absence de plus de 35 jours consécutifs prolonge d'autant la période de probation du policier.

La période de probation peut être prolongée après entente des parties.

b) Le congédiement du policier en probation suite à une évaluation marginale ne peut faire l'objet d'un grief.

Le congédiement dudit policier pour tout autre motif peut quant à lui, faire l'objet d'un grief.

24.06 a) Le constable éligible peut être appelé à faire un stage au sein d'une unité d'enquête si le Directeur le juge à propos. Ce stage a pour but de faire acquérir de l'expérience au constable et ne doit pas avoir pour effet de diminuer le nombre de sergents-détectives. En aucun temps, il ne doit y avoir plus de 50 constables à la fois en stage au sein d'une unité d'enquête.

La durée totale du stage de chaque constable ne dépasse pas un an. Ce constable étant considéré à l'entraînement, continue de recevoir le salaire attaché à son grade; il ne doit jamais travailler seul et doit toujours être accompagné d'un membre régulier d'une unité d'enquête sauf lorsque ce dernier doit s'absenter pour fins de cour. Il retourne à sa fonction après son stage. Le Directeur peut appeler des constables non éligibles à faire un stage si tous les constables éligibles en ont déjà fait un.

b) Les agents intervention jeunesse affectés dans les PDQ peuvent effectuer les enquêtes touchant les crimes suivants, si ces enquêtes ne sont pas reliées au phénomène des gangs de rue :

- Plaintes de moins de 5 000 $ dont l'auteur présumé est un juvénile;
- Méfaits (graffitis), vol de bicyclette et vol dans véhicule, de plus de 5 000$, dont l'auteur présumé est juvénile;
- Les disparitions et les disparus localisés impliquant les juvéniles
- Les signalements;
- Les menaces sauf les menaces de mort, intimidation et harcèlement dont l'auteur présumé est juvénile;

- Les voies de faits simples et méfait public harcèlement dont l'auteur présumé est juvénile;

- Les agressions armées et les vols qualifiés (taxage) n'impliquant pas d'arme blanche, d'arme à feu et qui n'ont occasionné aucune lésion corporelle et dont l'auteur présumé et la victime sont juvéniles.

Lorsque l'agent intervention jeunesse est affecté à des tâches corporatives, lorsqu'il est seul en devoir de sa région ou lorsqu'il traite un dossier de disparition, il ne peut effectuer le traitement de détenus. En d'autres circonstances, dans le contexte de dossiers qui le concerne, il doit effectuer le traitement de détenus.

24.07 Le Service doit faire parvenir à la Fraternité toutes les listes d'éligibilité **incluant les listes de réussite et le résultat global des policiers inscrits sur la liste d'éligibilité, et ce,** vingt jours après leur établissement.

24.08 Les listes de promotions sont permanentes. Cette disposition s'applique à toutes les listes en vigueur à la date de la signature de la convention collective. Le processus d'examens doit être enclenché au plus tard dès l'épuisement des listes de promotions.

24.09 Le policier blessé ou malade au sens des articles XX et XXI et ceux visés à l'article XVI ainsi que le policier dont les services sont prêtés à un autre Employeur, conserve les droits et avantages que lui confère la présente convention. Il peut se présenter à tous les examens de promotions auxquels il est admissible et être promu, sous réserve du paragraphe 24.00. Il bénéficie, le cas échéant, de tous les droits attachés à sa nouvelle fonction.

La période de probation du policier visé à l'alinéa précédent débute cependant à la date de son retour au travail.

24.10 En autant que faire se peut et compte tenu des exigences du Service, le Service comble les vacances dans les fonctions policières en faisant appel aux policiers éligibles dont les noms apparaissent sur la liste de paie à cette date.

Le Service ne se sert pas de contrat forfaitaire comme moyen de limiter le nombre d'employés régis par le certificat d'accréditation émis en faveur de la Fraternité.

24.11 Lorsque le Service procède à une entrevue pour fins de promotion, il doit en aviser la Fraternité qui peut y désigner un observateur, sans droit de parole.

ARTICLE XXV **LIEU DE RÉSIDENCE**

25.00 Le policier peut établir sa résidence où bon lui semble.

26.00 DÉFINITIONS

Aux fins du présent article, on entend par :

a) Faute lourde : un geste volontaire ou une négligence grossière, constituant une faute à caractère exceptionnellement sérieux démontrant, soit une intention de nuire, soit une insouciance totale de la sécurité d'autrui, soit une ignorance complète des directives du Service et du Règlement sur la déontologie ;

Malgré ce qui précède l'Employeur reconnaît que certains actes, omissions ou gestes posés par le policier de bonne foi dans des circonstances particulières, peuvent ne pas être considérés comme constituant une faute lourde et ainsi donner droit à l'assistance judiciaire et à la protection accordées en vertu du présent article; il est convenu que le refus d'accorder l'assistance judiciaire, et la protection tant pour les frais que pour l'indemnisation pouvant résulter d'une condamnation, doit demeurer une situation exceptionnelle.

b) Poursuivi en justice ou poursuite en justice : toute poursuite devant une instance de juridiction civile, criminelle, déontologique ou pénale lorsque dans devant cette dernière instance, il s'agit d'une accusation portée en vertu de la Loi sur la police, y compris en appel ou en révision judiciaire et, dans ces deux derniers cas, autant en qualité de demandeur ou d'appelant qu'en qualité de défendeur, d'intimé ou de mis en cause; cela comprend également une enquête criminelle et toute rencontre ou enquête à laquelle un policier est invité à participer par toute personne en vertu de toute loi, notamment le Code criminel et la Charte des droits et libertés de la personne alors que ledit policier fait directement l'objet d'une plainte ou d'une accusation, mais ne comprend pas l'enquête effectuée en vertu du Règlement sur la discipline interne ;

Le policier directement impliqué dans un événement donnant lieu à une enquête effectuée par un coroner en vertu de la *Loi sur les Commissions d'enquête* est aussi considéré comme étant poursuivi en justice au sens du présent sous-paragraphe.

c) Être réputé dans l'exercice de ses fonctions : le policier est réputé être dans l'exercice de ses fonctions :

a) dans tous les cas où les faits donnant lieu à l'application du présent article mettent en cause l'utilisation de la force nécessaire ou la conduite de tout véhicule du Service alors que le policier est en devoir ou appelé en devoir au sens du paragraphe 10.01 a) ou qu'il agit comme agent de la paix ;

b) lorsqu'il est en devoir, le policier est également réputé être dans l'exercice de ses fonctions, lorsque la faute reprochée est liée à une intervention policière et qu'elle ne peut être considérée comme ayant été

commise dans le seul et unique intérêt du policier ou d'un tiers ;

c) lorsque le policier n'est pas en devoir, le policier est également réputé être dans l'exercice de ses fonctions lorsque le geste posé est considéré légitime selon les pratiques autorisées dans le cadre de son travail régulier ;

d) le présent alinéa n'a pas pour effet d'empêcher le Service de considérer qu'un policier est dans l'exercice de ses fonctions dans toute autre situation, ce qui devrait être normalement le cas lorsque le policier agit dans le cadre d'une intervention policière.

d) Frais : toute dépense raisonnablement engagée dans la défense ou la représentation du policier lorsque celui-ci est poursuivi en justice, ce qui inclut les honoraires judiciaires et extrajudiciaires, de même que les dépens, et toute dépense jugée pertinente afin d'assurer la défense ou la représentation adéquate du policier;

Dans le cas où un policier fait l'objet d'une plainte en déontologie policière, les frais comprennent, en plus de ceux qui sont payables lorsque le policier est poursuivi en justice, les frais depuis le dépôt de la plainte jusqu'à ce qu'un jugement final soit rendu, incluant la conciliation; ils comprennent également les frais relatifs à la représentation du policier lors de toute rencontre ayant lieu à la demande d'un enquêteur en vertu des articles 189 à 192 de la *Loi sur la Police*.

DISPOSITIONS D'ORDRE GÉNÉRAL

26.01 Les dispositions du présent article s'appliquent au policier qui n'est plus au service de la Ville lorsque les actes, gestes ou omissions en cause sont survenus alors qu'il était à son emploi.

26.02 Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas lorsque le policier est poursuivi en justice alors que le demandeur est la Ville ou l'un de ses préposés. Toutefois, si la poursuite est éventuellement rejetée, abandonnée ou fait l'objet d'un règlement, l'Employeur rembourse à la Fraternité les frais engagés à l'encontre de cette poursuite.

LA DÉSIGNATION DE L'AVOCAT ET LE TAUX HORAIRE APPLICABLE

26.03 Les pratiques en vigueur concernant la désignation de l'avocat chargé de représenter ou de défendre le policier sont maintenues en vigueur.

26.04 Dans tous les cas où l'employeur peut désigner l'avocat chargé de défendre ou de représenter le policier, ce dernier a le droit d'adjoindre à l'avocat choisi par l'employeur son propre avocat mais dans ce cas, à ses frais;

Sur demande, le procureur désigné par l'Employeur pour assurer la défense du policier, transmet à ce dernier, à la Fraternité, ou au procureur désigné par le policier, toute copie de procédure ou pièce produite dans la cause.

26.05 Le tarif horaire que l'Employeur paie à l'avocat désigné par la Fraternité est celui qui est déterminé dans l'annexe N;

PROCÉDURE RELATIVE À LA DEMANDE D'ASSISTANCE DU POLICIER

26.06 a) Le policier qui est poursuivi en justice et qui requiert l'application à son endroit des dispositions du présent article doit soumettre par écrit à l'employeur une demande d'assistance;

b) Le Comité-aviseur décrit à l'annexe T de la convention collective se réunit pour analyser la demande d'assistance du policier et soumet ses recommandations au Directeur du SPVM dans les 45 jours de cette demande;

c) Le Directeur du SPVM soumet ensuite ses recommandations à l'Employeur qui décide s'il accède à la demande d'assistance du policier à la plus rapprochée des dates suivantes : dans les soixante jours de la demande d'assistance du policier ou avant le jour fixé pour sa comparution; en matière criminelle, le délai imposé à l'Employeur pour répondre à la demande d'assistance ne s'applique pas dans le cas où le policier n'a pas avisé l'Employeur dès son accusation, de sa date de comparution.

26.07 Lorsque l'employeur refuse la demande d'assistance du policier, il en précise les raisons par écrit et détermine s'il invoque l'existence d'une faute lourde et si le policier est considéré comme n'étant pas dans l'exercice de ses fonctions; à défaut d'invoquer la faute lourde à cette occasion, l'employeur est déchu de son droit de l'invoquer par après.

26.08 La Fraternité peut contester par grief la décision de l'employeur relative à la demande d'assistance du policier.

26.09 L'employeur soumet sa réponse au grief dans les trente jours de sa réception.

26.10 Si la réponse au grief est jugée insatisfaisante ou si l'employeur fait défaut d'y répondre dans les susdits délais, le grief est porté directement à l'arbitrage par la Fraternité.

26.11 Le dépôt du grief a pour effet, sans autre formalité, de suspendre la décision de l'employeur et de rendre immédiatement exécutoire la demande d'assistance du policier sous réserve des seules dispositions ci-après mentionnées.

L'alinéa précédent du présent paragraphe ne s'applique qu'à l'égard de la faute lourde.

Lorsque l'employeur invoque que le policier n'est pas dans l'exercice de ses fonctions, la décision relative au refus d'accorder l'assistance judiciaire n'est pas suspendue par le dépôt du grief. Le cas échéant, le grief du policier est suspendu en conformité avec les dispositions du paragraphe 26.12 ; lorsque la décision finale est rendue sur l'accusation portée contre le policier, l'employeur décide s'il maintient ou s'il révise la décision prise initialement sur la question relative à l'exercice des fonctions, le tout en application du premier alinéa de l'article 26.14 ; si l'employeur maintient sa décision, le grief est porté à l'arbitrage afin que cette question soit résolue. La procédure relative au paiement des frais prévue dans le paragraphe 26.21 s'applique toutefois en l'adaptant, étant entendu que l'employeur n'a pas à payer les honoraires réclamés avant que l'arbitre ne se soit prononcé sur la question relative à l'exercice des fonctions.

26.12 Toutefois, dans les cas où des accusations sont portées contre le policier devant une instance de juridiction criminelle, l'arbitre ne peut procéder à l'instruction du grief avant qu'une décision finale n'ait été rendue par sur lesdites accusations.

26.13 Dans les cas où le policier ne fait l'objet d'aucune accusation criminelle mais qu'il fait l'objet d'une poursuite devant une instance de juridiction civile, les dispositions de l'article 26.12 s'appliquent en l'adaptant.

26.14 Lorsqu'une décision finale est rendue par l'instance de juridiction criminelle de même que, dans les cas où il n'y a pas de poursuite criminelle, lorsqu'une décision finale est rendue par l'instance de juridiction civile, l'employeur décide dans les trente jours s'il maintient sa décision de refuser la demande d'assistance du policier; cette décision est alors prise en fonction des règles ci-après mentionnées :

a) à toutes fins que de droit, le policier est réputé ne pas avoir commis de faute lourde s'il est acquitté ou libéré des accusations portées contre lui par suite d'un jugement final rendu par une instance de juridiction criminelle;

b) la présomption qui découle du sous-paragraphe a) qui précède s'applique également à toutes fins que de droit à tout refus d'assistance relatif à une poursuite en justice devant une autre instance que l'instance de juridiction criminelle à la condition que le jugement final rendu par l'instance de juridiction criminelle porte sur les mêmes faits que ceux qui font l'objet des autres poursuites en justice;

c) dans les cas où aucune accusation criminelle n'a été portée contre le policier, le policier est réputé, à toutes fins que de droit ne pas avoir commis de faute lourde si, par jugement final, l'instance de juridiction civile a statué que le policier n'avait commis aucune faute lourde;

d) la faute lourde ne peut être invoquée par l'employeur pour refuser une demande d'assistance relative à une poursuite en justice devant une instance de juridiction déontologique; toutefois, la présente disposition ne s'applique pas s'il s'agit d'une affaire où en regard des même faits, le policier a été reconnu coupable des accusations portées contre lui dans le cadre d'un jugement final rendu par une

instance de juridiction criminelle et que l'employeur a préalablement invoqué l'existence d'une faute lourde en conformité avec les dispositions du paragraphe 26.07.

26.15 La décision prise par l'employeur en application du paragraphe 26.14 est transmise à la Fraternité dans les meilleurs délais; celle-ci décide alors si elle maintient son grief, auquel cas, les parties procèdent à l'audition du grief dans les meilleurs délais;

LE DROIT À L'ASSISTANCE JUDICIAIRE ET À LA PROTECTION

26.16 Dans tous les cas où le policier est poursuivi en justice par suite d'actes ou gestes qu'il a posés ou omis de poser dans l'exercice de ses fonctions, le policier a droit, aux frais de l'employeur, à la protection et à l'assistance judiciaire lui permettant de bénéficier d'une défense pleine et entière, même dans les cas où il est considéré agissant comme agent de la paix; le policier a également le droit d'être indemnisé par l'employeur de toute condamnation d'ordre pécuniaire qu'elle qu'en soit la nature ou de toute autre forme de dommages résultant d'un jugement final.

26.17 La protection et l'assistance judiciaire accordées en vertu du paragraphe 26.16 comprennent le droit d'être représenté et défendu par un avocat désigné en conformité avec les dispositions du présent article ;

26.18 La protection et l'assistance judiciaire accordées en vertu du présent article s'appliquent jusqu'à ce qu'un jugement final soit rendu et comprennent le droit d'en appeler ou de demander la révision judiciaire du jugement rendu de même que tous autres droits accordés en vertu de l'une ou l'autre des dispositions du présent article;

26.19 **Même s'il n'est pas considéré comme étant poursuivi en justice au sens du présent article,** le policier qui est directement impliqué dans un événement survenu alors qu'il est en devoir ou qu'il agit comme un agent de la paix qui donne lieu à une enquête indépendante selon les critères énoncés dans la procédure ministérielle, a le droit, d'être représenté à l'occasion de cette enquête et aux frais de l'employeur, par un avocat désigné par la Fraternité; dans ces circonstances, le policier impliqué directement a aussi le droit de consulter, aux frais de l'employeur, un avocat avant de rédiger son rapport usuel ou tout rapport complémentaire ou additionnel; la présente disposition n'est assujettie à aucune formalité et s'applique sans que l'employeur ne puisse opposer de refus à l'assistance judiciaire et à la protection accordée en vertu du présent article;

26.20 Sauf s'il est suspendu administrativement en conformité avec les dispositions de l'article 27, dans tous les cas où le policier a droit à la protection et à l'assistance accordées en vertu du présent article, il est libéré sans perte de traitement s'il doit s'absenter de son travail et que cette absence est directement reliée à la poursuite en justice; ce sera notamment le cas :

i) sans égard à l'instance devant laquelle il est poursuivi en justice, lors de toute rencontre avec un enquêteur ou son procureur aux fins de la préparation de sa

cause de même que lors de l'audition de sa cause;

ii) lors de toute rencontre avec un représentant du Commissaire à la déontologie policière, y compris en conciliation dans le cadre d'une plainte déposée par le Commissaire ;

26.21 PROCÉDURE RELATIVE AU PAIEMENT DES FRAIS

a) La procédure établie ci-après s'applique dans tous les cas où un policier présente à l'employeur une demande d'assistance en conformité avec les dispositions du présent article;

b) L'avocat qui représente le policier transmet à l'employeur une demande de remboursement des frais engagés dans la représentation du policier ou le cas échéant, au fur et à mesure de l'évolution de l'affaire, accompagnée d'une preuve de réclamation ;

c) L'employeur bénéficie d'une période de **60 jours** à compter de la réception de chaque demande de remboursement pour effectuer le paiement des frais réclamés par l'avocat qui représente le policier ou à défaut, pour déposer un grief contestant le caractère raisonnable desdits frais;

d) À défaut par l'employeur de contester par grief et dans les susdits délais les frais réclamés par l'avocat qui représente le policier dans chaque cas, ceux-ci sont réputés constituer des frais raisonnables et deviennent exigibles au terme du susdit délai de **60 jours**, ce qui confère un droit irrévocable au paiement immédiat de ceux-ci; tout retard dans le paiement desdits frais entraîne alors le droit au paiement des intérêts au taux établi en vertu du Code du Travail et calculés depuis la date où les frais sont devenus exigibles;

e) Le cas échéant, le grief de l'employeur est ensuite directement acheminé à l'arbitrage dans un délai de trente jours de son dépôt; lorsque l'employeur a déposé plusieurs griefs contestant le caractère raisonnable des frais réclamés dans le cadre de la même affaire, ceux-ci sont instruits devant le même arbitre et celui-ci en dispose en même temps dans le cadre d'une seule sentence;

f) Toutefois, dans les cas où des accusations sont portées contre le policier devant une instance de juridiction criminelle, l'arbitre ne peut procéder à l'instruction du ou des susdits griefs avant qu'une décision finale n'ait été rendue sur lesdites accusations;

g) Le grief de la Fraternité sur le droit à la protection et à l'assistance de même que le grief de l'employeur sur le caractère raisonnable des frais réclamés sont instruits et décidés devant le même arbitre qui dispose des griefs dans le cadre d'une seule sentence;

h) L’arbitre a compétence pour déterminer si les frais réclamés dans la représentation du policier sont raisonnables ou le cas échéant, pour fixer le montant des frais selon ce qu’il estime être raisonnables; l’arbitre détermine ensuite toute question relative au paiement des intérêts sur les sommes dues; le cas échéant, l’arbitre fixe ceux-ci selon le taux établi en vertu du *Code du travail* et fixe à un maximum de **60** jours le délai accordé à l’employeur pour s’exécuter;

i) Lorsque par jugement final, la décision de l’employeur de refuser la demande de protection et d’assistance du policier est maintenue ou lorsque la Fraternité abandonne son grief sur cette question ou encore lorsque la Fraternité n’a déposé aucun grief à l’encontre de la décision de l’employeur de refuser la demande de protection et d’assistance du policier, l’employeur a le droit de réclamer du policier le remboursement des frais déjà payés en application du présent article;

AUTRES MESURES DE PROTECTION

26.22 a) Entre 24 heures et 7 heures, deux policiers sont toujours en devoir sur les autos-patrouille répondant aux appels.

b) Entre 7 heures et 24 heures, la règle prévue à l'alinéa a) du présent paragraphe n'est pas obligatoire pour les catégories d'appels suivants :

1) tous les appels relatifs à l'application des règlements de la circulation incluant les accidents, le contrôle de la circulation, les fils brisés et les obstructions dans la chaussée;

2) tous les appels relatifs à l'application des règlements municipaux, exception faite de ceux concernant la paix et le bon ordre avec possibilité d'arrestations (bagarres, troubles, conflits domestiques);

3) tous les appels pour objets perdus ou trouvés, les bicyclettes volées ou trouvées, les vols dans et sur véhicules, véhicules abandonnés, vols d'autos;

4) les appels pour vols simples;

5) les appels pour incendies, fraudes et dommages à la propriété;

6) les appels pour personnes disparues, malades, blessées ou décédées;

7) les appels pour alarmes cambrioleurs de 7 heures à 19 heures pour visites extérieures des lieux seulement à l'exception des alarmes dans les banques et les caisses. L’agent de quartier solo n'intervient pas s'il y a trace d'effraction mais demande l'assistance d'une patrouille-duo.

8) les appels d’introduction par effraction (code 022) sans suspect et dont les lieux ont été vérifiés par le plaignant ou sécurisés par des agents de quartier.

9) les appels de coopération avec les agents de quartier solos ayant répondu à l'un des appels ci-dessus;

10) les appels de coopération avec les agents de quartier affectés à la patrouille duo pour des appels relevant de leur juridiction;

11) les appels pour compléter un rapport d'événement déjà couvert par des agents de quartier alors que tout danger a été écarté.

c) L'alinéa b) ne s'applique toutefois qu'en autant que les conditions ci-dessous mentionnées sont rencontrées :

1) Dans chaque poste de quartier, il doit y avoir au moins autant de policiers affectés ou assignés à la patrouille-duo qu'à la patrouille-solo incluant les agents de quartier solos détachés de leur équipe et travaillant sur les 2e et 3e relève.

L’agent de quartier solo détaché de la première relève qui se retrouve en excédent peut patrouiller seul s'il n'y a pas sur l'équipe, un autre agent de quartier avec qui on puisse le jumeler. Cette dernière disposition s'applique en autant qu'aucun agent de quartier n'ait été affecté à la patrouille-solo.

2) Aucun appel n'est transmis à une auto-solo s'il n'y a pas une autre auto-patrouille disponible pour lui venir en aide en cas de besoin.

3) L'auto-patrouille utilisée par un policier qui patrouille seul et répondant aux appels doit être munie d'une grille protectrice.

4) Le policier qui patrouille seul et qui répond aux appels doit être muni d'un appareil radio portatif (W.T.).

5) Le policier qui patrouille seul et qui répond aux appels peut exiger, aux frais de l'Employeur, une veste pare-balles personnelle de type plus léger que celle se trouvant actuellement à bord des autos-patrouille. Le cas échéant, pour ce policier, le port de cette veste est obligatoire sous peine de mesure disciplinaire.

6) L’agent de quartier affecté à la patrouille-solo doit avoir terminé son année de probation. De plus, avant d'affecter un policier à une auto-solo, l'Employeur doit lui donner la formation nécessaire en technique de patrouille lui permettant d'effectuer des interventions policières seul.

7) Dans chaque poste de quartier, le policier qui ne désire pas travailler sur une auto-solo en informe par écrit son commandant qui peut tenir compte de cet

avis si le nombre de policiers disponibles pour travailler sur une auto-solo le lui permet.

d) Le Service et ses gestionnaires s'assurent en tout temps de la sécurité de leurs policiers que ce soit dans le cadre des opérations policières ou à l'occasion des déplacements que ceux-ci sont appelés à faire dans le cadre leur travail;

e) Dans cette perspective, la pratique actuelle qui consiste à fournir un appareil radio-portatif (W.T.) au policier en uniforme pour les fins de son travail est maintenue et devient obligatoire; dans le cas du policier du Groupe d'Intervention, l'utilisation de cet appareil est déterminée en fonction des méthodes d'intervention du Service lorsque le policier est affecté sur un service d'ordre et en situation de contrôle de foule;

f) De la même façon, la pratique actuelle qui consiste à fournir un transport au cadet à la fin du quart de travail, dans le cas où le transport en commun n'est plus disponible, est maintenue.

ARTICLE XXVII **GRIEFS**

27.00 Toute mésentente relative à l'interprétation et à l'application des présentes constitue un grief.

27.01 Au cas de mésentente entre la Fraternité et l'Employeur qui ne constitue pas un grief, les parties ont recours à la procédure prévue au présent article.

27.02 Avant de soumettre un grief, le policier, seul ou accompagné de son délégué syndical, doit essayer de le régler avec son commandant dans les cas relevant de l'autorité de ce dernier.

Le défaut de faire cette démarche ne peut constituer un motif de rejet du grief.

27.03 À défaut d'entente, le policier peut soumettre son grief de la manière ci-après établie.

27.04 Le policier qui se croit lésé soumet son grief au comité de griefs de la Fraternité qui décide des moyens à prendre pour le régler. Si la Fraternité décide de poursuivre le grief, la procédure ci-après est suivie :

a) La Fraternité doit adresser au Service ou à son représentant un exposé écrit du grief. Il en transmet copie au Directeur.

b) **À défaut d'entente sur le grief, la Fraternité peut soumettre le grief à l'arbitrage selon la procédure indiquée dans les paragraphes 27.12 et 27.13.**

27.05 Les membres du comité de griefs sont autorisés à s'absenter de leur travail, sans retenue de salaire, pour toute démarche faite suivant la procédure établie dans cet article, à compter du stade prévu à l'alinéa a) du paragraphe 27.04.

27.06 Nonobstant ce qui précède, les représentants de la Fraternité peuvent soumettre verbalement, accompagné d'un mémo ou par écrit au Directeur ou à ses représentants, toutes les représentations concernant les suggestions, plaintes, requêtes, sans que ces représentations constituent des griefs au sens des paragraphes ci-dessus.

27.07 a) Lors de toute entrevue à caractère disciplinaire, le policier peut se faire accompagner d'un délégué syndical, ou d'un représentant de la Fraternité.

b) Le policier convoqué devant une autorité disciplinaire au sens du Règlement sur la discipline pour répondre d'une accusation disciplinaire, peut se faire accompagner d'un représentant de la Fraternité autorisé à cette fin par le Conseil de direction de la Fraternité. Ce représentant a le droit d'interroger, de contre-interroger les témoins et d'argumenter. Si le policier convoqué ne se fait pas accompagner du représentant de la Fraternité ce dernier est autorisé à être présent.

c) Le comité de révision d'évaluation rencontre l'évaluateur et le policier évalué en leur présence respective. Dans ce cas, le policier évalué peut être accompagné d'un représentant de la Fraternité qui agit à titre d'observateur.

27.08 a) Le Service donne avis écrit de toute mesure disciplinaire au policier concerné; la même règle s'applique dans les cas de congédiements administratifs, de mises en observations administratives, rétrogradations administratives et suspensions administratives en vertu du Règlement sur la discipline. Sur demande, le Service fournit à la Fraternité les raisons qui motivent cette mesure. La ou les raisons doivent être fournies dans les cinq jours ouvrables qui suivent la demande.

b) Le policier peut en tout temps consulter son dossier à son unité.

Sur rendez-vous et en dehors de ses heures régulières de travail, il peut consulter son dossier à l'unité Planification et gestion des effectifs ou son dossier au contrôle médical. Le policier peut obtenir copie de tout document contenu dans l'un des dossiers ci-dessus mentionnés.

c) Un refus injustifié de radier du dossier du policier une mention d'une mesure disciplinaire conformément au Règlement sur la discipline, peut faire l'objet d'un grief.

d) Un document placé dans le dossier du policier à son unité doit être porté à sa connaissance. Après deux ans de son insertion, le policier peut demander que l'on retire de son dossier tout document qui n'a pas fait l'objet d'une mesure disciplinaire et qui pourrait lui causer un préjudice. Un refus injustifié peut faire l'objet d'un grief.

27.09 Le policier non satisfait d'une mesure disciplinaire, d'une mesure administrative au sens du sous-paragraphe a) du paragraphe 27.08 ou d'un refus de promotion ou d'une évaluation peut faire un grief.

Toutefois, dans le cas où l'évaluation marginale du policier en probation est contestée par grief et soumis à l'arbitrage, les délais afin de contester le congédiement, en application du 2^{e} alinéa du sous-paragraphe b) du paragraphe 24.05, sont suspendus jusqu'à la date où l'arbitre dispose du grief portant sur l'évaluation marginale.

27.10 Nonobstant toute disposition contraire, l'Employeur et la Fraternité peuvent, d'un commun accord, déroger à la présente procédure.

27.11 La Fraternité peut, en tout temps, soumettre un grief relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente convention.

À moins d'entente dans les vingt jours ouvrables de la présentation du grief, le tout est référé à l'arbitrage selon les dispositions des paragraphes 27.12 et 27.13.

27.12 a) Nonobstant toute autre disposition de la convention, tout grief doit, sous peine de déchéance, être soumis à l'Employeur ou son représentant, dans un délai de trois mois de la date de l'événement qui a donné naissance au grief ou de la connaissance de l'événement par le policier ou la Fraternité. Le délai de déchéance prévu à ce paragraphe s'applique à l'Employeur, en l'adaptant.

b) Tout grief ou mésentente non réglé par la procédure de grief est soumis à un arbitre unique. L'Employeur et la Fraternité désignent pour la durée de la présente convention, Mes André Bergeron, Nathalie Faucher, Denis Provençal, Jean-Pierre Lussier et André Sylvestre pour agir comme arbitres conformément à la Loi et aux prescriptions des présentes. **Dans les 90 jours de la signature de la convention collective, les parties se rencontrent afin de nommer trois arbitres supplémentaires.**

c) **Les parties conviennent de se consulter lors de la planification annuelle du calendrier d'arbitrage.**

d) Les parties conviennent également de se consulter lorsqu'une date d'arbitrage devient disponible. Les parties s'efforcent alors de s'entendre sur le choix du grief à être soumis à l'arbitrage.

27.13 Tout grief ou mésentente est soumis à l'arbitre par écrit. Le document doit contenir le résumé des faits qui ont donné naissance au grief ou à la mésentente, et copie de ce document est soumise au Service ou à la Fraternité, selon le cas.

27.14 a) Dans le cas de congédiement, suspension, rétrogradation ou imposition d'une mesure disciplinaire quelconque par l'Employeur ou par le Service, l'arbitre peut, soit maintenir la décision rendue, soit la modifier ou l'annuler et prescrire le cas échéant, le remboursement par l'Employeur au policier des sommes perdues par ce dernier par suite de la sanction imposée.

Dans le cas de mesure administrative, la juridiction de l'arbitre est limitée à les maintenir ou les annuler sauf dans le cas de congédiement administratif d'un officier pour lequel s'ajouter le pouvoir d'y substituer une rétrogradation.

b) Sujet à ce qui est mentionné ci-dessus, l'arbitre ne peut modifier ou annuler cette décision à moins qu'elle ne soit injuste eu égard à la preuve soumise.

c) Les pouvoirs de l'arbitre sont limités à décider des griefs suivant la lettre et l'esprit de la convention. L'arbitre n'a autorité, en aucun cas, pour ajouter, soustraire, modifier ou amender quoi que ce soit dans cette convention.

27.15 Les honoraires de l'arbitre de même que les frais de sténographie officielle sont payés à part égale par le Service et la Fraternité.

27.16 Aucune directive ne peut être à la source d'une sanction disciplinaire ou d'une mesure administrative si elle n'a pas été portée à la connaissance du policier concerné.

27.17 Un policier qui présente un grief ne doit, en aucune façon, être pénalisé, importuné ou inquiété à ce sujet par un supérieur.

27.18 Le policier doit être avisé par écrit conformément au Règlement sur la discipline, avant sa comparution devant une autorité disciplinaire pour répondre à une accusation logée contre lui. Il peut être accompagné d'une personne désignée par la Fraternité et, s'il s'agit d'un membre de la Fraternité, libéré sans perte de traitement pour le temps consacré à cette activité. Ce dernier peut changer de relève ou reporter tout congé à cette occasion. Les comparutions doivent être tenues sur les heures de travail régulières du policier intimé. Aucune rémunération n'est cependant versée pour le temps supplémentaire pour celui qui accompagne l'accusé.

27.19 Le plaignant dans le cadre de son grief de même que le policier convoqué par l'intermédiaire du Service comme témoin par l'une des parties devant un tribunal d'arbitrage appelé à disposer d'un grief, d'une mésentente ou d'un différend entre elles, ou devant une autorité disciplinaire, est libéré sans perte de traitement régulier pour le temps jugé nécessaire à son témoignage. Aucune rémunération ne lui est cependant versée pour le temps supplémentaire. La libération de tel témoin ne doit pas avoir pour effet de perturber le fonctionnement du Service.

27.20 **Toute mesure administrative qu'elle soit provisoire ou temporaire, ce qui inclut une mutation ou une affectation, et qui se trouve reliée à une enquête, à une accusation de nature disciplinaire, criminelle, statutaire ou déontologique, à un verdict, à un emprisonnement ou à un appel demandé par la Couronne, est prise par le Service en conformité avec la grille applicable aux mesures provisoires et temporaires établie dans l'Annexe V de la convention collective.**

L'acquittement ou la libération du policier à l'égard d'une accusation criminelle ou statutaire par suite d'un jugement final entraîne l'annulation immédiate et rétroactive de la mesure administrative prise à son endroit ; l'abandon d'une accusation criminelle ou statutaire entraîne le même résultat ; lorsque la mesure administrative prise initialement comporte une suspension avec demi traitement ou sans traitement, le Service rembourse au policier le salaire et toute somme qu'il aurait dû recevoir n'eût été de cette suspension administrative. Tout autre dommage subi par le policier peut faire l'objet d'un grief en cas de mésentente entre les parties. Le policier est immédiatement replacé dans la fonction qu'il occupait avant sa suspension.

Dans le cas où le policier fait aussi l'objet d'accusation ou de plainte de nature disciplinaire ou déontologique portant sur les mêmes faits, la mesure administrative prise initialement à son endroit peut être maintenue s'il ne s'agissait pas d'une suspension, mais en autant que cette mesure demeure conforme à l'Annexe V. En cas contraire, la mesure est remplacée par une autre mesure, prise en conformité avec l'Annexe V de la convention collective. L'acquittement ou l'abandon de l'accusation ou de la plainte disciplinaire ou déontologique entraîne l'annulation immédiate de la mesure administrative prise à son endroit. Tout dommage subi par le policier peut faire l'objet d'un grief en cas de mésentente entre les parties.

Toute mesure administrative, ce qui inclut, aux fins du présent paragraphe, une mutation ou une affectation, prise à l'endroit d'un policier, et qui n'a été suivie d'aucune accusation de nature criminelle, statutaire, disciplinaire ou déontologique

portant sur les mêmes faits est annulée rétroactivement. Tout dommage subi par le policier peut faire l'objet d'un grief en cas de mésentente entre les parties.

Aux fins de l'application du présent article, de l'Annexe V et de l'article 26, le policier est réputé être dans l'exercice de ses fonctions :

a) dans tous les cas où les faits donnant lieu à l'application du présent article mettent en cause l'utilisation de la force nécessaire ou la conduite de tout véhicule du Service alors que le policier est en devoir ou appelé en devoir au sens de l'article 10.01 a) ou qu'il agit comme agent de la paix ;

b) lorsqu'il est en devoir, le policier est également réputé être dans l'exercice de ses fonctions, lorsque la faute reprochée est liée à une intervention policière et qu'elle ne peut être considérée comme ayant été commise dans le seul et unique intérêt du policer ou d'un tiers ;

c) lorsque le policier n'est pas en devoir, le policier est également réputé être dans l'exercice de ses fonctions lorsque le geste posé est considéré légitime selon les pratiques autorisées dans le cadre de son travail régulier.

d) le présent alinéa n'a pas pour effet d'empêcher le Service de considérer qu'un policier est dans l'exercice de ses fonctions dans toute autre situation, ce qui devrait être normalement le cas lorsque le policier agit dans le cadre d'une intervention policière ;

27.21 a) Le Service transmet copie à la Fraternité de toute accusation disciplinaire signifiée à un policier ainsi que de tout avis d'audition en vertu du Règlement sur la discipline.

b) La partie qui entend produire une pièce en transmet copie à l'autre partie **dans les quinze (15) jours qui précèdent** l'audition disciplinaire prévue dans le sous-paragraphe a) du présent paragraphe.

27.22 Toutes les dispositions législatives portant sur des conditions de travail et qui sont considérées comme relevant de l'ordre public, sont réputées faire partie intégrante de la présente convention collective et assujetties à la procédure de règlement des griefs et d'arbitrage dans le cas de litige entre les parties.

ARTICLE XXVIII **POLITIQUE**

28.00 Le policier peut s'adonner à toutes les activités politiques permises par la loi.

ARTICLE XXIX **AVIS DE LA FRATERNITÉ**

29.00 La Fraternité a le droit d'afficher des avis signés concernant ses affaires dans toutes les unités sur un tableau d'un modèle approuvé par le Directeur, fourni par la Fraternité et placé dans un endroit convenable.

29.01 La Fraternité peut, après entente avec le Directeur du Service, tenir des rencontres sur les lieux de travail.

29.02 Le policier nouvellement embauché pendant sa période de formation est libéré sans perte de traitement pour l'équivalent d'une journée régulière de travail afin de rencontrer les représentants de la Fraternité.

ARTICLE XXX **COTISATION SYNDICALE**

30.00 L'Employeur perçoit, en les retenant sur les chèques de paie, les contributions régulières des membres actifs permanents de la Fraternité.

30.01 Comme condition de l'obtention et du maintien de son emploi, le policier doit devenir et demeurer en tout temps membre de la Fraternité des policiers et policières de Montréal Inc.

Par ailleurs, l'Employeur n'est pas tenu de congédier le policier expulsé par le Syndicat.

ARTICLE XXXI **COOPÉRATION ET RENCONTRES**

31.00 Le Conseil de direction de la Fraternité et les représentants du Service se rencontrent au besoin durant les heures de travail pour étudier les méthodes et les techniques utilisées dans le Service et tout autre problème d'ordre professionnel.

31.01 Le Service fournit à la Fraternité, dès leur publication, une copie de ses données et statistiques annuelles. De même, il achemine à la Fraternité copie de ses télémessages adressés à toutes les unités.

31.02 Les parties peuvent requérir la présence de personne ressource lors d'une rencontre de l'un des comités prévus à la présente convention.

ARTICLE XXXII **INDEMNITÉ VESTIMENTAIRE**

32.00 a) Le policier détenant le grade de sergent-détective ou de lieutenant-détective reçoit une indemnité vestimentaire équivalente à 2,5% du salaire annuel du sergent-détective. Dans l'année de sa promotion ou de son départ de l'unité d'enquête ou de sa fonction d'agent intervention jeunesse, cette indemnité est proportionnelle au nombre de mois travaillés.

Le policier de la gendarmerie muté à une fonction requérant le travail en habit de ville, reçoit également l'indemnité vestimentaire mentionnée ci-dessus. Dans l'année de sa mutation à cette fonction ou de son retour à une fonction en uniforme cette indemnité est proportionnelle au nombre de mois travaillés en habit de ville.

b) Le policier de la gendarmerie assigné à une fonction requérant le travail en habit de ville, a droit à une indemnité vestimentaire quotidienne équivalente à 1/227,5 de l'indemnité versée au sergent-détective.

c) Les montants prévus dans les sous-paragraphes a) et b) du présent paragraphe sont payés au policier sur présentation de pièces justificatives, après approbation du Directeur du service, en remboursement des frais encourus pour s'acheter les vêtements appropriés à l'exercice de sa fonction.

Les pièces justificatives doivent être remises à l'Employeur pour remboursement, soit au cours de la première semaine complète du mois de novembre.

En décembre de chaque année, l'Employeur paie l'indemnité vestimentaire annuelle du policier, prévue dans le sous-paragraphe a) du paragraphe 32.00 et du policier de la gendarmerie muté à une fonction requérant le travail en habit de ville.

Considérant que cette indemnité est payée par anticipation pour le mois de décembre et qu'il peut y avoir des mouvements de personnel qui ont pour effets que le policier n'a plus droit à cette allocation, les parties conviennent que nonobstant les dispositions du paragraphe 22.03, l'Employeur peut procéder à la récupération des sommes versées en trop à raison d'un maximum de 50 $ par paie à compter de la connaissance des faits.

32.01 Le policier qui reçoit l'indemnité vestimentaire depuis au moins un mois et qui doit s'absenter pour cause de maladie ou pour lésions professionnelles, reçoit le montant de l'indemnité vestimentaire prévu au paragraphe précédent pour une période d'absence d'un mois. S'il a fait deux mois de travail avec indemnité pour une absence de deux mois et s'il a fait trois mois de travail ou plus avec indemnité, il a droit au paiement de l'indemnité pour une période d'absence n'excédant pas trois mois.

32.02 Sauf pour le policier détenant le grade de sergent-détective ou de lieutenant-détective, le policier qui reçoit l'indemnité vestimentaire doit toujours avoir un uniforme propre et complet pour les besoins du Service mais ne reçoit de nouvel uniforme qu'à la discrétion du Directeur.

32.03 Le policier ayant des restrictions médicales temporaires ou permanentes l'empêchant de porter l'uniforme et la policière enceinte qui en raison de son état ne peut porter l'uniforme, bénéficient de l'indemnité prévue dans le sous-paragraphe b) du paragraphe 32.00 par jour travaillé.

ARTICLE XXXIII **UNIFORMES ET ÉQUIPEMENT**

33.00 L'Employeur fournit gratuitement au policier, dès son embauche, sa mutation, sa promotion, les parties d'uniforme et d'équipement nécessaires à l'exécution de ses fonctions telles que prévues aux Annexes « C-1 » qui font partie intégrante des présentes sauf les pièces d'uniforme ou équipement qu'il avait droit dans sa fonction précédente.

33.01 Toute partie d'uniforme ou d'équipement endommagée, perdue ou volée à l'occasion du service doit être remplacée ou réparée aux frais de l'Employeur si le Directeur juge qu'il n'y a pas eu négligence de la part du policier. Ce principe s'applique aussi au policier appelé à travailler en habit de ville. La demande de paiement de l'Employeur est soumise au policier et au cas de contestation, ce dernier soumet le litige à la procédure de grief et à l'arbitrage.

Les pièces d'équipement apparaissant à l'Annexe C-1 prévu à la fonction mais non renouvelées à l'Annexe C-2 seront remplacées au besoin, au frais de l'Employeur, sauf s'il y à négligence.

33.02 Toutes les parties d'uniforme ou d'équipement remises au policier demeurent la propriété de l'Employeur et aucun policier n'a le droit de les prêter, vendre ou échanger.

Les crédits ne sont pas monnayables. Le policier peut faire usage des crédits disponibles au prorata du nombre de jours travaillés. L'Employeur se réserve le droit de récupérer toutes les pièces d'uniformes et d'équipement distribuées.

33.03 Système de crédits

Au 1er janvier de chaque année, l'Employeur accorde les crédits aux policiers y ayant droit selon la fonction exercée par ce dernier et inscrit au registre des mutations le 1er de l'an. Ces crédits sont alloués sur la base du nombre de jours ouvrables d'une année, soit 219 jours selon l'Annexe C-2 de la convention collective de travail.

Toute absence de plus de sept jours au cours de l'année précédente, à l'exception des congés annuels, réduit d'autant la proportion des crédits alloués.

Le policier qui change de fonction au cours d'une année se verra attribué les crédits correspondants à la période passée dans chaque fonction, sans excéder le maximum de crédits prévus à l'article 33.03 c).

a) Équivalence des crédits

Pour ce qui est des ajouts à l'Annexe C-2, la valeur en sera déterminée par l'Employeur et la durée de vie sera recommandée, pour approbation du Directeur du SPCUM, par le comité paritaire uniformes et équipement. Par la suite, le nombre de crédits alloués sera l'équivalent à la valeur réelle de l'article et actualisé annuellement.

b) Ajustement pour tenir compte des policiers bénéficiant de l'indemnité vestimentaire
Sauf pour les cas prévus à l'Annexe C-2, le policier ayant bénéficié de l'indemnité vestimentaire au cours de l'année précédente, verra sa banque de crédits débitée du nombre de crédits équivalant au nombre de jours pour lesquels il a reçu une indemnité vestimentaire.

c) Maximum des crédits accumulables

Le solde des crédits inscrit au dossier d'un policier à la fin de l'année est transférable et ajouté aux crédits de la nouvelle année.

Le maximum de crédits accessibles en début d'année ne peut toutefois être supérieur à 200% du nombre de crédits prévu pour la fonction occupée le 1er de l'an.

d) Crédits anticipés

Pour certains cas d'exception, avec l'approbation écrite de son commandant d'unité, le policier peut recevoir certaines pièces d'uniformes par anticipation même s'il n'a pas les crédits requis. Le nombre de crédits ainsi anticipés sera débité au début de l'année suivante.

e) Dernière année d’emploi

Texte biffé.

f) Réquisition

En janvier de chaque année, l’Employeur achemine un état de la banque des crédits disponibles à chacun des policiers, accompagné d'un bon de commande.

Le personnel désirant des uniformes et équipement doit faire parvenir sa réquisition avant le 15 mars de chaque année à l’exception du policier absent à long terme qui transmet sa réquisition à son retour au travail.

Le policier réquisitionne les pièces de remplacement qui sont nécessaires à son travail selon les limites de sa fonction, la limite étant le double de la quantité tenant compte de la durée de vie mentionnée à l'Annexe C-2. Celui qui, pour des cas exceptionnels, désire commander plus que le double des quantités déterminées pour un ou des items, devra rédiger un rapport explicatif et obtenir l'autorisation de son commandant, auquel cas le Service y donne suite.

g) Livraison

Une livraison annuelle sera effectuée dans les unités entre la Fête du travail et le 31 octobre. Dans les cas d'erreurs, ou pour les pièces non disponibles, ou pour le policier non accessible au moment de la livraison, l’Employeur effectuera des livraisons spéciales dans les unités pour le matériel concerné.

h) Accès au Magasin

Pendant les heures d'ouverture du Magasin, le policier sur rendez-vous peut s'y présenter directement en dehors de ses heures de travail. Toutefois, seuls les cas d'exception approuvés par le commandant d'unité et sur rendez-vous seront traités au comptoir de la section Magasin. Aucun policier ne peut être convoqué par la section Magasin en dehors de ses heures régulières de travail.

i) Situation d'urgence

Seuls le bris, la perte et le vol d'uniformes ou d'équipement empêchant le policier de compléter sa journée de travail, peuvent justifier l'autorisation d'accéder à la section Magasin pendant les heures de travail de l'employé. Cette autorisation doit être approuvée par le commandant de l'unité concernée, après avoir communiqué avec le Magasin, auquel cas le Service y donne suite.

j) Policier avec restrictions médicales permanentes (PRMP) Le policier ayant des restrictions médicales permanentes (PRMP) reçoit un nombre de crédits tenant compte des besoins du travail qu'il effectue.

Le comité paritaire uniformes et équipement doit recommander au directeur la liste des pièces à renouveler selon le poste de travail occupé par ce policier.

k) Inventaire

L'Employeur tient en magasin l'inventaire nécessaire et aucun policier n'est tenu d'accepter des uniformes usagés à l’exception de la tenue d’apparat.

33.04 Un comité paritaire étudie, au besoin, les problèmes relatifs aux équipements et uniformes. Ce comité est formé de quatre personnes dont deux désignées par l'Employeur et deux par la Fraternité.

Le quorum du comité est fixé à trois membres. Les conclusions et autres considérations auxquelles en arrive ce comité ne lient en rien les parties.

Les frais de secrétariat et d'expertise du comité sont assumés par l'Employeur.

Les personnes désignées par la Fraternité sont libérées de leur travail sans perte de traitement pour le temps consacré aux séances du comité.

ARTICLE XXXIV **IDENTIFICATION**

34.00 Le Service fournit au policier une carte d'identification avec sa photographie en uniforme ou en civil, selon le cas. Cette carte d'identification est renouvelée tous les cinq ans et lors d'une promotion. Elle doit être insérée dans une matière plastique.

34.01 Le Service fournit également aux sergents-détectives, lieutenants-détectives et capitaines-détectives, une carte d'affaire personnalisée.

ARTICLE XXXV **ANCIENNETÉ ET CONGÉ SANS SOLDE**

35.00 Pour les fins de la présente convention, l'ancienneté signifie et comprend la durée totale en années, en mois et en jours de service de tout policier. L'ancienneté débute à compter de la date du premier jour de travail comme policier au sein du Service de police de la Ville de Montréal.

Tout employé d'un arrondissement, d'une ville liée de la Ville de Montréal ou de cette dernière, muté au Service comme policier, conserve sa date d'ancienneté pour fins de congés annuels seulement. Dans ce cas, l'ancienneté est inscrite au registre du Service dès l'embauche du policier.

35.01 La date d'ancienneté du policier doit être inscrite dans les registres du Service. La liste de tous les policiers et des dates précitées est affichée dans chacune des unités pendant une période de vingt jours ouvrables et ce, aussitôt que possible après la date de la signature des présentes. En cas d'erreur, le policier en demande la correction. S'il y a désaccord, la Fraternité peut soumettre un grief. Tout changement de date inscrit par la suite doit être communiqué au policier concerné et à la Fraternité.

La liste officielle que le Service doit communiquer à la Fraternité comprend le nom du policier, son unité, sa date d'ancienneté ainsi que le titre de sa fonction dans le Service. Cette liste est communiquée à la Fraternité le jour même de l'affichage. Par la suite, le Service doit afficher au mois de janvier de chaque année, la liste officielle d'ancienneté en vigueur le 31 décembre de l'année précédente. La Fraternité reçoit cette liste au cours du même mois.

35.02 L'ancienneté s'acquiert dès que le policier a terminé sa période de probation. Sa date d'ancienneté est alors rétroactive au premier jour de son embauche.

Les droits d'ancienneté se perdent pour l'une ou l'autre des seules raisons suivantes :

1. le congédiement justifié;

2. le départ volontaire.

Cependant, s'il est réembauché par l'Employeur, les années et partie d'années faites avant le départ du policier lui sont reconnues aux fins de l'application de la convention collective, y compris aux fins du positionnement dans l'échelle salariale.

35.03 Les absences prévues par la convention collective, autorisées ou imposées par l'Employeur, n'interrompent pas l'accumulation d'ancienneté du policier.

35.04 a) Sur demande motivée et présentée, sauf exception, au moins trois mois à l'avance au Directeur, ce dernier peut permettre à un policier ayant complété plus de trois années de service, de s'absenter sans solde pour un maximum de deux périodes d'au plus douze mois consécutifs chacune et ce, pour la durée de sa carrière. Cette permission ne peut être refusée sans motif valable.

b) À l'occasion d'un congé sans solde, le policier conserve son poste et le réintègre à son retour en autant que son poste n'ait pas été aboli entretemps; le cas échéant, il est muté selon les besoins du Service et selon les modalités des dispositions de l'article VII.

c) Le policier qui s'absente en congé sans solde conserve l'ancienneté qu'il avait au moment de son départ et tous les droits qui y étaient rattachés. Toutefois, son ancienneté cesse de s'accumuler pendant sa période d'absence.

d) Le policier en congé sans solde demeure assujetti au Règlement sur la déontologie et la discipline et conserve son statut d'agent de la paix. S'il se blesse dans une situation d'urgence, alors que son intervention immédiate est nécessaire pour protéger la vie, l'intégrité physique ou les biens d'un citoyen il bénéficie de l'article XX de la convention collective.

e) Le policier en congé sans solde peut se présenter à un examen de promotion. Il ne peut cependant bénéficier d'une promotion à laquelle il est admissible pendant la durée de son congé. Il peut par ailleurs mettre fin à son congé et, dans ce cas, il a droit à sa promotion. Le policier qui ne met pas fin à son congé bénéficie d'une priorité à la prochaine fonction vacante lors de son retour si la liste d'éligibilité sur laquelle il est inscrit est encore en vigueur.

f) La policière enceinte peut mettre fin à son congé sans solde et bénéficier des dispositions de l'article XXXVI.

g) Le policier peut mettre fin à son congé sans solde et bénéficier des dispositions de l'article XXI.

h) Le Service peut exiger un examen médical du policier lors du départ ou du retour de son congé sans solde.

35.05 Le policier ayant cinq ans de service peut bénéficier d'un congé à traitement différé selon les modalités prévues à l'Annexe H.

Un tel congé peut être pris par la suite pour chaque période de cinq années de service du policier.

Cette permission ne peut être refusée sans motif valable.

35.06 Dans le cas de mise à pied ou de licenciement, l'Employeur doit procéder selon l'ordre d'ancienneté à rebours, l'employé ayant le moins d'ancienneté est le premier visé.

L'Employeur doit d'abord mettre à pied ou licencier les policiers temporaires. Lorsque le licenciement ou la mise à pied de tous les policiers temporaires a été effectué, l'Employeur peut procéder à la mise à pied ou/au licenciement de policiers permanents.

Le nom d'un policier mis à pied ou licencié est inscrit sur une liste de rappel.

Un policier mis à pied ou licencié est rappelé selon les besoins du Service par ordre d'ancienneté, selon la règle suivante : le dernier mis à pied ou licencié est le premier rappelé.

35.07 L’ancienneté est déterminante lors d’évènements particuliers où le Service envoie des policiers à l’extérieur du territoire, parmi ceux qui rencontrent les exigences de l’affectation ou de l’organisme qui demande le prêt de service.

ARTICLE XXXVI CONGÉ DE MATERNITÉ, DE PATERNITÉ, D'ADOPTION, PARENTAL ET CONCILIATION FAMILLE/TRAVAIL

36.00 GROSSESSE

a) Moyennant une demande accompagnée de la présentation d'un certificat médical et l'approbation préalable du médecin de l'Employeur, l'employée qui est enceinte accomplissant une tâche comportant des dangers physiques pour elle ou le fœtus, doit être assignée dans une autre fonction.

b) L'employée qui est enceinte qui doit s'absenter du travail en raison d'un mauvais état de santé relié à sa grossesse est rémunérée pendant cette période conformément aux dispositions de l'article XXI. Elle n'est pas tenue de débuter son congé de maternité à compter de la seizième (16^{e}) semaine précédant la date prévue de son accouchement. Le congé débute au plus tard à la naissance de l'enfant.

36.01 CONGÉ DE MATERNITÉ

a) L'employée qui est enceinte a le droit à un congé de maternité de vingt (20) semaines.

Elle doit aviser l'unité Planification et gestion des effectifs deux (2) semaines avant la date de son départ, en présentant un certificat médical de son médecin traitant indiquant la date probable de la naissance. Si elle ne présente pas l'avis prévu, elle peut néanmoins partir en tout temps durant la période de six (6) semaines précédant la date probable de la naissance et ainsi bénéficier du congé de maternité.

b) L'employée qui, à la suite de la présentation d'une demande de prestations en vertu du Régime québécois d'assurance parentale (ci-après RQAP), est déclarée éligible à des prestations de maternité, a le droit de recevoir de l'Employeur :

i) pour chacune des semaines où elle reçoit ou pourrait recevoir des prestations en vertu du RQAP, des prestations complémentaires égales à la différence entre 95 % de sa paie hebdomadaire brute et les prestations de maternité qu'elle reçoit ou pourrait recevoir en vertu du RQAP.

Ces prestations complémentaires se calculent à partir des prestations que l'employée a le droit de recevoir en vertu du RQAP, et ce sans tenir compte des montants pouvant être soustraits en raison des remboursement de prestations, des intérêts, des pénalités et autres montants recouvrables en vertu du RQAP.

Le total des montants reçus par l'employée durant son congé de maternité, en prestations du RQAP et en prestations complémentaires, ne peut cependant excéder 95 % de la paie hebdomadaire brute versée par

l'Employeur. De plus, l'employée ne pourra recevoir un revenu supérieur à son traitement net.

ii) pour chacune des semaines qui suivent la période prévue au paragraphe 36.01 b) i), une prestation égale à 95 % de sa paie hebdomadaire brute et ce, jusqu'à la fin de la vingtième semaine de congé de maternité.

c) L'employée exclue ou déclarée inadmissible au bénéfice des prestations de maternité du RQAP ne peut recevoir les prestations complémentaires prévues au paragraphe 36.01 b), sauf si elle a été exclue pour l'un ou l'autre des motifs suivant:

1. elle n'a pas accumulé un revenu assurable d'au moins 2 000$ au cours de la période de référence prévue par le RQAP ou
2. elle n'a pas payé de cotisations au RQAP ou
3. elle ne réside pas au Québec

Dans ce cas, l'employée recevra de l'Employeur des prestations complémentaires égales à 95 % de sa paie hebdomadaire brute, et ce pour une période de vingt (20) semaines.

d) Suite à l'obtention d'une preuve que l'employée reçoit des prestations de maternité du RQAP, l'Employeur aura quinze (15) jours pour effectuer le premier versement des prestations complémentaires. Par la suite, ces prestations complémentaires seront versées à chaque semaine.

Pour les fins du présent paragraphe, sont considérées comme une preuve suffisante, un relevé des prestations du RQAP ou un talon de mandat.

e) Les prestations complémentaires sont versées uniquement à titre de supplément aux prestations du RQAP ou, dans les cas prévus au paragraphe 36.01 c), à titre de paiement durant une période sans salaire causée par une grossesse pour laquelle le RQAP ne prévoit rien.

f) La répartition des semaines du congé de maternité avant et après la naissance est à la discrétion de l'employée concernée, à l'intérieur des limites suivantes :

1. L'employée peut quitter son travail en tout temps à compter de la seizième (16^{e}) semaine avant la date prévue de l'accouchement. Toutefois, elle doit déroger de son choix sur avis du médecin de l'Employeur, si son état de santé l'exige;
2. Dans tous les cas, le congé de maternité débute au plus tard à la date de la naissance.

3. La date de retour est déterminée selon la date à laquelle l'employée a quitté son travail. Toutefois, la durée du congé de maternité ne peut pas être inférieure ni supérieure à vingt (20) semaines. Si l'employée veut reprendre son travail avant l'expiration de ce congé, elle doit produire un certificat médical attestant que la reprise de l'emploi, à ce moment, ne met pas sa santé en danger. L'Employeur se réserve le droit de vérifier l'état de santé de celle-ci.

g) Si le nouveau-né est hospitalisé alors que le congé de maternité de l'employée n'est pas commencé ou entièrement pris, elle peut à son choix, suspendre son congé de maternité, après en avoir avisé le Service et à la condition qu'elle soit suffisamment rétablie de son accouchement pour revenir au travail. Si l'employée n'est pas suffisamment rétablie de son accouchement pour revenir au travail, elle peut alors recourir aux dispositions prévues dans l'article XXI.

Lorsque le nouveau-né reçoit son congé de l'établissement de santé, l'employée débute ou poursuit son congé de maternité pour la période non-prise de vingt (20) semaines. Elle reçoit les bénéfices prévus dans le présent article pour chacun des jours de congé de maternité auxquels elle a droit et qui sont compris à l'intérieur des cinquante-deux (52) premières semaines qui suivent la naissance de l'enfant.

h) Une interruption de grossesse à compter de la vingtième (20^{e}) semaine de gestation donne droit à un congé de maternité sans salaire de dix-huit (18) semaines continues à compter de la semaine de l'événement.

Toutefois, l'employée qui, à la suite de la présentation d'une demande de prestations en vertu du RQAP, est déclarée éligible à des prestations de maternité, a le droit de recevoir de l'Employeur des prestations complémentaires égales à la différence entre 95 % de sa paie hebdomadaire brute et les prestations de maternité qu'elle reçoit en vertu du RQAP, et ce pour une période de cinq (5) semaines.

i) S'il survient une interruption de grossesse avant le début de la vingtième (20^{e}) semaine de gestation, l'employée a droit à un congé d'une durée de trois (3) semaines sans salaire, sauf si un certificat médical atteste du besoin de prolonger ce congé. L'employée qui demande ce congé est alors rémunérée conformément aux dispositions de l'article XXI.

j) Pendant le congé de maternité, l'employée continue d'accumuler l'ancienneté prévue à l'article XXXV, ses congés annuels, ses congés fériés et ses congés de maladie.

L'employée peut participer au régime de retraite et aux régimes d'assurances collectives sous réserve du paiement régulier des cotisations exigibles relativement à ces régimes et dont l'employeur assume sa part habituelle. Dans le cas du régime de retraite, la présente disposition n'y fait référence qu'à titre informatif. Elle n'a donc pas pour effet de faire du régime de retraite une matière arbitrable, étant entendu et compris que ledit régime ne fait pas partie intégrante de la convention collective et ne constitue pas une matière sur laquelle un arbitre de griefs a compétence.

k) À la fin de son congé de maternité, **s'il a débuté avant le 1er janvier 2019,** l'employée reçoit, deux semaines après son retour au travail, sur présentation de la preuve des prestations reçues en vertu du RQAP, un montant forfaitaire équivalent à cinq (5) semaines de prestations.

Cette disposition ne s'applique pas à l'employée visée dans le sous-paragraphe c) du paragraphe 36.05 de la convention collective.

l) À son retour au travail, le Service doit réinstaller l'employée dans la fonction qu'elle occupait au moment de son départ ou dans une fonction qu'elle aurait obtenue, n'eût été de son congé.

Dans le cas d'une promotion, elle se voit reconnaître tous les droits rattachés à son nouveau grade. Son année de probation débute cependant à la date de son retour au Service.

m) En raison d'un mauvais état de santé relié à son accouchement, l'employée peut, immédiatement après son congé de maternité de vingt semaines, bénéficier de l'application de l'article XXI.

36.02 CONGÉ DE PATERNITÉ

a) Le policier dont la conjointe donne naissance à un enfant a le droit à un congé de paternité sans salaire d'une durée maximale de cinq (5) semaines continues, à moins que l'employeur consente à ce qu'il soit fractionné en semaines non consécutives. Toutefois, l'employé ne peut pas fractionner une semaine de prestations en journées.

Dans tous les cas, le congé de paternité débute au plus tôt la semaine de la naissance de l'enfant et doit se terminer au plus tard la cinquante-deuxième (52e) semaine suivant celle de la naissance de l'enfant.

b) Il doit aviser l'unité Planification et gestion des effectifs trois (3) semaines avant la date de son départ. Ce délai peut toutefois être moindre si la naissance de l'enfant survient avant la date prévue de celle-ci.

c) Pendant le congé de paternité, l'employé continue d'accumuler l'ancienneté prévue à l'article XXXV et, pour le congé de paternité qui a débuté le ou après le 1er janvier 2008, ses congés annuels, ses congés fériés et ses congés de maladie.

L'employé peut participer au régime de retraite et aux régimes d'assurances collectives sous réserve du paiement régulier des cotisations exigibles relativement à ces régimes et dont l'employeur assume sa part habituelle. Dans le cas du régime de retraite, la présente disposition n'y fait référence qu'à titre informatif. Elle n'a donc pas pour effet de faire du régime de retraite une matière arbitrable, étant entendu et compris que ledit régime ne fait pas partie intégrante de la convention collective et ne constitue pas une matière sur laquelle un arbitre de griefs a compétence.

d) À son retour au travail, le Service doit réinstaller l'employé dans la fonction qu'il occupait au moment de son départ ou dans une fonction qu'il aurait obtenue, n'eût été de son congé.

Dans le cas d'une promotion, il se voit reconnaître tous les droits rattachés à son nouveau grade. Son année de probation débute cependant à la date de son retour au Service.

36.03 CONGÉ POUR ADOPTION

a) L'employé de sexe féminin ou de sexe masculin qui adopte légalement un enfant qui n'est pas celui de son conjoint a le droit à un congé parental sans salaire d'une durée maximale de cinquante-deux (52) semaines.

L'employé qui désire se prévaloir de ce congé doit en aviser la section Planification et gestion des effectifs au moins trois (3) semaines avant qu'il ne débute. Ce délai peut être moindre si la présence de l'employé est requise plus tôt auprès de l'enfant ou de la mère, en raison de leur état de santé.

b) La répartition des semaines du congé pour adoption est à la discrétion de l'employé concerné, à l'intérieur des limites suivantes :

1. Dans le cas d'une adoption au Québec, le congé d'adoption peut commencer, au plus tôt, au cours de la semaine de l'arrivée de l'enfant ou, dans le cas de l'adoption d'un enfant déjà placé chez l'employé, à la date de la requête en ordonnance de placement.

2. Dans le cas d'une adoption hors Québec, le congé peut commencer au plus tôt, deux semaines avant la semaine où l'enfant est confié physiquement à l'un des parents en vue de son adoption.

3. Le congé pour adoption doit être pris de façon continue à moins que l'employeur consente à ce qu'il soit pris de façon fractionnée ou que l'enfant soit hospitalisé. Toutefois, l'employé ne peut fractionner une semaine de congé en journées.

4. Le congé pour adoption doit se terminer au plus tard la soixante-dixième (70) semaine suivant celle de l'arrivée de l'enfant ou, dans le cas de l'adoption d'un enfant déjà placé chez l'employé, à la date de la requête en ordonnance de placement.

c) Aucune rémunération n'est versée par l'Employeur durant cette période.

d) Pendant le congé d'adoption, l'employé continue d'accumuler l'ancienneté prévue à l'article XXXV, mais n'accumule pas ses congés annuels, ses congés fériés et ses congés de maladie.

L'employé peut participer au régime de retraite et aux régimes d'assurances collectives sous réserve du paiement régulier des cotisations exigibles relativement à ces régimes et dont l'employeur assume sa part habituelle. Dans le cas du régime de retraite, la présente disposition n'y fait référence qu'à titre informatif. Elle n'a donc pas pour effet de faire du régime de retraite une matière arbitrable, étant entendu et compris que ledit régime ne fait pas partie intégrante de la convention collective et ne constitue pas une matière sur laquelle un arbitre de griefs a compétence.

e) À son retour au travail, le Service doit réinstaller l'employé dans la fonction qu'il occupait au moment de son départ ou dans une fonction qu'il aurait obtenue, n'eût été de son congé.

Dans le cas d'une promotion, il se voit reconnaître tous les droits rattachés à son nouveau grade. Son année de probation débute cependant à la date de son retour au Service.

36.04 CONGÉ PARENTAL

a) En plus des congés de maternité et de paternité, l'employé peut bénéficier d'un congé parental sans salaire d'une durée maximale de cinquante-deux (52) semaines continues.

b) Le congé parental peut être pris à n'importe quel moment à compter de la semaine de la naissance. Il doit se terminer au plus tard à la soixante-dixième (70^{e}) semaine suivant la naissance.

Aucune rémunération n'est versée par l'Employeur durant cette période.

L’employé de sexe féminin qui se prévaut d’un congé parental après un congé de maternité débute son congé parental au RQAP après l’expiration des vingt (20) semaines de congé de maternité prévu dans le sous-paragraphe a) du paragraphe 36.01 de la convention collective.

c) L’employé qui désire se prévaloir de ce congé doit en aviser la section Planification et gestion des effectifs au moins trois (3) semaines avant qu’il ne débute. Ce délai peut être moindre si la présence de l’employé est requise plus tôt auprès de l’enfant ou de la mère, en raison de leur état de santé.

d) Durant ce congé parental, l’employé continue d’accumuler l’ancienneté prévue à l’article XXXV, mais n’accumule pas ses congés annuels, ses congés fériés et ses congés de maladie.

L’employé peut participer au régime de retraite et aux régimes d’assurances collectives sous réserve du paiement régulier des cotisations exigibles relativement à ces régimes et dont l’employeur assume sa part habituelle. Dans le cas du régime de retraite, la présente disposition n’y fait référence qu’à titre informatif. Elle n’a pas donc pour effet de faire du régime de retraite une matière arbitrable, étant entendu et compris que ledit régime ne fait pas partie intégrante de la convention collective et ne constitue pas une matière sur laquelle un arbitre de griefs a compétence.

e) L’employé peut revenir au travail avant la date qu’il a fournie avant son départ. Il doit alors faire parvenir à son Employeur, au plus tard trois (3) semaines avant, un nouvel avis écrit indiquant la date de son retour.

f) À son retour au travail, le Service doit réinstaller l’employé dans la fonction qu’il occupait au moment de son départ ou dans une fonction qu’il aurait obtenue, n’eût été de son congé.

Dans le cas d’une promotion, il se voit reconnaître tous les droits rattachés à son nouveau grade. Son année de probation débute cependant à la date de son retour au Service.

36.05 CONGÉ SANS SOLDE

a) Pour des raisons de santé ou pour d’autres raisons reliées à la maternité, l’employée a droit de prolonger le congé de maternité prévu aux paragraphes précédents par un congé sans solde pouvant aller jusqu’à deux (2) ans à compter de la date du début dudit congé de maternité. Dans ce cas, elle doit aviser la section Planification et gestion des effectifs de sa décision de se prévaloir de ce privilège, et ce au moins un (1) mois avant l'expiration de son congé ou une (1) semaine avant l'épuisement de son crédit en maladie à plein traitement, selon le cas.

b) Durant ce congé sans solde, l'employé cesse d'accumuler l'ancienneté prévue à l'article XXXV, ses congés annuels, ses congés fériés et ses congés de maladie.

Il peut participer au régime de retraite et aux régimes d'assurances collectives en continuant de payer sa cotisation habituelle, de même que celle de l'Employeur. Dans le cas du régime de retraite, la présente disposition n'y fait référence qu'à titre informatif. Elle n'a pas pour effet de faire du régime de retraite une matière arbitrable, étant entendu et compris que ledit régime ne fait pas partie intégrante de la convention collective et ne constitue pas une matière sur laquelle un arbitre de griefs a compétence.

Lorsque l'employé est apte à reprendre le travail, il doit, au plus tard un (1) mois avant la fin de son congé sans solde, informer par écrit la section Dotation de sa disponibilité, à défaut de quoi, il est présumé avoir démissionné et conséquemment, il est radié des cadres.

c) Si le Service décide de remplacer l'employé qui demande un congé sans solde, ce dernier est muté à la section Dotation et sa fonction est alors comblée selon les dispositions prévues à l'article VII. Le Service peut combler le poste de l'officier en congé sans solde par une fonction supérieure, une mutation ou une promotion. À son retour au travail, l'employé est muté selon les besoins du Service.

Toutefois, il bénéficie d'une priorité pour occuper son ancien poste de travail lors de la prochaine vacance.

36.06 ABSENCES POUR OBLIGATIONS FAMILIALES

a) Un employé peut s'absenter du travail pendant dix (10) jours par année sans salaire pour remplir des obligations reliées à la garde, à la santé ou à l'éducation de son enfant mineur ou de l'enfant de son conjoint lorsque sa présence est nécessaire en raison de circonstances imprévisibles ou hors de son contrôle.

L'employé doit dans tous les cas aviser le Service de son absence le plus tôt possible.

Ce congé de dix (10) jours peut être fractionné en journées. Une journée peut aussi être fractionnée si l'Employeur y consent.

De plus, il est possible de compenser cinq (5) de ces dix (10) jours de congés par année prévus dans le premier alinéa du sous-paragraphe a) du présent paragraphe par du temps supplémentaire accumulé, un congé dû ou un congé annuel, à raison de :

- 7.5 heures nettes par jour d'absence pour le policier assujetti au programme de travail 21.14 :35;

- 10.5 heures nettes par jour d’absence pour le policier assujetti aux programmes de travail 15.20:35;
- 11.25 heures nettes par jour pour celui assujetti au programme de travail 14.21:35;
- 9 heures nettes par jour pour celui assujetti au programme de travail 35.35:70.

b) Un employé peut s'absenter du travail pendant dix (10) jours par année sans salaire pour remplir des obligations en raison de l’état de santé de son conjoint, de son père, de sa mère, d’un frère, d’une sœur ou de l’un de ses grands-parents. L’employé doit aviser le Service de son absence le plus tôt possible et prendre les moyens raisonnables à sa disposition pour limiter la prise et la durée du congé.

Ce congé de dix (10) jours peut être fractionné en journées. Une journée peut aussi être fractionnée si le Service y consent.

ARTICLE XXXVII **TÂCHES ET FONCTIONS**

37.00 a) Il est du ressort exclusif du Service de déterminer le contenu de chaque fonction ainsi que les préalables et exigences de celles-ci qui doivent cependant être pertinents audit contenu;

b) En tout temps, il est loisible au Service de modifier le contenu d'une fonction ainsi que les préalables et exigences en conséquence;

c) Saisi des recommandations du comité, le Service rédige la description de chaque fonction en énumérant les tâches caractéristiques et principales de chacune;

d) Ces descriptions ne doivent pas être considérées comme étant un énoncé exhaustif et limitatif des tâches à accomplir;

e) Les définitions et descriptions de fonctions sont consignées dans un document officiel du Service dont une copie mise à jour est fournie à la Fraternité et mise à la disposition des policiers dans chaque poste de quartier ou section.

37.01 a) La Fraternité peut, dans les quinze jours de la date où la description d'une fonction est consignée dans le document officiel du Service, soumettre, sur simple avis au Service dont copie est transmise à l'Employeur, au tribunal d'arbitrage ou à l'arbitre dûment désigné par les parties à cette fin, la question de savoir si la rédaction de la description faite par le Service de cette fonction reflète fidèlement le contenu, les préalables et les exigences de la fonction. Pour la durée de la convention collective, les parties désignent monsieur Marcel Guilbert comme arbitre ou président du Tribunal d'arbitrage;

b) Le Tribunal ou l'arbitre désigné a, comme unique juridiction, celle d'accepter telle quelle ou de modifier la rédaction de la description faite par le Service aux seules fins que telle rédaction reflète fidèlement le contenu, les préalables et les exigences de cette fonction sans toutefois pouvoir affecter d'aucune manière le contenu, les préalables et les exigences déterminées pour la fonction par le Service.

37.02 Priorité de la convention

Les droits et obligations des parties reconnus dans un article quelconque de la convention collective de travail ne peuvent être modifiés ou affectés par le biais de l'établissement des définitions des tâches et des fonctions prévues au présent article XXXVII à moins que les parties n'y consentent.

ARTICLE XXXVIII **COMITÉ DE SANTÉ-SÉCURITÉ**

38.00 L'Employeur et la Fraternité conviennent de créer et de maintenir en vigueur un comité général de coordination en santé et sécurité du travail.

Ce comité est composé de deux représentants désignés par la Fraternité et de deux représentants désignés par l'Employeur. Ce comité a pour mandat :

a) d'analyser les documents et les recommandations soumises par les divers comités locaux suite à leurs réunions régulières;

b) de recommander à la Direction du Service toutes les mesures préventives et correctives, en rapport avec les lésions professionnelles ainsi que des mesures générales en matière d'hygiène et de sécurité.

38.00 Le secrétaire ou son représentant fournit les documents nécessaires aux discussions du comité général de coordination. Ces documents sont :

a) les comptes-rendus de réunions des comités conjoints;

b) la liste mensuelle des noms des accidentés, la cause et la date de l'accident;

c) les statistiques compilées de fréquence et de gravité;

d) copie des lois et règlements;

e) copie des normes officielles;

f) extraits de documents techniques publiés et disponibles;

g) les relevés techniques effectués suite à des demandes syndicales;

h) copie de toutes les directives émises en matière de santé, sécurité et d'hygiène, applicables aux salariés couverts par la présente convention.

Le comité se réunit régulièrement pendant les heures de travail à une date convenue entre les intéressés afin de :

a) étudier les causes des accidents survenus au cours du mois précédent;

b) observer les conditions dans lesquelles le travail est exécuté afin de déterminer les causes possibles d'accidents;

c) décider les moyens correctifs et préventifs relevant du supérieur immédiat;

d) recommander à la Direction du Service toute mesure susceptible de corriger les causes d'accidents ou de prévenir leur occurrence ou ré-occurrence.

38.01 Les parties conviennent que tout problème de santé et de sécurité pouvant survenir au niveau de chaque unité, est d'abord étudié par le responsable d'unité et le délégué syndical de l'unité désignée par la Fraternité à cette fin. À défaut par ces derniers de trouver une solution satisfaisante pour les deux parties, le tout est référé au comité général de coordination.

Les personnes ainsi désignées par la Fraternité sont libérées sans perte de traitement pour le temps consacré à l'étude du problème en compagnie ou avec l'autorisation du responsable d'unité.

L'alinéa précédent s'applique également à l'occasion de la session annuelle de formation.

38.02 Le comité général de coordination se réunit dans les trente jours de la signature de la présente convention collective pour adopter toute procédure qu'il juge opportune pour sa régie interne.

38.03 Deux policiers choisis par le comité général sont libérés sans perte de traitement pour agir à titre de représentant à la prévention. Leurs conditions particulières de travail sont recommandées à l'Employeur par le comité général de coordination. Ces policiers reçoivent, en sus de leur traitement, l'indemnité versée au policier libéré pour agir comme instructeur à l'École nationale de police du Québec.

Le représentant reçoit ses mandats du comité général de coordination. Il analyse les plaintes et les accidents, visite les lieux, présente les problèmes aux comités locaux, coordonne les réunions et suggère les correctifs appropriés en tenant compte des coûts.

38.04 Tous les membres du conseil de direction de la Fraternité et les policiers permanents libérés à la Fraternité peuvent lors d'un événement majeur exercer la fonction prévue dans le sous alinéa 5 de l'article 90 de la L.S.S.T. À ce titre, le représentant de la Fraternité peut rencontrer le policier sur les lieux de son travail.

Aux fins du présent article, on entend par événement majeur, un événement survenu dans le cadre d'une opération policière où le policier croit que son intégrité physique ou psychologique est affectée, suite à un geste ou à l'omission d'un geste posé par ce dernier.

38.05 En raison de la mise en place d'outils technologiques permettant la détermination de la position des effectifs policiers par l'implantation de systèmes de géolocalisation dans les véhicules du Service, le Service convient que l'utilisation de ces systèmes ne peut servir qu'à des fins opérationnelles en lien avec la santé-sécurité des policiers. En aucun temps, ces systèmes et les informations qu'ils génèrent ne peuvent être utilisés à des fins administratives ou disciplinaires.

ARTICLE XXXIX **PROGRAMME D'AIDE AUX POLICIERS ET POLICIÈRES**

39.00 Les principes généraux sur lesquels le programme se base sont les suivants :

a) Les parties reconnaissent l'existence, chez un certain nombre d'employés, de problèmes personnels qui, dans la mesure où ils affectent la santé physique ou morale, risquent de nuire à leur rendement au travail ou à la qualité des services à la clientèle;

b) Dans ce cadre, le Service privilégie la prise en main de l'employé en difficulté par lui-même ainsi que le développement d'un programme professionnel d'assistance en vue de le conseiller et de le soutenir dans sa démarche;

c) Le recours aux services du programme d'aide aux employés devra donc être volontaire et exprimer une motivation personnelle du policier en difficulté;

d) Les interventions faites dans le cadre du programme d'aide devront respecter les règles de l'art du professionnalisme, de l'éthique et de la confidentialité.

39.00 **CLIENTÈLE-CIBLE :**

a) Le programme d'aide s'adresse à tous les employés policiers du SPVM, indépendamment de leur statut hiérarchique;

b) Les employés qui prennent leur retraite sont éligibles au programme au cours de la première année qui suit leur départ;

c) Les conjoints et membres de la famille immédiate du policier pourraient participer au counselling lorsque le professionnel responsable au programme ou le conseiller le juge à propos.

39.01 **NATURE DES SERVICES OFFERTS :**

a) Le programme s'adresse aux policiers aux prises avec les problèmes suivants :

- problèmes de couple ou familiaux;
- problèmes reliés à la santé mentale;
- problèmes de deuil, de suicide;
- problèmes de violence;
- problèmes de harcèlement;
- problèmes reliés à des difficultés financières;
- problèmes de toxicomanie (alcool, drogues, médicaments);
- problèmes de stress, burn-out, traumatismes, etc.

b) Le policier en difficulté pourra s'adresser directement au professionnel responsable du programme qui sera en mesure de lui fournir un support d'expert, soit :

- d'information;
- d'évaluation;
- de référence à la ressource appropriée;
- d'intervention à court terme;
- de gestion de cas;
- de référence dans des centres de désintoxication;

39.02 **PARTAGE DES COÛTS :**

Dans le cas où le professionnel responsable au programme réfère un policier à une ressource ou à un centre de désintoxication impliquant des frais, l'Employeur rembourse au policier 50% de la partie non payable par le régime d'assurance-maladie de la Fraternité. En ce qui a trait aux éléments non couverts par le régime d'assurance-maladie de la Fraternité, l'Employeur rembourse au policier 50% des coûts.

39.03 **CONFIDENTIALITÉ ET ANONYMAT :**

En toute circonstance, les conseillers ou tout autre intervenant impliqué dans le cadre du programme d'aide doivent prendre toutes les mesures nécessaires en vue de respecter et garantir l'anonymat d'un employé bénéficiant du programme ainsi que la confidentialité des informations qui seront, de ce fait, portées à leur connaissance. À cette fin :

a) les conseillers au programme disposeront de locaux extérieurs à l'organisation, où ils pourront recevoir les policiers qui le désirent;

b) les facilités téléphoniques permettant un accès direct et confidentiel aux conseillers seront installées;

c) lorsqu'un dossier sera ouvert par un conseiller au PAPP, il sera conservé sous la responsabilité de ce dernier et soumis aux règles strictes de la confidentialité;

d) les conseillers seront embauchés à titre contractuel;

e) l'évaluation du programme en termes de taux de pénétration, de qualité et de quantité de service se fera à partir de données statistiques dépersonnalisées et agglomérées.

39.04 **DROITS ET OBLIGATIONS DU POLICIER ET DU SPVM DANS LE CADRE DU PAPP :**

Les actions entreprises par le Service dans le cadre du PAPP ne peuvent être interprétées comme une renonciation à ses responsabilités en matière administrative ou disciplinaire.

De la même manière, les employés qui bénéficient du programme ne renoncent à aucun de leurs droits de recours de représentation.

Le fait d'utiliser les services du PAPP doit être sans préjudice pour le policier, c'est-à-dire ne nuire d'aucune façon à ses chances d'avancement, sa sécurité d'emploi, son statut ou sa réputation. Par contre, il ne saurait protéger l'employé des conséquences de manquements de sa part en ce qui regarde son comportement, son rendement ou son efficacité au travail.

39.06 **LETTRE D'ENTENTE**

Les dispositions du présent article s'appliquent en prenant en compte les dispositions de la lettre d'entente intervenue entre les parties à l'occasion du renouvellement de la convention collective

ARTICLE XL **DURÉE DE LA CONVENTION**

40.00 Les Annexes jointe à la convention collective en font partie intégrante. De la même façon, toute lettre d'entente signée entre les parties et qui demeure en vigueur à la date de signature de la convention collective ou toute lettre d'entente qui serait signée entre les parties pendant la durée de la convention collective, en font partie intégrante.

40.01 La présente convention collective est d'une durée de **sept (7) ans,** commençant **le 1er janvier 2015** pour se terminer le **31 décembre 2021.**

La convention collective entre en vigueur à la date de sa signature. Elle n'a aucune portée rétroactive sauf dans les matières suivantes: salaires, prime de relève incluant le calcul du taux horaire applicable, prime de métropole, boni d'ancienneté, **prime de niveau de service,** temps supplémentaire, temps à la cour, assurances et indemnisation de formation.

40.02 **Tous les montants dus au titre de la rétroactivité tel que cela est prévu dans le paragraphe 40.01, sont, exceptionnellement pour cette convention collective, payés au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la signature de la convention collective ; toutefois, si la date de la signature de la convention collective est postérieure au 12 septembre 2017, les sommes dues sont payées au plus tard le 19 décembre 2017.**

40.03 Les conditions de travail contenues dans la présente convention continuent de s'appliquer jusqu'à la signature d'une nouvelle convention ou l'application d'une décision arbitrale en tenant lieu.

40.04 Les dispositions du présent article s'appliquent au policier à l'emploi de la Ville de Montréal le ou après le **1er janvier 2015**.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé, à Montréal ce _____**.**

Fraternité des policiers et policières de Montréal Inc.	**Ville de Montréal**
Yves Francoeur **Président de la Fraternité**	**Denis Coderre** **Maire de la Ville de Montréal**
Pascal Poirier **Vice-président au Secrétariat et à la trésorerie**	**Philippe Pichet** **Directeur du SPVM**

ANNEXE A-1

HORAIRE 21.14:35	PÉRIODE DE CINQ SEMAINES
(Courtes périodes)	
Personnel travaillant sur trois relèves, par rotation, 7 jours par semaine	

	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S
	1							2							3							4							5						
1e équipe	1	1	1	1	1	H	H	H	H	H	H	3	3	3	3	H	H	2	2	2	H	H	3	3	3	H	H	2	2	2	2	H	H	1	1
2e équipe	2	2	2	H	H	1	1	1	1	1	1	1	H	H	H	H	H	H	3	3	3	3	H	H	2	2	2	H	H	3	3	3	H	H	2
3e équipe	H	3	3	3	H	H	2	2	2	2	H	H	1	1	1	1	1	1		H	H	H	H	H	H	3	3	3	3	H	H	2	2	2	H
4e équipe	3	H	H	2	2	2	H	H	3	3	3	H	H	2	2	2	2	H	H	1	1	1	1	1	1	1	H	H	H	H	H	H	H	3	3	3
5e équipe	H	H	H	H	3	3	3	3	H	H	2	2	2	H	H	3	3	3	H	H	2	2	2	2	H	H	1	1	1	1	1	1	1	1	H	H

Cycle :

7 nuits - 6 congés (fin de semaine)
4 soirs - 2 congés
3 jours - 2 congés (fin de semaine)
3 soirs - 2 congés
4 jours - 2 congés

Formule 22-33-44 :

Le tiers de la première relève se détache et travaille sur une relève intermédiaire, chaque équipe possède trois positions et de ce fait, le cycle complet est de quinze semaines.

Conformément au paragraphe 40.00 de la convention collective, la présente Annexe fait partie intégrante de la convention collective.

ANNEXE A-2

HORAIRE 21.14:35	PÉRIODE DE CINQ SEMAINES
(Moyennes périodes)	
Personnel travaillant sur trois relèves, par rotation, 7 jours par semaine	

	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S
	1							2							3							4							5						
1e équipe	H	3	3	3	H	H	1	1	1	1	1	1	1	H	H	H	H	H	3	3	3	3	H	H	H	2	2	2	2	2	2	2	H	H	H
2e équipe	2	2	2	2	H	H	H	H	3	3	3	H	H	1	1	1	1	1	1	1	H	H	H	H	H	3	3	3	3	H	H	H	2	2	2
3e équipe	3	H	H	H	2	2	2	2	2	2	2	H	H	H	H	3	3	3	H	H	1	1	1	1	1	1	1	H	H	H	H	H	3	3	3
4e équipe	H	H	H	H	3	3	3	3	H	H	H	2	2	2	2	2	2	2	H	H	H	H	3	3	3	H	H	1	1	1	1	1	1	1	H
5e équipe	1	1	1	1	1	1	H	H	H	H	H	3	3	3	3	H	H	H	2	2	2	2	2	2	2	H	H	H	H	H	3	3	3	H	H	1

Cycle :

7 nuits - 5 congés (fin de semaine)
4 soirs - 3 congés
7 jours - 4 congés (fin de semaine)
3 soirs - 2 congés

Formule 22-33-44 :

Le tiers de la première relève se détache et travaille sur une relève intermédiaire, chaque équipe possède trois positions et de ce fait, le cycle complet est de quinze semaines.

Conformément au paragraphe 40.00 de la convention collective, la présente Annexe fait partie intégrante de la convention collective.

ANNEXE A-3

HORAIRE 21.14:35	**PÉRIODE DE CINQ SEMAINES**
(Longues périodes)	
Personnel travaillant sur trois relèves, par rotation, 7 jours par semaine	

	D	**L**	**M**	**M**	**J**	**V**	**S**	**D**	**L**	**M**	**M**	**J**	**V**	**S**	**D**	**L**	**M**	**M**	**J**	**V**	**S**	**D**	**L**	**M**	**M**	**J**	**V**	**S**	**D**	**L**	**M**	**M**	**J**	**V**	**S**
	1							**2**							**3**							**4**							**5**						
1e équipe	1	1	1	H	H	H	H	H	H	3	3	3	3	3	3	3	H	H	H	2	2	2	2	2	2	2	H	H	H	H	H	1	1	1	1
2e équipe	H	H	H	1	1	1	1	1	1	1	H	H	H	H	H	H	3	3	3	3	3	3	3	H	H	H	2	2	2	2	2	2	2	H	H
3e équipe	2	2	2	2	2	H	H	H	H	H	1	1	1	1	1	1	1	H	H	H	H	H	H	3	3	3	3	3	3	3	3	H	H	H	2	2
4e équipe	3	3	H	H	H	2	2	2	2	2	2	2	H	H	H	H	H	1	1	1	1	1	1	1	H	H	H	H	H	H	3	3	3	3	3
5e équipe	H	H	3	3	3	3	3	3	3	H	H	H	2	2	2	2	2	2	2	H	H	H	H	H	1	1	1	1	1	1	1	H	H	H	H

Cycle :

7 nuits - 6 congés (fin de semaine)
7 soirs - 3 congés
7 jours - 5 congés (fin de semaine)

Formule 22-33-44 :

Le tiers de la première relève se détache et travaille sur une relève intermédiaire, chaque équipe possède trois positions et de ce fait, le cycle complet est de quinze semaines.

Conformément au paragraphe 40.00 de la convention collective, la présente Annexe fait partie intégrante de la convention collective.

ANNEXE A-4

Horaire Détention Cour Municipale

	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S
				1							2							3							4							5					
Groupe 1	H	2	2	2	H	H	H	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H	2	2	2	H	H	2	2	2	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H
Groupe 2	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H	H	2	2	2	H	2	2	2	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H	H	H	H	H	2	2	2
Groupe 3	H	H	H	2	2	2	H	H	2	2	2	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H	H	2	2	2	H
Groupe 4	H	2	2	2	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H	2	2	2	H	H	2	2	2	H	H	H

	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S
				6							7							8							9							1 0					
Groupe 1	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H	2	2	2	H	H	2	2	2	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H	H	H	H	H	2	2	2
Groupe 2	H	H	H	H	2	2	2	H	2	2	2	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H	H	2	2	2
Groupe 3	H	2	2	2	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H	H	2	2	2	H	H	2	2	2	H	H	H
Groupe 4	H	2	2	2	H	H	H	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H	2	2	2	H	H	2	2	2	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H

	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S
				11							1 2							1 3							1 4							1 5					
Groupe 1	H	H	H	2	2	2	H	H	2	2	2	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H	2	2	2	H
Groupe 2	H	2	2	2	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H	H	2	2	2	H	2	2	2	H	H	H
Groupe 3	H	2	2	2	H	H	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H	H	2	2	2	H	H	2	2	2	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H
Groupe 4	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H	2	2	2	H	H	2	2	2	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H	H	H	H	H	2	2	2

	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S
				16							1 7							1 8							1 9							2 0					
Groupe 1	H	2	2	2	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H	2	2	2	H	H	2	2	2	H	H	H
Groupe 2	H	2	2	2	H	H	H	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H	H	2	2	2	H	2	2	2	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H
Groupe 3	H	H	H	2	2	2	H	H	H	H	2	2	2	H	H	2	2	2	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H	H	H	H	2	2	2	H
Groupe 4	H	H	H	2	2	2	H	H	2	2	2	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H	2	2	2	H

ANNEXE A-4.1

Horaire Agent de Quartier Soutien

HORAIRE 15-20/35	**PÉRIODE DE CINQ SEMAINES**
Personnel travaillant sur l'horaire 12 heures, 7 jours par semaine	

	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S
	1							2							3							4							5						
Policier 1	H	H	H	H	2	2	H	H	2	2	H	H	H	2	2	2	2	H	H	H	H	H	2	2	2	H	H	2	2	H	H	H	H	2	2	H
	H	2	2	2	H	H	2	2	H	H	H	2	2	H	H	H	H	H	2	2	2	2	H	H	H	2	2	H	H	2	2	H	H	H	H
	H	H	2	2	H	H	2	2	H	H	H	2	2	H	H	H	H	H	2	2	2	2	H	H	H	2	2	H	H	2	2	H	H	H	2
	2	H	H	H	2	2	H	H	2	2	H	H	H	2	2	2	2	H	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H	H	H	H	2	2	2	H
Policier 2	H	H	2	2	H	H	2	2	H	H	H	2	2	H	H	H	H	H	2	2	2	2	H	H	H	2	2	H	H	2	2	H	H	H	2
	2	H	H	H	2	2	H	H	2	2	H	H	H	2	2	2	2	H	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H	H	H	H	2	2	2	H
	H	H	H	H	2	2	H	H	2	2	H	H	H	2	2	2	2	H	H	H	H	H	2	2	2	H	H	2	2	H	H	H	H	2	2	H
	H	2	2	2	H	H	2	2	H	H	H	2	2	H	H	H	H	H	2	2	2	2	H	H	H	2	2	H	H	2	2	H	H	H	H

Programme 15-20-35 Relève de 12h
Relève 2e: 7h00 à 19h00

ANNEXE A-4.2
Horaire Agents CCTI

	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S
Semaine	1							2							3							4							5						
Équipe 1	H	H	H	H	H	2	2	2	2	H	H	H	1	1	1	1	H	H	H	H	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H	1	1	1	1	H
Équipe 2	H	H	1	1	1	1	H	H	H	H	H	H	2	2	2	2	H	H	H	1	1	1	1	H	H	H	H	H	H	H	2	2	2	H	H
Équipe 3	H	H	2	2	2	H	H	H	H	1	1	1	1	H	H	H	H	H	H	2	2	2	2	H	H	H	1	1	1	1	H	H	H	H	H
Équipe 4	1	1	H	H	H	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H	H	1	1	1	1	H	H	H	H	H	H	2	2	2	2	H	H	H	1	1
Équipe 5	2	2	H	H	H	1	1	1	1	H	H	H	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H	H	1	1	1	1	H	H	H	H	H	H	2	2
Équipe 6	H	2	2	2	2	H	H	H	H	H	2	2	2	H	H	2	2	2	H	H	H	H	H	H	2	2	2	H	H	2	2	2	H	H	H
Équipe 7	H	H	H	2	2	2	H	H	2	2	2	2	H	H	H	H	H	2	2	2	H	H	2	2	2	H	H	H	H	H	H	2	2	2	H

Programme 15.20 :35 Relève de 12h

1ère Relève 18h30

2e Relève 06h30

ANNEXE A-5

Horaire Section Soutien Opérationnel

Date	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S
	1							2							3							4							5						
Groupe 1	H	H	H	H	H	2	2	2	2	H	H	H	1	1	1	1	H	H	H	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H	H	1	1	1	H	H
Groupe 2	H	H	1	1	1	H	H	H	H	H	H	H	2	2	2	2	H	H	H	1	1	1	1	H	H	H	H	H	H	H	2	2	2	H	H
Groupe 3	H	H	2	2	2	H	H	H	H	1	1	1	H	H	H	H	H	H	H	2	2	2	2	H	H	H	1	1	1	1	H	H	H	H	H
Groupe 4	1	1	H	H	H	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H	H	1	1	1	H	H	H	H	H	H	H	2	2	2	2	H	H	H	1	1
Groupe 5	2	2	H	H	H	1	1	1	1	H	H	H	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H	H	1	1	1	H	H	H	H	H	H	H	2	2

Horaire 14.21:35 Relève de 12h (7 nuits - 7 jours - 21 congés)

Relève 1ère : 18h00 à 6h00

Relève 2e : 6h00 à 18h00

ANNEXE A-6

Horaire Métro

Jour	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S
	1							2							3							4							5							6							7						
Gr 1	H	2	2	H	H	3	1	3	3	3	H	H	H	H	H	3	3	H	H	2	2	2	H	H	3	3	H	H	H	2	2	H	H	3	1	3	H	H	2	2	H	H	H	H	H	2	2	2	2
Gr 2	2	H	H	3	3	H	H	H	H	H	3	3	3	1	3	H	H	2	2	H	H	H	3	3	H	H	2	2	2	H	H	3	3	H	H	H	2	2	H	H	2	2	2	2	2	H	H	H	H
Gr 3	H	3	3	H	H	2	2	2	2	2	H	H	H	H	H	2	2	H	H	3	1	3	H	H	2	2	H	H	H	3	3	H	H	2	2	2	H	H	3	3	H	H	H	H	H	3	3	3	1
Gr 4	3	H	H	2	2	H	H	H	H	H	2	2	2	2	2	H	H	3	3	H	H	H	2	2	H	H	3	1	3	H	H	2	2	H	H	H	3	3	H	H	3	1	3	3	3	H	H	H	H

Jour	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S
	8							9							1 0							1 1							1 2							1 3							1 4						
Gr 1	2	H	H	3	3	H	H	H	2	2	H	H	3	1	3	H	H	2	2	H	H	H	3	3	H	H	2	2	2	2	2	H	H	H	H	H	2	2	H	H	3	1	3	H	H	2	2	H	H
Gr 2	H	3	3	H	H	2	2	2	H	H	3	3	H	H	H	2	2	H	H	3	1	3	H	H	2	2	H	H	H	H	H	2	2	2	2	2	H	H	3	3	H	H	H	2	2	H	H	3	1
Gr 3	3	H	H	2	2	H	H	H	3	3	H	H	2	2	2	H	H	3	3	H	H	H	2	2	H	H	3	1	3	3	3	H	H	H	H	H	3	3	H	H	2	2	2	H	H	3	3	H	H
Gr 4	H	2	2	H	H	3	1	3	H	H	2	2	H	H	H	3	3	H	H	2	2	2	H	H	3	3	H	H	H	H	H	3	3	3	1	3	H	H	2	2	H	H	H	3	3	H	H	2	2

Jour	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S
	15							16							17							18							19							20						
Gr 1	H	3	3	H	H	2	2	2	H	H	3	3	H	H	H	H	H	3	3	3	1	3	H	H	2	2	H	H	H	3	3	H	H	2	2	2	H	H	3	3	H	H
Gr 2	3	H	H	2	2	H	H	H	3	3	H	H	3	1	3	3	3	H	H	H	H	H	2	2	H	H	3	1	3	H	H	2	2	H	H	H	3	3	H	H	2	2
Gr 3	H	2	2	H	H	3	1	3	H	H	2	2	H	H	H	H	H	2	2	2	2	2	H	H	3	3	H	H	H	2	2	H	H	3	1	3	H	H	2	2	H	H
Gr 4	2	H	H	3	3	H	H	H	2	2	H	H	2	2	2	2	2	H	H	H	H	H	3	3	H	H	2	2	2	H	H	3	3	H	H	H	2	2	H	H	3	1

Dimanche au vendredi

Relève 2e : 6h30 à 16h30

Relève 3e :14h30 à 00h30

Programme 35.35 :70 sur 140 jours.

Samedi

Relève 2e: 6h30 à 16h30

Relève 1e : 15h00 à 01h00

(35X 2e relève- 35X 3e relève- 70 « H »)

ANNEXE A-6.1

Horaire Unité Aéroportuaire

	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D
Semaine	1							2							3							4							5						
Groupe 1	2	2	2	2	2	2	2	H	H	H	H	H	H	H	3	3	3	3	3	3	3	H	H	H	H	H	H	H	2	2	2	2	2	2	2
Groupe 2	H	H	H	H	H	H	H	2	2	2	2	2	2	2	H	H	H	H	H	H	H	3	3	3	3	3	3	3	H	H	H	H	H	H	H
Groupe 3	3	3	3	3	3	3	3	H	H	H	H	H	H	H	2	2	2	2	2	2	2	H	H	H	H	H	H	H	3	3	3	3	3	3	3
Groupe 4	H	H	H	H	H	H	H	3	3	3	3	3	3	3	H	H	H	H	H	H	H	2	2	2	2	2	2	2	H	H	H	H	H	H	H

	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D
Semaine	6							7							8							9							10						
Groupe 1	H	H	H	H	H	H	H	3	3	3	3	3	3	3	H	H	H	H	H	H	H	2	2	2	2	2	2	2	H	H	H	H	H	H	H
Groupe 2	2	2	2	2	2	2	2	H	H	H	H	H	H	H	3	3	3	3	3	3	3	H	H	H	H	H	H	H	2	2	2	2	2	2	2
Groupe 3	H	H	H	H	H	H	H	2	2	2	2	2	2	2	H	H	H	H	H	H	H	3	3	3	3	3	3	3	H	H	H	H	H	H	H
Groupe 4	3	3	3	3	3	3	3	H	H	H	H	H	H	H	2	2	2	2	2	2	2	H	H	H	H	H	H	H	3	3	3	3	3	3	3

	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D
Semaine	11							12							13							14							15						
Groupe 1	3	3	3	3	3	3	3	H	H	H	H	H	H	H	2	2	2	2	2	2	2	H	H	H	H	H	H	H	3	3	3	3	3	3	3
Groupe 2	H	H	H	H	H	H	H	3	3	3	3	3	3	3	H	H	H	H	H	H	H	2	2	2	2	2	2	2	H	H	H	H	H	H	H
Groupe 3	2	2	2	2	2	2	2	H	H	H	H	H	H	H	3	3	3	3	3	3	3	H	H	H	H	H	H	H	2	2	2	2	2	2	2
Groupe 4	H	H	H	H	H	H	H	2	2	2	2	2	2	2	H	H	H	H	H	H	H	3	3	3	3	3	3	3	H	H	H	H	H	H	H

	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D
Semaine	16							17							18							19							20						
Groupe 1	H	H	H	H	H	H	H	2	2	2	2	2	2	2	H	H	H	H	H	H	H	3	3	3	3	3	3	3	H	H	H	H	H	H	H
Groupe 2	3	3	3	3	3	3	3	H	H	H	H	H	H	H	2	2	2	2	2	2	2	H	H	H	H	H	H	H	3	3	3	3	3	3	3
Groupe 3	H	H	H	H	H	H	H	3	3	3	3	3	3	3	H	H	H	H	H	H	H	2	2	2	2	2	2	2	H	H	H	H	H	H	H
Groupe 4	2	2	2	2	2	2	2	H	H	H	H	H	H	H	3	3	3	3	3	3	3	H	H	H	H	H	H	H	2	2	2	2	2	2	2

Programme de travail 35.35 :70 sur 140 jours
Relève de 10h
2e relève : 4h00 à 14h00
3e relève : 13h30 à 23h30

ANNEXE A-6.2

Horaire Patrouille Nocturne

	1							2							3							4							5						
	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M
Groupe 1	1	1	1	1	1	1	1	H	H	H	H	H	H	H	1	1	1	1	1	1	1	H	H	H	H	H	H	H	1	1	1	1	1	1	1
Groupe 2	H	H	H	H	H	H	H	1	1	1	1	1	1	1	H	H	H	H	H	H	H	1	1	1	1	1	1	1	H	H	H	H	H	H	H

	6							7							8							9							10						
	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M
Groupe 1	H	H	H	H	H	H	H	1	1	1	1	1	1	1	H	H	H	H	H	H	H	1	1	1	1	1	1	1	H	H	H	H	H	H	H
Groupe 2	1	1	1	1	1	1	1	H	H	H	H	H	H	H	1	1	1	1	1	1	1	H	H	H	H	H	H	H	1	1	1	1	1	1	1

Programme 35.35 :70

Horaire de 10h

Relève 1ère : 23h15 à 9h15

ANNEXE A-6.3

Horaire Surveillance Physique

	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	
				1							2							3							4							5						
Groupe 40	H	H	H	H	H	H	H	H	3	3	3	3	3	H	H	H	2	2	2	2	H	H	H	3	3	3	3	H	H	2	2	2	2	2	H	17
Groupe 50	H	2	2	2	2	2	H	H	H	H	H	H	H	H	H	3	3	3	3	3	H	H	H	2	2	2	2	H	H	H	3	3	3	3	H	17
Groupe 70	H	H	3	3	3	3	H	H	2	2	2	2	2	H	H	H	H	H	H	H	H	H	3	3	3	3	3	H	H	H	2	2	2	2	H	17
Groupe 20	H	H	2	2	2	2	H	H	H	3	3	3	3	H	H	2	2	2	2	2	H	H	H	H	H	H	H	H	H	3	3	3	3	3	H	17
Groupe 30	H	3	3	3	3	3	H	H	H	2	2	2	2	H	H	H	3	3	3	3	H	H	2	2	2	2	2	H	H	H	H	H	H	H	H	17
Groupe 10	H	H	2	2	2	2	H	H	H	H	3	3	3	H	H	H	2	2	2	2	H	H	H	H	3	3	3	H	H	H	H	2	2	2	H	18
Groupe 60	H	H	H	3	3	3	H	H	H	2	2	2	2	H	H	H	3	3	3	3	H	H	H	2	2	2	2	H	H	H	H	3	3	3	H	17

	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	
				6							7							8							9							10						
Groupe 40	H	H	H	H	H	H	H	H	3	3	3	3	3	H	H	H	2	2	2	2	H	H	H	H	3	3	3	H	H	2	2	2	2	2	H	18
Groupe 50	H	2	2	2	2	2	H	H	H	H	H	H	H	H	H	3	3	3	3	3	H	H	H	2	2	2	2	H	H	H	H	3	3	3	H	18
Groupe 70	H	H	H	3	3	3	H	H	2	2	2	2	2	H	H	H	H	H	H	H	H	H	3	3	3	3	3	H	H	H	2	2	2	2	H	18
Groupe 20	H	H	2	2	2	2	H	H	H	H	3	3	3	H	H	2	2	2	2	2	H	H	H	H	H	H	H	H	H	3	3	3	3	3	H	18
Groupe 30	H	3	3	3	3	3	H	H	H	2	2	2	2	H	H	H	H	3	3	3	H	H	2	2	2	2	2	H	H	H	H	H	H	H	H	18
Groupe 10	H	H	3	3	3	3	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H	3	3	3	3	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H	3	3	3	3	H	17
Groupe 60	H	H	H	2	2	2	H	H	H	3	3	3	3	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H	3	3	3	3	H	H	H	H	2	2	2	H	18

Programme 35.35 :70 Horaire de 10h

Relève 2e : 6h00 à 16h00

Relève 3e : 14h00 à 24h00

ANNEXE A-6.4

Horaire Module Patrouille Nautique

D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	SD LM MJ VS
1							2							3							4							5							6							7							8							9							
3	H	H	2	2	H	H	H	H	H	2	2	3	3	3	H	H	2	2	H	H	H	2	2	H	H	H	3	3	2	2	3	H	H	H	H	2	2	3	H	H	3	3	H	H	2	2	H	H	H	2	2	H	H	3	3	3	H	H	2	2	H	HH H2 33 HH 22 3

Programme 35.35 :70 Relève de 10h

2e Relève 10h00 à 20h00

3e Relève 13h00 à 23h00

Intermédiaire 16h00 à 02h00

ANNEXE A-6.5
Horaire Groupe Éclipse

	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S
	1							2							3							4							5						
Groupe 1	H	3	3	H	H	3	3	3	3	3	H	H	H	H	H	3	3	H	H	3	3	3	H	H	3	3	H	H	H	3	3	H	H	3	3
Groupe 2	3	H	H	3	3	H	H	H	H	H	3	3	3	3	3	H	H	3	3	H	H	H	3	3	H	H	3	3	3	H	H	3	3	H	H

	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S
	6							7							8							9							10						
Groupe 1	3	H	H	3	3	H	H	H	H	H	3	3	3	3	3	H	H	3	3	H	H	H	3	3	H	H	3	3	3	H	H	3	3	H	H
Groupe 2	H	3	3	H	H	3	3	3	3	3	H	H	H	H	H	3	3	H	H	3	3	3	H	H	3	3	H	H	H	3	3	H	H	3	3

Programme
35.35 :70

Horaire de 10h

Relève 3e: 18h30 à 04h30

Possibilité d'une relève de 14h00 à 00h00 avec la même séquence dans l'alternance de jours travaillées et des jours de congés.

ANNEXE A-6.6

Horaire Centre de rédaction de rapports d'évènements

	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S
	1							2							3							4							5						
Groupe 1	H	3	3	H	H	3	3	3	H	H	3	3	H	H	H	3	3	H	H	3	3	3	H	H	3	3	H	H	H	3	3	H	H	3	3
Groupe 2	3	H	H	3	3	H	H	H	3	3	H	H	3	3	3	H	H	3	3	H	H	H	3	3	H	H	3	3	3	H	H	3	3	H	H

	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S
	6							7							8							9							10						
Groupe 1	3	H	H	3	3	H	H	H	3	3	H	H	3	3	3	H	H	3	3	H	H	H	3	3	H	H	3	3	3	H	H	3	3	H	H
Groupe 2	H	3	3	H	H	3	3	3	H	H	3	3	H	H	H	3	3	H	H	3	3	3	H	H	3	3	H	H	H	3	3	H	H	3	3

Programme 35.35 :70 Horaire de 10h

Relève 3 : 14h00 à 24h00

ANNEXE A-7

Programme de travail
Section Identification Judiciaire (SIJ)

CARACTÉRISTIQUES DE L'HORAIRE – spécifications fonctionnelles

⇒ Programme de travail sur **20 semaines** (140 jours) – **9h45**.
⇒ Programme **équitable** pour tous les policiers.
⇒ Couverture opérationnelle hebdomadaire 7 jours sur 7 et 24 hrs/jour (agents) – exception groupe 6.
⇒ Supervision opérationnelle hebdomadaire 7 jours sur 7 / 2e et 3e relève (sergents) – exception groupe 6.
⇒ J**ournées travaillées** consécutivement : Maximum **4 jours.**
⇒ J**ournées en « H »** consécutivement : Maximum **8 jours**– exception groupe 6.
⇒ **1 weekend sur 2 en devoir** – exception groupe 6.

PLAGES HORAIRE - AGENTS

Relève	Plages horaire
2e	6h30 à 16h15
3e	14h15 à 24h00
1ère	21h30 à 7h15

PLAGES HORAIRE - SERGENTS

Relève	Plages horaire
2e	6h00 à 15h45
3e	13h45 à 23h30

Modélisation – application complète de la programmation

	Semaine 1							Semaine 2							Semaine 3							Semaine 4							Semaine 5							Semaine 6							Semaine 7							Semaine 8							Semaine 9							Semaine 10						
Techniciens	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70
Équipes	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S
Agent		1	1	1			2	2	2	2									3	3	3	3			2	2	2			3	3	3			2	2	2	2									3	3	3	3			2	2	2			3	3	3			2	2	2	2				

	Semaine 11							Semaine 12							Semaine 13							Semaine 14							Semaine 15							Semaine 16							Semaine 17							Semaine 18							Semaine 19							Semaine 20						
Techniciens	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100	101	102	103	104	105	106	107	108	109	110	111	112	113	114	115	116	117	118	119	120	121	122	123	124	125	126	127	128	129	130	131	132	133	134	135	136	137	138	139	140
Équipes	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S
Agent					1	1	1	1			2	2	2			3	3	3			2	2	2	2									3	3	3	3			2	2	2			3	3	3			2	2	2	2									3	3	3	3			2	2	2	

	Semaine 1							Semaine 2							Semaine 3							Semaine 4							Semaine 5							Semaine 6							Semaine 7							Semaine 8							Semaine 9							Semaine 10						
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70
Équipes	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S
Sergent		3	3	3			2	2	2	2									3	3	3	3			2	2	2			3	3	3			2	2	2	2									3	3	3	3			2	2	2			3	3	3			2	2	2	2				

	Semaine 11							Semaine 12							Semaine 13							Semaine 14							Semaine 15							Semaine 16							Semaine 17							Semaine 18							Semaine 19							Semaine 20						
	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100	101	102	103	104	105	106	107	108	109	110	111	112	113	114	115	116	117	118	119	120	121	122	123	124	125	126	127	128	129	130	131	132	133	134	135	136	137	138	139	140
Équipes	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S
Sergent					3	3	3	3			2	2	2			3	3	3			2	2	2	2									3	3	3	3			2	2	2			3	3	3			2	2	2	2									3	3	3	3			2	2	2	

	Semaine 1							Semaine 2							Semaine 3							Semaine 4							Semaine 5							Semaine 6							Semaine 7							Semaine 8							Semaine 9							Semaine 10						
GROUPE 6	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70
Équipes	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S
Policier 1			2	2	2	2					2	2	2				2	2	2	2					2	2	2				2	2	2	2					2	2	2				2	2	2	2					2	2	2				2	2	2	2					2	2	2	
Policier 2		2	2	2					2	2	2	2				2	2	2					2	2	2	2				2	2	2					2	2	2	2				2	2	2					2	2	2	2				2	2	2					2	2	2	2		

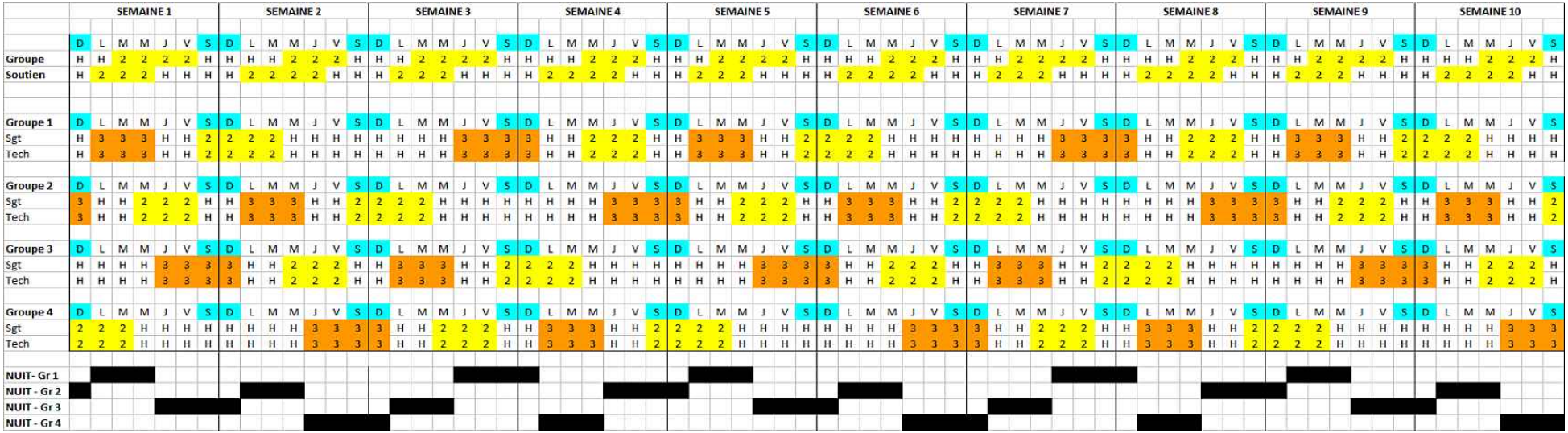
	Semaine 11							Semaine 12							Semaine 13							Semaine 14							Semaine 15							Semaine 16							Semaine 17							Semaine 18							Semaine 19							Semaine 20						
GROUPE 6	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100	101	102	103	104	105	106	107	108	109	110	111	112	113	114	115	116	117	118	119	120	121	122	123	124	125	126	127	128	129	130	131	132	133	134	135	136	137	138	139	140
Équipes	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S
Policier 1		2	2	2					2	2	2	2				2	2	2					2	2	2	2				2	2	2					2	2	2	2				2	2	2					2	2	2	2				2	2	2					2	2	2	2		
Policier 2			2	2	2	2					2	2	2				2	2	2	2					2	2	2				2	2	2	2					2	2	2				2	2	2	2					2	2	2				2	2	2	2					2	2	2	

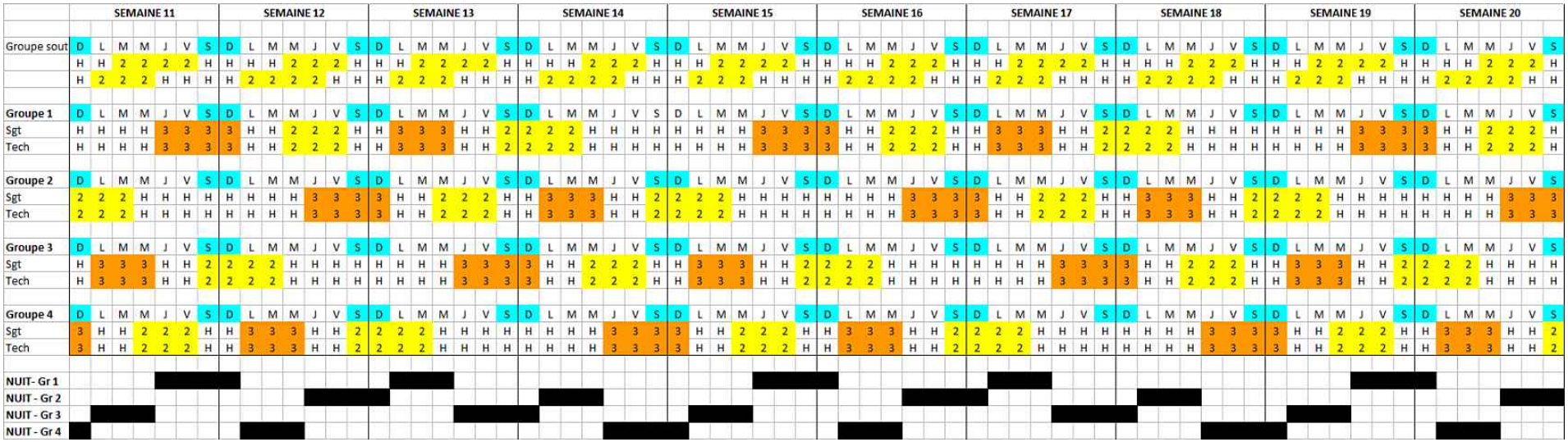
RÉPARTITION HEBDOMADAIRE

Répartition sur 20 semaines - 140 jours (agent – 3 relèves)								
RELÈVE	**LUNDI**	**MARDI**	**MERCREDI**	**JEUDI**	**VENDREDI**	**SAMEDI**	**DIMANCHE**	**TOTAL**
2	**5**	**5**	**5**	**5**	**5**	**5**	**5**	**35**
3	**4**	**4**	**4**	**4**	**4**	**4**	**4**	**28**
1	**1**	**1**	**1**	**1**	**1**	**1**	**1**	**7**
SOUS - TOTAL	**10**	**10**	**10**	**10**	**10**	**10**	**10**	**70**
CONGÉ (H)	**10**	**10**	**10**	**10**	**10**	**10**	**10**	**70**
TOTAL	**20**	**20**	**20**	**20**	**20**	**20**	**20**	**140**

Répartition sur 20 semaines - 140 jours (sergent)								
RELÈVE	**LUNDI**	**MARDI**	**MERCREDI**	**JEUDI**	**VENDREDI**	**SAMEDI**	**DIMANCHE**	**TOTAL**
2	**5**	**5**	**5**	**5**	**5**	**5**	**5**	**35**
3	**5**	**5**	**5**	**5**	**5**	**5**	**5**	**35**
SOUS - TOTAL	**10**	**10**	**10**	**10**	**10**	**10**	**10**	**70**
CONGÉ (H)	**10**	**10**	**10**	**10**	**10**	**10**	**10**	**70**
TOTAL	**20**	**20**	**20**	**20**	**20**	**20**	**20**	**140**

Répartition sur 20 semaines - 140 jours (agent – groupe 6)								
RELÈVE	LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI	VENDREDI	SAMEDI	DIMANCHE	TOTAL
2	10	15	20	15	10	0	0	70
SOUS - TOTAL	10	15	20	15	10	0	0	70
CONGÉ (H)	10	5	0	5	10	20	20	70
TOTAL	20	20	20	20	20	20	20	140





1. Le programme de travail (annexe A) est celui qui demeure en vigueur à compter de la signature de la convention collective ;

2. L'horaire comporte les principes d'application suivants :

   Ordre des choix

   La répartition des séquences de nuit et de décrochage de fin de semaine est faite par ancienneté sur chaque groupe par chaque policier, à tour de rôle. Contrairement aux séquences de nuit, un policier peut passer son tour car il n'y a pas d'obligation de choisir des séquences de décrochage de fin de semaine

   La couverture de nuit

   La période de nuit est couverte par un technicien en identité judiciaire provenant de l'équipe de soir ;

   La répartition des séquences de nuit est faite comme indiqué plus haut, jusqu'à l'épuisement des séquences et ce, au plus tard la première semaine de décembre pour l'année suivante.

Décrocheur de fin de semaine

Par équipe, un (1) technicien en identité judiciaire peut, lorsqu'il en fait la demande, selon l'ordre indiqué plus haut, décrocher le samedi et le dimanche et effectuer sa prestation de travail durant les jours de semaine. Ce décrochage doit être autorisé par le gestionnaire et doit répondre aux besoins du Service.

3. Lorsqu'un technicien en identité judiciaire décroche de la relève de soir, il remet sa prestation le lundi et le mardi de jour, suivant le week-end décroché ;

4. Lorsqu'un technicien en identité judiciaire décroche de la relève de jour, il remet sa prestation le mercredi et le jeudi de jour, suivant le week-end décroché ;

5. Il n'y a pas de décrochage durant la période de vacances d'été, comme prévu à l'annexe B-1 ;

6. Il n'y a pas de décrochage durant la période du congé des Fêtes, comme prévu à l'article 19.03 a).

ANNEXE A-8

Programme de travail

Cour du Québec – Chambre criminelle

LIAISON

CARACTÉRISTIQUES DE L'HORAIRE – spécifications fonctionnelles

- ⇒ Programme de travail sur **10 semaines** (70 jours) – 35.35/70 - Programme équitable pour l'ensemble du personnel.
- ⇒ Journée de **9h45 heures** / **45 minutes** de période de repas

PLAGE HORAIRE

Relève	Plage horaire
2	6h à 15h45

MODÉLISATION

Liaison Cour du QC

Jour	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S
date	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35
Semaine	1							2							3							4							5						
Équipe 1				2	2	2	2				2	2	2			2	2	2					2	2	2					2	2	2	2		
Équipe 2		2	2	2	2						2	2	2	2				2	2	2					2	2	2			2	2	2			
Équipe 3		2	2	2	2				2	2	2	2						2	2	2	2				2	2	2					2	2	2	
Équipe 4		2	2	2					2	2	2	2				2	2	2	2						2	2	2	2				2	2	2	
Équipe 5				2	2	2			2	2	2					2	2	2	2				2	2	2	2						2	2	2	2

Jour	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S
date	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70
Semaine	6							7							8							9							10						
Équipe 1				2	2	2	2				2	2	2					2	2	2			2	2	2	2				2	2	2	2		
Équipe 2		2	2	2	2						2	2	2	2				2	2	2				2	2	2				2	2	2	2		
Équipe 3		2	2	2					2	2	2	2						2	2	2	2				2	2	2			2	2	2			
Équipe 4				2	2	2			2	2	2					2	2	2	2						2	2	2	2				2	2	2	
Équipe 5				2	2	2					2	2	2			2	2	2					2	2	2	2						2	2	2	2

AGENT DE PRÉLÈVEMENT ADN

PLAGE HORAIRE

Relève	Plage horaire
2	9h à 18h45

MODÉLISATION



Jour	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S
date	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70
Semaine	1							2							3							4							5							6							7							8							9							10													
Équipe 1			2	2	2	2					2	2	2				2	2	2	2					2	2	2				2	2	2	2					2	2	2				2	2	2	2						2	2	2					2	2	2	2						2	2	2											
Équipe 2		2	2	2	2				2	2	2					2	2	2	2				2	2	2					2	2	2	2				2	2	2					2	2	2	2					2	2	2					2	2	2	2						2	2	2											
Équipe 3				2	2	2				2	2	2	2					2	2	2				2	2	2	2					2	2	2				2	2	2	2					2	2	2					2	2	2	2						2	2	2	2						2	2	2	2			
Équipe 4		2	2	2					2	2	2	2				2	2	2					2	2	2	2				2	2	2					2	2	2	2				2	2	2					2	2	2	2					2	2	2						2	2	2	2											

ANNEXE A-9

Programme de travail
Escouade Canine

CARACTÉRISTIQUES DE L'HORAIRE – spécifications fonctionnelles

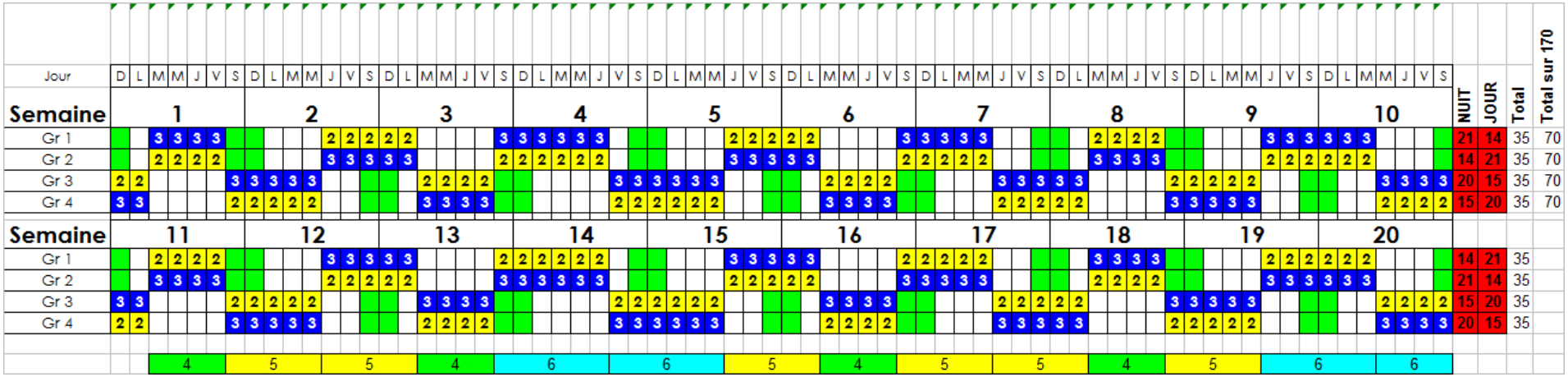
⇒ Programme de travail **35.35/70** sur **20 semaines** (140 jours). Programme équitable pour l'ensemble du personnel.
⇒ Journée de **10 heures** / **60 minutes** de période de repas.

PLAGE HORAIRE

	2e relève	1ère relève
1er maître-chien	6h à 16h	19h à 5h
2e maître-chien	9h à 19h	21h à 7h
3e maître-chien	10h à 20h	20h à 6h

Proposition 3 maîtres-chiens	07H00 - 06h00	08H00 - 07H00	09H00 - 08H00	10H00 - 09H00	11H00 - 10H00	12H00 - 11H00	13H00 - 12H00	14H00 - 13H00	15H00 - 14H00	16H00 - 15H00	17H00 - 16H00	18H00 - 17H00	19H00 - 18H00	20H00 - 19H00	21H00 - 20H00	22H00 - 21H00	23H00 - 22H00	00H00 - 23H00	01H00 - 00H00	02H00 - 01H00	03H00 - 02H00	04H00 - 03H00	05h00 - 04h00	06h00 - 05h00	07h00 - 06h00
Maître-chien 1 de jour	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1															1
Maître-chien 2 de jour				1	1	1	1	1	1	1	1	1	1												
Maître-chien 3 de jour intermédiaire					1	1	1	1	1	1	1	1	1	1											
Maître-chien 1 de nuit														1	1	1	1	1	1	1	1	1	1		
Maître-chien 2 de nuit																1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Maître-chien 3 de nuit intermédiaire	1														1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	
TOTAL	2	1	1	2	3	3	3	3	3	3	2	2	2	2	2	3	3	3	3	3	3	3	3	1	2

MODÉLISATION



1. Le programme de travail (annexe A) est celui qui demeure en vigueur à compter de la signature de la convention collective ;
2. Conformément à la procédure interne déjà en place, un maître-chien peut, lorsqu'il en fait la demande, décrocher le samedi et le dimanche et effectuer sa prestation de travail durant les jours de semaine précédant ou suivant la fin de semaine décrochée afin d'effectuer de la formation, de l'entraînement et le maintien de compétence avec le chien. Ce décrochage demandé par le maître-chien doit être autorisé par le gestionnaire ;
3. Il n'y a pas de décrochage durant la période de vacances d'été, comme prévu à l'annexe B-1;

   Il n'y a pas de décrochage durant la période du congé des Fêtes, comme prévu à l'article 19.03 a).

	gr 1	gr 2	gr 3	gr 4
6 nuits	2	2	2	2
5 nuits	3	3	3	3
4 nuits	2	2	2	2
6 jours	2	2	2	2
5 jours	3	3	3	3
4 jours	2	2	2	2
7 congés	0	0	0	0
6 congés	4	4	4	4
5 congés	6	6	6	6
4 congés	4	4	4	4
3 congés	0	0	0	0

ANNEXE A-10

Programme de travail
Fonction solo

CARACTÉRISTIQUES DE L'HORAIRE – spécifications fonctionnelles

⇒ Programme de travail sur **20 semaines** (140 jours).
⇒ Programme **équitable** pour tous les policiers.
⇒ Programme comportant **37 jours et 37 soirs** sur 140 jours
⇒ Couverture minimale : une équipe de travail sur la **2e et la 3e relève** en **semaine** et **une équipe** sur la **relève intermédiaire** le **weekend**.
⇒ **Journées travaillées** consécutivement : Maximum **5 jours** (2e relève et Intermédiaire).
⇒ **Journées en « H »** consécutivement : Maximum **5 jours**.
⇒ **1 weekend sur 4 en devoir**.
⇒ **3 weekends sur 4 en congé**.

PLAGES HORAIRE

Horaire de travail	
Relève	**Plages horaire**
2E RELÈVE	**7H À 15H30**
3E RELÈVE	**15H À 23H30**
INTERMÉDIAIRE	**10 À 18H30**

Modélisation – 140 jours

Option 2	Semaine 1							Semaine 2							Semaine 3							Semaine 4							Semaine 5						
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35
Gr 6	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S
agent 1		2	2	2			i	i			3	3	3			2	2	2	2	2			3	3	3	3						2	2	2	i
agent 2	i			3	3	3			2	2	2	2				3	3	3	3	3					2	2	2	i	i			3	3	3	
agent 3		2	2	2	2	2			3	3	3	3						2	2	2	i	i			3	3	3			2	2	2	2		
agent 4		3	3	3	3	3					2	2	2	i	i			3	3	3			2	2	2	2				3	3	3	3		

Option 2	Semaine 6							Semaine 7							Semaine 8							Semaine 9							Semaine 10						
	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70
Gr 6	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S
agent 1	i			3	3	3			2	2	2	2				3	3	3	3	3					2	2	2	i	i			3	3	3	
agent 2		2	2	2	2	2			3	3	3	3						2	2	2	i	i			3	3	3			2	2	2	2		
agent 3		3	3	3	3	3					2	2	2	i	i			3	3	3			2	2	2	2				3	3	3	3		
agent 4		2	2	2			i	i			3	3	3			2	2	2	2	2			3	3	3	3						2	2	2	i

Option 2	Semaine 11							Semaine 12							Semaine 13							Semaine 14							Semaine 15						
	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100	101	102	103	104	105
Gr 6	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S
agent 1		2	2	2	2	2			3	3	3	3						2	2	2	i	i			3	3	3			2	2	2	2		
agent 2		3	3	3	3	3					2	2	2	i	i			3	3	3			2	2	2	2				3	3	3	3		
agent 3		2	2	2			i	i			3	3	3			2	2	2	2	2			3	3	3	3						2	2	2	i
agent 4	i			3	3	3			2	2	2	2				3	3	3	3	3					2	2	2	i	i			3	3	3	

Option 2	Semaine 16							Semaine 17							Semaine 18							Semaine 19							Semaine 20						
	106	107	108	109	110	111	112	113	114	115	116	117	118	119	120	121	122	123	124	125	126	127	128	129	130	131	132	133	134	135	136	137	138	139	140
Gr 6	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S
agent 1		3	3	3	3	3					2	2	2	i	i			3	3	3			2	2	2	2				3	3	3	3		
agent 2		2	2	2			i	i			3	3	3			2	2	2	2	2			3	3	3	3						2	2	2	i
agent 3	i			3	3	3			2	2	2	2				3	3	3	3	3					2	2	2	i	i			3	3	3	
agent 4		2	2	2	2	2			3	3	3	3						2	2	2	i	i			3	3	3			2	2	2	2		

RÉPARTITION HEBDOMADAIRE

Répartition sur 20 semaines - 140 jours

RELÈVE	LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI	VENDREDI	SAMEDI	DIMANCHE	TOTAL
2	6	6	10	9	6	0	0	37
3	5	5	10	10	7	0	0	37
INTERMÉDIAIRE	0	0	0	0	0	5	5	10
SOUS - TOTAL	11	11	20	19	13	5	5	84
CONGÉ (H)	9	9	0	1	7	15	15	56
TOTAL	20	20	20	20	20	20	20	140

ANNEXE B-1

SYSTÈME D'ÉTALEMENT DU CONGÉ ANNUEL
PROGRAMME 21.14 :35
CONSTABLE

Périodes de vacances	Nombre maximum de semaines consécutives	Nombre obligatoire de semaines de congé
HIVER 1. Du début de la 1ère semaine d'une année à la fin de la 17e semaine (17 semaines). 2. Du début de la 39e semaine de la même année à la fin de la 52e semaine (14 semaines).	3 SEMAINES	Les policiers de moins de 10 ans de service au 31 décembre de l'année civile précédente, auront les choix suivants: SOIT 1 semaine l'été et 2 semaines l'hiver SOIT 1 semaine l'hiver et 2 semaines l'été OU 3 semaines l'été OU 3 semaines l'hiver
ÉTÉ Du début de la 182e semaine d'une année à la fin de la 38e semaine de la même année (21 semaines)	3 SEMAINES	Les policiers de 10 ans et plus de service au 31 décembre de l'année civile précédente, auront les choix suivants: SOIT 2 semaines l'été et 2 semaines l'hiver OU 3 semaines l'été et 1 semaine l'hiver OU 1 semaine l'été et 3 semaines l'hiver

Aucun minimum de semaines de vacances applicable pour un policier en année de probation. Toutefois, le policier doit épuiser le crédit qui lui est octroyé, à l'exception des journées qu'il peut transférer d'une année à l'autre conformément à la convention collective.

Conformément au paragraphe 40.00 de la convention collective, la présente Annexe fait partie intégrante de la convention collective.

ANNEXE B-2

SYSTÈME D'ÉTALEMENT DU CONGÉ ANNUEL
PROGRAMME 21.14:35
OFFICIER

Périodes de vacances	Nombre maximum de semaines consécutives	Nombre obligatoire de semaines de congé
HIVER 1. Du début de la 1ère semaine d'une année à la fin de la 17e semaine (17 semaines). 2. Du début de la 39e semaine de la même année à la fin de la 52e semaine (14 semaines).	3 SEMAINES	Les officiers de moins de 10 ans de service au 31 décembre de l'année civile précédente, auront les choix suivants: SOIT 1 semaine l'été et 2 semaines l'hiver SOIT 1 semaine l'hiver et 2 semaines l'été OU 3semaines l'été OU 3 semaines l'hiver
ÉTÉ Du début de la 182 semaine d'une année à la fin de la 38e semaine de la même année (21 semaines)	3 SEMAINES	Les officiers de 10 ans et plus de service au 31 décembre de l'année civile précédente, auront les choix suivants: SOIT 2 semaines l'été et 2 semaines l'hiver OU 3 semaines l'été et 1 semaine l'hiver OU 1 semaine l'été et 3 semaines l'hiver

Conformément au paragraphe 40.00 de la convention collective, la présente Annexe fait partie intégrante de la convention collective.

ANNEXE B-3

SYSTÈME D'ÉTALEMENT DU CONGÉ ANNUEL
PROGRAMME 15.6 :21

Périodes de vacances	Nombre maximum de semaines consécutives	Nombre obligatoire de semaines de congé
CONSTABLE a. Du début de la 1ère semaine d'une année à la fin de la 20e semaine (20 semaines) b. Du début de la 39e semaine de la même année à la fin de la 52e semaine (14 semaines) Du début de la 21e semaine d'une année à la fin de la 38e semaine de la même année (18 semaines)	4 SEMAINES 3 SEMAINES	Moins de 10 ans de service au 31 décembre de l'année civile précédente: - 2 (10 jours ouvrables) 10 ans et plus de service au 31 décembre de l'année civile précédente: - 3 (15 jours ouvrables) - 3 (15 jours ouvrables)
OFFICIER a. Du début de la 1ère semaine d'une année à la fin de la 24e semaine (24 semaines). b. Du début de la 37e semaine d'une année à la fin de la 52e semaine (16 semaines) Du début de la 25e semaine d'une année à la fin de la 36e semaine (12 semaines)	4 L'OFFICIER OPTE POUR 3	1. 3 (15 jours ouvrables) en hiver ET 2 (15 jours ouvrables) en été OU 2. 2 (10 jours ouvrables) en hiver 3 (15 jours ouvrables) en été

Conformément au paragraphe 40.00 de la convention collective, la présente Annexe fait partie intégrante de la convention collective.

ANNEXE C-1

DESCRIPTION	QUANTITÉ Unité
FONCTION: CONSTABLE	
Bas	8
Bâton anti-émeute	1
Bâton-lampe de poche	1
Blouson de constable automne-hiver	1
Bonnet de fourrure	1
Bottines	1
Cartouchière	1
Casque protecteur anti-émeute	1
Ceinture	1
Ceinture double	1
Chandail de laine à manches longues	1
Chemise d'été de constable	8
Chemise d'hiver de constable	8
Clé de menottes	1
Couvre-chaussures à glissière	1
Couvre-chaussures caoutchouc	1
Couvre-képi bleu	1
Cravate	8
Étui à cartouchière	1
Étui à livrets	1
Étui à menottes	1
Étui à revolver	1
Foulard	1
Gants d'été	1
Gants d'hiver	1
Gilet de nylon printemps-automne	1
Gilet débardeur de laine	1
Imperméable	1
Indicateur de rues	1
Insigne de képi	1
Insigne de poche	1
Képi d'été	1
Menottes	1
Mitaines	1
Paletot de constable 3/4 nylon	1
Pantalon d'été	2
Pantalon d'hiver	2
Plaquettes d'identification	3
Porte-micro	1
Support de bâton-lampe de poche	1
Tunique de constable	1
T-Shirt (Gilet pare-balles)	8

DESCRIPTION	QUANTITÉ Unité
FONCTION: CONSTABLE FÉMININ	
Bas	8
Bâton anti-émeute	1
Bâton-lampe de poche	1
Blouson de constable automne-hiver	1
Bonnet de fourrure	1
Bottines	1
Cartouchière	1
Casque protecteur anti-émeute	1
Ceinture	1
Ceinture double	1
Chandail de laine à manches longues	1
Chemise d'été de constable	8
Chemise d'hiver de constable	8
Clé de menottes	1
Clé de patrouille	1
Couvre-chaussures à glissière	1
Couvre-chaussures caoutchouc	1
Couvre-képi bleu	1
Cravate	8
Étui à cartouchière	1
Étui à livrets	1
Étui à menottes	1
Étui à revolver	1
Foulard	1
Gants d'été	1
Gants d'hiver	1
Gilet de nylon printemps-automne	1
Gilet débardeur de laine	1
Imperméable de constable	1
Indicateur de rues	1
Insigne de képi	1
Insigne de poche	1
Jupe	1
Képi d'été	1
Menottes	1
Mitaines	1
Paletot de constable 3/4 nylon	
Pantalon d'été	2
Pantalon d'hiver	2
Plaquettes d'identification	3
Porte-micro	1
Revolver avec balles	1

DESCRIPTION	QUANTITÉ Unité
FONCTION: CONSTABLE FÉMININ	
Sac à main	1
Sac en nylon	1
Souliers escarpins	1
Souliers	1
Support de bâton-lampe de poche	1
T-Shirt (Gilet pare-balles)	8
Tunique de constable	1

DESCRIPTION	QUANTITÉ Unité
FONCTION: CONSTABLE affecté à la fonction agent de croisée	
Blouson de pluie	1
Couvre-chaussures aviateur	1
Couvre-képi blanc	2
Couvre-képi réfléchissant	2
Couvre-mitaines blancs	2
Gants blancs	3
Gants de caoutchouc	1
Pantalon de pluie	1
Sifflet avec chaîne	1
Veste de sécurité	1

DESCRIPTION	QUANTITÉ Unité
FONCTION: CONSTABLE FEMININ affectée à la fonction agent de croisée	
Blouson de pluie	1
Couvre-chaussures aviateur	1
Couvre-képi blanc	2
Couvre-képi réfléchissant	2
Couvre-mitaines blancs	2
Gants blancs	3
Gants de caoutchouc	1
Pantalon de pluie	1
Sifflet avec chaîne	1
Veste de sécurité	1

DESCRIPTION	QUANTITÉ Unité
FONCTION: CONSTABLE affecté à la fonction agent - motard	
Appui-livret	1
Blouson de pluie	1
Blouson thermogène	1
Bottes d'équitation d'été	2
Cône pour lampe	1
Couvre-chaussures à courroie	1
Couvre-chaussures aviateur	1
Couvre-képi réfléchissant	2
Culotte d'agent (breeches)	4
Gantelets	1
Gants de caoutchouc	1
Lunettes de sécurité adaptées à la vue	1
Paletot de constable 3/4 nylon	1
Pantalon de pluie	1
Pantalon thermogène	1
Sifflet avec chaîne	1
Visière moto	2

DESCRIPTION	QUANTITÉ Unité
FONCTION: CONSTABLE affecté à la fonction patrouilleur-cavalier	
Blouson de pluie	1
Blouson thermogène	1
Bottes d'équitation d'été	2
Bottes d'équitation d'hiver	2
Couvre-chaussures à courroie	1
Culotte d'agent (breeches)	4
Gants d'hiver - patrouille à cheval	1
Gants de caoutchouc	1
Pantalon de pluie	1
Pantalon thermogène	1

DESCRIPTION	QUANTITÉ Unité
FONCTION: SERGENT affecté à la fonction sergent-motard	
Appui-livret	1
Blouson de pluie	1
Blouson thermogène	1
Bottes d'équitation d'été	2
Cône pour lampe	1
Couvre-chaussures à courroie	1
Couvre-chaussures aviateur	1
Couvre-képi réfléchissant	2
Culotte d'officier (breeches)	4
Gantelets	1
Gants de caoutchouc	1
Lunettes de sécurité adaptées à la vue	1
Paletot d'officier 3/4 nylon	1
Pantalon de pluie	1
Pantalon thermogène	1
Sifflet avec chaîne	1
Visière moto	2

DESCRIPTION	QUANTITÉ Unité
FONCTION: SERGENT affecté à la section cavalerie	
Blouson de pluie	1
Blouson thermogène	1
Bottes d'équitation d'été	2
Bottes d'équitation d'hiver	2
Couvre-chaussures à courroie	1
Culotte d'agent (breeches)	4
Gants de caoutchouc	1
Gants d'hiver - patrouille à cheval	1
Pantalon de pluie	1
Pantalon thermogène	1

DESCRIPTION	QUANTITÉ Unité
FONCTION: LIEUTENANT affecté à la fonction lieutenant-motard	
Appui-livret	1
Blouson de pluie	1
Blouson thermogène	1
Bottes d'équitation d'été	2
Cône pour lampe	1
Couvre-chaussures à courroie	1
Couvre-chaussures aviateur	1
Couvre-képi réfléchissant	2
Culotte d'officier (breeches)	4
Gantelets	1
Gants de caoutchouc	1
Lunettes de sécurité adaptées à la vue	1
Paletot d'officier 3/4 nylon	1
Pantalon de pluie	1
Pantalon thermogène	1
Sifflet avec chaîne	1
Visière moto	2

DESCRIPTION	QUANTITÉ Unité
FONCTION: CONSTABLE promu à la fonction de sergent	
Blouson d'officier automne-hiver	1
Chemise d'été d'officier	8
Chemise d'hiver d'officier	8
Épaulettes sergent	3
Gilet de nylon printemps-automne officier	1
Imperméable d'officier	1
Insigne de poche sergent	1
Képi d'officier	2
Paletot d'officier 3/4 nylon	1
Pantalon d'officier au choix	3
Pantalon d'officier hiver	1
Tunique d'officier	1

DESCRIPTION	QUANTITÉ Unité
FONCTION: SERGENT promu à la fonction de lieutenant	
Épaulettes lieutenant	3
Insigne de poche lieutenant	1

DESCRIPTION	QUANTITÉ Unité
FONCTION: LIEUTENANT promu à la fonction de capitaine	
Épaulettes capitaine	3
Insigne de poche capitaine	1

DESCRIPTION	QUANTITÉ Unité
FONCTION: POLICIER travaillant en habit de ville	
Bâton-lampe de poche et support	
bâton-lampe de poche ou lampe à deux piles	(au choix) 1
Étui à revolver	1
Revolver, canon 4,7 cm	1

DESCRIPTION	QUANTITÉ Unité
FONCTION: ENQUETEUR (Incendies criminels)	
Bâton-lompe de poche et support	
bâton-lampe de poche ou lampe à deux piles*	(au choix) 1
Blouson de pluie	1
Bottes de caoutchouc	1
Casque de sécurité	1
Couvre-chaussures à glissière	1
Foulard	1
Gants d'hiver	1
Gants en caoutchouc	1
Paletot d'officier 3/4 nylon	1
Pantalon de pluie	1
Sac de rangement	1
Tuque d'hiver thermos	1

DESCRIPTION	QUANTITÉ Unité
FONCTION: CONSTABLE affecté à la fonction agent-circulation district	
Appui-livret	1
Cône pour lampe	1
Couvre-chaussures d'aviateur	1
Couvre-képi réfléchissant	1
Couvre-képi blanc	2
Couvre-mitaines blanc	2
Gants blancs	3
Gants de caoutchouc	1
Pantalon de pluie	1
Sac d'équipement	1
Sifflet avec bague	1
Veste de sécurité	1

DESCRIPTION	QUANTITÉ Unité
FONCTION: CONSTABLE affecté à la fonction enquêteur-accident district	
Appui-livret	1
Cône pour lampe	1
Couvre-chaussures d'aviateur	1
Couvre-képi réfléchissant	1
Couvre-képi blanc	2
Couvre-mitaines blanc	2
Gants blancs	3
Gants de caoutchouc	1
Sac d'équipement	1
Sifflet avec bague	1
Veste de sécurité	1

DESCRIPTION	QUANTITÉ Unité
FONCTION: SERGENT affecté à la fonction sergent-circulation district	
Appui-livret	1
Cône pour lampe	1
Couvre-chaussures d'aviateur	1
Couvre-képi réfléchissant	1
Couvre-képi blanc	2
Couvre-mitaines blancs	2
Gants blancs	3
Gants de caoutchouc	1
Pantalon de pluie	1
Sac d'équipement	1
Sifflet avec bague	1
Veste de sécurité	1

DESCRIPTION	QUANTITÉ Unité
FONCTION: CONSTABLE ET OFFICIER affectés à la section Technique	
Bas thermaux	8
Blouson hiver - polycoton	1
Blouson de pluie	1
Bottines de combat hiver	1
Bottines de combat été	1
Casquette d'été	1
Casquette d'hiver	1
Chandail (col roulé)	3
Espadrilles	1
Espadrilles tout terrain	1
Étui à pistolet	1
Gants de rappel	1
Mitaines de tireur	1
Pantalon de pluie	1
Short sport	1
Sous-vêtement thermal (chandail)	1
Sous-vêtement thermal (pantalon)	1
Support athlétique	1
Survêtement sport 2 pièces	1
T-shirt (blanc)	1
T-shirt (swatt)	3
Tuque (swatt)	1
Uniforme intervention (swatt) chemise	1
Uniforme intervention (swatt) pantalon	1

DESCRIPTION	QUANTITÉ Unité
FONCTION: Constable affecté à la section Identité (Scènes de crimes)	
Bottines	1
Casquette fermée	1
Chandail (col roulé)	3
T-shirt identité	3
Tuque SWATT	1
Uniforme intervention (2 pièces)	1

Conformément au paragraphe 40.00 de la convention collective, la présente Annexe fait partie intégrante de la convention collective.

ANNEXE C-2

SYSTEME DE CREDITS **UNIFORMES ET ÉQUIPEMENT**

DESCRIPTION	Quantité en unité	Durée en année	Coût unitaire en crédit
FONCTION: CONSTABLE			
Bas	8	1	3
Blouson de constable automne-hiver	1	4	69
Bonnet de fourrure	1	5	50
Bottines ou souliers	1	1	74
Ceinture	1	10	11
Ceinture double	1	5	54
Chemise d'été de constable	4	1	15
Chemise d'hiver de constable	4	1	17
Chandail de laine à manches longues	1	2	49
Couvre-chaussures à glissière	1	2	30
Couvre-chaussures caoutchouc	1	1	13
Cravate	2	1	2
Étui à cartouchière	1	5	13
Étui à menottes	1	5	11
Étui à revolver	1	5	53
Foulard	1	1	4
Gants d'été	1	10	21
Gants d'hiver	1	1	23
Gilet de nylon printemps-automne	1	3	52
Gilet débardeur de laine	1	2	17
Imperméable de constable	1	5	90
Indicateur de rues	1	3	8
Képi de constable	1	4	28
Mitaines	1	5	27
Paletot 3/4 nylon	1	10	104
Pantalon de constable au choix	2	1	44
Plaquette d'identification	3	2	2
Porte-micro	1	5	2
Tunique de constable	1	10	165
T-Shirt (Veste pare-balles)	3	1	4
Nombre de crédits annuels alloués	**544**		
Nombre de crédits annuels alloués pour les détenteurs d'une veste pare-balles	**556**		

DESCRIPTION	Quantité en unité	Durée en année	Coût unitaire en crédit
FONCTION: CONSTABLE FÉMININ			
Bas	8	1	3
Bonnet de fourrure	1	5	50
Blouson de constable automne-hiver	1	4	69
Souliers ou bottines	1	1	70
Ceinture	1	10	11
Ceinture double	1	5	54
Chemise d'été de constable	4	1	18
Chemise d'hiver de constable	4	1	19
Chandail de laine à manches longues	1	2	49
Couvre-chaussures à glissière	1	2	30
Couvre-chaussures caoutchouc	1	2	13
Cravate	2	1	2
Étui à cartouchière	1	5	13
Étui à menottes	1	5	11
Étui à revolver	1	5	53
Foulard	1	1	4
Gants d'été	1	10	21
Gants d'hiver	1	1	23
Gilet de nylon printemps-automne	1	3	57
Gilet débardeur de laine	1	2	17
Imperméable de constable	1	5	90
Indicateur de rues	1	3	8
Jupe	1	10	48
Képi de constable	1	4	45
Mitaines	1	5	27
Paletot 3/4 nylon	1	10	173
Pantalon de constable au choix	2	1	44
Plaquette d'identification	3	2	2
Porte-micro	1	5	2
Sac à main	1	10	110
Souliers escarpins	1	7	46
Tunique de constable	1	10	165
T-Shirt (Veste pare-balles)	3	1	4
Nombre de crédits annuels alloués	**590**		
Nombre de crédits annuels alloués pour les détenteurs d'une veste pare-balles	**602**		

DESCRIPTION	Quantité en unité	Durée en année	Coût unitaire en crédit
FONCTION: CONSTABLE / AGENT DE CROISÉE			
Bas	8	1	3
Blouson de constable automne-hiver	1	3	69
Blouson de pluie	1	5	89
Bonnet de fourrure	1	5	50
Bottines ou souliers	1	1	74
Ceinture	1	10	11
Ceinture double	1	5	54
Chemise d'été de constable	4	1	15
Chemise d'hiver de constable	4	1	17
Chandail de laine à manches longues	1	2	49
Couvre-chaussures à glissière	1	2	30
Couvre-chaussures aviateur	1	5	80
Couvre-chaussures caoutchouc	1	2	13
Couvre-képi blanc	2	1	9
Couvre-képi réfléchissant	1	1	23
Couvre-mitaines blancs	1	1	5
Cravate	2	1	2
Étui à cartouchière	1	5	13
Étui à menottes	1	5	11
Étui à revolver	1	5	53
Foulard	1	1	4
Gants blancs	3	1	3
Gants d'été	1	10	21
Gants d'hiver	1	1	23
Gants de caoutchouc	1	2	9
Gilet de nylon printemps-automne	1	3	52
Gilet débardeur de laine	1	2	17
Indicateur de rues	1	3	8
Képi de constable	1	2	28
Mitaines	1	2	27
Paletot 3/4 nylon	1	5	104
Pantalon de constable au choix	3	1	44
Pantalon de pluie	1	5	57
Plaquette d'identification	3	2	2
Porte-micro	1	5	2
Sifflet au choix	1	5	6
Tunique de constable	1	10	165
Veste de sécurité	1	3	31
Nombre de crédits annuels alloués	**713**		

DESCRIPTION	Quantité en unité	Durée en Année	Coût Unitaire En Crédit
FONCTION: CONSTABLE (FÉMININ) / AGENT DE CROISÉE			
Bas	8	1	3
Blouson de constable automne-hiver	1	3	69
Blouson de pluie	1	5	89
Bonnet de fourrure	1	5	50
Bottines ou souliers	1	1	70
Ceinture	1	10	11
Ceinture double	1	5	54
Chemise d'été de constable	4	1	18
Chemise d'hiver de constable	4	1	19
Chandail de laine à manches longues	1	2	49
Couvre-chaussures à glissière	1	2	30
Couvre-chaussures aviateur (ou équivalent)	1	5	80
Couvre-chaussures caoutchouc	1	2	13
Couvre-képi blanc	2	1	9
Couvre-képi réfléchissant	1	1	23
Couvre-mitaines blancs	1	1	5
Cravate	2	1	2
Étui à cartouchière	1	5	13
Étui à menottes	1	5	11
Étui à revolver	1	5	53
Foulard	1	1	4
Gants blancs	3	1	3
Gants d'été	1	10	21
Gants d'hiver	1	1	23
Gants de caoutchouc	1	2	9
Gilet de nylon printemps-automne	1	3	57
Gilet débardeur de laine	1	2	17
Indicateur de rues	1	3	8
Jupe	1	10	48
Képi de constable	1	2	45
Mitaines	1	5	27
Paletot 3/4 nylon	1	5	173
Pantalon de constable au choix	3	1	44
Pantalon de pluie	1	5	57
Plaquette d'identification	3	2	2
Porte-micro	1	5	2
Sac à main	1	10	110
Sifflet au choix	1	5	6
Souliers escarpins	1	7	46
Tunique de constable	1	10	165
Veste de sécurité	1	3	31
Nombre de crédits annuels alloués	**767**		

DESCRIPTION	Quantité en unité	Durée en année	Coût unitaire en crédit
FONCTION: CONSTABLE / MOTARD			
Appui-livret	1	4	3
Bas	8	1	3
Blouson de constable automne-hiver	1	4	69
Blouson de pluie	1	5	89
Bonnet de fourrure	1	5	50
Bottes d'équitation d'été	1	3	457
Bottines ou souliers	1	2	74
Ceinture	1	10	11
Ceinture double	1	5	54
Chandail de laine à manches longues	1	2	49
Chemise d'été de constable	4	1	15
Chemise d'hiver de constable	4	1	17
Cône pour lampe	1	4	3
Couvre-chaussures aviateur	1	5	80
Couvre-chaussures à courroie	1	3	28
Couvre-chaussures à glissière	1	2	30
Couvre-chaussures caoutchouc	1	1	13
Couvre-képi blanc	1	1	9
Couvre-képi réfléchissant	1	1	23
Couvre-mitaines blancs	1	1	5
Cravate	2	1	2
Culottes de constables (Breeches)	1	1	150
Étui à cartouchière	1	5	13
Étui à menottes	1	5	11
Étui à revolver	1	5	53
Foulard	1	1	4
Gantelets	1	1	
Gants blancs	3	2	3
Gants d'été	1	1	21
Gants d'hiver	1	1	23
Gants de caoutchouc	1	5	9
Gilet de nylon printemps-automne	1	3	52
Gilet débardeur de laine	1	2	17
Indicateur de rues	1	3	8
Képi de constable	1	5	28
Lunettes de sécurité adaptées à la vue	1	3	148
Mitaines	1	3	27
Paletot 3/4 nylon	1	5	104
Pantalon de constable au choix	1	1	44
Pantalon de pluie	1	5	57
Plaquette d'identification	3	2	2
Porte-micro	1	5	2
Sac d'équipement (40cm)	1	5	67

DESCRIPTION	Quantité en unité	Durée en année	Coût unitaire en crédit
FONCTION: CONSTABLE / MOTARD (suite)			
Sifflet au choix	1	5	6
Tunique de constable	1	10	165
Veste de sécurité	1	5	31
Nombre de crédits annuels alloués	**922**		

DESCRIPTION	Quantité en unité	Durée en année	Coût unitaire en crédit
FONCTION:SERGENT OU LIEUTENANT / MOTARD			
Bas	8	1	3
Blouson d'officier automne-hiver	1	3	69
Blouson de pluie	1	5	89
Bonnet de fourrure	1	5	50
Bottes d'équitation d'été	1	3	457
Bottines ou souliers	1	2	74
Ceinture	1	10	11
Ceinture double	1	5	54
Chandail de laine à manches longues	1	2	49
Chemise d'été d'officier	4	1	13
Chemise d'hiver d'officier	4	1	14
Couvre-chaussures à courroie	1	3	28
Couvre-chaussures à glissière	1	2	30
Couvre-chaussures caoutchouc	1	2	13
Couvre-képi blanc	1	1	9
Couvre-képi réfléchissant	1	1	23
Couvre-mitaines blancs	1	1	5
Cravate	2	1	2
Culottes d'officier (Breeches)	1	1	144
Épaulettes (selon le grade)	1	1	14
Étui à cartouchière	1	5	13
Étui à menottes	1	5	11
Étui à revolver	1	5	53
Foulard	1	1	4
Gantelets	1	5	40
Gants blancs	3	2	3
Gants d'été	1	1	21
Gants d'hiver	1	1	23
Gants de caoutchouc	1	5	9
Gilet de nylon printemps-automne	1	3	52
Gilet débardeur de laine	1	2	17
Indicateur de rues	1	3	8
Képi d'officier	1	5	29
Lunettes de sécurité adaptées à la vue	1	3	148
Mitaines	1	5	27
Paletot d'officier 3/4 nylon	1	10	104
Pantalon d'officier au choix	1	1	41
Pantalon de pluie	1	5	57
Plaquette d'identification	3	2	2
Porte-micro	1	5	2

DESCRIPTION	Quantité en unité	Durée en année	Coût unitaire en crédit
FONCTION:SERGENT OU LIEUTENANT / MOTARD			
Sac d'équipement (40cm)	1	5	67
Sifflet au choix	1	5	6
Tunique d'officier	1	10	169
Veste de sécurité	1	5	31
Nombre de crédits annuels alloués	**874**		

DESCRIPTION	Quantité en unité	Durée en année	Coût unitaire en crédit
FONCTION:SERGENT LIEUTENANT ET CAPITAINE			
Bas	8	1	3
Blouson d'officier automne-hiver	1	4	69
Bonnet de fourrure	1	5	50
Bottines ou souliers	1	1	74
Ceinture	1	10	11
Ceinture double	1	5	54
Chandail de laine à manches longues	1	2	49
Chemise d'été d'officier	4	1	13
Chemise d'hiver d'officier	4	1	14
Couvre-chaussures à glissière	1	2	30
Couvre-chaussures caoutchouc	1	2	13
Cravate	2	1	2
Épaulettes (selon le grade)	1	1	14
Étui à cartouchière	1	5	13
Étui à menottes	1	5	11
Étui à revolver	1	5	53
Foulard	1	1	4
Gants d'été	1	5	21
Gants d'hiver	1	1	23
Gilet de nylon officier printemps-automne	1	3	52
Gilet débardeur de laine	1	2	17
Imperméable d'officier	1	5	68
Indicateur de rues	1	3	8
Képi d'officier	1	4	29
Paletot 3/4 nylon d'officier	1	10	104
Pantalon d'officier au choix	2	1	41
Plaquette d'identification	3	2	3
Porte-micro	1	5	2
Tunique d'officier (sergent)	1	10	169
Tunique d'officier (lt. ou capt.)	1	5	169
Nombre de crédits annuels alloués			
aux sergents	**519**		
Nombre de crédits annuels alloués			
aux lieutenants et aux capitaines	**536**		

DESCRIPTION	Quantité en unité	Durée en année	Coût unitaire en crédit
FONCTION: CONSTABLE / PATROUILLE-CAVALIER			
Appui-livret	1	4	3
Bas	8	1	3
Blouson de constable automne-hiver	1	3	69
Blouson de pluie	1	5	89
Blouson thermogène	1	3	20
Bonnet de fourrure	1	5	50
Bottes d'équitation d'été	1	3	457
Bottes d'équitation d'hiver	1	3	480
Ceinture	1	10	11
Ceinture double	1	5	54
Chandail de laine à manches longues	1	2	49
Chemise d'été de constable	4	1	15
Chemise d'hiver de constable	4	1	17
Couvre-chaussures à courroie	1	3	28
Cravate	2	1	2
Culottes de constables (Breeches)	2	1	150
Étui à cartouchière	1	5	13
Étui à menottes	1	5	11
Étui à revolver	1	5	53
Foulard	1	1	4
Gants d'été	1	3	21
Gants d'hiver patrouille à cheval	1	3	27
Gants de caoutchouc	1	3	9
Gilet de nylon printemps-automne	1	3	52
Gilet débardeur de laine	1	2	17
Indicateur de rues	1	3	8
Képi de constable	1	4	28
Paletot 3/4 nylon	1	4	104
Pantalon de pluie	1	5	57
Pantalon thermogène	1	3	16
Plaquette d'identification	3	2	3
Porte-micro	1	5	2
Tunique de constable	1	10	165
Nombre de crédits annuels alloués	**1007**		

DESCRIPTION	Quantité en unité	Durée en année	Coût unitaire en crédit
FONCTION: SERGENT AFFECTÉ À LA SECTION CAVALERIE			
Appui-livret	1	4	3
Bas	8	1	3
Blouson d'officier automne-hiver	1	3	69
Blouson de pluie	1	5	89
Blouson thermogène	1	3	20
Bonnet de fourrure	1	5	50
Bottes d'équitation d'été	1	3	457
Bottes d'équitation d'hiver	1	3	480
Ceinture	1	10	11
Ceinture double	1	5	54
Chandail de laine à manches longues	1	2	49
Chemise d'été d'officier	4	1	13
Chemise d'hiver d'officier	4	1	14
Couvre-chaussures à courroie	1	3	28
Cravate	2	1	2
Culottes d'officier (Breeches)	2	1	144
Epaulettes sergent	1	1	13
Étui à cartouchière	1	5	13
Étui à menottes	1	5	11
Étui à revolver	1	5	53
Foulard	1	1	4
Gants d'été	1	3	21
Gants d'hiver patrouille à cheval	1	3	27
Gants de caoutchouc	1	3	9
Gilet de nylon printemps-automne	1	3	52
Gilet débardeur de laine	1	2	17
Indicateur de rues	1	3	8
Képi d'officier	1	4	29
Paletot 3/4 nylon d'officier	1	5	104
Pantalon de pluie	1	5	57
Pantalon thermogène	1	3	16
Plaquette d'identification	3	2	3
Porte-micro	1	5	2
Tunique d'officier	1	10	169
Nombre de crédits annuels alloués	**984**		

DESCRIPTION	Quantité en unité	Durée en année	Coût unitaire en crédit
FONCTION: POLICIER TRAVAILLANT EN HABIT DE VILLE			
Étui à menottes	1	5	11
Étui à revolver	1	5	17
Indicateur de rues	1	3	8
Nombre de crédits annuels alloués	**8**		

DESCRIPTION	Quantité en unité	Durée en année	Coût unitaire en crédit
FONCTION: ENQUETEUR / INCENDIES CRIMINELS			
Blouson de pluie	1	5	89
Bottes de caoutchouc	1	5	91
Casque de sécurité	1	2	7
Couvre-chaussures à glissière	1	2	30
Foulard	1	1	4
Gants de caoutchouc	1	1	9
Paletot d'officier 3/4 nylon	1	10	104
Pantalon de pluie	1	5	57
Tuque d'hiver thermos	1	2	5
Sac de rangement (80cm)	1	5	175
Nombre de crédits annuels alloués	**127**		

DESCRIPTION	Quantité en unité	Durée en année	Coût unitaire en crédit
FONCTION: CONSTABLE / AGENT DE CIRCULATION DISTRICT			
Appui-livret	1	4	3
Bas	8	1	3
Blouson de constable automne-hiver	1	4	69
Bonnet de fourrure	1	5	50
Bottines ou souliers	1	1	74
Ceinture	1	10	11
Ceinture double	1	5	54
Chandail de laine à manches longues	1	2	49
Chemise d'été de constable	4	1	15
Chemise d'hiver de constable	4	1	17
Cône pour lampe	1	4	3
Couvre-chaussures à glissière	1	2	30
Couvre-chaussures caoutchouc	1	2	13
Couvre-chaussures aviateur	1	5	80
Couvre-képi blanc	2	1	9
Couvre-képi réfléchissant	1	1	23
Couvre-mitaines blancs	1	1	5
Cravate	2	1	2
Étui à cartouchière	1	5	13
Étui à menottes	1	5	11
Étui à revolver	1	5	53
Foulard	1	1	4
Gants blancs	3	1	3
Gants d'été	1	10	21
Gants d'hiver	1	1	23
Gants de caoutchouc	1	5	9
Gilet de nylon printemps-automne	1	3	52
Gilet débardeur de laine	1	2	17
Imperméable de constable	1	5	90
Indicateur de rues	1	3	8
Képi de constable	1	4	28
Mitaines	1	2	27
Paletot 3/4 nylon	1	5	104
Pantalon de constable au choix	2	1	44
Pantalon de pluie	1	5	57
Plaquette d'identification	3	2	2
Porte-micro	1	5	2
Sac d'équipement (40cm)	1	5	67
Sifflet au choix	1	5	6
Tunique de constable	1	10	165
Veste de sécurité	1	5	31
Nombre de crédits annuels alloués	**664**		

DESCRIPTION	Quantité en unité	Durée en année	Coût unitaire en crédit
FONCTION: CONSTABLE / ENQUETEUR-ACCIDENT DISTRICT			
Appui-livret	1	4	3
Bas	8	1	3
Blouson de constable automne-hiver	1	4	69
Bonnet de fourrure	1	5	50
Bottines ou souliers	1	1	74
Ceinture	1	10	11
Ceinture double	1	5	54
Chandail de laine à manches longues	1	2	49
Chemise d'été de constable	4	1	15
Chemise d'hiver de constable	4	1	17
Cône pour lampe	1	4	3
Couvre-chaussures à glissière	1	2	30
Couvre-chaussures caoutchouc	1	2	13
Couvre-chaussures aviateur	1	5	80
Couvre-képi blanc	2	1	9
Couvre-képi réfléchissant	1	1	23
Couvre-mitaines blancs	1	1	5
Cravate	2	1	2
Étui à cartouchière	1	5	13
Étui à menottes	1	5	11
Étui à revolver	1	5	53
Foulard	1	1	4
Gants blancs	3	1	3
Gants d'été	1	10	21
Gants d'hiver	1	1	23
Gants de caoutchouc	1	5	9
Gilet de nylon printemps-automne	1	3	52
Gilet débardeur de laine	1	2	17
Imperméable de constable	1	5	90
Indicateur de rues	1	3	8
Képi de constable	1	4	28
Mitaines	1	2	27
Paletot 3/4 nylon	1	5	104
Pantalon de constable au choix	2	1	44
Plaquette d'identification	3	2	2
Porte-micro	1	5	2
Sac d'équipement (40cm)	1	5	67
Sifflet au choix	1	5	6
Tunique de constable	1	10	165
Veste de sécurité	1	5	31
Nombre de crédits annuels alloués	**653**		

DESCRIPTION	Quantité en unité	Durée en année	Coût unitaire en crédit
FONCTION : SERGENT / CIRCULATION DISTRICT			
Appui-livret	1	4	3
Bas	8	1	3
Blouson d'officier automne-hiver	1	4	69
Bonnet de fourrure	1	5	50
Bottines ou souliers	1	1	74
Ceinture	1	10	11
Ceinture double	1	5	54
Chandail de laine à manches longues	1	2	49
Chemise d'été d'officier	4	1	13
Chemise d'hiver d'officier	4	1	14
Cône pour lampe	1	4	3
Couvre-chaussures à glissière	1	2	30
Couvre-chaussures caoutchouc	1	2	13
Couvre-chaussures aviateur	1	5	80
Couvre-képi blanc	2	1	9
Couvre-képi réfléchissant	1	1	23
Couvre-mitaines blancs	1	1	5
Cravate	2	1	2
Épaulettes de sergent	2	1	13
Étui à cartouchière	1	5	13
Étui à menottes	1	5	11
Étui à revolver	1	5	53
Foulard	1	1	4
Gants blancs	3	1	3
Gants d'été	1	10	21
Gants d'hiver	1	1	23
Gants de caoutchouc	1	5	9
Gilet de nylon printemps-automne	1	3	52
Gilet débardeur de laine	1	2	17
Imperméable d'officier	1	5	68
Indicateur de rues	1	3	8
Képi d'officier	1	4	29
Mitaines	1	5	27
Paletot d'officier 3/4 nylon	1	5	104
Pantalon d'officier au choix	2	1	41
Pantalon de pluie	1	5	57
Plaquette d'identification	3	2	2
Porte-micro	1	5	2
Sac d'équipement (40cm)	1	5	67
Sifflet (au choix)	1	5	6
Tunique d'officier	1	10	169
Veste de sécurité	1	5	31
Nombre de crédits annuels alloués	**652**		

DESCRIPTION	Quantité en unité	Durée en année	Coût unitaire en crédit
FONCTION: CONSTABLE ET OFFICIER (affecté à la section Technique)			
Bas thermaux	8	1	10
Blouson hiver - polycoton	1	3	253
Blouson de pluie	1	5	89
Bottines de combat hiver	1	4	160
Bottines de combat été	1	1	137
Casquette d'été	1	1	10
Casquette d'hiver	1	1	10
Ceinture double*	1	5	54
Chandail (col roulé)	3	1	13
Chandail de laine à manches longues*	1	2	49
Chandail débardeur	1	2	17
Épaulette*	2	1	14
Espadrilles	1	2	76
Espadrilles tout terrain	1	2	48
Étui à pistolet	1	5	48
Gants de rappel	1	1	15
Indicateur de rues*	1	3	8
Mitaines de tireur	1	5	55
Pantalon de pluie	1	5	57
Plaquettes d'identification*	3	2	2
Short sport	1	1	10
Sous-vêtement thermal (chandail)	1	1	62
Sous-vêtement thermal (pantalon)	1	1	63
Support athlétique	1	1	10
Survêtement sport 2 pièces	1	1	60
T-shirt (blanc)	1	1	11
T-shirt bleu (swatt)	3	1	8
Tuque (swatt)	1	1	15
Uniforme intervention (swatt) chemise	1	1	118
Uniforme intervention (swatt) pantalon	1	1	119
Nombre de crédits annuels alloués	**1097**		

DESCRIPTION	Quantité en unité	Durée en année	Coût unitaire en crédit
FONCTION: CONSTABLE (affecté à la section Identité (scènes de crimes)			
Bas	8	1	3
Blouson de constable automne-hiver	1	4	69
Bonnet de fourrure	1	5	50
Bottines ou souliers*	1	1	74
Casquette fermée*	1	1	15
Ceinture	1	10	11
Ceinture double	1	5	54
Chandail (col roulé)*	3	1	13
Chandail de laine à manches longues	1	2	49
Chemise d'été de constable	4	1	15
Chemise d'hiver de constable	4	1	17
Couvre-chaussures à glissière	1	2	30
Couvre-chaussures caoutchouc	1	1	13
Cravate	2	1	2
Étui à cartouchière	1	5	13
Étui à menottes	1	5	11
Étui à revolver	1	5	53
Foulard	1	1	4
Gants d'été	1	10	21
Gants d'hiver	1	1	23
Gilet de nylon printemps-automne	1	3	52
Gilet débardeur de laine	1	2	17
Imperméable de constable	1	5	90
Indicateur de rues	1	3	8
Képi de constable	1	4	28
Mitaines	1	5	27
Paletot 3/4 nylon	1	10	104
Pantalon de constable au choix	2	1	44
Plaquette d'identification	3	2	2
Porte-micro	1	5	2
T-Shirt (Veste pare-balles)	3	1	4
T-shirt (identité)*	3	1	8
Tunique de constable	1	10	165
Tuque swatt*	1	1	15
Uniforme intervention (2 pièces)*	1	2	237
Nombre de crédits annuels alloués	**743**		

Conformément au paragraphe 40.00 de la convention collective, la présente Annexe fait partie intégrante de la convention collective.

ENTENTE

ENTRE

LA VILLE DE MONTRÉAL

ET

LA FRATERNITÉ DES POLICIERS ET POLICIÈRES DE MONTRÉAL INC.

À compter de la signature de la présente, nonobstant les dispositions des articles XXIII et XXIV de la convention collective qui pourraient être incompatibles avec l'entente convenue ci-après, le Service peut, lorsqu'une fonction devient vacante parmi les officiers, combler ladite fonction par la mutation d'un officier du même grade considéré en surplus à cause de l'événement antérieur à la vacance de l'abolition d'un poste de travail ou d'une fonction due à une fermeture de section ou à la disparition d'un poste de quartier ou à la fusion de deux ou plusieurs d'entre eux.

Pour les fins d'application de la présente entente, « grade » signifie et détermine, étant considérés séparément, ceux de:

a) sergent
b) sergent-détective
c) lieutenant
d) lieutenant-détective
e) capitaine
f) capitaine-détective

Les délais, la procédure et toutes les autres dispositions des articles XXIII et XXIV demeurent en vigueur et la mise en application de la procédure ci-dessus prévue leur est soumise mutatis mutandis. Si le Service ne s'en prévaut pas dans les 90 jours d'une vacance, non plus que des exceptions prévues au paragraphe 23.01 de la convention collective, il doit alors procéder à la promotion.

La Fraternité s'engage, en conséquence, à ne soulever aucun grief à l'égard des mutations ou des promotions qui seront effectuées selon la teneur de la présente entente.

La présente entente est en vigueur jusqu'au renouvellement de la convention collective, ou à toute date antérieure à laquelle les parties, d'un commun accord, auront procédé à un ou des amendements à celle-ci qui rendent inutile son existence.

Conformément au paragraphe 40.00 de la convention collective la présente annexe fait partie intégrante de la convention collective.

ANNEXE E **POLICIERS TEMPORAIRES**

LETTRE D'ENTENTE

ENTRE

LA VILLE DE MONTRÉAL

ET

LA FRATERNITÉ DES POLICIERS ET POLICIÈRES DE MONTRÉAL INC.

Considérant le deuxième alinéa du paragraphe 3.01 de la convention collective qui fait expressément référence à la présente Annexe et à la situation des policiers qui ont détenu le statut de policier temporaire au cours de leur carrière ;

Considérant les sous-paragraphes O), T), W) et X) de l'Annexe F qui font également référence à l'ancienneté des policiers qui ont détenu le statut de policier temporaire au cours de leur carrière ;

Considérant que depuis le 1er décembre 2011, date de l'entrée en vigueur de la convention collective 2011-2014, l'Employeur ne peut procéder à l'embauche de policiers temporaires ;

Considérant qu'à l'exception des dispositions mentionnées plus haut, l'Annexe E ne produit, à toutes fins pratique, aucun effet pratique ;

LES PARTIES AUX PRÉSENTENTES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

Les dispositions de L'ANNEXE E de la convention collective précédente, ci-après reproduites, sont reconduites et font partie intégrante de la convention collective mais uniquement et exclusivement aux fins de l'interprétation et de l'application des dispositions de la convention collective qui font référence au statut du policier temporaire, ce qui vise notamment le deuxième alinéa du paragraphe 3.01 de la convention collective et les sous-paragraphes O), T), W) et X) de l'ANNEXE F.

Ces dispositions se lisent comme suit :

I. Policier temporaire

1.00 L'Employeur peut, sur une base temporaire, procéder à l'embauche de nouvelles recrues diplômées de l'École nationale de police du Québec, pour fins de validation des acquis académiques.

II. Cotisation

2.00 L'Employeur perçoit en les retenant sur le chèque de paie, les contributions régulières requises par la Fraternité.

2.01 Comme condition du maintien de son emploi, le policier temporaire doit devenir et demeurer en tout temps membre de la Fraternité.

Par ailleurs, l'Employeur n'est pas tenu de congédier le policier expulsé par la fraternité.

III. Tâches

3.00 a) Le policier temporaire ne peut être affecté que dans les fonctions d'agent de quartier. Il ne peut être affecté dans une section spécialisée.

b) À l'embauche, le policier temporaire est affecté prioritairement, d'abord au remplacement du policier absent de son travail à l'occasion d'un retrait préventif, d'un congé de maternité ou d'un congé parental. Dans le cas du remplacement du policier en mission extérieure, s'il n'y a pas de policier temporaire disponible à l'embauche, l'employeur embauche un policier permanent.

3.01 L'affectation du policier temporaire dans différents postes de quartier, ne constitue pas une assignation.

3.02 L'Employeur peut procéder à l'embauche d'un maximum de 250 policiers temporaires par année afin d'accomplir un maximum de 375 000 heures de travail. L'Employeur informe la Fraternité mensuellement du nombre de policiers temporaires embauchés et du nombre total d'heures de travail accomplies.

3.03 L'Employeur ne peut recourir aux services de plus de 250 policiers temporaires par année. Un policier ne peut effectuer plus d'un stage au cours d'une année.

3.04 Le nombre d'heures travaillées et payées ne peut être inférieur à 675 heures et supérieur à 1500 heures au cours d'une année.

Sous réserve de l'alinéa précédent le policier temporaire, au terme de sa période de travail de 675 heures, peut soit poursuivre sa période d'embauche à titre de policier temporaire, être embauché à titre de policier permanent, être remercié de ses services s'il ne rencontre pas les exigences du Service ou être placé sur une liste de rappel pour être embauché à titre de policier permanent ou temporaire selon le cas.

3.05 L'Employeur ne peut utiliser un policier temporaire plus de deux années civiles qui doivent être consécutives, après quoi il est embauché comme policier permanent ou remercié de ses services ou placé sur une liste de rappel en prévision d'être embauché à titre de policier permanent.

La liste de rappel prévue au présent alinéa doit être établie en tenant compte de la date d'embauche du premier stage à titre de policier temporaire.

3.06 Sauf dans le cadre de l'article II, le policier temporaire, embauché comme policier permanent, voit son ancienneté reconnue aux fins prévues dans la convention collective sur la base des heures travaillées et payées, divisées par 7.5 heures.

Toutefois, si l'année de son embauche comme policier permanent, l'employé a travaillé comme policier temporaire, son ancienneté pour fins de vacances pour cette première année comme policier permanent, ne tient compte que du temps fait comme policier permanent.

Pour l'auxiliaire temporaire le même principe s'applique mutatis mutandis.

IV. Programme et heures de travail

4.00 Le policier temporaire travaille selon un programme 21 jours de 8.5 heures, incluant une période de repas d'une heure, dont une demi-heure payée, par période de 35 jours. Ces périodes de 35 jours doivent être consécutives jusqu'à ce que le policier temporaire atteigne le minimum de 675 heures ou le maximum de 1500 heures durant l'année. Le policier temporaire et son commandant peuvent s'entendre pour modifier son programme, son horaire ou sa relève de travail.

Le nombre de journées de travail consécutives sans journée de congé, ne peut excéder sept.

Le programme de travail est préparé de telle sorte que les congés hebdomadaires soient toujours regroupés par blocs de deux au minimum.

4.01 Le policier temporaire reçoit la rémunération au taux du temps supplémentaire prévu à l'article X de la présente convention pour toute période dépassant sa journée régulière de travail de 8.5 heures et lorsque les heures travaillées dépassent 157.5 dans une période de 35 jours. Son taux horaire est calculé en prenant son salaire annuel divisé par 1820.

4.02 Le policier temporaire n'est pas éligible pour effectuer du temps supplémentaire, sauf pour poursuivre une action policière au-delà de ses heures régulières de travail ou dans le cas où le personnel régulier de l'unité concernée ne peut suffire aux besoins.

4.03 Le travail effectué à la cour en dehors des heures régulières de travail est rémunéré à raison d'une fois et demie le taux horaire régulier pour un minimum de quatre heures.

Le taux applicable est calculé en prenant son salaire annuel divisé par 1820.

Le policier temporaire appelé à témoigner après qu'il ait atteint le maximum d'heures travaillées et payées prévues au paragraphe 3.04 de la présente annexe, est réputé un ex-policier et reçoit un minimum de quatre heures à taux simple, au taux horaire en vigueur lors de sa cessation d'emploi sauf s'il s'agit d'un policier auxiliaire.

V. Versement de la paie

5.00 Les dispositions des paragraphes 22.00 et 22.01 a) de la présente convention, s'appliquent mutatis mutandis au policier temporaire.

5.01 Les dispositions du paragraphe 22.03 de la présente convention s'appliquent mutatis mutandis au policier temporaire, sauf en ce qui a trait à la limite de récupération de 10% lors de la dernière paie ou sur le paiement au départ, le cas échéant.

VI. Période de repas

6.00 Les dispositions de l'article V de la présente convention s'appliquent au policier temporaire, à l'exception du paragraphe 5.05.

VII. Congés sociaux

7.00 Les dispositions de l'article XV de la présente convention s'appliquent au policier temporaire, à l'exception du paragraphe 15.03.

VIII Vacances

8.00 Le policier temporaire reçoit à chaque paie, pour tenir lieu de vacances, un montant équivalant à 4% de son salaire.

IX. Congés fériés

9.00 Le policier temporaire bénéficie des congés fériés selon les dispositions prévues dans la Loi sur les normes du travail.

X. Lésions et maladies professionnelles

10.00 Le policier temporaire victime d'une lésion ou maladie professionnelle, reçoit les bénéfices prévus dans la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles.

XI. Assistance judiciaire et protection

11.00 Le policier temporaire bénéficie de l'assistance judiciaire et de la protection prévues aux paragraphes 26.00 et 26.01 de la convention collective.

XII. Uniforme et équipement

12.00 Le policier temporaire reçoit les uniformes et équipements prévus à la politique du Service, le concernant.

XIII Programme d'aide aux employés

13.00 Le policier temporaire bénéficie des dispositions de l'article XXXIX de la présente convention.

XIV Griefs

14.00 La procédure de grief prévue à l'article XXVII de la présente convention, s'applique au policier temporaire pour les matières prévues aux présentes.

14.01 La décision de l'Employeur de ne pas placer le policier temporaire sur une liste de rappel et de le remercier de ses services, parce qu'il ne rencontre pas les exigences du Service, ne peut faire l'objet d'un grief.

XV Congé de maternité

15.00 La policière temporaire enceinte, bénéficie des dispositions législatives visant le congé de maternité.

XVI Avis à la Fraternité

16.00 Le policier nouvellement embauché sur une base temporaire, pendant sa période de formation est libéré sans perte de traitement pour le temps nécessaire avec un maximum équivalant à une journée régulière de travail, afin de rencontrer les représentants de la Fraternité.

Conformément au paragraphe 40.00 de la convention collective la présente annexe fait partie intégrante de la convention collective.

ANNEXE F **CONSTABLE AUXILIAIRE PERMANENT**

1.00 Sauf autrement prévu dans la convention collective ou dans une lettre d'entente, les modalités suivantes s'appliquent en tout temps aux constables auxiliaires permanents:

a) le Service met sur pied, dans chacune des divisions, un groupe de travail en vue de répondre à ses besoins opérationnels en termes de prestation de travail;

b) ces groupes de travail sont composés exclusivement de policiers ayant le statut de « constables auxiliaires permanents » dont le nombre maximal pour l'ensemble des quatre groupes, est, en tout temps, fixé à 300. À cette fin, l'Employeur peut donc embaucher et maintenir à son emploi jusqu'à un maximum de 300 constables auxiliaires permanents.

c) les constables auxiliaires permanents sont répartis dans les quatre divisions et dans le Métro et sont considérés en situation d'apprentissage et de connaissances des différents volets du travail de policier et des réalités du territoire.

d) le constable auxiliaire permanent doit être diplômé de l'École nationale de police du Québec ou avoir une formation équivalente d'une maison d'enseignement reconnue.

e) à l'intérieur de la division à laquelle le groupe dont il est membre se trouve rattachée, le constable auxiliaire permanent est affecté prioritairement au remplacement du policier en mission internationale; cette priorité comblée, le constable auxiliaire permanent est ensuite affecté dans les postes de quartier ou dans le centre opérationnel de la susdite division selon les besoins du Service, afin de compenser la perte de prestation découlant des absences des policiers;

f) tout changement de division constitue une assignation au sens de la convention collective sauf dans le cas d'un service d'ordre ou dans le cas où le constable auxiliaire permanent est affecté dans l'unité Métro;

g) la répartition des 300 constables auxiliaires permanents est revue annuellement par le Service;

h) le constable auxiliaire permanent ne peut être affecté qu'aux seules tâches ci-après mentionnées :

i) dans les postes de quartier, le constable auxiliaire permanent effectue les tâches de l'agent de quartier ou, mais seulement à des fins de

remplacement pour cause d'absence temporaire, celles de l'agent de quartier soutien;

ii) dans les centres opérationnels le constable auxiliaire permanent effectue également les tâches reliées aux activités suivantes : détention, fourgon cellulaire, bertillonnage, administration des tests d'ivressomètre et activités relatives à l'accueil des personnes en libération conditionnelle et soumises à des engagements et promesses de comparaître;

iii) le constable auxiliaire permanent peut être affecté à la garde de détenus et de victimes;

iv) le constable auxiliaire permanent peut également effectuer les tâches du policier dans tout service d'ordre ou dans l'unité Métro;

i) le constable auxiliaire permanent ne peut accomplir d'autres tâches que celles qui sont décrites ou visées dans le sous-paragraphe h) du paragraphe 1.00 de la présente Annexe sauf en cas d'entente écrite avec la Fraternité;

j) le constable auxiliaire permanent est assujetti à une période de probation d'un an à compter de sa date d'embauche. Au cours de cette période d'un an, le constable auxiliaire permanent peut être congédié, sur recommandation du Directeur au Comité exécutif, si le Directeur juge qu'il n'a pas les qualifications et les aptitudes nécessaires ou encore, si le constable auxiliaire a fait l'objet d'une évaluation marginale. Dans ces deux cas, cette décision est finale et ne peut faire l'objet d'un grief. Le congédiement du constable auxiliaire peut cependant faire l'objet d'un grief pour tout autre motif allégué par l'employeur;

k) toute absence de plus de 35 jours consécutifs prolonge d'autant la période de probation du constable auxiliaire permanent. La période de probation peut également être prolongée après entente entre les parties;

l) le programme de travail 21.14 :35 est le programme de travail normalement applicable au constable auxiliaire permanent. Ce programme de travail doit donc servir de base au constable auxiliaire permanent dans l'exécution de sa prestation de travail. Le Service peut toutefois modifier le programme et l'horaire de travail du constable auxiliaire permanent lorsque les besoins du Service l'exigent mais sous réserve des conditions ci-après mentionnées :

i) sur préavis de 5 jours, l'horaire de travail du constable auxiliaire permanent peut être modifié en fonction de l'horaire du service d'ordre auquel il est affecté;

ii) toute modification à l'horaire ou au programme de travail du constable auxiliaire permanent ne peut avoir lieu qu'après la réception d'un préavis de 5 jours;

m) le salaire du constable auxiliaire est déterminé comme suit :

i) à compter de la date de son embauche comme constable auxiliaire permanent et au plus tard jusqu'au premier jour du 24e mois suivant ladite date d'embauche, son salaire est fixé à **33 370 $ $ (salaire 2015),** ce montant étant ajusté en fonction des augmentations consenties lors du renouvellement de la convention collective précédente et applicables aux articles 2 et 3 de la présente convention collective ; toutefois, si le constable auxiliaire permanent accède au statut de policier permanent durant cette période, il reçoit le salaire du **constable 7e classe** le jour de son accession à ce statut ;

ii) à compter du premier jour du 24e mois de son embauche à titre de constable auxiliaire permanent, dans le cas où il n'a pas encore accédé au statut de policier (permanent) à cette date, le constable auxiliaire permanent reçoit le salaire du **constable 7ième classe, soit 41 653 $ (salaire 2015),** ce montant étant ajusté en fonction des articles 2 et 3 de la présente convention collective ce montant étant ajusté en fonction des augmentations consenties lors du renouvellement de la convention collective précédente et applicables aux articles 2 et 3 de la présente convention collective et progresse par la suite dans l'échelle salariale de la même manière que s'il avait accédé au statut de policier permanent, tout en maintenant son statut de constable auxiliaire permanent. Toutefois, au plus tard 48 mois après la date de son embauche à titre de constable auxiliaire permanent, ce dernier accède automatiquement au statut de policier permanent;

iii) le salaire payable en vertu de la présente Annexe au constable auxiliaire permanent n'a donc pas pour effet d'étendre au-delà de 96 mois à compter de sa date d'embauche comme constable auxiliaire permanent, le temps requis pour atteindre l'échelon salarial du constable 1ière classe prévu dans l'article 2 de la convention collective;

n) le constable auxiliaire permanent étant un policier au sens de l'article 1.03 de la convention collective, son ancienneté s'acquiert dès qu'il a terminé sa période de probation. Sa date d'ancienneté est alors rétroactive au premier jour de son embauche;

cette date détermine également l'ancienneté et les années de service du constable auxiliaire permanent qui accède au statut de policier permanent aux fins de l'application de l'ensemble des dispositions de la convention

collective y compris aux fins du positionnement dans l'échelle salariale de l'article 2 de la convention collective;

o) le policier temporaire qui accède au statut de constable auxiliaire permanent en application des sous-paragraphes w) ou x) du présent paragraphe voit ses années de service de même que son ancienneté déterminés en fonction de la date où il accède au statut de constable auxiliaire permanent auquel s'ajoute cependant les heures de travail effectuées et payées à titre de policier temporaire, divisées par 7.5 heures. Cette date est réputée constituer sa date d'embauche aux fins de la présente Annexe et de la convention collective y compris aux fins du positionnement dans l'échelle salariale de l'article 2 de la convention collective;

   le deuxième alinéa du sous-paragraphe n) du présent paragraphe s'applique par la suite en l'adaptant;

p) lorsque plusieurs constables auxiliaires permanents ont la même date d'embauche, le choix du constable auxiliaire permanent qui accède au statut de policier permanent sont déterminés en fonction de leur nom de famille selon l'ordre suivant :

   - année paire en fonction des lettres alphabétiques Z à A;
   - année impaire en fonction des lettres alphabétiques A à Z;

q) l'employeur ne peut embaucher une personne de l'extérieur à titre de policier (permanent) avant que tous les constables auxiliaires permanents à son emploi ou que les policiers temporaires qui sont sur la liste de rappel n'aient eux-mêmes accédé au statut de policier (permanent);

   par exception à cette règle, l'Employeur peut embaucher une personne de l'extérieur à titre de policier permanent si les constables auxiliaires permanents qui sont à son emploi ou les policiers temporaires qui sont sur la liste de rappel ne peuvent accéder à ce statut parce qu'aucun d'entre eux n'est disponible. Un constable auxiliaire permanent n'est pas disponible au sens du présent paragraphe dans les seuls cas ci-après mentionnés : il fait l'objet d'une enquête policière ou d'une prolongation de sa période de probation;

r) comme condition de l'obtention ou du maintien de son emploi, le constable auxiliaire permanent doit devenir et demeurer en tout temps membre de la Fraternité. L'Employeur perçoit en les retenant sur le chèque de paie, les contributions régulières des membres actifs auxiliaires de la Fraternité. Par ailleurs, l'Employeur n'est pas tenu de congédier le constable auxiliaire permanent expulsé par la Fraternité;

s) l'ensemble des dispositions de la convention collective qui ne sont pas incompatibles avec la présente entente s'appliquent au constable auxiliaire permanent. Les dispositions prévoyant l'octroi de bénéfices sur la base des salaires prévus dans les articles II et III de la convention collective s'appliquent à l'endroit du constable auxiliaire permanent sur la base du salaire prévu dans la présente Annexe au cours des deux premières années de son embauche et sur la base de l'échelle salariale établie en vertu de l'article II de la convention collective pour les années subséquentes;

dans le cas du policier temporaire, ses années d'embauche tiennent compte des heures travaillées et payées, en conformité avec les dispositions du sous-paragraphe o) du présent paragraphe;

t) les constables auxiliaires permanents bénéficient des mêmes augmentations de salaire que celles consenties aux policiers permanents en vertu des articles II et III de la présente convention collective;

u) l'échelle de salaire applicable au constable auxiliaire permanent est la suivante :

1- À compter du 1er janvier 2015 et jusqu'au 31 décembre 2015 :33 370 $

2- À compter du 1er janvier 2016 et jusqu'au 31 décembre 2016 :34 037 $

3- À compter du 1er janvier 2017 et jusqu'au 31 décembre 2017 :34 718 $

4- À compter du 1er janvier 2018 et jusqu'au 31 décembre 2018 :35 325 $

5- À compter du 1er janvier 2019 et jusqu'au 31 décembre 2019 :35 855 $

6- À compter du 1er janvier 2020 et jusqu'au 31 décembre 2020 :36 393 $

7- À compter du 1er janvier 2021 et jusqu'au 31 décembre 2021 :36 939 $

v) le régime de rentes des policiers et policières de la Ville de Montréal s'applique au constable auxiliaire de la même manière que s'il était policier permanent mais en prenant en compte le salaire établi dans le cadre de la présente Annexe. Cette disposition n'est donnée qu'à titre informatif. Elle n'a donc pas pour effet de faire du régime de retraite une matière arbitrable, étant entendu et compris que ledit régime ne fait pas partie intégrante de la convention collective et ne constitue pas une matière sur laquelle un arbitre de griefs a compétence.

Conformément au paragraphe 40.00 de la convention collective, la présente Annexe fait partie intégrante de la convention collective.

1.00 Les parties conviennent de créer un emploi d'auxiliaire-soutien œuvrant dans les quatre divisions (ou centres opérationnels) du SPVM ainsi qu'à la Cour municipale de Montréal (CMM) ; les auxiliaires-soutien sont affectés à des tâches de détention, sous réserve de ce qui est mentionné spécifiquement dans le paragraphe 2.00.

2.00 Les parties conviennent que l'auxiliaire-soutien n'effectue que les seules tâches suivantes :

i) Accueillir le personnel des postes de quartier se présentant à l'unité opérationnelle de détention ou au centre de détention de la Cour municipale avec une personne en état d'arrestation;

ii) Administrer le test d'alcoolémie;

iii) Procéder aux tâches de bertillonnage;

iv) Effectuer la garde des détenus dans les blocs cellulaires, y compris la distribution des repas, les escorter dans leurs déplacements et superviser le déplacement des visiteurs à l'intérieur des blocs cellulaires (dont notamment les avocats et les enquêteurs) ;

v) Assurer, lorsque requis, la garde d'un détenu dans un centre hospitalier;

vi) De façon générale assister les agents dans leurs différentes fonctions de nature administratives;

vii) Accueillir les personnes en libération conditionnelle et soumises à des engagements et promesses de comparaître afin d'assurer le suivi administratif et le respect des conditions;

viii) Agir en support lors de la fouille d'un détenu, mais aussi effectuer sous la supervision d'un policier, la fouille du détenu, l'inscription des données pertinentes dans le système d'écrou informatisé, entreposer les effets personnels du détenu;

ix) Effectuer toutes autres tâches de la nature de celles susmentionnées et qui sont reliées à la détention en Centre opérationnels et à la CMM ;

3.00 Les parties conviennent que l'auxiliaire-soutien ne peut participer au transport de détenus en fourgon cellulaire, que l'administration du test d'alcoolémie demeure assujetti aux dispositions et aux règles du *Code criminel* et que d'aucune façon un auxiliaire- soutien ne peut effectuer une tâche légalement réservée à un constable ou à un agent de la paix.

Le recours à des auxiliaires-soutien est assujetti aux dispositions de la lettre d'entente relative aux modalités concernant certaines fonctions d'agent de soutien, d'agent de comparution et d'analyste tactique et stratégique, notamment à l'égard du remplacement par attrition des constables affectés au soutien et à leur remplacement par des auxiliaires-soutien.

4.00 Dans l'éventualité où l'Employeur désire faire accomplir d'autres tâches que celles énumérées plus haut aux auxiliaires-soutien, il doit au préalable conclure une entente écrite avec la Fraternité à ce sujet.

5.00 L'Employeur perçoit en les retenant sur le chèque de paie de l'auxiliaire soutien, les contributions régulières requises par la Fraternité.

6.00 Comme condition de l'obtention ou du maintien de son emploi, l'auxiliaire soutien doit demeurer en tout temps membre de la Fraternité.

7.00 L'Employeur accorde priorité aux auxiliaires-soutien s'ils rencontrent toutes les exigences requises pour devenir constable auxiliaire permanent.

8.00 L'auxiliaire-soutien participe au régime de retraite des policiers et policières de Montréal. La présente disposition ne fait référence au régime de retraite qu'à titre informatif. Elle n'a pas pour effet de faire du régime de retraite une matière arbitrable, étant entendu et compris que ledit régime ne fait pas partie intégrante de la convention collective et ne constitue pas une matière sur laquelle un arbitre de griefs a compétence.

9.00 Le salaire, sur une base annuelle, de l'auxiliaire de soutien est de 32 000 $ en date de l'entrée en vigueur de la convention collective. Pour la durée de la convention collective, le salaire payable à l'auxiliaire-soutien est le suivant :

1er janvier 2018	**32 560 $**
1er janvier 2019	**33 048 $**
1er janvier 2020	**33 544 $**
1er janvier 2021	**34 048 $**

10.00 Entre eux, les auxiliaires-soutien forment un groupe distinct par équipe de travail aux fins des vacances et des autres congés auxquels ils ont droit.

11.00 L’auxiliaire-soutien ne bénéficie pas de la prime de métropole, de la prime de niveau de service et du boni d’ancienneté. Toutefois l’ensemble des dispositions de la convention collective qui ne sont pas incompatibles avec la présente entente s’appliquent à l’auxiliaire soutien.

Conformément au paragraphe 40.00 de la convention collective, la présente Annexe fait partie intégrante de la convention collective.

ANNEXE H **CONGÉ À TRAITEMENT DIFFÉRÉ**

ENTENTE INTERVENUE

ENTRE

LA VILLE DE MONTRÉAL

ET

LA FRATERNITÉ DES POLICIERS ET POLICIÈRES DE MONTRÉAL

1. Dispositions générales

Le régime de congé à traitement différé a pour but de permettre à un policier d'étaler son traitement de façon à pouvoir bénéficier d'une rémunération pendant une période de congé.

Pendant la « période chômée », le policier ne peut recevoir de l'Employeur ou de qui que ce soit ayant un lien de dépendance avec celle-ci, une rémunération autre que celle convenue aux présentes.

Sous réserve des dispositions prévues aux présentes, le policier bénéficie des avantages des conditions de travail des policiers auxquels il aurait droit s'il ne participait pas à la présente entente.

Malgré ce qui précède, le policier peut se voir accorder la permission de bénéficier d'un traitement différé en profitant de la période chômée avant la période payée. Dans ce cas, il devra fournir au Service les garanties nécessaires afin que les sommes ainsi versées en anticipation de la prestation de travail, lui soient remboursées en totalité advenant son départ du Service pour quelque motif que ce soit. Un refus de donner suite à sa demande peut faire l'objet d'un grief sauf si la raison du refus repose exclusivement sur les garanties nécessaires.

2. Définitions

L'entente se divise en deux périodes:

Période travaillée: période de l'entente durant laquelle le policier exerce ses fonctions et reçoit le pourcentage de son traitement défini à la présente entente.

Période chômée: période de l'entente durant laquelle le policier bénéficie d'un congé et continue de recevoir le pourcentage de son traitement défini ci-après; cette partie de traitement a été préalablement accumulée pendant la période travaillée.

3. Durée de l'entente

- La durée est 2, 3, 4 ou 5 ans.
- La durée peut cependant être prolongée dans les cas et de la manière prévue aux articles 11 et 16 de la présente annexe. En aucun cas, l'entente ne doit excéder 7 ans.
- La « période chômée » est d'une durée de 6, 7, 8, 9, 10, 11 ou 12 mois.
- Le policier ne peut différer un montant supérieur au quart de son traitement durant la « période travaillée ».
- Pendant la « période travaillée », la prestation de travail du policier n'est pas modifiée.

4. Éligibilité

Pour être éligible à la présente entente, le policier doit être permanent et avoir au moins cinq (5) ans de service continu. Le policier absent pour l'un ou l'autre des motifs prévus à la convention collective ou suite à une décision du Service, ne peut se prévaloir des présentes dispositions.

Toute demande doit être adressée au directeur, au moins huit semaines avant la date prévue du début du congé. Elle doit indiquer la durée des périodes travaillées et chômées.

Le Directeur du Service communique une décision écrite à l'employé dans les 30 jours de la réception de ladite demande. Dans le cas d'un refus, il doit motiver sa décision.

La fréquence ne doit pas dépasser plus d'un congé à tous les cinq ans.

5. Rémunération

Durée de la période chômée	Durée de l'entente			
	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans
6 mois	75.00%	83.33%	87.50%	90.00%
7 mois	S/O	80.55%	85.42%	88.33%
8 mois	S/O	77.78%	83.33%	86.67%
9 mois	S/O	75.00%	81.25%	85.00%
10 mois	S/O	S/O	79.17%	83.33%
11 mois	S/O	S/O	77.08%	81.67%
12 mois	S/O	S/O	75.00%	80.00%

6. Primes et autres congés

Toutes les primes, congés et autres conditions de travail demeurent en vigueur durant la période travaillée.

7. Retour au travail

A la fin du congé, le policier est réintégré au poste de travail qu'il occupait avant son départ. La période travaillée au retour doit être d'une durée au moins équivalente à la période chômée.

8. Régime de retraite

La participation au régime de retraite est maintenue durant la période de l'entente sous réserve des dispositions suivantes:

a. durant la « période travaillée », le policier et l'Employeur contribuent sur la base du traitement qu'aurait reçu le policier n'eut été de l'entente.

b. durant la « période chômée », le policier est considéré comme s'il était en congé sans solde. Il doit s'acquitter de sa part et de celle de l'Employeur s'il veut maintenir sa participation au régime.

La présente disposition ne fait référence au régime de retraite qu'à titre informatif. Elle n'a donc pas pour effet de faire du régime de retraite une matière arbitrable, étant entendu et compris que ledit régime ne fait pas partie intégrante de la convention collective et ne constitue pas une matière sur laquelle un arbitre de griefs a compétence.

9. Régimes d'assurances

La participation aux régimes d'assurances collectives est maintenue durant l'entente, sous réserve des dispositions suivantes:

a. durant la « période travaillée », l'Employeur contribue sa cotisation sur la base du traitement qu'il aurait reçu n'eut été de l'entente.

b. durant la « période chômée », la contribution de l'Employeur cesse. Le policier est considéré comme s'il était en congé sans solde et il peut demeurer couvert sous réserve du paiement des primes complètes comprenant la part de l'Employeur.

10. Contributions de l'Employeur aux régimes publics

L'Employeur sa contribution aux régimes publics d'assurance sociale (RAMQ, RRQ, CSST) durant toute la durée de l'entente, mais en ne tenant compte que de la portion du traitement effectivement versé durant celle-ci.

En ce qui concerne l'assurance-emploi, la contribution n'est maintenue que durant la période travaillée, en tenant compte du traitement qu'aurait reçu le policier n'eut été de l'entente.

11. Invalidité

a. Si une invalidité survient durant la « période travaillée » et qu'elle prend fin avant le début de la « période chômée », la participation à l'entente se poursuit et le policier reçoit durant son invalidité une prestation égale au pourcentage déterminé selon celle-ci.

b. Si une invalidité survient durant la « période travaillée » et se poursuit au-delà du début de la « période chômée », le policier peut choisir l'une ou l'autre des options suivantes:

i. il peut continuer sa participation à l'entente et reporter la « période chômée » à la date de son retour au travail. Sa rémunération est alors basée sur le traitement prévu à l'entente.

ii. il peut mettre un terme à sa participation à l'entente, et ainsi recevoir les salaires non versés ainsi que la pleine rémunération prévue en semblable cas.

c. Si l'invalidité survient au cours de la période chômée, elle est considérée comme débutant le jour où prend fin la période chômée.

12. Mise à la retraite

Dès qu'un policier est mis à la retraite ou radié des cadres par l'Employeur pour invalidité ou invalidité professionnelle, l'entente est résiliée et il reçoit le traitement non versé.

13. Démission, désistement, décès

Advenant la démission, le décès, le congédiement ou le désistement du policier durant la durée de l'entente, celle-ci prend fin à la date de l'événement et il reçoit le traitement non versé.

Le désistement du policier n'est recevable que durant la « période travaillée ».

14. Traitement non versé

Lorsque l'Employeur doit procéder au remboursement du traitement non versé en raison des articles 11, 12 ou 13 de la présente annexe, ledit remboursement est constitué par:

« La différence entre le traitement brut qu'aurait reçu le policier n'eut été de l'entente et le traitement qu'il a effectivement reçu, lui est remboursée sans intérêt. »

Dans tous les cas où le policier ne prend pas sa période de congé pendant la durée de l'entente, l'Employeur doit lui verser, dès la première année d'imposition suivant la fin de l'entente, la totalité des montants dus, en raison du traitement différé.

15. Congé sans solde

Pendant la durée de l'entente, le policier n'a droit à aucun congé sans solde.

16. Congé de maternité

a. Si le congé de maternité commence durant la « période travaillée », l'entente est interrompue pendant la durée du congé de maternité et post-maternité le cas échéant, est prolongée d'autant après son terme. Pendant l'interruption, les dispositions sur le congé de maternité et post-maternité le cas échéant, s'appliquent. La policière peut alors opter pour un désistement de l'entente auquel cas il y a remboursement du traitement non versé.

b. Si le congé de maternité commence durant la « période chômée », l'entente est interrompue pendant la durée du congé de maternité et est prolongée d'autant après son terme. Pendant l'interruption, les dispositions sur le congé de maternité ou poste maternité le cas échéant, s'appliquent.

17. Modalités de paiement

Le policier adresse un avis à l'Employeur au moins quatre semaines avant son départ en période chômée pour lui faire part de la fréquence des paiements désirée durant son congé.

Ses choix sont les suivants:

1. recevoir une paie à toutes les semaines, comme lorsqu'il travaillait, au pourcentage de traitement défini dans l'entente.

2. recevoir durant chaque année civile visée par le congé, un montant correspondant au total des paiements périodiques qui lui seraient payables dans l'année si le premier choix était retenu. Le montant payable durant la première année civile du congé est versé au moment du départ et celui payable durant la deuxième année civile, au début de ladite année.

   Durant la période chômée, le policier continue de bénéficier des augmentations générales accordées à tous les policiers, sous réserve du pourcentage de traitement défini à la présente entente. Le nouveau traitement lui est versé selon les modalités de paiement prévues ci-dessus.

Conformément au paragraphe 40.00 de la convention collective, la présente Annexe fait partie intégrante de la convention collective.

ANNEXE I **COMMERCIALISATION**

Aux fins de la présente convention collective, on entend par « commercialisation », toutes formes de services offerts par le Service moyennant rétribution, à l'exception des ententes de services impliquant la création d'une unité.

Un comité paritaire constitué de deux représentants de chacune des parties est constitué aux fins de l'application de la présente Annexe. Ce comité a pour mandat de prendre connaissance des contrats ou des propositions contractuelles et de s'assurer que les modalités ci-après mentionnées soient respectées.

Dans tout contrat ou service en commercialisation, les modalités suivantes s'appliquent :

1) Seul le policier volontaire en congé hebdomadaire, en congé annuel ou en dehors de ses heures régulières de travail peut travailler dans le cadre de la commercialisation des services. Dans tous les cas, il est rémunéré pour un minimum de 4 heures de travail à 150 %, selon le salaire rattaché à son grade. Il a droit à une période de repas payée s'il effectue quatre heures et plus de travail sur les lieux de la commercialisation.

2) Un policier ne travaille jamais plus de trois jours consécutifs en commercialisation. De plus, il ne travaille pas plus de 15 heures consécutives incluant son temps de repas et ses heures régulières de travail.

3) Le Service peut en tout temps rappeler les policiers assignés au service de commercialisation advenant une situation urgente ou exceptionnelle.

4) Un policier en probation ayant moins d'un an de service ne peut être affecté seul à un contrat de commercialisation sans être accompagné d'un policier de plus d'un an d'ancienneté.

5) Le policier travaillant dans le cadre de la commercialisation est réputé être en devoir aux fins de l'application de la convention collective et des différentes lois du Québec et est réputé être un agent de la paix.

6) Les policiers demeurent en tout temps sous l'autorité du Service.

7) Tout travail à effectuer en commercialisation qui relève normalement d'un policier en conformité avec les tâches qui lui sont exigées et qu'il accompli d'une manière régulière, doit être effectué par un policier et se trouve couvert par les dispositions de la convention collective sauf celles qui sont incompatibles avec les termes de la présente Annexe. L'employeur ne peut alors recourir à des personnes de l'extérieur, ni recourir à la sous-traitance, quel qu'en soit la forme, dans la réalisation et l'exécution de tout travail en commercialisation assujetti au présent paragraphe.

8) Aucune commercialisation n'est effectuée lors d'un conflit de travail visant directement ou indirectement le requérant.

9) Aucune commercialisation n'est effectuée lorsqu'un conflit de travail ou un conflit

de toute autre nature est susceptible de surgir entre deux groupes.

10) S'il n'y a plus d'agent disponible sur un groupe de travail pour la commercialisation, le sergent peut le faire.

Conformément au paragraphe 40.00 de la convention collective, la présente Annexe fait partie intégrante de la convention collective.

ANNEXE J **CADETS POLICIERS**

1.00 **Le cadet policier est un membre du service de Police de la Ville de Montréal, au sens de la Loi sur la police (RLRQ, c. P-13.1) et du Règlement sur les archives de la Sûreté du Québec et des corps de police municipaux concernant le personnel policier (P-13.1 r.1) ainsi que du Règlement sur les normes d'embauche des agents et cadets de la Sûreté du Québec et des corps de police municipaux (P-13.1 r.14).**

EMBAUCHE

1.01 **Le Service embauche prioritairement des étudiants inscrits en techniques policières mais à défaut d'un nombre suffisant de candidats, il peut retenir la candidature de toute personne inscrite au CEGEP, ou à l'Université ou qui détient un D.E.P. ou un diplôme universitaire.**

1.02 **Malgré ce qui précède, le Service peut aussi retenir la candidature de toute personne autre que celles mentionnées dans le paragraphe 1.01 lorsque, en vue d'embaucher une personne visée dans le paragraphe 1.06, les candidats en lice ne sont pas en nombre suffisant.**

COTISATION

1.03 **L'employeur perçoit, en les retenant à la source sur les chèques de paie, les contributions régulières des membres cadets policiers, qui sont requises par la Fraternité.**

1.04 **Comme condition de l'obtention et du maintien de son emploi, le cadet policier doit devenir et demeurer membre de la Fraternité. L'employeur n'est cependant pas tenu de congédier le cadet policier qui est expulsé par la Fraternité.**

TÂCHES- GESTION DE CIRCULATION / CHANTIERS DE CONSTRUCTION

1.05 **Le cadet policier peut effectuer les tâches ci-après mentionnées lorsqu'un chantier de construction est situé à proximité de l'endroit où il est appelé à effectuer son travail ou lorsque la gestion de la circulation est rendue nécessaire en raison d'un chantier de construction :**

- **La circulation automobile, incluant gestes et signaux y compris sur la chaussée ;**
- **La circulation et la traverse des piétons ;**
- **La circulation des vélos ;**
- **La déviation de la circulation ;**
- **L'opération d'une boîte de feux de circulation ;**

1.06 **Les activités de circulation qui peuvent être confiées à des cadets policiers en vertu du paragraphe 1.05, ne peuvent toutefois dépasser sur une base annuelle, 75 % de l'ensemble des activités de circulation visées dans ledit paragraphe. Lorsque l'Employeur affecte des policiers à une tâche de circulation, les parties conviennent que le policier autre qu'un cadet doit être affecté prioritairement aux tâches de circulation reliées aux gestes et signaux qui s'effectuent sur la chaussée.**

1.07 **Le Service prend les mesures qui s'imposent pour que le ratio mentionné dans le paragraphe 1.06 soit respecté. Le Service communique à la Fraternité, à tous les mois, l'information nécessaire afin que celle-ci puisse vérifier et suivre le nombre des activités de circulation qui sont confiées à des cadets policiers en vertu du paragraphe 1.05. Dans les trois mois qui précèdent la fin d'une année, le Service rencontre, sur demande, les représentants de la Fraternité afin de lui fournir les explications requises et l'informer des mesures que le Service entend prendre d'ici la fin de l'année, afin que le ratio mentionné dans le paragraphe 1.06 soit respecté.**

1.08 **Lorsque le travail visé dans le paragraphe 1.05 est effectué par un policier autre qu'un cadet-policier, les dispositions de l'Annexe I portant sur la commercialisation s'appliquent.**

AUTRES TÂCHES

1.09 **Le cadet policier peut être affecté au travail de déviation de la circulation, au contrôle de foule et à l'émission de contraventions relatives au stationnement, lors d'événements sportifs, culturels, populaires ou commerciaux. Il peut être utilisé au Quartier général et dans les postes, exclusivement pour le contrôle des visiteurs.**

1.10 **Le cadet peut également :**

- **participer à des campagnes corporatives de prévention du crime incluant l'émission de contraventions et de billets de courtoisie ;**
- **participer à l'application de programmes spécifiques de prévention locale, notamment la distribution de dépliants, l'émission de billets de courtoisie et le burinage ;**
- **transmettre de l'information sur des programmes de prévention et autres sujets d'intérêt pour la communauté ;**
- **être affecté à la patrouille préventive à vélo ; l'affectation de cadets à la patrouille préventive à vélo est assujettie à la condition que le nombre de policiers permanents qui sont affectés habituellement à la patrouille à vélo ne soit pas diminués ;**
- **être affecté dans le cadre du programme Info-crime à la division**

renseignements (maximum 1 cadet - par attrition ou plus dans le cas où cela n'a pas pour effet de diminuer le nombre de policiers permanents) ;

- **être affecté à la rédaction des plaintes à la division des crimes économiques (fraudes) (maximum 5 cadets selon le ratio 1 cadet pour 1 policier permanent - par attrition).**

RÉDUCTION D'EFFECTIFS

1.11 **Si l'embauche des cadets policiers a pour effet de réduire directement ou indirectement le nombre de policiers permanents, le nombre de cadets policiers en devoir en même temps est réduit d'autant.**

HEURES DE TRAVAIL

1.12 **Le cadet policier travaille sur appel.**

1.13 **Le cadet policier travaille un maximum de 12 heures par jour, de 40 heures par semaine et de 675 heures par année civile. Dans les postes de quartier (ce qui n'inclut pas les activités de circulation), le cadet policier ne peut travailler entre 23h00 et 8h00 et il ne doit pas être seul en tout temps.**

1.14 **Malgré le paragraphe qui précède, l'Employeur peut embaucher jusqu'à cent (100) cadets policiers qui peuvent travailler plus de 675 heures sur une base annuelle.**

1.15 **Le cadet-policier qui est affecté à la circulation en vertu de l'article 1.05, travaille un maximum de 8h30 par jour en temps régulier ; au-delà de ce nombre d'heures, le cadet est rémunéré au taux du travail en temps supplémentaire ;**

1.16 **Le cadet policier appelé au travail est rémunéré pour un minimum de quatre heures. Toutefois le cadet peut être assigné selon un horaire journalier composé de deux quarts de travail (horaire brisé). Chacun de ces quarts de travail est d'une durée de 3h45. Dans ce cas, le cadet policier n'a pas de période de repas mais il reçoit le paiement de l'équivalent d'une période de repas rémunérée de 30 minutes à temps régulier pour l'ensemble de sa journée de travail.**

HEURES DE REPAS

1.17 **Le cadet policier qui travaille quatre heures et plus dans une journée (sauf dans le cas particulier du paragraphe 1.16), a droit à une période de repas d'une heure dont 30 minutes payées.**

Le cadet policier qui n'a pu bénéficier de sa période de repas en raison des exigences du Service reçoit une rémunération équivalente à une heure de travail au taux du temps supplémentaire.

SALAIRES

1.18 **Le cadet policier est rémunéré sur une base horaire selon les taux suivants :**

1er janvier 2015	**14,64 $**
1er janvier 2016	**14,93 $**
1er janvier 2017	**15,23 $**
1er janvier 2018	**15,50 $**
1er janvier 2019	**15,73 $**
1er janvier 2020	**15,96 $**
1er janvier 2021	**16,20 $**

La prime de métropole prévue dans l'article III de la convention collective s'applique aux cadets policiers.

TEMPS SUPPLÉMENTAIRE

1.19 **Sous réserve du paragraphe 1.15, tout travail effectué par le cadet policier au-delà de douze heures par période de 24 heures ou de 40 heures par semaine est rémunéré à raison d'une fois et demie son taux horaire régulier.**

JOUR DE PAIE

1.20 **Le cadet policier est payé selon la période de paye prévue à la convention collective.**

VACANCES

1.21 **Le cadet policier reçoit, à chaque paie, pour tenir lieu de vacances, un montant équivalent à quatre pour cent (4%) de son salaire.**

CONGÉS SOCIAUX

1.22 **Le cadet policier bénéficie des congés sociaux et autres congés prévus dans la Loi sur les normes du travail et autres législations applicables.**

LÉSIONS ET MALADIE PROFESSIONNELLE

1.23 **Le cadet policier victime d'une lésion ou d'une maladie professionnelle reçoit les bénéfices prévus dans la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles.**

ASSISTANCE JUDICIAIRE ET PROTECTION

1.24 **Le cadet policier bénéficie de l'assistance judiciaire et de la protection prévues dans l'article 26.00 de la convention collective.**

UNIFORME ET ÉQUIPEMENT

1.25 **Le cadet policier reçoit les uniformes et équipement prévus à la politique du Service le concernant. Ces uniformes doivent être conformes aux besoins opérationnels, notamment le port du walkie-talkie.**

GRIEFS

1.26 **La procédure de grief prévue dans l'article XXVII de la convention collective s'applique au cadet policier pour les matières prévues aux présentes ; elle s'applique également à l'égard de toute mesure administrative ou disciplinaire à compter du jour où le cadet policier a complété deux années de service.**

AVIS DE LA FRATERNITÉ

1.27 **Le cadet policier est libéré pour une période de trois heures afin de rencontrer les représentants de la Fraternité à l'occasion de son embauche.**

Au 31 décembre de chaque année le Service transmet à la Fraternité une liste des cadets qui sont toujours à son emploi, en indiquant pour chacun, le nombre d'heures de travail accomplit au cours de cette même année.

FORMATION

1.28 **Toute formation donnée aux cadets policiers avant leur embauche est assujettie aux dispositions de la Loi sur les normes du travail. Par ailleurs, toute mésentente à ce sujet est assujettie à la procédure de règlement des griefs prévus dans l'article XXVII de la convention collective.**

Conformément au paragraphe 40.00 de la convention collective, la présente Annexe fait partie intégrante de la convention collective.

ENTENTE INTERVENUE

ENTRE

LA VILLE DE MONTRÉAL

ET

LA FRATERNITÉ DES POLICIERS ET POLICIÈRES DE MONTRÉAL

1.00 Les parties conviennent de reproduire un comité paritaire composé de deux représentants de la Fraternité et de deux représentants du Service ayant pour mandat d'étudier les questions relatives à la réorganisation du travail au Service.

2.00 Les parties s'engagent à la recherche commune de gains de productivité possibles découlant de la réorganisation du travail.

3.00 Dans l'éventualité de gains de productivité réels et mesurables, ceux-ci seront partagés entre les policiers et les contribuables.

4.00 Les parties s'engagent à établir les paramètres d'un plan de carrière.

5.00 Afin de réaliser son mandat, le comité étudiera les questions suivantes :

- Réorganisation du travail au Service;
- travail partagé;
- opportunité de constituer à l'intérieur du Service, une force de réserve;
- opportunité pour un policier de travailler en uniforme pour des organisations faisant appel à ses services en dehors des heures régulières de travail;
- révision des modalités et les exigences d'accès aux différents grades et différentes fonctions;
- opportunité de confier à des agents certains types d'enquêtes et de prévoir pour ces agents le niveau de rémunération approprié;

- étude des descriptions d'emploi et du système de promotion le tout en tenant compte des dispositions de l'article XXXVII de la convention collective;

- toute question concernant les policiers temporaires, la répartition des recrues lors de l'embauche des contingents et des cadets policiers;

- dans le cas des cadets policiers, les questions étudiées par le comité comprennent leur niveau de supervision lorsqu'ils travaillent en vélo;

- toute question relative à la patrouille solo en référence au paragraphe 26.02 de la convention collective;

  toute question concernant les fonctions d'agent de liaison et de superviseur d'agent de liaison;

- projet pilote en vue de procéder à 2 mutations générales non sélectives par année.

6.00 **Les dispositions de l'Annexe K de la convention collective précédente prévoyant la négociation et l'arbitrage de la mésentente relative à la parité salariale entre les superviseurs et les superviseurs de quartier sont remplacées par les dispositions d'une lettre d'entente intervenue entre les parties à l'occasion du renouvellement de la convention collective. Cette lettre d'entente fait partie intégrante de la convention collective.**

ANNEXE L BANQUE PRÉ RETRAITE ET AUTRES BANQUES DE TEMPS

Les dispositions de l'annexe L de la convention collective précédente prévoyant les conditions relatives à l'établissement d'une Banque pré retraite de même que les droits, bénéfices et avantages qui y sont associés, sont abrogées, à compter de la signature de la convention collective et remplacées, par une lettre d'entente prévoyant la liquidation de ladite Banque, qui fait partie intégrante de la convention collective. Cependant, aux seules fins de l'interprétation et de l'application de cette lettre d'entente, les parties ont reproduit dans une annexe à celle-ci, les dispositions de l'Annexe L de la convention collective précédente. Par ailleurs, les autres dispositions de la convention collective précédente portant sur la Banque pré-retraite, sont intégrées dans ladite lettre d'entente de la même manière que si celles-ci étaient reproduites au long, mais aux seules fins de l'interprétation et de l'application de cette lettre d'entente et du paragraphe 3 d) de l'Annexe P.

Les parties ont également convenues dans une lettre d'entente intervenue à l'occasion du renouvellement de la convention collective, de la liquidation de la Banque de Maladie Réserve et Maladie Ancien et Nouveau Régime, de même que la liquidation de la Banque de Temps Supplémentaire établies dans le cadre des conventions collectives précédentes. Cette lettre d'entente fait partie intégrante de la convention collective. Les dispositions de la convention collective précédente relatives à chacune de ces banques sont intégrées dans ladite lettre d'entente de la même manière que si celles-ci étaient reproduites au long, aux seules fins de l'interprétation et de l'application de cette lettre d'entente.

ANNEXE M **MISSION INTERNATIONALE**

Mission internationale : vise tout policier qui, à la demande de l'employeur, travaille sous l'autorité d'un organisme, institution, service ou autre entité que le Service de police de la Ville de Montréal, dans le cadre d'opération internationale de paix.

1. Pendant toute la durée de la mission internationale, la Ville de Montréal est réputée demeurer l'employeur du policier sans égard à l'endroit où le travail est exécuté.

2. L'employeur continue de payer au policier son salaire et ses avantages de la même manière que celle prévue dans la convention collective durant toute la période pendant laquelle il est en mission internationale.

3. Toutes les dispositions de la convention collective continuent de s'appliquer au policier pendant toute la durée de la mission internationale à l'exception de celles portant sur le temps supplémentaire, les horaires de travail, les tâches reliées au grade, l'allocation vestimentaire et les primes de relève.

4. À défaut par la sous-direction des missions de paix internationales (SDMPI) de le faire, l'employeur s'engage à prendre à ses frais une assurance au bénéfice du policier couvrant les soins médicaux et hospitaliers en cas de blessure ou maladie et les frais de rapatriement lorsque le policier est à l'extérieur du territoire.

5. Toute entente conclue entre l'employeur et un tiers portant sur les missions internationales doit être portée à la connaissance de la Fraternité avant son entrée en vigueur. Lorsque l'entente est conclue par écrit, cette entente doit être transmise à la Fraternité sans délai ainsi que toutes modifications qui y sont apportées au fur et à mesure de même que les polices d'assurance prises au bénéfice du policier.

6. L'Employeur se porte garant envers le policier des obligations contenues à toute entente conclue entre lui et un tiers que le tiers ferait défaut de respecter. Le cas échéant, l'employeur est responsable du paiement envers le policier des dommages qui lui sont causés. Dans le cas où l'employeur refuse d'assumer ces obligations, la procédure d'arbitrage prévue à la convention collective s'applique et la Fraternité peut déposer un grief de la même manière que s'il s'agissait d'un avantage prévu dans la convention collective.

7. Période de transition lors du retour de mission : à son retour de mission, le policier bénéficie d'une période de 10 jours de congé payé qui doit être prise dès son retour de façon à correspondre à ses 10 prochaines journées de travail selon son programme de travail habituel.

8. Avant son retour au travail au SPVM, le policier doit subir un examen médical. À cette fin, une journée additionnelle de congé payé lui est accordée.

9. Toutes les lois québécoises applicables en matière de relations de travail continuent de s'appliquer.

Conformément au paragraphe 40.00 de la convention collective, la présente Annexe fait partie intégrante de la convention collective.

ANNEXE N **TARIF DES PROCUREURS**

1. **Les parties conviennent, en application du paragraphe 26.00 de la convention collective, que l'Employeur paiera au procureur choisi par le policier, le tarif horaire suivant *lorsque le policier fait l'objet de poursuite au criminel*:**

- **Moins de cinq ans de pratique : 120 $**
- **Cinq ans et plus mais moins de dix ans de pratique : 165 $**
- **Dix ans et plus mais moins de 20 ans de pratique : 220 $**
- **20 ans et plus de pratique : 250 $**

2. Les parties conviennent, en application du sous-paragraphe d) du paragraphe 26.00 de la convention collective concernant les dossiers devant une instance provinciale chargée de faire respecter la déontologie, que l'Employeur payera au procureur choisi par la Fraternité le tarif horaire suivant :

- **Moins de cinq ans de pratique : 110 $**
- **Cinq ans et plus mais moins de dix ans de pratique : 150 $**
- **Dix ans et plus mais moins de 20 ans de pratique : 200 $**
- **20 ans et plus de pratique : 225 $**

3. Les tarifs horaires incluent les petits débours tels que les photocopies, la recherche en ligne, les frais de déplacements et de stationnements.

4. Les tarifs horaires prévus aux articles 1.00 et 2.00 sont indexés de la façon suivante :

- **Au 1er janvier 2019, les taux horaires sont ajustés (arrondi au dollar près) selon l'indice des prix à la consommation (IPC) annualisé à Montréal pour l'année 2018**
- **Au 1er janvier 2021, les taux horaires sont ajustés (arrondi au dollar près) selon l'indice des prix à la consommation (IPC) annualisé à Montréal pour l'année 2020**

ANNEXE O **LOI 15**

L'entente intervenue entre la Fraternité des policiers et policières de Montréal et la Ville de Montréal à l'égard du régime de retraite des policiers de Montréal est faite sous réserve des pourvois entrepris par la Fraternité des policiers et policières de Montréal tant à l'égard de la validité de la Loi 15 (RRSM) qu'à l'égard de l'assujettissement dudit régime de retraite à ladite Loi 15.

En conséquence et à la première de l'une ou l'autre des deux éventualités ci-après mentionnées :

a) Advenant que par jugement en dernier ressort, il soit déterminé et jugé que la loi 15 (RRSM) ou que l'une ou l'autre des mesures de restructuration envisagées dans ladite Loi, telle qu'amendée, sont invalides et en violation de l'article 2 d) ou 3 des Chartes canadienne et québécoise sur les droits et libertés de la personne.

ou

b) Advenant que par jugement en dernier ressort, il soit déclaré que le régime de retraite des policiers de Montréal n'est pas assujetti à la Loi 15 (RRSM) telle qu'amendée.

Les parties conviennent d'apporter, le cas échéant, les correctifs requis afin de se conformer audit jugement, incluant le rétablissement des droits ainsi lésés et de bénéfices consentis en fonction des paramètres de la Loi 15 (RRSM) et, étant entendu, que du consentement mutuel, les parties pourraient convenir de n'apporter aucune correction, indépendamment de la finalité de ces pourvois entrepris par la Fraternité des policiers et policières de Montréal.

Conformément au paragraphe 40.00 de la convention collective, la présente Annexe fait partie intégrante de la convention collective.

LETTRE D'ENTENTE
ENTRE
LA VILLE DE MONTRÉAL
ET
LA FRATERNITÉ DES POLICIERS ET POLICIÈRES DE MONTRÉAL INC.

Les parties conviennent d'établir un projet-pilote dont l'objectif est de favoriser la conciliation travail/famille en introduisant le principe du travail à temps partagé. Les modalités convenues entre les parties sont les suivantes :

1. La durée du projet-pilote est d'un an;

2. a) Le programme permet à deux (2) policiers de convenir avec le Service d'un partage égal de temps de travail dans la mesure où les motifs du demandeur sont d'ordre familial;

   b) Aux fins du présent programme, le partage égal de temps de travail comprend le partage d'une semaine ou d'un cycle de travail, mais ne comprend pas le partage d'un quart de travail, le tout selon les scénarios prévus.

3. Ces deux policiers doivent en outre rencontrer les critères suivants :

   a) pendant l'entente, ils doivent être à la même unité et sur le même groupe, soit celui du demandeur;

   b) ils ne doivent pas être en probation ou sous observation;

   c) ils doivent occuper la fonction d'agent de quartier, de superviseur de quartier ou de sergent-détective;

   d) le demandeur peut être jumelé à un policier qui se prévaut des dispositions relatives dans l'annexe L (banque préretraite).

4. Pendant la durée du programme, les deux (2) policiers continuent d'accumuler leur ancienneté, selon l'article XXXV.

5. Le salaire et les bénéfices qui découlent de la convention collective sont payés ou octroyés au prorata du temps travaillé pour la durée du programme.

6. Dans le cas d'un rappel en devoir, le policier absent de son travail dans le cadre du présent programme est réputé continuer de travailler selon son programme et ses heures régulières de travail.

Dans le cas d'une convocation à la cour les dispositions du paragraphe 11.08 de la convention collective s'appliquent en les adaptant.

7. L'employeur peut mettre fin à l'entente de temps partagé, lorsque l'un des deux (2) policiers devient incapable de façon permanente d'assumer sa part de l'entente et qu'il est impossible de le remplacer ou lorsque les besoins du Service l'exigent ; le cas échéant l'employeur donne aux policiers un préavis de trente-cinq (35) jours.

9. Pour la durée du projet-pilote, il ne peut y avoir plus de vingt (20) ententes de temps partagé (40 policiers) en même temps. Advenant le cas où il y a plus de vingt (20) demandes, l'ancienneté du demandeur prévaut.

10. La perte de prestation qui découle des ententes de temps partagé doit être compensée en ayant recours à un policier temporaire.

Conformément au paragraphe 40.00 de la convention collective, la présente Annexe fait partie intégrante de la convention collective.

LETTRE D'ENTENTE
ENTRE
LA VILLE DE MONTRÉAL
ET
LA FRATERNITÉ DES POLICIERS ET POLICIÈRES DE MONTRÉAL INC.

Nonobstant les dispositions pertinentes de l'article XXI de la convention collective, les parties conviennent de ce qui suit :

1. Le policier considéré en absence sans justification médicale par l'Employeur peut se prévaloir des dispositions de la présente entente dans le cas où son médecin et celui de l'Employeur énoncent des opinions médicales différentes.

2. Dans un tel cas, le médecin-arbitre est choisi conjointement par la Fraternité des policiers et l'Employeur, à même la liste annexée aux présentes.

3. Ce choix est définitif et lie les parties.

4. Les parties transmettent au médecin-arbitre toute documentation médicale pertinente afin d'appuyer leur position respective dans les trente (30) jours de sa nomination. Dans tous les cas, le médecin-arbitre rencontre, examine et évalue la personne visée par l'arbitrage médical dans les quinze (15) jours de sa nomination.

5. Sous réserve du paragraphe 4 de la présente entente, le médecin-arbitre décide sur dossier médical seulement.

6. Dans les quarante-cinq (45) jours de sa nomination, le médecin-arbitre rend sa décision. À défaut de respecter ce délai et de justifier une demande d'extension de délai auprès des parties, le médecin-arbitre sera dessaisi du dossier.

7. La décision du médecin-arbitre est sans appel et lie les parties.

8. Les honoraires professionnels seront partagés également entre les parties.

8. Dès que le policier avise l'Employeur qu'il recourt à l'arbitrage médical, il a droit à la rémunération prévue dans l'article XXI.

10**.** Dans les deux mois qui suivent la signature de la convention collective, les parties s'engagent à revoir l'Annexe R afin d'y apporter toutes les modifications qu'elles jugent pertinentes.

À défaut d'entente entre elles, l'une ou l'autre des parties peut soumettre leur mésentente à l'arbitrage devant l'arbitre désigné en vertu de l'annexe K pour disposer du différend portant sur l'octroi d'une prime de fonctions spécialisées
L'arbitre a tous les pouvoirs nécessaires à l'exercice de sa compétence et les dispositions pertinentes du Code du travail du Québec applicables à un différend, s'appliquent en les adaptant.

Conformément au paragraphe 40.00 de la convention collective, la présente Annexe fait partie intégrante de la convention collective.

ANNEXE R **PRÊT DE SERVICE**

Prêt de service : vise tout policier qui, à la demande de l'employeur, travaille sous l'autorité d'un organisme, institution, service ou autre entité que le Service de police de la Ville de Montréal, à l'intérieur des limites territoriales du Canada, pour une période de 12 mois consécutifs et plus.

Lorsque le prêt de service est d'une durée de moins de 12 mois consécutifs, les parties doivent négocier et conclure une entente sur les conditions qui sont applicables à ce prêt de service.

1. Pendant toute la durée du prêt de service la Ville de Montréal est réputée demeurer l'employeur du policier sans égard à l'endroit où le travail est exécuté.

2. L'employeur continue de payer au policier son salaire et ses avantages de la même manière que celle prévue dans la convention collective durant toute la période pendant laquelle il est en prêt de service.

3. Toutes les dispositions de la convention collective continuent de s'appliquer au policier pendant toute la durée du prêt de service, sous réserve des conditions particulières de travail énoncées au contrat intervenu entre le policier et le tiers, à la condition que la Fraternité ait préalablement donné son accord.

4. Lorsque l'entente entre l'employeur et le tiers comporte des dispositions plus avantageuses que celles prévues à la convention collective à l'endroit du policier, celui-ci, à son choix, détermine la condition qu'il veut se voir appliquer.

5. Toute entente conclue entre l'employeur et un tiers portant sur les prêts de service doit être portée à la connaissance de la Fraternité avant son entrée en vigueur. Lorsque l'entente est conclue par écrit, cette entente doit être transmise à la Fraternité sans délai ainsi que toutes modifications qui y sont apportées au fur et à mesure de même que les polices d'assurance prises par l'employeur au bénéfice du policier.

6. L'Employeur se porte garant envers le policier des obligations contenues à toute entente conclue entre lui et un tiers que le tiers ferait défaut de respecter. Le cas échéant, l'employeur est responsable du paiement envers le policier des dommages qui lui sont causés. Dans le cas où l'employeur refuse d'assumer ces obligations, la procédure d'arbitrage prévue à la convention collective s'applique et la Fraternité peut déposer un grief de la même manière que s'il s'agissait d'un avantage prévu dans la convention collective.

7. Le policier qui doit subir un examen médical avant son retour au travail au SPVM le fait sur le temps du Service. À cette fin, une journée de congé payée lui est accordée.

8. Toutes les lois québécoises applicables en matière de relations de travail continuent de s'appliquer.

Conformément au paragraphe 40.00 de la convention collective, la présente Annexe fait partie intégrante de la convention collective.

ANNEXE S **ÉQUIPE CYNOPHILE**

Les dispositions de la convention collective s'appliquent aux policiers qui travaillent dans l'équipe cynophile sous réserve des dispositions contenues dans la présente entente.

1. Tâches

1.1 Les activités de l'équipe cynophile couvrent notamment les domaines suivants :

- Réponse aux appels de service;
- Patrouille préventive et dissuasive;
- Recherche de personnes ou d'objets;
- Recherche et détection de stupéfiants, d'explosifs et d'armes à feu;
- Participation à des perquisitions, recherches d'objets etc.;
- Fouille de grands espaces;
- Dépistage;

1.2 Le maitre-chien et son chien forme une équipe de patrouille spécialisée. Les mandats opérationnels confiés à cette équipe spécialisée viennent des unités d'enquêtes de stupéfiants, des centres d'enquête ou de toute unité du Service nécessitant leur service.

1.3 Le maitre-chien peut-être appelé à répondre à l'ensemble des appels confiés aux patrouilleurs-solos sur la 2e et 3e relève. Le maitre-chien ne répond à aucun appel lorsqu'il travaille sur la 1ère relève.

1.4 Le maître-chien est considéré en devoir dans tous les cas où il doit, en dehors de ses heures régulières et après autorisation de son supérieur, se déplacer avec son chien pour des soins vétérinaires. Le cas échéant, les dispositions de l'article 10 de même que toute autre disposition de la convention collective s'appliquent en les adaptant.

2. Horaire de travail

Le maître-chien évolue sur le programme 21.14 :35, sur les 2e, 3e relève et relève intermédiaire.

3. Processus de sélection

3.1 En référence à l'Annexe B de la Pr. 429-5, le policier doit satisfaire aux préalables établis.

4. Dispositions pour le véhicule

4.1 Le maître-chien doit posséder un véhicule pouvant contenir une cage ou un dispositif de retenue pour chien;

4.2 L'employeur rembourse au maître chien les coûts du kilométrage pour l'utilisation de son véhicule personnel lorsqu'il transporte un chien du Service pour tout motif relié au travail; ces coûts sont déterminés selon les politiques en vigueur à la Ville de Montréal.

5. <u>Soins, entretien et garde du chien</u>

5.1 Chacun des chiens est sous la responsabilité d'un maitre-chien;

5.2 Le maître-chien doit demeurer dans une résidence permettant l'installation d'un chenil extérieur ; à l'exception des périodes de vacances annuelles, le chien réside donc au domicile du policier et ce, en permanence;

5.3 Le Service fournit au maître-chien tout l'équipement nécessaire à l'entretien, à l'entrainement et au transport du chien de même que la nourriture de ce dernier;

5.4 Lors du retrait de l'animal des opérations policières, les policiers de l'unité se voient offrir prioritairement la possibilité d'acquérir l'animal dont ils avaient la responsabilité.

Conformément au paragraphe 40.00 de la convention collective, la présente Annexe fait partie intégrante de la convention collective.

ANNEXE T **COMITÉ AVISEUR**

LETTRE D'ENTENTE

ENTRE

LA VILLE DE MONTRÉAL

ET

LA FRATERNITÉ DES POLICIERS ET POLICIÈRES DE MONTRÉAL INC.

Les parties conviennent de la formation d'un comité aviseur composé de deux représentants du Service et de deux représentants de la Fraternité. Le comité a pour mandat :

- De conseiller la direction du Service sur la mise en place d'un processus d'assistance judiciaire au policier qui fait l'objet d'une enquête par suite d'actes posés dans l'exercice de ses fonctions de policier ou d'agent de la paix.
- De conseiller la direction du Service sur les modalités de réaffectation administrative des policiers relevés de leurs fonctions.
- De conseiller la direction du Service au niveau de l'application du paragraphe 26.00 relativement à la faute lourde.

Conformément au paragraphe 40.00 de la convention collective, la présente Annexe fait partie intégrante de la convention collective.

ANNEXE U AGENT DE QUARTIER SOLO ET FONCTIONS SANS PRESTATION DE TRAVAIL SUR LA PREMIÈRE RELÈVE

ENTENTE

entre

LE SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL

(Ci-après la « Ville de Montréal » ou l' « Employeur »

et

LA FRATERNITÉ DES POLICIERS ET POLICIÈRES DE MONTRÉAL

(Ci-après la « Fraternité » ou le « Syndicat »)

PRÉAMBULE

CONSIDÉRANT **l'évolution des besoins opérationnels du SPVM et l'impact sur la fonction d'agent de quartier solo;**

CONSIDÉRANT **la mise en place de nouveaux programmes de travail ne comprenant pas de prestation de travail sur la première relève;**

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Le préambule fait partie intégrante des présentes ;

2. L'Employeur maintient cent vingt-huit (128) postes de travail pour la fonction d'agent de quartier solo et chacun de ces postes doit être comblé. Les parties conviennent que les autres postes d'agent solo non comblés en date de l'entrée en vigueur de la convention collective sont abolis sous réserve des autres dispositions de la présente annexe, dont notamment celles portant sur la création de postes d'agents solos en vertu du paragraphe 9 ;

3. De même, l'Employeur s'engage à créer, à partir d'assignations en cours ou autrement, trente (30) postes dans des fonctions qui ne requièrent pas de travailler sur la première relève. De façon ponctuelle, le constable occupant une telle fonction peut être appelé à travailler sur la première relève lorsque la nature du projet ou des activités justifiant la création de son poste le justifie *;*

4. Une fois les trente (30) postes mentionnés au paragraphe précédent créés, l'employeur s'engage à les combler sans délai et à en maintenir en tout temps vingt (20) qui ne requièrent pas de travailler sur la première relève, étant entendu que l'Employeur n'a pas d'obligation à l'égard des 10 autres postes qu'il peut choisir d'abolir sans obligation d'en créer d'autre comportant l'absence de prestation de travail sur la première relève. Il est entendu cependant que le Service peut abolir l'un ou l'autre des vingt postes susmentionnés à la condition qu'il y ait toujours vingt postes qui ne requiert pas de travailler sur la première relève et que ces vingt postes soient tous comblés ;

5. L'employeur avise sans délai la Fraternité de la création des susdits trente postes et de toute modification qu'il apporte à ce sujet ; de la même manière, l'employeur avise la Fraternité du nom des policiers qui occupe l'un ou l'autre des trente postes en question et de leur remplaçant le cas échéant ;

6. L'Employeur maintien également les trente-trois (33) postes dans la fonction d'agents de sécurité routière, incluant les deux (2) agents de sécurité routière au poste de quartier 38 ;

7. La présente entente fait en sorte qu'il y a, en tout temps, deux cent cinquante (250) postes dans des fonctions qui ne requièrent pas de travailler sur la première relève et qui doivent être comblés. Ces deux cent cinquante (250) postes sont composés des 128 postes dans la fonction d'agent de quartier solo (paragraphe 2), des trente-trois postes d'agent AQSR visés dans le paragraphe 6, des 30 postes à être créés (dont 20 que l'Employeur doit maintenir) (paragraphe 3) et des 69 postes visés dans le paragraphe 9 qui comportent des programmes de travail avec moins ou sans prestation de travail sur la première relève dans les postes de quartier 4,9,10,12,45 et 7 ;

8. Le Service s'engage à faire aucune nomination de constable auxiliaires permanent à constable permanent dans les PDQ 4, 9, 10, 12, 45 et 7 sauf s'il y n'y a aucune demande de mutation pour occuper les fonctions d'agent de quartier laissés vacantes dans ces PDQ. Toutefois, conformément à ce qui est prévu à la convention collective, un constable auxiliaire permanent peut occuper de façon temporaire la fonction d'agent de quartier dans les postes concernés ;

9. Puisqu'un nombre important de fonctions sans première relève découlent de la mise en place de programmes de travail qui réduit le nombre de première relève, les parties conviennent des modalités suivantes dans l'éventualité de la fusion ou de la disparition de l'un ou l'autre des postes de quartier 4, 9, 10, 12, 45 et 7 ;

i) Pour chacun des trois (3) premiers postes de quartier qui sont fusionnés ou qui disparaissent, l'Employeur s'engage à créer onze (11) postes d'agents solos (11) qui doivent être comblés ;

ii) Pour chacun des trois (3) derniers postes de quartier fusionnés ou qui disparaissent, l'Employeur s'engage créer douze (12) postes d'agents solos policiers qui doivent être comblés.

10. L'agent de quartier solo est détaché de la première relève. Il est attaché à son équipe et travaille en alternance sur la 2e et la 3e relève. S'il devait y avoir plus d'un agent de quartier solo par équipe, ceux-ci sont répartis sur les 2e et 3e relèves.

11. Les agents de quartier solos sont mutés par ancienneté générale ;

MODALITÉS PARTICULIÈRES POUR LES AGENTS DE QUARTIER SOLO DES POSTES 4, 9, 10, 12, 45, ET 7

12. Les vingt-quatre (24) agents solos affectés, à la date de l'entrée en vigueur de la convention collective, sur l'horaire 35.35/70 dans les postes de quartier 4, 9, 10, 12, 45 et 7 poursuivent sur le même horaire et selon les mêmes conditions de travail que l'horaire qui s'applique en date de l'entrée en vigueur de la convention collective. Ceci implique que leurs choix de vacances s'effectuent à l'intérieur de leur groupe de travail et qu'ils bénéficient du même nombre de fins de semaine que leur équipe de travail ;

MODALITÉS PARTICULIÈRES POUR LES AGENTS DE QUARTIER SOLO DES AUTRES POSTES DE QUARTIER

13. Pour ce qui est des cent quatre (104) autres agents de quartier solos (c'est à dire quatre (4) pour chacun des autres PDQ non énumérés au paragraphe précédent), ceux-ci se voient attribués un nouveau programme de travail 21.14/35 sur un horaire de 8h30 qui ne comporte pas de travail de première relève. Ils travaillent cinq (5) fins de semaine sur vingt (20) semaines. Ils sont affectés sur le groupe 6 de travail. L'horaire de travail de fins de semaine est de 10 h à 18 h 30. L'horaire de travail et ses modalités sont joints à la présente annexe ;

14. Les périodes de vacances sont choisies à une proportion de 50 % entre les quatre (4) agents de quartier solo sous réserve du paragraphe 12 pour les PDQ 4, 9, 10, 12, 45, et 7.

PROGRAMME DE TRAVAIL DE LA FONCTION D'AGENT DE QUARTIER TRAVAILLANT SUR L'HORAIRE 35-35-70 DES PDQ 4, 9, 10, 12 ET 45

15. Il est convenu que les programmes de 9 h 45 de travail des sergents, agents de quartier solo, agents séniors et agents de quartier sur les équipes de travail pour les postes de quartier 4, 9, 10, 12, 45, existant en date de l'entrée en vigueur de la convention collective sont maintenus, confirmant ainsi l'horaire sur la relève de jour (2e) et de soir (3e). En ce qui concerne le lieutenant, les agents sociocommunautaires, les agents de quartier sécurité routière, les policiers travaillant sur le MAP et les policiers affectés à d'autres types de patrouilles des PDQ 4, 9, 10, 12, et 45, ces derniers sont assujettis à un horaire de 8 h 30 sur un programme 21-14-35 ;

16. Pour ce qui est des programmes de travail pour les postes de quartier 4, 7, 9, 10, 12 et 45 les conditions suivantes s'appliquent ;

i) Nonobstant les dispositions du paragraphe 8.00 c) alinéa 7 de la convention collective, le jumelage de deux (2) agents de quartier, en raison du fait que chacun d'entre eux se trouve en excédant d'un nombre pair d'agents de quartier duo, est permis sur les 3 relèves afin de répondre aux appels sur les deux (2) territoires, si ces deux agents de quartier sont attachés à des postes de quartier limitrophes ou à des postes de quartier limitrophes par le fait du regroupement de PDQ prévu plus haut ;

ii) Nonobstant les dispositions du paragraphe 10.01 a) de la convention collective, dans le cas du programme de travail 35.35/70 applicable au poste de quartier 7, toute affectation sur un autre sous-groupe de travail peut se faire après un avis donné lors de la journée ouvrable précédente sans que cela soit considéré comme un rappel en devoir ;

REGROUPEMENT DE CERTAINS POSTES DE QUARTIER POUR LA PREMIÈRE RELÈVE

17. Les postes de quartier 3 et 4 sont regroupés pour former un seul poste de quartier mais à des fins opérationnelles seulement, et ce, exclusivement sur la 1e relève ; il en est de même pour les postes de quartier suivants : 9-11, 12-15, 10-27, 45-49 ; de plus, les conditions suivantes s'appliquent :

i) Les superviseurs en devoir ou leur remplaçant sont chargés de la supervision des deux territoires ainsi regroupés ;

ii) Nonobstant les dispositions du paragraphe 10.00 a) de la convention collective, le policier de la première relève dans les postes de quartier 3, 11, 15, 27, 49 peut être appelé à poursuivre en temps supplémentaire dans le poste avec lequel il est regroupé. Dans ce cas, il n'est pas considéré comme étant assigné au sens de l'article 8 de la convention collective ;

Également, le programme de travail de 9 h 45 du poste de quartier 7 existant à la date de l'entrée en vigueur de la convention collective est maintenu dans son intégralité. Les agents de quartier, les agents de quartier solos, les agents séniors et les sergents poursuivent leur horaire de 9 h 45, tandis que le lieutenant, les agents sociocommunautaires, les agents de quartier sécurité routière, les policiers travaillant sur le MAQ et les policiers affectés à d'autres types de patrouilles, poursuivent leur travail sur l'horaire de 8 h 30 sur un programme de travail de 21-14-35.

Conformément au paragraphe 40.00 de la convention collective, la présente Annexe fait partie intégrante de la convention collective.

ANNEXE « V » **GRILLE APPLICABLE AUX MESURES PROVISOIRES OU TEMPORAIRES**
ARTICLE 27.20 DE LA CONVENTION COLLECTIVE

SITUATIONS			OPTIONS					NOTES SUPPLÉMENTAIRES
			F.H.	A.T.	SUSPENDU			
					P.T.	D.T.	S.T.	
ENQUÊTE			X	X	X			
ACCUSATION								
	Lois statutaires, en déontologie et en discipline		X	X	X			
	Actes criminels et infractions mixtes	** reliés à l'exercice de ses fonctions	X	X	X			
	Actes criminels et infractions mixtes poursuivis sur acte criminel	Non reliés à l'exercice de ses fonctions	X	X		X		*** Remboursement du demi-traitement si acquittement, libération ou si procédure de mise en accusation transformée par voie sommaire
	Actes criminel et infractions mixtes poursuivis sur acte criminel	Non reliés à l'exercice de ses fonctions					X	Si conditions remise en liberté font qu'il ne peut plus fournir sa prestation de travail ; la révision des conditions de remise en liberté entraine la révision de la mesure administrative
	Infractions mixtes poursuivis par voie sommaire	Non reliés à l'exercice de ses fonctions	X	X	X			
VERDICT								
	Culpabilité sur acte criminel						X	* Jusqu'à la décision disciplinaire ou déontologique ou un maximum de 90 jours
	Culpabilité sur infraction mixte ou acte criminel par voie sommaire ou aux lois statutaires ou lois statutaires		X	X	X			Pour les infractions mixtes ou actes criminels par voie sommaire, jusqu'à la décision disciplinaire ou déontologique
	Acquittement		X	X	X			
EMPRISONNEMENT								
	Après la comparution jusqu'au verdict, tant qu'il y a détention						X	
	Après sentence, tant qu'il y a détention						X	* Jusqu'à la décision disciplinaire ou déontologique
APPEL demandé par la Couronne après acquittement			X	X	X			Jusqu'à la décision de la Cour d'Appel
Appel demandé par le policier après condamnation et verdict							X	
Accusations multiples ****								

Note : Cette grille est applicable à tous les policiers, incluant ceux en maladie.

Légende : F.H. : Fonctions habituelles

A.T. : Assignation ou affectation provisoire ou temporaire

P.T. : Plein traitement

D.T. : Demi-traitement

S.T. : Sans traitement

* Si la décision disciplinaire ou déontologique n'est pas rendue après quatre-vingt-dix (90) jours, selon le cas, il retrouve son statut d'avant verdict jusqu'à cette décision.

** L'expression « reliés à l'exercice de ses fonctions ou au statut d'agent de la paix » a le même sens que celui qui en est donné dans le paragraphe 27.20 de la convention collective.

*** Le policier accusé par acte criminel est également remboursé du demi-traitement dès son acquittement ou sa libération ou l'abandon des procédures criminelles, dès que la procédure de mise en accusation est modifiée en accusation par voie sommaire ou dès qu'il est reconnu coupable sur une accusation modifiée en infraction sommaire.

**** Avant condamnation, en cas d'accusations multiples, l'option applicable est celle dont l'accusation en relation avec la situation relative à l'exercice des fonctions, est la moins favorable au policier. Exemple : un policier qui est accusé d'un acte criminel par voie sommaire alors qu'il est dans l'exercice de ses fonctions mais qui est aussi accusé d'un autre acte criminel par acte criminel alors qu'il n'est pas dans l'exercice de ses fonctions reçoit le demi-traitement.

ANNEXE W CHARTE SUR LES HEURES EXCÉDENTAIRES EN FORMATION

TITRE DU COURS	NUMÉRO RÉF.	SPVM
Activité en intégration policière	CRI-1011	10
Actualisation des connaissances du patrouilleur	PAG-1003	4
Agent d'infiltration	ENQ-2017	70
Alco Sensor IV le moniteur	SER-2008	2
Cinémomètre Laser	SER-1010	4
Cinémomètre Laser requalification	SER-1011	2
Cinémomètre Laser, le moniteur	SER-2002	5
Cinémomètre Laser, le moniteur requalification	SER-2003	2
Enquête sur des crimes à caractère sexuel	CRI-1009	4
Enquête sur des crimes économiques	CRI-1005	20
Entrevue filmée d'un suspect	CRI-1008	20
Fondements stratégiques de l'emploi de la force	FOR-2051	8
Imagerie numérique judiciaire	ENQ-1022	3
Interventions pédagogiques	COM-1005	8
Investigation d'une scène d'incendie	CRI-1016	10
Techniques d'enquête de collision	SER-1039	4

FORMATION CCP

TITRE DU COURS	NUMÉRO RÉF.	SPVM
Crime organisé	OCC	15
Gestion des cas graves (gestionnaire d'équipe)	GCGGE	25
Identité judiciaire	C I J	50
Technique d'enquête sur les crimes graves		5
Technique d'enquête sur les drogues	CTED	10

Si le nombre d'heures prévu à un syllabus de cours susmentionné est modifié à la hausse, le nombre d'heures d'étude augmentera uniquement si le syllabus prévoit un nombre d'heures d'étude supérieur à ce qui est prévu à la présente charte. Dans ce cas, le nombre d'heures d'étude prévu à la présente charte sera ajusté pour refléter le nombre d'heures d'étude déterminé au syllabus.

ANNEXE X **RÉGIME DE RETRAITE**

ENTENTE

Entre

LE SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL
(Ci-après la « Ville de Montréal » ou l' « Employeur »

et

LA FRATERNITÉ DES POLICIERS ET POLICIÈRES DE MONTRÉAL
(Ci-après la « Fraternité » ou le « Syndicat »)

Les négociations relatives au régime de retraite des policiers et policières de Montréal pourront débuter en même temps que les négociations relatives au renouvellement de la présente convention collective. À défaut par les parties d'en venir à une entente à cette occasion, le différent est assujetti aux dispositions de la *loi concernant le régime de négociation des conventions collectives et de règlement des différends dans le secteur municipal au même titre que la convention collective*.

Il est entendu que le régime de retraite des policiers et policières de la Ville de Montréal de même que l'entente pouvant être conclue dans le cadre des négociations ou de la sentence du conseil de règlement des différends, le cas échéant, ne font pas partie de la convention collective. La présente Annexe n'a donc pas pour but ni pour effet de faire dudit régime de retraite une matière sur laquelle un arbitre de grief a compétence.

Malgré ce qui précède, la Fraternité se réserve tous ses droits de contester la compétence et la validité de la constitution du conseil de règlement des différends au plan constitutionnel.

ANNEXE Y MODALITÉS DE TRANSITION CONCERNANT CERTAINES FONCTIONS D'AGENT DE SOUTIEN DANS LES DIVISIONS, D'AGENT DE COMPARUTION OEUVRANT À LA COUR MUNICIPALE DE MONTRÉAL (CMM), AGENT ET OFFICIER DE LIAISON ET D'ANALYSE TACTIQUE ET STRATÉGIQUE

LETTRE D'ENTENTE

entre

LE SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL
(Ci-après la « Ville de Montréal » ou l'« Employeur »

et

LA FRATERNITÉ DES POLICIERS ET POLICIÈRES DE MONTRÉAL
(Ci-après la « Fraternité » ou le « Syndicat »)

PRÉAMBULE

CONSIDÉRANT **l'évolution des activités et des besoins du Service de police de la Ville de Montréal (Ci-après « SPVM »);**

CONSIDÉRANT **la transformation des fonctions et tâches au sein du SPVM;**

CONSIDÉRANT **le droit de l'Employeur d'abolir ou de modifier des postes ou des fonctions;**

CONSIDÉRANT QU' **il est dans l'intérêt des deux parties de déterminer les modalités découlant de l'abolition ou de la transformation de certaines fonctions ou postes;**

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. **Le préambule fait partie intégrante de la présente entente;**

AGENT DE SOUTIEN OEUVRANT DANS LES DIVISIONS DU SPVM

2. **L'Employeur abolira, par attrition, jusqu'à soixante (60) postes occupés par des constables dans les centres opérationnels afin de les transformer en auxiliaires-soutien conformément à l'Annexe G de la convention collective;**

3. **Afin d'assurer une transition adéquate, les Parties conviennent que l'Employeur peut, suite au départ d'un policier, combler par assignation temporaire le poste ainsi libéré, et ce, jusqu'à ce que la Ville soit en mesure de combler les postes requis par des auxiliaires de soutien;**

4. **Cette assignation peut durer au-delà des périodes prévues au paragraphe 8 de la convention collective. Toutefois, l'Employeur doit aviser le policier de la fin de son assignation par un avis de quatre-vingt-dix (90) jours précédant la fin de son assignation;**

AGENT DE COMPARUTION OEUVRANT À LA COUR MUNICIPALE DE MONTRÉAL (CMM)

5. **L'Employeur abolira, par attrition, jusqu'à six (6) postes d'agent de comparution afin de les transformer en auxiliaire de soutien, conformément à l'Annexe G de la convention collective;**

6. **Afin d'assurer une transition adéquate, les Parties conviennent que l'Employeur peut, suite au départ d'un policier, combler par assignation temporaire le poste ainsi libéré, et ce, jusqu'à ce que la Ville soit en mesure de combler les postes d'auxiliaire de soutien requis;**

7. **Cette assignation peut durer au-delà des périodes prévues au paragraphe 8 de la convention collective. Toutefois, l'Employeur doit aviser le policier de la fin de son assignation par un avis de quatre-vingt-dix (90) jours précédant la fin de son assignation;**

AGENT ET OFFICIER DE LIAISON, POUR LA COUR QU QUÉBEC, CHAMBRE CRIMINELLE ET PÉNALE (CQCCP), LA COUR DU QUÉBEC, CHAMBRE DE LA JEUNESSE (CQCJ) ET LA COUR MUNICIPALE DE MONTRÉAL (CMM)

8. **L'Employeur abolira, par attrition, jusqu'à dix-neuf (19) postes de policier occupant les fonctions d'agent et officier de liaison, pour la Cour du Québec, la chambre criminelle et pénale (CQCCP), la Cour du Québec, la chambre de la jeunesse (CQCJ) et la Cour Municipale de Montréal (CMM);**

9. **La Fraternité reconnaît que l'Employeur peut combler ces postes par des personnes de l'extérieur de l'unité d'accréditation de la Fraternité;**

10. **Afin d'assurer une transition adéquate, les Parties conviennent que l'Employeur peut, suite au départ d'un policier, combler par assignation temporaire le poste ainsi libéré, et ce, jusqu'à ce que la Ville soit en mesure de combler les postes requis à l'extérieur de l'unité d'accréditation des de la Fraternité;**

11. **Cette assignation peut durer au-delà des périodes prévues au paragraphe 8 de la convention collective. Toutefois, l'Employeur doit aviser le policier de la fin de son assignation par un avis de quatre-vingt-dix (90) jours précédant la fin de son assignation;**

FONCTION D'ANALYSTE TACTIQUE ET STRATÉGIQUE

12. **L'Employeur abolira, par attrition, jusqu'à un maximum de trente (30) postes de policiers occupant la fonction d'analyste tactique ou stratégique;**

13. **La Fraternité reconnaît que l'Employeur peut combler ces postes par des personnes de l'extérieur de l'unité d'accréditation de la Fraternité;**

14. **À l'égard des policiers qui exercent des fonctions d'analystes tactiques et stratégiques, les parties s'engagent, à revoir les tâches de ces fonctions afin, notamment, d'améliorer le lien entre les activités d'analyse tactiques et stratégiques et les activités policières;**

PORTÉE DE LA LETTRE D'ENTENTE

15. **Les parties conviennent que la présente lettre d'entente ne peut être interprétée de quelque manière que ce soit comme signifiant que la Ville de Montréal ne peut abolir un poste de travail ou une fonction couverte par le certificat d'accréditation détenu par la Fraternité. L'objet de la présente lettre d'entente est de définir les modalités associées à des transferts de tâches à des personnes qui ne sont pas dans l'unité de négociation de la Fraternité;**

16. **De la même manière, les parties conviennent que la présente lettre d'entente ne peut être interprétée comme constituant une forme de reconnaissance par la Fraternité que la Ville a le droit de transférer, par décision unilatérale, à des personnes de l'extérieur, des tâches couvertes par le certificat d'accréditation de la Fraternité;**

Conformément au paragraphe 40.00 de la convention collective, la présente Annexe fait partie intégrante de la convention collective.

LETTRE D'ENTENTE

entre

LE SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL
(Ci-après la « Ville de Montréal » ou l' « Employeur »

et

LA FRATERNITÉ DES POLICIERS ET POLICIÈRES DE MONTRÉAL
(Ci-après la « Fraternité » ou le « Syndicat »)

PRÉAMBULE

CONSIDÉRANT QUE **la fonction d'agent senior est abolie à compter de l'entrée en vigueur de la convention collective;**

CONSIDÉRANT QUE **malgré ce qui précède, les agents seniors en fonction à la date de l'entrée en vigueur de la convention collective continuent d'occuper ladite fonction de la même manière que si celle-ci n'était pas abolie, le tout jusqu'à ce qu'ils cessent de l'occuper à l'occasion de leur mutation volontaire, de leur promotion ou de leur cessation d'emploi par congédiement, démission, mise à la retraite ou toute autre cause de départ;**

CONSIDÉRANT QUE, **en application de ce qui précède, les agents seniors encore en fonction à la date de l'entrée en vigueur de la convention collective, continuent de bénéficier de toutes les conditions de travail, de tous les avantages, bénéfices et droits qui leur étaient reconnus avant l'abolition de ladite fonction;**

CONSIDÉRANT **l'accord des parties d'accorder les mêmes conditions de travail, avantages, bénéfices et droits aux agents de quartier, constables du GTI et à l'agent de la section surveillance physique qui sont sur la liste d'éligibilité d'agent senior à la date de l'entrée en vigueur de la convention collective ;**

CONSIDÉRANT **la volonté des parties de remplacer la fonction d'agent senior dans deux (2) unités spécialisées, par la fonction**

d'agent d'amélioration continue et de contrôle de la qualité (ACCQ);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. **Le préambule fait partie intégrante de la présente entente;**

2. **Les parties conviennent d'abolir, en date de l'entrée en vigueur de la convention collective, la fonction d'agent sénior et par conséquent le Service cesse de nommer des policiers dans cette fonction sous réserve du paragraphe 6 de la présente lettre d'entente;**

3. **Tous les agents seniors en fonction à la date de l'entrée en vigueur de la convention collective continuent d'occuper cette fonction de la même manière et avec les mêmes obligations que si celle-ci n'était pas abolie;**

4. **Lesdits agents seniors bénéficient des mêmes conditions de travail et de tous les droits, privilèges, bénéfices et avantages attachés à cette fonction avant que celle-ci ne soit abolie, le tout jusqu'à ce qu'ils cessent de l'occuper, ainsi que cela est prévu dans le deuxième considérant ;**

5. **Le salaire attaché à la fonction d'agent senior est de 103 % du salaire du constable première classe et les dispositions des articles II et III de la convention collective continuent de s'appliquer aux susdits agents seniors;**

6. **Un agent de quartier, un constable du GTI de même qu'un agent de la section surveillance physique qui est sur la liste d'éligibilité d'agent senior à la date de l'entrée en vigueur de la convention collective se voit accorder le droit d'être nommé à ladite fonction lorsque l'un des postes mentionné dans le paragraphe 3, devient vacant, soit dans tout PDQ pour les agents de quartier ou dans l'unité concernée du constable GTI ou de l'agent de la section surveillance physique, soit dans toute autre unité, à son choix ;**

7. **Le cas échéant, les paragraphes 2, 3 et 4 de la présente Entente s'appliquent à l'agent de quartier, le constable GTI et l'agent de la section surveillance physique, nommé en application de l'article 6, en les adaptant;**

8. **Une nouvelle fonction appelée « agent d'amélioration continue et de contrôle de la qualité (ACCQ) » est créée dès l'entrée en vigueur de la convention collective, en remplacement de la fonction d'agent senior, dans les deux (2) unités spécialisées suivante : le Groupe tactique d'intervention (GTI) et la section de la surveillance physique;**

9. **Dans chacune des deux (2) susdites unités spécialisées, il y a deux postes**

d'agent ACCQ et ceux-ci sont comblés en tout temps;

10. **Le grade attaché à la fonction d'agent ACCQ est celui de constable;**

11. **Le salaire attaché à la fonction d'agent ACCQ est fixé à 103 % du salaire du constable 1ière classe;**

12. **Les dispositions des articles II et III de même que le paragraphe 24.02 c) de la convention collective s'appliquent en les adaptant à l'agent ACCQ. Le cas échéant, les dispositions relatives à la prime de spécialité s'appliquent à l'agent ACCQ qui y a droit.**

    Exemple :

    Agent de formation au GTI :

    Salaire : 103 % salaire du constable 1ière classe

    S'ajoutent ensuite dans l'ordre suivant : la prime de spécialité, la prime de métropole, le boni d'ancienneté et la prime de niveau de service;

13. **Le Service avise sans délai la Fraternité de la création de tout nouveau module de formation et de contrôle de la qualité (MFCQ) et de sa décision d'assujettir ou non ledit module MFCQ aux dispositions de la présente Entente;**

    Le cas échéant, les dispositions de la présente Entente s'appliquent à l'égard de ce module MFCQ;

14. **L'article II de la convention collective est modifié en intégrant dans l'échelle salariale la fonction suivante : « agent d'amélioration continue et de contrôle de la qualité (ACCQ) » en remplacement de la fonction d'agent senior;**

15. **Lorsqu'il n'y aura plus d'agent sénior, les parties conviennent d'amender la convention collective afin d'y retirer toute référence à la fonction d'agent sénior.**

Conformément au paragraphe 40.00 de la convention collective, la présente Annexe fait partie intégrante de la convention collective.

ANNEXE AA **CRÉATION D'UN COMITÉ PARITAIRE POUR LA MISE EN DISPONIBILITÉ**

LETTRE D'ENTENTE

entre

LE SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL
(Ci-après la « Ville de Montréal » ou l' « Employeur »

et

LA FRATERNITÉ DES POLICIERS ET POLICIÈRES DE MONTRÉAL
(Ci-après la « Fraternité » ou le « Syndicat »)

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Le préambule fait partie intégrante de la présente entente;

COMITÉ PARITAIRE SUR LA MISE EN DISPONIBILITÉ

2. Dans les trois (3) mois suivant la signature de la convention collective, l'Employeur et la Fraternité s'engagent à mettre en place un comité de travail afin de revoir la notion de disponibilité au sens du sous-paragraphe 10.07 de la convention collective dans l'ensemble des unités du SPVM.

3. Les parties reconnaissent qu'il est en effet dans leur intérêt mutuel d'uniformiser les pratiques en vigueur à l'échelle du SPVM et de prendre en compte les réalités nouvelles qui découlent des changements technologiques dans l'examen de la question relative à la mise en disponibilité des policiers. Les travaux du comité de travail pourront également porter sur les préoccupations de la Ville relatives au volontariat et à la réduction des coûts du temps supplémentaire dans le cadre du concept de mise en disponibilité.

4. Le comité de travail devra soumettre au Service ses recommandations aux parties dans les douze (12) mois suivant sa création.

Conformément au paragraphe 40.00 de la convention collective, la présente Annexe fait partie intégrante de la convention collective.

ANNEXE BB **CRÉATION DE POSTES DE SERGENTS DÉTECTIVES AU SEIN DES UNITÉS CRIMES DE VIOLENCE (CDV) ET SUR LA PÉRIODE TRANSITOIRE QUI EN DÉCOULE**

LETTRE D'ENTENTE

entre

LE SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL
(Ci-après la « Ville de Montréal » ou l' « Employeur »

et

LA FRATERNITÉ DES POLICIERS ET POLICIÈRES DE MONTRÉAL
(Ci-après la « Fraternité » ou le « Syndicat »)

PRÉAMBULE

CONSIDÉRANT **l'intérêt des parties de convenir de la présente entente;**

CONSIDÉRANT **qu'au sein des unités Crimes de violence (CDV), les tâches d'enquête, effectuées en date des présentes, par des policiers qui détiennent le grade de constable, sont considérées comme des tâches qui relèvent normalement des tâches d'enquête effectuées par des policiers qui détiennent le grade de sergent détective;**

CONSIDÉRANT **la période de transition nécessaire à l'application des dispositions de la présente entente;**

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. **Le préambule fait partie intégrante de la présente entente;**

CONVERSION DES POSTES OCCUPÉS PAR DES CONSTABLES AU SEIN DES UNITÉS CDV

2. **Tous les postes qui, en date de la présente entente, sont occupés par des policiers qui détiennent le grade de constables au sein des unités CDV, devront être progressivement occupés par des policiers qui détiennent le grade de sergent détective, le tout en fonction des dispositions qui suivent;**

3. **Le nombre de postes visé dans le paragraphe précédent, correspond au nombre de postes occupés par des constables au sein des unités CDV à la**

date de la ratification de la convention collective par les membres de la Fraternité, ce qui représente environ quarante (40) postes;

PÉRIODE DE TRANSITION

4. **Les postes visés dans le paragraphe 1 seront progressivement comblés par des sergents détectives, par voie d'attrition, c'est-à-dire au fur et à mesure qu'ils deviendront vacants;**

5. **Dans l'intervalle, les constables continuent d'effectuer au sein des unités CDV, des tâches d'enquête qui relèvent normalement de policiers qui détiennent le grade de sergent détective;**

6. **Tous les constables des unités CDV sont considérés comme agissant « en fonction supérieure » au sens de la convention collective et sont rémunérés à ce titre, à compter de la signature de la convention collective ;**

7. **Durant la susdite période de transition, tout constable des unités CDV a prioritairement accès, par préférence à tout autre constable du SPVM :**

   - **à tout poste qui devient vacant au sein de l'unité Moralité ; le cas échéant, le poste est attribué au constable qui détient la plus grande ancienneté générale au sein du SPVM, parmi les constables des unités CDV;**

   - **à tout poste qui devient vacant au sein de ce qu'il est convenu d'appeler une « Équipe par projet » au sein des divisions du SPVM ; entre les constables des unités CDV le poste vacant est attribué de la manière suivante : le cas échéant, par ancienneté de division lorsqu'il y a plus d'un constable provenant de la même division que celle où est situé le poste vacant ; dans tout autre cas, par ancienneté générale ;**

8. **Un policier intéressé à postuler l'un ou l'autre des postes vacants visés dans le paragraphe 7, doit déposer une demande de mutation ; le SPVM transmet au policier un préavis avant de le muter et l'informe que cette mutation est régie par les dispositions du paragraphe 7.10 de la convention collective;**

9. **Le paragraphe 6 de la présente entente s'applique jusqu'à ce que la période couvrant les deux prochains processus de sélection au grade de sergent détective soit terminée, ce qui correspond à la date de la publication de la liste d'éligibilité qui résulte du deuxième processus de sélection;**

10. **Lorsque, en application du paragraphe 7 de la présente entente, le processus de sélection est considéré comme étant complété, les constables des unités CDV qui ne sont pas promus comme sergent détective, continuent d'agir en fonction supérieure et d'être rémunéré en conséquence, en attendant d'être réaffectés, prioritairement à tout autre constable du SPVM, soit dans l'unité**

Moralité, soit dans une Équipe par projet d'un Centre d'enquête. La réaffectation des constables des unités CDV se fait de la manière suivante :

a) En se portant volontaire pour être muté à tout poste qui devient vacant au sein de l'unité moralité ; lorsque plus d'un constable de la même division se porte volontaire, la mutation est attribuée en fonction de l'ancienneté de division ; entre deux policiers qui ne sont pas de la même division, l'ancienneté générale devient le critère déterminant;

b) En l'absence de constable qui se porte volontaire pour occuper un poste vacant au sein de l'unité moralité, la réaffectation est faite par ordre inverse d'ancienneté générale, à l'égard de tout poste qui devient vacant au sein de cette unité;

c) En se portant volontaire pour être muté dans sa division, à tout poste vacant auquel un constable a accès au sein d'une équipe par projet d'un centre d'enquête ; lorsque plus d'un constable se porte volontaire, la mutation est attribuée en fonction de l'ancienneté de division;

d) En l'absence de constable qui se porte volontaire pour occuper dans sa division un poste vacant au sein d'une équipe par projet d'un centre d'enquête, la réaffectation est faite par ordre inverse d'ancienneté de division;

e) En se portant volontaire pour être muté dans une autre division que la sienne, lorsqu'un poste auquel un constable a accès au sein d'une équipe par projet d'un centre d'enquête devient vacant, et que dans cette division, il n'y a plus de constable à réaffecter ; lorsque plus d'un constable se porte volontaire, la réaffectation est faite par ordre inverse d'ancienneté générale parmi les constables des autres unités CDV;

f) En l'absence de constable qui se porte volontaire pour occuper dans une autre division que la sienne un poste vacant au sein d'une équipe par projet d'un centre d'enquête, la réaffectation est faite par ordre inverse d'ancienneté générale parmi les constables des autres unités CDV;

11. Le SPVM prend les moyens qui s'imposent pour informer adéquatement les constables des unités CDV de la vacance d'un poste dans un Centre d'enquête;

12. Le SPVM transmet au policier concerné un préavis avant sa réaffectation et l'informe que cette réaffectation est régie par les dispositions de l'article 7.10 de la convention collective;

DIVERS

13. **Un constable des unités CDV qui désire être promu au grade de sergent détective demeure assujetti à la procédure de promotion à ce grade ;**

14. **Les constables des unités CDV font partie intégrante des groupes de sergent détectives de la même manière que s'ils détenaient ce grade aux fins de l'application des règles générales de la convention collective en matière d'absence, de congés, d'assignations, etc.;**

15. **Le SPVM peut recourir aux dispositions de l'article 8 de la convention collective et ainsi procéder à l'assignation d'un constable des unités CDV ; le cas échéant, le constable assigné en application du susdit article continue de recevoir le traitement correspondant à la fonction supérieure de sergent détective;**

16. **Le SPVM peut aussi recourir aux dispositions du paragraphe 24.06 de la convention collective et offrir un stage à un constable au sein d'une unité CDV ; dans le cadre de son stage, le constable agit en soutien aux opérations sous la supervision d'un sergent détective ou sous la supervision d'un constable en fonction supérieure;**

17. **La présente entente ne constitue pas un précédent et ne peut être invoqué à ce titre en aucune circonstance;**

18. **Tout grief ou litige relié à la création des unités CDV est retiré ou abandonné et considéré comme étant réglé de manière définitive et finale, dont quittance générale et finale pour le tout.**

Conformément au paragraphe 40.00 de la convention collective, la présente Annexe fait partie intégrante de la convention collective.

ANNEXE CC **LIQUIDATION DES BANQUES DE MALADIE RÉSERVE ET MALADIE ANCIEN ET NOUVEAU RÉGIME ET BANQUE DE TEMPS SUPPLÉMENTAIRES**

LETTRE D'ENTENTE

entre

LE SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL
(Ci-après la « Ville de Montréal » ou l' « Employeur »

et

LA FRATERNITÉ DES POLICIERS ET POLICIÈRES DE MONTRÉAL
(Ci-après la « Fraternité » ou le « Syndicat »)

1. **L'accumulation de toute banque de maladie réserve (prévu au sous-paragraphe b) du paragraphe 21.00 de la convention collective 2011-2015), maladie ancien régime (prévu au 2e alinéa du sous-paragraphe b) du paragraphe 21.00 de la convention collective 2011-2015), maladie nouveau régime (prévu au 2e alinéa du sous-paragraphe b) du paragraphe 21.00 de la convention collective 2011-2015) et toute banque de temps supplémentaire (sous-paragraphe b), c) et) du paragraphe 10.00 de la convention collective 2011-2015) cessent en date de l'entrée en vigueur de la convention collective.**

2. **La valeur des banques mentionnées au paragraphe précédent, en date de l'entrée en vigueur de la convention collective, est liquidée et versée au policier, en un seul versement, par dépôt direct. Sauf pour la liquidation de la banque de temps supplémentaire, le policier peut demander que le solde de ses banques prévues au paragraphe 1 soit versé dans un compte REER en autant qu'il s'agisse d'un compte ouvert auprès de la Caisse d'économie Desjardins des policiers.**

3. **La Ville de Montréal verse les sommes dues au policier dans les quatre-vingt-dix (90) jours de l'entrée en vigueur de la convention collective. Toutefois, le policier qui désire que les sommes mentionnés au paragraphe 2 soient versées dans son REER doit en aviser l'Employeur dans les soixante (60) jours suivant l'entrée en vigueur de la convention collective. Dans ce cas, la Ville de Montréal disposera de quatre-vingt-dix (90) jours suivant la décision du policier pour lui verser les sommes dus en vertu de la présente lettre d'entente.**

Conformément au paragraphe 40.00 de la convention collective, la présente Annexe fait partie intégrante de la convention collective.

ANNEXE DD **LIQUIDATION DE LA BANQUE PRÉRETRAITE**

LETTRE D'ENTENTE

entre

LE SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL
(Ci-après la « Ville de Montréal » ou l' « Employeur »

et

LA FRATERNITÉ DES POLICIERS ET POLICIÈRES DE MONTRÉAL
(Ci-après la « Fraternité » ou le « Syndicat »)

1- Les parties conviennent de liquider la banque pré retraite établie en vertu de l'Annexe L de la convention collective en la manière et aux conditions prévues ci-après ;

2- Sans égard aux différentes situations, la liquidation de la valeur de la banque préretraite doit se faire selon la valeur réelle accumulée au 31 décembre 2017 ; de plus, l'accumulation de nouvelles heures jusqu'au 31 décembre 2017, se fait selon les dispositions de l'Annexe L, telles que celles-ci se lisaient dans la convention collective en vigueur jusqu'au 31 décembre 2014 ; aucun policier ne peut accumuler de nouvelles heures dans la banque pré-retraite à compter du 1er janvier 2018 ;

3- Le policier ayant 25 ans et plus de service en date du 31 décembre 2017, voit sa banque liquidée en la manière suivante et à son choix :

1- la banque de préretraite est entièrement payée au policier selon la valeur de sa banque accumulée en date du 31 décembre 2017 à l'intérieur d'une période d'étalement qui peut aller jusqu'à 5 ans si le policier le propose ; le cas échéant, la banque est liquidée selon les instructions du policier qui désire bénéficier des lois applicables en matière de fiscalité dans le cadre d'un REER, mais en autant qu'il s'agisse d'un compte ouvert auprès de la caisse d'Économie Desjardins des policiers ; le premier versement est payé au policier dans les quatre-vingt-dix (90) jours qui

suivent la date où il a fait connaître sa décision à l'employeur sur la période d'étalement et sur les programmes fiscaux applicables et les autres versements se font au plus tard le 1er avril de chaque année ; lorsque le policier refuse toute période d'étalement et désire que sa banque lui soit directement et entièrement payée en un seul versement, le paiement est effectué dans les 90 jours qui suivent la date où il a communiqué sa décision à l'employeur ;

ou

2- le policier se prévaut de sa banque accumulée selon les dispositions actuelles de la convention collective mais à la valeur accumulée en date du 31 décembre 2017, et sans limite de temps en ce qui regarde la date où le congé est pris ;

4- Pour les policiers ayant entre 0 et 25 ans de service en date du 31 décembre 2017, et qui ont accumulé 800 heures et plus à la susdite date : la liquidation de la Banque se fait en la manière décrite dans le paragraphe 3 de la présente entente ;

5- Pour les policiers, qui ont moins de 25 ans de service et qui ont accumulé moins de 800 heures dans la banque préretraite en date du 31 décembre 2017, la liquidation de ladite banque se fait en la manière proposée par la Ville dans son offre initiale, c'est-à-dire, que cette banque est payée au policier selon la valeur accumulée en date du 31 décembre 2017, mais à l'intérieur d'une période d'étalement qui peut s'étendre jusqu'à 5 ans si le policier le propose et selon les instructions du policier qui désire bénéficier des lois applicables en matière de fiscalité dans le cadre d'un REER, mais, dans ce cas, en autant qu'il s'agisse d'un compte ouvert auprès de la Caisse d'économie Desjardins des policiers ; le premier versement est payé au policier dans les 90 jours qui suivent la date où il a fait connaître sa décision à l'employeur sur la période d'étalement et sur les programmes fiscaux applicables et les autres versements se font au plus tard le 1er avril de chaque année ; lorsque le policier refuse toute période d'étalement et désire que sa banque lui soit directement et entièrement payée en un seul versement, le paiement est effectué dans les quatre-vingt-dix (90) jours qui suivent la date où il a communiqué sa décision à l'employeur.

ANNEXE EE MODALITÉS PARTICULIÈRES POUR LE CONSTABLE AUXILIAIRE SOUTIEN

LETTRE D'ENTENTE

entre

LE SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL
(Ci-après la « Ville de Montréal » ou l' « Employeur »

et

LA FRATERNITÉ DES POLICIERS ET POLICIÈRES DE MONTRÉAL
(Ci-après la « Fraternité » ou le « Syndicat »)

PRÉAMBULE

CONSIDÉRANT **la volonté des parties de mettre fin à la fonction de constable auxiliaire soutien;**

CONSIDÉRANT **qu'il reste, en date de la signature de la convention collective, une seule constable auxiliaire soutien soit Mme Karina D'Avignon;**

CONSIDÉRANT **la volonté des parties de maintenir les conditions de travail dont bénéficient les constables auxiliaires soutien et prévues à l'Annexe G de la convention collective 2011-2014;**

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1- Le préambule fait partie intégrante de la présente lettre d'entente;

2- Les parties conviennent qu'il n'existe, en date de la signature de la convention collective, qu'une constable auxiliaire soutien soit Mme Karina D'Avignon;

3- Les conditions de travail applicables aux constables auxiliaires soutien sont les suivantes :

4- Les constables auxiliaires soutien qui sont présentement à l'emploi de l'Employeur le demeurent sous réserve du droit de l'Employeur de mettre fin à leur emploi en conformité avec les dispositions de la convention collective. L'Employeur ne peut cependant procéder à l'embauche de nouveaux constables auxiliaires soutien;

5- Les parties conviennent que le constable auxiliaire soutien œuvrant dans les centres opérationnels n'effectue que les seules tâches suivantes : détention, bertillonnage, administration des tests d'ivressomètre et les activités relatives à l'accueil des personnes en libération conditionnelle et soumises à des engagements et promesses de comparaître;

De plus, par attrition, l'Employeur peut utiliser les constables auxiliaires soutien à la Cour municipale de Montréal et les affecter à la garde de détenus;

6- Dans l'éventualité où l'Employeur désire faire accomplir d'autres tâches que celles énumérées plus haut aux constables auxiliaires soutien, il doit au préalable s'entendre avec la Fraternité;

7- L'Employeur perçoit, en les retenant sur le chèque de paie du constable auxiliaire soutien, les contributions régulières requises par la Fraternité;

8- Comme condition de l'obtention ou du maintien de son emploi, le constable auxiliaire soutien doit demeurer en tout temps membre de la Fraternité;

9- L'Employeur accorde priorité aux constables auxiliaires soutien si ceux-ci rencontrent toutes les exigences requises pour devenir constable auxiliaire permanent;

10- Le constable auxiliaire soutien participe au régime de retraite des policiers et policières de la Ville de Montréal. La présente disposition ne fait référence au régime de retraite qu'à titre informatif. Elle n'a pas pour effet de faire du régime de retraite une matière arbitrable, étant entendu et compris que ledit régime ne fait pas partie intégrante de la convention collective et ne constitue pas une matière sur laquelle un arbitre de griefs a compétence;

11- a) Les échelles salariales applicables au constable auxiliaire soutien sont les suivantes:

À compter du 1er janvier 2015 jusqu'au 31 décembre 2015 (majoré de 2 %) : 60 828 $

À compter du 1er janvier 2016 jusqu'au 31 décembre 2016 (majoré de 2 %) : 62 045 $

À compter du 1er janvier 2017 jusqu'au 31 décembre 2017 (majoré de 2 %): 63 286 $

À compter du 1er janvier 2018 jusqu'au 31 décembre 2018 (majoré de 1,75 %) : 64 394 $

À compter du 1er janvier 2019 jusqu'au 31 décembre 2019 (majoré de 1,5 %): 65 360 $

À compter du 1er janvier 2020 jusqu'au 31 décembre 2020 (majoré de 1,5 %): 66 340 $

À compter du 1er janvier 2021 jusqu'au 31 décembre 2021 (majoré de 1,5 %): 67 335 $

b) Les dispositions de l'article III s'appliquent à l'auxiliaire soutien ;

12- L'ensemble des dispositions de la convention collective qui ne sont pas incompatibles avec la présente entente s'appliquent au constable auxiliaire soutien. Les dispositions prévoyant l'octroi de bénéfices sur la base des salaires prévus à l'article II de la convention collective doivent s'appliquer en regard du constable auxiliaire soutien sur la base de l'échelle salariale prévue dans la présente Lettre d'entente;

13- Les parties conviennent que la présente Lettre d'entente cesse d'avoir des effets au moment où le dernier constable auxiliaire soutien quitte ses fonctions.

Conformément au paragraphe 40.00 de la convention collective, la présente Annexe fait partie intégrante de la convention collective.

ANNEXE FF **DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AU PROGRAMME D'AIDE POLICIER ET POLICIÈRE (CI-APRÈS APPELÉ LE « PAPP »)**

LETTRE D'ENTENTE

entre

LE SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL
(Ci-après la « Ville de Montréal » ou l' « Employeur »

et

LA FRATERNITÉ DES POLICIERS ET POLICIÈRES DE MONTRÉAL
(Ci-après la « Fraternité » ou le « Syndicat »)

PRÉAMBULE

CONSIDÉRANT **l'ensemble des difficultés inhérentes au travail d'un policier et que dans le cadre de l'exécution de son travail, le policier s'expose à des événements susceptibles d'affecter la santé mentale de ce dernier;**

CONSIDÉRANT QUE **le PAPP est un programme jugé essentiel et que les parties veulent identifier les conditions favorisant le succès du PAPP;**

CONSIDÉRANT QUE **le PAPP, pour maintenir un service jugé adéquat, doit disposer des ressources nécessaires afin d'offrir un service complet, incluant la consultation et la prévention;**

CONSIDÉRANT QUE **les services offerts doivent tenir compte des aspects reliés au travail du policier susceptibles de comporter des impacts sur la santé mentale du policier et tenir compte des facteurs de risque reliés au suicide;**

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. **Le préambule fait partie intégrante de la présente entente;**

2. **Les parties conviennent que, pour donner un service adéquat, le PAPP doit offrir les services suivants :**

a) Service de consultation;

b) Assurer une disponibilité pour répondre aux situations de crise vingt-quatre (24) heures par jour, sept (7) jours par semaine;

c) Prévoir des activités de formation et de prévention;

d) Assurer un soutien préventif au sein des unités à risque;

3. **Afin que le PAPP puisse offrir un niveau de service adéquat, la Ville de Montréal consent à financer l'octroi de cent soixante-dix-sept heures et demi (177,5 heures) par semaine, sur une base annuelle, d'utilisation de services professionnels;**

4. **Les parties conviennent que les ressources affectées au service sont entièrement et exclusivement consacrées à répondre aux besoins des policiers conformément aux dispositions du paragraphe 2.**

Conformément au paragraphe 40.00 de la convention collective, la présente Annexe fait partie intégrante de la convention collective.

ANNEXE GG **MÉSENTENTE ENTRE LES PARTIES RELATIVE À LA PARITÉ SALARIALE ENTRE LES SUPERVISEURS ET LES SUPERVISEURS DE QUARTIER – ANNEXE K DE LA CONVENTION COLLECTIVE**

LETTRE D'ENTENTE

ENTRE

LA VILLE DE MONTRÉAL

et

LA FRATERNITÉ DES POLICIERS ET POLICIÈRES DE MONTRÉAL

PRÉAMBULE

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article 13.00 de l'Annexe K de la convention collective portant sur la mésentente entre les parties relatives à la parité salariale entre les superviseurs et les superviseurs de quartier ;

CONSIDÉRANT qu'il est dans l'intérêt mutuel des parties que cette mésentente soit résolue dans les meilleurs délais ;

CONSIDÉRANT que l'Annexe K continue de régir les parties dans le cadre de la présente lettre d'entente et demeure applicable à tous égards ;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. **Le préambule fait partie intégrante de la présente lettre d'entente ;**

2. **Les parties entreprennent, à compter de la signature de la présente lettre d'entente, une ronde de négociation, dite de la dernière chance, en vue d'en venir à une entente sur la demande de la Fraternité relative à la parité salariale entre les superviseurs et les superviseurs de quartier, le tout, afin d'établir si la parité salariale entre les superviseurs de quartier et ceux qui exercent des tâches de supervision et de gestion de personnel, reliées aux champs d'activités décrits dans l'article 4 de la présente lettre d'entente, doit être accordée ;**
3. **La susdite ronde de négociations est d'une durée de 90 jours et commence à compter de la signature de la présente lettre d'entente ;**
4. **La demande de la Fraternité vise les superviseurs qui exercent des tâches de supervision et de gestion de personnel, notamment : Soutien, Moralité,**

alcool stupéfiants (MAS) incluant gangs de rues (GDR), division du crime organisé (DCO), surveillance physique, groupe tactique d'intervention (SWAT), identification judiciaire, collision/nautique, circulation, motards, groupe d'intervention, surveillance électronique, soutien technique, groupe d'infiltration, équipe cynophile, communication, mandat, chambre jeunesse, cavalerie, groupe Éclipse ;

5. **Les conclusions et autres considérations auxquelles en arrive le comité sont soumises aux parties qui en étudient le bien-fondé ainsi que la nécessité de modifier la convention collective pour y donner suite s'il y a lieu ;**

6. **En cas de mésentente entre les membres du comité ou entre les parties, l'une ou l'autre d'entre elles en avise le médiateur-arbitre Me Jean Barrette ; la preuve déjà constituée devant Me Barrette sur l'octroi de la parité salariale dans le cadre du différend 2011-2012 est déposée le cas échéant par l'une ou l'autre des parties ;**

7. **Le médiateur-arbitre a tous les pouvoirs nécessaires à l'exercice de sa compétence et les dispositions pertinentes du Code du travail du Québec applicables à un différend, s'appliquent en les adaptant, les parties reconnaissant expressément que l'arbitre-médiateur a compétence pour disposer de la mésentente qui oppose les parties et qu'il est régit par les dispositions du Code du travail, telles que celles-ci se lisaient avant le 2 novembre 2016 ;**

8. **L'entente qui pourrait être conclue entre les parties à la suite des négociations entreprises entre elle ou la sentence qui sera rendue en cas de mésentente, par l'arbitre Me Jean Barrette, fait partie intégrante de la convention collective qui sera renouvelée après le 31 décembre 2014 ;**

9. **Malgré les dispositions qui précèdent, et même si les parties entreprendront de nouvelles négociations sur la demande de la Fraternité, à compter de la signature de la présente lettre d'entente, les parties pourront s'adresser immédiatement à l'arbitre pour que celui-ci fixe des dates d'audition, compte tenu que cet arbitrage a débuté en 2008 et qu'il n'est pas dans l'intérêt des parties d'attendre les résultats de cette ronde de négociation avant de fixer les susdites d'audition.**

Conformément au paragraphe 40.00 de la convention collective, la présente Annexe fait partie intégrante de la convention collective.

ANNEXE HH TÂCHES ET FONCTIONS DE CERTAINES UNITÉS

LETTRE D'ENTENTE

entre

LE SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL
(Ci-après la « Ville de Montréal » ou l' « Employeur »

et

LA FRATERNITÉ DES POLICIERS ET POLICIÈRES DE MONTRÉAL
(Ci-après la « Fraternité » ou le « Syndicat »)

PRÉAMBULE

CONSIDÉRANT l'intérêt des parties de convenir de la présente entente;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. **Le préambule fait partie intégrante de la présente entente;**

   TÂCHES ET FONCTIONS DANS CERTAINES UNITÉS

   UNITÉ « MORALITÉ »

2. **Au sein de l'unité « Moralité », l'employeur peut faire effectuer par des policiers qui détiennent le grade de « constable », des tâches d'enquête, selon les pratiques en vigueur au sein de cette unité et en autant qu'il ne s'agisse pas de tâches normalement confiées à des sergents détectives dans les autres unités, sections ou Centres d'enquête du SPVM ; à ces conditions, ces policiers peuvent donc effectuer des enquêtes qui sont normalement confiées à des policiers qui détiennent le grade de sergent-détective;**

3. **Les tâches de cette fonction sont effectuées de manière autonome, sans qu'il soit nécessaire que le constable soit accompagné par un policier qui détient le grade de « sergent détective »;**

4. **Toute équipe d'enquêteurs composée de constables au sein de l'unité Moralité doit cependant être supervisée par un policier qui détient le grade de sergent détective ;**

UNITÉ « STUPÉFIANTS »

5. **Dans l'éventualité où la section autrefois connue sous le nom de « Section Stupéfiants » devait être rétablie, celle-ci pourra être constituée de policiers qui détiennent le grade de constable, et ceux-ci pourront effectuer des tâches d'enquête relatives aux stupéfiants et qui sont normalement confiées à des policiers qui détiennent le grade de sergent-détective;**

6. **Les constables qui feront partie de la section Stupéfiants sont désignés par voie de mutation, en conformité avec les dispositions applicables de la convention collective ; malgré ce qui précède, les dispositions de l'article 7.10 s'appliquent le cas échéant en les adaptant;**

7. **Les tâches de cette fonction seront effectuées de manière autonome, sans qu'il soit nécessaire que le constable soit accompagné par un policier qui détient le grade de « sergent détective »;**

8. **Toute équipe d'enquêteurs composée de constables au sein de la section Stupéfiants doit cependant être supervisée par un policier qui détient le grade de sergent détective ;**

UNITÉ « GANG DE RUES »

9. **Dans l'éventualité où la section autrefois connue sous le nom de « Section gang de rues » devait être rétablie, celle-ci pourra être constituée de policiers qui détiennent le grade de constable, le tout jusqu'à concurrence d'un maximum de 20 % des effectifs de la section, celle-ci étant pour le reste, composée de policiers qui détiennent le grade de sergent détective ; les policiers qui détiennent le grade de constable agiront au sein de cette section en soutien aux policiers qui détiennent le grade de sergent détective et ne pourront accomplir les tâches d'enquête de manière autonome;**

10. **Les constables qui feront partie de la section Gang de rues, sont désignés par voie de mutation, en conformité avec les dispositions applicables de la convention collective ; malgré ce qui précède, les dispositions de l'article 7.10 s'appliquent le cas échéant en les adaptant;**

FINALISATION DES MÉSENTENTES PENDANTES

11. **Le cas échéant, les parties considèrent comme étant réglés, de manière finale et définitive, dont quittance générale et finale pour le tout, mais sans admission ni reconnaissance de quelque nature que ce soit, tout grief en cours en date de la présente entente, dans la mesure où celui-ci est relié aux tâches d'enquête qui y sont visées.**

Conformément au paragraphe 40.00 de la convention collective, la présente Annexe fait partie intégrante de la convention collective.

LETTRE D'ENTENTE

entre

LA VILLE DE MONTRÉAL
(Ci-après l' « Employeur »)

et

LA FRATERNITÉ DES POLICIERS ET POLICIÈRES DE MONTRÉAL
(Ci-après la « Fraternité » ou le « Syndicat »)

Règlement de certains recours et entente quant aux montants (sentence autocollants)

GRIEFS SYNDICAUX : 2013-004, 2013-009, 2014-020, 2016-020, 2016-016, 2014-098, 2016-024.
GRIEFS PATRONAUX : 2014-099, 2014-096 (QUANTUM DU GRIEF PATRONAL AUTOCOLLANT).
RECOURS CIVILS : 500-17-097272-176 ET 500-17-096844-165

PRÉAMBULE

CONSIDÉRANT **l'actuel processus de médiation-arbitrale dans le cadre du renouvellement de la convention collective des policiers et policières de la Ville de Montréal;**

CONSIDÉRANT **la volonté des parties de régler une série de griefs (ci-après les « Griefs »);**

CONSIDÉRANT **que dans le cadre de la sentence arbitrale de l'arbitre Nathalie Faucher datée du 29 décembre 2016 concernant le grief patronal – Autocollants (ci-après « Sentence arbitrale – Autocollants »), celle-ci a réservé sa compétence à l'égard des dommages « advenant que les parties ne puissent s'entendre au sujet des montants dus à titre de dommages »;**

CONSIDÉRANT **le pourvoi en contrôle judiciaire déposé en Cour supérieure par le Syndicat à l'encontre de la Sentence arbitrale – Autocollants portant le numéro de Cour 500-17-097272-176;**

CONSIDÉRANT **l'intérêt des parties de convenir du présent règlement;**

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. **Le préambule fait partie intégrante de la présente entente;**

2. **RÈGLEMENT DES GRIEFS**

2.1 Les parties se désistent sans admission des griefs suivants et en aviseront les tribunaux concernés dans les meilleurs délais;

No	Objet
2013-004	Projet pilote programme 35-35-70
2013-099	Projet pilote programme 35-35-70
2014-020	Grief syndical concernant indemnisation pour enlèvement des autocollants
2016-010	Abolition programme PAIR – Agent senior
2016-016	Cadets – Commercialisation
2014-098	Droit et liberté d'expression port de l'uniforme
2014-099	Grief patronal sur l'arrêt de travail illégal du 17 juin 2014
2016-024	Comblement des postes agents solos
2014-096	Grief patronal sur la baisse des constats d'infraction

2.2 Grief 2016-024 / Désistement du pourvoi en contrôle judiciaire (Agents solos)

La Fraternité se désiste, chaque partie payant à ses frais, du pourvoi en contrôle judiciaire déposé à l'encontre de la sentence arbitrale rendue par l'arbitre Jean-Pierre Lussier dans le cadre du grief de comblement des postes Agents solos et produira un désistement à la Cour supérieure dans le dossier 500-17-096844-165.

3. **ENTENTE : MONTANTS DUS À TITRE DE DOMMAGES (SENTENCE ARBITRALE – AUTOCOLLANTS) ET RÈGLEMENT DU POURVOI EN CONTRÔLE JUDICIAIRE**

3.1 Désistement du pourvoi en contrôle judiciaire

La Fraternité se désiste, chaque partie payant ses frais, du pourvoi en contrôle judiciaire déposé à l'encontre de la Sentence arbitrale rendue par l'arbitre Nathalie Faucher à l'égard du grief relatif aux autocollants, et produira un désistement à la Cour supérieure dans le dossier 500-17-097272-176 ;

3.2 Entente quant aux montants dus à titre de dommages (sentence arbitrale – Autocollants)

En considération des désistements par le Syndicat des griefs et du Pourvoi en contrôle judiciaire, les parties reconnaissent et déclarent qu'une entente est intervenue à la satisfaction des parties quant aux montants dus à titre de dommages découlant de la Sentence arbitrale – Autocollants et en informeront le tribunal d'arbitrage dont quittance générale et finale pour le tout à l'égard de ces montants;

4. **QUITTANCE**

Sous réserve de l'exécution de la présente, chacune des parties, y compris, selon le cas, ses élus, officiers, employés, représentants, mandataires ou ayants droits, donne quittance complète, finale et définitive à l'autre de tout recours et de toute demande, de quelque nature, que ce recours ou cette demande ait été exercé ou faite ou non, en relation avec l'objet des griefs visés par la présente ou avec ses griefs.

5. **CAS D'ESPÈCE**

La présente constitue un cas d'espèce et ne pourra être invoquée à titre de précédent par l'une ou l'autre des parties;

6. APPROBATION

La présente entente est conditionnelle à son approbation par l'autorité compétente au sein de l'Employeur. De même, la présente entente entrera en vigueur en date de sa signature.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Montréal, ce _____e jour de septembre 2017.

Yves Francoeur
Président, Fraternité des policiers et policières de Montréal

Jean-Yan Gagnon

Directeur des relations de travail et négociateur en chef

Ville de Montréal

14 août 2017

Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal – Loi RRSM

Restructuration du Régime de retraite des policiers et policières de la Ville de Montréal (RQ n°26156)

Règlement global (E-44P; inclut les précisions apportées par rapport à E-44)

Montréal

Rapport de la situation financière au 31 décembre 2013[1] et application de la Loi RRSM[2]

	Régime de retraite des policiers et policières de la Ville de Montréal	
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE 2013 *Participants actifs*	**Masse salariale**	382,4 M$
	Ratio de capitalisation	104 %
	Déficit actuariel attribuable aux actifs	0,0 M$
	Valeur de l'indexation	263,0 M$
COTISATION MOYENNE 2014 AVANT RESTRUCTURATION	**Cotisation des employés**	7,0 %
	Cotisation de la Ville de Montréal	21,0 %
	Coût total pour le service courant	28,0 %
	Coût de l'indexation	*3,8 %*
APPLICATION DE LOI RRSM *Service passé*	**Déficit à restructurer**	0,0 M$
	Suspension de l'indexation	(263,0) M$
	Réserve de restructuration	263,0 M$
APPLICATION DE LOI RRSM *Service futur*	**Coût pour le service courant sans indexation**	24,2 %
	Plafond prescrit	(21,0)%
	Jour 2 – rente d'invalidité	(1,0)%
	Réduction des prestations requise	2,2 %
COTISATION MOYENNE APRÈS RESTRUCTURATION ET JOUR 2	**Coût pour le service courant**	22,0 %
	Cotisation au fonds de stabilisation (25%)	5,5 %
	Cotisation totale	27,5 %
	Cotisation des policiers (50 %)	*13,75 %*
	Cotisation de la Ville de Montréal (50 %)	*13,75 %*

[1] Situation financière découlant de l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 utilisée pour la présentation au conseil municipal du 19 janvier 2015; les résultats ont été ajustés pour tenir compte de l'application de la Loi 13 (non transfert des gains au 31 décembre 2013 à la réserve).

Le coût de service courant après restructuration devra être réévalué au 31 décembre 2013 pour tenir compte, entre autres, des modifications effectuées et des coûts résultants de la règle de 50 % dus à la hausse des cotisations, le cas échéant (sujet à l'approbation de l'évaluation actuarielle par Retraite Québec).

[2] Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (Loi RRSM).

Restructuration du service antérieur au 1er janvier 2014 (ancien volet)	
Somme versée dans la réserve de restructuration (± 263,0 M$)	▪ Création d'une réserve de restructuration d'une valeur égale à la valeur de l'indexation éliminée pour les participants actifs au 31 décembre 2013 (au sens de la Loi RRSM). ▪ Cette réserve sera détenue à même les actifs de l'ancien volet du régime et s'accumulera au rendement net de ce volet. ▪ L'octroi de l'indexation est effectué à chaque évaluation actuarielle à compter de l'évaluation actuarielle post-restructuration en date du 31 décembre 2013. L'indexation est versée à compter du 1er janvier 2015. ▪ L'indexation ponctuelle est annuelle et correspond au plus élevé des montants qui résultent de l'application des formules suivantes : 1. 100 % IPC, maximum 1,25 %; ou 2. IPC – 1 %. ▪ L'actuaire du régime doit certifier la suffisance de la réserve aux fins de l'indexation lors de la production de chaque évaluation actuarielle du régime, ou encore par la production d'une attestation annuelle spéciale. La formule d'indexation peut être révisée, à la hausse ou à la baisse par la Fraternité, en fonction d'une projection à long terme de la suffisance de la réserve, des rendements qui y sont crédités et des coûts projetés de l'indexation visée.
Utilisation des excédents d'actif en cours d'existence du régime	▪ Utilisation des excédents d'actif selon l'ordre suivant lors d'une évaluation actuarielle : 1. Constitution de la PED à 100 %; 2. Remboursement des créances envers la Ville établies au 31 décembre 2013, accumulées avec intérêt par la suite (voir l'annexe A); 3. Dans l'éventualité où l'excédent d'actif, après les utilisations ci-dessus, excède 15% du passif actuariel (incluant la réserve de restructuration), ou de la PED si supérieure, les parties conviennent de discuter des options possibles, indifféremment de leur droit respectif.
Appartenance de l'excédent d'actif à la terminaison du régime	▪ Remboursement du solde des créances envers la Ville établies au 31 décembre 2013, accumulées avec intérêt par la suite, le cas échéant. ▪ Par la suite, pour l'excédent d'actif résiduel, les parties conviennent de discuter des options possibles, indifféremment de leur droit respectif.
Restructuration du service à compter du 1er janvier 2014 (nouveau volet)	
Réduction des prestations	▪ Afin de rencontrer le plafond prescrit par la Loi RRSM sur la cotisation d'exercice totale (soit 21 % de la masse salariale), les modifications réductrices suivantes sont apportées avec effet le 29 décembre 2016 : 1. Calcul du salaire final selon une approche par grade (voir document S-14 ci-joint), et ce, pour les promotions effectuées à compter du 1er juillet 2017; 2. Remplacement de la forme réversible à 60% au conjoint en cas de décès pendant la retraite par une forme comportant une garantie de 120 versements mensuels; 3. Prestation de raccordement de 0,25% du salaire final indexé par année de cotisation au régime plutôt que de 0,50%. ▪ Afin de rencontrer le plafond convenu entre les parties sur la cotisation d'exercice totale (soit environ 22 % de la masse salariale), la modification no. 3 ci-dessus est abrogée dès le 30 décembre 2016. ▪ Pour les fins du calcul de la cotisation d'exercice, les augmentations de salaire et de prime de métropole négociées dans le cadre de la convention collective pour les années 2015 à 2021 sont prises en compte. ▪ L'actuaire de l'ABR devra prendre en compte les modifications décrites ci-dessus et refléter leur impact dans son rapport « post-restructuration » en date du 31 décembre 2013.

Fonds de stabilisation (financement)	▪ Cotisation au fonds de stabilisation égale à 25 % de la cotisation d'exercice totale calculée avec la marge pour écarts défavorables et payable à compter du 1er juillet 2017. ▪ La cotisation de stabilisation continue d'être versée en tout temps (sujet aux limites fiscales).
Hausse graduelle de la cotisation salariale	▪ Hausse de la cotisation salariale, incluant la cotisation d'exercice et la cotisation au fonds de stabilisation, sur une période de quatre ans, comme suit : - Hausse de 1,25 % à compter du 1er janvier 2017; - Hausse additionnelle de 2,75 % à compter de la date de signature de la convention collective; - Hausse additionnelle de 1,00 % à compter du 1er janvier 2018; - Hausse additionnelle de 1,00 % à compter du 1er janvier 2019; - Hausse additionnelle de 0,75 % à compter du 1er janvier 2020.
Cotisations patronales depuis le 1er janvier 2014	▪ Les cotisations patronales versées depuis le 1er janvier 2014 en excédent de celles requises suite à la présente restructuration seront traitées comme prévu à la Loi RRSM.
Utilisation du fonds de stabilisation	▪ Le fonds de stabilisation est utilisé afin d'octroyer une indexation ponctuelle des rentes lorsque celui-ci est suffisant. Ainsi, lorsque le fonds de stabilisation net du déficit dans le compte général excède 15 % du passif actuariel, cet excédent sert à octroyer, d'abord et avant tout, de l'indexation ponctuelle. ▪ La mécanique à l'égard du versement de l'indexation ponctuelle est la suivante : - L'actuaire établit, à chaque évaluation actuarielle, le niveau d'indexation pouvant être octroyé de façon permanente à même le fonds de stabilisation (net du déficit dans le compte général) dans le nouveau volet (à la fois pour les participants actifs et pour les retraités); et le tout : a. Selon les hypothèses et méthodes utilisées aux fins de l'évaluation actuarielle selon l'approche de continuité; et b. En fonction d'une formule d'indexation cible de 100 % du premier 1,75 % de l'IPC ou IPC - 3 % (selon le maximum des deux) et sous réserve d'une indexation annuelle maximale de 4 %; - Les rentes servies en date du 1er janvier suivant la date à laquelle l'évaluation actuarielle est déposée sont alors ajustées en fonction du niveau d'indexation ainsi déterminé : a. Depuis la dernière évaluation actuarielle; b. Si la situation financière le permet, une récupération des périodes où aucune indexation n'a pu être octroyée est ajoutée à l'indexation accordée; c. Si les règles fiscales et la situation financière le permettent, une rétroactivité est également payée pour les indexations non versées depuis la dernière évaluation actuarielle. ▪ Le solde du fonds de stabilisation constitue une réserve, et ce, jusqu'à ce que celui-ci atteigne 25 % du passif actuariel (incluant la provision pour indexation cible). ▪ Dans l'éventualité où le fonds de stabilisation, après les utilisations ci-dessus, excède 25 % du passif actuariel (incluant la provision pour indexation cible), les parties conviennent de discuter des options possibles, indifféremment de leur droit respectif. Il est aussi précisé qu'un transfert doit être fait, au préalable, du fonds de stabilisation vers le compte général pour éponger le déficit, le cas échéant. ▪ Lorsque le fonds de stabilisation net du déficit dans le compte général est égal à 15 % ou moins du passif actuariel, ou est inférieur à la PED, et que le compte général est déficitaire, une cotisation d'équilibre est établie pour l'amortissement de tel déficit. La durée de la période d'amortissement est égale à 6 ans. Cette cotisation est prioritairement payée par un transfert du fonds de stabilisation vers le compte général. Les cotisations de stabilisation peuvent aussi servir directement à l'acquittement des cotisations d'équilibre. Par la suite, la règle de partage d'un déficit selon un ratio 50 % participants actifs / 50 % Ville s'applique.
Appartenance de l'excédent d'actif à la terminaison du régime	▪ Les parties conviennent de discuter des options possibles, indifféremment de leur droit respectif.

Autres éléments	
Droits résiduels	▪ Ancien volet : Paiement en proportion du ratio de solvabilité (maximum 100 %) avec effet à la date de signature de la présente l'entente. Pour les cas où des droits résiduels sont requis, à la charge de la Ville. ▪ Nouveau volet : Paiement en proportion du ratio de solvabilité (maximum 100 %) avec effet à la date de signature de la présente l'entente. Pour les cas où des droits résiduels sont requis, privilégier une méthode qui ne nécessite aucun déboursé pour la Ville et les participants actifs, dans la mesure où cette méthode soit permise par la loi, autrement partage selon un ratio 50 % participants actifs / 50 % Ville.
Démarches auprès de Retraite Québec	▪ Advenant le cas où des démarches doivent être entreprises auprès de Retraite Québec pour assurer la mise en place de la présente restructuration (par ex. confirmer ou discuter de l'interprétation de la Loi RRSM), ces démarches seront effectuées par les actuaires des parties, non pas par l'actuaire de l'ABR.

EN FOI DE QUOI LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL LE _____, 2017

_____
Jean-Yan Gagnon
Direction des relations de travail
et négociateur en chef

_____
Yves Francoeur
Président de la Fraternité

Annexe A – Créances envers la Ville

Description et montant des créances *

A **Clause banquier (cotisations d'équilibre)**

Valeur estimée au 31 déc. 2016 = **112 M$**

Cotisations d'équilibre versées par la Ville (de 2009 à 2013), accumulées avec intérêts

B **Clause banquier (service courant)**

Valeur estimée au 31 déc. 2016 = **83 M$**

Cotisations en excédent du coût de service courant avant les améliorations du protocole de 2007 (de 2009 à 2013 inclusivement), accumulées avec intérêts

C **Solde du surplus alloué (pour congé de cotisations) par le protocole de 2007**

Valeur estimée au 31 déc. 2016 = **207 M$**

Surplus alloué à la Ville au 1er janvier 2004 par le protocole de 2007, réduit des congés de cotisations (de 2004 à 2008 inclusivement), accumulé avec intérêts

TOTAL : Valeur estimée au 31 déc. 2016 = **402 M $**

* Les montants indiqués dans la présente Annexe A ne sont présentés qu'à titre indicatif seulement. Ceux-ci seront révisés à l'occasion de l'évaluation actuarielle post-restructuration et ce sont ces montants qui serviront dans l'application de ladite Annexe A. Ils seront accumulés avec intérêt selon rendement net de l'ancien volet.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 51.01

2017/09/28 17:00

(1)

Dossier # : 1176898001

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation , Division Stratégies et produits résidentiels
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 c) considérer, dans la mise en œuvre des mesures relatives au logement, les besoins des populations vulnérables, notamment ceux des personnes et des familles à faible revenu et à revenu modeste
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Approuver la nomination de Mme Lise Guillemette à titre de membre du conseil d'administration de l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM) pour un mandat de trois (3) ans.

Attendu que le Conseil d'agglomération doit nommer quatre des administrateurs du conseil de l'Administration de l'Office municipal d'habitation de Montréal, et qu'un de ces quatre postes est actuellement, je recommande :
d'approuver la nomination de Mme Lise Guillemette à titre de membre du conseil d'administration de l'OMHM.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-09-01 13:36

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1176898001**

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation , Division Stratégies et produits résidentiels
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 c) considérer, dans la mise en œuvre des mesures relatives au logement, les besoins des populations vulnérables, notamment ceux des personnes et des familles à faible revenu et à revenu modeste
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Approuver la nomination de Mme Lise Guillemette à titre de membre du conseil d'administration de l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM) pour un mandat de trois (3) ans.

CONTENU

CONTEXTE

L'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM) est une organisation qui gère et développe du logement social et abordable pour les personnes et familles à faible revenu ou à revenu modéré. Sa mission est d'améliorer les conditions de vie de familles et de personnes à faible revenu en offrant des logements et des services de qualité tout en favorisant leur pouvoir d'influence et d'action.
40 000 personnes résident dans les quelque 23 000 logements du parc immobilier de l'OMHM et environ 15 000 autres dans des logements subventionnés conventionnés appartenant à des propriétaires privés, des OBNL en habitation et des coopératives.

Les lettres patentes de l'OMHM prévoient que le conseil d'administration est composé de neuf (9) membres :

- Cinq (5) sont nommés par le conseil d'agglomération;

- Deux (2) sont élus par l'ensemble des locataires de l'Office, conformément à la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., Chapitre S-8) et ses amendements;

- Deux (2) sont nommés par le ministre responsable de la Société d'habitation du Québec (SHQ), après consultation parmi les groupes socio-économiques les plus représentatifs du territoire de l'Office.

Les mandats ont une durée de trois (3) ans. Les statuts et règlements de l'OMHM prévoient que les membres restent en poste malgré l'expiration de leur mandat, jusqu'au renouvellement de celui-ci ou jusqu'à leur remplacement.

M. Cheikh Diop, nommé pour 3 ans en avril 2016, vient de démissionner du conseil. Un poste est donc à combler.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG 16 0284 - 21 avril 2016 - Reconduction des mandats de M. Robert Labelle et Mme Johanne Goulet à titre d'administrateurs de l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM) et nomination de trois (3) nouveaux membres, soit Mme Sylvie Crispo, M. Christian Champagne et M. Cheikh Diop

- CG 13 0191 - 30 mai 2013 - Reconduction du mandat de Mme Johanne Goulet à titre de membre du conseil d'administration de l'OMHM
- CG 12 0241 - 21 juin 2012 - Nomination de Mme Myrlande Mayrand et de MM. Robert Labelle et Alain Tassé à titre de membres du conseil d'administration de l'OMHM

DESCRIPTION

Mme Guillemette compte à son actif 32 ans de service au sein de la fonction publique, dont cinq ans pendant lesquels elle a occupé le poste de vice-présidente de la Société d'habitation du Québec. À ce titre, elle a administré tous les programmes d'habitation sociale et communautaire, incluant le programme de supplément au loyer, et a œuvré aux relations avec les partenaires au sein du Fonds québécois d'habitation communautaire. Elle a également veillé à la planification budgétaire de la Société et à la reddition de comptes requise par la SCHL. Mme Guillemette détient un baccalauréat en administration des affaires, option comptabilité (B.A.A.), et a été membre de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (CPA) de 1981 à 2016, jusqu'à sa récente retraite. L'expérience professionnelle de Mme Guillemette apportera à l'OMHM une solide connaissance de la gouvernance du logement social, de même que des habilités spécifiques en matière de gestion en ce domaine.
Le CV de Mme Guillemette se trouve en pièce jointe.

JUSTIFICATION

La nomination de Mme Guillemette assure au CA de l'OMHM l'expertise et la connaissance requise pour accompagner l'organisation dans l'atteinte de ses objectifs. Son parcours de gestionnaire et sa participation au sein d'autres CA font d'elle un atout pour l'organisation.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les membres du conseil d'administration reçoivent des allocations de présence pour les séances du conseil ou lorsqu'ils sont délégués à d'autres instances. Cette mesure a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal (résolution 8805778). La politique actuellement en vigueur à l'OMHM fixe les allocations de présence à 200 $ par réunion et prévoit une limite de 5 000 $ par membre. Cette mesure ne s'applique pas aux membres du conseil qui sont fonctionnaires, employés de la Ville, conseillers municipaux ou employés de l'OMHM.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'offre de logements de l'OMHM participe à l'atteinte des objectifs du Plan de développement durable : elle constitue une réponse aux besoins sociaux (accès à un logement salubre et abordable pour plus de 55 000 personnes), et participe au maintien de l'équité, de la solidarité et de la cohésion sociale. Au niveau de la gestion immobilière proprement dite, les axes retenus dans le plan stratégique de l'OMHM s'inscrivent dans

l'esprit du développement durable : pérennisation du parc, conservation et amélioration du bâti, amélioration de la qualité des milieux de vie. Le maintien d'un conseil d'administration expérimenté et compétent, également en mesure de répondre aux enjeux sociaux vécus par la clientèle, est donc essentiel.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La nomination d'un nouvel administrateur est requise pour assurer la continuité du fonctionnement du conseil d'administration de l'OMHM.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune. La personne nommée sera avisée par lettre.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Aucune.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme à l'acte constitutif de la Corporation.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2017-08-29
Rebecca LAZAROVIC Conseiller(ere) en developpement - habitation	Martin WEXLER C/d planification de l'habitation
Tél : 514 872-2559 **Télécop. :**	**Tél :** 514 872-8237 **Télécop. :** 514 872-3883

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION	**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Marianne CLOUTIER
Directrice - Habitation
Tél : 514 872-3882
Approuvé le : 2017-08-30

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2017-09-01

LISE GUILLEMETTE

PROFIL PROFESSIONNEL

A la retraite depuis mars dernier, j'ai à mon actif près de 40 années d'expérience sur le marché du travail dont 32 au sein de la Fonction publique québécoise et 8 dans un bureau de comptables. Les différents emplois que j'ai occupés m'ont permis d'œuvrer dans des domaines variés dont notamment la vérification, l'administration gouvernementale, la formation de la main-d'œuvre, la fiscalité, l'immigration ainsi que l'habitation sociale et communautaire. Tout au long de ma carrière, j'ai su utiliser mes compétences et mettre à profit mes connaissances et mon intégrité afin d'assurer notamment la qualité des services à la population tout en respectant les orientations fixées en matière d'efficacité et d'efficience.

COMPÉTENCES

- Capacité à faire preuve de leadership
- Orientée sur la performance
- Facilité à prendre des décisions difficiles avec doigté, célérité et courage
- Engagée à l'égard des services axés sur les citoyens

EXPÉRIENCE

Conseillère stratégique ***Juin 2015 à Mars 2017***
Ministère des affaires municipales et de l'occupation du territoire
Sous-ministériat aux infrastructures et aux finances municipales

Responsabilités :

- *Réaliser une analyse comparative interprovinciale des exigences de reddition de comptes et des contrôles auxquels sont assujetties les municipalités.*
- *Jouer un rôle conseil auprès des directeurs généraux et du sous-ministre adjoint dans les dossiers stratégiques des infrastructures et des finances municipales.*
- *Coordonner au sein de la Direction générale des finances municipales les suivis relatifs au Rapport du Groupe de travail sur la simplification des redditions de comptes des municipalités au gouvernement (rapport Perrault).*
- *Effectuer le suivi du document de travail du Comité technique sur l'allègement réglementaire et la simplification des procédures de reddition de comptes pour les programmes relevant des ministères et organismes gouvernementaux.*
- *Élaborer des propositions relatives aux indicateurs de gestion municipaux et à la bonification du Profil financier des municipalités, les discuter avec les autorités et les organismes municipaux concernés.*
- *Superviser et coacher une gestionnaire par intérim à la Direction générale des infrastructures.*
- *Coordonner l'étude des crédits.*

Vice-présidente ***Octobre 2010 à Juin 2015***
Société d'habitation du Québec

Responsabilités :

- *Administrer tous les programmes d'habitation sociale et communautaire, incluant les logements au Nunavik, le programme de supplément au loyer et le programme allocation-logement.*

LISE GUILLEMETTE

- *Assurer la disponibilité de logements et de la pérennité du parc immobilier dont la Société est propriétaire.*
- *Ajuster les interventions afin d'accroître l'offre de logements abordables.*
- *Voir à l'application du Cadre de gestion des investissements pour le parc immobilier HLM.*
- *Planifier adéquatement le budget de la Société ainsi que les budgets et les priorités d'investissement (*en croissance de 103,1 millions de dollars en 2007 à 343,4 millions de dollars en 2015)
- *Mettre en valeur l'expertise technique et les meilleures pratiques.*
- *Contrôler la qualité de l'entretien préventif effectué.*
- *Effectuer la reddition de comptes requise par la SCHL et assurer le respect des différentes ententes conclues avec la Société.*
- *Gérer efficacement en complémentarité avec les partenaires et les mandataires ainsi qu'intensifier les collaborations interministérielles.*
- *Présenter au Conseil d'administration les dossiers stratégiques de la vice-présidence et du réseau des partenaires.*

Directrice générale de l'immigration ***Juillet 2009 à Octobre 2010***
Ministère de l'Immigration et des communautés culturelles

Responsabilités :

- *Gérer les opérations de planification et de sélection de l'immigration économique (travailleurs qualifiés et gens d'affaires), familiale, humanitaire ainsi que temporaire.*
- *Assurer le respect de l'Entente Canada Québec relative à l'immigration et l'administration des aubains(1991).*
- *Effectuer la gestion des 7 Bureaux d'immigration Québec à l'étranger en sus des directions basées à Montréal.*

Directrice de la vérification interne ***Juillet 2008 à Juillet 2009***
Ministère de l'Immigration et des communautés culturelles

Responsabilités :

- *Consolider la fonction vérification interne au sein du ministère.*
- *Revoir tout le processus de planification et de réalisation des missions d'audit et leur suivi.*
- *Implanter des indicateurs de performance pour la direction.*
- *Mettre en place un cadre intégré de gestion des risques.*
- *Assurer la mise en place de mesures permettant de réduire les risques de sécurité de l'information à un niveau acceptable par l'organisation.*
- *Rendre compte au sous-ministre et au Comité de vérification externe sur tous les aspects mentionnés précédemment.*

Directrice de la cotisation des particuliers – Montréal ***Décembre 2002 à Juillet 2008***
Chef de service de la cotisation des particuliers en affaires ***Avril 1998 à Décembre 2002***
Revenu Québec

Responsabilités :

- *Gérer les opérations relatives à la cotisation des particuliers et assurer l'application de la Loi sur l'impôt du revenu. Comme directrice 7 services similaires étaient sous ma responsabilité.*
- *Contrôler la qualité dans tous les volets des activités fiscales et socio fiscales.*

LISE GUILLEMETTE

- *Représenter le ministère auprès de divers organismes externes (RRQ, RAMQ, ARC).*
- *Agir comme co-présidente du comité de développement de la déclaration d'impôt des particuliers.*

Directrice du budget par intérim ***Avril 1993 à Mai 1994***
Adjointe exécutive au bureau de la vice-présidence ***Mai 1994 à Avril 1998***
Société québécoise de développement de la main-d'œuvre

Responsabilités :

- *Directrice du budget : Préparer et effectuer le suivi du budget de la Société. Préparer les états financiers et les analyse financières requises à présenter au Conseil d'administration.*
- *Adjointe exécutive : Assister les autorités de la vice-présidence à l'administration et à la formation de la main d'œuvre dans la coordination de tous les mandats assignés pour des dossiers d'orientations et d'opérations et la gestion des unités administratives.*

Chargée de projet- Ressources financières ***Septembre 1992 à Avril 1993***
Ministère de la main-d'œuvre et de la Sécurité du Revenu et de la Formation professionnelle
Comité d'implantation de la Société québécoise de développement de la main-d'œuvre

Responsabilités :

- *Élaborer et implanter le cadre budgétaire et comptable de la Société.*

Chef de division ***Mars 1986 à Septembre 1992***
Chef de section ***Février 1985 à Mars 1986***
Bureau du Contrôleur des finances

Responsabilités :

- *Planifier et contrôler des activités d'audit.*

Auditrice (stagiaire puis chef d'équipe en 1981) ***Septembre 1979 à Février 1985***
Raymond Chabot Grant Thornton

Responsabilités :

- *Auditer des entreprises et préparer des déclarations fiscales.*

FORMATION

Baccalauréat en administration des affaires, Université de Sherbrooke *1978*

ASSOCIATION

Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (CPA) *1981 à 2016*

GOUVERNANCE

Membre du conseil d'administration du Fonds québécois en habitation communautaire *2010 à 2015*
Membre du conseil d'administration des Cours de l'Amérique française *2013 à 2014*